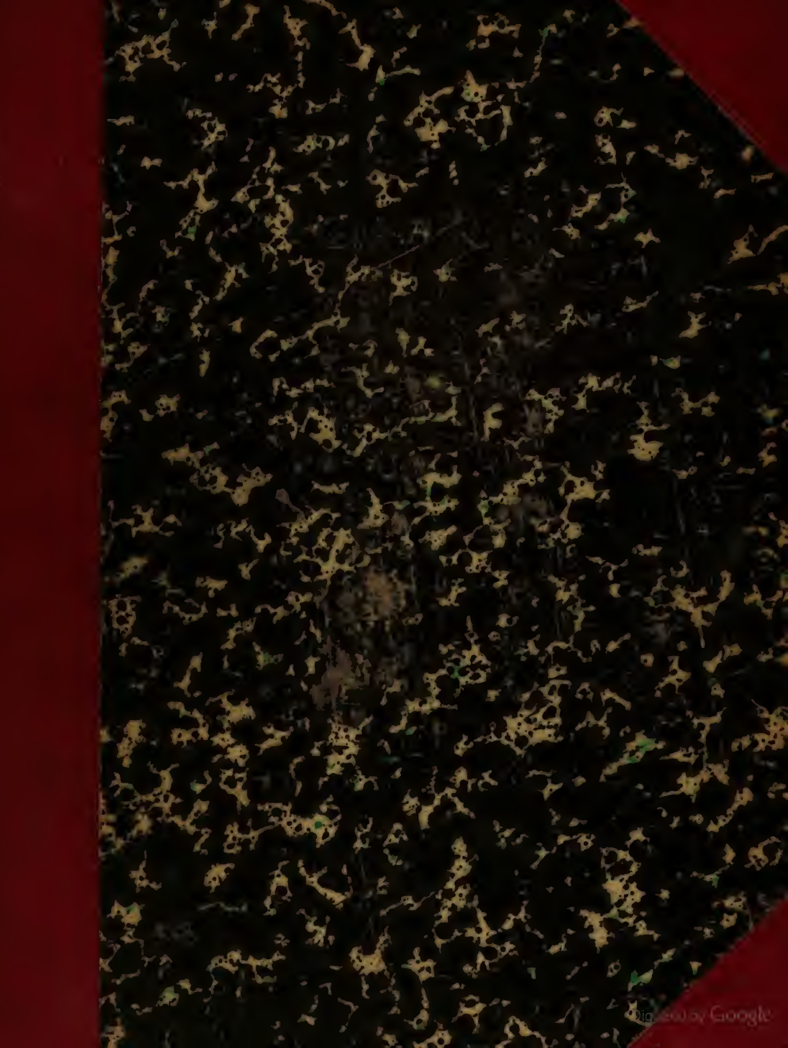



SIGILLUM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
VE RI TAS

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARIS. — CHAMEROT ET RENOUARD (IMP. DES DEUX REVUES)
19, rue des Saints-Pères, 19

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

QUATRIÈME SÉRIE. — TOME XIV

37e ANNÉE — 2e SEMESTRE

1er JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1900

PARIS

BUREAU DES REVUES, 15, RUE DES SAINTS-PÈRES

1900

N° 1. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. N° 1/8 7 Juillet 1900.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 1

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs
PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS
Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.
On s'abonne chez tous les libraires et dans les bureaux de poste de France et de l'étranger

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 1. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 7 JUILLET 1900.

LE PRÊTRE CATHOLIQUE

Dans un précédent essai (1), nous avons montré quelle force l'Eglise catholique a conservée en France, à notre époque, bien qu'il soit évident, aux yeux de l'observateur sans parti pris, qu'elle est entrée, et même depuis longtemps, dans la *période* de la décadence. Aussi, le prêtre catholique est-il, pour la psychologie sociologique, un objet d'étude des plus intéressants; malgré tout ce qu'a perdu l'Église, il est encore un facteur assez actif et assez influent dans la vie de notre société contemporaine.

On peut affirmer, croyons-nous, que ses fidèles et ses ennemis le connaissent mal. Le respect qu'il inspire aux uns par le caractère sacré dont il est revêtu lui donne un prestige des plus favorables à l'illusion. L'antipathie qu'il excite chez les autres les rend aveugles pour ses mérites, et sévères à l'excès pour ses faiblesses. A notre avis, on ne connaît bien le prêtre que quand on l'a d'abord pratiqué comme fidèle, puis qu'on s'est détaché de lui sans haine et sans colère, par le seul effet d'une raison calme, et qu'on n'a pas cessé de s'intéresser à lui, comme à un des sujets les plus curieux, et en même temps les plus complexes, qui puissent solliciter l'attention de l'observateur philosophe.

I. — L'IDÉAL DU PRÊTRE

Pour le comprendre, il faut d'abord être capable de comprendre l'idéal qu'il poursuit quand il est pleinement conscient de ses devoirs et de sa mission, et même, ajouterons-nous, capable de penser que cet idéal est peut-être l'un des plus nobles, des plus élevés, des plus beaux qu'un homme puisse poursuivre. Rechercher comment il s'est formé, quelle est, dans cette œuvre vraiment sublime, la part de Jésus, de la philosophie antérieure ou postérieure à Jésus, de Socrate, de Platon, des Alexandrins, des stoïciens, et même, d'après certains, de l'Inde brahmanique et bouddhique, quelle est aussi la part de la pensée humaine au moyen âge et dans les temps modernes, c'est la tâche de l'historien, tâche ardue, qui, malgré de nombreux essais, dont quelques-uns sont fort louables, est encore loin d'être accomplie, et ne le sera peut-être jamais à l'entière satisfaction des esprits exigeants. Prenons-le tel qu'il apparaît encore aujourd'hui dans l'enseignement de l'Église, et essayons de le définir aussi brièvement que possible, ce qui n'est pas facile.

Tout homme vient au monde souillé du péché originel, et naît mauvais, avec des instincts pervers, que la théologie a diversement classés, tantôt en péchés capitaux, qui sont au nombre de sept, tantôt sous la rubrique des trois concupiscences, celle de la chair, celle des yeux, celle de l'orgueil, si profondément étudiées dans le célèbre traité où Bossuet commente les paroles de saint Jean. Ainsi voué au mal et à la damnation éternelle qui punit justement le mal, l'homme cependant a été racheté par l'intervention de la seconde des trois personnes de l'insondable Trinité, Dieu le fils, le Verbe, Jésus-Christ, qui s'est fait homme,

(1) Voir la *Revue* des 17 et 24 mars.

et qui est mort sur la croix pour obtenir de son Père le salut de l'humanité. Mais, obtenu comme en principe pour l'humanité tout entière par ce mystérieux sacrifice, le salut n'est pas acquis de droit pour chaque homme; il doit être, pendant la vie terrestre, qui n'est qu'une épreuve transitoire en vue de la vie éternelle, conquis, pour chacun, et par la foi, et par les œuvres, sous réserve de l'action de la grâce, qui est entièrement dépendante de la volonté de Dieu, laquelle est souveraine, arbitraire en quelque sorte, et ne se laisse contraindre par aucun mérite, si grand qu'il soit, de la misérable créature.

La principale, l'unique œuvre de chaque homme ici-bas doit être son salut. Pour être sauvé, il faut croire, et agir suivant sa foi. Aussi bien pour la foi que pour les œuvres, le ministère du prêtre institué par Jésus-Christ lui-même, est nécessaire au fidèle. Le catholique ne peut pas, comme le protestant, faire son salut tout seul, au coin de son feu, en compagnie d'une Bible. Il lui faut aller à l'église, assister à la messe et au sermon, recevoir les sacrements. Donc, le prêtre a une double tâche : comme fidèle, travailler à son propre salut, et, comme prêtre, travailler à celui des autres.

La tâche du salut, pour le simple fidèle, est déjà terriblement difficile. C'est la lutte incessante contre les mauvais instincts, contre la triple concupiscence, source de tous les égarements, de tous les péchés. Si l'on veut bien réfléchir que la triple concupiscence n'est que l'égoïsme sous ses différentes formes; que la satisfaction de certaines passions égoïstes, les plus communes, la gourmandise, par exemple, le pur instinct sexuel que l'Église appelle la luxure, ravalent l'homme au rang de la bête; que toutes, suivant la profonde remarque de Pascal, le rendent l'ennemi de son semblable; que d'après les meilleurs moralistes, la satisfaction des instincts égoïstes est la cause de tout le mal qui se commet sur la terre, que le bien au contraire résulte de la résistance à ces instincts, et que la vertu consiste justement dans cette résistance, lorsqu'elle est soutenue et victorieuse; on reconnaîtra que le fidèle, en travaillant à son salut, ne fait que suivre les règles de la morale la plus haute et la plus pure.

L'Eglise, avec ses prescriptions minutieuses sur l'examen de conscience en vue de la confession des péchés, le rend particulièrement exigeant pour lui-même. Le vrai chrétien est sans cesse occupé à « s'épouiller », suivant la grossière expression d'un homme de lettres qui est l'un des catholiques les plus singuliers de notre temps, à fouiller dans tous les coins de sa conscience pour y faire la chasse aux mauvaises pensées, aux mauvais désirs, à tâcher de la rendre ausi nette qu'il est permis à l'homme, naturellement si pervers que le meilleur et le plus juste « pèche au moins sept fois par jour ». Il est sans cesse à trembler devant son juge invisible, à se demander s'il est assez sobre, assez chaste, assez humble, assez doux, assez charitable, pour soutenir sans trop d'effroi ce terrible regard qui pénètre jusqu'au fond des cœurs.

Aux passions égoïstes les plus redoutables, l'Église oppose les principales vertus qu'elle exige du chrétien : le mépris des biens terrestres à l'avarice et à la cupidité, la chasteté à la luxure, l'humilité à l'orgueil et à l'ambition, et à tout l'égoïsme cette sublime vertu qui domine les autres, parce qu'elle les implique et les entraîne toutes, la charité.

L'idéal déjà si haut de ceux qui, suivant l'expression de Gœthe, travaillent sans relâche à faire d'eux-mêmes des créatures toujours plus nobles lui paraît trop entaché d'orgueil, trop personnel et mêlé d'égoïsme. Elle veut que le chrétien se détache pour ainsi dire de lui-même, oublie son odieux « moi », se fonde dans l'amour du prochain et dans l'amour de Dieu.

Tenant d'elle la mission d'enseigner les vertus chrétiennes aux fidèles par la prédication, d'en surveiller et d'en assurer la pratique par la confession des péchés et par la pénitence, le prêtre est évidemment obligé d'en être lui-même un modèle, d'en donner l'exemple, et de présenter, à un bien plus haut degré qu'eux encore, toute la perfection compatible avec la misère originelle de la créature. Bien plus qu'eux, il doit être détaché du monde, dédaigneux des biens de la terre, doux et humble de cœur, absorbé par l'amour du prochain et la pensée de Dieu.

Mais, si un tel idéal n'a jamais été réalisé, c'est déjà beaucoup qu'il ait été sincèrement poursuivi, qu'il le soit encore ; de cela, nul ne saurait douter, parmi ceux qui sont un peu au courant de la vie de l'Église, passée ou présente, qui connaissent de bons prêtres d'autrefois par les témoignages authentiques de l'histoire ou des lettres, ou qui ont pu, dans la réalité vivante, admirer quelques belles âmes sacerdotales. Vincent de Paul, Monsieur Olier, les solitaires de Port-Royal au XVIIe siècle, l'abbé Perreyve au XIXe, je cite ces noms entre mille autres, ne sont pas de purs mythes. Et aujourd'hui encore, dans le clergé régulier ou séculier, à la ville comme dans les campagnes, il y a nombre de prêtres qui, de tout leur cœur, s'efforcent d'être ce qu'il faudrait que tout prêtre fût, pour se conformer à l'esprit de l'institution en vertu de laquelle il pratique un

ministère qui fait de lui la plus étonnante des exceptions parmi les hommes.

Qu'on réfléchisse en effet que tout prêtre, si modeste qu'il soit dans la hiérarchie, le dernier des desservants de campagne, le plus jeune des vicaires de petite ville, est investi, suivant sa croyance et celle des fidèles, d'un triple pouvoir, énorme, prodigieux, dépassant celui des souverains les plus puissants de la terre : 1° par le baptême, il fait des chrétiens, il ouvre à chaque homme qui reçoit ce sacrement l'unique voie du salut, c'est-à-dire de la béatitude éternelle; 2° par la pénitence, il remet les péchés, sauve l'homme de la damnation également éternelle; 3° enfin, ce qui est encore plus extraordinaire que tout le reste, par l'Eucharistie, il fait descendre Dieu lui-même dans le pain et le vin qu'il consacre, il transforme ces substances grossières en la substance divine, et donne à lui-même, ainsi qu'aux fidèles, la communion, c'est-à-dire fait entrer Dieu dans son propre corps et dans le leur. Se figure-t-on bien ce qu'est, sinon dans la réalité, du moins dans l'esprit de ceux qui l'admettent, un tel pouvoir, combien il est supérieur à tous ceux de la terre, et quelle est l'infériorité du plus absolu despote, dont la puissance ne va jamais qu'à disposer des choses et des gens pendant le court espace d'une misérable vie terrestre, à l'égard d'un homme qui ouvre ou ferme le ciel pour l'éternité, et qui entretient avec Dieu, créateur et souverain maître de l'univers, des relations telles que chaque jour il le fait descendre sur l'autel devant lui, entre ses mains?

La conscience qu'il a d'un pareil pouvoir, de prérogatives aussi extraordinaires, et, d'autre part, le sentiment qu'il a des devoirs multiples, aussi difficiles qu'impérieux, qui lui sont imposés par sa mission, ne doivent-ils pas faire du vrai prêtre l'homme le plus exceptionnel qui puisse exister parmi les humains, l'enlever à toutes les préoccupations, à toutes les pensées basses et mesquines, l'élever bien haut au-dessus des chétifs intérêts, des viles besognes dans lesquelles se consument la plupart de ses semblables, et le transformer en un « surhomme » bien plus digne de ce nom que les fantoches conçus par l'imagination de Nietzsche, qui a fini dans une maison de fous?

II. — LA VOCATION, LA CULTURE

Si le pouvoir sacerdotal a des séductions capables d'attirer les âmes ambitieuses (d'une certaine ambition, qui n'est pas vulgaire, et qui, certes, ne manque pas de noblesse), le devoir sacerdotal a des exigences capables d'effrayer les âmes faibles et molles. Aussi, la vraie vocation du prêtre ne peut-elle se trouver, croyons-nous, que chez des natures d'une réelle distinction, et peut-on admettre, en un sens, qu'ils sont appelés d'en haut, ainsi que le mot de « vocation » l'indique. Nous verrons bientôt comment le clergé se recrute, et ce qu'il faut penser de la vocation pour la plupart de ses membres. Mais, quand elle est vraie, elle mérite le respect, l'admiration même; car il est bien rare qu'un homme se destine, de parti pris, à une vie toute d'abnégation, de sacrifice et de dévouement.

Ceux qui sont curieux de cette sorte de psychologie n'ont qu'à lire, par exemple, dans la vie de l'abbé Perreyve par le Père Gratry, comment ce prêtre si distingué s'était senti appelé au sacerdoce dès l'enfance, comment « il voyait, en toute lumière et en toute profondeur, la voie sans comparaison la plus haute, la plus noble, la plus utile et la plus belle dans tous les sens que l'homme puisse suivre sur cette terre... et portait dans l'âme ce que l'on peut appeler les deux racines de la vocation, d'une part la piété virginale qui se donne à Dieu par tendresse, de l'autre le courage viril qui, à la vue des souffrances humaines et de la lutte terrible du bien et du mal sur la terre, se fait soldat de Dieu et s'inscrit avec enthousiasme pour combattre jusqu'à la mort. » A un ami d'enfance qui se destinait également au sacerdoce, Perreyve, âgé de dix-neuf ans, écrivait : « Toi aussi, tu as donc senti le besoin d'un dévouement plus entier, d'un sacrifice plus grand!... Depuis mon enfance, l'idée de me faire prêtre avait toujours habité dans mon cœur... J'ai fait serment de renoncer à ce qu'on appelle la tranquillité, le bonheur, les intérêts de ce monde, pour embrasser la vie de la lutte et du travail. En aurai-je la force? Je ne sais : je l'espère toutefois, n'ayant placé qu'en Dieu mon point d'appui. » On peut lire aussi, dans le curieux volume d'autobiographie que Ferdinand Fabre a intitulé *Ma Vocation*, la terrible crise par laquelle passe un ordinand, l'abbé Privat, qui ne se sent pas assez pur ni assez fort pour le sacerdoce, crise qui aboutit à la folie, et les tergiversations moins tragiques de l'abbé Fabre lui-même qui finissent par lui faire déserter le séminaire, malgré sa foi profonde, parce que l'héroïsme lui manque : « Que deviendrai-je, écrit-il à sa mère, dans le monde où je tombe brusquement comme précipité du ciel? Je l'ignore. Je sais seulement que les misères dont j'y serai accablé ne seront rien comparées à celles qui m'assailliraient dans la vie ecclésiastique, pour laquelle je ne suis pas fait. Le sanctuaire m'épouvante à l'égal de l'Enfer. » Non, reconnaissons-le

en toute sincérité, le courage de ceux qui passent par là-dessus avec pleine conscience n'est pas vulgaire, ni leur âme banale.

En France, l'Église met jalousement la main sur les sujets qui ont, ou croient avoir la vocation; elle les tient à l'écart du monde, dans ses séminaires, le petit d'abord, où elle leur fait faire leurs études classiques, puis le grand, où elle les prépare plus directement à la prêtrise.

Que la culture de l'intelligence, dans ces maisons, soit pleinement libérale et désintéressée, ce serait une grande naïveté que de le croire, et même que de le demander. Les prédicateurs à prétentions scientifiques ont beau répéter le mot de Bacon que « si un peu de science éloigne de Dieu, beaucoup de science y ramène »; l'Église, ce disant, est sincère sans doute; mais sa confiance dans le savoir humain n'est pas telle qu'elle en ouvre intrépidement toutes les sources à ses futurs ministres, avec la pleine conviction que plus ils sauront sur toutes les matières et dans tous les sens, plus ils se rapprocheront de Dieu. Elle fait très habilement et très nécessairement un choix fort scrupuleux. Il y a, pour les séminaristes, la vraie et la fausse science, les bons et les mauvais livres.

Ce choix, restreint, exclusif, défiant à l'égard de beaucoup de livres, de beaucoup de savants, et même de beaucoup de branches du savoir, aboutit à former des esprits incomplets, bornés, fermés à bien des idées, mais non pas tout à fait dépourvus d'idées, ni de vigueur intellectuelle. L'esprit du prêtre qui a vraiment profité de ses études ecclésiastiques est étroit sans doute, si on le compare à celui, je ne dirai pas d'un Renan, d'un Taine, d'un Herbert Spencer, mais d'un simple amateur cultivé qui a profité à la lecture de ces protagonistes de la pensée contemporaine, et acquis dans les Universités et dans les bibliothèques une instruction vraiment large; mais il a travaillé tout de même, il a pensé, et peut-être, s'il a reçu de la nature certains dons, a-t-il pensé, sur quelques points, aussi profondément qu'on peut le demander à un homme. La théologie, enseignement capital du grand séminaire, a pu être appelée par un célèbre écrivain de ce siècle, Proudhon, « la science de l'infiniment absurde »; ce mot, croyons-nous, ne montre que la présomptueuse ignorance de Proudhon à l'égard d'une spéculation qui, sans doute, comme la métaphysique, à laquelle elle tient de si près, n'est arrivée et n'arrivera jamais à aucun résultat positif, mais qui, cependant, de temps à autre, fait jaillir quelques lueurs, plus ou moins vives, dans les ténèbres de l'inconnaissable : c'est déjà beaucoup, et, à certains égards, c'est peut-être plus que tout le reste.

Le grand séminaire prépare aussi, pour l'apologie de la religion et la controverse contre l'hérésie et la libre pensée, des disputeurs singulièrement alertes et malins, avec lesquels il n'est pas toujours prudent de se commettre, si l'on n'est pas sûr que les arbitres de la lutte, les auditeurs du débat qui forment la galerie, aient l'esprit cultivé suivant la pure méthode scientifique. Il nous est arrivé d'assister à telle discussion dans laquelle un prêtre intelligent et bien dressé a triomphé sans peine, par des arguments pitoyables au fond, d'un contradicteur qui valait beaucoup plus que lui par le savoir et la portée d'esprit, et l'a très joliment tourné en ridicule devant une assistance de badauds mondains.

Quant à la culture morale du clergé dans les séminaires, elle est, en somme, quoi qu'en disent les adversaires, excellente, capable d'exalter pour le bien les âmes d'élite qui la reçoivent, d'y fortifier encore l'instinct du dévouement et du sacrifice qui déjà les anime, capable aussi d'agir sur les âmes vulgaires, pour les élever, momentanément du moins, au-dessus du terre à terre de leurs préoccupations habituelles. Les livres qu'on lit, les leçons qu'on entend là sont, pour ce qui concerne la règle des mœurs, tout ce qu'il y a de plus sévère, de plus exigeant; tout y commande le renoncement à soi-même, l'ardente charité envers le prochain, le mépris des plaisirs du monde, la recherche de la peine et de la souffrance en vue de l'épreuve et pour l'amour de Dieu. Y a-t-il, en dehors de là, beaucoup de lieux sur la terre où se donne un tel enseignement moral?

Il faut maintenant en venir à ce qui nous paraît, quand nous ne croyons plus, le côté le plus défectueux de l'éducation cléricale au séminaire. D'abord la préparation qu'on peut appeler technique à un ministère où le symbolisme joue un rôle immense, de tous les instants, que les profanes ne prennent pas la peine d'étudier, que les initiés eux-mêmes ne comprennent plus guère, et qui a déterminé pour le prêtre catholique l'organisation fort compliquée de ce que les Homais libres penseurs appellent ses simagrées et ses momeries.

Lorsqu'un incrédule respectueux, sincèrement animé d'une philosophie tolérante et douce, assiste à une grand'messe, il lui est difficile de voir longtemps, sans quelque peu sentir en lui le ricanement voltairien, ce curieux spectacle d'hommes couverts de chasubles, d'étoles, de chapes, accomplissant devant un autel, orné d'après des règles fixes, des évolutions incessantes, s'agenouillant, se relevant, se signant, saluant le tabernacle ou l'assistance des fidèles, se saluant eux-mêmes, procédant avec des soins méticuleux à la manipulation des objets

sacrés, du ciboire, des burettes, du calice, et de ces accessoires qui ont un nom étrange, le corporal, la pale, le purificatoire, le manuterge. Or tout cela, tous les innombrables détails de la liturgie et du culte ont un sens symbolique; sous l'acte sensible se cache une idée qu'il enveloppe. Le prêtre en a-t-il toujours conscience? Nous en doutons fort. Mais il faut au moins qu'il sache imperturbablement son métier; et l'apprentissage au séminaire n'en est pas des plus faciles; aussi doit-il, avant de le pratiquer pour de bon, s'y préparer par des essais, d'abord assez gauches, puis plus assurés, et par des répétitions fréquentes.

On ne saurait prétendre que son esprit et son cœur y gagnent beaucoup. Cette partie matérielle et, pour ainsi dire, machinale, de l'éducation ecclésiastique, que l'étude et l'intelligence du symbole ne viennent pas toujours suffisamment relever, occupe les futurs prêtres plus qu'elle ne les édifie. Au risque de paraître irrévérencieux, nous dirons même qu'assez souvent elle les amuse et qu'ils reprennent volontiers au séminaire un jeu pieux auquel, enfants, ils se livraient passionnément hors de l'église, lorsqu'ils répétaient avec délices à domicile les grandes cérémonies du culte devant ces petits autels, ces petites chapelles pour l'ornement desquels il y a un rayon spécial chez certains bimbelotiers.

Mais le pire au séminaire, c'est le développement de la superstition fétichiste dans laquelle le catholicisme est retombé en France de nos jours, après s'en être pendant longtemps dégagé autant qu'il le peut faire. « L'ancienne école, dit Renan, savait délirer avec sobriété; elle portait dans l'absurde même les règles du bon sens; elle n'admettait l'irrationnel, le miracle que dans la mesure strictement exigée par l'Écriture et l'autorité de l'Eglise; la nouvelle école s'y complaît. »

Dans le milieu janséniste, particulièrement sévère à cet égard, Pascal, ses sœurs, son beau-frère, ses amis, avaient pu croire au miracle opéré le 24 mars 1656 par le contact de la Sainte Épine sur la petite Marguerite Périer, atteinte d'une fistule lacrymale très purulente et très infecte; ils y avaient cru, parce qu'ils l'avaient vu, ou cru voir : « Un quart d'heure après, dit Pascal, la petite fille s'aperçut que son mal était guéri, et l'ayant dit à ses compagnes, on trouva en effet qu'il n'y paraissait plus rien : il n'y avait plus aucune tumeur; son œil, que cette enflure, qui avait été perpétuelle depuis plus de trois ans, avait rapetissé et rendu pleurant, était devenu aussi sec, aussi sain et aussi vif que l'autre, la source de cette boue qui coulait de quart d'heure en quart d'heure par l'œil, par le nez et par la bouche, et qui avait encore coulé sur sa joue un moment avant le miracle, se trouva toute séchée; l'os qui était carié et pourri, fut rétabli en son premier état. »

A la place du grand homme, et des esprits si fermes dont il était entouré, qu'aurions-nous dit et pensé nous-mêmes, si nous eussions assisté comme eux à un pareil spectacle, que le caractère du témoin qui en dépose devant la postérité ne permet pas de mettre en doute? Je ne sais. Mais je suis à peu près certain que ni Pascal, ni les Jansénistes, ni même la plupart des bons chrétiens appartenant aux classes distinguées du XVII[e] siècle n'eussent donné dans la dévotion à la Vierge de Lourdes, au Sacré Cœur de Jésus, qui fut pourtant particulièrement vu alors par la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque, et à saint Antoine de Padoue, avec lequel on entretient aujourd'hui une correspondance écrite en règle, après l'avoir passablement oublié pendant un certain nombre de siècles. Alors plus que maintenant le haut clergé y mettait de la réserve, et si les plus grosses superstitions florissaient dans les campagnes ignorantes, le milieu cultivé où se formaient les prêtres restait, à cet égard, assez froid et assez défiant. Sans doute on n'eût pas vu alors, comme je l'ai vu jadis, une dizaine d'évêques français réunis dans une bourgade pour y couronner d'un riche diadème une image de la Vierge qui, dérobée pendant la Révolution au sanctuaire dans lequel on la vénérait, et emmenée au loin, fit des lieues toute seule pour venir reprendre sa place, d'où elle prodigue aujourd'hui de merveilleuses faveurs.

Ainsi accueillies par les princes de l'Église, les légendes miraculeuses prospèrent plus que jamais dans les séminaires qu'ils gouvernent. Peut-être, pour la grande majorité des fidèles, et même des prêtres de nos jours, l'essentiel de la religion est-il ce qu'il y a en elle de moins noble, sinon de plus bas, pour un esprit pénétré de la piété vraie et profonde, c'est-à-dire la sollicitation, la quémanderie auprès de Dieu, le plus souvent par l'intermédiaire des Vierges renommées par leur pouvoir, Vierge de Lourdes, Vierge de la Salette, Vierge de Chartres, Vierge de Notre-Dame des Victoires et bien d'autres, et des saints particulièrement influents, de ceux qui ont « le bras long », comme dit le vulgaire à propos des sénateurs et des députés dont l'intervention passe pour être le plus efficace.

A Gethsemani, Jésus, faiblissant un instant à la vue des épreuves imminentes, demande à son Père d'éloigner de lui le calice; mais il se ressaisit aussitôt, et ajoute cette parole, qui devrait être celle de tout chrétien dans l'angoisse : « Que ta volonté soit faite, non la mienne ». La complète résignation à la volonté de Dieu, qui rapproche

le chrétien du stoïcien; et même, si l'on remplace Dieu par la force des choses, de l'agnostique détaché des croyances positives, cet état d'âme le plus haut auquel l'homme puisse arriver en présence des misères de la vie, supprime toute sollicitation de faveurs divines, toute intervention de la Vierge et des Saints, tout pouvoir des fétiches, reliques et amulettes, et finalement une grande part des attributions du prêtre, dont le ministère est indispensable pour les dévotes et qui sont l'une des meilleures sources de ses revenus.

Mais, à l'heure actuelle, il n'y a pas pour lui, de ce côté, grand danger. Fidèles et prêtres sont, à l'égard de ces superstitions, assez peu honorables pour l'esprit humain, mais pleines de consolantes illusions pour la faiblesse humaine, animés d'une foi que nous croyons aussi sincère chez ceux-ci que chez les autres. Au séminaire, comme dans les presbytères, et dans presque toutes les maisons pieuses, circulent avec faveur des petits livres, des brochures, des numéros périodiques variés où sont racontés de la meilleure foi du monde des faits très merveilleux, sans cesse renouvelés par la bonté divine, grâce à l'inépuisable complaisance des saints intercesseurs.

Et l'on constate avec surprise une telle foi chez des prêtres fort intelligents, des plus distingués. L'abbé Perreyve, à son lit de mort, est sollicité par ses amis, c'est-à-dire par l'élite intellectuelle du monde catholique d'alors, de se faire transporter près de la châsse de saint Vincent de Paul, à laquelle, l'année précédente, on avait dû des guérisons miraculeuses, entre autres celle de la nièce d'un général : « Il accepta, dit un témoin, avec une pieuse confiance, et me pria d'aller demander les autorisations nécessaires à M. le Supérieur général des Lazaristes ; la mort alla plus vite que les supplications que nous devions porter à Dieu, et devança la fin d'une neuvaine que Mgr l'Évêque d'Orléans commença lui-même en célébrant la messe à l'autel de saint Vincent de Paul. » Si, dans le milieu parisien, des prêtres de cette valeur mentale ne sont pas rebelles à de pareilles croyances, on ne s'étonnera pas qu'elles pénètrent sans effort et règnent fort tranquillement dans les cerveaux des fils de gens simples et incultes qui composent la grande majorité de notre clergé catholique.

MICHEL STAINVILLE.

(A suivre.)

LE BILAN

DU MINISTÈRE GALLIFFET

Tout dernièrement nous avons changé de ministre de la Guerre. Ce changement a donné lieu, comme d'habitude, à des lamentations sans nombre sur l'instabilité du chef de l'armée. Ces plaintes se reproduisent à peu près identiques chaque fois qu'un ministre civil ou militaire déménage de la rue Saint-Dominique : il serait abusif de les rééditer. Le cas n'est pourtant pas si pitoyable : un de perdu, un de retrouvé, et la machine marche quand même, car le ministre, bien qu'on en croie et qu'on en dise, en est un rouage des plus insignifiants. Militaire ou civil, quand un ministre vient prendre possession de son service il n'a qu'une idée bien vague de la besogne qu'il aura à fournir. Il marche de découverte en découverte, d'étonnement en étonnement, s'appuyant sur celui-ci qui lui dit blanc, puis sur celui-là qui lui dit noir, tiraillé par les politiciens qui veulent tirer un profit de son arrivée au ministère en faveur de leur parti; par ses collaborateurs qui lui démontrent les dangers ou l'impossibilité de ses desseins; et ne sachant auquel entendre, il se résout à ne prendre aucune initiative et à continuer tout simplement les errements de ses prédécesseurs. Y a-t-il un ministre de la Guerre qui ait jamais cherché, par exemple, à modérer tant soit peu ce débordement de fortifications dont la genèse a commencé quelque temps après la guerre et qui dure encore? Ou qui se soit opposé à cet autre débordement des accroissements continus de créations, de cadres, de formations, etc.? Ou qui, ému des lourds sacrifices imposés aux populations par le service militaire, ait cherché à atténuer les rigueurs de la loi de recrutement? Ou qui ait essayé de réduire les dépenses insensées de son département en supprimant les inutilités qui encombrent et alourdissent notre armée? Ou qui ait rompu avec les vieux errements en instituant un mode d'éducation, de dressage rationnel, pour ceux qui auront à exercer le haut commandement des troupes pendant la guerre? Non, n'est-ce pas. Alors, l'un vaut l'autre. Pour le pays comme pour l'armée ces changements ne peuvent causer aucun préjudice sérieux.

Si, laissant de côté les questions importantes d'intérêt général, on passe, aux questions plus mesquines de l'intérêt particulier du personnel mili-

taire sur lequel le ministre de la Guerre a la haute main, alors on aborde le domaine de la fantaisie. Car si un ministre ne sait pas dire : « Je ne veux pas de dilapidation dans mon administration », parce qu'il ne se sent pas le courage de veiller à l'exécution d'un pareil ordre qui exigerait de sa part une lutte acharnée contre la routine et ses innombrables représentants, il sait parfaitement dire : « A partir de demain les tambours seront supprimés », ou : « A partir de demain quand on commandera par le flanc droit, tout le monde fera à gauche ». Et bien plus, il sait parfaitement le faire exécuter à coups de circulaires menaçantes.

Et c'est en cela qu'un ministre de la Guerre peut donc être regretté ou non du personnel.

***

Celui qui vient de partir, le général de Galliffet, comme ses vingt-huit ou trente prédécesseurs, depuis la guerre de 1870, n'a marqué son passage aux affaires par aucune amélioration dans les nombreuses défectuosités de notre état militaire, mais en revanche, il ne s'est pas privé de faire sentir le poids de son autorité hiérarchique à son personnel, non pas pour des choses sérieuses bien entendu, mais pour des enfantillages. Il a passé son temps à *brimer* ses subordonnés.

Certes, dans l'armée, quand on a vu arriver au ministère un homme qui, au cours de sa longue carrière, n'avait rencontré que chances et indulgences de toute sorte, on fut persuadé que son principal souci serait de rendre agréable à tout le monde, un métier où bien peu sont l'objet de ces innombrables faveurs qui, cinquante ans durant, avaient agrémenté sa vie militaire. Aussi fut-ce une grosse déception quand, sans rime ni raison, on le vit souffler en tempête sur les plumes blanches des grands chefs et envoyer leurs chapeaux au diable. Puis vint le tour du menu fretin. Interdiction absolue de la tenue bourgeoise. Voilà qui était autrement grave, car des grands chefs on en trouve toujours quand il en manque, mais ne plus se mettre en bourgeois, le service journalier une fois terminé, cela devenait une véritable calamité !

Cette tenue bourgeoise ! Avait-on eu assez de peine pour l'obtenir ! Et avant cette bienheureuse autorisation octroyée par un ministre bienfaisant, combien d'ennuis, de déboires n'avait-on pas supportés pour en jouir quelques rares moments par-ci par-là ! Certainement on peut affirmer qu'avant 1870 surtout, le quart des punitions d'officiers était motivé par le port de la tenue bourgeoise. Il n'était pas commode danc ce temps-là d'échapper à la surveillance astucieuse de ceux que nous appelions les vert-de-gris, c'est-à-dire les officiers de l'état-major des places. Ils se faufilaient partout. On les rencontrait le soir dans tous les petits coins où l'on aimait aller en bourgeois. Les huit jours d'arrêts qui étaient la conséquence de cette infraction n'empêchaient pas de recommencer du reste, mais on se livrait alors, pour échapper à l'œil de lynx des placiers, à de véritables ruses d'Apache. Je me souviens du temps où les lieutenants et sous-lieutenants étaient tenus une semaine sur deux d'assister chaque jour à ce stupide service qui avait nom : l'appel du soir (de 9 heures); il nous arrivait les soirs d'hiver, nous trouvant en bourgeois au théâtre, au café, etc., de rentrer vivement chez nous, d'enfiler à la hâte un large pantalon rouge, par-dessus notre pantalon civil, de mettre notre caban par-dessus notre vêtement, de troquer le chapeau contre le shako, la canne contre le sabre et de courir à la caserne pour répondre invariablement « personne » au capitaine de semaine. Quelques minutes plus tard, la chrysalide militaire redevenait le papillon élégant et le tour était joué.

Pourquoi le général de Galliffet avait-il ordonné cette interdiction? Mystere et taquinerie sans doute. En tout cas il peut être assuré que son départ a fait pousser un fameux soupir de soulagement à tous les officiers qui depuis près d'un an souffraient véritablement de cette brimade peu digne d'un général d'armée, grand-croix de la Légion d'honneur. De même, la circulaire réparatrice de son successeur a dû susciter un profond enthousiasme dans ce milieu militaire qu'il est si facile de contenter avec peu de chose.

***

Quelques années après la guerre, un journal satirique à images, le *Charivari* peut-être, donnait un dessin représentant une femme, qui était la République, mettant la main sur l'épaule d'un jeune sous-lieutenant attablé dans un café et lui disant, en lui montrant un gros stock de livres scientifiques : « Ceci tuera cela. » La leçon n'était pas mauvaise. Bien certainement avant la guerre de 1870, les officiers allaient beaucoup au café. Que vouliez-vous qu'ils fissent? Le service était très astreignant, c'est vrai, mais entre les mailles de ce réseau paraissant inextricable, se trouvaient nombre de moments inoccupés. Où les passer?

Chez soi, c'était triste. Quand on avait repassé la théorie dans son fonds et son tréfonds, on ne savait plus que faire. Alors on allait retrouver les camarades au café; et on y restait. C'est ainsi qu'au lieu d'apprendre comment devait se conduire la grande guerre européenne, on apprenait à se défendre au piquet (la manille n'était pas inventée alors), contre les multiples attaques des forts joueurs.

Après la guerre l'immensité de notre ignorance nous apparut, et plusieurs *réunions d'officiers* se formèrent sous les auspices de la réunion de Paris, où le travail reprit le rang qu'il n'aurait jamais dû perdre. De là aux cercles d'officiers, il n'y avait qu'un pas et en quelques années, dans toutes les garnisons, furent établis des cercles dotés de bibliothèques où chacun put trouver les aliments nécessaires à de sérieuses études. Mais pour vivre il fallait que ces cercles fussent subventionnés et il fut admis que tout officier paierait une certaine somme mensuelle pour l'entretien du cercle (2 fr. pour les officiers du grade de capitaine et de lieutenant; 3 fr. pour les officiers dits supérieurs; 5 fr. pour les généraux). Il est bien évident que ces cotisations, retenues par les trésoriers des corps ou services sur les appointements des officiers, ne provenaient que d'un consentement tacite bien que disciplinairement obligatoires. Naturellement dans ces cercles situés là où l'occasion la meilleure les avait installés, souvent au premier étage d'une maison située dans une rue écartée, le grand attrait pour les officiers était de trouver réunis la plupart des journaux de toute nuance, les revues les plus anciennes et les mieux achalandées, les livres de science militaire les plus récents, etc.

Le général de Galliffet trouva bon d'interdire l'entrée dans ces cercles de journaux et revues soi-disant anti-gouvernementaux. Les commandants d'armes des différentes garnisons, tous présidents de droit de ces cercles, fort embarrassés pour le choix des journaux et revues qu'ils pouvaient laisser pénétrer dans les cercles, trouvèrent que le mieux était de les interdire tous. Et qui pourrait les en blâmer, quand en politique, ce qui est bon aujourd'hui se trouve mauvais demain, selon que le ministère est pot ou broc? Alors les cercles qui n'étaient fréquentés principalement que pour la lecture des journaux et revues, surtout à l'heure où autrefois on pouvait se mettre en civil, furent délaissés, et ils attendent encore maintenant une décision intelligente et libérale du nouveau ministre pour retrouver la faveur de leurs participants.

L'armée, la grande muette, n'a rien dit. Aucune réclamation contre cet abus de pouvoir ne s'est élevée. Et c'est vraiment miracle; car, sur plus de 20 000 officiers que comportent les cadres, par conséquent tous forcés de fournir leur cotisation mensuelle, il est tout à fait surprenant qu'il ne se soit pas trouvé, je ne dis pas deux, mais un grincheux pour refuser de payer la cotisation. Le motif était indiscutable. « Je paye tant par mois pour l'entretien d'un cercle parce que j'y trouve de nombreux journaux de toute nuance et beaucoup de revues qu'il me plaît de lire. On me retire ces journaux et ces revues, je retire ma cotisation. »

Et qui pourrait donc obliger l'officier à payer cette cotisation? Est-ce l'autorité militaire hiérarchique? Mais elle n'y a aucun droit. La solde de l'officier n'est passible de retenue forcée qu'en cas de débet envers l'État ou à la suite d'un jugement. Or, ici ce n'est pas le cas. Certes pour commencer, l'officier qui aurait refusé de se laisser retenir le montant de la cotisation mensuelle aurait été mis aux arrêts. Mais en matière judiciaire cela ne compte pas. Il se trouve à Paris un Conseil d'État chargé de trancher les différends de ce genre, et, je crois que, étant donné qu'il doit être indépendant puisque tous ceux qui le composent n'ont plus rien à gagner, l'officier réclamant aurait eu gain de cause. Ceci admis, une foule d'autres auraient suivi la même voie, seraient arrivés au même but, et, résultat final, les cercles militaires qu'on avait eu tant de peine à constituer seraient petit à petit morts d'anémie. Voilà ce à quoi s'exposait le général de Galliffet avec sa manie de fourrer son autorité ministérielle là où elle n'avait que faire.

Le nouveau ministre de la Guerre qui a déjà montré la largeur de ses vues en rétablissant dans l'armée le port de la tenue bourgeoise dans les conditions où elle avait été antérieurement consentie, ne peut faire autrement que de remettre sur l'ancien pied les pouvoirs des commissions administratives des cercles militaires. Croit-il qu'en interdisant dans les cercles les publications qui lui sont hostiles, ces publications ne seront pas lues par les officiers? Ce serait une grande naïveté de sa part. Tout au contraire. La curiosité, sinon l'assentiment, poussera l'officier à acheter le journal ou la revue marqués à l'index, et, comme il les lit chez lui, plus attentivement qu'entre deux parties de dominos, les arguments accusateurs deviennent incontestablement plus frappants.

***

Tout le monde sait que l'avancement au choix

des officiers est déterminé à la suite du jugement d'une commission supérieure de classement qui comprend tous les généraux commandants de corps d'armée. Il en résulte que les officiers proposés pour l'avancement sont définitivement classés par leurs chefs hiérarchiques directs. Le général de Galliffet qui craignait toujours que son autorité de ministre ne fût pas assez grande trouva bon de décider que les tableaux d'avancement établis par cette grande commission ne seraient valables qu'après son approbation en dernier ressort. Il s'arrogeait ainsi le pouvoir de tenir pour nul le travail fait par les commissions de classement et de constituer les tableaux comme bon lui plairait. Donc si la commission supérieure de classement avait jugé que 50 commandants désignés nominativement par ordre de mérite étaient les plus aptes à être nommés lieutenants-colonels, le ministre pouvait laisser de côté ces 50 commandants et en choisir 50 autres à sa guise. Il est évident qu'une telle façon de faire enlevait toute garantie aux officiers susceptibles d'avancer au choix. Je sais bien qu'il n'a pas usé de cette prérogative excessive qu'il s'était attribuée, mais le fait seul qu'il pouvait en user même dans quelques cas suffisait pour mettre toutes les susceptibilités en éveil. Le ministre ne peut évidemment pas connaître les 20 000 officiers qui entrent dans les cadres de l'armée active; il doit donc laisser à ceux qui les commandent directement le soin de les apprécier. C'est de toute évidence. Mais quand le despotisme se fourre sous un képi de général, il s'y trouve plus enraciné, je crois, que sous une toque d'avocat. Cette mesure a violemment indisposé tous les officiers qui se sont vus à la merci d'un homme réputé pour ses boutades et qu'aucun frein ne pouvait retenir puisqu'il était le maître absolu. Je n'ai pas à m'ériger ici en conseiller de qui que ce soit; mais, d'après ce que je sais des choses de l'armée, je crois pouvoir affirmer qu'un retour aux anciens errements serait accepté avec faveur par la grande majorité des officiers.

Ce n'est pas que le classement par la commission des commandants de corps d'armée soit chose idéale. Il est de fait malheureusement dans l'armée que l'on est toujours jugé par des chefs qui ne connaissent pas ceux qu'ils proposent; et cela depuis le colonel qui est le promoteur de toute proposition jusqu'au chef de corps d'armée qui a mission de la faire aboutir. Mais enfin depuis quelque 70 ans que cela dure on en a pris l'habitude.

***

Je ne crois pas outrepasser les bornes d'une juste vraisemblance en disant qu'après l'adoption de mesures aussi fantastiques, le général de Galliffet n'aura dû laisser dans l'armée que des regrets très clairsemés. Et pourtant, je l'avoue bien sincèrement, son arrivée au ministère m'avait procuré la plus vive satisfaction : j'étais persuadé qu'entre ses mains l'armée serait pourvue de ce qui lui manque encore pour en faire un instrument de guerre parfait, c'est-à-dire d'un corps de commandement. Officier de cavalerie, ayant toujours servi dans cette arme jusqu'au grade de général de division, il prit le commandement d'une division d'infanterie, puis d'un corps d'armée. Dans ces diverses situations où les nécessités de son commandement l'avaient mis à la tête de troupes d'infanterie et d'artillerie auxquelles il était totalement étranger, il avait pu facilement se rendre compte de la difficulté, pour ainsi dire insurmontable, devant laquelle se trouvait un officier habitué au maniement d'une arme (la cavalerie dans le cas présent) pendant 30 ou 40 ans de sa vie, quand vers la fin de sa carrière il devait mettre en mouvement d'autres armes. De même quand il occupa de hautes fonctions stratégiques comme chef d'armée, il put constater que si l'on n'a pas pendant de longues années fait des études théoriques et pratiques de stratégie, il est impossible d'exercer rationnellement un commandement de cette nature.

Il y avait donc tout lieu d'espérer que, fort de son expérience, il prendrait, une fois au pouvoir, les mesures nécessaires pour procurer dans l'avenir à nos corps d'armée et à nos armées, c'est-à-dire à nos grandes unités tactiques et stratégiques, un commandement de qualité supérieure. Il avait là une occasion unique de rendre à notre armée un service de premier ordre et de fonder une institution qui eût assuré à son nom une honorable notoriété.

M. le général de Galliffet a-t-il, pendant son passage au Ministère de la Guerre, réalisé ces espérances, c'est ce que nous examinerons dans un prochain article.

L. Patry.

LES BEAUX-ARTS

A L'EXPOSITION UNIVERSELLE (1)

La Rétrospective française.

Parmi les innombrables trésors disposés dans les galeries du petit Palais des Beaux-Arts grâce aux soins d'excellents spécialistes, il n'en est pas qui soient plus transparents, plus expressifs de l'âme et du génie de notre race que ces quatre groupes de statuettes en ivoire se répondant aux quatre angles de la seconde salle, attribuées à des anonymes de la fin du XIIIe et du commencement du XIVe siècle, et qui sont ainsi cataloguées : *Vierge et Enfant ; l'Annonciation : l'Ange Gabriel et Marie.* Du point de vue où nous nous plaçons, qui nous est apparu le plus fécond en révélations pour ce qu'il implique d'analogies et de correspondances entre le signe et la chose signifiée, entre la forme visible et le dedans qu'elle traduit, d'un tel point de vue qui s'impose à tout esprit réfléchi, et que nous imaginons être celui de l'étranger curieux de nos origines, je ne sache pas plus édifiant morceau, rien qu'il doive consulter d'une attention plus passionnée.

Mais quoi ! dira-t-on : c'est l'éternel lieu commun, le thème aux redites innombrables, le motif aux variations multiples, que nous rencontrons au sortir de France, et quand il nous plaît quitter le sol natal pour rajeunir notre esprit de sensations nouvelles ! Ces images que vous nous proposez sont liées étroitement à nos enquêtes d'Espagne ou d'Italie, et nul vivant décor en ce dernier pays qui n'évoque aussitôt la Vierge sainte et l'Enfant divin ! — D'accord, et j'y vois une raison de plus pour nous y arrêter, car à vrai dire le *sujet* n'est rien par lui-même : avec une étrange intuition de la réalité, on a pu soutenir en ce sens que les grands lieux communs composaient la plus belle matière du génie. Ce qui importe en définitive, ce qui vaut à nos yeux, c'est la qualité d'âme de qui s'y applique ; et par là cette unité d'inspiration, qui semblerait propre à engendrer la monotonie, trouve sa réponse, son contrepoids si l'on veut, dans la magnifique diversité des émotions ou manières de sentir qui s'exprimèrent par elle. On voit le mécanisme et comment il nous devient un instrument d'inappréciable délicatesse pour mesurer la sensibilité des artistes et la vertu maîtresse de la race qui les vit naître.

Il est donc vrai qu'en ces premiers temps de renaissance plastique, au sortir des ombres du moyen âge, et quand tous les efforts de l'homme ouvrant avec curiosité ses yeux sur la vie collaboraient à lui former une conscience, il est vrai qu'alors spontanément cette conscience revêtit la forme religieuse et tendit à s'exprimer par elle. L'Italie des XIVe et XVe siècles nous en est le plus évident témoignage, et par la prodigieuse expansion de son génie plastique présente des groupements dont nul pays n'approche. Depuis la douce et charmante terre toscane jusqu'aux rives de l'Adriatique et à la lagune vénitienne, une même poussée d'émotion pieuse vivifie la légende chrétienne en lui imprimant la forme impérissable du Beau. Comme il est intéressant de le voir naître aussi bien sur notre sol français, naître et grandir sous l'action puissante de la Foi, cet instinct qui contraint l'homme, sitôt né à la vie contemplative, de transposer et de fixer ses rêves en une matière durable ! Mais comme il est curieux surtout de marquer les traits par où il se différencie avec les milieux qui l'ont produit ! Florence imprime à ses vierges, à ses saints, la douce extase des bienheureux par le pinceau du suave Angelico de Fiesole et des maîtres du cloître qui inaugurèrent la peinture religieuse avant l'épanouissement sensuel de la Renaissance païenne. Venise, avec ce sens admirable de la réalité qui sera la touche essentielle de son génie, leur donne la riche santé, la beauté fière des filles de sa lagune qui lui sont un suffisant attrait : ici, la pure beauté formelle dont la nature dispense avec prodigalité les modèles ; là-bas l'ardeur intense d'une vie intérieure tout absorbée par les préoccupations d'au delà ! Que maintenant on observe notre art à nous, ces *Vierges avec l'Enfant*, cette *Annonciation.* Il ne peut s'agir de beauté formelle : c'est un sens que nous n'avons jamais connu ; d'extase intérieure, pas davantage... Dans le sourire mystérieux, presque malin de ces figures, il me semble retrouver encore ce qui fut l'essence de nos fabliaux du moyen âge, et dans les niches de nos cathédrales, sur les portails de notre art gothique, mêla tant de *Vierges folles* aux *Vierges sages* qui symbolisaient la piété. Il ne s'agit pas là d'un exemple isolé — ces quatre statuettes d'ivoire que nous avons choisies — mais de vingt, de trente autres que vous pourriez interroger, en examinant le détail de vitrines qui contiennent tant de fois la reproduction du même sujet, en examinant aussi cette suite de *Moines pleureurs*, provenant du tombeau de Philippe le Hardi, du tombeau du duc de Berry, et qui donnent, dans toute son intensité, la note particulière à notre race.

Donc, chez nous, tout aussi bien que de l'autre côté des Alpes, l'instinct religieux se manifeste

(1) Voir la *Revue* du 19 mai, 2 et 16 juin 1900.

comme le premier inspirateur de l'âme artiste. Mais tandis qu'il revêt une forme caractéristique de notre génie national dans les morceaux de sculpture et dans les statuettes de matière diverse que l'on peut observer ici groupées les unes auprès des autres, en peinture il semble se rattacher plus directement aux traditions de l'art étranger et surtout des écoles italiennes. A cet égard, les salles de la Rétrospective nous montrent quelques vieux panneaux du plus puissant intérêt. Voici, d'un anonyme, une *Vierge protectrice avec l'Enfant*, entourée de têtes de Saints qui décorent le volet d'un triptyque. Rien de notable dans la figure de la Vierge, assez inexpressive, qui ne s'est point encore éveillée à la conscience et à la vie individuelle. Mais dans le groupement des petits personnages à genoux qui semblent implorer protection, chercher un refuge dans les plis de son manteau, voici le thème que l'on retrouve en Italie, traité dans un esprit identique par les artistes des XIVe et XVe siècles vénitiens. Chez ceux-ci, je l'accorde, une même foi religieuse, servie par le merveilleux instinct plastique de la race, aboutit à des œuvres plus abondantes, plus riches, plus expressives. Mais déjà n'est-il pas curieux de voir une inspiration identique commander cette analogie dans le groupement des figures? Parmi ceux qui s'intéressent à ces œuvres des premiers âges de la peinture, et poursuivent avec passion l'âme même d'une époque dans ses tentatives pour se former une conscience, nul ne verra sans être frappé cette émotionnante *Déposition* qui fut sans doute à l'origine le panneau central d'un triptyque, et dont les volets n'existent plus : par le caractère de réalisme tragique, de douleur intime et profonde, venant de l'âme pour parler à l'âme, cette œuvre évoque aussitôt dans le souvenir et, comme d'un coup de baguette magique, fait surgir l'image de la sublime *Pieta* de Bellini que l'on voit au Palais des Doges, et qui présente un des plus saisissants efforts du génie vénitien aux premiers temps de sa formation artistique.

Devant ces œuvres on ne peut douter qu'il y eut des échanges entre artistes des différents pays, et cela dès la fin du XIVe siècle. Nous nous sommes appliqués autre part à justifier, par des documents certains, à l'occasion de cette même *Pieta* du palais ducal qui nous fournit ici un terme de comparaison, l'influence que le génie sévère d'un Albert Dürer avait su exercer sur le développement d'un Bellini. Dans ce même ordre d'idées, il faut remercier les organisateurs de la Rétrospective pour l'excellente pensée qu'ils ont eue de demander à la cathédrale d'Aix le *Buisson ardent* de Nicolas Froment, car ce précieux tableau nous est un vivant enseignement. C'est une peinture de donateurs qui, dans sa forme consacrée, reproduit la disposition habituelle à cette catégorie d'œuvres : au centre la Vierge et l'Enfant; sur les volets, se répondant l'un à l'autre, le donateur et la donatrice à genoux dans l'attitude de la prière, et derrière eux des groupes de Saints : voilà où l'apport des influences étrangères apparaît manifeste. Regardez cette tête d'homme qui, par sa conformation, rappelle certains visages de la vieille école allemande, surtout ce visage de femme, dont la structure aiguë, anguleuse, fait songer à quelque primitif flamand; voyez ensuite le groupement des Saints derrière les donateurs, qui évoque aussitôt l'image de groupements similaires dans les peintures vénitiennes du XVe siècle, surtout ceux de Cima : je ne sache pas pour ma part analogie plus saisissante parmi les œuvres exposées dans ces palais, rien qui nous fasse mieux toucher du doigt le mode de réaction des Écoles les unes sur les autres.

Si l'on excepte cette œuvre de Nicolas Froment, tout ce que l'on voit ici comme peinture du XVe siècle est travail d'*Anonymes*. Ainsi s'épanouit, dans toute la période antérieure à la Renaissance, et sous l'inspiration d'une foi commune, notre génie qui trouva sa plus haute, sa plus magnifique expression dans l'effort collectif et anonyme des cathédrales : exemple unique, sans précédent et sans égal, de ce que vaut la Foi pour susciter les énergies intimes, pour grouper en un faisceau serré les forces actives de l'être, et leur donner un sens tout aussi bien qu'un but! Par la pensée, supprimez ce mobile initial, essayez de lui substituer quelque raison d'ordre purement humain; aussitôt et du même coup le grand effort de ces temps tombe de lui-même ou devient inexplicable. Encore faut-il s'entendre sur la portée du mot : *Foi*, et lui restituer, pour le comprendre, toute sa vertu idéale. Il ne s'agit point ici en effet d'une croyance d'artiste qui se suffit à elle-même, et trouve en soi sa raison d'être et sa fin : un tel mobile, parfaitement valable pour justifier un développement individuel, et dont nous trouvons un vivant exemple dans l'épanouissement des peintres du XVIe siècle, est à vrai dire inhabile, insuffisant à rendre compte de cette poussée collective, de cet *anonymat* qui sacrifie l'individu à la grandeur d'un idéal commun. Avant d'être œuvre d'artistes, la production de ces siècles fut effort de croyants, et ce serait en méconnaître l'intime essence qu'y voir autre chose qu'un acte de foi, une communion d'âmes rapprochées par la communauté d'un sentiment! Notre terre de France

produisit aussi ses Angelico, j'entends des cœurs aussi purs, des inspirations aussi ardentes, des volontés aussi tenaces; seulement leurs noms ne sont point parvenus jusqu'à nous, et c'est dans le formidable entassement des assises de pierre que nous retrouvons leur âme. On n'y saurait assez méditer par contraste en des temps comme les nôtres, où nulle aspiration commune ne rapproche les artistes, où tout collabore, au contraire, à les isoler les uns des autres, où toute tentative de groupement aboutit aux plus significatives banqueroutes; et lorsqu'on voit par ailleurs les résultats positifs de cette anarchie morale, la nécessité d'un retour à un Idéal commun n'en apparait que plus nettement comme l'unique moyen de restituer quelque vitalité à leur production.

Instinct religieux, vie guerrière et vie de chasse: telle est la triple matière où s'applique l'inspiration des anonymes durant les deux siècles qui précèdent la Renaissance, et dont nous pouvons suivre ici l'épanouissement dans les magnifiques tapisseries qui décorent les murailles du petit Palais. Joignez-y encore quelques scènes de vie intime prises isolément ou confondues avec les pieuses histoires de la sainteté chrétienne, et vous aurez le cycle complet de leur évolution. Je n'en sais pas de commentaire plus précis, rien qui nous fasse mieux saisir les diverses étapes que notre race a traversées. Dans le caractère moyen âge et pour nous rendre la rude existence d'alors, on consultera avec fruit la suite des grandes tapisseries de la cathédrale de Reims cataloguées sous ce titre : *Tenture du fort Roi Clovis;* on les rapprochera de cette autre : *Sac de Jérusalem;* puis de cette autre : *Prise et Sac d'une Ville au XVe Siècle*, la plus complète, la mieux conservée comme couleur. On ne manquera pas d'y joindre, pour la fantaisie imaginative, cet étonnant *Bal des Sauvages*, qui n'est pas seulement curieux à consulter pour l'histoire du costume, mais nous traduit encore, avec la saveur d'une réalisation plastique admirable, ce qu'il y eut parfois d'étrange et de démoniaque dans l'invention du temps : fortes et impressionnantes images qui reculent nos rêves jusqu'à ces époques de rude formation, et parlent à notre esprit plus éloquemment que tous les commentaires écrits, elles marquent bien la valeur d'enseignement des traditions plastiques et ce qu'elles pourraient avoir d'action décisive sur de jeunes cerveaux dans une éducation bien entendue!

Apre et sévère dans ses représentations de la vie féodale, l'imagination des artistes tout d'un coup se transforme en douceur, s'amollit d'onction sainte, dès qu'elle touche à l'histoire des origines chrétiennes, ou plus exactement à la vie du Sauveur — car dans ses interprétations des scènes de l'Ancien Testament, elle conserve encore quelque rudesse (voir l'*Adam et Eve*, tapisserie du XVe siècle; collection Schütz et l'histoire de *Judith et Holopherne*). Il faut regarder longuement et suivre avec attention, dans leur rapport entre elles, l'incomparable suite des dix-huit tapisseries consacrées à la vie de Jésus, trop haut placées malheureusement, et qui laissent difficilement apercevoir leurs détails. Mais quelle tenue, quelle unité de conception dans cet ensemble, d'où je détache quelques pièces : l'*Annonciation*, le *Baptême de Jésus*, la *Prédication du Christ*, la *Résurrection de Lazare*, le *Baiser de Judas*. J'ai parlé d'unité : elle n'apparaît pas tant dans la figure du Sauveur que dans celle de la Vierge, si noble et si douce, imprégnée d'un charme de mélancolie, laquelle sans doute, en la pensée de l'artiste qui la conçut, revêtit les traits de quelque noble dame du temps. Cette blonde tête de Marie a toute la noblesse de la *dame* féodale, mais aussi bien cette suavité, cette onction, dont la plus pure croyance pouvait, dans une âme de poète, transfigurer un modèle humain. *Vie du Christ et de la Vierge* (XVe siècle, cathédrale d'Aix), *Histoire de saint Gervais et de saint Protais* (XVe siècle, cathédrale du Mans), ce sont encore précieux témoignages d'un état d'âme que nous ne pouvons plus connaître, mélangés cette fois d'une note intime et familière assez semblable à celle des maîtres du XVe siècle italien et qui replace dans le décor du temps les scènes de l'agiographie chrétienne. Pour ceux qui voudront voir le triomphe de cet art d'intimité religieuse, en même temps que la plus incomparable merveille de notre tapisserie française, et peut-être la plus précieuse relique de cette Rétrospective, le Trésor de Sens montre ces pièces sans analogues : la *Déposition*, l'*Adoration des Mages*, surtout les *Couronnements*, où la vie intime se confond, dans une si belle unité, avec l'idée religieuse, où la suprême élégance du génie français éclate en ces réalisations des *Pages porteurs de Couronnes*, où, pour la richesse des tons, l'éclat des couleurs, et l'intensité de la lumière, la matière de la tapisserie rivalise avec celle de la peinture et produit la plus complète illusion.

Cette touche d'élégance que nous observons dans les productions de notre art à la fin du XVe siècle, la Renaissance du XVIe ne fera que l'accuser encore en lui imprimant son accent décisif. On sait ce qu'elle fut pour l'architecture, comment elle créa de toutes pièces un style nouveau qui ne se confond avec nul autre; et les

merveilleux châteaux de Touraine, disséminés parmi les verdures de ce terroir éminemment français, viennent attester aux visiteurs l'originalité, la saveur du génie national. Nul objet, si menu soit-il en ses dimensions, se rattachant à cette période, qui n'en porte l'empreinte, et les travaux de pure décoration, les meubles eux-mêmes, les *cabinets* que l'on voit ici, ces deux magnifiques tables qui firent autrefois partie, je crois bien, de la collection Spitzer, présentent un galbe d'élégance les différenciant à tout jamais des travaux similaires de la Renaissance italienne plus somptueuse, et de la Renaissance espagnole, massive et lourde. Je n'insiste pas — car le cadre de cette étude s'y oppose — sur cette série de quatre tapisseries tissées d'or : *Histoire de saint Jean-Baptiste*, infiniment précieuses au regard des spécialistes, et qui tranchent, par le dessin et par le style, indépendamment de la matière même, sur celles du XV[e] siècle. Je veux m'arrêter seulement à la construction de la figure humaine dans l'art de ce temps, à cette conception de la Beauté, toute de sveltesse, évidemment empreinte d'Italianisme dans les recherches du coloris, mais qui affinait les corps, qui les étirait, si j'ose dire, comme pour leur imprimer sa marque. Toute la sculpture de la Renaissance française se rattache à ce grand parti pris. Que l'on regarde maintenant, dans les vitrines de la Rétrospective, cette *Tête de Femme* de la collection Mohl, cette autre de la collection Boy : que l'on s'arrête à cette délicieuse peinture de *Jeune Femme* au torse nu, qui de la main gauche presse un bijou entre ses seins, et de la droite tient une bague. Sans doute on la pourra critiquer au point de vue de l'exécution picturale : la facture en paraîtra peut-être un peu sèche. Mais combien je la sens expressive du temps, comme elle me rend un compte exact de l'élégance propre à cette vie de cour ! Courtisane ou grande dame, je ne sais, l'une et l'autre peut-être, qui hardiment présente sa nudité et sait la rehausser de noblesse par la grâce de l'attitude. Les faciles dames vénitiennes visitées jadis par le Président de Brosses avaient, j'en suis sûr, quelque chose de ce grand air avec leurs formes un peu trop imposantes : il me plaît de réserver à celle-ci qui fut une Française, le privilège de sveltesse et d'élégance, cachet suprême de notre cour de France !

Dans la période du *grand siècle*, on ne retrouve pas cette saveur, cette originalité d'une forme plastique personnelle que nous avons observée dans les productions des XV[e] et XVI[e] siècles, statuettes, peintures, tapisseries... et nous n'entendons pas nous placer ici au point de vue de l'amateur, du collectionneur, forcément un peu étroit, qui souvent estime la valeur d'art avec un œil de myope, mais bien plutôt apprécier avec le tour d'esprit du psychologue, lequel, peu soucieux des détails, s'applique à embrasser un ensemble, à dégager une âme d'un groupement d'œuvres sculptées ou peintes. Durant toute cette période du XVII[e] siècle, le véritable effort du génie français fut un effort *littéraire*, par où il prenait conscience de sa destinée et de sa vraie vocation, qui était de ramasser la Pensée dans une forme écrite impeccable, et d'inaugurer ainsi les grandes traditions de la langue. Si l'on envisage la collaboration de chaque peuple à l'œuvre commune pour n'en retenir que ce qui lui fut particulier, il est évident que l'âme française du grand siècle trouve sa véritable expression dans l'œuvre écrite, et c'est là uniquement qu'il convient de la chercher. Peu importe à vrai dire que l'on vienne à l'encontre objecter de singuliers exemples : celui d'un Claude Lorrain trouvant dans ce que Gœthe appelait magnifiquement son *âme de cristal* l'ingénuité nécessaire à ses poétiques interprétations de la nature, à la divine beauté de ses soleils couchants : modèle unique et ne préjugeant rien d'un solitaire replié sur lui-même, qui ne vit point l'existence de son siècle, et se révèle à nous sous les traits d'un admirable précurseur, puisqu'il inaugure et exalte par son œuvre une catégorie de beauté à laquelle les hommes de sa race ne s'ouvriront que cent années plus tard ! J'y vois donc une conception singulière et significative, qui vient confirmer la règle, et cette règle, elle est toute en une infériorité plastique dont les exemples sautent aux yeux. Il suffit de regarder la longue suite des tapisseries cataloguées sous le titre *Actes des Apôtres* : très curieuses pièces de collection, intéressantes, j'y souscris, pour un spécialiste, elles sont d'un intérêt tout à fait médiocre pour qui cherche dans une œuvre d'art la saveur et l'originalité d'une époque. Ce sont là au plus haut degré œuvres de commande et qui n'ont aucun rapport avec l'effort propre du temps.

Le XVIII[e] siècle au contraire marque un retour aux traditions plastiques de la race : il serait facile de préciser par des exemples le lien d'élégance qui le rattache à la Renaissance française. Siècle littéraire et siècle d'art, il unit ce double prestige : telle est la raison de son influence et de son rayonnement au dehors. Il est regrettable que l'on n'ait pas trouvé moyen de grouper ici quelques pastels de La Tour, car il est bien, celui-là, l'image de son époque et le reflet de son temps. J'admire surtout à quel point il fut de sa race et de son terroir. Sans cesse viennent s'inscrire sous la plume, quand il s'agit de lui, ces mots de vie

et d'expression pour caractériser son effort, et quels autres trouverait-on qui rendissent mieux ce qui fut son apport propre et l'imprévu de son génie? Il est à la fois de son temps par le bouillonnement des idées qui troublaient son cerveau, et d'un autre encore par cet absorbant souci : faire vrai et faire vivant. On sait à cet égard quel fut son idéal d'artiste lucide et convaincu. Si ce n'eût été par pure invention théorique, éclose en un cerveau avide de nouveauté, il conviendrait déjà d'en admirer l'imprévu; mais à voir comme il l'applique, on ne saurait marchander son admiration à la main qui exécute aussi fidèlement ce que le cerveau a conçu.

A défaut de La Tour qui symbolise la dualité artistique et littéraire de ce siècle, toute une série d'œuvres sculptées et peintes collabore, avec de délicieuses pièces de mobilier, à édifier l'étranger sur la virtuosité de ce temps. L'*Enseigne* de Watteau (collection Léon Michel-Lévy) donne la main à l'*Innocence enchaînée par des Amours* de Greuze, qui elle-même se relie à la *Prière du Matin*, dans les premières salles de la Centennale française au grand Palais des Beaux-Arts. Les charmantes, bien qu'un peu mièvres statuettes de Falconet veulent être rapprochées de cette attirante *Baigneuse* de Vestier, marquise dévêtue qui a quitté ses atours pour se déguiser en Nymphe. Dans le *Portrait de Rameau*, surtout dans son *Liseur*, Chardin donne sa note d'intimité grave et douce, aussi curieuse par son contraste avec le décor du temps que celle de La Tour par l'accentuation physionomique et l'aigu de la vision. Enfin les ciselures de Riesener, comme les moindres bibelots, viennent confirmer, par l'analogie qui les rapproche des œuvres peintes et sculptées, l'unité profonde du génie français, et sa suprématie sans rivale dans le domaine de l'élégance et du goût.

PAUL FLAT.

LE CULTE DE LAFAYETTE

AUX ÉTATS-UNIS

Dans la hiérarchie de nos grands hommes nationaux, il est assez évident que le général de Lafayette n'est qu'un héros de second ordre.

Le peuple des États-Unis d'Amérique n'apprécie pas, à la même mesure que nous, les hauts faits qui ont immortalisé le nom de Lafayette. Il reconnaît en lui le second fondateur de sa nationalité, Il le range, dans ses souvenirs historiques, immédiatement après Washington, et presque côte à côte. Il leur attribue une véritable parenté d'âme et d'élection où Washington ne conserve que son droit d'aînesse. Et il a multiplié surtout, en ces derniers temps, les témoignages de sa reconnaissance et de son admiration à la mémoire de ses deux libérateurs.

Mais ces hommages prodigués à Lafayette n'ont pas paru suffisants à la reconnaissance des Américains. Ils ont éprouvé le besoin de faire éclater, aux yeux du monde entier, leur culte de Lafayette par un témoignage plus solennel encore et plus apte à lui donner un relief universel. Ils ont voulu lui élever, de leurs seuls deniers, en France, un monument fastueux.

Lorsque nous voulons bien comprendre certains mouvements de l'âme américaine, dont nous ne trouvons pas assez l'équivalent, dans notre âme française, il faut nous souvenir de l'étude si pénétrante que nous en a donnée M. Paul Bourget, dans *Outre-Mer*. M. Paul Bourget, frappé de l'engouement des riches Américains, pour les collections de vieux bibelots historiques d'Europe, et pour la reproduction, dans leurs demeures, de nos antiques architectures, l'explique, très judicieusement, par un impérieux besoin de mettre de l'histoire autour d'eux. Ces enrichis d'hier, ce peuple trop jeune et qui devance, sur tant de points, ses aînés européens par son activité effrénée, regrette de ne pouvoir se complaire dans la gloire d'un passé très lointain. « Dans cette contrée où tout date de la veille, dit M. Paul Bourget, on a des appétits et des soifs d'autrefois. » M. Paul Bourget a remarqué, ailleurs, que ces acharnés conquérants de richesses, ces hommes d'affaires, quelquefois lassés mais jamais assouvis, tiennent à s'acquitter, scrupuleusement, de tout ce qu'ils croient dû. C'est ainsi qu'ils croient devoir à Dieu l'observance régulière de certaines pratiques de religion bien définies. Ils y apportent la même ponctualité que nous mettons tous, par exemple, à accomplir nos devoirs militaires. Ce besoin de s'acquitter strictement de ce qu'ils doivent, et cet autre besoin de suppléer au peu de profondeur de leur atmosphère historique, par quelque amplification de leurs récentes contributions à l'histoire, peuvent être les mobiles de ce culte de Lafayette en Amérique. Ils nous aident à mieux comprendre le témoignage touchant et solennel qu'ils en ont donné au monde, par le monument qu'ils lui ont consacré, le 4 juillet dernier.

* * *

La pensée de ce monument a été la pensée d'un homme, avant d'être la pensée de tout un peuple, comme il est naturel que cela soit, dans tous les mouvements populaires. L'homme qui a rêvé

d'agrandir le passé historique de son pays par cette glorification nouvelle de Lafayette, l'homme qui s'est senti, à son compte et au compte de sa patrie, débiteur envers la mémoire de Lafayette et envers la France, est M. Robert John Thompson de Chicago. C'est, dit un journal d'outre-mer, dans une brève biographie, un savant et un rêveur. En lui le sens pratique s'inspire de sentimentalité et d'enthousiasme. Il se relie, par ses ancêtres, aux *insurgents* de l'Indépendance. Il a ainsi trouvé, dans sa famille, des traditions et des souvenirs, qui lui ont inspiré l'amour passionné de la liberté et la vénération des hommes qui en ont fondé le règne, dans sa patrie. Lafayette fut l'idéal de M. Thompson. C'est pourquoi il a pris l'initiative de la glorification solennelle et durable, que l'Amérique va lui rendre, par ses soins.

M. Robert J. Thompson a raconté, lui-même, dans la lettre qu'il adressa à la jeunesse américaine, en sa qualité de secrétaire du Comité Lafayette, pour l'inviter à souscrire aux frais du Monument du Souvenir, comment l'idée de ce monument lui fut suggérée.

« Il y a environ vingt ans, dit-il, celui qui signe cette lettre était encore un simple étudiant. Il lisait, avec un intérêt passionné, les *Misérables*, ce chef-d'œuvre du grand poète français Victor Hugo ; il se sentit attiré vers un petit cimetière, un coin obscur de Paris, tant la description en est vivante sous la plume du merveilleux écrivain, et inspire le désir de visiter ce couvent de Picpus, situé aux confins des faubourgs de la belle capitale. Quelques années plus tard, l'occasion s'offrit de faire ce pèlerinage au cimetière de Picpus. Grande fut la surprise d'y découvrir l'humble tombeau de Lafayette, qui était pour lui, dès son enfance, son idéal dans l'histoire ! Tombeau inconnu, oublié de ceux pour qui il avait tant fait !

« Et avant même de quitter ce cimetière, connu sous le nom de Petit-Picpus, l'idée d'un monument à élever au général de Lafayette fut arrêtée dans son esprit, et il écrivit aussitôt, sur une page du registre ouvert aux visiteurs, le projet et le plan du monument. »

On sait que, pour tout Américain, la conception d'un projet est suivie de son exécution immédiate. M. Robert J. Thompson provoqua l'organisation d'une commission du Souvenir de Lafayette, qui résolut de faire coïncider l'inauguration du monument avec notre Exposition de 1900. Afin que le culte de Lafayette, si cher à M. Thompson, s'enracinât le plus profondément possible, au cœur des générations américaines, il voulut que la souscription au monument fût demandée aux étudiants des Universités et aux enfants des écoles. Il obtint la célébration d'un *Jour de Lafayette* dans tous les établissements scolaires des États. Les fêtes de cette journée consistèrent en représentations dramatiques et historiques auxquelles les familles des élèves assistaient, en chants et en discours. Des droits d'entrée à ces représentations furent perçus par les élèves. Le produit de ces fêtes et les cotisations des enfants de l'Amérique ont constitué la somme nécessaire à l'exécution du monument. Plus de quatre millions d'enfants américains ont réuni 1 200 000 francs. Et ainsi le monument de Lafayette bâti, selon le vœu de M. Thompson, « grâce à leurs chants, leurs hymnes aimantes et pures, et leurs dons modiques », aura une signification unique dans l'histoire. « Aucun Américain qui visitera la France, dit-il, après cette date de 1900, ne pourra revenir auprès de ses enfants, sans avoir accompli un pieux pèlerinage à ce monument construit par la collecte des centimes qu'ils ont versés. »

* * *

L'œuvre de M. Robert J. Thompson n'a pas été réalisée sans se heurter, cependant, à quelques mauvais vouloirs. Il en existe contre la France, en Amérique, comme ailleurs. Des journaux américains font un mérite à M. Thompson d'avoir réalisé son entreprise, malgré l'opposition tenace que lui témoignèrent, d'abord, des hommes au pouvoir. Ils louent son obstination et sa diplomatie qui réussirent à lui acquérir la coopération active des leaders de la société américaine, et à ranimer au cœur de ses concitoyens « qui l'oublient trop, dans la conquête de la richesse et du pouvoir », l'ancien dévouement de leurs ancêtres à la liberté.

M. Thompson s'éleva aussi, courageusement, contre les tendances de détachement de la France. Il rappela à ses compatriotes, qui voulaient boycotter l'Exposition, proscrire les modes françaises et renverser la statue de la Liberté, quelles dettes matérielles, outre ses dettes morales, l'Amérique avait toujours envers la France. Il confesse publiquement que l'Amérique, peu d'années après avoir été élevée au rang des nations libres, par le concours de la France, de son armée et de ses subsides pécuniaires, avait consenti, contre elle, à un secret traité d'alliance avec l'Angleterre. Un livre récent de M. Moncure Conway, *Thomas Paine et la Révolution dans les Deux Mondes*, donne de précieux documents sur cette incroyable intrigue menée, à Paris, par Gouverneur Morris, durant la Révolution. Ce traité, dit M. Thompson, « tourna les canons de notre amie outragée contre notre naissante marine marchande, et nous causa une perte de 20 millions de dollars. La France

consentit, plus tard, à nous rembourser, si nous consentions de notre côté, à la dédommager de ses frais de la guerre de l'Indépendance. Nous reconnûmes le sacrifice de 280 millions de dollars fait par elle, à notre profit, plaidâmes la pauvreté, et la priâmes de suspendre sa réclamation. Aujourd'hui, après cent ans, les réclamations françaises n'ont abouti, encore, à aucun remboursement. » La fixation de ce point d'histoire, répandue par les journaux dans toute l'Amérique, ajoutée au sentiment de leurs autres obligations morales, dissipa, aisément, la naissante mauvaise humeur des Américains contre la France. Dès qu'ils sont de sang-froid, les Américains ne font aucune difficulté pour reconnaître, avec M. Thompson, qu'ils doivent « à la France plus qu'ils ne pourront jamais lui payer. »

Tandis que ces nuages passagers, sur l'enthousiasme des Américains, pour la mémoire de Lafayette, surgissaient et s'évanouissaient, l'œuvre de son monument, en France, se réalisait. L'offre de ce monument à la France fut acceptée par le gouvernement français avec plaisir et gratitude. Un emplacement lui fut assigné dans la cour du Louvre, derrière le massif auquel est adossé le monument de Gambetta. Afin de lui conserver son caractère exclusivement américain, l'exécution en a été confiée à M. Bartlett, sculpteur, et la construction du piédestal à M. Thos. Hastings, architecte, de New-York, sous la direction de M. Redon, architecte du Louvre. C'est une reproduction en plâtre, de grandeur égale à l'œuvre définitive, qui a été inaugurée. La statue équestre de Lafayette sera fondue à cire perdue, et on emploiera, dans l'alliage du bronze, de l'or et de l'argent, au lieu d'étain et de zinc, pour lui donner plus de finesse et plus d'éclat. Et enfin les Américains se flattent que ce monument, en son genre, sera l'un des plus beaux du monde.

On aurait tort de ne voir, en cette prétention, que la satisfaction vaniteuse d'un peuple riche qui aurait profité d'une occasion nouvelle d'étonner le monde par sa somptuosité. La fastueuse expression de leur culte de Lafayette et de leur reconnaissance envers la France n'affecte, ici, cette solennité et cette richesse qu'afin que le témoignage en paraisse proportionné à l'étendue et à la sincérité de leurs sentiments.

Lafayette, à y bien regarder, leur appartient plus qu'à nous-mêmes. C'est chez eux qu'il s'est acquis sa plus pure gloire. Si son rôle, en France, a pu prêter à la critique des partis, son action, en Amérique, est digne d'une admiration universelle. Et l'on conçoit que les Américains l'appellent, communément, Lafayette le Bien-Aimé.

⁂

D'une famille de vieille noblesse militaire, qui avait eu un maréchal des armées du Roi, contemporain de Jeanne d'Arc, le jeune Lafayette apprit, à Spa, qui était alors le café de l'Europe, l'insurrection des colons d'Amérique, contre le roi d'Angleterre. Il avait alors dix-neuf ans. Il était marié, depuis trois ans, à Mlle d'Ayen. Apparenté par sa naissance et par cette alliance aux Ayen, aux Noailles, aux princes de Poix, à tout ce qu'il y avait d'influent à la Cour, et officier aux mousquetaires en garnison à Metz, le jeune Lafayette conçut aussitôt le projet d'aller soutenir, de sa personne, les insurgés. L'amour de la gloire, l'enthousiasme pour la liberté d'un peuple résolu à secouer le joug royal, et aussi la perception très nette de la nécessité de diminuer l'Angleterre au profit de la France, a dit M. Bardoux, dans son beau livre : *La Jeunesse de Lafayette*, lui inspirèrent cette résolution.

Qu'un aussi jeune homme s'inquiétât déjà des grands avantages que son pays devait recevoir de la perte par l'Angleterre de ses colonies d'Amérique, et que la fascination de la gloire exerçât, sur lui, plus d'empire que les faciles succès de Cour, cela indique, en lui, un sérieux d'esprit très rare et une hauteur d'âme peu commune. Mais que ce jeune gentilhomme, dans un conflit entre la liberté et le pouvoir royal, prît parti, avec une ardeur toute cordiale, contre la monarchie, pour le gouvernement populaire, voilà de quoi nous étonner. Voilà, du moins, de quoi nous faire sentir la puissante pénétration des principes démocratiques, d'où allait naître la Révolution française, dans la conscience de la plus haute aristocratie.

Cependant, le jeune marquis de Lafayette, par crainte des contrariétés que pouvaient opposer à son projet l'affection des siens, la prudence du gouvernement, alors en paix avec l'Angleterre, et la prévoyance des hommes hostiles à la contagion des entreprises démocratiques contre le pouvoir royal, en dissimula l'exécution de son mieux. Le duc d'Ayen, qui l'avait admis sans enthousiasme dans sa famille, traversa l'exécution de ce projet, de tout son pouvoir. Lafayette avait déjà acheté et armé, à ses frais, un navire qui l'attendait au port du Passage, en Espagne ; il avait recruté son équipage et quelques gentilshommes résolus à partager son aventure, lorsque le duc d'Ayen révéla les intentions de son gendre au ministre Maurepas, et fit délivrer contre Lafayette une lettre de cachet, au cas où il tenterait de sortir de France. Le départ de Lafayette, en Amérique,

devenait une évasion, une véritable aventure de roman. Le jeune homme averti, rusa. Il feignit de se prêter à un voyage vers l'Italie, pour s'échapper de Paris. Il sortit de Bordeaux, déguisé en postillon, et dut éviter l'escale aux îles Sous-le-Vent, pour ne pas être pris. Il sut se dérober, en mer, à deux corvettes anglaises, et, après sept semaines de navigation, il quittait enfin le pont de la *Victoire* qui mouillait devant Georgetown, en Caroline, le 16 juin 1777.

Il aurait manqué quelque chose au caractère chevaleresque du jeune héros, s'il n'avait cultivé la sensibilité de son cœur, selon la mode de son temps, concurremment avec l'amour de la gloire, le dévouement à la liberté et au bonheur du genre humain. Mme de Lafayette, malgré son tendre attachement à son mari, s'était résignée courageusement au grand chagrin de leur séparation. Le jeune marquis de Lafayette s'efforça de lui en adoucir l'amertume en des lettres d'une grâce attendrie où il l'associe à ses généreux espoirs et à tous ses sentiments. Ces lettres ont été publiées dans les *Mémoires* de Lafayette, pêle-mêle avec ses souvenirs. On en trouve un certain nombre dans l'ouvrage de M. Bardoux. Lafayette écrivait à sa femme, quelques jours avant d'accoster le continent de ses rêves :

« Vous avouerez, mon cœur, que l'occupation et l'existence que je vais avoir, sont bien différentes de celles qu'on me gardait, dans ce futile voyage (en Italie). Défenseur de cette liberté que j'idolâtre, libre moi-même plus que personne, en venant, comme ami, offrir mes services à cette république si intéressante, je n'y porte que ma franchise, nulle ambition, nul intérêt particulier; en travaillant pour ma gloire, je travaille pour leur bonheur. J'espère qu'en ma faveur, vous deviendrez bonne Américaine; c'est un sentiment fait pour les cœurs vertueux. Le bonheur de l'Amérique est intimement lié au bonheur de l'humanité; elle va devenir le respectable et sûr asile de la liberté.

« Adieu, la nuit ne me permet pas de continuer, car j'ai interdit toute lumière dans mon vaisseau, depuis quelques jours. Voyez comme je suis prudent! Adieu donc! Si mes doigts sont un peu conduits par mon cœur, je n'ai pas besoin de voir clair pour vous dire que je vous aime et que je vous aimerai toujours. »

Le ton affectueux de cette lettre, son tour galant, son tendre enjouement, son exaltation pour la noblesse de la cause qu'il va défendre, sa foi juvénile aux bonheurs réservés aux hommes, par la vertu magique de la liberté, autant que l'aventureuse hardiesse de son évasion concourent donc à solliciter notre sympathie pour la mémoire de Lafayette, qui s'estompe un peu, en France, de la bonhomie, de la familiarité, de l'allure paterne de sa physionomie définitive de général de la Garde Nationale. A ce moment de sa vie, il a vraiment figure de héros. Il est sensible, familial, vertueux, chevaleresque et humanitaire. C'est le paladin qui a entendu lire Rousseau, chez Mme d'Ayen, sa belle-mère. Il croit sincèrement que la vertu est innée aux hommes, que la nature les y disposerait sans l'influence corruptrice de la société. Il va collaborer à ramener tout un peuple aux conditions de la nature, dont un abusif pouvoir social le tient éloigné. Et ce mirage merveilleux l'enflamme de l'exaltation intérieure qui doit animer les héros à la poursuite de leur chimère.

On sait que le Congrès américain accueillit la proposition de Lafayette de combattre dans l'armée de Washington, qu'il reçut une commission de major général, qu'il se distingua dans divers combats, qu'il équipa, à ses frais, le corps qu'il commandait, et qu'il dépensa, ainsi, 700 000 livres pour les soldats de l'Indépendance américaine. L'ouverture des hostilités entre la France et l'Angleterre le ramène en France, le 20 février 1779. En punition de son évasion, malgré la défense du ministre, il se vit infliger d'abord huit jours d'arrêts. Mais il connut, aussitôt arrivé à Paris, les plus pures ivresses de la popularité. Le roi lui adressa une « douce réprimande » de son « heureuse faute ». Les femmes de la Cour se disputèrent le plaisir de l'embrasser. Et Marie-Antoinette fit trêve à son instinctive antipathie contre lui ; elle lui obtint le régiment du Roi-dragons. Il ne tarda pas à en abandonner le commandement pour retourner en Amérique. Il y précédait de peu le corps expéditionnaire que la France, sur ses actives démarches, y envoyait sous les ordres du marquis de Rochambeau. Et cette fois, c'était le triomphe final que Lafayette apportait, à la cause de l'Indépendance américaine.

***

En posant les pieds sur le sol de cette Amérique qu'il aimait avec une ferveur religieuse comme la terre de son idéal, le jeune Lafayette s'était écrié, en un grand élan de son cœur transporté : « Puisse cet immense temple de la Liberté servir de leçon aux oppresseurs, d'exemple aux opprimés et de sanctuaire aux droits de l'humanité! Puissent ces heureux États-Unis atteindre la complète splendeur et la prospérité qui glorifieront les bienfaits de son gouvernement, et réjouiront, à travers les âges, les mânes de ses fondateurs! »

Ce vœu de Lafayette allait être exaucé, sous ses

yeux. Et quand les Américains comparent leur splendeur et leur prospérité d'aujourd'hui, à la détresse d'où les ont sauvés sa générosité, son enthousiasme et son activité vaillante, on conçoit qu'ils usent de quelque ostentation dans leur culte envers sa mémoire. Aussi ils ont voulu que son monument à Paris ait une signification plus haute, plus solennelle, que les communs monuments dédiés à la mémoire des grands hommes. Il doit être l'expression de leur gratitude éternelle envers Lafayette, la glorification de la Liberté, l'affirmation loyale des obligations de l'Amérique envers la France, et la consécration nouvelle, à l'ouverture du xxe siècle, de la durée des bonnes relations et de l'amitié fraternelle des deux peuples, à la face du monde.

C'est du moins ce symbolisme cordial que M. Robert J. Thompson a proposé à ses concitoyens d'attacher à ce monument, dans des documents déjà cités. Et il y insiste dans une adresse du 19 février 1899, où il exalte, avec une noble effusion, les services rendus à son pays par la France et par celui qu'il appelle « le Chevalier de la Liberté. » Il regrette que l'Amérique n'ait pas eu encore son Homère, pour immortaliser le souvenir de l'aide efficace offerte, à son pays, par la France et par le jeune homme qui se dévoua à sa cause, en son nom. L'existence de ce monument ne permettra pas, ajoute-t-il au nom de ses compatriotes, « aux ennemis de la France de nous jeter dans les yeux la poussière du soupçon et de la haine. » Et si l'on a pu dire que l'ingratitude « est, de beaucoup, la plus amère goutte de fiel qui empoisonne la coupe de la vie », M. Thompson proclame que « le plus noble, le plus charmant, le meilleur principe des relations humaines est la reconnaissance. » Et M. Thompson multiplie les expressions des sentiments qu'à son sens et à celui de ses compatriotes, doit manifester ce monument de Lafayette. Ce tribut payé à la France et à Lafayette, par l'offrande de la jeunesse américaine « sort, dit-il encore, du cœur de la grande République. Et malgré les vicissitudes de l'avenir, aucune main vandale n'y pourra toucher. Il sera un autel et un but de pélerinage pour les amis de la Liberté répandus sur la surface du globe. » En parlant ainsi, M. Thompson ne parle pas pour lui seul. Il parle au nom de l'Amérique, et même au nom de son gouvernement, puisqu'il a été envoyé, en France, par M. le président Mac Kinley, avec le titre officiel de commissaire spécial du gouvernement américain pour le monument de Lafayette.

Le sens très scrupuleux de la responsabilité, qu'il faut reconnaître aux Américains, et leur fierté de se sentir le plus heureux modèle d'un peuple élevé à une prospérité incomparable par le culte de la Liberté, leur ont inspiré ce mouvement du cœur, qui les rapproche de nous.

Et nous, instruits par leur exemple, nous devons nous réjouir que la France ait toujours été sentimentale et généreuse dans l'usage de sa puissance, et ne pas oublier que la suprématie française, tant qu'elle a régné dans le monde, s'est surtout employée au service du droit, de la justice et du malheur.

Félicien Pascal.

PETER HALKET DE MASHONALAND (1)

Nouvelle.

Peter étonné interrompit : « J'ai rencontré une femme avec du blé sur la tête et un enfant sur le dos. »

L'étranger continua : « ... et cette nuit je la vis assise de nouveau à la porte de la caverne, puis lorsque le soleil fut couché, elle eut froid et elle rentra pour se coucher à terre, près du panier : cette nuit, à trois heures et demie, elle mourra. Je la connais depuis son enfance, alors qu'elle jouait autour des huttes, pendant que sa mère travaillait dans les champs de maïs... Elle était des nôtres !

— Oh ! fit Peter.

— Il y en a d'autres encore ici. C'était un prospecteur — il désigna le nord — un homme qui buvait et jurait volontiers, mais il avait de nombreux domestiques qui savaient où le trouver quand ils étaient dans le besoin. Lorsqu'ils étaient malades, il les soignait de ses propres mains ; lorsqu'ils étaient en peine, il venait les aider. Or, dès le début de la guerre, tandis que les nègres avaient tous le cœur rempli d'amertume, parce que les blancs leur avaient menti et avaient tué leurs envoyés venus demander protection à l'Angleterre, certains d'entre eux se rendirent à la hutte du prospecteur. Celui-ci tira sur eux, par un trou qu'il avait pratiqué dans sa porte, mais ils ripostèrent avec un gros canon, et le boulet lui perça les flancs et l'étendit sur le sol (souvent l'innocent souffre pour le coupable et l'homme compatissant tombe, alors que l'oppresseur prospère). Alors son domestique nègre l'enleva vivement dans ses bras, le porta derrière la hutte, traversa le lit de la rivière, afin que personne ne pût retrouver ses pas, et le cacha dans un trou, dans la berge du fleuve. Quand les hommes pénétrèrent dans la hutte, ils ne trouvèrent point le blanc, et ne découvrirent aucune trace de ses pas. Mais le soir, lorsque le do-

(1) Voyez la *Revue* des 23 et 30 juin.

mestique nègre retourna à la hutte, pour prendre de la nourriture et des médicaments pour son maître, les autres le capturèrent et lui dirent: Vous, traître à votre pays, chien de l'homme blanc, qui prenez le parti de ceux qui sous nos yeux volent notre terre, nos femmes et nos filles, dites-nous où vous l'avez caché? Comme il ne leur répondait pas, ils le tuèrent devant la porte. La nuit était venue et l'homme blanc rampa sur les mains et les genoux jusqu'à sa hutte pour trouver de la nourriture. Tous étaient partis, seul, son domestique gisait devant la porte, et l'homme blanc comprit ce qui était arrivé. Il ne pouvait plus ramper désormais, alors il se coucha devant la porte, et cette nuit-là, le blanc et le nègre dormirent côte à côte dans la mort. Tous deux étaient de mes amis.

— Le nègre fut joliment crâne, dit Peter, mais déjà auparavant j'ai entendu des histoires semblables. Il s'agissait même d'une fille qui ne voulait pas dire où se trouvait sa maîtresse, elle fut tuée aussi. Mais, ajouta-t-il, votre compagnie ne se compose donc que de nègres et de gens tués.

— Il y en a de toute race! Dans une ville de la vieille colonie, se trouve un des nôtres, de taille courte et de voix faible. Il passait son chemin, un certain dimanche matin, quand hommes et femmes s'assemblèrent devant lui, et le prièrent de monter en chaire. Quand l'heure du sermon fut venue, il leur dit: — Au lieu de parler, je lirai une histoire, — alors il ouvrit un livre vieux de deux mille ans, et lut: — Dans ce temps, Naboth de Jezrael possédait une vigne située à Jezrael près le palais d'Ahab roi de Samarie. Un jour Ahab dit à Naboth: — Donne-moi ta vigne pour que j'en fasse un jardin potager, car elle est tout près de ma maison; à la place je t'en donnerai le prix en argent. Naboth répondit: — C'est l'héritage de mon père, le Seigneur me défend de te le donner. Et Ahab rentra dans sa maison, triste et mécontent, parce que Naboth de Jezrael lui avait dit: — Je ne te donnerai pas l'héritage de mes aïeux. — L'homme continua de lire l'histoire jusqu'au bout; ensuite, il ferma le livre et dit: — Mes amis, Naboth a une vigne dans ce pays, et dans cette vigne il y a beaucoup d'or, et Ahab a fait vœu de la prendre afin que *cette* richesse devienne sienne. — Puis il mit le vénérable livre de côté, et en prit un autre écrit d'hier. Et tous, hommes et femmes, chuchottaient en pleine église. — N'est-ce pas le *Livre bleu*, le rapport de la commission du Parlement du Cap, sur le raid Jameson? Alors l'homme reprit: — Mes amis, la première histoire que je vous ai lue, est une des plus vieilles du monde; celle que je vais vous lire est une des plus récentes. Ce qui était la vérité, il y a trois mille ans, est encore la vérité aujourd'hui, et tous les livres qui mettent en lumière la vérité, sont des livres de Dieu; aussi je vous lirai quelques pages de celui qui est devant moi. Puisse l'histoire d'Ahab, roi de Samarie, nous profiter, tandis que l'histoire des Ahabs de notre pays nous reste inconnue, et que les Naboth de chez nous peuvent être aussi lapidés, pendant qu'ils s'endorment dans leur tranquillité. — Alors il leur lit des fragments de ce livre; et pendant qu'il parlait, quelques hommes et femmes riches se levèrent et sortirent, sa femme sortit aussi. Quand le culte eut pris fin, et que l'homme fut rentré chez lui, sa femme vint vers lui en pleurant: — Avez-vous vu, dit-elle, combien de gens et des plus riches, sont partis ce matin? Pourquoi avez-vous parlé de cette façon, lorsque nous étions sur le point d'avoir une aile nouvelle à notre maison, et que vous pensiez voir votre salaire augmenté? Vous n'avez pas un seul Boer dans votre congrégation. Quel besoin aviez-vous de dire que le « raid » de la Chartered Company contre Johannesburg était un mal? Il répondit: — Mon épouse, si j'ai la conviction que certaines gens dont nous avons fait la fortune et à qui nous avons donné le pouvoir, ont commis une lâcheté, ne dois-je donc pas le dire? Elle continua: — Oui, et il n'y a pas encore bien longtemps, lorsque Rhodes léchait la poussière des bottes des Boers afin d'endormir leur défiance et de préparer tranquillement son affaire, vous attaquâtes alors Rhodes et le Bund qui voulaient faire passer une loi permettant de fouetter les nègres, et nous perdîmes cinquante livres que nous aurions pu employer pour l'église!

Lui objecta: — Mon épouse, Dieu ne peut-il pas être aussi bien adoré sous la voûte du ciel que sous le toit d'or d'un palais? Un homme doit-il donc garder le silence devant l'oppression, afin de gagner de l'argent pour Dieu? Si j'ai défendu le nègre quand je le croyais attaqué, ne dois-je pas aussi défendre le blanc, mon frère de sang? Devons-nous donc parler, lorsqu'un certain homme est attaqué, et nous taire, lorsque c'est un autre?

— Oui, mais il vous faut aussi penser à votre famille et à vous-même! Pourquoi êtes-vous toujours en opposition avec ceux qui peuvent faire quelque chose pour nous? Vous n'êtes aimé que par les pauvres. S'il vous est nécessaire d'attaquer quelqu'un, pourquoi ne serait-ce pas les Juifs qui ont tué le Christ, ou Hérode, ou Ponce Pilate, pourquoi vous en prendre seulement à ceux qui ont le pouvoir aujourd'hui et qui peuvent, grâce à leur argent, vous écraser?

— Oh! ma femme, ces juifs, et Hérode, et Pilate, il y a longtemps qu'ils sont morts! Si aujourd'hui, je prêchais sur eux, cela les arrêterait-il? et pourrai-je sauver de leurs griffes, la moindre vie? Le passé est mort, il ne vit plus que pour nous servir de leçon. Le présent, et le présent seul, est notre tâche actuelle,

et le futur est à créer. Est-ce que l'or de Johannesburg et les diamants de Kimberley valent qu'un chrétien soit frappé par la main de ses coreligionnaires? — Oui, un chrétien ou même un païen!

— Tout cela serait très bien, si vous étiez un prédicateur vraiment éloquent, que vous puissiez traîner derrière vous des centaines d'hommes et en même temps former un grand parti dont vous seriez le chef, alors je comprendrais ce que vous dites. Mais, vous, avec votre figure maigre et votre voix faible, qui vous suivra jamais? Vous resterez seul, c'est tout le bénéfice que vous en retirerez!

— Oh, ma femme, n'ai-je pas attendu, veillé, espéré que ceux plus illustres et plus forts que moi, sur cette terre, élèveraient la voix et prêcheraient — et c'est tout autour un silence de mort! Çà et là, il y en a bien eu un pour prendre la parole; mais le reste chuchote derrière la main; l'un dit: — Mon fils a une place, il pourrait la perdre, si je parlais trop haut; un autre: — J'ai la promesse d'une concession; un troisième: — Je suis en relations suivies avec ces gens et, si je parlais, je pourrais perdre mon rang social. Oh! ma femme, notre pays, notre bon pays, que nous avions espéré libre et fort parmi les peuples du monde, il est corrompu par la tyrannie de l'or, il est rempli d'alvéoles. Nous qui avions espéré tenir la première place dans la communauté anglo-saxonne, pour la justice et la liberté, nous ne pouvons pas même prendre la dernière. Ne suis-je pas le premier à savoir, hélas avec amertume, combien faible est ma voix? Ne sais-je pas que ce que je suis en mesure de faire, est pour ainsi dire rien? Mais est-ce une raison pour garder le silence? Le ver luisant refuse-t il de donner sa lumière parce qu'il n'est pas une étoile du ciel? Le morceau de bois refuse-t-il de brûler et de chauffer une main glacée, parce qu'il n'est pas un phare éclairant le monde? Toujours une voix est derrière moi, qui me chuchote: — Pourquoi vous briser la tête contre un mur de pierre? — Laissez cette œuvre à d'autres plus grands et plus forts; à d'autres qui puissent faire mieux que vous! Pourquoi vous briser le cœur, quand la vie pourrait être si belle pour vous? — Mais vous le savez bien, ma femme, les forts gardent le silence; et moi, dois-je ne pas parler parce que mon pouvoir est faible?

Il laissa tomber la tête dans ses mains.

Elle reprit:

— Je ne peux pas vous comprendre. Quand je viens à la maison et que je vous dis: Cet homme boit, ou cette femme est en peine, — toujours vous me répondez: femme, qu'avons-nous à nous en occuper, si nous ne pouvons pas les aider? Le moindre petit bavardage vous déplaît, et vous allez voir des gens que vous traitez en amis, dans des maisons où je ne voudrais pas aller. Maintenant que les plus riches et les plus forts du pays, qui pourraient vous écraser avec leur argent, comme un enfant écrase une mouche entre ses doigts, suivent une certaine voie, vous vous dressez et vous opposez à eux!

Il répondit:

— Qu'ai-je à faire avec les fautes d'un homme en particulier, quand ce n'est pas moi qui l'ai induit à pécher? Suis-je coupable? J'ai assez à faire avec mes propres fautes. Le péché qu'un homme commet envers lui-même est le sien propre et non le mien; le péché qu'un homme commet envers ses frères est à la fois le sien et le leur; mais les péchés d'un homme qui tient son élévation, son épée, sa force, d'une collectivité d'autres hommes qui les lui ont données, ces péchés les regardent, il n'y a personne, si petit soit-il, dans toute la nation qui oserait dire: Je n'ai aucune responsabilité pour les actes de cet homme. C'est nous qui l'avons armé, élevé, rendu puissant, et le mal qu'il fait est plus nôtre que sien. Si le but de cet homme en Afrique du Sud était réalisé et qu'un jour, depuis le Zambèze jusqu'à la mer, l'homme blanc s'élance à la gorge de son semblable, que le cœur de chacun se consume dans la haine de son voisin. et que dans tout le pays le sang coule comme de l'eau, alors oserai-je prier, si déjà maintenant j'ai peur de parler? — Ne crois pas que je souhaite le châtiment pour ces gens-là. Qu'ils emportent les millions qu'ils ont tirés du sol, qu'ils aillent dans leur patrie, et qu'ils vivent dans la richesse, l'opulence et la joie; mais qu'ils quittent ce pays qu'ils ont ruiné, et dévasté. Qu'ils gardent l'argent qu'ils ont gagné ici. Nous n'en serons qu'un peu plus pauvres, mais qu'ils ne puissent pas s'en servir pour nous écraser. Demanderais-je à mon Dieu, le dimanche de chaque semaine, de veiller à ce pays, et de fondre les cœurs de tous ses enfants dans une étroite fraternité; maintenant que je vois ses habitants trahis, et leurs mâchoires fracassées par la main des riches, maintenant que je vois la liberté s'éloigner de nous et le pays en entier saisi par la griffe de l'or de telle sorte que la génération prochaine naîtra dépendante et forcée de travailler pour ceux qui l'auront asservie; garderai-je le silence? Le Boer et l'Anglais ont vécu ici; ils n'ont pas toujours aimé la pitié, ni toujours recherché la justice; mais le petit doigt du spéculateur et du monopoliste qui dévorent le pays, sera plus pesant au dos de ses enfants blancs et noirs que les reins des Hollandais et des Anglais.

Elle objecta:

— J'ai entendu dire que c'était notre devoir de nous sacrifier pour nos semblables, vivant dans le monde en même temps que nous; mais jamais auparavant je n'ai entendu dire que nous devions nous sacrifier pour ceux qui ne sont pas encore nés. Que

nous sont-ils? Alors, depuis longtemps déjà vous serez couché dans votre tombe et réduit en poussière! Si vous croyez en Dieu, pourquoi ne pas le laisser changer tout ce mal en bien? Demande-t-il que vous deveniez un martyr à cause de cela? Ou le monde sera-t-il perdu sans vous?

« Femme! si ma main droite était dans le feu, ne la tirerais-je pas de là? Dirai-je : Dieu peut changer ce mal en bien, et la laisserai-je brûler? Cet inconnu qui reste hors notre portée, nous n'en avons conscience que par ses manifestations dans nos propres cœurs; et c'est seulement par l'intermédiaire de l'homme qu'il peut atteindre les autres hommes. Et dois-je ne sentir aucun lien me réunir aux hommes de l'avenir, ni désirer aucun bien ou aucune beauté pour eux, moi qui suis ce que je suis et sens les joies actuelles, parce que durant des siècles des hommes ont vécu et travaillé, sans compter, pour moi. Y aurait-il eu de belles statues, de nobles poèmes, de grandes réformes, si les hommes comptaient l'effort et créaient seulement pour leurs propres vies. Aucun homme ne vit, ni ne meurt pour lui. Vous ne pouvez m'empêcher d'aimer les hommes qui viendront après moi; quelque voix secrète, un je ne sais quoi, me crie toujours: Vivez pour eux comme pour vos propres enfants. Lorsque dans le cycle de ma courte existence tout est triste, et que je désespère, l'espoir me revient à la pensée qu'un jour, de plus *nobles et de plus* belles choses pourront jaillir à l'endroit où je suis maintenant.

— Vous avez besoin, — reprit sa femme, — de mettre tout le monde contre vous! Les autres femmes ne viennent plus me voir et notre église se remplit de plus en plus de pauvres gens. L'argent recherche l'argent. Si votre congrégation se composait de Hollandais, je suis sûre que vous leur prêcheriez d'aimer les Anglais, et d'être bons pour les nègres. Si c'étaient des Cafres, vous leur diriez toujours d'aider les blancs. Vous ne serez jamais du côté de ceux qui peuvent faire quelque chose pour nous. Vous vous rappelez l'offre que nous avons eu de...

— Oh! fit-il, que sont les Boers, que sont les Russes et les Turcs pour moi; suis-je responsable de leurs actes? C'est ma nation, la mienne, que j'aime, je l'aime comme un homme aime son âme; ses actes me touchent, je voudrais que partout où notre drapeau a été planté, le faible ou l'opprimé sur cette terre, pût accourir sous ses plis et dire : « Cette bannière abrite la liberté et la justice, sans distinction de race ni de couleur. » Je voudrais que sur notre bannière fussent blasonnés en larges lettres les mots : *Justice et Pitié*, et que dans chaque nouveau pays où nous poserions le pied, chacun parmi nous pût voir au-dessus de lui cette bannière et ce blason au-dessous duquel serait ce commandement suprême: *Par ce signe, conquiers!* Alors le drapeau de pirate qu'aujourd'hui font flotter à sa place quelques hommes, pourrait être renversé et ployé pour jamais! Pardonnerai-je l'acte de quelqu'un, parce qu'il serait de ma propre race, alors que je le condamnerais chez un Hottentot ou chez un Bushman. Est-ce que les hommes appartenant à la plus puissante race de la terre, doivent ramper sur le ventre pour attaquer un voisin non prévenu, alors que même le Cafre a toujours donné avis de la guerre par ces mots : « Sois prêt, tel et tel jour je viendrai te combattre. » La puissance de l'Angleterre est-elle donc si brisée, et notre race si affaiblie, que nous n'osons plus déclarer la guerre, et qu'il nous faut dans l'obscurité ramper sur le ventre afin de poignarder, tel un peuple esclave à qui tout autre moyen est interdit! Ces hommes sont de race anglaise, mais non pas de vrais Anglais. Lorsque les hommes de notre pays se battent, ils partent en guerre avec un drapeau blasonné au son des trompettes éclatantes. C'est parce que je suis un véritable Anglais que ces choses me font mal. Mieux vaudrait que dix mille des nôtres et parmi eux mes propres fils, aient été défaits dans une grande bataille et soient morts pour une noble cause, que ces douze pauvres enfants aient été tomber à Doornkop, afin que les poches de ceux qui déjà sont couverts d'or se remplissent encore!

— Qu'importe ce que vous pouvez penser ou sentir, vous ne pourrez jamais faire quelque chose.

— Femme, dit-il, reste près de moi, et ne m'écrase pas. Dans ces matières, il n'y a qu'un sentier sur lequel la lumière brille.

— Vous êtes très désobligeant, vous ne tenez aucun compte de ce que l'on dit de nous! — Puis, elle se mit à pleurer amèrement et sortit de la chambre. Mais aussitôt que la porte fut fermée, elle sécha ses larmes, et se dit à elle-même : « Maintenant, il n'osera jamais prêcher de nouveau un tel sermon. Jamais, il ne s'oppose plus à moi, quand une fois je l'ai couché à mes pieds! »

L'Homme ne parla plus à personne et sortit seul dans le veld. Tout l'après-midi il monta, puis descendit, parmi le sable et les buissons courts; et je marchai là, à ses côtés. Puis, quand vint le soir, il retourna à sa chapelle. Beaucoup manquaient, mais les « anciens » occupaient leurs places, et sa femme aussi était là, la lumière éclairait les bancs vides, quand le temps fut venu, il ouvrit le vieux livre des Juifs, tourna les pages et dit: « Si tu manques de délivrer ceux qui sont traînés à la mort, ceux qui sont sur le point d'être tués, diras-tu : Voici, nous n'en avons rien su! Celui qui pèse les cœurs ne l'entendra-t-il point?

« Ce matin, nous envisagions les maux que souffre ce pays sous la possession d'hommes dont le but est

d'atteindre la richesse et la puissance; ce soir nous examinerons notre propre part dans la question. Nous serons d'accord, je pense, pour constater que c'est sur nous que retombe la responsabilité, plutôt que sur ceux que nous avons placés si haut.

Alors, sa femme se leva et sortit, d'autres la suivirent, et c'est sur des bancs vides que roula la voix du petit homme, mais il continua de parler. Lorsque le culte fut terminé, il sortit. Aucun des anciens ne vint le complimenter sous le porche, mais tandis qu'il restait là, quelqu'un, il ne vit pas qui, lui glissa dans la main une feuille. Il la leva et lut à la lumière de la lampe ce qu'il y avait d'écrit au crayon. Puis, il la broya, comme un homme broie ce qui a mis en lui un dard empoisonné, et la jeta sur le sol, résolu à l'oublier. Une pluie fine se mit à tomber, il remonta la rue, les bras croisés derrière lui, et la tête penchée. Les gens remontaient de l'autre côté, et il lui semblait être seul : mais moi, je le suivais de près. »

L'Étranger s'arrêta — Peter voyant cela demanda :

— Et ensuite qu'est-il arrivé ?

L'autre murmura : « C'était seulement dimanche dernier ! »

Après un nouveau silence de quelques secondes, Peter reprit : « De toute façon cela a bien fini, du moins il n'est pas mort ? »

L'étranger croisa les mains sur les genoux : « Peter Simon Halket, dit-il, il est plus aisé pour un homme de mourir que de rester seul. Celui qui peut supporter la solitude, peut aussi mourir, quand il le faut. Peter fixa l'étranger : « Moi-même, je n'aimerais pas mourir, maintenant du moins, Je n'ai pas encore vingt et un ans; je voudrais d'abord voir la vie. » Après un silence, il continua : « Les hommes de votre compagnie sont-ils tous pauvres ? »

Avant de répondre, l'étranger attendit un peu, puis il dit : « De riches gens ont voulu se joindre à nous, parmi eux était un jeune, mais quand il connut les conditions, il se retira plein de tristesse, car il possédait de grandes richesses.

— Y a-t-il longtemps que votre compagnie existe?

— Aucun homme actuellement vivant ne peut concevoir son âge. Ici, sur cette terre elle a commencé au temps où ces collines étaient récentes, où ces mousses montraient à peine leurs couleurs sur les rochers où l'homme muet se remuait avec difficulté, à cause de la faiblesse de ses nerfs. A cette époque dont on ne se soucie plus maintenant, l'homme mangeait la chair de son semblable et la trouvait douce. Et il y eut une femme dont la tête était plus haute et la pensée plus profonde que celles de ses compagnons, qui, tout en ramassant la chair d'un crâne humain, réfléchissait. Quand vint la nuit, à l'heure où les hommes se rassemblaient autour du feu, elle s'échappa et lorsqu'ils allèrent à l'arbre où la victime était attachée, ils ne la trouvèrent plus. Ils crièrent l'un à l'autre : — C'est elle, elle seule qui a fait le coup, car elle disait toujours : — Je n'aime pas le goût de la chair humaine : les hommes sont trop mes semblables, je ne peux pas les manger; — elle est folle, il faut la tuer. Et dans ce temps, obscur et lointain, dont les hommes ne se soucient plus aujourd'hui, et dans lequel ils croient à peine, cette femme mourut. Mais dans le cerveau des hommes et des femmes une nouvelle pensée avait germé, ils disaient : Nous non plus nous ne mangerons pas de sa chair, car la chair humaine a un mauvais goût. A partir de ce jour, quand les pots étaient remplis de viande humaine, ils restaient à côté, et la moitié de la tribu en mangeait, l'autre moitié n'en mangeait pas; puis, avec les années, personne n'en mangea plus, Même dans ce temps, alors que les hommes se traînaient sur les mains, il y avait des nôtres sur la terre. Et même si vous voulez apprendre un secret, il y en avait avant que l'homme foulât ce pays, à l'âge lointain où le Dicynodont se penchait tendrement sur son petit, où le cheval marin dont vous retrouvez ici, sur cette terre même, les restes fossiles, appelait sa femelle avec amour; où les oiseaux, dont les pattes ont laissé leur empreinte sur les rochers, s'envolaient au soleil avec de joyeux gazouillements... même dans ces jours-là, où l'homme n'existait pas, l'aurore de ce royaume s'était levée sur la terre. Encore maintenant, tandis que le soleil se lève et se couche, et que les planètes accomplissent leur révolution, notre nombre croît, toujours, toujours!

L'étranger se leva, et resta debout : autour, derrière, tout n'était qu'obscurité. Il reprit : — La terre entière est à nous, et un jour viendra, où les étoiles qui de là-haut regardent notre petit monde, ne verront plus un seul endroit du sol souillé et noirci par le sang d'un homme tué par son semblable; de l'est à l'ouest le soleil versera sa lumière sur ce petit globe, sans voir nulle part l'homme écrasé par l'homme. Les épées seront converties en socs et les lances en faucilles; les peuples cesseront de se battre et pour jamais désapprendront la guerre. Au lieu de l'épine naîtra le sapin, au lieu de la ronce, le myrte, et nulle part sur la terre devenue sacrée l'homme ne détruira l'homme. Aussi vrai que demain le soleil se lèvera pour répandre sa lumière sur ces kopjes, aussi vrai viendra ce jour. Et je vous le dis, il viendra même pour ce pays où nous sommes maintenant, où l'on entend aujourd'hui les plaintes et les cris de revanche des blessés, dans ce pays où l'homme rampe pour surprendre son semblable dans l'obscurité, où l'or vaut le poids de mille âmes, où le tas de boue brillante vaut la moitié d'une nation, où enfin les vautours s'engraissent de la chair de l'homme. Peter

Simon Halket, je vous le dis, ici, à l'endroit même où nous sommes maintenant, se dressera un temple. Les hommes n'y viendront pas adorer ce qui divise : mais ils y seront épaule contre épaule, les blancs avec les noirs, l'étranger avec l'indigène, et la place sera sacrée, parce que les hommes diront : Ne sommes-nous pas frères, ne sommes-nous pas les fils d'un même père?

Peter Halket leva silencieusement les yeux, et l'étranger poursuivit : — Il y en avait qui dormaient sur une plaine, la nuit était froide et noire, tandis qu'ils dormaient, et à l'heure où la nuit est le plus sombre, l'un d'entre eux se leva. Au loin vers l'est, à travers ses paupières mi-closes, il vit une ligne mince, mince comme un cheveu, qui bordait le sommet des collines. Et dans l'obscurité, il murmura à ses compagnons : — Voilà l'aurore qui vient. Mais les autres répondirent, les paupières complètement baissées : — Il ment ; il n'y a pas d'aurore! Cependant, le jour perça!

L'étranger garda le silence. Le feu lançait ses langues de flamme rouge qui montaient droit dans la nuit calme et silencieuse. Peter Halket se rapprocha de l'étranger. — Quand viendra ce temps? soupira-t-il, dans mille ans d'ici!

L'autre répondit : — Mille ans ne sont pas plus que notre voyage d'hier, ou que notre veillée de cette nuit, qui bientôt déjà tire à sa fin. Voyez ces rochers amoncelés sur lesquels nous sommes en ce moment! Depuis qu'ils sont là, les âges ont été jeunes, et sont devenus vieux. La moitié de ce temps ne passera pas avant que l'âge nouveau n'arrive. Déjà j'ai vu son aurore dans le cœur des hommes.

Peter se rapprocha encore ; ses genoux touchaient presque les pieds de l'étranger, de l'autre côté du feu son fusil reposait sur le sol. — Je voudrais être un des vôtres, dit-il, je suis fatigué de la Chartered Company.

L'étranger le considéra avec douceur : — Peter Simon Halket, vous sentez-vous de force à porter votre fardeau?

— Donnez-moi une tâche, que j'essaye!

Il y eut un silence de quelques secondes, puis l'étranger reprit : — Peter Simon Halket, portez un message en Angleterre. — Peter se leva. — Allez trouver cette grande nation et criez bien haut : Qu'avez-vous fait de l'épée qui vous fut confiée, pour faire régner la justice et répandre la pitié? Comment êtes-vous arrivés à la donner à des hommes dont le but est l'or, la soif la richesse, à qui les âmes et les corps de leurs semblables sont comme les jetons dans un jeu? Comment avez-vous pu jeter dans la griffe des spéculateurs un peuple qui vous avait été donné, et qui ne devint bientôt plus qu'un muet troupeau de bêtes à vendre ou à acheter! Reprenez votre épée, grande Nation, mais d'abord essuyez-la, de peur qu'un peu d'or et de sang ne reste à votre main. Qu'est-ce donc? je vois! — C'est l'épée de la grande Nation, employée à creuser la terre pour en tirer de l'or, comme les groins des cochons fouillent la terre pour en tirer des truffes. N'avez-vous pas d'autre usage à en faire, grande Nation? Reprenez votre épée, et quand vous l'aurez nettoyée du sang et de la boue qui la souillent, alors levez-la pour affranchir les opprimés des autres pays. Fille d'un grand prince, prenez garde! Vous mettez votre épée dans les mains de chevaliers avilis, ils vont en émousser le fil et en ternir l'éclat, et quand sonnera l'heure où vous en aurez besoin et où vous voudrez la mettre en d'autres mains, vous en trouverez la lame ébréchée et la pointe brisée. Prenez garde!

Criez aux sages de l'Angleterre : — Vous, qui dans le calme et la paix des salles au jour discret, méditez sur toutes choses du ciel et de la terre, et par votre compétence connaissez tout, n'avez-vous donc pas le temps de penser à cela! A qui l'Angleterre a-t-elle donné son pouvoir? Comment s'en servent ceux qui le lui ont dérobé? Ne dites pas : Qu'avons-nous à faire avec un peuple au delà des mers, n'avons-nous pas assez de préoccupations dans notre propre pays? Là où le cerveau d'une nation n'a pas le temps d'aller, là ne devraient pas aller non plus ses bras pour travailler; là où s'établit la puissance d'un peuple, là doivent suivre aussi, pour la guider, son intelligence et sa science. Oh! vous qui, assis à votre aise, étudiez le passé et l'avenir et oubliez le présent, — vous n'avez pas le droit de rester ainsi sans rien connaître de l'œuvre des forces que vous avez armées et envoyées, pour exploiter au loin le travail des hommes. Où est l'épée de votre nation, ô vous, homme de pensée?

Criez aux femmes d'Angleterre : — Vous qui vivez en de somptueuses demeures, vos enfants sur les genoux, ne croyez pas que c'est seulement le frôlement des rideaux mollement drapés, ou le sifflement du vent, que vous entendez. Écoutez! Puisse ne pas être le cri lointain de ceux que votre épée gouverne, en marche à travers l'océan pour venir pénétrer vos sanctuaires intimes. Écoutez! Pour la femme des peuples dominants, la tâche ne se borne pas seulement à enfanter et à nourrir ses propres enfants, vers elle se dirigent aussi, à travers les mers et les continents, les plaintes des peuples naissants qui lui crient : Cœur de mère, bats pour nous! Et mieux vaudrait pour vous que votre ventre soit stérile, et que votre race s'éteigne, plutôt que de laisser sans réponse les plaintes que vous entendez!

L'étranger leva les mains, tandis qu'il parlait, et Peter y vit les cicatrices d'anciennes blessures.

— Criez bien haut aux ouvriers et ouvrières d'Angleterre : — Vous qui depuis des siècles gémissez

sous le talon pesant de vos maîtres et qui avez dit : Maudits soient les rois qui, insoucieux de leur peuple opprimé, vivent tranquillement heureux, pourvu que leurs coffres soient pleins et leurs ventres satisfaits, et qu'aucun souci politique ne vienne les inquiéter, vous qui avez enlevé au roi son autorité et qui trônez à sa place, son péché n'est-il pas aussi le vôtre aujourd'hui? Si vos maîtres augmentaient seulement d'une heure votre travail quotidien, ou s'ils augmentaient d'une petite fraction le prix du pain que vous mangez, est-ce que vous ne vous lèveriez pas comme un seul homme? Mais peu vous importent les lois que supportent les hommes au delà des mers, elles ne vous blessent pas. Et même n'avez-vous pas dit quelquefois comme les anciens rois : Peu nous importe qui tient notre épée, maraudeur ou spéculateur, mais puisque c'est la nôtre, nous devons voiler le mal qu'elle a fait! Pensez-vous que vers le ciel ne montent pas d'autres malédictions que les vôtres? Où est votre épée. Dans quelles mains l'avez-vous laissée tomber? — Vite reprenez-la, et nettoyez-la!

Peter Halket s'humilia en levant les yeux au ciel, puis il cria : « Maître, je ne peux pas porter ce message, je suis un pauvre homme sans instruction, et si j'allais en Angleterre et que je parle haut, tout le monde rirait : — Qui est celui-là qui vient prêcher un grand peuple? Sa mère n'est-elle pas parmi nous une blanchisseuse et son père n'était-il pas un manœuvre à deux shillings par jour? — et ils riraient de moi avec mépris. En vérité, le message est trop long pour que je me le rappelle. Donnez-moi une autre tâche à faire. »

OLIVE SCHREINER.

(Traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par Louis CHEVALLIER.)

(*A suivre.*)

A PROPOS DE LA LOI SUR LA PRESSE (1)

Appliquant au régime de la presse cette règle de méthode qui consiste à diviser les difficultés pour les mieux résoudre, la Commission sénatoriale a détaché de l'ensemble de ses propositions, dont l'examen demeure réservé, les deux plus simples, les deux plus urgentes, et elle a obtenu de la Haute Assemblée leur vote immédiat.

Qu'il convienne de ne pas mêler aux polémiques quotidiennes le Président de la République, qui est l'arbitre suprême destiné à planer au-dessus de nos discussions comme étant non l'homme d'un parti, mais l'homme du pays; qu'il soit nécessaire au bon renom de la France que le premier magistrat, en qui les autres peuples la personnifient, soit toujours respecté; que la nécessité d'une prompte décision et le devoir patriotique de protéger la dignité et l'autorité de notre chef d'État, non moins que celle des chefs d'États étrangers, imposent, pour le délit d'offense, la juridiction correctionnelle : la presque-unanimité des républicains le proclame, et des monarchistes se sont honorés en le reconnaissant.

En revanche, la seconde disposition votée par le Sénat met en émoi une certaine presse qui, menacée dans sa malfaisante industrie, crie, sans rire, que nous revenons aux fameuses ordonnances de Charles X.

A qui fera-t-on croire qu'il se soit trouvé 211 sénateurs républicains pour légitimer un attentat à la liberté de la presse?

Rétablissons-nous l'autorisation préalable qui livrait à l'arbitraire du pouvoir le droit dû à chacun de fonder un journal?

Rétablissons-nous cette police de la pensée qui s'appelait la censure?

Rétablissons-nous le cautionnement, qui faisait des feuilles publiques le monopole des gens bien rentés et imposait silence aux pauvres?

Rétablissons-nous les avertissements, les communiqués, les suspensions, les suppressions, bref, tout cet appareil de servitude qui fut florissant sous les régimes monarchiques?

Non! mille fois non! Loin de nous la prétention de proscrire certaines doctrines parce qu'elles attaquent ou la famille, ou la propriété, ou la religion, ou la morale publique, ou la Constitution.

Ce n'est pas nous qui, à l'exemple de la Restauration, de la monarchie de Juillet et de l'Empire, donnerons à des tribunaux la redoutable mission de prononcer sur la vérité et de frapper des idées, parce que le pouvoir décide que ces idées sont des erreurs et que ces erreurs sont dangereuses.

La liberté de la presse n'est pas en jeu; ce dont il s'agit, c'est de sa responsabilité.

Pas d'entraves à la liberté de la presse; mais aussi pas d'impunité!

La presse est la voie publique de la pensée. Elle doit toujours demeurer complètement libre.

N'empêche que ceux qui usent du droit d'écrire pour assassiner l'honneur d'un honnête homme ne doivent point rester impunis, — pas plus que ne restent impunis ceux qui usent du droit d'aller et venir pour assommer les passants.

Sied-il donc que les journalistes demeurent irresponsables comme les enfants, les idiots ou les fous?

Supprimer l'irresponsabilité c'est consacrer la liberté.

Ce que nous demandons, c'est que la pensée humaine, se mouvant sans entraves dans le monde illimité des opinions, ne soit justiciable que de la rai-

(1) Voir la *Revue* des 10 juin et 8 juillet 1889, et 9 juin 1900.

son commune; c'est que le journal, *demeure toujours à l'abri de toutes mesures restrictives et qu'il ne se heurte à des mesures répressives que dans le cas où il y a attentat flagrant à des droits incontestables dont le respect s'impose à tout le monde; c'est, en un mot, que l'écrivain ne doive compte à la justice que des délits de droit commun, au même titre que tous les autres citoyens.*

Nous n'avons pas légiféré contre la liberté des censures. Nous avons légiféré contre l'immunité de la calomnie.

Qui de nous, républicains, ne pense que fonctionnaires et mandataires du pays vivent dans une maison de verre? Ce n'est pas l'intérêt de la presse, c'est surtout l'intérêt de la société, que les journaux puissent discuter, critiquer, réprouver leur vie publique. Et, s'ils se permettent des prévarications, honneur à qui les dénonce!

Mais à côté de l'intérêt social qui réclame le maintien du plus large droit possible de censure, et que protège *la juridiction du jury, conservé malgré ses partis pris universellement reconnus d'impunité, et restant seul juge quand est réclamée contre le diffamateur une répression pénale*, il y a un autre intérêt qu'il importe de garantir, et pour la dignité de la République qui ne saurait réduire à l'état de parias ceux qui sont les serviteurs ou les représentants du pays, et pour la dignité de la personne humaine qui, en face de l'outrage immérité, ne peut être frustrée du droit d'assurer la sauvegarde de sa considération et de son honneur.

Le Sénat a tout simplement décidé que, comme les particuliers, les citoyens investis d'une fonction ou d'un mandat public, cesseraient d'être hors la loi et auraient droit à la justice.

— Mais quoi! nous dit-on, ils seront jugés comme tout le monde par les juges ordinaires!

D'abord, les juges ordinaires, appelés par métier à développer tous les jours leurs compétence et à se faire une habitude de l'impartialité, n'offrent-ils pas autant de garantie que des juges improvisés qu'une certaine presse terrorise et qui sont peu accoutumés à s'abstraire de leurs passions politiques?

Puis, même devant le jury, n'est-ce pas la règle que ce soit la Cour, jugeant au civil, et non le jury, qui prononce sur les réparations civiles?

Si les diffamés réclament une sanction pénale, celle-ci ne pourra être accordée que par le jury, que notre proposition ne dessaisit point.

C'est uniquement dans le cas où ils renonceraient à provoquer la poursuite de l'action publique, que nous leur reconnaissons le droit, réservé par le Code à tous les citoyens, de poursuivre, devant le tribunal civil, des réparations purement civiles, moyennant qu'ils se soumettent au contrôle de la preuve des faits diffamatoires faite par tous moyens.

Qu'est au fond cette disposition?

C'est une disposition tout à fait conforme à l'esprit des législateurs qui ont fait la loi de 1881.

1° Ils l'ont eux-mêmes admise comme règle, en ce qui concerne l'injure.

2° Ils l'ont admise à titre de faveur en ce qui concerne la diffamation.

3° Ils furent amenés à se demander s'il n'y aurait pas lieu de l'accepter totalement, comme sanction unique; et s'ils s'y refusèrent c'est qu'ils la trouvèrent d'un libéralisme excessif. — D'où il suit que c'est aux auteurs de leur charte que les journalistes mécontents devraient faire remonter les anathèmes qu'ils lancent aujourd'hui contre nous.

1° C'est un fait constant que, si l'homme public, injurié à raison de sa fonction ou de sa qualité, veut se contenter d'une réparation civile, *la loi de 1881, devançant notre proposition et respectant le droit commun sur ce point spécial, lui laisse entière faculté de poursuivre l'action civile séparément de l'action publique.*

Cette faculté existe non seulement pour les injures, mais aussi pour les imputations non circonstanciées, sauf le cas où ces injures, ces imputations vagues, se trouvent indissolublement liées à une imputation précise, offrant tous les caractères de la diffamation.

2° Pour la diffamation, quoique la diffamation ait bien plus besoin de jugements motivés que l'injure, le législateur de 1881, dérogeant, selon son propre aveu, au droit commun, exclut toute action en dommages devant le tribunal civil.

Et pourquoi cette exception à la règle posée par le code d'instruction criminelle?

Le législateur répond : « Elle a pour but d'empêcher que les corps constitués, les fonctionnaires publics et les *autres personnes à l'égard desquelles la preuve est admise dans un intérêt public, ne cherchent à s'y soustraire.* »

C'est, en effet, ce qui se passait sous la monarchie. On renonçait aux poursuites criminelles pour esquiver la preuve des faits diffamatoires; et on allait devant le tribunal civil, où il fallait se contenter de réclamer des dommages-intérêts, *mais où, en revanche, la preuve n'était pas recevable.*

N'était cela, le législateur de 1881 acceptait parfaitement la poursuite de l'action civile contre les diffamateurs, devant le tribunal civil.

Ce qui le montre, *c'est qu'il a prévu et admis cette poursuite*, en cas de décès du diffamateur et en cas d'amnistie.

Imaginerait-on qu'il a voulu rendre la situation du diffamateur amnistié pire qu'elle n'était avant l'amnistie?

Non évidemment; car, en telle occurrence, par application de l'article 35, la faculté de faire la preuve subsiste devant le tribunal civil.

Eh bien, à quoi aboutit la proposition de loi votée par le Sénat? *A introduire dans la jurisprudence normale la situation favorable et privilégiée que la loi de 1881 a voulu ménager aux seuls amnistiés.*

En effet, sans toucher à la compétence du jury, notre proposition décide que, par un juste retour au droit commun, la partie lésée pourra renoncer à provoquer l'action publique et se contenter de l'action civile; qu'en ce cas le diffamateur aura toujours la faculté d'établir la vérité des faits diffamatoires près des tribunaux civils, dans un débat public dont les comptes rendus sont libres et *devant des juges obligés* (garantie énorme) *de motiver leurs arrêts; qu'aucune condamnation ne pourra être prononcée que quand il sera manifeste que la preuve n'a point été faite;* et qu'enfin, n'ayant désormais à compter qu'avec des réparations civiles, tout à fait comme dans les cas d'amnistie, le diffamateur, non inquiété dans son honneur ni dans sa liberté, sera à l'abri de l'amende et de la prison.

Mais quoi! A l'encontre des prévisions et de la volonté des législateurs de 1881, meilleure est encore la situation que les partis pris des jurés font au diffamateur, devant la juridiction criminelle, où il n'a à redouter ni peines, ni dommages, et où même, malgré ses défis, les diffamés n'osent plus le traduire, étant sûrs de n'aboutir qu'à aggraver le scandale de la calomnie par le scandale de l'impunité.

Deux ministres de la Guerre, le général Chanoine et le général de Galliffet, ont tour à tour constaté et déploré cet état de choses.

N'empêche que les nationalistes feront tout pour le perpétuer.

Ils protestent contre l'anarchie et ils vivent de l'anarchie.

Au Sénat, ils ont voté comme un seul homme avec les monarchistes contre notre proposition, qui pourtant ne s'applique pas seulement aux personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, mais vise aussi expressément les armées de terre et de mer.

Il s'est également trouvé quelques républicains pour voter contre cette disposition, bien autrement inoffensive que celle que soutinrent éloquemment à la tribune, en 1890, Tolain, Tirard, Challamel-Lacour *et M. de Marcère*, qui voulaient que le jury fût complètement dessaisi au profit du tribunal correctionnel.

Quoique ce ne soit jamais le jury qui prononce les réparations civiles, ces républicains n'admettent pas des réparations civiles sans la présence du jury. Il leur faut, pour tout, le jury, « tribunal d'opinion », alors que, depuis 1881, il n'existe plus de « délit d'opinion ». Puis, obsédés du spectre des gouvernements forts qu'ils ont combattus, royauté ou empire, ils trouvent que les pouvoirs publics ne sont jamais assez désarmés. Que n'ont-ils songé à ce fait significatif que la motion qu'ils repoussent eut pour elle, en 1881, Émile de Girardin et les plus chauds amis de la liberté de la presse, qui voulaient que celle-ci fût uniquement responsable, au point de vue civil, des préjudices causés par les délits de droit commun auxquels elle servirait d'instrument?

3° En effet, la proposition votée au Sénat n'est qu'une résurrection partielle du fameux amendement Floquet qui, en 1881, fut combattu comme trop libéral : « Il n'y a pas de délits spéciaux de la presse. Quiconque fait usage de la presse ou de tout autre moyen de publication est responsable selon le droit commun. »

— Mais, objectait-on à Floquet, les lois de 1819 et de 1822 ont abrogé les dispositions pénales applicables aux crimes et délits commis par la voie de la presse et ont édicté, pour ces crimes et délits, des pénalités spéciales. Il résulterait de votre amendement que, ces pénalités spéciales étant abolies à leur tour, il n'y aurait plus de répression.

Floquet, alors, invoquait le même article 1382 du code civil qui sert de base à notre loi : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Et il concluait avec nous : « A défaut de répression pénale, il y aura toujours réparation civile. »

Outre Floquet, la proposition votée au Sénat a pour ancêtre Jules Favre. Alléguant la nécessité du retour au droit commun, Jules Favre, d'accord avec l'élite des républicains, formula en 1875 un article de loi ainsi conçu : « La personne qui aura eu à souffrir d'un publication pourra porter son action devant les tribunaux civils où la preuve pourra être contradictoirement faite dans les formes et par les voies ordinaires, mais seulement dans le cas où il s'agira d'une imputation dirigée contre un dépositaire ou agent de l'autorité, ou contre toute personne ayant agi avec un caractère public, pour des faits relatifs à sa fonction. »

Prétendra-t-on encore que le Sénat a été infidèle à la tradition démocratique?

Conforme à l'esprit de la loi de 1881, l'œuvre législative du Sénat sanctionne, en faveur des corps constitués, des hommes publics et des fonctionnaires, le droit à la justice, — sans compromettre l'intérêt social qui veut que toutes prévarications puissent être dénoncées sans péril.

Il appartient aux républicains de la Chambre de faire aboutir cette entreprise d'assainissement.

On ne tue pas seulement un régime par l'emploi de la force matérielle. On peut aussi le tuer par un savant usage de la calomnie, en semant la déconsidération sur l'élite des hommes qui le représentent ou le servent, et sur les grands corps qui sont ses forces vives, tels que la magistrature et l'armée. Trop longtemps les pouvoirs publics ont laissé le champ libre à l'outrage et au mensonge. Il est urgent de restaurer, dans ce pays de la Déclaration des droits de l'homme, le respect de la personnalité humaine.

Des journalistes républicains, égarés par l'esprit de corps et se prêtant à des solidarités regrettables, protègent une impunité néfaste et allèguent qu'ils défendent la liberté.

Si les lâchetés qu'ils escomptent leur donnent triomphe, l'avenir montrera qu'en perpétuant l'anarchie, ils travaillent pour la dictature. Ils devraient se souvenir de Brumaire et de Décembre dont les attentats contre la presse furent, hélas! un soulagement pour une foule de consciences écœurées.

JOSEPH FABRE.

THÉATRES

La Musique à l'Exposition.

La Société des Chanteurs de Cologne. — L'Union chorale des étudiants d'Upsal.

Des Chanteurs de Cologne il n'y a pas grand'chose à dire. Ils n'ont pas l'impeccable sûreté de leurs confrères de Vienne. Ils n'en ont pas non plus l'inquiétante virtuosité. Et il faut bien avouer que leur répertoire n'est pas d'un intérêt très vif. J'ai peur qu'en Allemagne, tout comme en France, il n'y ait des compositeurs pour orphéons. Leurs chœurs ne ressemblent pas tout à fait aux nôtres. La forme de la mélodie est moins sèche; elle a quelque chose de plus souple et de plus nourri; j'aurais presque envie de dire: de plus gras... Sont-ils plus « musicaux »? On n'oserait l'affirmer. Le dessin de la mélodie, la plénitude des harmonies surprend un peu d'abord, et charme. Il se pourrait qu'en fin de compte, il n'y eût guère plus de musique dans ces ouvrages estimables que dans les nôtres. La vérité, c'est qu'après quelques morceaux, la même impression de monotonie se produit, qu'après l'audition de nos « orphéons ».

Ce qui est supérieur, encore une fois, c'est l'ensemble, la sûreté de la direction, et la netteté de l'exécution. Il convient d'en féliciter M. Fédor Berger, qui conduit sa troupe avec une rare intelligence.

Je me reprocherais d'oublier M[lle] Thérèse Pott, qui a joué fort joliment du Schumann et du Mendelssohn; M. Frédéric Grützmacher, violoncelliste, qui joue du Popper, et surtout M[lle] Frida Felser qui a chanté plusieurs morceaux, entre autres deux chansons qu'elle a dites avec infiniment de bonne grâce et de talent.

***

J'arrive enfin aux triomphateurs de l'Exposition musicale; à la Société chorale des étudiants d'Upsal.

La joie qu'ils nous ont donnée a été complète. A la correction de leurs confrères de Vienne et de Cologne, ils joignent je ne sais quelle grâce souple et aisée. Leurs voix, plus jolies peut-être, sont aussi sûres. Ils semblent, non pas seulement exécuter parfaitement de la musique parfaitement apprise, mais chanter pour leur plaisir, parce que rien n'est plus beau que la musique, et que rien n'égale le plaisir qu'elle donne.

Chez eux, la complète unité que nous admirions chez les autres, n'est pas acquise; elle est spontanée. La musique qu'ils chantent, on devine qu'ils l'aiment, qu'elle émane d'eux-mêmes, sans effort et presque sans travail. Pour mieux dire, elle et eux sont sortis, gracieux et robustes, de la terre suédoise, où dort tant d'héroïsme et tant de poésie, la seule peut-être qui ait gardé jusqu'à nos jours une naturelle originalité.

Amoureux des larges espaces et des courses lointaines, comme tous les peuples qui vivent de la mer, la sévère nature les tient murés pendant de longs hivers. Et l'on dirait que leur histoire est faite aussi de longs sommeils, suivis de réveils fous, où s'agitent et frémissent des énergies accumulées. C'est le roi Olaf, contemporain de Charlemagne, dont ils nous chantaient hier l'admirable et tumultueuse légende; c'est Gustave-Adolphe, Charles XII, dont notre vaillant ami Gabriel Syveton vient de tracer un si vivant portrait (1); et c'est, après des siècles d'apparente immobilité, les courses éperdues et victorieuses à travers l'Europe. Puis, un long silence, encore. Et, brusquement, c'est la surprenante floraison des Ibsen et des Bjornson, des poésies à l'imagination la plus abondante, la plus hardie...

C'est que la mer, tentatrice d'aventures, est aussi la « chantante mer », et qu'elle crée des poètes aussi bien que des héros. L'action est impossible aujourd'hui pour ceux qui ne sont pas très forts, c'est-à-dire très riches; et la poésie, après tout, est une manière d'action pacifique. C'est agir que de faire et que de traduire de beaux rêves.

Et ces rêves, qu'ils s'épanouissent en poésie ou en musique, ont une même et unique origine : la na-

(1) *Charles XII au camp d'Altranstadt*, avec une préface de M. le duc de Broglie, par Gabriel Syveton.

ture. Rappelez-vous l'ardente exaltation qui s'empare des personnages d'Ibsen lorsque le printemps apparaît; rappelez-vous leur constante aspiration vers « le Sud », vers les pays du soleil. Et voyez les chants qui forment le répertoire des étudiants d'Upsal. C'est le sentiment de la nature qui y éclate avant tous les autres, même dans les chants plus particulièrement héroïques. Chose assez curieuse, on n'y trouve pas trace des épopées relativement récentes qui remplirent le XVIIe et le XVIIIe siècle. On dirait que cette gloire, outre qu'elle a été acquise hors du pays même, leur paraît trop artificielle, je veux dire obtenue par une habileté trop humaine, trop civilisée. Ce qui les passionne, c'est la légende, le temps où l'homme presque désarmé avait à lutter contre les éléments plus encore que contre ses semblables. Cela est explicable, si l'on pense que cette lutte contre la nature et sa puissance, ils la soutiennent presque chaque jour. Que ce soit la mer qui vienne battre leurs côtes, ou la neige qui les emprisonne dans leurs maisons, c'est contre la nature qu'ils ont à combattre, et d'elle qu'ils cherchent à triompher... Voyez, dans la *Rue des Nations*, le pavillon de la Suède, avec ses étages superposés, ses clochetons et ses tourelles qui grimpent l'un sur l'autre. N'y sent-on pas le désir acharné d'échapper, soit à la pénétrante humidité du sol, soit aux lourdes et subtiles chaleurs de l'été?

Et c'est de la nature, aussi, qu'ils tirent leurs joies les plus fortes et les plus profondes Ils sont contraints de vivre serrés contre elle. Elle est pour eux la mère et la nourrice. Ils ne sauraient exister sans elle; ils la retrouvent, toujours proche, à tous les moments de la vie. Elle fait corps avec eux.

De là vient le caractère très particulier de leur musique. J'avais regretté, en lisant le programme des deux concerts suédois, d'y voir figurer si peu de chants populaires. Or, — si l'on excepte, naturellement, les chansons françaises qu'ils ont eu la galanterie de nous chanter, — il n'est pas un de leurs chœurs qui ne soit profondément empreint de ce sentiment de la nature, qui donne tant de charme aux chants sortis du peuple. Cela, je crois bien, est à peu près unique, que des « artistes » de profession aient gardé l'amour de la terre natale et puissent l'exprimer avec autant de naïveté pénétrante que les rapsodies populaires. Et c'est si bien la nature qui est leur inspiratrice originelle, qu'en vérité, elle manquait, l'autre jour, à leurs chants. Les plus beaux d'entre eux, — par exemple, celui que M. Lundquist a dit avec une si magnifique ampleur, — ont besoin des montagnes, des sapins, de la mer entre lesquels ils ont été conçus. Ils ont une saveur singulière de plein air; ils sont nationaux à un degré rare.

Et cette union étroite entre les chants et la nature, on dirait que les chanteurs viennent la renforcer encore. Eux aussi sont bien de « chez eux ». Grands et robustes, avec leurs yeux limpides, leur tête bien attachée aux solides épaules, ils sont à la fois massifs et souples : ils évoquent les sapins élancés qui verdissent leurs montagnes; et, — avec un peu de bonne volonté, — leur gaie casquette blanche semblerait une touffe de neige vierge couronnant les plus hautes branches... Leurs voix, aussi, ont quelque chose de rude à la fois et de tendre. Dans la légende d'Olaf, ils ont rendu avec une force extraordinaire le tumulte des guerriers apprenant la mort du Roi. Et avec quelle charme mystérieux ils ont dit la *Danse du Neck*, la même qui figura dans *Hamlet* (fort gâtée d'ailleurs)! Et quelle gaîté dans le chant d'Ingrid, quelle exubérance de joie!... Et, surtout, comme toutes les nuances, — les nuances de sentiment, — sont exprimées par eux !

A ce point de vue, la *Noce de paysans suédois* est surprenante ; après la joie simple du *Cortège nuptial*, quel recueillement dans *A l'église*, quelle cordialité dans la *Chanson des souhaits*, et quelle abondance de gaîté, quelle folie de gestes, de danses et de chants, dans *A la ferme!*... On reste confondu, d'abord, que des sentiments si différents puissent être traduits avec une expression si juste et si précise. Mais c'est que ces sentiments viennent directement de la nature, ces jeunes gens chantent ce qu'ils aiment. Leur pays a inspiré ces poèmes et ces musiques, et il leur a donné l'instinct musical. Cela suffit pour qu'à leur tour, ils aient pu nous donner l'impression trop rare de quelque chose de délicat et de parfait.

Faut-il, maintenant, tenter de définir la musique suédoise ? Ce serait assez malaisé. Aussi bien, ce qui précède a-t-il pu nous renseigner sur quelques-uns de ses caractères. Si vraiment elle est le produit direct, spontané du sol, ce que nous savons, au moins par les livres, de la Nature suédoise, suffirait à nous fixer. Mais il ne faut pas se fier aveuglément à la théorie du « milieu ».

Ce pays fait de contrastes, tantôt brûlant, tantôt glacé, on dirait que sa musique doit être excessive. C'est le contraire. Il semble que des influences opposées aient agi l'une sur l'autre, et se soient mutuellement tempérées. Point d'éclat, point de grosse gaîté, comme dans certaines chansons allemandes. Point de ces accents désolés comme on en trouve aux deux extrémités de l'Europe, dans les chants populaires russes et espagnols.

C'est que ceux-ci considèrent la nature « en fonction » de leur destinée, comme on dit en mathématiques. Ils lui en veulent des obstacles qu'elle apporte au développement de la vie, de son impassibilité devant la douleur humaine; sa force invincible les décourage et les épouvante. Les Suédois aiment la

nature avec plus de simplicité. Et, quand on l'aime pour elle-même, elle n'inspire pas l'excès. Elle est apaisante, au contraire, parce qu'elle montre que rien n'est éternel que l'éternel recommencement des choses. La tristesse des campagnes neigeuses et des golfes gelés atténue l'exubérance de la jovialité campagnarde, et la garde de toute vulgarité. La tristesse de la musique suédoise, aussi, est tempérée. Elle reflète surtout la mélancolie mystérieuse d'un pays tout rempli de légendes. Et cette mélancolie et ce mystère paraissent, en somme, être des caractères essentiels.

Mais à quoi bon analyser et définir? Cette musique a le charme; et elle est vraiment de la musique. Qu'importe, dès lors, de quoi elle est faite! Vous vous rappelez la jolie réponse de Perdican, sur la rose : « Je sais seulement qu'elle est belle et qu'elle sent bon. »

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

From Capetown to Ladysmith (de Capetown à Ladysmith) par G. W. STEEVENS (Tauchnitz, éd. Leipzig).

Steevens, le brillant journaliste qui suivit les armées anglaises dans l'Afrique du Sud et mourut de la fièvre typhoïde à Ladysmith, nous laisse dans ce volume des mémoires intéressants et dans lesquels il se manifeste, en même temps qu'excellent reporter, champion ardent de l'impérialisme. Dans les nombreux voyages qu'il avait faits jusque-là comme correspondant, fût-il en Égypte, aux Indes, en Turquie, en Allemagne, à Rennes ou au Soudan, il ne perdit jamais de vue l'objet principal de son ambition : la grandeur de l'Angleterre. Cela seul aurait déjà suffi à fonder sa réputation dans son pays, mais Steevens avait encore un rare talent d'observation rapide et sûre, un style incisif, clair et coloré. Ses impressions, à peine ressenties, étaient déjà présentées au public sous l'aspect de petits tableaux de vie, faciles à comprendre et à retenir. Par son éducation à Oxford, il était apte à la carrière sérieuse d'homme de lettres; il prouva son esprit et sa science d'humaniste par les *Dialogues des Morts* qu'il publiait à sa sortie du collège. Mais le journalisme le tentait; il s'y adonna avec toute l'impétuosité de son caractère. Lord Kitchener dit de lui qu'il était le meilleur correspondant qu'on pût voir, toujours brillant et plein d'entrain, et, qualité que le général estime particulièrement, sachant toujours se débrouiller. Les articles de Steevens sur la guerre sud-africaine ont un vif intérêt; ils témoignent d'une singulière lucidité d'appréciation. Dès le début Steevens comprit que les Boers étaient des ennemis patients qu'il serait long de vaincre. Il ne douta point du succès définitif de l'Angleterre, mais ne s'en exagéra pas la rapidité. Sa joie après une victoire est extrême, mais il se donne la peine de l'exprimer avec art : « La fusillade des Boers s'arrêta avec une rapidité presque magique... Dès qu'un groupe d'ennemis surgissait à l'horizon, une grêle de feu le faisait rentrer dans la terre. La colline devint tout à coup bleue, d'un bleu de ciel; c'était le veldt qui brûlait. Puis, au milieu du bleu se fit une tache noire, vite grandissante, striée de soufre et toujours bordée de bleu par le feu qui s'étendait. Dieu vienne en aide aux ennemis blessés qui gisent là-bas! » Le temps passé à Ladysmith, dans la ville pestiférée, lui fut insupportable. Il se plaint avec verve pourtant, écrit assidûment à ses journaux, s'amuse à faire des paris sur les dégâts possibles des bombes attendues. Il s'impatientait de la lenteur des Anglais, et à ce moment certes il avait raison; il aurait souhaité faire venir au sud de l'Afrique tous les Anglais capables de manier une arme, afin d'avoir plus vite fait. Quand on l'enterra dans le cimetière de Ladysmith, les feux des Boers qui faisaient des reconnaissances éclairaient lugubrement le petit convoi. Un poète dit de Steevens : « Il avait tout le temps devant les yeux notre Angleterre — Qui verse son sang et son argent — Pour partager avec tous l'héritage de la liberté! » Les circonstances funèbres pour lesquelles ces vers furent composés nous empêchent de considérer comme une plaisanterie cette conception de la politique anglaise.

Moderne Dramen (Drames modernes), par WILHELM WEIGAND (Herman Lukaschik, éd. Munich).

M. Wilhelm Weigand a publié déjà un bon nombre de volumes assez variés : des poésies, un roman, des essais divers de psychologie et notamment une étude sur Friedrich Nietzsche. Il donne maintenant un recueil de pièces de théâtre, dont la profondeur n'est pas extraordinaire, mais qui sont vives, spirituelles et d'une lecture aisée. L'action s'y engage rapidement et marche sans maladresse à un dénouement facile à prévoir dès le début sans doute, mais agréable et en parfait accord avec le bon sens. M. Weigand ne cherche pas à créer des types inédits; il observe les courants les plus à la mode et se moque avec bonhomie, presque avec indulgence, des défauts contemporains les moins contestables, et par exemple du fâcheux travers de ces jeunes gens de très bonne famille, qui, tout en postulant la main d'une héritière, ne se croient pas obligés de rien changer à leur vie joyeuse; c'est la *Fin de don Juan*,

un peu bourgeoise et dénuée de romantisme. Les *Uebermensch* devaient lui fournir un bon sujet de comédie. Il les étudie dans ce qu'ils ont de plus frappant et de plus grossier, Mais le genre de M. Weigand est plutôt le vaudeville que la satire; il évite de donner au lecteur des impressions pénibles ou trop fortes et se borne à des marivaudages innocents. Une femme divorcée et émancipée, frau Schmidtlein, se jette dans les bras d'un homme qu'elle choisit pour légitime époux, dès qu'elle l'a cru en danger. Elle pensait le détester supérieurement; son amour lui fut révélé à la première angoisse qu'un instant d'inquiétude lui donna. Un jeune homme, Goswin Baumann, uebermensch lui aussi probablement, puisqu'il nie l'autorité de ses parents et fait la fête au mépris de ses devoirs et de son travail, redevient soumis et laborieux après une émotion violente que lui procura l'ingénieuse facétie d'un bon docteur, ami de la famille. La rapidité de ces conversions, édifiante et d'un effet scénique agréable, n'est pas d'une très grande intensité psychologique. C'est du théâtre facile. Mais l'auteur aime les vieilles traditions; il a sur le bien, sur le vrai, et aussi sur le beau, des idées tout à fait définitives et nullement subversives. Les qualités de ses comédies sont le naturel du style, l'heureuse absence de monologues et une certaine habileté dans le dialogue, grâce à laquelle l'attention ne se fatigue pas, bien que l'intérêt de tout cela ne soit pas poignant.

Ivan Strannik.

FRANCE

Les Quatre Saisons, par Stuart Merrill (Société du *Mercure de France*).

Simplicité des images, gravité de la pensée, une sorte de hautaine sérénité douloureusement acquise, et dans la forme, avec des délicatesses d'autant plus touchantes, quelque chose de rude et de franc. Le poète a fui l'exaspération des villes et, dans la saine tranquillité des champs, redevenu « sage comme la nature », se souvient à peine comme d'un lointain cauchemar « qu'on se bat au bout du monde ». L'ancienne vie au milieu des hommes ne lui a laissé qu'une angoissante impression qui, par le contraste, lui fait sentir mieux le calme et l'intime douceur de la vie vraie, proche de la terre. De ce contraste intensément perçu naît la profonde émotion que ce poème exprime. Sans qu'il le dise et sans qu'il ose se l'avouer à lui-même, les vieux rêves sont mal endormis dans l'âme du rêveur en fuite loin du passé: les nouvelles sensations, au sein même de la bonne campagne, risquent de les éveiller. Il s'efforce de n'être attentif qu'au changement des saisons sur les forêts et les labours, aux simples travaux, aux sons de cloches, aux monotones incidents des jours pareils, à l'attente résignée de la mort. Il tâche d'apaiser l'étrange alarme de son cœur trop sensible aux mélancolies d'automne, aux gaietés de printemps. Mais la clameur de jadis accompagne comme en sourdine la chanson pacifiée qu'il voudrait faire sienne. De là vient la tragique beauté de ces poèmes: « le dialogue sans fin », le « veilleur des graines », où se trahit l'immense tourment d'une âme définitivement émue...

L'or sanglant, par Daniel Lesueur (Lemerre).

.... Tout ce qu'il y a de plus amusant! Et je ne sais pourquoi, dans sa préface, Daniel Lesueur a l'air de s'excuser un peu d'avoir délaissé, cette fois-ci, le « roman psychologique » pour le « roman romanesque » et, disons-le tout carrément, pour le roman-feuilleton. Ah! n'ayons plus la superstition du « roman psychologique »: il en est temps!... Oui, pourquoi cette timidité? Il fallait être fier d'être un excellent écrivain, raffiné, délicat, et de n'avoir pas craint d'écrire un roman-feuilleton. Cette manière est la meilleure de ranimer enfin le roman français que les psychologues ont par trop anémié. Ceux-ci eurent le tort, comme le dit très bien Daniel Lesueur, de négliger « l'abondance multiple de la vie », et ce qu'ils nous donnèrent pour « des tranches de vie » n'en était souvent « pas même une miette ». Essentiellement, ils manquèrent d'imagination et ce qu'ils tâchèrent de nous faire prendre pour un raffinement, c'était tout simplement leur impuissance. Daniel Lesueur a l'imagination la plus vive et la plus facile et c'est merveille de voir l'aisance avec laquelle il invente les péripéties les plus tragiques, les plus effroyables, incendies en mer, vengeances sinistres, catastrophes diverses, et comme tout cela s'enchaîne et se lie logiquement, et comme l'angoisse du lecteur, habilement ménagée, et puis excitée davantage et puis torturée enfin, lui fait souhaiter comme une délivrance le dénouement! Dans la vie, telle que nous la représentaient les psychologues, il ne se passait rien, que des visites et des mélancolies. Ici peut-être il se passe trop de choses. J'aime mieux cela. Est-ce que c'est plus vrai? Je ne sais pas. Mais c'est plus amusant, et nos chers romanciers exagéraient vraiment le dogme de la littérature ennuyeuse. Si feuilleton qu'il soit, d'ailleurs, le roman de Daniel Lesueur est raisonnable dans ses inventions et même presque vraisemblable. Il est remarquablement composé, très bien écrit; de charmantes descriptions lui donnent un véritable agrément « littéraire ». Et puis, enfin, il est très amusant!

Souvenirs de journalisme, par Maurice Talmeyr (Plon).

M. Maurice Talmeyr intitula jadis une comédie *Entre mufles*, et c'est bien heureux, car, si ce titre

expressif eût été disponible aujourd'hui, nous l'aurions vu sans doute donner par M. Talmeyr à ce nouveau volume où ses confrères de jadis et de naguère sont portraiturés. Ce journaliste, en effet, qui connaît bien le bâtiment, n'épargne pas au journalisme son mépris. Certes, il ne le peint pas de couleurs très brillantes. Encore nous laisse-t-il entendre qu'il n'a pas représenté le monstre dans toute son horreur: « La vérité toute nue, la Presse démaquillée, déshabillée, voudrait-on la regarder? » On s'étonne que, dans ces conditions-là, M. Talmeyr consente à demeurer en si vilaine compagnie. Apparemment il veut, par son honnête présence, en relever un peu le niveau moral et intellectuel. C'est d'une bonne âme. Les petits croquis dont se composent les *Souvenirs* sont amusants autant que tristes, tracés avec une verve acharnée, lestement crayonnés, expressifs et très « rosses ». Cela ressemble (en moins génial, tout de même) quelquefois à du Forain. Tout ce bas peuple d'écrivailleurs à la ligne, de reporters au mois, de maîtres-chanteurs, de quémandeurs, de chercheurs de scandales, de toqués, de malandrins, et d'imbéciles surtout, est à frémir. Il y a de tout dans ce monde-là, des mouchards et des fripons, des ivrognes et des débauchés, — même, parfois, d'honnêtes gens fourvoyés. Tout cela se jalouse, se méprise, se hait... Nous n'avons plus, suivant M. Talmeyr, en France qu' « une presse d'argent et une presse de licence ». Voilà le mal. Et d'où vient-il? De « vingt-cinq années dépravantes de démocratie maçonnique ». Car les journaux où M. Talmeyr écrit ne sont pas démocratiques et se sont fait une jurisprudence de tout rejeter sur le maçonnisme comme d'autres ont pris pour tête de Turc le cléricalisme. Tout cela se vaut.

André Beaunier.

Memento. — Chez Alcan, le troisième tome (1898-1899) de l'*Année sociologique*, publiée sous la direction d'Émile Durckheim, excellente publication et qui rend les plus grands services. Ce volume contient trois mémoires originaux (*Le Sol, la Société et l'Etat*, par M. Ratzel, — *Les crises sociales et la criminalité*, par M. Richard. — *Classification des types sociaux*, par M. Steinmetz) et des analyses des travaux parus du 1er juillet 1898 au 30 juin 1899 (sociologie générale, religieuse, morale et juridique, criminelle, économique, morphologie sociale). — Chez Plon, *Thomas Paine et la Révolution dans les deux Mondes*, par Moncure Daniel Conway, traduit de l'anglais par Félix Rabbe, avec un portrait inédit de Paine en conventionnel. — Chez Perrin, *Un janséniste en exil. Correspondance de Pasquier-Quesnel*, prêtre de l'Oratoire, sur les affaires politiques et religieuses de son temps, publiée avec des notes par Mme Albert Le Roy (2 volumes). — A la librairie de l'Art Indépendant, *La mort des Sirènes*, par Louis Ernault, poème, où l'on trouve d'assez beaux vers, mais monotones et trop continuement tendus vers une sublimité qui finalement n'aboutit qu'à une assez pauvre « symbolique ». — A la Société libre d'édition des gens de lettres, *Corridas de Toros*, par D. Caldine, traité pittoresque et technique qui pourtant n'empêchera pas que les courses de taureaux soient d'abominables boucheries, ridicules en outre. — A la Société d'édition artistique. *Essais sur l'histoire de l'Art* (I, de la production de l'œuvre d'art; II, les maîtres de la symphonie), par Émile Michel, membre de l'Institut. — Chez Simonis-Empis, *L'aquarium de Paris* et le *Guide-Souvenir de l'aquarium de Paris*, deux albums illustrés.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — On célébrait récemment à Mayence le 500e anniversaire de la naissance de Jean Gutenberg. C'est en effet à Mayence, comme on sait, que l'inventeur de l'imprimerie naquit en 1400.

A l'occasion de cet anniversaire, un « musée Gutenberg » a été inauguré, où sont exposés les premiers essais d'impression et les menus objets témoins des recherches du grand inventeur. Dans une bibliothèque annexe, on a réuni déjà quelques précieux documents et quelques livres curieux intéressant l'enfance et le développement de l'art qui devait si profondément révolutionner le monde... et nous valoir de si jolies polémiques.

C'est une erreur, fort répandue, comme il est assez naturel, dans le pays de Voltaire, de Rivarol, de Chamfort et de Paul-Louis, que de croire les Allemands dépourvus de ce que nous appelons « l'esprit ». Ils ont l'esprit un peu long, si j'ose dire : chez eux l'ironie, déjà alourdie par la construction de la phrase grammaticale, procède par savantes circonlocutions, par coups longuement préparés plutôt que par brusques et vives attaques ; cet esprit est d'ailleurs le plus souvent sans grâce et parfois cruellement méchant. Mais les Allemands savent railler. Ils ont leurs grands caricaturistes. Bismarck et de Goltz furent deux tempéraments singulièrement représentatifs de la race : or, vous savez les mots à l'emporte-pièce, bassement féroces, de Bismarck et rappelez-vous le sinistre ricanement de Goltz. Et puis, il ne faut oublier ni le *Fligende Blätter* ni ce *Simplicissimus*, par instants tout uniment terrible.

Sous la forme d'un conte, une importante feuille allemande paraissant en Russie, le *Petersburger Zeitung*, publiait en juin à l'adresse des Américains une satire qui, sans être bien méchante, ne manque pas de sel. Ce conte s'intitule : *Fils de ses œuvres, — belle histoire pour les petits garçons bien sages.*

J'en ai traduit les passages amusants : « Il y avait une fois un petit garçon qui s'appelait Freddie. Il donnait beaucoup de tablature aux voisins en pêchant dans leurs étangs et en maraudant dans leurs vergers. Quand on le grondait, il se redressait fièrement et répondait : « Je suis citoyen libre d'un pays libre. » Le voisinage priait le père de fouetter son fils, mais le père de Freddie disait qu'il ne lui était pas possible d'humilier le futur président de la République des Etats-Unis. Fouetter un enfant ! Ça ne pouvait se faire qu'en Europe, ce pays

d'esclaves. Et Freddie grandissait et progressait. Il s'attaquait sans cesse à des camarades plus faibles que lui, les battait et leur prenait leurs « pence » au nom de la civilisation et de l'humanité. Cependant, dans les veines de Freddie coulait, fort et pur, le sang d'un noble Anglo-Saxon... Un jour, le père de Freddie apprit que son fils avait volé un ami de la famille en lui glissant un dollar démonétisé et en lui arrachant 85 cents de change. Et, profondément ému, le père de Freddie s'écria : « J'ai toujours pensé que Freddie serait quelque jour un grand homme. »

Après cet exploit, Freddie fut placé chez un habile marchand qui lui apprit que deux et deux font cinq. Mais Freddie était plus habile que son habile patron et sut vite comment deux et deux font neuf... » Plus tard, Freddie « fit des affaires » pour son compte personnel et réalisa de brillantes opérations : alors, l'estime générale lui fut acquise. « Mais Freddie n'était pas fier. Il n'oubliait pas ses modestes débuts et voulait bien se rappeler le petit Freddie d'autrefois, pieux et craignant Dieu. Il était assidu au temple — et quand le pasteur parlait de la bénédiction divine récompensant le travail honnête, il était touché aux larmes et approuvait d'un mouvement de tête... Freddie vit heureux. Il est en train de réaliser son cinquantième million ; il le fait le plus honnêtement du monde en offrant aux enchères du blé aux affamés des Indes... »

Angleterre. — Dans son dernier fascicule, le *Literary Digest* nous parle du testament de Ruskin.

On n'ignore pas que l'écrivain des *Modern Painters* avait été fort riche. Sous la raison sociale Ruskin, Telford et Domecq, son père avait longtemps pratiqué dans un quartier enfumé de Londres le très prosaïque et non moins lucratif commerce des vins et en mourant il lui avait laissé une vraie fortune : 500 000 livres sterling, soit 5 000 000 de francs. Or la déclaration de la succession de John Ruskin lui-même s'élève à peine, nous dit-on, à 270 000 francs, — 10 660 livres sterling. Le fondateur de la « Religion de la beauté » dissipa donc son patrimoine.

Toutefois, l'inaptitude traditionnelle des philosophes aux choses de l'ordre pratique, ni les prodigalités coutumières aux poètes ne sont pour rien, affirme-t-on, dans le cas de Ruskin. Aussi bien, les poètes et les philosophes ne sont plus aujourd'hui si prodigues ni si maladroits : tant de belle insouciance était de mode du temps du divin Lamartine... Non, ce n'est pas en casse-cou, c'est dans un très conscient souci de logique et pour, dans la mesure du possible, conformer sa conduite aux théories sociales qui furent les siennes que Ruskin prodigua son or : il se ruina aux trois quarts au service d'une vaste philanthropie qu'il mettait un art infini à tenir cachée et que seuls quelques-uns de ses intimes avaient réussi à surprendre.

Quant au petit capital qui restait à l'opulent millionnaire qu'il avait été et à la fameuse propriété de Brantwood, Ruskin en disposa comme suit, dans un testament daté du 23 octobre 1883 : « Je laisse ma propriété de Brantwood et tout ce que je pourrais posséder à l'heure de ma mort à Arthur Palliser Severn de Herne Hill, dans le comté de Surrey, et à sa femme, Jeanne Ruskin Severn. Je les prie instamment de ne jamais aliéner Brantwood, ni en totalité ni en partie. Je les prie de ne jamais le louer, mais d'entretenir la propriété avec le plus grand soin en laissant d'ailleurs les choses en l'état que j'y ai voulu. Je les prie en outre d'accorder aux étrangers, comme moi-même j'ai fait de mon vivant, durant trente jours consécutifs chaque année l'autorisation de visiter la maison et de voir les tableaux qui s'y trouvent. »

Quant aux manuscrits non publiés et autres papiers ayant appartenu au maître et non mentionnés dans son testament, ils ont été laissés à Mrs Jeanne Ruskin Severn et au professeur Charles Eliot'Norton, de Cambridge, pour être distribués comme il convient.

Allemagne. — Voici, pour donner une idée de l'émigration européenne au nouveau monde, quelques chiffres assez éloquents et qui me semblent intéressants à reproduire. Je les emprunte au correspondant américain d'une grande feuille allemande, le *Berliner Tageblatt* (n° 166).

Pour les seuls mois de janvier et de février 1900, le nombre des émigrés a été de 180 000. Ils seront un peu plus de 500 000 à la fin de juin : on attend à New-York trois grands navires chargés d'Allemands et d'Italiens en quête d'une terre plus heureuse. L'émigration est en progrès : de 1890 à 1899, on ne compte que 339 584 émigrés.

Le chiffre total de 1820 à 1899 est de 18 797 028. C'est donc plus de 10 millions d'Européens qui auront abandonné l'ancien continent au cours du XIXe siècle, — probablement la plus vaste transmigration de peuples enregistrée par l'histoire.

Suisse. — La Commission du Bureau international de la Paix siégeant à Berne se réunissait dans cette ville le 15 mai dernier sous la présidence de M. Frédéric Bajer, de Copenhague. Voici, brièvement résumé d'après une note récemment publiée, le compte rendu des travaux de cette réunion.

La Commission du Bureau international de la Paix a d'abord pris connaissance d'un rapport détaillé sur l'organisation spéciale des œuvres de la Paix à l'Exposition universelle de Paris et voté des félicitations à M. Gaston Moch qui, chargé de cette organisation, fit preuve d'autant de zèle que de compétence.

Puis, elle a examiné l'état actuel des diverses questions intéressant la guerre du Transvaal. Après avoir décidé d'envoyer aux gouvernements signataires de la Convention de La Haye une adresse les priant une fois encore d'offrir leur médiation aux belligérants, elle a délégué momentanément et en prévision des complications européennes que pourrait entrainer le conflit anglo-boër au comité permanent siégeant à Berne les pouvoirs qui lui furent conférés par le septième Congrès universel de la Paix (Budapest).

Elle a ensuite désigné les rapporteurs sur les principales questions portées au programme du neuvième Congrès universel qui s'ouvrira à Paris le 30 septembre prochain : *a)* Résultats et conséquences de la Conférence de La Haye ; *b)* Droit international ; *c)* Conseils de conciliation et création d'une agence de la Paix ; *d)* Protection des indigènes ; *e)* Sanction des sentences arbitrales ; *f)* Probabilité des résultats d'une guerre future dans l'ordre économique.

Enfin, la commission a fixé la prochaine Assemblée générale du bureau au 1er octobre 1900, à Paris.

G. CHOISY.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39552. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

La Bourse continue à se montrer morose ; la reculade des cours, plus ou moins lente, ne s'arrête pas.

La liquidation de juin s'est effectuée dans de mauvaises conditions. On croyait qu'après les allégements de positions réalisés depuis plus d'un mois, la place était revenue à un état sain et normal, qu'il ne restait plus que des engagements sans importance, en dehors de ceux qu'avait pu conserver la grande spéculation.

Il n'en était rien, la tension des reports a prouvé que le marché était loin d'être encore suffisamment déblayé.

Il y a un flottant considérable de titres. Les sociétés de crédit ont procédé à de fortes augmentations de capital. Les anciens actionnaires ont en général souscrit les titres nouveaux. Mais beaucoup, pour se procurer les ressources nécessaires, ont dû vendre d'autres valeurs, et il s'est produit ainsi des changements d'une importance sérieuse dans la composition des portefeuilles.

⁂

D'autre part, il a été créé depuis plusieurs mois un stock très élevé de titres de sociétés de transport en commun. Les promoteurs avaient compté que cette industrie devait prospérer sûrement, la multiplication des lignes de tramways électriques répondant à des besoins de plus en plus urgents de circulation dans les grandes villes et notamment à Paris.

Le tort a été de supposer que cette masse de valeurs nouvelles pourrait être écoulée dans le public avec de fortes primes, alors qu'elles ne pouvaient donner aucune rémunération immédiate.

Il aurait fallu attendre pour offrir ces placements nouveaux à l'épargne, la mise en exploitation complète des lignes créées, et la publication des premiers résultats permettant de préjuger ce que pourrait être le dividende.

On n'a pas eu cette sagesse, parce que l'on a trop compté sur le mirage des recettes de l'Exposition. On pensait qu'il n'était pas téméraire d'établir ces valeurs à des cours très élevés, parce que le public, en prévision de recettes magnifiques, s'arracherait les titres à tout prix.

Malheureusement le public a été réfractaire. Les syndicats qui s'étaient formés avec le concours des banques, poussèrent vainement les cours, dans l'espoir de décider les capitalistes à sortir de leur abstention.

L'effort était stérile, il fallut bien arrêter la hausse, puis liquider en réalisant tout ce qui pourrait être pris de bénéfices.

Les spéculateurs de seconde main, auxquels le paquet fut repassé à peu près aux plus hauts cours, furent promptement embarrassés. Les intermédiaires, inquiets, leur refusèrent le crédit et les obligèrent de gré ou de force, à réduire leurs engagements.

Dès lors la baisse commença à se dessiner. Les cours ont déjà très notablement fléchi, mais comme les valeurs ne sont nullement classées, on ne saurait dire que l'on ait vu la fin de la réaction.

⁂

Au commencement de mai, la Thomson Houston valait 1 618, la Traction 319, la Compagnie générale française 1 155, l'Omnium Lyonnais 125, le Métropolitain 530, l'Est Parisien 760, les Tramways Sud 490.

On peut constater le chemin parcouru dans le sens de la baisse en relevant les cours actuellement cotés sur ces mêmes valeurs : Thomson Houston 1 365, Traction 230, Compagnie générale française 930, Omnium Lyonnais 92, Métropolitain 430, Est Parisien 560, Tramways Sud 390.

⁂

La spéculation qui s'était établie sur les actions de nos grandes compagnies de chemins de fer n'a pas été plus heureuse.

Dans l'espace de deux mois, le Lyon a baissé de 1 960 à 1 830, le Nord de 2 510 à 2 400, l'Orléans de 1 875 à 1 740, le Midi de 1 385 à 1 330, l'Est de 1 185 à 1 100, l'Ouest de 1 160 à 1 075.

Les titres de la Banque de Paris et du Crédit Lyonnais ont fortement baissé. Le Rio Tinto a été ramené de 1 450 à 1 310, les Sels gemmes ont fléchi de 930 à 780.

Il y a eu enfin de très fortes baisses sur quelques valeurs industrielles comme l'Aguilas, l'Oural Volga, et sur les Chemins espagnols. La Compagnie Beyrouth-Damas-Hauran a dû annoncer la suspension du service de ses obligations.

Telle a été, à grands traits, l'œuvre de la baisse dans les deux derniers mois écoulés.

Des titres ont été plus ou moins épargnés : les rentes françaises, la plupart de nos grandes institutions de crédit, les fonds d'États étrangers. Parmi ceux-ci, les Brésiliens ont été spécialement favorisés à cause d'une notable amélioration du change et de la conclusion d'une entente douanière entre la France et le Brésil.

Le Gaz, le Suez et la plupart des valeurs qui étaient restées en dehors de la spéculation, ont conservé ou relevé les cours où ils se tenaient à la fin d'avril.

La semaine écoulée a été des moins rassurantes au point de vue boursier, la liquidation, comme il a été dit plus haut, ne permettant pas de considérer la crise comme terminée.

On le peut d'autant moins d'ailleurs qu'aux préoccupations de la situation de place sont venues s'ajouter celles des affaires de Chine. Les perspectives de ce côté s'assombrissent un peu plus chaque jour. Il devient impossible de mesurer l'étendue des sacrifices auxquels devront se résigner les puissances pour la solution des difficultés créées par la révolution chinoise.

Le ministre allemand à Pékin a été assassiné, et il y a lieu de craindre, d'après les nouvelles reçues au moment où nous écrivons, que plusieurs autres ministres n'aient subi le même sort.

L'Empereur d'Allemagne envoie en Extrême-Orient un corps de 15 000 hommes. Il va nous falloir augmenter également nos envois. Il n'est guère probable, dans ces conditions que la Bourse reprenne de quelque temps au moins, un aspect satisfaisant

Le Vin Désiles

Cordial Régénérateur

Il tonifie les poumons, régularise les battements du cœur, active le travail de la digestion. — L'homme débilité y puise la **force**, la **vigueur** et la santé. L'homme qui dépense beaucoup d'activité, l'entretient par l'usage régulier de ce cordial, efficace dans tous les cas, éminemment **digestif et fortifiant**, agréable au goût comme une liqueur de table.

TOUTES PHARMACIES

CONSTIPATION HABITUELLE. *Migraines, Hémorrhoïdes* par l'**APOZÈME de SANTÉ** 2'40 le traitement d'un mois (2'60 par poste). *14, rue de Grammont, Paris,* à la Pharmacie **LEMAIRE**

ANÉMIE faiblesse, chlorose guéries par le VRAI **FER QUEVENNE** Seul approuvé par l'Académie de Médecine de Paris. — 3'50 fr., et Phies. 14, r. Beaux-Arts, Paris

---

ECZÉMA, DARTRES, PLAIES, HUMEURS Dépuratif CHABLE, 5 fr. — 36, r. Bergère, Paris. Envoi franco — Conseils gratis

---

POUR RECONQUÉRIR **VIRILITÉ et FORCE** demandez d. les phies **CITRATE du Dr CHABLE** ou écrire, rue Bergère, 36, Paris

---

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

CONCOURS HIPPIQUE A ROUEN

Les 7, 8 et 9 juillet 1900

A l'occasion du Concours hippique qui aura lieu à Rouen, les 7, 8 et 9 juillet, la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest fera délivrer, du 6 au 9 juillet, des billets d'aller et retour aux prix réduits suivants de Paris Saint-Lazare à Rouen :

1re classe : 18 fr. 50; 2e classe : 14 francs; 3e classe : 10 francs.

Les coupons de retour de ces billets seront acceptés jusqu'au 10 juillet 1900 inclusivement.

COURS DES ACTIONS ET OBLIGATIONS

DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST

A la Bourse de Paris, du 26 Juin au 1er Juillet 1900.

	Plus haut cours.	Plus bas cours.	Moyenne des cours moyens.
Actions de capital	1 084 »	1 070 »	1 079 50
Obligations 3 p. 100, 1re série (Jouissance janvier)	452 »	449 50	450 75
— 3 p. 100, 2e série (— avril)	448 »	446 25	447 »
— 2 1/2 p. 100 — (— avril)	402 »	401 »	401 75

---

6 fr. par An **LE RENTIER** 32e Année

Dirigé, depuis 1869, par M. Alfred Neymarck, O. ✻, I. ✪; Lauréat de l'Institut, ancien Président de la Société de Statistique de Paris, **33, Rue St-Augustin, Paris.**

AUX SOURDS

Une dame riche, qui a été guérie de sa surdité et de bourdonnements d'oreille par les tympans artificiels de l'Institut Nicholson, a remis à cet institut la somme de 25000 francs, afin que toutes les personnes sourdes qui n'ont pas les moyens de se procurer les Tympans puissent les avoir gratuitement. S'adresser à l'Institut, Longcott, Gunnersbury, Londres, W.

CÉRÉBRINE MIGRAINES NÉVRALGIES, VERTIGES DÉPRESSION, SURMENAGE

Eug. FOURNIER, 21, Rue de St-Pétersbourg, PARIS

Le Flacon à Paris : 5 fr. Se trouve dans toutes les Pharmacies.



A Vendre Très **BELLE HABITATION** en Chte à 3 kil. gare, parc, 18 hect. ferme et servit. S'ad. Me Chaussebourg, not. à Aigle et Me Bordron, not. à Ruffec.

OPÉRATIONS de BOURSE à TERME

Demander la Circulaire quotidienne *La Cote Libre de Paris*; Renseignements impartiaux puisés aux meilleures sources. Envoyée *gratuitement* pendant *deux mois*, sur demande affranchie adressée à **M. GITON, Rédactr, 132, Rue Montmartre, Paris.**

MALADIES NERVEUSES

Guérison Certaine

PAR LE

Sirop Henry Mure

Succès assuré par 15 années d'expérimentation dans les Hôpitaux de Paris.

POUR LA GUÉRISON DE :

ÉPILEPSIE, HYSTÉRIE	VERTIGES
HYSTÉRO-ÉPILEPSIE	CRISES NERVEUSES
DANSE de SAINT-GUY	MIGRAINES
DIABÈTE SUCRÉ	INSOMNIE
MALADIES du CERVEAU	ÉBLOUISSEMENTS
et de la Moëlle Épinière	CONGESTIONS Cérébrales
CONVULSIONS	SPERMATORRHÉE

Notice très importante envoyée gratis sur demande.

HENRY MURE, à Pont-Saint-Esprit (France)

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 100 Millions de Francs.

Siège Social : 14, rue Bergère

Succursale : 2, Place de l'Opéra, PARIS

Président : M. Denormandie, ✻, ancien gouverneur de la Banque de France, vice-président de la Compagnie des Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée.

Directeur général : M. Alexis Rostand, O. ✻.

OPÉRATIONS DU COMPTOIR :

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Comptes de Chèques, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Paiements de Coupons, Envois de fonds en Province et à l'Étranger, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les risques de remboursement au pair.

AGENCES

BUREAUX DE QUARTIER DANS PARIS

A — 176, bd Saint-Germain;	L — 36, avenue de Châ...
B — 3, bd Saint-Germain;	M — 87, avenue Kléber;
C — 2, quai de la Rapée;	N — 35, av. Mac-Mahon;
D — 11, rue Rambuteau;	O — 71, b. Montparnasse;
E — 18, rue de Turbigo;	P — 27, f. Saint-Antoine;
F — 21, p. de la République;	R — 53, b. Saint-Michel;
G — 24, rue de Flandre;	S — 2, rue Pascal;
H — 2, r. du 4-Septembre;	T — 1, avenue de Villiers;
I — 84, bd. Magenta;	U — 49, a. Champs-Élysées;
K — 92, b. Richard-Lenoir;	V — 85, avenue d'Orléans.

AGENCE DE L'EXPOSITION DE 1900

Au CHAMP DE MARS Pilier Sud de la Tour Eiffel.

Salle de Dépêches. — Salon de Correspondance. — Cabine téléphonique. — Change de monnaie. — Achat et Vente de Chèques, etc.

(*Cette Agence traite les mêmes opérations que le Siège social.*)

BUREAUX DE BANLIEUE

Levallois-Perret : 3, place de la République.
Enghien : 47, Grande-Rue.
Asnières : 8, rue de Paris. — *Charenton :* 50, rue de P...

BONS A ÉCHÉANCE FIXE

Intérêts payés sur les sommes déposées :

De 6 mois à un an. 2 0/0	De 18 mois à 2 ans. 3 0/0
De 1 an à 18 mois. 2 1/2 0/0	A 2 ans et au delà. 3 1/2 0/0

Les Bons, délivrés par le Comptoir National aux taux d'intérêts ci-dessus, sont à ordre ou au porteur, au choix du Déposant. Les intérêts sont représentés par des *Bons d'intérêts* également à ordre ou au porteur, payables semestriellement ou annuellement, suivant les convenances du Déposant. Les *Bons de capital et d'intérêts* peuvent être endossés et sont par conséquent négociables.

VILLES D'EAUX, STATIONS BALNÉAIRES

Le Comptoir National a des agences dans les principales *Villes d'Eaux :* Nice, Cannes, Vichy, Dieppe, Trouville-Deauville, Dax, Luxeuil, Royat, Le Havre, La Bourboule, Le Mont-Dore, Bagnères-de-Luchon, etc.; ces agences traitent toutes les opérations, comme le siège social et les autres agences, de sorte que les Étrangers, les Touristes, les Baigneurs peuvent continuer à s'occuper d'affaires pendant leur villégiature.

LETTRES DE CRÉDIT POUR VOYAGES

Le Comptoir National d'Escompte délivre des *Lettres de Crédit* circulaires payables dans le monde entier auprès de ses agences et correspondants; ces Lettres de Crédit sont accompagnées d'un carnet d'identité et d'indications et offrent aux voyageurs les plus grandes commodités, en même temps qu'une sécurité incontestable.

Salons des Accrédités, Branch office, 2, place de l'Opéra.

Special department for travellers and letters of credit. Luggages stored. Letters of credit cashed and drawn throughout the world. — Exchange office.

The Comptoir National receive and send on parcels addressed to them in the name of their clients or bearers of credit.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 38552.

N° 2. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 14 Juillet 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 2

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE

	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Les annonces sont reçues à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PUBLICITÉ, 7, rue Drouot, Paris, O. ZUCCA, Directeur (Téléphone 221,66).

Librairie de la Collection des Dix, A. ROMAGNOL, Directeur

PARIS — 10, RUE DE CONDÉ, 10 — PARIS

COLLECTION DES DIX

LA *Collection des Dix* a été commencée en 1894. Elle se compose de dix œuvres littéraires de genres divers — Poésie, Roman, Contes, Théâtre, Histoire, etc., etc. — et de dix auteurs différents.

Les illustrateurs sont choisis parmi ceux de nos artistes dont le talent absolument original accuse une réelle personnalité, parmi ceux qui sont destinés, croyons-nous, à occuper une place caractéristique dans l'histoire de l'illustration et du livre modernes.

Nous espérons que cette *Collection des Dix* constituera un des documents les plus curieux et les plus originaux de l'édition d'art de cette époque.

Tous les volumes de cette collection seront du format in-8°. Chacun d'eux aura son caractère propre, son genre littéraire, sa facture d'illustration toute spéciale, son mode de reproduction particulier, sa typographie raisonnée. On trouvera dans cette série les différents genres de gravure artistique.

Le tirage de cette collection est seulement de 300 exemplaires sur papiers Japon, Chine, et vélin de cuve. — Le papier vélin de cuve est fabriqué spécialement pour chaque ouvrage.

OUVRAGES PARUS

La mort du duc d'Enghien, par L. HENNIQUE
Illustrations de *Julien Le Blant.*

La Fille Élisa, par EDMOND DE GONCOURT
Illustrations de *Georges Jeanniot.*

Boule de Suif, par GUY DE MAUPASSANT
Illustrations de *François Thévenot.*

Sapho, par ALPHONSE DAUDET
Illustrations de *A.-François Gorguet.*

Le Passant, par FRANÇOIS COPPÉE
Illustrations de *L.-Édouard Fournier.*

Servitude et Grandeur militaires
par ALFRED DE VIGNY

Cet ouvrage, divisé par l'auteur en deux parties, a été publié en deux volumes :

1° **Souvenirs de Servitude militaire**
Illustrations de *Albert Dawant.*

2° **Souvenirs de Grandeur militaire**
Illustrations de *Jean-Paul Laurens.*

EN PRÉPARATION

Thaïs, par ANATOLE FRANCE, avec les illustrations de *Paul-Albert Laurens.*

Légende de l'Aigle, par GEORGES D'ESPARBÈS, avec illustrations de *Thévenot.*

La Vie de Bohème d'HENRI MURGER, illustrations de *Léandre.*

La Jacquerie, par PROSPER MÉRIMÉE, avec illustrations de *Luc-Olivier Merson.*

L'Attaque du Moulin, par ÉMILE ZOLA, avec illustrations d'*Émile Boutigny.*

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

EVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

ÉRO 2. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 14 JUILLET 1900.

LA CRISE CHINOISE

oire les récits de courriers chinois sortis de uis le 25 juin, les événements les plus tra- seraient accomplis à Pékin. L'empereur ou, dont nous avons exposé ici (1) les éphé- atives libérales en 1898, aurait été empoi- l'impératrice douairière Tse-Chi ne survi- pour avoir absorbé une dose insuffisante , et tous les Européens des légations au- massacrés.

r de tous ces forfaits serait le prince Tuan, de l'empereur Tao-Kouang (mort en 1850), l'empereur Hienfung, qui régna de 1850 à des princes Chun et Kung morts en 1891 et in de l'empereur Tongtche qui mourut en l'empereur Kouang-Sou, souverain légitime e, tenu captif en son palais depuis le mois bre 1898, et virtuellement déposé depuis 900.

elles rassurantes sont heureusement par- puis le 1er juillet. Les légations seraient le gouvernement légal, redevenu partiel- ître de la situation à Pékin, protégerait es Européens.

Tuan est le chef du parti mandchou, qui à la cour de tous les efforts des réfor- écidé l'impératrice douairière à soulever t la Chine contre les étrangers. Il a un ne d'années, le prince Po-Ching, qui a itier apparent en janvier 1900.

L'Europe est impuissante. Elle ne sait rien avec certitude, elle peut tout craindre, elle ne peut rien empêcher. Vingt mille soldats russes, anglais, français, allemands et japonais sont échelonnés de Takou à Tientsin, mais sont condamnés à l'immobilité, heureux s'ils ne se voient pas obligés d'abandonner Tientsin.

Une telle situation ne pouvant se prolonger, l'Angleterre, qui a les mains liées par sa guerre sud-africaine, a résolu d'inviter formellement le Japon (en son nom propre ou au nom de l'Europe, on ne le sait encore) à se charger de la répression de l'insurrection en Chine. Le Japon est prêt, tandis que l'Europe ne l'est point. Il y a donc tout avantage pour celle-ci à recourir aux services des ennemis naturels de la Chine. Le tout est de s'entendre sur le prix dont ces services devront être payés.

***

L'Angleterre a exercé longtemps une influence prépondérante en Chine. Elle l'exerçait encore en 1894, avant la guerre contre le Japon. La faiblesse incroyable de l'empire chinois, longtemps dissimulée sous un certain aspect de force, éclata alors tout d'un coup! Le colosse reposait sur une base d'argile, une secousse le renversa. L'Angleterre, à cette époque, fut d'abord très satisfaite de voir le Japon se charger de faire une besogne devant laquelle elle avait constamment reculé, et consistant à avoir raison par la force brutale de l'invincible force d'inertie que la diplomatie cauteleuse de Pékin opposait à toute demande d'une puissance européenne. Mais elle trouva ensuite que la besogne était trop bien faite, elle regretta de ne l'avoir pas exécutée elle-même.

(1) … 30 juin. Un essai d'Empire libéral en

Ses regrets furent encore plus forts et plus justifiés lorsqu'elle vit la Russie, la France et l'Allemagne arracher au Japon les plus beaux fruits de ses victoires et prendre en quelque sorte le gouvernement chinois sous leur protection. C'en était fait désormais de la prépondérance britannique en extrême Orient. Il ne s'agissait plus de chercher à dominer, mais de travailler à ne pas se laisser évincer.

L'Allemagne, par le coup de théâtre de Kiao-Tchéou, vint encore compliquer la situation. Une des puissances représentant la civilisation occidentale mettait brutalement la main sur un fragment de territoire chinois! toute la meute se précipita alors à la curée. La Russie s'adjugea la presqu'île de Liao-Tung et la Mandchourie. Nous nous contentâmes d'une baie quelconque dans le Sud et du droit platonique de construire des voies ferrées dans une des provinces les plus pauvres de la Chine. L'Angleterre, cependant, jetait les hauts cris, protestait contre ce démembrement partiel, jetait l'anathème sur le partage en sphères d'influence et suppliait les États-Unis et le Japon de combattre avec elle pour le système de la « porte ouverte ». Comme on n'écoutait point ses clameurs et que ses protestations étaient vaines, elle mit enfin la main sur Wei-hai-Weï, qui n'avait pas grande valeur, et enjoignit à la Chine de lui réserver, dans le cas d'un partage général, toute la vallée du Yang-tse-Kiang.

Le morceau était gros, mais l'Angleterre voyait qu'elle ne pourrait pas empêcher longtemps la pieuvre moscovite d'étendre ses tentacules jusqu'à Pékin et Tientsin, peut-être jusqu'au bassin du Hoango ou fleuve Jaune. Elle voulait au moins que le grand fleuve, le Yang-tse, et les magnifiques, plantureuses et populeuses provinces qu'il arrose depuis le Thibet jusqu'à la mer, par le Sze-Tchouen, le Honan, le Hupeh, et le Tchekiang, avec les villes de Tchoun-King, d'I-chang, de Han-kéou, de Nanking et de Chang-haï, fussent irrévocablement placés sous sa dépendance et réservés à sa juridiction.

N'avait-elle pas tous les droits à cette magnifique possession? Le commerce anglais ne représentait-il pas les trois quarts du commerce extérieur maritime de la Chine? Les milliers de jonques qui sillonnaient le fleuve, ses affluents et ses canaux, portant la soie, le thé et les autres produits de l'intérieur, ne voguaient-elles pas à peu près exclusivement au bénéfice des négociants britanniques, et le gouvernement chinois n'avait-il pas obtenu lui-même de grands avantages en confiant à un Anglais, sir Robert Hart, la direction générale des douanes maritimes de l'empire?

Tandis que la Russie, l'Allemagne, l'Angleterre, et un peu la France, s'occupaient ainsi à établir entre elles comment et dans quelle mesure il convenait de dépecer la Chine, et par quelle partie il fallait commencer, on oubliait de consulter la Chine elle-même, la principale intéressée, sur cette singulière opération.

Or les puissances ne se rendaient pas suffisamment compte du travail profond qui se faisait durant leurs débats dans l'âme du peuple chinois. Le sentiment de révolte contre l'ingérence étrangère, la haine des « diables de l'Occident », qui avaient déjà causé les mouvements insurrectionnels si caractéristiques de 1891 et des années suivantes, se réveillaient avec plus de force que jamais au lendemain de l'occupation de Kiao-Tchéou par l'Allemagne. Ce coup de force avait plongé le monde officiel de Pékin dans la plus grande stupeur. Ainsi ce n'était plus seulement des avantages commerciaux, des concessions minières, des constructions de chemins de fer que demandaient, ou mieux, exigeaient impérieusement ces odieux étrangers; ils voulaient maintenant du territoire, et, sans même entrer en discussion, ils en prenaient de force!

Qu'on le tienne pour certain, c'est de l'affaire de Kiao-Tchéou que découlent les événements actuels. Cette haine de l'étranger que toute la Chine éprouvait, depuis l'impératrice douairière jusqu'aux plus humbles des lettrés, candidats aux derniers postes officiels, un seul Chinois peut-être ne l'éprouvait pas, et celui-là était le Fils du Ciel, l'empereur lui-même, l'empereur Kouang-Sou, qui depuis 1889 s'efforçait de se soustraire à l'influence de l'ex-régente et de secouer le joug des traditions séculaires, qui dédaignait les vieux conseillers mandchous pour prodiguer sa faveur à des étudiants de Canton imbus d'idées extérieures, vendus peut-être aux étrangers, qui rêvait de réformer avec eux, de fond en comble, toute la vieille société chinoise, au lieu de se vouer à la seule œuvre qui dût occuper désormais les gouvernants de l'empire, l'expulsion des étrangers.

La première conséquence tragique de l'attentat contre le droit international commis par l'Allemagne en décembre 1897 fut le coup d'État exécuté par l'impératrice douairière, le 21 septembre 1898, contre son neveu et fils adoptif l'empereur Kouang-Sou, coupable, à son avis, d'inintelligence de la situation et d'incapacité à gouverner dans le sens des aspirations populaires.

* * *

L'empereur fut supprimé en tant que gouvernant. L'impératrice reprit les rênes du pouvoir. La réaction fut radicale.

Six des conseillers « peu judicieux » qui avaient pressé l'empereur d'adopter leurs méthodes imprudentes et inopportunes de réforme, eurent la tête tranchée, parmi eux le frère de Kang-Yu-Wei, chef des réformateurs.

Un homme des plus éminents du pays, Chang-Yin-Huan, qui avait représenté la Chine à Londres aux fêtes du jubilé, et que l'empereur avait placé à la tête du Bureau, récemment constitué, des Mines et des Chemins de fer, ne dut la vie qu'à l'intervention du ministre anglais et du chargé d'affaires japonais auprès de Li-Hung-Chang. Le 26 septembre devait avoir lieu l'exécution du personnage. Quelques jours plus tard sa peine fut commuée en un bannissement au Turkestan chinois. Il fut acquitté de toute complicité dans les « crimes » de Kang-Yu-Wei, mais condamné comme ambitieux et traître.

Il eut pour successeur, au Bureau des Mines et Chemins de fer, Chao-Chu-Chiao, dont les sentiments anti-étrangers étaient si exaltés que, pour rien au monde, il n'eût mis le pied sur un steamer parce que c'était là une invention étrangère.

Chen-Pao-Chen, gouverneur du Hou-nan, fut révoqué. Deux mois auparavant, l'empereur l'avait félicité pour ses heureux efforts « en vue d'élever ses sujets à la connaissance de la science occidentale, de leur faire comprendre combien il importe de se tenir au niveau des progrès du temps ».

Tous ceux qui avaient signé des mémoires en faveur des réformes furent chassés de leurs emplois.

L'édit du 9 août avait proclamé le principe de la liberté de la presse et encouragé la création de journaux et de magazines. Le décret du 10 octobre supprima les journaux indigènes et frappa de diverses punitions leurs éditeurs.

Le même décret supprima les nouvelles méthodes d'examen pour les grades littéraires qui ouvrent la porte aux fonctions publiques.

Kang-Yu-Wei, le principal confident de l'empereur, prit la fuite. Tandis qu'il naviguait de Tientsin à Changhaï, le taotai de cette ville, sur l'ordre reçu de Pékin, invita le consul anglais à l'aider dans ses efforts pour mettre le conseiller de Kouang-Sou en état d'arrestation. Il le représenta comme un « infâme criminel », déclara que Kouang-Sou venait de mourir empoisonné par Kang-Yu-Wei, et mit à prix la tête du fugitif.

Le Cantonais fut averti à temps du péril qu'il courait à son arrivée à Changhaï. Il trouva passage, dans le port même, à bord d'un bateau-poste, et arriva sauf à Hong-Kong, escorté par un croiseur britannique.

***

Autant les Anglais avaient été déconcertés par la chute violente du parti des réformes, autant les Russes avaient manifesté de sympathie pour le vigoureux coup de barre que venait de donner l'impératrice. L'opinion générale était que la révolution ne pouvait que leur être avantageuse. Les Russes ont intérêt au maintien de cette dynastie usée, de ce régime pourri, et ils pensaient que l'impératrice avait consolidé la dynastie.

Aussi déconfits, au contraire, que les Anglais, furent les Japonais. Le marquis Ito était justement à Pékin, en mission, au moment du coup d'État. Son souverain l'avait envoyé pour encourager, tout en prêchant la modération, le mouvement réformiste auquel s'abandonnait Kouang-Sou. Ce fut dans la maison du marquis Ito que Kang-Yu-Wei passa sa dernière nuit à Pékin avant la fuite. Il était fanatique du Japon, des Japonais et de leurs réformes, d'une alliance avec cet empire de l'Est, de la réorganisation de l'armée chinoise sur le modèle japonais, d'une marine chinoise que commanderaient des officiers du Japon.

Un des premiers ouvrages qu'il avait fait traduire était une *Histoire de la Réforme au Japon*.

Il voulait que l'empereur se rendît à Tientsin et allât ensuite visiter le Mikado chez lui.

La réaction était donc un grave échec pour le Japon, comme elle fut une forte déception pour l'Angleterre.

Le marquis Ito se décida à quitter Pékin. Sa mission avait complètement échoué, il désespérait de la réforme en Chine, n'y trouvant aucun homme d'État, aucune personnalité assez vigoureuse pour exécuter la transformation indispensable. Il laissait à Pékin la réputation d'un archirévolutionnaire. Il ne croyait d'ailleurs pas la réforme possible aussi longtemps que la cour resterait à Pékin, et pensait que la capitale devrait être transportée en une autre région; aussi le parti mandchou se montra-t-il très inquiet de la visite qu'il se proposait de faire, en quittant Pékin, à Chang-Chih-Tung, vice-roi du Houkouang (provinces de Hou-pé et de Hou-Nan).

***

Le coup d'État de 1898 accompli, une année s'écoula dans une tranquillité relative. L'impératrice ayant repris l'autorité des mains débiles où elle risquait de dévier vers la dislocation de la Chine, le flot des agressions étrangères parut s'arrêter. La cour de Pékin eut assez d'énergie pour répondre par un *non possumus* catégorique à la prétention qu'avait eue l'Italie, arrivée dernière, de prendre encore un morceau de Chine, la baie de Sanmun. Le Japon, averti par l'exemple, évita de trop laisser éclater le désir qu'il avait de s'établir en un point du littoral du Fou-kien, en face de Formose.

Bientôt la cour s'enhardit. Elle annula en fait des concessions qu'elle avait faites dans la période antérieure d'avachissement, par exemple le transfert de l'administration des *likins* à l'administration impériale des douanes, ou l'autorisation de faire naviguer

des steamers sur les grands fleuves. Des symptômes plus graves ne tardèrent pas à éclater. L'activité des sociétés secrètes accusa dans diverses provinces un redoublement singulier. Les Anglais furent attaqués sur leur nouveau territoire en face de Hong-Kong, plus tard à Weï-haï-Weï; les Allemands, dans le Chantung; à l'ouest de Pékin, bientôt même dans le voisinage de Tientsin, puis dans les régions vagues où confinent les frontières du Hou-nan, du Chantoung et du Ngang-hweï, les bandes de brigands se répandirent, pillant les villages et bientôt les missions.

Tandis qu'une sorte de frémissement agitait ainsi les provinces, il se passait au centre même de Pékin, dans la cité impériale, en janvier 1900, un événement mystérieux dont les circonstances ont été mal connues.

L'empereur Kouang-Sou, depuis septembre 1898, n'était plus qu'une expression constitutionnelle, un fantoche couronné. Néanmoins, s'il avait abdiqué sa volonté, s'il s'était déclaré prêt à se soumettre désormais aux commandements de l'impératrice, il régnait encore nominalement; des édits qu'il ne rédigeait pas, et dont peut-être on ne lui donnait pas connaissance, étaient signés de son nom. En janvier 1900, la déchéance de Kouang-Sou fit un pas de plus. L'impératrice régente avait enfin fait choix d'un héritier apparent, qui était bien dans la ligne légitime de la succession, qui, appartenant à une génération postérieure à celle du précédent empereur Tougtche, était en situation d'accomplir, selon les règles prescrites, les cérémonies du culte des ancêtres. Kouang-Sou, cousin germain de Tougtche, n'était pas, d'après la loi chinoise, en état d'accomplir ces cérémonies. Il le reconnaissait lui-même dans un édit, et proclamait héritier le petit prince Po-Ching, fils du prince Tuan.

On ne sait en réalité rien de précis sur ce complément du coup d'État de septembre 1898. Ce qui est certain, c'est que le 31 janvier le jeune Po-Ching y fut proclamé héritier apparent, et qu'à partir de ce moment le prince Tuan est devenu le personnage le plus puissant de l'empire.

Comment a-t-il usé de cette toute-puissance ? Doit-on le considérer comme le chef d'un parti mandchou qui voulait restaurer le prestige de la dynastie compromis par dix années d'un règne néfaste, pendant lequel les étrangers ont abreuvé la Chine d'humiliations insupportables ? A-t-il suscité l'insurrection des Boxeurs, ou a-t-il été entraîné par le mouvement? Est-ce un grand patriote ou un ignoble scélérat ?

***

Il paraît que sir Claude Mac-Donald adressa au gouvernement chinois, dès le mois de décembre 1899, des représentations sur les dangers que présentait l'agitation des « Boxeurs », mais qu'il ne fut pas soutenu par le cabinet britannique, beaucoup trop occupé à cette époque de l'affaire du Transvaal pour donner son attention à ce qui se passait en Chine.

L'Allemagne ne s'émut qu'en avril, et la France en mai de cette année.

En fait, il n'y eut pour la prévention aucun accord entre les puissances.

Or voici ce qu'on pouvait lire en février 1900 dans le *North China Herald* publié à Changhaï :

« Il est moralement certain que le printemps va voir éclater un soulèvement tel que les étrangers n'en auront encore jamais vu de semblable. Tout le pays entre la Rivière Jaune et la Grande Muraille sera en feu. L'insurrection détruira tous les intérêts étrangers à l'intérieur et forcera les Européens à fuir de Pékin et de Tientsin dans des conditions qu'il n'est pas malaisé de prévoir. Le danger de ce soulèvement menace depuis longtemps. Si un solide faisceau d'efforts ne le conjure pas, aussi sûrement qu'un événement humain peut être prévu, il éclatera. »

Les jalousies internationales ne permirent pas aux représentants des puissances de constituer le faisceau d'efforts qui aurait empêché l'insurrection de prendre le développement redoutable qu'on a vu.

Quant aux Boxeurs, ils ne se distinguent en rien des autres sociétés secrètes qui s'agitent dans toutes les parties de l'empire et y fomentent d'incessants désordres. Ces organisations n'acquièrent une réelle importance que lorsqu'elles peuvent se couvrir du patronage de la clique qui gouverne à Pékin.

Depuis les derniers mois de 1899, des désordres n'avaient pas cessé d'agiter les provinces de Kiang-sou, de Chantung, de Canton, du Kouang-Si, du Sze-Tchouen, du Hou-pe, du Hou-nan, du Chen-Si, du Tcheli.

Le *North China Herald* publiait encore le 16 mai dernier une lettre fort curieuse de son correspondant indigène de Pékin, lettre à laquelle les événements actuels donnent un très haut intérêt. Il est clair que ce correspondant avait accès dans les cercles officiels les plus élevés et voyait ce qui se préparait :

... J'arrive à un sujet qui doit appeler sérieusement l'attention de vos lecteurs étrangers, car il les concerne tous et vise une éventualité qui peut se réaliser à tout instant. Il s'agit de la haine déclarée de nos conservateurs pour tous les étrangers, les Russes peut être exceptés.

Je le dis en toute sincérité, et désirant vous donner une information sérieuse, il existe un grand projet, encore secret, pour détruire tous les étrangers en Chine, et reprendre les territoires qui leur ont été « cédés à bail ».

Les chefs de ce mouvement sont : l'impératrice régente, le prince Ching, le prince Tuan (père de l'héritier apparent), Kang-Yi, Chao-Chu-Chiao, et Li-Ping-heng.

Les forces dont on croit pouvoir disposer sont les

50 000 hommes de l'armée de Pékin sous le prince Ching, le corps Husheng ou des « Tigres Glorieux », fort de 10 000 hommes sous le prince Tuan, et les 12 000 hommes des divers contingents de la Bannière et de la Garde Impériale sous Kang-Yi et d'autres généraux.

Ces 72 000 hommes formeront le noyau de l' « armée des Vengeurs »; les Boxeurs seront les auxiliaires. La grande lutte est plus imminente que les étrangers ne l'imaginent, à Pékin et ailleurs.

Les Chinois des hautes classes sont au courant du projet et ont averti les étrangers avec qui ils sont liés d'amitié. Mais on s'est gaussé de leur avertissement.

Les ministres étrangers, je le sais, ont protesté auprès du Tsung-li-Yamen au sujet du développement des sociétés de Boxeurs dans les provinces du Nord. La réponse a été, comme de coutume, un flux de bonnes paroles et un fort jet de poudre aux yeux. Les sociétés de Boxeurs ont continué à se développer librement dans le Chantung, et le Tchéli, à Pékin même et dans la Mandchourie.

Wang a eu récemment une audience de l'Impératrice douairière. Wang est un censeur, originaire du Tchéli. La conversation tomba sur les Boxeurs. La souveraine dit à Wang : « Vous êtes du Tchéli et vous devez savoir. Que pensez-vous des Boxeurs? Croyez-vous réellement que, quand le moment sera venu d'agir, ils se joindront aux troupes pour chasser les étrangers?

L'auteur de la lettre publiée par le *North China Herald* ajoute que Wang se porta garant du loyalisme des Boxeurs envers la dynastie, et dit qu'il était entré lui-même dans la société et attendait avec impatience le moment de marcher à l'avant-garde de l'armée des vengeurs.

L'impératrice douairière approuvait, plongée dans de profondes réflexions, puis elle dit : « Oui, c'est une grande association, mais j'ai peur que n'ayant pas de chefs expérimentés à leur tête, ces Boxeurs ne se laissent emporter par le cri de : mort aux étrangers (yang kuei-tze!) et ne commencent l'action avant que tout soit prêt. Il faudrait quelques hommes prudents et responsables pour les guider dans le Tchéli et dans le Chantung. »

L'audience prit fin. Le lendemain matin Wang était nommé gouverneur de Pékin. D'un trait de plume l'impératrice l'avait élevé de la sixième classe des fonctionnaires au quatrième degré des fonctions métropolitaines. Wang avait désormais toute facilité pour organiser, conseiller, armer ses amis les Boxeurs.

La responsabilité du gouvernement central est donc évidente. Les provinces ne sont plus aujourd'hui placées hors du contrôle de la capitale. Le télégraphe porte les ordres jusqu'aux confins les plus reculés de l'empire. Il n'y a peut-être pas de pays où la conduite des gouverneurs provinciaux soit l'objet d'une surveillance aussi constante et minutieuse, où les changements soient aussi fréquents dans le personnel des hautes fonctions administratives. A tout instant les vice-royautés, les postes de gouverneurs, de trésoriers, de juges, de chanceliers littéraires ont des titulaires nouveaux. La Chine est devenue l'un des gouvernements du monde où l'administration est le plus fortement centralisée, condition toute moderne, datant de l'époque de l'établissement des télégraphes.

L'insurrection des Boxeurs aurait été promptement réprimée si le gouvernement central l'eût voulu. Mais il l'avait délibérément fomentée en vue de préparer l'expulsion des étrangers. Un moment est venu où la cour n'a plus été maîtresse de l'instrument qu'elle s'était flattée de diriger. Il semble bien que l'explosion a eu lieu trop tôt. Il a fallu que la cour choisisse entre les Boxeurs et les étrangers. Il lui était impossible de rester neutre. Elle jeta le masque et mit toutes les forces régulières au service du mouvement insurrectionnel.

Mais il faut considérer que cette politique a été celle de la cour, c'est-à-dire de la coterie mandchoue dirigée par l'impératrice douairière et plus encore par le prince Tuan, mais ce n'est pas la politique de l'empire chinois pris dans son ensemble. Il est probable qu'elle n'a l'approbation que d'une partie des hauts fonctionnaires des provinces. La plupart de ceux-ci, au surplus, considèrent le gouvernement actuel de Pékin comme un gouvernement usurpateur. La plupart se sont tus lors du second coup d'État en janvier 1900, par respect constitutionnel, par loyalisme, ou simplement par la crainte de la décapitation. Mais quelques-uns, au péril de leur vie, n'ont pas craint de protester contre la déposition de l'empereur.

Si donc les puissances, après avoir pris Pékin, décident de déposer l'impératrice douairière et de rétablir l'autorité de l'empereur Kouang-Sou, dans le cas où celui-ci vivrait encore, l'avenir dira si la mesure aura été politique et sage, mais dans le présent, elle ne soulèvera dans l'empire aucune opposition générale.

***

Aussi bien, quoi de plus caractéristique à cet égard que l'arrangement intervenu entre les vice-rois des provinces du Yang-tse et les consuls à Changhaï en vue de la protection des étrangers dans ces provinces, et dont la légation de Chine à Paris a communiqué le texte à notre ministre des Affaires étrangères le 29 juin!

Aux termes de cet arrangement, les puissances se chargeront elles-mêmes de protéger les concessions étrangères à Changhaï; mais le vice-roi de Nanking, Lin-Kun-Yi, et celui de Houkouang, Chang-Chi-Tung, protégeront les étrangers dans les provinces du Yang-tse, à la condition que les marins des

navires étrangers mouillés dans les ports chinois ne descendent pas à terre, que les puissances n'envoient pas de navires de guerre sur le Yang-tse sans l'autorisation des vice-rois, que les navires des puissances ne s'approchent pas des forts de Woo-sung, ni de l'arsenal de Changhaï », dont les vice-rois et gouverneurs auront le droit de faire sortir des munitions.

Ainsi les vice-rois Lin-Kun-Yi et Chang-Chi-Tung traitent avec les puissances sur un pied d'égalité. Que devient, en cette affaire, le gouvernement central de Pékin? Les vice-rois peuvent arguer, il est vrai, de l'interruption de toutes communications avec Pékin, mais cet événement n'a pu leur causer un grand chagrin. Ils ne peuvent avoir une grande tendresse pour le télégraphe qui a ruiné aux trois quarts leur ancienne indépendance, en facilitant une ingérence de plus en plus grande et gênante dans les détails intimes de leur gestion. Aussi les chefs des grands gouvernements ont-ils vu sans trop de regret sûrement les Boxeurs détruire les télégraphes en même temps que les chemins de fer. Il n'a pas dû leur être très pénible de se trouver tout à coup et pour un certain temps sans communication avec le pouvoir central.

Certains en ont profité pour se ménager une porte de sortie en prévision du cas où le mouvement insurrectionnel tournerait mal et où les alliés entreraient en maîtres à Pékin. Comme l'Athénien d'Aristophane, qui avait eu l'ingénieuse idée de conclure une trêve particulière avec les ennemis de la république, et qui, par suite de cet accord spécial, avait toutes choses en abondance et en jouissait en paix, tandis que ses concitoyens se battaient tout le jour et mouraient de faim, les grands mandarins de la vallée du Yang-tse Kiang ont fait leur trêve avec les puissances; ils se sont déclarés neutres en quelque sorte, assumant la protection des Européens dans leurs gouvernements, et s'assurant ainsi une protection éventuelle, si jamais tout l'empire chinois venait à se disloquer.

* * *

L'hypothèse d'une dernière révolution de palais donnant la toute-puissance au prince Tuan expliquerait l'appel suprême adressé par l'impératrice douairière à Li-Hung-Chang, et le peu d'empressement que met ce vieil homme d'État, cauteleux et opportuniste, à se rendre à l'invitation de sa souveraine. Il juge sans doute que sa tête est plus en sûreté à Canton qu'elle ne le serait à Pékin, et il a décidé d'attendre sur place le développement des faits. Ce modèle des pince-sans-rire de la diplomatie orientale n'a-t-il pas eu l'extraordinaire fantaisie de télégraphier aux représentants de la Chine à l'étranger que l'impératrice lui confiait la mission d'intervenir entre l'Empire chinois et les puissances occidentales, et que celles-ci ne sauraient découvrir un plus sûr moyen de faciliter le succès de cette tentative pacifique que de suspendre les envois de renforts en Chine?

Il ne pouvait naturellement pas douter de l'accueil réservé à son énorme plaisanterie. Mais cet accueil même lui a été une raison excellente pour ne pas quitter sa vice-royauté de Canton.

* * *

Li-Hung-Chang est volontiers considéré comme l'homme qui a le plus fait en Chine pour tâcher de concilier le vieil esprit indigène avec les principes de la civilisation occidentale. Il a été tour à tour porté aux plus hauts sommets du pouvoir et précipité dans d'inintelligibles disgrâces. Ces mouvements successifs de faveur et de discrédit, étudiés scientifiquement, donneraient peut-être la clef des mystérieuses modifications subies par les états d'âme à la cour impériale. Ce qui apparaît assez clairement, en tout cas, c'est que toutes les fois que le gouvernement central s'est vu sur le point de payer les conséquences de sa dédaigneuse arrogance à l'égard des puissances européennes, Li a été appelé et chargé d'atténuer, dans la mesure du possible, ces fâcheuses conséquences.

Le prince Kung avait joué en 1860, après Palikao, pour son frère l'empereur Hien-fung, ce rôle de bouledogue diplomatique. Li-Hung-Chang a hérité de l'emploi, et il s'en est acquitté souvent avec succès. Il a été trouvé excellent en 1895 pour avaler la honte de la signature à Shimonoseki du traité de paix avec le Japon, honte devant laquelle avaient reculé tous les autres grands mandarins. Lorsqu'il visita quelque temps après les pays d'Europe et les États-Unis, il venait tout simplement essayer d'extorquer aux puissances occidentales une large compensation pécuniaire, sous forme d'emprunt, ou de relèvement des droits de douanes, aux sacrifices que l'odieux Japon avait imposés à la Chine vaincue.

Faux et corrompu, comme la plupart de ses confrères du mandarinat, il l'est peut-être un peu moins que ceux qui, n'ayant jamais frayé avec les étrangers, ont appliqué dans toute leur pureté les vieilles traditions administratives. Il n'en a pas moins édifié, au cours de ses multiples vice-royautés, une fortune considérable. Il est certain que sur nombre de points la signification exacte de la civilisation occidentale lui échappe, mais il la comprend mieux cependant que la majorité de ses rivaux. La connaissance qu'il en a pu acquérir et l'intelligence plus ou moins nette qu'il en a montrée n'ont pas exalté chez lui le sentiment du chauvinisme. Il a parfaitement vu qu'avec ses millions d'hommes et toute sa richesse

latente, la Chine n'était pas capable de résister, les armes à la main, aux puissances européennes.

Il n'a donc aucune des illusions qui hantent le cerveau de l'impératrice douairière et des Mandchous de la cour. Ce n'est pas avec des fusils et des canons qu'il entendait faire reculer les barbares étrangers. Il savait user d'autres armes, dans le maniement desquelles il est passé maître, fausseté, paroles à double entente, réticences mentales, etc.

Le mérite par où Li-Hung-Chang s'est acquis le plus de droits à la reconnaissance de la cour impériale est l'habileté avec laquelle il a en maintes reprises « sauvé la face », sachant déguiser de telle sorte une humiliation positive qu'elle perdait sa signification humiliante et revêtait même aux yeux du peuple une apparence de satisfaction d'amour-propre.

La politique qui vient d'aboutir à l'insurrection, au pillage, au massacre, à l'incendie, au déchaînement de la guerre avec les puissances étrangères, n'est pas sa politique, mais celle de ses rivaux mandchous, de ceux qui tiennent à Pékin le palais, le Tsung-li-Yamen et les grands bureaux. Il s'est fait envoyer à Canton, et il va s'y terrer, sourd aux appels désespérés de la mère adoptive du Fils du Ciel. Il n'en sortira que lorsque le problème chinois s'acheminera vers sa solution, qu'il s'agira pour les puissances de réédifier après avoir détruit, et qu'il faudra bien trouver un organe de communication entre les puissances victorieuses et ce qui restera du pouvoir impérial. Une fois de plus Li-Hung-Chang sera le grand négociateur, et, si difficile que soit la tâche, une fois de plus peut-être, si le grand âge n'a pas tout à fait oblitéré ses facultés, il réussira à « sauver la face ».

AUGUSTE MOIREAU.

MADAME GLADSTONE

La pierre qui vient de sceller, sur les restes de Mme Gladstone, la sépulture que l'Angleterre reconnaissante avait offerte, dans l'antique abbaye de Westminster, à William Ewart Gladstone pour lui et pour sa fidèle compagne, n'a pas seulement enseveli à jamais avec le corps d'un grand homme celui d'une grande femme de bien ; c'est la dernière page d'un chapitre de l'histoire d'Angleterre qui se ferme. Mme Gladstone s'en est allée juste à temps pour ne pas voir l'effondrement de l'œuvre de celui auquel elle avait voué sa vie, celui auquel l'Angleterre doit la meilleure part de cette prospérité que les impérialistes sont en train de réduire à l'état de souvenir.

Et ce n'est pas seulement la fortune de la Grande-Bretagne que Mme Gladstone a pu, avant de mourir, voir menacée par les héritiers de Beaconsfield ; c'est encore et surtout sa bonne renommée et sa probité politique. La guerre qui se poursuit encore dans l'Afrique du Sud, contre ces Boers auxquels son mari avait accordé l'indépendance, malgré Laing's-Nek et Majuba Hill, est la violation cynique de tous les principes d'équité et de justice qui ont fait l'admirable unité de l'œuvre de Gladstone et qui, dans un cadre plus restreint, sous l'égide de la grande figure dont elle n'a jamais voulu être que l'ombre modeste, ont fait d'elle-même l'initiatrice de bien des institutions charitables dont s'honore aujourd'hui l'Angleterre.

Gladstone s'était constitué l'apôtre de l'humanité souffrante, et la plume éloquente qui dénonçait, il y a un demi-siècle, les souffrances des napolitains tyrannisés par le despotisme agonisant du roi Bomba, retrouvait toute sa vigueur pour stigmatiser les massacres arméniens et pour clouer au pilori le « grand assassin ». Mme Gladstone s'était faite la sœur de charité de ses compatriotes et préféra aux triomphes mondains que lui pouvaient valoir sans peine sa beauté, son intelligence supérieure, et la haute situation de son mari, la tranquille satisfaction de faire le bien et d'adoucir les souffrances des malheureux. Et elle fit le bien pour le bien, pour les déshérités, sans jamais songer à en tirer vanité ou profit sous une forme quelconque, payant de sa personne et de sa bourse, sans suffisance, sans snobisme, sans coquetterie surtout, et ce n'est pas elle qui aurait eu l'idée de se coiffer du bonnet d'infirmière pour aller soigner les blessés du Transvaal, mais surtout pour avoir son portrait reproduit dans les journaux illustrés.

***

Mme Gladstone appartenait à une riche famille du pays de Galles elle descendait de ce John Glynne, personnage plus habile que sympathique qui figura parmi les compagnons de Cromwell et parmi les courtisans de Charles II et dont la fortune eut surtout pour origine l'acquisition des biens confisqués de lord Derby. Hawarden en fit partie et c'est par sa femme, dont le frère mourut sans enfant, que M. Gladstone, pourvu lui-même de solides revenus laissés par son père, acquit ce domaine, où il se maria en 1829, où il mourut en 1898, et où sa femme vient de s'éteindre à son tour à l'âge de 88 ans.

Elle en avait vingt-sept lorsqu'elle épousa M. Gladstone le 25 juillet 1839, le même jour que sa sœur cadette, Mary, devenait lady Lyttelton. Ils se connaissaient depuis cinq ans, mais lady Glynne, fort entichée de noblesse, s'était d'abord montrée peu empressée à accueillir les

avances d'un jeune bourgeois qui lui avait pourtant été présenté comme un futur ministre et qui avait déjà été sous-secrétaire d'État. L'union si lente à s'accomplir dura cinquante-neuf ans sans un nuage et M. Gladstone n'a jamais laissé échapper l'occasion de rendre publiquement hommage au dévouement de cette admirable compagne, modèle parfait de la femme d'un grand homme. Pas un jour pendant ces cinquante-neuf ans, Mme Gladstone n'a cessé de veiller sur son mari, et les seuls instants qu'elle lui dérobait étaient consacrés à ses enfants — elle en eut huit, quatre fils et quatre filles — et aux pauvres. Pendant toute sa longue et brillante carrière, M. Gladstone n'a pour ainsi dire pas prononcé un seul discours, sans que sa femme ait tenu à l'entendre et durant cette formidable campagne électorale du Midlothian, en 1880, où l'infatigable orateur parla pour ainsi dire sans s'arrêter quinze jours de suite, Mme Gladstone était toujours auprès de lui, préparant elle-même le breuvage dont il se désaltérait. Ce dévouement incessant, cet amour conjugal inaltérable, toute l'Angleterre les connaissait et Hawarden mieux encore pour en avoir été le témoin constant et reconnaissant. Aussi lorsqu'en 1889, la population de l'ancien fief des Glynne célébra les noces d'or de l'illustre couple, à l'adresse qui célébrait « la plus chère des compagnes, la plus dévouée et le plus utile des soutiens », M. Gladstone répondait, ému : « Si je suis confus de la bonté qu'on me témoigne, je reconnais que vous êtes plus justes dans les hommages rendus à ma femme, et quand je parle d'elle, je me sens relativement à l'aise. Aucune parole ne me suffirait jamais à exprimer ce que je lui dois pour tout ce qu'elle a fait pour moi et pour ceux qui nous sont le plus chers, pendant la longue durée de notre union. »

Mme Gladstone méritait cette tendre reconnaissance par son incessante sollicitude qui laissa toujours libre la pensée de son mari, affranchi de tous les soucis de la vie matérielle au point qu'il déclara lui-même un jour : « Si Catherine m'était enlevée, je fermerais le livre et ne l'ouvrirais plus jamais. » Son abnégation, son dévouement, son retranchement, l'oubli de sa personnalité furent repoussés à un tel point que ses contemporains auraient ignoré son mérite personnel, sa haute valeur et sa généreuse nature si les pauvres ne l'avaient en quelque sorte contrainte à se montrer et à se laisser deviner.

***

C'est à Hawarden même, avant son mariage, qu'elle avait fait son apprentissage philanthropique. Lady Glynne, sa mère, était restée veuve fort jeune, et aidée de son père, le révérend Grenwillen, recteur de la paroisse, elle avait entrepris de moraliser la population du bourg qui en avait grand besoin. Elle fit fermer les cabarets et ouvrit des écoles et des ouvroirs, qu'elle visitait elle-même avec ses deux filles. Mariée et devenue châtelaine d'Hawarden, elle continua et développa l'œuvre maternelle, qui ne tarda pourtant pas à ne plus suffire à son activité : elle devait bientôt se porter sur Londres même où la misère la plus atroce continue à côtoyer les plus étourdissantes richesses. Mais qu'était-ce, il y a un demi-siècle, alors que toutes les institutions charitables si généreusement dotées aujourd'hui n'existaient pas, quand les déshérités n'avaient d'autres ressources que quelques rares maisons de charité qui s'ouvraient seulement devant ceux qui pouvaient se munir de hautes et solides recommandations? Mme Gladstone, considérant que la vraie philanthropie doit être anonyme, conçut et réalisa l'organisation du premier asile de nuit où les pauvres pouvaient trouver un gîte et une soupe chaude sans se réclamer d'un duc et pair, sans même donner leur nom. Elle trouva les premiers fonds nécessaires pour acquérir l'ancien abattoir de *Newport Market* et la baraque nettoyée, blanchie à la chaux, fut immédiatement ouverte à sa clientèle. L'essai réussit, l'asile se développa, d'autres furent créés sur le même plan, non seulement à Londres, mais à Paris et dans d'autres grandes villes.

Mais il ne suffisait pas de donner aux pauvres une hospitalité temporaire. Il fallait arracher à la misère ceux que la paresse ou la débauche n'y avaient pas irréparablement jetés. Mme Gladstone combla cette nouvelle lacune de l'organisation de l'assistance publique à Londres. Elle annexa à ses maisons de refuge des ateliers où les malheureux pouvaient trouver un travail légèrement rétribué en attendant que le comité de patronage leur eût trouvé un emploi permanent et plus largement rétribué. Là encore, Mme Gladstone trouva des imitateurs chez nous et ailleurs. Ne retrouvons-nous pas une application de sa création dans l'œuvre admirable de l'Assistance par le travail qui rend à Paris tant de services et qui en rendrait de plus grands encore si ses ressources n'étaient pas limitées et si les appels à la générosité des riches trouvaient chez nous les mêmes échos qu'en Angleterre.

Car la question d'argent n'était jamais un obstacle à la réalisation des généreuses et philanthropiques idées de Mme Gladstone et c'est à ses bonnes œuvres seules qu'elle fit toujours servir

la grande influence que lui valait la haute situation de son mari. Une lettre au *Times* et l'argent affluait. Il est juste d'ajouter que le *Times* et les autres journaux anglais l'aidaient de tous leurs efforts et de toute leur influence. Et les appels succédaient aux appels, et l'argent venait toujours. La reine Victoria s'inscrivait généralement des premières avec une souscription toujours égale de cent livres sterling; d'autres grosses sommes suivaient. Pour une seule de ses œuvres, Mme Gladstone reçut d'un anonyme cinq donations consécutives de 25 000 francs chacune. Une souscription ouverte par elle pour la création d'un hospice de convalescents atteignit le chiffre de deux millions.

Et la généreuse bienfaitrice ne se contentait pas de demander de l'argent. Elle en donnait elle-même et beaucoup, et chacune de ses œuvres fut, jusqu'à sa dernière heure, l'objet de sa constante sollicitude. Un de ses biographes cite le fait suivant. Pendant la dernière maladie de M. Gladstone, elle reçut une lettre dans laquelle on lui demandait de faire admettre à Woodford une jeune fille convalescente. Mme Gladstone trouva le temps d'écrire la recommandation demandée et s'excusa de n'avoir pu le faire plus tôt.

***

C'est à des œuvres philanthropiques que se borna presque exclusivement la vie publique de Mme Gladstone qui ne consentit à sortir de sa réserve, au point de vue politique, que vers la fin de la carrière de son mari pour présider la ligue féminine libérale, fondée pour contrecarrer l'action de la *Primrose League*. Mais cette œuvre fut moins prospère et moins durable que ses fondations charitables. La discorde disloqua la ligue féminine comme elle ébranla le parti libéral lui-même, et Mme Gladstone démissionnaire de sa présidence, en 1892, lorsque M. Gladstone reprit le pouvoir, le suivit à Hawarden après sa retraite pour ne plus songer qu'à son mari, à ses enfants et à ses pauvres, à ceux d'Hawarden surtout qui furent toujours privilégiés si tant est qu'il y eût encore des pauvres parmi une population comblée de bienfaits. Mais il restait toujours des orphelins, des malades et des convalescents et Mme Gladstone ne les oublia pas, fidèle jusqu'à son dernier jour à l'apostolat auquel elle s'était vouée.

Elle eût pu faire plus brillante figure. Certains de ses appels au public en faveur de ses œuvres sont de vrais morceaux littéraires et répondent par eux-mêmes à ceux qui prétendent que sa médiocre nature intellectuelle la contraignait au rôle effacé qu'elle a joué à côté de son mari. La vérité est que si Mme Gladstone est restée à l'écart, c'est qu'elle l'a voulu, et que le culte qu'elle avait voué à celui dont elle portait fièrement le nom, nom qu'elle n'aurait jamais accepté d'échanger pour un titre nobiliaire si élevé qu'il fût, suffisait à son bonheur et à sa gloire. Dans sa solitude d'Hawarden, où pendant deux ans elle a attendu l'heure de la réunion définitive dans le sépulcre de Westminster que Gladstone n'avait accepté qu'à la condition de n'y pas demeurer seul, elle a dû évoquer la grande voix qui eût peut-être arrêté sur le bord de l'abîme l'Angleterre affolée d'impérialisme.

Mais la grande voix est éteinte pour jamais et les rares disciples restés fidèles aux principes et aux doctrines du libéralisme anglais ne peuvent pas ou ne veulent pas se faire écouter. Les destinées s'accomplissent. L'avenir dira qui avait raison de Disraeli devenu comte de Beaconsfield et donnait à sa souveraine la couronne impériale avec toutes ses épines, ou de Gladstone resté simple *commoner*, et simplement Anglais.

CHARLES GIRAUDEAU.

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE

La fondation d'un nouvel empire colonial français est un des grands faits de l'histoire contemporaine, et il est d'une portée linguistique considérable. L'Algérie était déjà une précieuse conquête, « une chance suprême de salut », disait Prevost-Paradol. Il s'y est ajouté depuis tout ce que l'on sait: des territoires six ou sept fois plus vastes que la France et d'une population presque égale à la sienne.

Il n'est pas impossible que la race française s'acclimate au Tonkin: un établissement de ce genre faciliterait beaucoup l'éducation française des Annamites et par eux la pénétration de la Chine méridionale. Mais c'est en Afrique surtout qu'un brillant avenir semble réservé à la langue française. Si l'on réfléchit que cette langue est solidement établie dans la région de l'Atlas; que, d'une part, elle a juridiction sur le Soudan occidental et que, de l'autre, elle est encore prépondérante en Égypte; que par Djibouti elle entame le massif abyssin; qu'elle domine dans l'un et l'autre Congo et qu'elle règne à Madagascar, on voit que les deux tiers environ du continent noir lui sont en quelque sorte attribués dans le partage du monde. Des Arabes, des Kabyles, des Maures, des Malgaches, des noirs, dira-t-on, voilà une maigre clientèle! — Peut-être, mais qui oserait prédire le sort futur des races et des continents? — Quoi qu'il en soit, le gain colonial de la langue française dans

ces vingt dernières années a été tout à fait remarquable.

Tout a été dit sur les mérites de la langue française et sur le premier de tous, qui est la clarté, cette clarté radieuse qui ressemble au soleil de l'Attique, perce à jour les sophismes, dissipe les ombres vaines, illumine tout ce qui est vrai, détache en traits nets et brillants les formules fécondes, donne de l'esprit même à ceux qui pourraient n'en pas avoir en d'autres langues. L'invasion des défauts de quelques littératures étrangères, le désir de trouver du nouveau, « n'en fût-il plus au monde », a peut-être obscurci en ces derniers temps la vieille clarté française. Mais qu'on se rassure, il n'est mauvais de s'abreuver de temps à autre à des sources neuves, et quand les Français vagabondent, ce n'est jamais pour longtemps. Affaire de mode.

Une mode répugnante, celle-là, qui a trop duré et qui, malheureusement, n'a point passé encore, est chez certains hommes de plume le culte de l'obscénité. Maladie, ce serait déjà fâcheux. Calcul de basse librairie, c'en est trop et c'est laid. — Prenez garde, a-t-on osé dire, l'étranger n'achète vos romans que parce qu'ils contiennent de vilaines choses. — Il y a là une double injure faite à la France et à l'étranger et, qui plus est, une erreur. Interrogez les éditeurs renseignés : l'étranger ne se lasse pas d'acheter les livres français sérieux et savants et tous ceux aussi qui sont, poésie ou prose, des œuvres d'art ; sauf une minorité honteuse, qui se cache sous toutes les latitudes, ce même étranger n'a pas de prédilection pour les lectures dégradantes, tant s'en faut, et la mauvaise renommée de quelques-unes des productions littéraires françaises, loin de profiter à la langue nationale, lui porte un grave préjudice. A vrai dire, ces dernières années marquent plutôt en France un retour vers la recherche de l'idéal. J'entends l'idéal dans le sens le plus large : vérité, beauté, justice, amour. La science a désormais ses temples et ses disciples chaque jour plus fervents, plus nombreux, dans les jeunes universités ; l'art cherche de tous côtés des expressions plus hautes et plus pures ; l'esprit religieux s'exalte chez quelques-uns et va parfois même jusqu'au mysticisme ; toute iniquité, même la plus lointaine, éveille l'indignation de la conscience publique ; un immense et profond mouvement de fraternelle sympathie crée de libres associations contre l'ignorance, la maladie, la misère, les inégalités du sort et le mal sous toutes ses formes ! Tout ce travail ne s'accomplit point assurément dans une paix sereine ; il se heurte à des courants contraires : indifférence, railleries, préjugés tenaces, survivances de barbarie, déchaînements d'appétits grossiers, menaces, injures, imprécations. Mais ce travail pourtant a une voix qui domine la tempête, et c'est la voix de la langue française. Il dépend de la nation qui la parle de la faire entendre jusqu'aux extrémités du monde.

Il me reste à montrer la situation actuelle de la langue française dans les divers pays d'Europe et d'outre-mer ; c'est-à-dire à résumer en un tableau méthodique les précieux renseignements contenus dans les notices de ce volume. On verra que ces notices sont rangées dans l'ordre géographique ; c'est l'ordre qui convient à l'analyse et au détail ; mais, pour des vues d'ensemble, je crois préférable de commencer ici par les pays où la France peut et doit mettre au service de sa langue la plénitude de son action matérielle et morale, c'est-à-dire par les colonies, et, partant de là, suivre une progression décroissante, en passant successivement en revue les pays islamiques, les pays de civilisation orientale, les pays de civilisation européenne, les pays européens, pour finir par les pays de langue française.

***

Parmi nos colonies, trois d'abord sont à part : les Antilles et la Réunion. Anciennes, passionnées pour les idées modernes à qui la majorité de leurs habitants doivent leur émancipation, dotées du suffrage universel, organisées comme les départements de la métropole et jouissant des mêmes droits, elles devraient être absolument françaises, non seulement de cœur (elles le sont), mais de langue. En réalité, on y parle surtout le patois créole, et près de la moitié des enfants à la Réunion, près des deux tiers dans les Antilles, ne fréquentent pas l'école. Vérité désagréable à entendre, nécessaire à dire tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction.

Parmi nos colonies de peuplement et nos colonies mixtes la palme appartient à la Tunisie, qui, en dix-huit ans, a su grouper 16000 enfants, en grande majorité indigènes, sur les bancs des écoles françaises (6 p. 100 de l'effectif scolaire possible).

L'Algérie connaît ma vieille amitié pour elle, ses écoles et ses maîtres. Elle a su admirablement organiser l'éducation des fils de ses colons qui ne le cède en rien à celle des jeunes Français de France. Mais, il faut bien le reconnaître, elle a compris plus tardivement la nécessité d'instruire les jeunes indigènes. Ceux qui apprennent la langue française ne sont encore que 24 000 (3 p. 100 de l'effectif scolaire possible). La tâche qui reste à accomplir est donc énorme. Mais ce qui mérite d'être retenu et bien haut répété, c'est le zèle touchant de ces instituteurs installés avec leur famille loin de tout centre de colonisation, en plein milieu indigène. Non seulement ils y enseignent notre langage, mais ils y font connaître les bonnes méthodes agricoles, les outils, les arts usuels modernes ; ils y répandent de saines no-

tions d'hygiène; par leur exemple, leurs conseils, ils font pénétrer dans les cerveaux berbères des lueurs de plus en plus vives de dignité et de moralité. Ils servent à la fois la cause de l'humanité et celle de la France. Ce sont de merveilleux agents de civilisation.

La Nouvelle-Calédonie, sauf la lèpre du bagne attachée à son flanc, est dans une situation analogue à celle de l'Algérie. Celle de l'Océanie française tend à s'améliorer.

Madagascar se trouve dans des conditions spéciales. Un peuple dominant, établi sur un plateau salubre, au centre de l'île, y a été en quelque sorte dégrossi par nos prédécesseurs ; il montre une facilité particulière à apprendre notre langue, et la plupart de ses enfants en âge d'être instruits vont à l'école. Mais ce peuple, essentiellement imitateur, au fond ne se laisse guère pénétrer et il ne représente que le quart de la population totale. Quant à nos colons, ils sont encore très peu nombreux. Ajoutons cependant que nulle part les intérêts de notre langue ne sont servis par une politique plus ferme, plus humaine et plus savante : — c'est celle du général Gallieni.

Dans nos colonies de domination pure presque tout est à faire. Très longtemps nos négociants du Sénégal se sont bornés à parler ouolof, et l'anglais est répandu sur toute la côte occidentale d'Afrique. Cependant au Soudan, en Guinée, sur la côte d'Ivoire, au Dahomey, depuis quelques années, les militaires, les missionnaires, les gouverneurs rivalisent de zèle, et un certain nombre d'écoles ont été créées. Les Belges travaillent pour eux et pour nous au Congo.

Les Annamites, qui sont nos principaux clients en Indo-Chine, sont moins malléables, mais plus sérieux et plus résistants que les Hovas, et leur intelligence est supérieure. Le malheur est que l'administration du pays ne paraît pas bien savoir elle-même si elle doit entreprendre de les instruire ou se borner à choisir parmi eux des interprètes. La grande raison des adversaires de l'enseignement indigène est la crainte de former des déclassés. Des déclassés, on en forme tant qu'on réserve l'enseignement à une prétendue élite. Créer partout des écoles de langage avec l'apprentissage de métiers manuels, ce n'est déclasser personne, c'est élever un peuple tout entier d'un cran dans l'échelle de la civilisation et le rapprocher de ses maîtres. C'est par là qu'il faut commencer. En attendant, le système scolaire de la Cochinchine, bien qu'assez richement doté dès l'origine, se désorganise, et au Tonkin, où les écoles sont rares, les Tonkinois ont jugé nécessaire de fonder une société indigène d'enseignement mutuel.

***

Quelles sont les causes de cette situation encore médiocre de l'enseignement français dans les colonies ? La principale, je le reconnais, est la jeunesse même de notre empire colonial. La seconde est l'indifférence de l'opinion publique dans la métropole. Instruire des noirs, des jaunes, cela fait sourire, et ni ces noirs ni ces jeunes ne sont électeurs. La troisième est l'absence d'un rouage central efficace, qui prenne l'initiative et la suscite, qui groupe les bonnes volontés, étudie et répande les meilleures méthodes, favorise la formation des maîtres, distribue équitablement des secours financiers.

L'*Alliance française* devrait-elle, en bonne justice, affecter une part notable de ses ressources aux colonies ? L'instruction des indigènes est une affaire d'État au premier chef qui devrait ressortir, comme dépense obligatoire à la fois au budget métropolitain et aux budgets coloniaux.

Qu'on veuille bien y réfléchir : les colonies sont des conquêtes et les conquêtes ne se peuvent excuser et justifier que par des bienfaits. Conquérir un peuple barbare, c'est l'adopter et le prendre en tutelle jusqu'au jour de sa majorité, c'est-à-dire de son émancipation. Qu'on respecte sa langue, si elle en vaut la peine, mais qu'on y ajoute la langue française, c'est un devoir strict; car une langue européenne est seule capable d'interpréter les sciences modernes et d'ouvrir le trésor de la conscience humaine. Et si ces considérations morales paraissent futiles aux esprits forts, je leur rappellerai tout au moins que l'intérêt bien entendu leur commande d'enseigner le français aux sujets de la France, parce que l'usage du français ne peut vraiment qu'adoucir les mœurs, accroît la sécurité, simplifie l'administration, favorise le commerce; parce que l'entretien d'un instituteur coûte moins cher que celui d'une compagnie de légionnaires et que les caisses de livres et de fournitures classiques sont d'un transport beaucoup plus aisé et moins dispendieux que celui des obus et des canons.

***

Dans les pays musulmans, l'enseignement du français touche à un problème politique du plus haut intérêt. La France, dès le VIII[e] siècle, est entrée en contact avec l'Islam par un heurt violent d'abord, ensuite par un rapprochement sensible à la suite des croisades, puis par des traités réguliers qui sont des *capitulations*, par son amitié presque constante avec les Ottomans, par l'expédition d'Égypte, etc. De nos jours elle est devenue souveraine ou protectrice de peuples musulmans en Algérie, en Tunisie, au Sénégal, au Soudan, sur les bords du Tchad. Elle est voi-

sine du Maroc et de la Tripolitaine. Par les écoles de ses missionnaires, elle est en relations constantes non seulement avec les chrétiens de tout rite, mais avec les populations mahométanes de tout le Levant. Qu'elle le veuille ou non, elle est aujourd'hui une grande puissance musulmane. L'Islam est, dit-on, irréductible. Soit! bien que choses humaines et immobilité absolue soient des termes qui ne vont guère ensemble. En tout cas il faut s'accommoder de l'Islam, trouver d'honnêtes moyens de vivre près de lui et avec lui.

En ce sens la propagation des langues européennes en Orient offre un intérêt de premier ordre, et il y va de l'honneur de la nôtre d'y conserver le premier rang.

Au Maroc, en Tripolitaine notre langue est plutôt en progrès. En Perse elle est toujours en honneur à la cour du Chah et dans la classe dirigeante. En Égypte elle a perdu beaucoup de terrain dans les écoles officielles, surtout, il faut bien le dire, depuis le douloureux accident de Fachoda; elle se maintient aux écoles privées, c'est-à-dire congréganistes. Dans le Levant proprement dit, elle a beaucoup moins à redouter, depuis cinquante ans, la concurrence italienne; mais elle a des rivaux dangereux dans les Anglo-Américains, les Russes et surtout les Allemands, qui accaparent peu à peu le commerce, s'emparent des chemins de fer, s'efforcent de confisquer le sultan lui-même. Notre force en ce grand pays est de pouvoir dire et démontrer que nous sommes, nous, des amis désintéressés. Le meilleur de notre influence, nous le devons aux missionnaires, à leurs écoles, à leurs institutions de tout genre. Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, qui à Jérusalem soignent les lépreux, font plus pour la France et la langue française que le prestige de milliers et de milliers de baïonnettes.

S'il était besoin de prendre la défense des missionnaires, je dirais à leurs ennemis de France accessibles à certaines considérations scientifiques que le mode d'action congréganiste marque dans l'histoire une étape nécessaire. J'ajouterai pour ceux qui n'en cherchent pas si long que ces missionnaires catholiques de toute nationalité, placés sous le protectorat de nos consuls, recherchent toute occasion de témoigner à ces représentants de la France leur déférence respectueuse et leur docilité; qu'ils arborent le drapeau tricolore le jour des fêtes nationales et font chanter la *Marseillaise* à leurs élèves; que ceux d'entre eux qui sont Français (et c'est la majorité) sont de véritables et sincères patriotes, et que ceux qui ne sont pas Français ont tout l'air de l'être. Je ferai remarquer encore que dans ces pays du Levant où les hommes se classent suivant la religion, il semble tout naturel que nos instituteurs portent la robe et que cette robe ajoute à leur prestige. Enfin j'ai presque honte d'énoncer ce dernier argument, mais, pour les gens pratiques, il aura sa valeur : les missionnaires coûtent beaucoup moins cher que les laïques.

Est-ce à dire que la langue française ne puisse être utilement enseignée en Orient que par des congréganistes? On aurait grand tort de le croire. Il y a là-bas des musulmans, des arméniens-grégoriens, des grecs-orthodoxes qui se méfient de toute religion différente de la leur et qui ont toujours peur qu'on ne cherche à convertir leurs enfants. Pour ceux-là et quelques autres encore, des écoles laïques françaises sont indispensables. Il y en a d'ailleurs dans bon nombre de villes et elles sont très florissantes. Il y a aussi les écoles de l'Alliance israélite universelle, dont la plupart des maîtres, ayant fait leurs études à Paris, sont animés d'un esprit tout français et connaissent admirablement notre langue.

L'*Alliance française* ne distingue pas entre ces écoles si diverses d'origine, d'étiquette et de caractère. Elle ne leur pose qu'une question : « Enseignez-vous le français? » leur dit-elle. — Oui », et, la preuve faite, cette réponse lui suffit. Puisse l'esprit qui anime l'*Alliance française* pénétrer la nation elle-même et toujours inspirer sa politique! Qui ne voit que cette politique libérale est la seule juste et pratique? Elle nous permet de ne négliger aucun élément d'influence. Elle suppose, il est vrai, une confiance invincible dans la vertu agissante de la langue nationale. Cette foi, nous l'avons.

* * *

L'extrême Orient est beaucoup plus réfractaire que les pays du Levant à la pénétration de notre idiome. Au XVIII[e] siècle, nous avons perdu l'Inde, et depuis lors, l'Inde commerciale et industrielle a pris l'habitude de commercer et de travailler en anglais; l'Inde lettrée, de penser en anglais. Nous aurions tort cependant de mépriser nos minuscules établissements de l'Inde, lueurs survivantes d'un grand empire éteint. Ils entretiennent dans le monde indou une petite flamme de sympathie ancienne et historique digne d'un pieux respect.

Dans les Indes néerlandaises, dont le peuple souverain a pour nous de précieuses sympathies, la place de notre langue n'est pas grande, mais elle est honorable.

Les événements dont la Chine est le théâtre ne s'étaient pas encore produits lorsque nos collaborateurs ont écrit les notices concernant la situation de la langue française dans l'Empire du Milieu. Là, plus que partout ailleurs, notre infériorité commerciale est notoire, et le russe, l'anglais et l'allemand n'ont pas eu de peine à se répandre en des provinces où

l'exportation de nos produits, comparée à la leur, est presque insignifiante. Là plus que partout ailleurs notre meilleure armée était celle de nos missionnaires, dispersée aujourd'hui et cruellement décimée : notre seul privilège, maintenu non sans peine, le protectorat des catholiques. On lira avec émotion l'exposé de l'œuvre admirable entreprise par les Missions françaises en Chine. Ces Missions, il est vrai, parlaient surtout latin ; mais ce latin préparait les voies à sa jeune sœur la langue française. Quoi que nous réserve l'avenir, un jour viendra où la Chine devra se mettre à l'école des sciences occidentales ; elle avait déjà commencé ; elle reprendra tôt ou tard cette étude nécessaire, et la langue française alors aura peut-être un beau rôle à jouer si elle sait se faire l'éducatrice des fils de Han. Dès aujourd'hui, il en est quelques-uns parmi eux qui ont vécu chez nous, qui nous connaissent et qui rêve de nous choisir pour maîtres.

Quant au Japon, il nous avait un peu délaissés ; il paraît revenir à nous. Notre avantage (et il est assez intelligent pour le comprendre) est d'être la seule puissance qui ne puisse lui porter ombrage.

* * *

Les pays de civilisation européenne se répartissent en deux groupes inégaux en étendue et en population. Les uns parlent anglais : États-Unis et Australie ; les autres parlent espagnol ou portugais : Amérique latine. Ceux-ci ont été longtemps les plus dévoués clients de la langue française. Elle est chez eux encore aimée et cultivée, surtout à cause des souvenirs qu'elle évoque et des idées qu'elle représente. Les petites colonies libres de Français établis à Montevideo, dans l'Argentine, au Chili, au Brésil, en Colombie, contribuent à la propager et à la défendre. Mais elle est sur la défensive. Le commerce anglais, la science allemande et aussi le commerce allemand lui font depuis trente ans une rude concurrence. Du moins elle lutte, et si nos négociants l'aidaient davantage, si nos universités parvenaient à détourner vers Bordeaux, Marseille, Paris, les étudiants qui ont pris l'habitude d'aller à Londres, à Berlin, à Zurich, la prépondérance lui reviendrait peut-être. Le malheur est que notre politique intérieure absorbe notre activité et nous fait oublier le reste du monde.

Dans les pays de langue anglaise même, si le français n'existe pas comme langue commerciale, il est la langue à la mode. Les grandes dames de Melbourne, les femmes américaines, le public universitaire, la société polie font un aimable accueil à nos conférenciers, lisent nos romans, nos pièces de théâtre, s'intéressent à la vie parisienne. Entretenir, développer ces sympathies littéraires, les rendre moins futiles, dissiper les préjugés qui leur nuisent, c'est tout ce que nous pouvons espérer dans le nouveau monde anglo-saxon comme dans le monde anglo-saxon austral : mais c'est beaucoup.

* * *

A plus forte raison en Europe, où la situation s'est transformée depuis 1815. Les peuples, réveillés par la Révolution française, ont pris conscience de leur personnalité ; ils se sont attachés avec ferveur à leur langue et à leur littérature nationales. Ils veulent parler allemand, russe, italien, etc., avant de parler français comme Frédéric ou Catherine. En outre, l'anglais par le commerce, l'allemand par la science, se sont répandus dans tous les États européens. Enfin, en 1870, le prestige de la France a été cruellement atteint. Aussi la langue française a-t-elle subi à ce moment un recul marqué. Les faits nouveaux lui sont plutôt favorables.

La renaissance des nationalités a remis en honneur tant de langues diverses que pour s'entendre il faut bien avoir recours à un commun intermédiaire, et, dans l'ordre intellectuel, la langue française a quelques chances d'être préférée à ses rivales. Tel paraît être le cas de la Russie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Grèce, de la Bohême, de la Pologne, de la Finlande et des pays scandinaves, tous amis sûrs et fidèles.

Dans l'Europe méridionale, en Italie, en Espagne, en Portugal, la langue française, bien que médiocrement enseignée, continue à occuper la première place dans l'enseignement secondaire. Elle a désormais à lutter, il est vrai, avec l'anglais et l'allemand ; mais la prépondérance longtemps incontestable du commerce britannique est entamée, et, depuis le grand effort accompli en France pour restaurer les études supérieures, la science allemande ne règne plus seule.

En Suisse il y a un léger progrès. De même probablement en Luxembourg. En Belgique, la lutte engagée entre le flamand et le français a surtout un caractère politique : la fondation à Gand d'une association flamande pour la vulgarisation de la langue française prouve que le danger qui se cache derrière l'invasion du flamand a été aperçu par nos voisins. En Hollande, où la langue française conserve une situation privilégiée, elle a des ennemis habiles et tenaces qui, là comme ailleurs, savent profiter de nos moindres fautes.

On constatera enfin qu'en Allemagne, le français, après avoir perdu beaucoup de terrain, en regagne, et qu'en Angleterre, il est la plus étudiée et la plus répandue des langues vivantes.

Il n'y a pas d'ailleurs d'illusions à se faire sur les sentiments des Européens qui étudient notre langue.

Pour ceux-là, c'est la langue de l'ennemi : ils l'apprennent par raison stratégique, elle fait partie de leur système de renseignements. Pour ceux-ci, elle est restée une langue commerciale importante : ils l'apprennent par intérêt. Pour quelques-uns, c'est une des matières du programme professionnel, dans la diplomatie par exemple : ils l'apprennent par nécessité. Combien l'apprennent par goût? Un petit nombre de savants ou de lettrés, d'hommes politiques ou de rêveurs, de pédagogues ou de gens du monde, une élite. Ne serait-ce pas une langue d'élite en effet, et de même que le peuple qui la parle répugne à toute œuvre servile, une langue de chefs?

* * *

Il me reste à mentionner les pays de langue française qui, politiquement, ne font point partie de la France, pays épars, sous des climats divers, et peuplés de races disparates. Tels sont, en Europe : la Belgique, où 3 millions de Wallons et Flamands parlent français (1); la Suisse avec 600 000 Romands, quelques hautes vallées des Alpes en Italie, notamment la vallée d'Aoste; les îles anglo-normandes, où le français n'est plus guère qu'une langue officielle; en Amérique : tant au Dominion qu'aux États-Unis, 3 millions de Canadiens-Français et quelques milliers de métis français dans le nord-ouest canadien; la république d'Haïti et quelques petites Antilles, telles que Sainte-Lucie, la Dominique, etc., où l'on parle surtout le créole français; enfin l'île Maurice et une partie des habitants des Seychelles. Il faudrait ajouter à cette liste d'environ 8 millions de Français de langue un certain nombre de colonies libres de Français établis à Londres, Bruxelles, Madrid, Barcelone, Valence d'Espagne, Rome, Saint-Pétersbourg, Moscou, Constantinople, Smyrne, Beyrouth, le Caire, Alexandrie, Chang-haï, San-Francisco, New-York, Caracas, Montevideo, Buenos-Ayres, Santiago de Chili, etc.

Ainsi se termine cette revue rapide. Elle a commencé par les colonies, œuvre de contrainte, il en faut convenir; elle a continué par des pays de civilisation exotique où la conquête peut s'exercer encore, mais par l'école, non par la force; elle a examiné ensuite les pays de civilisation européenne et les pays européens où le prestige, puissance impondérable et pourtant effective, exerce sur le développement de la langue une influence capitale. Elle se termine par ceux qu'on peut appeler les homophones, peuples adultes, libres colons, avec qui le seul lien qui subsiste, d'autant plus fort, est la sympathie résultant de la communauté de langue.

* * *

Quelle sera la conclusion de cette étude détaillée? Par quels moyens la France peut-elle encourager la propagation de sa langue! — Par ceux-là mêmes qui forment le programme de l'*Alliance française :* subventions aux écoles françaises de tout ordre, fondation d'écoles nouvelles, de bourses, de cercles, de bibliothèques, de cours d'adultes, distribution de livres et de médailles, placement d'instituteurs et d'institutrices hors de France; cours et leçons à l'usage des étrangers, cordial accueil fait à tous les amis extérieurs de notre langue et de notre littérature. De leur côté, les universités font depuis quelque temps des conditions particulières de travail et décernent des diplômes spéciaux aux étrangers. Il existe même une société de patronage pour les étudiants étrangers.

On a demandé aussi, et avec raison, que notre littérature s'érige de plus en plus en « marraine » des littératures particulières et des écrivains méconnus; que notre orthographe soit simplifiée, que nos méthodes d'enseignement soient améliorées. On a souhaité encore que l'Académie française récompense plus souvent les écrivains français de l'étranger, qu'elle ait à l'étranger des correspondants, qu'il y ait une sorte de « prix de Paris » pour les étudiants étrangers les plus dignes de faire leurs études chez nous.

Tous ces moyens de propagande sont excellents assurément. Mais il n'y a pas d'illusions à se faire sur leur efficacité. Si la France tout entière ne collabore pas à l'œuvre de notre association, tous nos efforts seront vains.

Pour que la langue française conserve son rang, progresse et règne un jour dans le monde, il faut que la France le veuille, oui, qu'elle le veuille : cela suffit.

Si elle le veut, elle aura des enfants, comme en ont les Canadiens ses frères, ou tout au moins ses voisins les Allemands; et cet accroissement de sa population lui assurera la force du *nombre*.

Si elle le veut, elle conservera, fortifiera son armée, accroîtra sa flotte, achèvera de reconquérir sa puissance et son prestige *militaires*.

Si elle le veut, elle fera trêve à ses misérables discordes, et elle établira chez elle cet équilibre politique intérieur qui permet d'avoir au dehors avec continuité et fermeté une *politique*.

Si elle le veut, elle revisera ses tarifs, elle relèvera son commerce, elle rendra l'essor à sa marine marchande, elle restaurera son importance *économique*.

Si elle le veut, elle enseignera le français aux indigènes de ses *colonies ;* elle fera d'eux des Français d'adoption.

Si elle le veut enfin, je ne dis pas qu'elle enfantera des génies, mais elle pourra du moins en rendre l'éclosion possible et leur préparer un berceau; elle

pourra agrandir le cercle de ses sciences et de ses arts, purifier sa littérature, verser dans le moule transparent et lumineux de sa langue les plus nobles *idées* dont se puisse enorgueillir la race humaine; elle saura enfin, comme elle l'a su toujours, se faire aimer.

Elle deviendra ainsi une nation vraiment supérieure. C'est à ce prix qu'on gagne une couronne : la supériorité d'une langue se mesure à la supériorité du peuple dont elle est l'âme et la voix.

PIERRE FONCIN.

PETER HALKET DE MASHONALAND (1)

Nouvelle.

Et l'étranger dit : — Porte un message aux hommes et aux femmes de ce pays-ci : Va du Zambèze à la mer, appelle ces blancs et dis-leur : — J'ai vu un champ dans lequel se trouvaient deux bêtes superbes. Large était le champ tout autour d'elles et riche était la terre semée d'herbes odorantes, et le pâturage était si abondant que c'est à peine si elles pouvaient manger tout ce qui croissait autour d'elles : elles se ressemblaient parfaitement, car elles étaient les petits d'une même mère. Comme je regardais, je vis au loin vers le nord un point dans le ciel, il était si petit et si haut que l'œil pouvait à peine l'observer. Puis il s'approcha et vint planer au-dessus du lieu où mangeaient les deux bêtes; elles avaient le cou nu, le bec attaché, les serres longues et les ailes puissantes. Pendant quelque temps, il plana au-dessus des deux bêtes, puis je le vis se fixer sur une grande pierre blanche et rester là. Et du nord, venaient d'autres petits points, de plus en plus, et ils allaient rejoindre celui qui déjà se trouvait sur la pierre. Les uns planèrent sur les bêtes, les autres aiguisèrent leurs becs sur les pierres, d'autres enfin marchaient çà et là dans les jambes des bêtes, et je compris qu'ils attendaient quelque chose. Alors, celui qui était arrivé le premier vola de l'une des bêtes à l'autre, se posa sur leurs cous, et plongea son bec dans leurs oreilles. Il continua de voler ainsi, puis battit des ailes devant leurs yeux jusqu'à ce qu'elles fussent aveuglées, et chacune des deux bêtes se croyait attaquée par l'autre. Alors elles commencèrent de se battre, et se percèrent les flancs jusqu'à ce que le champ fut rougi de sang, et la terre ébranlée sous elles. Les oiseaux étaient posés et regardaient : quand ils virent le sang couler, ils s'approchèrent tout autour, puis lorsque les deux bêtes furent épuisées, ils s'abattirent sur le champ.

Ainsi ils restèrent sur elles à les dévorer, jusqu'à ce que leurs jabots fussent pleins, et leurs longs cous nus, trempés de sang, et tandis que leurs becs déchiraient les entrailles, leurs yeux perçants et brillants surveillaient les alentours. Celui qui paraissait être le roi arracha les yeux et tira le cœur des deux bêtes, et quand son ventre fut rempli au point de n'en pouvoir mettre davantage, il se posa tout près, sur une pierre, et battit des ailes!

Peter Simon Halket, criez à tous les blancs de l'Afrique du Sud, hommes et femmes : — Vous avez un pays riche, vous et les enfants de vos enfants pourront à peine le peupler, bien que vous receviez à bras ouverts chaque étranger venu pour vivre et travailler avec vous. Vous êtes les branches jumelles d'un même arbre, vous êtes les fils d'une même mère. Votre merveilleux pays n'est-il donc pas assez vaste pour vous que vous vous déchiriez la chair les uns des autres sur l'ordre de ceux qui veulent plonger leurs becs dans votre sang à tous deux! Regardez, voyez le cercle qui plane dans l'air, au-dessus de vous!

Tout de suite Peter Halket se leva et regarda; mais sur sa tête s'étendait seulement le ciel noir du Mashonaland; puis, tandis que l'étranger regardait silencieusement le feu, il entoura ses genoux de ses bras, et dit :

— Mon maître, comment pourrais-je porter ce message? Les Hollandais de l'Afrique du Sud ne m'écouteront pas, ils diront que je suis un Anglais. Et les Anglais diront de leur côté : — Qu'est-ce que celui-là qui vient nous prêcher la paix, toujours, toujours! N'a-t-il donc pas passé une année dans le pays, et ne possède-t-il pas une seule action d'une compagnie quelconque? Quelle valeur accorder à ce qu'il dit? S'il était un homme de bon sens, il aurait amassé cinq mille livres au moins! — Vous voyez qu'ils ne m'écouteraient pas... donnez-moi une autre tâche!

Et l'étranger répondit :

— Portez un message à un homme, à un seul! Allez le trouver, qu'il dorme ou qu'il veille, qu'il mange ou qu'il boive, et dites-lui : — Où sont les âmes de ceux que vous avez achetés? Et s'il vous répond : — Je n'ai acheté l'âme d'aucun homme; les âmes que j'ai achetées étaient des âmes de chiens! — Alors posez-lui cette question : — Où sont les... et s'il vous dit : — Vous mentez, vous mentez! Je sais ce que vous allez dire : — Qu'ai-je entendu parler de messagers, ai-je jamais redouté le gouvernement anglais? Tout cela est un mensonge! alors ne le questionnez plus, mais dites :

— Il y avait une fois une petite torche. Elle brilla, vacilla, coula, puis s'éteignit; et personne n'y fit

(1) Voyez la *Revue* des 23, 30 juin et 7 juillet.

attention, ce n'était qu'une petite torche! Il y avait une fois une lumière, les hommes la placèrent dans un phare afin d'éclairer toutes les âmes sur la mer; pour qu'en voyant cette lumière elles pussent trouver un havre et éviter les écueils. La lumière brillait et vacillait en brûlant; la flamme était tantôt d'une couleur, tantôt d'une autre, bleue, verte, rouge, tantôt elle disparaissait entièrement, tantôt elle renaissait, et de loin sur la mer, les hommes avaient les yeux fixés sur l'endroit où ils savaient que fut la lumière, et ils disaient : — Nous sommes sauvés, quand nous serons près des écueils, la grande lumière nous guidera. Et dans l'obscurité des nuits les hommes s'approchaient de plus en plus près, et dans le silence de minuit ils se heurtaient contre les rochers du phare et coulaient à pic. Que sera-t-il fait maintenant de cette lumière, qui n'était pas une faible torche et que les hommes avaient placée dans un lieu élevé, et en laquelle ils avaient mis leur confiance? Ne sera-t-elle pas éteinte?

Et si l'homme fait cette réponse : — Que m'importent les hommes, ils sont fous, tous fous; qu'ils meurent! — raconte-lui encore cette histoire :

— Il y avait une fois un petit cours d'eau; il jaillissait de dessous la neige au sommet d'une montagne; et la neige formait sur lui une crique. Il coulait pur, bleu et clair comme le ciel, et les berges de neige lui faisaient un berceau. A un certain endroit de son cours la neige vint à cesser, et devant lui deux voies s'offraient où il pouvait s'engager; l'une traversait le flanc de la montagne, parmi les pierres et les rocs, et au pied d'un long talus ensoleillé gagnait la mer; l'autre menait à un ravin; le ruisseau hésitait; il tournait en murmurant, allait de-ci de-là; il pouvait se faire qu'il réussit à se creuser un lit à travers les roches et les pierres, le long de la montagne, là où jamais un autre n'avait encore passé; sur ses rives auraient poussé l'herbe verte et les pâquerettes sauvages; la nuit les étoiles se seraient mirées sur sa surface; le jour, au pied du long talus, le soleil aurait brillé sur ses eaux; dans les arbres poussés sur son cours, la tourterelle aurait construit son nid; et toujours murmurant, toujours chantant, il se serait enfin creusé un chemin jusqu'à la mer dont toutes les eaux entendent l'appel lointain. Mais il hésitait. — Cela eût pu se faire si quelque main eût été là pour écarter de sa route seulement une pierre; alors il eût pu se faufiler par les montagnes et les rochers, et finalement atteindre la mer, cela eût pu se faire! Mais aucune main n'était là. Le ruisseau s'amoncela et (peut-être eût-ce été la même chose dans sa hâte de se précipiter vers la mer) fit un saut dans l'abîme.

Il se perdit sous les rochers, à neuf cents toises de profondeur, dans un silencieux et noir bassin. Des parois pendaient de vertes mousses, jamais le soleil n'y pénétrait, et la nuit, les étoiles ne pouvaient s'y mirer. C'était le silence et le calme. Alors comme il était vivant et ne voulait pas de repos, il ramassa toute sa force, et à travers la terre éboulée et les débris en miettes, filtra silencieusement, creusant son chemin; bientôt il déboucha dans une profonde vallée, que les montagnes entouraient de tous côtés. Et le ruisseau riait à lui-même : — Ha, ha! Ici je vais faire un grand lac, une mer! Bientôt en filtrant toujours, il remplit la moitié de la plaine; mais ce ne fut point un lac, — seulement un grand marais, — parce qu'il n'y avait pas d'issue, et l'eau pourrit. Le long de ses bords l'herbe dépérit, les arbres laissèrent tomber leurs feuilles puis moururent; et la tourterelle qui avait établi son nid s'enfuit dans la montagne, parce que son petit était mort. Alors les crapauds s'installèrent sur les pierres et laissèrent tomber leur bave dans l'eau, et les roseaux qui poussaient sur le bord jaunirent; la nuit un brouillard blanc, épais, se répandait sur l'eau et empêchait les étoiles de se mirer; le jour une brume légère planait et interceptait les rayons du soleil. Et personne ne savait qu'autrefois le marais avait jailli clair et bleu de sous la neige, au sommet d'une montagne, et que le déplacement d'une seule pierre eût pu faire qu'il eût couru toujours et mêlé pour jamais; son murmure au grondement de la mer!

L'étranger s'arrêta quelques secondes puis reprit : — S'il vous répond : — Que m'importe; que sont pour moi les criques et les montagnes? Il n'y a de réel que l'or et la puissance d'écraser les hommes qui sont dans mes mains, — alors ne continuez pas.

Mais si, par chance, il vous écoutait, dites lui ceci, bien clairement, de telle sorte qu'il ne manque pas d'entendre : — Le matin peut être brumeux, le milieu du jour sombre et orageux, mais la beauté du soleil couchant peut effacer pour toujours le souvenir de la matinée triste et de l'après-midi sombre, et faire dire aux hommes : Ah! quel beau jour!

— Le ruisseau qui une fois est descendu ne peut plus remonter jamais; pour l'âme de l'homme il n'est jamais trop tard. — Et s'il se met à rire et dit : — Vous êtes fou, un homme peut se refaire entièrement avant vingt ans, il peut encore se réformer avant trente, mais après quarante il est fixé pour la vie. Moi qui, à quarante-trois ans, me suis mis à chercher la richesse et le pouvoir, puis-je maintenant chercher autre chose? Vous pensez peut-être que je suis Jésus-Christ! Comment pourrais-je être à la fois moi-même et un autre homme? Alors vous lui répondrez : — Au fond de chaque homme il y a un ange; mais quelquefois les ailes sont repliées. Que le vôtre déploie ses ailes; elles sont plus larges et plus puissantes que celles de tout autre; et montez avec lui.

S'il blasphème et crie : — J'ai huit millions de fortune, et je ne me soucie ni de Dieu ni de l'homme! — alors ne lui parlez plus, mais écrivez devant lui.

L'étranger s'inclina et écrivit avec son doigt dans les cendres grises; et Peter Halket s'inclina à son tour et vit les deux mots que l'étranger avait écrit.

Celui-ci reprit : — Dites-lui : — Vous aurez beau chercher à rendre ce nom immortel dans le pays; vous aurez beau l'écrire en lettres d'or ou de diamant, le cimenter de sang humain, et le répandre du Zambèze à la mer...

L'étranger passa le pied sur les mots, et Peter Halket se pencha pour voir, mais il ne vit plus qu'une couche unie de cendres à la place où le nom avait été écrit.

— Et, continua l'étranger, s'il blasphème de nouveau et proclame : — Il n'y a pas un seul homme, ni une seule femme dans toute l'Afrique du Sud que je ne puisse acheter avec mon argent! Quand je posséderai le Transvaal, alors j'achèterai Dieu lui-même, s'il me plaît! Vous lui répondrez cette seule phrase : — Ton argent périra avec toi. — Puis vous le quitterez.

Durant quelques instants, il y eut un silence de mort, puis l'étranger étendit ses mains en avant. — Cependant — en le quittant, souvenez-vous, dit-il : que ce n'est pas l'acte, mais la volonté, qui marque l'âme de l'homme. Celui qui a écrasé une nation ne pèche pas plus que celui qui trouve plaisir à faire mourir dans l'angoisse la plus chétive créature. La goutte d'eau de l'étang stagnant n'est pas moins empoisonnée que celle du vaste marais, quoique son étendue soit moindre. Celui qui a souhaité d'être ce que fut cet homme, et d'accomplir ce qu'il a accompli, est semblable à lui; seule la puissance de réalisation lui a manqué. Donc souvenez-vous bien de ceci : sur la terre il y a quelques fils de Dieu; on les nomme enfants du génie; dans la toute première jeunesse, chacun d'eux se tient à l'entrée de la route et choisit, il emporte son don pour d'autres ou pour lui-même. Mais n'oubliez jamais ceci : quelle que puisse être sa détermination, c'est qu'il supporte un fardeau que ne supportent pas les autres; l'espace lui est ouvert, et son choix est infini, et s'il succombe, laissez les hommes pleurer plutôt que maudire, car il était né fils de Dieu.

Il y eut un nouveau silence. Puis Peter Halket entoura de ses bras les pieds de l'étranger : — Mon Maître, dit-il, je n'ose pas prendre ce message, non par crainte que l'on dise : — Voyez le soldat Peter Halket que nous avons tous connu, vivant avec des femmes et tuant des nègres, le voilà devenu prophète! — mais parce que telle est la vérité; n'ai-je pas souhaité... Et Peter Halket aurait épanché toute son âme, mais l'étranger l'arrêta.

— Peter Simon Halket, lui dit-il, qu'importe que la trompette qui donne le signal de le bataille soit en étain battu ou en argent doré? N'est-ce pas toujours un signal? Et si je fais porter mon message par un enfant, la vérité sera-t-elle moins la vérité parce que le porteur sera méprisé? Qu'est-ce qui est éternel? La bouche qui parle ou la parole qui est dite? Néanmoins, si vous voyez les choses ainsi, allez et dites : — C'est moi, Peter Halket, pécheur entre vous tous, qui ai désiré des femmes et de l'or, aimé ma propre personne et haï mon semblable; c'est moi! L'étranger le regarda, posa doucement la main sur sa tête, et lui dit : — Peter Simon Halket, la tâche que je vous donne est plus lourde que toutes celles que vous avez eues à remplir, et dans la sphère étroite où votre volonté gouverne, faites surgir maintenant un royaume. Aimez vos ennemis; faites du bien à ceux qui vous haïssent; marchez toujours en avant, sans distinguer votre main droite de votre main gauche. N'écoutez point ce que les hommes peuvent dire de vous. Secourez les opprimés, délivrez les captifs. Si votre ennemi a faim, donnez-lui à manger; s'il a soif, donnez-lui à boire!

Peter Halket se mit à genoux, et une étrange impression en même temps qu'un grand bonheur le pénétra; c'était comme au temps où il était petit enfant et où sa mère le pressait contre elle; autour de lui il ne vit rien autre chose qu'une lumière douce et claire, et il entendit une voix qui lui disait : — Parce que tu as aimé la pitié, et détesté l'oppression.

Quand il se leva, il vit la figure de l'étranger qui se détournait de lui, et il lui cria : — Mon maître, laissez-moi vous suivre! — Mais la figure resta détonrnée; et comme elle disparaissait dans l'obscurité, elle sembla à Peter Halket devenir de plus en plns large; puis elle disparut sur l'autre côté du kopje, et il lui sembla la voir encore pendant un instant, entourée d'une auréole blanche et pâle..., et soudain elle s'évanouit.

Et Peter Halket se trouva seul, assis sur le kopje!

II

La journée était chaude. Le soleil versait ses rayons sur les arbres épars, sur les buissons rabougris, les hautes herbes et le lit desséché de la rivière. Tout au loin, dans le ciel bleu, et si haut que l'œil pouvait à peine les voir, des vautours volaient vers le Sud, où, à quarante milles de là, des kraals avaient été brûlés et où deux cents squelettes de nègres étaient étendus au soleil.

Sous un groupe isolé de hants arbres, au milieu des herbes et des broussailles courtes, un petit camp avait été dressé sur les berges de la rivière dont le lit se trouvait complètement à sec.

Le détachement avait perdu ses mules, et déjà depuis sept jours il était là occupé à les rechercher. Les trois voitures d'approvisionnements qu'ils convoyaient vers le camp principal avaient été rangées sous les arbres, et dessus l'on avait jeté une toile pour y abriter quelques hommes; de l'autre côté de l'espace découvert et clair qui formait le camp, une autre toile, plus petite, avait été tendue sur deux perches et constituait une tente primitive; enfin, au loin sur la gauche, séparée du reste du camp par quelques buissons rabougris, se trouvait la tente ronde du capitaine, sous un arbre élevé. Devant cette tente se dressait un arbrisseau malingre, dont quelques fortes branches étaient noueuses, et dont les autres, déformées, s'étendaient comme des bras, de l'un et l'autre côté. Devant cet arbre, de long en large, le fusil sur le bras, la tête penchée et les yeux fixés à terre, un homme marchait sous le soleil brûlant.

Trois ou quatre feux flambaient autour du camp, de divers côtés; trois servaient à faire cuire le maïs et le riz qui formaient le régime du soldat, car leur stock de conserves était épuisé; sur le quatrième cuisait, sous la garde d'un indigène, le repas plus appétissant du capitaine.

Presque tous les hommes étaient sortis du camp: les nègres partis à la recherche des mules qui avaient été découvertes à quelques milles de là, sur les collines, et dont on attendait l'arrivée vers le soir; les blancs, le fusil au dos, à la poursuite de quelque gigier qui pût assaisonner leur ration de maïs, ou partis à l'aventure pour reconnaître le pays, quoique toutes les huttes des indigènes eussent été détruites dans un rayon de trente milles, et que l'on ne trouvât pas plus de nègres dans le pays que de cheveux dans la main d'un enfant; les bêtes elles-mêmes semblaient avoir disparu.

Dans la tente formée d'une toile tendue sur deux piquets, trois hommes blancs étaient couchés, dont le travail consistait à garder les marmites et à surveiller le camp. Tous trois étaient des coloniaux anglais, et, couchés à terre sur le ventre, ils passaient leur temps à bavarder à bâtons rompus, ou bien tiraient de leurs pipes quelques bouffées, lentement et soigneusement, car le tabac était rare dans le camp.

A quelques mètres de là, sous des buissons, se trouvait un cavalier immense, dont la nationalité était incertaine, mais il devait venir de l'une des îles anglaises, et avoir voyagé autour du monde. On disait couramment qu'il avait fait trois ans de travaux forcés en Australie pour viol, mais en réalité on ne savait rien de certain sur ses antécédents. Il avait passé la moitié de la nuit à monter la garde, et maintenant il se reposait, couché sur le dos, et les bras ramenés sur la face; un léger mouvement remuait sa mâchoire quand il mâchait sa chique, et lorsqu'il la retournait dans sa bouche ouverte, alors il découvrait deux rangées de chicots jaunes plantés dans des gencives rouges.

Les trois coloniaux anglais ne faisaient nulle attention à lui. Deux d'entre eux, occupés à fumer lentement, étaient de carrure large et puissante, avec quelque chose de nonchalant dans le maintien, ce qui est commun aux coloniaux européens de la troisième génération, qu'ils soient Hollandais ou Anglais; comme eux aussi, surtout ceux qui grandissent dans les grandes villes, ils avaient une grande placidité et une expression de bonne humeur. Le troisième était plus petit, plus élancé et d'une race exceptionnellement nerveuse; son nez était aquilin, sa face jaune, comme taillée à la hache, et son expression tout entière marquait le mécontentement. Tandis que ses camarades fumaient et écoutaient, lui prêchait :

— Maintenant, voilà ce que je dis (il abaissa la main sur le sable rouge), nous sommes ici avec une demi-cuillerée de brandy qui nous a été donnée pour la nuit, tandis que Lui a dix bouteilles de champagne rangées derrière sa tente. Et nous devons vivre sur le maïs que nous portons aux chevaux, tandis que Lui possède du bœuf, du pâté, et vit comme un lord. Cela est acceptable pour les soldats réguliers, parce qu'ils connaissent leur sort et qu'ils ont accepté d'être commandés par des gentlemen; or vous pouvez supporter n'importe quoi, quand vous savez à qui vous avez affaire. Les officiers anglais sont des gentlemen, soit : eh bien, si l'un d'eux était maintenant sous les ordres de Selous (1)...

— Oh! Selous est un *homme!* s'écrièrent les deux autres en enlevant leurs pipes de la bouche.

— Oui, certainement, c'est ce que je dis. Mais ces gens, qui ne seraient bons à faire ni des fermiers, ni des boutiquiers, ni rien autre, et que leurs amis, en Angleterre, ne se soucient par d'avoir avec eux, on les envoie ici pour nous faire pivoter! C'est une honte! Pourquoi, je voudrais bien le savoir, ne suis-je pas aussi bon que n'importe lequel d'entre eux qui viennent ici pour poser au grand seigneur? Leurs amis, eux, gagnent de l'argent, je suppose! Il jeta un regard aigu vers la tente du capitaine. — Si au moins ils nous donnaient comme officiers de véritables Anglais.

— Ah! interrompit le plus gros des camarades qui, en dépit de son énorme taille, portait sur les traits une expression de simplicité et de bonté enfantine, c'est parce que vous n'êtes pas assez grand seigneur, vous savez! Il sera colonel, ou général, avant que nous ayons fini notre temps avec lui. Ici je

(1) Selous, grand explorateur anglais, chasseur de lions.

les appelle tous général ou colonel, c'est plus sûr, voyez-vous ; s'ils ne le sont pas aujourd'hui, ils le seront demain !

Cette dernière phrase fut interprétée comme une plaisanterie, et par le temps écrasant, dans ce pays ennuyeux, tout était bon pour rire ; le troisième camarade se laissa franchement aller au rire, mais le premier conserva son sérieux ; puis bientôt ajouta : — Je ne sais qu'une chose, je leur aurais donné une leçon si, parmi ceux qu'ils ont laissés ici destinés à la mort, s'était trouvé un des miens, alors qu'eux allaient s'amuser au Transvaal. Si ma mère, ou ma sœur avait été tuée ici, j'aurais pris un pistolet, et fait sauter la cervelle du grand Panjandrum (1), et après lui celle des autres, inférieurs en grade. C'est vraiment bien administrer un pays que d'inviter les gens à venir et à vivre ici, puis de prendre tous ceux en état de combattre pour les envoyer au Transvaal à la chasse de l'or, et de nous laisser face à face avec la mort. Je cherche chacun des hommes et des femmes qui furent tués ici, et assassinés par la Chartered Company. Jameson, lui, ne fit que ce qu'on lui avait dit de faire, il n'avait qu'à obéir aux ordres donnés, comme nous. Un autre avait fait le plan, et c'est lui qui fut puni. Pourquoi s'en est-il mêlé ? Qu'est donc cette belle administration dont ils parlent ? Voilà dix ans que je suis dans ce pays, et j'ai toujours travaillé comme un nègre ! Et qu'ai-je amassé, moi ou tout autre homme qui a fait péniblement mais honnêtement de l'agriculture ? Dans ce pays tout le profit va à quelques gros personnages qui vivent au delà de l'Océan, ou à des gommeux qui vivent dans ce pays. Si demain l'Angleterre mettait la main sur la Chartered Company, que trouverait-elle ? tout ce qui a quelque valeur dans le pays, donné à des concessionnaires ! Ils rempliront leurs poches d'or, dût le pays en être vidé. Ce sera comme les chacals déchiquetant la chair sur les os du cheval, puis appelant le lion pour lécher le squelette.

— Oh ! dit l'homme aux manières élégantes, attendez quelque peu, et vous aussi vous aurez votre part ; voilà cinq ans que je suis ici, et j'ai reçu des promesses, quoique je n'aie pas encore reçu autre chose, mais j'espère qu'un jour les promesses seront réalisées, en attendant je ferme la bouche ! Si l'on me demande de signer un papier attestant que M. Machin (il désigna du regard la tente du capitaine) n'a jamais bu, on ne sait pas comment jurer, je le signerai, pourvu qu'après cela il y ait quelque chose à toucher. Si la galette voulait venir sur mon chemin, je pourrais en empocher pas mal.

Les autres se mirent à rire d'une façon lugubre, et le troisième camarade, qui n'avait pas encore dit un mot, roula sur le dos, retira sa pipe de la bouche, et s'exprima ainsi : — Je vous le dis, ceux d'entre nous qui ont acquis un morceau de terrain et qui essayent de travailler honnêtement sont en train de devenir rudement dégoûtés de cette guerre pour rire. Si nous avions eu ici dès le début des hommes tels que les Curries et les Bowker des anciens jours, tout cela ne serait jamais arrivé. Et l'on ne saura jamais pourquoi cette sale guerre continue ou s'arrête, ni pourquoi elle éclate juste au moment où l'on se met à travailler ; c'est une chose rudement commode une guerre que l'on peut arrêter ou reprendre à volonté !

Lentement il roula sur le ventre, puis il conclut sentencieusement : — Il faut se résigner, demain nous combattons encore les Matabélés.

Un rire étouffé secoua le groupe. L'homme qui était couché dans les buissons, les yeux encore clos et les bras sur la figure, daigna lui-même sourire un peu, et découvrit sa rangée de dents jaunes.

Celui aux manières élégantes répliqua :

— Je m'attends toujours à voir venir une pétition signée par tous les chefs nègres, exprimant leur attachement à la Compagnie B. S. A., disant combien ils sont heureux que le Panjandrum les domine, combien ils le trouvent bon pour eux, et manifestant le désir de lui élever une statue d'airain. Il n'y a rien qu'on ne puisse obtenir d'un homme pour de l'argent.

Le troisième camarade se coucha de nouveau sur le dos, et dit lentement en examinant sa main qu'il tenait sur le visage :

— Qu'y a-t-il donc dans la Bible au sujet de la statue dont les cuisses et le ventre sont d'airain, et dont les pieds sont de boue ?

— Je ne connais pas beaucoup la Bible, répondit l'autre. Je vais voir si ma marmite ne bout pas ! Ne craignez-vous pas que les vôtres ne brûlent !

— Non, j'ai prié le garçon du capitaine d'y veiller, mais je crois qu'il ne le fera pas. Est-ce que vous mélangez le riz avec le maïs ?

— Je le fais, car je n'ai pas d'autre marmite ; d'ailleurs les camarades ne s'y opposent pas. C'est une variété de bon goût, voilà tout !

L'homme à la figure alerte marcha lentement dans la direction de l'endroit où brûlait son feu ; en même temps, l'autre se leva, et partit soit pour jeter un coup d'œil à sa marmite, soit pour dormir sous les voitures ; et le gros colonial se trouva seul. Son feu brûlait suffisamment à environ cinquante pas de là, aussi se coucha-t-il à terre les bras étendus sous le front, regardant paresseusement les petites fourmis courir sur le sable rouge, presque sous son nez.

Un profond silence pesait sur le camp. De temps en temps un morceau de bois craquait dans le feu,

(1) Panjandrum, — synonyme de grand chef.

les cigales faisaient entendre leur cri dans les branches d'arbres, et sauf la sentinelle qui, près du petit arbrisseau, allait et venait devant la tente du capitaine, aucune créature ne bougeait ; l'on pouvait entendre jusqu'à la moitié du camp les ronflements du cavalier couché sous les buissons.

(*La fin prochainement.*) OLIVE SCHREINER.

(Traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par Louis CHEVALLIER.)

CHRONIQUE MUSICALE

La Sonate ancienne et moderne. — Ysaye et Pugno.

La saison des grands concerts terminée, il se pourrait bien que celle de la grande musique commençât.

Et d'abord, qu'est-ce que la grande musique?

Le grand Opéra est la plus vaste bâtisse, à Paris, où l'on accorde des violons. Je n'étonnerai personne en disant que l'Opéra est l'endroit de Paris où la musique est le plus généralement médiocre ou tout à fait mauvaise. Avec l'Opéra-Comique et le modeste Théâtre-Lyrique, le progrès s'accuse déjà fort sensible. Cette remarque nous fait tout de suite apercevoir que nous ne devons point confondre la dimension ou le luxe des salles avec la musique qui s'y exécute. Et ce n'est pas s'amuser aux antithèses paradoxales mais dire une vérité certaine, d'affirmer que souvent la musique est d'autant plus grande qu'elle se trouve plus à l'étroit. Son culte serait de ceux qui s'accommodent mieux d'une chapelle de campagne perdue dans le lierre et le chèvrefeuille, que d'une somptueuse et retentissante cathédrale.

La musique est un art qui tient véritablement du prodige car elle manque de la première qualité qui paraît essentielle à toute espèce d'art, et qui est en effet la condition même d'existence de ses autres sœurs : architecture, sculpture et peinture, la « plasticité ». La musique est tout et elle n'est rien. Elle n'a pas d'existence par elle-même, car elle n'a pas de formes, elle n'a pas de lignes, de couleur qui la fasse reconnaître. Elle n'a pas de consistance ni de solidité, elle n'a ni largeur, ni épaisseur, ni profondeur. Elle s'affranchit de toutes les conditions physiques qui régissent la matière et soumettent les corps aux lois de la pesanteur, de la dynamique et de la statique, qui par conséquent les usent, les détériorent et les replongent à la fin dans le grand creuset de la nature pour de nouvelles transformations.

Pourtant la musique est tout, car elle est le souffle qui anime, elle est le rythme qui mesure, elle est triste et elle est gaie, elle charme, elle berce, elle excite, elle apaise, elle sourit, elle console ; elle n'est pas, car elle échappe à nos recherches et se dérobe à l'analyse, et pourtant elle vit, car nous lui faisons une place à notre foyer et nous lui donnons une part dans notre cœur ; car nous l'aimons et nous la comprenons. La musique est une âme et un parfum. Elle est comme le parfum des roses de l'Orient, concentré dans un flacon précieux qu'il faut se garder d'ouvrir de peur qu'il ne s'évapore. La musique est une âme. Socrate le premier l'a définie ainsi. Platon nous raconte, dans son *Phédon*, qu'au moment de mourir, le grand philosophe cherchait des termes de comparaison pour bien exprimer l'idée de l'immortalité de l'âme. Et alors il dit : « L'âme est semblable aux cordes de la lyre; le son qu'elles ont rendu survit à leur destruction. »

Nous disons à notre tour : « La musique est une âme », ou encore, l'archet d'un instrument dont nous sommes les cordes vibrantes et sensibles.

Les rapports de l'homme et de la musique sont directs, ils s'établissent pour ainsi dire en dehors et au-dessus des lois ordinaires par lesquelles l'homme entre en communication avec le monde extérieur ; nos sens n'ont que la plus petite part qui soit possible, à la « connaissance » de cet art ; ils restent presque complètement étrangers à ce que nous appelons la jouissance musicale ; l'oreille ne jouit que du timbre des instruments et des voix ; les combinaisons polyphoniques, symphoniques, elle ne les perçoit qu'au fur et à mesure de leur apparition, aussitôt évanouie que produite, et celles-ci ne donneraient aucun plaisir sans l'aide de la mémoire qui les enregistre, les retient et les enchaîne ; et cet enchaînement c'est l'« idée musicale ». La musique est donc, par excellence, un art intellectuel, idéal, les sens, l'oreille, n'étant que la passerelle légère que traverse le peu de matérialité toujours indispensable à l'ébranlement de notre sensibilité, et jetée d'un bord à l'autre par-dessus les abîmes de notre « moi » spirituel, éternel et divin.

Le véritable temple de la musique ce n'est donc pas l'*Opéra* ou telle autre salle de concert, mais nous-mêmes, et en nous ce qu'il y a de plus délicat, de plus mystérieux et de plus inexpliqué.

« Moins la musique fait de bruit, plus elle touche », a dit un penseur, et cela est vrai si cela signifie que la musique est d'autant plus « musique » qu'elle reste indépendante de tout élément étranger à elle-même, et que, dédaignant les effets accessoires, elle se concentre davantage, se fait plus intime, et se donne à nous dans toute l'ardeur de son bel amour enivrant et chaste.

Cette musique-là, c'est la musique de concert, et mieux encore la musique de « chambre ».

Rien que ce mot n'est-il pas évocateur déjà, des plus douces intimités, de nos affections les plus chères, de nos plus secrètes tendresses? Ce n'est plus le « théâtre » où toute la rue entre en payant; ce n'est même plus le « salon » où l'on reçoit avec apparat et cérémonie, c'est la « chambre », l'appartement réservé pour nous seuls et le petit nombre des amis privilégiés. La « musique de chambre » c'est la musique du cœur.

Mais ce qui différencie la musique des autres arts, et la complique, c'est que tandis que nous jouissons spontanément d'un morceau de peinture ou d'une page de poésie, la musique n'arrive à nous que par l'intermédiaire d'une autre personne chargée de traduire en langage sonore les signes cabalistiques et muets connus des seuls initiés. Entre le compositeur, le créateur et l'auditeur, intervient donc l'artiste musicien comme un véritable écran. Dans la musique d'orchestration l'instrumentiste concourt seulement à l'effet d'ensemble, et sa part se réduit à celle de l'unité dans le total d'un chiffre représenté. Mais dans la musique de chambre, dans une sonate, par exemple et surtout, son rôle est d'une importance considérable, car il ajoute sa personnalité à celle du compositeur. Si cette personnalité est froide et médiocre, l'impression qu'elle nous laissera, après l'avoir entendue, sera comme elle, neutre et médiocre. Au contraire, si l'artiste est supérieur, il fera revivre dans toute sa plénitude, en lui donnant tout son sens et toute sa signification, la pensée du musicien créateur.

C'est ce sentiment de plénitude, de perfection, non seulement dans l'exécution mais dans la compréhension et dans le « rendu » de l'œuvre, que MM. Pugno et Ysaye font éprouver comme jamais, avant eux, on ne l'avait fait. Et voilà les raisons pour lesquelles on peut dire qu'il n'y a pas de plus « grande » musique que celle que l'on entend dans la petite salle Pleyel, lorsque Ysaye et Pugno donnent leur séance annuelle de *Sonate ancienne et moderne*.

Raoul Pugno se trouve dans la force de l'âge, étant né en 1852. L'histoire de sa vie, fait assez curieux, commence avant sa naissance.

Au début de son livre : *Vie et Opinions de Tristram Shandy*, Sterne raconte d'une manière assez leste comment il dut son humeur originale à une singulière distraction de sa mère au moment le plus inopportun. « Dites-moi, mon cher, demanda-t-elle à son mari, n'avez-vous pas oublié de monter la pendule? » — Et toute sa vie, l'enfant manqua de suite dans les idées.

Le père de Raoul Pugno croyait aussi à l'influence qui peut s'exercer sur la nature de l'enfant avant son apparition au monde. Cet homme était possédé de l'extrême désir d'avoir un fils qui fût musicien. Aussi, dès que sa femme fut enceinte, acheta-t-il un mauvais harmonium sur lequel il lui faisait deux heures de musique par jour. L'enfant fut un garçon, et ce garçon c'est Raoul Pugno.

Si son père acheta un mauvais harmonium, c'est qu'il n'était pas assez riche pour en acheter un bon. Il tenait en effet un modeste magasin de musique rue Monsieur-le-Prince, et comme les affaires n'étaient pas brillantes, il demandait un supplément de gain à des leçons qu'il donnait pour la somme de vingt sous. C'est Pugno qui raconte ces modestes origines dont il est plus fier que honteux; aujourd'hui qu'il refuse des leçons à cinquante francs, il s'attendrit à ce souvenir et conserve une profonde affection dans le fond de son cœur pour ce père qui fut son premier éducateur, son premier maître, maître bientôt au-dessous de l'élève, mais qui lui mit peut-être dans le sang ce qui ne s'enseigne pas, l'amour et l'intelligence de la musique.

Raoul Pugno n'aime par la virtuosité pour elle-même. A ce compte-là, dit-il, nous ne serions pas plus qu'un jongleur ou un clown de cirque.

Nous nous trouvions un jour dans la petite salle du Conservatoire, où le maître professe; salle étroite, toute nue, bordée de bancs de bois fixés au mur, rappelant à s'y méprendre une salle d'attente de troisième classe dans une gare de banlieue. C'est là que viennent non seulement les élèves du Conservatoire, mais aussi quelques femmes du monde qui relancent jusque-là Pugno pour obtenir de lui quelques heures de leçon, quelques conseils. Ce jour-là toutes les élèves étaient parties, lorsque s'avança une mère qui venait présenter son fils, un étranger : dix-huit ans, tête intelligente, sympathique. Celui-ci s'assied devant le piano à queue, et pendant un quart d'heure nous étonne par le brio, la sûreté, l'éclat de son jeu.

— Maintenant jouez-moi quelque chose de plus simple, demanda Pugno.

— Voulez-vous une berceuse de Chopin?

— Volontiers.

Et quand le jeune homme fut reparti avec sa mère toute joyeuse du bon accueil et des succès de son fils.

— C'est pour vous, me dit Pugno, que je lui ai fait jouer la « berceuse ». Je craignais d'avoir affaire à un jeune prodige et je ne m'étais pas trompé. Il a exécuté Chopin comme il avait exécuté Rubinstein, en fanfare, ce n'est pas cela. Il fallait laisser à la basse ce mouvement égal et

monotone qui marque la cadence du pied faisant aller le berceau; pendant qu'elle berce en chantant, la mère sonde l'avenir de ce fils qui dort sous sa garde; son amour s'émeut et s'inquiète de cet avenir incertain, son chant est plein de rêve et de mélancolie. Voilà à quoi devait penser ce jeune homme, et s'il y avait pensé, il n'aurait pas ajouté ces fioritures, ces œillades qui ne vont pas à une mère, et qui ont gâté le morceau.

Voilà comment Pugno « comprend » la musique. Et pourtant aucune des plus brillantes qualités du virtuose ne lui manque. Il les attribue au très jeune âge où il a commencé ses études de piano : à trois ans et demi. D'ailleurs ses doigts sont merveilleux de facilité et lui ont demandé relativement peu de travail. Surtout maintenant, le temps lui manque souvent pour les études mécaniques, mais en une heure il se remet au point.

A six ans Pugno jouait à son premier concert, un concert de bienfaisance donné à l'Hôtel de Ville, en 1858. A quatorze ans, il entrait au Conservatoire, n'ayant eu d'autre professeur que son père et une certaine demoiselle Martin. En six mois, il enlevait son premier prix de piano à l'unanimité. Dès cette époque, il eût pu déjà partir en tournée et donner des concerts qui lui eussent rapporté de fort beaux bénéfices. Mais son père et lui-même tenaient à ce que son éducation musicale fût complète et parfaite. Aussi resta-t-il au Conservatoire où il remporta successivement le prix d'harmonie, la première médaille de solfège, le premier prix d'orgue et le second prix de contrepoint et fugue, en 1869.

Il y a trente ans! Et la célébrité de Pugno est toute récente, elle ne remonte qu'à 1893. Comment se fait-il que le public ait mis si longtemps à le découvrir? Pugno est resté vingt ans organiste à Saint-Eugène; c'est ainsi qu'il explique ce retard dans sa fortune. « J'étais classé comme organiste, dit-il, l'on ne pensait pas à moi comme pianiste. » Et le temps qu'il dérobait au professorat, à ses fonctions très absorbantes d'organiste, il l'employait à la composition. Il a fait exécuter en 1879 aux Concerts Populaires un bel oratorio, la *Résurrection de Lazare*, et il a remporté de jolis succès dans la musique plus légère de théâtre : ballets, opéras bouffes. Tout le monde connaît ses délicieuses compositions pour le piano. Lui-même en a exécuté trois dans un Concert-Colonne en 1897 : *Conte fantastique*, *Causerie sous Bois*, *Sérénade à la Lune*, et il a détaillé avec la perfection et le charme que l'on sait, tout ce que ces trois petits morceaux contiennent de grâce délicate, de fantaisie poétique, de sentiment et d'amour de la nature.

Pour passer au premier rang, pour arriver à la célébrité, à la gloire, il ne manquait à Raoul Pugno que cette circonstance heureuse, ce « hasard » qui se produit presque toujours à un moment de la vie des artistes, des vrais talents, qui peuvent attendre, et qui, loin de se décourager dans l'inaction, mûrissent et se développent dans le travail, la solitude et le recueillement.

Ce coup de fortune qui, en un jour, mit hors de pair Pugno et le consacra définitivement, c'est à un de ses amis qu'il le doit, à M. Taffanel. Taffanel était lié d'amitié avec Raoul Pugno. Il lui proposa de le faire jouer au Conservatoire. Jouer au Conservatoire! Pour un artiste, c'est le gros lot à la loterie; et bien peu des jolies « madames » qui, descendant de leur équipage, remplissent, le dimanche, de leurs bavardages mondains le vestibule d'attente du Conservatoire et répandent dans cette petite bonbonnière sonore qu'est la salle des concerts, les parfums de leur poudre de riz, bien peu se doutent ou réfléchissent que, pour arriver jusqu'à elles, il a fallu les efforts et le travail de toute une vie, que les applaudissements de leurs mains gantées en seront le couronnement et la récompense, et que devant elles un homme comme Pugno a eu le « trac ».

Grâce à sa situation de chef d'orchestre de la Société des Concerts, M. Taffanel put obtenir pour son ami cette faveur de jouer au Conservatoire. Pugno joua donc. Le 24 décembre 1893, il joua le *Concerto en* la *mineur* de Grieg, ce fut un succès colossal, un triomphe. A partir de ce jour, Pugno se fait entendre partout, non seulement à Paris et en France, mais à l'étranger, en Europe et en Amérique, et son nom est universellement connu, son talent universellement admiré.

Ce n'est que justice, car jamais réputation artistique ne fut plus pure de tout alliage que celle-là. Jamais aucun homme n'a attendu plus patiemment son heure que celui-là — jusqu'à quarante-deux ans, — jamais aucun homme s'adressant au public, et dont la fortune dépend de l'humeur de celui-ci et de son caprice, n'a moins fait pour conquérir sa faveur par de petits moyens, pour le circonvenir et se l'attacher en le dupant par des ficelles de métier. Et c'est cette absence de tout cabotinage, cette *sincérité* absolue qui donne au talent de Pugno cette haute saveur et cette valeur d'art que, pour notre compte, nous n'avons jamais rencontrées à ce point chez aucun pianiste avant lui.

C'est que précisément Pugno n'est ni un pianiste ni un virtuose, il est avant tout et d'abord un *musicien*. Il comprend, il sent et il aime la musique. Sa virtuosité est sans égale. Il est taillé

en puissance. Ses mains sont larges et fortes, et les attaches du poignet assez grosses. Cependant la légèreté de son jeu est telle, qu'à voir ses mains caresser l'ivoire du clavier, l'on pense à ces mouettes blanches qui effleurent du bout de leur aile la surface de l'eau sans s'y poser. Et lorsque au contraire les doigts appuient sur la touche, l'on ne pourrait pas croire qu'un marteau a frappé sur des cordes, tellement le son rendu est moelleux, les vibrations veloutées et comme arrondies.

Mais les qualités brillantes de son jeu ne valent pas pour elles-mêmes ; ces qualités précieuses ne sont pour Pugno qu'un moyen supérieur d'expression dont il dispose pour faire pénétrer plus loin en nous la phrase musicale, pour traduire plus fidèlement, serrer, pour ainsi dire, le texte de plus près, et nous faire mieux comprendre les intentions secrètes, le sentiment de douleur, de joie ou d'amour, qu'un Beethoven ou un Schumann ont enfermé dans leurs géniales et savantes mélodies.

Telle est la préoccupation de Pugno quand il va s'asseoir devant son piano, et non de se composer un maintien, ni de jeter ses mains en l'air à des hauteurs où elles n'ont rien à faire qu'à « esbaubir » le public et à détourner son attention de l'objet principal pour lequel l'exécutant exécute, à savoir la musique. Cependant Pugno est très beau devant son piano, non parce qu'il cherche à l'être, mais parce qu'il donne une impression de force et de sécurité qui s'impose. Il produit l'effet d'un bon ouvrier devant son outil difficile et rébarbatif, mais dont il connait bien le maniement, qu'il sait dominer, et qu'il est sûr de vaincre, de plier à toutes les exigences de sa volonté. Si, au cours de l'exécution, il essuie son front, ce n'est pas par afféterie, mais parce que véritablement la sueur l'inonde, révélant tout ce que cette facilité apparente réclame d'énergie physique et d'effort concentré.

Ce qui plaît donc encore dans la personne de ce grand artiste, c'est son naturel, sa simplicité. Si quelques artistes cherchent à attirer sur eux l'attention par des démonstrations déplacées, d'autres au contraire exagèrent la correction de la tenue ; ils arrivent, jouent et repartent avec le même cérémonial gourmé qui distinguait l'un de nos anciens présidents de la République, et aux dépens de qui la caricature s'est souvent égayée. Ils ont l'air en bois, et leur jeu est comme leur personne. Pugno n'y met aucune « façon ». Il est, comme on dit vulgairement, « tout à son affaire ». Au bout de quelques instants, il est visible que le génie de la musique a passé en lui, qu'il est entré tout entier en elle comme elle a pénétré en lui, et qu'il s'enivre au charme de sa mélodie comme à celui de son propre talent. Le corps ne demeure pas immobile devant le piano comme s'il restait étranger à sa besogne, mais il suit tout entier le rythme musical, de même que l'homme tout entier se donne à son art. Il n'y a plus pour lui ni estrade, ni public, ni concert. Il joue comme il jouerait dans son salon, comme il jouait à Saint-Eugène, caché par le buffet de son orgue, perdu sous les voûtes de l'église. L'œil brille derrière le lorgnon d'écaille fixé sur le nez volontaire, les mains voltigent sur le clavier où les traits s'égrènent comme les perles d'un collier dont le fil serait rompu, ou bien le chant martelé se dessine sur le fond en grisaille, et sort en relief avec la finesse et la netteté de la taille dans la pierre dure des camées.

C'est évidemment, en partie, de ces qualités de simplicité et de sincérité, qui sont des qualités de cœur, et d' « homme », que cet artiste tire le charme particulier de son talent. Il « fait » de l'art en apôtre, et sa conviction, comme la foi religieuse, opère des miracles. Elle fait voir des aveugles, elle fait entendre des sourds, elle redresse des paralytiques, elle ressuscite des morts. Ces aveugles, ces sourds, ces paralytiques et ces morts, c'est nous tous qui nous croyons très bien portants, fort alertes et exempts d'infirmité, nous tous qui, cependant, voyageons dans la vie de l'intelligence comme dans la vie des sens. Nous sommes habitués aux choses que nous voyons comme à celles que nous entendons ; nous n'y prenons plus garde ; nous croyons les connaître et nous les ignorons parce que nous ne les avons jamais regardées ; nous ne descendons plus en nous-mêmes et nous oublions de nous mettre en harmonie avec les choses et les hommes ; en sorte que nous échappe leur immanente et radieuse beauté, et nous vivons sans idéal, étrangers aux autres comme à nous-mêmes, dans la mort de notre égoïsme et des mesquines platitudes. Le grand art, comme les grands artistes, nous sortent de cette léthargie où s'endorment trop souvent nos âmes molles. Comme les animaux hivernant aux premiers souffles tièdes des renouveaux printaniers, nous nous réveillons à l'appel de la lyre. La lyre c'est l'instrument d'or que le divin Apollon accorde de ses doigts de marbre sur le ciel bleu de l'Hellade ; la lyre c'est l'emblème et le signe, mais nous la retrouvons toute vibrante et débordante encore de son humanité supérieure et profonde sous les doigts d'un Pugno et dans l'archet d'un Ysaye.

Comment le Français Pugno et le Belge Ysaye se sont-ils connus? Nous n'en savons rien et cela n'importe pas. Quoi qu'il en soit, ils se sont ren-

contrés et tout de suite ils se sont compris, estimés à leur valeur, et ils ont fait un pacte d'amitié d'où sont sorties les incomparables séances de *Sonate ancienne et moderne* que depuis quatre printemps l'on peut entendre à la salle Pleyel, trop étroite pour les fervents et fidèles admirateurs des deux maîtres. Les similitudes, les ressemblances qui se remarquent dans leur talent, eussent pu les séparer en éveillant chez eux un détestable sentiment de jalousie si fréquent chez les artistes. Pour notre bonheur il n'en a rien été. Ils se sont unis pour nous faire connaître dans des conditions exceptionnelles tout un genre de musique qui tient une si grande place dans la musique de chambre, et a fourni tant de chefs-d'œuvre : la *Sonate!* Et c'est par la réunion de ces deux hommes, le concours de leurs deux instruments, et l'on peut dire de leurs deux génies, que nous avons chaque année la jouissance d'une des plus exquises et des plus rares sensations d'art qui soit; car leur art à tous deux est infini : infini dans le détail, dans la nuance, dans le modelé, par lequel chacun tire de son instrument le maximum de ce qu'il peut rendre en finesse et en précision; infini dans le fondu des deux sons qui s'unissent, se mêlent, se séparent, se groupent et se prêtent constamment un mutuel appui dans leur course simultanée au but commun; infini dans la conception de l'ensemble et l'exécution générale de l'œuvre.

En sorte que par l'effet et l'enchantement de ces deux artistes, la petite salle Pleyel devient bien pour quelques heures un temple grec empli d'une majestueuse et sereine beauté. Et cette beauté moderne peut-être est plus grande, car elle ne s'arrête pas à la beauté des lignes, à la perfection plastique par la simplicité des moyens et la sobriété du style, mais elle s'anime encore de tout ce que deux mille ans de vie, de joies, d'amour et de souffrances humaines ont ajouté de cordes à la harpe vibrante de notre sensibilité. Cette beauté s'humanise; son royaume n'est plus sur les sommets des hauteurs olympiennes où plus indifférent et plus jeune, peut-être mieux portant et plus équilibré, l'homme souriait à son idéal marmoréen, et reposait dans sa bienheureuse tranquillité, cette beauté descend en nous; elle nous prend dans nos fibres et pénètre jusqu'à l'âme.

Cette vie intense qui circule comme du sang dans l'œuvre des musiciens, Ysaye et Pugno excellent à la rendre, à l'analyser, à la colorer, à lui rendre toute son ampleur et toute sa force si c'est une sonate de Bach, toute sa grâce et son parfum, si c'est une sonate de Mozart, toute sa fièvre avec Schumann, toute sa nervosité avec Lekeu et sa mélancolie avec Grieg. De ces artistes incomparables on peut dire qu'ils créent à nouveau l'œuvre qu'ils font entendre, car sous leurs doigts passe une âme, l'âme d'un Bach, d'un Mozart et d'un Schumann, qui vole encore une fois autour de nous, mélancolique et souriante comme nos souvenirs et nos regrets.

Non ce n'est plus un geste figé dans la pierre qui borne notre idéal artistique à la fin du XIXe siècle, celui-ci s'ouvre à la vie elle-même et pour elle-même, avec ses luttes, ses défaillances, ses énergies, ses victoires et ses défaites, c'est le drame.

Ysaye et Pugno l'ont bien compris, et c'est ce drame qu'ils ont voulu nous donner à leur dernière séance, dans la *Sonate à Kreutzer*. C'est là qu'ils se sont surpassés, dans ces pages frémissantes du Titan de la musique, de Beethoven, homme grand entre les hommes, martyrisé par la vie, et dont l'œuvre immense ne fut que la plainte longue et sublime de son génie solitaire, infiniment tendre et infiniment malheureux.

ÉMILE PIERRET.

LES CONGRÈS DE L'EXPOSITION

Œuvres et Institutions féminines.

Ce n'est pas à l'occasion du récent Congrès qui se tint au *Palais de l'Économie sociale* qu'il convient d'étudier de quels éléments se compose la doctrine *féministe*, car ce ne fut point, à parler exactement, un Congrès *féministe*. Simplement, on y put voir réunies toutes les femmes qui, dans le monde entier, se préoccupent d'autre chose que de plaire, et surtout de charité et d'éducation. Sans doute, certains discours ne permirent pas d'ignorer que celles qui les prononçaient avaient une conception de leur rôle dans la société, différente de la conception qui est reconnue d'ordinaire dans les codes; mais la froideur avec laquelle ces discours furent accueillis et le succès que l'on fit à des orateurs qui légitimaient le *statu quo* juridique, signifièrent que cette assemblée de femmes était, dans sa presque-totalité, plutôt conservatrice que révolutionnaire, aussi bien en morale qu'en économie ou en politique.

Toutes, elles ont constaté autour d'elles l'existence du mal physique et de la misère morale, et, comme elles sont bonnes et compatissantes, elles en souffrent et elles voudraient bien y porter remède. Et elles se consacrent tout entières à cette tâche pieuse, avec sincérité, avec une sorte d'enthousiasme religieux même, et, ce qui est remarquable, avec une intelligence, et une connaissance des nécessités de la vie

moderne, qui font défaut aux sœurs de charité du catholicisme. Celles-ci se consacraient à Dieu, celles-là se sacrifient à l'humanité. Leur rôle social est identique, mais elles prononcent des mots différents. Les unes et les autres, elles sont les fermes soutiens de l'ordre établi. Elles atténuent, par des paroles de douceur, par un don charitable, l'excès des souffrances et des révoltes. A ceux qui souffrent et que le catholicisme ne satisfait plus, on parlera de justice, de paix et de vérité, et ce sera encore de l'espoir.

Dès la première séance du *Congrès des œuvres et institutions féminines*, cette tendance humanitaire se précise. Nous sommes ici dans une assemblée de femmes et l'on va nous entretenir uniquement — ou à peu près — de solidarité sociale, d'assistance par le travail, de crèches, de pédagogie, etc. Or Mme Bogelot, la présidente d'honneur, nous explique que l'émancipation de la femme sera en même temps celle de l'humanité ; alors nous comprenons que le sort de la femme est lié à celui de tous les êtres humains, quel que soit leur sexe, et que son rôle actuel est par conséquent d'organiser, dès aujourd'hui, le bonheur de tous.

Si l'on pouvait y parvenir au moyen de créations charitables, il faut avouer que les femmes du *Congrès des œuvres et institutions féminines*, auraient fait merveille. Si nous suivons avec attention le rapport de Mme *Henri Malet* sur « le rôle de la femme dans les œuvres d'assistance et de prévoyance depuis cinquante ans », nous apprenons que c'est par milliers que l'on peut dénombrer les œuvres de ce genre dues à l'initiative féminine. Tout le monde connaît la *Mutualité maternelle*, la *Pouponnière*, la *Crèche du VIIe arrondissement*, l'*Œuvre du trousseau*, l'*Union internationale des amis de la jeune fille*. Il en existe un bien plus grand nombre conçues dans le même esprit.

Eh bien ! il semble que le nombre n'en est pas encore assez grand. Les crèches, notamment, où sont reçus les nourrissons, ne peuvent pas suffire à toutes les demandes. Aussi les membres du bureau ont-elles songé à faire voter par le Congrès des mesures restrictives. Désormais, on ne recevrait dans les crèches un nourrisson qu'après avoir procédé à une enquête sur la situation matérielle et morale de la mère, enquête qui devrait être favorable à celle-ci.

Et cette mesure paraît toute naturelle à Mme Dussaud, qui en formule le vœu, ainsi qu'à M. Frédéric Passy, qui vient l'appuyer de l'autorité de son nom et de son expérience des choses de la philanthropie. Les crèches sont ouvertes pour les enfants des travailleuses, mais elles ne doivent pas être une prime à la paresse. Il arrive qu'une mère, qui pourrait très bien nourrir son enfant, le met à la crèche pour ne point aliéner sa liberté. Cette femme est-elle intéressante ? Convient-il de se faire les complices de sa paresse ?

Il est certain que si la mère était seule en jeu, il n'y aurait pas de contestation possible. Mais il y a un autre être dont Mme Dussaud néglige de se préoccuper, et que la grande majorité des congressistes aurait oublié, si Mme Kauffmann n'avait protesté avec indignation et si Mlle Bonneviale, la distinguée déléguée au Conseil supérieur du Travail, n'avait point posé le problème en ces termes :

« C'est bien ! s'écrie Mlle Bonneviale ; votre enquête est terminée, et elle a été bien conduite. Or, je suppose qu'elle est défavorable à la mère, que ferez-vous de l'enfant ? le rendrez-vous responsable des erreurs ou des défaillances maternelles ? »

L'Enfant ! Tous les problèmes sociaux sont d'une résolution aisée, lorsqu'on néglige de tenir compte de ce facteur essentiel. S'il ne s'agit que de venir en aide à une ouvrière, que son travail éloigne de longues heures de son foyer, il est certes légitime d'établir une échelle des valeurs pour juger du plus ou moins d'intérêt qu'elle présente par sa moralité ; la charité s'exerce avec choix et au gré de celui qui la fait. Mais lorsque la question de l'enfant intervient, les termes du problème ne sont plus les mêmes. Il ne s'agit plus de charité, mais de justice. L'enfant a droit à la vie, quelle que soit la valeur morale de celle qui l'a enfanté. La société ne pourra le juger que lorsqu'il aura donné ses preuves, et, avant cela, il faut qu'il vive.

On le voit, en se jouant presque, au moment de voter un vœu qui paraissait insignifiant, les congressistes ont posé un problème qui dépasse l'horizon de leur activité sociale. Pour le résoudre, il faudrait mettre en question la légitimité des cadres juridiques et même sociaux de nos sociétés contemporaines. Il faudrait se demander s'il est normal qu'une société subsiste sans assurer l'existence matérielle de ses vieillards et de ses enfants. Il faudrait proposer des réformes qui bouleverseraient la base économique. Elles sont bien peu dans cette assemblée à avoir envisagé cette hypothèse, aussi lorsque Mme Pognon, avec une éloquence qui vaut par la précision des termes et l'assurance, expose son projet d'une *caisse de la maternité*, est-elle accueillie avec une froideur que ne parviennent pas à neutraliser les applaudissements répétés de quelques enthousiastes... Mais, j'y pense, ce n'est point à propos de ce vœu qu'elle exposa son projet ; il fût venu à son moment, mais ce jour-là la présidente arrêta net la discussion, après l'interpellation de Mlle Bonneviale. Ce n'est qu'un des jours suivants, que Mme Pognon put obtenir la parole pendant quelques minutes.

L'ordre du jour portait, ce jour-là, sur la « respon-

sabilité pécuniaire de l'homme vis-à-vis de la femme et de l'enfant, en dehors du mariage ».

Deux thèses se trouvèrent en présence : celle de la commission, qui fut admise; celle de Mme Pognon, qui ne fut pas même étudiée. C'est M. Réville qui donne lecture du rapport, c'est Mlle Jeanne Chauvin qui le soutient juridiquement, c'est une simple modification de l'article 340 du code civil que ces deux orateurs réclament et voici quelle est cette modification :

« La recherche de la paternité demeure interdite en tant que devant aboutir à la reconnaissance de l'enfant naturel avec les effets de filiation et de droits successoraux qui s'y rattachent.

« Une action de recherche de paternité peut être intentée au nom de l'enfant par la mère qui l'a reconnu ou par son tuteur à fin d'entretien alimentaire de l'enfant jusqu'à sa majorité.

« L'entretien alimentaire doit comprendre les frais d'éducation et de préparation à une profession conforme à la condition de la mère ; alors que le père sera marié, la pension alimentaire due par lui à l'enfant naturel, sera payée sur ses biens propres; elle ne pourra pas être poursuivie sur la communauté.

« Les moyens de preuves seront le témoignage, s'il y a commencement de preuves par écrit ou concours de présomption, résultant des faits constants.

« Une seconde action en réparation de préjudice, parallèle à la première, peut être intentée par la mère en son nom personnel, afin d'obtenir des dommages-intérêts fixés par le tribunal suivant les circonstances. Toutefois, l'indemnité accordée à la mère ne pourra jamais être inférieure aux dépenses occasionnées par la naissance de son enfant et aux dépenses faites pour l'entretien de la mère pendant les six premiers mois après la naissance de l'enfant.

« Les actions introduites de mauvaise foi sont punies des peines prévues par l'article 400, paragraphe 2, du Code pénal (prison de 1 an à 5 ans. Amende de 50 francs à 3 000 francs. »

Pas plus que les auteurs du rapport, Mme Pognon ne veut admettre la recherche de la paternité. Les filles-mères auront de la pudeur à poursuivre l'homme qui refuse de reconnaître son enfant. Elles voudront éviter les contestations pénibles, les calomnies indiscrètes. Et puis, quel recours aura la femme du peuple contre son séducteur, lorsque celui-ci sera un ouvrier, dont les salaires ne peuvent être saisis et qui peut changer de ville, en quête de travail? La modification proposée par M. Réville n'intéresse qu'une quantité restreinte de filles-mères, celles qui appartiennent à la petite bourgeoisie et dont le séducteur est un homme aisé. D'autre part, elle ne tient pas compte de la dignité de la mère. Pour toutes ces raisons, Mme Pognon ne voit pas d'autre solution au problème de la maternité, en dehors du mariage, que la création d'*une caisse de la maternité*. Ce serait un acheminement vers la réalisation d'un article de certains programmes socialistes, lequel tend à assurer à tous les enfants l'appui bienfaisant de la société dont ils font partie. Or il semble bien que ce ne serait que justice.

***

J'ai insisté sur cette question des crèches et sur celle de la recherche de la paternité, car c'est à leur sujet que se sont engagées les discussions les plus intéressantes. Tout le reste du temps — cinq longues séances — fut occupé par la lecture des rapports lus d'une voix monotone. Il convient pourtant d'en excepter la séance d'inauguration, qui ne manqua ni de couleur ni de chaleur et fournit à l'observateur de multiples sujets de réflexions.

D'abord, il était curieux de noter une louable unanimité touchant l'union pacifique des peuples. Les guerres sont, comme au temps du poète latin, *matribus detestata*. On fait circuler dans la salle une adresse de remerciements au tsar, qui prit l'initiative de *la conférence de la Paix*. Tous les discours des déléguées étrangères affirment l'internationalisme féministe. Et ce n'est pas un internationalisme de parade, à l'usage des congrès internationaux, mais c'est bien, on le comprend au ton des discours, un sentiment spontané et une opinion réfléchie et qui se traduira dans les faits si les femmes acquièrent, dans les sociétés européennes, le rôle prépondérant auquel leurs capacités intellectuelles et morales leur permettent de prétendre, dans un bref délai.

Cela est ma deuxième observation. Assurément, une agglomération qui offre, ainsi que cette assemblée de femmes, un tel ensemble de qualités d'ordre, de gravité, d'attention, de réflexion, de précision d'esprit, de logique et d'intelligence, ne peut exister dans une société sans participer à sa vie économique et même politique. La femme ne restera point enfermée dans les cadres de la famille. Ils sont devenus trop étroits pour son activité matérielle et intellectuelle. Les nécessités économiques l'en font sortir chaque jour; et voici qu'elle s'adapte à sa nouvelle destination sociale. Dans ce congrès, elle nous montre comment elle entend son rôle de préservation par les institutions charitables, à l'école et à l'atelier. En septembre, lors du prochain Congrès purement *féministe*, nous apprendrons sur quelles bases juridiques il faut que la société repose pour qu'elle y puisse choisir la place qui convient à sa nouvelle destinée.

M. Léopold Mabilleau, directeur du *Musée social*, qui prononça le discours inaugural, aux lieu et place de M. Léon Bourgeois, montra qu'il ne méconnaissait point l'importance de l'action féminine. Il an-

nonça aux congressistes qu'un service annexe allait être organisé au *Musée social* et qu'il s'occuperait spécialement des œuvres féminines.

« Le programme du Congrès, ajouta-t-il, révèle à la fois de la prudence et de la hardiesse. Il ne peut donner lieu qu'à des discussions fécondes. Si la femme montre autant de sagesse et de raison que d'imagination et de tendresse, elle ne tardera pas à triompher de toutes les résistances et à jouer le rôle dont elle est digne. »

Quel est ce rôle ? Il manque de précision dans l'esprit de la plupart des congressistes. Il est très clairement envisagé par certaines *féministes*, mais il n'y a pas unité dans la façon dont chacune d'elles l'envisage. Cela importe peu. L'essentiel est que toutes les femmes forment une agglomération consciente de ses intérêts immédiats, une *classe*, pour employer le terme exact : c'est à ce prix qu'elles vaincront. Les idéaux, qui sont les aspects que prennent, dans la vie présente, les formes de l'avenir, varient et se modifient, à chaque détour du chemin. L'important est que l'on soit nombreux et bien groupé et que l'on sache bien pourquoi l'on marche.

Elles le savent. Le mouvement féministe est une nécessité historique ; il ne s'arrêtera que lorsqu'on aura porté remède aux causes économiques et juridiques, qui l'ont engendré. Le mieux est donc, pour les *hommes*, de rechercher ces causes, de les étudier et de donner satisfaction immédiate aux revendications féminines.

J'exposerai quelles sont ces revendications, après le Congrès de septembre. Pour que mon compte rendu d'aujourd'hui soit consciencieux, il ne me reste plus qu'à donner une énumération des plus intéressants rapports dont il a été donné lecture, chaque matin, dans les différentes sections d'études.

***

Dans la première section, celle *de Philanthropie et d'économie sociale*, cinq questions furent étudiées. La première est relative au rôle de la femme dans les œuvres d'assistance et de prévoyance depuis cinquante ans. Elle nous valut des rapports sur la caisse d'assistance pour la Maternité à Turin (Mme de Jouffroy d'Abbans), l'asile Michelet, la Pouponnière, la Crèche au point de vue hygiénique et médical, l'Œuvre du Trousseau, l'Abri de la fillette, l'Asile maternel protestant, l'asile-ouvroir Jeanne-d'Arc, la Ligue contre la cruauté (Mme Gheliga-Lœwy) l'Œuvre de secours aux indigents souffrant de la vue, l'Union internationale des Amis de la jeune fille, le Home de Bordeaux, la Société protectrice des gouvernantes en Russie, la Femme administrateur des établissements publics d'assistance en France, le Foyer de l'ouvrière, l'Œuvre des Loyers, l'Œuvre des Veuves protestantes, la Société des Fourmis de France, les Rayons de soleil. La deuxième question, relative à *l'assistance par le travail — ses résultats moraux et économiques*, permit à Mme Ferdinand Dreyfus de lire un rapport documenté, à Mme de Stein de nous mettre au courant de ce qui se passe en Russie. Mme Ernest Naville nous parla de la Suisse ; Mme Retzius, de la Suède. *La collaboration de la femme dans la lutte antialcoolique* (3e question) fut étudiée par Mme Legrain, *l'action de la femme sur le rapprochement des classes* (4e question) par Mlle Bugard. *L'étude des œuvres de préservation et de relèvement* forme la 5e question. Mme Kergomard y montra sa compétence.

Dans la deuxième section, consacrée *à la législation et à la morale*, on décida l'abrogation de toutes les mesures d'exception à l'égard de la femme en matière de mœurs, la répression légale des excitations au désordre des mœurs, la responsabilité pécuniaire de l'homme vis-à-vis de la femme et de l'enfant, en dehors du mariage. Mlle Jeanne Chauvin fit connaître la législation qui règle les rapports des parents vis-à-vis de leurs enfants et, après la lecture d'un rapport de Mme Hyacinthe Bélilon, il fut admis que le consentement de la mère, de même que celui du père devrait être obligatoire pour qu'un enfant, n'ayant pas atteint l'âge légal, puisse contracter mariage. On étudia aussi les questions de tutelle et l'on proclama l'égalité de droit du père et de la mère dans la tutelle légale et l'accès des femmes à la tutelle dative et aux conseils de famille.

Dans la troisième section, il fut question d'*éducation individuelle, d'éducation sociale et de pédagogie*. Dans la quatrième, de *la liberté du travail de la femme*, des raisons économiques de l'avilissement du salaire de la femme, des moyens de favoriser le travail de la femme au foyer domestique et des sociétés coopératives de production. On s'occupa aussi des moyens pratiques de développer l'enseignement agricole pour les femmes. Enfin, la cinquième section fut consacrée *aux arts, aux sciences et aux lettres*.

Programme particulièrement chargé, comme on peut le constater, trop chargé même, et qui favorisa les développements superficiels aux dépens des études approfondies, mais qu'il ne faut pas envisager autrement que comme une indication rapide de tous les problèmes que les femmes vont avoir à résoudre, pour évoluer, ainsi qu'elles le souhaitent, dans le chemin qui conduit à la justice sociale et à la bonté.

LÉON PARSONS.

THÉATRES

COMÉDIE-FRANÇAISE : reprise de *Cabotins!*

En vérité, la Comédie-Française nous gâte. Les reprises succèdent aux reprises; c'est une manière de cascade continue; ou, si vous préférez, cela fait songer à ce jeu d'enfants qu'on nomme les *capucins de cartes;* on dresse les cartes en file, on souffle sur la première, qui tombe sur la seconde, laquelle tombe sur la troisième..., et ainsi jusqu'à ce qu'elles jonchent toutes, en bel ordre, le tapis de la table. La campagne actuelle de nos Illustres Comédiens n'est pas sans quelque ressemblance avec cet aimable divertissement. Au moins leur activité est-elle digne de louanges : à supposer toutefois qu'elle soit spontanée, — ce dont nul ne doute, n'est-il pas vrai?

A peine sommes-nous revenus de l'Odéon que nous devons nous remettre en route. Et, comme la lenteur et la paresse étaient parmi nos principaux griefs à l'endroit des sociétaires, il faut leur rendre justice à ce sujet, ce que je fais pour ma part avec infiniment de plaisir. Je sais bien que cette activité, un peu inaccoutumée, bouscule trop leurs habitudes pour ne pas entraîner avec elle certaines conséquences regrettables. Lors de la reprise des *Fossiles*, nous avons constaté que le principal interprète ne savait pas son rôle; dans l'*Ami des Femmes*, des défaillances de mémoire se sont également produites : moins graves, assurément, mais qui ralentissaient le mouvement de certaines scènes (encore la pièce de Dumas était-elle bien jouée dans l'ensemble); enfin, dans *Cabotins*, qu'on vient de reprendre, il a paru que l'interprétation était un peu traînante, et que la mise en scène était d'une gaucherie excessive.

Il ne faut pas s'en étonner. On connaît les fâcheuses surprises que donne tout « déménagement »; de braves et excellents meubles, qu'on était habitué à voir à leur place, et qu'on trouvait encore en parfait état, apparaissent tout d'un coup sous un déplorable aspect, une fois déplacés de leur cadre; l'excellent mobilier est à remplacer tout entier... C'est un peu ce qui est arrivé à la Comédie-Française. A peine a-t-elle passé les ponts que l'on a été frappé par toute la friperie dont elle est encombrée. Les décors auxquels on se résignait (oh! le salon de *l'Ami des Femmes!...*) sont apparus éclatants de laideur et de mauvais goût. La mise en scène a étonné par ses puérilités, ses « passades » sans cause et ses mouvements artificiels. L'interprétation, surtout, nous a réservé de cruelles surprises... Nous soupçonnions sans doute qu'elle n'était pas toujours parfaite. Si la tête de troupe, — de l'ancienne troupe, — est encore remarquable, et supérieure à celle des autres théâtres (où trouverait-on une Jane de Simerose comparable à Mlle Bartet?), les rôles de second plan étaient plus médiocrement tenus que partout ailleurs; et nous nous doutions bien que, même parmi les sociétaires, il en est qui trouveraient difficilement un engagement sur une scène parisienne... Or, ce que *doit*, précisément, nous donner la Comédie-Française, c'est un ensemble d'interprétation sans reproche. On ne peut exiger d'elle des comédiens de génie; on est fondé du moins à réclamer que les petits rôles soient bien joués. Et c'est ce qui n'arrivait plus.

Pourtant, l'on ne se plaignait pas. On se résignait; on croyait, en conscience, manquer d'impartialité. Puis l'excellent Sarcey était là, — rappelons que l'ingrate Comédie a refusé son buste; — il montait la garde devant son cher théâtre, repoussant toutes les critiques, affirmant que tout y était admirable; on ne voulait, ni se faire d'affaires avec lui car il avait la dent dure, ni le fâcher car on l'aimait. Puis, il avait des répliques qui vous fermaient la bouche. Quand on insinuait que tel comédien était par trop médiocre, il jurait par sa barbe qu'un soir d'Août, il avait été supérieur!... C'était peut-être vrai, après tout? Et, comme le métier d' « éreinteur » n'a rien de particulièrement régalant, on se taisait.

Tout de même, c'était Sarcey qui avait tort. Du jour où nos comédiens ont paru sur un autre théâtre, ç'a été un cri spontané de stupeur : « Est-il possible, Seigneur, qu'ils soient aussi mauvais que cela?... » C'était possible, hélas! c'était vrai!... — J'ai vu bien souvent le *Malade imaginaire*, et la distribution n'en a guère changé depuis quelques années; mais je me rappelle mon effarement lorsque je le vis à l'Opéra! Le rôle de Diafoirus, d'un comique si ample et si dru, était rendu d'une façon stupéfiante. Certes un troisième comique de l'Ambigu ou des Folies-Dramatiques eût été meilleur. C'était, à proprement parler, effroyable! Encore, pour l'Opéra, pouvait-on alléguer les dimensions exagérées de la scène. Mais à l'Odéon, l'impression a été la même. Nos comédiens sont, — pas toujours, mais trop souvent, — exécrables.

Ce fut, je le répète, un cri unanime, Et cela est d'autant plus à noter que, lorsque la Comédie dut quitter son théâtre détruit, elle fut soutenue par une sympathie universelle, et... (je ne dirai pas exagérée puisqu'il y eut une déplorable victime) involontairement aveugle. Au lieu de rechercher à qui incombait la responsabilité, et comment une autorité par trop distraite avait négligé la plus ordinaire surveillance, on voulut seulement sauver la Comédie. On la sauva au prix de quelques promesses audacieuses : on étouffa, comme d'ordinaire, les résultats de l'enquête. Encore une fois, il fallait sauver la *Maison*.

Et voici qu'elle nous apparaît aujourd'hui lézardée jusqu'au faîte. L' « Institution des vieux aveugles », comme l'appelait je ne sais qui, n'a plus d'autre force que la force de l'habitude. Elle s'agite, mais à vide. Elle joue, parce qu'il faut jouer, un jour bien, un jour mal, sans qu'on sache pourquoi, et, — bien plus! — sans qu'on semble s'en apercevoir. Pas de direction, ou trop de directions, ce qui revient au même. Les recettes baissent. Et l'on tâche à attirer la foule, à tout prix. Le seul directeur, c'est le caissier. On s'effare parce que tel auteur ne fait pas d'argent. *Le Monde où l'on s'ennuie* donne une belle recette; vite, on remonte *Cabotins*. Car, puisque Pailleron a attiré du monde avec une pièce, il est évident qu'il en attirera avec toutes les autres. Pourquoi pas *Hélène*, alors, ou le *Chevalier Trumeau*. Car Pailleron était poète, ne l'oublions pas!...

Soyons sérieux. Quelle singulière fantaisie a eue la Comédie-Française de reprendre *Cabotins?*... J'entends bien que c'est une pièce « à rôles », et qu'ainsi, elle a des raisons de plaire à ces messieurs. Mais c'est illusion assez forte de se figurer qu'elle retrouvera ses recettes de jadis. Elle eut du succès, il est vrai. Et ce fut un des exemples les plus frappants du désaccord, — tout naturel, d'ailleurs, — qui existe entre le public et la critique. Celle-ci avait dit de *Cabotins* tout le mal qu'ils méritaient; celui-là y courut pendant cent soirées. La pièce faite pour lui, ne pouvait pas ne pas lui plaire; il rit au vaudeville; il écouta le « mélo » d'une oreille distraite et résignée. La pièce n'en valut ni plus ni moins. Elle eut un nombre de représentations considérable pour la Comédie-Française. Mais on se tromperait en croyant qu'elle les retrouvera. Et ce sera précisément son succès de jadis qui l'en empêchera.

Il se passe, en effet un phénomène assez curieux pour les pièces qui ont eu une fortune disproportionnée avec leur mérite. Tant qu'elle dure, le public suit le courant: il y va, il s'y amuse; et il hausse les épaules en songeant que la critique a, une fois de plus, déclaré mauvaise une pièce où il s'est amusé. Malheureusement, le succès même de l'ouvrage contraint le public à y penser (ce doit être terrible, penser à *Cabotins!*...) Il tente, tout naturellement, de se rappeler une pièce qui l'a réjoui. A distance, il oublie d'abord ce qui lui plaisait le moins, car c'est là une admirable faculté du public. Il se souvient du reste, sans doute. Mais, peu à peu, ce reste se compose presque uniquement de certains « effets » d'interprétation... Par exemple, pour *Cabotins!* il revoit M. de Féraudy, d'abord, brûlant les planches (celles de l'Odéon ont paru, l'autre soir, moins faciles à enflammer), il le revoit, surtout dans la scène principale, s'attendrissant lui-même sur sa propre éloquence. Ensuite, il revoit un homme sec et égoïste « entre deux femmes », et se servant de l'une d'elles pour « arriver ». Quoi encore? L'amusante silhouette de M. Leloir, dans Laversée. Est-ce tout? Non, il y a encore Grigneux, celui qui parle toujours, et qui n'a pu faire un chef-d'œuvre parce qu'il a été trompé par sa femme... Et puis du bruit; des gens qui chantent et qui crient, M. Coquelin récitant une chanson inepte, et M. Laugier bourrant sa pipe comme si le sort des empires en dépendait (encore ce souvenir m'est-il peut-être personnel).

Mais ces silhouettes et ces épisodes, vues ainsi de loin, rappellent forcément d'autres épisodes et d'autres types. On reconnaît Pégomas-Roumestan, Paul Astier, on reconnaît le *Député de Bombignac*... Que ne reconnaît-on pas! (Et il est vrai qu'il faut quelque temps pour que ces ressemblances apparaissent; lors de la première, c'est à peine si on les avait signalées; elles sont relevées, cette fois, dans toutes les critiques... Je sais aussi qu'il y a six ans Pailleron vivait...)

Le public trouve que ce qu'il se rappelle, ce n'est pas grand'chose, en fin de compte. Il fait effort, il se souvient, il retrouve le « fil de la pièce ». Et, tout de même, ce fil lui paraît un peu gros; il retrouve, hélas! les puérilités du vaudeville, les niaiseries du mélodrame. Et il est ébranlé. Il avait lu distraitement les réserves ou les critiques faites à la pièce. Certes la presse n'avait pas raison, car enfin il n'y a encore que les pièces où l'on s'amuse; mais elle n'avait pas tout à fait tort. Il faut bien reconnaître que la pièce ne vaut pas grand'chose... — Soyez sûrs que ce public-là n'a, aujourd'hui, aucune envie de revoir la comédie de Pailleron.

Aussi bien, peu nous importe que cette reprise soit ou non fructueuse. Les motifs en sont visibles. La Comédie a voulu profiter du bruit qui s'était fait, — pour la dernière fois, je le crains, — autour du nom de Pailleron. Elle a pensé que ce serait une bonne publicité. C'est affaire à elle. Mais notre affaire, à nous, est de réclamer quand, entre dix pièces nouvelles et vingt-cinq reprises, elle choisit la plus médiocre peut-être, et à coup sûr la plus dénuée d'intérêt.

Il est vrai que, dans une autre pièce, nous n'aurions pas vu M. Laugier en Grigneux. Et c'eût été dommage!...

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

A table, par J. Marni (Ollendorff).

Les petits dialogues, les petites histoires qui composent ce recueil n'ont pas entre eux d'autre rapport que d'avoir pour décor des salles à manger diverses dans des maisons honnêtes ou dans des entresols interlopes, dans des restaurants chics ou des auberges, à Paris ou bien en province, ou bien n'importe où pourvu qu'on mange. Et l'unité de ce volume n'est donc pas moins artificielle que celle de *Fiacres* par exemple. Mais qu'est-ce que cela nous fait?... Il y a dans les œuvres de J. Marni de la rosserie, et dans la rosserie quelque chose de peu inattendu maintenant que le genre nous est connu. Cela est simple : l'auteur affecte d'abord à l'égard de ses personnages une sorte d'indifférence froide d'impartial observateur; puis, insensiblement, il force la note et charge le portrait; enfin il se révèle soudainement moraliste et de quelques mots crus cingle ses fantoches... Cela est excessivement simple. Parfois aussi la rosserie prend la forme d'un naïf cynisme... Il y a encore dans les œuvres de J. Marni toutes sortes de choses que je n'aime pas : des effets obtenus par des procédés trop faciles, du laisser aller, des lieux communs de moralisme boulevardier, etc. Pourtant c'est très bien, c'est presque tout à fait bien. Il y a dans ces petites compositions une vigueur, une sûreté remarquable, dans ce style une allure vive, pressée, un entrain singulier. Pas de recherche vaine, ni d'affectation, ni de mièvrerie, ni de tâtonnements, ni d'incertitudes. Mais les phrases, brèves, expressives, sans bourre et sans remplissage, disent bien ce qu'elles veulent dire, cela seul et cela complètement. Les meilleurs de ces dialogues sont, en dix pages, des comédies tout entières; d'autres écrivains avec chacun d'eux auraient fait un livre, ou bien une pièce. La plupart des auteurs, quand ils ont par hasard une idée, en profitent, en abusent, la tirent, l'allongent, la délayent pour la transformer en un volume à trois francs cinquante. J. Marni fait un égal effort pour ramasser la sienne le plus qu'elle peut. Elle y réussit, et ses raccourcis ont souvent une vraie beauté d'art.

Cœur blessé, par Ernest Daudet (Plon).

Il y a plusieurs choses intéressantes dans ce roman un peu hâtif et qui sans doute eût gagné à être plus condensé, plus serré, plus vigoureusement composé, plus soigné dans le détail. L'intrigue, très simple, et les personnages mêmes en semblent empruntés à la réalité; je ne sais ce qui manque pour que, transportés dans ce livre, on les sente très vivants. Mais c'est une pauvre âme, et très vraie, que ce Berryan, le cœur blessé qu'une grande douleur a meurtri, qui souhaite et qui redoute l'adoucissement de sa souffrance et qui ne sait pas s'il voudrait guérir et qui va guérir tout de même parce que « nulle douleur n'est éternelle » — pour ces âmes-là du moins. Une immense détresse s'est abattue sur lui lorsque la mort lui a pris sa maîtresse. Une circonstance malheureuse est venue jeter une ombre inquiétante sur le souvenir aimé, désormais incapable de le protéger; le trouble où de tels événements l'ont mis, a encore affaibli son caractère et rendu son cœur plus sensible à toute tentation, plus docile à toute influence, plus incertain, plus douloureusement sentimental. A-t-il tout à fait oublié sa pauvre Suzanne lorsque de nouvelles velléités s'éveillent en lui, lorsqu'un obscur désir de recommencer à vivre le rend attentif à d'autres amours? Sa piété se ranime. Est-ce que sa foi le consolera? ou bien la belle Mme du Vigan qui jadis l'aimait et qu'il repoussa? ou bien la touchante Mlle Delmont qui fut comédienne et s'en repentit? Ces deux amours se refusent à lui. La cinquantaine est passée. Il va quelquefois, le soir, aux Ambassadeurs : est-ce là qu'il trouvera l'oubli? Probablement. Pauvre Berryan! Cœur blessé, cœur avili surtout puisqu'il n'a pas su profiter d'une grande douleur pour s'ennoblir...

De l'influence en littérature, par André Gide (Petite collection de l'*Ermitage*).

On a reproché souvent à la jeune génération littéraire, et non sans justesse, une excessive excentricité : des poètes qui sans doute auraient passé inaperçus se sont donné parfois une espèce de notoriété ridicule au moyen de faciles affectations. Il est intéressant de voir cette critique reprise par un des plus intéressants, un des plus réellement originaux, un des mieux doués parmi les jeunes écrivains d'aujourd'hui. André Gide note avec tact, avec esprit ce qu'il y a de chétif, de pauvre et de mesquin dans cet individualisme puéril autant que forcené. La peur des influences ne révèle, remarque-t-il, que de faibles caractères, inquiets pour leur fragile personnalité. C'est que leur personnalité, toute négative, n'est faite que de leurs incompréhensions. Des âmes plus riches, mieux pourvues de puissances diverses ne peuvent que gagner aux influences, puisqu'elles évoqueraient ces forces latentes. Tel « ce prince d'une pièce de Mæterlinck qui vient réveiller des princesses. Combien de sommeillantes princesses nous portons en nous, ignorées, attendant qu'un contact, qu'un accord, qu'un mot les réveille! » Attentives à ces avertissements, les âmes s'épanouiraient dans leur plénitude et développeraient tout ce qu'elles contiennent de germes féconds. Et ainsi se constitueraient des écoles dans la présente anar-

chie littéraire ; à l'hostilité de personnalités susceptibles succéderaient de larges groupements sympathiques. Et cette apparition des écoles est souhaitable. De deux manières. D'abord parce que souvent un seul homme, même grand, ne suffit pas à exprimer toute une idée, « à l'exagérer tout entière » de façon à lui faire rendre tout ce qu'elle contient d'éternel et d'humain. Il faut que s'y emploient avec le grand homme la troupe des subordonnés : c'est ainsi que les idées d'un Descartes deviennent le Cartésianisme. Et puis, observe aussi André Gide (avec ironie, sans doute, mais judicieusement), les subordonnés ont aussi cette utilité d'épuiser l'idée lorsqu'une fois elle a donné tout ce qu'elle renfermait et lorsqu'il est donc grand temps qu'elle disparaisse pour laisser à d'autres la place et meure décidément : « En littérature, croyez bien que ce ne sont pas les *verslibristes*, pas même les plus grands, les Vielé-Griffin, les Verhaeren, qui viendraient à bout du Parnasse, — c'est le Parnasse lui-même qui se supprime, se compromet en ses derniers lamentables représentants. »

Les fleurs de la passion, par Gustave Kahn (Ollendorff).

La comtesse Rita de Fuegos, abandonnée et ruinée par son mari qu'elle avait aimé de tout son être, belle encore, sentimentale et sensuelle, choisit parmi les soupirants qui se pressent autour d'elle André Brel, un savant. Elle l'aime ardemment, avec abandon, avec remords pourtant puisque avant l'étreinte elle ne manque pas de demander pardon au portrait de son mari. Malgré bien des naïvetés et des bizarreries, cette femme vieillissante a pour son jeune amant une passion sincère qui l'ennoblit. Mais lui ne comprend pas l'intensité du sentiment qu'il inspire. Il quitte sa maîtresse après quelques semaines, brutalement, en lui jetant le suprême conseil de se consoler avec le poète Lormeau. Rita dissimule son désespoir et suit l'insolent conseil d'André. Elle trouve en Lormeau l'exquise délicatesse, la touchante adoration qu'elle aurait tant aimée dans André. Il se consacre à elle sans remarquer combien elle s'est tout à coup fanée. Il la soigne comme un tout petit enfant. Mais subitement, à la nouvelle d'une liaison récente d'André, Rita meurt. Lormeau trouve une enveloppe cachetée au nom d'André Brel ; il la lui porte : c'étaient les portraits du mari que Rita envoyait d'outre-tombe à son aimé. Celui-ci hausse les épaules et poursuit un travail commencé... Ce roman, tout de psychologie et de complication sentimentale a le grand mérite de ne pas être traité suivant l'habituelle méthode abstraite des romanciers analystes ; des faits nombreux, vifs, expriment les nuances de sentiment. Les personnages secondaires sont peu remarquables, des rastaquouères quelconques qui lassent. Mais Rita séduit, amuse, émeut. Quelques descriptions sont merveilleuses ; la danse des Espagnoles, entre autres, est d'un grand artiste.

Les vendanges de Vénus, par Ernest Gaubert (Éditions de *la Plume*).

Ces poèmes ont d'abord le défaut d'être un peu monotones vraiment dans leur lyrique célébration de l'amour charnel. D'un bout à l'autre du recueil il n'est pas question d'autre chose que de... cela. C'est une sorte de paraphrase de cet hymne à Vénus qu'on lit dans Lucrèce : « *Æneadum genetrix*, etc. » Paraphrase trop continue, trop acharnée, et fatigante enfin. Mais les vers sont parfois assez beaux, d'une facture simple et d'une bonne sonorité :

> Tu te relèveras reine des soirs d'oubli,
> Écoutant les soupirs des enfants dans les villes...

Le style est malheureusement négligé. Il faut réagir contre cette tendance qu'ont souvent les poètes de négliger la pure correction de la forme pourvu que le courant du vers emporte cela dans une suffisante harmonie. Mais je louerai M. Gaubert, qui écrit en alexandrins, d'omettre délibérément quelques règles ridicules, celle de l'alternance des rimes, la distinction des rimes masculines et des féminines, des singuliers et des pluriels, tout le vieux formalisme en désuétude. Peut-être aurait-il encore mieux valu adopter carrément la forme du vers libre...

André Beaunier.

Memento. — Chez Plon, *Mémoires du baron de Bonnefoux*, capitaine de vaisseau, 1782-1855, publiés avec une préface et des notes par Émile Jobbé-Duval, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris, — très intéressant ouvrage où l'on trouvera particulièrement de précieux souvenirs personnels sur le séjour de Napoléon à Rochefort en 1815. — Chez Cornély, *le Cléricalisme à l'École, la loi Falloux*, par A. Huc, directeur de « la Dépêche » (Toulouse), — utile étude dont on peut bien ne pas adopter les conclusions mais qui renseigne au moins avec justesse et clarté sur les détails de la question. — Dans la « bibliothèque artistique et littéraire » de la Société anonyme *la Plume*, *le Mannequin*, par Léon Riotor, illustrations de Frédéric Front, préface d'Octave Uzanne, assez amusante contribution à l'histoire des modes féminines. — Chez Chevalier-Marescq, *la Coutume de Paris*, par V.-A. Poulenc, avocat à la cour d'appel, étude sérieuse et bien documentée.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Angleterre. — A propos des événements qui fixent aujourd'hui l'attention de l'Europe, la revue *The Nineteenth Century* publie dans son numéro de juillet un article intitulé : *Our vacillation in China and its consequences, — Nos incertitudes en Chine et leurs conséquences.*

Cet article est signé : Henry Norman.

« L'Angleterre était, il y a cinquante ans, la puissance prépondérante en Chine, écrit Mr Henry Norman. La supériorité de son commerce, le nombre de ses nationaux établis dans le Céleste Empire, sa connaissance des choses de l'Orient, l'autorité de ses fonctionnaires, son incontestable suprématie sur mer enfin lui avaient valu la première place dans la concurrence internationale. La façon dont on envisage les récents événements dans les hautes régions gouvernementales dit assez à quel point l'Angleterre s'est affranchie des responsabilités qu'elle avait assumées, comment elle a failli à la tâche qui lui incombait. C'est sur l'Angleterre d'abord que relombent l'humiliation, la ruine et toutes les horreurs possibles. C'en est fait à jamais de sa prépondérance — et ce, sans qu'il lui reste la moindre possibilité d'y remédier. Qu'elle ait à en souffrir dans son commerce, la chose n'est plus douteuse à l'heure qu'il est. Nos hommes d'État ont lamentablement et comme à l'envi manqué de l'énergie nécessaire à l'accomplissement de leur devoir — et comme les questions les plus importantes ont été soulevées, sous le présent ministère Salisbury, c'est le cabinet aujourd'hui au pouvoir qui a contribué le plus, au moins en ne le lui épargnant pas, au préjudice causé à la nation... »

D'après Mr Henry Norman, plusieurs occasions se sont offertes, depuis l'entrée aux affaires de lord Salisbury, d'assurer l'intégrité de l'Empire chinois et de reculer indéfiniment, sinon pour toujours, le danger d'un conflit né de la nécessité d'un partage. « La chose, estime-t-il, eût été plus facile à l'Angleterre qu'à nulle autre puissance, pour cette simple raison que le monde entier comprend que nous sommes un peuple libre-échangiste et que l'objectif de notre politique est de tenir les marchés ouverts à toutes les nations. » Et Mr Henry Norman explique tout au long comment les hommes d'État de son pays purent prouver tant de criminelle incapacité.

De sa conclusion, je détache le passage suivant : « La Chine ne peut être gouvernée que par les Chinois. L'impératrice doit être déposée et déportée, tandis que l'empereur sera replacé sur le trône. Celui-ci sera assisté d'un ministère chinois placé lui-même sous le contrôle d'un Conseil composé des représentants des puissances. Il serait probablement très sage de faire de Nanking la capitale de l'empire, mais la Russie s'y opposera de toutes ses forces. — La Chine doit être ouverte au commerce étranger. — Ces *desiderata* ne seront réalisables qu'avec l'appui des troupes étrangères prêtes à défendre les étrangers établis en Chine. D'ici là, chaque puissance doit se charger de maintenir l'ordre dans la sphère de son influence respective. — Chaque puissance doit s'engager à n'outrepasser en rien les droits à elle reconnus par l'entente internationale, à ne réunir que les forces strictement nécessaires au maintien de l'ordre là où ses intérêts sont en jeu, à n'y créer aucune voie ferrée de quelque importance. »

Belgique. — La *Revue générale* donne dans son numéro de juillet quelques pages que les amateurs de statistique liront avec intérêt et que les curieux de la question sociale en Belgique pourront consulter avec quelque profit. C'est une étude, un peu sommaire, de M. de Ghélin sur la situation industrielle du pays, d'après les résultats d'ailleurs point encore complètement classés, du recensement de 1896.

« Jusqu'à ces derniers temps, écrit M. de Ghélin, il nous manquait en Belgique un relevé exact de l'industrie. Le recensement de 1846 était bon, mais il vieillit rapidement. L'opération fut renouvelée en 1866. Les résultats parurent si peu satisfaisants qu'on jugea préférable de ne pas les publier. En 1880, un recensement industriel eut lieu concurremment avec le relevé de la population et de l'agriculture. Seulement, ce travail ne porta que sur certaines industries et ne couvrit pas la moitié de la population ouvrière. Les résultats furent publiés en 1887. Lorsque fut créé l'Office du Travail, un nouveau recensement fut ordonné pour octobre 1896. »

« Le recensement, poursuit M. de Ghélin, signale 1 101 259 personnes (836 475 hommes et 204 784 femmes) occupées au 31 octobre 1896 dans les entreprises privées... Dans ce chiffre, on comprend comme patrons ou chargés de direction, d'administration, de surveillance, 278 283 personnes dont 71 745 femmes. Il reste pour la population ouvrière dans son ensemble 822 976 personnes, dont 629 937 hommes et 193 039 femmes. Si vous ajoutez à ce chiffre environ 76 438 travailleurs non considérés dans la présente étude, — il s'agit ici notamment des employés des chemins de fer de l'État — vous obtiendrez un total général maximum de 899 414 ouvriers industriels en Belgique. »

Remarquons que les industries textiles, les industries du vêtement et les industries des métaux sont celles qui occupent en Belgique le plus grand nombre de bras.

« Ce qui caractérise essentiellement le développement industriel du pays pendant ce demi-siècle, dit M. Armand Julin, chef de la statistique du travail au ministère de l'Industrie, c'est l'accroissement de la force motrice employée. Même en faisant abstraction des 195 100 chevaux-vapeur de l'industrie des transports, le nombre de chevaux-vapeur s'est élevé de 40 000 à 430 000, c'est-à-dire qu'il a plus que décuplé. »

Et M. de Ghélin calcule que « ces 430 000 chevaux-vapeur représentent toute l'énergie qu'aurait pu développer la population du royaume de 1846 (lors du premier recensement), en la supposant tout entière adulte et valide et jour et nuit occupée à produire ».

Dans le même fascicule de la *Revue générale*, de jolies choses de M. Henry Bordeaux sur *Une amie de Chateaubriand*.

Nous n'en sommes plus à compter celles que les gourmets de fine indiscrétion découvrirent à ce mystérieux René. On risque toujours de s'embrouiller en parlant des « pâles » amoureuses de ce merveilleux égoïste. Il s'agit ici de la duchesse de Duras, à laquelle M. Bardoux a consacré un livre tout parfumé de délicate sentimentalité.

Ces délicatesses, j'allais dire ces mièvreries, on les retrouve, comme il convient, dans l'article de M. Henry Bordeaux. « Mme de Duras, écrit-il, lui pardonnait toutes choses, excepté Mme Récamier. Car l'amitié a ses jalousies comme l'amour. Elle se donnait tant de peines, et si hardiment, pour son ami : fallait-il qu'il portât à l'Abbaye-au-Bois les mêmes confidences, et que son vieux cœur exalté ne se contentât pas encore de cette belle amitié !... Elle sent que son pauvre bonheur est menacé ; la joie meurt d'elle-même dans son cœur plein de tristesse... Vers le soir de sa vie, oubliée de Chateaubriand qui portait aux pieds de Mme Récamier son dernier encens, elle tourna décidément vers Dieu les aspirations de son cœur... »

C'était évidemment ce qu'elle avait de mieux à faire... Aussi bien, n'est-il pas des cœurs si douloureusement complexes que le mal de vivre les absout de toutes les duretés ?

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39591. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

Des coupons ont été détachés sur plusieurs fonds d'États et sur un certain nombre de valeurs le 5 courant.

Notamment : 1 p. 100 sur l'Extérieure pour trois mois ; 2 p. 100 sur l'Italien pour six mois ; 75 centimes sur le russe 3 p. 100 1891 pour trois mois ; 1/2 p. 100 sur le Portugais pour six mois ; 2 p. 100 sur le 4 p. 100 Argentine 1896 pour six mois ; 2 p. 100 sur les Roumains 4 p. 100 1890 et 1894 pour six mois ; 1 p. 100 sur les 4 p. 100 Russes de diverses séries pour trois mois ; des coupons semestriels sur des fonds Argentins, Belges, Funding brésilien, Chinois 4 p. 100 1895, Danois, Hongrois, Norvégiens, Suisses.

Ont été détachés des coupons sur les valeurs suivantes entre beaucoup d'autres :

Banque de Paris et des Pays-Bas	35 fr. »
Crédit Foncier de France	10 fr. »
Banque française de l'Afrique du Sud	4 fr. »
Banque Internationale	22 fr. 50
Chemins de fer du Midi	25 fr. »
Chemins de fer du Nord	54 fr. »
Chemins de fer de l'Ouest algérien	12 fr. 50
Eaux	54 fr. »
Omnibus de Paris	40 fr. »
Sels gemmes	25 fr. »
Suez	68 fr. 98
Banque Ottomane	12 fr. 50
Crédit Foncier d'Autriche	40 fr. »
Chemins Autrichiens	16 fr. »
Chemins Méridionaux	20 lires 50
Chemins Saragosse	9 pesetas
Wagons-lits	25 fr. »

Le montant de ces coupons est donné ici brut Il en faut déduire pour les valeurs françaises la fraction représentant l'impôt.

Le 5 encore ont été détachés des coupons semestriels sur de nombreuses catégories d'obligations des chemins de fer français et étrangers.

Le 2 avaient été détachés à la cote les coupons d'intérêt ou de dividende sur un très grand nombre d'actions et d'obligations sur lesquelles il ne se fait de transactions qu'au comptant, ainsi que sur la rente 3 p. 100 amortissable qui se négocie à terme comme au comptant.



Le jour même où les prix figurant à la cote des valeurs à terme étaient allégés du montant des coupons, a été celui de la plus forte réaction sur notre marché.

Jeudi dernier en effet, la rente française 3 p. 100 est tombée à 99,47 le 3 1/2 à 101,77, l'Amortissable à 98,12

Les nouvelles de Chine étaient très sombres. On avait annoncé le massacre de tous les Européens à Pékin. De plus une panique s'était déclarée à Berlin sur les valeurs industrielles. A Londres, les tendances étaient très pessimistes, les Consolidés en forte réaction



Le marché s'est ensuite ressaisi, les porteurs de titres ne se sont pas laissé effrayer autant qu'on aurait pu le supposer, les spéculateurs ont recouvré leur sang-froid et les grandes maisons qui ont charge des principales valeurs en cours de classement sur la place ont commencé à réagir contre le mouvement de baisse.

L'amélioration a été dessinée d'abord sur nos fonds publics. Le 3 p. 100 a été relevé à 99,97, le 3 1/2 à 102,30, l'Amortissable à 98,95



Sur les principales valeurs du parquet, la reprise a été assez forte pour provoquer déjà dès mardi de nouvelles réalisations.

La Banque de Paris s'est relevée de 1 035 à 1 055, le Comptoir national d'Escompte de 590 à 598, le Crédit Lyonnais de 1 020 à 1 046.

Même relèvement sur les chemins de fer : Est, de 1 070 à 1 100 ; Lyon, de 1 780 à 1 829 ; Nord, de 2 270 à 2 325 ; Orléans, de 1 685 à 1 740 ; Ouest, de 1 055 à 1 082 ; et sur les valeurs de Tramways : Thomson Houston, de 1 300 à 1 350 ; Traction, de 221 à 231 ; Est Parisien, de 540 à 552 ; Compagnie générale française, de 920 à 970 ; Tramways Sud, de 352 à 382 ; Omnium Lyonnais, de 89 à 93.

Le Métropolitain est resté faible à 427, de même les Omnibus à 1 935, les Voitures à 410.

Le Suez a repris de 3 430 à 3 474, le Rio Tinto de 1 296 à 1 314, la Sosnowice, de 2 295 à 2 345. Les Sels gemmes ont remonté de 742 à 786.

L'Oural Volga, et l'Aguilas ont repris également de 165 à 174 et de 381 à 392, la Banque Ottomane de 524 à 537, les Tabacs Ottomans de 311 à 317.



Quelques fonds étrangers ont eu leur part dans cette amélioration générale.

L'Extérieure a été portée de 70,67 à 71,90, l'Italien de 91,20 à 92,20.

Les fonds brésiliens, russes, ottomans sont restés à peu près sans changement.



Les affaires ont été très peu animées sur le marché en banque. La nuance a été aussi de ce côté un peu meilleure.

La Rand Mines a passé de 1 001 à 1 013. Il y a deux ou trois francs de reprise à noter sur la Goldfields, l'East Rand, la De Beers, la Village, le Cape Copper, la Mossamedes. Les usines Kertch ont repris de 610 à 633.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Voyage d'Excursion aux Plages de Bretagne

Du 1er Mai au 31 Octobre, il est délivré des billets de voyage d'excursion aux plages de Bretagne, à prix réduits et comportant le parcours ci-après :

Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Savenay, Questembert, Ploërmel, Vannes, Auray, Pontivy, Quiberon, Le Palais (Belle-Isle-en-Mer), **Lorient, Quimperlé, Rosporden, Concarneau, Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Châteaulin.**

ALLER ET RETOUR. — Prix des billets : 1re classe, 45 francs ; 2e classe, 36 francs. — Durée de validité : 30 jours.

Ces billets comportent la faculté d'arrêt à tous les points du parcours, tant à l'aller qu'au retour. Le voyage peut être commencé à l'un quelconque des points du parcours.

Les voyageurs peuvent s'arrêter aux gares intermédiaires situées entre les points indiqués à l'itinéraire, à la condition de déposer, pendant le temps de leur séjour, leurs billets à la gare à laquelle ils s'arrêtent.

Les voyageurs peuvent suivre, à leur gré, l'itinéraire dans le sens inverse de celui indiqué ci-dessus ; ils peuvent également ne pas effectuer tous les parcours détaillés dans cet itinéraire, et se rendre directement sur les seuls points où ils désirent passer ou séjourner, en suivant, toutefois, le sens général de l'itinéraire qu'ils ont choisi et en abandonnant leurs droits aux parcours non effectués. Ils peuvent de même revenir directement à leur point de départ en suivant au retour l'itinéraire parcouru à l'aller.

La durée de validité des Billets de **Voyage d'excursion** peut être prolongée de 10 jours, moyennant le paiement d'un supplément égal à 10 p. 100 des prix ci-dessus. Cette prolongation pourra être accordée trois fois au plus ; le supplément à payer pour chaque prolongation de 10 jours sera de 10 p. 100 du prix primitif. La demande de prolongation devra être faite et le supplément payé avant l'expiration de la durée de validité, en tenant compte, s'il y a lieu, de la prolongation déjà payée.

Il est délivré de toute station du réseau d'Orléans pour Savenay ou tout autre point situé sur l'itinéraire du Voyage d'excursion aux plages de Bretagne et inversement de Savenay, ou de tout autre point situé sur ledit itinéraire à toute station dudit réseau, des billets spéciaux de 1re et de 2e classe, comportant une réduction de 40 p. 100 sur le prix ordinaire des places, sous condition d'un parcours minimum de 50 kilomètres par billet.

Ces billets sont délivrés distinctement, le premier pour aller rejoindre l'itinéraire du Voyage d'excursion aux plages de Bretagne, le second pour quitter cet itinéraire lorsque le voyageur l'a terminé ou veut l'abandonner.

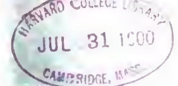


Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 39181.

N° 3. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 21 Juillet 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE



PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 3

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE	Six mois.	Un an.	AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie G. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 3. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 21 JUILLET 1900.

LE JAPON D'AUJOURD'HUI

Je viens de passer deux mois au Japon et j'en emporte des impressions bien diverses. Au point de vue pittoresque, j'ai trouvé le Japon que je rêvais, sa nature toujours verte, jolie, bizarrement tourmentée, l'architecture de ses beaux temples se mariant si bien avec leur décor naturel. Et beaucoup de Japonaises m'ont semblé répondre, en effet, à ce joli signalement que M. Henry Norman donne d'elles dans son livre intitulé *The real Japan* et que je vais m'efforcer de traduire le moins lourdement possible. « Si vous pouviez prendre l'éclat des yeux d'une sœur de charité exerçant son doux ministère, le sourire d'une jeune fille cherchant des yeux son fiancé par delà les mers, et le cœur d'une enfant que sa mère n'aurait point gâtée, et si vous pouviez matérialiser ces choses dans un petit corps charmant et sain, couronné d'une épaisse chevelure noire comme le jais et revêtu de soie éclatante et bruissante, vous auriez le type de la Japonaise. » Et quand j'ai vu à Tokio, dans le quartier du Hioshiwara, les brillantes expositions de mousmés, vêtues de kimonos somptueux alignées au fond de leurs cages resplendissantes de lumière la solution japonaise du « social civil » m'a semblé élégante et souriante. La beauté de la nature, la richesse des temples et les trésors artistiques qu'ils renferment, le sourire ingénu des femmes, la vie japonaise dans ce qu'elle a de particulier et de si différent de la nôtre, tout cela séduit, enchante le touriste qui passe.

Mais quand, au lieu de s'arrêter à la surface des choses, il tâche d'y pénétrer, et qu'il étudie la vie sociale et l'état d'esprit du peuple japonais, son beau rêve se dissipe et il se trouve en face d'une réalité décevante. J'avoue que, pour ma part, le Japon m'a fait éprouver une vive déception.

Étant donnée la prodigieuse rapidité avec laquelle ce pays a passé, en trente années, du système féodal le plus arriéré au régime parlementaire d'une royauté constitutionnelle, je m'attendais à trouver le Japon tout entier gagné aux idées modernes, acceptant l'influence européenne et faisant bon accueil à ses représentants ; et j'étais d'autant plus porté à croire ces choses que tout récemment, grâce à la revision des traités conclus avec les puissances européennes, le Japon venait d'entrer définitivement dans le concert des nations civilisées. Je croyais trouver un peuple heureux, après avoir été courbé pendant des siècles sous l'autorité d'un despote et d'une aristocratie guerrière, de jouir enfin des bienfaits d'une liberté relative et d'une civilisation plus avancée. Je m'étais laissé dire aussi que le peuple japonais avait secoué le joug des religions païennes pour embrasser une religion plus conforme aux exigences de la pensée moderne, ou même pour s'affranchir entièrement de toute croyance confessionnelle. Je croyais enfin — et là je suis heureux de m'être trompé — trouver au Japon une industrie et un commerce florissants, destinés à venir, avant peu, faire une concurrence sérieuse aux marchés européens. Je devais en rabattre et de beaucoup.

On a dit que le Japon était une traduction mal faite. Cela est vrai des choses qui ont été traduites, c'est-à-dire calquées sur la civilisation européenne,

comme la constitution politique du pays, les rouages administratifs, les chemins de fer, etc., mais si des sphères gouvernementales et administratives on descend jusqu'au peuple, on s'aperçoit bien vite qu'il n'y a plus traduction et qu'on se trouve en face du texte original : les progrès réalisés par les Japonais depuis la Révolution de 1869 sont beaucoup plus superficiels que profonds; s'ils ont changé la façade, l'intérieur de l'édifice est resté le même et le peuple japonais n'est pas plus modernisé aujourd'hui qu'il y a trente ans ou même trois cents ans, si ce n'est davantage encore.

Si, par exemple, on étudie les conditions de la famille au Japon, on constate que les anciennes coutumes sont toujours en honneur, le père conservant une autorité arbitraire, la mère étant reléguée dans un rang inférieur. Le code actuel n'admet point la polygamie, mais pratiquement la coutume autorise encore le mari à introduire des mékaké (1) dans sa maison.

La considération attachée à la profession des *djouros* montre bien quel abîme sépare encore la civilisation japonaise de la nôtre. J'ai assisté un jour à une fête religieuse qui se donnait à Yokohama; elle avait lieu dans la grande rue du Hioshiwara; comme élément religieux je n'ai vu que deux petites chapelles improvisées devant lesquelles des prêtres officiaient; au milieu de la rue quelques boutiques foraines et de part et d'autre de la rue la foule circulait devant les cages (2) des djouros au visage poudré et aux lèvres carminées, qui fumaient leurs petites pipes, se chauffaient les mains au-dessus de petits réchauds ou rougissaient leurs coiffures. Le nom et la profession des djouros n'implique, aux yeux des Japonais, aucune idée déshonorante; en bons shintoïstes (3) ils seraient plutôt portés à considérer l'exercice de leur métier comme un sacerdoce. Ceci m'est apparu clairement un jour à Kioto, où j'ai pu, grâce à la complaisance du maire de la ville, assister à la cérémonie de rentrée des cours d'une des plus importantes écoles de musique et de danse du Japon, l'école dite de la danse des cerisiers. La séance était présidée par un haut fonctionnaire assisté de plusieurs notabilités; on m'avait réservé un fauteuil au « bureau », car il y avait des fauteuils, c'était d'ailleurs l'unique concession faite au modernisme. Les maikos (danseuses) et les gueichas (musiciennes) sont venues par théories de cinquante à la fois, en robes multicolores ornées d'obis (ceintures bouffantes) éclatants, s'asseoir sur les nattes du plancher, face au bureau; et là elles écoutaient le discours que leur adressait l'un des présidents; j'ai su que ces discours roulaient sur les devoirs que les jeunes mousmés avaient à remplir comme artistes et plus tard comme épouses. Cinq ou six cents gueichas ont ainsi défilé devant nous. Après les discours un concert fut donné, suivi des danses, pendant lesquelles on servit au bureau une collation composée de soupe au poisson, de poisson cru et de gâteaux, le tout arrosé de saké (1) chaud. Et ensuite le clou de la cérémonie a été l'entrée solennelle des djouros. Elles sont entrées une par une, vêtues de kimonos de soie aux couleurs éclatantes, s'avançant lentement, la tête chargée de diadèmes fantastiques aux multiples épingles, portant haut devant elles l'obi bouffant et magnifique. Quand elles furent toutes réunies, le président leur adressa une allocution, puis, une par une, les djouros se levèrent et se retirèrent, majestueuses comme des reines. A la sortie, le peuple formait la haie sur leur passage et elles s'avançaient à pas comptés, la taille rehaussée par les ghétas (2), fières de l'admiration qu'elles provoquaient; une servante soutenait la traîne de leur robe et un serviteur les abritait sous une grande ombrelle en papier ornée de dessins. Et comme en sortant de là je visitais une filature, je me suis demandé si le jeune ingénieur vêtu à l'européenne et qui m'expliquait en anglais le fonctionnement de ses machines, était de la même race et du même temps que les Japonais qui mangeaient du poisson cru avec des baguettes et semblaient reconnaître à une réception de gueichas le caractère d'une cérémonie religieuse; ce mélange apparent de deux civilisations extrêmement différentes est une des choses les plus curieuses que l'on puisse voir; je dis apparent, car, au fond, il n'y a pas mélange; seule la civilisation japonaise subsiste et l'influence occidentale est toute superficielle. Ce même ingénieur en jaquette, faux-col et bottines à boutons qui me faisait les honneurs de sa fabrique, je l'ai revu chez lui dans la soirée et il était habillé à la japonaise et nous avons mangé à la japonaise avec des baguettes, accroupis sur les tatamis (3), et, conformément à la coutume, sa femme n'assistait pas au dîner; elle n'a paru qu'un instant pour permettre à son mari de me présenter à elle. Ce Japonais qui a

(1) Concubines.
(2) Ces cages sont des salons surélevés à un mètre du sol, et qui ne sont séparés de la rue que par des barreaux de bois ou de fer dorés.
(3) La religion shintoïste, la plus ancienne du Japon, n'admet pas le péché originel.

(1) Eau-de-vie de riz.
(2) Chaussure composée d'une semelle de bois supportée par deux plaques de bois transversales, le tout affectant la forme d'un petit escabeau.
(3) Nattes qui couvrent le plancher des maisons japonaises.

vécu en Europe pendant plusieurs années a donc repris, quand il est rentré chez lui, les habitudes traditionnelles de son pays. De même, les professeurs de l'Université de Tokio qui vont faire leur cours en costume européen, parce que le règlement ou la mode l'exige, je les ai vus chez eux vêtus de kimonos et les pieds à l'aise dans leurs chaussons japonais.

Il semble donc qu'on se soit trop hâté de vouloir appliquer au peuple japonais une civilisation nouvelle; il est impossible d'obtenir ainsi du jour au lendemain une modification aussi radicale du caractère et des habitudes d'un peuple. Et non seulement les Japonais n'ont pas adopté avec nos institutions, nos coutumes et nos mœurs, mais encore actuellement ils sont absolument hostiles à tout ce qui est européen. A la suite de la guerre avec la Chine, leur sentiment national a été surexcité et leur haine de l'étranger exacerbée par l'intervention des puissances dans la conclusion du traité de paix avec la Chine, intervention qui les obligea à renoncer à toutes leurs conquêtes, à Port-Arthur dont la Russie s'est emparée, à Weï-Haï-Weï qui échut aux Anglais. Aussi au lendemain de la guerre la situation fut-elle intolérable pour les étrangers, ils ne pouvaient sortir de leurs maisons sans s'exposer à des insultes et souvent même à des voies de fait. Aujourd'hui les voies de fait sont moins fréquentes; cependant il s'en commet encore; la semaine dernière à Kobé, un rassemblement s'étant produit devant une maison qui brûlait, un Anglais qui passait en pousse-pousse a été jeté à bas de sa voiture par un individu qui a disparu dans la foule. A Tokio, il y a un mois, un coulie frappait le cheval du ministre d'Allemagne dans l'espoir d'occasionner une chute dangereuse pour le cavalier; un agent de la police, témoin du fait, s'est bien gardé de poursuivre le coupable. Tous les jours encore les étrangers sont insultés dans la rue. Loin de chercher à enrayer la propagation de cet état d'esprit, les instituteurs la favorisent en enseignant aux enfants que le Japon, pays béni du ciel, est le premier du monde, et que l'Europe est un pays de barbares. Il ne semble pas que les professeurs de l'Université de Tokio y mettent plus de bonne volonté que leurs collègues de l'enseignement primaire, car ce sont précisément les étudiants qui se distinguent le plus par leur attitude envers les étrangers; quand un Japonais vous regarde insolemment dans la rue, en murmurant quelques propos injurieux, il y a tout à parier que c'est un étudiant. Un professeur européen de l'Université de Tokio m'a dit que ses étudiants ne le saluaient même pas dans les couloirs de l'Université.

Cette animosité contre les étrangers trouve son écho dans les arrêts rendus par les tribunaux. Depuis la revision des traités, la juridiction consulaire étant supprimée, les Européens sont soumis à la juridiction japonaise; et, comme on devait s'y attendre, les magistrats japonais sont d'une partialité révoltante quand il s'agit d'étrangers. Tout dernièrement le tribunal d'Yokohama condamnait dans la même séance à neuf mois de prison avec travaux forcés un employé japonais qui avait volé cent yen (1) à son patron, et à un mois seulement un autre employé japonais auteur d'un vol de neuf mille yen : le volé était Européen. Il y a deux mois, le lieutenant Kent, officier à bord d'un bateau marchand japonais se voyait condamner à six mois de travaux forcés pour avoir battu un matelot insolent et agressif, le matelot convaincu de s'être jeté sur son supérieur et de l'avoir mordu, a été condamné à huit jours de détention; tous les témoins de l'Européen ont été récusés, ceux de l'indigène admis à déposer. L'officier en a appelé et l'affaire fait grand bruit dans la presse.

Au point de vue religieux non plus il ne semble pas que les Japonais aient fait un grand pas en avant, les progrès du christianisme, par exemple, y sont insignifiants, le nombre des chrétiens qui était de 40578 en 1897, y est actuellement de 40980. On me dit que la classe éclairée s'est affranchie des superstitions du shintoïsme et du bouddhisme. C'est possible, mais je m'étonne qu'une si grande transformation se soit opérée en si peu de temps et il se pourrait bien que ces esprits fussent semblables à ces Japonais qui sortent en redingote et chapeau de soie et fument de gros cigares avec bagues et qui, rentrés chez eux, s'accroupissent sur les tatamis et fument leurs pipettes qu'ils allument au hibachi (2); il se pourrait bien que, quoi qu'ils en disent, il reste au fond de leur esprit un vieux ferment de paganisme. On m'avait dit aussi que le Japon était sur le point d'adopter une religion nouvelle dont M. Tetsusiro Inonyé, professeur à l'Université de Tokio, était le prophète. Curieux de connaître cette foi nouvelle, je suis allé trouver M. Inonyé qui a bien voulu m'exposer sa doctrine. Aucune religion actuellement professée dans le monde, m'a-t-il dit, ne peut convenir au Japon. Le bouddhisme et le shintoïsme renferment trop d'éléments que la pensée moderne ne peut accepter, le christianisme n'est pas conforme aux traditions du Japon. Toutes les religions ont un trait commun; peu à peu les différences qui les séparent seront

(1) Le yen vaut 2 fr. 50.
(2) Petit réchaud à la braise.

éliminées et il subsistera un élément, un principe commun à toutes, qui sera le fondement de la religion nouvelle que le Japon pourra adopter. Quel est ce principe? Ce n'est ni la conception personnelle de l'« Être », ni la conception panthéiste, c'est la conception éthique, le principe moral; ce principe est commun à toutes les religions : le shintoïsme lui-même a un principe éthique : le souci de la pureté du corps et de l'esprit. Le seul moyen de soutenir la conception personnelle de l'Etre, c'est de dire : Dieu est en nous. Comment? Comme impératif catégorique. Cette idée est dans le bouddhisme : « Tathagata est en nous. » Sur ce point il n'y a pas de divergence entre le bouddhisme et le christianisme : les deux religions ont eu une histoire différente; des éléments différents s'y sont par suite introduits; mais leur fondement est le même : c'est le principe moral. Ce sera là le fondement de la nouvelle foi. Cette doctrine ne m'a pas semblé très originale. D'ailleurs je crois qu'il passera beaucoup d'eau encore sous les nombreux ponts de Tokio avant que le peuple japonais la comprenne, en attendant il est plus attaché que jamais à ses anciennes croyances bouddhistes et shintoïstes. Une preuve en est l'affluence des fidèles dans les temples : tous les édifices des cultes shintoïste et boudhiste que j'ai visités au Japon regorgeaient de gens du peuple et même de Japonais d'apparence bourgeoise qui venaient faire leur prière en s'inclinant devant les idoles et jeter des pièces de menue monnaie dans les troncs. Une autre preuve en est l'agitation que les prêtres bouddhistes ont pu créer et entretenir contre le projet de loi du gouvernement sur les religions. Ce projet de loi que le ministère ne va pas tarder à proposer aux Chambres tend à appliquer la même juridiction à toutes les religions professées au Japon, y compris le christianisme et à mettre ainsi toutes les confessions sur le pied d'égalité. Un grand nombre de députés se préparent à porter devant les Chambres la protestation de leurs électeurs. Autant de preuves témoignant de la persistance des anciennes croyances (1). Avec les pratiques de l'ancienne foi le peuple japonais a gardé toutes ses superstitions. J'ai vu dans le temple de Kwannon à Tokio des femmes frotter de la main un Bouddha de bois consacré à cet usage et tout usé par le frottement, et se frictionner ensuite la partie correspondante de leur corps : elles espéraient ainsi en hâter la guérison ou en écarter la maladie. J'ai vu à Kamakoura dans le temple de Kasé deux idoles en bois entièrement recouvertes de boulettes de papier mâché : les fidèles allaient faire leur prière devant la statue principale du dieu, un grand Bouddha doré, puis venaient devant l'une de ces statues de bois, mâchaient du papier et le jetaient sur l'idole : si le papier restait collé au ventre du dieu, leur prière était exaucée; s'il tombait, c'est que Bouddha restait sourd au vœu exprimé. D'autres fidèles agitaient un cylindre de métal dont le fond percé d'un trou pouvait livrer passage à l'une des quatre tiges métalliques renfermées à l'intérieur; ce cylindre disait la bonne aventure, chaque tige portait une inscription prédisant un grand ou un petit malheur, un grand ou un petit bonheur.

Tout ce qui précède nous montre quel est actuellement l'état d'esprit du peuple japonais et quelle erreur ç'a été de la part de ses gouvernants de chercher à lui imposer sans préparation, sans éducation préalable, à coups de décrets, une civilisation si différente de la sienne. Au point de vue économique non plus l'introduction des idées et des méthodes européennes ne semble pas avoir créé au Japon l'ère de prospérité rêvée. L'argent est rare et la vie est chère. Les causes en sont multiples.

La principale raison de cet état de choses, c'est la décadence de l'agriculture qui représentait autrefois la source unique de la richesse au Japon. La récolte du blé, du thé, de l'orge, du seigle, du riz a diminué sensiblement dans ces dernières années : peut-être faut-il en accuser les agriculteurs eux-mêmes qui ne se soucient pas de perfectionner leurs engins encore très rudimentaires : en parcourant la campagne japonaise, je n'ai pas aperçu une seule charrue; partout j'ai vu les paysans retourner la terre à la bêche; de plus, sauf dans le Hokkaido, la terre est morcelée à l'infini; les sentiers et talus qui séparent les lopins de terre occasionnent une perte sérieuse de terrain, et cette extrême division du sol s'oppose à l'introduction des méthodes et de la machinerie nouvelles dont le petit propriétaire est incapable de supporter les frais. Il faut tenir compte aussi du mouvement d'émigration qui, depuis quelques années, entraîne les travailleurs de la campagne vers les centres industriels où ils espèrent trouver une existence plus facile.

D'autre part, la guerre avec la Chine ayant donné l'essor à un grand nombre d'industries de toutes sortes, a eu pour effet une hausse des salaires; il y a eu tout à coup de l'ouvrage pour un

(1) Le nombre des temples bouddhistes, loin de diminuer, augmente tous les ans. De 71 886 en 1897 il est passé à 71 910 en 1898; celui de Higashi Hongwanji à Kioto, détruit par le feu, a été reconstruit en 1895 par souscription populaire, sa réédification a coûté 3 millions qui ont été souscrits à Kioto et dans les environs de la ville. Le nombre des temples shintoïstes reste stationnaire : il est aujourd'hui de 191 910.

grand nombre de travailleurs à des conditions supérieures au tarif normal. On vit de simples coulies trouver une occupation plus rémunératrice que d'habiles ouvriers; se figurant que cet état de choses durerait toujours, ils dépensaient leur argent aussitôt qu'ils l'avaient gagné et s'habituaient à mieux vivre; et ainsi, du haut en bas de l'échelle sociale, la vie renchérissait. La guerre a eu aussi pour effet de faire sortir beaucoup de travailleurs de leur sphère d'activité habituelle, si bien que, les ouvriers habiles devenant rares, leurs salaires augmentèrent et le coût de la vie augmenta en proportion. Les succès de la guerre furent suivis d'un « boom » considérable dans les affaires. Grisés par la victoire, se figurant que l'indemnité payée par la Chine allait faire affluer l'argent dans le pays, les négociants japonais se lancèrent dans toutes sortes d'entreprises, les unes plus hasardées que les autres. On vit les filatures, les docks, les raffineries, les compagnies de chemin de fer, d'assurances, etc., comme surgir du sol, et lorsque tous les capitaux furent employés à la construction des usines et à l'achat des machines en Europe, l'argent manqua pour alimenter ces entreprises, un grand nombre de compagnies furent dissoutes et nombre d'usines durent fermer leurs portes; d'autres se contentèrent de diminuer leur production, j'ai vu à Osaka des filatures qui avaient acheté des moteurs de 1 000 et 1 500 chevaux et qui, faute de capitaux ou de commandes, n'en utilisaient que 2 ou 300. A un certain moment la spéculation était devenue si effrénée et si malheureuse que plusieurs maisons de banque de Tokio et d'Osaka furent obligées de suspendre leurs paiements, et le ministre des Finances dut faire avancer plus de 5 millions de yen, c'est-à-dire 15 millions de francs par les caisses de l'Etat pour éviter la faillite de plusieurs maisons importantes. Aujourd'hui la situation est plus calme, mais l'argent est toujours rare; les banques donnent un intérêt de 6 p. 100 aux sommes déposées et elles prêtent au taux énorme de 13 p. 100. Encore aujourd'hui beaucoup de compagnies seraient obligées de se dissoudre sans l'appui financier du gouvernement. L'État donne des subventions considérables aux grandes compagnies de navigation : chaque voyage en Europe d'un steamer de la Nippon Yusen Kaisha coûte 50 000 yen, c'est-à-dire 125 000 francs aux contribuables et le total des primes distribuées à la navigation a été en 1899 de 12 millions de francs; la prospérité de la marine marchande japonaise est donc plus apparente que réelle, et si les dividendes distribués par les compagnies enrichissent leurs actionnaires, elles grèvent singulièrement le budget de l'État. Et comme le budget plie sous le poids des dépenses effectuées à l'armée et à la marine de guerre, dépenses qui représentent 33 p. 100 du revenu total, on se demande à quels expédients le gouvernement japonais sera obligé de recourir pour combler un déficit qui se creuse tous les jours davantage.

Et ici apparaît, sous une forme nouvelle, l'animosité des Japonais contre ce qui est étranger à leur pays. Le seul moyen pour le Japon de sortir de cette situation précaire, serait, puisqu'il manque de numéraire pour alimenter et développer ses entreprises industrielles et commerciales, d'attirer les capitaux étrangers en les encourageant, en leur donnant des garanties. Mais jusqu'ici son orgueil s'y est refusé; il ne veut pas accepter le concours des étrangers. Le Japon aux Japonais, voilà le mot d'ordre. Là où l'Européen leur est absolument indispensable pour monter ou diriger telle industrie qu'ils ne connaissent qu'imparfaitement, les Japonais l'admettent encore, mais en rechignant et en se promettant bien de se passer de ses services le plus tôt possible; on compte aujourd'hui les Européens employés dans les manufactures japonaises; presque partout le personnel des usines est exclusivement japonais, et surtout les actionnaires sont japonais. Grâce à cet ostracisme dont ils sont l'objet, les Européens se sont vu jusqu'à ce jour refuser le droit d'acheter et de posséder des terrains au Japon; et cette question de l'accès des étrangers à la propriété foncière est à l'ordre du jour en ce moment : les étrangers résidant au Japon reprochent à leurs gouvernements respectifs d'avoir sacrifié leurs intérêts en n'exigeant pas du Japon, lors de la revision des traités, la faculté pour leurs nationaux, d'acquérir des propriétés. Cette disposition eût été conforme à l'esprit des traités dont la base était l'égalité de traitement pour les Japonais et pour les étrangers au point de vue civil comme au point de vue commercial; mais l'opinion publique au Japon était hostile à cette mesure et le gouvernement n'a pas voulu la mécontenter.

Une autre raison de la crise dont souffre le Japon, c'est la mauvaise foi des négociants japonais dans leurs relations commerciales avec les étrangers, mauvaise foi devenue proverbiale en Extrême-Orient et que les Japonais sincères reconnaissent eux-mêmes et déplorent. Quand il s'agit d'un Européen, le Japonais ne se croit pas forcé de tenir sa parole ou de faire honneur à sa signature : si pour exécuter un de ses ordres, on lui envoie un lot de marchandises et que, entre temps, le prix de la denrée vienne à baisser, il refuse de prendre livraison et pour cela il invoque

un prétexte futile : l'étiquette de la marchandise est bleue, tandis que celle de l'échantillon était noire ; ou bien la couture d'un vêtement est à droite au lieu d'être à gauche comme dans l'échantillon ! Et l'Européen est obligé de garder sa marchandise ou de la livrer au cours du jour, quelquefois avec perte ; s'il porte l'affaire devant les tribunaux et que par hasard il obtienne gain de cause, il est mis à l'index par tous les commerçants indigènes de la place ; trois maisons européennes de Kobé sont boycottées en ce moment pour ce motif. Et réciproquement quand un négociant japonais a promis une livraison pour une certaine date et que, dans l'intervalle, le prix de la marchandise monte, il ne la livre pas, sous prétexte que la marchandise a brûlé ou que les rats l'ont mangée ! L'Européen est un ennemi envers qui tout est permis et il est de bonne guerre de chercher à le tromper de toutes manières. Le commerce japonais commense à se ressentir de cet état de choses : les Etats-Unis viennent de mettre à l'index les thés et les nattes de provenance japonaise ; ces denrées leur parvenaient toujours frelatées ou avariées ; le commerce des allumettes japonaises qui avait atteint un chiffre considérable a sensiblement diminué pour des raisons semblabes pendant l'année qui vient de s'écouler. Le fait que l'école de commerce de Tokio vient de créer une chaire de « moralité commerciale » se passe de commentaire.

Et non seulement les produits japonais sont de mauvaise qualité, mais encore ils ne rachètent pas cette infériorité par leur bon marché. On parle beaucoup du bon marché de la main-d'œuvre japonaise. C'est vrai si l'on entend par là que les ouvriers japonais sont peu payés, mais c'est une erreur si l'on croit que l'on peut obtenir au Japon la même somme et la même qualité de travail contre un salaire inférieur. L'ouvrier japonais fournit une somme de travail bien inférieure à celle de l'ouvrier européen ; il est moins robuste et plus lent à la besogne, et il ne sait pas soigner, « finir » sa fabrication. J'ai vu travailler à Osaka des ouvriers fileurs payés de 18 à 25 sen, c'est-à-dire de 9 à 13 sous, c'est là un salaire peu élevé sans doute, mais, me disait un des ingénieurs de la fabrique, le travail de trois et même quatre ouvriers japonais vaut celui d'un seul Européen ; les femmes étaient payées de 15 à 20 sen et les enfants de 6 à 15 sen, mais devant chaque métier à tisser j'ai vu deux ou trois ouvrières, là où les Européens n'en mettent qu'une et quant aux enfants, j'en ai vu qui avaient dix ans, ils s'occupaient à jouer et à se faire des niches. Aux chantiers de construction navale de Nagasaki, pour porter une solive ou haler un câble là où chez nous quatre ou cinq ouvriers solides auraient suffi, j'ai vu occupés une dizaine de Japonais et qui poussaient des cris pour se donner du cœur comme s'il s'était agi de transporter une montagne ; dans un groupe de trois ou quatre ouvriers, généralement un seul travaillait, les autres le regardaient faire ; il est vrai qu'ils ne touchaient pour cette besogne que 25 sous par jour. Il faut ajouter aussi que l'ouvrier japonais est très irrégulier ; quand il fait froid, il vient régulièrement à l'usine, où il se trouve au chaud ; mais pendant la belle saison il y a toujours pénurie d'ouvriers et la production en souffre. Quand il vente fort ou qu'il neige, l'ouvrier reste chez lui ; les patrons lui en donnent d'ailleurs l'exemple ; et c'est là un des traits caractéristiques du Japon ; le mauvais temps suspend la vie sociale. Aussi quand deux négociants se donnent rendez-vous pour une affaire importante, ils ont toujours soin d'ajouter qu'ils viendront « même s'il pleut » ! A Tokio, quand le temps est mauvais, les étudiants ne vont pas à l'Université, et les professeurs, sachant qu'ils ne trouveront pas d'auditeurs, ne se dérangent pas non plus.

L'ouvrier japonais n'est d'ailleurs pas soigneux dans son travail ; il occasionne beaucoup de déchet et, si la matière sur laquelle il travaille est fragile, beaucoup de casse ; j'ai dans une grande brasserie d'Osaka des ouvriers occupés à boucher des bouteilles à la mécanique ; le sol était couvert de fragments de bouteilles cassées et les ouvriers pataugeaient dans la bière répandue.

Dans de pareilles conditions, il ne faut pas s'exagérer les avantages que donne aux manufacturiers du Japon le bon marché de la main-d'œuvre ; ils ont beau donner à leurs travailleurs des salaires minimes ; ils ne peuvent réussir cependant à produire à bien meilleur compte que leurs concurrents européens ou américains. Et c'est une des raisons pour lesquelles je ne crois pas qu'il faille prendre au sérieux le « péril jaune ».

Une autre raison en est précisément que les Japonais tendent de jour en jour davantage à se passer du concours des étrangers. Je crois que lorsque les Japonais seront réduits, de par leur volonté, à leurs seules ressources, ils cesseront d'avancer, et, par conséquent, reculeront. Il ne faut pas, en effet, nous laisser abuser par la rapidité des progrès réalisés par le Japon depuis la Restauration de 1869. D'abord, au point de vue des mœurs, de la vie sociale, des habitudes de l'esprit, ces progrès sont plus apparents que réels ; d'autre part, ceux que le Japon a réalisés au point de vue des institutions politiques et de l'application des découvertes de la science moderne, sont une preuve

non pas du génie inventif et créateur du peuple japonais, mais bien seulement de sa souplesse, de son esprit d'imitation, de sa facilité d'assimilation. Il faut bien le dire, les Japonais n'ont jamais rien créé. Ce qu'ils ont été dans tout le cours de leur histoire et ce qu'ils sont aujourd'hui, ils l'ont dû et ils le doivent encore à l'influence des nations étrangères. Ils ont emprunté aux Chinois leur écriture et une partie de leur langue ; leur religion est venue des Indes ; ils doivent aux Chinois et aux Coréens leur imitation dans les arts ; et chaque pas fait en avant depuis la Révolution de 1869 jusqu'à l'installation du dernier métier à tisser de leurs fabriques, c'est encore aux étrangers qu'ils doivent de l'avoir fait. Ce sont des Européens qui ont transformé leurs jonques en bateaux à vapeur et la plupart des steamers de leurs grandes compagnies de navigation sont encore commandés par des capitaines étrangers ; c'est un Français qui a rédigé leur nouveau code de lois et provoqué l'abolition de la torture ; ce sont des Allemands qui ont donné pendant de longues années et donnent encore l'enseignement de la médecine dans leurs Universités ; ce sont des officiers français et allemands qui ont organisé l'armée japonaise ; l'arsenal d'Yokosuka a été installé par des ingénieurs français ; ce sont des Américains qui ont organisé les grands établissements agricoles du Hokkaido. Les postes et les télégraphes, les chemins de fer, les phares électriques, les procédés d'extraction minière, les filatures, les tissages, etc., etc., tout cela a été créé de toutes pièces, organisé et mis en train par des directeurs, des contremaîtres et des ouvriers européens et américains. Et aujourd'hui, oublieux du passé, les Japonais poursuivent d'une haine féroce ces étrangers à qui ils doivent tout et sans lesquels ils seraient encore plongés dans les ténèbres de leur féodalité ancestrale, sans réfléchir qu'ils se privent ainsi d'un concours précieux, je dirai même indispensable. Car, qu'arrivera-t-il, le jour où, usant de représailles comme c'est justice, nous leur fermerons à notre tour nos ateliers et nos usines et où nous refuserons à leurs ingénieurs de leur laisser copier nos dessins et de leur expliquer les derniers perfectionnements de nos machines ? Réduits à eux-mêmes, incapables comme ils sont de toute initiative, ils seront fatalement condamnés à rester stationnaires, à piétiner sur place c'est-à-dire en matière économique à reculer, et ce jour-là leur industrie ne constituera plus un danger pour les nôtres et le péril jaune sera un vain mot, au moins en ce qui concerne le Japon.

Hostilité à l'égard des étrangers, résistance à toute influence extérieure, réaction des anciennes mœurs contre la civilisation européenne, telles sont actuellement les manifestations de l'âme japonaise. Un seul homme a eu le courage de dire leur fait à ses compatriotes, c'est l'ancien président du Conseil des ministres, le marquis Ito. Dans une conférence qu'il a faite dernièrement au cercle Doki à Tokio, il a parlé de la revision des traités avec les nations étrangères, de sa grande importance pour le pays et des responsabilités qu'elle impose aux peuples japonais. Il a été surpris, a-t-il dit, de constater au cours d'un récent voyage, que dans toutes les provinces du Japon subsistait encore un esprit de vive animosité contre les étrangers, et il s'est efforcé de montrer à ses auditeurs que si le Japon n'adoptait pas une autre attitude et s'il ne tendait pas la main aux étrangers dans un esprit de franche cordialité, il lui serait impossible de s'assurer leur concours en vue du développement de ses ressources ; car, ajoutait-il, la coopération des étrangers et des indigènes est indispensable dans un pays récemment ouvert comme le Japon à la vie internationale.

Dans leur hostilité à l'égard des étrangers, les Japonais semblent faire, en ce moment, une exception en faveur des Anglais. Leurs journaux, en rapportant les désastres subis par l'armée anglaise au Transvaal, se montrent plutôt sympathiques à l'Angleterre. Le *Japan Times*, organe officieux, exprime sa surprise au sujet des revers infligés par les Boers aux Anglais ; il plaint ces derniers des humiliations subies et espère que la paix sera bientôt restaurée. Le *Nichi-Nichi* déplore les défaites éprouvées par les troupes britanniques et adresse des reproches sévères à ceux de ses confrères — le nombre en est petit « qui sont assez inconscients pour faire chorus avec les ennemis de l'Angleterre et se réjouir de ses revers. Ces journaux jettent un jour fâcheux sur leur pays en prenant une attitude inconvenante au moment où l'adversité frappe un peuple ami. » La même note se retrouve dans le *Jiji Shimpo*, dans le *Kokumin Shimbun* et dans tous les principaux journaux de Tokio. La raison de cette sympathie pour l'Angleterre est sans doute que Japonais et Anglais ont un adversaire commun, la Russie ; et c'est précisément contre ce dernier pays que l'opinion publique au Japon est le plus excitée à l'heure actuelle. Les Japonais n'ont pas pardonné aux Russes de leur avoir imposé la rétrocession de la presqu'île de Liao-Tang, pour s'en emparer eux-mêmes dans la suite.

GEORGES BURGHARD.

Nagasaki.

LES BEAUX-ARTS

A L'EXPOSITION UNIVERSELLE (1)

Quelques pavillons étrangers.

Sous le dais de l'empereur Charles-Quint, merveille sans prix du pavillon espagnol, un bas-relief moderne en marbre blanc se trouve disposé, qui, dans son cadre de bronze, enserre et tient rapprochées les figures du petit roi Alphonse XIII, de sa mère la reine régente, et des princesses Mercédès et Marie-Thérèse, ses sœurs. Intention touchante, et dont nul ne sourira; elle évoque, par le plus saisissant des contrastes, la vision de ce qui fut jadis et de ce qui est aujourd'hui : sur le trône du puissant et despotique empereur, cette femme et ces trois enfants n'ayant d'autre arme que leur faiblesse; en place de cette impériale et féodale figure, ces quatre visages assemblés d'intimité familiale et, si j'ose dire, bourgeoise! Il est vrai qu'aujourd'hui les souverains ne sauraient, devant l'opinion, garder la même attitude que jadis, et ceux-là mêmes qui semblent le plus puissants doivent encore compter avec le suffrage de leur peuple. N'importe, et quoi qu'on en puisse dire, les destinées mêmes de l'Espagne sont étrangement symbolisées par cette évocation devant laquelle un génie d'antithèse comme Victor Hugo n'eût pas manqué de développer quelques variations sublimes. En ce lieu même nous la pouvons imaginer et suivre, si nous sommes impuissants à la revêtir de la magnificence verbale que son tour d'esprit imposait à ce grand sculpteur de mots. Une nation qui vit toute sur la gloire de son passé... est-il plus beau motif poétique et mieux fait pour entretenir un inépuisable jaillissement oratoire?

Dans les pavillons étrangers rien de comparable comme œuvres d'art à cette suite de tapisseries du pavillon espagnol, rien surtout qui, plus directement, donne la sensation d'un ensemble complet, évocateur de la gloire d'autrefois. Joignez-y qu'elles sont dans un état de conservation tel qu'on les croirait exécutées d'hier : nos tapisseries françaises du Petit-Palais — exception faite pour les trois merveilles du Trésor de Sens qui ne craignent aucun rapprochement, — semblent lavées, décolorées, rapiécées, quand on les compare à cette surprenante collection. Ce sont là, on le voit, pièces d'un caractère unique, qui n'eurent à subir aucun changement de propriétaire, et furent gardées avec un soin jaloux. A leur égard le catalogue s'exprime ainsi dans une note liminaire : « Les trente-sept tapisseries que Sa Majesté la reine régente a bien voulu prêter font toutes partie des nombreuses suites que possède la Couronne. » Nous sommes donc prévenus et nous savons ainsi que c'est là une exhibition royale.

Royale, elle ne l'est pas seulement par sa provenance, elle l'est encore par l'abondance et la diversité des impressions qu'elle éveille en nous. Tous les genres et tous les styles sont ici représentés, depuis le style *héroïque* jusqu'au style *intime*, en passant par le *décoratif* et le *religieux*. Voici, dans la *Conquête de Tunis* (n° 6), l'empereur Charles-Quint qui, avant de s'embarquer, passe son armée en revue devant Barcelone : deuxième pièce d'une suite de douze tapisseries exécutées par Guillaume de Pannemaker, d'après les cartons du peintre Jean Vermayen qui avait accompagné l'expédition. Elles furent tissées par ordre du maître, lequel ne se tenait pas pour satisfait d'avoir accompli de grandes choses, mais, semblable en cela aux héros antiques, et voyant dans l'art le plus sûr propagateur de gloire, les voulait de son vivant fixées en une matière durable! L'Espagne chevaleresque revit toute en cette vaste tapisserie qui nous permet de reconstituer la série. D'un caractère particulièrement héroïque, elle n'atteint pas pourtant à la beauté décorative de cette suite de trois tapisseries (n° 14, 15, 16) qui se réfèrent à l'histoire de la fondation de Rome : celles-ci furent exécutées à Bruxelles sur les cartons d'un peintre flamand que l'on croit être Mabuse. Qu'on regarde le n° 15 : *Romulus et Rémus rétablissant Numitor sur le trône d'Albe*, on y trouvera un sens et des besoins identiques à ceux qui dictaient leurs chefs-d'œuvre à certains des maîtres décorateurs de Florence. L'attitude des personnages, la richesse des vêtements, la complexité du décor, surtout l'arabesque de la figure centrale, et le harnachement du cheval, appellent aussitôt le rapprochement avec les merveilleuses fresques de caractère héroïque que Benozzo Gozzoli développait sur les murailles du palais Ricardi à Florence. Les besoins sont les mêmes, et les moyens aussi, surtout cette restitution, dans le décor et les costumes du temps, des scènes empruntées à la vie héroïque de l'antiquité. La cinquième tapisserie de cette suite : *la Belle Hersilie enlevée aux Sabins et présentée à Romulus*, évoque aussitôt par ses constructions architecturales, par la richesse et la complexité de son décor, l'image des architectures où les Bordône et les Véronèse aimaient à déployer la pompe de leurs cérémonies. Mais combien plus expressives et participant à la vie de l'ensemble, les figures des personnages, cette tête de Romulus si admirable de noblesse et de dignité, si pleine de mélancolie, avec sa main tendue pour protéger! On s'y arrêtera longuement pour se bien convaincre que, poussé à ce degré de perfection, l'art de la tapisserie égale la plus belle peinture.

(1) Voyez la *Revue* des 19 mai, 2 et 16 juin, 7 juillet 1900.

Dans ces tapisseries des Flandres exécutées entre la fin du xv[e] et le milieu du xvi[e] siècle, l'inspiration religieuse se manifeste avec un caractère identique à celui des peintures du temps. Là-bas, comme sur notre terre de France, mais sans doute avec plus de gravité, ainsi qu'il convient à un peuple d'esprit moins délié, la foi sincère et profonde fut le premier mobile des artistes. Voyez cette admirable suite, *l'Histoire de la Vierge* (n[os] 4, 5, 13) représentant divers épisodes de la vie de Marie empruntés aux Écritures. D'elle nous ne savons rien, sinon qu'elle fut tissée en Flandre sur les cartons d'un artiste inconnu. Mais tous les caractères psychiques de l'art du temps sont empreints dans ces petites scènes infiniment variées, présentées par panneaux que divisent de fines colonnes ogivales parsemées de pierres précieuses. Ce sont ces mêmes figures menues et délicates que nous observons dans les peintures de Memmling : et sans doute c'est encore une conscience sommeillante que traduisent leurs regards. Puisqu'une invariable correspondance existe entre l'être extérieur, ses mouvements, son attitude, son geste, et l'âme intime dont tous ces détails physiques ne sont que l'enveloppe, on peut du visible conclure à l'invisible : que de grâce et quel charme d'intimité, que de douceur dans les traits de ces créatures naïves : *Adoration des Mages* et *Jésus devant les Docteurs !* En mainte figure nous retrouvons cette charmante conception du *Page*, que nous admirions précédemment dans notre tapisserie française, à l'occasion du trésor de Sens, et qui circule à travers toutes les œuvres italiennes, françaises, flamandes, formant la transition du moyen âge à la Renaissance. Symbole de grâce et d'élégance, et thème favori des artistes, il semble que l'imagination du temps se soit plu à y condenser ce qu'elle avait de plus tendre et mélancolique. Elle apparaît en tout cas inséparable des traditions et des mœurs chevaleresques, et, certes, il me plaît de croire qu'elle ne fut point étrangère au goût que témoignait Charles-Quint pour cette merveilleuse série. En ce qui touche l'origine de ces tapisseries, nous savons en effet qu'elles proviennent de la reine Jeanne la Folle, et que son fils, le puissant empereur, ressentait pour elles une prédilection si marquée, qu'elles l'accompagnèrent au temps de son abdication et furent transportées au monastère de Saint-Just en Estramadure.

Si belles qu'elles soient cependant, si précieuses par les qualités de dessin et la valeur expressive de leur caractère intime, je n'hésite pas à leur préférer la série sans égale de la *Passion* (n[os] 29, 30, 31, 32), et je ne veux assigner d'autre motif à mes préférences que l'étonnante puissance expressive d'une œuvre toute d'émotion et prolongeant ses résonances en nous-mêmes par les images qu'elle évoque de sentimentalité douloureuse. Nul critérium certain, — cela est trop évident, — pour donner le pas à tel genre d'art sur tel autre, et toujours, tant qu'il y aura des œuvres pour traduire la vie et des hommes pour goûter ces œuvres, le tempérament propre de chacun sera la règle de ses prédilections. S'il est vrai pourtant que les exigences modernes s'affirment de plus en plus parmi l'élite dans le sens de besoins d'âmes sincères et profonds, s'il est exact en conséquence que le retour à la vie intérieure soit le trait distinctif des appétitions spirituelles de cette élite, nulle œuvre autant que celle de ces vieux maîtres ne saurait à l'heure actuelle devenir objet de méditation. Quel peintre dessina les cartons de cette série? Rien de précis à cet égard. Les analogies de dessin existant entre ces tapisseries et mainte œuvre de Quentin Matsys ont permis à certains critiques de les attribuer à cet artiste. Peu importe d'ailleurs que l'on puisse arriver à une attribution certaine. Ce qui seulement importe, c'est qu'à travers toutes les différences de style que crée le génie des races, on doive chercher dans la sincérité de l'émotion religieuse l'origine de telles conceptions. Dans toute cette période du xv[e] siècle un même souffle de foi produit un même art d'expression sous les différentes latitudes, comme il inspire aux divers artistes une même note douloureuse et tragique. Dans ce domaine l'Italien Giovanni Bellini donne la main à l'Allemand Dürer, et l'artiste qui imagine ces figures de la *Passion* est frère de celui qui peint la *Déposition* de l'école de Cologne, que l'on voit au Louvre. Scène du *Jardin des Oliviers*, *Rencontre de Jésus et de la Vierge*, *Christ en Croix* et *Descente de Croix*, ces quatre compositions de saisissante unité évoquent, par leur intensité dramatique, par la puissance d'émotion intérieure qui s'en dégage, ce que nous savons de plus pathétique dans l'histoire de l'art allemand primitif : elles traduisent un même idéal et affirment les mêmes besoins.

Pas de contraste plus saisissant que le passage du pavillon espagnol au pavillon anglais : c'est un art tout entier fait de charme et de séduction extérieure succédant à une interprétation héroïque de la vie, parfois tendue jusqu'à la douleur ; c'est la prise des yeux par la représentation, toujours active sur nos sens, de la beauté féminine, et d'un certain genre de beauté, riche, florissante, facile, aristocratique, qui, volontairement, semble écarter les tristesses de la vie, ou du moins les méconnaître : d'où son attrait sans égal pour qui recherche dans les spectacles de l'art la séduction d'un rêve léger, et tout à la fois sa limitation, son infériorité aux regards de ceux qui manifestent d'autres exigences. Depuis une quinzaine d'années on a beaucoup fait en France pour nous permettre de connaître et d'apprécier cette char-

mante école du portrait : expositions et publications ont mis en lumière les œuvres et les noms de Lawrence, Reynolds, Gainsborough, Turner et Romney, qui sont là-bas des étoiles de première grandeur. Récemment encore, à l'exposition des Portraits de Femmes, ces peintres purent exercer leur séduction sur le public à côté de notre école française et furent jugés par rapprochement. Les opinions se partagèrent, depuis celles qui portaient aux nues la maîtrise de leur palette, l'attrait de leur coloris, jusqu'aux critiques sévères leur contestant toute originalité et les traitant de purs pasticheurs. Il est bien évident, au premier coup d'œil, et sitôt qu'il nous est permis d'embrasser un ensemble de ces peintures, que cette école ne se présente pas avec le haut caractère d'originalité, — d'*ingénuité*, si l'on veut, pour employer un mot bien anglais, — qui marque les grandes époques de l'art, et les isole des autres en donnant l'illusion qu'elles se sont produites tout d'une pièce et sans générateurs. Rien de pareil pour celles-ci dont les origines sautent aux yeux : Vénitiens du XVIe siècle pour les préoccupations de couleur et de matière, Van Dyck également pour le caractère décoratif et le style un peu apprêté qui distingue ses aristocratiques modèles.

D'un tel point de vue la critique est aisée autant que sont manifestes les origines. Est-ce une raison pour contester ce qui fut leur rapport propre, leur note personnelle : j'entends la traduction élégante et prenante d'un certain genre de beauté locale et nationale qui sans eux fût demeurée inexprimée ? Voyez de Hoppner ces deux fillettes : la *Princesse Sophie* et la *Princesse Marie :* sans doute vous trouverez je ne sais quelle mollesse et quelle froideur dans ces yeux bleus inexpressifs ne traduisant guère autre chose qu'une petite vie animale et une sensibilité de lymphatique. Mais aussi comme nous y voyons en diminutif les traits physiques essentiels à la race, par où cet artiste anglais et qui s'applique à fixer des visages anglais a su synthétiser ce que nous rencontrons en suivant les trottoirs de Piccadily ou les allées de Regent's Park ! Dans le grand *Portrait d'Élisabeth Howard*, ce même Hoppner a traduit avec une sincérité parfaite la carnation blanche et rose, la fraîcheur d'épiderme, la santé débordante de ces tissus bien nourris, où la vie animale s'épanouit librement, et qui n'offrent d'autre compensation que l'élégance du décor et l'apprêt de la toilette à la satisfaction un peu béate d'une existence par trop confortable. S'il me fallait, du point de vue psychologique, manifester une préférence, elle serait, je l'avoue, pour les portraits plus composés, plus prémédités, plus apprêtés, dira-t-on, de Reynolds et de Gainsborough comme cette rieuse et malicieuse *Miss Ridge*, comme, surtout, cette *Madame Lebrun, prima donna* de l'Opéra italien, et, dans le même caractère, *Mrs Russel*. Sans doute on peut critiquer la facture de telles œuvres, leurs moyens expressifs ne sont point assimilés : recherches de couleurs et préoccupations de pâtes dans la manière de Rembrandt, arabesques et attitudes d'apparat dans le style de Van Dyck : toutes ces objections sont justes et faites pour empêcher de jamais considérer l'école anglaise comme une grande école originale. Que vous lui préfériez l'effort autrement personnel, quoique moins séduisant, d'un Largilière, d'un Perronneau, surtout d'un La Tour, j'y souscris pleinement. Il n'en reste pas moins que, dans ses meilleures œuvres, elle a su dégager le caractère aristocratique et un peu guindé de la race. Je vous racommande ce portrait d'homme : *Lord Loughberough*, tête de magistrat puritain, non point dénuée de noblesse, mais encore plus empreinte de hauteur et de morgue : une telle sincérité expressive rachète bien des fadeurs et des mièvreries.

Les trop rares exemplaires que nous voyons au Pavillon anglais de leur École du Paysage sont inhabiles à nous donner une impression d'ensemble, mais laissent quand même transparaître cette hantise des vieux maîtres qui n'abandonne jamais les mieux doués de leurs peintres : excellente hygiène à coup sûr et que l'on ne saurait critiquer puisqu'elle affirme et consacre la puissance de la Tradition ; on perçoit néanmoins qu'elle devient parfois un obstacle au libre épanouissement de l'originalité. Ils sont longs à dégager leur manière propre et n'y arrivent, à vrai dire, jamais complètement. Voici, de Bonington, un *Marché au poisson* qui n'accuse aucune influence directe et justifie par ses recherches de couleur l'admiration que Delacroix professait pour cet artiste. Plus loin Constable donne deux notes bien différentes avec un premier paysage traité dans des matières sèches et un autre tout au contraire de verdures intenses et profondes, composé, ordonné comme ces constructions de nature qui lui sont chères. Tout à côté, Gainsborough, paysagiste à titre exceptionnel, manifeste, dans une étude admirable d'ailleurs par l'intensité de vision, des préoccupations de matières, des recherches de contraste par l'ombre et la lumière, qui évoquent aussitôt le souvenir de Rembrandt. Jusqu'à quel point le rare artiste fut hypnotisé par le génie du grand Hollandais, dans quelle mesure il tenta toute sa vie de s'assimiler sa manière, les Portraits de Gainsborough suffisent à l'établir, mais ce paysage vient encore confirmer de son autorité les tendances les plus intimes du peintre. Quant à Turner, nous voyons ici des exemplaires de sa première et de sa dernière manière. Le *Nord* et *Walton Bridges* nous montrent le paysagiste impressionné par la vision dramatique et tourmentée des paysagistes de Flandres. Dans son *Mercure et Argus*, dans sa *Proces-*

sion à l'Église du Rédempteur, on retrouve l'imitateur de Claude Lorrain, l'amoureux des soleils couchants, le visionnaire épris de ce spectacle unique qu'est la lumière sous le ciel de Venise. Il serait d'ailleurs parfaitement injuste de vouloir le juger d'après les peintures exposées au Pavillon anglais. Nous nous contenterons de rappeler au souvenir des amateurs trois peintures de sa dernière manière qui figurèrent jadis à la galerie Sedelmeyer, prêtées par un collectionneur de Paris, et dont nous ne dirons rien sinon qu'elles représentent la plus poétique, la plus lumineuse interprétation qui jamais ait été fixée sur la toile des féeries vénitiennes!

Glorification de l'Espagne héroïque et chevaleresque, consécration officielle de l'art anglais moderne, tels sont les deux mobiles qui ont présidé à l'organisation de ces deux pavillons, et ces deux mobiles en réalité n'en font qu'un : ils se rattachent intimement au génie national. N'est-ce pas une chose étrange au premier abord, et comme une fantaisie du plus capricieux des souverains que l'attraction décisive du Pavillon allemand ait été volontairement disposée à l'honneur de notre art français ? On sait que l'Empereur d'Allemagne a distrait de ses résidences personnelles, pour les grouper dans le Pavillon de la rue des Nations, les plus belles peintures de notre XVIIIe siècle qui y avaient été assemblées par les soins de son illustre ancêtre le Grand Frédéric. Dans la biographie de cet homme de génie à double face qui sut unir les plus graves préoccupations spirituelles aux fantaisies licencieuses de l'épicurien, il faut surtout s'arrêter aux années de formation pour pouvoir mieux apprécier par contraste la saveur de ces préférences artistiques. On se rappelle ses ardeurs de jeunesse, cette universelle curiosité d'esprit qui d'instinct le poursuit à oublier les distances sociales en faveur de tout mérite certain. On se rappelle également cette troublante dualité de l'homme de guerre et du philosophe qui sans cesse opposait l'un à l'autre et lui dictait à certaines heures des pensées dignes d'un moderne Marc-Aurèle. On connaît surtout son culte pour le sentiment que lui-même appelait *divin* de l'amitié intellectuelle. Ces traits complexes d'une existence en partie double, il n'est pas inutile de les avoir présents à la mémoire, en visitant ces petits salons, reconstitution aussi exacte que possible du décor où il se plut à vivre ses dernières années. Comment cet art léger, d'exquis raffinement j'en conviens, mais qui ne va guère plus loin que chatouiller agréablement l'épiderme, arriva-t-il à satisfaire les yeux d'un homme qui par ailleurs dénotait de si ambitieuses exigences? Mystère de l'âme qu'il serait passionnant d'élucider, et que nous devons nous borner à constater simplement. Il n'y a pas à dire, l'homme qui prit soin d'assembler autour de lui, comme Frédéric le fit, les exemplaires les plus tranchés d'un art ou d'une période d'art, obéit à des causes intimes qui découlent de son tempérament personnel. Nul doute que la série des treize petits tableaux peints par Pater et qui illustrent le *Roman comique* se rattache à la période des soupers de Potsdam. Mieux encore que le *Roman comique*, c'est Casanova et ses fantaisies libertines dont il nous semble voir se dérouler les scènes en regardant cette suite.

Tout ce que notre art français du XVIIIe siècle a produit de plus artificiellement séducteur, de plus pimpant et de plus galant, on en voit ici des exemplaires achevés, qui suffiraient à nous édifier sur la psychologie de l'homme qui se plut à les grouper, si nous ne savions par des documents certains qu'il fut à maints égards tout le contraire de ce qu'il se révèle par là. *Bergeries* de Lancret, de Pater et de Watteau, *Colin-maillard*, *Bals parés*, *Danses* de ce même Lancret, traduisent, dans ce milieu bizarre où l'esprit germanique impose quand même sa lourdeur au mobilier, l'idéal de vie factice, élégante et galante, que les artistes aimaient à fixer pour le plaisir des yeux. Et ce sont des pages d'une exécution parfois délicieuse, comme cette *Danseuse Camargo*, cette *Scène de danse* de Lancret, la première aussi poussée, aussi accomplie qu'un petit maître flamand, comme encore le *Musicien ambulant* du même Lancret ou les *Bergers* de Watteau. Mais encore une fois par-dessus tout nous intéresseraient les raisons secrètes de ce groupement, et c'est un étrange assemblage que ces délicates futilités du XVIIIe siècle français à l'abri du Pavillon allemand!

PAUL FLAT.

PETER HALKET DE MASHONALAND (1)

Nouvelle.

La chaleur intense du milieu du jour s'était fixée; enfin l'on entendait maintenant un bruit à travers les hautes herbes et les buissons qui n'avaient été arrachés que sur une surface de quelques pas autour du camp, et soudain un homme émergea, portant dans une main son fusil et dans l'autre un oiseau qu'il avait tué. C'était évidemment un Anglais, récemment arrivé d'Europe, on en pouvait juger par la fraîcheur de la peau que l'on devinait aisément sous le hâle superficiel. Il avait en ce moment la face colorée par la chaleur, mais ses clairs yeux bleus et la délicatesse de ses traits n'avaient rien perdu de

(1) Voyez la *Revue* des 23, 30 juin, 7 et 14 juillet.

leur raffinement sensuel. Il se dirigea vers le colonial et laissa tomber l'oiseau devant lui : — C'est tout ce que j'ai trouvé ! fit-il ; puis à son tour il se coucha à terre et glissa son fusil sous un pan de la tente.

Le colonial releva la tête, et, sans quitter les coudes de terre, il examina l'oiseau. — Je vais le mettre dans la marmite. Ça donnera une autre saveur que celle du charançon de maïs, dit-il ; et il se baissa pour le plumer, puis quand l'Anglais eut enlevé son chapeau et relevé ses beaux cheveux en sueur qui tombaient sur le front, il reprit, en le regardant avec bonté :

— Éreinté, eh ! Il reste encore quelques gouttes dans mon flacon !

— Oh ! non, fit l'Anglais, je puis supporter cela assez bien, ce n'est qu'une petite chaleur.

Il toussa légèrement, posa la tête de côté sur son bras, et regarda machinalement le colonial plumer l'oiseau. Il avait quitté l'Angleterre pour échapper à la phtisie, et il était venu au Mashonaland d'abord afin de vivre une vie de plein air, ensuite pour ne pas être à la charge de ses parents.

Soudain il leva la tête et demanda :

— Qu'est-ce que fait Halket ?

Le colonial répliqua :

— N'étiez-vous pas ici ce matin ; ne saviez-vous pas qu'ils avaient eu une diable de querelle ?

— Qui ? interrogea l'Anglais, en se soulevant sur le coude ?

— Halket et le capitaine. Le colonial cessa un instant de plumer l'oiseau. — Mon Dieu, jamais vous n'avez rien vu de semblable ! — Maintenant l'Anglais s'était mis sur son séant, et lançait un regard aigu par-dessus les buissons où l'on pouvait apercevoir la tête penchée de Halket allant et venant.

— Que fait-il dehors, à cette place, par ce soleil brûlant ?

— Il est de garde. Je croyais que vous étiez là quand la chose est arrivée, c'est ce que j'ai vu et entendu de mieux dans toute ma vie ! Il se roula sur le côté, et le souvenir le fit rire : — Voici ! Quelques hommes allaient en bas vers la rivière, chercher de l'eau fraîche, lorsqu'ils trouvèrent un nègre caché dans un trou sous la berge, à peine à cinq cents mètres d'ici. Ce sale mendiant suivait un petit chemin conduisant à la rivière, presque impraticable, un vrai chemin de porc-épic ; ils le prirent dans un trou, comme un fourmilier, sous un buisson qui dissimulait l'entrée. Évidemment il était là depuis longtemps, car le sol était couvert de cartilages de poissons qu'il avait pris dans l'étang, et l'on trouva aussi un morceau de racine à moitié rongée. Il avait été tiré au gîte, et portait deux blessures au côté, mais maintenant il pouvait marcher. Il est certain qu'il attendait notre départ pour filer après sa tribu. Il avait attrapé ce scorbut répugnant qu'ont tous les nègres quand ils restent longtemps sans manger.

Alors ils le traînèrent devant le capitaine, naturellement, et celui-ci jura, puis le frappa, en ajoutant que c'était un espion et qu'il fallait le pendre le lendemain ; il aurait bien donné l'ordre pour aujourd'hui, mais comme il était possible que la portion principale des troupes nous rattrapât ce soir, il voulait attendre pour avoir l'avis du colonel ; au cas où elle ne viendrait pas, on le pendrait demain matin de bonne heure, ou on le fusillerait, aussi sûr que le soleil se lèverait. Il donna l'ordre aux camarades de l'attacher avec du cuir sec devant sa tente, à ce petit arbre, par le cou, le corps et les jambes.

— Que disait l'indigène ?

— Oh ! il ne disait rien ! D'ailleurs, eût-il voulu parler que personne dans le camp n'eût pu le comprendre, son langage n'est pas connu des porteurs nègres. Je suppose qu'il est un de ceux que nous avons frappés le jour où nous avons nettoyé la brousse, là-bas ; mais comment a-t-il pu gagner cette berge dans l'état où se trouvait sa jambe ? je l'ignore ! Il n'essayait pas de résister quand ils le prirent ; il regardait, droit devant lui, — la crainte sans doute, — il devait être un rude diable de combattant, avant d'avoir été terrassé par ses souffrances !

Nous venions à peine de l'attacher, le capitaine rentrait dans sa tente pour boire, et nous tous étions restés autour, quand Halket se précipite droit devant le capitaine, le salue ; vous savez ses manières ? Oh ! mon Dieu, mon Dieu, si vous aviez vu cela, jamais je ne l'oublierai jusqu'au jour de ma mort ! Le colonial eut un accès de rire qui le secoua. Il commence : — Monsieur, puis-je vous parler ? — d'une façon cérémonieuse, comme quelqu'un introduisant une députation, puis tout d'un coup il s'élance. Oh ! mon Dieu, jamais vous n'avez entendu pareille chose ! Il était comme un écolier récitant par cœur un passage de l'Écriture qu'il aurait appris d'avance, et il n'allait pas s'arrêter avant d'être arrivé à la fin.

— Que disait-il ? demanda l'Anglais.

— Oh ! commença-t-il, comment pouvions-nous savoir que ce nègre était un espion ; et si nous n'en étions pas sûrs, ne serait-ce pas une terrible chose que de le tuer : peut-être était-ce à cause de sa blessure qu'il était caché là ! Puis il continua, en disant que ces nègres, après tout, combattaient pour défendre leur pays, que si les Français venaient en Angleterre pour prendre le pays nous nous battrions contre eux ; les nègres étaient de braves gens, s'il vous plaît, Monsieur. — Toutes les cinq minutes il saluait en disant : — S'il vous plaît, Monsieur, — et si nous avions à les combattre nous devions nous rap-

peler qu'ils luttaient pour l'indépendance, et du moment que nous ne tuions pas les prisonniers blessés lorsqu'ils étaient blancs, nous ne devions pas les tuer davantage lorsqu'ils étaient noirs. Ainsi il parla, comme un pur conférencier d'Exeter Hall ; vous n'entendîtes jamais quelque chose de pareil! Tous les hommes étaient frères et Dieu aimait le nègre aussi bien que le blanc. Les Mashonas et les Matabélés étaient de pauvres ignorants, et nous devions prendre soin d'eux. Puis il finit par dire qu'il fallait remettre cet homme en liberté, que nous devions lui donner de la nourriture pour sa route, lui dire d'aller rejoindre les siens, et de leur annoncer que nous n'étions pas venus pour prendre leur pays, mais pour les instruire et les aimer. — C'est dur d'aimer un nègre, capitaine, mais nous devons essayer, nous devons essayer! — Et toutes les cinq minutes il rompait le silence en disant : — Je crois que je le connais, capitaine, je n'en suis pas sûr, mais je crois qu'il vient du pays de Lo-Magundis! (comme si quelqu'un se souciait que ce sale nègre vînt du pays de Lo-Magundis ou d'ailleurs). Je suis sûr qu'il l'a répété une quinzaine de fois. Puis il continua : — Je ne veux pas dire que je suis meilleur que vous, mon capitaine; ou que n'importe qui : je suis aussi mauvais que personne dans le camp, je le sais. — Il nous débita tous les péchés qu'il avait commis, puis poursuivit : — Je suis un homme sans instruction, un ignorant, capitaine; mais je dois prendre la défense de ce nègre, il n'a personne d'autre pour le faire! Si vous permettez que je le conduise à Lo-Magundis, Monsieur, je n'ai aucune crainte. Je dirai aux gens qui sont là que nous ne désirons ni leurs femmes, ni leurs biens, et que nous souhaitons les voir devenir nos frères et nous aimer. Laissez-moi seulement aller, et j'obtiendrai la paix, Monsieur, rendez-moi cet homme!

Le colonial fut secoué d'un rire.

— Et qu'a répondu le capitaine? demanda l'Anglais.

— Le capitaine! vous savez si la moindre chose le fait jurer. Eh bien! il resta debout, les bras ballants de chaque côté, les yeux grands ouverts, la face rubiconde, et tout ce qu'il pouvait dire était ceci : — Mon Dieu! mon Dieu! Je pensais qu'il allait éclater. Et Halket restait là, le regardant bien en face, comme s'il ne voyait pas un seul de nous tous.

— Que fit le capitaine?

— Aussitôt qu'Halket se retourna, il s'avança vers lui en débitant une suite de jurons; il était presque aussi amusant qu'Halket lui-même. Et quand il eut fini et fut devenu plus calme, il donna l'ordre à Halket d'aller et venir à cette place toute la journée, et de garder le nègre, puis il ajouta que si la portion principale de la troupe ne venait pas cette nuit, celui-ci serait fusillé dès le matin, et ce serait Halket qui le tuerait.

L'Anglais s'avança :

— Que fit Halket?

— Rien; il se promène là toute la journée, l'arme au bras.

Alors il fixa ses yeux clairs vers l'endroit où la tête d'Halket paraissait et disparaissait :

— Le nègre est-il encore attaché ici?

— Oui; le capitaine a défendu que personne ne l'approche, et ne lui donne à boire ou à manger de toute la journée, mais... Le colonial jeta un regard vers l'endroit où le cavalier était couché sous les buissons, puis, baissant la voix, il ajouta : — Ce matin, il y a environ deux heures, Halket envoya le garçon du capitaine me demander un verre d'eau. Je pensais que c'était pour lui-même, car le pauvre diable devait avoir chaud à marcher au soleil, et je lui envoyai ma pochette de toile pleine d'eau. Plus tard j'allai voir ce qu'elle était devenue; le domestique était parti, et là, devant la tente du capitaine, devant la porte, se tenait Halket, laissant ce sale nègre boire dans mon gobelet. Les liens lui serraient tellement le cou qu'il ne pouvait boire que lentement, et Halket lui tenait haut le gobelet, pour l'aider. Si le capitaine avait vu cela! sapristi! Je n'aurais pas voulu être à la place d'Halket!

L'Anglais demanda :

— Pensez-vous qu'il essaiera de forcer Halket à exécuter ses ordres?

— Certainement il le fera. Il est le diable en personne, et Halket fera bien de ne pas faire des embarras, ou bien tant pis pour lui.

— Son temps finit demain soir?

— Oui, mais pas demain matin. Et si j'étais à la place d'Halket, je ne ferais pas de querelle. Il n'est pas bon de se brouiller avec les autorités, ici. Qu'importe un nègre de plus ou de moins? Il serait tué un autre jour, où bien mourrait de faim si nous ne le tuions pas.

— Ce n'est pas un jeu de tirer un homme dont le cou et les jambes sont attachés, dit l'Anglais, en contractant puis en dilatant ses sourcils finement dessinés.

— Oh! ils ne sentent pas comme nous, ces nègres! J'en ai vu un, condamné à être fusillé, regarder en face les fusils, puis tomber comme cela! — sans un cri. Ils n'ont pas de sensibilité, ces nègres. Je ne crois pas qu'ils se préoccupent de la vie ou de la mort, pas autant que nous, en tout cas?

Les yeux de l'Anglais restaient toujours fixés sur le buisson derrière lequel paraissait la tête d'Halket. — Ils n'ont pas le droit d'ordonner à Halket de faire une telle chose, et il ne le fera pas! dit-il lentement.

— Vous n'êtes pas assez fou pour intervenir,

n'est-ce pas? prononça le colonial, en le regardant curieusement. Cela ne paie pas. Je me suis habitué à ne jamais parler au sujet de ce qui arrive. A quoi cela sert-il? Supposons que l'un d'entre nous fasse maintenant une démarche au sujet de cette affaire d'Halket s'il est forcé de fusiller le nègre contre sa volonté, qu'arrivera-t-il?

— Il y aurait bien ici une demi-douzaine de camarades achetés pour espionner, qui diraient ce que voudraient les quartiers généraux, — sans compter celui-là, fit-il en tournant le pouce dans la direction du cavalier endormi.

Je suppose qu'il fasse un rapport sur le capitaine lui-même au quartier général. Tous les télégrammes, de qui ils viennent, passent par la censure avant d'être publiés, et ne paraît que ce que la Compagnie veut faire paraître. Il y a ici beaucoup de braves gens, mais parmi nous combien y en a-t-il, pensez-vous, qui pour l'amour de défendre Halket, même s'il avait une véritable querelle avec la Compagnie, abandonneraient toute chance de faire fortune dans le Mashonaland? J'ai moi-même une grande affection pour Halket, il est un bon camarade et il m'a rendu plus d'un service, — tel que celui de prendre mon tour de garde la nuit dernière parce que je ne me trouvais pas bien, — je ferais quelque chose pour lui, jusqu'à un certain point. Mais, je le dis franchement, je ne voudrais pas et ne pourrais pas me brouiller pour lui avec les autorités, ni pour personne d'autre. J'ai ma fille qui m'attend dans la colonie voilà depuis déjà cinq ans. Et la question de savoir si je pourrai la marier ou non dépend de mes rapports avec la Compagnie; aussi, je le dis franchement, je ne veux pas me brouiller avec elle. Je suis venu ici pour gagner de l'argent, et je veux en gagner! Si d'autres aiment briser leur tête contre les murs de pierre, libre à eux, mais ils ne doivent pas s'attendre à ce que je les suive. Nous ne sommes pas dans un pays où l'on puisse dire ce que l'on pense.

L'Anglais posa ses coudes sur le sol : — Et l'on dit que le drapeau anglais flotte sur nous!

— Oui, avec une barre sinistre en travers, pour la Compagnie!

— Avez-vous jamais eu de cauchemar?

— Moi? Oh! oui, souvent, quand j'ai trop mangé, par exemple.

— Moi, j'en ai toujours eu depuis que je suis ici, je me figure qu'un monde énorme pèse sur moi, un globe entier, et je suis un moucheron pris dessous. Je m'efforce de le soulever, je ne peux pas. Alors je reste dessous, silencieux, et il m'écrase.

— Il est curieux que vous ayez ce cauchemar ici, dit le colonial, on a si peu à manger. Il y eut un silence pendant lequel il se mit à plumer l'oiseau, tandis que l'Anglais regardait les fourmis. Enfin le colonial reprit : — Mettez-vous dans l'esprit que je ne dis pas que le capitaine était à blâmer; Halket a été un âne solennel. Il n'a jamais été solide depuis le jour où il s'était perdu et où il passa la nuit dehors, sur le kopje. Quand nous le trouvâmes le matin, il était dans une sorte de sommeil mortel; nous ne pouvions pas l'éveiller, cependant il ne faisait pas assez froid pour qu'il ait été gelé. Depuis il n'a jamais été le même homme, il est bizarre, vous savez, il donne ses rations aux domestiques nègres, il laisse les autres prendre sa part de brandy la nuit, et il fait bande à part. Les camarades pensent qu'il a attrapé la fièvre à errer tout le jour dans les hautes herbes. Moi, je ne crois pas que ce soit cela; je pense que c'est d'avoir été seul dans le veld qui l'a rendu comme cela. Avez-vous jamais été seul dans le veld, nuit et jour, sans une âme pour vous parler? J'ai été comme cela, et je vous le dis, si j'étais resté là trois jours de plus, je serais devenu fou ou religieux. C'est la nuit, avec les étoiles au-dessus de vous, et le silence de mort tout autour qui vous produit cette impression. Et votre pensée, va, va toujours! Des choses auxquelles vous n'aviez jamais songé depuis des années vous reviennent en mémoire. J'avais pris l'habitude de me parler à moi-même, à la fin, et je finissais par croire que c'était un autre homme. Moi je fus dehors sept jours, lui ne resta qu'une nuit. Mais je crois que c'est la solitude qui l'a frappé; ces étoiles sont imposantes, et aussi le profond silence du matin! Il se leva. — C'est une grande pitié, car c'est un bon camarade; peut-être en reviendra-t-il?

Il se dirigea vers la marmite, avec l'oiseau dans la main. Alors l'Anglais se tourna sur le dos, la main sur le front.

Là-haut, tout là-haut, entre les branches écartées de l'arbre, dans la clarté bleue du ciel, il pouvait voir les vautours voler dans le Sud.

. . . .

Ce soir-là les hommes s'assirent autour du feu pour manger leur souper. Le corps de troupes principal n'était pas arrivé, et les mules avaient été rentrées au camp, car on devait faire une étape le lendemain matin de bonne heure.

Halket avait été relevé de sa faction; il s'était approché et placé un peu à l'arrière-plan du groupe rassemblé autour du feu. Le colonial et l'Anglais avaient donné des ordres à tous les autres camarades du mess, pour que Halket fût laissé tranquille, et qu'aucune question ne lui fût posée; et ceux-ci craignant la taille du colonial et les nerfs de l'Anglais, le laissèrent en paix. Ils riaient et chuchotaient autour du feu, pendant que le gros colonial

remplissait les écuelles d'étain de maïs et de riz, et les passait à la ronde. Maintenant il en passait une à Halket, qui était à demi couché derrière lui, appuyé sur le coude. Pendant quelques instants, Halket ne mangea rien, puis il prit quelques bouchées, après quoi il s'appuya de nouveau sur le coude.

— Halket, dit l'Anglais, en le regardant gaiement, vous ne mangez rien!

— Je n'ai pas faim en ce moment. — Après quelques minutes, il tira son mouchoir rouge, il vida soigneusement le contenu de son assiette, et le noua en paquet. Alors il le posa près de lui, sur le sol, et de nouveau se coucha sur le coude.

L'Anglais lui adressa encore la parole : — Vous ne voulez pas venir plus près du feu, Halket!

— Non, merci, la nuit est chaude. — Bientôt Halket tira de son ceinturon un petit couteau de chasse monté sur un rude manche en bois. Près de lui se trouvait une petite pierre plate et il passa la lame dessus et dessous, la levant de temps en temps pour en sentir le fil sur ses doigts. Quand il eut fini, il le remit dans sa ceinture, puis se leva lentement, en emportant son petit paquet, et se dirigea vers la tente.

— La journée a été rude, dit le colonial. Je pense qu'il sera heureux de se coucher. — Dès lors, tous les hommes assis autour du feu se mirent à chuchoter à son sujet. Le capitaine persisterait-il dans sa parole? Halket allait-il obéir? Et puis le capitaine avait-il quelque raison de ne désigner qu'un seul homme pour faire la besogne, au lieu de les laisser faire une décharge générale? L'un d'eux dit qu'il prendrait volontiers la place d'Halket si on le lui ordonnait. Pourquoi avait-il été aussi bête? Ils continuèrent de chuchoter ainsi jusqu'à neuf heures, puis l'Anglais et le colonial allèrent se coucher. Ils trouvèrent Halket endormi, tout près de la tente, avec sa figure tournée vers la toile; et ils se couchèrent sans bruit afin de ne pas le déranger.

A dix heures, le camp tout entier dormait; sauf les deux hommes qui étaient de garde, et qui, pour se tenir éveillés, tantôt marchaient d'un bout à l'autre du camp, tantôt allaient causer autour du feu qui brûlait encore là-bas.

Dans la tente du capitaine brûlait une lumière dont la lueur, filtrant à travers les minces parois de la tente, se projetait sur le sol, tout autour; mais tout le reste du camp dormait dans un silence de mort. A une heure et demie, la lune s'était couchée, et dans le grand ciel africain ne brillait plus que le scintillement des étoiles.

Alors Peter Halket se leva : doucement il souleva la toile de la tente et sortit en rampant. Il se dirigea vers la partie la plus éloignée du camp et resta là debout; il avait dans les mains son mouchoir rouge rempli. Pendant quelques instants, il contempla la voie lactée là-haut au-dessus de lui, puis il s'avança parmi les hautes herbes, et se fraya un chemin dans la direction opposée à celle où se trouvait le camp. Après quelques secondes il tourna, puis se dirigea en bas, vers le lit de la rivière; il le suivit un instant, et bientôt s'assit sur la berge, enleva ses lourdes chaussures et les jeta près de lui dans l'herbe. Alors, doucement, sur la pointe des pieds, il suivit le petit sentier que les hommes avaient tracé en allant prendre de l'eau à la rivière. Il menait tout droit à la tente du capitaine, et au petit arbre chétif au tronc blanc, dont les branches noueuses s'étendaient de chaque côté. Lorsqu'il ne s'en trouva plus qu'à quarante pas, il s'arrêta. Là-bas, à l'autre extrémité du camp, les deux hommes de garde étaient assis autour du feu, en train de causer à voix basse; et tout le reste du camp était plongé dans un silence de mort. La lumière filtrant à travers la tente du capitaine éclairait les abords du petit arbre; mais on n'entendait aucun bruit à l'intérieur. Durant un moment Peter Halket resta immobile; puis résolument il s'avança vers l'arbre. Le nègre était attaché au tronc, si étroitement qu'il ne semblait faire qu'un avec lui; les bras étaient liés à ses côtés; la tête était penchée sur la poitrine; les paupières étaient closes et tous ses membres, qui avaient été naguère ceux d'un homme vigoureux, étaient abattus, laissant percer les articulations. La laine embrouillée de ses cheveux avait quelque chose de négligé et de sauvage; elle pendait en longues mèches bourrues; enfin le dénûment et l'exposition à l'air avaient rendu sa peau rude.

Les liens de cuir sec avaient légèrement pénétré ses chevilles; et un petit filet de sang avait taché le sol sous ses pieds.

L'homme paraissait mort; Peter Halket leva le regard vers lui, lui toucha doucement le bras, puis le secoua légèrement.

Il ouvrit doucement les yeux sans lever la tête, et regarda Peter de dessous ses lourdes paupières; sauf qu'ils remuaient, on aurait dit les yeux d'un mort.

Peter mit un doigt sur ses lèvres : — Chut, chut, dit-il.

L'homme, inerte, continuait de le regarder.

Alors il s'agenouilla et tira son couteau de sa ceinture. En un instant les liens qui retenaient les jambes furent coupés; puis ceux du corps et du cou sautèrent à leur tour; ils tombèrent sur le sol, et l'homme se trouva libre. Mais il restait, semblable à un muet, la tête toujours penchée en avant et l'œil fixé sur Peter.

Immédiatement celui-ci lui mit dans les mains le paquet rouge qu'il portait sous son bras. — Prends, mange et sauve-toi, dit-il dans un langage connu

de tous les Africains. Mais le nègre restait toujours immobile, comme paralysé.

— Prends et sauve-toi, répéta Peter, en le poussant de la main.

En un instant, une lueur d'intelligence, puis une joie sauvage sillonna sa face. Sans un mot, sans un bruit, d'un bond allongé et tendu, comme s'élance le tigre lorsque les chiens sauvages le pressent, et qu'il n'est ni blessé ni malade, il tourna et disparut dans les herbes. Celles-ci se refermèrent derrière lui; mais sous ses pas les brindilles et les feuilles craquèrent.

Tout de suite le capitaine poussa l'entrée de sa tente : — Qui est là? — cria-t-il.

Peter Halket se tenait sous l'arbre, le couteau dans la main.

Le bruit réveilla le camp; les hommes de garde accoururent, en tirant leurs fusils; et tous les soldats, à moitié endormis, se précipitèrent en prenant leurs armes. Il y eut un bruit de lutte autour du petit arbre; et un cri s'éleva dans le camp : — Les Mashonas ont délivré l'espion!

Quand ils eurent atteint la tente du capitaine, les hommes virent qu'il n'y avait plus de nègre et que Peter Halket était étendu au pied de l'arbre, la face tournée vers la porte de la tente.

Il y eut un bruit de voix confus : — Combien étaient-ils? Où sont-ils passés maintenant; — ils ont tué Peter Halket. — Le capitaine les a vus; — tenons-nous prêts; ils peuvent revenir d'un moment à l'autre!

Quand l'Anglais s'approcha, les autres lui ouvrirent les rangs, car ils savaient qu'il avait été étudiant en médecine; il s'agenouilla près de Peter Halket. — Il est mort! — dit-il avec calme.

Alors les soldats retournèrent son corps, et le colonial vint s'agenouiller de l'autre côté, tenant en main une petite lampe.

Mais le capitaine cria : — Quelle est cette folie, vous autres? Pensez-vous donc qu'il est d'usage de suivre la piste de tous ces vagabonds! Allez, montez la garde de tous côtés! Puis se tournant vers l'Anglais et le colonial, il leur dit : — Je vais envoyer quatre nègres creuser la fosse. Vous feriez mieux de l'enterrer tout de suite; ce n'est pas l'usage d'attendre. A la première heure du jour, nous partons d'ici.

Lorsqu'ils furent seuls, ceux-ci découvrirent la poitrine de Peter Halket. Il y avait juste une petite plaie sous le sein gauche; puis une autre au sommet de la tête, qu'il avait dû se faire en tombant. — Étrange, n'est-ce pas; qu'est-ce qu'il a pu venir faire ici? dit le colonial; une petite blessure, n'est-ce pas?

— Un coup de pistolet! — répondit l'autre, en couvrant la poitrine.

— Un coup de pistolet?

L'Anglais le regarda, avec des yeux perçants : — Je vous ai dit qu'il ne voulait pas tuer ce nègre. — Tenez... regardez là... — Il releva le couteau tombé de la main de Peter Halkett et l'enfonça dans une des lanières de cuir qui gisaient en morceaux par terre.

— Mais vous ne croyez pas... — exclama le colonial, en ouvrant de grands yeux, sur lui, puis sur la tente du capitaine.

— Si, je le crois! — Levez-vous et allez chercher son grand manteau; nous le mettrons dedans. Si l'on ne doit rien dire d'un homme lorsqu'il est vivant, l'on ne doit non plus rien en dire lorsqu'il est mort!

Ils prirent son grand manteau et fouillèrent dans les poches afin de voir s'il n'y avait pas quelque chose pouvant indiquer de quel pays il venait et où vivaient ses amis. Mais ils ne trouvèrent qu'un flacon vide, une bourse en cuir avec deux shillings, et un petit bonnet à deux pointes fait à la main.

Alors ils enveloppèrent Peter Halket dans son grand manteau et le coiffèrent de son petit bonnet. Et une heure après être sorti de la tente, il était là, couché sous le petit arbre, recouvert du sable rouge que le sang mélangé d'un blanc et d'un nègre avait imbibé.

Tout le reste de la nuit les hommes restèrent autour des feux, discutant ce qui venait d'arriver et craignant une attaque. Seuls l'Anglais et le colonial se retirèrent sous leurs tentes, pour dormir.

— Croyez-vous, — demanda ce dernier, — que l'on fasse une enquête?

— Pourquoi faire une enquête? — Demain son temps aurait pris fin.

— Allez-vous dire quelque chose?

— A quoi bon!

Ils passèrent une heure dans l'obscurité à écouter le bruit des voix au dehors.

— Soudain l'Anglais dit : — Croyez-vous en Dieu?

Le colonial répondit : — Sans doute, j'y crois!

— Moi, je croyais aussi, — reprit l'autre, — mais pas en votre Dieu; je croyais en quelque chose de supérieur que je ne peux pas comprendre, et qui se meut sur la terre, comme votre âme se meut dans votre corps. Et il me semblait que ce quelque chose était fait de telle façon que la loi de cause à effet qui existe dans le monde physique existait aussi dans le monde moral, et que ce que nous appelons justice gouvernait le monde. Maintenant je n'y crois plus. Dans le Mashonaland il n'y a pas de Dieu!

— Oh! ne dites pas cela! — cria le colonial tout bouleversé. — Allez-vous devenir fou, comme ce pauvre Halket?

— Non; mais il n'y a pas de Dieu! — Et l'Anglais se retourna sur les épaules, puis se tut, pendant que l'autre se préparait à dormir.

Le matin suivant, avant l'aurore, les hommes

avaient fait leurs paquets et se mettaient en marche. A cinq heures les voitures commençaient de s'éloigner; devant et derrière marchaient des escortes à pied et à cheval, et l'emplacement du camp n'était désormais qu'un cercle dénudé; on n'y voyait plus que des bouteilles brisées, des plats vides, et les pierres encore entourées de cendre chaude, qui avaient servi à dresser le feu. Sous le petit arbre rabougri, le colonial et l'Anglais faisaient un monument de pierres. Leurs chevaux sellés attendaient auprès.

A ce moment le cavalier trapu tourna bride et revint. Il avait été envoyé par le capitaine pour demander ce qu'ils faisaient là tous deux, et pour leur dire de venir.

Ils se mirent en selle pour le suivre; mais l'Anglais tourna la tête et regarda derrière. Le soleil levant éclairait les arbres élancés dont les branches écartées avaient ombragé le camp; il éclairait le petit arbre rabougri avec son tronc noueux et ses branches étendues, et aussi les pierres placées dessous.

— C'est à cause de toute cette nuit passée sur le kopje! — dit le colonial avec tristesse.

— Mais l'Anglais répondit en jetant un regard derrière lui : — Je ne sais pas si ce n'est pas meilleur pour lui que pour nous..., maintenant!

Puis ils se mirent en route pour rattraper la troupe.

Olive Schreiner,
(Traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par Louis Chevallier.)

EN SAHARA OCCIDENTAL

Il est une région du Sahara occidental qui, depuis quelques années, a fixé l'intérêt des coloniaux. C'est la partie qui s'étend au nord de notre Sénégal, entre Tombouctou et le Cap Blanc, et dont l'histoire se rattache à ces trois points géographiques ainsi qu'au Maroc et au Touat.

Diplomatiquement, cette zone est dans la sphère d'influence de la France, puisqu'elle n'est qu'une fraction du Sahara. Économiquement, elle lui échappe encore, car la France n'y a ni établissements, ni relations directes. Historiquement, elle l'intéresse et réclame son attention; car, de Tombouctou, partent, indépendamment de la voie du Touat, deux routes commerciales vers le Maroc et le Cap Blanc, la première, la plus ancienne et qui est immuable; la seconde qui ne va plus jusqu'au Cap Blanc, mais s'oriente vers le Maroc à partir de l'Adrar et peut-être du Tiris, les deux oasis principales de cette partie du Sahara occidental.

Que ces deux routes commerciales soient un jour détournées de leur but actuel pour aboutir en Algérie, c'est la tâche de ceux des nôtres qui président désormais aux destinées de Tombouctou par corrélation avec le Touat et l'Algérie.

Mais il est une de ces deux routes qu'on pourrait conserver, à la condition d'en modifier l'itinéraire. C'est celle qui bifurque de l'Adrar et du Tiris pour aller au Maroc, et qu'il serait possible de continuer vers le Cap Blanc, comme elle y allait jadis. Ce ne serait qu'une reconstitution. Il fut un temps, en effet, où Arguin, dans la baie que forme le Cap Blanc et qui précède celle du Lévrier, était le siège d'établissements commerciaux importants.

Dès la fin du xvie siècle, les Maures venaient déjà y échanger les produits du Soudan contre des marchandises d'Europe. Pourtant, les Français, les Allemands, les Hollandais, ses possesseurs successifs, ne surent point lui donner la stabilité. André Brüe, qui s'en empara en 1720 pour le compte de la Compagnie du Sénégal, en fit le comptoir exclusif du commerce des gommes entre le Cap Blanc et Saint-Louis. La dissolution de la Compagnie en 1791 entraîna la disparition de l'établissement d'Arguin.

Depuis cette époque, le clairvoyant Faidherbe n'a cependant pas manqué de rappeler le rôle d'Arguin. L'initiative commerciale n'a pas répondu à son invitation parce qu'elle n'a pas su comprendre où il voulait en venir.

En revanche, l'Angleterre a donné une définition du rôle économique du Sahara occidental en installant des comptoirs au Cap Juby (1880) et en avouant son projet d'attirer à elle tout le commerce du marché de Tendout, une des clefs de Tombouctou. En 1881, un agent de la North-West-African Company s'est même rendu dans l'Adrar et a pu y engager avec le cheik des négociations qui n'ont pas abouti. Depuis, le gouvernement marocain a racheté aux Anglais leurs comptoirs du Cap Juby (Victoria Port), et les plans, longuement médités, avec lesquels on devait nous enlever tout le commerce véhiculé par Tombouctou, n'ont pas réussi.

L'Espagne, qui dispose depuis 1884 de la bande de territoire appelée Rio de Oro, du nom d'un ruisseau qui n'a ni or ni eau, n'a pas fait plus que l'Angleterre et ne fera vraisemblablement pas davantage, malgré les relations qu'elle a engagées avec les Maures. Pourtant, elle touche de bien près nos intérêts et elle représente sur cette partie de la côte une concurrence qui n'existait pas.

De l'Oued Drâa au Cap Bojador, et de ce point au Cap Blanc, où sera le dérivatif commercial du Sahara occidental; où aboutiront les caravanes de Tombouctou à Oualata et au Tagant, au Ouadan et à l'Adrar?

C'était en grande partie pour répondre à cette ques-

tion que, déjà, en 1860, et bien avant les Espagnols du Rio de Oro, Faidherbe envoyait le capitaine d'état-major Vincent explorer la région. Vincent accomplit un voyage des plus utiles, mais ne put arriver dans l'Adrar.

En août 1891, un de nos confrères, Léon Fabert, renouvela la tentative. Il avait pour compagnons M. Georges Descenet, jeune fonctionnaire de Saint-Louis, et l'interprète arabe Bou El Mogdad, fils d'un marabout très notable.

Mais, au moment où il allait partir, une guerre civile éclatait chez les Trarzas, Maures de la rive droite du Sénégal, dont il faut traverser les territoires pour entrer dans le Sahara occidental. Il y avait conflit entre le roi Trarza Amar Saloum et son neveu Ahmet Saloum, gamin de dix-sept ans, qui prétendait se substituer à lui, et était soutenu dans ses revendications par le gouvernement de Saint-Louis. Ceci n'est qu'un des moindres incidents de la politique suivie à l'égard des indigènes. Le jeune Ahmet Saloum était encouragé dans sa rébellion parce que c'était l'intérêt d'un indigène sénégalais, Yamar M'Bodj, chef du Oualo, qu'il triomphât de son oncle Amar Saloum et fût roi à sa place. Voici pourquoi. La partie de la rive droite du Sénégal, qui baigne les territoires des Trarzas, est inondée pendant la saison des pluies, ce qui la rend très fertile et supérieure en rendement aux terres du Oualo. Cette partie de territoire s'appelle le Schammama. Les habitants du Oualo, sur la rive gauche du Sénégal, ont été de tout temps désireux de venir cultiver sur le Shammama. Aussi, depuis l'ère de paix amenée par la politique de Faidherbe, les rois maures avaient consenti aux indigènes de la rive gauche le droit de culture sur le Schammama, moyennant une redevance du dixième des produits à payer aux propriétaires du sol, ou plutôt à ceux qui ont charge de prélever les droits, c'est-à-dire aux princes maures.

Yamar M'Bodj, chef du Oualo, trouvait plus profitable de jouir complètement du Schammama sans avoir à payer aucun droit, et, pour cela, voulait en devenir propriétaire.

Ahmet Saloum n'était pas roi et ne disposait pas du Schammama. Mais, connaissant le désir de Yamar M'Bodj, il prit sur lui de le satisfaire. Sans consulter personne, et sur la promesse qu'il serait soutenu par le gouverneur, c'est-à-dire par Yamar M'Bodj, servant d'intermédiaire, il concéda le Schammama à celui-ci.

Yamar intervint, en effet, avec ses contingents du Oualo, en faveur d'Ahmet. Amar Saloum, rejoint par ses adversaires, fut battu à Schoutelma et ne dut son salut qu'à la fuite. Son neveu Ahmet prit le titre de roi.

Mais, à peine débarrassé de son compétiteur, le jeune Ahmet pria le gouverneur du Sénégal de ne pas tenir compte de la cession du Schammama et de la considérer comme nulle et non avenue. Il fit remarquer les conséquences désastreuses de cette cession pour lui, non seulement au point de vue des relations entre noirs et Maures, mais aussi au point de vue du commerce.

Le gouverneur, M. de Lamothe, refusa de rien entendre. Ahmet Saloum offrit alors de donner à Yamar M'Bodj 10 000 francs comme compensation. M. de Lamothe réclama en plus une cession de territoire depuis Ndiader ou l'île des Maringouins jusqu'à Ndiago. Devant cette nouvelle exigence, Ahmet Saloum refusa terre et argent.

C'est pendant que se passaient ces incidents que la mission Fabert continuait sa marche vers le nord, après avoir pris part, malgré elle, à la rencontre meurtrière de Schoutelma. Elle allait se trouver exposée aux représailles des partisans vaincus d'Amar Saloum, qui tenaient la campagne avec les Oulad Delim, ces vagabonds à la solde de tous les mécontents. A Tyenera, la mission ne fut sauvée que par l'intervention du cheik Baba, frère du cheik Saad Bou, grand marabout, qui offrit asile dans son camp à Fabert et à ses compagnons. Ce camp est à trois jours d'Atar, dans l'oasis d'Adrar. Mais, l'oasis d'Adrar était à ce moment attaquée par les Maures J'Dowiches, et il était impossible d'y pénétrer.

Fabert s'entendit avec Saad Bou, qui lui confia deux hommes sûrs pour aller présenter un projet de traité d'alliance, de commerce et de protectorat, au roi de l'Adrar, Sidi Ahmed Ould Aïda. Celui-ci renvoya le traité avec son acceptation formelle, et Fabert le rapporta à M. de Lamothe qui le transmit à Paris.

Ce traité a été contesté, c'est vrai, sous l'impression de l'étrange humeur avec laquelle il fut d'abord accueilli par le gouvernement du Sénégal. Mais, à la suite d'une protestation du duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne, qui déclara que le traité ne portant pas la signature même d'Ould Aïda, il était désirable qu'on obtînt confirmation de sa validité; l'interprète Bou El Moghdad fut renvoyé vers l'Adrar pour solliciter cette sanction. Ce traité revint, cette fois, signé de la main du roi, et fut ratifié par notre gouvernement en juin 1893.

Il y a donc un traité de l'Adrar, conclu en 1891, dans des conditions parfaitement modestes, et sans bruit de la part de son auteur. On peut supposer qu'il a servi à quelque chose dans les négociations que la France a eues avec l'Espagne au sujet du Sahara occidental.

Le voyage de MM. Donnet et Bonnival, en 1894, dans le but de gagner l'Oued Drâa en partant du Sénégal et en longeant la côte, diffère sensiblement de

celui de Fabert. Venant, d'ailleurs, après les tentatives anglaises de l'Oued Drâa au Cap Bojador, et après les actes des Espagnols au Rio de Oro, il arrivait trop tard, et ne se rattachait en rien au voyage de Fabert.

En revanche, il y eut une tentative opportune dont la réalisation devait se nouer à la question de l'Adrar.

Ce fut celle de M. Claude Charvet, qui obtint par décret du 10 mai 1893 la concession à bail, pour une période de 75 ans, de la partie française du territoire du Cap Blanc, depuis la pointe du Cap jusqu'au fond de la baie du Lévrier, en vue d'y créer des établissements de pêcherie et de commerce.

On sait que l'autre partie du Cap Blanc dépend précisément du Rio de Oro.

M. Charvet n'ignorait pas que, depuis longtemps, ce point de la côte était signalé comme plus riche en poissons et surtout en morue que les bancs de Terre-Neuve eux-mêmes; il savait les projets qu'avait eus Faidherbe à ce sujet; il savait aussi que l'Espagne et l'Italie s'occupaient beaucoup, dans leurs milieux scientifiques, des moyens de tirer parti de cette position maritime.

Sa demande de concession était donc un coup de maître.

Mais c'est ici que la question du Sahara occidental se complique.

Les négociants du Sénégal virent dans les établissements de M. Charvet une concurrence funeste à leurs intérêts. Comme autrefois, sous la direction de Brüe, à qui on jetterait des pierres s'il vivait de nos jours, les comptoirs d'Arguin allaient accaparer toute la gomme de la région, au détriment des escales sénégalaises. Ils protestèrent contre la concession Charvet et demandèrent son annulation, en se basant sur ce qu'elle avait été accordée sans l'acquiescement préalable du Conseil général. Celui-ci considère, en effet, que sa juridiction s'étend le long de la côte saharienne jusqu'au Cap Blanc.

La concession de M. Charvet lui fut enlevée, et la route commerciale d'Arguin, Tiris, Adrar, Ouadan, Tagant, Oualata, Tombouctou, n'existe pas encore. C'est pourtant là qu'il fallait porter l'effort : sur les intelligents habitants de l'Adrar, les Yahia ben Osman, tous marabouts sédentaires ; sur les Oulad bou Seba, marabouts et guerriers, au sud de l'Ouad-Noun sur les gens du Haodh, qui s'étend du Tagant à Tombouctou, etc.

Sans vouloir décourager personne et tout en rendant hommage aux bonnes volontés, il faut regretter le manque d'unité dans l'interprétation de certaines questions. C'est bien l'Adrar et ce qui l'entoure, qu'il faut considérer en Sahara occidental, non pas au point de vue d'un transsaharien, qui n'a pas de raison d'être en l'espèce, et de son trafic possible, mais au point de vue d'une route occidentale qu'il faut reconstituer à travers cette population maraboutique dont l'existence ne dépend nullement de notre Algérie mais de notre Soudan.

Surtout, il importe de tenir compte de l'expérience. Encadrer une mission commerciale dans une escorte militaire est le fait d'une ignorance absolue de toutes les missions passées. Trois hommes parlant l'arabe, accompagnés de quelques serviteurs, pourront toujours réussir. Il n'en sera pas de même s'ils appuient leur crédit sur le nombre de leurs tirailleurs.

Nous avons montré d'autre part ce qu'est Ahmet Saloum et quel rôle étrange on lui a fait jouer jadis. C'est un mécontent qui nous servira toujours mal, quoiqu'il ait besoin de nous. Pourquoi recourir à ses services? Autant vaudrait employer le fieffé bandit qu'est Yamar M' Bodj.

Saad Bou, au contraire, a constamment donné des preuves de loyauté. Pourquoi ne pas s'en tenir à son concours?

L. Sevin-Desplaces.

LADY HESTER STANHOPE

Lady Hester Stanhope, nièce du grand Pitt, occupe certainement une place à part parmi les femmes les plus extraordinaires de ce siècle. Elle possédait au plus haut degré les qualités et les défauts de l'Orient et de l'Occident réunis. Pendant plus de quarante ans, quelle que fût la retraite d'où elle exerça son autorité, elle formait à elle seule une puissance politique, dont l'influence fut énorme en Europe et en Asie, et avec laquelle rois, sultans ou émirs eurent plus d'une fois à compter. Tout dans l'histoire de sa vie concourt à captiver l'intérêt. Nous la voyons successivement secrétaire de son oncle, auquel elle prodigue ses conseils, voyageuse en des pays alors peu connus, astrologue, nécromancienne, conspiratrice et reine; elle songe un moment à fonder une religion nouvelle, et meurt enfin à moitié folle, ruinée par de charitables prodigalités.

Cette femme étrange n'est plus guère connue aujourd'hui en France que par les quelques pages que lui consacre Lamartine dans son *Voyage en Orient*. Ces pages montrent du reste qu'il ne la comprit pas. Pour en reparler aujourd'hui, nous nous servirons principalement des *Mémoires* que son médecin publia à Londres en 1845 (1), mémoires qui n'ont pas été traduits en français.

(1) *Memoirs of the lady Hester Stanhope, as related by herself in conversations with her physician.* London, 1845, 3 vol. in-8°.

I

Hester-Lucy Stanhope naquit à Londres le 12 mars 1776. C'était l'aînée des trois filles issues du premier mariage de Charles, troisième comte Stanhope, avec Hester Pitt, fille de lord Chatham.

Lord Stanhope (1753-1816) est un excentrique célèbre. S'occupant de science autant que de politique, il était l'inventeur d'une presse à imprimer, de deux machines arithmétiques, d'une machine à raisonner, et d'autres encore. En politique, il fut toujours un libéral avancé. Il présidait en 1788 et 1789 la *Société de la Révolution* de Londres, et occupa jusqu'en 1795 une situation en vue au parlement. Il avait aidé Burke dans son opposition à la guerre contre les colonies révoltées d'Amérique, mais il en devint l'intraitable adversaire lorsque celui-ci se fut fait, contre la Révolution française, le champion de tous les abus. Nous ne pouvons ici le suivre dans cette lutte, dont nous avons tracé ailleurs les différentes phases (1).

Ses habitudes étaient étranges. « Au plus fort de l'hiver, nous dit sa fille, il couchait la fenêtre ouverte, sans bonnet, et enfoui sous douze couvertures; on ne pouvait s'empêcher de rire en le voyant. Au saut du lit, il endossait, par-dessus la culotte qu'il avait gardée pour dormir, une légère robe de chambre, et mettait ses pieds nus dans des pantoufles; il allait ensuite s'asseoir dans un coin de la chambre, où il n'y avait pas de tapis, et prenait son thé avec un morceau de pain bis. » (*Mém.*, II, 15-16.) Malgré les liens de famille qui l'unissaient au premier ministre, plusieurs fois ses opinions avancées faillirent le faire incarcérer, car on sait que Pitt ne transigeait pas avec les révolutionnaires. Lord Stanhope s'efforçait, du reste, de mettre sa conduite privée d'accord avec les principes qu'il prônait publiquement. Sous l'influence des idées venues de France, on le vit effacer les armoiries de ses voitures, et vendre, comme trop aristocratiques, les tapisseries et la vaisselle d'argent dont le roi d'Espagne avait fait don à son grand-père. L'argenterie seule pesait plus de 300 kilogrammes. Cet accès de républicanisme fit d'autant plus scandale à Londres que le noble lord y était plus connu, mais en France il lui conquit d'emblée le cœur des patriotes, et l'on ne s'étonne pas de voir Baudouin, l'imprimeur de l'Assemblée nationale, écrire le 3 décembre 1789 : « Le nom de lord Stanhope est, parmi nous, aussi vénéré que celui de Mably. »

La mère d'Hester était essentiellement ce que l'on est convenu d'appeler *une grande dame*. Tout chez elle revêtait un caractère particulier de splendeur. Les domestiques portaient des habits *à la française;* les maîtres et les maîtresses chargés des enfants auraient pu passer pour des ambassadeurs. Les blanchisseuses établies dans les dépendances lavaient quatre mille pièces de linge par mois. Le service de table exigeait un bœuf tous les huit jours et un mouton chaque matin. On voyait apparaître aux fêtes ces énormes *baron of beef*, si célèbres outre-Manche, et des *plumpuddings* que deux hommes avaient peine à porter. La plus scrupuleuse étiquette réglait le cérémonial des visites et des jeux. Il était interdit aux femmes de chambre de se friser, de porter des vêtements aux nuances claires ou des talons dépassant une certaine hauteur. La châtelaine avait constamment sur elle des ciseaux chargés de couper les mèches révoltées, et une baguette, pour rappeler les inférieurs à l'obéissance. Le faste et le luxe de sa vie n'avaient cependant pas éteint chez elle tout sentiment de compassion. Chaque fois qu'une pauvre femme accouchait dans les environs, *Milady* lui faisait parvenir deux guinées en or, une layette, une couverture, des médicaments, deux bouteilles de vin, et tout ce qui pouvait lui manquer pour son enfant.

Seule dans la famille, la mère d'Hester eût pu avoir sur elle l'autorité nécessaire pour réprimer les écarts de son caractère bizarre, mais elle mourut quand celle-ci n'avait que quatre ans. Lady Stanhope laissait derrière elle trois filles, dont les deux plus jeunes, Griselda et Lucy-Rachel, nées en 1778 et 1780, n'eurent jamais la moindre ressemblance avec leur aînée, qu'elles précédèrent au tombeau.

Lord Stanhope se remaria bientôt. Sa seconde femme, Louisa Grenville, était tout l'opposé de la première. C'était une créature sans cœur, sans esprit, ne pensant qu'à l'opéra et aux dernières modes. Elle eut trois fils, Philippe, Charles et Jacques, mais son amour maternel ne se manifestait que par un baiser quotidien, au moment du principal repas. Pendant plusieurs années, on ne la vit rentrer chez elle que le matin, au moment où son mari en sortait. « Elle se levait à 10 heures, et, après une courte promenade, revenait se faire coiffer, quand elle était à Londres; seuls, deux Français, qui s'y étaient établis, savaient la coiffer... Lord Stanhope était plongé dans ses études philosophiques; nous, les enfants, nous ne voyions ni l'un ni l'autre de nos parents. Lucy avait coutume de dire qu'elle pourrait rencontrer sa belle-mère dans la rue sans la reconnaître. Mon père suivit un jour jusqu'à notre porte une femme qui avait laissé tomber son gant. Il l'avait ramassé, mais il était loin de se douter que cette

(1) Voir notre article sur *la Société de la Révolution de Londres*, dans *la Révolution française* (n° du 14 octobre 1895).

femme fût notre institutrice, car il ne l'avait jamais vue. » (*Mém.*, II, 15.)

Un pareil milieu ne pouvait produire que des résultats déplorables en ce qui regarde l'éducation des enfants. Ceux-ci étaient entièrement abandonnés aux soins d'une gouvernante, qui avait sur la pédagogie des idées particulières. Écoutons son élève (*Mém.*, II, 13-14) : « J'ai gardé un vif souvenir de ce que je fus obligée d'endurer dans ma jeunesse ; c'est ce qui m'a fait jurer une guerre éternelle aux institutrices suisses ou françaises. La nature nous forme d'une certaine façon, aussi bien au moral qu'au physique, et il est inutile d'essayer d'y rien changer. Notre institutrice, à Chevening, nous enfermait le corps entre des planches, qu'elle serrait ensuite de toutes ses forces ; on aurait voulu me donner une taille de guêpe, mais c'était impossible. » Le même procédé barbare, appliqué à l'esprit, ne cherchait à développer d'autre faculté que celle de la mémoire ; pour Hester, il est vrai, celle-ci devint véritablement prodigieuse.

Contre ce système absurde, l'aînée des filles de lord Stanhope, dès sa plus tendre enfance, s'était révoltée. On reconnaissait en elle une vraie Pitt, et l'orgueil instinctif de sa race ne lui permit jamais de supporter aucune contrainte. Elle refusa toujours de porter un corset, et sut tout faire plier à ses volontés. Ses frères et sœurs mêmes n'osaient l'aborder sans en avoir reçu l'autorisation.

On connaît d'elle nombre d'anecdotes typiques. Elle avait sept ou huit ans, lorsque le comte d'Adhémar, ambassadeur de France, fit un jour une visite à son père à Chevening. L'enfant fut tellement émerveillée de ses splendides laquais, qui portaient des plumes et des dentelles à leur chapeau, ainsi que de la politesse et des belles manières du comte, qu'elle résolut d'aller visiter un pays qui produisait de si belles gens. Peu de jours après, elle était envoyée avec ses sœurs à Hastings ; elle en profita pour sauter dans un bateau, manœuvrer les rames et se diriger vers la pleine mer. Ce ne fut pas sans peine qu'on put la ramener, et lui persuader qu'une petite fille de sept ans n'était guère en état de traverser la Manche par ses seuls moyens.

Quelques années plus tard, dans un de ces accès démocratiques auxquels nous avons déjà fait allusion, lord Stanhope avait décidé de vendre tous ses équipages. Personne n'osait intervenir, mais lady Stanhope en conçut un tel désespoir qu'Hester résolut de venir au secours de sa belle-mère. Elle se procura des échasses et se mit en devoir de s'en servir dans une rue des plus sales, où elle était sûre que son père la verrait. Aussi à peine est-elle rentrée que celui-ci lui demande ce que cela veut dire. « Oh ! papa, lui répond-elle, j'ai voulu, puisque vous vous débarrassez de vos chevaux, avoir des échasses pour me promener dans la boue ; moi, papa, je me moque bien de la boue, vous le savez ; mais cette pauvre lady Stanhope a toujours eu l'habitude d'avoir une voiture, et sa santé n'est pas très bonne. — Qu'est-ce que tu dis là, petite ? dit mon père en détournant la tête, puis après une pause : Que dirais-tu, petite, si je rachetais une voiture à lady Stanhope ? — Je dirais, papa, que vous êtes bien bon. — Eh bien, nous verrons ; mais, morbleu, pas d'armoiries ! » Ainsi fut fait. (*Mém.*, II, 9-10.)

Hester n'eut jamais un savoir étendu, car ce fut elle qui dirigea pour ainsi dire ses études, au hasard des livres qui lui tombaient sous la main. Sa mémoire prodigieuse et son désir excessif de s'instruire la poussèrent à étudier nombre de choses qui, mal comprises et mal digérées, ne furent pas sans avoir une certaine influence sur l'affaiblissement cérébral dont elle fut l'évidente victime dans ses dernières années. Elle possédait couramment le français et l'italien, mais garda toujours une profonde répugnance pour les beaux-arts et plus particulièrement pour la poésie. Lord Byron, qu'elle rencontra à Athènes en 1810, n'était à ses yeux qu'un homme ordinaire, et lorsque au déclin de sa vie Lamartine lui rendit visite en Orient, elle sembla absolument ignorer qu'elle parlait à un poète.

Jamais Hester ne fut belle (elle-même l'avoua souvent), mais à vingt ans, la beauté était remplacée chez elle par un extérieur imposant et gracieux à la fois. Le peu de régularité de ses traits lui faisait dire qu'elle était d'une *laideur homogène*. Elle était surtout fière de la blancheur de son teint, et dans ses yeux gris-bleu pouvait se lire son orgueil aristocratique. Elle avait la voix de son grand-père, le premier lord Chatham, à qui elle ressemblait non moins au physique qu'au moral. Je suis une Pitt ! répétait-elle souvent, et, pour ne pas déchoir, pensa d'abord épouser son cousin lord Camelford, *un vrai Pitt aussi*, disait-elle. Des disputes de famille survenues à la suite d'héritages rendirent cette union impossible. Ce qui l'avait séduite chez lord Camelford, c'était surtout son caractère chevaleresque ; il avait été le héros de mille aventures et avait souvent donné des preuves de la plus rare intrépidité. Son amusement favori était de parcourir la nuit les tavernes de Londres, se mêlant aux matelots, écoutant l'histoire de leur vie, et donnant une somme de 100 guinées à ceux qui lui semblaient dignes d'intérêt, quitte à les rosser et à les laisser pour morts s'ils le suivaient pour connaître le nom de leur généreux bienfaiteur.

Mais l'admiration d'Hester eut surtout pour objet son oncle, le premier ministre. Ce sentiment, mêlé à son amour de l'indépendance, la fit quitter Burton

Pyrsent, où elle avait été, au commencement de 1800, se fixer près de sa grand'mère, pour venir s'établir auprès de Pitt. A partir du mois d'août 1803, elle lui servit de secrétaire. Il est vrai qu'en agissant ainsi elle avait un but caché, qui était de protéger sa famille contre les résultats possibles de l'ardeur révolutionnaire de lord Stanhope. Ne venait-on pas d'arrêter dans sa maison même un des chefs de l'opposition nommé Joyce ? Hester réussit à épargner tout ennui à son père, mais désireuse de soustraire ses jeunes frères à une influence qu'elle jugeait pernicieuse, elle les fit enlever pendant la nuit, et dès lors se chargea elle-même de leur éducation.

II

Avec l'entrée d'Hester chez son oncle commence la seconde période de sa vie. Son influence devint immédiatement prépondérante; tout lui passait par les mains : chargée de la correspondance, et parfois même de la rédaction de projets de notes diplomatiques, elle sut faire changer souvent les déterminations de Pitt. Elle le soutint énergiquement de ses conseils dans sa lutte contre les whigs et les jacobins; lui, d'autre part, ne contraria jamais ses opinions et respecta ses antipathies. Le roi George la déclarait le meilleur de ses *hommes d'État*, ajoutant qu'il ne connaissait aucune femme qui fît plus d'honneur à son sexe. « Bizarre créature, lui disait son oncle ; la solitude vous va, pourvu qu'elle soit profonde; le monde, pourvu que ce soit un tourbillon, et la politique, à la condition d'être embrouillée. Il vous faut un de ces éléments extrêmes ; je ne sais lequel vous convient le mieux. » Il était difficile de mieux définir un caractère aussi ondoyant.

Forte du crédit du tout-puissant ministre, elle donna libre cours à l'expression de sa misanthropie et de son dédain. Nul ne put échapper aux traits acérés qu'elle décochait contre quiconque lui déplaisait. Elle avait conçu une antipathie spéciale contre le prince de Galles. « Quelle vile créature ! disait-elle de lui. Je ne crois pas que cet homme ait jamais témoigné à un être humain la moindre sympathie.» Là du moins, elle avait raison, mais l'insistance avec laquelle elle se plaisait à rappeler à Addington et à tant d'autres ce qu'elle appelait la bassesse de leur origine lui créa une foule d'ennemis irréconciliables, qui se vengèrent par tous les moyens possibles dès que son puissant protecteur eut disparu. Tant qu'il fut là, Hester se crut tout permis. Elle alla jusqu'à faire changer l'uniforme d'un régiment de milice, parce que, disait-elle, les hommes avaient l'air d'arlequins. Elle traitait Wellington « d'homme de plaisir qui dansait comme un lourdaud et buvait comme un templier ». C'était, ajoutait-elle plus tard, par le plus pur hasard qu'il avait gagné la bataille de Waterloo.

La mort imprévue de son oncle Pitt, tué par la nouvelle de la bataille d'Austerlitz, fut pour elle un coup de foudre. Privée de toute influence et subitement effrayée des rancunes qu'elle avait amassées autour d'elle, elle comprit qu'elle ne pouvait plus rester à la cour et se retira d'abord à Montague Square; trois ans plus tard, elle désira s'isoler encore davantage et se fixer dans le pays de Galles, à Builth, près de Brecon. Elle y passait son temps à soigner les pauvres malades et à s'occuper de sa basse-cour. Son existence matérielle était assurée par une rente de 1 200 livres sterling que le roi lui avait fait voter pour déférer au suprême désir de Pitt. En 1825, à la mort de son frère James, elle hérita d'une nouvelle rente de 1 500 livres. Telles furent ses ressources jusqu'à la fin de sa vie, ce qui ne l'empêcha pas de mourir dans la misère.

Elle menait à Builth une existence assez tranquille, lorsqu'elle perdit simultanément son frère Charles et le général Moore, qu'elle aimait secrètement, tués tous deux à la bataille de la Corogne. Cette nouvelle catastrophe acheva d'aigrir un caractère déjà prédisposé à la mélancolie, et prise désormais d'une invincible répulsion pour sa patrie, elle quittait, le 10 février 1810, l'Angleterre qu'elle ne devait plus revoir.

Nous ne pouvons nous empêcher de songer, en passant, à la ressemblance du sort de lord Byron avec celui d'Hester Stanhope; tous deux appartenaient à la classe aristocratique, dont ils partageaient également les préjugés; ils furent tous deux, pendant un moment, les favoris du public qui les comblait d'adulations, mais devant un revirement de la faveur populaire, ils furent atteints de misanthropie au plus extrême degré, s'exilèrent volontairement jusqu'à la mort, et cherchèrent sous le soleil de l'Orient un refuge contre eux-mêmes et leurs illusions, refuge que leurs cœurs ulcérés ne devaient plus trouver nulle part. Pour elle plus particulièrement, comme l'a fait remarquer Ph. Chasles, « son malheur fut d'être femme, et de réunir dans des conditions d'impuissance la haine de la dépendance, la fièvre de l'activité et l'énergie comme l'habitude du commandement ».

Lady Hester Stanhope se fixa d'abord à Constantinople, mais elle s'y sentait encore trop rapprochée de la civilisation, et au bout d'une année elle s'embarqua pour la Syrie. Le navire qui la transportait fit naufrage dans le golfe Macri, à la hauteur de l'île de Rhodes, et elle ne se sauva qu'à grand'peine. Arrivée à terre complètement mouillée, elle ne trouva d'autres vêtements de rechange que des habits d'homme à la turque. Bien que les ayant endossés par nécessité, elle en fut tellement enchantée qu'elle résolut de n'en plus porter d'autres, et pendant les

trente dernières années de sa vie renonça complètement aux vêtements européens et à ceux de son sexe. Ce naufrage ne modifia en rien ses intentions, et ayant rassemblé péniblement tout ce qui pouvait lui rester de sa fortune, elle repartit pour de nouveaux voyages.

III

Sa profonde connaissance du cœur humain lui avait fait voir que chez les grands enfants que sont restés les peuples de l'Orient, c'est surtout par les yeux que s'impose le prestige. A partir de ce moment elle cherche à frapper l'imagination : partout où elle se montre, elle ne le fait qu'avec splendeur et répand l'or à pleines mains.

En Égypte, où Méhémet-Ali l'accueille avec magnificence, à Jaffa, à Jérusalem, dans ses courses vagabondes à travers la Syrie, partout les populations la reçoivent comme une envoyée du ciel. Jamais elle ne fut exposée, de la part de ces fanatiques, à une insulte en raison de son sexe ou de sa religion. En 1813 a lieu la célèbre expédition aux ruines de Tadmour (l'ancienne Palmyre). Rien ne saurait égaler le faste et le luxe déployés à cette occasion. Elle y entra la lance au poing, au milieu d'un cortège vraiment royal et s'y fit couronner *reine de Tadmour*, titre que les Arabes et les Druses lui conservèrent jusqu'à sa *mort. Trois nuits* de suite, les ruines furent illuminées, et la dépense s'éleva à plus de 30 000 piastres.

Elle se fixa enfin pour quelque temps au vieux couvent abandonné de Mar-Élias, près Latakieh, l'ancienne Laodicée. Ici commence la plus étrange transformation. La bizarrerie de son caractère aigri se manifeste de plus en plus. Elle se masculinise, pour ainsi dire, fume le narghilé et porte des armes dont elle saurait se servir à l'occasion pour défendre son honneur contre un serviteur turc. Tous s'enfuyaient lorsque de la même main qui, déjà en Angleterre, avait rossé un jour cinq soldats avinés, on la voyait manier sa terrible masse d'armes. Elle devint absolument tyrannique pour le nombreux personnel féminin qu'elle s'était attaché, et dont elle exigeait la chasteté la plus absolue. Des punitions corporelles sanctionnaient les infractions à cette règle. On rasait à la coupable la moitié de la tête et un sourcil, tandis que son complice recevait une sévère bastonnade. Ne nous révoltons pas trop à ce sujet, car lady Stanhope raconte dans ses mémoires que le fouet était le seul argument auquel ses gens se rendissent. Sa servante préférée, Fathma, lui dit même un jour : « Vous me grondez et vous me blâmez sans cesse ; il me semble alors que vous vous moquez de moi ; si vous êtes mécontente, faites-moi donner le fouet ; à la bonne heure, je saurai ce que cela veut dire. » La continence absolue fut cependant une épreuve trop rude pour le tempérament oriental, et une belle nuit, toutes ses femmes franchirent la clôture et s'enfuirent.

Cette mésaventure la poussa à se chercher une retraite encore plus inaccessible. Son choix se fixa, en 1818, sur le pic escarpé de Djihoun, à 8 milles de Sidon. C'était un nid d'aigle, auquel on n'accédait que par des sentiers impraticables, même par les plus beaux temps, et où les animaux féroces bondissaient en liberté. Mais dès qu'on en avait franchi le seuil, l'aspect changeait entièrement. Autant l'extérieur était sauvage, autant la fantaisie se donnait libre carrière à l'intérieur. Tous les bâtiments en étaient bas, et reliés entre eux par des corridors obscurs, formant une sorte de dédale, où il était difficile de se reconnaître, tandis que les cours étaient remplies des fleurs les plus rares et que, du moins dans les premiers temps, les appartements étaient meublés avec l'élégance la plus raffinée.

C'est de là que, invisible et inattaquable, elle fit prendre au sérieux son titre de reine, qui fut reconnu de fait par les puissants émirs ses voisins. Au moment de son installation, la situation politique en Orient était des plus embrouillées. Par un de ces phénomènes inévitables dont le retour périodique semble cependant toujours surprendre l'Europe égoïste, l'Empire ottoman subissait une crise formidable. La Grèce était toute prête à commencer la lutte pour l'indépendance, et l'Égypte, sous Méhémet-Ali, n'allait plus conserver qu'un vasselage nominal. Dans une situation aussi troublée, il était impossible que les nombreuses peuplades, dont plusieurs à peine civilisées, qui habitent la Syrie et le Liban, n'en vinssent pas aux mains. Vingt ans durant, Turcs, Arabes, Druses, Maronites furent en guerre ouverte. On se rappelle encore les sanglantes péripéties de la longue lutte de l'émir Béchir contre la Sublime-Porte.

Du haut de son inaccessible retraite, lady Stanhope traita d'égal à égal avec les plus puissants. A la porte de son palais, elle avait fait ériger deux pieux destinés à empaler ses ennemis, et avait pris à ses gages un bourreau particulier qui, avant d'être à son service, avait mis officiellement à mort par le pal, la corde, le fer ou le feu plus de *deux mille* êtres humains. Hâtons-nous de dire que jamais elle ne recourut ni à ses pieux ni à son bourreau autrement que pour menacer.

Le pacha d'Acre avait un jour confisqué sans raison quelques balles de soie qu'un marchand de Smyrne conduisait de Damas à Beyrouth ; une simple note au pacha suffit pour faire rendre les marchandises à l'instant même. Une autre fois Béchir, irrité de ce qu'elle eût pris le parti de ses adversaires,

lui envoya un messager porteur de terribles menaces. « Dites à l'émir que j'aurai sa tête », répondit-elle simplement, et celui-ci fut si effrayé de cette réponse qu'il n'osa jamais rien tenter contre elle. Au milieu de ces intrigues et de ces guerres incessantes, elle semblait dans son élément, prodiguant ses conseils et ses richesses au gré de son humeur chevaleresque. Elle refusa sa neutralité dans la lutte contre Méhémet-Ali, et, l'année même qui précéda sa mort, réussit encore à soulever les Druses contre le pacha d'Acre, Ibrahim-Pacha. La sanglante répression qui suivit lui infligea au cœur une profonde blessure, mais elle n'était pas de celles que le désespoir peut saisir, et n'eut plus d'autre but que la vengeance. « Chien de Druse, n'as-tu donc plus une balle pour le Turc? » répétait-elle à tous ceux qu'elle rencontrait; mais il était trop tard, et le déclin de ses forces physiques l'empêcha d'accomplir de plus vastes desseins.

IV

Il nous faut terminer en donnant quelques détails sur son genre de vie et sur son caractère pendant les dernières années de sa vie.

Comme nous l'avons dit, lady Stanhope avait toujours cherché à frapper vivement l'imagination des peuplades qui l'entouraient. Son luxe et ses charmes personnels y contribuèrent beaucoup, mais elle compta surtout pour cela sur sa réputation de magicienne. Tout, dans ses paroles et sa conduite, était empreint de mysticisme. Chaque mercredi, elle était absolument invisible pour tout le monde, même pour son médecin, et elle passait cette journée dans le commerce des étoiles et la lecture de vieux grimoires. Elle en arriva à se jeter dans toutes les absurdités de la nécromancie et de la démonologie. Elle avait eu un instant l'idée de fonder une religion nouvelle en alliant le mahométisme au christianisme, tandis que son nom d'Esther devait lui conquérir les Juifs, mais elle dut y renoncer, et se contenta pour elle-même de la plus large tolérance. Dans ses *Souvenirs d'Orient*, M. de Marcellus, qui lui rendit visite en 1820, rapporte la confession qu'elle lui fit : « Je ne suis pas anglicane, je ne suis pas musulmane non plus, quoique je cite quelquefois le Coran. Je ne sais pas comment se nomme mon culte, mais j'adore un Dieu, maître du monde, qui me récompensera si je fais du bien, et me punira si je fais du mal. Comment choisir dans ce mélange de mille sectes? Le désert en cela est semblable à l'Europe. L'islamisme a ses sectes aussi. J'ai habité trois mois à quelques pas des grottes mystérieuses où les Druses, *peuple franc-maçon*, se livrent à la fois à leurs cérémonies religieuses et à de nocturnes débauches. J'ai longtemps hésité, je l'avoue. Au milieu de ces idolâtres, je n'osais me créer une divinité; mais aujourd'hui ma croyance est fixée, et à force de bienfaits versés sur mes semblables, je veux mériter les bienfaits de ce Dieu unique et tout-puissant dont mon âme tout entière reconnaît l'existence. » D'après Lamartine, « ses doctrines religieuses étaient un mélange habile, quoique confus, des différentes religions au milieu desquelles elle s'était condamnée à vivre, mystérieuse comme les Druses, dont seule peut-être au monde elle connaissait le secret mystique, résignée comme le musulman et fataliste comme lui, avec le juif attendant le Messie, et avec le chrétien professant l'adoration du Christ et la pratique de sa charitable morale ».

Il ne manquait à la gloire de la sibylle du Liban que d'avoir un prophète. Ce fut un nommé Loustauneau qui remplit ce rôle. Sa vie avait été presque aussi accidentée que celle de lady Stanhope elle-même. Né dans un village des Pyrénées, près de Tarbes, il était parti aux Indes, sans un sou, à l'âge de vingt-quatre ans. Il eut la bonne fortune de s'y lier avec M. de Marigny, consul de France à Poona, et sut mettre à profit les circonstances politiques au milieu desquelles il vivait. L'Angleterre ayant déclaré la guerre au rajah de Mahratta, il entre immédiatement au service de ce dernier et se couvre de gloire dans chaque rencontre avec les habits rouges. Ses connaissances en artillerie, acquises on ne sait comment, décidèrent même du gain d'une bataille; mais blessé grièvement et ayant perdu deux doigts de la main droite, il tombe au pouvoir des ennemis. Sa bravoure avait été si extraordinaire, que le général, rempli d'admiration, le fait soigner par son propre médecin et le renvoie en Europe.

Il revient en France au moment de la Révolution, se consacre à l'industrie, et monte dans son pays natal une fonderie de fer que, malheureusement, les Espagnols détruisent. On ignore comment il arrive à Mahon, d'où il s'embarque pour la Syrie, probablement dans l'intention de retourner aux Indes. Dès son arrivée, sa raison paraît ébranlée; il vit d'aumônes et ne se montre jamais que la Bible sous le bras. Ses discours étranges et son extérieur imposant lui font donner le surnom de « Prophète ». Lady Stanhope perçoit bien vite l'avantage qu'elle en peut tirer. Elle se l'attache pendant vingt-cinq ans, et va jusqu'à payer l'éducation de ses derniers enfants. L'un de ceux-ci, ancien capitaine de la garde impériale, meurt de la fièvre en venant le voir en Syrie. Il est enterré dans le jardin de Mar-Élias. Touché des bontés de sa bienfaitrice, Loustauneau se fait le *précurseur* de lady Stanhope; il va partout chanter sa gloire et annoncer sa prochaine entrée à Jérusalem, en compagnie du Messie.

Aussi ne faut-il point s'étonner que le renom de

cette femme mystérieuse attirât les voyageurs européens qui s'aventuraient dans ces contrées ; tous cherchaient à la voir, mais elle n'en accueillit qu'un petit nombre, dont les plus célèbres furent : A.-J. Didot en 1816, M. de Marcellus en 1820, le docteur Madden, médecin anglais, en 1827, le prince de Puckler-Muskau et Lamartine en 1838. Il est inutile de rappeler ici ce que ce dernier a écrit dans son *Voyage en Orient* (1). Elle avait produit sur lui une si vive impression qu'en 1862 il y faisait encore allusion en la traitant de *sublime insensée* (2). Sans le vouloir, il l'avait profondément blessée ; ne s'était-il pas avisé, en effet, au lieu de s'abaisser devant elle, de la traiter en égal et de pousser la familiarité jusqu'à caresser sa levrette favorite au cours de leur entretien ! Elle ne le lui pardonna pas, mais condescendit pourtant à lui prédire qu'après avoir été mêlé involontairement à de grands événements dans son pays, il retournerait en Orient pour y mourir. L'on sait que cette prophétie ne se réalisa qu'en partie.

Le docteur Madden raconte qu'il n'avait pas passé deux heures avec elle, qu'elle lui fit son portrait moral aussi exactement qu'elle eût pu faire son portrait physique, lui indiquant les plus petites particularités de son caractère. « On eût dit une divination, ajoute-t-il ; mais quoique lady Hester fût dans l'usage de consulter les astres, il est vraisemblable que ce n'est pas au moyen des sciences occultes qu'elle cultive, mais en examinant les physionomies, qu'elle parvient à se rendre un compte si exact du caractère des personnes qui lui sont présentées. »

Ses recherches en nécromancie et en astrologie dérangèrent graduellement ses facultés ; elle finit par se croire sincèrement un être surnaturel. Voici, par exemple, ce qu'elle disait un jour au docteur Meryon, le fidèle médecin qui lui avait consacré sa vie : « Je suis sûre de vous avoir déplu en vous disant que je ne voulais pas vous voir à mon lit de mort ; mais, si je peux agir à ma guise, aucun consul anglais ne me touchera, pas plus qu'à mes biens ; je préférerais faire venir tous les brigands du pays et leur ordonner de tout piller et de tout détruire. Mais je ne finirai pas ainsi ; *je mourrai comme saint Élie et (Isaïe?)*. Il me faudra marcher dans le sang jusqu'au cou, sans ressentir la moindre pitié. Le *Bab-el tobi* (porte du pardon) se fermera alors ; ni roi, ni prêtre, ni paysan ne pourra entrer quand cette heure sera venue. Vous et les autres vous repentirez alors de n'avoir point écouté mes paroles. »

Jamais elle ne consentit à se laisser saigner ; c'est dans les étoiles qu'elle cherchait des remèdes ; à ce régime sa santé s'altéra rapidement : elle perdit le sommeil et devint d'une extraordinaire maigreur. Ses ongles se brisaient, sa langue se couvrait d'aphtes, et les os se voyaient à travers sa peau parcheminée. Il est affligeant de suivre dans les *Mémoires* le désespoir du médecin obligé d'assister en spectateur muet au dépérissement de sa cliente.

Sa fortune s'effondrait en même temps que sa santé. Elle avait toujours dépensé sans compter. Elle ne pouvait voir aucune misère sans la soulager, et payait même les impôts de tous ceux qui s'adressaient à elle. Pour n'être jamais prise au dépourvu, elle avait fait entasser de telles provisions de lingerie et de draps qu'entrant un jour dans une pièce où elle n'avait pas pénétré depuis dix ans, elle trouva le tout complètement moisi et hors d'usage. Ces prodigalités eurent un résultat qu'il était facile de prévoir. Celle que les Arabes appelaient *Cid Milady* (seigneur milady) et qui devant le monde continuait à jouer son rôle de souveraine, en fut réduite à coucher dans une chambre ouverte au vent et à la pluie dont le plafond était soutenu par un tronc d'arbre encore recouvert de son écorce. Elle ne regretta pas pour elle-même la perte de sa fortune ; ce qui l'affligea le plus fut de ne plus pouvoir nourrir les deux juments sacrées, qu'aucun homme n'avait jamais montées, et qu'elle nourrissait religieusement pour servir de monture au Messie et à elle-même lorsqu'ils entreraient ensemble à Jérusalem. Elle dut se résigner à les faire abattre par son bourreau. « Vous les tuerez au milieu de la cour, lui dit-elle, et d'un seul coup ; vous aurez soin de vous pencher à leur oreille et de leur dire tout bas : — Votre maîtresse vous aime, et ne veut pas que vous mouriez lentement de faim et d'inactivité dans sa demeure ; elle vous renvoie à l'Être suprême qui vous transformera selon sa volonté. » — Ce fut la seule exécution dont elle chargea jamais son bourreau.

En 1826, les dettes de lady Stanhope s'élevaient déjà à 10 000 livres sterling ; dix ans plus tard ses créanciers étaient devenus si nombreux que, le 10 janvier 1838, le colonel Campbell, consul général en Égypte et Syrie, l'informait officiellement que sa pension avait été saisie. Profondément blessée de la brutalité de ce procédé, elle retrouva son ancienne fierté, et le 12 février adressait à la jeune reine Victoria la lettre suivante :

« Votre Majesté me permettra de lui faire observer que rien n'est plus honteux et plus nuisible à la royauté que de donner des ordres sans en avoir examiné les conséquences, et de calomnier sans motif une famille qui a loyalement servi son pays et la maison de Hanovre.

« Aucune enquête n'a été faite près de moi pour connaître les circonstances qui m'ont amenée à contracter ces dettes ; je crois donc inutile d'entrer dans

(1) Tome I, p. 217 et suiv., édition de 1849.
(2) *Cours familier de Littérature*, 78e et 79e entretiens.

aucun détail à ce sujet. Je ne permettrai pas la saisie arbitraire de la pension que m'accorda votre royal grand-père; mais j'y renonce pour assurer le paiement de mes dettes, renonçant en même temps à ma qualité d'Anglaise et à l'esclavage qui en découle. Votre Majesté ayant, par les ordres qu'Elle a fait transmettre à ses agents consulaires, fait connaître cette affaire au public, elle ne pourra sûrement trouver mauvais que je suive son royal exemple. »

Elle adressait en même temps de vives réclamations aux ministres et au président de la Chambre des communes, mais ses démarches demeurèrent sans résultat.

Heureusement pour elle, la mort devait bientôt la tirer de sa situation inextricable et la délivrer à la fois des soucis matériels et des souffrances physiques. Elle mourut le 23 juin 1839, après avoir été pillée par ses domestiques qui lui enlevèrent jusqu'à sa montre, et fut enterrée dans son jardin, dans la même tombe que le fils de son prophète Loustauneau.

E. Pariset.

LA VIE ET LES MŒURS

Un caveau pour Henry Becque.

C'est une vérité extrêmement répandu que la presse a pour mission, — très noble mission, — de dénoncer au monde les crimes des individus. Et bien que la plupart des journalistes notables passent leur temps et consacrent leur talent généralement indigne d'admiration à s'insulter les uns les autres, ils oublient de dénoncer leurs propres crimes et sont plutôt enclins à les dissimuler. Réparons leur oubli, involontaire ou peut-être systématique, et dénonçons ici, avec l'impartialité placide qui est bien convenable à une conscience honnête, un des crimes les plus odieux commis par la presse. Ce crime est inaccessible aux lois ; c'est pourquoi il m'apparaît impardonnable. Rendons ce crime public, autant qu'il dépend de nous. La publicité sera son châtiment. Ce crime, c'est l'abandon total où l'on tient non seulement la mémoire, mais encore le cadavre d'Henry Becque qui fut, de son vivant, un auteur dramatique estimable, et, à mon sens, fut surtout un maître inimitable de la satire.

La dépouille mortelle d'Henry Becque fut conduite au Père-Lachaise parmi le concours indiscrètement empressé de farceurs qui pleuraient publiquement la perte d'un écrivain génial, se flattaient de l'aimer, de l'admirer beaucoup plus que le commun des mortels n'avait su faire et tiraient gloire et profit de leur ardent amour et de leur fervente admiration. Or, tous ces amis et tous ces admirateurs ayant quitté le cimetière, oublièrent aussitôt que le cadavre reposait dans une concession temporaire, essentiellement temporaire, et qu'un jour il serait chassé d'un dernier asile qui ne lui appartient même pas... Ils omirent aussi de fêter selon le rite catholique, protestant ou juif, l'anniversaire de la mort d'Henry Becque, ou seulement de faire à sa tombe un simple pèlerinage économique et pieux, qui eût même été profitable à ceux qui l'auraient accompli, car ils n'auraient naturellement pas manqué, au retour du cimetière, de porter gaiement aux rédactions le compte rendu de cette expédition mortuaire, compte rendu où auraient été étalés leurs noms et leurs prénoms, pour le plus grand avantage de leurs livres « à paraître prochainement ».

Sans doute, il y a plus, beaucoup plus d'un an qu'Henry Becque est mort, car, si moi, qui ne l'ai pas connu et qui même ne l'ai jamais vu, moi qui n'ai pour ses œuvres qu'une admiration très sobre, je pense quelquefois encore à cet homme de rude, de hargneuse et d'amère indépendance, — je constate que ses amis (dont les noms, par leurs soins, encombrèrent maintes fois les feuilles publiques) ont totalement oublié l'ami défunt, qui ne peut plus servir à rien. Jamais plus on ne parle de lui ; on croirait qu'il est mort depuis vingt ans. Et Becque, ce pauvre Becque n'a même pas de caveau qui lui appartienne. Un jour viendra où il sera chassé de son domicile suprême, car le terme impayé, l'État ou bien la Ville, intraitable propriétaire, fera vider les lieux à ce cadavre abandonné du monde... Le cadavre délaissé d'Henry Becque n'a point de caveau. Je prétends que la presse, toute la presse, à ce cadavre doit donner un caveau immédiatement.

***

Car la gloire douloureuse d'Henry Becque fut essentiellement une création de la presse. Hélas! ce n'est pas par ses œuvres qu'il obtint la célébrité. Ses œuvres étaient malchanceuses comme leur auteur. Et, depuis longtemps, il avait renoncé à l'illusoire effort d'en écrire de nouvelles. Et le peuple l'ignorait, n'était point sollicité de le connaître, de l'exalter; ah! ce n'était point parmi la foule, ce n'était pas par elle qu'Henry Becque était glorieux. Et les directeurs de théâtre fuyaient cet auteur dramatique inhabile à leur donner la fortune. Même il fallut qu'aux dernières heures, le directeur Antoine, ami désintéressé et d'un dévouement actif, reprît *la Parisienne* pour permettre à Becque mourant de reposer ses regards incertains sur l'agréable renouveau d'une gloire, qu'on savait glacée, et qui avait peine à refleurir. Antoine dut faire cela avec une cordiale délicatesse sans em-

phase et sans phrases, alors que d'autres faisaient la parade et battaient la grosse caisse autour du moribond pour attirer sur eux — et non pas sur lui — les regards des badauds.

Oui, c'était la presse, la presse seule qui avait créé la gloire hydropique et comme impotente de ce grand malheureux Henry Becque. Et je le prouverai, s'il le faut, par des dates soigneusement vérifiées. La presse ne créa la gloire d'Henry Becque que lorsqu'il devenait difficile de jouer ses pièces déjà surannées, que lorsqu'il fut démontré que Becque était décidément inapte à produire au jour de nouvelles pièces et qu'on n'avait plus à redouter de lui la moindre concurrence littéraire et surtout commerciale.

Oui, par une ignominie monstrueuse, ses bons amis le glorifièrent quand il était certain que tout l'avenir d'Henry Becque était derrière lui... et c'est ainsi qu'ils firent souffler autour de sa vieillesse prématurée le vent stérilisant de la misère. Ils le rendirent assez grand pour lui interdire de devenir humblement fonctionnaire, de rechercher quelques-unes de ces charges modiques qui sont toujours utiles, au moins à celui qui les occupe. Ils le rendirent trop célèbre pour qu'il pût gagner sa vie. Ainsi fut abrégée, par le malheur incessant des quotidiennes échéances, l'existence déplorable de Becque. On peut dire qu'il fut assassiné par des amis excessifs et fourbes. Toutefois, si on abandonne la prévention d'assassinat, il faut les retenir pour le chef d'escroquerie. Ici, le délit est flagrant.

* * *

Becque avait à peine de quoi vivre, mais il fit gagner à d'autres beaucoup d'argent. Ses amis, en effet, écrivaient à qui mieux mieux, sur son talent, — qualifié génie parce qu'il était méconnu, — des articles payés comptant. Ah ! nous connaissons cette race d'écrivains pour qui l'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux, parce qu'elle est une « bonne affaire ». Ces aventuriers de la littérature prétendent admirer plus que personne et pour des raisons particulières qu'il est urgent d'exprimer dans un journal, l'écrivain décoré, l'académicien élu la veille ; ils l'admirent profondément, l'ayant comme par hasard toujours fréquenté, qu'il soit dramaturge, poète, mathématicien, politicien, chimiste. Et si quelque homme célèbre meurt, entouré de gloire et, par miracle, d'affection, il faut que ces hommes d'affaires se parent, dans des articles larmoyants, de leur intimité, — hélas ! rompue maintenant ! — avec un mort bien cher qu'ils n'avaient d'ailleurs jamais aperçu que de loin et qui, si d'aventure il s'était trouvé près d'eux, se serait écarté avec dégoût... Et on voit ces gens, faussaires de l'amitié, battre monnaie, avec des cadavres.

La mort de Becque, — comme sa vie, — donna lieu à de merveilleux trafics. Quelle circulation d'argent fut engendrée par sa mort ! Les articles dont on le glorifia grossièrement, avec toute la bassesse d'une calculatrice émotion, rapportèrent à leurs auteurs plus d'argent que ses pièces à lui-même n'en avaient jamais procuré. Tous les Frérons, tous les gazetiers tarés, pleurèrent Henry Becque, le pleurèrent tout haut, très fort. Les grandes douleurs des journalistes sont bavardes. Il faut qu'elles s'épanchent en plusieurs colonnes. Dans tels journaux quotidiens, tels critiques dramatiques, auxquels on ne reproche même pas leur défaut total d'autorité intellectuelle tant on est stupéfié d'abord par leur abjection morale, répandirent à profusion leurs larmes utilitaires en leur article professionnel ; et ils furent assez habiles pour faire aussi de leur chagrin de longues chroniques payées à part. Ah ! productives lamentations, pleurs bienfaisants qui aident à solder les frais d'un dîner ou d'un bal, ou de la couronne mortuaire ! Ce furent des articles à l'instant de la mort, des articles devant le cadavre lorsqu'on le mit en bière, des articles au matin de l'enterrement ; et, au sortir du cimetière, on passa au journal pour encaisser le prix de sa douleur. Quels incidents effroyablement comiques accompagnèrent la mort d'Henry Becque, on le sait. Ils lui eussent fourni un beau sujet de pièce ou plutôt un sujet admirable pour une de ces âpres satires brèves qu'il savait surtout écrire et qui, elles seules, devraient garder son nom de périr.

Mais il ne faut pas que la mort d'Henry Becque reste pour quelques-uns une « bonne affaire » ; les articles qu'on écrivit sur Becque, c'est lui qui en fournit la matière : il a droit à une part des bénéfices. Il y a droit, et, si on l'en privait, on commettrait une escroquerie qui, pour ne pas tomber, je l'ai dit, sous le coup mal assuré des lois, mériterait cependant d'être châtiée par le mépris public. Il a droit à ses honoraires et il en a un besoin pressant pour que son caveau soit immédiatement construit.

Et donc, pour la construction de ce caveau, qu'une souscription soit ouverte ! Qu'ils souscrivent les amis de la première heure, et les amis de l'heure dernière ! Que tous ceux qui ont écrit des articles sur Henry Becque versent vite leur cotisation, qu'ils remboursent sur-le-champ ! Eux qui prétendaient si vaniteusement apporter le marbre pour un piédestal, le bronze pour la statue d'Henry Becque, qu'ils apportent seulement une pierre pour sa tombe ! On constituera une liste que les journaux publieront ; l'argent ainsi remboursé par des souscripteurs de générosité tardive, ne sera pas tout perdu ; ce sera une sorte de réclame payée analogue à celles que se fabriquent aujourd'hui nos jeunes

industriels en romans!... Et qu'on se hâte! Sinon, nous établirions, nous, la liste des articles délirants d'enthousiasme ou de tendresse, nous doserions les larmes de jadis, nous mesurerions les douleurs de naguère, nous ferions le compte approximatif des sommes payées pour ce grandiose et prolixe chagrin, et nous dévoilerions ainsi les auteurs et le montant des escroqueries dont ce malheureux Becque fut la victime.

Qu'on se hâte! Que, mort depuis un an, Becque n'ait point de caveau : c'est une honte pour la presse, et spécialement pour ceux qui prétendirent accaparer son amitié afin d'en tirer bénéfice! Qu'on se hâte! Bientôt peut-être on ne se souviendra plus de Becque. Cinq ans, dix ans : c'est un espace de temps bien long pour une gloire créée par la presse. Et le contraste effraie : on vouait cet écrivain à une gloire éternelle et Becque n'a point d'asile où son ombre repose. Mais où donc alors la postérité admirative pourra-t-elle déposer ses couronnes? Hélas! peut-être que, chassé bientôt de sa concession provisoire de célébrité, Becque ira se perdre dans la fosse commune de l'obscurité, de l'oubli.

Mais il n'y a pas lieu de « faire du sentiment » quand on veut forcer à s'acquitter un débiteur récalcitrant. Le fait est simple. Becque n'a point de caveau : on doit en construire un pour lui tout de suite, et tout de suite c'est déjà trop tard.

J. Ernest-Charles.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Tri razgovora (trois conversations), par Wladimir Solovief (Troud éd., Pétersbourg).

Wladimir Solovief, l'un des nouveaux membres de l'Académie pétersbourgeoise, est célèbre en Russie comme un remueur d'idées plutôt que comme un doctrinaire. Sa très grande érudition et son esprit brillant lui permettent de traiter d'une manière toujours originale et neuve les questions les plus diverses de la philosophie et de la religion. Il est connu en France par son livre « La Russie et la religion universelle » publié naguère chez Savine et qui résumait l'ensemble de ses efforts pour la réunion des Églises chrétiennes. Il représente actuellement en Russie un courant d'idées métaphysiques et morales par lesquelles il se distingue nettement des positivistes encore en vogue dans les universités russes, et en même temps du Tolstoïsme. Les trois *conversations* qu'il publie aujourd'hui présentent, sous une forme agréable et facile, le problème du mal dans le monde. Quelques personnes d'une société élégante et polie s'entretiennent sur une plage de la Méditerranée de graves questions, aimables causeurs, inégalement cultivés, mais assez indépendants dans la vie pour épiloguer sans acharnement sur des idées abstraites. Il y a d'abord un général, dénué de subtilité, mais sympathique, — et puis un diplomate, diffus et tortueux, — une dame, spirituelle et peu profonde, — un monsieur Z... « d'un âge et d'une position sociale indéfinie », — enfin un jeune prince idéaliste, dont les intentions sont édifiantes et l'esprit médiocre. Ils conversent avec un naturel plein d'agrément; ils traitent du désarmement, du progrès, du principe de la non-résistance au mal, de la fin de l'histoire universelle et de l'Antéchrist. Bien que Solovief n'ait pas prétendu faire dans cet ouvrage une réfutation en règle du Tolstoïsme, il a perpétuellement en vue cette doctrine. Il parle dans sa préface d'une secte religieuse extrêmement simple: son culte consistait seulement à percer un trou dans le mur de l'isba, à y appliquer les lèvres dévotement, puis à dire : Mon isba, mon trou, sauvez-moi. Cette religion avait l'avantage d'être candide, sincère et peu contagieuse. Mais elle subit bientôt une évolution et puis une transformation. L'isba fut baptisée *le règne de Dieu sur la terre* et le trou *le nouvel Évangile*. Il est aisé de retrouver ici une allusion plaisante à la religion Tolstoïenne. Ce que Solovief reproche en effet au Tolstoïsme, c'est d'être, en son fond, malgré son appareil dogmatique, simple jusqu'à la puérilité, et c'est à cette intention que dans les *Conversations* Solovief a donné pour représentant du Tolstoïsme le Prince, un homme de cœur, dénué d'aptitudes philosophiques. Solovief pense que les questions sont plus complexes et qu'elles ne sont pas susceptibles d'une solution catégorique. Pour ce qui est du désarmement par exemple, il ne croit pas qu'au point de vue moral même on doive nier la guerre plutôt que l'affirmer, et quant au principe de la non-résistance au mal, il n'est pas d'avis qu'il faille l'adopter aveuglément, sans souci des circonstances et de la réalité. L'ouvrage de Solovief est orné d'une brillante fantaisie sur l'Antéchrist. Solovief suppose qu'après une invasion de la race jaune guidée par le Japon, l'Europe coalisée en États-Unis pour se libérer du joug mongolique est dominée par un être exceptionnel, un Uebermensch de génie que son orgueil dresse sur le monde; c'est l'Antéchrist. Il séduit d'abord et domine, il répand le bien-être matériel, il charme les esprits par les sortilèges de sa science. Mais à sa puissance diabolique s'oppose la conviction de trois chrétiens fervents. C'est en vain qu'il tentera de les foudroyer. Les trois gardiens fidèles de la sainte doctrine ressuscitent de la torpeur où il les a momentanément plongés et sortent vainqueurs de leur lutte auguste contre le mal. La terre s'ouvre pour englontir l'Antéchrist et

le règne de Dieu commence pour mille ans. Ce morceau complète la physionomie de Solovief, en nous montrant en lui, à côté du logicien subtil et du contradicteur aiguisé des trop faciles dogmatismes, un mystique confiant dans le triomphe final du bien. Au point de vue littéraire son livre est charmant. Certaines pages sont extrêmement spirituelles et fines dans le persiflage ; d'autres ont une grâce de mélancolie pénétrante. Et toutes ces causeries sont d'une aisance et d'une urbanité délicieuse.

Le Nevi (les neiges), par Italo Mario Angeloni (Roux et Viarengo éd., Turin.)

Italo Mario Angeloni a publié déjà un recueil, *la Fantaisie du crépuscule*, dont on avait remarqué la grâce et le délicat symbolisme. Son œuvre nouvelle, brève et charmante, révèle un poète raffiné sans excès, élégant sans affectation. Le titre très simple qu'il a donné à son livre, *les Neiges*, étonne agréablement chez un poète italien : ses prédécesseurs nous avaient habitués à une poésie ardente, ensoleillée, passionnée. A l'exubérance si riche et parfois fatigante des compatriotes de d'Annunzio, chez qui s'exaspère l'ardeur de vivre, se substitue ici avec un charme reposant la douceur, pure dans sa froideur, et lumineuse pourtant, de la neige. Les Alpes qu'il célèbre dans ses nouveaux poèmes, l'inspirent et l'enchantent, non par leur grandeur imposante, par leurs lignes tourmentées et leur aspect farouche, mais au contraire par la sereine tranquillité de leurs cimes, leur calme, leur blancheur et leur caractère apaisant. Il en aime la solitude, variée seulement des jeux de la lumière sur la neige, de l'enveloppement caressant des nuages infinis, légers, inquiets, unis parfois ou qui s'échevèlent, et animée par la vie des sources claires. Il évite avec une délicate réserve les épanchements et les développements personnels, mais il se révèle involontairement dans ses vers ; les plus fines nuances de ses sentiments s'y traduisent par les similitudes qu'il perçoit entre les attitudes des choses et ses propres émotions. C'est comme une concordance secrète qui l'unit au paysage, le fait tressaillir avec lui, si bien qu'il se chante lui-même en décrivant la nature. Ce n'est pas là du symbolisme, mais plutôt une sorte de très sincère allégorie qui résulte de la conscience très nette de tout ce que l'esprit humain projette dans les choses, et de tout ce qu'elles semblent ensuite recéler d'humain. Peu de poètes ont plus spontanément senti qu'un paysage est un état d'âme. La forme de ces petits poèmes est heureusement adaptée au genre, tantôt brève comme une impression, habile parfois à s'étendre, à se prolonger comme le paysage, uniforme dans sa variété, qui l'inspire.

Ivan Strannik.

FRANCE

François les Bas-Bleus et Nicolette, par A. Sirven et A. Siégel (Calmann-Lévy).

Vous trouverez dans ce roman en deux volumes, qu'a « inspiré » le « beau drame » de M. Paul Meurice, la touchante histoire des amours d'Henriette d'Angleterre et du comte de Guiches. Mais le chevalier de Lorraine poursuivit Madame jusqu'à sa mort (inclusivement) d'une terrible haine. Et quant à la marquise de Brinvilliers, elle empoisonna son père, ses frères, la maîtresse de son mari, et prit des amants jusque parmi ses laquais. Le roi Louis XIV, Olympe de Mancini et bien d'autres personnages notoires ont un rôle dans cet attachant récit. Au milieu de subtiles intrigues de cour, « Madame est morte » d'un poison acheté par le chevalier de Lorraine à Sainte-Croix, dernier amant de la Brinvilliers. Et François les Bas-Bleus ? Et Nicolette ? François les Bas-Bleus est un paysan de Colombes, frère de lait du comte de Guiches ; son frère, artiste peintre, fut l'amant de la marquise de Brinvilliers. Et Nicolette est une orpheline qu'il recueillit, fille naturelle du marquis de Brinvilliers, et dont la Brinvilliers empoisonna la mère, comme je l'ai dit. François et Nicolette sont dévoués tous les deux à la cause de Madame qu'ils sauvent de mille dangers tout en poursuivant la vengeance des victimes de la Brinvilliers. Et, pour les récompenser, Madame, à son lit de mort, les unit. MM. Sirven et Siégel écrivirent jadis un *Petit-fils de d'Artagnan* et leur intention est sans doute de faire du Dumas père, en effet. Mais c'est plus difficile que ça n'en a l'air.

L'Inassouvie, par Maxime Formont (Lemerre).

Juliette d'Athis devint prématurément veuve et resta tristement « inassouvie ». Donc, pour s'assouvir, elle choisit, bien que fine et parée de toutes les qualités, pour amant un certain Rovel, gentleman-rider, jouisseur grossier, bassement sensuel, à la face dure et brutale : il lui enseigne, avec subtilité, l'amour. Elle l'aime et lui la maltraite, la brutalise, lui emprunte de quoi s'offrir d'autres maîtresses. Une trahison trop scandaleuse la décide enfin à lâcher ce Rovel et celui-ci, à court d'argent, épouse une Américaine très laide, mais très riche. Juliette rencontre alors dans une maison amie un tout jeune homme, René Aubert, poète à ses moments perdus, et qui l'aime timidement. Présentation. Deux jours après, la chute. Les deux amoureux vont se cacher, chercher la solitude (ô candeur !) à Barbizon. De retour à Paris, Juliette, tout en gardant René, retourne chez Rovel qui la tient par la volupté. Un duel a lieu entre les deux hommes. Obligée de renoncer à Rovel, Juliette initie René aux minuties spéciales

qu'elle avait apprises de Rovel, — et perd ainsi l'amour du timide poète. Que va-t-elle devenir, inassouvie comme elle persiste à l'être? Elle meurt d'une chute de cheval... Le caractère, ou plutôt le tempérament de Juliette est assez finement étudié, je crois. Et, puisque M. Formont avait choisi ce sujet presque pathologique, il faut le louer de l'avoir traité, somme toute, avec décence. Le style est fade excessivement : « Tandis que ses noirs cheveux, dénoués pour l'amour, s'éploraient sur ses épaules, les violettes de ses yeux, si doux dans ce blanc visage, laissaient fuir et rouler deux perles lourdes... »

Mémoires de Rossignol (Ollendorff).

Nous avions déjà les mémoires de M. Claude, de M. Macé, de M. Goron. Ceux de Rossignol, « ex-inspecteur principal de la sûreté », complètent provisoirement la collection. Ils sont amusants, d'ailleurs, et prennent quelque agrément d'être écrits sans art par un brave homme qui fut enfant de troupe, soldat dans les zouaves, manœuvre au chemin de fer de Lyon, agent de police et ne dut son avancement qu'à ses qualités professionnelles : un « homme d'action », comme il l'avoue, plus qu'un écrivain. Certes. Et bien que pour la rédaction il se soit « fait aider », on le retrouve, dans ses mémoires, au naturel. Il s'excuse gentiment si, de son fait, « la littérature est atteinte dans sa dignité ». Dame, il parle comme ça lui vient et ne sait pas *camoufler* les phrases. Nous aimons cette bonhomie chez cet ex-fin limier. D'ailleurs, il ne pensait guère à devenir écrivain. C'est un journaliste qui vint un jour le trouver et le *travailla* comme lui-même jadis « travaillait les escarpes dans les arrière-boutiques des mastroquets ». Juste revanche des choses d'ici-bas. Ce journaliste était malin. Les publications de ce genre sont à la mode et réussissent infailliblement. Tels sont les goûts littéraires de nos contemporains. Qu'aiment-ils dans ces livres-là? Des documents humains, très authentiques? Peut-être. Mais surtout ces grosses émotions qui font frissonner, qui empêchent de dormir, — du romanesque : il n'y en a plus que dans la vie, après le passage, dans le roman moderne, des Psychologues! Et puis aussi, les vilaines histoires leur plaisent; ils ont une soif malsaine de ces choses. Cela les dégoûte et les allèche, — les dégoûte de moins en moins, les allèche de plus en plus. Car ils sont très pervers, nos contemporains.

Souvenirs sur le Théâtre-Français,
par Jousselin de la Salle (Paul).

Jousselin de la Salle, né à Paris en 1794, mort en 1863, fut directeur de la Porte-Saint-Martin et de la Comédie-Française. Ses souvenirs, que publient M. G. Monval et le comte Fleury, sont intéressants, pleins d'anecdotes curieuses et de documents qu'on utilisera, sur Mlle Mars, sur Rachel, et sur tant d'autres, plus ou moins illustres. L'histoire des *Enfants d'Édouard* est amusante. C'est Louis-Philippe lui-même qui en indiqua le sujet à Casimir Delavigne un jour que, se promenant dans les galeries du Louvre, ils passaient devant le tableau de Paul Delaroche. Delavigne écrit sa tragédie; on la répète, Mlle Mars y a son rôle. Arrive le jour de la première. Louis-Philippe a changé d'avis. Il s'est glissé secrètement dans une petite loge grillée, pendant une répétition, avec le général Athalin. On lui a souligné des allusions dangereuses que le public interprétera mal. La pièce est interdite. Et puis enfin, au dernier moment, elle est autorisée. Seulement Mlle Mars, qui ne comptait plus sur la représentation, n'avait pas de costume. Elle dut hâtivement s'en improviser un tant bien que mal, etc. Et dire que, dans quelques années, nos pièces les plus subversives dont la censure s'inquiète sembleront sans doute aussi fades, aussi tristement inoffensives que les *Enfants d'Édouard*. Ah! ce n'est pas la peine!...

Les histoires amoureuses d'Odile, par Jacques Vontade (Ollendorff).

Odile d'Heilly, approchant de la quarantaine, éprouve le besoin de nous raconter ses histoires d'amour. Elles sont nombreuses. On s'y perd un peu. Résumons pourtant. Ce fut d'abord un amoureux de douze ans; elle-même avait neuf ans. Les deux familles étaient voisines. Elles se brouillèrent : rupture des jeunes amants. Ensuite le cousin Paul : il aimait Odile, mais Odile ne l'aimait pas. Ensuite un vague Lyonnais qui disparut. Ensuite un député fameux, mais besogneux, que séduisait la forte dot de Mlle d'Heilly, récemment orpheline. Odile heureusement découvrit la perfidie du prétendant. Alors elle épousa, sur le conseil de sa meilleure amie, le comte de Montclet, qui précisément était l'amant de cette amie. Odile prit donc un amant. Elle ne l'aimait pas, d'ailleurs. Ce fut Pierre Lermeaux. Elle s'en lassa vite; il était médiocre et moins compétent que ce viveur de comte de Montclet. Un certain Chalamon la fit ensuite divorcer; mais au dernier moment elle décida de ne point l'épouser, vu qu'elle le trouvait ridicule. Un Vénitien survint alors, qui la berna. Puis, un M. Jauray, marié de son côté, se servit d'elle pour se faire aimer de sa propre femme par le classique moyen de la jalousie. J'en passe, je crois... Alors, Odile épousa de nouveau M. de Montclet, devenu veuf d'une deuxième femme... « Il se trouvera, conclut l'auteur, des gens pour sourire, des gens pour dénigrer, des ironistes pour aiguiser une rosserie drôle, de plus humains pour insinuer d'élégantes calomnies; aucun pour comprendre, et per-

sonne ne dira : Pauvre Odile! » Mais si ; disons-le : « Pauvre Odile! » Son style, d'ailleurs, est bien médiocre, ainsi qu'on va s'en rendre compte : « Mon père... ne s'occupait pas de moi, et m'intimidait prodigieusement, par la surprise qui apparaissait dans ses yeux chaque fois *où* pour lui dire bonjour ou bonsoir il me fallait le contraindre à s'apercevoir de mon existence. Il devait savoir au fond *que j'avais lieu*, mais il l'oubliait continuellement ; et... » Etc.

Le chemin du repos, par MAURICE POTTECHER (Édition du *Mercure de France*).

Descente vers les ténèbres ; la Nature parla ; Résurrection de l'Amour ; l'Acceptation, tels sont les titres, assez somptueux, des quatre parties de ce recueil. Les poèmes qui le composent ne sont d'ailleurs reliés les uns aux autres par aucune idée de composition générale. Ils sont ennuyeux, avec leur air de vouloir dire des choses très profondes, très philosophiques, très nobles, très banales au fond, confuses en outre, à peine entrevues. Il y a trop de rhétorique dans tout cela, et de la rhétorique peu sonore, enfin médiocre. Le premier poème, *le Navire du rêve*, est le meilleur, je crois, du volume ; l'idée en est assez simple, assez ingénieuse pourtant, pas mal rendue. M. Pottecher écrit en vers réguliers, mais sa prosodie est, si je ne me trompe, fort incertaine. On se demande, après l'avoir lu, quels sont, par exemple, ses principes au sujet de la rime. Pour que le mot « réponds » rime plus correctement avec le mot « pont », M. Pottecher lui coupe son S : c'est un moyen...

Quel nocher, disaient-ils, le conduit ? Oh ! répond !
Mais je ne voyais rien de vivant sur le pont.

M. Pottecher est-il donc très préoccupé de la *rime pour l'œil?* On le dirait. Mais deux vers plus haut, il fait rimer ensemble « je riais » et « meurtriers », ce qui ne satisfait pas plus l'œil que l'oreille. M. Pottecher paraît hésiter entre la métrique parnassienne et la nouvelle. Il faudrait opter. Quant à présent, ses hardiesses ont l'air tout simplement de négligences.

ANDRÉ BEAUNIER.

Memento. — *A l'Alliance française*, 45, rue de Grenelle, *la Langue française dans le Monde*, par M. Pierre Foncin. C'est à l'introduction de ce volume que la *Revue* a emprunté l'article paru, la semaine dernière, sous la signature de M. Foncin. — Chez Perrin, *Essai sur Laurent de Médicis, dit le Magnifique*, par André Lebey. — Chez Alcan, *Nouveau formulaire magistral*, par A. Bouchardat, professeur à la Faculté de médecine de Paris et G. Bouchardat, membre de l'Académie de médecine. — Chez Fischbacher, *De Marseille à la mer Caspienne*, par Serge Rello, — de gentilles notes de voyage. — Chez Lemerre, *le Déclin sur la pourpre et l'or*, par Louis-Frédéric Sauvage. — Dans les « Éditions du Mercure de France », *Le cœur errant*, poèmes par Albert J. Brandenburg.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — Une importante feuille d'outre-Rhin, la *Frankfurter Zeitung*, donne — numéro 25 de son supplément — sur les forces militaires dont dispose à l'heure actuelle le Céleste Empire quelques détails assez précis.

Le journal allemand rappelle que les Chinois prirent la fuite chaque fois qu'ils se trouvèrent en présence de troupes européennes. Le fait ne serait pas attribuable à une particulière lâcheté. Mais le soldat chinois se sait mal armé ou trop malhabile dans le maniement des armes modernes. Il n'a d'ailleurs aucune confiance dans ses chefs dont l'habituelle lourde incapacité ne lui échappe pas.

La Chine a deux grandes armées, l'armée mandchoue et l'armée chinoise proprement dite, dont les forces sont réparties par tout le vaste empire. L'immensité même des territoires à garder commandant cet éparpillement, des garnisons résident parfois fort loin de la capitale, dans les centres les plus importants. Elles sont placées sous les ordres de véritables généraux ; toutefois, l'infériorité de leur armement et surtout le manque d'instruction militaire les rendent peu redoutables.

Autour de Pékin, quelques corps sont concentrés, dont le contingent nominal est de près de 100 000 hommes, mais dont l'effectif réel ne dépasse pas les 50 000. Au nombre de ces corps, il en est un particulièrement bien armé et assez solidement instruit ; il compte 10 000 hommes et est pourvu de fusils Mauser. La poudre sans fumée est fabriquée à Canton et à l'arsenal de Tien-Tsin.

Le Céleste Empire entretient si misérablement et paye si mal ses troupes que le soldat chinois est obligé de s'employer chez les particuliers pour subvenir à ses besoins. Son service lui en laisse du reste le loisir et toute la manœuvre consiste dans la marche au son du tambour.

Une autre feuille allemande, la *Neue Freie Presse*, estime qu'une armée européenne de 20 000 hommes suffirait à assurer la prise de Pékin et obtiendrait du gouvernement chinois toutes les réparations désirables.

Angleterre. — Dans le fascicule de juillet de la *Westminster Review*, une curieuse et trop brève étude de Mr. D. F. Hannigan sur la superstition, — *The Tenacity of Superstition*.

D'abord, ces quelques réflexions : « La superstition est bien longue à mourir. Il n'y a pas encore bien longtemps, un paysan irlandais brûlait sa femme sous prétexte qu'elle était possédée. Aujourd'hui même, en plein Paris, une femme qui prétend connaître l'avenir (? !), grâce à ses relations avec les habitants d'une autre planète, compte de nombreux et fervents admirateurs. En Chine, les chemins de fer inspirent à la majorité de la population des sentiments d'horreur et d'exécration. Mais sommes-nous, même en Angleterre, affranchis de toute superstition ? Avons-nous

rompu avec la vieille tradition et appris à affronter sans crainte la vie et ses mystères? Non seulement nous tremblons de la terreur de l'Inconnu, mais souvent il nous arrive de faire dépendre notre avenir des chances que nous avons d'apaiser la Fortune ou de gagner ses faveurs. Beaucoup d'entre nous prétendent mépriser fort la crédulité populaire, mais combien peu en réalité demeurent sans inquiétude devant un mauvais rêve! »

Mr. D. F. Hannigan cite ensuite de nombreux exemples de superstition aussi extraordinaires que peu connus. Cette partie de son étude intéresse toutes les époques et tous les peuples.

Enfin, il conclut : « L'examen de ces curieuses questions n'est pas absolument dépourvu d'utilité. Il nous renseigne quant à l'évolution de la pensée humaine. Qu'est-ce après tout que la superstition, sinon le résultat d'un raisonnement défectueux? L'homme primitif était un enfant par l'intelligence. Mais est-il bien sûr que l'homme civilisé ait appris à se servir de sa raison comme il convient? »

Le même numéro de la *Westminster Review* contient quelques réconfortantes pages intitulées « La Femme et la Guerre » et signées : Nora Twycross.

« La dignité de la femme dans la vie domestique et sa liberté dans la vie politique sont si étroitement liées au problème de la guerre qu'il semble inadmissible, si l'on considère les choses du point de vue de la sociologie, que les femmes puissent garder quelque sympathie au militarisme, écrit Mrs Nora Twycross. Sans aucun doute, le goût des femmes pour la guerre provient de leur respect pour l'autorité et la force. Des siècles de subordination et d'éducation bornée ont façonné le cerveau féminin à une soumission très favorable au despotisme qui caractérise toute société esclave du militarisme. La force brutale a opprimé la femme à travers toute l'histoire et le triomphe de la force a été la cause première de sa sujétion. »

Voici la conclusion de l'article de Mrs Nora Twycross : « Nous remarquons avec joie qu'une éducation moins bornée et qu'un exercice moins restreint de leurs facultés intellectuelles engendrent chez la plupart des femmes une conception plus humaine et plus philosophique quant aux choses de la guerre... Le héros militaire perd rapidement de son prestige dans l'esprit de la femme à mesure que celle-ci conçoit pour elle-même et pour l'humanité un idéal de vie plus élevé. »

Chine. — *Mutual Helpfulness between China and the United States*, « *Réciprocité de bons offices entre la Chine et les Etats-Unis* » : sous ce titre, un diplomate chinois, Wu Ting-Fang, ambassadeur du Céleste Empire près le gouvernement de Washington, publie dans le numéro de juillet de la *North American Review* un article aussi digne de ton qu'intéressant quant au fond et qui, me semble-t-il, ne saurait manquer de produire une certaine impression non seulement au Nouveau Monde, mais encore de ce côté-ci de l'Atlantique. Il est seulement un peu regrettable que ces choses soient d'un diplomate et d'un diplomate chinois. Rien d'ailleurs ne justifierait une particulière méfiance à l'égard de Son Excellence Wu Ting-Fang, qui, nous dit-on, jouit à Washington d'une rare considération.

« En réalité, écrit l'ambassadeur du Céleste Empire, la Chine a fait dans sa façon de traiter les étrangers établis chez elle plus qu'il n'est demandé par l'usage Il n'est pas de gouvernement qui soit disposé à accorder aux étrangers des droits dont ne jouissent pas ses propres nationaux. Cependant, la Chine a depuis si longtemps l'habitude d'indemniser les étrangers victimes de quelque violence de la populace qu'elle est considérée comme tenue d'assurer la vie et la prospérité commerciale à tous ceux qui lui demandent l'hospitalité. Cette idée est si bien répandue parmi les étrangers résidant en Chine qu'il y a quelques années un missionnaire américain dont la maison avait été pendant la nuit visitée par les voleurs, ayant estimé à soixante livres sterling le dommage à lui causé, envoyait sa note au ministère des Affaires étrangères par l'entremise de l'ambassadeur des Etats-Unis à Pékin... Les tarifs chinois favorisent les étrangers au détriment des Chinois eux-mêmes. Nombre d'articles desquels les étrangers sont seuls à faire usage figurent sur la liste des objets libres de tout impôt... »

Wu Ting-Fang dit plus loin : « On a prétendu que les lois qui président aux rapports internationaux dans la civilisation occidentale n'étaient pas d'une application possible dans les relations avec l'Orient. La vérité est simplement que les peuples de l'Orient parlent des langues différentes et portent des costumes variés, qu'ils pratiquent des mœurs, une religion et des façons de penser autres que celles en faveur dans le monde occidental... En faisant fi des coutumes et des politesses chinoises, lesquelles sont fort en honneur dans le Céleste Empire, et en affectant à tout propos un air de supériorité, les étrangers se rendent eux-mêmes impopulaires... Je dois dire encore que l'idée est très haute, que les Chinois se font de l'honnêteté dans les affaires. La parole d'un commerçant chinois vaut son or... »

Son Excellence Wu Ting-Fang conclut sur cette idée que « les peuples de l'Occident auraient tout intérêt à traiter amicalement les Orientaux. »

Russie. — Le monde entier a rendu justice à l'ardeur avec laquelle « notre petit père », l'auguste promoteur de la Conférence de La Haye, a entrepris la russification de la Finlande.

Mais nulle part le premier élan n'est suffisant et seul l'esprit de suite fait les grandes choses. La politique des Tsars ne l'ignore point.

Vraiment l'heure était venue de mettre un bâillon aux récriminations des Finlandais et d'étouffer les plaintes de leurs journaux. Dans une Europe spectatrice impassible de l'égorgement d'une poignée de héros et d'ailleurs occupée elle-même à armer pour de lointaines opérations, c'est bien le moins qu'on puisse étrangler proprement, sans bruit et sans esclandre, la liberté d'un petit peuple.

Les règlements de la censure russe viennent donc de s'enrichir d'un nouvel article. Aux termes de celui-ci, l'autorité aura le loisir, quand elle le jugera à propos, d'imposer sa démission au rédacteur responsable d'une feuille finlandaise. Dans le cas de refus de démission, la feuille en question sera suspendue.

Mais il importait de ne point perdre de temps et on a immédiatement prié les rédacteurs en chef de deux journaux, le *Viborgs-bladet*, de Viborg, et le *Paivâchti*, d'Helsingfors, de bien vouloir abandonner leur poste. Les autorités russes en Finlande se font la main...

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39529. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

La Bourse a été maussade et faible jusqu'à la liquidation de quinzaine, qui, s'étant passée dans de bonnes conditions et ayant révélé une situation de place très assainie, a été suivie d'une légère amélioration de cours sur l'ensemble de la cote.

En fait, nous retrouvons, aujourd'hui, à peu près les mêmes cours que ceux du mercredi 11, et comme on avait assez notablement baissé dans l'intervalle, le simple retour au niveau abandonné il y a huit jours, marque déjà une sérieuse modification de tendance.

.*.

Au point de vue extérieur, les choses ont été de mal en pis. On ne peut plus guère douter du massacre général des ministres européens à Pékin. Il y a donc une vengeance à tirer de ce crime international, et les sacrifices qu'auront à s'imposer les puissances européennes ne peuvent plus se calculer à l'avance.

Les Chambres ont voté, avant de se séparer, quatorze millions de crédits pour les affaires d'Extrême-Orient, mais si l'on veut aller au fond des choses en rejetant les fictions ridicules dont on se plaît à les couvrir, ce n'est pas quatorze millions, c'est cent millions que nous aurons à dépenser pour cette déplorable affaire, et c'est 25 000 à 30 000 hommes que nous devrons envoyer dans le nord de la Chine, sans compter les gros renforts qu'il nous faudra expédier au Tonkin afin d'étouffer dans cette partie de nos possessions toute velléité de révolte.

On compte actuellement que les troupes alliées réunies à Tientsin s'élèvent à 20 000 ou 25 000 hommes. Ces forces ont réussi à s'emparer de la ville indigène de Tientsin et des forts qui la défendent.

.*.

La rente française 3 p. 100 est à 99,95, le 3 1/2 à 102,37, mêmes cours qu'il y a une semaine.

Le Brésilien a fléchi de 80 centimes à 66, les fonds russes ont baissé, l'Italien s'est relevé après avoir faibli vendredi dernier, l'Extérieure a repris de 71,62 à 72.50.

.*.

La Banque de France est en hausse de 20 francs. Aucun changement de cours sur les titres des établissements de crédit.

Les Chemins français ont été l'objet de quelques offres, mais ne sont guère descendus au-dessous du niveau de la semaine passée.

Les valeurs de Tramways ont à peu près épuisé leur mouvement de réaction. L'Est parisien, les Tramways Sud, ont encore un peu fléchi. L'Omnium Lyonnais s'est arrêté à 88, la Compagnie générale française, les Tramways de Paris et du département du Nord, la Thomson-Houston et la Traction ont été très fermes.

Seul, le Métropolitain a faibli de nouveau sur les constants ajournements de son inauguration.

Gaz, Suez, Sosnowice, Rio-Tinto, très fermes, surtout les deux derniers titres à 2 400 et 1 322. Le stock de cuivre est en diminution de 1 100 tonnes pour la première quinzaine de juillet, ce qui a encouragé les acheteurs.

Groupe Sud-Africain complètement délaissé.

.*.

Le principal incident financier de la semaine a été la conclusion de l'arrangement provisoire concernant le coupon de la rente Extérieure d'Espagne.

Les conférences entre les délégués du Gouvernement espagnol et les représentants des porteurs étrangers ont juste duré quatre jours.

Les délégués espagnols, MM. Laiglesia et Comyn ont eu à peine le temps de paraître, ils étaient déjà victorieux.

Il y a quelque chose d'un peu surprenant dans la soudaineté de leur succès. On avait tant de fois répété que leur voyage était inutile, qu'ils n'obtiendraient rien, qu'il était ridicule de demander aux porteurs étrangers d'Extérieure un sacrifice de cinq millions sur l'annuité de 40 millions de francs nécessaire au service de la dette estampillée, que l'Espagne n'en serait ni plus riche ni plus pauvre qu'elle eût à payer 35 à 40 millions par an à ses créanciers.

Les délégués ont eu cependant à peine besoin d'exposer les desiderata de leur gouvernement. Après un court examen de la question, les représentants des porteurs étrangers ont capitulé.

Il est donc entendu que désormais, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 1901, et si d'ici trois mois les porteurs de plus d'un quart de la dette n'ont pas protesté effectivement contre l'arrangement conclu en leur nom, l'Extérieure ne recevra plus que 3,50 p. 100 annuellement au lieu de 4 p. 100, ce qui pour un milliard de capital nominal, fait 35 millions au lieu de 40 millions.

Mais le Gouvernement espagnol ne bénéficiera pas de ces 5 millions, au moins en ce qui concerne les dépenses budgétaires. Car il devra les appliquer à un amortissement de l'Extérieure par des tirages au sort, les titres sortis étant remboursés au pair.

L'arrangement devra être ratifié par les Cortès. Il deviendra nul si les porteurs de plus du quart de la dette déclarent expressément ne pas vouloir l'accepter.

Il appartient maintenant aux porteurs de faire connaître s'ils sont satisfaits. On leur a retranché un quartier de leur revenu. Mais c'est, paraît-il, pour leur plus grand bien, et aussi parce que cela faisait plaisir à leur débiteur, le trésor espagnol.

S'ils ne se plaignent point, pourquoi se montrerait-on plus soucieux qu'ils ne le sont eux-mêmes, de leurs intérêts ?

Sur le marché, la satisfaction, il faut le croire, a été grande, puisque l'Extérieure a aussitôt monté de 75 centimes.

Le Vin Désiles

Cordial Régénérateur

Il tonifie les poumons, régularise les battements du cœur, active le travail de la digestion. — L'homme débilité y puise la **force**, la **vigueur** et la **santé**. L'homme qui dépense beaucoup d'activité, l'entretient par l'usage régulier de ce cordial, efficace dans tous les cas, éminemment **digestif** et **fortifiant** et agréable au goût comme une liqueur de table.

TOUTES PHARMACIES

(CO)NSTIPATION (H)ABITUELLE. *Migraines, Hémorroïdes* par **L'APOZÈME de SANTÉ** 2f40 le traitement d'un mois (2f60 par poste). **14, rue de Grammont, Paris**, à la Pharmacie **LEMAIRE**

(A)NÉMIE faiblesse, chlorose guéries par le **VRAI FER QUEVENNE** 14, r. Beaux-Arts, Paris. Seul approuvé par l'ACADÉMIE de MÉDECINE de PARIS. — 3f50 f°, et Ph°.

(E)CZÉMA. DARTRES. PLAIES. HUMEURS Dépuratif CHABLE 5 fr. — 36, r. Bergère, Paris. ENVOI FRANCO — CONSEILS GRATIS

POUR (REC)OUVRER **VIRILITÉ et FORCE** demandez d'les ob° **CITRATE de CHABLE** ou écrire, rue Bergère, 36, Paris

---

(C)OMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 150 Millions de Francs.

Siège social : 14, rue Bergère. — Succursale : 2, place de l'Opéra, PARIS.

(Prés)ident : M. Denormandie, ✱, ancien gouverneur de la (Ba)nque de France, vice-président de la Compagnie des (Ch)emins de fer Paris-Lyon-Méditerranée.

(Direc)teur général : M. Alexis Rostand, O. ✱.

OPÉRATIONS DU COMPTOIR :

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements,
Comptes de Chèques, Lettres de Crédit,
Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques,
Traites, Paiements de Coupons,
Envois de fonds en Province et à l'Étranger,
Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes,
(G)arantie contre les risques de remboursement au pair.

AGENCES

BUREAUX DE QUARTIER DANS PARIS

176, bd Saint-Germain;	L — 36, avenue de Clichy;
3, bd Saint-Germain;	M — 87, avenue Kléber;
[illegible] de la Rapée;	N — 35, av. Mac Mahon,
[illegible], rue Rambuteau;	O — 71, b. Montparnasse,
16, rue de Turbigo;	P — 27, f. Saint-Antoine;
21, p. de la République;	R — 53, b. Saint-Michel,
24, rue de Flandre;	S — 2, rue Pascal;
2, r. du 4-Septembre;	T — 1, avenue de Villiers;
84, bd. Magenta;	U — 49, a. Champs-Élysées;
92, b Richard-Lenoir;	V — 85, avenue d'Orléans.

AGENCE DE L'EXPOSITION DE 1900

Au CHAMP DE MARS (Pilier Sud de la Tour Eiffel).

(Sal)le de Dépêches. — Salon de Correspondance. — Ca(bine) téléphonique. — Change de monnaie. — Achat et (vente) de Chèques, etc.

(Cette) Agence traite les mêmes opérations que le Siège social.)

BUREAUX DE BANLIEUE

Levallois-Perret : 3, place de la République. *Enghien :* 47, Grande-Rue. *(Vincenn)es :* 8, rue de Paris. — *Charenton :* 50, rue de Paris.

AGENCES EN PROVINCE

(Abb)eville, Agen, Aix-en-Provence, Alais, Amiens, Angoulême, Arles, Avignon, Bagnères-de-Luchon, Bagnols-sur-Cèze, (Beauc)aire, Beaune, Belfort, Bergerac, Béziers, Bordeaux, La (B)oule, Caen, Calais, Cannes, Carcassonne, Castres, Ca(vaillo)n, Cette, Chagny, Chalon-sur-Saône, Châteaurenard, (Clerm)ont-Ferrand, Cognac, Coadé-sur-Noireau, Dax, Deauville-Trouville, Dieppe, Dijon, Dunkerque, Elbeuf, Épinal, Firminy, Flers, Gray, Le Havre, Hazebrouck, Issoire, Jarnac, La Ferté Macé, Lésignan, Libourne, Lille, Limoges, Lyon, Manosque, Le Mans, Marseille, Mazamet, Mont-de-Marsan, Le Mont-Dore, Montpellier, Nancy, Nantes, Narbonne, Nice, Nîmes, Orange, Orléans, Périgueux, Perpignan, Reims, Remiremont, Roanne, Roubaix, Rouen, Royat, Saint-Chamond, Saint-Dié, Saint-Étienne, Salon, Toulouse, Tourcoing, Vichy, Villefranche-sur-Saône, Villeneuve-sur-Lot, Vire.

AGENCES DANS LES PAYS DE PROTECTORAT :

Tunis, Sfax, Sousse, Gabès, Tanger, Majunga, Tamatave, Tananarive.

AGENCES A L'ÉTRANGER :

Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Calcutta, Chicago, San-Francisco, New-Orléans, Melbourne, Sydney.

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public. *14, rue Bergère, 2, place de l'Opéra* et dans les principales Agences.

GARANTIE ET SÉCURITÉ ABSOLUES



COMPARTIMENTS DEPUIS 5 FR. PAR MOIS

Une clef spéciale unique est remise à chaque locataire. — La combinaison est faite et changée à son gré par le locataire. — Le locataire peut seul ouvrir son coffre.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

COURS DES ACTIONS ET OBLIGATIONS

DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST

A la Bourse de Paris, du 26 Juin au 1er Juillet 1900.

	Plus haut cours	Plus bas cours.	Moyenne des cours moyens.
Actions de capital.	1 084 »	1 070 »	1 072 50
Obligations 3 p. 100, 1re série (Jouissance janvier).	452 »	449 50	450 75
— 3 p. 100, 2e série (— avril). .	448 »	446 25	447 »
— 2 1/2 p. 100 — (— avril). .	402 »	401 »	401 75

VILLE DE PARIS

AADJ° s. 1 ench., ch. des not. de Paris, le 31 juillet 1900

TERRAIN angle rues Vaneau et Sèvres, (c)206m. Mise à prix : 550 f. le m. S'ad. aux n. Me Mahot de la Quérantonnais, 14, r. d. Pyramides, et Delorme, 11, r. Auber, dép. de l'ench.





AUX SOURDS

Une dame riche, qui a été guérie de sa surdité et de bourdonnements d'oreille par les Tympans artificiels de l'Institut Nicholson, a remis à cet institut la somme de 25 000 francs afin que toutes les personnes sourdes qui n'ont pas les moyens de se procurer les Tympans puissent les avoir gratuitement. S'adresser à l'Institut, Longcott, Gunnersbury, Londres, W.

OPÉRATIONS de BOURSE à TERME

Demander la Circulaire quotidienne *La Cote Libre de Paris*; Renseignements impartiaux puisés aux meilleures sources. Envoyée *gratuitement* pendant *deux mois*, sur demande affranchie adressée à M. GITON, *Réd^r, 132, Rue Montmartre, Paris*.

---

6 fr. par An **LE RENTIER** 32e Année

Dirigé, depuis 1869, par M. Alfred Neymarck, O. ✱, Lauréat de l'Institut, ancien Président de la Société de Statistique de Paris, 33, Rue St-Augustin, Paris.

CÉRÉBRINE MIGRAINES, NÉVRALGIES, VERTIGES, DÉPRESSION, SURMENAGE

Eug. FOURNIER, 21, Rue de St-Pétersbourg, PARIS. Le Flacon à Paris : 5 fr. Se trouve dans toutes les Pharmacies

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 39039.

N° 4. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 28 Juillet 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 4

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE	Six mois.	Un an.	AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER



Librairie L. BOREL, 21, quai Malaquais, Paris

Nouvelles Collections Guillaume



Les nouvelles collections Guillaume ont un grand cachet d'originalité qui leur font occuper une place caractéristique dans l'histoire du livre moderne.

Le format de ces collections, le choix du papier, la typographie raisonnée s'unissent aux qualités de l'illustration toujours remarquable et signée par nos meilleurs artistes. La gravure sur bois, à peu près négligée par la plupart des éditeurs depuis l'invasion des procédés de reproductions photographiques, a été conservée comme étant plus artistique et incomparablement plus belle.

OUVRAGES PARUS:

Petite Collection du " LOTUS BLEU "

Format 7 × 11 à 1 franc. . . . . 22 volumes parus

Collection " LOTUS ALBA "

Format 7 × 14 à 1 fr. 50 . . . . 12 volumes parus

Collection " CHARDON BLEU "

Format 8 × 16 à 2 fr. 50. . . . . 6 volumes parus

Collection " PAPYRUS "

Format 8,5 × 17 à 3 francs. . . . . 5 volumes parus dont 3 vol. épuisés

Collection " NYMPHÉE "

Format 9,5 × 19 à 3 fr. 50 . . . . 15 volumes parus

EN PRÉPARATION

Pour paraître au mois d'octobre prochain

Collection " MYOSOTIS " A 2 FR. | Collection " CHRYSANTHEME " A 4 FR.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 4. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 28 JUILLET 1900.

LES ÉLECTIONS ITALIENNES

Pour apprécier exactement la portée politique des élections générales qui ont eu lieu en Italie au mois de juin dernier, il est indispensable de connaitre la loi électorale qui est en vigueur dans ce pays depuis l'année 1882. Le système qui avait fonctionné jusqu'à cette époque faisait une part très restreinte aux capacités et assurait une prépondérance presque absolue au cens. La réforme de 1882, tout en réservant les droits acquis du cens, étendait le droit électoral des capacités. Nous avons ainsi deux catégories d'électeurs, ceux dont le droit est fondé sur le cens, et ceux dont le droit est fondé sur la capacité. Les premiers sont les contribuables qui paient un impôt direct annuel non inférieur à 19 fr. 80; les fermiers qui paient un loyer annuel d'au moins 300 francs; ceux qui dirigent l'exploitation d'une propriété payant un impôt direct d'au moins 80 francs par an. et ceux qui, à l'époque où a été promulguée la loi, étaient déjà inscrits sur les listes dans une quelconque des catégories censitaires. Les électeurs appartenant à la catégorie des capacités sont ceux qui ont fréquenté les écoles élémentaires obligatoires ou qui ont subi avec succès l'examen de la deuxième classe, et ceux qui, ayant passé deux années sous les armes, ont fréquenté avec profit les écoles du régiment; enfin ceux qui ont pu écrire de leur propre main par-devant notaire la demande d'être inscri dans les listes.

La réforme électorale, qui avait été un des points les plus importants du programme de la gauche libérale, eut pour effet de tripler le nombre des électeurs inscrits. En effet le chiffre total des électeurs, qui n'était en 1879 que de 621 896, s'éleva brusquement, immédiatement après la réforme de 1882, à 2 017 829, et alla toujours en augmentant jusqu'en 1892. A cette époque, le nombre total des électeurs inscrits était de 2 934 445.

On commença alors à s'apercevoir que l'élément intellectuel et les partis hostiles à la dynastie profitaient du nouveau mécanisme pour gagner du terrain, et le ministère présidé par M. Crispi, sous le prétexte que des abus avaient été commis et qu'un grand nombre de citoyens, dépourvus de titres, avaient obtenu frauduleusement leur inscription, fit voter par le Parlement une loi de revision. On procéda à l'expurgation des listes d'une façon tellement arbitraire que des magistrats, des journalistes, des écrivains d'une notoriété incontestée, voire même un sénateur, furent rayés sous la présomption d'incapacité. Cette hécatombe eut pour résultat de diminuer de plus d'un million le nombre des électeurs. Il va de soi que les radiations frappèrent de préférence les électeurs appartenant à la catégorie des capacités et plus particulièrement ceux qui avaient conquis leur droit soit parce qu'ils avaient subi l'examen de la deuxième classe élémentaire, soit parce que, conformément à l'article 100, ils avaient écrit de leur propre main, par-devant notaire, leur demande d'inscription. En 1897, le chiffre total des électeurs ne s'élevait plus qu'à 2 120 909, dont 1 600 000, en chiffres ronds, appartenant aux catégories des capacités et 500 000 aux capacités censitaires.

Dans un pays où l'instruction serait très répandue, comme en France et en Allemagne, le système électoral tel qu'il existe en Italie équivaudrait presque

au suffrage universel, puisque seuls les illettrés sont privés du droit de vote. Mais, ici, quoique l'instruction élémentaire ait été déclarée gratuite et obligatoire depuis de longues années, il s'en faut de beaucoup que tous les citoyens sachent lire et écrire. D'après les dernières statistiques, le nombre des recrues qui ne savent ni lire ni écrire, représente encore 39,43 p. 100 du contingent moyen pour tout le royaume, mais cette moyenne souffre des écarts très sensibles de province à province. Dans la province de Sondrio, par exemple, elle n'est que de 9,33 p. 100, tandis que dans la province d'Arrezzo, en pleine Toscane, elle s'élève à 50,29 p. 100; dans celle de Maccata, dans les Marches, elle s'élève à 52,11 p. 100; dans celle de Grosseto, également en Toscane, elle atteint la proportion de 54,69 p. 100; et dans la province de Benevento, en plein Sud, cette proportion s'élève à 69,78 p. 100. Ces chiffres prouvent, hélas! que si la plaie de l'ignorance est plus répandue dans le midi que dans le nord de la péninsule, elle n'afflige cependant pas exclusivement les régions méridionales.

Quant à l'usage que les électeurs font du droit de suffrage, son importance varie aussi de province à province. En 1897, sur 2 120 908 électeurs, 1 241 486, c'est-à-dire à peine un peu plus de la moitié, ont pris part au vote : chose étrange, les provinces qui ont témoigné une plus grande activité électorale sont celles de Foggia, Salerne, Bénévent, Syracuse, Lecce, Avellino, Reggio en Calabre, Catanzaro et Caserte, appartenant toutes à la région où la vie politique se développe avec plus de lenteur et de mollesse; celles, au contraire, qui ont fourni le plus petit contingent d'électeurs sont les provinces de Belluno, Bergame, Vicence, Venise, Sondrio, Plaisance, Vérone, Udine, Macerata, Como, qui appartiennent au nord de l'Italie, c'est-à-dire à la région dont l'éducation politique passe pour être plus avancée. Dans la province d'Acerra, ou province de Caserte, par exemple, le chiffre des votants représente 88,79 p. 100 des électeurs inscrits, tandis que dans un collège de Gênes, ce chiffre ne représente que 29,24 p. 100 des électeurs inscrits.

Il ne semble point, d'ailleurs, que la réforme de 1882, qui a considérablement augmenté le nombre des ayants droit au vote, ait sensiblement secoué l'indolence des masses électorales. On dirait que cette réforme ne répondait pas à un besoin réel; mais l'apathie persistante des électeurs tient à des causes multiples que nous signalerons en passant tout à l'heure.

Voici du reste quel a été, depuis la constitution du royaume, le nombre des votants proportionnellement au nombre des électeurs inscrits. En 1861, 57,22 p. 100; en 1865, 53,92; en 1896, 51,83; en 1870, 45,47; en 1874, 55,69; en 1876, 59,22; en 1879, 59,44; en 1882, immédiatement après l'extension du droit de vote, la moyenne s'élève à 60,65; puis elle retombe à 58,50 en 1885, à 53,66 en 1890, à 55,86 en 1892, à 59,02 en 1895 et à 58,54 en 1897. En cette dernière occasion, la région qui a donné le concours le plus actif aux opérations électorales est celle des Pouilles, avec une moyenne de 72,62 votants sur 100 électeurs inscrits, tandis que la région ligurienne est celle qui a participé au vote avec plus de langueur, la moyenne des votants ne s'étant élevée dans cette région qu'à 46,90 p. 100.

Aux élections de 1897, le candidat élu avec le plus grand nombre de voix est le député de Massa, qui en a obtenu 4592; celui qui a été élu avec le moindre nombre de voix est le député de Zogno, en province de Bergame, qui n'en a recueilli que 511.

* * *

On a beaucoup controversé à propos du nombre considérable d'abstentions qui continue à figurer dans nos statistiques électorales. Les journaux cléricaux prétendent que le chiffre représentant le total des électeurs qui s'abstiennent de voter exprime les forces dont dispose le parti catholique, qui observe fidèlement le « *non expetit* » pontifical, lequel leur fait un devoir de ne point participer aux élections politiques. Ce serait énorme ; mais les journaux catholiques qui lancent cette affirmation font semblant de prendre leur désir pour la réalité.

D'abord il est bon de remarquer que si les prêtres n'osent pas violer ouvertement les prescriptions pontificales et ne votent pas officiellement, ils font voter leurs ouailles et qu'il est bien peu de collèges où les catholiques se retranchent dans la réserve à eux imposée par le pape. Il n'est même pas inutile d'ajouter que les efforts déployés par la presse gouvernementale dans le but de les décider à voter pour les candidats constitutionnels sont demeurés stériles, et qu'ils votent de préférence pour les candidats radicaux, républicains ou socialistes. D'autres causes concourent à former cette masse épaisse d'électeurs qui négligent de se servir de leur droit.

D'abord le manque d'éducation politique, puis les pressions et les corruptions qui, dans certains collèges, après une longue expérience, ont donné à un grand nombre d'électeurs la conviction que la lutte est inutile et que la victoire est assurée d'avance aux candidats que le gouvernement protège et dont l'argent répandu à pleines mains seconde l'ambition.

Ensuite, le défaut d'organisation des partis avancés a empêché jusqu'à présent ces derniers de jouer un rôle proportionné à l'ampleur de leur programme. Mais cette dernière cause tend à disparaître, car, depuis quelques années, ces partis ont compris les

avantages qu'ils peuvent retirer d'une organisation fondée en vue de la conquête légale des pouvoirs publics; les succès qu'ils ont remportés aux dernières élections prouvent que cette organisation a déjà fait des progrès appréciables et que, même dans les collèges qui, jusqu'à hier, étaient abandonnés, les partis extrêmes disputeront bientôt le terrain à leurs adversaires. Ce phénomène contribuera à diminuer sensiblement le nombre des abstentions.

***

Le mécanisme des opérations électorales en Italie diffère sensiblement de celui qui est en vigueur en France, en Angleterre et en Allemagne. Les prescriptions édictées par la loi pour garantir l'indépendance et le secret du vote seraient excellentes si elles étaient observées. Tout électeur étant censé savoir lire et écrire, le bulletin de vote, muni du timbre du siège, est remis par le président à l'électeur, qui doit écrire le nom du candidat sur une table placée dans un coin de la salle et protégée par un paravent, en sorte que l'électeur peut écrire sans que les assistants, en suivant le mouvement de la main, puissent deviner quel est le nom qu'il trace sur le papier. Cela suffirait pour qu'il pût librement voter pour le candidat de son choix. Mais on dit, en Italie : *Fatta la legge, trovato l'inganno*. On s'est aperçu qu'un certain nombre d'électeurs recevaient des ordres ou de l'argent pour voter en faveur du candidat ministériel et votaient ensuite pour le candidat de l'opposition. Pour empêcher cette tricherie, on a inventé plusieurs expédients plus ou moins ingénieux. On donne par exemple à l'électeur soudoyé un morceau de papier buvard qu'il doit appliquer sur le bulletin et sur lequel restera l'empreinte du nom du candidat pour lequel il aura voté, et ce n'est qu'après la présentation de ce document justificatif qu'il recevra la somme convenue. Ou bien encore on a recours au procédé du bulletin roulant, qui consiste en ceci : le premier électeur qui va voter dépose dans l'urne un bulletin quelconque, qui sera déclaré nul, et emporte avec lui le bulletin qui lui a été remis par le président. Sur ce bulletin, on écrit le nom du candidat qui paie, on le livre à un électeur qui déposera ce bulletin dans l'urne et rapportera à son tour le bulletin blanc qu'il a reçu des mains du président. De cette façon, on est à peu près sûr que l'argent dépensé n'est pas perdu. La corruption prend d'ailleurs des formes différentes selon les nécessités du lieu, du moment et les usages locaux. Ici, par exemple, on ne donne à l'électeur que la moitié d'un billet de 5 ou de 10 francs, dont l'autre moitié ne lui sera remise qu'après le scrutin et en cas de succès. Ailleurs, dans une élection restée célèbre, on distribuait aux paysans des chemises sans manches, ou un soulier seulement. Les manches de la chemise et l'autre soulier n'étaient livrés que si le candidat au profit duquel on faisait cette distribution était élu. C'est le système du forfait électoral. Quelquefois, voyant que les précautions prises pour empêcher l'électeur de tricher sont inefficaces, on le paye pour qu'il s'abstienne de voter.

La formation des bureaux a ici une importance capitale, parce que ce sont les bureaux qui, en réalité, manipulent les élections. Ils se composent de cinq membres dont deux doivent appartenir à la minorité, chaque électeur ne pouvant voter que pour trois noms. Mais lorsqu'un parti dispose de forces prépondérantes, il se partage en deux groupes qui votent pour deux listes différentes, et il devient maître absolu du bureau. Alors, gare aux tours de passe-passe. Il est vrai que les électeurs ont le droit de surveiller les opérations, mais il se trouve toujours des compères qui font du bruit, soulèvent des scandales et offrent au président, investi de pouvoirs discrétionnaires, le prétexte d'appeler la force publique, de faire évacuer la salle, après quoi les messieurs du siège sont maîtres de la place et font dire aux urnes ce qu'ils veulent.

Dans certaines sections devenues légendaires, on a l'habitude de répartir les voix à l'amiable, selon la somme que chaque candidat a donnée. Pierre a donné 300 francs : on lui octroiera 50 voix; Paul a donné 600 francs : on lui en octroiera 100. Aux élections de 1897, le maire d'une petite ville se trouvait aux prises avec les partisans de deux candidats; survient le partisan d'un troisième candidat qui commence à plaider la cause de son favori. Chacun s'efforçait de tirer le maire de son côté. Celui-ci ne disait mot; puis, tout à coup, se tournant vers le secrétaire de la mairie qui était à son côté, ce maire, qui avait le génie de Salomon, dit laconiquement :

— Combien croyez-vous qu'il y aura de votants cette fois?

— Une soixantaine, répondit le secrétaire.

— Eh bien, conclut le maire, nous leur attribuerons une vingtaine de voix chacun. Et maintenant, allons boire un coup en bons amis que nous sommes et que nous devons rester.

Souvent ces luttes tournent au tragique; d'autres fois elles sont empreintes d'une note comique. En 1897, le député Barzilai, un des membres les plus éminents du groupe républicain, faisait campagne, dans un collège de la Toscane, en faveur d'un candidat démocrate qui avait contre lui deux compétiteurs. Il arrive dans un petit village de montagne appelé, si j'ai bonne mémoire, Sant'Oreste. Le maire était sur la place. Dès qu'on lui annonce l'arrivée d'un député, il court vers lui, le comble de politesse et se confond en excuses.

— Je suis désolé, s'écrie-t-il, mais la place est prise. Le pays est partagé en deux camps : une moitié est acquise à M. X... et l'autre moitié est acquise à M. Y... Je ne puis rien faire pour votre protégé, mais je veux vous témoigner toute ma bonne volonté. Voici la musique municipale; je vais, si vous le désirez, vous faire jouer un petit air afin qu'il ne soit pas dit que vous avez été mal reçu.

***

Les deux traits caractéristiques des dernières élections sont le réveil très sensible de l'activité politique du pays et une poussée en avant non moins sensible des partis avancés. D'après un calcul sommaire et approximatif qui ne pourra être modifié que dans une proportion insignifiante par les statistiques définitives, le nombre total des électeurs a été de 1 360 906, ce qui marque une augmentation de 119 420 sur le nombre des électeurs qui ont pris part au vote en 1897. Les voix ont été ainsi réparties : 445 000 en faveur des candidats des partis avancés, radicaux, républicains et socialistes; 303 891 en faveur des candidats de l'opposition constitutionnelle et 611 425 en faveur des candidats ministériels. Le partage des voix entre les trois groupes de l'extrême gauche s'est opéré de la façon suivante : radicaux 110 208, républicains 119645, socialistes 215 841.

Le plan du ministère a donc échoué : son but, en convoquant les électeurs, était de décapiter l'extrême gauche et de diminuer l'effectif dont elle disposait. Ce but a été entièrement manqué. Non seulement tous les chefs des partis antidynastiques sont revenus à la Chambre et ont presque tous été réélus sans compétiteurs, mais ces partis ont conquis une trentaine de sièges. Dans la Chambre précédente, l'extrême gauche comptait 67 représentants, dont 19 socialistes, 23 républicains et 25 radicaux. Au premier scrutin, le nombre des sièges conquis par les trois groupes s'est élevé à 84; au scrutin de ballottage, les candidats de l'extrême gauche ont conquis 10 sièges; cela porte à 94 le nombre des voix dont les partis avancés disposent dans la nouvelle législature. Ces voix se répartissent de la manière suivante : 32 socialistes, 29 républicains, 33 radicaux. Les démocrates ont donc gagné en tout 27 sièges.

Mais le résultat des derniers scrutins est encore plus significatif si l'on en analyse les détails. Le royaume est partagé en 508 collèges dont l'importance et la population varie selon le caprice du législateur qui a tracé la circonscription électorale. Il est des collèges où quelques centaines d'électeurs suffisent, comme on l'a vu tout à l'heure, pour former la majorité, tandis que dans d'autres, il faut plusieurs milliers d'électeurs pour élire un député. Que si, au contraire, on appliquait dans le partage des sièges le principe de la représentation proportionnelle, l'extrême gauche aurait droit à 166 sièges, l'opposition constitutionnelle en pourrait revendiquer 154, et la part due aux candidats ministériels ne serait plus que de 228 sièges.

Il est un autre détail qui ne doit pas être passé sous silence, c'est qu'il y a une cinquantaine de collèges où les candidats ministériels n'ont triomphé qu'à une majorité variant de 10 à 100 voix. Aux prochaines élections, avec les nouvelles listes qui donneront aux partis avancés un appoint considérable, ceux-ci pourront, en faisant un effort vigoureux, s'emparer de ces collèges.

Ce qui ressort le plus clairement de ces chiffres et des rapports que l'on peut établir entre eux, c'est que les idées subversives ont fait, en ces derniers temps, des progrès inquiétants en Italie et que le monstre révolutionnaire, que le général Pelloux s'était flatté de terrasser pour le punir d'avoir déchaîné les fureurs de l'obstructionnisme, est sorti de la bataille plus vigoureux et plus redoutable que jamais.

Nous pourrions pousser plus à fond l'analyse des chiffres et constater que, dans les 69 chefs-lieux de province, c'est-à-dire dans les villes où l'éducation politique est relativement plus avancée et qui sont les points d'irradiation d'où la vie intellectuelle et administrative se répand dans les régions rurales, la majorité des diverses oppositions s'est affirmée avec une énergie écrasante. En effet, sur les 111 collèges compris dans les 69 chefs-lieux de provinces, 43 seulement ont élu des députés ministériels; les autres 68 collèges de cette catégorie ont élu des candidats d'opposition dont 26 appartenant à l'opposition constitutionnelle, 19 socialistes, 12 républicains et 2 radicaux. Milan, qui est sans contredit la ville la plus active, la plus florissante et la plus cultivée du royaume, a 6 collèges qui, tous, appartiennent désormais aux partis antidynastiques; ce partage s'est fait très équitablement, 3 collèges ayant élu des républicains, tandis que les 3 autres ont élu des socialistes.

A Turin, berceau de la monarchie, sur 5 collèges, 2 seulement ont accordé la majorité aux candidats constitutionnels; 2 collèges ont élu des socialistes et, dans le cinquième, la proclamation n'a pas eu lieu, la question étant controversée de savoir qui, du candidat monarchiste ou du socialiste, a remporté le plus de voix.

On peut trouver une certaine analogie entre cette situation et celle de la France, lors du plébiscite, qui donna à l'Empire la preuve que les grandes villes l'avaient abandonné, et que la majorité numérique dans les contrées rurales était une compensation in-

suffisante au sentiment de désaffection qui s'était manifesté dans les grands foyers de vie politique et intellectuelle.

*
* *

Ce brusque réveil des tendances révolutionnaires tient à des causes multiples que nous nous bornerons ici à indiquer sommairement. Il faut signaler d'abord le mécontentement produit par la mauvaise administration et par la faillite partielle du parlementarisme, tel qu'on le pratique en Italie. La classe gouvernante n'a su ni gouverner ni administrer, et de ce pays qui possédait tous les éléments de la richesse, un sol fertile, un climat doux et caressant, une population laborieuse et intelligente, de ce pays destiné à devenir un des pays les plus riches et les plus respectés, elle a fait un des pays les plus pauvres et les moins considérés. Ceux qui ont administré la fortune publique ont méconnu ce principe élémentaire que, pour mettre en valeur, dans le mécanisme budgétaire, la puissance contributive d'une nation, il faut d'abord favoriser le développement de la richesse; pressés par la nécessité de remplir les caisses du Trésor, pour satisfaire une politique fastueuse et un système d'alliances fondé sur le développement disproportionné des institutions militaires, ils ont fait de la machine fiscale un véritable instrument de supplice et ils ont tari toutes les sources de la prospérité et de l'activité nationale. Il en est résulté un marasme économique, une misère générale, un mécontentement qui serpente d'un bout à l'autre du royaume et qui règne particulièrement dans les basses classes sur lesquelles, par un procédé d'infiltration très ingénieux, on fait tomber le fardeau des impôts trop lourds et mal répartis.

Les partis subversifs ont donc trouvé un terrain merveilleusement préparé, surtout le parti socialiste dont la doctrine flatte plus facilement et plus directement les passions, les rancunes et les espérances des déshérités. Le parti républicain n'avait fait, dans ces dernières années, que des progrès fort peu sensibles, d'abord parce qu'étant épuisé par les luttes pour l'indépendance, il traversait une période de mollesse et de torpeur, et ensuite parce que la maison de Savoie, dont le concours avait puissamment contribué à l'affranchissement de la nation, était très populaire; en outre, la propagande républicaine demeurait relativement stérile parce que la classe ouvrière et le prolétariat des campagnes n'étaient pas encore assez instruits pour se passionner en faveur d'une forme de gouvernement dont les avantages et les beautés leur échappent. Mais lorsque le parti socialiste est entré en scène, les éléments populaires ont tendu avidement l'oreille. L'ouvrier et le paysan demeurent indifférents lorsqu'on s'efforce de leur faire comprendre la différence qui existe entre un gouvernement dynastique et un gouvernement démocratique, mais ils prêtent une oreille complaisante aux apôtres de la doctrine sociale qui leur parlent de l'augmentation des salaires, de la socialisation des moyens de production et du partage des terres. Cela explique le succès rapide de la propagande socialiste dans un pays où les masses ouvrières étaient demeurées relativement insensibles aux efforts de la propagande républicaine.

Au début, il y a eu une espèce de malentendu entre le parti républicain et le parti socialiste qui se considéraient presque comme des partis ennemis. Les socialistes italiens, imitant l'exemple des socialistes des autres pays, affectaient de n'accorder aucune importance à la question politique, et proclamaient que le prolétariat devait redouter les inconvénients d'une république bourgeoise autant que ceux qui sont inséparables de la monarchie. Les disciples italiens de Karl Marx se flattaient, comme leurs coreligionnaires d'Allemagne, de Belgique et d'Angleterre, de pouvoir passer sans transition du gouvernement dynastique au socialisme. Mais l'expérience a produit des effets salutaires, surtout après les événements qui se sont déroulés dans la Péninsule au printemps de l'année 1898 : lorsqu'on a vu la répression militaire s'exercer avec une violence inouïe, les cours martiales condamner à la réclusion, sans preuves et presque sans forme de procès, les chefs du mouvement socialiste, et lorsque ensuite on a vu le gouvernement et la majorité du Parlement voter des lois et publier des décrets et des règlements dont le but était de supprimer toutes les libertés publiques, toutes les franchises constitutionnelles, on a compris que le maintien de ces libertés était une question de vie ou de mort, et que la constitution du prolétariat en parti politique et le libre développement de l'éducation socialiste ne pouvaient s'effectuer d'une manière efficace que sur une plate-forme où la liberté serait garantie et respectée. Le parti socialiste se déclara républicain, et à partir de ce moment, l'union des partis populaires était fondée. Cette union, sincère et complète, a déjà porté ses fruits; elle a présidé à l'action de ces partis aux dernières élections, et l'on vient de voir quel en a été le résultat.

Reste à savoir maintenant quelle attitude adopteront les partis gouvernementaux pour ramener la lutte sur un terrain normal. La politique de résistance ferait le jeu des partis antidynastiques : la vraie sagesse consisterait à mettre de l'huile dans les rouages et à faire un ensemble de lois administratives et budgétaires capable d'améliorer le sort des classes pauvres et de favoriser la renaissance économique de la nation. Mais les résolutions les plus sages ne sont pas toujours celles qu'on adopte.

H. Mereu.

LAMARTINE ET LA PAIX [1]

Mesdames et Messieurs,

Chaque été, depuis quinze ans, vous célébrez par un service pieux la mémoire de Lamartine; et vous avez pris l'habitude d'ouvrir votre réunion par un discours à l'honneur de votre grand patron. Ce discours, c'est à moi, pour cette fois, qu'il a été demandé de le prononcer. A quel titre? On a bien voulu me le dire : au titre d'ami de la Paix. Et c'est à ce titre, en effet, que j'ai accepté.

Ce n'est donc pas tout Lamartine que je me permettrai d'apprécier ou de célébrer devant vous : la tâche serait trop vaste et trop au-dessus de mes forces. Comment une seule bouche pourrait-elle parler convenablement de celui qu'on a appelé « l'homme aux sept âmes » ? Ce n'est pas même tout le poète, ou l'une des faces multiples et éclatantes du merveilleux talent de ce poète.

Je ne m'occuperai de Lamartine, poète ou citoyen, qu'en tant qu'il a parlé et agi pour la cause sainte qui me vaut d'être en ce moment devant vous. Ce serait assez, quand il n'y aurait que cela dans sa vie, pour lui mériter notre admiration, notre gratitude et celle de la postérité.

Les poètes, les grands du moins, ceux qu'anime l'enthousiasme des grandes aspirations et des hautes espérances, ceux qu'échauffe le saint amour de la liberté et de la dignité humaine, ceux qui, en présence de l'incessante fécondité de la nature et du travail bienfaisant de la vie dans le sein de cette terre qui produit les moissons pour nourrir les hommes, savent comprendre combien, à plus forte raison, est merveilleuse et sacrée dans les hommes cette vie dont la nature élabore pour eux les éléments : ceux-là, de tout temps, ont réprouvé la guerre, qui sépare et détruit les hommes, et chanté, avec le travail, la paix, qui leur permet de s'unir et de s'aider.

Ou si quelquefois, trop souvent, hélas! — mais était-ce leur faute? — ils ont dû, en des heures douloureuses, emboucher la trompette et sonner la charge, ce n'était pas pour l'attaque, c'était pour la défense. C'était, comme Tyrtée relevant le courage des Messéniens, comme Rouget de Lisle entonnant cette *Marseillaise* des batailles, à laquelle Lamartine devait donner pour pendant la *Marseillaise de la Paix;* pour la résistance à l'oppression, pour l'indépendance du sol national, pour la sauvegarde du droit et le maintien ou le rétablissement de la paix, menacée par une injuste agression.

Hors de là, et à part quelques exceptions malheureuses, comme le chant des Spartiates, labourant avec la lance et moissonnant avec le glaive, c'est contre la guerre que se sont fait entendre, à travers les siècles, toutes ces grandes voix, dont les siècles se sont répété l'écho.

« *Bella matribus detestata : la guerre odieuse aux mères* », écrivait, il y a dix-neuf cents ans, le poète Horace, en trois mots qui disent tout, et qui auraient dû, depuis dix-neuf cents ans, soulever contre la guerre l'armée entière des mères et des femmes.

« Je passe criant la paix », écrivait le doux Pétrarque : protestant contre les guerres intestines qui déchiraient l'Italie : *I' vo grigando : pace ! pace ! pace !*

Chassez de vos autels, juges vains et frivoles...

s'écriait plus près de nous, à la veille de la Révolution française, ce généreux et sage amant de la liberté naissante, cet intrépide ennemi de la violence, aussi incapable de trembler devant les brigands à piques que de s'abaisser devant les brigands à talons rouges, André Chénier :

> Chassez de vos autels, juges vains et frivoles,
> Ces héros conquérants, meurtrières idoles,
> Tous ces grands noms, enfants des crimes, des malheurs;
> De massacres fumants, teints de sang et de pleurs!
> Venez tomber aux pieds de plus pures images.

Qui ne connait, plus près de nous encore, les *Iambes* terribles d'Auguste Barbier; sa douloureuse élégie sur la France, pantelante sous la botte impitoyable du Corse aux cheveux plats; et cet anathème dans lequel il a résumé toute sa révolte contre ce qu'avait vu son enfance et ce que jugeait son âge mûr :

> De toutes ces horreurs n'accusons qu'un seul nom.
> Je n'ai jamais chargé qu'un homme de ma haine.
> Sois maudit, ô Napoléon!

La note n'est pas la même chez Béranger. Il a bien contribué pour sa part à la popularité de la légende napoléonienne. Il croyait un peu naïvement pouvoir enrôler sans danger la grande ombre de l'Empereur dans les rangs de l'opposition libérale. Mais avec quel accent, lui aussi, il a chanté la paix et rappelé au pauvre troupeau humain qu'il n'était la plupart du temps que la pâture de l'ambition des souverains :

> J'ai vu la paix descendre sur la terre
> Semant de l'or, des fleurs et des épis.
> L'air était calme, et du dieu de la guerre
> Elle étouffait les foudres assoupis.
> Ah! disait-elle, égaux par la vaillance,
> Français, Anglais, Belge, Russe ou Germain,
> Peuples, formez une sainte alliance,
> Et donnez-vous la main!
> . . . .
> Chez vos voisins vous portez l'incendie;
> L'aquilon souffle et vos toits sont brûlés;
> Et quand la terre est enfin refroidie,
> Le soc languit sous des bras mutilés.

[1] Conférence faite le 15 juillet 1900 à la mairie de Passy, pour l'assemblée annuelle du *Salon Lamartine*.

Près de la borne où chaque État commence,
Aucun épi n'est pur de sang humain.
Peuples, formez une sainte alliance,
Et donnez-vous la main!

Quant à Victor Hugo, en combien d'occasions, et sous combien de formes, en vers et en prose, n'a-t-il point flétri les servitudes, les ruines et les massacres qu'entraînent les faux calculs de la cupidité et de l'ambition! De quels traits sanglants n'a-t-il pas stigmatisé cette lâcheté stupide des troupeaux humains toujours prêts à se laisser conduire à l'abattoir; glorifiant les grands exterminateurs qui les foulent aux pieds, et laissant passer sans les admirer ceux qui leur apportent la la lumière et le bien-être.

Passez, passez! Pour vous, point de hautes statues.
Le peuple perdra votre nom;
Car il ne se souvient que de l'homme qui tue
Avec le sabre ou le canon.

Et ailleurs :

Et tout ça pour des Altesses,
Lesquelles, vous enterrés,
Se feront des politesses
Pendant que vous pourrirez.

Avec quel accent surtout, dans ce mémorable Congrès qu'il présida à Paris en 1849, n'a-t-il point fait appel à la fraternité humaine et salué par avance cette confédération bénie que verra l'avenir, ces États-Unis de l'Europe, prédits, avant lui, dans un non moins beau langage, par Victor Cousin, dont le nom seul pourtant, à cette époque, était considéré par la plupart des gouvernements comme un cri séditieux, et qu'aujourd'hui les bouches officielles commencent à prononcer, comprenant enfin que le plus grand intérêt de tous c'est de se mettre ensemble sous la sauvegarde d'une commune justice; et que les nations, pas plus que les individus, n'aliènent leur liberté en reconnaissant au-dessus d'elles l'autorité suprême d'une loi volontairement acceptée.

Vous êtes venus ici, disait-il, de tous les coins de l'horizon, pour « tourner ensemble le dernier et le plus auguste des feuillets de l'Évangile, celui qui impose la paix aux enfants du même Dieu. »

« Vous êtes venus ouvrir la porte rayonnante de l'avenir; orienter la politique vers la création croissante du bien-être et de la bienveillance; enseigner au monde à faire prononcer par la justice le dernier mot que le passé ne savait faire prononcer que par la force, et préparer le jour où il n'y aurait plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. »

Nous retrouverons cette image tout à l'heure sur les lèvres de Lamartine. Ce n'est pas la seule.

Je suis concitoyen de tout âme qui pense,

a dit Lamartine dans un des vers que j'aurai à citer.

« Nous avons eu une commune pensée », disait Victor Hugo en résumant les débats de ces trois mémorables journées. « Avoir une commune pensée, c'est avoir une commune patrie »..... « Compatriotes de l'humanité, nous venons de semer le germe impérissable de la paix universelle. »

Et rappelant que ce jour du 24 août, dans lequel, poussés l'un vers l'autre par l'Anglais Cobden, le pasteur protestant Coquerel et le curé catholique Deguerry s'étaient embrassés en répudiant les intolérances du passé, était le jour de cette Saint-Barthélemy non moins maudite, alors, par les descendants de ceux qui l'ont faite que par les descendants de ceux qui l'ont subie : « Dieu, disait-il, a voulu donner à cette date rendez-vous à toutes les haines pour leur ordonner de se convertir en amour. »

Ce sont ces vérités, ces principes, ce respect de la vie, de la justice et de la liberté dans les individus et dans les sociétés, qu'à l'exemple de son illustre émule Lamartine a défendus avec un éclat et parfois avec un courage incomparables.

Il a été l'avocat des races opprimées. Il a montré dans cette prose enflammée dont il avait le secret l'apôtre de l'émancipation en Angleterre, le grand Wilberforce, après un quart de siècle de lutte contre l'impopularité et la calomnie, triomphant enfin, à son lit de mort, de l'opiniâtre égoïsme des possesseurs d'esclaves, et emportant avec lui devant le tribunal de la Suprême Miséricorde les chaînes brisées de millions de ses semblables.

Il a lui-même, comme député, soutenu à la tribune et dans de grandes enquêtes cette cause, non moins alors contestée en France qu'elle l'avait été en Angleterre; et comme membre du Gouvernement provisoire, après la révolution de Février, il a pris la responsabilité du décret d'affranchissement dans les possessions françaises.

Il a, à la même époque, et en la même qualité, accompli deux actes à jamais mémorables et dont le plus mémorable, le plus difficile même, n'est peut-être pas, quelque héroïque qu'il ait été, celui qui lui a fait le plus d'honneur et dont le souvenir est resté le plus vivant. Il a, grâce à son talent oratoire, grâce à son courage surtout, qui était, avec sa réputation, la principale cause de son ascendant sur les foules, calmé, presque tous les jours, pendant des semaines, comme un autre Orphée charmant les monstres déchaînés, ce qu'on appelait alors, un peu emphatiquement, le *lion populaire*.

Il a surtout, dans une de ces occasions, sauvé à la fois l'existence du gouvernement dont il faisait partie et l'honneur du peuple parisien, en repoussant, au risque évident de sa vie, le drapeau rouge, emblème de la violence, à laquelle il devait servir de signal et de ralliement, et en faisant maintenir à sa place,

comme symbole de la loi et de la République, le drapeau tricolore : le drapeau de la France émancipée, du droit commun, de la défense nationale et de l'égalité civile, au lieu du drapeau de la proscription et de la guillotine. C'était la paix, la paix sociale, — on l'a bien compris alors, — qu'il défendait en cette circonstance; et, comme le disait justement plus tard, quand la popularité l'abandonna, un poète moins célèbre, en tant que poète au moins, l'acteur Samson :

Il fut grand ce jour-là. Ne l'oublions jamais.

Il ne le fut pas moins peut-être (je l'ai laissé entrevoir), et il n'eut pas moins de mérite, car il s'agit cette fois non d'un mouvement de colère ou d'enthousiasme, mais d'un acte mûrement réfléchi, le jour où, comme ministre des Affaires étrangères de la République naissante, il eut à faire connaître au monde la politique qu'entendait suivre le nouveau gouvernement.

Pour se rendre compte de la difficulté de la situation, il faut se reporter à cette époque. Il faut revoir par la pensée l'Europe entière secouée par le contrecoup de la révolution de Février : les trônes ébranlés, l'émeute grondant dans les capitales, les privilèges et parfois les droits les plus légitimes menacés, inquiétés tout au moins; et la France, bien qu'elle n'eût rien fait pour justifier ces craintes, considérée par la plupart des gouvernements de l'Europe comme une ennemie commune contre laquelle, ainsi qu'en 1792, il fallait s'armer pour le salut public.

Qu'on lise, ou qu'on relise, — rien ne peut être à la fois plus intéressant et plus instructif, — les lettres qu'écrivait alors Bastiat à Cobden. Une préoccupation le hante et l'angoisse : c'est celle d'une guerre européenne presque inévitable. Si la France ne désarme pas, dit-il, l'Europe, redoutant la propagande armée de la Révolution, se mettra en mesure de se défendre par la contre-révolution ; et la France ne pouvant, par suite de l'écrasement de ses finances, opérer les réformes nécessaires pour donner satisfaction aux instincts populaires, entraînée, d'autre part, à occuper ses généraux et ses soldats, se défendra en portant, en effet, la guerre et la révolution au dehors. Et comme la guerre c'est fatalement la ruine, le déficit, l'exagération de l'impôt, et, finalement, le despotisme, toutes les espérances de la démocratie, toutes celles des vrais libéraux seront encore une fois déçues : l'humanité n'aura fait qu'une vaine tentative de plus.

Aussi Bastiat adjure-t-il, dans toutes ses lettres, le grand agitateur anglais de faire comprendre à son pays la nécessité de donner à l'Europe un grand exemple en donnant à la France un gage de sécurité qui lui permette, à son tour, d'en donner un au reste du monde.

Les nations, si elles étaient sages, dit-il, comprendraient qu'il est de leur intérêt à toutes, comme de leur devoir, de renoncer à la vieille politique de jalousie et d'antagonisme, à la politique de conquête et de spoliation, pour adopter enfin la seule politique profitable et sûre : la politique de travail et d'échange.

Elles ne sont certainement pas encore mûres pour une telle entente ; mais il y en a une qui, si elle le voulait, pourrait faire pencher la balance du côté de la sagesse et de la paix : c'est celle qui a déjà accompli dans son sein de si grandes réformes, celle qui a aboli l'esclavage, qui a adopté dans sa plénitude le régime de la liberté commerciale, qui a supprimé les privilèges de sa marine marchande, et dont la prospérité se fonde sur le commerce ami de la paix : *Free Trade, the great peace maker.* Que cette nation attache le grelot ; qu'elle diminue ses armements ; qu'elle cesse de paraître contester à la France la possession trop coûteuse de sa conquête algérienne ; qu'elle renonce à l'irriter par ses prétentions blessantes et inutiles à l'exercice de son *droit de visite;* qu'elle laisse, enfin, à ses propres colonies une autonomie qui ne lui sera pas moins profitable qu'à celles-ci ; et que, rassurant ainsi la France, ôtant tout prétexte à des craintes que le passé n'a que trop justifiées, elle lui permette de réduire à son tour ses armements, d'améliorer sa législation douanière, de diminuer ses charges financières, d'opérer, enfin, les réformes qui ne peuvent être tentées qu'à ce prix : et la France, tranquille, tranquillisera l'Europe au lieu de la troubler, et une ère nouvelle s'ouvrira pour le monde.

Ainsi, ou plutôt beaucoup mieux, parle Bastiat ; et je voudrais pouvoir le citer tout au long. Et il est tellement préoccupé de cette situation qu'il veut, dit-il, en parler à Lamartine ; et si ce voyage peut avoir quelque utilité, aller, après l'avoir vu, causer de tout cela avec Cobden et avec quelques-uns de ses plus notables compatriotes.

J'ignore si cette entrevue avec Lamartine a eu lieu. Mais ce que nous savons, c'est que, bien que les gages réclamés par Bastiat n'aient point été donnés à la France, la France ne s'est point engagée dans la politique extérieure d'aventure que redoutait Bastiat ; et que la *Circulaire* par laquelle son ministre des Affaires étrangères a fait connaître ses intentions a été une circulaire de paix et de sagesse.

Michelet a écrit qu'au xxe siècle la France déclarerait la paix au monde. Écoutez le langage que tenait Lamartine, et dites si ce n'était pas réellement une déclaration de paix que, dès 1848, elle adressait par sa plume à l'Europe.

« La République Française, disait-il, n'a pas besoin d'être reconnue pour exister. Elle est de droit natu-

rel, elle est de droit national... Mais elle désire entrer dans la famille des gouvernements constitués comme une puissance régulière, non comme un phénomène perturbateur de l'ordre européen...

« La proclamation de la République Française n'est un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde... La monarchie et la république ne sont pas, aux yeux des véritables hommes d'État, des principes absolus qui se combattent à mort; ce sont des faits qui contrastent et qui peuvent vivre face à face, en se comprenant et en se respectant...

« La guerre n'est donc pas le principe de la République Française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792...

« Le monde et nous, nous voulons marcher à la fraternité et à la paix... Le peuple et la paix, c'est un même mot... »

Un peu plus loin, il parle de la fraternité internationale vers laquelle tout achemine les esprits, de la liberté conservatrice; et, opposant à la paix, qui garantit tous les intérêts respectables, la guerre, qui les compromet : « Ce n'est pas la patrie, ajoute-t-il, qui court les plus grands dangers dans la guerre, c'est la liberté... La gloire éblouit le patriotisme... »

Et voulant, dit-il admirablement, non pas abaisser devant le monde la noble fierté de la République, qui n'a eu besoin de personne pour naître, mais donner des gages à l'humanité : « La République, déclare-t-il, ne fera pas de propagande sourde et incendiaire chez ses voisins, car elle n'a, elle, ni ambition, ni népotisme... » « Elle se contentera d'exercer par la lueur de ses idées, par le spectacle d'ordre et de paix qu'elle espère donner au monde, le seul et honnête prosélytisme, le prosélytisme de l'estime et de la sympathie. »

Ne semble-t-il pas, avec la différence du langage, entendre ici, vingt ans à l'avance, cette parole courageusement prudente de Gambetta : « La République n'est pas un article d'exportation »?

Ainsi parlait le ministre. C'était bien, je le répète, une déclaration de paix. Mais c'était une déclaration officielle, faite dans des circonstances particulièrement difficiles et délicates et formulée, malgré sa hardiesse et sa grandeur, dans des termes parfois quelque peu conventionnels.

Écoutons maintenant le poète, le philanthrope, l'humanitaire, le voyant, *vates*, l'homme, pour mieux dire, laissant parler son âme humaine, c'est-à-dire supérieure aux préjugés, aux passions et aux haines qui nous divisent, son âme internationale dans la grande et noble acception du mot.

Redisons avec lui ce chant non moins entraînant et non moins patriotique, je le répète, que la *Marseillaise* de la guerre, la MARSEILLAISE DE LA PAIX.

C'est le Rhin, vous le savez, qui en est l'occasion, ce Rhin tant disputé, et qui aurait dû, comme il le dit, réunir au lieu de diviser : *la Veillée du Rhin! Wachtam Rhein!* avaient chanté, en résistant aux armes françaises, les patriotes allemands.

Nous l'avons eu votre Rhin allemand.
Il a tenu dans notre verre.
Et vos filles, en badinant,
Nous ont versé votre petit vin blanc.

avait insolemment répondu Alfred de Musset.

Lamartine s'est levé pour faire entendre au-dessus de ces appels contradictoires l'appel de la raison, et dominer de sa voix puissante ces tristes échos des luttes et des haines du passé. Et il a chanté le Rhin, non plus allemand ou français, mais français et allemand tout ensemble, le Rhin indépendant, coulant pour le commerce, pour l'industrie, pour la paix, ignorant nos vaines disputes et portant indifféremment sur ses eaux les produits et les hommes.

Redisons, redisons ensemble quelques-unes de ces belles strophes. Et après les avoir admirées de nouveau, demandons-nous si ce n'est là que l'expression d'un enthousiasme passager, le transport de la Pythie sur le trépied, ou si, sous ces formes merveilleuses et avec cet éclat incomparable, ce n'est pas, en réalité, sauf quelques expressions qui dépassent sans doute la vraie pensée du poète, la raison, la justice, l'humanité, l'intérêt politique lui-même, qui ont parlé.

Roule libre et superbe entre tes larges rives,
Rhin, Nil de l'Occident, coupe des nations!
Et des peuples assis qui boivent tes eaux vives
Emporte les défis et les ambitions!
Il ne tachera plus le cristal de ton onde,
Le sang rouge du Franc, le sang bleu du Germain;
Ils ne crouleront plus sous le caisson qui gronde,
Ces ponts qu'un peuple à l'autre étend comme une main!
Les bombes et l'obus, arc-en-ciel des batailles,
Ne viendront plus s'éteindre en sifflant sur tes bords;
L'enfant ne verra plus du haut de tes murailles
Flotter ces poitrails blonds qui perdent leurs entrailles,
Ni sortir des flots ces bras morts!

. . . .

Roule libre et béni! Ce dieu qui fond la voûte
Où la main d'un enfant pourrait la contenir,
Ne grossit pas ainsi ta merveilleuse goutte
Pour diviser ses fils, mais pour les réunir!
Pourquoi nous disputer la montagne ou la plaine?
Notre tente est légère, un vent va l'enlever;
La table où nous rompons le pain est encore pleine,
Que la mort, par nos noms, nous dit de nous lever!
Quand le sillon finit, le soc le multiplie;
Aucun œil du soleil ne tarit les rayons;
Sous le flot des épis la terre inculte plie :
Le linceul, pour couvrir la race ensevelie
Manque-t-il donc aux nations?

. . . .

Et pourquoi nous haïr, et mettre entre les races
Ces bornes ou ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieu?
De frontières au ciel voyons-nous quelques traces?
Sa voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu?
Nations, mots pompeux pour dire barbarie,
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas?
Déchirez ces drapeaux; une autre voix vous crie :
« L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie;
La fraternité n'en a pas! »

Roule libre et royal entre nous tous, ô fleuve!
Et ne t'informe pas, dans ton cours fécondant,
Si ceux que ton flot porte ou que ton urne abreuve
Regardent sur tes bords l'aurore ou l'Occident.
Ce ne sont plus des mers, des degrés, des rivières
Qui bornent l'héritage entre l'humanité :
Les bornes des esprits sont leurs seules frontières;
Le monde en s'éclairant s'élève à l'unité.
Ma patrie est partout où rayonne la France,
Où son génie éclate aux regards éblouis!
Chacun est du climat de son intelligence :
Je suis concitoyen de toute âme qui pense :
La vérité, c'est mon pays!

Roule libre et paisible entre ces fortes races;
Dans ton flot frémissant trempe l'âme et l'acier;
Et que leur vieux courroux, dans le lit que tu traces,
Fonde au soleil du siècle avec l'eau du glacier!

. . . .

Roule libre, et descends des Alpes étoilées
L'arbre pyramidal pour nous tailler nos mâts,
Et le chanvre et le lin de tes grasses vallées!
Tes sapins sont les ponts qui joignent les climats.
Allons-y, mais sans perdre un frère dans la marche,
Sans vendre à l'oppresseur un peuple gémissant,
Sans montrer au retour au Dieu du patriarche,
Au lieu d'un fils qu'il aime, une robe de sang!
Rapportons-en le blé, l'or, la laine et la soie,
Avec la liberté, fruit qui germe en tout lieu;
Et tissons de repos, d'alliance et de joie
L'étendard sympathique où le monde déploie
L'unité, ce blason de Dieu!...

. . . .

Je n'aime guère, en général, ce qu'on appelle des commentaires. Et il m'en coûterait tout particulièrement de refroidir par des réflexions personnelles l'enthousiasme que viennent de réveiller dans vos cœurs ces magnifiques accents. Cependant (je le disais tout à l'heure) il me paraît impossible de ne pas nous arrêter quelques instants au moins sur deux ou trois de ces beaux passages. Notre admiration n'y perdra rien: elle ne sera que plus vive et plus profonde pour être réfléchie et exempte de toute illusion.

Je reprends les premiers vers. Quel accent! Quelle vérité en même temps; et qu'elle est admirable cette apostrophe au Rhin, libre et superbe! Qu'elles semblaient vraies, à l'époque où elles ont été prononcées, ces paroles de confiance et de paix! Et quel désaveu devait bientôt leur donner la cruelle réalité! Quels souvenirs, quels douloureux souvenirs, elles réveillent aujourd'hui dans toutes les âmes!

Me permettez-vous de la dire? Et pourquoi non? J'ai bien pu le faire, il y a trois ans, en 1897, en terre allemande, à Hambourg. Pour moi, je ne puis les relire sans remonter avec une émotion poignante à l'époque où, en effet, le Rhin coulait libre entre ses larges rives.

C'était en 1868. Je me trouvais à Strasbourg, appelé dans ces régions par le grand patriote alsacien Jean Dollfus, pour y parler de travail et de paix. Et là, sur ce pont de Kehl, destiné à rendre plus faciles et plus sûres les communications des peuples qui buvaient les eaux vives du fleuve, je voyais passer et repasser à toute heure, d'une rive à l'autre, dans les airs au-dessus de nos têtes, les oiseaux, ignorants de nos divisions et de nos frontières; et sur l'arche d'alliance jetée entre elles à travers le fleuve, ces populations que tout semblait inciter à ne connaître d'autres échanges, avec ceux de leurs produits, que ceux de leurs enfants se tendant la main par-dessus la frontière, pour cimenter par l'union des familles l'union bienfaisante du commerce.

Comment, en présence de ce spectacle, ne pas rêver, moi aussi, ce que rêvait Lamartine? Et non seulement je le rêvai, mais j'osai l'écrire, en prose, il est vrai, et ne croyant rien donner à l'imagination. Et bientôt il croulait, ce pont étendu d'une rive à l'autre comme un trait d'union. Et de nouveau les boulets et les obus, vainement exorcisés par le poète, s'abattaient sur la ville, semant, avec les ruines, les deuils et les animosités. Et l'Europe, pour un demi-siècle peut-être, se voyait condamnée à souffrir de l'horrible plaie qu'elle s'était faite à elle-même...

Les oiseaux, eux, ont continué à passer sans entrave d'une rive à l'autre, sans s'apercevoir qu'il y eût rien de changé. Il est vrai, comme me l'écrivait alors un des habitants désolés de ces régions, qu'ils n'avaient ni roi ni empereur. Nous en avions, nous, des deux côtés,

Mais enfin, comme je le disais à Hambourg, nous savons les uns et les autres ce qu'il nous en a coûté, ce qu'il nous en coûte encore, — la leçon peut-elle être perdue? Et parce qu'on s'est fait du mal est-on condamné à s'en faire toujours? Pourquoi, puisque nous déplorons à l'envi les cruels déchirements dont nous n'avons pas cessé de souffrir, l'intérêt mieux entendu, la justice mieux comprise, le respect mutuel mieux observé, l'amour, pour dire le mot, ne nous permettrait-il pas de répudier ensemble nos erreurs et nos rancunes et de nous entendre, pour éviter de commettre de nouvelles fautes, en réparant dans l'imparfaite mesure du possible les fautes anciennes? Pourquoi, réconciliés dans la justice, ne deviendrions-nous pas réellement, suivant la commune invocation des deux poètes, compatriotes dans la grande patrie humaine, concitoyens de toute âme qui pense, membres de la sainte république du travail et de la paix?

Oui, je la vois venir, en dépit des sanglants démentis que donnent à nos espérances les douloureux conflits de l'heure présente. Je la vois venir, — oh! de bien loin encore, — et je la salue avec Lamartine et Victor Hugo, cette patrie plus grande, cette patrie de l'humanité, dans laquelle, au lieu de chercher à se nuire, on ne cherchera plus qu'à s'aider mutuellement. Mais je ne puis, je dois le dire, comme on

pourrait le croire à tort, en prenant à la lettre les paroles de Lamartine, voir en elle la destruction, l'amoindrissement même des patries particulières qui doivent la former.

Non, pour être patriote de l'humanité, comme l'a dit de mes amis et de moi mon maître Jules Simon, il n'est pas nécessaire de commencer par n'être plus patriote de son pays. Non, parce qu'il y a un patriotisme étroit, jaloux et malveillant, il n'est pas vrai qu'il ne puisse et ne doive y avoir un patriotisme large, sympathique et bienveillant.

« Le patriotisme, disait Voltaire, et pensent encore un trop grand nombre d'entre nous, c'est la haine de la patrie des autres. » « Il faut aimer la patrie d'autrui », a dit plus justement le Père Gratry. Mais il faut aimer avant tout la sienne. L'amour de la famille n'empêche pas l'amour de la cité, ni celui-ci l'amour du pays; l'amour du pays n'empêche pas l'amour du genre humain. *Caritas generis humani*, comme disait déjà le Romain Cicéron. « Aucun des membres n'est le corps », disait de son côté saint Paul, mais tous sont du corps, et c'est leur ensemble qui le constitue.

Les nations sont les membres du grand corps de l'humanité. « *Elles sont concorporelles.* » C'est encore saint Paul qui le proclame. Elles sont solidaires. Richesse, science, arts, moralité, liberté civile ou politique : tout, qu'elles le veuillent ou non, à l'heure à laquelle nous sommes arrivés, à cette heure d'incessante pénétration mutuelle, rayonne inévitablement de l'une à l'autre, comme le sang, vicié ou sain, passe inévitablement d'un organe à un autre. Toutes donc doivent se respecter et s'aimer, parce que toutes travaillent les unes pour les autres. Mais pour travailler utilement pour les autres, pour contribuer à faire une humanité plus haute, il faut commencer par travailler utilement pour soi-même et par constituer des patries plus grandes et plus glorieuses.

Il ne s'agit point — j'en demande pardon à Lamartine, — de déchirer nos drapeaux, de cesser d'être nous-mêmes et de répudier l'héritage de nos aïeux : il faut, en nous améliorant nous-mêmes, accepter sous bénéfice d'inventaire, pour le faire valoir et le développer, le patrimoine national qui nous a été préparé par ceux qui nous ont précédés. Il faut non pas fouler aux pieds, avec tout ce qu'ils représentent de dévouement et d'abnégation, ces drapeaux, emblèmes de nos existences nationales, mais les grouper en faisceaux à l'ombre d'un drapeau supérieur qui les représentera tous, le drapeau de l'*Évangile du travail et de la paix*.

Et ce drapeau, que je voudrais voir flotter au-dessus de notre Exposition universelle (car une exposition universelle n'est autre chose qu'une leçon matérielle de solidarité dans le travail et dans la paix), c'est à Lamartine, pour conclure, que j'emprunterai les paroles par lesquelles je voudrais le voir salué.

Le poète, qui était, vous le savez, un grand orateur, se trouvait à Marseille en 1847, au moment où Bastiat, l'apôtre de le liberté du travail, du commerce, et de la paix, y faisait, en faveur de cette cause à laquelle il a dévoué et sacrifié sa vie, une de ses remarquables conférences. On le pria de prendre la parole à son tour. Et dans un discours d'une merveilleuse éloquence, reprenant la thèse développée par Bastiat, et montrant après lui, en opposition avec les gênes, les entraves et les misères de l'heure actuelle, ce que serait un jour, grâce à l'émancipation des dix doigts de la main, l'existence moins précaire des populations mises en possession du marché universel et des produits de l'atelier universel :

« Vous vous souviendrez alors, s'écriait-il, vous et vos enfants, vous vous souviendrez avec reconnaissance de ce missionnaire de bien-être et de richesse qui est venu vous apporter de si loin et avec un zèle entièrement désintéressé la vérité dont il est l'organe et la parole de vie matérielle. Et vous placerez le nom de M. Bastiat, ce nom qui grandira à mesure que sa vérité grandira elle-même, à côté de ceux de Cobden, de Fox et de leurs amis de la grande Ligue Européenne, parmi les noms des apôtres de cet évangile de travail émancipé, dont la doctrine est une semence sans ivraie, qui fait germer chez tous les peuples, sans acception de langue, de patrie ou de nationalité, la liberté, la justice et la paix. »

La liberté, la justice et la paix, n'est-ce pas, en trois mots, la devise de Lamartine, proclamée par lui-même?

Quand, hélas! sera-ce la devise de l'humanité? Quand verrons-nous se réaliser enfin cette prédiction, vainement répétée de siècle en siècle, d'un autre poète, d'un autre voyant, du prophète Isaïe? Ne semble-t-il pas, en vérité, qu'au lieu de changer, comme il nous y convie, les glaives et les lances en charrues pour labourer et en faux pour moissonner, nous soyons en train de forger en épées et en lances je veux dire en mitrailleuses et en engins de ruine, les instruments de travail et de richesse?

Notre Exposition elle-même, cette Exposition destinée à glorifier les conquêtes de la science et les progrès de l'industrie, ne fait-elle pas, à notre honte, une place d'honneur aux monstres maudits que tous les peuples à l'envi se tiennent prêts à déchaîner les uns contre les autres?

Le temps marche pourtant. La conscience humaine, qu'hier encore cette contradiction ne troublait pas, proteste, aujourd'hui, de toutes parts. Ce ne sont plus seulement les peuples, ce sont les souve-

rains qui désavouent la guerre et qui cherchent les moyens d'assurer au monde le bienfait d'une paix moins précaire et moins coûteuse.

Ne désespérons point. Ayons confiance dans l'invincible force de l'opinion plus éclairée et plus consciente de sa puissance. Ayons, selon la parole du pacifique Père Gratry, « l'indomptable espérance et l'indomptable énergie ». Et, comme l'a dit un poète, l'Écossais Burns : « Prions, prions », et surtout agissons, « jusqu'à ce qu'il vienne enfin, comme il doit venir, le jour où, sur la surface de la terre, tout homme sera pour tout homme un frère. »

FRÉDÉRIC PASSY,
de l'Institut.

LE HAUT COMMANDEMENT MILITAIRE

Le généralissime.

Les ministres de la Guerre qui se sont succédé rue Saint-Dominique ont tous affirmé de la façon la plus catégorique leur qualité de chefs suprêmes de l'armée. Or, pour tout le monde, un chef est celui qui commande ; le caporal est chef de son escouade et il la commande effectivement, il lui fait faire suivant les besoins en avant ou en arrière, à droite ou à gauche, il la déploie ou la rassemble, lui fait ouvrir ou cesser le feu, en même temps qu'il se préoccupe de pourvoir aux besoins de ses hommes. Et ce rôle il est appelé à le jouer aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. De même en remontant échelon par échelon jusqu'aux commandants de corps d'armée et d'armées on trouve à la tête des diverses unités des chefs qui justifient complètement cette appellation parce qu'ils commandent directement et effectivement leur troupe et qu'au moment de la guerre ils auront à mener au feu cette troupe qu'ils ont dressée pendant la paix.

Mais quand on arrive au sommet de la hiérarchie il en va tout autrement. Comme chef de toute l'armée on trouve le ministre de la Guerre ; du moins c'est lui qui se donne ce titre. Est-ce lui qui commande à toute l'armée, comme le caporal chef d'escouade commande à son escouade, et, si toute l'armée venait à être réunie pour opérer dans un but commun, est-ce lui qui la porterait ici ou là, et qui la ferait combattre ? Le bon sens le voudrait ; aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il en soit tout autrement. Non, ce ministre qui a formé l'armée à sa guise, qui l'a pourvue de l'outillage qu'il a jugé le meilleur pour la guerre, qui lui a donné les chefs qu'il croit les plus méritants, qui la tient journellement en main en intervenant dans tous ses actes, au moment où cette armée se trouvera réunie sur nos frontières pour les défendre, restera dans son fauteuil de la rue Saint-Dominique et se bornera à veiller à ce que les troupes en campagne soient constamment ravitaillées en hommes, en vivres, en munitions, etc., à ce que les lignes d'opérations soient maintenues libres ; enfin sa mission embrassera l'exécution d'une foule de services d'importance considérable, il est vrai, mais qui n'ont rien de commun avec le commandement direct d'une armée. Au moment où la guerre éclatera, le ministre qui pendant la paix a soigneusement conservé dans toute leur plénitude les prérogatives de chef de l'armée passera la main au généralissime, c'est-à-dire à un général désigné dès le temps de paix pour commander en chef à toute l'armée au moment de l'entrée en campagne ; or, jusqu'à ce moment, ce généralissime a été tenu jalousement à l'écart, il n'a eu, pour ainsi dire, aucune influence sur les actes préparatoires, il ne connait pas le personnel de collaborateurs qu'il aura à employer dans les circonstances les plus difficiles, et, pendant toute la durée de ses fonctions, il n'a absolument rien eu dans la main.

Qui ne reconnait là toute la beauté de nos institutions ? Celui qui a préparé la guerre ne la dirige pas, et celui qui n'a été pour rien dans sa préparation la dirige. Cet état de choses plus que bizarre trouve sa raison d'être dans des nécessités purement politiques. Un gouvernement, quel qu'il soit, ne poursuit qu'un but, vivre, par conséquent, éviter toute chance d'être renversé. Le gouvernement actuel est certainement plus exposé qu'un autre à cette mésaventure parce que fondé depuis trente ans seulement il se trouve en butte aux attaques incessantes des partisans des régimes tombés dont les convoitises s'exaspèrent par la longueur de l'attente.

Or, quel est l'instrument tout indiqué pour une démolition de ce genre ? L'armée évidemment.

Il y a donc nécessité absolue à ce qu'elle soit sous la dépendance immédiate du gouvernement, qu'elle ait à sa tête un homme politique. Que cet homme soit à même de commander effectivement ou non, qu'il porte une tunique ou une redingote, peu importe ; pourvu que par ses opinions, ou par les gages qu'il a donnés à ceux qui l'ont placé dans ce poste de confiance, il ne cherche jamais à se soustraire à l'influence, à la direction du gouvernement, qu'il soit à l'abri de tout soupçon de coup d'État. Sa présence à la tête du ministère n'est pas moins indispensable pendant la guerre, parce que derrière l'armée de première ligne se forment l'armée de réserve et l'armée territoriale composées de deux millions d'hommes rentrés dans l'exercice de leurs droits de citoyens, et avec lesquels rien ne serait plus facile, l'armée active étant occupée ailleurs, que de renverser le gouvernement existant. Il y a donc nécessité absolue

à ce que la haute main sur les mouvements de tout ce monde soit conservée à un homme en qui le gouvernement peut avoir entière confiance. Voilà ou gît la difficulté. D'une part, il faut que l'armée, en temps de paix, soit placée sous la direction complète d'un chef qui ne peut être qu'un homme politique, d'autre part, il faut que ce chef, l'armée une fois partie en campagne, reste au siège du gouvernement pour continuer à faire sentir son autorité sur les rouages considérables restés en arrière sur le territoire. La solution ne pouvait exister que dans l'adoption d'une mesure bâtarde, d'une cote mal taillée, qui, si elle est favorable à la sécurité du gouvernement, est tout à fait déplorable au point de vue du commandement suprême de nos armées. On a désigné, pour commander l'armée, un général, autant que possible connu pour avoir des opinions à peu près républicaines (puisque nous sommes en république), mais en cas de guerre seulement; en outre, par peur d'un empiétement quelconque sur les droits du ministre, on l'a laissé complètement isolé de cette armée, soit en limitant son emploi à quelques inspections insignifiantes, à une apparition de quelques moments aux grandes manœuvres, à une vice-présidence d'un conseil supérieur de la guerre qui ne se réunit pour ainsi dire jamais et auquel on donne à traiter surtout des questions secondaires, soit en lui donnant un commandement inférieur comme le gouvernement de Paris, afin de fournir au ministre de nombreuses occasions de bien faire sentir à ce général qu'il n'est que généralissime désigné, fort peu de chose en somme, puisque pour la moindre circonstance, une revue, un enterrement, etc., on le force à tirer l'épée et à marcher derrière le ministre à la tête de quelques centaines d'hommes, lui qui, en temps de guerre, commandera à des millions de soldats.

*
* *

Dans les pays monarchiques une question de cette nature se trouve toute réglée. Le souverain quel qu'il soit, vieux ou jeune, intelligent ou fou, sourd, aveugle, est le chef de l'armée et la commande effectivement; mais, comme la plupart du temps il est tout à fait incapable de conduire des armées à la guerre, il est doublé d'un général qui, sous la désignation de général en chef, de chef d'état-major général, de chef du cabinet militaire exerce réellement les fonctions de généralissime. Cet officier emprunte à la confiance du souverain, à l'état politique de son pays, un caractère d'immuabilité qui lui permet d'entreprendre une œuvre suivie et de longue haleine. Sa situation ne fait ombrage à personne et le laisse complètement en dehors de toutes les fluctuations politiques qui peuvent emporter les ministres de la Guerre. Son crédit auprès du souverain lui procure un ascendant incontestable et incontesté surtout le personnel militaire et, dans de telles conditions, il peut préparer convenablement à la guerre ses futurs lieutenants, et s'y préparer lui-même. Se sachant soutenu par le souverain il lui est facile de maintenir dans une ligne de conduite rationnelle identique tous ses subordonnés qui ont la certitude de ne rencontrer en dehors de cette ligne que blâme et disgrâce. L'exemple le plus frappant d'un semblable ordre de choses et des profits immenses qu'en peut retirer le commandement supérieur des armées, a été donné par la Prusse dont les souverains en facilitant de toutes façons la tâche de Moltke ont assuré à leurs armées une unité de commandement qui a été pour elles la source d'immenses succès. Moltke a pu ainsi créer une institution dont le développement exigeait de nombreuses années pour arriver à la perfection, le grand état-major, véritable corps de commandement, chargé de répandre dans tous les rouages d'une armée numériquement considérable les principes d'une doctrine judicieusement appropriée aux conditions de la guerre moderne. Sa valeur personnelle, par l'exercice constant des fonctions qu'il devait remplir à la guerre, n'a fait que s'accroître de jour en jour, car elle n'était pas sujette à se perdre dans les mille détails totalement étrangers au métier de général en chef.

Combien différente est la situation de celui qui doit assumer la périlleuse et délicate mission de conduire à la guerre nos armées mobilisées! Pour s'en rendre compte, il suffit de prendre un exemple. Suivons dans toute sa carrière celui que la confiance du gouvernement a investi du titre de généralissime et voyons comment les diverses positions qu'il a successivement occupées ont pu le préparer à l'accomplissement de cette lourde tâche du commandement en chef d'armées de plusieurs millions d'hommes.

Il faut, surtout, ici, écarter toute intention de rabaisser l'importance d'un sujet si élevé à l'analyse d'une personnalité quelconque. Quelque soit le nom du généralissime, cette étude conserverait quand même toute sa réalité.

Pendant trente ans environ de sa vie militaire notre généralissime a servi dans l'artillerie. Puis, une fois général de division de quelque ancienneté, il a été placé à la tête d'un corps d'armée. Si, à ce moment, il avait été obligé de partir en campagne, on se demande comment il se serait tiré, lui artilleur pendant trente ans, du maniement tactique de 25 ou 30 000 hommes d'infanterie, et d'une brigade ou éventuellement d'une division de cavalerie, puisque jusque-là il n'avait jamais eu en mains un élément de ces différentes armes. Mon Dieu, répondra-t-on, il s'en serait tiré comme les autres, puisqu'ils sont tous

« logés à la même enseigne », et qu'en arrivant au commandement d'un corps d'armée ils se voient dans l'obligation constante de commander à deux armes qui leur sont totalement inconnues. Sans doute, mais alors le commandement ne peut être que fort hésitant et par suite défectueux: aura-t-il pu, au moins, acquérir quelque expérience pendant les années qu'il a passées à la tête d'un corps d'armée ? Pas davantage; car, pendant cette période, il aura eu tout au plus une fois, à l'époque des grandes manœuvres, l'occasion d'avoir dans la main tous les éléments de son corps d'armée, et cela avec des effectifs bien inférieurs à ceux de campagne, et cela enfin pendant cinq ou six jours au plus sur vingt-quatre que devraient durer les manœuvres, pendant lesquels au lieu d'un travail sérieux ses troupes auront été constamment employées à des batailles folles où lui, comme tout le monde, n'aura pu récolter que les idées les plus fausses.

Voilà pour son éducation tactique. Aura-t-il été mieux partagé pour son dressage au commandement stratégique ?

Si le commandement tactique consiste principalement dans le maniement sur le champ de bataille des trois armes de combat : infanterie, artillerie, cavalerie, entrant dans la composition d'un corps d'armée, le commandement stratégique comprend la conduite d'une armée composée de quatre ou cinq corps d'armée soit 130 à 180000 hommes, et demande par conséquent l'application de règles toutes spéciales. Or à qui confie-t-on le commandement de ces armées, véritables unités stratégiques ? A des généraux commandants de corps d'armée, qui par conséquent, pendant quarante ans environ, ont constamment été absorbés par des études d'ordre tactique. Rien pendant cette longue période n'a donc pu les préparer à l'exercice d'un commandement stratégique. Or ce n'est pas vers soixante ans, à l'âge où l'esprit moins vif a tant de peine non seulement à se mettre à de nouvelles études, mais encore à échapper à la routine, qu'un homme peut se plier avec profit aux exigences d'une science aussi complexe que la stratégie. Enfin, au-dessus des armées il y a l'ensemble de toutes les forces de la nation dont le commandement est dévolu au généralissime choisi tout naturellement parmi les commandants d'armées.

Or, je le répète, le généralissime n'a jamais l'occasion de s'exercer à l'accomplissement de la mission si compliquée qui lui échoit pendant la guerre. En temps de paix, afin de ne pas grandir son rôle outre mesure, on le laisse à la tête d'un corps d'armée, peut-être même du gouvernement militaire de Paris où tout son temps est pris par la solution de questions d'un genre tout opposé à celles qui lui seront posées à la guerre.

Comment le commandement en chef de nos armées pourra-t-il être judicieusement exercé au moment de la guerre par un homme si imparfaitement préparé à sa tâche? Ce n'est certes pas lui qu'il faut accuser car, au courant de sa longue carrière, il aura toujours fait de son mieux ce qui lui aura été donné à faire. Ce sont nos institutions qui sont des plus défectueuses et qu'aucun ministre de la Guerre, malgré la grandeur d'une si noble tâche, n'essaye de réformer.

On voit donc que, en l'absence complète de dressage, les fonctions de généralissime, seront toujours fort insuffisamment remplies; alors les mutations effectuées dans cet emploi n'entraînent aucun dommage pour le commandement suprême de l'armée et il n'y a pas lieu à crier au feu lorsque, pour une raison quelconque, un généralissime cède sa place à un autre. D'ailleurs cette place, d'après nos errements actuels, est la plupart du temps donnée à un général dont l'âge est voisin de la soixantaine, qui n'a donc que quatre ou cinq ans à la conserver. C'est un roulement forcé qui existera tant que notre haut commandement sera constitué comme il l'est actuellement.

* * *

Y a-t-il moyen de concilier l'existence d'un gouvernement démocratique avec la constitution rationnelle d'un haut commandement de l'armée ? Je le crois et je vais essayer d'en esquisser sommairement le plan.

Tout d'abord il ne faudrait pas que l'article de notre constitution qui met à la disposition du Président de la République les forces de terre et de mer de la nation restât lettre morte. Si le Président de la République, chef incontesté de l'État, puisqu'il est l'élu au deuxième degré du peuple français, et que ses pouvoirs ont une origine mille fois plus respectable que celle d'un monarque qui ne doit son titre qu'à une filiation quelque fois des plus vagues, si ce président a le droit, de par la constitution, de disposer des forces militaires du pays, c'est évidemment qu'il en est le chef. Il faudrait donc que l'homme investi de la présidence de la République s'affirmât hautement comme chef réel et effectif de nos armées de terre et de mer. Je vois déjà les lèvres se plisser d'un ironique sourire. Comment! un général en chef, en paletot noisette avec un huit-reflets, un parapluie sous le bras! Eh bien, mon Dieu, pourquoi pas? Et à ce sujet je demanderai la permission d'évoquer ici un souvenir personnel. En 1879, je fus désigné pour aller suivre les grandes manœuvres de l'armée helvétique. Comme toutes les grandes manœuvres, elles furent clôturées par une revue pour laquelle naturellement les officiers étrangers de toutes nations sortirent leurs plus éclatantes dorures, leurs décorations les plus variées, etc. Grand fut mon

étonnement, quand nous fûmes conduits au-devant du président de la Confédération que nous devions escorter, de me trouver en face d'un monsieur en habit noir, cravate blanche, chapeau haute forme, pantalon sombre, monté sur un superbe cheval et qui n'était autre que M. Hammer, alors président du Conseil fédéral. En cavalier consommé, ayant fort grand air dans son costume civil, entouré d'une foule dorée sur toutes les coutures qui formait un cadre resplendissant à sa simplicité, il passa crânement la revue des troupes, menant bon train toute sa suite, maniant élégamment sa monture, et pas un de nous, habitués au luxe déployé par les monarques dans ces circonstances, n'eut un instant l'idée de trouver ridicule ce tableau pourtant fort inusité.

Le président Faure, homme très sportif, aurait facilement marché dans cette voie. D'ailleurs n'avait-il pas été officier pendant la guerre? Mais, dira-t-on, c'est une exception. M. Thiers, tout petit, M. Grévy, âgé et peu alerte, auraient eu mauvaise grâce à cavalcader devant le front des régiments. Alors, si le cheval n'est pas de mise, il reste la voiture. La reine d'Angleterre et d'autres Majestés n'emploient-elles pas ce moyen de transport pour paraître devant les troupes dont elles ont le commandement suprême? Et puis la partie extérieure de la fonction n'est que très secondaire. Le principal, c'est que l'armée sache qu'à sa tête se trouve un rouage que rien ne peut déranger et qui assure la régularité du mouvement. Mais un avocat, un médecin, un légiste, un ingénieur connaissent-ils assez les choses de l'armée pour leur donner une judicieuse impulsion? Mon Dieu, ils feront comme tel roi ou tel empereur qui, pour être habillés de façon plus voyante, n'en savent assurément pas plus sur la conduite des armées en campagne, et comme ces souverains ils couvriront le personnage qui, sous une appellation quelconque, exercera véritablement le commandement suprême. Je ne crois pas que Guillaume de Prusse ait jamais craint de se voir détrôné par de Moltke. Il en sera de même chez nous pour le chef fictif et moral de l'armée vis-à-vis du chef réel dont il sera le solide point d'appui.

***

Celui à qui incombera la lourde tâche de constituer le haut commandement de l'armée aura la haute direction sur tout ce qui a trait à la préparation de la guerre. Tout d'abord, le premier de ses soucis sera de se préparer lui-même au rôle considérable qu'il aura à jouer pendant la guerre, c'est-à-dire de s'exercer par tous les moyens à son formidable commandement. Puis il devra dresser à leur métier de guerre tous ceux qui, à un degré quelconque, auront à participer à l'exercice de ce commandement : les chefs d'armée et leurs états-majors, pour ce qui concerne la stratégie, les commandants de corps d'armée et leurs états-majors, pour ce qui concerne la tactique. Connaissant, par une fréquentation, aussi active que possible, les hommes en possession de ces emplois, il pourra judicieusement les répartir dans les commandements et les états-majors d'armée ou de corps d'armée suivant leurs études et leur caractère. Enfin, il choisira le chef d'état-major général, s'il ne porte lui-même ce titre, ainsi que les officiers qui doivent être ses collaborateurs les plus intimes.

Il présidera à l'adoption de toutes les mesures relatives à l'établissement de la mobilisation, de la concentration, à l'instruction de l'armée, au choix de son armement, à la désignation des approvisionnements de toute nature, à la défense du territoire par les places fortes et les voies de communication, etc.

Agissant au nom du chef de l'État, chef suprême de l'armée il verra toutes ses décisions acceptées sans opposition par le ministère de la Guerre, organe d'exécution. Il trouvera un guide tout naturel dans le Conseil supérieur de la guerre dont le Président de la République dirigera toujours les délibérations.

Afin de faciliter les rapports techniques entre le chef de l'État et son représentant à la tête de l'armée il serait bon que le Président de la République s'adjoignît pour l'étude des questions militaires relatives au commandement suprême quelques officiers choisis parmi les plus aptes, qui formeraient un vrai cabinet militaire, et non un cabinet de représentation comme celui qu'il possède actuellement, où l'on voit avec peine des officiers généraux ou supérieurs de grand mérite s'enlizer dans de mesquines et fastidieuses besognes d'étiquette ou d'intendance.

***

Mais alors que restera-t-il au ministre de la Guerre? Encore plus qu'il n'en faut pour occuper tous les instants d'un travailleur consciencieux. Agent d'exécution pour tout ce qui concerne le grand commandement et la préparation de la guerre, il aura, sous le contrôle du Président de la République, à traiter toutes les questions relatives à l'administration, à l'organisation, à la législation, aux finances, à la discipline générale, au personnel, aux mouvements, etc. Il y a là de quoi tenter encore un esprit de grande envergure. En tout cas, de cette façon pourrait être résolue l'importante question de l'attribution du portefeuille de la Guerre à un ministre civil.

LIEUTENANT-COLONEL PATRY.

LA MALADIE DE KOUANG-SOU
en 1898.

En octobre 1898, quelques semaines après le coup d'État par lequel l'impératrice-douairière reprit les rênes du pouvoir à Pékin et confina l'empereur Kouang-Sou dans un pavillon reculé de la cité interdite, le bruit se répandit que le malheureux prince avait été assassiné.

L'impératrice, voulant démontrer l'inanité de ce bruit, et prouver que Kouang-Sou était bien vivant, mais très sérieusement malade, fit publier un édit qui invitait les vice-rois et les gouverneurs provinciaux à envoyer à Pékin les médecins indigènes les plus renommés, en vue d'une grande consultation sur l'état de santé de l'empereur.

Un docteur de Su-Chau, Chen-Lian-Fang, reçut alors du gouverneur de la localité l'ordre de se rendre immédiatement dans la capitale. Si désagréable que fût l'injonction, pour un homme de santé délicate âgé de plus de soixante-dix ans, et qui savait combien peu serait payé ce service commandé, il n'y avait pas à reculer devant la corvée. Chen abandonna donc sa clientèle, reçut du gouverneur 6 000 taëls pour frais de voyage et avance d'honoraires, et partit pour Pékin.

Arrivé dans la capitale, il se mit à la disposition de la Cour, et se rencontra avec trois confrères de grande réputation, appelés comme lui à examiner l'état de l'impérial malade. Le docteur Déthéve, de la légation française, avait déjà fait sa visite, devenue historique, à l'empereur; les vieux médecins chinois hochaient naturellement la tête, en signe de leur souverain mépris pour la consultation donnée par le docteur français et pour le traitement qu'il avait conseillé.

Chen-Lian-Fang vit à son tour le jeune empereur et déclara, en termes cabalistiques, qu'il était soumis aux influences et aux vapeurs les plus malignes. En fait, son diagnostic dénonçait une maladie des organes respiratoires, remontant à une douzaine d'années, et un état général fébrile dû à l'anxiété mentale combinée avec la faiblesse physique.

Voici, d'après le récit de Chen, comment eut lieu la visite. Appelé au palais par un ordre émané du Grand Conseil, le docteur dut s'agenouiller avant de paraître devant son souverain et traverser dans cette posture, après avoir plusieurs fois frappé le sol de son front, d'après les rites consacrés du kowtow, la galerie qui le séparait de la salle où l'attendaient l'empereur et la régente, assis aux deux extrémités d'une table basse dressée sur une estrade.

L'empereur était d'une pâleur extrême et tout son aspect était fiévreux; avec sa figure ovale et étroite, ses traits délicats, son nez aquilin, il ressemblait, dit Chen, à un étranger. L'impératrice, qui parut au docteur une femme singulièrement bien conservée et fort intelligente, se montra très anxieuse au sujet de la santé de l'empereur, très désireuse d'obtenir pour lui un soulagement.

L'étiquette ne permettant pas au docteur de poser des questions, l'impératrice décrivit les symptômes, tandis que l'empereur approuvait de temps à autre par un mot ou un signe de tête. Le docteur, pendant ce monologue, avait les yeux fixés sur le plancher. Une seule fois, sur l'invitation de la souveraine, et toujours agenouillé, il posa sa main sur celle du malade, touchant alternativement la paume puis le revers, mais sans tâter le pouls.

L'impératrice continua la description des symptômes, dit l'état de la langue, signala des traces d'ulcération dans la bouche et dans la gorge. Le docteur, obligé, par l'inflexible étiquette, de toujours tenir les yeux tournés vers la terre, ne put examiner la langue, encore moins procéder à une auscultation.

Lorsque l'impératrice eut fini son exposé de l'état du malade, le docteur reçut la permission de se retirer; il devait adresser au Grand Conseil son avis sur la maladie, et sur le traitement à suivre. Chen fit son rapport concluant à l'emploi de certains toniques de fabrication indigène et à la nécessité d'un repos complet, physique et moral.

Chen avait appris d'un familier du palais que la diète de l'empereur se composait presque exclusivement de riz avec des condiments divers. A son avis l'empereur n'aurait pu que se trouver bien d'un régime où l'emploi modéré de la viande ait eu sa place. Mais l'étiquette lui interdisait de hasarder une suggestion aussi audacieuse. Aussi reconnaissait-il volontiers que cette façon de consulter des sommités médicales, équivalait pour l'impératrice à remettre entièrement aux soins de la Providence le sort du patient. Il était convaincu de la sincérité de la sollicitude que témoignait l'impératrice pour la santé du jeune souverain, mais que faire avec cette étiquette de cour qui ne permettait ni d'ausculter le malade, ni de lui tâter le pouls, ni même de le regarder en face?

Chen fut appelé une seconde fois à la Cour, écouta de nouveau les explications développées de l'impératrice, crut observer chez le malade une réduction sensible de la température, mais en même temps un air plus abattu. Le lendemain il reçut en présent deux riches costumes. Désireux toutefois de laisser la direction du traitement à des confrères plus jeunes, il adressa au Grand Conseil une pétition dans laquelle il exposait que sa mère, très âgée, étant malade, il requérait la faveur de n'être plus appelé à la

Cour et de pouvoir retourner dans son pays pour s'acquitter de ses devoirs de piété filiale.

L'excuse parut suspecte, le Grand Conseil reçut l'ordre de faire une enquête sur l'exactitude des faits allégués. Chen parvint à établir catégoriquement devant le Conseil (il lui en coûta, assure-t-il, 18 000 taëls) que sa mère vivait réellement et qu'elle était malade. Le Grand Conseil confirma ces assertions dans un mémoire. Chen reçut alors l'autorisation de quitter Pékin, et il en usa sans plus tarder. Sa bourse était allégée, il est vrai, mais son fonds d'expérience s'était enrichi, et il ne crut pas avoir à se plaindre de l'issue de l'aventure.

Auguste Moireau.

LES ANNÉES DU BONHEUR

— Dites donc, Pauline, fit Berthe Laval tout en s'habillant, qu'est-ce qu'elle devient, la petite Clo?

— Mon Dieu, Madame, répondit la vieille femme de journée qui, silencieusement, près d'une fenêtre, remmaillait des bas de soie, elle est toujours à l'Orphelinat de Bermont et ce n'est pas gai, à seize ans!

— Seize ans! Elle a déjà seize ans!

— Oui!... Ça passe, les mois, et puis les années!...

Berthe se regarda vivement dans une glace; elle se vit grande, brune, infiniment jolie; c'est égal, Pauline lui révélait brusquement que dix années venaient de s'écouler. Le départ de cette petite fille de six ans qui ne s'était séparée de sa grand'mère qu'au milieu des larmes et des sanglots, restait dans la pensée de Berthe comme la révélation de la souffrance.

Il y avait dix ans de cela! Ces dix ans représentaient pour Berthe ses examens au Conservatoire, ses grosses misères, ses pénibles débuts, ses découragements, ses petits rôles, puis, enfin, ses créations dans les œuvres nouvelles. Dix ans de soucis, de luttes, de furtives joies, de courtes gloires!

Berthe dit tout haut :

— La petite Clo a seize ans! je me la figurais encore avec deux bouts de natte dans le cou et des tabliers de cotonnade!

— La maman de Madame vivait à cette époque-là!

— Et vous aviez votre petite-fille avec vous, était-elle mignonne et caressante!

— Madame se rappelle-t-elle que j'emmenais ma petite Clotilde en journée avec moi?

— Mais oui! et elle restait sage des heures entières, on ne s'apercevait même pas qu'elle était là; on l'installait sur un morceau de tapis et elle jouait, gravement, avec des papiers, des pelotes de fil.

— Alors, Madame lui donnait des bonbons, des rubans... Madame a été bien bonne!

— Quoi de plus naturel, ma pauvre Pauline, l'enfant se recommandait d'elle-même et je vous assure que je tenais beaucoup à la prendre au moment de vos malheurs; mais je devais moi-même me débrouiller avec l'existence.

— Oh! je sais que Madame aimait bien Clotilde et que ça lui a causé de la peine autant qu'à moi quand, ne pouvant faire autrement, on a placé l'enfant chez ces religieuses de Bermont où il faut qu'elle reste jusqu'à sa majorité; les religieuses vous font signer un papier, c'est la règle, c'est comme un apprentissage : on leur apprend un métier mais elles ne doivent s'en aller qu'à vingt et un ans, à moins de payer une indemnité.

***

La petite Clo menait une triste vie dans cet orphelinat, — la vieille Pauline le disait bien — on la faisait travailler sans relâche à de grosses confections de commerce et, même l'hiver, les pensionnaires se levaient tôt pour tirer l'aiguille ou faire marcher les machines sous l'irritante et sèche clarté des becs de gaz.

Rien n'adoucissait la dureté des jours qui se succédaient toujours pareils, sans gaîté, sans plaisirs, sans caresses!... Et la petite Clo en avait encore pour cinq années de cette vie-là!

Et quelles années!

De seize jusqu'à vingt et un!

Les plus belles, les plus jeunes, les plus fraîches!

Les années du bonheur!

Les années qui, à jamais, restent embaumées de grandes croyances et de bons désirs!

Les années où, avec tous les espoirs en soi, on attend tous les avenirs!

Les années énouvantes et naïves dont, plus tard, on ne peut se souvenir sans un sourire et sans une larme!

Les années où toutes les joies doivent venir attirées par de la beauté et de la grâce et où les filles les plus laides sont encore jolies.

Les années du bonheur!

Les années de la jeunesse où le sang circule sous une peau veloutée et où, derrière la chemisette, le cœur est vraiment sincère!

Ces années-là, la petite Clo les traînerait dans la sécheresse des oraisons, dans le morne et muet fonctionnement des salles de travail, dans la régularité désolante des pauvres repas et dans la continuelle mélancolie des couchers silencieux.

***

Berthe Laval, liseuse de romans et regardeuse d'étoiles, s'imaginait un couvent tout étroit, tout sombre, un peu prison, un peu monastère avec des

tourelles pointues et des grilles aux fenêtres; elle y voyait la petite Clo y étouffer, frêle mouche du ciel enfermée dans un cornet de papier.

On allait, sûrement, la faire triste, méchante, haineuse, cette petite aux gentils bras caressants, sa pensée enfantine habituée aux lourds ennuis se fanerait et tous ses rêves se heurteraient douloureusement aux vieux murs noirs de l'orphelinat.

Enlever l'enfant du couvent: la prendre! Elle restait dans le souvenir de Berthe attirante et gaie comme un joli bibelot de vie. Oui, pourquoi la jeune femme ne prendrait-elle pas la fillette à ses côtés?

Berthe vivait seule, en artiste qui ne dépend que d'elle-même; certainement, sa vie n'était pas exempte de défaillances, mais ses liaisons, souvent très douces, toujours correctes et posées, se prolongeaient ou, discrètement, se renouvelaient suivant les circonstances et, alors, aucun danger de mauvais exemple pour la petite.

Une amitié toute à elle, absolue, entière et devant durer toujours, lui semblait une chose délicieuse et impossible. Dans ses plus grandes amours, constamment se glissait l'ombre attristante des affections permises; elle enviait la belle et large place que tenait la famille: la mère, la femme, l'enfant. Elle trouvait mesquin et pitoyable le sentiment qu'elle inspirait auprès de ces sérieux et indestructibles liens.

Certes, Berthe éprouvait, de-ci, de-là, quelques délicieuses émotions, mais la tendresse qui existerait entre elle et la petite Clo enlevée de l'orphelinat lui apparaissait comme une bonne et honnête combinaison d'avenir.

Pendant deux jours, elle réfléchit à ce projet, en vit tous les avantages, en chercha vainement les inconvénients:

Son appartement de femme seule s'animerait de la présence de l'enfant et il entrait dans le désir de Berthe une joie analogue à celle d'une grisette qui va loger un canari dans sa mansarde.

Berthe voyait déjà la couventine dans son élégant intérieur.

Elle se figurait l'enfant, en bonnet tuyauté avec une robe de laine et des souliers ferrés, muette d'admiration devant les petits coussins, les velours, les broderies... Que dirait-elle?

Quels mots de stupéfaction jailliraient de ses lèvres?

Sûrement, elle n'oserait pas marcher sur les tapis, elle resterait interdite, pensive, éblouie!

Pauvre mignonne! Comme ses surprises et ses premières joies seraient tout à fait jolies et amusantes!

Oh! oui! vite! vite! Il fallait aller la chercher à l'orphelinat!

Berthe se promettait mille moments délicieux. Maintenant, la petite Clo manquait à sa vie, à son bonheur! Elle en parla immédiatement à la vieille Pauline!

La brave femme ne sut que répondre, remercia, puis se mit à pleurer, s'épancha, parla longtemps de sa petite-fille.

Elle ne l'avait vue que bien rarement et encore pas à son aise, devant les religieuses qui restaient là et qui gênaient les confidences et les effusions.

On regardait aussi les lettres que, de loin en loin, l'enfant envoyait, si bien que la grand'mère ne savait juste que ce qu'il fallait de sa petite-fille au sujet de sa santé et de sa conduite.

La vieille Pauline exagérait peut-être ces détails; son envie de revoir sa petite-fille et penser que vivre près d'elle serait possible, la rendait moins sincère.

Berthe très attendrie s'écria:

— Ne pleurez plus, Pauline, ne pleurez plus; demain, pas plus tard que demain, nous irons chercher la petite Clo!

Cependant, la vieille Pauline ne se calmait pas.

Madame se montrait infiniment bonne, mais là-bas, disait-elle, on ne voudrait pas rendre la petite Clo; déjà elle avait tenté l'essai et les religieuses déclarèrent qu'elles gardaient leurs pensionnaires suivant les conventions établies, à moins qu'on ne versât à la communauté une somme de trois cents francs qui soit l'équivalent du travail productif des dernières années et le tribut des charges de l'apprentissage.

Cet aveu fut accueilli par un bel éclat de rire:

— Trois cents francs! Mais, je les donnerai; nous aurons Clo!

Et Berthe pirouetta, amusée, charmée en songeant qu'elle allait acheter une poupée vivante, une petite Clo pour trois cents francs!

La vieille Pauline alla raconter sa joie dans le quartier. Le soir même tout le monde savait que Mme Berthe Laval, la chanteuse, prenait chez elle Clotilde Roche, la petite-fille de la vieille ravaudeuse, et qu'elle paierait pour cela trois cents francs aux religieuses de Bermont!

***

Lorsqu'elles arrivèrent à Bermont, la vieille Pauline se souvenait mal du chemin; Berthe Laval fut obligée de s'informer.

Le temps était admirable; elles profitaient pour leur court voyage d'une de ces rares et délicieuses journées d'arrière-saison où, sous le soleil presque blanc, les choses prennent des teintes plus atténuées et plus douces.

Les deux femmes décidèrent d'aller à pied; elles prirent une route aussi à pic qu'un sentier de montagne et, à chaque pas, laissant derrière elles des

maisons, des jardins, elles découvraient des horizons nouveaux.

Berthe avait rarement senti le charme de l'automne; avec ivresse, elle offrait à l'air vif son joli visage et, dans un indéfinissable sentiment de joie et d'orgueil de dominer la nature entière, elle ne se lassait de regarder en dessous d'elle les champs, les arbres, la molle splendeur de la terre remuée et nue où, çà et là, luisait l'or des feuilles tombées.

Cependant, le haut de la petite ville se dessinait, la mairie, l'église, puis la terrasse plantée de peupliers qui, le dimanche, devait être animée de promeneurs et de cris d'enfants.

En ce jour de semaine, la terrasse était déserte et silencieuse, et elle surplombait tellement la plaine qu'on ne voyait que le ciel à travers les arbres, et les nuages donnaient des perspectives de contrées étranges et de mers invraisemblables.

De temps en temps, une feuille tombait des branches, puis une autre, puis d'autres; elles tombaient lentement, tristement, ou parfois elles dégringolaient virevoltantes, pressées, joyeuses, avec de tout petits bruits secs; elles s'entassaient sur le sol, dans les allées, douces, dorées, dans un joli et suprême apaisement que rien ne dérangeait.

Berthe marchait doucement, à pas recueillis, laissant traîner sa longue robe :

— Le tendre et beau pays, murmura-t-elle, on doit y être heureux!

* * *

Mais Pauline désignait une grande maison au tournant de la promenade :

— Madame, madame, dit-elle, voici le couvent, je le reconnais!

Le bâtiment froid et gris où l'on tenait la petite Clo se dressait devant Berthe tel à peu près qu'elle se le figurait et, comme des choses déjà vues, elle contempla les piques de la grille et les hautes murailles hérissées de tessons de bouteilles.

La vieille Pauline sonna à la porte principale de l'orphelinat.

Une religieuse vint ouvrir.

Dans le parloir, Berthe s'expliqua :

— Nous venons voir une de vos pensionnaires, Clotilde Roche, la petite-fille de Madame, ajouta Berthe en désignant sa compagne.

— Nous venons, rectifia la grand'mère, un peu par gloriole et pour se venger du refus d'autrefois, retirer l'enfant d'ici en payant ce qu'il faudra.

Berthe n'entendit pas ces derniers mots, elle regardait autour d'elle.

La grande salle où on venait de la recevoir était d'une simplicité désolante, mais frottée, cirée, extraordinairement propre. Les chaises de paille se reflétaient obliquement sur le parquet et, contre les murs, aux places d'honneur, les ombres des statuettes de plâtre des vierges et des saints s'allongeaient avec des gestes de clémence et de bénédiction. Sur la cheminée paradaient des vases de fleurs en papier et une dizaine de pieux bibelots, nacre ou faux ivoire, conservés en souvenir de quelques vagues pèlerinages.

L'orphelinat devait avoir un grand respect pour cette salle et les objets qui la garnissaient, seul luxe probable de la maison, leur entretien sûrement se confiait aux petites pensionnaires à tour de rôle et suivant leurs mérites, et Berthe s'imaginait la petite Clo nettoyant et rangeant avec un zèle tout fortifié d'admiration, de délicatesse et de crainte.

Berthe réfléchissait; elle ne voyait plus si bien ni si joyeusement la petite Clotilde dans l'élégant appartement de Paris, l'élégant appartement de femme aux chaudes tentures, aux doux tapis.

Le contraste entre cette austérité sévère, pure, propre et son luxe qui, distingué et souriant, lui apparaissait, dans ce couvent, voluptueux et malsain, existait trop évident, trop grand.

Clotilde croyait certainement que le maussade parloir peuplé de statues de plâtre résumait tout le faste de la vie!

Quelle illusion charmante lui serait enlevée! Elle souffrirait de sa foi naïve, de sa jolie simplicité passée!

Le changement qu'y trouverait l'enfant parut à Berthe énorme, immense. Elle songea devant les maigres fleurs en papier et les bibelots de faux ivoire à tout ce qu'il y avait chez elle de vilain et d'impur, de beaux objets, riches, précieux, mais évocateurs de pensées douteuses, de secrets pénibles. Elle oublia les sujets libertins de certains bronzes et des anciennes gravures qui ornaient son salon; elle oublia tout ce qui pourrait vraiment troubler la jeune pensionnaire pour seulement s'effrayer des petits coussins soyeux, des velours, des fines étoffes qui, dans leurs clairs reflets, gardaient tant de mauvais souvenirs.

Oui, Berthe se sentirait très humiliée devant un regard innocent et ce serait elle-même qui serait confuse, gênée et plus encore que la douce fillette ignorante de nos mollesses, de nos coupables et inconscientes impuretés.

Toutes ces remarques, toutes ces réflexions assombrissaient la joie de Berthe. Maintenant elle se trouvait moins entraînée, moins décidée pour son projet et il fallait qu'elle connût, qu'elle entrât davantage dans l'intimité de Clotilde pour avoir de nouvelles et meilleures impressions qui, définitivement, détruiraient ou affermiraient ses résolutions.

La religieuse se tenait debout, dans la salle, faisant

face à la lumière; elle paraissait jeune encore et son visage bienveillant et simple encadré et présenté dans des linges blancs laissait deviner une âme très heureuse et très bonne.

— Ma sœur, prononça Berthe doucement, je désirerais visiter l'orphelinat.

— Avant de faire venir l'enfant?

— Oui, avant de faire venir l'enfant.

Entre la vieille Pauline et la religieuse, Berthe parcourut avidement l'orphelinat.

Certes, ils lui semblèrent tristes les étroits lits de fer alignés dans les dortoirs comme de petits cercueils d'enfants! Oh! oui, ils lui parurent grands, gelés, lugubres, les halls symétriques de la cuisine, du réfectoire, de la buanderie et de l'infirmerie.

— Voulez-vous voir nos enfants travailler dans leurs ateliers? interrogea la bonne sœur.

Oui, oui, Berthe voulait voir, d'instants en instants son émotion grandissait et ses pensées se précisaient. Elle agirait loyalement, sagement, sans tenir compte de son agrément personnel et du désir de la vieille Pauline; dans l'atmosphère paisible et grave du couvent, Berthe comprenait que sa volonté, subitement haussée, grandie, allait prendre la responsabilité de toute la direction d'une vie.

On traversa plusieurs couloirs et, dans le dernier, la religieuse indiqua aux deux femmes un petit guichet creusé dans la muraille dont elle tira elle-même le verrou.

— C'est un regard, expliqua-t-elle, pour que, sans être vues, nous puissions surveiller nos novices et nos ouvrières.

Berthe s'approcha de l'étroite ouverture et découvrit une des vastes salles où, assises devant des tables de bois blanc, les pensionnaires s'appliquaient à la confection d'innombrables vêtements en tissus des Pyrénées. Les unes coupaient, d'autres piquaient à la machine, les plus adroites brodaient sur le molleton de hâtifs dessins en laine de couleur claire.

Des chevelures, des taches çà et là plus blondes, puis on distinguait de longues rangées de petites physionomie intéressantes, laides souvent, mais d'une laideur juvénile, honnête et attendrissante; d'autres se révélaient gentilles, charmantes même comme des fleurs nouvelles.

— La petite Clo est-elle là? demanda Berthe d'une voix très basse.

La religieuse colla son œil contre le guichet.

— Elle est là, à droite, près de la première fenêtre, c'est la seconde de la division... Mais, voulez-vous que j'aille la chercher?

— Non! non! fit Berthe en serrant le bras de la vieille Pauline qui allait parler; non, non, ma sœur, ne la dérangez pas.

Alors, s'approchant de nouveau, Berthe, très émue, contempla de loin la petite Clo.

Elle était sympathique, presque jolie et si jeune!

Berthe s'attendrit sur sa mince silhouette déjà grande, sur l'expression innocente de son doux et clair visage.

La petite Clo semblait heureuse : elle riait! Elle riait, venant de faire une gaminerie, et ses yeux rapetissés, espiègles et luisant entre les cils évoquaient ceux d'une écolière malicieuse et amusée.

Berthe emplissait ses yeux, son esprit de la fraîche et rieuse image de la pensionnaire. Il lui semblait que c'était la première fois qu'elle voyait de la joie, mais une vraie joie innocente et sereine, quelque chose de pur, de neuf, de gai; et ce sourire qui naissait sur cette jeune bouche, non parce que c'était joli de sourire, mais parce que c'était bon, traduisait certainement la fête perpétuelle et charmante d'une petite imagination toute simple, toute tranquille, toute naïve, sans rêves compliqués et sans déceptions.

Berthe ne voulait jamais penser à elle-même, à son dur passé, de mauvais souvenirs lui faisaient peur, elle les craignait comme des fantômes qui sans cesse la poursuivaient dès qu'elle les avait appelés. Et malgré elle, sa vie entière se dressait, sa pitoyable enfance, son horrible jeunesse pleine de passages écœurants, de jours où elle consentait à tout pour une promesse, un engagement qui la sortit enfin de sa misère et dégageât des bas travaux et des souffrances physiques tout ce qui vibrait en elle de beau et d'artiste.

D'âme fière, chaque compromission lui ajoutait une haine et une blessure au cœur...

Berthe ferma les yeux : elle souffrait. Ces souvenirs lui faisaient mal et rarement autant que dans ce pauvre orphelinat où tout était si pur et si loin d'elle, elle ressentit d'une façon aussi aiguë la tristesse indicible de compter tous les hommes à qui elle s'était donnée et qui allaient par le monde avec son intime souvenir...

Des joies! Quand? Un jour, la première fois qu'elle s'était maquillée! Elle croyait que les petits pots de fards renfermaient tout le prestige du théâtre! Déjà des succès! Déjà de la gloire!...

Quelle pauvre joie flétrie auprès du sourire de Clotilde!...

Et voilà le bonheur qu'elle se proposait de lui donner! Un milieu vicié où l'enfant candide et sans défense s'habituerait à un luxe de façade, à des plaisirs trop brillants pour être doux! Que feraient les conseils de Berthe, sa surveillance! sa morale! à côté des exemples qu'elle-même lui offrirait journellement!...

La femme de journée avait regardé aussi sa petite-fille.

Et encore une fois, une suprême et longue fois, pour bien l'emporter en elle, Berthe contempla l'enfant.

La religieuse et la vieille Pauline regagnaient le parloir : à pas lents, Berthe les suivit.

Oh ! dans cette longue galerie, derrière les voiles blancs de la religieuse et la coiffe noire de la grand'-mère, comme Berthe comprenait que, pour la petite Clo, les années du bonheur étaient là, dans ce couvent, défendues par les piques et les vieux murs noirs hérissés de tessons de bouteilles.

Certes, Clotilde travaillait.

Certes, Clotilde avait de mornes repas et de silencieux couchers !

Mais pensait-elle qu'il y eût autre chose ?

Savait-elle que la bouche d'autres jeunes filles ne servait pas qu'à murmurer de puériles chansons et des prières ? Mais des mots d'amour et des mensonges ?

Savait-elle que des femmes changeaient d'amoureux, qu'elles changeaient aussi la couleur de leur chevelure ?

Savait-elle que, pour des soirs amusants, on mettait des robes très belles sans manches et sans guimpe ? Savait-elle pourquoi il existait des chemises si jolies, si fanfreluchées de dentelles et si transparentes ?

Savait-elle qu'il y eût tant d'autres choses, tant d'autres faux bonheurs que les promenades sur la terrasse de Bermont et le rythme mélodieux des cantiques dans la chapelle du jardin ?

Dix fois déjà elle vit naître et jaunir les petites feuilles rondes des acacias qui entouraient le couvent ! Elle les verrait encore et chaque année serait pareille : les acacias refleuriraient de blanc, tout parfumés de ses espérances.

Les années du bonheur ; la petite Clo les riait !

La chère, la chérie ! La douce mignonne !

Plus tard, elle serait forte ! On l'armerait pour la vie !

On lui apprendrait les bassesses, les mensonges, les ruses des méchants et les petites vilenies que les meilleurs sont obligés de commettre.

Ah ! Dieu ! comme elle saurait tout cela assez tôt !

Non ! Berthe ne prendrait pas Clotilde Roche : elle la laisserait à l'orphelinat !

Elle resterait au couvent de Bermont.

Ses années du bonheur, de seize jusqu'à vingt et un, les plus jeunes, les plus belles, les plus fraîches, elle les vivrait sous la calme bénédiction des petites statues de plâtre et dans l'ignorance de l'amour, du vice, des chagrins menteurs et des douloureuses joies...

. . . .

Dans le parloir les trois personnes restèrent debout. La religieuse et la vieille Pauline attendaient que Berthe voulût bien parler.

Cependant, Berthe se taisait, elle ne savait comment annoncer sa nouvelle et irrévocable décision. Grave, silencieuse, la religieuse observait Berthe et, en sa naïve et merveilleuse intuition des luttes morales, la sainte créature devina ce qui venait de se passer. Elle regarda Berthe, jolie et nonchalante dans ses fourrures, examina sa tête, brune et pâle sous la toque de velours épinglée de brillants, puis elle lui dit, lentement, avec un regard qui allait très loin :

— Nous gardons l'enfant, n'est-ce pas, Madame ?...

La vieille Pauline ayant eu un geste peiné, Berthe se tourna vers elle :

— Cela vaut mieux, dans l'intérêt de votre petite-fille, croyez-moi.

Et, comme la petite Clo allait venir embrasser sa grand'mère, Berthe se retira à l'écart, dans l'ombre, à cause de sa mise luxueuse, trop différente des robes de laine et des voiles légers, trop belle dans le pauvre parloir garni de bibelots sans valeur, de fleurs en papier et de vierges blanches.

GERMAINE MORIN.

L'EXPÉDITION D'IRLANDE

AU POINT DE VUE ANGLAIS

(DÉCEMBRE 1796) (1)

La destination des armements de Brest était restée un profond mystère pour les Anglais (2). Parmi les hypothèses d'une action en Irlande, en Portugal ou à Gibraltar, la troisième paraissait la plus vraisemblable. Afin d'être préparée à toute éventualité, la flotte de la Manche (Channel Fleet) avait été divisée en trois escadres :

La 1re, sous les ordres du contre-amiral sir Roger Curtis, montant le *Formidable*, avait ordre de croiser dans l'ouest ;

La 2e, sous les ordres du contre-amiral Thompson, montant le *London*, devait stationner au large de Brest,

La 3e enfin, sous les ordres de l'amiral lord Bridport, restait à Spithead pour se porter où les renseignements reçus par le gouvernement feraient désirer sa présence.

---

(1) Extrait de *Projets et tentatives de débarquement aux Iles Britanniques* (1793-1805), par Édouard Desbrière, capitaine breveté au 1er cuirassiers, publié sous la direction de la section historique de l'État-major de l'armée.

(2) Partis de Brest le 15 décembre 1796, les navires français restèrent à l'ancre dans la baie de Bantry, depuis le 20 décembre 1796, jusqu'au 6 janvier 1797, soit pendant 17 jours consécutifs, sauf la seule exception de la journée du 28, sans que les croisières anglaises y aient mis le moindre obstacle. Aucun rassemblement important de troupes n'avait été fait du côté de la défense, alors que les Français auraient pu mettre à terre 6 400 hommes le 24 décembre, 4 000 encore le 27 et 4 000 autres du 3 au 6 janvier. C'est dire que la presque-totalité des forces pouvait et devait débarquer.

Le 6, la petite division mit le cap sur Brest. Le 12, elle fut dispersée par la rencontre d'une escadre anglaise. Le 14 seulement, Hoche débarqua à la Rochelle d'où il se rendit à Paris.

L'expédition d'Irlande avait échoué.

Ce dispositif a été critiqué par un historien anglais, le capitaine Mahan, en des termes qu'il est intéressant de reproduire.

Il expose d'abord quelle difficulté il y avait à bloquer en permanence, avec de grosses forces, le port de Brest.

Dans l'Iroise, dit-il, près de deux fois plus large que le détroit de Gibraltar, on ne pouvait maintenir les vaisseaux à trois ponts, nombreux dans l'escadre de la Manche, et qui ne valaient rien par gros temps. Dérivant très facilement, par suite de la prise donnée par leurs énormes superstructures quand on était à la cape, il leur fallait beaucoup d'espace sous le vent et la possibilité de fuir devant le temps quand il devenait trop dur. Essayer de maintenir dans l'Iroise ces vaisseaux formidables, mais peu manœuvriers, par les tempêtes de l'ouest qui dominent dans ces régions, n'ayant comme refuge sous le vent que le port ennemi, eût été les vouer à la destruction.

Effectivement, en général, le gros de l'escadre était à Spithead et des divisions de 8 à 9 vaisseaux croisaient en permanence autour d'Ouessant pendant des périodes de trois mois, à la suite desquelles elles étaient remplacées. Mais, il est aisé de voir sur la carte, qu'en cas de sortie des Français, à la faveur d'une tempête de l'ouest, le gros de l'escadre anglaise se trouvant sous le vent devait avoir grand'peine à regagner la distance considérable (200 milles), qui sépare Brest de Spithead de l'est à l'ouest.

Lord Howe considérait que le maintien en bon état de son escadre était plus important que la position qu'elle prendrait au point de vue stratégique. Il était absolument opposé au système de maintenir une croisière permanente, disant que les avaries auxquelles ses navires seraient exposés pendant l'hiver les mettraient constamment en état d'infériorité contre ceux de l'ennemi, à l'abri au mouillage.

Cependant, cette considération si juste ne légitimait pas le choix de Spithead comme port d'attache, car ce point, situé très en arrière de la ligne d'opérations de l'ennemi, ne prenait pas celle-ci en flanc et laissait les Français libres de sortir de Brest à l'improviste. Il aurait fallu entretenir en réserve assez de navires pour maintenir une croisière permanente. On eût ainsi bien plus gagné dans l'instruction des hommes que perdu par les avaries des vaisseaux. L'histoire prouve que de bons matelots sur de pauvres navires sont supérieurs à de pauvres matelots sur les meilleurs vaisseaux...

Quoi qu'il en soit, le système habituel avait été maintenu, et la relève s'était faite le 29 octobre.

Le 29 octobre, le vice-amiral Colpoys, à bord de la frégate *Niger*, rallia l'escadre au large de Brest et releva le contre-amiral Thompson qui rentra en Angleterre. Colpoys se trouva disposer de 13 vaisseaux de ligne dont 3 à trois ponts, mais de 2 frégates seulement.

Le 16 décembre, sir Edward Pellew, commandant la frégate *Indefatigable* qui, avec le *Revolutionnaire* et l'*Amazone*, observait de tout près les mouvements des Français, remarqua un mouvement insolite sur l'escadre mouillée à Bertheaume.

Sir Edward dépêcha immédiatement le *Revolutionnaire* à Colpoys, au rendez-vous convenu, à 8 lieues d'Ouessant. A la tombée de la nuit seulement, la flotte française ayant mis à la voile par vent d'est, l'*Amazone* s'éloigna pour en porter la nouvelle, laissant l'*Indefatigable* seule au contact. Au crépuscule, les Français se dirigèrent vers l'entrée ouest des Saintes, accompagnés, à courte distance, souvent à une portée de canon, par l'*Indefatigable*, dont la persévérance et l'audace durent les surprendre.

A 8 heures, en pleine obscurité, la flotte ayant doublé les Saintes (passé le Raz), mit le cap au sud-ouest. S'étant bien assuré qu'elle suivait cette route, sir Edward Pellew mit toutes voiles dehors pour rallier le rendez-vous, allumant des feux simulés et lançant des fusées comme signaux.

A minuit il était au rendez-vous, mais personne ne s'y trouvait.

En effet, les vaisseaux de Colpoys avaient dérivé de 30 milles dans l'ouest du point de ralliement convenu, et ce ne fut que le 19 suivant les uns, le 22 suivant les autres, que l'amiral anglais fut prévenu de la sortie des Français.

Ses ordres ne prévoyant pas le cas qui survenait, il résolut d'abord de garder sa position..., mais il changea bientôt d'avis et alla chercher des informations au cap Lizzard.

Mais là, à l'entrée de la Manche, certains de ses navires se trouvèrent à court de provisions (d'eau en particulier). Le temps était trop mauvais pour qu'on pût penser à faire transborder d'un navire à l'autre les denrées nécessaires; Colpoys mit donc le cap sur Spithead où il arriva le 3 décembre, plus de huit jours après que les Français eurent atteint Bantry.

Quant au contre-amiral sir Roger Curtis, il avait, le 20, rencontré 5 vaisseaux français venant de Toulon, sous les ordres du contre-amiral Villeneuve, et leur avait donné la chasse jusqu'à Lorient où ils s'étaient réfugiés.

Restait le commandant en chef.

A la nouvelle reçue le 21 ou le 22 du départ des Français, il répondit que dans *quatre jours* il serait prêt à prendre la mer.

Le 25 Décembre il mit à la voile et donna la preuve de la valeur de Spithead comme point d'attache de la réserve. Huit navires seulement purent atteindre Sainte-Hélène ce jour-là, parce que le vent était passé au sud-ouest et contrariait les navires restés en arrière et sortant de Spithead pour rejoindre l'armée navale.

Il faut ajouter aussi d'autres mésaventures :

Au moment de l'appareillage, le *Sans-Pareil* s'aborda avec le *Prince*, d'autres navires en firent autant et d'autres enfin s'échouèrent.

Trouvant imprudent de continuer sa route avec 8 vaisseaux seulement, lord Bridport resta à Sainte-Hélène jusqu'au 3 janvier, jour où le dernier des navires français quittait Bantry.

Une force mal proportionnée au point décisif, maladroitement soutenue par une réserve d'égale force, mais pas prête et mal placée : telles étaient les fautes commises au point de vue stratégique.

Jusqu'au dernier jour, les Français pouvaient donc débarquer sans avoir rien à redouter des escadres anglaises.

Les adversaires qu'ils auraient trouvés à terre auraient-ils été redoutables ?

Voici d'abord comment on connut en Irlande l'arrivée des vaisseaux de Bouvet :

Avant que les Français aient jeté l'ancre, le brick *Kanguroo*, commandé par l'honorable Courtenay Bayle, les avait rencontrés et s'était rendu de suite à Crookhaven, petit port près de l'entrée de la baie de Bantry, pour donner la nouvelle de l'arrivée de l'ennemi. Le 22 septembre au matin, le *Kanguroo* fit de nombreux signaux pour obtenir de la côte un bateau, mais le vent et la mer étaient si terribles qu'aucun ne s'aventura. Cependant, un pilote monté par M. Caghlau réussit à accoster le brick et à mettre à terre le second lieutenant Wasson, porteur de dépêches pour l'amiral Kingsmill, alors à Cork. Le *Kanguroo* se rendit en Angleterre.

M. Richard Edward Hull, gentilhomme de Leamcon, envoya la nouvelle à M. White de Seafield Park, lequel fut le premier à la communiquer au gouvernement irlandais. Les services de M. White à ce moment critique furent récompensés par la pairie avec le titre de « Bantry »...

M. White reçut un autre renseignement du surveillant de Bere Haven. Il appela les yeomen de son commandement et établit une chaîne d'avant-postes le long des montagnes, près de Sheep Head, extrémité sud-ouest de la baie de Bantry...

Le temps était le plus mauvais dont on se souvînt... une épaisse chute de neige avait rendu impraticables pour les piétons les chemins entre Bantry et Cork.

La nouvelle de l'arrivée des Français fut reçue par le général Dalrymple à Cork, dans la nuit du 22 décembre, d'un domestique de M. White. Le messager avait mis quatre heures à couvrir 42 milles irlandais sur un seul cheval.

Voici en quels termes un éminent historien anglais contemporain apprécie la situation créée par la présence des Français à Bantry :

Les lettres de Dalrymple qui commandait à Cork, alors la deuxième ville de l'Irlande, montrent que la situation aurait été presque désespérée si 14 000 ou 15 000 bons soldats français avaient débarqué. — Nos forces, écrit-il, sont si fort au-dessous de celles de l'ennemi, qu'une diversion est tout ce qu'on peut espérer de nous. Il y a maintenant un peu d'artillerie à Bandon, avec des tentes... nous aurons en ce point, ou dans les environs, quelque chose comme 2 000 hommes d'ici à quelques jours, si ces affaires ne s'éclaircissent pas. Malgré tous les efforts, on n'aurait pu concentrer plus de 8 000 hommes à Cork avant l'arrivée de l'ennemi. Ses troupes légères pourraient l'atteindre quatre jours après le débarquement à Bantry du corps principal. A force d'employer les pelles et les pioches sur les trois routes qui mènent à Cork évacué et en se retirant sur le Blackwater, où l'on appellera ce qu'on aura de disponible, nous pourrons, avec 12 000 fantassins, occuper une forte position vers Kilworth et Fermoy, et nous aurons en outre beaucoup de cavalerie et d'artillerie. (Lettres de White au général Coote, 24 décembre ; de Dalrymple à Pelham, 23, 24 décembre ; du capitaine Cotter à Dalrymple, 25 décembre.) — Pelham M. S. S.

On ne peut lire le récit de ces événements sans être frappé du peu de solidité qu'avait la puissance britannique en Irlande. Avec un temps un peu meilleur, plus d'habileté nautique de la part des Français, toutes les chances étaient pour eux. Si 14 000 soldats tels que ceux de la France à cette époque, avec un chef comme Hoche, avaient pu prendre terre, si l'insurrection avait éclaté sur un point quelconque de l'Irlande, l'île aurait été sans doute, au moins pour un certain temps, arrachée à la domination anglaise.

Une fois le danger disparu, Beresford décrivait la situation à Auckland en toute candeur : « Deux jours après le mouillage des Français à Bantry nous n'avions, de Cork à Bantry, que 3 000 hommes au plus, deux pièces de canon, ni magasins, ni munitions, ni hôpitaux, ni vivres. Le débarquement ne fut pas tenté. C'est à la Providence que nous le devons. S'il l'avait été, pouvions-nous tenir... Cork était perdue sans ressources. Qui pourrait affirmer que le pays, tenu par les Français, serait demeuré fidèle ? Le nord-ouest serait-il demeuré paisible ? Pas une heure. »

On sait pourtant que la région choisie pour le débarquement était de beaucoup la moins favorable au point de vue politique, et les preuves abondent des dispositions hostiles aux Français montrées par les habitants du Sud-Ouest.

Dès l'approche des navires ennemis, les milices locales s'étaient réunies et, bien qu'en nombre très inférieur, elles s'étaient préparées à résister vigoureusement. Peu s'en était fallu, d'ailleurs, qu'on n'en vînt aux mains, si l'on ajoute créance à l'épisode suivant dont les relations françaises ne font pas mention :

Dans l'après-midi du 31 décembre, 2 bateaux chargés d'hommes armés se détachèrent des navires qui restaient à Bantry faisant mine de débarquer. L'infanterie stationnée à Bantry prit les armes et, sous le commandement du colonel French, marcha vers la côte pour en disputer l'approche à l'ennemi. La cavalerie galopa vers Beach, demeure de M. Simon White, les généraux se retirèrent de Bantry à Dunmanway. Toutes les forces

n'atteignaient pas 400 hommes... Les bateaux firent demi-tour avant d'atteindre le rivage.

Une fois les navires français disparus, on eut quelque peine à se remettre d'une alarme aussi chaude.

Le danger qui avait été si menaçant avait disparu, mais plusieurs jours se passèrent avant que le général anglais se sentît en sécurité. Le 25, le capitaine Cotter, envoyé en reconnaissance à Bantry, décrivit la tempête et annonça avec une évidente inquiétude qu'on ne voyait plus que 16 voiles. Comme on en avait signalé tout d'abord 50 ou 60, il en concluait qu'il n'y avait dans la baie qu'une partie de l'expédition, attendant un puissant renfort ou destinée à jouer un rôle secondaire dans une entreprise dont la nature et l'objet étaient encore inconnus.

« Quel que soit, dit-il, le chiffre des soldats embarqués sur ces 16 navires, je crois qu'ils ne feront rien dans ce pays s'ils n'ont pas l'appui de la population, et je suis heureux de pouvoir dire, pour l'honneur de cette partie de l'Irlande, qu'ils n'ont pas la moindre chance de l'obtenir. »

Dalrymple écrivait le lendemain, 26 décembre, à Pelham que si la flotte anglaise n'arrivait pas promptement pour remporter la victoire, il ne doutait pas qu'au premier beau jour les Français se réuniraient et effectueraient leur débarquement.

Bien qu'ils dussent trouver sur leur chemin des difficultés, elles n'étaient point telles que de bonnes troupes ne fussent en état de les surmonter.

Enfin, la conclusion de l'historien anglais montre bien, malgré les fautes commises et l'erreur grave de la direction, quelles immenses chances de succès auraient eues les Français.

... Sauf peut-être au début de la rébellion de 1641, jamais l'Union de l'Irlande avec l'Angleterre n'avait été aussi dangereusement menacée que pendant ces dernières semaines de 1796.

Si l'expédition française était partie quelques jours plus tôt, alors que le temps était encore favorable, s'il n'y avait pas eu une tempête d'une force et d'une durée extraordinaires au moment où le succès était presque atteint, si le vent avait soufflé de n'importe quel autre point du compas, ou si l'expédition avait été menée avec une habileté ordinaire, il est certain qu'une armée de 15 000 Français aurait débarqué sans difficulté à moins de 45 milles de Cork, avant qu'on ait pu rassembler assez de forces pour s'opposer à leur marche, et il est presque sûr que la seconde ville de l'Irlande serait tombée en leur pouvoir. Il n'est que trop probable qu'un pareil succès aurait eu pour conséquence immédiate l'insurrection de l'Ulster, sinon une révolte générale...

Jamais on n'avait été plus près du succès.

ÉDOUARD DESBRIÈRE.

LES VIERGES FORTES (1)

Un roman de M. Marcel Prévost.

Deux sœurs, Frédérique et Léa, subissant l'influence d'une femme supérieure, Romaine Pirnitz, embrassent avec enthousiasme la cause féministe. En Angleterre, où Romaine les a envoyées pour faire leur apprentissage, elles logent dans la même maison que Georg Ortsen, jeune Finlandais fervent et candide. Toutes deux se sont promis d'être des *vierges fortes*, de se dévouer entièrement à la défense et à l'éducation de leur sexe. Malgré ce vœu, Léa, aimée de Georg, lui donne son cœur; et Frédérique, si ferme soit-elle, réprime avec peine le sentiment passionné qu'elle a d'abord éprouvé pour le jeune homme. Après quelques semaines d'une communion tout immatérielle, un baiser, dans lequel Léa met ingénument l'ardeur de sa jeunesse, lui révèle cette volupté charnelle qui lui a toujours apparu comme une flétrissure. Affolée, elle quitte Georg sans le revoir, supplie Frédérique de la protéger contre elle-même; et les deux sœurs regagnent en hâte Paris, où Romaine rend à Léa le courage et la foi. Quand Georg vient y chercher sa fiancée, elle le suivrait pourtant, si Romaine ne la retenait pas. Georg part seul, et Léa, embrassant avec passion sa mère spirituelle : « Merci, lui dit-elle, vous m'avez sauvée ! »......

A Paris, Romaine, aidée de quelques vierges fortes, ses disciples, entre lesquelles Frédérique et Léa, fonde une École des arts de la femme, qui doit être pour la cause féministe un puissant instrument de propagande. Par malheur cette école ne tarde pas à échouer contre le mauvais vouloir des autorités officielles et les intrigues du parti clérical. Il faut quitter l'œuvre à peine entreprise. C'est d'ailleurs le moment qu'attend Léa pour se reprendre. Depuis que Georg est parti, elle essaie en vain de l'oublier; le souvenir, toujours présent, de leurs fiançailles mystiques, du baiser même qui lui a fait pressentir les ivresses de l'amour, poursuit la jeune fille, trouble son cœur et sa conscience. Elle finit, après de cruelles luttes, par se décider à rejoindre Georg. Mais ces luttes l'ont épuisée, et, quand elle le retrouve, ce n'est guère que pour mourir dans ses bras.

Il fallait résumer en quelques lignes le sujet du livre, quitte à compléter une trop brève analyse lorsque la discussion de certains points nous y obligera. Mais ce que je veux dire avant tout, c'est que les *Vierges fortes* sont quelque chose de vraiment beau. Par l'ampleur et la flexibilité de la composi-

(1) *Frédérique, Léa,* par M. Marcel Prévost, 2 vol. (Lemerre, éditeur).

tion, qui laisse aux événements leur libre cours et aux acteurs leur jeu naturel, qui admet les épisodes les plus divers sans que nous perdions jamais de vue le sujet. Par la peinture des lieux où l'action se passe; il y a là maints paysages exquis, ceux, en particulier, de la banlieue londonnienne, si frais, si gracieux, si bien faits pour servir de cadre à une idylle amoureuse. Par la vérité des personnages, non seulement leur vérité extérieure et pittoresque, mais aussi leur vérité psychologique, et non seulement de ceux qui sont au premier plan, Romaine, Léa, Frédérique, Georg, mais aussi des figures secondaires ou même tout adventices. Par le courant facile et continu du récit, et, en même temps, par la variété des scènes à travers lesquelles il se développe, ici familier, là grave, tendre, pathétique, toujours admirable de ressemblance avec la vie (1). Enfin, — malgré le renom de complaisant moraliste que certains autres livres ont pu faire à M. Prévost, — par ce que le roman tout entier a d'élevé, de pur, et de chaste jusque dans la passion.

Quant au sens et à la portée de l'œuvre, c'est ici qu'il faut, comme on dit, faire des réserves. Et d'abord nous nous demandons pourquoi M. Prévost restreint son sujet à ce qu'il appelle les vierges fortes. N'était-ce pas nous donner du féminisme une idée fausse, et, quelque hauteur d'esprit et de caractère qu'on prêtât à ses héroïnes, ne nous le montrer que par ses côtés étroits, sectaires, fanatiques? Car enfin le vrai féminisme, M. Prévost lui-même le déclare soit en son nom, soit par la bouche de Romaine Pirnitz, ne consiste pas du tout dans l'exclusion de l'homme. Il ne tend point à séparer les deux sexes, il tend à rendre leur union plus intime. Or le vrai sujet, le sujet unique du roman, c'est la lutte d'un sexe contre l'autre. Léa restera-t-elle la vierge forte ou bien cédera-t-elle à l'amour? Et cela sans doute suffit pour faire un beau livre. Seulement, puisque M. Prévost voyait, tant de pages de son œuvre l'attestent, ce que la cause féministe, même si beaucoup de ses adeptes la discréditent par leurs exagérations saugrenues, a de salutaire, de noble et de grand, on regretter que l'action de son roman porte sur un point tout spécial, et sur un point étranger ou plutôt contraire au véritable esprit du féminisme.

Admettons maintenant le sujet tel que M. Prévost l'a circonscrit. Romaine Pirnitz veut grouper autour d'elle quelques femmes d'élite qui l'aideront dans son œuvre, qui seront comme les apôtres du nouvel évangile. Pour affranchir la femme, il faut briser les deux chaînes par lesquelles l'homme la tient en servitude, celle de l'argent et celle de l'amour, l'argent que l'homme gagne et dont il la fait vivre; l'amour, sorte de lutte où elle subit la loi du plus fort. Lorsque toute femme aura les moyens de gagner sa vie, la chaîne de l'argent sera brisée. Quant à la chaîne de l'amour, peu de femmes sans doute la briseront. Pourtant, sans même compter celles qui, condamnées au célibat par les nécessités sociales, pourraient mieux faire apparemment que de consumer leur vie dans une résignation chagrine, n'en est-il pas qui, d'elle-mêmes, voudront s'affranchir de l'homme pour consacrer leur vie à la mission féministe? Romaine Pirnitz en a trouvé quelques-unes, et ce sont là les vierges fortes.

Mais quelle leçon, quelle moralité se dégage du roman? Certes, aucun féministe n'a jamais nié que la véritable vocation de la femme ne soit l'amour, le mariage, la famille, et Pirnitz elle-même, qui ne veut que former pour l'apostolat une toute petite élite de femmes exceptionnelles, est la première à célébrer les devoirs et les vertus de l'épouse. Il s'agit seulement de savoir si la religion féministe aura ses prêtresses, si cette élite des vierges fortes pourra se passer de l'homme. Et nous remarquions tout à l'heure qu'on fait déjà tort au féminisme en semblant le borner là; mais on lui fait un tort bien plus sensible en nous montrant les vierges fortes, qui prétendent affranchir leur sexe, incapables de s'affranchir elles-mêmes.

Or, que M. Prévost le veuille ou non, c'est bien là le sens de son livre. Toutes les vierges fortes, non seulement Léa, mais Duyvecke, Geneviève, Daisy, M[lle] Heurteau, cèdent, chacune pour des motifs divers, au pouvoir de l'homme. Il n'est pas jusqu'à Frédérique qui n'ait sa défaillance. Si elle se ressaisit, si elle parvient à dominer ses sentiments, songez qu'on nous la présente comme un type de raison, de sagesse, de haute constance; songez aussi qu'un concours de fatalités impérieuses, dans le détail desquelles nous fait entrer l'auteur, l'a de bonne heure, presque enfant, révoltée contre la tyrannie masculine. Et pourtant, ennemie-née de l'homme, elle subit un moment l'attraction de Georg, éloigne Léa de lui non moins par jalousie que par intransigeance féministe. Seule, Romaine mérite le nom de vierge forte que M. Prévost donne pour titre à son livre et qui a presque l'air d'une ironie. Et qu'est-ce que Romaine? Cette grande missionnaire du féminisme, à laquelle la ferveur de sa foi et la beauté de son âme prêtent une telle puissance de séduction, n'a pas un corps de femme; chétive, malingre, presque difforme, l'amour, si elle essaie d'en concevoir l'idée, ne peut lui inspirer, comme elle le dit, que de l'épouvante et du

(1) Je citerai par exemple les amours de Léa et de Georg, la scène où Duramberty offre à Frédérique d'être sa femme, l'entrevue de Frédérique avec son père, les deux ou trois chapitres de chez Rémineau, toute la fin de *Léa*, un peu longue peut-être, et combien d'autres épisodes qu'il serait trop long d'énumérer.

dégoût. Et ainsi elle n'est la vierge forte que pour être une vierge infirme.

Il y a dans le roman deux points distincts que nous devons examiner tour à tour.

Premier point : les vierges fortes échouent dans leur œuvre pédagogique. Est-ce à dire que la femme soit incapable de mener à fin, sans le secours de l'homme, une tâche sérieuse ? Non, car cet échec ne saurait leur être imputé. Elles administrent « en perfection », l'auteur le fait dire à un de leurs adversaires; et elles sont en outre des éducatrices admirables. Ce qui les fait échouer, c'est une coalition de préjugés et de défiances, ce sont de perfides manœuvres sur lesquelles M. Prévost lui-même nous renseigne abondamment. Eussent-elles réussi en se ménageant l'appui du sexe fort, en acceptant la protection d'un homme énergique ? L'auteur nous le laisse entendre. A vrai dire, si elles sont obligées d'abandonner leur entreprise, ce n'est que faute de ressources ; et si les ressources leur manquent, c'est parce qu'une spéculation malheureuse a ruiné la vieille demoiselle qui soutenait jusqu'alors leur œuvre de son argent. Y a-t-il là, je le demande, rien que de fortuit ? Y a-t-il là rien qui touche au véritable sujet, à la question même des « vierges fortes » ?

Second point, de beaucoup le plus important. Les vierges fortes n'échouent pas seulement dans leur tâche pratique, elles déchoient aussi de leur vocation. Or, comme leur échec s'expliquait par des circonstances tout occasionnelles, de même leur déchéance s'explique par des particularités de caractère ou de tempérament qui laissent à la thèse générale bien peu de valeur. Si M. Prévost voulait montrer que la femme ne saurait vivre sans l'homme, il s'est fait trop aisément beau jeu en inventant des héroïnes de sa façon, qui rendent cette thèse suspecte par leur complaisance même à la confirmer.

Léa est une imaginative, une sentimentale. Tout en elle nous indique, dès le début, que sa vocation, superficielle et factice, ne résistera pas au premier appel de l'amour. Faut-il parler de M[lle] Heurteau ? Elle n'a jamais vu dans le féminisme qu'un moyen de parvenir. Duyvecke, pendant sa vie pure et laborieuse d'étudiante, s'est attachée au petit Gaston Rémineau, fils d'un voisin veuf, et, comme l'enfant souffre loin d'elle et dépérit, elle finit par épouser le père. Et nous ne lui en faisons certes pas un reproche. Seulement nous trouvons, encore une fois, que M. Prévost se donne facilement gain de cause. Car enfin il peut y avoir des vierges fortes qui ne trouvent sur leur chemin ni un enfant tel que Gaston, ni un veuf tel que Rémineau. Et d'ailleurs, quelle vierge forte est-ce donc que Duyvecke ? La bonne fille écrit à Romaine, sur le moment de se marier : « Une voix intérieure m'a toujours dit : « Rien n'est meilleur que d'avoir un mari et beau« coup d'enfants. » Restent Daisy Graggs et Geneviève Soubize. Daisy, que l'auteur fait mère adoptive de Geneviève comme il faisait Duyvecke mère adoptive du petit Rémineau, n'a, pas plus que Duyvecke, la vocation féministe. « Notre œuvre ? Notre école ? Nos élèves ? dit-elle à Frédérique lorsque Geneviève vient d'être mise en prison. Vous ne comprenez pas que je donnerais toute votre école et toutes les écoles de la terre pour qu'un seul cheveu de ma chérie fût épargné ? » Sans doute, M. Prévost a voulu montrer en elle, ainsi qu'en Duyvecke, le sentiment maternel persistant jusque chez la prêtresse féministe. Toutes les femmes qui ne sont pas mères adoptent-elles donc un enfant ? Et ne saurait-il y en avoir chez lesquelles l'instinct d'amour trouve à se satisfaire dans le service d'une grande cause ? Mais, s'il y en a, comment l'auteur n'a-t-il pas pris parmi elles ses vierges fortes ? Quant à Geneviève, son cas est plus spécial encore que celui des autres. Fille d'alcooliques invétérés, névropathe elle-même, Geneviève a, depuis la nubilité, des crises d'hystérie. Et je veux bien que, comme le dit un spécialiste de la Salpêtrière, ce soit le sexe qui la travaille. Seulement il la travaillerait beaucoup moins, je suppose, si elle n'était pas vraiment une malade, un « sujet » d'hôpital. Et que prouvera l'auteur en la jetant dans les bras de l'homme ? Tout simplement ceci : qu'une fille hystérique n'a pas en soi l'étoffe d'une vierge forte.

Je ferais tort à M. Marcel Prévost en laissant croire, — mais ne serait-ce pas un peu sa faute ? — que les *Vierges fortes* sont un livre antiféministe. Jusqu'ici M. Prévost avait peint des femmes qui ne ressemblent pas du tout à sa Frédérique ni même à sa Léa. Il semblait d'ailleurs ne voir dans « notre compagne » qu'une créature impulsive, esclave de ses sens, frivole et fantasque, incapable de se gouverner, et qui, pour son bien, doit subir la domination de l'homme. Dirai-je qu'il s'est converti au féminisme ? Non, assurément; et le sujet de sa nouvelle œuvre suffit pour en témoigner, puisqu'elle nous montre après tout l'incapacité de la femme à se libérer du joug masculin. Cependant il y a dans les *Vierges fortes* autre chose, et même quelque chose d'assez *autre* pour en obscurcir le sens; et là, je crois, est la plus grave critique qu'on puisse y faire, mais je regretterais qu'elles ne l'eussent pas méritée. M. Prévost veut sans doute que nous appliquions à son œuvre les paroles de Romaine sur le roman où la sœur de Georg Ortsen met en scène une martyre du féminisme : « Votre livre servira la vérité, il appellera l'attention des foules sur le problème de l'affranchissement. Peut-être même, étant un livre de doute et d'émotion plus que de doctrine, il sera

plus efficace. » Ce que nous trouvons d'équivoque dans les *Vierges fortes* vient d'une contradiction perpétuelle entre la thèse que nous indiquions tout à l'heure et les sympathies visibles de l'auteur pour l'œuvre de ses héroïnes. En somme, je ne pense pas que les féministes aient à se plaindre de ce roman.

Prenons même l'histoire de Léa. On peut bien croire que l'auteur a voulu nous montrer en elle la victime d'un féminisme aveugle et fanatique. Mais qu'aurait été Léa si Frédérique ne l'avait pour ainsi dire captée dès l'enfance, si Romaine n'était pas survenue pour lui inspirer sa foi? Elle-même nous le dit : « Une petite chose très vile... très misérable... une fille de Paris comme il y en a tant d'autres. » Et plus tard, tout près de sa fin, à Romaine, qui lui demande si elle regrette d'avoir tenté l'impossible : « Non », répond-elle, après avoir longuement réfléchi. Sous quel jour d'ailleurs M. Prévost nous présente-t-il son histoire? A vrai dire, si Léa n'est pas une vierge forte, elle est le symbole de « l'Ève future ». Par son union avec Georg se réalise l'idéal féministe. « Ce que l'humanité masculine et l'humanité féminine devaient souffrir durant une longue suite d'années, de siècles peut-être, pour s'élever jusqu'à la conquête de leurs droits égaux, ils l'avaient souffert, eux, dans le court cycle de leur jeunesse. Ils étaient mûrs de toute la maturité des générations successives », etc. (Voir la suite, pages 496, sqq.) Que parlions-nous de déchéance? Léa forme avec Georg le premier couple de la Cité plus ou moins prochaine où la femme affranchie doit être l'égale de l'homme, où l'amour, loin de sacrifier un sexe à l'autre, doublera leur puissance commune.

Si M. Prévost avait voulu glorifier le féminisme, il aurait, je pense, choisi un autre sujet. Mais, s'il avait fait une œuvre antiféministe, il aurait traité son sujet tout autrement. Nous le sentons, en maintes pages du livre, sympathique à la cause féminine. Cela se voit jusque dans les plus petits détails. Rappelez-vous par exemple ce qu'il nous dit des écolières confiées aux vierges fortes. En moins d'un an, les voici transformées. Elles étaient gauches, sournoises, dépourvues de toute individualité; et maintenant on les reconnaît dans tout le faubourg rien qu'à leur air de franchise et de décision. M. Prévost ne craint pas d'intervenir plus d'une fois pour célébrer en son nom même l'œuvre des féministes et pour leur promettre l'avenir. Mais, sans parler de Frédérique, qui reste jusqu'à la fin le type de la vierge forte, il est bien certain qu'un ennemi du féminisme ne l'aurait point symbolisé dans une femme telle que Romaine Pirnitz. Non que Romaine soit à l'abri de tout reproche. Elle a tort assurément d'user de son influence sur Léa pour l'empêcher de suivre Georg. Pourtant on a vu que Léa elle-même, sur son lit de mort, ne l'en blâme point, et que M. Prévost nous présente d'ailleurs la jeune femme comme une élue, non comme une victime (1). Quoi qu'il en soit, Pirnitz, dont je peux dire qu'elle est l'âme du livre, porte dans le féminisme, avec son généreux enthousiasme, une netteté d'esprit et une ferme modération bien faites pour nous gagner à sa cause. Et, après tout, qu'est-ce qui marque la véritable signification des *Vierges fortes?* Laissons la partie romanesque, anecdotique, et ne retenons que ce qu'elles renferment de général sur la question féministe. Si nous les envisageons ainsi, le morceau capital est un discours prononcé par Romaine à l'inauguration de l'École. Admirable d'éloquence, d'une éloquence simple, grave, fervente, le discours de Romaine l'est aussi pour la justesse et la précision des idées. Tout le féminisme s'y résume, non pas seulement un féminisme économique qui veut assurer à la femme le droit et les moyens de gagner son pain, mais ce féminisme supérieur dont le principe est de traiter la femme comme une personne, une volonté, une conscience, et l'objet de l'élever en vue d'elle-même et de l'humanité, non plus en vue de l'homme, non plus en vue d'un homme.

Après avoir loué le livre de M. Prévost en tant que roman pour sa vérité et pour sa beauté, les réserves que j'ai dû faire sur le sujet, sur ce qui paraît être la thèse, ne m'empêcheront pas de dire qu'il ne mérite en somme pas moins d'éloges pour la noblesse de son inspiration morale.

GEORGES PELLISSIER.

VARIÉTÉS

La psychologie de l'homme fort.

Avez-vous jamais rêvé d'un livre qui serait comme le bréviaire de l' « Homme fort », — d'un traité qui enseignerait en quelques pages d'une langue concise, aride et triste le secret des victorieuses conquêtes sur soi-même et celui, peut-être moins rare, de l'asservissement des âmes autour de soi, l'art de maîtriser et de fixer la Fortune, de triompher enfin avec quelque élégance?

On ébaucha plus d'une fois la théorie de la force intelligente et dominatrice. Plus d'un Machiavel dépourvu d'envergure s'y employa... Il y a *Le Prince*, oui. Mais l'œuvre du Florentin ne s'intéresse qu'à la conduite de l'État. Le livre que je veux dire serait moins spécial, sans d'ailleurs pour autant jamais perdre de vue les contingences, sans jamais cesser de viser à l'immédiate utilité.

(1) Remarquons que c'est une autre féministe, Herminie Sanz, la première collaboratrice de Romaine, qui tempère sur ce point (p. 71 sqq.) le féminisme intransigeant de son amie.

Aussi bien, un tel livre est probablement impossible. L'« Homme fort » est sans doute celui qui tire des données que la vie lui propose au jour le jour tout le profit qu'elles permettent. Le relatif et l'imprévu sont la décevante et dangereuse matière qu'il travaille, qu'il triture de ses doigts subtils et violents. Il est à la merci des circonstances, essentiellement. Ainsi, pas de règles absolues, supérieures au temps et à l'espace, où réduire, où résumer, où synthétiser l'art de réaliser ses ambitions. Pas même en politique proprement dite — et tout le génie de Machiavel ne réussit qu'à formuler quelques principes sur lesquels, dans la pratique au moins, on était d'accord dès longtemps : bien avant la venue du *Prince*, les habiles savaient, par exemple, qu'il importe de ne mentir que dans la mesure du strict nécessaire ; ils n'ignoraient pas non plus qu'un certain fonds de pyrrhonisme est indispensable à qui prétend diriger les affaires de la République.

Et vraiment, c'est grand dommage qu'une codification des méthodes de domination ne soit point chose possible. Ce livre dégagerait une ironie énorme et très haute. Il serait précieux même à ceux-là, à ceux-là surtout peut-être, qui sont le moins faits pour la lutte, qui le savent et qui n'ont d'ambition que juste ce qu'il en faut pour soutenir une vie. Les paresseux, les timorés, les délicats, tous les faibles, se devraient de le pratiquer avec ferveur et le secours serait unique, qui leur en viendrait aux heures de grande lassitude et d'universel dégoût. Comme il prévoirait au moins les cas les plus difficiles et comme il imposerait à tout l'individu — esprit, cœur et sens — la discipline la plus tyrannique, on se dirait à chaque ligne : « Dieu! que d'efforts, que de contrainte, que de mal pour de si pauvres résultats... quand, d'ailleurs, toute cette dépense d'énergie ne demeure pas vaine, — car il arrive aux plus adroits, aux plus patients, aux plus forts de manquer leur but et, d'autre part, de l'aveu même des victorieux, il est toujours misérable, le résultat, en regard des peines et des sacrifices qu'il coûta. » On se dirait ces choses et l'on sourirait, et toute amertume crèverait bien vite dans ce sourire-là. Un « traité de haute et basse rosserie » serait une œuvre essentiellement réconfortante.

Du reste, si le livre n'existe pas, qui enseignerait à l'ambitieux comment il doit « s'y prendre », nous pouvons savoir comment certains, parmi les plus forts, « s'y sont pris ». C'est déjà bien joli. Et de Ximénès à Talleyrand, d'Oxenstiern à Metternich, de Richelieu à Cavour, — pour nous en tenir à la politique — le champ est vaste.

***

Cette analyse d'une âme tour à tour astucieuse et violente, forte toujours, on vient de nous la donner deux fois en moins de six mois à propos du même homme. Sous ce titre : *Le Prince de Bismarck*, M. Ch. Benoist consacre au fondateur de l'Unité allemande un volume de près de trois cents pages. Et rappelez-vous le magistral portrait du Chancelier de fer par M. Émile Ollivier dans le tome V, récemment paru, de son grand ouvrage : *L'Empire libéral*.

« Bismarck, écrit l'ancien ministre de Napoléon III, était amplement muni des perversités habituelles aux célèbres maîtres en l'art politique : rien ne le gêne ; cynique et astucieux, sans aucun scrupule ni vis-à-vis de lui-même, ni vis-à-vis des autres, aussi facile à se démentir qu'à abandonner des alliés devenus gênants; toujours prêt à boire l'iniquité comme l'eau : ne paraissant jamais plus sincère que lorsqu'il dissimule ; véridique parfois pour mieux préparer les tromperies futures ; intarissable en arguties pour colorer ses trames et leur donner un air d'équité ; effréné dans sa course vers la puissance. Mais en même temps il possédait à un degré peu commun les qualités multiples et variées des fondateurs d'empire : la promptitude aux occasions et la prévision réfléchie, l'activité impatiente des résultats et la patience coutumière des longues attentes, l'aplomb d'un ferme et constant courage, la ténacité au travail, l'imperturbabilité à braver les contretemps et l'imprévu, le mépris de l'indécision, l'intrépidité à prendre les partis héroïques et à assumer les responsabilités qui conduisent à la gloire ou à l'écrasement, le coup d'œil sûr du bon sens, tourné en bas plutôt qu'en haut, qui perce les surfaces, pénètre au fond des caractères et des réalités, saisit au vol le moment souvent fugitif où devient réalisable ce qui jusque-là était impossible et va le redevenir dans un instant; la modération dans le succès, la mesure dans l'audace, l'habileté à ouvrir des espérances, à captiver, séduire, divertir par son esprit original tourné aux saillies joviales ou incisives, quoique avec un fonds constant de brutalité, la souplesse à s'élancer ou se retenir, à oser ou temporiser, à caresser ou terroriser... Il se sert de tout le monde, même de Dieu : il le considère comme si bon Prussien, qu'il le lance en exempt sur ceux contre lesquels il a décerné une contrainte. Avec cela aucune des faiblesses débilitantes : cuirassé contre la vanité, qui vit de l'approbation d'autrui, par l'orgueil qui s'en passe ou la dédaigne et rend insensible aux murmures ou aux imprécations de ce qu'on appelle l'opinion publique. Dans un temps où la plupart des hommes d'État considéraient le libertinage des mœurs comme un des attributs de leur charge, ni l'amour des plaisirs, ni les désordres de la vie, ni les galanteries basses ; bestial toutefois, par son appétit colossal... »

C'est à travers la psychologie du *Prince* peint par Machiavel que l'auteur, lui, entrevoit d'abord la

psychologie de Bismarck — et il prend un très évident plaisir à nous rappeler le système de Machiavel. « Bien mieux qu'à Talleyrand, dit-il, l'absolu machiavélique de ce titre convient à M. de Bismarck. *Le Prince*, c'est lui, et ces traits sont les siens. Il prend le monde tel qu'il est et les hommes pour ce qu'ils sont; il ne s'enquiert pas de ce qui devrait se faire, mais de ce qui se fait; parmi tant de rivaux qui ne sont pas bons, il a appris à pouvoir n'être pas bon. Il sait que, la misère de notre nature ne permettant à personne d'avoir toutes les qualités, l'homme d'État doit s'arranger pour n'avoir que des vices qui ne puissent lui faire perdre l'État. Il est lent à croire et à se mouvoir, ne s'effraye pas d'un rien, n'a pas peur de son ombre, ne pousse pas la confiance jusqu'à être imprudent, ni la défiance jusqu'à se rendre intolérable. Dans le fond de son cœur, il s'est demandé s'il valait mieux être aimé que craint ou mieux être craint qu'aimé; et il s'est répondu que sans doute il vaudrait mieux être l'un et l'autre; mais que, comme il est difficile d'être les deux ensemble, le plus sûr est donc d'être craint, s'il faut renoncer à l'un des deux, car les hommes n'aiment qu'à leur gré, mais ils craignent au gré du Prince... Il ne méconnait pas que ce soit pour le Prince un honneur que de garder la foi jurée, mais il n'en a vu que trop qui ne se sont pas fait un scrupule de la violer et qui, par là, l'ont emporté sur ceux que leur parole enchaînait. Cette observation, il l'a ainsi traduite en sa langue imagée, qu'il faut que le Prince sache faire à la fois le lion et le renard. Qui ne sait faire que le lion ne s'entend pas à la politique; celui-là s'y entendrait mieux qui saurait faire le renard... Assouplis ton âme, forme-la à ne point se départir du bien, si c'est possible, mais à se résoudre au mal, quand tu t'y trouves obligé... Le tout est de maintenir et d'augmenter l'État; pourvu que l'on y arrive, il n'est pas de moyens qui ne soient considérés comme honorables, car le vulgaire ne voit que la surface des choses, et le monde n'est peuplé que de vulgaire. Tel Machiavel conçut et décrivit *le Prince*, en 1513, dans un village de la banlieue de Florence et tel, pour la plus grande gloire de la Prusse en Allemagne, de 1862 à 1890, vingt-huit années durant, M. de Bismarck l'incarna. Il fut ce réaliste et ce pessimiste : il eut cette force incomparable que donne à un homme le mépris des hommes, et qui vient de les bien connaître. Il apprit à pouvoir n'être pas bon, prit son parti d'être plus redouté qu'aimé, ne s'obstina pas à garder la foi qu'on ne lui eût pas gardée, fut un simulateur et un dissimulateur et de la plus rare et de la plus haute espèce... Par tout cela, sans rétrécir ni rapetisser le type, ne retenant de la « vertu » que la *virtù*, — littéralement ce qui fait l'homme, la grande marque d'humanité ou plutôt de virilité, — mais la retenant tout entière et s'y épanouissant avec une souveraine aisance, il fut pleinement et puissamment le Prince, et il fit ce chef-d'œuvre de l'art politique : l'Empire allemand, l'Allemagne nouvelle. »

Et M. Charles Benoist conclut : *Com'è bello* et si le mot n'eût pas été dans Machiavel, M. Charles Benoist l'eût ajouté.

Car M. Charles Benoist est un grand admirateur de la force, — intelligente s'entend; — de la force triomphante et de ses œuvres.

Son admiration pour le Chancelier de fer est même si vive qu'il est permis de se demander si elle ne l'a pas induit en quelque erreur. Son Bismarck est si puissant par le cerveau, — et si uniquement par là, — il met à se faire à lui-même la psychologie du Prince tant de volonté, tant de logique aussi et une logique si serrée et si impitoyable, il dépense à la conduite de l'État tant de génie qu'on se prend à douter... J'ai lu deux fois le livre, d'ailleurs fort intéressant, de M. Charles Benoist et tout le temps j'ai été taquiné par cette pensée que ce Bismarck-là n'était peut-être pas toujours, toujours bien vrai. Mais c'est sans doute que je n'y entends rien...

***

Quoi qu'il en soit, devant cette grande figure du terrible Chancelier, — et si puissante encore que soit l'œuvre de Bismarck, — on se défend mal de la philosophie que j'essayais de traduire au début de ces lignes. Et cette philosophie, elle devient comme sensible quand on se rappelle la fin du Prince...

G. Choisy.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Les Idylles antiques, par Paul Fort (Société du *Mercure de France*).

Voici l'œuvre d'un Alexandrin, — cela ne veut pas dire nécessairement une œuvre mièvre et tournicotée. En débarrassant décidément de toute espèce de foi dogmatique les mythologies pour n'y plus chercher que de belles et expressives allégories, les Alexandrins donnent aux vieilles conceptions religieuses leur vraie valeur poétique, et peut-être philosophique. Il y a beaucoup de mythologie dans ces *Idylles antiques* de M. Paul Fort; elle n'y est pas insupportable comme celle qu'on trouve dans telles œuvres dites « classiques » à l'état de frivoles ornements; mais elle y est au contraire profonde et belle, toute destinée à l'expression d'une sorte de très cohérent panthéisme. Les faunes, les sylvains, les napées et les néréides,

les nymphes et les sirènes sont là toute la Nature, et Jason, Icare, Bacchus et Prométhée y représentent l'éternelle aventure humaine... Les vers de M. Paul Fort ont parfois une grâce délicate, et parfois une plénitude, une ampleur majestueuse. Telle de ses strophes se prolonge avec des sonorités mystérieuses qui lui donnent une réelle puissance d'évocation; ainsi cette fin du poème de *Morphée:* « Que brusquement Diane au son du cor l'éveille! haute sur la lisière, appelant autour d'elle ses lévriers couleur de lune, frappant d'effroi les doux chevreuils couchés dans les fraises des bois, — c'est par les nuits d'été que Morphée est superbe! que Morphée, se levant dans la fraîcheur des herbes, emplit les cieux d'abeilles en secouant ses cheveux. Et les astres bourdonnent sous la ruche des cieux. » Quant à la métrique, voici. Les *Idylles antiques* sont écrites en vers alexandrins différenciés comme suit de l'alexandrin classique. Assonances au lieu de rimes. Hiatus. Etc. Tout cela est à merveille. Mais la manière dont M. Paul Fort traite les syllabes muettes vaut quelques remarques. Généralement M. Paul Fort ne les compte pas dans la mesure de son vers, même quand elles se terminent par des consonnes ou sont placées devant des mots qui commencent par des consonnes. Mais quelquefois il les compte. Et l'on ne saisit pas toujours bien ce qui le détermine à prendre l'un ou l'autre parti. Dans ce vers, par exemple : « O monde au cœur de feu, ô terre mouvementée », je ne sais s'il prononce, puisque son vers a douze pieds: « terr'mouvementée » « ou terre mouv'mentée ». Je crois qu'il a raison de ne pas adopter la draconienne règle classique qui obligeait à l'adoption dans les vers d'une sorte de prononciation marseillaise souvent ridicule et toujours artificielle, mais je crois aussi que *certaines* syllabes muettes ne doivent pas être *complètement* élidées : elles ont très souvent pour effet d'allonger plus ou moins la syllabe précédente en la faisant suivre d'un groupe de consonnes dont la prononciation dure quelque temps. Et la conséquence de tout cela, c'est qu'il ne faut pas tenir compte seulement dans la mesure d'un vers du nombre des syllabes prononcées, mais aussi de leur valeur respective, et c'est-à-dire, si je ne me trompe, qu'il vaudrait mieux adopter cette forme nouvelle qu'on appelle, quant à présent, le vers libre.

Le Livre des bénédictions, par THOMAS BRAUN (Oscar Schepens, Bruxelles).

L'affectation d'archaïsme et simplicité voulue sont presque toujours bien désagréables. Mais, ici, c'est si bien réussi, le papier, les caractères, l'impression et l'illustration vont si bien avec la forme des vers et le contenu même des poèmes que ce petit volume est une espèce de menu chef-d'œuvre. C'est ici « le livre des bénédictions » et l'on y bénit tout au monde, et non seulement l'anneau nuptial, la mer et les semences, mais aussi les abeilles, les oiseaux, le vin, la bière et les fromages, et jusqu'aux presses d'imprimerie, lesquelles, comme chacun sait, en voient de toutes les couleurs, en Belgique principalement. Les vers ont une sorte de lourdeur et de lenteur grave, et, dans leur forme volontairement fruste, quelque chose de religieux et d'ingénu à force d'art :

> Saint Arnold vous pria de bénir la cervoise,
> Seigneur! et les sirops aigrelets de framboise,
> et les fûts embaumés de pommes et de cidre
> dont la mousse suspend le sable des clepsydres;
> Faites également que les grains, la glucose,
> les houblons et les malts odorants se composent
> pour que des lourds brassins roule la bière blonde...

C'est « la bénédiction de la bière ». La bénédiction des Pèlerins est très belle. L'énumération de leurs troupes nombreuses et monotones, qu'ils aillent à l'Église des Riches Claires, à Notre-Dame des Douleurs, ou de la Dune, ou du Bon Sommeil, ou du Chant d'Oiseau, à Grœninghe, à Tongres ou bien à Schentveld, se prolonge en lent défilé de piétés lasses et acharnées. Et, bénies avec la même gravité, les plus simples choses d'ici-bas, les herbes vulgaires et les insectes, les meubles de la maison, les objets et les ustensiles, les nourritures et les boissons, retrouvent ainsi leur authentique caractère divin, car il n'y a rien de vil dans la demeure de Jupiter...

Pour elle, par AMÉDÉE ROUQUÈS (Ollendorff).

Ce petit recueil se recommande d'abord par sa simplicité, sa parfaite sincérité. Il est exempt d'emphase et de prétention; il est discret et se résigne à dire plutôt un peu moins par crainte de forcer la note. Il ne recherche pas l'éclat de l'expression ni l'excessive subtilité de l'analyse. Il n'a pas de grandes ambitions philosophiques, ni ne s'applique à de difficiles significations symboliques. Et l'absence de tant de défauts si communs lui donne déjà bien du charme. Mais il a de plus positives qualités aussi. Le style en est très bon, correct et serré, grammaticalement estimable (c'est rare, en vers!), un peu nu peut-être, mais j'aime mieux cela que l'habituelle parure d'oripeaux dont s'accoutre trop souvent la pensée poétique. Très peu d'images, et destinées seulement à donner à l'idée plus de clarté. Les sujets de ces petits poèmes sont extrêmement simples, des impressions, des notations de sentiments connus, mais bien rendus, avec leur nuance spéciale. C'est l'amour hésitant, l'amour incertain, au premier éveil de ses vagues désirs, l'attente, l'espoir; — et puis il se précise, il devient plus intense, sûr de lui-même, plus confiant et plus joyeux. Toute l'éternelle histoire humaine... Des paysages se mêlent à l'intime rêverie, très purs de lignes, sobres de couleur et char-

mants. Ils l'accompagnent doucement, sans l'exalter, sans lui servir de facile prétexte à des effusions. Tout cela est d'un art très sain, très franc, très délicat aussi. M. Amédée Rouquès conserve la métrique classique des vers réguliers, mais il en néglige les préceptes surannés; il n'a pas la superstition de la rime riche, il fait bravement rimer des singuliers et des pluriels quand le son est le même dans les deux mots (charme, larmes), il se contente parfois de l'assonance (falote, emporte). Aussi s'étonne-t-on de le voir se livrer de temps en temps à de frivoles petits jeux parnassiens, — à celui-ci, par exemple, qui consiste à faire rimer les vers de deux en deux par la voyelle dans un premier couple, et par la consonne dans un second :

> C'est un soir de clair de lune.
> Au son d'étranges musiques
> passent des formes câlines
> et fuient des éclairs de nuques.

L'influence de Verlaine est quelquefois sensible, mais sans excès, dans ces poèmes.

De l'aube au soir, par Georges Benoist (Lemerre).

Il y a parfois des clichés et de fâcheux lambeaux de phrases toutes faites dans le style poétique de M. Benoist :

> Ce matin, le soleil *de sa clarté première...*
> Le ciel était voilé *d'une brume légère...*
> La pendule a compté, *de ce timbre argentin...*

C'est dommage. La langue est souvent négligée, molle, affadie d'adjectifs quelconques... La forme métrique manque par trop d'originalité, bien que l'auteur tâche de la ravigoter par l'emploi des vers impairs, onze ou treize syllabes. Mais, malgré tous ces défauts et quelques autres encore, l'ouvrage n'est pas sans valeur; les descriptions de la nature y sont belles, grâce à leur justesse, et à leur ampleur parfois aussi. Je signale en particulier le sonnet du *Soir d'été* :

> Le soir d'été fraîchit au souffle de la brise...

Quelques vers, ici et là, sont assez puissants et évocateurs :

> Le siècle est las, ainsi qu'un soir brumeux d'automne...

Enfin, le livre tout entier plaît par la belle nature d'âme, franche et vigoureusement méditative qu'il révèle. La mélancolie y est sans mièvrerie, la résignation sans faiblesse et l'énergie confiante. Ni optimiste ni pessimiste, soucieux avant tout de vérité, plein de clairvoyante pensée, il est intelligent et souvent profond.

André Beaunier.

Memento. — Dans les « éditions de la *Revue Blanche* », le cinquième volume du *Livre des mille nuits et une nuit*, traduction littérale et complète du texte arabe, par le Dr J. C. Mardrus (histoire de Kamaralzaman avec la princesse Boudour, la plus belle lune d'entre toutes les unes. — Histoire du Bel-heureux et de la Belle-heureuse. — Histoire de Grain-de-beauté).

A. B.

Congrès International de l'Enseignement secondaire.

Mardi prochain 31 juillet, s'ouvrira en Sorbonne (amphithéâtre Guizot) le Congrès International de l'Enseignement secondaire, qui promet, par le nombre et la qualité de ses adhérents, d'être l'un des plus brillants et les plus féconds de l'Exposition.

A l'appel de la Commission d'organisation, qui a pour président le célèbre helléniste Alfred Croiset, membre de l'Institut et doyen de l'Université de Paris, et pour secrétaire général notre collaborateur Henry Bérenger, ont répondu les principales illustrations universitaires de France et d'étranger, telles que MM. Octave Gréard, Michel Bréal, Alfred Fouillée, W. Harris, Dr Dabney, Sir W. Abney, Jebb, E. Boutmy, Déutsna, etc. En outre, les proviseurs, professeurs et répétiteurs de l'enseignement secondaire français ont adhéré au Congrès, ainsi que de nombreux chefs d'institutions françaises et étrangères.

Les Rapports préparatoires du Congrès, imprimés en une élégante brochure par la maison Armand Colin, sont distribués à tous les membres du Congrès. Ils sont signés de noms comme ceux de Max Leclerc, F. Picavet, Henry Bérenger, Mlles Salomon et Dugard. Les questions traitées sont : l'extension universitaire, la préparation des maîtres, l'autonomie universitaire, la correspondance interscolaire internationale, etc.

Les membres du Congrès jouiront de l'entrée gratuite pendant le mois d'août à l'Exposition. Ils assisteront aux réceptions de gala du Ministère de l'Instruction publique, du Conseil municipal, et aussi à l'une des fêtes du Président de la République. Enfin le 1er août, au Palais d'Orsay, les membres des deux Congrès de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement supérieur offriront à M. Georges Leygues un grand banquet universitaire international qui promet d'être des plus brillants.

Les adhésions seront reçues jusqu'au 30 juillet par le secrétaire général, M. Henry Bérenger, 8, rue Froidevaux, Paris.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Chine. — La revue américaine *The Literary Digest* donne dans son numéro du 15 juillet et d'après le « Bulletin » publié à Foochow sous les auspices des missionnaires méthodistes de la province de Fukien de curieux détails sur « l'éducation en Chine ».

« Il n'y a pas d'instruction publique dans ce pays. Les riches seuls reçoivent quelque éducation là où les missionnaires ou de généreux Chinois n'ouvrent pas des écoles en faveur du peuple. Il y a ainsi quelques écoles fondées par la charité, mais elles sont

peu nombreuses. Le petit Chinois entre à l'école vers six ans. Les parents font appeler un diseur de bonne aventure et, après s'être enquis de l'age de l'enfant et de la date exacte de sa naissance, l'homme fixe lui-même le jour où le futur écolier débutera sur les bancs... Les Chinois reconnaissent trois autorités : l'empereur, les parents et le professeur... L'enseignement se donne généralement dans la pièce principale d'une maison habitée. Les murs de la classe sont le plus souvent décorés de pancartes sur lesquelles figurent les sentences des sages. Le mobilier consiste dans un certain nombre de petites tables et de sièges pour les élèves et dans une table plus grande et une chaire où s'installe le maître. Sur chaque table, un encrier en pierre et le petit pinceau dont on se sert comme d'une plume. Sur la table du maître, des livres, un encrier, des plumes, un stick taillé dans un bambou et l'indispensable pipe. L'école n'ouvre ni ne ferme à des heures régulières ; les enfants qui le peuvent viennent de très bonne heure et ne quittent la classe que tard ; il en est qui n'y passent que la demi-journée. La conséquence d'un tel système, c'est qu'aucun ordre, qu'aucune méthode n'est possible dans l'enseignement. Chaque élève a sa leçon et son devoir... La première phrase que l'on met sous les yeux du petit Chinois est la suivante : « Tout homme est foncièrement bon à sa naissance. » Une autre sentence dit : « Un maître qui élève sans sévérité prouve son indolence. » — Et l'usage fréquent que le maître chinois fait de son stick montre qu'il respecte la sagesse des anciens... De nombreux exemples de fanatisme et de superstition sont soigneusement déposés dans la mémoire des enfants. On leur apprend à mépriser les étrangers et on leur persuade que la Chine est la seule grande puissance sur la terre. Un proverbe favori chez les Chinois est celui qui affirme que : « la piété filiale est la mère des cent vertus » et aucune autre vertu n'est cultivée avec autant de patience dans le cœur des enfants... »

Quant aux filles, leur instruction est nulle. « Sur cent femmes, une à peine sait lire... La plupart des habitants de cet immense empire vivent et meurent sans soupçonner les bienfaits de l'éducation... La vérité, c'est que les Chinois sont le plus souvent trop pauvres pour payer un maître et que, par conséquent, ils ne peuvent rien apprendre sans l'assistance des missionnaires. »

États-Unis. — Ultimes protestations :

De San Francisco, on annonce que, sur l'initiative du comité transvaalien de Californie, un meeting imposant par le nombre des assistants a été tenu pour protester contre les agissements de l'Angleterre dans l'Afrique australe. On a voté une adresse au gouvernement des États-Unis pour le prier d'intervenir afin de « mettre un terme à la politique anglaise de brigandage et de pillage et de sauvegarder l'indépendance des deux républiques Sud-Africaines ».

Égypte. — Du *Bulletin d'Egypte* — numéro du 14 juillet — les lignes qui suivent :

« Tandis que les affaires de Chine se compliquent et forcent les cabinets européens à user les uns vis-à-vis des autres d'une prudence extrême, devant déterminer, momentanément, un accord des puissances, accord plus qu'urgent pour l'instant, le Khédive achève son voyage en Angleterre et revient par le chemin des écoliers, après un accueil des plus habilement flatteurs, dans la terre de son aïeul, subir les coutumières vexations de l'occupation.

« Quel aura été, en résumé, le résultat de ce voyage ? Nous nous sommes en vain interrogé pour le savoir... Les journaux indigènes bien intentionnés s'efforcent de nous dire que c'est une visite courtoise que Son Altesse vient de faire à la reine Victoria, et rien de plus. Nous voulons bien n'en pas douter, mais il nous reste derrière la tête une idée : l'Angleterre, très persuadée d'une supériorité prétendue de sa civilisation et de sa richesse n'a-t-elle point cherché à conquérir, par des démonstrations amicales, privées et publiques, le petit-fils de Méhémet-Ali ?

« Toutefois, il est probable que le Khédive ne s'est pas laissé prendre à ce jeu et qu'il n'adoptera pas, à la suite de sa visite à la Reine, les modes en usage à Londres.

« La presse britannique, d'ailleurs, ne voulait, paraît-il, lui laisser aucune illusion sur le décor fallacieux dont on l'entourait et elle aboyait avec ensemble contre l'Égypte et son souverain, lui remettant soigneusement en tête, par des articles délicats, l'état présent du khédivat.

« Cette attitude n'a surpris personne que les seuls Égyptiens facilement illusionnés par leurs vainqueurs. La leçon leur sera profitable sans doute et vaudra à l'Égypte une recrudescence de sympathies désintéressées. »

Italie. Le fascicule du mois d'août, déjà paru, de la *Nuova Antologia*, consacre un long et intéressant article au projet d'érection à Paris d'une statue de Galilée. « Pour les martyrs de la libre pensée, comme Giordano Bruno, qui furent brûlés vifs, l'Église, dit la *Nuova Antologia*, avait ce prétexte qu'ils n'étaient pas seulement en contradiction avec le système d'Aristote, qui était à la base de la théologie, mais qu'ils sapaient les fondements de la doctrine chrétienne. Il faut ajouter que le vaste esprit de Giordano Bruno et de tant d'autres penseurs procédait par intuition et n'était pas encore dirigé par l'observation et le souci de l'expérience... C'est alors que naquit cet homme miraculeux, Galilée. »

La grande revue italienne rappelle ce mot du rapport sur le projet du monument Galilée : « Puisse Paris devenir le lieu saint de la fédération des peuples, le panthéon de l'humanité ! » et ajoute : « L'idée est grandiose : Paris panthéon de tous les hommes de génie du monde entier, préparant la paix universelle et la fédération des peuples. Elle est d'un utopiste, cette idée, mais elle ouvre la voie à l'humanité future. »

Le même numéro de la *Nuova Antologia* contient une sérieuse étude, dont je reparlerai, sur « les sociétés secrètes en Chine ».

Un nouveau périodique, évidemment destiné à la propagande des idées anglaises en Italie, vient de se fonder à Rome sous ce titre : *The Italian Review*.

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39043. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

Si peu animées que soient les transactions boursières par cette température caniculaire, les cours ont accusé dans les derniers huit jours d'assez fortes oscillations.

La baisse a été d'abord prédominante. Elle frappait surtout nos fonds publics, certaines rentes étrangères, et, parmi les valeurs industrielles, le groupe des actions d'entreprises de tramways.

Cet accès de faiblesse était une simple répercussion de la réaction qui sévissait à Berlin, à Bruxelles et à Londres.

A Berlin et à Bruxelles, il s'était produit une grande dépréciation des valeurs à revenu variable. A Londres les Consolidés reculaient à 97 1/2, l'emprunt de guerre était en perte de deux unités sur son cours d'émission.

On alléguait la hausse des charbons, la liquidation des derniers acheteurs, l'afflux sur le marché de nombreux titres détenus jusqu'alors à titre provisoire par des banquiers et des spéculateurs, la tension de l'argent, la hausse du taux de l'escompte à la Banque d'Angleterre, les affaires de Chine, celles du Transvaal, les grands besoins de capitaux du gouvernement anglais et du gouvernement russe, des emprunts imminents, etc.

Cet état assez fâcheux des marchés financiers s'est légèrement amélioré. Le découvert s'était mis de la partie. Il a suffi de quelques hautes interventions pour déterminer des rachats et effacer les dépréciations trop accentuées.

La rente française 3 p. 100 avait reculé brusquement de 99.92 à 99.60, elle s'est relevée à 99.95 pour redescendre à 99.82. Le 3 1/2 n'a eu que des oscillations insignifiantes.

Il s'est produit de la reprise sur les plus bas cours cotés en fonds russes, brésiliens, italiens et espagnols.

Le mauvais effet produit par l'arrangement conclu pour la rente Extérieure s'est atténué; les Chemins espagnols, très offerts un moment, ont été de nouveau demandés.

L'Extérieure se tient aux environs de 72,50, les Andalous entre 270 et 275, le Saragosse à 275, le Nord de l'Espagne entre 190 et 195.

Les fonds russes 3 p. 100 ont regagné une unité et cotent un peu plus que 83.

Les grandes institutions de crédit intéressées dans certaines valeurs de tramways qui roulaient un peu trop rapidement sur la pente de la baisse, sont intervenues et ont raffermi ce marché.

Le Métropolitain a été ainsi relevé de 385 à 430, à la faveur de l'inauguration de ses services. Les Tramways Sud, l'Est Parisien, l'Omnium Lyonnais, la Compagnie générale Française, les Tramways de Paris et du département de la Seine, ont participé au mouvement de reprise.

Les Actions de nos grandes compagnies sont au contraire restées plutôt offertes.

Le Gaz, le Suez, les Omnibus, les Voitures, les Métaux, l'Aguilas, ont donné lieu à fort peu de transactions.

La Banque de Paris et le Crédit Lyonnais ont été lourds, les autres banques plutôt fermes.

Le Rio-Tinto a été porté de 1315 à 1350, le Cape Copper et la Tharsis ont monté parallèlement à 148 et 211.

La Sosnowice a dépassé 2400.

Le groupe Sud-Africain a été absolument terne, dans son ensemble. Quelques valeurs en vue ont faibli, la Rand Mines à 980, la Goldfields à 182, l'East-Rand à 178. La De Beers s'est affermie à 680, le Zambèze a été l'objet de vives demandes pour compte portugais.

(Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 4 Août 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 5

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement a la Revue Bleue	Six mois	Un an	Avec la Revue Scientifique	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Les annonces sont reçues à la Société générale de publicité ...

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 5. — 4e SÉRIE. — TOME XIV. — 4 AOUT 1900.

L'IMBROGLIO CHINOIS

a situation des puissances civilisées devant la ne en proie à l'anarchie a été des plus singulière-nt malheureuses que l'on puisse imaginer. Pen-t tout un mois les chancelleries ont mis en œuvre rs plus puissants moyens d'action pour être infor-és de ce qui se passait à Pékin, savoir au moins si agents diplomatiques et les nombreux étrangers ugiés dans les légations étaient morts ou saufs. s n'y pouvaient parvenir. L'Europe, et aussi mérique et le Japon, se laissaient berner d'une n grotesque par une demi-douzaine de hauts ctionnaires chinois dont on peut dire qu'ils ont ssé jusqu'au génie l'art du persiflage diploma-e.

s gouvernements, affolés par l'impuissance de olice secrète de leurs services d'information, vraient aux actes les plus fantaisistes. L'empe- d'Allemagne adressait à ses marins et à ses ts en partance pour la Chine des discours si ordinaires que ses sujets se demandaient où il it par entraîner l'empire. L'Angleterre décla-ne plus croire à rien. Elle ne voulait plus voir es côtés pratiques de la situation et réunissait formidable flotte de guerre à l'embouchure du -tse-Kiang.

paraissait incompréhensible qu'aucun des mi-s étrangers ne pût donner signe de vie à son rnement, alors que, sous les regards effarés des ances, les gouvernants de Pékin communi-nt à toute heure avec leurs agents des pro-s. A la fin, les innombrables déclarations rassurantes, de source chinoise, sur le sort des légations, ne rassuraient plus personne. Même à Washington, on se résignait à admettre la fausseté du télégramme Conger, que pendant huit jours on avait tenu pour authentique. On en revenait, après une courte période d'espoir, à considérer comme trop certaine la terrifique histoire de la destruction totale des légations et du massacre général des Européens qu'elles abritaient. Il y avait eu sur cette horrible tragédie une relation si épouvantablement pathétique!

Les informations rassurantes n'étaient cependant pas mensongères. Coup sur coup, on a reçu un télégramme du chef de la légation japonaise, une lettre du secrétaire de la légation allemande et un télégramme du ministre britannique, sir Mac Donald. Ces documents étaient authentiques. Les informations qu'ils apportaient étaient concordantes : les légations avaient été attaquées avec violence depuis le 20 juin ; plusieurs étaient détruites ; d'autres tenaient encore ; les pertes étaient sensibles, les femmes et les enfants étaient réfugiées à la légation d'Angleterre. Le 16 juillet, le bombardement et la fusillade avaient cessé, mais les légations encore occupées étaient étroitement bloquées, et il était indispensable que le secours ne se fît pas attendre. L'impératrice et l'empereur étaient à Pékin.

Lettres et télégrammes sont datés du 21 juillet. On peut conjecturer que rien de grave ne s'est passé durant les dix jours qui se sont déjà écoulés depuis cette éclaircie dans les ténèbres. Toutefois l'hypothèse la moins défavorable est que le gouvernement, quel qu'il soit, qui conduit les affaires à Pékin, veut garder les agents européens comme otages, jusqu'à ce que Li-Hung-Chang ait réussi à engager

des négociations avec les puissances et à empêcher la marche des alliés sur Pékin (1).

***

Un drame s'était donc joué à Pékin, dont les puissances ignoraient jusqu'à hier s'il avait eu déjà son dénouement et quel il était. Elles savaient à peu près quels étaient les acteurs de la tragédie, mais étaient mal informées sur la distribution des rôles, car la pièce était à peine commencée lorsque le rideau a été brusquement abaissé. Les spectateurs avaient dû dès lors se résigner à ne plus rien savoir de ce qui se passait derrière la toile que par les récits que voulaient bien leur faire les personnages du chœur, restés sur le devant de la scène, le gouverneur du Chang-toung et ses compères, les vice-rois du littoral.

Les noms de ces grands personnages ont été répétés chaque jour dans les télégrammes de Tché-fou, de Changhaï et de Hong-Kong.

C'est d'abord le vieux Li-Hung-Chang, le vice-roi de Canton, actuellement vice-roi *in partibus* du Tché-li, en résidence passagère à Changhaï.

C'est ensuite le vice-roi des deux Kiang, Liou Koun-Yi, qui a sous ses ordres les trois provinces de Kiang-si, de Kiang-sou et de Anhoui (ou Ngan-hoei), et dont la capitale est Nangking.

Nous avons encore le désormais célèbre Cheng, directeur des chemins de fer et des télégraphes, en résidence à Changhaï; c'est par lui qu'ont passé tant de renseignements si contradictoires sur le sort des résidents européens.

Enfin il y a le gouverneur de la province de Chantoung, Yuan Chi-Kai, successeur de Li Ping-Heng, qui marche en ce moment avec des forces importantes vers la capitale. Depuis le commencement de la crise, Yuan Chi-Kai a communiqué par des moyens secrets avec Pékin et s'est chargé du rôle d'interprète, pour le monde civilisé, des pensées et des actes du gouvernement anonyme de la capitale.

***

On sait que l'empire chinois, non compris les dépendances (Tibet, Turkestan, Mongolie) et la Mandchourie, en d'autres termes la Chine proprement dite, est divisé en dix-huit provinces, qui sont gouvernées par des vice-rois (Tsungtuh ou Chetais) au nombre de huit, et par des gouverneurs (Futais) au nombre de seize.

Deux vice-rois ont chacun sous leur juridiction une seule province, le vice-roi du Tché-li et celui du Se-tchouen.

Cinq autres gouvernent chacun deux provinces: le vice-roi du Hou-Kouang (qui est actuellement Chang Tchi-Tong) gouverne le Hou-pe et le Hou-nan; sa capitale est Wou-Tchang, sur la rive droite du Yang-tse-Kiang, en face de Han-Keou sur la rive gauche, la ville la plus importante de ce puissant gouvernement. C'est à Han-Kéou que devait aboutir le chemin de fer partant de Pékin dans la direction du Sud, ligne que construisaient, à la veille de la crise, des ingénieurs belges et français. Les travaux se poursuivaient encore, il y a peu de jours, près de Han-Keou, sous la direction de Chang Tchi-Tong.

Le vice-roi de Mintche gouverne les deux provinces de Tché-kiang et de Fou-kien: il réside à Fou-Tchéou.

Un vice-roi gouverne les deux provinces nord-occidentales de Kan-sou et de Chen-si. C'est de là que sont sorties les hordes que commandait le général Tong Fou-Siang, qui paraît être le bras droit du prince Tuan. La capitale du Chen-si est Singan-Fou, la ville où doit, dit-on, se retirer la cour, si la marche sur Pékin ne peut être conjurée.

Le vice-roi du Yun-nan gouverne le Yun-nan et le Koei-tchéou.

La vice-royauté des deux Kouang, une des plus importantes, comprend le Kouang-si et le Kouang-tung; le titulaire réside à Canton, capitale de cette dernière province.

Une seule vice-royauté comprend trois provinces, Kiang-sou, Kiang-si et Anhoui (ou Ngan-hoei); le titulaire (actuellement Liou-Koun-Yi), porte le titre de vice-roi des deux Kiang et réside à Nangking.

La plupart des vice-rois ont sous leurs ordres un gouverneur dans chacune des deux provinces constituant leur domaine. Dans deux provinces seulement, le vice-roi fait lui-même office de gouverneur.

Enfin trois provinces sont régies chacune par un gouverneur qui ne dépend d'aucune vice-royauté et communique directement avec le pouvoir central. Ces provinces sont le Chan-si, le Ho-nan et le Chantoung. Cette dernière province, sur les côtes de laquelle se sont établis les Allemands à Kiao-Tchéou et les Anglais à Weï-Haï-Weï, est une des plus riches et des plus peuplées de l'empire. Son gouverneur est un puissant personnage, son autorité est égale à celle d'un vice-roi.

Le gouverneur actuel, Yuan Chi-Kai, est un ennemi déclaré des étrangers, qui occupent une partie de son gouvernement. C'est sur son territoire qu'est née et s'est développée tout d'abord l'association des Boxeurs. C'est lui qui, depuis que Pékin a été isolée du monde, a eu le privilège de recevoir, par des

(1) Un courrier de Pékin est arrivé à Tien-Tsin le 27, avec des dépêches des représentants américain, anglais, japonais et allemand, et différentes lettres particulières, qui corroborent toutes les nouvelles déjà parvenues.

voies mystérieuses, ces appels du souverain Kouang Sou aux États-Unis, à la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre, à la Russie et au Japon, qui ont servi pendant quelques jours à amuser le tapis et à dérouter encore un peu plus les gouvernements.

* * *

Voici comment se présentaient les personnages du drame au moment où les Boxeurs en jouaient le prologue sanglant.

L'impératrice douairière tenait les rênes du gouvernement. En 1898, elle avait confiné dans son palais, sous bonne garde, le faible souverain légal, Kouang Sou, son neveu et fils adoptif. En janvier 1900, elle l'avait forcé de prononcer sa propre déchéance et de proclamer pour héritier du trône un certain Pou-Tchun, fils d'un prince Tuan, membre de la famille impériale, du second ordre, qui était devenu l'un des conseillers favoris de l'impératrice.

Qui gouverne aujourd'hui? On suppose que c'est encore l'impératrice et que Tuan continue à la conseiller. bien que Li Hung-Chang ait annoncé sa mort dans un combat entre insurgés et troupes régulières.

Ce n'est qu'une hypothèse, et l'incertitude où sont les gouvernements sur ce point paralyse leur politique. Si l'impératrice règne, on sera bien obligé de la déposer pour les insultes qu'elle a prodiguées à l'Europe. Si elle a été dépossédée du pouvoir et qu'elle soit prisonnière avec Kouang Sou, il sera possible de la considérer comme investie de l'autorité régulière et de l'aider à dompter l'insurrection. C'est pourquoi les gouvernements ont évité jusqu'ici une déclaration de guerre formelle à la Chine.

* * *

Les représentants des puissances étrangères à Pékin n'ont presque aucune relation personnelle avec le Palais. Après une lutte obstinée, ils ont seulement obtenu le droit d'audience à des conditions compatibles avec le sentiment de leur dignité. M. Biegeleben envoyé d'Autriche, le 27 octobre 1891, M. O'Conor, ministre britannique, en décembre 1892, durent se contenter d'être reçus par l'empereur, non plus, il est vrai, dans la salle des Tributaires, mais dans un petit pavillon en dehors de l'enceinte sacrée du Palais, et c'est seulement en 1893 que le ministres de France et de Russie réussirent, grâce à la fermeté de leurs revendications, à être reçus par l'empereur dans une salle même du Palais.

Mais ces audiences sont de pure forme et ne valent guère que comme une reconnaissance publique par le Fils du Ciel du droit des puissances européennes de traiter avec la Chine sur un pied d'égalité complète. Aucun étranger, en dehors de ces occasions solennelles, ne met le pied dans l'enceinte de la « Cité interdite ».

L'organe régulier de communication entre les légations étrangères et le monde officiel de Pékin est le Tsong-li Yamen, ou Bureau des affaires extérieures, institué en 1861 après l'expédition anglo-française. Les Chinois ayant dû consentir, bien malgré eux, à l'établissement de légations des puissances étrangères dans l'enceinte de la capitale, le Tsong-li Yamen fut créé spécialement pour communiquer avec elles.

Le prince Kung, l'aîné des oncles de l'empereur Tung-Tche, et deux autres personnages éminents, Kwei-Liang, doyen des grands secrétaires, et Wen-Hsiang, vice-président d'un des ministères, composèrent d'abord le nouveau Bureau. Le nombre des membres du Tsong-li Yamen fut porté peu à peu à dix. Quelques-uns d'eux sont en même temps membres du grand Conseil ou Conseil privé, le plus haut département de l'État.

Le prince Kung garda la présidence du Tsong-li Yamen jusqu'en 1884, année où il fut disgracié.

Un des personnages les plus importants de Pékin, et qui a dû jouer un rôle actif dans les derniers événements, Hsou-Young-I, a été membre du Tsong-li Yamen pendant de longues années. Chinois ultra-conservateur, d'esprit étroit et intolérant, membre du conseil privé et tuteur de l'empereur, il avait un constant accès auprès de son pupille et en profita pour prendre sur lui un ascendant qu'il ne perdit que quelques années après la majorité du prince. Il fut le rédacteur habituel des édits impériaux, le principal instigateur de la guerre contre le Japon. Une certaine rudesse de manières le distinguait de la plupart de ses collègues. Comme Chang-Chi-Tung, le vice-roi de Han-kéou, il avait une grande réputation de probité et de désintéressement. Il avait en commun avec la plupart de ses collègues du Tsong-li Yamen l'horreur des étrangers, des idées étrangères et des manifestations matérielles de la civilisation occidentale. Un Anglais, voyageant en Chine en 1895, rendit une visite aux seigneuries du Tsong-li Yamen, et, au cours de l'entretien, leur tint ce petit discours :

« Vous prétendez avec colère que nous ne vous comprenons pas, que nous vous calomnions parce que nous ne vous connaissons pas; mais vous ne nous offrez aucune occasion de vous connaître, et vous ne dissimulez même pas votre répugnance à être en contact avec nous. Vous qui êtes les gouvernants, mettez une véritable ostentation à tenir les étrangers à l'écart, et encouragez le peuple, qui prend naturellement modèle sur ses chefs, à n'avoir pour nous que mépris et haine. Toute nation cependant, comme tout individu, a quelque chose à apprendre de ses voisins, mais la Chine ressemble à un homme

qui croirait pouvoir apprendre à connaître ses semblables par la contemplation, par l'adoration continue de sa propre figure dans un miroir. »

« Leurs Excellences, ajoute le narrateur, s'inclinèrent en signe d'assentiment poli, mais Hsou-Young-I me regarda bien en face, et je lus sans peine dans ses yeux qu'en ce qui concernait ma figure, il l'avait assez vue ce jour-là. »

Chang-Yin-Huan, un Cantonais, protégé de Li-Hung-Chang, avait été ministre de Chine aux États-Unis et en Espagne. Après avoir, comme son maître, gravi tous les échelons de la carrière officielle, il entra au Tsong-li Yamen. C'était un libéral, un admirateur des idées occidentales. Mais ce qui lui avait surtout servi a conquérir sa haute position, c'était sa profonde connaissance des méthodes indigènes par lesquelles un homme intelligent se fraie la voie dans la promotion officielle. Il se gardait bien, en 1895 encore, de risquer ses chances en de vains efforts pour faire prévaloir ses idées dans un milieu qui y était si réfractaire. Il se lança plus tard dans le mouvement réformiste et fut une des victimes de la réaction de 1898.

Le marquis Tseng avait acquis à Londres la réputation d'un partisan éclairé des réformes. Il joua son rôle en perfection pour la galerie occidentale, et les légations furent charmées lorsque Tseng, rappelé en Chine, reçut un siège au Tsong-li Yamen Mais l'aimable marquis de la légation chinoise à Londres et le membre du Tsong-li Yamen parurent bientôt deux personnages très différents. On ne sait si le changement vint de ce que le naturel avait repris le dessus, ou de ce que quiconque entrait dans cette réunion de fonctionnaires supérieurs avait à subir de très haut une pression irrésistible.

***

En 1891, Li-Hung-Chang, vice-roi du Tché-li, résidait à Tien-Tsin. C'était un vigoureux vieillard de soixante-dix ans, de belle stature, ferme comme un chêne, toujours sur la brèche. A Pékin résidaient l'empereur, âgé de vingt ans, l'impératrice douairière qui en avait cinquante-sept, le Tsong-li Yamen, les grands Conseils, les ministres, les princes de la famille impériale; mais Li-Hung-Chang, à Tien-Tsin, gouvernait, ayant en main tous les services de la monarchie, commerce, armée, marine, relations étrangères, politique générale. Sa fortune privée était considérable, et tous les hauts emplois, judiciaires, administratifs et militaires, étaient occupés par ses créatures.

Sa fonction de gouvernant n'était pas une sinécure. De graves émeutes avaient éclaté sur divers points de la Chine. Ce n'était plus un fait accidentel, un mouvement local. Les émeutiers étaient organisés et disciplinés; ils comptaient dans leurs rangs des fonctionnaires de tous les grades et de tous les services; la société secrète Kolao-Hui, avec ses ramifications étendues dans tout l'empire, constituait un pouvoir insurrectionnel qui défiait l'autorité régulière. Les missionnaires et les Européens, disséminés dans toutes les provinces, avertissaient leurs consuls qu'ils ne se sentaient plus en sûreté, qu'ils étaient en danger de se voir assaillis et maltraités comme l'avaient été ceux de la vallée du Yang-tse. L'insurrection grondait jusque dans le Tché-li même.

Li donnait les ordres les plus stricts aux fonctionnaires et aux mandarins de la province. Mais un grand nombre étaient complices des rebelles. A Tien-Tsin les résidents des concessions anglaise et française prenaient des mesures de précaution pour se défendre eux-mêmes. On formait un corps de police, composé de volontaires de sept nationalités. Anglais et Russes, Allemands et Français, oubliant jalousies et rivalités, fraternisaient, et il en était de même à Changhaï, à Han-Kéou, à Wou-Hou, à Canton, dans toutes les villes où des Européens vivaient côte à côte, peu nombreux, au milieu d'une population que l'on sentait hostile.

Li-Hung-Chang n'aimait pas les étrangers, mais il était résolu à les protéger, parce que c'était son intérêt de le faire. Il réussit à apaiser, en 1891, des désordres qui rappellent si étrangement les débuts de la crise actuelle.

***

Lorsque ce haut personnage rentra, en novembre 1896, de sa fameuse tournée à travers le monde, il fut très froidement accueilli par l'empereur.

Les changements de situation de Li-Hung-Chang, ne sauraient se compter. Tantôt il est au pinacle de la faveur, on l'investit d'une fonction exceptionnellement élevée ; puis, pour une offense qui paraît tout à fait insignifiante, il tombe subitement en disgrâce. Il est vrai que, peu de temps après, on le retrouve aux sommets du pouvoir.

Le secret de ces transformations étranges est dans la ténacité avec laquelle l'impératrice douairière a toujours entendu faire prévaloir ses volontés dans la direction des affaires de l'État. Li-Hung-Chang, parfait courtisan, savait que le Fils du Ciel, nommé Kouang Sou, était un simple pantin, dont quelques mains habiles faisaient mouvoir les fils déterminant ses gestes. Mais le pantin se montrait parfois récalcitrant. Lorsqu'il était de méchante humeur, n'osant affronter la redoutable régente, il s'en prenait au favori. Li-Hung-Chang avait montré, dans les négociations pour la paix avec le Japon, une certaine adresse diplomatique. Il avait obtenu des conditions moins défavorables qu'on ne redoutait, il avait re-

couvré Port-Arthur avec l'aide du comte Cassini, agent du tsar. Sa réputation auprès des étrangers s'en était accrue, l'impératrice douairière lui savait gré de ses efforts.

Il n'en fallut pas plus pour indisposer l'empereur; il fit mauvaise mine à Li-Hung-Chang au moment de son départ pour les fêtes du couronnement du tsar, et lui infligea, à son retour, une réprimande et une punition pour avoir commis contre l'étiquette cette faute grave d'aller rendre visite à l'impératrice douairière en son palais de Hai-Tien hors des murs de Pékin, avant de se présenter à la cité impériale.

L'impératrice et son conseiller Li-Hung-Chang n'en étaient pas moins les deux individualités les plus considérables et les plus puissantes de l'empire. Ils avaient l'expérience du pouvoir, savaient ce qu'ils voulaient, disposaient d'énormes ressources, étaient passés maîtres dans l'art de l'intrigue. L'impératrice ne voulait à aucun prix que l'empereur échappât à son influence. Li-Hung-Chang désirait ajouter à ses offices de cour un grand gouvernement comme celui des deux Kouang, qui donnerait une forte assise à son autorité et lui permettrait d'ajouter quelques nouveaux millions à ceux, fort nombreux, qu'il avait déjà amassés. La révolution de janvier 1900 le fit vice roi des deux Kouang.

***

A la fin de 1899, les réactionnaires étaient plus que jamais en possession de la faveur de l'impératrice régente qu'ils avaient aidée à effectuer sa révolution de palais, une année auparavant, et à se débarrasser des réformateurs.

Young-Lou, le commandant en chef des troupes, et Kang-Yi, l'inspecteur général des impôts des provinces, étaient tout-puissants. Ils ne voyaient pas les périls qui s'amoncelaient de divers points de l'horizon et n'étaient occupés qu'à s'enrichir. Si parfois des inquiétudes s'emparaient de leurs esprits, ils se rassuraient à la pensée qu'à l'heure où ils auraient à affronter les dangers, ils auraient au moins les poches pleines. Au point de vue politique, ils avaient d'ailleurs lieu d'être satisfaits. L'Italie n'avait pu prendre Sanmun, la Russie était conciliante, l'Angleterre n'obtenait rien de ce qu'elle demandait. Sa légation à Pékin poussait même la prudence jusqu'à engager les négociants britanniques en Chine à ne pas se montrer trop exigeants. Tels étaient les fruits qu'avaient produits la révolution de septembre 1898 et la réorganisation de l'armée du nord sous les ordres de Young-Lou.

Au point de vue des finances publiques, au contraire, tout allait mal. Les objurgations les plus vives aux autorités provinciales ne faisaient point rentrer plus de fonds au trésor impérial, sans cesse obéré des dépenses traditionnelles d'une énorme liste civile et du soutien des six mille membres de la famille du souverain.

Le 12 juillet 1899, un décret impérial avait invité les mandarins à renoncer à leurs habitudes de prévarication. L'invitation attestait une remarquable naïveté, même de la part d'une souveraine aussi fortement trempée au point de vue intellectuel que l'était l'impératrice régente. Comment pouvait-elle supposer que des hauts fonctionnaires qui, de temps immémorial, avaient joui du privilège de piller à leur gré le public et l'État, allaient abandonner bénévolement leur principale source de revenu, parce qu'il lui plaisait de les exhorter à devenir honnêtes dans l'intérêt de l'empire?

La corruption administrative, dit carrément l'édit, est universelle et colossale. Des entreprises, qui enrichissent les particuliers à qui la direction en a été confiée, ne rapportent rien à l'État. L'édit cite, dans le nombre, la Compagnie de navigation des marchands et les télégraphes impériaux, où le fameux Cheng s'est taillé une fortune, les mines de Kaiping, et tant d'autres entreprises du même genre. Il est inconcevable que l'État se trouve dans une véritable détresse financière, alors que certains de ses serviteurs ont su gagner des sommes énormes avec des concessions obtenues du trône.

L'édit ne voit point de remède à cette situation si les fonctionnaires ne se décident pas à pratiquer la probité et à donner au peuple des exemples de vertu publique. Il faut que les autorités provinciales fournissent tous les trois mois des comptes réguliers de recettes, et envoient à Pékin très exactement les sommes provenant des impôts.

Il est probable que le résultat de cette prescription si urgente aura été un accroissement passager du revenu transmis à Pékin. Les mandarins auront payé d'abord, puis ils se seront remboursé bientôt de leurs avances en pressurant un peu plus la population, et ils auront même prélevé une commission supplémentaire, à titre de compensation pour l'ennui éprouvé.

C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait quand il fut nécessaire de remettre à qui de droit les produits du *likin*, assignés au service de l'emprunt anglo-allemand. Les mandarins, en « exprimant » des contribuables (*squeezing*) une somme plus forte que de coutume, n'ont pas manqué de faire remarquer au peuple que l'accroissement de taxes qu'ils étaient obligés de prélever était dû à la rapacité des étrangers. Et le fait prend une signification singulièrement précise à la lumière des événements qui se déroulent aujourd'hui.

***

Bien plus caractéristique encore est un édit impérial de novembre 1899, dont l'importance échappa à l'attention, à l'époque où le reproduisirent les journaux d'Extrême-Orient, et qui aujourd'hui est d'une éloquence que tout commentaire affaiblirait.

Cet édit était destiné à réprimander la mollesse dont faisaient preuve les vice-rois et gouverneurs de provinces dans leurs relations avec les barbares d'Europe.

« Les puissances étrangères, disait l'impératrice, jettent sur la Chine des regards avides, et luttent entre elles a qui saisira la première un lambeau du pays. Elles pensent que le gouvernement impérial, n'ayant ni argent ni troupes, ne se hasardera jamais à repousser leurs prétentions par la force. Il y a cependant des actes, que l'empire gouverné par Tze-Chi ne saurait accepter, *et qui ne lui laisseront d'autre alternative que de s'en remettre à la justice de sa cause pour résister à ses agresseurs.*

« Les gouverneurs et les vice-rois ont le tort de croire que toute difficulté où ils se trouvent engagés avec les étrangers doit se terminer à l'amiable; aussi ne se préparent-ils jamais pour la résistance. Ils oublient leurs devoirs envers le trône, et leur conduite mérite les reproches les plus sévères.

« Il leur est commandé, à l'avenir, lorsqu'ils subiront une pression trop vive, de ne pas hésiter à recourir à la force, à déclarer la guerre. » La circulaire ne dit pas que le pouvoir central les soutiendra en leur fournissant les troupes et les fonds dont ils pourraient avoir besoin; elle leur promet seulement, s'ils sont obligés de faire la guerre, que le gouvernement central s'abstiendra d'ouvrir des négociations immédiates pour la conclusion de la paix avec l'ennemi.

Une autre circulaire, émanant du Tsong-li Yamen, précisa les instructions générales de l'édit impérial en les appliquant à des cas concrets. Il était déclaré en termes formels dans ce document que l'abandon de Kiao-Tcheou aux Allemands avait été un acte de faiblesse qui ne devait pas se répéter, et que les vice-rois avaient ordre d'opposer la plus énergique résistance aux prétentions de puissances comme l'Italie et la France.

***

La marche sur Pékin offrira-t-elle des difficultés d'une nature formidable? Les opinions sont très divisées sur ce point.

La facilité avec laquelle la Chine avait été battue par le Japon en 1894-1895, et l'empressement qu'elle mit à souscrire à toutes les conditions de paix imposées, avaient amené l'Europe à considérer l'ancien empire des Célestes comme une « quantité désormais vraiment négligeable », comme une puissance avec laquelle on pouvait impunément en prendre à son aise. Les événements de 1900 ont donc causé une énorme surprise et disposé l'opinion publique à passer d'un mépris exagéré pour ce que l'on appelait la décrépitude chinoise, à une appréhension non moins exagérée du réveil des qualités guerrières dans cette agglomération énorme d'êtres humains.

Sans doute, on doit reconnaître, d'après les détails publiés sur les combats dont la ville de Tien-Tsin et ses environs ont été le théâtre, que les troupes chinoises ont fait de réels progrès depuis la guerre contre le Japon.

La Chine a importé de grandes quantités de munitions de guerre, d'armes et engins des plus nouveaux modèles, que les grandes fabriques européennes se sont disputé l'honneur de lui fournir. De plus, des officiers allemands ont été employés à l'instruction de troupes chinoises.

Mais, d'une part, le nombre des troupes ainsi instruites ne saurait être bien considérable, ni le degré d'instruction donnée bien efficace.

On se laisse volontiers émouvoir par le chiffre de la population évalué, sans aucune donnée précise, à 300 ou 400 millions d'âmes. Quel que soit le chiffre réel, des foules ne sont pas des armées, et la Chine ne possède assurément pas une force de combat d'un effectif quelque peu élevé, au sens où nous entendons ces termes en Europe.

Les troupes d'élite qui ont été réunies pendant quelques semaines dans la ville indigène de Tien-Tsin et ont si durement harassé la petite garnison cantonnée dans les concessions étrangères, étaient, paraît-il, en possession d'un matériel d'artillerie excellent et en usaient avec une sûreté des plus fâcheuses.

Il n'en reste pas moins que, lorsque les troupes étrangères eurent atteint le chiffre assez modeste de 8000 combattants, elles réussirent, le 14 juillet, à chasser les Chinois de toutes leurs positions, et à s'emparer d'arsenaux et de casernes, où elles trouvèrent de nombreux canons que leur abandonnaient les Célestes en fuite.

Il faut donc revenir de l'impression que la Chine se soit trouvée tout à coup, on ne sait par quel mystérieux développement de ressources, en état de résister à toutes les puissances d'Europe, sans compter les Japonais et les Américains.

Non seulement l'idée que la Chine puisse tenir tête à une coalition des puissances est ridicule, mais il est à peu près certain qu'elle serait incapable d'opposer une défense prolongée à une attaque un peu vigoureuse d'une seule puissance quelconque, Russie, Angleterre, Allemagne, France ou Japon.

La tâche qui s'impose aux gouvernements européens est donc sérieuse assurément, mais elle n'a

rien de redoutable, et la presse s'est un peu trop hâtée de remettre au jour ses anciens clichés sur le « péril jaune ».

La tâche est en réalité assez simple. Elle consiste, pour les cinq ou six puissances intéressées, à réunir en Chine des contingents suffisants pour constituer: 1° des garnisons capables de mettre hors de toute atteinte les ports à traité; 2° une armée assez forte pour marcher sur Pékin, après la saison des pluies, et occuper la ville.

Nous aurons nous-mêmes à protéger les frontières du Tonkin et la Russie aura à défendre sa position en Mandchourie. Ni d'un côté ni de l'autre les difficultés ne seront de nature à imposer des sacrifices vraiment considérables.

La tâche militaire une fois remplie, il appartiendra à la diplomatie de se livrer à la recherche — très délicate — d'une solution satisfaisante du problème chinois. C'est alors que les vraies difficultés commenceront.

***

Nous avons résumé l'opinion de ceux qui considèrent comme relativement aisé et rapide le succès militaire de l'expédition que préparent les alliés.

Il y a cependant d'autres considérations à examiner. On prétend que le conseil des amiraux à Takou est dans une ignorance profonde sur la situation et le nombre des ennemis. Le bruit a couru qu'une force chinoise considérable était campée à quinze milles de Tien-Tsin, et l'on ne semble avoir aucune donnée précise sur sa composition et son importance. Il serait assurément fâcheux qu'une grande armée chinoise parût sous les murs de Tien-Tsin aussitôt après le départ du corps expéditionnaire, et menaçât les communications.

Il ne sera pas aussi aisé qu'on le pense de réunir 50000 hommes à Tientsin. Les Japonais donneront bien leur contingent de 15 000 hommes; il est même déjà probablement sur place. Mais les Russes sont fort occupés en ce moment à défendre leurs propres possessions contre les bandes multiples de Chinois qui les menacent sur l'Amour, à Moukden, à Niou-Chouang, même à Port-Arthur.

Le gouverneur du Chan-toung a, dit-on, des forces considérables dans sa province, et l'Allemagne devra disposer, pour la défense éventuelle de Kiao-Tchéou, d'une partie des troupes qu'elle vient d'expédier.

On a annoncé que des missionnaires catholiques et leurs convertis ont été massacrés dans l'île de Hainan, qui fait partie de notre « sphère d'influence ». Le nouveau gouverneur de Canton est connu pour sa haine contre les étrangers. Il dispose d'une force considérable de Pavillons-Noirs, dont nous avons déjà eu à apprécier les dangereuses qualités militaires au Tonkin. Nous aurons donc à nous demander s'il ne serait pas prudent, vu l'état des esprits dans notre possession et dans les provinces chinoises du Kouang-si et du Kouang-tung qui la bordent, de débarquer à Haïphong et de diriger sur Hanoï, Langson et Laokai, la moitié au moins de la division que nous expédions en Extrême-Orient.

Les Anglais ont à protéger Hong-Kong, et Chang-haï n'a pas de garnison. Il lui en faut une, car cette grande ville est à 18 kilomètres de la mer; elle est entourée de localités hostiles, elle ne possède aucune fortification, les concessions étrangères ne peuvent compter que sur la protection insuffisante des canonnières. Une partie des troupes envoyées de l'Inde s'arrêtera donc sûrement à Hong-Kong et à Chang-haï.

Ainsi le corps expéditionnaire, avant même d'être formé, se voit privé d'une fraction notable des éléments qui le devaient constituer. Quel que soit finalement son effectif, il sera composé de troupes de six ou sept nationalités, les officiers ne se comprendront pas entre eux. Les gouvernements ne sont même pas arrivés jusqu'à présent à s'entendre sur la nomination d'un commandant en chef. L'officier supérieur le plus âgé est précisément le général japonais, très capable probablement, mais qui ne saurait être choisi; car si les Anglais l'acceptaient, il serait récusé par les Russes, les Français et les Allemands. De plus, les Japonais se sont si bien battus à Tien-Tsin, et ont contribué pour une si forte part à la déroute des Chinois, que les Européens songent déjà plus à les surveiller qu'à se féliciter de leur concours.

Les fonctionnaires chinois et les consuls européens ont mis, il y a peu de jours, en circulation une rumeur qui, si elle devenait véridique, présagerait pour l'entreprise des alliés des difficultés dont il est impossible de calculer dès maintenant toute la gravité. Il s'agit de l'intention, attribuée à la cour de Chine, lorsque les alliés se dirigeront sur Pékin, de se retirer dans l'ouest et d'aller établir le siège du gouvernement dans une ville que l'on croit être Si-ngan-Fou, capitale du Chen-si, située à plus de 1 200 kilomètres de la côte, pratiquement inaccessible à une armée européenne.

Qu'adviendrait-il alors, et que feraient les alliés, parvenus dans l'ancienne capitale laissée vide par ses maîtres? On n'entrevoit guère d'autre solution qu'un partage de territoire, avec toutes ses redoutables conséquences, dont la première serait l'établissement définitif de la domination russe dans la Mandchourie et dans le Tché-li, et la seconde, peut-être, une guerre encore plus sérieuse que celle que l'on va faire à la Chine.

AUGUSTE MOIREAU.

PORTRAITS CONTEMPORAINS

M. Gustave Larroumet (1)

Il faudrait la plume ailée d'un Charles Perrault, d'un Dickens ou d'un Alphonse Daudet, pour conter avec quelque grâce la destinée merveilleuse de M. Gustave Larroumet. Car j'imagine qu'au jour de sa naissance, de nombreuses et bonnes fées se penchèrent sur son berceau. L'une lui offrit un esprit curieux et l'amour de l'étude, une autre un goût sensible et une âme doucement voluptueuse, une troisième une bonté indulgente et une modestie sans ostentation. Une dernière enfin, que l'on avait oublié de convier au baptême, se vengea sans amertume; et, le touchant de sa baguette, répandit sur son filleul le plus prestigieux des talismans : « Tu seras jalousé et calomnié, dit-elle, mais tu désarmeras tes ennemis et jusqu'à tes amis, car je te donne le charme. Ainsi, tu pourras faire valoir décemment toutes tes qualités, et quelques autres encore. Et, durant ta vie, il ne te manquera l'hommage d'aucune fructueuse sympathie ni le privilège d'aucune faveur. » Ayant ainsi parlé, la fée disparut, oubliant sur les chaudes couvertures roses certain petit bouquin de maroquin rouge, au dos duquel, parmi les fleurettes d'or, se lisait ce titre : *Le Moyen de Parvenir*. De mauvaises langues vous diront que M. Gustave Larroumet apprit à lire dans cet aimable ouvrage et qu'il en a fait son livre de chevet. Mais vous savez quelle est la malignité publique, et vous n'en croirez rien.

Disons donc seulement que cet agréable essayiste littéraire, ce critique d'art informé et ce professeur écouté, possède encore — et au plus éminent degré — ces dispositions heureuses dont parle Crébillon fils dans *Le Sopha*, « qui préviennent favorablement et font qu'on n'a besoin ni d'amis pour être introduit, ni de recommandations pour être agréablement reçu partout ».

I

Pour peu que l'on ait entendu M. Larroumet à l'Odéon ou à la Sorbonne, on s'aperçoit bientôt qu'il est méridional, mais ce midi dont chacun voudrait être, car le soleil y brille sans éblouir ni trop échauffer, rendant le sang plus vif et le cœur plus sensible, faisant l'esprit plus alerte et plus coloré. Compatriote de Clément Marot, il est né aux environs de cette jolie et brune Cahors, si petite, mais, par contre, si bien dotée d'antiques monuments et de précieuses richesses d'art. Mollement assise au bord du « fleuve Lot » qui, parmi les hauts peupliers frémissants,

> roule son eau peu claire
> Que maint rocher traverse et environné
> Pour s'aller joindre au droit fil de Garonne,

entourée de fauves et gracieuses collines et protégée par une ceinture de vieux remparts que dominent fièrement les tours guerrières du pont Valentré, elle fait rêver à quelque cité toscane aux clochers sonnants, auréolée d'un nimbe bleu et rose et baignée par le lent Arno. Il étudia le rudiment dans ce même lycée cadurcien qu'en 1888 sur l'invitation du ministre de l'instruction publique, il baptisait du nom de Gambetta (1). Aux jours de promenade revenant d'arpenter les coteaux de Mercuès où

> la terre avec honneur se vest
> De mille fruictz, de mainte fleur et plante,

il dut s'arrêter plus d'une fois, rêveur, devant le portail et le cloître gothiques de la cathédrale Saint-Étienne. Tout enfant, il sentit le frisson de la beauté errer sur leurs pierres moussues; et telles furent peut-être ses premières et plus douces impressions artistiques. Et c'est encore à ce midi où « les haults dieux l'ont faict naistre » que M. Larroumet doit cette gaité claire et franche, cette facilité heureuse, cet enthousiasme sans naïveté ni suffisance et cette alacrité d'humeur qui me semblent composer le fond même de son tempérament d'écrivain.

Il entrait à peine dans sa dix-neuvième année quand la guerre éclata. Il s'engagea sans hésiter et fit bravement le coup de feu. Puis, en 1871, malade et quelque peu découragé, il partit pour Aix en Provence et y utilisa les loisirs forcés de sa convalescence en préparant la licence dans cette noble et docte faculté des lettres, qui entendit les leçons d'un Prevost-Paradol et d'un J.-J. Weiss. Il y fut le condisciple de Fromentin et y eut pour maître ce vénérable Eugène Benoist, « esprit exact et méthodique, ennemi de la phrase et de l'à peu près (2) », qui lui ouvrit avec libéralité sa bibliothèque et sa maison. L'année suivante, il quittait

(1) *Marivaux, sa vie, ses œuvres.* — *La Comédie de Molière.* — *L'Art et l'État en France.* — *Études d'Histoire et de Critique dramatiques.* — *Études de Littérature et d'Art* (4 séries). — *Nouveaux Essais d'Histoire et de Critique dramatiques.* — *Vers Athènes et Jérusalem.* — *Petits Portraits et Notes d'Art.* — *Discours prononcés à la Direction des Beaux-Arts* (volume non mis dans le commerce). — *Racine* (collection des grands écrivains français). Chez Hachette.

(1) *Discours prononcés à la Direction des Beaux-Arts.*

(2) *L'Art et l'État.* Avant-propos, XXI et XXII.

la Provence, passait en Sorbonne les agrégations des lettres et de grammaire et devenait le spectateur assidu de la Comédie-Française et de l'Odéon. Nommé professeur en province, il regagnait bientôt Paris pour enseigner successivement les humanités au lycée de Vanves et au collège Stanislas, puis la littérature française à la faculté des lettres.

Je ne crois pas que M. Larroumet ait couru après la fortune, car je le sais philosophe et sage; mais je doute aussi que, suivant le précepte du bonhomme La Fontaine, il l'ait attendue dans son lit, car je le sais laborieux et actif. Toujours est-il qu'il rencontra un jour la capricieuse déesse. Elle le conduisit chez M. Edouard Lockroy, alors grand maître de l'Université, qui en fit aussitôt son chef de cabinet. C'est ainsi qu'il pratiqua et apprit à connaître les hommes, sachant bien que l'expérience n'est pas moins nécessaire à l'écrivain et au critique que la science et le goût. Quelques mois plus tard, il remplaçait Castagnary a la direction des Beaux-Arts, et était élu, très jeune encore, membre de l'Institut. Ses collègues de l'académie des beaux-arts lui ont confié les délicates fonctions de secrétaire perpétuel; il a succédé à Francisque Sarcey comme critique dramatique du *Temps* et il sera un jour (et pourquoi pas ?) de l'Académie française.

Quand je vous disais que M. Larroumet était né sous quelque heureuse étoile. Je vais tâcher maintenant à vous montrer que son talent n'est point si disproportionné avec ses succès que veulent bien le dire les « recalés de bachot », et que si les circonstances l'ont aidé, elles l'ont du moins trouvé toujours prêt.

N'importe, pour une fois encore, comme eût dit Daudet, « le Midi a conquis la Gaule ».

II

Obligé par ses fonctions mêmes de professeur en Sorbonne de dispenser à des jeunes gens, qui plus tard enseigneront aussi, une instruction supérieure, M. Gustave Larroumet possède notre littérature classique « autant qu'homme de France ». Si l'on parcourt en effet les livres où il a ramassé et lié en gerbes, comme après une moisson, ses articles de journaux et de revues, on s'aperçoit bientôt qu'il a presque tout vu, tout lu et tout retenu. Histoire et poésie, beaux-arts et philosophie, il semble tout connaître. Un ouvrage qu'il étudie le fait souvenir de cent autres, les comparaisons se pressent dans son esprit et les rapprochements surgissent sous sa plume avec une justesse inopinée et frappante. Dès qu'il feuillette un roman, il revoit dans le même temps toutes les toiles et les statues qui le rappellent ou s'en rapprochent. Parle-t-il de Molière ? sa pensée va de suite à Mignard, Houdon et Sébastien Bourdon; veut-il esquisser la physionomie si séduisante de Marivaux ou caractériser la *Salammbô* de Flaubert, qu'aussitôt il songe à Boucher et à Watteau ou évoque cette merveilleuse *Salomé* de Gustave Moreau. Enfin il connaît à fond et aime passionnément les choses du théâtre. Ses livres sur *Marivaux*, la *Comédie de Molière*, ses *Études d'Histoire et de Critique dramatiques* et ses feuilletons du *Temps* décèlent une érudition aussi aimable et aisée qu'exacte et scrupuleuse. Et ce moliériste ne se contente pas d'être aussi renseigné que quiconque sur le répertoire classique; il sait aussi bien que Sarcey, qui fut son maître, le théâtre contemporain, et non seulement la scène, mais encore le foyer et les coulisses. Relisez plutôt ses articles sur *les Comédiens et les Mœurs* (1), *les Mounet, M. Got, MM. Albert Lambert père, Frédéric Febvre* (2). M. Larroumet a donc ce mérite très rare et très original d'être informé des choses sur lesquelles il écrit.

N'allez pas croire maintenant que ce professeur, parce qu'il est savant, soit nécessairement un pédant, un « pion », comme disent les universitaires de province qui veulent paraître légers. Souvenez-vous de ce joli mot de Montaigne à ceux qui critiquaient ses *Essais* : « Je veulx qu'ils donnent une nazarde à Plutarque sur mon nez et qu'ils s'eschauldent à injurier Sénèque en moi. » Prenez donc garde de donner sur le nez de M. Larroumet une pichenette à tous les classiques dont il est nourri.

Avec cela, il est homme de goût; et nul — surtout lorsqu'il n'y tâche point — ne sent moins son « régent de collège ». « Les gens de goût, disait Rivarol, sont les hauts justiciers de la littérature. » Le goût devrait donc être la qualité maîtresse de tout critique qui, en littérature comme en art, n'a d'autre mission que de comprendre les œuvres qui valent cette peine et de les faire ensuite apprécier et admirer d'autrui. Il se définit la science du beau; suppose des connaissances multiples et ordonnées et s'affine par l'expérience. On peut être savant sans avoir du goût, il est rare qu'on soit homme de goût si l'on n'est instruit. Je crois que le goût est ce qu'il y a en M. Larroumet de plus éminent.

Il a en outre cette autre forme du goût, que l'on nomme plus proprement le « bon goût », ou

(1) *Études d'Histoire et de Critique dramatiques*, p. 237.
(2) *Petits Portraits et Notes d'Art*, p. 237, 245, 261.

si vous voulez, le « tact ». Il sait harmonieusement concilier la grâce et la gravité et dissimuler adroitement son érudition sous une aimable facilité. Sa science est modeste; elle se sent plutôt qu'elle ne se perçoit, comme ces derniers rubis qui se cachent sous les cendres d'un foyer mourant et ne se trahissent que par la douce chaleur qu'ils répandent autour d'eux. Il fait entendre discrètement beaucoup plus de choses qu'il n'en dit en réalité, nous laissant ainsi le plaisir de songer entre les lignes et la vanité de nous croire aussi savants que lui.

M. Gustave Larroumet est aussi l'un des critiques les plus indulgents et les plus bienveillants que je sache. On ne manquera point de voir dans cette simple constatation une sorte de mauvais compliment. On dira que je cache un serpent sous des fleurs et déguise sous un tour ingénieux ce même reproche qu'Alceste faisait à Philinte :

> Hé quoi! vil complaisant, vous louez des sottises!

Je vous jure que je n'ai point l'âme si noire et que M. Larroumet ne saurait point déguiser sa pensée. Renan regrettait parfois que la mode de ces manchettes que l'on trouve toutes les trois pages dans les vieux livres résumant les suivantes, fût tombée en désuétude. Et l'oisif de Topffer dans l' *Hermitage* nous dit : « Les romans, c'est très vite lu. Au titre je vois toute l'affaire. A la vignette je vois le dénouement. » M. Larroumet ne lit point ainsi. Il ressemblerait plutôt à ce lecteur légendaire du *Constitutionnel* qui lisait deux fois son journal d'abord pour le lire et ensuite pour le comprendre. Mais l'auteur de la *Comédie de Molière* n'a point à cela autant de mérite que je le semble dire, puisqu'il n'étudie jamais que les auteurs qu'il aime. Car il ne faut pas oublier que ce méridional est un sensuel et cherche avant tout son plaisir. On ne se souvient pas qu'il ait jamais « éreinté » personne : et cela non point par calcul, mais parce que, selon le mot de Molière, il n'a jamais « traîné sa pensée sur de sales objets ». On sent au contraire qu'il aime son auteur, même quand il le morigène. Et pour un peu les justiciables de sa critique lui diraient comme cette exquise Nora à sa grande sœur Lia dans l'*Aînée* de M. Jules Lemaître : « Pardonne-moi donc tout de suite puisque tu finiras toujours par me pardonner. » Il faut remarquer aussi, à l'appui de ce que je viens de dire, que, dans sa critique dramatique où il n'a point le choix de ses sujets et doit au contraire voir toutes les pièces et en parler, M. Larroumet montre bien moins d'indulgence.

Professeur averti, homme de goût et de tact, esprit bienveillant et facile, sans banalité ni originalité trop criante, M. Larroumet s'est également essayé dans la conférence. Son cours de Sorbonne est aussi « couru » qu'autrefois celui de Caro. Parmi les inévitables et sèches anglaises et les vieux messieurs à foulard blanc qui s'assoupissent partout aussi aisément, « en » Larroumet comme « en » Maspéro, on y aperçoit des mondaines et de jeunes comédiennes en toilette discrète qui viennent parfaire là leur éducation littéraire. Et si l'attention des boursiers de licence en est un peu distraite, leur assiduité n'en est que redoublée. Entre temps, M. Larroumet fait encore des conférences sur le théâtre classique, avec un abandon qui n'exclut ni la grâce ni la tenue. Il y réussit aussi bien que M. Eugène Lintilhac qui — comme chacun sait et comme il a pris la peine de nous en informer lui-même à plusieurs reprises — est le maître du genre. Sa parole est chaude, brillante et spirituelle, son geste sobre : et un léger et tout à fait savoureux accent relève sa voix moelleuse et heureusement timbrée.

En un mot, et au sens du XVII[e] siècle, M. Gustave Larroumet est un « honnête homme ».

III

Un confrère me dit : « Il est bien difficile aux critiques d'être originaux. Les esprits et les ouvrages sur lesquels ils s'exercent sont uns, permanents et toujours semblables à eux-mêmes ; ils forment un amalgame plus ou moins équilibré de qualités et de défauts. En dernière analyse, il n'y a qu'une manière de dire : voici qui est bien, ceci l'est moins, cela est fort au-dessous du pire. Tous les critiques en viennent donc à conclure : les uns décidément, les autres par des sentiers détournés et fleuris; et c'est leur consentement unanime qui fait auprès du public le succès d'un ouvrage. Puis, à mesure qu'ils comprennent, sentent et aiment davantage de choses, plus ils ont d'étendue d'esprit et de sympathie, moins les critiques offrent de traits individuels. Les plus « marqués » parmi les écrivains et même parmi les hommes, ne sont-ils point ceux qui ne comprennent pas tout, ne sentent pas tout, n'aiment pas tout, et dont l'intelligence et les goûts sont nettement délimités? Les critiques sont donc parfaitement semblables les uns aux autres, et, malgre les apparences, à peu près indiscernables entre eux. »

Tout cela peut faire illusion, souvent même être vrai. Il suffit que cela ne le soit point tou-

jours et qu'il y ait quelques exceptions. Or M. Gustave Larroumet en est une.

Il est à coup sûr autant de façons d'entendre la critique que les autres genres littéraires; et, si tant est qu'il en ait une, la personnalité de l'écrivain s'y peut aussi fortement imprimer. Il est seulement plus difficile d'en démêler les éléments. La critique historique de Taine ne ressemble point à la critique dogmatique de Nisard ou de M. Brunetière, la critique morale de M. Édouard Rod est aussi éloignée de la critique égotiste de M. Paul Bourget que de la critique scientifique d'Émile Hennequin; le délicieux impressionnisme de M. Anatole France n'est pas le délicieux impressionnisme de M. Jules Lemaître, et les substantiels articles de M. Émile Faguet n'ont avec ceux de MM. René Doumic et Gaston Deschamps aucun lien commun. Il se pourrait donc que ceux qui ont cru mettre autre chose qu'eux-mêmes dans leur œuvre aient été, comme dit M. Anatole France, « dupes de la plus fallacieuse illusion(1) ».

M. Larroumet a fait de la critique « éclectique ». Mais si l'éclectisme en philosophie n'aboutit le plus souvent qu'au sceptisme ou aux « certitudes de la doctrine officielle (2) », également chères à Victor Cousin et à M. le recteur Leterrier, il peut être en critique extrêmement intéressant et fécond. Les *Études de Littérature et d'Art* de M. Larroumet en témoignent suffisamment.

Comme Taine qui, reprenant une vieille idée de Montesquieu sur l'influence des climats et des milieux, considérait les causes lointaines et proches dont l'œuvre n'était selon lui que l'aboutissement, M. Larroumet tente d'expliquer et d'éclairer le livre par l'homme, et l'homme par la race et les circonstances diverses de sa vie. Relisez plutôt ses études sur MM. Anatole France, Paul Hervieu, Marcel Prévost, Léon Bonnat, etc. Pas plus que M. Brunetière, il ne s'abstint de juger, mais avec moins d'autoritaire conviction cependant; et comme M. Jules Lemaître il comprend et explique. « La critique, disait-il récemment (3), n'a pas seulement pour but de *juger*, mais aussi de *comprendre* pour *expliquer* ». A l'exemple de Sainte-Beuve qu'il a beaucoup pratiqué, M. Larroumet a su mêler avec grâce les différentes méthodes. Le plus souvent il décrit en se laissant aller à son plaisir, et lorsqu'il juge, c'est toujours avec des détours infinis et la plus grande modération. Il semble avoir toujours sous les yeux cette aimable

(1) Anatole France, *La Vie littéraire*, t. I, p. 4.
(2) Anatole France, *Le Mannequin d'osier*.
(3) *Le Temps*, chronique théâtrale du 19 juin 1899.

définition de l'auteur des *Pensées de Joseph Delorme* : « L'esprit critique est de sa nature facile, insinuant, mobile et compréhensif. C'est une grande et limpide rivière qui serpente et se déroule autour des œuvres et des monuments de la poésie, comme autour des rochers, des forteresses, des côteaux tapissés de vignobles et des vallées touffues qui bordent ses rives ». Cela devient tout à fait sage pour peu que l'on songe à la critique vermoulue d'Étienne qui reprochait à Victor Hugo qui, ne trouvant dans la *Tentation de saint Antoine* sa « déraison », à celle de Saint-René Taillandier qu'une « sotie » sans bon sens, sans idéal et sans clarté, reprochait à Flaubert « le défaut de sens moral et d'intelligence de l'histoire », à celle aussi de cet ineffable Armand de Pontmartin qui affirmait dans ses *Samedis* que M. Georges Ohnet était un écrivain de la lignée des Pascal et des Bossuet.

C'est pourquoi, chaque soir, je sustente de cette oraison ma pauvre âme inquiète de critique : « De la confection des palmarès de grands hommes et de la correction des copies délivrez-moi, Seigneur! Faites dans l'immensité de votre puissance et de votre mansuétude, que je ne juge jamais afin de n'être point jugé à mon tour par vous qui, seul, pouvez sonder les cœurs et les reins. Et permettez qu'ayant sans cesse devant les yeux le profitable exemple d'Armand de Pontmartin, je ne m'écarte jamais des voies peu glorieuses, mais fleuries et sûres de la critique impressionniste. »

IV

C'est en passant par la direction des Beaux-Arts où il entra, comme il nous le dit lui-même, « avec plus de goût que de connaissances », que M. Larroumet se forma peu à peu une esthétique. Ainsi, comme à Roméo, il lui fut donné de voir à temps la beauté véritable. Depuis il ne s'en est jamais dépris, et il abandonne volontiers les littérateurs pour les peintres et les sculpteurs. La critique d'art est un genre délicat et où l'on s'exempte difficilement du ridicule. Tout un chacun, s'il a quelque peu fréquenté chez des peintres, peut parler d' « empâtements », s'extasier sur « l'honnêteté du coloris et la sincérité de la touche » et rappeler au moins une fois par article que, « comme l'a dit Ingres, le dessin est la probité de l'art, comme la couleur en est la vie ». C'est de la « critique d'atelier ». M. Larroumet ne saurait point en faire. Il n'a que peu d'inclination aussi pour cette critique qui « reprend avec la plume l'œuvre du pinceau ou du ciseau(1) »,

(1) *L'Art et l'État*, p. 31.

et telle que la pratiquèrent pourtant Diderot, Théophile Gauthier, Paul de Saint-Victor, Charles Blanc et Paul Mantz.

M. Larroumet a porté dans la critique d'art la même méthode et les mêmes qualités que dans sa critique littéraire. « Le rôle essentiel de la critique, surtout en art, répète-t-il (1), me semble être de *comprendre* pour *expliquer* ». La considérant comme un genre littéraire, il en a tiré tout ce qu'elle peut enfermer d'idées, et parmi ces idées, les plus générales. « Dans l'infinité des œuvres, dit-il, la quantité et la qualité du talent permettent déjà de procéder à une première sélection. Classer le résultat de ce premier choix serait une entreprise énorme. Il faut donc procéder par catégories et dans chacune prendre comme types les œuvres les plus caractéristiques. De la sorte le nombre des œuvres à apprécier se réduit assez pour que le rôle du critique devienne possible. De ces œuvres il peut dégager les tendances générales. Ainsi, l'élément intellectuel, raison d'être et but de tout genre littéraire, prend sa place dans la critique d'art ».

Notez avec cela que nul n'a plus nettement exposé que M. Larroumet les rapports de l'art et de l'état, parlé de Watteau plus gracieusement et plus congrûment, ni plus judicieusement démêlé les éléments du talent d'un Roll, d'un Gustave Moreau, d'un Puvis de Chavannes ou d'un Jules Breton.

V

Je n'ai voulu vous remettre en mémoire que certains côtés de cette intéressante et très vivante figure de professeur-journaliste, et tels qu'ils me sont apparus en relisant les divers volumes où il a recueilli ses articles, sans que leur fleur en soit séchée ni leur parfum évaporé. Je laisse ses relations de voyage en Hollande, en Italie, en Grèce, à Jérusalem d'une observation si fine et d'une notation si scrupuleuse. Et je ne dirai rien non plus de son style toujours limpide et souple, harmonieux aussi, puisque la pensée y est toujours en une proportion exacte avec les mots qui la rendent.

M. Gustave Larroumet nous a montré, lui aussi, à quel point la critique littéraire pouvait être chose exquise et comme elle pouvait parfois n'être pas inférieure aux œuvres sur lesquelles elle s'exerce.

Louis Delaporte.

(1) *L'Art et l'État*, p. 33.

LE PRÊTRE CATHOLIQUE

III. — LE RECRUTEMENT DU CLERGÉ SÉCULIER

Si tous les futurs prêtres apportaient au séminaire les qualités qui déterminent la vraie vocation ecclésiastique, le clergé constituerait, dans notre société contemporaine, une élite de très haute valeur. Malheureusement, pour beaucoup d'entre eux, le sacerdoce est une profession que leur ont fait choisir des motifs qui ne sont pas tous parfaitement nobles, plus qu'une vocation, et ce sont ces motifs qu'il convient d'examiner maintenant.

Parmi les enfants qui fréquentent son église, tel curé en remarque un plus sage que les autres, plus attentif à l'enseignement du catéchisme, moins remuant et moins dissipé aux offices ; il le soigne davantage, l'attire, se l'attache par des faveurs que ce genre de garçons recherchent, comme de faire les commissions du presbytère, de porter le surplis d'enfant de chœur et de servir la messe. La famille de cet Eliacin est d'ordinaire l'une des plus pieuses de la paroisse, l'une de celles que l'on range dans le parti clérical de l'endroit, mais non pas généralement des plus riches ; elle appartient plutôt au monde des petits cultivateurs, des artisans.

L'enfant, sans présenter une intelligence remarquable, n'est pas non plus tout à fait dénué de moyens ; il parait capable de faire quelques études, « d'être poussé », suivant l'expression courante, et donne l'espérance, chère à presque toutes les familles françaises, de pouvoir s'élever au-dessus de la condition de ses parents. L'instituteur le « pousserait » volontiers aux emplois publics ; il fait miroiter dans le lointain l'école normale primaire, ou la voierie vicinale, ou les contributions indirectes. Mais le curé a ses vues, et, comme son influence sur la famille est prédominante, il la décide à mettre l'enfant au petit séminaire. Sans doute la situation de la plupart des curés, modestes desservants de campagne, n'est pas brillante. Mais il y a aussi de bonnes places dans le clergé, des doyennés de canton, des riches paroisses de ville, à gros casuel, des canonicats, des vicariats généraux ; il y a même l'épiscopat, qui n'est nullement fermé aux enfants des plus humbles maisons, comme le montre peut-être justement l'exemple de Monseigneur l'Évêque du diocèse, fils de paysans ou d'ouvriers.

Puis la robe du prêtre a encore du prestige ; c'est, pour beaucoup de familles, un réel honneur

(1) Voir la *Revue* du 7 juillet 1900.

que de la voir porter par un de leurs membres. Quand l'élève du grand séminaire revient en vacances, il se sent déjà entouré d'un certain respect. Mais il faut voir les indices bien plus significatifs qui se montrent à l'observateur au jour solennel de l'ordination dans une ville épiscopale, le rayonnement, l'orgueil des familles intéressées ; il faut voir aussi la joie mêlée d'un peu de vanité qui se manifeste dans un autre grand jour, celui de la première messe, fête analogue à celle d'un mariage, accompagnée, comme les noces vulgaires, d'un exceptionnel et plantureux repas.

Puis enfin, pour de braves gens habitués à peiner beaucoup, la profession de curé, pour ne pas dire le métier, n'est vraiment pas des plus fatigantes, et l'on sait que le rêve de la plupart des parents, dans un pays où l'on peut, sans pessimisme, constater un trop réel amollissement des caractères, est de ménager à leurs rejetons une vie plus facile et plus douce que celle qu'ils ont subie eux-mêmes.

A aucun moment de la période pendant laquelle s'est déterminée cette prétendue vocation, peut-on constater une sérieuse conscience des héroïques obligations du sacerdoce et de la sublime mission du prêtre chez ceux qui y sont mêlés, chez le curé qui la suscite, dans la famille qui écoute ses conseils, chez le jeune garçon qui se laisse acheminer vers le séminaire? S'est-on demandé si le sujet destiné au sacerdoce est réellement la nature d'élite que cette redoutable profession réclame, s'il est suffisamment armé pour la lutte qu'il affronte contre le monde, si ce futur soldat de Dieu est, comme l'esprit de l'institution l'exige, capable de tous les sacrifices et de tous les dévouements?

Une fois entré au séminaire, et soumis à l'épreuve, subit-il un examen plus sévère, plus éliminatoire? Nous admettons que les prêtres qui dirigent ces saintes maisons sont choisis eux-mêmes, pour leurs vertus sacerdotales, dans l'élite du clergé. Si parfaits qu'on les suppose, leur demandera-t-on d'exclure impitoyablement les sujets médiocres, à une époque surtout où le recrutement du clergé se fait difficile, et où, dans nombre de régions, faute de personnel, beaucoup de petites paroisses doivent rester sans pasteur?

Les séminaires sont des établissements très fermés pour le grand public. Ils ne subissent aucune inspection profane. Ceux qui y sont passés n'écrivent pas leurs confidences pour l'instruction du monde laïque, sauf quelques apostats, généralement détachés du sacerdoce par des motifs suspects, et dont il faut grandement se défier. Pour l'étude de l'âme des hommes qui l'habitent, les descriptions du séminaire qu'on peut trouver dans les livres prêtent à la critique. Quand elles viennent du clergé lui-même, on peut craindre un optimisme qui, de très bonne foi sans doute, laisse dans l'ombre les côtés défectueux.

Ce fin psychologue qui s'appelait Stendhal, dans son *Rouge et Noir*, a pu tomber juste, à force de pénétration, pour quelques traits dans la peinture de l'étrange maison où il place son Julien Sorel. Mais cette peinture, poussée au noir, sent par trop la malveillance; je l'ai fait lire à des ecclésiastiques intelligents et modérés, qui ont souri en haussant les épaules. Celle de Sainte-Beuve, dans *Volupté*, vraiment sympathique a déterminé, dit-on, des vocations : mais le héros compliqué de ce singulier roman qui devient prêtre après les aberrations les plus tristes, est un séminariste bien exceptionnel; la description d'Issy a été faite après une visite de cette maison dans laquelle Sainte-Beuve fut conduit par Lacordaire, et, ce qui est plus curieux encore, d'après des notes fournies par le célèbre abbé, « relevées, dit Sainte-Beuve, de traits d'imagination comme sa plume en faisait jaillir inévitablement devant elle ». Dussé-je être accusé d'irrévérence à l'égard d'un très noble esprit (je veux parler de Lacordaire), je ne crois pas que le séminaire vu par le futur fils de saint Dominique soit le vrai, même après l'arrangement de ses notes par un psychologue aussi perspicace que celui dont il fut alors le guide; il y a nécessairement trop projeté de lui-même, il l'a trop vu à travers le prisme, et peuplé, comme on désirerait que ces maisons le fussent, d'élèves à l'image de celui qui l'a rêvé plus encore que décrit.

Dans ses *Souvenirs d'Enfance et de Jeunesse*, Renan fait revivre le Saint-Sulpice qu'il habitait vers 1844; mais l'étude très intéressante des maîtres, que cette célèbre maison appelle des « directeurs », et celle, encore plus intéressante, du jeune séminariste Ernest Renan, exclut à peu près la foule des aspirants à la prêtrise parmi lesquels il vivait alors, et dont il ne dit presque rien. Sur le point qui nous occupe, on est mieux renseigné par *Ma Vocation*, de Ferdinand Fabre, que nous avons déjà mentionnée; l'aimable abbé Martinage, fils d'un cabaretier ancien chantre de cathédrale et neveu d'un brigadier de gendarmerie, représente bien le type dans lequel on peut résumer la majorité des séminaristes, natures honnêtes et communes, esprits ordinaires, sans critique et sans portée, sur lesquels règne facilement la foi la plus naïve, et que le doute n'a jamais visités, âmes nullement ascétiques, ni avides de renoncement et de sacrifice, sincèrement disposés sans doute à subir certaines privations que le sacerdoce exige

d'une manière absolue, mais dont on peut se consoler par les menues jouissances terrestres qu'il n'interdit point, s'acheminant, par une discipline intellectuelle et morale pour eux assez facile à subir vers une profession honorable et plutôt douce, où la plupart ne trouveront évidemment pas l'éclat, la richesse, ni même l'aisance, mais qui, telle qu'elle est, suffit à leurs goûts modestes, n'interdit même pas les rêves ambitieux, et, en tout cas, ne condamne point ceux qui l'ont embrassée à un héroïsme de chaque jour, fatigant, trop au-dessus des forces du vulgaire.

IV. — LA VIE RÉELLE DU CLERGÉ

Voici enfin le séminariste arrivé à la prêtrise, vers l'âge de vingt-cinq ans. Il débute comme vicaire dans une paroisse urbaine, bien petit personnage encore devant son curé, mais accueilli avec sympathie par le monde des marguilliers et des dévotes, et très agréablement occupé, en somme, par les mille détails de la profession dans laquelle il débute avec le zèle du néophyte.

S'il était resté dans son pays natal, il mènerait la dure vie du laboureur ou de l'artisan. Maintenant les journées se passent à dire sa messe basse, ou à officier comme diacre dans la grand'messe du curé, à faire le catéchisme, à figurer aux enterrements et aux mariages, à recevoir les confessions du menu peuple, qui n'ose pas déranger le pasteur de la paroisse. Joignons-y les vêpres, le salut, les divers offices par lesquels l'Église catholique s'efforce de tenir en haleine la dévotion des fidèles, bien différente de l'Église réformée, qui ferme ses portes les jours ordinaires de la semaine, et ne les ouvre que le dimanche, pendant les quelques heures consacrées à son culte si terne et si froid pour des âmes latines. Tout cela n'est pas sans laisser du loisir pour l'étude, ou les relations mondaines, ou la flânerie à domicile, suivant les goûts, et, sauf en certains grands jours, n'est pas bien accablant.

Après ce stage, le vicaire est généralement nommé desservant à la campagne, dans une petite commune. Là, sa vie se trouve beaucoup moins occupée ; la courte messe basse est l'unique office des jours ordinaires ; les baptêmes, mariages, enterrements, avec une population aussi restreinte, les confessions même sont fort rares ; la visite aux malades est bientôt faite ; le catéchisme, une ou deux fois par semaine, vite expédié ; la part du loisir s'augmente démesurément, et c'est un danger.

Ce n'en serait pas un, si tous les prêtres étaient les natures d'élite que l'idéal du sacerdoce réclame, mais que la réalité humaine, médiocre dans son ensemble, ne peut pas plus fournir au sacerdoce qu'à toutes les autres professions qui exigent à la fois, pour les sujets employés par elles, ces deux conditions contradictoires, la qualité et le nombre. Évidemment il faudrait que tous les prêtres, comme tous les professeurs, tous les instituteurs, fussent bons ; mais comme il faut aussi un grand nombre de prêtres, de professeurs, d'instituteurs, il y en a nécessairement beaucoup de médiocres, et il serait naïf d'attendre d'eux ce que la majorité ne peut pas donner.

Le bon prêtre trouverait le moyen d'occuper dignement ses loisirs, en dehors des obligations strictes du culte et du ministère sacerdotal ; il essaierait d'agir, pour le bien des âmes, sur le monde qui l'entoure, ou, en désespoir de cause, s'il le trouvait absolument réfractaire, il s'absorberait dans l'oraison, la méditation et l'étude. Ainsi ferait celui que Lamartine a rêvé dans un morceau fameux sur « les devoirs du curé ». Ainsi ne fait pas celui que Flaubert a vu dans la réalité de sa campagne normande, et qu'il a peint sous les traits de l'abbé Bournisien, hélas ! plus répandu et plus vrai que le curé de Lamartine.

Bournisien et ses pareils, qui sont légion, ne constituent pas du tout ce ramassis de vils hypocrites, dissimulant sous le masque de la religion les appétits les plus bas, que représente à sa clientèle crédule un grossier anticléricalisme. Tous, ou presque tous, ont la foi poussée jusqu'à un fétichisme très naïf ; en aucun coin de leur cerveau l'on ne trouverait l'idée qui s'exprime dans le mot attribué, peu vraisemblablement du reste, au cardinal Carlo Carafa, neveu du pape Paul IV, pendant qu'il bénissait le peuple lors de son entrée solennelle à Paris comme légat pontifical : *Populus iste vult decipi, decipiatur.* S'il ne l'a probablement pas dit, il le pensait peut-être ; mais c'était un cardinal italien de la Renaissance, non un prêtre français d'aujourd'hui.

La foi s'arrange, chez la plupart des curés, avec des faiblesses que leur caractère sacerdotal devrait exclure, mais que leur médiocrité d'hommes admet, et qu'il faut bien leur tolérer si l'on ne veut réduire cette milice sacrée à un petit bataillon, qui serait excellent sans doute, mais d'une trop grande insuffisance numérique devant l'ennemi.

Il serait piquant de faire une étude des sept péchés capitaux, ou de la triple concupiscence, dans le clergé catholique. Je ne crois pas qu'en somme, à cet égard, il vaille sensiblement mieux que la majorité des humains, médiocres comme lui en vertus et en vices. La plupart des prêtres accomplissent les rites de leur ministère sérieuse-

ment, non avec la tenue inconvenante ni les pensées sacrilèges d'un Talleyrand à son sacre d'évêque dans la chapelle d'Issy ou lors de la fameuse cérémonie de la Fédération au Champ-de-Mars. Mais, après une messe correctement dite, un bréviaire lu suivant la règle, ne leur en voulez pas trop s'ils se livrent à quelque accès de colère, ou calculent leur gain avec un peu d'âpreté, ou s'abandonnent aux molles séductions de la paresse, ou cèdent aux tentations du péché de gourmandise. Quoique leur revenu soit généralement assez faible, il en est bien peu qui n'aient des bouteilles de vin cacheté dans leur cave. Lors du déménagement d'un archiprêtre que je connais pour l'évêché où l'envoya la faveur du gouvernement républicain, l'on transporta dans sa nouvelle résidence une collection des meilleurs crus fort estimable pour un gourmet, mais fort peu évangélique. J'ai eu parfois l'honneur de manger avec des princes de l'Église, et j'ai constaté qu'il s'acquittaient mieux que moi d'une tâche que je trouvais lourde.

Le prêtre d'aujourd'hui observe-t-il scrupuleusement son vœu de chasteté? Il court là-dessus beaucoup d'histoires grivoises dans les villes et dans les campagnes; le péché contre les sixième et neuvième commandements de Dieu est celui qu'un clerc, généralement, ne commet que sous le voile du mystère et avec la discrétion la plus profonde, et, sur ce point, la statistique ne peut qu'être à peu près muette. Pourtant j'incline à croire que le vœu est observé par le plus grand nombre en France, et que notre pays n'est pas un de ceux où la fréquence des manquements disposerait le souverain pontife à tolérer le mariage des prêtres, comme il le ferait, a-t-on dit, pour certaines républiques de l'Amérique du Sud.

J'ajoute que je verrais avec regret cette concession à la faiblesse humaine. Car je trouve que le prêtre gagne infiniment à l'observation de ce vœu, en originalité et en dignité. Il faut avouer que, des diverses formes de la concupiscence de la chair, qui est elle-même celle qui nous rapproche le plus de la vie basse et qui nous relie le plus intimement avec l'animalité dont nous sommes sortis, l'appétit sexuel est l'une des plus brutales, des plus déprimantes et des plus dangereuses. Le mariage, entendu comme il l'est dans nos sociétés de l'Occident, l'épure et l'ennoblit beaucoup sans doute, parce qu'il le fait aboutir à la famille, où l'homme trouve à se relever par le dévouement et le sacrifice. Mais il ne le dépouille pas entièrement de son caractère d'appétit inférieur, et la famille elle-même, qui n'est souvent qu'un égoïsme à plusieurs,comme on l'a remarqué,à ses petitesses. Le prêtre qui renonce à celui des plaisirs terrestres dans lequel la nature a mis le plus de séduction et d'enivrement, qui ne se dérobe aux charges restreintes de la famille que pour se mieux donner à son troupeau tout entier, qui, au lieu de se dévouer à une femme et à quelques enfants, se dévoue à des centaines d'êtres humains, souffrants et misérables, celui-là me paraît plus élevé, au point de vue moral, que le meilleur des pères.

Rien que dans la lutte contre un des instincts naturels par lesquels l'homme se rattache à la bête et auxquels presque tous s'abandonnent si volontiers, je vois une originalité qui donne à ceux qui la soutiennent fermement une réelle distinction, une incontestable noblesse; la vie tout entière s'en ressent, même chez des natures pour le reste assez communes. D'autre part, au point de vue social, l'expérience montre dans le célibat soumis au vœu de chasteté la condition la plus favorable aux œuvres d'altruisme; c'est pourquoi, par exemple, en général les religieuses, avec leurs défauts, donnent plus de garanties que les laïques dans les hôpitaux, les crèches, les salles d'asile. Napoléon voulait imposer le célibat aux professeurs de son Université : quelque insoutenable qu'elle nous paraisse, cette idée n'était pas une absurdité pure.

Je doute que le clergé gagne beaucoup en élévation morale à mesure qu'il franchit les degrés de la hiérarchie. Les saints sont rares, dans toutes les catégories humaines, même dans celle du sacerdoce; ils ne sont pas plus nombreux, proportionnellement, parmi les curés-doyens, les chanoines, les archiprêtres, les grands vicaires (que parmi les desservants de campagne. Quant aux évêques de nos jours, en ayant observé quelques-uns et ayant recueilli de divers côtés des documents qui les concernent, je trouve qu'un des caractères les plus évidents chez eux est une médiocrité intellectuelle et morale un peu inquiétante pour l'Église.

L'ensemble du personnel épiscopal en France offre sans doute un grand nombre d'habiles gens, de politiques assez madrés, d'administrateurs assez entendus, mais peu d'esprits vraiment distingués, de caractères vraiment supérieurs. Certes, pour s'élever des derniers rangs au premier, ils n'étaient pas médiocres à certains égards, non plus que les gens qui composent l'état-major des politiciens, des administrateurs, des militaires, dans le monde laïque: il leur a fallu bien des qualités d'entregent, de souplesse, d'adresse, qui font réussir dans la lutte pour la vie. Mais cela n'a aucun rapport avec la vraie distinction de l'esprit, ni surtout avec les vertus évangéliques. L'Esprit-Saint, qui, d'après le dogme, inspire le

choix de ces prélats, et qui agit dans les bureaux du ministère des Cultes aussi bien qu'auprès du Saint-Siège, n'a pas à nous rendre compte de ses actions souveraines; s'il faut beaucoup de soumission pieuse pour accepter sans examen les chefs qu'il donne à son Eglise, la plupart des fidèles n'en manquent point, et tout nouvel évêque arivant dans son diocèse peut compter sur l'accueil le plus flatteur du monde dévot, sa nomination eût-elle été précédée de péripéties singulières comme, dans l'*Anneau d'Améthyste*, celle de l'excellent Joachim Guitrel, tout exceptionnelle, j'aime à le croire, si elle n'est pas simplement l'œuvre malignement conçue par l'imagination d'un ironiste délicieux.

Le contact avec l'élément urbain n'est pas toujours, croyons-nous, des plus favorables au prêtre que la faveur de l'évêque vient enlever à son humble paroisse de campagne. Il y profite matériellement; son casuel s'élève, à la satisfaction de ce bon calculateur qu'il y a dans presque tout curé; son bien-être y gagne. Mais, en supposant qu'il soit un homme d'oraison, de méditation et d'étude, cas qui n'est pas, il faut le reconnaître, des plus fréquents, il était mieux au village pour s'absorber dans des exercices qui demandent le recueillement et le silence. Si la ville offre un champ plus vaste à ceux qui sont disposés à l'action, peut-on dire qu'ils s'y dépensent exclusivement en œuvres pies, et qu'une grande part de leur temps n'est pas donnée aux relations mondaines, à certaines affaires où la religion n'est qu'assez indirectement intéressée, voire aux agitations de la politique militante, si peu chrétienne dans ses moyens, quand même elle aurait pour but unique le triomphe de la bonne cause? Nous connaissons aussi nombre de curés préposés à d'importantes paroisses urbaines qui ne sont ni des coureurs de salons, ni des agents matrimoniaux, ni des meneurs politiques, comme d'autres de leurs confrères, et dont le temps est presque entièrement pris par la préparation et la célébration des offices, les stations au confessionnal, l'administration positive de leur église, si bien qu'il leur en reste fort peu, soit pour se recueillir en eux-mêmes, comme tout bon chrétien doit le faire souvent, soit pour étudier et soulager, en dehors du temple, les misères matérielles et morales de leur troupeau. Ceux-là m'ont fait penser parfois (qu'on me pardonne l'irrévérence !) à des chefs très occupés de maisons de commerce bien achalandées, débitant des messes de mariage, des obsèques, des baptêmes, marchandises d'excellent rapport, qui donnent lieu à des comptes parfaitement réguliers, et produisent de beaux bénéfices, sur lesquels le chef de la maison prélève une large part.

Cette idée de commerce s'accentue encore dans l'esprit de ceux qui sont un peu au courant du trafic singulier auquel donnent lieu les messes pour les defunts. Tel curé d'une forte et riche paroisse, qui ne peut, d'après les règles, dire qu'une messe quotidienne, c'est-à-dire trois cent soixante-cinq messes par an, se voit demander annuellement par ses fidèles, à l'intention des trépassés, un nombre de messes qui excède beaucoup celui-là, mettons un millier, taxées à trois francs chacune, par exemple, et même souvent bien mieux payées par des dévots généreux; il reçoit trois mille francs, ou davantage, pour mille messes, quand il ne peut en dire que trois cent soixante-cinq. Comme il est honnête, il en repasse, sans prévenir nullement ceux qui les lui ont demandées, six cent trente-cinq à des confrères moins favorisés, surtout à de pauvres curés de campagne qui, sans cela, célébreraient chaque jour le saint sacrifice gratuitement, pour l'amour de Dieu; mais il retient, à titre, comment dire? d'entrepreneur, si l'on veut, une certaine somme sur chacune. Ce qui est plus amusant ou plus navrant, suivant le point de vue où on se place, c'est qu'entre lui et les chétifs confrères qu'il oblige, la plupart du temps sans les connaître, se placent, comme intermédiaires, des commissionnaires généralement laïques, qui, eux aussi, retiennent une somme pour leur peine...

Nous voilà bien loin de l'idéal du prêtre, tel que nous l'avons défini au commencement de cette étude. Nous sommes, hélas ! en pleine réalité. Le rêve est plus beau. N'est-ce rien, pour l'humanité, que de l'avoir fait? Je ne le pense pas, surtout si, comme je le crois, dans la foule des natures communes, se distinguent quelques hommes d'essence plus délicate et plus précieuse, qui, de toute leur âme, s'efforcent d'être, en nos temps peu favorables, le prêtre chrétien tel que l'a conçu la pensée religieuse d'autrefois. Ceux-là, qui ont la vraie vocation, arrivent presque toujours à la suivre jusqu'au bout, et à réaliser leur idéal, dans la mesure des forces humaines, même au milieu du siècle, sans se dérober aux tentations dont il les entoure, et que redoutent les meilleurs.

Mais il en est qui ne croient pas pouvoir, dans le monde, rester assez purs, ni devenir assez saints. Alors ils se tournent vers les lieux qu'un célèbre mystique appelle les villes de refuge, « où l'on fait pénitence du passé, où l'on obtient grâce dans le présent, et où l'on attend avec confiance la future gloire ».

Michel Stainville.

LES TAMBOURS DE TILSITT

Nouvelle.

Le général de brigade Dorsenne, major-colonel des grenadiers à pied de la garde impériale, stationnés à Tilsitt, en Prusse, fit porter au rapport du régiment l'ordre suivant : *Aujourd'hui, 6 juillet 1807, la 2e et la 3e compagnie du premier bataillon prendront la garde d'honneur au quartier général impérial à dix heures du matin.*

En conséquence, les capitaines Castillon et Pailhès, aides de camp du général Dorsenne, passèrent dans les cantonnements afin de veiller à l'astiquage des habits, des buffleteries et des armes. Il fallait, en effet, plus que jamais se montrer à la hauteur des circonstances. Il s'agissait de prouver que l'armée française était aussi magnifique après la paix que pendant la guerre. Le régiment s'était bien comporté dans les neiges sanglantes d'Eylau et sous les sapins désolés de Friedland. Maintenant, le canon se taisait Les sabres étaient rentrés au fourreau. On était réconcilié avec les Prussiens vaincus. On fraternisait avec les Cosaques battus. Ce n'était pas une raison pour négliger le fourniment. Au contraire, les grenadiers de l'Empereur devaient donner l'exemple de la bonne tenue et continuer d'être les premiers soldats du monde.

Donc, à l'heure dite, les bonnets à poil et les plumets rouges, correctement alignés, tambours battants, clairons sonnants, défilèrent, au pas accéléré, dans les rues de Tilsitt. Les bourgeois de la ville, les bourgeoises, les servantes accouraient au seuil des portes, se penchaient sur l'appui des croisées. L'auberge de l'Aigle-Noir était remplie de paysans qui regardaient. La grande maison de bois qu'habite M. le Bourgmestre était peuplée de curieux et de curieuses. Pourtant, les gens de Tilsitt auraient dû être las de voir passer des militaires. Un quartier de leur ville était occupé par l'armée française. Les Russes faisaient l'exercice dans un autre quartier. Le troisième quartier appartenait aux Prussiens. Du matin au soir ce n'étaient que sonneries de clairons, appels, contre-appels, parades et revues. Le pays aux alentours, sur les deux rives du Niémen, était couvert de tentes et de bivouacs. Infanterie, cavalerie, chasseurs, dragons, hussards étendaient au loin, sur la plaine, leurs piétinements et leurs galopades. Tous les villages, les plus humbles hameaux, resplendissaient d'uniformes, d'épaulettes, de galons et de panaches. On voyait à dix lieues à la ronde des costumes de toutes les couleurs. Les dolmans noirs des hulans prussiens voisinaient avec la pelisse blanche des hussards français. Les chevaliers-gardes de l'empereur Alexandre circulaient bras dessus bras dessous avec les guides de l'empereur Napoléon. Un camp de Baskirs était établi au bord du fleuve, et les promeneurs téméraires qui s'aventuraient parmi ces huttes, pouvaient voir des espèces de sauvages affublés d'oripeaux et munis d'arcs et de flèches... Les vedettes du maréchal Davout touchaient les grand'-gardes du maréchal Bennigsen. Ce rendez-vous d'hommes armés donnait aux habitants de Tilsitt l'occasion de faire des comparaisons intéressantes.

— Oh! disait l'aubergiste de l'Aigle-Noir, en voyant passer les grenadiers du général Dorsenne, ceux-ci, en vérité, sont bien plus beaux que les Prussiens.

— Le fait est, répliquait le rabbin Salomon en retirant de sa bouche une énorme pipe, le fait est qu'ils marchent plus droit et qu'ils ont l'air plus fiers. L'autre jour, j'ai vu la garde prussienne à la porte du roi. C'était triste. Les factionnaires étaient appuyés sur leurs fusils ou adossés à la muraille Ah! on voyait bien que ces soldats avaient été battus et rebattus...

— Voyons, rabbin, interrompit un étudiant de l'Université de Kœnigsberg, reconnaissable à sa toque et à son écharpe, les cheveux drus, les yeux durs, les épaules carrées, — voyons, rabbin, ne dites pas de mal des troupes de notre roi Frédéric-Guillaume. Les Prussiens sont battus. C'est possible. Mais ils prendront leur revanche, avec l'aide de l'Allemagne tout entière..

— Eh! eh! reprit le rabbin, en riant d'un petit rire sec, nous ne devons pas oublier ces paroles de Gœthe : *« Secouez vos chaînes tant que vous voudrez; Napoléon est trop fort pour vous; vous ne les briserez jamais. Vous ne ferez que les enfoncer plus profondément dans votre chair... »*

— Taisez-vous, rabbin, j'ai cru comme vous que Napoléon était un héros providentiel, un homme de fer, un vrai Prussien... J'avais pensé qu'une mission divine lui était assignée. Mais j'ai changé d'idée. L'Empereur sera perdu par l'orgueil. Il veut rayer la Prusse de la carte de l'Europe. Mais aucune puissance, pas même la sienne, ne peut supprimer les nations qui ne veulent pas mourir. Napoléon est le grand ennemi de notre patrie...

Le rabbin, effaré, fit mine de se retirer. L'étudiant le retint par la manche et lui dit tout bas, les dents serrées, les lèvres pâles :

— Oui, la Prusse a une mission en Allemagne. Notre pauvre pays de sablières et de marécages verra fleurir le renouveau de la liberté. L'armée prussienne ressemble à un arbre aux antiques racines : les orages ont pu le tirailler et le dépouiller de ses branches, mais il grandira, fort et superbe. Il couvrira l'Allemagne et la France de ses branches reverdies...

Cependant, la musique de la garde emplissait de vacarme la grande rue qui descend vers le Niémen.

En tête marchait un magnifique tambour-major, coiffé d'un chapeau à panache tricolore, vêtu d'un habit bleu-de-roi, brodé d'or sur toutes les coutures, et d'un pantalon en peau de daim étrangement collant. Sa main gauche, gantée de blanc, était superbement appuyée sur la poignée d'un sabre qui pendait à un baudrier de velours rouge. D'un agile mouvement de la main droite, ce bel homme faisait tourner, en de savants moulinets, une grande canne à pomme d'or. Ensuite venaient seize tambours, dont les baguettes avec un art infini et une symétrie parfaite, détaillaient le *rrra*, le *ffla* et le *rataplan*. Les musiciens, coiffés de chapeaux bicornes à ganse d'or et chaussés de bottes molles, soufflaient si fort, dans leurs instruments de cuivre, qu'ils en avaient les joues toutes gonflées. L'un d'eux secouait des clochettes au bout d'une hampe. Un autre allongeait en mesure les coulisses d'un long trombone. Un autre avait adapté à ses lèvres l'embouchure d'une trompette en forme de serpent. Un nègre, en riant, faisait retentir des cymbales. Un enfant de troupe, marchant en serre-file rythmait la musique, en cadence par un petit tintement du triangle, tandis qu'un gros bonhomme, sanglé dans un gilet trop étroit, s'essoufflait à taper sur une grosse caisse.

Deux officiers à cheval précédaient les compagnies. L'alignement des rangs et des files était si correct, qu'on voyait s'avancer en même temps toutes les pointes des guêtres noires à boutons jaunes. Les moustaches grises des grenadiers avaient une expression farouche et martiale, sous l'édifice du haut bonnet à poil enfoncé jusqu'aux yeux. Les vieux de la Grande Armée se redressaient fièrement, malgré le poids du sac. Quelques-uns de ces habits bleus, usés par la victoire, étaient surchargés de chevrons, insignes glorieux des campagnes et des services. L'arme au bras, ces admirables soldats s'avançaient, d'une allure calme qu'on sentait irrésistible. Les épaulettes rouges brillaient joyeusement au soleil. Une belle lumière d'été avivait la blancheur des buffleteries, l'éclat des boutons de métal, les cuivreries des fusils, des briquets et des gibernes... Au-dessus du scintillement des baïonnettes, les trois couleurs de France scintillaient dans la clarté du ciel, sous l'envergure triomphale de l'aigle d'or.

Quand le détachement fut arrivé à cinquante pas de la résidence impériale, le commandant fit mettre les grenadiers au port d'arme. La garde descendante était rangée devant la porte. Les tambours et les clairons des deux gardes battirent et sonnèrent aux champs.

Le chef de bataillon Lonchamps, commandant de la garde montante, s'avança vers le chef de bataillon Bodelin, commandant de la garde descendante. Les deux officiers se saluèrent de l'épée.

— Rien de nouveau? dit l'un.

— Rien de nouveau, répondit l'autre.

Les gamins de la rue regardaient, bouche bée, cette magnificence de geste qui ennoblit les moindres gestes de la vie militaire.

Après le départ de la garde descendante, le commandant Lonchamps fit faire demi-tour à ses grenadiers. Les baïonnettes furent remises au ceinturon. On rompit les rangs. Les hommes entrèrent au poste, placèrent leurs fusils au ratelier, débouclèrent leurs sacs et ôtèrent leurs bonnets d'oursin. Et bientôt on n'entendit plus, dans la rue redevenue déserte, que le pas monotone et régulier des sentinelles.

Les grenadiers, dans le corps de garde, causaient. Des groupes se formaient.

— Eh là-bas! la coterie, s'écria le sergent Gervais, en s'adressant au tambour Morlin et au clairon Muller, sait-on où c' qu'est allé le P'tit Caporal au jour d'aujourd'hui?

— A c' qu' i paraît, sergent, répondit Muller, qu'il a été se promener avec l'empereur de Russie et le roi de Prusse.

— Se promener! Se promener! grommela le sergent. Alors tu crois que le P' tit Caporal se promène comme ça, la canne à la main, et qu'il perd son temps comme qui dirait un muscadin aux Tuileries.

— Oh! vous savez, sergent, pour ce que j'en dis!... Après ça, il a peut-être été passer une revue!

— Oui, appuya le clairon Muller. Des revues, il en passe tous les jours. Et pas seulement des revues de Français! Mais des revues de Prussiens, des revues de Russes...

— Ah! ça, interrompit Rouget, fourrier de la 2e du 1er, est-ce que nous allons faire la paix, maintenant? Est-ce que le Petit Caporal ne se fâchera pas? Est-ce qu'il ne mettra pas son lampion de travers? Est-ce que nous ne ferons pas une autre campagne?

— Le fait est, reprit un grenadier, que si le Petit Tondu s'arrête maintenant, ça n'est pas du jeu. Moi, il me faut les galons de sergent.

— Et moi, dit un autre, je comptais sur la croix. Si on s'arrête maintenant, plus moyen!

— Ah! soupira le tambour-major, du ton d'un homme qui est satisfait de la vie, vous n'êtes pas raisonnables, vous autres! Vous voulez tous le bâton de maréchal.

La conversation allait ainsi, tantôt languissante, tantôt vive. Et chacun de ces braves disait son mot.

Tout à coup, la sentinelle devant les armes appela le poste de toute la force de sa voix. Les grenadiers

(1) Les soldats de l'empereur Napoléon appelaient ainsi son chapeau historique.

eurent à peine le temps de sortir, de s'aligner devant la résidence impériale, et de mettre la baïonnette au canon.

Au bout de la rue, deux chasseurs à cheval en grande tenue, kolback noir, flamme amarante, plumet rouge et vert, dolman vert à tresses orange, pantalon de peau jaune, pelisse écarlate fourrée de gris, signalaient l'approche du cortège impérial.

Bientôt le pavé retentit sous le piaffement d'une nombreuse cavalcade.

Le peloton des chasseurs était suivi par une compagnie de mamelouks. Ces pittoresques cavaliers, ramenés d'Égypte par le général Bonaparte, galopaient sur des petits chevaux arabes très fringants et harnachés d'ornements de toutes les couleurs. Les mamelouks défilaient, dans les parades, sans aucun alignement, et s'amusaient à gesticuler avec leurs sabres courbes. On admirait leurs turbans blancs, leurs aigrettes ornées de pierres précieuses, leurs caftans verts ou roses, leurs pistolets damasquinés.

Cette vision, sous le ciel pâle du Nord, évoquait les mirages féeriques de l'Orient et décorait de splendeurs lumineuses l'aspect un peu morne de Tilsitt.

L'Empereur parut, chevauchant botte à botte avec le tzar. Il portait, ce jour-là, l'uniforme de colonel des chasseurs à pied de sa garde, le frac bleu, les épaulettes d'or, la veste blanche, la culotte blanche et les bottes à l'écuyère. Le grand cordon de la Légion d'honneur barrait de rouge les revers blancs de son habit, *la plaque d'argent* de l'ordre impérial brillait au côté droit de sa poitrine. Il était coiffé, comme à l'ordinaire, d'un petit chapeau bicorne en castor noir, sans bordure ni galon, orné seulement d'une petite cocarde tricolore soutenue par une ganse de soie noire. L'Empereur avait l'air gai. Il montait Marengo, son cheval préféré. D'un mouvement nonchalant, volontairement abandonné, il laissait flotter sur le col de la bête les rênes d'or et de soie.

Napoléon se tournait de temps en temps vers son ennemi de la veille devenu son ami, et lui parlait d'un air affable, en souriant. Il parlait assez fort, car le tzar avait l'oreille un peu dure.

L'empereur Alexandre Ier était un grand jeune homme de belle mine gracieuse et d'allure élégante, avec quelque chose de calme et de triste dans la physionomie et dans les gestes. La tenue sévère et martiale du régiment Préobajenski semblait un peu trop belliqueuse pour sa taille mince et son allure quasiment féminine. Il maniait avec grâce un superbe cheval blanc de l'Ukraine. Il avait plutôt l'air d'un charmant officier que d'un puissant monarque.

Quand les souverains arrivèrent à la hauteur de la garde d'honneur, le chef de bataillon Longchamps commanda : « *Portez armes !... Présentez armes !...* » Le tambour-major leva sa canne. Les tambours battirent aux champs.

Derrière les deux empereurs, un troisième cavalier, fort mal équipé, cheminait, tant bien que mal, sur une bête rétive. Il suivait de si loin Napoléon et Alexandre qu'il se confondait presque avec le splendide état-major où brillaient Murat, grand-duc de Berg, et le major-général Berthier, prince de Neufchâtel. Son uniforme sombre était éclipsé par les chamarrures théâtrales de Murat, et même par les insignes moins emphatiques du maréchal Berthier. Cet homme, maigre et pâle, mal assis sur un cheval disgracieux, portait une tunique verte et une casquette plate...

Lorsqu'il passa devant la garde, les baguettes des tambours continuaient à faire retentir la batterie triomphale qui annonce l'approche des princes souverains et des généraux en chef.

Le tambour-major, clignant de l'œil, baissa légèrement sa canne, et grommela dans sa moustache, de façon à être entendu par les grenadiers goguenards :

« Tapez pas si fort, nom d'un tonnerre ! ça n'est qu'un roi ! »

GASTON DESCHAMPS.

LES CONGRÈS DE L'EXPOSITION

Le patronage des libérés.

Sarah Martin était une petite femme dépourvue de charmes physiques et de ressources pécuniaires. Mais elle était laborieuse et, depuis l'âge de quatorze ans, elle gagnait sa vie comme couturière. Le dimanche, elle se plaisait à vivre au milieu des pauvres, dans un de ces *Workhouses*, si nombreux en Angleterre. Elle consolait les malheureux, cherchait à les instruire, soignait et guérissait les malades.

Un jour, elle demanda au geôlier de la prison de Yarmouth de la laisser entrer pour qu'elle puisse s'entretenir avec une prisonnière, dont on lui avait parlé. Elle y mit tant d'insistance, qu'après plusieurs refus, elle obtint ce qu'elle désirait tant. Elle vit la malheureuse femme, et le bien matériel et moral qu'elle sentit lui avoir fait, décida de sa vocation. Elle résolut de se consacrer au relèvement des prisonnières et des prisonniers.

Elle avait alors trente et un ans. Pour pouvoir pénétrer régulièrement dans les prisons, elle eut l'idée de procurer du travail d'abord aux femmes, puis aux hommes. « En 1823, dit-elle, une personne charitable me remit 16 francs et une autre 25 francs pour en faire usage dans l'intérêt des prisonniers. L'idée me vint d'acheter du linge à layettes et je me

mis à l'œuvre, empruntant des modèles, taillant ma toile, fixant le prix de façon, ainsi que le prix de vente. Les prisonnières se mirent aussi à faire des chemises et des habits. Par ce moyen, beaucoup de jeunes femmes apprirent à coudre et celles qui étaient industrieuses et ménagères purent s'amasser un petit pécule de sortie... Les hommes fabriquèrent des chapeaux de paille et plus tard des cuillers et des cachets en os; d'autres des casquettes faites de huit pièces. »

Tel est bien, en germe, l'institution aujourd'hui florissante du *patronage des libérés*. Mme la baronne van Caloen, secrétaire du comité de Bruges pour le patronage des condamnées et des mendiantes et vagabondes, s'est plu, dans le rapport, qu'elle fit au récent *Congrès international du patronage des libérés*, à rendre hommage à cette pauvre couturière qui « inspirée par la charité seule, découvrait et pratiquait seule les idées les plus ingénieuses et les plus sensées que les moralistes, politiques ou administrateurs aient encore proposées pour la réforme du système pénitentiaire ».

Cela est, en effet, exact. L'action des philanthropes s'est développée, depuis, en étendue, mais non pas en profondeur. On n'a pas découvert d'expédient nouveau pour réintégrer dans le sein de la société ceux qui en ont été rejetés pour ne s'être point soumis à ses lois. Aussi était-ce l'objet principal du dernier Congrès que d'ouvrir de nouveaux horizons à l'activité charitable de ceux qui, par amour de l'ordre et de la sécurité sociale, se consacrent à cette tâche particulièrement délicate du patronage des libérés.

Deux problèmes principaux se posent à leur perspicacité : 1° procurer du travail au prisonnier, afin qu'à sa sortie de prison il ne devienne plus un danger pour la société; 2° l'instruire, afin qu'il prenne goût au travail et se développe en moralité.

Or, quels sont les moyens dont doit user le patronage, avant l'expiration de la peine, pour préparer le placement du patronné et son reclassement dans la société ?

Cette grave question, qui formait le premier point de l'ordre du jour des travaux de la troisième section a été successivement étudiée par le colonel sir Howard Vincent, et par MM. J. V. Hürbin, von Engelberg, Joseph Magnol, Helme et Louis Rivière.

Le colonel sir Howard Vincent, député, ancien directeur des affaires criminelles à Londres et membre de la *Commission britannique* de l'Exposition universelle, ne dissimule point que le placement des libérés est chose malaisée. Il faut rendre visite aux patrons, et surtout aux contremaîtres, leur dire la vérité, leur promettre que les autres ouvriers ne connaîtront rien du passé de leur nouveau camarade. Au besoin, une pièce de cent sous peut éveiller la charité d'un contremaître. Mais, par exemple, il faut user d'adresse et de discrétion : ne pas établir un écrivain en faux chez un banquier, un clerc chez un loueur de voitures, un voleur avec violence chez une dame seule à la campagne.

Suivant M. von Engelberg, conseiller d'État du grand-duché de Bade, pour qu'une Société de patronage atteigne le but qu'elle se propose, il faut qu'elle dispose de moyens pécunaires suffisants, car on ne doit pas reculer devant de grands frais pour sauver un être humain de la dépravation. Il convient aussi que le Comité soit composé de gens appartenant à différentes confessions, afin d'échapper à l'objection que la Société poursuit un but religieux. Il est avantageux de faire entrer dans les comités des personnes honorables des différentes classes de la société.

Un des obstacles au développement des sociétés de patronage, c'est que leur concours est, en général, peu demandé par les libérés. Pour attirer l'attention de ces derniers, pour les éclairer, l'affichage de circulaires spéciales dans les cellules et les salles de prison est nécessaire. Dans les pays où les membres des sociétés de patronage ont, conformément aux conclusions du premier Congrès international d'Anvers en 1890, l'entrée dans les prisons, la tâche est facile. Mais si l'entrée leur en est interdite, alors les pasteurs des prisons, qui sont, en général, membres des sociétés, seront les représentants naturels de ces dernières dans les prisons.

Reste la tâche la plus délicate : le placement du libéré. M. Eugène Helme, président de Chambre à la Cour de Chambéry, propose l'engagement militaire C'est un mode de patronage assez simple en lui-même, mais dont la préparation doit être anticipée. Il y a plusieurs pièces à rassembler. Parfois même, la constitution d'un conseil de famille devient indispensable. D'autre part, assez souvent, rien n'est plus difficile à obtenir que le certificat de bonne vie et mœurs que l'on s'obstine à exiger des candidats aux bataillons d'Afrique. Or, comme c'est le maire du dernier domicile, lequel se forme par un an de séjour, qui remet ledit certificat, il y aurait là un obstacle infranchissable au placement des vagabonds, si les membres des comités du patronage ne parvenaient à trouver quelque fonctionnaire moins soucieux de la lettre que de l'esprit de la loi.

***

Ces brèves indications sur le rôle des sociétés de patronage permettent de se rendre compte des qualités que réclame, chez ceux qui souhaitent s'y consacrer, ce moderne apostolat. De l'intelligence, du tact, des ressources pécuniaires, des loisirs (beau-

coup de loisirs), le goût de la charité, de la douceur et une certaine spécialité d'éloquence. « A mon avis, dit M. Helme, la conférence — sans apparat, simple, familière, mais émue et communicative — est un instrument de premier ordre pour disposer les prisonniers au relèvement. Voyez le rôle immense de la chaire en matière religieuse, et avec quel succès les divers cultes s'en sont toujours servis, lorsqu'il s'agit de remuer les âmes! Or, nous sommes, nous aussi, des *remueurs d'âmes*. »

Il est certain que, dans les conditions actuelles de nos sociétés, c'est à la femme moderne que convient le mieux cet apostolat (1). C'est de charité qu'il s'agit surtout. Qu'elle se consacre à cette nouvelle forme de la charité, en attendant que les hommes, en travaillant de toute leur intelligence, aient établi la justice sociale. La femme a les qualités qu'il faut pour adoucir les heurts douloureux de la machine sociale. Sans doute, elle ne rétablira point l'ordre troublé. Mais elle utilisera un peu de l'argent des riches à calmer les souffrances trop cuisantes des malheureux. Ce qui serait à regretter c'est que ce que l'on a appelé *assistance par le travail* prît un développement trop grand. Des philanthropes, ayant constaté la difficulté qu'il y a à placer dans des ateliers des prisonniers libérés ou, simplement, des ouvriers en chômage, se sont imaginé de créer des ateliers où, en échange de leur travail, on assure aux ouvriers sans travail la nourriture et le logement. J'ai visité dernièrement un de ces ateliers. Quelques vieillards et de tout jeunes gens s'occupaient, dans une vaste salle bien aérée, à composer des *margotins* résineux pour allumer le feu. Au bout de leur journée, ils avaient gagné 1 fr. 50. Cette somme représentait leur entretien (logement et nourriture). Mais vous pensez bien que ces margotins entrent ensuite dans le commerce. Ils sont vendus *directement* aux personnes qui en font une commande au gérant de l'atelier. Et, comme le prix de vente est *très sensiblement* inférieur à celui qu'elles ont l'habitude de payer chez leur fournisseur habituel, le gérant arrive difficilement à satisfaire tous ses clients. Il en vient à regretter qu'il n'y ait pas davantage d'ouvriers sans travail. Il raille ceux qui, s'étant présentés à l'atelier, ont pris la fuite après une journée de ce travail si rémunérateur. Et le brave homme ne se rend pas compte de la perturbation économique qu'il causerait si sa petite industrie prenait de l'extension. Déjà il se félicite d'avoir *supprimé l'intermédiaire*. Or, cet intermédiaire est un homme, et c'en sont aussi les ouvriers qui travaillant chez les fabricants de margotins se verraient diminuer leurs salaires parce que ceux-ci ne pourraient plus supporter la concurrence des ateliers d'assistance et seraient contraints d'assimiler leurs ouvriers à ceux de ces ateliers. De sorte qu'en voulant venir en aide à des ouvriers sans travail, on aurait organisé une véritable exploitation du travail. Il est vrai que les économistes, hypnotisés par leur loi de l'offre et de la demande, ne réfléchissent pas aux conséquences économiques des expédients que leur suggère le désir de remettre toutes choses dans l'ordre où elles se trouvaient.

Si l'œuvre du patronage des libérés aboutissait à régulariser cette exploitation du travail des miséreux, elle serait néfaste; mais si elle consiste à venir momentanément en aide aux libérés par le moyen de ressources empruntées aux personnes riches et charitables, et afin de leur faire obtenir du travail à un taux normal, cette œuvre est à encourager, car elle contribue à atténuer, dans une certaine mesure, la violence des heurts qui fatalement se produisent entre les classes.

Les habitations à bon marché.

Il est exagéré de penser — et de dire, comme l'a fait M. Georges Picot — que le problème de l'habitation ouvrière constitue le nœud de la question sociale. Ce n'en est qu'un des aspects et qui ne variera définitivement dans le sens d'une plus grande perfection qu'avec une plus juste organisation du travail. C'est là qu'est le nœud de la question sociale, et ici seulement.

Ce qui n'empêche pas qu'il soit très désirable que des logements hygiéniques soient mis à la disposition des ouvriers. On comprend même difficilement comment les seules nécessités de l'hygiène n'aient pas imposé aux communes, et à l'État, dans une certaine mesure, l'obligation d'assurer aux travailleurs des habitations plus saines que les taudis où ils sont encore contraints de vivre dans une répugnante promiscuité.

Jusqu'à présent, c'est l'initiative privée poussée par la spéculation, et guidée par la philanthropie, qui a réalisé les seules améliorations que l'on puisse constater.

(1) Aussi ne manque-t-elle pas de s'y consacrer. Nous tenons surtout à signaler l'œuvre du *Patronage des détenues, des libérées et des pupilles de l'administration pénitentiaire*, dont Mme de Witt, née Guizot est la présidente, Mme Oster la déléguée générale et Mme Charles d'Abbadie d'Arras la secrétaire. Ces dames ont organisé, 21, rue Michel-Bizot, un *asile temporaire* où les femmes sont reçues, à leur sortie de prison, et séjournent le temps nécessaire à préparer leur replacement dans la société. Il y a deux sections séparées : celle des femmes et celle des mineures. Dans un rapport, riche de pensées délicates et d'émotion, Mme Oster a soutenu, au dernier Congrès, qu'entre la prison et la vie sociale devait exister pour la prisonnière libérée, un lieu de refuge, où elle fasse un stage. « De ce stage, a dit Mme Oster, doit sortir un lien presque de famille, de telle sorte qu'à toute heure de son existence, à l'heure de l'inquiétude ou à l'heure de la rechute, la libérée revienne à nous comme à son refuge contre les autres et contre elle-même. »

Au dernier *Congrès international des habitations à bon marché*, M. Georges Picot, s'occupant spécialement des maisons à étages, à indiqué aux capitalistes dans quelle mesure leur construction et leur gestion pouvait être rémunératrice.

C'est à Londres, en 1847, que ce plan de construction fut adopté, pour la première fois. Vers 1885, des plans rapportés de Londres déterminèrent, à Paris, un mouvement analogue. A Rouen, la première maison salubre et à bon marché fut élevée en 1886. A Lyon, la Société lyonnaise des logements économiques, fondée en 1886, inaugure en ce moment sa 115e et sa 116e maisons, et loge 1 385 familles; chaque maison abrite de 10 à 15 familles. A Paris, la société philanthropique a construit 7 maisons qui contiennent de 35 à 55 familles, soit, au total, 297 logements comprenant 982 habitants. La « Société des habitations économiques » de Paris a pris les mêmes plans et a construit 6 maisons, logeant 139 familles, avec 501 personnes.

L'expérience de Lyon et celle de Paris nous présentent des éléments de calcul précis : chaque logement revient à Lyon à 4 000 francs, à Paris, entre 5 et 6 000 francs. La maison de Lyon coûte donc de 40 à 60 000 francs, selon qu'elle s'applique à 10 ou 15 logements. Celle de Paris revient à 280 000 francs pour 50 familles. La société lyonnaise a consacré 5 469 719 francs à la construction d'immeubles. La société philanthropique et celle des habitations économiques ont dépensé 2 400 000 francs.

De ce qui précède, il résulte que des capitaux considérables sont nécessaires à qui veut améliorer le logement ouvrier. Ce n'est donc point à la charité qu'il convient de les demander. C'est à l'intérêt intelligemment entendu des capitalistes. Aussi faut-il leur faire entrevoir la possibilité des bénéfices suffisants. M. Georges Picot prouve, au moyen de statistiques, que les maisons à étages, louées à la clientèle des habitations à bon marché, c'est-à-dire à l'ouvrier d'état, ayant un salaire régulier, rapportent à Paris, lorsqu'elles sont construites dans de bonnes conditions, dans un quartier fréquenté par les ouvriers, un produit net de 3,50 p. 100. A Lyon, fut réalisé le plus grand succès qui ait été atteint en France. Le revenu des capitaux engagés dans les entreprises de la Société lyonnaise a atteint 4,75 p. 100.

Une considération qui doit encore attirer les capitalistes, c'est que la législation protège, dans une certaine mesure, les entreprises des sociétés d'habitations ouvrières. La loi du 30 novembre 1894 affranchit les maisons louées à des ouvriers ou à des employés vivant de leur travail ou de leur salaire de la contribution foncière pendant les cinq années qui suivent l'achèvement de la construction. C'est donc une remise de trois années ajoutée à l'exemption de droit commun. De plus, faveur précieuse, elle autorise les bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux à employer une fraction de leur patrimoine en prêts hypothécaires aux sociétés de constructions de maisons à bon marché. De son côté, la Caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer, jusqu'à concurrence du cinquième, la réserve provenant de l'emploi des fonds des caisses d'épargne, en obligations négociables des sociétés de construction ou de crédit.

Voilà en quoi consiste la seule intervention légale que les économistes, comme MM. Georges Picot, Eugène Rostand puissent admettre. Que l'État, que les communes interviennent, pour protéger, dans une certaine mesure, les capitalistes qui consentent à sacrifier leurs capitaux pour améliorer le logement ouvrier, les économistes l'admettent. Mais que l'État, que les communes prennent l'initiative de diminuer les charges de la classe ouvrière en leur facilitant l'accès de maisons salubres moyennant un loyer inférieur à celui qu'ils ont coutume de payer, cela paraît une hérésie économique à M. Georges Picot qui y voit la cause d'un désordre dont la société serait victime et qui volontiers dirait après Gœthe : *plutôt commettre une injustice que supporter un désordre*. Et M. Eugène Rostand ajoute que cette intervention créerait aux pouvoirs publics, surchargés d'attributions toujours plus complexes, des embarras de toute sorte, et alourdirait des finances publiques, pour lesquelles il est trop demandé.

Il y a cependant des hommes éminents, comme M. Hector Denis, le député belge qui, sans tomber dans l'utopie, voudraient que les pouvoirs publics contribuassent à améliorer la situation économique des travailleurs. M. Hector Denis souhaite la formation d'une société nationale d'intérêt public, dont le capital serait formé par l'État, les communes, les provinces, les bureaux de bienfaisance, les hospices les sociétés de secours mutuels. D'autre part, M. Maurice Charnay a exposé, dans la *Revue Socialiste* une combinaison ingénieuse, qui permettrait aux communes de construire des immeubles dont les loyers finiraient par me représenter plus que les frais d'entretien, le logement étant gratuit.

Il est certain qu'il y a beaucoup à faire pour l'amélioration du logement ouvrier, puisque tout est à faire. Il convient donc de favoriser toutes les initiatives et MM. Georges Picot et Rostand, font œuvre utile, bien qu'à notre avis, incomplète, en faisant collaborer les capitaux des riches à la satisfaction matérielle de ceux qui, par le travail, collaborent à leur richesse.

Léon Parsons.

VARIÉTÉS

Les images d'Épinal [1].

L'usine la plus intéressante d'Épinal, si elle n'est pas la plus considérable, est la fameuse imprimerie Pellerin, dont les images coloriées sont répandues par le monde entier depuis plus d'un siècle. Un incendie vient d'amener l'établissement à se transformer. Les ateliers d'où sont sorties tant d'images de sainteté, tant de légendes pieuses ou romanesques et, presque entière, la légende napoléonienne, ces ateliers sont remplacés par une manufacture conçue selon les données les plus récentes, où la vieille imagerie continue à être produite par les bois du premier Pellerin; mais des procédés nouveaux livrent au commerce des albums pour lesquels on fait appel au crayon des plus subtils illustrateurs parisiens. Dans la nouvelle imprimerie, située à l'extrémité nord d'Épinal, l'horloger Pellerin ne reconnaîtrait plus la boutique où ses premiers essais le mirent sur la voie d'une florissante industrie populaire.

Pellerin faisait des cadrans pour la Bretagne; il peignait sur émail des portraits de saints et de saintes qui trouvaient une clientèle suivie dans ce pays aux traditions tenaces. Mais la peinture revenait cher: lorsque la plupart des Bretons aisés eurent des horloges, on vit les demandes diminuer. Pellerin eut alors l'idée de faire des cadrans en papier, le succès fut prodigieux, plus prodigieux encore celui des images pieuses, que l'audacieux Pellerin entreprit aussitôt. La Bretagne ne fut pas seule à s'engouer des enluminures d'Épinal; quand les églises furent rendues au culte, le colportage inonda la France, puis l'Europe de ces estampes. En même temps Pellerin commençait à illustrer l'actualité. Les victoires de la République, les éblouissements du Consulat furent racontés par les artistes spinaliens. Couleurs violentes, physionomies emphatiques, naïveté dans l'expression répondaient au sentiment populaire. Le monde entier fut un client pour la petite ville des Vosges. On a pu dire de nos jours que les pays les plus sauvages connaissaient deux villes de France: Paris et Cognac. Pendant longtemps Épinal fut plus populaire encore.

L'imagerie d'Épinal, c'était l'histoire en tablettes, à la portée de tous; c'était, par l'estampe pieuse, le culte domestique rendu tangible. Elle plaisait et s'imposait par ses couleurs vives que les soleils les plus ardents ne pouvaient ronger. Nous obtenons aujourd'hui des teintes plus douces, plus harmonieuses, plus fondues; mais allez voir dans la boutique du cordonnier où elles tapissent les murs ce qu'elles deviennent après quelques mois à la lumière! On ne distingue plus rien. L'image d'Épinal, au bout de cent ans a conservé ses teintes rutilantes.

Pellerin ne se borna pas à être l'éducateur patriotique du pays: servi par une bonne humeur de pleine sève gauloise, vivant au milieu des artisans d'une ville qui était alors un gros bourg et où affluaient les montagnards bons vivants des Faucilles et des Vosges, il eut l'idée de s'attaquer aux petits travers du menu peuple, de flageller narquoisement les défauts et les vices. Cette veine fut un nouvel essor pour l'imagerie et conduisit à l'illustration de contes enfantins. On continuait cependant à sacrifier à l'actualité. Les romans et les histoires qui firent pleurer nos grand'mères vinrent se condenser à Épinal en une feuille crûment bariolée qui les sauvera de l'oubli.

Les gendres d'un Pellerin, aujourd'hui à la tête de la maison, m'ont cordialement fait les honneurs de l'établissement et m'ont envoyé, comme souvenir de ma visite, une collection de leurs images depuis les origines jusqu'à nos jours. Et j'écris ces lignes en feuilletant cette œuvre qui fait revivre si étrangement tout un siècle, le plus agité de l'histoire.

La Révolution finissait au moment où le brave père Pellerin lançait ses premières images, aussi ne possède-t-on guère de documents d'Épinal sur cette époque. Fort chauvin, l'imprimeur n'a vu que les grands faits militaires. Cependant, la prise de la Bastille fut représentée, bien des années après, car la légende mise au bas de l'image la montre comme une des plus fécondes journées de « notre première » Révolution. La bataille de Fleurus, la résistance du *Vengeur*, la mort de La Tour d'Auvergne, eurent aussi les honneurs de cette glorification populaire.

L'épopée napoléonienne surtout fut exaltée. La vie entière de l'Empereur a été illustrée par Épinal. Au bas de toutes ces planches est le nom du même artiste: Georgin. Il prend le héros dès Toulon et le suit fidèlement dans ses triomphes et ses revers jusqu'à l'apothéose du retour des Cendres. Certes, ce n'est point de l'art; il y a d'étranges anachronismes: tel le Bonaparte déjà en petit caporal qui, entouré de généraux habillés comme au temps de l'Empire, dirige le passage du pont de Lodi; mais cela est vivant, la scène est largement traitée. Même dans les compositions purement chimériques, comme le mont Saint-Bernard pendant le passage célèbre, le dessinateur sut faire vibrer l'âme du peuple et faire dire aux acteurs de l'épopée: « C'était bien ça. »

L'Égypte prestigieuse a beaucoup tenté le crayon et la brosse de Georgin; il a peuplé ses paysages de

[1] Extrait d'un ouvrage de M. Ardouin-Dumazet: *le Plateau lorrain et les Vosges*, 22e série du *Voyage en France*, qui va paraître chez Berger-Levrault.

fantastiques minarets, de classiques ruines romaines. Ses palmiers ont des dattes groseilles grosses comme des oranges; les Mamelouks, superbement vêtus, brandissent automatiquement de formidables cimeterres. Quant aux pyramides, elles font l'effet de tentes abandonnées par les guerriers. Puis c'est l'Empire, Iéna, Austerlitz, toute la gloire impériale racontée par l'image et surtout par de brèves notices qui firent plus, peut-être, pour établir la légende, que l'illustration elle-même. Quel poème rendra jamais, par exemple, cette phrase sur la bataille de la Moskowa : « Napoléon paisible au milieu d'un *brouillard de boulets...*? »

Voici les mauvais jours; Georgin doit montrer le passage de la Bérésina, et il a brossé une page tragique, pleine de terreur : dans la plaine blanche, sous les vols de corbeaux, l'armée s'en va comme un troupeau. Les êtres sont informes et cependant pleins de souffrance. Avec Lützen, l'image retrouve un moment de chauvinisme; là encore la notice parle de la « nuée de projectiles » autour de l'Empereur.

Voici maintenant Arcis, Montereau, les adieux de Fontainebleau, le retour de l'île d'Elbe, puis toutes les anecdotes qui entretinrent le culte du demi-dieu : *Napoléon et la mère du grenadier*, *Honneur au courage malheureux*, *Ce linceul vaut bien la Croix*, et tant de traits montrant aux foules un Napoléon tout autre que le despote et le conquérant. Que de larmes ont fait répandre les représentations du tombeau de l'île Sainte-Hélène! Plus de cent compositions répandues à des millions d'exemplaires portèrent ainsi le culte de l'Empereur jusque dans les pays les plus lointains. Un voyageur égaré dans les Andes trouva dans une chaumière deux Péruviens agenouillés devant une image d'Épinal représentant Napoléon.

Les compagnons du grand homme eurent leur part dans cette glorification. Une série de portraits de généraux parut sous le titre de *Gloire nationale*. Chaque effigie se détache sur un fond rouge, entre des drapeaux et des trophées, des aigles et des croix de la Légion d'honneur. Même Kléber, mort avant l'avènement de l'Empire, est ainsi dominé par l'aigle impériale.

La Restauration ne pouvait négliger un tel élément. La prise du Trocadéro fut célébrée par Épinal : sur un mur escaladé par nos grenadiers, sortant pimpants et secs de la mer où ils se sont jetés pour courir à l'assaut, les Espagnols luttent avec le calme de soldats de bois. Leur étendard porte une inscription *française* : « La Constitution ou la mort! »

L'Algérie fut relativement peu mise en image. Il y eut pourtant un bien étrange bombardement d'Alger et une extraordinaire défense de Mazagran contre des Sarrazins d'opéra comique, vêtus de rouge et de bleu. Une grande composition représente la soumission d'Abd-el-Kader, mais Pellerin en a profité pour dire son fait au *despote* Louis-Philippe et chansonner à la fois le sultan vaincu, le roi détrôné et le duc d'Aumale. Cependant Épinal avait pris une large part au deuil du roi pleurant le duc d'Orléans.

C'est moins le caractère historique de l'image d'Épinal que le côté de moralisation, de satire sans violence qui lui vaudra de vivre longtemps encore, malgré le changement apporté dans les idées esthétiques du pays par la photographie et l'illustration prétentieuse de l'actualité due aux procédés modernes. Pendant bien des années, quand le journal était inconnu dans les bourgs et les villages, l'image, ses chansons, ses légendes ont suffi aux masses. Rire de bon aloi, malices, gauloiseries même, partaient d'Épinal et se répandaient en fusée partout où sonne la langue française. Si Pellerin se pique parfois de morale, il ne le fait pas sans ironie, il n'a rien d'un prédicant morose. Écoutez plutôt l'invocation à sainte Bouteille qui encadre une composition où des représentants de tous les métiers sont en adoration devant un Bacchus costumé en cordonnier, à cheval sur un tonneau de vin de 1834 :

Bonne sainte, protégez-nous!

Sainte Bouteille, je ne puis en conscience m'en prendre à vous; mais avec ce que les jours de fête m'ont coûté, j'aurais la certitude de vivre maintenant à l'abri de la misère; j'aurais pu, par une conduite rangée, procurer à ma femme et à mes enfants, qui bientôt iront tendre la main, un foyer où ils accueilleraient le pauvre voyageur souffrant... Ce sale grenier, où je suis logé, devrait être une habitation agréable et dont je serais le propriétaire... ; j'aurais aujourd'hui un petit capital avec des revenus, et, tranquille sur l'avenir, je serais heureux et indépendant... Tandis que je vais devenir mendiant, repoussé de tous, manquant de pain et cheminant vers l'hôpital.

O bonne sainte, protégez-nous!

Suivent les litanies de la Sainte-Bouteille :

Patronne des bambocheurs — des fricoteurs — des lécheurs — des tapageurs — des paresseux — des flâneurs — des fainéants — des ribotteurs — des renieurs de dettes — des mauvais payeurs — des mauvais maris — des tire-carottes — des faiseurs de dettes — des avale-tout — des brise-ménages — des ivrognes.

Comme si la leçon ne suffisait pas, Pellerin a encadré le même dessin en un chant adressé à saint Lundi par des gens de divers métiers. Voici comment s'exprime le premier, un imprimeur :

Que me fait enfin dans le doute
Que notre fin soit bien ou mal,
Si je m'amuse sur la route
Qui me conduit à l'hôpital!

Dans le même ton, voici l'*Alambic merveilleux* où les mauvais sujets — à côté des hommes — sont

transformés, et le *Moulin merveilleux*, qui rend les femmes parfaites. Puis les allégories sans nombre destinées à prémunir les lecteurs contre les dettes. Sous combien de formes retrouve-t-on l'adage : Crédit est mort, les mauvais payeurs l'ont tué !

Maintenant c'est l'anecdote mise en image. Le conscrit partant éploré et revenant général, dans les bras du vieux père; l'enfant au berceau sauvé par des soldats. Et le roman larmoyant des premiers ans du siècle : les *Malheurs de Pyrame et de Thisbé*, *Victor ou l'Enfant de la Forêt*, *Damon et Henriette*, *Héloïse et Abaïlard*, *Geneviève de Brabant*. Cela a suffi aux besoins intellectuels du pays jusqu'au moment où le roman-feuilleton pénétra dans les campagnes.

L'image de sainteté, d'une naïveté charmante, est malheureusement en butte à la concurrence des odieuses chromolithographies. Pellerin, dans ses scènes religieuses, imite inconsciemment les primitifs flamands et italiens en donnant à ses personnages le costume moderne. Des gens que l'on coudoie chaque jour s'en vont à l'enfer ou au paradis, ou accompagnent le Christ au Calvaire. Dans la scène représentant la condamnation du Christ, on voit même un chevalier du moyen âge, armé de pied en cap et portant un superbe panache tricolore.

Tous les saints du calendrier et d'autres encore, comme les saints particuliers à la Bretagne, figurent dans la « Galerie religieuse » de Pellerin, en des cadres fleuris révélant une science réelle de la composition. Plusieurs de ces planches sont de petits chefs-d'œuvre.

L'actualité n'est pas dédaignée. Par l'image d'Épinal des millions et des millions d'êtres eurent la première idée du chemin de fer, alors que la France possédait seulement les six lignes de Saint-Étienne à Lyon, d'Alais à Nîmes, d'Épinac au canal de Bourgogne, de Montpellier à Cette, de Saint-Étienne à Andrézieux et de Roanne à Andrézieux, longues ensemble de 270 kilomètres. Pellerin explique dans une brève notice comment fonctionne le nouvel engin, représenté par d'étonnants wagons aux éclatantes couleurs. Il le chante même en couplets satiriques où se mêle, comme il sied, la note patriotique :

Ah ! si Napoléon n'était pas mort,
Pour les guerriers quel chemin de victoires !
Les chemins de fer seraient un heureux sort,
Ils feraient voler nos braves à la gloire.

Tout cela n'est plus qu'un souvenir. Épinal a vu se fermer, en France, du moins, le débouché aux œuvres des premiers Pellerin. Le dernier grand succès fut l'image représentant les crimes de Tropmann ; les presses ne purent suffire aux besoins du colportage.

Seule l'image enfantine a gardé sa popularité, malgré la concurrence des albums illustrés. Les Pellerin de nos jours ont conservé la bonne humeur et la fantaisie des aïeux, leurs légendes vont bien à la naïveté de l'illustration et à la naïveté des auditeurs. Du reste, ils ont su marcher avec leur temps; pour utiliser leurs presses, ils ont donné à l'enfance plus raffinée le *nouveau* qu'elle exige. Tartarin a succédé à M. de Crac, et désormais les artistes parisiens dessinent pour Épinal. Le texte reste œuvre savoureuse du terrain lorrain; un des directeurs de la maison Pellerin est passé maître dans cette littérature amusante qui demande des qualités bien spéciales d'humour, mais il entend garder l'anonyme.

Si la composition a déserté Épinal, cette ville demeure l'imprimerie de l'image, son personnel d'enlumineurs est hors de pair; on fait ailleurs de l'imagerie, mais ce *n'est point ça*. L'Épinal se devine au premier coup d'œil par l'art parfait de la disposition et la juxtaposition des couleurs. Ce n'est point de l'*impression*, comme on pourrait le croire, mais de l'enluminure, des couleurs disposées à la brosse au moyen de cartons découpés, de « patrons, » dont les vides se superposent sur les endroits à recouvrir. Travail en apparence inextricable, car les pièces « supérieures » exigent parfois jusqu'à onze ou douze teintes. Lorsqu'il y a trois ou quatre couleurs seulement, on doit sacrifier à la vérité pour obtenir un résultat économique. Ainsi le même bonhomme aura dans la même feuille un costume identique, mais celui-ci sera de trois ou quatre couleurs, selon les nécessités du découpage.

La préparation des cartons est l'œuvre la plus délicate. Il faut quatre ans pour arriver à donner aux feuilles un degré suffisant de siccité. Des ouvriers spéciaux relèvent sur l'image type les teintes semblables et découpent le carton en laissant des trous représentant uniquement la teinte à obtenir; on produit ainsi des cartons perforés d'un fantastique aspect. Reporté et repéré sur la feuille imprimée en noir, le carton est rapidement enduit de couleur au moyen d'une énorme brosse ronde. Un enlumineur peut faire par jour 500 feuilles à deux images, soit 1 000 images. Les ateliers d'Épinal occupent 80 ouvriers, c'est donc une production de 80 000 images par jour. Les autres employés sont au nombre de 70.

De là sortent par millier les jeux de construction et de découpage, les feuilles de soldats représentant les armées du monde entier, même celles des peuplades sauvages, comme les Dahoméens et les Pavillons-Noirs. De là encore les alphabets illustrés, les livres d'historiettes enfantines, des fables, des cartes, des récits patriotiques, une variété infinie d'albums où le texte et le dessin rajeunissent l'ancienne imagerie. C'est pour l'enfance tout cela. Hélas!

pour les grands, la politique des journaux a remplacé la narquoise mais simple et saine littérature du papa Pellerin. Mais les petits sont exigeants, ils ne se contenteraient plus de ce qui nous amusait autrefois, de ces bonnes histoires d'un sou que l'on conservait précieusement, que l'on lisait et relisait sans cesse. Il faut la couverture fine, une typographie irréprochable, des couleurs bien fondues, de la perspective. Que sais-je encore? même la vertu punie et le vice récompensé ne sont pas pour déplaire!

Si l'on veut retrouver la simplicité d'autrefois, il faut acheter des « Épinal » dans les foires reculées ou dans les feuilles coloriées distribuées à leur clientèle par de grands magasins. Car la réclame ne pouvait laisser échapper une telle puissance. Les images disposées en une série de rectangles ne servent plus tant à punir la désobéissance d'Auguste ou à raconter la Belle au bois dormant qu'à célébrer les vertus d'un tapioca ou le bon marché fabuleux d'un déballage. Les hauts faits du grand Napoléon ont cédé la place aux proclamations de l'illustre Gaudissart. Voilà bien la grande imagerie moderne! Épinal a lancé plus de cent millions de prospectus illustrés. Les compagnies d'éclairage inondent le monde avec la même composition, où seule la langue du texte varie, pour révéler les avantages de la cuisine au gaz. Les marchands de thé ou de café entourent leur réclame d'une fable empruntée à La Fontaine ou à Florian. Les théâtres eux-mêmes ont résumé en une page les splendeurs d'un spectacle. Les bouchers, pour se bien faire venir de leur clientèle de bonnes, leur distribuent de flamboyantes illustrations représentant des bœufs, des moutons et des veaux dont le corps est détaillé en morceaux numérotés. Le texte est toujours gai; même pour ces images-réclames, il reste digne d'Épinal.

On ne saurait en dire autant de l'imagerie de propagande politique à laquelle les partis ont recours. Et pourtant, quand les années auront passé, ce ne seront pas les feuilles les moins intéressantes de la collection. Les enluminures consacrées au général Boulanger, celles qui représentent le comte de Paris caracolant devant l'armée française, ou le prince Victor-Napoléon costumé en général de division et saluant le drapeau d'un régiment, deviendront peut-être une jolie mystification historique.

Les Pellerin font preuve d'un bel éclectisme. En période électorale, ils montrent aussi bien les méfaits de la République tels que les voient les opposants que les bienfaits du régime comme les proclament ses partisans.

L'étranger reste un client fidèle. Bruxelles est venu demander à Épinal les images où l'on représente l'œuvre d'un Conseil municipal sollicitant sa réélection, le texte est tantôt en français, tantôt en flamand. Les illustrations pour célébrer une exposition belge ont été imprimées au bord de la Moselle. La Suisse elle-même fait appel à Épinal pour des fêtes populaires. Quant à l'Espagne, elle a demandé de violentes affiches pour ses courses de taureaux. Toutefois, notre industrie a fort à lutter contre la concurrence de l'Allemagne, facilitée par le bas prix de la main-d'œuvre.

D'ailleurs, la recherche des débouchés ne va pas sans quelques surprises. Ainsi en fut-il pour les pays anglo-saxons. Les gamins y sont trop pratiques pour se plaire aux enfantillages dont les nôtre font leurs délices. Ils acceptent le texte français qu'ils ne comprennent pas, laissant à leur petite cervelle le soin de forger une histoire moins naïve. Quand on vit l'Amérique demander l'image d'Épinal, les imprimeurs crurent que la traduction du texte en anglais serait une bonne affaire. Ce fut un four! On en revint à la légende française, alors les *boys* daignèrent donner leur *penny*.

La traduction a donc laissé l'anglais. Par contre, le hollandais a réussi et le malgache eut du succès. Le général Galliéni, qui cherche tous les moyens d'assimiler les populations de Madagascar, eut en effet l'idée d'employer l'image, et Épinal a trouvé là-bas des débouchés. Un commerçant français de Pnom-Penh a de même fait imprimer des images avec des légendes cambodgiennes. Ici le chauvinisme français reprend ses droits : on voit mathurins et marsouins obliger les Célestes à une fuite éperdue. Les missions catholiques de Chine et d'Indo-Chine ont fait imprimer en chinois les titres des images de sainteté.

Un volume suffirait à peine pour énumérer tout ce qu'Épinal a produit et produit chaque jour; il faut me borner à signaler encore la production des estampes pour le tirage au sort, dont l'usage est aujourd'hui si répandu. Des presses de Pellerin sortent ces éclatantes pancartes où des attributs patriotiques, des portraits, des souvenirs franco-russes, des images de l'Alsace et de la Lorraine encadrent l'emplacement du fatidique numéro. Dans ces compositions, la vieille maison spinalienne retrouve les accents de chauvinisme qui firent sa réputation.

Cependant les vieux sujets n'ont pas perdu toute faveur. Des bois presque centenaires sont toujours mis sous presse, des pierres lithographiques continuent à répandre des sujets populaires il y a trente ou quarante ans, ou des reproductions des grands maîtres italiens. Et les caractères têtes de clou servent encore à alimenter les forains et les papeteries de bourgade d'une littérature qui a conservé sa clientèle : Choix de bons mots et de calembours, modèles de lettres pour toutes les circonstances de

la vie, satires contre les maris, plaisanteries contre les femmes, clés des songes, manuels d'escamoteurs, leçons pour le laboureur, méthode pour se bien confesser, il y a de tout dans ces opuscules où la note comique domine, depuis la *méchanceté des filles* jusqu'au fameux *devoir des savetiers*. Titres et texte font sourire, mais pendant bien longtemps cela fut pris au sérieux. Aujourd'hui encore, ces pauvres petits livres sont toute la bibliothèque de nombre de chaumières. Le journal n'a pu les supplanter.

Ardouin-Dumazet.

LA VIE ET LES MŒURS

Le snobisme des concours dramatiques.

Je prie les lauréats des concours du Conservatoire d'agréer l'expression sincère de mes sentiments de sympathique et douloureuse pitié. Et surtout je supplie les lauréats ou bien les lauréates, dont les critiques parisiens ont dit avec la pondération de pensée et la modération de langage, l'équité, la noblesse, l'indépendance et le désintéressement qui les distinguent tous, — ont dit qu'ils ou elles sont déjà de grands artistes, des talents superbes dans la fleur séduisante de leur jeunesse, et, plus simplement, d'extraordinaires génies, je les supplie surtout ceux-ci ou celles-là, de croire à toute ma compassion. Je les plains; je me lamente de l'infortune à laquelle ils sont promis et je m'irrite contre ceux qui créent leur irréparable malheur.

On ne sait pas de témoignage plus péremptoire de la décadence d'un peuple que l'importance scandaleuse donnée aux concours et aux distributions de prix des comédiens. C'est, en tous cas, une des manifestations estivales des plus caractéristiques de la sottise parisienne.

***

Je ne pense pas faire œuvre de critique dramatique — je ne saurais — en démontrant que les concours du Conservatoire sont, parmi tous les concours que la bêtise humaine peut perpétuer, les moins probants, ceux qui ont la plus incertaine signification et qui offrent le plus minime intérêt. Il me suffit de constater un fait évident.

De toutes les « gloires » de ces concours, combien parviennent à la gloire réelle, à celle qui se défend, qui dure pendant une dizaine d'années! Ah! dites-nous combien de ces gloires bruyantes d'un jour d'été persistent! Dites-nous combien de ces acteurs aboutissent à conquérir la vraie célébrité, c'est-à-dire à gagner leur vie! Dites-nous combien de ces actrices après avoir fait l'agrément des directeurs, des auteurs, — moindres personnages, — celui, en outre, des actionnaires et des commanditaires et des habitués du théâtre, et, par surcroît, celui des camarades — car chaque fonction sociale a un certain nombre d'exigences qui lui sont spéciales — arrivent à la sécurité de l'existence, c'est-à-dire à quelque tardif mariage, le mariage étant, si je ne me trompe, la raison de vivre des femmes et le but de la vie des actrices! Dites-nous cela, vous qui acclamez le triomphe d'un lauréat ou d'une lauréate de ces concours illustres et risibles du Conservatoire de Paris!

Il n'est pas de concours dont les résultats ne dépendent de qualités plus fragiles et plus éphémères. C'est d'abord la voix qui produit le succès des incomparables ténors, des barytons inimitables, des cantatrices idéales et des tragédiens ou des pitres, la voix dont une rhume de cerveau suspend l'usage et que l'influenza détruit pour toujours. Même la maternité, à laquelle les plus admirables actrices ne peuvent pas toujours se soustraire, que dis-je! la maternité, un accident moindre encore suffit à ruiner chez une artiste toutes les espérances de concours. — Il y a pis. C'est l'élégance de tel comédien adolescent qui lui procure sa récompense; c'est la beauté de telle comédienne récemment nubile qui lui fait attribuer un prix. Et que de fois on vit — je ne citerai pas un nom, mais vous en citerez vingt — tel Antinoüs de coulisses, admis au sociétariat d'un théâtre subventionné, engraisser subitement, rond-de-cuir trop consciencieux; et telle actrice aussi belle de face, de profil, de trois-quarts que de dos, — une fois entrée, et bien prématurément, à la Comédie-Française, perdre ensemble, et si vite, tout son talent et toute sa beauté.

Oui, ces concours sont, de tous les concours, les plus aléatoires et les plus méprisables : aléatoires, parce que, sans doute, la faveur y règne, mais cela est, en somme, très indifférent à la prospérité de la France; — méprisables, parce que les qualités qu'on y couronne et qu'on y consacre sont les plus incertaines et les plus passagères qui soient. Dix ans s'écoulent et les procédés tragiques ou comiques qui semblaient dignes d'admiration deviennent ridicules. On dédaigne aujourd'hui les artifices par lesquels naguère pensaient se révéler, pour la postérité, le talent, le génie dramatiques. Et d'autres artifices leur succèdent, les chassent, qui bientôt deviennent surannés à leur tour. Et, par exemple, si on n'était très soucieux de marquer tout le respect indispensable à un vieux et dévoué fonctionnaire théâtral, ne devrait-on pas dire que le sublime de notre grand tragédien national, que beaucoup de candidats attardés imitent encore, devient à l'heure actuelle irrésistiblement drôle. Mais, les mérites récompensés seraient-ils

plus durables, on s'étonnerait encore de la publicité excessive qui leur est accordée, car on peut soutenir, je le pense, que la supériorité des comédiens est de peu de prix pour la grandeur nationale.

Certes, on serait excusable d'attribuer une importance même un peu arbitraire aux concours pour les prix de Rome. Mais on sait assez avec quel mépris non dissimulé, les critiques condescendent à dire un mot, bref et terrible, sur les œuvres sculpturales toujours routinières, ou sur les peintures naturellement traditionnelles, ou sur les cantates évidemment scolaires, et il faut voir surtout avec quelle férocité ces fiers et profonds et puissants et originaux esprits que sont — fréquemment — les critiques d'art et tous ceux qui ont pris en mains les intérêts de l'esthétique, accablent de leurs insultes les jeunes hommes assez dépourvus de dons naturels pour, à la suite d'épreuves renouvelées, rester conquérants des grands prix. Plaignez le musicien, le sculpteur, le peintre, l'architecte victorieux dans les concours ! A peine, quelquefois, excepte-t-on des critiques impitoyables le lauréat du concours de gravure en taille-douce. Mais les autres!.. ah! les pauvres garçons! comme eut dit Sarcey... S'agit-il, au contraire, de ces distributions de prix aux comédiens, l'enthousiasme s'émeut chez les critiques et, tous les jours, ils clament, ils chantent, avec toutes sortes d'incohérences admiratives, le rayonnement radieux de ces fleurs de génie fraîchement écloses!

Sans doute, — puisque, aussi bien, l'opinion publique chez nous met ses complaisances aux questions d'examens, — il serait convenable de publier partout et longuement, les multiples concours qui créent les fonctionnaires, car il y aurait une utilité sociale à ce que chaque contribuable sût à quels individus il accorde des rentes annuelles. Sans doute, il serait beau de discuter, d'exalter les lauréats des agrégations universitaires : ce serait un noble exemple je suppose, que l'exemple de tout un peuple se passionnant pour le magnifique effort des jeunes hommes qui ont entrepris d'enseigner les prochaines générations de citoyens. Mais non : la presse nous entraîne à d'autres spectacles, elle ne tient pour attrayante, pour éducatrice que la succession interminable et morne de cabotins insupportables à la fleur de l'âge, de cabotines déjà prétentieuses et qui parfois sont encore plaisantes et qui passent devant des académiciens sur le retour ou des dramaturges retraités; qui passent, poussant vers le plafond des clameurs harmonieuses, gémissant ou criant dramatiquement, ou se livrant, pour exciter le rire, à des contorsions soigneusement réglées par avance.

On peut reconnaître, dans cet excès monstrueux de publicité, l'agitation des industriels de théâtre qui s'appliquent à décorer d'apparences littéraires ou artistiques leur industrie menacée. Sans doute, on y peut voir la preuve de l'ignorance où sont, des besoins industriels des Français, les agents d'affaires qui dirigent la presse parisienne. Mais, hélas! cet empressement à tout connaître des concours théâtraux est, peut-être, une manifestation du snobisme parisien. Hélas! un certain nombre de personnes se rencontrent qui prennent plaisir au récit de ces négligeables incidents de la vie nationale. Hélas! il y a lieu de craindre que ces articles multipliés ne soient lus par d'autres que par les comédiens en activité, que par ceux qui vivent au repos dans Asnières, que par ceux qui traînent leurs derniers jours dans les maisons pour la vieillesse, que par les êtres déplorables qui errent autour du café de Suède, ou par les concierges montmartroises, dont, suivant la légende, les filles ont coutume d'illustrer l'art dramatique de France. Hélas! on est contraint de croire que les bourgeois parisiens ont, eux aussi, du goût pour ces sottises; c'est ainsi que le bourgeois parisien est le plus intelligent, le plus spirituel, le plus malicieux qu'on puisse supposer, mais il accepte avec une naïve ardeur tous les sujets d'admiration qu'on lui inflige, et il en arrive, comme dans cette affaire, à donner une idée bien médiocre de notre état mental et moral. Heureusement, le bourgeois de province, dont l'intelligence est beaucoup plus saine, néglige ce qui est négligeable.

Les concours dramatiques : au moins, voilà une question dont, en province, personne ne se préoccupe! Même, on sourit en apercevant dans les gazettes les lignes consacrées à ces sujets infimes, et on se dit qu'apparemment ceux qui les écrivent « n'ont rien de mieux à faire », ce qui est regrettable pour eux, ou bien qu'ils ont formé le dessein « de se moquer du monde »; on se dit cela et on s'abstient de lire. Pour ma part, j'aime cette ironie départementale, qui est réconfortante. On ne répétera jamais assez que presque toujours la sagesse provinciale protège la France contre les conséquences de la sottise parisienne.

***

Et cependant, les pauvres comédiens de vingt ans, collaborateurs inconscients de la décadence nationale, s'acheminent en toute hâte vers la gloire. Aujourd'hui, ils espèrent tout de l'avenir parce que des journalistes vantèrent leurs qualités superbes, si honorables pour la patrie... Demain, ils chercheront un engagement. Après ce sera parmi toutes les villes de tous les pays la marche incessante vers la fortune qui se dérobera, et pour presque tous, ce sera la misère. Mais au travers des vicissitudes que le destin leur prépare, un éloge, parfois, un mot flatteur,

inscrit dans un journal obscur, viendra les rasséréner. Malheur, toutefois aux pauvres comédiens de vingt ans, pour qui la presse vient de tresser inconsidérement des couronnes, malheur à eux!

J. Ernest-Charles.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Love and Mr Lewisham (l'Amour et M. Lewisham), par H. G. Wells (Harpers, éd. London).

Dans son dernier ouvrage, *L'Amour et Mr Lewisham*, Wells a complètement abandonné sa manière habituelle, la recherche de l'extraordinaire; il ne jongle plus avec des hypothèses scientifiques, il ne vise plus à étonner. Comme par contraste, il prend un thème très simple de la vie journalière, étroite et presque mesquine des toutes petites gens, et se plait à en dérouler patiemment les épisodes. Il s'y intéresse avec une bonhomie sérieuse et presque paternelle qui fait sourire en même temps qu'elle attendrit. On voit que pour lui rien n'est indifférent de ce qui se passe dans la vie humaine et c'est à dessein qu'il choisit des personnages très humains, nullement héroïques, mais attachants par leurs défaillances mêmes. Mr Lewisham est un pauvre maître d'école. Il a dix-huit ans, aucune fortune et pas mal d'ambition. Il rencontre une jeune fille aussi pauvre que lui et s'éprend d'elle. Mais le sort ne favorise pas leur amour. Ethel part, avant que Mr Lewisham ait pu rien apprendre d'elle. Elle disparaît dans le grand inconnu de Londres. Mr Lewisham n'a, pour adoucir sa solitude et son regret, que le souvenir innocent d'une promenade à travers champs avec Ethel et aussi d'un rapide baiser d'adieu. Après quelques années de travail ardu, de vague socialisme aussi, Mr Lewisham retrouve Ethel dans un milieu peu respectable. Elle se prête comme complice aux fraudes de son beau-père, qui fait du pseudo-spiritisme. Lewisham est profondément attristé. Pourtant Ethel a de si beaux yeux que son cœur a dû rester pur malgré les apparences. Lewisham veut l'épouser, et bravement, malgré l'argent qui manque, il affronte l'avenir avec la jeune femme qu'il soutient et élève. Alors la vie s'affirme encore et s'épanouit comme par défi. L'enfant vient, mais lui aussi est accepté avec courage et avec joie. Et, après beaucoup de privations et un constant travail, le bonheur est installé dans cet humble foyer. C'est un délicieux livre de vérité et d'amour, écrit avec une sobriété extrême et plein d'un sentiment de pitié très pur. On sent que l'auteur comprend et aime la vie, et on lui est profondément reconnaissant de la foi vaillante dont il fait profession avec une si simple et pénétrante éloquence.

Pod Goron (En descendant la montagne), par R. M. Hine (Moscou).

Ce recueil de nouvelles est imprégné de mélancolie. L'auteur a l'intime sentiment que les illusions de bonheur durent peu et il se plait à nous convaincre de l'étrange mauvaise humeur du destin. « L'isolement » est d'autant plus triste qu'il n'est pas dû à des circonstances mais résulte seulement de faits moraux, tels que les excessives exigences de l'âme. Extérieurement, les données de bonheur sont toutes dans cette vie de femme, de mère de famille encore jeune, ayant de beaux enfants, un mari sans grands défauts, séduisante elle-même et qui serait aimée si elle le voulait. Et pourtant son histoire est celle d'une vie manquée. Le souffle du « tragique quotidien » a passé sur cet ouvrage et y répand son lent découragement. Dans un autre récit, « la vie organisée », Hine prend avec une habile ironie deux êtres aussi dissemblables que possible, deux amis pourtant, unis par le souvenir des mêmes études; tous deux ont froidement organisé leur existence d'après un plan préconçu, et tous deux l'ont ratée. L'un était d'un tempérament sanguin; il fait bonne mine à mauvais jeu. L'autre, un bilieux, ne dissimule pas sa lassitude. Au fond ils sont absolument et irrémédiablement malheureux. Ni l'un ni l'autre n'aura assez d'énergie pour secouer avec vaillance le joug de la destinée et ils le savent... L'idée que les conventions sociales gâtent plus d'une existence, que le mensonge futile ou coupable rôde autour des êtres, embrouillant tout, débilitant les forts et terrassant les faibles, semble être l'idée dominante de ce livre de tristesse.

Gœthe und die lustige zeit in Weimar (Gœthe et le joyeux temps à Weimar), par Auguste Diezmann (Lüstenöder, éd. Weimar).

Gœthe a été le sujet de si nombreux travaux que c'est un rare bonheur de découvrir encore des traits nouveaux dans sa biographie. M. Auguste Diezmann, en groupant avec soin de nombreux faits significatifs et de curieuses anecdotes, a fait un livre intéressant. Laissant de côté l'œuvre du poète et sa personnalité géniale, il n'étudie en lui, pour ainsi dire, que l'homme quotidien dans l'intimité de la vie courante. Il dépeint avec conscience et exactitude le milieu dans lequel Gœthe se trouvait à Weimar et, sur ce fond un peu terne de personnages princiers et quelconques, fait ressortir la figure puissante du grand homme. Nous apprenons d'intéressants détails sur son caractère, parfois tendre, facilement influencé par les circonstances les plus légères. Il s'attriste à

la tombée de la nuit, il aime passionnément la solitude, mais il ne peut la supporter longtemps et souvent il recherche la société la plus futile, la plus différente de lui-même et s'amuse à des facéties qui peuvent sembler médiocres. Il adore le grand air, les exercices violents, les courses à bride abattue ou bien les longues promenades sur l'eau; mais il est prêt à tout abandonner pour jouer avec des enfants que le hasard met sur sa route et qu'il ne reverra probablement jamais. L'amour de Gœthe pour Charlotte von Stein est raconté par M. Diezmann avec beaucoup de délicatesse et de tact. L'auteur se borne à quelques citations du journal de Gœthe où cet amour si pur et si absorbant apparaît avec une intensité émouvante. Gœthe faisait à Charlotte l'hommage de toutes ses pensées, de toutes ses œuvres. Il ne vivait que des impressions venues d'elle et partagées par elle. M. Diezmann a peut-être bien fait de borner son étude à quelques années de la vie de Gœthe. Dans une période plus longue, trop de contradictions se seraient déclarées, trop de nouvelles amours auraient terni l'image de la grande affection platonique qu'inspira Charlotte von Stein. Telle qu'elle est, cette étude est précieuse par tous les traits d'exquise délicatesse qu'elle ajoute à la physionomie olympienne du poète.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

Introduction à la vie de l'esprit, par LÉON BRUNSCHVICG (Alcan).

On reproche souvent à la philosophie d'être destructrice parce que de son œuvre double, critique et dogmatique, la négation seule demeure après le conflit des affirmations contradictoires. Contrairement à cette opinion inquiétante, M. Brunschvicg essaye de constituer avec les seules ressources de la raison discursive, non pas une éthique peut-être, mais une satisfaisante conception de la vie. Pour y réussir, il lui faut évidemment écarter d'abord toute croyance particulière et tout système préconçu pour n'en pas communiquer à sa morale la caducité. Aussi s'abstient-il de toute discussion d'école et se borne-t-il à une très simple et clairvoyante méditation. Il n'aboutit pas à un impératif arrogant ni à un catéchisme méticuleux. Mais il constate qu'il convient logiquement de conformer la vie aux pures lois de l'esprit, lesquelles se réduisent à celle de l'unité. Cela n'est pas sujet à contestation et ne constitue pas un système : « L'esprit n'a pas à se demander pourquoi il veut l'unité, puisque l'unité, c'est l'esprit même dans son fond essentiel. L'unité n'a pas besoin de raison d'être : elle est la raison d'être. » L'assujettissement de toute l'activité humaine à l'esprit a pour résultat d'organiser la vie, de mettre de l'ordre dans les aspirations diverses de l'être, d'éclairer pour lui le rapport des choses entre elles, et le rapport qui le lie aux choses au triple point de vue de la science, de l'esthétique et de la morale. L'erreur et la faute naissent de la confusion ; la perception nette et ingénue de ce qui est, et c'est-à-dire de ce qu'exige l'esprit, peut seule permettre à l'être de recevoir des choses, et c'est-à-dire de lui-même, l'invitation à la vie vraie, à la vie logique. Il n'y a pas de mysticisme dans tout cela, mais de la pensée pure. Cette doctrine n'aboutit pas à la négation de l'individu, ni non plus à son exaltation, mais à sa juste réalisation conforme aux lois essentielles de l'être. Le livre de M. Brunschvicg, par la sérénité de la réflexion, la noblesse de l'inspiration, rappelle les traités de Fichte. La forme, exempte d'emphase et de recherche, est simplement belle par la beauté de la pensée... « Une fois que nous avons rempli l'univers de notre esprit, il est incapable de nous rien renvoyer si ce n'est la joie et le progrès de l'esprit. Et dès lors ce que nous avons dit de l'univers, il faut le dire aussi de la vie. La vie est bonne, absolument bonne, du moment que nous avons su l'élever au-dessus de toute atteinte, au-dessus de la fragilité, au-dessus de la mort. La vraie religion est le renoncement de la mort... »

Les Sévriennes, par G. RÉVAL (Ollendorff).

On pouvait, je crois, écrire, à propos des Sévriennes, un très beau livre et d'un intérêt général puisqu'on y aurait montré ce que l'instruction intensive fait de notre compagne. Toutes sortes de questions, qui sont à la mode et qui sont graves pourtant, se posaient à ce sujet... L'auteur de ce roman a préféré nous donner un petit croquis lestement enlevé, très ressemblant sans doute, en tous cas amusant. Faut-il nous en plaindre?... Une petite histoire d'amour, un peu douloureuse, simplette surtout, s'esquisse tant bien que mal parmi ces pages plutôt frivoles. Bien inutilement. Et parfois on dirait aussi que le ton va s'élever et que les grands problèmes sont sur le point d'être abordés. Nenni. Mais les meilleurs chapitres sont les plus gais. Il est très vivant, très remuant ce petit monde de Sèvres, pas scandaleux, pas très édifiant non plus, mais coquet, potinier, rosse à souhait, parfaitement féminin. Le pédantisme ne semble pas y sévir extrêmement. Allons, tant mieux. La maison paraît douce, indulgente, l'internat mitigé. La nourriture n'y est pas mauvaise, si je ne me trompe. Rien, d'ailleurs, ne laisse deviner que des jeunes filles y soient préparées au rôle d'éducatrices. De même, rue d'Ulm, m'a-t-on dit, qui pense jamais à de la pédagogie?... Ces petites Sévriennes, d'ailleurs, ne sont pas des mijaurées, ni des naïves; l'argot qu'elles parlent est savoureux. Elles seraient

gentilles dans la vie. Elles seront professeurs dans des lycées de province; les lettres que les anciennes écrivent à leurs cadettes encore sur les bancs sont tristes, tristes. Provisoirement lesdites cadettes sont amoureuses du maître de littérature. Il me semble bien, décidément, que le livre qu'il y avait à faire sur les Sévriennes était beaucoup moins gai que ne l'est celui-ci.

Doménica, par Camille Vergniol (Lemerre).

Voici l'histoire. Elle n'est pas compliquée; elle ne constitue pas non plus dans la littérature contemporaine une très prodigieuse innovation. Mellecœur, un employé de l'Enregistrement, est nommé en Flandre à Néfélay. Il s'ennuie. Sur le même palier que lui, demeure le ménage Scheepers-Naekerke. Mellecœur ne tarde pas à devenir amoureux de la jeune femme, Doménica. Rencontres dans l'escalier, petites visites sous de futiles prétextes. Mais Doménica, sans être cruelle absolument, refuse pourtant les suprêmes faveurs. Fidélité conjugale? Elle s'enfuit un beau jour avec un sien cousin, lequel est une brute médiocre. Elle semblait sentimentale. Mellecœur est mis par elle-même dans le secret; en outre, perfidement, elle lui laisse un duel avec le mari sur les bras, et c'est pendant le duel qu'elle prend la clé des champs. Il est dévoué, Mellecœur. Il part à la recherche de Doménica et, non sans peine, la trouve enfin, bien déconfite et sur le point, au moins, de tout à fait mal tourner. Il la ramène à son mari. Pour toute récompense, on le prie de disparaître... Le personnage de Mellecœur n'est pas exempt de toute espèce de ridicule : telle est sans doute notre perversité que son excessif désintéressement dont il n'a que parfois le mérite nous prête à sourire un peu. Le mari n'est pas mauvais; le cousin séducteur est quelconque. Mais tout l'intérêt du roman est dans le caractère de Doménica, vraiment original et curieux, — étrange fille qui paraît simple, perverse au fond, sensuelle sans doute et désireuse de joies inconnues, entêtée dans son mutisme, acharnée dans ses obscurs souhaits, à la fois audacieuse et timide, bonne, semble-t-il, et perfide aussi, rouée même, entièrement soumise à d'intimes fatalités qu'elle n'essaye pas de secouer, indolente et passionnée, — très Flamande, je crois. Cette aventure se passe en Flandre, dans un décor plantureux de kermesses et de saouleries truculentes, souvent excessives.

L'Angelus, par Nonce Casanova (Ollendorff).

Ceci n'est pas un livre médiocre. Il peut bien se faire, après tout, qu'il soit admirable, mais je n'en suis pas sûr du tout. Il n'est pas impossible non plus qu'il soit tout simplement absurde. Quant à l'analyser, j'y renonce : vous conduire du « livre de la prière » au « livre de la beauté », puis au « livre de l'amour » en passant par « le chapitre du jeune homme pâle », et celui « des menaces jolies », et celui « de la cahute », et celui « des marbres », et celui « des flammes », et celui « de l'instant divin », — vraiment, je m'y perds. Et quant à préciser le sens de tout cela, je ne saurais. On se sent troublé par tant d'allégories diverses, d'allégories incertaines : car, est-ce que ce sont bien des allégories? ou bien si, peut-être, l'auteur ne s'est pas joué tout bonnement avec des images, ou bien seulement avec des mots? avec des mots qui seraient jetés là pêle-mêle, comme un tas de pierreries somptueuses, de perles précieuses, parfois en toc, si je ne me trompe, — mais on fait si bien le *simili* maintenant : les experts s'y trompent... Tout cela, d'ailleurs est très brillant, très étincelant, très fulgurant. Un peu trop même; beaucoup trop, je crois. Il n'y a pas une page dans tout le livre qui ne soit éblouissante. Oh! qu'une telle page, toute simple, eût reposé. Mais non, c'est tout le temps d'un excessif éclat, c'est poussé à l'extrême, tant et tant qu'à la fin les mots manquent et que l'entassement des adjectifs somptueux, des adverbes outranciers et des superlatifs prodigieux n'y peuvent plus rien, plus rien du tout, absolument, et qu'alors cela paraît pauvre à force d'avoir été prodigue avec ostentation... Mais enfin, prenons garde, suivant l'exemple de M. Bergeret, notre maître, d'offenser à la légère « la beauté inconnue »...

Aimer c'est vaincre, par Mme P. Caro (Hachette).

Un joli titre, n'est-ce pas? et d'un encourageant optimisme... Est-ce que Maxime de Cosmes épousera Hélène Lacante? Nous le voudrions bien. Mais non, puisque Maxime aime Mlle Grévillois, fille d'un astronome « mort devant son télescope ». Et Mlle Grévillois ne fut pas insensible à l'amour de Maxime. Ils échangèrent des promesses. Or Mlle Grévillois ne nous plaît guère : c'est une coquette, elle flirte tant qu'elle peut avec un certain Gérard Lautrec et bientôt n'a plus qu'une idée, rentrer en possession des lettres affectueuses qu'elle écrivit naguère à Maxime. Et pour cela, c'est à la pauvre Hélène qu'elle s'adresse. Ah! comme nous aimerions mieux voir Hélène épouser Maxime, car Hélène aime Maxime, l'aime modestement, suavement. Ce serait si bien!... Hélène épousera Maxime, — puisque « aimer c'est vaincre », dans les romans de la « petite bibliothèque de la famille ».

André Beaunier.

Memento. — Chez Hachette, *les Théâtres de la foire* (1660-1789), par Maurice Albert. — Chez Perrin, *la Femme catholique et la Démocratie française*, par la vicomtesse d'Adhémar. — Chez Simonis-Empis, *le Guide du*

célibataire à l'Exposition, par Sandy-Hook, petit album illustré. — Chez Pedone, dans la « Collection de Codes étrangers » (21e fascicule). *Code de Commerce allemand*, promulgué le 10 mai 1897, traduit et annoté par Paul Viatte. — Chez Fischbacher, *Nouveaux croquis russes*, par la princesse Cantacuzène.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Angleterre. — Dans le dernier numéro de la *Review of Reviews*, un de ces articles à l'emporte-pièce dont Mr Stead a le secret.

Le 13 juin, un journal anglais, *Daily Express*, publiait le résumé d'une conversation d'un de ses rédacteurs avec « un Boxer » de passage à Londres. L'homme jaune avait dit au reporter : « Parce qu'il est mou, insouciant et simple, vous prenez le Chinois pour un enfant. Jamais on ne se trompa plus absolument. Le Chinois est en effet d'humeur placide et rien ne l'émeut tant qu'il ne se sent pas opprimé... Laissez-nous tranquilles, nous vous laisserons tranquilles. Nous avons besoin de notre liberté pour jouir des beautés de notre pays et des fruits de notre expérience tant de fois séculaire. Nous vous demandons de sortir de chez nous, vous refusez et vous allez jusqu'à nous menacer si nous ne consentons pas à vous céder nos ports, nos champs et nos villes. Maintenant, nous, les Boxers, nous sommes déterminés à user du seul moyen qui nous reste de nous débarrasser de vous. Certes, nous ne sommes naturellement ni voleurs, ni sanguinaires. Mais lorsque tous les essais de persuasion, tous les arguments inspirés de la raison, tous les appels à votre sens de la justice demeurent vains, nous n'avons plus qu'une ressource : vous supprimer. »

On devine le parti que Mr Stead a tiré des réflexions de ce Boxer.

Après avoir rappelé l'interview publié par le *Daily Express*, Mr Stead écrit : « Mort aux étrangers ! » La formule est brève. Elle peut être remplacée sans inconvénient par cette autre : « Mort aux diables ! » Comme dit le Boxer du *Daily Express*, l'assassinat est l'unique moyen qu'ont les Chinois de se débarrasser de nous. . Mort ! Mort ! Mort ! L'homme jaune s'empare aujourd'hui de notre mot d'ordre et s'efforce de faire mieux en s'inspirant de notre exemple... Il est d'ailleurs bien plus excusable que nous. Il défend du moins sa patrie, il ne convoite pas un pays qui n'est pas le sien. Comment nier qu'il ait épuisé tous les modes de protestation. Il faut qu'il subisse l'intrusion chez lui des diables venus de l'étranger ou qu'il règle la situation une fois pour toutes en les tuant en masse. L'idée de la souffrance et du mal qu'il cause n'empêche pas l'homme jaune de tuer. La philosophie chinoise n'ignore aucun des cyniques sophismes dont s'accommode la conscience d'un soldat chrétien... « Mort aux diables ! » C'est bien ennuyeux pour les diables en question, mais on ne trouverait pas un honnête homme pour oser prétendre qu'à la place des Chinois nous ne ferions pas ce qu'ils font... Nous nous installons chez eux, nous vivons de leur pays ; nous entretenons parmi eux une armée de missionnaires dans le seul but de miner les croyances religieuses de la nation ; nous leur envoyons une armée plus grande encore d'aventuriers et de spéculateurs qui n'ont d'autre souci que de s'enrichir aux dépens de la Chine. Nous, les Européens, nous avons agi dans le Céleste Empire en brigands bien plus qu'en chrétiens... Jamais nous n'avons songé à nous comporter vis-à-vis des Chinois comme nous voudrions qu'ils se comportassent à notre égard .. Aujourd'hui, le serpent se redresse. Et tout à coup, nous nous apercevons que ce serpent est un véritable dragon dont la gueule enflammée projette la mort. . »

Dans le même fascicule de la *Review of Reviews* et sous la signature encore de Mr Stead :

« Lord Roberts déclare qu'il lui est impossible de céder un seul homme pour le service dans l'expédition de Chine. Nous avons envoyé dans l'Afrique australe 204 000 soldats auxquels il faut ajouter les 30 000 hommes fournis par les colonies. A l'heure qu'il est, les Boers sont à peine 30 000. Ainsi, de l'aveu du maréchal Roberts, la proportion de 7 à 1 est indispensable pour pouvoir poursuivre une guerre qui, d'après Michel Davitt, ne fait que commencer... Pour valoir aux 20 000 Uitlanders le droit de vote, l'Angleterre a sacrifié 40 000 hommes. La disproportion est monstrueuse, entre la fin et les moyens. »

États-Unis. — J'ai parlé déjà ici du très intéressant article paru dans la *North American Review* de juillet, sous la signature de Wu-Ting-Fang, le ministre de Chine aux États-Unis.

Je reviens sur cet article pour emprunter à Wu-Ting-Fang quelques renseignements précis sur les richesses naturelles du Céleste Empire :

« Les mines du Yunnan, écrit le diplomate chinois, seraient aussi productives que les mines Calumet et Hecta, si seulement elles étaient exploitées avec plus de science. Le fleuve Yangtse roule sur un lit de sable si prodigieusement chargé d'or que dans la province de Ssechuen on ne le connaît que sous le nom de « fleuve d'or »... On ne peut imaginer la richesse en charbon. La Chine en est si amplement pourvue que dans la seule province de Kwgansi on en trouverait assez pour alimenter le monde entier pendant une période de 3 000 ans : c'est du moins ce qui ressort des calculs établis par un célèbre géologue allemand, le baron de Richthofen. »

Une solide alliance entre la Chine et l'Amérique paraît indispensable à Wu-Ting-Fang : toutes ces richesses accumulées demeurent pour ainsi dire sans emploi, parce que l'esprit chinois manque de l'initiative et de l'énergie nécessaires aux grandes entreprises d'exploitation scientifique. Du reste, la Chine est riche en hommes autant qu'en gisements précieux ; elle donnerait au monde des travailleurs patients, sobres et robustes. Les Américains sont des organisateurs audacieux : s'ils comprennent leurs intérêts, ils ne laisseront pas écraser les Célestes et ils n'hésiteront pas à risquer leurs capitaux dans une exploitation raisonnée des immenses richesses naturelles de la Chine.

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39678. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

La liquidation a été excellente. Peu d'engagements, argent très abondant, taux de report modérés. Les affaires sont cependant si restreintes, que l'amélioration légère qui a résulté de l'action de ces facteurs favorables, n'a eu qu'une durée éphémère. Les réalisations sont aussitôt survenues et le mouvement de reprise a été arrêté.

Les nouvelles de Chine sont sensiblement meilleures. On a enfin les nouvelles directes des ministres étrangers à Pékin. Le gouvernement chinois a reconnu qu'il n'avait aucun avantage à laisser planer le doute sur le sort des chefs des légations, et des Européens qu'ils ont couverts de leur protection.

On sait maintenant qu'à l'exception du baron Ketteler, tous les ministres étrangers sont saufs, que leurs résidences ont été bombardées durant près d'un mois. Que la plupart sont détruites et que les bâtiments de la légation anglaise ont abrité le plus grand nombre des assiégés. Les pertes sont sensibles, mais enfin la situation, pour sérieuse qu'elle est, ne présente pas l'aspect tragique, dont les premiers renseignements de source chinoise l'avaient revêtue.

La guerre Sud-Africaine semble approcher de son terme. Une petite armée d'Orangistes a été cernée près de Bethléem et a dû se rendre. Le maréchal Roberts a commencé un nouveau mouvement en avant, qui doit le rendre maître de la voie ferrée entre Johannesburg et Prétoria d'une part, et la frontière portugaise, à Komatipoort, de l'autre.

S'il réussit, les dernières bandes boers qui obéissent encore à des généraux comme Dewet et Botha et mènent une admirable campagne de guérillas, seront coupées de toute communication avec la baie de Lourenço Marquez. A court de vivres et peut-être de munitions, elles seront obligées de chercher un refuge dans les districts montagneux du Nord. Pendant ce temps la pacification fera de rapides progrès dans le Sud. Le moment ne paraît plus éloigné, où, les chemins de fer étant rendus au service public, l'exploitation des mines pourra être reprise et déployer un essor d'autant plus brillant qu'il aura été plus longtemps comprimé.

Le marché des valeurs Sud-Africaines a en conséquence accusé une fermeté insolite. La Rand mines a dépassé 1 000, la Goldfields 190, l'East Rand 188, la Ferreira 540. La De Beers s'est relevée à 695, la Chartered s'est portée à 80; la Robinson, la Village, la Simmer and Jack ont été particulièrement cherchées, ainsi que les petits titres comme la Transvaal Land, l'Oceana, la Mozambique, la Compagnie du Zambèse.

L'odieux attentat dont le roi d'Italie a été victime n'a pas causé sur les marchés italiens ou étrangers une émotion aussi vive que l'on pouvait imaginer. La rente italienne a fléchi le jour même de 50 centimes qu'elle a regagnés le lendemain.

Les fonds brésiliens ont été plus fermes, les russes délaissés, les ottomans soutenus, l'Extérieure faible; plus faibles encore les Chemins espagnols à cause du change toujours aussi tendu.

Les rentes françaises ont été bien tenues. La modération des taux de report a permis au 3 p. 100 de s'établir au-dessus de 100 et au 3 1/2 de s'avancer à 102,45.

Parmi les valeurs, le Rio-Tinto, et, à sa suite, le Cape Copper et la Tharsis se sont signalés par une fermeté du meilleur aloi. Pour le Rio-Tinto, porté aux environs de 1 380, c'est plus que de la fermeté. Les cours du cuivre se tiennent aux environs de 72.

La Sosnowice soutenue par les hauts prix du charbon, a dépassé 2 400.

Les réalisations en valeurs de tramways se sont arrêtées. Les cours actuels, encore assez élevés pour quelques titres ont été discutés, mais la baisse a rencontré une vive résistance.

Des rachats ont porté de nouveau le Métropolitain de 385 à 460 et finalement à 445. C'est encore là manifestement un cours exagéré.

Les Banques ont été calmes ou délaissées, les Chemins français n'ont pas repris faveur. Le Suez, le Gaz, les Omnibus se sont bien défendus contre les causes de réaction.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 39[illegible]

N° 6. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 11 Août 1900.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 6

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT

A la Revue Bleue	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

Avec la Revue scientifique	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs
PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

On s'abonne chez tous les libraires et dans les bureaux de poste de France et de l'étranger

Les annonces sont reçues à la Société Générale de Publicité, 7, rue Drouot, Paris, O. Zucca, Directeur (Téléphone : 221,88).

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 6. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 11 AOUT 1900.

NOTRE SIÈCLE

L'ÉVOLUTION POLITIQUE AU XIXe SIÈCLE

Les Français avant la Révolution étaient renommés pour leur fidélité au roi et leur docilité à l'Église ; le XIXe siècle leur a donné la réputation d'être les plus turbulents des hommes ; aucune période de l'histoire de France n'a été aussi remplie d'agitations politiques.

Ce siècle de révolutions s'ouvre sur la grande réaction du 18 brumaire. Un coup d'État militaire, exécuté par un général pour le compte d'une faction républicaine, avait en quelques semaines abouti au résultat imprévu de rendre ce général maître absolu de la France. Bonaparte, une fois assuré du pouvoir, organisa un régime politique conforme à ses goûts personnels, un régime sans exemple dans l'histoire du monde. « Nous avons fini le roman de la Révolution, disait-il, il faut en commencer l'histoire, ne voir que ce qu'il y a de réel et possible dans l'application des principes. » Le « roman » auquel il mettait fin, c'était le gouvernement du pays par des assemblées élues, le régime représentatif et libéral réclamé par les philosophes et réalisé déjà en Angleterre et aux États-Unis. Il conservait il est vrai des assemblées, mais formées de ses créatures et dépourvues de pouvoir, — des corps électoraux, mais réduits à dresser des listes de notabilités, — la souveraineté du peuple exprimant sa volonté par des plébiscites, mais sous forme de registres ouverts où il fallait livrer son vote à la publicité, — des journaux politiques, mais soumis à la surveillance de la police. Tout cela n'était qu'un décor destiné à masquer le pouvoir absolu ; car Bonaparte avait supprimé la discussion dans les assemblées, les élections, la liberté de la presse, les assemblées élues de département et de canton, bref tout ce qui constituait la vie politique et municipale.

Cependant, même après qu'il eut établi la monarchie héréditaire sous le vieux titre romain d'Empire, son gouvernement ne fut pas une restauration de l'absolutisme des anciens rois. Il ne reprit à l'ancien régime que des formes et des mots, les noms d'Université, Concordat, Cour de justice, chevalier, les robes des magistrats, les titres de noblesse. De la Révolution il garda les réformes profondes, l'égalité légale, les libertés privées (liberté d'industrie, liberté de religion), l'état civil laïque, le régime fiscal, le service militaire obligatoire, les codes nationaux, la division en départements et en communes, l'abolition de tout pouvoir de contrainte exercé par le clergé.

Mais cette société, devenue démocratique et laïque, se trouva soumise à un absolutisme militaire plus rigoureux que l'ancien absolutisme royal. Napoléon croyait les Français passionnés pour l'égalité et indifférents à la liberté. En conséquence, il leur enlevait la direction de leurs affaires politiques et municipales et les réduisait à la condition « d'administrés ». Tout le pouvoir public passait à un corps de fonctionnaires divisé en une douzaine de services distincts, chacun formant une hiérarchie organisée militairement, tous opérant sans contrôle, reliés seulement par la

volonté du maître commun, l'Empereur; l'Église catholique elle-même avait pris place parmi les services d'État, Napoléon disait « mes évêques ».

C'était le gouvernement par une bureaucratie omnipotente, recrutée d'un façon égalitaire et destinée à être démocratique et laïque. Il lui fallait, pour fonctionner, la direction d'un chef suprême, assez actif pour tout surveiller, assez énergique pour imposer partout sa volonté; Napoléon l'avait taillée à la mesure de sa personne, sans se soucier de ses successeurs.

Lui-même ne put pas soutenir jusqu'au bout de sa carrière ce pouvoir écrasant. Par sa politique de conquêtes indéfinies, il força tous les grands États d'Europe à se coaliser contre lui et à lui faire une guerre à mort qui se termina par la destruction de ses armées, l'invasion de la France et l'abolition de l'Empire. Mais sa bureaucratie autoritaire lui a survécu, elle est restée en face de la nation la grande puissance qui a entravé l'évolution politique de la France pendant tout le XIXe siècle.

Les souverains étrangers vainqueurs de Napoléon imposèrent le rappel de l'ancienne dynastie, déchue depuis vingt-deux ans et déjà oubliée du peuple. Mais la Restauration ne restaura guère que la famille des Bourbons, les formes de la cour royale et le drapeau blanc (1); de l'ancien régime elle ne rétablit rien. Elle conserva toute l'organisation sociale de la Révolution, toute la machine administrative impériale y compris l'armée recrutée par la conscription; elle laissa même en place le personnel de l'Empire.

A cette nation démocratique, régentée par une hiérarchie de fonctionnaires, Louis XVIII se contenta de superposer une machine politique d'importation anglaise. Il introduisit en France la monarchie constitutionnelle telle qu'elle était pratiquée en Angleterre par le parti tory alors au pouvoir : il y eut un conseil des ministres chargé de gouverner au nom du roi, une Chambre des pairs héréditaire, une Chambre des députés élue par des électeurs censitaires; on eut un « discours du trône » suivi d'une « adresse » des Chambres, une commission des « voies et moyens »; les pairs s'appelèrent entre eux « le noble comte » ou « le noble marquis ». Et on finit par établir la liberté de la presse. Mais le ministère maître d'un corps énorme de fonctionnaires et d'une armée permanente se trouva pourvu d'une force irrésistible en face d'une Chambre réduite par le cens électoral exorbitant de 300 francs à ne représenter qu'un petit groupe de propriétaires fonciers et de grands industriels.

Le régime avait à peine fonctionné quand l'accident des Cent-Jours amena l'occupation étrangère et la Terreur blanche; il en sortit des haines tenaces qui empêchèrent la formation régulière des partis. La vie politique se divisa dès lors en deux courants.

La classe privilégiée des cent mille électeurs à 300 francs et des abonnés des journaux à cautionnement forma seule le « pays légal » en possession du monopole de prendre part au gouvernement. Dans ce petit monde fermé se concentra toute la vie politique officielle, les discussions des Chambres, les agitations électorales, les polémiques de presse; il s'y forma des partis, non pas organisés en grandes masses comme les partis anglais, mais divisés en *groupes*. Aucun groupe ne pouvait à lui seul former une majorité mais les opinions représentées par chacun formaient une gradation de nuances assez rapprochées pour permettre aux groupes voisins d'opérer ensemble. L'art du gouvernement en France consista dès ce temps à choisir les groupes qu'on devait coaliser pour soutenir le ministère. Il fut très facilité par le grand nombre de députés élus grâce à l'influence de l'administration et disposés à voter toujours pour « le gouvernement ».

Au-dessous du monde politique officiel dans quelques groupes ardents d'étudiants, d'ouvriers, de militaires, un mélange confus de passions nationalistes, de sentiments démocratiques et d'irritation contre le clergé avait produit une opposition hybride, à la fois impérialiste et républicaine, unie par la haine du drapeau blanc, qui, n'ayant aucun moyen légal de s'occuper, employa son activité à des complots militaires, à des sociétés secrètes et à des manifestations d'étudiants où l'on criait : Vive la Charte ! pour ne pas effrayer les bourgeois.

Ce fut le roi lui-même (Charles X) qui entra en conflit avec les députés et les électeurs royalistes en persistant, au nom de sa prérogative royale, à leur imposer des ministres qu'ils ne voulaient pas. Dans ce conflit, le parti libéral qui formait l'aile gauche de l'opposition parlementaire s'allia à l'opposition illégale, et quand le roi essaya de briser la résistance du pays légal par le coup d'État des Ordonnances, ce fut le petit parti républicain-nationaliste de Paris qui prit les armes et arbora le drapeau tricolore. Le gouvernement, inexpérimenté dans l'art de la répression, se défendit mal dans Paris, pas du tout en France et laissa le soulèvement devenir la Révolution de 1830. Ainsi finit la tentative commencée en 1814

(1) Qui d'ailleurs n'avait pas été réellement le drapeau de l'ancienne monarchie.

de réconcilier la monarchie légitime avec la Révolution.

Louis-Philippe Ier, le « roi des barricades », représentait la victoire du principe révolutionnaire de la souveraineté du peuple sur l'hérédité monarchique, du drapeau tricolore révolutionnaire sur le drapeau blanc des Bourbons. La revision de la Charte avait fait disparaître l'hérédité de la pairie et il était tacitement convenu que le roi, suivant l'idéal du régime parlementaire, prendrait des ministres soutenus par la majorité de la Chambre élue et les laisserait gouverner sous son nom suivant la nouvelle formule : « Le roi règne et ne gouverne pas. » Enfin avec le nouveau roi arrivait au pouvoir un personnel nouveau de bourgeois parvenus (Casimir-Périer, Guizot, Thiers, Molé, Dufaure), le règne des gentilshommes était fini; le clergé, compromis par son attitude légitimiste, perdait toute influence sur le monde politique.

Délivrée de la concurrence de la noblesse et du clergé, la bourgeoisie garda pour elle seule la domination ; la haute et moyenne bourgeoisie, les 200 000 électeurs à 200 francs et leurs députés, formait seule « le pays légal »; la petite bourgeoisie parisienne organisée en garde nationale fut chargée de défendre le gouvernement. Quand le parti républicain de Paris, reprochant à la bourgeoisie orléaniste d'avoir « escamoté la révolution », reprit ses procédés traditionnels d'émeutes et de barricades, il fut écrasé dans les rues de Paris, désorganisé par les procès, par l'arrestation de ses chefs, par les lois contre les attroupements et la presse, et réduit à végéter sous forme de sociétés secrètes (1831-35).

La bourgeoisie victorieuse put en sécurité, dans le champ clos de la Chambre, se donner le spectacle des luttes de tribunes entre groupes parlementaires. Louis-Philippe en profita pour établir peu à peu sa domination sur les chefs de groupes (Molé, puis Guizot), et revint au gouvernement personnel par le roi sous l'apparence du régime parlementaire. L'art de faire voter les électeurs et les députés en s'adressant à leurs intérêts personnels se perfectionna assez pour assurer une majorité inébranlable au ministère. Le roi, son premier ministre Guizot, et leur majorité, seuls représentants du « pays légal » gouvernèrent ainsi huit ans (1840-48), sans tenir compte des plaintes de l'opposition ; ils travaillèrent à réconcilier la monarchie orléaniste avec les monarchies légitimes d'Europe en suivant à l'intérieur une politique conservatrice systématiquement hostile à toute réforme.

Pendant ce ministère Guizot, le plus long des ministères français du siècle, deux partis nouveaux, le catholique et le socialiste, se formaient, à l'insu des contemporains, dans les masses profondes de la nation.

Le monde catholique, longtemps paralysé par sa querelle intérieure entre gallicans et ultramontains, s'était unifié à mesure que les vieux gallicans s'éteignaient, laissant la place à une génération nouvelle élevée dans la doctrine du pouvoir souverain du Pape. Un parti catholique, fondé vers 1830 par une poignée d'ultramontains libéraux (Lamennais, Lacordaire, Montalembert), avait remis la religion à la mode dans la riche bourgeoisie et s'était senti assez fort en 1844 pour réclamer aux Chambres l'abolition du monopole de l'Université au nom de la liberté de l'enseignement; il s'agissait d'obtenir le droit d'ouvrir des collèges dirigés par des religieux.

Les idées socialistes avaient apparu vers 1830, d'abord sous la forme saint-simonienne et fouriériste de doctrines et d'expériences privées en dehors de toute action politique. C'est dans le petit parti républicain révolutionnaire de Paris que se forma, par une renaissance des doctrines de Babeuf, un groupe *communiste* qui, s'organisant en société secrète, continua la tactique républicaine d'un coup de main sur le gouvernement, mais cette fois pour établir la dictature du prolétariat et faire la révolution sociale ; il aboutit à l'échec de Barbès et Blanqui en 1839. Dans la masse des ouvriers de Paris, restée en dehors de l'agitation politique, pénétra (à partir de 1840) surtout par l'intermédiaire de Louis Blanc et de *La Réforme*, l'idée socialiste du suffrage universel et de « l'organisation du travail », c'est-à-dire de l'État intervenant pour améliorer la condition des ouvriers.

Ni les partis catholiques et socialistes écartés de la Chambre, ni l'opposition dynastique réduite à une minorité décroissante n'avaient le moyen d'arracher le pouvoir au ministère Guizot. Mais la grande masse de la nation, même la garde nationale parisienne, tenue hors de la vie politique, en était venue à se désintéresser du roi et de son gouvernement. L'agitation parlementaire pour obtenir une réforme électorale ayant pris la forme de manifestations, une de ces manifestations par un accident se transforma (23 février 1848) en une émeute dont les républicains prirent la direction et qui devint une révolution (24 février). Louis-Philippe se sentit si isolé qu'il perdit brusquement courage et se retira sans combattre. L'émeute, maîtresse de Paris, proclama la République et l'imposa à la France qui la subit en tremblant.

Le parti républicain socialiste installé à l'Hôtel de Ville obligea les républicains démocrates

à lui faire une place dans le gouvernement provisoire de la France et à promettre des réformes ouvrières. Le suffrage universel, demandé par les socialistes comme l'instrument de la révolution sociale, fut établi sans résistance. Ainsi fut réalisée en un seul jour une révolution électorale qui bouleversa la vie politique, en y faisant entrer la masse des ouvriers et des paysans.

L'Assemblée nationale constituante, investie par les nouveaux électeurs de la souveraineté, enleva tout pouvoir aux socialistes de Paris et les écrasa en réprimant l'insurrection de Juin. Puis, constituant le gouvernement suivant le dogme de la séparation des pouvoirs, elle appela le peuple français à élire au suffrage universel un Président investi de tout « le pouvoir exécutif », une Assemblée unique, investie de tout « le pouvoir législatif ». La masse des paysans et des ouvriers, tenue jusque-là en dehors de toute vie politique, porta ses voix sur le nom de Napoléon, le seul qu'elle connût, et mit Louis-Napoléon en possession de toute la force publique.

Dès ce temps apparaît la division en deux partis ou plutôt en deux tendances dont la lutte va remplir toute la seconde moitié du siècle. Les *républicains*, partisans du régime nouveau, dominent dans les grandes villes et dans les régions de l'Est et du Midi où la constitution de la société est plus démocratique. Les « réactionnaires » (le nom ne fut pas d'abord pris en mauvaise part) désirent une réaction vers les régimes antérieurs, de préférence sous la forme monarchique, plus tard ils s'appelleront *conservateurs;* leur force est surtout dans l'Ouest et le Nord. Mais, étant un parti de bourgeoisie, ils ont perdu avec le régime censitaire leur prépondérance électorale et ne peuvent plus triompher devant le suffrage universel qu'avec l'aide du clergé qui leur amène les voix des campagnes et de la petite bourgeoisie.

L'élection de la première Assemblée législative (1849) fut une grande victoire pour le parti monarchique et catholique, il eut les deux tiers des députés. Cette majorité s'allia d'abord avec le Président contre le parti républicain, et accorda aux catholiques la liberté de l'enseignement. Alors se multiplièrent les écoles où la nouvelle génération de la bourgeoisie allait être élevée, tandis que le nombre des couvents et des religieux des deux sexes s'accroissait rapidement; ainsi se préparait la domination sociale du clergé régulier sur les classes riches, combinée avec l'influence électorale du clergé séculier sur les paysans.

Napoléon, chef de la force militaire, employa l'armée pour se perpétuer au pouvoir. Il se débarrassa de l'Assemblée par le coup d'État du 2 décembre 1851, du personnel républicain par les déportations et organisa un gouvernement imité du régime de Napoléon Iᵉʳ; ce fut la Constitution de 1852, bientôt suivie du rétablissement de l'Empire. La France, après un demi-siècle de révolutions, se trouvait ramenée au pouvoir personnel absolu. La souveraîneté du peuple comme au temps de Napoléon Iᵉʳ restait le principe théorique de la constitution, mais réduite au plébiscite de ratification. Pourtant de l'évolution antérieure Napoléon III conservait un Corps législatif élu au suffrage universel; il lui semblait suffisant de domestiquer le suffrage universel par la candidature officielle et la toute-puissance des agents du gouvernement (préfets, maires et fonctionnaires) et de paralyser la Chambre élue en supprimant les instruments de la vie politique, publicité des discussions des Chambres, liberté de la presse, liberté de réunion.

Pendant la première moitié de son règne, Napoléon III, resté l'allié du clergé, n'eut aucune peine à obtenir une Chambre docile et à étouffer toute vie parlementaire. Alors se répandit dans le monde cette opinion que les Français étant impropres à la liberté politique, l'absolutisme démocratique était le seul régime approprié à leur tempérament.

Lorsque Napoléon, ayant entrepris d'aider à l'unité italienne, entra en conflit avec le Pape à propos des États de l'Église, sa politique extérieure se trouva en contradiction avec sa politique intérieure. Les catholiques mécontents se rapprochèrent des anciens partis royalistes. Pour compenser ce qu'il perdait de ce côté, Napoléon chercha à se concilier les démocrates et les libéraux en relâchant le régime de compression, puis en concédant une série de petites réformes qui le menèrent, depuis l'Empire libéral avec liberté de la presse et droit de réunion, jusqu'à l'Empire parlementaire de janvier 1870.

Mais ces concessions enlevèrent à l'Empire ses instruments de domination sans lui amener des partisans. Le parti républicain, reconstitué après l'amnistie de 1859, garda un attitude irréconciliable; le seul républicain qui se laissa gagner par les avances de l'Empereur (E. Ollivier) fut désavoué par tout son parti; pour les républicains, Napoléon III fut toujours l'homme du Deux-Décembre. La masse de la nation restait impérialiste par indifférence politique, et parce qu'elle attribuait confusément au régime la prospérité qui suivait la création des chemins de fer. Mais le monde intellectuel continuait à protester et la nouvelle génération grandissait dans la haine de l'Empire.

Dès 1863, les adversaires républicains et les adversaires royalistes de l'Empire se coalisaient pour former une opposition libérale; profitant de la faiblesse croissante de Napoléon III et de ses revers au dehors, elle s'accrut si vite qu'en 1869 elle fit élire une Chambre en majorité hostile au régime autoritaire. Napoléon se résigna alors au gouvernement par des ministres responsables; et même il appela aux affaires un personnel nouveau formé surtout d'orléanistes; c'était le retour au régime de Louis-Philippe avec le suffrage universel. Mais cette expérience de l'Empire parlementaire, sanctionnée par le plébiscite de 1870, fut aussitôt interrompue par la guerre contre la Prusse. Dès l'origine, la seule force solide de l'Empire avait été l'armée; elle le soutenait contre la partie agissante de la nation, la masse des ouvriers et la moyenne bourgeoisie. Quand l'armée fut anéantie par la guerre, il suffit d'une manifestation dans Paris pour renverser l'Empire; il tomba sans aucune résistance, les villes n'en voulaient plus et les paysans ne se levèrent pas pour le défendre. La République fut rétablie sans protestation par le gouvernement provisoire, comme le régime normal du pays.

Depuis 1870, l'évolution politique de la France change d'aspect. Les révolutions cessent, elles sont remplacées par des crises à travers lesquelles la République s'affermit et augmente le nombre de ses partisans.

Cette évolution commence pourtant par une succession de réactions où la République est plusieurs fois sur le point de disparaître.

D'abord la dictature de Gambetta en province et la crainte de la « guerre à outrance » jettent la masse des électeurs du côté des royalistes partisans de la paix et font élire une Assemblée en majorité monarchiste, tandis que le siège et la capitulation de Paris aboutissent à l'insurrection des gardes nationaux fédérés qui établissent dans Paris la Commune révolutionnaire. Les partis monarchiques dominent l'Assemblée, tandis que le parti républicain, coupé en deux, est forcé d'aider lui-même à exterminer son extrême gauche parisienne.

Dès les élections complémentaires de juillet 1871 la masse des électeurs s'était ralliée à la République comme au régime définitif de la France. Mais l'Assemblée, en possession du pouvoir, s'y perpétua pendant cinq ans, contre la volonté évidente de la grande majorité du pays et, pour tenir tête aux royalistes de l'Assemblée, le parti républicain fut obligé de laisser la direction au groupe de Thiers et de ses amis, anciens orléanistes ralliés à une République conservatrice. La majorité royaliste, après avoir accepté le gouvernement de Thiers pour réorganiser les finances et l'administration, finit par lui voter un blâme; Thiers lui laissa le champ libre en se retirant le 24 mai 1873.

L'Assemblée travailla aussitôt à rétablir la monarchie légitime; cette restauration décidée par la majorité, n'échoua que par la volonté du futur roi qui refusa de renoncer au drapeau blanc. Mais à défaut de la nouvelle monarchie on organisa (dès 1873) une présidence à long terme calquée sur la royauté parlementaire (ce fut le *septennat*), puis un Sénat calculé (au moyen des sénateurs inamovibles et de la prépondérance des petites communes dans l'élection) de façon à perpétuer la domination de la bourgeoisie orléaniste libérale. Président et Sénat devaient tenir en échec la Chambre élue par le suffrage universel. Ainsi la première crise (celle du 24 mai) aboutit à la République parlementaire de 1875, compromis entre la République démocratique de 1848 et la monarchie parlementaire de 1830.

Mais la masse des électeurs, se pénétrant peu à peu de la conception démocratique du gouvernement, s'est habituée de plus en plus à regarder comme le seul véritable pouvoir souverain la Chambre élue au suffrage universel. La Chambre, se sentant le représentant de la volonté nationale, a, par une application stricte des usages parlementaires, mis sous sa dépendance le ministère qu'elle tient en son pouvoir au moyen des interpellations. Or, dans la France telle que l'a faite la centralisation impériale, les ministres sont les chefs des fonctionnaires qui dirigent en fait les affaires publiques; par les ministres, la Chambre tient les fonctionnaires, qu'elle surveille d'ailleurs par l'ingérence personnelle des députés; et ainsi elle est seule maîtresse du gouvernement, malgré toutes les fictions constitutionnelles.

Ce fut précisément le conflit entre la Chambre élue et les deux autres pouvoirs qui produisit la seconde grande crise (celle du 16 mai 1877). Le Président conservateur, remettant le gouvernement à un ministère de son choix hostile à la majorité républicaine de la Chambre, fit dissoudre la Chambre par le Sénat. Mais cet essai de pouvoir monarchique aboutit au triomphe à la fois de la doctrine et du parti démocratiques; car la masse des électeurs de l'Est, du Sud, du centre et des grandes villes, en réélisant la même majorité, força le Président et le Sénat à se soumettre. Ainsi fut démontrée la suprématie de la Chambre élue et la direction de la France passa définitivement au parti républicain. Les partis monarchiques et le clergé leur allié, qui dominaient encore dans l'Ouest et le Nord, continuèrent la lutte sous la

forme d'opposition conservatrice, mais réduits à une minorité irrémédiablement impuissante.

Le personnel républicain installé seul au pouvoir (dès 1880) renonça à détruire les institutions monarchiques. Il conserva tout l'appareil de bureaux et de fonctionnaires, tout le mécanisme fiscal et même presque tout le personnel, se bornant à lui superposer des ministres et quelques chefs de service républicains. Mais, dans les premières années après son avènement, il adopta plusieurs institutions qui, pour la génération suivante préparaient des conditions nouvelles de vie politique : la liberté complète de la presse, l'instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire, l'enseignement secondaire laïque des filles, l'élection des maires des grandes communes, les syndicats ouvriers, l'égalité du service militaire obligatoire (par l'abolition du tirage au sort et du volontariat).

Puis le parti républicain, devenu maître du Sénat depuis la revision de 1884, arrêta les réformes et, ne se sentant plus menacé, se divisa pour la possession du pouvoir. Le gros du parti qui s'appela successivement républicain de gouvernement, modéré, et enfin progressiste (depuis 1898) comprenait presque tout l'ancien personnel républicain et conserva la direction de la politique. Mais l'extrême gauche, sous le vieux nom de parti radical, reprit les portions du programme abandonnées par les modérés (revision de la Constitution, séparation de l'Église et de l'État, impôts sur le revenu) et alla grossissant toujours, surtout dans l'Est, le Sud et les grands centres ouvriers. La coalition monarchiste, fortifiée en 1885 par le scrutin de liste, se fondit en une Droite conservatrice avec un programme catholique (résistance aux lois scolaires et militaires).

Aucun de ces trois partis n'étant assez nombreux pour avoir à la Chambre une majorité durable, la politique française depuis quinze ans a oscillé entre deux systèmes : la « concentration républicaine », c'est-à-dire la coalition officielle des deux partis républicains, modéré et radical, avec partage du pouvoir entre les deux personnels, — « l'apaisement », c'est-à-dire l'entente tacite d'un ministère modéré avec la droite.

Le jeu régulier de cette politique fut un moment bouleversé par la troisième grande crise, la crise boulangiste. Elle jeta dans la lutte un nouveau parti, démocratique, patriotique et césarien (le parti *revisionniste*), formé surtout de radicaux parisiens, qui s'allia à la Droite catholique pour renverser le personnel républicain. La défaite de cette coalition (en 1889) amena la dispersion provisoire des revisionnistes, puis la dislocation de la Droite, dont un parti catholique (les *ralliés*) se détacha, sur l'ordre du Pape, pour essayer d'entrer en rapport avec le gouvernement républicain.

Dans le parti radical, l'aile gauche, recrutée surtout dans les centres ouvriers, se formait (1893) en un nouveau parti socialiste qui, à l'ancien programme démocratique, ajoutait un programme nouveau de révolution sociale. Mais ce parti socialiste restait en contact avec le gros de l'ancien parti radical par l'intermédiaire des *radicaux socialistes* partisans de réformes sociales partielles.

L'accroissement continu des partis de gauche (1) ranima le conflit entre modérés et radicaux, suspendu par la crise boulangiste. Le parti modéré, menacé de perdre la majorité, chercha un contrepoids vers la droite et peu à peu les partis se concentrèrent en deux coalitions, à peu près d'égale force comme le montra l'élection à la présidence de la Chambre en juin 1898 : une droite embrassant depuis l'extrême droite royaliste jusqu'aux républicains progressistes, — une gauche allant depuis les confins du groupe progressiste jusqu'aux socialistes révolutionnaires.

La quatrième crise, la crise nationaliste, née de l'affaire Dreyfus, en disloquant le groupe progressiste de la Chambre et lui enlevant l'appui de la majorité du Sénat a, pour la première fois, amené au pouvoir le parti radical et socialiste grossi des dissidents progressistes. En face s'est formée une coalition des conservateurs, des nationalistes et du gros des républicains modérés. Ainsi se prépare pour le XXᵉ siècle un classement nouveau des partis dans lequel les deux partis opposés prendront également le nom de républicains ; celui de droite s'appuyant sur la résistance catholique, celui de gauche se teintant de socialisme en devenant un parti de réforme sociale.

L'évolution politique du XIXᵉ siècle est dominée par les luttes et la victoire définitive du parti républicain démocratique ; trois fois écrasé et désorganisé (1799, 1835, 1851), il s'est reconstitué plus fort chaque fois, a détruit les gouvernements monarchiques et pris possession du pouvoir. Une fois installé, il a accompli l'œuvre tentée en vain par la monarchie censitaire : il a établi le gouvernement central par des assemblées élues, l'administration locale par des conseils élus, les libertés politiques et les libertés ouvrières. Renonçant à la solution radicale, il a résolu le problème par compromis, en conservant tout le mécanisme im-

(1) La Chambre élue en 1889 n'avait pas 120 radicaux, celle de 1893 eut plus de 170 radicaux ou socialistes, celle de 1898 en a 250.

périal des services publics et quelques-unes des formes de la monarchie parlementaire. Mais il a imposé à tout le régime les principes fondamentaux de la démocratie : tous les pouvoirs, politiques ou municipaux, issus du suffrage universel, suprématie absolue des assemblées élues sur les fonctionnaires, égalité du service militaire, droit à l'instruction primaire, liberté des associations syndicales. Il a préparé ainsi les forces qui vont remanier le mécanisme administratif pour le mettre en harmonie avec les besoins d'un peuple démocratique (1).

CH. SEIGNOBOS.

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

I

Au commencement de l'année 1872, la France découvrit tout à coup la vraie cause de ses malheurs le maître d'école allemand l'avait vaincue. Eh bien elle allait s'instruire et promptement. Tout notre territoire se couvrit alors de magnifiques écoles. Quant aux adultes, quantité de sociétés géographiques, dûment subventionnées, se chargèrent de les renseigner spécialement sur l'Allemagne.

J'ai été vingt ans membre de deux de ces sociétés. Je possède la collection complète de leurs bulletins. Aucun ne m'a jamais rien appris sur le pays germain. Pardon !... L'un m'a révélé qu'à Altenkirchen le terrain sur lequel est édifié le monument de Marceau est territoire français... Un autre m'a fait connaître certain village des environs de Francfort où les descendants des réfugiés de l'Édit de Nantes parlent encore français.

Pourquoi ce silence? Pourquoi cet oubli de nos belles résolutions d'antan? Pourquoi ce dédain de notre puissant voisin?

Parce que nous ne fixons jamais longtemps notre esprit sur les sujets trop pénibles pour notre amour-propre. En pareil cas, nous nous tirons d'affaire à la façon de l'autruche. Nous *ignorons*. D'ailleurs, il y a quelque vingt-cinq ans un étranger très malin — il s'en est fait des rentes — eut une idée magnifique. Il fit un livre sur *le pays des milliards* et dans ce livre il nous démontra que l'Allemagne était pourrie, gangrenée jusqu'aux moelles. Elle allait en mourir...

Nous le crûmes sur parole, non que ce qu'il disait eût la moindre vraisemblance, mais parce que cela nous était agréable. Sur ce, l'esprit soulagé d'un gros souci, nous tournâmes le dos à l'Allemagne agonisante et nous mîmes à contempler les pays lointains, les pays des rêves dorés. Jusque-là ils ne nous avaient guère fourni que des décors de roman ou d'opéra; si on leur demandait de la gloire ! C'est alors que nous, les victimes de la conquête, nous n'hésitâmes pas à conquérir d'autres peuples.

A cette entreprise nous dépensâmes sans compter vies et millions. Ce gaspillage nous rapporta quelques territoires où tout le monde fait du commerce, tout le monde sauf nous. Il nous procura, du moins, chose essentielle, un panache tout neuf. Nous avions de la gloire et, par-dessus le marché, d'immenses domaines. « Si jamais l'on vous demande combien la mutilée de 1870 compte en 1900 de superficie et de population, dites hardiment 97 000 000 d'âmes et 11 000 000 de kilomètres carrés. » Je lis cette belle théorie dans le *Bulletin* même d'une de ces sociétés de géographie, fondées au lendemain du désastre « pour assurer la Revanche en nous enseignant l'Allemagne » et qui, sans s'en douter, se trouvent l'avoir compromise en nous lançant dans les aventures lointaines.

Voilà pourquoi, pas mal ferré sur les Achantis et les Botocudos, sur le cours de l'Ogooué et celui du Limpopo, je ne savais rien, mais rien du Wurtemberg ni de la Bavière, quand au printemps je projetai d'y aller faire un séjour de quelque durée. J'avais des données sur les montagnes de l'Annam, mais aucune sur le Taunus, le plus important massif montagneux de l'Allemagne centrale.

Depuis mon retour, je suis moins ignorant, non pour avoir lu de gros livres, mais pour avoir circulé durant six semaines en ouvrant largement les yeux et les oreilles. Peut-être beaucoup de Français ne savent-ils pas mieux que je ne le savais hier ce qu'il y a de l'autre côté de cette muraille de Chine qui depuis tantôt trente années sépare la France de l'Allemagne; en ce cas, ces quelques notes ne leur paraîtront pas, je l'espère, entièrement dénuées d'intérêt.

D'ailleurs, à ceux de mes compatriotes qui ne s'intéressent qu'à ce qui est d'actualité, je ferai observer que l'Allemagne ne sera jamais aussi *actuelle* qu'en ce moment. On sait quelle splendide contribution les Allemands apportent à notre grand effort national. Ils viennent en foule à Paris; ils arriveront par centaines de mille, dit-on, au mois d'août et de septembre.

Et puis, c'est l'année des représentations d'Oberammergau. Or quelque indifférence que nous soyons disposés à témoigner envers toute attraction autre

(1) Voir les articles déjà parus: *Le Monde et les Salons*, par M. le vicomte Brenier de Montmorand (7 avril 1900); — *Le Roman au XIX[e] siècle*, par M. Marcel Prevost (14 avril 1900); — *L'Architecture au XIX[e] siècle*, par M. Frantz Jourdain (21 avril 1900); — *La Peinture et la Sculpture au XIX[e] siècle*, par M. Camille Mauclair (28 avril 1900); — *La Sociologie en France au XIX[e] siècle* par M. Durckheim (19 et 26 mai 1900); — *La Presse au XIX[e] siècle*, par M. J. Cornély (2 et 9 juin 1900).

que notre exposition, il faut reconnaître que quantité d'étrangers, surtout d'Américains, sont aussi passionnés pour les spectacles de la Passion que jouent les paysans bavarois que pour notre grande kermesse. Alors c'est peut-être l'occasion de nous lester momentanément d'un petit bagage de renseignements sur l'empire voisin.

***

« Causez avec des Allemands d'une façon un peu suivie, vous serez frappé de la finesse de leurs aperçus, de la solidité de leur équilibre; surtout vous trouverez chez eux une instruction presque toujours suffisante (1). » C'est vrai, la conversation de l'Allemand est souvent substantielle. Donc, à part quelques croquis rapides, ce seront surtout des conversations d'Allemands que je rapporterai ici.

A Heidelberg. — La petite ville est en émoi. Partout des drapeaux et des oriflammes, de hauts mâts pavoisés, des sapins plantés en terre; partout des orphéons qui passent, des étudiants qui circulent, grassouillets, très laids avec leurs balafres, mais ne semblant pas soupçonner leur anti-esthétisme. Ils marchent gravement avec leurs écharpes, leurs petites casquettes plates. Je m'informe. Heidelberg attend la visite des équipages des torpilleurs à qui l'empereur fait remonter le Rhin, afin que les populations soient gagnées ainsi à l'idée d'une grande flotte. Mais la foule grossit et les premiers accents de la *Garde au Rhin*, se font entendre. Les marins descendent de wagon au milieu de l'affluence souriante des populations. On est content, mais on ne crie pas. Ce peuple manifeste peu. On me dit qu'au théâtre, même devant une pièce qui les ravit, les Allemands n'applaudissent guère avant la fin du dernier acte.

Je monte tout de suite au château avant qu'il ne soit envahi; tout à l'heure, les marins vont y banqueter sous la verte ramure des platanes séculaires.

Splendide, ce château, si hardiment perché! De la terrasse la vue plane sur toutes ces croupes boisées de la vallée du Neckar. Ces pans de murs, si richement sculptés, donnent par leur rose-saumoné l'impression que l'incendie qui les a dévastés date d'hier. Mais non, c'est le ton même de la pierre. Il se marie fort bien, d'ailleurs, avec les verdures sombres de la colline. Hélas! comme tous les Français qui visitent ce magnifique palais, j'ai le cœur serré de penser que la mise à sac du Palatinat fut l'œuvre des armées du Grand Roi. Peut-être cette mesure avait-elle son excuse, si sauvage qu'elle ait paru. Les Russes n'ont-ils pas, de leurs propres mains, brûlé Moscou?

(1) P. de Bouchaud, *Sur les chemins de la vie*, Lemerre, éditeur.

Et puis, pourquoi les Allemands s'obstinent-ils à répéter constamment que ce sont des Français qui ont détruit Heidelberg? Est-ce rancune naturelle d'une race jalouse? Non, m'assure-t-on, mais ils connaissent fort bien leur histoire. A ceux qui me disent cela, je réponds qu'il est au moins deux choses, qu'en dépit de leur mémoire les Allemands, et en particulier les gens d'Heidelberg, ont oubliées, c'est que parmi les troupes qui ravagèrent leur ville il y avait plusieurs régiments souabes à la solde de la France; et aussi que cette Université dont ils sont si fiers, fut créée, sous les auspices, avec le concours et les subsides de l'Université de Paris. N'est-ce pas à cette origine qu'Heidelberg devait son grand renom et l'affluence de tant d'étrangers?

Un hasard heureux me fait rencontrer un jeune Parisien, un érudit, qui travaille depuis plusieurs années à reconstituer ce que fut le *Théâtre français en Allemagne au XVIIIe siècle.* Il a opéré ici de véritables trouvailles. Il a même découvert au château de Schwetzinger la salle de théâtre de l'électeur Charles-Théodore. Elle était fermée depuis un siècle. Dans les loges des actrices françaises il a retrouvé jusqu'à des pièces inédites.

. . . .

Bon, voilà les marins, les fanfares, la foule! Ils parcourent les jardins. Mettons-nous un peu de côté et regardons.

D'abord un état-major très chamarré, officiers de marine en casquette blanche avec quantité d'aiguillettes sur la poitrine. De haut casqués de l'armée de terre, les encadrent; il y a même un général à l'air très bon enfant, physionomie fine. Je demande son nom. On me répond : Général-major de Lesselle (1). Ce qui me frappe tout d'abord, c'est que les matelots — comme les marins russes d'ailleurs — ne sont pas grands. Bien pris, bien découplés, quoique moins lestes, moins délurés que nos mathurins, ils semblent en revanche plus robustes, plus larges d'épaules; mais que c'est laid, ce cou décolleté en pointe jusqu'au milieu de la poitrine! Ils passent sérieux et dignes, très dignes. Chez nous Gavroche dirait qu'ils ont avalé leur sabre.

Je les reverrai dans d'autres villes encore plus éloignées de la mer. Là s'étaleront aussi des *marine austellunga*, exhibitions de modèles de navires de combat ou de paquebots transatlantiques. Tout est *naval* en ce moment. Les Allemands vous disent : « Ah! il est adroit, notre Empereur, et il sait rendre ses idées populaires dans les masses. »

. . . .

Je note ce que coûte la vie à Heidelberg. Pour

(1) Promu général de division il vient d'être nommé au commandement du corps expéditionnaire en Chine.

quatre marcs par jour un jeune homme — à plus forte raison un collégien — peut être convenablement logé et nourri.

Travaille-t-on très fort à Heidelberg? Non. La contrée est trop riante, la ville trop peu vivante. L'émulation manque dans l'Université dont les bâtiments semblent d'ailleurs misérables auprès de ceux de Strasbourg. Il parait qu'à Munich et surtout à Berlin, les étudiants s'amusent moins et travaillent plus, — ils travaillent autant que les nôtres, qui, on le sait, n'ont plus rien du légendaire type bohème.

D'ailleurs, il y a ici deux catégories, les étudiants des *Vereine*, qui, eux, étudient, et les étudiants des *Corps*, — ceux à casquettes — qui se donnent surtout du bon temps. Asservis à des règlements bizarres qui les astreignent, par exemple, à des vœux de quasi-chasteté, qui les soumettent à l'obligation de ne venir aux cours qu'en voiture et à faire acte de présence à certaine brasserie plusieurs fois dans la même journée, ils préfèrent boire, rire, et se balafrer les joues de cicatrices rouges. Goût singulier que ce tatouage qu'un de leurs professeurs qualifiait avec bienveillance d'*enfantillage supérieur!...* Hum!

Que le lecteur se rassure! Je ne vais pas lui ressasser ce qu'il sait déjà — car la vie des étudiants est une des rares choses que nous connaissions de ce pays.

* * *

Je voulais observer de près une nation dont l'essor commercial et industriel est si prodigieux que l'histoire ne connait rien qui lui soit comparable. Au risque d'avoir sous les yeux des spectacles pénibles, je voulais parcourir l'Allemagne — non d'une seule traite, mais en plusieurs voyages. Et j'avais choisi, pour débuter, l'Allemagne du sud qu'en six semaines un touriste attentif peut à peu près bien voir : — Heidelberg, Bade, Stuttgard, Wurtzbourg, Nuremberg, Rothenbourg, Ratisbonne et Munich. Cet itinéraire permettait de finir par Oberammergau et les châteaux du roi de Bavière.

Au moment de me mettre en route, à l'heure où l'on s'en va recueillir les lettres d'introduction, je songeai à cet écrivain des *Débats* dont les *Flâneries* sont si goûtées et qui connait à fond Munich et Bayreuth. Selon lui l'Allemagne nouvelle, qui se fait riche, qui s'affine, à qui vient le goût du luxe et des élégances, ressent de nouveau, comme au dernier siècle, le besoin d'être initiée par nous à certaines délicatesses. Du même coup notre langue redevient nécessaire à ses classes supérieures comme instrument d'une plus fine culture. Les Allemands riches fréquentent davantage notre pays. A Nice ils remplacent peu à peu les Anglais. Malheureusement nous ne faisons presque rien pour encourager ce mouvement. Nous ne comprenons même pas que ces avances de la haute société allemande n'ont rien de commun avec les combinaisons de la politique, quoique assurément les Allemands qui pensent en français — et ceux qui parlent notre langue *pensent* en français — soient plus préparés que les autres à nous devenir sympathiques. M. André Hallays conclut en m'affirmant qu'actuellement l'action individuelle d'un écrivain français circulant en Allemagne, pouvait être considérable, si modeste que soit sa notoriété, pour peu qu'il n'hésitât pas à se dépenser.

Je me laissai persuader. A dire vrai, j'avais le sentiment de pouvoir conter aux Allemands quelque chose qui leur serait agréable. Il s'agit d'une histoire que les lecteurs de la *Revue Bleue* ont connue (1), ce sauvetage héroïque d'un jeune matelot breton, mutilé à bord d'un pétrolier anglais, que, par très grosse mer, en plein Océan, le médecin d'un transatlantique allemand alla opérer. Au courant de l'incident, comme avocat du matelot quand il plaida contre ses armateurs, je pétitionnai pendant sept ans pour obtenir en faveur du docteur allemand la croix de la Légion d'honneur. Tous mes efforts avaient échoué quand la *Revue Bleue* m'offrit une tribune d'où ma voix parvint jusqu'à M. Delcassé (2). La croix accordée enfin le 14 juillet 1899 eut en Allemagne un immense retentissement. Notre Légion d'honneur, bien qu'ils ne veuillent pas toujours en convenir, a, aux yeux des Allemands, un prestige énorme. N'importe quel Munichois de la société vous dira les noms de cinq ou six Bavarois qui ont la Légion d'honneur. Aussi de toutes les parties de l'Allemagne arrivèrent aussitôt au docteur allemand — il s'appelle Max Breuer et habite les États-Unis — des félicitations enthousiastes. Par ricochet je reçus des remerciements de plusieurs groupes de lettrés et d'universitaires allemands. On m'invitait à venir.

Alors pourquoi ne pas offrir du même coup à cette admirable société de propagation de notre langue, l'*Alliance française*, de la faire profiter de l'occasion? L'*Alliance* a des sections dans le monde entier : elle n'en possède pas encore dans cette Allemagne dont cependant les instituteurs viennent en foule à ses célèbres cours de vacances.

Je me mis à la disposition de l'*Alliance*. Je lui offris de la faire connaître à ceux des Allemands qui l'ignoraient. Et voilà comment dans toutes les villes où existait un groupe d'amis de la langue et de la littérature françaises je pris la parole quand on le demanda, autant de fois qu'on le demanda. D'autres,

(1) Voir *Revue Bleue* du 19 décembre 1898, *Entretiens d'un correspondant du « Standard »*, III.

(2) Grâce au concours, je dois le dire de M. Jules Lemaître, partisan, dès cette époque, d'une amélioration de nos rapports avec l'Allemagne.

j'en suis sûr — et je me permets de faire pour cela appel à tous les écrivains français allant en Allemagne — auront à cœur d'achever l'œuvre ébauchée.

***

C'est justement à Heidelberg que je fis ma première causerie, aussi en ai-je gardé un souvenir très vivant. La bienvenue me riait dans les yeux de cent cinquante auditeurs des deux sexes qui se pressaient dans une salle du gymnasium. Tout se passa fort bien, en dépit de certaines inquiétudes de l'auditoire... et du conférencier.

J'avais cru devoir, par précaution, demander à l'un des professeurs de vouloir bien traduire à l'assistance certains mots spéciaux *pétrolier*, *gouvernail*, *maître d'équipage*, *pavillon en berne*, mais, avant le professeur, toute la salle donnait la traduction. Ils saisissaient jusqu'aux moindres nuances.

Mais à de certains passages, un silence profond! C'est que je touchais à un sujet délicat, presque scabreux. Racontant par exemple l'entretien que j'eus l'honneur d'avoir, dès 1894, avec M. de Munster ambassadeur d'Allemagne à Paris, je disais que celui-ci, très désireux d'avoir le plus de détails possible sur l'acte de dévouement de son compatriote, m'avait demandé de venir le voir, avait à Berlin raconté l'histoire à l'empereur, et ensuite me rapportait ce que celui-ci voulait : — « Puisque vous avez échoué, Monsieur, dans vos efforts pour obtenir une récompense pour l'auteur du sauvetage, vous ne devez avoir aucune objection à nous laisser, nous, le récompenser. Seulement je vous préviens que c'est le *capitaine* et non le *docteur* que Sa Majesté veut décorer. — Et pourquoi donc, Excellence, quand c'est le chirurgien qui a été au péril? — Parce que, dans nos idées allemandes, c'est toujours au chef que doit aller l'honneur, car c'est lui qui avait la responsabilité. — En France, nous décorons le soldat qui a enlevé un drapeau à l'ennemi, et non son colonel. — Pourtant le soldat n'a été que l'instrument. Il n'a fait que ce que son chef avait préparé et rendu possible. Dans le sauvetage de ce matelot est-ce que le capitaine qui a résolument fait stopper son navire, qui a désigné des hommes pour accompagner le médecin du bord, qui a encouragé celui-ci à se dévouer, qui a risqué sa position — car si la tempête engloutissait enfin le canot de sauvetage le capitaine y perdait ses galons — n'a pas eu autant de mérite, sinon plus que le docteur? — (A ce moment un silence religieux régnait dans la salle et je vis plusieurs personnes prendre des notes. On me regardait fixement.) — Excellence, il est possible que la façon de voir allemande ait la logique pour elle, mais la nôtre a... autre chose. Généralement nous goûtons *la manière* plus que l'acte lui-même. Si le Dr Breuer n'avait fait que risquer sa vie, je ne sais pas si mes amis et moi nous serions autant enthousiasmés. Mais il a eu un joli mot qui nous a profondément émus. Au maître d'équipage venant lui serrer la main : « C'est un petit Français que vous avez sauvé, Monsieur le docteur, au nom des Français du bord, je vous remercie », le médecin a répondu : — « Ah! c'était un Français, eh! j'en suis particulièrement heureux ! » — « C'est, pour cela, Excellence, que nous nous sommes mis en tête de lui faire avoir le ruban rouge. » Et alors le vieil ambassadeur de me dire avec un hochement de tête : « C'est là une raison bien française... Monsieur, puisque c'est une raison de sentiment. »

Je m'abstins de toute appréciation. Je suis persuadé que, si le moindre semblant de persiflage m'avait échappé, l'auditoire m'eût fait comprendre aussitôt qu'il n'est pas permis — en Allemagne — d'effleurer si peu que ce soit, la personne du chef de l'État, quand on est un étranger.

En pareil cas, le danger est que les Allemands, qui nous croient à tous quelque chose de l'esprit de Voltaire — sinon de Rochefort — cherchent toujours dans nos paroles, sous le sourire, le trait méchant, le sarcasme. Ils le redoutent — et ils l'attendent. Quand le trait ne vient pas, ils sont surpris. Ils s'imaginent qu'il leur a échappé. — « C'est la première fois, me disait en sortant un professeur de l'Université, que j'entends une conférence française où, du moins à ce qu'il m'a semblé, personne n'était quelque peu éreinté. Vous êtes tous si agressifs! »

Grand Dieu, quelle mauvaise réputation on nous a donc faite!

MASSON-FORESTIER.

(*A suivre.*)

ÉPISODE DE LA GUERRE DE 1870 (1)

(6-16 août)

Nuit du 6 au 7 août 1870.
Sur les hauteurs de Forbach...

Le grand carré vient de se dissoudre, et les différents corps qui le composent se sont mis silencieusement en marche... Dans quel but et pour quel motif? Nul ne le sait et nul ne s'en inquiète, car la nuit l'âme est en quelque sorte moins vivace, le sommeil guettant le corps, notre si misérable enveloppe mortelle...

Grand village avec quelques lumières sur la place : le général de division, paraît-il, et son état-major.

(1) Ce quatrième épisode fait suite aux « trois épisodes » parus dans la *Revue Bleue* des 31 juillet et 21 août 1897.

Puis le silence de nouveau et l'obscurité, une vraie marche de corps sans âme, tout inconsciente...

***

Bruits de galop tout à coup très distincts et très sonores... Cent fois accrus par le silence de la nuit, ils augmentent rapidement et sont bientôt perçus en pleine colonne... Et une panique bizarre s'ensuit, et rend la route absolument déserte en quelques secondes... De noire qu'elle était il n'y a que quelques instants, elle devient blanche, nue comme un miroir, tandis qu'à droite et à gauche une ligne grisâtre semble marcher en sens inverse : celle des fuyards, de la panique... Mais les officiers ont conservé toute leur énergie, et rappellent violemment leurs hommes. En même temps, quelques chevaux passent au galop, comme un éclair, quelques misérables chevaux de convoi qui se sont échappés et s'enfuient dans une course folle, sans but...

La retraite reprend plus silencieuse, plus morne qu'avant... Il semblerait même que la panique a enlevé quelque peu de cette énergie si précieuse et si nécessaire dans ces navrantes fatalités de la guerre, si imprévues, si cruelles par suite...

***

A l'aube, jolie petite ville, celle de Sarguemines, tout endormie encore et qui se réveille « ahurie » devant notre retraite... Quelques fenêtres s'ouvrent, et quelques habitants hasardent sur cette immense colonne un regard tout étonné. Et les régiments succèdent aux régiments, et s'arrêtent pour la halte sur le grand plateau qui domine la ville.

Ah! que ce matin est pur et limpide, et qu'il ferait bon d'en jouir à son aise, en rêveur, en dilettante! Les lisières des forêts voisines attirent nos regards, nos désirs, car on doit être si bien là pour y dormir, y oublier ses fatigues... Mais une sonnerie bien connue dissipe vite ces rêveries, qui s'envolent, hélas! au loin, comme toutes les rêveries... Et la marche reprend, moins inégale peut-être, moins morne surtout, — car entre le désastre et nous, il y a eu quelques regards de douce pitié, de sympathique compassion à notre infortune. Et puis, cette lumière du soleil est si douce, si réconfortante après ces mystérieuses et si perfides ténèbres de la nuit...

***

7 août.

Journée fastidieuse au possible. Toujours la marche en retraite dans des chemins souvent mauvais et à travers un pays qui semble désert. Au soir, arrivée sur un emplacement qui semble préparé et qui doit en effet nous servir de camp pour la nuit. Au plus vite les tentes sont dressées, les feux s'allument, et des repas chauds cette fois, après plus de vingt-quatre heures de biscuit et de choses froides, nous redonnent la vigueur et l'entrain. Et nous nous glissons sous les toiles de nos tentes presque avec bonheur, et un sommeil de plomb nous dédommage amplement, cette fois des fatigues de ces deux si accablantes journées...

***

Retraite toujours sans que nous puissions savoir en rien ce qui nous menace, quel est le but certain de toutes ces marches et contre marches. Et une pluie fine, serrée, persistante, nous rend la marche plus difficile, plus énervante surtout. Et le soir, les tentes dans ces terrains gras et inondés, et presque toujours par un vent des plus violents, ne peuvent tenir en place, et nous couchons « à la diable », sous des haies ou des arbres, enveloppés de nos grands manteaux et encapuchonnés... Et nos réveils sont atrocement bizarres sous ces dômes de feuillage tout dégoûtants de fines gouttelettes de pluie au-dessus de nos têtes...

***

Ah! l'un de ces réveils est encore tout présent à ma mémoire. La « mère Michel » a sonné bien avant l'aube, presque à la nuit encore, et nous quittons notre sommeil très maussades et tout à fait ahuris. Et les tentes, qui cette nuit-là ont pu être dressées, sont vite repliées dans une demi-obscurité fort gênante pour le troupier... Et la marche, l'éternelle marche reprend dans une boue tout à fait glissante et à travers une pluie aveuglante. Et les chutes succèdent aux chutes : officiers, soldats, tous à la fois et pour franchir un misérable espace de 700 à 800 mètres, nous mettons des heures de cruel énervement...

Enfin la grande route dessine son long ruban, et nous y arrivons exténués... Et là, le général en chef et son état-major, qui vient de quitter le château voisin où il a passé la nuit, nous gourmande et s'irrite de notre débandade, de notre retard surtout... et il apostrophe nos officiers supérieurs qui s'inclinent devant le reproche sans mot dire.

Et je remarque la tenue *correcte* de tous ces officiers, encapuchonnés des pieds à la tête, et qui regardent tout ébahis nos uniformes sales, souillés de boue, dégouttants de pluie, et nos mines suspectes... Ce sont là des officiers d'état-major, — presque de cabinet, — qui ne comprennent rien à nos fatigues qu'ils ne ressentent pas. Et je saisis alors en un clin d'œil le sens, le pourquoi de toutes ces marches, de toutes ces contremarches qu'ils nous font faire chaque jour, et qu'ils ne comprennent peut-être pas bien eux-mêmes...

***

Nous arrivons enfin près de la grande ville de Metz, où se rassemblent, — paraît-il, — toutes les troupes, et où l'effort décisif doit être tenté... La pluie a cessé, mais un vent de tempête s'est élevé pendant la nuit, vent plus violent encore que les autres jours. Et à mon premier réveil, je me sens enveloppé de toiles, de bâtons, de crochets de toute sorte... C'est ma tente qui a été renversée au plus fort de mon sommeil et qui m'enveloppe de toutes parts, des pieds à la tête. A grand'peine et en rampant je puis me dégager, et la vue que j'ai sous les yeux me déride bien vite de ma mauvaise humeur. De tous côtés en effet, les tentes s'envolent, et on n'entend partout que des piquets qu'on renfonce, des cris étouffés, des jurons même d'imprécations contre le « sale temps » qui nous accable...

***

Nous venons d'arriver à un campement désigné par un officier d'état-major, et les dispositions sont prises pour nous y installer. Mais un *contre-ordre* survient, qui nous renvoie à un autre endroit beaucoup plus loin, et notre colonel, si froid, si réservé d'habitude, cette fois se fâche et refuse de changer de campement avant de nouveaux ordres. Les hommes en effet sont accablés, les tentes à moitié dressées, la soupe même presque mise au feu...

Et ce fameux contre-ordre n'est sans doute pas maintenu, car nous restons en place, fort heureux de cet incident qui défraie toutes nos conversations de la soirée.

***

Metz, fort de Queuleu.

Ce matin repos... Je puis obtenir la permission d'aller en ville faire différents achats pour moi et mes « camarades de popote ». Et je pars sur une voiture de fournisseur qui me dépose dans une des rues les plus animées.

Partout des officiers d'état-major et des généraux. Et je remarque leur air soucieux, leur contenance embarrassée, leur marche hâtive... Et moi qui les avais vus trois mois auparavant la tête haute et fière, je me demande ce qu'il y a bien pu avoir pour les changer de la sorte... Ah! je ne suis pas long à le savoir, ce qu'il y a pu avoir, et les journaux du premier café que je rencontre m'édifient pleinement... Nous avons été battus de tous côtés, et notre retraite n'est qu'un épisode, à proprement parler, de toutes les autres... encore plus navrantes, plus cruelles que la nôtre...

***

Deuxième jour d'attente sur les hauteurs de Queuleu. Je descends au village de Peltre avec quelques soldats armés, car la route est peu sûre, — paraît-il, et je dois acheter quelques provisions en vue de la retraite future qui se prépare...

Arrivée au village, qui est calme, et discussion avec un aubergiste qui me *refuse* tout ce que je lui demande... Au moment où je vais sortir pour chercher ailleurs, j'entends des cris stridents : « Les Prussiens! les Prussiens! »

C'est encore une fausse alerte, mais elle prouve combien mal est fait le service de sûreté aux limites mêmes de notre armée, et je remonte très perplexe, très rêveur, la route qui doit me ramener à mon campement de la hauteur.

***

Dimanche, 14 août.

Un beau soleil inonde tout de ses rayons : coteaux gracieusement ondulés, lisières éclatantes de forêts, vallées ravissantes de verdure, et ces champs qui se déploient à l'infini devant nos yeux, et qui nous paraissent mystérieux... Car c'est là vraisemblablement que la grande bataille aura lieu entre toutes nos troupes et celles de l'ennemi. Et couchés sur des tas de paille qui ont servi au campement, nous causons des événements en spectateurs intéressés, et nous nous demandons fiévreusement ce qui va advenir de nous... Des heures se passent dans ces causeries sans but précis, mais très attachantes, car nous cherchons tous à nous interroger sur l'avenir qui nous attend, et notre colonel étant survenu à l'improviste causer service avec l'un de nous, nous l'interrogeons anxieusement. Mais il ne sait rien, il croit seulement que l'armée va faire retraite sur Verdun. Et cet homme froid, énergique, nous fait entendre quelques bonnes paroles pleines de cœur. Ah! c'est une véritable joie pour nous de nous sentir dirigés par lui dans des événements si étranges et si mystérieux.

***

Enfin on part... Il est midi, et le soleil inonde tout de sa vive clarté. Et nous descendons des hauteurs du fort Queuleu pour tourner autour de Metz et franchir la Moselle sur un pont construit spécialement pour nous : nous sommes enfin cette fois sur la route de Gravelotte, celle de Verdun. Et au moment d'arriver au village de Moulins, nous entendons la canonnade s'élever, — peu violente d'abord, — puis à coups de plus en plus rapprochés qui démontrent l'âpreté de la lutte : c'est la bataille du 14, celle de Borny, cette bataille si funeste, bien que victorieuse, pour nous...

Je ne crois pas avoir entendu encore plus distinctement cette grande voix du canon, qui me semble tout proche... là, dans les vergers devant moi, bien qu'elle en soit cependant assez éloignée... Et je ne doute pas un seul instant que nous allons prendre part nous-mêmes à cette bataille, et j'en suis heureux, car j'ai confiance, je ne sais pourquoi, — j'ai honte de le dire aujourd'hui, — j'ai confiance dans le *généralissime*, dont la nomination nous a été lue à l'ordre quelques jours auparavant, dans ce maréchal si funeste à la France et à l'armée de la France... le maréchal Bazaine!

* * *

Mon attente est trompée : nous ne donnons pas, nous continuons à piétiner sur place. Nous rencontrons même d'autres troupes d'un corps voisin, je crois, qui nous coupent et causent un grand désordre.

Enfin nous sortons de Moulins et nous campons dans un des champs voisins, mais ce n'est que pour quelques instants, car on vient nous en déloger pour y faire camper les cent-gardes de l'escorte impériale. C'est la rage au cœur que nous cédons notre place et que nous allons plus loin : toujours des marches, des contremarches, sans but, sans motif...

* * *

15 août.

Cette fois on marche, — paraît-il, — et nous escaladons la longue et sinueuse côte de Rozérieulles. Le temps est magnifique, clair, un vrai ciel d'août, et nos morals s'en ressentent favorablement. En haut de la côte, je me retourne et je reste fasciné par la vue superbe qui s'étend au loin devant moi : la Moselle, véritable serpent d'argent qui se déroule dans la magnifique plaine que nous avons traversée la veille, — les deux gros villages de Moulins et de Longeville, — Metz dans le lointain, — et ce fort qui semble la protéger à jamais et qui me paraît à moi très imposant et très majestueux, le fort Saint-Quentin.

Et partout des troupes, des cordons de troupes qui s'égrènent en tous sens... Je voudrais rester là des heures, saisir les mouvements de toutes ces troupes, comprendre un peu ce qui se passe... Mais que suis-je dans cet immense échiquier où mon régiment forme à peine une pièce... Et c'est rêveur que je reprends ma marche en avant, sur cette grande route de Gravelotte et Rézonville... qui doit nous mener à Verdun!

* * *

Mais on s'arrête, des troupes sont envoyées *sur la gauche* à une distance dérisoire, et c'est sous leur platonique protection que nous reprenons notre marche... Cette fois, je comprends et je m'insurge... Comment nous n'avons pas de troupes dans tous ces bois qui nous bordent au loin sur la gauche, et qui descendent, d'après ma carte, dans les ravins d'Ars et de Gorze? Nos chefs semblent redouter ces bois, et nous n'allons pas les occuper? L'ennemi en est donc déjà le maître, et la bataille va par suite s'engager sous peu avec lui...

Rencontré à ce moment un de mes camarades d'école, officier d'ordonnance de général. Je l'interroge anxieusement, fiévreusement pour savoir si peu que ce soit, mais il ne sait rien et ne comprend rien non plus... Son chef attend des ordres... Et notre marche de procession funèbre reprend... pour s'arrêter de nouveau à quelques pas plus loin... pour reprendre quelques autres pas... puis...

* * *

Enfin nous atteignons le village de Rézonville et nous le traversons rapidement. A gauche de la route se trouve une assez large dépression de terrain en forme de cuvette, entourée de molles ondulations qui me paraissent bien mystérieuses, et formée de champs en partie cultivés. Mon régiment s'y engage et nous marchons droit vers un petit hameau d'aspect tout patriarcal, tout paisible : je le reconnais de suite sur ma carte, c'est le hameau de Flavigny... Nous l'atteignons avec beaucoup de mal, car la marche dans ces terres grasses est fort pénible, et nous allons vraisemblablement l'occuper... Mais non, nous rétrogradons encore après une pause de quelques minutes, et nous allons nous placer bien au fond de la cuvette... Le régiment se déploie alors, les faisceaux sont formés, et nous attendons « naïvement » la reprise de la grande marche...

* * *

Je fixe à jamais dans ma mémoire ce terrain fatal où demain la mort fauchera tout à loisir, et je me demande (ou plutôt nous nous demandons) pourquoi nous restons dans ce bas-fond avec ces ondulations menaçantes sur notre gauche et en face de nous... Ah! le charmant petit hameau qui est devant moi, comme il respire bien le calme, la paix! Sa principale maison, une grande ferme, a par derrière un grand verger tout vert, tout rempli d'arbres et de chennevières, et entouré de murs bas, qui laissent la bienfaisante influence de la verdure arriver jusqu'à moi. Et plus loin des saules au feuillage argenté et en ligne sinueuse, me laissent deviner un petit ruisseau paisible qui roule paresseusement son onde claire et cristalline... Quelques vaches aussi paissent çà et là tranquillement, et les habitants du hameau, fort intéressés par nos inexplicables manœuvres, ne

semblent soupçonner en rien ce qui se prépare pour le lendemain... La paix a toujours habité leurs modestes demeures! Peuvent-ils croire que la folie humaine va la disperser à tout vent, cette paix chère à leurs cœurs simples et naturels... Peuvent-ils soupçonner que demain il ne restera plus guère que des ruines du petit hameau où ils naissent, où ils vivent où ils meurent depuis des siècles?...

*
* *

La nuit vient, nuit claire, brillante, toute remplie de promesses... Je suis de garde avec ma section en avant de la ligne des faisceaux, à une distance vraiment dérisoire quand on pense à l'ennemi qui doit être là, qui nous guette peut-être... mais l'armée « a conservé ses habitudes d'Afrique, elle ne se garde pas (1)... » Et des alertes vraiment singulières la troublent, cette dernière nuit que je passerai au milieu des miens!

Sans que je puisse m'expliquer ni comment, ni pourquoi, des cris de: *aux armes!* s'élèvent dans la nuit, dans les froides ténèbres, et ces cris répétés tout le long de la ligne des faisceaux ont une sonorité vraiment singulière et toute spéciale. Ils semblent porter — ces deux mots — un sens, un je ne sais quoi qui ébranle l'âme... et un moment de frayeur singulière envahit le corps... les yeux fouillent de tous côtés les ténèbres et on attend... Quoi? on ne sait..,

Et pendant ce temps, le cri d'alarme continue sa longue traînée, diminuant d'intensité à mesure qu'il s'avance et se perdant dans les lointains mystérieux. Ah! c'est une sensation qui ne peut se décrire, qu'il faut avoir éprouvée: elle énerve singulièrement, et elle doit affaiblir considérablement le moral du soldat... déjà si ébranlé par la pénible retraite qu'il vient d'effectuer...

*
* *

Deux fois, trois fois même, ces alertes inexplicables se répètent, et pour moi qui suis en avant de la ligne des faisceaux, elles sont encore plus inexplicables. J'en cherche en moi-même les raisons, les causes: je ne les trouve pas... Ce ne sont pas les sentinelles, j'en suis certain, qui jettent ce cri funeste qui va réveiller 20 000 hommes, ce sont des soldats quelconques qui entendent — ou croient entendre — un bruit suspect, et dans le demi-réveil, sans savoir ce qu'ils font crient: *aux armes!* pour se défendre ou croyant se défendre. Et quand ces alertes sont calmées, je prête l'oreille attentivement, cherchant à percer ces ténèbres qui m'entourent et m'oppressent, je ne puis le cacher... Et par moments, il me semble entendre des bruits de chariots, de grincements *très rapides et très atténués*, mais distincts quand même...

Ah! si je pouvais avec ma section franchir ce plateau qui nous sépare des bois que je sais être sur notre gauche, et où ma carte me montre le ravin de Gorze, je serais peut-être fixé... Mais non, je ne puis bouger, je ne puis que chercher à voir, chercher à entendre... Sans chercher autre chose... Et ma nuit se passe ainsi d'étonnements en étonnements, rassurant mes hommes qui se croient plus exposés parce qu'ils sont en avant... et attendant avec impatience la venue du jour qui doit me libérer.

*
* *

16 août, 4 heures du matin...

C'est fait:

L'aube d'un jour sinistre a blanchi les hauteurs,
Le camp s'éveille. . . . .

Je rassemble mes hommes fort heureux de rejoindre leurs camarades et je regagne la ligne des faisceaux...

La grande journée du 16 va commencer...

COMMANDANT CH. HENRIONNET.

(1) *La Guerre de 1870*, par M. le général Niox.

LA SOCIÉTÉ SOUS LE CONSULAT (1)

LA VIE, LES MŒURS, LES MODES

Bientôt, après Brumaire, les villes de province reprennent leur calme somnolence d'autrefois. S'il n'arrivait des accidents imprévus, pour mettre en émoi les habitants, les jours se passeraient aussi tranquilles que dans les villages. Le service de la poste étant irrégulier, la curiosité se rabattait sur les faits d'alentour. Mme de Chastenay (2) écrit, qu'à Châtillon, le courrier ne passait que quatre fois par semaine. En ce temps-là, on dînait à six heures; ensuite on jouait au reversis, dans un salon tapissé de bergame aux rideaux de siamoise flambée. A dix heures, on soupait; et les bougies éteintes aux tables de jeu, on plaçait, jusqu'au départ, deux chandelles sur la cheminée. Le dîner ne se terminait jamais sans une chanson, presque toujours égrillarde. Durant le carnaval, les petits bourgeois se divertissaient à des bals d'abonnement, « assez peu élégants, mais suivis, dit cette dame. Au mardi gras, quelques-uns des hommes les plus gais se travestissaient en femmes, et l'auteur cite un médecin, qui, ce jour-là, faisait ses visites aux malades, en religieuse. Lorsque la province apprit qu'à Paris les bals de l'Opéra étaient re-

(1) Voir la *Revue* du 16 juin 1900.
(2) Mme de Chastenay, *Mémoires*, t. I, p. 411 et seq.

venus à la mode, ce fut partout une fureur de bals travestis. Il y en eut juqu'à Quimper-Corentin.

Mais ces plaisirs ne survécurent point au Consulat.

Dans l'intérieur des maisons bourgeoises, la dame du logis occupait ses journées à filer de la soie sur un rouet à manivelle. Arrivait le maître de céans!... La fileuse arrêtait son rouet, tendait les joues pour être baisée, et ensuite reprenait son ouvrage. De même, aux cuisines; les servantes vieilles ou jeunes filaient de la laine au rouet, et offraient également leur visage aux baisers, dès que paraissait le maître; et ensuite, elles remettaient en mouvement leur machine.

Tel était, d'après Mme de Chastenay, le tableau de la vie bourgeoise à Auxerre, et vraisemblablement en toutes les provinces. Les villes demeurent figées en leurs habitudes surannées, depuis que le Consulat, par la fermeté de son gouvernement, fait des loisirs heureux aux gens paisibles. Et alors, on voit remettre en pratique les coutumes des vieux âges. A Abbeville, la municipalité prononce le bannissement d'une femme de mauvaise vie. Elle est amenée jusqu'à la porte de la ville, qui ouvre sur les champs; et, là, le concierge des fortifications, après l'avoir chassée violemment, referme sur ses pas les lourdes portes des murailles. Il y mit une telle ardeur, que les ferrures rouillées cédèrent à la poussée et que les deux battants de la porte s'écroulèrent sur les curieux venus en nombre. Leur choc tua quatre personnes, et six furent grièvement blessées.

En ce silence étouffant des petites villes de province on ne s'émeut, on ne s'agite, qu'à l'annonce de quelque fait important. Si Talleyrand va prendre les eaux aux bains de Bourbon-l'Archambault, ou Mme Bonaparte à ceux de Plombières, les villes sur leur passage sont en effervescence. Ainsi à Annonay, si on élève un monument, en l'honneur des frères Montgolfier, inventeurs des aérostats; à Nancy, lorsqu'un officier russe épouse une française, au temple décadaire; à Orléans, si un Anglais, présenté après la paix d'Amiens, arrive à une fête de la Préfecture, en état d'ébriété tel, que l'officier de gendarmerie est forcé de l'expulser; à Angers, si quelques Chouans, condamnés à mort, sont passés par les armes; si, à Beauvais, s'écroulent les voûtes du chœur de la cathédrale; si, à Nantes, la salle d'artifice, dans le château, saute en l'air, par accident, et renverse les murailles de fond en comble; si, à Bourges, l'hôpital est détruit par un incendie; si, à Chartres, on célèbre la mémoire du général Marceau, volontaire à seize ans, général à vingt-trois, mort quatre ans après; si un nouveau général, ou si un nouveau préfet, ont remplacé les anciens, au chef-lieu. Le premier dimanche que le général Thiébault sortit sur le mail, à Tours, où il était envoyé par le Premier Consul, pour commander le département, il y trouva une société choisie de jolies femmes, en promenade. Seulement, les arbres séculaires n'existaient plus. Sciés par les Jacobins, il avait fallu les remplacer par de jeunes arbres qui ne donnaient point encore d'ombrage. Et pour échapper à l'ennui stupéfiant de la province, les hommes de la société bourgeoise tâchaient de se rencontrer « aux cafés », que des industriels venaient d'ouvrir.

C'était, d'ailleurs, en cette société issue de la Révolution, — en province, comme à Paris, — un pêle-mêle bizarre, où l'on voyait des valets et des paysans, subitement enrichis par des spéculations heureuses, coudoyer les petits nobles, les médecins, les hommes de loi. Dans certaines villes, pourtant, aucune personne de cette société ne se saluait, ni ne se visitait. Les haines violentes, conséquences des proscriptions et des condamnations capitales, prononcées par les révolutionnaires, n'étaient pas éteintes, et se rallumaient plus ardentes, au contact des hommes émergés du nouveau régime. La duchesse d'Abrantès (1), qui avait suivi, à Arras, le général Junot, son mari, parle de cet ostracisme, entre habitants, qui rendait la ville lugubre. Et c'était à la veille du sacre!... « On avait logé, dit-elle, des officiers, dans quelques maisons de la ville. Dans ces maisons habitaient des familles nobles. Elles crurent avoir la peste auprès d'elles. » Ainsi, à Orléans (2), une dame de la ville disait : « Il n'y a, avec les natifs, aucun rapport possible, ou désirable. Ils ne conviennent pas plus à des étrangers, que ces derniers ne peuvent leur convenir. Ils sont incapables d'avoir des égards ou d'en reconnaître. Ils ne s'allient qu'entre eux. Ils sont, d'ailleurs presque toujours en deuil, et ne vivent qu'en famille, comme vivraient des races d'espèce différente. Ils n'ont, hors de là, que des relations d'affaires. »

Il aurait fallu supprimer les lieux sur lesquels pesaient les plus odieux souvenirs. La paix des esprits, l'assoupissement des consciences, ne pouvaient s'établir, en quelques mois, dans les cités du midi où les plus atroces cruautés avaient été commises. Arnault (3), le sexagénaire, rappelle l'impression ressentie devant la tour de Tarascon, du haut de laquelle avaient été précipités, dans le Rhône, les prisonniers républicains par des hommes qui voulaient, disaient-ils, venger l'humanité. Et, devant cette tour, s'étendaient les promenades où les dames tarasconnaises, en toilette, étaient venues jouir de ce spectacle affreux; et, au pied de la tour, les roches dont les crevasses gardaient les traces sanglantes des corps

(1) D'Abrantès, *Mémoires*, t. VII, p. 211.
(2) Général Thiébault, *Mémoires*, t. III, p. 847.
(3) Arnault, *Souvenirs*, t. II, p. 224.

humains, qui s'y étaient écrasés. Est-ce qu'un rapprochement pouvait se faire, entre les familles des victimes et celles des bourreaux? Elles demeuraient séparées d'un abîme qu'avaient creusé, entre elles, ces actes de sauvagerie.

Les nouveaux fonctionnaires cherchaient-ils à ramener ces esprits dévoyés par la haine? Ils l'auraient pu. Mais la plupart se montraient grossiers ou incapables; et, loin de rendre faciles les rapprochements, ils les éloignaient par leur maladresse. Presque tous affectaient une outre cuidance et une omnipotence blessantes. Le gouvernement consulaire qui avait chamarré sur toutes les coutures le costume des officiers de l'armée avait également rehaussé, d'un habit galonné et d'une épée au côté, tous ses fonctionnaires, — jusqu'aux greffiers des tribunaux; et, ainsi attifés, ils étaient inabordables (1).

Orgueilleux, cassants pour leurs administrés, ils s'aplatissaient devant Bonaparte; ce qui froissait ceux qui, sous le général, voyaient percer le dominateur absolu. Dès qu'il fallait voter pour le Premier Consul, toute la machine gouvernementale était mise en branle. Les registres, pour les signatures, étaient colportés de maison en maison, déposés chez les notaires, les percepteurs, les receveurs de l'enregistrement, dans les auberges, dans tous les lieux publics traînant sur les tables, au milieu des verres, des bouteilles et de la desserte des repas. Pour plaire au maître nouveau, les villes s'endettaient, quoique leurs finances fussent en mauvais état. Faber affirme qu'une grande cité envoya son maire, à Paris, assister à la fête du Concordat, et se priva d'éclairer ses reverbères, durant tout un hiver (2).

Autre motif de froissement, en province: les visites domiciliaires, ordonnées pour la recherche des marchandises anglaises, qui parvenaient à franchir nos frontières. Alors, à toute heure du jour, dans les villes désignées par le service des espions, les agents du gouvernement s'introduisaient dans les maisons et visitaient tous les réduits, de la cave au grenier; ouvraient les chambres, et dans les chambres, tous les placards; dépliaient les étoffes, les vêtements mettaient tout à sac, afin de trouver la marchandise incriminée.

(1) Les édifices mêmes avaient reçu une désignation plus noble qu'autrefois. La « Maison commune » s'appelait maintenant « l'Hôtel de Ville ».

(2) Faber, p. 37.

« J'ignore ce que le maire d'Amiens a fait dans le jour, lorsque son secrétaire avait fait reposer Dieu, après avoir créé Bonaparte. Mais j'ai vu un maire de P... faire expédier 25 exemplaires de certaines adresses à autant de journalistes de France, et de ces 25, il y en avait 14 en traduction allemande, et 2 en italien.

« Les jours de fêtes ordonnées pour Bonaparte ou sa famille ont, hors de Paris, un caractère remarquable d'ostentation et de mesquinerie, de bruit et de tristesse. Les préfets, sous-préfets et maires, font chacun dans son ressort, ce que les localités pouvaient permettre. Trois fois dans la journée, on fait sonner toutes les cloches, et chaque sonnerie dure une heure. S'il y a des canons on les fait tonner, au moins des pierriers s'il y en a. On va à la messe en costume. On fait chanter le *Te Deum*. S'il y a un théâtre, on s'y rend, dans la loge des autorités. Elle est éclairée de bougies et garnie de drapeaux qui descendent au parterre. On s'y fait longtemps attendre, et la pièce commence tard, parce que les autorités ont dîné ensemble, à vingt, trente couverts, peut-être plus. »

Et puis, et puis encore, le prestige de la royauté persistait toujours. Kotzebue raconte que, dans les environs de Lyon, chez une receveuse des postes, il vit le portrait de Louis XVI, en bonne place sur la muraille, tandis que le plupart des femmes pauvres, sollicitant un emploi, se recommandaient de leur parenté avec l'ancienne noblesse, ou de leur descendance d'un chevalier de Saint-Louis. Et ces qualifications étaient efficaces.

C'est pourquoi, les préfets avaient soin d'interdire aux journaux de leur département toute discussion religieuse qui envenimait les zizanies locales. Beugnot n'y manqua pas à Rouen; et, à Bordeaux, on s'empressa de dissoudre, au moment du Concordat, le concile où des évêques assemblés discutaient la teneur de certaines questions théologiques. Mais Avignon, toujours papale, applaudissait à l'amende de trois cents francs appliquée à ceux qui gardaient leur coiffure à l'église, pendant la célébration de la messe; mais les provinces les plus dévotes compatissaient à la misère des prêtres et tâchaient de leur venir en aide. Les rapports des envoyés du Premier Consul en province nous font connaître que les évêques ont des palais dont le mobilier est nul. Dans le salon de réception, il n'y a point de siège pour s'asseoir; les simples desservants plus misérables encore vivent d'aumônes; et ils ne peuvent suffire aux besoins religieux des habitants. Dans quelques départements, il y a cinquante prêtres pour cinq cent mille âmes. Les séminaires n'existent qu'en nombre restreint (1).

Avoir un prêtre dans leur paroisse était alors le grand désir des paysans. Quelques étrangers voyageant en France, sous le Consulat, ont assisté au retour de l'ancien desservant; et ils en ont fait un tableau aussi émouvant qu'un chapitre de roman. Le vieux prêtre, qui avait passé sa vie dans le village revient, un jour, en compagnie du grand propriétaire voisin, visiter ses anciens paroissiens. Dès qu'il est reconnu, les vieillards, les femmes, les enfants, l'entourent et l'acclament. Les femmes lui présentent leur nouveau-né, et les enfants qui, pendant son absence, sont venus au monde, et, pour tous, elles demandent une bénédiction. On marche devant lui; on lui fait fête, on l'emmène dans les vieilles maisons où gisent des malades qu'il consolera, et on lui fait

(1) Faber, p. 124 et 133.

promettre de venir célébrer la messe, en son église, le dimanche suivant. Ému et convaincu, le vieux prêtre promet, et, le dimanche suivant, il trouve son église parée de fleurs, et la population du village réunie pour entendre la messe, et recevoir encore sa parole, du haut de la chaire, qui est toujours à sa place. A la fin, un *Te Deum* est entonné par toutes les voix reconnaissantes, et, à l'issue de l'office, il est sollicité, avec instance, de revenir en son presbytère, qui n'a pas été vendu et que l'on nettoiera, et que l'on meublera, pour le bien recevoir. Lui, bientôt, se laisse persuader, et il revient, quoique fatigué par l'âge et miné par les privations subies durant son exil. Et, ce qui se passe, en cette paroisse, se passe en beaucoup d'autres.

Toutefois, aversion, dissentiment, zizanie s'évanouissaient, après un attentat contre la vie de Bonaparte. La duchesse d'Abrantès voyageant de Paris à Dijon, après l'attentat du 3 nivôse, fut frappée de l'unanimité des villes, dans la réprobation du complot. On se sentait menacé soi-même, par une menace contre la vie du chef du gouvernement, car on reconnaissait combien cette vie était précieuse à la paix publique (1).

Il en était de même, au passage d'un haut fonctionnaire. Toutes les bouderies tombaient. Le plaisir emportait les mauvaises dispositions de l'humeur générale. Il ne restait plus que le désir de l'amusement. Les jeunes femmes y contribuaient beaucoup. A Tours, en l'été de 1803, lors de l'inspection du Conseiller d'État, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, ce fut, durant son séjour, une succession de bals, de dîners, de concerts, auxquels donnait un entrain endiablé la présence de Mme Regnault, venue de Paris avec son mari, pour jouir du triomphe de sa beauté. Sous son influence, la province perdit son caractère rancunier et maussade. Tout le monde rivalisait de bonne volonté, d'aménité, et de coquetterie. Mme Renault fut satisfaite (2).

II

A Paris, avec Bonaparte, les mœurs changèrent plus rapidement qu'en province. Comme on savait que, pour lui plaire, il fallait se donner tout entier au travail; que, pour obtenir ses faveurs, il fallait mener une conduite régulière, il y eut, tout de suite, à la cour consulaire, élimination des favoris du Directoire, gens tarés et vicieux. On abandonna, d'ailleurs, les anciens gouvernants aux moqueries de la gravure, à la causticité de la presse. La caricature s'empara de Rewbell, de Larevellière-Lépeaux; et personne ne défendit leur mémoire, ni leurs actes. On se montrait, chez les libraires, une estampe représentant Rewbell, affaissé sous la charge d'un bossu, image de Larevellière, avec cette légende : *J'emporte mon magot*, Rewbell ayant acquis une grosse fortune par ses malversations au pouvoir. Barras, trop riche, remuant et envieux, allait être forcé bientôt de vendre sa belle terre de Grosbois, pour vivre à Bruxelles, suivi de quelques favoris, avec lesquels il oublierait sa grandeur déchue. Et il l'oublia, dans des orgies renouvelées de celles du Directoire, à l'hôtel de Bellevue où il habitait, en attendant que fût meublé son hôtel situé au Parc. Si on le revit à Paris, ce ne fut qu'incognito, aux bals travestis de l'Opéra, où il assiste plusieurs fois, déguisé en Turc. Son crédit tomba si bas, que, lors de la création du Sénat, il ne recueillit qu'une voix, pour y être admis. Sieyès, triste et toujours amer, se résignait douloureusement à l'inaction, en sa terre de Crosnes, et ne se montrait à Paris, que pour faire échec à Bonaparte, lorsqu'il y avait un vote à émettre au Sénat. Fouché l'accusa d'avoir cherché des compensations à la perte de son influence politique, en des « sensualités mystérieuses ». Tallien était toujours fonctionnaire en Égypte; le beau Fréron, l'ancien amoureux de Paulette Bonaparte, administrait une sous-préfecture à Saint-Domingue, où il devait bientôt mourir. Lacretelle vivait effacé à Paris, prenant des notes pour ses mémoires futurs. Les « muscadins » et les « incroyables » apaisés, coureurs de bals et passionnés pour la danse, n'avaient plus d'action sur le peuple, désormais entousiaste du jeune Corse. Les émigrés, de passage à Paris, sous un nom d'emprunt, se faisaient humbles et solliciteurs soumis, pour obtenir leur radiation, ou la remise de leurs biens non vendus.

(1) D'Abrantès, t. IV, p. 302.

(2) Général Thiébault, t. III, p. 310.

« Ce fut pendant l'été de 1803, que Regnault de Saint-Jean-d'Angély se rendit à Tours avec une mission extraordinaire, ayant entre autre chose, pour objet, de vérifier toutes les caisses. Il était accompagné par sa femme, très digne fille de l'une des *berceuses* de M. de Beaujon.

« Ce Beaujon, de qui un Anglais avait dit : sans la figure du maître on ne saurait ici où cracher, et dont le frère, chevalier de Saint-Louis, n'a jamais voulu recevoir de lui ni pension, ni legs, ce Beaujon, devenu trop vieux pour avoir des maîtresses, avait néanmoins une espèce de sérail, formé de six et même de douze des plus jolies femmes de Paris, femmes que ses largesses faisaient recruter dans presque toutes les classes et que l'on nommait les *berceuses*... Cette Laure dont on a vendu sur les boulevards la gravure, faite d'après un tableau où elle était peinte en Psyché, gravure au bas de laquelle était son prénom mis en rébus « *à qui Laure a ?...* » cette femme qui avait la prétention d'être belle avec une tête et des dents de cheval, d'avoir de l'esprit parce qu'elle était méchante, d'être sensible, parce qu'à tout bout de champ, elle avait des attaques de nerfs..., n'avait suivi M. Regnault que pour se faire fêter à Tours... En effet, les autorités ne furent plus occupées que de ses plaisirs. Logée à la Préfecture, elle imposa des dîners à tout le monde..., puis des parties de campagne, des soirées, des bals, pour varier la monotonie des repas de cérémonie... »

Enfin, ce qui restait, en France, de l'ancienne noblesse, depuis les épreuves de la Révolution, se maintenait, sans bruit, dans ses terres. Aux premiers mois du Consulat, pas un membre de l'aristocratie ne se mit en évidence. Les Tuileries, ainsi que jadis le salon du petit hôtel de la rue Chantereine, n'étaient fréquentées que du marquis de Caulaincourt, le père des deux officiers qui suivirent la fortune de Bonaparte, de M. de Montesquiou, des deux Ségur; et c'était bien tout. On les choyait, on les retenait, lorsque les autres visiteurs étaient partis ; et, les huis fermés, le jeune général leur disait : « Eh bien! maintenant, causons de Versailles! » Il aimait, il recherchait les souvenirs de l'ancienne Cour ; et ce fut la raison de la grande faveur, accordée à M[me] de Montesson, la maîtresse, ensuite l'épouse morganatique du duc d'Orléans. Ailleurs, dans les cafés, dans les petits salons bourgeois, on ne parlait, à Paris, que de Bonaparte, ou de ses frères ; de ses familiers, de ses généraux, de ses ministres; des hommes politiques et des hommes de science dont le talent faisait la célébrité.

Dans ce monde officiel, — le seul qui marquait alors, — où les généraux occupaient la place enviée et la plus éclatante, ceux qu'on ne vit presque jamais furent les traitants du régime aboli, les agioteurs et les faiseurs d'affaires, qui étaient détestés du Premier Consul. Il sentait, en eux, des ennemis à ses projets de restauration; il les accusait de miner sourdement la hausse de la rente, et il se défendait vaillamment, contre leurs spéculations. Entre eux, disait-il à Fouché, les Armand Seguin, Vanderberg, Collot, Hinguerlot, Ouvrard, les frères Michel, Bastide, Marion et Récamier ont plus de cent millions, et un crédit de quatre-vingt millions, sur lesquels ils s'appuient, pour étouffer l'essor de la richesse nationale. Et, pour bien définir son antipathie contre les manieurs d'argent, il ordonna l'arrestation d'Ouvrard, arguant ses fournitures de bénéfices illicites (1).

Durant la révolution, Ouvrard avait commencé sa fortune par l'accaparement des papiers ; puis, il avait fait un immense trafic de denrées coloniales alors qu'elles étaient, en Europe, dans la dépendance des Anglais, maîtres de la mer. Lorsque Bonaparte devint Premier Consul, le financier avoua qu'il avait trente millions. Il était, à cette époque, munitionnaire général de la flotte française, et fournisseur de la marine espagnole. Sur soixante-trois millions de fournitures, le gouvernement consulaire prétendit que les exactions du munitionnaire étaient flagrantes, et ses gains d'un quart en plus de ce qu'ils auraient dû être. Ne pouvant les justifier, Ouvrard commença par fuir, et ensuite il se laissa conduire au Temple. Mais il récupéra bientôt sa liberté.

Après Brumaire, affirme Ouvrard, en ses mémoires, Bonaparte lui avait demandé une avance de douze millions, et il les lui avait refusés. Ce fut la cause, ajoute-t-il, de la persécution dont il eut à souffrir, tant que durèrent le Consulat et l'Empire. Le vrai, plutôt, c'est que Bonaparte supportait difficilement autour de lui une puissance qui pouvait contre-balancer la sienne, et qu'un homme, à la tête de millions aussi nombreux, était, dans l'État, une force trop redoutable. A Collot, qui lui disait : « C'est mal débuter, général, que d'inquiéter ainsi tout le monde », Bonaparte répliquait : « Un homme qui a trente millions, et qui n'y tient pas, comme il le dit, est trop dangereux pour ma position (1). »

Le financier avait été, sous le Directoire, un personnage de féerie, dont les chroniques avaient exalté la générosité et le faste. Sa résidence au Raincy (2), où il avait succédé au duc de Chartres, était pleine de chefs-d'œuvre des artistes qu'il subventionnait et faisait vivre; ses jardins, peuplés de marbres magnifiques ; ses serres, des fleurs les plus rares ; et ses commensaux, recrutés parmi les ambassadeurs des grandes puissances de l'Europe (3). Sa maison de

(1) Les gazettes ajoutent qu'il était accusé par le gouvernement d'avoir manqué à ses engagements, d'avoir contribué ainsi à la chute de Coni, en Italie, et à l'évacuation de Gênes, par l'armée de Masséna.

(1) Ouvrard, t. I.

(2) Louis Lacour, *Le grand Monde*, p. 28.

Ouvrard possédait encore Marly, Lucienne, Saint-Gratien, Villandry, Châteauneuf, Preuilly, Azay... Vanderberg était le maître des Folies-Beaujon et tenait, en garantie de ses avances, le fameux diamant « le Régent ». Un autre financier renommé de ce temps était de Tilière, dont la fille épousa M. d'Osmond.

(3) Constant, *Mémoires*, t. III, p. 62.

Constant, le valet de chambre de Napoléon, raconte les détails d'un repas qui eut lieu au Raincy, sous la présidence de M[me] Tallien, qui était alors la maîtresse d'Ouvrard.

« Dans une orangerie, parée de marbre, on éleva une table sur une plate-forme, parallèle aux caisses de quelques beaux orangers, qui, chargés de fleurs et de fruits, formaient une voûte de verdure d'où s'exhalait un délicieux parfum. Au milieu de la table, était un bassin de marbre rempli d'une eau limpide, avec un lit de sable d'or, et dans laquelle jouaient des poissons de toute couleur. Le déjeuner fut remarquable par la somptuosité, la profusion et l'arrangement des mets. Dans la pièce voisine où furent servis le café et les glaces, les murs étaient tapissés de pampres verts, et des rameaux de cette treille intérieure pendaient d'énormes grappes de raisins. Aux quatre coins de cette salle, il y avait quatre bassins de marbre d'où jaillissaient des fontaines de punch, d'orgeat et d'eau de fleurs d'oranger. Les fruits des deux hémisphères, les uns naturels, les autres en sucre couvraient des plats de riche porcelaine. Les vins les plus exquis, les liqueurs les plus fines, pétillaient dans des cristaux ; enfin, l'abondance de la vaisselle d'or et d'argent réalisait presque le luxe des fictions orientales. On était tenté de croire que l'homme qui déployait tant de magnificence avait trouvé la lampe d'Aladin. »

P. 64. — « Les voitures ne tardèrent pas à se succéder. Dans la première était le général Fitz-Patrick ; dans une autre, le comte Markoff et le marquis de Lucchesini ; le premier, am-

banque avait l'importance d'un ministère. Pour s'attirer des obligés, il avait fourni le cautionnement d'un grand nombre de receveurs généraux et d'agents de change; et avant qu'il ne fût consul, Cambacérès, ancien magistrat, avait été chez le puissant financier le directeur du contentieux. En fallait-il davantage pour exciter l'animosité du chef du gouvernement?

A ce moment-là, Bonaparte tâchait de remettre en honneur le respect de soi-même, la dignité de la personne, que les mœurs de la Révolution avaient si profondément avilis; et pour y réussir, il donna un costume à tous les serviteurs de l'État. Il le fit brillant, galonné, magnifique, pour les fonctionnaires les plus élevés; superbe, comme un habit de cour, qu'il devait remplacer. Les consuls, les ministres, les sénateurs, les députés, les tribuns, les conseillers d'État, voire les magistrats, et jusqu'aux greffiers, je l'ai dit, furent couverts de velours et de broderies (1). Les fonctionnaires galonnés prendraient alors d'eux-mêmes une idée supérieure. Et ainsi serait changé le vieil homme.

Bonaparte ne se trompait pas. Aussitôt accoururent chez les tailleurs, chez les chapeliers (2), les hommes les plus détachés autrefois de ces livrées honorifiques. Les Jacobins, pourvus de leurs fonctions nouvelles, se faisaient remarquer par leur hâte à endosser l'uniforme. Tous, chez leurs fournisseurs, montraient l'impatience d'une coquette. « Ils ont oublié leur crasse natale et leur vaste houppelande, disait le *Bien informé*. La poudre et les manchettes vont revenir à la mode, et les coiffeurs feront la nique à Marat. »

Ces observations étaient justes. Il semblait que les hommes de la Révolution n'attendissent qu'un signal, venu de haut, pour se façonner aux manières du passé, aux coutumes de la monarchie. En province, ce furent les maires et les préfets. Autour du Consul, ses familiers se confondirent en prévenances, s'effaçant et s'annihlant, pour attirer sa bienveillance. Si Bonaparte méprisait tous les hommes, c'est que les hommes lui en donnaient sujet. Berlier, Rœderer, Réal, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, faisaient assaut de courbettes et de sourires devant lui. Aussi, l'homme puissant, adulé, flagorné, fut-il étonné d'apprendre que Ducis ne voulait point être sénateur et refusait d'accepter sa nomination.

Miot de Mélito, revenant de Hollande, se présente, un soir, au Luxembourg, avant l'installation du général au Tuileries, et il avoue qu'il fut surpris du changement radical opéré dans la tenue des anciens révolutionnaires. Pourtant, le nouveau régime ne datait que de quelques semaines. Le visage de Bonaparte s'était transformé, paraissait plus sérieux, plus sévère; son regard plus impérieux; son langage mûri par le commandement de ses deux années d'Égypte. On s'apercevait qu'une volonté ardente dominait cette nouvelle société, que l'ordre était devenu la règle de ce gouvernement. Enfin, l'enthousiasme guerrier enflammait la jeunesse que l'âge appelait aux armes. L'espérance de victoires prochaines attirait vers le général, déjà légendaire, les descendants des grandes familles militaires. Les Choiseul, les Maupéou-Beaumetz, les Ségur, s'enrôlaient parmi les hussards volontaires, qui, tout à l'heure, seraient dirigés vers l'Italie; et, en attendant ils allaient s'exercer chez le comte de Villemote, au manège des Tuileries. Le fils du général Dampierre devait être leur chef.

En ces premiers temps du Consulat, le gouvernement respectait les formes et les idées républicaines, et s'attachait à n'en rien laisser disparaître. On exigeait toujours une cocarde au chapeau, pour pénétrer dans le jardin des Tuileries. Lalande publiait son *Dictionnaire des Athées*. Les théophilanthropes et les sectateurs de la morale universelle célébraient leurs cérémonies, dans les églises catholiques. Les cartes à jouer républicaines étaient toujours tolérées, et l'on y voyait les rois, remplacés par quatre gueux, les reines, par quatre figures de la Liberté; les valets, par celles de l'Égalité. Fouché, le préfet de police, obéissant aux inspirations de son maître, n'assujettissait plus les filles publiques à servir d'espionnes; et, depuis l'administration de Lavalette, aucune lettre à la poste n'était remise à la police, avant la distribution aux destinataires. Enfin, Mialle, membre de l'Institut, était chargé d'une statue en marbre de la *Liberté*, pour décorer la salle d'audience du Gouvernement.

Rassurée sur l'issue de cette nouvelle révolution, la population de Paris se livra tout entière à son entraînement aux plaisirs. Les salles de spectacle se remplirent de désœuvrés venant applaudir aux

bassadeur de Russie; le second, de Prusse. Vinrent ensuite les généraux Junot, Berthier, Lannes, Marmont, M. de la Harpe, M. de Narbonne, le prince Dolgorouki, le chevalier d'Azara, ambassadeur d'Espagne, et Adrien de Montmorency. Une fanfare de cors de chasse remplaça la cloche du château, et on se mit à table. »

(1) *Le Moniteur*, 6 frimaire an VIII.

« On a présenté aux Consuls un modèle d'habit consulaire. Habit à la française, velours blanc, brodé d'or, pantalon bleu clair, épée perpendiculaire, bottes rouges, bonnet rouge. On observait à Bonaparte que le bonnet rouge lui irait mal : « Aussi mal que les talons rouges », répondit-il. »

Quelque temps après (4 nivôse, an VIII), le *Moniteur* écrivait :

« Les Consuls porteront un habit de velours bleu, avec une broderie en or, à peu près semblable à celle des généraux en chef. Les ministres, même costume avec broderie en argent. Les autres corps, en velours noir. »

(2) *Le Bien informé*, 5 nivôse an VIII.

allusions, sur les derniers événements de la politique. On jouait, au théâtre Favart, une pièce où l'un des personnages disait à son frère : « Va! le courage et la vertu triompheront du crime et de l'intrigue ». Et le public, appliquant la phrase aux deux frères à Saint-Cloud, à Lucien et au général, chaque soir, la faisait bisser. De même, des stances sur le vol qui étaient toutes d'à-propos (1). Peu de temps après, les royalistes mirent à la mode un roman à clef où ils trouvaient un aliment pour leurs espérances. *Irma* fit fureur, parce que les aventures de l'héroïne semblaient n'être que la copie des infortunes de Madame Royale (2).

GILBERT STENGER.

(*A suivre.*)

UNIVERSALISME ET NATIONALISME (3)

Quand les conservateurs proclament que le patriotisme européen est une utopie, ils font preuve d'une médiocre connaissance du passé. Il est facile de démontrer, l'histoire à la main, que l'Europe a, depuis fort longtemps, le sentiment très net de son unité morale.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler l'existence simultanée de faits contradictoires. L'homme est un être vivant, donc changeant. Mille aspirations les plus diverses et parfois les plus opposées, agitent son âme. Après la satiété, il aspire à la mortification; après l'abstinence aux plantureuses satisfactions de la chair. L'homme n'est pas un théorème de géométrie. Dans un seul et même cerveau, il y a, à des moments divers, des tendances diamétralement opposées. Dans une nation, ces tendances peuvent coexister dans le même moment, parce que chacune est ressentie par des individus différents. Aussi, depuis la plus haute antiquité, on observe dans tous les groupes humains, deux courants simultanés et parallèles, bien que contraires : le nationalisme et l'universalisme. Ces deux courants ont, au fond, la même source : la recherche du plaisir. Hérode le Grand, roi des Juifs, avait introduit dans son pays les mœurs grecques : le théâtre, les jeux athlétiques. Il fit cela, naturellement, parce que les mœurs grecques lui semblaient comporter une plus grande somme de jouissance que les mœurs juives. D'autre part, quand une nation repousse avec horreur certaines nouveautés, venant de l'étranger, c'est parce qu'elles jettent dans son existence une perturbation si grande qu'elle devient une souffrance.

Un coup d'œil très rapide sur les événements du passé nous montre que les tendances universalistes et nationalistes suivent, en effet, une marche parallèle avec des alternances de succès tantôt pour les unes, tantôt pour les autres.

Un premier embryon d'unité européenne commence à se dessiner à partir du IVe siècle avant notre ère. La civilisation grecque rayonne alors de tout son éclat. Les manifestations de l'esprit hellénique sont imitées depuis les colones d'Hercule jusqu'au Gange. Quand, plus tard, l'empire romain réunit sous sa domination tous les États du bassin de la Méditerranée, elle accomplit une union politique au profit de la civilisation grecque. Car c'est Rome qui impose ses lois, mais c'est la Grèce qui impose sa culture. La Maison Carrée à Nîmes n'est pas bâtie sur un modèle étrusque, mais sur un modèle hellénique. De même, dans les écoles de l'Orient et de l'Occident, à l'époque d'Adrien et de Trajan, on n'enseignait pas la philosophie romaine (qui n'existait pour ainsi dire pas), mais la philosophie grecque : Aristote et Platon.

La séparation politique des différents États, qui avaient formé l'empire romain, ne marqua pas leur séparation intellectuelle. Au contraire, on peut dire que le groupe de civilisation, formé par Rome, a atteint son point culminant de cohésion morale après la chute de l'empire, par suite du triomphe de la religion chrétienne. A l'époque des Antonins, les peuples méditerranéens étaient unis politiquement, mais, par suite de la diversité des religions, ils étaient moins unis intellectuellement. A ce point de vue, on peut dire que la puissance des papes a été bien supérieure à celle des Césars. Sous Trajan, un Breton pouvait se marier sans se soucier de Rome. Au XIIIe siècle, au temps d'Innocent III, il n'en était plus ainsi. Quelques rois, parmi les plus puissants, en firent la cruelle expérience.

C'est vers le XIIIe siècle que l'unité spirituelle du groupe de l'Europe occidentale atteint son point culminant. Bien que cette partie du monde fût partagée alors en États fort nombreux, elle avait une culture intellectuelle beaucoup plus uniforme que de nos jours. Elle avait la même langue officielle et scientifique (le latin), la même religion (le catholicisme), le même art, la même science et, sous beaucoup de rapports, presque le même droit.

(1) *Journal de Paris*, an VIII.

Le vol pour qui veut s'élever
Est le moyen par excellence ;
Aussi, chez nous, l'art de *voler*
S'enseigne par expérience.

Qui ne *vole* que pas à pas
Pâme toujours dans la misère ;
C'est pourquoi dans tous les états,
Les grands *voleurs* vont ventre à terre.

(2) Fouché, *Mémoires*, t. I, p. 156.

(3) Extrait d'un ouvrage intitulé *la Fédération de l'Europe* qui paraîtra prochainement à la librairie de Félix Alcan.

Depuis cette époque, les tendances nationalistes ont gagné beaucoup de terrain, mais, pendant tout le moyen âge, il y a eu une lutte constante entre l'universalisme et le nationalisme. De nombreux faits, qu'il nous est impossible de citer tous, montrent qu'aux XIVe, XVe et XVIe siècles beaucoup d'esprits distingués à Bologne, à Paris, à Nuremberg et à Cracovie (nous prenons ces villes comme exemple) ne se sentaient pas Italiens, Français, Allemands et Polonais, mais Romains, s'il est permis de parler ainsi. Ces individus considéraient, en effet, toute avance du latin comme un bien, comme un triomphe de la civilisation, et toute avance des dialectes locaux comme un mal, comme un triomphe de la barbarie. Aussi ils employaient leur influence à favoriser le premier mouvement et à contrecarrer le second.

L'Europe était parfaitement consciente de son unité au moyen âge. Les États dont elle était formée avaient même un nom spécial : celui de république chrétienne. Aussi, quand les Turcs arrivèrent, cela fut considéré comme une calamité générale. Les papes prêchèrent le croisade. Plusieurs rois se dévouèrent pour la cause de l'Europe. Parmi les plus héroïques fut le roi de Hongrie, Jean Hunyade.

Pendant tout le moyen âge aussi, l'Europe eut la claire conscience qu'un pouvoir central devait exister pour maintenir l'ordre et rendre la justice. Certes, le chef du Saint-Empire ne fut guère capable d'accomplir ces deux fonctions; mais le fait seul qu'on les lui attribuait, montrait que l'Europe avait le sentiment de son unité.

L'esprit nationaliste commence à l'emporter à partir de la Réforme. L'Allemagne brise, tout d'abord, l'unité de la religion catholique. Elle fait donc une œuvre de séparatisme. La France, se posant en adversaire irréconciliable de l'Empereur, inaugure la politique des nationalités. Elle proclame que l'intérêt des monarchies doit l'emporter sur celui de la république chrétienne. La France brise aussi l'unité de cette république en s'alliant à son pire ennemi : le Grand Turc. Par cela elle trahit l'Europe. Mais rien ne montre mieux que cette circonstance combien l'unité de l'Europe était alors profondément enracinée dans les esprits. Après Pavie, la France comprit que seul le Sultan pouvait contre-balancer la puissance de Charles-Quint. Ne consultant que son intérêt égoïste, François Ier s'allia, en 1535, à Soliman le Magnifique. « Mais, dit M. E. Lamy, la conception de François Ier se heurta à la foi chrétienne de la France. On vit combien différait l'esprit de la cour et le cœur de la nation. Le roi n'avait pas reculé devant l'alliance. *Il recula devant l'aveu qu'il fallait en faire*. Charles-Quint le dénonça et François Ier nia, traitant la vérité de calomnie. »

Après François Ier, les rois de France furent longtemps ballottés entre leurs tendances nationalistes et leurs tendances chrétiennes (c'est-à-dire européennes, ou, si l'on veut, universalistes) et ils obéirent tantôt aux unes, tantôt aux autres. Bien que l'alliance entre le Grand Turc et le roi très chrétien subsistât sous Louis XIV et bien que ce souverain fût l'ennemi juré de la maison d'Autriche, il envoya cependant, en 1664, des troupes pour la soutenir contre les Ottomans (bataille de Saint-Gothard).

Mais arrivons à des temps plus récents, d'autant plus que les bornes de ce travail ne nous permettent pas d'entrer dans de plus amples détails.

L'unification de l'Europe fit de rapides progrès au XVIIIe siècle. Vers 1770, notre continent eut presque une langue commune : le français. A cette époque toute la bonne société de l'Europe s'en servait exclusivement. L'idiome d'une des nationalités les plus puissantes de notre continent, l'allemand, était tombé, pour ainsi dire, à l'état de patois populaire. Frédéric II écrivit ses vers en français. Par suite de l'apaisement politique qui suivit la guerre de Sept Ans, les relations deviennent de plus en plus amicales et de plus en plus intimes entre les grandes dynasties de notre continent. Le système des États européens se consolide. On commence à comprendre qu'ils sont des unités irréductibles. Les Bourbons, les Habsbourg, les Hohenzollern renoncent à l'idée de se détruire les uns les autres; au contraire, ils semblent même vouloir se soutenir. Il leur paraît que la disparition d'une grande dynastie historique serait une catastrophe pour la communauté des rois. Une certaine confraternité unit les souverains qui mettent comme de la pudeur à se faire trop de mal. Les encyclopédistes, Voltaire, Montesquieu et surtout Rousseau ont, à cette époque, une idée très nette de l'unité européenne. Les liens de sympathie, qui unissent les nations chrétiennes, se resserent. Henri IV tenait encore la *Moscovie* en dehors de sa république. Mais quand la Russie voulut se rapprocher de l'Occident les autres nations lui firent l'accueil le plus bienvaillant et les frontières de l'Europe furent portées jusqu'à l'Oural. Les chrétiens, d'autre part, sentaient alors très vivement leur unité vis-à-vis des Musulmans et de nombreuses alliances furent nouées pour chasser les Turcs de l'Europe. Quand Catherine II remportait des victoires sur les Osmanlis, l'Occident applaudissait. On ne vit pas, en 1774 et en 1786, le spectacle honteux d'une nation chrétienne alliée aux Ottomans pour combattre une autre nation chrétienne.

Des milliers de petits faits, qu'on pourrait citer, témoignent combien était intime, à la fin du XVIIIe siècle, l'union des Européens. Nous nous contenterons d'en rapporter seulement deux. « En 1792,

il fut question du duc de Brunswick, le signataire du trop fameux manifeste du 12 juillet, pour être généralissime des armées *françaises*. C'est un fait qui paraît paradoxal et qui n'en est pas moins une incontestable vérité historique. Talleyrand, en 1792, Siéyès en 1799 songèrent à lui confier la mission de régénérer la France ». On voit combien l'unité européenne a perdu de terrain depuis la Révolution. Qui aurait osé, en 1871, proposer de confier le commandement des armées françaises au maréchal Steinmetz! Mais il y a encore plus fort. Vers 1799, on rêvait en France une restauration monarchique. On proposa, entre autre, le prince Louis-Ferdinand de *Prusse* pour occuper le trône de Louis XIV! En 1870, une guerre épouvantable éclata entre la France et l'Allemagne, parce qu'un prince prussien avait été seulement *proposé* pour le trône de Charles-Quint! On peut juger combien de terrain perdu en trois quarts de siècle.

Si paradoxal que cela paraisse, on peut affirmer cependant que jamais les Européens ne se convinrent davantage qu'à l'époque où ils se massacrèrent avec la plus grande fureur. Nous voulons parler du temps de Napoléon Ier. Les nations de notre continent se ressemblaient alors plus qu'à aucune autre période antérieure. Elles avaient presque toutes les mêmes institutions politiques (des monarchies absolues, sauf l'Angleterre) et des idées fort semblables. Aussi, malgré leurs divisions intestines, les Européens avaient parfaitement conscience et de leur unité et de leur solidarité. A Erfurth, Talleyrand conseillait à Alexandre ce qu'il fallait répondre à Napoléon. Et c'était fort naturel (à cette époque personne ne trouvait cela anormal), car l'idéal politique de Talleyrand était beaucoup plus conforme à celui d'Alexandre qu'à celui de Napoléon. « Talleyrand se représentait parfaitement, disons-nous dans un autre travail (2) un groupe supérieur à la France : l'Europe ; il comprenait que son pays était une partie de ce tout ; il comprenait que le bonheur de la fraction dépendait du bonheur de l'ensemble. En travaillant à abattre Napoléon, dont l'ambition était un des plus grands obstacles à la paix de l'Europe, Talleyrand pouvait parfaitement poursuivre des visées patriotiques. » Plus tard, nous avons trouvé notre opinion confirmée par des paroles du prince de Talleyrand lui-même. A Vienne, il disait à Gagern : « La volonté de la paix est la seule occasion de force pour la France. Elle doit donner de bons exemples, après tant de mauvais. Il faut être *bon Européen modéré* ». On le voit, il y a non seulement la chose, mais même le mot.

Un autre fait qui prouve encore l'extrême solidarité des nations européennes à l'époque napoléonienne ce sont les scènes qui se produisirent lors de l'entrée des alliés à Paris, en mars 1814. « En suivant à travers une foule pressée et silencieuse le faubourg Saint-Martin jusqu'au boulevard, les souverains alliés ne rencontrèrent d'abord, dit Thiers, que des visages mornes et parfois menaçants. Du reste, pas une insulte, pas une acclamation ne signalèrent leur marche grave et lente. En arrivant au boulevard et en s'approchant des grands quartiers de la capitale, les visages commencèrent à changer avec les sentiments de la population. Quelques cris se firent entendre qui indiquaient qu'on appréciait les dispositions généreuses d'Alexandre. Il y répondit avec une sensibilité marquée. Bientôt ses saluts répétés à la population, l'ordre rassurant observé par les soldats, amenèrent des manifestations de plus en plus amicales. Enfin parut le groupe royaliste qui depuis le matin se promenait en agitant le drapeau blanc. Des cris enthousiastes de : Vive Louis XVIII! Vive Alexandre! Vive Guillaume! éclatèrent subitement aux oreilles des souverains et leur causèrent une satisfaction visible. Aux cris violents de ce groupe vinrent se joindre ceux des femmes élégantes, agitant des mouchoirs blancs, et saluant avec la vivacité passionnée de leur sexe la présence des monarques étrangers. » Mais citons un passage encore plus intéressant du même historien. « Alexandre, uniquement occupé de plaire aux Parisiens, s'était déjà promené à pied au milieu d'eux, les caressant du regard, leur arrachant des saluts par sa bonne mine et une affabilité séduisante, prodiguant çà et là les mots heureux, disant à tout venant qu'il admirait les Français, qu'il les aimait, qu'il ne leur imputait aucunement les malheurs de la Russie, qu'il ne voulait pas se venger d'eux, mais, au contraire, leur faire tout le bien possible, qu'il ne se regardait pas comme leur vainqueur, mais comme leur libérateur, et qu'il savait bien que s'il avait triomphé de leur résistance, c'est parce qu'ils sentaient et pensaient comme lui, et avaient horreur du joug qu'on était venu briser. »

C'est par la douleur que les phénomènes vitaux affectent parfois notre conscience. Les Européens, après avoir été cruellement éprouvés par le despotisme de Napoléon étaient arrivés à apprécier les avantages de l'union. En 1814, par suite de ce qu'un grand nombre de Français considéraient Napoléon comme un usurpateur, il s'est trouvé que, pour le combattre, ils étaient d'accord avec les Prussiens, les Anglais, les Autrichiens et les Russes. Grâce à cette unanimité des grandes puissances, le patriotisme européen fut très vif en 1814. Ce fut un des points culminants de l'universalisme. Mais, dans les phénomènes sociaux, il se produit de vastes mouvements rythmiques, d'immenses ondes alternantes comme sur les océans.

Après avoir parlé des rapports politiques, considérons les rapports individuels. Nous arriverons à la même conclusion. Jamais les Européens n'ont été plus unis qu'à l'époque napoléonienne où ils se sont le plus massacrés. On connaît le célèbre tableau de Detaille, la *Reddition d'Huningue*. Il reproduit fidèlement les circonstances historiques. On voit sortir la petite garnison française, formée par des gens vêtus de haillons et presque tous éclopés. L'armée autrichienne, en magnifiques uniformes, assiste au défilé. Son chef (l'archiduc Jean) serre la main au général français (Barbanègre) en signe d'admiration. Ce tableau peint très exactement les mœurs de l'époque. En effet, dans l'intervalle entre les combats, les officiers de toutes les nations européennes étaient alors dans les rapports les plus courtois et les plus affables. Et il en était ainsi parce que jamais les Européens ne s'étaient plus ressemblés, comme manières, comme sentiments, comme mœurs, comme étiquette, comme idées et comme idéal. Les ressemblances étaient alors plus grandes que de nos jours et ces hommes prenaient le plus vif plaisir à se trouver et à s'amuser ensemble. Ils se massacraient sans haine et sans rancune. Ils qualifiaient ces tueries féroces et absurdes de « grande politique ». Ce mot suffisait à apaiser leur conscience!

Après cette digression sur les rapports individuels, nous revenons à notre sujet.

Pendant la longue période de paix qui suivit les traités de Vienne se fit l'incubation de la question des nationalités. Partout les langues populaires furent remises en honneur. On se lança avec passion dans les recherches historiques. En étudiant le passé, qui contenait de si glorieuses pages, plusieurs peuples sentirent naître en eux une fierté qui les poussa à revendiquer des droits nouveaux. La première moitié du xixe siècle vit la renaissance de plusieurs petites nationalités qui avaient végété jusque-là dans une demi-obscurité. En France, les dialectes provençaux sont remis à la mode et produisent une riche moisson littéraire. En Norvège, on ressuscite le norse; en Allemagne le *platt-deustch*, en Belgique le flamand. Dans tous ces dialectes paraissent des œuvres remarquables. Mais ce sont surtout les Slaves qui secouent une torpeur séculaire. La Bohême au premier plan. Elle se crée un mouvement littéraire admirable. Elle se souvient qu'à un certain moment elle a terrorisé l'Europe et que les armées allemandes ont fui comme des lièvres devant les bandes invincibles de Procope le Grand. Les Slovènes, les Serbes, les Bulgares se réveillent à la vie politique et littéraire. Les Magyars abandonnent le latin dans leur diète et se mettent à parler l'idiome national. Les Roumains se ressouviennent qu'ils sont latins; ils repoussent l'alphabet cyrillique et se créent une littérature scientifique presque complète.

Rien de plus honorable, rien de plus magnifique que ces renouveaux et ces floraisons nationales. Ils signifient que les peuples mineurs renaissent aux lumières de l'intelligence; ils signifient que ces peuples abandonnent pour toujours leur somnolence léthargique pour briller au grand soleil de la civilisation. Le mouvement nationaliste du xixe sicle est un des plus beaux spectacles qui ait jamais été donné par l'humanité. Loin d'être un mal, il est, au contraire, un phénomène extrêmement heureux auquel tout homme cultivé doit se sentir heureux d'avoir assisté et fier d'avoir participé.

Ce n'est pas le réveil national, ce sont les haines nationales qui font le malheur de l'Europe. On a tort de confondre deux choses complètement différentes. Que les Magyars, par exemple, veuillent mettre en usage leur langue nationale, qu'ils veuillent posséder une littérature particulière, aussi riche et aussi complète que possible, quoi de plus noble et de plus admirable. Le tort des Magyars commence seulement à partir du moment où ils veulent empêcher les Slovaques, les Serbes et les Roumains, soumis à leur domination, de réaliser le même programme. Le mal vient de ce que les Magyars, tout en luttant désespérément contre les Allemands pour obtenir l'indépendance, luttent aussi désespérément contre les Croates pour leur refuser l'autonomie. Bref, les Magyars sont, en même temps, et des révoltés contre l'oppression et des oppresseurs. Quand un individu travaille avec ardeur à acquérir une fortune, non seulement il n'est pas blâmable, mais, au contraire, il est digne des éloges et des sympathies de tous les gens de bien. C'est quand cet individu veut empêcher les autres de s'enrichir qu'il mérite le blâme et l'animadversion.

Vers 1848, la lente incubation qui se poursuit depuis la fin des guerres napoléoniennes, est presque terminée. Les aspirations populaires font une explosion violente. La révolte et la guerre sont partout. Alors éclatent malheureusement les passions oppressives en même temps que les passions libératrices. Les Allemands luttent pour l'unité de leur patrie, mais en même temps ils refusent aux Slaves ce qu'ils revendiquent pour eux-mêmes. Les Magyars poursuivent une politique exactement semblable. Naturellement rien de bienfaisant ne pouvait sortir de contradictions aussi complètes. En 1848 et 1849, il était très difficile, parfois, de distinguer dans quel camp était le libéralisme. La réaction eut beau jeu dans cette incohérence générale. En 1848, le désarroi était complet dans l'esprit public et dans les gouvernements. Seules les baïonnettes, qui ne se souciaient pas d'intérêts intellectuels, savaient ce qu'elles voulaient. Aussi elles eurent bientôt le dessus, et, deux

ans après les généreuses explosions du printemps de 1848, l'Europe retombait dans le silence et la léthargie!

La grande vague du nationalisme avait abouti à un échec complet, faute de rester conséquente avec ses principes. Car le nationalisme signifie le *respect* des droits nationaux et plusieurs de ceux qui se disaient libéraux, en 1848, avaient poussé de toutes leurs forces à la *violation* de ces droits.

La réaction de 1849 avait été menée par l'Autriche. Elle se fit par l'élément germanique de cet empire et à son profit. Après le despotisme français, qui avait sévi de 1793 à 1815, commençait la période du despotisme allemand.

Grâce à Napoléon III et à la France, revenue à une politique généreuse, bienfaisante et rationnelle, l'Italie put reprendre l'œuvre de 1848 et la mener à bonne fin. La prépondérance du joug autrichien fut donc de courte durée dans le midi de l'Europe. Mais la nation allemande n'eut pas autant de chance que la nation italienne. L'Allemagne, en 1866 et en 1870, réalisa aussi l'œuvre commencée en 1848, mais elle ne la réalisa pas de la façon qui lui fut la plus *avantageuse*. Nous avons déjà dit qu'à notre avis l'unité allemande est un des événements les plus bienfaisants de l'histoire contemporaine. On ne peut donc pas nous accuser de lui être hostile. Aussi, quand nous déplorons les événements de 1866 et 1870, ce n'est pas parce qu'ils ont fait l'unité de l'Allemagne, mais parce qu'ils l'ont faite d'une façon contraire aux intérêts de ce grand pays. La preuve que la politique prussienne, en 1866, ne paraissait pas conforme aux intérêts de beaucoup d'Allemands, c'est que le Hanovre, le Wurtemberg, la Bavière et la Hesse ont versé leur sang pour empêcher la politique prussienne de triompher. Ils n'y ont pas réussi. Cela ne signifiait pas qu'ils avaient tort et que la Prusse avait raison. L'événement l'a démontré bientôt. A la suite de la paix de Prague, la Prusse a annexé, de par la loi du glaive et sans l'ombre d'une consultation populaire, le Hanovre, la Hesse, le Nassau et la ville de Francfort. Certes, si ces pays avaient été consultés, ils se seraient prononcés alors contre la Prusse à une écrasante majorité (c'est en partie pour cette raison qu'ils ne furent pas consultés). Maintenant, après trente-quatre ans, il y a encore, dans ces pays, des partis entiers qui protestent contre ces annexions. Ainsi la Prusse imposait sa volonté par la force des armes au Hanovre et à la Hesse. Et on osait donner le nom auguste d'*unité nationale* à la violation des droits de certains Allemands par certains autres!

Mais on fit encore davantage, si c'est possible.

On a dit que Bismarck avait arraché l'Alsace à la France pour obliger les Allemands de rester unis. On a dit que s'ils ne sentaient pas toujours au flanc la menace de l'ennemi traditionnel, ils se seraient divisés aussitôt après la victoire. Si telle a été véritablement l'opinion de Bismarck, on peut dire qu'il calomniait le peuple allemand. Il est certain qu'à Munich, à Hanovre, à Francfort et à Stuttgart le sentiment patriotique allemand n'était pas plus faible qu'à Berlin. Dans tous ces grands centres, on ne désirait pas moins l'unification de l'Allemagne que sur les bords de la Sprée. Mais on la désirait sous une autre *forme*. Or, il est difficile de soutenir que ne pas désirer l'unification de l'empire germanique par les mêmes procédés que Bismarck était manquer de patriotisme allemand. Ce sont les procédés d'unification employés en 1866 et 1870 et non l'unification elle-même qui ont été funestes à l'Europe. C'est l'emploi de la force brutale pour reconstituer une grande nation qui a amené sur notre continent une période d'assauvagissement relatif. C'est par suite de l'annexion violente de l'Alsace-Lorraine que la politique du nationalisme agressif et injuste fut substituée à la politique du nationalisme légal qui consiste, pour une nation, dans la revendication de ses droits, mais aussi dans le respect scrupuleux des droits des nations voisines. En un mot, au véritable principe des nationalités, préconisé par Napoléon III, Bismarck substitua une politique où le nationalisme servait seulement de masque pour pratiquer la conquête brutale selon les procédés du moyen âge.

La vague réactionnaire qui a commencé à se soulever en 1866 n'a pas encore perdu sa force. Nous vivons toujours dans une période où chaque peuple croit faire une œuvre patriotique en violant les droits des nationalités voisines. Aussi les animosités qui séparent les grandes puissances européennes sont allées en augmentant depuis le traité de Francfort jusque vers la fin du XIXe siècle. C'est la période de la défiance mutuelle entre les grands États qui a amené une soif d'armements qui semble inextinguible. Au milieu de ces circonstances désastreuses, le sentiment du patriotisme européen semble s'être de nouveau complètement oblitéré. « Il n'y a plus d'Europe », a-t-on dit et répété de toutes parts. L'anarchie complète règne sur notre continent. Les personnes qui parlent d'en constituer l'unité passent pour des utopistes et les gens *sensés* veulent faire accroire que cette anarchie est « conforme à l'ordre de choses établi par Dieu ».

Mais ces gens *sensés* semblent ignorer que rien n'est éternel en ce bas monde; ces gens *sensés*, mais à l'esprit anti-scientifique et étroit, ne savent pas que les courants sociaux, comme les vagues, ont leurs alternances et qu'après avoir atteint le point le plus bas de leurs courses, ils se dirigent de nou-

veau et graduellement vers le point le plus élevé

La vague haineuse, en Europe, si l'on peut s'exprimer ainsi, a atteint son apogée vers 1890. Depuis, elle commence à décliner visiblement. Comme la période de 1815 à 1848 a marqué la lente incubation des principes nationalistes, la période qui commence en 1870 marque la lente incubation de l'idée fédérale. Par malheur, nous sommes encore au commencement de cette incubation. Le fruit fédéral est loin d'être mûr. Mais il existe, et insensiblement, tous les jours, il s'accroît.

Nous avons montré au chapitre précédent comment l'unification se fait dans les esprits et comment les sentiments de solidarité remplacent peu à peu les sentiments d'antagonisme et de haine.

Un autre fait, dont nous voulons parler maintenant, contribuera à amortir le nationalisme haineux et à favoriser les tendances unificatrices en Europe.

On croyait autrefois qu'il suffisait d'annexer un pays politiquement pour l'assimiler. Une étude plus attentive des faits sociaux a fait comprendre que c'était là une erreur des plus grossières. La science commence à jeter quelques clartés sur le problème si prodigieusement complexe des assimilations nationales. Elle montre qu'elles opèrent par des ondes d'imitations partant des centres de rayonnement très brillants. Ainsi, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, le roi Hérode imitait la manière de vivre et les arts de la Grèce. Rome, l'Espagne, la Gaule, les Parthes en firent autant. Plus tard, au XVIIIe siècle, la France fut un centre de rayonnement semblable. A Pétersbourg, à Turin, à Madrid, à Berlin on imita le style français, les costumes, les plaisirs, la cuisine, puis les genres littéraires et les idées philosophiques.

Mais le principe de l'imitation procède du désir de la jouissance. On imite ce qui *plaît*. Cela seul démontre, d'une façon péremptoire, que jamais l'assimilation ne pourra se faire par coercition. En effet, la coercition cause une *souffrance*, et comme le principe moteur de l'assimilation est la jouissance, la coercition et l'assimilation sont deux principes opposés et contraires. Vouloir assimiler par l'autorité de l'État, donc par coercition, est aussi absurde que de vouloir activer une flamme en la plongeant dans l'eau.

On peut trouver partout en Europe la démonstration de cette vérité élémentaire. Dès que les gouvernements veulent dénationaliser par force, ils n'arrivent qu'à retarder l'assimilation des allogènes.

Par malheur, les principes scientifiques de la dénationalisation n'ont pas été soumis à des recherches systématiques et prolongées. Malgré leur importance politique, ils n'ont pas encore été formulés en un corps de doctrines. Ils ne sont enseignés dans aucune Université. Aussi les hommes d'État se laissent guider par l'empirisme le plus grossier. Mais la science est invincible. De même que l'économie politique s'est formée et a grandi et de même que, tout en violant ses prescriptions, on ne conteste plus son autorité, de même la sociologie grandira et se formera. Un jour, elle établira les principes par lesquels s'opèrent les assimilations nationales. Et après s'être convaincus que ces principes seuls mènent au but désiré, les gouvernements finiront par les adopter pour règle de conduite. Or, du moment où on sera persuadé que la condition première pour assimiler est de *ne pas* employer la force, on arrivera à renoncer à cette aberration néfaste qui est l'esprit de conquête.

Par cette voie, comme par tant d'autres, le nationalisme étroit et haineux sera affaibli et le patriotisme européen reprendra de nouveau sa marche ascendante. Non seulement il regagnera le terrain perdu depuis 1815, mais, étant donnée la solidarité économique toujours plus grande des nations civilisées, il s'élèvera à une hauteur encore plus considérable.

J. Novicow.

VARIÉTÉS

Victor Cherbuliez.

On dira toujours grand bien de Victor Cherbuliez, car c'était un homme charmant et de beaucoup d'esprit. Peu, je l'espère, ne fût-ce que par respect pour l'Académie française qui l'admit parmi les siens, se permettront de le juger comme le fit un jour devant moi feu M. Sarcey. Je voyais sur sa table de travail un nouveau volume de Cherbuliez qui avait paru depuis plus de quinze jours et qui n'était pas encore coupé. Je crus qu'il avait passé inaperçu au milieu des nouveautés qui l'entouraient.

« Comment, m'écriai-je, vous n'avez pas encore lu le dernier roman de Cherbuliez ? »

Sarcey releva la tête et me regarda d'un œil malin qu'il essayait en vain de rendre bête. « Non, dit-il, vous savez bien que je ne comprends que le français : c'est une fâcheuse lacune dans mon éducation. »

Je fus lâche et ne répondis pas. Certes, j'admirais l'écrivain genevois, mais j'avais toute confiance dans l'opinion du célèbre critique. A vrai dire d'ailleurs, plus d'une fois, en y regardant de tout près, je trouvai dans Cherbuliez certains passages qui me firent comprendre la malicieuse remarque de M. Sarcey.

Je ne parlerai donc pas de l'auteur dans cette courte étude, mais de l'homme tel que je l'ai connu, tel surtout que me l'ont fait connaître ceux qui ont

vécu avec lui au temps de sa jennes : emballé à première vue par la beauté sous toutes ses formes, romanesque, tendre et fidèle ; du garçon naïf qui ne faisait guère prévoir l'auteur mordant, caustique et décidément sceptique qu'il devint plus tard, et qui semble avoir fouillé dans les plus mystérieux recoins pleins d'horribles petites choses, que renferme d'après lui tout cœur de femme.

Victor Cherbuliez était le fils de gens fort respectés à Genève. Son père, pasteur protestant et professeur de théologie, n'en avait pas moins pour tout cela un grain de malice dans le tempérament, et il ne manquait jamais de glisser, dans les bonnes recettes de perfection chrétienne que du haut de sa chaire il communiquait chaque dimanche à ses paroissiens, quelques pointes d'esprit et quelques pincées de sel, destinées à leur montrer que, sans la faire tourner à mal, on pouvait rendre la vertu moins amère. Mme Cherbuliez sa femme, nne petite dame très affairée, avait en tout temps son franc-parler et ne se gênait pas pour faire la leçon aux gens. Fille de pasteur elle-même, elle avait acquis cette assurance que donne aux femmes et aux filles des ministres protestants la position exceptionnelle qu'elles occupent dans tous les mondes. Fussent-elles sorties de la famille la plus humble, elles deviennent quelqu'un par le fait de leur mariage et, leur opinion, que d'ailleurs elles aiment à donner, a toujours sa petite valeur.

Quelle que fût la tendresse de Mme Cherbuliez pour son fils et la haute idée qu'elle avait d'elle-même, elle ne tarda pourtant pas à connaître les impressions pénibles qui viennent remplir le cœur d'une bonne mère poule quand elle a couvé sans s'en douter un œuf étranger. Un beau jonr, bien qu'elle ait nourri la curieuse petite bête avec les mêmes vermisseaux et la même sollicitude que ses frères et sœurs, flit ! elle voit l'ingrat ouvrir des ailes légères et s'en aller tont là-haut, là-haut, où nul de la famille ne peut le suivre.

Le grand-père Bourrit, également professeur de théologie à l'Université de Genève et que tout le monde connaissait à cause de ses bons mots et du grand parapluie de coton bleu dont il ne se séparait jamais, rassurait sa fille tout en morigénant son petit-fils qui n'apprenait jamais ses leçons, mais qui, au bout du compte en savait toujours autant que ses maîtres et le leur laissait voir sans ménagements.

Cahin-caha, admiré et puni, adoré et claqué, Cherbuliez arriva à l'heure solennelle où les jeunes protestants de Genève commencent une instruction religieuse spéciale et se préparent à faire leur première communion. Il avait seize ans, mais cet âge encore tendre ne l'empêchait pas d'émettre à l'occasion, des idées fort avancées et si peu orthodoxes que son père crut sage de renoncer à la joie qu'il s'était promise de l'initier lui-même, et se décida à l'envoyer chez une sœur de sa femme, Mlle Octavie Bourrit, qui habitait Chêne-Bougeries, un gros village non loin de Genève, et dont le pasteur était renommé pour sa méthode sûre et ses arguments à poigne. Pas moyen de discnter avec le père Segond, et Victor l'ergoteur n'aurait qu'à croire et à se taire.

Dans l'innocence de son âme, M. André Cherbuliez croyait sans doute que les enfants d'une même famille étaient tenus à se ressembler tous plus ou moins : sa femme était une fontaine vive de foi et de charité chrétienne, et comme il n'avait jamais vécu dans l'intimité de sa belle-sœur, l'idée ne lui vint même pas qu'une Bourrit pût nourrir dans son âme de vieille fille des principes subversifs et un esprit de liberté touchant presque à la licence. Il lui confia donc son fils.

« Mon petit, dit Mlle Octavie à Victor dès qu'il fut installé chez elle, nous allons bien nous amuser nous deux. Pour commencer, voici la clef de la maison ; tu iras et viendras comme il te plaira. Peut-on, dis-moi, faire un plus joli cadeau à son neveu que lui donner la clef de la baraque ! C'est bien ton idée, n'est-ce pas?

— Parfaitement, ma tante, répondit Victor.

— De plus, tu me seras précieux ; j'ai mauvaise vue maintenant, et ma demoiselle de compagnie est une pimbêche. C'est la troisième que j'essaie, mais ouist ! elles sont toutes les mêmes ces Genevoises sucrées, elles refusent de me lire les livres qui m'amusent ou bien elles se hérissent, rougissent, pleurent ou peu s'en faut, dès qu'elles rencontrent un passage tant soit peu croustillant, et naturellement cela en ôte tout le charme. Ce n'est pas lu, c'est barboté. Donc, mon petit, c'est toi qui le soir, quand tu ne seras pas disposé à aller courir le guilledou, me liras du parisien.

— Entendu, ma tante. »

C'est dans ces conditions-là que Victor Cherbuliez commença et acheva son instruction religieuse. Il ne profita guère cependant de la grande liberté que lui laissait sa tante, qui était bien la femme la plus originale qu'on pût voir, et dans les premiers livres du futur académicien, j'ai souvent trouvé des réminiscences de cet esprit prime-sautier, vert comme un fruit destiné à devenir savoureux, mais arrêté net dans son essor vers la maturité, par une petite gelée. Un amour contrarié et les froidures d'un célibat qu'elle n'avait jamais consenti à laisser réchauffer par un autre, avaient fait de Mlle Bourrit la tante par excellence pour le neveu qui devait écrire plus tard : le *Comte Kostia*, *Meta Holdenis*, *Paule Méré* et tant d'autres romans à la fois doux et tranchants et toujours pleins d'esprit et d'imprévu.

Le moment vint enfin où Victor, après avoir été duement incorporé dans le troupeau des brebis du Seigneur, dut quitter sa chère tante et rentrer en ville pour y suivre plus commodément les cours de l'Université.

Les années passèrent, et Victor devint un grand jeune homme, un peu gauche, timide, et que nul autour de lui ne comprenait, car il avait un art tout spécial pour voiler ses yeux pleins d'étincelles et tirer sur ses lèvres moqueuses les poils de sa moustache naissante dès qu'il se sentait observé. On ne pouvait que se louer de lui, et il était si sage et si tranquille que sa tante Octavie commença à s'inquiéter sérieusement.

« Mes bons amis, vint elle dire un jour à son beau-frère et à sa sœur, Victor est un ange, ce me semble.

— C'est la vertu même, Dieu soit loué, répondirent le père et la mère.

— Eh bien moi, ça m'ennuie de le voir si parfait, c'est bête et pas naturel. Il faut que ce garçon s'amuse, et il s'amusera, fit Mlle Bourrit, tout en déposant sur la table un petit portefeuille tout rond et pansu. Appelez-le, j'ai à lui parler. »

On allait se récrier et demander une explication à cet étrange discours, lorsque Victor qui avait reconnu la voix de sa tante, entra dans la chambre. D'un bond il fut dans les bras de la vieille demoiselle qui s'était levée et qui du choc perdit son bonnet de blondes.

« Voilà, dit-elle tout en se rajustant, un petit cadeau que je te fais, mon cher neveu. Je n'ai pas gagné cela à la sueur de mon front, c'est vrai, mais si j'avais eu un mari et des mioches je n'aurais pas pu te l'offrir. Ceci est donc le fruit de l'embêtement chronique et continu auquel les circonstances m'ont condamnée. Tu es mon seul intérêt dans ce monde et j'ai économisé pour toi ces petits billets de mille. Tes études ici sont terminées, il te faut maintenant le baptême de Paris; va t'amuser et crois bien que si j'avais vingt ans de moins j'irais à Paris tenir ton petit ménage de bohème.

— Je vois d'ici le ménage », grommela Mme Cherbuliez en haussant les épaules.

Le plan ne fut pas sans rencontrer de sérieuses difficultés, mais enfin Victor Cherbuliez partit pour Paris, où il resta plusieurs années. Seule sa bonne tante fut au fait de la façon dont il y passa son temps car elle paya tout sans compter, les études et les plaisirs.

Enfin l'heure sonna pour lui de rentrer au bercail, ce qu'il fit sans enthousiasme. Son grand-père était mort; M. André Cherbuliez, qui l'avait remplacé, n'eût pas demandé mieux que de céder sa place à Victor, et Mme Cherbuliez, toujours aussi sûre d'elle-même, regardait la chose comme faite, puisqu'elle y donnait son approbation. Mais le débarqué de Paris hésitait, car si Genève a choisi les grands aigles pour ses armoiries, ce n'est certes pas pour inspirer à ses fils le goût des hauteurs inaccessibles. On peut les aller voir, les deux pauvres bêtes emblématiques. Comme elles s'ennuient dans leur cage de fer sur un quai de la ville, au milieu de gens qui ne voient même pas la tristesse de leurs yeux perçants. Victor allait souvent leur faire visite et son cœur se gonflait de noirs pressentiments : c'est ainsi qu'on l'enchaînerait s'il restait dans la maison paternelle.

Tous les jeudis, il allait déjeuner chez sa tante Octavie ; c'était immuable et régulier comme tout ce qui se faisait dans la famille. Mais un jour, pris d'impatience et n'y pouvant tenir, il risqua une verte observation de sa mère, et, il partit de grand matin pour Chêne-Bougerie sous prétexte qu'il avait quelque chose de très important à communiquer à la vieille demoiselle. Ce quelque chose il le palpa et le tâta tout le long de la route, réprimant à grand'peine une folle envie de ralentir le pas et d'y goûter le premier. C'était un livre étrange, fou, extraordinaire; il en avait connu l'auteur à Paris, un mystique et un sensuel, un être compliqué, plein d'audace, un vrai jeune ; ce serait exquis.

« Vous en aurez la primeur, tante Octavie, cria-t-il en jetant le volume sur les genoux de la bonne dame, un peu ébouriffée à cause de cette visite inattendue. Je m'installe chez vous, j'y déjeune, j'y dîne, je ne vous quitte pas que je n'aie mis nos deux têtes à l'envers; on dit que ce livre est renversant. Un peu raide, par exemple.

— Ça va bien, mon neveu, répondit Mlle Bourrit, je te garde et tu me fais grand plaisir, bien que je n'aie guère à te mettre sous la dent ce matin. Tu me liras ton livre. Que je te dise pourtant que j'ai enfin trouvé la pie au nid, l'oiseau rare, tout ce qu'il y a de mieux en fait de dame de compagnie : une grande fille, assez jolie, ma foi, et qui me lit tout ce que je lui mets entre les mains. Je me demande même ce que cela veut dire : est-elle trop bête pour comprendre ou trop cuirassée par l'habitude pour se scandaliser? Je ne sais, mais elle va, elle va, mon cher, sans s'arrêter, sans rougir ni sourire, comme ça jusqu'au bout. Je ne serais pas fâchée qu'elle t'entendît lire un peu, car elle est monotone et manque d'entrain. Enfin, tu verras. »

A l'heure du déjeuner, lorsque Mlle Octavie et son neveu entrèrent dans la salle à manger, ils y trouvèrent la nouvelle demoiselle de compagnie qui arrangeait des feuilles de vigne sur une coupe et y déposait une à une des grappes dorées et de belles pêches roses.

« La voilà, c'est elle, fit Mlle Bourrit qui n'était pas pour les cérémonies. »

Un grand silence suivit cette présentation sommaire, et comme elle se retournait, surprise de ne pas voir son neveu s'avancer pour saluer la jeune femme, sa bonne figure rubiconde s'assombrit soudain et se couvrit d'un léger nuage d'inquiétude. Victor n'avait pas bougé. Il semblait pétrifié et ne quittait pas des yeux la superbe personne qu'on lui montrait ainsi sans crier gare!

Le repas fut plutôt morne : la jeune fille n'était pas loquace naturellement et se sentait d'ailleurs fort empêchée sous le regard ardent de Victor; elle voyait bien aussi que sa maîtresse la regardait de travers et elle ne comprenait pas que sa beauté, qui jusque-là avait passée inaperçue, venait tout à coup de se dresser devant Mlle Bourrit comme un gros danger. Sa surprise se changea bientôt en détresse lorsque, au moment où on passa au salon, elle se vit brusquement fermer la porte au nez par Mlle Octavie qui semblait arrivée au paroxysme de l'agacement.

La vieille dame tomba dans sa bergère et se mit à dénouer les rubans de son bonnet tout en regardant avec des yeux effarés son neveu qui marchait droit sur elle.

« Tante Octavie, lui dit-il sans plus de préambule, je suis amoureux fou de votre demoiselle de compagnie et je l'épouserai. Vous entendez bien, je l'é-pou-se-rai et, de plus, je compte sur vous pour me faciliter la chose. »

La bouche édentée de Mlle Octavie s'ouvrit toute grande, mais pas un mot ne sortit de sa gorge fermée et sèche.

« Enfin, continua Victor, je vous prierai, ma tante, de vous priver des services de cette adorable jeune fille si vous n'avez rien de plus convenable à lui faire faire que la lecture des livres polissons et mauvais que vous aimez. »

Le comique de la situation détendit les nerfs de Mlle Bourrit et son visage reprit l'expression de douce malice qui le caractérisait d'ordinaire. Elle se leva.

« Mon petit, dit-elle en montrant la porte, tu n'es qu'un morveux et tu vas filer, et plus vite que ça. Tu reviendras quand je te ferai appeler, pas avant, c'est compris? » Et elle courut s'enfermer dans sa chambre.

Mais sa rancune fut de courte durée; un mois plus tard et grâce à elle, Victor avait la permission de déclarer sa flamme à la belle demoiselle de compagnie. A vrai dire M. et Mme Cherbuliez avaient mis une condition bien dure à ces fiançailles qui ne les enchantaient guère : la jeune personne devait aller passer deux ans dans un pensionnat de Morges pour y apprendre mille choses qu'elle ignorait et que devait savoir la femme d'un professeur d'Université. Victor, lui, irait à Paris passer ces deux années en plein quartier Latin. Il emporterait en outre des lettres d'introduction pour plusieurs familles amies et pourvues de jolies filles à marier. Pièges et tentations, rien ne devait lui manquer. Mais son cœur tendre et romanesque s'était donné et ne se reprit pas; il passa dans toutes les flammes sans s'y brûler, si ce n'est à la surface peut-être, et au bout des deux années d'épreuves, il revint plus amoureux que jamais chercher sa belle fiancée à l'école et la ramena chez sa tante Octavie.

Mais il n'était pas au bout de ses peines. Dès que les fiançailles furent communiquées aux bons amis de Genève, une campagne s'organisa contre une telle abomination; médisances, coups d'épingles, attaques directes et déguisées, on n'épargna rien pour séparer les deux amoureux. De toute cette boue sortirent trois fleurs : deux cœurs toujours plus épris, et un livre charmant : *Paule Méré*. Quand je compare *Paule Méré* à une fleur, j'ai tort, c'était un coup de fouet et une vengeance, bien qu'il fût délicieux à lire. Toutes les belles dames de la coterie dont les Cherbuliez faisaient partie se cabrèrent; le scandale fut énorme et n'eut pour résultat que de faire avancer la date du mariage.

Mais les dos se tournèrent et les langues ne se calmèrent pas, au contraire; tant et si bien que Victor Cherbuliez, abreuvé d'amertumes, prit un beau jour avec lui sa jolie femme et sa mignonne fillette, et vint à Paris demander pour elles et pour lui une hospitalité qui, on le sait, leur fut accordée large et généreuse.

A. van Amstel.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Comment organiser en France la représentation proportionnelle? par Jean-Paul Laffitte et Jules Domergue (bureaux de la *Réforme économique*).

MM. Jean-Paul Laffitte et Jules Domergue viennent de publier une fort intéressante dissertation sur la question de la représentation proportionnelle, à l'ordre du jour depuis si longtemps. Il y a près de cinquante ans que des polémistes ont exprimé cette pensée que l'opinion d'une minorité peut se répartir de telle sorte qu'il lui est impossible de s'élire un représentant. Nous avons eu des exemples de cette anomalie, tant sous l'Empire qu'au début de la République actuelle, où les représentants de l'opposition ne représentaient qu'une partie de la minorité. Divers moyens ont été proposés pour remédier à ces résultats (1).

(1) On lira, dans la *Revue Bleue* du 23 janvier 1897, l'étude de M. Laffitte sur la *Représentation des minorités*, où sont examinés les différents projets de réforme électorale.

On a songé à un système, en usage en Angleterre depuis 1867, et qui consiste, pour l'électeur, lorsqu'il a à poser trois noms dans l'urne, à pouvoir inscrire trois fois sur son bulletin de vote le nom du même candidat. C'est assez compliqué et ce serait peu pratique en France.

On a parlé, d'autre part, du système du quotient électoral, soumis à l'avis du Parlement d'Angleterre mais qui ne fut pas adopté; MM. Laffitte et Domergue en ont cependant tiré parti dans leur projet.

Enfin, il a été question d'un autre système, préconisant la vote par département et au scrutin de liste. Tout candidat obtenant 20 000 voix serait élu et disposerait d'une voix au Parlement. Tout candidat ayant 40 000 voix disposerait de deux voix, etc.

Comment résoudre la difficulté? Comment faire qu'en vertu du bon sens, de la justice et de l'intérêt public toutes les opinions soient représentées dans une assemblée?

MM. Laffitte et Domergue, après avoir étudié les systèmes électoraux de tous les pays, sont arrivés à cette conclusion que le système suisse est celui qui aurait le plus de chances d'être adopté en France. Ce système est basé sur ce principe qu'il faut diviser le nombre des votants par le nombre des députés à élire pour avoir le chiffre des électeurs qui ont droit d'avoir un représentant.

Partant de là, et moyennant quelques simplifications des formules du système suisse, l'élection des députés français aurait lieu au scrutin de liste, par département, d'après le principe de la représentation proportionnelle.

Chaque liste porterait comme rubrique soit la désignation d'un groupe politique, soit le nom d'un candidat.

Un même candidat pourrait figurer sur plusieurs listes, mais serait tenu d'opter pour l'une d'elles. Chaque électeur aurait le droit de voter : 1° pour une liste: 2° pour autant de candidats qu'il y aurait de députés à élire.

L'électeur donnerait une voix à chacun des candidats dont le nom figurerait sur son bulletin. Le nombre total des bulletins valables, divisé par le nombre des députés à élire, serait le *quotient électoral*. Il serait attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre des bulletins contiendrait de fois le quotient électoral, et les sièges restants seraient attribués aux listes ayant les plus fortes fractions.

Le nombre de sièges auquel chaque liste aurait droit étant ainsi fixé, seraient élus, pour chaque liste, les candidats qui auraient le plus de voix.

En cas d'égalité de suffrages entre deux ou plusieurs candidats d'une même liste, le plus âgé serait élu.

Tel serait le projet de loi de MM. Laffitte et Domergue, qui en expliquent le mécanisme par des exemples hypothétiques. Tout lecteur en concevra comme eux la simplicité; et au milieu de tous les systèmes compliqués, *scientifiques* et inapplicables qui ont été mis en avant, il était juste de tenir pour opportune cette proposition de deux publicistes très expérimentés et très compétents.

L. S. D.

La sculpture à Troyes et dans la Champagne méridionale au XVIe siècle, par RAYMOND KŒCHLIN et J.-J. MARQUET DE VASSELOT (Colin).

Si MM. Kœchlin et Marquet de Vasselot ont choisi la région de Troyes pour y étudier la transition de l'art gothique à l'Italianisme, c'est que nulle part ailleurs, sans doute, on n'en peut observer aussi nettement les moments divers dans leur succession historique et logique : les monuments sont nombreux, bien caractérisés, les documents écrits permettent de fixer dans leur production des dates précises. Une très intéressante école de sculpture, vraiment nationale et locale, s'était constituée à Troyes dès l'époque gothique; elle arrive à sa perfection au commencement du XVIe siècle, — peu de temps, hélas! avant que l'influence Italienne se répandit universellement, destructrice de toute saine et vivante originalité. La sculpture proprement champenoise était remarquable par la soumission de l'artiste au sujet qu'il traitait : tendresse, pitié, mysticité, puissance tragique, les sentiments divers qu'il tâchait de rendre déterminaient seuls le choix de ses moyens d'expression; il ne s'abandonnait pas à de vaine virtuosité, il s'interdisait toute recherche d'oiseuse beauté. L'Italianisme survint. Il s'infiltra d'abord secrètement et manifesta ses premières exigences dans quelques œuvres isolées. Puis il éclata dès que se généralisa l'influence de Dominique Florentin, lequel, de Fontainebleau venant à Troyes, fit la mode et imposa son poncif. Dès lors, l'art Champenois est perdu : à l'observation précise, à l'art sincère et spontané se substitue le type abstrait et généralisé, le type banal de la Renaissance. C'est une triste histoire. Analogue on la retrouvera dans l'art de nos différentes provinces au XVIe siècle, et la démonstration sera bientôt claire de l'action funeste et mortelle qu'eut sur l'art français, sur l'art européen, l'esthétique italienne. Notre sculpture contemporaine en souffre encore; s'en guérira-t-elle?... L'étude de MM. Kœchlin et Marquet de Vasselot est remarquable; elle devra servir de modèle à tous travaux de ce genre. Elle est parfaitement claire, rigoureuse dans ses déductions et fidèle pourtant à la réalité complexe. Elle ne prend pas l'art abstraitement, mais elle le situe avec beaucoup

d'exactitude dans les circonstances diverses, historiques, sociales, géographiques qui les modifièrent. Elle nous fait vivre dans ces ateliers d'imagiers où se maintenait la préoccupation de l'art au milieu des guerres. De très nombreuses illustrations, dues presque toutes aux clichés des auteurs, y servent d'utiles témoignages et cet ouvrage, en même temps qu'il est une belle contribution à l'histoire de l'art, vaut par de péremptoires conclusions qui intéressent l'esthétique générale.

L'allée des Saules, par Jean-Marie Mestrallet (Société libre d'Édition des Gens de Lettres).

L'auteur de ces poésies s'est préoccupé surtout, je crois, de trouver des rythmes nouveaux, des strophes ingénieuses, des agencements difficiles de mètres variés. Il y a réussi. Quelques-unes de ses trouvailles sont heureuses. Mais, réduite à cela, pourtant, la poésie n'est plus vraiment qu'un jeu puéril. La première strophe du poème va bien : on peut croire que la pensée a pris cette forme, comme spontanément, et qu'elle l'exigeait et que c'est par un rare bonheur qu'elle l'a rencontrée. A la seconde strophe, le truc s'aperçoit; à la troisième il est déjà par trop manifeste que c'est la pensée qui s'est adaptée à la forme imposée d'abord; à la quatrième, généralement, il n'y a plus de pensée du tout, mais seulement des mots qui sont là pour tenir de la place, une place déterminée, pas commode à remplir exactement : on a les choisis à dessein. Je sais bien que ce reproche ne s'adresse pas seulement à M. Mestrallet, mais encore à de bien plus grands poètes que lui. Ces vers de neuf pieds (3+3+3), pourtant, sont très particulièrement mauvais :

Je revis des moments d'agonie,
Et je veux m'en repaître à mourir,
Prolonger la torture infinie,
Et souffrir, et souffrir, et souffrir.

Mais il serait injuste de ne se borner à cette citation. Les strophes de *l'Allée des Saules* sont souvent gracieuses et j'aimerais citer entièrement, comme une charmante petite chose, ce poème des « Airs épars », qui commence ainsi :

L'heure est douce indiciblement.
Laissons couler l'heure douce,
En un vague et lent bercement
Où le rêve errant nous pousse.

En Égypte, par Jacques du Tillet (Schleicher.)

Ces notes de voyage, les lecteurs de la *Revue Bleue* savent déjà combien elles sont charmantes de simplicité, de bonne humeur et d'élégance sans apprêts. On inaugurait la statue de Ferdinand de Lesseps; Jacques du Tillet voulut assister à cette fête, il en profita pour faire une petite tournée et remonta le Nil. Au retour, il rédigea ses souvenirs, — pour lui-même, d'abord, dit-il, et pour ceux qui firent avec lui le voyage : les autres aussi se plairont à son récit. Certes, il ne se donne pas l'air d'un explorateur, et ne prétend pas nous révéler des terres inouïes, et ne tâche pas de nous en faire accroire. Tout simplement il note en passant ses impressions, sans les exagérer, sans se mystifier lui-même, — et nous aimons, n'est-ce pas? un voyageur qui veut bien avouer en contemplant le Pezzo Reggio : « La côte italienne, si elle est jolie, n'est que cela. » Non qu'il débine par principe non plus; ses admirations sont aussi franches que ses déceptions et pour décrire le Sahn-el-Ghâmi d'une mosquée du Caire il s'applique délicatement à donner aux mots, variés, colorés, toute leur force d'expression... Mais il ne veut pas être dupe et s'abandonner à ces vains enthousiasmes qui ne sont peut-être pas sincères très longtemps. Et par exemple, il se défie de la littérature; s'il longe la Sicile et s'émerveille du paysage, il se demande bientôt si des sonnets de Hérédia, vite évoqués dans son souvenir, ne se mêlent pas, complices, au spectacle qui l'enchante. Les Pyramides ne l'intéressent presque pas parce qu'il voit d'ici les développements connus auxquels vont donner lieu ces trop célèbres « curiosités ». Et cette petite fille du Caire, d'une souplesse animale qui, sous sa robe bleu-d'Égypte aux manches flottantes comme deux ailes, lui semblait exquise et merveilleuse parce qu'elle ressemblait aux figurines, vieilles de cinq mille ans, qu'on voit au tombeau de Ti, — voyons, songe-t-il, ne nous montons pas la tête : « ressemble-t-elle tant aux courtisanes sacrées qui dansaient devant Ti?... » Ce petit volume est charmant...

La nuit de Zumarraga, par Laurent de Rillé (Ollendorff.)

... Ils furent obligés de passer la nuit à Zumarraga (Espagne), parce qu'ils avaient manqué la correspondance de l'express. Pas d'auberge, pas de lits. Alors, ils charmèrent leurs loisirs forcés en se racontant des histoires. Firent-ils pas mieux que de se plaindre? La pioche d'argent : un ouvrier mineur, Hubert, aimait une jeune fille; mais le père ne la lui veut, hélas! accorder qu'à de difficiles conditions. Heureusement, un mystérieux vieillard donne au jeune homme une pioche d'argent qui lui servira de précieux talisman, — et les amoureux s'épouseront. Ivan le brave veille, la nuit, une sorcière qu'il a tuée; il échappe, après mille péripéties, à toutes les embûches des génies malfaisants. Le cigare : don Cleto se désespère lorsque se marie la belle qu'il aimait; une bonne fée qu'il avait naguère sauvée lui fait don d'un cigare magique, et désormais la vie de don Cleto s'écoule, comme dans un rêve, dans le

nuage de fumée du cigare : Hamreh : c'est l'histoire de ce porte-faix géant qui renverse des portes et des tours d'airain et pourtant ne peut soulever de terre un simple petit sac de soie rose qui contient... un caprice de femme, etc., etc. Ce volume n'est pas ennuyeux, mais voilà tout. Je le signale pourtant avec plaisir, parce qu'il marque avec quelques autres un heureux renouveau de la littérature d'imagination. Il se pourrait que la publication qui se fait à présent des *Mille et une Nuits* dont le succès est grand eût une salutaire influence sur les écrivains d'aujourd'hui.

ANDRÉ BEAUNIER.

Memento. — Chez Calmann-Lévy, *les Amies de nos amis*, par Richard O'Monroy, de petites histoires puérilement polissonnes. — Chez Plon, *Reine-Bicyclette*, par Georges Mareschal de Bièvre, roman où l'on voit finalement un duel à la bicyclette. — Chez Plon, *Madame Tartarin*, par Henriette Bezançon, petit roman, rapide et gai, gentil.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — Le mois dernier s'est éteint dans le silence un homme dont le nom fut mêlé aux plus orageuses polémiques de l'ère bismarckienne : la mort du Dr Falk a dû rappeler aux catholiques d'outre-Rhin les plus mauvaises heures du *Kulturkampf*.

Lorsque, en 1872, le conflit, d'ailleurs inévitable, éclata entre la société laïque et le monde ecclésiastique, entre les droits de l'État et les prétentions de l'Église romaine, Bismarck fit de Falk son ministre des Cultes. Falk était de ces hommes à l'âme souple, plus adroits qu'audacieux, mais qui, soutenus par une force qu'ils sentent supérieure, vont sans peine à toutes les violences : à maintes reprises, il s'immisça sans grand scrupule dans le domaine purement religieux et, au dire même des adversaires de l'ultramontanisme, son attitude manqua souvent d'élégance. Le résultat de cette lutte, parfois bien mesquine, contre le pouvoir ecclésiastique catholique, fut d'ailleurs tout autre que celui qu'on en attendait.

Falk créa, il est vrai, les *Simultanschulen* (écoles mixtes) qui sont demeurées et d'où toute distinction confessionnelle est soigneusement proscrite, mais des prêtres et des évêques il fit des « martyrs » et il valut ainsi aux ministres du culte catholique une recrudescence de sympathie.

Les catholiques allemands s'étant, pour résister aux mesures qu'ils considéraient comme tyranniques, organisés en parti politique, et le Centre étant devenu une des fractions les plus puissantes du Reichstag, Windthorst put se montrer exigeant quand Bismarck lui demanda son appui dans la lutte qu'il allait entreprendre contre les libéraux et les socialistes. « Donnant, donnant », répondit le leader catholique et il exigea le renvoi de Falk.

Et Bismarck voulut bien ne point se montrer trop ingrat à l'égard de celui qui avait été une de ses créatures les plus dévouées : le Dr Falk fut nommé à un poste éminent dans la magistrature, poste qu'il occupa jusqu'au moment de sa mort.

De la *Revue Suisse*, sous la signature de son correspondant allemand :

« Il faut noter la satisfaction que l'Exposition de Paris cause partout en Allemagne. On y va en foule. On en revient enchanté. Depuis trente ans, les Allemands avaient un peu perdu le contact direct avec la France et sa capitale. Beaucoup ne connaissaient l'une et l'autre que par ouï-dire. Prenant au grand tragique les luttes intérieures retentissantes pour lesquelles l'Europe entière se passionne, ils croyaient la république voisine perpétuellement troublée. Et ils rentrent charmés de l'ordre, de l'aménité, de la bonne humeur qu'ils ont trouvés partout à Paris. Ils sont fiers aussi de la très grande place que l'industrie et les arts allemands tiennent à l'Exposition universelle, et des témoignages que les Français eux-mêmes en donnent sans réserve... Je crois que ces circonstances contribueront puissamment à rapprocher les deux peuples et que 1900 aura plus fait dans ce sens que de nombreuses années précédentes. »

Ils prennent « au grand tragique » nos discordes intérieures ! Nous savions cette naïveté, mais l'aveu est à retenir... Tant il est vrai que, quoi qu'on en dise, les Français ne sont pas seuls à mal connaître l'étranger...

Russie. — C'est une bien édifiante enquête que celle dont les *Bisjevia-Viedomosti* publiaient tout dernièrement le résultat.

On sait que, dans le but d'enrayer les effrayants ravages de l'alcoolisme parmi les moujicks, le gouvernement russe a décrété, il n'y a pas très longtemps, une importante réforme dans le régime des boissons : l'État a pris à son compte le dépôt et la vente des spiritueux. Toutefois, on a voulu d'abord expérimenter la nouvelle législation et celle-ci est loin encore d'être en vigueur par tout l'empire. Or, le journal moscovite *Bisjevia-Viedomosti* a eu l'idée de demander à ses lecteurs des provinces où le nouveau régime n'est point encore appliqué, leur avis sur l'opportunité de l'établissement chez eux de la réforme en question.

Les réponses obtenues constituent le plus terrible réquisitoire contre la faiblesse du gouvernement qui hésite à étendre la nouvelle législation. Le père, dans la plupart des familles du centre de l'empire, n'est plus seul à s'enivrer presque quotidiennement : la mère et les enfants suivent son exemple et, pour pouvoir se régaler de vodka, les petits volent les parents. On cite des villages qui, certains jours de fête, laissent jusqu'à huit cents roubles chez le cabaretier, — car les fêtes religieuses sont l'occasion d'invraisemblables beuveries.

L'État, qui tire le plus clair de ses revenus de la vente des spiritueux, ne se résigne pas facilement à proscrire le débitant. Et il aurait plutôt une tendance à pousser à la consommation là où il vend lui-même, par l'entremise d'un employé. Une jeune fille dévouée aux vrais intérêts de la classe pauvre ayant obtenu un dépôt de spiritueux, fut bientôt vivement réprimandée par l'autorité pour avoir réussi à convertir à plus de sobriété une notable partie de sa clientèle ; on lui fit entendre qu'elle avait à vendre de l'alcool et non pas à combattre l'alcoolisme : il ne lui restait qu'à s'en aller.

G. CHOISY.

UNE COLONIE DE VACANCES

Le congrès d'assistance publique et de bienfaisance privée, réuni tout dernièrement au palais de l'Economie sociale, s'est longuement intéressé à l'enfant, — à l'enfant à sa naissance, à l'enfant malade, à l'enfant abandonné, à l'enfant coupable, à l'enfant en apprentissage... Dans ce programme déjà très chargé, « l'enfant en vacances » fut oublié. Il est cependant bien touchant, le sort du petit faubourien pauvre pendant les chaleurs estivales !

S'il a encore sa « maman » et que celle-ci ne soit point obligée par son travail d'abandonner le foyer, le petit écolier passe la journée auprès d'elle. Mais la mansarde est étroite et les ébats y sont impossibles où l'enfant éprouve un si impérieux besoin de se dépenser sans contrainte. Il lui reste la cour humide et triste de l'immeuble... ou la rue où les pires dangers le guettent. La situation est plus déplorable encore, quand le père et la mère travaillent tous deux au dehors.

Un homme de bien, M. Cordier, fonda, il est vrai, les « colonies scolaires », mais seuls y sont admis les enfants des écoles communales.

La bienfaisance privée s'est occupée des autres. M. et Mme Lorriaux ont créé (1882) *l'Œuvre des Trois Semaines* et Mme Edmond de Pressensé celle des *Colonies de Vacances* (1883).

Cette dernière œuvre abrita d'abord ses protégés dans une petite ferme des environs de Nogent-sur-Vernisson (Loiret). Mais, dès 1885, la ferme des Bézards était devenue trop étroite et l'on essaya de placer les enfants par groupes dans des familles de l'endroit. Celles-ci furent soigneusement choisies parmi les plus honorables — et l'on s'est, depuis, tenu à un système qui n'a cessé de donner les résultats à tous points de vue les plus satisfaisants.

On a reproché à ce régime la trop grande liberté qu'il garantirait à l'enfant. L'objection est facile à réfuter. Et puis, au contact du vrai paysan, au moins aussi soucieux de moralité que l'ouvrier des villes, le petit Parisien ne reçoit-il pas la meilleure, la plus claire, la plus éloquente leçon de choses qui se puisse concevoir ?

Il entrevoit un autre moyen de gagner sa vie, aussi honorable et plus sain que d'aller à l'atelier. L'enfant est vite habitué au milieu nouveau, il est rapidement chez lui où qu'on le place. Le nombre est grand des petits Parisiens qui continuent à correspondre avec leurs nourriciers de l'été, qui redemandent le placement pour l'année suivante dans les mêmes maisons. Voilà donc un avantage moral que l'on n'obtiendrait pas avec le casernement dans un collège provincial, sous la férule.

Quant aux avantages d'ordre matériel, la mairie de Clichy envoie chaque année des enfants très pauvres choisis parmi les plus débiles. Ces enfants sont, au départ, examinés par le médecin des écoles qui les pèse et les mensure avec une rigoureuse exactitude et voici les chiffres des deux dernières années :

1898.

82 enfants.

Augmentation moyenne du poids :	garçons. . .	1k440
— —	filles	2k050
Augmentation de périm. thoracique :	garçons.	1c 1/2
— —	filles . .	1c 1/2
Augmentation de la taille :	garçons.	4cm 1/2
— —	filles	5cm 1/2

1899.

89 enfants.

Augmentation moyenne de poids :	garçons. . .	1k380
— —	filles	1k950
Augmentation du périm. thoracique :	garçons.	1c 1/2
— —	filles . .	1c 3/4
Augmentation de la taille :	garçons.	5cm
— —	filles	5cm

Les enfants sont nombreux auxquels un séjour à la campagne a sauvé la vie ; l'œuvre n'admet que des enfants anémiés par le séjour continu dans un logement malsain et par la nourriture insuffisante, ou des enfants qu'une hérédité fâcheuse voue au rachitisme, mais elle élimine avec soin les enfants malades.

Pendant la période de dix-huit ans qui s'est écoulée depuis sa fondation, l'Œuvre a envoyé à la campagne 5 482 colons. Le chiffre des décès a été de *trois*.

C'est grâce aux précautions prises au moment de l'admission, aussi bien qu'à la salubrité du pays que l'Œuvre a pu éviter les épidémies de maladies infantiles.

Les frais médicaux se sont élevés (pharmacie comprise) :

En 1898 à 157 fr. 25 pour 800 colons
— 1899 à 150 fr. » — 1 103 —

N'est-ce pas sur ces chiffres que nous devrions terminer ?

Il est cependant un autre résultat qui nous tient au cœur parce qu'il n'a pas été prévu par la fondatrice : c'est l'influence moralisatrice que le placement de l'enfant exerce sur les parents. L'enfant pauvre a un premier mois de vacances payé par un bienfaiteur ou accordé par le comité de l'Œuvre, à mesure qu'il voit approcher le terme de son séjour, l'enfant écrit des lettres pressantes : « Si tu pouvais me laisser un mois de plus, les prunes ou les poires ne sont pas mûres, va demander une prolongation. » Cette prolongation on l'accorde quand l'enfant a besoin d'un supplément de vacances et quand le budget le permet, mais les budgets d'Œuvres ne sont pas toujours bien équilibrés ; les parents comprennent ces choses et il arrive que spontanément ils offrent tout ou partie du mois supplémentaire. De l'amour du Parisien pour ses enfants on n'avait jamais douté, de son goût de l'épargne ?... les marchands de vin sont si nombreux et l'habitude de l'apéritif est si commune.

Ce beau résultat, dû entièrement à l'initiative privée, ne mérite-t-il pas d'être encouragé par tous les amis des enfants. Les places vides sont nombreuses, les demandes d'admission le sont également.

L'Œuvre des colonies de vacances admet les enfants de *toutes les croyances* et de toutes *les nationalités*.

Les dons peuvent être envoyés à Mlle ALICE DELASSAUX, *directrice-trésorière, 2, cité Guillard, rue Blanche, Paris, qui se tient à la disposition des bienfaiteurs et des parents le mercredi et le jeudi, de 2 heures à 5 heures.*

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39709. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

Il s'est produit à la suite de la liquidation de fin juillet, qui a été remarquablement aisée, une amélioration générale de cours, que n'ont pu contrecarrer les nouvelles peu favorables de Chine ni les attentats anarchistes, ni les grèves.

Le mouvement s'est d'ailleurs arrêté dès lundi. Les réalisations ont commencé à provoquer un certain recul des cours, et les transactions sont devenues moins actives. Il reste toutefois, d'une semaine à l'autre, des avances assez sensibles.

***

Les rentes françaises ont été assez recherchées, le 3 p. 100 de 100,12 à 100,20, le 3 1/2 de 101,70 à 101,85. Les progrès ont été surtout marqués au comptant où les deux fonds, partis de 100 à 101,45, ont atteint le même niveau que le terme.

L'Extérieure a eu des velléités de franchir le cours de 72, mais le retour à 71,85 a été chaque fois très rapide. On discute sans fin, à Madrid et à Paris, les termes de l'arrangement. Pour le public, une chose est très claire, c'est que, si l'arrangement devient définitif, l'intérêt de l'Extérieure sera ramené de 4 à 3 1/2 p. 100, et ce seul fait refroidit les acheteurs en dépit de tous les raisonnements sur la compensation qu'offre la transformation de la rente perpétuelle en rente amortissable.

Les Chemins espagnols ont obtenu une plus-value assez sensible malgré le maintien du taux élevé du change.

Les Andalous ont passé de 252 à 275, le Nord de l'Espagne de 180 à 186, le Saragosse de 266 à 277.

L'Italien a dépassé 92 francs pour revenir à 91,85, le Brésilien a valu de 65,10 à 65,40, puis de 65,40 à 65,10. Les Fonds russes et ottomans ne se sont que médiocrement relevés.

***

Hausse du Rio-Tinto de 1 406 à 1 442, de la Sosnowice de 2 470 à 2 520, de la Thomson-Houston de 1 315 à 1 355, du Suez de 3 448 à 3 472, du Nord de 2 287 à 2 320, de l'Orléans de 1 701 à 1 740.

Ce sont là de fortes améliorations. A citer encore la reprise du Métropolitain de 454 à 478, de la Traction de 219 à 229, de la Compagnie Générale française de 945 à 975, des Tramways Sud de 360 à 375, de l'Est Parisien de 537 à 540, du Crédit Lyonnais de 1 041 à 1 060, de la Banque de Paris de 1 030 à 1 050.

***

La nouvelle de quelques succès, bien peu décisifs encore, des Anglais au Transvaal, a suffi pour porter la Rand Mines de 1 006 à 1 030, la Goldfields de 191 à 197, l'East Rand de 187 à 194, la Village de 213 à 225, la Robinson de 229 à 239.

Mais la hausse a été faite surtout à Paris, samedi et lundi, quand le Stock Exchange était fermé. Mais la spéculation anglaise n'a pas ratifié ce mouvement. Dès mardi les cours ont reculé.

100 000 actions nouvelles de 500 francs, numéros 200001 à 300000, du Comptoir national d'Escompte de Paris, ont été admises aux négociations de la Bourse, savoir : les actions libérées, au comptant et à terme, et les actions non libérées, au comptant seulement.

Ces titres sont inscrits à la première partie du bulletin de la cote, les actions libérées sous la même rubrique que les actions anciennes et les actions libérées du quart sous une rubrique distincte.

L'Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères avait été sollicitée par plusieurs de ses adhérents de s'occuper des fonds dominicains et elle eut, à ce sujet, plusieurs conférences avec les délégués de l'Association pour la défense des détenteurs de fonds publics d'Anvers.

A la suite de ces conférences, elle s'adressa au consul de France à Saint-Domingue, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, en vue de sauvegarder les droits des porteurs français dans la mesure du possible.

L'Association, à la suite de ces entrevues et de ces démarches, serait disposée à constituer un comité de défense, si la formation de ce comité est désirée par un nombre suffisant d'intéressés.

***

En plus de la construction et de l'exploitation des tramways à traction électrique ou autre, la Compagnie générale de traction a pour objectif toutes les industries ayant pour but la production ou l'utilisation de l'énergie électrique.

Pour l'exercice 1899, le chiffre des bénéfices nets a été de 8 millions, sur lesquels 3 781 400 francs ont été employés à des amortissements divers. Tous les prélèvements statutaires effectués, le dividende distribué aux 200 000 actions a été de 15 francs par titre. Depuis, le capital a été augmenté, et 100 000 actions nouvelles ont été créées. En évaluant le chiffre des bénéfices pour 1900 à la même somme qu'en 1899, et en mettant à la réserve 2 millions, chiffre plus que suffisant, la somme restant à distribuer permettrait de donner un dividende de 15 francs à chacune des actions actuelles.

Quant au portefeuille-titres, porté au dernier bilan pour 28 660 400 francs, les évaluations ont été faites au prix d'achat initial, inférieur aux prix d'émission ; une certaine partie des titres a été réalisée avec bénéfice.

***

Le stock visible du cuivre au 1er août 1900 est de 28 913 livres sterling contre 28 044 au 16 juillet dernier.

Il s'est donc augmenté de 869 tonnes, ce qui réduit à 350 tonnes la diminution du stock pour le mois entier.

La tendance ferme qui domine depuis le mois de juin s'est non seulement maintenue, mais s'est encore accentuée depuis quelques jours et le prix du métal a gagné 1 livre 1/2 à 74. Les avis d'Amérique restent très favorables et la consommation européenne continue à acheter.

***

Le rendement des impôts en France pendant le mois de juillet est en augmentation de 17 324 000 francs sur les évaluations budgétaires, ce qui fait une différence de 14 632 400 francs, en faveur de l'année 1900 sur les résultats correspondants de l'année 1899. Les augmentations de recettes proviennent surtout des contributions indirectes, des sucres et de l'enregistrement.

REVUE BLEUE

Les numéros antérieurs au 1er janvier 1899 sont vendus 1 franc.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

PARIS A LONDRES

Via Rouen, Dieppe et Newhaven, par la gare Saint-Lazare

Services rapides de jour et de nuit tous les jours (Dimanches et Fêtes compris) et toute l'année.

Trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classes seulement).

GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours. — 1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 francs ; [3e c]lasse : 23 fr. 25

Billets d'aller et retour valables pendant un mois. — 1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; [3e c]lasse : 41 fr. 50.

Départs de Paris Saint-Lazare : 10 heures matin. — Arrivées à Londres, London-Bridge : [7 h]. 5 soir ; Londres, Victoria : 7 h. 5 soir.

Départs de Paris Saint-Lazare : 9 heures soir. — Arrivées à Londres, London-Bridge : [7 h]. 40 matin ; Londres, Victoria : 7 h. 50.

Départs de Londres, London-Bridge : 10 heures matin ; Londres, Victoria : 10 heures matin. Arrivées à Paris Saint-Lazare : 6 h. 55 soir.

Départs de Londres, London-Bridge : 9 heures soir ; Londres, Victoria : 8 h. 50 soir. — Arrivées [P]aris Saint-Lazare : 7 h. 15 matin.

Des voitures à couloir et à compartiments (w.-c. et toilette) sont mises en service dans les trains [de] marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux [peu]vent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie, des petits guides indicateurs [du] service de Paris à Londres.

EXPOSITION UNIVERSELLE

Augmentation de la durée de validité des Billets d'aller et retour.

Pendant l'Exposition Universelle, la durée de validité des billets d'aller et retour ordinaires [(gr]andes lignes), délivrés, sur Paris, par toutes les gares du réseau situées à 100 kilomètres au [moi]ns de Paris sera doublée.

En conséquence la durée de ces billets sera de :

[4] jours pour les parcours de 100 à 125 kilomètres ; 6 jours pour les parcours de 126 à 250 kilomètres ; 8 jours pour les parcours de 251 à 400 kilomètres ; 10 jours pour les parcours de 401 à [500] kilomètres ; 12 jours pour les parcours de 501 à 600 kilomètres ; 14 jours pour les parcours [au-d]essus de 600 kilomètres.

[C]ette durée de validité exceptionnelle pourra être prolongée deux fois, de moitié, moyennant [p]aiement, pour chaque prolongation, d'un supplément égal à 70 p. 100 du prix du billet.

Délivrance, aux Exposants résidant en Province, des cartes d'abonnement comportant 50 p. 100 sur les prix des abonnements ordinaires.

[D]ans le but de faciliter aux Exposants résidant à 50 kilomètres au moins de Paris les déplacements qu'ils auront à effectuer pour se rendre à l'Exposition, la Compagnie des Chemins de fer [de l']Ouest met à leur disposition, pendant toute la durée de l'Exposition, des cartes d'abonnement de toutes classes, valables 3 mois ou 6 mois et comportant une réduction de 50 p. 100 sur [les] prix des abonnements ordinaires.

[Ce]s cartes seront délivrées aux intéressés sur la production de leur carte d'exposant, pour [le tr]ajet, par l'itinéraire direct, entre la gare desservant leur domicile commercial et Paris.

[L]a date extrême de validité de ces abonnements est fixée au 15 novembre.

[L]es cartes de six mois souscrites, soit à partir du 1er mai, soit à partir du 1er juin, expireront [égal]ement le 15 novembre.

N° 7. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14 18 Août 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 7

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois	Un an	Avec la Revue Scientifique	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 7. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 18 AOUT 1900.

LA GENÈSE D'UN ROMAN DE BALZAC

— LES PAYSANS —

Lettres et fragments inédits.

PREMIÈRE PARTIE.

Les Paysans sont peut-être le chef-d'œuvre le plus extraordinaire de tous ceux qu'écrivit Balzac. Parmi tant de productions supérieures, aucune n'a mieux fait voir les véritables rapports qui existaient en France, dès 1844, entre les diverses classes de la société, et, en particulier, la situation réelle des grands propriétaires terriens. Toutes les causes du terrible malaise qui, depuis un siècle, ronge l'état social français, tel qu'il s'est constitué après la Révolution de 1793, y sont présentées, analysées, jugées, et même *pressenties dans leurs conséquences*, avec une sagacité, une profondeur, une clairvoyance, qui font aujourd'hui plus que jamais des *Paysans* un ouvrage d'actualité.

Ce qui rend cette perspicacité plus surprenante encore, c'est qu'elle s'exerce à propos de milieux que Balzac eut fort peu l'occasion d'étudier de près. En effet, sa jeunesse laborieuse, ses années de misère à Paris, puis, la célébrité conquise, ses voyages répétés, suivis de ses énormes travaux exécutés presque constamment dans la capitale, ne lui fournirent que bien rarement la possibilité d'observer réellement les paysans. Tout au plus pût-il le faire avec quelque suite pendant ses séjours à Saché, chez M. de Margonne, ou bien à Frapesle, chez Mme Zulma Carraud.

Dans un court opuscule intitulé : *Balzac propriétaire*, Champfleury prétend que le maître put surtout en 1837 et 1838, lors des diverses acquisitions de terrains faites par lui en vue de son installation aux Jardies, étudier sérieusement le caractère, la nature et les mœurs de la population des campagnes. Si le fait est exact, — et il n'est aucunement invraisemblable, — nul doute que les villageois, ses voisins, lui servirent de modèles sans le savoir, et lui fournirent les éléments des principaux types rassemblés dans *les Paysans*, car c'est effectivement en 1838 que Balzac prit complètement possession de sa bizarre demeure hors de Paris. Il ne l'abandonna définitivement qu'en 1840, après de longues séries d'ennuis et de difficultés de tous genres.

Il résulterait de cette hypothèse que Balzac aurait surtout dépeint dans cette scène de la vie de campagne la race des paysans de la banlieue parisienne, plus madrée, plus rusée encore, s'il est possible, que celle des provinces. Cela fait comprendre pourquoi *les Paysans*, lors de leur première apparition en 1844, purent faire taxer l'auteur d'exagération dans ses peintures rurales. En lisant aujourd'hui son œuvre, personne ne songerait, pensons-nous, à lui adresser encore ce reproche !

Il ne faut pas croire cependant que le tableau des luttes et des misères qu'engendrent pour les possesseurs du sol toutes les duplicités humaines, réunies et pratiquées contre eux par ceux-là même qui devraient être leurs alliés naturels, que cette maîtresse page de *la Comédie humaine* n'eût pas, plusieurs années avant l'installation de l'écrivain aux Jardies, hanté déjà sa pensée.

Sans entrer dans tous les détails des innombrables modifications et transformations par lesquelles pas-

sèrent le sujet primitif et les premières rédactions de *Qui terre a, guerre a*, qui devint *les Paysans* tels qu'ils sont aujourd'hui, c'est-à-dire l'épopée en prose de la malfaisance campagnarde, nous allons passer en revue les principales étapes littéraires de cette merveilleuse étude, si justement célèbre.

Toutefois, rappelons avant tout, que la dédicace des *Paysans*, adressée à M. Gavault, et imprimée pour la première fois dans *la Presse* du 3 décembre 1844, renferme textuellement cette phrase : « J'ai, pendant huit ans, cent fois quitté, cent fois repris ce livre, le plus considérable de ceux que j'ai résolu d'écrire. » Or ces huit années nous ramènent exactement à 1837, c'est-à-dire au moment précis des préliminaires de l'emménagement de l'auteur aux Jardies. C'est donc fort probablement aux Jardies que le développement du sujet projeté d'abord par Balzac commença dans son esprit, au point de devenir un jour, ainsi qu'il vient de le dire lui-même, celui de l'ouvrage le plus considérable de ceux qu'il avait résolu d'écrire.

Toutefois, le premier jet, la première version inconnue du début de cette œuvre, porte un titre tout autre : *le Grand Propriétaire*, et, si nos suppositions, basées sur différents indices sont exactes, il doit dater de l'année 1835.

Par bonheur, presque rien n'a disparu de ce précieux texte inédit, où tout diffère de l'admirable étude publiée plus tard. Les personnages, les circonstances, les noms même, rien n'est pareil dans les deux récits, sauf la dénomination de la Ville-aux-Fayes donnée, dans l'un et dans l'autre, à l'ennemie du château.

Néanmoins, de même que pour deux des versions inédites d'un autre de ses romans inconnus : *le Prêtre catholique*, Balzac a malheureusement supprimé la première page du *Grand Propriétaire*. Il dut certainement l'intercaler ailleurs dans l'ouvrage, car, grâce à quelques lignes annulées aussi par lui au commencement de la deuxième page du manuscrit, et retrouvées en partie dans les derniers chapitres des *Paysans*, nous avons heureusement pu, sinon reconstituer ce premier feuillet, du moins rétablir un début logique en tête de ceux conservés par l'auteur.

C'est donc par la citation de cet important fragment, mis au jour ici pour la première fois, que nous allons commencer notre voyage d'exploration à travers le dédale presque inextricable des épaves des *Paysans*.

Le Grand Propriétaire.

Le nom de la Ville-aux-Fayes, quoique bizarre, s'explique facilement par la corruption de ce nom — (en basse latinité, *Villa in fago*, le manoir dans les bois).

Ce nom dit assez que jadis le pays était couvert d'une forêt, et qu'un Franc auquel il échut y bâtit son manoir dans une île, au beau milieu du pont, place essentiellement seigneuriale et commode pour percevoir les droits de péage, veiller aux moulins où les gens du pays devaient faire moudre leurs grains, et qui, de plus, avait l'avantage de présenter d'indestructibles fortifications naturelles.

A son autre extrémité, ce pont aboutissait à la pointe d'un delta formé par les bras de la rivière nommée l'Arneuse.

Telle est l'histoire des commencements de la Ville-aux-Fayes. Partout où s'est établie une domination féodale ou religieuse, elle a engendré des intérêts, des habitants, et plus tard des villes, quand les localités se trouvaient en position d'attirer, de développer ou de fonder des industries. Ainsi fit la Ville-aux-Fayes, qui ne comptait pas six cents habitants à la fin du seizième siècle.

Le château, la forêt et les domaines qui en dépendaient avaient nom l'Ars, et fut le berceau d'une noble famille qui donna, sous François Ier, un compagnon à Bayard, le fameux Louis d'Ars, dont il est question dans l'histoire du Chevalier sans peur et sans reproche. Louis d'Ars était un cadet de la famille. L'Ars tomba, sous Henri III, aux mains de M. d'O, qui fit bâtir, moyennant un million d'écus de ce temps, le château actuel, l'un des plus beaux de la Touraine et du Berry.

Par suite d'une alliance, le terre d'Ars était restée dans la famille de Grandlieu, depuis le ministère du cardinal de Richelieu.

Les financiers d'autrefois avaient la noble émulation de rivaliser avec les plus grands seigneurs, et le signe de la puissance était toujours l'érection d'un monument où éclatait le faste d'une générosité sarrasine. Dans le siècle qui précède celui où M. d'O tint les rênes de la finance, des banquiers allemands, les Fugger, ayant donné à dîner à Charles-Quint, allumèrent le feu, en rentrant dans leur salle, avec les titres d'une somme énorme que leur devait l'Empereur. Charles-Quint les créa princes de Babenhausen, et il en existe encore une branche italienne dans l'*Almanach de Gotha*.

Bohier, général des finances, avait commencé Chenonceaux, qui passa dans les mains de trois personnes royales sans être encore achevé, tant était grandiose le plan du financier. Semblançay avait bâti Azay-le-Rideau. Deux millions seraient aujourd'hui nécessaires pour achever à Chenonceaux et à Azay-le-Rideau l'aile qui manque à l'un et à l'autre château.

Cette glorieuse finance, qui avait le sentiment des arts, ordonnait les fresques, commandait des châteaux, aidait à bâtir les cathédrales, n'existe plus, et nul premier ministre ne bâtira, comme le Cardinal, une ville tout entière tirée au cordeau, dont il s'inquiètera si peu qu'il n'en verra que les plans.

Une pensée magnifique vint à M. d'O, l'inventeur des pots-de-vin. Il prit sous sa protection un élève de Jean Goujon, à la fois sculpteur et architecte, ainsi qu'il arrivait souvent à cette époque. Il lui demanda de faire un chef-d'œuvre, et il l'envoya dans l'île d'Ars avec des pouvoirs illimités sur ses généraux de Touraine, du Berry et du Poitou.

Le château d'Ars n'est qu'à seize lieues de Tours, où, comme chacun sait, la Cour paraissait devoir se fixer, et où elle allait chaque année en ces temps de discordes et de guerres civiles.

La pensée de Catherine de Médicis, conforme à celle de Louis XI, était d'établir dans ce beau pays la capitale du royaume, et Louis XIV qui, dit-on, fidèle à cette pensée, voulut bâtir Versailles à Mont-Louis, rompit à jamais ce projet en laissant Versailles à Versailles.

La Touraine a dû sa splendeur à cette idée, qui fit bâtir Amboise, le Plessis, Chenonceaux, Azay, Richelieu, Valençay, Montbazon, Blois, la cathédrale de Bourges, Ars, Ussé, Chaumont, Chambord, Chanteloup, enfin toutes les splendeurs de ce beau pays, appuyé sur la Bretagne et la Vendée, protégé par la Loire, que Charlemagne avait voulu rendre accessible aux voiliers jusqu'à Tours.

Si Louis XIV avait écouté Vauban et bâti sa royale demeure à Mont-Louis, haute colline aux pieds de laquelle passent la Loire et le Cher, peut-être Louis XVI aurait-il été tout simplement le Joseph II de la France, et Charles X n'eût pas perdu le Trône, par la grande raison que Louis XVIII n'eût pas régné.

M. d'O eut son chef-d'œuvre, qui fut achevé par MM. de Grandlieu.

Pour peindre ce château magnifique, en faire comprendre les beautés et la disposition, — car ce château est la pierre angulaire de cette histoire, — peut-être faut-il avoir un terme de comparaison que tout le monde puisse saisir.

Supposez donc, non pas les Tuileries actuelles, mais les Tuileries de Catherine de Médicis, c'est-à-dire le pavillon central, ses deux galeries et ses deux jolis pavillons, bâtis sur pilotis, au fond d'une rivière, dans une île verte. Mais au lieu des ornements, d'un goût douteux, imaginés par Philibert de l'Orme, voyez les plus jolis détails du style nommé style de la Renaissance; au lieu du gros pavillon carré, à lourde toiture, voyez un campanile élégant, découpé; à chaque angle des pavillons carrés, mettez de hautes tourelles, dont la naissance, en nid d'hirondelle, est baignée par les eaux, ornées de galeries extérieures à chaque étage, et terminées par des clochetons à jour.

Pas une croisée dont les ornements soient semblables, mais toutes à croisillons chargés d'animaux sculptés dans des feuillages. Au lieu des arcades sèches, des colonnettes assemblées, réunies par des cintres en ogive, et les voussures intérieures brodées de fleurs, les clefs pendantes.

Telle était la façade qui regardait la forêt.

Du côté de la ville, deux corps de logis partant de chaque pavillon, terminés tous les deux par deux tours carrées, semblables, moins la hauteur, à la Tour de Saint-Jacques-la-Boucherie, formaient une cour carrée, dont l'entrée était un pont, et qui avait pour fossés la rivière déjà nommée : l'Arneuse.

Chacun des corps de logis avait à son milieu une espèce de pavillon saillant, avec perron, et porte richement ornée de statues, semblable au pavillon qui sur le quai des Tuileries fait face au pont des Saints-Pères.

L'entrée principale du château avait un double perron et les fenêtres de cette cour intérieure, ses tourelles, tout était merveilleux de finesse de dessin, et rappelait le génie qui a présidé à la belle partie de la Cour du Louvre.

A droite, étaient les jardins, terminés par le pont; au delà, des prairies resserrées entre des collines. A gauche, des îles semées dans l'Arneuse, des prés, des moulins; en face du château, du côté de la cour, la Ville-aux-Fayes, serrée entre la côte et la rivière, et, du côté de la belle façade, la forêt, mais séparée des jardins, semés d'îlots, par un faubourg.

Telles sont les principales masses et les dispositions de l'Ars, et sa situation par rapport à la Ville-aux-Fayes.

M. d'O avait, de l'autre côté de la rivière, dans la ville, acheté plusieurs terrains, et avait commencé, dans l'un, une jolie église, que MM. de Grandlieu ne purent achever. Le bourg consentit à la finir, pour en faire sa paroisse. Mais les seigneurs, en la cédant, se réservèrent la propriété de la porte latérale qui donnait chez eux, celle de la chapelle contiguë à cette porte, et les caveaux, pour en faire une des sépultures de famille.

De Louis XIII à Louis XVI, en trois règnes, la Ville-aux-Fayes, simple bourg du temps de M. d'O, s'était lentement agrandie, comptait deux mille âmes en 1789, et doubla presque, quand, lors de la nouvelle division du territoire, elle devint chef-lieu d'arrondissement. Elle tenait à la Touraine par son voisinage avec Loches, et au Berry par ses rapports avec Châteauroux. Les gens de la Ville-aux-Fayes étaient réputés pour leur économie et leurs richesses. Il s'y faisait un grand commerce de laines brutes, de vins, de tan, de cuirs, de fourrages et de bestiaux. Il y avait deux foires par an. Mais, depuis la Révolution, les fortunes s'étaient triplées par l'acquisition des biens ecclésiastiques, et surtout par l'usure. Il y existait trente fortunes de vingt mille livres de rente, et une centaine de maisons bourgeoises ayant de quatre à dix mille francs de revenus. Pas une seule de ces familles ne dépensait plus de douze cents francs par an.

Là, comme dans toutes les petites villes qui se sont ainsi formées, il y avait une dizaine de familles qui avaient fait souche, et presque tous les riches bourgeois étaient cousins.

Néanmoins, quatre noms dominaient : les Massin, les Minoret, les Faucheur et les Levraut, ce qui produisait des Levraut-Minoret, des Massin-Faucheur, des Minoret-Minoret, enfin toutes les combinaisons de noms possible. Les Minoret faisaient la banque, les Levraut cultivaient, les Faucheur avaient le commerce et les Massin exerçaient les emplois publics. Les Minoret-Crémière possédaient le notariat. M. Massin (jeune homme) Crémière, chef des Massin, le plus riche de la ville, avait acheté l'abbaye de Formont, et personne ne savait ce que contenait son *esquipot*, expression du pays, qui remplaçait les mots : *portefeuille*, *magot*, *quibus*, *escarcelle*, *coffre-fort*, *Saint-Frusquin*, etc.

Les *esquipots* de la Ville-aux-Fayes avaient un certain renom. Cette ville était la *Bâle* du Berry. Un préjugé, soigneusement entretenu par le patriotisme de l'arrondissement, faisait croire que les toiles, les draps, les cuirs, les outils, achetés là, chez les Faucheur-Faucheur,

les Minoret-Faucheur ou les Faucheur-Minoret, chez les Crémière, étaient meilleurs que partout ailleurs. Les paysans des environs avaient pour religion d'y faire leurs parties fines, dans les cabarets ou les hôtels, les jours de marché. Les actes importants de l'arrondissement s'y passaient chez Me Minoret-Crémière, dont la famille avait eu le crédit d'empêcher la création d'une autre étude.

La nouvelle circonscription judiciaire y avait mis un tribunal de première instance, une justice de paix, une recette particulière, toutes places envahies par les familles principales ou leurs alliés.

Cette bourgeoisie étendait les bras d'un côté jusqu'à Tours, de l'autre jusqu'à Châteauroux. Le service des messageries, par des voitures semblables à celles des grandes diligences, avait été établi entre Tours et Châteauroux, en passant à la Ville-aux-Fayes, par la maison Minoret-Favrel, et cette entreprise, sagement calculée, força les deux départements à faire du chemin une route départementale. Il s'y établit une poste aux chevaux, obtenue par les Levraut-Grandsire. La gendarmerie vint. Ainsi le prodigieux accroissement de la petite ville s'explique par le mouvement révolutionnaire de 1789. Mais la Révolution n'y fit aucun ravage. Le souvenir de la protection des Grandlieu préserva le vieux marquis de toute offense. Les bourgeois se contentèrent d'avaler les biens du clergé, de s'emparer du pont et des chemins, qui, en vertu d'un décret, passèrent des seigneurs aux communes, et le jeune comte de Grandlieu, fils unique du marquis, lieutenant dans les mousquetaires, put suivre les princes à Coblentz sans nuire à son père, qui demeura tranquillement dans son château d'Ars, et conserva tous ses autres biens au moyen du certificat de civisme que lui donna le district de la Ville-aux-Fayes, et qu'il produisit partout où ses propriétés furent menacées.

En s'agrandissant, la ville, au lieu de s'étendre de chaque côté de la rivière ou au delà du pont, monta sur la colline, et les maisons s'y étagèrent, en formant une belle décoration au château, dont les flèches, les clochetons, les tours et les tourelles s'élevaient au-dessus de la colline, et dominaient orgueilleusement la ville, les prairies, et s'apercevaient à une distance de trois lieues dans la vallée, en aval comme en amont de l'Arneuse.

En venant de Châteauroux, au sortir de la forêt, comme en haut de la montagne opposée à la forêt, en venant de Loches, les voyageurs apercevaient le magnifique aspect de cette ville, ses vignobles, sa longue vallée, ses fermes et ses maisons de campagne dans le lointain, et s'émerveillaient des royales constructions posées au cœur du paysage, comme ces édifices montés au milieu d'un dessert. Il existait deux choses contrastantes : la ville et le château ; le château, qui valait dix fois la ville, la ville qui, sujette du château, le dominait par le nombre. Le château écrasait visiblement et matériellement la ville.

Pendant le Consulat et l'Empire, la ville et le château vécurent en bonne intelligence, car en ce temps le despotisme militaire nivelait tout.

Puis, M. de Grandlieu, le père, était un vieillard, veuf, sans train ni suite, dont on ne connaissait pas le fils à la Ville-aux-Fayes. Le bonhomme avait pris des habitudes campagnardes. Il allait à ses affaires tranquillement, sur un vieux cheval blanc ; il n'avait qu'une cuisinière, un valet de chambre, un ancien piqueur pour son écurie, deux jardiniers, un concierge. Sa vieille berline pourrissait sous la remise depuis la mort de sa femme. Comme les grands seigneurs du temps de Louis XV, il n'était pas dévot. Ayant vu les splendeurs de la cour de France, où il avait la charge de Grand Fauconnier, il s'y était deux fois ruiné, avait deux fois rétabli sa fortune par de beaux mariages. Revenu de tout, conservant une santé de fer malgré les excès de sa jeunesse, il se montrait vêtu simplement, paraissait se soucier fort peu de son château, auquel il ne faisait aucune réparation. Il n'avait aucun goût pour les jardins, et laissait ses îles, ses prairies, se couvrir de limon, sans les convertir en un parc anglais qui eût été délicieux. Il était devenu fort avare, visait au revenu, plaçait ses écus secrètement, allait peu au dehors. Jamais grand seigneur ne fut moins gênant.

Son fils, qui avait épousé dans l'émigration une demoiselle de Courtenvaux et qui en avait hérité sans en avoir d'enfants, s'était remarié en Angleterre avec la fille de lord Fitz-Lovel, auquel un de ses oncles, au retour des Indes, où il avait longtemps commandé, avait laissé une grande fortune.

Le comte de Grandlieu était donc resté à Londres, avec son oncle et sa tante, le vicomte et la vicomtesse de Grandlieu.

Les gens de la Ville-aux-Fayes ignoraient donc l'existence du fils, sa fortune, car l'une des grandes qualités du vieux marquis, — que les bourgeois de la ville appelaient le *bonhomme*, suivant l'usage, — était une discrétion rusée, une bonhomie machiavélique, beaucoup trop supérieures à leurs intelligences pour qu'ils en comprissent la portée et les effets. Il s'était fait passer pour fantasque et très entêté.

Les gens de la Ville-aux-Fayes se regardaient donc comme appelés à dévorer le château, les domaines et la forêt à la mort du marquis, imaginant que sa terre serait soumise à un partage et, nécessairement, à une licitation avec vente aux enchères. Les quatre familles principales amassaient leurs capitaux dans ce dessein, et s'étaient partagé le gâteau, comme la Prusse, l'Autriche et la Russie s'étaient d'avance partagé la Pologne. M. Massin, lui, voulait le château, soi-disant pour y mettre une filature.

L'année 1814 changea subitement les dispositions de la bourgeoisie de la Ville-aux-Fayes envers le château. La Restauration dessina nettement les positions respectives de la noblesse, de la bourgeoisie et du peuple, et il s'ensuivit deux partis : les royalistes, qu'on nomma des *ultras*, — des constituants, qui s'appelèrent les libéraux. Les libéraux mirent dans leurs rangs les bonapartistes, les républicains et le peuple. Les royalistes restèrent seuls, avec la confiance que leur donnaient les principes d'ordre et de stabilité. Le clergé devint l'appui du trône. De là, deux partis formidables en France : l'un, armé du pouvoir; l'autre, armé de la presse.

La Ville-aux-Fayes ne lut que *le Constitutionnel* et *le Courrier français*, *la Minerve*, *le Pilote*, *le Miroir*, *les Lettres normandes*. Le marquis de Grandlieu ne lut rien que le *Journal officiel*, *le Moniteur*, et celui du département.

Il est nécessaire de dire ici que plusieurs villes du Berry se sont, suivant leur expression, débarrassées de la noblesse. Issoudun n'a pas une seule maison noble; la Châtre et Chateauroux en ont fort peu. La Ville-aux-Fayes n'avait que le marquis de Grandlieu, et s'en voyait délivrée aussi, — de toute noblesse, — lorsqu'il plairait à Dieu de l'appeler à lui.

Tout allait donc bien, car la réputation politique des bourgeois de la Ville-aux-Fayes voulait qu'ils fussent les maîtres chez eux, qu'ils n'eussent ni nobles, ni prêtres.

Or, dans le deuxième mois de la Restauration, trois voitures de façon anglaise traversèrent la Ville-aux-Fayes et se rendirent au château. Les bourgeois s'attroupèrent sur la place, devant le magasin de rouenneries de M. Faucheur-Junior, et chacun de se demander ce qu'étaient ces hommes vêtus de rouge, à guêtres noires, à boutons dorés, et qui venaient au château.

Dans la matinée, la Ville-aux-Fayes apprit que le comte de Grandlieu, sa femme et ses enfants, — une fille et un garçon, — étaient venus de Londres à Paris et de Paris en Berry, pour saluer leur père, beau-père et grand-père; que la comtesse avait des femmes de chambre mieux mises que Mlle Massin, et que les valets de chambre avaient l'air de *Messieurs*.

Tout fut sans dessus dessous dans la Ville-aux-Fayes. Quoique peu dévots, les bourgeois et les bourgeoises de la ville affluèrent à l'église, pour voir les étrangers. On examina les gens, les grooms, les cochers. Ce fut une révolution. Étaient-ils là pour longtemps? Verraient-ils du monde? M. le sous-préfet y alla; mais il ne fut pas reçu. M. le marquis était, lui dit-on, en affaires avec M. le Comte. Les gens du pays demeuraient sur le pont, d'où l'on pouvait voir dans les jardins, où le *bonhomme* avait mis un immense potager entre le pont et son château.

L'on décida que le père et le fils ne s'entendaient point, d'après leurs gestes pendant leurs promenades. La comtesse, habituée au luxe et au confortable anglais, se déplut dans un château si mal tenu.

L'affaire des Cent-Jours arriva. Le comte et sa femme suivirent le Roi à Gand, car le Comte avait repris sa lieutenance dans la Maison-Rouge.

C'était un fort bel homme, âgé de quarante-deux ans environ. Il ne revint plus à la Ville-aux-Fayes que seul, et, chaque année, vers l'automne, pour rendre ses devoirs à son père.

Le sous-préfet, homme de l'Empire, se piqua de n'avoir pas été reçu, et il souffla le feu, dans les Cent-Jours, entre la ville et le château. En haine de l'ancien régime qui avait failli revenir, les bourgeois de la Ville-aux-Fayes se *bonapartisèrent*, se *patriotisèrent*, et tombèrent dans toutes les élégies que l'on fit en langage hypocritement constitutionnel sur la gloire française, sur les Cosaques, sur les ravages de l'invasion, sur l'occupation étrangère, affreux malheur dû à Napoléon, et qui ne fut pour la France, financièrement parlant, qu'un revirement de fonds, car ce qu'elle payait aux étrangers resta dans le pays.

Le *bonhomme* Grandlieu avait alors soixante-quatorze ans. Le président du tribunal, un Minoret-Grandin, et un certain abbé Louchard, ancien assermenté qui pressentait l'avenir, complotèrent avec le maire, M. Massin, de rendre la vie si dure au *bonhomme* qu'il vendît sa terre, et l'on tint conseil pour savoir comment on l'entamerait. M. Garangeot, homme d'affaires du marquis, fut prévenu. Le *bonhomme* se mit au lit et se dit malade; puis, il fit, sans que personne en sût rien, quatre grandes évolutions. Le Roi était revenu. Il fut nommé maire. Le président, M. Minoret-Grandin, fut remplacé par M. Garangeot, ancien avocat; il fit venir remplacer M. le sous-préfet de Bonaparte par le fils d'un émigré, M. du Chosal, jeune homme sans fortune. Puis, il intenta le plus injuste de tous les procès au plus huppé bourgeois de la ville, un médecin nommé Giraud. D'ailleurs, il parut expirant, sollicita pour M. Massin la place d'adjoint, et personne ne sut qu'il était l'âme des changements administratifs et judiciaires qui se faisaient dans la Ville-aux-Fayes. Il prit pour homme d'affaires un homme capable et rusé, comme lui bonhomme en apparence, auquel il promit de faire avoir, sans finance, une seconde charge de notaire dont il solliciterait l'érection pour lui à la Ville-aux-Fayes.

Le procès fut une conception à la Tarquin. M. de Grandlieu avait un pré sur lequel tombaient les eaux de la colline et de la ville, et ce pré jouxtait un pré appartenant à M. Giraud, lequel pré valait trois mille francs au plus.

Le *bonhomme* fit faire un fossé à talus, qui rejetait les eaux sur son voisin. La servitude n'était pas contestable. Il y eut procès. M. Garangeot condamna son ancien maître. Appelé à Bourges, le marquis perdit en cour royale. Appel en cassation. Le marquis fit le voyage à Paris et obtint la cassation. Il fallut aller plaider à Orléans. Il y entraina le pauvre médecin, qui gagna derechef. Le marquis se pourvut en cassation. Le médecin demanda grâce. Le procès, même gagné sur tous les points, lui aurait coûté cinq mille francs en dehors des frais. Il en coûtait quinze mille au marquis. Il y eut transaction. Le *bonhomme* eut le pré. Le médecin disait partout :

— Quand M. le marquis voudra quelque chose, cédez, car il vous ruinera.

Ce procès fit tomber toutes les velléités de combat judiciaire qui avaient saisi les bourgeois. Le *bonhomme* était trop entêté, disait-on.

Le marquis passa ses vieux jours à faire cadastrer sa terre. Il contraignit ses voisins à des bornages; enfin, il tâcha d'éviter toutes les difficultés que pouvaient susciter des bourgeois en cas d'inimitié. Six mois avant sa mort, qui arriva en 1821, il avait obtenu pour son régisseur l'érection d'un second office de notaire à la Ville-aux-Fayes, et cet événement éclaira la bourgeoisie sur le caractère madré du *bonhomme*. Les principales familles se virent jouées, surtout quand il fut patent par les mariages du vicomte, qui épousa une Noailles, et de Mlle de Grandlieu, qui épousa un duc de Grancey, avec des dots

considérables, que la fortune du futur possesseur de l'Ars était si énorme qu'il fallait perdre à jamais l'espoir de dévorer la proie que mâchaient les bourgeois depuis vingt ans.

Le *bonhomme* mourut à l'âge de quatre-vingt sept ans, ayant augmenté la terre d'Ars de cinq cents arpents et de deux moulins, qui l'avaient rendu maître du cours supérieur de l'Arneuse. Sa terre de Grandlieu valait, disait-on, quarante mille francs de rente en sac, et l'Ars environ cinquante mille. Il avait eu la sagesse de comprendre qu'il lui était impossible de vivre aristocratiquement avec quatre-vingt dix-mille francs de rente dans un château qui avait deux cent quatre-vingt-seize croisées, et dont il avait été forcé d'en faire plâtrer cent quarante, lors de l'impôt dit des portes et fenêtres.

M. d'O n'avait pas deviné cette taille-là.

Quand le *bonhomme* fut enterré dans les caveaux de la maison de Grandlieu, sous l'église paroissiale de la Ville-aux-Fayes, il y eut un grand article dans *le Constitutionnel*, où il était dit, sous la rubrique de Châteauroux :

« Partout les *ultras* s'efforcent de faire renaître leurs anciens droits. M. le marquis de Grandlieu, ancien Grand Fauconnier de France, étant mort à son château d'Ars, son fils a fait ouvrir les caveaux de l'église paroissiale pour l'inhumer. Le cimetière l'aurait encanaillé. Il existe cependant à l'extrémité des jardins du château une chapelle gothique, qui avait autrefois une entrée par le pont de la Ville-aux-Fayes, et que M. de Grandlieu avait fait fermer, afin de se la réserver tout entière. On avait cru qu'il y voulait transporter la sépulture de sa famille. Mais, ce qui était bon sous l'Empire, eût été faiblesse aujourd'hui. Le curé, de connivence avec M. le marquis de Grandlieu, a consenti à l'ouverture des caveaux. Nous nous attendons à le voir encenser à la messe M. le marquis, et celui-ci, comme tous les autres, préparera ainsi le retour de tous les droits abolis, jusqu'à ce qu'on en vienne aux biens dits nationaux. »

Quand, six mois plus tard, le marquis de Grandlieu reçu froidement par le Roi, en apprit la cause, et lut l'article qu'il ignorait, il n'était plus temps de réclamer. Il put s'expliquer avec Sa Majesté, mais non avec l'opinion publique.

L'article était une première malice de l'abbé Louchard et dont il recueillit les fruits. Alors, le ministère caressait la gauche, et M. Massin fut nommé maire de la Ville-aux-Fayes. Le marquis de Grandlieu, jeté dans les détails d'une succession, ne songea pas à se faire nommer maire, et quand il y pensa, l'article rendait sa nomination au moins inopportune.

Ce sont des faits semblables qui, journellement, convainquaient le parti royaliste de la mauvaise foi, de la perfidie calomnieuse, employées par les libéraux.

Louis XVIII savait que la gauche n'en voulait qu'au pouvoir. La droite se disait : « Pour qui travaillent-ils? Pour Napoléon II ou pour la République? » L'événement qui fit tomber M. Decazes donna lieu de croire à la branche aînée que les gens du côté gauche étaient joués par une profonde politique, et que le danger n'était ni à Schœnbrunn, ni à l'Hôtel de Ville.

Tels furent les événements principaux qui précédèrent la prise de possession du château d'Ars par le marquis actuel.

La Ville-aux-Fayes apprit qu'en succédant à son père, M. de Grandlieu réunissait environ cinq cent mille livres de rente, malgré le payement des dots constituées à son fils et à sa fille.

La terre d'Ars devait naturellement devenir la résidence de la famille, car Grandlieu était un vieux castel inhabitable, situé sur les côtes de la Bretagne, quoique fort remarquable par un des plus beaux lacs de France, où il y a peu de lacs. Aucun des autres domaines de la maison n'était bâti. Enfin, le premier acte du marquis fut d'établir un majorat avec Ars, Grandlieu et deux autres propriétés territoriales, qui composèrent environ deux cent quarante mille livres de rente, portion disponible de la fortune du marquis.

La haine des bourgeois contre le château devint une passion patriotique. Il fallait se délivrer du Noble à tout prix.

M. Garangeot, l'ancien intendant du vieux marquis, homme de quarante-cinq ans, fut gagné à la Bourgeoisie par un mariage qu'on moyenna entre lui et une veuve sans enfants, riche de huit mille livres de rentes, une Massin-Brouet. Le nouveau notaire, M. Mitouflet, passa également au parti bourgeois. On lui donna une Minoret-Minoret, qui avait soixante mille francs en mariage, et, d'ailleurs, il avait reconnu l'impossibilité de lutter avec tout le pays. Le Procureur du Roi, le sous-préfet et le lieutenant de gendarmerie furent tenus en échec par la perspective de mariages entre eux et les trois plus riches héritières de la ville.

Le marquis, auquel l'état moral de la Ville-aux-Fayes était inconnu, et qui n'avait fait que des séjours d'une semaine, chaque année, en venant voir son père, se trouvait plein de bonnes dispositions pour la Ville-aux-Fayes. Son séjour en Angleterre lui avait donné le goût des magnificences de la vie de château, et ce patriotisme éclairé qui s'occupe de la grandeur et des améliorations du pays. Il ne se doutait pas de ce qu'était la Ville-aux-Fayes.

Vers le mois de mars de l'année 1822, commencèrent des envois réguliers de meubles, de tableaux, de statues. Des ornementistes, des peintres, des sculpteurs et un architecte de Paris arrivèrent. D'habiles ouvriers furent mandés. Toutes les croisées se débouchèrent, et les réparations extérieures et intérieures commencèrent. Dans cette année seulement, elles s'élevèrent à trois cent et quelque mille francs. Les écuries furent rebâties sur le plan des écuries anglaises. Des travaux immenses furent entrepris dans l'Arneuse, qui, dans cet endroit, n'a pas moins de trois bras et forme une douzaine d'îles, dont quelques-unes sont disposées en aval, au-dessous du pont, et prolongent le parc de la même manière que celui de Neuilly.

M. de Grandlieu possédait de l'autre côté du pont toutes les îles, comme il les possédait en amont. Les pilotis pour élever les îles au-dessus de l'étiage, une terrasse au bas de la façade principale pour se promener devant le château qui, jusqu'alors, avait été entouré par la rivière et par des quais crénelés, enfin les planta-

tions, l'ensemencement des gazons, le changement des potagers, la construction des serres, amenèrent un nombre considérable d'ouvriers, et prirent toute l'année 1822.

Le rez-de-chaussée du château fut destiné à la réception, et à ce qu'on nomme l'appartement d'honneur. Il y eut une superbe salle de concert, des salons royaux, une bibliothèque dans les galeries du premier étage, de beaux tableaux dans celles du rez-de-chaussée. L'appartement de la marquise occupa tout un pavillon, et celui du marquis également. Au dessus d'eux, leurs enfants mariés eurent aussi des appartements complets. Ainsi, la grande façade fut employée tout entière.

Les deux corps de logis latéraux eurent pour destination les logements des étrangers. Sans compter ceux de la famille, il y eut douze appartements de femmes mariées, et trente appartements d'hommes. Le marquis pouvait recevoir le Roi.

Son père lui avait laissé quelques beaux tableaux. Il en avait rapporté des pays étrangers, en sorte que ses deux galeries étaient fort belles. En Angleterre, il avait contracté le goût des meubles anciens, et en avait acheté, dans les premiers jours de la Restauration, une grande quantité des plus beaux, au temps où ils n'étaient pas chers, dans l'intention de mettre à l'Ars un mobilier en harmonie avec l'architecture. Quoiqu'il dépensât, dit-on, environ cinq cent mille francs en mobilier, plus tard des millions n'auraient pas suffi.

Ses voitures, ses chevaux, ses équipages de chasse, arrivèrent successivement. Depuis longtemps, il tenait en réserve le million nécessaire pour restaurer l'Ars, et il dépassa néanmoins de moitié ses prévisions.

Mais, dans l'été de l'année 1823, la marquise put venir s'installer à l'Ars, sans avoir trop à souffrir des ouvriers. Elle y vint avec ses enfants et quelques amis. Il y eut environ cent personnes au château.

Là où, pendant trente-deux ans, avait régné le silence l'abandon, la solitude, là où tout était dégradé, sans soins, inculte, il y eut le mouvement de la vie, et le parc anglais le plus ravissant sortit des eaux comme par magie.

Cette restauration jota deux cent cinquante mille francs d'argent dans le pays. La Ville-aux-Fayes les prit et se tint coi. Par rapport au château, elle semblait ne pas exister.

Le marquis avait été si fort occupé, toujours entre l'Ars et Paris, obligé d'aller à Grandlieu, revenant à l'Ars pour voir si tout s'y faisait selon son goût, qu'il n'avait pas eu le temps de songer à qui que ce soit en ville. Seulement, lors de la disgrâce qu'il éprouva par suite de l'article du *Constitutionnel*, il dit à son homme d'affaires de tâcher de savoir qui l'avait envoyé. Son régisseur lui apprit que l'auteur était l'abbé Louchard, homme autrefois peu considéré, mais qui, en se mettant à la tête du parti libéral dans la Ville-aux-Fayes, avait acquis une grande importance dans l'arrondissement.

. . . .

Vte DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL.

(*A suivre.*)

LA QUESTION DU BLÉ

Le quintal de blé vaut aujourd'hui en France 20 francs, et, s'il est à ce prix, c'est que la production est protégée, dans une certaine mesure, contre un avilissement plus grand, par le droit d'entrée de 7 francs établi en 1894 par le Parlement français sur le blé étranger.

Des discussions récentes à la Chambre, nées des efforts que fait l'agriculture pour obtenir une protection encore plus efficace, prouvent que la satisfaction causée par le fonctionnement du droit de 7 francs est loin d'être entière. Il suffit d'ailleurs, pour juger de l'état d'esprit où le prix de 20 francs pour le quintal de blé doit mettre la grande majorité des agriculteurs, d'évoquer les grands débats auxquels donna lieu l'établissement du droit de 7 francs, alors qu'il semblait entendu par tous, amis ou ennemis de la protection, comme un dogme indiscutable, que la culture du blé cessait d'être rémunératrice dès que le prix du quintal tombait au-dessous de 25 francs.

On avait demandé à la Chambre un droit de 10 francs. Il fut repoussé par 427 voix contre 8. La proposition d'un droit de 8 francs eut 360 voix contre elle. Le droit de 7 francs fut adopté par 362 voix contre 166.

Satisfaction était donc donnée aux plaintes des agriculteurs, en même temps les promesses faites par nombre de députés dans leurs circonscriptions étaient dégagées.

Une telle taxe recélait d'ailleurs des dangers sociaux qui allaient apparaître plus tard. Elle amena les propositions relatives à la fixation d'un salaire minimum pour les ouvriers agricoles. La Chambre n'osa même pas repousser une proposition de ce genre : elle la renvoya à la commission du travail. Un grand débat devra s'ouvrir un jour sur la question.

On avait parlé d'un prix rémunérateur minimum pour le producteur ; pourquoi ne parlerait-on pas d'un salaire rémunérateur minimum pour l'ouvrier !

Lorsque ensuite M. Jaurès demanda par un contre-projet que l'État eût seul le droit d'importer les blés et farines, et de les vendre à un prix fixé par la loi, sa proposition, inspirée du plus pur collectivisme, s'étayait sur des arguments protectionnistes.

Le socialiste est l'ennemi de la concurrence. Comme les protectionnistes, il hait les intermédiaires, la spéculation. Il déteste le progrès industriel, dont chaque étape est une misère nouvelle pour les travailleurs français. La baisse des prix est, pour lui, une calamité publique. Il considère la cherté comme une richesse, oubliant ou ignorant que la richesse ne

réside que dans la masse des choses utilisables; oubliant ou ignorant que la spéculation, en mettant le genre humain à l'abri des grandes variations de prix, garantit la France contre la famine.

La proposition de M. Jaurès était le terme naturel du système qui a produit le droit de 7 francs.

Son adoption aurait peut-être pu garantir aux producteurs le maintien du prix de 25 francs pour le quintal de blé, ce que n'a pu faire la simple application du droit douanier. Cette proposition était une des solutions socialistes qu'implique le protectionnisme, et que M. Jaurès et ses amis se chargeront de dégager. L'une des premières sera la fixation d'un salaire minimum pour les ouvriers agricoles.

***

La commission des douanes commença ses travaux le 23 janvier 1894. Les résultats de ses délibérations furent consignés dans un rapport de M. Georges Graux qui recommandait à la Chambre l'adoption d'un droit de 8 francs sur les blés et de droits correspondants sur les dérivés du blé, en même temps qu'une sorte d'échelle mobile de droits décroissants au-dessus d'un certain prix du quintal de blé. De 5 francs par quintal, la taxe devait être portée à 8 francs.

La France, disait-on, a produit en moyenne, par année, dans la dernière période décennale, 106 millions d'hectolitres de blé (soit 77 millions de quintaux). Les importations annuelles de blé, pendant la même période, ont été, en moyenne, de 15 millions de quintaux. Les choses restant en l'état, avec le droit nouveau de 8 francs remplaçant celui de 5, l'État percevrait 45 millions de plus (3 francs par quintal sur 15 millions de quintaux) et les producteurs nationaux vendraient 3 francs plus cher chacun de leurs 77 millions de quintaux, soit un bénéfice, ou une atténuation de perte, de 231 millions de francs.

D'ailleurs, l'élévation du droit restreindrait les arrivages de blés étrangers, tout en servant d'aiguillon à l'agriculture française. La production se trouverait portée bien au delà de 77 millions de quintaux.

Des mesures plus étendues de culture intensive, un emploi plus général des machines, élevant le rendement moyen de 15 à 17 hectolitres par hectare, la production totale passerait de 106 à 120 millions d'hectolitres et au delà, et la consommation du blé en France ne serait plus tributaire de l'étranger.

***

La commission des douanes que présidait M. Méline, et au nom de laquelle M. Georges Graux présenta son rapport, avait été chargée d'examiner :

1° Le projet de loi du gouvernement;

2° Les propositions de loi de M. Georges Leygues, de M. de Largentaye, de M. Plichon, de M. Guillemet, de M. Arm. Porteu, de M. Lacombe, ayant pour objet d'élever le droit de douane du blé et de ses dérivés à l'importation.

Le rapport fut déposé à la Chambre le 8 février 1894. Nous en rappellerons brièvement les points principaux.

La crise agricole de 1884 avait substitué un droit de 3 francs, sur les blés importés, à l'ancien droit de statistique de 60 centimes.

Cette taxe n'eut pas pour conséquence, comme on en avait exprimé la crainte, le renchérissement du pain. Portée à 5 francs par la loi du 29 mars 1887, elle fut de nouveau abaissée à 3 francs du 10 juillet 1891 au 1er juillet 1892, et relevée depuis à 5 francs.

Le prix par 100 kilos était alors (fin 1893) de 20 fr. 13 à Paris, de 21 fr. 20 à Bordeaux, de 18 à Berlin, de 16 fr. 20 à Vienne, de 15 fr. 33 à Londres, de 13 fr. 53 à Amsterdam, de 13 fr. 66 à New-York, de 12 fr. 66 à Chicago.

Or les droits étaient de 5 francs à Paris, de 6 fr. 25 à Berlin, de 3 fr. 75 à Vienne.

En fait, le droit de 5 francs avait produit sur le marché français une hausse de 4 fr. 50 à 5 francs, c'est-à-dire produit à peu près le plein effet que l'on en avait attendu. Les populations agricoles réclamaient une protection douanière supplémentaire dont elles espéraient un aussi bon résultat.

Le prix du blé, de 1873 à 1882, avec le droit de statistiqué de 60 centimes, avait varié entre 26 et 33 francs. Une fois, en 1875, il était descendu à 24 francs.

De 1883 à 1892, avec le droit de 3 et 5 francs, le blé fut toujours au-dessous de 25 francs, sauf en 1891 (27 fr. 12). Sans le droit de 5 francs, c'eût été la ruine immédiate pour nos campagnes.

Les causes permanentes d'avilissement du prix du blé étaient communes à tous les produits (blés, fers, huiles, tissus, fils, etc.); c'étaient la rapidité et l'abaissement de prix des moyens de transport, les communications télégraphiques, la substitution des machines au travail des bras, les découvertes scientifiques.

La cause spéciale au blé était l'impossibilité d'augmenter le rendement sans augmenter presque également les frais de culture.

Il fallait donc renoncer à la culture du froment ou élever le droit de douane.

La diminution des emblavures en froment créerait un péril national. Pour l'éviter, il fallait qu'un droit de douane suffisant rétablit le prix de 25 francs

par quintal, qui donne au cultivateur le minimum de rémunération.

La commission avait adopté, par 16 voix contre 4, le système proposé par M. Méline, un droit fixe de 8 francs aussi longtemps que le prix du blé resterait à 25 francs ou au-dessous, un droit décroissant jusqu'à 1 fr. 25, si le prix du blé s'élevait de 25 à 30 francs, et l'ancien droit de statistique de 60 centimes lorsque le prix dépasserait 30 francs.

Quels seraient les marchés régulateurs pour la détermination des cours?

Quelle autorité fixerait les mercuriales?

Pendant combien de temps devrait se maintenir un cours pour entraîner le changement du chiffre du droit?

Le gouvernement déterminerait le nombre des marchés régulateurs et les localités.

Un règlement d'administration publique fixerait les cours, et la durée minimum du maintien d'un cours entraînant la modification du droit.

La durée pourrait être de deux mois; la moyenne entre les prix des marchés régulateurs déterminerait la fixation des cours.

***

Le rapporteur du projet de loi au Sénat, M. Sébline, dit que la discussion à la Chambre des députés avait été très élevée de ton, et très instructive, portant sur tous les systèmes susceptibles de sauvegarder la culture du blé en France. Sur la question du blé s'était greffé l'examen des problèmes sociaux les plus ardus.

Pendant cette discussion, le gouvernement et le président de la commission, M. Méline, n'ayant pas cru opportun de mettre d'abord en débat la loi dite du « cadenas » (loi autorisant le gouvernement à appliquer d'urgence la surtaxe du blé), les importations de froment s'étaient accélérées; elles avaient amené une nouvelle baisse de prix, et menaçaient, dit M. Sébline, de peser longtemps et lourdement sur le marché national.

Dans son rapport déposé au Sénat le 26 février 1894, M. Sébline dit que le prix du blé qui était de 22 francs le quintal, lors de l'établissement du droit de 5 francs, était tombé à 20 francs, et que l'imminence de l'application d'une surtaxe ne l'avait encore relevé qu'à 21 francs.

La Commission, pour gagner du temps, et ne pas donner un libre cours à l'invasion des blés étrangers, se ralliait au droit de 7 francs.

La minorité s'était prononcée pour le maintien du droit de 5 francs, considérant comme essentiellement passagère la crise que traversait l'agriculture, et l'attribuant à deux causes, la sécheresse de l'été de 1893 en France, qui avait infligé à l'agriculture un tort incalculable par la perte d'une notable partie de son bétail, et l'abondance de la récolte du blé aux États-Unis et en Russie.

Cette minorité faisait valoir l'intérêt puissant qui s'attachait à la fixité des tarifs de douane.

La majorité de la commission désirait aussi cette fixité, mais elle ne croyait pas que la question des céréales fût de celles que l'on pût se flatter de résoudre une fois pour toutes.

Les prévisions les mieux fondées en apparence peuvent être démenties par les faits. Qui donc en 1885, au moment du vote du droit de 3 francs, eût supposé que le prix du quintal de blé descendrait à Londres à 14 fr. 50?

Il s'est établi pour le blé, comme pour la plupart des matières premières, un prix moyen universel, à cause des progrès dans les moyens de communication, vapeur et télégraphe, et de l'abaissement prodigieux des frets.

Un quintal de blé est transporté pour 3 francs de Chicago à Londres, pour 1 franc de New-York à Londres ou à Dunkerque.

L'agriculteur français, mis par la force des choses en contact avec le producteur américain, russe ou indien, ne peut pas soutenir la concurrence.

En Amérique, des espaces immenses, un sol vierge, pas de fermages, pas d'impôts, presque pas de main-d'œuvre, les machines remplaçant les bras.

En Russie, des terres noires d'une fertilité proverbiale.

Dans l'Inde, la main-d'œuvre à vil prix.

Ce n'est pas l'agriculteur français seulement, qui ne peut pas soutenir la concurrence, c'est l'agriculteur de toute l'Europe occidentale. Exemple, la Grande-Bretagne.

L'Angleterre sacrifie son agriculture à son industrie et à son commerce. Sa culture du blé, naguère la plus florissante et la plus perfectionnée du monde, est en pleine décadence. La Grande Bretagne en est réduite à demander les deux tiers de sa subsistance à l'étranger.

La France ne peut pas faire un tel sacrifice.

Son sol, évalué à environ 90 milliards de francs, constitue près de la moitié de la richesse nationale; il est le gage certain de la dette et du crédit du pays. La France ne peut pas abandonner son alimentation à la merci de l'étranger. Elle doit songer au cas de guerre.

Si l'aristocratie anglaise a pu se résigner, comme le lui conseillait Robert Peel, au sacrifice de sa fortune foncière, elle l'a fait dans le but de conserver son influence politique.

Ce sacrifice ne peut pas, ne doit pas être imposé à notre démocratie rurale.

Or cette démocratie ne peut produire le blé au prix

moyen universel. Il faut donc protéger sa production.

Le droit de 5 francs ne pouvait plus suffire, *car le prix de 21 francs par quintal est ruineux pour l'agriculture!*

Déjà la concurrence étrangère a fait disparaître de notre sol des cultures jadis étendues et rémunératrices : le chanvre, le lin, l'œillette, le colza, la garance, la soie; la laine même ne donne plus qu'un produit insignifiant. Il reste la betterave et la vigne; les céréales sont menacées, et aussi le bétail.

* * *

Nous avons dit plus haut le résultat du grand débat, le droit de 7 francs volé par les deux Chambres. C'était une mesure de salut, *le prix de 21 francs par quintal de blé étant ruineux pour l'agriculture* (voir ci-dessus).

Or, depuis six ans, le prix du blé a passé par bien des péripéties. Il s'est produit en 1898 une hausse très forte des céréales; des prix que l'on n'avait pas vus depuis longtemps ont été atteints. Mais ce relèvement n'a pas duré. Aujourd'hui, voici de nouveau le prix du blé descendu à 20 francs. Le droit voté en 1894 ne donne plus la protection nécessaire. Que va-t-on faire pour l'agriculture?

E. Perrin.

L'ENNUI AUX DIFFÉRENTS AGES DE LA VIE

L'ennui, malaise physique, torture mentale, revêt des formes diverses au cours de la vie.

Ces formes sont-elles assez tranchées, leur physionomie comporte-t-elle assez de nuances pour qu'il leur soit consacré une description spéciale? Nous le croyons. Rien de plus séparable que les différentes périodes de notre existence; se succédant sans ligne de démarcation précise, elles se distinguent cependant et s'opposent les unes aux autres; l'état présent est l'héritier des états antérieurs et en même temps les critique, les renie; à se traduire par une file de « moi » qui se méconnaissent, se dédaignent presque et se méprisent, nous soupçonnons dans le fond même de notre vie un singulier besoin de transformation et de métamorphose : c'est l'ennui immanent à la vie même qui tend à se fuir par les évolutions d'un polymorphisme sans fin. Croissance et décadence enveloppent un état métaphysique de l'ennui; nous le signalons simplement pour nous attacher à ses aspects plus particulièrement plastiques.

Au surplus l'âge où nous sommes parvenus est pour nous notre grande affaire et notre perpétuelle obsession. Nous vivons la vie *sub specie ætatis nostri*, pouvons-nous dire en modifiant une expression connue. Nous voyons le monde du point de vue où notre âge nous situe. Le chiffre de nos années accomplies est notre idée principale et obsédante; beaucoup de gens n'en ont pas d'autre; il nous sert à tous usages, étalon et repère, point de départ pour nos calculs et rêveries. Rien de plus séduisant que la psychologie des âges, puisqu'elle est pour ainsi dire une forme *a priori* de notre pensée, et que notre portrait se trouve sûrement inscrit dans les dessins du psychologue; pour notre part, en ce vaste domaine, nous n'avons à retenir que la recherche et la figure de l'ennui.

* * *

Entrant aussitôt en matière, nous négligerons l'ennui chez le fœtus qui a cependant sa physiologie et sans doute aussi sa psychologie, et nous commencerons par l'ennui chez l'enfant.

Que le nourrisson soit en proie à un ennui qu'il faut apaiser sans cesse et qui renaît perpétuellement, la remarque est de celles que formulent une mère ou une nourrice, tant elle enferme peu de subtilité. Qu'observe-t-on en effet? L'enfant exige qu'on se tienne à son service continuellement; il faut occuper ses yeux, son esprit, remuer son corps, le promener; il faut le distraire par la voix, par des mimiques, par des grimaces, où les gens les plus sérieux revêtent complaisamment des apparences de pantins et de bouffons. Eh quoi! de quoi s'agit-il? D'une chose très importante : d'amuser un enfant, de le calmer, de le consoler, alors que l'ennui lui arrache des cris, des plaintes; il tend les bras dans le vide, il appelle au secours, épouvanté de sa solitude et de son néant. Table rase, tête creuse, il a grand besoin que la vie entre en lui à flots et le remplisse; ah! que ses conquêtes sont lentes! que toutes les sensations auxquelles il s'essaye s'effacent vite! aussi il s'ennuie terriblement. Cet ennui trouve son apaisement dans les repas répétés, les ivresses de lait, les longs sommeils; mais quand Bébé reprend ses sens, rouvre les yeux, tout est à recommencer; et voilà que de jour en jour le téméraire exigera davantage; il fait effort pour s'évader de ses langes, rompre ses lisières, sauter hors de son berceau, mettre le pied sur la terre inconnue et tentatrice; il veut vivre; la vie neuve et inépuisable lui est un pays de cocagne où il aura de quoi distraire son ennui.

Bébé grandit, il est l'enfant pour qui le monde est une féerie et une fête. Que lui demandons-nous? De jouer, d'être heureux, de nous donner le spectacle de son bonheur qui nous attache à ses pas, à ses ébats enivrés. Sa journée n'est qu'une

longue récréation, un intarissable éclat de rire. Eh bien, à tout instant, cet enfant frôle l'ennui et se blesse à cette pierre sous ses pieds qui lui fait faire des faux pas, des culbutes. Reconnaissons dans son agitation joyeuse, dans ses incessants caprices, une spontanéité explosive; mais n'y a-t-il pas quelque excès dans cette turbulence effrénée, ces courses, ces bonds, cette trépidation, ce rythme saltatoire et désordonné? Que veut-il? Que poursuit-il, au juste? L'enfant fait continuellement appel à la nouveauté, à l'imprévu ; on le dit satisfait par le présent, noyé dans la sensation où il est plongé; et pourtant sur un mot trompeur, il quittera l'occupation du moment ; il se suspendra à l'habit de ceux qui partent, préjugeant qu'il sera mieux ailleurs, à leur suite, dans l'inconnu où ils se rendent ; il refera plus loin son paradis. C'est que rien ne se grave, rien ne retentit profondément dans son âme molle et courte. Ses jouets ne le distraient pas longtemps ; il les démonte, il les brise avec curiosité et colère ; il varie à l'infini le thème de ses jeux, mais quand son imagination est à bout de ressources, quand l'intérêt languit, il introduit dans la récréation les coups, les rixes, des batailles avec ses compagnons. Cet âge est sans pitié : il lui faut des émotions, des secousses.

L'ennui, c'est le besoin de toucher une sensation. L'enfant demande à manger sans faim, et, plus tard, homme, il boira sans soif ; il dévalise les placards ; il est le client attitré des pâtisseries ; il est un pillard effronté des jardins et des propriétés au temps des fruits qui mûrissent. Il est gourmand parce qu'il trouve à la vie un goût fade ; il soupire après les plats sucrés et la confiture ; il veut des tartines où il y ait plus de beurre que de pain...

Il connaît aussi l'ennui mental, les premières tristesses du cœur, s'il n'a pas sa ration de caresses et de baisers.

Le divertissement préféré des enfants, c'est le voyage. Leur esprit incohérent, aux ficelles pendantes de polichinelle désarticulé, danse et frétille à l'aise dans les successions rapides et les images brouillées ; l'ennui de cet âge, frisson à fleur d'épiderme, trouve là des compensations excitatrices qui le restaurent délicieusement.

***

L'ennui de l'adolescence a les traits imprécis et fuyants de ces années indéfinissables où tout l'être est transition et transformation.

L'adolescent est sur le seuil de la vie ; il la devine ; elle sera demain son royaume où il est plus sûr de régner que l'héritier présomptif d'un trône n'est sûr de succéder à son père. Il attend, il s'interroge ; qu'il fasse de cette attente un rêve léger. L'ennui commence à l'impatience, aux déflorations inconsidérées ; n'est-ce pas l'âge ingrat et gauche où les audaces sont des maladresses, où les paroles et les gestes manquent de musique et de beauté? Qu'il attende! Demain sera sa baguette magique ; la nature fera son coup de théâtre.

Mais il y a autre chose dans l'adolescent qu'une âme aérienne qui rêve et se laisse bercer ; son sort ordinaire est d'être un collégien. Le collège! Il n'est guère de lieu où l'ennui habite sous des formes plus revêches et plus laides. Le collège est prison, asservissement intellectuel, promiscuité pénible. Jamais l'homme, plus tard, quelles que soient les cruautés d'un sort hostile, n'aura cette figure renfrognée, craintive et boudeuse, qu'on voit à l'écolier sur les bancs de sa classe. Souffre-t-il davantage de la privation matérielle de liberté ou des servitudes imposées à son esprit? Chaque tempérament se choisit sa torture, et ici les deux supplices coïncident et se confondent. Dans la suite, le temps des vacances apparaîtra au collégien un temps de lumière, le seul moment où il ait vécu, au sens savoureux et dru du mot, et le mot vivre n'enferme alors que de la joie, l'ivresse du sang, une adorable folie.

Son cerveau est aux travaux forcés ; il est tenu de récapituler, d'introduire dans sa mémoire, — ô cauchemars ! — des quantités de siècles, de civilisations, et des littératures, des histoires, des vies de grands hommes à n'en plus finir. Et lui, et lui, quand sera-ce son tour de vivre! Le passé est mort, et dans le présent même rien n'existe, excepté notre moi, notre personne qui suffirait à remplir la terre.

L'ennui du collégien prend parfois les formes les plus malencontreuses et les plus pitoyables : haine des maîtres, brimades entre condisciples, persécution mutuelle, paresse indécrottable, recherches d'immoralité, révoltes. Le pauvre diable cuit dans son ennui et s'y retourne avec des façons si navrantes qu'on hésite à sévir durement contre lui. Certes, nous ne disons pas que ce sont là les années les plus douloureuses et les plus tristes de la vie, mais assurément ce sont les plus grises, les plus arides, les plus maussades, les plus sablonneuses !

***

L'ennui du jeune homme est un conflit avec la société et une tragédie intime. Il dérive de ces caractéristiques propres à l'état de jeunesse : force physique et faiblesse mentale ; violence des désirs, impossibilité ou incertitude des satisfactions.

La jeunesse c'est l'appétit de la vie sous toutes ses formes, la passion et la maladie de l'absolu. Fort bien, mais cette aspiration vague et démesurée à tout conquérir, à tout sentir, trahit une indétermination douloureuse, et ces désirs désordonnés, ces élans mal réglés et confus emportent avec eux des mouvements et des germes d'ennui.

Le jeune homme est un être inachevé, inconscient, tenu de se confier à ses impulsions qui ne lui donnent pas d'explications. Il ignore le but où il va; sa volonté est débile, son moi inconsistant échappe à ses prises; partir chaque matin au hasard des routes, établir un tirage au sort parmi ses caprices, c'est s'en remettre aux dangereuses décisions de l'ennui.

L'indétermination de sa personnalité est l'énigme qui tout d'abord l'irrite et l'affole; suivez ses démarches : on dirait un insensé, un visionnaire, un aveugle aux bras implorateurs. Il se cherche; il demande à tous ce qu'il vient faire en ce monde, comment est sa figure, par quelles routes il doit passer. On le rencontre en tous lieux; toujours replacé dans un carrefour, il essaye de tous les chemins; il frappe à toutes les portes; il lance des lettres dans toutes les directions où il étale son âme qu'il croit très compliquée, et qui est seulement trouble et inorganique. Que veut-il? Se connaître, définir ses aptitudes, deviner son énigme.

Dans les conversations, dans les livres, il est à l'affût des mots qui lui seront une révélation. N'est-il pas quelque part un sauveur? Quel parti est le meilleur : la folie ou la sagesse?

Dans l'amour des femmes il voit une élection qui le rend ivre d'orgueil; il attache à cet amour, — où il y a beaucoup d'élus — un sens prodigieux, mystique et comme divin; la femme à qui il a appris son nom est la lumière qui éclaire ses ténèbres; il plonge dans des abîmes de psychologie et de vanité, et dans ses façons d'amant promenant sa victoire il voit se dessiner une première esquisse de sa personnalité.

L'ennui du jeune homme est fait de la recherche inquiète et désespérée du bonheur. Oh! l'effrayant programme : avoir à conquérir son bonheur! Mieux vaut passer des examens et avoir sa position à faire. Le bonheur! Ce mot enferme tant de choses, et si contradictoires : l'amour, le succès, la liberté, des jouissances matérielles, une ambition, un idéal. Pauvre jeune homme, obligé de se donner tout cela! Plus tard le bonheur sera amassé en nous, capté dans nos souvenirs; il sera réalisé dans notre vie quotidienne assagie, ou bien il tiendra dans notre sourire sceptique, ou il sera simplement la lassitude qui renonce. Cet apaisement peut être pressenti, désiré; mais il est impossible au jeune homme le plus averti de l'atteindre par avance, de se transporter hors de lui-même, hors de son âge; jeune il est, il doit être jeune; il ne saurait mieux faire que de s'abandonner aux conseils, aux impulsions, à la folie de son ennui.

Cette aspiration universelle, ces pas errants, ces désirs passionnés et vagues, traduisent un ennui à forme anxieuse; il y a de l'angoisse, il y a du drame dans ces questions posées à tout venant, dans ces élans qui risquent de profondes chutes. Telles heures, réussies ou manquées, fixent notre humeur pour des années. Le jeune homme le sait, et il a peur de toutes ses expériences. Il cherche la vérité, la joie, le bonheur, en s'affolant, avec des éclats hystériques, en gaspillant sa santé, son temps, sa fortune. Songez donc : il a tout à découvrir. Jamais il ne viendra à bout de sa tâche : comprendre la vie, y trouver sa place, se faire écouter, marquer son langage d'un accent personnel. Comme il est perdu dans la foule! Sa figure, non encore développée, est indiscernable. Anonyme d'un troupeau on lui parle avec des formules toutes faites, des clichés portatifs et d'une banalité outrageante qui s'appliquent à sa personne en tant qu'espèce et type, car on ne discerne pas en lui l'homme futur, l'individu.

Cependant il met la main à la pratique de la vie; il a un métier; il entre en relations avec les hommes; comment va-t-il se comporter? Inévitablement la réalité le blesse et l'irrite, parce qu'il n'y reconnaît pas le monde subjectif et idéal qu'il a dans la tête, parce qu'il la déchiffre tout de travers.

Le jeune homme aux prises avec le réel s'ennuie et se désespère, se sent en exil et rapetissé, infiniment plus malheureux qu'il n'était, alors qu'il vivait dans le rêve. La réalité est le connu, le prévu; notre imagination pose l'inconnu, l'infini; elle est le joueur qui élève toujours sa mise. La réalité, c'est ce que nous avons dans les mains; mais il y a le monde entier que nous ne possédons pas. Le jeune homme pris dans l'engrenage d'une occupation machinale, adoptant un mode de vivre prédéterminé par les conventions sociales, est épouvanté de l'étroitesse du poste qu'il tient et de la niaiserie de son rôle. Avoir tant travaillé, rêvé, espéré, pour être titulaire d'une situation ridicule à force d'être misérable!

D'ailleurs son sort le condamne à débuter par les besognes inférieures, à être candidat aux tâches rebutantes. Il lui revient ce qu'il y a de pire dans le mauvais; les adultes triomphants, avisés et cyniques détiennent partout les postes de choix, les gros traitements, les clientèles triées sur le volet, les rôles en vedette. Le jeune homme tra-

vaille dans le rebut, il se glisse par les portes basses, il accepte les prix au rabais, il reçoit en s'inclinant les rebuffades.

Mais supposons-le installé dans un métier qui lui plaît et qui lui donne quelque satisfaction. — Nous remarquerons qu'il se meut dans l'ennui parce que ses démarches extérieures et les opérations de sa pensée baignent encore dans la nuit ou la pénombre de l'inconscient. Il n'y voit pas assez clair dans ce qu'il fait ; ses paroles, ses actes ne sont pas suffisamment pénétrés de lumière, saturés d'éléments conscients qui les illuminent et les idéalisent, qui les rendent attrayants et délectables ; il se sent gauche, tâtonnant ; il fait des pas de clerc et des fautes d'écolier ; il manque de maîtrise, de prestesse, de virtuosité.

Cette gêne interne, cet embarras de toute sa personne ne le quittent dans aucun de ses agissements. Et en amour, dira-t-on, n'est-il pas un maître? Pas toujours ; il s'égare terriblement dans les méandres du cœur féminin, et la vision nette à distance de sa sottise lui fera rougir les joues au temps des souvenirs désabusés.

J'étais donc cet enfant, hélas ! devant qui l'homme
Rougit presque aujourd'hui.

Une des formes fréquentes de l'ennui dans la jeunesse, c'est le découragement, une insupportable détresse. A vrai dire, le découragement n'a pas de raison d'être en ces années de verdeur et de force neuve où l'on est capable de tout entreprendre, de tout réparer. Nous dirons qu'il procède de l'imagination qui s'effraie, de la débilité du caractère. Il traduit aussi le conflit de l'imaginaire et du réel. Lisez la correspondance des hommes illustres : c'est dans leur jeunesse qu'ils se montrent le plus abattus, le plus navrés, le plus pessimistes. Plus tard nous avons pris notre parti de la vie ; gravement, dans notre coin, nous rongeons notre os.

Ce découragement se marque parfois de ce trait singulier ; le jeune homme se persuade qu'il ne vivra pas, que sa mort est prochaine ; il ne se sent littéralement pas le courage de vivre ; un mal de langueur l'engourdit ; il a des crises de tristesse à pleurer, à se suicider, à se jeter dans un cloître : c'est l'ennui qui le tient dans sa sorcellerie, obnubilant ses facultés, le frappant d'une paralysie psychique.

L'ennui dans la jeunesse est avant tout un travail de l'imagination, le désordre d'une force qui ne trouve pas son emploi ; personne n'y échappe ; mais il n'acquiert cohésion et relief, il n'est vraiment poignant que chez ceux qui l'organisent et l'avivent, chez les prédisposés qui l'entretiennent. Comment le jeune homme va-t-il secouer ce joug énervant? La même faculté imaginative qui fait son désespoir lui réserve des fantasmagories consolantes.

Il s'éprouve obscur, pris dans une gaine, et aminci, aplati par le poids colossal d'une société qui l'écrase ; eh bien, il jure qu'il sera grand, glorieux, que son nom sonnera à tous les clairons de la renommée. Oui, il ne lui faut pas moins que la gloire pour consentir à vivre cette vie vécue d'avance, plate, odieuse et ignoble, sans la transfiguration qu'elle reçoit de notre succès. Il se rit de cette foule sans nom, grouillant par toute la terre, appliquée à des métiers modestes, à des tâches de fourmis et de taupes. Est-il possible d'exister si l'on n'est pas un être d'exception à qui tout empire est reconnu, aux mains de qui toutes les joies arrivent ! C'est entendu, il aura la gloire ! Et il prononce tout bas sa devise aux lettres de diamant, les mots sacrés de sa gageure : *Aut Cæsar aut nihil.*

Cette aspiration sourde ou avouée à la célébrité lui dicte son admiration pour les hommes célèbres. Il leur voue un culte superstitieux, une adoration stupide ; ils sont sa propre image, agrandie, rayonnante, l'être d'élite qu'il sera plus tard ; et de même que le soldat n'admire personne autant que son général, l'écolier, le disciple ne savent pas de plus auguste modèle que leur maître.

Le jeune homme prépare l'œuvre qui l'illustrera, ou bien il médite le scandale, le saut périlleux, l'attaque d'épilepsie qui ameutera les passants, l'annoncera à ses contemporains ; ses projets et ses audaces ne réussissent pas toujours ; mais les années vont vite ; la jeunesse est un délire que le temps guérit, et l'homme qui s'adapte de jour en jour au train ordinaire et fatal du monde s'aperçoit qu'on peut être heureux à vivre inconnu et sans gloire.

A défaut d'ambition intellectuelle le jeune homme s'impose la conquête de l'argent, du pouvoir, des honneurs ; il lui faut les sommets, une investiture triomphale ; surtout il lui faut des illusions, des rêves, et des superstitions, une étoile ; il mêle des chimères à sa vie qui le conduisent à la bataille ; de même l'imagination des poètes de l'antiquité faisait descendre les dieux dans les rangs des combattants.

Mais l'ennui n'a pas toujours le temps d'attendre et il n'est guère dans sa nature de s'en remettre à l'avenir ; il est un découragement couché par terre, un dégoût léthargique qui demandent un cordial immédiat, des sensations réconfortantes ; le jeune homme s'adresse au plaisir, à la jouissance élémentaire qu'on obtient parfaite sans

apprentissage. Regardez-le s'amuser et vous reconnaîtrez le fouet et l'aiguillon de l'ennui dans ses plaisirs menés à coups d'éperon et de cravache: c'est perpétuellement un *crescendo* brutal, une outrance suspecte, une frénésie insensée. Le jeune homme s'amuse en fou, en délirant qui joue à se détruire; s'il croyait à l'avenir il aurait souci de ce corps qu'il malmène et qui portera le poids des années futures; mais il n'y croit pas; il ne voit pas à deux pas devant lui; il ne voit, il ne sent que l'heure présente, si laide, si nauséabonde, si étouffante qu'il en perd la tête, et ses divertissements poussés dans le monstrueux, s'égarant dans la démence sont une façon de suicide.

Et parmi ces jouissances à secousses violentes disons qu'il goûte particulièrement l'alcool, le vin, l'ivresse. Il boit, il allume un punch dans son cerveau et il semble que ses facultés se décuplent; les fumées de l'ivresse se marient à ses rêves. Pendant un moment l'alcool condensateur de l'énergie vitale et producteur de fantasmagories vient au secours de son indigence, le relève de sa timidité; ce pauvre d'esprit est transformé en riche imaginaire; pour une heure il lui est fait don d'une supériorité fictive; il s'éprouve doué de verve; sa pensée et ses gestes ont une hardiesse imprévue; en lui s'esquisse à l'état fuyant et croulant tout un état psycho-physiologique fait de souveraineté et d'aisance qui sera dix ans plus tard son état normal, consolidé et organisé. Séduisants mirages qui s'évanouissent trop vite! Prophéties flamboyantes de brasseries démenties par des lendemains lugubres! Il faut retomber dans l'ennui.

Nous résumant nous dirons : Le jeune homme s'ennuie parce qu'il est tout d'abord égaré dans un monde inextricable; il est l'apprenti maladroit, aux doigts mordus, de la vie décevante; dévolu aux postes inférieurs, il se trouve bloqué par sa famille, dominé par ses maîtres, cerné par ses devanciers; souvent sans argent, toujours sans prestige, il se morfond dans l'attente du bonheur, de sa destinée glorieuse qui tarde bien à venir; le rêve est son refuge : il sera Hamlet, Werther, René, Obermann; ou bien il va aux excès sensuels et passionnels où il s'étourdit; il aspire à grandir, à parvenir à cet âge adulte qui, espère-t-il, lui conférera la plénitude de son être et une puissance effective.

*
* *

L'ennui de l'âge mûr résulte de la vision claire de la réalité et de la décadence de notre corps miné par le temps.

L'adulte a conquis son rang social, sa part de puissance; a-t-il mis la main sur toutes les possessions qu'il convoitait? Non, sans doute, et il y a de la déception jusque dans ses triomphes. Mais il s'est arrangé à l'amiable avec le destin; il le tient quitte de ce qui ne lui a pas été livré, et marque tout haut sa satisfaction des biens qui lui sont acquis. Qu'est-ce à dire? Cet homme est-il heureux? Il ne dit pas cela; il se déclare satisfait parce qu'il conclut à la modération et à la sagesse; il remercie le sort, s'il est un de ses favorisés; mais dans les jouissances où il s'ébat plus ou moins bruyamment, dans les domaines où il règne plus ou moins complètement, assurément il s'ennuie.

Et, en effet, quelque merveilleuse que soit notre fortune, les choses ne nous sont plus rien, dès qu'elles sont notre réalité.

Toute acquisition, tout succès comportent un moment délicieux de surprise et d'orgueil, puis le butin conquis se classe et se tasse; il devient une des banalités de notre vie; ne figurent pas dans les joies qui nous enivrent notre cadre journalier que nous touchons des deux coudes, l'atmosphère à jamais fade où nous respirons, la réalité grise et cadastrée que mesurent nos pas d'automate; nous savons au juste ce que nous valent, ce que nous rapportent nos titres, nos décorations, notre clientèle, les honneurs dont nous sommes accablés; des biens qui sont à portée de notre main nous n'attendons ni émotion ni étonnement; et non seulement l'habitude en amortit la douceur, mais l'analyse chaque jour en réduit le contenu, en précise les contours jadis agréablement indécis. Et jetant les yeux sur le vaste monde nous ramenons tout à la catégorie et à l'aune de la réalité, c'est-à-dire nous ne tenons pour existantes que les seules choses à notre convenance, les seules susceptibles de tomber un jour en notre possession. La réalité, c'est notre jardin d'un arpent, et non pas la forêt de Fontainebleau; c'est notre femme, et non pas toutes les femmes; c'est la ville que nous habitons et non pas l'univers. La jeunesse à vision éblouie et confuse mêlait le réel et le virtuel, le possible et l'impossible. L'âge mûr sépare nettement ces deux mondes; de même il distingue le sujet de l'objet, le moi des ambiances et vapeurs où il se prolongeait ingénument; le rêve, l'espérance, les brouillards de l'imagination ne sont plus tenus pour des parties composantes de notre être; notre escorte de chimères a fondu; notre esprit, sommé de se vider, de tout dire, nous a dévoilé ses étroites limites; et nous n'avons plus d'incertitude poétique sur les lignes bornantes du monde extérieur devenues visibles, à arêtes dures, devant notre regard de spécialiste et de désabusé.

C'est cette vision analytique, c'est ce réalisme systématique et continu, toujours plus tranchant et plus sec qui fait l'ennui de l'âge mûr.

Cet ennui dépressif et morne a des causes plus particulièrement physiologiques, à savoir l'induration de nos sens, l'ankylose de l'esprit, et d'un mot la dégradation progressive de notre vitalité. Il faut signaler d'abord la diminution numérique, quantitative, des sensations enregistrées. Nos sens s'émoussent, nos yeux qui s'usent, se posent mollement sur les objets ; nous mettons de la paresse à regarder, à percevoir ; l'attention a des éclipses, le cerveau des somnolences. Autrefois la vie entrait en nous avec un beau tapage ; tout nous était chantant, harmonieux, sensuel ; notre système nerveux sonnait des carillons étourdissants. Aujourd'hui tout est gris, tout s'éteint ; quel vide au dehors, et en nous quel silence ! l'étincelle, la dorure des choses s'en sont allées ; la prairie vivante s'est changée en herbier ;

Le Printemps adorable a perdu son odeur !

nous ne savons plus respirer les roses ; nous demandons grâce à l'amour...

L'intelligence s'alourdit et se décolore ; il en est ainsi chez ceux qui ne l'ont pas exercée ; les résultats de ses opérations ne sont plus neufs ; c'est le temps des rengaines, des rabâchages ; on se répète, on se copie ; et nous rabâchons nos actes aussi ; sans saveur désormais, ayant perdu leur intensité crépitante, ils s'achèvent en réflexions amères, en déceptions navrées.

Le monde, ou plutôt ses synthèses hasardées et ambitieuses sont des ballons dégonflés ; l'amour, la gloire, l'honneur, le devoir, la vertu, qu'est-ce que c'est que ça ? Qui donc a rencontré ces sublimes fantômes ? Déguisés, refroidis, plus ou moins vaincus, nous n'osons plus rien affirmer ; au jour qui passe, et que nous ne distinguons pas de tant d'autres jours pareils, nous ne nous donnons qu'à demi ; les lauriers sont coupés ; nous adoptons un mode de vivre prudent, réfléchi et terne qui est une forme de l'ennui.

La maturité est une philosophie fatiguée ; c'est l'âge de la méfiance, de la critique, de la négation, de l'ironie ; l'intelligence qui s'aiguise à tout est parfois plus vive que jamais, mais ses flèches sont empoisonnées. Quels éclats de verve ! Comme nous bafouons la mascarade humaine ! Comme nous nous raillons nous-mêmes ! Ne serait-ce pas de la gaieté ? C'est plutôt de la colère, et un besoin de se réchauffer par des coups de poing, par un jeu de massacre, d'avoir le dernier mot contre un monde qui ne veut plus de nous ; dans ces années difficiles où tout ce que nous avons aimé de nous-même nous quitte sans retour, où il s'agit de donner le change, de pallier ses défaites, de dire non avec grâce, on ne saurait avoir trop de ruses, trop d'esprit.

L'ennui de l'âge mûr a ses chances et sa pénétration inégale. Il est des privilégiés qui ont dompté la fortune et qui sont armés de ressources à le tenir presque en échec. Mais il est inévitable en tant qu'expression de l'affaissement sensible de notre puissance organique. Il est lié à l'amincissement de notre étoffe corporelle, à l'envahissement insidieux de la sénilité et de la sclérose ; il traduit le ralentissement et les faux pas de toutes nos fonctions, la raréfaction et la flétrissure de nos tissus ; il est le revers mental, la face psychique de notre physiologie avariée, des digestions laborieuses, des engorgements du rhumatisme, de l'insomnie, de l'impotence cérébrale, de nos défaillances et abdications de toute sorte. On s'ennuie à propos de rien, à tout instant, comme « on prend froid » en toutes saisons, par déperdition graduelle de la chaleur vitale.

L'esprit, plus que le corps, maître de lui-même, Ariel aux mille ruses, ralentira sa décadence. Il convertit en idées les sensations qui l'abandonnent ; il transforme en abstrait le concret qui se dérobe ; il y a une richesse mentale un peu fictive qui nous tient lieu de nos richesses sensuelles et physiques qui ont péri. Tout nous quitte, tout nous trahit ; ne nous reste-t-il pas notre âme ? Notre champ d'action s'est rétréci ; mais nous évitons les fautes de tactique, les pertes de temps. Les ambitions extravagantes ne sont plus notre fait ; mais nous savons mener à bien une modeste conquête. Ainsi il est possible d'aménager son ennui, de s'y construire une demeure habitable.

Toutefois n'oublions pas que le fond de l'ennui est le désespoir. Cet homme dont le sang se glace soudain s'effraie et se révolte ; il refuse de se terrer et de s'ennuyer ; ah ! non, assez ! Cet air penaud et giflé, cette vie tremblante et claquemurée sont insupportables ! Il secouera, il galvanisera ce corps qui devient cadavre. « Oh ! une fois encore avant que la lumière de ma vie s'éteigne, que mon cœur se brise, une fois encore, avant de mourir, je voudrais jouir d'un amour de femme (1) ! » Cela se termine par la tragédie de la maladie prématurée, et au mieux, le pauvre homme que l'ennui détraque fait un jocrisse de vaudeville.

***

L'ennui du vieillard repose sur le désenchantement absolu et sur l'obsession de la mort.

(1) H. Heine.

Le vieillard est-il forcément un désenchanté? Ce n'est pas douteux, les existences les plus réussies ne l'étant guère; et l'âge qui nous fait parvenir aux idées générales et nous élève sur un promontoire est pour nous révéler notre petitesse en face de l'immensité du monde. Le vieillard veut-il évoquer ses victoires anciennes et jouir des biens qu'il a amassés, s'en trouve empêché par l'affaiblissement de ses facultés. Certes il réchauffe ses souvenirs; il a son musée, ses reliques, et sa biographie ruminée et parlée l'obsède; ah! qu'il vaudrait mieux une journée taillée dans le vif du présent, tissée de sensations fraîches et d'actes inédits!

Le cours de la vie est une succession d'états d'âme changeants et chatoyants, mystérieux et multicolores dont la variété nous ravit. Dans la vieillesse l'évolution du moi est terminée; la roue de la vie tend à s'arrêter; la transformation prochaine relèvera de l'outre-tombe et des phénomènes cosmiques. Un état d'âme unique, désormais fixe et invariable, hérite des précédents : c'est l'ennui, souffrance indéfinissable qui est l'aboutissant de tout : joies et douleurs, action et rêve. Et c'est ici l'ennui irréparable et sans plasticité, l'épuisement définitif et sans résurrection, l'ennui fait de cendres et de déchets, *caput mortuum* aux alluvions grossissants, l'ennui fait de somnolence invincible et d'une envie secrète de mourir.

L'ennui de la vieillesse est sans réaction, sans fièvre, ainsi qu'il arrive pour les maladies de cet âge; il n'enferme ni germes, ni élans, ni impulsions. Le vieillard se saurait élever contre son sort une protestation sérieuse; il n'espère pas que les lacets du destin qui l'étranglent un peu plus chaque jour se desserrent. La vie est nue devant ses yeux, ou plutôt schématisée, réduite à ses ressorts essentiels, dépouillée de ses oripeaux, car ce sont nos illusions qui l'habillent. Il a cessé son métier qui entretenait en lui l'inconscience. Alors ce désabusé se prend à cultiver son désenchantement, de même que, faute de mieux, l'affligé vit de sa tristesse; cet homme qui va quitter la scène est pris d'un désir de vérité; il veut connaître le vrai sur son propre compte, sur les autres, savoir quel rôle, quelle sorte de pièce il a joué, et quelle tragédie, quelle farce est ce monde; puisqu'il en est au dénouement, au cinquième acte, il est bon que tout se découvre; il faut qu'il ait le secret de la charade, qu'il trouve les mots de la fin; il ne veut pas mourir sans avoir su, sans avoir compris.

Il peut goûter un plaisir pervers et étrange dans cette enquête impitoyable. Quand un long espace d'années nous sépare de nos sentiments d'autrefois et de notre moi ancien, qu'importe ce que furent des actes mille fois effacés et la figure oubliée de tous que nous portions à cette époque! Des trahisons de femmes, d'amis, révélées à vingt ans de distance n'existent plus. Mais ce sont particulièrement nos erreurs, nos fautes qui nous deviennent visibles avec le temps, dessinées en lignes abstraites dans l'éther du passé. Nous faisons notre confession plénière, nous les reconnaissons comme nôtres et comme étrangères, nous en trouvant à jamais séparés. Cependant il arrive que leur nombre soit formidable et que leur ligue soit accablante; elles se rangent en bataille contre nous; la mélancolie sénile s'accompagne fréquemment d'humiliation dépressive, d'un sentiment navrant d'indignité.

Le passé ressuscite pour recouvrir le présent; c'est le passé qui règne dans l'esprit désolé du vieillard, et ce renversement des valeurs physiologiques, de l'équilibre intellectuel porte une impression désastreuse. Aujourd'hui seul est réel; hier est une hallucination; le présent est chaud, vivant, ensoleillé; il nous sollicite à l'action, il est ouvert sur l'avenir; le passé est froid, peuplé de fantômes, éclairé d'un jour polaire; il nous incline à la contemplation stérile et au remords découragé. Le vieillard, maison en ruines livrée aux revenants, est empoisonné, ensorcelé, écrasé par le passé.

Frappé de paralysies diverses il ne saurait plus sentir, embrasser, aimer le présent, jardin plein de fleurs et de fruits mûrs, et les heures qui sonnent, invitantes et chantantes, lui sont de la musique à l'oreille d'un sourd. Il est un survivant; la génération a disparu avec qui il était en communion d'idées, d'impressions, de souvenirs; il est seul dans un monde renouvelé auquel il n'a pas la force de s'intéresser. Et d'ailleurs on s'écarte de lui, on le délaisse; on attend son héritage, et les enfants, qu'il appelle à lui pour s'égayer, lui arrachent des sous. Il est un roi détrôné, un puissant abattu. Ajoutez à cela que sa parole est souvent jalouse, hostile, décourageante; ses discours qui effleurent la cime des choses et des idées sont semblables aux éblouissantes passes d'un prestidigitateur jonglant avec des têtes de morts; mais, halte-là! les mots, les abstractions ne sont pas la vie; il y a des années de sensations à vivre dans telle maxime de votre expérience dédaigneuse et lapidaire.

Situé dans une solitude, plein de pensées pareilles à des grains empoisonnés, et d'essence incommunicable, le vieillard transi et comme déplumé est saisi par l'obsession de la mort.

La pensée de la mort est une ombre chassée par un éclat de rire, un thème de rhétorique scolaire, tant que nos organes sont sains et résistants; pour

le malade irrévocablement frappé, pour le vieillard acculé au cimetière, la mort est une échéance aux heures comptées, la plus tangible des réalités

Cet homme à bout d'années se redit continuellement le chiffre de son âge ; il le confie au premier venu comme pour lui demander son opinion, un mot d'encouragement ; il fouille sa généalogie, discute son hérédité, suppute ses chances de longévité. La vie ne saurait plus l'attacher par des avantages positifs ; il se cramponne à elle pour ne pas rouler dans la tombe.

Ainsi la lutte contre la mort le tire de son engourdissement ; une terreur folle l'agite qui est sa défense contre l'ennui léthargique où il succombait ; il y a dans l'air une mauvaise nouvelle. Combat atroce et captivant ! Dans ce duel effrayant contre un adversaire qui a trop d'alliés, à cette heure où tous les coups portent, où les blessures ne se cicatrisent plus, on est sans cesse *touché*, mais il s'agit de vendre cher une vie que nous avons aimée et dont les minutes deviennent précieuses.

∴

L'ennui propre aux différents âges de la vie, qui n'épargne personne, atteint particulièrement les poètes, les rêveurs, les jouisseurs et les femmes.

EMILE TARDIEU.

UNE CONFÉRENCE EUROPÉENNE

DES

Affaires d'extrême Orient.

Rares étaient, en 1893, ceux qui croyaient avec moi au *péril jaune ;* et quand, à cette époque, la *Revue Scientifique* accueillit mes appréhensions sur le rôle prochain de l'Asie, beaucoup jugèrent plus qu'osées mes conclusions pessimistes. Depuis, malgré les avertissements de M. d'Estournelles, député de la Sarthe ; malgré le cri d'alarme poussé par Guillaume II, l'opinion, je ne dirai pas des masses, mais des chefs d'État et des parlements resta indifférente. Aujourd'hui, l'Europe est dans une ridicule posture, car elle se trouve face à face avec la plus grande crise de l'histoire sans l'avoir en rien pressentie. Quelles nullités encombrent donc ses assemblées et ses chancelleries? Les prophètes de malheur ont perdu leur temps; les avertissements de la récente campagne sino-japonaise sont restés inutiles. Les gouvernements continuèrent, ces temps derniers, à s'occuper sournoisement de la Chine ; mais, qui pour y chercher de problématiques débouchés, qui pour y placer, « en bon père de famille », une colonie de domination. Comme si, introduite de force dans le concert commercial universel, la nation pléthorique par essence qu'est la Chine pouvait y jouer un autre rôle que celui d'exportatrice! Comme si la domination européenne en Chine pouvait avoir d'autre résultat que d'enseigner, gratuitement et obligatoirement, nos arts de la guerre et de la paix à cinq cents millions d'adversaires, agriculteurs, industriels et négociants aujourd'hui, militaires demain!

Non seulement l'Europe a été surprise par les événements actuels, mais leur interprétation lui échappe. Toute à la répression militaire, elle ne voit pas les questions du lendemain de la victoire.

I

On se plaît à dire que les Chinois sont de simples barbares; et, suivant l'expression consacrée, une quantité négligeable. Qu'il y ait en Chine des barbares, — certes oui; mais, le Parlement de Paris dressant au bourreau le programme des supplices de la Barre et de Damiens n'a-t-il pas montré que nous ne manquons pas non plus de barbares en France? Bonne pour les journaux qui tirent au million, l'accusation globale contre la nation chinoise ne saurait s'accréditer près de ceux qui savent ce que furent nos guerres civiles, ce que furent et sont nos guerres coloniales.

Renonçons donc à ces incriminations puériles. Dans la guerre actuelle, les insurgés à tempéraments de bourreaux sont bien peu nombreux par rapport à la fabuleuse masse des Célestes. Les Célestes sont des civilisés; mais ils ont de la vie sociale une autre conception que la nôtre. Un peuple jaune à l'œil oblique ne peut évoluer comme une race blanche au regard direct. Au lieu de nous faire illusion à nous-mêmes en essayant de rabaisser les Chinois, reconnaissons plutôt en eux des concurrents économiques qui nous évinceront, et des candidats plus sobres et plus prolifiques à l'occupation définitive de la planète. Tel est le vrai grief de l'Europe contre la Chine. Nous étions donc tenus envers elle à la plus extrême prudence, — et, par ce mot, je n'entends pas exclure la justice, — dans les rapports des blancs à jaunes. La Chine elle-même avait confusément pressenti la nécessité de cette réserve, en bâtissant la fameuse muraille, et en refusant aux Occidentaux l'ouverture commerciale de ses ports. Quoi faisant, elle n'avait manqué que de mesure, poussant du coup à l'extrême limite et le nationalisme et le protectionnisme. Mais quand, à la recherche des fameux débouchés, nous brisâmes les barrières maritimes et terrestres du Céleste Empire, nous aussi nous manquâmes de mesure, beaucoup plus gravement toutefois; et ce sont les conséquences de nos

fautes que nous reprochons maintenant aux Chinois.

II

Rarement, en effet, la notion de justice ou celle de la plus élémentaire tolérance est entrée dans la politique de l'Europe avec la Chine. Nous nous sommes flattés de substituer à ses usages traditionnels nos plus récentes innovations. Nous avons cru pouvoir exiger d'elle qu'elle abandonnât ses croyances, ses préjugés, pour servir nos intérêts, d'ailleurs mal compris. Une pareille aberration nous a conduits à présenter au monde comme des faits honorables la guerre de l'opium et le sac du palais d'Été; à extorquer les uns après les autres, sous le nom de concession ou sous la rubrique de prises à bail, lambeaux sur lambeaux de territoires, ports sur ports : le locataire européen a cru naïvement pouvoir se fortifier contre le propriétaire chinois pour pénétrer l'immense empire de ses voies ferrées, de ses lignes de navigation... et d'invasion. Loin de la Chine, en pays blanc, les coulys, ou émigrés jaunes, ont été traités comme le plus vil bétail ou repoussés comme un fléau.

Et nous sommes assez simples pour nous étonner aujourd'hui si nous avons fini par surexciter contre les blancs la fureur des jaunes! Il faut cependant reconnaître que notre sentiment national n'est pas moins ombrageux que le leur. Nous ne nous bornons pas, d'ailleurs, à éveiller les susceptibilités de la *patrie chinoise :* nous n'avons rien négligé pour léser ses intérêts, les intérêts matériels de la masse, depuis le plus riche jusqu'au plus humble.

J'ai imprimé ailleurs, il y a de longues années déjà, que la répulsion des Célestes pour les voies ferrées, les machines et autres inventions modernes n'est pas la conséquence unique de la routine et de la superstition. Les bateliers du Weser démolirent le chaland à vapeur lancé sur leur rivière par Denys Papin; — les paysans d'Ille-et-Vilaine firent, peu avant la guerre, dérailler les trains de Vitré-Fougères; — aujourd'hui, le Conseil général de la Manche demande sur les automobiles des impôts, dont le bénéfice serait applicable au grand produit du pays : le cheval de demi-sang... Eh bien! le batelier du Nord, le laboureur breton, l'éleveur normand ont fait ou font ce que, précisément, nous reprochons au Céleste. Le Céleste vit tant bien que mal dans son état social actuel, en tout cas il s'en accommode. Mais, à tort ou à raison, il a l'intuition vague que ces bateaux à vapeur, ces chemins de fer, ces métiers ruineront tous les rameurs, porteurs, manouvriers de la ville et des champs qui composent au moins la moitié de la Chine : 250 millions d'âmes! Le Chinois ne veut pas risquer la partie. Il défend ce qui est contre ce qui pourra être.

Qu'il soupçonne, en outre, que ce sont des ouvriers d'Europe qui vont avoir, pour commencer, le bénéfice du matériel importé; qu'il comprenne que les profits des chemins de fer chinois, s'il y a profit, iront, après la ruine de toutes les petites industries locales, dans la poche d'actionnaires blancs : alors il se fâche contre tous ces engins de malheur, il veut les briser, sans aller jusqu'à pressentir que, peut-être, ils fourniront à ses enfants les armes de sa revanche, l'instrument de sa domination future sur le monde.

III

Quoi qu'il en soit, la faute est aujourd'hui commise, et le monde civilisé doit intervenir pour en atténuer les conséquences. On ne saurait trop encourager ce que Bossuet appelait la Chrétienté; Talleyrand, l'Europe; ce qu'on devra désormais nommer la civilisation blanche, à sauver en Chine ceux qui peuvent être sauvés encore, et à y faire cesser le désordre.

Mais cette nécessaire intervention doit être pratiquée d'abord avec justice, c'est-à-dire avec conscience des fautes commises; — et, ensuite, avec des ménagements extrêmes dont nous ne sommes guère coutumiers. Si les Puissances étaient en face d'armées asiatiques menaçant de tout submerger, leur accord se ferait de suite, comme il se serait fait au temps de Sobieski en cas de nouveaux succès des Turcs. Mais la défaite des Boxers ne fait pas doute, si chèrement payée qu'elle puisse être, et, — ne nous y trompons pas, — c'est le lendemain de cette défaite qui sera le commencement des vraies difficultés : alors seulement, pour tout dire, s'ouvrira la question d'extrême Orient.

L'état d'esprit des puissances est assez bien représenté par celui de l'empereur d'Allemagne. Avec cette différence, toutefois, qu'elles n'ont rien su prévoir des événements de Chine, tandis que Guillaume II n'a point été surpris par eux. Ayant eu la vision du péril jaune, et l'ayant courageusement dénoncé à l'Univers, l'Empereur ne s'est pas piqué d'être logique. De même qu'après avoir engagé le Transvaal à la résistance, il l'a abandonné dans la lutte : de même il a énergiquement adjuré l'Europe de se garder du danger chinois : et il s'y est jeté la tête baissée.

Si Guillaume II a montré cette inconsistance, comment l'expliquer, sinon par une incertitude poussée jusqu'au désarroi? Et alors, — qu'attendre de l'union des puissances? Ce désarroi, loin de s'atténuer, va se multiplier par leur nombre et par leurs rivalités.

Qui niera, pour commencer, les arrière-pensées de

la Russie, et, par conséquent, de l'Angleterre ? Il est vrai que ces deux États ne peuvent agir par l'effet d'un double hasard. D'un côté, ces chemins de fer asiatiques, qui annihileront, en faveur du tzar, Suez et la flotte anglaise, sont encore en construction ; en revanche, la Grande-Bretagne voit ses troupes immobilisées dans sa monstrueuse guerre du Transvaal. Les massacres de Chine ont éclaté trop tôt pour tous les deux.

En ce qui concerne spécialement l'Angleterre, elle est aujourd'hui dans une situation qui prête au sarcasme. De toutes les grandes puissances, elle est la seule à ne pas avoir d'armée disponible pour une guerre en Chine ; c'est cette circonstance qui a suggéré au cabinet de Londres d'offrir un mandat répressif contre la Chine au... Japon.

Le monde blanc ne pouvait, ni matériellement, ni moralement, se rallier à un expédient semblable ; c'est, d'ailleurs, ce que l'Europe semble avoir compris sans trop de peine.

La guerre ouverte aujourd'hui comporte plusieurs solutions : la solution russe, la solution japonaise, la solution indigène, le régime européen, qui peut se manifester par deux modes : partage ou protectorat.

Des Russes, appartenant à la première élite de leur pays, m'ont affirmé que la politique moscovite envers la Chine était toute de désintéressement et de franche amitié ; et à l'appui de leurs dires, ils invoquaient les restitutions territoriales volontairement consenties, naguère encore, par la cour de Pétersbourg à celle de Pékin.

Il y a là, certes, un indice intéressant. Mais je crois que les intentions réelles de la Russie ne seront connues, non pas seulement des autres, mais d'elle-même, que dans vingt à trente ans. Elle obéit présentement à un instinct. Elle n'avance pas, elle se développe. Dans trente ans, l'empire des tzars comptera à lui seul autant d'habitants que le reste de l'Europe ; et ses chemins de fer asiatiques lui auront donné tous ses moyens d'action en extrême Orient. Je ne prétends pas qu'à cette époque le tzar voudra régner de la Baltique à la mer Jaune ; mais la question se posera d'elle-même devant lui, — s'il ne va pas au-devant d'elle. La Russie est une puissance slave, dit-on. — Ajoutons : « et une puissance asiatique » en pensant à la Horde d'Or, et au sang jaune que les annexions récentes lui ont infusé.

L'hégémonie du tzar sur la Chine constituerait le danger suprême pour les Occidentaux : cela va de soi. Quant à l'absurde projet anglo-japonais, — son impossibilité saute aux yeux. Les Japonais ne se contenteraient pas, bien entendu, du rôle de mandataires. Nous détestant autant que les Chinois eux-mêmes, ils se créeraient bientôt un parti contre l'Europe dans le Céleste-Empire. Les Chinois sont de même sang qu'eux ; ils pourraient donc, sans faillir au patriotisme, accepter une dynastie japonaise et, comme telle, quasi nationale.

Si, maintenant, on veut bien considérer que les Japonais ont adopté avec le succès que l'on sait nos méthodes de guerre ; — que, d'autre part, les fabriques européennes ont jeté en Chine, par masses considérables, et avec l'appui de leurs gouvernements, canons et fusils dernier modèle : il n'est que trop visible qu'une armée japonaise encadrant les masses chinoises pourrait bien se retourner contre l'Europe et qui sait, l'éliminer, de la Terre des Fleurs.

Mais il est une autre puissance encore, la république des États-Unis, qui ne peut plus être laissée de côté. Elle tend à se particulariser et à instaurer une politique du Nouveau Monde. Sa collaboration doit éveiller autant d'appréhension que d'espérances.

Arrivons maintenant aux deux dernières solutions, qui, en réalité, n'en font qu'une : la solution indigène organisée par le concert européen ; étant donné que nous écartons *a priori* l'idée de partage de la Chine.

Pour résoudre ce problème si complexe, l'Europe doit commencer par se mettre d'accord avec elle-même. Or elle est à l'état d'équilibre instable ; coupée en deux groupements politiques plus ou moins durables, en dehors desquels se tient l'Angleterre.

Comme l'intervention projetée doit être non seulement répressive, mais créatrice de tout un organisme gouvernemental, un but aussi nouveau, aussi considérable, ne saurait être atteint par les moyens de la diplomatie ordinaire : en face du péril jaune, la civilisation blanche doit constituer une résistance permanente, un syndicat des civilisés aryens. Ce syndicat, nouvelle amphictyonie, concile ou conseil recruté parmi les représentants les plus autorisés et les plus respectables, non pas de la diplomatie, mais de la race blanche tout entière, constituerait une autre conférence universelle moins nombreuse, mais chargée d'un but plus précis que celle de la Haye. Elle aurait pour programme unique la question d'extrême Orient, et elle ne pourrait aboutir qu'à une solution unique : restauration loyale de l'absolue souveraineté du gouvernement chinois.

Tout condominium, aussi bien que le morcellement de la Chine, mettrait les co-intéressés aux prises. Que la moindre difficulté les divise en Europe : de suite, ils fomenteront contre l'adversaire une prise d'armes en Orient, sauf à désavouer les jaunes qu'ils auront ainsi soulevés. L'histoire de l'Inde au XVIII[e] siècle est pleine d'enseignements à cet égard.

Un gouvernement indigène, capable de donner des garanties à l'Europe : voilà la saine formule. Reste la grosse question, celle des rapports entre jaunes et blancs.

Pour la résoudre, la future conférence aura besoin

non seulement de pleins pouvoirs allant, s'il est nécessaire, jusqu'à l'annulation des récents baux, des dernières concessions de voies ferrées ; elle aura besoin d'autre chose encore : d'une autorité morale considérable, capable de s'imposer au monde, de braver les préjugés des masses incompétentes, de lutter contre les intérêts particuliers opposés aux intérêts généraux de la race blanche.

Il ne faut pas, pour permettre à la métallurgie européenne et américaine de réaliser des bénéfices immédiats sur du matériel de guerre ou autre, que nous nous retrouvions sous peu dans la posture actuelle considérablement aggravée.

Ne soyons pas insensés, assez aveugles, puisque la Chine ne demande qu'à s'isoler commercialement de l'Europe, pour lui imposer à coups de canon nos machines et nos méthodes si, comme je crois l'avoir prouvé ailleurs, l'ouvrier européen est incapable de résister au travailleur chinois, équipé à la moderne.

Il y a, je le sais, contre ces prudentes conclusions, préjugé contraire savamment entretenu par les intéressés. Nous nous plaisons plutôt à caresser des rêves de victoire, de conquêtes, de fermes en Chine.

Mais c'est précisément pourquoi je fais appel à l'élite du monde entier ; pourquoi je voudrais voir des hommes de tête et de cœur à la future Conférence. Je ne promets pas à ses membres la popularité, certes. Mais s'ils sont à la hauteur de leur mission, c'est-à-dire si leur protocole final contient virtuellement la préface des États-Unis d'Europe et la Charte des rapports normaux entre nous et les jaunes, plus tard, quand sera venue l'heure d'apprécier les résultats définitifs, justice leur sera rendue. Ils auront servi non pas les intérêts éphémères de la passion, mais ceux de la vérité.

Émile Barbé.

LE MÉTIER DE CLOWN

C'était un clown étrange vraiment que celui qui vint s'asseoir une nuit, sans invitation, à ma table, dans le bar clair et frais, tendu de rideaux blancs, où je laissais paresseusement les heures s'enfuir. Il portait encore sa culotte bouffante et son chapeau pointu, et l'on eût dit qu'un malin esprit avait pétri sa figure de toutes les figures des clowns les plus célèbres. Je reconnaissais dans ses yeux les yeux hagards de Billy Hayden ; dans ses joues, les joues grasses de Tony Pièce; dans son menton, le menton anguleux des Hanlon Lee, et son cou puissant me rappelait le cou de Foottit. Je ne pouvais me lasser de le contempler et je n'avais point le courage de m'irriter de son sans-gêne.

— Bonsoar, fit-il, soudain, vôlez vô payer un bock a môa!

J'acquiescai de la tête. Il se retourna :

— Garçon, un gin-ger-beer.

Nous redevînmes silencieux. Lentement, à travers le chalumeau, il aspirait le liquide blanchâtre, sans se soucier de moi, et je me demandais vainement ce qu'il me voulait et quel mobile secret l'avait poussé vers le paisible consommateur que j'étais.

Brusquement il se pencha, et cachant sa bouche de la main.

— Taisez-vous, fit-il. Je suis le clown, le roi des clowns, le clown, et c'est pourquoi je ressemble à tous ceux qui s'illustrèrent par leurs cabrioles, leurs pirouettes et leurs facéties sur le sable des cirques ou le parquet feutré des music-halls.

Il but une gorgée, lissa son toupet, et reprit plus bas encore.

— Il ne faut point vous fâcher. Je suis un pauvre homme, un peu maniaque, un peu fou, un brave homme tout de même, et j'aime conter ma vie, dans l'espérance que ceux qui m'entendront m'envieront et que leurs enfants désireront m'imiter.

— Je suis trop vieux, lui dis-je, pour me coiffer d'une perruque et sauter sur la tête, les pieds et les mains, et je n'ai ni fille ni garçon, car je ne suis marié d'aucune façon.

Il soupira.

— Ah! Monsieur, combien je le regrette! J'aurais adopté votre fils et je lui aurais légué mon savoir. Pour être un bon clown, voyez-vous, il faut avoir un père dans la partie, adoptif ou légitime, peu importe, mais un père, et moi je suis resté, malgré la meilleure volonté du monde, un inutile célébataire, et le premier de ma race je n'aurais pas de rejeton pour perpétuer mon nom. C'est une honte.

Ses lèvres dessinèrent une grimace horrible, il murmura un inintelligible juron, demanda un second gin-gen-beer, et continua, sans que je l'en eusse prié.

— Mon père était clown, Monsieur : mon grand-père, mon arrière-grand-père, mon trisaïeul aussi, et si je possédais les archives complètes de ma famille, je me trouverais, je crois bien, en remontant jusque dans la nuit des siècles, un clown pour ancêtre. Je suis né, il y a quarante ans, dans un cirque de foire, entre une écurie où dormaient un éléphant, un dromadaire, trois singes et quinze chevaux, et une baraque de somnambule, et, mes premiers pâtés de sable, je les ai bâtis sur la piste, avec le fils de l'homme-serpent et la fille de l'équilibriste. C'était le bon temps.

Déjà pourtant je brûlais d'imiter ceux qui tous les soirs, dans leurs longs vêtements flottants, soulevaient les applaudissements de la foule, et quand un

beau matin mon père m'appela près de lui, je fus si heureux que j'en tremblai. Je m'en souviens comme si c'était hier. J'avais cinq ans; un méchant petit pantalon troué entourait mes jambes et une casaque déchirée couvrait ma poitrine. Mon père, m'ayant amicalement tiré l'oreille, me prit un pied dans la main, et me força à le soulever à hauteur de la tête. Je n'y arrivai point du premier coup, vous pensez bien, mais j'étais plein du désir de réussir, et en quelques leçons j'y parvins. Il m'apprit alors à m'asseoir dans cette même position et à me relever, et tous les matins, quand les domestiques avaient nettoyé le cirque, je m'exerçais sous sa direction. Tantôt il me mettait une main sur l'estomac, tandis que je restais debout devant lui, et me renversait le torse et la tête en arrière, tout prêt à m'enlever dans ses bras, si je venais à culbuter; tantôt il me plaçait le dos tourné, près d'un mur : je m'y appuyais en posant les deux mains à plat, et chaque jour je descendais, renversé, plus bas de quelques lignes, jusqu'à être complètement ployé en deux et toucher mes talons de mes mains.

Mes reins acquirent ainsi de la souplesse et mes membres se délièrent. Dans la journée, je cabriolais avec les autres enfants, et c'étaient des centaines, des milliers de culbutes. Le soir, caché dans un coin, je contemplais d'un œil avide et jaloux mes aînés, qui sautaient, gambadaient et riaient, en faisant des farces, et j'attendais, rongé d'impatience, le moment où je les accompagnerais devant le public.

J'eus ce grand bonheur à six ans. Je savais déjà exécuter bien des tours. J'avais appris le grand écart, en posant successivement les jambes tendues et à plat sur une table placée à hauteur de ceinture et en inclinant le haut du corps du côté de la jambe tendue. Je savais aussi monter sur les épaules d'un camarade en m'aidant de la cuisse tendue en guise de marchepied et en prenant ses mains pour deuxième point d'appui, et je me perfectionnais tous les jours.

J'avais sept ans quand je commençai les sauts-périlleux.

Le clown s'arrêta un moment, caressa son menton et me regarda fixement. Puis soudain, renversant la chaise sur laquelle il s'était assis, il se dressa, prophétique, un doigt en l'air, tandis que son chapeau pointu vacillait sur sa tête.

— Le saut périlleux, Monsieur, voici la clef de notre art, le « Sésame ouvre-toi » de toute la science clownesque. Celui qui n'apprend pas à sauter suivant les règles ne sera jamais qu'un maladroit et un gâcheur. Le flip-flap, Monsieur...

— Le flip-flap, interrompis-je, tout étonné, qu'est-ce que ce mot inconnu?

Il laissa tomber sur moi un regard méprisant et pitoyable.

« Le flip-flap, fit-il, n'est autre qu'un saut périlleux en arrière, exécuté en touchant terre avec la main : comme ceci...

Et devant le barman stupéfait, il exécuta son flip-flap, puis revint s'asseoir tranquillement, comme s'il avait accompli la chose la plus naturelle que l'on pût accomplir dans un bar.

— Oui, reprit-il, mon père m'attachait alors au côté une corde dont il tenait le bout, pour m'empêcher de tomber, et j'appris ainsi à culbuter de côté, en me servant des mains pour point d'appui. Nous appelons cela la rondade. Vinrent ensuite le *saut du singe :* étant debout, je pique l'équilibre sur les mains et je retombe sur les pieds au temps; le *saut du lion :* je culbute, et au mi-temps de la culbute mes omoplates touchant terre font ressort et je me redresse sans que mes mains interviennent; le *saut de carpe :* étant couché sur le dos, les mains à plat par derrière, je ramène les jambes en fouettant et je me retrouve sur les pieds; le *saut du poltron :* je saute en un temps simultané de la tête, des reins et des jambes, et d'un seul soubresaut je suis debout. Vous devinez que je n'eus pas longtemps besoin de la corde et qu'en peu de semaines ces tours furent pour moi d'une inouïe facilité. Mon père me jugea digne alors d'exécuter toute une succession de flip-flaps. J'étais clown. C'est le flip-flap qui sacre un clown.

Il parlait avec une incroyable rapidité, comme s'il eût été pressé par l'heure ou qu'il eût un pari à tenir ou qu'il courût un record. Tout de même il se tut, avala précipitamment ce qui restait de son verre, lança son chapeau en l'air, le rattrapa sur sa tête.

— Non, dit-il, je me trompe. Je n'étais pas encore un clown : je n'étais qu'un acrobate. Le vrai clown est autre chose.

— Qu'est-il donc? demandai-je amusé.

Il fronça le sourcil.

— Ne raillez pas. Il ne suffit pas au clown de sauter et de bondir : il lui faut aussi se moquer des hommes, des pauvres hommes, et leur faire toucher du doigt leur bêtise, et les amuser de leurs propres ridicules. Le clown se double d'un sage qui se moque de l'univers. Les farces que nous contons, le soir, sous l'éclat flamboyant des lustres, n'ont pas d'autre but.

Je jugeai bon de le questionner, car dans le métier de clown c'est un point qui m'intéresse et que je connais peu, et je lui dis :

— Ah ! oui, vos mots, vos dialogues, où les trouvez-vous donc?

Il prit la docte attitude d'un professeur.

— Il est des farces qui sont de tous les pays et de tous les temps, et que les clowns, nomades infatigables et polyglottes étonnants, se transmettent de

génération en génération et les uns aux autres, des farces allemandes, anglaises, américaines, tirées des mœurs, des coutumes et des traditions, car il n'existe pas de manuel, comme certains le prétendent, qui renferme toute une liste de drôleries, avec la manière de s'en servir.

Il eut un beau geste dédaigneux.

— Mais ce sont les clowns sans originalité qui se servent des farces communes à tous. Pour moi j'ai toujours observé les gens que je voyais autour de moi et je les ai écoutés parler. Souvent une phrase, un mot, me fournissaient toute une scène qu'il me restait seulement à mettre sur pied. J'ai beaucoup lu, aussi, et surtout les livres d'enfants, car les hommes sont de grands enfants, et pour les amuser il est bon de leur conter de puériles histoires, et sous le masque d'un enfantillage ignorant, on peut oser les plus dures vérités. Parfois même les nouvelles à la main, qu'écrivent de vagues littérateurs, m'ont suggéré de folles inventions, on arrive encore à soulever des violents éclats de rire, en ajoutant à une action dramatique et connue un élément comique. Billy Hayden n'a-t-il point parodié la fameuse scène de Guillaume Tell en employant un fusil à eau ?

Sa voix devint plus grave, sa figure plus sérieuse.

— Nos rêves mêmes, les rêves éblouissants et bizarres que procure l'alcool, nous sont une mine précieuse de railleries bruyantes et forcenées. C'est pourquoi il ne faut point nous reprocher de rouler parfois dans le ruisseau : dans le ruisseau nous trouvons souvent la perle chatoyante du rire.

Il s'était dressé, les bras croisés; son chapeau était tombé et le toupet de sa perruque montait, gigantesque, dans l'air, en tremblotant. Ses yeux brillaient et sa poitrine se soulevait. Il était, je crois, quelque peu gris, mais une étrange beauté, sinistre et tourmentée, parait sa figure blanche, où gouttelait la sueur.

— Le clown est un sage, murmura-t-il, et je suis le clown, le roi des clowns, le clown. Bonsoar, my dear.

Il me tendit la main, brusquement, et comme j'allais la saisir, voilà soudain qu'il disparut, je ne sais où, je ne sais comment. Je dérangeai la table pour voir si par hasard cet être surprenant ne s'était point caché là-dessous, mais j'eus beau la remuer, la secouer, il s'était évanoui comme une cendre légère sur laquelle un souffle passe, et jamais je ne le revis. N'avais-je donc été que le jouet d'un rêve ?

PAUL ACKER.

LES CONGRÈS DE L'EXPOSITION

Étudiants et éducateurs.

Il y a eu deux Congrès des étudiants : celui de la *Corda fratres* et un autre, qui est né spontanément de celui-là, dès la première séance, à la suite d'une motion, relativement à laquelle les avis exprimés se trouvaient être contradictoires, et grâce à l'initiative d'un jeune étudiant en droit, à l'allure légèrement militaire, M. Bazet. Je parlerai brièvement de ces deux congrès...

... Mais, d'abord, en quoi consiste cette *Corda fratres*, cette Fédération internationale des étudiants, dont le titre symbolique se grave aisément dans les esprits et persiste dans le souvenir? Une publication luxueuse, remise aux membres de la presse par M. Efisio Gilio-Tos, de Turin, contient des statuts, qui m'ont éclairé sur ce point.

C'est une sorte de *franc-maçonnerie*, si l'on peut appeler ainsi une association d'aide mutuelle ayant une certaine pompe extérieure. Mais l'accès en est aisé à quiconque est inscrit, ou fut inscrit, dans une École supérieure, la cotisation en est minime, et l'association se place en dehors, — au-dessus — de toutes les querelles de politique ou de religion.

Les articles fondamentaux, les statuts et le règlement furent approuvés au premier Congrès international des étudiants, qui eut lieu à Turin, du 12 au 20 novembre 1898.

Les articles fondamentaux nous apprennent quel est le but principal que poursuit la *Corda fratres*. C'est « de protéger et de favoriser l'idée de solidarité et de fraternité entre les étudiants ». Ainsi, un étudiant peut, par son intermédiaire, se mettre en correspondance avec des étudiants d'autres pays, en particulier avec ceux qui se vouent à la même branche de sciences, afin de trouver des auxiliaires dans les recherches dont il peut avoir besoin, avant et après le doctorat. Il peut également s'assurer des hôtes et des amis dans les grandes villes lointaines.

Une tendance, d'ordre plus général encore, oriente la *Corda fratres* vers l'œuvre de la paix et de l'arbitrage entre nations. C'est ainsi que chaque confédéré s'engage, sur son honneur, à employer sans cesse les moyens que sa position sociale, son intelligence et son activité lui fournissent, pour favoriser les rapports internationaux entre la jeunesse, et seconder toutes les manifestations qu'il croira utiles, afin de dissiper, dans n'importe quelle classe, les préjugés, les rancunes, les haines qui rendent les États réciproquement hostiles et toujours sur pied de guerre.

Pour faire partie de la *Corda fratres*, et avoir ainsi la faculté de participer à ce grand dessein, une très

petite formalité est nécessaire. Si l'on est étudiant, il suffit de remplir une feuille d'adhésion et de verser entre les mains du *percepteur*, chargé de recueillir les adhésions, la somme de 1 fr. 75, comme cotisation unique, qui donne droit au *billet d'identité*. On est alors *membre effectif* jusqu'au moment où, ayant été reçu docteur, on devient *membre seniores effectif* et où l'on paie la cotisation fédérale d'ancienneté, qui est de 1 franc, chaque année. On peut aussi faire partie de la *Corda fratres* comme *membre seniores agrégé*. Il faut être alors ministre de l'Instruction publique, recteur, professeur ou agrégé. Il y a aussi des membres bienfaiteurs. Ce sont ceux, qui, suivant les statuts, ont bien mérité de la Fédération.

Administrativement, voici comment est organisée la *Corda fratres:* dans chaque ville universitaire, se trouvent des *consulats;* dans chaque nation, une *section nationale;* au faîte de la hiérarchie, un *conseil fédéral de présidence*, composé de vice-présidents, à raison d'un par nation et ayant à sa tête un président élu dans l'assemblée générale de la Fédération par les délégués officiels de toutes les nations.

Le président représente légalement la Fédération, mais c'est aux consulats qu'échoit le rôle actif; ils doivent, à toute occasion, faire des démarches pour obtenir des réductions et des facilités en faveur des confédérés. Ces démarches sont faites surtout auprès des directeurs des compagnies de chemins de fer, de navigation, de tramways; auprès des hôteliers, des restaurateurs, des brasseurs, des directeurs de théâtres, des gardiens de musées, monuments publics, galeries d'art, des libraires, etc. Ils doivent, suivant les statuts, « pourvoir toute facilitation morale et matérielle, suivant les bonnes habitudes de l'hospitalité, aux confédérés en voyage ». Ils leur envoient une délégation pour les recevoir; ils leur procurent des interprètes et des guides; ils organisent des réceptions amicales.

Et tout cela, suivant les rites, car il y a des rites.

Par exemple, chaque fois qu'un confédéré prononce un discours ou un toast, il doit placer, avant ou après ses paroles, la devise : *Corda fratres*. Un toast officiel doit être précédé par les mots « Corda fratres ad honorem! » prononcé à haute voix par l'orateur. Voici, d'ailleurs, quelle est exactement la formule du toast :

Orateur : Corda fratres ad honorem!
Silete, fratres, ad honorem domini... bibimus.
Assistants : Vivat!
Orateur : Ad salutatem domini... bibamus.
Assistants : Vivat!
Orateur : Ad felicitatem domini... bibamus.
Assistants : Vivat!
Orateur (en se dirigeant vers la personne pour laquelle est fait le toast) : Domine,... prospera fortuna semper tibi esto.
Assistants : Vivat, vivat, vivat! (A très haute voix.)

L'article 144 des statuts ajoute que la phrase : « bibimus ad honorem » peut-être changée en : « bibimus ad maximos honores », mais uniquement par les présidents de la Fédération, et lorsque la circonstance est tout à fait solennelle.

Il existe aussi tout un protocole relatif à l'exécution des hymnes et des marches. En premier lieu, on doit toujours exécuter l'Hymne National, officiellement reconnu par la nation dans laquelle on se trouve. Vient ensuite le tour de l'Hymne Fédéral, « Corda Fratres ». En ce qui concerne la place des bannières dans les cortèges, une disposition analogue est observée. Il y a également des dates fixées pour les fêtes, les réunions, les assemblées et les congrès.

La grande fête, dite « Fête Corda fratres de Printemps ou de la Jeunesse » a lieu, chaque année, au mois d'avril, dans les villes où les consulats ont leur résidence.

***

Ainsi que chacun peut en faire la remarque en parcourant ce qui précède, c'est bien en présence d'une sorte de franc-maçonnerie que nous nous trouvons. Comme les compagnons d'autrefois, les étudiants, qui voyagent, reçoivent auprès de leurs camarades des autres villes et des autres nations un appui matériel et moral. Mais, au lieu de faire simplement leur « tour de France », c'est leur « tour d'Europe » qu'ils peuvent accomplir. Il ne manque même pas à la jeune fédération le côté pompeux — ou *pompier*, comme on pourrait dire aujourd'hui avec irrespect, — qui distinguait extérieurement les anciennes corporations. Nos étudiants ne sont point possesseurs de la canne symbolique, mais ils possèdent la médaille fédérale ornée d'une Minerve et ils se parent, aux heures solennelles, de tout un jeu de cordons et de rubans.

Ils étaient ainsi parés aux séances du Congrès qu'ils tinrent, ces jours-ci dans une salle de la mairie du VI[e] arrondissement, séances où régna la monotonie d'un enthousiasme bruyant et qui furent occupées surtout par des querelles de nationalités et de préséance. Plutôt que de rechercher en commun à s'éclairer sur les intérêts qui les réunissent, ils se préoccupèrent surtout de maintenir les divisions territoriales qui modèlent, de façons différentes, leurs sentiments et leurs pensées. Voulant atteindre à une union définitive de l'élite intellectuelle de l'Europe, ils se chicanèrent parce que des nations qui n'avaient plus qu'une existence hypothétique, et n'étaient plus reconnues comme telles, souhaitaient conserver,

dans les délibérations d'un Congrès d'étudiants, une autonomie qu'elles avaient perdue. Après de longues discussions, on attribua le droit de nommer un vice-président aux Finlandais, aux Tchèques et aux Polonais. Mais alors, les Israélites roumains, que les étudiants de Roumanie ne veulent pas admettre dans leur section, réclamèrent aussi leur autonomie. Il y eut du bruit — beaucoup de bruit, — des propos vifs furent échangés et, finalement, le Conseil général décida que les israélites roumains et les représentants des petites nationalités qui le désireront seront groupés dans une section spéciale qui élira un vice-président.

Ayant ainsi résolu le problème des nationalités, le Congrès de la *Corda fratres* a pris quelques décisions qui ne manquent pas d'intérêt. Celles-ci furent expédiées sans débats. Après avoir entendu une communication de Mme Czaplinska, de Pologne, sur la question de l'enseignement des femmes, un vœu fut adopté sur ce sujet, tendant à ce que l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur soient, dans tous les pays, accessibles aux femmes, et que les étudiantes rencontrent dans les universités les mêmes facilités de travail que les étudiants. Puis, sur la proposition de M. Jacchia, de Gênes, le Congrès a décidé, afin de faciliter les voyages d'instruction et de séjour de ses membres à l'étranger, de nommer une commission chargée de rédiger un guide international, nommé *Corda fratres*, qui contiendra tous les renseignements utiles aux confédérés. Sous une inspiration analogue, M. Reveillaud a fait adopter le vœu que les associations d'étudiants délivrent, avec la plus grande facilité, des cartes temporaires d'admission aux étudiants inscrits à une autre association ou à la *Corda fratres*.

Comme on le voit, ce sont surtout des questions *d'ordre intérieur* qui préoccupent les membres de la *Corda fratres*. Ils n'ont pas d'autre souci que d'assurer la commodité de leur travail et l'agrément de leurs vacances. Il semble que l'avenir leur apparaisse sans aucun nuage. Avoir des réductions dans les théâtres et dans les restaurants, est-ce là tout le bénéfice qu'ils peuvent retirer de l'union? N'y a-t-il pas de plus graves problèmes qui se posent à l'attention de jeunes gens sérieux qui vont avoir à faire le choix d'une carrière? Et, puisqu'ils sont des centaines d'étudiants dans un même local, pourquoi ne profiteraient-ils pas de l'occasion pour s'interroger mutuellement sur ce qui fait l'objet de leur continuelle anxiété? A la première séance du Congrès de la *Corda fratres*, comme un certain nombre de jeunes gens ne pouvaient pas prendre part à la discussion, du fait qu'ils n'appartenaient point à la Fédération internationale et demandaient à réfléchir avant d'y adhérer, l'un d'eux, étudiant en droit, qui avait sur ses camarades l'avantage de s'exprimer avec facilité, proposa de réaliser ce qui était le souhait de chacun, c'est-à-dire de tenir un autre Congrès, dit *Congrès général*, auquel pourraient prendre part tous les étudiants, sans qu'il soit fait aucune distinction, et dont l'ordre du jour porterait, comme principal article, celui-ci : Condition juridique de l'étudiant, au moment de choisir une carrière. Et cela fut admis par un assez grand nombre de jeunes gens pour que, chaque matin, au lieu d'un Congrès, il y en ait eu deux, qui tinrent successivement leurs assises dans la même salle.

Le Congrès, dit *général*, se distingua de celui de la *Corda fratres* en ce que ses membres ne craignirent point d'aborder les questions les plus brûlantes et de les résoudre dans un sens démocratique. Ils reconnurent la nécessité d'organiser l'assistance mutuelle par le travail entre étudiants; ils invitèrent « les autorités législatives des divers États » à permettre aux femmes l'accès de toutes les carrières ouvertes aux hommes, lorsqu'elles auront suivi les mêmes cours que ceux-ci, et, comme complément à ce vœu, ils invitèrent également « tous les gouvernements à admettre les femmes dans toutes les facultés de leurs universités ». Ayant abordé aussi la question du service militaire, ils préconisèrent l'institution d'un service militaire de la même durée, un an ou deux ans, pour tous les citoyens, étudiants, ouvriers ou paysans. En somme, ils ébauchèrent la discussion d'un grand nombre de problèmes, mais ils ne s'appliquèrent à en approfondir aucun. Comment, d'ailleurs, auraient-ils pu le faire, au cours d'un Congrès aussi rapidement improvisé? M. Bazet le fit remarquer. Il n'avait même pas eu le temps d'élaborer un ordre du jour. Il se contenta d'emprunter au programme du *Congrès de la Jeunesse* les deux ou trois articles qui lui parurent pouvoir convenir à ses camarades des Facultés. C'est donc, en octobre, au moment où se tiendra le *Congrès de la Jeunesse*, que nous pourrons étudier les questions qui intéressent, à l'heure actuelle, tous les jeunes gens, qu'ils soient étudiants, inscrits dans les Facultés, ou jeunes ouvriers, faisant un apprentissage. Très certainement, nous y retrouverons M. Bazet, accompagné de ses amis, et ils y communiqueront des rapports sur des points qu'ils auront eu les loisirs d'étudier et de bien connaître. Ils s'y rencontreront avec l'élite de la jeunesse française, à laquelle se seront joints des étrangers, en grand nombre. Depuis six mois que se réunit la commission d'initiative du *Congrès de la Jeunesse*, elle a veillé à ce qu'aucun détail d'organisation ne fût laissé de côté. Un programme a été élaboré qui comprend six divisions : I. Éducation et instruction (internat, éducation professionnelle, universités populaires, etc.); II. Association (groupements divers, sociétés coopéra-

tives, etc.); III. Choix d'une profession (fonctionnarisme, colonisation, etc.); IV. Service militaire; V. Condition juridique du jeune homme; VI. Tendances morales et politiques.

La commission d'organisation (1) s'est divisée en six commissions chargées chacune de centraliser les rapports ayant trait aux six groupements généraux. Toute association française ou étrangère, formée en majorité de jeunes gens, est admise à envoyer deux délégués au *Congrès de la Jeunesse*.

Enfin, une clause des statuts permet à tout jeune homme, qui ne fait partie d'aucune association, de prendre part au Congrès, s'il adresse un rapport sur un des points du programme.

***

La légitimité d'un tel congrès n'est pas contestable. Il est certain que tous les jeunes gens, à quelque catégorie sociale qu'ils appartiennent, ont, en commun, certains devoirs envers l'État. Ils ont en retour des droits à sauvegarder, et il est tout à fait admissible qu'ils se réunissent en un même organisme cohérent, pour que l'on sache mieux ce qu'ils pensent en commun, et ce qu'ils veulent. Et puis, ce qui est très louable chez eux c'est la tendance à effacer peu à peu les distinctions qui séparent les êtres humains en classes distinctes. On prête grande attention, en ce moment, à la naissance, sur tous les points de Paris, et en province, de nombreuses universités populaires, variées par les tendances de leurs fondateurs ainsi que par l'enseignement qu'on y donne. Je crains bien que cet essai de fusion des classes n'aboutisse point, entrepris comme il l'a été. C'est une fraction de la Bourgeoisie qui cherche à imposer à la classe ouvrière sa manière de voir, ses cadres intellectuels, tandis qu'elle devrait, au contraire, chercher à comprendre le peuple, qui est la seule vérité vivante, pour que sa pensée en soit transformée et embellie. Mais il serait trop long d'approfondir ici ce point de vue; et, d'ailleurs, il faut se réjouir de toute tentative, même si elle avorte. Elle avait sa raison d'être et son utilité, puisqu'elle fut opérée. Je constate donc qu'à l'heure actuelle, il existe un mouvement en faveur de ce que l'on appelle *l'extension universitaire*, et ce mouvement est si puissant que l'on cherche à le réglementer. Les deux Congrès d'étudiants ont voté, par acclamations, des vœux favorables à l'éducation populaire et ce fut un des principaux articles de deux autres Congrès, qui se tinrent tout récemment à la Sorbonne : celui de l'*enseignement supérieur* et celui de l'*enseignement secondaire*. A l'issue d'une séance générale, où les membres des deux Congrès se trouvèrent réunis, on proposa le vœu suivant, qui fut adopté : « L'extension universitaire a pour rôle essentiel de faire pénétrer l'esprit scientifique dans les différentes classes de la Société par le rapprochement des éducateurs et du peuple. » On se préoccupe aussi de donner à l'œuvre nouvelle l'unité de direction qui lui fait encore défaut. Les efforts des éducateurs manquent de coordination; l'idéal poursuivi n'a pas une netteté suffisante; les moyens d'action ne sont pas définis d'une façon très précise.

Il y a encore de beaux jours pour l'éducation populaire. Mais souhaitons que nos éducateurs sachent se conformer à la parole du sage Socrate et qu'ils se préoccupent plutôt d'*éveiller* des intelligences que de les opprimer sous le poids d'un dogme, même si ce dogme participe de ce qu'ils appellent... esprit scientifique.

Léon Parsons.

(1) Notons, parmi les membres de la Commission d'organisation : MM. Bazire, président de l'Association catholique de la Jeunesse; Jules Bongrand, vice-président de l'Association libérale des jeunes gens; Léon Cote, attaché au cabinet du président du Conseil; Maurice Colrat, docteur en droit; J. Paul-Boncour, vice-président de l'Union démocratique républicaine; Georges Deherme, fondateur des Universités populaires; Fernand Gregh, homme de lettres; Maurice Monteil, président de la conférence Molé; Lucien Moreau, de l'*Action française;* Plommet, secrétaire du Cercle du Luxembourg; Marc Sangnier, président du *Sillon*, etc.

Prière d'écrire, pour tous les renseignements, à M. Eugène Montfort, secrétaire général, 22, rue Théodore-de-Banville.

VARIÉTÉS

Napoléon, Gœthe, et Talma

Les fêtes du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de Gœthe, qui ont été célébrées à Francfort, favorisent la publication dans les revues allemandes d'un certain nombre de souvenirs curieux se rattachant à la longue carrière du grand homme. On peut se figurer qu'ils ne manquent pas, si l'on songe que le poète, surtout à la fin de sa vie, a été comme le centre d'attraction du monde littéraire et même politique, et a vu défiler dans son palais de Weimar presque toutes les célébrités de l'époque.

Si la plupart de ces relations n'ont d'ailleurs pour nous Français qu'un intérêt relatif, il n'en est pas de même de l'une d'entre elles, publiée dans ces temps derniers par la *Deutsche Rundschau*.

Car il y est question de deux hommes dont l'un surtout a laissé partout sur sa route, mais peut-être en Allemagne particulièrement, le souvenir impérissable de son passage.

Napoléon et Talma : tels sont les deux noms qu'associe dans le souvenir de son séjour à Weimar la conseillère *von Sartorius*, qui fut avec son mari et pendant une semaine l'invitée de Gœthe, à la mémorable époque de l'entrevue d'Erfurth, et dont la *Deutsche Rundschau* publie un certain nombre de lettres fort intéressantes.

Ces lettres sont un document d'autant plus curieux qu'elles ont été écrites dans le feu de l'inspiration, sans étude et sans recherche, avec le seul souci de rendre aussi fidèlement que possible les impressions de toutes sortes ressenties par l'auteur devant les spectacles inoubliables auxquels il lui fut donné d'assister.

Grâce en effet au nom de son mari, historien de valeur, mais grâce surtout à son titre d'invitée de Gœthe, la conseillère *von Sartorius* eut la bonne fortune d'être admise à la plupart des réceptions et des spectacles, où se trouva rassemblé autour des deux Empereurs tout ce que l'Europe comptait d'illustre.

Il faut rendre de plus justice à cette femme, que loin de s'attacher avec complaisance, ainsi que l'auraient fait bien des femmes-écrivains dans la circonstance, à la description détaillée et pittoresque du spectacle, ce qui d'ailleurs eût été plus facile, elle préfère observer les hommes, et chercher dans leur visage et dans leurs manières certains traits saillants de leur caractère.

Comme elle témoigne d'un esprit avisé et d'une observation pénétrante, elle décrit souvent avec assez de bonheur les personnages qui la frappent particulièrement. Elle a sur tel ministre par exemple, ou sur tel homme de confiance de l'entourage de Napoléon, des jugements rapides et qui dénotent sa perspicacité.

Mais il va sans dire que sa curiosité reste tout entière pour le grand homme qu'elle brûle de contempler. Sa première lettre nous est déjà un piquant témoignage de cet ascendant extraordinaire qu'exerçait, sur l'imagination de la multitude, la physionomie du victorieux et tout-puissant *Empereur*.

La conseillère nous décrit en effet l'empressement de la foule venue des coins les plus éloignés du pays pour contempler la maison où Napoléon a passé la nuit aux environs d'Erfurth. Il semble que tous ces gens ne puissent se rassasier la vue de ce spectacle pourtant assez monotone.

Il est vrai que beaucoup d'entre eux demeurent là des journées entières pour tâcher d'apercevoir l'*Empereur* dans quelqu'une de ses promenades.

La conseillère de Sartorius ce jour-là fait comme la foule. Elle passe de longues heures à guetter la sortie de Napoléon. Faux espoir de cette foule, y compris Mme de Sartorius.

L'Empereur Alexandre arrive à cheval à la demeure de Napoléon. Nul ne doute qu'ils ne vont bientôt ressortir ensemble et l'on se précipite. Cruelle déception! Napoléon, qui avait fort à causer avec Alexandre, préféra demeurer à la maison. Et la conseillère de Sartorius fut, comme le commun des mortels, privée ce jour-là d'apercevoir l'*Empereur* sur son fameux cheval *Rustan* qu'elle n'oublie pas de nommer! Tant il est vrai qu'aux époques les plus diverses de l'histoire, certains coursiers heureux partagent avec leurs maîtres les honneurs de la célébrité.

Mais plus heureuse cependant que la foule, Mme de Sartorius devait bientôt rattraper largement l'occasion perdue et pouvoir satisfaire amplement cette fois sa curiosité.

Invitée à un dîner de gala donné en l'honneur des hôtes impériaux d'Erfurth, elle eut le loisir d'observer tout à son aise l'Empereur, et elle s'en acquitta en conscience et comme une personne convaincue de voir là quelque chose d'unique peut-être au monde, et dont elle devait pour toute son existence conserver le souvenir.

D'ailleurs, à ce qu'elle nous dit elle-même, et son témoignage est intéressant à noter, il semblait que l'assistance tout entière eût, comme la conseillère de Sartorius, les yeux obstinément rivés sur le visage de Napoléon. Et c'est encore une preuve frappante de l'ascendant exercé sur tous ces personnages si divers par l'extraordinaire génie de l'Empereur.

A côté de lui l'Empereur Alexandre, les rois de Prusse, de Saxe, de Bavière, et tous les princes couronnés qui se pressaient en foule au gala, paraissaient à tout le monde comme les personnages secondaires d'une tragédie dont *Lui* seul occupait le premier rôle et dirigeait l'action suivant sa fantaisie.

Mais je laisse maintenant la plume à Mme de Sartorius, et je transcris fidèlement le portrait ou, pour ainsi parler, cet instantané que notre épistolière adresse à son correspondant. On verra que les qualités réelles d'observation que déploie ici la conseillère sont agrémentées par ce je ne sais quoi de délicat, mais de piquant aussi parfois, qui décèle une main féminine.

« Les deux Empereurs, écrit-elle, étaient vêtus très simplement, et il semblait que l'éclat de leur entourage fût encore de nature à rehausser leur prestige.

« Napoléon portait un uniforme gris sombre avec des parements rouges, sans décoration d'aucune sorte, des épaulettes d'or de *colonel*, le cordon bleu de Saint-André, un gilet blanc tout simple, des bas de soie blancs et des souliers à petites boucles dorées, un tricorne sans cordons, avec une cocarde de la grosseur d'une pièce de *trois groschen*.

« Il a un pied tout à fait élégant et une jolie main. Il ne me paraît cependant pas très bien bâti. Le tronc est massif et peu en proportion avec les autres parties du corps. La tête est rentrée dans les épaules, et l'ensemble manque d'harmonie. Il n'a pas de ventre. Les cheveux sont noirs, le teint bronzé à l'italienne, la forme du visage lui-même n'est pas sans grâce. Les traits n'ont certes pas la pureté des visages antiques, et pourtant leurs lignes assez nettes ne laissent pas de rappeler quelque médaille romaine.

« Les yeux sont très enfoncés et l'on n'en peut saisir ni l'expression, ni la couleur. Le menton est très proéminent et la largeur des joues, du nez aux oreilles, telle, que je n'ai jamais vu semblable particularité chez aucun homme. Et c'est pourquoi le profil, en dépit de son nez proéminent, est assez anguleux. Son extérieur pourtant n'en impose pas; mais il y a en lui de la grâce et beaucoup de distinction, et ses gestes, dont il est d'ailleurs assez avare, sont pleins de grâce. »

Avais-je raison de vous avertir tout à l'heure que ce portrait, dont on reconnaîtra l'exactitude, décelait aussi facilement la main d'une femme? Rien ne lui échappe, en bien comme en mal, de ce qui intéresse la coquetterie naturelle de la femme, pour qui le grand homme, l'homme de génie, est malgré tout un homme, à qui elle pardonne difficilement malgré tout d'être laid ou disgracieux.

Mme de Sartorius ne manque pas d'observer que Napo-

léon a une jolie main, et l'Empereur, on le sait, mettait en effet un grand amour-propre à soigner et à étaler ce gracieux appendice.

Mais la belle main de Napoléon ne suffit pas à cacher à la conseillère les imperfections de son torse. Décidément l'Empereur n'est pas bel homme, et nous verrons tout à l'heure par le portrait que Mme de Sartorius nous trace de Talma, qu'elle n'est pas insensible à la belle prestance et aux qualités physiques du grand comédien.

Pour terminer sur Napoléon, elle ne manque pas d'observer qu'il se sert très fréquemment d'une tabatière d'or, et qu'il préfère priser que parler, « car, dit-elle, il n'a presque pas ouvert la bouche pendant tout le temps que j'ai passé dans la compagnie ».

Il est vrai que Napoléon n'avait guère le temps ni le désir de plaire aux femmes, et Mme de Sartorius ne manque pas de rapporter le fameux propos tenu, quelques jours auparavant, par l'Empereur :

« Je n'ai pas, en général, une grande estime pour les femmes. Il en est deux cependant que je respecte : c'est la margrave de Bade et la duchesse de Saxe-Weimar. »

***

Le lendemain de ce jour fameux où elle eut ainsi le bonheur de contempler le dieu face à face, Mme de Sartorius devait assister à la première de ces représentations célèbres données en l'honneur des princes et où Talma jouait devant *un parterre de rois*.

La fatigue des jours précédents la retint au logis. Elle s'en console pour cette fois ; car, dit-elle, on ne jouait que du Racine et du mauvais Racine (c'est *Britannicus* que la conseillère qualifie de la sorte). Elle regrette cependant d'avoir manqué Talma qui s'est montré, paraît-il, admirable dans une pièce si médiocre (c'est toujours Mme de Sartorius que je cite).

Son regret d'ailleurs au sujet de Talma devait être de peu de durée ; car le lendemain même elle allait avoir l'occasion de faire longuement connaissance avec le grand comédien.

Talma en effet, dès qu'il le put, ne manqua pas de venir apporter à Gœthe le tribut de son admiration. Mais lorsqu'il se présenta la première fois à la demeure du grand homme, celui-ci avait été contraint de se rendre à la cour ; mais il avait délégué pendant son absence Mme de Sartorius aux délicates fonctions de maîtresse de maison. La conseillère ne laisse pas que d'être très fière de cette marque de la haute considération de Gœthe, qui lui permit en outre, et plus tôt qu'elle ne le pensait, de satisfaire une légitime curiosité.

Talma se fait donc annoncer chez Gœthe avec sa femme ; et il est aussitôt reçu par Mme de Sartorius qui s'empresse d'adresser à son correspondant le résultat de ses premières impressions :

« Talma, dit-elle, est un personnage fort intéressant. Il ne possède du caractère français qu'une grande souplesse de mouvements. Mais il est sérieux de manières, et plutôt sombre de physionomie ; pourtant ses yeux gris, médiocrement beaux par eux-mêmes, possèdent même dans la vie ordinaire une expression de mélancolie suprême, qui annonce le *prince tragique*, ainsi qu'il aime à s'intituler lui-même. Il est âgé d'environ trente-huit ans, de grandeur moyenne, et bien bâti (Mme de Sartorius ne néglige jamais la complexion physique chez les hommes qu'elle admire). » Pour Mme Talma, dont elle joint le portrait à celui de son époux, elle la trouve assez peu intéressante et pas jolie ; et elle résume son impression dans ce jugement qui semble pour elle le suprême du dédain : « *c'est une Parisienne dans toute l'acception du mot.* » Voilà un jugement qui me semble rejoindre directement en valeur celui que la conseillère portait tout à l'heure sur le *Britannicus* de Racine.

***

Le lendemain de cette première entrevue, Talma revint à Weimar, cette fois comme invité de Gœthe qui tenait à posséder le grand comédien pendant toute une journée.

L'auteur de *Werther*, qui savait dépouiller, lorsqu'il le voulait, cette majesté olympienne grâce à laquelle il écartait de prime abord les importuns, se montra ce jour-là pour ses hôtes d'une amabilité, d'une simplicité charmantes. Tout le temps du repas il voulut parler français, ce qu'il faisait non sans quelques fautes légères, mais avec beaucoup de grâce.

Talma le supplia de faire un voyage à Paris, lui assurant qu'il serait partout accueilli avec admiration, et qu'il n'était pas une femme en France qui ne voulût voir et connaître l'auteur de *Werther*. Gœthe s'excusa sur son âge, ajoutant que la joie qu'il éprouverait de se trouver à Paris serait trop lourde pour ses épaules. Puis, la conversation revenant sur *Werther*, Talma demande franchement à Gœthe : « Est-il vrai, comme on l'affirme ordinairement, qu'une histoire vraie soit à la base de votre roman ? — Cette question, répondit Gœthe avec un sourire, m'a été déjà bien des fois posée. Mais je vais m'attacher aujourd'hui à y répondre nettement : *Werther*, c'est l'histoire de deux personnes condensée dans un même drame. De ces deux personnages l'un est mort, mais l'autre est demeuré vivant pour écrire l'histoire du premier, ainsi qu'il est écrit au livre de Job : « Seigneur, toutes tes brebis et « tous tes serviteurs ont été massacrés, et je me suis « seul échappé du massacre pour t'en apporter la nouvelle. » Puis Gœthe ajouta avec une indéfinissable expression de tristesse : « On n'écrit un tel roman qu'avec sa chair. »

Dans la journée, Talma, sur l'insistance de la compagnie et particulièrement de Mme de Sartorius, consentit à réciter le fameux passage d'*Othello* où le Maure étrangle Desdémone. La conseillère ne tarit pas sur le talent extraordinaire qu'il déploya dans cette scène. « Un peintre, dit-elle, aurait pu prendre son regard pour modèle. Dans l'instant, ajoute-t-elle, où Desdémone lui renouvelle l'assurance de sa fidélité et de son amour, et où lui-même, avec un sourire égaré, où flottent à la fois l'espérance, la joie et le doute, lui crie : « Tu m'aimes ? » il se montra si terriblement beau que son image demeurera à jamais devant mes yeux. »

On voit que la conseillère de Sartorius ne ménage pas les termes de son admiration pour le grand tragédien. Le soir de ce même jour, avant le départ de Talma qui avait lieu au milieu de la nuit, les invités eurent un double régal : Gœthe pour faire honneur à Talma récita quelques-

unes de ses dernières poésies, en particulier des pièces de vers inspirés par une passion récente. Talma, pour ne point demeurer en reste, déclama une scène de *Gaston de Foix*, et surtout le rêve de Macbeth « dans lequel sa mimique si expressive, écrit la conseillère, eût suffi sans les paroles mêmes à faire comprendre l'action, tant il se montrait admirable dans cette partie de son art ».

Mme de Sartorius fait, à l'occasion des alexandrins français, une remarque qui ne manque pas, surtout à certain point de vue, de justesse : c'est que si on les compare avec ceux de Gœthe et de Schiller, ces derniers ont souvent l'avantage d'être plus variés, surtout grâce à la souplesse de la construction allemande.

Sur cette dernière réflexion s'arrête la partie intéressante de la correspondance. Il était tout au moins curieux, pour nous Français, de voir l'impression produite, sur une des femmes les plus distinguées de la société allemande de ce temps, par le plus grand génie de la guerre et par le plus admirable interprète de la Tragédie.

MAURICE WOLFF.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Étranger.

The Slave (l'Esclave), par ROBERT HITCHENS (Tauchnitz, éd., Leipzig.)

C'est un roman intéressant et original, et qui serait puissant même si des longueurs ennuyeuses et des détails superflus ne l'affadissaient souvent. L'esclave, Lady Caryll, est une grande dame anglaise, asservie par une passion unique et exclusive pour les pierres précieuses. Elle n'a pas de cœur, pas de sentiments humains : elle aime les pierres. Leur contact, leur vue, leurs qualités mystérieuses la charment et la fascinent. Afin de satisfaire cette passion frénétique, elle n'hésite pas à épouser un vieillard usé et répugnant. Sir Reuben est Oriental d'origine; il est presque surnaturel par sa connaissance des pierres et sa divination des âmes. Il a compris Caryll et lui donne des perles merveilleuses, des bijoux rares, surtout une émeraude unique qui avait appartenu à la Grande Catherine et sur laquelle était gravée l'âme emportée par le plaisir. L'esclave est heureuse. Elle se laisse cajoler et admirer tandis qu'elle-même joue avec son émeraude. Mais, subitement, le vieux mari meurt, et, ce qui est infiniment plus douloureux pour la blanche Caryll, c'est que l'émeraude disparaît. L'esclave semble avoir perdu son âme, sa raison d'être. Elle erre, froide et raidie, à travers Londres, partout où il y a foule. Elle cherche. Puis on la voit redevenir lumineuse et brillante, l'émeraude aimée sur son sein. Pour la reconquérir, elle a épousé l'escroc qui l'avait volée, et cet avilissement ne lui a pas coûté. Elle passe, souriante et calme, à travers la foule curieuse, qui ne la salue plus. Elle est belle; elle s'imposera de nouveau. Et si même on la délaisse, que lui importe, puisqu'elle a son émeraude!... Cette histoire, d'un cynisme cruel, est embellie par l'amour désintéressé et chevaleresque d'Aubry pour lady Caryll. Il ne veut pas croire à son monstrueux égoïsme, à sa froideur qui fait d'elle un être hors nature. Repoussé par elle, il la sert de loin, fidèlement, avec discrétion et patience, jeune don Quichotte très touchant et un peu ridicule, dont le sacrifice ne sera jamais récompensé. Les personnages secondaires sont peints avec beaucoup de sûreté et parfois d'humour. La société de Londres, qu'on s'obstine à croire guindée, est représentée ici très différemment, et pour le moins aussi peu édifiante de mœurs et de propos que celle des autres capitales européennes. L'auteur garde dans son récit la plus parfaite objectivité, mais l'impression qu'il donne est celle d'un pessimisme sans amertume. Il semble considérer qu'à Londres des êtres vraiment humains ne se trouvent qu'à l'état d'exception dans les classes élevées. Une très noble lady s'écrie, en apprenant la mort par apoplexie de son gendre : « Quelle horreur! Il n'a même pas pu se mettre au lit pour mourir décemment. Tomber comme cela, en plein salon, c'est bien peu d'égard pour sa famille!... » Tout en y admettant quelque exagération, ce trait est pourtant bien anglais...

Povesti i raskasi (Nouvelles et Récits), par CÉROCHEVSKI (Tcharouchine, éd., Pétersbourg).

Cérochevski, dont les *Contes des Iakouta* ont eu tant de succès, maintient dans ce nouveau recueil ses qualités de style et de description. S'il avait été peintre, il n'aurait fait que du paysage, avec, à peine, de temps en temps, une figure humaine pour traduire la puissance de la nature sur l'homme. En littérature, il a tous les dons du paysagiste, la variété, la profonde compréhension de l'âme puissante et confuse de la nature, et cette manière aussi de traiter les êtres comme des parties inhérentes au grand Tout. Il note leurs passions comme il noterait un orage. Ses personnages ont trop peu de relief, ils se mêlent trop au fond général. On sent que ce n'est pas à dépeindre leurs sentiments que l'auteur s'exalte, que ses yeux éblouis voient plus loin et plus large. Dans les *Tchoukchi* (c'est le nom d'une peuplade de Sibérie), Cérochevski nous représente une tempête en Sibérie. Les hommes sont en danger; ils fuient, dans leurs petits traîneaux attelés de chiens. Ils ne peuvent ni s'orienter, ni arrêter leur course. Le vent les pousse et la neige menace de les ensevelir. Mais ce ne sont pas ces pauvres êtres luttant et

poursuivis qui intéressent principalement Cérochevski. Non, c'est la magie et la grandeur surtout du paysage. La plaine de neige le fascine, mer agitée à perte de vue, éblouissante, infinie, aussi tourmentée et plus terrible que l'Océan... Plusieurs nouvelles sont consacrées au Caucase. L'auteur en aime la nature sauvage. Ici aussi, l'homme est en danger. Il doit avancer dans des sentiers où seuls les fauves ont passé avant lui. Il doit se méfier des précipices cachés, de la végétation luxuriante qui retient, enlace et parfois ensevelit. La sérénité même chez Cérochevski inquiète. Il a beau cribler ses sites de soleil, il a beau nous décrire des figures reposées et confiantes : on sent trop bien que tout va changer ou disparaître, que la lutte inévitable n'est jamais finie, mais seulement interrompue. Les caractères sont toujours forts, sans mièvrerie, sans raffinement ni complication. Ils se vengent, ils poursuivent leur proie ou leur amour avec l'instinct des êtres primitifs. Ils sont toujours en lutte : contre les éléments ou la misère, contre les conventions sociales ou les passions diverses... Cérochevski est profondément original ; il n'imite personne et déjà on commence à l'imiter. Il a le don d'éveiller la pensée et de la jeter dans un infini farouche. Parfois il fatigue ; jamais il n'ennuie.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

Au fil des jours, par GEORGES CLÉMENCEAU (Fasquelle.)

Le titre ingénu de ce livre, après lequel on attendrait, n'est-ce pas ? la mention « premières poésies », et les sous-titres de ses subdivisions : « par les routes », « par les rues », « par monts et par vaux », « par les chemins du ciel », toutes ces simplicités un peu fades sont heureusement relevées par le nom bien claironnant de Georges Clémenceau. Il y a de tout un peu, dans ce recueil de pages brèves, même, parfois, quelque déclamation, mais de très belles choses aussi d'observation forte et franche, de style âprement savoureux. J'en aime particulièrement les croquis de campagne, imprégnés de rusticité vraie, où la nature se sent, en accord authentique avec l'âme paysanne. La petite histoire de la Roulotte par laquelle s'ouvre le volume est en son genre une espèce de chef-d'œuvre, — pauvre véhicule et masure lamentable qui vint un soir traînée par un vieil âne ; le bonhomme qui la conduisait, étameur un peu, vagabond surtout, était mort en route ; l'âne aussi mourut ; une petite « gitane » de trois ans trouvée là fut placée à l'hospice. La roulotte abandonnée fut une sorte de gîte du Diable où se manifesta de la magie, car nul ne l'eût voulu toucher et pourtant elle circulait, la nuit, sans qu'on le vît, — et c'est-à-dire qu'on en volait des bribes, le charron la ferraille et le cantonnier des planches pour rafistoler sa brouette. Et quand la fille du vieux vagabond vint réclamer sa roulotte, on la traita de voleuse et la chassa avec des pierres... Il y a encore dans ce volume de jolies notes de voyage, des figurines du boulevard qui sont spirituelles et fines. Et puis des morceaux philosophiques, concernant les « chemins du ciel », datés parfois de « chez Pousset » et qui sentent leur salle de rédaction, et qui sont, je vous jure, médiocres. Il y a surtout une préface métaphysico-grandiloquente où tournent à de vaine rhétorique des choses excessivement simples.

Poètes d'aujourd'hui, par AD. VAN BEVER et PAUL LÉAUTAUD (Société du *Mercure de France*).

Ce recueil de *Morceaux choisis* rendra de grands services s'il fait connaître un peu au grand public le mouvement poétique de ces vingt dernières années qu'il s'obstine à ignorer et qu'il méprise innocemment. On s'apercevra bientôt, je pense, qu'un véritable renouveau de la poésie française s'est produit de notre temps ; on aura honte aussi, j'espère, de n'y avoir pas fait attention et de n'avoir pas fêté comme il convenait l'apparition des poèmes de Henri de Régnier, de Vielé-Griffin, de Verhaeren, de plusieurs autres, tandis qu'on accordait la gloire des gros tirages à tels et tels romans ressassés qui raffinaient sur l'adultère mondain. Pour se mettre en règle avec ces poètes et pour s'excuser vis-à-vis d'eux, on a vite fait de les traiter de « décadents », mot excellent et d'autant plus précieux qu'il est plus dénué de sens. La meilleure réclame qu'il y ait à faire pour cette poésie nouvelle serait de la faire lire un peu. C'est à quoi MM. van Bever et Paul Léautaud ont très bien travaillé. De plus de trente poètes contemporains dont les plus anciens sont, je crois, Paul Verlaine et Stéphane Mallarmé, ils nous donnent ici des extraits suffisants pour nous les faire apprécier, surtout pour nous inciter à de plus amples lectures. De courtes notices biographiques, ensuite des bibliographies assez complètes permettent au lecteur de se reconnaître dans l'abondance des œuvres et des noms. Presque tous les poètes représentés ici réagissent violemment contre la métrique parnassienne pour aboutir au vers libre. Mais afin de ne point sembler partiaux, MM. van-Bever et Léautaud ont accueilli aussi quelques poètes réguliers. Je ne sais s'il n'aurait pas mieux valu se borner aux « vers-libristes », puisque ceux-ci, les innovateurs, sont principalement méconnus et honnis. En tous cas, si l'on admettait aussi les réguliers, il y a des oublis à regretter dans ce recueil où ne figure pas, par exemple, André Rivoire.

Le Japon, par J. Hitomi (Larose).

Ce très bel ouvrage, illustré de soixante-quatorze photogravures hors texte, est l'œuvre du délégué spécial du gouvernement de Formose à l'Exposition de 1900. Il est écrit avec compétence et avec goût; il n'est pas excessif dans l'admiration, mais il est juste dans sa sympathie et bien renseigné. Il étudie successivement la politique, la religion, l'art, la littérature, la musique et les mœurs du Japon. Les chapitres consacrés à la peinture et à la sculpture japonaise, bien qu'un peu brefs, seront lus avec intérêt par tous ceux qu'émerveillent les trésors anciens et modernes qu'on voit présentement à l'exposition du Japon. M. Hitomi prétend réagir contre l'opinion qu'on serait tenté de se faire des mœurs de là-bas, d'après quelques romans contemporains où de jeunes femmes en effet semblent s'être montrées indulgentes au caprice des voyageurs étrangers. « Nous pensons bien, dit-il avec un peu d'amertume, que les peuples civilisés ne se laissent pas tromper par des observations aussi superficielles. » Enregistrons donc avec plaisir, une fois pour toutes, que les femmes japonaises sont « douces, obéissantes, modestes, retenues à l'extrême » et qu'elles ressemblent « à des fleurs délicates qui vont se briser au moindre souffle du vent ». Les jeunes filles, paraît-il, se tiennent toujours à l'écart des jeunes gens, ne leur serrent jamais la main; « on en voit souvent qui n'osent ni manger, ni parler devant eux ». Il est vrai que la Sameyiama de Champsaur, par exemple, nous avait donné de la Japonaise une tout autre idée, une idée presque un peu plus savoureuse peut-être. Mais M. Hitomi tient beaucoup à la bonne réputation du beau sexe japonais, et, pour nous édifier sur leur compte, il nous donne dans son livre de charmantes images de « dames et jeunes filles de la bonne société » réunies chez lui « pour être photographiées » et prenant le thé « en cérémonie » ou bien « se livrant au plaisir du ikéhana (arrangement de fleurs) ». Elles ont très bonne tenue, en effet.

Les romanciers anglais contemporains, par Y. Blaze de Bury (Perrin.)

Ce livre n'est pas seulement un recueil de monographies sur des romanciers anglais contemporains, mais plutôt une étude d'ensemble sur l'état actuel d'un genre. Chacun des chapitres qui le composent, bien qu'intitulé : George Moore, Olive Schreiner, Meredith, Rudyard Kipling, Grant Allen, etc., ne constitue pas une étude sur ces écrivains divers, mais se contente d'exprimer, à leur sujet, au sujet de leurs œuvres, des idées générales, des idées abstraites souvent, — ou qui nous semblent telles parce que nous connaissons mal, personnellement, ces écrivains et ces œuvres. Aussi le livre est-il, avouons-le, d'assimilation difficile et, bien que très précis, je crois, et soigneusement documenté, paraît-il parfois vague et comme un peu flou. Mais il est plein d'aperçus nouveaux, ingénieux et toujours intéressants par la richesse, un peu prodigue, de la pensée. On y trouve à chaque instant des renseignements instructifs sur l'Angleterre et sur les Anglais, sur ceci, et sur cela; le chapitre intitulé Rudyard Kipling, par exemple, contient d'excellentes pages sur l'East-End et le prolétariat londonien. L'ouvrage d'ailleurs, dans son ensemble, tend à une démonstration péremptoire de la caducité du genre romanesque contemporain en Angleterre. Tournée à la physiologie, à la science, au socialisme, à l'exégèse, préoccupée d'actualité, d'esthétisme aussi, paraît-il, l'attention des romanciers anglais contemporains se laisse distraire de l'étude des caractères, de la passion et des mœurs. Ils ne sont plus spécialement Anglais, vivifiés par l'esprit national. Ils se dispersent et deviennent superficiels. Mlle Blaze de Bury ne pense pas qu'il faille attribuer à leurs œuvres un très durable intérêt.

Le doute plus fort que l'amour, par l'auteur de *Amitié amoureuse* (Calmann-Lévy).

Une assez effroyable aventure qui traîna dans les journaux, voilà quelques années, est le point de départ de ce roman. Un officier, dans une expédition coloniale, fut accusé d'avoir tué son compagnon; l'affaire ne fut jamais bien éclaircie, vous vous rappelez? Mais elle fit du bruit. Et, dans le monde, à cette occasion, de fines questions se discutèrent, comme, par exemple, celle-ci : une femme peut-elle continuer d'aimer l'homme qu'elle aimait quand elle apprend que celui-ci naguère assassina? Même on subtilisa, n'est-ce pas? et l'on dit... lorsqu'elle n'est pas certaine que celui-ci n'ait pas assassiné naguère? Le doute alors peut-il triompher de l'amour? Ou bien l'amour, l'Amour, est-il plus fort que tout au monde?... On épilogua. De charmantes femmes soutinrent ceci; de charmantes femmes soutinrent cela. Bref, « l'auteur d'amitié amoureuse » reprend aujourd'hui la question et la traite d'une manière magistrale tout en lui conservant, d'ailleurs, son caractère de problème mondain. L'ouvrage est écrit avec soin; il a de l'allure et de l'entrain. On y trouve à chaque instant des maximes et des apophtegmes qui ont bon air et qui semblent, au premier abord, pleins de pensée: « si l'homme se contente des réalités de la vie, la femme en recherche surtout les illusions », ou bien : « la femme passive *ne sait pas* jusqu'où elle peut *inconsciemment* faire souffrir l'homme ». Mais, en dépit de scènes de passion très vives, lèvres, baisers, « narines palpitantes », ce roman reste fade, malgré tout, extrêmement fade.

Sinorix, par Ernest Hugny (Borel).

Il est rare qu'un roman historique ne soit pas du tout ennuyeux. Il semble, en le lisant, qu'on souffre de tout le travail qu'a dû faire l'auteur pour se documenter, — travail désolant à force d'être vain, d'être incroyablement vain ! Le roman gaulois que voici marque la première des « étapes d'une race ». Il est écrit avec soin, correctement, sagement, et quelques phrases même, ici et là, ont une sorte d'agréable sonorité douce qui se prolonge plaisamment. Mais quelle étrange idée, de nous refaire encore un roman gaulois, avec des druides, des grands chênes, des chefs « généralement roux, aux moustaches longues et pendantes », et de jeunes vierges si belles, si belles !... L'aventure est d'une simplicité parfaite, excessive : le jeune chef Sinorix est haï par un autre chef Anderex. Sinorix est tout honneur, Anderex toute perfidie. Sinorix aime la belle Ica ; Anderex aussi, mais Ica aime Sinorix. Guerre, expéditions lointaines, mêlées d'hommes. A Massilia, une autre belle jeune femme s'éprit de Sinorix. Vainement. Anderex voulut se défaire de Sinorix. Vainement. Mais quand Sinorix revint, Ica, dans l'île de Sena, s'était consacrée au culte des dieux. Sinorix s'étendit sur le dolmen. Sacrificatrice, Ica le tua, puis se tua... Une sorte de pastiche de ce qu'il y a de plus démodé dans les « Martyrs » par exemple. A force d'être démodé même, je ne sais si cela ne prend pas par là quelque agrément singulier, quelque charme assez curieusement savoureux. Mais c'est bien ennuyeux tout de même !...

Les Trois Princesses, par Marie Colombier (Flammarion).

C'est un roman à clés, paraît-il, fort scandaleux, et qui donc a tout ce qu'il faut pour réussir. Il est écrit médiocrement, mais les détails risqués y tiennent lieu très avantageusement de qualités littéraires. Et si ce volume ne prend pas, c'est que la « crise du livre » est inquiétante... Il y avait trois petites princesses, élevées à Paris dans le même couvent, et qui s'étaient juré, au moment de se séparer, de ne pas se perdre de vue. Marthe, Sofia et Nadège. Sofia et Nadège étaient orphelines et sans le sou. Marthe était en possession d'une mère morphinomane et d'une très belle fortune. Mais toutes trois étaient princesses. Ce qu'il advint d'elles : Nadège est appelée à la cour de Russie pour être demoiselle d'honneur et lectrice de la tsarine. Elle devient la maîtresse du grand-duc Ivan, frère du tsarévitch. Et du coup sa fortune est faite. Car pour couvrir la situation, le tsar la marie, en la dotant magnifiquement, au baron, bombardé prince pour la circonstance, Zanitoff. Princières turpitudes. Elle meurt pour s'être trop serré la taille lors d'une grossesse inopportune. Marthe épouse le prince Michel Czardozi. Sofia, élevée par un tuteur excessivement indulgent, oublie sa situation modeste, fait des dettes, prend des amants riches. Ensuite, l'histoire de ces deux princesses-là devient très particulièrement dégoûtante.

Le Fruit défendu, par Joseph Bouchard (Lemerre).

Claudius, après avoir vécu à Paris comme étudiant, s'installe médecin de campagne aux Champs-Fleuris. Son cousin Blaise Ducollet a une propriété dans les environs et passe son temps à chasser. Claudius devient l'amant d'Églantine, épouse très jeune du très vieux M. Bergerette, sans l'aimer au début, sans être aimé d'elle ensuite. Blaise Ducollet manque de se tuer, un soir de brouillard, en rentrant chez lui en voiture. C'est le curé, l'abbé Sosthène, qui a jeté une barrière en travers de la route, parce que, secrètement épris d'Églantine, il la croit la maîtresse de Blaise. Un soir, convalescent, Blaise retient chez lui M. Bergerette pris de soupçons sur la vertu de sa femme, et fait tourner des tables avec le vieil homme. Quelques jours après, rencontrant son cousin Claudius, Blaise lui fait une tirade sur les femmes et lui répète qu'il faut aimer l'amour et non pas aimer..., etc ; pourquoi nous raconter tout cela, pourquoi ?... Finalement, M. Bergerette est obligé de partir pour recueillir la succession d'un oncle d'Amérique et sa femme le suit avec joie, quittant Claudius sans regret.

André Beaunier.

Memento. — A Nîmes, *Un patriote, Rossel* (1844-1871), conférence faite à la Maison du Peuple, par M. Élie Peyron. — Chez Villerelle, *Aux intellectuels* (extrait de la *Revue des Indépendants*), par Léon Parsons. — A Rio-de-Janeiro, *le Banquet*, « hommage à la mémoire du colonel de Villebois-Mareuil », poème, par Henri Bonnemain. — A la Société du *Mercure de France*, de délicieux *Contes choisis de Mark Twain*, très bien traduits de l'anglais par Gabriel de Lautrec, et précédés d'une agréable étude sur l'humour. — Chez Alcan, *les Formes littéraires de la pensée grecque*, par H. Ouvré, étude philosophique, où l'histoire littéraire est analysée à la fois dans ses causes psychologiques, esthétiques et sociales. — Chez Colin, *Discours aux Étudiants*, prononcés devant l'Association générale des étudiants de Paris dans ces quinze dernières années, par Renan, Pasteur, Puvis de Chavannes, Duclaux, Anatole France, Émile Loubet, Jules Lemaître, Émile Zola, etc. — Chez Ollendorff, *Notes sur la Littérature hongroise*, par Melchior de Polignac, où l'on trouve, par exemple, des renseignements sur Jokaï. — Chez Ollendorff, *l'Art d'être maîtresse*, roman, par Gaston Derys. — Chez Per Lamm, *Notre maître Maurice Barrès*, par René Jacquet, pieux petit opuscule, superstitieux même.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

États-Unis. — Le fascicule du mois d'août de la *North American Review* est en majeure partie consacré aux affaires d'extrême Orient.

C'est d'abord un long article dans lequel M. John Barrett, ancien ministre des États-Unis, près le royaume de Siam, expose ce qu'à son sens doit être la politique américaine à l'égard de la Chine. M. Demetrius Boulger examine ensuite quelle serait la part faite aux Américains dans le cas d'un partage du Céleste Empire. Dans un troisième article, M. Geo Smyth recherche et analyse les causes premières de la haine des Chinois pour les étrangers. Puis, une étude intitulée : *The japanese View of the situation*, et signée : *A Japanese Diplomat*. Enfin, M. Robert E. Lewis refait en quelques pages fort intéressantes l'histoire des rapports, durant ces vingt dernières années, des blancs avec les Célestes.

De l'article de M. John Barrett, *The Duty of America* — les lignes qui suivent :

« La chrétienté est menacée par la crise qui vient d'éclater en Chine. Le devoir des Américains n'est pas douteux... Au second plan, toutes les discussions concernant l'impérialisme et les proportions dans l'alliage... Dans le danger qui nous menace, nous devons nous rappeler que nous sommes une nation chrétienne autant qu'un peuple de commerçants. Nous représentons une puissance morale aussi bien qu'une force matérielle... Il s'agit aujourd'hui de la race anglo-saxonne, de ses croyances religieuses, de son système de gouvernement et de son idéal social. Nous ne pouvons, par conséquent, reculer devant les responsabilités. En fait d'impérialisme et d'expansion, il ne s'agit plus maintenant que du salut et du développement de notre race et de nos institutions. »

Italie. — Un notable changement dans la situation politique intérieure de l'Italie sera-t-il la conséquence du drame de Monza? Il est permis d'en douter. On peut même, sans d'ailleurs pour autant faire injure à la douleur de nos voisins, se demander si la détente qui eût été naturelle dans le désarroi de la première heure, s'est bien vraiment produite. Vous n'êtes pas sans savoir le scandale provoqué à Montecitorio par le député Pantano, au cours de la séance commémorative de la mort du roi Humbert, — séance du 6 août. D'autre part, les électeurs de deux circonscriptions déjà ont eu à faire acte de citoyens depuis l'assassinat du souverain; dans chacun des deux collèges électoraux, le suffrage universel avait à opter entre un candidat socialiste et un candidat monarchiste; or le suffrage universel a ici renforcé l'opposition, s'étant prononcé en faveur des deux socialistes.

Elle est sans doute sincère, la douleur du peuple italien. Mais, outre que le malheur n'a jamais sur la vie des collectivités l'action directe et parfois durable qu'il exerce sur les individus, les intérêts, les opinions et les passions en présence créent à la Péninsule une situation particulièrement difficile et qui laisse peu de loisir au sentiment.

La dernière consultation nationale date du 3 juin. Le gouvernement était las d'une obstruction qui rendait depuis des mois toute discussion impossible. Le président de la Chambre, M. Villa, s'était, respectueux de l'esprit de la Constitution, refusé à faire expulser les interrupteurs *manu militari*. Le général Pelloux se décida à risquer de nouvelles élections. Il espérait fermement que le pays lui donnerait raison contre les partis d'avant-garde : le socialisme et l'opposition constitutionnelle subiraient une défaite retentissante. La défaite fut pour le gouvernement, — et elle fut telle que le général Pelloux se vit dans l'obligation de démissionner et de passer la main à M. Saracco, l'actuel président du Conseil.

Les journaux du moment sont aujourd'hui intéressants à rappeler. Certains, même de la presse modérée, s'élevèrent avec violence contre le système, par trop commode, des candidatures officielles. D'ailleurs, le gouvernement *fit* les élections, du moins tenta de les *faire*, — et ce, sans grande prudence. On parla de « votes achetés »; les préfets et les maires jugés trop tièdes ou trop faibles furent impitoyablement destitués; la force armée fut plusieurs fois requise dans le but de dissoudre les réunions publiques; dans maintes localités, la mairie fut occupée militairement toute la journée du 3 juin, et la population vota sous les yeux de l'autorité militaire; des feuilles, dont on redoutait l'influence, furent séquestrées durant la période électorale; enfin, l'interdiction papale fut levée pour une partie au moins du clergé, qui cessa de s'abstenir pour la première fois depuis trente ans. A Crémone notamment, il vota en masse compacte en faveur du candidat ministériel.

Tout ce déploiement d'énergie ne réussit qu'à souligner d'une façon plus brutale la victoire des partis d'opposition : les républicains gagnèrent neuf nouveaux sièges et les socialistes dix-sept. De plus, on constata que, dans la plupart des circonscriptions où elle était battue, l'opposition avait réalisé d'importants progrès.

C'est au milieu de ces difficultés que devait succomber l'infortuné roi Humbert. Ses inquiétudes furent sans doute d'autant plus grandes qu'il vécut assez pour assister à ce phénomène à première vue incroyable : l'éveil d'un sentiment de résistance dans l'Italie méridionale. Rien ne semblait devoir jamais ébranler la parfaite soumission des populations du Sud aux suggestions venues de Rome. Or, le 3 juin dernier, le Sud envoyait à Montecitorio M. Ciccoti, un socialiste nouveau venu au Parlement, et renouvelait son mandat à M. Gonardelli, un des membres les plus redoutables de la gauche constitutionnelle.

Le climat n'explique pas seul la nonchalance des Napolitains et leur absolue indifférence en matière politique. Il est ici d'autres causes. M. Nitti les expose clairement dans un livre tout récemment paru, intitulé : *Nord e Sud*.

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39736. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

Des nouvelles plus favorables d'Extrême-Orient, et le maintien du taux de l'escompte à la Banque d'Angleterre ont valu aux marchés financiers une attitude plus ferme, et déterminé sur plusieurs valeurs de notre place une amélioration de cours assez vive.

La fermeté des rentes françaises, à terme et au comptant, une brusque envolée du Rio-Tinto au-dessus de 1 450, des demandes actives en Sosnowice, un relèvement général des prix des valeurs de tramways, la bonne tenue des actions de nos grandes compagnies de chemins de fer, tels ont été les incidents caractéristiques de la semaine.

***

On s'attendait, il y a huit jours, à une élévation du taux de l'escompte par la Banque d'Angleterre, soit de 4 p. 100 à 4 1/2 ou 5 p. 100. La réserve de cet établissement était tombée au-dessous de 18 millions de livres sterling, niveau jugé très bas par les principaux organes de la presse économique chez nos voisins.

Il fallait aviser; car rien n'eût été plus fâcheux pour le chancelier de l'Échiquier qu'une hausse du taux de l'escompte au moment même où il lançait un emprunt de 10 millions de livres sterling.

La Banque s'est décidée à élever son prix d'achat de monnaies d'or étrangères et de lingots. Elle offrit des prêts sans intérêt pour huit jours, à la condition du remboursement de ces prêts en or. Quant au chancelier de l'Échiquier, craignant un échec pour son emprunt, il consentit à en donner la moitié ferme, d'avance, à des banquiers américains.

L'opération, très critiquée à Londres, avait cependant l'avantage d'assurer certaines rentrées d'or. On estime que ces diverses mesures vont attirer sur le marché monétaire anglais, d'ici quelques semaines, 2 1/2 à 3 millions de livres sterling en métal jaune et que la tension de l'argent que l'on redoutait sera ainsi conjurée.

***

L'Extérieure est soutenue aux environs de 72, mais ne peut dépasser ce niveau. L'opinion, dans les cercles financiers, est de moins en moins favorable à l'arrangement qui transforme ce fonds en une rente amortissable en soixante ans avec une réduction de l'intérêt, de 4 à 4 1/2 p. 100.

Les porteurs de titres aimeraient mieux continuer à toucher 4 francs d'intérêt annuel sur un capital effectif de 72 francs que de ne plus toucher que 3 fr. 50 avec la perspective de voir leur titre de 72 francs remboursé, à une date quelconque, à 100 francs, d'ici soixante ans. Le délai leur paraît long, et la réduction d'intérêt plutôt forte.

Il dépend d'ailleurs des porteurs d'empêcher que l'arrangement ne devienne valide; ils n'ont qu'à faire connaître leur opposition pendant qu'il en est temps encore. Si les opposants étaient très nombreux, l'arrangement tomberait, et l'Extérieure continuerait à rapporter 4 p. 100 en or.

***

Les Chemins espagnols ne se relèvent que faiblement. Ils ont contre eux la persistance de la tension du change.

Les porteurs d'obligations du nord de l'Espagne sont vivement sollicités de présenter sans retard leurs titres à l'opération de l'estampillage au Crédit mobilier espagnol. Si le nombre des titres estampillés atteignait avant la fin de septembre le minimum fixé pour la validation du *Convenio*, le régime nouveau de paiement des coupons en francs pourrait commencer dès le 1er janvier 1901. Sinon, de longs retards seront inévitables.

***

Les fonds brésiliens se sont raffermis. Ils peuvent monter encore, car l'administration de M. Campos Salles exécute scrupuleusement les clauses de la convention du Funding et prépare pour le 1er juillet 1901 la reprise du paiement en or des intérêts de la dette extérieure.

On a détaché un coupon semestriel sur l'obligation Minas Geraes qui vaut 365 francs environ et rapporte 25 francs net par an. Les derniers renseignements parvenus de cette région si riche en ressources naturelles, disent qu'une vive impulsion y est donnée à l'industrie minière de l'or, qui abonde en diverses régions de l'État. Le gouvernement local encourage par tous les moyens dont il dispose le développement de cette industrie extractive. Il a ramené à 3 1/2 p. 100 le droit d'exportation qu'il percevait à raison de 5 p. 100 sur la valeur estimative officielle du métal, et il a obtenu du gouvernement fédéral l'admission en franchise de l'outillage importé par les compagnies d'exploitation.

La quantité d'or exportée de 1896 à 1899 a été de 11 505 kilos, d'une valeur d'environ 40 millions de francs.

***

Le 5 p. 100 chinois de 1898, obligation du chemin de fer Pékin-Hankeou, était tombé récemment au-dessous de 400 (obligation de 500 francs 5 p. 100). On cote maintenant 420. Le coupon de septembre sera payé régulièrement. Les fonds provenant de l'emprunt, non encore employés à la construction, sont en sûreté dans des banques en Europe. Tout est calme d'ailleurs à Hankéou, et les travaux du chemin de fer, de ce côté, n'ont pas été interrompus.

***

Les valeurs sud-africaines se sont de nouveau alourdies. La cote inscrit les cours antérieurs à la dernière et éphémère reprise, Rand Mines 1 015, Goldfields 192, etc. Moins que jamais la guerre du Transvaal paraît toucher à son terme. Les dépêches ont signalé la capture d'une garnison anglaise, une nouvelle interruption de communications au sud de Johannesburg, des mouvements inquiétants des Boers dans l'ouest.

De Wet continue à défier les efforts des généraux Kitchener et Methuen lancés à sa poursuite. Le général Buller s'avance dans l'est, mais on ne sait rien des résultats de sa marche.

Il n'est toujours pas question d'une prochaine reprise de l'exploitation des mines dans le Witwatersrand.

REVUE BLEUE

Les numéros antérieurs au 1er janvier 1899 sont vendus 1 franc.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 39736.

N° 8. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. [redacted]

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 8

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois	Un an.	Avec la Revue Scientifique	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — **SCHLEICHER Frères, Éditeurs**

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

On s'abonne chez tous les libraires et dans les bureaux de poste de France et de l'étranger

Les annonces sont reçues à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PUBLICITÉ, 7, rue Drouot, Paris, O. ZUCCA, Directeur (Téléphone : 221,88).

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 8. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 25 AOUT 1900.

LA DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES

A L'EXPOSITION UNIVERSELLE.

Ce n'est pas le moment d'apprécier les résultats de l'Exposition universelle de 1900; d'en retracer l'histoire, d'en décrire la physionomie. De même ce n'est pas encore l'heure d'apprécier les résultats de la Conférence de la Haye. On peut rapprocher ces deux événements par la pensée plus étroitement qu'ils ne le sont dans le temps; ce sont deux grandes choses qui se ressemblent par plus d'un point, deux grands actes de l'humanité : l'un discret, presque silencieux, l'autre tapageur et magnifique; ils vont au même but : ils expriment le grand désir de paix qui tient au cœur des peuples. Quels fruits réels ils auront produits, quelles conséquences ils auront eues, on ne le saura que plus tard. Les protocoles, les rapports, les discours officiels, imprimés tout chauds encore des acclamations populaires, ne sont admis qu'à titre de correction par le jury vraiment supérieur qui ne porte pas d'insignes en ruolz et ne demande pas de décorations pour son verdict.

On peut dire aujourd'hui en deux mots, — et toutes les hypothèses de l'avenir mises en réserve, — que la définition officielle de l'Exposition, la formule magique : « Fête du Travail et de la Paix », est demeurée si éloignée de sa réalisation qu'elle apparait comme une ironie. Jamais on ne s'est aussi violemment combattu dans le monde. Partout les armes retentissent et le sang coule, en Afrique, en Asie, en Chine, aux Philippines. Nous voyons poursuivie par des moyens atroces l'extermination systématique de deux grandes familles humaines, les Arméniens en Asie Mineure, les Boers dans le Sud-Africain. Voilà la fête de la Paix.

Quant au Travail, il est peu à la fête, il est surtout dans les mines, dans les forges, dans les chantiers, en butte à une multitude d'accidents douloureux, sur les quais de nos ports, dans les soutes de nos navires, luttant avec âpreté pour obtenir sa part de civilisation et de lumière.

***

Une pensée ingénieuse avait fait choisir le palais des Illusions pour point de départ du cortège se rendant à la distribution des prix. Jamais on ne vit une classe aussi nombreuse d'enfants aussi graves devant un aéropage aussi imposant rassemblée sous une tente aussi splendide; cette multitude d'hommes était dans l'impatience fiévreuse des récompenses promises au mérite et aux talents. Ah! non, ce n'est pas encore demain que les mœurs de la démocratie française permettront de réaliser ce rêve de quelques pédagogues chimériques, la suppression des distributions de prix! Il y avait ici 75 000 élèves, ayant barbe au menton, beaucoup en cheveux gris, dont 42 790 furent récompensés, au son flatteur des musiques, et qui virent leur nom briller du doux éclat des lettres moulées dans un beau palmarès.

Le maître chargé de prononcer le discours officiel, s'excusa du peu, et il avait raison de s'excuser, car un grand nombre certainement, parmi les 32 210 qui s'en allèrent sans autre prix que le témoignage de leur bonne conscience, avaient mérité, eux aussi, la couronne; et plus d'un, dans la foule obscure des oubliés, a autant et plus de mérite que beaucoup

d'élus, comme il arrive généralement aux choses humaines.

Cependant une politique équitable avait multiplié les degrés de la récompense, et ces divers artifices par lesquels on s'efforce de réparer l'insuffisance du discernement humain, en présence de tant de mérites égaux quoique différents : il y avait des grands prix, des premiers prix, des seconds prix, des troisièmes prix, et ainsi de suite, puis des prix *ex æquo*, puis encore des seconds premiers prix, des troisièmes premiers prix, etc. ; et tout cela néanmoins insuffisant pour la complexité du problème à résoudre. Une voix autorisée le dit : il aurait fallu couronner tout le monde. Jamais ne fut ressentie une telle soif insatiable de la justice. On oublia cependant certains prix, d'un usage tout classique, et qui ne sont pas les plus méprisables aux yeux des personnes sensées : par exemple le prix de bonne volonté, le prix de bonne tenue, et surtout celui que l'on oublia fut « le prix de travail », oubli inconcevable dans la fête du travail !

Mais il faut reconnaître que le prix de travail est le moins recherché entre tous les prix ; on est assez porté à le prendre pour une mortification, une sorte d'injure, ou tout au moins la consolation trompeuse des pauvres d'esprit.

* * *

Aux récompenses professionnelles — médailles et diplômes, — qui appartiennent en propre à l'Exposition Universelle, on ajouta des flots de rubans rouges, symboles de l'honorabilité immanente. Ce ne fut pas une pluie, pas une averse : un déluge. Les sources inépuisables de l'éternel Olympe furent précipitées en cataractes sur la multitude assoiffée.

Dans les hauteurs sublimes du ciel politique se tient un trésor sacré et sans limites, où des dieux éphémères puisent à pleines mains « l'honneur » et le déversent par seaux, par tonneaux, sur la tête des pauvres humains, couverts de péchés et de fautes, et aussitôt ils sont lavés, nettoyés et resplendissants. La pluie miraculeuse tombe au hasard, les uns en reçoivent une goutte, d'autres une plaque, mais tous sont transformés. Les dieux de là-haut se succèdent : le trésor reste constant, et toujours plein d'honneur ; c'est la propriété du souverain pouvoir, impersonnel, et toujours égal à lui-même, quelles que soient les vaines constitutions des Français, monarchiques ou républicaines, autoritaires ou libérales ; le pouvoir souverain demeure sous les figures mobiles qui le représentent un moment, il distribue ses grâces, il confère à sa guise la dignité de la vie et il reconstitue les castes à mesure qu'elles s'épuisent.

La grâce a pour caractère propre, on le sait, de ne pas se mesurer au mérite, car elle ne serait plus une grâce si elle était accordée selon le mérite ; et c'est principalement quand elle tombe sur le moins méritant et le relève d'un coup soudain et inexplicable, qu'elle prouve le souverain pouvoir et qu'elle en confirme le prestige sur les incrédules et les mécréants.

Les distributions du signe de l'honneur ont toujours eu ce caractère aléatoire et capricieux, qu'il faut leur garder avec soin : elles tombent à droite ou à gauche, tantôt sur les plus nobles fronts, tantôt sur les plus vils, et c'est ainsi que se démontre, au scandale des esprits superficiels et bornés, la permanence d'un pouvoir souverain qui est à lui-même sa loi.

Nous n'avons lu, je pense, que deux noms de femmes dans la liste des décorés d'hier : Mme Lesueur et Mme Clémence Royer, cerveau vraiment viril de philosophe et de mathématicien. Mme Royer aurait pu être décorée tout aussi légitimement il y a un quart de siècle ou plus ; mais il fallait l'occasion de cette Exposition Universelle pour qu'elle passât, par grâce et par surcroît, dans la grande fournée tumultueuse et obscure qui défie la critique.

Deux femmes ont donc été distinguées au milieu de cette grande émulation des femmes de notre temps pour conquérir leur juste part dans l'activité sociale. Elles brillent dans toutes les branches de l'art, de l'industrie et de l'administration. Il eût été bon et beau d'en honorer un plus grand nombre, comme elles le méritent, les noms se pressent sous ma plume ; mais nous avons dit qu'il ne s'agit pas de justice, mais de grâce ; l'imprudent qui s'avisera de vouloir mesurer le ruban de l'honneur à l'aune de la justice en décidera du coup l'abolition.

Puis est venue la cohorte nombreuse des fonctionnaires, préfets, directeurs, chefs de bureau et sous-chefs, voire simples commis ; ces décorations n'ont aucun rapport avec l'Exposition Universelle de 1900, excepté quelques-unes dont furent gratifiés ceux qui suèrent sang et eau dans les baraquements de l'avenue de l'Alma. Puis l'armée formidable des médecins : il est établi, en effet, que tout médecin français doit être décoré pour être un habile homme et avoir quelque chance de toucher ses honoraires d'un public de neurasthéniques, névropathes et autres gens accablés de maux innomés qui pullulent et veulent être guéris, mais ne veulent pas payer. C'est une règle de plus en plus admise dans une société besogneuse et malade que le médecin doit être tout à tous, jour et nuit, et sans salaire ; il peut se serrer le ventre avec le ruban de la Légion d'honneur. Puis encore, c'est la foule des artistes en tout genre d'art, peintres, sculpteurs, photographes, architectes, ingénieurs, parmi lesquels se rencontrent au hasard plusieurs professeurs, journalistes et hommes de plume ou de courses.

Que tant de décorés me pardonnent et reçoivent mes félicitations bien sincères ! que je leur fais du

fond du cœur! Je soutiens que leur glorification toute neuve et leur honorisation improvisée n'a aucun rapport avec l'Exposition Universelle de 1900. Ils devaient être honorés pour leurs mérites et non pour l'occasion, et c'est une diminution de l'honneur que le recevoir pour une occasion accidentelle, qui a paru plus efficace que tout le travail et le génie.

Restent les décorations qui se rapportent en effet à l'Exposition elle-même, qui témoignent de la valeur des produits exposés, de l'élégance des installations, de la richesse des vitrines. Tous ces mérites ont déjà été constatés par les récompenses professionnelles, ces belles médailles qui figurent si avantageusement sur les enseignes et en tête du papier de correspondance, qui augmentent singulièrement les prix des marchandises et le nombre des acheteurs. On se demande s'il est nécessaire de joindre à la médaille d'or le ruban de la Légion d'honneur.

Avoir pendant un demi-siècle vendu de l'épicerie à ses concitoyens, en tirant de gros bénéfices du mélange savant des cafés ou de la pure cannelle, avoir perfectionné la pâte savoureuse du cholocat, qu'il blanchisse en vieillissant ou ne blanchisse pas, peu importe, l'un et l'autre a sa vertu; et, de là, avoir tiré des châteaux entourés de parcs, des écuries de marbre et remplies de chevaux impeccables, des yachts voguant sur les eaux, c'est parfait : voilà la récompense naturelle et légitime du travail de cent mille hommes et femmes pendant un demi-siècle; mais on cherche en vain la raison et la cause pourquoi la république du suffrage universel va encore ajouter à l'heureuse aisance d'un seul le privilège officiel de l'honneur.

***

La question qui se pose est plus étonnante encore si le lauréat est l'un de ces infatigables propagateurs de « l'alcoolisme », qui, sous les couleurs et les goûts les plus diversement alléchants, distribue sans relâche son poison dans le corps social tout entier.

Est-ce l'identité fondamentale de la drogue que l'État républicain honore ou la variété infinie de ses formes? Est-ce la perversité essentielle du fond que la République couvre et décore de la belle couleur de son ruban rouge ajoutée à tant d'autres couleurs délicieuses, ou bien est-ce la perfection de l'hypocrisie et du mensonge qu'elle consacre, récompensant la distillerie nationale non pas précisément d'empoisonner le peuple, mais de l'empoisonner sans qu'il ait la notion de son malheur?

Toutes les nuances du prisme céleste et tous les parfums de la terre épanouie servent à tromper le consommateur sur la qualité de la marchandise diabolique. De l'alambic colossal sort jour et nuit l'essaim tumultueux des furies aux cheveux d'or, aux yeux d'émeraude, aux lèvres vermeilles; elles déguisent par le prestige d'un art consommé leurs passions mauvaises et s'envolent jusque dans nos campagnes les plus retirées non pas en hurlant, mais en souriant, avec toute sortes de manières engageantes : la République leur noue dans les cheveux son ruban séducteur.

Le meurtre, le suicide, la paralysie, le *delirium tremens*, la ruine de milliers de familles et le délabrement d'un grand peuple sont recommandés et justifiés par l'insigne de l'honneur national.

Cependant les autorités constituées ont adressé un appel au public pour combattre les progrès de l'alcoolisme, déclaré responsable de notre dépopulation progressive. Le Parlement s'est ému de l'extension du fléau, le Sénat a ordonné des enquêtes et préparé des lois, le ministre de la Guerre a publié des ordonnances interdisant la vente de l'alcool dans les casernes. Aussitôt l'État républicain se hâte de réparer l'affront fait à l'alcool, et reprenant d'une main la drogue empoisonnée qu'il avait écartée de l'autre, il la couronne; il permet que « l'alcoolisme » se présente au peuple avec la garantie du gouvernement et sanctionné par les plus hauts honneurs de la République.

***

Mais, dites-vous, ce n'est pas « l'alcoolisme » que nous décorons, c'est la grande notoriété industrielle, c'est la richesse acquise, c'est la situation sociale. Oui, c'est le succès que la République honore, quelle qu'en soit la source et le moyen. Voilà le dernier mot de la philosophie des décorations.

C'est le succès, c'est le profit qui reçoit la marque et l'estampile de l'honneur; car le profit est visible, tangible, il a des murs de façade où peut s'accrocher la croix d'honneur; il s'étale, il s'impose, il remplit la ville du roulement de ses carrosses, il donne à dîner : tandis que le travail est pauvre et caché, il n'offre pas de surface, il est introuvable.

Où irez-vous le chercher? Dans les entrailles de la terre, sur le noir sillon, dans la forge, dans la soute des navires? Il est sale. Le travail ne peut pas recevoir son prix. Depuis le commencement du monde, jamais il n'a touché son dû.

Quand vous amènerez sur la scène un mineur, un forgeron, un terrassier, que vous les débarbouillerez de leur suie, leur laverez les pieds devant le peuple ébahi, et que vous les décorerez, au son des fanfares, alors je reconnaîtrai la fête du Travail; jusqu'à présent je n'ai vu que la fête du Profit.

HECTOR DEPASSE.

L'HISTOIRE AU XIXe SIÈCLE

On dit, ou plutôt les historiens disent couramment que l'originalité la plus sûre du siècle finissant est d'avoir été « le siècle de l'histoire ». Quoique banale, cette maxime n'est pas sans justesse. En effet, le domaine des études historiques s'est fort étendu au XIXe siècle dans le temps et dans l'espace : des civilisations anciennes ont été exhumées que les plus savants hommes d'il y a cent ans ne connaissaient pas, quelques-unes même de nom ; les monuments de l'histoire primitive de l'humanité, les débris de plusieurs mondes oubliés, la Chaldée, l'Égypte, l'Assyrie, l'Inde, la Perse et la Grèce archaïques, l'Amérique précolombienne, etc., ont reparu à la lumière. D'autre part, le terrain traditionnel des études — histoire grecque, histoire romaine, histoire juive, histoire du moyen âge occidental, histoire moderne, — a été si profondément retourné que, là où il paraissait le plus épuisé, on a fait plus de découvertes matérielles que les érudits des temps héroïques de l'érudition, du XVIe au XVIIIe siècle, où l'on n'avait qu'à se baisser pour ramasser des documents, n'en avaient fait à fleur de terre. Il est certain aussi que les méthodes d'investigation, dans les sciences historiques, n'ont été définies avec précision, et *ne varietur*, que de nos jours ; et qu'il a été fait justice, par le moyen de ces méthodes (notamment par les nouvelles disciplines « philologiques »), d'une immense quantité d'erreurs, naguère insoupçonnées. De plus, jamais l'intelligence historique, c'est-à-dire la faculté de comprendre et de goûter les manières d'être qui ne sont plus, ne fut si généralement répandue que de nos jours. Enfin toutes les sciences de l'homme ont dépouillé, au XIXe siècle, la forme dogmatique *a priori*, et pris la forme historique : à la place de la « grammaire générale » des philosophes, l'histoire des langues ; à la place de la théologie, l'histoire des religions ; à la place de la théorie du droit, l'histoire du droit ; à la place des spéculations sur les fondements rationnels de la société, l'histoire des sociétés. La notion abstraite de l'être, qui avait pendant si longtemps paralysé la pensée, a été remplacée par la notion historique du devenir ; et, par là, toutes les « sciences morales » ont été régénérées.

Quoi qu'il arrive désormais, le XIXe siècle restera toujours capital dans l'histoire des études historiques, comme celui où les méthodes auront été définitivement constituées, et où l'humanité aura appris, et compris, le plus de choses sur son passé ; il a vu le triomphe de l'érudition et la transformation corrélative de la littérature historique. Il restera aussi le siècle où l'on se sera rendu compte, pour la première fois, des imperfections inévitables de la connaissance historique, et des limites que la science ne pourra jamais franchir. Certes, nous ne savons pas du passé tout ce qu'il est possible d'en savoir, tout ce que l'avenir en saura ; mais l'inconnu connaissable est à présent circonscrit, et il y a des raisons de croire qu'il ne se produira plus de révélations extraordinaires, susceptibles de déranger sérieusement les idées que l'on peut se faire aujourd'hui des évolutions accomplies. Or ces idées n'ont pas la rigueur de propositions scientifiques. En même temps qu'il a vu le triomphe de l'érudition et la transformation de la littérature technique, le XIXe siècle a constaté la faillite des espérances de la « philosophie de l'histoire », qui prétendait formuler les « lois » des phénomènes historiques.

I. — LES TRAVAUX D'ÉRUDITION.

Le travail d'érudition consiste à rassembler, à étudier et à rapprocher de diverses manières les documents, c'est-à-dire les traces, directes ou indirectes, que les hommes d'autrefois ont laissées, afin de procurer les éléments d'une représentation aussi exacte et aussi objective que possible des faits passés. L'érudit est, en vérité, un *reporter*, qui, au lieu de s'enquérir des faits d'hier (depuis les conseils des gouvernements jusqu'aux chiens écrasés) s'intéresse aux faits analogues qui se sont produits autrefois. Mais la besogne de l'érudit est plus difficile que celle du *reporter*. D'abord les documents écrits, sur lesquels l'érudit opère, sont le plus souvent dispersés, inintelligibles pour qui n'a pas de connaissances spéciales, défigurés par toutes sortes d'altérations anciennes et récentes, insuffisants ou suspects. Et puis l'opinion exige de l'érudit infiniment plus de soin, de conscience et de critique que de son modeste collègue, le journaliste à tant la ligne : le public compétent ne souffrirait pas que des informations relatives aux hommes, aux choses et aux faits divers contemporains de Charlemagne lui fussent présentés avec autant de négligence que le sont d'ordinaire, au grand public, les informations relatives aux événements de la veille.

Voici quatre cents ans qu'il y a des érudits occupés à inventorier, à critiquer et à classer les traces qui subsistent du passé. Jamais, depuis la Renaissance, cette immense enquête n'a été interrompue ni même, quoi qu'on en ait dit, sensiblement ralentie : elle a seulement porté de préférence au cours des âges, suivant les préoccupations et les modes du moment, sur l'antiquité classique, sur les antiquités chrétiennes ou sur les antiquités

nationales. Mais le XIXe siècle a été marqué, dans ce domaine, par une recrudescence d'activité sur tous les points, par une curiosité plus générale, mieux réglée, et plus véritablement « scientifique ».

La recrudescence d'activité s'explique par un concours de circonstances favorables. — En premier lieu, la collection des documents est devenue plus aisée. Comparez les archives, les bibliothèques et les musées d'aujourd'hui, établissements publics, où la quasi-totalité des documents se trouve centralisée, dont les divers fonds sont ou seront pourvus bientôt de catalogues appropriés, avec les innombrables archives secrètes, les bibliothèques et les musées privés d'autrefois, mal arrangés, peu accessibles. En outre, les fouilles systématiques qui ont été exécutées et qui s'exécutent de nos jours en Grèce, en Egypte, en Asie, auraient été impossibles, il y a cent ans. Ni les voyages n'étaient faciles, ni les gouvernements n'étaient disposés à encourager les explorations, ni les procédés de reproduction n'avaient l'exquise exactitude de ceux qui sont maintenant en usage. Il n'est pas douteux que les grandes confiscations de manuscrits faites depuis la Révolution, dans presque tous les pays, aux dépens des corporations de l'ancien régime, l'organisation rationnelle des dépôts de documents par l'autorité publique, la commodité des transports dans le monde civilisé (dont les limites ont été reculées) et les perfectionnements de la technique (photographie, héliogravure, etc.) aient grandement contribué à précipiter le progrès des recherches historiques. L'amélioration inouïe des conditions matérielles du travail a permis de gagner du temps et de faire, en un siècle, ce que l'on aurait fait à peine en plusieurs si, le monde n'ayant pas été transformé par la politique et par la science, on avait été obligé de s'en tenir à la laborieuse routine de l'ancienne érudition. — En second lieu, le nombre des érudits s'est accru. Il n'y en avait pas jadis hors de France, d'Italie, d'Allemagne, et des régions voisines de l'Europe occidentale ; d'autres peuples ont été successivement appelés, en Europe et hors d'Europe, à la vie intellectuelle, dont l'érudition est une forme. En France même, en Italie, en Allemagne et dans les régions voisines, plus d'hommes que par le passé ont eu les loisirs nécessaires pour se livrer au reportage rétrospectif. Enfin, et c'est là une circonstance nouvelle, d'une importance singulière, l'érudition, qui avait été longtemps affaire de polémistes ou d'amateurs, est devenue un gagne-pain et un moyen de se distinguer, grâce au développement des services scientifiques (Universités, Archives, Bibliothèques, Musées, Missions, etc.) que tous les États modernes ont pris, plus ou moins libéralement, à leur charge. L'érudition, qui est une forme de la science, a été reconnue d'utilité publique, honorée et subventionnée à ce titre. De là l'affluence des candidats aux fonctions historiques, qui n'ont jamais été, même au temps où certains Ordres religieux s'y consacraient exclusivement, plus recherchées qu'aujourd'hui.

C'est justement parce que l'érudition est devenue une carrière (et une carrière encombrée) que la curiosité des érudits du XIXe siècle a été plus générale et plus scientifiquement réglée que celle des anciens érudits. La plupart des anciens érudits ne s'avouaient pas qu'ils travaillaient à chercher ce qui s'était passé autrefois pour le plaisir de le savoir, ou même tout simplement de le chercher. Des passions les animaient : l'admiration de la civilisation antique, la haine de la Papauté ou de la Réforme, le désir de justifier et de glorifier leur Église, le patriotisme national ou le patriotisme de clocher, l'esprit de corps, la vanité nobiliaire... Ils disaient volontiers eux-mêmes qu'ils avaient besoin, pour se tonifier, de la pensée que leurs copies, leurs collations, leurs dépouillements, leurs compilations, leurs *exercitationes* critiques, toutes ces besognes auxiliaires de l'œuvre historique où la vie d'un homme s'absorbe si aisément tout entière, sans qu'il y paraisse beaucoup, contribueraient en fin de compte à servir une grande cause. Les Bénédictins de Saint-Maur, attelés à l'édition des Pères et au *Gallia christiana*, travaillaient *ad majorem Dei et Ecclesiæ gloriam*. La devise des érudits allemands qui, sous l'impulsion du baron de Stein, élevèrent, à partir de 1820, les premières assises des *Monumenta Germaniæ historica*, fut : « Amour sacré de la patrie... *Sanctus amor patriæ dat animum* ». Sans doute il y a toujours eu des gens doués d'un robuste appétit philologique, ou d'une hyperesthésie du sens critique, qui ne se sont jamais embarrassés, ni charmés, par la considération d'un but final, et qui ont élaboré indifféremment n'importe quels documents, sans autre dessein que celui de faire fonctionner leur esprit, de déchiffrer des énigmes ou de taquiner leurs confrères. Mais c'était l'exception ; et, en règle générale, les questions historiques ont, jusqu'au milieu du XIXe siècle environ, attiré d'autant plus l'attention des érudits qu'elles se rattachaient ou paraissaient se rattacher davantage aux problèmes contemporains. Or, il n'en est plus ainsi. Beaucoup de « philologues » continuent à passer au crible les textes de l'antiquité classique sans avoir pour cette antiquité la partialité fanatique des humanistes d'il y a trois cents ans, et même sans croire que son histoire, ses langues et ses littératures aient l'incomparable valeur pédagogique qui leur fut

longtemps attribuée. Quelques érudits s'occupent d'histoire ecclésiastique, qui sont sans amour et sans haine pour toutes les Eglises sans exception. Les savants qui ont entrepris, depuis 1876, la réfection et l'achèvement de la grande œuvre « patriotique » de Stein, les *Monumenta Germaniæ* (qui n'avait pas été commencée d'une manière entièrement conforme aux exigences de la critique), ne nourrissent pas, sans doute, l'espérance (qui fut, à son heure, légitime chez les collaborateurs de Stein) que la perfection de leur recueil importe réellement, désormais, aux destinées de l'Allemagne. Que dire des érudits de Chicago ou de Kiev qui s'emploient à élucider des points obscurs de l'histoire, voire de l'histoire locale de la France au moyen âge? Il n'y a point, dit-on, de sujet dont un Allemand n'ait disserté depuis cinquante ans; les Allemands ont donc disserté sur une infinité de sujets qui ne les concernaient nullement et qui n'avaient de prix, au point de vue nobiliaire ou patriotique, que pour les naturels de pays fort étrangers à l'Allemagne. Il est clair, en somme, que l'on ne travaille plus sous les mêmes aiguillons que jadis. Cependant, on ne travaille pas moins. Au contraire, il n'est plus de spécialité qui ne soit, de divers côtés, l'objet d'investigations approfondies. Car c'est maintenant le métier, en même temps que le plaisir, d'une foule d'habiles gens, personnellement intéressés à trouver, d'instituer des recherches dans toutes les directions. La curiosité est générale depuis que la recherche n'a plus d'autre objectif que la trouvaille. Ceux qui répugnent à reconnaître expressément que la recherche n'a plus d'autre objectif que la trouvaille colorent cette vérité en disant que toutes les découvertes des érudits sont un gain pour la science de l'homme, et que l'érudition historique contribue ainsi à fonder cette science. Mais c'est une manière de parler. — D'un autre côté, il va sans dire que la constitution définitive des méthodes est un des résultats de la concurrence établie au XIXᵉ siècle entre les érudits de profession : lorsqu'une science est cultivée d'une manière intensive, les meilleurs procédés à employer pour les opérations techniques sont toujours mis, à la longue, dans une évidence irrésistible, et, par les corrections successives qu'une foule de spécialistes y apporte, amenées insensiblement au plus haut point d'efficacité. Pour la sévérité et l'élégance de la méthode (sans parler de la valeur des conclusions), les plus diligents et les plus exacts des érudits français du XVIIᵉ siècle, Le Nain de Tillemont et Du Cange, ne soutiennent pas la comparaison avec les maîtres de l'érudition contemporaine, MM. Delisle et Harnack, par exemple. Et le niveau général de la production a haussé, naturellement, sous l'influence des maîtres : des centaines de jeunes gens, initiés de bonne heure aux méthodes philologiques (que nos anciens ne connaissaient pas) sont prémunis de la sorte contre des fautes où nos anciens sont tombés. Or ces méthodes philologiques représentent l'expérience condensée de l'innombrable postérité qu'ont laissée, au XIXᵉ siècle, les fondateurs de la philologie classique, de la philologie germanique, de la philologie romane, et des philologies orientales, Wolf, Grimm, Diez et tant d'autres qu'il est inutile d'énumérer.

L'œuvre accomplie dans ces conditions, depuis cent ans, est tout à fait imposante. Et la permanence des causes qui l'ont suscitée semble devoir en assurer la continuation indéfinie. C'est un fait très remarquable qu'un plus grand nombre de vastes recueils de textes aient été mis sur le chantier au cours des dix dernières années (notamment par les Académies de Berlin, de Vienne, de Munich, de Leipzig) qu'il n'en a été fabriqué pendant tout le XIXᵉ siècle. A l'aurore du XXᵉ siècle, l'activité, loin de s'affaisser, redouble; les sociétés savantes se fédèrent pour des entreprises communes, de proportions colossales, comme ce nouveau *Thesaurus linguæ latinæ*, préparé sous les auspices de cinq Académies allemandes, dont le premier fascicule paraîtra en 1900; on pense à renouveler, une fois de plus, de fond en comble, l'outillage de l'érudition historique : la Société des *Monumenta Germaniæ* a recommencé son recueil sur nouveaux frais, comme l'Académie de Berlin son *Corpus* des inscriptions grecques; on refait à Berlin une Patrologie grecque, à Vienne une Patrologie latine (et il paraît que quelques parties de la Patrologie latine de Vienne, qui sont à peine terminées, seront, elles-mêmes, refaites); à Paris, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres va publier, à la place des *Historiens de la France*, une nouvelle collection de documents pour servir à l'histoire de la France au moyen âge. Il y a cent autres indices de vitalité et de progrès. Or rien, si ce n'est la surabondance, toujours plus grande, des bonnes volontés disponibles ne justifie, semble-t-il, un pareil mouvement : les raisons qui déterminèrent un renouveau des travaux d'érudition au temps de la Renaissance et de la Réforme, et après la Révolution, n'existent plus; et l'allégresse conquérante des premiers découvreurs est tombée pour toujours, puisque l'on n'a plus qu'à marcher dans des voies déjà tracées, puisque l'ambition de tous doit se borner désormais à préciser des détails qui, pour la plupart, n'importent guère à la physionomie des ensembles. « Les sciences historiques et leurs auxiliaires, les sciences philologiques,

disait E. Renan à la fin de sa carrière, ont fait d'immenses acquisitions, par l'incessant travail du XIXe siècle. Mais on en voit le bout. Dans un siècle, il sera temps de s'arrêter... ». Peut-être un jour viendra-t-il, en effet, où mieux vaudrait s'arrêter, « car le propre de ces études est, aussitôt qu'elles ont atteint leur perfection relative, de commencer à se démolir ». Mais ce jour-là n'est pas encore venu ; et, d'ailleurs, si l'on en juge par ce qui a lieu dès à présent pour certaines périodes de l'histoire la plus lointaine, dont les documents, assez rares, ont été triturés déjà autant que des documents peuvent l'être, on ne s'arrêtera pas.

L'érudition du XIXe siècle, qui a si prodigieusement augmenté la connaissance des faits passés, et ouvert les chemins qui mèneront, si l'on continue d'y marcher, à la connaissance aussi complète que possible de ces faits, mérite le respect de tous. Cependant, elle n'a pas échappé à la critique. Laissons de côté les gens agacés d'avoir été contraints par elle de renoncer à la vulgate historique dont leur enfance avait été bercée : « On nous a forcés, s'écrie l'un d'eux avec une indignation comique, à propos des théories d'Augustin Thierry sur l'histoire des Communes françaises au moyen âge, de démolir les maisons solides et commodes où nous logions » ; il suffit de remarquer que ces maisons n'étaient pas solides (1). Mais voici des considérations d'un autre ordre. Prenez garde, dit-on, que l'histoire soit étouffée, à la fin, sous le poids des matériaux destinés à l'entretenir, comme un feu mal disposé. Les érudits recueillent, traitent et publient tous les documents ; ils s'intéressent à tous les faits anciens, sous prétexte que, en principe, « il ne faut rien laisser perdre des traces de l'activité humaine », et que, subsidiairement, on ne sait jamais si un document ou un fait, en apparence insignifiant, ne pourra pas servir plus tard à en éclaircir d'autres. Il s'ensuit que les renseignements s'accumulent sur les sujets les plus spéciaux au point d'en rendre l'étude infinie ; et que l'horizon des travailleurs se resserre excessivement. Or, est-il nécessaire, en vérité, de tout savoir et de ne rien « laisser perdre » ? Ne s'est-il pas passé, autrefois comme aujourd'hui, quantité d'événements indifférents, et le hasard, qui en a fréquemment conservé la trace, alors qu'il effaçait celle de tant d'actes importants, a-t-il pu faire qu'ils ne demeurassent, à jamais, indifférents ? Au fond, tout le monde est bien aise que des accidents fortuits aient simplifié le passé, en détruisant l'immense majorité des documents qui ont existé ; pourquoi multiplier les travaux sur ceux que le temps a épargnés, mais dont la perte n'aurait affligé personne ? N'est-il pas certain d'avance que telles recherches n'aboutiront, comme d'autres, déjà faites, qu'à des notions absolument vaines, encombrantes sans compensation ? Ainsi raisonnent des esprits tourmentés d'inquiétudes philosophiques, tandis que l'immense armée internationale des érudits-reporters poursuit paisiblement ses enquêtes, sans but précis et peut-être sans terme. Quelle que soit la valeur de leurs observations, ils n'empêcheront pas que, s'il y a au XXe siècle (comme c'est probable) des érudits à la mode du XIXe, tous les documents publiables soient publiés et republiés jusqu'à ce qu'il en existe des éditions définitives, et tous les détails discernables, discernés.

(1) Un autre dit : « Les perpétuels recommencements sont fâcheux ». Mais pourquoi, s'ils sont utiles ? L'humanité a le temps. La question est de savoir s'ils sont utiles, ou jusqu'à quel point ils le sont.

II. — LA LITTÉRATURE HISTORIQUE.

Ce qui caractérise les démonstrations des érudits, lorsqu'elles sont bien conduites, c'est qu'elles s'imposent à l'adhésion de tous les hommes sensés. Elles sont impersonnelles et impératives au même degré que les propositions astronomiques. Il est aussi certain que la prétendue donation de Constantin au pape Sylvestre est un faux qu'il l'est que la terre tourne. Quelles que soient les idiosyncrasies des érudits qui, en possession des mêmes données, auraient à dresser l'arbre généalogique des exemplaires manuscrits d'un texte, ils aboutiraient tous, s'ils procédaient correctement, à la même classification, ou bien, pour les mêmes raisons à un verdict de *Non liquet*, et au même jeu d'hypothèses. L'auteur d'une monographie qui dit : « Voici mes sources, qui sont, je crois, toutes les sources sur le point considéré ; voici les motifs de la valeur relative que j'attribue à chacune ; voici les conclusions diverses que l'on en doit et celles que l'on en pourrait tirer ; et, parmi ces dernières, voici celles que je préfère, pour les motifs que voici », — cet auteur satisfera nécessairement tout le monde, s'il n'a commis nulle part de ces fautes instinctives que la méthode enseigne à éviter. Les travaux d'érudition ont donc un caractère scientifique.

Mais cela ne préjuge point la solution de la fameuse question, infatigablement ressassée : « Si l'histoire est une science ou un art. » Car on a l'habitude de distinguer entre l'érudition historique et l'histoire.

Cette distinction ne tient pas, comme on le croit volontiers, à la nature des choses. Ne peut-on pas

imaginer, en effet, que les conclusions dont tous les érudits compétents tombent d'accord (jusqu'à plus ample informé) soient triées, classées et rangées dans des cadres convenables, de manière à constituer des « histoires » qui participent à la rigueur objective des travaux d'érudition? Tels sont, du reste, ces célèbres Annales *(Jahrbücher)* de l'histoire politique de l'Allemagne au moyen âge qui sont des répertoires de tous les faits connus et vérifiés, suivant l'ordre chronologique. Tels sont aussi ces innombrables Traités ou Manuels scientifiques (très différents des manuels scolaires) qui sont des répertoires de faits vérifiés avec des références aux monographies dont chacun a été l'objet, suivant l'ordre méthodique : Manuels d'antiquités ou d'institutions grecques ou romaines, Manuels de l'histoire de l'Église ou de l'histoire des Dogmes, Manuels de l'histoire des arts ou de la littérature, etc. Les professeurs d'Université allemands ont composé, dès la fin du XVIIIe siècle, des répertoires de ce genre sur les principales branches de l'histoire universelle, sans autre prétention que de présenter l'inventaire exact des connaissances acquises à l'époque où ils écrivaient. Pendant le XIXe siècle, ils n'ont pas cessé d'en faire; il va de soi que de pareils ouvrages, provisoires par définition (comme tous les ouvrages scientifiques), doivent être périodiquement tenus au courant des constatations nouvelles. On en fait aujourd'hui partout, et de plus en plus, et de mieux en mieux : les Annales et les Manuels se sont multipliés et remplacés, depuis vingt ans, avec une rapidité merveilleuse. De même que les grands traités de Zoologie, de Botanique ou de Géologie, rédigés dans le même esprit, ils sont pour la plupart entrepris en collaboration par des spécialistes associés qui se partagent la besogne conformément au principe de la division du travail.

Ainsi il existe, en fait, des livres d'exposition historique qui sont entièrement objectifs et impersonnels, au point qu'il n'y a, pour ainsi dire, qu'une manière de les bien faire, à un moment donné. Toutefois le public, qui ne les lit pas, a encore de la peine à les considérer comme des « livres d'histoire ». — De l'histoire et des historiens le public a eu longtemps une tout autre conception.

Exposer avec ordre, clarté et précision ce que les sources font connaître du passé, en sacrifiant ce qui est douteux, et en posant, partout où il faut, des points d'interrogation, ce n'est pas, d'après l'opinion commune, « écrire l'histoire ». Personne n'a jamais acquis, en procédant ainsi, une renommée populaire d'historien. Certainement, le public attend de l'historien la vérité (qui ne saurait être obtenue que par l'analyse critique des sources); mais, n'étant pas en mesure d'exercer un contrôle à cet égard, il n'est pas très difficile sur ce point; en revanche, il exige que la vérité ne lui soit pas montrée nue, fragmentaire, plus ou moins incertaine, c'est-à-dire comme elle est. Qu'attend-il donc? Il attend des « impressions » poétiques, des émotions, des idées. Des historiens lui ont dit : « N'espérez de nous rien moins que la résurrection de la vie, réalisée par des synthèses énergiques. » Tout paraît inviter, du reste, les écrivains-artistes qui entreprennent de parler au grand public des réalités disparues à ne pas s'en tenir à l'austère sobriété scientifique : l'irrésistible tentation de déployer leurs dons, le désir d'agir sur les hommes, la nécessité même où ils sont de choisir arbitrairement dans la masse des matériaux disponibles (car ils ne peuvent tout dire) et de disposer arbitrairement les matériaux ainsi choisis. Il est presque inévitable que l'auteur d'un vaste tableau historique imprime sur son œuvre la marque de sa personnalité et que, par conséquent, son œuvre soit, dans une certaine mesure, une œuvre d'art. Les théoriciens de toutes les écoles littéraires ont conseillé à l'historien d'enrichir sa matière par des embellissements de son propre fonds : « L'histoire veut de riches couleurs, dit le classique Daunou; la principale condition du style historique est qu'il soit pittoresque et nourri de réflexions... (1) ». « Que l'histoire, dit H. Taine dans tout le feu de son néo-romantisme, touche le cœur et les sens, en même temps que l'intelligence. Que le passé ressuscite. Voilà les matériaux inertes qui se meuvent au souffle divin de l'âme! La science devient art... » Et ailleurs : « L'histoire est un art. Il faut que ses peintures soient aussi vivantes que celles de la poésie... On n'y réussit que par l'imagination ». Ou encore : « L'histoire, c'est le passé vu à travers un tempérament. »

Les plus illustres historiens du XIXe siècle ont en effet, étalé leur personnalité dans leurs écrits, c'est-à-dire exprimé, à propos du passé, leurs opinions subjectives, cherché la couleur locale et visé aux « résurrections ». La grande école des historiens romantiques du XIXe siècle, issue de Chateaubriand et de Walter Scott (2) a produit Augustin Thierry, Michelet, Carlyle, Froude, Taine, Mommsen (première manière), Treitschke, Mignet, Henri Martin,

(1) Voir le t. VII du *Cours d'études historiques* de P. C. F. Daunou (Paris, 1844), qui contient la théorie de l'art d'écrire l'histoire, telle qu'elle était conçue à l'époque de la Restauration.

(2) L. Maigron, *Le Roman historique et l'Histoire au XIXe siècle*, dans *Le Roman historique à l'époque romantique. Essai sur l'influence de W. Scott* (Paris, 1898, p. 388).

Macaulay, Ranke, Sybel et cent autres s'y rattachant à des titres et à des degrés divers. Quelques-uns de ces écrivains sont, comme on sait, au nombre des plus grands artistes littéraires de leur temps. On a donc raison de réimprimer indéfiniment leurs livres, sans y rien changer, et même d'en publier des morceaux choisis (1), malgré que le progrès continu des connaissances les ait peu à peu dépouillés, en totalité ou en partie, de leur raison d'être primitive : l'exposé de la « vérité ». Les éléments de maints tableaux émouvants, d'une intense « couleur locale », ont été empruntés par Augustin Thierry à des documents dont l'inauthenticité est aujourd'hui démontrée ; les réflexions que ces épisodes ont suggérées à Thierry ne sont plus que des fantaisies. De même, l'*Histoire de France* de Michelet et l'*Histoire des Origines de la France contemporaine* de H. Taine sont en loques, si l'on en extrait les affirmations erronées et les corollaires de ces erreurs : tel chapitre de ces auteurs n'est qu'un magnifique tissu d'inexactitudes, historié en traits de flamme. Cela n'empêche pas, du reste, qu'ils aient eu le don royal de créer, avec des renseignements insuffisants, ou superficiellement examinés, de la philosophie et de la beauté. Et peut-être, après tout, que la vérité ne vaut pas la beauté, ce que l'on a quelquefois exprimé, mais fort mal, en disant que la beauté est plus vraie que la vérité. L'abrupt réquisitoire de Mommsen dans son *Histoire romaine* de 1854 contre les républicains des derniers temps de la République romaine, les hymnes et les caricatures passionnées de Michelet et de Taine sur l'épopée révolutionnaire feront toujours plus d'« impression » que des récits tout à fait exacts, irréprochablement tirés de l'analyse des sources. Seulement, il faut reconnaître que les ouvrages des historiens romantiques ne durent qu'à cause et qu'en proportion de leur qualité littéraire. Ce n'est pas qu'ils ne gardent une valeur intrinsèque, mais ils n'en ont plus comme représentation du passé ; ils n'en ont désormais que comme expression des puissants esprits qui les ont créés. Ne cherchez pas la ressemblance de Cromwell dans le *Cromwell* de Carlyle, mais l'âme puritaine de Carlyle. Si l'on lit quelque temps encore l'*Histoire du XIXe siècle* de Treitschke, ce ne sera pas pour apprendre l'histoire du XIXe siècle, mais pour savoir ce que c'est qu'un impérialiste prussien.

Un grand inconvénient des procédés romantiques d'exposition historique, c'est qu'ils ne souffrent pas la médiocrité. Ils deviennent ridicules entre les mains de littérateurs ordinaires, à l'imagination commune, sans force intellectuelle et sans originalité artistique. Ce que les gens dépourvus de talent ajoutent au résumé de l'analyse des sources (qui est toujours l'essentiel), lorsque, pour faire figure d'« historien », ils croient devoir ajouter quelque chose, ce sont des ornements plaqués, des sentences, et des « appréciations ». Or, chacun sait ce que valent, en général, et aussi à quel point diffèrent, les jugements que l'on entend tous les jours formuler autour de soi sur les personnes vivantes et les événements de la veille, directement connus. Il n'y a pas de motif pour que les « appréciations » des historiens médiocres sur les personnes et les événements du passé, indirectement connus, ne soient pas au même degré banales ou tendancieuses en sens divers. Si impartial que l'on essaie d'être quand il s'agit du passé, on juge toujours avec ses partis pris généraux et la clairvoyance qu'on a. Jamais des historiens dont les types psychologiques sont, comme il arrive, irréductibles, ne seront du même avis sur un ensemble de faits complexe. Tout le monde est d'accord sur l'inauthenticité de la prétendue donation de Constantin au pape Sylvestre ; mais sur ce qu'il faut penser de Constantin et de son œuvre, l'unanimité ne s'est pas faite et ne se fera jamais. — Et c'est là, pour le dire en passant, une des grandes raisons de la vanité de ces appels à la justice de l'Histoire, qui sont si souvent proférés. Les hommes — certains hommes — ont une telle soif de justice que, lorsque l'iniquité triomphe, ce qui se produit très souvent, ils s'adressent instinctivement à un redresseur de torts : l'Histoire, à défaut de Dieu. Les historiens seraient donc les fondés du pouvoir de la Némésis, en attendant la liquidation qui se fera dans la vallée de Josaphat. Par malheur, cette conception est illusoire. D'abord, l'Histoire ne peut pas reconnaître, évidemment, des injustices en nombre infini qui n'ont pas laissé de traces. Quant aux injustices dont, chose très rare, des preuves décisives ont été conservées, il se peut que, pendant des siècles, les historiens se refusent à les prendre au sérieux ; il suffit qu'ils les croient compromettantes pour une cause qui leur est chère. Cela s'est vu dans l'affaire de l'Ordre des Templiers, victime d'un pape et d'un roi ; ultramontains et gallicans ont fermé les yeux, pendant six cents ans, sur ce crime. Aujourd'hui encore des gens hochent la tête en disant, à propos de cette affaire : « Ce n'est pas clair ; pas de fumée sans feu, etc. » Y a-t-il main-

(1) C. Jullian, *Extraits des historiens français du XIXe siècle* (Paris, 1897). Cf. A. Guilland, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens* (Paris, 1900) ; cet ouvrage contient, entre autres choses, quelques morceaux choisis parmi les plus « brillants » des principaux historiens allemands du siècle.

tenant plus d'hommes vraiment convaincus, en connaissance de cause, de l'innocence des Templiers qu'il y en eut (car il y en eut) au commencement du XIVe siècle? C'est très douteux. Telle est la justice de l'Histoire, à la merci de la disparition des documents, des dispositions personnelles des historiens et de l'indifférence générale.

La littérature historique a fleuri abondamment pendant les trois premiers quarts du siècle qui finit. Comme les autres formes de littérature elle a reflété tour à tour les modes et les préoccupations de cet âge : le néo-catholicisme (Chateaubriand, Gœrres, Ozanam, etc.), le libéralisme louis-philippiste (Augustin Thierry, Guizot), le principe des nationalités et le nationalisme (Michelet, Henri Martin, Mommsen, Sybel, Treitschke). Elle les a aussi propagées : la pléiade des historiens nationaux ou nationalistes d'Allemagne, de Niebuhr à Treitschke (dont le point de vue est en contraste si frappant avec celui des Schlosser et des Gervinus, héritiers de la tradition du siècle précédent) a contribué à l'exaspération de la conscience germanique et à l'hégémonie de la Prusse. Mais il semble qu'enfin la littérature historique soit entrée, depuis trente ans, en décadence.

Elle est entrée en décadence parce que le perfectionnement de la « science » historique ne pouvait manquer d'être funeste, à la longue, à « l'art » des historiens. D'abord la critique a ébranlé la confiance de la partie la plus éclairée du public dans les soi-disant « résurrections », en montrant ce qu'il faut penser de celles qui paraissaient le plus réussies ; on a appris à se méfier de la « couleur locale », si souvent artificielle, du pittoresque et du dramatique voyants et des partis pris forcenés qui avaient tant contribué à la popularité des successeurs de Chateaubriand. Ensuite, par cela seul qu'elle rétrécit continuellement le domaine de l'inconnu, du vague et du conjectural, c'est-à-dire de la critique impressionniste, la critique scientifique a rogné les ailes de la fantaisie et brisé son élan : l'historien est protégé maintenant contre sa propre imagination par les amas de réalités que les érudits ont industrieusement élevés autour de lui. On recule, désormais, devant les généralisations hâtives et les interprétations subjectives, même du plus bel effet, car on a acquis le sentiment de la complexité des choses et la crainte aiguë de l'erreur. Les deux formes de l'exposition historique, l'« artistique », et la « scientifique » (dont la prospérité croissante a été signalée plus haut), tendent ainsi à se rejoindre, sinon à se confondre tout à fait. — Le souci, tout moderne, de la vérité vraie est-il incompatible, en histoire, avec des préoccupations littéraires? Nous le croirions, si E. Renan n'avait pas réalisé quelquefois l'harmonie d'une science très honnête et d'un art délicieux.

En résumé, l'Histoire paraît être de nos jours, dans la situation ambiguë où l'Histoire naturelle était il y a cent ans. Au XVIIIe siècle, on faisait encore de la littérature sur la Zoologie ; Buffon était à la fois un homme de lettres et un savant. Maintenant, il y a toujours des zoologistes qui écrivent très bien, mais personne ne les compte parmi les littérateurs. D'un autre côté, Michelet a traité de l'*Insecte* et de l'*Oiseau*, comme de l'*Histoire romaine* et de l'*Histoire de France*, en poète incomparable ; mais personne n'aurait l'idée de le compter, pour cela, parmi les zoologistes. Une distinction s'est établie, en Histoire naturelle, entre les littérateurs et les savants. Une scission analogue est sur le point de s'opérer en Histoire.

III. — LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE.

La recherche et la discussion des faits, sans autre dessein que l'exactitude, n'ont jamais été qu'une des faces du problème scientifique. Savoir n'est rien. Il faut comprendre. Les intelligences un peu hautes n'ont pas de besoin plus impérieux que celui de chercher la raison des phénomènes et de les relier par des explications générales.

Longtemps avant qu'ils eussent réuni une quantité suffisante de renseignements positifs, les naturalistes ont travaillé à démêler le « système » de la nature, la « pensée » manifestée par les formes de la vie ; car l'esprit humain est ainsi fait qu'il suppose spontanément un plan d'ensemble sous le chaos des phénomènes, et, au devenir des choses, une fin intelligible. Au XIXe siècle, le patrimoine des connaissances s'étant enrichi d'une masse énorme de faits, de grandes hypothèses générales, qui donnent la clé d'une infinité d'apparences, ont été imaginées. On a défini les « lois » qui régissent le monde des êtres vivants, sinon le « plan » de la création, lequel dépasse, s'il y en a un, — ce qui paraît désormais douteux, — l'ordre de nos conceptions.

La définition des lois qui régissent le monde des êtres vivants a opéré la transformation de l'ancienne histoire naturelle en sciences naturelles et fondé une philosophie scientifique de la nature. Pourquoi l'histoire proprement dite serait-elle déshéritée de découvertes semblables? On se l'est longtemps demandé. « Ceux d'entre nous, dit un historien américain, qui dévorèrent, dès qu'il fut publié, en 1857, le premier volume de Buckle, et deux ans après, l'*Origine des Espèces*, ne doutèrent point qu'on ne vît bientôt se lever quelqu'un pour

débrouiller les lois de l'histoire, comme Darwin avait, enfin, formulé les lois de la vie (1). » Malheureusement, près de cinquante ans se sont écoulés depuis la publication de Buckle et de l'*Origine des Espèces*, et on en est toujours à espérer « le nouveau Darwin » *(the new Darwin)*. Quelques personnes l'attendent encore, et, effrayées de l'abondance incessamment accrue des matériaux à mettre en œuvre, proclament, plus que jamais, que son jour ne tardera pas à venir (2). Même il en paraît un, de temps en temps, à l'horizon, pareil aux mahdis de l'Orient qui croient tenir la révélation dans leur poing. Mais quand on les a regardés de près, on s'est toujours aperçu, jusqu'ici, que c'étaient de faux prophètes.

Le trait commun des nombreuses « philosophies de l'histoire » qui se sont superposées, pendant le XIXe siècle, aux « philosophies de l'histoire » des siècles précédents, c'est que si l'on en presse fortement les théories majestueuses, elles se résolvent en brouillards autour d'une idée centrale, souvent gratuite, et toujours d'une excessive simplicité. L'explication la plus ancienne de la marche des phénomènes historiques, celle de Bossuet, repose sur le postulat d'un plan et d'une fin intelligibles, et sur la supposition (que rien ne paraît justifier) du gouvernement des choses humaines par une Providence anthropomorphe. Beaucoup de théories postérieures ne diffèrent de celle-là que par la substitution, à l'entité Providence, d'autres abstractions réalisées et d'autres forces mystiques, que l'on s'est plu à croire douées d'une énergie autonome : le Progrès, les Idées hégéliennes, l'Ame, l'Esprit ou la Conscience de la Société ou de la Nation, l'Allure générale des Etats, *Weltgeist*, *Volksgeist*, etc. Quelques-uns, influencés par les nouveautés de la philosophie naturelle, n'ont pas manqué de transporter telles quelles, dans le domaine de l'histoire, des notions qui ne sont légitimes que dans celui des sciences biologiques : les destinées des sociétés ont été grossièrement déduites de la combinaison des influences du Climat, du Milieu, de l'Hérédité ; on a été jusqu'à parler, en histoire littéraire, de l'Evolution des Genres. De sorte que les fausses analogies ont aggravé les abstractions réalisées. D'autres penseurs, depuis Vico, ont cru trouver « des lois constantes, applicables à l'histoire de chaque peuple et de chaque époque en particulier, qui y détermineraient la répétition des mêmes phases suivant un ordre invariable. » — Toutes celles de ces conceptions qui ont eu la bonne fortune d'être exposées par des écrivains assez adroits pour en masquer la pauvreté par une abondance stérile, ont, naguère, été prises au sérieux. Maintenant, on se méfie davantage. Toutefois M. le professeur K. Lamprecht, de Leipzig, l'inventeur de la dernière (en date) des « philosophies de l'histoire », traîne encore à sa suite un certain nombre d'admirateurs. Son point de départ est « que l'Histoire doit se transformer, une fois de plus, sous l'impulsion du développement des problèmes sociaux et des questions économiques », et que « l'Histoire transformée » doit expliquer, au lieu de s'en tenir à l'étude des phénomènes politiques, « l'évolution nationale des peuples par les facteurs naturels et collectifs dont ils sont les résultats ». Sa thèse est que tous les peuples traversent successivement un certain nombre d. périodes (cinq : symbolisme, typisme, conventionalisme, individualisme, subjectivisme), caractérisées chacune par un certain état de la nature et des relations réciproques des facteurs en question, et toutes « par une progression continue d'intensité psychique » ; les principaux des facteurs naturels et « psycho-sociaux » dont l'engrenage détermine le développement national, ce sont le Climat, le Milieu, l'Hérédité et « la Vie spirituelle propre de la nation, laquelle se réalise dans chacun des individus qui composent la nation ». Ces « lois », M. Lamprecht les a « vérifiées » dans son *Histoire d'Allemagne ;* on l'a loué d'avoir enrichi, à cette occasion, la littérature de son pays de « plus d'une page éloquente sur l'Ame nationale ». On voit comme elles sont claires. Elles sont aussi arbitraires et piteusement démenties par les faits, comme l'ont démontré tout de suite, en Allemagne et ailleurs, des critiques clairvoyants, qui ne se payent point de mots. — Toutes les « philosophies de l'histoire » qui, comme celle-ci, prétendent poser les lois permanentes du devenir historique, ne sont que des jeux d'esprit.

A cet égard, le gain le plus solide sans doute qui ait été réalisé au XIXe siècle est que, le creux de tous les partis pris généraux d'explication ayant été sondé, les gens sensés ont définitivement renoncé à découvrir dans l'histoire soit un plan, soit des lois comparables, au triple point de vue de la certitude, de la précision et de la simplicité, à celles de la mécanique céleste ou de la biologie.

(1) *Annual Report of the American historical Association*, 1894, p. 17.

(2) E. W. Dow, *Features of the new History* (d'après K. Lamprecht), dans l'*American historical review*, 1898, p. 431 : « After several decades of criticism and study of details, we are gradually coming into another period of generalization ». Il est vrai que M. J. F. Jameson est persuadé du contraire (*Annual Report*..., 1897, p. 53) : « There are not wanting signs in England, France, Germany and America that we are next proceeding, by a natural evolution, into a period characterized by extensive documentary publications and other academic labors ».

— Mais cela ne signifie point que la juxtaposition, en séries linéaires, des faits rigoureusement vérifiés, soit le dernier effort de la science historique. Il y a lieu de procéder méthodiquement à la recherche des causes, et d'instituer une analyse spéciale pour distinguer, dans l'histoire, l'accidentel de l'essentiel, le fortuit du régulier. Dès le XVIII[e] siècle, Montesquieu *(Esprit des Lois)* et Voltaire *(Essai sur les Mœurs)* s'étaient engagés dans cette voie. De nos jours, Fustel de Coulanges les y suivit ; mais il fut obligé de s'en écarter bientôt pour lutter, sur leur propre terrain, contre les érudits que les affirmations tranchantes de la *Cité antique* et du t. I[er] de l'*Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France* avaient scandalisés ; la seconde partie de sa vie s'est consumée à cela. Deux esprits lucides et vigoureux, plus généralement estimés à l'étranger que dans leur pays, MM. Cournot et Lacombe, ont naguère essayé, chacun de son côté, de déterminer les conditions de l'analyse des causes, et ils ont esquissé tous deux d'intéressantes applications de leur méthode (1) ; mais il n'ont guère eu de disciples ou de postérité spirituelle. Partout les historiens de profession ont abandonné, jusqu'à présent, l'interprétation rationnelle des phénomènes historiques aux adeptes de la « Sociologie », pour la plupart mal préparés, et qui n'ont pas laissé d'y apporter des habitudes de dogmatisme ou de philosophisme intempérant.

Quant à la valeur pratique de l'Histoire pour la vie, — la dernière question d'une philosophie transcendante de l'Histoire, — on ne se l'exagère plus guère. « L'Histoire ne sert à rien », disait Fustel de Coulanges qui, d'ailleurs, s'en félicitait. Et, en effet, il semble bien que l'Histoire ne soit pas plus une école qu'elle n'est un tribunal. Le XIX[e] siècle s'achève, ici, sur des désillusions. Les historiens seraient enchantés de croire que l'exercice de la critique historique est un préservatif sûr contre la débilité du sens critique, une des maladies les plus répandues et les plus fâcheuses de l'esprit ; mais il est avéré que des philologues éminents sont sujets, pour tout ce qui est étranger à leurs études, aux mêmes erreurs de tact que le commun des mortels. La plupart des démonstrations de la critique historique n'intéressent que la curiosité ; celles qui pourraient intéresser la conscience sont d'abord niées, puis raffinées, jusqu'à ce qu'elles soient stérilisées, dès qu'elles viennent à l'encontre d'un préjugé répandu. Par exemple, les historiens rationalistes des origines du christianisme, d'abord anathématisés, sont aujourd'hui corrigés et gourmandés par des hommes qui les égalent, ou les dépassent, en habileté technique, et qui n'en professent pas moins l'orthodoxie la plus sévère. La critique de Strauss et de Renan n'a pas été, en fin de compte, plus efficace que le rire de Voltaire. Et croit-on sérieusement que l'étude historique des sociétés ait contribué, depuis cent ans, à l'amélioration du sort des hommes ? La génération française de 1848 avait espéré, dans son enthousiasme juvénile pour la science, que l'histoire, en instruisant l'humanité des raisons de ce qui est, affranchirait l'avenir et ferait entrevoir ce qui sera. Mais quoi ? C'est Renan lui-même qui écrit, dans sa Préface de 1891 à son *Avenir de la Science* de 1848 : « Le *processus* de la civilisation est maintenant reconnu dans ses traits généraux », et « la destinée humaine est devenue plus obscure que jamais » (1).

CH.-V. LANGLOIS.

(1) M. Cournot, *Considération sur la marche des idées et des événements dans les temps modernes* (Paris, 1872, 2 vol. in-8°). — P. Lacombe, *L'Histoire considérée comme science* (Paris, 1894, in-8°).

LA GENÈSE D'UN ROMAN DE BALZAC

— LES PAYSANS —

Lettres et fragments inédits (2).

Ainsi qu'on vient de le voir, Balzac en écrivant cette considérable entrée en matière du *Grand Propriétaire*, ne semble pas encore avoir eu l'intention de mettre en scène dans la suite de cette œuvre la lutte des paysans contre leurs châtelains, mais seulement les jalousies et les haines de la bourgeoisie des petites villes, convoitant avec envie les châteaux et les terres, qu'à la date où ce récit commence, certains membres de l'aristocratie avaient toujours en leur possession.

Il faut remarquer aussi que l'Ars, le domaine décrit dans ces pages, est indiqué comme faisant partie de la Touraine ou du Berry, et qu'il était en tout cas situé à seize lieues de Tours, tandis que celui des Aigues, où se passe l'action des *Paysans*, est placé en Bourgogne. D'ailleurs Balzac, ainsi qu'on le verra

(1) Voir les articles déjà parus : *Le Monde et les Salons*, par M. le vicomte Brenier de Montmorand (7 avril 1900) ; — *Le Roman au XIX[e] siècle*, par M. Marcel Prevost (14 avril 1900) ; — *L'Architecture au XIX[e] siècle*, par M. Frantz Jourdain (21 avril 1900) ; — *La Peinture et la Sculpture au XIX[e] siècle*, par M. Camille Mauclair (28 avril 1900) ; — *La Sociologie en France au XIX[e] siècle* par M. Durckheim (19 et 26 mai 1900) ; — *La Presse au XIX[e] siècle*, par M. J. Cornély (2 et 9 juin 1900). — *L'Evolution politique au XIX[e] siècle*, par M. Ch. Seignobos (11 août 1900).

(2) Voir la *Revue* du 18 août 1900.

plus loin, tint systématiquement à laisser absolument imprécisés le lieu de la scène, aussi bien que les personnages réels analysés par lui dans ce roman d'une observation si exacte et si profonde.

Il existe cependant une sorte d'indication, ou, plus exactement, une sorte de légende relative à la propriété, nullement imaginaire, ayant servi de modèle à Balzac pour sa description des Aigues. Nous devons la connaissance de ce fait à M. Félix Chambon, l'aimable bibliothécaire de l'Université de Paris.

D'après cette version, le romancier se serait servi du château de Cézy, près Saint-Julien-de-Sault et Joigny, dans l'Yonne, pour y installer quelques-uns des personnages de son œuvre. De plus, à la date où l'action se trouve placée, Cézy aurait réellement appartenu au général Desfourneaux, transformé dans le roman en général comte de Montcornet. Enfin, sans même invoquer la Bourgogne où, comme on sait, tout le drame se déroule, quelques analogies de noms, telles que celui de l'Avonne pour l'Yonne, de Blangy pour Joigny, semblent donner une certaine vraisemblance à l'hypothèse en question.

A notre connaissance du moins, la première mention positive existant au sujet de *Qui a terre, a guerre*, ou *Qui terre a, guerre a*, — titres qui succédèrent à celui du *Grand Propriétaire*, et lui convenaient tout aussi bien qu'aux *Paysans*, — date du 15 janvier 1836. A ce moment, nous trouvons, en effet, le premier de ces nouveaux titres indiqué au revers de la couverture de la deuxième édition du *Livre Mystique*, parmi ceux des récits destinés à paraître, en 1836 ou 1837, dans les *Scènes de la Vie de Campagne*. Puis, dans le *Prospectus* de la *Chronique de Paris*, — qui accompagnait la première édition du *Lys de la Vallée*, mise en vente en juin 1836, — *Qui a terre, a guerre*, est annoncé pour paraître prochainement dans ce recueil. Enfin, sa troisième indication sérieuse se produisit en décembre 1838. Ces deux volumes furent alors inscrits dans un traité passé le 24 de ce mois entre Balzac, et MM. Delloye, Lecou et Charpentier. Mais, dès le mois suivant, l'écrivain projette déjà de les remplacer par le roman de *Béatrix*, et depuis ce moment jusqu'à sa mort, l'exécution de cette étude de mœurs, en même temps que sa mise au jour, ne cessèrent plus de lui causer de perpétuels soucis. En effet, à partir de 1839, il en parle sans cesse dans ses lettres, parfois comme d'un ouvrage terminé, puis, ensuite, comme s'il le préparait seulement. Rien n'est donc plus difficile que d'assigner une date précise aux diverses versions des *Paysans*, qui toutes auraient été fondues dans l'œuvre dont, comparativement à ce que fut devenu le récit complet, *la Presse* ne publia malheureusement qu'une très faible partie.

On se souvient toutefois que Balzac, pendant une assez longue période de sa vie, avait pris l'habitude, avant de livrer ses ouvrages à la publicité, de les faire composer une première fois, à son usage exclusivement personnel. Ces versions, imprimées donc pour lui seul, en caractères usés, vulgairement nommés : *têtes de clous*, sont encore aujourd'hui inconnues du public, car aucune n'est jusqu'ici tombée entre ses mains. C'est même à la suite de la communication sous cette forme du texte original du *Lys dans la Vallée* que naquit le célèbre procès gagné par Balzac contre la *Revue de Paris* en 1836. Mais comme il prétendait ne pouvoir juger et corriger sérieusement ses travaux que sur ces grossiers imprimés, tout remplis de fautes, à notre avis *Qui a terre, a guerre*, fut donc, dans ces conditions et pour la première fois, livré aux protes au commencement de l'année 1839. Si différente des *Paysans* que soit, à tous points de vue, cette version originale de l'ouvrage, — car ce n'est là vraiment qu'un scénario, — il est bien heureux qu'elle ait été en partie retrouvée, car sans elle toute la fin du roman, si écourtée qu'elle soit, n'eût jamais pu être reconstituée.

C'est le 28 avril 1839, par l'intermédiaire de Théophile Gautier, alors directeur du feuilleton de *la Presse*, que Balzac proposa pour la première fois *Qui a terre, a guerre*, à ce journal, dans une lettre que nous avons publiée déjà (1). Il écrivit ensuite à Charles de Bernard pour lui demander d'aller chercher la réponse à cette proposition. Le billet en question fait partie de la *Correspondance* du maître, où il porte par erreur le millésime de 1840. Puis, le 2 novembre 1839, dans une missive encore inédite, il annonce à Louis Desnoyers qu'il doit corriger *les Paysans*, — c'est-à-dire se mettre à la correction de leurs épreuves, — pour liquider son traité avec le libraire Souverain. Cette fois, l'ouvrage, toujours en deux volumes, porte enfin son titre définitif, car, sauf une seule fois, il n'en portera plus d'autre désormais; et c'est encore les mêmes *Paysans* que Balzac offre de nouveau à *la Presse* en écrivant des Jardies, le 23 mai 1840, à M. Dujarier, l'administrateur gérant de ce journal. Quoique cet important document soit imprimé aussi dans la *Correspondance* de l'auteur, nous allons le citer ici. Nous en transcrivons le texte d'après celui de l'autographe même.

« A Monsieur Dujarier, gérant de *la Presse*,

« Il y a bien longtemps que j'ai de prêt *les Paysans*, qui serviraient près d'un mois le feuilleton de *la Presse*. Il ne faut que quinze jours pour les mettre en état de paraître. Mais il faut savoir à qui s'adresser, où aller pour les faire composer. L'ouvrier qui se chargeait de cela a disparu. MM. Béthune et Plon

(1) Voir *Autour de Honoré de Balzac*, p. 84.

font des corrections une bouteille à l'encre, et il faudrait pouvoir composer mon ouvrage, en vieux caractère, quelque part. Ces difficultés ne peuvent être résolues par correspondance. Si vous voulez me venir voir à la campagne, nous nous entendrons. *Les Paysans* peuvent paraître en juillet, du 1er au 10.

« Agréez, Monsieur, mes compliments.

« DE BALZAC. »

« J'ai besoin d'examiner aussi mon compte, afin de voir s'il n'y a pas confusion entre deux traités. Ceci, sans aucun soupçon d'inexactitude. »

Ainsi donc, au mois de mai 1840, s'il faut en croire Balzac, *les Paysans* étant prêts depuis bien longtemps, l'auteur n'aurait pas eu besoin de plus de quinze jours pour les mettre en état de paraître, et ils auraient ensuite pu servir pendant près d'un mois le feuilleton de *la Presse*. En conséquence, dès cette époque leur publication y fut décidée, car nous constatons, dans un relevé de compte du journal, que Balzac toucha déjà cette année-là seize cent cinquante francs d'à compte sur le prix total de l'ouvrage. Toutefois, en 1841, la première partie de *la Rabouilleuse*, — *les Deux Frères*, — fut donnée à *la Presse* en remplacement des *Paysans*, et Balzac recula cette fois encore la date de leur mise au jour.

En cette même année de 1841, il fut aussi question de faire paraître l'œuvre dans une autre feuille périodique. Voici la lettre que nous avons retrouvée à ce sujet, écrite tout entière de la main de Balzac et signée seulement par le directeur du journal dont il s'agit. Les conventions qu'elle renferme ne furent jamais exécutées, pas même celle relative au droit que l'auteur s'était réservé de nouveau de substituer aux *Paysans* un autre ouvrage :

« Paris, 18 septembre 1841.

« Monsieur de Balzac,

« Les conditions que vous avez acceptées pour votre roman intitulé *Ursule Mirouet* (1), seront appliquées à celui des *Paysans* que vous proposez au *Messager*, mais avec les modifications suivantes : *le Messager* ne veut s'engager que pour une somme de trois mille cinq cents francs, et vous lui devrez pour ce prix cinq mille cinq cents lignes. — Ce prix vous sera remis lorsque vous aurez fini votre travail et que *le Messager* aura l'ouvrage bon à publier. Comme vous me l'avez demandé, vous pourrez, d'ici à vingt jours, changer le manuscrit que vous m'avez remis contre un nouveau, pourvu qu'il ait la dimension ci-dessus indiquée.

« Vous rentrerez dans votre propriété comme pour *Ursule Mirouet*, et si vous autorisez des reproductions elles seront à votre profit.

« DUBANGEL ».

Enfin, et c'est, croyons-nous, la dernière mention précise retrouvée par rapport aux *Paysans* jusqu'au moment de leur insertion dans *la Presse*, ils font aussi partie d'un traité signé, le 16 novembre 1842, par Balzac et l'éditeur Loquin. Cet engagement avait pour objet la première édition de librairie de trois romans : *un Début dans la vie*, *un Député de Province* (*le Député d'Arcis*), et *la Chaumière et le Château*. Ce troisième récit, qui n'est autre que *les Paysans*, après une facultative apparition antérieure en feuilletons laissée à la disposition de l'auteur, devait, en tous cas, être livré à M. Loquin à la fin d'avril 1843. Mais, seul, *un Début dans la vie* fut publié conformément aux conventions stipulées. *Un Député de Province*, dont un demi-volume était déjà composé à l'imprimerie Giroux et Vialat, à Lagny, fut remplacé par *David Séchard* (fin d'*Illusions perdues*), et *la Chaumière et le Château* par *Esther* (début de *Splendeurs et Misères des Courtisanes*).

Voici venu le moment de passer en revue les débris qui nous restent de la première composition des *Paysans*. Imprimée en placards, sur du vrai papier à chandelle, avec des caractères complètement déformés, c'est à peine s'il est possible d'en lire tous les mots. D'ailleurs, un grand nombre d'entre eux sont si inexactement reproduits, qu'il faut n'en tenir aucun compte et les remplacer par ceux que le sens indique absolument. Nous n'avons en outre retrouvé que des fragments, tout à fait incomplets de ce texte surtout quant à la partie de l'ouvrage publiée ou préparée par Balzac lui-même.

Pour faire apprécier au lecteur à quel point ce premier jet ressemble peu aux *Paysans* d'aujourd'hui, voici le début de l'œuvre tel qu'il existe dans cette première version si peu développée. On remarquera qu'il n'est pas encore question, dans les pages suivantes, de faire décrire les Aigues par Blondet, sous la forme d'une lettre à son ami Nathan.

LES PAYSANS

Scène de la vie de campagne.

I. — HISTOIRE ET PORTRAIT D'UNE TERRE

A quarante-cinq lieues de Paris environ, aux confins de la Bourgogne, vous voyez sur une grande route départementale deux petits pavillons en brique rouge, réunis ou séparés par une barrière peinte en vert.

(1) Voici ces conditions, réglées le 21 juin 1840 : soixante-quinze centimes la ligne, prix total ne dépassant pas toutefois quatre mille cinq cents francs, et l'auteur rentrant dans sa propriété un mois après la publication du dernier feuilleton de l'ouvrage.

A côté de chaque pavillon serpente une haie vive, qui n'est pas taillée régulièrement ; il s'en échappe des ronces, dont les jets recourbés ressemblent à des cheveux follets. Çà et là, une pousse d'arbre s'élève droite, et le talus du fossé qui, sur la route, borde la haie, est arrondi par de belles fleurs, aux pieds plongés dans une eau dormante et verte. Cette haie remonte, à droite et à gauche, le long de deux lisières de bois, en sorte qu'il semble que la prairie à laquelle elle sert d'enceinte ait été prise dans un vallon défriché.

Les pavillons sont déserts. Leurs persiennes sont poudreuses. Ils commencent une magnifique avenue d'ormes centenaires, dont les têtes en parasol se penchent les unes sur les autres, de manière à former un majestueux berceau. L'herbe croît dans l'avenue. A peine y remarque-t-on les deux sillons tracés par les roues des voitures. L'âge des ormes, la tournure vénérable des pavillons, la couleur brune des chaînes de pierre, indiquent les abords d'un château. Mais, quand votre œil curieux plonge dans cette avenue, où le soleil ne pénètre qu'à son lever ou à son coucher, en la zébrant de ses rayons obliques, vous êtes arrêté par le tournant de cette avenue, qui remonte l'une des collines et s'y enfonce. La route tourne aussi ; vous apercevez un rideau de forêt qui s'étend sur une campagne, et votre curiosité trompée vous rappelle, de loin en loin, le confus souvenir de ce frais vallon.

A un quart de lieue, vous traversez une petite rivière ; elle vient de ces beaux bois que vous revoyez à l'horizon en tournant la tête. Il y a de l'eau. Ces détails vous remettent en mémoire tous les châteaux en Espagne que vous avez voulu posséder en France, car cette interrogation, vu sa longueur, s'adresse à des artistes, et quel est l'artiste qui n'a pas le sentiment de la campagne, mais d'une campagne où l'art se mêle à la nature, sans que l'une soit gâtée par l'autre, où l'art semble naturel et la nature artiste ? Il y a là, derrière ce tournant jaloux, l'oasis que veut l'idéal de votre rêve : une nature luxuriante et parée, des accidents sans confusion, quelque chose de sauvage et d'ébouriffé, de secret, de pas commun. Enjambez la barrière et venez.

Après le détour de cette longue avenue, quand vous avez atteint le sommet de l'éminence, vous êtes dans un bois et à un carrefour, au centre duquel est un obélisque en pierre. Entre les assises pendent quelques herbes à fleurs purpurines ou jaunes. Certes, s'il y a un château, il est bâti par une femme ou pour une femme. Un homme n'a pas d'idées aussi coquettes ; l'architecte a eu quelque mot d'ordre. Ce bois en sentinelle, vous le franchissez en continuant l'avenue, et vous voyez une étroite vallée, au fond de laquelle coule la petite rivière que traverse l'avenue par un pont à trois arches de pierres moussues, toutes diverses de couleur ; une mosaïque faite par le temps. L'avenue remonte le cours de la rivière, à mi-chemin du coteau, au bas duquel il y a un moulin et sa prise d'eau, sa chaussée et ses arbres, ses canards, son linge étendu, sa maison couverte en chaume, ses filets, son sentineau à poisson, et un garçon meunier qui vous a entendu et qui vous regarde. En quelque endroit que vous soyez à la campagne, et quand vous vous croyez seul, vous êtes le point de mire de deux yeux couverts d'un bonnet de coton ; un ouvrier a quitté sa houe, un vigneron a relevé son dos voûté, une petite gardeuse de chèvres, de vaches ou de moutons est montée dans un saule.

Les ormes ont joué leur rôle, l'avenue cesse. Ce n'est plus qu'une allée verte et bordée d'acacias qui vous amène à une grille en fer, une grille du temps où la serrurerie était en honneur et où elle faisait de ces filigranes aériens qui ne ressemblent pas mal aux traits enroulés que se permet un maître d'écriture autour de son chef-d'œuvre. De chaque côté de la grille est un saut de loup, dont la crête est garnie des lances et des dards les plus menaçants, de véritables hérissons en fer. A chaque saut de loup commencent des murailles non crépies, où les pierres, enchâssées dans un mortier de terre jaune, montrent leurs teintes multipliées ; il y a le jaune ardent du silex, le blanc crayeux, et les formes les plus capricieuses. Le parc est sombre. Les murs ne s'y voient pas ; ils sont chargés de plantes grimpantes. Les arbres n'ont pas été coupés depuis cinquante ans. On dirait d'une forêt redevenue vierge ; les troncs sont enveloppés de lianes qui vont de l'un à l'autre ; il y a des guis d'un vert luisant qui pendent à toutes les bifurcations. Vous retrouvez les lierres gigantesques, les arabesques sauvages, qui ne commencent qu'à cinquante lieues de Paris, là où le terrain n'est pas assez cher pour qu'on n'en perde pas. L'art, ainsi compris, veut beaucoup de terrain ; il n'y a rien de peigné ; le râteau ne se sent pas ; l'ornière est pleine d'eau ; la grenouille y fait ses têtards ; les belles fleurs de forêt y poussent et la bruyère y est aussi belle que sur votre cheminée, dans son cache-pot de janvier. Ce mystère vous enivre ; vous êtes plein de désirs vagues ; les senteurs forestières vous stimulent, senteurs chéries, adorées des âmes friandes de poésie ! Ne vous faut-il pas les mousses les plus innocentes, les cryptogames les plus vénéneux, les terres mouillées, les saules, les baumes, le serpolet, les eaux vertes d'une mare, l'étoile arrondie des nénuphars jaunes ! Eh bien, toute cette odeur des plus vigoureuses fécondations est là. Votre sens [olfactif] est en fête. Vous respirez à pleines narines. Vous pensez à une robe rose, il vous la faut ; elle doit ondoyer à travers cette allée tournante, et si elle n'y est pas, vous l'y mettez, et vous [entendez un autre pas que le vôtre !

L'allée a fini brusquement par un dernier bouquet où tremblent les bouleaux et les peupliers, et tous les arbres frémissants, famille intelligente, à tiges gracieuses, aux fûts élégants, les arbres de l'amour ! De là, vous voyez au delà d'un étang couvert de nymphæas, de plantes d'eau, de larges feuilles étalées, de petites feuilles menues, et où il y a un bateau peint en blanc et en noir, coquet comme la chaloupe d'un capitaine de vaisseau, léger comme une coquille de noix. Vous voyez un château qui date du temps d'Henri IV. Il est tout en briques d'un beau rouge, avec des coins de pierre, des chaînes de pierre et des encadrements de pierre aux croisées, qui sont à petits carreaux. La pierre est taillée en pointe de diamant. Mais il n'y a rien de régulier que le corps du milieu, qui montre un perron orgueilleux à

double escalier tournant, à balustrades rampantes, à balustres arrondis, bien gras, bien potelés, fins à leur naissance, à pieds épatés. Ce corps de logis principal est accompagné de tourelles à clochetteries où le plomb dessine ses fleurs, de pavillons modernes à galeries, à vases, à fenêtres, sans symétrie aucune. Ces nids assemblés sont comme empaillés par des arbres verts, dont le feuillage s'élève au-dessus et secoue sur les toits ses mille dards bruns, entretient les mousses et vivifie les lézardes. Il y a le pin d'Italie à écorce rouge avec son majestueux parasol; il y a un cèdre de deux cents ans, des saules pleureurs, un sapin du Nord, un hêtre qui le dépasse et, en avant de la tourelle, les arbustes les plus singuliers: un if taillé, qui rappelle quelque ancien jardin français détruit, des magnolias, des hortensias. C'est les invalides des arbres tour à tour à la mode et oubliés. Une fumée s'élève d'une cheminée en angle, et vous dit que tout ceci n'est pas une décoration d'opéra, qu'il y a une cuisine et des êtres vivants. Il est deux heures, le soleil verse sa plus piquante chaleur, le martin-pêcheur est au bord de l'étang, les cigales chantent, le grillon crie, les capsules de quelques graines craquent, les pavots serrent leur morphine, tout se découpe nettement sur le bleu foncé de l'éther et, de dessus les terres rougeâtres de la terrasse, il s'échappe comme les joyeuses flamberies d'un punch. Le raisin se perle; son pampre a comme un voile de fils blancs, dont la délicatesse fait honte aux fabriques de dentelles. Enfin, le long de la maison, il y a des pieds d'alouettes bleus, des capucines aurore, des pois de senteur, des tubéreuses éloignées, des seringas, des orangers parfumant l'air. Après la poétique exhalation des bois qui vous y a préparé, viennent les irritantes pastilles de ce sérail de fleurs.

Au sommet du perron, comme une fleur orgueilleuse, il y a une femme en blanc, en cheveux, sous une ombrelle doublée de soie blanche et, plus blanche que la soie, plus blanche que les lys qui sont à ses pieds, plus blanche que les jasmins étoilés qui se fourrent effrontément dans les balustres, une femme qui vous dit :

— Je ne vous espérais plus ! »

Elle vous a vu dès le tournant. N'est-ce pas là votre rêve, amants du beau sous toutes ses formes, du beau séraphique que Luini a mis dans le *Mariage de la Vierge*, sa belle fresque de Savone, du beau que Rubens a trouvé pour sa mêlée de la *Bataille du Thermodon*, du beau que cinq siècles élaborent aux cathédrales de Séville et de Milan, du beau des Sarrasins à Grenade, du beau de Louis XIV à Versailles, du beau des Alpes et du beau de la Limagne?

De cette propriété, qui n'a rien de princier ni de bourgeois, mais où le prince et le bourgeois ont demeuré, ce qui sert à l'expliquer, dépendent deux mille arpents de bois, un parc de trois cents arpents, le moulin, trois métairies et des vignes, ce qui engendre un revenu de soixante mille francs. Il faut jeter cela à la secte des positifs, pour se faire pardonner la description nécessaire par laquelle s'ouvre cette histoire.

Le château se nomme les Aigues. De l'autre côté, se trouvent en effet une dizaine de sources claires, limpides, venues peut-être de la Haute-Bourgogne et qui s'entre-croisent sur cette hauteur et se versent toutes dans l'étang qui, lui-même, tombe dans la rivière par un canal droit et très large, bordé de saules pleureurs dans toute sa longueur, un effet délicieux; vous voyez, sous la nef, une immense cathédrale verte; en vous retournant, le corps de logis régulier forme le chœur, et, si le soleil couchant y jette ses tons orangés entrecoupés d'ombre, et allume les vitres des croisées, il vous semble voir des vitraux. Enfin, quand vous vous promenez dans ce parc qui a des sorties sur les bois, l'Arcadie mythologique est à vos yeux plate comme la Beauce. L'Arcadie est en Bourgogne et non en Grèce. Elle est là.

Quand vous avez été dans ce joli batelet jusqu'au bout du canal, vous apercevez un village, le village de Blangy, soixante maisons environ, une église de France, c'est-à-dire une maison mal entretenue, à clocher de bois, soutenant un toit de tuile à quatre égouts, et placé sur une tour carrée. Il y a deux maisons bourgeoises et un presbytère, et la commune est vaste. Il y a deux cents autres feux épars ; cette bourgade est leur chef-lieu; elle est çà et là coupée en petits jardins. Il y a des chemins marqués par des pommiers et autres arbres à fruits. Les jardins sont des jardins de paysans ; il y a de tout : des fleurs, des oignons, des choux et des treilles, des groseilliers et du fumier. Ce village vous paraît naïf; il est rustique, il a cette simplicité parée que cherchent les compositeurs.

En 1814, mourut là l'une des femmes les plus célèbres du dernier siècle, une cantatrice oubliée et par la guillotine et par l'aristocratie, par la littérature et par la finance, oubliée, comme beaucoup de charmantes vieilles femmes, qui s'en vont oublier à la campagne leur jeunesse adorée, et qui remplacent un amour par un autre, l'homme par la nature. Elles vivent avec les fleurs, avec la senteur des bois, avec le ciel, avec les effets de soleil, avec tout ce qui chante, frétille et pousse : les oiseaux, les lézards et les herbes. Elles n'en savent rien, elles ne se l'expliquent pas, mais elles aiment encore ; elles aiment si bien qu'elles ont oublié les ducs, les maréchaux, les rivalités, les fermiers généraux, leurs folies et leur luxe effréné, leurs stras et leurs diamants, leurs mules à talons et leur rouge (1).

Qui n'a pas connu quelque vieille courtisane ou marquise, dans ce suaire d'amour où elles savent s'envelopper, ignorera toujours jusqu'à quel point la vieillesse ressemble à l'enfance, combien elle est naïve et spirituelle, aimable et coquette; la femme n'a plus ses défauts; elle a toutes ses grâces; ses sourires fanés ont d'inexprimables attraits, et il arrive souvent que vous découvrez que, si la figure a perdu, le corps a gardé quelques beautés, comme chez cette belle fille, Mlle Laguerre, qui, en 1814, n'avait que soixante-quatre ans, et que plus d'un jeune fat, qui décoche dédaigneusement un mot au passage d'une jeune femme soupçonnée d'être facile, aurait été très heureux de trouver humaine encore.

(1) Sur l'imprimé primitif que nous transcrivons ici, tout le paragraphe suivant est accompagné par ces mots, écrits par Balzac lui-même : « *Ne composez pas ceci.* » Il supprima sans doute ce passage en songeant à l'âge qu'avait Mme de Berny, — morte le 27 juillet 1836, — lorsqu'il l'avait connue.

Elle était née en 1750, et son beau temps fut en 1770, quand elle était nommée *le premier commis de la guerre*, à cause de sa liaison avec le ministre. Enfin, les siècles s'en vont, les belles femmes aussi. En 1793, le sort de la Dubarry avait épouvanté Mlle Laguerre. Un fermier général lui avait acheté les Aigues, et y avait passé deux saisons avec elle. Elle s'en souvint. Elle s'y réfugia en 1794, à l'âge de quarante-six ans (*sic*), plus belle que jamais, car ces femmes, la nature les traite en enfants gâtés. Les excès, au lieu de les tuer, les engraissent, les conservent, les rajeunissent. Le satin de leur peau s'assouplit, se rafraîchit; elles ont, sous une apparence lymphatique, des nerfs qui soutiennent leur merveilleuse charpente. Elles sont toujours belles, par la raison qui enlaidirait une femme vertueuse. Le hasard n'est pas moral. Rien ne peut plus décider à l'amour une femme aussi lassée d'amour que l'était une chanteuse de l'ancien Opéra, car aujourd'hui le chant [s'est moralisé, de même que] le corps de ballet actuel se marie, et prétend aux applaudissements, le soir, en enlevant ses jupes au-dessus de la ceinture, et aux vénérations dues à une bourgeoise et bonne mère de famille, le matin quand elle se promène. Mlle Laguerre, nom tout à fait inconnu dans le pays, — elle se nommait [là] Mme des Aigues, — se blottit dans sa terre, où elle mit presque toute sa fortune en acquisitions, et fit la morte. Elle se plut à entretenir les Aigues dans ce goût profondément artiste. Quand Bonaparte devint premier consul, et qu'il n'y eut plus rien à craindre, elle acheva d'arrondir la terre.

Une fille d'opéra n'est guère propre à gérer une grande propriété. Les bois étaient affermés à un marchand de Paris; ses métairies louées, le moulin aussi. Elle ne s'occupait que du parc, de ses fleurs et de ses fruits. Elle était désintéressée, et se fiait à une grande maritorne, ancienne femme de chambre, qui lui servait d'intendant, jeune fille rusée comme les Frontins d'opéra-comique, et qui ne laissait pas tout prendre. Mademoiselle, morte et enterrée à Blangy, le notaire de la petite ville voisine fit un copieux inventaire, et finit par découvrir les héritiers. Ils étaient onze, tous pauvres cultivateurs des environs d'Amiens. Il fallut vendre, et les Aigues furent achetés par un général de l'Empire, après la rechute de 1815, le général Moncornet, qui a commandé en Espagne, en Poméranie, et qui se trouvait avoir amassé la somme nécessaire à cette acquisition, deux millions, y compris le mobilier.

Le général voulait faire comme la fille d'opéra; il était las comme elle avait été lasse. Ce lieu devait toujours appartenir au ministère de la guerre! Le général était un bien gros homme de cinquante ans et garçon. Il ressentit les influences de ces lieux pleins d'amour; il voulut se marier. Il épousa, en 1818, une jeune fille de dix-sept ans. Alliance monstrueuse, et qui tourna très bien, ou très mal, si vous voulez. Vous venez de voir cette charmante femme en haut du perron, sous son ombrelle.

Le général, comte de Moncornet (1), est un homme violent, haut en couleur, de cinq pieds neuf pouces, rond comme une tour, [avec] un gros cou, des épaules de serrurier, qui moulaient fièrement sa cuirasse. Moncornet a commandé les cuirassiers à Essling, et n'y a pas péri quand cette belle cavalerie a été refoulée sur le Danube. Il a pu traverser le fleuve cramponné à une énorme pièce de bois. Les cuirassiers de la garde, en trouvant le pont rompu, prirent à la voix de Moncornet la résolution sublime de faire volte-face et de résister à toute l'armée autrichienne qui, le lendemain, emmena trente et quelques voitures pleines de cuirasses. Les Allemands ont créé pour eux un seul mot, qui signifie : [*hommes de fer*. Moncornet a les dehors d'un héros de l'antiquité : ses bras sont gros et nerveux, sa poitrine est large et sonore, sa tête se recommande par un caractère léonin, sa voix est de celles qui peuvent commander la charge au fort des batailles. Mais il n'a que le courage de l'homme sanguin; il manque d'esprit et de portée. Comme beaucoup de généraux, à [qui le bon sens militaire, la défiance de l'homme sans cesse en péril, les habitudes du commandement, donnent les apparences de la [supériorité, Moncornet impose au premier abord; on le croit un Titan. Mais il cache un nain, comme le géant de carton dans *Kenilworth*. Colère et bon, plein d'orgueil impérial, il a la causticité du soldat, la repartie prompte et la main plus prompte encore. S'il a été superbe sur un champ de bataille, il est insupportable dans un ménage. Il ne connaît que l'amour de garnison, l'amour des [militaires, à qui les Anciens, ces ingénieux faiseurs de mythes, avaient donné pour patron le fils de Mars et de Vénus, *Eros*. Ces délicieux chroniqueurs de religions avaient une dizaine d'amours différents. En étudiant les pères et les attributs de ces amours, vous [découvrez la nomenclature sociale la plus complète. Et nous croyons inventer quelque chose!

La comtesse de Moncornet est une petite femme frêle, délicate et timide. Pour qui connaît le monde, ces hasards sont si communs, que les mariages assortis sont l'exception.

Il faut voir comment cette petite femme fluette arrange ses ficelles pour mener ce gros, grand, carré général comme il menait ses cuirassiers. Si Moncornet parle haut devant elle, elle lève un doigt et il se tait. Le soldat va fumer sa pipe et ses cigares dans un kiosque à cinquante pas du château, et il en revient parfumé. Le général, fier de sa sujétion, se tourne vers elle comme un ours enivré de raisins, pour dire, quand on lui propose quelque chose : — « Si Madame le veut. » Quand il arrive chez elle de ce pas lourd, qui fait craquer les dalles comme des planches, et qu'elle lui crie de sa voix effarouchée : — « N'entrez pas! » il accomplit militairement demi-tour par le flanc droit, en jetant ces paroles : — « Vous me ferez dire quand je puis vous parler... », de la voix qu'il eut sur le bord du Danube, quand il cria à ses cuirassiers : — « Mes enfants, il faut savoir mourir, quand on ne peut pas faire autrement! » On a entendu ce mot touchant, dit par lui, en parlant d'elle, à ceux qui venaient le voir : — « Non seulement je l'aime, mais je la vénère et l'estime. » Quand il lui prend une de ces colères qui brisent toutes les bondes et qui s'échappent en

(1) A partir de ce paragraphe, nous nous sommes aidés pour reconstituer ce texte d'une seconde version dont nous parlerons plus loin.

cascades indomptables, la petite femme va chez elle et le laisse crier. Seulement, quatre ou cinq jours après : — « Ne vous mettez pas en colère; vous pouvez vous briser un vaisseau dans la poitrine et vous faire beaucoup de mal. » Il n'y a que les hommes forts, grands et colères, de ces foudres de guerre, de ces diplomates à tête olympienne, de ces hommes de génie, pour avoir ces partis pris de confiance, cette générosité pour la faiblesse, cette constante protection, cet amour sans jalousie, cette bonhomie envers la femme. Il faut mettre cette science autant au-dessus des vertus sèches et hargneuses, que le satin d'une causeuse est préférable au velours d'Utrecht d'un petit canapé bourgeois.

Si par un hasard véritablement miraculeux tous ces détails n'avaient été conservés, il eût été presque impossible de retrouver et de peindre les Aigues. Et, sans cette description, l'histoire, doublement horrible, dont cette terre est à la fois le théâtre et le sujet, serait moins intéressante. Beaucoup de gens s'attendent peut-être à trouver la cuirasse de l'ancien colonel de la garde impériale éclairée par un jet de lumière, et à voir sa colère allumée tombant comme une trombe sur cette petite femme, de manière à rencontrer vers la fin de cette histoire ce qui se découvre à la fin de tant de livres modernes : un charmant cadavre verdoyant et sanglant. Rassurez-vous. Le drame moderne pourrait-il éclore dans ce joli salon à dessus de portes en camaïeu bleuâtre, où se voyaient les scènes amoureuses de la mythologie ; où de beaux oiseaux fantastiques étaient peints au plafond et sur les volets; où, sur la cheminée, riaient à gorge déployée les monstres de porcelaine chinoise; où, sur les plus riches vases, des dragons bleus et or tournaient leurs queues en volute autour du bord, que la fantaisie japonaise avait émaillé de ses filets multipliés et de ses dentelles de couleurs; où les duchesses, les chaises longues, les sofas, les consoles, les étagères, inspiraient une paresse contemplative qui détend toute énergie ? Non, le drame ici n'est par restreint à la vie privée!

Cette histoire, d'une vérité désastreuse, tant que la société fera de la philanthropie un principe, au lieu de la laisser n'être qu'un accident, est destinée à mettre en relief les principales figures d'un peuple oublié par tant de plumes inquiètes. Hélas! on a fait de la poésie avec les criminels, on s'est apitoyé sur les bourreaux, on a déifié le prolétaire, des sectes se sont émues et crient : — « Levez-vous, travailleurs! » comme on a dit au Tiers-État : — « Lève-toi! » et personne n'a le courage d'aller au fond des campagnes étudier la conspiration permanente du paysan contre le riche, du petit contre le grand, du faible contre le fort!... Connaissez donc la plaie qui dévore le sol. Il s'agit d'éclairer, non pas le législateur d'aujourd'hui, mais celui de demain. Par le temps qui court, n'est-il pas utile de peindre enfin ce paysan, qui rend le code stupide, inapplicable, en faisant arriver la propriété à un non-sens, à quelque chose qui est et qui n'est pas? Vous allez voir cet infatigable sapeur, ce rat qui morcèle et divise le sol, se le partage, le repartage et coupe en cent morceaux un arpent de terre. Cet élément insocial, créé par la Révolution, absorbera quelque jour la bourgeoisie, comme la bourgeoisie a mangé la noblesse. S'élevant au-dessus de la loi par sa propre petitesse, ce Robespierre à une tête, à vingt millions de bras, travaille sans jamais s'arrêter, tapi dans toutes les communes, intronisé au Conseil municipal, armé en garde national dans tous les cantons de France par 1830, qui ne s'est pas souvenu que Napoléon avait préféré les chances de son malheur à l'armement des masses (1)!

Vte DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL.

(*A suivre.*)

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

D'ÉTUDIANTS.

La jeunesse universitaire a, la semaine dernière, retenu l'attention publique. L'annonce d'un Congrès international d'étudiants suscitait, à bon droit, l'intérêt et la sympathie : c'était le premier qui se tînt en France, et sur d'aussi vastes assises; de la jeunesse on espérait quelque chose de nouveau et de beau. Peu s'en faut que la déception n'ait été complète; la formation de deux congrès jumeaux et ennemis, l'adoption de quelques vœux très audacieux et très platoniques ont donné à sourire aux esprits indulgents, et l'opinion s'est faite que la jeunesse n'avait guère changé, toujours ardente et intolérante, toujours généreuse et peu pratique. C'est peut-être vrai, mais ce n'est sûrement pas toute la vérité. L'attrait de ces réunions d'étudiants réside dans leur mécanisme intime, dans les multiples sentiments qui se croisent, dans les tendances particulières qui ne parviennent pas à se faire jour; c'est la psychologie de chaque groupe national en contact avec ses voisins qu'il importe de dégager.

Et d'abord, la comparaison du passé au présent donnera un renseignement précieux. Ce Congrès de 1900 a eu ses devanciers : en 1889, la jeunesse universitaire s'est réunie à Paris dans les mêmes conditions, si ce n'est qu'on n'avait pas songé à discuter, mais seulement à s'amuser, ce en quoi on n'eut pas tort; et en 1898 un premier Congrès international, prélude de celui de Paris, fut tenu à Turin. Les fêtes de 1889 ont été organisées exactement comme celles de 1900 dont elles furent le parfait modèle : l'État et la Ville de Paris avaient confié des subsides — 60 000 francs — à l'Association des étudiants de Paris pour recevoir ses hôtes; cette Association avait invité toutes les sociétés universitaires de France et du

(1) Il faut remarquer que dans la version publiée en 1844 cet extraordinaire paragraphe se retrouve tout entier, du moins comme sens, dans la *Dédicace* de l'ouvrage. Mais, ainsi qu'on le voit, il avait été *pensé* et rédigé plusieurs années avant cette mise au jour.

monde dont on avait pu découvrir l'existence, exception faite pour les sociétés allemandes. A son appel répondirent 76 universités et 696 étudiants ; dans ce nombre figuraient 54 universités étrangères représentées par 478 étudiants. En 1900, l'Association de Paris reçut 888 invités venus de 91 villes universitaires, parmi lesquelles 71 universités étrangères avaient envoyé 659 étudiants. Les chiffres l'emportent nettement en 1900; c'était à prévoir : en 1889, l'Association de Paris n'avait que cinq années d'existence, ses relations avec l'étranger étaient presque toutes à créer, et ces fêtes étaient son coup d'essai. En de telles conditions le succès paraît relativement moins complet en 1900, surtout si l'on tient compte de l'estime particulière dont l'Association de Paris jouit maintenant auprès de ses sœurs et du retentissement de l'Exposition universelle.

De l'ensemble de ces deux réunions internationales, une impression très nette et très surprenante se dégage dès l'abord pour celui qui les a vécues toutes deux : en 1900, on avait moins d'entrain et d'enthousiasme qu'en 1889. Pourquoi? C'est peut-être que le trop grand nombre a diminué l'intimité; peut-être aussi que les fêtes ont été moins somptueuses, car la Ville de Paris ayant été moins généreuse, on ne s'est amusé que pour 45 000 francs au lieu de s'amuser pour 60 000; mais surtout, en 1889, il n'y avait que des fêtes au programme, alors que, cette année, il y avait un Congrès. Les discussions du matin ont jeté de l'ombre sur les réjouissances du soir. Tout ceci, à vrai dire, n'est qu'une nuance, un moindre degré dans une chaude atmosphère de joie; malgré tout, on s'est encore beaucoup amusé, et de façon à emporter de la fête un regret ineffaçable, qu'on le sache bien !

Les étudiants belges et hollandais vinrent moins nombreux en 1900 qu'en 1889; ils formaient tout de même une bonne escouade, la plus forte du Congrès, 149 membres! Au premier voyage comme au second, ils se sont montrés bons vivants, bons buveurs, infatigables boute-en-train, ce qui ne les empêcha pas, dans la discussion, d'être ardents et tenaces. La plupart défendent les idées sociales qu'il est convenu de nommer « avancées » ; ceci n'est que l'image des partis politiques belges qu'on sait tranchés, outranciers et intransigeants.

En 1889, les Allemands ne furent pas conviés aux fêtes; on comprend pourquoi; cette année ils furent invités. Ceci demande explication. En 1889, l'Association de Paris recevait ses amis, et il ne lui a pas plu de recevoir les étudiants d'Allemagne; en 1900, elle recevait, avec ses amis, les membres de la Fédération des étudiants, et les étudiants allemands ayant droit de venir au Congrès, les Parisiens ne se sont pas cru permis de traiter certains visiteurs en amis, et d'autres en ennemis. Mais il y a quelque chose de plus, et mieux vaut le dire clairement : les étudiants français de 1900 ont rempli sans amertume leurs devoirs d'hospitalité envers les Allemands. Avant de lancer les invitations, la question fut longuement agitée; les anciens, ceux de trente à quarante ans, que les jeunes avaient appelés à leur donner conseil, recommandaient la même réserve qu'en 1889, la crainte de froissements pénibles, de manifestations hostiles dans la rue, et aussi par antipathie personnelle. Mais pourquoi ne pas inviter les Allemands quand nous invitions les Anglais? Et les Allemands furent invités. Ils vinrent avec discrétion, au nombre de 25 seulement; ils se mêlèrent fort peu aux fêtes et pas du tout aux discussions; ils furent comme s'ils n'étaient pas là. A cela il y avait la bonne raison que leur ministre leur avait formellement interdit de venir en corps officiel, et de prendre part à aucun congrès ; même défense avait dû leur être faite lors du Congrès de Turin en 1898 : les étudiants allemands envoyèrent leur adhésion morale, mais ne parurent pas chez leurs alliés politiques. Certainement leur ministre craignait qu'on soulevât des questions délicates sur lesquelles les Allemands ne souffrent pas qu'on discute. Il n'en fut rien d'ailleurs, pas plus à Paris qu'à Turin. Seulement neuf étudiants appartenant un cercle de Strasbourg étant venus aux fêtes, ils voulurent se joindre à l'Association de Paris; les Français — et aussi bon nombre d'étrangers — n'ont exprimé leurs sentiments que par les applaudissements dont ils ont salué les Alsaciens.

Les Italiens étaient 37 en 1889; ils furent 45 cette année, et leur nombre était réduit de moitié par l'assassinat du roi Humbert. Tels nous les avions trouvés chez eux en 1898, attentifs à nous plaire, animés du plus ardent enthousiasme à la pensée de leur patrie, à l'évocation de leur Rome intangible, *caput mundi*, tels ils se sont montrés chez nous cette année. Ils sont toujours dans l'ivresse de leur résurrection nationale, dans l'orgueil de se sentir les héritiers et les nouveaux maîtres de la Ville éternelle; ils ne rêvent que de grandes choses et se plaisent aux entreprises démesurées : c'est chez eux que la Fédération internationale des étudiants a pris naissance. En un mot, ils sont Latins dans l'âme et cherchent à se rapprocher de tout ce qui est latin; leur soleil politique se lève aujourd'hui en Allemagne à qui ils sont sincèrement fidèles pour la grandeur de leur patrie; mais combien ils préféreraient pouvoir tourner leurs yeux vers Paris! Tout sert en Italie à l'exaltation du sentiment national : le congrès de Turin fut une longue manifestation de l'irrédentisme : un délégué de Trieste avait été choisi pour représenter les étudiants italiens au bureau du congrès. Rien

de pareil ne se produisit à Paris, mais c'est par pure courtoisie que les délégués italiens s'abstinrent, et cela dut leur coûter! Ce ne fut pas du reste leur seul regret : ils virent, dans ce fâcheux congrès de Paris, la Fédération des étudiants, leur *Corda Fratres*, leur œuvre, battue en brèche, et cela par les Français ; ils doivent nous en vouloir un peu!

La délégation roumaine fut l'une des plus curieuses. Inaperçus en 1889 où ils vinrent à huit de Bucarest, les Roumains se montrèrent plus nombreux en 1898 à Turin, et fermement résolus à deux choses : à revendiquer hautement leur place dans la famille latine, et à proclamer les droits de la patrie roumaine sur la Transylvanie. Ils revinrent au nombre de 33 cette année à Paris, et ils y affirmèrent à nouveau leurs aspirations nationales avec une âpreté, une habileté, une discipline étonnantes. Sur la question transylvanienne ils tinrent pied avec une diplomatie rare contre les réclamations bien naturelles des Hongrois ; dans la famille latine, leur succès fut plus complet : ils parvinrent à constituer un groupe latin avec le concours des délégués italiens, de quelques Français, deux de délégués d'Espagne, et de l'unique délégué portugais. Cette *Union latine*, branche indépendante, mais non adverse de la Fédération des étudiants, tiendra ses premières assises à Rome l'an prochain. Au dernier congrès, une nouvelle question roumaine a surgi à propos des Juifs ; on connaît cette question : les Roumains refusent la naturalisation en masse aux Juifs venus de l'étranger et établis dans leur pays. Aux raisons humanitaires qu'on leur objecte, ils ne répondant pas autre chose que ceci : « Les juifs étrangers sont si nombreux chez nous que, s'ils étaient naturalisés, l'élément roumain serait, dans certaines provinces, totalement étouffé sous l'élément sémite qui n'a voulu prendre ni notre langue, ni notre costume, ni nos mœurs. C'est pour nous une question de vie ou de mort. » Voilà qui explique pourquoi les Roumains sont antidreyfusards. Nous avons eu la curiosité d'interroger sur ce point les congressistes : parmi les étudiants étrangers, nous n'avons pas rencontré un seul antidreyfusard, si ce n'est les Roumains. Tel est le fait, sans nul commentaire.

L'empire d'Autriche a donné au congrès de fortes surprises. 165 étudiants étaient venus de la vallée du Danube ; pas un n'a voulu représenter l'Autriche ; les 40 Hongrois ont tenu à représenter la Hongrie, les 45 Tchèques la Bohême, et les 80 Polonais de Lemberg la Pologne. Ces trois groupes nationaux ne se détestent pas et se prêtent volontiers assistance mutuelle ; mais se réunir sous le pavillon autrichien, jamais! Il n'était venu personne de Vienne, pas plus qu'en 1889 et en 1898 ; la situation eût été par trop délicate. Tous ces étudiants aiment notre pays et possèdent à un haut degré la culture des lettres françaises. Les Hongrois aux costumes éclatants, qui n'étaient que 17 en 1889, ont montré, à Paris comme à Turin, une courtoisie, une modération, une affabilité très appréciées ; leur gouvernement avait fait en partie les frais du voyage, indice qu'on leur reconnaissait une mission nationale à remplir. Si ce même gouvernement le veut bien, c'est à Budapest que se tiendra le futur congrès de 1902.

Il n'est pas besoin de rapporter les revendications de la jeunesse tchèque ; tout le monde les connaît. Alors que les étudiants de Prague n'étaient que 4 en 1889, cette année 45 sont venus affirmer devant tous leur douloureuse aspiration vers l'indépendance et témoigner leur ardente sympathie pour la France, leur inspiratrice et leur meilleur appui moral. Ils ont apporté à l'Association de Paris un magnifique drapeau tchèque brodé par les dames de Prague ; ils ne pouvaient laisser un souvenir plus délicat. Les étudiants polonais de Lemberg ont eu la même attention ; ceux-ci n'avaient pas encore paru dans les réunions d'étudiants ; leur gouvernement leur interdisait d'accepter aucune invitation. Cette fois, la défense ayant été levée, ils se sont rattrapés : quatre-vingts d'entre eux sont accourus du fond de la Galicie — 6 jours de voyage! A tous ceux qui subissent dans leurs sentiments nationaux ou leurs goûts sociaux la contrainte d'un gouvernement fort, combien la France parut bonne et aimable! Chez eux, défense de s'associer, de chanter dans la rue, de quitter une ville ou d'y entrer sans prévenir l'autorité locale ; chez nous, toute liberté! Comme ils nous l'envient, cette liberté, dont nous connaissons à peine le prix, tellement nous y sommes accoutumés, et comme ils nous respectent et nous aiment d'avoir su la conquérir!

Les universités du Nord, danoises, scandinaves et norvégiennes, nous ont envoyé des délégués un peu plus nombreux qu'en 1889 et animés pour notre pays des mêmes sentiments d'inaltérable sympathie. Les représentants des universités de Suisse et de Grèce méritent la même appréciation amicale. Nous aurions voulu pénétrer l'esprit de la délégation russe, composée de 26 étudiants. Nous n'avons rien pu découvrir qui ne soit déjà connu. Les étudiants russes ne peuvent former des sociétés ; l'Association de Paris s'adressa donc aux recteurs, mais il ne semble pas que l'invitation ait été partout transmise par l'autorité universitaire. Venus à Paris sur la foi hasardeuse des renseignements de la presse, tout dépaysés, connaissant mal la langue, les uns nous ont paru très dociles, les autres très révoltés. Ces derniers sont tellement hypnotisés par des principes irréductibles qu'il semble superflu d'essayer avec eux quelque discussion, quelque démonstration positive.

C'est là tout ce que nous avons pu saisir de nos amis slaves.

Restent les Anglo-Saxons. Les Anglais étaient 16 en 1889 et exprimèrent aux étudiants français la fière estime d'anciens ennemis réconciliés; ils furent 35 en 1900, mais ne parurent guère aux réjouissances et surtout aux séances du Congrès. Craignaient-ils que le franc-parler des étudiants ne soulevât la fâcheuse question africaine que leurs diplomates voulurent écarter du Congrès de la Paix? Qui le dira? Mais nous avons voulu, à défaut d'un débat public, nous livrer au malin plaisir d'une enquête individuelle auprès de chaque congressiste; le résultat de ce plébiscite a été unanime : pas une voix ne s'est prononcée pour les Anglais. Au surplus, cela ne les troublera guère.

Quelques Américains du Nord et du Sud prenaient aussi part au Congrès, réunis en trop petit nombre pour y jouer un rôle appréciable. Leur courtoisie, d'ailleurs, fut parfaite.

Au total, cette réunion de la jeunesse universitaire est la plus considérable qui se soit tenue jusqu'ici; dix-sept nations étrangères y étaient représentées. Quelle attitude les étudiants français et parisiens surent-ils prendre devant leurs hôtes? Voilà qui est délicat. Certes, nos étudiants ont mérité beaucoup d'éloges, mais ils se sont attiré déjà nombre de critiques. Les éloges, tout le monde les a déjà décernés à l'Association des étudiants de Paris et ses représentants qui ont assumé la tâche colossale de préparer dix jours de fêtes au milieu de la cohue de l'Exposition et qui ont reçu leurs camarades avec une amabilité et souvent une diplomatie dignes de toutes louanges. Cette association, par son organisation forte et le crédit qu'elle a conquis, a seule rendu possibles ces réunions précieuses de 1889 et de 1900, qui affermissent l'ascendant de la France auprès des élites intellectuelles; là, elle a rendu un service national.

Et les critiques, maintenant! Abordons-les hardiment; quelles qu'elles soient, elles ne pourront être blessantes dans la bouche d'un ami éprouvé, résolu à être sincère. Toute la presse a conté l'aventure des deux congrès d'étudiants se réunissant l'un après l'autre pour faire très peu de besogne; M. Léon Parsons s'en est un peu diverti dans cette Revue il y a huit jours, et ce fut de toute justice. Mais l'histoire mérite d'être examinée de plus près. La Fédération des étudiants, fondée en 1898 à Turin, devait tenir son second congrès à Paris durant les fêtes; une salle avait été spécialement retenue dans ce but, et la Fédération avait engagé tous les étudiants à s'associer à elle et à prendre part aux travaux de son congrès. Tous les délégués étrangers, presque sans exception, répondirent à son appel et ouvrirent le congrès; or, dès les premières séances, un groupe d'étudiants, en grande majorité parisiens, vinrent déclarer qu'ils ne connaissaient pas et ne tenaient pas à connaître la Fédération, mais que, sans adhérer, ils voulaient prendre part au congrès. Dans une large compréhension de son rôle qui est d'unir les étudiants et de leur donner un organe collectif, la Fédération se montra bonne fille et voulut faire aux dissidents place à ses côtés; peut-être eut-elle tort d'instituer pour eux une réunion particulière, au lieu de les adjoindre à son congrès sans cotisation ni engagement d'aucune sorte; toujours est-il qu'elle fut généreuse et mit à leur disposition la moitié de sa propre salle de séances. Les indépendants s'y réunirent; c'étaient, pour les deux tiers, des Parisiens; l'autre tiers était composé d'une fraction des étudiants français de province, d'une partie de la délégation belge, de quelques Russes et des étudiants sémites de Roumanie, dont nous avons dit la situation toute particulière. Nous croyons l'énumération complète. Sans qu'on sût pourquoi, le titre de « Congrès général » fut appliqué à cette seconde réunion partielle; on fit grand bruit autour d'elle dans la presse, et ce ne fut pas sans surprise qu'on vit bientôt les éloges adressés au second congrès dit général accompagnés d'appréciations fort désobligeantes à l'adresse du premier Congrès de la Fédération. Les fédérés, pour la plupart étrangers, avaient à peine clôturé leurs séances que des attaques directes étaient publiées en des lettres signées, non pas du promoteur du second congrès dit général, M. Bazet, qui doit être mis en dehors de tout reproche, mais de quelques étudiants parisiens. Cela dépassait un peu la mesure.

Une telle attitude, toute surprenante qu'elle paraisse, avait pourtant des raisons si plausibles qu'on avait presque prévu ce qui devait arriver. La Fédération internationale avait été annoncée en France par un cortège de formules si vides, si pompeuses, si surannées, qu'elle avait été frappée à mort par le ridicule dans l'esprit de nos étudiants. Conçue et réalisée par un Italien, la Fédération revêtait une forme essentiellement latine : à peine constituée, elle avait reçu en baptême le nom obscur et symbolique de *Corda Fratres*, et les cadres qu'on lui proposait étalaient l'appareil démesuré de 300 articles de statuts et règlements établissant des conseils fédéraux et nationaux, des sénatus, des consulats, des catégories, des assemblées, des fêtes du printemps, des protocoles pour les cortèges, les discours, les insignes, toute une vaste architecture byzantine inextricable. A cette vue, on se prit à rire dans les universités françaises; on ne s'aperçut pas que tout cela n'était qu'un projet qui pouvait être et fut en effet rejeté; on oublia que l'auteur de ce projet peu séduisant avait tout d'abord

conçu et mené à bonne réalisation l'idée féconde d'un congrès international d'étudiants. Et tout fut prestement jeté par-dessus le bord du bateau français.

Pourtant les étudiants parisiens n'auraient-ils pas pu, par considération pour leurs hôtes, se montrer plus accommodants? La plupart des étrangers avaient parfaite conscience des travers de la Fédération, et leur effort courtois et mesuré l'a réduite à un simple bureau central destiné à assurer les relations entre tous les étudiants et à préparer les congrès internationaux. Pourquoi la jeunesse de notre pays n'a-t-elle pas collaboré à cette œuvre vraiment utile et très conforme à ses goûts? C'est ici le fond de la question. La vérité est que l'esprit de l'étudiant français est orienté autrement que l'esprit des étudiants étrangers, vérité insignifiante peut-être, mais qui prendra valeur en se précisant. Les étudiants étrangers tendent la majeure partie de leur effort intellectuel vers des acquisitions collectives; l'étudiant français ne donne guère d'autre but à toutes ses énergies que la culture de sa personnalité. Il tient à être maître de lui entièrement; il considère comme ennemi tout ce qui projette de confisquer une parcelle de son individualité. Il consent tout au plus, — et la chose ne va pas souvent sans difficultés! — à s'agréger à une association universitaire locale, qui facilite sa vie, où il a part active et dont il peut facilement se dégager; c'est tout. On a plusieurs fois tenté de réaliser une fédération des étudiants de France; l'entreprise a toujours avorté. Pas plus qu'ils n'ont voulu jadis une fédération nationale, pas plus nos étudiants ne veulent aujourd'hui de la fédération internationale.

Que surtout on n'aille pas confondre cet état d'esprit avec un simple et grossier égoïsme; qu'on se garde de conclure sur la seule foi de cette indication à notre ruine morale et sociale! Il n'est pas dit que l'excellence des individualités sera toujours incompatible avec la grandeur des communautés. Un résultat certain, c'est que la valeur intellectuelle totale d'un étudiant français est un capital fort honorable, qui ne semble dépassé par la valeur intellectuelle d'aucun étudiant étranger; nous l'emportons par les individualités; mais, pour l'instant, nous sommes nettement inférieurs par la collectivité.

Le contraire eût été surprenant : comment la jeunesse aurait-elle une collectivité forte, n'ayant plus de foi commune? La critique scientifique qui domine les générations nouvelles a brisé tous les liens artificiels ou naturels, toutes les autorités; la raison de chacun reste le seul arbitre; s'étonnera-t-on que chaque personnalité se soit faite son propre centre et ait en même temps décuplé sa puissance? Cette révolution sociale et cette exaltation de la valeur individuelle ne vont pas sans quelques périls; il faut les regarder en face, les courir de gaieté de cœur et tout espérer de l'avenir. Maintenant que le vin de la science est tiré, qui donc ne voudrait plus le boire?

Le plus fâcheux errement pour la jeunesse intellectuelle française serait aujourd'hui de pécher par ignorance et de ne pas comprendre que la jeunesse étrangère ne raisonne pas comme elle; ce serait aussi de pécher par intolérance et de ne pas accepter et estimer à leur valeur ces vues divergentes. Les étudiants étrangers agissent par collectivité et pour le bien de leur collectivité; ce dernier congrès fut clairement démonstratif à cet endroit : les Italiens, les Roumains, les Hongrois, les Polonais, les Tchèques ne vinrent si nombreux, si ardents, que parce qu'ils avaient tous une revendication à affirmer, qui pour l'intégrité de son territoire, qui pour son indépendance, qui pour son existence nationale, qui pour sa liberté personnelle. Si les Anglais et les Allemands ne sont pas entrés en scène, c'est certainement pour des raisons de même ordre. Les manifestations de la jeunesse universitaire d'Europe sont donc très nettement inspirées aujourd'hui par des sentiments nationaux. Or ces préoccupations n'absorbent pas, pour l'instant, l'esprit des étudiants français; ne sachant pas les tendances des étrangers, les jugeant mesquines peut-être, ils ont voulu entraîner leurs camarades à discuter des questions plus générales, plus humanitaires : ils n'ont pas été suivis, parce que ce n'était pas pour cela qu'on était venu à Paris; la scission était fatale. Ce n'est pas l'heure de discuter qui a raison, de ceux qui marchent trop vite ou de ceux qui vont plus lentement; mais, en tout état de cause, les Français feraient sagement d'apprendre à mieux connaître l'état d'esprit de leurs voisins; tout le monde y gagnerait. Combien de fois cette banale constatation n'est-elle pas tombée au milieu de l'indifférence générale? Il faut espérer cependant que le Congrès international des étudiants en aura nettement fait sentir la vérité à ceux qui peuvent le mieux réparer le mal, et qu'il aura aplani les premières difficultés. N'aurait-il pas eu d'autres résultats, que son utilité serait ainsi justifiée.

PAUL TISSIER.
Ancien président de l'Association des étudiants de Paris.

NOTES DE VOYAGE

Une visite au 14e Chasseurs russe.

« Il faut, m'avait dit le général en chef, que vous voyiez le 14e chasseurs, qui s'est illustré dans la guerre de 1878 contre les Turcs. Les souvenirs précieux qu'il conserve vous intéresseront. »

Quelques jours auparavant, j'entendais vanter les

exploits de ce même régiment par des généraux turcs, les maréchaux Reouf et Fuad-Pacha et le général de division Nedjib, qui, l'ayant vu à l'œuvre, m'en avaient dit merveilles: aussi étais-je enchanté de cette rencontre, m'apportant la saveur très particulière de voir chez eux, à quelques jonrs de distance, les deux irréconciliables ennemis, dignes l'un de l'autre par leur courage et la grandeur avec laquelle chacun se plaisait à rendre justice à la valeur de son adversaire.

Et ce matin-là, je montai avec joie en traîneau, prêt à affronter tous les cahots et toutes les menaces de projection violente. Le soleil paraissait clair dans le ciel bleu pâle. De la promenade Nicolas, les ports se voyaient en bas de la falaise, fourmillant de mouvement et de bruit; la mer, calme et unie comme une glace, montait à l'horizon, fulgurant par places, ainsi que du métal en fusion. Enfin mon cocher, en l'honneur, je pense, de cette belle journée, avait remplacé son crasseux bonnet de peau de mouton par une coiffure, dont je ne puis comparer l'aspect qu'à un de nos chapeaux hauts de forme, sur lequel on se serait brutalement assis et qu'on aurait essayé de ramener à son type primitif après ce déplorable accident.

Sous cet étrange couvre-chef, les chevenx et la barbe foisonnaient, plus abondants, plus épais, plus malpropres que jamais.

L'automédon, fier sans doute de l'effet produit, enleva ses chevaux d'un magistral coup de langue et, le corps raide, les bras allongés de toute leur longueur, le chapeau snr les yeux, il s'appliqua avec un soin extrême à maintenir la vitesse de cette course vertigineuse, où nons risquions à chaque tournant d'être projetés contre les murs, ou de rencontrer des véhicules, menés follement comme le nôtre.

Enfin nous arrivons, cahotés, meurtris, moulus, brisés, mais grâce à Dieu! sains et sanfs.

Dans un des faubourgs de la ville, la caserne élève ses quatre étages, dont la façade, briques et pierres, paraît immense. Elle ressemble assez anx nôtres, d'aspect monumental, mais détestables pour l'hygiène en raison de l'agglomération trop considérable des hommes.

Prévenu de suite de notre arrivée, le colonel, jeune, charmant, nous reçoit à la porte et nous conduit dans le salon de la chancellerie, où il nous offre le pain et le sel.

Fort curieux ce salon. Des fauteuils très proprement recouverts de velours rouge bordent les murs, ornés de drapeaux et de trophées d'armes. Comme je les examinais avec intérêt, le colonel me dit:

« Des souvenirs. »

Oui, certes, et superbes, et poignants. De toutes ces armes ramassées sur le champ de bataille, pas une ne se montre intacte; canons de fusils sans bois, faussés, brisés, souillés de rouille et de sang, culasses incomplètes, baïonnettes tordues ou émoussées, revolvers, lances rompues, schakos sans visière, casques sans cimiers, percés de balles ou d'éclats d'obus. Puis au centre rayonne une panoplie d'armes turques, poignards et sabres albanais, lames de Damas, riches épées damasquinées, incrustées d'argent, s'irradiant autour d'une culasse de canon de campagne.

« Tout cela vient de la Tchipka », ajoute le colonel, et, me conduisant au milieu de la pièce, occupée par une table surchargée d'albums et de livres, il m'offre l'historique du régiment en brochure.

Sur la converture, une pyramide funéraire s'élève dans une région montagneuse qu'encadre un drapeau cravaté de crêpe, portant à la hampe une couronne de lauriers.

A la première page, après un récit sommaire, on trouve une liste des officiers tombés sur le champ de bataille pendant la guerre de 1877-1878 et un hommage aux soldats ensevelis dans la terre étrangère.

La liste en est longue, car de terribles batailles se livrèrent, et les plaines de Bulgarie, les passages des Balkans, les champs de la Maritza en gardent d'immortels souvenirs.

Arrivé à l'improviste, sans avoir prévenu, je vais surprendre, je l'espère, la vie militaire dans sa vérité complète.

Dès mon entrée dans la chancellerie, je constate la camaraderie qui règne entre les chefs, car je surprends le lieutenant-colonel faisant une partie de billard avec un sous-lieutenant. Je demeure confondu. En France, les supérieurs n'ont pas ces familiarités avec leurs inférieurs. Ils ne leur témoignent que de la condescendance, oubliant qu'ils occupaient ces grades quelques années auparavant. Ils ont tort. Ils ne connaissent pas leurs inférieurs et ne s'en font pas connaître, double condition essentielle au bon fonctionnement du commandement.

Le chef ne sera obéi avec joie, avec abandon, avec intelligence, qualité maîtresse de la discipline, que s'il se livre en entier, s'il montre ce qu'il vaut, ce qu'il sait, ce qu'il pense, ce qu'il sent. Il ne pourra se donner ainsi qu'en descendant du piédestal sur lequel il croit s'élever, en se mêlant à ses inférieurs, en devenant pour eux, en dehors dn service bien entendu, non plus un chef, mais un camarade, que la différence d'âge, d'expérience et de grade conservera tonjours à sa place.

A son tour il pourra se servir de ses inférieurs en les connaissant. Il fant qu'il apprenne lenrs qualités et leurs défauts, qu'il sache le parti que l'on peut tirer des uns et des autres, et non pas qu'il les juge et

les note sur ce qu'il voit par hasard à la manœuvre ou dans le service journalier.

Que d'erreurs il commettra en agissant ainsi. Il notera bien un officier qui ne sera que correctement assidu à sa fastidieuse tâche, mais incapable de s'élever plus haut et de faire face intelligemment à une situation délicate. Inversement, un officier négligent pourra rendre d'éminents services en campagne et avoir des notes telles que son avancement reste à tout jamais enrayé.

Ceci n'offre qu'une minime partie des inconvénients, résultant de l'ignorance de la valeur à attribuer à ses inférieurs. Le chef ne sait rien d'eux, ni leur instruction générale, ni leur intelligence, leurs sentiments, leur jugement. Fera-t-il, pour les noter en vue de l'avancement, intervenir les recommandations ? ou, chose plus grave encore, dissolvante au plus haut degré, sera-ce la sympathie naturelle et l'antipathie instinctive qui dirigeront son choix ?

Dans ces conditions, quelle valeur peut-on donner au système d'avancement en usage chez nous, exclusivement livré au favoritisme, et tel, que l'on a le droit de s'enquérir, si ceux qui arrivent rapidement sont intelligents et ont du mérite. Assurément ces raisons n'entrent pas en ligne de compte et un homme de valeur ne doit qu'au hasard son succès.

Le système employé chez nos alliés ne supprime pas le favoritisme, qui, très humain, vieux comme le monde, durera autant que lui, mais il établit une base telle, que l'on connatt la valeur de chacun et que le choix peut s'exercer à coup sûr.

Rien ne peut mieux établir la confiance réciproque entre chefs et subordonnés, que cette connaissance mutuelle, qui assure toute l'équité possible dans la répartition des faveurs.

Mais le colonel m'entraine et nous visitons à fond le casernement. Les cuisines spacieuses paraissent bien tenues, et le bouillon, le gruau, la portion de viande bouillie sont appétissants et sentent bon. Ils n'améliorent pas encore l'ordinaire comme en France et le menu reste invariablement le même durant toute l'année. Sévère régime. Mais s'il est devenu impossible pour nos estomacs trop civilisés et habitués à la molle douceur de la variété, il n'en est pas de même en Russie où les deux tiers de la population mangent rarement de la viande et s'estiment pleinement satisfaits, d'avoir assurées une portion de bœuf ou de mouton bouillis et une tasse de thé. Celui-ci reste en effet la boisson exclusive des soldats, qui le préparent en campagne avec un soin minutieux ; aussi le font-ils excellent.

Et nous partons, voyant tout, inspectant tout, depuis le magasin d'habillement jusqu'à celui de la réserve où sont disposés les ballots d'effets neufs en cas de mobilisation, étiquetés au numéro de chaque compagnie. Nous allons, lorsque au fond d'un couloir, une porte s'ouvre et se referme rapidement, mais pas assez vite pour que je n'aie pu voir un groupe d'hommes du peuple en vêtements civils. Fort intrigué j'interroge.

« Vous vous trouvez, me dit le colonel, à la fin de la période d'arrivée des jeunes soldats. Cette porte, ouverte par mégarde, donne sur la salle de visite, où le médecin-major voit les nouveaux de ce matin. Cette période dure environ un mois, car les conscrits nous viennent de contrées très éloignées, et il leur faut de longues journées à pied pour gagner la gare la plus proche, ou leur future garnison.

— De sorte, repris-je, que vous avez déjà des soldats dégrossis depuis trois semaines, d'autres depuis quinze et huit jours, d'autres habillés d'hier et enfin les derniers arrivés ce matin ?

— Parfaitement », répond le colonel.

L'occasion ne pouvait se présenter meilleure d'étudier la transformation du paysan en soldat ; et trop heureux de la saisir, je demande au colonel de me faire mettre à part dans une chambre ces diverses catégories, lui expliquant mon désir.

« Ce sera fort curieux pour moi, ajoutai-je, de surprendre ainsi l'âme russe dans sa métamorphose et, si vous le voulez bien, vous réunirez dans une seconde chambre les anciens soldats de 3 et 5 ans. »

Puis les ordres donnés, je pénétrai dans la salle de visite.

Les Moujiks, qui attendent debout, d'un air triste et las, ont vingt ans et portent longs et sales la barbe et les cheveux. Leur tunique à jupe recouvre une large culotte, s'enfonçant dans des bottes épaisses et, leur bonnet de peau de mouton à la main, ils ressemblent à des singes habillés. Impossible de mettre un âge sur ces figures sans expression, mortes, où les yeux, obstinément fixés à terre, se lèvent à peine un instant pour épier votre passage et se rabaissent bien vite s'ils rencontrent votre regard. Aucune vie ne les agite, aucun flamboiement ne les fait luire. On sent des siècles d'esclavage pesant sur ces épaules et courbant ces fronts. La vue d'une telle servitude cause une sorte de contrainte.

Mais voici la salle où nous attendent les arrivés d'hier. La métamorphose complète les rend méconnaissables. Vêtus de bourgerons bleus, chaussés de sabots, coiffés d'un bonnet de police, ils gardent encore les yeux baissés, mais quelle transformation a subi leur être physique : on leur donne vingt ans, maintenant que, passés à la tondeuse, ils apparaissent dépouillés de ces immondes barbes et chevelures, réceptacles de toutes les vermines. Ils ressemblent à des caniches fraîchement tondus, et quoique, toujours honteux et serviles, ils sont combien plus légers à l'œil.

Je passe et j'arrive à ceux qui ont déjà huit et quinze jours de présence. J'y prends le plus vif intérêt, car je suis frappé de ce fait, que tous, levant la tête, me regardent, me dévisagent, me fixent même lorsque je passe devant eux. Curiosité pour ma qualité de Français, venu d'un lointain pays d'Occident, dont le nom n'éveille dans ces intelligences incultes aucune image, que celle d'une contrée, quasi-fabuleuse? Non, puisque tout à l'heure cette curiosité n'agitait pas les nouveaux venus, instruits eux aussi de ma qualité et de ma nationalité.

Non! mais la première éducation, que reçoit l'homme du peuple, le Moujik, lui est donnée à l'armée. Le service militaire transforme rapidement le serf. L'esclave devient libre, orgueilleux de porter les armes. Le peuple asservi conquiert la liberté avec toutes les fiertés et toutes les jouissances des peuples de la vieille Europe.

Dès son arrivée, on lui dit qu'il est un homme pensant et voulant, on s'adresse à son cœur, à son intelligence, on lui apprend ce qu'est la patrie, et la noble mission qu'il remplit en s'instruisant pour sa défense et sa gloire.

Et le petit soldat russe sent en lui, pour la première fois, battre son cœur à ces grands mots d'honneur, de Patrie, de liberté, de gloire, dont il commence à comprendre la signification. Il sent qu'au-dessus de son isba, de sa vache, de ses moutons, qu'au-dessus de ses joies brutales et de ses souffrances, il existe des choses plus hautes et plus nobles. C'est la première fois qu'on lui en parle; il écoute avide d'apprendre, il naît à la vie, il se sent heureux d'être un homme, fier d'être soldat et il ose regarder avec confiance et affection ceux qui l'élèvent ainsi au-dessus de lui-même et qu'il voit prêts à le conduire à la victoire.

Cette transformation rapide s'accentue beaucoup plus chez eux que dans les pays d'Europe où l'immense majorité des conscrits, plus intelligents, plus instruits, ont entendu parler de Patrie, de gloire et d'héroïsme, ont appris aussi, hélas! que l'on pouvait s'attaquer à ces nobles choses, tenter de les amoindrir et même de les détruire.

Ils arrivent n'ayant guère à apprendre au service que la partie technique, cependant avides, eux aussi, de sentir battre leur cœur, lorsqu'une voix vibrante leur dit les gloires du passé, les espoirs de l'avenir.

Mais que dire des anciens soldats russes. Ils regardent franchement, et lorsque m'approchant d'eux je pose familièrement ma main sur leur épaule, ils rient d'un bon rire, leur regard devient doux et caressant. Ils ont confiance en leurs chefs; ils les aiment. Braves gens!

Un général parlant de la décoration de Saint-George, disait qu'on la donnait exclusivement pour faits de guerre et que parfois on mettait la croix sur la poitrine d'un mourant sur le champ de bataille.

J'ajoutai: « Pour honorer la famille et lui laisser l'orgueil du souvenir!

— Non, répondait-on, nous sommes encore trop sauvages pour cela. Le but est de donner un exemple à ses camarades. »

Trop sauvages! Oui certes, mais le peuple russe dans peu de temps avec le service militaire ainsi compris acquerra toutes les généreuses aspirations des peuples libres.

Étrange constatation, à l'heure où l'armée, battue en brèche chez nous, semble comme un bateau désemparé, sans gouvernail, livré à la tempête, constatation de sa nécessité et de sa grandeur reconnues dans un pays neuf, plus fort chaque jour parce qu'il fait d'elle une grande école de patriotisme.

Je continue le tour des chambres et, dans un coin, des images coloriées attirent mes regards. Je m'approche et reconnais les couleurs françaises, nos uniformes, mis sous les yeux des hommes, qui nous connaissent ainsi et apprennent à nous aimer.

« Nos amis! » dit gracieusement le colonel en me serrant la main. Chez ce peuple *encore trop sauvage*, je trouve toutes les attentions et toutes les délicatesses. Peuvent-ils en dire autant de nous?

Cependant la journée s'avance, nous descendons à la chancellerie où le lunch nous attend. J'y retrouve l'impression ressentie partout de bonne camaraderie entre les officiers de tous grades.

On m'apporte un registre, où je m'empresse de mettre un remerciement chaleureux pour l'accueil si gracieux que je reçois. Puis, comme je disais ma peine d'être obligé de partir trop tôt, de quitter la terre russe sans vivre un peu de la vie de la steppe, de la forêt, de l'isba, le colonel me demanda si je connaissais la danse nationale, et, sur ma réponse négative, donna rapidement des ordres.

« Vous allez, dit-il ensuite, assister à la représentation complète. Nous avons au régiment un peloton de chanteurs et de danseurs. Accompagnés par la musique ils vont montrer leurs talents. »

Bientôt celle-ci arrive. Les danseurs entrent. Trois ou quatre vêtus de blouses blanches, serrées à la taille par une ceinture de cuir, accompagnent un grand jeune homme blond, revêtu d'une blouse bleue, qui doit représenter une danseuse.

Le peloton de chanteurs se range en ligne derrière la musique. Tout ce monde au fond de la pièce, nous à l'autre extrémité, laissant les danseurs au centre. La scène commence aussitôt.

Lente d'abord, elle suit la mélodie charmante, très simple, d'une naïveté enfantine. Les jeunes gens coquettent autour de la jeune fille, qui tour à tour paraît calme, gracieuse, enjouée, frivole, dédaigneuse

ou coquette. Mais elle semble distinguer l'un des amoureux, qui, flatté, s'enhardit, se rapproche, fait sa cour d'une façon de plus en plus pressante, ose solliciter une faveur d'elle, un regard, une pression de main, tandis que les autres s'éloignent ou se rapprochent suivant les indices, qu'ils croient apercevoir, de faveur ou de dédain.

Le dénouement approche; attendrie, vaincue, la jeune fille jette le mouchoir à l'élu, qui sur un air de triomphe traduit sa joie par une danse orgueilleuse.

Hélas! les roses ont des épines. Furieux, jaloux, les dédaignés entourent l'élu, l'accablent de reproches, de menaces, l'un d'eux se distingue par sa violence. Jadis il se croyait autorisé par la belle à lui faire sa cour, il se voit supplanté, il ne le souffrira pas. Alors commence le drame de la vie, la lutte entre les rivaux, secrète d'abord, sournoise, qui grandit bientôt, éclate au grand jour, met les deux hommes aux prises, tandis que la jeune fille attend anxieuse le résultat du combat. Elle appartiendra au vainqueur! Qui sait? Elle a donné son cœur au premier, mais si le second l'emporte, elle se reprendra peut-être, pour se livrer au triomphateur, éblouie par son courage, par sa force. Et la scène se passe ainsi.

Le vainqueur enlève sa proie enivrée de sa victoire, oublieuse du rival blême et tremblant.

Toute cette danse mimée, exécutée sur le chant accompagné de la musique, est étrangement pittoresque.

L'éternelle épopée de l'amour humain, de ses joies, de ses peines ainsi représentée cause un singulier plaisir. Ne représente-t-elle pas aussi l'humanité, hésitant entre le bien et le mal, se décidant pour le bien, et vaincue, faible, lâche, se laissant emporter par le mal: l'humanité représentée sous les traits de l'éternel féminin versatile et changeant?

Ainsi se termine la journée et je quitte les chasseurs en souhaitant de les revoir, de les retrouver sur la terre russe si hospitalière, si remplie de sève, de vie, et d'avenir.

Pèlerinage russe.

12 décembre.

Ils sont là nombreux sur le pont, officiers et amis, venus pour m'accompagner et me recommander aux bons soins du commandant du navire, en partance pour Constantinople et la côte de Syrie. Sur la jetée, à chaque instant, des voitures déchargent des voyageurs ou des curieux, des parents, qui viennent saluer les partants. D'énormes colis s'engouffrent dans les flancs du bateau, les poulies tournent en grinçant, les cordes se déroulent, les caisses s'engloutissent à fond de cale, sans fin, avec la hâte du départ et le pont fourmille d'une multitude affairée, pressée; des cris éclatent de toutes parts, avertissements de matelots portant de lourds fardeaux, commandements des maîtres d'équipage, sifflets de la machine. On reconnait toutes les nationalités dans cette foule grouillante, et l'énorme bâtiment semble une fourmilière, qu'un passant barbare aurait bouleversée. Mais la cloche sonne; l'heure du départ approche; les adieux se font, les mains tendues se serrent avidement et on échange les souhaits de bon voyage, de succès, de prompt retour. Peu à peu, le pont se vide, chacun gagne la jetée, son poste ou sa cabine, et, tandis que lentement le vaisseau quitte la jetée et s'éloigne vers la haute mer, je monte sur le « Spardek » dire un dernier adieu à la terre amie, à la ville d'Odessa, qui se dresse au-dessus de la falaise, illuminée par les derniers rayons du soleil couchant.

Je pars, emportant un souvenir reconnaissant à tous ceux qui ont bien voulu m'accueillir, à l'armée-sœur qui marche vaillamment et progresse sans cesse vers le mieux, faisant de la nation un peuple viril et grand. Je pars plein d'espoir en l'avenir de mon pays, sûr qu'un puissant allié lui est acquis et, songeur, je regarde s'éloigner cette terre tout incendiée comme dans une apothéose. Dans la nuit où je m'enfonce, elle me semble grandir démesurément, incarner le rêve des revanches futures.

Mais le vent cingle la figure, la terre disparait dans l'ombre; à l'horizon il ne reste qu'un mince liséré écarlate; le pont est désert. Je descends.

Grâce aux chaudes recommandations, j'avais la meilleure cabine du bâtiment, vaste, confortable, et, chose fort appréciable, meublée d'une large couchette de fer où j'ai passé une nuit excellente. Le soleil montait radieux dans le ciel lorsque, honteux d'avoir si tard dormi, je parus sur le pont.

Il faut l'avouer: la couchette n'excusait pas seule ma paresse, car l'excellent menu de la table du bord y avait largement contribué.

Au premier abord, la cuisine russe offre un goût étrange pour un palais français. Mais il s'y fait vite, et ce qui surprenait, en peu de temps, paraît excellent. Un goût acidulé, produit par la crème aigre, domine dans la majorité des mets, aiguisant l'appétit.

Mais ce qui semble curieux, c'est la variété des hors-d'œuvre. Ils sont légion, multipliés à l'infini. Chaque jour on en découvre de nouveaux, tous excellents, qui vous obligent à prendre un repas complet avant le repas sérieux: caviars, poissons de toutes sortes, fumés ou confits au vinaigre, champignons, concombres, choux, légumes, fruits divers, apprêtés de cent manières, forment un choix délicieux. Sur mer, où l'air vif aiguise l'appétit, on fait honneur à cette chère exquise.

En arrivant sur le pont, je fus frappé de la foule

qui le couvrait. A part quelques voyageurs de première et de deuxième classe, aperçus la veille, je n'avais vu personne au départ, et maintenant le pont m'apparait grouillant d'une masse d'êtres humains, que du moins je suppose tels. Vêtus de peaux de moutons, hommes, femmes, enfants, étendus sur les planches dormaient, se chauffaient au soleil, ou regardaient par-dessus bord le sillage blanc d'écume s'enfuir à l'horizon.

Et je retrouvais là les figures de mes conscrits, moujiks hirsutes et malpropres, n'osant me regarder qu'à la dérobée, baissant la tête dès qu'ils sentaient mon regard sur eux. Les enfants même, tristes, honteux, fuyaient à mon approche, se jetaient dans les jupes de leurs mères.

Fort intrigué, j'interrogeai le capitaine.

« Ce sont des Petits Russiens, dit-il ; moujiks envoyés en pèlerinage à Jérusalem, par une société, qui paye leur passage et leur séjour en Terre sainte. J'en ai deux cent cinquante à bord. Ils couchent à l'entrepont et hier soir, angoissés, peureux de la mer, ils sont descendus, pour ne remonter que ce matin, rassurés par le calme du flot. »

Par la trappe ouverte, je vois en effet des êtres, restés au fond où l'on accède par une échelle, étendus sur le plancher, marmotant des prières. Ils ressemblent à des paquets de hardes, et une odeur nauséabonde, indéfinissable, arrive de ces gens sordides, repoussants.

« Un bouquet de roses ! » ajoute en souriant le capitaine, et comme je me récriais, croyant à une mauvaise plaisanterie.

« Si, si, continua-t-il, leurs âmes sont les roses, et les corps forment les épines. »

Certes la tige est rugueuse et laide.

Toute la journée sous le ciel calme et pur les pèlerins regardent la mer, miroitant par plaques lisses sous les feux du soleil, les petites vagues courtes, qui se frangent d'écume ou suivent des yeux de grands dauphins rieurs, qui nous accompagnent, jouent avec le navire, disparaissent dans les remous du sillage, pour reparaître sur les flancs, plongent, nous gagnent de vitesse et reviennent près de nous, montrant à fleur d'eau leur museau jovial : on dirait un rire narquois.

Et je suis, moi aussi, le manège du plus gros. L'énorme bête nous dépasse et ralentit aussitôt pour nous regarder, nous défier à la course, nous narguer de notre impuissance à le dépasser. Parfois son large dos sort en entier de l'eau et lorsqu'il replonge, après une longue ondulation, sa queue à double pointe se dresse verticale en l'air, pour disparaître avec une molle flexion.

Comme je venais de monter auprès du capitaine sur la passerelle, un coup de vent violent s'abattit sur nous. Le bateau s'inclina complètement donnant à tribord, et tandis que je saisissais fortement une barre du garde-fou, je voyais, au-dessous, les malheureux moujiks, jetés pêle-mêle, roulant les uns sur les autres, se relever effarés, regardant le ciel sans nuages, cherchant la cause de cet effroyable coup de roulis. Puis, lorsque lentement le navire se releva pour tomber sur bâbord, beaucoup s'accrochant d'une main à ce qu'ils purent atteindre, de l'autre faisaient, désespérés, des signes de croix sans fin.

Mais le vent soufflait fort, sifflant dans les mâts et les cordages, hurlant contre les cheminées et les évents. Le roulis devenait terrible, les moujiks prenaient le mal de mer. J'admirais leur stoïcisme, car ils souffraient calmes, résignés, se signant pleins de foi.

Quelles pouvaient être les pensées de ces êtres simples ?-Savaient-ils que ce roulis était un incident, rien de plus, ou bien songeaient-ils à l'heure dernière? Comment le savoir ? on ne pouvait rien lire sur les figures hébétées, atones, où les yeux restaient sans regard.

« Un coup de vent de l'archipel, m'explique le capitaine, qui a passé dans les régions supérieures pardessus le Bosphore et vient s'abattre en un point de la mer Noire. »

Pas un nuage au ciel, le soleil étincelait et la mer, cinglée de monstrueux coups de fouet, regimbait, se cabrait, frémissait, hurlait, nous jetant à la figure des paquets d'embruns, crépitait contre les flancs du navire, qui haletant au milieu de la tempête, tremblant sous les trépidations de sa machine, allait tout droit, tanguant et roulant effroyablement.

« C'est fréquent, ajouta le marin ; lorsqu'un coup de vent pareil s'abat sur un bateau voilier, moins bien construit que celui-ci, il est en danger. »

Peut-être, pour ce motif, cette mer est-elle réputée... noire. Je comprends alors ce nom sinistre.

Un à un les Russes descendent. Le pont devient désert, le soir arrive et je gagne le salon en m'accrochant au bordage. J'écris des notes en attendant le dîner : le roulis et le vent des Cyclades m'ont creusé l'estomac.

« Nous arriverons à l'entrée du Bosphore vers six heures demain matin, m'annonce le capitaine. Ce grain nous retardera de deux heures. »

Je rentre, décidé à me lever de bonne heure pour ne rien perdre, par ce merveilleux temps d'hiver, de la traversée du Bosphore, dont on ne se lasse jamais.

14 décembre.

Je m'endormis comme un plomb, bercé par le roulis. Combien de temps restai-je dans ce sommeil lourd, sans vie ? Je ne sais, mais à un moment je me mis à rêver.

J'étais sur une trirème, voguant dans la mer des Cyclades. Des îles couvertes de bois d'orangers, de citronniers odorants, défilaient sous mes yeux; un doux zéphyr nous apportait de terre des émanations exquises, qui enchantaient mes sens. Des noms venaient à ma mémoire et je les nommais : Cythère, où Vénus aborda, naissant de l'écume du flot; Paros, aux marbres plus blancs que la neige, plus fins que la chair d'une femme; Delos, où les chanteurs reçoivent un accueil empressé; Naos, où le miel des abeilles rivalise avec celui de l'Hymette; Lesbos, où les femmes aux divines poitrines préparent de leurs mains, sous un ciel indolent, des gâteaux de pur froment. Partout la mer s'étendait calme, bleue comme l'infini du firmament. Les voiles retombaient inertes le long des mâts, et les rameurs de leurs bras vigoureux, seuls, faisaient avancer la barque en cadence. Mais voilà que près d'un groupe d'îles, une mélodie étrange arrive à mon oreille, un chant lointain, traversant les espaces, doux et caressant comme un langage de femme, un bégayement d'enfant, et je songeais que l'âme d'Orphée, errant sur ces rivages, faisait encore résonner la lyre qui charma le Dieu des enfers.

Les chants continuaient, s'étendaient, s'enflaient, pour s'apaiser et mourir en une mélopée traînante, infiniment triste. La mélodie semblait à présent venir du fond de la mer. Je la sentais, montant des profondeurs mystérieuses, des gouffres d'azur sombre, m'entourant, m'enlaçant, s'emparant de moi avec une puissance infinie, très douce à la fois.

Et je pensais aux Sirènes, dont certainement le chant séducteur arrivait jusqu'à moi. Nul doute que le vaisseau ne fût sous le charme. Je rêvais qu'il s'enfonçait dans des abîmes inconnus. Je sentais à son bercement rythmé sa lente descente vers les attirantes déesses dans les infinis de la mer. Une angoisse me saisit. Une souffrance m'étreignit à la gorge. Je voulus parler, crier mon effroi, en même temps que ma joie d'entendre l'exquise mélodie; dans l'effort je m'éveillai.

Brusquement le bercement s'arrêta, le bruit de l'ancre qui coulait me ramena à la réalité. Le temps était superbe, la mer unie comme une glace, les chants continuaient doux, lents, tristes et graves, venant des profondeurs de la mer, mélopée plaintive dans l'aube naissante à l'entrée du Bosphore; et tandis que, monté en hâte sur le pont, je voyais s'éloigner le canot qui devait demander le permis de passage, j'écoutais les pèlerins russes chantant dans l'entrepont la prière du matin, en un hymne d'action de grâce, d'adoration, d'amour à l'Éternel, au Dieu dont ils allaient voir le berceau et la tombe.

Foi naïve, profonde, immense des êtres simples. Ils croient, sans chercher à comprendre l'insondable problème, sans entasser sophismes sur sophismes, sans crier de blasphèmes. Ils croient, ils sont heureux, et cette croyance les rend forts pour aller dans l'inconnu au milieu des dangers, des périls de toutes sortes, des souffrances, des misères. Ils vont extatiques, sûrs de trouver une joie immense, infinie à baiser la terre du Golgotha, et chantent, dans le calme après la tempête, un cantique à Celui qui a toujours été, qui est et qui sera toujours.

Henri Baraude.

MOUVEMENT LITTTÉRAIRE

Le journal d'une femme de chambre, par Octave Mirbeau (Fasquelle).

Si le réalisme consiste à ne pas s'effaroucher, quand on écrit, des principales grossièretés, turpitudes et saletés de l'existence, à dire tout, à tout le temps parler de « ça », comme s'exprime évasivement M. Mirbeau, certes ce livre est réaliste. Il l'est encore par sa composition désordonnée et par son air de se présenter comme une « tranche de vie ». Mais il est en même temps extrêmement artificiel, — et jusque en sa composition, quoi qu'il en semble au premier abord, — et dans son style. On le croirait très objectif; il l'est : la femme de chambre parle. Il est pourtant très subjectif : à chaque instant c'est M. Mirbeau qui relaye la femme de chambre. Et les haines de l'un se mêlent aux haines de l'autre, et les pensées de l'un aux pensées de l'autre, et leur style à tous les deux alterne, et des chroniques de M. Mirbeau s'ajoutent aux mémoires de la pauvre Célestine. Cela, je crois, est un « défaut ». Peu importe... J'avouerais bien encore que ce genre de littérature, dont le sujet est « ça » continûment, me semble assez désagréable, etc. Mais enfin, c'est tout de même un très beau livre, d'une vigueur et d'une originalité remarquables, et d'une franchise qui plaît. Il est brutal, il est grossier, il est dégoûtant parfois; — mais il est tout cela sans effronterie, sans mièvrerie non plus, comme il arrive, et sans hypocrisie. Il est en outre imprégné de réalité, de vie; on le sent authentique, et le cynisme n'en est pas de mauvais aloi. Une plaie sociale est mise à nu, dans ces pages; il y a de l'indignation et de la pitié dans le geste de celui qui la découvre. Et la peinture est ici puissante de ces pauvres êtres qu'avilit la domesticité. En dépit de quelque « littérature », dont s'excuse l'auteur, elle est d'une vérité saisissante cette belle fille, dénuée de moralité, qui traîne de « place » en « place », d'un hôtel de bohèmes riches à un château de rapiats, d'un entresol de snobinette

au bureau de placement, s'amourachant d'un cocher, d'un valet de chambre, d'un patron, prenant partout la contagion de tous les vices, victime de son tempérament, des circonstances et de la société. Et le livre a, malgré tout, ce caractère que le romancier lui souhaitait, de force triste et d'intensité douloureuse.

Études sur l'antiquité grecque, par Henri Weil (Hachette).

Ce volume est composé d'articles publiés, ces quinze dernières années, par M. Weil dans *le Journal des Savants*, *la Revue de Philologie*, *la Revue des Études grecques*, sur des sujets assez divers de littérature ou de philosophie grecque : le culte de l'âme et la croyance à l'immortalité, les premiers penseurs grecs, l'éducation athénienne, Dion Chrysostome, Phérécyde, Tyrtée, Bacchylide, Ménandre, etc. Elles sont merveilleuses, ces études, de clarté, de justesse, de poésie et d'esprit, écrites avec une élégante brièveté, pleines d'idées fécondes, ingénieuses, de documents intéressants, et charmantes autant qu'érudites. Je signale en particulier le chapitre consacré à *l'origine du mot « poète »*. On se plaît généralement à penser que, *poiètès* venant de *poiéô*, le poète était, aux yeux des Grecs, le *créateur* par excellence et son œuvre absolument la *création*. Cette interprétation a de quoi satisfaire l'orgueil de la corporation. Le malheur, c'est qu'elle est parfaitement fantaisiste. On ne trouve pour la confirmer aucun texte probant. M. Weil, au contraire, a de bons arguments pour donner une tout autre origine à ce noble nom de poète. Primitivement, en Grèce, c'étaient les poètes eux-mêmes qui récitaient leurs œuvres : on les appelait alors *chanteurs*. Ensuite une distinction se produisit entre les deux attributions de l'ancien chanteur ; ce ne fut plus la même personne qui fit les vers et qui les débita. Il fallut alors avoir deux mots pour désigner l'auteur et l'exécutant : l'exécutant seul fut appelé chanteur ; l'auteur, celui qui avait *fait* les vers, reçut le nom de *poète*, et ce nom signifiait seulement que, ces vers, il les avait *faits*. Même, d'abord, on disait : poète de vers, ou faiseur de vers : *épôn poiètès*. Ensuite, par abréviation, on dit « poète » tout simplement. Le poète n'est donc pas le créateur par excellence, mais seulement un faiseur... Et ce mot, détourné légèrement de son authentique signification, s'appliquerait bien mieux peut-être à quelques écrivains en vers, que celui, emphatique, de créateur.

La tristesse et la joie, par Georges Dumas (Alcan).

Voici l'une des meilleures applications qu'on ait encore faites des méthodes psycho-physiologiques. L'auteur, en déterminant avec précision l'objet de son étude, en multipliant les observations et les expériences, en utilisant avec soin les méthodes les plus nouvelles des cliniciens, aura travaillé très heureusement à donner à la psychologie le caractère scientifique qu'elle souhaite. Il a noté scrupuleusement les manifestations psychiques, physiologiques, chimiques, physiques, mécaniques de la tristesse et de la joie, et ses constatations restent acquises. Quant aux conclusions qu'il en tire, et dont la principale, au point de vue psychologique, consiste à faire dépendre la tristesse et la joie, non plus des *représentations* mais des *tendances* auxquelles elles se rattachent, quel qu'en soit l'intérêt, on ne peut pas dire que cela constitue une explication véritable ni même une théorie des états affectifs en question. L'ouvrage de M. Dumas nous donne seulement une excellente étude des concomitants physiologiques de la tristesse et de la joie. Et sans doute ne peut-on pas arriver à autre chose avec les méthodes si séduisantes et, au fond, si décevantes, de la psycho-physiologie... A un tout autre point de vue, le livre est lugubre, — jusqu'à en devenir beau. Tristesse et joie, notre belle et bonne joie et notre tant poétique tristesse, sources charmantes de vain lyrisme, les voilà étudiées à la clinique, à l'état d'affections morbides et sur Marie D..., laquelle, atteinte de folie circulaire, présente alternativement des phénomènes réguliers d'exaltation et de dépression, — or la distinction du normal et du morbide « n'a pas de sens », ou, si vous préférez, « les cas réputés normaux sont toujours plus ou moins morbides »... Notre tristesse et notre joie !...

Elisabeth de Bavière, par Constantin Christomanos, (Société du *Mercure de France*).

M. Constantin Christomanos était, à Vienne, un petit étudiant grec qui préparait une thèse sur « les Institutions byzantines dans le droit franc ». Un beau jour l'Impératrice, désirant étudier le grec, choisit ce professeur et le transforma bientôt en une sorte de demi-confident. M. Christomanos rédigea désormais son journal, notant avec piété les paroles de la souveraine, ses souvenirs et ses impressions. Le recueil de ces quelques pages forme un agréable volume de causerie fine, quintessenciée, souvent charmante, parfois profonde, émouvante même par endroits. M. Christomanos a eu le bon goût de ne pas se donner dans ces dialogues un rôle très considérable ; ah ! les fadaises qu'il dit, en beau langage tournicoté, et comme il est complaisant, et comme il admire et comme il se pâme avec un gentil snobisme ! Mais il y aurait de très belles choses à recueillir dans les paroles de l'Impératrice. Elle se révèle, dans ses moindres propos, tout à fait exempte de banalité, jalouse presque maladivement d'être

elle-même, de se libérer d'âme et d'esprit. Nostalgique, d'ailleurs, en quête d'autre chose et comme lasse d'avance de l'avenir aisément deviné, mélancolique et définitivement triste de tout, mais décidée à ne pas trahir son âme par des désespoirs exubérants, et voilant sous de l'ironie, de l'humour et de la préciosité son intime ennui. Quelques pensées : « L'idée de la mort nous purifie ainsi qu'un jardinier qui arrache la mauvaise herbe lorsqu'il se trouve dans son jardin. Mais ce jardinier veut être toujours seul et se chagrine si des curieux regardent dans son clos. C'est pourquoi je me cache la face derrière mon ombrelle ou mon éventail pour qu'il puisse travailler en paix. » « Le malheur est plus fort et la folie est plus vraie que n'est la vie ». « L'âme des peuples est le fonds commun d'inconscient dans chaque individu. Ce que chacun ignore de soi, les foules le savent. »

Isis, par Louis Delaporte (Paris).

Menès, chef des guerriers libyques, s'empara de Thèbes aux cent portes. Le grand prêtre Néchao, dont la science dépassait les opinions des hommes, l'initia progressivement à la vérité, lui révélant d'abord la doctrine inférieure qui est celle des Juges et des Guerriers avant de lui découvrir la supérieure qui est celle des Rois et des Pontifes. Il lui apprit l'invocation à Osiris « dont l'œil est le soleil et les paroles sont la loi ». Quand Néchao, dépassant les images imparfaites de l'Être, eut admis Ménès au culte essentiel d'Isis, qui est tout ce qui fut, est ou sera, principe d'amour et de fécondation, Menès s'éprit de la déesse. Il l'aima d'abord d'une tendresse timide et respectueuse, puis un frénétique désir le prit de l'étreindre et de la posséder. Nul amour humain ne le put distraire de cette passion mystique : « la pensée d'Isis le poursuivait jusque dans son sommeil... Elle lui tendait ses bras de neige enlacés de spirales d'or. » Une nuit donc il se glissa dans le temple. Il s'approcha de la déesse et « doucement effleura le voile sacré de ses doigts ». Mais Néchao surprit le sacrilège. Il vint trouver le roi et, comme celui-ci avait porté atteinte à l'image des dieux, il lui donna, pour qu'il se fît mourir en expiation du crime, le suc vénéneux du népenthès dans un flacon de grès. Menès obéit au grand prêtre, régla les affaires de son royaume et, dans le crépuscule où semblait frémir la voix ensorcelante d'Isis, il mourut. Pendant soixante-dix jours, on embauma son corps; puis on lui construisit un hypogée dans la colline, aux abords d'Hermontis... Telle est l'histoire de « Menès, fils de Psas, fils d'Argyr, Pharaon d'Égypte, mort d'avoir trop aimé la déesse au visage de lune ». M. Delaporte a écrit ce récit d'un style élégant, imagé, sonore, qui lui donne beaucoup d'agrément.

L'Art des Jardins, par Georges Riat (May).

Ce volume fait partie de la « Bibliothèque de l'Enseignement des Beaux-Arts ». L'auteur considère que l'art des jardins caractérise les civilisations diverses comme le font, par exemple, la littérature, la peinture et la sculpture, et que, par conséquent, il appartient à l'histoire. Il s'est attaché à en retracer l'évolution, indiquant les différents systèmes employés, au cours des âges, pour réaliser ces imitations ou ces arrangements de la nature, expliquant les procédés auxquels on eut recours et montrant la liaison qu'il y a entre cet art modeste et les autres arts. Il prend son sujet dès l'antiquité la plus lointaine, Assyrie, Perse, Judée, Égypte, et le mène jusqu'à nos jours, et s'il se refuse à décrire le Paradis terrestre, il étudie avec beaucoup de soin les jardins de la Grèce et de Rome, les jardins du moyen âge, ceux de l'Alhambra, du Généralife, de l'Alcazar, les jardins de la Renaissance, ceux des villas florentines et des châteaux de la Loire, puis les parcs réguliers de Le Nôtre et de ses élèves, « corrects, ridicules et charmants », Versailles et Trianon, Chantilly, Liancourt, les Tuileries; au XVIIIe siècle apparaît le « jardin anglais », tel qu'on en trouve la description dans la *Nouvelle Héloïse*. Enfin, après nous avoir décrit le Parc Monceau et le Bois de Boulogne, M. Riat conclut sagement que la simple et libre nature fait encore mieux, à elle toute seule, que les plus doctes jardiniers. Ce volume est agréablement illustré d'un très grand nombre de gravures, d'après des tableaux, des miniatures, des estampes. Il est d'une lecture facile et intéressante.

Vieilles maisons, vieux papiers, par G. Lenotre (Perrin).

C'est une sorte de « chronique révolutionnaire » qu'écrit M. Lenôtre, « en prenant pour base d'information l'étude des décors où les hommes ont joué leur rôle, la topographie des endroits où les faits se sont passés », et cette chronique, très heureusement documentée, pleine de faits curieux, de détails pittoresques, est extrêmement amusante et vivante. Le présent volume contient une quinzaine d'études très variées, sur Mlle de Robespierre, sur les derniers jours d'André Chénier, sur Couthon, Leblanc, Saint-Just, Cagliostro, Savalette de Langes, le mystérieux homme-femme de Versailles, qui décidément n'est pas Louis XVII, sur Camille Desmoulins et son émouvant roman d'amour. M. Lenôtre cite quelques extraits du journal de Lucile au temps de sa première tendresse pour le prodigieux gavroche révolutionnaire. On y trouve ces lignes de passion, presque sublimes : « Je n'ose m'avouer à moi-même ce que je sens pour toi; je ne m'occupe qu'à le déguiser...

Ton image est sans cesse présente à ma pensée ; elle ne me quitte jamais. Je te cherche des défauts : *je les trouve et je les aime!...* » Une lettre de Camille Desmoulins, lors de son installation chez Mirabeau, trahit de plaisants scrupules civiques : « Ses vins de Bordeaux et de Marasquin ont leur prix, que je cherche vainement à me dissimuler, et j'ai toutes les peines du monde à reprendre ensuite mon austérité républicaine et à détester les aristocrates dont le crime est de tenir à ces excellents diners. » Une très curieuse petite étude est consacrée à « Monsieur du Barry », honoraire et légitime époux de la comtesse : c'était un homme doux et tranquille et qui avait beaucoup de goût pour la calme vie bourgeoise ; il semble même qu'il se serait plu, si les circonstances s'y étaient prêtées, à de la respectabilité. Toujours à propos de la du Barry, M. Lenôtre donne quelques détails sur Zamor, ce petit nègre du Bengale qu'un capitaine anglais avait amené en Europe et qui devint, entre le singe blanc et le perroquet de la comtesse, une sorte de page favori. Il avait de l'esprit. Il eut des courtisans. Cependant il amassait des rancunes et, lors du procès de la du Barry, appelé comme témoin, il chargea sa bienfaitrice. Il ne mourut qu'en 1820 ; il habitait une sorte de taudis dans la rue Perdue (actuellement rue Maître-Albert). Les gens du quartier disaient : « C'est Zamor, le nègre qui a trahi la du Barry. » Quand on l'enterra, au cimetière de Vaugirard, il n'y eut personne pour suivre son convoi...

Amour brésilien, par Marie-Denise Marinot (Société libre d'édition des Gens de lettres).

Ah! la terrible aventure! Pauvre Francesco! Pauvre Rosario!... Francesco aimait Rosario qui l'aimait. Mais la mère de Francesco, la terrible señora Maria, ne voulait pas entendre parler de ce mariage. Après le mariage, elle détesta sa belle-fille. Pendant une absence de Francesco, l'horrible femme machina ceci. Elle fit croire à son fils que Rosario avait un amant. La preuve? Elle se déguisa en homme et rôda vers la mi-nuit sous les fenêtres de la belle. Trompé par ce manège, Francesco tua tout le monde : sa femme, son enfant et sa mère. Puis il devint une sorte de révolutionnaire évangélique. Ce qu'il y a de « brésilien » dans ce roman, je ne le sais pas... Le style, peut-être?...

La Crise Sud-Africaine, par le Dr A. Kuyper (Perrin)

Le livre du Dr Kuyper, député aux États-Généraux des Pays-Bas, expose avec beaucoup de clarté les causes de la crise Sud-Africaine ; il en dévoile les dessous, lesquels sont plutôt laids, et l'Angleterre a décidément joué dans toutes ces affaires un rôle scandaleux. Le Dr Kuyper rétablit la vérité sur un grand nombre de questions qu'on avait obscurcies à plaisir et s'il ne dissimule pas les fautes des Boers, il en donne souvent des explications plausibles. Surtout il montre que, bien des fois, on les a calomniés et, pour induire leurs ennemis en esprit d'indulgence, il leur rappelle plusieurs fois des faits qui seraient de nature à rabattre un peu leur orgueil. On a reproché par exemple aux Boers d'avoir usé de l'esclavage au début de leur installation dans le Sud-Africain. C'est vrai. Ce qui n'est pas moins vrai, c'est ceci. Quand, en 1834, l'esclavage fut aboli, le parlement de Londres promit généreusement une indemnité. A raison de 2000 francs par tête d'esclaves, il devait payer au Cap 80 millions de francs. Mais il diminua ensuite le tarif et principalement imagina ce stratagème : l'indemnité fut déclarée payable à Londres ; les Boers durent donc vendre leurs assignations aux agents pour *le tiers de leur valeur nominale*. On a reproché aux Boers leur cruauté dans la guerre d'occupation. C'est bien possible. Mais quand l'Angleterre fit la guerre aux Indiens d'Amérique, leur général donna l'ordre au colonel Bouquet de distribuer parmi « l'exécrable race » des couvertures saturées du virus de la petite vérole et d'employer des dogues pour les dévorer.... Ce qu'il importe de noter chez les Boers, c'est leur esprit réfractaire et leur acharnement essentiel à rester absolument inassimilables : ce n'est donc pas *la race* (puisqu'il y a originellement, parmi les Boers, des Hollandais, des Français, des Allemands, des Écossais, des Italiens, etc.), mais le *peuple* qui constitue l'unité véritable des groupements humains.

André Beaunier.

Memento. — Chez Calmann-Lévy, *Femme et Artiste*, roman moderne, par Max O'Rell ; — *Au tableau*, scènes de la vie militaire, par Heldeu. — Chez Alcan, *le Crime et le Suicide passionnels*, par Louis Proal, étude sérieuse, où se trouvent, par exemple, déterminées sévèrement les responsabilités des écrivains, dramaturges et romanciers dans la démoralisation publique. — Chez Perrin, *la Conquête de l'Afrique* (Allemagne, Angleterre, Congo, Portugal), par Jean Darcy, ouvrage accompagné d'une carte de l'Afrique équatoriale et australe. — A la Société libre d'édition des Gens de Lettres, *la Vie du Cœur*, poésies, par Ernest Bardolet. — Chez Fischbacher, *Quelques rimes*, par Raoul Lefebvre. — Chez Vanier, *Étincelles de la pensée*, par Démétrius Canal, « poète ouvrier », préfaces de Lombroso et Nordau, traduit de l'italien par Xavier Cauny ; — *Menus Croquis*, poésies, par Auguste Pégnatel ; — *Aux Boers, Étapes sanglantes*, poésies, par Louis de Soudak. — Chez Bricon, *le Grand Coquelicot et le petit Boer*, « conte du Transvaal », par Ch. Le Roy Villars.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

États-Unis. — A propos de l'assassinat du roi Humbert, dans le numéro du 9 août de la revue *Public Opinion* :

« Les misérables qui ont préparé en Amérique un assassinat commis à l'étranger sont justiciables des lois américaines. Ce n'est pas le moins du monde une raison pour croire qu'ils encourront alors une condamnation moins sévère que celle qu'ils eussent encourue devant les tribunaux de leur pays. Un anarchiste italien traduit devant un jury américain serait peut-être le premier à demander l'extradition... Si une trahison vient à livrer les complices de l'assassin du roi d'Italie, il est fort douteux qu'aucune cour des États-Unis considère leur crime comme un « crime politique ». Il est assurément dans l'esprit des lois de notre pays d'accorder asile aux agitateurs et aux révolutionnaires, mais pas aux assassins. C'est d'ailleurs parce que nous nous en référons à cet esprit de notre législation, que nous ne croyons pas à l'introduction dans notre code de certaines mesures répressives avant l'arrestation de quelques complices au moins de Bresci. »

Ce ton est assez celui des commentaires de la presse américaine sur le drame de Monza.

Égypte. — Du *Bulletin d'Egypte :*

« Dans sa réponse aux dernières déclarations de M. Hanotaux, *Al-Moayad* s'exprime ainsi :

. . . .

« J'expose ici la vérité tout entière, sans voile, dans toute sa nudité. J'espère que M. Hanotaux sera convaincu des bonnes intentions des musulmans d'aujourd'hui lorsqu'ils parlent de leur religion.

. . . .

« L'islam a paru, et depuis l'origine il ne s'est montré ni absolu au point de vue spirituel, ni impitoyable au point de vue corporel; il s'est tenu dans une moyenne humaine, tenant un compte exact de ces deux éléments et pouvant ainsi, mieux que toute autre religion, s'unir étroitement à la nature de l'homme.

. . . .

« La science non plus n'a pas été oubliée, la religion a guidé sa marche.

« Si l'on a pu dire que l'islam n'a enseigné à ses adeptes ni le commerce, ni les arts, ni la politique, ni l'économie domestique, il n'en est pas moins vrai qu'il leur a imposé l'obligation de travailler à l'épanouissement de leur vie domestique et sociale, qu'il les invite à choisir les meilleurs moyens pour réussir, et qu'il les a autorisés à acquérir des propriétés et de les gérer dans de bonnes conditions.

. . . .

« Je ne crois pas que M. Hanotaux ait de sérieux motifs de craindre nos appels religieux, ainsi que je l'ai démontré. Je ne doute même pas qu'il n'encourage les musulmans qui sont sous l'autorité de la France, s'ils font de pareilles tentatives, et je puis l'assurer qu'ensuite les intérêts des indigènes musulmans pourront facilement faire bon ménage avec les intérêts français. Car lorsque les musulmans auront de vrais sentiments religieux, ils devanceront même les Européens dans l'acquisition des sciences et courront vite à la civilisation. »

Le dernier numéro du *Bulletin d'Égypte* réédite cette réflexion du journal arabe *Al Moayad* :

« On a cru jusqu'ici que la question orientale ne pouvait être résolue tant que serait debout l'empire ottoman et tant que ce dernier serait en mauvaise intelligence avec ses voisins.

La Russie surtout, disait-on, ressentait le besoin de s'étendre et ne pouvait trouver de plus riche proie que le territoire du Khalifat. Mais quand la main de l'homme est impuissante, c'est la Providence qui intervient. La guerre sino-japonaise a ouvert de nouveaux horizons à l'Europe, qui s'est empressée, pour l'œuvre de colonisation, d'adopter le système de la « porte ouverte ». On pourrait appeler avec plus d'exactitude cette question : question d'extrême Orient, étant donné le rôle que joue aujourd'hui la Chine dans la préoccupation de l'Europe. »

Italie. — *Il Concetto materialista nella Felicita* : tel est le titre d'un très remarquable article de Mme Neera paru dans le fascicule du 1er août de la *Nuova Antologia.*

« Déjà, écrit Mme Neera, nous pouvons constater les effets de la propagande féministe inspirée des doctrines matérialistes dans un des pays où elle est le plus active, je veux dire en Belgique. Là, dans de tristes bourgades peuplées d'ouvriers et bâties de fabriques et de maisons basses, toutes pareilles, que la majesté de l'église ne domine pas, hommes et femmes passent la moitié de leur existence à l'atelier, loin du foyer. Les femmes sont représentées dans le Conseil du travail et de l'industrie, y ont droit au vote, perçoivent un salaire égal à celui de l'homme, mais il arrive ceci : allégé de sa responsabilité de chef de la famille, privé du sentiment de sa force, ne trouvant plus l'emploi du besoin, naturel en lui, de se faire tendre et protecteur, l'homme s'adonne plus que jamais à l'alcool; et comme sa compagne a perdu à ses yeux tout charme et toute dignité, il n'éprouve plus aucune gêne et satisfait toutes ses passions. C'est là la conséquence logique et fatale d'une doctrine qui étouffe dans l'âme humaine tout sentiment élevé et prétend réduire toutes choses, dans l'ordre social, à une basse commune mesure où l'animalité primitive réapparait avec tous ses instincts sauvages... L'heure est venue, vraiment, où il faut au monde une nouvelle Jeanne d'Arc qui, forte de toutes les vertus de la femme, combatte le nouveau combat de l'idéal et brandisse contre ce féminisme fait d'ambition et de matérialisme le verbe d'amour, secret unique de la puissance et de la supériorité de son sexe. Et je ne voudrais pas qu'elle fût, comme la Jeanne d'Arc de l'histoire, stérile, mais qu'elle fût mère et que la maternité lui eût révélé la grandeur de la mission féminine à travers les siècles. »

Dans le même numéro de la *Nuova Antologia*, une fort intéressante étude de M. Luigi Enaudi sur *l'Émigration en Italie*, et une autre sur *l'Évolution de l'impérialisme en Angleterre*, signée Fiamingo.

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39761. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

La semaine écoulée a apporté une amélioration sensible dans la situation politique et monétaire.

Les troupes alliées sont entrées dans Pékin et ont délivré le personnel des légations.

La Banque d'Angleterre a réussi à s'assurer un approvisionnement d'or de 3 millions de livres sterling des États-Unis, et on compte que cette semaine même, la réserve de la Banque va s'élever à 23 millions de livres sterling.

Ces faits ont stimulé les affaires et donné du ton au marché. Une amélioration de cours assez sensible pourrait bien se produire, avec la perspective du bon marché de l'argent pendant les trois ou quatre semaines à venir.

.•.

Il y a eu déjà une très forte reprise sur la Banque de Paris et le Crédit Lyonnais, ces deux titres se relevant à 1100 sous la pression d'achats actifs. Les titres des autres établissements de crédit ont été également en progrès, sans toutefois bénéficier d'aussi fortes avances.

Les fonds français ont gagné quelques centimes, le 3 p. 100 se rapprochant de 100,50, le 3 1/2 atteignant 102,25

.•.

Les fonds étrangers ont peu varié, sauf le Portugais en hausse de plus d'un demi point. L'Italien reste à 92,50, l'Extérieure un peu au-dessous de 72, le 4 p. 100 brésilien un peu au-dessous de 65.

L'obligation chinoise 5 p. 100 1898 du chemin de fer de Pékin à Haukéou s'est vivement relevée à 450 et devra revenir bientôt à ses anciens cours. Le prochain coupon sera payé régulièrement à son échéance. Les travaux de la ligne ne tarderont pas à recommencer du côté de Pékin ; ils n'ont jamais été abandonnés du côté de Haukéou, dans une région où le vice-roi Chang-Chih-Tung a très habilement maintenu la tranquillité.

.•.

Les valeurs industrielles ont été très bien tenues, Thomson-Houston, Suez, Traction, compagnie de Tramways.

Les Omnibus, ramenés enfin à des cours moins exagérés, sont soutenus par l'excellence de leurs recettes, 4 millions de francs d'augmentation depuis le 1er janvier.

.•.

Les chemins français ont été très fermes, ce qu'explique la continuité des fortes recettes pour toutes les compagnies. La plus-value depuis le 1er janvier atteint : pour le Paris-Lyon, 14 290 000 francs ; pour le Nord, 9 105 000 ; pour l'Est, 7 189 000 ; pour l'Orléans, 6 182 000 ; pour l'Ouest, 2 633 000 ; pour le Midi, 1 378 000 ; pour les chemins de fer de l'État, 830 000.

Dans la même période les Chemins étrangers ont été également favorisés. Nous relevons une augmentation de recettes de 2 591 000 francs sur les Autrichiens, de 2 400 000 sur les Lombards, de 529 000 sur le Saragosse, d'environ 300 000 sur le nord de l'Espagne, de 674 000 sur les Andalous, de 400 000 sur les Portugais.

.•.

La hausse du Rio-Tinto a été enrayée par l'augmentation importante qui s'est produite dans le stock du cuivre au cours de la première quinzaine d'août.

Les importations se sont élevées à 12 915 tonnes (Amérique du Nord, 6 628 ; péninsule ibérique, 1 278 ; Chili, 1 400 ; Australie, 900 ; divers, 2 709). Les délivraisons, dans la même période, ont été de 9 368 tonnes, contre 11 141 pendant la seconde moitié du mois de juillet.

Le stock s'est donc accru de 3 547 tonnes du 1er au 15 août et atteint 32 460 tonnes.

Depuis le 1er janvier les importations en Europe se sont élevées à 181 366 tonnes, les délivraisons à 171 723.

.•.

La société des Ateliers et Chantiers de Paratof, qui a acquis une partie des usines de la Volga-Vichera est définitivement constituée, depuis la première assemblée générale de ses actionnaires, tenue le 8 courant. On sait que les porteurs d'actions de la Volga-Vichera ont obtenu un droit de préférence sur une partie du capital des Ateliers et Chantiers de Paratof. Cette dernière société se trouve en possession d'un matériel complet qui va lui permettre de commencer immédiatement l'exécution de nombreux travaux.

.•.

Aucune modification importante n'est à signaler dans les cours des valeurs transvaaliennes. La guerre se prolonge sans qu'on puisse en apercevoir l'issue. Les affaires sur ces titres sont donc tout à fait inactives, et rien ne fait prévoir de ce côté un mouvement prochain de spéculation.

N° 9. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 1er Septembre 1900.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 9

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

Avec la Revue scientifique	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

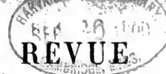
Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Les annonces sont reçues à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PUBLICITÉ, 7, rue Drouot, Paris, O. ZUCCA, Directeur (Téléphone : 221,88)



REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 9. 4e Série. — Tome XIV. 1er SEPTEMBRE 1900.

AU RÉGIMENT

PREMIÈRES SENSATIONS

Mêlé au troupeau d'un détachement de *Bleus*, Pierre franchit la grille de la caserne vers trois heures du soir. C'était une journée de novembre, grise, terne, et sale. Un ciel de plomb formait une coupole triste au-dessus de la cour mouillée; il en tombait un jour livide où les choses semblaient flotter dans une buée indécise.

Cet aspect des lieux nouveaux où il allait vivre avait jeté un voile de tristesse sur les pensées de l'arrivant, et, depuis des heures, il sentait son cœur étreint de cette angoisse physique qui est comme le retrait de tout notre être intime devant un inconnu attendu et redoutable. La bousculade des conscrits à la gare, parmi des blouses, des tricots et des vestons râpés, les *Bleus* rassemblés tant bien que mal par un cadre de sous-officiers et de caporaux envoyés à cet effet, la marche en piétinement confus à travers les rues maussades d'une petite ville sans gaieté, l'arrivée devant les longs et hauts bâtiments grisâtres de la caserne, l'entrée dans un monde si nouveau pour lui, toutes ces impressions successives et tristes avaient agi sur le jeune homme et versé dans son âme l'insondable mélancolie des arrivées. C'est une sensation désolée d'isolement et d'abandon, rarement irradiée par la fugitive lueur d'une maigre joie, vite déçue, lorsqu'un visage aperçu vient rappeler confusément des traits connus : tant nous avons l'horreur de la solitude, lorsque notre âme est désemparée, que les plus énergiques éprouvent le besoin instinctif de se rattacher au moindre vestige du passé, devant le décevant mirage d'une ressemblance. En même temps, il ressentait cette impression écrasante, de la disparition de sa personnalité, que son individualité s'annihilait, s'évanouissait pour un temps : il ne serait plus Pierre Delbard, mais « le soldat Delbard », c'est-à-dire un être simplifié, auquel on ne demanderait plus de manifestations de spontanéité, de volonté, d'intelligence, mais le simple concept nécessaire pour s'assimiler certaines notions rudimentaires, une endurance physique suffisante pour supporter d'assez dures fatigues, de l'agilité, quelque adresse matérielle, mais une discipline absolue, c'est-à-dire abstraction complète de son vouloir, une obéissance entière, aveugle, aux ordres d'hommes le plus souvent inférieurs à lui, sans qu'il lui fût permis un mot de protestation.

A cette pensée, il fut inondé par un flot d'amertume, et il jeta autour de lui des regards haineux. C'était la première fois qu'il lui était donné de voir, matérialisé devant ses yeux, l'ensemble d'idées méprisantes et de dégoûts, de terreurs aussi, que représentait pour lui le mot « caserne ». La caserne !... Le bagne de la jeunesse moderne, où tous les hommes, à vingt ans, viennent déflorer les plus belles années de leur vie, perdre et gâcher, en d'ineptes occupations, le temps précieux volé à leur développement intellectuel, ou à leur apprentissage pratique, ou au besoin des vieux parents; d'où ils reviennent abêtis, paresseux, luxurieux, viciés parfois, inaptes souvent à leur primitive destination. Moloch de notre siècle éclairé qui absorbe et dévore sans relâche la fleur de tous nos jeunes gens! La caserne! C'était cela, devant quoi Pierre ne pouvait retenir un frisson de

terreur. C'étaient ces hauts murs sombres, suintant l'humidité, tristes et sinistres comme les murs d'une prison : même, les fenêtres du rez-de-chaussée, garnies de grilles, ajoutaient à l'illusion; c'étaient ces hommes vêtus d'effets de toile, sales et presque sordides, qui semblaient les galériens de ce triste lieu; c'étaient les apostrophes brutales des gradés bousculant un maladroit, comme les cris de la chiourne harcelant les forçats... Et lui-même, n'était-il pas un prisonnier, un forçat, mis aux fers pour un an loin de tout ce qu'il aimait au monde?

« Rose, oh! Rose! » Il eut comme un sanglot à cette évocation, ses poings se serrèrent, et ses yeux s'emplirent de larmes de désespoir et de rage. Honteux, il se détourna pour les cacher, et il mordit ses lèvres jusqu'au sang pour contenir son émotion. Mais il était impuissant : l'image radieuse de Rose venait de se montrer à lui, au milieu du triste brouillard, et cette évocation, en un tel moment, était si cruelle, qu'un nouveau sanglot gonfla sa poitrine. « Rose, oh! Rose! » Plus pressées, les larmes jaillirent, et, se sentant incapable de les maîtriser, il s'éloigna un peu du groupe de ses nouveaux camarades, avec la terreur que quelqu'un ne surprît et raillât sa faiblesse. Et il sembla en même temps, qu'avec ses pleurs se fût échappée la virulence de sa haine; la violence de ses sentiments tomba : il ne fut plus qu'un enfant craintif et souffrant au milieu d'écrasantes forces. A quoi eût servi sa révolte?... Malgré toute l'odieuse absurdité de cette obligation qu'il méprisait, ne savait-il pas, n'avait-il pas en lui cette idée solidement enracinée, comme chez tous les Français de sa génération, qu'il ne pouvait pas plus échapper à la caserne, avec son cortège de rigueurs, de fatigues, de punitions, de dégoûts, que l'on n'échappe à la pousse de la barbe, à la maladie, à toutes les nécessités ou toutes les infirmités de l'existence?... Il faut être soldat, comme il faut manger et dormir. Et la notion même de son impuissance absolue à éviter cette épreuve la lui rendait plus effrayante : au sortir d'une vie ouatée d'affection et de douceur, dans le cadre restreint d'une maison et d'une famille où il avait sa place et son rôle bien déterminés, il ressentait comme une terreur frissonnante de se sentir si isolé, si *rien* dans cette immense caserne, au milieu d'un affairement de foule, à se deviner fétu de paille, ne pouvant rien sur la marche de l'énorme machine, à voir sa personnalité absorbée dans l'englobante entité du régiment; ne plus être quelqu'un, mais un numéro dans une ligne, une fiche dans un casier, un grain de sable de l'édifice. La terrible machine allait se mettre en branle, et, une fois lancée, rien ne pourrait plus la déranger, ni les cris, ni les pleurs de ceux qu'elle meurtrirait, ni leurs efforts pour s'en dégager. Désormais ses sentiments, quels qu'ils fussent, joie ou tristesse, seraient indifférents à tout le monde : nul ne le comprendrait, nul ne le consolerait; quoi qu'il pensât, il devrait suivre une route tracée, et ne point dévier, sans quoi le poing brutal et puissant de la discipline s'abattrait sur lui pour le courber et le vaincre. La conscience de sa petitesse infinie le terrifiait.

Un frisson de froid le secoua soudain, sous un aigre coup de bise qui sifflait dans les arbres dépouillés; et sa tristesse s'en accrut. Il y avait si peu d'heures, il était encore là-bas, dans le doux pays, sous le soleil atténué, mais toujours brillant, sous le ciel pâli, mais toujours bleu; à peine une brume légère, le matin, faisait-elle onduler, au loin, le Canigou neigeux et les Albères poudrées à blanc; les arbres avaient encore leurs feuilles d'or. Ici, au contraire, c'était un ciel bas et sombre, menaçant les têtes d'une pluie imminente; une lumière blafarde, durant son voyage, avait mélancoliquement éclairé, tout le long de sa route, un paysage morne, de faibles collines dépouillées de végétation, les arbres en balais, les terres foncées, les bois qui semblaient des fumées brunes, et toutes choses, peu à peu s'étaient perdues dans un voile de brouillard mettant partout son impalpable et oppressante ténuité.

Ici, dans cette vaste cour, c'était pis encore. Traversée la ville sombre, le groupe de recrues dont Pierre faisait partie s'était engagé dans une longue avenue, puis on avait pénétré dans une zone militaire, où des barrières de bois passées au coaltar limitaient des terrains, avec des poteaux indicateurs; c'était là que se dressaient les bâtiments de l'État, manutention, arsenal, caserne; tout aussitôt, ils s'étaient trouvés à l'entrée de celle-ci...

Parmi les milliers de conscrits qui, à ce moment même, franchissaient le seuil de toutes les casernes de France, il n'en était pas un, peut-être, qui eût au cœur, autant que Pierre, un tel désespoir haineux de sa nouvelle condition, avec autant de raisons de se désespérer.

Depuis qu'il était descendu du train et qu'il s'était vu au milieu de ceux qui allaient être ses camarades, il avait senti son désespoir augmenter encore, maintenant qu'il était en face d'une réalité qu'il comparait, en son esprit désemparé, avec ce qu'était le passé vieux d'un jour...

Il revoyait les mois de calme bonheur qu'il venait de vivre dans la tiédeur ensoleillée de ce Céret qui abrite au pied des pics derniers des Pyrénées la gaieté de ses maisons claires. Un hasard, un bonheur inespéré — providentiel, eût dit un croyant — l'y amenait, neuf mois auparavant, alors que, venant de perdre successivement son père et sa mère, il se trouvait, malgré sa licence ès lettres con-

quise à vingt ans avec une belle vaillance d'enfant du peuple, dans un dénuement qui allait être la misère noire. Un jeune avocat, habitant le cinquième de la maison au bas de laquelle la mère Delbard tenait une petite fruiterie, voyant sur le point de mourir de faim ce garçon intelligent et travailleur auquel il s'intéressait, l'envoyait comme adjoint à son père qui dirigeait à Céret une institution de petits garçons. Là, Pierre avait senti venir l'apaisement de ses tristesses, dans la sécurité de la grande maison où les parents de Charles Larvallé l'avaient traité comme un fils; là, il avait connu un sentiment ignoré jusqu'alors de sa jeunesse laborieuse et chaste, un amour timide et sans bornes pour la délicieuse Rose Rascoll, si exquisement jolie sous sa coiffe de Catalane, et aussi pure de corps et d'âme qu'il était lui-même inexpérimenté. Alors, c'avait été un vrai roman. Ils s'étaient adorés en silence, sans oser se l'avouer autrement que par de furtifs regards, et, vraisemblablement, ils n'eussent jamais rien osé de plus, si l'ami qui était pour Pierre comme un Mentor ou comme un frère aîné, si Charles, venu aux vacances et surprenant dans leurs yeux leur commun amour, ne s'était juré à lui-même de faire leur bonheur. Ce fut lui qui donna confiance à Pierre, qui fit naître en son cœur l'idée d'un mariage possible que l'amoureux n'eût jamais conçu dans ses rêves, et qui, en somme, dans son imprudente amitié, précisa en lui des ambitions dont il ne voulut pas voir le danger; or le danger, il était dans l'orgueil des parents de Rose, de ces Rascoll, boutiquiers enrichis guettant pour leur fille le parti « conséquent ». Et ce fut un coup de foudre lorsqu'un brutal refus réduisit à néant toutes les espérances chères... Hélas! il était trop tard, alors, pour enrayer le mal. Mis en présence par Charles lui-même qui, espérant fermement une conclusion régulière à cet amour, n'avait pas vu d'inconvénient à les faire se connaître mieux, Pierre et Rose étaient emportés maintenant l'un vers l'autre par un de ces sentiments auxquels rien ne résiste, et que les obstacles surexcitent au lieu de les calmer.

Désespéré des tristes résultats de ses excellentes intentions, Charles était reparti à Paris à la fin des vacances, presque fâché avec son protégé pour avoir voulu lui faire promettre d'être raisonnable. Raisonnable! Était-ce maintenant qu'il fallait lui demander cela, après qu'on avait tout fait pour dévoyer son esprit?... Une sourde révolte grondait dans l'âme du jeune homme, révolte d'autant plus désespérée que dix mois de service militaire l'attendaient, et qu'il allait devoir partir loin de sa bien-aimée, s'éloigner de ce coin de terre où résidait tout ce qui eût pour lui quelque valeur au monde. Il avait voulu tenter une démarche suprême, par l'intermédiaire de l'excellente Mme Larvallé, qui l'aimait comme son propre enfant, demandant qu'on lui permît seulement d'espérer qu'à son retour du service, il retrouverait Rose encore fille. Mais, pour être définitif, le résultat de cette démarche suprême n'avait été que plus écrasant : le refus sèchement confirmé. Les bonnes raisons ne manquaient pas, mais Pierre avait retenu surtout cet irréfutable argument, si bien fait pour raviver en lui une haine seulement endormie : que des parents prudents ne pouvaient décemment pas donner leur fille à un garçon n'ayant point subi encore l'épreuve de la caserne, si pernicieuse pour la plupart!...

Le coup était terrible pour les deux amants, parvenus maintenant au degré d'exaltation où la crise est imminente. Depuis longtemps déjà, ils se voyaient en cachette, se grisant de baisers dangereux : enfin, dans une entrevue suprême, deux heures avant le départ qui brisait leurs cœurs épris, sous l'abri complice ds grands arbres où les avait conduits leur dernière promenade, une force supérieure à tout les mettait aux bras l'un de l'autre...

Or tout ce qui était maintenant l'irrévocable, pensait le jeune homme, avait été ainsi parce qu'il lui fallait être soldat. L'obligation militaire à remplir, en lui volant le bonheur, l'arrachait même aux lieux où il avait été heureux. Que fallait-il de plus pour exalter jusqu'à la plus extrême limite des sentiments de violence que le temps avait pu calmer mais non étreindre?...

Car, derrière le Pierre Delbard d'hier, le paisible et un peu timide petit professeur de bambins, il y avait un passé ardent — et si divers — une vie surchauffée de travailleur pauvre et de penseur, d'études arides et d'exaltation humanitaire. Toute une flamme d'amour l'avait brûlé, pour les humbles et les déshérités de la vie, les misérables qui grouillent dans les vermineuses casernes des dolents quartiers pauvres; avec la fougue irraisonnée de sa jeunesse, il s'était lancé dans le mouvement socialiste. Trois années durant, il avait vécu dans une exaltation de foi qui le jetait en pleine lutte, assistant à tous les meetings, courant toutes les réunions, aux quatre coins de Paris : à la voix vibrante des orateurs s'évoquait une humanité nouvelle, uniquement régie par des principes de justice et de solidarité, un radieux avenir du monde où régnait en maîtresse une paix universelle, les frontières abolies, supprimées, par la fédération des États de l'Europe, d'abord, puis de la terre entière, avec une part égale de bonheur pour tous, chacun travaillant gaiement, une sorte de retour au fabuleux âge d'or. Dans cette humanité nouvelle, nul ne connaîtrait plus l'étroite conception du mot Patrie, les guerres ne seraient plus qu'un souvenir; il n'y aurait plus d'armées, plus

de soldats!... La jeunesse affranchie ignorerait la caserne, sa vie abrutissante, et déprimante sous la férule d'un caporal ignare et brutal. Ah! comme il le méprisait et comme il le haïssait, le militarisme odieux, hérissant l'Europe d'une forêt de baïonnettes, la pliant sous le détestable régime du plus fort, négation du droit et de l'humanité, absorbant toutes les ressources et toutes les forces vives de la nation, pourrissant les fils de notre génération, insolent démenti à la raison et au progrès!... Et comment, n'eût-il pas éprouvé un haineux désespoir à se trouver ici, aujourd'hui, dans cette caserne abhorrée?...

La cour s'étendait, vaste et nue, entre les constructions formant ses quatre faces. A droite et à gauche de la grille d'entrée, en face d'elle, aussi, à plus de cent mètres, c'étaient de grandes bâtisses à deux étages, aux murs d'un gris sale tirant sur le jaune, que perçaient de nombreuses fenêtres. Mais ces vastes maisons, que Pierre comprit être l'habitation des hommes, n'occupaient pas les quatre faces de la cour. Celle de droite comprenait l'infirmerie régimentaire, pavillon à un étage, surmonté d'une horloge, entouré d'un jardin pour la promenade des malades, et, la flanquant, deux autres constructions basses et longues. L'une, devant laquelle se voyaient des chevaux attachés pour le pansage, était l'écurie; l'autre, où donnait accès une porte rébarbative, présentait un long mur triste percé d'étroites ouvertures grillées; son aspect seul faisait deviner son intimidante affectation; et c'étaient en effet les *locaux disciplinaires*, à la vue desquels Pierre sentit son cœur se serrer d'un effroi vague.

Aux quatre coins, trapues, crachant dans l'air une fumée noire, les cuisines, tandis qu'aux places laissées libres étaient les lavoirs, où des hommes se voyaient, rinçant des doublures de capotes.

Tout autour de la cour s'élevait une double rangée d'arbres; en été, cela devait égayer, mais aujourd'hui ils attristaient, au contraire, avec leurs squelettes noirs gémissant sous la bise; au long de l'allée, des poteaux de bois avaient été dressés, avec, à leur sommet, des écriteaux blancs portant en lettres noires des noms de villes et des numéros de compagnies; et c'était auprès de celui marqué *Paris* que Pierre se tenait, avec d'autres Parisiens comme lui.

Dans la vaste étendue de la cour, il y avait une animation incessante, un grouillement confus de conscrits en habits civils, et de soldats; autour du poteau de Paris, c'était un groupe tout différent des autres: au lieu des blouses et des petits feutres, c'étaient des vestons mal coupés, des tricots et des casquettes; quelques jaquettes, des tenues plus soignées révélaient les comptables ou les étudiants. Ici, on grasseyait, avec le traînant accent des faubourgs, et les conversations allaient leur train. Des Parisiens réunis, surtout en province, éprouvent le besoin instinctif de *blaguer;* la *blague*, à propos de tout et de rien, pousse naturellement chez eux comme le champignon dans les lieux humides; et c'étaient, autour du jeune homme, des plaisanteries un peu forcées lancées sur tout, sur les autres groupes, sur les soldats qui passaient, sur le ciel gris; il se trouvait là comme dans un coin de Paris, et pourtant, cela ne donnait aucune joie à ce Parisien qui s'était si complètement déparisianisé depuis un an. Ah! si, à la place du grasseyement faubourien, il avait entendu le parler vif, alerte, plein d'*r* roulants du pays tant aimé, comme il se fût délecté à l'écouter!... Mais il n'y avait rien autour de lui, rien qui pût lui rappeler ce cher autrefois, ce cher *hier*...

Il s'éloigna un peu, fit quelques pas, regarda. Partout, des groupes stationnaient autour des poteaux, mais des groupes de paysans, en blouses et en petites vestes, avec des faces tristes et résignées; là, on ne causait guère, à peine de la terre qu'on venait de quitter, des travaux champêtres abandonnés. Quelques-uns, las d'une trop longue attente, étaient assis au long des murs, en des postures d'accablement. Tout le monde était transi.

Dans la caserne, la vie de chaque jour continuait; des corvées passaient, en effets de treillis où les occupations de toute une semaine avaient laissé leur trace; il défilait une longue théorie d'hommes courbés sous un entassement énorme de paillasses pour le couchage des recrues, où ils disparaissaient presque; quelques-uns en tenue d'intérieur, examinaient les *Bleus* de cet air narquois si naturel aux hommes anciens dans un métier envers ceux qui y débutent; certains leur adressaient au passage des plaisanteries; d'autres s'approchaient des groupes où ils reconnaissaient des *pays*... Vers l'écurie, le pansage était fini, et les ordonnances, montés à poil sur les chevaux, défilaient deux par deux, précédés du sergent muletier, conduisant leurs bêtes à l'abreuvoir.

Ailleurs, l'entrée du quartier était d'une incessante animation; les hommes de garde, tous hors du poste, flânaient devant la grille, regardant les passants peu nombreux, mais surtout les *Bleus* qui arrivaient à tout instant, par fournées, et qu'ils conduisaient à mesure, après quelques mots brefs d'explication, vers les poteaux où ils venaient grossir le nombre des arrivants. Des officiers causaient, grillant une cigarette; parfois, le clairon de garde sortait, venait se placer au milieu de la cour, et là, embouchant son instrument, lançait en tournant lentement sur lui-même quelque sonnerie que les *Bleus* écoutaient sans la comprendre.

Pierre marcha le long des poteaux, dans l'allée d'arbres. Partout, l'impression générale était celle de

l'effarement, du dépaysement : il retrouvait chez les autres un reflet de ses propres sensations.

Comme il passait près d'une cuisine, il y jeta un coup d'œil : autour de grands fourneaux noirs s'agitaient des hommes malpropres. Leur vue souleva son cœur de dégoût. Serait-ce de ces mains que sortirait son repas du soir?... Il pensa que le courage lui manquerait, pour toucher aux mets préparés là. Faudrait-il donc qu'il souffrît encore de détails aussi matériels?

Plus forte s'affirmait l'impression douloureuse de tristesse qui se dégageait de tout, pour lui, en ces lieux nouveaux; son amertume grandissait, et une colère sourde contre tout, choses et gens. Toutes les physionomies aperçues lui semblaient odieuses; il se surprit à détester soudain le visage d'un sergent qui passait, et, plus injustement, à railler férocement à part soi la figure angoissée d'un pauvre petit paysan qui attendait comme lui. « Oh! pensa-t-il, comme la souffrance me rend méchant! »

Tout pénétré de pensées grises comme le temps, Pierre revint se mêler au groupe de Parisiens attendant autour du poteau; déjà ceux-ci se plaignaient, avec leur accent traînant, de l'attente qui leur était imposée. « Ben! quoi?... C'est-y pour aujourd'hui ou pour demain?... Faudrait le dire, si on veut nous faire coucher, parce qu'alors on verrait à se fabriquer une tente. »

Mais justement il y eut dans le groupe un « Ah! » prolongé de satisfaction : un gradé s'approchait, une liste à la main. Pierre entendit son nom : « Delbard... 15e compagnie... fort du Télot. » Il répondit « Présent! », d'instinct, et se répéta à lui-même : « 15e compagnie, fort du Télot. » Ainsi, il allait être dans un fort... L'image de Bellegarde, autrefois visité avec Charles, lui revint en mémoire : il eût aimé vivre dans ce nid d'aigle, au milieu de la montagne farouche. En serait-il de même ici, dans ce pays sans beauté et sans imprévu?... Mais il se rappela la ville, qu'il venait de traverser, triste et grise; devant ses yeux étaient les murs de la caserne. Celle-ci, ni celle-là, ne lui offraient rien à regretter. A tout prendre, il aimerait mieux encore la vie en pleine campagne, loin de tout...

Dans la cour, autour de lui, un grand mouvement se produisait; des gradés allaient d'un groupe à l'autre, avec leurs listes, et, peu à peu, les compagnies de recrues se formaient. Avec ses nouveaux camarades de la 15e, il parvint à l'Infirmerie, pour la visite d'incorporation; les hommes passaient par fournées de dix, se déshabillant dans une première salle chauffée avant d'entrer dans la deuxième où se tenaient les médecins; vivement, ceux-ci examinaient les recrues, avec quelques questions. « Bon... bien... Passez... à un autre. »

Comme il attendait son tour, Pierre fut témoin d'une scène qui l'impressionna. Un des Parisiens, passant avant lui, expliquait au médecin qu'il craignait de ne pouvoir supporter les fatigues du service, pour une pleurésie ancienne dont il lui restait des traces. L'aide-major l'écoutait avec attention, lui demandant quelques renseignements, et le médecin-chef, tout proche, l'ayant entendu, vint lui-même, ausculta patiemment l'homme pendant quelques minutes; peu après, il se relevait, les sourcils froncés.

— Mais vous avez une poitrine parfaitement saine, mon garçon. Je veux bien croire que vous ayez eu autrefois une pleurésie, bien que... Mais aujourd'hui, il n'y paraît plus.

Non sans insolence, l'homme répliqua :

— Je sais pourtant bien ce que j'ai eu, Msieu le médecin!... D'ailleurs, continua-t-il, y a pas que ça!... Voilà mon genou qu'a été déboîté, dans le temps; j'ai de la peine à marcher.

— Voyons encore cela! » dit le major et il procéda à un examen attentif du conscrit. A la fin, se redressant, il le regarda droit dans les yeux, d'un regard si aigu que l'homme en rougit.

— Vous êtes tout bonnement un carottier, autrement dit un menteur, gronda le major d'une voix rude, et vous espériez nous f...iche dedans. Nous ne sommes pourtant pas aussi ânes qu'on veut bien le dire, de par le monde, et je vois qu'au genou, pas plus qu'à la poitrine, vous n'avez rien. Rhabillez-vous, vivement!... Et vous avez de la chance d'être un bleu, sans quoi vous auriez fait connaissance, dès ce soir, avec la boîte?... Rompez, au trot! Bon pour le service.

Cramoisi sous la honte de son échec, l'homme sortit. Les conscrits avaient frissonné sous la voix sévère du médecin, et si quelque autre avait médité une tentative du même genre, la leçon fut suffisante, nul n'allégua la moindre faiblesse.

Chez Pierre, une surprise indignée venait de naître contre le subterfuge tenté par son camarade pour échapper à la loi militaire. D'un premier jet, avant toute réflexion, sa pensée fut : « Comment! On peut mentir aussi impudemment pour ne pas être soldat! » Pour ne pas être soldat!... Était-ce lui qui pensait ainsi?... Mais, en même temps sa conscience répliquait : « Eh! n'as-tu pas, toi-même, songé, pour cette même cause, à faire pis encore, à fuir le service jusqu'au delà d'une frontière? » Il en ressentit une petite douleur. Oui, vraiment, il avait souhaité cela, et s'il n'avait pas mis son projet à exécution, c'est que la crainte seule des conséquences, et nullement un scrupule, l'en avait arrêté. Lui aussi rougit de honte; alors, il essaya de discuter avec lui-même : « Mais moi, j'avais pour agir ainsi des raisons exceptionnelles. — Eh! qui te dit

que cet homme n'en a pas d'identiques, sinon de meilleures? » L'argument était sans réplique. « Mais moi, pour me soustraire à la servitude, je n'avais recours à aucun subterfuge. J'étais « insoumis » à la face de tous. Dans mon cas, nulle hypocrisie, nul mensonge. » C'était là sa seule excuse, et qui atténuait la petite impression de honte subie tout à l'heure; car son horreur de mentir était trop grande pour que la pensée seulement lui vînt de simuler un cas de réforme. Mais une phrase de médecin réveilla la gêne qu'il venait d'éprouver : « Il n'y en a déjà que trop aux Conseils de revision, disait-il à son aide-major, de ces gaillards parfaitement bâtis qui, par habileté ou par protection, parviennent à esquiver le service; et comme, malgré cela, on est bien obligé de fournir un contingent déterminé, il faut prendre les malingres, les pauvres diables qui n'eussent jamais dû être soldats, mais qui bouchent les trous et qui font nombre. »

Alors, Pierre comprit. L'acte du conscrit l'avait indigné parce qu'il avait la haine de toute fausseté, mais, à présent, il y discernait pis encore. Cet impôt du sang, si odieux fût-il, il pesait sur tous indistinctement : cela seul le pouvait montrer supportable, sinon admissible. Mais, comme le Monstre-guerrier demandait chaque année un nombre fixe de jeunes gens sains à dévorer, si, parmi ceux capables de porter les armes, certains parvenaient à éluder la loi, il fallait bien, pour compléter le nombre, puiser parmi les incapables et les faibles. Ainsi, chaque homme sain qu'on réformait obligeait à l'admission d'un être faible, devenait responsable des souffrances qu'endurerait celui, malingre, mis à sa place pour compléter le nombre exigé. On avait cru supprimer le remplacement, l'inique système qui permit jadis aux hommes riches d'envoyer d'autres hommes se faire tuer à leur place; mais en fait, il existait encore. Une minorité d'habiles ou de protégés parvenait encore à se faire remplacer par d'autres, des faibles, dont la faiblesse augmentait pour eux la dureté du service... Eh bien! lui-même, n'eût-il pas accompli une action semblable, en désertant? Un autre n'eût-il pas été pris parmi les douteux pour boucher le trou creusé dans le contingent par son absence? Ainsi, déserteur, facilement absous par lui-même de cet acte sans portée à ses yeux, il se trouvait coupable sans excuse au point de vue de la grande solidarité humaine, son idéal et sa foi. Il se réjouit — et ce fut sa première joie depuis la veille — à se dire qu'il avait évité ce crime. Mais en même temps, il éprouva une grande stupeur de cette joie; et de fait, il pouvait s'étonner, car il venait de surprendre en lui deux sentiments dont il se fût cru à jamais incapable : il s'était indigné qu'un homme tentât de se soustraire au service, et par une suite logique de raisonnement, il s'était réjoui d'être soldat.

La visite finie, Pierre se retrouva dans la cour, maintenant envahie par l'ombre. Elle était plongée dans une obscurité absolue, et les bâtiments semblaient des taches plus noires, percées des trous lumineux qu'y mettaient les fenêtres étendant sur le sol mouillé des nappes de lumière qui faisaient miroiter des flaques d'eau, et saillir du noir, de ci, de là, la silhouette dépouillée d'un arbre; par instants, un homme passait dans la zone éclairée, un ancien, ou un conscrit encore en civil, ou bien un soldat dont la gaucherie décélait la nouvel arrivé... Dans les grandes bâtisses, on entendait des cris, des chants, des bruits de conversations, dont l'ensemble fondait dans une sorte de ronflement d'usine en plein travail. Comme cela différait de la tombée douce des nuits de là-bas, avec les travailleurs rentrant des champs, la fraîcheur se faisant peu à peu sous les grands arbres, les lampes s'allumant, comme des étoiles, pour le soir! Comme on éprouvait la douceur du repos bien gagné!... Une intimité plus grande naissait partout; on se sentait mieux chez soi. Ici, au contraire, avec la sensation d'isolement absolu qui lui poignait le cœur depuis son arrivée, c'était triste profondément, presque lugubre, dans le froid qui tombait peu à peu, et sous lequel il frissonnait...

Le hasard de sa marche le ramena auprès de la cuisine qui, une heure auparavant, lui avait causé une sensation de dégoût, et, y jetant un coup d'œil, il resta tout surpris de la transformation qui s'y était faite : elle était bien éclairée par de grandes lampes et présentait un aspect d'ordre qui réjouissait l'œil; sur des tables de bois blanc, Pierre voyait, alignés, des récipients d'étain brillant d'où montait une fumée odorante; et ce lui fut comme une petite joie confuse de constater la propreté des cuisiniers qui, leurs effets de travail quittés, se montraient maintenant vêtus de treillis blanc, et ceints de tabliers. Inoccupés, en ce moment, ils flânaient autour de leurs fourneaux, tandis qu'à chaque porte d'entrée, des hommes en bourgeron, arrêtés sur le seuil, semblaient attendre...

Au centre de la cour, une sonnerie rapide et vibrante, d'une réelle gaieté, éclata soudain... Ce fut le coup de baguette du magicien. Dans toute la caserne, d'un bout à l'autre, des cris joyeux s'élevèrent : « La soupe!... La soupe!... Puis un grand bruit roula dans les escaliers, et, de toutes les portes, des hommes débouchèrent en courant. La cuisine, cependant, venait d'être envahie par ceux qui attendaient aux portes; ils s'emparaient des récipients d'étain et les emportaient avec des précautions infinies et comiques. Dans l'immense ruche, une

gaieté débordante ronflait. Pour la première fois, Pierre sourit : cette joie de tant d'hommes courant à la pitance était amusante dans sa naïveté : « Vraiment, ils ne semblent pas malheureux ! Car enfin, s'ils l'étaient, la simple idée de manger, malgré le plaisir que l'homme apporte à cet acte physiologique, ne suffirait pas à les rendre aussi joyeux. Mais alors ?... » Il ne manqua pas d'accueillir avec joie le vague espoir, que cette vue faisait naître en lui, d'un avenir moins rude ; il ne voulut plus voir, dans la caserne, le bagne odieux de ses premières imaginations, mais un lieu où il pourrait, avec de la raison et quelque habileté, se faire une existence supportable.

Ranimé, il se joignit au groupe de ses camarades de compagnie, dont il commençait à connaître les visages ; on entrait au réfectoire : des tiraillements d'estomac se faisaient sentir, et déjà, sous l'influence de la faim, s'abolissaient les dégoûts que Pierre avait éprouvés dans la journée. — Ce sont de tels détails, minimes, de telles nuances imperceptibles de sentiments qui, par leur superposition, arrivent à modifier un état d'âme. — Une nouvelle et agréable surprise attendait le jeune homme. Le réfectoire était une pièce vaste, bien éclairée par quatre lampes à suspension, et les Bleus s'y ébahirent de peintures couvrant les murs, œuvre de quelque élève des Beaux-Arts dont on avait dû jadis utiliser le passage au régiment. Ils en oubliaient de s'asseoir, et le sergent dut leur en donner l'ordre. Installés sur les bancs, devant de longues tables recouvertes de toiles cirées, ils regardèrent de tous leurs yeux, pendant les premières cuillerées : sur l'un des petits côtés, un tambour et un clairon, grandeur nature, semblaient prêts à sortir du mur ; en face étaient peints des faisceaux d'armes ; et les décorations françaises, — Légion d'honneur et médaille militaire aux meilleures places, — occupaient les deux grands côtés, alternant avec des cartouches qui portaient, en lettres d'or, les noms des grandes batailles où le régiment s'était plus spécialement distingué : *Arcole — Marengo — Austerlitz — Magenta.*

Toutefois, la bonne odeur exhalée des vastes soupières et des *groupes* d'étain, apportés tout à l'heure par les hommes de corvée, les ramenait bientôt à des aspirations plus matérielles : les yeux des conscrits brillèrent ; ils attaquèrent avec gaieté le menu qui leur était servi, la soupe grasse, le bœuf, et le *rata* traditionnel, ce ragoût de pommes de terre si apprécié des soldats. Sous la faim qui lui pinçait l'estomac, en même temps qu'encouragé par l'aspect des plats, Pierre sentait s'évanouir les préventions qu'il avait conçues dès l'abord pour la nourriture militaire ; tout était propre, d'ailleurs, la table comme les plats reluisants, les lourdes assiettes, les couverts d'étain, et les verres épais où ils burent une bière légère, fraîche et agréable. Comme tous ses voisins, il mangea avec un appétit aiguisé par le voyage et le changement d'air, remarquant à peine que la soupe était un peu trop salée, le morceau de viande pas gros, mais en revanche très gras, tandis que le rata était à l'unanimité déclaré excellent. Au reste, l'impression générale était bonne, et se traduisait dans les opinions échangées entre eux par les jeunes gens : « Allons, on n'est pas mal nourri. — Si ça dure comme ça, ça ira bien... » Les visages se coloraient, les yeux étaient plus brillants ; on causait bruyamment, on échangeait des plaisanteries : l'apprivoisement commençait.

FERNAND DACRE.

(*A suivre.*)

LA GENÈSE D'UN ROMAN DE BALZAC

— LES PAYSANS —

Lettres et fragments inédits (1).

II. — LE CABARET

Du parc des Aigues pour aller à Blangy, on sortait par une jolie porte à bossages, où aboutissait une petite route pavée, qui regagnait le chemin communal.

A mi-chemin de cette porte et du village se trouvait une de ces maisons qui ne se voient qu'en France, partout où la pierre est rare. Construite en morceaux de brique, ramassés de tous côtés, en gros cailloux, en terre argileuse, le plus grossier pisé qui se puisse imaginer, le toit soutenu par de grosses branches, les joncs et la paille, les grossiers volets, la porte, tout, de cette chaumière, provenait de trouvailles heureuses ou de dons arrachés par l'importunité.

Le paysan a pour sa demeure l'instinct qu'a l'animal pour son nid ou pour son terrier, et cet instinct éclatait dans toutes les dispositions de cette chaumière. D'abord, la fenêtre et la porte regardaient au nord ; la maison, assise sur une petite éminence, dans l'endroit le plus caillouteux d'un terrain à vignes, devait être salubre. On y montait par trois marches, industrieusement faites avec des piquets et des planches, et remplies en pierrailles. Ainsi, les eaux s'écoulaient rapidement, et, comme la pluie vient rarement du nord, l'entrée évitait toute humidité. Au bas, sur le sentier, régnait un rustique palis, perdu dans une haie d'aubépine et de ronces. L'espace en pente qui séparait cette chaumière du chemin était couvert par une treille, sous laquelle il ne venait rien. Mais le long du talus on apercevait des fleurs communes, des roses, des giroflées, des chèvrefeuilles, les fleurs

(1) Voyez la *Revue* du 25 août.

que le paysan a pour rien. Le toit était chargé de mousses; un chèvrefeuille y attachait déjà ses brindilles. Sur un côté de cette maison, le possesseur avait adossé une étable pour deux vaches. Devant cette construction en mauvaises planches, se trouvait un terrain battu servant de cour, dans un coin duquel se voyait un énorme tas de fumier soigneusement arrangé. De l'autre côté de la maison s'élevait un hangar en chaume, soutenu par deux beaux troncs d'arbres, sous lequel se mettaient les ustensiles des vignerons, leurs futailles vides, des fagots de bois, empilés, pour sécher, autour de la bosse que formait le four, dont la bouche se trouvait sous le manteau de la cheminée, à l'intérieur.

Derrière la maison s'étendait, en pente assez raide, environ un arpent, enclos par une haie vive, et cultivé en vignes soignées, comme l'est tout terrain appartenant à un paysan, et si bien fumées, provignées et bêchées, que leurs pampres verdoyaient les premiers à trois lieues à la ronde. On voyait çà et là, dans ce clos, quelques arbres, des amandiers, des pruniers et des abricotiers. Entre les ceps, le plus souvent on plantait des pommes de terre; pas un pouce de terrain n'était perdu. En hache, vers le village et derrière la cour, dépendait encore de cette habitation un petit terrain humide et bas, favorable à la culture des choux, des oignons, de l'ail, légumes favoris de la classe ouvrière.

Cette maison, composée d'une seule pièce qui contenait deux mauvais lits, un pour le père et la mère, l'autre pour les enfants, avait une sortie sur le vignoble. A droite de cette porte, une rampe en bois, appuyée au mur de la maison et couverte d'une toiture en chaume, montait jusqu'au grenier, éclairé par un œil-de-bœuf. Sous cet escalier rustique, on avait pratiqué un caveau pour mettre quelques pièces de vin.

Quant au mobilier, quiconque est entré dans ces maisons le connaît. La batterie de cuisine consiste en deux ustensiles avec lesquels on fait tout : une poêle et un chaudron de fer; mais, par exception, il se trouvait dans cette chaumière deux casseroles énormes, accrochées sous le manteau de la cheminée, au-dessus d'un petit fourneau portatif. Malgré ce symptôme d'aisance, le reste du mobilier était bien en harmonie avec les dehors de la maison. Ainsi, pour contenir l'eau, une jarre; pour argenterie, des cuillers en bois et d'étain; des plats en terre brune au dehors, blanche en dedans, mais écaillés, raccommodés avec des attaches; enfin, autour d'une table solide, des chaises en bois blanc; pour plancher, de la terre battue; pour tout ornement, les murs ont une couche d'eau de chaux, ainsi que les maigres solives du plafond, auxquelles pendent du lard, des bottes d'oignons, des paquets de chandelles, et tous les sacs où le paysan met ses graines. Auprès de chaque lit, deux antiques armoires en vieux noyer gardent le peu de linge, de vêtements de rechange, les habits de fête de la famille.

Sur le manteau de la cheminée brillait un vrai fusil de braconnier. Vous n'en donneriez pas cent sous; le bois est quasi-brûlé, le canon n'a pas d'apparence, il ne semble pas nettoyé. Vous pensez que la défense d'une cabane à loquet, dont la porte extérieure, pratiquée dans le palis, n'est jamais fermée, n'exige pas mieux; mais examinez cette arme; si le bois vient d'une arme commune, le canon, choisi avec soin, provient d'un fusil de prix, donné sans doute à quelque garde-chasse; aussi, le paysan ne manque-t-il point son coup. Il existe entre lui et son fusil l'intime connaissance que l'ouvrier a de son outil. S'il faut abaisser le canon d'un centième de ligne au-dessous ou au-dessus de la proie, parce qu'il relève ou tombe de cette faible estime, le braconnier le sait; il obéit à cette loi sans se tromper. D'ailleurs, un officier d'artillerie trouverait les parties essentielles de l'arme en bon état, rien de moins, rien de plus. En effet, dans tout ce qu'il s'approprie, dans tout ce qui doit lui servir, le paysan déploie la force convenable; il y met le nécessaire et rien au delà. La perfection extérieure, il ne la comprend pas. Juge infaillible des nécessités en toutes choses, il connaît tous les degrés de forces, et sait, en travaillant pour le bourgeois, donner le moins possible pour le plus possible.

Avez-vous bien saisi les mille détails de cette hutte, assise à une portée de fusil de la jolie porte des Aigues? La voyez-vous, accroupie là, comme un mendiant devant un palais? Eh bien! son toit chargé de mousses veloutées, des poules caquetant, le cochon qui vague, toutes ces poésies ont un horrible sens; à la porte du palis, une grande perche élevait à une certaine hauteur un bouquet flétri, composé d'une branche de pin et d'un feuillage de chêne réunis par un chiffon. Dessous, un peintre a, pour un déjeuner, peint dans un tableau de deux pieds carrés, sur un champ blanc, un I majuscule en vert, et, pour ceux qui savent lire, ce calembour en douze lettres : *Au grand I vert* (hiver). Puis, à gauche de la porte, brille l'horrible affiche : *Bonne bierre de mars*, où, de chaque côté d'un cruchon d'où s'élance la mousse, se trouvent une femme et un hussard grossièrement coloriés.

Vous connaissez les lieux. Voici les êtres et leur histoire, qui contient plus d'une leçon pour les philanthropes.

Le propriétaire du *grand I vert* se nommait François Tonsard, et se recommande à l'attention des philosophes par la manière dont il avait résolu le problème de la vie fainéante et de la vie occupée. Ouvrier en toute chose, il savait travailler à la terre, mais pour lui seul. Pour les autres, il creusait des fossés, fagotait, écorçait des arbres ou les abattait, travaux à la discrétion de l'ouvrier. Tonsard devait son coin de terre à la générosité de Mlle Laguerre. Dès sa première jeunesse, le jardinier du château l'occupait à la journée. Il n'avait pas son pareil pour tailler les arbres d'allées, les charmilles, les haies, les marronniers de l'Inde, et son nom indiquait assez que ce talent était héréditaire dans sa famille.

Un jour, en se promenant, Mlle Laguerre entendit Tonsard, garçon fort bien découplé, disant : — « Il me suffirait d'un arpent pour vivre, et pour vivre heureusement! » Cette bonne femme, pour le rendre heureux, lui donna cet arpent de pierres et de cailloux, en avant de la porte de Blangy, contre trois cents journées à faire pour elle. Il resta près d'une année au château, sans gages, mangeant avec les gens, auxquels il semblait le

meilleur garçon de la terre. *Ce pauvre Tonsard*, était le mot de tout le monde. Il fit à peu près du travail pour cent journées, sur les trois cents qu'il devait, et, quand il fut en possession de son champ, et qu'on lui dit que Mme des Aigues le lui avait donné :

« Je l'ai parbleu bien acheté et payé, répondit-il. Est-ce que les bourgeois donnent quelque chose? Vous croyez donc que ce n'est rien que trois cents journées à vingt sous, pendant lesquelles il a fallu me nourrir? Ça me coûte cinq cents francs. »

Le propos ne dépassa point la région populaire.

Tonsard se bâtit sa maison lui-même, en en prenant les matériaux de ci, de là, se faisant donner un coup de main par l'un et l'autre, et grapillant au château les choses de rebut, les demandant, les obtenant. Une mauvaise porte d'un montreuil démoli, reporté plus loin, devint celle de son établi; sa fenêtre était celle d'une vieille serre abattue, car chaque propriétaire des Aigues avait été une femme, plus ou moins riche, et qui ne les avait considérés que comme un lieu de plaisance jeté à une très belle distance de Paris; on y venait en douze heures. Tonsard avait passé l'âge des réquisitions quand on les fit. Il se maria dès que sa maison fut terminée, et il épousa la fille unique d'un fermier *à-moitié*, qui paraissait faire d'excellentes affaires, et qui en fit de si mauvaises qu'il fut obligé de redevenir ouvrier. Il était buveur, paresseux, et sa fille tenait de lui. Mais elle avait une espèce de beauté champêtre; elle était grande et bien faite; elle n'aimait point à travailler en plein air.

Tonsard s'en prit à sa femme du *malheur* de son beau-père, et il la maltraita par cette vengeance, familière au peuple, qui se contente de l'effet sans voir la cause. En se trouvant attachée à une chaine pesante, cette femme, pour l'alléger, se servit des vices de Tonsard, et, gourmande, aimant ses aises, elle encouragea la paresse et la gourmandise de cet homme. Elle sut se procurer la faveur des gens du château, sans que Tonsard lui reprochât les moyens en voyant les résultats, car il s'inquiéta fort peu de ce qu'elle faisait, pourvu qu'elle fît ce qu'il voulait. La Tonsard créa donc la buvette du *grand I vert*, dont les premiers consommateurs furent les gens du château, les gardes, et quelquefois les chasseurs. M. Bertin, l'intendant de Mlle Laguerre, fit cadeau de quelques pièces de vin excellent à la Tonsard, et ce fut autant avec ces présents qu'avec sa renommée de beauté qu'elle donna de la réputation à son cabaret. Mais elle était surtout excellente cuisinière, en sa qualité de gourmande, et, quoique ses talents ne s'exerçassent que sur les plats en usage dans la campagne, le civet, la sauce du gibier, la matelote, l'omelette, elle passa dans le pays pour savoir admirablement cuisiner un de ces repas qui se mangent sur le bout d'une table, et font indéfiniment boire. En deux ans, elle se rendit ainsi maîtresse de Tonsard et lui fit suivre une pente mauvaise, dans laquelle il ne demandait pas mieux que de rouler. Il fit une excellente chère, braconna constamment, sans avoir rien à craindre, par suite des liaisons de sa femme avec Bertin l'intendant, avec les gardes et les autorités champêtres. Il ne travailla que pour lui. Puis, dès qu'il eut des enfants assez grands pour en faire les instruments de son bien-être, il ne fut pas plus scrupuleux pour leurs mœurs qu'il ne l'avait été pour sa femme sans ses enfants, et il en eut quatre, deux filles et deux garçons.

Tonsard, qui vivait, ainsi que sa femme, au jour le jour, aurait vu finir sa joyeuse vie. Mais il maintint sévèrement chez lui la loi quasi-martiale de travailler à la conservation de son bien, auquel sa famille participait d'ailleurs. Voici, quand sa famille fut élevée aux dépens de ceux à qui sa femme savait arracher des présents, comment le *grand I vert* s'y prenait pour subsister. La vieille mère de Tonsard et ses deux filles allaient continuellement au bois, et revenaient, deux fois par jour, chargées à plier, sous le poids d'un fagot qui tombait à leurs chevilles, et dépassait leur tête de deux pieds. Quoique fait en dessus avec du bois mort, l'intérieur se composait de bois vert, coupé souvent parmi les petits arbres. Ainsi la famille Tonsard prenait son bois, pour l'hiver, dans la forêt des Aigues. Le père et ses deux fils braconnaient continuellement, de septembre en avril. Les lièvres, les lapins, les perdrix, les grives, les chevreuils, tout le gibier qui ne se consommait pas au logis, se vendait à Blangy, dans la petite ville de Soulanges, ou dans la Ville-aux-Fayes, le chef-lieu d'arrondissement, trois endroits où les deux filles de Tonsard, Catherine et Marie, avaient leurs connaissances, et d'où elles rapportaient chaque jour les nouvelles, en y colportant celles des Aigues et de Conches. Quand les collets donnaient trop, la Tonsard faisait des pâtés s'il y avait des pertes, — et ces pertes étaient la consommation de Tonsard et de sa femme, qui mangeaient les meilleurs morceaux, qui buvaient du vin meilleur que celui qu'ils vendaient, et que leur correspondant de Soulanges leur donnait en paiement. Au temps de la moisson, six Tonsard, la vieille mère, le père, les deux garçons, — tant qu'ils n'eurent pas dix-sept ans, — les deux filles, glanaient et ramassaient près de six boisseaux de blé par jour, et ils glanaient seigle, orge, blé, tout grain bon à moudre!

Ne travaillant jamais aux champs, ou très rarement, la Tonsard était restée fraiche, blanche, potelée; elle était une exception. Une femme des champs passe aussi rapidement que passent leurs fleurs; elle est vieille à trente ans. Cette exception était funeste. La Tonsard aimait à être bien mise; elle n'était que propre; mais, au village, cette propreté vaut le luxe. Les filles imitaient la mère. Elles étaient mieux mises que ne le comportait leur pauvreté; sous leurs robes grossières, elles avaient du linge plus fin que ne le portent les paysans; elles avaient de jolies toilettes pour les jours de fête; elles n'avaient pas un liard à elles; leur père et leur mère leur donnaient uniquement la nourriture et les couchaient, avec leur grand'mère, dans le grenier et dans la même chambre où couchaient leurs frères, sur la paille. Comment faisaient-elles? Ni le père ni la mère n'en avaient aucun souci. Tout le pays savait que, dans cette famille, il n'y avait ni principes, ni scrupules, et personne ne trouvait à redire aux mœurs de ce *grand I vert*. Tonsard était mêlé à tous les intérêts, il écoutait les plaintes de chacun et il était surtout le lien des fraudes qui profitaient à tous les nécessiteux. C'était un nid de vipères, où s'entretenait, vivace et venimeuse, chaude et agissante, la haine du pro-

létaire et du paysan contre le riche et le bourgeois. Son exemple avait été fatal, car chacun s'était demandé pourquoi il n'aurait pas, comme les Tonsard, son bois pour chauffer le four, pour faire la cuisine, et pour se chauffer l'hiver, la nourriture d'une vache, et du gibier à manger ou à vendre; pourquoi ne pas récolter comme eux, sans semer, à la moisson et aux vendanges. Aussi, le vol sournois qui ravage les bois, qui dime les guérets, les vignes et les prés, devenu général dans cette vallée, était-il dégénéré en un usage du pays.

Ne croyez pas d'ailleurs que jamais Tonsard, sa femme, ses enfants et sa vieille mère se soient dit de propos délibéré : — « Nous vivrons de vols, et nous les commettrons avec habileté! » Ces habitudes avaient grandi lentement. Au bois mort, la famille mêla quelque peu de bois vert, et, enhardie par l'impunité, par l'habitude, en cinq ou six ans, elle en était arrivée à *faire du bois*. Il en fut ainsi pour le pâturage des vaches, pour le glanage et pour le hallebotage. Une fois que la famille eut goûté les bénéfices de ces quatre droits conquis par les pauvres de la campagne, et qui vont jusqu'à l'abus, on conçoit qu'elle ne pouvait y renoncer que contrainte.

Au moment où cette histoire commence, Tonsard était âgé d'environ quarante-sept ans. Fort et trapu, plus gras que maigre, les cheveux crépus et noirs, le teint violemment coloré, recuit comme une brique, de tons violâtres, l'œil orangé, des oreilles rabattues et larges au rebord, une constitution musculeuse enveloppée d'une chair molle et trompeuse, le front écrasé, la lèvre inférieure pendante, il y avait en lui quelque stupidité, entremêlée d'une volonté rapide et peu durable, le caractère des criminels, qui font toujours de faux calculs. Son nez, aplati du bout, comme si le doigt céleste avait voulu le marquer, lui donnait une voix qui partait du palais, comme chez tous ceux que la maladie a défigurés en leur tronquant la communication des fosses nasales, où l'air passe alors péniblement. Il avait les dents supérieures entre-croisées, et ce terrible défaut était d'autant plus visible que ses dents avaient la blancheur de celles des animaux. Sans la fausse bonhomie du fainéant, du gobeloteur de campagne, il eût effrayé!

. . . .

Si l'on veut bien comparer ce texte avec celui de l'œuvre publiée, on pourra facilement constater à quel point il en diffère. Non seulement le style proprement dit, mais même les termes choisis d'abord, ont subi d'incessantes corrections. Enfin, chose bien plus importante encore, des modifications et des développements très considérables ont été apportés à l'ouvrage primitif. C'était là d'ailleurs l'habituel procédé de composition employé par Balzac, dont la version publiée par lui des pages qu'on vient de lire offre un modèle vraiment typique.

Il faut se souvenir, en outre, qu'entre l'époque où le chapitre ci-dessus fut écrit et celle où l'introduction des *Paysans* fut imprimée dans *la Presse*, plusieurs années s'écoulèrent pendant lesquelles les vues morales et littéraires de l'auteur ne cessèrent de se développer et d'aller en s'élargissant. C'est ce qui explique aussi l'immense agrandissement que le sujet avait pris dans son esprit au moment où l'œuvre fut remaniée pour paraître dans le journal de M. de Girardin.

Tout ceci n'empêche point, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut dans une note, qu'il ne nous ait fallu, pour reconstituer la fin de ces pages initiales, nous servir aussi de l'unique exemplaire existant sans doute d'une seconde composition corrigée de ces deux premiers chapitres. Elle dut être commencée en 1840, à l'imprimerie Béthune et Plon, et certainement à l'intention de *la Presse*. Mais elle ne dépassa vraisemblablement jamais le fragment retrouvé, tandis que la précédente, ainsi que nous l'avons dit, infiniment moins développée, fut exécutée jusqu'au bout, et renferme seule le texte original de l'œuvre tout entière, telle qu'elle avait été primitivement conçue. Elle seule aussi peut tenir lieu du manuscrit autographe, dont nous n'avons retrouvé que l'unique feuillet 35.

Malgré tous ces secours, nous avons encore été parfois forcé de souder ensemble certaines phrases demeurées incomplètes, et même d'ajouter un ou plusieurs mots oubliés dans ces épreuves de pacotille.

La remarque la plus curieuse inspirée par l'entrée en matière qu'on vient de lire, c'est qu'elle ne contient pas le merveilleux chapitre deux des *Paysans* d'aujourd'hui, celui qui porte ici ce numéro, n'étant que le troisième du livre. Le chapitre deux de la version définitive fut donc ajouté seulement lors de la revision de l'ouvrage en vue de sa publication dans *la Presse*, c'est-à-dire en 1844.

Un autre curieux détail à signaler, c'est que plusieurs des noms employés à l'origine furent modifiés ensuite, de façon à devenir plus marquants et plus spéciaux. Ainsi, Moncornet devint Montcornet; Bertin, Gaubertin; Audoyer, Vaudoyer; etc.; mais Tonsard, constatons-le, reçut d'emblée son appellation si frappante et si caractéristique.

Nous avons parlé plus haut de la seule page retrouvée par nous du manuscrit primitif des *Paysans*. Il est malheureusement fort à craindre que toutes les autres soient à jamais disparues, de même que celles de la version définitive. Le feuillet sauvé concerne le personnage de Rigou, l'usurier de Blangy, et les chapitres huit et treize de la première partie en ont conservé quelques lignes. Nous allons reproduire aussi cette unique épave de l'absolu premier jet de l'œuvre. En la lisant, on pourra de nouveau juger à quel point le texte original des *Paysans* dut être modifié, pour devenir enfin l'admirable étude que publia *la Presse*. De plus, ce passage fait précisément partie de ceux dont le texte imprimé manque dans les débris d'épreuves dont nous avons indiqué l'origine.

« ... Ces sommes étaient en beaux louis d'or. Rigou put acheter avec faveur des biens nationaux, et il n'acheta que ceux de l'Église. Il s'était fait ainsi cinq à six mille livres de rente entre Blangy et Soulanges. C'étaient des clos de vignes entourés de murs, et des prés enclos de haies vives, et qu'il avait plantés d'arbres. Il avait alors pour soixante mille francs de peupliers à couper le long de la route départementale, qui allait de la Ville-aux-Fayes au chef-lieu de préfecture, et qui passait par Soulanges, Blangy et Conches.

« Il avait pris en affection Blangy, et, quelque répugnance qu'il inspirât à l'administration, il était le seul propriétaire de Blangy capable d'être maire. M. de Montcornet ne l'avait pas voulu voir, car, naturellement, il fallait opter entre le curé et lui, qui étaient à couteaux tirés, comme devaient l'être un moine marié et un prêtre orthodoxe.

« Depuis 1814, il y avait entre la mairie et le presbytère une guerre flagrante, et cette guerre avait popularisé M. Rigou, que l'on méprisait auparavant. Il représentait, aux yeux des paysans, leurs intérêts politiques et financiers, soi-disant menacés par le retour des seigneurs, qui trouvaient un appui dans le clergé.

« Rigou crut qu'un général de l'Empire serait une société pour lui. La réception que lui fit la comtesse mit entre le maire et le château la haine froide et réfléchie que portaient les libéraux passionnés aux royalistes, augmentée des excitants du voisinage de campagne, où le souvenir d'une blessure d'amour-propre est toujours vivant. Aussi, dès qu'il put atteindre le général, Rigou n'y manqua pas. Il ne fit rien pour les chemins nécessaires aux Aigues, et il répara fastueusement ceux dont se servaient les paysans. Il chicana le château relativement à des alignements, et il coupa très audacieusement des arbres sur les limites contestées de ses journaux avec les terres des Aigues. Il y avait un procès pendant au tribunal de la Ville-aux-Fayes, déjà jugé en faveur du maire par le juge de paix de Soulanges, un ami du brigadier de la gendarmerie.

« Un mois après la matinée où le garde-chasse avait reçu sa consigne, le maire reçut sa démission. M. de Montcornet était allé faire une visite au préfet, et le préfet, qui connaissait l'état de la commune, fut enchanté d'un désir qui prévenait le sien.

« Puis, quelques jours après, un sous-officier de l'ex-garde impériale qui prenait sa retraite, à qui, par hasard, le général avait rendu service et qui était de Conches, remplaça le garde champêtre.

« Ce garde champêtre destitué se nommait Audoyer; il avait quarante-six ans; il n'était, comme tous les gardes champêtres, propre qu'à être garde champêtre, à se promener, niaiser, et se faire choyer par les pauvres, qui ne demandaient pas mieux que de capituler avec cette autorité subalterne. Il connaissait M. Soudry, le brigadier de Soulanges, car les brigadiers de gendarmerie, remplissant des fonctions quasi-judiciaires dans l'instruction des procès criminels, ont des rapports avec les gardes champêtres, leurs espions naturels. Soudry l'envoya à Bertin, qui reçut très bien Audoyer, son ancienne connaissance, et lui fit verser à boire tout en écoutant le récit de ses malheurs. »

. . . .

Ici se termine en quelque sorte la première partie de l'histoire des *Paysans*. Quand nous les retrouverons, ce roman aura franchi la période de gestation pour entrer dans celle des remaniements définitifs et de l'exécution finale.

Vte DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

LA RÉVOLUTION DE 1830

Racontée par des témoins oculaires.

Deux dames anglaises — qui pendant plus de cinquante ans ont tenu en Angleterre un salon littéraire et politique et occupé dans le monde une situation considérable due, d'une part, à leur culture d'esprit, de l'autre à l'amitié que leur avait témoignée Horace Walpole (1), — les deux misses Berry séjournent, depuis 1815 (2), presque tous les ans plusieurs mois en France. Dans l'été de 1830, elles se sont installées à Saint-Germain avec lady Charlotte Lindsay. C'est là que la Révolution les surprend et qu'à leur grand regret, — car elles seraient curieuses de voir — elles sont forcées de rester. Elles ne manquent pas de nouvelles pourtant, et grâce à leur *Journal* et aux lettres qu'elles reçoivent, nous allons connaître leurs impressions qui nous apportent des détails nouveaux (3).

Dès le 22 juin, écrivant à lord Dover, miss Berry fait part de ses inquiétudes sur les événements politiques.

« Je ne m'étonnerais pas que les nouvelles venues de France vous semblent effrayantes même si je ne savais pas que vous êtes en correspondance avec une dame de l'Extrême-gauche qui ne doit pas adoucir la peinture. Il est certain que le *peu* qu'ils ont fait et tout ce qu'ils ont conseillé est de la dernière imprudence et très sévèrement jugé, et que les mesures projetées semblent un défi. Cependant, en fait, rien ne peut se décider avant qu'on sache la couleur de la nouvelle Chambre. Ils ont reculé la plupart des élections jusqu'au

(1) Walpole s'était pris d'amitié pour les deux jeunes filles en 1788. Quand il mourut en 1797, il confia à Mary Berry sa correspondance avec la marquise du Deffand (publiée à Londres en 1810, 4 vol. in-12).

(2) Mary Berry, avant la Révolution et sous le Consulat, après la paix d'Amiens avait également séjourné en France, et ses souvenirs sur ces deux époques ne manquent pas d'intérêt.

(3) *Journals and Correspondence* de miss Berry, publiés par lady Theresa Lewis, 3 vol. Londres, 1865.

Mary Berry vécut de 1763 à 1852. La même année mourait sa sœur Agnès née en 1764.

mois prochain, sous un prétexte futile mais en réalité avec l'espoir que la *gloriole* des succès d'Algérie puisse influencer les votes. C'est possible, après tout, et quel que soit le résultat des élections, les partis ont pu s'instruire des folies de l'autre semaine et sans doute Roi et Chambre modifieront leur langage. Croyez-moi, il est absolument impossible de tabler sur quelque chose de raisonnable venant des têtes françaises ; les plus sages d'entre eux se laissent entraîner par les circonstances du moment. Je crois que l'ensemble du peuple aurait de la peine à se laisser mener à la guerre civile, de quelque sérénade qu'ils aient bercé leurs députés ; je crois de plus que l'armée, si on la consulte, sera plutôt de l'avis du peuple, en quelle occurrence les pauvres âmes des Tuileries n'auront plus qu'à céder ou à *plier* bagage. Auquel des deux partis se résoudront-elles? On dit que le Roi se déclare tout prêt à recevoir la couronne du martyre. Je n'en crois rien... »

Cette lettre nous prépare aux événements qui vont suivre. D'abord brièvement miss Berry enregistre les prodromes d'agitation, puis les premiers faits qui ont déchaîné la Révolution : le 25, la publication des Ordonnances, le 26, les rixes et le bruit dans la rue de Rivoli devant le ministère des Finances, sur le boulevard devant le ministère des Affaires étrangères. Le 27, miss Berry et sa sœur ont reçu, à Saint-Germain, la visite de lord Stuart, ambassadeur d'Angleterre et de M. Gregory, secrétaire d'ambassade. Ce dernier leur a promis des nouvelles journalières et c'est grâce à ces lettres et à celles d'autres amis, comme Mrs Hamilton, qu'elles se forment une opinion sur la suite des événements. Dès le 27, miss Berry écrit ses impressions à lady Hardwicke (belle-mère de l'Ambassadeur). Elle n'a pu rien tirer de lord Stuart qui se renferme et qu'elle n'a osé questionner... Les habitants du Val, Mmes de Noailles, etc., sont silencieux à cause de leurs relations étroites avec la Cour. « Que la liste de noms insignifiants qui suit celui de M. de Polignac ait la faculté de changer *en toute tranquillité* (1) la Constitution et de chasser d'un trait de plume les libertés de la France, voilà ce que j'aurais de la peine à croire et même s'ils sont sûrs de l'armée, *envers ou contre tout*, je ne sais pas comment tout cela se passera. Sur l'armée et le rôle qu'elle est destinée à jouer, il y a des doutes, et si vraiment elle hésite, je ne sais pas vraiment qui est-ce qui pourrait empêcher de voir cette affiche : *grand et bel hôtel à louer avec vue sur les Tuileries.*

(1) Les mots en italique sont en français dans le texte.

Le docteur Quin a vu, le 28, l'arrivée de deux bataillons de ligne dans la rue de la Paix au croisement du boulevard. « Les soldats se sont placés en bataille, mais quand l'officier, après les sommations d'usage, eut prononcé le mot *Tirez*, le docteur qui s'était abrité sous une porte cochère, s'attendait à entendre l'ordre suivi de gémissemnts et de cris et à offrir ses services aux blessés ; il n'entendit que le son des mousquets retombant à la fois sur le pavé. Après maintes objurgations de l'officier qui les commandait, on fit retirer les bataillons et on les remplaça par d'autres qui agirent de même. Les sapeurs-pompiers dont le poste est rue de la Paix furent alors amenés devant la barricade par leur chef ; ils se mirent également en ligne, mais quand on leur intima l'ordre de faire feu, ils s'en retournèrent aussitôt à leur caserne. Avec des soldats comme ceux-là, le triomphe du peuple devenait certain. La garde royale eut une attitude plus énergique ; un des régiments encore intact remplissait les Tuileries et les Champs-Élysées et se plaignait de la fatigue (la température était terriblement chaude), de la faim et de la soif. On avait négligé de leur faire tenir des provisions et personne dans le peuple ne voulait rien leur donner. On les voyait passer leurs mains à travers la grille des Tuileries du côté de la rue de Rivoli avec, au bout des doigts, des pièces d'argent pour demander de l'eau et du pain. Ce n'est que plus tard, entre midi et deux heures, qu'un escadron de lanciers de la Garde put faire pénétrer dans le jardin des Tuileries des fourgons de ravitaillement ; d'autres fourgons en même temps et également escortés par des lanciers prirent la route le long de la Seine, dans la direction de Saint-Cloud... A partir de ce moment toute idée d'agression ou de défense semble avoir abandonné les troupes, et bientôt, tous les soldats, aussi bien ceux du Carrousel que ceux des Champs-Élysées furent entraînés avec leurs canons dans la direction de Saint-Cloud. Avec l'expulsion des troupes royales de Paris allaient finir ces cinquante-six heures d'émeute. »

De son côté, sa sœur Agnès a résumé dans un *journal* les événements au fur et à mesure qu'ils arrivent à ses oreilles :

« Le mercredi 28, pas de poste à Saint-Germain, pas de voiture de service public, personne venant de Paris. La route était absolument déserte et nous n'avions que de très vagues indications sur le combat *désespéré* qui se livrait à Paris. Sur le coin de la terrasse de Saint-Germain qui touchait à notre maison, toutes sortes de gens sont rassemblées du matin au soir, écoutant les horribles échos du canon de Paris, et rien que des rapports contra-

dictoires pour satisfaire notre curiosité. Chacun racontait ce qu'il avait entendu ou vu des mouvements de troupes, etc. Aucune voiture, aucun cheval même ne pouvait passer le pont de Neuilly, lequel était barricadé par le peuple comme du reste les rues de Paris. Nous étions si désireuses d'avoir de vraies nouvelles, que le jeudi matin, nous envoyâmes notre domestique français avec des lettres pour quelques-uns de nos amis de Paris, espérant qu'il pourrait se frayer un chemin; nous le chargions en outre de prendre nos lettres à l'ambassade et de nous dire ce qu'il verrait lui-même, car c'est un garçon fort intelligent. Pendant la matinée de ce jour qui fut la dernière station des troupes royales dans les Champs-Élysées, de la terrasse de Saint-Germain, nous entendions distinctement le canon et la mousqueterie... Dans la journée nous avons dirigé notre promenade du côté de Paris, espérant rencontrer quelqu'un qui nous donnât des nouvelles. Personne, ni cavalier, ni voiture, à peine quelques piétons qui ne savaient rien. »

Manuel ne revint de Paris qu'à onze heures du soir au moment où ses deux maîtresses commençaient à avoir peur qu'il n'eût été obligé de se joindre au peuple —, ceci était arrivé à d'autres qui n'en avaient pas eu l'idée préméditée. Il avait pourtant rempli sa mission sans accident, rapportant les lettres de l'ambassade et en même temps des nouvelles, mais il n'avait pu trouver de moyen de transport et c'est à pied qu'il s'était vu forcé de faire la moitié du chemin en allant, et tout le chemin du retour. « Toute la ville était entièrement dans les mains du peuple, et la garde nationale qui s'était levée en masse au moment où avait éclaté la sédition, s'était jointe au peuple, avait pris possession de tous les édifices publics et de tous les corps de garde. La grande lutte meurtrière s'était terminée ce matin même et Manuel était arrivé comme la garde nationale et le peuple en armes avaient lancé leur dernière attaque contre la garde royale, les cuirassiers et l'artillerie et avaient forcé ces troupes à se retirer sur le bois de Boulogne et Saint-Cloud. Il avait vu les morts et les blessés dans les rues et toutes les horreurs de l'émeute dans une ville populeuse; les boutiques fermées, et une grande excitation universelle; pourtant ni pillage, ni vengeances personnelles... Comme on avait peur que de nouvelles troupes ne fussent dirigées contre Paris, les barricades demeuraient dans les rues et sur les ponts autour de Paris, de sorte que la circulation continuait à être interrompue. Pendant ce temps nous étions parfaitement tranquilles à Saint-Germain, le peuple se réjouissant généralement de ce qui était arrivé, ne se montrant pas avare de louanges pour la modération et l'ordre que la foule victorieuse avait observés — ceci était vrai et on ne pouvait louer assez! — marquant la plus grande différence avec les horreurs et la barbarie de la première Révolution; pas de représailles contre les puissants de la veille; pas de tentative de pillage ni de destruction dans les maisons ou les propriétés de ceux qui occupaient des places dans le gouvernement ou à la Cour. »

Une lettre datée du 28 au soir, apportait d'autres détails aux misses Berry. L'ami qui écrivait les dissuadait avant tout de rentrer à Paris, car ce serait tomber « dans la gueule du lion ». « Nous venons d'avoir une journée terrible..., le tocsin tonnant sans trêve; les décharges d'artillerie et de mousqueterie incessantes faisaient penser à une grande journée de bataille... Le drapeau tricolore flottait cet après-midi sur Notre-Dame, et l'Hôtel de Ville après avoir été pris d'assaut par la foule a été repris par les troupes de Marmont; il avait pu aussi ramener autour de la place un régiment de ligne qui avait refusé de marcher contre le peuple. On dit qu'une grosse colonne de peuple, 20 à 30 000 hommes, vont déboucher de Rouen à Paris, commandés par leurs députés après avoir pendu leur préfet. La garde nationale s'est reconstituée et, armée et équipée, est commandée dit-on, par Lafayette et Sebastiani; le peuple est sous les ordres du général Gérard. »

Autre lettre du jeudi, deux heures après midi, venant de Mrs Hamilton :

« Matinée terrible depuis cinq heures. Le peuple s'est emparé des casernes et des armes qui s'y trouvaient. On nous informe que le Roi vient de signer une proclamation, convoquant les Chambres, annonçant un changement de ministère et une amnistie pour tous. Je suis portée à croire qu'il y a quelque chose de vrai là-dedans, car le feu a cessé et le tocsin ne se fait plus entendre. Il y a bien de temps à autre quelques détonations, mais c'est par inadvertance et non pas ordres donnés... Les Champs-Elysées ont été le théâtre d'une grande action. Ils avaient cavalerie et artillerie sans compter d'autres troupes, mais il paraît qu'on pouvait peu y compter. Dieu veuille que tout cela soit bien fini, car c'est de la fâcheuse besogne. Beaucoup de rues sont dépouillées de leurs pavés; les arbres sont abattus et servent aux barricades. La foule est maîtresse de l'Elysée et va forcer les Tuileries... Je vous donne les nouvelles comme nos domestiques peuvent les cueillir des passants, car il est bien trop dangereux de se

risquer à aller dans la rue. D'après le dernier rapport, les soldats et le peuple *mangent ensemble* place Vendôme, ce qui me confirme dans l'idée que l'armée s'est tout à fait désintéressée de la lutte. Le succès de la populace est au-dessus de ce qu'on peut imaginer. Ils font tout ce qu'ils veulent. Et si des concessions immenses ne sont pas réellement accordées, ils arrangeront leurs affaires à leur manière. Cela a été, je vous assure, un affreux spectacle de voir ces figures de ruffians qui passaient devant la maison aujourd'hui, armés de mousquets et de sabres enlevés aux soldats, lesquels, maintes fois déposaient leurs armes et les mettaient à la disposition de la populace. Mais qui peut s'étonner de l'indignation de toute une nation qu'on a insultée? »

Bien que n'entrant pas dans la discussion critique, historiquement parlant, des journées de Juillet, et laissant à nos documents la saveur de leurs remarques particulières, nous ne pouvons nous empêcher de souligner l'angle un peu spécial sous lequel les « informateurs » de miss Berry et elle-même aussi par contre-coup, considèrent les événements. Il est dans toutes les mémoires comment le mouvement fut préparé non pas par les meneurs de la populace mais par la bourgeoisie parlementaire et lettrée, ayant à sa tête les écrivains du *National* dont les presses avaient été arrêtées dès le premier jour. A en croire Gregori, Mrs Hamilton et les autres correspondants de miss Berry, le mouvement eût été *populaire*. Il est plus juste de dire que les centre-gauche de l'époque étaient depuis longtemps préparés à la lutte sur le terrain électoral et qu'ils ont eu la chance en répondant aux malencontreuses ordonnances par un cri de défi et de révolte d'être suivis et bientôt dépassés par tous les partis mécontents : libéraux simples, libéraux avancés et démocrates, bonapartistes avérés ou latents..., et derrière tous ceux-là, la populace suivait, celle qui acclame les souverains heureux ou se rue à leur curée quand le sort leur est contraire... La populace dressa les barricades et... la bourgeoisie triompha.

Cette impression persistante nous la retrouvons dans les lettres suivantes : une du jeudi donne des détails sur la prise et la reprise de l'Hôtel de Ville, sur l'occupation du jardin des Tuileries par les troupes, sur le refus de la ligne de marcher, sur la prise des Tuileries par la foule... « La garde royale fut rejetée sur les Champs-Élysées après un feu nourri et le château des Tuileries fut enlevé au milieu de la journée, après une forte résistance des Suisses... Le feu fut très violent à l'extrémité de la rue de l'Échelle où les Suisses se trouvèrent bloqués et j'entends parler d'un grand nombre de morts. »

La même lettre reprend à 4 heures :

« Je viens du château des Tuileries. Il est rempli, autant qu'il peut en tenir de peuple des faubourgs; les femmes se sont affublées des chapeaux appartenant aux dames de la Cour et des grands cordons des dignitaires. Le pillage est à son comble... C'est pour moi en raccourci une des scènes les plus révoltantes de la Révolution.

« A côté de cela, il n'y a pas de vengeances privées ni de pillages particuliers. Le palais du Roi en a assez supporté et je ne l'oublierai jamais. Le drapeau tricolore flotte sur le palais et sur la colonne Vendôme. La garde nationale s'est assemblée et a choisi le duc de Choiseul, le général Gérard, M. de Lafayette pour former un gouvernement provisoire, et nous espérons pour ce soir une proclamation.

...Beaucoup de rues ont été dépavées par la populace, mais je suis très étonnée de voir combien on a respecté la propriété privée. La garde royale est en *mauvaise odeur;* en somme, le Roi est condamné dans les vues du peuple. J'ai confiance dans les mesures de la garde nationale pour maintenir la tranquillité... »

« 6 heures... La garde nationale semble se faire obéir dans les postes et le peuple se montre de belle humeur avec elle; mais dans le peuple on a peur d'une recrudescence d'attaque de la part des troupes royales, ce qui fait qu'on reste sur le qui-vive. Une proclamation déclare (je ne sais en se basant sur quelle autorité) que la liberté de la Presse est décrétée. Qu'y a-t-il de vrai? »

Pendant ce temps, à Saint-Germain, où les misses Berry, ne pouvant songer à rentrer à Paris, reçoivent des nouvelles incomplètes, un petit mouvement se produit.

« Toutes les troupes, ayant quitté le vieux palais de Saint-Germain et les casernes des gardes du corps pour rejoindre Saint-Cloud, écrit Agnès dans son *Journal*, le drapeau blanc continuait à flotter sur le château. Comme ma sœur et lady Charlotte faisaient leur promenade habituelle avant le déjeuner, elles entendirent des cris et du bruit et au moment d'atteindre la grille, elles virent des ouvriers et des gens du bas peuple qui pénétraient dans le château pour hisser les couleurs nationales et pour se saisir des armes qu'avaient pu laisser les gardes du corps, et avant qu'ils fussent ressortis, ils se trouvèrent en face du maire qui avait ceint son écharpe et était suivi par des représentants de la bourgeoisie *décente* de la ville, quelques-uns en uniforme de la garde nationale. Ceci se passa en moins d'une demi-heure; la paix

et la tranquillité de la ville ne furent jamais troublées. Le drapeau tricolore fut hissé sur l'Hôtel de Ville et les édifices publics et la garde nationale dont l'existence n'était qu'à demi-officielle prit le service de police et de sentinelles avec autant d'ordre et de régularité que si c'eût été de vraies troupes. Ainsi commença et finit *notre révolution* de Saint-Germain, avec cette seule différence que la garde fut montée sans uniformes et que chaque homme portait à son chapeau et à sa boutonnière un petit morceau de ruban tricolore. On dut en grande partie la tranquillité au bon sens et à la sagesse du maire. »

Le 30 juillet, Mrs Hamilton donne le bulletin suivant à ses amies : « On parle de 9 000 tués et blessés... Nous avons été les voir enterrer au Louvre. On m'apprend que Saint-Cloud est entre les mains de la nation et que le Roi est à Trianon, ayant perdu tout espoir. Il en est autrement du duc d'Orléans dont la fortune apparaît souriante... Les boulevards sont affreusement mutilés, beaucoup de beaux arbres détruits... Les ponts sont tous bloqués. Les courriers ont eu toutes les peines du monde à partir; quelques-uns ont été appréhendés... On vient de me dire que l'artillerie de la Garde a lâché... J'ai vu Benjamin Constant conduit avec acclamation à la Chambre et aussi heureux que possible... Le temps est cruellement chaud pour une révolution. »

« 31 juillet. La cause royale est perdue. Le duc d'Orléans sera proclamé aujourd'hui lieutenant-général du royaume et on ne fera rien d'autre jusqu'à ce que les Chambres soient réunies le 3 août.

« La ville est comme en état de siège et barricadée dans toutes les directions; aucune voiture ne peut circuler. C'est l'image de la Révolution mais sans ses représailles sanguinaires.... Toutes les maisons de banque sont fermées ainsi que les théâtres. Il est impossible de ne pas admirer le bon ordre qu'observe le peuple; aucun fait de pillage ou d'insubordination. La Dauphine n'est pas revenue. Le duc d'Orléans est au Palais-Royal. »

Je reprends maintenant le *Journal* des deux sœurs.

« 1er août. — Louis de Noailles (1) et lady Blackford et ses enfants ont dîné avec nous. Tout est tranquille à Saint-Germain. Toujours beaucoup de monde sur la terrasse qui attend et écoute les bruits venus de Paris. Le départ du Roi, de Saint-Cloud pour Trianon, est officiel maintenant.

« Lundi 2. — 1800 volontaires de Rouen viennent de passer par Saint-Germain. Au lieu de les tenir à distance comme les troupes royales, la ville avait préparé pour eux des rafraîchissements, des comestibles et jusqu'à des souliers. On leur distribua vin et viande à volonté mais ils usèrent de tout avec discrétion et n'allèrent pas jusqu'à « l'intoxication ». Après le repas il y eut chansons et danses; puis vers midi, en très bon ordre ils reprirent le chemin de Paris...

« Lady Blackford, son fils et moi (c'est Mary qui parle ici) sommes partis pour Paris en voiture. Les charrettes remplies de pierres qui avaient servi à barricader le pont de Neuilly étaient écartées; quant aux gros arbres coupés çà et là et qu'on avait couchés en travers des rues adjacentes à la route, ils gisaient encore aux mêmes lieux avec leurs feuilles; on avait seulement relevé ou arraché certaines branches pour permettre aux voitures de passer. Dans Paris, les pavés, dont on avait fait des murailles au travers des rues, restaient en place, moins le passage nécessaire à la communication. C'est sur les boulevards que l'œuvre de désolation se révélait plus manifeste, car partout les arbres étaient à terre. Sous tout autre rapport la ville était aussi tranquille qu'avant et il devenait impossible de deviner les scènes qui s'y étaient passées quatre jours auparavant... Nous pûmes retourner à Saint-Germain, le soir vers 7 heures, sans avoir éprouvé aucun embarras ni sur la route, ni en ville. » Ainsi rassurées sur le calme revenu à Paris, les dames anglaises n'ont qu'une idée, c'est d'y rentrer. Elles ont été faire leurs adieux à la princesse de Poix, au château du Val.

Le vendredi 5, elles sont rentrées à Paris à l'hôtel de Breteuil. Leur curiosité n'est pas encore assouvie et il faut qu'elles visitent les jardins dépouillés de leurs arbres, les rues encore barricadées...

Le journal de Mary Berry donne ensuite quelques détails intéressants sur certains salons politiques et sur le Palais-Royal.

« Samedi 14. J'ai vu Pozzo hier soir. Il venait d'expédier son courrier et semblait fatigué et ennuyé. Il me confia que tous les gouvernements d'Europe seraient très gênés par la disparition de la légitimité; que les ambassadeurs devaient attendre patiemment leurs ordres; que la cocarde tricolore effraierait l'Allemagne qui craindrait pour son indépendance; que si on attaquait les Etats

(1) Tous les Noailles-Mouchy étaient réunis chez la princesse de Poix au Val; à eux s'étaient joints tous les « alarmés » du voisinage, et ceux qui de près ou de loin touchaient au monde de la cour. Plus de cinquante personnes se logeaient dans cette maison peu considérable. (*Journal* de Mary Berry).

allemands on les trouverait autrement armés que par le passé pour se défendre. Le neveu de Pozzo qui commandait un régiment à Marseille n'a pas voulu changer sa cocarde; il a donné sa démission et a passé en Italie. Le général Mathieu Dumas (l'inspecteur général de la garde nationale) m'a dit qu'avant un mois, il y aurait 30 000 gardes nationaux complètement organisés à Paris et 5 à 600 000 sur toute l'étendue de la France.

Vendredi 15. — J'ai vu Mme de Montjoye au Palais-Royal, elle m'a donné les détails suivants sur la famille d'Orléans. Aussitôt après la publication des ordonnances, le duc d'Orléans fut informé par la femme d'un député, qui le tenait d'un employé en sous-ordre, qu'au premier symptôme de tumulte populaire des instructions étaient données pour l'arrêter, lui, le duc d'Orléans, ce qui était facile, Neuilly se trouvant à proximité des casernes de Courbevoie, Rueil, etc. Son système pour se garder d'une arrestation était de monter à cheval tous les matins et de parcourir tous les villages des environs de Paris; il ne rentrait à Neuilly qu'à la nuit. Le 30 juillet, comme le gouvernement provisoire à l'Hôtel de Ville avait décidé de l'envoyer chercher, les députés qui poussèrent jusqu'à Neuilly ne rencontrèrent pas le prince chez lui et sa famille déclara qu'elle ne savait pas où il était. »

Ceci était vrai; partagé entre son devoir qui l'appelait auprès de Charles X et son ambition qui sollicitait sa présence à Paris, le duc d'Orléans, pour éviter de prendre un parti, s'était tenu caché au château du Raincy. Il ne devait revenir que le lendemain et alors son parti était pris de se « sacrifier » à jouer un rôle.

Comme cette obstination de la Reine et de Madame Adélaïde à se dire ignorantes du lieu où était le duc d'Orléans semblait déplaire aux envoyés et faire l'objet d'un doute, Mademoiselle d'Orléans s'offrit à se rendre à l'Hôtel de Ville, et à attendre là que son frère revînt. La députation prit acte de la déclaration, s'engageant à la répéter, mais n'exigea pas que la princesse les accompagnât. Le soir, aussitôt de retour, le duc d'Orléans prit sa canne et se rendit à pied au Palais-Royal.

Le lendemain matin, il se rendit à cheval, accompagné par une foule énorme à l'Hôtel de Ville. Au cours du trajet du Palais-Royal à l'Hôtel de Ville, ses amis s'efforcèrent en vain de pousser un cri de : *Vive le duc d'Orléans!* Quelques instants après, il était reçu par Lafayette et embrassé par lui sur le balcon aux yeux du peuple, des applaudissements universels lui assuraient dès lors le pouvoir royal. Comme on lui décernait aussi le titre de lieutenant-général du royaume, il eut soin de souligner dans sa proclamation qu'il tenait ce titre de la volonté de ses concitoyens et évita habilement de mentionner que cette dignité lui avait été d'abord conférée par le Roi détrôné; il oublia encore mieux la mission qu'il avait reçue de proclamer Henri V, ce qui aurait amené l'expulsion de France de tous les Bourbons à la fois; et pour bien établir ce fait qu'il tenait la lieutenance-générale *du peuple seulement*, il déposa le message du Roi dans les archives de la Chambre des pairs.

La duchesse et ses enfants et les personnes immédiates de leur suite, Mme de Montjoye, sa sœur, etc., arrivèrent de Neuilly au Palais-Royal, à 9 heures, le samedi soir, dans deux *carolines* pour éviter d'être remarquées.

En pleurs continuels pendant les premiers jours la duchesse s'épandait en regrets de sa vie passée, en craintes pour le présent... »

Les misses Berry vont quitter la France au moment de l'installation du nouveau roi constitutionnel — à l'égard duquel leur sympathie ancienne est tant soit peu mitigée par la façon dont, sur les ruines de la branche aînée qu'il avait oublié de défendre, il venait d'être porté au trône. On verra, par la suite, que bien accueillies par la famille royale en tant qu'anciennes relations, les deux sœurs ne tiendront pas rigueur au roi-citoyen, qu'au contraire, elles se montreront flattées d'une distinction à laquelle leur grand âge pouvait les empêcher de prétendre et que, reçues à Fontainebleau en une des rares occasions où le roi Louis-Philippe tint une Cour somptueuse, elles ne tariront d'éloge ni sur les vertus de leurs hôtes ni sur l'élégance et le luxe qu'ils auront mis au service de leurs invités.

Mary Berry n'avait pas de raisons particulières pour regretter la branche aînée. Si bien traitée qu'elle ait été par certaines dames de la Cour, elle n'avait jamais fait partie de l'intimité des Tuileries ou de Saint-Cloud. En sa qualité d'Anglaise libérale, elle ne pouvait en somme qu'applaudir à l'éclosion des libertés parlementaires. Les amis qui la renseignent de Paris, parlent la même langue qu'elle et croient certainement répondre à ses secrets désirs en la tenant au courant et de l'état des esprits et de la popularité qui saluait les premiers jours du règne de Louis-Philippe.

« J'ai été à l'Opéra, hier, pour voir le Roi et la famille royale, écrit Mrs Hamilton le 27 août. Vous n'avez jamais rien vu de pareil à l'enthousiasme avec lequel Louis-Philippe a été reçu. Quatre loges en face la scène ont été fondues en

une. Sa Majesté était assise entre la Reine et Mademoiselle d'Orléans; près de celle-ci se tenaient les trois aînés de ses neveux et du côté de la Reine les trois princesses et le petit duc d'Aumale... La loge de l'ancien roi était pleine de gardes nationaux. La famille royale est entrée par la porte du public, car on tient en suspicion l'ancienne étiquette. »

Et le 3 septembre, c'est encore un concert de louanges à l'adresse du nouveau souverain : « J'aurais bien voulu que vous fussiez avec moi dimanche dernier à voir l'enthousiasme avec lequel le Roi a été reçu au Champ-de-Mars par 40,000 gardes nationaux et au moins 200 000 spectateurs. C'était vraiment un beau spectacle et l'on se sentirait porté à croire aux histoires fantastiques des nécromanciennes, car il semblait bien surnaturel qu'à peine après un mois écoulé nous assistions à une scène aussi prodigieuse : Le 29 juillet, Paris était plongé dans le désordre, l'État était désemparé; le 19 août, tout était ordre, tranquillité, belle humeur et obéissance aux nouvelles autorités. Le Roi a distribué les drapeaux à chacune des trente légions de la garde nationale ainsi qu'à un petit corps de convalescents choisis parmi les citoyens blessés ; ils parurent au milieu des troupes portant en guise de bannières une branche de chêne avec un coq vivant attaché en haut... Ceci me rappelle qu'une commission va se former pour opérer un changement dans les armes de France : on va y introduire le coq gaulois et la pauvre fleur de lys a vécu !... »

Cte FLEURY.

(A suivre.)

NOTRE ÉMIGRATION [1]

L'influence de la France au dehors.

Il existe connexion étroite et nécessaire entre l'état d'infériorité vraiment navrant de notre marine marchande, entre la diminution constante de notre commerce extérieur et la faiblesse numérique de notre émigration. Ces trois choses ne peuvent croître l'une sans l'autre. Si notre marine marchande était répandue sur les mers du globe comme l'est celle de l'Angleterre ou de l'Allemagne, si notre commerce pénétrait un peu partout chez les nations les plus reculées, comme le font le commerce anglais et le commerce allemand, notre race, à l'instar de la race anglaise ou de la race allemande, s'établirait plus nombreuse et plus prospère dans ces mêmes pays.

Cela n'est pas douteux.

Mais ce qui l'est encore moins, c'est que notre marine et notre commerce se développeraient avec une singulière rapidité, si nous avions un peu partout des colonies françaises nombreuses et puissantes, pour appeler et aider nos marchands, pour faire connaître et aimer la France.

Notre drapeau flotterait sur toutes les mers, considéré et respecté, et, avec lui, notre influence se développerait, ayant un point d'appui solide dans ces « colonies françaises ».

De même notre langue, cette admirable langue française, jadis connue presque partout dans les classes élevées de la société; qui, débordant de nos frontières, répandait chez nos voisins nos sentiments et nos idées et l'amour de notre pays, mais qui, hélas ! depuis quelque temps semble, elle aussi, reculer, tellement les langues rivales font de progrès, notre langue se conserverait, se répandrait, serait parlée sur toute la surface de la terre.

Nos missionnaires, à ce point de vue, nous rendent, — tout le monde le reconnaît, — les plus signalés services. Mais comment voulez-vous qu'une langue se conserve au milieu d'un peuple étranger, quand il y a deux ou trois prêtres, trois ou quatre religieuses seulement à la connaître. Ils l'enseignent avec un zèle incontestable. Mais ce n'est là qu'un objet de luxe dont on n'a aucune occasion de se servir et qui n'est d'aucune utilité. Comment voulez-vous, dans ces conditions, que des indigènes, qui en ont appris quelques mots à l'école, la parlent, la connaissent et la répandent?

Il en irait autrement si, à côté d'eux, il y avait une petite colonie française de planteurs, de négociants, d'industriels, qui parleraient en français à leurs ouvriers, qui emploieraient de préférence ceux qui savent le français, qui enseigneraient le français à leurs enfants, à leurs domestiques, à leur entourage. Ce serait un petit centre français qui croîtrait rapidement. Bientôt les indigènes parleraient deux langues, la leur et la langue française; ils seraient des « demi-Français ».

Pour qu'une langue se conserve, à plus forte raison pour qu'elle gagne dans un pays, il faut donc qu'il y ait un groupe compact de nationaux jouissant d'une certaine autonomie, tout au moins n'étant point noyés dans une population puissante et nombreuse. L'usage du français s'est conservé au Canada parce que la race française y est très forte. Il se perd dans la Louisiane, parce que l'élément anglo-saxon y domine. Il gagne en Syrie, parce que notre

(1) Extrait de *la France hors de France; notre émigration, sa nécessité, ses conditions*, qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Félix Alcan.

influence y est encore prépondérante; mais il recule en Égypte depuis que les Anglais s'y sont établis en souverains.

Notre langue recule, hélas! comme notre commerce, comme notre marine marchande, comme notre influence, devant l'extension si rapide de l'anglais et de l'allemand, et toujours pour la même raison, parce que nous émigrons peu et que les Anglais et les Allemands se répandent partout.

Jadis, — il n'y a pas longtemps de cela, — quand on voulait répandre certaines idées de par le monde, il fallait les exprimer en français. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Les livres français, à l'exception de certains romans d'auteurs à la mode, n'ont qu'un nombre restreint de lecteurs. Pour tel ou tel ouvrage de vulgarisation, tous les hommes de métier le disent, un éditeur américain le tirera à 50000, à 100000, à 500000 exemplaires et pourra, par suite, le donner à un bon marché extraordinaire, parce qu'il se vendra aux États-Unis, au Cap, en Australie, en extrême Orient, en Angleterre; un éditeur français se croira très hardi s'il risque 5000 ou 10000 exemplaires, parce qu'il ne pourra guère les écouler qu'en France.

Comment voulez-vous qu'il en soit autrement?

Il y a aujourd'hui:

82000000	d'hommes	parlant	anglais
62000000	—	—	allemand
100000000	—	—	russe
80000000	—	—	espagnol

et seulement:

45000000	—	—	français

Ces chiffres ne sont-ils pas assez significatifs? et quelle petite figure fait maintenant dans le monde notre langue française, si belle pourtant, si claire, si franche, et qui pourrait être un si admirable instrument de propagande! Comment avons-nous pu la laisser ainsi s'affaiblir, se diminuer, reculer devant ses rivales, plus jeunes et plus vigoureuses, mais sûrement moins parfaites? Comment, si ce n'est parce que nos anciennes tentatives de colonisation ont échoué?

La plus grande partie de l'univers lui appartiendrait, à cette heure, sans les funestes événements qui nous conduisirent, en 1763, au honteux traité de Paris, sans les terribles convulsions et les luttes fratricides de la Révolution, sans les guerres héroïques, mais parfaitement inutiles, du premier Empire.

Elle régnerait en maîtresse au Canada, dans l'Amérique du Nord, aux Antilles, aux îles Mascareignes; elle dominerait également, en tenant compte de nos conquêtes récentes ou des pays qui nous échappent, mais que nous aurions dû garder, en Algérie, en Tunisie, en Égypte, en Syrie, dans les îles de l'Océanie, en maints autres endroits de l'Afrique et de l'Asie.

Oui, si nous avions su garder notre situation prépondérante en Égypte où, d'après un article du *Times* du 8 novembre 1898, « la colonie française est cinq fois plus considérable que celle des autres nations », où « Alexandrie est pour ainsi dire un faubourg de Marseille » et où (c'est le *Times* qui le dit après l'affaire de Fachoda) « la France a toujours été chez elle, » mais d'où, hélas! il semble bien que nous allons disparaître; si nous avions su garder notre situation non moins prédominante en Syrie et en Palestine, c'est nous, et non pas l'Angleterre, qui serions les maîtres du monde; c'est notre langue et non pas la langue anglaise qui serait parlée par des centaines de millions d'individus; c'est notre influence et non pas l'influence anglaise qui dominerait dans l'une et l'autre hémisphère.

Nous serions, parmi les races européennes, la race la plus puissante et vraisemblablement la plus nombreuse de toutes.

Au lieu de cela, c'est à grand'peine si nous venons au cinquième rang, et encore à quelle distance de nos rivaux!

Nous avons constaté, dans une première partie, l'insignifiance de notre émigration comparée à l'émigration allemande, à l'émigration anglaise ou même à l'émigration italienne. Qu'est-ce, en effet, que 10000 Français quittant leur patrie chaque année, en face de 100000 Allemands, partis à la même époque pour l'Amérique? Qu'est-ce qu'un million de Français s'expatriant pendant tout un siècle, tandis que 17 millions d'Anglais ont peuplé les États-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud dans le même espace de temps, tandis que 4429125 Allemands se sont répandus, de 1832 à 1896, aux États-Unis, au Brésil, en Argentine, en Syrie, et 2014829 Italiens depuis 1870?

La race anglo-saxonne est répandue partout sur la surface du globe, et elle domine à peu près partout, dans l'Amérique du Nord, en Océanie, en Asie, en Afrique. La cinquième partie du monde habité appartient à l'Angleterre, sans compter les vastes territoires gravitant dans l'orbite de son influence.

Ajoutez à cela les immenses étendues que possèdent les États-Unis, qui, eux aussi, appartiennent à la race anglo-saxonne, celles qu'ils viennent de conquérir, celles enfin qui, fatalement, un jour ou l'autre, tomberont sous leur domination, et vous comprendrez peut-être l'imminence et la grandeur, non pas « du péril jaune », — qu'il fallait peu connaître les choses d'Orient pour s'arrêter à cette pensée! — mais du péril anglo-saxon.

Napoléon III eut un jour une grande pensée et ébaucha une grande entreprise, celle précisément qu'on lui reproche comme une faute et qu'il eut le

tort de ne pas poursuivre jusqu'au bout, l'expédition du Mexique. Le Mexique, pacifié et sauvé par le secours de la France, c'était une digue infranchissable opposée à l'invasion anglo-saxonne vers le Sud, c'était la race hispano-américaine se développant, se multipliant, prospérant, en face des colons du Nord; c'était l'indépendance du Sud et du Centre américains, des Antilles, d'une partie de l'Amérique du Nord, garantie pour longtemps; c'était l'équilibre des races, un équilibre dont toutes les nations de l'Europe profiteraient maintenant dans le Nouveau Monde.

Au lieu de cela, le Mexique a perdu quelques-unes de ses plus riches provinces; il a continué, lui et les républiques sœurs du centre et du sud de l'Amérique, à s'agiter dans l'anarchie et les secousses révolutionnaires; il est resté, comme elles, pauvre, désarmé, impuissant.

Les États-Unis, au contraire, n'ont cessé de grandir, de s'enrichir, de se multiplier.

« Dehors les Européens, l'Amérique aux Américains! » c'est-à-dire aux États-Unis, tel est le mot d'ordre et le but final vers lequel on marche rapidement, mais auquel les États-Unis ne s'arrêteront pas. »

Ils interviennent entre l'Angleterre et le Venezuela, ils convoitent les Sandwich, dont la France et l'Angleterre s'étaient engagées à reconnaître l'indépendance; ils annexent les îles Hawaï; ils assureront à leur profit, à notre défaut et en dépit du traité intervenu entre le Honduras britannique, c'est-à-dire l'Angleterre, et la république de Nicaragua, la communication interocéanique par le canal de Nicaragua; par la révolte qu'ils ont fomentée et entretenue à Cuba et par une intervention aussi brutale qu'injustifiée, ils ont ruiné la puissance espagnole en Amérique et se sont emparés de Cuba et de Porto-Rico; ce n'est pas assez, ils prennent possession des Philippines, s'implantant ainsi en Asie, et ils sont déjà une puissance militaire et maritime de premier ordre.

« Solidement organisés, dit à ce propos le brillant officier dont j'ai déjà cité les aperçus, établis à Cuba et à Porto-Rico, n'ayant rien à craindre du Mexique et des petites républiques de l'Amérique centrale, ils seront les maîtres incontestés du golfe du Mexique, et par conséquent du passage entre l'Atlantique et le Pacifique, lorsque le canal du Nicaragua aura été construit. Ils pourront réunir en un clin d'œil leurs flottes de guerre de l'Orient à celles de l'Occident, et pas un coup de canon ne se tirera dans les deux Océans sans leur autorisation!... C'est alors que leur cri de guerre retentira : « Dehors les Européens! L'Amérique aux États-Unis! » A eux, par conséquent, de gré ou de force, les Grandes et Petites Antilles, qu'elles appartiennent à la France, à l'Angleterre ou aux autres puissances européennes! Ils en proposeront d'abord l'achat, et les petites puissances seront obligées de consentir au marché. Pour nous, Français, nous ne voudrons jamais vendre aux États-Unis la Martinique, la Guadeloupe et leurs dépendances qui font partie intégrante de la mère patrie! C'est donc la guerre, et dans de mauvaises conditions, car les Américains sont aux portes de nos colonies, tandis que nous, nous en sommes fort loin! Les Anglais eux-mêmes se trouveront, pour les mêmes raisons, dans un état d'infériorité marquée. On peut cependant se demander si, pratiques comme ils sont, ils se résoudront à entamer pareille guerre. Ils seront humiliés dans leur orgueil, mais ils se résoudront peut-être à céder, à vendre leurs Antilles aux États-Unis. En échange, ces derniers leur donneront leur appui pour nous enlever nos possessions d'Afrique (le but visé par notre éternelle ennemie) et d'Indo-Chine. Ce sera donnant donnant, et l'on verra peut-être les deux frères ennemis marcher contre nous la main dans la main. Alliance anglo-saxonne et toute la terre aux Anglo-Saxons! A Jonathan les deux Amériques, à John Bull l'Afrique et l'Asie! Que feraient nos colonies d'Amérique contre les Américains maîtres du golfe du Mexique? Que feraient nos colonies d'Afrique contre les Anglais maîtres du Cap et du canal de Suez? Que feraient nos colonies d'Asie contre les Anglais maîtres des Indes?

Ce sont là, certes, de sombres pronostics. Mais qui oserait dire qu'ils sont sans fondements et qu'ils ne se réaliseront jamais?

Le péril allemand est plus éloigné, mais il n'en est pas moins réel. Et du train où vont les choses, il ne faudrait pas être surpris outre mesure si d'ici un certain nombre d'années la race allemande, devenue plus forte par la force même de son gouvernement, par le développement magnifique de son industrie, de son commerce extérieur et de sa marine marchande, par la création toute récente, mais pleine de promesses, de son empire colonial en Océanie, en Afrique, en Asie, par le courant intense de son émigration répandue dans toutes les parties du monde et qui lui donne de si sérieux appuis, menaçait partout au dehors notre pauvre race française, qu'aucun fort courant d'émigration ne vient alimenter et développer.

« Des milliers et des milliers d'Allemands, dit très justement à ce sujet un remarquable article récemment paru dans la *Revue des Deux Mondes*, essaiment par le monde, aux États-Unis, dans l'Argentine, au Chili, en Syrie, de véritables colonies qui, devenues grandes et riches, conservent leurs langues et leurs journaux, tendent à se souder les unes aux autres et

deviennent comme les pierres d'assises de l'édifice futur de la « Grande Allemagne ».

Les Allemands ont pris pied dans le Levant, où leur influence, soutenue par leurs entreprises, va chaque jour grandissant; à Constantinople, où ils sont tout-puissants; aux Philippines, où presque tout le commerce est entre leurs mains; en Chine, où ils se sont établis on sait avec quelle initiative et quel retentissement; dans l'Amérique du Nord, où ils se comptent par millions; dans l'Amérique du Sud, en Argentine, par exemple, ou au Brésil, au Transvaal; en Océanie, et particulièrement en Nouvelle-Guinée, Samoa et dans l'archipel Bismarck; au Zanguebar et dans l'Est africain, au Dameraland, au Togoland, au Cameroun, dans toutes ces récentes acquisitions qu'ils vont mettre en œuvre, développer, coloniser avec leur méthode, leur ténacité, leur succès ordinaire.

« Les Allemands, dit très bien à ce propos M. Georges Blondel dans son livre si souvent cité, se rendent aujourd'hui beaucoup mieux compte qu'autrefois que l'expansion des peuples européens au delà des mers a eu une grande importance dans l'histoire de l'humanité; ils sont persuadés que la création d'un empire colonial doit être non seulement fort utile à leur industrie et à leur commerce, mais aussi permettre à leur pays de jouer un rôle encore plus considérable dans le mouvement européen; ils aiment même à faire valoir les aptitudes colonisatrices de la race germanique et la facilité avec laquelle l'Allemand s'approprie la langue, les mœurs, les usages et les institutions des pays les plus lointains.

« Rien n'est plus instructif que l'histoire de la politique coloniale de l'Allemagne depuis vingt ans. A la période de résistance a succédé une période d'ardeur qui a eu surtout pour point de départ la fameuse conférence de Berlin de 1885. Le peuple allemand, après de longues hésitations, estime aujourd'hui que la fondation de colonies est un moyen d'accroître le prestige de l'Allemagne dans le monde. Il sent bien que les navires allemands n'emportent pas seulement les colons et les produits manufacturés de l'Allemagne, mais qu'ils emportent aussi son influence et vont la répandre là où autrefois le nom de l'Allemagne était à peine connu. C'est l'esprit allemand qui va planer maintenant sur les pays nouveaux.

« Aussi est-ce avec un grand zèle qu'on s'occupe en ce moment de chercher de nouveaux points d'attache dans les pays d'outre-mer. Il suffit pour s'en convaincre de lire les discours belliqueux, emphatiques, presque extravagants, que Guillaume II et son frère le prince Henri ont prononcés à Kiel à propos de l'expédition de Kiao-Tchéou. L'éclat prémédité avec lequel on a organisé les choses affirme une fois de plus l'intention bien arrêtée de l'Allemagne de devenir une puissance sur les mers comme sur le continent.

« D'ailleurs, au cours de la discussion sur le budget du ministère des Affaires étrangères (février 1898), M. de Bülow, secrétaire d'État, tout en se montrant fort réservé sur la politique extérieure, a déclaré que l'envoi d'une escadre à Kiao-Tchéou n'était pas une chose improvisée, mais le résultat d'une politique mûrement réfléchie. »

L'Italie, elle, n'a pas été heureuse dans son expansion coloniale. On se tromperait peut-être cependant si l'on s'imaginait que tous ses émigrants ont cessé de lui appartenir ou ont été une force vive complètement perdue. Un instant elle a cru qu'ils lui assureraient la possession de Tunis, et personne n'ignore les difficultés, non encore complètement surmontées, que nous avons éprouvées à détruire son influence un moment menaçante, sinon prépondérante, dans la Régence. Et quel point d'appui merveilleux le gouvernement italien ne trouverait-il pas dans ses compatriotes établis en si grand nombre au Brésil, en Colombie, en Argentine, si jamais fantaisie lui prenait d'y développer son influence, d'y créer des entreprises industrielles ou commerciales, de prendre part à la vie et aux luttes politiques de ces contrées! On peut en avoir une idée par les incidents diplomatiques soulevés par elle dans ces dernières années.

Il n'y a pas jusqu'à la race espagnole ou portugaise dont le magnifique mouvement d'expansion coloniale des siècles précédents n'ait eu son importance.

Les colonies de l'Espagne et du Portugal sont perdues aujourd'hui en grande partie, ou sont sur le point de l'être; mais elles ont été perdues parce que ces pays ont cessé de les alimenter par le mouvement continu d'une émigration saine et vigoureuse, se contentant d'y envoyer des fonctionnaires ou des soldats. Et cela est une autre preuve, et non la moindre, de la nécessité où nous sommes d'émigrer.

Malgré tout, il n'en reste pas moins vrai que toute l'Amérique du Sud parle l'espagnol ou le portugais et a été peuplée par les Espagnols ou les Portugais. Et vienne le moment où l'Espagne, s'étant ressaisie et ayant développé ses admirables ressources naturelles, où le temps ayant fait son œuvre pour assoupir les haines présentes, où l'Amérique du Sud, de son côté, devra se défendre contre l'influence envahissante des États-Unis, et vous verrez vraisemblablement un rapprochement se faire entre les républiques sud-américaines et leur pays d'origine, une alliance de race ou de langue contre un ennemi com-

mun, une sorte de fédération également utile aux uns et aux autres. La récente visite et l'enthousiaste réception des marins argentins en Espagne et à Madrid n'en est-elle pas un garant et comme une preuve anticipée?

Il est incontestable, en tout cas, que les Espagnols auront toujours de plus grandes facilités à s'établir en Colombie, en Argentine, dans l'Amérique centrale, au Chili, au Pérou, etc., que des Anglais ou des Français; que leur langue, leurs mœurs, leur caractère, tout leur rendra plus faciles leurs entreprises commerciales ou industrielles et aussi leurs rapports avec les indigènes; à moins que d'ici là les afflux de plus en plus nombreux des races italienne et allemande n'aient submergé dans leurs flots envahissants les habitants actuels, justifiant une fois de plus cette vérité de fait que l'avenir est aux races qui émigrent.

La Russie, enfin, n'est-elle pas, elle aussi, une nation qui émigre, et cela dans des proportions inconnues aux autres nations de l'Europe? Ainsi que nous l'avons dit dans la première partie de ce travail, elle envoyait dans la seule Sibérie au moins 100 000 émigrants en 1894, 150 000 en 1895, probablement 200 000 en 1896, sans compter ceux qu'elle envoie vers l'Asie Mineure, la Perse, l'Afghanistan, la Mandchourie, la Chine, etc.

La Russie, qui est aujourd'hui l'arbitre de l'Europe, sera bientôt, est déjà l'arbitre :

1° De l'extrême Orient, qu'elle tient par son chemin de fer transsibérien dont la tête de ligne sera bientôt à Vladivostock;

2° De la Perse et même des Indes, qu'elle menace par son chemin de fer transcaspien, et dont elle s'emparera le jour où la guerre surgira entre elle et l'Angleterre.

Ce jour-là elle commandera à toute l'Asie.

Mais nous, que serons-nous devenus en attendant?

En face de ces 360 800 000 sujets anglais, de ces 82 000 000 d'anglo-saxons répandus sur toute la surface de la terre;

En face de ces 53 324 000 (1896) Allemands, auxquels on pourrait joindre les 42 000 000 d'Austro-Hongrois qui gravitent dans leur orbite;

En face de ces 100 000 000 d'Espagnols ou de Portugais qui, outre leur pays d'origine, peuplent l'Amérique du Sud et détiennent une fortune notable du sud-africain;

En face de ces 120 245 828 Russes occupant le tiers de l'Europe et bientôt la moitié de l'Asie;

En face de ces nombreux Italiens répandus dans le Nord de l'Afrique et dans les deux Amériques;

Combien sommes-nous de Français?

Moins de 39 000 000, qui, au lieu de croître, diminuons presque chaque année, qui, en tout cas, augmentons si lentement que, relativement aux races rivales, nous diminuons d'une manière effrayante.

La race française est aujourd'hui dans la proportion de :

1 à 2	avec la race	anglo-saxonne
1 à 1,95	—	allemande
1 à 3	—	russe
1 à 2,5	—	espagnole.

Que ce mouvement continue et cette progression se maintienne chez nos voisins et chez nous-mêmes, bientôt nous serons dans la proportion :

De 1 à 3, de 1 à 4	avec les	Anglo-Saxons
De 1 à 2, de 1 à 3	—	Allemands
De 1 à 4, de 1 à 5	—	Russes
De 1 à 3, de 1 à 4	—	Espagnols.

Bientôt nous serons une quantité négligeable, bientôt nous n'existerons plus.

L'émigration donc s'impose, s'il est vrai qu'il y a, dans ce mouvement d'émigration que nous préconisons, le meilleur moyen d'arrêter la décadence de notre race et de relever sa natalité.

« Il est bon, dirai-je avec Bonvalot en terminant cette étude, d'être charitable et de chercher à réparer le mal, de s'intéresser aux scrofuleux, aux aliénés, aux malades, aux malheureux de tout genre; mais je crois que nous pourrions faire ce que j'appellerai de la bienfaisance préventive en commençant par nous efforcer d'augmenter la vitalité et la santé de notre France qui est menacée sur toute la surface du globe par de terribles rivaux. »

Et cela « non pas en dépeuplant la France, mais en utilisant au dehors les forces qui s'y éteignent sans être employées. »

PIOLET.

L'ESPAGNE CONTEMPORAINE

Il y a plus d'un an que deux articles de M. Rouanet, parus coup sur coup dans la *Revue des Revues* et la *Revue hispanique*, nous révélaient un curieux talent récemment disparu et nous animaient pour lui d'un zèle qui n'a point changé. Ce n'est pas le moment de tenter une biographie trop courte et qui trouvera sa vraie place en tête d'une œuvre plus importante. Nous ne voulons aujourd'hui qu'attirer l'attention sur les rapports qu'offrent avec de récents événements politiques ces fragments où Engel Ganivet, rompant avec la routine traditionnelle, démontre l'inutilité de la diplomatie, des alliances, des groupements nationaux et conclut à la régénération

de sa patrie *par le seul développement des énergies intellectuelles*. Deux guerres, l'une terminée, et l'autre dont l'issue, encore que lointaine, est dès maintenant facile à prévoir, donnent çà et là de cruels démentis à l'auteur. Il ne serait pas moins surpris de voir les Cortès voter, au lendemain d'une paix équivalant à une abdication nationale, les terribles dépenses que nécessite l'outillage de l'entr'égorgement moderne... Mais quelque opposition qu'elles trouvent dans les faits, ces idées n'en contiennent pas moins d'ingénieuses comparaisons, des vues neuves et des vérités suggestives qui feront peut-être accepter l'insuffisance de la traduction et l'allure tant soit peu paradoxale de ces pages.

On a coutume d'employer indifféremment les expressions d'*esprit guerrier* et d'*esprit militaire*. Je n'en sais pourtant pas de plus opposées. On observe à première vue que l'esprit guerrier est spontané et l'esprit militaire réfléchi, que l'un est dans l'homme et l'autre dans la société; que le premier est un effort contre l'organisation et le second un effort d'organisation. Un homme armé jusqu'aux dents marche en proclamant sa faiblesse, — sinon sa lâcheté —; un homme qui lutte sans armes donne à entendre qu'il a une confiance absolue dans sa bravoure; un pays qui se fie dans ses propres forces dédaigne le militarisme et une nation qui craint, qui ne se croit pas en sûreté, place toute sa foi dans ses casernes. L'Espagne est par essence — car ainsi l'exige l'esprit de son territoire — un peuple guerrier et non un peuple militaire.

Ouvrons une histoire d'Espagne à n'importe quel passage et nous y verrons constamment le même fait : un peuple qui lutte sans organisation. Dans la période romaine, nous voyons que Numance aima mieux mourir que de se rendre, mais nous voyons qui prit la tête de ce mouvement et nous sommes presque sûrs qu'il n'y eut pas de tête. Nous cherchons des armées et nous ne rencontrons que des *guerillas*, et la figure qui se détache le mieux n'est pas celle d'un chef régulier, celle d'un roi ou d'un prince, mais celle d'un Viriate, un *guerillero*. Dans la *Reconquista* (1) qui compte tant de rois, dont quelques savants et même des saints, la figure nationale est celle du Cid, un roi ambulant, un *guerillero* qui travaille pour son propre compte; et le premier acte qui annonce la future prédominance de la Castille ne part pas d'un roi, mais du Cid quand il entreprend la conquête de Valence et ferme le passage de la Catalogne et de l'Aragon. Peu importe que la conquête n'ait pas été définitive, l'intention suffit et l'essor! Ainsi donc en exaltant la figure du Cid, en la plaçant au-dessus de ses rois, le peuple de Castille ne se trompe pas. Quand ceux qui combattent cherchent un appui dans la religion, ils ne se contentent pas d'invoquer le secours divin, mais ils transforment saint Jacques en guerrier et non en général, en simple soldat de cavalerie. Et ceci n'est pas l'œuvre exclusive de la religion ni de la haine contre l'infidèle puisque l'Aragon a, dans notre siècle, transformé contre les chrétiens français la *Vierge del Pilar* en capitaine de troupes aragonnaises.

Quand la force des événements nous oblige à intervenir dans les affaires de l'Europe, le guerrier se transforme en militaire; mais nos créations militaires ne sont pas des organismes compliqués : ce sont la *compagnie* et le *tercio*. Pour présenter à l'Europe une figure militaire de premier ordre, nous n'avons besoin de recourir qu'à un seul capitaine : le grand capitaine, le créateur de notre armée dans les campagnes d'Italie. Et la génialité de Gonzalve de Cordoue consiste, comme je l'ai déjà dit en parlant de Sénèque, en ce qu'il n'invente rien et ne fait que donner une forme à nos idées. A cette époque, il y eut aussi de grandes armées, et le grand capitaine créa la tactique des *inférieurs en nombre*, la défense combinée avec les manœuvres rapides et les agressions isolées, ou la tactique des *guerillos*, moyen infaillible pour rompre la cohésion de l'ennemi, pour le fractionner et le vaincre quand il confie son succès à une seule tête et annule les initiatives des noyaux secondaires désunis.

Il n'y eut rien à changer pour nos entreprises d'Amérique, et les conquérants, les petits comme les grands, sans en excepter Fernand Cortes, furent, en tant qu'hommes d'armes, d'authentiques *guerilleros*. Voilà pourquoi l'Europe n'a jamais compris nos conquérants et les a considérés comme des bandits. Depuis que je vis hors de l'Espagne, j'ai entendu mille fois l'éternelle accusation lancée par des savants et des ignorants et même par des poètes qui apportent, d'habitude, un criterium plus large à l'intelligence des choses humaines. Heine dans son *Romancero*, dans sa légende des Vitzlipouli, appelle aussi Fernand Cortes un capitaine de bandits. Et au lieu de s'indigner, je crois que le mieux est de dire qu'ils ne comprennent pas nos conquérants parce qu'ils n'ont pas pu les avoir.

La Hollande imita la politique du Portugal et chercha aussi dans la colonisation les forces que

(1) L'ensemble des guerres que les Espagnols soutinrent contre les Maures et que termina la prise de Grenade en 1592.

l'exiguïté de son territoire lui refusait pour assurer son indépendance sur le continent. Mais la Hollande comptant déjà sur des moyens d'action bien plus perfectionnés, et comme d'ailleurs, son esprit était différent, sa colonisation se transforma en négoce commercial, en quelque chose d'utile, de pratique sans doute, mais de moins noble déjà. Et cette colonisation ainsi entendue passa du continent à l'Angleterre qui, depuis, acquit la suprématie coloniale dans le monde. Mais, peut-être serait-il plus juste de dire qu'elle ne passa pas à l'Angleterre, mais à l'Ecosse, puique ce furent les Ecossais, et non les Anglais, qui en furent les initiateurs. Nous voyons la Belgique, ou pour mieux dire le roi des Belges, recourir à la même politique qui peut devenir dangereuse si, tirant le pays de sa neutralité, elle ne lui donne pas les moyens de soutenir pour son compte ce qui s'appuie aujourd'hui sur l'accord des nations. Mais, cette politique qui est, sans conteste, noble et généreuse, est encore soutenue par le commerce et l'action militaire régulière, et non par l'esprit de conquête. Car les conquérants ne sont pas ceux qui servent quelques mois dans une colonie pour obtenir richesses ou honneurs, mais bien ceux qui conquièrent par nécessité, spontanément, par une impulsion naturelle vers l'indépendance, sans autre but que de prouver la grandeur cachée sous une petitesse apparente. Et Cortes et Pizarre ne sont pas plus conquérants que Cervantes, prisonnier à Alger et s'engageant dans une révolte pour l'Espagne, ou que saint Ignace de Loyola autre obscur soldat qui entreprend avec une poignée d'hommes la conquête du monde spirituel. Ainsi donc, quand l'Europe, habituée à l'action régulière de la milice et du commerce, voit quelques aventuriers se lancer à la conquête d'un grand territoire sans chercher à comprendre (et sans le pouvoir !) la force idéale qui les anime, elle les prend pour des coureurs de chemin et ne juge pas les cruautés qu'ils commettent par hasard comme des accidents de combat, mais comme la réalisation d'instincts vulgaires, sanguinaires; sans observer que ces héros si mal jugés et dont on pourrait dire qu'ils furent les défricheurs du monde colonial ne sont pas venus après ceux qui semèrent et récoltèrent et qui non contents de profiter du travail d'autrui, cherchent à en recueillir pour eux toute la gloire.

De telles erreurs de jugement répondent à une hypocrisie systématique où nous nous complaisons tous aujourd'hui, à une cécité intentionnelle ou volontaire dont nous souffrons tous. Nous n'unissons l'effet à la cause qu'au cas où l'un et l'autre sont déjà unis d'une façon naturelle sans qu'on puisse les séparer. Une armée qui lutte avec des armes de longue portée, avec des mitrailleuses à tir rapide et avec des canons de gros calibre, laissât-elle le champ semé de cadavres, est une armée glorieuse; et si les cadavres sont de race noire, on dit alors qu'il n'y a pas de cadavres. Un soldat qui lutte corps à corps et qui tue son ennemi d'un coup de baïonnette nous semble déjà brutal, un homme en civil qui lutte et tue nous semble un assassin. Nous ne remarquons pas le fait, nous remarquons l'apparence.

Notre société méprise et maltraite l'usurier et admire et anoblit le banquier. Pourquoi? C'est que l'usurier se met en contact avec sa clientèle et que le banquier travaille sur une grande échelle en se servant souvent du télégraphe et du téléphone. Nous nous irritons que l'usurier prenne un tant pour cent exagéré parce que la victime sait quel est l'auteur de son mal et qu'en se plaignant elle nous dit le nom de l'usurier; nous nous ébahissons qu'un boursier gagne un million dans une opération habile parce que les victimes ne le connaissent pas et qu'en se ruinant, et peut-être en recourant au suicide, elles ne peuvent dire qu'on a abusé de leur naïveté et de leur ignorance.

J'ai vécu dans des pays où le crédit est merveilleusement organisé, où l'on trouve à peine un capital inactif, car il est tout entier dans des mains qui le font fructifier. Il y a des combinaisons très variées pour que les travailleurs puissent économiser en obtenant des intérêts, à partir d'un franc, pour que les enfants puissent économiser depuis un timbre d'un centime et acquièrent, dès l'âge le plus tendre, l'habitude de l'épargne. Tout cela est très bien. Mais je n'ai jamais habité un pays où dans un cas de gêne extrême, une famille pauvre (il y en a en tous pays) tire plus de parti qu'en Espagne d'une vieille chemise ou d'un caleçon usé. Ces pays nous surpassent dans le crédit *négatif* qui consiste à amasser, mais restent bien au-dessous dans le crédit *positif* qui consiste à donner. Notre crédit s'organise aussi en guerillas et les usuriers sont des guerilleros. Leur action est individuelle, c'est pourquoi, comme je l'ai dit, elle est plus irritante; mais leur milieu est canalisé par la même étroitesse de leur cercle d'opérations. A mesure que le cercle s'agrandit, l'importance des entreprises augmente jusqu'à atteindre des œuvres colossales dont on dit qu'elles sont des « merveilles de crédit »; mais la méchanceté croît dans la même proportion et les catastrophes sont aussi colossales et merveilleuses.

Je ne dirai pas d'une façon absolue que ceci est meilleur que cela. On peut seulement affirmer que les deux choses sont mauvaises. Je n'aime ni la propriété individuelle ni la propriété collec-

tive; mais je la comprends mélangée d'amour. Un homme qui possède une maison et l'aime parce qu'il y est né et pense y mourir est un propriétaire utile; un homme qui construit des maisons et ne les possède que pour arriver à les vendre avec bénéfice est un propriétaire dangereux, car, si on le laisse faire, il est capable d'en construire de si fragiles qu'elles s'écrouleront et écraseront les pauvres locataires. Tout le progrès moderne est incertain, car il ne se base pas sur des idées, mais sur la destruction de la propriété fixe au bénéfice de la propriété mobile. Et cette propriété qui ne sert même pas aux besoins de la vie et qui au lieu d'être réglée par la justice est réglée par la stratégie finira sans laisser de traces comme l'empire des Mèdes et des Perses.

Notre mépris du travail manuel s'accentue de jour en jour. Et pourtant, c'est dans ce travail qu'est le salut. Lui seul peut engendrer le sentiment de la fraternité qui exige le contact des uns avec les autres. Ainsi, la guerre civilisée qui paraît plus noble parce qu'elle place à une grande distance ceux qui tuent et ceux qui meurent est une guerre profondément égoïste et sauvage parce qu'elle empêche la pitié de se montrer. Celui qui lutte de loin tue toujours celui qu'il veut tuer, et celui qui lutte corps à corps tue parfois et d'autres fois s'apitoie et pardonne. Les Espagnols passent pour des guerriers durs et cruels et sont peut-être ceux qui ont offert le plus d'exemples de pitié et de magnanimité, non pas qu'ils soient plus magnanimes et sensibles, mais parce qu'ils ont toujours lutté près de l'ennemi.

Pour me servir d'une démonstration plus vulgaire et partant plus énergique, je comparerai le savetier au fabricant de chaussures. Si je demande lequel des deux a le plus de mérite dans son métier, on me dit que c'est le fabricant parce qu'il travaille sur une grande échelle avec plus de délicatesse et d'élégance, et peut-être à meilleur marché. J'opte pour le savetier, car il ne travaille que pour quelques clients et arrive à connaitre les pieds et à les considérer comme les siens. Quand il fait une paire de bottes, il ne vise qu'à gagner sa journée, il se fatigue tant qu'il peut pour que les pieds s'enchâssent parfaitement ou au moins commodément dans les bottes; et cette bonne intention suffit pour le mettre à mes yeux au-dessus du fabricant qui ne voit que le prix de sa journée. Nous en arriverons donc à la même conclusion qu'au sujet du propriétaire : il y a un ouvrier socialement utile et qui travaille et qui aime son œuvre et un ouvrier nuisible qui travaille par instinct utilitaire. Et ce n'est pas seulement la tête qui parle ainsi. En réfléchissant un peu sur le cas du savetier, il me semble que nos pieds eux-mêmes opteraient pour la descendance quasi-éteinte de saint Crépin qui ne travailla jamais dans aucune fabrique et n'eût pas été saint s'il eût été fabricant.

Quand surgit en Espagne un conflit qu'il faut résoudre par la force des armes, nous voyons le spectacle de l'insubordination de toutes les classes sociales avides de suppléer à l'action de l'État qui ne leur inspire pas une absolue confiance et de prendre sur elles la direction de la guerre. Et les hommes sensés condamnent énergiquement ces initiatives, crient contre le défaut d'équilibre de l'esprit national et réclament, ou peu s'en faut, un silence religieux et solennel pour que l'armée accomplisse sa mission avec une entière liberté. Ceci est logique, scientifique, mais non espagnol. S'il était possible de détruire les anomalies de notre caractère, il faudrait le remplacer tout d'un coup par un militarisme aussi effréné que celui qui consume aujourd'hui les nations du continent Quand le monde augmente d'une façon formidable son pouvoir militaire, deux nations seulement se maintiennent réfractaires : l'Angleterre ennemie par tradition des grandes armées n'en a qu'une organisée d'après ses propres idées et appropriée aux besoins de sa politique, l'Espagne confie la sauvegarde de son indépendance à l'esprit de territoire et compte sur des forces suffisantes pour soutenir l'ordre intérieur; elle ne possède même pas une armée coloniale bien qu'elle soit une nation colonisatrice. Et les deux nations qui pourraient regarder avec le plus de sincérité l'avenir sont peut-être l'Espagne et l'Angleterre car l'une a son plus ferme appui dans le caractère national et dans l'isolement, l'autre dans sa situation insulaire et dans ses forces navales.

S'il était donc possible de détruire notre esprit territorial et de confier nos intérêts à une armée nombreuse et disciplinée, notre indépendance, aujourd'hui indiscutable, serait constamment menacée. Mettons que nous ayons organisé une armée de cent mille, plus encore, de cinq cent mille hommes, supposons que tous ces hommes obéissent à une seule tête et supposons (c'est déjà trop beau) qu'il y ait une tête pour diriger tous ces hommes. Cette masse militaire reçoit le choc de l'ennemi qui vient par le nord, et comme il est trois et quatre fois supérieur en nombre, nous voyons avec douleur qu'en vertu des principes de l'art moderne de la guerre, elle reste détruite, écrasée comme celle des Français à Sedan. Que faire? Souffrir que l'ennemi disperse les restes de notre armée vaincue, assiège Madrid et la prenne si bon lui semble. Signer ensuite un traité au nom

duquel on nous saigne et nous mutile et rester contents parce qu'on nous dit que notre déroute est conforme aux préceptes recommandés par la civilisation actuelle?... Si la guerre n'était rien qu'une lutte scientifique de deux têtes qui joueraient avec les masses d'hommes comme on joue à la Bourse avec les valeurs, il suffirait de connaitre les recensements des populations pour qu'une nation de quinze millions d'habitants se considère virtuellement vaincue par une autre de trente ou quarante. Devant cette idée d'esclavage brutal, bien qu'enveloppé d'apparences civilisées, toute âme noble et indépendante se soulève, cherche le remède dans l'action individuelle et se défend d'après une autre tactique qui équilibre les forces inégales; l'art militaire recourt à ce désir et il donne des règles pour détruire les grandes masses comme il en donne pour les régir.

On comprend donc qu'une idée qui paraît vague et insaisissable comme celle de l'esprit territorial, renferme en elle la solution des grands problèmes politiques. Nous voulons avoir des armées égales à celles du continent et notre caractère demande, exige une armée péninsulaire. Le soldat continental comprend la solidarité et se sent plus animé et plus vaillant quand il sait qu'avec lui marchent contre l'ennemi un ou deux millions — c'est possible — de compagnons d'armes. Le soldat péninsulaire s'amoindrit et s'afflige et se noie pour ainsi dire quand il se voit annulé dans une grande masse de troupes parce qu'il devine qu'il ne va pas agir là humainement, mais comme un appareil mécanique. Le nombre donne des forces au premier et les enlève au second. Par contre, s'il survient un désastre à l'une des grandes armées de l'Europe, la démoralisation est presque instantanée parce que la force principale n'est pas dans les soldats, mais dans la cohésion qui se rompt et dans la confiance qui disparaît. Et une armée espagnole renaît une fois et cent fois comme un phénix, car sa force constitutive était l'esprit du soldat, et cet esprit ne coûte rien, la terre le donne gratuitement.

Partout où nous allons sur les routes d'Espagne, nous trouvons au passage le sphinx éternel avec l'éternelle et captieuse question : vaut-il mieux vivre comme nous avons vécu jusqu'à aujourd'hui, hier chargés de gloire, aujourd'hui tombés et prostrés, jouissant demain d'une nouvelle prospérité et toujours organisés comme des bohémiens? Ou bien faut-il rompre définitivement avec les mauvaises traditions, nous transformer en nation à la moderne, très ordonnée et équilibrée? Ni l'un ni l'autre! Il ne faut pas nous croiser les bras ni permettre que la vertu elle-même se transforme en objet de dédain et d'outrage. Il faut avoir une organisation, et pour qu'elle ne soit pas de pur artifice, pour qu'elle prenne racine et s'affermisse, il faut qu'elle s'accommode à notre constitution naturelle. Si étrange que cela semble au premier abord, une organisation de ce genre est si facile, si à portée de la main qu'elle n'exige ni effort d'imagination, ni longues méditations, ni raisonnements compliqués. Ce qui est logique frappe au passage et nous échappe parce que nous sommes distraits dans la recherche de solutions capricieuses.

Organiser une armée qui serve à la fois pour une guerre à la moderne et pour une guerre à l'espagnole, c'est là semble-t-il une entreprise bien difficile. Elle n'en a pas moins été réalisée à notre époque d'apogée militaire. Il s'agit, pour la ressusciter, de constituer les petits noyaux ou les unités de combat avec tant de solidité et de vigueur que ces unités servent aussi bien à former une armée régulière qu'à former des centres de suprême résistance séparés en cas de dislocation. Une armée espagnole ne peut s'affranchir de l'esprit guerrier individuel des habitants du territoire, elle doit compter avec lui et dans un cas extrême, s'appuyer sur lui. Leurs unités de combat ne doivent pas être seulement des organismes « techniques » mais des réductions de la société pleine et entière. Il faut s'affranchir des organisations artificielles, imitées des triomphateurs du jour ou de la veille et s'en tenir à ce qu'exigent les besoins individuels sans se fier à ce que font les autres. L'imitation de l'étranger doit s'astreindre aux détails, à tout ce qui est progrès effectif et s'enchâsse bien dans la constitution nationale. Car parfois, ce qui est une question de premier ordre dans un autre pays est de deuxième et de troisième ordre dans le nôtre, et ce qui est utile dans un pays est inutile et même dangereux chez nous faute de concorder avec l'essentiel de notre organisation.

Dans une armée continentale, l'essentiel est la mobilisation des grandes masses avec une rigueur mathématique, avec la précision d'un mécanisme parfait; le point secondaire est la question de chaque unité de combat. Dans une armée espagnole, la mobilisation, si transcendante qu'elle soit, vient en second lieu, le principal est la fonction détachée des compagnies qui, par là même, doivent être un reflet et un abrégé de la nation, de toutes les classes sociales, de l'esprit actuel et de l'esprit traditionnel, de ce que la nation fut et de ce qu'elle désire être. La meilleure armée espagnole ne sera pas celle qui compte sur beaucoup de soldats, soumis à une seule tête, mais celle qui se composera de compagnies manœuvrant comme un

seul homme et qui auront comme le dieu Janus, deux visages : l'un tourné vers le champ où se livrent les batailles régulières et l'autre dans la montagne où se trouve un dernier et sûr refuge pour défendre l'indépendance nationale.

CHASLE-PAVIE.

LES LETTRES FRANÇAISES AUX ÉTATS-UNIS

Le 3 juillet dernier avait lieu à Paris l'inauguration de la statue de Washington, offerte à la France par un comité de dames américaines. Sur la place d'Iéna, les drapeaux des deux Républiques mariaient leurs couleurs et la foule saluait de ses acclamations le *Glory to the Union* et la *Marseillaise*. L'ambassadeur des États-Unis, général Porter, parla avec fierté de celui qui fut « la personnification du courage et de la loyauté, l'épée et le bouclier de sa patrie, le champion de la liberté ». Le consul général, Mr Gowdy, s'écria : « Nous avons toujours reconnu que le sort de la République américaine dépendait de l'activité de la France et des efforts de Lafayette, de Rochambeau et de leurs soldats...Nous sommes à la veille d'un nouveau siècle ; puissent les couronnes et les palmes de victoire des soldats de 1776 ne jamais se flétrir ! Puissent les étoiles ne jamais cesser de briller sur l'amitié des deux Républiques ! »

Le lendemain, 4 juillet, fête nationale des Américains, c'était, place du Carrousel, l'inauguration d'un autre monument, de la statue de Lafayette. Elle nous était, celle-là, offerte par les écoliers du Nouveau Monde : un grand ami de la France aux États-Unis, Mr Robert John Thompson, avait pris l'initiative de cette nouvelle manifestation de sympathie à notre égard. Et ce fut encore, sous l'envolée des drapeaux et dans l'éclat des musiques, une très belle et réconfortante cérémonie. La Confédération américaine avait envoyé un message de cordiale adhésion et l'un des plus prestigieux orateurs de ce temps, l'archevêque Ireland, célébra, dans un noble discours, la gloire de Lafayette et le culte de la liberté.

La République française a des amis au dehors, et tous les honnêtes gens de chez nous penseront que c'est tant mieux pour la République française, — n'en déplaise à tel de nos journaux les plus bruyamment « patriotes » qui, le matin même de l'inauguration du monument Lafayette, imprimait en première page, avec tant d'à-propos et une courtoisie si vraiment « nationale », que Paris commençait à avoir assez de ces « statues » venues de « l'étranger ».

La France et les États-Unis... « L'amitié, l'entente, l'alliance de ces deux pays, de ces deux Républiques, s'imposent et se feront un jour complètement, écrit M. Gerville-Réache. L'amitié et l'entente existent déjà, l'alliance va venir... Les enfants américains se cotisent pour élever à Paris une statue à Lafayette, le Congrès américain vote le socle de la statue et la Chambre des députés française adresse l'expression de sa reconnaissance aux États-Unis ; le Sénat français, à la demande d'un de ses membres les plus sympathiques, en fait autant... Quelques amis m'ont demandé de fonder une société pour travailler à l'union de plus en plus intime des deux États... Les États-Unis, disaient certains politiciens américains et français, ne veulent pas se lier par des traités politiques avec l'Europe. Ils sont tout entiers attentifs à l'application de la doctrine « l'Amérique aux Américains », ils ne s'occupent pas de l'Europe... Les événements ont marché. La guerre hispano-américaine, les conflits de l'extrême Orient ont montré et montrent encore à cette heure que les États-Unis ne peuvent pas se désintéresser de la politique européenne. Elle les touche, elle les touchera de plus en plus, et l'heure des groupements qui les comprendront ne peut pas tarder encore bien longtemps avant de sonner. Sans doute on ne fait pas alliance avec eux de la façon brutale à laquelle a eu recours M. Chamberlain.... Cette façon de faire n'est pas digne, elle n'est pas acceptable, et je suis loin de la conseiller à la France. Mais ce que je dis, c'est que la vieille et solide amitié des deux peuples, la communauté de leurs aspirations, de leurs goûts, de leurs principes, de leurs intérêts, sont de nature à les rapprocher et à les unir étroitement. »

La société « l'Union franco-américaine » est aujourd'hui fondée.

Évidemment, « il y a quelque chose dans l'air », dont M. Gerville-Réache a su parler avec mesure.

La moindre exagération dans les questions de cet ordre est d'un ridicule douloureux : savez-vous un spectacle plus péniblement grotesque que celui de deux augures de médiocre qualité se saluant, se congratulant, au nom de leurs concitoyens, et affirmant, de bonne foi souvent, que déjà la rivière n'est plus qui les sépare et où ils risquent de piquer une tête ?

Les effusions excessives sont d'ordinaire déplaisantes ; prématurées, elles font mal à voir. Mais en l'occurrence il est au moins permis de penser que ce quelque chose de vague encore, où certains découvrent une promesse pour l'avenir, pourrait bien aller se précisant pour peu que les circonstances s'y prêtassent.

C'en est peut-être assez pour mériter dès maintenant une particulière attention aux choses d'Amérique et à tout ce qui intéresse les relations franco-américaines.

Le livre demeure un trait d'union constant entre les peuples et sans doute le plus puissant moyen d'action réciproque. J'ai donc recueilli sur la librairie américaine et sur les rapports de librairie entre le France et les États-Unis quelques renseignements un peu précis, et groupé quelques observations sur la condition des lettres françaises au Nouveau-Monde.

Loin, bien loin de moi, du reste, la prétention d'avoir épuisé le sujet. Ces notes résument plutôt de rapides indications qui pourraient servir de cadre à une étude autrement fouillée.

*
* *

Constatons tout d'abord l'énorme production des livres aux États-Unis.

Cette constatation n'est point déplacée ici. Elle fait justice une fois de plus des faciles plaisanteries, un peu démodées d'ailleurs, sur l'absolu prosaïsme de la civilisation américaine. Elle prouverait, d'autre part, si tant d'illustres et vivants témoignages tout près de nous ne suffisaient à éclairer notre religion sur ce point, que le souci des choses de l'esprit n'est pas tellement incompatible avec celui des intérêts les plus positifs.

De certains calculs tout récemment établis, il ressort que les États-Unis produisent plus de livres qu'aucune autre nation, l'Angleterre exceptée.

Ceci, je ne l'ignore pas, est pour étonner fort ceux des curieux de statistique qui, s'étant intéressés à la question, s'en sont jusqu'ici rapportés aux chiffres publiés par les principaux organes de la librairie internationale, — le *London Bookseller* et la *Bibliografia italiana* notamment, — et n'ont pas eu connaissance d'un récent travail paru dans le *Publishers' Weekly* sous la signature de Mr Richardson. Rien de souple comme les chiffres : on leur fait dire, avec un peu d'adresse, tout ce qu'on veut, et il est au moins prudent, quand on prétend les comparer pour tirer de cette comparaison des indications sûres, de fixer le choix d'une commune mesure et de s'expliquer au préalable quant à la méthode qui présidera à leur groupement. Les statisticiens qui, depuis des années, établissaient la moyenne des livres parus dans leurs pays respectifs et à chaque instant se jetaient à la tête leurs quelques milliers de volumes, avaient négligé de s'entendre. Tout fiers d'arriver bons premiers, ceux d'outre-Rhin comptaient, dans le chiffre de 22 000 qu'ils donnaient comme celui de la production annuelle en Allemagne, près de 6 000 ouvrages suisses ou autrichiens et un nombre considérable de périodiques ; les nôtres faisaient figurer dans leur total plus de 6 000 brochures, plus de 300 annuaires et près de 300 almanachs, « Nous, clamaient les Italiens, nous fabriquons en moyenne par an 10 000 livres », et les Italiens oubliaient d'ajouter que, dans ce chiffre de 10 000, ils comprenaient de 7000 à 8000 brochures, parmi lesquelles des plaquettes de moins de dix pages. Les Américains, eux, ne comprenaient dans leur total ni brochures, ni annuaires, ni périodiques ; ils en excluaient même les livres scolaires. De là un malentendu qui attribuait ici aux États-Unis un rang relativement inférieur, qui, dans la statistique de l'an dernier encore, les plaçait tout juste à côté des Pays-Bas, pas très loin du Danemark, et que Mr Richardson, bibliothécaire de l'Université de Princeton, réussit à dissiper.

Mr Richardson s'étonna un beau jour que l'activité intellectuelle fût relativement la moins productive dans le pays le plus riche du monde en écoles, collèges et universités, et chez un peuple qui honore et paye comme nul autre ses professenrs, ses écrivains et ses savants. Il entreprit alors une longue, difficile et très minutieuse enquête au bout de laquelle, rendant à César ce qui appartient à César, il démontra qu'en réalité l'Amérique occupe le second rang quant à la production des livres, — le premier revenant à la Grande-Bretagne.

Question de quantité, dira-t-on, — et la qualité d'abord importe. D'accord. Cependant, la quantité n'est nulle part à négliger en un temps où, qu'on le veuille ou non, l'importance matérielle des résultats est dans toutes les branches du labeur humain une impérieuse nécessité, et où l'anémie intellectuelle est le premier signe de la définitive décadence de certains peuples. D'ailleurs, au point de vue même de la qualité, la moyenne de la production littéraire et scientifique américaine n'est peut-être pas toujours inférieure à celle de la production européenne. Les Américains sont fréquemment nos égaux dans les œuvres qui requièrent moins de personnalité que d'application, plus de laborieuse patience que de génie naturel. Enfin, encore que leurs quotidiens et leurs périodiques louangent d'ordinaire et exagèrent sans excessive pudeur les gloires d'outre-Océan et qu'il convienne, certes, de lire avec une sage circonspection tant de dithyrambes de leur façon, il est assez juste, je crois, de reconnaître qu'il est au moins un domaine — celui des sciences appliquées — où leur maîtrise n'a pas grand'chose à redouter de la concurrence de l'ancien continent.

*
* *

Si considérable qu'elle soit, la production nationale ne suffit encore pas à l'appétit de lecture de la toujours jeune Amérique.

A la vieille Enrope qui lui achète ses conserves, elle achète, elle, des livres. Elle lui en achète chaque année pour, en moyenne, 2 millions de dollars, soit 10 millions de francs.

Dans cette importation, quelle part nous est faite ? La librairie française exporte aux États-Unis pour une somme approximative de 200 000 dollars annuellement. Ici encore, nous nous sommes, hélas! laissé distancer : la librairie anglaise exporte en effet dans l'Amérique du Nord pour 800 000 dollars, et l'allemande pour près de 700 000.

Toutefois, en dépit des chiffres, lesquels sont presque décourageants à première vue, notre situation sur le marché des livres au Nouveau Monde vaut, en un sens au moins, celle de l'Allemagne et celle même de la Grande-Bretagne. Et voici comment.

Chacun sait qu'au nombre de ses merveilles cette extraordinaire Amérique possède le plus joli choix de divergences religieuses. Nous avons dit ici même, en avril dernier, les résultats d'une très délicate et bien curieuse enquête qu'avait entreprise « l'École du dimanche » de Philadelphie et qui avait révélé l'existence dans cette seule dernière ville de 43 sectes différentes. Les fidèles de ces innombrables petites chapelles constituent une sérieuse clientèle auprès de laquelle certaines maisons du Royaume-Uni trouvèrent dès longtemps un débouché facile — et c'est pour une bonne part le commerce des bibles, des livres de piété et d'édification et des ouvrages de controverse religieuse qui répand sur les rives du Mississipi l'estampille des libraires anglais. En Allemagne, les États-Unis se fournissent plus spécialement de philosophie et de science : les grands professeurs d'outre-Rhin, les médecins surtout, font autorité dans les universités américaines. Nous, nous vendons aux Américains de la fantaisie, de la frivolité et de l'élégance, de l'imagination, du rêve et de la joie : du roman, du théâtre et des vers,... cependant, pas seulement des vers, du théâtre et du roman, mais encore de l'histoire et de la critique, de la haute critique et de la grande histoire. Ainsi, la critique historique et littéraire, la poésie, le drame et le roman, tels sont les « genres » — comme nous disions au collège — qui essentiellement représentent en Amérique l'intellectualité française. Or sous quelles autres formes se pourraient exprimer à la fois aussi clairement et aussi puissamment le génie et l'intime pensée d'un peuple? La musique exceptée, est-il même à cette pensée d'autres moyens de traduction directe? Si la poésie, le roman et la critique littéraire — celle-ci, depuis que, devenue impressionniste, elle inspira à MM. Anatole France et Jules Lemaître des pages d'une beauté définitive — sont par excellence les modes d'expression de l'âme individuelle, ils peuvent l'être, parfois au moins, de l'âme d'une collectivité. D'autre part, n'est-ce pas à travers les jugements de l'histoire et de la critique et sous les espèces du roman et de la poésie que les peuples communient le plus étroitement?

Avais-je si tort de prétendre que nous n'avions pas tout à envier à nos rivaux sur le marché littéraire et scientifique des États-Unis? Hélas! nous ne colportons pas de bibles à travers le Nouveau Monde. Nous avons de très grands savants, les Américains semblent en général connaître mieux les savants allemands. Cependant, lu par vingt femmes intelligentes, tel roman joliment pensé ou tel drame, tout brûlant de haute passion et applaudi par la foule, fait plus pour la gloire et l'action d'un peuple par delà ses frontières que tel prodigieux traité de mécanique à rendre fous de joie trois mandarins.

Lafayette, Rochambeau et leurs soldats nous conquirent la reconnaissance et l'amitié des États-Unis. Mais nos écrivains, depuis cent ans, sont peut-être bien pour quelque chose dans la fidélité du sentiment américain à notre égard.

***

Quels sont, parmi ceux-ci et en comprenant les contemporains les plus connus et les plus goûtés par delà l'Atlantique?

Les Américains ont lu, lisent notre histoire dans Michelet, Thiers et Taine. Le premier surtout leur semble admirable — et, comme de juste, ils admirent dans Michelet ce qui, disent-ils, manque trop au plus populaire de leurs historiens, à Bancroft : la magnificence du verbe et l'ardente vie du cœur. Quant à Taine, je me rappelle avoir lu dans une de leurs revues une étude d'une très singulière pénétration sur l'impitoyable détracteur de l'Empire.

Pour parler ensuite des poètes et pour ne citer qu'un nom parmi les grands morts, c'est par la vigueur et la robuste plénitude de son génie que Victor Hugo devait séduire les Américains — et moins nombreux encore qu'en France sont peut-être parmi eux ceux qui déplorent l'absence dans son œuvre de toute intimité et surtout de cette subtile et morbide inquiétude où se distinguent les livres d'aujourd'hui. Oh! ne croyez pas que le cerveau américain soit d'ailleurs fermé à la compréhension de cette littérature de notre extrême fin de siècle, si délicieusement maladive et comme angoissée; l'intelligence qu'il en a est aussi aiguë que la nôtre, le sens en est seulement plus répandu de ce côté-ci de l'eau : M. Sully Prudhomme à ses fervents dans le Nouveau Monde, et Paul Verlaine ses fanatiques, — et il n'est pas vrai que tout soit snobisme dans ce culte. L'esprit américain nous apparaît fait tout de clarté et de force, et ses œuvres sont toutes de belle santé; d'un autre côté, il révèle parfois, cet esprit, de bien étonnantes subtilités, il lui arrive de s'efforcer vers la traduction des moins banales sensations et je sais dans l'âme américaine plus d'un « cas » à ravir les plus difficiles parmi les curieux d'étrangetés psycho-

logiques. Tout cela est au premier abord inexplicable, tout cela s'explique à quelque profondeur, — et quel livre on écrirait sur ces choses!

En fait de critique française, tous les lettrés ont pratiqué Sainte-Beuve et ses *Lundis*. Il convient d'ajouter au moins qu'ils préfèrent très généralement les dilettantes de l'impressionnisme aux pontifes du dogmatisme. Au surplus, ceux-ci ne semblent pas, dans leur gravité, aimer outre mesure les Américains, qui le leur rendent sans doute. De leur tournée de conférenciers, ils rapportèrent parfois cette idée que les Anglo-Saxons manquent plutôt d'originalité, et les Anglo-Saxons n'en veulent rien croire.

Au théâtre, tous les applaudissements ne vont pas à Labiche, Meilhac et Halévy, ni même à MM. Victorien Sardou et Edmond Rostand. Le *self-government*, le souci pratique des choses de la discipline personnelle préoccupent fort les Américains : d'où leur goût pour Dumas, Dumas directeur de conscience. Et l'attention qu'ils prêtent au débat des questions de morale sociale explique l'estime en laquelle ils tiennent M. Hervieu.

Mais voici venir les romanciers. Des noms d'abord, les plus répandus : Émile Zola, Paul Bourget, Georges Ohnet — puisqu'il faut tout dire! —, Balzac, Maupassant, Daudet, Anatole France, Marcel Prévost et Catulle Mendès. Les raisons qui déterminent notre prédilection en faveur de tel ou tel d'entre eux sont assez exactement, semble-t-il, celles qui fixent la préférence des lecteurs de là-bas. Cependant, une observation s'impose à propos de deux ou trois de ces noms. « Zola nous a conquis par sa *sincérité* avant tout, — sincérité de pensée et sincérité de langage », me disait un Américain, il n'y a pas huit jours; et il m'expliqua : « Aux étrangers qui n'ont pas vu les Français chez eux, l'extrême politesse française paraît toujours un peu apprêtée et semble souvent sous-entendre une malice pour le moins; vous raillez trop volontiers... Nous aimons Zola pour sa brutale franchise. » Je note en passant que la même réflexion me fut faite en Allemagne à plusieurs reprises. M. Paul Bourget... Mais on devine tout le bien que pensent de l'auteur de *Cosmopolis* et *d'Outre-Mer* les Américains... et surtout les Américaines. Toutes, cependant, ne l'admirent pas avec tant de docilité, il en est plus d'une qu'agace un tantinet sa manie d'excessif raffinement, et il m'amusa fort d'en entendre deux s'impatienter un jour contre M. Paul Bourget remarquant, dans *Outre-Mer*, précisément, que les maîtresses de maison de la Cinquième Avenue ont cette bien fâcheuse coutume de charger de « trop de roses » et de roses « trop largement épanouies » la table où elles invitent les romanciers cosmopolites. M. Ohnet est le plus goûté de nos écrivains : nous n'aurons ni la naïveté, ni l'impertinence de nous en montrer surpris et nous nous consolerons en considérant que si l'auteur du *Maître de Forges* compte ses lecteurs, par milliers celui de la *Rôtisserie de la Reine Pédauque* a bien aussi, en Amérique, quelques centaines de dévots.

Les savants allemands, ai-je écrit, sont les plus consultés en Amérique. Ceci ne veut certes pas dire que Chevreul, J. Bertrand, Berthelot soient ignorés des Américains, — et c'est avec enthousiasme que ceux-ci payent au plus grand de tous, à Pasteur, leur tribut d'admiration.

***

A tout prendre, la science et les lettres françaises ne servent peut-être pas moins brillamment qu'au siècle dernier à la fois la cause nationale et celle de la civilisation? Nos intérêts, souvent, sont autres simplement, autres aussi les questions qui passionnent la curiosité des hommes...

Et si les ambitions sont plus hautes encore dont s'émeut notre temps, s'il lui est permis d'aspirer à plus de justice et toujours plus de beauté, c'est que l'œuvre de nos Encyclopédistes n'a pas été vaine... Quand il n'en convient pas tout haut, le monde en convient tout bas.

Si déshabitué des hommages soit-il, notre pays aurait donc tort de s'étonner trop vivement de ceux qu'il reçoit. Il sut toujours, d'ailleurs, en être reconnaissant, — et ceux qui lui viennent de la démocratie américaine lui sont particulièrement chers.

GASTON CHOISY.

MOUVEMENT LITTERAIRE

ÉTRANGER

The Symbolist Movement in Literature (la Tendance symboliste en Littérature), par A. SYMONS (Heinemann éd., London).

M. Arthur Symons, le gracieux poète des *Nuits de Londres* et des *Silhouettes*, l'essayiste délicat, aime les symbolistes avec tendresse, avec respect, et parce qu'il les aime il les comprend. L'étude qu'il leur consacre est très brillante. Le monde, dit-il, était las des choses matérielles. Il fallait qu'on lui dît enfin que les choses visibles ne sont pas toute la réalité, que l'invisible n'est pas un vain rêve. Au fond, le symbolisme a toujours existé, dans toutes les littératures, jeunes ou vieilles. Il se trouve dans les mots mêmes que nous employons le plus familièrement. Seulement, ce n'est que maintenant que nous en reconnaissons la vertu et que nous prenons une

conscience nette de sa valeur littéraire... Par le symbolisme, notre pensée parvient enfin à s'évader de sa prison. Par lui, les paroles qu'un long usage a obscurcies et rendues méconnaissables reprennent leur première fraîcheur. C'est pour leur effort d'émancipation, pour leur sincérité que M. Symons fait si grand cas des symbolistes. Ils sont, en art, les révélateurs du vrai et du divin, ils ont l'abandon confiant à l'inspiration, la foi naïve, le renoncement à la gloire personnelle. On sent que M. Symons, lui aussi, est un fidèle de cette croyance, « qui est une révolte contre toute rhétorique, qui est surtout la soumission au symbole, par lequel l'âme des choses peut devenir visible. » C'est en France que M. Symons étudie les symbolistes, non qu'ils soient uniquement confinés dans ce pays; mais la France est à la tête du mouvement général qui se produit en littérature. Il fait remonter le symbolisme moderne à Gérard de Nerval et à Villiers de l'Isle-Adam, dont l'influence, naguère méconnue, a été si féconde et si persistante. Il trace de Rimbaud, de Laforgue des portraits rapides mais sûrs et qui font mieux comprendre que de longues monographies ces figures énigmatiques et attirantes de novateurs. Il s'arrête longuement à Verlaine. Il se plaît à comparer à la peinture de Whistler la manière de ce poète, si finement nuancé, si simple pourtant, et son art d'envelopper d'une atmosphère palpable sa pensée. Il se demande avec quelque orgueil si ce n'est pas à l'étude des modèles anglais que Verlaine doit l'idée d'une forme poétique plus libre. Mais, plutôt encore, il considère que le secret de sa poésie charmante, Verlaine l'a découvert au hasard de la route, dans un effort ingénu pour être tout à fait sincère, pour exprimer exactement ce qu'il voyait, pour prêter une voix vraie à son propre tempérament. L'intensité du sentiment faisait tout chez le poète de *Sagesse;* la forme ne venait qu'ensuite et comme subsidiairement. Il ne fut pas un théoricien et s'il obtint « de la musique avant toute chose, de la musique encore et toujours », c'est qu'il laissait chanter les mots, acceptant leur miracle comme il se soumettait à l'incompréhensible. Pour juger l'homme qu'était Verlaine, il faut se souvenir que souvent l'âme est innocente des actions mauvaises de la vie. Verlaine est un grand artiste, naïf et sublime, à l'âme d'enfant... Symons a beaucoup connu Mallarmé; il le dépeint d'une manière exquise, élégant, doux, un peu apprêté, causeur merveilleux, maniant les idées comme des bibelots rares et précieux. Il aimait l'art avec désintéressement; il recherchait la perfection de la forme par un pur respect de la pensée. Il avait une telle conscience de la valeur des mots, une telle crainte de ne pas leur donner leur sens le plus précis et le plus délicat, que son désir du mieux le conduisait à l'artificiel. Pour lui, il n'était plus ni naturel ni possible d'être simple... Symons parle encore de Huysmans à qui la révélation de l'art est venue par la foi religieuse, et s'arrête à Mæterlinck, le doux et génial mystique. Il faut espérer qu'il continuera ces études et traitera de la délicate poésie de Vielé-Griffin, de Francis Jammes, de l'imagination prestigieuse de Henri de Régnier, de la puissance d'évocation de Verhaeren, avec le même sens artistique, la même pénétration...

Sul Merrigio (Midi), par Gian della Quercia (Treves éd., Milan).

Ce roman, très surchargé de détails, très ambitieux, est intéressant quand même. Mais le sujet en est traité avec une telle prodigalité d'épisodes, d'accessoires, d'ornementation qu'on éprouve à cette lecture quelque fatigue. La scène se passe en Angleterre, en Écosse, et aussi un peu en Italie. Les personnages principaux sont anglais, mais il y aussi un Allemand dont le caractère est étudié avec soin, une délicieuse Italienne, et des dames jaunes, et des dames blanches qui reviennent d'outre-tombe. C'est d'un cosmopolitisme très sage. Sir Henry de Villiers aime Miss Wanda Fane. Il rencontre une étrange opposition à son mariage de la part de sa mère, lady de Villiers, et du père de la jeune fille. Wanda, tout en répétant à de Villiers qu'elle l'aime, se laisse marier à Sir Charles Carrington. Après sept ans d'absence pendant lesquels Henry s'est couvert de gloire (en Afrique, par exemple), il revient plus amoureux que jamais. Pendant une longue et grave maladie de son mari, la jeune femme, qui moralement était libre depuis plusieurs années, se laisse toucher par la passion toujours plus forte d'Henry et se donne à lui. Mais le bonheur se refuse aux amants, malgré les transports de leur volupté. Une fatalité pèse sur Henry. Il est d'une race maudite; son beau château de Worley est hanté par l'âme inassouvie d'une bisaïeule outragée. Celle-ci a prédit que tous les de Villiers seraient malheureux et que le dernier de la race dépasserait les autres par la tristesse de sa destinée. Or ce dernier des de Villiers, c'est Henry. Au plus fort de sa douloureuse passion, il apprend par les divagations d'une vieille servante moribonde qu'il est né du même père que Wanda. Dans l'horreur de son involontaire inceste, il désire que Wanda expie avec lui par la mort. Mais elle lui crie : « Nous ne savions pas, — donc nous sommes innocents! » Alors, il se précipite seul dans les flots écumeux d'un torrent...

Tous les fleuves courent à la mer
Et la mer ne se remplit pas...

L'auteur de cet ouvrage est, paraît-il, très jeune. Son premier roman, *le Réveil*, eut du succès. Le *Midi*

en aura aussi auprès d'un public pas trop raffiné. Le développement de l'action est aisé, l'imagination de l'auteur inépuisable. Seulement il manque par trop de nuances; ses personnages sont tout d'une pièce. Hans Stein, l'intrigant et le parvenu, n'a pas un mouvement qui ne le fasse parvenir; les vieux lords boivent du *Wisky and Soda* sans discontinuer; les jeunes hommes ne parlent que de leurs clubs. La couleur locale est obtenue par un procédé naïf qui consiste en une répétition perpétuelle de mots anglais courants dont l'auteur semble faire parade inutilement. Mais il est très jeune.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

Chez nos Petits Fils, par EUGÈNE FOURNIÈRE (Fasquelle).

C'est assez amusant et instructif, ce rêve d'un député socialiste. M. Fournière nous présente ici le tableau de la société future. Encore une centaine d'années à attendre, pas plus, et l'humanité se sera définitivement installée dans du bien-être et de la vertu. Voici. Pierre Davant est neurasthénique. Pour le distraire, son médecin l'hypnotise et lui suggère de vivre en 1899. Pierre endormi rêve d'amour; une gentille Louise lui est douce. Et quand Pierre se réveille, à la fin du roman, une Louise réelle, petite-cousine qui voyageait jusqu'alors en Orient, est là, de retour, auprès de lui, prête à l'aimer : ils s'épouseront. Suave idylle! Nos socialistes ont des âmes charmantes... Donc, Pierre Davant a vu la société future. Et la description de cet avenir est le principal sujet de ce roman. On s'appellera Citoyen et Citoyenne. On sera libre. « Pas de liberté sans lumière, » — mais on saura : les métaphysiques auront été reléguées avec les religions parmi les phénomènes archaïques qu'étudieront les ethnographes, mais l'arithmétique, la physique, la psycho-physiologie, la sociologie auront établi des certitudes. On sera heureux, ce sera une joie de travailler, une autre joie de prendre en commun de bons repas dans des réfectoires somptueux et d'un confortable parfait. On aura pour femmes de ménage des musiciennes de grand talent qui, le matin, voudront bien vous balayer un peu votre chambre. On sera syndiqué. Il y aura pour les Aînés des Saintes-Pérines (décanonisées), familistères excellents, et pour les Cadets, des « pouponnats », des « bambinats ». On s'amusera beaucoup, pour peu qu'on veuille bien faire partie de la Société des Pêcheurs à la Ligne, ou de la Société des Excursions historiques, ou de l'Association générale des Joueurs de Piquet... On sera soucieux de justice, et dans les procès, si différents de nos présentes « jugeries », l'avocat de l'adversaire abondera dans votre sens... Etc. La douce description s'orne aussi de symboles. J'aime celui-ci. Sur la place Auguste-Comte (anciennement place Saint-Michel), on ne voit plus cette fontaine où, en bronze, l'Archange terrassait le Démon. Allégories en désuétude! Mais on voit, le 2 juin 1999 (pas en statue, mais pour de bon) un automobile renversant un pape dans la poussière... Le roman de M. Fournière est d'autant plus savoureux qu'on se demande à chaque instant s'il est écrit avec sérieux ou bien s'il ne serait pas préférable de n'y voir qu'une immense galéjade de socialiste en vacances. Mais je crois qu'il est plus amusant encore si l'on veut bien le prendre au sérieux.

Fani Roseval, par CHARLES DE RICAULT D'HÉRICAULT (Perrin).

L'auteur de *Fani Roseval* a composé déjà plusieurs romans dont le décor est le Paris de la Révolution. Son héroïne d'aujourd'hui est une reine de théâtre très dévouée à ses cousines et cousins authentiquement couronnés. Elle déteste les Jacobins et plus encore les Girondins, qu'elle traite métaphoriquement de « gardiens du sérail républicain ». Après la condamnation de Louis XVI, elle organisa un complot afin de soustraire le pauvre roi au bourreau. Tout était prêt. A la faveur d'une bousculade on devait s'emparer de la victime au moment même où ses gardiens le conduiraient à l'échafaud. Le coup manqua, — comme chacun sait. Elle affronte ensuite toutes les aventures avec beaucoup de bonne humeur et de courage, et cela se termine par un mariage. Le livre est amusant, écrit avec verve (avec négligence aussi); les scènes historiques qu'on y trouve lui donnent encore de l'agrément.

ANDRÉ BEAUNIER.

Memento. — Chez Fontemoing, le *Discours sur les Passions de l'Amour*, de Pascal, nouvelle édition, par M. G. Michaut, qui publiait, il y a quatre ans, dans les *Collectanea Friburgensia*, le texte critique des *Pensées*. Son édition du *Discours* est excellente; une brève mais très nette préface pose avec précision la question d'authenticité et la résout par l'affirmative d'une manière plausible. Les notes que M. Michaut a jointes au texte sont faites avec beaucoup de soin; elles mentionnent très utilement les analogies qu'on peut constater entre le texte du *Discours* et celui des *Pensees*. — Chez Calmann-Lévy, l'*Esprit nouveau* (origine et décadence), par Denys-Cochin, — recueil de discours prononcés à la Chambre des députés, avec, en préface, un article publié naguère par la *Revue de Paris* sous le titre de « Vues politiques ». — Chez Fasquelle, *la Vie à Paris* (année 1899), par Jules Claretie. — Dans le numéro d'août du « Sagittaire » (13, boulevard Montparnasse), une intéressante *Étude sur Rimbaud*, par M. Ernest Delahaye.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Australie. — « Leur gloutonnerie », comme écrit à chaque instant Mr Stead, aura coûté à nos voisins d'outre-Manche d'énormes sacrifices en hommes et en argent, dans l'Afrique australe, et la conduite de la Grande-Bretagne à l'endroit des deux braves petites Républiques sud-africaines aura bien tristement édifié l'univers civilisé sur la valeur de son libéralisme. Aux Indes, comme pour faire écho à la longue plainte des mourants sur le continent noir, la famine aura causé les pires ravages, entassant cadavres sur cadavres et mettant John Bull dans l'obligation de puiser à nouveau à pleines mains dans ses coffres-forts. Sur ces entrefaites, les événements de Chine auront armé l'Europe et confondant dans la même menace la chrétienté tout entière, contraint l'Angleterre à une autre brutale saignée. Et c'est au milieu de ces difficultés, dont Mr Chamberlain ne paraît d'ailleurs pas s'émouvoir beaucoup, que les Anglais auront vu se constituer un nouvel empire, — les États-Unis d'Australie — qui déjà semble défier leur autorité, jusqu'ici souveraine sur la Nouvelle-Galle du Sud, le Queensland, l'État de Victoria, l'Australie méridionale et l'Australie occidentale.

En mai dernier, un vaste pays fêtait la proclamation de son indépendance. Mais la chose se passait au loin nous étions tout aux événements de l'Afrique du Sud et le vote par les Chambres anglaises de la Constitution australienne n'a obtenu chez nous qu'une attention assez distraite.

Voici, résumée en quelques lignes, l'économie générale de la Constitution octroyée par la métropole aux colonies australiennes, il y aura tout juste quatre mois le 21 courant.

Deux Chambres composent le Parlement.

Chacun des cinq Etats confédérés — Nouvelle Galle du Sud, Australie méridionale, Queensland, Tasmanie et Victoria — nomme ses sénateurs, lesquels sont élus pour une durée de six ans, et le Sénat est renouvelable par moitié. La Chambre des Représentants n'est élue, elle, que pour trois ans.

Les deux assemblées détiennent des pouvoirs égaux. A ce principe, cette seule restriction que le Sénat ne pourra se permettre aucune initiative en matière financière : ainsi, aucune proposition de loi tendant à une augmentation d'impôts ne pourra émaner du Sénat.

Le pouvoir exécutif est représenté dans la Confédération australienne par un gouverneur nommé par la reine et qui choisit lui-même les ministres qui l'assistent. Ceux-ci doivent faire partie du Parlement.

Le pouvoir judiciaire appartient à des tribunaux et à une Cour suprême créés par le Parlement. Les jugements de cette Cour suprême sont sans appel.

Ainsi, après avoir longtemps épuisé leurs forces en de vaines rivalités, les colonies australiennes sont parvenues à s'entendre et à mettre leur intérêt commun au-dessus de leurs absurdes jalousies. Elles envoyèrent à Londres cinq délégués qui n'eurent du reste pas à vaincre une bien vive opposition de la part du gouvernement britannique. Mr Chamberlain demanda lui-même aux Chambres d'accorder aux Australiens les libertés qu'ils sollicitaient : un refus eût sans doute valu à la métropole de nouveaux embarras qu'il était de bonne politique d'éviter à tout prix.

Quant aux conséquences probables de tout ceci, elles ne sont pas difficiles à prévoir : les Etats-Unis d'Australie ont bien envoyé quelques bataillons en Afrique au secours de la mère-patrie, mais déjà ils ont chargé de lourdes taxes les importations d'origine anglaise.

États-Unis. — Le *Literary Digest* cite sans commentaires cet intéressant passage de la profession de foi de Mr Bryan :

« Si je suis élu, je convoquerai immédiatement le Congrès en session extraordinaire et je l'engagerai à prendre au nom de la nation la résolution : *a)* d'établir un gouvernement stable aux Philippines, de même que nous avons donné un gouvernement aux Cubains ; *b)* d'accorder aux Philippins leur indépendance comme nous nous sommes engagés à l'accorder aux Cubains ; *c)* de protéger les Philippins contre toute ingérence de l'étranger. »

Parmi les organes de la presse quotidienne, il en est de nombreux — le *Sun* de New-York, la *Press* de Philadelphie, le *Globe-Democrat* de Saint-Louis notamment — qui prennent le texte de ces paroles pour reprocher à Mr Bryan d'encourager les désordres et la sourde hostilité aux Philippines.

Italie. — Dans le dernier numéro — 16 août — de la *Nuova Antologia*, M. Antonio Fogazzaro a écrit l'article sur la mort du roi d'Italie, qu'il appelle « Umberto il Buono », *Humbert le Bon*.

Dans le même numéro, la reproduction de quelques lignes parues en septembre 1890 dans l'*Unione Liberale* et intitulées : *Comment fut élevé Victor-Emmanuel III*. De cet article, il ressort que le nouveau souverain ne fut pas précisément « gâté ». « Dès ses 12 ans, le prince était levé à l'aube, été comme hiver. Après un bain froid et une tasse de thé, il prenait sa première leçon ; si, par malheur, il se trouvait en retard de deux ou trois minutes, le thé était renvoyé à plus tard. La leçon terminée, et quel que fût le temps, le prince montait à cheval une heure durant. Et les exercices se succédaient ainsi tout le jour, ne laissant place à aucune malsaine oisiveté. Les récréations elles-mêmes étaient mises à profit : le prince les employait à bâtir des fortifications dans les allées du jardin, à ranger des collections de monnaies, à faire de la photographie.

La reine elle-même sut résister à toutes les tentations de la faiblesse maternelle. A ce propos, rappelons une anecdote bien significative. Un certain jour que le roi était très occupé avec ses ministres et que l'heure du dîner était passée depuis longtemps, le prince dit en s'adressant à sa mère : « Maman, j'ai grand'faim » ; la reine prit dans un rayon de sa bibliothèque la *Divine comédie* et l'ouvrant dit à son fils : « Tiens, lis et tu oublieras ta faim. » C'était le chant du comte Ugolin. »

Toutes les « éducations de prince » ne se ressemblent pas.

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39786. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

La rente française 3 p. 100 a monté de 101,55 à 101,82 dans les derniers huit jours, le 3 1/2 a gagné dans le même temps 15 centimes à 102,35.

Parmi les titres des établissements de crédit: nous signalerons l'avance de la Banque de Paris de 1 118 à 112[illegible] et celle du Crédit Lyonnais de 1 116 à 1 123.

Les Chemins français ont été fermes, l'Est gagnant 3 francs à 1 095, et l'Orléans 5 francs à 1 745, tandis que le Nord a fléchi seulement de 2 340 à 2 330 et le Midi de 1 308 à 1 300. Le Lyon s'est tenu à 1 841.

En valeurs industrielles, hausse de 9 francs sur le Rio-Tinto à 1 484 et de 8 francs sur le Gaz à 1 140. Les Omnibus ont fléchi de 1 805 à 1 798, les Thomson-Houston de 2 à 1 395. Les Voitures ont remonté, sur la fin de la grève, de 356 à 367.

∴

L'Extérieure a soutenu et accentué sa hausse de la semaine précédente. Elle finit à 72,77. Une forte amélioration s'est produite sur les Chemins espagnols, les Andalous s'avançant de 290 à 312, le Nord de l'Espagne de 192 à 200, le Saragosse de 291 à 296.

Le 4 p. 100 brésilien a conservé son avance à 66,45. Les autres fonds étrangers ont été un peu plus faibles, l'Italien a été ramené de 93,90 à 93,45, le Portugais de 23,70 à 23,25, le 3 p. 100 1891 de 85,40 à 85,25, le Turc D de 23,42 à 23,32.

∴

Les cours du Crédit Foncier sont absolument calmes et cependant la situation ne cesse de se fortifier. Les réserves atteignent, au 30 juin dernier, 137 millions de francs contre 125 millions l'année précédente. Comme bénéfices, le premier semestre donne des résultats sensiblement égaux à ceux de 1899. Le conseil poursuit avec résolution la voie qu'il s'est tracée de porter les réserves à leur plein avant d'augmenter le revenu.

Quant aux obligations de cet établissement, on ne doit pas se lasser de rappeler aux petits capitalistes qui ont été compromettre leur avoir dans des affaires de pur aléa comme la plupart des attractions de l'Exposition, combien sont préférables, malgré la faiblesse de leur revenu, les placements en titres qui ne peuvent jamais perdre de leur valeur, à cause des garanties hypothécaires dont ils sont entourés et des chances nombreuses de lots qu'ils offrent.

La Banque Internationale se tient aux environs de 445. Ces cours ne répondent pas à la situation vraie de la société. On a allégué les risques que faisait courir à la Banque son intérêt dans l'affaire Oural-Volga, mais il a été calculé, d'après des sources autorisées, que l'écart entre les cours anciens et les cours actuels de la Banque dépasse encore la dépréciation que le titre devrait subir quand bien même ses participations en toutes entreprises russes seraient entièrement perdues, ce qui est loin de correspondre à la réalité. Une reprise est donc inévitable un jour ou l'autre sur la Banque Internationale.

∴

Le trafic exceptionnel de l'Exposition continue à se faire sentir sur les recettes de nos compagnies de chemins de fer, qui accusent pour la trente-deuxième semaine, une nouvelle plus-value de plus de 43 millions de francs. Il est à supposer que jusqu'à la fin de l'Exposition et surtout en septembre, on aura chaque semaine de nouvelles augmentations à relever. Les compagnies recueillent le fruit des développements de matériel auxquelles elles se sont livrées l'hiver dernier.

∴

Le mouvement qui vient de se produire sur les Chemins espagnols est dû au bruit que le gouvernement de Madrid songerait à entamer des négociations avec les trois grandes compagnies pour la prorogation des concessions. Le gouvernement a un intérêt évident à faire preuve de justice à l'égard des capitaux qui ont si puissamment contribué à l'essor commercial de l'Espagne.

On annonce que le nombre des obligations du nord de l'Espagne déjà présentées à l'estampillage pour l'acceptation du *convento*, est de 950 000, et que le *quorum* nécessaire pour la consécration définitive, soit 1 118 000, sera atteint dès le milieu de septembre. Si cette prévision se réalise, le *convento* deviendrait, dès janvier 1901, une vérité pratique. A partir de cette époque on paierait les coupons en francs et les obligations se rapprocheraient peu à peu des cours perdus depuis 1895.

∴

Le marché des mines d'or a été inanimé, lourd, dénué de tout intérêt, et il en sera ainsi fatalement tant qu'un événement décisif ne viendra pas annoncer la terminaison prochaine de la guerre.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Voyages circulaires à coupons combinables sur le réseau P.-L.-M.

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P.-L.-M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 p. 100 du tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1 500 kilomètres; 45 jours de 1 501 à 3 000 kilomètres; 60 jours pour plus de 3 000 kilomètres. — Faculté de prolongation, à deux reprises, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 p. 100 du prix total du carnet, pour chaque prolongation. Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P.-L.-M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ, à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 francs. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares.

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE ET DE CHAUFFAGE PAR LE GAZ

Le Conseil d'administration a l'honneur d'informer MM. les actionnaires qu'il leur sera payé, à dater du samedi 6 octobre prochain, une somme de 12 fr. 50 par action de capital, titre d'à-compte sur le dividende de l'exercice 1900.

Cet à-compte sera payé tous les jours non fériés, de dix heures à trois heures, au siège de la Compagnie, 6 rue Condorcet.

La somme nette à recevoir, déduction faite des impôts établis par les lois de finances, est fixée ainsi qu'il suit :

Action de capital nominative	. .	12 fr.
— au porteur	. .	10 fr. 805

Les porteurs de 20 actions, au moins, pourront déposer leurs titres ou leurs coupons, à dater du 6 septembre en échange d'un mandat de paiement à l'échéance du 6 octobre suivant.

Les intérêts ci-dessus indiqués pourront être payés au siège de la Compagnie, à partir du 6 septembre prochain, sous une retenue calculée au taux d'escompte de la Banque de France (sauf pour les titres grevés d'un usufruit ou inscrits aux noms d'incapables); mais les titres qui auront usé de cette faculté d'escompte, ne pourront être présentés au transfert ou à la conversion avant le 6 octobre 1900.

N° 10. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 8 Septembre 1900.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 10

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois	Un an	Avec la Revue Scientifique	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 10. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 8 SEPTEMBRE 1900.

NIETZSCHE EN FRANCE

ET LA PSYCHOLOGIE DE L'ATHÉE

Quand les croisés franks occupèrent la Palestine, ils rencontrèrent sur leurs pas des mendiants sinistres qui cachaient un long couteau sous leurs haillons et frappaient sans pitié les *chrétiens* qu'ils pouvaient atteindre. Saisis et garrottés, ils avouaient farouchement appartenir à la secte des *Assassins*. Sur la lame de leur couteau, on trouva ces mots gravés en persan : *Rien n'est vrai. Tout est permis.* C'était toute leur religion ; et, pour cette foi sauvage, les séides du néant tuaient et se faisaient tuer sans crainte.

Frédéric Nietzsche, l'inoffensif professeur allemand, transformé un beau jour en penseur néronien, en épouvantail de notre civilisation, n'a, je pense, tué aucun de ses grands ennemis, ni le christianisme, ni la philosophie de Schopenhauer, ni même la musique de Wagner, sa bête noire qui fut sa première idole.

Ce démolisseur acharné était d'ailleurs un esprit génial, un caractère noble, une âme raffinée et hautement aristocratique. Il n'en est pas moins vrai que le dernier mot de sa doctrine est bien, sous forme de pensée, le défi à toute morale, à toute philosophie, à toute religion que la secte asiatique porta jadis au nom de chrétien, sous la forme du poignard. Nietzsche n'a pas appliqué sa doctrine à la lettre, il n'en a pas tiré toutes les conséquences, mais, comme les fanatiques musulmans, il s'est écrié avec assurance : *Rien n'est vrai. Tout est permis.* Ses derniers écrits promulguent cette maxime comme le secret de la sagesse, destiné à mettre fin à toute superstition et à renouveler l'humanité.

Cette attitude violente et paradoxale n'a pas peu contribué à son succès. Lorsque, il y a six ou sept ans, Nietzsche commença à être connu en France par des fragments détachés, les *Revues jeunes* lui tressèrent des couronnes. Déliquescents et symbolistes, anarchistes et libertaires, il avait conquis du coup tous les mécontents de la littérature, tous les révoltés de la pensée. Le goût de la nouveauté et l'amour du paradoxe, qui sont des traits saillants de l'esprit gaulois, ne suffisent pas à expliquer une telle influence. Elle tient à des causes plus profondes. La renommée subite de Nietzsche en France correspondait à une double lassitude. On était las des prétentions de la philosophie positiviste à résoudre tous les problèmes et à borner les horizons de l'esprit humain. On était las aussi des excès de la démocratie égalitaire, car on s'était aperçu à quel point elle rapetisse et enlaidit l'humanité. Or, Nietzsche, l'athée mystique et l'aristocrate transcendant, criblait de ses flèches empennées le savant contemporain et nos foules moutonnières qu'il stigmatisait du nom de « bêtes de troupeau ». Enfin le sérieux tragique de cet individualiste à tous crins formait un contraste frappant avec le dilettantisme sceptique et amusé d'un Barrès, cet autre modèle de notre jeunesse, qui, malgré tout son talent, n'a jamais cru à rien ni à personne, pas même en lui. Que pouvait contre les puissances du jour ce Narcisse charmant et frêle, absorbé dans la contemplation de

son image? En Nietzsche on apercevait, sur sa bête caparaçonnée, un chevalier bardé de fer, armé de pied en cap, implacable et la lance au poing. Celui-là, du moins, croyait en lui-même! Il le prouvait par les larges blessures saignantes que chacun de ses coups portait à ses adversaires.

Sept ans se sont écoulés. Il n'est presque rien resté de la doctrine de Nietzsche. Ses faiblesses et ses contradictions ont été vite percées à jour Personne n'a jamais rien compris à son *surhomme* en opposition avec le principe même de sa philosophie matérialiste. Ce fantôme n'est même pas un beau rêve, car il flotte dans le vide, sans visage et sans contour, et, dès qu'il veut s'affirmer et se définir, il s'évanouit. Néanmoins Nietzsche, par la beauté de son style, par le mordant de ses satires, par les éclairs de sa pensée et l'étrange poésie dont il a su revêtir ses paradoxes, n'a pas cessé de représenter pour une partie de la jeunesse la doctrine de l'individualisme aristocratique. Chose curieuse, le système s'est émietté, mais la superbe attitude de son inventeur fait qu'on y croit toujours. Tant il est vrai qu'aujourd'hui l'Idée n'est plus rien ; on se courbe devant des faits, ou l'on obéit à des gestes.

Les deux principaux ouvrages qui résument la pensée de Nietzsche : *Zarathoustra* et *Au delà du bien et du mal*, viennent d'être excellemment traduits par M. Henry Albert. D'autre part, M. Henri Lichtenberger a donné de toute son œuvre un résumé très complet et très lumineux dans son livre sur *la philosophie de Nietzsche*, Enfin le grand écrivain vient de mourir. Frappé de folie et d'une inconscience presque totale, il n'était plus depuis dix ans que l'ombre de lui-même. A sa sombre aventure, on pouvait appliquer à ce négateur, foudroyé au sommet de son orgueil, les deux vers superbes et tragiques de Louis Bouilhet :

> Terre, il est des vivants dont la vie est passée.
> Tombeaux, vous n'avez pas tout le peuple des morts!

Mais, à l'heure où ce fier esprit, délivré de son écorce en ruines, se retire dans une plus haute intégrité, il est juste qu'un adversaire s'efforce de dégager, de cet ennemi juré de toute spiritualité et de tout idéal, son essence meilleure. Le moment nous semble donc bien choisi pour définir cette personnalité et peser son œuvre (1). Qu'elle soit un symptôme suggestif et même inquiétant de cette troublante fin de siècle, on n'en saurait douter. Mais quel en est le sens et la portée? Qu'en faut-il prendre? Qu'en faut-il laisser? Voilà ce que n'ont cherché ni les admirateurs aveugles ni les détracteurs intéressés et voilà ce que je vais tenter de dire. J'ose affirmer que de cet examen rapide mais consciencieux, il jaillira quelque lumière sur l'évolution philosophique et sociale qui se prépare pour le XXe siècle.

I. — LA PHILOSOPHIE POSITIVISTE ET LE SUPERHOMME

Si l'on entend par philosophie positiviste celle qui nie la possibilité de connaître en aucune façon les causes premières et les fins dernières, qui nie toute métaphysique et réduit la sagesse aux sciences particulières sans principes idéaux pour les classer et les relier entre elles, on peut dire que toute la seconde moitié du XIXe siècle a été dominée par cette philosophie. En ce sens, Taine et Renan, qui ont exercé une si grande et si légitime influence sur la pensée française et européenne, sont des positivistes convaincus. Malgré leur idéalisme esthétique, ni l'un ni l'autre n'ont caché leur mépris pour les idées innées, ces vieilles chimères. Ils ont beau procéder l'un et l'autre de Hegel, ils ont trop subi Auguste Comte et Darwin pour n'être point en dernière analyse de purs évolutionnistes de la matière. En somme, cette doctrine règne toujours en maîtresse dans la pensée comme dans l'enseignement universitaire. Elle domine, intimide et hypnotise les littérateurs, les historiens et jusqu'aux philosophes qui essayent de la combattre. Les faibles réactions tentées contre le positivisme au nom d'un spiritualisme purement moral et d'un kantisme péniblement réchauffé, n'ont pas diminué son prestige. Pour tout dire, Dieu et l'Ame, ces concepts vitaux, sans lesquels la catégorie de l'idéal n'est qu'un temple désert, n'ont plus que des fervents craintifs et honteux. L'humanité desséchée et vieillotte soupire après un renouvellement de ces deux sources vives, mais nos penseurs ne lui offrent que le sable du désert ou l'eau stagnante des citernes où la pluie n'est plus tombée depuis un demi-siècle. Renan l'a dit avec son ironie mélancolique et son exquise élégance : « Nous vivons du parfum d'un vase vide. »

Ce qui rend le cas de Nietzsche si captivant et si instructif, c'est que non seulement il a tiré toutes les conséquences du positivisme devant lesquelles ses adhérents ont prudemment reculé, mais encore il les a vécues passionnellement dans

(1) J'ai donné ailleurs un aperçu littéraire de l'œuvre de Nietzsche et un récit documenté de son développement psychologique. Ce que je me propose de faire aujourd'hui c'est de porter un jugement sur l'essence morale et philosophique de cette œuvre dans son application à la vie.

sa vie intérieure en les poussant à l'extrême avec une sorte de frénésie. Après la période d'idéalisme enthousiaste et de panthéisme vague, qui caractérise sa première jeunesse et son apostolat pour Schopenhauer et Richard Wagner, Nietzsche entra vers l'année 1890 dans une phase de critique acerbe et de négation, où il brûla tout ce qu'il avait adoré. Je persiste à croire qu'il se jeta dans cette voie par un mouvement d'orgueil personnel autant que par la nature intime de son esprit plus analyste que synthétique, plus raisonneur qu'intuitif. Cet orgueil ne lui permettait pas d'admettre un maître au-dessus de lui-même, ni une intelligence divine au-dessus de l'univers, ni même un monde d'idées éternelles au-dessus de la réalité changeante. Toutes ces supériorités lui semblaient d'insupportables humiliations et lui inspiraient de sourdes et profondes colères. Il se mit donc à haïr vigoureusement non seulement le Dieu personnel, arbitraire et partial de la théologie chrétienne, mais encore l'idée d'un Dieu quelconque, c'est-à-dire d'un principe intellectuel et spirituel du monde. Il se persuada que cette idée était le plus grand fléau de l'homme et que ce mal une fois écarté tout irait bien. « Où s'en est allé Dieu? s'écrie-t-il avec un mélange de terreur et de ravissement, à l'heure de sa conversion à l'athéisme radical et intransigeant, où s'en est allé Dieu? Je m'en vais vous le dire! Nous l'avons tué! Vous et moi! Nous tous sommes ses meurtriers!... Il n'y a jamais eu de plus grande action — et tous ceux qui viendront après nous appartiendront, à cause de cette action même, à une histoire supérieure à toutes les histoires précédentes. »

Une fois qu'on a nié le principe intellectuel de l'univers, on arrive naturellement à nier l'âme qui en émane. Nos philosophes, qui ne croient plus qu'hypothétiquement ou métaphoriquement à l'âme, n'osent cependant la nier tout de bon. A la supprimer tout à fait, ils éprouveraient quelque hésitation. Ils aiment mieux lui laisser un semblant d'existence, une vie d'ombre élyséenne, qui ne gêne personne et pour laquelle ils ont une indulgence aimable. Nietzsche, lui, ne plaisante ni avec les mots, ni avec les idées. L'âme, entité métaphysique, est à ses yeux une ennemie, une corruptrice, une empoisonneuse. Aussi n'hésite-t-il pas à guillotiner en place publique la divine Psyché aux ailes d'azur. Il accomplit cette exécution avec une joie exquise et triomphale et date de ce jour l'ère de l'affranchissement humain. « Le premier acte de la grande interversion des valeurs, dit-il en résumé, a été l'hypothèse de *l'âme* et de *la volonté libre*. En réalité, il n'y a pas d'âme distincte du corps et il n'y a pas non plus de volonté libre. Il y a seulement des volontés fortes qui se manifestent par des effets considérables et des volontés faibles dont l'action est moindre. » Les applications logiques de cette doctrine seraient : le déterminisme absolu en philosophie, le fatalisme turc en histoire, l'égoïsme pur et simple en morale, le réalisme le plus cynique en fait d'art. Nietzsche ne va pas jusque-là. Son orgueil, qui l'a empêché de reconnaître un Dieu dans le monde et une âme en lui-même, l'empêche encore de reconnaître la loi du destin ou enchaînement des causes secondes et l'empire absolu de l'instinct qui cependant découlent de ses prémices.

Mais les contradictions ne le gênent pas. Selon les vrais adeptes, elles sont même une des grâces de sa philosophie et en constituent la supériorité. « Ainsi parla *Zarathoustra* », c'est le titre du nouvel évangile. Que faut-il de plus? Demain il dira le contraire et ce sera bien encore.

Il y a des philosophes comme Schopenhauer qui ne croient ni à Dieu ni à l'immortalité de l'âme, mais qui admettent des Idées éternelles sous forme de forces inconscientes et de lois immuables. Comprendre ces lois est le but du philosophe, les suivre est le devoir de l'homme. Selon Nietzsche, c'est là encore un reste pernicieux des superstitions chrétiennes. Pour débarrasser l'homme du joug séculaire qui l'écrase, il ne fait pas seulement la guerre à Dieu et à l'âme, mais encore à toute métaphysique et au principe même de la philosophie. Pour lui, la notion d'un *monde réel* opposé au *monde des apparences* est une des erreurs les plus dangereuses de l'humanité.

Les philosophes modernes, de Descartes à Kant et de Kant à Schopenhauer, ne sont à ses yeux que des traductions métaphysiques des dogmes essentiels du christianisme. « Dans le cerveau des métaphysiciens, dit-il, l'idée vivante du Dieu bon, du Dieu des souffrants, s'est sublimée, subtilisée, décolorée ; ils l'ont métamorphosée en une immense araignée qui tisse le monde de sa propre substance ; ils en ont fait *l'idéal, le pur esprit, l'absolu, la chose en soi*. Or cette *chose en soi*, c'est tout simplement le pur néant. »

Et voilà l'exterminateur des vieilles chimères qui pousse un cri de triomphe comme Hercule après le dernier soupir de l'hydre de Lerne. Il respire profondément. Dieu, l'âme, la métaphysique sont enterrés. Il n'en sera plus question. Les compagnons positivistes du pourfendeur de monstres invisibles sont en liesse. Ils s'écrient : « Enfin! La terre est purgée de ses oppresseurs. L'homme est libre. Vive la Science et la Vérité! »

Mais pourquoi les disciples ont-ils tremblé? Pourquoi se regardent-ils entre eux de cet air effaré? C'est que le maître, le terrible prophète, Nietzsche-Zarathoustra a lancé sur eux un regard de défiance et de mépris. « Quoi? leur dit-il, vous croyez à la Science et à la Vérité pour elles-mêmes? Vous croyez donc à quelque chose d'insaisissable et d'invisible, à un au-delà supérieur à vous-mêmes, à une autre forme du ciel? Misérables! Tout à l'heure vous allez lui donner le nom de Dieu et l'adorer. Vous êtes encore des métaphysiciens dangereux, des mystiques imbéciles, des prêtres suborneurs. Reniez ces idoles ou je vous renie! » Pauvres disciples, résignez-vous et abjurez. Si votre maître se contredit souvent, il reste fidèle à la logique de son orgueil. Dans le culte de la Science et de la Vérité, il flaire encore une vague odeur de religion et de divinité. De là sa colère. C'est ainsi que le déophobe engagé, après avoir nié l'âme au profit de la science positive, en arrive à nier la science positive au nom de son moi souverain et de sa prétendue liberté.

Conclusion : la Science est une chimère, la Vérité une illusion. La seule sagesse consiste à se prêter à l'illusion de la vie et à en profiter selon sa fantaisie. Nous ne sommes que des phénomènes sur l'océan des phénomènes. Magnifiques bulles de savon, dansons avec élégance sur le gouffre qui nous enfante et nous dévore. Voilà ce que le nouveau prophète appelle pompeusement : « Apogée de l'humanité ; INCIPIT ZARATHOUSTRA. » Les majuscules sont de Nietzsche. Hélas, valait-il la peine de crier à la découverte et de gravir une haute montagne pour annoncer cette vérité à quelques élus? Il y a plus de deux mille ans que Gorgias et les sophistes ont professé les mêmes théories sous les ombrages de l'Académie d'Athènes devant Socrate et Platon, qui les ont fort spirituellement réfutées. Cela n'empêche pas Nietzsche de clamer dans l'ivresse de la révolution prodigieuse dont il se sent l'avant-coureur : « Je suis une fatalité ; dans deux ans le monde se tordra dans les convulsions. » Et les bons disciples de s'extasier. Avec la meilleure volonté du monde, j'ai quelque peine à partager leur enthousiasme. Ce spectacle ne m'intéresse que parce qu'il nous donne un grand enseignement, à savoir qu'une belle intelligence se détruit elle-même en s'attaquant aux principes éternels et que l'orgueil excessif finit toujours par la folie. M. Lichtenberger, qui n'est pas un disciple de Nietzsche, mais un interprète exact, scrupuleux et impartial de sa philosophie, le défend contre ce reproche. Je trouve pourtant un symptôme pathologique dans cette haine furieuse de la Vérité, dans cette persuasion que les plus grands penseurs du passé ont vécu dans les ténèbres et que lui, le négateur absolu, apporte au monde la lumière et la vie avec sa doctrine de mort et de néant. Si cela n'est pas encore la folie pure, cela est de la démence intellectuelle.

Mais voyons comment l'indéracinable désir du divin se venge chez l'athée fanatique. Pour être libre, pour être fort, pour être le roi du monde, Nietzsche a tout détruit en lui et autour de lui : Dieu, l'Ame, l'Idéal, la Science et la Vérité. Et voilà qu'une soif ardente de bonheur, de vie et de beauté l'envahit. Que fera-t-il pour la satisfaire au milieu des ruines dont il a peuplé le monde? Il ne lui reste qu'un parti à prendre et il le prend résolument : il se divinisera lui-même. Non pas comme l'antique héros aryen qui croyait descendre d'un dieu et s'efforçait de ressembler à son divin modèle, non pas comme l'ascète qui diminue en lui la vie corporelle pour développer la conscience spirituelle, non pas comme le sage qui essaye d'élargir son intelligence à la grandeur de l'univers. L'athée intégral se divinisera en proclamant la souveraineté de sa fantaisie et de sa volonté personnelle. « Soyez énergiques, soyez forts, soyez implacables. Sachez vouloir ce que vous voulez. Il n'y a pas de Dieu, mais il y a un grand prophète ; c'est moi. Imitez-moi si vous pouvez. » Voilà tout ce qu'enseigne *Zarathoustra* et voilà tout ce que contient ce fameux *surhomme* dont on a tant disserté. Mais pendant que les disciples se pâment et se rengorgent, le prophète est assailli, dans la pléthore de son orgueil, par un cauchemar affreux. Ce cauchemar singulier nous montre la Némésis du déophobe, le châtiment qui frappe les ennemis de la divine Psyché. C'est la doctrine du retour éternel des existences identiques, cet enfer des matérialistes déjà proclamé par Blanqui dans son livre *l'Éternité par les astres*. Il est curieux d'observer que l'athéisme complet a engendré la même idée dans l'aristocrate néronien et dans le socialiste révolté. Chez Nietzsche, elle prend le caractère d'une véritable obsession. Une de ses amies intimes a raconté l'angoisse qu'elle lui causa d'abord. Il en avait une telle frayeur qu'il n'en parlait qu'à voix basse, avec une visible épouvante. Plus tard, l'amour-propre l'emportant sur la terreur, il s'en fit gloire comme de sa plus belle découverte. « Homme! Toute ta vie, comme un sablier, sera toujours à nouveau retournée et s'écoulera toujours à nouveau, — chacune de ces existences n'étant séparée de l'autre que par la grande mi-

nute de temps nécessaire pour que toutes les conditions qui t'ont fait naître se reproduisent dans le cycle universel. Et alors tu retrouveras chaque douleur et chaque joie, chaque ami et chaque ennemi, et chaque espoir et chaque erreur et chaque brin d'herbe et chaque rayon de soleil, et toute l'ordonnance de toutes choses. Ce cycle dont tu es un grain, brille à nouveau. » D'antiques religions et de vénérables philosophies avaient ouvert à l'homme la perspective d'existences ascendantes en des corps toujours plus éthérés, en des sphères toujours plus vastes qui le rapprochaient graduellement de la perfection et finissaient par l'identifier avec la vie universelle. Mais ces sages ou ces rêveurs, s'il vous plaît de les appeler ainsi, croyaient à l'âme et à son principe divin. Le déophobe demeure dans la logique du matérialisme en réduisant la conscience humaine à un kaléidoscope où les mêmes combinaisons se reforment incessamment. La punition de l'égoïste et du destructeur est de s'enfermer dans une cage où il tourne éperdument comme un écureuil dans sa roue. Après quoi il nous est permis de dire : « Vous prétendez nous révéler un *superhomme* ; c'est un *soushomme* que vous nous donnez ! »

Comment Zarathoustra se tire-t-il de cette impasse ? Oh ! il n'est jamais embarrassé. Il se contredit outrageusement. Il se dédivinise comme il avait dédivinisé la nature, mais il conserve son attitude de triomphe et de défi. « Les faibles, s'écrie-t-il, diront *non* à cette vie, les forts lui diront *oui* ; c'est là toute la sagesse. » Fort bien ; mais que vont dire les disciples ?

Parmi ces originaux se trouve un pape incrédule, un roi démissionnaire, le meurtrier de Dieu, etc... Au dire du maître, c'est la crème de l'humanité actuelle, mais ils hochent la tête au dernier mot de cette philosophie. Quand Zarathoustra, en guise du ciel aboli, leur offre sa cage d'écureuil, ils protestent et se retirent en grommelant dans la caverne du sage. Là-dessus le prophète hautain les chasse en s'écriant : « Vous êtes indignes de moi ; désormais je resterai seul. »

Ce conte bizarre démontre avec une rare éloquence le néant de l'idée philosophique qu'il prétend illustrer. L'impuissance du prophète, l'infécondité de sa doctrine y éclatent au grand jour. L'apothéose s'achève en effondrement. Mais au point de vue de la psychologie de l'athée, l'histoire de Zarathoustra, qui est celle même de Nietzsche, est du plus haut intérêt. Admirable logique de l'âme humaine, qui démontre la vérité à rebours jusque dans son suicide ! *L'idée de Dieu et le sentiment du Divin constituent le centre organique de l'âme humaine et sont indispensables à son équilibre.* Ne voyez-vous pas que l'histoire de Zarathoustra est la démonstration par l'absurde de cette vérité, puisque la destruction de cette idée en lui amène la destruction successive et totale de tous ses principes vitaux et créateurs ? Nous l'avons vu, en effet, la négation de Dieu ou du principe spirituel de l'univers, centre de toute vie et de toute vérité, amène la négation de l'Ame, centre organique de la vie et de la vérité subjectives. Celle-ci amène la négation de la métaphysique et de l'idéal, centre de la vérité intellectuelle, et enfin la négation même de la raison et de la science expérimentale, centre de la vie et de la vérité objectives. — Le meurtre de Dieu a engendré le suicide de l'Ame ; le suicide de l'Ame a engendré la destruction de la Vie.

Si l'infortuné Nietzsche n'avait servi qu'à nous prouver cette vérité, il aurait droit à notre reconnaissance. Mais nous serions vraiment par trop naïfs d'être dupes plus longtemps du superhomme et de sa philosophie. Arrachez à Zarathoustra son masque de prophète et ses vêtements brodés de fleurs, — vous ne trouverez qu'un squelette qui tombe en poussière au premier choc.

II. — LA RELIGION ET LA SCIENCE. CRITIQUE DU PRÊTRE ET DU SAVANT

Je crois avoir démontré que l'application des idées dominantes de Nietzsche conduit à l'anarchie complète dans le domaine intellectuel. Il me serait facile de démontrer qu'elle amène le même résultat dans le domaine social par une analyse minutieuse de sa théorie sur *la morale de maîtres et la morale d'esclaves* exposée dans son livre *Au delà du bien et du mal*. La morale néronienne de Nietzsche apparaîtrait comme un corollaire de *la psychologie de l'athée* que je viens d'établir. Je renvoie ceux qui voudraient élucider cette question au livre consciencieux de M. Henri Lichtenberger. J'aime mieux me demander pour conclure ce que signifie à l'heure actuelle l'apparition de ce violent négateur doublé d'un aristocrate transcendant. La partie constructive de son œuvre s'écroule devant un examen sérieux ; sa force est dans sa partie négative et polémique. Non pas génie créateur, mais monstre génial, Nietzsche est d'une part le produit du grand mal intellectuel de notre temps,

le divorce de la conscience religieuse et de la conscience scientifique. Mais par un curieux dédoublement et une sorte de Némésis qui le retourne contre les causes de sa torture, il est aussi de ce mal intellectuel le critique le plus acerbe et le plus sanglant. C'est en cela que réside sa puissance, et c'est en cela qu'il nous intéresse.

« L'Europe est malade ; l'Europe s'enlaidit ; l'homme se rapetisse », dit le Juvénal de notre fin de siècle, et il promène sur le dos de ses contemporains un fouet armé de clous. Là-dessus les optimistes de se récrier. Des fabricants nous montrent leurs formidables usines ; des évêques en appellent à leurs ouailles obéissantes ; des savants étalent leurs découvertes. On exhibe d'innombrables sociétés de bienfaisance et de plus innombrables automobiles. Mais regardez au fond de cette Europe, où chaque jour la vie se complique et l'homme se mécanise. Alors cette démocratie égalitaire n'aura plus rien de rassurant. Une civilisation essentiellement industrielle et matérialiste, développant un luxe sans beauté qui déforme l'individu et appauvrit les masses ; une religion à laquelle la classe dirigeante ne croit plus, mais qu'elle conserve âprement comme une défense contre la marée montante des appétits et des revendications populaires ; une science prodigieusement riche de faits et d'applications utilitaires, mais sans philosophie et sans idéal divin, c'est-à-dire sans sagesse et sans humanité vraie. Voilà l'état des organes principaux qui accomplissent les fonctions vitales dans notre société. Comment des caractères forts, comment des intelligences créatrices, comment des âmes libres et hautes pourraient-elles sortir de tels laminoirs? Nietzsche n'a pas vu que la cause la plus profonde de notre impuissance est dans la contradiction fondamentale, qui règne à l'heure qu'il est entre l'enseignement religieux, appuyé sur la tradition et le sentiment, et l'enseignement scientifique, appuyé sur l'expérience et la sèche raison. Il n'a pas vu que la vérité et la vie ne peuvent jaillir que d'une religion et d'une science harmonisées par des principes plus larges. Mais il a bien vu et stigmatisé l'insuffisance de l'éducation cléricale et de l'enseignement universitaire. Cette insuffisance éclate dans le prêtre et dans le savant d'aujourd'hui. Nietzsche nous fournit quelques traits frappants pour leurs portraits.

A l'origine de toutes les religions, le prêtre est un inspiré, un croyant qui parle à des croyants. Il porte sa révélation en lui-même et la communique aux autres ; en donnant sa foi, il donne une force et une vie. Ainsi firent les premiers chrétiens qui établirent une fraternité sur la terre au nom du Christ et de la vie éternelle. Dans la décadence des religions, quand la foi vivante est devenue un dogme desséché, le prêtre devient un dominateur des âmes, pour qui le but n'est plus de donner la vie spirituelle aux hommes, mais d'assurer sa domination par ses prescriptions et ses menaces. Tel, dans sa généralité et sauf les exceptions qui tiennent aux individus et non à l'esprit régnant de l'Église, le prêtre d'aujourd'hui. « La notion du péché lui sert d'instrument de domination. » Loin d'élever et d'affranchir les âmes, il les emmaillote pour les rendre serviles et impuissantes. Nietzsche, parlant de l'esprit de l'institution et non de tel prêtre en particulier, a donc raison d'y signaler « cette ambiance d'insincérité qui l'enveloppe, ce mélange louche de fourberie et d'aveuglement, cette innocence mensongère qui caractérise le prêtre d'aujourd'hui. »

Même grandeur, même héroïsme à l'origine de la Science qu'à l'origine de la Religion. Les grands savants du XVIe siècle, comme ceux de nos jours qui ont conservé la tradition idéaliste, révèlent des hommes d'expérience, mais pénétrés et mus par les grandes idées qui leur servent à dominer les faits. Il suffit de prononcer les noms de Galilée, de Newton, de Burnouf, de Claude Bernard, de Darwin et de Crookes pour rappeler que les génies de la science sont des hommes d'intuition aussi bien que des savants, des intelligences créatrices en même temps que des érudits. Mais que deviennent les savants d'aujourd'hui par la trop grande spécialisation des sciences? De simples manœuvres, des amateurs de faits sans idéal, au service de la démocratie égalitaire. Nietzsche compare le savant commun à une vieille fille. « Il est comme elle infécond, très honorable, légèrement ridicule et, au fond, peu satisfait de son sort, gonflé de mesquine envie, ayant le jésuitisme de la médiocrité, qui travaille d'instinct à l'anéantissement de l'homme d'exception. » Quant au savant allemand, il l'appelle « un pygmée présomptueux » qui n'a foi ni en lui-même ni en la science. « Cet homme *objectif* n'est qu'un *miroir* reflétant des faits, c'est-à-dire un instrument et non une volonté, un esclave et non une cause première et un maître, un homme *dépersonnalisé* et qui s'en fait gloire. » A côté de lui, il y a un autre type non moins stérile, « le savant sceptique, vaniteux,

médiocre et cabotin de la science ». En traçant à la pointe sèche ces portraits d'une merveilleuse exactitude, Nietzsche oublie cependant qu'en retranchant de sa philosophie le principe de l'Idéal et de la Science universelle, il ôte au savant le moyen de devenir ce qu'il devrait être et ce qu'ont été tous les héros de la science, c'est-à-dire un homme complet.

Ce prêtre est pourtant aujourd'hui l'unique mouleur des âmes, ce savant le sculpteur breveté des intelligences. Pauvre mouleur! Sculpteur débile! L'aristocrate néronien, sans amour de l'humanité, sans concept de son verbe ni du verbe de l'univers, est-il de taille à les remplacer? Il n'a d'autre valeur que celle d'une protestation énergique et paradoxale. Mais il est incapable d'offrir un moule nouveau, n'étant lui-même qu'un type du passé, un avorton de César ou du condottiere du XVIe siècle.

Que nous faut-il donc pour faire des hommes? Au lieu d'une science morcelée et morte, nous avons besoin d'une science synthétique et vivante qui embrasse le monde du soleil à la planète et de l'infusoire à l'homme par des Idées-Mères. Nous avons besoin d'une religion universelle qui trouve sa confirmation dans la conscience d'une élite, mais qui s'adresse à toutes les âmes pour les faire évoluer toutes selon un plan d'ensemble et chacune à son degré. Science et religion trouveront leur norme dans le principe de la hiérarchie des forces qui est inscrit dans la constitution de chaque être humain et qui se lit également dans l'humanité comme dans l'univers.

Et qui mettre à la place du prêtre et du savant? Les noms des mouleurs d'hommes importent peu ; c'est la forme du moule et le métal de la fournaise qui fait le bronze. Qu'ils gardent leurs noms s'ils le veulent, mais qu'ils changent d'esprit. Il nous faut des *Eveilleurs d'âmes*, qui sachent nous révéler le dieu caché en chacun de nous. Il nous faut des *Voyants de l'univers* qui sachent nous faire voir en toute chose l'Ame universelle. Il nous faut des *Conscients de l'Esprit pur* qui assignent à l'évolution de tous les êtres cette cause et cette fin dont la lumière est en nous-mêmes et que nous nommons Dieu. L'homme fort du XXe siècle sera individualiste et partisan d'une élite, en ce sens qu'il se créera lui-même sa morale, son esthétique, sa religion et sa philosophie, en dehors des moules usés du catholicisme ritualiste, qui n'est que la lettre morte d'une religion pétrifiée, et au-dessus du positivisme étroit, qui n'est qu'un accumulateur de faits sans personnalité créatrice et sans principes supérieurs. Mais il sera tout autant solidariste et partisan de l'Universalité. Inspiré ou sage, héros ou poète, l'homme n'est grand que parce qu'il représente par son effort et cristallise en sa personne une parcelle de la Vérité éternelle et divine. Les ouvriers du XXe siècle auront la mission d'élargir les concepts de Dieu, de l'Ame et de l'Idéal aux conditions nouvelles de l'esprit humain, mais ils se garderont de les supprimer. Car ces concepts sont les arches indestructibles du pont qui joint l'homme à l'homme et l'humanité à l'univers.

ÉDOUARD SCHURÉ.

AU RÉGIMENT (1)

PREMIÈRES SENSATIONS

Pierre subissait l'influence générale : il se sentait de bonne humeur. Si simple qu'eût été son repas, il n'en éprouvait pas moins cette impression physique de bien-être qui suit l'accomplissement d'une des plus exigeantes fonctions de notre corps : à cette satisfaction s'ajoute toujours une grande bienveillance, une indulgence étonnante envers toutes choses, une propension à tout juger favorablement; dans son cerveau un peu alourdi, ne passaient plus que des conceptions simplifiées; ses colères et ses souffrances de la journée lui semblaient très lointaines; il ne songeait plus à l'avenir, le bien-être présent atténuait sa faculté de raisonner.

Un coup de sifflet fit taire tout le monde; et le sergent qui assistait au repas donna l'ordre aux jeunes soldats de se lever et de le suivre : il allait, dit-il, les conduire à la chambre qui leur était affectée pour cette nuit-là, en attendant le départ pour le fort, qui aurait lieu dès le lendemain matin. Et, à travers des escaliers et des couloirs sonores, la troupe parvint à l'une des chambres du premier étage. On y avait placé des couchettes, très serrées pour qu'elles tinssent le moins de place possible; sur les couvertures brunes, la blancheur jaune des draps tout neufs tranchait violemment; et, avec sa voûte et ses murs passés à la chaux, ses étroites couchettes, sans fusils aux râteliers, sans la bigarrure des paquetages, la chambre prenait un aspect monastique. En quelques paroles brèves, le gradé donna les explications nécessaires : on coucherait ici, aux places qu'il venait de désigner rapidement à chacun; dès à présent, on

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

y pouvait rester, mais ceux qui descendraient devraient être remontés à neuf heures moins le quart, au moment où le clairon donnerait les trois « coups de langue » de la fermeture des cantines, et à neuf heures, se trouver au pied de leurs lits, pour l'appel.

Redescendu dans la cour, Pierre se plut à s'y promener; elle ne lui produisait plus, comme dans le jour, la même sensation de tristesse effarée; ses pensées s'étaient modifiées; et il ne ressentait plus qu'une sorte de mélancolie douce. Dans la nuit très obscure, le ciel invisible ne pesait plus sur les têtes; avec l'incertitude actuelle de la vision disparaissait la laideur des choses qui offusquait l'œil pendant le jour, sous la lumière blafarde; les hauts bâtiments étaient tout noirs, et, par les fenêtres éclairées, s'apercevaient des formes gesticulantes qui, de loin, prenaient une gaieté d'ombres chinoises. Surtout, le bruit s'élevant de partout semblait de bonne augure au jeune homme, des chants, des rires, venant de plusieurs chambres; même un chœur, adouci par la distance, s'entendait en un coin opposé de la cour.

Pierre marcha le long des bâtiments, plongeant curieusement ses regards dans toutes les salles du rez-de-chaussée. La plupart étaient des chambres de troupe qui, toutes, lui présentaient le même aspect, la voûte et les murs blancs, l'alignement des lits faits pour la nuit, où des hommes étaient assis et couchés, à la tête desquels tout l'équipement, la musette et la serviette pendaient en tas; la planche à bagages courait tout le long du mur, présentant sa suite de paquetages carrés, surmontés du sac, des lueurs s'accrochant à l'alignement des gamelles; de chaque côté des portes, aux râteliers d'armes, les fusils étaient rangés, brillant en mat de toutes leurs culasses. Deux lampes éclairaient chaque chambre, et les ombres des hommes se projetaient, gigantesques, sur les murs. Certaines chambrées étaient presque vides; dans d'autres, au contraire, il y avait des groupes nombreux, tant de bleus que d'anciens: et là il régnait une gaieté folle dont les nouveaux venus devaient faire les frais; dans quelques-unes, on chantait, et Pierre vit ainsi celle où s'exécutait le chœur qu'il avait entendu de loin : les hommes étaient assis sur les lits, et chantaient gravement, avec des faces sérieuses.

Tout le long des bâtiments, les chambrées se répétaient, alternant avec des salles obscures où Pierre reconnaissait des réfectoires, aux tables et aux peintures qu'il entrevoyait vaguement; il vit aussi la *Salle des Rapports*, très éclairée, tapissée de placards et d'affiches, où un adjudant et un fourrier écrivaient; puis sa flânerie le conduisit aux Cantines: la destination ne pouvait être douteuse, en effet, de ces pavillons d'où sortait un bruit de vaisselle, de rires et de chants, où, par les fenêtres il voyait des hommes attablés, buvant et causant au milieu d'un épais nuage de fumée. Il s'éloigna bien vite, car il ne haïssait rien tant que des divertissements de ce genre; et, revenant sur ses pas, il parvint à une large trouée entre deux bâtiments qui, d'abord, le désorienta un peu; mais il reconnut la grille, des hommes de garde errant autour, d'autres assis à l'intérieur du poste, le factionnaire se promenant l'arme sur l'épaule : c'était l'entrée du quartier où le ramenait pour la troisième fois sa marche vagabonde. Car il y avait longtemps déjà qu'il errait ainsi à l'aventure, perdu dans des réflexions sans suite, livré surtout à la curiosité de ces choses nouvelles qui en venait à dominer chez lui tout autre sentiment. Il se faisait tard, et lorsqu'il eut tiré sa montre, il resta saisi de voir qu'il était plus de huit heures et demie : il avait passé près de deux heures à penser à des choses vagues, sans éprouver d'ennui et sans s'apercevoir de la fuite du temps. Alors, lentement, il se dirigea vers le bâtiment où il devait coucher, regardant autour de lui, écoutant le ronflement énorme qui disait toutes les vies grouillant dans ce lieu; aux étages supérieurs, ce devaient être partout des chambres, car, à toutes les fenêtres, on voyait s'agiter des ombres, et il sortait de partout les mêmes chants, les mêmes cris, les mêmes rires; au centre de la cour, tous les bruits se fondaient en une rumeur joyeuse; pour ce premier jour, le sentiment général semblait être la gaieté : les anciens se réjouissaient de l'arrivée des *Bleus*, parce que cela les sacrait définitivement *anciens*, parce qu'ils allaient avoir des hommes à faire marcher, à instruire, à dresser, à qui faire faire des corvées, et parce que cette arrivée apportait de la variété dans leur vie, très monotone depuis quelque temps; les Bleus, assurés, par leur premier repas, d'une bonne nourriture pour l'avenir, reçus amicalement par les anciens, auxquels ils payaient des tournées, revenaient de leurs terreurs premières sur la vie de caserne; ceux qui gardaient au cœur quelque souvenir douloureux essayaient de se mettre à l'unisson des autres.

Cette gaieté brutale qui, la veille, eût indigné ou stupéfié le jeune homme, ne l'étonnait plus ce soir; lui-même ne portait-il pas en soi une cause d'étonnement plus grand? Alors que, quelques heures auparavant, son désespoir de se trouver en un tel lieu avait fait couler sur son visage des larmes de rage impuissante, maintenant il ne retrouvait plus dans son cœur qu'un vague écho, à peine, de cette grande douleur. Il était, non pas résigné, mais comme oublieux de sa blessure intime. Après une crise morale, quand elle a par trop souffert, l'âme devient comme insensible; il semble qu'elle possède une *capacité de souffrance* qu'elle ne peut pas dépasser, après laquelle

elle atteint comme une saturation; et l'excès même de la douleur amène une accalmie : on est fatigué de souffrir. C'est alors que la moindre distraction est accueillie avec une inconsciente avidité, car elle crée la dérivation justement nécessaire pour que le mal n'atteigne point la limite où il confine à la folie. Et c'était de cette indispensable détente dont Pierre jouissait maintenant, dans sa promenade à travers la nuit.

Un homme, en surgissant soudain à ses côtés, le fit tressaillir : c'était le clairon de garde. Embouchant son instrument, il lança trois « coups de langue » dans la direction des cantines, et les répéta deux fois à intervalles égaux. La mémoire revint à Pierre, d'une des recommandations du sergent, et, abordant timidement le clairon :

— Pardon, qu'est-ce que vous venez de sonner là, je vous prie? demanda-t-il.

— Le « ferme-ta-boîte », répondit l'autre, sur un ton de dédain.

— Le...? insista Pierre, plus timidement encore, car, à l'accent de l'homme, il avait compris que sa question devait être déplacée.

Ce clairon devait être d'un naturel impatient, ou de mauvaise humeur à l'idée de la nuit de garde qu'il allait passer sur le bois du lit de camp. Il répondit, assez brutalement.

— Le « ferme-ta-boîte », la fermeture des cantines, quoi? Tu es content, maintenant, sale bleu?

Ayant haussé les épaules, il tourna les talons et s'éloigna, tandis que Pierre, ignorant de cette expression de caserne — un terme d'amitié, presque — et très humilié, se demandait pourquoi, à son titre de *bleu*, venait s'ajouter cette épithète de *sale*, à laquelle il ne se croyait aucun droit. Cependant, le clairon ne l'avait pas trompé, car on distinguait, plus encore au bruit qu'à la vue, une vraie foule sortant des cantines, à se demander comment elles avaient pu contenir autant; c'était une cohue bruyante, tapageuse; le temps passé dans les salles enfumées avait été visiblement bien employé; des hommes se poursuivaient avec de grands cris, des rires et des tapes : « La classe! — Ohé! les Bleus. — Trois cent six demain matin!... — On est de la *pousse*, maintenant. — Vive la classe! » C'était une joie populaire et violente, qui froissa la délicatesse du jeune homme, et qui vint exagérer encore la mauvaise impression faite sur lui par la réponse brutale du clairon. Sale bleu! Sale bleu!... Pourquoi « sale » ?... Pourquoi cette épithète méprisante appliquée sans raison à lui qui venait demander avec politesse un simple renseignement? Ce mince incident faisait planer sur son récent apaisement une ombre de mélancolie.

— Cet homme est un goujat, pour m'avoir répondu de la sorte, pensait-il en remontant le large escalier parmi des groupes bruyants. Or il doit y en avoir malheureusement beaucoup comme cela, dans une telle agglomération : c'est fatal. Et c'est là justement ce qui rend intenable la vie de caserne : le contact de toute espèce de gens, du peuple brutal et grossier.

Mais tout aussitôt, s'étant par une sorte de dédoublement, *vu* penser ainsi, il sentit toute l'ironie contenue dans un tel aveu émanant de lui; il en sourit : « Eh! quoi, c'est moi qui pense ainsi, moi qui méprise le contact du peuple? » Tout orgueilleux qu'il fût, avec la conscience de sa très réelle valeur, il avait toujours été prompt à se railler lorsqu'il se surprenait ainsi en flagrant délit de contradiction avec ses plus fermes principes : l'aveu à elles-mêmes de leurs faiblesses, sans atermoiement, sans faux-fuyant, est le propre des âmes hautes en même temps que franches. Ce soir-là, il s'égaya franchement : « Ah! quel être de petitesse et de contradiction est l'homme, si vain de sa prétendue supériorité! Et comme la plus infime circonstance a vite fait de mettre en relief l'opposition, si marquée, entre nos principes et nos sentiments intimes! » Au fait — constatation digne de remarque — malgré sa haine sincère contre un état social si loin de son rêve, il avait éprouvé toujours une instinctive répulsion pour le contact du peuple grossier, due sans doute aux raffinements de sa culture intellectuelle, mais jamais encore il ne ne s'était aperçu aussi nettement de ce sentiment caché au tréfonds de lui-même.

Il retrouva sans trop de peine sa chambrée; la plupart de ses camarades y étaient déjà; d'autres y arrivaient en hâte, craignant de se mettre en faute dès le premier jour; ils se réunissaient au milieu, échangeant leurs réflexions : la plupart trouvaient que c'était « assez rigolo ».

Pierre ne se mêla point à eux; il alla s'accouder à la fenêtre, qui était grande ouverte; les bruits du quartier se fondaient toujours dans le même bourdonnement confus, mais ils s'étaient augmentés, depuis la sortie des cantines, de cris et de chants avinés.

Les premiers coups de neuf heures tintèrent à l'horloge de l'Infirmerie; aussitôt, une sonnerie vibra au centre de la cour, et, dans l'espace de quelques minutes, le bruit décrut dans toute la caserne, puis cessa tout à fait : un silence profond plana. Un homme de garde passa sous la fenêtre et chantonna, sur l'air de la sonnerie qui était celle de l'appel :

Comptez, comptez vos hommes
Comptez, comptez-les bien
Comptez, comptez vos hommes
Il en manque un des miens.

Pierre se retourna vivement. Derrière lui, on venait de crier : « Silence! » d'une voix impérative

et brutale. Le sergent, qui venait d'entrer, commanda :

— Tout le monde au pied des lits, allons, au trot! Et découvrez-vous, restez immobiles. Je vais faire l'appel. Répondez : présent.

Il lut les noms des recrues ; certains firent sourire : « Cœurdeveau — Moutonnet — Languille — Brador ». Même, malgré la crainte, il y eut des fous rires tandis que des « Présent! » à tous les octaves répondaient à mesure. Puis le sergent sortit, et l'un des deux caporaux qui allaient coucher dans la chambre prononça brutalement :

— Maintenant, *pieutez-vous*, vous autres, et taisez vos becs. J'ai envie de dormir, moi; je ne veux pas en entendre un seul.

Il outrepassait ses droits en obligeant ainsi tout le monde à se coucher et à se taire, mais à quoi bon se gêner avec des Bleus arrivés du jour même?... Pierre, froissé par cette voix, regarda celui qui venait de parler ainsi; et il reconnut un caporal qu'il avait remarqué déjà dans la journée, une tête carrée aux mâchoires lourdes, avec une maigre moustache et des yeux méchants. La voix complétait l'homme, qui lui fut aussitôt antipathique, et il eut une poussée de colère contre cet être que le hasard plaçait au-dessus de lui. Il songea que ce serait bien dur, s'il allait se trouver sous ses ordres directs, dans son escouade.

Cependant, il imita ses camarades, qui se déshabillaient en silence. Au loin s'entendit le coup sourd de la grille qu'on fermait; puis, en tous les points de la grande cour maintenant silencieuse, on perçut, mêlée au tintement du sabre des adjudants et des sergents-majors, la récitation monotone et continue des noms dans toutes les chambres. Et cela aussi s'éteignit à mesure; les pas pressés des gradés allant rendre l'appel à l'adjudant-major de semaine filèrent dans la cour, les fenêtres se fermèrent en claquant, et le murmure des conversations reprit partout, sauf dans la chambre même, mais atténué et moins bruyant.

Intimidés par l'ordre du caporal, les jeunes gens s'étaient tous couchés sans bruit; ils se retournaient dans leurs étroites couchettes, puis s'endormaient peu à peu; bientôt, des respirations bruyantes s'élevaient dans le silence de la chambre.

Cette paix atténua chez Pierre le commencement d'irritation éveillé en lui par la brutalité du caporal; car c'était à cette brutalité même qu'il dut de pouvoir s'endormir en paix, sans l'agacement que lui eussent procuré des conversations bourdonnant autour de lui. Comme tous ses camarades, il avait eu d'abord quelque peine à s'introduire dans sa couchette, dont les couvertures étaient très serrées; il avait éprouvé quelque gêne au contact de ces draps grossiers et rudes; mais, à présent, une douce chaleur le pénétrait ; il était empli d'un bien-être délicieux, et son corps rompu d'un long voyage en chemin de fer, moulu d'une longue attente sur ses pieds, se détendait avec béatitude dans la tiédeur du lit; depuis deux jours, il n'avait plus été lui-même, dans l'impossibilité de se replier sur ses propres pensées; l'ahurissement du voyage, avec le mouvement et le bruit du train, les paysages traversés, les conversations de ses compagnons de route, les sommeils fiévreux où le jetait parfois la fatigue, tout l'avait empêché de revivre les heures pourtant délicieuses, inoubliables, qui avaient précédé son départ pour Dun-le-Haut. Et maintenant, dans la paix de la nuit, les souvenirs revenaient l'assaillir en foule, si pressés qu'il ne pouvait s'y reconnaître.

Les heures de caserne, d'abord, toutes récentes, au souvenir embué de tristesse et de mélancolie; puis Rose soudain se dresse devant lui; il voit son corsage clair, sa jupe noire, ses yeux brillants d'un éclat fiévreux sous les frisons bruns, ses joues rouges... l'heure à jamais exquise et redoutable où elle fut à lui. Un grand frisson le parcourut à cette évocation troublante, et la pensée de l'inexorable séparation mit encore des larmes dans ses yeux. Il voulut s'arracher à la crise de douleur qu'il prévoyait s'il laissait trop longtemps sa pensée s'attarder sur celle qu'il regrettait mortellement, se rattacha au souvenir de ses protecteurs, des bons Larvallé que son départ avait plongés dans le deuil : depuis quelques jours, la maison était triste de son départ, et le dernier repas pris en commun avait été navré, malgré les efforts de chacun; le bon directeur s'appliquait à donner du courage à son adjoint, et Pierre se rappelait encore ses derniers conseils. « Je sais quel sacrifice c'est pour vous, mon pauvre garçon, de subir pendant dix mois ce joug qui vous fait horreur. Mais dix mois, en somme... c'est court. Puis, je m'adresserai à votre raison pour vous rappeler que, ce temps de service étant inévitable et obligatoire, le mieux à faire est de s'y résigner du mieux possible, en vous disant que votre cas est celui de plusieurs milliers d'autres jeunes gens de votre âge ; — à votre amour-propre, pour vous faire songer qu'il est de votre dignité de ne pas vous attirer un reproche, de forcer, là comme partout, l'estime de ceux qui vous commanderont; et au reste, croyez-moi, la vie militaire a du bon, beaucoup de bon : elle façonne les caractères en les habituant à se courber sous une volonté supérieure, à subir les contretemps les plus variés ; à se résigner très vite à tel changement inattendu dans des projets; tout cela apprend à vivre. Et, d'autre part, croyez-vous que ce n'est pas excellent, ce mélange de toutes les classes, ce nivellement de tous sous le rouleau de la

discipline ? N'y a-t-il pas là comme une excellente solution sociale partielle, de faire fusionner, pactiser et fraterniser entre elles toutes les classes de la société?... Enfin pour ceux qui, comme vous, sont soumis à un travail sédentaire, rien n'est meilleur, au moment de la pleine formation, que ce temps de repos forcé pendant lequel le corps est soumis à un entraînement progressif et raisonné. La vie que vous meniez ici était forcément un peu efféminée ; celle que vous aurez là-bas vous virilisera, achèvera l'homme, en vous. Et vous verrez ! Dix mois, c'est vite passé. Quelles que soient vos préventions contre le principe militaire, la nouveauté de tout ce qui vous sera appris à la caserne vous intéressera : vous serez heureux d'avoir vu de près ces choses sur lesquelles s'exerce votre haine, sans même que vous les connaissiez ; et je ne serais pas étonné que, revenu ici, vous n'ayez perdu beaucoup de vos préventions. Car votre point de vue, alors, aura changé. Or retenez bien ceci, que je considère comme un axiome. Les opinions différentes que l'on se fait sur une question ne sont que des déplacements de points de vue ; et la vie, en somme, avec les insensibles transformations qu'elle apporte chaque jour dans l'esprit de chacun, n'est qu'une série de déplacements de points de vue... Allons, mon cher Pierre, avait achevé le brave homme en emplissant les verres d'un *Rancio* savoureux, buvons à votre bonne chance au régiment, et à votre heureux retour.

Pierre avait laissé parler son vieux maître, ne voulant pas le peiner, ce dernier jour, par un nouvel étalage de ses sentiments intimes ; mais comme il était loin de penser de même !... L'obéissance passive, à son sens, n'était qu'un abaissement de la dignité humaine, une atteinte portée à l'indépendance individuelle, et la discipline ne pouvait qu'amoindrir les caractères ; voir fraterniser entre elles les différentes classes, il ne le voulait point, car le pauvre ne devrait pactiser que du jour où il aurait acquis son dû. Tout au plus admettait-il qu'il y aurait quelque avantage physique, pour lui, à la vie nouvelle, toute matérielle et de plein air, qui allait être désormais la sienne... Il s'était tu, donnant cette joie suprême au bon directeur, de le croire enfin convaincu et résigné. Au reste, comment peiner ces excellentes gens qui, sur le quai de la gare, l'avaient embrassé comme un fils ? Mme Larvallé n'avait pu retenir ses larmes, et son mari avait la voix bien tremblante, en répétant : « Bonne chance, mon cher ami, bonne chance, et bon voyage ! » En s'éloignant d'eux qui, sur le quai, agitaient encore leurs mouchoirs, les yeux mouillés, Pierre sentait combien il les aimait : ils avaient été pour lui des parents adoptifs, ils l'avaient recueilli, misérable et vaincu de la vie, pour faire de lui leur second enfant ; et son cœur eût été bien sec s'il n'avait ressenti alors, à les quitter, le déchirement qui, s'ajoutant à sa douleur de quitter Rose, fit bien tristes, pour lui, les premières heures du voyage. Mais c'était la nuit, et un sommeil cahoté, agité, inquiété par l'incessante préoccupation des changements de train, avait embrumé ses pensées ; puis le jour s'était fait ; il avait traversé le Languedoc, la Provence, la Bourgogne, voyant le soleil diminuer d'éclat, le bleu du ciel s'affaiblir à mesure qu'il montait vers le Nord ; et de gros nuages étaient venus, assombrissant encore le temps et ses pensées ; maintenant il marchait vers l'Est, il filait à toute vapeur dans la direction de la frontière ; aux gares importantes, il voyait un poste de soldats, et, partout, il y avait encombrement de conscrits, dont la vue redoublait son amertume, car il pensait : « Dire pourtant que ma souffrance se répète dans ces milliers de poitrines ! Que partout a lieu, en ce moment, ce mouvement gigantesque de jeunes gens ayant tous, au cœur, la même tristesse ! Ils quittent leurs foyers pour remplir les casernes, pour aller, au nom du plus absurde des principes, apprendre à se battre et à tuer !... »

Et maintenant, il y avait six heures qu'il était descendu, avec deux cents autres au moins, à la gare de Dun. Maintenant, c'était irrévocable ; il était soldat pour un an. Pour un an, il allait être sevré, en outre de sa liberté, de la seule chose qui fût son bonheur en ce monde : l'amour de Rose !... Toute sa révolte le reprenait, contre l'odieuse loi qui l'avait éloigné d'elle, une malédiction nouvelle montait à ses lèvres. Malédiction bien vaine, hélas ! Révolte bien impuissante !... Le destin qui le courbait était plus fort que tout...

Mais, dans le bien-être du sommeil approchant, ses pensées prirent une orientation nouvelle, sa colère mollit, un espoir adoucissant le vint consoler. La mère de Rose avait déclaré un obstacle primordial cette malheureuse année de service à faire, pendant laquelle il pourrait, tandis que la jeune fille l'attendrait fidèlement, contracter quelque indigne liaison dont, par la suite, il ne pourrait plus s'affranchir, laissant sa fiancée dans l'oubli. A cette objection absurde, il saurait répondre en revenant auprès de son aimée dans des sentiments aussi tendres ; à celle concernant la modestie de ses ressources, il répondrait en apportant en dot une situation qu'il allait s'occuper à rechercher. Il faudrait bien, alors, que l'on cédât devant tant de courage et d'amour ? En l'éloignant, son état de soldat le servait, alors, le faisant oublier des défiants Rascoll, tandis que Rose se garderait pour lui !...

Cette fois, l'espérance chantait en lui, adoucissant la fin de sa première journée. Comme il allait tout à fait sombrer dans le sommeil, la sonnerie si déli-

cieusement mélancolique de l'extinction des feux plana sur le quartier. De toutes, il n'en est pas une qui réponde mieux à sa signification, exprimant moins un ordre d'éteindre les lumières qu'une invite à dormir, une assurance aux soldats couchés que des camarades veillent sur eux. Pierre en comprit le symbole, qui l'émut soudainement : il allait reposer sous la protection de ses nouveaux camarades, de ceux qui, un jour, pourraient devenir ses « frères d'armes ». Et, à ce moment même, il eut la conception première de la grande camaraderie militaire, de cette fraternité symbolisée, en paix et en guerre, par un échange mutuel de veilles ; il connut la douceur d'être gardé ce soir par ceux qu'il garderait demain...

Ainsi, depuis son entrée à la caserne, il avait vu chaque heure, chaque acte de la vie journalière marqué par quelques notes de clairon. C'étaient comme les rappels successifs d'une autorité supérieure et paternelle, disant au soldat : « Maintenant, fais ceci ; fais cela à présent. » Il n'y avait qu'à se laisser aller à ces avertissements, qu'à obéir avec tranquillité, qu'à se laisser vivre, sans le souci de se tracer à soi-même la besogne, avec la certitude que rien ne serait oublié par cette force que l'on sentait à tout instant invisible et présente, celle du règlement, adoucie par l'habitude, et faisant marcher toute seule, sans à-coups, la machine bien remontée. C'était doux, de n'avoir à s'inquiéter de rien, cette absence de toute initiative, de toute décision à prendre par soi-même ; et c'est cela qui fait, pour bien des esprits, l'attrait de la vie militaire et de la vie monastique, semblables par plusieurs points. Puisqu'il devait faire, pour une année, abstraction complète de sa personnalité, n'était-ce point une compensation, cela, que de pouvoir aussi se décharger de tout souci dans la conduite de la vie?... Il voulut en juger ainsi, dans l'engourdissement du sommeil tout proche, et il s'endormit sur la douceur de cette pensée.

. . . .

Fernand Dacre.

(A suivre.)

Mme MATILDE SERAO

Il y a une vingtaine d'années, un éditeur riche d'idées et d'initiative vint s'établir à Rome. C'était une époque singulière où, parmi les ruines d'un passé tout proche, brusquement s'éveillait une nouvelle vie. Le 20 septembre 1870, avec les troupes du général Cadorna, bien des choses faites pour étonner les Romains étaient entrées dans la ville par la brèche de Porta-Pia : ce fut l'invasion de la liberté.

Les éditeurs, qui jusqu'alors avaient eu tant de mal à vendre les romans catholiques du P. Bresciani, inondèrent Rome de publications nouvelles dont la plupart n'offraient qu'une morale fort douteuse et un style misérable. Le journalisme, qui avait dû jusque-là subir la censure du Saint-Office, passionna l'opinion publique au bruit de polémiques violentes, lesquelles aboutirent à un assassinat politique où se trouvèrent mêlés de grands personnages. Pendant dix ans des écrivains médiocres, des éditeurs sans scrupules, des caricaturistes dénués d'esprit triomphèrent et abusèrent d'une liberté aussi longtemps attendue que chèrement payée.

Vers 1880, le public commença à se lasser de tout ce bruit. Des publicistes de valeur qui, peu rassurés sur les destinées de la nouvelle capitale étaient restés à Florence, vinrent se fixer à Rome. Des artistes suivirent cet exemple. La séduction d'une grande ville créa dès lors autour du gouvernement politique une vie nouvelle. L'ère des grandes entreprises commença, et la fièvre de la spéculation gagna les plus paisibles bourgeois. Des banques furent fondées, des sommes énormes mises en circulation. Quelques grandes familles de l'aristocratie, résolues à se tenir à l'écart de la vie publique, cherchèrent et trouvèrent dans les spéculations de bourse un aliment à leur besoin d'activité.

C'est vers ce temps que l'éditeur Sommaruga s'établit à Rome : il rêvait d'y créer tout un grand mouvement littéraire. Le moment était d'ailleurs bien choisi. Manzoni avait survécu à son école. Carducci était à peu près inconnu ; ce qu'on admirait de lui du moins, c'était ses *iambes* révolutionnaires et sa foi républicaine plutôt que ses odes et ses travaux critiques. Les jeunes mettaient tout leur enthousiasme dans un poète fort médiocre, Lorenzo Stecchetti, qui traduisait la préface de *Mademoiselle de Maupin* en l'adaptant aux théories naturalistes. Sommaruga exploita ce fonds. Il créa d'abord un journal artistique et littéraire ; il inaugura la réclame tapageuse ; puis il donna des soupers, eut des duels, enfin devint célèbre à Rome.

Dans le petit entresol qui servait de bureau de rédaction à son journal, on voyait des écrivains et des artistes : Carducci discutant esthétique avec quelque comédienne à la mode ; Gabriele d'Annunzio, encore adolescent, échangeant des vers contre un bouquet de roses. Sommaruga avait appelé sa feuille *Cronica bisantina*. Clairvoyant et sceptique, l'éditeur avait vite compris que cette vie qu'il voyait s'agiter autour lui était purement factice et, dès le premier jour, il avait lui-même condamné son entreprise en l'estampillant de ce nom de *Cronica bisantina*.

De fait, Sommaruga fut pour beaucoup un corrup-

teur du goût littéraire. Bientôt abandonné par les meilleurs de ceux qu'il avait groupés, il fut contraint de recourir aux expédients les plus louches et dut enfin s'enfuir en Amérique.

Son œuvre disparut avec lui. Cependant, quelques noms furent sauvés de la débâcle. Parmi ceux-ci, celui de Matilde Serao, qui avait débuté dans les colonnes de la *Cronica bisantina*.

Matilde Serao était alors une charmante jeune fille de vingt ans, aussi bruyante que peu prétentieuse. Son premier recueil de contes, — *Dal Vero*, — avait laissé le public parfaitement indifférent. On savait d'elle peu de choses; on la disait née en Grèce, d'un père napolitain, émigré politique, et d'une mère issue de l'illustre famille hellène des Bonely.

Celle-ci fut la véritable éducatrice de sa fille : elle développa dans l'âme de l'enfant la passion du beau, qu'elle-même tenait de ses pères, et aussi ce goût de l'énergie qui est la dominante du caractère de Mme Serao.

De son enfance, Mme Serao a gardé un souvenir très doux. « Si j'évoque ma première jeunesse, écrivait-elle à une amie, je ne parviens pas à séparer la vision d'un ciel bleu et d'une terre fleurie de celle de ma mère, la tête penchée sur moi, ses admirables cheveux noirs partagés en bandeaux sur un front très beau, m'enseignant les lettres de l'alphabet. Et je me demande si ce ciel, cette terre et cette femme, ce n'est pas la même chose. » La lettre où je puise ces lignes déborde de cet amour pour la mère, — d'un amour fait de tendresse et de reconnaissance infinies, d'un amour qui inonde d'une joyeuse lumière toutes les primes années de la vie.

A Naples, où, dès l'annexion, la famille était venue s'établir, Matilde Serao passa son enfance et sa première jeunesse. Bien que subissant le contre-coup de la gêne dans laquelle se trouvaient les siens, elle sut regarder avec confiance l'avenir. De cette époque date une page exquise et peu connue où Mme Serao nous conte ses impressions :

« J'avais dix-sept ans, écrit-elle dans la préface de ses *Légendes napolitaines*, j'étais une fille pauvre et une très malheureuse externe à l'École normale. Je prie d'ailleurs le lecteur de ne pas s'apitoyer sur mon sort. On ne souffre pas de la pauvreté lorsqu'on est très jeune, et personnellement je puis ajouter que je trouvais dans cette misère les raisons mêmes de ma perpétuelle gaieté... Je vous conte tout cela pour vous montrer que je n'avais pas alors la moindre prétention de devenir quelque jour le chroniqueur que je suis. Comme la plupart de mes camarades, — le souvenir de votre nom m'est cher, ô mes amies! — j'aurais subi le concours et, le dieu de la pédagogie aidant, je serais devenue une brave maîtresse d'école. Je le répète, cette perspective ne m'affligeait nullement, et à chaque instant mon rire bruyant résonnait sous les voûtes de l'école ou dans l'escalier de la maison comme si je n'avais été mise au monde que pour rire contre toute mélancolie et toute tristesse. Ma mère répétait sans cesse qu'elle m'entendait rire dès que j'entrais dans la rue et que ma gaieté lui était une consolation. Tu savais bien, mère, que je riais pour te faire sourire! Ce fut alors que libre de toute sensiblerie, sans tristesse dans l'âme, préoccupée seulement d'aider ma famille, ce fut alors que je commençai mes légendes. J'habitais en ce temps-là un curieux quartier populaire enclavé entre Santa Maria-la-Nuova et Megrocannone. C'est un quartier bizarre, nullement pittoresque d'ailleurs, habité qu'il est par de grands marchands de meubles, de ces meubles qui ont meublé toutes les maisons bourgeoises de Naples et des environs, — quartier de sculpteurs de saints où, dans l'ombre des petites boutiques, on entrevoit la pâle figure d'un saint François d'Assise à moitié peint ou la lèvre trop fraîchement vermeille d'une madone, quartier mystique avec ses six chapelles et ses dix églises, ses processions et ses fêtes, quartier de grands palais historiques et de tristes habitations modernes, quartier très sale, fort peu hygiénique et sans soleil. Du moins, le soleil y était, mais sur les terrasses, au-dessus des maisons. Et c'était une fête lorsque nous pouvions nous procurer la clef d'une de ces terrasses. Nous allions à cinq ou six nous blottir là-haut, à l'ombre d'un mur, pour faire du crochet et répéter les quatre règles de l'éducation. Quelles sont-elles, ces règles? Je ne m'en rappelle que deux : *harmonie* et *convenance*... Que de soleil sur cette terrasse! Nous regardions de là-haut tout ce quartier triste et sale. Les cris des marchands de fruits nous arrivaient affaiblis; les rues disparaissaient dans un tel éloignement, elles semblaient si humides et si noires, le soleil brillait si loin dans le ciel bleu que nous nous demandions si jamais il arriverait sur cette terre pour l'égayer et la sécher. Le plus noir de tous était le *vico* de donna Albina, avec son ruisseau et ses immondices éparpillées aux quatre coins des ruelles.

« Une rue si noire! m'écriai-je un jour. Une rue si noire avec un si doux nom de femme blanche!

« Ainsi commença ma première légende... Celui qui a rêvé rêvera; celui qui une première fois a évoqué un fantôme d'outre-tombe évoquera des légions de fantômes... »

On le voit, Matilde Serao restera toute sa vie Napolitaine et sentimentale. Éprise de Rome, amoureuse de Florence, elle gardera toujours au fond de son cœur la nostalgie de sa ville natale.

C'est à Rome cependant qu'elle conquit ses premiers lauriers. Le *Capitaine Fracasse* avait été fondé avec les meilleurs éléments de l'ancienne *Cronica*

bisantina : Matilde Serao entra au *Capitaine Fracasse* pour devenir vraiment journaliste. Sous le pseudomyne de « Chiquita », elle y donna des chroniques délicieuses, où tout événement d'art, de littérature et de politique trouvait son écho. Mais ses romans de cette époque révèlent déjà le grand talent de l'écrivain. On connait *Cœur souffrant* et *la Conquête de Rome*. On connait moins *Fantasia* et *le Roman d'une jeune fille*, où se trouve cette description d'une fête chez des bourgeois pauvres qui est une des meilleures pages de la littérature italienne contemporaine.

Seule, — sa mère morte sans avoir pu applaudir aux premiers succès de sa fille — Mlle Serao dut, vers ce temps, batailler ferme pour vivre. A force d'énergie, elle sut bientôt s'imposer. Une amitié profonde la liait à Mme E. Duse, qui, elle aussi, luttait pour conquérir sa place au soleil de la gloire. Dans leur mutuelle sympathie, les deux femmes puisaient quelque réconfort au milieu des difficultés qui leur barraient la route.

C'est à cette époque que Mme Matilde Serao se maria. M. Edoardo Scarfoglio, qui fut critique littéraire au *Capitaine Fracasse* avant d'être le redoutable polémiste qu'on sait, s'était montré fort sévère pour l'auteur de *Fantasia*. Un certain matin, le grand poète Cesare Pascarella faisait les cent pas sur le *Corso*, quand tout à coup il s'arrêta, saisi d'étonnement. Dans un coupé fleuri il venait d'apercevoir Matilde Serao et Edoardo Scarfoglio qui lui dit :

« Nous venons de nous marier.

— Ç'aura été ma vengeance ! » ajouta en souriant sa compagne.

Les nouveaux époux fondèrent le fameux *Courrier de Rome*, où ils mirent toute leur activité et qui ne vécut qu'à force de sacrifices et d'habileté. C'était chaque jour une nouvelle bataille à livrer, dans laquelle Mme Serao se montra plus que jamais virilement énergique. Sur la brèche constamment, vivifiant l'œuvre commune de toute sa belle ardeur, prenant à peine le repos indispensable, elle écrivait un article, rédigeait un entrefilet, bâtissait des feuilletons avec une facilité vraiment étonnante. Elle a consigné assez exactement les impressions de cette vie de fièvre dans un de ses plus beaux romans : *la Vie et les Aventures de Riccardo Joanna*. « Ne vous faites pas journaliste ! s'écrie à la fin du livre le vieux Riccardo Joanna en parlant à un jeune homme qui le consulte, ne vous faites pas journaliste ! Au nom de votre mère, si vous avez encore votre mère ; au nom de votre Dieu, si vous croyez en Dieu, ne vous faites pas journaliste ! » C'est évidemment là le cri du cœur d'un écrivain qui, toute sa vie, resta journaliste, et qui, d'ailleurs, trouva le succès dans sa carrière. Car, enfin, *le Courrier de Rome*, en quittant la capitale pour Naples, connut la fortune.

Dès ce moment, la période des tentatives et des essais était terminée : dans le succès, le talent de Mme Serao prit un nouvel essor.

* * *

« Qui a rêvé rêvera. » Ce mot résume toute l'œuvre de Mme Serao. A travers les dialogues du peuple où elle se complait, à travers même les violences de son naturalisme, on entrevoit toujours un coin du ciel bleu, une échappée sur le rêve.

Du reste, le naturalisme n'a jamais eu en Italie l'âpreté qu'on lui connait ailleurs. Au fond, Matilde Sarao est demeurée fidèle au romantisme. Le réalisme du *Ventre de Naples* et du *Pays de Cocagne* cache mal son besoin d'idéal. C'est surtout dans son style qu'on surprend la caractéristique de son tempérament d'artiste.

Des critiques sévères ont reproché à l'écrivain de négliger les règles classiques, ces règles qui chez nous entravent dans son expression toute idée nouvelle. Mme Serao écrit dans une langue souvent bizarre, presque toujours originale. Elle s'inspire du langage courant, du dialogue napolitain surtout, si expressif et si vivant, plutôt que des formes surannées qui font la joie des érudits. Certes, on ne parle pas dans un salon la langue que pratiquent les personnages de la romancière. Mais ces phrases, qu'on dirait taillées avec un instrument aigu dans une matière transparente, ont un charme singulier. Elles semblent jaillir des profondeurs de l'âme. Elles sont brèves, incisives, haletantes, elles créent des images et donnent à l'ensemble du discours une signification comme mystérieuse. De là, je crois, la physionomie très personnelle de l'œuvre de Mme Serao.

Cette originalité s'affirme encore dans les dernières créations de l'écrivain. Depuis *Castigo*, qui fut écrit en 1891, sa conception mystique s'accentua. Ce *Castigo*, ce châtiment qui entraînera la chute de trois personnages, c'est celui qui punit les cœurs point assez ouverts à l'amour. Ce livre constitue d'ailleurs une suite à cet autre : *Addio Amore !* — où Anna Acquaviva se tue dans la maison de Caracciolo parce que son mari qu'elle adore lui préfère sa propre sœur. Dans *Castigo*, une ombre vivante traverse la scène. Et Luigi Caracciolo, l'amoureux doucement fidèle à la mémoire de la morte, et César Dias, le mari parjure, et Laura Acquaviva, la sœur coupable, vivent sous la constante hantise du cauchemar que dégage pour eux l'énigmatique figure de lady Hennion, mystérieuse réincarnation de la suicidée. Parlant de la langue adoptée par Mme Serao pour traduire sa vision, Vincenzo Morello, un de nos meilleurs critiques littéraires, dit : « L'écrivain ici a su créer l'instrument qu'il fallait pour exprimer sa conception. »

Castigo marque ainsi un retour à un idéal qui fut

cher jadis à l'auteur. Matilde Serao n'échappa à l'influence des réalistes français que pour redevenir un cœur sentimental. L'amour demeure le fond de son œuvre. L'amour est ici le principe et la fin. Il domine la destinée des héros, et alors que la littérature contemporaine s'applique d'abord à en montrer, à travers ses analyses psychologiques, les misères et les tristesses, Mme Serao, elle, le glorifie. Dans une série de portraits intitulée *les Amants*, elle établit une progression en haut de laquelle l'amant parfait, *il perfettissimo amante*, meurt en plein rêve réalisé. L'amour aura cent aspects divers : il aura de la pitié pour les cœurs souffrants, il encouragera ceux qui luttent, sans rechercher l'origine de la souffrance, sans s'enquérir du mobile des efforts.

Et c'est là la traduction d'un ensemble de sentiments très sincères. La pitié de l'écrivain pour les misères humaines n'a aucune parenté avec la vaste bonté prêchée par les romanciers russes, aucune parenté non plus avec le pardon attendri des catholiques. L'idéal socialiste est également absent de la pensée de Mme Serao. Celle-ci exagère même la sincérité de ses sentiments : la femme qui toute sa vie donna un si manifeste exemple d'énergie, qui aime à répéter : *Io non sono una scrittrice, io sono uno scrittore*, est une adversaire convaincue de toute prétention féministe. La femme doit rester ce qu'elle fut; elle doit demeurer soumise à l'antique idéal de bonté et d'amour.

Il faut lire son dernier ouvrage : *Au pays de Jésus*. Sur la terre sainte, la grande émotion lui viendra à la pensée des trois Marie qui, cœurs douloureux et sublimes, répandirent comme un parfum d'amour sur toute la vie du Fils de Dieu. « De grandes tristesses endeuillent le monde, écrit-elle, mais le rêve de bonté qui unit les femmes de tous pays et de toutes conditions est si ardent et si puissant qu'elles seules, les femmes, les grandes âmes pleines de rêve, gardent le secret qui guérit la douleur humaine ».

C'est assez dire la façon dont Mme Serao conçoit la mission de la femme. Et lorsque quelqu'un de ses admirateurs l'interroge sur les doctrines féministes, elle répond : *Non ne capisco niente* : « Ils n'y entendent rien. »

Voilà de la verte sincérité. Et c'est cette note qu'on retrouve à toutes les pages de son œuvre. Les personnages aiment, haïssent, pleurent, parce qu'elle-même sut pleurer, haïr et aimer.

L'existence agitée et fiévreuse à laquelle l'astreint la direction de son grand journal ne la prive pas d'ailleurs des joies simples de la famille. Mère de six enfants, elle redevient, quand il le faut, l'excellente Napolitaine qui adore ses *piccirilli*, ses petiots.

Mais il faudrait dire l'exquise bonté de la femme. Un joli trait entre cent autres. Il y a quelques années, Naples apprenait le suicide d'une malheureuse venue à la mort par l'amour. Ce fut un scandale. L'infortunée jeune femme laissait seule au monde une fillette que Mme Serao recueillit et éleva comme un de ses propres enfants.

Ce petit fait donne une singulière profondeur aux idées que Matilde Serao exprimait un jour à la fin d'une conférence sur le besoin du rêve dans la vie et dans l'art : « Nous pouvons mettre en *nous* et partout autour de nous la poésie du rêve. Dans le milieu restreint d'une petite maison, dans la tranquillité de la plus paisible existence, l'homme, la femme peuvent mettre un rêve qui aide à vivre, qui aide à souffrir, qui aide à être heureux. Faisons de notre vie un rêve, quelle que soit cette vie, brillante ou terne, triste ou gaie... Rêvons d'être bons jusqu'à la mort. Rêvons jusqu'à la mort non d'être heureux nous-mêmes, mais de rendre heureux ceux qui nous entourent. »

DIEGO ANGELI.

LA RÉVOLUTION DE 1830 (1)

Racontée par des témoins oculaires.

PARIS ET FONTAINEBLEAU EN 1834

En 1834, miss Berry passe plusieurs mois en France et comme d'ordinaire elle confie ses impressions à son Journal dont nous tirons quelques extraits.

I

« Jeudi 22 mai. Je reviens des funérailles de Lafayette. Elles étaient aussi mal organisées et aussi peu importantes que si cela avait été en Angleterre et ce n'est pas peu dire. Cinq bataillons des troupes de ligne et cinq bataillons de gardes nationaux étaient placés sous les ordres du général Dariale; il y avait de plus des détachements de gardes municipaux et de sergents de ville... Les tambours des régiments étaient voilés; très peu de musique, et ce qu'il y en avait n'était nullement en rapport avec la cérémonie. Le catafalque sur lequel le cercueil avait été posé, était une grande machine disgracieuse en aussi mauvais état que celle qui a servi aux obsèques de Nelson. Sur le boulevard, au passage du cortège, les chapeaux se tiraient volontiers, mais pas plus à ce moment qu'en d'autres de la cérémonie il n'y eut tentative pour fomenter un mouvement. Im-

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1900.

médiatement après un fort détachement de gardes nationaux qui suivait le corps, venait la Chambre des Députés (au moins la moitié); de nouveau, de la troupe, puis une longue queue d'hommes en pardessus noirs, la Colonie américaine de Paris, je crois, ensuite des soldats encore, les voitures du Roi, de la Reine, de Madame Adélaïde et celle du duc d'Orléans. Le prince lui-même, pourquoi n'y était-il pas? Horace dit: « Quem Deus vult perdere, prius dementat ». Le poète a sans doute voulu désigner les rois, qui négligent toujours les occasions de produire une bonne impression en leur faveur! Qu'est-ce qui aurait pu empêcher le duc d'Orléans de rendre par sa présence cet hommage significatif à la mémoire de l'homme qui avait *placé la couronne sur la tête de son père?* Même si les ministres s'y étaient opposés, comme on l'a dit, le peuple n'en aurait été que plus satisfait de le voir; et ceux qui savent ce dont il est redevable à Lafayette auraient pris meilleure opinion de son cœur et de ses sentiments.

Les voitures de la Cour n'étaient même pas des voitures de cérémonie; à deux chevaux seulement avec deux valets de pied derrière. Chaque fois que le cortège, en raison de sa longueur, était obligé de s'arrêter, les valets de pied descendaient de la voiture et causaient avec leurs amis dans la foule!

Ensuite venait dans le cortège le *seul* groupe qui apportât son tribut de reconnaissance : des milliers et des milliers de gardes nationaux, en compagnies régulières, officiers en tête, et ayant cent fois meilleure tenue que les troupes de la ligne. Ces derniers soldats sont de très petite taille, bien au-dessous de la moyenne de France et d'Angleterre. Le comte de... m'en donna pour raison que de l'an IX à 1814, la France avait été drainée d'hommes et qu'on n'avait laissé que les tout jeunes, les débiles et les mal portants, qui ont fait souche d'une race très inférieure en taille à la moyenne; que désormais, comme il s'est écoulé vingt ans depuis ce temps, on remarquera une notable différence dans la taille des hommes qui seront appelés sous les drapeaux.

J'ai vu le défilé du cortège de la terrasse d'une maison du coin de la rue de Choiseul appartenant au duc de Massa. On ne pouvait mieux être placé; le temps était splendide, mais néanmoins je n'ai pas ressenti d'impression favorable, car le spectacle n'était pas émotionnant. Quant à la populace, elle était parfaitement calme, moins déguenillée et sordide que ce genre de foule en Angleterre.

« Samedi 24. M. des Cars n'aurait pas voulu pour rien au monde que Charles X se fût retiré à Rome. « Cela eût trop pris l'air d'une abdication! C'eût été trop suivre les pas des Stuarts! » Hélas! ces pauvres yeux abusés ne voient pas que l'imitation est déjà commencée. Pour la rendre complète, il ne manquerait plus que l'extinction de la race dans la personne du duc de Bordeaux. Comme celle des Stuarts, leur petite cour de Prague est aussi le théâtre de dissensions et de querelles. On vient de renvoyer Mme de Gontaut (1); les carlistes prétendent que c'est à cause d'un complot ourdi par elle et découvert par le duc de Blacas, complot qui consistait à marier Mademoiselle avec le duc d'Orléans! Mariage auquel pour tout au monde, Louis-Philippe n'aurait pas consenti et je crois Mme de Gontaut beaucoup trop avisée et trop au courant des derniers événements pour avoir jamais imaginé ce plan. Pozzo dit que Louis-Philippe met de côté tous les ans 120 000 livres sterling. Je ne le crois pas. »

De mai à août, le journal de miss Berry est interrompu, mais une lettre adressée à Macaulay relie assez bien la trame de ses impressions pour être citée ici; elle renferme d'ailleurs de curieuses remarques politiques et sociales.

« ...Je suis ici depuis la fin d'avril... Vous savez combien j'aime Paris. C'est la ville de toutes les saisons, de tous les âges, de tous les goûts, de toutes les manières de vivre. Je devrais ajouter que j'aime beaucoup la France, mais que rien, socialement parlant, n'est plus différent de Paris que le reste de la France. Au point de vue politique, tous deux sont florissants, le pays, devrais-je dire plus que la métropole; et, quelles que soient les particularités de l'une ou de l'autre de ces parties de la France, après chaque séjour fait dans ce pays, j'en arrive forcément à ce résultat mortifiant que ce peuple, en somme, fait une *meilleure chose* (1) de la vie humaine que nous.

« Dans la conduite des événements politiques, (je ne dis pas dans le raisonnement politique) ils sont des enfants, en comparaison avec nous. Mais une fois qu'ils seront arrivés à consolider leur gouvernement actuel — et je dois dire que chaque année ajoute des chances à ce succès —, nous devons nous, de la présente alliance, augurer de bons résultats. Le Roi s'est montré homme de bon jugement et de sens rassis et c'est ainsi qu'on l'admet généralement. Ce qui est étrange, c'est l'impopularité dont il continue à jouir auprès d'une grande partie de la population. Les défauts même qu'on lui reproche sont bien plutôt des qualités chez un souverain. On lui reproche d'aimer

(1) Mme Gontaut partit de son plein gré, mais parce que sa situation devenait intenable. Voir ses *Mémoires*, dernier chapitre.

(1) En français dans le texte.

beaucoup l'argent, bien qu'on ne l'accuse point de l'acquérir par des moyens critiquables ni de le dépenser de façon égoïste ou immorale. Mais il manque totalement de cette expansion de caractère, de cette disposition à l'apparente prodigalité et au faste que le peuple en France aime naturellement et prise fort, pour y avoir été accoutumé depuis longtemps, et bien qu'en pratique, il ne serait pas, le cas échéant, disposé à en admettre les conséquences. Leur Chambre des Députés n'est pas plus experte que par le passé pour administrer les finances d'un si grand et si riche pays. »

En passant, une épigramme au ministère présent dont l'adresse et l'habileté sont moins discutables que « l'honnêteté de vues et l'intégrité de caractère de ses membres ». Le duc de Broglie a donné sa démission pour une question de bonne foi dans le paiement des indemnités américaines; ceci n'a pas été « un mal pour le gouvernement mais un échec au caractère des autres ministres ». Miss Berry espère bien que le duc de Broglie reviendra au pouvoir; cela doit être, et cela sera et son influence sera plus grande que jamais. « Cela lui est dû, car je le considère comme un homme d'État très éclairé et absolument indemne des taches fâcheuses qui se voient autour de lui... »

Au mois de septembre prochain, la Chambre des Pairs va être appelée à juger en dernier ressort le procès des perturbateurs de l'ordre en avril passé. La première instruction a été mal menée et a apporté peu de preuves convaincantes, ce qui amène miss Berry à formuler cette appréciation qu'on pourrait appliquer à toutes les Hautes Cours : « J'ai bien peur que la Chambre des pairs acquière peu d'honneur en sa qualité de tribunal et si *tous* ces gens doivent être relâchés ou si *tous* doivent être condamnés (et ce sera une de ces deux solutions), il aurait bien mieux valu les laisser aux juges ordinaires. »

Après la politique, la littérature et ce qui s'y rapporte de près ou de loin. « Œuvres d'imagination, théâtre, romans, tout dénote une exaltation, un renversement des sentiments et de la morale qui frappe les têtes calmes de leurs voisins anglais. »

« Cette exaltation ne se confine pas toujours dans les œuvres de fantaisie. Il est un certain abbé de Lamennais qui fut l'un des apôtres de la Restauration des Bourbons. Il y a quelque dix ans il a écrit un livre : *De l'Indifférence en matière de Religion* qui a été cité comme parole d'Evangile par tout le parti ultra. Voici que cet abbé revient à la rescousse avec un autre ouvrage appelé *Paroles d'un Croyant* qui est le plaidoyer le plus âpre et le plus sanglant en faveur du radicalisme ultra. Avec des paroles qui ne ressemblent en rien à celles de l'Ancien Testament et avec la prétention de rendre à l'Église sa simplicité primitive et sa puissance initiale, il prêche une croisade contre tous les gouvernements et tous leurs représentants et voudrait en revenir aux guerres sanglantes des rois de Judée pour établir une parfaite égalité de fortunes et de droits parmi les hommes. Cette rapsodie, on ne peut l'appeler autrement, qui ne manque pas d'ailleurs d'éloquence, a déjà été traduite en allemand et, paraît-il, a produit une grande impression. Si cela est nous verrons bientôt des milliers d'hommes massacrés au nom du Dieu de paix et de clémence ».

Décidément tout a baissé en France, de l'avis de miss Berry, et au point de vue des lettres, des arts et du goût, elle n'a pas tout à fait tort.

« Le goût s'est tout à fait gâté, écrit-elle encore à Macaulay, non seulement en littérature, mais dans tout ce qui est du domaine de la production artistique ou ouvrière. On en aurait une preuve dans l'Exposition de l'industrie française qui est ouverte depuis un mois. Il y a là de tout, depuis de grosses machines jusqu'à des faux cheveux, depuis du velours jusqu'à de la toile à voile et depuis de la vaisselle plate jusqu'à des faïences, sans compter la coutellerie, la sellerie, les produits chimiques et des centaines d'*et cætera*. Qu'on ait fait des progrès en France pour des objets communs devenus meilleur marché, tels que tapis, faïences, etc., ce n'est pas douteux, mais toute cette grâce des couleurs, des formes et du modelé qui était jadis si remarquable, est tout à fait perdue.

« Le Roi a passé à différentes fois six heures dans la journée à voir fonctionner les machines, à questionner chaque exposant sur ses produits. Il n'y a qu'un roi pour pouvoir supporter et l'ennui et la fatigue d'une telle entreprise. »

La lettre à Macaulay se termine par des considérations sur la politique actuelle du ministère anglais et l'éternelle question de l'église irlandaise. Miss Berry annonce son projet de s'établir avec sa sœur, en septembre, à Bellevue « petit village ou plutôt groupe de maisons qui mérite bien son nom, à cinq *miles* de Paris. » Puis elles reviendront jouir à Paris de leur charmant appartement des Champs-Elysées.

Faute d'événements, le *Journal* d'août contient une dissertation sur le *Courage moral.* Miss Berry ne craint pas les sujets philosophiques et au fur et à mesure qu'elle avance en âge, ces énoncés de doctrines ou d'aphorismes deviennent plus fré-

quents. Celui-ci est motivé par la séance du 9 août à l'Académie française où le sujet du discours d'éloquence institué par M. de Montyon était le *Courage civil* (qui aurait été mieux dénommé moral, ajoute miss Berry.) Le prix ne fut pas décerné, aucun des discours sur le sujet n'ayant été jugé digne, même d'une mention honorable. « Je ne suis pas surprise de ce résultat. Le courage moral est beaucoup moins inhérent au caractère français, bien moins en rapport avec leurs usages et leurs sentiments habituels que le courage militaire et physique. Peut-être vient-il plus naturellement et avec moins d'effort aux Anglais, d'intelligence plus lente et de tempérament moins inflammable. Quel courage moral chez un Français pourrait résister au ridicule qui le rendrait le jouet de la société? Qui aurait eu le courage de faire comme sir S. Romilly, jeune encore alors, qui, au mépris des railleries de ses camarades, gardait chez lui comme domestique un homme vieux, boiteux et maladroit parce qu'il était le fils de sa bonne et que c'était le seul moyen pour lui de le secourir?

« Les mêmes défaillances de courage moral en face des chagrins et des obstacles de la vie, nous les retrouvons dans la fréquence des suicides occasionnés par des attachements de cœur auxquels la volonté des parents ou des difficultés de situation ont mis obstacle. »

Miss Berry qui a passé l'âge des passions sans faillir et qui, dans sa jeunesse, se consola rapidement de la seule peine qu'ait ressentie son cœur assez sec (elle avait dû épouser le général O'Hara; des difficultés de résidence firent reculer, puis rompre le mariage et l'un et l'autre s'oublièrent assez facilement), miss Berry part en guerre contre ceux qui volent au suicide comme seul remède à leur déconvenue, « contre ceux qui croient que la détermination de mourir en même temps que l'objet de leur passion enlève toute idée d'égoïsme à leur acte alors qu'au contraire c'en est un redoublement ». Un peu délibérément sans doute, elle ajoute : « A tous ces couples dont les journaux racontent avec détails la mort par asphyxie ou par immersion, qu'a-t-il manqué? Le *courage moral*, qui les eût forcés à s'accorder un mois de délai, et, au lieu de trouver la mort dans les bras l'un de l'autre, ils fussent devenus d'heureux fiancés et d'utiles membres de la société ». Quittant cette philosophie bourgeoise, de saine mais peu probante allure, miss Berry passe en revue quelques figures mondaines et littéraires. Un des portraits a son intérêt. « Les *Souvenirs* de la marquise de Créquy font beaucoup parler. Ils sont rédigés par M. de Courchamp qui a vécu longtemps dans sa société; homme peu scrupuleux, mettant sur le compte de la marquise ses propres opinions sur choses et gens, avec, dans le mélange, des opinions vraiment à elle. Elle avait du reste une grande réputation de méchanceté et elle ne l'ignorait pas : « Je ne sais pas pourquoi on me croit méchante, *car je ne dis jamais la moitié du mal que je pense.* » Mme de Souza (Mme de Flahaut) qui a connu et se rappelle très bien Mme de Créquy était parfaitement sûre que les *Souvenirs* n'avaient pas été écrits par elle parce qu'il n'y était pas question d'une aventure de sa jeunesse, histoire qu'elle avait racontée à Mme de Souza et que celle-ci racontait fort bien. Quant à M. de Créquy, on savait qu'il n'avait jamais écrit un mot. »

Miss Berry et sa sœur ont passé, suivant leur plan, le mois de septembre à Bellevue. Elles y vivent en rurales et dans une solitude presque complète que vient seule troubler l'époque des vendanges. C'est un spectacle nouveau pour elle, et miss Berry prend plaisir à voir cueillir les grappes; en femme pratique, elle a calculé ce qu'une pièce de terre correspondant au quart d'un *acre* peut produire de vin : « une pièce et demie, ce qui fera environ 500 bouteilles qui se vendront sur le pied de trois sous; donc le revenu de cette pièce de terre sera à peu près de 60 livres, ce qui est d'un bon rapport. »

Le séjour à Bellevue a été un temps de repos après un été chaud passé à Paris, mais dès la fin du mois, les misses Berry sont rentrées à Paris. Le 30, elles partent pour Fontainebleau où réside la Cour et où elles ont été invitées à passer quelques jours. Depuis qu'elles séjournent en France et qu'elles coudoient les cours des différents chefs d'État qui se sont succédé, c'est la première fois qu'elles reçoivent une invitation royale. Bien que ses soixante et onze ans fussent bien marqués pour faire figure à la Cour, si familiale et tranquille qu'elle fût d'ordinaire, de la reine Marie-Amélie, miss Berry est ravie de ce petit voyage et va nous initier à tous les détails des trois journées. Comme elle l'écrira plus tard à Macaulay, c'est un événement que ce séjour de Louis-Philippe et de sa Cour à Fontainebleau. Ce n'est pas dans les habitudes du roi économe de faire des déplacements aussi coûteux, et de plus, chose curieuse, depuis Napoléon Ier, le château de François Ier n'avait pas été habité.

II

« Jeudi 30. Parties de Paris à 9 heures du matin, nous sommes arrivées à quatre heures au château; la voiture nous a conduites par ordre sur le côté droit

de la grande cour du château. Un des nombreux domestiques en livrée qui se tenaient devant le perron où l'on faisait arrêter, avait en main un papier avec nos noms et ceux des autres invités avec l'indication des appartements qui nous étaient réservés.

Les nôtres étaient au second étage de cette aile, les fenêtres donnant sur les magnifiques jardins anglais; les chambres les unes à la suite des autres, avec dégagement derrière donnant sur un long corridor. Notre appartement consistait en trois chambres à coucher, un salon et une autre pièce qui semblait arrangée en salle à manger, le tout très bien meublé en étoffe de soie et très propre; les chambres de femmes de chambre derrière les nôtres, ni bien arrangées ni bien meublées, avaient l'inconvénient de ne recevoir de jour que par le corridor. Mais comme la famille royale n'était arrivée que le jour avant nous et qu'il n'y avait pas eu de voyage de Fontainebleau depuis le Premier Empire, on doit supposer que le confortable sera plus complet dans l'avenir... Nous étions habillées bien avant l'heure prescrite, car le dîner n'était qu'à six heures et demie. A 6 heures un quart nous descendions au salon après avoir eu soin de faire demander le chemin pour nous y rendre, car nous ne l'aurions jamais découvert à nous seules; la distance était bien d'un huitième de *mile*.

Dans le grand salon, nous trouvions un groupe de soixante-dix à quatre-vingts personnes rassemblées, le Roi, la Reine, les princesses et les deux plus jeunes princes étaient déjà là. La plus gracieuse réception nous fut faite. Quand le dîner fut annoncé, j'eus pour cavalier le duc de Bassano, Pozzo conduisait la Reine à table et le Roi, comme à l'ordinaire, donnait le bras à sa sœur; les princesses suivant la Reine se placèrent l'une sur le même côté, l'autre du côté opposé à gauche du Roi. Après avoir marché près de cinq minutes, nous nous trouvâmes dans la gigantesque galerie de Diane; la table occupée par plus de cent convives et magnifiquement éclairée faisait le plus grand effet. Un orchestre jouait pendant le dîner; le service était remarquablement fait par un grand nombre de valets de pied, vêtus de vestes bleues brodées d'argent avec gilet écarlate du meilleur ton. Le dîner fut servi relativement vite et à huit heures nous prenions le café dans le salon où nous étions revenus. Aussitôt après, départ pour le théâtre, le Roi et la Reine en tête; nouvelle promenade qui n'en finissait pas.

Le théâtre n'est pas d'une jolie forme, mais les ornements du temps de Louis XV sont splendides. La Cour occupait tout le fond de la salle; sur les côtés, assis dans une sorte de balcon circulaire les invités du château; au-dessous, les notabilités de la ville; au parterre, les officiers; dans les galeries des soldats de la garnison. Les deux pièces la *Lectrice* et le *Lorgnon* étaient jouées par les acteurs du Gymnase. Dans l'entr'acte des deux pièces on fit circuler des glaces et le thé était servi derrière la loge royale. Après la représentation on retourna au salon dans le même ordre et nous fûmes bientôt congédiées.

— Mercredi 1er octobre. Levées beaucoup plus tôt qu'il n'était nécessaire pour faire un tour dans les jardins. A dix heures et demie, *sans guide*, nous nous acheminons vers le salon où nous trouvons toute la famille royale et leurs hôtes. Le déjeuner, un dîner complet, moins le poisson et les grosses pièces rôties, se terminait par une tasse de thé ou de café prise à table.

L'ordre du jour qu'on avait communiqué à chacun consistait dans une longue promenade dans la forêt. Après le déjeuner, chacun se retira dans son appartement jusqu'à deux heures, heure à laquelle tous ceux qui désiraient faire partie de la promenade étaient rassemblés au salon. Un peu avant deux heures les voitures, toutes ouvertes, de formes et de grandeurs différentes, étaient réunies dans la cour du Cheval Blanc, sous les fenêtres de notre corridor. Il y avait neuf voitures, six à six chevaux et trois à quatre chevaux, sans compter un important lot de chevaux de selle avec piqueurs, grooms, etc., pour ceux qui préféraient ce genre de locomotion. Du nombre, le prince Butera qui désira accompagner le petit duc d'Aumale à cheval.

« Toutes les voitures, de quelle forme qu'elles fussent, étaient protégées du soleil par une espèce de tente. Celle où étaient montés le Roi et la Reine était une sorte d'omnibus ouvert où en plus des souverains avaient pris place plusieurs personnes, Pozzo, M. de Werther. A chacun sa place était assignée, mais avec faculté de changer de compagnons. Nous fûmes favorisées, car nous nous trouvions dans un phaéton double à six places avec Mme de Boigne, MM. Pasquier, d'Argout et de Montalivet. Au cours de cette promenade on fit neuf lieues dans la forêt, traversée d'un bout à l'autre; dans les villages limitrophes beaucoup de paysans des environs qui saluaient le Roi du cri de : *Vive le Roi!* Plusieurs fois on nous avait fait descendre de voiture pour admirer les magnifiques points de vue, au delà de la forêt ou sur la forêt même qui est interminable et pittoresque au possible. C'eût été un spectacle des plus curieux que cette longue caravane de cent chevaux volant à travers les allées d'un bois admirable si la poussière

déplacée par le convoi en mouvement ne nous avait souvent empêchées de voir à un pied devant notre voiture. A l'un des carrefours de la forêt se trouvait un relai de chevaux de poste qui nous ramenèrent au château vers six heures. Ce jour-là le dîner avait été retardé jusqu'à sept heures. Mêmes détails de service que la veille.

Le soir, il n'y avait pas théâtre, mais après le café, jeu chez la Reine, que dirigeaient les princesses à une table de biribi. Les jeunes filles jouaient à cette table; le reste de la société était assis à des tables de jeu, causait ou se promenait dans les salons. Comme il n'y avait aucun empêchement à s'échapper de bonne heure, je me retirai avant dix heures dans ma chambre.

« Jeudi 2. L'ordre du jour consistait dans la visite de l'intérieur du château pour ceux qui, comme moi, avaient exprimé le désir de le visiter, ce à quoi le Roi avait souscrit de bonne grâce. La Reine elle-même avec les deux petits princes fit les honneurs de son appartement et de celui du Roi à Mme de Werther et à sa fille, à Mme de Boigne, à quelques hommes et à nous; de là, à la chapelle actuellement remplie d'échafaudages et qu'on restaure pour lui rendre son antique splendeur; puis à la galerie de Henri II où le Roi nous rejoignit. C'est la magnifique salle remplie des peintures du Primatice et de son école qu'on restaure en ce moment. On doit donner un bal dans cette galerie lundi prochain et l'on couvre les fenêtres de tentures provisoires. De là, visite à la petite chapelle de Saint-Saturnin que, d'après la tradition, Thomas Becket aurait consacrée à son passage en France en se rendant à Rome. Les ornements ne sont pas de cette époque, mais cependant très anciens et somptueux. C'est la chapelle qui sert maintenant à la famille royale. On nous montra ensuite l'appartement occupé par le pape Pie VII, lorsque Bonaparte le retint prisonnier à Fontainebleau. Il se compose de dix chambres confortablement mais simplement meublées avec un lit de soie pourpre; puis l'appartement de Mme de Maintenon, actuellement tout désorganisé et qui sert de garde-meuble, car on a entrepris de grands travaux de restauration et d'ameublement dans cette immense masse de bâtiments.

L'appartement de la Reine se compose de trois chambres: tout le mobilier de la chambre à coucher est celui de Marie-Antoinette; les tentures, chenille brodée sur un fond blanc, sont fort élégantes et malgré le « passé » des étoffes la chambre a l'air confortable. L'appartement du Roi est de trois chambres; l'une lui sert de cabinet particulier, l'autre où nous avons trouvé deux secrétaires au travail est son grand cabinet. Au milieu de cette pièce se remarque une petite table ronde d'acajou sur laquelle Bonaparte a signé sa si célèbre abdication. On y lit une inscription qui rappelle ce fait mémorable; par l'appellation Napoléon Bonaparte on devine aisément qu'elle a été posée sous la Restauration.

Après la visite du château on proposa une promenade en voiture, mais bien moins longue que la précédente et avec bien moins de participants, en tout cinq voitures et un groupe de cavaliers, dont les deux petits princes qui ne cachaient pas leur joie. On commença par traverser le jardin public jusqu'à l'endroit appelé la Treille du Roi, une longue étendue de vignes plantées contre les murailles et dressées en espalier. On descendit de voiture et chacun, cueillant des grappes de raisin, mangea autant qu'il voulut du meilleur chasselas qu'on puisse goûter, le Roi, la Reine, les princesses et les petits garçons prenant la tête du mouvement. Ici le Roi monta à cheval avec ses filles et rejoignit les cavaliers.

Nous continuâmes notre promenade en voiture à travers le parc et un coin de la forêt jusqu'au village d'Avon qui était autrefois la paroisse de Fontainebleau. On nous fit descendre pour voir un malheureux débris de pierre sur lequel est mal gravé le nom de Monaldeschi; je crois cette inscription bien postérieure à l'emprisonnement de l'ancien favori de la reine Christine. Tout le village était dehors et les gardes nationaux avec ou sans uniforme présentaient les armes et bordaient la petite rue tortueuse. Puis ce fut un séminaire qui passa et auquel le Roi fit des compliments; mais là, m'a-t-il semblé, il y avait peu de cris de : *Vive le Roi!*

La promenade continua dans un autre coin de la forêt, puis nous rentrâmes dans le parc par une autre porte qui nous ramenait sur les rives du grand canal et à la fin à la grille la plus éloignée du jardin anglais. Nous descendîmes alors de voiture et après avoir jeté un coup d'œil dans le manège, le plus vaste que j'aie jamais vu, nous rentrâmes à pied au château par le coin de la cour des Fontaines.

Il y avait là un grand concours de peuple réuni pour voir la Cour. De la foule s'avança un petit garçon en grand deuil qui remit une pétition à la Reine. Une femme également en vêtements noirs se tenait juste derrière lui et s'apprêtait à s'avancer lorsque tout à coup elle couvrit sa figure avec ses mains et s'évanouit au milieu du groupe qui l'environnait. La Reine avait déjà passé et ne vit rien. Moi qui étais derrière je fus tellement saisie par la scène que je ne pouvais m'en détacher; et me trouvant près de Mme de Dolomieu, je lui dis

ce que j'avais vu, la ramenai vers le groupe de peuple où des voisins environnaient la pauvre veuve et la tiraient de son évanouissement. Nous prîmes des informations : son mari était mort récemment la laissant dans le besoin et elle était vraiment dans la détresse. Mme de Dolomieu lui adressa de bonnes paroles d'encouragement et lui promit un secours ; M. de Montalivet, ministre de la liste civile arrivant ensuite l'assura que bien qu'elle ne pût obtenir ce qu'elle avait demandé par pétition elle serait aidée sur la cassette royale... Ces assurances me firent du bien, car il m'aurait semblé bien pénible d'assister à un grand dîner avec musique et splendeur avec l'idée que cette pauvre mère évanouie par besoin et son petit garçon intéressant seraient restés sans secours devant mes yeux...

« Après le dîner on nous conduisit au théâtre où se jouaient trois pièces : le *Chalet* et le *Caprice d'une femme* de l'Opéra-Comique, et, entre deux, *Dominique et le Possédé* du Théâtre-Français, admirablement joué par Montrose et très amusant. Mais, trois pièces, c'est trop. Le spectacle ne s'est terminé qu'après minuit. Je plaignais le Roi et la Reine qui furent obligés de demeurer jusqu'à la fin. Nous étions, nous, également forcées d'attendre aussi la fin pour avoir l'occasion dans le salon, après la représentation, de dire quelques mots de gratitude pour la bienveillance toujours montrée. Je le fis très maladroitement et j'espère que les autres invités s'en tirèrent mieux. Nous n'étions rentrées dans nos chambres qu'à une heure. Toutes les personnes qui, comme nous, devaient partir le lendemain prirent également congé, car on est supposé s'en aller le soir même du jour où finit l'invitation, une très bonne règle qui évite des cérémonies ennuyeuses. »

Dans une lettre à Macaulay, datée de Paris le 15 octobre, miss Berry reprend ce voyage du Roi à Fontainebleau en le jugeant au point de vue politique. Elle a récapitulé la splendeur des dîners royaux « qui auraient pu satisfaire les plus difficiles en fait de magnificence royale », les promenades en forêt en voitures à six chevaux, les représentations théâtrales, elle a souligné « cet air de bonhomie et d'affabilité exempte d'affectation qu'on ne rencontrait guère en semblable occurrence sous l'ancien régime » ; elle conclut : « Personne n'est admis à voir l'intérieur de la famille royale sans ressentir quelque chose comme de l'affection pour leur bon sens, leur parfaite manière de vivre et leur bon goût... Je crois que ce voyage de Fontainebleau aura fait beaucoup de bien au Roi. Sagement il n'a invité aucune des personnes qui auraient accepté et s'en seraient plaintes après, et ne s'est adressé à aucune de celles qui auraient pu supposer qu'il était désireux avant tout de remplir ses salons. Les rangs supérieurs des classes moyennes sont tous ravis de la magnificence qu'il a déployée, et ceux qui l'accusent de parcimonie outrée et prétendent qu'il met de côté 120 000 livres par an ont la bouche close. »

Au moins miss Berry n'est-elle pas ingrate ; si dans les derniers lustres de sa vie il lui a été donné de voir enfin la Cour de France comme invitée et non plus comme voyageuse, elle sait reconnaître la bienveillance dont elle a été l'objet ; si le Roi Louis-Philippe, rompant avec ses habitudes de Cour familiale et sans faste, s'est plu à recevoir ses hôtes en roi de l'ancien régime dans le palais des Valois, au moins s'est-il trouvé une plume sans attache officielle pour célébrer cette magnificence.

Le Comte Fleury.

LE CHAT

Nouvelle.

Sous la neige qui tombait et qui raidissait son poil en petites mèches, le chat demeurait immobile, ramassé sur lui-même pour le bond qui devait tuer. Il était ainsi depuis des heures. Il faisait nuit, mais il n'y prenait point garde ; tous les moments étaient bons pour l'affût. Puis d'ailleurs rien ne le contraignait cet hiver-là, car il vivait seul, indépendant de toute volonté humaine ; aucune voix ne l'appelait le soir pour lui donner la nourriture au coin du foyer. Ses appétits seuls le tyrannisaient, comme à ce moment où il souffrait de la faim presque à en mourir. Depuis des jours le froid avait été très âpre et toutes les bestioles sauvages qui étaient les proies héréditaires de sa famille, et restaient tapies dans leurs nids ou dans leurs trous, échappaient à sa chasse. Il attendait pourtant avec l'incroyable tenacité des bêtes fauves.

Il était sûr de son fait ; car il était un être de convictions absolues qui ne doutait jamais de la sûreté de ses déductions. Un lapin avait passé là entre les branches basses du pin ; son terrier était masqué par une petite muraille de neige, mais le chat en savait la place exacte, car il avait vu la bête s'y précipiter, si semblable à une fuyante ombre grise que ses yeux perçants, tout exercés qu'ils fussent, avaient machinalement cherché un corps derrière cette ombre. C'est alors qu'il s'était blotti au ras du sol ; et il avait attendu et il attendait encore dans la nuit blanche, écoutant avec colère le vent du Nord s'élevant au sommet des montagnes avec de lointaines clameurs,

s'enflant parfois dans un hurlement effrayant, puis s'abattant dans les ravins en agitant impétueusement des ailes floconneuses comme une volée d'aigles sauvages. Au-dessus de la terrasse boisée où il se tenait, le roc se dressait rigide comme une cathédrale. Il avait souvent mesuré du regard son inaccessible hauteur, plein d'étonnement, et il avait miaulé avec amertume ainsi que fait l'homme en face d'une interdiction de la Providence. A sa gauche, était le précipice; derrière, quelques arbres et la cascade gelée d'un torrent; devant, le chemin de sa demeure. Quand le lapin sortirait il serait pris, car ses petites pattes ne pourraient pas escalader la muraille abrupte. Le chat attendait donc. Cependant la neige tombait inlassablement sur les buissons enchevêtrés, sur les arbres cramponnés aux pentes avec les griffes de leurs racines, sur le chaos des plantes et des pierres que le vent avait mêlées et tordues comme l'eût fait l'irrésistible violence d'un fleuve qui se serait mis là pendant des siècles. Elle se couchait comme une fumée sur la crête rocheuse; elle montait en colonne sur le terrain uni, mouvante comme un fantôme, puis elle se brisait au bord du gouffre. Et le chat se faisait plus petit sous la bourrasque; la gelée pénétrait sa peau à traverser son épaisse fourrure comme avec des aiguilles de glace, mais il n'avait ni un frisson ni un cri. En criant il n'avait rien à gagner mais tout à perdre : le lapin l'aurait entendu et aurait su qu'il était guetté. Dans cette nuit de tempête et de mort qui rendait plus terrible encore la grande nuit de la nature, le petit être demeurait invincible comme la montagne : il attendait.

Une rafale plus furieuse balaya le roc, tourbillonna impétueusement, puis s'engloutit dans le précipice.

Alors le chat vit deux yeux brillants d'angoisse, affolés du désir de fuir, il vit un petit nez tremblant, deux oreilles dressées, et sans perdre son immobilité, il banda comme des ressorts d'acier chacun de ses muscles et de ses nerfs délicats. Le lapin sortit; il y eut un instant de course éperdue, puis, brusquement, l'atteinte.

La maison où vivait le chat était celle que son maître avait bâtie; elle était grossière comme la maison de bois d'un enfant, mais elle était solide et la masse des neiges ne faisait pas plier son toit. Les deux fenêtres et la porte étaient closes, mais le chat savait le moyen d'entrer. Quoique le fardeau qu'il portait dans la gueule fut lourd, il s'élança sur un pin planté derrière la cabane, gagna une lucarne puis, par une trappe, se laissa tomber dans la chambre. Alors il sauta sur le lit avec un cri de triomphe. Aucune voix ne lui répondit, le maître n'était pas là, car on était en février et tous les ans il descendait à l'automne dans un village pour ne revenir qu'au printemps, fuyant la froidure des montagnes trop cruelle pour sa vieillesse. Le chat savait bien depuis longtemps que l'homme était parti, mais comme son raisonnement était lent et détourné, il ne pouvait s'habituer à l'idée qu'une chose qui avait été n'existât plus, d'autant mieux que le fond de sa nature était une merveilleuse patience. Chaque fois donc qu'il rentrait au logis, il espérait y trouver son vieux compagnon.

Quand il eut constaté qu'il était encore absent, il traîna le lapin sur le plancher, posa sur lui sa patte pour le maintenir et commença à ronger en penchant sa tête de côté pour se servir de ses plus fortes dents.

Il faisait plus sombre dans la maison que dans le bois, et le froid y était aussi intense quoique moins aigu. Mais le chat n'était sensible ni à l'un ni à l'autre; il avait reçu généreusement de la nature une admirable fourrure grise, tachée de blanc au museau et à la poitrine.

Soudain, au milieu du bruit grelottant de la neige fouettant les vitres et des craquements de la maison sous la rafale, un son étrange retentit qui l'immobilisa sur la carcasse de la bête qu'il dévorait et fixa ses yeux verts sur une des fenêtres. C'était un cri étouffé, un appel pitoyable et désespéré; mais ce n'était pas la voix du maître. Le chat attendit la patte toujours posé sur son lapin; puis le gémissement s'étant renouvelé, il répondit mettant dans son miaulement les inflexions nécessaires, très claires selon son intelligence : c'était à la fois une interrogation un peu craintive, une information, un avertissement, enfin l'offre d'une compagnie. Mais l'homme au dehors n'entendit pas dans le hurlement de la tempête.

Un coup résonna sur la porte, puis un autre. Le chat cacha son lapin sous le lit. Les coups se firent plus pressés, plus forts; le bras qui les frappait était faible mais animé par le désespoir; la serrure sauta et un étranger entra. Il frotta une allumette pour reconnaître où il était, et de sa retraite l'animal rétrécissant ses yeux glauques le considéra : il aperçut un visage égaré, livide de froid et de faim, un homme qui paraissait plus pauvre et plus vieux que son pauvre vieux maître, lui-même un paria entre ses semblables à cause de sa misère et de l'incertitude de son humble origine. Des mots inintelligibles sortirent de sa rude et triste bouche, des mots de détresse où la prière était mêlée à l'imprécation; mais le chat n'en savait rien.

L'inconnu barra la porte qu'il avait forcée, prit un peu de bois à la provision dans le coin, et alluma du feu dans le poêle aussi vite que ses membres raidis le lui permirent. Il tremblait si lamentablement que le chat sous le lit sentait les secousses. Son corps était petit et débile, marqué des souffrances qu'il s'était lui-même attirées. Il s'assit sur une des vieilles chaises et se blottit tout contre le foyer, comme si la

flamme eût été l'unique amour, l'unique désir de son âme, tendant devant lui ses mains jaunies pareilles à des pattes de bête. Sans bruit alors le chat quitta le dessous du lit et brusquement sauta sur ses genoux avec le lapin. L'homme poussa un grand cri, bondit sur ses pieds et s'appuya tout pâle contre la muraille en haletant, tandis que le chat glissait les griffes allongées, laissant échapper le petit cadavre. Mais tout de suite il ressaisit sa proie par la peau du cou et la traîna devant l'étranger, puis il miaula avec insistance, fit le gros dos en ondulant sa queue droite comme un panache et vint se frotter contre les pieds qui sortaient des souliers déchirés.

L'homme le repoussa assez doucement et se mit à explorer la maisonnette. Il grimpa même péniblement à l'échelle qui menait à la soupente, sondant avec inquiétude l'obscurité à la lueur d'une allumette pour voir s'il y avait un être humain dans ce lieu où il y avait un chat. Son expérience du monde n'avait pas été heureuse. Il était un vieux Juif errant au milieu de ses semblables; il avait trouvé par hasard la maison d'un frère: ce frère n'était pas chez lui et il en était très aise.

Il revint près du chat, baissa son dos raidi pour passer sa main sur le corps de l'animal arrondi comme un arc, puis il prit le lapin et le regarda avec avidité à la lueur du feu. Il l'aurait presque dévoré cru. En tâtonnant il trouva sur une planche une vieille lampe pleine d'huile qu'il alluma, puis, le chat toujours sur ses talons, il découvrit une poêle et un couteau dont il dépouilla le gibier pour le cuire.

Quand l'odeur de la viande chaude emplit la cabane, l'homme et le chat eurent les mêmes regards de bêtes affamées. L'homme prit le lapin d'une main et se pencha pour caresser le chat de l'autre. Le chat trouva que l'homme était beau et il se prit à l'aimer de toute sa force, bien qu'il le connut depuis un instant seulement et que son visage flétri et dur n'évoquât point la bonté. Ils mangèrent chacun la moitié du gibier sans attendre qu'il fût complètement cuit, tant leur faim était grande; puis l'homme éteignit la lumière, s'étendit sur le lit, tira les couvertures et s'endormit, le chat contre sa poitrine.

L'homme fut l'hôte du chat tout le reste de l'hiver, et l'hiver est long dans les montagnes. Le petit animal travailla ferme ce temps-là, et il maigrit car il partageait chacune de ses prises avec son compagnon, excepté les souris; c'était peu pour deux, car le gibier se tenait sur ses gardes. L'homme était malade et faible, incapable d'ailleurs de manger beaucoup, ce qui était heureux puisqu'il n'avait pas la force de chasser pour lui-même. Tout le long du jour il demeurait étendu sur le lit ou bien se tenait blotti près du feu.

Le chat courait le bois sans relâche. Parfois il restait absent plusieurs jours, ce qui effrayait beaucoup l'homme qui craignait de le perdre. Il miaulait pour se faire ouvrir, puis on faisait le repas qui était partagé également, et la bête se mettait dans les bras de son compagnon où elle s'endormait en ronronnant.

Un jour de printemps, alors que les petits animaux sauvages commençaient à quitter leurs demeures, le chat eut la chance de prendre un lapin, une perdrix et une souris. Comme il ne pouvait porter tout ce butin à la fois, il mit beaucoup de temps et d'efforts à le traîner jusqu'au seuil de la cabane. Mais à l'appel accoutumé personne ne répondit. Toutes les sources délivrées chantaient; l'air était plein de senteurs, de murmures et de chants d'oiseaux; les arbres bruissaient avec un son nouveau sous la brise tiède; une lueur rose et dorée colorait la montagne lointaine à travers une éclaircie de bois; l'extrémité des buissons était gonflée et d'un pourpre luisant; çà et là on voyait une fleur. Mais le chat n'avait pas souci des fleurs. Il se tenait à la porte avec son butin, et miaulait. Son cri triomphant était devenu plaintif et suppliant, mais la demeure restait silencieuse. Alors le chat laissa là tous ses petits trésors, fit le tour de la maison, sauta d'un bond sauvage sur le tronc du pin, gagna la lucarne puis la chambre, et vit que l'homme était parti.

Il cria longtemps, avec ce cri de l'animal qui appelle la compagnie de l'homme et qui est une des notes les plus tristes qu'on entende sur cette terre; il chercha partout, mais vainement. L'étranger était parti, il ne revint plus.

Alors le chat mangea la souris sur l'herbe devant la porte; il traîna péniblement la perdrix et le lapin dans la maison, mais comme nul ne venait lui en réclamer une part, il se décida à les dévorer au bout d'un jour ou deux, puis il dormit longtemps sur le lit solitaire.

Il retourna à son terrain de chasse. Un soir qu'il rapportait un oiseau bien gras dans l'éternelle espérance que l'homme serait là, il aperçut la fenêtre éclairée et quand il miaula son vieux maître lui ouvrit la porte.

Celui-là était en bon terme de camaraderie avec le chat, mais il n'était pas affectueux comme l'autre proscrit et ne le caressait jamais. Cependant il avait quelque fierté de sa beauté et s'inquiétait de son existence quoi qu'il n'eût pas de scrupule à le laisser seul pendant de longs mois. Il craignait qu'un malheur ne lui fût survenu bien qu'il le sût robuste et puissant chasseur, aussi sa figure s'éclaira-t-elle quand il l'aperçut dans toute la splendeur de son vêtement d'hiver.

Le chat eut son oiseau pour lui seul, car son maître avait son souper qui cuisait déjà sur le feu. Après qu'il eut mangé, l'homme prit sa pipe et chercha une

petite provision de tabac qu'il avait laissée à l'automne. Il y avait pensé souvent: le tabac et le chat étaient deux choses qui valaient la peine de remonter dans la montagne au printemps. Mais le tabac n'était plus là; pas un grain n'en restait.

Il chercha longtemps avec obstination, jurant d'une voix basse et monotone. Il avait été et il était encore un rude buveur; il avait erré par le monde et s'était frotté à toutes les misères jusqu'à ce que son âme se fût endurcie, jusqu'à ce que sa sensibilité se fût engourdie. C'était un très vieil homme.

Lorsqu'il se fut convaincu que son tabac n'était dans aucune cachette, il promena ses yeux avec étonnement autour de la chambre. Alors beaucoup de changements le frappèrent; un morceau du foyer était brisé, un lambeau de tapis était cloué sur une des fenêtres pour garantir du froid; la provision de bois avait disparu. Il prit le bidon et vit qu'il ne contenait plus d'huile. Il regarda les couvertures de son lit, les souleva et un grognement de mécontentement monta de sa gorge. Puis il chercha encore son tabac.

A la fin il y renonça. Il s'assit à côté du feu, car le mois de mai est froid encore dans les montagnes; il mit à sa bouche sa pipe vide; son rude front se plissa, et lui et le chat se regardèrent à travers cette infranchissable barrière de silence qui a été placée entre l'homme et la bête depuis la création du monde.

MARY WILKINS.

(Traduit de l'anglais par W. P. LAFAIE.)

A PROPOS DES FÊTES D'ORANGE

Elles ont eu lieu cette année, et le spectacle fut fort beau.

Du cadre, on a tout dit; et, naguère, j'ai tenté ici même de traduire l'incomparable grandeur du théâtre, ses proportions gigantesques à la fois et harmonieuses. Jadis, il fut plus somptueux, plus complet. Mais sa majesté subsiste encore, et peut-être est-elle plus accessible aujourd'hui. Ses ruines le rapprochent de nous. Le figuier et le grenadier qui lui créent des « portants » pleins de vie font de sa beauté comme un prolongement de la beauté naturelle. La Nature, en le privant d'une splendeur qui nous « dépassait », lui a donné ce qui manquait peut-être à sa splendeur d'antan : un je ne sais quoi de familier, presque d'intime. Au moins, pour nous, dont la vue et les gestes sont étriqués par la vie moderne, le théâtre d'Orange est plus beau qu'il n'a jamais été.

Le spectacle, cette fois, comportait deux représentations. La première nous a présenté, avec quelques intermèdes musicaux, une adaptation de *Pseudolus* de Plaute, par M. Gastambide, et la traduction d'*Alceste*, qui valut l'an dernier à M. Georges Rivollet un succès si légitime. Il est regrettable, soit dit en passant, que les nombreuses occupations de M. Claretie ne lui aient pas permis, ni cette année ni l'année dernière, d'assister à la représentation; nous y aurions perdu un article du *Temps* ou du *Journal*, ou encore une de ces « lettres » comme M. Claretie sait les écrire (et je sais des gens qui ne s'en seraient consolés qu'avec peine!); mais la Comédie y aurait appris qu'en dehors de ses fournisseurs habituels, un drame existait, familier et tragique, qu'il eût été de son devoir de représenter...

La seconde soirée était consacrée à l'*Iphigénie en Tauride* de Gluck, laquelle, comme vous le savez, fut découverte par MM. Milliaud frères il y a quelques mois, et magnifiquement interprétée ce printemps à l'Opéra-Comique. En dépit de quelques négligences, sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure, l'effet du chef-d'œuvre a été prodigieux. Si quelques craintes subsistaient encore au sujet des auditions musicales, elles n'existent plus aujourd'hui. La voix qui chante s'entend aussi bien que la voix qui parle. Et voici doublé le répertoire du théâtre d'Orange, doublé pour le moins, triplé peut-être, et toute une nouvelle série de chefs-d'œuvre qui s'offrent aux organisateurs...

Mais il ne faut user qu'avec beaucoup de précautions du théâtre d'Orange. Le succès, je pense, aura récompensé cette fois l'impétueux dévouement de M. Paul Mariéton. Je voudrais que l'expérience lui eût appris ce qu'il est permis de tenter dans ce cadre magnifique, et ce qui doit en être résolument banni. Il serait très regrettable que les représentations d'Orange disparussent. Cherchons donc, si vous le voulez bien, quelles conditions peuvent en assurer la réussite et la continuité.

* * *

En premier lieu, il faut résolument renoncer à cette appellation de *Bayreuth français* que nous trouvons presque partout, et qui est l'une des plus complètes sottises que l'on puisse imaginer. Comment comparer un théâtre construit spécialement en vue de certains ouvrages très particuliers, très modernes et très « nationaux », avec un théâtre vieux de plusieurs siècles, où l'on ne représente que des œuvres grecques ou romaines. En Bavière tout est combiné, œuvre et mise en scène, pour donner l'illusion de la réalité; en Provence la mise en scène n'existe pas; le cadre est admirable, plus beau sans aucun doute; mais si cette beauté ajoute quelque chose à la beauté de l'œuvre, ce quelque chose est

aussi dissemblable que possible de ce que le cadre de Bayreuth ajoute aux drames de Wagner. C'est précisément le contraire. Aucun des ouvrages, — je dis aucun! — représentés à Bayreuth, ne pourrait être donné à Orange. Si quelque dramaturge compose un drame pour Orange, il devra le concevoir « en contradiction » (au moins pour la partie matérielle) avec les ouvrages de Bayreuth. Enfin, osons dire que si l'originalité de Bayreuth est qu'on y sent partout le génie du maître, Orange manque jusqu'à présent, et assez complètement, d'un Richard Wagner... Il est possible, d'ailleurs, que ce qu'il y a de « personnel » à Bayreuth puisse être un jour pour le *Festspielhaus* une cause de ruine, tandis que le répertoire d'Orange est presque infini dans sa variété. Mais n'en concluons pas à la « supériorité » de celui-ci sur celui-là. Ce mot, ici, est vide de sens. La supériorité d'un théâtre, — si beau qu'il puisse être, naturellement ou artificiellement, — dépend uniquement de la perfection des spectacles qu'on y donne. Et après avoir protesté contre ce qu'il y a de trop offensant dans le titre de *Bayreuth français*, il serait bon peut-être d'en retenir quelque chose, et de transporter, si possible, à Orange, certaines habitudes de Bayreuth.

Ne discutons pas la valeur respective des œuvres. — L'un des attraits de Bayreuth, et non le moindre, est que les représentations sont des représentations « modèles ». Elles ne sont plus, je le veux bien, ce qu'elles étaient au début; Wagner n'est plus là pour imposer sa volonté aux chanteurs célèbres : ils ne consentent plus aux études qu'il exigeait; le théâtre de Bayreuth est pour eux un théâtre comme un autre : et il a fallu ou accepter d'eux des interprétations infidèles, ou s'adresser à des artistes dont les moyens peuvent être insuffisants. Il n'en est pas moins vrai que, dans son ensemble, pour le respect du texte, pour la mise en scène, pour les jeux de lumière, pour la figuration surtout, une représentation de Bayreuth est infiniment supérieure à toute autre représentation.

C'est un peu trop le contraire à Orange. On réunit une troupe presque au hasard. On s'efforce de trouver une ou deux « vedettes », et, quant au reste, l'on s'en remet au hasard. X... a joué ou chanté tel rôle? On l'engage. De même pour Y..., et de même pour Z... Et X..., Y..., Z... arrivent des quatre coins de l'horizon. Ils ne se connaissent pas, n'ont jamais joué ensemble, ils répètent une fois, jamais plus, et ils jouent le lendemain. Le public est plein d'indulgence, impressionné par la beauté du décor, et tout rempli de la volonté de n'avoir pas pris une peine inutile (car c'est une peine qu'un long voyage en été). Mais quand on en vient à chercher la vérité, on est obligé de reconnaître que telle représentation, interrompue par de fréquents bravos, n'aurait pu s'achever sur un théâtre ordinaire.

Dans *Iphigénie*, pendant que Mlle Hatto rendait son personnage avec un louable souci de simplicité et une singulière intelligence du dramatique de Gluck, M. Cossira donnait à Pylade les grâces d'un ténor de province; petites promenades pendant les ritournelles, effets de voix excessifs et surprenants. Et aux adjurations tragiques de la prêtresse, Pylade répondait en arrondissant les jambes et en faisant une corbeille avec ses bras. Les choristes témoignaient d'une indifférence absolue pour l'action qui se déroulait sous leurs yeux. Ils étaient insuffisants comme nombre; et pour renforcer le chœur des *Furies*, on avait candidement adjoint à celles-ci quelques Scythes, lesquels avaient gardé leurs costumes du premier acte... Et l'on se demande ce qu'un public non averti a dû comprendre au second acte ainsi réglé?... Les ballets étaient supprimés, ce ballet du premier acte, si hardi et si nouveau... Ailleurs, c'était des détails risibles. Par exemple, le rideau qui ferme le grand portique du fond était maintenu par un brave homme en veston et en pantalon de toile blanche qui apparaissait à toutes les entrées et sorties, et l'on imagine l'effet produit par Diane, courtoisement introduite par ledit brave homme...

Il ne faut pas, dit-on, se montrer trop exigeant? — Mais, d'abord, ce n'est pas trop exiger que de signaler des fautes que le plus médiocre régisseur n'eût pas laissé passer. De plus, si l'on veut que les représentations d'Orange ne disparaissent pas sous l'indifférence du public, il ne faut pas qu'on les organise presque au hasard, avec une troupe de rencontre et une mise en scène qui prête à rire. Il faut « exiger », au contraire, que ces représentations soient, à leur manière, des représentations « modèles ». J'entends bien que les chanteurs « chers » et capables d'attirer la foule sont interdits pour le moment aux organisateurs. Je serais presque tenté de m'en réjouir. Nos virtuoses ont des habitudes auxquelles nous nous résignons ailleurs, mais qui seraient ici tout à fait insupportables. Qu'on prenne des chanteurs jeunes : à cette époque de l'année, le Conservatoire est fermé, et ses élèves sont libres. Ils seront sans doute inexpérimentés; mais sur un tel théâtre l'inexpérience est moins offensante que la routine. S'ils sont intelligents, s'ils savent à peu près chanter une phrase musicale, surtout si on leur fait sentir la pure beauté de leurs rôles, et si on les force à répéter, on obtiendra des représentations sinon parfaites, sinon supérieures sous tous les rapports aux représentations ordinaires, du moins remarquables par l'ensemble; et c'est le point capital, elles seront différentes de celles qu'on a coutume de voir.

Car c'est là la chose essentielle. Songez à ce qu'on

demande au public! Interrompre les villégiatures où il goûte un repos souvent bien gagné; faire, au plein mois d'août, un long voyage en Provence; vivre pendant quelques jours dans un confortable que je ne calomnierai pas en le qualifiant d'imparfait; se déranger, en un mot souffrir de la chaleur et du reste... Et lui offrir en échange des représentations toutes pareilles — en moins bien — à celles qu'il peut entendre l'hiver presque sans remuer et presque sans frais!... Ce n'est pas ainsi qu'on fera « descendre » le public. Il faut bien le dire, les spectateurs étrangers à la région, nombreux il y a cinq ans, étaient cette année réduits à rien. Restera les indigènes; certes, ils en valent bien d'autres, et leur instinct artistique est fort développé. Mais, enfin, si le théâtre d'Orange doit seulement distraire les cantons voisins, ce public, si distingué qu'il soit, est assez restreint, et il s'épuisera vite. On parle de Bayreuth. Si les représentations wagnériennes s'étaient adressées seulement aux riverains du Mein rouge, il y a beau temps que le Théâtre-Wagner serait fermé!

J'insiste sur ce point, quelque « délicat » qu'il puisse être en terre provençale, parce que, plus encore que la faiblesse relative des représentations, il peut compromettre une intéressante tentative qui n'a qu'à demi réussi jusqu'à présent. Il ne faut, en aucune façon, laisser donner à ces fêtes un caractère trop local. Les Félibres sont des gens sonores et charmants; on ne peut avoir pour eux que des sentiments violents, et c'est dire qu'il faut les adorer. Tout de même, ils ont une façon d'envisager les choses qui nous étonne parfois. Ainsi, par quelle suite de raisonnements, impossibles à reconstituer pour nous, ont-ils été conduits à joindre à Plaute et à Euripide un hymne de Mistral, fort beau en soi, mais que rien ne rattachait aux pièces représentées? Que venait faire, je vous le demande, la *Coupo Santo* (1), entre *Pseudolus* et *Alceste?* Surtout lorsqu'on sait que ce chant fait allusion à des événements rigoureusement indifférents pour tous ceux qui ne sont pas félibres, et, j'ose le dire, profondément ignorés d'eux?... Qu'on nous donne un jour un drame de Mistral, et nous applaudirons de toutes nos forces et de tout notre cœur. Mais, les autres jours, la *Coupo Santo* doit rester à la porte du théâtre d'Orange, tout comme si elle venait de Bretagne ou de Picardie... Croirait-on que sur le programme figuraient encore la marche et le chœur du cinquième acte de *Salammbô?* Pourquoi *Salammbô* à Orange?...

Ne cherchez plus. M. Reyer est de Marseille. Et je pense que voilà une explication!...

Qu'on ne me croie pas hostile aux Félibres! J'ai dit qu'il fallait les adorer! Sous le tumulte de leurs discours, on distingue un enthousiasme sincère et quelquefois même désintéressé. Ouverts et cordiaux, ils sont à l'aise où qu'ils soient, et dès qu'ils sont à l'aise quelque part, ils se persuadent qu'ils y sont chez eux, en vertu d'un droit que leur imagination fertile ne manque jamais de découvrir. Qu'était Marseille? Une colonie grecque. Qu'était la Provence? Une colonie romaine. Qui orne aujourd'hui la Provence? Les Félibres. — D'où il suit que le théâtre romain d'Orange a été créé et est destiné à glorifier les Félibres, dignes fils de Pallas Athènè!...

Ce n'est pas tout à fait cela; ou, du moins, ce n'est pas cela seulement. Au surplus les Félibres, malgré la véhémence de leurs attitudes, sont fort avisés. Ils comprendront bien vite que leur intérêt (j'entends l'intérêt de leur gloire) leur commande de se montrer un peu plus discrets. Les « fêtes de famille » ne sont pas nombreuses, en général. Et il faut que le public soit nombreux à Orange, pour que les représentations soient belles et fructueuses.

***

Il faudrait aussi ne pas se laisser hypnotiser par la beauté du décor. Elle est incomparable, on ne saurait trop le répéter. Mais ce serait une erreur assez forte de croire que cette beauté suffit à masquer la faiblesse des représentations. Au contraire! Elle impose des réalisations dignes d'elle. Tant pour les ouvrages choisis que par leur interprétation, la magnificence du théâtre exige une perfection égale. En un mot, il ne faut pas croire que la majesté de ces énormes murailles rousses soit suffisante à « créer » un chef-d'œuvre, ni s'en remettre à cette majesté pour assurer la beauté d'un ouvrage.

Il se produit, en quelque sorte, un échange constant entre le décor, l'ouvrage et l'interprète, mais à condition qu'il y ait matière à échange. Pour parler sans métaphores, la moindre beauté est magnifiée par la noblesse du décor; mais encore faut-il qu'il y ait, dans la pièce et chez l'interprète, un peu de beauté... M. Albert Lambert a dit avec simplicité et émotion le rôle un peu « ingrat » d'Admète; il nous y a paru admirable. Je ne sais ce que vaudrait M[lle] Hatto sur la scène de l'Opéra; mais je sais que je n'ai rien vu de plus beau que la première apparition d'Iphigénie, lorsque, parmi le tumulte de l'orchestre et le fracas du tonnerre, elle embrasse le portique ruiné du temple en jetant son sublime appel aux dieux protecteurs.

Mais voici le revers. M. Paul Mounet a exagéré la vulgarité du rôle d'Hercule; et ce qui, ailleurs, nous

(1) En réalité la *Coupo santo* n'a pas été chantée; elle devait terminer la première représentation, laquelle a pris fin entre une heure et demie et deux heures du matin. Mais l'intention y était.

aurait paru seulement insuffisant nous a été ici parfaitement insupportable. De même M. Cossira; j'ai dit combien ses grâces de ténor nous avaient fâchés; à l'Opéra, nous en eussions pris notre parti, peut-être : ici, elles nous ont gâté notre plaisir. En un mot la beauté du théâtre fait l'effet d'un verre grossissant; elle augmente la beauté, mais elle augmente aussi la laideur. Et c'est ce que les organisateurs des fêtes d'Orange ne doivent pas oublier. L'« à-peu-près » est toujours fâcheux. Ici, il est déplorable.

Ce qui est dit de l'interprétation s'appliquerait plus jnstement encore aux ouvrages représentés. Il faut qu'ils soient beaux par eux-mêmes, et qu'aucune superstition ne vienne obscurcir le discernement des organisatenrs.

Il est évident que la beauté antique convient au théâtre d'Orange; sa simplicité, sa grandeur, son harmonie sont faites pour cette « salle » simple, grande et harmonieuse. Le théâtre a été créé ponr elle; et nulle part elle n'apparaîtra plus pure que sur une pareille scène. Mais si la beauté antique doit être préférée, c'est pour sa *beauté*, et non pour son *antiquité*... On a quelque honte à insister sur de pareils *truisms*. Mais il le faut bien, pnisqu'on a été choisir le plus méchant vaudeville du médiocre Plaute! Je ne voudrais pas constrister M. Gastambide, traducteur consciencieux et appliqué : aussi bien ces observations s'adressent-elles moins à lui qu'à son modèle. Mais *Pseudolus* est dépourvu de beauté, de gaieté, d'intérêt, à un point que l'on ne saurait dire. L'un de nos confrères disait après la représentation : « Ah! s'il y avait là des vers de Regnard!... » Avec ou sans vers de Regnard, la pièce ne serait ni meilleure ni pire; elle resterait d'nne rare platitude. Si l'on annonçait, au théâtre d'Orange, les *Fourberies de Scapin*, ce serait un éclat de rire général. Pourquoi, alors, avoir donné un vaudeville qui est à celui de Molière ce que le zéphyr est au mistral?... Quelle fâcheuse superstition de l'« antique »! Ou faut-il voir encore ici nne félibrerie un peu forte..., car M. Gastambide doit « en » être?...

Le théâtre antique, le théâtre grec snrtout, doit fournir à Orange son répertoire. Je crois, du reste, que les ouvrages tragiques feront toujonrs plus d'effet que les comiques. Peut-être ne rions-nous plns de ce qui faisait rire les Grecs, et nos mœurs aussi ont changé. Mais nous souffrons, nous aimons, et nous pleurons comme eux. — Cela dit, je voudrais qu'on ne fût pas exclusif, même au bénéfice du théâtre grec. Il est évident que le lieu de la scène et les costumes devront être « contemporains » du décor (ou du moins assez anciens pour que rien de trop moderne ne nous offusque). Ce qui ne signifie pas que tout ce qu'on jouera ne puisse être que directement traduit du théâtre grec. Les admirables et profonds mythes de l'antiquité sont susceptibles de mille interprétations différentes. Qu'un poète l'interprète à sa manière, et l'on devra jouer son œuvre. Je ne verrais aucun obstacle à ce qu'on représentât — sinon du Corneille, qui a toujours quelque chose d'espagnol et de louistreizien (comme dirait M. le Ministre de l'Instruction publique), — sinon du Corneille, du moins du Racine. Et pourquoi pas quelque drame tiré de l'ancienne histoire de France ?... Et en musique, pourquoi pas *Joseph?* Pourquoi pas *Samson et Dalila?...* Pourquoi pas n'importe quelle œuvre nouvelle dont le sujet ne serait pas trop près de nous?...

On me dira que j'en parle bien à mon aise, et que ces œuvres nouvelles n'existent que dans mon imagination. N'en croyez rien. Elles existent aussi dans l'imagination des poètes. Elles en sortiront le jour où le théâtre d'Orange sera ouvert à tous, et où l'on sera assuré d'y trouver, avec l'intrépide bonne grâce de M. Paul Mariéton, une interprétation digne de l'incomparable décor fourni par les siècles.

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Une Flambée d'amour, par MASSON-FORESTIER (Ollendorff).

Voici, je crois, le premier roman de M. Masson-Forestier, à qui quelques nouvelles d'une singulière puissance, d'une observation vigoureuse et ramassée ont valu naguère d'être comparé par un critique à Maupassant. Ce roman est curieux et digne, somme toute, de l'auteur de *Jambe coupée* et de *Baraterie*... François Duplessis, au retour du régiment, s'ennuie chez son père, riche armateur de Fécamp. Il refuse de se mettre aux affaires. Il a le spleen, il est dégoûté de la vie. C'est un jeune homme fantasque et qui jadis rêva d'être missionnaire, puis s'éprit de patriotisme, de philanthropie ensuite, et ces goûts d'activité lui passèrent successivement; désormais il n'a plus d'entrain, ne se passionne plus pour rien, se décourage... Un docteur, consulté, diagnostique ce cas bizarre. Bref il envoie le mélancolique à Valdonne, en Suisse : cette petite ville d'eaux a toujours eu, paraît-il, nne réputation galante. En effet, François ne tarde pas à devenir l'amant d'une dame, la comtesse de Brécyval, qui lui fit les premières avances. La comtesse est accompagnée à Valdonne par sa belle-fille, Suzanne, et par un tout jeune homme, Gardanne, qui lui sert d'écran. Tout irait bien, et fort gentiment, si Suzanne, un beau jour, ne faisait au trop heureux François une déclaration

d'amour. Cela brouille tout. François, écœuré finalement, s'en retourne à Fécamp. Il va se mettre à la vie active avec son père ; cette flambée d'amour l'a guéri... L'intrigue est assez peu compliquée, comme on le voit, mais elle est fortement construite et solide. Les personnages sont très vivants : l'analyse de leurs caractères est faite largement, sans excessive subtilité, sans raffinements ennuyeux. C'est de la vie vraie, émouvante et triste. Il est possible que l'œuvre manque un peu d'élégance et qu'on la trouve un peu rude, un peu fruste même par endroits : les psychologues nous ont habitués à de telles délicatesses, à de telles exquisités, à de si gentilles quintessences !...

La Fleur de Joie, par DANIEL LESUEUR (Lemerre).

Ce roman fait suite à l'*Or sanglant*. Il en a toutes les qualités, et je veux répéter encore que ce psychologue, en se préoccupant de faire « amusant », a bien mérité du public. Une séparation s'était faite entre les romans « littéraires » et les romans romanesques. Les premiers étaient consciencieusement ennuyeux; les seconds, écrits par de grossiers feuilletonistes, étaient par trop dénués de littérature. Un écrivain délicat, raffiné, subtil, s'est trouvé qui n'a pas craint d'écrire un gros feuilleton dramatique, émouvant, plein d'épisodes et très mouvementé. On pouvait se demander comment l'auteur de *Lèvres closes* et d'*Invincible Charme* se tirerait de cette entreprise; cela semblait un pari ! Le succès est complet... Les aventures sont nombreuses dans ce roman, comme il convient, mais non déraisonnables. Elles se succèdent, elles s'emmêlent avec une logique parfaite. Elles sont en rapport avec le caractère des personnages, avec leurs actes, avec leurs passions. Et c'est encore, comme on dit, « du roman psychologique ». Mais l'analyse abstraite y est remplacée très heureusement par de la vie. Daniel Lesueur n'a pas fait la fâcheuse confusion habituelle entre l'art du moraliste et celui du romancier. C'est à cette confusion qu'il faut attribuer le discrédit dans lequel tombent visiblement les « analystes »... Maintenant, je veux bien avouer qu'il se passe un peu trop de choses dans *la Fleur de joie* ainsi que dans *l'Or sanglant* et que le romanesque en est peut-être excessif. Mais, pour réagir contre la tendance contraire, pour protester utilement contre le roman vide, il fallait cela. Nous attendons maintenant de Daniel Lesueur un roman plus simple, plus pareil à « l'humble vérité » quotidienne, mais toujours actif et vivant.

La langue française dans le monde, par P. FONCIN (publication de l'*Alliance française*).

A l'occasion de l'Exposition universelle, *l'Alliance française* publie le résultat d'une enquête sur la situation de notre langue en Europe et dans le reste du monde. Les rapports qui composent ce volume ont été composés avec le plus grand soin par des écrivains compétents et parfaitement indépendants; on y trouvera tous les renseignements nécessaires pour arriver à une conclusion générale rigoureuse. Cette conclusion, M. Foncin la formule lui-même, d'ailleurs, dans une très intéressante et intelligente préface. La langue française est, en somme, en progrès, si l'on compare son extension présente à celle des années précédentes, mais elle est encore loin d'avoir regagné la situation exceptionnelle qu'elle eut jadis : si le français est parlé par 58 millions d'individus, l'allemand l'est par 80 millions, l'anglais par 116 millions. Que convient-il de faire pour faciliter la propagation du français? Multiplier les subventions aux écoles françaises de tout ordre, fonder des écoles nouvelles, des bourses, des bibliothèques, des cours d'adultes, augmenter le nombre des instituteurs qui s'établissent hors de France, accueillir les étrangers qui viennent en France et les aider à apprendre notre langue. Ainsi procède très utilement *l'Alliance française*. Mais M. Foncin ne se dissimule pas que la propagation d'une langue est soumise à des lois d'un ordre très général qu'il importe de ne pas méconnaître. Elle est en rapport constant avec la force militaire d'un peuple, avec son organisation politique et sociale, sa puissance économique, son expansion coloniale, son rayonnement littéraire, — et c'est-à-dire qu'elle dépend de l'activité intellectuelle et de la valeur morale de ce peuple. La véritable manière de propager la langue française et de lui rendre son ancien prestige serait donc de fortifier la France au point de vue militaire, politique, économique et colonial, de travailler à son progrès commercial, artistique et littéraire. La régénération de la France et l'expansion de la langue française ne sont qu'une seule et même œuvre au succès de laquelle chacun doit contribuer.

Les Écrivains et les Mœurs, par HENRY BORDEAUX (Plon).

Ce recueil de « notes, essais et figurines » est composé de brefs articles sur des écrivains très divers, moralistes, sociologues, romanciers, poètes, contemporains presque tous, et nous avons donc ici un tableau d'ensemble assez complet de la littérature d'aujourd'hui. La critique de M. Bordeaux est généralement bienveillante, — mais clairvoyante aussi, et très franche. On ne le sent jamais complaisant ni préoccupé de publicité : il convient de lui faire ce compliment que très peu d'entre ses confrères mériteraient. Sa méthode, pour n'être pas dogmatique et pédante, n'est cependant pas abandonnée au hasard de l'impression, et quand il juge un écrivain, il ne se

laisse pas aller à son humeur, accommodante ou chagrine ce jour-là. Mais dans une œuvre d'art il veut retrouver la tradition nationale et la vérité humaine. Les grands écrivains sont pour lui ceux qui aiment et sentent la vie avec intensité, ceux aussi qui, dans leur langage, savent conserver les qualités essentielles du Français. Je ne sais si parfois il ne pousse pas un peu à la superstition l'amour de la « tradition nationale » et s'il ne s'en fait pas une conception un peu *étroite*. Parce que le vers classique est consacré « par d'impérissables chefs-d'œuvre », est-ce une raison suffisante pour ne pas chercher autre chose, et les poètes d'à présent qui restent fidèles à cette prosodie traditionnelle sont-ils les seuls « sages »? Et parce que « l'esprit français se compose de grâce et de raison, d'observation, de clarté et d'un peu d'ironie » les Romantiques et les Naturalistes méritent-ils qu'on les gronde pour avoir jeté quelque trouble dans cette définition traditionnelle?... Quoi qu'il en soit, M. Bordeaux n'est pas abusivement systématique, et ses goûts personnels ne l'empêchent pas de chercher à comprendre les œuvres même les plus différentes de son idéal.

Les Mancenilles, par André Couvreur (Plon).

Les ligues anti-alcooliques font afficher un peu partout de petits tableaux où l'on voit un ivrogne, par exemple, qui traîne dans un ruisseau, risée de tous, déshonneur de sa famille, ou bien encore un estomac d'alcoolique, violet, ulcéré, dégoûtant. Cet art didactique a pour but de répandre l'horreur des boissons frelatées. C'est d'un autre « danger social » que le dernier roman de M. Couvreur veut détourner le lecteur. Il est dédié « aux jeunes gens de vingt ans » qui sont exposés, dans ce Paris de débauche, à des tentations inquiétantes. Mais il se distingue des chromolithographies susdites par de très réelles qualités d'art... Le mancenillier est cet arbre « qui tue quand on s'endort sous ses fleurs », et les Mancenilles, allégoriquement, sont « ces femmes qui versent le fluide empoisonné dont on meurt moralement, dont on peut même mourir physiquement ». Maxime Duprat, neveu d'un industriel du Nord, vient à Paris, comme d'autres, « faire son droit ». Il est orphelin, il a de la fortune. Il fait principalement la fête. Les sages conseils de son ami Bordier, étudiant en médecine, ne l'empêchent pas d'avoir du goût pour les Mancenilles mondaines, demi-mondaines et de café-concert. Mal lui en prit... Il devint fou. Sa femme mit au monde un petit enfant mort. M. Couvreur s'attend bien à ce qu'on lui objecte que c'est ici plutôt une « étude de clinique » qu'une œuvre littéraire. Il considère que « l'art est partout ». Cela peut se défendre, comme aussi se nier formellement. Il devient de plus en plus difficile de définir avec netteté l'œuvre d'art. Mais quelque peu de goût qu'on puisse avoir pour cette littérature médicale, extrêmement médicale, il faut bien reconnaître que le roman de M. Couvreur est écrit avec vigueur, bien composé, bien observé, assez remarquable, en somme.

Vengeance! par M. Reepmaker (Stock).

Quand Théodore van Genderen naquit, ce fut un désespoir pour les siens : l'arrivée de cet intrus déplut également à M. Van Genderen et à Mme Van Genderen. Même, celle-ci mourut pour s'être trop agitée en maudissant le nouveau-né. Ensuite Théodore fut en butte aux sarcasmes et aux méchancetés de son père et de ses frères, de ses professeurs ensuite et de ses camarades. Il conçut contre sa famille une effroyable haine, qui bientôt s'étendit à l'humanité tout entière. Il n'eut plus d'autre désir que de se venger. Pour cela, d'abord, il imagina de faire fortune, afin d'écraser de ses millions ceux qui l'avaient méprisé. Il réussit. Puis il se fit élire député, député révolutionnaire, bien entendu, fomenta la grève des portefaix, suscita dans les rues une terrible guerre civile, se sauva, trahit tous les partis et s'enivra de la joie de se venger. Il devint une espèce de démon redoutable, effréné, lancé dans le monde pour y répandre l'épouvante. On l'emprisonna; il sortit de là plus exaspéré, plus dangereux. C'était au fond une assez bonne nature, capable de tendresse et de dévouement. Les circonstances l'avaient perdu. L'amour d'une exquise jeune fille le sauva; l'amour régénéra celui qu'avait corrompu la haine... Il y a des qualités dans ce roman. Le sujet en est simple et tragique; les scènes de révolution sont peintes avec vigueur, avec une certaine puissance. Mais des pauvretés le déparent : à côté de bonnes pages, on en trouve de détestables : les premières, par exemple, les querelles de M. Van Ganderen avec sa femme, après l'accouchement, sont d'une outrance presque puérile. Le style manque extrêmement de relief et d'originalité.

Notre ami Pierrot, par Jérome Doucet (Ollendorff).

Cette « douzaine de pantomimes » est agréable, quoique des pierroteries on ait bien abusé depuis quelque temps. Mais enfin ces petites scènes n'ont pas de prétention; elles ne se présentent pas, comme d'autres, avec de cruels dessous sociaux, symboliques, mystérieux; elles sont simples, gracieuses, élégantes, et je crois qu'on pourrait les jouer d'une manière amusante. Pierrot est l'élève et l'aide de M. Bellarmin, sorcier. Une dame frappe à la porte : c'est la belle Lucrezia. Lucrezia aime un beau jeune homme qui, le méchant, ne l'aime pas. Aussi vient-elle demander à maître Bellarmin un philtre d'amour capable d'éveiller un peu les sentiments du cruel. Pierrot réfléchit qu'en donnant pour son propre

compte un peu du merveilleux breuvage à la gentille Juliette, filleule du sorcier, qui précisément vient de sortir, il se ménagerait une excellente soirée. Ainsi fait-il. Et quand revient maître Bellarmin, il n'a plus qu'à donner aux amoureux sa bénédiction. Voilà. Ailleurs nous trouvons Pierrot marchand de violettes sur le boulevard. Il ne les vend pas, ses violettes : il les donne aux jolis minois qui passent, et les jolis minois lui témoignent effectivement leur reconnaissance. Et puis, quand Pierrot, trop prodigue, n'a plus de violettes dans son panier, les jolis minois qui passent ne se rappellent plus du tout ses générosités de la veille. Telle est la vie!... M. Louis Morin a très gentiment illustré cet album.

Colonies allemandes impériales et spontanées, par Henri Hauser (Nony).

En 1883, un marchand allemand, Adolf Lüderitz, acheta pour 2 000 marks et 200 vieux fusils la première colonie allemande au sud-ouest de l'Afrique. On compte aujourd'hui cinq groupes de possessions germaniques : 1° le Togo, sur la côte des Esclaves; 2° le Cameroun, qui s'étend jusqu'au Tchad; 3° l'Afrique allemande du Sud-Ouest; 4° l'Afrique allemande de l'Est; 5° les colonies allemandes du Pacifique, Nouvelle-Guinée, Carolines et les Mariannes, cédées en février 1899 par l'Espagne à l'Allemagne. En dernier lieu, l'Allemagne, à la suite du meurtre de deux missionnaires, s'est fait abandonner par la Chine la baie de Kiao-Tchéou et l'exploitation des mines et chemins de fer dans le Chan-Tong. Quelle est l'importance de ce domaine colonial? M. Hauser examine tour à tour le caractère économique de chacune de ces possessions et la nature de la colonisation allemande. Il lui reproche, comme à la française, d'entraver la liberté locale par un joug administratif trop dur et par un abus de fonctionnarisme. En outre, par leur situation géographique, ces territoires ne pourront être que des colonies de plantation et non de peuplement à cause des conditions climatériques défavorables aux Européens. L'Allemagne peut regretter de voir ainsi, par suite du développement de sa population et de l'émigration qui en résulte, tant d'individus perdre la nationalité allemande. Il est à noter cependant que les émigrants allemands constituent, dans les pays où ils s'établissent, des espèces de *colonies spontanées*. Aux États-Unis, au Brésil, ils se groupent, se réunissent; il y a dans ces régions des villes de nom allemand. Tout en abandonnant sans esprit de retour la mère patrie, ils ont conservé le goût des produits germaniques; ils en favorisent l'importation à l'étranger et créent ainsi des débouchés nouveaux qui facilitent le prodigieux développement du commerce allemand.

Les Princesses d'amour, par Judith Gautier (Ollendorff).

Quand l'usurpateur Tokougava Hieyas eut établi sa capitale à Yeddo, sa première idée de gouvernement fut de rassembler autour de lui, dans sa cour, les princes féodaux qui jusque là, nichés dans leurs châteaux, décentralisaient... Donc il exigea que chacun d'eux séjournât à Yeddo pendant plusieurs mois de l'année. C'était un homme d'État, cet Hieyas : il savait que ses volontés ne seraient obéies qu'à condition d'être agréables. Aussi créa-t-il le Yosi-Wara : là, dans des palais précieux, sont logées et somptueusement éduquées des « Princesses d'amour », d'une irréprochable beauté, d'un raffinement parfait; elles sont instruites dans tous les arts, chantent au shamisen, savent les rites de l'étiquette et sont indulgentes à la fantaisie des Daïmios. Les Daïmios se plurent à Yeddo; ils ne rechignèrent plus pour y venir annuellement « faire leur cour ». C'est ainsi que la dynastie japonaise réalisa l'œuvre politique de la centralisation, plus doucement que ne le fit en France le cardinal de Richelieu... Le Yosi-Wara existe toujours. Cette institution a charmé déjà plusieurs romanciers d'inégal talent : la *Poupée japonaise* de de Champsaur est exquise, ou peu s'en faut; les *Princesses d'Amour* de Judith Gautier sont médiocres... Le jeune San-Daï, à peu près comme le François Duplessis de Masson-Forestier, dépérit, se consume, s'étiole. Son père l'envoie avec un camarade plus dégourdi chercher au Yosi-Wara une bienfaisante « flambée d'amour ». Mais l'innocent prend l'aventure très au sérieux; le voilà éperdument amoureux de l'Oiseau-Fleur : tel est le nom de la « Princesse » de son choix. « Je suis de rang aussi noble que vous-même », lui dit-elle, comme ailleurs : « Je suis la fille d'un officier supérieur... » Mais, cette fois-ci, c'est vrai. Le diable c'est de retrouver la généalogie de la pauvre enfant; autrement le mariage serait impossible. Le diable encore c'est de la retrouver dans le plus bref délai : l'Oiseau-Fleur n'a qu'un petit congé, ensuite il lui faudra faire son service au Yosi-Wara, — cruelle épreuve! Mais tout s'arrange, puérilement.

Bismarck, par H. Welschinger (Alcan).

L'étude de M. Welschinger, qui inaugure, à la librairie Alcan, une série de portraits de « ministres et hommes d'État », est faite avec le plus grand soin. A vrai dire elle n'est pas une révélation et les documents dont l'auteur s'est servi étaient connus déjà du public. Mais il s'agissait de les utiliser avec méthode, de les coordonner et de tirer du fatras équivoque de tant de publications qu'on a faites sur Bismarck dans ces dernières années quelque

chose de clair et de véridique. M. Welschinger a compulsé très attentivement les ouvrages sensationnels de Moritz Busch, de Hans Blum, de Horst-Kohl, et tous les livres de mémoires, de souvenirs, de conversations, authentiques ou truqués. Il fallait ne s'y fier qu'avec beaucoup de prudence : on sait assez la rigoureuse méthode de M. Welschinger pour ne pas douter de la qualité de son information. Le portrait qu'il nous trace de Bismarck est très vivant, très amusant même. On le voit aux temps divers de sa vie, adolescent au regard mélancolique, et puis diplomate à la coiffure correcte, aux yeux ironiques, élégant et chamarré de décorations, et puis ambassadeur, roide et sec, aux paupières plissées, au front qui se ride, et puis homme de guerre, avec le casque à pointe, les favoris à la russe, l'air féroce, la mâchoire lourde, et puis, dans son fauteuil de vieux, encore botté, la main sur le sabre, la croix de fer sur la poitrine, et son dogue à ses pieds... Dans une brève conclusion, M. Welschinger juge son héros avec l'impartialité d'un bon historien.

André Beaunier.

Autour de la Méditerranée. — Turquie d'Europe et d'Asie, par Marius Bernard (1 vol. grand in-8, avec 120 gravures, par H. Avelot. — Paris, Laurens, 1900).

M. Marius Bernard poursuit avec une belle régularité pour son plaisir et pour l'agrément de ses lecteurs, son voyage pittoresque autour de la Méditerranée. Malgré la longueur de la route, on ne s'ennuie jamais en sa compagnie. Il nous a fait visiter d'abord les côtes barbaresques, de Tripoli à Tanger ; puis les côtes latines, de Gibraltar à Venise. Il aura bientôt fermé le cercle ; car il explore maintenant les côtes orientales, et se rapproche du point de départ. L'an dernier il nous conduisait sur le littoral d'Autriche et de Grèce, depuis Venise jusqu'à Salonique. Cette année il nous entraîne sur les rivages de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie, depuis Salonique jusqu'aux portes de Jérusalem. On sait d'ailleurs que l'auteur ne se contente pas de suivre religieusement la côte, avec la régularité systématique des vieux caboteurs ou d'une armée de thons. Il aime encore à savoir ce qui se passe derrière les montagnes de l'horizon ; et c'est pour lui une occasion, ou un prétexte, pour annexer à la côte une bonne partie de l'arrière-pays, au moins tout ce qui en vaut la peine. C'est un peu le système des puissances européennes en mal d'expansion coloniale. Ici la méthode n'a que des avantages, car elle permet de compléter le tableau, et, par là, de le rendre plus vrai. Dans ce tome VIII, M. Marius Bernard a donné libre cours à sa curiosité. Il profite de sa présence dans les eaux du Bosphore pour faire tout le tour de la mer Noire et pousser une pointe jusqu'en Crimée. Il s'est offert nombre d'excursions dans l'intérieur de la Macédoine, de la Bulgarie, de l'Asie Mineure, de la Syrie du Nord : Et, en bon marin, il se garde de négliger les îles. Aussi apporte-t-il à ses lecteurs un tableau assez complet d'une bonne partie du Levant. Nous ne reviendrons pas sur les qualités du récit, dont nous avons déjà parlé à propos des précédents volumes. On retrouvera ici le voyageur avec sa bonne humeur ordinaire, sa curiosité infatigable, son attention à noter les aspects pittoresques, les détails de mœurs ou de costumes, même les intérêts commerciaux ou politiques. Nous citerons notamment les pages amusantes sur Salonique, les monastères de l'Athos, Constantinople, Damas. Ajoutons que le récit est égayé d'une jolie illustration, aussi variée qu'abondante, par Avelot et Le Pan de Ligny. — Maintenant, souhaitons bon voyage à M. Marius Bernard, qui doit explorer pour nous la Terre Sainte et l'Égypte, d'où il nous rapportera encore un aimable volume, le dernier de la série.

P. M.

Memento. — A Stockholm (Imprimerie royale), *la Suède, son peuple et son industrie* (en français), exposé historique et statistique publié par ordre du gouvernement et rédigé par Gustav Sundbärg, actuaire au bureau central de statistique de la Suède, très intéressant ouvrage, contenant les renseignements les plus précis sur le commerce, l'industrie, l'agriculture, la législation suédoise, et dont je signale en particulier les chapitres consacrés à l'Enseignement, aux Lettres et aux Arts. — Mme Jeanne France a fondé cette année une petite revue mensuelle, *l'Amie de la Jeune fille*, très agréable publication, à la fois amusante et instructive ; elle combat la coquetterie et prêche la simplicité, mais sans emphase et d'une manière persuasive. (Paris, 139, avenue de Versailles.) — A la « Société d'éditions littéraires » (place de l'Ecole-de-Médecine), *Naufrage de la Vie*, roman, par Achille Magnier, en collaboration avec Mme Jeanne France.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — Tant que l'humanité moyenne s'obstinera à demeurer ce qu'elle est depuis un bon moment, tour à tour tendre par faiblesse et méchante sans grandeur, tant que chez l'énorme majorité le sentiment primera la pure intelligence et que les exigences du *struggle for life* n'auront pas congelé tous les cœurs, Nietzsche ne sera nulle part populaire, pas même dans la dure Allemagne que nous forgea le Chancelier de fer. Le sera-t-il jamais ? Peut-être,... quand le *surhomme* sera devenu un peu moins rare. Alors, sur les places publiques de ses tristes cités, le *surhomme* élèvera des statues à l'amer penseur de ces livres cruels : *Griechenthum und Pessimismus, Zur Genealogie der Moral, Also sprach Zarathustra...*

M. Henri Lichtenberger fit ce qu'il put pour nous initier à *la Philosophie de Nietzsche*. Quand même, Nietzsche sera resté chez nous, sa vie durant, une figure assez vague, comme un peu bien lointaine... Frédéric Nietzsche était né en 1844. Il appartenait par ses origines à l'aristocratie polonaise. Victimes de persécutions exercées par les catholiques, ses pères s'étaient réfugiés en Allemagne. Il était lui-même fils d'un pasteur établi en Saxe. A

sa sortie du collège, Frédéric Nietzsche se fit inscrire à l'Université de Bonn; il fut plus tard étudiant à Leipzig. A 25 ans, il quitta la Saxe pour prendre possession de sa chaire de professeur de philologie à Bâle, poste qu'il occupa jusqu'en 1879. Nietzsche était à ce point impatient de dire tout haut son pessimisme que, dès son premier cours et à propos d'Homère, il trouva moyen de se signaler comme un disciple fervent de Schopenhauer : « La philologie, formula-t-il en magnifiant la souveraine beauté du verbe antique, réjouit notre monde tout plein des couleurs les plus sombres et des plus sombres visions, rongé de douleurs sans remèdes »; — c'était peut-être un peu « tiré par les cheveux », mais aussi très théâtral, très dans le goût du haut professorat allemand et ça fit grand effet... C'est aux environs de 1878, a-t-on dit, que Nietzsche eut pour la première fois le pressentiment du terrible danger qui le guettait; aucune hésitation n'était possible : il quitta l'enseignement et bravement, avec cette énergie qu'il voulait dans le *surhomme*, il entreprit contre le mal chaque jour grandissant une lutte qui ne réussit, il se pourrait bien, qu'à précipiter l'échéance fatale. En 1889, Nietzsche sombrait en pleine folie : sa mère et sa sœur le recueillirent et il vécut auprès d'elles ses dernières années.

Cette sœur, Mme Elisabeth Förster Nietzsche, nous a donné de son frère une biographie parfois un peu diffuse, un peu prolixe, mais pleine de détails éloquents et de précieuses indications. Ce livre — *Das Leben Friedrich Nietzsche's* — se recommande à l'attention de tous ceux qu'intéresse la formation du puissant et singulier esprit que fut l'inventeur du *surhomme*.

Au sommaire de la *Neue Deutsche Rundschau*, — fascicule de septembre, — un remarquable article de philosophie sociale intitulé : *Die Wenigen und die Vielen*, — *l'Élite et le Nombre* — et signé : Ellen Key, la suite de la si intéressante *Correspondance de Liszts et de la princesse Wittgenstein* que publie Adelheid von Schorn, une nouvelle de M. von Auenbrugg, etc.

Dans la chronique qui résume le mois écoulé, ces lignes : » la *Sozialdemocratie* a des hommes qui peuvent se comparer à Liebknecht. Auer est plus habile, plus diplomate; de Volimar a plus d'esprit, plus de formes aussi et plus de liant; Bebel est le meilleur politique et le plus puissant orateur du parti. Mais il — Liebknecht — était ici la figure la plus représentative, un peu comme un monument historique; il résumait en lui tout un moment de notre histoire ; son nom se trouvait lié au souvenir de toutes les luttes soutenues par le prolétariat.

A Bade, il avait combattu en 1849 en faveur de l'idée républicaine; en Suisse, il était allé tout droit au communisme; à Londres, il fut le disciple de Marx et de Engel qui le tirèrent de l'utopie et le convertirent au socialisme scientifique. Il aimait à se nommer lui-même « le soldat de la Révolution » — et jamais il ne conçut la Révolution sociale autrement que comme un soulèvement du prolétariat universel, lequel eût entraîné l'abolition de toutes les frontières. »

Belgique. — Le « socialisme chrétien » eut ses jours de succès. Vous vous rappelez? C'était bien porté, il y a cinq ou six ans, presque aussi bien que « l'anarchisme » peu après. Mais tout lasse... et le « socialisme chrétien » semblait un peu démodé.

La Revue Générale a voulu nous remettre en mémoire les généreuses concessions de l'Église catholique à l'esprit moderne. A Rome, le pontife règne toujours, qui témoigna tant de bienveillante sollicitude à la classe ouvrière et, dans le dernier numéro de la grande revue belge, M. Jules Petit publie un très intéressant article sur *l'Église aux tournants de l'histoire*, tandis que M. Georges Legrand nous renseigne sur *Deux précurseurs de l'idée sociale catholique en France.*

Ces deux précurseurs sont Ballanche et Lamennais. M. Georges Legrand cite cette phrase de Ballanche : « Les âges de la tutelle sont passés, les âges de l'émancipation commence... De l'évolution plébéienne, des initiations successives, sort le développement complet de l'humanité. » Quand à Lamennais, il « a semé à la fois l'ivraie et le bon grain »... et M. Georges Legrand conclut : « Tout en rejetant ce que le dogme ou la science nous oblige à rejeter de leurs théories, c'est pour nous un devoir de justice de reconnaître en eux le germe des idées dont nous vivons aujourd'hui. *Celui qui mange le pain doit une pensée de gratitude au laboureur* dont la main a conduit la charrue dans le sillon... » En fait de socialisme...

C'est à propos d'un livre de M. G. Kurth que M. Jules Petit a écrit son article sur *l'Église aux tournants de l'histoire*. Ce livre porte ce même titre et résume un cours professé par l'auteur à l'*Extension universitaire pour femmes*, d'Anvers.

Voici la conclusion de M. Jules Petit : « 89 n'est que le premier acte de cette longue tragédie dont la catastrophe appartient à l'histoire future. Mais ce qui assure le triomphe de la cause catholique, comme le remarque fort justement M. Kurth, au seul point de vue humain, « c'est « qu'aujourd'hui, comme à toutes les époques qui mar- « quèrent pour elle une crise de croissance, il y a entre « elle et l'avenir une correspondance merveilleuse ». Détachant sa cause de celle d'une classe qui voudrait la rendre solidaire d'elle, l'Église leur répond comme aux Juifs, comme aux Romains, comme aux féodaux, comme à tous les revenants du passé. Elle laisse les morts ensevelir leurs morts, et elle conclut un pacte avec les forces vitales du XXe siècle. Elle apporte un programme à ces masses populaires qui se lèvent et qui cherchent leur voie. Ce programme, ce n'est pas celui de la Révolution, comme le disent ses calomniateurs, c'est celui de l'Évangile, celui de saint Thomas d'Aquin, celui de Léon XIII. C'est le royaume de Dieu ouvert à tous, où rien n'est donné à la naissance, ni à l'argent, mais tout au mérite et à la vertu; c'est la démocratie évangélique bâtie sur les pauvres et réalisant la loi de justice et de fraternité dans une application toujours plus large du grand *commandement nouveau.* »

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39809. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

La liquidation de fin de mois s'est effectuée dans d'excellentes conditions, et les cours se sont améliorés immédiatement après, dans la plupart des groupes, exception faite pour nos fonds publics dont les cours actuels représentent à peine ceux du mercredi 29, accrus du montant du report.

Au point de vue politique l'entrée des troupes alliées à Pékin le 15 août et la délivrance des légations ont supprimé toute cause d'anxiété. Il ne s'agit plus que de trouver un gouvernement avec qui les puissances puissent négocier. Il s'agit encore pour ces puissances de maintenir entre elles un accord qui seul leur permettra de conclure un traité efficace et d'obtenir des garanties sérieuses pour l'avenir.

⁂

La Banque de Paris a monté de 1 120 à 1 135, le Crédit Lyonnais de 1 118 à 1 125, la Banque Internationale de 445 à 485, le Comptoir National d'Escompte de 597 à 601, la Banque Parisienne de 527 à 535.

Il y a eu une vive poussée sur les actions de nos grandes compagnies : l'Est a monté de 1 090 à 1 114, le Lyon de 1 838 à 1 845, le Nord de 2 320 à 2 353, l'Orléans de 1 740 à 1 760.

Toutes les valeurs de Tramways sont en forte reprise : Est parisien de 549 à 562, Tramways Sud de 395 à 392, Omnium Lyonnais de 91 à 104, Métropolitain de 511 à 555, Parisienne Électrique de 265 à 291, Traction de 232 à 245, Thomson-Houston de 1 408 à 1 445.

Les Sels gemmes ont remonté de 912 à 945.

⁂

Le 4 p. 100 brésilien s'est porté de 66,90 à 67,30, l'Extérieure de 73 à 73,55, le 3 p. 100 russe de 84,75 à 85,25, l'obligation chinoise 5 p. 100 1898 (Pékin-Haukeou) de 460 à 467.

Les Chemins espagnols ont été très fermes, le Rio-Tinto a gagné 10 francs à 1 474, la Sosnowice 10 à 2 630.

La Rand Mines a passé de 1 024 à 1 035, la Ferreira de 549 à 562, la Goldfields de 193 à 196, la Chartered de 81 à 84.

⁂

Le rapport des commissaires qui sera présenté à la prochaine assemblée des actionnaires de la Banque Parisienne (14 septembre courant) constate que l'exercice terminé le 30 juin dernier, a donné, malgré les circonstances moins favorables, d'aussi bons résultats que ceux de l'exercice précédent.

Les opérations de la Banque, conduites avec une grande prudence, se soldent par un bénéfice de 1 251 537 francs, qui permet la distribution, après les réserves et les amortissements habituels, d'un dividende de 27 fr. 50, à chacune des quarante mille actions du capital social, et de 1 fr. 72 aux parts de fondateur.

⁂

Pendant le premier semestre de 1900, les réserves du Crédit Foncier de France se sont augmentées de 9 millions de francs et atteignaient, le 30 juin, 137 millions et demi de francs. Les résultats bénéficiaires ont été à peu près les mêmes que l'an dernier. Ce n'est que lorsque le compte des « primes à amortir » aura reçu le maximum de ses dotations, et que les prélèvements mensuels à cet effet sur les bénéfices auront cessé que la Société retrouvera la libre disponibilité de la totalité de ses profits et pourra relever le chiffre de ses dividendes.

⁂

Le délai imparti aux porteurs de rente extérieure d'Espagne pour protester contre la convention conclue avec les délégués du gouvernement espagnol par les comités étrangers durera du 1er septembre au 30 novembre. La convention sera valable si dans cet intervalle, les protestations déposées ne représentent pas le quart, au moins, du capital de l'Extérieure estampillée. L'absence de protestation sera considérée comme une acceptation implicite. Dans le cas où cette acceptation serait acquise pour les trois quarts au minimum du capital, les Cortès seront appelées à ratifier le Convenio dans le courant de décembre. L'arrangement deviendrait alors applicable dès le 1er janvier 1901. On sait qu'il consiste en une réduction de l'intérêt de 4 à 3,50 p. 100, la fraction supprimée servant à établir un amortissement au pair du capital de la dette en soixante ans.

L'Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères, se charge de recevoir les déclarations d'adhésion ou de protestation des porteurs, et de les transmettre officiellement au gouvernement espagnol.

⁂

On avait annoncé à grand fracas que le voyage à Paris de M. de Witte, ministre des Finances de Russie, avait pour objet la négociation d'un grand emprunt qui serait lancé à Paris et dont on fixait déjà le montant à 500 millions de francs. Une note officieuse, communiquée à la presse, a coupé court à cette rumeur qui avait pris une réelle consistance, la note déclare que la présence de M. de Witte à Paris ne se rattache, de près ou de loin, à aucune opération financière.

M. de Witte a expliqué lui-même dans une interview avec le rédacteur d'un grand journal, que les frais des efforts militaires auxquels la crise chinoise avait obligé la Russie dans l'Extrême-Orient, n'étaient pas aussi élevés qu'on le supposait, et que le trésor impérial disposait de ressources suffisantes pour y faire face sans aucun appel aux capitaux étrangers.

⁂

« Le gouvernement argentin a signé le 29 août *ad referendum* un contrat supprimant la dette provinciale de la *province de Mendoza* par l'émission d'obligations nationales.

« Cette mesure complète le règlement des dettes extérieures provinciales de la République argentine. »

⁂

Le rapport du ministre des *Finances du Brésil* constate que l'émission du Funding, au 31 décembre 1899, s'élevait à 4 328 881 livres sterling. En regard de cette augmentation de la dette, le gouvernement a racheté la totalité de l'emprunt intérieur de 1899 4 p. 100 de 2 038 808 livres sterling ; et les titres de l'emprunt intérieur de 1868 6 p. 100 or pour 495 222 livres sterling ; il a payé le dernier million de livres sterling des bons du Trésor émis à Londres en 1896 ; il a brûlé 57 000 contos de papier-monnaie, soit 2 400 000 livres sterling au change actuel, et il a encaissé à la Trésorerie à Londres, un excédent de 788 319 livres sterling. Ainsi, d'une part, tandis que les charges augmentaient de 4 328 881 livres sterling par l'émission de Funding, d'autre part, il se produisait une diminution de charges de 6 722 429 livres sterling ; d'où il résulte une diminution effective des charges de 2 393 548 livres sterling.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS.

Trois excursions aux Châteaux de la Loire et aux Pyrénées.

D'accord avec l'Agence des Voyages économiques, la Compagnie fera émettre des billets d'excursion comprenant :

Le transport en chemin de fer; les repas (vin compris); le transport en omnibus et en voitures; les entrées dans les monuments; les soins des guides-conducteurs des excursions.

Par les soins et sous la responsabilité de l'Agence des Voyages économiques.

1° Visite de Blois et de Chambord :

Départ de Paris gare d'Orléans le dimanche 9 septembre 1900, retour le même jour.

Prix de l'excursion complète. — 1re classe : 30 fr. 55; 2e classe : 24 fr. 70; 3e classe : 20 fr. 50.

2° Visite des Châteaux des bords de la Loire : Blois, Chambord, Amboise, Tours, Loches, Chenonceaux, Valançay.

Départ de Paris le dimanche matin 9 septembre, retour à Paris le 12 au soir.

Prix de l'excursion complète. — 1re classe : 110 fr.; 2e classe : 100 fr.

3° Visite du Puits de Padirac, de Toulouse, Bagnères-de-Luchon, Bagnère-de-Bigorre (Luz, Saint-Sauveur, Gavarnie), Pierrefitte, Cauterets, Lourdes, Pau, Bayonne, Biarritz, Arcachon, Bordeaux, Paris.

Départ de Paris (gare d'Orléans), le 4 septembre 1900. — Retour à Paris (gare d'Orléans), le 18 septembre 1900.

Prix de l'excursion complète. — 1re classe : 352 fr.; 2e classe : 318 fr.

Le nombre des places est limité.

Les billets sont délivrés dans les bureaux de l'Agence des voyages économiques, 47, rue du Faubourg-Montmartre, et 10, rue Auber, à Paris.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Billets pris à l'avance.

Les gares de Paris, Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Aix-les-Bains et Genève délivrent à l'avance, par série de 20, des billets, avec 10 p. 100 de réduction, pour les gares de la banlieue de ces villes et réciproquement.

Les billets délivrés pendant les 10 premiers mois de l'année sont valables jusqu'au 31 décembre inclus, et ceux délivrés pendant les mois de novembre et décembre jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

Les demandes doivent être adressées aux chefs des gares intéressées ou dans les bureaux succursales.

A NOS LECTEURS

Les fabricants fournisseurs des ... des Villes de Paris, Londres, etc., viennent de traiter avec nous pour offrir à nos lecteurs une magnifique Sphère terrestre d'un mètre de circonférence, bien à jour des dernières découvertes, et montée sur pied en métal, richement ornementé.

Ce merveilleux Objet d'art, qui deviendra le plus bel ornement du Salon ou du cabinet d'études, aussi utile à l'homme du monde qu'à l'adolescent, et d'une valeur supérieure à 30 fr., sera fourni *franco de port et d'emballage* au prix de 15 francs.

Adresser Mandats et Commandes à nos bureaux.



Un Mètre de Circonférence

N° 11. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 15 Septembre 1900.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 11

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement a la Revue Bleue	Six mois	Un an.	Avec la Revue Scientifique	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 11. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 15 SEPTEMBRE 1900.

LA CHALOTAIS ET LES JÉSUITES

D'après un livre récent [1]

Le nom de La Chalotais évoque immédiatement à l'esprit le souvenir de deux procès retentissants de la fin du XVIIIe siècle, à savoir : le procès du Parlement de Bretagne contre les Jésuites, qui aboutit à leur expulsion, et le procès du duc d'Aiguillon contre La Chalotais qui en fut la suite naturelle et logique, pour ne pas dire la revanche pitoyable.

Je ne m'occuperai ici que du premier procès, pour deux raisons : d'abord, parce que, si M. Barthélemy Pocquet — n'en déplaise à M. Marion (2) — me semble avoir percé à jour l'intrigue ourdie contre La Chalotais par le duc d'Aiguillon, il n'a pas, à mon avis, démêlé la cause initiale, la raison déterminante de l'action dirigée par La Chalotais et le Parlement de Bretagne contre la Compagnie de Jésus ; — ensuite, parce que sur l'expulsion des Jésuites était venue se greffer, dans l'esprit de La Chalotais, la question de l'enseignement de l'État qui, par un singulier retour des choses, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Pendant que M. Barthélemy Pocquet travaillait à son ouvrage, je me permis d'appeler son attention sur le jansénisme qui, à première vue, me paraissait avoir exercé, indirectement tout au moins, une influence notable dans la conduite et la conclusion de « l'affaire des Jésuites ». Il me répondit que les croyances jansénistes lui semblaient avoir été peu répandues en Bretagne à cette époque. Les croyances ! je ne dis pas non ; mais le jansénisme n'était pas seulement une question de foi. S'il y entrait, du temps de Port-Royal, plus de religion que de politique, personne ne me contredira si je dis que, sous le règne de Louis XV, il y entrait plus de politique que de religion. C'est même ce qui le rendit un moment si dangereux. Je regrette donc que M. Barthélemy Pocquet n'ait point dirigé son enquête de ce côté, il se serait bien vite aperçu que le jansénisme, vers 1760, n'était pas une quantité si négligeable.

I

Le jansénisme en Bretagne ne date guère, en tant que parti, que des premières années du XVIIIe siècle, mais il s'était infiltré, théologiquement parlant, dès la seconde moitié du XVIIe siècle, dans les diocèses de Nantes, de Quimper et de Rennes, par le canal de M. de Saint-Gilles (Antoine Baudry-d'Asson) qui y avait répandu les *Lettres Provinciales* ; — de M. de Pontchâteau, qui possédait au diocèse de Nantes les abbayes de Geneston et de Saint-Gildas-des-Bois ; — du cardinal de Retz, qui avait été enfermé au château de Nantes en pleine Fronde ; — et de Lancelot qui, lors des premières persécutions de Port-Royal, avait été exilé dans l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé.

Cependant la source demeura longtemps cachée et ne coula vraiment à ciel ouvert, en dehors des

(1) *Le Duc d'Aiguillon et La Chalotais*, par M. Barthélemy Pocquet, 2 vol. in-18, librairie académique Perrin.

(2) *La Bretagne et le Duc d'Aiguillon*, par M. Marion.

cloîtres et des abbayes, qu'à partir de la Bulle *Unigenitus* (1713).

Il faut dire aussi que les Jésuites faisaient bonne garde autour des séminaires, et des évêchés. En fait d'évêques, je n'en vois que deux qui aient été notoirement affiliés au jansénisme. C'est M. Fagon, qui occupa le siège de Vannes de 1721 à 1742, et M. Jean-Louis de Gouyon de Vauduranel, qui occupa celui de Saint-Pol de Léon de 1745 à 1763.

En fait de séminaires, je ne connais que celui de Nantes qui ait été dirigé pendant trente ans par un prêtre sorti de Saint-Magloire, le vénérable abbé de la Noë-Mesnard. On sait que la maison de Saint-Magloire — ce Saint-Sulpice des Oratoriens — était la pépinière du jansénisme.

Les autres séminaires des évêchés bretons avaient été livrés aux Jésuites qui possédaient d'énormes collèges à Rennes, à Quimper et à Vannes. Leur collège de Rennes, qu'on pouvait regarder comme leur camp retranché en Bretagne, datait de 1604 et compta jusqu'à 2 800 élèves. Ceux de Quimper et de Vannes, beaucoup moins nombreux, dataient de 1621 et de 1624. Les Jésuites étaient donc les maîtres de la majorité de l'opinion et des consciences.

Toutefois, aussitôt après la mort de Louis XIV, ils rencontrèrent de redoutables adversaires parmi les Oratoriens et les Bénédictins. Tout ce qu'il y avait de Bénédictins en Bretagne leur était franchement hostile. Ceux de Sainte-Croix de Quimperlé leur en voulaient de leur avoir enlevé les beaux prieurés de Lacamaud et de Saint-Laurent. Ceux de Landévennec adhérèrent, le 30 octobre 1718, à l'appel au futur concile formé par les quatre évêques de Mirepoix, Senez, Montpellier et Boulogne. Quant aux Bénédictins de Saint-Mélaine, de Rennes, le fait suivant prouve qu'ils étaient dans les mêmes sentiments à l'égard de la Bulle et de ses instigateurs.

Lorsque M. Ravechet, syndic de Sorbonne, fut exilé à Saint-Brieuc pour s'être uni publiquement à l'appel des quatre évêques (1717), les religieux de Saint-Mélaine allèrent au-devant de lui à son arrivée à Rennes et manœuvrèrent si bien que toute la noblesse de la ville, M. de Montesquiou, commandant de la province, et M. l'intendant, en tête, se porta avec eux à sa rencontre. Ils firent plus. Comme il était malade, ils le décidèrent à accepter leur hospitalité. La mort l'ayant surpris quelques jours après à Saint-Mélaine, les Bénédictins lui firent de magnifiques funérailles. Tous les dignitaires et chanoines de l'église cathédrale, les curés de la ville à l'exception d'un seul, nous dit le Nécrologe auquel j'emprunte ces détails, plus de cent cinquante ecclésiastiques en manteau long et un cierge à la main l'accompagnèrent à l'église et au cimetière. Et la plupart des membres du Parlement, tant présidents que conseillers, se firent un devoir d'assister à ses obsèques autant pour protester contre les mesures de rigueur dont il avait été l'objet que pour lui marquer leurs sympathies.

Car le Parlement de Bretagne, tout en entretenant de bonnes relations avec les Jésuites de Rennes qui avaient été les professeurs d'un certain nombre de conseillers, se méfiait de leur esprit de corps et ne perdait pas une occasion de leur faire sentir son autorité. Et du jour où, de par les lois du royaume, il fut pris comme arbitre du différend théologique qui divisait les Constitutionnaires et les Appelants, il n'hésita pas à se prononcer en faveur du parti de l'Appel.

C'est surtout dans le diocèse de Nantes que les disputes de la Bulle et le refus des sacrements qui en fut la conséquence amenèrent les conflits les plus graves entre les autorités civiles et religieuses. Tant que M. de la Noë-Mesnard dirigea le séminaire, on peut dire qu'il y eut presque unanimité de sentiments parmi le clergé des couvents et des paroisses. Oratoriens, Bénédictins, Carmes, chanoines, curés et vicaires, tous ou presque tous étaient jansénistes. Il n'y avait que l'évêque qui fût du camp adverse et comme il ne pouvait lutter contre tout le monde, il se contentait de ronger son frein. Mais lorsque M. de Beauveau eut enlevé à M. de la Noë-Mesnard la direction de son séminaire, la bataille commença et se continua jusqu'aux approches de la Révolution sous l'épiscopat de MM. de Sanzai et de la Muzanchère qui, ayant été nommés « à la grâce et non au mérite », comme disait le Régent, se montrèrent impitoyables envers les ecclésiastiques et les paroissiens opposés à la Bulle.

Les Nécrologes du parti et les *Nouvelles ecclésiastiques* sont pleins du récit des scandales auxquels donna lieu la persécution religieuse dans l'église de Nantes. Comme je ne puis les énumérer tous, je ne citerai que les cas les plus typiques.

Au mois d'août 1727, M. de Sanzai dépossédait de sa sacristie et condamnait à trois mois de séminaire un vicaire, sacristain de la paroisse de Saint-Nicolas, qui avait administré les derniers sacrements au curé de Saint-Saturnin, M. Litoust, bien qu'il eût refusé à plusieurs reprises de révoquer son appel. La même année, le fanatisme lui avait fait commettre un véritable crime en empêchant un luthérien de mourir dans le sein de l'Eglise catholique. Ce protestant étant tombé gravement malade sur la paroisse de Saint-Nico-

las, demanda un prêtre pour se convertir. Le curé de Saint-Nicolas qui était janséniste, alla trouver M. de Sanzai, qui lui permit, après beaucoup d'hésitations, de recevoir l'abjuration du luthérien. Mais à peine le curé de Saint-Nicolas était-il sorti de l'évêché, qu'un prêtre sulpicien du séminaire entrait chez M. de Sanzai et lui reprochait assez vivement d'avoir commis un Appelant, c'est-à-dire un schismatique, pour administrer un hérétique. Sur quoi, l'évêque s'empressa de retirer au curé de Saint-Nicolas la permission qu'il lui avait donnée et d'envoyer à sa place un bon Constitutionnaire au lit de mort du protestant.

Notre Constitutionnaire arrive avec une profession de foi toute faite, dans laquelle les mots : « Je crois à l'*invocation* des saints » avaient été remplacés par : « Je crois à l'*adoration* des saints et à la *Constitution*. » Mais le protestant avait à son chevet deux demoiselles jansénistes qui, comme toutes les femmes du parti, étaient ferrées sur l'article de foi. Frappées de la nouveauté de la substitution, elles se récrièrent, protestant que la question ne serait pas posée. Le curé, devant leur résistance, consentit à remplacer le mot *adoration* par celui d'*invocation*, mais refusa de retrancher le membre de phrase qui se rapportait à la Bulle. Le protestant, entendant la dispute, se retourne dans son lit et dit au curé qu'il la connaissait et ne voulait pas la recevoir. Là-dessus, le Constitutionnaire se retire en faisant claquer les portes. Survient le chirurgien qui soignait le malade. On le met au courant de ce qui s'est passé, il s'en émeut et court à l'évêché où il trouve M. de Sanzai très embarrassé sur le parti qu'il avait à prendre. Pendant ce temps-là, notre protestant rendait son âme à Dieu qui, en considération de ses bonnes dispositions et de l'indignité de ses ministres, dut lui faire miséricorde.

Quelques années plus tard, ces actes d'intolérance et d'inquisition se multiplièrent d'une façon plus scandaleuse encore.

Ainsi, au mois de mai 1735, le curé de Sainte-Croix, de Nantes, était sommé par deux notaires d'administrer les derniers sacrements à Mme de Rondier, femme d'un gros négociant, qui était Appelante de la Bulle. Et comme cette sommation n'avait d'autre effet que d'amener au domicile de la mourante les deux grands vicaires et le secrétaire de l'évêché, à fin de procès-verbal, ledit curé était assigné devant l'official qui se bornait à approuver sa conduite. D'où requête au Parlement de Bretagne. Le procureur général, saisi de la plainte des époux de Rondier, en référa au chancelier, et le ministre, après une assez longue correspondance, fut d'avis de refuser l'enquête « à cause de la facilité qu'on aurait à trouver dans le parti janséniste des témoins contre la conduite du curé ».

Au mois d'août de la même année, Appelants et Constitutionnaires en venaient aux mains dans l'église de Saint-Saturnin, autour du corps de Mlle Fessard, que ceux-ci voulaient *enrocher*, c'est-à-dire jeter à la voirie, parce que le curé, malgré les sommations de sa famille et des notaires, n'avait pas voulu l'administrer.

L'année suivante, Mme de la Gâcherie, mère du sénéchal de Nantes, était enterrée sans cloche, sans messe, sans eau bénite, à cause de son appel qu'elle n'avait pas voulu révoquer en mourant.

Quelques jours après — juin 1736 — l'évêque blâmait les prêtres de Saint-Nicolas qui avaient assisté, la croix levée, au convoi de M. Papin, vénérable ecclésiastique mort à soixante-seize ans dans les sentiments jansénistes et dont le curé constitutionnaire qui avait présidé à son enterrement avait cru devoir supprimer le nom et la qualité dans toutes les oraisons.

Le même curé, à quelques semaines de là, ameutait contre lui tous les procureurs du présidial, à l'occasion des obsèques d'un de leurs collègues mort lui aussi sans sacrements.

A force de se moquer du présidial et du Parlement, l'évêque de Nantes, qui attisait le feu au lieu de chercher à l'éteindre, finit par faire tomber la foudre sur sa tête. Un jour vint où il fut obligé de s'exiler à sa maison du Chassais, où son mobilier fut saisi en gage des six mille livres d'amende auxquelles il avait été condamné par le présidial pour avoir refusé d'administrer les sacrements au curé de Thouaré, et où il dut compter cette somme pour éviter la vente de ses meubles.

Dans le même temps, le Parlement de Rennes était journellement aux prises avec l'évêque de Vannes ou ses curés.

J'ai dit que le siège épiscopal de Vannes avait été occupé pendant vingt ans par un prélat janséniste. M. Fagon, qui était fils du médecin de Louis XIV, avait, à peine installé, défendu par un mandement aux prêtres de son diocèse, et sous peine d'interdit, d'inquiéter personne au tribunal de la pénitence, au sujet de la Bulle *Unigenitus*. Il restreignit les Jésuites de Vannes à leur seule église pour la prédication et fit cesser toutes leurs relations avec les communautés de femmes. Il interdit le P. Gautier, recteur du collège, pour avoir en confession interrogé une personne sur le fait du jansénisme. M. Dondel, quoique chanoine, ne fut

pas mieux traité et reçut défense de paraître dans aucune communauté. Le sieur Le Viquel, ardent janséniste, fut chargé par lui de l'examen des étudiants du séminaire, et bientôt (1735) il devint recteur de Plescofs, paroisse où se trouvait la maison de campagne de l'évêque.

M. l'abbé Le Mené, à qui j'emprunte ce récit (1), ajoute : « A côté de ces œuvres méritoires, il est regrettable qu'il ait montré une si grande faiblesse en face du jansénisme qui gagnait une partie du clergé et des fidèles. Un jeune prêtre de Saint-Patern, nommé Guyardet, natif de Ponscorf, tomba malade en 1741. Comme il était janséniste très prononcé, M. Beurier, jeune prêtre de Vannes et plein de zèle, essaya de le ramener à des sentiments *catholiques*. Ce fut en vain, et ce malheureux mourut dans son obstination. Cette fin déplorable empêcha M. Beurier et trois autres jeunes prêtres, Le Breton, Hémon et Pitot, d'assister à l'enterrement; leur absence ayant été signalée à l'évêque, Mgr Fagon engagea le recteur de Saint-Patern, M. Bonard, promoteur de l'Officialité, à célébrer un service pour le défunt et le chargea d'ordonner aux quatre ecclésiastiques d'y assister. Aucun d'eux n'y parut. Alors l'évêque les condamna à passer trois mois au séminaire. Ils se soumirent à cette punition si injustement infligée... »

Ces lignes nous expliquent pourquoi M. Fagon a laissé un si mauvais souvenir à Vannes et pourquoi l'on a expulsé son portrait des salons de l'évêché.

A peine était-il mort, que les Jésuites lui donnaient pour successeur M. de Jumillac, qui était une de leurs créatures. Naturellement, M. de Jumillac défit tout ce qu'avait fait M. Fagon. Celui-ci avait ordonné le silence sur la Bulle. Celui-là enjoignit à tous les ecclésiastiques de son diocèse de l'accepter sous peine d'interdit. Et cela dans un mandement tellement ultramontain, que le Parlement de Rennes s'empara de la pièce sur la dénonciation du procureur général, et que la Cour, par un arrêt longuement motivé du 27 juin 1744, supprima le mandement avec ordre à ceux qui en posséderaient des exemplaires de les rapporter au greffe du présidial de Vannes.

M. de Jumillac reçut signification de l'arrêt par huissier. Furieux, il s'adressa à l'agence du Clergé de France qui releva le gant et porta plainte au Conseil du roi.

Le 24 juillet, le roi, en son conseil, cassa et annula la sentence des magistrats de Rennes, et M. de Jumillac se donna à son tour le plaisir de signifier l'arrêt, par huissier, au présidial de Vannes. Deux ans après, il était nommé à l'archevêché d'Aix où ses démêlés avec le Parlement de Provence sont restés fameux.

II

Tout cela n'était point fait, on en conviendra, pour disposer favorablement le Parlement de Bretagne envers la Compagnie de Jésus, car il savait que les évêques et les curés constitutionnaires n'agissaient que par elle et il la rendait responsable de tous les troubles que la Bulle *Unigenitus* avait fomentés sur tous les points de la province. Je ne crois pas cependant qu'il ait cédé à une pression du ministère, comme l'affirme M. Barthélemy Pocquet, quand il ordonna, par arrêt du 14 août 1761, au supérieur des Jésuites de Rennes, « de déposer dans les trois jours, au greffe, un exemplaire des constitutions de la Société dite de Jésus ».

M. Barthélemy Pocquet nous dit qu'il serait impossible, sans cette pression, d'expliquer l'unanimité de l'intervention des parlements de province. Moi, je me l'explique fort bien sans cela, car les raisons semi-politiques et semi-religieuses que le Parlement de Bretagne avait d'agir comme il le fit contre les Jésuites étaient à peu près les mêmes que celles qui avaient, par exemple, déterminé le Parlement de Provence à les traduire à sa barre. Je cite à dessein ces deux Cours à cause de la distance qui les séparait l'une de l'autre et du retentissement énorme qu'eurent les *Comptes rendus* de leurs procureurs généraux, Monclar et La Chalotais. On ne dira pas, je pense, que ces deux magistrats s'étaient concertés en vue d'une action commune. D'où vient donc que leurs réquisitoires sont animés du même esprit, de la même passion et, si l'on veut, des mêmes préjugés? C'est que Monclar et La Chalotais avaient trouvé la main des Jésuites dans les nombreux procès ecclésiastiques où ils avaient porté la parole à Aix et à Rennes. Le premier se souvenait de la scandaleuse affaire du Père Girard qui avait agité si longtemps le Parlement de Provence. Le second n'avait pas eu le temps d'oublier les bravades de MM. de Jumillac et de la Muzanchère et les appels comme d'abus qu'il avait dû former contre eux pendant quinze ans devant la Cour de Rennes. Enfin, s'il est vrai que la plupart des Cours avaient des opinions et des tendances jansénistes, il est encore plus vrai que les Bretons de marque, je ne parle pas des *philosophes*, mais seulement des *catholiques*, ont toujours été par tempérament, par caractère, opposés aux Jésuites. Faut-il citer

(1) *Histoire du diocèse de Vannes*, 2e vol., pp. 194-196.

des noms? Que M. Barthélemy Pocquet m'explique pourquoi l'avocat Gerbier, qui plaida contre eux à Paris dans l'affaire du Père Lavalette, pourquoi Lanjuinais, ce chrétien des anciens jours, pourquoi Chateaubriand et Lamennais, qui furent un moment leurs alliés, devinrent un peu plus tôt, un peu plus tard, leurs adversaires déclarés?

Parlant des *Comptes rendus* de La Chalotais qui déchaînèrent la tempête en Bretagne, M. Barthélemy Pocquet s'exprime ainsi : « Je voudrais exposer très nettement l'impression qu'ils m'ont laissée. J'éprouve pourtant une certaine hésitation à le faire. Non pas que le sujet soit embarrassant, au contraire. Je dirais presque qu'il ne l'est pas assez. Ce qui frappe le plus à la lecture des *Comptes rendus*, c'est leur incontestable puérilité. J'en demande pardon à l'ombre du grave procureur général, mais l'acte d'accusation qu'il dresse contre les Jésuites ne paraît pas sérieux, les reproches qu'il leur adresse sont presque enfantins. Quand on relit aujourd'hui, avec nos idées modernes, à la lumière des événements, ce réquisitoire, on se demande comment il a pu obtenir tant de succès et provoquer un tel mouvement d'enthousiasme. Il faut en chercher la cause dans les passions déjà déchaînées contre les Jésuites, et dans le style même de l'ouvrage, dans cette langue agréable, alerte, ironique et mordante. L'auteur sut condenser en quelques pages vives, brillantes, accessibles à tous, dépourvues de tout appareil juridique, l'ensemble des imputations qui couraient alors contre la Compagnie; il a donné à ces griefs un corps, il a précisé les origines, cité des textes, si bien que chacun, en lisant cet écrit, s'est dit : voilà donc les raisons des mauvais bruits qui courent contre ces hommes ténébreux. Qu'on les condamne!... Si l'on en croyait les *Comptes rendus*, les Jésuites seraient simplement de véritables criminels, des conspirateurs dangereux, des malfaiteurs publics, annihilés par une règle de fer, et cependant assez habiles, assez intrigants pour diriger par des ressorts cachés le gouvernement des nations. »

Ainsi parle M. Barthélemy Pocquet. Eh bien, moi aussi, j'ai lu les *Comptes rendus* de La Chalotais, et si j'y ai pris quelque plaisir à cause de la langue qui est, en effet, « agréable, alerte, ironique et mordante », je me suis surtout rappelé en les lisant que Lanjuinais, dans un style tout aussi virulent, quoique de moins bonne qualité, avait, non pas en 1762, mais en 1823, porté les mêmes accusations contre les Jésuites.

A l'entendre, le corps « pharisaïque, anti-légal et monstrueux » des Jésuites serait « sans modèle dans toute l'histoire ;

« Polyonyme et pseudonyme par escorbarderie ;

« Ecclésiastique et laïc, séculier et régulier, des deux sexes et de tout âge, de tout costume ;

« Pauvre par vœu solennel et accumulant tous les biens d'ici-bas, commerçant universel, banqueroutier de sommes énormes, et par les dons, les testaments, heureux héritier dans toutes les familles ;

« Armé des plus faux systèmes et des plus ambitieux privilèges ultramontains ;

« Constitué partout instrument passif de deux monarques étrangers, bas flatteur du pape, mais esclave du général ;

« Abjurant, pour soi, le précepte divin de la prière commune, imposant aux deux sexes de fréquentes réunions privées qu'il régit et qu'il amuse avec des parades et des prières surérogatoires, longues et répétées ;

« Dévotieux bouffon, merveilleux dramaturge pour gagner, fanatiser les ignorants, mais facile et commode pour captiver les puissants et les riches, pour en faire des dupes ou des hypocrites et toujours des agents, des serviteurs ;

« Agresseur perpétuel, corrupteur incorrigible de la foi, des mœurs et de la discipline catholiques ;

« Fauteur en Asie des rites idolâtres et en Europe des *cent dévotions aisées*, et des nombreux abus de nos charnels cordicolismes ;

« Voué très activement à l'intrigue, aux factions, à l'espionnage, aux délations, aux persécutions ;

« Promoteur de l'inquisition et des croisades ;

« S'interdisant les évêchés, convoitant, poursuivant, exploitant les directions de consciences royales, les cardinalats et les souverainetés séculières ;

« Ennemi acharné des libertés légitimes, ardent fauteur de tous les despotismes ;

« Protecteur des rois, car il est institué pour protéger les gouvernements ;

« Convaincu néanmoins d'avoir troublé partout l'ordre et la paix, d'avoir enseigné, prêché, conspiré en Europe et même en Asie l'assassinat des rois et les changements de succession aux trônes ;

« Corps, enfin, qui pour le misérable intérêt de son opulence, de sa domination et de sa vaine gloire, a constamment, par tous les moyens, sous prétexte de religion, de morale et de politique, maîtrisé, opprimé, au nom des papes et des rois, les papes mêmes, les rois, les peuples et les plus

savants, les plus vertueux personnages (1) ».

La Chalotais n'en avait pas dit autant en aussi peu de lignes.

Et que M. Barthélemy Pocquet ne m'objecte pas que Lanjuinais était, lui aussi, imbu des préjugés jansénistes et parlementaires. Je lui répondrais que Chateaubriand, qui traitait un jour les *Provinciales* de *mensonge immortel*, et qui fut au *Conservateur* l'auxiliaire des Jésuites, commença de se séparer d'eux en 1825, au moment même où Montlosier les dénonçait à la France libérale.

« Je veux la religion comme vous, écrivait-il à ce vieux compagnon d'exil, je hais comme vous la congrégation et ces associations d'hypocrites qui transforment mes domestiques en espions, et qui ne cherchent à l'autel que le pouvoir (2). »

Et Chateaubriand reconnaissait que « dans cet ordre célèbre règne quelque chose d'inquiétant, car un mystérieux nuage couvre toujours les affaires des Jésuites (3) ».

Que si, pour finir, M. Barthélemy Pocquet voulait savoir ce que pensait de la secte M. de Lamennais, je lui mettrais sous les yeux les lignes suivantes que j'extrais d'une de ses lettres inédites à Joseph d'Artigue, en date du 12 juin 1851 :

«... Madame Yemeniz — une de ses anciennes correspondantes à qui il adressa plus de 400 lettres — a des passions politiques violentes ; elle est, de plus entièrement, aveuglément livrée aux Jésuites. Or, d'après l'expérience que j'ai d'eux et de tout ce qui dépend d'eux, je ne saurais douter que, pour peu qu'ils y eussent ou crussent y avoir un intérêt quelconque, cette correspondance qu'on ne veut pas aujourd'hui me permettre même de relire, ne fût, sans aucune hésitation, tronquée, mutilée, altérée, pour en abuser selon leurs vues, dans ce que pourraient en publier ses dépositaires futurs. »

Tout cela revient à dire que si les Jésuites furent combattus par les philosophes à la fin du XVIII[e] siècle, ils le furent avant et après par des catholiques au nom même de la religion. Et je vais essayer maintenant de démontrer à M. Barthélemy Pocquet que La Chalotais, qu'il déclare n'avoir été « ni janséniste, ni moliniste » cédait, sans en avoir conscience peut-être, à ses instincts jansénistes, quand il rédigea ses fameux *Comptes rendus*.

(1) *Etudes biographiques et littéraires.*
(2) *Lettre à Montlosier. — Mémoires d'outre-tombe*, édit. Biré, t. IV, p. 334.
(3) *Mémoires d'outre-tombe*, t. IV, p. 331.

III

Issu d'une vieille famille parlementaire, avocat général avant 30 ans, procureur général à 50, La Chalotais ne semble pas avoir été élevé chez les Jésuites ; mais quand bien même il aurait été leur élève au collège de Rennes ou ailleurs, cela ne prouverait rien, puisque Voltaire qui fut un de leurs plus chers nourrissons n'en fut pas moins Voltaire. Tout au plus pourrait-on l'accuser d'ingratitude. Ce qu'il y a de sûr, par exemple, c'est que son fils cadet fut élevé chez les Oratoriens, au collège de Juilly. Et ce petit fait que M. Barthélemy Pocquet enregistre sans y prendre garde m'est déjà un indice précieux des sentiments religieux de La Chalotais. On sait, effectivement, que le collège de Juilly avait hérité de la clientèle des écoles de Port-Royal, de leur méthode et de leur esprit. Pour avoir envoyé son fils si loin de lui, quand il avait le collège des Jésuites sous la main, La Chalotais devait avoir ses raisons de derrière la tête, qu'il est facile de pénétrer quand on connaît ses mœurs et ses habitudes. Son arrière-petite-fille, en ses *Mémoires* inédits que M. Barthélemy Pocquet a eu la bonne fortune de feuilleter à loisir, nous dit que le procureur général du Parlement de Bretagne eut toujours des sentiments chrétiens et pratiqua la religion dans ses plus rigoureux devoirs jusqu'à la fin de sa vie. « Il faisait ses pâques, observait le carême, ...son âme resta pure de toute tendance vers l'impiété de ses contemporains. » Mais, comme il n'avait point dans la vie privée l'aspect rigide et le caractère morose que l'on attribue volontiers aux amis de Port-Royal, comme il était plein d'entrain et de gaieté, M. Barthélemy Pocquet en conclut qu'il n'était point janséniste. Eh bien, moi qui ne me fie pas aux apparences et qui sais à quoi m'en tenir sur la réputation de tristesse et de morosité qu'on a faite un peu bien légèrement aux adeptes de Port-Royal, je vois déjà du jansénisme dans la façon dont La Chalotais pratiquait la religion. Faire ses pâques, observer le carême, constituait, en effet, la majeure partie des devoirs des chrétiens de l'ancienne foi qui n'approchaient qu'en tremblant des sacrements. Mais La Chalotais ne s'en tenait pas à ces pratiques extérieures. Dans le *Journal des Audiences du Parlement de Bretagne*, Poullain du Parc a recueilli, pour notre édification, les harangues et les thèses que le procureur général prononça et soutint devant la Cour de Rennes, et dans le nombre il y en a deux ou trois qui sont d'un pur janséniste. Ainsi, quand il déplore le relâchement

de la discipline ecclésiastique, qui donne lieu à des taxations inusitées et change les oblations volontaires des fidèles en contributions forcées et en droits exigibles; quand il conteste le droit du pape d'accorder les dispenses de mariage et qu'il ne voit dans le mariage qu' « un contrat humain et civil, soumis essentiellement aux lois de la société », il tient exactement le langage des futurs membres du Comité ecclésiastique à la Constituante, et je crois entendre Durand de Maillane dans la grande discussion qui aboutit à la sécularisation du mariage. Car on ne sait pas ou l'on oublie que ce sont les jansénistes qui ont été les principaux agents de la sécularisation en général et de celle du mariage en particulier. Mais c'est surtout dans son *Essai d'éducation nationale* que La Chalotais a donné la mesure de ses sentiments jansénistes.

De ce que notre procureur général soumit son plan d'éducation à Voltaire qui l'en complimenta chaleureusement, et de ce qu'il le fit paraître à l'heure même où Diderot publia le sien, quelques critiques à courte vue ou mal avertis en ont conclu que La Chalotais était mené par les philosophes. C'est une erreur contre laquelle on ne saurait trop s'élever. Il n'est pas rare dans les temps de crise — et le fait s'est produit tout récemment encore sous nos yeux — il n'est pas rare de voir des adversaires qui s'estiment s'unir et faire campagne contre l'ennemi dont ils ont intérêt à se débarrasser. Mais, une fois l'ennemi par terre, chacun reprend sa liberté et rentre sur ses positions. C'est exactement ce qui se passa entre les philosophes et les parlementaires quand s'engagea la violente campagne de robe et de plume qui aboutit à l'expulsion des Jésuites. Mais si leur action parallèle tendait au même but, elle n'avait point le même principe. Les philosophes qui se proposaient de déchristianiser la France n'aimaient pas plus les jansénistes que les Jésuites. « Que me servirait d'être délivré des renards si on me livrait aux loups! » disait Voltaire. Cela n'empêche pas que pendant des années, philosophes et jansénistes vécurent en bonne intelligence et guerroyèrent côte à côte.

La Chalotais à qui Duclos, son compatriote et ami, avait ouvert les portes des salons littéraires, fréquenta quelque temps chez la marquise de Lambert et se lia avec Quesnay, Mably, Voltaire, d'Alembert et tout le petit clan des encyclopédistes. Nous voyons par sa correspondance que, dès 1737, il entretenait l'amitié de Fontenelle avec du beurre de Bretagne et qu'il faisait la cour à Adrienne Lecouvreur pour obtenir d'elle quelques leçons de déclamation. Mais si le charme de ces relations toutes mondaines agissait sur son esprit, sur ses manières et sur son style, il n'avait aucune prise sur ses sentiments religieux. « Je désire la dévotion, lui écrivait Adrienne Lecouvreur, un jour qu'elle s'apitoyait sur la conversion de l'abbé d'Amfreville, mais Dieu me préserve d'être agitée d'une telle manière; je veux l'aimer avec plaisir et attendre tout de sa bonté; vous qui me paraissez si heureux, enseignez-moi votre doctrine et vos préceptes. Si je n'y atteins, je ne laisserai peut-être pas d'en profiter (1). » J'ignore ce que répondit le magistrat à la jolie comédienne, mais, s'il se connaissait, il aurait pu lui dire que tout le secret de son bonheur était dans l'équilibre de ses facultés, qui l'empêcha toujours de verser dans les exagérations des philosophes. Et en effet ses relations parisiennes, ses succès dans le monde, sa réputation de bel esprit, tout en flattant son amour-propre, ne le grisèrent jamais au point de lui tourner la tête, et ceux-là se tromperaient étrangement sur son compte, qui le supposeraient capable d'avoir écrit son réquisitoire contre les Jésuites et son plan d'éducation nationale pour acquérir une vaine popularité.

En écrivant ses *Comptes rendus*, il avait rempli son devoir de juriste et de chrétien.

En écrivant son plan d'éducation nationale, il avait à cœur de montrer que l'honnête homme ne doit détruire que ce qu'il peut remplacer et qu'il restait fidèle aux convictions religieuses de toute sa vie. Je dis bien, religieuses, car la sécularisation n'avait pas dans sa pensée le sens voltairien qu'on lui a donné de nos jours, sous prétexte d'assurer la liberté de conscience, et le mot laïque avait dans sa bouche la même signification que lorsqu'il accompagnait le mot clercs (les clercs et les laïcs) dans les textes liturgiques. Son but, enfin, en enlevant l'éducation de la jeunesse aux réguliers de tout froc était tout simplement de l'affranchir de l'esprit monastique et d'arriver, par l'uniformité de l'enseignement, à l'unité politique et morale du pays.

« L'éducation, disait-il, devant préparer des citoyens à l'Etat, il est évident qu'elle doit être relative à sa constitution et à ses lois; elle serait foncièrement mauvaise, si elle y était contraire : c'est un privilège de tout bon gouvernement, que chaque famille particulière soit réglée sur le plan de la grande famille qui les comprend toutes. Comment a-t-on pu penser que des hommes qui ne tiennent point à l'Etat, qui sont accoutumés à mettre un religieux au-dessus des chefs des Etats,

(1) *Le Duc d'Aiguillon et La Chalotais*, t. 1er, p. 151.

leur ordre au-dessus de la patrie, leur institut et ses constitutions au-dessus des lois, seraient capables d'élever et d'instruire la jeunesse d'un royaume? L'enthousiasme et les prestiges de la dévotion avaient livré les Français à de pareils instituteurs, livrés eux-mêmes à un maître étranger. Ainsi l'enseignement de la nation entière, cette portion de la législation qui est la base et le fondement des États, était resté sous la direction immédiate d'un régime ultramontain, nécessairement ennemi de nos lois. Quelle inconséquence et quel scandale!

« Sans approfondir toutes les conséquences qui résultent d'un abus si énorme, doit-on s'étonner que le vice de la monasticité ait infecté toute notre éducation? Un étranger à qui on en expliquerait les détails, s'imaginerait que la France veut peupler les séminaires, les cloîtres et les colonies latines. Comment pourrait-on supposer que l'étude d'une langue étrangère, des pratiques de cloître, fussent des moyens destinés à former des militaires, des magistrats, des chefs de famille propres à remplir les différentes professions, dont l'ensemble constitue la force de l'État?...

« On doute, ajoutait-il, si des professeurs mariés peuvent instruire les enfants. On veut exclure ceux qui ne sont pas célibataires de places purement civiles. Quel paradoxe! il semble qu'avoir des enfants soit une exclusion pour pouvoir en élever, que l'on prenne des précautions pour empêcher l'État de se peupler, ou pour qu'il ne se peuple pas trop. Le bien de la société exige manifestement une éducation civile, et si on ne sécularise pas la nôtre, nous vivrons éternellement sous l'esclavage du pédantisme. Pourquoi faut-il, en effet, que les collèges soient administrés par des moines ou par des prêtres? Sous quel prétexte l'instruction, dans les lettres et dans les sciences, leur serait-elle exclusivement dévolue? Les ecclésiastiques présenteront toujours le motif d'instruire les enfants dans la religion. Il est certain que, de toutes les instructions c'est la plus importante, mais est-il vrai que les seuls ecclésiastiques puissent leur apprendre le catéchisme, leur enseigner le français et le latin, expliquer Horace et Virgile? Il y a d'excellents catéchismes imprimés; il n'est pas nécessaire d'être promu aux ordres pour lire à des enfants ceux de Bossuet ou de Fleury... C'est dans le sein des familles chrétiennes, dans les instructions de la paroisse, que les enfants doivent prendre les éléments du christianisme. Les églises sont les véritables écoles de la religion... »

Ces principes posés, La Chalotais nous expose son programme, et c'est ici que le janséniste qu'il était montre le bout de l'oreille. Dans son plan d'éducation, Diderot chassait de l'enseignement tous les ecclésiastiques. La Chalotais faisait une exception en faveur des prêtres de l'Oratoire qui, disait-il, sont dégagés des préjugés de l'école et du cloître et qui sont citoyens. Il admettait leurs livres et leurs méthodes : la grammaire générale de Lancelot, la morale de Nicole, l'abrégé de l'Ancien testament, publié en 1732 par Mesenguy, tout le code des *Libertés de l'église gallicane* et dans tous les établissements publics il confiait l'enseignement du catéchisme à un chapelain ou un aumônier. Qu'importe après cela que, pendant la tempête qui suivit la promulgation de la *Bulle*, il ait écrit un jour au duc d'Aiguillon : « Les fous de jansénistes et les fous de molinistes font toujours du bruit et nous ne verrons point la fin de ces sottes querelles. Heureusement nous n'avons point de bruit ici... » Cela prouve tout bonnement que La Chalotais était un sage. Il était si sage, qu'il proscrivait la théologie de son plan d'éducation. Point de disputes théologiques, s'écriait-il, « elles sont l'opprobre de la religion et de la raison! le fléau des États, des lettres et des bonnes études! Que n'eussent point fait pour les sciences et pour les arts les Arnauld, les Nicole et les Lancelot, si des brouillons malheureusment trop puissants, un Amat, un Ferrier, un La Chaise ne les eussent persécutés cruellement et forcés à s'occuper de ces disputes et de ces bagatelles sacrées! »

J'espère avoir convaincu M. Barthélemy Pocquet que le jansénisme fut pour quelque chose dans le procès de Bretagne qui aboutit à l'expulsion des Jésuites, et aussi dans l'*Essai d'éducation nationale* de La Chalotais.

Étrange destinée que celle de ce livre! Après avoir servi de base à l'enseignement universitaire sous le Premier Empire et sous la Restauration; après avoir été appliqué sinon à la lettre, au moins dans son esprit, par le Conseil supérieur de l'Instruction publique qui avait à sa tête, sous le Consulat, des jansénistes avérés comme Royer-Collard, Rendu, Guéneau de Mussy, il devait être renié, déchiré, mis en pièces, en 1850, par l'arrière-petit-fils de La Chalotais lui-même, j'ai nommé M. de Falloux (1)! et c'est, en fin de compte, la revanche du grand-père sur le petit-fils que poursuivent aujourd'hui les républicains qui applaudissent au projet de loi scolaire de M. Waldeck-Rousseau.

LÉON SÉCHÉ.

(1) M. de Falloux avait épousé Mlle de Caradeuc, petite-fille de La Chalotais, dont il n'eut qu'une fille, morte sans postérité.

LE MARÉCHAL DE CATINAT

> Catinat est plus grand qu'un homme, qu'un simple individu, c'est un caractère et un type.
>
> SAINTE-BEUVE.

Le souvenir de Catinat a été récemment évoqué au sujet d'une statue qu'il avait été question de lui élever dans le nouveau square de la Sorbonne, sur l'emplacement même de son ancien hôtel.

Cet hommage aurait eu, nous le croyons, l'approbation universelle, car personne plus que l'illustre maréchal n'a mérité les honneurs du bronze par sa valeur dans les combats, par ses sentiments d'humanité, par la noblesse de son caractère, enfin par l'exemple de ses vertus publiques et privées. Les soldats l'avaient surnommé le *Père la Pensée*, beau surnom et bien mérité par celui qui, élevé à l'école de Turenne, méditait toujours et disait que dans l'art de la guerre il faut tout prévoir, même les coups du hasard.

Catinat était né à Paris; il y séjourna longtemps, il appartient donc de toute façon à la grande cité. Il ne fut pas seulement un vaillant capitaine, mais aussi un philosophe, et Voltaire a pu dire de lui avec raison :

> Catinat réunit, par un rare assemblage,
> Les talents du guerrier et les vertus du sage!

Jean-Jacques Rousseau aussi a fait son éloge. Ce n'est pas une mince gloire d'avoir été célébré par les deux plus grands génies du XVIIIe siècle.

Dans ces aperçus, nous voudrions faire revivre la mémoire de Catinat, non pendant la période brillante de ses faits d'armes et de ses victoires, Senef, Besançon, Fort-Saint-Étienne, Philisbourg, Staffarde, la Marsaille, Ath, mais le montrer surtout dans la retraite, à Saint-Gratien spécialement, où il aimait à séjourner pendant la paix, et où il se retira définitivement quand il eut quitté l'armée.

Il vivait là comme un philosophe, content de peu, dédaignant les vains bruits du monde et se préparant à mourir comme il avait vécu, en sage. L'esprit et le cœur ont tout à gagner dans la compagnie d'un tel homme.

I

Ce fut après la prise d'Ath, en Flandre (1697), que, la paix conclue, Catinat connut pour la première fois le repos. Il avait alors soixante ans, étant né en 1637. Il était maréchal de France depuis 1693. La célèbre victoire de Staffarde lui avait valu ce suprême honneur. Louis XIV avait été enthousiasmé par ce glorieux événement, suivi bientôt d'autres brillants faits d'armes, et lisant le nom de Catinat parmi ceux des nouveaux maréchaux, il lui avait rendu hommage en présence de Fénelon, qui alors écrivit en ces termes au héros, son ami : « Félicitez-vous, mon cher, le Roi vous estime autant que je vous aime. Je l'ai entendu et j'en suis encore pénétré. En s'applaudissant de votre nomination, Sa Majesté s'est écriée avec l'émotion du sentiment : *Oh! que c'est bien la vertu couronnée!* »

De 1697 donc à 1701, où il fut pourvu d'un nouveau commandement, Catinat se livre aux douceurs de la retraite, comme un philosophe de l'antiquité, avide d'oublier les grandeurs et de retremper son âme au contact de la nature. Il n'habitait Paris que pendant quelques mois de l'hiver, se montrait peu à la cour et avait hâte de gagner Saint-Gratien, près de Montmorency, où il possédait une terre qu'il affectionnait fort. Il vivait là en famille, avec sa sœur et son frère, M. de Croisille, à qui il écrivait un jour : « Toi et moi ne faisons qu'un! » Il se plaisait au milieu des habitants aux mœurs simples de ce pays, s'intéressait à eux, s'occupait de leurs besoins et s'efforçait de leur faire du bien. Il pouvait d'autant mieux les conseiller qu'appartenant à une famille de magistrats, il avait d'abord été avocat à Paris, sa ville natale. Il avait quitté cette profession pour celle des armes, à la suite d'une cause perdue par le fait d'une criante injustice.

« Son château, dit un historien, qu'il conviendrait d'appeler une très chétive maison, était une construction antique et peu commode, mais située dans un pays délicieux, entre Saint-Denis et Pontoise. Peu d'officiers retirés s'en contenteraient aujourd'hui; mais telle était la simplicité des goûts du maréchal, son indifférence pour l'éclat et la magnificence. L'hiver on le voyait aller régulièrement tous les dimanches, seul, à pied, entendre l'office dans la sacristie des Chartreux. Il se promenait ensuite longtemps dans l'enclos des religieux; et si, à son retour, il était rencontré par quelques soldats : « C'est le Père la Pensée », se disaient-ils, et ils s'arrêtaient pour le saluer. »

Pareil à un de ces anciens Romains qui, après avoir conduit des armées à la victoire et sauvé la patrie, se reposaient de leurs fatigues guerrières par les travaux des champs, Catinat se livrait volontiers au jardinage, et ne dédaignait pas de cultiver son jardin. Il embellissait sa demeure en y plantant des arbres fruitiers. Aussi, un de ses admirateurs a-t-il pu dire : « Échangeant sa glorieuse épée et son bâton de commandement contre la serpette et la bêche, Catinat nous rappelle Scipion à Linterne, Condé à Chantilly, Lamoignon à Besville. »

Il aimait la promenade, et souvent on le voyait, une canne à la main, gravir les coteaux de Montmo-

rency ou se perdre dans les sentiers de cette admirable vallée dont la vue enchantait son cœur et ses yeux. Il servait ainsi de précurseur à cet autre philosophe, Jean-Jacques Rousseau, qui devait plus tard vivre à son tour en ces lieux charmants, puis les décrire dans un style inimitable et y évoquer avec attendrissement la mémoire du maréchal, bien faite pour lui complaire et le séduire.

Quand il ne sortait pas, Catinat écrivait ses mémoires, traitait de la discipline militaire, des hôpitaux, de la nécessité d'exercer les soldats, faisait le récit de ses campagnes, ou poursuivait avec Vauban, son illustre ami, une savante et importante correspondance sur l'administration des États. Le problème qui les préoccupait était celui de limiter les revenus du souverain, de répartir les impôts avec justice et de les percevoir à peu de frais. C'est de cette correspondance, de ces échanges de vues qu'est sorti le livre fameux : *la Dîme royale*. Catinat, on peut le dire, eut une large part dans l'élaboration de cet ouvrage, qui a fait époque parmi les revendications de haute justice du siècle de Louis XIV.

Pour donner une idée du profond bon sens de Catinat, nous voulons citer une lettre qu'il écrivait de Saint-Gratien, à cette époque, au maréchal de Bellefond : « Notre nation, lui disait-il, croit toujours une affaire achevée dès qu'elle est heureusement commencée. La première prospérité lui fait oublier toutes les précautions de s'y maintenir; et dès que la confusion s'y est mise, les particuliers hardis mettent leur justification à demeurer dans le péril, sans prendre aucun des partis de le diminuer, ou de l'éviter, qui est la seule chose qui pourrait remettre en ordre une troupe ébranlée et confuse. J'ai vu plusieurs occasions dans ma vie où la perte a beaucoup augmenté par cet esprit-là. »

Il recevait parfois la visite d'amis choisis, Fénelon, Vauban, Mme de Sévigné, Mme de Coulanges... A ces noms on peut juger de la valeur morale de Catinat ainsi que de l'étendue de son esprit, on peut juger aussi de l'intérêt des conversations qu'abritaient les ombrages de Saint-Gratien.

Voyez réunis autour de la table frugale du vainqueur de la Marsaille l'incomparable stratège qu'était Vauban, le doux et puissant auteur du *Télémaque*, la sémillante épistolière de l'hôtel Carnavalet et du château des Rochers!... Les mets servis sont simples, l'or n'étincelle pas, aucun faste n'éblouit le regard, mais le génie rayonne dans les yeux des convives. Ce sont des âmes supérieures qui s'estiment, se comprennent, s'aiment. Oh! quel noble spectacle, et combien il est rare! « Après que ces âmes sublimes, dit un vieil auteur, s'étaient affligées sur le tableau des calamités humaines, la douce chimère du bonheur public, reproduit par leurs spéculations, venait errer devant leurs yeux. »

Cette vie simple et retirée, dont la méditation, l'étude et l'amitié font les délices, révèle une grande supériorité de caractère, surtout à une époque où tout le monde intriguait, où le palais de Versailles regorgeait de courtisans avides d'honneurs, de fêtes, de places et d'argent. Catinat était du petit nombre de ces esprits élevés, de ces sages qui, comme La Fontaine, Boileau, Molière, n'attachent qu'une importance tout à fait secondaire aux manifestations de la vanité, et mettent leur orgueil et leur bonheur dans la perception du Vrai, le sentiment de l'Art, le culte du Beau.

Ce détachement des petites agitations qui tiennent une si grande place dans l'existence de la plupart des hommes, cet amour de la retraite et de l'étude, ce recueillement, ces méditations paisibles et savantes, loin du bruit, loin du monde, lorsqu'on pourrait y briller, sont l'apanage d'une élite. Et c'est vraiment là vivre. Celui qui a goûté à cette joie profonde et sûre trouve vides, décevantes et pareilles à un vin mélangé les autres satisfactions sociales; aussi nous comprenons la réponse que Catinat fit un jour à Louis XIV qui lui demandait pourquoi on le voyait si peu à la cour, et si quelque affaire l'empêchait d'y paraître : « Aucune, Sire, répondit le maréchal, mais la cour est très nombreuse, et j'en use ainsi pour laisser aux autres la liberté de faire leur cour! »

Catinat en était arrivé à un point de la vie où il n'ambitionnait plus que le calme et l'étude. Ses lauriers militaires, sa gloire de capitaine victorieux, loin de l'exalter, semblaient l'avoir épuré et avoir encore fortifié sa sagesse. Il pouvait s'appliquer les beaux vers de Racan :

Tyrcis, il faut penser à faire la retraite.
La course de nos jours est plus qu'à demi faite;
L'âge, insensiblement, nous conduit à la mort.
Nous avons assez vu, sur la mer de ce monde,
Errer au gré des vents notre nef vagabonde,
Il est temps de jouir des délices du port :

O bienheureux celui qui peut de sa mémoire
Effacer pour jamais ce vain espoir de gloire,
Dont l'inutile soin traverse nos plaisirs,
Et qui, loin, retiré de la foule importune,
Vivant dans sa maison, content de sa fortune,
A, selon son pouvoir, mesuré ses désirs!

Cependant, l'heure de l'action allait sonner encore pour le maréchal. La guerre de la Succession d'Espagne, si désastreuse pour la France, se préparait. Déjà la cour de Versailles prenait ses dispositions. « Le nombre et la force des armées, dit le comte de Guibert, étaient arrêtés. Chacun s'agitait pour y être employé. Chaque général faisait valoir ses prétentions. Chaque particulier faisait des vœux, non pour le meilleur choix, mais pour le plus favorable à ses

intérêts. Catinat seul n'intriguait pas; il allait à la cour encore moins fréquemment. On vint le chercher à Saint-Gratien, comme Cincinnatus dans son champ. Une lettre de la propre main de Louis XIV lui apprit qu'il était destiné au commandement de l'armée d'Italie. »

Ce fut le 23 mars 1701 que le maréchal reçut les instructions du roi. Il était accablé de chagrin, car il venait de perdre son frère bien-aimé, M. de Croisille, qui était en même temps son meilleur ami, son appui le plus sûr dans la vie. Mais, serviteur dévoué de la patrie, il dévora sa douleur, et partit sans retard pour Turin, afin d'y prendre son commandement.

II

Nous n'avons pas à nous étendre, dans cette étude, sur cette dernière campagne de Catinat. Il y fut malheureux, mais il est prouvé que ses projets militaires, pleins de science technique, et gage de nouvelles victoires, furent sans cesse combattus par les généraux alliés, le prince de Vaudemont, qui commandait les troupes espagnoles, et le duc de Savoie, notre ennemi secret.

Une cabale, dont la source était à Versailles et dont Mme de Maintenon tenait les fils, avait pour but de faire échouer le maréchal. Il n'avait pas seulement à lutter contre le prince Eugène, mais contre les envieux de toute sorte, les uns jalousant sa gloire et ses vertus, les autres convoitant son commandement.

L'intrigue l'emporta; Louis XIV, assailli de tous côtés, résista d'abord, mais il céda à la fin aux instances de Mme Maintenon et de la duchesse de Bourgogne, habilement stylée, et il eut la faiblesse d'envoyer pour le remplacer le vaniteux et ignorant Villeroi. Celui-ci se fit battre honteusement. Catinat consentit à servir un moment sous ses ordres. « Je tâche d'oublier, écrivait-il alors, la disgrâce où je suis tombé, pour avoir l'esprit plus libre dans l'exécution des ordres de M. de Villeroi. Je me mettrai jusqu'au col pour l'aider. Les méchants seraient outrés s'ils voyaient le fond de mon âme. »

Le vieux maréchal fit des prodiges de valeur. Il essayait de réparer les fautes de Villeroi. Un jour, il rallia les troupes chancelantes et les ramena au combat. Après une charge infructueuse, il les ralliait de nouveau, lorsqu'un officier lui dit : « Où voulez-vous que nous allions? A la mort! » Catinat répondit par cette belle parole : « La mort est devant nous, c'est vrai, mais la honte est derrière! »

Le dernier jour de la campagne, Catinat commandait l'arrière-garde. Il y fut blessé de deux coups de feu, dont l'un était assez grave. Il fut transporté à Crémone. Les soldats, qui l'adoraient, accouraient en foule pour avoir de ses nouvelles. « Comment va notre père? » s'écriaient-ils, et ils demandaient à le voir. « Pourquoi, dit Guibert, ce nom tendre et sacré est-il toujours l'expression du peuple envers les chefs qu'il aime? C'est que leur autorité, tempérée par la manière dont ils l'exercent, rappelle involontairement l'autorité paternelle, la seule peut-être qui soit commandée par la nature, et sur laquelle la pensée puisse s'arrêter avec douceur. »

Lorsqu'il fut guéri de ses blessures, Catinat rentra en France. Il ne montra aucun mécontentement et ne témoigna d'antipathie à personne, bien qu'il connût à fond la cabale dont il était la victime. Il vit Louis XIV, il lui parla avec l'autorité d'un vrai capitaine, et en même temps avec la sérénité d'un sage. Jamais peut-être sa grandeur d'âme ne s'affirma avec tant d'éclat.

Cependant Villeroi continuait à essuyer des revers. Il échoua tout à fait, et fut fait prisonnier par le prince Eugène. Le roi alors voulut renvoyer Catinat en Italie. Mais les intrigants veillaient, la duchesse de Bourgogne en tête, et ce fut le commandement de l'armée d'Allemagne qui lui fut accordé (1702).

Catinat voulait se soustraire à cet honneur, et alléguait son âge et ses infirmités. « Votre présence suffira! » lui dit le roi. Il partit donc en Alsace. Après avoir étudié le plan de la campagne, il se décida à quitter l'armée et à prendre définitivement sa retraite. Il sentait derrière lui l'action malfaisante de la cabale qui ne désarmait pas. Comme on l'a dit, il eut la consolation de terminer sa carrière militaire en léguant à la France Villars, dont la gloire naissante n'était encore qu'un rayon de la sienne. Lorsqu'il eut reçu la permission de se retirer, il fit ses adieux à ses troupes en leur donnant pour mot d'ordre, la veille de son départ, ces mots : « Paris et Saint-Gratien. » Il résumait ainsi l'existence qu'il allait mener, en redevenant simple citoyen. Saint-Gratien attirait Catinat plus que Paris, bien qu'il ne fût point misanthrope, et sût goûter les attraits de la société et de la ville. Il se retira définitivement dans sa terre par raison d'économie, et y vécut jusqu'à sa mort, qui arriva en 1712.

Pendant cette période de dix années de retraite, le maréchal donna l'exemple, avec plus de grandeur encore que par le passé, de sa philosophie et de sa sagesse. Il devint pour son temps un véritable sujet d'admiration, et les générations qui suivirent, les penseurs du XVIIIe siècle surtout, lui payèrent un juste tribut d'affectueux éloges.

Avoir commandé des armées, montré des talents supérieurs, être devenu par son seul mérite un personnage de premier plan dans ce siècle étonnant de

Louis XIV, si fertile en grands hommes, puis se retirer dans la solitude et y vivre sans faste, en refusant les honneurs offerts par le monarque, en méditant sur les problèmes importants de la vie et en se préparant à mourir, ce n'est point là un spectacle ordinaire, et la postérité doit s'y arrêter pour y puiser le mépris des vanités humaines en même temps que de nobles élans vers la solide gloire.

Se livrer à l'étude, à la méditation, répandre le bien, se montrer l'ami des humbles qui l'entouraient, écrire le récit des actions mémorables dont il avait été le héros, telle fut l'existence de Catinat à Saint-Gratien. Mme de Coulanges, qui habitait à Ormesson, dans son voisinage, écrit : « Je ne passe pas un jour sans le voir. Je le trouve seul au bout d'une de nos allées. Il est toujours sans épée : il ne semble pas se souvenir d'en avoir jamais porté. Sa simplicité m'attire à lui parler ; mais le bonheur dont il paraît jouir dans ses réflexions m'arrête. »

Ses occupations consistaient à veiller à la bonne administration de sa terre, au bonheur des paysans qui l'habitaient, et dont il était devenu le conseil, l'arbitre et le juge. C'est d'après des témoins oculaires que les historiens de l'époque ont pu dire que souvent on le voyait au milieu de ces braves gens, « leur parlant familièrement, entrant dans les détails de leurs intérêts, apaisant leurs différends, encourageant leurs jeux. Il avait fondé des prix pour les plus adroits. Il assistait aux tirages nécessités par la levée des milices : il relevait l'âme de ceux qui paraissaient timides, distinguait ceux qui montrait du courage, et leur citait l'exemple de sa propre fortune ».

Ses revenus étaient modestes, et, comme nous l'avons dit, s'il avait presque renoncé au séjour de Paris, c'était qu'un grand train de maison lui semblait trop onéreux. Quelques amis dévoués avaient averti Louis XIV de cette situation. Le roi voulut un jour savoir à quoi s'en tenir. Il le fit prier de venir à Marly, et le mena voir ses bâtiments, en lui demandant son avis et en lui disant : « C'est le goût des vieux guerriers comme vous d'aimer à bâtir ; apparemment que vous bâtissez aussi à Saint-Gratien ? » Catinat répondit avec modestie : « Sire, c'est un goût que tout le monde ne peut pas satisfaire !... » Louis XIV, feignant l'étonnement, reprit : « Mais vous êtes à votre aise ; vous jouissez de six à sept mille livres de patrimoine et d'environ quinze mille livres de rente de mes bienfaits, que vous avez bien mérités... — Il est vrai, répondit le maréchal, je jouis du patrimoine que dit Votre Majesté ; mais pour ses bienfaits, il y a plusieurs années que je n'en suis pas payé. »

Le roi fit venir le contrôleur général, et lui donna l'ordre de payer à son vieux serviteur tout ce qui lui était dû. Chamillard remit à Catinat des ordonnances pour être payé ; mais le mauvais état des finances était tel que le ministre les renvoya chercher le lendemain. Le maréchal les rendit sur-le-champ. Lorsqu'il mourut, plusieurs années de ses pensions lui étaient dues encore. Ce furent ses héritiers qui bénéficièrent de cet arriéré, ainsi que du prix de sa vaisselle d'argent qu'il avait généreusement portée à la Monnaie, en 1707.

On comprend que le roi devait avoir pour le maréchal une estime particulière, car un pareil désintéressement était rare autour de lui. Aussi tenait-il à le consulter souvent sur la marche des affaires, et lui proposa-t-il de le faire entrer dans son Conseil. Catinat refusa. Il opposa de même un refus au monarque lorsqu'il voulut le nommer chevalier de ses Ordres. Vainement M. de la Rochefoucauld, son ami, vint le prier d'accepter cette distinction, au nom de l'Ordre tout entier : il persista dans son refus. Ses parents, sa famille le pressèrent à leur tour, alléguant que le public dirait, s'il ne finissait par accepter, qu'il « était un bourgeois, et que sa conduite en cette occasion leur ferait tort à jamais. » — « Si je vous fais tort, répondit le soldat philosophe, rayez-moi de votre généalogie ! »

Ce refus tenace fut partout commenté. Les uns dirent que le maréchal, ayant pris sa retraite, ne voulait pas priver de cette récompense un serviteur plus actif. D'autres supposèrent qu'ayant lieu de se plaindre de la cour, Catinat « n'en voulait recevoir aucune grâce, et qu'il pratiquait avec le roi cette maxime de morale, reçue entre les particuliers, qu'il *y a de la bassesse à accepter de celui dont on a lieu de se plaindre* ».

Ce dernier motif pourrait bien être le véritable. Catinat avait été, dans sa dernière campagne d'Italie, la victime des intrigues de la cour, Louis XIV n'avait pas su y opposer la résistance ferme qu'exigeaient et la gloire de nos armes et sa propre grandeur, il avait sacrifié le maréchal. « Il est reconnu, dit Voltaire, que les ordres de la cour furent la cause principale des malheurs de cette campagne. » Le roi ensuite, il est vrai, était revenu de ses préventions, et ses avances même indiquent de sa part le dessein bien marqué de réparer une série d'injustices, mais Catinat avait la fierté du sage, et ses refus polis restent un exemple d'une hauteur d'âme peu commune. Le monarque, on le sent, au fond de sa conscience, admirait profondément ce grand homme.

A ceux de ses amis que nous avons cités déjà et qui le venaient voir à Saint-Gratien, il faut ajouter le duc de La Rochefoucauld, de duc de Beauvilliers, le duc de Liancourt, le maréchal de Médavy et sa femme, grande amie de la nièce de Catinat, puis MM. de Caraman, d'Herbeville, de Villepion, de Xaintrailles, le maréchal de Choiseul, le maréchal de Joyeuse, le

riche Croisat, possesseur du château de Montmorency, et enfin Chaulieu, La Fare, Saint-Aulaire, les deux Vendômes. C'était pour eux une fête d'aller converser avec ce philosophe, qui avait connu l'action, traversé la gloire, et qui mettait son bonheur dans l'indépendance et la simplicité. « Jamais homme, dit un de ses admirateurs du XVIII[e] siècle, ne poussa si loin la simplicité dans les manières, dans les habits; mais ce fut toujours sans affectation. Quand l'étiquette ou quelque cérémonie publique lui imposait la nécessité d'être magnifique, il s'y soumettait, parce qu'alors, conserver la simplicité, c'eût été en manquer. Enfin n'être point vu, n'être point remarqué, échapper à la curiosité, à l'envie, à sa gloire même, voilà ce que voulait Catinat, et il y réussit... »

M[me] de Coulanges écrivait d'Ormesson le 7 juillet 1703 à M[me] de Grignan : « Je ne vous dis rien de Catinat dont le loisir et la sagesse sont au-dessus de tout ce que l'on en peut dire; il paraît avoir bien de l'esprit, une modestie charmante, il ne parle jamais de lui, et c'est par là qu'il me fait souvenir de M. de Choiseul... C'est un parfait philosophe, un philosophe chrétien; enfin si j'avais un voisin à choisir, ne pouvant m'approcher de Grignan, j'aurais choisi celui-là. »

Catinat ne se maria pas. Il ne semble point qu'il ait connu la fougue des passions, ou, s'il la ressentit, il sut la vaincre. Sous ce rapport encore il offre le modèle du sage. Plusieurs fois ses amis, ses proches tentèrent de le décider au mariage. Ils ne purent y réussir. « Je voudrais bien vous écouter, disait-il à son frère qui le pressait : mais songez que quelque rare que soit un honnête homme, une femme capable de le rendre heureux est plus rare encore, et cela m'effraye. » Les offres les plus avantageuses ne purent le séduire. C'est que Catinat avait, comme les grands hommes, une certaine liberté d'esprit qui lui était fort chère et que le lien du mariage détruit : il n'entrevoyait pour lui, dans ce changement d'état, ni plaisir ni satisfaction future; il n'y prévoyait que beaucoup d'occasions de troubler son repos (1).

Comme il avait été adoré de ses soldats qui l'appelaient « leur père », ainsi que nous l'avons rappelé déjà, il fut sincèrement aimé des habitants de Saint-Gratien et des environs. Le comte de la Platière, qui a laissé des notes curieuses, raconte que par lui la concorde régnait dans les familles, et qu'il se plaisait à faciliter les mariages parmi les jeunes gens. « Souvent, dit-il, Catinat préside à leurs jeux innocents, comme le ferait un père. Par ses soins ils deviennent utiles; c'est une école d'exercice et de vertu, où le mérite a toujours son prix, mais où ce prix est disputé sans envie, et où les éloges du maître, ses regards même, flattent plus que des récompenses. »

Le comte de la Platière se rendit à Saint-Gratien plusieurs années après la mort du maréchal : il y vit et y interrogea les habitants, notamment les anciens du pays; ces vieillards parlaient avec attendrissement de Catinat. Voici quelques-unes de leurs paroles : « Ah! ce bon père, que n'est-il encore, ce bon père! Il nous aimait comme ses enfants; il entrait chez nous; il y était toujours; il jouait et causait avec nous; il ouvrait nos huches : n'y avait-il pas de pain? « Vincent, disait-il à son domestique, qu'on en ap- « porte. » Il n'était pas riche; mais ce qu'il avait, nous l'avions. Souvent, oui, souvent, nous l'avons vu se passer de pain, ou le manger tout sec pour nous en donner... »

Le comte de la Platière, qui rapporte ces propos après les avoir lui-même entendus, ajoute : « Et ces respectables vieillards pleuraient! »

Catinat, toute sa vie le prouve, avait le don de se faire aimer. Ses domestiques lui témoignaient un dévouement sans bornes. Modifiant la parole de La Fontaine, ils auraient pu dire :

Notre *ami*, c'est notre maître!

Lorsque par suite du non-payement de ses pensions et de la modicité de ses revenus, il résolut de réformer sa maison, et annonça à quelques-uns, à Destaing, son maître d'hôtel, à Lévêque, son valet de chambre, qu'il était forcé de se séparer d'eux par raison d'économie, tous se jetèrent à ses pieds et le conjurèrent de les garder, et de souffrir qu'ils le servissent sans gages. Le maréchal se trouva ainsi forcé de conserver presque toute sa maison. « Eh bien ! mes enfants, dit-il à ses serviteurs, vous partagerez avec moi ma mauvaise fortune. » Cet exemple est touchant, et fait plus éloquemment que de longues pages l'éloge de Catinat.

Une courte note du comte de la Platière nous a fait mieux comprendre pourquoi le maréchal se livrait si volontiers à la méditation et recherchait la solitude. Il aimait beaucoup la poésie et faisait lui-même des vers. Il avait toujours eu ce goût délicat; il s'y livrait même pendant le temps qu'il passa à l'armée, et quand il se fut retiré à Saint-Gratien, il s'y adonna en toute liberté. Il était un poète sans prétention, car il ne montrait ses compositions à personne; aucune pièce de lui n'est connue.

D'autre part, au témoignage de Bayle, il était versé dans toutes les sciences. « Catinat, dit-il, est aussi bon moraliste, théologien et philosophe que guerrier, et il possède les vertus morales au même degré que les talents militaires. » Sa bibliothèque ne renfermait que des œuvres de choix. Au premier

(1) L'abbé d'Espagnac.

rang était Plutarque, qu'il aimait toujours à relire.

Dans la cour du château de Saint-Gratien s'élevait un magnifique et vaste marronnier. C'est sous son ombrage que le philosophe, atteint par la vieillesse, se reposait souvent. C'est là que, pareil à saint Louis sous le chêne de Vincennes, il donnait de sages conseils et tranchait les différends; c'est là qu'il recevait les jeunes fiancés, les époux, et les entretenait de leur bonheur.

Cet arbre consacré a subsisté longtemps, soigneusement entretenu par les divers possesseurs du domaine. On venait le voir de loin, il constituait un des attraits, un des souvenirs historiques de la vallée de Montmorency. En considérant ses rameaux vénérables, en se reposant un moment sous son ombre propice, les étrangers, les voyageurs, les touristes éprouvaient une émotion salutaire, et, remontant le cours des ans, saluaient l'immortelle mémoire de Catinat.

Tous les philosophes du XVIII[e] siècle vinrent méditer sous ce beau marronnier. Voltaire s'y arrêta, et Jean-Jacques Rousseau, plus d'une fois, y prolongea ses fécondes rêveries, lorsqu'il habitait Montmorency. Un de nos amis, dans son enfance, l'a vu à son tour. Sa mère, le dimanche, le menait là comme en pèlerinage, et lui parlait de « l'arbre de Catinat » ainsi que d'une relique sacrée.

Le vieux marronnier, hélas! a subi la loi commune. Sa sève s'est éteinte, ses rameaux ont séché et il est mort : ses derniers vestiges ont disparu vers 1854. Ce n'est que dans les vieilles estampes qu'on peut retrouver son image et admirer sa puissante envergure.

Arrivé à l'âge de soixante-quatorze ans, le maréchal sentit ses forces diminuer tout à coup, et comprit qu'il devait se préparer à mourir. Dans un dernier voyage qu'il avait fait à Paris, il s'était écrié en retournant à Saint-Gratien : « Adieu, adieu, ma patrie, je ne te verrai plus! » Il fut soigné dans sa dernière maladie, l'hydropisie, par le médecin Helvétius, le père du célèbre philosophe.

« Je sens que le blocus se resserre, » disait-il devant les progrès du mal. Après avoir mis la dernière main à son testament et avoir fait de nombreux legs aux pauvres, il attendit la mort avec la sérénité d'un philosophe, avec la résignation d'un sage. « Il ne montra point pour elle, dit un historien, un mépris fastueux, mais une indifférence naturelle. Il mourut, si l'on peut s'exprimer ainsi, modestement, comme il avait vécu. » Ses dernières paroles en expirant furent celles-ci : « Seigneur, je ne puis rien par moi-même; j'ai confiance en vous, je m'abandonne à votre divine providence. » Il s'éteignit le 22 février 1712.

Il fut pleuré par les habitants de Saint-Gratien et les braves gens de la vallée de Montmorency. La cour l'avait presque oublié, sa mort n'y causa point un grand deuil : d'ailleurs le règne de Louis XIV était à son déclin, la France traversait des jours sombres, le Roi-Soleil sentait, lui aussi, sa fin approcher. En disparaissant les uns après les autres, les grands hommes de son siècle et les membres de sa famille semblaient avertir le monarque d'avoir à se préparer à la mort à son tour et à venir les rejoindre.

Catinat fut inhumé dans l'église de Saint-Gratien, où ses neveux et héritiers lui firent élever un mausolée. Ce monument, œuvre d'un artiste distingué, F. Hurtrelle, se trouvait placé dans une chapelle, à gauche du chœur. Au-dessus d'un sarcophage de marbre noir apparaissaient les figures de deux génies supportant un médaillon où était sculpté le buste du maréchal. L'ornementation était en bronze. Plus bas, sur une plaque de marbre blanc, était gravée une épitaphe en latin, œuvre du Père Sanadon, et rappelant le caractère, la vie et les vertus du héros. La tombe même était recouverte par une plaque en marbre noir portant une épitaphe en français. Souvent on y voyait d'anciens soldats dans l'attitude du recueillement et de la méditation. Pendant la Révolution, le mausolée fut détruit. Seules ces deux plaques funéraires furent sauvées du naufrage.

Quant aux restes du maréchal, ils ne furent point profanés, heureusement. En 1860, ils furent exhumés de la vieille église qui tombait en ruine, et transportés dans l'église nouvelle de Saint-Gratien, en même temps que ceux de sa petite-nièce, Marie-Renée de Catinat, morte en 1779. Pieusement réunis, ces restes illustres furent déposés dans un sarcophage en pierre que surmonte une statue de Catinat, œuvre de M. de Nieuwerkerke. Le vainqueur de la Marsaille est représenté assis dans une attitude fière : il est revêtu de son armure, appuie le bras gauche sur son casque, et tient dans sa main droite son bâton de maréchal de France. De chaque côté, les marbres tumulaires des anciennes tombes sont encastrés dans la muraille.

En quittant le village, je me rappelais le jugement de Saint-Simon : « La simplicité de Catinat, dit l'historien, sa frugalité, la paix de son âme et l'uniformité de sa conduite, rappelaient le souvenir de ces grands hommes qui, après les triomphes les plus mérités, retournaient tranquillement à leur charrue, toujours amoureux de leur patrie et peu sensibles à l'ingratitude de Rome qu'ils avaient si bien servie. Il avait de l'esprit, un grand sens, une réflexion mûre. Ses habits, ses équipages, ses meubles, sa maison, tout était de la dernière simplicité. Son air l'était aussi, et tout son maintien. Il était grand, brun, maigre, mais pensif et assez lent, de beaux yeux et fort spirituels. »

Le marquis de Créquy écrit : « Les vertus de Catinat n'eurent d'appui que dans sa propre énergie; il eut le courage d'être constamment vertueux dans un état monarchique, où souvent la vertu est le plus grand obstacle à la fortune. C'est surtout ce qui doit lui assurer un rang distingué dans la mémoire des hommes. »

Au sujet de la retraite du maréchal à Saint Gratien, le comte de Guibert fait ces sages réflexions : « Ah! si le sort vous a donné un asile champêtre, aimez cet asile comme Catinat; sachez vous y retirer dans les temps d'inaction, et quand l'injustice vous opprime, n'allez pas montrer à la cour un visage mécontent ou une vieillesse inutile; vivez à la campagne, là on met à couvert sa fierté et sa vertu; là les dégoûts s'adoucissent, les ressentiments se calment, l'ambition n'a plus d'aliments, les événements des cours ne paraissent plus que des songes de l'histoire, et le nom des rois est à peine entendu. »

En 1775, l'Académie française mit au concours l'éloge de Catinat. Ce fut La Harpe qui remporta le prix. Voici le début de son étude. Il rappelle combien le siècle de Louis XIV fut fertile en génies illustres, et poursuit ainsi : « J'observe avec étonnement un homme qui, prenant sa place au milieu de tous ces grands hommes, sans avoir rien qui leur ressemble et sans être effacé par aucun d'eux, forme seul avec tout son siècle un contraste frappant, digne de l'attention des sages et des regards de la postérité. »

Quant à Jean-Jacques, il lui rend hommage par un mot frappant et qui résume tout. Décrivant son installation à Montlouis, après avoir quitté l'Ermitage, il parle d'un donjon ou pavillon situé dans le jardin, et dit : « Ce donjon, qui terminait une allée en terrasse, donnait sur la vallée et l'étang de Montmorency, et m'offrait pour terme du point de vue le simple mais respectable château de Saint-Gratien, retraite du vertueux Catinat. »

« Le vertueux Catinat » ! Rousseau a trouvé le mot juste. Il n'est pas de plus beau titre à la reconnaissance de l'histoire et des générations. C'est pourquoi — et nous revenons par là à notre point de départ, — il aurait été d'un bon exemple d'élever dans Paris, au milieu du quartier des Écoles, une statue de bronze au soldat, au philosophe, au sage qui l'a si bien méritée. Sa devise était : « Bien dire et mieux faire! » On l'aurait gravée sur le socle du monument. En la pratiquant nous atteindrons nous-mêmes les sommets de la sagesse.

HIPPOLYTE BUFFENOIR.

AU RÉGIMENT [1]

PREMIÈRES SENSATIONS

Soldat, lève-toi, soldat
Lève-toi, soldat
Lève-toi bien vite
Si tu n'veux pas te lever
Fais-toi porter malade...

Un des loustics parisiens, près de Pierre, chantait, en suivant le clairon, les paroles adaptées à l'air du réveil, comme les troupiers en mettent sur toutes leurs sonneries. Dans la cour vibrait l'air vif, alerte, qui tire les soldats du sommeil; un demi-jour blafard entrait par les fenêtres, et, dans la chambre, il se faisait un grand mouvement d'hommes qui sautaient à bas de leur lit sous les cris du caporal : « Allons, debout... vivement! » La sonnerie se précipitant, si parfaite pour chasser la première impression triste du réveil, avec sa cascade de notes sautillantes et fraîches, semblait une invite joyeuse à de suite sauter du lit, comme un verre d'eau jeté à la figure d'un dormeur récalcitrant par un camarade en gaieté.

Soldat, lève-toi, soldat
Lève-toi, soldat
Lève-toi bien vite...

Bien qu'il n'y eût rien de pressé, les deux caporaux faisaient hâter les bleus, pour leur donner tout de suite des habitudes de vivacité.

— Allons, bon Dieu!... Dépêchez-vous de vous habiller... Ah! ben, en voilà des flemmards!... Attendez voir un petit peu, on va vous apprendre à *vous dégrouiller;* allons, passez-moi ces vestes, plus vite que ça!... Et maintenant, le café, et aux lavabos!

Peu de temps après, le café avalé, une toilette assez sommaire faite au galop, les bleus étaient rassemblés dans la cour par le sergent de la veille. Sous le jour indécis d'une matinée froide, la caserne parut à Pierre plus triste encore que la veille; la couleur moisie des murs se montrait dans toute sa laideur; il flottait une très légère brume qui s'accrochait partout, suintait sur les arbres dont les squelettes noircis et ruisselants prenaient un aspect lamentable; les hommes qui passaient grelottaient, les mains dans leurs poches, et il y avait des recrues d'hier, non encore habillées, qui erraient dans la cour avec des mines dépaysées. « Je n'aimerais pas à vivre ici, » pensa-t-il en frissonnant. La perspective d'habiter un fort ne lui fut point désagréable; il se rappelait Bellegarde. Ah! si le Télot, où on le conduisait, avait été ainsi, de farouches murailles au sommet d'une haute montagne, il se fût réjoui d'y vivre, s'imagi-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 8 septembre.

nant reporté à des siècles en arrière. Mais il se doutait bien qu'il n'en serait pas ainsi : les forts de l'enceinte de Paris qu'il connaissait l'édifiaient sur ce qu'il allait trouver.

Il était huit heures environ quand le détachement se forma pour quitter la ville. Les hommes étaient placés par quatre, tant bien que mal et, encadrés par leurs gradés, partaient d'un pas que les « Un, deux, un, deux » répétés ne parvenaient pas à rendre égal. Le détachement traversa quelques rues, affreusement tristes, dans leur presque solitude; puis on fut sur une route sans arbres, caillouteuse, descendant dans le fond d'une étroite vallée dont elle remontait ensuite le versant opposé par une longue côte. Le pas rompu, les hommes causèrent entre eux, sans gaieté; il y eut même un silence quand il fallut gravir la pente, qui semblait ne pas devoir finir; et lorsqu'enfin on eut pris pied sur le plateau et que l'on vit devant soi la route toute plate, il y eut un « Ouf! » général de satisfaction.

Les gradés ricanèrent :

— Ha! ha!... vous la trouvez dure! Eh bien! vous n'avez pas fini, les bleus, de monter des côtes dans ce sale patelin!... Heureusement qu'on est de la classe, nous autres!...

En se retournant alors, Pierre aperçut la ville. Au delà de la vallée que le détachement venait de traverser et qu'elle dominait, elle ne présentait qu'une longue file triste de maisons, au-dessus desquelles s'érigeaient les masses plus imposantes de deux églises; vers une extrémité, il reconnut la caserne, à ses bâtiments longs et grisâtres, couronnés de toiles brunes. Alors il détourna son regard et le promena sur le terrain nouveau où il arrivait.

C'était, tout autour de lui, un plateau d'une teinte verdâtre et pâle, sur lequel pesait un ciel gris, chargé de nuages, où le soleil ne se devinait qu'à un éclairement plus vif des nuées plus claires; de tous côtés l'horizon était limité et semblait rejoindre le ciel bas; des haies brunes se croisaient en tous sens, et certaines portaient encore quelques feuilles jaunes que le vent ou la gelée avaient épargnées. Comme on arrivait à un tournant, les gradés crièrent :

— Voilà votre fort!

Au bout du chemin, blanc entre des arbres grêles, le fort apparaissait. C'était une masse confuse et dentelée, qui, de loin, paraissait uniformément d'un vert sale; mais, en approchant, on distinguait des toits rouges au-delà des premiers talus, puis des pans de maçonnerie, dans lesquels se creusaient des ouvertures; et bientôt il fut loisible de voir que sur ces talus, d'une enceinte au moins double, des arbres, dépouillés par l'automne, étaient plantés. La masse lourde de l'ouvrage barrait l'horizon : rien ne s'apercevait au delà, comme si le monde s'y fût arrêté; et Pierre songea qu'en effet c'était là, pour quelque temps, le point terminus de sa vie, que ce sombre entassement de terre allait barrer sa route vers l'avenir...

Mais, tandis qu'il pensait ainsi, il vint un coup de soleil clair; le ciel bleuit légèrement, et les arbres couronnant le talus s'y dessinèrent mieux. Alors cette pensée consolante vint au jeune homme qu'un jour viendrait où le printemps ferait reverdir ces arbres, donnerait une jolie teinte d'émeraude aux herbes maintenant pelées et roussies, et qu'à ce moment l'heure de sa liberté serait proche.

Réconforté, il marcha plus gaiement vers le fort.

En s'approchant, il distingua mieux les détails, les pierres saillantes de la maçonnerie, vit que les toits rouges couvraient des pavillons, aperçut des portes rébarbatives, des canons dont la silhouette noire se découpait sur le ciel maintenant bleuté, des prises de lumière, des paratonnerres; et bientôt, ayant tourné autour d'un massif de terre, les bleus furent à l'entrée de l'ouvrage.

Une sentinelle à côté d'une guérite, un pont-levis sur lequel résonnèrent les pas de la petite troupe, une grande porte à fronton, portant cette inscription : *Fort Fabert, anciennement du Télot*, un très long et large fossé, se creusant à droite et à gauche; puis on fut sous une voûte où, en passant, il aperçut un poste dont les hommes riaient de voir les bleus, et on tourna à droite dans une cour longue et étroite que limitaient d'un côté le parapet et de l'autre une ligne de constructions à un seul rez-de-chaussée, percées de portes et de fenêtres : des habitations, sans doute, car, à quelques fenêtres, on voyait des rideaux; mais certains détails leur donnaient un aspect tout particulier : fenêtres et portes avaient leurs parois intérieures garnies d'armatures de fer et ces maisons n'avaient pas de toit, mais un épais entassement de terre herbeuse.

Toutefois, Pierre eut à peine le temps de jeter un coup d'œil sur ces choses si nouvelles, car il franchissait une nouvelle voûte et se trouvait dans une nouvelle cour. Celle-ci, claire et vaste, était enclose de plusieurs côtés par des masses couvrantes; et, maintenant qu'on était à leur pied, les talus se montraient très élevés, montant par leurs pentes gazonnées à des hauteurs de plusieurs mètres. Le *cavalier* dominait tout, haut retranchement où s'alignaient les canons, découpé par les traverses, ces masses de terre dressées de chaque côté des pièces pour la protection des servants, et dont les revêtements maçonnés, tournés vers l'intérieur, faisaient, de loin, ressembler l'ouvrage à ces couronnes dentelées dont s'orne la tête des allégories de villes.

Le casernement des hommes était ménagé dans l'épaisseur du cavalier. Il se présentait aux nouveaux

venus sous un aspect assez riant, une très longue et haute façade en pierres rousses, présentant une série d'arcades légèrement en saillie, encadrant les fenêtres et donnant à ce côté du fort une vague apparence de grande gare. Des portes et des fenêtres s'y ouvraient en grand nombre, toutes garnies de ces armatures de fer, en forme d'S, qu'il avait déjà remarquées dans la première enceinte et sur lesquelles, pendant la durée d'un siège, on disposerait des bouts de rails inclinés formant, par leur superposition, des sortes de persiennes impénétrables à la mitraille. En chacune des extrémités de ce grand bâtiment, un escalier extérieur permettait d'accéder à l'étage des chambres; au rez-de-chaussée, toutes les portes étaient basses, numérotées, et une planchette peinte de lettres noires sur un fond blanc indiquait le but et la contenance de chaque local.

Les jeunes gens restaient silencieux et surpris, subissant une sensation d'écrasement et d'effroi. De fait, ce n'était pas engageant, ces hauts talus, ces murs farouches, la solitude environnante, et la gaieté un peu forcée qui avait régné parmi eux tombait à plat devant l'aspect rébarbatif des lieux nouveaux. Plus encore que ses camarades, Pierre ressentait la tristesse de cette vue; avec le soleil de nouveau caché avaient disparu les pensées consolantes de tout à l'heure; et il retrouvait la sensation éprouvée la veille dans la cour de la caserne, en quelque sorte la matérialisation de l'idée de liberté perdue par ces murs, ces talus l'enserrant de tous côtés. La première impression était mauvaise. Quand, avec les autres, il pénétra à l'intérieur du casernement par une porte percée juste au centre de la grande façade et qu'il sentit un froid humide tomber sur ses épaules, la mauvaise impression persista, et elle s'accentua encore quand il passa dans la longue *gaine* étroite et glaciale sur laquelle s'ouvraient toutes les chambres. De telles tristesses n'ont point de causes morales, et ceux qui les éprouvent ne sauraient dire exactement quelle est leur origine; plutôt qu'une souffrance de l'âme, c'est un serrement de cœur, une sensation physique occasionnée par l'ambiance. Le cœur du jeune homme se contractait douloureusement : cette campagne triste et sans beauté au milieu de laquelle il allait devoir vivre, lui, habitué au charme si doux de la nature rousillonnaise, serait donc le triste tableau sur lequel devraient reposer ses yeux; et ces murs, ces talus, seraient son horizon, au lieu de l'horizon charmant qui avait été le sien pendant des mois!

Avec ses camarades, il pénétra dans le magasin de la compagnie; c'était une vaste salle voûtée, aux murs passés à la chaux, où les grosses pierres de la maçonnerie faisaient saillie; de hautes étagères de bois s'y dressaient, portant des piles d'effets de toute nature, et des tables à tréteaux étaient encombrées de vestes, de pantalons et de capotes. L'adjudant de la compagnie, et deux hommes, qui étaient le garde-magasin et son aide, s'agitaient au milieu de cet apparent désordre; avec dextérité, ils fouillaient dans les tas, y trouvaient l'effet de la taille cherchée, et l'habillage marchait vite, les recrues se transformaient peu à peu en soldats. Pierre s'étonna que, contrairement à son attente, il n'y eût pas de jurons ni de brutalités, bien que l'opération fût menée avec brusquerie, les patients retournés d'une légère tape.

Quand son tour fut venu, il remarqua le coup d'œil que l'adjudant et les deux soldats avaient jeté sur lui, dont la tenue soignée tranchait parmi les autres; il fut l'objet d'imperceptibles égards... « Faut-il donc qu'ici même, à la caserne niveleuse, le simple vêtement ait le pouvoir d'en imposer? pensa-t-il, non sans amertume. Et l'inégalité, même apparente, des conditions, doit-elle se faire sentir en un tel lieu ? » Il n'éprouva point, des attentions que l'on paraissait avoir pour lui, la satisfaction égoïste qu'eût ressentie un esprit grossier; même il s'en attrista quelque peu, désillusionné sur l'égalité absolue qu'il pensait devoir trouver du moins ici, poursuivant sa chimère. Cependant, son habillement continuait; absorbé par ses pensées, il enfilait un pantalon, une veste, chaussait de lourds brodequins, sans trop réfléchir à ce qu'il faisait; au moment même où l'adjudant le coiffait d'un képi qu'il venait de choisir dans le tas, il entendit le bruit d'une porte ouverte derrière lui, et un cri strident vibra sous la voûte :

— Fixe!

Il en tressaillit très fort de surprise, puis, à l'attitude soudain figée de l'adjudant et des deux soldats, aux mines effarées des bleus surpris, Pierre, qui tournait le dos à la porte, pensa que l'arrivée d'un haut supérieur pouvait seule causer un tel trouble; et il se retourna d'un bond. Il vit alors, tout à la fois, le garde-magasin et son aide qui, découverts et les talons joints, faisaient de petits signes aux jeunes soldats pour leur faire comprendre de les imiter, ces derniers s'y efforçant gauchement, et l'adjudant qui s'arrêtait d'un mouvement saccadé, avec un sec claquement de talons, et saluait d'un geste large un officier qui venait d'entrer — et qui était un simple lieutenant, jeune. Ainsi, cette petite révolution qui venait de se faire dans le magasin, cette attitude si respectueusement empressée du gradé, l'immobilité si pleine de déférence des hommes, ces têtes brusquement découvertes, toutes ces marques d'un respect infini, qu'il avait cru données au moins à un vieillard, d'une autorité reconnue, l'étaient à un jeune homme, pour la seule raison que sa manche et son képi portaient deux galons d'or! Dans son

ignorance sereine des choses militaires, Pierre fut choqué de ces démonstrations; il jugea que cette attitude trop humiliée d'hommes envers un supérieur temporaire comportait une atteinte à la dignité individuelle.

Cependant, il avait pris machinalement, et presque sans s'en douter, la même position que ses voisins, et il examinait celui qui allait être son chef pendant un an. En dépit de ses préventions, ce premier examen fut favorable à l'officier : brun, assez grand, celui-ci portait vingt-huit ans environ; son visage un peu long, sévère et fermé, s'éclairait par des yeux bleu sombre qui l'adoucissaient légèrement, corrigeant ce qu'avait d'un peu dur sa bouche, et le retroussis de sa moustache noire. Pierre remarqua l'extrême élégance de sa tenue, la tunique moulant un torse robuste, large aux épaules et à la poitrine, aminci à la taille, la culotte anglaise bien coupée bouffant au-dessus de bottes éperonnées, le bonnet de police, d'une seyante inclinaison.

Entre l'adjudant et l'officier, il y eut un bref dialogue sur des questions de service, puis, jetant à peine un regard sur les bleus, celui-ci porta sa main droite gantée au côté droit de son front, et sortit.

Ce départ modifia la première opinion de Pierre. Il pensa : « Comment! si méprisant que cela!... Il ne semble même pas nous voir!... »

Il en avait tant entendu, autrefois, contre cette classe d'hommes qu'il n'avait jamais approchée : les militaires professionnels!... Il en avait tant lu!... Durant une crise qui avait bouleversé le pays, une campagne d'une violence inouïe s'était déchaîné contre l'armée, et Pierre s'était passionné pour le parti qui accablait celle que l'on a appelée « la Grande Muette » sous les injures les plus odieuses. C'était de telles lectures qu'il s'était nourri, alors; et bien qu'il fût assez raisonnable, assez mesuré pour faire la part des exagérations inséparables de la lutte, il n'en avait pas moins subi la fièvre qui se dégageait alors des feuilles de tous les partis. Au reste, les journaux qu'il lisait apportaient alors des aliments toujours nouveaux au mépris du « prétorien » qui existait en lui depuis des années : des faits grossis à dessein ou involontairement, des exemples triés avec soin, venaient chaque jour jeter à la foule un nom de chef en pâture, attiser la haine du sabre qui brûlait tant de cœurs. Et bien que du temps eût passé, apaisant les ardeurs anciennes, Pierre n'en conservait pas moins un souverain et haineux mépris pour ceux qui allaient être ses chefs. Tout à l'heure, à l'entrée du lieutenant, il avait pensé qu'il allait lui être donné enfin de se former lui-même une opinion. Et voici qu'après lui avoir plu par son extérieur, l'officier le blessait par une attitude où lui voyait du mépris, sans se demander s'il n'y avait point simplement quelque préoccupation intérieure. Son apparence élégante venait corroborer cette première impression : un grand souci de la vêture est bien souvent l'indice d'un esprit vain et futile. Sa tenue de cheval décelait l'homme de sport, sans doute uniquement occupé de chevaux et de turf... « Allons! Celui-ci ne me fera pas encore revenir de mes opinions, » se dit Pierre, non sans quelque regret, car l'homme extérieur lui avait plu. Et il s'avoua encore : « J'eusse aimé, pourtant, puisque je dois subir un an le joug de tels hommes, les estimer, du moins, trouver en eux ce quelque chose qui, mieux que les galons, donne l'autorité vraie. »

Mais on l'emmena, ainsi que tout son groupe, vers la chambre qu'il devait occuper; et ce fut à ce moment seulement, tandis qu'il ramassait ses effets civils pour les mettre dans sa valise, que Pierre songea enfin qu'il était habillé en soldat : « En soldat!... Je suis vêtu en soldat! » Il vit le pantalon de gros drap rouge qui couvrait ses jambes, les vastes godillots; sa veste le gênait un peu sous les bras. La veille, pourtant, l'impression n'avait pas été aussi forte, il n'avait pas senti, aussi bien qu'en ce moment, cette abolition absolue de sa personnalité; hier encore, sous ses vêtements civils, il était quelqu'un : leur coupe, leur couleur, sa manière de les porter le différenciaient des autres jeunes gens. Maintenant, rien ne le distinguait plus des milliers de jeunes Français, qui, à cette heure, portaient le même costume; mieux que jamais, il se sentait réduit à rien, au numéro, à la machine obéissante qu'il devait être désormais. « Je viens d'endosser ma casaque de forçat », pensa-t-il avec l'angoissante sensation de son impuissance.

Autour de lui, l'impression était toute différente : ses camarades étaient amusés, au contraire, de ce changement de tenue; et ils se regardaient les uns les autres en riant. « Quelle aberration est la leur! se dit le jeune homme, et quelle sottise!... Parce qu'ils ont un pantalon, une veste et une coiffure différents de tout le monde, les voilà fiers et contents! Comment ne sentent-ils pas qu'en endossant ces habits ridicules, c'est de leur livrée de servitude qu'ils se sont couverts? Ils sont comme le cheval, joyeux des grelots que l'on a attachés à son cou pour le distraire de la fatigue et des coups de fouets... Et c'est pourtant avec des hochets de ce genre qu'on entraîne des masses!... »

Il rangea avec soin ses effets civils dans sa valise, comme les reliques d'un passé qui ne reviendrait plus jamais, jamais... Avec eux, il mettait de côté, pour un an, un homme qui ne devait plus exister, un Pierre Delbard de pensée, d'intelligence, qui n'avait plus sa place ici : celui que ces effets-ci distinguaient par leur couleur et leur allure propres.

L'homme qui restait, le seul qu'il dût être, désormais, c'était le soldat gauche qu'il se sentait devenir dans ces vêtements inhabituels; celui-ci n'aurait plus d'individualité, plus d'autre volonté que celle des hommes mis au-dessus de lui par la hiérarchie, comme le caporal d'hier soir, à la mâchoire brutale, comme le lieutenant de tout à l'heure, au visage dédaigneux; point de liberté non plus, avant la journée finie : ces hauts murs, ces immenses talus étaient sa prison... Et tout cela se résumait dans le mot qu'il prononçait en dedans de soi-même, le cœur serré d'une émotion et d'une tristesse infinies :

— C'est fait, maintenant... Soldat... je suis soldat!

DRESSAGE.

Vers le milieu de ce même jour, finies les différentes opérations de bureau que nécessite l'arrivée des recrues, Pierre se trouva définitivement placé à la 1re escouade de la compagnie; et ce ne fut pas sans terreur qu'il apprit cette affectation, car la 1re escouade se trouvait justement commandée par ce caporal Barbier dont, la veille et le matin, la grossièreté l'avait si péniblement impressionné. Il pressentit qu'il souffrirait par cet homme, dont les mâchoires saillantes annonçaient une brutalité confirmée par sa voix, et par son attitude vis-à-vis de ses inférieurs. « Ce sont les épreuves qui commencent », pensa-t-il avec tristesse, tandis qu'il suivait les autres vers la *chambre* occupée par son escouade.

Le ciel s'était ouaté d'épais nuages, et la chambre en était assombrie. Elle avait des murs épais formant voûte, où saillait la rugosité des pierres simplement passées à la chaux; par endroits, il y tranchait des bandes rectangulaires unies d'un ciment spécial apposé partout où s'étaient produites des infiltrations. Des deux côtés, contre les murs, les grands châlits en service dans les forts se rangeaient en une série rigide de hautes tiges de fer; ils étaient à deux étages, construits de façon à recevoir quatre hommes chacun; mais l'étage supérieur étant réservé pour le temps de guerre, le premier seul était garni de planches, sur lesquelles s'alignaient, proprement repliés et se touchant, la paillasse, le matelas, le traversin, les draps et les couvertures des deux hommes dont, le soir, les deux lits s'allongeaient côte à côte.

Lorsqu'il pénétra dans la chambre, des anciens s'y trouvaient déjà, et Pierre vit tout de suite son camarade de lit, occupé justement à ranger ses propres effets; son nom était écrit sur l'étiquette de carton pendue au pied de chaque couchette : Mauser... Un être vraiment à part, ce Mauser, et c'était un bonheur pour Pierre que d'être placé à ses côtés. Il était fils d'Alsaciens annexés qui, n'ayant point voulu demeurer sous une domination détestée, avaient quitté leur pays et les petites propriétés qu'ils y possédaient pour habiter la Suisse, s'établissant à Bâle, à proximité de la terre natale qu'ils espéraient bien revoir avant leur mort. Le garçon, né longtemps après leur arrivée sur la terre d'exil, fut élevé par eux dans la haine du vainqueur; et, bien qu'il n'eût jamais su que la langue allemande, ses parents, dès ses vingt ans, l'envoyaient en France remplir son devoir militaire. Le jour où Mauser se vit revêtu de l'uniforme français dont il avait tant rêvé, il pensa qu'il avait atteint la cime du bonheur humain... Son lieutenant — celui-là même que Pierre avait vu le matin — parlait l'allemand avec facilité; il s'intéressa à cet homme venu spontanément se soumettre à une obligation qu'il pouvait éviter, se plut à faire un peu à part son instruction; et Mauser, soutenu par cette sympathie de son officier, par celle, aussi, des autres hommes de la compagnie, fit si bien que, au bout de quatre mois, il parlait le français presque couramment. Trop peu instruit pour devenir caporal, il se contenta du galon de première classe, qu'il portait avec orgueil : la compagnie n'eut pas de meilleur soldat.

Aussitôt finie sa première année d'instruction, le capitaine offrit à Mauser, en récompense de son excellente conduite, de choisir quelqu'une de ces *embuscades* qui sont le rêve de tous les soldats, la place de garde-magasin, de cuisinier, de planton, ou de garde-réfectoire; et ç'avait été pour lui une surprise amusée, de l'entendre toujours refuser, avec la même invariable réponse, dans son mauvais français : « Merci, ma gabitaine, ché fous rémercie peaucoup, mais c'haime mieux faire mon service. » De ces refus, on l'estima davantage; et ce fut bien mieux encore lorsqu'il eut catégoriquement refusé à son lieutenant la place tant enviée d'ordonnance qu'il lui offrait. Sa réponse, typique, le peignait bien :

— Ma lieutenant, ché fous suis pien reconnaissant dé fotre ponté, mais che suis fénu en France pour être soldat, rien qué pour ça.

Ces mots disaient sa seule aspiration, son seul désir : faire du service actif, continuer son dressage de soldat, être vraiment un soldat. Il faut avoir été chassé du sol natal par la guerre, être né en terre étrangère et n'avoir eu durant toute sa jeunesse que le rêve unique d'un avenir meilleur pour montrer une telle constance; chez Mauser, cette constance était poussée jusqu'au fanatisme, jusqu'à le faire se plaire aux exercices les plus fatigants, les plus ennuyeux, aux marches les plus longues et les plus pénibles sans que sa belle humeur se démentît un instant...

C'était un tel homme que Pierre allait avoir pour voisin et pour modèle.

... Au moment où le jeune soldat déposait sur les planches du châlit sa petite valise d'effets civils, Mauser se retourna et lui sourit. Il le vit propre et soigné des pieds à la tête, ses galoches bien cirées, son bourgeron net, le bonnet de police crânement incliné sur l'oreille. Mais surtout l'accueillante figure ronde lui plut, presque imberbe, la bonne tête blonde, les joues rouges, les yeux francs et pleins de bonté, et l'interpellation gaie que rendait un peu comique l'accentuation allemande :

— Ah! ah!... foilà mon *Pleu* qui s'amène!... Ah! ah!... Et combien fais-tu, toi?

Que l'on était loin du « sale bleu » d'hier soir! Et comme, dans ce « mon » il y avait déjà de bonne camaraderie qui fit du bien à Pierre! Il répondit:

— Je fais un an, mon ancien.

— Oh! tu n'as pas pesoin tè m'appeler « mon ancien » fit l'autre avec un bon sourire. Tu m'appelleras Mauser, et tu mè tutoieras. Tu sais, on est des frères, nous autres, ici... Tu ne fais qu'un an?... oh! mais ce n'est rien, ça!... Ça passe, qu'on ne s'en aperçoit seulement pas... Allons, allons!... n'aie pas l'air triste. Tu ferras qu'on n'est pas malheureux, au réchiment. Mais non... mais non... pas du tout!

Cette fois, Pierre se dérida complètement. Ces paroles de bienvenue, cette franche bonne humeur, cette amitié qui, dès son entrée, s'offrait à lui... Il sentait sa peine s'adoucir : car il n'est rien de meilleur à un cœur blessé qu'une sympathie sincère; et, dès l'abord, il trouvait chez ce bon gros garçon blond une engageante cordialité dont la franchise éclatait. Et Mauser l'aidait dans ses petits rangements, secouait sa tristesse par son entrain, tout en lui posant des questions qui n'étaient point dictées par une indiscrète curiosité, mais par le désir de dissiper sa mélancolie en l'étourdissant un peu. Une petite émotion reconnaissante poigna son cœur.

Et vraiment, cette première journée fut adoucie pour lui par les services que lui rendit le soldat; par lui, il apprit à ranger ses effets, il eut de premières notions sur la nomenclature et l'usage des différents objets qui lui avaient été remis; toute une gratitude l'emplissait pour cet homme simple, au bon sourire, qui lui semblait maintenant un ami de longue date. Le soir, dans son lit qui, sur les mêmes planches, touchait celui de l'Alsacien, il s'endormit à ses côtés, après une vigoureuse poignée de main.

Le lendemain, après la soupe du matin, Pierre offrit à son nouveau camarade de l'accompagner à la cantine; et il put constater, avec une surprise agréable, que l'autre n'acceptait son invitation qu'avec une discrétion bien méritoire chez un soldat. Au reste il ne but qu'un verre de vin, rien de plus, malgré l'aimable insistance de Pierre. Au fond de lui-même, celui-ci l'admira de sa délicatesse et l'en estima davantage.

Il se fut volontiers attardé dans cette sombre cantine, qui n'était pourtant qu'une sorte de tunnel humide et triste, au sol bitumé, aux murs et à la voûte de maçonnerie grossière, garni de tables et de bancs, où des bleus, au milieu de la fumée des pipes, faisaient des politesses à leurs anciens; une sorte d'engourdissement béat le prenait, dans cette atmosphère appesantie, à écouter Mauser qui parlait lentement de son pays, souriant à l'évocation de la vallée vosgienne que, tant de fois, lui avaient décrite les récits de ses parents; il s'assoupissait doucement au ronron de sa voix monotone, mais soudain l'autre tirait de sa poche une montre énorme et bien humble pourtant; son rond visage exprimait nn vague effroi :

— Oh!... tiaple! Onze heures et demie!... Nous sommes presque en retard, mon *Pleu*, pour la lecture du rapport. Allons!... tépêchons!...

Ils sortirent juste au moment où un coup de sifflet aigu déterminait dans tout le fort un grand mouvement d'hommes se hâtant vers la cour intérieure, pour y recevoir connaissance du rapport.

Le rapport! Encore un mot bien nouveau pour Pierre!... Une fois encore, il sentit l'existence de la puissance invisible et toujours présente, lorsqu'il vit que, l'adjudant ayant dit: « Au rapport! » tous les gradés, tous les anciens saluaient, gauchement imités par les bleus; et cent vingt hommes, immobiles, dans une position identique et respectueuse, écoutèrent la décision du chef du régiment. Des phrases, vides de sens pour Pierre, vibrèrent à ses oreilles : il en retint seulement que le colonel défendait aux anciens de rien exiger des recrues, aux recrues de rien offrir à leurs anciens. Chaque année, des notes semblables, mises au rapport dans tous les corps de l'armée, en faisaient peu à peu disparaître l'ancien usage, odieux, de la bienvenue qui, jadis, soutirait, dès le premier jour, tout l'argent de la poche des bleus.

L'adjudant, ayant fini sa lecture et donné des ordres, fit rompre les rangs. Et ce fut à ce moment, dans la petite bousculade de la dislocation, que Pierre fit la connaissance de Darson.

Il vit s'approcher, le visage intelligent et souriant, un soldat bien tenu, chez lequel se discernait une condition supérieure à la masse; entre eux, des affinités devaient exister.

— Eh bien! camarade, dit le nouveau venu, comment vous laissent ces premières journées de fort ?

Comme avec Mauser, et plus encore, car il la sentait mieux à son niveau, Pierre fut touché, très profondément, de cette amitié qui venait à lui, spontanément; il faut s'être vu isolé, dans un monde et un milieu nouveaux, parmi des visages inconnus qui, de prime abord et parce qu'inconnus, paraissent hostiles, pour comprendre tout le prix d'une sympathie

qui s'offre de la sorte. Sans effort, un sourire vint à ses lèvres pour répondre que sa première impression était moins mauvaise, en somme, qu'il ne s'y fût attendu.

— Oui, je sais, fit l'autre, on a généralement sur le régiment, avant d'en avoir jugé par soi-même, des idées fausses ou haineuses, bien rarement de justes. Mais vous verrez, il n'est pas ce que l'on s'imagine, et au fond, pour des garçons de notre âge, il est une excellente école.

Étonné, Pierre le regarda, se demandant s'il parlait sérieusement. De pareils sentiments, qui ne l'avaient point surpris outre mesure chez Mauser, âme simple aux conceptions rudimentaires, lui semblaient inadmissibles en un esprit cultivé, et son interlocuteur semblait tel. Sa pensée intime se peignit sur son visage, si visiblement que Darson en sourit.

— Cela vous étonne, n'est-ce pas, de m'entendre parler ainsi? Ah! certes, tout le monde, ici, ne pense pas et ne parle pas comme moi... Et cette divergence est explicable. Le service militaire gêne trop de monde, frustre trop d'intérêts matériels, et, en somme, a trop de dures exigences pour que se trouvent entièrement heureux ceux-là qui y sont soumis. Vous entendrez des plaintes amères, et, par malheur, quelquefois justifiées; autour de vous, on réclamera « la classe » sur tous les tons. Mais, rassurez-vous, il y a dans tout cela beaucoup de tradition, et beaucoup d'imitation mutuelle. Au fond, le soldat n'est pas, et ne se trouve pas aussi malheureux que l'on veut bien le dire... Mais je vous surprends de plus en plus, hein! avec mes idées rétrogrades?... Vous me trouvez très vieux jeu? Non, non, ne protestez pas... Eh bien! un mot vous expliquera tout: je suis d'une famille de soldats; moi-même, j'ai vécu avec le rêve de porter l'épaulette; j'ai préparé Saint-Cyr, j'ai échoué... Alors, j'ai devancé l'appel, et je suis venu ici, prêt à tous les efforts pour atteindre, du moins, à Saint-Maixent.

— Alors, vous avez... ce qu'on est convenu d'appeler: la vocation militaire? demanda Pierre, et il dut mettre dans ce mot, sans le vouloir, une intonation dédaigneuse dont l'autre s'aperçut, car il riposta, presque sèchement.

— Y verriez-vous quelque infériorité?

Mais déjà Pierre se repentait d'avoir blessé, peut-être, ce garçon qui apportait à son isolement l'adoucissement d'une sympathie inespérée, et il dit très vite, et en mentant un peu, par politesse:

— J'aurais donc une ridicule étroitesse d'esprit, si je m'étonnais de trouver chez les autres des aspirations qui ne sont pas les miennes!... Ne prenez pas en mal, je vous prie, une phrase peut-être maladroite; je ne partage pas votre sentiment, c'est vrai, mais je me l'explique sans peine...

— Eh bien! le croiriez-vous? fit Darson en souriant, je l'aurais juré, que vous ne pensiez pas comme moi. En vous voyant débarquer, hier matin, à la façon dont vous regardiez autour de vous, d'un air un peu beaucoup dégoûté, j'ai eu l'intuition que vous arriviez découragé d'avance. Or, ma foi, sans flatterie, vous aviez une autre apparence que mes camarades habituels, braves gens sans doute, mais combien frustes!... Je me suis égoïstement réjoui d'avoir quelqu'un avec qui causer. Vous m'avez été sympathique, je vous le dis crûment, et comme je pouvais vous être utile, je suis venu à vous.

— Je vous en remercie de tout cœur, répondit Pierre en serrant fortement la main qui lui était tendue.

FERNAND DACRE.

(*A suivre.*)

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE [1]

II

Bade. — Qui donc connaît Bade parmi les Français? Un petit nombre de gens du monde qui jadis fréquentèrent les jeux, quelques malades, de fort rares touristes, et c'est tout. En effet, après la guerre, il fut entendu qu'une des dures pénitences que nous infligerions à l'Allemagne serait de boycotter Bade — lequel ne vivait — c'était démontré — que de notre argent.

Il avait, paraît-il, d'autres clients, car, bien que ses jeux soient fermés depuis 1872, Bade est aujourd'hui on ne peut plus prospère. Des Américains m'ont dit qu'il leur semblait embellir tous les ans. C'est le royaume de la verdure. Rien de charmant comme ces façades de maisons tapissées de glycines et de roses-mousse. La petite vallée est délicieuse: un jardin fleuri sur une demi-lieue de long, jardin où nulle clôture jalouse ne vient entraver la flânerie. Le Casino, dont l'orchestre est excellent, dont le salon de lecture est aussi garni que possible de publications françaises, confine à la forêt; et là, comme le sol est sec, les rhumatisants peuvent rester à l'ombre, même s'étendre sur le gazon après le bain (2).

(1) Voyez la *Revue* du 11 août 1900.

(2) En fait de bain je conseille aux touristes, curieux *d'essayer* le palais où se donnent les bains, de prendre un billet d'étuve humide, massage, piscines de natation à trois températures, bain de sable, etc. Cela se termine par une sieste que ne troublent pas — comme trop souvent chez nous — les éclats de voix du personnel. C'est délassant... et peu dispendieux. A ce propos, dans l'Allemagne du Sud, il n'y a guère que Munich qui soit cher; et encore les étrangers s'y tirent-ils d'affaire en s'installant en pension.

*
* *

Sur la liste des étrangers je remarque le nom d'un historien prussien, ami intime d'un de nos professeurs du Collège de France. Tout de suite je me présente et suis admirablement accueilli : « Mais comment donc, vous me rendez service. C'est toujours une fête pour nous que de causer avec un Français. Parlez-vous allemand? — Hélas, pas un mot! — Cela ne fait rien, votre langue est si belle! »

Nous avons fait ensemble quelques promenades sous bois. Et tout de suite mon Allemand s'aperçoit que j'ignore jusqu'aux règles les plus élémentaires de la politesse germanique. Il se hâte de me donner quelques leçons :

Faire le salut très large. — Appeler chacun par son titre. — Ne jamais prendre, de soi-même, la droite, réputée place d'honneur — aussi bien dans la rue que dans une voiture : une dame tient toujours la droite. On ne doit donc pas lui offrir le bras gauche. — Si l'on est invité à dîner, arriver à 1 h. 1/2 et non... à 7 heures 1/2. — Envoyer, ou plutôt apporter soi-même le matin des fleurs à la maîtresse de maison. — Mettre ses deux gants — toujours des gants glacés, pas des gants de Suède — et non les tenir négligemment à la main.

Engagé — même par un ménage — à souper à la brasserie, ne pas s'attendre à ce qu'on paye votre écot. L'invitation signifiait seulement qu'on serait satisfait de passer la soirée avec vous tout en écoutant de la musique (1). — Ne jamais attaquer son pot de bière — lorsqu'on est en société — sans avoir relevé le couvercle, puis soulever le pot à hauteur d'œil et trinquer en murmurant avec gravité un souhait de prospérité. Ensuite rabaisser le couvercle — sans quoi le garçon s'imaginerait que vous réclamez un nouveau demi-litre — et vous l'infligerait imperturbablement. — Si l'on a des visites à rendre, les faire de 11 heures à midi 1/2. Il y a quelque sans-gêne à se présenter entre 4 et 6, etc.

Si peu formaliste qu'il soit, un Français sociable ne saurait négliger ces menus détails. En effet, pour les Allemands, le type idéal du Français est un gentleman aimable, correct, d'une courtoisie jamais en défaut.

Beaucoup d'anciennes familles d'émigrés, qui ont gardé de belles situations en Allemagne, ne doivent leur prestige — et il est considérable en Bavière — qu'au soin avec lequel elles conservent les traditions de politesse verbeuse, raffinée, cérémonieuse, en usage en France au dernier siècle.

(1) Soit dit en passant dans les bonnes brasseries des grandes villes l'orchestre est généralement une musique militaire — en civil.

*
* *

Aujourd'hui nous causons politique. En général l'Allemand, qui est très questionneur, admet parfaitement qu'on lui rende la pareille. Donc je demande à mon historien pourquoi ses compatriotes manifestent tant de sympathie pour les Boers. Dans plusieurs brasseries j'ai remarqué des drapeaux du Transvaal, et l'assistance a exigé de l'orchestre l'hymne boer. Pourquoi donc, alors, l'empereur est-il si anglais?

— Nous aimons l'hymne boer parce que nous l'avons inventé. Ces braves burghers ne soupçonnaient pas qu'ils possédaient un hymne que déjà nos musiques le jouaient toutes. Quant à l'attitude de Guillaume, elle prouve que c'est un homme avisé, réfléchi — et souple, sous les dehors d'une brusquerie un peu affectée. Il cherche, voyez-vous, à contre-balancer l'effet des manifestations de son peuple.

— ... Qui déteste cordialement les Anglais?

— Non, nous ne détestons personne. Nous sommes à l'âge heureux de la vie d'une nation où elle voit tout en rose. Nous ne les haïssons donc pas; pourtant nous sommes bien aises de les railler à l'occasion ; d'autant plus qu'à chaque trait que nous leur décochons ils se fâchent... contre vous!

— Mais vous entrerez tôt ou tard en conflit avec eux?

— Un rêve que vous caressez en France! Vous vous réjouissez à la pensée de John Bull se piochant avec Michel, tandis que la France marquera les coups. Eh bien! vous vous trompez... comme toujours, car vous n'avez pas beaucoup de flair en politique étrangère. Non, nous ne vous procurerons pas de sitôt cette délectation. L'Allemagne a trop d'intérêt à jouir encore longtemps des bienfaits de la paix. D'autre part, elle se sait fort à l'abri de toute attaque de la part de l'Angleterre, ce qui n'est pas votre cas, messieurs les Français!

— Pourquoi nous attaqueraient-ils?

— Ne vous ont-ils pas pris l'Inde, le Canada, le canal de Suez? aux Hollandais, l'Australie et le Cap? Vous les provoquez d'ailleurs en leur fermant les débouchés qu'ils avaient dans vos possessions d'outre-Mer. Votre parti pris de réserver Madagascar et le Tonkin aux produits de la mère patrie est tout simplement le système qui a coûté Cuba aux Espagnols. Si le mètre de calicot vous revient plus cher qu'à une autre nation, produisez autre chose que du calicot — ou décidez-vous à diminuer vos impôts — mais n'obligez pas vos sujets à acheter dix sous chez vous ce qu'ils pourraient ne payer que cinq ailleurs. Et, je ne vous dis pas cela par dépit de vous voir fermer, du même coup, vos lointains domaines

à l'industrie allemande, car savez-vous quels sont là-bas les commerçants les plus prospères? Des Allemands! Oui les tissus français sont débités à Tananarive et à Hanoï, non par des négociants français, — mais par des Allemands... Donc les Anglais vous attaqueront... Vous verrez ce jour-là, mon cher, combien peu vous protègera votre alliance russe.

— Vous y voilà... ils sont trop verts... les Russes!

— Mais non! Soyez persuadé que notre empereur s'entend fort bien avec le czar : admirablement bien! Il faut être aveugles comme vous l'êtes pour ne pas le voir. D'ailleurs, jamais l'occupant brutal de la Finlande et de la Pologne ne songera à nous faire la guerre pour que nous vous rendions deux provinces.

— Parlons d'autre chose, voulez-vous!

— Pourquoi fuir un sujet de conversation simplement parce qu'il devient désagréable?... Libre à vous de ne pas voir davantage que les Russes, étant vos débiteurs de sommes énormes, vous tiennent! Ce que je puis du moins vous attester, c'est que, en tant que mesure de précaution contre nous, cette alliance était superflue. Pas un Allemand ne songeait, depuis 1874, à vous attaquer. Pourquoi faire? Tout au contraire, nous projections de nous associer à vous pour réaliser la grande conception de Napoléon : le continent contre l'Angleterre. Vous avez laissé passer l'occasion — vous ne la retrouverez pas...

***

Cercles et clubs français. — Il y en a quantité en Allemagne, sauf à Munich. Ils ne sont guère composés que d'Allemands. On y reçoit, généralement, le moins de Français qu'on peut. « Que voulez-vous, me disait le président d'un de ces cercles, vos compatriotes se dénigrent entre eux. S'ils étaient quatre, ils trouveraient moyen de former deux coteries. Savez-vous, à ce propos, que le caractère français va s'aigrissant... Mais oui, monsieur, promenez-vous un dimanche dans une grande rue de province en France, faites de même en Allemagne, et dites-moi ensuite où vous aurez trouvé les figures les plus épanouies. Chez vous, on est morne, les fronts soucieux. Tandis que les Allemands rient pour un rien, le Français d'aujourd'hui a besoin, semble-t-il, d'avoir bien dîné pour rire ».

J'avoue que ces cercles m'ont paru respirer la plus franche bonne humeur, la camaraderie la plus cordiale. On vient là en famille avec femme et enfants. Les dames apportent leur ouvrage. Les hommes décrochent leur pipe du râtelier. Les pots de bière circulent, couvrent les tables — pour les jeunes filles aussi. On cause doucement, avec bonhomie, en feuilletant les magazines.

Puis quelqu'un se lève et, simplement, récite une poésie. Quand il a fini on discute, on reprend un vers dont le sens a paru douteux. Alors on passe à un morceau de prose, conte ou nouvelle. Les Allemands aiment beaucoup les récits courts, et avouent que là nous leur sommes vraiment supérieurs. Assez souvent on finit par une scène de comédie jouée avec ou sans costume. Parfois ils s'assurent la primeur d'œuvres inédites.

Dans l'un de ces cercles m'advint quelque chose qui vaut, ma foi, d'être relaté, car ni l'incident, ni ses suites, n'auraient pu se produire en France.

Arrivant dans une salle déjà assez garnie, je m'aperçus avec surprise qu'on avait installé derrière mon fauteuil de conférencier trois vieilles dames. M'obliger à tourner le dos à des dames semblait, de prime abord, assez peu galant. Enfin, c'était peut-être un usage local... Mais la séance terminée, je m'informai des motifs de cette disposition. Il me fut répondu que ces bonnes dames ne comprenaient pas un traître mot de français. Cependant, sociétaires assidues, elles venaient à chaque séance; et, comme dans le cercle le règlement interdit d'employer une autre langue que le français, on affectait aux *trois belles-mères*, comme on appelle ces respectables dames, un coin spécial. — Mais les malheureuses ont dû dormir pendant la causerie? — Certainement, même l'une s'en est donné de bon cœur. — Elles ont, ma foi, fort bien fait. »

A Stuttgard, racontant cela à un Allemand, d'esprit jovial, il me conseilla de broder une bleuette sur ce petit épisode, par exemple de supposer que durant la conférence, je m'étais aperçu — à leur ronflement — du sommeil des trois belles-mères, que j'avais aussitôt réclamé une explication, et que le président était venu me la fournir tout bas. « Cela fera, me dit-il, une historiette familière, un conte enjoué, comme nous les aimons. » Je suivis imprudemment ce conseil, j'arrangeai un peu l'anecdote que publia bientôt un journal parisien.

Elle fut aussitôt reproduite en Allemagne et commentée gaiement. Au cercle intéressé, elle fit rire tout d'abord. On en rirait encore si certain grincheux n'avait imaginé *qu'au fond* l'historiette devait être destinée à ridiculiser le cercle aux yeux de la nation française. Alors grand émoi, cruelle perplexité! Que faire?... Pour sortir d'incertitude quelques-uns de ces messieurs demandèrent une consultation, savez-vous à qui? à une notabilité littéraire... parisienne. Devaient-ils se considérer comme offensés — ou continuer de rire?

L'arbitre, — on n'en avait pas encore vu de cette sorte, — déclara la petite chronique innocente des sournoises intentions qui lui avaient été prêtées. Alors ces braves gens s'apaisèrent et le cercle re-

trouva à peu près son calme. Mais l'alerte avait été chaude : *Une tempête dans un verre d'eau!* c'est le cas de le dire... Je laisserai le lecteur imaginer la nationalité du fâcheux qui avait un instant ameuté tout le monde (1)?...

***

Franchement, je ne puis me faire à cette insuffisance de respect à l'égard des morts.

Déjà je me souviens qu'en 1871, pendant l'invasion, à Elbeuf, un aumônier prussien déplorait le manque d'égards de ses compatriotes pour leurs morts, tandis qu'il trouvait touchante notre coutume de saluer tout cercueil, même si le char qui passe est l'humble corbillard des pauvres. Ce prêtre admirait aussi notre assidue veillée des morts, et ces visites que même les incroyants prodiguent aux cimetières.

Ses réflexions me sont revenues en visitant, guidé par un étudiant en médecine de Lyon, le Campo Santo du principal cimetière de Munich. Je venais de parcourir un long quadrilatère à arcades où, contre la muraille, sont dressés quantité de mausolées, quand mon jeune compagnon dit tout à coup : « Désirez-vous maintenant voir l'exhibition? — Que voulez-vous dire? — Mais en Allemagne on expose les morts... à traits découverts. — Quoi!... aux regards du public? — Certainement. Avancez jusqu'à cet endroit où vous apercevez tous ces curieux qui, le nez aux vitres, se montrent du doigt quelque chose. Vous allez vous trouver face à face avec un certain nombre de cadavres, disposés de façon qu'on les voie bien. Une galerie du musée Grévin — plus macabre pourtant, car, ici, ce ne sont pas des bonshommes de cire! »

Je m'avançai. Visage découvert, très parés, relevés dans leur cercueil de façon qu'on ne perdît rien de leurs traits, huit corps étaient là, éclairés par de petites lumières. Le premier qui m'attira était celui d'une très jeune femme en mariée, la couronne de fleurs d'oranger sur la tête. Elle avait dû souffrir beaucoup, car ses traits crispés me parurent exprimer une sorte de désespoir. Son cercueil était tout enveloppé de guirlandes de fleurs roses et blanches. Contre elle, à droite et à gauche, on voyait, en habit noir et cravate blanche, deux hommes, un vieillard à barbe blanche et un robuste gaillard, aux traits durs. Celui-ci, un peu de sang lui coulait de la bouche. Quelques pas plus loin une autre vitrine contenait, elle, cinq cadavres, sans doute plus anciennement apportés, car les stigmates de la décomposition se remarquaient déjà au nez et autour des yeux. L'un, la paupière mal fermée, avait un regard glauque d'une fixité glaçante. Mais je dus m'éloigner. Un groupe de femmes du peuple me poussait. Elles parlaient haut, sans la moindre gêne. Une grande fillette sale criait...

— Et personne ne les veille? demandai-je à l'étudiant français — Personne! Jamais ils n'ont de famille auprès d'eux. Bien mieux. Savez-vous combien d'heures après le décès on les porte là? Quatre heures! Autant dire que, tandis que les corps sont encore chauds, on se bouscule pour les habiller comme vous les voyez. Puis on les met en voiture, toujours tout seuls, et ils arrivent ici, sans avoir passé ni par l'église ni par le temple. Le jour de l'inhumation, quelques proches seulement viendront. Le prêtre marmottera quelques rapides oraisons et ce sera fini. Leurs morts ne leur font pas perdre de temps!

— C'est inconcevable!

— Vous n'êtes pas le premier Français que cela surprenne, et, quand je vous proposais de venir ici voir de belles sculptures, j'avais bien plutôt la pensée de vous placer brusquement en face de tous ces abandonnés.

— J'éprouve l'effarement de quelqu'un qui ne comprend pas. Les Allemands sont d'aussi braves gens que nous; ils aiment leur famille. Pourquoi donc se conduisent-ils ainsi? Est-ce froide raison de gens se disant qu'au demeurant, quand la vie est partie, il n'y a plus dans le cadavre que pourriture prochaine. Qu'alors c'est vaine sentimentalité d'agir — ainsi que les Français — comme si leurs morts pouvaient souffrir d'être délaissés?

— Peut-être. J'ai déjà eu la même idée.

Après un instant de réflexion, il reprend : « Qui sait si tout ce que nous accordons aux morts n'est pas autant dont nous frustrons les vivants? Pourquoi tant solenniser la mort, et si peu, relativement, la naissance? Ne serait-ce point un symptôme de décrépitude? A travers nos morts, je crois bien que nous aimons la Mort, car la sagesse indoue l'a dit : tout être ressemble à ce qu'il aime.

— Peut-être!... Alors cette croissante piété des Français pour le cimetière serait la caractéristique de notre engourdissement, le fait d'un vieux peuple qui mélancoliquement marche vers le crépuscule?

— Sans doute! Voyez la Chine, sa décrépitude a progressé avec sa piété pour les tombeaux. Quoi qu'il en soit, la poésie n'aura rien perdu à ce que nous idéalisions la mort, à ce que nous lui donnions une forme voilée, nous, qui, fermant les yeux devant

(1) En deux volumes d'aimables souvenirs de ses pérégrinations forcées à travers l'Europe, la toute gracieuse Mme Vigée Lebrun n'a qu'une phrase amère contre quelqu'un : « Une triste chose, c'est de remarquer, ainsi que je l'ai fait trop souvent, que, dans un pays étranger, les Français seuls sont capables de nuire à un compatriote. »

les horreurs du cercueil, feignons de croire que la mort nous emporte doucement, comme la brise du soir une légère fumée?

— Ma foi, je ne me doutais guère que je viendrais ici prendre une leçon de haute philosophie.

— En attendant, cher Monsieur, murmure en souriant mon compagnon, tâchez qu'il ne vous arrive pas d'accident de voyage.

Cette réflexion me produit l'effet d'une douche, et je pâlis à la pensée que, si je succombais ici, quatre heures après, je serais déjà là, sous vitrine, la proie de ces badauds se bousculant pour voir une tête de Français...

Touristes mes frères, qui, allant à Oberammergau, vous arrêterez à Munich, gardez-vous, à moins d'être très braves, d'y visiter les cimetières...

MASSON-FORESTIER.

(*A suivre.*)

L'EXPOSITION DES JOUETS ANCIENS

L'Exposition des Jouets Anciens se trouve à l'Esplanade des Invalides, classe 100, dans le Palais de gauche en venant de la Seine, au premier étage, et sur les côtés de l'exposition des fabricants de jouets modernes.

On sait que chaque exposition contemporaine est flanquée de son exposition rétrospective. Chaque classe est comme une histoire universelle de l'article qui la concerne.

Ce premier essai, encore bien imparfait, est pourtant intéressant. Il le serait davantage si la disposition matérielle des sections était autre qu'elle n'est.

L'idéal, ce serait une installation hors Paris, hors la ville, — comme on eut le bon sens de le faire à Chicago, — une installation vaste, colossale, sans gêne ni restriction, en adoptant la disposition circulaire et concentrique, de telle sorte que toutes les sections rétrospectives pussent former un seul de ces cercles, tout en permettant de laisser les échantillons du passé auprès de la classe moderne correspondante.

En graduant ces circonférences suivant la suite des temps, on établirait ainsi des synchronismes aussi imprévus qu'instructifs; ce serait l'histoire nationale industrielle racontée siècle par siècle; les rapprochements deviendraient édifiants; on aurait là sous les yeux le tableau de la civilisation et du bien-être sous chacun de nos rois, l'orfèvrerie et les tissus, la serrurerie et l'éclairage, à côté de la papeterie et des moyens de transport. Il sortirait de cette disposition une image singulièrement concrète des étapes de la Société.

A défaut de ce plan, qui nécessiterait une très longue préparation, d'aucuns eussent souhaité, et ils sont nombreux, que les musées rétrospectifs ne fussent pas disséminés comme ils le sont, mais au contraire rassemblés et réunis dans un grand musée spécial qui eût été le Temple du Passé.

Il est bien évident que tous les visiteurs, et notamment les visiteuses, ne s'intéressent pas fièvreusement à la mécanique, aux brosses, au caoutchouc contemporain; mais la section rétrospective correspondante peut les séduire, et telle femme de goût que laissera indifférente la serrurerie dans l'état de ses progrès actuels, prendra plaisir à examiner, à la section rétrospective, ces merveilleux objets de ferronnerie ancienne, potences forgées ou coffrets d'acier. Elle passera vite devant les plus récents brevets de becs de gaz ou de lampe à pétrole, et regardera curieusement le musée du Luminaire, les vieux reverbères de 1820, les lampes Empire, les flambeaux Louis XV, les lustres du XVII[e] siècle.

Dans la disposition adoptée, il faut faire beaucoup de pas pour se donner le plaisir de voir tant de curiosités. Ce grand musée de Cluny, qu'on a demandé aux collectionneurs de reformer à l'Exposition, est émietté, égrené, dispersé, *disjecti membra Musæi*. Il faut courir d'un palais à un autre. Il eût été préférable de centraliser ce que les exposants modernes, fabricants, industriels, appellent avec irrévérence les vieilleries.

Beaucoup pensent ainsi. Mais nous savons bien quelle fut l'idée déterminante de l'administration, et elle vaut d'être considérée.

Une Exposition universelle est avant tout une manifestation industrielle et commerciale. Elle relève du ministère du Commerce. Il ne faut point égarer sa pensée, ni songer au plaisir que peuvent prendre des dilettante à la visite de musées curieux. Ces musées ne sont point là pour le dilettantisme; ils sont pour l'instruction, l'édification, tant des fabricants que des visiteurs.

Ils sont là comme points de comparaison, pour marquer des jalons dans le passé et mesurer le chemin parcouru.

Ils sont là pour fournir aux inventeurs des idées, des modèles, des exemples. Ils sont là, enfin, pour imposer quelquefois silence aux revendications injustifiées de faux novateurs. Que de procès n'eussent pas eu lieu, si on avait dans chaque industrie un musée rétrospectif de la « partie ». Pour prendre exemple dans le Jouet, deux fabricants se sont naguère disputé à coups de papier timbré la propriété d'un billard composé d'un tube dressé sur un plateau creusé d'alvéoles noirs et rouges. On met une bille dans le tube, elle tombe, roule, et s'arrête sur une des deux couleurs, comme au tir des macarons,

ou à la roulette de Spa; car du petit au grand, les jeux de hasard ne diffèrent que par la richesse de l'appareil et l'importance des mises. Ce procès n'eut pas eu sa raison d'être si l'on avait su que ce modèle existait dans une collection privée, qui l'a fait figurer à l'Exposition des Jouets Anciens de la classe 100.

L'administration s'est donc proposé un but pratique en associant le passé au présent dans l'Exposition actuelle.

Elle a surtout cherché un sujet de comparaison pour écraser le passé sous la supériorité des progrès actuels; elle a fait, des reliques des fabricants d'autrefois, un piédestal, un autel à l'industrie du XIXe siècle.

Quelque disséminées qu'elles soient, les sections rétrospectives obtiennent une faveur marquée auprès du public, et sont très fréquentées.

Parmi celles qui emportent le succès le plus décidé et attirent la foule, il faut incontestablement placer l'Exposition des Jouets Anciens de la classe 100, et c'est là un petit fait qui entraîne quelques remarques.

D'abord, le but visé a-t-il été atteint? A-t-on mis sous les yeux du public des pièces de comparaison entre l'industrie du jouet d'autrefois et celle d'aujourd'hui?

Non.

Le musée des Jouets Anciens demeure un musée d'un intérêt spécial et essentiellement artistique, sans attrait pour les commerçants, les fabricants, sans attrait même pour les enfants, qui trouvent ces vieilles poupées bien vieilles et bien laides, tandis qu'on les voit courir et gesticuler devant les vitrines des articles à vingt-neuf sous et des bébés de bazar.

C'est un musée, et il n'en pouvait être autrement.

Les seuls jouets qui se conservent et que l'on conserve sont les jouets coûteux et précieux.

Les autres, on les livre au maniement impitoyable et aux tendresses funestes des babies. Les poupées sans valeur deviennent les enfants chéries des fillettes, qui leur prouvent leur amusement en les triturant, en les bosselant, en les traînant à terre, en les cognant, en les rouant de coups, en jouant avec elles comme avec une balle, en les laissant tomber, en leur cassant la tête de porcelaine et en leur ouvrant le ventre.

Le génie du fabricant de bébés consiste à les rendre incassables, et il n'y parvient pas. C'est la lutte entre l'attaque et la résistance, entre la tôle et le projectile; la destruction est toujours la plus forte. En vain dans de grandes usines, de grosses chaudières font bouillir des cuvées de pâtes brevetées qui en séchant prennent la dureté du fer et font des bras, des jambes, des bustes sur lesquels on peut marcher et danser avec de gros souliers sans les entamer; en vain a-t-on renoncé, pour les têtes, au fin kaolin, pour le remplacer par des assemblages savants de cartonnage moulé et armé de toiles pétries, de tissoline, de pâte durcie; bras et jambes sont articulés par d'épais élastiques accrochés à de lourds pitons qui représentent dans l'anatomie poupine les apophyses du bon Dieu: regardez la poupée d'un baby un mois après qu'on lui en a permis l'usage, et voyez dans quel état lamentable il a mis son « article incassable », dont il a tôt fait un invalide.

Un joujou donné à l'enfant est un objet perdu.

Si le jouet a quelque prix, qu'arrive-t-il? Les parents veulent le conserver et le mettent de côté. C'est toujours l'histoire que conte Mme d'Epinay en se rappelant ses souvenirs de jeunesse:

« Mon oncle et ma tante nous ont fait descendre un peu avant le dîner. Ils ont donné bien des joujoux à ma cousine et une petite cave d'argent pour ses étrennes, à condition que demain elle rendra tout cela à ma tante qui les serrera jusqu'à ce que ma cousine soit grande. »

Voilà le sort des joujoux trop beaux, des poupées trop luxeuses. Tandis que la poupée prolétaire ou bourgeoise connaît les joies et les infortunes de la vie, les torgnioles et les caresses, la belle poupée de luxe paye chèrement son aristocratie par une réclusion prolongée dans les ais d'une armoire.

Pour la ménager, pour lui épargner la détérioration inséparable des jeux de l'enfance, la maman la confisque et la range, et la fillette, quand elle est devenue grande, continue à sa riche poupée les égards qui commencent à devenir une tradition dans la famille. De temps en temps, on la sort pour montrer aux petits enfants comme elle est belle; ceux-ci deviennent grands à leur tour, et vénèrent, à la mode des ancêtres, la curieuse figurine. Quand leurs enfants ont grandi, la belle poupée, qui a passé tout ce temps dans l'armoire, reçoit de l'avancement, et figure avec avantage sous une vitrine du salon; elle n'a fait que changer d'armoire, mais on la montre avec orgueil: « M. de la Live de Bellegarde fit ce présent à ma bisaïeule en 1730. »

La pauvre! Comme Nestor, elle a duré sans vieillir, et elle se dessèche dans une éternelle jeunesse; aussi la jeunesse s'est retirée loin d'elle, et les enfants la regardent à peine; elle n'est pas faite pour eux. Les admirateurs de sa beauté fanée sont des gens graves, des savants, qui l'examinent et lui demandent les secrets de son passé. Elle n'a jamais amusé les petits: elle documente à présent les grands, les renseignent sur le vêtement, la coiffure, la parure de son temps, la qualité des étoffes et l'origine des dentelles; et ce sont des mains parcheminées qui la manient, au lieu des petits doigts potelés par qui elle eût souhaité être lacérée comme ses sœurs obscures. C'est ainsi

que parmi les poupées l'équité règne plus qu'ailleurs, puisque la justice distributive venge les humbles par le malheur des grands. Quand la justice quittera le monde, elle fera ses derniers pas en Poupinie.

***

Ce qu'il faudrait, pour avoir à la fois la physionomie et la philosophie de cette section rétrospective, ce serait un catalogue raisonné des deux mille objets qui y figurent. Nous ne pouvons, en si peu d'espace, nous y aventurer, et force nous est de nous borner à vous signaler quelques pièces intéressantes, comme types des divers objets de cette collection : la petite cuisine en bronze et en porcelaine de Saxe qui fut faite pour Louis XVI dauphin, le superbe tableau de biribi de M. Stéphane Dervillé, avec son sac d'olives à tête d'ivoire sculpté, les poupées somptueuses de Mme Bulteau, les commodes de M. Alix, de la vicomtesse de Clairval, de Mme Paulme ; les automates de Vaucanson, de la collection Brück, et cet éléphant qui marche en levant les jambes avec une molle souplesse, et Fanchon la Vielleuse, et la charmante Catin, qu'on retrouve sur les estampes de Cochin, tournant au son de la musique de la petite Savoyarde, devant les riches enfants du seigneur du village. Et ce marquis à pédales, qui sait ôter son chapeau, incliner le haut du corps pour le baise-main, secouer sa canne et répondre oui ! Et ces poupées de crèche, et ces poupées de cire vêtues d'étoffes brodées et de galants satins couleur ventre de puce en travail et caca dauphin ! Et tant de petits meubles, rouets délicats, armoires, bureaux lilliputiens, chaises, fauteuils qui seraient des meubles d'art en taille plus grande : spécimens d'autant plus précieux qu'ils sont d'une imitation plus exacte et d'un travail plus fini, ayant été d'abord des diminutifs, des pièces de corporation ouvrées par les compagnons qui présentaient ainsi leur chef-d'œuvre pour passer maîtres. Et la petite chambre Empire de la collection Michon, si jolie avec ses deux lits, ses deux consoles, son bureau, sa bibliothèque, sa toilette, sa table, son lustre, ses sièges, le tout en acajou plein décoré de motifs de bronze doré d'une délicatesse charmante ! Et tant de poupées, d'accessoires, de parures, de robes, de toilettes, de trousseaux qui sont d'utiles documents ; et tant de jeux d'autrefois, le joli petit jeu de dominos qui appartenait au roi de Rome et qui appartient à M. Hickel, les dominos de nacre sur ébène, dans une coquette petite boite d'ébène incrustée d'acier ; et auprès, dans un cadre doré, on lit cette attestation apostillée par l'expert Charavay et écrite de la main du baron Marchand, valet de chambre de Napoléon Ier, maître des requêtes et intendant général de l'armée : « Je vous certifie, ma chère Isaure, que le petit jeu de dominos que je vous ai donné est un des jouets du Roi de Rome enfant, que depuis vingt ans j'en suis possesseur et que j'éprouve la satisfaction la plus vive à vous en faire hommage. Votre beau-frère vous aimant bien, Marchand. Paris, 1er décembre 1841. »

Mais il faudrait tout citer, et le jeu d'échec dont les pièces sont des Impériaux, et la collection Carnot de soldats de plomb, et les tarots, cartes à jouer révolutionnaires, cartes instructives dans la note de Mme de Genlis, cartes à rire d'un goût douteux, émigrettes, lotos illustrés, dioramas, polyoramas de 1830, osselets gallo-romains, jeu de la dot, bien pittoresque, figures à transformation, poupées de papier, figurines exotiques, grelot de Collé ; grandes poupées de bois découpé et artistement peintes, qu'on prendrait, à leur finesse, pour des pièces de vernis Martin ; il faudrait tout voir, et en détail, car la place est si restreinte et les objets sont si nombreux, que la visite commence à intéresser surtout quand on s'attarde au détail.

Quel est le résultat acquis par cette exposition d'un genre nouveau ? Il est assez complexe.

Un avantage d'abord est d'avoir élargi le champ de la curiosité.

Une exposition de jouets anciens est une innovation en France, et c'est la première fois qu'il en est fait une chez nous.

Il n'en va pas de même à l'étranger. Les musées de Hollande, d'Allemagne, de Suisse, possèdent d'intéressantes vitrines de vieux jouets. Il y en à Bâle, à Nuremberg ; il y en a au Japon, et M. Yonékiti Bamba, de Tokio, a envoyé à l'Exposition de très jolis jouets anciens d'ivoire, qu'on peut voir à l'Esplanade des Invalides. C'est une famille de curiosités dont on a beaucoup plus le souci à l'étranger que chez nous.

En France, le bibelot a pourtant tous les honneurs, et il y a des amateurs pour toutes les catégories imaginables d'antiquités, boutons de tuniques, tabatières, pipes à fumer ou éteignoirs, dont il y a une réunion aussi riche que pittoresque au musée du Luminaire.

Mais les jouets ? On s'en est assez peu occupé. A part M. Dallemagne, qui a beaucoup de vieux objets dans tous les ordres d'idées, et qui n'a pas proscrit le joujou, — sa seule exposition de jouets anciens compte plus de quatre cents numéros du catalogue, — il n'y a pas à proprement parler de collections ni de collectionneurs en ce genre spécial, si l'on excepte quelques marchands qui ont des réserves dormantes de cet article. Le nombre des particuliers et des amateurs qui ont fourni le Musée rétrospectif de la classe 100 est relativement considérable. Chacun a apporté un petit nombre d'unités, une, deux, six, ou dix pièces. Ce sont reliques de familles, pour

ainsi dire, accidentellement conservées. A l'Hôtel des Ventes, il s'en présente très rarement.

L'Exposition aura eu ce résultat de tourner l'attention vers des bibelots jusqu'alors sacrifiés, et de désigner aux amateurs d'art une orientation nouvelle, vers les menus chefs-d'œuvre des bimbelotiers de jadis.

***

Le commerce y a gagné aussi un léger appoint, mais ce n'est pas le commerce des fabricants de jouets, c'est celui des marchands de curiosités.

Le mouvement créé par la formation de ce musée, le déplacement des collections, l'attention attirée vers des bibelots relativement rares, a donné de la valeur et de l'intérêt à ces vieux jouets jusqu'alors un peu relégués au fond des boutiques. Le fait est tout à fait caractéristique. Il arrive rarement que les marchands se fassent collectionneurs. Ils collectionnent quand ils ne peuvent pas faire autrement, c'est-à-dire quand leurs bibelots ne sont pas de défaite, et leur restent.

Ils sont les collectionneurs par persuasion, et ne demandent qu'à passer la main. Or c'est le jouet ancien qui demeure l'article de fonds; il n'y a pas de marchands qui aient une « collection » de bagues ou de meubles ou de vaisselle; il y en a qui sont propriétaires de rares réunions de jouets, comme Bernard, comme Lehmann.

Depuis l'ouverture de l'Exposition, un léger changement s'est manifesté dans cet état de choses, et l'exhibition de l'Esplanade des Invalides a créé un goût nouveau, une mode inédite. Devant les vitrines de la classe, on entend des réflexions fréquentes :

— « Tiens! mais c'est une idée de garder et d'avoir de ces bibelots-là; c'est joli et curieux. »

J'ai interrogé des marchands. Il y a une hausse sur cet article. Le public subit la contagion de l'exemple; les vitrines montrent, beaucoup plus qu'auparavant, de ces objets jusqu'alors dédaignés; la demande augmente, et ce genre de curiosités bénéficie déjà d'une plus-value.

***

Enfin, un fait apparaît nettement, c'est que la comparaison ne saurait s'établir entre les deux expositions, l'ancienne et la moderne.

Elles ne représentent pas le même genre d'industrie. Elles ne sont pour ainsi dire pas au même étage.

Pour avoir l'équilibre et les mettre de niveau, il faudrait de deux choses l'une, ou que l'Exposition Rétrospective montrât le jouet populaire et bon marché d'autrefois; ou que l'Exposition Moderne nous fît voir des pièces de luxe comparables à celles que les siècles passés nous ont léguées.

L'une de ces hypothèses est aussi irréalisable que l'autre.

Le joujou bon marché d'autrefois a été détruit, parce qu'il a servi. Il existait, et nous le connaissons à merveille, mais nous n'en avons plus de spécimen; nous n'en prenons idée que par les documents graphiques et les gravures, les planches de l'*Encyclopédie* figurant des ouvriers, des outils, des ateliers de bimbelotiers, l'album de la collection Arthur Maury, qui contient une centaine de modèles peints et gouachés, une sorte de prix courant d'un fabricant de poupées du siècle dernier, et surtout les tableaux et les estampes, où les fillettes de Chardin, de Moreau le Jeune, de Vanloo, de Canot, des Saint-Aubin, de Lancret, de Greuze, brandissent la tige de leur moulin à vent, traînent leur petite voiture ou battent du tambour. C'est donc une catégorie de jouets que nous ne connaissons plus qu'en peinture.

C'est pourtant la seule qui eût répondu au caractère des objets exposés par nos fabricants modernes : car l'objet de grand luxe n'existe plus, et a disparu avec sa clientèle de princes et de nobles.

Quand le Président de la République a visité la classe 100, ces modestes joujoux le firent penser à son jeune fils, et il dit :

« Si Émile était là, il s'amuserait bien. »

Autrefois, le Dauphin n'eût pas même regardé ces joujoux de pacotille. Les fils des grands avaient bien d'autres exigences; il n'était pas rare qu'une poupée avec son trousseau coûtât 25 000 francs de la monnaie d'alors, et l'on ne se tenait pour satisfait que si le modeleur s'appelait Caffieri, si le ruban venait de chez Bourdet, rue Troussevache, ou de chez Thuiard, rue Chauverrerie, et les dentelles de la rue Saint-Denis, devant le Sépulcre.

Tous les divertissements royaux n'étaient pas aussi économiques que celui dont parle Mme Campan et dont elle fait honneur à Louis XV : ce roi était fort adroit à faire certaines petites choses futiles sur quoi l'attention ne s'arrête que faute de mieux. Ainsi il faisait très bien sauter le haut de la coque d'un œuf d'un seul coup de revers de sa fourchette; les badauds qui venaient le dimanche assister à ses repas retournaient chez eux moins enchantés de la belle figure du roi, que de l'adresse avec laquelle il ouvrait ses œufs.

Faut-il s'étonner qu'un homme si pratique ait eu parmi ses filles l'une, qu'il appelait *Coche*, qui fit du tour, et l'autre, *Loque*, qui prenait son amusement à faire de l'horlogerie?

Tous les objets exposés à la Rétrospective de la classe 100 ont coûté fort cher dans leur état neuf; et ils n'ont pas baissé de prix en vieillissant, au contraire.

Les assurances ont eu à garantir des sommes

importantes, étant donné que la valeur de ces bibelots varie entre 200 et 30 000 francs.

La bimbeloterie moderne ne connaît plus ces chiffres, et si elle se distingue par quelque endroit, c'est par le bon marché. Dans sa lutte avec les marchés allemands, elle ne cherche plus qu'à fournir, avec les articles les plus beaux qu'elle peut, ce qu'ils appellent « le treize sous » et « le vingt-neuf sous », et à fabriquer des pièces que « le gros » paye 7 francs ou 11 francs la douzaine. Dans la petite bimbeloterie vous trouverez des menus bibelots qui coûtent, en gros, 25 centimes les 150 (la grosse). Si l'objet est de luxe, si c'est une poupée qui chante et parle avec un phonographe, un jouet scientifique à piles électriques, un sujet mécanique, un torpilleur à vapeur et sous-marin, une voiture automobile de poupée, rarement les prix les plus élevés dépassent quarante francs.

On saisit aussitôt la différence. De la rétrospective à la moderne, il n'y a ni réciprocité ni égalité : il y a un écart d'étiage.

Mais ce qu'on peut affirmer, même en l'absence des spécimens en nature de la bimbeloterie populaire d'autrefois, c'est le progrès considérable de cette industrie vers la diffusion et le perfectionnement du jouet à vil prix. La science aidant, l'outillage s'est merveilleusement perfectionné; des machines à vapeur actionnent des découpoirs, des appareils à estamper, à emboutir; des scies tranchent l'acier comme du bois; malgré la hausse qui sévit sur les matières premières, notamment sur les métaux et aussi sur les salaires, — il faut payer les mécaniciens 9 et 10 francs, — le jouet devient très ingénieux, mieux fait, et il coûte moins cher. Ce qu'on appelle « l'article courant » est d'une fabrication supérieure à celle des pièces de notre vieux musée. La poupée articulée qui coûte 6 ou 7 francs est un objet d'art auprès des poupards en carton luxueusement habillés des petits seigneurs d'autrefois.

Et c'est là la morale à tirer de cette juxtaposition des monuments du passé et des produits de l'industrie moderne. Celle-ci a travaillé dans le sens de l'amélioration du jouet accessible à tous ; elle a embelli et perfectionné le joujou populaire et bourgeois, qui a suivi la marche de la société tout entière, s'est émancipé, a fait son 89, et a revêtu à son tour le satin et les guipures des ci-devant.

Le jouet s'est démocratisé, il s'est paré, enjolivé, et il s'est offert à des prix auparavant inconnus; les petits enfants de la bourgeoisie s'amusent aujourd'hui avec des joujoux que n'eussent pu rêver les princes d'antan sur les marches du trône; ainsi se dégage de l'Exposition de la classe 100 une grande leçon de justice, de réparation, d'humanité et de progrès, puisqu'elle constate qu'une plus grande somme de joie et de bonheur a pu être épandue sur un plus grand nombre d'individus, — ouvriers qui travaillent pour l'amusement des enfants, enfants qui s'amusent pour faire vivre les ouvriers et leurs petits, dont le hochet est à la fois le gagne-pain du père et le sourire de la maison.

Léo Claretie.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Italische Stadtesagen und Legenden (Les traditions de villes et les légendes de l'Italie), par Wüscher-Becchi (Wilhelm Friedrich, éd. Leipzig).

Les légendes locales, dit M. Wüscher-Becchi, ont dans l'histoire une place aussi importante que les différents idiomes archaïques dans la langue achevée d'un pays, et ces traditions italiennes ont en outre l'agrément « de nous faire voir l'antiquité à travers les idées du moyen âge ». L'auteur ne se borne pas à une transcription exacte de ces thèmes populaires; il ne s'adresse pas aux seuls érudits, que renseignent déjà les travaux de Graf, de Comparetti, de Rondoni. Mais, pour charmer un public plus nombreux, il reconstitue les vieilles légendes, il en réunit les fragments épars, choisissant, parmi les variantes d'un même récit, les plus belles, celles aussi qui cadrent le mieux avec l'ensemble de sa composition. Quelques-unes d'entre elles ont pour sujet la fondation des villes italiennes, Rome, Florence, Fiesole. D'autres, partant de faits extrêmement anciens, mêlent la légende et l'histoire, le christianisme et le paganisme. Ils résulte de cette étrange combinaison de petits poèmes parfois charmants. Telle est, entre autres, la légende de la Vénus diabolique. Adeodatus est fiancé à Maria Béatrix. Ce mariage, qui doit terminer une vieille hostilité entre deux familles illustres, est l'occasion de réjouissances publiques. Le fiancé provoque l'admiration de tous par sa beauté, par son adresse au jeu. Comme sa lourde bague de fiançailles le gêne pour jeter la balle, il la met au doigt de la statue de Vénus. Mais, quand il veut la reprendre, la statue serre la main et garde l'anneau. Adeodatus ne peut plus épouser Maria Béatrix. La jeune fille désolée va se lamenter aux pieds de la Mère de Dieu : celle-ci lui promet que l'infidèle ne sera jamais à Vénus. Il ne sera pas non plus à Maria Béatrix. Mais finalement il reviendra à la très Sainte Mère de Dieu... En attendant, Adeodatus mène une vie de fête. Aucune femme ne lui résiste, mais son cœur est endurci. Il abandonne, aussitôt las, les fières beautés qui se sont données à

lui et court à de nouvelles conquêtes. Il entend dire que, dans l'île de Chypre, est une femme si belle que de l'Orient à l'Occident on vient la contempler. Il se présente à elle, mais elle se refuse jusqu'à ce qu'Adeodatus ait jeté la médaille bénie qu'il portait au cou. Leur joie ensuite fut incomparable mais brève. Dans un éclat de foudre, une bague tombe aux pieds d'Adeodatus et la Mère de Dieu apparaît, qui confond la belle Grecque. Un combat s'engage entre les deux rivales. La femme se change en colombe, mais la Vierge prend la forme d'un phénix. Après maintes métamorphoses et alternatives où la force chrétienne a toujours le dessus, la Grecque s'enfuit en reprenant son véritable aspect qui est celui d'une truie blanche. Adeodatus, pénétré de dégoût pour sa vie de péché, se fait pèlerin. Il erre en mendiant d'église en église, honni de tous. Enfin, il arrive au château qui fut le sien et, dans la chapelle, s'abîme en prières. Et voici que la Mère de Dieu lui sourit, lui tend la main et lui fait signe de donner sa bague. Ravi d'extase, Adeodatus meurt. Et, ce jour même, Maria Béatrix exhalait le dernier soupir dans un couvent où elle s'était retirée... Chacun de ces récits est précédé d'une courte préface où M. Wüscher-Becchi cite les textes qu'il a consultés, de sorte que ce petit recueil a, pour les spécialistes même du Folklore, un réel intérêt.

Sophia (Sophie), par Stanley J. Weyman (Tauchnitz, éd. Leipzig).

Sophia n'est certainement pas un chef-d'œuvre. L'héroïne du roman, qu'il nous faut suivre à travers mille péripéties où son honneur et sa vie même sont en danger, manque d'attrait. On se résigne mal à haleter et palpiter d'angoisse à cause de cette fade jeune fille qui ne fait que des sottises et tout le temps prêche la morale aux autres. C'est une suite d'aventures à la Dumas père, moins la hardiesse et le brio, et c'est plein de longueurs et de répétitions. L'intrigue se déroule dans un décor du XVIIIe siècle; les mœurs relâchées mais amusantes de l'époque sont indiquées avec une extrême réserve, avec aussi des traits heureux parfois. Sophia, orpheline de noble famille, s'amourache, au grand scandale de tous les siens, d'un aventurier. Elle a, d'ailleurs, un autre adorateur, sir Hervey Coke, beaucoup plus âgé qu'elle, chevaleresque, invraisemblablement dévoué et délicat. Celui-ci voit le danger que court Sophia et veille sur elle. La jeune fille réussit à s'évader de la maison de sa sœur où, pour la faire renoncer à son amour, on l'avait mise au pain sec. Elle va (en chaise à porteurs, pour plus de couleur locale) rejoindre son galant qui a tout préparé pour un mariage secret. Mais sir Hervey survient à temps, démasque l'aventurier et, afin de réhabiliter Sophia, compromise aux yeux du monde, il l'épouse. Il lui a d'abord très nettement fait entendre qu'ils ne seraient mari et femme que théoriquement : Sophia n'a consenti qu'à cette condition. Or, trois semaines plus tard, c'est justement l'application rigoureuse de cette règle de conduite qui la révolte. Elle se lamente, elle est jalouse et finalement se jette dans les nobles bras de sir Hervey : désormais le mariage ne sera plus fictif du tout... Le pauvre personnage de Sophia est heureusement compensé par celui de la délicieuse Lady Betty. Espiègle et mutine, coquette à ravir, elle aussi fait bien des imprudences, mais elle a l'esprit d'en rire triomphalement. La petite scène de marivaudage où, dans le jardin, elle couvre de ridicule un jeune lord sans expérience est amusante. Lady Betty repose un peu de la sermonneuse Sophia, mais pas assez pourtant.

Ivan Strannik.

FRANCE

Le vœu d'être chaste, par Émile Pouvillon (Éditions de la *Revue Blanche*).

Gilbert Nohèdes, séminariste à Toulouse, vient passer ses vacances au village natal chez l'abbé Resongle. Il n'a pas quitté sans appréhension l'asile de sa dévotion; il craint d'être repris par les délices du monde. En effet, il lui faut fréquenter, avec le doux curé que le quotidien bezigue tente, chez Mme Mériel, excellente femme, un peu courte d'idées mais candide. Et Claire, la fille de Mme Mériel, est une amie d'enfance de Gilbert. Elle est fiancée maintenant à quelque hobereau du voisinage, Adrien de Favaron, un bon garçon, un peu alcoolique seulement. Et Gilbert n'est pas insensible à tant de souvenirs qui lui reviennent du bon temps de jadis. Sans qu'il s'en rende compte tout à fait, il aime Claire, de tout son pauvre cœur meurtri. Claire aussi se laisse toucher par cette tendresse de tous les instants, secrète mais ardente. Et c'est d'abord entre eux comme une innocente complicité : Gilbert tâche de la séparer de son fiancé, l'initiant à son exaltation religieuse, lui dictant de minutieux devoirs de religion, le consacrant à sa ferveur dévote. Ainsi se dissimule sans hypocrisie son amour... Claire, plus franche avec elle-même, lui déclare un jour leurs communs sentiments... Un grand trouble vient à Gilbert. Il ne saurait se tromper désormais et jouir tranquillement de la douce illusion. Entre l'amour de Claire et la vie religieuse il faut qu'il choisisse! Peu s'en faut qu'il ne cède à la chère tentation : il n'a pas prononcé les vœux definitifs, il est libre; mais un scrupule le taraude. Que faire?... Le spectacle que lui donne un jour un curé du voisinage qui s'affiche scandaleuse-

ment avec un braconnier et sa femme ressuscite en lui violemment la haine de la chair et la peur du péché. La force du renoncement lui est ainsi rendue. Il se fera trappiste... Cette œuvre est belle, profonde et douloureuse, d'une émouvante vérité. Les caractères sont bien tracés, avec vigueur. Cela vit. Et des problèmes de conscience, intenses, pénibles, graves, se trouvent là, bien posés, impérieusement formulés, non d'une manière abstraite et théorique, mais en pleine réalité...

Pascal, par ÉMILE BOUTROUX (Hachette).

Voici la plus belle et la plus profonde étude qu'on ait encore écrite sur Pascal. M. Boutroux l'a entreprise dans un esprit d'admiration respectueuse, cherchant « dans un docile abandon à l'influence de Pascal lui-même la grâce inspiratrice qui seule peut donner à nos efforts la direction et l'efficace ». Mais il s'est armé pourtant de critique et c'est encore en érudit très documenté qu'il analyse les *Provinciales* et les *Pensées*. Il s'est gardé soigneusement de transformer, comme on est souvent tenté de le faire, Pascal en un philosophe : il serait nécessaire pour cela d'interpréter, contrairement à la croyance de Pascal, ses doctrines religieuses comme des symboles de doctrines rationnelles. M. Boutroux le veut comprendre et représenter tel qu'il fut, avec l'extraordinaire intensité de sa vie intérieure où s'unissaient de si différentes qualités, le sens du raisonnement et le don de l'intuition, le goût de la méditation et le désir d'agir, la simplicité et l'habileté, la puissance d'abstraction et l'imagination, la passion et la volonté. Dans un très curieux chapitre, M. Boutroux étudie les destinées de Pascal, c'est-à-dire son influence sur les époques qui l'ont suivi, c'est-à-dire encore les contresens divers à la faveur desquels les esprits les moins analogues pouvaient retrouver en lui leur propre pensée. Les chrétiens du XVIIe siècle ne voient en lui que la doctrine de la corruption naturelle de l'homme et sa régénération par la grâce, négligeant le reste ou le comprenant mal. Leibnitz ne veut voir en lui qu'un savant. Voltaire et Condorcet déplorent que ce « fou sublime » soit né un siècle trop tôt ; ils l'imagineraient volontiers philosophe génial parmi eux. Jacobi s'inspire de cette maxime : « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point » et ce qu'il aime en Pascal c'est le recours au sentiment. Chateaubriand célèbre en lui l'apologiste et le croyant en même temps qu'il dessine la première esquisse du Pascal romantique, effaré de son doute et se réfugiant avec épouvante dans la foi. Etc. M. Boutroux, qui de ces légendes dégage le Pascal véritable, démontre que celui-ci n'est pas moins capable d'influence. Bien qu'il ait tenu, quant à lui, à la lettre même du dogme, « les peintures qu'il a faites de l'homme sont trop vraies et trop vivantes, les sentiments qui ont agité son âme trouvent trop de retentissement en toute âme soucieuse des choses morales, pour que l'on borne les objets de sa foi à leurs sens littéral et matériel. La nature et la grâce, la concupiscence et la charité, c'est la matière et l'esprit, l'impulsion aveugle et l'effort volontaire, l'égoïsme et le sacrifice, la passion et la liberté »...

Psychologie d'art, par ÉTIENNE BRICON (May).

Ce n'est pas uniquement de la critique d'art que s'est préoccupé de faire M. Étienne Bricon dans ces études sur « les Maîtres de la fin du XIXe siècle », mais plutôt, considérant ceux-ci comme représentatifs de leur temps, il a voulu « les réunir pour une sensation d'ensemble de la vie d'aujourd'hui ». C'est-à-dire qu'il a tenté de faire pour les artistes, sculpteurs et peintres, ce que Paul Bourget naguère avait fait pour les écrivains dans ses « Essais de Psychologie contemporaine. » Il y a, certes, moins réussi que son maître, mais son œuvre est encore intéressante, souvent fine, parfois assez profonde, quoique un peu verbeuse et souvent amphigourique dans la forme. M. Bricon commence ces études morales sur le temps présent par Puvis de Chavannes qui, bien que né en 1824 et contemporain dans son âge mûr du second Empire, lui semble être parfaitement un homme d'aujourd'hui, même peut-être un homme de bientôt, « tant paraît éloignée de l'agitation de nos jours la sérénité de son œuvre », — mais M. Bricon considère avec raison qu'un grand artiste, qu'un penseur, n'est pas toujours de la génération dont on le croirait : il appartient à la génération qui l'a compris. En Puvis de Chavannes, M. Bricon étudie « le charme, l'harmonie de l'homme et de la nature, la conception du symbole », — en M. Roll, « l'exaltation de la vie et la pitié humaine », — en M. Henner, « le sentiment de la chair et le sentiment de l'idéal », etc... Quelques-unes de ces formules sont un peu vagues en elles-mêmes, il faut l'avouer, et le grand effort de de l'auteur tend à les préciser. Cela ne se fait pas toujours aisément et nécessite des commentaires, des distinctions, des discussions souvent subtiles, parfois pénibles : ainsi lorsqu'il s'agit de différencier *le charme* des tableaux de Puvis de toute autre espèce de *charme* et de montrer en quoi celui-ci est bien caractéristique de notre époque. Dans un autre chapitre, je ne suis pas sûr que M. Bricon ne se soit pas exagéré « l'intellectualité » de M. Frémiet. Dans un autre chapitre encore, je suis à peu près sûr que M. Bricon ne rend pas compte en vérité de la peinture d'Albert Besnard en y considérant d'abord le produit de « la névrose moderne », laquelle, « physio-

logiquement, est une hyperesthésie des nerfs, par conséquent des sens ». Etc. Le principal défaut de ce genre de critique est de trop systématiser et de laisser échapper ce qui, dans un grand artiste, dépasse son temps, ce qu'il y a sans doute d'essentiel en lui.

André Beaunier.

Memento. — Chez Nony, *Manuel du baccalauréat de l'enseignement secondaire, classique et moderne* (1re partie) : Histoire et géographie, par M. H. Hauser, professeur à l'Université de Clermont. — Chez Fischbacher, *Pâquerettes et chardons*, poésies, par Paul de Commines.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Belgique. — Par les soins du ministère de l'Industrie et du Travail a été publié dans le courant du mois dernier le *Rapport de la Commission des pensions ouvrières.* La question des pensions à allouer aux invalides du travail manuel avait fort occupé six mois durant le monde politique belge et le gouvernement avait nommé une commission à l'effet d'étudier le problème.

Au moment où cette même question va faire l'objet de longues discussions au parlement français et probablement passionner les milieux ouvriers, le document qui nous vient de Belgique est précieux à consulter. On trouvera dans ce rapport, indépendamment d'un exposé très clair de l'état de la question chez nos voisins, une véritable étude sur les dispositions législatives qui régissent la matière à l'étranger.

Le *Rapport de la Commission des pensions ouvrières* fournit d'ailleurs des conclusions qui ont assez vivement mécontenté les socialistes belges.

Du 6 au 13 août dernier a eu lieu à Bruxelles, sous la présidence d'honneur de M. van den Heuvel, ministre de la Justice, le sixième Congrès pénitentiaire international.

Le premier s'était réuni à Stockholm en 1878 et le dernier à Paris en 1895. Au début, les travaux des congressites n'intéressaient que la législation pénale, les institutions pénitentiaires et les institutions préventives. Les Congrès de Paris et de Bruxelles portèrent au programme de leurs discussions les difficiles questions relatives aux enfants et aux mineurs.

Dans le dernier numéro de la *Revue Générale*, — fascicule de septembre — M. Isidore Maus publie un fort intéressant compte rendu du Congrès de Bruxelles. « Le crime, remarque M. Maus, n'a plus la même physionomie qu'il y a cinquante ans; il s'internationalise. La répression doit suivre une évolution parallèle. C'est dans ce but que le Congrès a adopté le principe de l'extradition des nationaux, comme étant de nature à faciliter la lutte contre la criminalité : le juge naturel, a-t-on dit, est le juge du lieu où le crime a été commis; il ne faut pas que des questions de nationalité divisent les poursuites contre des individus qui ont participé au même délit. Le rapporteur, M. de Rode, a fait à ce système des objections très sérieuses... Quand un pays refuse de livrer son national qui, après avoir commis un crime à l'étranger, s'est réfugié dans sa patrie, il ne lui assure nullement l'impunité, car il le poursuit lui-même. En agissant ainsi, l'État assure à son national l'avantage d'être jugé par des juges en qui il a confiance et suivant une procédure offrant des garanties connues... Le principe de la non-extradition des nationaux répond à des traditions séculaires... Pour adopter le système opposé, il faudrait modifier la législation de presque tous les États... Aussi, le Congrès n'a-t-il considéré l'extradition des nationaux que comme un principe d'avenir, un desideratum dont la réalisation restera subordonnée aux circonstances et aux efforts de la diplomatie.

A propos d'une motion présentée au Congrès par notre compatriote, M. Tarde, M. Isidore Maus écrit : « M. Tarde a fait observer que le chantage n'est au fond que l'exploitation de la crainte; or cela peut être un moyen très légitime d'éducation et de gouvernement; c'est aussi un moyen de se faire rendre justice. Selon le très distingué criminaliste, il serait impossible de définir par son objet le chantage ou la pression qui méritent d'être punis; tout dépend de l'intention dans laquelle l'acte a été commis : le juge l'apprécierait. Le Congrès n'a pas cru pouvoir entrer dans cette voie. Pour faire œuvre pratique, il s'est borné, sur les conclusions de M. Tibaldo Bassia, à demander qu'on élargisse la loi pénale de manière à atteindre complètement la forme la plus ordinaire et la plus reconnaissable du chantage : l'extorsion ou la tentative d'extorsion d'une somme d'argent ou de tout autre avantage. Il a appelé spécialement l'attention des législateurs sur les manœuvres de certaine presse qui vit du chantage... »

Le compte rendu du Congrès pénitentiaire de Bruxelles est à lire pour avoir quelque notion de ces choses.

Allemagne. — Le dernier numéro de la *Deutsche Rundschau* consacre ses premières pages à une étude sur la célèbre romancière Marie Ebner d'Eschenbach, dont les lettres allemandes viennent de fêter les soixante-dix ans. Cette étude, signée Wilhelm Bölsche, est de très jolie allure. Je reviendrai prochainement sur l'œuvre de Mme d'Eschenbach. Dans le même fascicule, un bon article de M. Walther Gensel sur *l'Art à l'Exposition universelle*, un autre de M. Eugène Zabel sur *le Transsibérien*, quelques pages d'histoire un peu lourdes rappelant les *Rapports entre la Prusse et la Russie durant les vingt-cinq premières années du siècle.*

Le numéro de septembre de la grande revue allemande sacrifie à l'actualité avec une étude de M. de Brandt sur *la Question chinoise*.

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39847. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

Le mouvement de hausse s'est continué, portant sur presque tous les groupes de valeurs dont s'occupe la spéculation. Les transactions ont été plus actives, un certain nombre d'opérateurs étant déjà rentrés de villégiature. La situation du marché monétaire est aussi satisfaisante que possible, les disponibilités abondent, les nouvelles extérieures ont été favorables.

La période des négociations est dès maintenant ouverte en Extrême-Orient. Le Gouvernement chinois a fait connaître officiellement aux puissances, qu'il donnait pleins pouvoirs pour traiter, au prince Ching et à Li-Hung-Tchang. Le premier est déjà à Pékin, le second va s'y rendre. Il reste à régler la question préliminaire, soulevée par la Russie, de l'évacuation de la capitale. La France a donné son adhésion formelle à la proposition du Gouvernement de Saint-Pétersbourg. Les États-Unis et le Japon sont disposés à s'y rallier. Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne n'ont encore pris une décision formelle.

Dans l'Afrique australe, les Anglais ont pris Lydenburg, et Barberton est probablement, à l'heure actuelle, entre leurs mains. Ils seront donc, à bref délai, maîtres de toute la ligne de chemin de fer, de Pretoria à Komati-Poort. C'est la fin de la guerre régulière, sinon de la lutte de partisans. On annonce le départ de lord Roberts; le général Baden-Powell a été nommé chef des forces de police du Transvaal.

Le marché des mines d'or a commencé à s'agiter. Les progrès ont encore été peu marqués sur les valeurs les plus en vue; mais les cours sont si élevés que la hausse ne pourra résulter que d'un nouvel et fort accès d'engouement du public pour ces valeurs qui lui ont déjà causé tant de déceptions.

***

La rente française 3 p. 100 a été portée de 101,07 à 101,27, puis ramenée à 101,15. Le 3 1/2 s'est tenu à 102,25 après une pointe jusqu'à 102,40.

L'Italien a été lourd, le Brésilien 4 p. 100 a dépassé assez largement 63, les 3 p. 100 Russes se sont un peu relevés, l'Extérieure n'a pu dépasser que de 10 à 15 centimes le cours de 73,50. Les valeurs Ottomanes ont été simplement fermes.

Le 5 p. 100 chinois 1898 (obligation du chemin de fer Pékin-Hankéou) avait été déprimé jusqu'au dessous de 400. Il a repris à 460, et reste aux environs de 450, ex coupon de 12 fr. 50. Nous avons dit que les travaux de construction n'avaient pas été interrompus, pendant la crise, dans la section sud, à partir de Hankéou. Une dépêche nous apprend que même dans la section nord, les troubles n'ont pas arrêté l'exploitation des tronçons déjà terminés. On dit en effet que les trains circulent sur une longueur de cinquante milles entre Pao-Ting-Fou et Kao-Pei-Sien, sous les ordres d'un directeur chinois, et qu'une nouvelle section dans la direction de Hankéou vient d'être ouverte.

***

Les actions de nos grandes compagnies ont été assez activement recherchées, le Lyon à 1 850, l'Est à 1 115, le Nord à 2 360, l'Orléans à 1 760.

Les titres des établissements de crédit ont été assez calmes. La Banque Internationale a perdu une partie de l'avance acquise, alors que logiquement elle aurait dû se rapprocher de 500 francs.

Le Rio-Tinto, en grande hausse, s'est avancé de 1 475 à 1 507. La Sosnowice très ferme, s'est tenue à 2 670, les Sels Gemmes ont valu 955. Une très notable amélioration s'est produite sur les métaux, de 485 à 522.

***

Un groupe très animé a été celui des valeurs de Transports par l'électricité. Les actions du Métropolitain ont eu les honneurs de la semaine. Des achats continuels les ont portées de 556 à 612, et le mouvement ne paraît pas terminé.

La Parisienne électrique s'est avancée en même temps de 295 à 320, et l'Est Parisien de 567 à 580.

Les autres valeurs de Tramways ont été soutenues, mais sans variations de cours aussi sensibles. La Traction a passé de 246 à 249, les Tramways sud se sont maintenus à 400, les Tramways nord ont été immobiles à 800, la Compagnie générale française a valu 940.

La Thomson-Houston est restée à 1 448 et l'Omnium Lyonnais à 101.

***

On a porté la Rand Mines de 1 032 à 1 068, la Chartered de 86 à 92, la Ferreira de 562 à 571, la Goldfields de 196 à 201, l'East Rand de 194 à 200, la Village de 221 à 225.

Un des premiers résultats de la victoire des Anglais, au point de vue des intérêts des mines va être probablement la suppression du monopole de la dynamite, réclamée toujours vainement sous le gouvernement des Boers.

***

Les Chemins espagnols ont été l'objet d'assez nombreuses réalisations. On ne voit plus d'amélioration sur ces titres avant une baisse sérieuse du change.

L'estampillage des obligations de la Compagnie du nord de l'Espagne, a atteint samedi dernier le chiffre de 1 200 000. Le Convenio va devenir valide pour toutes les séries, moins deux où le *quorum* n'a pas été atteint, les Medina-Segovie et les Lerida-Reuss.

La réunion des porteurs de rente Extérieure estampillée a eu lieu hier à Londres. L'arrangement conclu entre les comités et les délégués du gouvernement espagnol pour la réduction de l'intérêt à 3 1/2 p. 100 et l'amortissement en soixante ans a été approuvé presque à l'unanimité.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 150 Millions de Francs.

Siège social : 14, rue Bergère. — Succursale : 2, place de l'Opéra, PARIS.

Président : M. Denormandie, ✱, ancien gouverneur de la Banque de France, vice-président de la Compagnie des Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée.
Directeur général : M. Alexis Rostand, O. ✱.

OPÉRATIONS DU COMPTOIR :

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Comptes de Chèques, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Paiements de Coupons. Envois de fonds en Province et à l'Étranger, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les risques de remboursement au pair.

AGENCES

BUREAUX DE QUARTIER DANS PARIS

A — 176, bd Saint-Germain;	L — 36, avenue de Clichy;
B — 3, bd Saint-Germain;	M — 87, avenue Kléber;
C — 2, quai de la Rapée;	N — 35, av. Mac-Mahon;
D — 11, rue Rambuteau;	O — 71, b. Montparnasse;
E — 16, rue de Turbigo;	P — 27, f. Saint-Antoine;
F — 21, p. de la République;	R — 53, b. Saint-Michel;
G — 24, rue de Flandre;	S — 2, rue Pascal;
H — 2, r. du 4-Septembre;	T — 1, avenue de Villiers;
I — 84, bd. Magenta;	U — 49, a. Champs-Elysées;
K — 92, b. Richard-Lenoir;	V — 55, avenue d'Orléans.

AGENCE DE L'EXPOSITION DE 1900

Au CHAMP DE MARS (Pilier Sud de la Tour Eiffel).

Salle de Dépêches. — Salon de Correspondance. — Cabine téléphonique. — Change de monnaie. — Achat et Vente de Chèques, etc.

Cette Agence traite les mêmes opérations que le Siège social.)

BUREAUX DE BANLIEUE

Levallois-Perret : 3, place de la République,
Enghien : 47, Grande-Rue.
Asnières : 8, rue de Paris. — *Charenton :* 30, rue de Paris.

AGENCES EN PROVINCE

Abbeville, Agen, Aix-en-Provence, Alais, Amiens, Angoulême, Arles, Avignon, Bagnères-de-Luchon, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Beaune, Belfort, Bergerac, Béziers, Bordeaux, La Bourboule, Caen, Calais, Cannes, Carcassonne, Castres, Cavaillon, Cette, Chagny, Chalon-sur-Saône, Châteaurenard, Clermont-Ferrand, Cognac, Condé-sur-Noireau, Dax, Deauville-Trouville, Dieppe, Dijon, Dunkerque, Elbeuf, Epinal, Firminy, Flers, Gray, Le Havre, Hazebrouck, Issoire, Jarnac, La Ferté-Macé, Lésignan, Libourne, Lille, Limoges Lyon, Manosque, Le Mans, Marseille, Mazamet, Mont-de-Marsan, Le Mont-Dore, Montpellier, Nancy, Nantes, Narbonne, Nice, Nîmes, Orange, Orléans, Périgueux, Perpignan, Reims, Remiremont, Roanne, Roubaix, Rouen, Royat, Saint-Chamond, Saint-Dié, Saint-Etienne, Salon, Toulouse, Tourcoing, Vichy, Villefranche-sur-Saône, Villeneuve-sur-Lot, Vire.

AGENCES DANS LES PAYS DE PROTECTORAT :

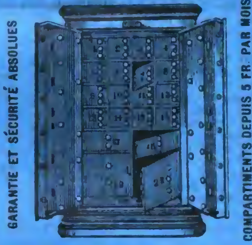
Tunis, Sfax, Sousse, Gabès, Tanger, Majunga, Tamatave, Tananarive.

AGENCES A L'ÉTRANGER

Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Calcutta, Chicago, San-Francisco, New-Orléans, Melbourne, Sydney.

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Le Comptoir tient un service de coffres forts à la disposition du public, *14, rue Bergère, 2, place de l'Opéra* et dans les principales Agences.



Une clef spéciale unique est remise à chaque locataire — La combinaison est faite et changée à son gré par le locataire. — Le locataire peut seul ouvrir son coffre.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Exposition Universelle de 1900.

Trains spéciaux.

A l'occasion de l'Exposition Universelle, la Compagnie mettra en marche, pendant le mois de septembre, des trains spéciaux, à prix réduits, comprenant des voitures de 2e et 3e classe, au départ de Nice, Cette, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Besançon, Genève et Lyon.

Pour renseignements, voir les affiches et prospectus publiés par la Compagnie.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 38867.

N° 12. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 22 Septembre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 12

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois.	Un an.	Avec la Revue Scientifique	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS, VI[e] — 15, RUE DES SAINTS-PÈRES, 15 — PARIS, VI[e]

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIOLOGIQUES

VIENNENT DE PARAITRE :

LA VIE OUVRIÈRE EN FRANCE

PAR

MM. FERNAND ET MAURICE PELLOUTIER

Voici les titres des chapitres de cet ouvrage : La durée du travail. — Les salaires. — Le travail des femmes. — Le travail des enfants. — La mortalité professionnelle. — L'existence ouvrière. — La mortalité dans les classes pauvres. — Chômage et misère. — L'alcoolisme. — Conclusions.

Un volume in-8° écu. . . . . **5** francs

CEMPUIS

ÉDUCATION INTÉGRALE — COÉDUCATION DES SEXES

PAR

GABRIEL GIROUD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ORPHELINAT CEMPUIS

Volume in-8°, illustré de plus de quarante photogravures. — Prix . . . . **10** francs

Ce volume contient tout à la fois le récit de la vie des élèves de ce célèbre établissement, et l'exposé des doctrines de ses fondateurs.

L'auteur, ancien élève de Cempuis, a réuni dans ce volume une partie importante des travaux de ses maîtres ; il les a classés et coordonnés, y a joint de nombreuses notes, des annexes documentaires et a complété le tout par ses souvenirs personnels.

Le premier chapitre contient les biographies du fondateur de l'établissement et de ses principaux collaborateurs.

Le chapitre suivant est consacré à l'importante question de *la coéducation des sexes*, mode d'éducation qui a fait l'originalité de l'institution et a ameuté autour d'elle les violences et les passions.

L'Éducation physique est examinée en détail dans le troisième chapitre : hygiène, bains, gymnastique, jeux, exercices militaires, excursions et villégiatures scolaires, etc., dont l'influence sur le développement du corps est contrôlée par les *observations anthropométriques*.

Puis l'auteur envisage *l'éducation organique*, éducation des organes des sens et usage de leurs auxiliaires ; il entre dans le détail de l'organisation des travaux manuels, depuis les travaux frœbeliens (avec les améliorations apportées par M. Ch. Delon) jusqu'aux ateliers développés, depuis *le papillonnement* jusqu'à *l'apprentissage*.

Vient ensuite *l'éducation intellectuelle ;* les membres de l'enseignement s'intéresseront certainement au détail des méthodes, des procédés ingénieux employés par les éducateurs de Cempuis pour rendre l'étude attrayante en même temps que fructueuse, pour développer à la fois l'esprit d'observation et l'esprit critique de leurs élèves : enseignement frœbelien des petites classes, jeux de grammaire, jeux scientifiques, promenades scolaires, emploi de la sténographie Aimé Paris, de la méthode de musique Galin-Paris-Chevé, tableaux muraux, observations météorologiques, musée, collections, etc. Signalons aussi d'intéressants développements concernant l'enseignement civique, le patriotisme et l'enseignement de l'histoire.

Enfin, l'auteur aborde *l'éducation morale ;* il la présente comme une résultante de la vie familiale, simple, animée, variée, des éducateurs et des élèves. Il montre que Cempuis fut un établissement laïque, le seul peut-être vraiment laïque de notre époque. Le détail des fêtes occasionnelles et hebdomadaires, l'indication des moyens d'émulation, du mode de classement des élèves, etc., donneront l'idée de ce qu'on entendait à Cempuis par discipline, autorité, obéissance, punitions, récompenses, etc., occupations des pédagogues, sujets constants de leurs études et de leurs hésitations.

Bien que cet ouvrage se présente comme une étude purement pédagogique, l'auteur a jugé bon d'y ajouter un court chapitre relatif à l'histoire de l'établissement, dans lequel il examine les griefs officieux et officiels portés contre le fondateur et en fait justice à l'aide de documents.

L'ouvrage s'achève par une vue sur l'école de l'avenir.

Signalons aussi dans les *Annexes documentaires*, parmi tant d'autres morceaux importants, le *Manifeste des amis de l'instruction et du progrès, pour la diffusion des principes, méthodes et procédés de l'éducation intégrale*, magistrale esquisse d'un plan d'éducation nouvelle.

Cet ouvrage intéressera vivement les éducateurs ; nul doute qu'une meilleure connaissance des essais tentés dans ce laboratoire d'éducation que fut Cempuis contribuera dans une large mesure au progrès de la pédagogie, science restée jusque-là très en arrière du progrès général.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 12. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 22 SEPTEMBRE 1900.

NOTRE SIÈCLE [1]

Le mouvement socialiste en France.

I

DE LA CONSPIRATION DE BABEUF AU 2 DÉCEMBRE 1851

Le grand mouvement de réforme du XVIIIe siècle a abouti en France à la Révolution, à la substitution du Tiers-État à la noblesse. La fin du XIXe siècle est marquée par l'avènement sur la scène de l'histoire, du 4e état, ou plus exactement de nouvelles couches sociales de plus en plus rapprochées du peuple, de plus en plus animées de l'esprit démocratique, de plus en plus désireuses de s'emparer du pouvoir politique, pour en tirer des avantages économiques, en faveur des classes dépendantes, privées de propriété stable et de conditions de vie assurées.

***

La question sociale au XVIIIe siècle c'était *la destruction de la propriété féodale*, qui existait depuis l'invasion des barbares.

La question sociale soulevée par le XIXe siècle, c'est, selon l'idée des socialistes, *la réforme ou la suppression du droit de propriété* créé par la révolution.

L'œuvre de la Révolution fut non pas une suppression, mais une translation de propriété. La Convention fit une guerre acharnée à un certain nombre de propriétaires. Mais quant au principe même de propriété, elle le grava « sur le frontispice de nos lois ». Ni Danton, ni Robespierre n'ont parlé d'un état propriétaire. Une convention socialiste, une montagne socialiste, ce sont là, d'après Quinet, des anachronismes. Ni le mot, ni la chose, n'existait alors.

Mais la Révolution montrait, d'une part, comment une classe pouvait en exproprier une autre de ce qui avait été, jusque-là, considéré comme sa propriété légitime. D'autre part, en abolissant les privilèges, elle démasquait le plus important de tous, la propriété. La distinction entre nobles et roturiers une fois effacée, il restait celle entre riches et pauvres.

L'égalité fondée par la Révolution était négative. Elle supprimait certaines inégalités artificielles et laissait libre jeu aux inégalités naturelles. Il fallait que désormais chacun pût se faire sa place au soleil, sans être gêné par les barrières de caste, de corporation. Cette conception de la liberté, de l'égalité politique domine la Constituante girondine. Mais qu'importe la liberté de s'élever, de faire fortune, pour ceux qui n'en ont pas le pouvoir, pour ceux qu'écrase une infériorité économique insurmontable?

C'est à l'égalité positive des conditions, prêchée par les théoriciens utopistes, Rousseau, Mably, Mo-

(1) Voir les articles déjà parus : *Le Monde et les Salons*, par M. le vicomte Brenier de Montmorand (7 avril 1900); — *Le Roman au XIXe siècle*, par M. Marcel Prevost (14 avril 1900); — *L'Architecture au XIXe siècle*, par M. Frantz Jourdain (21 avril 1900); — *La Peinture et la Sculpture au XIXe siècle*, par M. Camille Mauclair (28 avril 1900); — *La Sociologie en France au XIXe siècle* par M. Durckheim (19 et 26 mai 1900); — *La Presse au XIXe siècle*, par M. J Cornély (2 et 9 juin 1900); — *L'Évolution politique au XIXe siècle*, par M. Ch. Seignobos (11 août 1900); — *L'Histoire au XIXe siècle*, par M. Ch.-V. Langlois (25 août 1900).

relli, et dont on trouve peu de traces dans les cahiers de 1789 que tendaient Saint-Just et son groupe, Babeuf pousse le matérialisme égalitaire des petites gens au nivellement systématique, universel, et tente lui-même l'entreprise. Jusque-là les combats s'étaient livrés entre les différentes couches de la bourgeoisie : Constitutionnels, Jacobins, Girondins. Ces derniers avaient appelé à leur aide les sans-culottes des faubourgs. Babeuf, continuant l'œuvre de Marat et d'Hébert, veut conduire ces sans-culottes à la domination, organiser la terreur du peuple.

Il prétendait établir un communisme agraire et national, un régime de caserne et de prison, avec la guillotine en permanence.

Le moment pour établir une société communiste était mal choisi. La Société française, qui venait de secouer l'ancien régime, n'était pas disposée à subir un joug cent fois pire. Quoi de plus ridicule que de persuader aux paysans, désormais affranchis, d'abattre les clôtures et les haies et de supprimer les serrures des portes? Bonaparte avec ses soldats, fils de ces paysans, qui avaient débuté par une jacquerie, mit fin au combat de classes. Les demi-serfs, devenus libres, possesseurs du sol, ont combattu les combats de la République et de l'Empire contre la féodalité. Le Code civil consacre leur affranchissement ainsi que la victoire de la bourgeoisie.

*
* *

Sous la Restauration se livre le dernier combat de l'ancienne société contre la nouvelle. Mais les changements accomplis ont trop de partisans, parce qu'ils touchent aux intérêts énormes créés par la vente des biens nationaux : le progrès industriel sans cesse aussi porte la richesse et l'influence de la classe moyenne à un degré bien supérieur à celles de l'aristocratie et de l'Église. Les Journées de juillet 1830 marquent l'avènement définitif de la classe bourgeoise. Pour la dernière fois, comme au début de la Révolution, la bourgeoisie et les prolétaires parisiens sont unis contre un retour offensif de l'ancien régime tenté par Charles X.

Mais la haute bourgeoisie n'était nullement disposée à partager le pouvoir avec ces alliés d'un jour. Elle se rallie de nouveau à la monarchie en plaçant Louis-Philippe sur le trône, et organise la nouvelle Constitution à son profit.

La Charte de 1830 élargit le cens de la Restauration, mais elle distingue encore, comme en 1790, deux classes de citoyens, les actifs et les passifs. Les deux cent mille électeurs se composent des riches propriétaires, des patentés du commerce et de l'industrie. Se trouvent exclues des affaires publiques les professions libérales en majorité (les capacités), la petite bourgeoisie à tous les degrés, la masse ouvrière et la masse paysanne. Tous les intérêts semblent sacrifiés à la richesse, au capital. Il y a là en germe de nouveaux combats de classe, qui se livreront encore entre les différentes fractions de la bourgeoisie.

Cependant une année après 1830, sous le poids des circonstances économiques adverses, le prolétariat entre en scène pour son propre compte. L'insurrection de Lyon est un premier symptôme que les circonstances vont changer.

*
* *

Le XIXe siècle a vu se produire dans les conditions du travail une immense révolution. Les découvertes scientifiques, la substitution de la vapeur aux bras ont multiplié la puissance productive de l'industrie, accéléré les transports, rendu les communications instantanées, causé l'énorme accroissement des villes et les grands ateliers. Les rapports des classes sociales ont été profondément modifiés.

Sous l'ancien régime, le travail était strictement réglementé. L'ouvrier se trouvait soumis à une sorte de tutelle, mais il avait en compensation la sécurité du lendemain. Il se trouvait protégé dans son salaire contre la concurrence des produits, des producteurs, contre les progrès mêmes de la science.

Un tel régime suffisait à la petite industrie et à une consommation restreinte, mais offrait un obstacle considérable aux besoins de la production généralisée, démocratique.

De même que par l'abolition du droit féodal, les législateurs de la Révolution avaient fait le paysan libre, de même en détruisant les jurandes et les maîtrises, ils se flattaient d'avoir affranchi l'ouvrier. Obsédée par la haine des corporations, la nouvelle législation refuse aux individus le droit de s'organiser librement. La loi de 1791 punit d'amende et de prison tout accord entre les ouvriers en vue d'améliorer les conditions du travail. Le libre contrat de travail se noue désormais entre l'ouvrier isolé et le patron isolé.

Mais le régime de la grande industrie fondée sur la concurrence, aboutit à ce résultat que la production matérielle des biens est l'œuvre de la collaboration entre deux classes socialement séparées et économiquement dépendantes l'une de l'autre : une classe en possession des moyens de production, — capital, machines, matières premières, — et une classe de salariés libres ne disposant que de leur force de travail.

C'est l'opposition entre ces deux classes, entre ces deux nations, c'est l'antagonisme des intérêts matériels entre le capital et le travail, qui constitue la *question ouvrière* née de la révolution industrielle et de la démocratie, question entièrement nouvelle

sous cette forme, et qui, à mesure qu'elle se développe, tend à primer toutes les autres.

*
* *

La bourgeoisie obtient sans doute la meilleure part dans cette distribution des richesses crées en commun. Elle seule est capable de fournir la direction économique. Le progrès des sciences, les merveilles accomplies dans l'industrie, la meilleure organisation administrative de l'État, l'extension des libertés publiques, du droit de suffrage, la civilisation contemporaine en un mot, tout cela est l'œuvre de son esprit d'initiative, de son intelligence, de son incessant labeur. Elle joue le rôle de la tête, sans laquelle les bras resteraient inertes, paralysés.

Pour les ouvriers les résultats ont été inégaux, le nouveau régime industriel a ses bons et ses mauvais côtés.

Les machines ménagent la force musculaire de l'homme, elles produisent en abondance et à bas prix. La grande industrie distribue cent fois plus de salaires que l'ancien mode de travail : mais elle fait à l'ouvrier une existence précaire, car ces salaires ne sont ni plus réguliers, ni plus assurés que les profits du patron et le succès de l'entreprise. Ils dépendent des fluctuations du marché, des crises, des encombrements. L'ouvrier est exposé au chômage. Et cette insécurité considérée par lui comme artificielle, comme le résultat d'une mauvaise organisation sociale, engendre l'esprit de révolte.

Les groupements ouvriers sont tout à fait modifiés par le travail des usines. Jetés hors du groupe local, déracinés, sans foyer stable, sans contact avec les classes moyennes, sans rapports directs avec le patron, les groupes ouvriers rassemblés autour de la machine, se retrouvent autour du comptoir du marchand de vin et dans les réunions publiques. A mesure que leur bien-être s'accroîtra ainsi que leur instruction ils sentiront mieux leur dépendance, en même temps qu'ils acquerront le sentiment de leur force, qu'ils seront animés de la tradition et de l'esprit révolutionnaires. Résignés autrefois à un sort qu'ils considéraient comme immuable, ils s'imaginent désormais qu'ils peuvent tout changer au gré de leurs désirs (1).

*
* *

Cet état mental du prolétariat ne s'est formé que peu à peu. Les premières pensées de réformes sont venues de philanthropes aristocrates et bourgeois. Pendant le premier quart du XIX[e] siècle le mouvement ouvrier ne faisait que commencer. Les questions sociales ne s'imposaient pas à l'attention publique ; elles ne frappaient que les économistes.

Sismondi, qui avait constaté en Angleterre les résultats de l'industrialisme, les crises de surproduction, le paupérisme, le chômage, reproche à l'économie politique classique d'Adam Smith et de Ricardo, répandue en France par J.-B. Say, de sacrifier l'intérêt et le bien-être des producteurs à l'abondance des produits. Le résultat de la concurrence et du *laisser faire*, c'est le déchaînement de l'égoïsme. Sismondi fait appel à l'État, et lui assigne pour mission de combattre l'accumulation des richesses entre les mains du petit nombre.

A côté d'une littérature de réforme sociale, une littérature *socialiste* (1) se répand qui est une anthithèse bien plus formelle de la liberté de la concurrence, glorifiée par l'économie politique.

En réaction contre le XVIII[e] siècle et l'esprit de la Révolution qui poursuivait l'affranchissement de l'individu, Saint-Simon combat cet individualisme dont la plus haute expression est la *Richesse des nations*, d'Adam Smith. Il veut organiser la grande industrie dans l'intérêt des masses prolétaires, en écartant la concurrence des entreprises séparées et le profit des entrepreneurs. Également éloigné de Babeuf et de la démocratie politique de Rousseau et de Robespierre, il cherche un moyen terme entre l'individualisme et le communisme, entre la liberté absolue et le despotisme sans bornes. La Terreur n'a produit que la famine. C'est aux plus capables, à l'aristocratie de la science et du talent que Saint-Simon remet la direction de l'État et des services industriels. Chacun sera rémunéré selon ses œuvres.

Comme Saint-Simon, Fourier critique l'évolution industrielle, qui aboutit à une nouvelle féodalité financière. Représentant de la petite bourgeoisie, il cherche pour les petites gens, pour les classes laborieuses, des garanties d'existence au delà du problème politique, et il les trouve, non comme l'aristocrate Saint-Simon dans le principe d'autorité hiérarchique animé d'un nouvel esprit chrétien, mais dans l'organisation du travail et du crédit, par l'association libre individuelle et locale.

Fourier et Saint-Simon ne sont pas des révolutionnaires : ce sont les apôtres de la paix sociale. Adversaires des philosophes du XVIII[e] siècle, ils partagent leur optimisme, leur croyance à la bonté de l'homme, à l'efficacité des lumières. C'est l'humanité entière qu'ils veulent émanciper. Bien loin de faire appel à la lutte de classes, ils s'adressent aux propriétaires, au roi de France. Fourier invoque en 1829 le prince de Polignac. Ils croient qu'on peut construire de

(1) W. Jombart, *le Socialisme et le Mouvement socialiste au XIX[e] siècle.*

(1) Le mot a été forgé aux environs de 1830, et a servi à désigner les systèmes de Saint-Simon et de Fourier.

toutes pièces une société nouvelle. Ils n'ont pas le sens de l'évolution.

Mais tout n'était pas utopie en eux. Dans les théories de Saint-Simon on retrouve le socialisme d'État de Napoléon I[er], et surtout de Napoléon III qui sera, à vrai dire, l'Empereur des Saint-Simoniens. Dans le phalanstère de Fourier est contenue l'idée féconde de coopération.

***

Les idées de généreux philanthropes, répandues dans quelques sectes, ne pénétraient point dans la classe ouvrière. Sous le coup des souffrances que leur infligeait la transition de l'ancien régime au nouveau, ils se soulevaient sans but et sans plan, comme autrefois les Jacques. Ils brisaient les machines. Ou bien c'est le chômage aigu qui suscite la révolte. Ainsi à Lyon, en 1831.

Là, dix mille chefs d'atelier, en conflit avec les patrons, entraînèrent cinquante mille ouvriers. Maîtres de l'Hôtel de Ville pendant dix jours, les insurgés en armes ne surent que faire de leur pouvoir. Cette insurrection, qui arborait pour unique drapeau la question du travail (*Vivre en travaillant, ou mourir en combattant*) était le premier symptôme de la séparation entre la bourgeoisie et le peuple : le prologue des journées de Juin.

La bourgeoisie elle-même s'était scindée, aussitôt après l'avènement de Louis-Philippe. Une opposition constitutionnelle et libérale cherchait à étendre l'action parlementaire. Mais les représentants les plus militants des classes exclues par le cens formaient un parti antidynastique qui se rattachait à la république jacobine.

Sous la Restauration, les sociétés secrètes, les *carbonari* cherchaient à faire revivre la tradition révolutionnaire, mais ils se heurtaient à l'indifférence du peuple. Après 1830, le parti républicain renaît sans effort : et cherche à attirer la classe laborieuse, en excitant ses colères et ses convoitises. La Charte rattachant tout droit politique à un cens élevé, l'opposition radicale était conduite à diriger ses attaques contre la propriété même. Godefroi Cavaignac, Armand Marrast représentent le travail exploité par les paresseux, les sybarites. La République prochaine sera pour le peuple ce que 1789 a été pour la bourgeoisie.

D'autre part, les socialistes purs préconisent les procédés révolutionnaires. Barbès et Blanqui unissent les deux tendances, ils fondent les sociétés secrètes de la *Famille*, des *Saisons* (1837), prêchent la croisade des pauvres contre les riches, organisent les insurrections, les coups de main, les attentats. Sous l'influence des agitateurs, les idées de révolution sociale commencent à pénétrer dans la classe ouvrière.

Les circonstances étaient favorables. La machine prenait définitivement possession de la manufacture. La population des campagnes affluait vers les villes, de grandes grèves commençaient à se produire. Sauf la loi de 1841 sur le travail des enfants, le gouvernement ne faisait rien pour les classes laborieuses. Privés du droit de vote, du droit de coalition, du droit de réunion, les ouvriers n'avaient aucune liberté de mouvement. En même temps qu'elle s'armait encore plus efficacement contre l'association en général par la loi de 1834, la monarchie de Juillet développait l'instruction populaire, source de mécontentement. Ce n'est qu'au moment où il allait être balayé par la Révolution que le gouvernement de Louis-Philippe commençait à entrer dans les intérêts du travail.

Vers 1840 l'effervescence était générale. L'échec du premier mouvement de réforme électorale avait dégoûté la majorité de la classe moyenne de la politique : tout l'intérêt s'était porté vers les questions sociales.

***

Expression des préoccupations nouvelles, la littérature de l'époque, avec Lamartine, Béranger, Victor Hugo, Balzac, George Sand, Eugène Sue, répand des idées de réforme, de rénovation, de révolution. Elle est imprégnée d'un socialisme vague, sentimental, arme d'opposition contre l'aristocratie financière.

L'école de réforme sociale de Sismondi a de nombreux continuateurs, Buret, Villermé, Buchez, dont le rôle a été si grand, et qui fonde en 1841 la première association de production.

Même au sein d'une puissance aussi conservatrice que l'Église catholique, des tendances socialistes commencent à se faire jour. Lamennais appelle l'Église au combat en faveur des pauvres contre la ploutocratie toute-puissante. Condamné par Rome, il se met à la tête du mouvement radical.

Le rôle que Lamennais revendique pour l'Église, Louis Blanc l'assigne à l'État. Ainsi que Saint-Simon et Fourier, il critique la libre concurrence qui conduit à l'exploitation et au monopole. Mais il ne touche pas à la propriété, il se contente de limiter l'héritage. Il s'agit de couronner l'œuvre de la Révolution en complétant le droit de propriété par le *droit au travail*.

Mais au lieu de faire appel à la ferveur religieuse, à l'amour fraternel, Louis Blanc veut appuyer le droit sur la force, mêler le socialisme aux luttes politiques, conquérir le suffrage universel. Saint-Simon avait considéré l'histoire comme un combat de classes, politique et économique; Louis Blanc reprend cette théorie. C'est le parti le plus fort qui fait les lois qu'il veut. Les prolétaires doivent s'emparer

du pouvoir, et faire de la Chambre, des tribunaux, de l'armée, les instruments de leur affranchissement.

Ainsi constitué démocratiquement, l'État, banquier du pauvre, procédera à l'organisation des ateliers sociaux. Les ouvriers y seront rémunérés non selon leurs capacités, mais selon leurs besoins. Ils nommeront leurs directeurs, l'État n'ayant qu'un contrôle. Ces ateliers permettront aux ouvriers d'évincer peu à peu les entreprises privées, et prépareront peu à peu la transition à la société de l'avenir.

Contrairement à Louis Blanc, qui noue l'alliance du jacobinisme et du socialisme, Proudhon est un ennemi juré de l'État, quelle que soit son épithète, jacobine ou monarchique. Il s'agit non de le réformer, mais de le détruire, de dissoudre les grandes nations centralisées en petites communes unies par un lien fédéral. Un tel système créera l'indépendance des classes ouvrières, leur rendra aisées les organisations locales et professionnelles.

Adversaire de l'économie politique, il est en même temps le critique le plus vigoureux des penseurs qui l'ont précédé. Il nie le dogme philosophique de la bonté naturelle de la nature humaine. L'homme ne vaut que par la famille et les communistes l'abolissent. Avec leur système, les forts seraient exploités par les faibles et les incapables. Leur idéal imposerait un joug de fer.

Au temps même où paraissait l'*Organisation du travail* de Louis Blanc, Proudhon publiait, en 1840, son pamphlet « *Qu'est-ce que la propriété?* » qui rappelait le titre de Sieyès. Il répondait : La propriété, c'est le vol. Mais, penseur capricieux, il conservera le mode de production privée, voire l'héritage. Il écartera seulement l'argent, la rente, l'intérêt. La pierre philosophale sera une banque d'échange populaire, un système de mutualité, au moyen de *bons de travail*.

Enfin une dernière secte remonte, par delà les jacobins, au babouvisme. L'ancien compagnon de Babeuf, Buonarotti, patriarche fanatique de la démagogie, répand les idées communistes et égalitaires contre les tendances de Saint-Simon et de Fourier, dans les sociétés secrètes de la fin de la Restauration. Sous Louis-Philippe, avec Blanqui et les blanquistes se continue la propagande terroriste contre l'État, la religion, la famille, l'infâme propriété, origine de tous les maux.

***

En dehors de l'opposition dynastique, en dehors même des républicains bourgeois qui avaient été les meneurs des insurrections précédentes, un courant souterrain et indépendant, qu'Henri Heine signalait dès 1837, se formait dans les classes populaires qui aspiraient à des bouleversements non plus politiques mais sociaux. Le suffrage restreint empêchait de se rendre compte de cet état d'esprit. Guizot ignorait le quatrième état.

La fronde bourgeoise s'était formée pour borner le pouvoir du roi, étendre aux capacités le droit de suffrage. La campagne de réforme aboutit à une révolution.

***

La Révolution de 1848 (1) fut faite en dehors de la bourgeoisie et sans elle. Ce formidable événement a sa cause dans la révolution industrielle qui depuis trente ans avait fait de Paris la première ville manufacturière de France, et attiré dans ses murs un nouveau peuple ouvrier, auquel le travail des fortifications avait ajouté un autre peuple, peuple de cultivateurs, maintenant sans ouvrage.

Maîtresses de la situation, ces classes n'avaient pas d'éducation politique, pas de buts certains. Elles laissèrent les républicains bourgeois s'emparer du pouvoir qu'elles avaient arraché à Louis-Philippe.

Le Gouvernement provisoire avait ses racines dans les différentes couches de la bourgeoisie. Louis Blanc et l'ouvrier mécanicien Albert, de l'école de Buchez, représentaient la République sociale. L'alliance s'établissait au début entre la bourgeoisie républicaine et les démocrates socialistes. Cette aile gauche était poussée au premier rang et les hommes qui flattaient les illusions du peuple se trouvaient mis en demeure de réaliser leurs plans. Ils avaient le champ libre. Mais les utopies deviennent un danger extrême quand, au lieu de les proposer, on dispose du pouvoir de les imposer. Les classes ouvrières en deviennent les premières victimes.

Le Gouvernement, par le décret du 28 février proclamait le droit au travail, s'engageait à garantir le travail à tous les citoyens, cela au milieu de la crise économique la plus grave que la mauvaise récolte de l'année précédente, et surtout la Révolution, avaient déchaînée sur la France et sur l'Europe.

La Commission du Luxembourg constituait une sorte de parlement ouvrier sous la présidence de Louis Blanc, qui avait accepté, disait-il, « la redoutable responsabilité de régler le bonheur de toutes les familles de France ».

Les ateliers nationaux furent le corollaire obligé du décret qui garantissait le travail. Les ouvriers qui les composaient étaient destinés à servir de garde prétorienne au gouvernement.

(1) Voir sur la Révolution de Février les *Mémoires de Tocqueville*, admirables pages d'histoire sociale que nous résumons ici.

*
* *

Mais, tandis que dans les révolutions précédentes la majorité complice avait suivi sans hésitation le mouvement de la capitale, la révolution de Février surprenait et inquiétait le pays par ses tendances socialistes ; elle se heurtait à l'opposition de la bourgeoisie et des campagnes.

Les démagogues qui divinisaient le peuple ne connaissaient que les populations ouvrières des grandes villes, qui ne formaient en France qu'un septième de la population. Ils ignoraient la classe rurale dont la Révolution avait fait les libres propriétaires du sol. Par le suffrage universel, la seconde République faisait le paysan souverain ; mais, à l'inverse de la première, loin de lui procurer quelque profit, elle le menaçait dans ce qu'il a de plus cher et de plus sacré, sa propriété même.

Le Gouvernement annonçait un impôt progressif sur le revenu. Sans attendre la réunion de l'Assemblée Constituante, il annonçait un impôt de 45 centimes sur les quatre contributions directes. Cette exaction insupportable aliéna à la République bourgeois et paysans. Tous les propriétaires, grands et petits, ne formèrent plus qu'une même famille que la peur unissait.

Avec le suffrage universel on croyait appeler le peuple au secours de la Révolution. En réalité on lui donnait une arme contre elle, dont il se servit aussitôt.

*
* *

La composition conservatrice et réactionnaire de l'Assemblée Constituante, réunie le 4 mai, fut une surprise; les socialistes s'y trouvaient en infime minorité. Les membres socialistes du Gouvernement provisoire durent se retirer.

Les clubs communistes à tendance babouviste, dirigés par Blanqui et Barbès, combattaient alors la République tricolore par les moyens qu'ils avaient employés contre la monarchie. Le 15 mai, ils tentaient un coup de main contre l'Assemblée Nationale issue de la volonté populaire, en vue de lui substituer la dictature du prolétariat.

Cependant le nombre des sans-travail dans les ateliers nationaux s'élevait à 115 000. L'Assemblée Nationale essaya de dissoudre cette milice redoutable. Alors éclata le 23 juin la formidable insurrection qui mit aux prises les républicains et les socialistes en déchaînant la guerre des classes.

C'était l'entrée en scène d'un socialisme essentiellement différent de celui des théoriciens, d'un socialisme spontané qui visait non pas même à organiser le travail, mais à égaliser la richesse et à bouleverser la société. Les insurgés combattaient sans chef, sans cri de guerre, avec un ensemble merveilleux.

Après quatre jours de combats sanglants, Cavaignac triomphait de l'émeute. Les hommes étaient vaincus, mais non les idées. Elles eurent des propagateurs parmi les besogneux, les déclassés, les tarés des villes et des campagnes.

Les journées de Juin avaient jeté l'épouvante parmi les intérêts conservateurs, épouvante doublée par l'annonce à grand fracas d'une revanche pour 1852. Alors apparaît l'héritier de l'homme qui avait mis fin à l'anarchie de la première Révolution, tout en consolidant ses résultats. Les paysans en masse, nombre de légitimistes, des socialistes même, votèrent pour la présidence de Napoléon contre Cavaignac, représentant des républicains bourgeois.

L'impopularité croissante de l'Assemblée à tendances monarchistes, qui supprima un tiers des électeurs, fournit au prince l'occasion de faire, avec l'aide de l'armée, son 18 brumaire le 2 décembre 1851, en rendant à la masse populaire le droit de suffrage.

J. Bourdeau.

(*A suivre.*)

ALBERT SAMAIN

Ceux qui ont suivi le mouvement poétique de ces dernières années, regretteront profondément la mort d'Albert Samain. Parmi les nouveaux venus, il était certainement un des mieux doués, et deux rares volumes de vers, qu'il avait consenti à publier (1), avaient suffi pour répandre sa réputation au delà d'un petit cercle d'amis. De sa génération, légèrement tenue à l'écart par le goût de certains, accoutumés aux prosodies régulières et pures, à la vieille poésie de l'alexandrin, il avait été, pour ainsi dire, excepté. C'est qu'il tenait vraiment une place curieuse au milieu de ces poètes. Il était leur favori et cependant, il refusait de se plier aux caprices du vers libre. D'un autre côté, les attiques qui dédaignaient les réformateurs de l'école de Samain, l'accueillaient volontiers et le tenaient en particulière estime. Il ne semblait avoir écrit que pour aplanir les difficultés, pour apaiser le différend, pour unir sur son nom toutes les sympathies qui suivent la poésie de France, au cours de ses développements capricieux. En réalité, c'était la jeune génération surtout, qui avait

(1) *Au Jardin de l'Infante* (édit. augmentée) 1897; *Aux flancs du Vase*; 1898. Mercure de France.

gagné à son intervention, à ses succès à l'Académie ou auprès du public. Au milieu de ces résistances, très unies et d'autant plus fortes, il avait ouvert la brèche — et, après lui, beaucoup passèrent par cette voie qu'il avait ouverte.

Il faut donc s'attarder à son œuvre. Elle a, dans l'évolution de la pensée poétique française, son importance. En quelques centaines de pages, elle renferme, à peu près, tout le meilleur des formes et des idées qu'apportèrent les nouveaux venus. En elle-même, elle est gracieuse, pleine de charme, et les anthologies futures s'enrichiront de ses pièces exquises. Enfin et surtout, elle est, comme nous le disions en commençant, le trait d'union qui a rapproché les intransigeants de deux écoles — celle d'hier et celle de demain (1).

Dans cette génération de poètes qui commença, voici une quinzaine d'années, à se faire connaître, il occupait une place un peu spéciale. Sans doute, il appartenait bien à ce groupement — et nous aurons l'occasion de le voir ; — sans doute, il se sentait plus volontiers attiré vers ses théories que vers celles des prédécesseurs, mais ce lien venait, semble-t-il, bien plutôt d'une inclination de son tempérament, de la nuance de ses rêves que d'une idée préconçue et instaurée selon un plan initial. C'est là la première originalité, qui le distingue de la plupart de ses camarades d'âge et de ses amis ; son œuvre, très savante, d'une beauté très artificielle, est spontanée cependant. Elle est la fleur qui devait éclore sur cette branche d'une essence très rare. Et cette disposition est d'autant plus sensible, lorsqu'on veut bien y réfléchir, que jamais Samain ne consentit à se mêler à un groupe quelconque, autrement que par ses poésies. Il se tenait toujours à l'écart des enthousiasmes ; il ne modifia jamais son vers au caprice de règles, qui variaient, selon les années et les goûts des nouveaux venus. Jamais ce délicat, qui ciselait un alexandrin, avec le magnifique sens artistique d'un Chénier et avec le même atticisme, qui le maniait avec une souplesse égale à celle des meilleurs parnassiens, ne consentit à user publiquement du vers libre.

Lorsqu'on analyse ainsi les fils divers qui l'unissent au symbolisme, on s'aperçoit bien vite que cette école vint plutôt à lui qu'il n'alla vers elle ; il lui fut un modèle et put fournir des exemples aux règles de sa grammaire poétique ; il n'apprit pas son art à cette école. Il y avait donc une utilité à le situer avant tout, à lui reconnaître sa place, car si, par son âge, il ne pouvait être un précurseur, il fut au moins celui qui va en avant, sur la route nouvelle et inconnue.

C'est ainsi qu'il se distinguait des siens. Ils n'empruntèrent rien — ou très peu au moins à sa prosodie ; — ses coupes étaient régulières autant que variées. Dans Verlaine et dans Baudelaire, on pourrait retrouver à peu près toutes ses formes, sauf peut-être celle du sonnet de quinze vers (4+4+3+3+1). Mais où, vraiment, il fut un maître du symbolisme, où son influence se fit sentir essentiellement, ce fut par le choix des sujets et des mots, par une affection curieuse pour certaines civilisations, prolongée du Parnasse, par cet art très subtil avec lequel il sut unir à la plastique du Parnasse un sentiment noûveau. Leconte de Lisle, MM. Sully Prudhomme, Coppée, Dierx et de Hérédia avaient raconté, avant lui, les mystères des vieux âges, s'étaient attachés à reconstituer les rêves des religions et des philosophies, sans mêler à cette évocation aucun frisson de leur rêve personnel. Ces poètes, d'une poésie puissante et admirable, avaient surtout traduit en vers impeccables les divers songes dont l'humanité s'est bercée depuis ses origines. Un seul des leurs, Verlaine, avait commencé à se détacher de cette poétique et rien qu'à suivre le caprice de son inspiration, aventureuse et charmante tout à la fois, il avait montré l'insuffisance de ces théories du Parnasse. Il avait été, pour cette école, ce que Baudelaire fut pour les romantiques, — un indépendant, dont l'originalité allait ouvrir la route à la génération suivante.

Il n'est pas niable que ces deux poètes n'aient eu une influence considérable sur les *idées* d'Albert Samain et sur sa formation. Il leur doit sa maîtrise comme il leur devra plus tard son originalité. Auprès d'eux, il a trouvé les deux pôles où son inspiration pouvait cristalliser. Il s'est contenté, à leur ressemblance, des mètres employés dans la langue depuis des siècles, jugeant que les formes antiques ne gênaient en rien les pensées nouvelles. Ses chansons, il les a calquées sur les rythmes adoucis qu'avait rénovés Verlaine, comprenant le parti merveilleux à tirer de la grâce exquise qui chante au fond de ses vers, très courts et cependant assez lents, pour paraître plus longs qu'ils ne le sont. A Baudelaire, comme forme, il emprunta l'harmonie spéciale de son alexandrin. Je dis l'harmonie spéciale de son alexandrin, car, malgré

(1) Il vient de paraître une remarquable anthologie de MM. Van Bever et Léautaud, sur le mouvement poétique de ces vingt dernières années, *Mercure de France* ; 1900.

l'uniformité numérique des syllabes, chaque poète transforme vraiment l'hexamètre et le plie, l'assouplit au gré de son tempérament. Pour Hugo, il devient un vers d'épopée — c'est au moins ainsi qu'il est le plus original ; Vigny l'adapta aux formes sentencieuses de sa philosophie et en fit une sorte de *vers doré ;* Gautier le choisit comme le mètre suprême des formes plastiques qui se déroulent aux replis capricieux de son nombre. Avec Baudelaire, il est le vers du frisson, des sensations étranges qui vibrent, qui prennent des résonances lointaines ; il se prête à des grâces asiatiques et raffinées. Pour le Parnasse, il n'a guère fait que développer la maîtrise de ces créateurs, perfectionner l'instrument dans ses détails. L'originalité de Samain fut d'achever la transformation, entreprise par Verlaine. Il voulait en faire le vers même où pourraient se mêler les sentiments et les formes. Mais la vie du pauvre Lélian qui s'en allait à la dérive, ne lui laissait guère assez de science ni assez de patience ouvrière pour mener à bien cette tâche. Il en eut l'intuition plutôt que la conception. Ce sera le titre même de l'auteur du *Jardin de l'Infante* d'avoir accompli cette métamorphose, en vers qui chantent au fond de tous les souvenirs comme des litanies mélancoliques :

Mon âme est une infante en robe de parade...
Ton souvenir est comme un livre refermé...

De tout ceci, il semble donc bien résulter que l'empreinte de Verlaine fut sur lui la plus importante, au moins dans le *Jardin de l'Infante.* Peut-être, à la réflexion, en pensant à sa dette, contractée envers l'auteur des *Fleurs du Mal,* devrait-on cependant définir l'influence qu'il subit : l'influence de Baudelaire à travers Verlaine.

Voilà donc les poètes qui firent sur lui la plus profonde impression — ceux dont il garda comme le parfum, au cours de sa trop brève existence. Cependant ces empreintes, si fortes, n'anéantirent pas sa personnalité. On pourrait dire, au contraire, que ce fut peut-être grâce à elles que son originalité put apparaître : que ses idées se ramassèrent en faisceaux et que, de tous ces fragments épars, il eut le loisir de faire une mosaïque, exquise de tonalité et de formes.

Son *Jardin de l'Infante* est la mise en œuvre de ce travail. Si l'on osait parler ainsi, au sujet d'un poète, on dirait qu'il coordonna des inspirations et que ce fut l'origine même de son symbolisme. C'est bien au moins la sensation que l'on éprouve à l'analyse, lorsqu'on relit toutes ces pages, charmantes et frêles, qui sont des poèmes de décadence, sinon des poèmes de décadent. Samain décrit plus de nuances de sentiments que de sentiments eux-mêmes. On reconnaît trop de conceptions de la vie dans ses espoirs et ses désespérances. Ce ne sont plus les angoisses d'une âme en face d'un infini bleu, derrière lequel se dérobe peut-être la majesté divine. Ce ne sont plus les vers d'un chrétien ou d'un athée, du profès d'une philosophie quelconque. Toutes les religions et tous les systèmes philosophiques décrivent leur courbe gracieuse au gré de son inspiration et seulement, s'il mêle à leur histoire sublime, dont se nourrirent les âmes pendant des siècles, un sentiment, c'est celui d'une mélancolie un peu sceptique, un peu attendrie. Samain n'est pas exempt ainsi de dilettantisme ; il a le scepticisme très doux et très sympathique des époques lassées. Il ne conçoit plus de doctrines ayant une valeur universelle, ou du moins admises par des masses entières, par des collectivités. Il ne s'émeut pas à la pensée d'un idéalisme, il ne regarde que les idéalistes et, de la sorte, tous les grands sentiments s'effondrent. Les pensées se rétrécissent et s'individualisent et la poésie perd en puissance ce qu'elle gagne peut-être en originalité. Les vers se complaisent autant à la peinture d'un forfait qu'à celle d'un héroïsme, à une monstruosité de forme autant qu'à la plus merveilleuse beauté. Il faut relire le sonnet qui commence par ce vers :

Fleurs suspectes, miroirs ténébreux, vices rares...

pour sentir toute l'étrangeté de cette poésie, où l'on reconnaît vraiment bien l'inspiration de Baudelaire. Mais, chose étrange ! au fur et à mesure que ce sentiment se raffine, devient plus personnel, cette poésie cesse d'être humaine et lyrique. Elle s'arrête au milieu de son envolée. Il y a même un stade qu'elle est condamnée à ne plus dépasser. C'est le cas qui se présente pour Samain. Analysez ses plus belles pièces et vous percevrez immédiatement l'étroitesse de son symbolisme. Les mots eux-mêmes semblent retenir la pensée par leur beauté rare, par leur bizarrerie. Alors ils deviennent, par leur savante ordonnance, des phrases curieuses qui nous arrêtent et nous procurent des impressions, curieuses elles aussi mais sans envergure ni largeur. Le sentiment s'affine en sensation, l'âme s'attarde à la chair ; la forme retient l'idée. L'on pourrait presque dire que c'est là le symbolisme le plus profond d'une grande partie de

ce recueil, où tant de feuilles exhalent une grâce maladive.

Je sais que ce jugement n'est pas sans sévérités. Je sais aussi que toute poésie n'a pas la puissance, que le haut lyrisme n'a pas bien souvent, en revanche, cet attrait indéfinissable et que cette première pièce que je citais tout à l'heure :

Mon âme est une infante en robe de parade
Dont l'exil se reflète, éternel et royal
Aux grands miroirs déserts d'un vieil Escurial
Ainsi qu'une galère oubliée en la rade.

Aux pieds de son fauteuil, allongés noblement,
Deux lévriers d'Ecosse aux yeux mélancoliques...

est d'une perfection de forme qui n'a d'égal en beauté que le sentiment rare qui s'y déroule et qui est d'une si belle et si hautaine tristesse. Je pourrais moi-même vous citer telle poésie d'un *fini* merveilleux. Il n'y a qu'à choisir parmi les sonnets du début (1) :

Les grands jasmins épanouis
Vibrent dans les chaudes ténèbres...
Seuls, les parfums règnent funèbres
Sur les jardins évanouis.

La phalène en silence vers
La flamme d'or se précipite.
Dans l'obscurité qui palpite
Tes yeux verts rêvent, grands ouverts.

Tes yeux verts, ô ma Bien-Aimée,
Rêvent dans l'ombre parfumée
D'affreux supplices pour les cœurs ;

Et ton nez irrité respire
Dans l'étouffement des odeurs
Des fêtes sanglantes d'empire !

Mais vraiment, lorsqu'on a lu tous ces poèmes d'une même inspiration, une inquiétude se dégage ; une sorte de malaise vous assaille. L'impression correspond à peu près à celle que l'on éprouve en face des plus belles toiles de Gustave Moreau. Empires à l'agonie, sphinx aux yeux d'émeraude, fins d'histoire et de mythologie, androgynes et hermaphrodites, toutes les dégénérescences trouvent leur place dans ces poèmes et l'on sent bien, qu'au début, Samain se complaisait à ces visions d'une sensibilité exaspérée. Pour comprendre ce que peut être un grand artiste de décadence, il faut lire cette gerbe de sonnets qu'il avait liés du titre d'*Evocations*. Il y a là quelques-unes des expressions les plus curieuses de ce sentiment, des épithètes qui semblent des joyaux barbares, à force de raffinement : la beauté devient *suraiguë ;* les vampires sont *angéliques*. Son rêve s'attarde évidemment, suivant un de ses plus beaux vers (1) :

Au ciel supérieur des formes plus subtiles...

Mais je serais bien étonné que ces *Evocations*, rangées à peu près au milieu du *Jardin de l'Infante*, soient à leur date de composition, selon l'ordre du volume. Il y a telle pièce, comme *Even Tide*, si souvent citée, ou comme le *Keepsake :*

Sa robe était de tulle avec des roses pâles...

dont le dernier vers est le chef-d'œuvre de son baudelairianisme :

Et c'était comme une musique qui se fane...

qui révèlent comme une sorte de convalescence morale. Samain semble, à un certain moment, se lasser de tous ces poèmes, où l'abus des sensations écrase sa pensée. Il en revient à des idées plus heureuses et plus simples. Une fraîcheur nouvelle descend sur lui et l'apaise. Et vraiment je ne crois pas, à bien réfléchir, que cette analyse telle que l'établit son évolution, soit une reconstitution inexacte. A voir dans l'ensemble ses poésies, à relire les deux volumes, à ne pas se soucier de l'ordre observé pour l'impression, on arrive bien vite à retrouver la courbe de cette pensée, qui a été sans cesse en se pacifiant, en se faisant plus simple, comme sous l'attouchement, l'effleurement de ces mains pâles et effilées, dont il rêvait parfois au cours de ses vers harmonieux.

Pour nous rassurer sur notre fidélité à traduire sa pensée, nous avons, au reste, certaines de ses pages qui facilitent l'analyse. Toutes les poésies, épinglées sous ce titre unique : *l'Allée solitaire* (2), portent la marque de cette lente métamorphose. Aux quatrains de ces sonnets, il décrit sa passion qui s'éloigne, pour « les cités d'or *nageant* dans des couchants barbares » ; il sent encore comme les dernières brises de ce « simoun du désir », qui balayait la plaine de son âme. Et puis, aux tercets, il s'amende ; il perçoit comme tout ce jeu fut vain ; mais pour exprimer toutes les phases mêmes de cette conversion, il n'a que les mots précieux de son passé. Je crois que nul ne saurait, mieux que lui, décrire ce changement. Ecoutez le dernier sonnet, celui qui clôt ces vers de la pénitence (3).

(1) *Au Jardin de l'Infante*, 7.
(2) *Au Jardin de l'Infante*, 20.

(1) *Loc. cit.*, p. 101.
(2) *Loc. cit.*, 156-176.
(3) *Id.*, 175.

Fleurs suspectes, miroirs ténébreux, vices rares,
Certes tu fréquentas maint rêve inquiétant;
Et, vin noir décanté dans des coupes bizarres,
Tu bus à larges traits l'Artifice excitant.

Mais voici que déjà, las des vaines fanfares,
Tu songes au profond silence où l'on s'entend;
Et tu cherches la côte où brillent les vieux phares,
Et c'est la maison blanche aujourd'hui qui t'attend.

Va, ne t'attarde plus aux parades étranges.
Si la Vie a rentré quelque blé dans tes granges,
Fais ton pain simplement dans la paix du Seigneur.

Surtout, naïf badaud des enseignes de gloire,
Ne t'en va pas chercher du clinquant à la foire
Pour les beaux fils de ta joie et de ta douleur,

Et rentre enfin dans la vérité de ton cœur.

En d'autres pièces encore *(La prière du Convalescent)*, il reprend ce thème; parfois ainsi son symbole s'élargit. Puis, les graves pensées l'assaillent — celles qui prennent aujourd'hui, à son sujet, une teinte d'ironie. Il invoque la mort; dans ses mots, il semble apporter déjà un peu de cette tristesse, ou plutôt de cette mélancolie qui la pare, sans cesse, chez les poètes. Il trouve des tons étranges et douloureux. Il l'appelle et la désire. Maintenant, où le pauvre rimeur n'est plus, mais semble remonté au ciel de la poésie; où, comme des dieux, trônent les favoris des muses, il y a quelque souvenir navrant à penser que la dernière pièce de ce recueil plein d'espoir, au *Jardin de l'Infante*, dessinait déjà cette ombre de la mort, qui allait grandir trop vite, hélas! au gré de notre affection...

Lorsqu'il eut achevé ce volume, il vit venir à lui un succès que sa modestie, un peu hautaine, n'avait jamais souhaité. *Le Jardin de l'Infante* s'accrut encore de quelques pièces, dans la réimpression que le *Mercure de France* donna en 1897. Mais la veine, qui avait été le filon même de ce livre, semblait épuisée. A Samain lui-même, elle paraissait déjà lointaine; au delà de toute influence de Baudelaire et même de Verlaine, qu'il aimait tant, il voulait écrire une poésie plus douce et plus pure. Cette ivresse des mots, dont il avait fait une orgie, il rêvait de la changer, de la transformer. De cette science parfaite, avec laquelle il maniait la langue et la prosodie, il désirait faire l'instrument même de sa verve nouvelle. Comme ces baladins du moyen âge, dont la prière consistait en jongleries, qui étaient leur unique savoir, il apportait à son nouveau désir de simplicité, le même soin minutieux qui le rendait si fier jadis. Au lieu du mot rare, il allait employer le mot propre par excellence, souvent ainsi le plus simple. C'est peut-être là toute la genèse du nouveau recueil *Aux flancs du Vase.*

Il avait toujours aimé passionnément la Grèce. Ce fut, au reste, une des tendances de toute sa génération. Mais avec quelques-uns, les plus délicats et les plus raffinés, il se complaisait surtout à une Hellade de la décadence, où les dieux ne vivaient plus que d'art et de grâce. Pour saisir dans sa nuance cette distinction, — que nous pourrions signaler de même chez Anatole France, par exemple, — il faut relire les quelques contes publiés par Samain dans la *Revue Hebdomadaire* (1). Ils décrivent (deux au moins : *Xanthis et Hyalis)* une Grèce de la décadence où les faunes avaient perdu leur puissance d'effroi, où les courtisanes régnaient sur l'agora et réglaient la sagesse, selon leur humeur, parfois très distinguée. C'est là un fait curieux — et qu'il faudrait analyser plus longuement, — les civilisations modernes n'ont guère aimé de la Grèce que les périodes de décadence; et l'on pourrait trouver bien des gens de goût pour préférer à toutes les statues de Praxitèle une simple figurine, ouvrée par un *coroplaste* de Tanagra ou de Myrina. Bien évidemment, le goût littéraire s'est ressenti de ces préférences. Pour un certain nombre de ces raffinés, la perfection grecque est toute dans les *Idylles* de Théocrite ou dans les fragments de l'*Anthologie*. Et l'œuvre de Samain semble bien indiquer qu'il se ralliait à ce jugement esthétique.

Ces poésies, réunies sous le titre délicieux de *Aux flancs du vase*, sont pour la plupart ornées, au fronton, d'un nom harmonieux de fille grecque. A les analyser, à rechercher la part d'influence, qui peut revenir à l'atticisme dans la formation de leur talent rajeuni, on se trouve un moment comme dépaysé. Leconte de Lisle et les Parnassiens, Hugo lui-même, dans sa *Légende des Siècles*, nous avaient habitués à tout un luxe de détails étourdissant; la poésie, a-t-on dit, disparaissait parfois avec eux sous l'érudition. La couleur locale s'épandait aux moindres expressions... Dans ce livre, nous ne rencontrons plus rien de tel et, s'il est un écrivain de notre race auquel nous pensions, en lisant ces vers, c'est bien à André Chénier. Il y a là la même simplicité, exquise et vraiment grecque. On retrouve le vers de Théocrite, frais comme un murmure d'eau; mais de cette civilisation que l'on avait rêvée d'après le titre, on ne reconnaît rien, ou presque rien. Il y a un fait curieux, une expé-

(1) 17 décembre 1892, 11 mai 1895, 20 juin 1896.

rience assez amusante à tenter. Lisez à quelqu'un qui n'est pas prévenu certains de ces vers, sans parler ni de l'auteur ni du titre choisi, et vous arriverez à ce résultat que dans ces petits tableaux il ne reconnaîtra que les scènes de notre familiarité.

Ils n'en sont pas, pour cela, moins gracieux au reste, ni moins admirables. Cette simplicité de mots, cette monotonie de rythme atteint parfois au chef-d'œuvre. C'est là, je le crois bien, une des conditions de la poésie éternelle, cette situation hors de l'espace, presque hors du temps.

Le sentiment grandit de cette insouciance du détail, haut en couleur. Appréciez cette « idylle (1) » ; elle suffit à juger tout le recueil :

Damœtas le poète et Methymne le sage,
Dans l'agreste douceur d'un calme paysage
Où brille une eau courante, où paissent des troupeaux,
Assis près de la ruche, alternent leurs propos.
Methymne gravement dit l'essence des choses,
L'air, l'eau, le feu, la terre et ses métamorphoses ;
Quelle grande âme unique en ses modes divers
Transforme incessamment l'éternel univers
Et se révèle égale, en sa raison profonde,
Dans le vol d'un insecte ou l'orbite d'un monde.
Damœtas à son tour : quelle Nécessité
Mène à travers l'amour la vie à la beauté ;
Quelle identique loi, passant l'art des orfèvres,
A découpé le lys et ciselé des lèvres ;
Et quels souffles du ciel agitent en tout temps
Les bois, la vaste mer aux flots retentissants
Et, venus jusqu'à nous des étoiles lointaines,
Propagent d'onde en onde, au bleu des nuits sereines,
Le son mélodieux de l'éther musical
Où tournent doucement les sphères de cristal...
Ainsi vont s'enlaçant leurs nobles rêveries ;

Peut-on trouver rien de plus délicat et plus admirablement ciselé? Chaque mot, dans sa simplicité, concourt à l'effet d'ensemble et apparaît comme le seul qui pouvait s'enchâsser à cette place. Au point de vue métier, ces petites toiles, ces médailles sont des merveilles de goût, de mesure. Mais évidemment, ce n'était pas là le véritable poète qui pouvait vibrer en Samain. Lorsqu'on lit ce vers :

Des airs simples appris, le soir, dans les faubourgs. .

et celui-ci :

Doux comme un flot de lune en été sur des roses...

on ne se trompe pas et l'on reconnaît bien vite la qualité d'âme de celui qui les écrivait, l'un et l'autre ; je persiste à croire — et j'ai quelques bonnes raisons personnelles pour cela — qu'au souvenir de son baudelairianisme passé, il voulait parfois oublier ces vers, transparents et embaumés, dignes d'Edgar Poe, pour revenir enfin à cette poésie plus simple et plus vraie, qu'il souhaitait de toute sa belle âme.

Malgré la délicatesse qu'il y a à reconstituer, au lendemain de la perte d'un ami, la vie qu'il aurait pu vivre, sans doute n'est-ce pas beaucoup m'aventurer de croire qu'il ne se serait pas arrêté à cette poésie de *Aux flancs du Vase*. Le véritable Samain est bien celui du *Jardin de l'Infante ;* mais il n'aurait été tout à fait lui-même que dans ce nouveau recueil qu'il nous promettait, *Le Chariot d'or* où l'on se serait toutefois aperçu qu'il avait écrit les vers plus simples de ses idylles et de ses églogues. Au fond, ce compliqué était avant tout désireux de simplicité et je sais tels vers inédits où, de plus en plus, se marquait cette prédilection. Il nous aurait sans doute donné beaucoup, lui qui savait si bien l'art des nuances et qui nous laisse quelques chefs-d'œuvre de finesse, de grâce et de sensibilité.

C'est qu'aussi bien il était tout entier dans ces vers, ce modeste, qui refusait d'écrire plus hâtivement, de donner au public des œuvres qu'il eût jugées insuffisantes. Plus qu'aucun autre de ce temps, peut-être, il eut le culte de son art, dont il parlait avec charme, pour louer celui des autres. Lorsqu'on le rencontrait, lorsqu'on le retrouvait après quelque temps, on comprenait mieux toute la dignité de sa vie, qui demeurait mélancolique des contraintes que lui imposaient les soucis matériels. Mais lorsqu'on était monté, cependant, dans cette petite salle de l'Hôtel de Ville, où se trouvaient ses bureaux, on devinait bien vite que ce prisonnier avait su orner sa prison et l'embellir de son rêve. Il continuait tout haut, dans la conversation amicale, le songe qu'il tissait dans le silence de cette solitude intellectuelle. Il lisait des vers, il parlait surtout de ceux de ses amis... mais l'on sentait qu'il s'était libéré, que son esprit gardait l'indépendance de sa fantaisie et de son caprice. Et plus d'une fois j'ai songé ainsi, en le voyant si fier, s'affinant sans cesse, à la phrase d'Epictète : « Il y a des gens qui dépendent de nous... »

GEORGES GRAPPE.

(1) *Aux flancs du Vase :* Damœtas et Methymne.

L'EUROPE AMPHICTYONIQUE

Le Congrès universel de la Paix va se réunir au Palais des Congrès de l'Exposition universelle de Paris. Ce Palais des Congrès aurait mérité une forme permanente et digne de l'idée. C'est là que le cœur de l'Exposition universelle a palpité et que l'on a entendu comme les premiers vagissements de l'âme pacifique du monde. Tous les congrès internationaux qui s'y sont rassemblés ont été des congrès de la Paix. Les hommes de tous les pays se sont abouchés dans cette frêle enceinte pour parler des rapports économiques, littéraires, artistiques, scientifiques de leurs nations respectives et des formes constantes qu'il serait possible de donner à ces rapports pour le bien commun. Chacun de ces congrès ne fut-il pas comme une commission du Parlement international « avant la lettre »? Et le congrès proprement dit « de la Paix » représente la commission de législation générale.

Ce ne sont pas des ministres, des ambassadeurs, des hommes d'État, munis de lettres patentes de leurs souverains : ce sont seulement des hommes de conscience, des individualités sans mandat, d'autant plus libres et spontanées, qui entreprennent de donner figure et relief à la grande idée unanime des nations. Leur œuvre est toute d'opinion libre. Leur « mandant » est intangible et impondérable, et c'est aussi l'opinion, que l'on dit souveraine et qui est loin de l'être, mais qui le sera un jour. Bismarck, l'homme de bronze, aimait à dire qu'il fallait tenir compte des « impondérables », que jamais il ne fallait les dédaigner, mais au contraire prendre le soin de les mettre de son côté; que, sans cela, ils se vengeaient et minaient votre ouvrage; et il nommait « les impondérables » le bon droit ou les apparences du bon droit, lui, l'homme sans scrupule par excellence!

On ne peut pas discuter ici l'ordre du jour de ce Congrès universel de la Paix, ni donner la liste de ces parlementaires des nations. Il doit être permis, cependant, de faire une exception pour le dévoué et infatigable président de la Ligue, M. Émile Arnaud, directeur du journal *les États-Unis d'Europe*. Cette expression marque une limite dans l'universalité, elle ne concerne que notre continent : elle nous rappelle la belle expression de M. Ernest Lavisse : « l'Europe amphictyonique ». Mais si nous possédions cette Europe légale, on peut dire que nous aurions un centre de gravité dans l'univers. Il faut savoir se borner, même dans le rêve de l'Universel.

Si nous nous en tenons à notre Europe, dans un temps où l'Amérique du Nord, le Japon, l'Australie, affirment déjà si haut leur influence, nous voyons très distinctement que cette Europe prend de jour en jour certains traits ou linéaments de la figure que tous les bons Européens portent dans l'esprit et qu'ils voudraient pouvoir donner réellement à leur commune patrie.

Nous devons croire que le destin d'une pareille idée est de prendre corps; qu'elle ne sera pas toujours agitée vainement par les publicistes et par les congressistes; mais qu'elle s'avance, tandis qu'on la discute, et par l'effet de ces discussions mêmes, vers ce point de maturité où elle ne sera plus seulement une idée, mais un fait.

Il semble qu'un trait remarquable de cette Europe nouvelle est celui-ci : une grande puissance, quelle qu'elle soit, ne peut désormais rien faire sans les autres. Il n'en était pas ainsi dans les temps antérieurs. On avait vu généralement une puissance prépondérante, plus intelligente, plus active, plus politique, donner le branle de sa volonté, et les autres suivaient. Cette puissance-là était la maîtresse de la paix et de la guerre. Elle tenait les solutions dans sa main.

Bien ou mal, elle faisait marcher le monde. L'Europe que nous voyons se développer depuis une trentaine d'années ne ressemble plus du tout, — nous ne disons pas au point de vue géographique, mais au point de vue tout politique et moral que nous signalons ici — ne ressemble plus du tout à l'Europe de Charles-Quint, ou de Louis XIV, ou de Napoléon ou même de Guillaume Ier et de Bismarck. Cette Europe nouvelle est un vaste organisme qui réellement n'a plus de tête, ou qui en a trois ou quatre, c'est-à-dire qui n'en a plus : et de là viennent d'étonnants retards, d'extraordinaires incertitudes dans ses mouvements : c'est comme un organisme anarchique, qui ne possède plus son centre nerveux directeur, mais dans cette anarchie même on peut voir les éléments de l'ordre nouveau qui s'impose.

On a assisté à cette manifestation d'une grande nécessité nouvelle de la politique européenne dans le conflit turco-grec, lorsque toutes les flottes de l'Europe ont paru sur les côtes de la Crète. On assiste à une manifestation semblable, dans des proportions plus grandioses, à propos des affaires de Chine. Et nous ne disons pas que les résultats immédiats de ce nouveau jeu sont les meilleurs que l'on puisse désirer. Les sanctions du conflit turco-grec, par exemple, sont loin de nous avoir donné satisfaction. Nous nous bornons à constater pour le moment ce phénomène nouveau, dont les suites se verront plus tard : c'est qu'il n'est plus une puissance, ni même deux ensemble qui assument désormais les grandes responsabilités, comme cela se voyait naguère dans ces mêmes affaires de Chine ou dans les autres.

Les grandes puissances qui ont exercé longtemps

la maîtrise, chacune à leur tour, et qui se renversaient successivement de cette position éminente à coups de canon, peuvent regretter ces époques où elles dominaient, et chacune d'elles, en son for intérieur, peut penser que sa grande gloire n'est plus. L'Allemagne, malgré ses prodigieux succès, si elle sait être sincère avec elle-même, doit réconnaître que sa maîtrise politique et morale n'est pas ce qu'elle s'était promis qu'elle serait après ses victoires sur l'Autriche et sur nous. L'Allemagne impériale de Guillaume II n'est pas, tant s'en faut, le type ou le modèle sur lequel se décalque la mentalité européenne. Personne, faisant un retour sur son histoire, ne paraît avoir plus à regretter que la France dans le mouvement d'égalisation des hauts sommets.

Le profit de cet ordre nouveau est pour les peuples, pour la paix et la liberté de l'Europe, et si la France est vraiment l'institutrice de cette idée nouvelle dans le monde, elle reprend alors une direction morale de si haute importance qu'il lui est permis de ne rien regretter.

Un autre trait de cette situation d'ensemble paraît être que les alliances ne sont plus ce qu'elles étaient autrefois. On ne connaît point aujourd'hui, si je ne me trompe, de vraie alliance offensive et défensive, dans le sens historique de cette expression, mais des accords limités, soit entre des empires et des monarchies, soit entre des empires et des républiques, et ces accords établis sur des points que l'on s'efforce de définir du mieux que l'on peut, n'empêchent pas les mêmes États de s'entendre avec d'autres sur d'autres points, en sorte que leurs relations se croisent et s'entre-croisent de la manière la plus compliquée et la moins morale.

Un exemple remarquable de ces combinaisons fut au temps où l'Allemagne passait des traités qui semblent contradictoires avec l'Autriche et avec la Russie en même temps. Bismarck se vanta de cette duplicité comme de l'un des plus beaux traits de son génie. Le scandale qui en rejaillit n'a pas retenu les puissances de poursuivre leurs doubles ou triples accords, et la subtilité de ce système tient moins au machiavélisme que les diplomates voudraient s'attribuer, comme Bismarck, et tourner à leur gloire, qu'à la raison profonde des choses européennes. Jamais l'amitié et la confiance n'ont été plus absentes de tels accords, jamais l'anarchie des cœurs ne fut plus vive, et, cependant, c'est de là même que ressortent la notion et le sentiment d'une solidarité européenne que les peuples appellent de tous leurs vœux et qu'ils forment spontanément dans leur conscience.

L'Angleterre s'est lancée en dehors de ce système, dans l'infini du vide et de la solitude; qui pourrait dire où la conduit cette course aventureuse, si loin de la conscience de l'Europe, foyer de la civilisation? Non seulement elle s'est séparée de l'opinion unanime, mais elle a paru divorcer d'avec elle-même et son histoire. Elle a posé comme une sorte d'axiome, dès le début de la guerre dans le sud-africain, que toute proposition de médiation ou d'arbitrage était inadmissible entre l'Angleterre et les républiques boers. Cette déclaration de principe d'un genre tout nouveau était extrêmement dangereuse, parce qu'elle tendait à rendre la guerre sans merci et à couper tous les ponts de la sagesse. Elle n'allait à rien de moins qu'à faire prononcer par le gouvernement anglais un *alea jacta est* comme on n'en avait jamais entendu.

S'interdire *a priori* d'avoir recours à la raison, éliminer dès le commencement du conflit la force morale du droit, rejeter hors du problème l'élément d'équité, n'est-ce pas faire à plaisir tout ce que l'on peut pour porter la difficulté à son maximum ? C'est un procédé de faction et de guerre civile : couper les ponts derrière soi pour s'obliger à vaincre ou à périr, ainsi agissent les faibles; mais ce n'était certainement pas le cas pour la grande Angleterre dans son litige avec le Transvaal. L'Europe, dans la situation psychologique autant que politique que nous avons essayé d'indiquer, a pris l'Angleterre au mot et, jusqu'à un dénouement que l'on n'aperçoit pas encore, elle la laisse en tête à tête avec le Transvaal : tête-à-tête extraordinaire, où la puissance anglaise ne peut que perdre, même en gagnant la partie.

Lord Rosebery disait un jour que le vrai secret de la force d'un gouvernement comme celui de l'Angleterre n'était ni dans la richesse intérieure, ni dans les colonies, ni dans la flotte, mais dans le prestige qu'il exerce sur le monde. Ce prestige n'a jamais souffert de plus cruels accrocs que dans cette guerre sans raison et sans solution, où les ressources d'un empire immense s'épuisent à vaincre un petit peuple invincible, qui peut être plus facilement détruit que dompté. L'Europe n'a fait aucun signe visible d'intervention modératrice, parce que les grandes puissances, comme nous l'avons dit, ont perdu l'habitude de prendre une initiative quelconque. Il aurait fallu qu'elles fussent toutes d'accord, au moins sur une des faces de la question, comme pour la Crète ou la Chine. La politique problématique de l'empereur Guillaume II n'a jamais paru plus difficile à saisir, et il arrive que ces pensées si insaisissables des hommes sont surtout difficiles à saisir par les autres, quand elles ne leur sont pas bien claires à eux-mêmes. Est-il possible de croire, comme on l'a dit, que l'Angleterre et l'Allemagne se sont mises d'accord en secret pour le

partage des colonies portugaises? Ce serait un nouveau et bien grand scandale, une diminution encore de la liberté dans le monde. Mais l'opinion européenne se demande comment l'empereur d'Allemagne a pu promettre sa protection au Transvaal, avec une spontanéité toute chevaleresque, au moment du coup de main de Jameson, et abandonner ensuite complètement la petite république aux convoitises des continuateurs de Jameson, et, ne trouvant aucun moyen d'expliquer une contradiction si étonnante dans la conduite d'un si grand souverain, elle se perd elle-même dans les hypothèses les plus contraires!

La France est unanime avec l'Europe dans un sentiment de réprobation indignée contre une guerre qui méritera d'être appelée « inexpiable ». Il est à croire que l'Angleterre mieux avertie n'eût jamais appuyé par une guerre d'extermination et de conquête ce qu'il pouvait y avoir de juste dans ses observations préliminaires. Tous les esprits pensants de l'Angleterre, dans les moments où ils retrouvent leur sincérité avec eux-mêmes, doivent partager l'unanimité du sentiment européen. Il y a au quai d'Orsay un ministre des Affaires étrangères qui a montré assez de coup d'œil et de courage d'esprit dans les plus pénibles circonstances, pour ne pas nous permettre de douter qu'il eût pris encore dans ce conflit une noble initiative s'il y avait entrevu la moindre chance de succès. Mais il aurait fallu cet accord des puissances sans lequel désormais toute initiative d'une seule est impossible, et M. Delcassé ne pouvait pas exposer à un échec l'autorité morale de son pays dont il a la garde.

Les Boers, réduits à eux-mêmes, ne se sont pas abandonnés. Défendant leur indépendance jusqu'à la dernière extrémité, ils ont défendu le trésor commun de l'indépendance des peuples. Même vaincus, même anéantis, ils ont dû faire ce qu'ils ont fait; ils ont mérité l'éternelle gratitude des hommes libres. La pensée européenne a été en eux, dans Krüger, dans Steijn, dans Joubert et dans tous les braves, vivants ou morts, qui ont soutenu avec eux la cause permanente de l'Europe et de la civilisation contre une erreur formidable de l'Angleterre. Si cette Europe amphictyonique se lève un jour, — et certainement elle se lèvera, — les historiens devront dire qu'elle a été fondée sur les rocs du Transvaal et de l'Orange et cimentée par le sang des Boers, plus qu'elle ne le fut à la Haye et dans tous les congrès des diplomates ou des philosophes par les plus belles raisons du monde. Le sacrifice sanglant de cette grande famille européenne sur la terre d'Afrique est d'une éloquence sans pareille; la conscience de l'Europe en a frémi tout entière, et c'est peu encore, mais il paraît que la conscience de l'Europe, après d'aussi cruelles leçons, devra bien un jour se donner des formes juridiques à sa mesure et à sa taille.

HECTOR DEPASSE.

AU RÉGIMENT [1]

PREMIÈRES SENSATIONS

Une même sympathie l'attirait vers Darson qui venait de parler ainsi, avec une franchise prime-sautière. Avec son visage ouvert de blond aux yeux noirs et sa bouche au dessin net, celui-ci lui avait plu aussitôt, et il lui était reconnaissant d'offrir son amitié, dès ce premier jour, dans un élan de cordialité presque gamine. Il lui exprima ce sentiment en quelques phrases sobres, car il n'avait pas le goût de la déclamation, puis il répondit à ses questions amicales...

— Ah! vous êtes licencié ès lettres... à vingt et un ans, fit Darson. Très beau, cela! Un intellectuel alors? continua-t-il en souriant. Oh! ne vous effrayez pas, j'ai l'esprit large, et je n'attache pas à ce mot le sens spécial qui lui fut donné autrefois; dans ma bouche, c'est un éloge. (Mais, dans toute querelle, un parti s'entend toujours à dénaturer le sens des mots suivant son propre intérêt...) Et vous avez, me disiez-vous tout à l'heure, des idées tellement opposées aux miennes?

Visiblement, cette divergence d'opinions avec son nouveau camarade lui était un petit souci.

— Je suis socialiste, dit Pierre fermement, socialiste fervent, dans l'âme, parce que là seulement je vois le bonheur de l'humanité future; et je suis ennemi du principe militaire, parce qu'il est en opposition directe avec tous mes rêves. J'aime mieux vous dire cela tout de suite pour que vous soyez encore à temps de me retirer une amitié qui m'eût été pourtant précieuse — car je ne voudrais point vous l'extorquer en vous cachant mes véritables sentiments.

Il avait parlé vite, dans un de ces beaux emportements de franchise que la première jeunesse connaît seule, en frémissant un peu à l'idée qu'il allait peut-être éloigner de lui son nouvel ami, mais aimant mieux cela que dévier de son habituelle ligne de conduite — la vérité avant tout. Mais il fut vite rassuré, car l'autre lui tendait la main, avec un bon sourire.

— Eh bien! vous êtes franc, vous, au moins!... Et j'aime ça, moi. Un soldat doit toujours dire ce

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 8 et 15 septembre.

qu'il pense. Allons!... Je vois que nous ferons une belle paire d'amis... malgré des dissemblances considérables. Mais nous discuterons ferme, et je vous convaincrai, vous verrez.

— Oh!... cela, j'en doute, dit Pierre, en souriant aussi.

— Mais si, mais si... Vous verrez!... Mais, au fait, voici qu'on siffle pour la théorie à laquelle vous devez assister. Allez-y vivement, et faites-en profit. Avant de nous séparer, dites-moi donc votre nom...

— Delbard.

— Très bien! Et moi, Darson. Nous avons les mêmes initiales, nous finirons par avoir les mêmes pensées. Au revoir!

Ils se séparèrent en se serrant la main, et Pierre courut à la théorie. Le soleil venait de percer les nuages; il lui sourit, comme à un ami retrouvé... Tout autour de lui, la magique influence de la lumière agissait; l'herbe des talus semblait reverdir, la teinte rousse des murailles devenait plus chaude, et, dans leurs cadres métalliques, les carreaux méticuleusement propres des fenêtres brillaient en éblouissant. La terne cour du fort en fut animée, égayée, transformée, sembla-t-il à Pierre. Elle perdit à ses yeux son aspect de préau de prison; ses talus lui donnèrent une lointaine apparence de nature. Les autres bleus, aussi, étaient ragaillardis par la bonne chaleur; leur attitude, d'humble et craintive, devenait aisée; ils ne faisaient plus le dos rond, ils se redressaient, dans leurs effets grossiers. Dans un coin, des hommes qui étendaient du linge au fil de fer d'un séchoir se mirent à fredonner. Un coup de baguette féerique parut avoir tout transformé. Était-ce cette influence tout extérieure d'un changement de température, ou la joie de ne plus être isolé, qui modifiait l'état d'esprit de Pierre? Il se sentit presque joyeux, et il écouta sans trop d'ennui la théorie que le caporal faisait en mauvais français: théorie peu intéressante, d'ailleurs, car elle roulait simplement sur les marques distinctives des grades et les noms des officiers. En quelques minutes, il apprit à faire la distinction entre les modestes galons de laine du caporal et la sardine dorée du sergent; les dénominations des différents grades et la connaissance des insignes afférents n'eurent plus de secrets pour lui, quand il eut reçu une fois les indications nécessaires; puis il sut et il retint sans peine que la compagnie était commandée par le capitaine Talain, que le lieutenant en premier — l'élégant officier de la veille au matin — s'appelait Maleschant, et le second de Rafye; « M. le lieutenant Maleschant, M. le lieutenant de Rafye », disait le caporal en obligeant les hommes à répéter de la même manière.

Mais s'il avait l'esprit prompt à saisir ces notions simples, il n'en était pas de même de deux ou trois de ses camarades; et, pendant vingt minutes, il dut subir, avec un agacement progressif, la répétition si monotone des mêmes choses: « Le caporal a deux galons de laine rouge... Le sous-lieutenant un seul galon d'or... Le capitaine de la compagnie s'appelle M. le capitaine Talain. » L'énervement où cela le jetait dissipait son récent bien-être...

Libéré de sa contrainte par le coup de sifflet marquant la fin de la théorie, Pierre chercha autour de lui le visage ami de Darson. Mais il ne l'aperçut point; alors, cherchant une distraction, il avisa les talus, songea que, de là-haut, la vue devait être belle, commença à grimper...

— Voulez-vous redescendre, vous, là!

Une voix brutale l'arrêtait dès le début de son escalade. Au pied du talus se tenait son caporal, le visage menaçant et mauvais; il en frissonna: cet homme le terrorisait. Bien vite, il dégringola les deux mètres qu'il avait montés, et s'arrêta tout interdit, sous l'avalanche de mots dont l'accablait le gradé.

— Que je vous y repince, vous, à grimper sur les talus? Vous ne le savez peut-être pas, que c'est défendu? (Comment l'aurait-il su? Personne ne le lui avait dit!) Si vous avez envie de vous faire allonger deux crans, vous n'avez qu'à recommencer. Avec moi, faut marcher droit, vous savez? Je ne rigole pas...

Il avait l'air si furieux, si méchant aussi, que Pierre en resta tout interdit, presque tremblant. Avait-il donc commis une faute si grave pour être traité de la sorte?... Où donc aurait-il appris cette défense, dont nul ne lui avait parlé?... Pure brutalité de la part du gradé, désireux sans doute de faire étalage, dès ce premier jour, de l'autorité que lui donnaient ses galons de laine. Ah! c'était bien l'homme qu'il avait jugé, l'être sans instruction et sans intelligence, la brute jouissant férocement des droits que le règlement lui confère; et c'était son chef, son supérieur, ça; il allait, pendant dix mois, être sous les ordres de ça, subir ses vexations, ses injustices, peut-être, ses volontés, en tout cas. Une flambée de rage lui monta au cerveau; il serra les poings. Oh! maudit métier, maudite servitude!... Et se sentir tellement impuissant!... Ses bras retombèrent; le découragement le prenait, une grande lassitude devant l'inutilité de toute résistance. Qu'était-il, ici, malgré sa réelle valeur intellectuelle?... Hélas! rien... moins que rien, un rouage infinitésimal de l'immense machine toute prête à le broyer s'il déviait seulement du chemin tracé. Quelle que fût sa révolte intime, il ne pouvait que se taire, se soumettre, se résigner, attendre...

Le coup de sifflet indiquant la reprise du travail vint l'arracher à ses pensées. Il courut se rassembler avec

les autres, et l'exercice commença, un rudiment d'instruction, de premières et sommaires notions données par le caporal. Le gradé conservait son attitude rogue, et son naturel brutal, un peu comprimé toutefois par la présence de l'officier, éclatait en impatiences violentes. Pierre commença de le haïr. Mais, en même temps, la crainte d'une réprimande sortant de cette bouche grossière, la peur, même, de cet homme emporté, et aussi l'orgueil de se montrer d'intelligence prompte lui firent concentrer toute son attention; il n'eut que des observations de détail. L'extrême tension de son esprit lui fit trouver courtes les pauses, et il fut presque surpris, à quatre heures, quand l'exercice prit fin...

Dans les chambres, il faisait déjà sombre; on y allumait les lampes de cuivre, et les grands châlits projetaient sur les murs des ombres étranges... Une fois encore, une théorie réunit les hommes de la première escouade autour du caporal, puis le coup de sifflet libérateur mit fin complète à cette première journée de travail. Il sembla au jeune homme, lorsqu'il l'entendit, que l'on retirait de sa poitrine un poids qui y eût pesé depuis des heures. La contrainte à laquelle il avait été soumis, l'attention continue qu'il s'était imposée, l'avaient énervé; il ressentait un violent mal de tête; et quand il se retrouva à côté de son lit, quand il vit la bonne figure de Mauser lui sourire, il éprouva un indicible soulagement, il lui parut qu'il rentrait dans un milieu familier et bienfaisant, où il se sentait à l'aise. Il commençait déjà à y éprouver cette impression du « chez soi » si douce à l'être pensant que, dans un dortoir, dans une chambrée, le petit espace occupé par le lit devient, à défaut de mieux, le coin de *home* auquel aspirent les plus frustes natures.

— Eh pien! comment ça a-t-il marché? demanda Mauser, avec son sourire amical.

Oh! la bonne voix, la bonne figure!... Pierre en eut chaud au cœur, comme en retrouvant un ami très cher. Une fois de plus, la mauvaise impression s'enfuyait, et ce fut presque gaiement qu'il conta à son voisin l'emploi de son après-midi, et l'antipathie que lui inspirait le caporal, avec la vague espérance d'être rassuré. Mais il vit, non sans inquiétude, le brave Alsacien hocher la tête.

— Oh! tu sais, ne t'y fie pas, au cabot!... Il n'est pas commode, il ne rit chamais... et, avec ça, brutal comme pas un!... Méfie-toi, et marche droit!

Pierre sentit tomber sa gaieté. Car si le bon soldat parlait ainsi, il fallait que le « cabot » fût bien ce qu'il avait jugé. « Mais, qu'y puis-je? raisonna-t-il sagement. M'en désoler à l'avance ne servirait de rien. Le mieux est d'agir toujours de telle sorte qu'il ne puisse, sans injustice, trouver à me reprendre. »

C'était l'engagement d'être un soldat modèle qu'il prenait ainsi, par amour-propre, sans s'en douter, vis-à-vis de lui-même.

Comme il sortait, peu après, du réfectoire, emportant un morceau de sa *boule* qu'il mangeait en s'en allant parmi la masse bruyante des soldats, sans pensées, quelqu'un lui frappa sur l'épaule; il se retourna, fut heureux de reconnaître Darson.

— Ça va?...

Bras dessus, bras dessous, ils sortirent, pour causer dans la cour sans être dérangés. Au dehors, la nuit était fraîche sans être froide, profondément sombre, sans lune et sans étoiles; la cour, entre ses hauts talus plus noirs encore, était un puits d'ombre; mais, du côté des bâtiments, les hautes fenêtres découpaient des rectangles lumineux.

L'amitié est une fleur de la première jeunesse; il lui faut, pour éclore, une fraîcheur d'âme que la vie n'a que trop tôt ternie. Pierre et Darson étaient encore à cet âge heureux où, sous une gravité feinte et une affectation d'expérience, se cachent d'exquises naïvetés, d'adorables délicatesses de sentiments, et surtout cette foi, cette confiance indispensables à la sincère amitié. Ils venaient d'éprouver, à se retrouver, un égal plaisir, et maintenant ils causaient gaiement, se tutoyant déjà parce qu'ils trouvaient le « vous » inutile entre les deux amis qu'ils allaient devenir; puis la conversation devenait plus sérieuse, roulant sur les questions qui, pour l'instant, occupaient uniquement l'esprit de Pierre. Darson confirma, au sujet du caporal de la première escouade, le dire de Mauser.

— Il est certain, mon pauvre ami, qu'en tombant dans l'escouade de Rabier, tu es mal tombé. C'est une brute, universellement détestée, un paysan. Un dégrossi, obtus et borné, parvenu au galon de caporal à force de pâlir sur sa théorie, pour ce petit succès s'estimant un personnage, et exerçant, dans son minuscule royaume, un empire despotique et absolu. Et cependant, pour être juste, je dois lui reconnaître une qualité bien rare, presque introuvable chez ceux de son grade : tous ses hommes sont traités par lui de la même manière. Tandis que le *cabot*, en général, n'a aucune autorité sur les anciens de son escouade, lui les mène tambour battant, armé de ses deux *crans*, ses deux jours de consigne, avec lesquels un simple caporal peut conduire un homme jusqu'au conseil de guerre. Au moins, tu ne feras de corvées qu'à ton tour, car il fait marcher les anciens comme les bleus, et il te suffira d'observer autour de toi pour te convaincre que, dans les escouades voisines, il en est tout autrement... Mais attends-toi à subir des paroles brutales, sans cesse...

— Mais comment se fait-il que les chefs tolèrent cela? s'écria Pierre, partagé entre l'indignation et la crainte.

— Les chefs!... Mais ils ne peuvent qu'estimer un gradé qui simplifie leur besogne en leur amenant des hommes assouplis, dressés; Barbier a toujours une escouade bien tenue et instruite, une chambre parfaitement propre. Que lui demander de plus? En présence des officiers, il atténue la violence de ses interpellations habituelles, et il ne paraît plus que dur et exigeant... obtenant, par sa dureté et son exigence de bons résultats. Que veux-tu qu'on lui reproche?

— Ses hommes ne réclament donc jamais?

— Et sur quoi réclameraient-ils? Barbier ne leur inflige jamais une punition qui ne soit méritée, — il est si facile de prendre en faute le meilleur troupier!... Bien rarement prononce-t-il une parole que l'on puisse qualifier d'injurieuse... Je te le répète, ce n'est point, à proprement parler, un supérieur injuste, mais simplement un supérieur implacable, parce qu'exigeant jusqu'à l'extrême ce que le règlement lui permet d'exiger. Ainsi, simplement armé de ses droits, il est, parce qu'il ne laisse rien passer, le chef le plus insupportable qui se puisse imaginer. Car le règlement indique le maximum de ce que l'on peut demander aux hommes, et, la plupart du temps, on ne leur demande que ce qui est strictement nécessaire au bien du service...

— Tu avoues donc toi-même, s'exclama Pierre, que, dans cette armée que j'ignore et que je vais subir, un homme, par ce seul fait que sa manche est garnie d'un galon, peut, sans sortir de ses droits, rendre à ses inférieurs la vie intenable? Cela ne signifie-t-il point que ces droits sont exagérés, et ne trouves-tu pas odieux le régime qui autorise de tels abus?

— Non point, dit Darson, je n'estime pas ces droits exagérés, et ne rends pas le régime responsable des brutalités d'un Barbier. Le régime ne saurait être autre, parce qu'une armée ne saurait exister sans la subordination la plus absolue de ceux qui sont au-dessous à ceux qui sont au-dessus, — et, jusqu'à nouvel ordre, j'admets comme indispensable l'existence d'une armée. Ce n'est point le principe qu'il faut changer, principe, en soi, bon et indéniable, mais plutôt les hommes... et tu sais combien c'est impossible... Au reste, je te le répète, si brutal que soit Barbier, il n'exigera jamais de toi que ce qu'il est en droit d'en exiger. Donc, fais entièrement ton devoir, et il ne pourra rien sur toi. Ainsi tu ne subiras pas l'humiliation d'essuyer les reproches ou les sarcasmes d'un être que tu te sens inférieur...

— Et je deviendrai un parfait soldat tout en étant antimilitaire, par fierté et par mépris, conclut Pierre avec amertume... Mais continue à me renseigner. Mes autres supérieurs, que sont-ils? Sont-ce d'autres Barbier augmentant leur brutalité du nombre de galons qui ont de plus que lui?...

— Non, dit Darson, sans pouvoir s'empêcher de sourire de la forme que Pierre venait de donner à sa question, Barbier est un type unique dont tu ne verras point d'agrandissement parmi ceux qui sont au-dessus de lui. Examinons donc ensemble les différents gradés auxquels tu vas avoir affaire... Des autres caporaux, je ne te dis rien, car tu ne seras guère sous leurs ordres que dans le service de garde ou de semaine, c'est-à-dire à de très rares occasions. Le sergent, Nadige..., c'est un brave garçon, en somme, fanatique et consciencieux, d'esprit un peu étroit, peut-être, mais sans méchanceté aucune... Je ne te dis rien des comptables, le fourrier et le sergent-major, car leur service spécial les met assez en dehors des hommes; et j'arrive à l'adjudant. Il n'est pas méchant non plus; je sais même qu'il est bon, quelquefois faible; mais cela ne l'empêche pas d'être détesté de la plupart, car il est trop consciencieux, car il réalise à merveille le type du « chien de quartier », furetant partout, dénichant toute infraction au règlement, paraissant juste au moment où l'on est en faute, par suite, très gênant.

Notre ennemi, c'est notre maître..

Et on ne l'aime pas, ce qui est le cas, d'ailleurs, de presque tous les adjudants, car leur fonction principale, — police de la compagnie, — les rend odieux à ceux dont ils répriment les écarts... Au reste il importe que je te mette en garde contre les opinions toutes faites que tu trouveras chez nos camarades, sur tel ou tel supérieur... Le plus souvent, un chef détesté n'est pas celui qui est le plus détestable, mais celui qui est le plus consciencieux, mais celui qui accomplit le plus strictement son devoir, car, exerçant pour le mieux la surveillance à laquelle le contraint le règlement, il découvre les infractions et les punit. Je ne crois pas, d'ailleurs, que tu aies jamais maille à partir avec lui car, certainement, tu feras de ton mieux pour éviter ses observations.

— Oh! certes... dit Pierre avec conviction. Eh bien! nous voici, si je ne me trompe et si je me rappelle bien ce que j'ai appris aujourd'hui, nous voici arrivés aux officiers. Ce que tu vas me dire les concernant prend une tout autre importance, car, avec la brièveté du temps de service actuel, les hommes de troupe ne sont plus, à proprement parler, l'armée, constituée plutôt par ces officiers qui y passent la plus grande partie de leur existence, sur lesquels doit porter l'étude de qui veut la connaître.

— Très juste! Eh bien! puisque tu es imbu de cette vérité, je te laisserai faire toi-même l'étude dont tu parles, surtout concernant Maleschant, ton officier de peloton, que tu as déjà vu, et dont l'élégance et la froideur un peu hautaine t'ont produit mauvaise impression. Tu étudieras aussi le capitaine,

que l'on aime assez, car il est abordable et parce qu'il s'occupe sérieusement de notre bien-être matériel; toutefois, les hommes lui reprochent d'avoir la main dure quand il s'agit de rallonger les punitions infligées par ses subalternes... Enfin je ne veux rien te dire sur de Rafye, l'autre lieutenant, car il m'est antipathique et je serais injuste... Les hommes l'appellent « le Veau »... C'est te dire qu'il n'est pas tendre.

Il se tut, et, durant quelques instants, les deux amis marchèrent en silence, perdus dans leurs réflexions. Enfin, Pierre résuma l'amertume de ses pensées.

— Sais-tu bien, mon pauvre ami, que tout ce que tu m'as dit ce soir est bien fait pour me décourager? Si je m'attendais à entendre exprimer de dures vérités sur un pareil sujet, ce n'était point, certes, dans ta bouche à toi, soldat volontaire et fanatique à ce point de ton métier que, après avoir travaillé durant des années pour acquérir l'épaulette et n'y ayant pas réussi, tu es accouru ici pour continuer dans la même voie. Oh! non, ce n'est pas fait pour m'encourager...

— Mais non plus pour te décourager, répliqua Darson avec énergie. T'étais-tu donc imaginé trouver ici des êtres de perfection, de douceur et de bonté alors qu'il n'en existe point dans la société tout entière?... Non, n'est-ce pas? Bien plus, tu arrivais plein d'appréhensions beaucoup plus vives, imbu d'erreurs beaucoup plus fortes; tu t'attendais à trouver bien pis, tu me l'as avoué toi-même. Et parce que je te montre de tes chefs tels qu'ils sont, c'est-à-dire accessibles aux faiblesses de tous les autres hommes, avec certains défauts grossis par l'absolu de leur autorité, et, comme tels, rendus plus pénibles à leurs inférieurs, te voilà accablé et sans forces. C'est de la pusillanimité et de la faiblesse.

Ose regarder ton sort en face. Si tu as eu de tout temps la haine de l'armée, c'est que tout, ton entourage, tes lectures, tes pensées t'en avaient empli l'âme; et sans doute, un sentiment d'une telle violence a-t-il une raison d'être; sans doute certains esprits, de préférence à d'autres, sont-ils particulièrement blessés par les imperfections, les défauts, les vices même que peut et que doit comporter une aussi formidable machine. Ces imperfections, ces défauts, ces vices, tu savais devoir les trouver, tu arrivais avec la persuasion de les trouver énormes, et, aux premières découvertes, te voilà sans courage. C'est enfantin, cela!... Tu n'as pas encore d'opinion personnelle sur le militarisme; sache t'en former une, en regardant, en observant, en étudiant... Alors tu pourras juger en connaissance de cause...

De nouveau le silence plana entre eux, et Pierre reprit:

— Au fait, il eût été assez humiliant pour moi de renier, après des années, ce qui fut toujours ma croyance. Il vaut mieux que je trouve ici tous les vices, tous les abus que je m'attendais à y trouver, pour que ne soient en rien modifiées mes opinions premières, — que je continue à tenir pour justes et bonnes. Mais je reste infiniment surpris de la lucidité que tu montres dans tes appréciations, en même temps que de ton entrain toujours égal... Comment, jugeant sainement les choses, ne t'en trouves-tu point déçu... et... dégoûté?

— Ah! non, je ne suis pas dégoûté! répliqua Darson avec une gravité un peu exaltée, je ne suis dégoûté, ni déçu. Tout en ayant rêvé d'être soldat depuis l'âge le plus lointain, je savais bien ne pas trouver au régiment un idéal irréalisable, que j'y rencontrerais des hommes, c'est-à-dire des êtres imparfaits et sujets à toutes les faiblesses, que je retrouverais ici, amplifiés ou déformés par les conditions particulières de vie, tous les défauts de l'humanité, rendus moins supportables encore parce qu'il les faut supporter en silence. Mais je savais aussi que je trouverais au régiment ce que je voulais à tout prix acquérir, l'instruction militaire qui fît de moi, au plus tôt, un soldat... Et cela, je l'ai eu: maintenant, j'en sais autant que mes anciens. Puis, comme j'étais arrivé sans illusions, j'ai eu d'agréables surprises. J'ai trouvé de bons camarades, frustes, grossiers, mais dévoués; j'ai vu des gradés s'occuper sérieusement, avec conscience, de leur tâche, si grande dans son humilité; des officiers, frivoles à l'extérieur, changer du tout au tout, une fois franchi le seuil de la caserne, revêtir, dans le commandement de leur troupe, une gravité qui n'était pas feinte, et mettre autant de conscience à l'instruction de leurs hommes qu'ils en mettaient hier à s'amuser. Cela m'a suffi pour faire compensation aux petites misères dont je suis témoin chaque jour. Et je ne me suis pas découragé, et je continue à marcher, les yeux fixés sur mon but... J'aime mon pays, moi, j'aime le drapeau. Ce sont là, aujourd'hui, des idées bien démodées, bien inélégantes; mais je persiste, moi, à les trouver vénérables et fortes. Et cet amour du sol natal, vois-tu, il me semble que je ne puis le satisfaire mieux qu'en étant officier. Je sais bien, parbleu, que cette fameuse, cette malheureuse « Revanche » dont on a tant parlé, qu'on a tant exploitée, nous ne l'aurons sans doute jamais... je sais bien que l'on ne veut plus de guerre, aujourd'hui, que la devise et le cri de tous c'est: « La paix! la paix à tout prix! » Mais, en somme, on ne sait pas. Un jour peut venir où le vieux sang gaulois se réveillerait enfin, où l'on voudrait tout de même se battre... et alors, ne sera-ce pas une fierté immense que d'avoir été l'un de ceux qui auront dressé et entraîné tous ces soldats qui

partiront, prêts à faire leur devoir... Et, mêmesi cette hypothèse de guerre ne se réalise pas, si la paix continue, comme elle ne subsiste que grâce à l'existence d'une armée bien instruite, bien entraînée, prête à tout, c'est encore une gloire d'être de ceux qui contribuent à la faire durer, cette paix... Comprends-tu maintenant, mon camarade, pourquoi je ne serai jamais découragé à la caserne, pourquoi je poursuivrai toujours ma route avec entrain... quelque pénible qu'elle doive être?...

Ils se séparèrent sur ces mots pour rentrer dans leurs chambres respectives, et Pierre resta sous l'impression des dernières phrases de son camarade. C'était la première fois qu'une telle opinion était émise et soutenue devant lui, et avec quelle exaltation, quelle conviction que l'on sentait si vraies! Il restait un peu troublé, déconcerté, de ce fait étrange: dès son premier jour de caserne, se trouver en présence d'une réelle vocation militaire. La vocation militaire!... Jusqu'alors, ces mots avaient représenté pour lui une sorte d'anomalie mentale, quelque chose comme une monomanie d'un ordre particulier, un goût déréglé pour le clinquant, pour la brutalité et les coups; et voici que cela lui était révélé d'une essence toute différente, comme une irrésistible impulsion, très élevée et très noble, née d'un des plus purs sentiments. Dans la vocation de Darson, rien d'exagéré, rien de faux ou de théâtral; ce n'était point un entraînement irréfléchi et juvénile, mais une attirance raisonnable et raisonnée.

Cette première conversation fut comme une semaille de notions rudimentaires encore, l'origine de pensées nouvelles orientées vers des conclusions nouvelles. Mis en présence d'une vocation réelle de soldat, Pierre allait laisser son esprit attentif et studieux se donner à l'étude d'un état d'âme inconnu de lui jusqu'alors; et ce ne serait plus de parti pris et au hasard qu'il porterait son jugement, mais après avoir réfléchi et pensé. Et plus tard, peut-être un temps viendrait-il où la semence germerait et porterait ses fruits...

Dès ce premier soir, il put du moins constater en partie la justesse des assertions de son nouvel ami. Car, dans sa chambre, Barbier exigeait, avec sa brutalité habituelle, des anciens comme des bleus, le même respect et la même discipline — unique en cela, sans doute, dans tout le régiment. Et la paix qui en résultait, propice au sommeil, avait bien son prix...

La journée du lendemain fut mieux employée encore que la première; exercices, théories, essayage d'effets laissèrent peu de liberté, à Pierre, du réveil à la soupe du soir; et ce soir-là, Darson étant de garde, il erra seul, mélancolique, dans la cour enténébrée, en proie à des pensées tristes, songeant au présent, mais surtout à l'avenir si mystérieux pour lui, jusqu'au moment où il sentit la lassitude venir, et le sommeil.

Au bout de quelques jours, à la compagnie, tout s'était tassé; le service avait pris son roulement habituel; la machine, mise en branle, s'était mise à tourner, et marchait doucement, sans secousses, d'un même mouvement monotone et régulier; les journées succédaient aux journées dans une parfaite similitude, et l'emploi du temps, désormais, n'avait plus de secret pour personne.

Bien avant le jour, les caporaux frappaient sur les « bas-flancs » de bois, et leur voix rompait brusquement le silence nocturne. « Allons, les bleus! Debout! Au trot! » Les anciens se mettaient de la partie pour vivement faire « dégrouiller » les jeunes; car les nouveaux arrivés à la caserne sont toujours trop lents, et un soldat doit être vif. Et tout de suite, on les dressait. « Allons, les bleus! Debout! Au trot! » C'était le moment aussi où arrivait le café, le « jus » apporté par des hommes de corvée; les anciens le buvaient au lit, et les bleus vivement, d'une lampée. « *Au rabiot, au rabiot!* » Et l'on s'empressait pour avoir encore, outre le *quart* réglementaire, quelques cuillerées de liquide brûlant. Les ventres chauds, on était plus alerte.

Pour les bleus, cependant, c'était un mauvais moment. A l'ordre du caporal, ils se levaient, encore tout bouffis de sommeil, mal éveillés, mal à leur aise, pensant qu'ils n'avaient pas dormi leur content. Pierre jugeait cet instant le plus dur de la journée; toujours la brutalité du réveil l'arrachait à la douceur de quelque rêve, et son cœur battait, de la brusque secousse; les yeux à peine ouverts, il descendait, parmi des groupes de camarades, vers le lavabo, dont la porte donnait sur la cour du fort. Oh! l'affreuse sensation, qui pénétrait jusqu'à l'âme, lorsque, de la tiédeur de la chambre, il passait dans l'aigre froidure de la cour!... Ce passage lui était une minute de désolation, puis il arrivait dans le lavabo, une grande casemate humide, voûtée, où les bleus se pressaient autour d'un long réservoir d'eau, en bois passé au coaltar; des bougies, apportées par les hommes, faisaient fantastiquement danser leurs ombres sur les rugosités du mur. Comme il aimait l'eau, le plaisir de s'en inonder balayait la tristesse de sa première impression; il faisait sa toilette avec un soin minutieux qui étonnait ses camarades, moins délicats: et il sortait toujours le dernier, rendu à des idées moins noires maintenant que la grande eau avait tout nettoyé. Le jour commençait à poindre, un jour livide, sale, qui donnait à l'herbe rousse des talus des teintes étranges, éclairant confusément les grandes masses du cavalier, des traverses et des massifs. Et bientôt le tambour roulait, ou c'était le clairon qui détaillait les notes stridentes et gaies du

réveil; et le bruit commençait, le ronflement d'usine naissait dans tout le fort. Les anciens, à leur tour, se levaient; et il y avait toujours quelqu'un, dans les chambres, qui décomptait à haute voix le nombre de jours restant « à faire ».

— Plus que deux cent quatre-vingt deux!

Et toujours, de quelque coin, un écho répondait:

— Vive la classe!

Alors, la chambre s'emplissait des apprêts de l'exercice, astiquage des cuirs, nettoyage des armes; puis, au dehors, stridait le coup de sifflet du rassemblement, et l'on descendait, au port d'arme, dans la cour où la compagnie se formait en ligne. L'adjudant faisait l'appel, le rendait à l'officier présent, et l'on partait pour le terrain de manœuvres.

FERNAND DACRE.

(*A suivre.*)

LES CONGRÈS DE L'EXPOSITION

L'éducation physique.

J'ai conservé un souvenir pénible des années où, à des heures régulières, on m'imposait l'obligation d'exercices des membres, avec ou sans flexions. Entre les heures de travail intellectuel, la discussion avec deux ou trois amis, toujours les mêmes, sur les ouvrages trop sérieux pour mon âge que, pendant l'étude, je venais de lire en cachette, me souriait davantage. Mon professeur de gymnastique, bien qu'officier d'Académie, était un homme grossier et sans instruction. Il nous commandait avec brutalité et sans aucun souci de nos... psychologies particulières. Ah! oui, les heures consacrées à la gymnastique physique ont laissé dans mon souvenir une trace douloureuse. Trop heureux étais-je quand je pouvais... *y couper*, comme nous disions alors dans notre jargon d'écoliers.

Aujourd'hui, je raisonnerais autrement. La vie est plus instructive que les ouvrages sérieux. J'attribuerais à mon professeur de gymnastique toutes les vertus personnelles et une action sociale, et morale, et même, aussi, religieuse. Je verrais en lui le prêtre d'une vérité supérieure à toutes les autres, l'apôtre de la seule religion qui convienne à des hommes qui ont de grandes choses à accomplir, *la religion de la vie*, sans autre règle que le développement indéfini de l'être humain par la santé, qui fait les âmes belles et les cerveaux valides. Je lui concéderais un savoir étendu dans les sciences biologiques et esthétiques, la pensée harmonieuse du philosophe et un don particulier de pédagogue. Et, plein d'émotion respectueuse devant cet être d'élite, doué d'une belle architecture corporelle, je m'abandonnerais avec une joie confiante à sa direction éclairée, certain qu'il ne pourrait me conduire que dans les chemins qui mènent à la vertu et au savoir, lesquels n'acquièrent tout leur prix, que s'ils ne sont qu'une nouvelle parure à un corps déjà sain et gracieux...

Revenons vite à la vraie philosophie, en écartant les chimères spiritualistes. L'être humain n'est pas *deux*, il est *un*. Ne me parlez plus des deux entités — âme et corps — se disputant une suprématie illusoire. Ne séparez point de la tige la fleur et son parfum. Soignez l'arbre pour que la fleur soit d'une coloration riante et que le parfum en soit aimable. Pour soigner la plante humaine et favoriser son développement harmonieux, il faut des jardiniers intelligents, de bons pédagogues, et que ceux-ci ne soient pas seulement des *savants de cabinets et de bibliothèques*, mais qu'ils soient aidés dans leur œuvre éducatrice par des hommes possédant la science de la vie, la connaissance des nécessités physiologiques, auxquelles se trouve soumis l'être humain.

Or, nous avons d'excellents professeurs de philosophie et de lettres. Le tout serait de leur laisser professer ce qu'ils sentent vrai. Mais avons-nous de *bons* professeurs de gymnastique?

Le soin que l'on prend actuellement de composer des manuels à l'usage des professeurs de gymnastique, est un signe de l'infériorité individuelle de ceux-ci. Il est probable que presque tous, en province, sont de la qualité mentale de celui qui m'enseignait autrefois. Il en est peu que je pourrais parer aujourd'hui de toutes les supériorités que je suis prêt à leur attribuer. M. Georges Demenÿ, *professeur du Cours d'éducation physique de la Ville de Paris*, me paraît cependant digne de tous les éloges. C'est un enthousiaste; il doit être un savant, et c'est un homme d'action. C'est lui qui a organisé le *Congrès international d'éducation physique*, dont je viens de suivre, avec une attention intéressée, les séances. Peu de rapports ont été lus. Comme il arrive toujours, on s'est attaché à discuter sur des détails de peu d'importance. Mais quelques vues ingénieuses ont été proposées aux méditations des congressistes. Mme Caroline Kauffmann, que ses tendances généreuses entraînent parfois jusqu'à l'*anarchisme*, mais qui sait aussi faire preuve de sa connaissance exacte des nécessités de l'heure présente, a dit d'excellentes choses, et M. Georges Demenÿ n'a pas été en reste avec elle. Tous les deux nous ont entraînés en dehors des petites préoccupations communes à tous les gymnastes. Il est certes d'un réel intérêt de discuter, entre personnes compétentes, sur les mérites variés des barres parallèles, de l'échelle de cordes, du trapèze et de tous les *engins*, dont le maniement plus

ou moins parfait constitue *l'art gymnastique*, mais il est d'un intérêt plus général d'apprendre quel est, à l'heure actuelle, l'idéal des éducateurs, qui se consacrent à former d'agiles et de gracieux *animaux humains*, et quelle est aussi la conception qu'ils se font de leur rôle.

M. Georges Demenÿ est, sur ces deux points, très explicite. S'il s'agit de définir le rôle du professeur de gymnastique, M. Demenÿ exige de celui-ci une vue générale sur les choses. Il ne faut pas qu'il se perde dans les détails et oublie le but final. Son érudition doit être vaste. La doctrine de l'éducation physique, pour être établie sur des bases solides, doit s'appuyer sur les résultats des scènes mécaniques, chimiques, physiques et biologiques. Mais, si elle ne peut point se passer de leur concours, elle ne doit pas cependant se confondre avec elles; car la science recherche les phénomènes et les lois de la nature, n'ayant pas d'autre objet que de les connaître, tandis que l'éducation tire profit de ces lois et les applique à *l'amélioration* de la condition de l'homme sur la terre. Ce n'est donc ni le savant pur, ni le mécanicien, ni le chimiste, ni le physicien, ni le biologiste, ni le médecin qui sont actuellement préparés à cette fonction d'éducateur, ce ne peut être, affirme M. Georges Demenÿ, qu'un *ingénieur biologique* assimilable au zootechnicien et, pour donner du poids à son opinion, il en attribue la paternité à Auguste Comte. Cette fonction est encore à créer; elle tiendrait le milieu entre celle du savant et celle du praticien. L'*ingénieur biologique* serait, à la fois, un savant et un artiste, il aurait approfondi l'*anthropotechnie* et, dans son enseignement, il se conformerait à ses règles.

Pourquoi cette fonction nouvelle prêterait-elle à sourire? Il y a bien déjà des *ingénieurs-mécaniciens*, dont l'activité sociale est exactement fixée et dont personne ne songe à contester l'utilité. L'éducation physique n'a-t-elle pas aussi son terrain d'action qu'il convient de délimiter exactement? M. Georges Demenÿ note son influence bienfaisante sur chacune des fonctions du corps humain et sur l'ensemble de ces fonctions. Action unique et prodigieuse! « lorsque chaque fonction s'accomplit normalement et sans dévier de sa destination vraie, les organes se perfectionnent et, chaque fonction n'empiétant pas sur l'activité d'une fonction voisine, l'équilibre général a lieu. » La paresse, l'oisiveté, la gourmandise, l'ivrognerie, la sensualité sont le résultat d'une déviation des fonctions. L'éducation physique, en améliorant la forme corporelle et en réglant les gestes, en apprenant à voir, à entendre, à toucher et à goûter, en éduquant le cœur, la respiration, les organes digestifs, en apprenant même à vouloir, à penser, à sentir et à réagir, remédie à toutes les déviations, à tous les sentiments anormaux, aux aberrations de la sensibilité et du jugement et crée des hommes sains et normaux. Elle améliore la race humaine. M. Georges Demenÿ a dressé un tableau qui résume les perfectionnements partiels que l'on doit attendre de l'éducation physique:

Voici ce tableau:

1° SANTÉ OU EFFET HYGIÉNIQUE.

Éducation de chaque fonction en particulier.
Conservation de l'harmonie des fonctions.
Augmentation du capital d'énergie.

2° BEAUTÉ OU EFFET ESTHÉTIQUE.

Développement normal du corps.
Éducation de la forme et de l'attitude.

3° VIRILITÉ, EFFET MORAL OU PSYCHIQUE.

Éducation des qualités viriles chez l'homme libre.
Direction sociale de l'énergie humaine.

4° ADRESSE OU EFFET ÉCONOMIQUE ET ÉDUCATION DES SENS.

Éducation des sensations et des perceptions.
Perfectionnement de la vie de relation.
Éducation des mouvements.
Utilisation économique de l'énergie humaine.

Ce qui précède n'est, pour ainsi dire, qu'un *schéma* de ce que M. Georges Demenÿ attend de l'éducation physique, ou *anthropotechnie*, si elle est appliquée par des ingénieurs biologiques, ayant conscience de la valeur sociale et humaine de leur mission. Dans un ouvrage, qu'il prépare, et dont il n'a encore communiqué au public qu'un plan détaillé, le distingué professeur s'occupe de fixer les bases de l'enseignement supérieur de l'éducation physique, tel qu'il le comprend. Ces bases seront, comme je l'ai déjà indiqué, une connaissance générale de l'état physique des individus et de la race humaine. C'est ainsi que l'éducateur devra avoir démontré les « agents naturels modificateurs de l'homme », tels que l'hérédité, le milieu (sol, climat, campagne, ville), les habitudes professionnelles, le tempérament, le régime alimentaire, et aussi étudié les lois qui régissent ces divers agents. L'ingénieur biologique ne devra pas davantage ignorer les lois auxquelles obéissent les êtres vivants, — les lois de la vie; lois de relations, de nutrition, de reproduction, etc., ayant ainsi déterminé les tendances et le tempérament d'un individu donné, il notera l'influence de l'exercice sur la digestion, sur la circulation de son sang, les modifications de son squelette, et de son système musculaire. La fixation de l'épaule, l'ampliation de la poitrine, la solidité des parois abdominales, les attitudes et les équilibres, l'allure générale, la démarche

et les gestes, en général, subissent également une influence dont il devra se rendre un compte exact. Il devra conformer son enseignement à chaque cas particulier, et, pour cela, des notions de mécanique lui seront indispensables, pour connaître « les conditions économiques de l'utilisation de la force musculaire » et éviter ainsi d'imposer à son élève une somme d'efforts supérieure à ses capacités musculaires. M. Georges Demenÿ formule cet axiome : « La beauté des mouvements est la conséquence de l'observation de la loi de l'économie du travail » et il propose aux réflexions de ses collègues la série des motifs suivants : Du potentiel de l'individu, — Des manières économiques de franchir une distance donnée et de franchir la plus grande distance possible dans un temps donné, — Influence de la taille et de la structure de l'individu au point de vue du rendement en travail mécanique, — Importance du rythme sur la quantité de travail produit et sur la fatigue.

Et maintenant voici une bonne définition de l'éducation physique : « elle a pour but le perfectionnement de l'homme ; c'est l'éducation des fonctions de la vie, elle a pour effet d'empêcher leur dégénérescence et leur déviation, de porter leur puissance à leur maximum conservant l'harmonie de l'organisme pour le bien de l'individu, de la patrie et de l'humanité. » Elle n'est complète que si les quatre effets suivants sont recherchés et obtenus, savoir : l'effet *hygiénique*, l'effet *esthétique*, l'effet *moral*, l'effet *économique*.

Pénétré de cette définition, le professeur de gymnastique, désireux de se manifester bon ingénieur biologique, doit y conformer son enseignement. La leçon de gymnastique scolaire doit être *complète, utile, graduée, intéressante, conduite avec ordre et énergie*. Elle ne doit pas être une juxtaposition artificielle d'exercices ni une combinaison de mouvements élémentaires de pure imagination, mais une *sélection de moyens de perfectionnement*. Tous les moyens qui ont un effet sur la santé, sur la beauté, sur l'adresse, sur l'état mental et moral doivent être utilisés. On n'obtiendra pas le développement harmonieux par le mouvement des membres exécuté séparément, *mais par des synergies spéciales*.

Or, un tel enseignement, *gradué, intéressant* et *énergique*, est donné, depuis dix années à Paris, où le Conseil municipal a créé un cours d'éducation physique, que professe M. Georges Demenÿ. Mme Caroline Kauffmann, s'adressant, un jour, à nos édiles, qui la recevaient, ainsi qu'une délégation du groupe : *la Solidarité des femmes*, disait avec véhémence : « Nous avons en mains les éléments supérieurs et indispensables : le maître et la science. Il faut à la Ville de Paris l'École, une école grande, un vrai sanctuaire, ouvert à tous, où les vérités nouvelles seront révélées. Les vérités nouvelles sont qu'il faut, en réalité, fortifier et développer le corps afin d'y faire germer la raison. C'est l'équilibre entre les deux forces qui devient la force réelle, et le déséquilibrement est le mal dont la génération actuelle se meurt.

« Donc, une École municipale normale d'éducation physique s'impose, École scientifique et non plus École empirique et acrobatique ; ce ne sont plus les seuls exercices militaires pour former de beaux escadrons, mais la nation tout entière doit avoir bonne et forte apparence, au physique et au moral. Il faut que l'on sache ce que doit être l'être humain, quelles doivent être ses fonctions, ses devoirs, et, pour qu'il puisse les remplir, il est nécessaire de lui apprendre à être fort, à connaître, à comprendre toutes les forces dont il peut disposer et lui montrer comment il doit en user pour les augmenter et comment il doit vivre pour éviter de les faire décroître. L'organisme humain est un mécanisme merveilleux ; il faut, pièce par pièce, mesurer son pouvoir. Cette science est créée par un Français, il faut en profiter. La Ville de Paris, centre et foyer de la civilisation, ne peut manquer d'instituer une création semblable. On s'occupe de l'amélioration de la race chevaline, des haras superbes sont construits et l'on obtient des résultats dont on se glorifie. Si l'on tentait les mêmes efforts au profit de la race humaine, les avantages seraient plus grands encore. Les profits seraient énormes ; ils seraient tels que même les jeux de courses ne pourraient plus rivaliser avec les bénéfices qu'on pourrait tirer des forces humaines décuplées, rendant en travail, en énergie, en intelligence, une somme immense de profits matériels et moraux. »

Quoique orné d'une ironie légère, ce fragment d'un rapport de Mme Caroline Kauffmann est animé d'une foi qui réchauffe. Il faut se réjouir de noter le courageux optimisme, qui s'affirme, depuis quelque temps, dans les écrits et les discours de certains écrivains jeunes, lesquels ne craignent point de se donner à la vie militante, malgré les motifs de découragement qu'elle leur offre et les nombreuses déceptions qu'ils y rencontrent. De la part d'une femme, un tel prosélytisme social, quand il s'affirme avec cette intensité, quand il s'oriente dans un sens utile, et est servi par le talent, est un signe du réveil d'une race, d'une patrie, d'une classe, d'un groupe humain, que l'on croyait assoupi dans l'indifférence et l'ennui qui accompagnent les décadences.

Réjouissons-nous de cette *renaissance* des énergies, ou, plutôt, de cette *naissance* d'énergies nouvelles, puisque aussi bien, le *Congrès de l'éducation physique* nous en fournit une occasion. Réjouissons-nous surtout de ce que cet appel à la force physique ne soit pas un appel à la barbarie et à l'ignorance, et

que l'idéal de ceux que M. Georges Demenÿ appelle des *ingénieurs biologiques* ne soit pas de créer de belles bêtes inconscientes et vaines, mais de superbes exemplaires d'une humanité plus saine pour qu'elle soit mieux pensante, et de cœur plus aimant. Depuis plusieurs siècles, on a donné trop de place à la psychologie. On a développé les facultés intellectuelles au mépris des facultés physiques. L'être humain n'a pas acquis plus de moralité. On a cherché à le gouverner par la raison, après lui avoir imposé l'autorité brutale des plus forts. Qui sait si Mme Kauffmann n'a pas dit juste : « Il est possible que la méchanceté humaine soit une souffrance, que l'on n'a pu ni comprendre ni apaiser... »

Léon Parsons.

VARIÉTÉS

Taine et le réalisme [1].

Taine n'est pas avec les *réalistes*, avec les *véristes* vulgaires et les *impressionnistes*, qui le proclament à tort leur maître. Je dis : à tort, puisque, pour eux, tout trait et tout aspect du vrai qu'il est possible de reproduire, a la même valeur que les autres. Cela s'étend du détail le plus insignifiant jusqu'au linéament le plus large et le plus accusé dans la grande physionomie des choses. Ils ne visent qu'à nous en mettre sous les yeux une copie et à produire ainsi l'*illusion* de la réalité. Pour Taine, au contraire, et pour tous ceux qui, avec lui, donnent, dans l'art, la première place à la puissance inventive du génie, la valeur esthétique de l'œuvre de celui-ci ne se mesure pas au degré de fidélité imitative et reproductrice, mais au degré d'idéalité et d'expression auquel elle arrive, en représentant les choses réelles à l'aide d'un choix intuitif et réfléchi de ceux d'entre leurs traits qui ont le plus de valeur et de signification pour nous.

Aussi, rien ne s'éloignerait-il plus du sens et de l'esprit bien compris de la doctrine de Taine, que l'application qu'on voudrait en faire au réalisme extrême de certains écrivains contemporains. Ce réalisme, a très bien dit Guyau, dégénère souvent en trivialité, et l'unique fin de l'art, pour les écrivains en question, est de rendre la sensation, ou, mieux, l'impression des choses, pourvu qu'elle soit vive et exacte. Le vrai, même au point de vue esthétique, réside pour eux dans le *fait* pur et dans la réalité représentée, dont chaque aspect et chaque trait, même les moindres, servent, autant que tout autre, au dessein de l'artiste. C'est, pour s'exprimer ainsi, le positivisme empirique extrême, transporté dans la théorie de l'art ; positivisme aux yeux duquel la matière brute de celui-ci renferme déjà tout ce qui doit suffire à son œuvre, sans qu'il soit besoin que l'esprit humain, la travaillant à nouveau, y imprime sa forme idéale et inventive. Le meilleur correctif de cette doctrine extrême, présupposée par presque tous les *réalistes* contemporains, l'esthétique de Taine le trouvait dans son positivisme tempéré d'éléments idéalistes. Pour ce positivisme, ce qui, dans notre pensée, est idée, répond évidemment à un fait, mais à un fait *générateur* et cause d'autres faits, dont il exprime, dans l'ordre des choses, la loi et le principe. Admettant ainsi une disposition hiérarchique des éléments de la réalité les uns par rapport aux autres, disposition qui répond à la subordination rationnelle et logique des vérités particulières sous les lois universelles de notre pensée, il ne restait au philosophe d'autre voie à suivre que celle qu'il a suivie dans son livre de *l'Idéal dans l'Art :* graduer le mérite des œuvres d'art d'après une échelle de valeurs esthétiques répondant aux valeurs réelles des caractères des choses. Rien, je le répète, n'est aussi diamétralement opposé à une telle façon de concevoir l'art, que le procédé de ces écrivains et de ces artistes qui s'imaginent que chaque trait, que chaque linéament des choses peut être *esthétiquement* beau et vrai, pour l'unique raison qu'il est réel et naturel, saisi et comme photographié sur le vif.

Mais il est un autre point de vue par lequel la philosophie de Taine pouvait se prêter, et s'est effectivement prêtée, comme « signe sur le drapeau », entre les mains des naturalistes contemporains et des critiques de leur parti. Les initiateurs de cette forme de roman nommée le « roman de mœurs », qui, en dépeignant les hommes, les temps, les couches sociales, vise non à faire saillir distinctement, dans le cadre d'une action racontée, la figure de quelque personnage, mais plutôt à nous rendre, avec la précision d'une chronique, les traits, les dispositions héréditaires de race ou de famille d'un groupe d'hommes, la physionomie générale d'une société ou d'une génération ; les chefs d'école de cet art que M. Paul Bourget a qualifié de *significatif*, les peintres dits *indépendants*, qui, au lieu de chercher avant tout, dans le corps humain, comme les anciens, le beau, l'harmonie des lignes, y cherchent de préférence les défauts et les déformations qu'y impriment l'habitude de certains métiers, le frottement de la vie des villes, l'influence malsaine de certains milieux sociaux ; — tous les adeptes, en somme, de cette nouvelle direction esthétique qui ne veut voir dans l'art, pénétré, comme

(1) Extrait de *la Philosophie de H. Taine*, par G. Barzellotti, professeur à l'Université de Rome, traduit de l'italien par A. Dietrich, qui paraîtra incessamment à la librairie Alcan.

il l'est désormais, de l'esprit et des méthodes de la science, rien autre chose qu'une enquête et une exposition de *documents humains ;* — tous ceux-ci ont prétendu trouver chez Taine l'inspiration et presque le programme philosophique de leur œuvre. Il avait, en effet, proclamé le premier, dans l'Introduction de l'*Histoire de la Littérature anglaise*, le principe sur lequel se fonde toute la critique de cet art nouveau : à savoir que la valeur d'une œuvre littéraire se mesure principalement au degré plus ou moins étendu où elle se prête à servir de signe de l'état moral qui l'a produite. Et le procédé d'analyse de sa critique littéraire et artistique, aussi bien que de ses travaux historiques, n'avait été, disait-on, que la recherche continue des « petits faits », dont est composé, comme il le démontre dans l'*Intelligence*, le *moi* humain. Ce procédé n'avait été, au fond, que l'application de la manière de concevoir et de représenter la vie morale, mise également en action par les romanciers du naturalisme.

Le premier, il est vrai, ou l'un des premiers, avec Balzac, à suivre cette voie, avait été Stendhal. Il recommandait aux écrivains, on le sait, comme le plus sûr moyen de donner du relief à la peinture des caractères, d'en faire saillir vigoureusement les traits particuliers, menus, aptes à les accuser, les « petits faits », disait-il; et il fut le premier à se servir de la formule que Taine ensuite fit sienne et mit en vogue. Et en quoi consiste le secret de l'admirable puissance d'évocation de tout un groupe d'âmes, dans le *Port-Royal* de Sainte-Beuve, sinon dans l'art avec lequel le grand critique a su donner à son analyse divinatrice de ces âmes la netteté parlante de l'évidence, et a tiré, de la psychologie la plus menue des détails de leur existence intérieure, des figures qui vivent?

Ni Stendhal ni Sainte-Beuve, cependant, quoique ayant fait un assez grand pas dans la nouvelle voie ouverte à l'art et à la critique par l'esprit positif de notre époque, n'en avaient indiqué la direction, comme le fit Taine depuis. Le naturalisme, né dans la littérature française vers la fin du second Empire, ne fut, au début du moins, qu'un mouvement de réaction contre les romantiques; mouvement parallèle, sinon conforme en tout, dans l'ordre des idées, à celui qui, quelques années auparavant, avait enlevé à la métaphysique idéaliste la maîtrise de la philosophie.

Les classes pensantes commencèrent à éprouver du dégoût pour toute étude en dehors des données expérimentales; la science positive devint, grâce à ses découvertes, maîtresse de la vie moderne, et jouit d'une prédominance incontestée. Alors, dans le naufrage de toutes les aspirations idéales de la première moitié du siècle, les écrivains de la nouvelle école, aux ouvrages desquels une étiquette empruntée à la science assurait un redoublement de succès, s'improvisèrent philosophes de l'art. A ce moment surgit l'étrange théorie d'après laquelle un roman devait appliquer à des sujets imaginés le même procédé de dissection que le physiologiste pratique sur les corps vivants. Or, cette théorie crut avoir retrouvé ses principes et ses formules dans les doctrines du philosophe positiviste qui, plus résolument et plus systématiquement qu'aucun autre, avait, dans chacun de ses écrits, affirmé vouloir porter dans les sciences morales et dans la critique les méthodes des sciences naturelles.

Mais cela n'aurait pas suffi à lui procurer une si grande faveur parmi les adeptes des nouvelles doctrines littéraires et artistiques, si sa philosophie ne s'était rencontrée avec elles sur un point d'importance capitale. Je veux parler de sa façon de concevoir et de représenter notre nature morale et son rouage intime, l'action des motifs opérant sur le caractère humain, et sa manifestation dans la vie et dans l'histoire. Nous savons que chaque partie de la doctrine déterministe de Taine gravite vers une espèce de mécanique de l'homme moral, laquelle voudrait le déduire tout entier, en le démontrant, comme un théorème, par un ensemble de causes naturelles, sociales et historiques, qui nous en donneraient tous les facteurs nécessaires, toutes les forces combinées, dont il ne serait que la résultante. Une telle façon de concevoir le caractère humain est essentiellement conforme à la représentation que nous en offre le roman naturaliste. Le type idéal dont s'inspirait le romantisme était, on le sait, celui du héros solitaire en lutte avec la société et avec lui-même, du rebelle sublime, personnification de la liberté de l'individu, qui voulait tenir bon à tout prix contre toute puissance naturelle humaine ou divine; modèle abstrait qui produisit, dans la fiction, *Prométhée* de Gœthe et *Manfred*, *Werther* et *Jacopo Ortis*, *Obermann*, *René* et *Adolphe*, et, dans la réalité, les Byron, les Foscolo, les Senancour, les Chateaubriand, les Benjamin Constant.

Cette seconde moitié de notre siècle, — de « ce siècle riche et vaste, mais lourd, (qui) tend vers la fatalité », a si bien dit Michelet, — sur laquelle pèse, comme un étouffement pénible, la grande fatigue énervante de la vie des villes, fermée à l'air et au soleil, malade de critique, de journaux et de parlements, ne paraît plus pouvoir désormais s'imaginer dans l'art d'autre type humain que celui d'un vaincu dans la lutte pour l'existence, d'un esclave d'impulsions et d'instincts irrésistibles, d'un impuissant à supporter le fardeau de la vie. L'abdication de la volonté individuelle, incapable d'initiatives devant la fatalité de la race et du tempérament, dans l'influence

du milieu et de la contagion sociale; le tarissement de toutes les sources intimes de l'action personnelle et libre chez l'homme de nos jours, malade de la volonté, est devenu, dit M. Paul Bourget, le thème habituel de l'école dite naturaliste, depuis les Goncourt et Zola, « qui a édifié ses *Rougon Macquart* sur l'hypothèse d'une névrose héréditaire », jusqu'à Alphonse Daudet, Huysmans, Paul Alexis et Guy de Maupassant. Cette littérature est une grande clinique des maladies du siècle. Elle s'en alimente elle-même, puis les reproduit, les ramène, par une lente contagion morale, de la fiction dans la réalité. On ne peut affirmer qu'elle s'est inspirée uniquement du déterminisme de la science positive; mais elle s'est rencontrée avec elle par la même voie sur plusieurs points, elle l'a eue pour complice dans son action sur les esprits. Dans une doctrine, d'un côté, qui ne laisse à la volonté humaine aucune initiative dans la série des causes dont elle n'est qu'un anneau, tendant ainsi à faire de la foi dans la liberté morale une pure illusion; et un art, d'un autre côté, qui nous montre la créature humaine « dominée par le milieu et devenue incapable de réaction personnelle », à peine y a-t-il un pas. Et il n'est pas étonnant qu'au lendemain de 1870, dans cette ombre épaisse de découragement qui passa sur la France, le pessimisme ait envahi la littérature, et que les romanciers naturalistes, Émile Zola en tête, aient cherché dans l'idée déterministe de l'universelle nécessité des choses un fond brumeux pour leur sombre vision des maux humains.

Taine était d'accord avec eux, au moins en partie. Mais quel jugement portait-il sur la valeur artistique de leur œuvre? On peut l'induire de plusieurs passages de ses écrits, et en particulier de son recueil posthume, *Derniers Essais de critique et d'histoire*. Ils renferment un article sur George Sand, écrit en 1876. Pour arriver à parler de l'idéalisme dont s'inspira l'illustre femme-auteur et pour en mettre en relief les mérites, le critique commence par lui opposer la direction nouvelle de l'art réaliste. « L'esprit positif et scientifique, dit-il, a gagné la littérature... Le roman est aux mains des successeurs de Balzac, et il ne faut pas s'en plaindre, si, avec les minuties et la conscience du maître, les élèves ont les grandes vues d'ensemble, la profondeur d'analyse, la puissance de combinaison et la pénétration philosophique qui font de Balzac, comme de Rembrandt, l'un des grands peintres de l'humanité. »

Il ne semble cependant pas avoir beaucoup admiré Émile Zola, à en croire ce qu'ont dit à ce sujet quelques-uns de ses amis et biographes. Parmi les précurseurs immédiats de la nouvelle école, il eut en haute estime Gustave Flaubert, et, dans ce même article sur George Sand, en parlant du roman, il s'exprime ainsi à son sujet : « Il faut un thème général, une sorte de lien commun moral qui serve de matière au récit. Quand ce thème philosophique rencontre un personnage capable de le porter jusqu'au bout et de l'exprimer tout entier, le roman est de premier ordre; c'est ainsi que M. Flaubert a fait *Madame Bovary*, un chef-d'œuvre. » C'est là un jugement d'accord avec les conclusions de la théorie qu'expose *l'Idéal dans l'Art*. Pour tâcher de deviner ensuite quelle a pu être, aux yeux de l'auteur de cette théorie, la mesure de la véritable valeur littéraire de l'œuvre de Zola et des autres successeurs de Balzac, on n'a qu'à lire la belle étude consacrée à ce dernier. Taine nous le donne comme le type de l'écrivain naturaliste, préoccupé de représenter de préférence, non le bien et le beau, mais le réel et le vrai de la vie, avec une forte tendance à en dépeindre les aspects les plus bas et les plus ignobles, pourvu qu'ils s'expriment dans des caractères puissants, dans des « monstres grandioses », dans des « bêtes de proie ». Tels sont, en effet, presque tous les personnages qui se pressent sur la vaste scène de la *Comédie humaine*, et sur lesquels le critique porte sa fine analyse, pour aboutir à cette conclusion : si Balzac est presque toujours inférieur à lui-même quand il dessine des caractères de femmes, s'il ne parvient pas à représenter avec vérité la vertu et à nous mettre sous les yeux les formes les plus élevées, parce « son idéal est ailleurs » et que « partout où il y a une difformité ou une plaie, Balzac est là », cependant la richesse, la vigueur de l'invention, la profondeur de l'analyse compensent chez lui ces défauts; les figures de ses plus grands scélérats « échappent à la laideur par leur puissance ». Ainsi son art, semblable en cela à celui de Shakespeare, en nous montrant sous des formes grandioses et émouvantes ce que le drame humain a de plus laid et de plus ignoble, nous soulève au-dessus de nous-mêmes, infuse à toutes nos facultés une vie plus intense et plus large.

Voilà pour Balzac. Quant à Zola, je ne crois pas que, en dépit de l'art incontestable avec lequel il nous fait constamment sentir le « milieu », et de la vaste et riche trame de son œuvre, qui voudrait nous donner une sorte d'histoire naturelle de la société contemporaine, cette œuvre ait pu représenter, aux yeux de Taine, une de ces *valeurs esthétiques* qui ne diminuent pas malgré les changements de modes et de goûts, et supportent le jugement de plusieurs générations. Ce que cette œuvre a en elle de laborieux et de pénible, de trop cherché et voulu, refroidit la spontanéité vivante de l'écrivain. Sa thèse, empruntée à la doctrine de l'*hérédité*, n'a pas, transportée dans le roman, l'importance d'un de ces grands problèmes humains dont l'art devra toujours s'inspirer.

Et puis, la représentation continuelle et le plus souvent répugnante de caractères « malfaisants », comme les aurait appelés Taine, n'est pas compensée dans les *Rougon-Macquart*, comme dans la *Comédie humaine*, par une extraordinaire puissance de conception et d'animation des figures des personnages. Presque toutes celles de Zola sont autant d'automates en proie à la fatalité dés forces naturelles et sociales qui les dominent. Semblables à des bas-reliefs inachevés, leur physionomie individuelle semble souvent se perdre sur le fond du tableau et parmi les lignes générales de celle du groupe humain au milieu duquel l'auteur les fait mouvoir.

Cela est à coup sûr très conforme à la manière dont Zola conçoit et voit la nature humaine, mais ne prouve pas qu'il l'ait vue tout entière sous chacun de ses aspects, ni que l'angle visuel sous lequel sa thèse la lui fait regarder puisse lui en donner l'impression la plus vraie. L'étude sur *Balzac* se termine par ces mots : « Avec Shakespeare et Saint-Simon, Balzac est le plus grand magasin de documents que nous ayons sur la nature humaine. » Je doute beaucoup que ce choix préconçu d'un certain *type humain*, dont semble s'être inspirée l'œuvre entière de M. Émile Zola, n'ait pas enlevé à celle-ci, dans l'opinion de Taine, une bonne portion du mérite qu'il devait au reste lui accorder, d'être, elle aussi, un vaste recueil de documents sur la vie contemporaine.

G. Barzellotti.

LA VIE ET LES MŒURS

La presse et les préoccupations nationales.

On sait que les journalistes ont coutume d'appeler sujets de préoccupations nationales les faits qui intéressent quelques-uns d'entre eux. Et il est facile de démontrer que, le plus souvent, la nation reste aussi indifférente que possible aux soucis dont sont assiégées les vastes intelligences de ceux qui dirigent par la plume la conscience populaire, et que, d'autre part, s'il est des préoccupations auxquelles les cerveaux puissants de ceux qui instruisent le peuple en écrivant demeurent continuellement fermés, ce sont bien celles qui vraiment inquiètent la foule. De là ce désaccord prodigieux entre la presse et ceux dont elle prétend d'être lue : désaccord qui est assurément un des phénomènes les plus caractéristiques en même temps qu'un des événements les plus graves qui se soient produits depuis que, voilà trente ans passés, le gouvernement de l'opinion publique s'est, dit-on, établi et assuré parmi nous. Au surplus, il serait regrettable que la simple constatation de ce fait exact empêchât de conclure, comme d'habitude, que la presse est le miroir le plus fidèle du monde où se puisse refléter l'image d'une nation.

Certes, il est bien vrai que maintenant la presse est occupée de grandes aventures nationales. Histoires galantes et tragiques, violentes révoltes des individus contre la loi, chocs des civilisations antiques et nouvelles, et quoi donc encore! Voici qu'on disserte à perte de vue sur les meurtres de rois ou sur les mariages d'autres rois et sur les complications que ces événements doivent normalement engendrer, car il paraît certain que rien ne suscite autant de complications que la mort d'un roi, si ce n'est peut-être son mariage. Voici que d'autres s'élancent méthodiquement dans le champ des conjectures sociales et travaillent à mesurer l'inévitable effet de la recrudescence du mouvement anarchiste. Et ceux-ci cherchent encore à expliquer au monde et à s'expliquer à eux-mêmes les causes du bouleversement chinois et ils omettent seulement d'observer à quel point le comique de ce spectacle est intense : la Chine raillant avec une ironie très soutenue les Talleyrands et les Metternichs européens. Et ceux-là qui estiment qu'il n'est jamais trop tard pour se livrer à des considérations inutiles, se dépensent encore en oiseux efforts pour démontrer le succès ou bien l'insuccès de l'Exposition universelle. Voilà donc les incidents grandioses dont la presse vient d'être occupée et il faut convenir qu'elle a rarement l'occasion de s'émouvoir de questions dont la foule est plus capable d'être émue. L'actualité produit ce miracle qu'une fois par hasard, la presse, comme malgré elle et assurément sans qu'elle s'en aperçoive, est conduite à parler d'événements auxquels le peuple ne demeure point totalement indifférent. En effet, le mariage d'un roi fait généralement rire, le meurtre d'un roi fait souvent pleurer; l'affaire chinoise, rehaussée par le drame languissant mais convenablement horrible des légations, donne à tous les esprits cultivés l'irrépressible envie de savoir au juste où se trouvent Pékin et Tien-Tsin ; quant à l'Exposition, son succès intéresse encore un certain nombre d'industriels, de snobs et quelques familles. Mais enfin qu'est-ce que cela pour préoccuper un peuple? Qu'est-ce que cela quand les moissons sont presque partout rentrées, quand les vignes qui sont belles s'acheminent à une glorieuse maturité et quand la chasse vient de s'ouvrir!

L'ouverture de la chasse : tel est, n'en déplaise aux individus très soucieux de résoudre la vie d'un peuple en idées générales et qui ne calculent l'importance d'un événement que d'après l'importance des développements philosophiques, politiques ou littéraires, à quoi il peut prêter; tel est, au jour d'aujour-

d'hui, et, Dieu merci ! pendant plusieurs semaines encore, le fait essentiel qui intéresse jusque dans ses profondeurs toute la vie nationale. Fait capital qui bouleverse pour un temps les relations des membres des familles entre eux; fait considérable qui modifie la vie même des individus ; fait universel qui se produit dans toutes les régions de France et à travers toutes les classes de la société, événement qui n'est dominé en aucune manière par aucun autre événement et dont l'étendue ne saurait être restreinte par rien au monde, si ce n'est peut-être par l'entreprise énorme et, pour tout dire, invraisemblable, d'une guerre étrangère exigeant soudain la mobilisation de tous les hommes valides ou bien par l'infortune extrême de l'invasion subite de peuples ennemis sur notre territoire. Oui, à la date dès longtemps attendue, quelles que soient les dernières divisions du gouvernement, quels que soient les triomphes ou les crimes du ministère, quoi qu'il s'accomplisse en Chine, en Italie, ou bien en Serbie, quand même la France serait menacée d'une crise économique ou, plus simplement, d'une crise morale, un nombre toujours équivalent de chasseurs se répand parmi les campagnes.

Plaines du nord, montagnes du plateau central, coteaux et vallées ou plaines méridionales, vous êtes tous et vous êtes toutes envahies par des hommes qui se ressemblent et qui roulent dans leurs cerveaux des pensées pareilles! Comment ne pas admirer dans ce spectacle une preuve péremptoire de l'harmonie française et de l'unité nationale ! Naturellement, la presse néglige de constater l'importance de ce phénomène par où se traduit avec sincérité la vie intime du peuple de France. Elle se consacre aux récits contradictoires d'aventures éphémères mais bruyantes qui se passent généralement à Paris et elle ignore les événements provinciaux dont le retour annuel, merveilleusement régulier, décèle que la vie d'un peuple est un perpétuel recommencement et que le progrès général ne s'effectue que par l'impressionnante succession de manifestations toujours identiques. Et cependant que les journaux débattent obscurément de négligeables péripéties, la chasse va bientôt s'ouvrir à la date presque immuablement fixée par la logique des saisons, par le bon sens et même par la loi, et la santé physique et morale de la nation française s'améliorera.

Sur les bienfaits de la chasse interrogez un petit bourgeois; cet héritier direct des Gaulois fiers, ce dépositaire des traditions les mieux établies de nos lointains ancêtres ne manquera pas de vous répondre : La chasse accroît la force de notre race et, en même temps, elle donne aux individus, avec la santé, l'optimisme utile à la société. Et cela est bien vrai et par là vous apercevez l'importance sociale d'un événement comme l'ouverture de la chasse et combien la presse est coupable de n'y point insister. Que plusieurs milliers de soldats soient massacrés en Chine : voilà, à coup sûr, un accident digne qu'on le déplore. Il peut affaiblir la patrie. Mais ce malheur n'est point sans compensation, car il augmente le patriotisme. En effet, l'exemple des morts est proposé à ceux qui survivent et le dévouement de chacun à la chose commune s'accroît d'autant. Mais qu'au contraire le million d'hommes qui ont coutume de se livrer à la chasse soient empêchés ou gênés dans cet exercice salutaire à l'individu et profitable au pays, la santé et par conséquent la force active de la race diminueront et les enfants qui naîtront l'année suivante seront anémiés. Concluez.

Mais je sais un autre bienfait de la chasse et je ne parle point de ces chasses d'apparat qui ne sont organisées qu'en vue de « la note à communiquer aux journaux », ni même de ces chasses où se consacrent braconniers et paysans pour le gain qu'elles procurent, mais de celles pour quoi se dépensent avec désintéressement les bourgeois des villes. Elles les libèrent intégralement des influences pernicieuses de la presse. Certes, il est exact de dire que le pouvoir de la presse est beaucoup plus fort pendant l'hiver que pendant l'été. Mais le chasseur se soustrait plus que personne à ce pouvoir. Le chasseur ne lit pas. Il marche, avec son chien, dans une heureuse et saine ignorance des bruits des villes. Il vit tout entier, intellectuellement et cordialement, cette vie si bonne pour ranimer ses forces et qui le ramène à l'état de nature. Il est entièrement absorbé par son plaisir, ou bien il se donne totalement à son effort. Le reste lui demeure étranger. Et que des chasseurs s'unissent pour parcourir les champs, vous les verrez également insoucieux des billevesées écrites et extrêmement prompts à résister aux opinions que les journaux leur voudraient imposer. C'est ainsi que la chasse augmente la dignité et l'indépendance individuelles : avec le sentiment de la force, elle inspire le dédain des discussions. Une république de chasseurs serait silencieuse et florissante.

Il y a donc lieu de ne pas se dissimuler que la chasse concourt à établir l'équilibre moral de notre pays. Et, en vérité, il faut être ignorant comme un moraliste de gazette quotidienne pour dédaigner d'étudier cette influence. Mais que les moralistes « d'après l'actualité » ou les psychologues au jour le jour négligent de nous éclairer sur une importante question, c'est peut-être une raison pour que nous la jugions mieux. Regrettons plutôt et regrettons patriotiquement que les campagnes se dépeuplent de gibier autant que d'hommes et que, par exemple, cette année-ci la perdrix et le lièvre soient si rares en certains endroits ; sans compter que vraiment il

n'y aura guère de cailles... Les bourgeois de France risquent de plus en plus d'être dissuadés de la chasse. Que ce fait social est donc grave! Puissent au moins les pouvoirs publics y prendre garde, et puissent-ils, encore que la presse française ne les en sollicite pas, puissent-ils, veillant à la conservation de toutes les espèces de gibier et à leur multiplication, prouver ainsi qu'ils sont soucieux de l'avenir de la race et de l'affermissement de l'âme française!

J. ERNEST-CHARLES.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

La méthode scientifique de l'histoire littéraire, par G. RENARD (Alcan).

Cet assez intéressant ouvrage est malheureusement d'une prolixité déplorable. Il y avait là, je crois, la matière de cent bonnes pages ; les cinq cents qu'on nous offre sont embarrassées de redites, d'éclaircissements inutiles, de démonstrations surérogatoires, — si bien qu'on se perd dans ce fatras : on n'arrive plus à distinguer les idées essentielles de l'auteur, qui sont pourtant très simples. M. Renard se refuse à faire la critique des tentatives antérieures à la sienne et analogues aussi : il craint d'être « désobligeant » pour ses devanciers. Il aurait pu, tout au moins, faire pour lui-même ce petit travail, quitte à ne le point publier : il se serait rendu compte ainsi de tout ce qui vient directement à sa méthode de Sainte-Beuve, de Taine et même de M. Brunetière. Conséquemment il aurait sans doute déblayé son livre de tout ce qui nous est déjà connu grâce aux livres de Sainte-Beuve, de Taine et de M. Brunetière. Les quelque cent pages qui seraient restées auraient pu former un bon petit opuscule de « conseils pour écrire avec soin l'histoire littéraire ». M. Renard différencie ingénieusement l'histoire littéraire et la critique en reconnaissant à cette dernière le droit d'être partiale ou du moins le devoir de prendre parti avec clairvoyance et d'agir dans la lutte des idées contemporaines, tandis que l'historien doit se défaire de sa personnalité. Reste à savoir si cette opération est réalisable. Reste à savoir surtout, — et cette objection ne s'adresse pas seulement à la « méthode » de M. Renard, mais à toutes les tentatives de ce genre, — si l'on ne s'expose pas, en ne considérant ainsi les œuvres d'art que comme des phénomènes historiques particuliers, à les dépouiller de ce qu'elles ont d'essentiel : leur caractère d'œuvres d'art. Les « méthodes scientifiques » d'histoire littéraire n'aboutissent généralement qu'à utiliser pour l'histoire générale ces documents que sont les œuvres d'art... Les œuvres d'art valent en dehors de leur temps, au delà de leur authentique signification momentanée, et par les contre sens mêmes que la postérité fait à leur sujet.

Isis, par VILLIERS DE L'ISLE-ADAM (Librairie internationale).

Il faut noter, dans certains milieux littéraires, une très caractéristique recrudescence d'admiration pour Villiers de l'Isle-Adam. Les réimpressions de ses œuvres sont fréquentes. Il y a quelques mois l'éditeur Deman publiait, sous le titre d'*Histoires souveraines*, un très luxueux recueil des plus beaux contes : *Vox populi*, *Impatience de la foule*, *Akédysséril*, etc. Aujourd'hui la *Librairie internationale* entreprend une édition complète de Villiers et la commence par *Isis*. Ce roman, le premier, je crois, de Villiers, est de 1862, antérieur par conséquent de vingt-cinq ans à *Axel* et à l'*Ève future*. Il est inférieur, sans doute, à ces œuvres-là, mais il les annonce. Le romantisme y domine encore, un romantisme très spécial, il est vrai, — mais la métaphysique, la préoccupation de l'absolu s'y révèle déjà. Emilia Fabriana est bien une héroïne de Villiers : jeune, très belle, étrange, singulièrement savante et douée même de mystérieuses puissances, elle apparaît ici toute énigmatique et prodigieuse. Vêtue en cavalier, protégée sous son manteau par une armure, elle a couru le monde; elle a visité les rois, les sultans et les empereurs; elle les a dominés pas l'extraordinaire prestige de sa volonté. Maintenant, dans son palais merveilleux de Florence, elle a reçu celui qu'elle attendait, « celui qui devait venir » un jeune comte allemand parfaitement beau. L'œuvre est curieuse, inquiétante, chimérique, infiniment complexe, un peu vieillie par endroits, ailleurs géniale.

Impressions musicales et littéraires, par CAMILLE BELLAIGUE (Delagrave).

Ce volume se compose d'un assez grand nombre d'études diverses, relatives à des œuvres ou à des questions musicales, de silhouettes de musiciens (Halévy, Haendel, Rouget de Lisle, Grétry, etc.) et de deux portraits littéraires : Cherbuliez et Fromentin. Les précédents recueils de M. Bellaigue ont fait apprécier déjà sa documentation consciencieuse, la sincérité de ses jugements et la clarté de ses expositions. Le croquis de Rouget de Lisle est assez plaisant. C'était un homme parfaitement médiocre et si dénué de toute espèce d'héroïsme qu'on a pu douter que la *Marseillaise* fût de lui. On ne trouve rien dans le reste de son œuvre, — littérature et musique, livrets d'opéras, comédies, nouvelles sentimentales, hymnes, romances, plusieurs centaines de romances, — qui rappelle, même un peu, le ton martial du « Chant de guerre pour l'armée du Rhin ». Rouget

de Lisle, qui ne fut pas un héros, ne fut même pas un caractère. Son existence manqua d'éclat, même de noblesse; on le vit hésiter trop souvent entre des convictions diverses et passer de l'une à l'autre avec facilité. Il mourut en 1836, à soixante-seize ans, pensionné par Louis-Philippe. Il avait eu du génie pendant une heure, et comme par inadvertance...

Celles qui pleurent, par Jeanne France (Motteroz).

Ce volume se compose d'une quinzaine de saynètes ou de petits dialogues dont l'intrigue est très simple et dont le ton, point ambitieux, vaut surtout par le naturel. Une « apprentie de la vie », c'est la petite Germaine, par exemple, douce fillette pâle et blonde, dont le père s'est remarié, et que sa belle-mère utilise indignement comme bonne d'enfants. Le « premier rêve fauché », c'est celui de Marthe, qui s'était trouvé toute seule un fiancé et que son père met au couvent afin de donner aux garçons toute sa fortune. Gabrielle se croyait, pauvre innocente, « aimée pour elle-même »; une conversation qu'elle surprend par hasard lui révèle cruellement qu'on ne la recherchait que pour sa dot; elle se mariera tout de même, par lâcheté, pour ne pas faire de scandale; ainsi va la vie!... Puis, nous voici dans un autre milieu, dans les sinistres taudis d'ouvriers où la misère physique aggrave la détresse morale. « Le mal du peuple », c'est l'alcool. Dans une petite rue, étroite et sale, deux femmes sont là, qui guettent à la porte d'un cabaret borgne la sortie d'un père ou d'un mari, pour lui reprendre un peu d'argent, parce qu'à la maison la vieille mère et le mioche crèvent de faim. La scène est émouvante et vraie, écrite avec mesure, sans effets mélodramatiques ni grossièretés excessives, assez proche de la vie. Tous ces petits tableaux tristes sont composés dans une évidente intention didactique. L'auteur ne dissimule pas son désir de moraliser. Mais il prêche sans emphase, sans pédantisme; c'est par le douloureux spectacle de ce qui est qu'il voudrait développer dans les âmes le désir du mieux. A force d'être sincère, il est persuasif; à force d'être simple, il émeut...

Des poètes simples : Francis Jammes, par Thomas Braun (Édition de la *Libre Esthétique*).

C'est une conférence que fit récemment à Bruxelles le poète des *Bénédictions*. Elle est intéressante de plusieurs manières, d'une jolie forme d'abord, un peu travaillée, un peu contournée, mais habile et qui tout de même arrive à la simplicité; surtout elle caractérise heureusement une tendance de la poésie nouvelle. Quelques poètes dont Francis Jammes est peut-être le chef, bien qu'il ne s'efforce pas de « faire école », comme on dit, essaient de revenir à la toute ingénuité. Tels que « des enfants qui imitent aussi exactement que possible un beau modèle d'écriture, ils copient avec conscience un joli oiseau, une fleur ou une jeune fille... » Ils ne cherchent pas à raffiner, ou leur raffinement consiste du moins à tâcher d'être parfaitement simples. Ils ont dévêtu leur poésie de tous les ornements fastueux dont se plaisait à l'envelopper le romantisme d'abord, le symbolisme ensuite. Ils fuient également la rhétorique et le facile lyrisme et tout ce qui n'est pas, d'une manière évidente, sincère et vrai. Les subtilités de l'expression, les joliesses du rythme leur font peur, parce que tout cela dissimule l'exacte réalité. Enfin, tout leur effort tend à ne pas ressembler du tout à M. de Montesquiou-Fezensac. « Toutes choses sont bonnes à décrire lorsqu'elles sont naturelles... Que voulez-vous que je préjuge d'un écrivain qui se plaît à dépeindre une tortue vivante incrustée de pierreries? Je pense qu'en cela il n'est point digne du nom de poète, parce que Dieu n'a pas créé les tortues dans ce but et parce que leurs demeures sont les étangs et le sable de la mer... Que voulez-vous que je pense d'un homme qui, parce qu'il dépeint un thyrse ou un habit à pan d'hermine, veut m'obliger à ne pas écrire sur un râteau ou une paire de bas? » Ils ont un grand souci de réalité; ils s'intéressent aux plus humbles êtres, aux plus modestes choses et, contredisant l'ancienne distinction des objets poétiques et du prosaïsme, ils prétendent retrouver jusque dans les plus petits recoins de la création le caractère divin de tout ce qui est. Rien n'échappe à leur investigation minutieuse, émue, amusée, respectueuse surtout et comme ennoblie d'intime religion...

Cœur contre cœur, par Pierre Mael (Ollendorff).

Devenu mélancolique pour avoir aimé sans bonheur une veuve coquette, Jean de la Coudraie s'est retiré avec sa mère au bord du golfe Juan. Il passe ses journées, ses nuits parfois, en barque à voile sur la Méditerranée (jolies descriptions de mer). Sa mère veut le marier à l'une des demoiselles Saint-Maymes, Anna ou Lina, l'une ou l'autre et n'importe laquelle pourvu qu'il se marie. Mais voilà que survient une toute jeune femme, diaphane et jolie. Son mari, M. Largentière, ancien diplomate, avait eu d'une première femme qui s'appelait Marie une petite fille qui s'appelait aussi Marie; sa seconde femme s'appelle aussi Marie. La bonne Mme de la Coudraie s'embrouille dans ces Maries et, croyant la présente Marie Largentière fille du vieux diplomate, pense à elle pour Jean. M. Largentière, d'ailleurs, est un père pour sa femme. Ce saint homme est doué d'une singulière puissance de divination : il sait que Marie (la troisième) mourra bientôt comme les deux autres. Marie et Jean se mettent à s'adorer, sans se le dire d'abord, et très pure-

ment même après l'involontaire aveu. Mais Mme de la Coudraie, sachant maintenant Marie mariée, revient à sa première idée : Anna ou Lina Saint-Maymes. Les deux jeunes filles, du reste, brûlent pour le beau Jean. Marie sent que Jean lui échappe et, se sachant perdue, fait le sacrifice de son amour. Elle convainc Anna d'imiter son noble exemple et rapproche Lina de Jean... Puis, à l'automne, elle meurt, bénissant la prochaine union qu'elle a préparée. M. Largentière n'a plus qu'à pleurer, en Bretagne, sur la tombe de ses trois Maries. Cette aventure, assez compliquée, est racontée par Pierre Maël avec charme ; elle est empreinte d'une certaine tristesse douce. La mort de Marie qui survient à la fin du roman et qu'on attendait depuis le début émeut douloureusement. Sans être très puissante, ni très profonde, cette petite œuvre plait par sa délicatesse et sa grâce attendrissante.

La Demi-République, par C. Léouzon-le-Duc (Plon).

Ces « notes et réflexions sur l'état politique de la France » sont assez amusantes encore que pessimistes : l'humour! L'humour, et d'une manière un peu trop continue pendant ces trois cents pages. D'assez jolies trouvailles, ici et là, — trop de trouvailles même, ou bien, par endroits, pas de trouvailles, mais de la recherche. Cela fatigue. Chapitre Ier : « l'Automate » ; c'est le Président de la République, machine à représenter. Chapitre II : « les Quinze-Vingts » ; c'est le Sénat, temple de Janus, ouvert durant la guerre, habituellement fermé. Le Sénat ne fait rien. Chapitre III : « La Chambre basse », dite des Députés : médiocrité naturelle de ceux-ci. La Chambre peut tout ; incapable de remplir sa tâche, elle s'en décharge sur le Gouvernement. Chapitre IV : « l'Inexécutif » ; c'est le Premier Ministre. Funambules et hercules. M. de Freycinet, neuf fois ministre, petit et fluet, pointe sèche et grisaille, l'usage de tous les moyens de parvenir et de se maintenir. M. Dupuy, auvergnat et universitaire ; aux obsèques de M. Carnot était coiffé d'un chapeau à ressorts, cambré et petit ; à Notre-Dame, avant de prononcer son discours, avala le contenu d'une fiole qu'il avait emportée dans la poche de son habit, etc. Conséquemment, la « demi-République », apanage de l'oligarchie bourgeoise. Pour reconstituer cette demi-vierge, M. Léouzon-le-Duc lui propose un régime tonique : se garder de l'alcoolisme, par exemple. Il me semble que les conseils donnés à sa cliente bénévole par M. Léouzon-le-Duc sont sages et judicieux, et qu'ils proviennent seulement d'une réflexion consciencieuse, désintéressée ; ils ne représentent pas, dans leur ensemble, la doctrine de tel ou tel groupe politique. Ils sont exempts d'esprit de parti ; aussi n'ont-ils aucune espèce de chance d'être jamais appliqués.

La mère et l'enfant, par Charles-Louis Philippe (*La Plume*).

C'est l'histoire d'un petit enfant sage que sa maman soigne parce qu'il a mal dans la mâchoire. Voilà tout. L'auteur n'a pas toujours évité d'être monotone, un peu ennuyeux et de tomber dans la puérilité mièvre avec le récit de cette toute petite aventure, qu'il a choisie insignifiante à souhait, et qu'il a traitée vraiment avec une excessive simplicité. Certes, aimons la simplicité ; le tragique quotidien n'est pas moins émouvant que les gros événements mélodramatiques. Mais enfin il est dangereux de pousser à l'extrême cette esthétique charmante... Ce petit livre est cependant touchant et, dans son humilité voulue, assez joli. Le style en est fin, le sentiment juste, le ton délicat. Même on y trouve, de temps en temps, des passages presque délicieux d'émotion contenue et de tendresse, de grâce enfantine et de bonté. Çà et là aussi de petites notations très habiles. Ce portrait, par exemple : « Avec son grand tablier de cuir, son chapeau affalé et sa pomme d'Adam comme une pomme qu'il ne peut avaler, c'est Limousin le charron qui se dandine et se balance... » Ou bien, cette *analyse* du mal de dents : « La douleur habite votre cerveau, votre mâchoire, vos tempes et votre sang... Maman faisait la lessive. Je rôdais autour d'elle, inquiet ; je marchais en me plaignant. On dirait que nous promenons notre douleur afin de l'égarer, pour qu'elle se perde dans un coin et ne puisse plus nous retrouver... »

Fleurs d'aube, par Madeleine Paul (Fischbacher).

Ce mince recueil de poèmes, un peu trop romantique, à mon gré, trop vaguement et continûment lyrique, plaît malgré tout par son accent de sincérité. La forme n'en est pas très originale ; il est aisé d'y retrouver l'influence de Lamartine, d'Alfred de Musset, de Marceline Desbordes-Valmore. Mais, c'est généralement ainsi : les sentiments les plus spontanés qu'on éprouve on les exprime à la manière d'autrui ; et si l'on arrive, plus tard, à des accents plus personnels, c'est par une sorte de raffinement auquel d'abord, dans la passion, on n'avait pas songé... Il faut reconnaître, d'ailleurs, à Mme Madeleine Paul des qualités estimables, de la simplicité, de la grâce, de la ferveur, un don de la période poétique harmonieuse et chantante.

Comme aux souffles glacés de la bise farouche,
Meurent, en pâlissant, les roses d'un beau jour,
Ainsi sont morts, hélas! en passant sur ma bouche
Les mots de tendresse et d'amour...

Si, dans ses paysages, il y a peut-être trop de lunes argentées, d'étoiles pâlissantes, et, sinon de lacs, du moins d'étangs, les vers d'amour de ce petit vo-

lume sont ardents et délicats. Bien qu'un peu suranné de forme et quelquefois négligé dans le détail, ce sonnet est beau, je crois :

Quand ta main frémissante, en effleurant ma main,
Me donnait au départ son étreinte suprême,
Quand tu disais « toujours », quand tu disais « je t'aime »,
D'une voix qui semblait se briser de chagrin.

Ah! pourquoi, sûr déjà de l'abandon prochain,
Trouvais-tu ces accents de sincérité même?...
Pourquoi rapprochais-tu de mon visage blême
Ton visage adoré, laissant ton cœur si loin?...

Vois-tu, si ton regard, plein de troublante ivresse,
Ne m'avait pas donné sa dernière caresse,
Peut-être aurais-je pu t'oublier sans souffrir;

Mais j'ai tout préféré, larmes et vaine attente,
A la seule pensée affreuse et déchirante
Qu'en me disant adieu tes yeux aient pu mentir!

Il est fâcheux que le style ne soit pas plus soigné, que tout cela soit diffus et lâché. Mais les qualités qui manquent à cette œuvre de début (si je ne me trompe) sont de celles qui s'acquièrent.

La Maison, par Georges Bouyer (Vanier).

Ces poèmes, d'une forme un peu fruste, un peu maladroite, ont, à mon avis, le défaut principal de s'astreindre à la plupart des règles de la métrique traditionnelle et d'en omettre d'autres, sans qu'on sache pourquoi les unes et les autres ne sont pas traitées de même. Il faudrait prendre parti, de manière à ne pas avoir l'air d'écrire tout simplement des vers négligés... Sauf cette réserve, il convient de louer ce recueil, d'une inspiration très simple et sincère. Il se compose de petits tableaux de campagne, pluies, averses, beau temps, matinées de soleil, aubes délicieuses, — menus croquis : la treille au matin, le puits, la lessive, le potager. De vraies descriptions de la bonne petite vie villageoise, et pas faites à la ville : on les sent authentiques, elles ont l'odeur des champs, elles sont parfois charmantes, en même temps que justes et précises :

Sous l'ombre des tilleuls à la tête arrondie,
le puits, profond et clair, gravement est assis.
De lourds colimaçons grimpent sur la margelle,
et des loches sortent hors des fentes des pierres.
Des scarabées courent derrière des fournis,
et le soleil se pose en larges plaques d'or
sur le faite du gros tilleul sombre qui dort:
Les seaux pendent au bout des chaines alourdies.

L'expression, au simple point de vue du style, est assez franche et savoureuse; il est regrettable que la prosodie soit incertaine, hésitante, par trop dénuée d'art : l'arrangement des assonances, leur mélange à des rimes presque riches, la mollesse du rythme gâtent les meilleurs de ces poèmes.

André Beaunier.

Memento. — Chez Delagrave, *Histoire de l'Europe et de la France* (1610-1789), par J. Brugerette, tome Ier. Cet ouvrage, qui se présente très simplement comme un manuel scolaire, est assez original : l'auteur soumet l'ordre chronologique à l'ordre logique, c'est-à-dire qu'il isole de l'histoire générale des groupes de faits qui dépendent les uns des autres, afin d'en mieux montrer le rapport intime. Il étudie dans ce premier volume « les relations internationales, la politique et la guerre ». L'exposé des événements est fait avec beaucoup de clarté; les idées générales en ressortent tout naturellement. — Chez Simonis Empis, l'*Almanach Guillaume pour 1901* est charmant : jolis dessins d'Albert Guillaume, le texte par Pierre Veber, Jacques Ferny, Paul Acker, Maurice Boukay, Michel Corday, Hugues Delorme, etc.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — La presse, périodique et quotidienne, a longuement fêté tous ces derniers temps les 70 ans de Mme d'Eschenbach.

La grande romancière allemande est peu connue en France. Nous avons nous-mêmes assez de conteurs honnêtes. Son œuvre, très considérable, ne présente d'ailleurs jamais ce caractère trop spécial, d'intérêt trop restreint et comme local, qui suffit à expliquer le plus souvent notre parfaite ignorance des lettres étrangères.

La baronne Marie von Ebner-Eschenbach est née comtesse Dubsky; son mari, le baron von Eschenbach, appartenait à l'armée autrichienne et mourut « Feldmarschal lieutenant » en retraite.

Mme d'Eschenbach s'essaya d'abord dans la littérature dramatique. Le succès fut mince et ni *le Docteur Ritter*, ni *Marie Stuart*, ni *les Violettes* ne tinrent bien longtemps l'affiche. Mieux inspirée, Mme d'Eschenbach publia alors un premier volume de *Contes*. Encouragée par l'accueil fait à ce livre de début, elle persévéra fort à propos dans un genre qui devait lui valoir tous les avantages dont s'accompagne la grande notoriété. Mme d'Eschenbach ne s'en tint du reste pas au conte. Et tout de suite après *les Histoires du village et du château*, vinrent *les Deux Comtesses*, puis : *Lotti*, *Margarete*, *le Rival*, *Sans foi*, *Un petit roman*, etc., etc.

L'imagination est la faculté maîtresse chez cet écrivain qui ne me semble pas s'être jamais soucié beaucoup des préceptes d'école et dont la fantaisie est parfois pour dérouter un peu. L'imagination, dans l'œuvre de Mme d'Eschenbach, se révèle du reste aussi curieuse des choses de l'âme qu'habile dans l'invention et la trame de l'intrigue, — et l'auteur du *Rival* et du *Roman de la Conseillère* est considéré par ses admirateurs comme un psychologue pénétrant, à l'intelligence aiguë.

Mme d'Eschenbach s'attarde volontiers aux plus délicates, quelquefois aux plus subtiles analyses. Enfin, chacun de ses ouvrages atteste une remarquable facilité et cette prose aisée, large, dont les Allemands vantent la pureté, rappelle souvent notre « prose poétique ». C'est

évidemment un peu tout cela, cette richesse de langue et cette richesse d'imagination, qu'a voulu signifier Paul Heyse en proclamant, il n'y a pas huit jours, Mme d'Eschenbach « le plus grand poète de l'Allemagne contemporaine ».

Le dernier numéro de la *Deutsche Rundschau* — fascicule de septembre — consacre deux articles à Mme d'Eschenbach; ces deux études sont à lire. A ceux de mes compatriotes qui désireraient connaître quelques fragments au moins d'un écrivain allemand contemporain et de tout premier ordre, je signale la traduction, en cours de publication, dans la *Revue Générale*, de Bruxelles, du *Roman de la Conseillère*.

Bien qu'elle soit d'origine autrichienne, les « Allemands d'Allemagne » considèrent Mme d'Eschenbach comme leur appartenant absolument.

Ainsi, la fête anniversaire de la journée de Sedan est définitivement supprimée. Au surplus, nous aurons la bonne foi de reconnaître que, depuis déjà une douzaine d'années au moins, elle était célébrée sans beaucoup d'enthousiasme.

Ils avaient fini par comprendre, même en Prusse, tout ce qu'avait de violemment odieux et aussi d'un peu ridicule la commémoration solennelle et bruyante de leur fameuse victoire. L'armée, d'ailleurs, ne prit jamais part à la fête, officiellement du moins; or, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, pas de véritable fête sans revues, défilés et autres parades militaires...

Je me souviens m'être trouvé à Dresde, il y a cinq ans, le jour anniversaire de Sedan. Le programme des réjouissances (?) publiques était plutôt maigre. Les habitants pavoisèrent sans exagération, les collégiens et les écoliers eurent la clef des champs, quelques maisons de commerce donnèrent congé à leur personnel — et ce fut tout, je crois bien.

La presse et l'opinion applaudissent très généralement à la suppression d'une fête devenue fastidieuse. Et ceux encore des Allemands qui n'y veulent point voir une question de principe, remarquent que cette suppression est commandée par les convenances... après l'adhésion de la France à la nomination du feld-maréchal de Waldersee au commandement en chef des troupes alliées en Chine.

Angleterre. — Au sommaire du numéro de septembre de la *Westminster Review*, trois articles surtout m'ont semblé intéressants : *Contre la conscription*, par A. W. Livesey, *Cornelius Agrippa : son jugement sur les femmes*, par Harriett Mc Ilquham, *Le Clergé et la Guerre*, par Nora Twycross.

« Nous nous sommes aperçus au cours de la guerre dans l'Afrique australe, écrit Mrs. Nora Twycross, que, pour la plupart, les membres de notre clergé considéraient Dieu comme un agent politique... Des sermons ont été prononcés, des hymnes ont été composés pour demander au Tout-Puissant de protéger nos armes et de nous donner la victoire... Il n'est question de la paix qu'en second lieu et comme d'un *desideratum* tout à fait irréalisable pour l'instant, inconciliable avec notre situation présente et ne présentant aucun rapport pratique avec les événements courants... »

Le *Times* annonce la prochaine apparition en librairie d'une *Histoire de la Guerre dans l'Afrique du Sud* en cinq volumes in-8°. Cet ouvrage sera composé des lettres et relations signées des correspondants spéciaux envoyés en Afrique par le grand journal londonien. Il contiendra de nombreux portraits, des cartes et des plans de batailles.

Italie. — *Il carattere costituzionale del Regno di Umberto I.* Sous ce titre, M. Domenico Zanichelli, professeur à l'Université de Vienne, examine, dans le numéro daté du 1er septembre de la *Nuova Antologia*, ce que fut au point de vue de la Constitution italienne le règne d'Humbert. « Je crois, écrit M. Zanichelli, que les historiens de l'avenir se trouveront d'accord sur ce point : que le règne d'Humbert Ier comprend et clôt cette période d'évolution qui va de la monarchie à la fois révolutionnaire, combative et bourgeoise à la monarchie devenue démocratique sans pourtant avoir rompu avec ses traditions; de même, le règne de Charles-Albert comprend et clôt la période d'évolution qui s'étend de la monarchie absolue, de droit divin, à la monarchie constitutionnelle et nationale. M. Zanichelli analyse avec une remarquable clarté les difficultés intérieures, les douloureux tiraillements, les luttes intestines de l'Italie au cours de ces vingt dernières années. Il juge que le roi Humbert sut toujours, encore que fort attristé et un peu inquiet au bruit des violentes discussions peu parlementaires de Montecitorio, se montrer respectueux de l'esprit de la Constitution.

Au sommaire du même numéro de la *Nuova Antologia* quelques aperçus de M. Wilmotte, professeur à l'Université de Liège, sur *la Représentation proportionnelle et les partis politiques en Belgique*, les premières pages d'une étude à suivre, de M. Raffaele Mariano, sur *les antécédents historiques du christianisme*, un article de M. Sante de Sanctis : *la Psychologie* dans les dernières œuvres littéraires parues.

Sous la signature de M. Ercole Vidari, professeur à l'Université de Pavie, un article intitulé : *Depuis la mort du roi*, est paru dans le fascicule du 1er septembre de la *Nuova Antologia*; en voici la conclusion : « Pour nous résumer, par-dessus tout et avant tout, faire l'éducation des masses; élever les esprits et les cœurs dans le culte de Dieu, dans le respect de la morale et des lois, dans le sentiment de la responsabilité. En second lieu, se montrer soucieux du sort et des besoins des classes laborieuses et donner satisfaction à celles de leurs revendications qui sont légitimes; ne pas augmenter inutilement les impôts, ne le faire qu'en cas de stricte nécessité; supprimer tous les frais inutiles. Enfin, gouverner avec la loi et dans l'esprit de la loi et rendre la justice à tous, au pauvre aussi bien qu'au riche. »

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39864. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

La liquidation de quinzaine a trouvé la spéculation un peu engagée sur certaines valeurs. Les taux des reports ne se sont pas tendus d'une manière inquiétante, les disponibilités étant d'une abondance qui enlevait tout souci sérieux. Les opérateurs qui avaient dirigé depuis le commencement du mois la hausse sur certains groupes de titres, ont compris néanmoins qu'il était plus prudent de consolider les avantages que de chercher à les accroître.

Cette observation ne s'applique pas, il est vrai, à des valeurs comme le Métropolitain et la Sosnowice, qui ont monté, l'un de 591 à 628, l'autre de 2 660 à 2 780. Il y a très peu de titres encore du Métropolitain dans le public, en sorte qu'il n'est pas malaisé aux meneurs du marché de cette valeur, d'en soutenir le prix au niveau très élevé où ils l'ont porté. Il reste à voir si le public consentira à prendre au-dessus de 600 francs, des actions dont le pair est de 250 francs, l'entreprise étant encore tout à fait à ses débuts.

La Sosnowice est un titre de luxe. Il s'agit d'un charbonnage en Russie, appelé, il semble bien, à un très bel avenir, que l'on se hâte peut-être un peu trop d'escompter. L'occasion de la hausse récente de 2 400 à 2 780, faite en quelques semaines, est l'ouverture d'un puits nouveau, et, par conséquent, un accroissement prochain d'extraction.

Les Métaux, dont la situation serait meilleure que ne le pensait le public, ont continué à monter, passant de 510 à 545, les Sels gemmes ont repris de 932 à 960, le Gaz a passé de 1 135 à 1 160.

On a négocié assez activement des Tramways sud de 395 à 400, des Est parisien de 570 à 560, des Traction de 246 à 238, des Thomson-Houston aux environs de 1 430, des Omnium lyonnais à 100.

Les Omnibus ont oscillé entre 1 650 et 1 725, les Voitures entre 350 et 330, le Suez entre 3 490 et 3 478.

Le Rio Tinto, valeur favorite de la spéculation, a été portée de 1 490 à 1 504, puis est revenue à 1 493.

Après diverses oscillations, les actions des Chemins français et les titres de banques se retrouvent à peu près aux mêmes cours qu'il y a huit jours. Il en a été de même pour les Chemins espagnols.

⁂

La Banque Parisienne vaut 525 et mériterait mieux que ce prix. L'établissement a tenu son assemblée générale samedi dernier 15 septembre. Les comptes de l'exercice se soldent par un bénéfice de 1 251 536 francs. Le dividende a été fixé à 27 fr. 50 par action ; il est payable à partir du 1er octobre prochain.

⁂

Les rentes françaises, après avoir monté assez vivement en août, défendent mollement leurs cours en septembre. Le 3 p. 100 était la semaine dernière à 101,07. Après détachement d'un coupon trimestriel de 75 centimes le 17, il se retrouve à 100,15, en réaction de 17 centimes. Le 3 1/2 a fléchi de 15 centimes à 102,12.

Les fonds étrangers ont été faibles. L'Extérieure a reculé de 73,25 au-dessous de 73. Les porteurs de titres acceptent, comme une nécessité fâcheuse, la réduction d'intérêt de 4 à 3,50 p. 100, qu'ils ne trouvent pas suffisamment compensée par la perspective d'un remboursement au pair en soixante ans.

Une crise des banques à Rio-de-Janeiro explique le recul du 4 p. 100 brésilien de 67,20 à 65,85, et du 5 p. 100 de 74,45 à 72,60.

Les valeurs turques ont été lourdes comme la plupart des fonds d'État, mais n'ont pas été sensiblement affectées par les rumeurs qui ont circulé pendant quelques jours sur l'imminence d'un conflit grave entre la Roumanie et la Bulgarie.

⁂

La guerre du Transvaal touche-t-elle à son terme ? On l'a pu croire lorsque le télégraphe a annoncé l'arrivée de l'ex-président Kruger à Lourenço-Marquès. Mais les Boers ont semblé depuis ce jour, redoubler d'activité, et l'armée anglaise n'est nullement maîtresse encore de la voie ferrée entre Prétoria et la frontière portugaise.

On ne saurait donc s'étonner de l'immobilité dans laquelle a été tenu le marché des valeurs africaines. La spéculation britannique qui a tenu si longtemps ses titres à des cours que la situation ne justifiait assurément pas, ne semble guère disposée à favoriser un emballement prématuré.

⁂

Le *Temps* dit que la réunion des porteurs anglais de Rente espagnole extérieure, qui s'est tenue à Londres le 11 septembre, et dont on a annoncé le vote non sans quelque solennité, comprenait huit personnes, dont cinq ont voté pour et trois contre le *convenio*. Et c'est avec ces manifestations minuscules qu'on cherche à intimider les porteurs français de Rente extérieure. Il faut souhaiter que ces porteurs montrent plus d'empressement à répondre à la convocation qui leur sera faite par l'Association nationale.

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

Voyage d'Excursion aux Plages de Bretagne

Du 1er Mai au 31 Octobre, il est délivré des billets de voyage d'excursion aux plages de Bretagne, à prix réduits et comportant le parcours ci-après :

Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Savenay, Questembert, Ploërmel, Vannes, Auray, Pontivy, Quiberon, Le Palais (Belle-Isle-en-Mer), **Lorient, Quimperlé, Rosporden, Concarneau, Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Châteaulin.**

ALLER ET RETOUR. — Prix des billets : 1re classe, 45 francs ; 2e classe, 36 francs. — Durée de validité : 30 jours.

Ces billets comportent la faculté d'arrêt à tous les points du parcours, tant à l'aller qu'au retour. Le voyage peut être commencé à l'un quelconque des points du parcours.

Les voyageurs peuvent s'arrêter aux gares intermédiaires situées entre les points indiqués à l'itinéraire, à la condition de déposer, pendant le temps de leur séjour, leurs billets à la gare à laquelle ils s'arrêtent.

Les voyageurs peuvent suivre, à leur gré, l'itinéraire dans le sens inverse de celui indiqué ci-dessus ; ils peuvent également ne pas effectuer tous les parcours détaillés dans cet itinéraire, et se rendre directement sur les seuls points où ils désirent passer ou séjourner, en suivant, toutefois, le sens général de l'itinéraire qu'ils ont choisi et en abandonnant leurs droits aux parcours non effectués. Ils peuvent de même revenir directement à leur point de départ en suivant au retour l'itinéraire parcouru à l'aller.

La durée de validité des Billets de **Voyage d'excursion** peut être prolongée de 10 jours, moyennant le paiement d'un supplément égal à 10 p. 100 des prix ci-dessus. Cette prolongation pourra être accordée **trois fois au plus** ; le supplément à payer pour chaque prolongation de 10 jours sera de 10 p. 100 du prix primitif. La demande de prolongation devra être faite et le supplément payé avant l'expiration de la durée de validité, en tenant compte, s'il y a lieu, de la prolongation déjà payée.

Il est délivré de toute station du réseau d'Orléans pour Savenay ou tout autre point situé sur l'itinéraire du Voyage d'excursion aux plages de Bretagne et inversement de Savenay, ou de tout autre point situé sur ledit itinéraire à toute station dudit réseau, des billets spéciaux de 1re et de 2e classe, comportant une réduction de 40 p. 100 sur le prix ordinaire des places, sous condition d'un parcours minimum de 50 kilomètres par billet.

Ces billets sont délivrés distinctement, le premier pour aller rejoindre l'itinéraire du Voyage d'excursion aux plages de Bretagne, le second pour quitter cet itinéraire lorsque le voyageur l'a terminé ou veut l'abandonner.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST

SAISON D'ÉTÉ 1900

VOYAGES EN SUISSE

Pour faciliter les voyages en Suisse, la Compagnie des Chemins de fer de l'Est met à la disposition du public les combinaisons suivantes qui permettent aux touristes d'effectuer des excursions variées à des prix très réduits, savoir :

a). — Billets d'aller et retour de saison, valables pendant 60 jours, délivrés jusqu'au 15 octobre :

1° De Paris (Est) pour Berne, Bâle, Rheinfelden, Lucerne, Schinznach, Baden, Zurich, Saint-Gall, Einsiedeln, Ragatz, Landquart, Davos-Platz, Coire et Thusis.

2° De Reims, Mézières-Charleville, Châlons-sur-Marne, Bar-le-Duc, Nancy, Troyes et Chaumont sur le réseau de l'Est pour : Bâle, Lucerne, Zurich, Einsiedeln, Berne et Interlaken, et de Dunkerque, Calais, Boulogne, Abbeville, Hazebrouck, Lille, Valenciennes, Douai, Cambrai, Arras, Amiens, Saint-Quentin et Tergnier sur le réseau du Nord, pour les mêmes points de la Suisse.

b). — Billets d'aller et retour de Paris à l'un quelconque des points de Bâle (*via* Petit-Croix), Delle-frontière, Villers-frontière, Les Verrières-frontière, Vallorbe-frontière et Genève et retour à l'un quelconque de ces points à Paris. — Ces billets d'une durée de validité de 33 jours sont livrés pendant toute l'année conjointement avec les abonnements généraux suisses valables pendant 15 et 30 jours.

De plus, les porteurs d'un titre quelconque de transport du trafic français ou du trafic franco-suisse, peuvent se procurer à la gare de Paris (Est) les abonnements généraux suisses visés ci-dessus.

c). — Livrets-coupons avec itinéraire tracé d'avance au gré du voyageur pour les parcours français et suisses, délivrés pendant toute l'année par les gares des sept grands réseaux français.

d). — Billets de voyages circulaires à itinéraires fixes.

Deux trains rapides journaliers circulent dans chaque sens et mettent Bâle à environ 8 heures de Paris.

Les trains rapides de jour comportent un wagon-restaurant et ceux de nuit un sleeping-car de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits. Ces trains sont en correspondance à Delémont et à Bâle avec les trains suisses desservant : Bienne, Berne, Lucerne, Baden, Zurich, Glaris, Ragatz, Coire et l'Engadine, Winterthur, Schaffhouse, Constance, Romanshorn, Rorschach, Lindau et Saint-Gall.

N. B. — Pour les prix et conditions et autres renseignements se rapportant à ces voyages, consulter le Livret des Voyages-circulaires et excursions que la Compagnie des Chemins de fer de l'Est envoie gratuitement aux personnes qui en font la demande.



CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Billets pris à l'avance.

Les gares de Paris, Lyon, Marseille, Saint-..., Aix-les-Bains et Genève délivrent à l'avance, par série de 20, des billets, avec 40 p. 100 de ... pour les gares de la banlieue de ces villes ... proquement.

Les billets délivrés pendant les 10 premiers ... de l'année sont valables jusqu'au 31 ... inclus, et ceux délivrés pendant les ... novembre et décembre jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

Les demandes doivent être adressées ... des gares intéressées ou dans les bureaux ... sales.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 39864.

N° 13. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 29 Septembre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 13

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois	Un an	Avec la Revue Scientifique	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — **SCHLEICHER Frères, Éditeurs**

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

On s'abonne chez tous les libraires et dans les bureaux de poste de France et de l'étranger

NOTES FINANCIÈRES

Un marché sans activité, des réalisations suivies sur un assez grand nombre de valeurs, peu de confiance en une amélioration prochaine, une disposition évidente des spéculateurs à attendre que les affaires d'Orient prennent une tournure moins énigmatique, tels ont été les traits saillants de la situation sur notre place dans les derniers huit jours.

Ajoutons que la tendance à Berlin est pessimiste, et que les maisons anglaises semblent résolues à rester dans l'inaction jusqu'à l'issue des élections générales.

⁂

Les rentes françaises ont repris d'abord quelques centimes, mais les ont reperdus depuis lundi. Pratiquement le 3 p. 100 est au pair, le 3 1/2 à 102.

L'Extérieure faiblit lentement, de 72,70 à 72,35 après une éphémère poussée à 73.

Les fonds brésiliens se sont un peu relevés de la rude secousse que leur avait infligée la crise des banques à Rio-de-Janeiro. L'Italien, les fonds russes, les ottomans ont été tout à fait délaissés.

Les obligations Pékin-Hankéou (5 p. 100 russe 1898) qui avaient repris après le succès des troupes alliées à Pékin, faiblissent de nouveau depuis que le concert des puissances est en voie de dislocation.

On a eu d'abord la proposition russe d'évacuation de Pékin, à laquelle il a été fait un accueil des plus froids. On a maintenant la note allemande que les États-Unis et l'Angleterre repoussent et qui n'est acceptée que conditionnellement par les autres puissances.

Le gouvernement chinois, enhardi par les divisions des alliés, porte un défi au monde civilisé en faisant du prince Tuan le président du grand conseil. La solution inévitable de l'imbroglio sera une expédition allemande dans le Chan-tung et dans le Kiang-sou et un accroissement territorial de la colonie de Kiao-Tchéou, prélude du fameux partage de la Chine, devant lequel recule effarée la diplomatie européenne.

⁂

La Banque de Paris a baissé de 1 110 à 1 092, le Crédit Lyonnais de 1 120 à 1 066 après détachement d'un coupon de 30 francs. Les titres des autres établissements de crédit ont été assez fermes.

Les actions des Chemins français ont subi une légère moins-value.

Le succès du Métropolitain s'est accentué, l'action a été portée de 607 à 623. Les valeurs de Tramways, au contraire, ont été assez vivement offertes, la Thomson-Houston de 1 400 à 1 370, la Traction de 230 à 212, les Tramways Sud de 393 à 380, l'Est Parisien de 535 à 530, la Compagnie générale française de 920 à 900, l'Omnium lyonnais de 98 à 94.

⁂

Le Suez s'est relevé à 3 500, la Sosnowice a monté de 2 750 à 2 835. On annonce que cette compagnie a renouvelé dans d'excellentes conditions tous ses contrats de vente de charbon qui expiraient en septembre 1900, et que les actionnaires peuvent compter sur de fortes augmentations de bénéfices dans les exercices prochains.

Le Rio-Tinto a été ferme, mais à peu près immobile aux environs de 1 480.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 13. 4ᵉ SÉRIE. — TOME XIV. **29 SEPTEMBRE 1900.**

TURGOT ET LE PANTHÉON

Conformément à une délibération du Conseil unicipal de Paris en date du 12 avril 1900, la tatue d'Auguste Comte, due au ciseau de M. Inlbert, sera prochainement érigée à Paris sur place de la Sorbonne.

Le chef actuel de l'École positiviste, M. Pierre affitte, dit à ce sujet : « Le monument élevé vant l'église de la Sorbonne rappellera l'un s antécédents immédiats de la philosophie potive. C'est, en effet, dans l'ancienne Sorbonne, e, en 1750, celui qui termina la série des grands inistres de la monarchie française, *Turgot, forula sur les progrès de l'esprit humain ses vues mortelles qui ont inspiré le grand Condorcet, qui procède Auguste Comte.* »

Il est vrai que le fondateur du positivisme prode de Condorcet, et que Condorcet procède de rgot.

Mais il ne faudrait pas voir dans Turgot un r positiviste.

Sa répugnance pour les étroitesses de l'esprit système et son large spiritualisme l'ont prévé de cette myopie philosophique qui fut la e du génie d'Auguste Comte.

De plus, en même temps qu'un méditatif de emier ordre, il a été l'homme d'action que dit istoire.

A ce double titre, il y a longtemps que Turgot vrait avoir, lui aussi, sa statue sur une des aces publiques de Paris.

Philosophe et homme d'État, Turgot entreprit de convertir en faits les meilleures doctrines sociales de ses amis, les encyclopédistes et les physiocrates ; il conçut la plupart des réformes qui depuis se sont réalisées dans nos mœurs et dans nos institutions ; il brava nobles, prêtres, magistrats, enfin toutes les forces vives de l'ancien régime liguées contre le droit nouveau. Malheureusement, sa pacifique initiative, d'ailleurs mal soutenue, ne put venir à bout de tous les obstacles accumulés par un passé de tyrannie. Il fallut la force populaire pour les briser.

Qu'on considère les écrits de Turgot, ses actes, ses projets, on aura toujours devant soi un sage passionné pour le bien public et dirigé par des principes.

Destiné à l'état ecclésiastique, Turgot y renonça pour n'avoir pas à « porter toute sa vie un masque sur le visage ». En effet, ses réflexions l'avaient de plus en plus détaché du catholicisme. Il le rejeta, sans cesser de révérer la religion chrétienne. Il n'approuva jamais certaines exagérations de ceux qui alors la combattaient. « Je voudrais, disait-il, un commentaire de la Bible, fait sans passion, et de façon à tirer du texte tout ce que l'on en peut extraire d'utile, comme monument historique précieux à beaucoup d'égards. » Il ajoutait cette remarque, dont Voltaire aurait pu faire son profit : « L'envie de trouver dans la Bible des absurdités et des ridicules qui n'y sont pas, diminue l'effet des absurdités qui y sont réellement en assez grand nombre pour qu'on n'en cherche pas plus qu'il n'y en a. »

Turgot, tout en rompant avec le passé, voulait

qu'on le respectât, parce qu'il lui apparaissait comme l'étoffe dont l'avenir est fait. Il avait conçu un *Discours sur l'Histoire universelle*, où les vues philosophiques sur l'émancipation graduelle et sur les perfectionnements de la science et du droit devaient remplacer les conceptions théologiques de Bossuet, qui fait graviter les différentes phases de l'histoire des peuples autour de l'avènement du Rédempteur, nécessité par la chute du premier homme, annoncé par les grandes figures de l'Ancien Testament et continué par l'Eglise catholique.

Turgot considérait l'humanité comme un seul homme, qui a son enfance et ses progrès. A travers les flux et les reflux de la puissance, passant d'un gouvernement à un autre et d'un peuple à un autre ; à travers ces mille combinaisons d'événements contraires qui semblent s'annuler mutuellement ; à travers les entreprises intermittentes du despotisme et de l'anarchie ; à travers les jeux sanglants de la guerre, il voyait les efforts du génie et de la vertu produire insensiblement leurs effets durables ; le triage se faire entre les maux qui disparaissent et le bien qui demeure ; l'autorité apprendre à se tempérer et la liberté à se régler ; l'extension des sentiments de générosité et de sympathie diminuer l'empire de la vengeance et des haines nationales.

Il voulait montrer comment les hommes ont fait de plus en plus l'apprentissage de l'humanité ; comment les gouvernements, les mœurs et les lois tendent à s'orienter dans un sens favorable au bonheur des peuples ; et parmi quelles alternatives de calme et d'agitation s'accomplit, malgré des arrêts et d'apparents reculs, la marche lente mais sûre de la masse du genre humain vers une perfection toujours plus grande.

Ce n'est pas seulement dans l'ordre moral, c'est aussi dans l'ordre scientifique que Turgot se proposait de suivre cet enchaînement de causes et d'effets qui lient le présent au passé. Nous le voyons donner la première esquisse de la théorie d'Auguste Comte, distinguant l'état théologique, l'état métaphysique et l'état positif par lequel a dû passer tour à tour toute science et toute conception sociale. Il avait à cœur d'expliquer à travers combien de conjectures les sciences sont arrivées graduellement à une organisation positive ; quelle nécessité a obligé, dans la recherche des causes, à faire l'essai de diverses hypothèses dont on déduisait péniblement les conséquences et qu'on soumettait de mieux en mieux au contrôle des faits ; comment se sont développés et l'art de faire des expériences et les fécondes applications des mathématiques à la physique ; comment la diversité des systèmes représente les tâtonnements multiples auxquels il faut se soumettre pour arriver à la vérité ; enfin comment tout se tient dans l'ordre des phénomènes apparaissant de plus en plus comme les diverses faces d'un acte unique.

Turgot ne se contenta pas de formuler magistralement la doctrine du progrès et de présenter le genre humain comme indéfiniment perfectible. Il se livra à une critique hardie des préjugés et des lâchetés qui font la force de la routine et des abus. Il résumait sa pensée par ces paroles dignes d'être méditées : « Il y a des gens qui ne veulent pas marcher de peur de se casser les jambes. Mais s'ils ne marchent pas, c'est comme s'ils avaient les jambes cassées. »

***

Que faut-il donc pour accélérer la marche progressive de l'humanité? Il faut briser les entraves qui arrêtent l'essor des initiatives individuelles dans l'ordre économique et dans l'ordre moral.

Turgot proclame que tout homme est né libre ; que la liberté de chacun est sacrée, et que les individus n'ont aucun pouvoir sur la liberté les uns des autres, hormis pour la protection nécessaire de cette liberté même. Il dit en effet, dans une belle lettre *sur la tolérance civile :* « Les libertés, comme les propriétés, sont limitées les unes par les autres. La liberté de nuire n'a jamais existé devant la conscience, et la loi doit l'interdire. La liberté d'agir sans nuire ne peut, au contraire, être restreinte que par des lois tyranniques. *On s'est beaucoup trop accoutumé, dans les gouvernements, à immoler toujours le bonheur des particuliers à de prétendus droits de société. On oublie que la société est faite pour les particuliers.* » Ailleurs, dans sa lettre au docteur Price sur les constitutions américaines, il dit : « C'est un préjugé de croire que les nations, les provinces peuvent avoir des intérêts, en corps de provinces et de nations, autres que celui qu'ont les individus d'être libres et de défendre leurs propriétés contre les brigands et les conquérants. »

A cette liberté qu'il juge à la fois juste et utile, Turgot donne pour corollaire l'égalité des hommes naturellement frères. « La vraie morale, dit-il, regarde tous les hommes du même œil ; elle reconnait dans tous un droit égal au bonheur ; et cette égalité de droits elle la fonde sur la destination de leur nature et sur la bonté de celui qui les a formés. » Ainsi, à ses yeux, la

consécration des privilèges et des monopoles est à la fois une immoralité et une impiété.

En même temps qu'il écrivait des mémoires sur l'économie politique et qu'il la systématisait dans ses remarquables *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, Turgot entreprenait de lui faire prendre corps dans les faits, par la suppression des maîtrises, jurandes et corporations industrielles ; par l'égalité des impôts rendus communs à toutes les classes, et par la liberté du commerce. Le préambule de l'édit abolissant les corporations fut en quelque sorte la première charte du droit des travailleurs. Turgot y disait : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme ; et cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes. »

⁂

On a remarqué que l'illustre créateur de la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, voulait détruire les privilèges et les monopoles graduellement plutôt que de les extirper tout d'un coup. C'est qu'il savait compter avec la réalité. Penseur, il était aussi homme de gouvernement. Ses ennemis, d'après ce que rapporte l'abbé Baudeau, lui reprochaient d'être systématique. C'est vrai. Il ne ressemblait pas au vulgaire des ministres procédant par idées décousues et soumis à toutes les routines. Il avait des idées suivies et liées à des principes. Mais là précisément était sa supériorité. A la grandeur des projets, il joignait le sens de l'opportun et du possible. Il pensait que si l'opiniâtreté est souvent nécessaire, la circonspection l'est toujours. Puis, ses vues d'ensemble ne se séparaient pas du soin des détails, poussé parfois jusqu'à la minutie. Lui-même il se reconnaît très ami de l'exactitude, en ajoutant humblement qu'elle est le « sublime des sots ».

L'affranchissement de l'individu, voilà la grande revendication des penseurs du XVIIIe siècle. Beaucoup de ces penseurs, appartenant aux classes aisées, dont les membres pouvaient personnellement se suffire sans s'associer, se contentaient de protester contre l'intolérance, les privilèges et les monopoles, et de réclamer la liberté intellectuelle, la liberté civile et la liberté économique. Mais quelques-uns, songeant à l'impuissance des déshérités du sort, allaient plus loin et parlaient de cette solidarité d'efforts qui donne vie à la liberté et fait sa force. Turgot ne fut pas un de ceux-là. Il ne semble point avoir compris la nécessité de joindre au développement le plus libre des individualités, la plus grande facilité d'association des uns avec les autres.

Cependant, Turgot était loin de se désintéresser de la cause des pauvres, lui qui voulut soumettre les classes privilégiées aux mêmes charges que le peuple. Il admettait qu'on pût lever sur les riches des contributions extraordinaires ; et il n'était pas éloigné de partager l'opinion qu'a exprimée Diderot, à la suite de Montesquieu et de Rousseau : « L'impôt ne doit tomber que sur celui qui est au-dessus du besoin. Celui qui est au-dessous est de la classe des pauvres et ne doit rien payer. »

⁂

Hostile aux utopies des rêveurs qui tendent à annihiler le capital, il légitimait l'intérêt, dans son *Mémoire sur les prêts d'argent ;* mais en même temps il le voulait graduellement abaissé, persuadé que « la baisse de l'intérêt de l'argent c'est la mer qui se retire, laissant à sec les plages que le travail de l'homme peut féconder ».

Enfin, il avait particulièrement à cœur l'assistance due aux malheureux. « Le soulagement de ceux qui souffrent, disait-il, est le devoir de tous et l'affaire de tous. » Toutefois il posait sagement ce principe : « Chacun doit, autant que cela n'est pas impossible, pourvoir à ses propres besoins par ses propres forces. L'individu qui peut travailler et peut trouver du travail n'a rien à demander à personne. » Turgot entendait que l'assistance publique fût réservée pour *l'homme tombé dans un besoin qui excède réellement ses facultés.* Alors ce sont ses proches, à leur défaut sa commune, et en dernier ressort l'Etat qui doivent le secourir. Comme mode de secours, Turgot conçut la création de ces ateliers de charité où le travail fait gagner dignement ce que l'aumône ne peut donner qu'au prix d'une humiliation.

⁂

Le meilleur préservatif, selon Turgot, contre la misère et contre les vices qui l'entretiennent, c'était une bonne éducation publique. Il en exagérait les excellents effets parce qu'il attribuait à la raison une puissance irrésistible : « J'ose vous répondre, disait-il dans un Mémoire adressé au roi, que, dans dix ans, notre nation ne sera plus reconnaissable. Les enfants qui ont maintenant dix ans se trouveront alors des hommes préparés pour l'Etat ; affectionnés à leur pays ; soumis non pas par crainte, mais par raison, à

l'autorité ; secourables envers leurs concitoyens ; accoutumés à reconnaître et à respecter la justice. » C'était être bien optimiste.

Turgot insistait particulièrement sur la formation d'un *Conseil* dirigeant l'instruction nationale *dans des vues publiques et d'après des principes uniformes ;* faisant composer et adoptant au concours des livres classiques combinés de telle sorte que l'un conduisît à l'autre ; s'aidant de la collaboration des grands corps littéraires ; veillant à ce que les mêmes principes, appliqués sur une échelle de plus en plus large, présidassent à tous les degrés de l'enseignement ; assurant enfin à la totalité des citoyens les bénéfices du minimum d'instruction nécessaire à l'homme.

Plusieurs années avant que Rousseau publiât l'*Emile*, il en avait appelé de l'éducation artificielle des collèges à l'éducation naturelle. « On nous apprend tout au rebours de la nature, disait-il. Voyez le rudiment : on commence par vouloir fourrer dans la tête des enfants les idées les plus abstraites. Eux que la nature tout entière appelle à elle par tous les objets, on les enchaîne dans une classe, on les occupe de mots qui ne peuvent leur offrir aucun sens, puisque le sens des mots ne peut se présenter qu'avec les idées, et puisque ces idées ne sont venues que par degrés en partant des objets sensibles. Mais encore on veut qu'ils les acquièrent sans avoir les secours que nous avons eus, nous que l'âge et l'expérience ont formés. On tient leur imagination captive : on leur dérobe la vue des objets par laquelle la nature donne aux sauvages la première notion de toutes les choses, de toutes les sciences même, de l'astronomie, de la géométrie, des commencements de l'histoire naturelle. Un homme, après une très longue éducation, ignore le cours des saisons, ne sait pas s'orienter, ne connaît ni les animaux ni les plantes les plus communes. *Nous n'avons pas le coup d'œil de la nature.* » En même temps qu'il voulait mettre l'enfant à l'école des choses, Turgot attaquait la rhétorique qui prétend nous enseigner à parler quand nous n'avons rien à dire. Il l'accusait justement de fausser l'esprit et le caractère. « Un cœur honnête ne s'échauffe pas à froid. L'éloquence est un art sérieux et qui ne joue point un personnage. »

Turgot voulait que la morale fût enseignée au peuple en dehors de toute spéculation métaphysique ou religieuse. Il la désirait indépendante pour qu'elle fût plus pure et plus indiscutable. Elle n'était pas d'ailleurs à ses yeux une simple arithmétique de nos intérêts. Adversaire éloquent d'Helvétius, il distinguait nettement le désintéressement du devoir des calculs de l'égoïsme. « Il est faux, disait-il, que les hommes, même les plus corrompus, se conduisent toujours par intérêt. Il est faux que les sentiments moraux n'influent pas sur leurs jugements, sur leurs actions, sur leurs affections. La preuve en est qu'ils ont besoin d'effort pour vaincre leur sentiment, lorsqu'il est en opposition avec leur intérêt ; la preuve en est qu'ils ont des remords ; la preuve en est que cet intérêt qu'ils poursuivent aux dépens de l'honnêteté est souvent fondé sur un sentiment honnête en lui-même et seulement mal réglé ; la preuve en est qu'ils sont touchés des romans et des tragédies, et qu'un roman dont le héros agirait conformément aux principes d'Helvétius leur déplairait beaucoup. »

Cet homme qui mérita qu'on dit de lui : « C'est être l'ami de la vertu que d'être l'ami de Turgot », protestait contre les désordres régnants ; il prêchait les unions fondées sur la convenance des intelligences, des caractères et des cœurs, en un temps où les mariages étaient des affaires dont décidaient l'ambition, l'intérêt ou le caprice ; enfin, au nom du bien de l'Etat, non moins que des mœurs domestiques, il opposait aux préjugés à la mode la sainteté de la famille.

***

Les mêmes raisons qui poussaient Turgot à désirer l'enseignement laïque de la morale et du droit, l'acheminaient à vouloir l'Etat purement laïque. L'affranchissement de la société civile vis-à-vis de l'Eglise n'est-il pas le corollaire de l'affranchissement de la science vis-à-vis de toute théologie? Aussi, tout en répugnant à une réforme immédiate pour laquelle l'opinion ne lui semblait pas mûre, Turgot déclarait, d'après l[e] témoignage de Condorcet, que « les dépenses d[u] culte doivent être faites volontairement par ceu[x] qui croient les opinions sur lesquelles le cul[te] est fondé ». Cette doctrine se liait, dans son e[s]prit, au grand principe de la liberté de pense[r]. Celle-ci n'est pas respectée du moment où to[us] les citoyens sont tenus à contribuer à l'entreti[en] de tel ou tel culte. L'Etat qui prélève sur [le] patrimoine commun de la nation des fonds se[r]vant à alimenter un culte méconnaît que [le] culte est non la chose de tous, mais le résul[tat] particulier de croyances religieuses sur lesquell[es] chaque citoyen ne doit avoir de juge que [sa] conscience.

Mais si l'Etat ne doit pas créer de monop[ole]

en faveur d'aucun culte, il doit respecter le libre exercice de tous. Rien de plus bienfaisant que d'entourer d'une atmosphère favorable ce spiritualisme qui élève les âmes en les dotant d'une paternité divine et en leur ouvrant les perspectives de l'éternité.

En 1755, Turgot adressa à Louis XVI un *Mémoire sur la tolérance* pour l'engager à ne pas se croire lié par l'inhumain et sacrilège serment d'*exterminer les hérétiques*, que l'Eglise catholique s'obstinait à maintenir dans la formule du sacre des rois.

Tout en admettant que la prudence peut exiger certains tempéraments pour adapter à la variété des circonstances les principes reconnus vrais, Turgot, dans son Mémoire, revendique le droit qu'a chaque homme de professer la foi qu'il croit la meilleure ; il maudit cet esprit de fanatisme qui a produit la Saint-Barthélemy et la Ligue ; il stigmatise les princes intolérants qui ont allié le scandale de la débauche avec la barbarie de la persécution ; il s'autorise enfin de l'importance même des intérêts spirituels que les adeptes des diverses religions estiment liés à leur croyance, pour s'étonner qu'on ait pu imaginer qu'aucune puissance sur la terre ait droit d'ordonner à un homme de suivre une autre religion que celle qu'il croit vraie en son for intérieur.

Imposer à un homme d'autres croyances que celles où l'acheminent sa conscience et sa raison, c'est lui imposer l'hypocrisie et le mensonge. L'intolérance est donc la pire des immoralités en même temps que la pire des injustices.

* * *

Selon Turgot, l'effet de l'ignorance vaincue, de la morale propagée, de la tolérance passée dans les mœurs, sera de faire adhérer les citoyens à un despotisme éclairé, exempt de tout arbitraire et de toute persécution, foncièrement légal, mais prêt à toutes les initiatives fécondes qui intéressent le bien public. Tout en proclamant les droits de l'individu, tout en protestant contre l'habitude d'en appeler toujours au gouvernement à qui on demande des « bourrelets pour tous les enfants qui pourraient tomber », Turgot a hautement affirmé les droits de l'Etat et côtoyé le socialisme d'Etat. Sa perpétuelle obsession est de préparer l'âge d'or, qu'il place dans l'avenir, comme le fera plus tard Saint-Simon, au lieu de le reléguer dans le passé. Que sera cet âge d'or? Le règne de la justice et de l'humanité.

En 1778, la France assista à un spectacle digne d'une éternelle mémoire. Elle vit Voltaire chargé d'ans, couvert de lauriers et acclamé par un peuple en délire, se précipiter d'un pas chancelant au-devant de Turgot, lui prendre les mains, les porter à sa bouche et s'écrier : « Laissez-moi baiser cette main qui a signé le salut du peuple ! »

Certes l'histoire arrange bien les choses quand elle nous montre Turgot et Franklin devenant les deux dernières admirations de Voltaire, le philosophe de l'action. Le Français Turgot et l'Américain Franklin personnifiaient la sagesse pratique des deux mondes. Ils apparurent au patriarche du progrès comme les saints de la philosophie moderne. A la vue de l'un et de l'autre, le grand rieur pleurait.

* * *

L'idée de décerner à Turgot les honneurs du Panthéon est, on le voit, une idée trop naturelle pour être une idée nouvelle.

Du moins l'idée est-elle assez mûre pour aboutir à un plein effet?

Pas encore.

M. Dubois de l'Estang, inspecteur général des finances, descendant de Turgot, adressait naguère au président du Conseil des ministres une lettre parue dans les *Débats* du 22 mars 1899, où il déclarait que la famille de Turgot estime respecter ses volontés en s'opposant à toute translation.

Peut-être la pensée d'un suprême service qui serait rendu par le grand homme, et qui répondrait à ses propres idées sur l'utilité de la commémoration des morts pour l'édification des vivants, décidera-t-elle sa famille à admettre demain ce qu'elle a refusé hier.

En attendant, une statue de Turgot pourrait figurer utilement au Panthéon, à côté des cercueils et des statues de Voltaire et de Rousseau que le gouvernement (peu pressé d'ailleurs d'exécuter ses engagements) a promis d'installer dans la nef de l'édifice, à la suite d'une résolution votée au Sénat le 8 mars 1898.

Il est permis de regretter que les pouvoirs publics aient trop peu le souci de donner au régime fondé par nos pères de 1789 son organisme spirituel, par tout un système de monuments artistiques, de représentations théâtrales, de solennités musicales, de fêtes publiques ; et qu'en particulier, ils diffèrent singulièrement d'approprier le Panthéon, devenu le temple de la Révolution et de la Patrie, à la haute destination qui lui a été assignée.

JOSEPH FABRE.

NOTRE SIÈCLE [1]

Le mouvement socialiste en France.

II. — LE SOCIALISME D'ÉTAT DE NAPOLÉON III

Par 7 481 863 voix contre 238 582, la nation avait acclamé l'Empire. Le suffrage universel, établi par la République, faisait passer l'influence du côté du grand nombre. C'est là un événement immense, sans précédent dans l'histoire, que ce déplacement de souveraineté. Il est le résultat des transformations économiques, de l'importance croissante des classes laborieuses. Sous peine de courir aux abîmes, tout gouvernement sera tenu désormais de servir les intérêts de ceux dont il tient le pouvoir.

Dans les grands changements qui étaient en train de s'accomplir depuis quinze ans, — développement de l'industrie, du crédit, des chemins de fer, réforme douanière — la bourgeoisie, à la tête de toutes les entreprises, ne demandait qu'ordre et stabilité. Les petits bourgeois, les petits rentiers, dont le nombre s'élève de 292 000 en 1848 à 1 095 683 en 1867, se montraient bonapartistes ardents. Les classes rurales, satisfaites d'un énorme accroissement de bien-être et de profit ont toujours témoigné dans tous les plébiscites, leur attachement à l'Empire.

Restait la classe ouvrière, la plus inquiète et la plus remuante. La Révolution de 1848 avait éclairé sur le danger des questions sociales, sur la nécessité des remèdes. La politique du second Empire fut de détourner, comme le premier, vers la gloire militaire, les courants révolutionnaires; de maintenir au dedans, avec une main de fer, toutes les velléités de résistance et de révolte, mais de protéger l'ouvrier pour tout ce qui touche à l'amélioration matérielle de sa classe, afin de prouver que le césarisme démocratique conduit plus sûrement que la liberté à l'émancipation des travailleurs. Louis-Napoléon s'était présenté comme un empereur socialiste. On se souvenait de ses écrits de Ham sur l'extinction du paupérisme. Les travaux publics des grandes villes, la transformation de Paris sont destinés à combattre le chômage. Les millions confisqués aux d'Orléans doivent alimenter les caisses de secours ouvrières. On édifie des hôpitaux, on développe les sociétés de secours mutuels. L'Empire, en dernier lieu, songeait à organiser une grande caisse d'assurance ouvrière. L'augmentation colossale des caisses d'épargne témoignait de la prospérité de couches sociales de plus en plus étendues.

***

L'effet de cette politique ne fut pas celui qu'en attendait l'Empire.

En présence de l'enrichissement si rapide des classes dirigeantes, les salaires, même élevés, semblaient à l'ouvrier une dérisoire aumône.

Joignez à cela l'orgueil qui s'était emparé des ouvriers depuis 1848, le sentiment croissant de leur importance et de leur force, l'effet profond de l'élargissement du suffrage, la porte ouverte aux débats politiques à partir de 1860.

Une doctrine, celle de Proudhon, la seule qui eût surnagé au naufrage de 1848, répondait au besoin d'indépendance et d'action séparée des classes ouvrières.

Les partisans de Proudhon ne semblaient pas bien dangereux. Proudhon versait ses sarcasmes sur le communisme, sur le jacobinisme. Il cherchait à concilier l'individualisme et le socialisme, il donnait aux ouvriers des conseils de modération, désapprouvait les grèves, préconisait les réformes. Cela faisait oublier un tout autre aspect de sa doctrine. Car à l'esprit pratique il joignait le sentiment révolutionnaire, des exigences positives de justice et de liberté. Il était anti-étatiste anarchiste, critiquait la propriété bourgeoise, glorifiait l'avènement futur du quatrième État.

C'est ce côté de la doctrine de Proudhon qui séduisait la jeune génération ouvrière. Sauf un petit groupe qui s'était laissé gagner par les promesses du socialisme impérial, les vrais proudhoniens étaient hostiles à l'Empire, bien que Proudhon luimême ne le fût pas. La plupart des ouvriers se rattachaient au républicanisme.

***

Plus fort que l'influence des théories est l'instinct des masses qui prennent conscience de leurs besoins.

On n'avait pu obtenir en 1849 le droit de coalition. En 1860 paraissent un certain nombre de brochures, dites *brochures rouges*, non hostiles à l'Empire, premières feuilles volantes du parti ouvrier, qui réclament ce droit avec énergie. Mêmes exigences dans le *Manifeste des soixante* aux élections de 1863. En dépit des résistances du Corps législatif, le Gouvernement finit par céder et fit voter la loi de 1864, qui reconnaissait le droit de coalition et de grève,

(1) Voir les articles déjà parus : *Le Monde et les Salons*, par M. le vicomte Brenier de Montmorand (7 avril 1900); — *Le Roman au XIXe siècle*, par M. Marcel Prevost (14 avril 1900); — *L'Architecture au XIXe siècle*, par M. Frantz Jourdain (21 avril 1900); — *La Peinture et la Sculpture au XIXe siècle*, par M. Camille Mauclair (28 avril 1900); — *La Sociologie en France au XIXe siècle* par M. Durckheim (19 et 26 mai 1900); — *La Presse au XIXe siècle*, par M. J. Cornély (2 et 9 juin 1900); — *L'Evolution politique au XIXe siècle*, par M. Ch. Seignobos (11 août 1900); — *L'Histoire au XIXe siècle*, par M. Ch.-V. Langlois (25 août 1900); — *Le Mouvement socialiste en France*, par M. J. Bourdeau (22 septembre 1900).

tout en maintenant les anciennes dispositions concernant le droit de réunion et d'association.

Après la guerre d'Italie, Napoléon III cherchait à se concilier de plus en plus les classes ouvrières, afin de tenir par elles en échec la bourgeoisie libérale, la fronde des mécontents suscités par la politique libre-échangiste, et le parti républicain qui commençait de nouveau à lever la tête. A leur insu, les chefs du mouvement ouvrier favorisaient cette politique. Aux élections générales de 1863, Tolain et ses amis publiaient le *Manifeste des soixante* qui proposait les premières candidatures ouvrières, au grand mécontentement de la démocratie bourgeoise : on leur reprochait avec fureur de diviser l'opposition.

En même temps qu'ils tentaient l'action politique, les ouvriers se jetaient inconsidérément dans l'action économique et faisaient un usage insensé du droit de grève.

Sous l'impression que les grèves des dernières années n'ont eu aucun succès, et en conséquence des rapports plus étroits des ouvriers français et des ouvriers anglais, à la suite des expositions de Londres (1862) et de Paris (1867), pendant laquelle siégea un véritable Parlement du travail, le vœu de créer des associations fixes, au lieu de coalitions passagères, prend de plus en plus d'importance. Favorable à ces désirs, le Ministre du Commerce déclare officiellement (28 mars 1868) que, malgré la loi de 1791, les syndicats ouvriers, en tant qu'ils ne s'occupent pas de politique et ne portent pas atteinte à la liberté du travail, sont assurés de la même tolérance administrative que les syndicats de patrons et d'entrepreneurs.

Ces libertés nouvelles ne sont pas favorables à la paix sociale. Les syndicats poussent comme des champignons et produisent une nouvelle fièvre de grèves.

III. — L'INTERNATIONALE ET LA COMMUNE

Derrière le mouvement ouvrier et cherchant à lui donner l'unité, apparaît une société nouvelle, *l'Internationale*, qui commence à se répandre en France, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, etc. Sa fondation marque le moment où le mouvement ouvrier, dans tous les pays industriels, commence à prendre conscience de son unité. Le capitalisme lui-même, par suite de la politique commerciale, était entré dans le stade de l'internationalité.

L'initiative vint des ouvriers français. A la suite de l'Exposition de Londres et d'un meeting à Saint-Martins Hall, l'année suivante, l'Internationale fut fondée le 28 septembre 1863. Parmi les membres dirigeants le plus influent était Karl Marx, qui devait introduire des idées nouvelles dans le mouvement ouvrier.

Il fut chargé de rédiger l'adresse inaugurale. Il prétend établir que la misère des classes laborieuses ne s'est pas amoindrie de 1848 à 1864, que le capital seul a pu accaparer tout le profit. C'est la dépendance économique des ouvriers à l'égard du capital et des propriétaires fonciers, c'est-à-dire des détenteurs des moyens de travail, des sources de vie, qui est la cause de leur servitude sous toutes ses formes. Pour obtenir l'émancipation économique, les prolétaires doivent s'emparer de la puissance politique, disposer de l'État. Tous les efforts ont échoué jusqu'ici par manque d'union et d'entente. L'émancipation des ouvriers ne peut-être obtenue que par une action méthodique et internationale. Elle doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Leur but est non d'obtenir de nouveaux privilèges, mais d'anéantir toute domination de classe.

L'organisation était la suivante : les associations ouvrières s'unissaient en fédérations nationales, et envoyaient des délégués au Congrès annuel, qui nommait le Conseil général, organe de direction et de combat, dont le siège était à Londres.

L'Internationale avait attiré des gens de tout bord, trade-unionistes anglais, terroristes blanquistes, libéraux philanthropes, tels que Chaudey et Jules Simon, nihilistes russes, socialistes d'État, social-démocrates allemands. Des tendances si contraires devaient se heurter dans les Congrès.

Au début, la section française, avec Tolain, Fribourg et ses amis (à l'exception de Benoît Malon et de Varlin), représentait l'opposition modérée. C'étaient des proudhoniens pénétrés de l'opposition de classe contre la bourgeoisie, ne voulant pas se laisser exploiter par la bohème bourgeoise. Ils ne cherchaient pas à renverser l'Empire et travaillaient à donner aux chambres syndicales un caractère non politique.

Ils se heurtèrent à l'opposition des marxistes pour qui le proudhonisme est une doctrine réactionnaire, un socialisme de petits bourgeois et d'artisans dirigé contre la concurrence plutôt que contre le salariat, et dont les tendances anarchistes s'opposent à l'enrégimentement.

D'autre part, les jacobins hébertistes, les blanquistes reprochaient à Tolain et à ses amis d'être vendus au bonapartisme et finirent par les supplanter.

Les tendances modérées se trouvèrent bientôt en minorité. Au Congrès de Genève (1866), on demande la réforme des impôts, la suppression des armées permanentes, la journée de huit heures. A Lausanne (1867), les coopérateurs luttent contre les communistes : on ne vote que la nationalisation des moyens

de transport. A Bruxelles (1868), on étend cette nationalisation aux mines. Enfin à Bâle (1869), on vote la nationalisation du sol, en laissant de côté la question de la propriété bâtie et du capitalisme industriel.

*
* *

En dépit des programmes et des votes, l'action de l'Internationale fut assez faible, mais on croyait sentir partout sa main mystérieuse. Les gouvernants de l'Empire n'étaient pas fâchés de voir cette terreur salutaire imposée à la bourgeoisie. Ils permirent même à l'agitation socialiste révolutionnaire de se produire. Le césarisme social qui n'avait pu se concilier les ouvriers, se sentait fort de l'appui des paysans, et se présentait de nouveau comme un sauveur.

Le plébiscite donnait huit millions de suffrages à l'Empire. Mais Paris et les grandes villes avaient fait balle contre lui.

La guerre éclate. Au 4 septembre 1870, les républicains s'installent au pouvoir comme dans une maison vide.

*
* *

La guerre mit fin au mouvement ouvrier qui avait commencé à se développer vers 1860, et accentua le mouvement révolutionnaire. Pendant le siège, les blanquistes tentèrent vainement de s'emparer de l'Hôtel de ville et de renverser les républicains bourgeois. A la fin, ils réussirent. Après le siège, au 18 mars 1871, la populace devint maîtresse de Paris. Le mouvement se propageait dans quelques centres ouvriers de province, Lyon, Saint-Étienne, Marseille, Narbonne, Limoges. Ce troisième épisode de la guerre sociale, après l'insurrection de Lyon et les journées de Juin, fut un essai de gouvernement.

La Commune naquit des désordres et des souffrances du siège. La petite bourgeoisie, le petit commerce frappé par le décret Dufaure qui, pour rétablir au plus tôt la régularité des affaires, fixait du 13 au 17 mars les échéances ajournées (1), s'unit au prolétariat parisien, dans un accès de colère contre le gouvernement versaillais et la démocratie rurale. Les paysans, las de la guerre, pressés de voir la paix conclue, avaient signifié leur volonté par les élections du 8 février. Comme en 1848, la première assemblée convoquée par la République se composait en majorité de conservateurs, de monarchistes et de cléricaux.

La garde nationale joua le même rôle que les ateliers nationaux. Les masses prolétariennes, formidablement armées et à demi affamées, n'avaient plus d'autre ressource que leur solde de 1 fr. 50 par jour qu'on allait leur retirer.

Au début, la Commune obtint 180 000 voix.

Les chefs, inconnus pour la plupart, appartenaient aux classes et aux milieux les plus disparates : révolutionnaires professionnels accourus de tous les coins de l'Europe, journalistes, bohêmes, réfractaires qui promènent sur le pavé des villes leur orgueil et leurs déceptions, enfin, quelques ouvriers. Ces hommes représentaient un capharnaüm d'idées et de doctrines : jacobins fossiles, revenants de 1848, blanquistes éternels conspirateurs qui, après avoir préparé l'insurrection, minèrent la Commune dès le premier jour; proudhoniens qui rêvaient de voir l'administration centralisée de l'État dissoute en communes indépendantes marxistes en très petit nombre.

Bien que tiraillée entre les conceptions les plus contraires, la Commune révèle pourtant les tendances dominantes du prolétariat urbain. Les révolutionnaires de 1848 étaient des patriotes. Les internationalistes de 1871 démolirent la colonne Vendôme, proclamant par là l'abolition de la guerre des nations, afin de lui substituer la guerre des classes. La Commune combat l'Église comme le plus ferme appui de l'ordre actuel. Elle transforme les églises en clubs, abolit le budget des cultes, laïcise les hôpitaux et l'enseignement public, et fusille les prêtres. Elle porte atteinte à la famille telle que l'a organisée le Code civil, en accordant aux enfants naturels des droits égaux à ceux des enfants légitimes.

Mais elle se montre hésitante et timide en matière de propriété, ce qui lui donne un caractère petit bourgeois plutôt que prolétarien. Elle lance une vague proclamation à la province, par laquelle elle promet de procurer l'outil à l'ouvrier, la terre au travailleur; mais ayant sous la main le gage de la Banque de France elle s'abstient de le saisir et se contente d'en tirer des subsides.

Le seul décret par lequel la Commune ait porté atteinte au droit de propriété concerne les ateliers abandonnés (15 avril). Mais les possesseurs légitimes devaient être dédommagés : une indemnité serait fixée par le jury.

Les autres mesures simplement réformistes concernent l'interdiction de la retenue des salaires, du travail de nuit dans les boulangeries (décret rapporté à la demande des intéressés eux-mêmes), la fixation d'un salaire minimum dans les cahiers des charges pour les travaux publics, la fermeture des maisons de tolérance et de la prostitution réglementée, la répression de l'ivresse.

Toutes ces mesures avaient été prises à l'instigation des internationalistes marxistes, Leo Frankel, Varlin, Benoît Malon, etc. Ils formaient dans la Com-

(1) 150 000 lettres de change furent protestées.

mune une minorité relativement modérée. Mais la tendance terroriste l'emportait. Les socialistes purs, suspects de modérantisme, finirent par se retirer.

Les combats quotidiens contre l'armée de Versailles ne purent amener l'union au sein de la Commune. Les blanquistes conspiraient contre les jacobins qui la dominaient. Ceux-ci furent bientôt dominés par les clubs, puis le pouvoir passa aux démagogues de la rue, pendant que Paris devenait la proie des flammes.

Après l'écrasement, les querelles s'effacent; c'est la minorité socialiste qui passe pour avoir donné sa physionomie à la majorité. La légende se forme. « La Commune, écrit M. Jules Guesde, qu'on a essayé de réduire aux proportions d'un mouvement né du siège et de la République en danger, a été, dans son programme, ses tendances et ses résultats, la plus grande explosion socialiste du siècle pour l'universalisation de la propriété... Son drapeau, tombé des mains du dernier soldat de la Commune, fut ramassé par les prolétaires du monde entier. »

IV. — LE SOCIALISME SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE, JUSQU'AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE 1900

Au lendemain de la Commune, lorsque les syndicats commencent à se reformer, l'esprit de ces nouveaux groupements, délivrés de l'influence des révolutionnaires, est identique à celui du *Manifeste des Soixante*, qui fut la première grande manifestation ouvrière depuis 1848. « Les ouvriers, disent-ils, ont besoin de la direction de la bourgeoisie qui, de son côté, ne peut se passer des ouvriers. » Ils aspirent à l'union des classes, au règlement pacifique de toutes les questions pendantes entre patrons et ouvriers. L'émancipation des travailleurs se fera par le crédit mutuel, la coopération libre, l'intervention de l'État. Ils se proposent de clore l'ère des grèves. S'ils adoptent le principe des candidatures ouvrières, ce n'est point en vue de la conquête des pouvoirs publics par la classe salariée, mais pour faire parvenir aux gouvernants la plainte des ouvriers.

Telles sont les tendances qui se font jour au Congrès de Paris (1876), au Congrès de Lyon (1878), et dans les rapports des délégués ouvriers aux expositions de Vienne (1873), et de Philadelphie (1876), au grand mécontentement des Communeux réfugiés à Londres, qui accusaient les syndicats d'abjurer la Révolution.

On reconnaît dans ces congrès ouvriers l'esprit du socialisme de Proudhon, le seul théoricien sorti lui-même des classes ouvrières.

Mais il allait être combattu par une autre théorie et une autre tactique qui avait fini par triompher dans les congrès de l'Internationale, celle de Karl Marx.

Le livre du *Capital* que Marx a publié en 1867, a exercé la même influence qu'au siècle dernier le *Contrat social* de Rousseau. Ce qui le distingue de ses prédécesseurs, auxquels il a fait d'ailleurs beaucoup d'emprunts, c'est qu'il introduit dans le socialisme l'idée hégélienne d'évolution, et l'idée darwinienne de *struggle for life*. De même que les espèces animales, les classes sociales luttent entre elles, et c'est, à chaque époque, la classe la mieux adaptée au mode de production, et par conséquent la plus forte, qui est destinée à supplanter les autres classes jusque-là dominantes.

La concentration fatale des industries et des richesses, d'une part, et la prolétarisation croissante des masses, de l'autre, séparent le monde en deux classes irréconciliables. Par le nombre, par l'organisation, par la puissance politique dont elle parviendra à s'emparer, la classe prolétarienne est assurée du triomphe : les expropriateurs seront expropriés. Marx se moque de l'idée de justice, mais il la satisfait indirectement. Le capital ne s'est formé que par le travail d'autrui, la *plus-value* que le patron s'attribue indûment. — Par une contradiction flagrante à la loi d'évolution et d'éternelle lutte, il annonce que le monde se figera dans le collectivisme et que les classes seront abolies.

En même temps qu'il rejette avec un suprême dédain les illusions mystiques de fraternité humanitaire, qui hantaient les socialistes français même derrière les barricades de 1848, Marx avait donné dès 1847 la formule de la guerre des classes. Comme Bismarck, il proclame la Force accoucheuse des sociétés.

Le parti social-démocrate allemand s'organisait selon les vues de Karl Marx, et, après la guerre de 1870, le centre de gravité du socialisme passait de France en Allemagne. De même que la France refaisait son armée sur le modèle du vainqueur, un petit groupe de socialistes français, en rapport avec Marx et Engels, tentaient de prendre modèle sur la démocratie d'outre-Rhin pour fonder un parti socialiste en France.

C'étaient des hommes nouveaux et appartenant à la bourgeoisie, étudiants comme M. Deville et M. Brousse, journalistes comme M. Guesde, docteurs comme M. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx. Ils répandirent leurs idées dans une petite feuille, *l'Égalité*, en 1877. Traduits devant les tribunaux en 1878 pour avoir tenté de réunir, à l'occasion de l'Exposition, un congrès international, ce leur fut une occasion de se révéler au public. Ils lancèrent un manifeste de Sainte-Pélagie, puis M. Guesde commença sa propagande en province.

Alliés aux anarchistes et aux hommes de la Commune, qui commençaient à rentrer après la première

amnistie qui suivit l'élection de M. Grévy à la présidence et la victoire des républicains, ils tentèrent au congrès de Marseille (octobre 1879) de s'emparer de la seule force organisée, les syndicats ouvriers, et de les faire servir à leurs buts révolutionnaires; ils « leur enfoncèrent dans la gorge, jusqu'à la garde », un programme collectiviste. Ils avaient obtenu la majorité en opposant des groupes socialistes sans consistance, et d'un nombre d'adhérents parfois infime, aux groupes corporatifs.

Comme tous les partis naissants, les meneurs outraient la théorie et la tactique. Ils n'admettaient aucun compromis possible avec les autres partis: capitalistes et ouvriers, bourgeois et prolétaires formaient deux blocs irréductibles, destinés à se heurter. S'ils n'allaient pas jusqu'à repousser absolument, comme les anarchistes, la propagande électorale, du moins ils estimaient que la tribune de l'Assemblée ne pouvait servir que pour la propagande, pour une *mise en demeure révolutionnaire* à la bourgeoisie d'avoir à vider la place. Vis-à-vis des élus socialistes eux-mêmes, on devait prendre les plus grandes précautions, leur imposer le mandat impératif, disposer de leur traitement. Il ne fallait ainsi presque rien attendre de l'action légale et parlementaire. Les socialistes marxistes ne répudiaient aucun des moyens violents que la science pouvait mettre à leur disposition. Ils ne se distinguaient par là ni des anarchistes, ni des blanquistes (1).

L'unité du parti socialiste français semblait constituée au congrès de Marseille. Mais presque aussitôt la dissension éclatait entre les chefs dont les troupes étaient plutôt des escouades.

Le programme, rédigé à Londres avec le concours de Karl Marx, était attaqué par les vétérans de l'anarchie internationale, les Caffiero, les Malatesta, qui se gaussaient fort de « la mise en demeure révolutionnaire » et reprenaient contre les marxistes l'opposition de Bakounine contre Marx, qui avait hâté la dissolution de l'Internationale après 1871. Les Guesde, les Brousse, les Lafargue sont des jacobins terriblement autoritaires, qui ne s'accordaient platoniquement avec la tactique anarchiste de violence immédiate qu'à cause de l'indifférence du suffrage universel, des élections encore conservatrices.

D'autre part, les revenants de la Commune, les Lucipia, les Longuet, les Jourde, étaient mécontents de voir un parti socialiste se former sans eux et en dehors d'eux. Ils ne comprenaient rien au marxisme et se contentaient de dresser une liste de réformes plus ou moins radicales.

Le programme même servit de prétexte aux rivalités inexpiables des chefs du nouveau parti, Guesde et Paul Brousse, rivalités qui ne firent que s'accentuer par la concurrence électorale. Évidemment, dès qu'on s'adressait aux électeurs, la décomposition devait commencer, car ceux-ci se préoccupent non de métaphysique socialiste, mais d'intérêts immédiats, variables selon les milieux, et les candidats rivalisent de zèle à les satisfaire.

Aux élections municipales de 1881, où ils commencèrent à gagner des voix, les socialistes présentèrent des candidats opposés. A Paris, Brousse, Malon, Joffrin, Fournière rendent le programme responsable de l'échec du parti, et réclament pour chaque localité la liberté de profession de foi. L'élection de Joffrin, à Montmartre, où celui-ci fut violemment accusé d'avoir atténué les exigences du parti, amena un schisme au congrès de Saint-Étienne (1882). La majorité des délégués ne voulut point légitimer l'influence croissante des disciples de Karl Marx, et obligea ceux-ci à former un nouveau parti ouvrier français. Quant aux premiers, dirigés par M. Brousse, on leur donna le nom de *possibilistes*, parce qu'ils semblaient parfois s'attacher plutôt à des réformes graduelles et partielles qu'aux principes généraux et à l'action révolutionnaire (1).

Enfin d'autres socialistes, M. Deville, M. Fournière, M. Rouanet, éprouvent le besoin de devenir indépendants de la tyrannie des sectes. Les deux derniers se rattachaient à l'école de Benoît Malon qui, tout en acceptant la théorie de l'évolution de Karl Marx, reprend la phraséologie humanitaire et sentimentale des socialistes français, prétend réconcilier le réalisme à l'idéalisme dans un socialisme intégral, et, en adoucissant la théorie de la lutte de classes, prépare les alliances électorales avec les radicaux bourgeois.

Bientôt le parti ouvrier, dirigé par Guesde et Lafargue, à mesure qu'il trouve accès dans le corps électoral, se départ de la tactique intransigeante déjà abandonnée par les possibilistes et les indépendants. Il jette l'anathème sur les anarchistes: en étroite communion d'idées avec les marxistes allemands, il exige leur exclusion des partis socialistes de tous les pays. Aux congrès internationaux de Paris 1889, où fut décidée la démonstration du 1er mai en faveur de la journée de huit heures, à Bruxelles en 1891, à Zurich en 1893, à Londres en 1896, éclatent les divisions des socialistes français.

La prédominance exclusive de l'action électorale, et les dissensions des sectes écartent de plus en plus

(1) Voir M. Rouanet, *Revue Socialiste*, septembre 1899.

(1) Les possibilistes se divisent eux-mêmes, au congrès de Châtellerault, en deux fractions, l'une intransigeante, surtout composée d'ouvriers manuels (les allemanistes), l'autre plutôt radicale socialiste. En 96, une nouvelle scission se déclare parmi les allemanistes. Rien de fastidieux comme ces querelles et ces divisions.

le mouvement syndical du mouvement socialiste. Les syndicats, officiellement reconnus par la loi de 1884, qui abolit la loi de 1791, et fortifie à la fois les unions de patrons et les unions d'ouvriers ; les syndicats ouvriers grouperont bientôt près de 500000 travailleurs. Les bourses du travail favorisent la constitution de groupes corporatifs locaux. les anarchistes prennent dans les syndicats la place des politiciens et poussent les ouvriers organisés à l'action indépendante et à l'autonomie. Ils prennent le drapeau de la *grève générale*, en opposition à la formule politicienne de la *Conquête des pouvoirs publics* par le bulletin de vote : ils amènent au Congrès de Nantes (1894) la scission des syndicats et du parti guesdiste. En fondant au congrès de Limoges (1895) la *Confédération générale du travail*, les syndicats tentent d'organiser une force absolument indépendante par le groupement fédératif et l'action des grèves de plus en plus étendues.

***

Les socialistes des diverses sectes avaient commencé à obtenir des voix dans le corps électoral dès 1881. Les possibilistes étaient entrés dans le Conseil municipal de Paris. Les guesdistes prenaient pied dans quelques villes manufacturières du Nord.

Aux élections de 1885, quelques socialistes entraient au Corps législatif, grâce à l'alliance des radicaux. MM. Antide Boyer et Clovis Hugues, un ancien mineur, M. Basly, M. Camelinat, ancien directeur de la Monnaie pendant la Commune. On recueillait le premier fruit des alliances électorales.

La crise du boulangisme mettait bientôt en conflit aigu les différentes fractions de la bourgeoisie. Aux élections de 1889, les plus modérés parmi les socialistes s'allièrent aux opportunistes, d'autres restèrent neutres entre les deux camps, prêts à tirer parti du moindre trouble. Toutefois, les électeurs du Nord et de Paris, parmi lesquels les socialistes recrutaient le plus d'adhérents, votaient en masse pour le général Boulanger. Les élus socialistes formèrent à la Chambre un premier groupe. A la suite des événements de Fourmies en 1891, l'un des principaux meneurs, M. Lafargue, était envoyé au Palais-Bourbon.

Maintenant que le suffrage universel leur ouvrait les voies, les marxistes du parti ouvrier français s'attachaient de plus en plus aux réformes pratiques. Ils élaboraient un programme municipal réformiste, et aux élections municipales de 1892 ils entraient dans vingt Hôtels de ville, à Roubaix, Montluçon, Marseille, Toulon, Narbonne, etc.

Après les grandes villes, toujours en croissance et de plus en plus industrielles, il s'agit de conquérir les campagnes sans lesquelles on ne peut rien. Ce sont les paysans, soldats de Bonaparte, qui ont mis fin à la première révolution, ce sont eux encore qui, par leurs votes ou leurs baïonnettes, ont arrêté le mouvement de 1848 et de 1871. Il s'agit de les gagner par des promesses positives. Les circonstances sont favorables. Par suite de l'abaissement du fret et de la production sans cesse accrue des céréales, l'agriculture va se trouver exposée comme l'industrie à la concurrence universelle. Le protectionnisme des propriétaires doit avoir pour conséquence celui des ouvriers agricoles... On éteindra les dettes des petits paysans. L'expropriation collective du sol ne touchera que les gros propriétaires et, en attendant, l'impôt sera payé par les riches. Le congrès de Marseille (septembre 1892) élabore tout un programme touchant les fermages, les impôts, les droits de mutation, etc.

***

C'est aux élections générales de 1893 que le socialisme français conquiert le droit de cité parmi les partis politiques. Jusqu'à cette date, il avait pour ainsi dire vécu en marge de la vie parlementaire.

Après le boulangisme et la défaite des partis monarchiques, la République est indiscutée. C'est sur les questions sociales que vont se livrer les batailles électorales, puis parlementaires.

D'une part, les ralliés se rapprochaient des éléments modérés de l'opportunisme et préparaient ainsi la majorité de M. Méline. Un autre parti avancé allait se constituer avec les radicaux et les socialistes.

Aux élections de 1893, les éléments républicains extrêmes, pour supplanter les opportunistes, puis un certain nombre de radicaux socialistes, dirigés par M. Millerand et l'ex-modéré M. Goblet, s'allièrent aux socialistes pour marcher au scrutin.

La coalition fit entrer à la Chambre une quarantaine de socialistes. On comptait que les candidats socialistes avaient recueilli dans le pays 600 000 voix. Parmi les élus se trouvaient M. Guesde, M. Deville, M. Jaurès, professeur d'Université, hier encore centre gauche des plus modérés, M. Millerand, M. Viviani.

Le premier résultat fut d'imprimer une physionomie très différente à l'opposition socialiste.

Les questions sociales étaient à l'ordre du jour, tous les partis commençaient à s'en occuper. La droite comptait quelques socialistes chrétiens, entre autres l'abbé Lemire.

Parmi les républicains libéraux, M. Paul Deschanel était un des premiers à comprendre la nécessité d'une politique sociale.

Les socialistes les plus qualifiés firent à la tribune des expositions doctrinales. Ils intervenaient dans tous les débats en faveur des revendications ou-

vrières, de la protection du travail. Vers la fin de la législature, M. Jaurès, M. Deville engageaient contre M. Méline et M. Deschanel un long débat sur la question agraire, se montraient les défenseurs ardents de la petite propriété.

Pendant les six mois qu'avait duré le ministère radical de M. Bourgeois, on avait assisté à ce spectacle nouveau des socialistes révolutionnaires devenus ministériels fervents.

L'expérience poursuivie au Palais-Bourbon se continuait dans d'importantes communes par la gestion des municipalités socialistes. Aux élections municipales de mai 1896, les socialistes continuaient leur conquête des grandes villes commencée en 1892.

***

Le socialisme entrait ainsi en voie d'adaptation à la République et au suffrage universel. Ce changement de tactique devait avoir sa répercussion sur l'organisation et les doctrines.

Le groupe qui s'était constitué à la Chambre au lendemain de 1893, était ouvert sans conditions à qui prenait la vague épithète de socialiste. On sentit bientôt la nécessité d'imposer au parti des frontières doctrinales.

Il s'agissait de réunir sous une même enseigne teintée de rouge des formules élastiques quant aux principes.

Ce fut l'œuvre de M. Millerand au banquet de Saint-Mandé, à la suite des élections municipales de mai 1896. Il déclare que le parti vise à l'abolition du régime capitaliste afin de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour cela le prolétariat organisé en parti de classe doit conquérir le pouvoir politique. L'État démocratique sera conduit à transformer peu à peu les différentes catégories de moyens de production et d'échange, dans la mesure où elles seront mûres pour l'appropriation sociale. (C'est la théorie de M. Brousse sur les *services publics*.) Enfin M. Millerand déclarait l'entente internationale des travailleurs nécessaire à la réalisation de ces buts. Il s'abstenait de prononcer le mot de révolution. Il donnait un jour aux socialistes le conseil « d'avoir peur de faire peur ». Un schisme faillit se produire parmi les socialistes de la Chambre sur le programme de Saint-Mandé. 26 députés seulement signèrent la déclaration collectiviste, contre 7 abstentions et 10 absents.

***

L'affaire Dreyfus semait dans les rangs de la bourgeoisie les mêmes divisions et suscitait les mêmes luttes que le boulangisme, qui se reflétaient dans le parti socialiste. Quelques-uns se ralliaient aux nationalistes. Les guesdistes et les blanquistes gardaient une attitude expectante. D'autres enfin, à la suite de M. Jaurès principalement, se jetaient à corps perdu dans l'agitation dreyfusienne, autant pour la revision du procès que contre le haut commandement qu'il s'agissait d'atteindre.

L'Union socialiste à la Chambre se trouvait ainsi disloquée. Aux élections de 1898, on ne publiait aucun manifeste. Les indépendants marchaient au scrutin avec les républicains dreyfusistes.

Après les élections le parti, comprenant 37 membres et comptant 900 000 voix dans le pays, coupait sa queue boulangiste, nationaliste et antisémite. En juin 1898, à une grande réunion du Tivoli-Vauxhall, M. Jaurès, qui avait échoué à Carmaux, faisait acclamer l'union socialiste et passait ainsi sur la tête des sectes organisées. Il y avait là en germe de nouvelles dissensions.

L'élection de M. Loubet à la présidence de la République en 1899 et l'agitation nationaliste amena un rapprochement plus étroit entre les républicains de gauche, les radicaux et les socialistes, pour la défense de la République, soi-disant menacée. Les diverses fractions socialistes formèrent en dehors de la Chambre un comité de vigilance puis un comité d'entente. C'était un premier pas vers l'unité.

L'entrée de M. Millerand dans le ministère de M. Waldeck-Rousseau aux côtés du général de Galliffet, l'un des vainqueurs de la Commune, servit de prétexte à une rupture éclatante entre M. Guesde, allié de M. Vaillant, et M. Jaurès et les indépendants de l'autre. Ceux-ci en appelèrent habilement à un congrès destiné à fonder l'unité socialiste.

Ce congrès était formé à la fois par les délégués des sectes organisées et des comités électoraux. Les syndicats s'abstinrent d'envoyer des représentants, lui laissant ainsi le caractère politique et semi-bourgeois. Au congrès, l'unité fut imposée aux chefs dissidents par les soldats, on vota des motions transactionnelles, blâmant l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois, tout en la tolérant dans certains cas. On s'abstenait de discuter la question Dreyfus, de définir la lutte de classes, l'internationalisme, le collectivisme, sujets sur lesquels on ne pouvait s'entendre qu'à condition de les laisser dans l'indéterminé. On proclama une fois de plus que le parti ne visait la conquête des pouvoirs publics que pour accomplir légalement la Révolution et exproprier le capitalisme. — On organisait le parti unifié, en le soumettant à un comité général, émanation des congrès annuels, et composé des représentants des organisations, des fédérations départementales, des syndicats (absents) et des coopératives, proportionnellement à leur importance respective.

Le comité, où dominaient les guesdistes, entrait

bientôt en conflit avec la majorité des députés socialistes à la Chambre, plus soucieux de plaire à leurs électeurs qu'à ce comité absolutiste. Certains députés socialistes se montraient ministériels au point de condamner le collectivisme. Une scission semble de nouveau imminente entre les chefs rivaux.

Aux élections municipales de mai 1900, l'union était encore plus étroite entre républicains radicaux et socialistes et s'ils ont perdu Paris, les alliés ont conquis de nouvelles villes.

***

Malgré d'éternelles divisions, l'armée socialiste, sous l'influence de l'extension industrielle, de la crise agricole, de la propagande incessante, n'a cessé de croître. L'accession de M. Millerand au ministère marque que le socialisme est entré dans la phase non seulement d'adaptation au développement de la démocratie, mais d'exploitation de la puissance politique dans le sens du socialisme d'État ; comme tel, il rallie les intellectuels de la bourgeoisie, avocats, universitaires, etc., trop pressés peut-être de s'attribuer un rôle dirigeant.

M. Millerand a collaboré activement à la protection du travail, à l'extension de l'action autonome des syndicats. Mais il n'a fait en cela que continuer l'œuvre de ses prédécesseurs opportunistes et radicaux (1). Il a étendu le vote corporatif (inauguré par la loi sur les délégués mineurs) au Conseil supérieur du travail, refondu l'Office du travail, introduit dans le cahier des charges des travaux publics des clauses de minimum de salaire et de journée normale, organisé les conseils du travail.

En même temps son langage s'est singulièrement atténué. Il est allé jusqu'à nier la lutte de classes. Mais sa seule présence au ministère a donné une vive impulsion au mouvement gréviste, qui sévit sur l'industrie française depuis un an.

En trente ans le socialisme est passé de l'état de secte à celui de parti d'opposition, puis de parti de gouvernement, et cela permet de mesurer le chemin parcouru (2).

J. Bourdeau.

(1) Loi du 21 mars 1884 sur les *syndicats* du 8 juillet et du 1er août 1890 sur les *délégués mineurs*, — du 29 juin 1894 et du 16 juillet 1896, sur les *Caisses de retraite des mineurs*, — du 9 avril 1898, sur *les accidents du travail*. A l'actif de M. Millerand, on peut compter le décret du 10 août 1899, *sur les conditions du travail*, le récent décret introduisant les délégués ouvriers dans le *conseil supérieur du travail* (fondé le 22 janvier 1891), la réorganisation de l'Office du travail (fondé le 20 juillet 1891), etc.

(2) Pour la bibliographie du socialisme, voir l'ouvrage de *Stamhamer*, Iéna, G. Fischer.

D'UN LIVRE SUR MONTAIGNE

Il est écrit que je m'occuperai souvent de Montaigne. C'est sa faute. Ce diable d'homme séduit tout le monde et tous les six mois il se trouve quelqu'un qui écrit sur lui un livre dont j'ai à rendre compte. Et si c'étaient livres négligeables ! Mais c'est toujours un homme d'esprit qui a à écrire un livre sur Montaigne, et il n'y a pas jour à se débarrasser de cet auteur-là.

L'an dernier, c'était le livre charmant de Guillaume Guizot que j'avais à analyser ou à *introduire*. Il se serait bien passé de mon introduction ; mais on me faisait l'honneur de m'en prier. Aujourd'hui c'est M. Champion qui nous donne une étude très diligente et très neuve sur le vieux et toujours jeune moraliste. Que voulez-vous que je fasse ? Il faut bien que je parle de ce qui paraît, quand ce qui paraît est considérable. C'est la faute de Montaigne si tout le monde le lit et s'il donne à tous ceux qui le lisent la démangeaison d'écrire sur lui.

Le petit livre, très plein et fourni, de M. Champion, est intitulé très modestement *Introduction aux Essais de Montaigne*. Il ne se propose que de servir de guide à travers les *Essais* et de marquer quelques points de repère. Il remplit son dessein et il dépasse ses promesses. Il est bel et bien une grande et forte étude sur le caractère de Montaigne et sur son esprit. Une de plus. — Originale ? — Oui. — Allons donc ! — Parfaitement. Il fallait s'aviser d'une méthode nouvelle, voilà tout, et M. Champion, qui est un esprit très ingénieux, quelquefois trop, s'en est avisé.

Il a, d'une part, comparé les différentes éditions de Montaigne, d'autre part, il a fait attention aux dates. Et voilà tout ; seulement, comme disait Colomb, il fallait encore y songer.

Et de ces deux considérations, M. Champion a tiré quelque chose. Tout simplement l'évolution de Montaigne, la suite des différents états de caractère et d'esprit par laquelle il a passé. Montaigne se contredit sans cesse, dit tout le monde. Soit. Mais ne serait-ce pas parce qu'il a beaucoup changé au cours de sa vie et que son livre, qui est sa vie, a conservé des traces successives de son caractère et de son esprit ? S'il se contredit, n'est-ce pas simplement parce qu'il ne rature pas, ou très peu, et qu'il ajoute sans cesse, d'où il suivrait que dans son livre ce serait ses différents âges qui se contrediraient et se heurteraient amicalement, *socialiter ?* Il se pourrait bien. En tous cas, c'est un point de vue très nouveau, très original et dont il doit au moins sortir quelque chose.

Et voici ce que, de ce nouveau point de vue,

M. Champion a... entrevu; car il se garde bien de croire que cette méthode l'a amené à des résultats bien sûrs et il est le premier à dire que « le rapprochement des textes [de différentes époques], encore qu'indispensable, n'a pas toute la fécondité promise » et il n'y a rien de plus loyal et de plus respectable que cet aveu, et le livre de M. Champion est de bonne foi, comme celui de Montaigne ;... mais enfin voici ce que M. Champion a cru voir.

Trois stades dans la vie de Montaigne, tant à considérer son caractère qu'à considérer son esprit.

Montaigne est d'abord un fougueux, brusque, ardent, hardi, aventureux, entier, tranchant dans les discussions, avide d'action, batailleur, un véritable homme du XVIe siècle. Et à cette époque il est très décidé et très convaincu catholique, traducteur et éditeur de l'apologie de Raimond Sebond, décisif, convaincu, croyant. De ce caractère il restera toujours quelque chose. De cet esprit il ne restera rien.

Plus tard, Montaigne, exercé par la vie et un peu froissé par elle, devient volontairement un abstentionniste, un résigné, un *retraité*, qui se jure bien de ne plus se mêler aux agitations humaines; mais ceci est un caractère *qu'il se donne* et qu'il n'a pas et l'on voit sans cesse reparaître, rapidement refoulé, faisant à chaque instant saillie, l'homme d'autrefois. — Et comme état d'esprit dans cette seconde période, Montaigne est sceptique, ou il veut l'être. Il se donne des raisons de ne pas croire pour réprimer en soi le besoin d'agir. Il établit la balance des opinions et l'équilibre des mobiles pour se maintenir dans une immobilité dont il est toujours impatient de sortir. Et ceci n'est peut-être pas vrai; mais c'est bien ingénieux et bien pénétrant, et l'on voudrait que ce fût vrai, tant c'est philosophique, et si ce n'est pas vrai pour Montaigne, dites-moi, est-ce que ce n'est pas la vérité même pour bien d'autres?

Et enfin, troisième période : Montaigne est vieux. De sa fougue de jeunesse il ne reste rien que la vivacité, qui ne se perd jamais et qui est même si caractéristique et si amusante chez certains vieillards; mais enfin, comme caractère, il est assagi, décidément. Mais comme tournure d'esprit, il redevient dogmatique. N'ayant plus besoin de scepticisme pour refouler en lui le besoin d'agir, il laisse là le scepticisme et il affirme très énergiquement. Mais il affirme des choses toutes différentes de celles qu'il affirmait dans sa jeunesse. Il affirme une moralité très indépendante, nullement chrétienne, nullement religieuse, qui a quelques traits du stoïcisme et qui est très élevée, très pure, très noble et très salutaire. Et il fait aux préjugés de son siècle une guerre très vive, ardente même, qui ne sent nullement son sceptique et qu'il eût été très désirable qui eût exercé son influence sur les mœurs du temps.

Et quand on songe que tout cela est dans le même volume, puisque Montaigne n'en a écrit qu'un, s'étonnera-t-on qu'il y ait bon nombre de contradictions dans Montaigne et que l'impression générale soit un peu trouble, un peu confuse et qu'on se soit cru souvent, à le lire, en présence d'un homme qui se moque un peu de nous, de lui et de tout?

Voilà, un peu grossi par moi, parce que je résume et je tasse, le système de M. Champion.

Est-il juste? Je n'en suis pas sûr. M. Champion non plus, car avec sa loyauté accoutumée, il déclare que le rapprochement des textes et des dates ne donne que des inductions un peu vagues, et aussi que dans le Montaigne des dernières éditions il y a bien des choses que le système rangerait dans le Montaigne jeune et peut-être réciproquement. Montaigne est bien fuyant. Il n'y a rien de plus fuyant que Montaigne. « Qui allez-vous encore systématiser? » me disait Taine ; car ce fut mon métier autrefois de systématiser des individus. « Eh ! répondais-je, il y en a qui résistent diablement! Cela retarde le travail. » Et je le regardais avec bienveillance. Lui n'était pas difficile à systématiser. Il n'était pas de ceux qui résistaient. Il s'était systématisé lui-même. A la bonne heure! Voilà un homme aimable. Montaigne, non. On dirait qu'il a fait la gageure de ne pouvoir être systématisé par personne.

Le système de M. Champion est donc contestable; mais comme il est ingénieux! Il m'effraie, parce qu'il est si net, si précis, si séduisant pour l'esprit logique et après tout si vraisemblable, qu'il va devenir classique, qu'il va devenir scolaire. Je retrouverai ce cadre dans des dissertations et dans des thèses. Montaigne va se distribuer dans ce casier pour un petit quart de siècle. Mon Dieu, il n'y aura pas grand mal.

Mais, ce cadre établi, sur quoi, dans Montaigne, dans les trois Montaigne, M. Champion, a-t-il le plus insisté? Quel est celui des trois Montaigne qui lui paraît plus que les deux autres être Montaigne lui-même.

C'est le Montaigne dogmatique, c'est le Montaigne troisième manière, ou celui qui peut paraître dominer dans la troisième manière. Je ne cache pas que cela me fait beaucoup de plaisir. On a beaucoup trop insisté sur le scepticisme de Montaigne. C'est terrible d'avoir sur une question une décision de Pascal, cette décision ne fût-elle qu'un paradoxe ou un demi-paradoxe. On n'en revient pas. En voilà pour l'éternité. C'est pour cela qu'il faut réagir, quand bien même il y aurait du vrai, quand bien même il y aurait beaucoup de vrai ; quand bien même il n'y aurait presque que du vrai dans l'arrêt de Pascal, parce que, de la décision de Pascal, il restera toujours assez. Il est trop fort contre nous tous.

Cette réaction, Sainte-Beuve en avait donné la mesure juste, avec sa clairvoyance ordinaire : « Il y au-

rait à écrire *un chapitre* sur le dogmatisme de Montaigne. » Parfait; voilà la juste mesure. Ce chapitre, je l'ai écrit; d'autres aussi, mieux que moi. M. Champion l'écrit à son tour; seulement il en fait à peu près tout un livre. Son étude est tout entière dirigée vers cette conclusion que Montaigne était né très affirmatif, qu'il a fini par y revenir, et que ses dernières affirmations sont excellentes.

Je répète que cela me fait plaisir pour les raisons sus-énoncées. Seulement trop est trop. Autant j'ai protesté l'année dernière, contre le livre, *admirable*, du reste, de Guillaume Guizot, où Montaigne est présenté comme un pur sceptique et comme un « endormeur de consciences », autant je suis bien forcé de résister à un livre où il nous est présenté presque exclusivement comme un penseur très ferme et comme un affirmatif énergique. Que voulez-vous? Par une invincible tournure d'esprit, il est trop évident *qu'il n'a pas voulu l'être*. Sauf deux ou trois points, et qu'encore il ne faudrait pas presser trop, il n'a jamais affirmé quelque chose sans le retirer, ou sans l'atténuer, ou sans l'envelopper dans une foule de circonlocutions déconcertantes et comme dans des gestes d'ironie.

Depuis son *Voltaire*, où profitant des contradictions, aussi, d'un esprit non pas fuyant, mais très mobile, M. Champion a trouvé ce joli mot : « *Tournez la page!* Tournez la page et vous verrez que ce que vous citez pour attaquer Voltaire est expliqué par ce qu'il dit ailleurs », — depuis son *Voltaire*, M. Champion use du procédé de *Tournez la page* et il est admirable pour nous tirer vers le *verso*, quand nous nous attardons trop à un *recto* qui ne lui plaît pas. Mais je lui dirai aussi : « tournez la page » et voyez si dans Montaigne il y a une pensée affirmative qui ne soit comme exténuée par le voisinage d'une idée dubitative, ironique ou désabusée. Et ce qu'il y a de pis c'est qu'ici il n'est même pas nécessaire de tourner le feuillet et que Montaigne, dans la même page se contredit, volontairement avec une sorte de taquinerie à notre égard et au sien.

De tout cela, de la lecture de Montaigne tout entier, il résulte bien une impression d'ensemble et dans cette impression d'ensemble quelques idées affirmatives se démêlent bien; je le reconnais et même j'y tiens; mais il ne faut pas trop les affirmer à notre tour et trop triompher. C'est une affaire de mesure. Il me semble que M. Champion l'a un peu dépassée. Plus je vais, plus je suis persuadé que Montaigne est avant tout un homme qui écrit pour son amusement et parce qu'il aime à penser et à écrire. C'est un dilettante de l'intelligence. C'est bien là le fond. Et c'est pour cela que non seulement il ne s'inquiète pas des contradictions; mais il s'en récrée et y joue de tout son cœur, comme Platon fait si souvent. C'est toujours chez les anciens qu'il faut chercher ce que Sainte-Beuve eût appelé la Famille de Montaigne.

Et maintenant, que, tout en se divertissant, il ait très souvent exprimé des idées auxquelles il tenait et qu'il tenait pour vraies et pour salutaires, c'est trop évident aussi, et il faut savoir les démêler, et ce n'est pas très difficile; mais il ne faut jamais oublier qu'il est infiniment probable que pour lui ce n'était pas l'essentiel de sa vie intellectuelle ni la maîtresse pièce de son exercice.

Je chercherai encore une petite querelle à M. Champion sur le Montaigne révolutionnaire qu'il nous esquisse dans ses dernières pages. C'était à prévoir. Chacun selon son humeur. M. de la Brière (dont ce m'est une occasion de regretter et de saluer la disparition récente) nous a donné un *Montaigne chrétien* (mais je crois qu'il y a mis un peu de malice); M. Guillaume Guizot nous a donné un *Montaigne sceptique*, et M. Champion nous donne un Montaigne précurseur de la Révolution française. « Ce n'est pas dans Montaigne, c'est en moi que je trouve tout ce que j'y vois », disait Pascal. Nous sommes tous ainsi et comme rien dans un auteur ne nous attire et ne nous retient que ce qui est l'objet de notre préoccupation personnelle, il est difficile de trouver dans un auteur autre chose que ce qu'on y met.

M. Champion, tout préoccupé des principes de 1789, les a cherchés dans Montaigne et vous ne doutez pas qu'il ne les y ait trouvés. Il y a trouvé tout Rousseau; car enfin je vous demande si le chapitre sur les *Caraïbes* n'est pas Rousseau tout entier? Il y a trouvé tout Voltaire, ou à peu près. Il y a trouvé surtout l'esprit de la Révolution elle-même et il signale dans les « écrits, rapports, discours », des orateurs révolutionnaires, « comme un écho des leçons de Montaigne ».

Mais, dira-t-on, comment des hommes si fortement systématiques sont-ils les disciples de l'homme qui fut le moins systématique du monde? — Mais, répond M. Champion, c'est que les révolutionnaires ne furent pas systématiques du tout! Quand Montaigne « réprouve les amendements hasardeux qui coûtent la ruine et le sang des citoyens; quand il dit qu'on ne doit pas faire violence à son pays sous prétexte de le régénérer; quand il dit que vouloir résoudre une grande nation et changer les fondements de l'État c'est affaire à ceux qui veulent guérir les maladies par la mort; quand il demande s'il peut se trouver autant de profit que de mal à attaquer une loi reçue, telle qu'elle soit, et paraît approuver cette République antique où la proposition d'en abolir une entraînait la peine capitale... », qu'exprime-t-il, s'il vous plaît? L'esprit même de la Révolution de 1789 et de 1793, l'esprit de « Mirabeau », de « Prugnon », de « Mercier » et de « Saint-Just ».

Cette assertion de M. Champion, que je rapporte textuellement, paraîtra peut-être un peu paradoxale; mais elle est sincère et l'auteur ne ménage rien pour la démontrer. C'est une idée ancienne chez lui et qu'il tient à répéter et qu'il craint, avec quelque raison, d'être obligé de répéter longtemps encore.

Je n'entre pas dans la discussion; je ferai remarquer seulement que si la Révolution a été conservatrice, il devient très logique et raisonnable de la rattacher à Montaigne. Il n'est que de s'entendre.

M. Champion ne se fait à lui-même qu'une objection. Montaigne est certainement dans les idées de 1789; ce n'est pas douteux; seulement il faut convenir qu'il ne croit pas au progrès. L'idée de progrès est venue après lui. Il faut reconnaître cela. Voilà ce qui distingue un peu Montaigne des hommes de 1789.

A la bonne heure; et je suis tout à fait de l'avis de M. Champion sur ce point. Seulement il me semble que quand on accorde cela, on accorde tout! C'est le fond des choses et c'est la pierre de touche à connaître les uns d'avec les autres. Un homme de 1789 est avant tout, est en essence un homme qui croit au progrès. Ceux qui n'y croient pas sont tous plus ou moins réactionnaires; ceux qui avant le XVIIIe siècle n'y ont pas cru sont ceci ou cela, mais quels qu'ils soient, du reste, sont des hommes de leur temps et ne peuvent pas être tenus pour précurseurs ni même pour prescients de 1789. Tout simplement ils n'en ont aucune idée. Ils ne s'en doutent pas.

A prendre les choses ainsi et c'est la large manière et la sûre façon de les prendre, Montaigne n'est pas un moderne. Rabelais le serait davantage. Montaigne est essentiellement un homme de son temps, plus sage et plus modéré que son temps. Cette fleur d'humanisme annonce tous les esprits pondérés du XVIIe siècle, beaucoup moins et presque point du tout les ardents et les fiévreux du siècle suivant.

Mais, selon M. Champion, Montaigne n'est point du tout une fleur d'humanisme, et les gens du XVIIIe siècle ne sont nullement ardents et fiévreux... Allons! je n'en finirais pas. Coupons court en disant une vérité que personne ne contredira, pas même peut-être M. Champion, c'est que le livre de M. Champion est très original — oh! pour cela! — très intéressant et infiniment fécond en idées de toutes sortes. C'est l'œuvre d'un penseur personnel dont l'indépendance d'esprit, chose si rare, est une bonne fortune pour le lecteur.

ÉMILE FAGUET.

AU RÉGIMENT [1]

PREMIÈRES SENSATIONS

Ces séances d'exercice devaient laisser à Pierre un souvenir ineffaçable. Le terrain s'étendait vers le saillant Sud du fort, au long de la route menant à la ville; et c'était simplement un espace non cultivé parmi les champs environnants, couvert d'une herbe maigre où perçait, par places, la pierre grisâtre de ce pays rocheux. Tout autour, c'était le plateau triste du Télot, une immensité de terres brunes coupées d'innombrables haies, parfois l'étendue d'un vert pâle, comme moisi, d'une partie laissée en friche; ailleurs ce reflet vert tendre qui indique, à la fin de l'automne, les blés récemment plantés. Deux routes se montraient sur cette étendue morne, jalonnées par les squelettes balancés de leurs arbres, allant se perdre au loin, vers l'horizon brumeux. D'un côté, la vue était limitée à des bois qui, très loin, mettaient, presque au ras de terre, une masse rousse indécise où, par places, un peu de verdure agonisait. Ailleurs, c'était le moutonnement confus de la campagne, toujours des landes d'un vert moisi, des terres brunes, de jeunes blés, et surtout les haies, les inévitables haies haussées sur des sortes de murs faits avec toutes les pierres retirées des champs, se coupant en tous sens, striant le sol de lignes sombres; là, pour limiter la vue, il n'y avait que la crête même du terrain, se découpant tristement sur le ciel gris, hérissée, en un point, de la masse noire d'un bouquet de sapins. Mais, vers le Nord-Ouest et l'Ouest, l'aspect changeait, le paysage était plus gai. C'était d'abord la brèche d'une vallée étalant un fond vert de prairies, au milieu desquelles une ligne serpentante de grands peupliers indiquait un ruisseau, puis la vallée allait s'élargissant, ses flancs se couvrant de champs et de jardins, aujourd'hui défeuillés; et c'était enfin une trouée immense, ouverte, semblait-il, sur un pays de rêve mystérieux et lointain qui était la vallée de la Mance, une houle de collines s'étageant, se contournant en molles ondulations et qui, par le soleil, avec ses teintes adoucies par la brume légère de l'éloignement, semblait d'un pastel ancien, effacé un peu par le temps. A l'Ouest, c'était la ville, et, plus près, un village qu'un ravin aux flancs escarpés et rocheux séparait du plateau où se dresse le fort. Les lignes géométriques de ses maisons se découpaient nettement sur le ciel, et, par les temps clairs, cela prenait un aspect de gaieté qui faisait, de ce côté, un joli fond au tableau. Et tout près, c'était le fort lui-même, énorme masse de terre

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 8, 15 et 22 septembre.

sombre et farouche qui, avec l'herbe pelée et jaunâtre de ses talus, faisait songer à une bête géante accroupie, la fourrure rongée de quelque lèpre.

L'immense paysage, sauf l'espace restreint du terrain de manœuvres, exagérément vivant par le grouillement d'hommes qui s'y agitait, était presque désert. Parfois, une charrue mordait la terre brune, lentement traînée par des chevaux en file, que guidait un homme dont les cris arrivaient, apportés par le vent. Un semeur marchait à grands pas dans les sillons, dessinant son large geste nourricier; et, sur les routes, il passait de rares charrettes dont la silhouette se mouvait le long des squelettes d'arbres.

Sur toute la surface du terrain, les *classes* manœuvraient. D'aucunes marchaient, tandis que, dans d'autres, les hommes, placés sur plusieurs rangs et à grands intervalles, exécutaient des mouvements d'assouplissement. Aux pauses de travail individuel, il semblait voir régner un inextricable désordre : les hommes, mélangés, se croisaient et se recroisaient en tous sens, s'exerçant sans commandement, chacun pour son compte. En tout temps, pendant les heures d'exercice, le bruit était énorme : un bourdonnement continu, fait de toutes les voix comptant : « Un, deux! — un, deux! » formait la base, comme l'accompagnement monotone sur lequel tranchait la note brève et sèche des commandements; les observations, et les explications données en style de théorie étaient des motifs de la symphonie dont les « engueulades » étaient les morceaux de hardiesse, éclatant soudain comme un feu d'artifice, en pétillement de mots; le son des armes heurtées scandait le tout, et l'on entendait au loin le tambour et le clairon de la compagnie qui répétaient des marches. Ces bruits, intraduisibles et fatigants pour les profanes, inhabitués à leur poésie rude et forte, prennent une harmonie toute spéciale pour les initiés, pour ceux dont ils sont la musique familière. Sous de doux soleils d'automne comme en voit parfois le début de l'instruction, qui attiédissent l'air et donnent un charme si mélancolique à la nature près de s'endormir, ils font sentir, par la voix mystérieuse des choses, les mille liens qui rattachent au métier; point de cacophonie, pour eux, de sons brutaux et désagréables; les détails se fondent dans l'ensemble, et les bruits en une harmonie totale qui, après des années, devient douce à l'oreille comme une chanson du pays natal.

Pierre ne pouvait éprouver ce charme, mais le vacarme ambiant ne le fatiguait pas : il en avait vu bien d'autres, dans sa classe parfois si bruyante, sans qu'il fût capable de réprimer le tapage. Et il enviait en souriant la facilité qu'avait l'officier de faire naître le silence, lorsque venait l'heure du repos. Un coup de sifflet prolongé, et tous les soldats se hâtaient vers les caporaux qui tenaient leurs fusils élevés à bout de bras; silencieusement, les classes se rassemblaient; quelques « Fixe! » vibraient, et, les faisceaux formés, tout le monde restait immobile. Il n'y avait plus un mot, plus un geste, jusqu'au moment où était modulé un deuxième coup de sifflet. Alors, de tous côtés, on criait : « Rompez vos rangs! — Marche! » et les hommes s'éparpillaient joyeusement, heureux de la détente, de quitter pour dix minutes la raideur exigée; les pipes et les cigarettes sortaient des poches, et l'on causait, réunis, dans la grande tranquillité succédant à l'agitation.

Les exercices sur le terrain ne duraient chacun que deux heures, matin et soir, mais il y avait des théories de toute sorte, sur le service intérieur, sur le tir, sur le service en campagne, l'entretien de l'arme, qui ne laissaient presque aucune liberté aux jeunes soldats dans la journée; même, dans la plupart des escouades, et dans celle de Pierre spécialement, ils ne jouissaient pas toujours des heures de repos, car les caporaux, pour les dresser plus vite, les contraignaient, la soupe avalée, à rester dans la chambre pour astiquer des cuirs récalcitrants...

Cependant, Pierre devenait un des « bons soldats » de la compagnie : fait curieux à constater dans son exactitude absolue. Et ce n'était point d'une mince ironie — qu'il ne songeait même pas à remarquer. Mais ce résultat bien inattendu était dû, moins à un scrupule de conscience qu'à un sentiment d'orgueil. Il avait suivi le conseil de Darson. Pour s'éviter toute observation blessante, surtout de ce Barbier qu'il méprisait, il apportait à bien faire une attention qui passait pour du fanatisme; et le caporal, en effet, ne lui trouvant pas de point faible, se rabattait sur les autres hommes de l'escouade, qu'il secouait de la belle manière... Toujours sur l'avis de son camarade, il avait fait, à la cantine, quelques politesses aux anciens de sa chambre : c'était une bonne précaution à prendre pour gagner leurs bonnes grâces, quelque ennuyeuse que fût la corvée, et de fait, on le tenait maintenant, dans l'escouade, pour un « type à hauteur ».

Mais, à son grand regret, il ne voyait plus Darson qu'un instant chaque soir, à peine le temps d'échanger quelques mots avant d'aller s'abattre sur son lit, où le sommeil ne se faisait pas attendre; et il se sentait isolé, malgré le bon sourire de Mauser, car Darson lui était devenu l'Ami », si doux, si nécessaire aux jeunes cœurs.

Pourtant, et il ne cessait de s'en étonner — il n'éprouvait ni l'ennui, ni le dégoût qu'il avait redoutés, autrefois; il exécutait sans plaisir ce qui lui était ordonné, mais avec une telle attention à ne se point laisser prendre en faute, que le temps passait vite. D'avoir imaginé le pire lui rendait la réalité

supportable. Et il vivait dans l'affairement, dans une trépidation de tout son être, mais dans le calme de l'esprit.

Après des jours sans secousse, une première lettre de Rose vint lui apporter le trouble. Elle n'était, cette lettre de quatre pages, écrite en cachette et au galop, dans un instant de liberté, qu'une longue plainte trempée de larmes. « Ah! mon Pierre, disait-elle, je savais bien que ce serait horrible pour moi, d'être séparée de toi; mais je n'aurais jamais cru, tout de même, souffrir autant que je souffre. Depuis que tu n'es plus là, je n'ai plus de goût à rien, je ne mange plus, je ne dors plus, et aussi, oh! pardonne-moi de te dire cela, j'ai honte, oh! honte, tellement! ... Il me semble que tout le monde va lire sur mon visage que je ne suis plus la jeune fille pure d'autrefois, que je n'ai plus le droit de lever le front... Ah! c'est affreux! Et quand je me dis qu'il y en a pour dix mois encore avant de te revoir, il me semble que je ne pourrai jamais attendre jusque-là, que je deviendrai folle, ou que je mourrai. »

Rose!... Rose!... Le passé tout récent et qui, maintenant, lui semblait si lointain!... Il venait d'éprouver la sensation qu'en son âme s'évoquait un souvenir aboli de quelque chose de très lointain... Avait-il donc oublié la jeune fille, dans le tourbillon de sa nouvelle vie? Eh! non, pourtant... Il ne s'était point passé un jour sans qu'il pensât à elle. Mais... et d'aujourd'hui seulement il comprenait toute l'étrangeté de cette anomalie, il avait pu l'évoquer sans douleur alors que, à son premier jour, dans la cour de la caserne, cette évocation l'avait fait crier de désespoir. Depuis qu'une vie nouvelle, et si ardente, l'avait saisi dans ses engrenages multiples, il n'avait plus le temps de rêver; les mille obligations du présent, en absorbant toutes ses facultés, avaient fait, semblait-il, reculer le passé, qui s'embrumait, comme s'il eût été vieux, déjà, de plusieurs années. Comment, par quels mots, par quelles demi-teintes, exprimer cet état particulier de l'âme, lorsqu'un sentiment semble s'être atténué, comme endormi, vit à l'état latent et d'une vie cependant intense, refoulé seulement par des préoccupations plus urgentes, et absorbantes au point de subsister seules, dominatrices? Mais notre vie sentimentale n'est-elle pas faite tout entière de ces empiétements de pensées les unes sur les autres, de cette confusion de sentiments et de sensations où nous nous perdons, impuissants à voir dans cette eau trouble qu'est notre âme?... Et comment Pierre, tellement inexpérimenté en pareille matière, ne se fût-il pas désespéré de sa découverte, considérant cette emprise des préoccupations matérielles sur celles de cœur comme une diminution d'amour, comme une trahison envers la créature qu'il aimait le plus au monde.

Pourtant, rien n'était plus naturel, plus inéluctable même que cette évolution mentale, résultat obligatoire de son changement d'existence. Dans sa vie d'hier, si réglée, si uniforme, l'amour avait rempli uniquement, entièrement, son esprit inoccupé que ne venait distraire aucune pensée extérieure. Mais aujourd'hui, il vivait dans une perpétuelle agitation, sur un continuel qui-vive, dans sa crainte sans trêve d'une réprimande ou d'une punition, et obsédé aussi par les problèmes nouveaux qui commençaient à l'inquiéter. Ainsi possédé par le présent, il avait été distrait du passé, — résultat fort heureux, et grâce auquel il avait pu supporter l'épreuve tant redoutée, de sa séparation d'avec Rose... Mais, inhabile à discerner ces nuances, il se reprochait amèrement ce qu'il jugeait une preuve d'oubli; et, dès le soir même, assis à une table de la cantine, parmi le tapage et la fumée des pipes, à la lueur de la lampe fumeuse, il traduisit les mouvements de son âme dans une longue lettre, en des phrases d'adoration passionnée...

Dès le lendemain, sa vie ordinaire l'avait repris tout entier. La période du début est particulièrement dure pour les recrues dans les garnisons de l'Est, car elles devraient, ces troupes d'avant-garde, couvrir de leurs corps la mobilisation générale, et on y doit être dressé et prêt au plus tôt. Aussi, comme elles étaient bien remplies, ces journées! Quel déploiement d'entrain, de vigueur, d'endurance, durant ces sept heures de travail continuel! Et quel appétit, chez ces jeunes gens! Les bleus se jetaient avec avidité sur les repas du réfectoire, et leur *boule* ne suffisait plus; ils la dévoraient avec fureur, et y devaient ajouter du pain acheté à la cantine. Puis, le soir, harassés, avec quelle joie ils faisaient leur lit pour se coucher! A ce moment, une grosse gaieté brutale éclatait d'un bout à l'autre du casernement; des plaisanteries s'échangeaient, le plus souvent ordurières et obscènes, qui soulevaient des rires épais; les anciens se faisaient entre eux, ou faisaient aux bleus des plaisanteries grossières, dont s'esclaffaient tous les autres. Et Pierre souffrait alors dans ses fibres les plus intimes : car nul n'était plus délicat, plus raffiné même que cet ancien coureur de meetings, cet enfant du peuple ardent à revendiquer pour le peuple le droit au bonheur. Son cœur en était soulevé... Chaque jour, cela se répétait avec des variantes, sans qu'il pût s'y accoutumer; telle plaisanterie, redite sans cesse, produisait toujours sur lui le même effet de dégoût. Jusqu'alors, dans l'excès de fatigue qui, le soir, l'abattait sur son lit, sans pensées, il n'avait pas eu le temps de se livrer aux longues méditations qui lui étaient coutumières, autrefois. Maintenant, déjà rompu un peu aux exigences du métier, moins obligé de veiller sur

chacun de ses mouvements pour s'éviter toute observation, il commençait à reconquérir son indépendance de raisonnement et de pensée, et à étudier autour de lui avec plus de lucidité. Désormais, le grand problème social qu'est la question militaire allait le passionner et l'occuper tout entier; il allait appliquer toutes ses qualités d'observation à l'attachante étude, sur le champ d'expériences qui lui était offert. Et ses conversations avec Darson n'étaient emplies que de cela. Ils en causaient un jour, comme un soleil de fin d'automne avait attiédi la cour.

— Tu ne peux toi-même, disait Pierre à son ami, t'empêcher de déplorer parfois la promiscuité dont toi et moi souffrons ici. Sans doute, nous n'avons affaire qu'à de braves gens; pris individuellement, tous nos camarades sont de bons garçons; chez eux, le fond n'est pas mauvais; même ils ont un rudiment d'éducation et, dans leurs familles, ils n'oseraient jamais les grossièretés auxquelles ils se livrent ici, pour se faire admirer les uns par les autres. Au reste, il n'y a là qu'un cas particulier de la loi des agglomérations et de l'influence du milieu. Le fait d'être en troupe métamorphose les individus. La caserne serait donc mauvaise, pour cette seule raison de l'entassement, fatale aux individualités. Mais ce n'est point tout encore. Si, chaque année, la classe nouvelle ne contient qu'un faible contingent d'êtres foncièrement mauvais et tarés d'avance, elle amène en revanche dans les casernes une immense quantité de gars sains, honnêtes, et, dans une certaine mesure, réservés. Or, qu'arrive-t-il? Au contact de leurs anciens, par fanfaronnade, pour ne pas se faire remarquer, pour faire comme les autres, les nouveaux venus prennent toutes les mauvaises habitudes de leur entourage, sans en pouvoir prendre de si bonnes, puisqu'il n'en existe pas. Et c'est ainsi qu'ils deviennent grossiers, graveleux, impudiques, luxurieux, — sans compter le nombre d'entre eux qui se contaminent à jamais, au physique, tu sais comment, et au moral, d'ivrognerie et de paresse. Beaucoup, un grand nombre, ne veulent plus travailler la terre, habitués qu'ils ont été à des journées de fainéantise... Voilà les raisons pour lesquelles, en laissant de côté l'intérêt social et en me plaçant simplement au point de vue de l'intérêt individuel, le militarisme m'apparaît comme une des plus redoutables plaies de notre époque.

Darson l'écoutait en hochant la tête.

— Il est certain, répondit-il, qu'une partie de ce que tu me dis est vrai; à coup sûr, un séjour oisif et prolongé dans les casernes serait chose détestable. Mais le temps de service, aujourd'hui, est si court et si bien rempli!... Quelle comparaison établir, — y a-t-il même une comparaison à établir, — entre le service militaire d'autrefois, et l'obligation civique d'aujourd'hui. T'es-tu déjà vu inoccupé? Non, n'est-ce pas? Ni toi, ni tes camarades. Les anciens eux-mêmes, soit qu'ils participent à l'instruction, soit qu'ils soient employés en quelque lieu, ne perdent guère leur temps. Le soldat n'est libre que le dimanche. Il traîne alors sa flemme de café en café, c'est vrai; mais en agirait-il autrement, paysan ou bien ouvrier? Puis, crois bien, — et tu t'en convaincras en observant autour de toi, — que les natures molles, accessibles déjà aux mauvaises influences, se laissent seules atteindre... Et enfin, on ne puise pas que du mauvais, ici! On prend, de force, des habitudes d'ordre et de propreté; les caractères s'assouplissent et se forment; l'agilité, l'adresse, la force, sont développées par les exercices continuels et la vie au grand air; tu verras aussi que l'on s'efforce de faire naître et de fortifier chez les soldats les notions de devoir, de dévouement, d'abnégation, d'honneur, de leur donner une forte éducation militaire par des causeries agrémentées de récits et d'exemples propres à élever l'âme, et que l'on appelle *théories morales*... A mon sens donc, de même que je serais ennemi d'un long temps de service, de même j'estime que le passage à la caserne, dans les conditions actuelles, n'a rien que de très bon pour la jeunesse. Vraiment, le régiment modifie et transforme; c'est chose bien visible pour qui peut observer une classe à son arrivée et à son départ. Les paysans sont venus, gauches, lourds, la démarche lente, le buste incliné vers la terre; les citadins, les employés, les plumitifs, avec des torses étroits, des bras minces de filles, les ouvriers pâlis par le mauvais air de l'atelier. Quand ils s'en vont, tous ces hommes ont pris un bel aspect de santé, des couleurs fraîches, les bustes se sont redressés, les poitrines se sont élargies; chacun est vif, entraîné, alerte, endurant. N'y a-t-il point là de quoi compenser, et au delà, les inconvénients de l'agglomération?

Pierre ne répondit pas. Certes, il n'était point convaincu, mais les arguments lui manquaient. C'était très étrange; il s'en étonnait et s'en voulait comme d'une faiblesse, qu'il attribuait au terre à terre de sa vie actuelle : comment se fût-il avoué que ce qui se passait en lui n'était qu'une lente transformation de son être moral, que la foi de Darson faisait chanceler ses croyances à lui?... D'ailleurs, il y avait à ses côtés un homme dont l'attitude agissait plus sur son esprit que ne l'eût fait une éloquente plaidoirie : Mauser, l'être simple qui, par amour du sol original, s'était soumis de lui-même, sans y être contraint, à trois années de servitude; il était là sans cesse, vaquant à ses petites occupations de soldat, d'humeur toujours égale quoi qu'on lui commandât, vivante et

tangible preuve du dévouement que peut inspirer le sentiment patriotique. Pris entre ces deux hommes, Darson le cultivé, à l'argumentation solide et claire, Mauser le simple, aux convictions naïves mais fortes, Pierre sentait confusément s'émietter tout ce qui avait été jusque-là sa base de pensée, le fond même de son être moral. Son orgueil en saignait, et il recherchait dans son esprit l'appui de ses anciennes doctrines ; mais, à côté des souvenirs déjà lointains, vieux de deux ans presque, des luttes d'autrefois, de sa foi qui s'était engourdie en des mois de calme, il avait trop près de lui, au temps présent, ces deux croyances non moins ardentes dont le rayonnement éblouissait. Aux moments de repos, quand il était affranchi de la préoccupation du « garde à vous » continuel, son cerveau était un bouillonnement d'idées qui se livraient bataille dans le champ clos de son esprit. « Y a-t-il, dans l'obligation militaire, une somme plus grande de bien, ou de mal? » Ainsi se résumait le débat; et qu'il hésitât seulement à répondre prouvait l'immense travail qui s'était fait en lui ; à part soi, il s'en effrayait. « Je ne me reconnais plus. Moi qui, jadis, m'appuyais avec tant de confiance sur mes principes, voici que je n'ose plus me fier à eux : voici que je les sens faiblir et chanceler, trop faibles désormais. Alors, que dois-je conclure? Que mes principes étaient faux? Ou bien l'ambiance crée-t-elle en moi une déformation de mon jugement, et ne puis-je plus juger juste? »

Il ne savait plus que penser. D'autant plus que, en dépit de la dureté de la vie, de la grossièreté du milieu, il découvrait en lui ce qu'il n'y eût jamais soupçonné, une sorte de plaisir âpre à cette existence de brutalité et toute physique, sans doute un instinct atavique déposé en lui par quelque ascendant qui eût été un soudard et dont quelques globules de sang coulaient encore dans ses veines; devant sa conscience intellectuelle, il en rougissait, et il ne pouvait cependant s'empêcher de goûter quelque plaisir aux parties le plus directement guerrières de l'instruction : le tir, l'escrime à la baïonnette, l'ordre dispersé, qui sont la préparation progressive au combat, le service en campagne, qui est l'image réduite de la guerre. Et on le remarquait pour l'entrain qu'il y apportait presque involontairement...

Maintenant, Pierre s'attachait à étudier les officiers. Dès le début, ils avaient attiré sa curiosité. Comme il l'avait dit à Darson, il sentait que, de par la brièveté du temps de service, ce devait être chez eux, professionnels du sabre, qu'il lui fallait chercher l'âme de l'armée. Autrefois, ils n'avaient été pour lui que les » traîneurs de sabre » maudits, la caste néfaste et détestée des prétoriens. Mais aujourd'hui, son opinion pouvait se préciser, puisque trois exemples se trouvaient à portée de son observation : le capitaine commandant la compagnie et ses deux lieutenants.

Le premier se montrait peu aux exercices, laissant à ses officiers le soin de dresser eux-mêmes leurs pelotons, pendant cette période d'instruction individuelle; en revanche, les hommes le voyaient souvent au magasin d'habillement, car il mettait son amour-propre à ce que ses soldats fussent bien vêtus; à la cuisine aussi, faisant peser la viande et les denrées en sa présence, goûtant aux aliments qu'il voulait appétissants et bons; la tenue des chambres, leur propreté et leur aération attiraient aussi sa sollicitude. Les hommes s'accordaient généralement à reconnaître qu'il prenait soin d'eux, mais lui reprochaient la lourdeur de sa main en matière de punition : non point qu'il frappât lui-même, étant rarement en contact direct avec la troupe, mais parce qu'il *rallongeait*. Toutefois, on ne pouvait nier sa justice : il ne se prononçait qu'en toute connaissance de cause, après s'être entouré de suffisantes garanties, et, toutes les fois que se présentait un cas de quelque gravité, se livrant à une enquête minutieuse, dans sa crainte continuelle de frapper à tort. Ainsi, cet honnête homme s'efforçait d'être le père de famille à la fois attentif au bien-être de ses inférieurs, ferme et juste, que le Règlement décrit en ces termes : «... Il cherche à rendre facile à ses soldats la pratique de leur devoir par ses conseils, par l'usage équitable de son autorité et par une constante sollicitude pour leur bien-être... Il doit s'attacher à connaître le caractère et l'intelligence de chacun d'eux pour les traiter, en toute circonstance, avec une justice éclairée. Il réprime au besoin la familiarité et la brusquerie de ses subordonnés envers les soldats, qu'on ne doit jamais tutoyer, injurier, ni maltraiter. » C'était un homme simple dans ses goûts, même un peu bourgeois, calme et nullement bruyant, Les soldats l'estimaient, le sentant juste et bon, et sous le surnom de « Vieux » qu'ils lui donnaient entre eux, il y avait une familiarité affectueuse.

Les lieutenants présentaient entre eux deux types très dissemblables. L'un d'eux seulement, de Rafye, s'était suffisamment dévoilé jusqu'alors pour que Pierre pût le juger; exubérant, emporté, il laissait vite discerner son véritable caractère, au contraire de Maleschant, très froid, très réservé, très silencieux. A la compagnie, tout le monde le détestait, et Pierre, tout d'abord, l'avait détesté aussi. Inquiet et chagrin, il devait être à charge à soi-même au moins autant qu'aux autres. Il montrait un zèle de tous les instants que l'on ne pouvait accuser, pourtant, d'être intéressé, puisqu'il s'exerçait en dehors de toute surveillance supérieure; il faisait son service avec une rigidité, une ponctualité auxquelles on devait bien rendre hommage. Mais son zèle, tatillon et brutal,

s'exerçant sur les minuties comme sur les détails importants, exaspérait les hommes qui en pâtissaient, tandis que son visage toujours maussade et sa brutalité dédaigneuse le leur rendaient odieux. Dans le concert de récriminations qu'il soulevait, pas une voix ne s'élevait en sa faveur. Darson et Mauser eux-mêmes étaient contre lui. Tout le monde le jugeait froidement méchant.

Quelque temps, Pierre pensa comme les autres. Puis, comme il n'eut jamais à subir de ces observations brutales que prodiguait de Rafye, son jugement y gagna de l'indépendance; affranchi de rancune personnelle, il put observer plus sainement. Alors, étudiant de près l'officier, dans tous ses actes, il s'aperçut d'abord que celui-ci ne punissait jamais injustement; puis il comprit qu'en fouillant partout, ainsi qu'il faisait, de Rafye découvrait les moindres infractions; et l'une des raisons pour lesquelles ses inférieurs le haïssaient, était qu'avec lui toute *carotte* était impossible. Quand il était de semaine, bien des petites fautes que Maleschant, d'esprit plus large, tolérait, ne se commettaient pas. Et le jour où il l'entendit s'écrier, dans un moment de colère : « Avec vous autres, il ne faut jamais lâcher la bride; on est obligé d'être toujours raide : sans ça, pas un résultat », Pierre commença de comprendre le pourquoi de cette brutalité qui ne se relâchait jamais. Sincèrement fanatique, croyant à sa mission, de Rafye estimait ne pouvoir l'accomplir que par une sévérité constante. Si la théorie était fausse, si, surtout, conçue par un esprit chagrin et triste, elle avait le grand tort d'aliéner à l'officier l'affection de ses hommes, du moins ne pouvait-on nier ses bonnes intentions. Dans sa conception particulière, fausse sans doute, mais respectable parce que sincère, la brutalité apparaissait comme le meilleur moyen de tirer des soldats le maximum, d'atteindre le plus vite le but cherché : faire d'eux d'habiles combattants. L'application pouvait être discutée : l'intention commandait le respect.

Ainsi, même chez un chef aussi antipathique que l'était de Rafye, un esprit juste pouvait découvrir, par une observation dénuée de parti pris, une face de caractère qui le rendît estimable; alors, que ne trouverait-on pas chez des supérieurs ayant su gagner l'affection de leurs soldats?...

Pierre n'osa pas s'arrêter à la conclusion qui allait se présenter; il se sentait sur le point de sauter d'un extrême à l'autre. Et il eut un sourire involontaire et ironique. Ainsi, c'était lui, lui seul qui, parce qu'il était juste, concluait, sur un officier détesté de tout son entourage, à une appréciation bienveillante. L'homme que sa profession eût suffi à lui rendre antipathique trouvait en lui seulement de l'indulgence?...

Il restait rêveur, un peu irrité contre lui-même, trouvant dans cette conclusion une preuve nouvelle de l'évolution de ses idées qu'il sentait se modifier au fond de lui-même, sans qu'il pût rien pour s'y opposer. Mais enfin, que se passait-il, quelle influence agissait sur lui pour le dépouiller ainsi, peu à peu, de ses croyances les plus chères, comme d'un vêtement trop longtemps porté, et usé?...

Et il ne pouvait que se répondre :

— Il ne s'est rien passé. Nulle influence n'agit sur moi, que la constatation de ce qui est vrai. Je n'avais que des préventions; aujourd'hui, je puis avoir des opinions.

LE DRAPEAU

Le temps qui, depuis le début de l'instruction, avait été particulièrement propice, d'une exquise douceur printanière, avec des sourires sur le ciel d'un bleu très doux, s'embruma, avec, parfois, des rafales d'un vent glacé qui semblait apporter l'hiver des lointains de l'Est. Maintenant, à l'exercice du matin, sur le terrain, un brouillard épais couvrait tout, déposant sur toutes choses des gouttelettes d'eau; cela infligeait une sensation de gêne et d'étouffement, et c'était une impression étrange, d'entendre compter et manœuvrer des classes que l'on ne voyait pas. Puis, s'il arrivait que, pour quelques instants, le soleil ou le vent dissipât ce nuage, rien n'était plus curieux à observer que cette déroute des couches humides, comme le développement progressif d'un gigantesque cliché. Les premiers plans se dégageaient d'abord, la grande masse du fort, les champs voisins, avec leurs haies toutes ruisselantes; puis les rocs du ravin tout proche, les arbres de la route, les maisons du village; et, à mesure que ces premières images s'éclaircissaient, d'autres étaient dévoilées : les arbres de la deuxième route, là-bas, les bois où des lambeaux grisâtres de brume semblaient rester accrochés; puis la ville enfin, toutes les parties hautes du paysage tandis que, dans le ravin, le brouillard traînait plus longtemps. Progressivement, le ciel se montrait, d'abord d'un bleu vague, embrumé; puis, les dernières vapeurs définitivement évanouies, c'était la teinte pâle du ciel d'hiver en ces régions, tandis que tout achevait de se diluer dans le ravin et dans la vallée; alors il ne restait plus, à l'extrême horizon, que l'habituelle gaze qui donnait à cette partie du paysage son aspect vaporeux et lointain, plein de charme, de pastel atténué.

Mais les heures de soleil étaient l'extrême rareté, maintenant; la pluie commençait à tomber, parfois mêlée de neige, et force était d'alterner l'exercice au dehors avec du travail à l'intérieur; tout le monde en souffrait, car, sous le jour livide tombant du ciel

plombé, les chambres, malgré leurs grandes fenêtres, étaient sombres et tristes ; astreints à des exercices sur place, les hommes s'y ennuyaient ; mais le nombre des théories était augmenté, et c'étaient de bonnes séances de flânerie, rangés en rond autour du caporal qu'on écoutait d'une oreille distraite. Cependant, au dehors, la pluie tombait avec un bruit monotone et doux, ruisselant sur les talus et sur les vitres, brouillant l'horizon d'un voile humide.

Toutefois, ce temps servit Pierre en lui permettant enfin de faire une étude qui le tentait : celle de Maleschant. Jusqu'à présent, et en dépit de son désir, il n'avait pu déchiffrer encore son officier de peloton, toujours silencieux et fermé. La difficulté de le deviner ou de le comprendre avait excité en lui une curiosité que le temps ne pouvait qu'aviver. Était-il donc impénétrable, ce jeune homme si froid et si maître de lui ? Seul des trois officiers de la compagnie, il lui restait inconnu ; et cela irritait Pierre, ainsi arrêté dans son observation psychologique. Justement Maleschant l'attirait, lui inspirait un sentiment complexe qu'il ne pouvait définir. Au premier abord, il lui déplaisait avec sa tenue élégante, les soins recherchés qu'il apportait visiblement à sa personne, sa manière d'être avec les hommes, son sérieux trop immuable, et son extrême attention à ne jamais, au au cours des exercices, adresser la parole aux jeunes soldats, — marque d'indifférence à leur égard, ou de mépris ?

Toutefois, il le sentait bien, ce n'étaient là que des impressions vagues, confuses, sur lesquelles ne pouvait s'étayer aucun jugement sérieux. Mais sur quoi se baser, alors, pour juger ? Aussi se réjouit-il quand il vit que, grâce au travail dans les chambres, il allait lui être donné d'étudier l'homme de plus près.

A la manœuvre, il l'avait vu toujours se promenant nonchalamment entre les groupes, parfois semblant ne rien voir, ailleurs examinant en silence, et avec une attention extrême, toutes les classes. Il se contentait de regarder fixement, de ses yeux vifs et perçants, les jeunes soldats en faute, et il n'en fallait pas davantage pour leur faire perdre contenance ; mais il ne leur parlait jamais : c'était au gradé présent qu'il adressait, à voix basse, son observation, lui signalant l'erreur et la faute commise, et il restait, attentif, jusqu'à ce qu'elle fût relevée.

Mais, à présent qu'on le voyait de plus près, il apparaissait sous un jour tout nouveau. Utilisant ces heures d'emprisonnement forcé, il procédait à des opérations d'habillement qui avaient dû être retardées jusqu'alors ; et son peloton, dont Pierre était, connut un autre homme. En prenant son temps, car la pluie maintenant ne cessait plus, il vit tous les effets de chacun de ses soldats, prescrivant, après un examen attentif, les rectifications et les réparations nécessaires, ne ménageant point, pour assurer leur aise, les paroles dont il s'était montré jusqu'alors si avare.

Dans le peloton, cette preuve de sa sollicitude déterminait parmi les jeunes un courant de sympathie. On commençait à lui pardonner son air fier, ses allures de gentilhomme ; l'impression générale se résumait ainsi : « Il n'est pas sale type, au fond ! » Et les anciens riaient : « Mais non, pas tant qu'il en a l'air; il fait *barder*, ça, c'est vrai ; il ne rigole pas dans le service, mais il n'est pas fouinard ; puis il est franc ; c'est plutôt un bon zigue, en somme. »

Cette sollicitude toujours en éveil, mais peu démonstrative, s'étendait à tout ce qui concerne le bien-être des hommes ; chargé, comme plus ancien lieutenant, de la surveillance de l'ordinaire, il visitait chaque jour la cuisine, goûtant aux plats, veillant à l'égale répartition des aliments ; c'était un mauvais moment pour les cuisiniers grognant toujours, après son départ, « qu'il ne trouvait jamais la soupe assez bonne ». Les autres riaient de ces doléances : « Tu ne lui fais pas la pige, à Maleschant, hé, sale cuisinier? » On lui savait gré surtout de penser au ventre de ses inférieurs.

Il venait souvent au réfectoire pendant les repas, passant entre les tables où un silence soudain s'était fait, malgré le « Repos ! » qu'il jetait en entrant ; il passait, s'enquérant de la qualité de la nourriture, prêt à entendre de justes réclamations, mais toujours avec son air froid, qui intimidait les indiscrets.

FERNAND DACRE.

(*A suivre.*)

LA DETTE PUBLIQUE EN FRANCE

Dans quelques semaines l'Exposition fermera ses portes, et le Parlement ouvrira les siennes.

La fête finie, on s'occupera de la situation budgétaire ; nos députés entreprendront l'examen des comptes que leur a présentés le ministre des finances pour l'exercice 1901.

Le moment peut donc être opportun pour montrer en un tableau rapide quel est actuellement l'état de la dette publique en France, à combien s'élèvent en capital les engagements du gouvernement français à l'égard de tiers.

Le projet de budget, présenté l'an dernier aux Chambres par M. Caillaux, ministre des finances, pour l'exercice 1900, fournit sur ce sujet spécial de précieuses indications.

Il paraît que c'est la première fois qu'un tableau complet de cette dette publique a été présenté au Parlement, bien que les Chambres eussent à plusieurs reprises exprimé le désir d'être mises en situation

par le gouvernement d'apprécier en pleine connaissance de cause la situation financière de l'État.

L'administration des finances a bien publié, à des intervalles à peu près périodiques, un recueil spécial des engagements ou dettes du Trésor. Mais cette publication était limitée aux dettes à terme. De plus, la dernière publication date de 1890; par suite des mouvements de conversion, d'émission et de remboursements, elle n'offre plus qu'un intérêt rétrospectif et ne peut servir de guide pour l'examen de la dette aux époques postérieures.

En dehors de cette publication, on pouvait consulter deux rapports très remarquables, rédigés l'un par M. Camille Pelletan, l'autre par M. Poincaré. Mais le premier date de 1890, le second de 1893; ils étaient donc surannés, outre que, si complets et si exacts qu'ils puissent être, ils n'ont pas le caractère de documents officiels présentés par le gouvernement sous sa responsabilité.

Enfin les Chambres, pour obtenir des renseignements essentiels, qui n'avaient pu jusqu'alors leur être fournis sur un point d'une importance si capitale, introduisirent dans la loi de finances de 1898 une disposition prescrivant au gouvernement de présenter tous les ans un tableau de la dette.

Il ne fut pas possible, au cours de l'année 1898, de donner satisfaction à cette prescription de la loi, et l'on se réservait d'incorporer ce tableau dans le compte général de l'administration des finances pour l'année 1898.

Mais M. Caillaux craignait que le document ne fût noyé dans un livre aussi chargé de chiffres que l'est le compte général, et il prescrivit de rassembler dans un volume spécial tous les détails concernant la dette. Le volume, distribué en même temps que le budget, fournit toutes les indications utiles sur l'origine, la nature et l'étendue des engagements de l'État.

Les chiffres et données que nous groupons ci-dessous ont donc une authenticité tout officielle.

Le montant des sommes restant à amortir ou à rembourser, au premier janvier 1899, s'élevait à 29948 millions, soit 30 milliards en nombre rond.

Dans ce total ne figure pas la dette viagère. « Non pas, dit M. Caillaux, que nous méconnaissions l'intérêt que présente l'étude des engagements de cette nature, mais parce que la dette viagère, uniquement composée de pensions qui apparaissent de plus en plus comme des traitements de non-activité, représente bien plutôt le complément de nos dépenses budgétaires qu'une partie de notre dette. »

Ce qu'a voulu présenter en effet M. Caillaux, c'est, non pas ce qui constitue, dans nos budgets, la charge annuelle de la dette, mais le montant de la dette elle-même en capital, le tableau de consistance de ce que devait la France en capital au 1er janvier 1899.

Elle devait donc, à cette date, 30 milliards, exactement 29 948 millions :

***

Ce total peut être divisé en trois parts inégales :

La dette consolidée	22 milliards.
La dette flottante.	1 »
La dette remboursable à terme.	7 »

1° La dette consolidée comprend des rentes 3 p. 100 perpétuelles dont le capital est au pair de. fr.	15 213 015 202
Et des rentes 3 1/2, dont le capital au pair de.	6 789 668 436
Ensemble.	22 002 683 638

Cette partie de notre dette publique, de beaucoup la plus importante, puisqu'elle représente presque les trois quarts du total, ne comporte aucune explication de détail. Rappelons seulement que l'immunité de conversion ou de remboursement au pair dont jouissent encore les rentes 3 1/2 p. 100, expire le 16 février 1902.

On n'opère actuellement aucune réduction des charges en capital de nos emprunts perpétuels, et on a cessé d'en opérer depuis la disparition de la caisse d'amortissement en 1871.

2° La dette flottante est l'ensemble des engagements que contracte l'État afin de pourvoir au service de la Trésorerie et de couvrir les déficits de ses budgets. Le total varie selon les circonstances. La majeure partie des sommes qui le composent provient des fonds libres ou des fonds de dépôt dont disposent les départements, les communes, la Caisse des dépôts, les trésoriers généraux, etc. Ces sommes doivent être versées en compte courant au Trésor et le Trésor est tenu de les accepter.

C'est là une partie de la dette flottante dont les mouvements sont pour ainsi dire réglés automatiquement et échappent à l'action du ministre des finances. La seule partie de la dette flottante que celui-ci peut augmenter ou réduire à son gré est représentée par la somme des bons du Trésor en circulation. Encore ne peut-il l'augmenter que dans la limite de l'autorisation qui lui est impartie par le Parlement. Au 1er janvier 1899 il y avait pour 77 millions de bons du Trésor en circulation.

Le montant actuel de la dette flottante, 1 015 millions, est normal. Il est rare que le total de cette partie de nos engagements s'élève beaucoup au-dessus d'un milliard ou descende beaucoup au-dessous.

3° La dette remboursable à terme comprend en premier lieu le capital des rentes 3 p. 100 amortissables, dont le montant, non encore remboursé au 1er janvier 1899, s'élève à 3 861 747 500 francs, sur

un capital initial de 4 254 millions. Elle comprend, en outre, et pour une somme d'environ 3 milliards, une série d'emprunts contractés par l'État à diverses dates et pour divers motifs, et qui s'amortissent par des remboursements ou par le jeu des annuités. Le total représentait, à l'origine, une somme de 3 552 millions, réduite au 1er janvier 1899, par des remboursements successifs, à 3 069 millions.

Cette partie de la dette a donc diminué de 483 millions, en même temps que le capital restant dû des rentes 3 p. 100 amortissables est inférieur de 392 millions au montant initial.

De quelle nature sont donc ces emprunts secondaires dont le montant encore à rembourser s'élève à 3069 millions? L'État a traité avec des collectivités : communes, établissements publics, compagnies de chemins de fer, qui lui ont procuré des fonds aux conditions de leur crédit. Le gouvernement a pu dans ces dernières années, et particulièrement en 1898, achever le remboursement de quelques-uns des plus onéreux de ces emprunts disparates.

Il reste : des avances faites par la Caisse des dépôts et consignations; des annuités aux compagnies de chemins de fer; des emprunts faits au Crédit foncier par les départements et les communes pour leurs constructions scolaires et auxquels l'État subvient pour partie; l'emprunt Morgan, qui sera complètement remboursé en 1914; les sommes dues à la Caisse des dépôts et consignations pour la liquidation des caisses scolaires et des chemins vicinaux, et qui seront remboursés totalement en 1923. Quant aux annuités aux compagnies de chemins de fer, la plupart expirent vers le milieu du siècle prochain (1).

On appelle annuités une série de paiements périodiques, constants ou variables, comprenant, outre l'intérêt d'un capital une somme destinée à reconstituer ce capital, en un temps donné. Cette somme représente l'amortissement. On nomme amortissement, dans une annuité, la portion de cette annuité qui excède l'intérêt du capital restant dû.

Le propre des amortissements par annuités est que, durant les premières années, la somme employée à l'amortissement est faible, les intérêts absorbant la presque-totalité de l'annuité, tandis qu'au contraire, à mesure que l'opération se poursuit, la part de l'amortissement grandit, les intérêts diminuant.

C'est pourquoi la somme consacrée dans nos budgets à l'amortissement proprement dit des emprunts spéciaux dont il est question ci-dessus est relativement faible (70 millions en 1900), exception faite pour quelques années où la situation du Trésor est particulièrement bonne, comme l'exercice 1898, où des amortissements plus importants ont pu être opérés.

Mais dans dix ans, dans vingt ans, sans aucune augmentation des annuités inscrites à notre budget, on amortira en réalité beaucoup plus qu'on ne l'aura fait en 1900, parce que, les intérêts ayant diminué, l'amortissement sera représenté, dans les annuités, par une part plus considérable.

***

Malheureusement, tandis que nous amortissons, et dans une proportion très sensible, notre dette remboursable, nous ne cessons pas, d'autre part, d'emprunter, soit directement pour alimenter le compte spécial de la Guerre par des émissions d'obligations à court terme, soit indirectement pour les travaux de chemins de fer par des annuités.

La dette remboursable à terme, diminuée chaque année par des remboursements, s'augmente aussi chaque année d'une somme variable, en même temps que s'accroissent les annuités dont le Trésor assume la charge.

En ce qui concerne les emprunts indirects contractés par l'intermédiaire des compagnies de chemins de fer, et qui ont pour objet des travaux de voies ferrées, il y a lieu d'espérer qu'avant peu les disponibilités budgétaires permettront d'achever l'œuvre d'incorporation dans le budget, et qu'en conséquence cette partie de la dette remboursable à terme cessera d'augmenter.

Le compte spécial ouvert pour les dépenses du perfectionnement de l'armement est alimenté à titre provisoire par des émissions de bons du Trésor que l'on compte rembourser avec le produit de la vente de divers immeubles militaires. Il n'y a là malheureusement qu'une espérance, et si les Chambres ou le gouvernement n'y prennent garde, il semble bien

(1) Les plus importants de ces emprunts sont :

Annuités aux compagnies de chemins de fer (subventions et avances), capital. . . . . fr.	835 764 000
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer (conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883).	623 221 000
Avances pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et lycées, collèges et écoles primaires et application de la loi du 7 décembre 1894. . .	546 000 000
Capital dû à la Compagnie des chemins de fer de l'Est, remboursable par annuités.	316 872 000
Conversion de l'emprunt Morgan. . . .	199 514 000
Obligations du Trésor à court terme. .	113 000 000
Compte spécial de la Guerre (loi du 17 février 1898), obligations.	60 000 000

Les sommes ci-dessus représentent non le capital initial des emprunts, mais les montants restant dus au 1er janvier 1899. L'ensemble des sept engagements s'élève à 2 694 millions. Il reste donc environ 300 millions répartis entre un grand nombre de petits emprunts spéciaux dans le détail desquels il serait oiseux d'entrer.

qu'on a simplement préludé à la réouverture d'un budget extraordinaire.

On n'en doit pas moins constater que, tout compte fait, le Trésor amortit tous les ans plus encore qu'il n'emprunte. Cela résulte au moins de l'examen d'un des tableaux du budget de 1900 qui présente la comparaison entre la dette en 1895 et en 1899, et permet de constater que nos charges en capital ont diminué, dans cet espace de quatre années, de 461 millions.

Au 1er janvier 1895, en effet, le total, en capital, de nos engagements de toute nature était de 30 400 millions de francs. Il n'est plus au 1er janvier 1899 que de 29 948 millions.

Dans les quatre dernières années, donc, la dette publique de la France, loin de s'augmenter, comme chacun inclinait à le croire, s'est réduite de 461 millions, soit en moyenne de 115 millions par an.

Cette diminution a porté à la fois sur la dette flottante et sur la dette remboursable à terme, puisque le capital de la dette consolidée, à 3 millions près, est resté inchangé durant cet intervalle.

Voici quel était le montant, au 1er janvier 1895 et au 1er janvier 1899, de ces éléments de la dette publique non consolidée de la France (en millions de francs):

Capital	1895. 1er Janvier.	1899. 1er Janvier.	Diminution.
3 0/0 amortissable	3 961	3 862	99
Dette flottante	1 291	1 015	276
Ensemble des autres dettes remboursables à terme	3 154	3 068	86
Totaux	8 406	7 945	461

La dette flottante a diminué de 276 millions, le capital restant dû sur le 3 p. 100 amortissable, de 99 millions, et enfin l'ensemble de tous les autres engagements remboursables à terme ou autrement, de 86 millions, compensation faite des augmentations et des réductions.

Le ministre des finances exprime le vœu qu'on s'abstienne de rouvrir des budgets extraordinaires. Si ce vœu est exaucé, la dette remboursable à terme aura disparu vers le milieu du siècle prochain. La France ne devrait plus alors que les 22 milliards de sa dette consolidée et le milliard de sa dette flottante, au moment même où l'expiration des concessions de chemins de fer lui donnerait un domaine industriel d'une énorme valeur. Une cinquantaine d'années nous séparent de cette brillante échéance. C'est beaucoup pour une existence humaine, mais qu'est-ce pour la vie d'un peuple? Si la France est sage, si ses parlements sont raisonnables, si ses ministres des finances sont suffisamment habiles ou même simplement bons comptables, si de grandes guerres ne viennent pas bouleverser les calculs, nos petits-neveux verront peut-être la réalisation de ce miracle, l'extinction de la dette publique en France par le jeu régulier des annuités de remboursement.

Justement M. Caillaux propose, dans le budget de 1901, d'appliquer pour la première fois à la dette perpétuelle française le système des « terminable annuities » qui a servi aux Anglais à rembourser une partie si considérable de la dette britannique. L'idée est ingénieuse; nous l'exposerons prochainement ici et examinerons en même temps si en 1900, comme dans les années précédentes, le Trésor a réellement plus amorti qu'il n'a emprunté.

AUGUSTE MOIREAU.

LA QUESTION DES ORIGINES

La richesse et la science. — Un « patriote » hongrois. — Les origines des Magyars. — Le Caucase et l'humanité primitive. — Le fonds commun à tous les peuples. — Le foyer et le mariage, la famille et le communisme.

La question des origines est une de celles qui hantent le plus nos pauvres cerveaux avides de données positives. D'où venons-nous? Comment s'est opérée la lente et mystérieuse transformation qui, des ancêtres primitifs, de par delà l'histoire, nous a menés au point où nous en sommes? Quelles routes ont suivies les tribus errantes d'où sont nées les nations modernes? Autant de problèmes que depuis longtemps l'humanité cherche à résoudre.

Les anciens avaient un moyen de solution très simple. Dans les cas d'origine embarrassants, ils faisaient intervenir la divinité, les légendes religieuses et simplistes; d'aucuns, comme les Grecs, se proclamaient superbement nés du sol lui-même.

Nous ne nous contentons plus aujourd'hui de ces fables; nous voulons savoir, nous voulons préciser, nous voulons être sûrs. De là ces patientes recherches, ces longues explorations, ces déductions qui occupent la vie d'un homme et dont les résultats sont tout à l'honneur du XIXe siècle.

Mais la science, quel que soit le désintéressement de la spéculation, est un luxe; l'outillage de l'archéologue, bien qu'il soit matériellement moins apparent que celui d'un observatoire, coûte fort cher et par le temps employé, et par les voyages, et par les collaborations nécessaires. Jusqu'à présent l'État, qu'il s'appelle roi ou gouvernement de la République, a assumé ces charges et fait les frais de toutes les recherches. L'État, malheureusement, étant, par sa définition, une entité incapable d'efforts suivis, parce que les hommes qui le représentent n'ont pas tous ou les mêmes goûts, ou les mêmes compréhensions, ou simplement la même somme d'intelligence, n'a pu, dans nos nations occidentales, que procéder par à-coups. Méthode fâcheuse aussi bien pour les résultats à attendre des travailleurs

que pour le recrutement de ces travailleurs qui, désespérés de ces expériences sans lendemains immédiats et sans suite, se désintéressent de la science, parce qu'en général ils n'ont pas les moyens de s'y intéresser, de s'y donner sans le secours d'autrui.

Si, d'après la définition étymologique, l'aristocratie est le gouvernement des meilleurs et si, par la force naturelle des choses, les meilleurs sont souvent les plus riches, car il est plus facile d'être bon lorsqu'on est dégagé des préoccupations matérielles, l'aristocratie devrait suppléer l'État et le remplacer dans le rôle d'auxiliaire budgétaire des études scientifiques.

Cela s'est vu une ou deux fois pour nous, Français, dans le domaine de la science pure : cela ne s'est point encore vu dans le domaine de la science appliquée ou de l'archéologie ; c'est pourquoi les questions d'origine, dont nous sommes toutefois toujours assez curieux, ne reçoivent aucune des réponses relatives que l'état actuel de nos connaissances pourrait cependant permettre d'espérer.

C'est que nous n'entendons peut-être pas le patriotisme dans un sens assez large et qu'il se restreint sans doute à nos yeux un peu trop aux choses militaires et à la gloire du drapeau. A vrai dire, il devrait s'entendre de tout ce qui touche aux choses de la patrie, et par là aussi aux choses du sol de la patrie, de la vie de nos ancêtres et des origines communes.

***

Ainsi l'a entendu un noble Magyar, le comte Eugène de Zichy.

Ainsi qu'il l'a dit lui-même récemment dans une conférence à Budapest : « Ce n'est pas la race qui fait un peuple : c'est la terre, la langue, les mœurs, la tradition et l'histoire qui ont été créées par les joies et les souffrances supportées en commun, par le sang répandu. »

Aussi a-t-il voulu la reconstitution du passé et que chaque pierre de cet édifice de reconstitution « soit une vérité de marbre ». Tout en aidant de toutes ses forces à cette œuvre, il s'est mis personnellement à à la besogne.

« L'amour de mon pays et de ma race, a-t-il écrit, me pousse depuis des années à m'occuper de la question de l'origine des Hongrois.

« La philologie hongroise s'est bornée pendant des dizaines d'années à des vues partiales qui menèrent souvent à des discussions envenimées ; notre anthropologie est inerte... L'ethnographie hongroise, qui piétine dans des préjugés surannés, en est encore à attendre son réveil ; nos archéologues enfin se contentent de mentionner les analogies connues. »

Afin de donner de la vie à ces sciences scolastiques et pour mieux aborder le problème des origines, il entreprit de faire, en sens contraire, le chemin que, d'Est en Ouest, les Magyars firent primitivement jusqu'à leur établissement dans la vallée de la Theiss. En 1895 et au printemps de 1896, il explora le Caucase, Bokhara et Samarkand ; dans les années suivantes, il parcourut la Sibérie jusqu'aux frontières de Chine, traversa le Gobi et ne laissa, au prix de mille fatigues, aucun des points de la terre asiatique primitivement foulée par les Hiou-Huns et leurs descendants, qui restât inexploré.

Il ne commit point la faute dans laquelle tombent si souvent les Mécènes de l'art et de la science, qui est de prendre leur amour pour capacité et de s'imaginer que, du moment qu'ils s'y intéressent, ils sont capables de trancher des questions qui nécessitent un long et patient apprentissage, ainsi que des talents spéciaux. Bien que passionné d'archéologie et d'histoire, il ne s'est pas tenu pour un archéologue et pour un historien, et dans tous ses voyages il s'est entouré de commissions formées des savants les plus capables de faire œuvre utile.

Le résultat de tous ses voyages, de ses explorations comme de ses découvertes, le comte Zichy l'a donné au Musée national hongrois, à l'une de ces maisons de science qui comptent parmi les plus aimables et les plus hospitalières qui soient en Europe.

Il n'a pas jugé suffisant d'avoir rapporté toutes ces richesses et a voulu que le monde savant pût en prendre une première connaissance en éditant luxueusement (1), en hongrois et en français, les résultats copieusement illustrés de son voyage au Caucase. Là encore, le comte Zichy a fait preuve de tact, en se contentant d'en écrire la préface et en s'effaçant devant les docteurs Jean Jankò, chef du département ethnographique du Musée national hongrois, et Béla de Pósta, conservateur du département archéologique du Musée national hongrois, qui ont écrit l'un les chapitres relatifs à l'ethnographie, l'autre ceux qui regardent l'archéologie.

***

Au point de vue de l'origine des Magyars — point spécial des recherches du comte Zichy — je n'ai pas à dire ici (la question étant un peu trop technique) à quels résultats ses explorations ont abouti.

Mais il se trouve que, croyant ne travailler que pour la Hongrie, le comte Zichy a travaillé aussi pour l'humanité européenne, et ce qu'il a vu, décrit, étudié dans le Caucase, éclaire d'un jour nouveau les faits si nébuleux de nos propres origines et révèle des coutumes primitives intéressant aussi bien l'occident que l'orient de l'Europe.

(1) Comte Eugène de Zichy, *Voyages au Caucase et en Asie centrale*, 2 vol. in-4°, 613 pages, grav. ; Budapest, Ranschburg.

Le Caucase, « ce mont des langues », comme le nommait déjà Aboul-Féda au XIVe siècle, était admirablement choisi pour un premier champ d'études archéologiques et ethniques. Le flux et le reflux des mouvements des peuples qui se sont produits en Asie Mineure, en Perse, comme au large de l'isthme caspien sont venus battre ce rempart montagneux, et la marée humaine, qui pendant des siècles s'agita autour du Caucase, a laissé dans les vallées et dans les replis de ses vallonnements des témoins et des traces des races que successivement le flot de la vie a roulés.

Les travaux archéologiques que la mission du comte Zichy y a faits et les objets qu'elle en a rapportés prouvent que, de la Caspienne aux océans occidentaux, une même humanité a laissé des preuves d'usages communs. Elle y a vu des dolmens, des « pierres à écuelles » à qui, comme à celles de l'Occident, le « peuphe attache des légendes » et des traditions superstitieuses; elle y a trouvé la technique des poteries analogue à celle de nos premiers ateliers des pays du couchant, des palafittes pareils à ceux des lacs de Suisse et de Savoie et des instruments de pierre et de bronze semblables à ceux que les fouilles amènent au jour dans nos pays.

Les constatations qu'elle y a faites ne sont pas pour renforcer la légende sur l'origine du bronze que M. Salomon Reinach s'attachait cet hiver, fort savamment, de détruire à l'Institut. On veut — et l'opinion est commune — que l'alliage du cuivre et de l'étain ait été la découverte propre à je ne sais quelle peuplade caucasique qui en aurait propagé successivement l'usage par déplacements successifs d'Est en Ouest. Or le comte Zichy a constaté que si, au Caucase, les objets en cuivre pur étaient assez communs, au contraire les objets en bronze y sont rares et que l'étain s'y rencontre rarement aussi à l'état de minerai.

***

Les coutumes encore usitées au Caucase prouvent, aussi bien que la présence d'objets identiques, le fonds commun à toutes les populations primitives qui ont contribué à la formation de l'Europe.

L'étude des civilisations classiques, grecque et romaine, nous a appris à révérer le culte du foyer et l'autorité absolue du père de famille comme constitutions à elles propres. C'est fort timidement que Fustel de Coulanges, en les étudiant dans *la Cité antique*, a fait quelques rapprochements avec le Rig-Véda et les lois de Manou.

Chez les Kourdes, habitants de la Transcaucasie, de langue iranienne et de religion sunnite-mahométane, le culte du foyer existe très développé.

Lorsque le jeune homme fonde une famille, il allume le feu dans sa nouvelle maison avec le tison pris au foyer paternel : ce tison lui est apporté par sa mère. Le foyer est sacré, il est rigoureusement défendu d'y cracher, d'y jeter des ordures, de l'entretenir de fumier desséché et non de bois. Les mots foyer et famille sont synonymes, à tel point, qu'au bout du septième ou du huitième jour après sa naissance, on porte l'enfant au foyer et on y enterre le cordon ombilical, comme preuve que le nouveau-né est devenu membre de la famille.

Chez les Ossèthes de l'isthme caucasien, ayant passé, successivement du mahométisme ou christianisme, le foyer et la crémaillère sont sacrés; celui qui pose le pied sur le foyer ou touche la crémaillère devient l'ami de la famille, même s'il en était jusqu'alors l'ennemi.

Toutes les peuplades que le comte Zichy a étudiées reconnaissent le pouvoir absolu du père de famille; ses droits chez les Kourdes, tels qu'il nous les dépeint, ne rappellent-ils pas d'une façon frappante les droits du *paterfamilias* au temps de la loi des XII Tables?

« Le chef de la famille est le père, auquel chaque membre de la famille doit une obéissance absolue; il a le droit de battre sa femme si elle est en faute; si elle est infidèle, il peut la mutiler en lui coupant les oreilles et le nez; il a le droit de mettre ses fils en service, d'avoir des préférences pour l'un ou pour l'autre, de les battre, d'en renier un au profit des autres et de donner ses filles en mariage à qui bon lui semble. »

Il n'est pas jusqu'à cette institution grecque de la fille épiclère, subissant le sort du lot de terre de l'héritage paternel et de même que cet héritage venant aux héritiers naturels, qui ne se retrouve chez les Ossèthes où le frère du mari décédé épouse sa veuve, chez les Juifs du Daghestan chez qui, si la femme devient veuve, le frère cadet de son mari l'épouse bon gré, mal gré.

Le communisme primitif, nié par les uns, affirmé par les autres et qui, à propos d'un texte de Tacite, fournit, au temps des de Laveleye, des Fustel de Coulanges, des Émile Belot, matière à de si beaux tournois d'érudition, découle d'une vie de famille étroitement établie. Il se pratique chez les Grousiens de la même façon que Strabon le décrit en parlant de l'Ibérie du Caucase.

« La famille y a tout en commun, chacun doit contribuer à augmenter la fortune de la famille, on ne fait exception que pour la dot qui est à la libre disposition de la femme. La communauté est divisée en deux sections : la section des hommes qui a pour chef le Kazi, et la section des femmes dirigée par la Kali, tous deux élus à vie parmi les plus laborieux, les plus pacifiques et les plus habiles.

Le Kazi donne le nom à la communauté, gère la fortune, veille sur l'ordre, la justice, l'égalité, les bonnes mœurs, la distribution des travaux, l'éducation des enfants; il préside aux délibérations de la famille, contrôle au point de vue du bien-être commun les contrats de mariage. La Kali dirige le ménage de la communauté, tient la caisse, donne ce qu'il faut pour la cuisine, la vaisselle, les vêtements, surveille l'inventaire, paye les dépenses communes. Les deux chefs ne peuvent être relevés de leurs fonctions que s'ils deviennent invalides par la vieillesse : si le bilan se soldant sans bénéfice accuse son incapacité; ou s'il abuse de son pouvoir. »

Cette communauté est ailleurs, chez les Khevsoures, tout aussi morale que matérielle : la vendetta en rend tous les membres solidaires et arme, sur un signe du chef, communauté contre communauté. On croit, en lisant dans l'ouvrage du comte Zichy les pages qui leur sont consacrées, lire quelque texte de la loi salique parlant du Wehrgeld ou de la composition, car le dommage et la blessure s'y payent en bétail; pour une blessure au front, c'est un minimum de 3 moutons; pour une blessure grave, c'est un maximum de 16 vaches.

Dans toutes les civilisations, ce sont les coutumes nuptiales qui ont conservé le plus profondément les traces des usages antiques.

A l'origine du mariage, le rapt, était la loi et la dot, payée par le mari, n'était que la compensation du dommage; les vestiges du rapt primitif se retrouvent dans le mariage romain, et en bien des points de notre France, notamment dans le Béarn, on en fait encore le simulacre. Quant à la dot, indépendante du bien personnel de la jeune fille, que le mari payait, si la coutume en a totalement disparu de nos mœurs, elle subsistait chez les Germains qu'a étudiés Tacite, et ce n'est pas sans étonnement que le Romain écrit : « Ce n'est pas la femme qui apporte une dot au mari, c'est le mari qui la donne à la femme », usage qui s'est poursuivi chez les Francs, avec le *morgengabe* où se mêlait aussi une autre idée, pour aller en s'éteignant progressivement, seulement révélé par l'habitude, peu à peu perdue, de menus cadeaux le lendemain des noces.

Chez les populations du Caucase, le rapt simulé ou réel subsiste encore, en des coutumes traditionnellement observées, et le mari achète sa femme. Ce ne sont pas les parties les moins attrayantes du livre du comte Zichy que celles où l'on relate les divers usages nuptiaux.

Les Kourdes punissent le rapt par la mort du ravisseur et celle de la jeune fille, si elle a été consentante, à moins qu'une famille influente ne s'entremette pour tout arranger. Ailleurs il n'est que simulé; le jeune khevsoure enlève la jeune fille, vit cinq ou six jours avec elle, puis on célèbre les noces par cette cérémonie : on allume un feu au milieu de la maison paternelle, et là le prêtre rattache avec une épingle les vêtements lacérés des mariés; c'est doublement symbolique. Partout, même où il ne se pratique plus en fait, quelque détail le rappelle. La fiancée du juif du Daghestan ne pénètre chez son fiancé que portée sur les bras d'un parent de son mari; chez les Tcherkesses, les amis du fiancé vont chercher la jeune épouse et la cachent dans un appartement, tandis que le fiancé reste caché à son tour jusqu'au jour du mariage.

Le mariage, c'est l'acte principal, important de la vie; bien des coutumes pratiquées au Caucase sont encore usitées avec leur symbolisme devenu ignoré chez nos paysans occidentaux.

A minuit, chez les Juifs du Daghestan « le couple se retire dans la chambre nuptiale, dont la porte est gardée par un ami du fiancé; au bout de trois heures, le mari revient chez les garçons, et les femmes accourent chez la mariée pour remettre le lit en ordre. Des coups de feu annoncent au village que le mariage est consommé. » « Chez les Kabardes, le mari doit remettre le matin à son compagnon, qui a monté la garde pendant la nuit, le corset de la mariée. »

Il y a parfois d'étranges coutumes, chez les Kabardes notamment; je copie textuellement : « Pendant les trois premières nuits, c'est le jeune homme qui doit déshabiller la jeune femme, lui ôtant d'abord le châle, puis la coiffure, la robe, les souliers, et enfin le corset qu'elle porte depuis l'enfance pour empêcher le développement de la poitrine. Le mari seul a le droit de l'enlever pendant la nuit de noces; le bout du lacet est habilement caché entre les bandes de cuir, si bien que le fiancé peut à peine le trouver, et ce serait une grande honte s'il s'avisait de rompre ou d'arracher la ceinture. Pendant les trois premières nuits, la femme n'adresse pas la parole à son mari. La quatrième nuit, c'est elle qui le déshabille, et c'est alors seulement qu'il lui est permis de lui adresser la parole. »

Nous avons tous lu, dans Plutarque, qu'à Sparte ce n'était qu'à la dérobée qu'il était permis au mari de voir sa femme; il en est ainsi chez les mêmes Kabardes, peuplade tcherkesse de la région du Térek, musulmans après avoir été chrétiens. « Pendant la journée, quand il y a des témoins, ce serait une inconvenance qu'une visite du mari chez sa femme; ce n'est que pendant la nuit, furtivement, que le mari, peut se rendre chez sa femme qui habite toujours un appartement séparé. »

D'ailleurs, elles sont en général fort malheureuses, toutes ces femmes, vieilles à vingt-cinq ou trente ans, susceptibles d'être renvoyées si elles sont querelleuses ou vieillissent trop vite; si elles sont sté-

riles ou cessent simplement de plaire à leurs maris; trop souvent le portefaix, la bête de somme de la famille, et mutilées lorsqu'elles sont adultères.

Enfin pour terminer, le portrait qu'Ammien Marcellin nous trace des Huns est célèbre. Il nous les montre « vivant de racines, d'herbes sauvages, de viande crue mortifiée entre leurs cuisses et le dos de leurs chevaux..., toujours errants par les montagnes et les forêts, n'habitant ni maisons ni cabanes, changeant perpétuellement de demeure, suivis de leurs troupeaux et de chariots, où leur famille est renfermée, chaussés de telle sorte qu'ils ne peuvent marcher et qu'ils sont tout à fait impropres à combattre comme fantassins, tandis qu'on les dirait cloués sur leurs petits chevaux, laids, mais infatigables et rapides comme l'éclair. C'est à cheval qu'ils passent leur vie, tantôt à califourchon, tantôt assis de côté, à la manière des femmes; ils y tiennent leurs assemblées, ils y achètent et vendent, ils y boivent et mangent, ils y dorment même, inclinés sur le cou de leurs montures. »

Ne sont-ce point eux qui, sous le nom de Kalmouks, vivent encore dans la région du Manytch?

Voici ce qu'en dit le comte Zichy : « Leur genre de vie est nomade; ils ne cultivent pas la terre, leur habitation se compose d'une tente. Ils mangent le lait de jument rendu aigre, la viande de mouton, et ne lui font subir aucune cuisson, ils l'amollissent tout au plus en la frappant avant de la manger. Ils portent d'épais bas de laine et des souliers dont la semelle est courte et très haute et a un double talon; grâce à quoi ils veulent, à la mode chinoise, rapetissiser le pied en le déformant. Avec de pareilles chaussures on ne peut marcher que sur la pointe des pieds : aussi les Kalmouks sont piètres marcheurs, mais excellents cavaliers. »

***

Comme on le voit par ces rapides analogies et ces courtes citations, la portée de l'ouvrage du comte Zichy dépasse de beaucoup les limites qu'il s'était tracées ; il ne visait que les origines de la patrie hongroise, et du même coup nous découvre des choses fort curieuses et des rapprochements saisissants sur celles des populations dites indo-européennes.

Le « patriotisme » dont le comte Eugène de Zichy a fait preuve est d'un bon exemple; la route qu'il a ouverte est bonne à montrer.

MAURICE DUMOULIN.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Doctor Rotchnew (le docteur Rotchnew), par J. POTAPENKO (Efimow, éd. Moscou.).

Potapenko, le romancier si fécond, si injustement célèbre, vient de publier un recueil de nouvelles, auquel il a donné le titre de son premier récit. Il est difficile d'expliquer la vogue de cet écrivain. Personne n'est moins artiste que lui. Il manque extrêmement de ce tact mystérieux qui, d'un mot, d'un trait à peine indiqué, éclaire le drame intérieur d'une âme. Sa psychologie est superficielle et élémentaire et toute son œuvre déplorablement commune. Il arrive que Potapenko tire un assez habile parti de sa vulgarité même. Quand il se contente de nous détailler des brouilles entre sacristains et prêtres de village, de nous dévoiler des ambitions mesquines de chantres d'église, il est dans son élément. Ce monde du clergé, qui en Russie forme une espèce de caste, est bien connu de Potapenko. Son père, après quelques années de service militaire, s'était fait prêtre, et l'enfance de l'écrivain s'écoula dans ce milieu spécial, très conservateur, entiché de traditions, où l'on intrigue, — où l'humour joue un rôle plus important qu'on ne serait tenté de le croire. *La Réconciliation*, petite nouvelle de ce recueil, est une assez amusante peinture de mœurs cléricales, faite sans méchanceté. Deux prêtres, n'ayant qu'une même paroisse villageoise à exploiter, sont en continuelle querelle et se traitent mutuellement de paresseux. Ils finissent par aller tous les deux se plaindre l'un de l'autre à l'évêque. Celui-ci conclut de leurs jérémiades que la paroisse est trop nombreuse pour deux prêtres; il donne aux deux mécontents un adjoint qui fera le tiers de la besogne, — et, hélas! touchera le tiers des bénéfices. Dans leur consternation les deux ennemis de naguère se liguent contre le commun rival : la *réconciliation* est complète... Mais si Potapenko s'avise de vouloir peindre des gens d'une classe sociale plus élevée, il est moins bien inspiré. Avec *le docteur Rotchnew*, il se lance dans un double problème très délicat. C'est, d'une part, le généreux sacrifice d'un mari qui laisse à sa femme la liberté d'aimer un autre homme, et, comme pendant, la misère de cette femme qui ne tarde pas à comprendre la supériorité morale de son mari sur son amant. Cette anecdote vise à un réalisme saisissant; elle ne réussit qu'à agacer.

Paris! par le Dr KAETHE SCHIRMACHER (Alfred Schall, éd. Berlin).

Le livre du docteur Kaethe Schirmacher est très remarquable, à bien des égards. L'auteur est un

savant et dédaigne d'écrire pour ceux qui ne sont pas comme lui des érudits : son ouvrage est plein de citations latines, émaillé de pages entières d'un français très pur et souvent piquant, orné aussi de phrases anglaises. On y trouve même quelques mots polonais. Tel qu'il est, et malgré son apparence de mosaïque, il frappe par sa vigueur et son intelligence. On sent que l'auteur est parfaitement maître de son sujet, qu'il connaît à fond Paris, sous tous ses aspects et dans tous ses détails, qu'il a observé avec sévérité, mais s'efforce d'être juste. Une certaine austérité grave, la préoccupation de la question sociale et féministe perce à chaque instant et donne à ces saynètes et descriptions, qui d'abord semblent éparpillées au hasard, un caractère homogène. Kaethe Schirmacher nous fait voir Paris qui s'amuse ; elle le méprise franchement, tout en l'admirant au point de vue esthétique. Cette partie de son livre est la moins originale ; elle paraît même inspirée de Lavedan plutôt qu'observée sur le vif. Paris qui pense, Paris qui s'agite, nerveux, impressionnable, parfois futile, mais souvent généreux et toujours vibrant, se dépensant, s'épuisant, Paris qui pleure, l'intéresse jusqu'à la passion. Elle a tout vu, tout jugé : la Sorbonne et les maisons de couture, la Bourse et les ateliers des peintres, les asiles d'assistance publique et les restaurants. Elle sait suggérer par de simples et rapides dialogues, des extraits de journaux, des phrases de meetings, des bavardages de flâneurs, l'image de cette vie fiévreuse, faite de contrastes et de heurts, qu'est la vie de Paris. Son livre donne le vertige. On sent que cette organisation imparfaite et mouvante a malgré tout un caractère de perpétuité, qu'il faudrait, pour la changer, réformer le monde, — et on est inquiet. Je ne sais pas si Kaethe Schirmacher aime Paris, mais, en tous cas, son livre est plutôt de nature à y attirer des visiteurs qu'à les écarter. Il donne précisément ce frisson de crainte qu'il faut pour l'aborder avec plus de plaisir, un sentiment de vague danger et la certitude que dans ce Paris bavard et déroutant on peut trouver d'inépuisables richesses de pensée, principalement le charme indéfinissable et unique de la suprématie en art.

La flamma e l'ombra (La flamme et l'ombre), par TULLIO GIORDANA (Roux et Viarengo, éd. Turin).

L'auteur de *la Flamme et l'Ombre* veut exprimer l'angoissante situation qui résulte d'un remariage. Carlo Artale est jaloux du premier mari de Francesca, des enfants que cette femme a eus de cet homme ; elle, au lieu de trouver la paix dans son second ménage, souffre infiniment de ne pouvoir donner d'exclusive affection à aucun de ces êtres si chers et si exigeants qui maintenant forment une seule famille autour d'elle. Carlo prend ombrage de la constante présence des enfants ; ceux-ci se cramponnent à leur mère et se méfient douloureusement de l'intrus. Tous, ils ont l'imagination facilement alarmée, les nerfs vibrants. L'auteur est évidemment pessimiste. Il s'est plu à peindre des caractères mous, incapables de réaction énergique, sensitifs plutôt que profonds. Certes ce n'est pas un rêveur, esclave de ses sens, comme Carlo, une sensibilité affolée comme Francesca qui pourraient sortir triomphalement de cette impasse. Ils ne font même pas d'efforts pour vaincre les pâles effrois dont ils ont semé leur existence; ils attendent, également sans force pour se séparer ou s'unir ; ils se disent que les années qui viendront seront toujours plus désespérées. En lisant ces pages rapides, décousues, faites de lacunes et de reliefs voulus mais inhabilement choisis et déconcertants, on se laisse envahir par le découragement de l'auteur. M. Tullio Giordana possède certaines qualités d'évocation, mais son roman, très court, a un caractère inachevé et fragmentaire. Le sujet, trop souvent traité comme de vaine littérature, demandait plus d'originalité d'exécution pour avoir un réel intérêt. *La Flamme et l'Ombre* laissent, au lieu du contraste promis, une impression terne et hésitante.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

L'Amuseur, par JANE DE LA VAUDÈRE (Ollendorff).

Quand Lauriane de Puyseul sortit du couvent, ses parents la marièrent à leur riche voisin Ludovic Noris, possesseur de chasses à courre, député, brasseur d'affaires : la jeune fille avait fait un mariage d'argent, le jeune homme un mariage de noblesse. Mauvais ménage. Lauriane s'ennuie. Étienne, un frère très frêle de Ludovic, s'éprend d'elle, bien entendu ; mais elle reste fidèle à son devoir, Étienne se fait militaire en Afrique. Un jour, Lauriane surprend son mari en flagrant délit d'amour ancillaire : elle se sauve chez ses parents. Par hasard elle découvre, derrière le portrait de sa grand'mère, qui s'appelait Lauriane aussi, de vieilles lettres d'amour agréées par cette aïeule dans sa jeunesse. Lauriane, conséquemment, cède aux ardeurs de M. Georges de Kervern « aux yeux brun doré ». Mais ce beau garçon, « qui dans la fréquentation des filles vénales a perdu tout ce qu'une mère attentive avait mis en lui de délicat », retourne bientôt à son ancienne maîtresse, Sarah Moser, « au cou fin, gras et blanc ». Lauriane les surprend (et de deux) en flagrant délit d'extrême intimité. Alors, elle saisit un stylet « à manche de jade », et « d'un geste vif »... déchire le portrait que Georges fait de la belle juive.

Donc, après tout de même une dernière étreinte, elle quitte le perfide amant et, en rentrant chez elle, trouve le doux Étienne, toujours poitrinaire et passionné, retour d'Afrique, d'ailleurs, où il a cherché la mort dans de volontaires imprudences. Ils partent tous les deux, à Cannes, s'aimer un peu, mais platoniquement. Georges survient. Il prend de force à Lauriane un baiser d'amant... Or, Étienne, de sa fenêtre, a vu cela. Il se décide alors à passer la nuit en plein air, étendu sur le sol humide : il est, le lendemain, condamné par la Faculté. Ah! Lauriane, affolée, n'a plus désormais qu'à se donner à lui, dans l'intention désespérée de contracter le mal dont il meurt!... Quant au style de Mme de La Vaudère, il est plein de « gemmes », — un style de poète, paraît-il.

Margot d'été, par Charles Merki (Société du *Mercure de France*).

M. Merki est l'heureux amant d'une femme du monde qui s'appelle Marguerite, — Margot, dans l'intimité. Le mari de Margot s'intéresse à de l'archéologie, M. Merki à de la géologie. Comme le ménage Génestan devait aller passer à Granville les mois d'été, Margot eut l'idée ingénieuse d'expédier d'avance son amant sur la plage ; on s'y retrouverait comme par hasard ; M. Merki ferait semblant de chercher des cailloux sur la grève, M. Génestan travaillerait à son grand ouvrage sur les îles anglo-normandes. Voilà le projet. Mais, en chemin de fer, M. Merki fait la connaissance d'une petite cabotine qui s'appelle aussi Marguerite, — Margot, dans l'intimité. Un compartiment de seconde classe servit de décor à des préliminaires de bonne camaraderie. Ensuite, à Granville, M. Merki n'arriva pas à ses fins avec autant de facilité qu'il était en droit de l'espérer après la scène du train. Ce n'est pas le temps qui lui manqua, car les Génestan n'en finissaient pas d'apparaître. Même, ils ne vinrent pas du tout. M. Merki ne revint pas tout à fait bredouille, mais il n'avait tué son lièvre qu'à la dernière minute. A Paris, il retrouva sa Margot d'hiver, avec plaisir, en somme ; il aurait bien aimé les « combiner » toutes les deux, celle d'hiver et celle d'été. Cela ne s'arrange pas... Ce petit roman est d'une remarquable insignifiance.

La prélature de Léon XIII, par Boyer d'Agen (Société française d'éditions d'art).

Cet ouvrage fait suite à la *Jeunesse de Léon XIII* que publiait naguère M. Boyer d'Agen ; il prend la biographie de Mgr Joachim Pecci en 1838 et la continue jusqu'en 1848, retraçant en détail la délégation de Bénévent, celle de Pérouse et la nonciature de Bruxelles. Il est notamment amusant. M. Boyer d'Agen a multiplié les anecdotes et les images. L'illustration de ce livre est une merveille d'ingéniosité : parce que Mgr Pecci fut à Bénévent, à Pérouse et puis à Bruxelles, des vues charmantes de ces divers pays nous sont offertes, des reproductions de tableaux, des croquis; sous un prétexte quelconque, on trouve même dans ce recueil varié le portrait de Mme Récamier, vue de dos, il est vrai. Après une copieuse introduction, c'est en somme la correspondance inédite de prélat que publie M. Boyer d'Agen. Elle est d'un grand intérêt pour les historiens, le nonce de Bruxelles, par exemple, ayant été mêlé à d'importantes affaires politiques. Évidemment toutes ces lettres ne sont pas également considérables. La santé de Mgr Pecci, souvent chancelante, fait l'objet de nombreuses communications du nonce à sa famille. Celle-ci, entre autres, est d'une extrême simplicité : « Après le deuxième jour de mon arrivée, j'ai payé à Bénévent le tribut accoutumé, qui consiste pour moi en une constipation légère, etc. » Un court billet du frère Charles à Mgr Pecci contient cette précieuse argumentation : « Loin de nous les funèbres souvenirs... Si nos parents vivaient encore, eux qui avaient l'âme si sensible, ils en auraient éprouvé sans doute une commotion violente qui eût été nuisible à leur santé. » Peut-être aurait-on pu pratiquer quelques coupures dans cette ample correspondance. Mais alors, raccourci, le texte n'eût pu suffire à justifier la copieuse illustration qui fait l'agrément principal de ce volume.

Les horizons de Paris, par Léon Duvauchel (Société libre d'édition des gens de lettres).

Ces petits croquis parisiens ne sont pas sans grâce. Ils manquent un peu de nouveauté, d'actualité, — de parisianisme même. On les dirait écrits plutôt par un provincial. M. Duvauchel est pourtant un « Parisien de Paris »; probablement que le parisianisme est le genre exclusif de ces métèques qui forment la majeure partie de la population boulevardière... Mais il y a d'assez bonnes choses dans ce petit volume : les baraques de Noël et du Jour de l'An, la Foire au Pain d'épices, la place du Trône, les gîtes des chiffonniers, le lundi matin aux Tuileries, sont le sujet d'agréables tableaux de genre. Le style est malheureusement négligé; l'observation souvent peu aiguë : « La demi-mondaine qui laisse voir ses yeux sous la voilette baissée et cache ses mains gantées dans un manchon... »; un peu médiocre, je crois, cette notation?... Les paysages de banlieue sont plus réussis. Une petite fantaisie qui s'appelle *La dernière promenade* est ingénieuse et gentille. C'est la fin d'octobre. L'auteur est allé faire avec « elle », comme on dit, un petit tour à Palaiseau. La brume d'automne, où le soleil avait la forme et la couleur d'un gros potiron mûr, se dissipe; la vallée apparaît en pleine lumière.

On déjeune sur l'herbe, agréablement. A quelque distance s'aperçoivent les restes d'un beau domaine; une pièce d'eau se creuse à l'entrée de ce qui fut le parc. Vestiges d'ancienne splendeur; des souvenirs d'autrefois errent dans le paysage... Peu à peu s'évoque tout un charmant passé : belles dames Louis XV, soubrettes, galants seigneurs, couples sous les charmilles. Alors, « lui » s'amuse à se jouer avec « elle » la comédie de cet autrefois, et le voilà qui minaude et qui marivaude et qui se pavane et qui combine des madrigaux... Cependant « elle » souffle sur des « chandelles » pour savoir combien de temps encore elle sera aimée...

André Beaunier.

Memento. — A la librairie Jules Rousset, *Nouvelles notes sur la vie*, par Emile Pontich. — A la librairie Charles, « éditions de la Revue Franco-Allemande », *La Visitation*, roman, par Paul-Louis Garnier. A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — Maximilian Harden vient d'encourir une nouvelle condamnation : on lui laisse le choix entre un emprisonnement d'un mois et une amende de trois cents marks.

C'est peut-être l'occasion de dire deux mots du plus remarquable et du plus redouté des polémistes allemands contemporains.

Maximilian Harden est le directeur — et le fondateur, si je ne me trompe — d'une revue assez modeste de format, mais fort répandue, *Die Zukunft* (« l'Avenir ») qui paraît à Berlin. Harden fut, du vivant du chancelier de fer, un des plus ardents, des plus violents défenseurs de la politique bismarckienne. Lors de la disgrâce du fondateur de l'unité germanique, il se répandit contre le maître assez audacieux, assez osé pour prétendre gouverner sans tutelle en amertumes excessivement peu circonspectes et dépensa contre le nouvel ordre de choses un talent qu'il serait puéril de vouloir contester. Harden est demeuré un admirateur parfois passionné de M. de Bismarck et de son œuvre. Il s'entend comme personne aujourd'hui en Allemagne à relever les fautes d'une politique que, d'accord avec beaucoup de ses compatriotes, il juge trop instable; avec une singulière constance, il s'applique à souligner les versatilités, les brusques changements d'humeur et les dangereuses irritabilités qui, à chaque instant, inquiètent les Berlinois et étonnent le monde. Harden est un censeur auquel rien n'échappe et d'ailleurs peu difficile quant à la qualité du bois dont il fait ses verges. La moindre sottise le met en verve et il rend volontiers intempérance de langage pour intempérance de langage.

Le directeur du *Zukunft* a ce que nous appelons en France « de l'esprit ». Il sait railler. Cette ironie, toutefois, est le plus souvent un peu bien âpre. Elle ignore toute bonhomie et se plaît au mot à l'emporte-pièce. C'est du reste moins par l'esprit que par la puissance de logique que Maximilian Harden me semble remarquable. Il enchaîne ses idées avec une adresse et une sûreté, avec à la fois une force et une aisance simplement merveilleuses : certains de ses articles peuvent rappeler certaines pages — et non des moins belles, non des moins « prenantes » — de notre grand Clémenceau. Et c'est, j'imagine, à sa puissance de logique bien plus qu'à sa trop fréquente méchanceté que Maximilian Harden est redevable de la faveur dont il jouit auprès de ses lecteurs. Au surplus, le nombre va sans cesse grandissant ici, de ceux que n'enchante pas précisément l'ordre de choses régnant, et les mécontents sont fort aises d'avoir un interprète aussi éloquent que courageux.

A stigmatiser sans prudence les fautes du maître et les faiblesses de son entourage, Maximilian Harden compromet à chaque instant la tranquillité de ses jours. On sait d'ailleurs avec quelle surprenante générosité la magistrature allemande distribue les condamnations pour ce gros crime de *Magestät-Beleidigung* — et le grave délit de « lèse-majesté » valut à Maximilian Harden plus d'une nuit sur « la paille humide des cachots »... Mais l'attention des juges s'étend à tous les rouages de la vaste machine et, cette fois-ci, c'est un mot irrévérencieux à l'adresse de la police qu'ils ont châtié en condamnant Harden à une amende de 300 marks, avec la liberté de préférer à cette amende trente jours de prison. Revenant sur le crime, dit rituel, qui fit si grand bruit par toute l'Allemagne il y a quelque trois mois et qui reste inexpliqué, Maximilian Harden avait écrit que le commissaire de police de la petite ville de Konitz, où habitait la victime, l'écolier Winter, était *ungebildet* : nous ririons « ignorant » ou « illettré ».

On n'a sans doute pas oublié chez nous les ardentes polémiques qui, il y a quelques mois seulement, passionnèrent l'Allemagne à propos de la « loi Heinze ». Un des chefs du parti catholique au Reichstag avait présenté un projet tendant à rendre la loi plus sévère en ce qui concerne la moralité dans les arts et les lettres. Tout le « centre » soutenait la proposition : il sembla même un moment offrir au gouvernement l'appoint de ses voix en faveur du projet sur l'augmentation de la flotte contre l'engagement d'édicter de très particulières rigueurs contre la libre fantaisie des peintres, des sculpteurs et des écrivains. Redoutant à juste titre la lourde incompétence des juges allemands en matière artistique et en une question aussi délicate que celle de la moralité dans l'Art, les jeunes s'échauffèrent, bientôt soutenus par toute l'Allemagne libérale. Ce fut alors une belle mêlée et, sous le patronage de Gœthe, une société, le *Gœthe-Bund*, fut fondée pour la défense de la liberté menacée.

Or, voici ce qu'écrit dans le numéro du 20 septembre du *Neuen Hamburger Zeitung* Theodor Mommsen, le célèbre professeur à l'Université de Berlin, l'un des champions du libéralisme allemand et l'un des fondateurs du *Gœthe-Bund* : « Mon opinion est que le *Gœthe-Bund* a vécu... D'ailleurs, nous n'y pouvons rien, si la nation allemande a perdu tout sens du civisme, si elle se prête avec tant de bon vouloir aux caprices de ses gouvernants, si elle est taillable et corvéable à merci : *le militarisme et le bismarckisme lui ont ravi tout esprit d'indépendance.*

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39892. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

Le Vin Désiles

Cordial Régénérateur

Il tonifie les poumons, régularise les battements du cœur, active le travail de la digestion. — L'homme débilité y puise la **force**, la vigueur et la santé. L'homme qui dépense beaucoup d'activité, l'entretient par l'usage régulier de ce cordial, efficace dans tous les cas, éminemment **digestif** et fortifiant, agréable au goût comme une liqueur de table.

TOUTES PHARMACIES

CONSTIPATION HABITUELLE. *Migraines, Hémorrhoïdes* par **L'APOZÈME de SANTÉ** 2f40 le traitement d'un mois (2f60 par poste). *14, rue de Grammont, Paris*, à la Pharmacie **LEMAIRE**

ANÉMIE FAIBLESSE, CHLOROSE guéries par le VRAI **FER QUEVENNE** Seul approuvé par l'ACADÉMIE de MÉDECINE de PARIS. — 3f50 le fl. 14, r. Beaux-Arts, Paris. et Phies.

2, Rue Lhomond, 2 PARIS (Panthéon) — **Institution Roger-Momenheim** — 2, Rue Lhomond, 2 PARIS (Panthéon)

BACCALAURÉAT CLASSIQUE
BACCALAURÉAT MODERNE

INTERNAT — DEMI-PENSION — EXTERNAT

Envoi franco du prospectus et des noms et adresses des 940 élèves reçus aux divers examens

COURS SPÉCIAUX POUR CHAQUE SESSION

même pendant les Vacances

CLASSES ÉLÉMENTAIRES pour les ÉLÈVES en RETARD

Préparation aux ÉCOLES DE COMMERCE et d'AGRICULTURE, à l'INSTITUT AGRONOMIQUE, etc

---

AUX SOURDS

Une dame riche, qui a été guérie de sa surdité et de bourdonnements d'oreille par les tympans artificiels de L'INSTITUT NICHOLSON, a remis à cet institut la somme de 25 000 francs, afin que toutes les personnes sourdes qui n'ont pas les moyens de se procurer les Tympans puissent les avoir gratuitement. S'adresser à l'INSTITUT, Longcott, GUNNERSBURY, LONDRES, W.

MALADIES NERVEUSES
Guérison Certaine
PAR LE
Sirop Henry Mure

Succès assuré par 15 années d'expérimentation dans les Hôpitaux de Paris.

POUR LA GUÉRISON DE :

EPILEPSIE, HYSTERIE	VERTIGES
HYSTERO-EPILEPSIE	CRISES NERVEUSES
DANSE de SAINT-GUY	MIGRAINES
DIABÈTE SUCRÉ	INSOMNIE
MALADIES du CERVEAU et de la Moëlle Epinière	EBLOUISSEMENTS
	CONGESTIONS Cérébrales
CONVULSIONS	SPERMATORRHÉE

Notice très importante envoyée gratis sur demande.

HENRY MURE, à Pont-Saint-Esprit (France).



---

6 fr. par An **LE RENTIER** 32e Année

Dirigé, depuis 1869, par M. ALFRED NEYMARCK, O. ✠, I. ✪; Lauréat de l'Institut, ancien Président de la Société de Statistique de Paris, 33, Rue St-Augustin, Paris.

---

2 MAISONS Paris, 1° r. PETITS-CHAMPS, 33; 2° av. grand terrain r. BEAUTREILLIS 17. Cces 416 m.; 1509 m. Rev. 25 300 fr.; 17 700 fr. M. à p. 250 000 fr.; 150 000 fr. Adj. s. 1 ench. ch. not. Paris, 9 oct. S'ad. aux not. Mes Cocteau, 242, boul. Saint-Germain et C. Tollu, 9, rue de Grenelle.

BD MADELEINE, 17, Fonds Cannes, parap., ombr., obj. chasse, curiosités. BAIL. M. à p. 1 000 f. Loy. d'av. 9250 f. Adj. 3 oct. 1 h. étude G. Bazin, not. 52, r. Clichy. S'y adr. et M. Lemarquis, ad. jud. 3, r. L.-Grand.

BOURSE CIRCULAIRE QUOTIDIENNE *Franco sur demande au Secrétaire:* M. LAMY, 18, R. de Provence, Paris.

Librairie G. MALEVILLE, Libourne

PIANOS DE TOUS FACTEURS

Payable en 3 ans

Franco de port et d'emballage dans toute la France, la Suisse et la Belgique

PLEYELL, ÉRARD, BORD — GAVEAU, THIBOUT, ETC.

Modèle spécial de la maison 580 fr.

Payable 16 fr. par mois. — *Franco*

Demander le Catalogue des Pianos, Harmoniums, Instruments de musique en tous genres, payables par fractions mensuelles à longue échéance. — *Envoi franco.*

G. MALEVILLE, LIBOURNE

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 100 Millions de Francs.

SIÈGE SOCIAL : 14, rue Bergère
SUCCURSALE : 2, Place de l'Opéra, PARIS

Président : M. DENORMANDIE, ✠, ancien gouverneur de la Banque de France, vice-président de la Compagnie des Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée.
Directeur général : M. Alexis ROSTAND, O. ✠.

OPÉRATIONS DU COMPTOIR:

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Comptes de Chèques, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Paiements de Coupons. Envois de fonds en Province et à l'Étranger, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les risques de remboursement au pair

AGENCES

BUREAUX DE QUARTIER DANS PARIS

A — 176, bd Saint-Germain;	L — 36, avenue de C…
B — 3, bd Saint-Germain;	M — 87, avenue …
C — 2, quai de la Rapée;	N — 25, av. Mac-Mahon
D — 11, rue Rambuteau;	O — 71, b. M…
E — 16, rue de Turbigo;	P — 17, f. Saint-…
F — 21, p. de la République;	R — 53, b. Saint-…
G — 24, rue de Flandre;	S — 2, rue Pascal
H — 2, r. du 4-Septembre;	T — 1, avenue de …
I — 84, bd. Magenta;	U — 49, a. Champs-…
K — 92, b. Richard-Lenoir;	V — 65, avenue …

AGENCE DE L'EXPOSITION DE 1900

Au CHAMP DE MARS (Pilier Sud de la Tour Eiffel)

Salle de Dépêches. — Salon de Correspondance … bine téléphonique. — Change de monnaie. — … Vente de Chèques, etc.

(*Cette Agence traite les mêmes opérations que le Siège* …)

BUREAUX DE BANLIEUE

Levallois-Perret : 3, place de la République. *Enghien :* 47, Grande-Rue. *Asnières :* 8, rue de Paris. — *Charenton :* 50, rue de …

BONS A ÉCHÉANCE FIXE

Intérêts payés sur les sommes déposées :

De 6 mois à un an 2 0/0 | De 18 mois à 2 ans …
De 1 an à 18 mois 2 1/2 0/0 | A 2 ans et au delà …

Les Bons, délivrés par le COMPTOIR NATIONAL …, d'intérêts ci-dessus, sont à ordre ou au porteur, … du Déposant. Les intérêts sont représentés par … d'intérêts également à ordre ou au porteur, … mestriellement ou annuellement, suivant les … du Déposant. Les *Bons de capital et d'intérêts* … endossés et sont par conséquent négociables.

VILLES D'EAUX, STATIONS BALNÉAIRES

LE COMPTOIR NATIONAL a des agences dans les … pales *Villes d'Eaux* : Nice, Cannes, Vichy, … ville-Deauville, Dax, Luxeuil, Royat, Le Havre, … boule, Le Mont-Dore, Bagnères-de-Luchon, … agences traitent toutes les opérations, comme … cial et les autres agences, de sorte que les … Touristes, les Baigneurs peuvent continuer … d'affaires pendant leur villégiature.

LETTRES DE CRÉDIT POUR VOYAGES

LE COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE délivre … *de Crédit* circulaires payables dans le monde … près de ses agences et correspondants; … Crédit sont accompagnées d'un carnet d'identité … cations et offrent aux voyageurs les plus … dités, en même temps qu'une sécurité incontestable.

Salons des Accrédités, Branch office, 2, place …

Special department for travellers and … Luggages stored. Letters of credit cashed … throughout the world. — Exchange office. The COMPTOIR NATIONAL receive and send … dressed to them in the name of their clients … credit.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 39992.

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 14

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE

	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 14. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 6 OCTOBRE 1900.

LA FAMILLE MATERNELLE
D'ALFRED DE VIGNY
Les Baraudin.

DOCUMENTS INÉDITS

I

Alfred de Vigny qui, dans son *Journal*, s'est étendu si longuement sur la généalogie et les parchemins de la famille de son père, n'a rien dit ou presque rien des origines et des titres de noblesse de sa famille maternelle. C'est à peine s'il consacre dix lignes à son aïeul, le vénérable marquis de Baraudin, qui fut chef d'escadre dans la marine de Louis XVI. Encore est-ce uniquement pour nous apprendre que « ce vieux capitaine de dix vaisseaux, que les combats, sous M. d'Orvilliers, avaient respecté, fut tué en un jour dans la prison de Loches par une lettre de son fils. Cette lettre, écrit-il, était datée de Quibéron. Le frère de ma mère, cet oncle inconnu de moi dont j'ai un portrait peint par Girodet, était lieutenant de vaisseau, et, blessé au siège d'Auray, en débarquant avec M. de Sombreuil, il demandait à son père sa bénédiction, devant être fusillé le lendemain. Son adieu tua son père un jour après que la balle l'eut tué (1). »

Certes cet événement tragique, avec son douloureux contre-coup, avait de quoi frapper l'imagination d'un enfant, et je conçois qu'Alfred de Vigny en ait gardé le triste souvenir; malheureusement pour la légende qu'il a ainsi accréditée, de bonne foi sans doute mais trop légèrement tout de même, l'événement n'était vrai qu'à moitié.

Il est bien vrai que Louis de Baraudin fut fait prisonnier à Quiberon, jugé et passé par les armes comme la plupart des compagnons de Sombreuil (1), mais il est faux que son père soit mort dans la prison de Loches en apprenant son exécution. Il résulte en effet, des documents ci-dessous, que l'ancien chef d'escadre Didier de Baraudin, qui avait été arrêté comme suspect en 1794, fut mis en liberté par arrêté du Comité de sûreté générale en date du 24 frimaire an III (2) et mourut le 29 fructidor an V, au domicile

(1) *Journal d'un poète*, p. 229.

(1) Louis de Baraudin, natif de Rochefort, était âgé de trente-cinq ans. Il avait émigré au mois de septembre 1791 et servait depuis le mois de janvier 1795 dans le régiment d'Hector, en qualité de lieutenant en second. Fait prisonnier le 3 thermidor an III, il fut jugé le 12 et condamné à mort par la commission militaire siégeant à Quiberon sous la présidence du citoyen E. Dinne, chef de bataillon au 22e tirailleurs. — D'après une correspondance de l'émigré Mareau de la Bonneterie, écrite sous la Restauration et mise au jour par M. de La Gournerie, il aurait été fusillé, à cause de ses blessures, couché sur un matelas, dans la cour du presbytère où siégeait la commission; mais le témoignage de Mareau de la Bonneterie ne doit être accueilli que sous réserves. (Renseignements fournis par M. le docteur de Closmadeuc, de Vannes.)

(2) MUNICIPALITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE TOURS. — Du 24 frimaire l'an III de la République française une et indivisible. Convention nationale. Comité de sûreté générale : Le Comité arrête que le citoyen Baraudin détenu à Loches sera mis en liberté, et les scellés levés.

Les membres du Comité, signé : Bourdon de l'Oise, Granier de l'Aube, Goupilleau, Lomont, Méaulle, P. Barra. — Sceau et cachet du Comité.

Pour copie conforme à l'original par moy agent national de la commune de Tours, signé : Joubert. (Pièce communiquée par M. Archambault, avocat à Loches.)

particulier du citoyen Vidal, situé rue des Ponts, à Loches (1).

Quoi qu'il en soit, Alfred de Vigny, s'il s'en était donné la peine, aurait pu trouver dans l'histoire des de Baraudin des faits de guerre bien autrement glorieux que celui de Quiberon, et dans leur lignée, des ancêtres qui, pour n'avoir point eu leurs portraits peints par des Girodet, n'en commandent pas moins l'admiration et le respect.

Et il faut que le poète de l'*Esprit pur* ait été laissé par sa mère dans l'ignorance complète des faits et gestes de ces de Baraudin, pour avoir gardé à leur endroit un si profond silence. Car, tout bien pesé, les hommes et les œuvres, les de Baraudin valaient pour le moins autant que les de Vigny.

Si les de Vigny étaient de père en fils écuyers et chevaliers de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, les de Baraudin en avaient autant à leur service. Et la noblesse des premiers ne remontait pas plus haut que celle des seconds (2).

François de Vigny fut anobli par Charles IX en 1570 « pour les louables et recommandables services faits aux rois, ses prédécesseurs, et à lui-même en plusieurs charges honorables et importantes ».

Emmanuel de Baraudin reçut en 1512 du prince Charles III, duc de Savoie, dont il était secrétaire, des lettres d'anoblissement qui furent confirmées par François Ier, roi de France, le 3 mars 1543, peu de temps après qu'il eut obtenu ses lettres de naturalisation, car il était originaire du diocèse d'Yvrée en Piémont et son vrai nom était Baraudini.

Et Alfred de Vigny, qui se croyait personnellement l'obligé des Valois bien plus que des Bourbons, depuis qu'il avait remarqué que tous ses ancêtres, à dater de 1570, avaient vécu paisiblement et sans ambition dans leurs terres d'Émerville, Moncharville et autres lieux, chassant le loup, se mariant et créant des enfants, après avoir poussé leurs services militaires justement au grade de capitaine où ils s'arrêtaient pour se retirer chez eux avec la croix de Saint-Louis, selon la vieille coutume de la noblesse de province, — Alfred de Vigny aurait senti s'accroître sa reconnaissance envers les Valois, s'il avait su que, depuis 1540 jusqu'aux approches de la Révolution. les de Baraudin avaient occupé le poste de lieutenant du roi au château de Loches, que François Ier avait confié au chef de leur maison.

Sans compter que ce titre de lieutenant du roi n'était pas à dédaigner. Il y a dans les archives de Loches un acte de 1760 où le gouverneur du château qui était un de Baraudin est qualifié de vice-roi. Cela ne veut pas dire que ces fonctionnaires royaux étaient les seigneurs et maîtres de la ville. Non; ils n'y pouvaient même pas exercer, comme les chanoines du chapitre ou comme certains abbés et prieurs des environs, les droits de haute, moyenne ou basse justice, mais ils avaient le pas sur tous les fonctionnaires civils dans les cérémonies publiques, et l'épée qu'ils avaient au côté leur permettait de cumuler de loin en loin le poste recherché de commissaire des guerres, de commissaire provincial de l'artillerie de France, ou le grade de capitaine d'infanterie, de capitaine de dragons ou de capitaine de vaisseau.

II

J'ai dit que la famille de Baraudin était sortie d'Emmanuel Baraudini, du diocèse d'Yvrée en Piémont.

Dès l'année 1512, cet Emmanuel Baraudin était « eslu pour le Roy à Loches » avec la qualification de noble homme et le titre de seigneur de la Cloutière.

Et sa maison qui, dans la suite, s'allia aux Dalonneau, aux Gaberot, aux Rocher, aux Ménard, aux de Bougainville, aux d'Oyvon, aux de Riencourt, fournit quatre lieutenants du Roy pour le château de Loches, savoir :

1° Honorat de Baraudin, écuyer, de 1559 à 1574;

2° Honorat de Baraudin, chevalier, seigneur des Bournais, commissaire provincial de l'artillerie de France, en 1709 ;

3° Louis de Baraudin, chevalier, seigneur de Mauvières, le Plessis-Savary, Mantelais et autres lieux. de 1712 à 1750;

4° Enfin Louis-Honorat de Baraudin, époux de Marie-Françoise-Charlotte de Bougainville (1), de

---

(1) EXTRAIT DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DE LOCHES : Aujourd'hui trente fructidor an IV de la République Française, à dix heures du matin.

Devant moi Jean Picard-Ouvrard, agent municipal de la commune de Loches, soussigné,

Sont comparues à la maison commune dudit Loches : Marthe Enault, femme Deroche-Verna, âgée de trente-cinq ans et Marie Métivier, veuve de Louis Giron, âgée de quarante-huit ans, toutes les deux domiciliées en cette commune; lesquelles m'ont déclaré que le citoyen Didier-François-Honorat Baraudin, ancien chef d'escadre, âgé de soixante-quatorze ans, fils de défunt le citoyen Jean-Honorat-Baraudin et de feu la citoyenne Jacqueline Derienrour, est mort hier à onze heures du soir dans le domicile du citoyen Vidal, situé rue des Ponts en cette commune.

D'après cette déclaration et m'être assuré du décès dudit citoyen Didier-François-Honorat Baraudin, j'ai rédigé le présent acte en présence des deux témoins ci-dessous désignés qui ont signé avec moi, fors Marie Métivier qui a déclaré ne savoir signer de ce interpellée.

Fait à la maison commune de Loches les jour, mois et an que dessus.

(2) Les armes des Vigny étaient : d'argent cantonné de quatre lions de gueules, à l'écusson en abime, d'azur à la fasce d'or, accompagné en chef d'une merlette d'or, en pointe d'une merlette de même entre deux coquilles d'argent.

Les armes des Baraudin étaient : d'azur à trois bandes d'or accompagnées de trois étoiles de même, mises en pal.

(1) Cette demoiselle de Bougainville était probablement la fille de Bougainville, frère du grand navigateur qui fit partie de l'Académie française et mourut à Loches, le 22 juin 1763

1750 à 1769, date d'une vente de meubles consentie par sa veuve à Jacques-Louis de Baraudin, vicaire général du diocèse de Tours, chanoine doyen de l'église collégiale de Saint-Ours à Loches, prieur commendataire de Villiers (1), frère du chef d'escadre Didier de Baraudin, qui fut l'aïeul maternel d'Alfred de Vigny (2).

Ce Didier de Baraudin, qui fut le personnage le plus marquant de la famille, fit une belle carrière dans la marine. Enseigne de vaisseau en 1754, capitaine en 1784, ayant commandé à cette époque le vaisseau le *Réfléchi*, de 64 canons, chef d'escadre des armées navales du Roi, avant 1790, il avait épousé une demoiselle Jeanne-Pernelle de Nogerée, de qui il avait eu un fils, celui qui fut passé par les armes à Quiberon, et deux filles : Marie-Élisabeth-Sophie, qui devint chanoinesse de Saint-Antoine de Malte, et Marie-Jeanne-Amélie, qui épousa Léon-Pierre de Vigny.

A ce propos je m'étais demandé par suite de quelles circonstances Léon-Pierre de Vigny, père du poète, dont les parents habitaient à Paris, rue Beaubourg, paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, était venu prendre femme à Loches (3). M. Archambault, notaire en cette ville, dont le fils a bien voulu me communiquer le dossier qu'il avait réuni, à force de patientes recherches, sur la famille de Baraudin; M. Archambault, dis-je, en a donné une raison qui me semble péremptoire.

Quand le père d'Alfred de Vigny sollicita la main de Mlle de Baraudin, il avait perdu ses père et mère, et sa sœur unique s'était alliée à la famille de Thienne dont le nom figure sur les registres de l'état civil de Loches, depuis le commencement du XVIIe siècle. Son contrat de mariage fut fait en présence de Dame Adélaïde-Élisabeth-Pauline Devigny, épouse de messire Louis-Gaëtan de Thienne, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, sœur du futur époux. C'est évidemment Mme de Thienne qui attira son frère en Touraine et se chargea de le marier.

La future épouse, Mlle Marie-Jeanne-Amélie de Baraudin, avait, elle aussi, quitté le château de Maine-Giraud, sis paroisse de Champagne en Angoumois, où elle habitait avec son père et sa mère, pour aller à Loches achever son éducation sous la tutelle de son oncle, le chanoine doyen de l'église collégiale de Saint-Ours. Et c'est à cette circonstance qu'elle dut de se rencontrer avec Léon-Pierre de Vigny.

Leur contrat de mariage, passé au château de Loches, le 20 avril 1790, en la maison décanale de l'abbé de Baraudin (1), va nous faire connaître les apports de chacun d'eux. Ces apports étaient des plus modestes. Les époux se mariaient sous le régime de la communauté réduite aux acquêts. Les biens et les droits de Vigny, consistant en meubles et effets mobiliers, étaient estimé 3000 livres. Des immeubles il n'était pas question.

Le marquis de Baraudin constituait à sa fille une dot de 20000 livres pour le remploi de laquelle somme il lui cédait, déléguait et transportait sous les garanties de droit :

1° Le lieu et la métairie du Puy, situé paroisse de Liège (?) avec ses appartenances et toutes ses dépendances ;

2° Une somme principale de 3900 livres, du chef de Mlle de Baraudin et à elle due par M. de Clérambault, de la ville de Meslay.

Trois mille livres étaient mises en communauté; les propres étaient réservés; faculté était accordée à la future épouse de renoncer à la communauté, et les époux se faisaient donation réciproque.

Le mariage fut célébré deux jours après dans l'église collégiale du château de Loches, et la bénédiction nuptiale donnée par l'abbé de Baraudin. Après quoi, M. et Mme de Vigny s'installèrent rue de Gesgon, sise au bas de la ville, dans une maison, modeste comme leur fortune, et qui est habitée aujourd'hui par M. Enault, notaire (2).

---

(1) Villiers. — Commune de Villebois-Coulangé. Ancien prieuré de l'ordre de Grandmont, fondé en 1172 par Henri II, roi d'Angleterre et comte de Touraine, et placé sous le double vocable de Saint-Étienne et de Notre-Dame. En 1790 son revenu était évalué à 4000 livres. Le dernier prieur fut Jacques de Baraudin, nommé en 1787, décédé le 11 juin 1790.

(2) Après sa mort, Louis-Honorat de Baraudin fut remplacé comme lieutenant du roi au château de Loches par M. Mayaud de Boislambert qui avait épousé Charlotte-Marguerite de Baraudin, sa sœur. M. Mayaud de Boislambert fut même le dernier gouverneur de la ville.

(3) Dans son contrat de mariage il était désigné et qualifié comme suit : « Messire Léon-Pierre Devigny, chevalier, seigneur de Marville en partie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, fils majeur de deffunts Messire Henry-Claude de Vigny, chevalier, seigneur d'Émerville, du Tronchet et autres lieux, et de dame Louise-Françoise Marcadé, son épouse, demeurant ordinairement à Paris, rue Beaubourg, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs. » D'où il résulte que le titre de comte porté par Alfred de Vigny lui avait été donné par la Restauration.

(1) Parmi les personnes présentes à la signature du contrat il y avait, du côté du futur : Mme Adélaïde-Élisabeth-Henriette-Pauline Devigny, sa sœur, épouse de M. Louis-Gaëtan de Thienne, chevalier, seigneur de Razay et autres lieux et le dit sieur de Thienne de Razay, son beau-frère.

Du côté de la future : le marquis de Baraudin, son père ; Mme Marie-Élisabeth-Sophie de Baraudin, chanoinesse du chapitre noble de Saint-Antoine de Malte, sa sœur ; M. Jacques Louis de Baraudin, doyen de l'église collégiale du château de Loches ; Mme Louise-Philippe Bourdon, épouse de François-Gaston de Nogerée, chevalier, ancien lieutenant de vaisseau et lieutenant de nos seigneurs les maréchaux de France, sa tante, et Mme Marguerite-Charlotte de Baraudin, sa cousine, épouse de M. Jacques-François Mayaud de Boislambert, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, lieutenant du roy au gouvernement du château de Loches.

(2) Une plaque commémorative en marbre blanc y a été posée il y a quelques années, par les soins de la municipalité de Loches.

C'est là qu'Alfred de Vigny vint au monde, le 27 mars 1797.

Mais sa naissance avait été précédée d'événements domestiques que je ne puis passer sous silence.

III

Dès l'année 1793, trois ans à peine après leur mariage, M. et Mme Alfred de Vigny avaient été en butte aux tracasseries du district révolutionnaire de Loches. Et Mme de Vigny, qui avait eu deux enfants coup sur coup et était à peine relevée de ses dernières couches, avait dû se présenter le 4 juillet de cette année devant le conseil général de la commune, siégeant en permanence, afin d'obtenir un certificat de civisme pour son mari « malade et paralysé ». Le certificat lui avait été délivré, mais le Directoire ayant refusé de le viser et approuver, le citoyen de Vigny avait été mis en état d'arrestation, puis relâché au bout de quelque temps. Ils se croyaient par suite à l'abri de toutes recherches, lorsque Mme de Vigny fut arrêtée avec son père à la fin de l'année 1794. Cette fois ce fut au mari à plaider la cause de sa femme et du vieux marquis de Baraudin. Il connaissait Boucher-Sauveur, député de Paris. Il s'employa de son mieux auprès de ce conventionnel et fut assez heureux pour obtenir par son canal la mise en liberté de sa femme et de son beau-père (1).

Deux ans après, Mme de Vigny mettait au monde son quatrième enfant (2). Comme ils avaient perdu les trois premiers et que, depuis la mort du marquis de Baraudin, plus rien ne les retenait à Loches où il n'y avait aucune sécurité pour eux, ils prirent le berceau de leur petit Alfred et le transportèrent avec eux à Paris.

Et voilà comment Alfred de Vigny, qui ne vit jamais sa ville natale qu'à travers les récits pleins de larmes et de sang de sa mère, sacrifia dans son cœur la Touraine, sa première nourrice, à la Beauce d'où les de Vigny étaient originaires et où il avait passé, soit au Tronchet, soit à la Briche, une partie de son enfance.

« Paris, a-t-il écrit, fut presque ma patrie, quoique la Beauce fût la véritable pour moi. Mais Paris avec ses boues, ses pluies et sa poussière, Paris avec sa tristesse bruyante et son éternel tourbillon d'événements, avec ses revues d'empereurs et de rois, ses pompeuses morts, ses pompeux mariages, ses monotones fêtes à lampions et à distributions populaires, avec ses théâtres toujours pleins, même dans les calamités publiques, avec ses ateliers de réputations fabriquées, usées et brisées en si peu de temps, avec ses fatigantes assemblées, ses bals, ses *raouts*, ses promenades, ses intrigues; Paris, triste chaos, me donna de bonne heure la tristesse qu'il porte en lui-même et qui est celle d'une vieille ville, tête d'un corps social (1). »

Ce n'est que vers la cinquantaine, quand il entra en relations avec sa cousine, la vicomtesse du Plessis, qu'il se sentit attiré vers la Touraine et que, de Beauceron qu'il croyait être, il reconnut qu'il était Tourangeau.

Alexandrine Bléré était fille d'un avocat distingué de Tours qui l'avait mariée au vicomte Hector Lebreton du Plessis dont la mère était une demoiselle de Vigny. C'était une jolie femme, très spirituelle et très mondaine et qui, sans tourner au bas bleu, s'occupait beaucoup d'art et de littérature. Elle ne tarda pas à prendre un véritable ascendant sur le poète, son cousin, qui, non content de lui écrire les lettres exquises que l'on sait (2), la visita souvent dans son petit castel de Dolbeau. Ce castel, situé dans la commune de Semblançay, non loin du château féodal de ce nom, est bâti sur une éminence. Il n'offre rien de remarquable comme architecture, mais la tourelle qui coupe sa façade par moitié lui donne un faux air de manoir Renaissance, et de la terrasse où il s'élève on découvre une charmante petite vallée traversée par un ruisseau (3).

La première fois qu'Alfred de Vigny y vint en villégiature, il emporta de son séjour un souvenir si agréable, qu'à peine rentré dans sa terre de Maine-Giraud, il écrivit à sa cousine :

« *Angoulême, 20 septembre 1846*. — Vous m'avez décidé à l'adoption de ma patrie. Ingrat que j'étais

---

(1) A l'agent national de la commune de Loches.

« Je t'adresse, citoyen, la mise en liberté définitive de la citoyenne Vigny; dis, je te prie, à son mari que je suis flatté de son souvenir, mais que je le suis encore plus de l'avoir prévenu en lui rendant son beau-père.

« Salut.

BOUCHER SAUVEUR,
député de Paris.

« Ce 15 nivôse (an III). »
(Communiqué par M. Archambault.)

(2) Le premier, Léon-Emmanuel-Honorat, naquit le 15 octobre 1791 et mourut le 31 octobre suivant. — Le second, Adolphe-Marie-Victor, naquit le 9 janvier 1793 et mourut le 3 thermidor an II. — Le troisième, Emmanuel, naquit le 22 prairial an III et mourut le 18 ventôse an IV.

(1) *Journal d'un poète*, p. 229.

(2) Voir la *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1897.

(3) Dolbeau appartient aujourd'hui à M. P. de Lavalette, dont la mère était une demoiselle du Plessis et la belle-sœur de la vicomtesse Alexandrine, cousine et amie du poète. Disons à ce propos qu'Alfred de Vigny avait en Touraine de nombreux cousins plus ou moins éloignés. De ce nombre étaient les de Saint-Chamans, de Larivière, de Thourette, Le Large d'Ervan, Chicoyneau de Lavalette, de Lestang, etc., qui tous s'étaient alliés aux de Vigny au commencement de ce siècle.

de ne pas l'aimer et la mieux connaître! C'est quelque chose que de rendre un citoyen à l'amour de sa cité. La cité n'y gagne que bien peu : c'est un Tourangeau de plus en Touraine. Mais le citoyen y gagne beaucoup. Il sait les charmes de son pays et y concentre ses affections. Je n'aimerai plus la Beauce, et l'Angoumois m'ennuie déjà, depuis un immense quart d'heure que je l'habite. Dites à Monsieur votre père, je vous prie, que j'adopte sa théorie. On est du pays où l'on est né et où l'on a été remué dans son premier berceau. »

Rien de plus juste, et cependant, après avoir lu ces lignes, je n'ai pu m'empêcher de faire cette réflexion. Si Alfred de Vigny, à cinquante ans, après quelques jours passés à Dolbeau, avait enfin senti son cœur battre d'amour pour la Touraine, que n'aurait-il pas éprouvé à la vue de Loches, « son premier berceau »? quels cris d'admiration et d'enthousiasme n'aurait-il pas poussés en voyant, de la terrasse du château de Charles VIII et de Louis XII, se dérouler à ses pieds, dans un décor véritablement féerique, l'immense toile ensoleillée au milieu de laquelle coule la lente et claire rivière de l'Indre?

Je sais bien qu'à Dolbeau il y avait pour embellir le paysage les yeux riants de la cousine, mais à Loches, n'y avait-il pas pour charmer le poète quelque chose de plus doux encore, le souvenir attendri de cette autre jolie femme qui fut sa mère? Étant donné l'espèce de culte qu'il eut pour elle de son vivant et le long chagrin qu'il ressentit de sa perte, on a peine à s'expliquer que sa chère mémoire n'ait jamais ramené Alfred de Vigny dans sa ville natale, qu'avant de mourir il n'ait pas eu la curiosité si naturelle de revoir la petite maison blanche où il avait jeté ses premiers vagissements (1). Car cet enfant de la Touraine fut avant tout le fils de sa mère. Il avait non seulement son beau visage, ses grands yeux d'un bleu tendre, sa chevelure ondoyante et soyeuse, son teint pâle, sa physionomie pensive, il avait encore sa tournure d'esprit, ses manières distinguées, son âme compatissante et jusqu'à sa tristesse mortelle qu'il croyait tenir de Paris, sa ville d'adoption, et qui lui était venue par le sang de la nature d'abord et puis des événements qui avaient marqué sa naissance.

Après cela, qui sait? peut-être Alfred de Vigny connaissait-il sa ville natale comme il nous arrive parfois de connaître certaine personne sans l'avoir jamais vue. Le jour où je visitai pour la première fois cette petite cité que son histoire et ses monuments ont rendue si grande, je me demandai sérieusement si quelque fée ne la lui avait pas montrée en rêve, avec sa ceinture légère de coteaux crayeux, sa façade riante sur la rivière, ses portes fortifiées qui datent du moyen âge, sa tour Carrée et sa tour Ronde, son église romane et son château Renaissance, et tout l'horizon qui s'étend devant elle, de Verneuil à la forêt de Beaulieu qui le barre d'une ligne sombre, — lorsqu'il fit l'admirable description de la Touraine par où s'ouvre son roman de *Cinq-Mars*.

Les vrais poètes, on l'a dit avec raison, reçoivent en naissant le don de seconde vue, et bon sang ne ment point. En se déclarant Tourangeau sur le tard, Alfred de Vigny n'avait pas besoin de renier la Beauce. Lui, Beauceron! qui l'eût jamais cru! La Beauce a pu produire des militaires et des laboureurs, des hommes d'épée et de charrue, elle est incapable de produire un poète, un homme d'imagination de l'envergure de Vigny, avec ses plaines immenses qui n'ont d'autre ondulation que celle du vent dans les blés. La Touraine, au contraire, est un merveilleux jardin où la Muse de l'histoire semble avoir attiré tout le chœur d'Apollon. Dans ce jardin de plaisance, bordé de châteaux tels que Blois, Chambord, Azay-le-Rideau, Langeais, Chenonceaux, Loches et Amboise, on a vu, en effet, par je ne sais quel miracle, une Agnès Sorel (1) préparer les voies à la Pucelle d'Orléans; une duchesse de Bretagne marier l'hermine aux fleurs de lys; un Rabelais faire sonner son large rire là où cent ans plus tard Descartes devait prouver l'existence de l'homme par la pensée; un Balzac, enfin, promener au bout de sa plume tous les masques de la comédie humaine!... Il manquait à la gloire de la Touraine un poète royal, sachant manier le vers comme Rabelais, Descartes et Balzac

(1) Cela est d'autant plus extraordinaire qu'Alfred de Vigny avait, comme je le dis plus haut, de nombreux cousins en Touraine et entretenait une correspondance suivie avec un M. de Lestang, son parent par alliance, qui s'était fixé à Loches en 1841 et qui y mourut en 1862. J'ai sous les yeux quelques-unes de ses lettres à ce M. de Lestang :

« J'ai appris par M. de Boisnier, lui mandait-il le 15 juin 1841, que vous étiez domicilié à Loches, mon cher cousin. Sûr à présent que ma lettre vous parviendra, je vous écris pour vous bien assurer que je n'oublierai pas la fille Pitancier (sa sœur de lait) que vous me recommandez, sitôt qu'il me sera permis de faire le bien, comme je l'entends et comme j'aime à le faire. J'ai écrit à ce sujet à M. Delalande de Vallières (avocat à Loches) qui avait bien voulu s'en occuper.

« Si par hasard vous veniez à Paris, mon cousin, j'espère que vous n'oublierez pas mon adresse, et si quelque affaire militaire ou autre vous donnait quelque désir de trouver un ami qui s'en occupât, ne doutez pas de ma bonne volonté. — Vous êtes fils d'une *demoiselle de Vigny*, et votre enfance a, comme la mienne, des souvenirs de cette vieille Beauce où mon grand-père avait tant de châteaux dont je n'ai conservé que les noms.

« Tout à vous,
« ALFRED DE VIGNY. »

(*Lettre inédite.*)

(1) Le tombeau d'Agnès Sorel se trouve au château de Loches dans le même corps de bâtiment que l'oratoire de la reine Anne.

ont manié la prose. Alfred de Vigny eut l'insigne honneur de combler cette lacune; depuis lors la Touraine n'a plus rien à envier aux plus riches provinces de France.

LÉON SÉCHÉ.

LE CONGRÈS D'UNION SOCIALISTE

I. — Avant le Congrès.

Un grand enthousiasme accueillit, en décembre dernier, dans tous les rangs socialistes, l'œuvre d'union enfin réalisée, et l'*Internationale* fut chantée par plusieurs milliers de voix, en guise d'hasonnah.

« Deux mots pour exprimer notre joie, écrivait le lendemain M. Gérault-Richard, et pour inviter les militants de France à se réjouir avec nous. Le Congrès a donné hier au parti socialiste une constitution. *Le temps est mort à jamais des rivalités, des divisions, des déchirements, de l'impuissance!* »

« Le prolétariat de France, écrivait d'autre part M. Jaurès, le prolétariat du monde apprendront avec allégresse que *l'union de tous les socialistes français n'est pas seulement proclamée, qu'elle est organisée.*

Il y a huit mois de cela. Quels ont été jusqu'à présent les fruits de cette union si laborieusement obtenue, mais si magnifiquement célébrée?

Pour répondre à cette question il suffit de jeter les yeux sur les actes des diverses organisations socialistes et de lire le compte rendu du Comité général créé par le dernier Congrès.

A Caudry, dans le Nord, le Congrès des Guesdistes voue aux malédictions du prolétariat tout entier tous les membres du ministère, sans exception, « depuis l'ancien socialiste Millerand jusqu'à l'avocat des panamistes Waldeck-Rousseau ».

Le Comité général du parti socialiste n'est pas plus modéré dans ses appréciations à l'égard de M. Millerand et des députés socialistes qui soutiennent le ministère « dit de défense républicaine ». Il dénonce hautement la trahison de certains élus et qualifie le gouvernement de gouvernement d'assassins.

C'est que, depuis le dernier Congrès, il s'est passé un fait considérable qui a servi merveilleusement la cause des chefs de groupements socialistes, qui ne veulent point de l'unité, parce qu'ils y voient l'absorption de leurs partis et la destruction de leur autorité. Ce fait est pompeusement appelé « les massacres de Chalon ». Au cours d'une grève violente, des gendarmes firent usage de leurs armes et blessèrent un certain nombre d'ouvriers. Deux morts restèrent même sur le terrain. On rappela Fourmies et on dénonça le gouvernement qui n'avait pas su empêcher ces actes si regrettables de se produire.

Quelques jours après, la grève de Chalon faisait l'objet d'une interpellation à la tribune de la Chambre, et 15 députés socialistes se laissaient aller, dans leur zèle ministériel, à accepter une formule de confiance envers le gouvernement, dans laquelle un député facétieux avait glissé des termes de réprobation pour les doctrines collectivistes « par lesquelles on abuse les travailleurs ». — Et 15 députés collectivistes avaient voté cet ordre du jour!

Ces quinze députés étaient MM. Basly, J.-L. Breton, Antide Boyer, Calvinhac, Charles Gras, Ferroul, Fournière, Paschal Grousset, Jourde, Lamendin, Lassalle, Millerand, Narbonne, Rouanet et Viviani. Ils commirent une nouvelle maladresse, en repoussant l'enquête, qui était refusée par le ministère et demandée par certains députés socialistes intransigeants. A peine la faute commise, ces 15 députés s'aperçurent du piège dans lequel on les avait fait glisser et ils accusèrent de complicité leur collègue Zévaès. — Que M. Zévaès ait mis une certaine malignité à les faire trébucher, en ne leur faisant point part de la demande d'enquête qu'il allait formuler, en son nom personnel et au nom de MM. Vaillant et Groussier, c'est fort possible; mais ils ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes d'avoir réprouvé par un vote public leurs propres doctrines, eux, des vieux routiers déjà du parlementarisme, habitués à ses surprises et aux traquenards d'ordres du jour fallacieux.

Il faut lire les comptes rendus du Comité général, si l'on veut se faire une idée de la violence des discussions, et encore faut-il observer que le secrétaire du Comité général a été autorisé à retrancher du procès-verbal toutes attaques malsonnantes, soit à l'adresse d'un membre du Parti socialiste, soit à l'adresse d'une des organisations qui le composent; Ces comptes rendus sont donnés à toute petite dose par les journaux socialistes, qui se voient obligés à les publier, et deux mois après les discussions. La publicité des séances avait été demandée et presque exigée par M. Jaurès, contre l'avis de M. Guesde, soucieux du bon renom du Parti socialiste et désireux d'éviter la publication de ces débats orageux. M. Jaurès doit vivement regretter aujourd'hui sa maladroite insistance!

Les débats sur l'affaire de Chalon sont particulièrement violents. A M. Viviani, qui se dit las d'avoir en face de lui des gens qui se présentent la main tendue et qui le poursuivent ensuite de leurs attaques et de leurs ordres du jour de flétrissure, M. Vaillant répond : « Ces paroles ne peuvent s'adresser à moi. Depuis dix mois, nous ne nous sommes pas adressé la parole. »

Voilà l'union !

« Le vote de certains socialistes au sujet de l'affaire de Chalon, ajoute M. Andrieux, va enrayer la propagande socialiste. Que répondre à ceux qui diront à ces propagandistes : « Les députés à Paris ont renié les doctrines que vous venez prêcher chez nous » ?

« Certes, approuve M. Tanger, et la preuve de ce que nous avançons se trouve dans la conversion de M. Waldeck-Rousseau, assuré de traîner à sa suite un certain nombre d'élus socialistes prêts, quoi qu'il arrive, à le soutenir de leurs votes, soutenu également par la presse qui se réclame du socialisme, et ayant réussi à museler, sinon tout le Parti socialiste, du moins une fraction importante de ce Parti.

« En répudiant le socialisme, vous avez comme à plaisir, déconsidéré d'avance notre propagande et vous nous enlevez, comme à vous-mêmes, le plus fort de notre prise sur les éléments hésitants et neufs qui iront au nationalisme, parce qu'il est le plus violent. »

« En effet, conclut M. Chauvin, il n'y a pas un élu qui doive son siège uniquement à des voix socialistes conscientes. Et vous avez fait perdre au parti ce caractère d'opposition qui lui permettait de glaner toutes les voix des mécontents. »

Il y a donc, dans le parti socialiste, à l'heure actuelle, deux camps très tranchés, deux partis en opposition.

Les uns, que l'on peut appeler *doctrinaires* ou intransigeants et qui veulent le respect de la doctrine *avant tout;*

Les autres sont les *unitaires*, que leurs adversaires appellent également ministériels, et qui veulent l'unité *avant tout*.

LES DOCTRINAIRES

Parmi ceux-ci, il faut citer en premier lieu les guesdistes disciplinés et nombreux, et animés des sentiments les plus hostiles à l'égard de M. Millerand « socialiste devenu ministre », et de M. Jaurès qui s'en est fait le courageux défenseur.

Grâce au talent de propagandiste et de meneur d'hommes, que possède au suprême degré M. Jules Guesde, le parti, qui marche sous son drapeau, a suivi la progression suivante :

En 1881, il récoltait 27 902 voix aux élections législatives; en 1885, il en gagnait 31 968; en 1889, 47 147; en 1893, 221 804 ; en 1898, 330 753.

En 1881, il n'avait aucun élu ; en 1885 il en possédait un; cinq, en 1889; sept, en 1893, quatorze, en 1898.

Le parti guesdiste a pour but de « transporter sur le terrain politique, où la victoire est inévitable, parce que là l'ouvrier est l'égal du patron, supérieur même au patron par le nombre, le combat qui ne peut être qu'une défaite sur le terrain économique ». De là ce mépris pour les syndicats, dont l'existence est souvent établie par la possession d'un timbre de vingt-cinq sous, ainsi que le disait M. Guesde à Londres ; de là ce dédain pour l'action coopérative, pour la grève générale et pour toutes les formes économiques de l'action socialiste. « Faisons des députés, disait M. Guesde, gagnons des municipalités et préparons nos cadres pour le moment où sonnera l'heure fatale de la révolution. » Et ce chef qui, jadis, n'osant espérer de conquérir le suffrage universel, déclarait laisser les sièges parlementaires « aux hémorrhoïdes des bourgeois », entama partout la lutte électorale, se présenta lui-même en vingt endroits, fit une propagande acharnée et ruina sa santé à porter aux quatre coins de la France sa parole grinçante et passionnée. Adoré de ses partisans, qui nient son caractère autoritaire, il est abhorré de tout l'élément syndical. Lorsqu'il paraît à la tribune d'un congrès; on crie : « Le Pape ! » Jadis Clovis Hugues l'appelait « Torquemada en lorgnon. » Aujourd'hui il veut sauver le parti socialiste des compromissions et des coquetteries de certains radicaux socialisants avec le pouvoir : il veut rétablir la pure doctrine, remettre en vigueur la vraie tactique, la seule tactique conciliable avec la lutte de classes, et chasser du parti MM. Jaurès, Millerand et Viviani, auxquels il refuse même le titre de socialistes.

Les guesdistes se nomment officiellement « le Parti ouvrier français ». Ils se répartissent dans les Fédérations suivantes, qui sont les provinces de l'Empire : Fédérations de la région parisienne, de l'Allier et de la région du centre, de la Marne, de l'Oise, de l'Hérault, de l'Aube, de l'Isère, du Gard, de la Gironde et du Nord. Cette dernière à elle seule compte 332 organisations politiques et syndicales. Ils ont en tout plus de 900 organisations.

Les blanquistes marchent avec les guesdistes et leur apportent le tribut de près de 250 mandats. Leur vocable officiel est « Parti socialiste révolutionnaire ». Ils sont avant tout des révolutionnaires « en contact constant avec le peuple pour l'agiter, le soulever, l'entraîner à l'action incessante *sous toutes les formes, et surtout sous la forme politique, c'est-à-dire la plus efficace.* »

Les blanquistes datent de la Commune, ils n'ont point varié depuis. Leur chef était alors Blanqui, c'est aujourd'hui M. Édouard Vaillant, député de Paris. Ils ont groupé auprès d'eux les allemanistes dissidents, qui, sous le nom de failletistes, refusèrent de donner à leur parti plus de la moitié de leurs appointements et d'accepter le salaire de 4 000 francs, que ce parti voulait leur imposer. MM. Groussier et De-

jeante, députés, Berthaut et Faillet, conseillers municipaux ont ainsi formé avec les blanquistes un groupe, sous le nom d'« Alliance communiste révolutionnaire ».

Les blanquistes ont leurs fiefs à Paris et dans la banlieue, dans le Tarn, le Lot, la Corrèze, la Saône-et-Loire, le Rhône et le Var, mais surtout dans le Cher, où ils comptent 84 organisations.

Les blanquistes viennent au Congrès avec l'intention bien arrêtée d'y faire discuter la « question Millerand », malgré l'obstination de leurs adversaires, qui déclarent inutile de revenir sur une question déjà tranchée. Il est évident, pour qui veut comprendre, qu'elle a été tranchée; mais comme elle l'a été d'une façon impersonnelle, il paraissait désirable qu'elle le fût une bonne fois, sans équivoque possible, et que la question Millerand, et non la question vague d'un socialiste au pouvoir, fût définitivement résolue.

« Nous allons au Congrès avec deux objets principaux, écrivait M. Vaillant dans le *Petit Sou*: *Tout d'abord et à tout prix* sauvegarder la doctrine; *ensuite* éviter toutes divisions et scissions. »

LES UNITAIRES

Les troupes, que M. Jaurès entraînait à sa suite, ou qu'il comptait avoir comme alliées dans sa conquête de l'unité socialiste, étaient extrêmement divisées sur les questions de principes et de tactique. De ces soldats peu disciplinés et peu accoutumés à combattre sous le même drapeau, les uns ne sont habitués qu'aux tactiques parlementaires et aux procédés pacifiques du radicalisme réformiste, les autres, comme M. Jean Allemane, ne sont partisans que des moyens violents. De là des flottements et des incertitudes qui mettaient tout d'abord en état d'infériorité les « unitaires » dans leur rivalité contre les doctrinaires. Aussi bien, si la question avait été posée d'une façon nette et précise devant le Congrès, il était probable qu'une désagrégation rapide de ces forces en aurait été le résultat; mais les « unitaires » avaient un si grand désir de réaliser l'unité, et certains, comme M. Allemane, détestent avec une si grande vigueur M. Jules Guesde, qu'on pouvait supposer que l'accord se ferait entre M. Jaurès et M. Allemane sur un texte équivoque, qui satisferait tout le monde.

M. Allemane n'est cependant point partisan de l'unité absolue. Il m'a confié que les temps n'étaient pas venus où ce rêve de M. Jaurès deviendrait réalité, mais au moins voudrait-il l'union entre les divers partis, et pour la réaliser, il était prêt à la faire en dehors de M. Guesde, qui aurait alors été excommunié par ceux-là mêmes qu'il voulait excommunier. Cela s'est vu déjà dans le parti socialiste, et ce ne serait qu'une réédition de Saint-Étienne, où M. Guesde, venu pour chasser ses ennemis, fut chassé par eux. Et M. Allemane ajoutait que pour lui la question Millerand importait peu. « Il y aurait dix ministres radicaux au pouvoir que les affaires n'en iraient ni mieux, ni plus mal. Je dis radicaux, car, pour moi, Millerand n'est pas socialiste. »

Les allemanistes qui s'appellent en réalité « le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire » viennent modestement au Congrès avec quatre-vingts organisations. Il faut dire que ce parti s'est délibérément amputé de soixante-dix groupements au profit des fédérations autonomes. C'est un exemple de désintéressement que les autres partis n'ont pas imité.

Les broussistes se présentaient, eux, avec quatre-vingt-cinq organisations; ils sont naturellement partisans de l'unité et du ministère socialiste. Un de leurs chefs les plus influents, M. Lavy, n'est-il pas le chef du cabinet de M. Millerand? Les broussistes sont restés de purs évolutionnistes, des possibilistes comme on les nommait dans le temps. Leur titre exact est « Fédération des travailleurs socialistes de France ». Leur système consiste à « ne pas s'inquiéter s'il est *fraternitaire* et s'il est *légitime* que la propriété communiste soit, mais si en fait elle vient; non plus, s'il faut exproprier la bourgeoisie et socialiser le capital, mais si, par le train même des choses, cette transformation s'opère ».

Les syndicaux qui se présentaient au Congrès, sans être affiliés à aucun parti, ni à aucune fédération, étaient peu nombreux. Les vrais syndicaux, les *purs*, avaient en effet reçu du Congrès de la fédération des Bourses l'ordre formel de n'y point paraître et de laisser les politiciens arranger leurs affaires entre eux. On ne peut compter que deux cents syndicats isolés, environ, adhérant au Congrès, et il faut ajouter que, dans ce nombre, le syndicat des Omnibus a réussi à compter pour quarante-six syndicats à lui tout seul, en formant autant de groupes que de dépôts. Et on niera après cela les merveilles de la prestidigitation socialiste!

D'autres syndicats se présentaient sous le couvert de fédérations autonomes; mais c'est ici que nous allons trouver des merveilles de sophistication.

Les fédérations autonomes de l'Yonne, de la Seine-Inférieure, du Gard, de la Nièvre, de l'Ain, de la Gironde, des Bouches-du-Rhône, du Jura, de l'Aisne, de la Seine, de l'Auvergne, du Doubs, de la Haute-Saône et du Haut-Rhin, du Tarn, de Vaucluse, de l'Anjou, du Poitou, de la Vendée, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, des Ardennes et de Bretagne présentaient environ 800 mandats.

Eh bien! si l'on prend comme exemple la Fédéra-

tion du Gard, représentée par MM. Devèze et Pastre, députés, les plus compromis peut-être dans les votes ministériels du Parlement, on trouve que cette fédération avait sept comités ou groupements socialistes, lorsqu'elle abandonna le parti guesdiste, il y a environ six mois, pour conquérir son autonomie, et qu'elle en compte aujourd'hui *cent vingt-trois!*

Enfin les coopératives adhérant directement au Congrès présentaient cent vingt-trois mandats.

Les unitaires avaient près de quinze cents mandats à opposer aux douze cents mandats guesdistes et blanquistes. Mais ces derniers comptaient sur les fédérations autonomes qui n'avaient pas dit leur dernier mot. Plusieurs — celle de Saône-et-Loire en particulier — étaient fort hostiles à M. Millerand et par suite à M. Jaurès. De plus, il fallait tenir compte que, parmi ces fédérations autonomes, qui avaient, suivant l'expression de M. Lafargue, « pullulé d'une façon aussi fantastique qu'indécente », il semblait nécessaire de décimer certaines de ces organisations, en en éliminant les groupes qui n'existent que sur le papier. Enfin, contre les forces flottantes et désunies des « unitaires », l'armée « doctrinaire » devait marcher en bataillon serré. Et MM. Guesde et Vaillant avaient pour eux le fameux Comité général, ce Comité issu du dernier Congrès, divisé tout d'abord en deux fractions égales et votant maintenant à l'unanimité de ses membres, moins trois voix, les ordres du jour les plus cruels, les blâmes les plus directs contre le ministère et ses défenseurs socialistes.

Léon de Seilhac.

(*A suivre.*)

AU DEDANS DU GOUFFRE

Elias Arthur Dawit, de Chicago, avait été ruiné par ses confrères, dépouillé par ses parents, trahi par sa femme, abandonné par ses amis, molesté par les médecins, estropié par les dentistes, exploité par les charlatans, et finalement insulté par les journaux. Le monde lui faisait horreur, et il avait résolu d'en sortir par le suicide.

Il aurait préféré une conclusion moins banale. Mais comment échapper, autrement que par la mort, au contact avec les êtres humains?

L'engeance humaine s'est établie partout. Partout elle fait le négoce et multiplie. Il y a des pêcheurs de phoques au pôle Nord, et des touristes au Sahara. Les déserts de l'Australie sont visités par des nomades, et des pâtres thibétains mènent leurs troupeaux dans les cols glacés du Plateau central. Depuis qu'il y a des chemins de fer, des steamers et des télégraphes, il n'existe plus, dans aucun coin de notre planète, une seule solitude, vraiment vierge, où ne s'étale pas la dépravation humaine.

Une fois la mort décidée, il fallait choisir le procédé de cette mort. Élias se persuada qu'un saut au milieu des cataractes du Niagara serait une fin assez convenable. Elle a un double avantage : elle est certaine — et il faut qu'elle le soit, car rien n'est plus ridicule qu'un suicide raté : — ensuite elle est sensationnelle, ce qui est toujours flatteur; en effet, on ne doit pas douter qu'un pareil événement sera mentionné, avec éloges et commentaires, par la presse des deux mondes.

Elias Arthur Dawit passa près d'un mois à regarder, jour et nuit, les masses formidables de la cataracte. Il voyait la nappe lumineuse passer, irrésistible et sans fin, en masses bleuâtres, graduellement blanchissantes, qui se résolvaient en écumants brouillards. Il se perdait dans cette contemplation et ne se décidait pas à faire le saut décisif. Tout bien considéré, il n'avait pas absolument tort. Avant de rouler dans l'abîme, on peut réfléchir tout son saoul; mais, une fois en route, quand on est happé par le torrent et qu'on se précipite avec l'eau mugissante, il est trop tard, et on n'a plus le temps de philosopher et de changer d'avis.

« Derrière cette immense roche qui surplombe, recouverte par l'eau frémissante, qu'y a-t-il? se disait Dawit. Personne n'a osé aller voir ce qui se cache sous la nappe formidable. Pourtant la roche est à pic. L'entablement dépasse la cascade. Le torrent la recouvre d'une masse liquide qui laisse en arrière un espace inconnu, une cavité peut-être très vaste. Ce serait un beau spectacle que de voir la cataracte *par le dedans*, au lieu de faire ainsi que le commun des mortels, qui la regardent par le dehors. »

Une fois que cette idée fut entrée dans l'esprit de Dawit, elle ne le lâcha pas. On sait que les idées tiennent les hommes beaucoup plus que les hommes ne tiennent les idées. S'introduire dans la cataracte, au cœur même du Niagara, coloniser le gouffre à soi tout seul, y respirer, s'y alimenter, y vivre, voilà peut-être le seul moyen de ne plus fréquenter une civilisation misérable. Là au moins Dawit n'aurait plus à subir de profanantes promiscuités avec l'espèce humaine. Il serait seul; bien seul, tout à fait libre, par conséquent.

Son dessein était arrêté. Il allait habiter le Niagara.

Mais il se garda bien de faire connaître cette décision. Amour-propre d'artiste et de savant qui ne veut pas qu'on lui vole son idée.

Alors, obscurément, sans rien dire, pendant un an, à Chicago, il se mit à l'œuvre. Nous devons reconnaître qu'on s'en préoccupa fort peu. Il n'était ni

riche, ni célèbre, et nul *reporter* ne s'informa du motif qui lui faisait amener dans un hangar des appareils étranges, de formes grotesques. Personne ne chercha à s'informer pourquoi toutes les nuits les fenêtres de l'atelier de Dawit restaient éclairées.

Le 6 septembre 1899, les touristes amassés le long des deux rives du Niagara, à un demi-mille environ de la chute, virent un spectacle imprévu. Une grande barque dévalait le long de la rivière. Elle était sans doute abandonnée; car on ne pouvait distinguer de batelier. Pourtant une masse informo se tenait à l'arrière, et l'embarcation semblait dirigée par une force intelligente.

Elle n'allait pas à la dérive, mais maintenait sa route au milieu des récifs qui commençaient à parsemer le lit du fleuve.

Où allait-elle? A l'abîme. Nulle hésitation n'était possible. Elle était perdue sans doute; car, au point où elle était arrivée, le courant est déjà assez rapide pour que nul bon rameur ne pût le remonter. La foule suivait de l'œil le mouvement qui s'accélérait de plus en plus. Point d'anxiété d'ailleurs — on était bien certain que personne n'eût osé ainsi s'aventurer jusque-là — mais seulement une curiosité très vive. Le fracas de cette barque par le torrent n'était pas un spectacle ordinaire, et il ne fallait plus que quelques secondes pour y assister.

Tout d'un coup, arrivée au point où la surface de la rivière commençait à s'incurver mollement sous le poids de la chute, la barque s'arrêta d'un choc brusque, et on put voir deux cordes, qu'on n'avait pas aperçues jusqu'alors. Ces cordes retenaient la barque penchée sur le précipice. Elles étaient sans doute attachées à la quille du bateau, et plongeaient sous l'eau, à grande distance; car on ne distinguait pas les piquets qui la fixaient ainsi dans cette dangereuse position.

Presque au même instant la masse hétéroclite de l'arrière se redressa, et, roulant hors de la barque, se précipita au milieu de l'écume. Puis elle disparut.

La barque restait toujours là, attirée par la chute, et retenue par les cordes. Les deux forces antagonistes multipliaient leurs attirances, mais en vain. La barque résistait. Tantôt elle était comme figée dans la stupeur; tantôt elle bondissait, ondulait, craquait, laissant l'écume passer autour d'elle.

Au bout de quelques minutes, on se lassa de ce spectacle, et on chercha à recueillir quelques épaves de l'objet qui avait roulé hors de la barque. Mais on ne put rien trouver. Certaines personnes, armées de lorgnettes, affirmèrent qu'une corde, suspendue à l'avant du bateau, plongeait dans le torrent; mais il était déjà tard, le jour baissait; il fallut remettre au lendemain une investigation plus approfondie.

Le lendemain, au lever du soleil, tout avait disparu. Sans doute les cordes ou les piquets avaient fini par céder. Il ne restait plus rien sur le Niagara, que la courbe harmonieuse et puissante de la trombe d'eau qui se précipite dans le gouffre.

Le lecteur, dans sa perspicacité, a deviné déjà que cette barque était la barque de Dawit, et que la masse informe était la masse de Dawit lui-même.

Tout avait été calculé avec une rigueur mathématique. La dimension des cordes et leur résistance avaient permis à l'embarcation de s'arrêter au point voulu. Alors, hardiment, Elias Arthur Dawit avait plongé. Pour ne pas être fracassé dans la chute, il s'était attaché à la quille du petit navire par une autre corde, très solide et très souple. Cette corde, d'où dépendait sa vie, était un prodige de patience et d'adresse. Elle était formée d'anneaux de chanvre reliés entre eux par des anneaux de caoutchouc, si bien que le ressaut de la chute en devait être notablement amorti. Comme la longueur du lien était justement égale à la moitié de la hauteur de la cataracte, le corps de Dawit, entraîné par l'eau, mais retenu par la corde de caoutchouc, se balança sur l'abîme, à quelque trente mètres des rochers du bas.

Le choc fut terrible. Heureusement le prudent Dawit avait eu la précaution de s'envelopper tout entier dans une solide carcasse de liège, protégée à l'extérieur par une armature de métal. Comme l'armature était parfaitement ronde, l'eau glissait autour d'elle presque sans obstacle. La tête était enfermée entièrement dans un casque muni de hublots, pareil aux casques des plongeurs.

Ce n'étaient pas là des précautions inutiles; car, malgré le caoutchouc, malgré le liège, malgré l'armature métallique, malgré le casque, au moment où la chute s'arrêta net par l'effet de la corde, Dawit ressentit une commotion épouvantable. Ce fut comme si tous ses nerfs à la fois étaient distendus et tenaillés. Les trombes d'eau mugissante s'engouffraient autour de lui, et il faillit perdre connaissance.

Il se remit bien vite. La pensée qu'il exécutait une grande œuvre lui rendit soudain toute sa force. Alors, balancé violemment au milieu des flots et oscillant à la manière d'un immense pendule, il put réfléchir.

Cependant il se rendait compte qu'il n'avait pas de temps à perdre. Entre le liège et l'armature de tôle, avait été fixé un caisson plein d'oxygène liquide, qui dégageait du gaz pour la respiration; mais il fallait ménager cette provision d'air vital. De plus, le fracas des vagues était si assourdissant, et les tiraillements monstrueux de l'eau si douloureux qu'il sentait ses forces s'épuiser rapidement.

Il prit donc à sa ceinture le bâton qu'il y avait fixé.

C'était un pieu armé d'un solide crochet. Toute l'espérance de Dawit était fondée sur l'emploi de cet instrument rudimentaire.

Les oscillations du pendule animé devenaient de plus en plus étendues, si bien que par moments le corps de Dawit heurtait presque contre les rochers de l'entablement. A un moment donné, comme il n'en était plus éloigné que d'un mètre, il prit son pieu et essaya de s'accrocher au rocher.

La première tentative échoua; car la pierre était glissante et ne donnait pas prise au fer. A la seconde oscillation, il en fut de même. « Vais-je donc mourir ici? se disait-il. En si beau chemin, ce serait dommage. » Enfin, après quelques tentatives infructueuses, dans un dernier effort désespéré, Dawit put faire adhérer le crochet à la pierre, et le balancement du pendule s'arrêta. Il n'eut pas besoin d'un grand effort pour se maintenir.

Une pâle lueur filtrait à travers la couche d'eau, assez pour permettre de distinguer une sorte d'immense caverne qui s'enfonçait sous terre, dans l'ombre; le pic où le crochet s'était planté était le saillant le plus avancé, et comme le promontoire du plancher de cette grotte.

C'était bien là ce que Dawit avait prévu. Quoique très gêné par sa cuirasse de liège et de fer, il put se hisser jusque sur le roc; et, si un regard humain avait pénétré dans cette solitude inaccessible, il eût pu voir ce spectacle étrange : un cloporte monstrueux rampant sur un rocher moussu, et retenu par un fil énorme, encore animé de baroques soubresauts.

Enfin le cloporte put atteindre un espace un peu plus large, où deux hommes de front auraient pu se trouver presque à l'aise. C'était le repos, la délivrance. Mais quelques mètres avaient été déjà parcourus, et la corde était fortement tendue. Elle empêchait Dawit d'aller plus loin.

Il avait songé à cela. Il avait minutieusement préparé tout ce qu'il faut pour ce délivrer; mais il n'avait pas pensé qu'il hésiterait, dans cette minute suprême, à rompre ainsi le dernier lien qui le rattachait à l'humanité. Cette corde, c'était la chance ultime de rentrer dans le monde des vivants, de revoir la lumière du soleil, d'assister à des parties de tennis ou de gulf; de boire, dans un bar bien éclairé, des verres d'ale ou de whisky; d'entendre le sifflement des locomotives, et les appels des tramways. C'était finir la vie humaine, et entreprendre une vie nouvelle, dans l'inconnu et les ténèbres, telle qu'aucun homme n'en a jamais mené.

Telles étaient les pensées d'Elias Arthur Dawit.

Mais bientôt il eut honte de lui-même : et brusquement, pour s'arracher à une tentation trop forte, pour ne pas se déshonorer à jamais, il fit jouer un ressort d'acier caché dans l'armature. Les anneaux de fer qui retenaient la corde s'ouvrirent largement, et le lien de caoutchouc, subitement détendu, se raccourcit de quelques mètres, et se balança, solitaire, dans la cascade, bien loin de Dawit. Dawit était seul. Il était libre.

Il est évident que depuis cette époque — il y a un an — Dawit n'a pas reparu. Cependant on a reçu il y a peu de jours quelques nouvelles de lui, et tout permet d'espérer qu'il est en joie et santé, dans sa retraite.

Voici, en effet, ce qu'on a trouvé dans une bouteille de fer qui flottait sur le Saint-Laurent.

JOURNAL D'UN SOLITAIRE

« Qu'on ne s'inquiète pas de mon sort. Je suis heureux.

« La circulation de l'air derrière le torrent est suffisante, et j'ai la satisfaction de penser que cet air n'a pas été pollué par la respiration des autres humains.

« Ma caverne, à laquelle je donne le nom de caverne Dawit, a une profondeur de huit cents mètres. Elle s'enfonce donc dans les terres. Certainement, en creusant, j'arriverais à percer la couche de terre et de roc qui la sépare du reste du monde; mais je n'en ai nulle envie, et je ne tiens pas à revoir le soleil, ce soleil qui éclaire, sans se lasser, tant de turpitudes.

« Comme j'ai pu me dégager de ma cuirasse, et rendre mes mains et mes jambes libres, il m'est facile de me promener dans mon royaume. Ce royaume est assez vaste pour moi : il est très agréable à habiter et je m'y trouve tout à fait à mon aise. Il est vrai qu'il a deux grands inconvénients. D'abord et surtout, une humidité extrême, contre laquelle je me préserve mal. Puis un bruit perpétuel, très fatigant à la longue. Le tumulte de l'eau est incessant. Cependant, au fond de ma grotte, j'ai pu trouver un enfoncement où le fracas des eaux disparaît. On n'entend plus qu'un très léger murmure, presque agréable.

« J'ai pu me préserver du froid; car j'avais une provision d'excellentes allumettes, qui m'ont permis de faire du feu. Quoique très humides, les racines des arbres de la grotte Dawit, grâce à l'oxygène liquide, finissent par s'enflammer. J'ai pu en entasser ainsi un très grand nombre, y mettre le feu, et faire ainsi une provision d'excellent charbon de bois qui s'allume sans trop de peine.

« Je me nourris assez bien en pêchant dans les profondeurs de la caverne. Souvent, j'ai vu passer des saumons, comme de gros blocs noirs, à travers

la cascade; mais il m'a été impossible de les saisir au passage. Un jour, pour avoir tenté cette pêche difficile, j'ai failli tomber, de la pointe extrême de mon rocher.

« Les racines et les poissons me suffisent, et je ne me plains pas. Ma provision de whisky est presque épuisée; je n'en avais apporté que deux litres. Mais les racines de mes arbres sont sucrées, et je compte préparer avec elles une boisson fermentée qui sera peut-être agréable. A vrai dire je ne puis rien en dire encore; car la fermentation n'a commencé que depuis quelques jours.

« L'entrée de ma grotte est vaguement lumineuse, tandis que le fond en est absolument obscur. Mais je puis, grâce à la petite pile sèche que j'avais eu la précaution de prendre, me procurer, comme grand luxe, l'agrément d'une charmante petite lumière. Je dois avouer que je la ménage; car il se peut que j'en aie besoin quelque jour.

« A noter comme fait curieux qu'il m'est très difficile de me procurer de l'eau. Je n'avais pas pensé à cet inconvénient; et les premiers jours j'ai vraiment souffert de la soif. Mais, dans cette humide région où je vis, l'évaporation est nulle, et le besoin de boire, peu intense. Pourtant, comme, après tout, il faut boire, j'ai pu me procurer de l'eau en plongeant dans le lac un linge attaché à une ficelle. Je suis forcé, pour apaiser ma soif, de presser ce linge, et d'en exprimer l'eau. C'est un moyen peu agréable, et j'aurais dû emporter un gobelet. Mais on ne peut pas songer à tout, et j'ai été imprévoyant sur ce point.

Je ne suis pas tout à fait seul : j'ai deux amis, deux excellents et charmants amis. Ce sont deux chauves-souris qui se sont introduites ici. — Comment? Je l'ignore. — Elles me rendent les plus grands services en détruisant les moustiques, nombreux en été, de ma caverne. Elles n'ont plus peur, et, après qu'elles ont bien parcouru notre domaine, elles viennent toutes deux s'accrocher, la tête en bas, tout près de moi, dans ma chambre à coucher. Elles me regardent alors avec sympathie, et poussent de petits cris de bonne amitié qui me ravissent. Elles ne me permettent pas encore de les caresser; mais j'espère que bientôt elles m'en donneront l'autorisation; car elles doivent comprendre que je les aime autant que je déteste les hommes. Je les appelle Pedro et Juanita. C'est un couple très uni, très tendre. Il leur serait assez difficile, vu la solitude où nous vivons, de commettre quelque infidélité conjugale; mais je suis bien persuadé que, même parmi dix mille chauves-souris, Pedro resterait fidèle à Juanita, et Juanita fidèle à Pedro.

« Ils ont sommeillé pendant l'hiver; et mon complet isolement m'a paru alors, je l'avoue sans honte, quelque peu triste; mais, dès que le printemps et la chaleur sont revenus, ils ont repris leur joyeuses courses aux moustiques, et leurs ébats amoureux. J'ai même vu Juanita préparer une sorte de nid dans un creux de rocher; son vol s'est un peu alourdi depuis quelques jours, et je crois bien que, sous peu, nous aurons une délicieuse petite famille à choyer.

« Et c'est tout. Je n'ai besoin de rien. Je ne demande rien... Rien, sinon qu'on me laisse vivre en paix. Or les hommes ont trouvé moyen, même ici, de m'ennuyer. Le sifflement perçant de leur affreux petit steamer *Maid of mist*, parvient parfois jusqu'à moi. C'est insupportable! Est-ce que vous ne pourriez pas aller siffler plus loin, et me laisser en repos? »

CHARLES EPHEYRE.

MAGIE, SORCELLERIE ET SATANISME

Au temps du Roi Soleil.

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT (1)

Magie, sorcellerie, satanisme, voilà trois mots qui durant des siècles ont servi à expliquer bien des crimes, à excuser bien des méfaits.

L'Ancien Régime est riche en événements surnaturels, déterminés à la suite d'odieuses pratiques et rien n'est plus surprenant de constater que c'est le XVIIe siècle, le siècle de Louis XIV, qui offre le plus d'exemples d'affaires sensationnelles en magie et en sorcellerie.

On sait la fameuse histoire des Ursulines démonomanes de Loudun qui dura six ans. Dans cette aventure les religieuses atteintes de crises hystériques graves accusèrent le curé Urbain Grandier d'être cause de leurs maux; en les tourmentant jour et nuit. Le conseiller d'État Laubardemont instruisit contre le curé, qui malgré ses énergiques dénégations se vit en 1634 dûment atteint et convaincu du crime de magie et condamné à faire amende honorable, nu-tête, la corde au cou, tenant en main une torche ardente, devant la principale porte de l'église de Saint-Pierre et de celle de Sainte-Ursule et, ce fait, à être conduit en place Sainte-Croix pour y être attaché à un poteau, sur un bûcher et y être son corps brûlé vif, avec les pactes et caractères magiques restés au greffe. — Les choses se passèrent comme le disait l'arrêt

(1) Frantz Funck-Brentano. *Le Drame des Poisons*, 1 vol in-18 illustré. Paris, Hachette, 1899. — Sur le sujet voir aussi L. F. Calmeil. *De la Folie*, 2 vol., 1845. Paris. — Rodolphe Reuss, *La Sorcellerie aux XVIe et XVIIe siècles*. 1 vol, 1872. Paris.

et n'est-ce point terrible de penser que cet homme, certainement léger et peu digne de son ministère sacerdotal, mais sur lequel aucune charge sérieuse ne pesait, fut exécuté, malgré ses protestations d'innocence, sur la dénonciation de femmes, quasiment folles.

Il faut dire que les exemples de ce genre n'étaient pas rares. Tous les crimes, vols, rapts, incendies, sodomies, bestialités, incestes, empoisonnements, étaient de l'aveu des coupables les résultats palpables et tangibles d'une entente spirituelle, d'un pacte avec le Malin.

Un vieux grimoire du XVII[e] siècle expose longuement les cas de culpabilité des inculpés sorciers ou magiciens. On y voit clairement et avec peine que la législation était dure et que bien peu pouvaient s'en tirer contre lesquels avait été lancée seulement une fois l'accusation de satanisme.

Dans ce document, l'*Instruction pour découvrir les indices*, rédigée par une commission spéciale sur l'ordre de l'évêque de Strasbourg nous lisons : seront regardés comme suspects de sorcellerie toute personne « *que la majorité de la population* regarde comme telle », s'il est fourni des raisons suffisantes de cette croyance ; toute personne qui, se sentant menacée, *prend la fuite ;* toute personne qui *cause à l'écart* avec une sorcière ; toute personne ayant menacé hommes ou bêtes, si plus tard des maléfices viennent les frapper ; toute personne (accusée) qui *niera*, variera dans ses dépositions ou *montrera une grande frayeur ;* toute personne que l'on rencontrerait de nuit dans des endroits suspects ; toute personne *incrédule ;* toute personne ayant été dans sa jeunesse une femme de mauvaise vie ou toute autre dont la mère aurait été sorcière elle-même ; tous ceux qui enfin ne porteraient pas sur eux un *Agnus Dei* ou un rosaire.

A en juger par cette liste, peu de gens à la campagne étaient au-dessus du soupçon : sans compter qu'on reproche souvent aux sorcières des faits stupides. En voilà un qui dénote une bêtise indicible : dans le procès d'Ursule Semler, de Bergheim (1683), un témoin dépose que l'accusée lui envoyait toujours des puces dans sa chaumière et s'en plaint amèrement. Pour le calmer Ursule lui répond : « Je ne vous ferai plus de puces ; je les enverrai dans les maisons des Juifs. »

Mais trêve de ces courts exemples qui montrent clairement que les cas de sorcellerie pullulaient en France et dans toute l'Europe d'autrefois : le châtiment était rude, torture et pendaison, pour nombre de crimes imaginaires et minimes ; mais si les sorciers de l'ancien temps étaient solidaires on peut dire que la province expiait souvent une part des odieux méfaits qui s'accomplissaient à Paris.

M. Frantz Brentano, qui semble monopoliser tout ce que les archives de la Bastille renferment de curieux et de neuf, nous offre dans son *Drame des Poisons* deux faits divers sensationnels, je dirai presque deux *Affaires* de choix qui firent, j'en suis sûr, autant d'impression sur la société du XVII[e] siècle que la Fronde ou la campagne d'Alsace.

M. Funck Brentano est sur tout ce qu'il rapporte merveilleusement documenté : on sent à chaque page, à chaque ligne, je dirai presque à chaque mot, qu'il a en réserve sur ce qu'il avance une pièce justificative indiscutable : et ne croyez pas qu'il soit fastidieux ou lassant : loin de là : il manie avec une remarquable dextérité un manuscrit et une feuille d'archives : il sait en extraire le suc et quand il la cite, elle est de telle importance qu'elle accroît encore l'intérêt du récit, qui coule comme de source en une forme claire, aisée et facile.

I

Ce fut une grande criminelle que Marie-Madeleine Brinvilliers, dont M. Funck Brentano fixe définitivement les aventures et la vie dans sa première étude.

Marie-Madeleine d'Aubray naquit le 22 juillet 1630 d'une vieille famille française. Son père Antoine Dreux d'Aubray, sire d'Offemont et de Villiers, était conseiller d'État, maître des Requêtes, lieutenant civil de la Ville, prévôté et vicomté de Paris, et lieutenant-général des mines et minières de France. Elle reçut une bonne éducation littéraire, ses lettres sont écrites sans faute d'orthographe — chose rare pour l'époque —. Mais son éducation religieuse fut négligée et l'éducation morale lui fit complètement défaut. « Dès l'âge de cinq ans elle était adonnée à des vices horribles. Elle perdit sa virginité à sept ans. Dans la suite elle se livra à ses jeunes frères. » C'est ce que Michelet appelle de « menus péchés de petite fille ». Quelle indulgence !

En 1651, elle épousa un jeune mestre de camp du régiment de Normandie, Antoine Gobelin, marquis de Brinvilliers, fils d'un président de la Chambre des Comptes et descendant direct du fondateur de la célèbre manufacture.

La jeune mariée était charmante, petite, gracieuse, jolie, avec de grands yeux bleus très doux, une peau extraordinairement blanche, de beaux cheveux châtains, une expression profonde dans

tout le visage. Elle impressionnait beaucoup par sa manière de parler, vive, nette et ferme. Son caractère était aimable et enjoué; elle ne rêvait que plaisir.

Elle trouvait sur-le-champ des expédients pour sortir d'une affaire délicate et prenait tout d'un coup son parti dans les cas les plus embarrassants: légère au demeurant, et ne s'attachant à rien, inégale et ne se soutenant pas.

Son âme avait quelque chose de grand, d'un sang-froid aux accidents les plus imprévus, d'une fermeté à ne s'émouvoir de rien, d'une résolution à attendre la mort et à la souffrir même s'il eût été nécessaire; elle était capable de grandes choses.

Le marquis, luxueux et dépensier, aimait le jeu et le plaisir : son mariage ne lui fit point perdre ses habitudes joyeuses. Vers 1659, il se lia avec un capitaine de cavalerie dans le régiment de Tracy, officier originaire de Montauban, un certain Godin, dit Sainte-Croix. Cet homme qui devait avoir une déplorable influence sur la vie dépravée de M[me] de Brinvilliers était jeune, bien fait, doué de nombreuses qualités de cœur et d'un genre rare et particulier. Sa physionomie était heureuse et spirituelle. Il faisait son plaisir du plaisir des autres; il entrait dans un dessein de pitié avec autant de joie qu'il acceptait la proposition d'un crime.

Délicat sur les injures, sensible à l'amour, jaloux, dépensier, il avait l'âme prostituée à tous les crimes. Il se mêlait aussi de dévotion et l'on prétend qu'il en a fait des livres. Il parlait divinement de Dieu en qui il ne croyait pas : à la faveur de ce masque de piété qu'il n'ôtait qu'avec ses amis, il paraissait avoir part aux bonnes actions et il était de tous les crimes. Officier et marié, il prenait parfois le petit collet et le titre d'abbé.

Il ne tarda pas à devenir l'amant de M[me] de Brinvilliers. Dans sa famille la marquise se faisait gloire de ses amants et l'époux se vantait de ses bonnes fortunes. Le marquis A. Dreux d'Aubray, magistrat de vieille roche, choqué des débordements de sa fille, obtint une lettre de cachet contre Sainte-Croix qui fut embastillé.

Son emprisonnement dura peu. Relaxé, il trouva sa maîtresse plus éprise de lui et décidée à renverser la barrière qui s'opposait à ses passions : à tuer son père. Sainte-Croix, qui connaissait depuis longtemps un célèbre chimiste suisse, Christophe Glaser, pour lequel les poisons n'avaient que peu de secrets, l'alla visiter avec la Brinvilliers.

Tous deux revinrent fréquemment chez l'alchimiste : il leur donna des remèdes, « la recette de Glaser ». Et à quelque temps de là, on voyait la marquise se rendre dans les hôpitaux, distribuer gentiment, de sa blanche main, des biscuits, des confitures, des vins aux malades, et infailliblement ces malheureux, que la générosité de la Brinvilliers avait atteints, mouraient. Les médecins qui ne savaient pas encore alors découvrir l'empoisonnement par l'arsenic trouvaient à ces fins une cause naturelle.

Sûre de l'impunité, elle s'attacha à empoisonner son père. Du 13 juin 1666 au 10 septembre de la même année, avec un cynisme qui frise l'inconscience, elle servit trente fois du poison à son père, autant par haine que par désir d'en hériter. Durant tout ce temps, vivant à ses côtés, elle était aux petits soins pour lui, le comblait de ses caresses et répondait à ses tendresses et à son affection en doublant la dose d'arsenic.

Lorsqu'elle eut tué son père, elle se vit entraînée en la pente fatale : en butte aux perpétuelles demandes d'argent de Sainte-Croix, des domestiques ses complices et de ses nombreux amants, elle fit mourir pareillement pour en hériter ses deux frères.

Son bonheur ne fut pas sans mélange ; non pas que la grandeur de ses crimes la fît frémir, mais elle était en butte aux sollicitations de ses serviteurs, de ses amants, aux menaces de révélations de Sainte-Croix, vulgaire escroc qui la faisait chanter grâce à une cassette qu'il possédait et où se trouvaient enfermées trente-quatre lettres d'elle relatant l'empoisonnement de son père et de ses frères, deux obligations d'argent pour ces besognes et plusieurs fioles de poison.

Elle passait son temps vivant entre son mari et Sainte-Croix, empoisonnait son mari pour épouser Sainte-Croix, tandis que Sainte-Croix, qui s'en doutait, versait des contrepoisons à l'époux pour le conserver; donnant de l'arsenic à sa fille parce qu'elle était sotte, puis l'arrachant à la mort; empoisonnée elle-même par Sainte-Croix, elle s'en aperçoit à temps et à force de soins en réchappe : vie étrange et tourmentée, bizarre aussi et grotesque quand on considère le rôle de ce complaisant mari qui jouait si placidement le troisième rôle.

Un jour, la Brinvilliers apprit la mort de Sainte-Croix souffrant depuis quelque temps. Elle courut chez lui pour sauver la cassette. La police avait passé, mis les papiers sous scellés et emporté la cassette, sur le couvercle de laquelle une vive suscription invitait les héritiers du défunt à rendre ces papiers à la marquise. Pour se sauver, Marie-Madeleine, flegmatique, dit que ce sont des racontars ou des faux et que d'ailleurs P. L. Reich de Pennautier, receveur général du clergé et trésorier de la bourse du Languedoc, dont on avait trouvé des lettres chez Sainte-Croix, connaissait comme

elle ces papiers. Puis inquiète, elle passe en Angleterre.

Un serviteur qui avait empoisonné un frère de la Brinvilliers est pris, subit la question, souffre la torture avec une rare vigueur sans rien révéler et ce n'est que devant la mort qu'il avoue ses crimes et parle des forfaits de Mme de Brinvilliers. Il fut roué vif le même jour.

L'extradition fut obtenue de Charles II contre cette terrible femme. Elle vivait péniblement dans la gêne à Londres, tandis que son mari jouissait en toute propriété de la terre d'Offemont qu'il tenait illégitimement de son beau-père. Il fallut deux lettres de cachet pour qu'il la rendît à sa belle-sœur. De son côté la Brinvilliers était passée aux Pays-Bas, vivant misérablement jusqu'au 25 mars 1676, date à laquelle elle fut arrêtée à Liège. Quatre jours après elle essaye de se tuer à Maëstricht en mangeant du verre qu'elle brise entre ses dents, et en avalant des épingles. Plus tard elle tente de mettre fin à ses jours d'une façon plus horrible. Voici le billet d'Emmanuel de Coulanges qu'adresse Mme de Sévigné à Mme de Grignan : « Elle s'était fichu un bâton, devinez où ; ce n'est point dans l'œil, ce n'est point dans la bouche, ce n'est point dans le nez, ce n'est point à la turque. »

Le 26 avril elle fut écrouée à la Conciergerie. Elle comparut devant les Grande Chambre et Tournelle réunies présidées par Lamoignon.

Malgré les charges qui l'accablaient, elle nia tout, hautaine, impassible, froide, argumentant vigoureusement. Elle fut défendue très habilement, par maître Nivelle. Rien n'y fit. Les présomptions étaient trop écrasantes. Le 15 juillet 1676 eut lieu la dernière comparution. Le premier président pleurait amèrement, tous les juges répandaient des larmes. Seule elle conservait la tête droite et dans toute sa clarté le regard endurci de ses yeux bleus. Le 16, elle fut condamnée « à faire amende honorable au-devant de la principale porte de l'Église de Paris où elle sera menée sur un tombereau, nu-pieds, la corde au col, tenant en ses mains une torche ardente du poids de deux livres, et là étant à genoux, de dire et déclarer que, méchamment, par vengeance et pour avoir leur bien, elle a fait empoisonner son père, ses deux frères et attenté à la vie de défunte sa sœur, dont elle se repent et demande pardon à Dieu, au Roi et à la Justice ; ce fait, menée et conduite dans ledit tombereau en la place de Grève de cette ville pour y avoir la tête tranchée sur un échafaud, qui pour cet effet sera dressé en ladite place, son corps brûlé et les cendres jetées au vent ; icelle préalablement appliquée à la question ordinaire et extraordinaire pour avoir révélation de ses complices. »

Pour l'assister dans ses derniers moments elle eut comme confesseur le Père Edme Pirot (1), dont la piété et la douceur étaient renommées alors. Il sut conquérir le cœur de l'altière criminelle : il la ramena peu à peu dans la voie de Dieu, l'exhorta à la pénitence ; lui fit entrevoir une vie meilleure, même après tant de mal commis, si elle se repentait ; et alors on vit cette femme qui avait pratiqué tant de crimes « pour l'honneur » subir avec courage la question, avec résignation et humilité les derniers supplices. Tous ceux qui avaient pu approcher de l'échafaud avaient vu son visage illuminé d'une auréole et disaient que la morte était une sainte ; c'était en tous cas un commencement plus digne d'une moins triste existence. — Ses enfants prirent désormais le nom d'Offemont.

Quant à Pennautier, qu'on avait accusé par surcroît d'avoir empoisonné son prédécesseur, le malfondé de cette inculpation fut bientôt reconnu et il retrouva sa haute situation et la considération générale dont il était entouré.

II

Les cendres de la Brinvilliers dispersées au vent n'étaient pas encore refroidies qu'une note des pénitenciers de Notre-Dame éveilla la curiosité de la cour et de la ville, déjà fort impressionnée par les morts successives d'Henriette d'Angleterre, d'Hugues de Lionne, du duc de Savoie.

La note sans désigner personne dénonçait que « la plupart de ceux qui se confessaient à eux, depuis quelque temps, s'accusaient d'avoir empoisonné quelqu'un ».

Le 27 juillet 1677 dans un confessionnal chez les Jésuites de la rue Saint-Antoine était révélé un projet d'empoisonnement contre le Roi et le Dauphin. Le 5 décembre, La Reynie, lieutenant de police, faisait arrêter Louis de Vanens qui se disait ancien officier, et sa maîtresse. Dans les papiers saisis on découvrit une vaste association d'alchimistes, de faux monnayeurs et de magiciens dans laquelle des prêtres, des officiers et des banquiers se mêlaient à des filles du monde, à des laquais et à des gens sans aveu. On tenait un fil du complot. L'année suivante se passa en recherches. La Reynie se multiplia et dès le 4 janvier 1679 une sorcière, Marie Bosse, sa fille et ses deux fils furent arrêtés au matin « dans le lit où ils

(1) Le P. Pirot, que M. Funck Brentano qualifie de jésuite, n'appartint jamais à cet ordre, mais fut au contraire janséniste.

couchaient tous ensemble. » Le 10, un arrêt du Conseil chargea La Reynie d'instruire l'affaire. Deux mois après, un exempt de robe courte procédait à l'arrestation de Catherine Deshayes, femme d'Antoine Monvoisin, mercier-joaillier, dite *la Voisin*, qui sortait d'entendre la messe à Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle. C'est la plus grande scélérate dont l'histoire ait gardé le souvenir...

Louis de Vanens était un gentilhomme de Provence, qui devint capitaine aux galères, quitta le métier et passa sa vie à chercher de compagnie avec son ami François Galaup de Chasteuil, cerveau brûlé qui fit un peu tout, et beaucoup de sottises, la pierre philosophale.

« Les philosophes hermétiques ont découvert, écrit J.-K Huysmans — et aujourd'hui la science moderne ne nie plus qu'ils aient raison ; — ils ont découvert que les métaux sont des corps composés et que la composition est identique. Ils varient donc simplement entre eux suivant les différentes proportions des éléments qui les combinent. On peut dès lors, à l'aide d'un agent qui déplacerait ces proportions, changer les corps les uns dans les autres, transmuer par exemple le mercure en argent et le plomb en or. Et cet argent c'est la pierre philosophale, le mercure ; non le mercure vulgaire qui n'est pour les alchimistes qu'un métal avorté ; mais le mercure des philosophes appelé aussi le lion vert. »

A côté de Louis de Vanens se trouvaient l'empirique Rabel, médecin célèbre du temps, un riche banquier parisien Pierre Cadelan, secrétaire du roi, un jeune avocat au Parlement Jean Terron du Clauzel.

Louis de Vanens, brillant et bien en cour, en relations intimes avec Mme de Montespan, servit de trait d'union entre les alchimistes et les sorcières. Il fréquentait assidûment la Voisin ; il faisait souvent des invocations sataniques et, même à la Bastille, il ne les cessa pas, au risque de sa vie.

Mais il est temps de présenter les sorcières et en particulier la Voisin.

On était généralement sorcière de mère en fille et les horribles supplices réservés à ces femmes ne faisaient pas reculer leurs enfants, tant était grande la force d'attraction de ces pratiques. A la magie noire ou blanche, les sorcières joignent la médecine et la pharmacie. Elles avaient des drogueries avec des fioles innombrables : sirops, juleps, onguents, baumes, émollients d'une variété infinie. Paracelse, le grand médecin de la Renaissance, brûla, en 1527, tous ses livres de médecine pour se rallier aux formules des sorcières. Les commères avaient des calmants pour les douleurs, des baumes bienfaisants pour les blessures et agissaient sur les maladies nerveuses par la suggestion. Le plus souvent la sorcière était sage-femme, mais de même que sous la droguiste se cachait l'empoisonneuse, que l'alchimiste était doublé du faux monnayeur, derrière la sage-femme apparaissait la faiseuse d'anges. De plus les sorcières étaient des devineresses tirant l'horoscope d'après les cartes et d'après les lignes de la main. Elles étaient, vers 1680, plus de quatre cents à Paris ; la plupart faisaient rapidement fortune... ces dames de la Cour allant jusqu'à payer un empoisonnement 50 000 francs de notre monnaie.

C'est à Villeneuve-sur-Gravois, entre les remparts et le quartier Saint-Denis, dans des terrains vagues sur lesquels elle s'était fait construire une maison et installer un jardin, qu'habitait la Voisin, petite femme boulotte, aux yeux vifs et perçants.

Curieuse maison, en vérité, où l'on dépensait largement, où la table était toujours ouverte et les violons toujours prêts à partir en cadence. C'est que la dame de céans gagne beaucoup d'argent (à peu près 100 000 francs de notre monnaie, par an) et qu'elle le dépense en ripailles, entretenant royalement ses amants, et le diable sait s'ils sont nombreux, parmi lesquels le plus curieux est Lesage, escamoteur et prestidigitateur de premier ordre. Elle s'intéressait aussi aux progrès scientifiques et industriels ; mais en fait d'industrie, elle n'eut jamais affaire qu'à des chevaliers d'industrie qui lui escroquèrent son argent.

La Voisin s'établit devineresse pour ramener l'ordre et l'aisance dans sa maison. Elle avait dix bouches à nourrir et son mari ne suffisait pas, sans compter que... malgré sa bonne volonté indéniable, son rôle n'était pas celui-là.

Le fond de son art était la *physionomie* et la *psychologie*. Elle saisissait merveilleusement le caractère des gens, leurs désirs, leurs passions sur un indice.

Elle rendait ses oracles dans une robe et un manteau taillés pour elle, relevés de broderies précieuses d'une valeur de 75 000 francs d'aujourd'hui. Elle avait à côté des mœurs crapuleuses. Souvent ivre, elle a des querelles de poissardes, se bat comme une chiffonnière, et fait rosser son mari par ses amants. Elle est reçue, d'autre part, chez le recteur de l'Université de Paris, l'abbé de Saint-Amour, un janséniste austère et Mme de la Roche-Guyon est la marraine de sa fille.

Elle ne se contentait pas de dire la bonne aventure en tirant les cartes, grand et petit jeu, et en lisant dans la main. Elle célébrait pour nombre de ses clientes assoiffées d'honneurs, de richesses ou d'amour la messe noire.

La Voisin était assistée dans ces monstrueux offices d'un prêtre « louche et âgé », la figure bouffie, le teint lie de vin, avec des veines violettes qui s'entre-croisaient sur les joues à fleur de peau, l'abbé Guibourg, qui se prétendait bâtard de la maison de Montmorency. Ancien aumônier du comte de Montgomery, il était alors sacristain de Saint-Marcel à Saint-Denis. Il disait la messe selon le rite, vêtu de l'aube, de l'étole et du manipule. « Celles sur le ventre desquelles les messes avaient été dites étaient toutes nues, sans chemise, sur une table servant d'autel. Elles avaient les bras étendus et tenaient dans chaque main un cierge. » D'autres fois elles ne se déshabillaient pas et « ne faisaient que retrousser leurs habits jusqu'au-dessus de la gorge ». Le calice était posé sur le ventre nu. Au moment de l'offertoire un enfant était égorgé (il y en eut plus de 2 500 de tués chez la Voisin et l'abbé Guibourg sacrifia plusieurs fois les siens). Guibourg le piquait d'une grande aiguille dans le cou. Le sang de la victime expirante était versé dans le calice où il se mêlait à du sang de chauve-souris et à d'autres matières obtenues par des pratiques immondes. On ajoutait de la farine pour solidifier le mélange auquel on donnait une forme d'hostie pour être bénit au moment où, dans le sacrifice de la messe, Dieu descend sur l'autel. Pour obtenir des résultats de la messe il la fallait célébrer trois fois de suite.

Pour tous ses crimes la Voisin fut condamnée et brûlée vive en place de Grève avec quelques-uns de ses complices en 1680.

Cependant la Chambre ardente, présidée par Louis Boucherat, comte de Compans, avec Louis Bazin, de l'Académie française et Nicolas de la Reynie, lieutenant de police, comme rapporteurs-enquêteurs, continuait toujours ses investigations. Elle siégea du 10 avril 1679 au 21 juillet 1682, eut 210 séances avec une suspension du 1er octobre 1680 au 19 mai 1681. On releva 442 accusés; 367 furent retenus puis peu à peu la rigueur légitime dont on sembla faire preuve se relâcha.

Pourquoi?

C'est que parmi les plus assidues à fréquenter la Voisin et les commères, La Reynie avait découvert la femme qui depuis douze ans dirigeait à sa guise la Cour, Mme de Montespan.

La marquise Françoise-Athénaïs de Montespan, née en 1641 au château de Tonnay-Charente, fille de Gabriel de Rochechouart, duc de Mortemart, seigneur de Vivonne, avait épousé en 1663 L.-H. de Pardaillan, marquis de Montespan.

Dès 1666 elle fréquenta les sorcières pour atteindre le roi. Elle fait prendre au roi à son insu des poudres pour l'amour; il y entrait des cantharides, de la poussière de taupes desséchées, du sang de chauve-souris, et les plus ignobles ingrédients; le tout était passé sous le calice durant le sacrifice de la messe et servi ensuite à Louis XIV dans ses aliments. Ce fut de Vanens qui la mit en relations avec les sorcières. En 1668, après bien des sortilèges et bien des maléfices, elle eut l'honneur de remplacer Mlle de la Vallière dans la couche du roi, tandis que Montespan, qui n'avait rien du mari complaisant, faisait des esclandres à la Cour et en la ville.

En 1672, le cœur du roi semble échapper à la favorite; elle a recours aux grands moyens; l'abbé Guibourg récite sur elle la messe noire, puis à son défaut et à son intention sur la Voisin et... le roi revient à Mme de Montespan plus empressé que jamais. En 1673 elle fait prendre à Louis XIV des poudres qui lui donnent des étourdissements et des maux de tête. Exilée pendant un mois en 1675, elle se prépare à empoisonner le roi quand il lui revient.

Mais en 1679, Mlle Angélique de Fontanges, belle et blonde comme la paille, avec ses grands yeux d'enfant étonné, gris pâle, profonds et limpides, son teint blanc comme lait, séduisit le roi de l'éclat de ses dix-huit printemps. Mme de Montespan était définitivement délaissée.

Elle eut alors une scène violente avec Louis XIV. Avec son esprit vif, sa langue acérée, elle sut trouver le mot qui frappe juste, grâce à ce don naturel que l'on retrouve chez tous les Mortemart, chez le duc de Vivonne son frère, comme chez ses deux sœurs la marquise de Thianges et l'abbesse de Fontevrault. Elle lui dit que « si elle avait les imperfections dont il l'accusait, du moins elle ne sentait pas mauvais comme lui ».

Abandonnée, Mme de Montespan avait l'âme trop haute pour céder. Elle résolut d'empoisonner le roi et Mlle de Fontanges. La Voisin se chargea du coup par un placet. La favorite promit un million et demi pour les deux affaires.

Le placet contaminé ne parvint pas au roi grâce à un rien, la première fois que la Voisin le lui porta. Et la veille de son second voyage à Saint-Germain ele était arrêtée.

Lorsque Mlle de Fontanges mourut deux ans après, le pays encore ému de tant de mystères crut à un empoisonnement. Il n'en était rien cependant.

Quand Louis XIV apprit les pratiques de son ancienne maîtresse, il ne put s'empêcher d'une grande tristesse, Louvois et Colbert firent tout pour sauver Mme de Montespan. Rien ne pouvait contre la réalité accablante. Une rupture eut lieu entre eux, tandis que dans la grande cheminée

royale, Louis XIV, pour éviter les scandales, brûlait les dossiers compromettants pour la mère des enfants légitimés de France.

Mme de Montespan mena, pendant vingt-sept ans, une vie triste et monotone. Ce furent vingt-sept années de patience et de martyre, elle s'humilia devant sœur Louise de la Miséricorde, autrefois la douce Mlle de la Vallière, elle demanda pardon à son mari et vécut dans une humilité profonde, travaillant pour les pauvres.

Elle mourut à Bourdon, le 27 mai 1707. Avant de fermer sa tombe, n'oublions pas que l'horrible cliente de l'abbé Guibourg et de la Voisin, la femme aux poudres d'amour et aux messes noires que nous venons de voir à l'œuvre, fut belle et claire, radieuse, d'une élégance royale, exquise par la distinction de ses manières et la finesse de sa conversation, insouciante et joyeuse, rayonnante et glorieuse, charmante et généreuse, l'âme de la Cour pendant treize ans, qu'elle accomplit beaucoup de bien autour d'elle, qu'elle protégea avec discernement de ses richesses les grandes gloires nationales qui ont formé une auréole impérissable à la couronne du Roi Soleil.

La compromission de Mme de Montespan dans le *Drame des Poisons* sauva beaucoup de têtes. Parmi les inculpés nombre furent prévenus à temps et s'enfuirent : tels la jolie Olympe Mancini, la première passion du roi, devenue comtesse de Soissons, avertie par le roi : la duchesse de Bouillon, la comtesse du Roure, la duchesse de Vivonne, belle-sœur de Mme de Montespan, le comte de Clermont-Lodève, le marquis de Cessac, la vicomtesse de Polignac. Le célèbre maréchal de Luxembourg, qui avait fait demander au diable par les magiciens de lui enlever sa femme, fut embastillé. D'autres comme Mme de Dreux, Mme Leferon, Mme de Poulaillon durent à leurs relations dans la magistrature ou à la Cour une ordonnance de non-lieu ou un demi-acquittement, tandis qu'une pauvre bourgeoise qui n'avait fait ni plus ni moins qu'elles en empoisonnant son mari pour épouser un amant, le célèbre Philibert, joueur de flûte du roi, eut le poing coupé, fut pendue et son corps fut jeté au feu.

Le pays ignorant le secret du roi, — qui n'est parvenu jusqu'à nous que par les notes de La Reynie, — désireux de connaître la vérité, était affolé. La Reynie (1) faillit être assommé. Enfin tout rentra dans le calme avec une lettre de cachet du roi en date du 21 juillet 1682 qui ferma la Chambre ardente. Quelques menus magiciens et sorcières subirent les derniers supplices. Mais les principaux coupables finirent le reste de leurs jours en prison dans la Franche-Comté ou à Belle-Isle-en-Mer. — D'autre part, un édit du Parlement du 31 août 1682 décidait l'expulsion des magiciens hors de France et soumettait à une réglementation rigoureuse la vente des poisons nécessaires à la médecine et à l'industrie.

(1) Notons une légère erreur échappée aux soins pourtant si minutieux de M. Funck Brentano, il donne p. 210, quatre-vingts ans à la Reynie en 1697 et le fait mourir le 14 juin 1709, âgé de quatre-vingts ans.

Ainsi finit ce drame étrange. Saluons pour terminer avec Saint-Simon, Gabriel-Nicolas de La Reynie, lieutenant-général de la police, conseiller d'État, homme intègre et esprit investigateur et curieux au premier chef, « d'une grande vertu et d'une grande capacité, qui, dans une place qu'il avait pour ainsi dire créée, devait s'attirer la haine publique, et s'acquit pourtant l'estime universelle (1) ».

MARCEL RUEDEL.

AU RÉGIMENT (1)

LE DRAPEAU

Pierre commençait à comprendre Maleschant; il l'estimait déjà. A mesure que le temps marchait, Maleschant se départait de sa réserve vis-à-vis des Bleus, qu'il jugeait maintenant responsables de leurs actes. Aux mous, aux paresseux, à ceux qui n'apportaient pas toute la bonne volonté désirable, il envoyait de ces mots qui cinglent ; et parfois une punition durement appliquée, mais toujours proportionnée à la faute, était le coup de fouet qui remettait tout le monde dans la bonne voie. Mais en même temps il savait discerner les habiles, qu'un mot bref d'éloge faisait rougir de plaisir, ceux remplis de bonnes intentions, mais maladroits, qu'il encourageait et soutenait : Pierre admirait comme il connaissait à fond, maintenant, tout son monde, et comme il trouvait pour chacun, dans l'éloge ou le blâme, la note juste ; au reste, cela n'était que le résultat de la longue et patiente étude qu'il avait faite au début lorsque, aux exercices, sans paroles inutiles, il regardait et observait. Calme et froid, il faisait son métier consciencieusement et avec intelligence. Ainsi, quoiqu'il fût dur, il arrivait, sans compromissions ni faiblesses, sans familiarité, à gagner le respect d'abord, puis l'affection de ses inférieurs.

Bientôt, il allait être donné à Pierre de connaître mieux encore son lieutenant ; un coin plus intime de lui allait lui être dévoilé dans les *théories morales*. Ainsi que l'avait expliqué Darson, on appelle ainsi les conférences que les officiers doivent faire à leurs

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 8, 15, 22 et 29 septembre.

hommes, pour les instruire sur le passé de leur régiment, sur l'histoire des grandes guerres, où les traits de vaillance et d'abnégation sont racontés et commentés afin d'inspirer aux auditeurs un noble désir d'imitation, — cours théorique, pourrait-on dire, de toutes les vertus guerrières, d'éducation morale, destiné à faire naître dans les âmes frustes les sentiments encore confus de patriotisme, de dévouement, d'abnégation, d'honneur. Ainsi le soldat n'est plus seulement un numéro dans le rang, un rouage de la machine duquel on demande seulement l'obéissance irraisonnée et brutale à d'incompréhensibles ordres : il est l'être pensant qui raisonne et comprend, le citoyen qui, de sa libre volonté exprimée par ses législateurs, sacrifie un, deux, trois ans de sa vie au service de son pays, et qui a droit à l'éducation en même temps qu'à l'instruction militaires ; son esprit doit être cultivé et haussé par des leçons hautes et fortes en même temps que son corps assoupli et fortifié par des exercices appropriés.

Maleschant, mieux que personne, comprenait l'utilité de cette éducation morale des soldats, marchant de pair avec leur dressage physique. Il s'y complaisait, comme à la partie la plus attachante de son rôle, et les hommes aimaient à l'entendre, car il exprimait avec simplicité des idées simples et rudes, à leur portée, et parce qu'il savait les intéresser avec les anecdotes et les exemples que contenaient toujours ses causeries.

Il avait retardé jusqu'alors sa première théorie, et ses premiers mots dirent pourquoi, ce jour où il tint toute la compagnie réunie autour de lui, dans une chambre inoccupée où il avait fait disposer des bancs ; s'exprimant avec lenteur, en scandant ses mots comme pour leur donner plus de portée, et promenant ses yeux sur les visages afin de contraindre toutes les attentions à se concentrer sur lui, il parla ainsi :

« Je vous ai réunis aujourd'hui, parce que je considère maintenant les jeunes soldats comme en état de comprendre mieux ce dont je veux vous parler. Voilà plus d'un mois, jeunes gens, que vous portez l'uniforme, plus d'un mois que vous subissez le joug de la discipline, que vous vivez de la vie militaire. De cette vie, vous devez savoir discerner aujourd'hui les avantages et les duretés. Maintenant donc que vous voici entièrement pris par le service, par cette obligation souvent pénible qui vous a enlevés à vos familles et à vos travaux, parlons un peu de son pourquoi, de sa raison d'être, de son but.

« Ce pauvre service militaire ! Il est bien souvent maudit, plus souvent encore bien mal jugé !... De fait, il est rude, il est dur, il impose de lourds sacrifices. Mais il est aussi un devoir strict et sacré... »

Alors, toujours de la même voix lente et accentuée, il dit pourquoi être soldat constitue le premier devoir du citoyen. Tous, jusqu'aux plus ignorants, ils connaissaient, au moins dans ses grandes lignes, l'histoire de leur pays. Tous, ils savaient que la France avait été la plus puissante parmi les nations, que son nom, pendant des siècles, avait été respecté et craint de tous les peuples. Mais un temps, hélas ! était venu où cette puissance avait croulé. Une guerre à jamais maudite — et combien malheureuse ! — nous avait jetés bas, et tous nos ennemis s'étaient réjouis, parce que c'en était fait des Français. De fait, nous paraissions abattus pour jamais.

Or, quelques années après cette épreuve terrible, nous nous étions relevés : le peuple, l'armée, la nation avaient travaillé. De nouveau, nous redevenions des adversaires redoutables.

« Mais, autour de nous que l'on croyait à jamais écrasés, une stupeur générale naissait. Tous nos voisins — autant dire tous nos ennemis — se demandaient avec effroi quel ressort avait pu nous redresser ainsi. Et l'on guettait haineusement, jalousement, cette lente reprise, ce lent retour à la vie... Depuis, la haine n'a pas désarmé : elle couve, prête à se montrer au grand jour. Aujourd'hui même, malgré les paroles de paix prodiguées partout, malgré qu'une Conférence de la Paix chercha vainement à ramener le monde à l'âge d'or de l'universelle fraternité, et, par une suprême ironie, fut aussitôt suivie de conflits nouveaux, la guerre est toujours imminente, prête à éclater avec une soudaineté de foudre. La preuve en est donnée incessamment par ces guerres partielles qui, chaque année, mettent deux peuples aux prises en quelque coin du monde. Les actes sont en complet et sanglant désaccord avec les projets philanthropiques de paix et de désarmement. Et qui donc serait assez fou pour désarmer le premier?... Dieu nous garde, nous Français, de commettre jamais cette faute : il nous en coûterait trop cher !... Et le réveil aussi serait terrible si, aux armées étrangères nombreuses, instruites, disciplinées et aguerries, nous ne pouvions opposer que des corps trop faibles, sans instruction ni entraînement. Pour rester, donc, les maîtres chez nous, il nous faut une armée puissante, solide, inébranlable. Et c'est pour cela que nous est nécessaire le concours de tous les Français, pour cela que c'est un devoir absolu et sacré de se soumettre, sans murmurer, aux exigences de la loi militaire.

« Maintenant, vous avez compris pourquoi vous êtes soldats. Ceux d'entre vous qui s'en plaignaient, parce qu'ils n'avaient jamais réfléchi au pourquoi de cette dure obligation, ne se plaindront plus. Tous, vous vous sentirez capables de remplir dignement le devoir sacré. Chaque fois que vous éprouverez un ennui, que vous subirez une contrariété, quand vous serez tenté de murmurer, songez que vous endurez

cela pour que le pays où vous êtes né, où vous vivez, ne soit pas profané par l'étranger ; pour que le lopin de terre qui vous appartient ne passe pas aux mains d'un vainqueur insolent ; pour conserver l'intégrité du sol. Cette pensée vous soutiendra, et vous rendra votre courage.

« Alors, vous travaillerez de meilleur cœur à vous instruire, à compléter votre dressage et votre éducation de soldats. Car vous êtes ici, non pour « tirer » votre temps de service en « carottant » le plus possible, mais pour apprendre à devenir de solides combattants. Et nous, cependant, vos chefs, nous nous instruirons aussi en vous initiant à votre rôle. Ensemble donc, nous travaillerons ; et nous marcherons ainsi côte à côte, tendant au but final, qui est d'être de bons soldats, ce qui veut dire des soldats instruits et braves.

« Instruits, c'est à nous de vous rendre tels. Braves, vous devez l'être, puisque vous êtes Français.

« Alors, quand nous serons vraiment de « bons soldats », nous serons prêts pour le grand combat, pour ce conflit qui, peut-être, ne fut jamais si proche qu'à cette époque où tout le monde ne parle que de paix. S'il ne survient pas, tant mieux, car une guerre, quelle que soit son issue, est toujours une épouvantable chose ; mais s'il survient, ah ! sachons nous souvenir alors de tout le passé de gloire qui est le nôtre : songeons que nous portons un bien lourd héritage de gloire, et que notre devoir est plus lourd encore, car nous combattrons pour l'existence même de notre pays. Sachons être les défenseurs sur lesquels la Patrie compte, soyons les dignes descendants de ceux qui tombèrent sur tant de glorieux champs de bataille, et dont le sang fait lever des moissons de héros... »

Emporté par son sujet, et par l'émotion aussi, que ses propres paroles communiquaient à son âme croyante, Maleschant s'était laissé aller à des mots sonores, à une phrase à effet terminant sa simple causerie. Mais, sauf Pierre, pas un homme n'en fut étonné ou choqué ; gagnés par la chaleur communicative de leur chef, ils avaient suivi sa pensée jusqu'au bout, remués comme lui par les idées qu'il évoquait ; sur les cœurs simples, les pensées fortes, exprimées fortement, agissent profondément ; et l'orateur n'eut pas à regretter son petit emballement final, car il vit, sur les visages plus graves, qu'il n'avait point parlé en vain. Darson, lui, rayonnait ; Mauser avait des larmes dans ses bons yeux. Et Pierre put constater quel effet avait été produit sur la masse, à l'attitude plus réfléchie des hommes qui s'éparpillèrent sans bruit, aux approbatifs hochement de tête, dans les courts dialogues qu'il surprit pendant que l'on s'équipait.

Quant à lui, une véritable gêne l'oppressait, dont la cause, encore, lui restait obscure. Maleschant venait de se montrer à lui sous un aspect nouveau, se révélant habile à manier la parole, fait pour émouvoir et toucher. L'estime qu'il lui inspirait déjà s'accroissait d'un peu d'étonnement respectueux de trouver en lui, à côté du professionnel expérimenté, un esprit cultivé, affiné, de constater sa connaissance très profonde des hommes confiés à ses soins, en même temps qu'une élocution élégante et simple. De cette constatation d'une supériorité chez son chef, il ne pouvait que se réjouir dans son amour-propre, d'être contraint d'obéir à un homme du moins digne de lui commander. Aussi n'était-ce point de là que venait ce malaise qui le rendait mal disposé et mou, tandis qu'avec ses camarades il se rendait à l'exercice. La cause en était tout autre : c'est qu'il venait d'être touché lui aussi, profondément, très profondément, par les phrases prononcées tout à l'heure ; et sa gêne naissait du combat obscur qui se livrait en lui, entre les tendances nouvelles de son esprit, et la foi de jadis, si solide, sur laquelle il avait bâti toute sa vie morale. Et il s'en gourmandait avec ironie.

— En suis-je donc arrivé à une telle faiblesse intellectuelle, que ce qui attirait autrefois mon mépris me paraisse aujourd'hui acceptable ? Quoi donc ? Moi dont le rêve le plus pur, en même temps que le plus vaste et le plus généreux, fut la fraternité des peuples, les frontières abolies, les haines apaisées, je me laisserais prendre à cette étroite idée de patrie, à ces rétrogrades conceptions de luttes et de guerre, en si flagrante contradiction avec l'idéal évident de l'humanité ! Où donc en suis-je descendu, ou bien, comme je me le demande chaque jour, est-ce au régime de caserne que je dois cet affaiblissement de mes facultés ?

Mais son ironie était forcée et fausse. Ce n'est point en vain qu'un homme manie une arme pendant des jours et des jours, apprend à s'en servir et se perfectionne dans l'art de tuer ; de même que l'organe crée la fonction, l'arme sans cesse dans les mains fait songer à l'utiliser ; et Pierre, chaque jour exercé à tirer de son arme le meilleur parti possible en vue de donner la mort, passant son temps à travailler en vue de la guerre, devait fatalement voir toutes ses pensées orientées vers la guerre, en une obsession inévitable. C'était là l'une des premières causes de l'évolution insensible et lente qui se faisait en lui, cause mécanique, pourrait-on dire ; tandis que la perte de bien de ses préventions, l'influence de Darson et de Mauser, chacun dans son genre différent, le changement d'opinions que son expérience personnelle amenait journellement, étaient des motifs d'un ordre plus intime.

Et voici que, toutes ces impressions éparses, Ma-

leschant venait de les condenser, de les résumer en des phrases simples, faites pour entrer comme un coin dans les cerveaux, et qui résonnaient encore à ses oreilles. Le pourquoi de l'obligation militaire, le pourquoi d'une armée, il les avait dits sans emphase, en s'appuyant sur des raisons solides, et irréfutables pour qui croyait à la Patrie. Mais fallait-il donc l'admettre enfin, cette idée de patrie, qu'il jugeait étroite et fausse? Fallait-il donc se rendre, abandonner et renier les vieilles croyances, passer dans l'autre camp?

— Non, non, mille fois non, se répondait-il. Il se peut que l'influence du milieu agisse sur moi pour égarer et déformer mon jugement; la répétition de la même idée sous tant de formes, avec tant de symboles différents, finit par agir, en quelque sorte mécaniquement, même sur les cerveaux les plus solides. De plus, aujourd'hui, je suis encore sous l'influence des paroles vibrantes et convaincues de Maleschant. Mais la vérité ne saurait être là. J'ai passé ma jeunesse au milieu de convictions opposées et tout aussi sincères, affermissant la mienne par des études sérieuses et fortes. Et tout cela serait balayé aujourd'hui par quelques impressions extérieures, à fleur de peau. Non... cela est tout à fait impossible.

Il apporta sur le terrain d'exercice cette préoccupation qui le tenait tout entier, sans qu'il pût la secouer, parmi les mouvements qu'il exécutait machinalement, au bruit des commandements qui éclataient tout alentour; et telle était son absorption par le travail intérieur qu'il s'en isolait entièrement de l'ambiance. Le résultat ne se fit pas attendre: une erreur, puis deux, puis trois. Observations du caporal, assez patientes, d'abord parce que, jusqu'alors, Pierre avait été le modèle de l'escouade, mais changeant vite de ton, éclatant avec toute la brutalité coutumière à cet homme:

— Ah çà! nom de Dieu!... Qu'est-ce qui m'a foutu un Delbard comme ça, aujourd' hui. Regardez-moi cet empoté-là, qu'est-ce qui lui prend? Voyez voir un peu à faire attention, sans ça je vous colle huit jours de baquet, vous savez!

Oh! la laideur brutale de cette face de bouledogue! Oh! le son impossible à rendre de cette voix aux notes populacières! Être traité de la sorte par un être que l'on sent tellement inférieur à soi-même... et la menace humiliante de l'immonde punition!... Pierre sentit le rouge d'une honte écrasante brûler ses joues; et il eût voulu être à cent pieds sous terre lorsqu'il vit que Maleschant le regardait avec sévérité. Mais, pire humiliation, le lieutenant parlait, cinglant:

— Trop de faiblesses aujourd'hui, Delbard! Ne nous obligez pas à sévir.

Vraiment, ce reproche et cette dureté ne pouvaient venir mieux à propos. Il n'était pas d'argument meilleur contre la cause qu'il venait de défendre, que pût apporter l'officier. Car il venait, après le caporal, d'atteindre le soldat au plus aigu de sa sensibilité, dans son orgueil; et cet orgueil blessé allait faire pencher la balance jusqu'alors indécise. Brusquement, l'orientation des pensées du jeune homme changeait; des régions sereines des pures spéculations, il retombait dans le terre à terre des suggestions égoïstes. Et, tout en manœuvrant rageusement, avec attention aussi, pour s'éviter une observation nouvelle, il se laissait aller à la colère qui montait en lui. Ah! vie humiliante où, pour un instant d'oubli, il fallait subir, sans un murmure, les invectives d'une brute à deux galons de laine rouge et se voir frappé sans mesure, pour la même cause, d'une punition dégradante et pénible! Vie absurde, gâchée en d'ineptes exercices qui jamais ne serviraient! Vie contre nature, tout entière passée à s'exercer à la destruction des hommes! Chaque garçon se voyait arraché aux siens, venait perdre en des travaux ridicules les plus belles années de sa jeunesse, contraint à sacrifier pour cela tous ses intérêts et toutes ses affections. Pour lui, par exemple, quel bouleversement cela n'avait-il pas apporté dans sa vie! C'était à son année de service qu'il devait le malheur frappant sa vie amoureuse tout à son début, lui arrachant le seul bonheur qu'il souhaitât. Cela ne suffisait-il point, et fallait-il encore qu'il s'y ajoutât le supplice à petit feu d'humiliations journalières, comme celle qui lui cuisait encore?... Et ce n'était pas seulement le caporal, une brute sans intelligence, qui l'avait blessé, mais l'officier — et de lui, c'était dur! Ainsi, cet homme qu'il avait mis si haut dans son estime n'était qu'un esprit étroit, puisqu'il ne savait comprendre et pardonner, chez un soldat jusqu'alors irréprochable, un moment d'inattention. Il l'avait donc flatté, en le jugeant ainsi qu'il avait fait. Alors, que dire de ses belles phrases?... Des mots seulement... des mots!... Sonores, mais creux... vides de sens!... A la colère qui bouillonnait en lui, toujours plus ardente, de minute en minute, Pierre comprit qu'il se ressaisissait enfin. Des farceurs ou des brutes, ces professionnels du patriotisme, exploiteurs salariés du prolétariat qu'ils fusillent, les jours d'émeute, le cigare aux dents...

— Delbard... poserez le baquet, ce soir. Je vous apprendrai à faire attention, moi!

Égaré par la rage de son orgueil blessé, il n'avait pas entendu un commandement. Et Barbier lui annonçait durement une punition, sa première, sans gravité réglementaire, mais si répugnante! Il sentit tout son sang refluer au visage, sa tête brûler, et il eût voulu disparaître quand il surprit le regard froid de Maleschant arêté sur lui. Oh! se voir abaissé ainsi... et ne pouvoir rien, rien pour se venger! Des

larmes de fureur impuissante montèrent à ses yeux ; il rêva de cruelles revanches. Jamais journée ne lui parut si longue...

Pourtant l'heure ne vint que trop tôt, où il fallut subir l'humiliante punition. La nuit était noire ; nul ne pouvait le voir, et cependant, il crut en mourir de honte. Avec un autre puni, auquel, d'ailleurs, l'humiliation semblait légère, il dut porter le baquet à proximité des chambres. Et ce ne fut point sans un effort bien violent. A la première minute, quand il se dit quel rôle il remplissait, en somme, vis-à-vis de ses camarades, lorsqu'une nausée de dégoût le fit reculer au moment de saisir l'anse du baquet, Pierre eut la nette intuition que, s'il n'y contraignait sa volonté défaillante, il allait reculer, laisser là le récipient malodorant, fuir sans faire sa punition, se révolter. Mais le combat ne dura qu'une minute : la raison avait parlé plus haut que l'instinct. Il surmonta son dégoût, et, empoignant l'anse de bois, il fit la corvée, avec rage, avec honte...

Puis il rentra dans la chambrée. Sous la maigre lumière des deux lampes, avec les effets suspendus au hasard, et tout le désordre qui y régnait, elle prenait un aspect tout différent de celui du plein jour, un peu fantastique, avec ses grandes ombres dansantes. Tous les lits étaient faits pour la nuit, et, dans quelques-uns, des hommes étaient déjà couchés ; d'autres se rôtissaient autour du poêle entièrement rouge. Ceux-là causaient ; en s'approchant, Pierre entendit qu'il s'agissait de la *théorie morale* du jour ; on s'accordait à la trouver bien ; tout le monde approuvait les idées émises par Maleschant. Alors, un mauvais démon poussa Pierre à parler. Il ricana.

— Vous me faites rire, en vérité, dit-il en haussant rageusement les épaules. Vous voilà tous à admirer le boniment de Maleschant comme s'il y avait quelque chose, au fond de tout ça. Mais il n'y a rien, entendez-vous, rien, absolument rien que des paroles, des phrases creuses. Parbleu ! c'est son affaire, à lui, de nous vanter le métier militaire, dont il vit ! En langage ordinaire, cela s'appelle dorer la pilule... Mais voyons, est-ce que ça tient debout, tout ce qu'il nous a raconté ? Un exemple : il a dit que le service dégourdissait. Ha ! ha !... Vous n'avez pas besoin de ça, vous autres, pour apprendre à enjôler les filles, et vous êtes autrement bien, dans vos vêtements de travail, quand vous êtes aux champs ou à l'atelier, que dans ces frusques grotesques dont on nous affuble. Se dégourdir, allons donc ! On l'est toujours bien assez, et il ne faut pas si longtemps, pour ça !... En attendant, on se passe de vous pendant trois ans, au village ou à l'atelier. Pour faire votre ouvrage, il faut que vos parents prennent des ouvriers, qui coûtent gros. Après ça, beaucoup d'entre vous, ayant tâté de la ville, ne veulent plus retourner à la campagne. Et la campagne se dépeuple, et l'agriculture manque de bras. Voilà à quoi elle sert, la caserne !

Il y eut un petit silence gêné, puis quelques « Pour sûr ! » timides. Les hommes, déjà retournés parce qu'on avait invoqué leur intérêt personnel, avaient un peu honte, tout de même, d'avouer leur revirement. L'un, cependant, s'enhardit.

— Pour sûr, il a beau dire, le « singe », mais c'est bougrement long, trois ans à tirer, dans ce chien de métier. Et c'est trois ans de perdus, y a pas à dire !

Mais, du fond de la chambre, une voix plus sage s'éleva :

— Eh ! pardi non, c'est pas rigolo, d'être troubade : mais quoi ? faut bien une armée, comme il a dit.

Plus violemment encore, maintenant qu'il sentait la majorité avec lui, Pierre riposta :

— Il faut !... Il faut !... Bien sûr, il en faut une, parce que nous sommes tous des imbéciles et que nous nous laissons faire. Il faut une armée pour faire la guerre. Mais la guerre, bon Dieu ! qui donc en veut, en Europe ?... Tous les gouvernements, tous les peuples en ont une peur atroce ; personne n'oserait commencer. Et toutes les nations, armées jusqu'aux dents, écrasées sous les impôts nécessités par l'entretien de contingents énormes, se regardent en dessous, chacune affolée par l'idée que sa voisine pourrait bien faire un geste de menace. Alors, puisqu'il est bien entendu que personne ne veut la guerre, à quoi bon la préparer ? Pourquoi arracher à chaque pays la fleur de sa jeunesse et l'envoyer se contaminer dans les casernes ? Si nous le voulions bien, tous, il serait si facile que tous les peuples fussent frères !

De nouveau, le silence tomba dans la chambre, lourd et pénible, car tout le monde se sentait gêné, en même temps que ces spéculations d'un ordre plus élevé paraissaient déjà bien ardues aux âmes simples de ces hommes... Mais, soudaine et violente aussi, la voix de Mauser éclata :

— Tous les peuples frères !... Ben, mon fieux, tu peux parler de frères !... Crois-tu que nous autres, Alsaciens, qui afons vu tant des nôtres massacrés, nous que la guerre a ruinés et chassés, nous sommes prêts de nous sentir les frères de nos fainqueurs ? Ah ! non, tu sais, ne fiens pas me raconter ça, à moi. Tant qu'on se rappellera, chez nous, les peuples ne seront pas frères. Et il faudra toujours une armée, simplement pour qu'il n'arrive pas aux autres provinces de la France ce qui est arrivé aux nôtres.

Dans la chambre, il y eut comme un soupir de soulagement, comme si l'on eût enlevé un poids de toutes les poitrines. Une conception trop vaste venait de frôler ces hommes, et ils restaient gênés, car ils n'étaient pas ceux, encore, qui comprendraient ce

rêve d'une humanité nouvelle; la génération n'était pas mûre encore; ils étaient façonnés autrement, leurs idées étaient celles que Mauser venait d'exprimer, dans un langage simple comme eux. Libérés d'une oppression, ils se répandirent en exclamations :

— T'as raison, vieux. C'est pas'core aujourd'hui qu'on leur z'y serre la pince, aux Pruskoffs.

— Si nous n'étions pas là, tu parles c'que Guillaume y boufferait la France comme une choucroûte!

— C'est pas amusant, non, d'être troubade! Mais y faut, y faut, quoi, y a pas!

Pierre enrageait :

— Mais vous ne voulez donc rien comprendre! cria-t-il.

Il ne put continuer. Brutale au point de le faire tressaillir, la voix du caporal sortit de sous ses couvertures.

— Delbard! Fermez ça, hein! et un peu vite. C'est pas des boniments à raconter ici! Et tâchez voir de nous fiche la paix; sans ça, moi, je vous colle mes deux crans avec le vrai motif, que c'en est du conseil. Ah! mais...

Écrasé sous l'humiliation de sa défaite, Pierre se coucha, dans le silence revenu. La rage l'étouffait, et il s'y ajoutait un autre sentiment bien fait pour achever sa déroute : il avait honte de ce qu'il venait de faire; car, en lançant sa virulente sortie, il n'avait pas obéi au désir respectable d'aiguiller l'esprit de ses camarades sur une voie qu'il jugeait bonne; il avait voulu seulement se venger de ses mécomptes de la journée, en réfutant la théorie de Maleschant. C'était mesquin et bas, cela; il en rougissait devant lui-même et son ennui s'augmentait d'autant. Contrairement à son habitude, il fut long à s'endormir, et, quand il y parvint, ce fut pour tomber dans un sommeil fiévreux où revinrent, sous mille formes, les événements de la journée. Jamais encore, depuis qu'il était soldat, il n'avait passé une aussi mauvaise nuit.

A partir de ce moment commença pour lui une mauvaise période, de dégoût, de découragement, et de sourde révolte : en toutes choses, il opposa une visible force d'inertie. En même temps, les influences extérieures agissaient sur lui pour finir de démoraliser ce nerveux si sensible à leur action. Le temps était plus mauvais encore, la neige tombait par rafales, et, aux heures d'accalmie, la compagnie était conduite sur le terrain, pour qu'elle ne restât pas toujours enfermée. Et l'exercice, alors, était pénible, car le vent d'Est arrivait glacé, coupant les figures, engourdissant les mains sous les gants de laine.

C'était sous la neige que le paysage d'alentour prenait son aspect le plus triste, en sa livrée glaciale. De tous côtés, au loin, à l'infini, du blanc, les champs de blé, les friches, les prés uniformisés sous la même blancheur, les haies si nombreuses à peine perceptibles, semblant des talus qui eussent morcelé le terrain. Le fort, avec son aspect trapu et lourd de bête couchée, eût paru simplement une butte énorme, si ses massifs ne s'étaient géométriquement découpés, en arêtes éblouissantes, sur le ciel chargé de nuages cotonneux et gris. Tout là-bas, les bois étaient poudrés à blanc, et il n'y avait de sombre que les troncs des arbres, d'un noir luisant et humide. A l'horizon extrême, les crêtes se discernaient à peine, semblaient se confondre avec les lourdes nues; et la ville lointaine, et le village plus proche, leurs toits écrasés sous la neige, des fumées tristes traînant aux faîtes, avaient, dans la rigidité de leurs angles, mieux accusés que jamais par le contraste des couleurs, de sombres aspects de cités mortes, tandis que là-bas, le pays entrevu par la vaste trouée de la Mance était d'un mystère plus farouche et plus glacial, avec ses lointains blancs perdus dans la brume.

Sous le froid, les hommes se recroquevillaient, manœuvraient mal, mais on les épargnait généralement, car les gradés souffraient comme eux et se montraient pitoyables. Seul, Barbier faisait exception à la règle commune, car, plus encore que fanatique, il était brutal, avec une pointe de réelle méchanceté; et, sous ses ordres, toute une classe *trinquait* pour quelques fautes individuelles. Et son escouade connut les pires moments, des immobilités prolongées sour une bise glaciale, d'interminables maniements d'armes où les doigts gourds ne peuvent plus serrer : cela vint au point que le sergent d'abord, puis Maleschant, durent intervenir pour lui faire changer sa manière de commander. Alors, il sut tourner la défense, en faisant exécuter à ses hommes d'interminables « pas gymnastiques » qui les mettaient hors d'haleine, en commandant de longs quarts d'heure sans un repos, se retranchant sous des apparences de zèle qui arrêtaient la répression des supérieurs; en même temps sa dureté, ses exigences, son implacabilité augmentaient encore, affolant ses hommes. Et Pierre, qui maintenant se laissait définitivement aller, sentait tout le poids de l'antipathie que le gradé lui avait vouée dès le début, pour sa supériorité visible; les invectives pleuvaient sur lui, une phrase surtout qui revenait à tout propos, dite avec un accent d'indicible mépris : « C'est ma foi bien la peine d'être bachelier, et licencié encore, pour être aussi mauvais soldat. » Il s'en énervait, s'en exaspérait, eût voulu sauter à la gorge de l'autre, obéissait en frémissant de fureur. « Allons, le bachelier, un peu plus vite que ça, hé! Vous aurez deux jours de corvée en plus, mon garçon. » Il rongeait son frein, avec la rage concentrée de ne pouvoir rien contre cette brute redoutée de tout le monde; et ses dégoûts devenaient tels qu'il ne pouvait plus les

cacher, qu'il les exprimait hautement parmi ses camarades, peu à peu démoralisés par la parole de ce jeune homme qu'ils comprenaient tellement au-dessus d'eux, et dont les arguments persuasifs, le verbe exalté, flattant en eux des aspirations encore confuses, produisaient insensiblement sur leur moral un travail de lente désagrégation.

Même, Pierre avait trouvé des appuis, l'un très sérieux, dans un caporal, ouvrier ajusteur et socialiste militant, qui n'avait pas craint de s'allier à ce bleu, plus affiné que lui, mais dont les idées cadraient si bien avec les siennes. D'autres hommes aussi, anciens ou jeunes, mais tous ouvriers des villes, se rapprochaient de lui; et il se formait dans la compagnie comme un noyau de dissidents qui n'étaient pas encore des révoltés, mais qui étaient capables de le devenir. Surtout, à eux tous, ils constituaient un véritable danger, car leurs programmes de liberté, d'affranchissement, d'exaltation du prolétariat, étaient séduisants aux esprits ignorants. Le soir, maintenant, dans les longues veillées de l'hiver, ils se réunissaient dans une chambre autre que celle du terrible Barbier, et c'était comme des meetings socialistes qui se tenaient là, où Pierre dominait de son incontestable supériorité, écouté souverainement par les autres dont il précisait, en des formules, les théories et les espoirs encore vagues. Outre les hommes de la chambre, il en venait d'autres des chambres voisines, et la salle était bientôt trop petite pour contenir tous ceux qui arrivaient; alors, c'étaient de longues séances qu'interrompait seulement l'appel, lorsque chacun devait regagner le pied de son lit pour le passage du sergent de semaine, et quelquefois même, on revenait après ce moment; le petit groupe d'avancés tenait le dé de la conversation, et, dans l'esprit lent des autres hommes s'infiltraient peu à peu des conceptions inconnues et troublantes. Parce que leurs opinions fortes étaient exprimées d'une manière forte, les dissidents en avaient d'abord imposé à tous. Quelque respect les avait entourés. Un temps, ils étaient restés sans contradicteurs. Mais, après s'être d'abord abstenus, Mauser le premier, Darson ensuite se jetèrent dans la lutte; et si Mauser, malgré sa foi ardente, n'était qu'un combattant médiocre, il n'en était pas de même de Darson, dont la parole vibrante et colorée pouvait sans peine tenir en échec celle de Pierre.

Les deux amis se trouvèrent adversaires. Et la partie, malgré les apparences, n'était pas égale, car Pierre n'avait plus la fermeté de convictions d'autrefois; sa rancune personnelle, plus que le désir de convaincre, lui avait dicté sa nouvelle attitude, tandis que Darson apportait son inébranlable croyance, appuyée sur des certitudes, et des intentions débarrassées de tout « à côté » personnel. Le groupe avancé dont Pierre était comme le chef n'était pas nombreux, car c'est la population rurale qui fournit la plus nombreuse partie du contingent, et les paysans, qui vivent de la propriété, n'admettront pas de sitôt les doctrines collectivistes; et c'étaient eux qui se groupaient autour de Darson et de Mauser; maintenant qu'ils avaient un porte-parole capable d'exprimer les idées qui dormaient, informulées, dans leurs cerveaux, ils se sentaient tirés de cette sorte d'angoisse vague où les avaient jetés les théories radicales du groupe opposé; et, délivrés, ils osaient élever la voix, discuter avec les autres. Ah! certes, cela ne les amusait pas non plus, le régiment, et ils étaient bien les premiers à crier: « La classe! » La nostalgie du pays les tenait aussi fort que les autres, mais leur gros bon sens, à défaut de science, leur faisait flairer des ennemis dans ces hommes qui parlaient de propriété collective, de supprimer le droit d'hérédité, d'abolir les frontières. Et maintenant, ils trouvaient des raisons, ils savaient répondre. Qu'on ne leur parlât point, à eux, d'abolir la propriété! Ce n'était pas pour les voir passer à la communauté qu'ils ensemençaient leurs champs, qu'ils les soignaient jalousement, que leur sueur fécondait la terre.

— Et puis, tu vois ça, qu'il n'y ait plus de France, ni d'Allemagne, ni d'Italie, ni rien... Allons donc! Des blagues, tout ça!... C'est pas possible... et nous ne pouvons pas plus devenir Allemands ou Anglais que eux Français; et alors, pas vrai, faudra toujours une armée pour empêcher qu'on nous prenne ce qui est à nous. C'est ennuyeux, mais n'y a rien à changer.

Leur simple bon sens trouvait le mot de circonstance. Et comme ils étaient entêtés, les discussions s'éternisaient. Ainsi la compagnie se trouvait divisée en deux camps, de tendances antagonistes, que leurs discussions journalières aigrissaient mutuellement.

Au reste, c'est un spectacle étrange, et bien digne de fixer l'attention, que cette compagnie — c'est-à-dire une masse hétérogène d'hommes de tous caractère, de toute provenance, habituellement divisés en toutes choses, pensées et actions, chacun tirant de son côté — se groupant ici en deux camps pour une discussion d'idées... occupation inconnue, peut-on dire, des chambrées de caserne. A cette situation anormale, il y avait deux causes: d'abord l'isolement dans un fort; éloignés de la ville, où ils ne pouvaient se rendre facilement, par cette saison froide, les hommes se trouvaient condensés comme ils ne le sont jamais dans les garnisons, et, forcés de demeurer ensemble, en devaient tout naturellement arriver, pour se distraire, à causer, puis à discuter entre eux; la seconde raison consistait en la mise en présence

de deux principes ennemis, celui conservateur, individuel, représenté par les paysans attachés à l'état de choses actuel et avant tout à leur terre, celui socialistes, rêvant d'avenirs nouveaux et peut-être chimériques.

FERNAND DACRE.

(*A suivre.*)

LA VIE ET LES MŒURS

Les critiques d'art et les critiques artistes.

Questionnez un artiste, il répondra que l'art est la plus importante manifestation de l'activité d'un peuple. Interrogez un critique d'art, il répondra que l'art est en lui-même très important, mais qu'il doit beaucoup son importance aux critiques d'art. Interrogez un critique artiste, il répondra que l'art, ayant dans la vie d'un peuple une importance majeure, grâce surtout aux critiques artistes, l'art, en somme, n'est reprochable que d'une chose, c'est de susciter des critiques d'art.

L'antagonisme, en effet, est permanent entre critiques d'art et critiques artistes. Ceux-ci sont perpétuellement les agresseurs. Mais les critiques d'art continuent benoîtement leur œuvre et ne répondent rien. C'est ainsi que cette monnaie de Diderot ne cesse pas d'avoir cours.

Au surplus, il importe de remarquer aujourd'hui la multiplicité extraordinaire des manifestations de cet antagonisme. Jamais heure ne leur fut plus propice. Nous assistons depuis plusieurs mois à l'impressionnant déballage des peintures, des sculptures et de toutes autres œuvres artificielles par quoi la vie mobile est fixée en attitudes immuables. Et récemment il nous fut donné de lire l'interminable catalogue des récompenses attribuées aux artistes. Nous fûmes les témoins ahuris de l'effroyable entassement des décorations dont on les combla, de la terrifiante accumulation des médailles dont on les accabla. Et, maintenant encore, nous nous demandons ce dont il y a lieu d'être stupéfaits davantage : ou bien qu'il puisse exister en France, et dans tous les pays civilisés, ou passant pour tels, un nombre aussi considérable d'artistes, — ou bien que par tout l'univers, les artistes soient si nombreux, si colossalement nombreux, qui méritent d'être récompensés. Mais autour de ces hommes prodigieusement récompensés, les critiques artistes livrent des batailles aux critiques d'art; ce ne sont pas des combats de géants.

***

Cependant les critiques d'art laissent dire, et c'est pour eux la seule façon de bien faire.

Le critique d'art est généralement un personnage, modeste et falot, imprécis, plus correct en ses vêtements que dans son style, et qui, par profession, démontre que toute exposition de peinture et de sculpture, quand même elle occuperait une superficie de plusieurs kilomètres carrés, engendre invariablement, — avec, peut-être, la sensation très forte, mais simplement physique de la migraine, — d'immenses et profondes « sensations d'art ». Et de cela vous auriez tort d'inférer que le critique d'art est un sot; il faudrait plutôt conclure qu'il est doué d'une ironie énorme et presque monstrueuse. Mais, en fin de compte, cette conclusion risquerait aussi d'être contraire à la vérité. Au surplus, les lecteurs de la *Revue Bleue* ont le privilège de savoir, par la fréquente expérience de leurs lectures ici même, que tel critique d'art a le jugement très sûr, très délicat et très fin, et qu'il s'est fait une aimable habitude d'exprimer ses opinions avec autant de netteté que d'agrément...

Bref, les critiques d'art ont, professionnellement, des sensations d'art et ne s'en cachent pas. Mais, pour le reste, leurs opinions sont diverses. Dans certains journaux, les opinions des critiques d'art sont essentiellement politiques et ne dépendent de rien si ce n'est de l'opinion du ministère et de sa durée. — Ailleurs elles sont plutôt sociales; et cela signifie, tantôt qu'elles sont déterminées par une étude approfondie des relations mondaines des artistes et qu'elles n'ont d'autre but que de faire arriver les artistes parvenus, et tantôt qu'elles se préoccupent de la solidarité et de la fraternité humaines. Les critiques alors s'imprègnent de beaux sentiments de tendresse « pour les petits, les humbles et les souffrants ». Ils professent que le renouvellement des arts ne s'accomplira que par la rénovation totale de la société; et conséquemment, ils jugent toujours grandioses les œuvres souvent poncives d'un artiste qui, ayant participé avec incertitude à la Commune, s'exila. — Mais, ici, la critique est pieuse et pudibonde. Et si un artiste place d'adorables femmes nues parmi la mer qui presse amoureusement ces baigneuses agréablement arrondies et polies, elle souhaite, au nom de la morale et de l'esthétique, une robe montante à ces naïades, et qu'enfin les flots aient plus de retenue dans leurs caresses. — D'autres critiques d'art sont surtout fantaisistes, et on les décore pour leur pratique persévérante du genre bien français de la plaisanterie. Ils ont fait leur éducation dans les brasseries montmartroises. Ils encouragent presque tous les barbouilleurs de toiles et parfois, — car le hasard les favorise, — de grands artistes. — Enfin il existe un tout petit nombre de critiques d'art qui se soucient, vous le savez, de l'art lui-même.

Somme toute, les critiques d'art s'attribuent, si je ne me trompe, la mission de guider le jugement artistique de la foule. Ils le guident avec une discrétion qui n'est pas leur moindre vertu. Ils ont des idées générales très modestes et sans ambition. Ainsi, ils ne manquent pas d'observer que tous les peintres, quel que soit leur talent, qui ont peint le portrait de Bonaparte au début du Consulat, le représentent maigre, et que tous ceux, au contraire, qui ont peint le portrait de Napoléon au déclin de l'Empire le représentent gras; et cette considération générale est bien propre à développer le jugement artistique de la foule. — Puis ils distinguent soigneusement les écoles; à tel point qu'on se demande si les critiques d'art ont été inventés pour mettre les écoles en relief ou si les écoles ont été inventées pour être le gagne-pain des critiques d'art. Ils établissent, en outre, des comparaisons, fausses comme toutes les comparaisons, entre les artistes du présent et les artistes du passé. Ils font mieux encore, car ils savent, presque tous, l'histoire de l'art et la racontent; et je pourrais démontrer que les critiques d'art n'ont de raison d'être que comme historiens des arts; c'est le rôle à quoi je les voudrais réduire; n'est-ce pas un bien beau rôle!

A la vérité, les critiques d'art ne font guère observer l'infiniment petit nombre des sujets de peinture et de sculpture ni avec quelle monotonie et banalité déplorables ils se reproduisent chaque année depuis le commencement des siècles. Ils ne disent pas que les sujets artistiques sont forcément si simples et de philosophie si rudimentaire qu'il n'est pas de page d'un bon livre qui ne produise toujours sur l'esprit et le cœur une impression plus complète que celle produite par un chef-d'œuvre pictural ou sculptural. Ils ne disent pas que les arts sont nécessairement des procédés primitifs, inférieurs, pour exprimer idées, sentiments ou rêves, et qu'enfin c'est donner un emploi bien médiocre à son activité intellectuelle que d'expliquer en détail ces œuvres élémentaires. Ils ne disent pas que les moyens d'expression dans les arts sont si peu nombreux qu'il faut être très myope ou très sot pour ne pas découvrir le sens d'une œuvre au premier regard, et que point n'est besoin pour cela du critique d'art, intermédiaire, officieux et oiseux, entre l'artiste et la foule. Ils ne disent pas que pour les arts plastiques rien ne supplée la vue, et que Diderot faisait de la critique exclusivement descriptive... Ils ne disent rien de tout cela.

Il est donc probable que les critiques d'art sont inutiles. Ils existent cependant, parce que, au rebours du progrès commercial qui supprime les intermédiaires, le progrès littéraire les multiplie. Donc le progrès nous donne les critiques d'art : acceptons-les, et convenons qu'il n'en est presque pas un seul qui soit totalement dépourvu de compétence. Par surcroît, ils n'ont pas de style, ou bien ils ont un style si impersonnel! Et, en dépit de leur vocabulaire ingénu, on les lit avec sécurité, on les comprend toujours.

***

Et comme ils sont plus sympathiques, en l'accomplissement de leur paisible besogne, que les critiques artistes!

Ceux-ci se donnent pour mission de découvrir les génies ignorés, et particulièrement de venger les génies méconnus. Surtout ils entreprennent de venger ou d'exalter tous les génies de toutes sortes, quelle que soit la nature des opérations auxquelles ces génies se livrent. Ils sont les redresseurs infatigables de tous les torts des individus et des sociétés. Et ils professent toujours pour leur « génie » du moment, pour le génie dont ils font leur chose, leur propriété, une admiration exclusive. Il serait facile de démontrer que cet exclusivisme des critiques artistes provient, la plupart du temps et le reste du temps aussi, de leur ignorance.

Et quels sont leurs procédés d'admiration vengeresse et farouche! D'abord ils insultent, ils anathématisent perpétuellement la foule, l'ignoble foule, trop grossière pour comprendre la beauté.

Ensuite ils attaquent avec férocité les critiques d'art. Si un écrivain proclame qu'un critique d'art est incapable de goûter, de sentir, d'exprimer, de louer la beauté, l'harmonie; qu'il est obtus, risible autant que pitoyable, n'en doutez pas, cet écrivain est un critique artiste. Et surtout il taxera le critique d'art d'ignorance insondable et de gigantesque incompétence. Notez que la critique d'art est une des rares spécialités littéraires qui exigent des études préalables, une connaissance complète du métier, de la technique de chaque art et même de chaque artiste; qu'il y faut une expérience lente à acquérir, et qu'en fait, presque tous les critiques d'art possèdent cette expérience... Mais les critiques artistes, à force de susciter des génies et d'entretenir avec eux de bruyantes relations intimes, parviennent, eux aussi, à tout savoir par une sorte de géniale intuition. Et, dernièrement encore, un notable critique-artiste (je ne le nomme pas, parce qu'il ne me reste plus une place suffisante pour dire tout le mal que je pense de lui), un écrivain dont la vocation littéraire se développa tous les jours, sauf les dimanches et les jours fériés, de midi à 3 heures, sous le péristyle de la Bourse, qui devint ensuite l'étrange factotum d'un journal défendant, de par l'origine de ses capitaux, le trône et l'autel; qui, maintenant, riche, socialiste et bourgeois, est le vengeur outre-

cuidant et hebdomadaire de toutes les injustices, un critique artiste dont l'autorité, — vous sentez combien ce terme est mal propre, — jaillit de son impudence, — attaquait avec une grossièreté et un mépris sans bornes (car ces critiques artistes manquent absolument du sens délicat des nuances) le critique d'art dont le style morose cache justement la plus parfaite compétence et le sens le plus exact des artistes et des arts. Il en sera toujours ainsi.

Puis les critiques artistes admirent avec une véhémence délirante. Ils sont les amoureux extrêmement criards de la beauté, de la Beauté. Ils extravaguent en incohérentes épithètes. Ils rugissent, ils hennissent, ils bavent d'admiration.

Naturellement ils consacrent tous leurs soirs à admirer un artiste surtout pour ses œuvres les plus discutables; c'est un jeu pour eux d'être surtout reconnaissants à Rodin d'avoir fait la statue de Balzac... Car Rodin est leur homme! Ils l'ont accaparé, usurpé, et tous prétendent exploiter à leur profit sa gloire. Ils l'admirent furieusement, follement. Au reste, ces hommes de toutes les avant-gardes sont fréquemment en retard. Il en est parmi eux qui, maintenant, découvrent encore Rodin un peu chaque jour: Rodin doit être très fier!... Confesserai-je que j'ai eu la curiosité laborieuse de rechercher les opinions exprimées sur Rodin par les critiques d'art depuis plusieurs années : elles sont presque toutes favorables. Ainsi la gloire de Rodin fut élaborée par des hommes sérieux, j'allais dire par des critiques d'art. Les critiques artistes n'intervinrent qu'après, à la bonne heure, car leur amour écumant de l'idéal et de la beauté ne les empêche pas d'être bien pratiques.

Aussi bien, leur admiration opportune passe et repasse de l'épilepsie à l'extase. Rodin leur paraît être un homme surnaturel. Son génie domine tous les génies, et rien ni personne ne saurait lui être comparé. Il existe pourtant en Belgique un sculpteur que les Belges et même quelques Français appellent le « Rodin belge ». Quant à moi, c'est presque autant pour des motifs artistiques que je préfère Rodin à Jef Lambeaux, car si la sculpture de Lambeaux est plus vulgaire, elle est plus claire, et la clarté est utile même aux œuvres sculpturales... Mais Rodin n'est pas soucieux, j'espère, d'être au-dessus des hommes et il méprise les enthousiasmes forcenés de ces critiques artistes, mouches de tous les coches, capables seulement de dénaturer sa gloire; et il continue avec sérénité son œuvre immortelle, parce qu'il sait, il sait bien qu'il est, à l'heure actuelle, par sa situation comme par son grand talent, le plus « officiel » des sculpteurs français...

... D'où il suit que si les critiques d'art sont parfois des médiocres, les critiques artistes sont toujours des farceurs. C'est pourquoi ceux-ci haïssent violemment ceux-là; et c'est pourquoi, en outre, il faut en toutes choses se méfier des charlatans.

J. Ernest-Charles.

THÉATRES

Opéra-Comique : reprise du *Rêve*.

Lorsque le *Rêve* fut représenté pour la première fois, je n'avais pas eu à en parler ici. La *Revue Bleue* consacra à l'ouvrage de M. Bruneau un article fort élogieux, tempéré par quelques réserves. Ces éloges me paraissaient justes et mérités; je trouvais, je l'avoue, les réserves fort excessives, presque injustes; j'étais mécontent que l'on me gâtât mon plaisir; il ne me semblait pas qu'on pût faire une critique au *Rêve :* il me semblait même qu'on ne « devait » pas en faire; c'eût été trahir la bonne cause, et du succès de M. Bruneau dépendait, nous le croyions, les destinées de la musique dramatique française...

Ces confidences n'ont d'ailleurs qu'un intérêt relatif. Si je les fais, c'est que presque tout le monde pensait alors comme moi. On se rappelle quel enthousiasme (un peu agressif) suivit la première du *Rêve*, et par quels discours retentissants il se manifesta. Ce fut prophétique et définitif... Certes, le discernement de quelques-uns des orateurs n'inspirait pas une confiance de tout repos. Mais on ne regarde pas aux alliés quand la cause est belle. Et celle-ci était excellente! Encore une fois, nous étions convaincus qu'en applaudissant le *Rêve*, nous « affranchissions » pour de bon l'infortuné drame lyrique, lequel, comme on sait, gémissait depuis un demi-siècle sous le joug de la convention... Chaque scène de l'ouvrage nous faisait tressaillir de joie, et d'orgueil aussi, car nous triomphions avec lui. On criait d'aise à tout ce que contenait l'œuvre, et, pareillement, à ce qu'elle ne contenait pas. Les chœurs étaient systématiquement bannis du *Rêve:* et cela était la marque certaine de notre libération. Les personnages portaient des vestons modernes; et c'était la fin de l'opéra historique. Le style de M. Bruneau était contourné, ses harmonies étaient féroces, il avait, comme on l'a dit, « l'appogiature agressive »; et cela marquait la disparition définitive des mélodies à l'italienne...

Dix ans ont passé. Le drame musical gémit toujours dans l'esclavage. Et nous nous demandons, non sans quelque trouble, si le *Rêve* contenait vraiment tout ce que nous voulions y voir. Pour dire les

choses avec une sincérité sans artifices, la représentation nous a donné une sorte de déception. Les défauts, que nous refusions de reconnaître, nous ont forcé de les apercevoir. Les qualités sont réelles, mais elles ne nous apparaissent plus tout à fait telles qu'autrefois.

De cela, sans doute, le *Rêve* ne saurait être seul responsable. Les œuvres d'art, les œuvres de théâtre surtout, possèdent, en dehors de leur valeur propre, ce qu'on pourrait appeler une valeur d'actualité. Leur succès dépend moins peut-être de leur mérite que de l'état d'esprit du public. Nous lisons avec stupeur des ouvrages dont jadis la réussite fut prodigieuse, et nous ne pouvons « réaliser » les raisons qui la leur valurent. Il y a dix ans, le public, ou, pour parler plus exactement, cette partie du public qui s'intéresse autant aux théories qu'aux œuvres, — attendait un ouvrage « de combat ». Le *Rêve* bénéficia de notre désir. On lui fit un succès, non pas disproportionné à sa valeur, mais, tout de même, un peu excessif... Et, quand je parle du succès, j'entends celui qu'il remporta auprès de cette partie du public à laquelle je pensais tout à l'heure.

Tout cependant n'était pas excessif dans notre ardeur d'autrefois. Il y avait quelque chose de « nouveau » dans le *Rêve*. Il y avait d'abord le poème. Vous vous rappelez l'article d'une admirable justice que M. Anatole France avait consacré au roman de M. Zola. De ce volume pâteux, pesant, et d'une « pureté » inquiétante, le brave Louis Gallet avait su tirer un drame naïf et ingénu, émouvant et candide; surtout, ce drame était simple; il allait son chemin, tout droit, sans recherche d'épisodes « ingénieux »; et, par sa simplicité même, et aussi par ce quelque chose de surnaturel qui animait l'héroïne, il était très musical. Enfin, par sa contexture, il était à peu près le contraire des poèmes dont nous souffrions d'ordinaire, et que l'excellent Gallet rédigeait avec régularité... Car il est assez réjouissant, soit dit en passant, de penser qu'on a pu saluer comme une œuvre de révolte un poème de Louis Gallet.

La musique, d'autre part, se recommandait par une conscience et un parti pris singuliers. Et, si l'une nous surprenait agréablement, l'autre n'était pas pour déplaire à des gens qui ne rêvaient et ne parlaient que de bataille... Ce parti pris, nous le discernions, même alors. Par exemple, il est fort bien de supprimer les chœurs, mais à condition qu'on supprime seulement l'emploi conventionnel et obligé qu'on en faisait jadis; si une scène exige la présence de figurants, il n'y a aucune raison valable qui leur interdise de chanter: il y en a d'excellentes pour qu'ils chantent; s'ils sont là c'est qu'ils ont « quelque chose à dire », et, dans un ouvrage musical, ils ne peuvent le dire qu'en musique. Dans le *Rêve*, au début du second tableau, Angélique, Hubertine et leurs servantes sont occupées à « faire la lessive »; M. Bruneau s'est amusé à transformer cette scène en pantomime, qu'accompagne une chanson populaire joliment arrangée. Il eût été plus logique, et par suite plus « vrai » d'écrire ici un chœur. Et c'est un des endroits où l'on démêlait quelque parti pris... C'était, du reste, une raison de plus pour qu'on applaudît le *Rêve*. L'un des plus ardents admirateurs de M. Bruneau n'avait-il pas déclaré que la supériorité de la *Tétralogie* sur *Parsifal* et sur les *Maîtres Chanteurs* consistait en ceci que la *Tétralogie* ne contenait pas de chœurs?...

Mais, mis à part les passages où se manifestait un parti pris, peut-être excusable, l'ouvrage de M. Bruneau se recommandait, disions-nous, par une parfaite conscience. Sa musique suivait le drame avec une bonne foi évidente; la phrase musicale se liait étroitement à la parole (sur la manière dont M. Bruneau entendait cette liaison, je m'expliquerai plus loin); la musique s'attachait uniquement à souligner ou à commenter les principales situations. C'était l'un des articles essentiels du *Credo* d'alors. Du moment qu'il était respecté et pratiqué, nous passions aisément sur le reste...

***

Et c'est le reste, aujourd'hui, qui nous a frappés davantage. Nous avons été offusqués par la dureté, on pourrait presque dire la cruauté de la musique. Nous y avons été d'autant plus sensibles que le sujet réclamait des qualités tout opposées. Dans un rude ouvrage, comme *Messidor*, des rudesses ne nous choquent point; elles semblent « faites exprès ». Dans un ouvrage aussi simple et aussi ingénu que le *Rêve*, elles jurent étrangement; et l'on en vient vite à se demander si elles ne seraient pas involontaires, si elles n'auraient pas pour causes ou l'incapacité ou l'horreur du beau. Le regretté Alfred Ernst disait un jour : « Dans le Drame, je ne sais pas ce que c'est que la mauvaise musique. » Croyez, d'ailleurs, qu'il le savait, et fort bien. En tout cas, la musique du *Rêve* aurait pu le lui apprendre : c'est la musique qui n'est pas conforme au sujet. Considérez, par exemple, la phrase d'Angélique au premier tableau (*Je les vois, dans leur blanc cortège...*); elle est un peu contournée par endroits, mais le dessin général en est simple, naïf et pénétrant; pourquoi avoir voulu que cette mélodie vienne heurter à chaque mesure contre des accords hostiles, qui, s'ils ont un sens, signifieraient des abîmes de perversité? Pourquoi, encore, sous les récits pleine d'onction de l'Évêque, avoir accumulé des harmonies qui ne seraient pas déplacées auprès du Hagen de Wagner?... Certes, l'hor-

reur de la platitude est chose louable : mais la complication, non plus, n'est pas une vertu. Au moins faut-il qu'elle soit, si je puis dire, orientée vers le sujet illustré par la musique. La complication de *Tristan* n'est pas celle de *Parsifal*. Et les redoutables harmonies du *Rêve* ne s'expliquent guère, si leur rôle est de commenter le plus suave des poèmes.

Remarquez qu'avec sa recherche passionnée de l'inattendu, M. Bruneau raisonne tout juste comme ceux dont le *Rêve* devait « affranchir » le théâtre. Jadis, pourvu qu'une mélodie fût chantante (et vous savez ce que l'on entendait par là), elle semblait bien placée, où qu'elle fût, dût-elle être en contradiction formelle avec le sujet ou le caractère. Pour l'auteur du *Rêve*, les dissonances les plus implacables volent par elles-mêmes, elles sont leur propre raison d'être, et elles lui paraissent bonnes, fût-ce pour un sujet naïf et presque puéril !... Alors, où est le « progrès » ? Et qu'a-t-on gagné, si on s'est borné à remplacer la musique agréable par la musique hargneuse, toutes deux étant aussi « arbitraires » l'une que l'autre ?

***

Voilà ce que nous disions l'autre soir, en écoutant le *Rêve*. Nous exagérions sans doute, mais pas de beaucoup. Je ne serais pas embarrassé pour trouver dans l'ouvrage de M. Bruneau, des pages excellentes, où la déclamation est d'une pénétrante justesse ; mais, presque toujours, ces passages sont ceux où la voix se fait entendre seule (voyez par exemple le début de la scène entre Angélique et l'Évêque). Aussitôt que l'orchestre s'en mêle, le « moxa » nous torture derechef.

Enfin, il faut reconnaître que le *Rêve* a perdu aujourd'hui tout ce qui faisait sa « valeur d'actualité ». Les costumes et le décor « modernes » nous laissent parfaitement calmes. Et cela montre, sans doute, que l'une au moins des « conquêtes » espérées nous est acquise. Mais d'autre part nous voyons très clairement que le *Rêve*, en dépit de la mise en scène, n'a rien de contemporain, et que c'est bel et bien un drame de légende. De plus, nous nous rappelons quelles déconcertantes théories M. Zola a tirées d'un drame qui est de Gallet, nous nous rappelons les niaiseries sur le symbolisme en musique et autres turlutaines... Et peut-être en voulons-nous — un peu — au *Rêve* d'avoir causé tout cela?

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Sérénissime, par ERNEST LA JEUNESSE (Fasquelle).

C'est absurde, — et pourtant très bien ! paradoxal à plaisir et trop aisément, mélodramatique, lyrico-fumiste, romantique, que sais-je ?... mais tout palpitant de vie, de tendresse, de pitié, de souffrance. On ne sait pas très bien ce que cela veut dire, — cela veut seulement être de la vraie douleur qui pantèle, qui sanglote, qui rit, qui s'affole d'elle-même et qui ne sait pas comment faire pour s'annihiler en s'exaltant davantage... La grande-duchesse de Schmerz-Traurig, fille d'un roi détrôné, déchu, débauché, se trouve à Paris, orpheline, Altesse Sérénissime en mal d'orgueil et d'avilissement. Elle lâche un soir sa cour d'académiciens, de philosophes, de prétendants et, déguisée en pauvresse, s'en va vers l'Étoile vendre *la Presse*. Elle se donne à un passant, pour cent sous, dans un garni. Antony l'aime ; elle l'aime aussi, avec passion, avec mépris, avec toute sa sensualité brusquement éveillée et toute sa haine d'humiliation. Antony, pour être près d'elle, devient son laquais : il se fait couper la moustache et, larbin, lave l'argenterie. Ils s'aiment ! Une révolte d'orgueil la relance à l'ambition du trône à reconquérir. Et puis, comme elle a trouvé vils tous ses partisans et l'époque mauvaise, désespérément elle se reprend à son larbin. Ils courent les bals publics, se réfugient dans les bouges... Elle s'aperçoit qu'elle est enceinte. Ils s'enfuient vers un bord de mer. Et là, l'empereur allemand paraît, cousin de la Sérénissime ; il la veut fiancer à l'héritier de l'Empire. Mais pour cela, l'enfant doit disparaître. Antony se dresse alors, ivre de haine et de vengeance, jusqu'à se colleter avec l'Empereur, L'enfant naît. La grande-duchesse veut le jeter à la mer. Antony la tue... Tout cela est excessivement dénué de bon sens et nous dérange dans nos habitudes de romanesque modéré. C'est comme une rage de nous étonner, de nous déconcerter. Le style lui-même, singulier, tourmenté, bouleversé, surprend, inquiète, mais émeut. Et l'œuvre est presque belle, dans sa bizarrerie, à force d'être pleine de vraies larmes...

L'Alsace en 1814, par ARTHUR CHUQUET (Plon).

Il n'y a pas d'historien plus intelligent et plus probe qu'Arthur Chuquet, et ce qui fait la beauté principale de son œuvre, c'est qu'on la sent exactement et clairement véridique. Le sujet de son dernier volume est d'un tout particulier intérêt : la situation de l'Alsace à la fin de 1813, la campagne de Victor, le blocus des places, le siège de Huningue, l'émeute de Landau, le soulèvement des Vosges...

L'historien a consulté tous les documents, toutes les archives; son livre est plein de détails nouveaux, caractéristiques, curieux, et dans l'abondance des faits on ne se noie pas, tant la composition est simple, rigoureuse, tant les événements sont exposés avec justesse, avec netteté. Les appréciations, très brèves, semblent résulter, comme d'elles-mêmes, du plus impartial exposé. Rien n'est omis et chaque chose est à sa place, sans empiétement et sans lacune. Les personnages sont vivants, agissants, au milieu des circonstances mêmes dans lesquelles se déploya leur énergie, bienfaisante ou funeste, et chacun d'eux est à son plan, les premiers rôles et les comparses, les héros et les obscurs serviteurs de quotidien dévouement. Et parmi ces derniers, certes, je citerai ce Beaunier que l'histoire serait injuste d'omettre. C'était un humble beauceron, engagé volontaire de 1792, fourrier, sergent-major, sous-lieutenant, etc. Il passa par tous les grades modestes. Lors de l'investissement de Belfort, il était quartier-maître du 14e chasseurs à cheval. Le conseil de défense le chargea d'assurer les subsistances de la garnison. Il découvrit une grosse provision d'avoine; il eut l'idée d'en faire du pain, mais les moulins ne marchaient plus. Il sortit de la ville, parcourut la ligne des avant-postes et résolut de faire une saignée qui conduirait les eaux de la Savoureuse dans le canal. On commença le bâtardeau, mais les Autrichiens forcèrent les ouvriers à se retirer. Beaunier fit décider par le conseil de défense de concentrer pendant la nuit sur ce point l'effort d'une batterie d'artillerie: on put reprendre les travaux et, quelques jours après, le « canal Beaunier » avait assez d'eau pour mouvoir deux tournants de moulin... Ainsi, ce brave homme « contribua beaucoup à la longue résistance que l'ennemi éprouva devant les murs de Belfort ».

Le Trèfle à quatre feuilles, par Louis Morosti (Société libre d'édition des gens de lettres).

Un roman d'amour, médiocre en somme, tout à fait dénué de toute espèce d'invention. En sous-titre: « Esquisses contemporaines », mais ce n'est pas plus contemporain qu'archaïque; ce n'est pas daté, ce n'est précisément situé ni dans le temps ni dans l'espace. Pas de traits de mœurs bien caractéristiques, ni de très particulières trouvailles psychologiques. Le style, d'ailleurs, est terne; de petites phrases, hachées, monotones... Pourtant, on ne peut nier qu'avec tous ces défauts, ce livre ait un charme réel; il est touchant, attendrissant, émouvant. Une très simple histoire d'amour. Robert de Pontacq est l'amant de Berthe Valsayre; il l'aime, elle l'adore. Ils trouvent le moyen de faire ensemble un délicieux voyage en Italie. Et puis, un jour, Robert va se marier. Berthe essaye vainement de surmonter le désespoir que lui cause cette nouvelle. Elle ne fait pas de scène, mais elle se sent touchée au cœur. Elle apprend ensuite, brusquement, que Robert fait avec sa jeune femme un voyage de noce en Italie: même itinéraire que jadis... C'est le coup de grâce pour la pauvre amoureuse: le sacrilège, la profanation de l'oublieux la tuent. Et dès lors, sa vie n'est plus qu'une lente et douloureuse agonie, une incessante torture, jusqu'au jour où, tout simplement, elle va mourir d'amour... Cette pauvre histoire est plus douloureuse encore d'être si banale, plus mélancolique d'être si dépourvue d'imagination Quelques épisodes insignifiants s'y mêlent vainement. Toute sa grâce lui vient de n'être qu'une histoire d'amour et d'illustrer tant bien que mal cette phrase que cite l'auteur à la première page de son livre: « Je sais que l'amour seul est quelque chose, je sais qu'il n'y a rien autre sur la terre... »

La solution, par Jean de la Brète (Plon).

Intelligente, prompte à la repartie et d'esprit très indépendant, Gisèle de Talende est une jeune fille clairvoyante et fantasque tout à la fois. Elle est pleine de mépris pour la mièvre intelligence féminine et pour le grossier caractère masculin. Ses parents, après avoir mené la vie à grandes guides, durent se résigner à de l'économie; ils s'installèrent à la campagne dans leur terre de Talende. Gisèle consentit à épouser le riche M. de Termaine. Mauvais ménage. Termaine est très amoureux de sa femme, mais il est dénué de douceur, de gentillesse, et sa tendresse ne se manifeste que par de brutales jalousies. Vaines alarmes; Gisèle est trop fière, et son expérience de l'amour n'est certes par pour l'induire en tentation. « Comme la vie serait bonne, pense-t-elle, si on savait ce qu'elle est,... et sans l'homme! » Atteint d'une maladie de cœur, Termaine s'aigrit et devient brusque avec sa femme. Celle-ci, très renfermée, accepte toutes les insultes, — et nous ne saurions même pas qu'elle souffre si, par bonheur, elle n'avait pour confident un vieil amiral à qui, par lettres, elle raconte ses peines. Malheureuse, elle prend des allures de plus en plus singulières. Termaine meurt. Après un an de rigoureux veuvage, Gisèle va dans le Midi s'installer pour quelque temps chez un cousin marié dont elle apprécie le caractère. Le cousin s'éprend! Gisèle s'enfuit auprès du perspicace amiral qui lui cria casse-cou, puis en Norvège avec des amis, puis en Autriche avec ses parents. Elle cherche une satisfaisante conception de la vie. A bout d'expériences douloureuses, elle se résout à faire dans un couvent un petit essai. Et c'est là, en effet, qu'elle trouva *la solution*. Elle ne se fit pas nonne, mais elle lut, pendant les quelques semaines de sa retraite, les *Exercices spirituels* d'Ignace de Loyola et, revenue dans son

château, s'efforça d'y mettre en pratique de sages préceptes. Les dernières pages du livre, qui pourtant en doivent être la conclusion philosophique, manquent un peu de précision et de clarté. Nous voyons bien Gisèle vendre ses voitures de luxe, ses chevaux de selle, diminuer son personnel et simplifier son train de maison. Mais cela ne constitue pas toute une conception de la vie, — car beaucoup de gens alors auraient la sagesse innée, pour n'avoir pas même eu besoin de faire ces simplifications-là...

Le Fils de Louis XVI, par Léon Bloy (Société du *Mercure de France*).

Encore la vieille histoire Louis XVII-Naundorff, mais rajeunie par la grâce d'un style abracadabrant, tintamarresque, où se mêlent à de faciles grossièretés des sentences apocalyptiquess, de prudhommesques verbiages et de redondantes lapalissades... Il se dégage de ce petit volume une philosophie de l'histoire extrêmement plaisante. « Je sais — et peut-être suis-je le dernier à le savoir, — déclare M. Léon Bloy, que c'est *surtout* pour la France que Jésus a sué le sang et qu'il a « englouti la mort », suivant l'expression formidable de saint Pierre. » Oui, oui, et si cette bienfaisante préméditation vous étonne, considérez que « les mots *gallus* et *gallina*, extrêmement rares dans l'Écriture, ne prennent un sens qu'à l'heure terrible où tout va être consommé ». La France, d'ailleurs, il faut l'avouer, « glorieux miroir où la splendeur incréée prenait ses délices », est, depuis l'exil de Louis XVII, tombée dans un fâcheux « cloaque de charognes ». Ce triste événement fut préparé par Louis XIV qui arracha, comme chacun sait, le cœur de la France « pour le donner aux cochons » : cette métaphore est une allusion à la légitimation des bâtards royaux. Conséquemment, le jour approche, — et « il y a lieu de croire que cette fête est pour le commencement du prochain siècle », — où le monde entier « sera forcé de reconnaître qu'on est tout à fait sans Dieu... Mais, comme tout l'univers, à ce moment-là, sera dans des automobiles ou sur des vélocipèdes, l'occasion de bondir de joie ne sera saisie presque par personne. » M. Léon Bloy nous fait très vivement sentir l'importance de son livre en constatant avec chacun de nous que si Napoléon a régné, puis a sombré après avoir eu sur nos destinées ultérieures une si considérable influence, c'est que Louis XVII n'a pas été reconnu roi. Etc... Telle est la philosophie de l'histoire pour « un catholique et un vieux Français » du bord de M. Léon Bloy : « toujours au lendemain de la Ligue et inconsolable du fiasco de la Saint-Barthélemy ». Or, il paraît qu'ils sont plusieurs de ce « bord »-là.

Hors des routes, par Frédéric Cousot (Lemerre).

Deux petites nouvelles. — De père en fils, depuis le XVIIe siècle, les Serpollet ont montré des marionnettes. Claude, dernier descendant de cette famille, retape ses acteurs, agrémente son répertoire, achète une belle roulotte et, accompagné de son voisin Pigeonnel, part pour l'aventure. Chemin faisant, il rencontre M. Dumont, directeur du Cirque Dumont; on se lie, on voyage de compagnie... Bref, M. Dumont ne tarda pas à faire épouser à Claude sa nièce Simone. De là vint tout le malheur. Car Simone contraignit Claude à chasser le bon Pigeonnel et, bientôt après, lâcha son mari, s'enfuit avec un autre forain, emportant toutes les marionnettes et les manuscrits du répertoire. Alors, c'est la misère pour le pauvre Claude. Mais il retrouve Pigeonnel qui s'est fait montreur d'ours; et, tous les deux, ensemble derechef, ils retrouvent Simone. Simone meurt. Un bon châtelain recueillit les infortunés forains. Pigeonnel devint garde-chasse, et le bon, le doux, l'exquis Serpollet utilisa ses petits talents en sculptant des statuettes de bois. — Autre histoire : le comte Roger de Vaillantpont servit le pape, fit la campagne de 1870, prit part à l'insurrection Carliste et puis revint au château de ses pères. Ah! il rêvait de moyen âge et de chevalerie. Il recrute une douzaine de coureurs de grand chemin, les revêt d'armures, organise des tournois... Mais ses chevaliers improvisés se livrèrent dans le pays à toutes sortes d'excès ; un jour même ils jetèrent un villageois dans les oubliettes du château. Le maire s'émut, puis le sous-préfet, conséquemment la gendarmerie. Siège du château de Vaillantpont; le comte Roger asperge d'huile bouillante la maréchaussée... L'histoire finit mal: le pauvre don Quichotte est tué d'un coup de fusil. C'était une âme de héros, mais un coup de crosse, jadis, en Catalogne, avait un peu dérangé son cerveau. Ces deux petits récits sont joliment contés, avec esprit, avec fantaisie, d'une manière élégamment brève; ils divertissent, et voilà de gentille littérature.

André Beaunier.

Memento. — A Bâle (Imprimerie Fr. Bürgin), *l'École symboliste*, « contribution à l'histoire de la poésie lyrique française contemporaine, », par Georges Beaujon. dr. phil., étude littéraire annexée au rapport annuel de l'École reale de Bâle (1899-1900), — exposé assez clair, un peu sommaire, généralement juste. — A la librairie Daragon, *la Voyante de la place Saint-Georges*, brochure, par Paul Fesch.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — *Octoberfest :* Tout Munich aux pieds de la *Bavaria*, le bronze colossal et un peu ridicule qui figure la Bavière... Tout Munich en liesse !

Dans les débuts, la « fête d'Octobre », que je vois pour la troisième fois, ne durait que quarante-huit heures. C'était alors avant tout une foire où les propriétaires, les éleveurs et les cultivateurs de la région se donnaient rendez-vous et exposaient les produits les plus remarquables de l'année, un concours agricole comme la province en a chez nous, une sorte de glorification en même temps de la bonne mère la Terre avant l'entrée de la nature dans le grand repos de l'hiver. Le concours subsiste et l'on continue de primer et de couronner de verdure le bétail d'importance, mais peu à peu la grande foire d'octobre est devenue essentiellement une fête populaire, pleine d'une joie épaisse et de jeux violents, célèbre par toute l'Allemagne pour les gigantesques « beuveries » dont elle est le prétexte. L'*Octoberfest* dure maintenant deux longues semaines.

Précisément, c'était hier — dimanche, 30 septembre — le grand jour. Munich s'éveilla au bruit des fanfares et des salves d'artillerie et tout le matin, parmi la foule rieuse qui s'empressait aux offices, — les Munichois restent toujours fervents catholiques — de superbes chevaux enrubannés aux couleurs bavaroises promenèrent de lourds tonneaux de bière échafaudés en pyramides. Messes solennelles, messes en musique, parades aux mouvements d'automates, longs défilés sous le soleil de midi, tout le Munich officiel sur pied. A 2 heures, la cour, en carosses de gala, a traversé la ville pour se rendre sur le champ de foire et, perdu dans la cohue, j'ai revu cette longue barbe grise qui a permis à Lenbach de prêter au régent l'austère et impressionnante beauté d'un moine chevalier, de quelque mystique soldat d'antan. Puis, avec les solennelles lenteurs d'une procession, une cavalcade évolua devant la tribune d'honneur où les princes, les ministres, les hauts dignitaires du clergé et de l'armée avaient pris place. Et quand, tout de rouge vêtu, l'archevêque eut, d'un grand geste, béni la foule, les courses commencèrent, les paris s'engagèrent, cependant qu'à l'autre extrémité de la place le bœuf traditionnel, mis à la broche le matin, continuait de rôtir au son des musiques. Balançoires, chevaux de bois, montagnes russes, baraques de toutes sortes, c'est assez exactement, en plus vaste toutefois, l'aspect de notre place de la Nation, aux environs de Pâques, et une affreuse galette, dure comme pierre, remplace ici notre « pain d'épices »...

Mais quel peuple ! quelle foule !... Il est impossible, je crois, d'en imaginer une aussi définitivement inélégante, aussi inconsciemment laide. Il faut avoir vu ces choses pour se les figurer... Pas une jolie femme et, côté hommes, de ces charpentes ! D'ailleurs, des santés !... oh ! des santés !... Et l'on vous heurte, on vous bouscule, on vous marche sur les pieds le plus simplement du monde et, il va sans dire, sans jamais le moindre « pardon ». Vraiment, je plaindrais le Parisien qui se risquerait ici en des chaussures trop justes. Le sans-gêne de ce peuple aurait bien vite raison de sa naturelle bonne humeur.

Au demeurant, il est sans méchanceté, ce peuple. C'est avec une si parfaite inconscience qu'il se montre si peu policé ! Et, pour déplaisante qu'elle soit, sa joie n'est pas précisément grossière... Enfin, ce sont ces mêmes âmes, ces cœurs frustes, qui tant aimèrent Louis de Bavière, le beau et sentimental Louis II, le délicat et mystique *amant des clairs de lune*.

* *

D'autres réjouissances et d'un caractère moins essentiellement populaire coïncident, cette année-ci, avec celles de l'*Octoberfest :* mardi dernier a été célébré à Munich le mariage de la princesse Élisabeth, fille du prince Charles-Théodore duc de Bavière, avec le prince Albert de Belgique, le futur roi des Belges.

***

Un journaliste anglais, envoyé de France par le *Times* pour y suivre les manœuvres de notre armée, avait, dans une correspondance qui fut reproduite par plusieurs feuilles d'outre-Rhin, formulé quelques critiques peu flatteuses pour notre haut commandement. A ce propos, le *Frankfurter Zeitung*, dans son numéro de samedi dernier, fait cette réflexion qui ne manque peut-être pas d'un certain à-propos : « Au lendemain de tant de défaites essuyées en Afrique, les Anglais sont mal venus à critiquer quoi que ce soit en matière de guerre. »

***

Autriche-Hongrie. — En fait de liberté, la presse autrichienne ne semble pas beaucoup mieux partagée que la presse russe et nos confrères des bords du Danube et ceux des bords de la Néva sont évidemment logés à la même enseigne. C'est du moins ce qui ressort des documents à l'aide desquels on a établi le chiffre exact des condamnations encourues par les journalistes en Autriche-Hongrie durant le premier semestre de l'année 1900.

Elles sont au nombre de 1547, dont 625 prononcées contre des journaux de langue allemande, 581 contre des feuilles tchèques, 202 contre des feuilles polonaises. Un journal d'Innsbruck, le *Scherer*, a été, à lui seul, frappé trente fois.

Pour la plupart, ces 1547 condamnations sont motivées (?) par les « crimes » ou délits de : excitation à la haine entre nationalités et cultes différents (514 cas ; de 3 à 6 mois d'emprisonnement) ; attentat contre la tranquillité publique (282 cas ; de 1 à 5 ans de réclusion) ; attaque dirigée contre l'église catholique (204 cas ; de 1 à 6 mois d'emprisonnement) ; lèse-majesté (251 cas ; de 1 à 5 ans de réclusion) ; attaque au mariage, à la famille et à la propriété ou glorification des relations illégales et immorales (88 cas ; de 1 à 12 mois d'emprisonnement) ; attaque dirigée contre un souverain ou un État ami (121 cas ; de 6 à 12 mois d'emprisonnement), etc.

Bref, la magistrature autrichienne a, au cours de ces six derniers mois, prononcé contre ces pauvres journalistes des peine qui, additionnées, fournissent le respectable total de 3366 années de prison !... C'est beaucoup !

G. CHOISY.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39907. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI

N° 15. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 13 Octobre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 15

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE

	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

VICTOR RETAUX, libraire-éditeur, rue Bonaparte, 82, à Paris.

LA DIVINE COMÉDIE DE DANTE ALLIGHIERI

TRADUCTION EN VERS FRANÇAIS

Accompagnée du Texte italien, d'une Introduction historique et de Notices explicatives en tête de chaque chant

Par Amédée DE MARGERIE

ANCIEN PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE NANCY, DOYEN DE LA FACULTÉ LIBRE DES LETTRES DE LILLE

Deux beaux volumes grand in-8 . . . . 15 fr.

Il n'est pas exagéré de dire que la traduction de la *Divine Comédie* que vient d'achever M. Amédée de Margerie sera pour le public français une révélation.

Chacun sait que Dante a écrit un chef-d'œuvre. Mais combien, même parmi les lettrés, l'ont lu? En dehors des épisodes classiques de Françoise de Rimini et d'Ugolin, que tout le monde connaît, combien, parmi ceux qui ont tenté la lecture suivie des cent chants de l'œuvre du poète florentin, ont persisté jusqu'au bout sans se laisser rebuter par le symbolisme du premier chant dont l'obscurité a lassé tous les interprètes?

A chaque instant d'ailleurs, dans l'œuvre tout entière, un vers, un mot, fait allusion à des faits de l'histoire d'Italie, à des discussions théologiques ou philosophiques, et nul ne peut comprendre ces allusions qui font corps avec le récit, s'il n'a lu de volumineux ouvrages allemands ou italiens.

Aucun commentaire approfondi (sauf celui d'Ozanam sur le Purgatoire) n'a été écrit, en effet, en langue française.

L'auteur de la traduction nouvelle, rompant avec tous les précédents, a eu cette idée absolument originale de condenser, en tête de chaque chant, dans une introduction de deux à trois pages, rédigée en une forme littéraire qui en rend la lecture attachante, ce qu'il y a de plus utile dans les commentaires autorisés écrits en toutes les langues.

Une Introduction générale et une Vie de Dante, écrites à larges traits, placent l'ouvrage dans son cadre et forment une excellente préparation à sa lecture.

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

ESQUISSES LITTÉRAIRES ET MORALES

Par le R. P. G. LONGHAYE

Un fort volume in-18 jésus . . . . 3 fr. 50

TABLE DES MATIÈRES. — **Première période (1800-1830) : Renouveau chrétien.** — Introduction : Les « Causes » de la littérature moderne. — Chateaubriand. — Madame de Staël. — J. de Maistre. — Bonald. — Lamennais. — Lamartine.

ESTHÉTIQUE FONDAMENTALE, précédée d'une lettre de M. Eugène Guillaume, de l'Académie française, professeur d'esthétique au Collège de France, etc. — Un volume in-8, frontispice illustré, texte de XVII-422 pages, broché . . . . 7 fr. 50

Dans l'*Esthétique fondamentale*, l'amateur de belles choses trouvera de précieuses données ; l'artiste, la formule de ses intuitions ; le philosophe, des solutions longtemps cherchées peut-être ; le chrétien, une nouvelle intelligence de Dieu et de ses œuvres ; tout lecteur, des lois fixes qui lui permettront d'assurer la justesse de ses jugements en fait de beauté naturelle ou artistique.

BERNOUX, CUMIN & MASSON, Éditeurs, 7, rue de la Chaussée-d'Antin, PARIS

Aux grands Musées ⁎ Aux grandes Bibliothèques de l'Univers entier

NOUS OFFRONS **Aux Artistes ⁎ Aux Bibliophiles ⁎ Aux Collectionneurs**

L'ÉDITION NATIONALE

DES

ŒUVRES DE VICTOR HUGO

La plus audacieuse, la plus colossale entreprise de la Librairie de Luxe, le plus grand effort de la Librairie d'Art.

43 volumes in-4° brochés. — 2 500 gravures en taille-douce.

200 Artistes (peintres, graveurs), tous en célébrité, ont collaboré à l'œuvre.

L'Édition Nationale de Victor Hugo est le RAYON D'HONNEUR de toute grande Bibliothèque, est la gloire et l'honneur du BEAU LIVRE MODERNE.

RABAIS énorme et provisoire (Grandes Facilités de Paiement) | de **45 %** sur les Prix anciens.

PRIME AUX PREMIERS ACHETEURS

Les 30 grandes Eaux-fortes du Théâtre de Victor Hugo tirées sur SATIN DE LYON

ÉDITION ORDINAIRE :	43 volumes in-4°,	sur Papier vélin	750 fr. au lieu de 1 200
ÉDITION DE LUXE :	— —	sur Papier vergé	1 200 fr. au lieu de 2 150
ÉDITION DE LUXE :	— —	sur Papier impérial du Japon	2 500 fr. au lieu de 4 300

Payables en 25 mensualités de 30 fr., 50 fr., 100 fr.

Il a été dépensé plus de TROIS MILLIONS pour cette œuvre monumentale

Catalogue descriptif envoyé FRANCO sur demande

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 15. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 13 OCTOBRE 1900.

LES ÉLECTIONS ANGLAISES

La Chambre des communes, en Angleterre, est élue pour sept ans. Mais elle est le plus souvent dissoute quelque temps avant l'expiration de son terme légal.

Les hommes d'État qui sont au pouvoir peuvent trouver avantage à interrompre brusquement la vie d'un Parlement. C'est lorsqu'ils ont le vent en poupe, que quelque grande entreprise leur a réussi, et qu'ils sont en possession de la popularité, tandis que leurs rivaux sont provisoirement en discrédit.

L'occasion est fugitive, il la faut saisir. Si la chose est faite habilement et à temps, les gouvernants obtiennent en moins de trois semaines une belle majorité qui les remet en selle pour quatre ou cinq ans.

Il arrive bien aussi quelques surprises; mais c'est généralement lorsque les gouvernants ont hésité, trop attendu, laissé échappé l'occasion, lorsqu'ils font une dissolution qui n'est plus opportune et à laquelle ils ont recours comme à un va-tout. C'est de la politique d'aventure; le cabinet joue sa destinée sur un coup de dé.

Ainsi Disraeli, ce grand *leader* de l'aristocratie britannique, l'apôtre du *nouveau torysme*, eut le tort de laisser vivre trop longtemps le Parlement qui, en 1874, l'avait porté au pouvoir en envoyant à la Chambre 350 conservateurs contre 302 opposants de toutes nuances.

Ce ministère fut heureux. Au dedans régnait un grand calme, repos salutaire après l'agitation des réformes gladstoniennes. Au dehors, Disraeli, devenu lord Beaconsfield, inaugurait la grande politique impériale, faisait proclamer la reine Victoria impératrice des Indes, intervenait en Orient dans le conflit russo-turque, prenait une part glorieuse au Congrès de Berlin, et revenait à Londres avec l'acquisition de l'île de Chypre.

C'était le moment. On lui conseilla de dissoudre, sans plus tarder, la Chambre qui vivait déjà depuis quatre ans. Il eût à peu près sûrement triomphé. Il hésita, et ce fut une faute de stratégie, une des rares fautes de ce genre qu'il ait commises. Lorsqu'il fit la dissolution, deux ans plus tard, on commençait à être las de la politique impériale; la popularité du grand ministre en était à la période du reflux; on calculait ce qu'elle avait coûté au Trésor, et que le contribuable devait rembourser. Les élections donnèrent la majorité aux libéraux. Ceux-ci arrivèrent à la Chambre nouvelle au nombre de 349, avec 235 conservateurs et 68 Irlandais.

En cette année 1900, M. Chamberlain, l'esprit directeur du cabinet dont lord Salisbury est le chef nominal, n'a pas renouvelé la faute de son prédécesseur. Il a dissous, au bon moment, un Parlement qui avait déjà cinq années d'existence, étant né en 1895.

Très mécontents des libéraux qui s'étaient engagés dans un conflit violent avec la Chambre haute, les électeurs avaient nommé à cette époque 411 conservateurs et unionistes contre 177 libéraux et radicaux et 82 nationalistes Irlandais.

Cette majorité magnifique s'est à peine égrenée en cinq ans. A la veille du décret de dissolution signé par la reine le 17 septembre dernier, elle était encore de 128 voix, soit 399 (dont 329 conservateurs et 70 unionistes) contre 189 libéraux et 82 nationalistes Irlandais.

Les conservateurs et unionistes n'avaient perdu que 11 voix. Combien en eussent-ils perdu, s'ils avaient attendu davantage?

Le cabinet agit donc avec la décision de gens qui veulent réussir. L'occasion a été bien saisie. Cette guerre du Transvaal si mal engagée, si ridiculement menée, — ce sont des Anglais eux-mêmes, et non des moins intelligents, qui le disent, — enfin terminée, Kruger en fuite, les deux républiques annexées, lord Roberts un héros, Joe Chamberlain un grand homme, et, chose plus précieuse en la circonstance, un homme populaire; toutes les conditions de succès étaient réunies.

La procédure électorale est expéditive en ce pays. Le décret de dissolution a été signé le 17 à Balmoral, la proclamation lue huit jours plus tard dans la Cité, sur les marches de la Bourse, à 11 heures du matin. Le jour même, partaient dans toutes les directions, par les soins vulgaires de la poste (et non plus par messagers spéciaux comme autrefois) les *writs* ou lettres de convocation des électeurs, à l'adresse des fonctionnaires (sheriffs ou maires) chargés de l'organisation matérielle des élections dans les comtés et les bourgs (*returning officers*).

La période électorale se trouva donc officiellement ouverte le 26 septembre. Le 29 eurent lieu les élections sans opposants, qui se font à mains levées, et le 1er octobre, commencèrent les élections entre concurrents, au scrutin. Ces opérations ne sont pas partout fixées au même jour, mais le 15 octobre tout sera terminé, à deux ou trois élections près.

Jusqu'à présent, les résultats sont conformes aux prévisions des hommes qui, possédant le pouvoir depuis cinq ans, ont trouvé bon de le conserver pendant cinq ou six ans encore. La majorité du nouveau Parlement sera conservatrice, et M. Chamberlain est consacré grand ministre.

Avant d'étudier les aspects particuliers qu'a présentés cette campagne électorale de 1900, nous voudrions montrer ce qu'étaient les élections avant la réforme de 1832, ce qu'elles ont été depuis, et comment les lois de 1867 et de 1884-1885 ont achevé la formation du système électoral qui fonctionne aujourd'hui chez nos voisins.

LE RÉGIME ÉLECTORAL AVANT 1832

Le suffrage universel a été pratiqué en Angleterre — vous en doutiez-vous? — jusqu'au règne de Henri VI dans les comtés.

On doit l'inférer du moins d'une décision prise à cette époque par le Parlement. Comme on jugea que le nombre des gens du peuple qui prenaient part aux élections était excessif, une loi restreignit aux francs tenanciers possédant un revenu de 40 shillings le droit d'élire des chevaliers de comtés (*Knights of the shire*).

La Chambre des communes se composait alors de représentants des comtés, les *chevaliers;* de représentants des cités, les *citoyens;* de représentants des bourgs, les *burgesses*.

Au temps d'Édouard Ier, 37 comtés et 166 bourgs ou cités nommaient chacun 2 députés, ce qui donnait 406 députés. Le nombre des circonscriptions décrut peu à peu jusqu'à l'époque de Henry VIII, où l'on n'en comptait plus que 147.

Il s'augmenta ensuite, jusqu'à Charles II, mais seulement par des accessions de circonscriptions de bourgs ; sous les Stuarts la Chambre des communes compta 500 membres. La réunion des Parlements anglais et écossais en 1707 accrut le nombre des députés de 47, celle des Parlements anglais et irlandais l'accrut encore de 100. La Chambre des communes compta dès lors environ 650 membres.

La réforme de 1832 ne modifia pas ce nombre, mais en répartit les éléments d'une façon plus équitable entre les circonscriptions de comtés et celles de bourgs.

Il n'y avait dans l'Angleterre proprement dite que 52 circonscriptions de comtés; on en créa 30 de plus, et dans les 82 districts qui existèrent dès lors furent versées 56 circonscriptions de bourgs qui possédaient chacune une population inférieure à 2 000 habitants, et nommaient toutes ensemble 111 représentants.

21 autres bourgs, d'une population inférieure à 4 000 habitants, et qui élisaient chacun deux députés n'en élurent désormais plus qu'un. 22 bourgs nouveaux acquirent le droit de nommer 2 membres et 24 autres celui d'en nommer 1.

Enfin le nombre des membres nommés par des bourgs en Écosse fut porté de 15 à 23, et le nombre total des députés d'Irlande fut élevé de 100 à 103.

Le résultat de ces divers changements fut de laisser fixé à 650 comme auparavant le nombre des membres de la Chambre des Communes.

LES BOURGS « POURRIS » ET LA RÉFORME

Le point capital de la réforme de 1832 fut la suppression des bourgs « pourris » (*rotten boroughs*). On appelait ainsi des localités que le cours des années avait peu à peu privées de la presque totalité de leurs habitants, mais qui, possédant de temps immémorial le droit de nommer un député, le conservaient et l'exerçaient en dépit de l'absurdité de la situation Dans quelques-uns de ces bourgs, le seigneur nommait lui-même le député ou le faisait désigner par son intendant, voire par un domestique.

Les conservateurs à outrance disaient de ces bourgs qu'ils étaient des sièges précieux, et qu'on devait

conserver dans la liste des circonscriptions, attendu qu'ils fournissaient des membres excellents à la Chambre des communes.

A quoi le bon sens répondait : « C'est fort bien, mais il n'y a point là d'habitants. » Et il fallut bien, à la fin, en venir à transférer le droit électoral de ces collèges réduits à l'état d'abstractions, à d'autres collèges ayant une population.

On n'avait eu jusqu'alors aucun souci d'établir une proportionnalité quelconque entre la représentation et le nombre des habitants. Dans les comtés, les anomalies n'étaient pas trop flagrantes, chaque comté élisant en général deux *chevaliers*, mais dans les villes, et dans les bourgs, la disproportion atteignait des hauteurs épiques.

La Cité de Londres, en 1790, avec 500 000 habitants, élisait 4 représentants, le pays de Cornouailles avec 175 000 en nommait 44. Manchester et Birmingham ne possédaient pas le droit électoral, mais trente bourgs « pourris », comptant ensemble 375 habitants, envoyaient 60 membres à la Chambre des Communes. Tiverton, avec 14 votants, élisait un député, et Tavistock, avec 10, en élisait un autre. Old Sarum, qui comptait cinq ou six masures et douze habitants, nommait 2 membres !

Il y a plus fort : un bourg fut englouti par l'Océan. Le propriétaire de la plage s'embarqua, lui quatrième, et l'élection se fit dans un bateau, en pleine mer.

C'est Louis Blanc, dans ses *Lettres sur l'Angleterre*, qui rapporte l'aventure, et il narre un autre cas non moins suggestif. La scène se passe à Bute, en Écosse, en 1831. L'assemblée électorale se réunit. Elle se compose du shériff, du fonctionnaire chargé d'enregistrer les votes, et d'*un* électeur. « Ce brave homme, ainsi qu'il convenait, prit le fauteuil, fit gravement l'appel d'usage, répondit à son propre nom, proposa sa nomination, appuya le préopinant, mit aux voix, se donna son suffrage, et fut élu à l'unanimité. »

Inutile de dire avec quelle facilité se donnait carrière, sous un pareil régime, la corruption électorale. Que la majorité des votes fussent achetés, nul ne songeait à le contester, et, bien que ces marchés fussent défendus par la loi, les moyens d'éluder la loi s'offraient sans nombre ; les candidats n'avaient que l'embarras du choix.

La législation électorale de 1832 constitua assurément un progrès. Elle supprimait les inégalités les plus choquantes dans la répartition des sièges, mais elle en laissait subsister encore un si grand nombre !

Le droit électoral, dans les trois royaumes, reposa, après la réforme, sur un peu moins d'un million d'électeurs. Or la répartition était ainsi établie que 330 membres sur 650 — soit plus de la moitié — étaient élus par 170 000 votants, et 320 par 600 000.

L'unique député de Leeds représentait 200 000 habitants et était nommé par 7000 électeurs. Telle petite ville, qui avait une population de 4000 habitants et comptait 216 électeurs, nommait 2 députés.

La base du pouvoir électif était la propriété immobilière.

Dans les comtés, il fallait, pour être électeur, posséder une propriété rapportant un revenu annuel de 40 shillings (1), ou avoir la jouissance viagère (à titre de *freeholder* ordinaire) d'un domaine produisant un revenu annuel de 10 livres sterling, ou être fermier (*copyholder* ou *leaseholder*) d'une propriété rapportant 10 livres sterling avec un bail originaire d'au moins soixante ans, ou 50 livres sterling avec un bail d'au moins vingt ans.

Dans les cités et les bourgs, il fallait être *freeman* ou *burgess*, ou bien occuper seul, comme propriétaire ou locataire, une maison d'un revenu annuel d'au moins 10 livres sterling.

Contre la corruption électorale, pour l'exercice de laquelle des collèges de 200 à 300 électeurs, surtout alors que le secret du vote n'existait pas, offraient de si tentantes occasions, le Parlement prit des mesures sévères, mais qui restèrent inefficaces dans le plus grand nombre des cas.

Il vota un *Corrupt Practices Act* qui punit de la privation du droit de suffrage les faits de corruption bien constatés. Des fonctionnaires furent désignés spécialement pour contrôler les dépenses que fait un candidat et qui ne doivent pas dépasser un maximum déterminé par la loi. Des élections ont été cassées, des collèges mis en interdit pour cause de vénalité ; plusieurs bourgs se sont vu retirer le droit de suffrage. Rien n'y a fait, et longtemps encore les habitudes ont prévalu sur les prescriptions légales. On doit constater cependant qu'une grande amélioration s'est produite, à ce point de vue, depuis 1860, après la double réforme de 1867 et de 1884-85.

Une élection a toujours coûté fort cher en Angleterre, mais elle coûtait beaucoup plus autrefois qu'aujourd'hui, toutes proportions gardées. Le candidat avait à payer : la location des salles de réunion pour les comités, l'impression des circulaires et placards, l'affichage d'annonces colossales, la construction des *hustings* ou estrades du haut desquelles l'aspirant à la députation et ses amis haranguaient la foule, celle des baraques pour le *poll* ou enregistrement des votes, l'enrôlement de constables supplémentaires, le transport des électeurs résidant loin des lieux de vote, les coups donnés ou reçus dans les bagarres, les vociférations et grognements, les provisions de projectiles à l'adresse des partisans du

(1) Ce cas s'appliquait au *freeholder* héréditaire, propriétaire au sens plein du mot.

candidat concurrent, les cocardes, les drapeaux, les instruments de musique, les longues beuveries dans les tavernes, les flots de bière, les banquets.

La loi de 1854 (*Corrupt Practices*) interdit ces dernières catégories de dépenses.

Mais comment prouver que les électeurs éloignés ne se transportaient pas à leurs frais? Qu'ils ne vociféraient et ne grognaient pas gratis? qu'ils ne s'offraient pas les uns aux autres des banquets? qu'ils ne payaient pas de leurs propres deniers leurs cocardes et leurs bannières? enfin que le plus pur patriotisme seul ne les déterminait pas à tomber sur des bandes d'électeurs ne pensant pas comme eux?

On sait qu'en Angleterre, il y a deux sortes d'opérations électorales, la nomination et le *poll* ou scrutin. La nomination est le vote par acclamation, vote de pure forme, par mains levées, quand un seul candidat se présente. Le *poll* est le scrutin régulier qui a lieu dans tous les cas où deux ou plusieurs candidats sont en présence.

Les nombreuses réunions publiques qui précédaient l'une ou l'autre opération étaient des épreuves pénibles pour les malheureux que leur situation de candidats obligeait à s'exhiber sur les *hustings*.

L'infortuné orateur n'a pas plutôt ouvert la bouche que sa voix est impitoyablement étouffée par les clameurs et les grognements des amis ou partisans de son adversaire; il a beau implorer le silence par ses regards et par ses gestes, le tumulte continue et va croissant jusqu'à ce qu'il se change en tempête. Pas un discours qui ne soit, presque à chaque phrase, interrompu par des hurlements. On siffle, on grogne, on imite le cri de divers animaux. Étrange mode de communication mentale! édifiant échange d'idées!... A quelle abdication de sa dignité d'homme n'est pas réduit à descendre celui qui, pour avoir le privilège d'écrire à la suite de son nom les majuscules M. P., se résigne à recevoir des pommes cuites et à être mis en fuite couvert de suie (1)!

C'est en 1862 que Louis Blanc écrivait ces doléances. Il en avait vu bien d'autres à Paris en 1848, et nous en avons vu bien d'autres depuis. Des scènes de ce genre sont tout à fait familières à nos mœurs politiques. Il ne faudrait pas croire que les élections anglaises du jour ne les connaissent plus. L'autre jour, à Battersea, l'honorable M. Wyndham, le sous-secrétaire d'État à la Guerre, a reçu dans une réunion publique, des partisans de M. John Burns, le député ouvrier, exactement l'accueil ci-dessus décrit; peut-être les pommes cuites ont-elles manqué au tableau, mais non pas les hurlements et autres cris d'animaux.

(1) Louis Blanc, *Lettres sur l'Angleterre*, 1re série.

DICKENS ET « L'ÉLECTION D'EATANSVILLE »

Sur les habitudes électorales de ces bons vieux jours, nous avons un précieux témoignage, précieux même au point de vue historique, dans le chapitre des Aventures de cet excellent M. Pickwick, l'immortelle création de Charles Dickens, où il est traité du bourg hypothétique d'Eatansville, « des partis qui le divisaient, et de l'élection qui eut lieu d'un membre du Parlement par ce bourg ancien, loyal et patriote ».

Il y avait naturellement deux partis dans ce bourg aussi ancien que loyal, et deux partis qui s'exécraient cordialement. L'un avait pour organe la *Gazette d'Eatansville*, et l'autre l'*Indépendant d'Eatansville*. La polémique était des plus courtoises entre ces deux journaux : « La *Gazette*, notre ignoble antagoniste... — L'*Indépendant*, cette méprisable et dégoûtante feuille... — La *Gazette*, ce journal menteur et ordurier... — L'*Indépendant*, ce vil et scandaleux calomniateur.... »

Une élection était engagée. Slumkey, de Slumkey-Hall, avait pour concurrent Fizkin, esquire, de Fizkin-Lodge. Quand M. Pickwick entra dans le bourg, un homme pérorait du balcon de l'auberge devant un groupe de flâneurs réunis sur la place. Il parlait pour Slumkey, mais les éclats de sa voix étaient couverts par les roulements de quatre tambours énormes apostés à vingt pas de là par les soins du comité Fizkin.

Accueilli par des hourras frénétiques, M. Pickwick se recommande de l'agent du candidat Slumkey. Introduit devant ce personnage, il lui apprend qu'il est venu pour assister à l'élection.

— Une élection bien disputée, mon cher monsieur, dit l'agent.

— J'en suis charmé, répondit M. Pickwick en se frottant les mains. J'aime à voir cette chaleur patriotique, n'importe pour quel parti. C'est donc une élection disputée?

— Oh! oui, singulièrement. Nous avons retenu toutes les auberges de l'endroit et n'avons laissé à nos adversaires que les boutiques de bière. C'est un coup de maître, mon cher monsieur.

— Et quel est le résultat probable de l'élection?

— Douteux, mon cher monsieur, douteux jusqu'à présent. Les gens de Fizkin ont trente-trois votants dans les écuries du *Cerf Blanc*.

— Dans les écuries! s'écria M. Pickwick, étonné par cet autre coup de maître.

— Ils les y tiennent enfermés jusqu'au moment où ils en auront besoin, afin de nous empêcher, comme vous vous en doutez bien, d'arriver jusqu'à eux. D'ailleurs, quand même nous pourrions leur parler, cela ne nous servirait pas; ils les maintiennent tout exprès complète-

ment ivres. Un garçon futé, l'agent de Fizkin, très futé (1) !

M. Pickwick ouvrit de grands yeux, mais ne dit rien.

— Malgré cela, poursuivit l'autre, nous avons bon espoir. La nuit dernière nous avons offert ici un thé. Il y avait quarante-cinq dames, mon cher monsieur, et à chacune d'elles, à son départ, nous avons offert un parasol vert.

— Un parasol vert! s'écria M. Pickwick.

— Oui, mon cher monsieur, quarante-cinq parasols à 7 shillings 6 pence pièce. Ces parasols ont produit un effet incroyable. Nous aurons au moins la moitié des maris et des frères. Enfoncés les bas, la flanelle et tout le reste! Idée de moi, mon cher monsieur, entièrement de moi.

Le lendemain matin, M. Pickwick, réveillé par le roulement des tambours, le son des cornes et des trompettes, les cris de la populace, le piétinement des chevaux, interroge son domestique, l'illustre Sam, sur l'aspect de la ville.

— Hé, dit-il, regardant par la fenêtre, voilà de beaux gaillards, bien vigoureux, bien frais.

— Très frais pour sûr. Ce sont des électeurs qui ont soupé hier au *Paon d'Argent*, et qui ont bu et mangé à en crever. Ils ont ronflé toute la nuit, là même où ils étaient tombés ivres-morts hier soir. Les deux garçons de l'auberge et moi, nous avons pompé sur eux.

— Pompé sur des électeurs indépendants!

— Oui, monsieur. Nous les avons insinués, l'un après l'autre, sous la pompe, et voilà! Ils sont tous en bon état maintenant. Le comité nous a donné pour ce service-là un shilling par tête.

M. Pickwick ne comprend pas que l'on fasse des choses semblables, mais Sam lui cite un fait plus étonnant, et comme ce gaillard-là n'est jamais à court et que M. Pickwick l'écoute avec l'intérêt du philosophe avide de s'instruire, il lui sert une troisième histoire plus surprenante que les deux autres, et dont le héros était son propre père, le voiturier Weller, qui, retenu, un jour d'élection, par un parti pour amener dans sa voiture des électeurs de Londres, reçut 20 livres sterling de l'autre parti pour verser lesdits électeurs dans le canal, et les y versa en effet, par une coïncidence extraordinaire.

— Et les voyageurs furent retirés sur-le-champ? demanda avec anxiété M. Pickwick.

— Pour cela, répliqua Sam négligemment, on dit qu'il y manqua un vieux gentleman.

M. Pickwick se rend aux *Armes de la Ville* pour assister à la procession Slumkey : une armée de bannières, étalant des devises en caractères dorés de quatre pieds de haut, des trompettes, des bassons, des tambours, des constables avec des bâtons bleus (la couleur du candidat), des membres du comité avec des écharpes bleues, et un flot d'électeurs à pied et à cheval; un carrosse découvert à quatre chevaux, pour l'honorable Samuel Slumkey. Les drapeaux flottent, les musiciens jouent, les constables jurent, les membres du comité haranguent, la foule braille, les chevaux piaffent.

Ici se place le récit détaillé des phases diverses par lesquelles passa la mémorable solennité de l'élection d'Eatansville. Dickens en a pris tous les traits dans les scènes auxquelles il avait souvent assisté. Ils se résument en une accumulation de violentes bagarres dégénérant un moment en une véritable émeute, puis se calmant par suite de la lassitude des combattants. Les deux candidats prononcent enfin leurs discours. On procède à la nomination par main levée, le maire décide pour Slumkey; mais Fiskin demande le scrutin, et en conséquence le scrutin est décrété.

L'opération demanda plusieurs jours, pendant lesquels une agitation fiévreuse continua de régner dans la ville. On remarqua à quel bas prix étaient tombés les spiritueux chez tous les débitants. Heureusement les comités avaient eu le soin de s'approvisionner de brancards pour la commodité des électeurs qui se trouvaient surpris dans la rue par des étourdissements passagers, sorte d'épidémie, qui se propagea chez les votants avec une rapidité singulière.

Qui fut élu? Il n'importe guère. On voit seulement que, pour les habitants des petites villes anglaises, les temps d'élection, il a cinquante ans à peine encore, étaient d'assez joyeux temps.

EFFETS POLITIQUES DE LA RÉFORME DE 1832

La bataille pour la réforme électorale avait duré quinze mois, de 1831 à 1832. Robert Peel, le premier homme d'État de l'Angleterre à cette époque, était opposé au bill. « Je le combattrai jusqu'au bout, dit-il, parce que je le crois fatal à notre heureuse forme de gouvernement mixte, à l'autorité de la Chambre des lords, à cet esprit de suite et de prudence qui a valu à l'Angleterre la confiance du monde. Si le bill proposé par les ministres est adopté, il introduira parmi nous la pire et la plus vile sorte de despotisme, le despotisme des démagogues et celui des journalistes. »

Le comte Grey et lord John Russell durent recourir à une dissolution pour sauver leur projet. La nouvelle Chambre le vota enfin avec quelques amendements, mais la Chambre haute le rejeta (8 octobre 1831).

Des émeutes éclatèrent durant l'hiver. A Londres la foule brisa les fenêtres de lord Wellington et me-

(1) *A smart fellow, Fizkin's agent, a very smart fellow, indeed !*

naça sa vie. A Birmingham on agita la question du refus de paiement des impôts.

A la rentrée du Parlement, lord Russell dit que le rejet du bill serait le signal de la guerre civile et de l'effondrement de la constitution. La Chambre des lords résistant encore, le cabinet obtint du roi, comme mesure suprême, une fournée de soixante pairs. Les lords reculèrent devant la perspective d'une telle invasion de leur sanctuaire, le bill fut voté.

Les élections faites d'après le nouveau régime ne justifièrent pas les craintes des tories. L'aristocratie perdait un peu de terrain, le pouvoir passait d'une façon plus apparente aux classes moyennes, mais la barrière ne fut pas ouverte à la démagogie.

L'introduction de quelques radicaux « nouvelle couche » dans la majorité whig amena seulement un changement dans les termes servant à dénommer les partis. C'est de cette époque que date la substitution progressive des mots *libéraux* et *conservateurs* à ceux de *whigs* et de *tories*.

Les premiers résultats de l'évolution parlementaire qui donnait la prépondérance aux classes moyennes furent une loi sur le travail des enfants dans les manufactures et la nouvelle loi des pauvres, l'institution des *workhouses*, loi de protection sociale contre la population misérable (1834).

Le gouvernement passa des libéraux aux conservateurs, le règne de Victoria commença. La misère des classes infimes s'accroissait au lieu de diminuer. « Le pullulement des pauvres produisait des entassements inouïs : un dixième des habitants de Manchester vivaient pêle-mêle dans des caves fangeuses. Les ouvriers se plaignaient des patrons qui, leur devant une paie de 35 shillings, leur donnaient une pièce d'étoffe dont ils ne pouvaient tirer que 11 shillings. La liberté des associations ouvrières était différée par la politique des ministres libéraux qui, s'appuyant sur les grands manufacturiers, protégeaient de la façon la plus dure le patron contre l'ouvrier, le propriétaire contre le journalier agricole (1). »

Les radicaux rédigèrent une charte du peuple : élections annuelles, suffrage universel, scrutin secret, circonscriptions électorales égales, éligibilité des non-propriétaires, indemnité aux députés. Nous avons à peu près tout cela en France, sauf les élections annuelles. Mais on était loin d'un pareil programme dans l'Angleterre des premières années du règne de Victoria! Macaulay, dans un débat aux Communes sur une pétition chartiste, déclarait le suffrage universel incompatible, non seulement avec la monarchie et la Chambre des lords, mais même avec la civilisation !

(1) Ed. Sayous, *Angleterre* dans l'*Histoire générale*, vol. X.

Les chartistes répondirent à la résistance des classes moyennes, dont les libéraux représentaient les intérêts, par de terribles émeutes. Mais la violence du courant populaire s'épuisa bientôt, et l'esprit réformiste versa dans l'ornière économiste. Le mouvement aboutit à la formation de la Ligue formée à Manchester par Richard Cobden et John Bright.

Vers 1840, apparait Disraeli, dont la grande conception fut un torysme rajeuni aux sources populaires. « Si les tories, disait-il, renoncent à restaurer le principe aristocratique, il est de leur devoir de se fondre avec les radicaux en un parti national... Je sors du peuple et mets le bonheur du plus grand nombre au-dessus de la satisfaction de quelques-uns. Non seulement les ouvriers ont été laissés en dehors de la réforme électorale, mais toutes les conséquences de cette mesure ont été pour eux ou des déceptions ou des souffrances. »

La législation électorale de 1832 avait en effet laissé hors du scrutin la classe ouvrière en masse. Les classes moyennes portées au pouvoir par cette première réforme parlementaire avaient montré peu de sympathie pour le peuple. Les bourgeois, surtout les manufacturiers, voyaient dans la formation de tout syndicat un délit de conspiration.

Cependant la classe ouvrière avait développé sa force par la constitution des *Trade Unions*, et les hommes d'État intelligents en Angleterre finirent par reconnaître que le moment était venu d'accorder le suffrage politique à de larges catégories de travailleurs.

Toute une génération avait passé sur la grande période du ministère de Robert Peel et de l'abolition des Corn Laws (lois sur les céréales). La question du *status* politique de la classe ouvrière se trouvait portée au premier plan.

L'ACCESSION DES CLASSES OUVRIÈRES AU DROIT ÉLECTORAL

Les partisans d'une nouvelle réforme électorale montraient comment le revenu annuel des ouvriers anglais en salaires pouvait être estimé à 280 millions de livres sterling, et leur propriété en meubles, instruments de travail, fonds déposés dans les caisses, d'épargne à 500 millions de livres sterling, et que c'était là un intérêt de propriété qui méritait d'être représenté.

Ils ajoutaient que l'instruction des classes ouvrières avait fait de grands progrès, que le succès de leurs *Unions* et de leurs sociétés coopératives avait révélé dans ces classes une clairvoyance, un esprit de suite, des habitudes d'ordre et des qualités administratives qui attestaient l'aptitude des ouvriers à intervenir, comme électeurs, dans la gestion des affaires publiques.

Les artisans des villes, dit Bagehot, se trouvent avoir maintenant beaucoup d'idées, beaucoup d'aspirations; ils sont animés d'un rayon spécial de la vie intellectuelle; ils croient qu'on a méconnu ou négligé leurs intérêts, ils s'imaginent avoir quelque chose de nouveau à dire, et posséder d'autres idées que celles du Parlement. On devrait leur permettre de tenter l'épreuve et d'exprimer leurs conceptions propres de la même façon que les autres classes; il faudrait écouter leurs défenseurs comme on écoute ceux des autres (1).

C'est en vain, dit le même auteur, qu'on démontrera que les ouvriers n'ont pas lieu de se plaindre, que les classes moyennes ont fait pour eux tout ce qu'il est possible de faire; en vain on entassera tous les arguments; tant que s'élèvera, contre les raisonnements, « cette grande apparence » que les artisans n'ont pas au Parlement des avocats visibles et chargés d'exprimer à chaque instant leurs désirs, la « grande réalité » qui y correspondra, c'est un mécontentement général.

La conclusion de Bagehot était que, de même qu'en 1832 on avait mis fin à l'anomalie des collèges électoraux sans population, de même on devait, pour couper court aux récriminations sur ce que les artisans n'étaient pas représentés, faire en sorte qu'il y eût à la Chambre des communes un certain nombre de membres choisis par les artisans.

Ce subtil commentateur de la Constitution anglaise n'augurait cependant pas très favorablement de la réforme qui était en effet à la veille de se réaliser (on était alors en 1866).

Ce sont, dit-il, les classes moyennes qui gouvernent à l'ombre des classes élevées. L'immense majorité des collèges électoraux, dans les bourgs au moins, appartient à la petite bourgeoisie, et la majorité des collèges électoraux dans les comtés, n'appartient pas à la bourgeoisie la plus élevée. Si on étend le droit de suffrage partout en Angleterre dans les collèges électoraux actuels de comtés, ceux-ci seront tout autant, sinon plus qu'aujourd'hui, à la disposition des propriétaires fonciers. Plus on abaissera le cens électoral dans les districts agricoles, plus on affirmera la domination de ceux qui y ont aujourd'hui de l'influence. Quant aux petits bourgs, plus on y étendra le droit de suffrage, plus on assurera la prépondérance du capital.

Bagehot, se demandant ce que serait la Chambre des communes après la réforme, traçait un tableau qui s'est trouvé par la suite ressembler de bien près à la réalité.

Le suffrage ultra-démocratique, loin de nous offrir une Chambre des communes plus homogène et plus énergique, aboutirait en somme à un résultat opposé. Il y aurait à la Chambre, d'abord un nouvel élément, qui représenterait les ouvriers intelligents, mais cet élément serait tout à fait en minorité, et compterait pour peu de chose dans la foule; ensuite des membres riches représenteraient les gros bourgs dont ils auraient acheté les voix, d'autres membres riches représenteraient par les mêmes procédés les petits bourgs, enfin les représentants des comtés seraient à peu près ceux d'aujourd'hui, si ce n'est que peut-être ils seraient encore plus imbus des préjugés de leur classe.

LA RÉFORME DE 1867

Phénomène singulier, au premier regard tout au moins, car il s'est reproduit souvent en Angleterre, où les gouvernements conservateurs exécutent généralement les réformes que les cabinets libéraux ne font que préparer, la seconde réforme électorale échoua d'abord avec le libéral Gladstone, et ne réussit qu'avec le conservateur Disraeli.

Gladstone avait présenté des combinaisons qui ne parurent que des demi-mesures et ne satisfirent personne. Le bill succomba, entraînant le cabinet. Disraeli, que l'aristocratie anglaise, un peu désemparée, venait de prendre pour chef, laissa d'abord se développer l'agitation réformiste. Il contempla, non avec les préoccupations effarées d'un gouvernant qui craint le triomphe du désordre sur l'autorité, mais avec le regard attentif et la curiosité sereine du philosophe tenant la barre du gouvernail politique, le meeting de Trafalgar Square et l'émeute de Hyde Park. Les foules ouvrières manifestaient avec une violence telle le sérieux de leurs aspirations que Disraeli, jugea le moment venu d'agir.

Il tenait plusieurs projets tout prêts. Celui qu'il choisit pour l'imposer à ses amis, aux conservateurs, aux libéraux eux-mêmes à qui le cadeau, par son volume et son poids, causait plus de surprise que de satisfaction, dépassait en libéralisme ce que les plus hardis des théoriciens de l'école Bright avaient proposé. Il ne restait au delà que les demandes de suffrage universel formulées par les radicaux et les chartistes.

Les caricaturistes représentèrent Disraeli en jockey, dépassent le jockey Gladstone, même le jockey Bright, et gagnant la course avec le cheval *Reform Bill*.

La loi électorale de 1867 eut donc pour objet d'abroger les restrictions qui écartaient la masse des ouvriers du droit électoral, et de donner aux classes laborieuses une place dans le vieil édifice de la constitution.

Les bases essentielles du système électoral britannique furent cependant respectées. On conservait la distinction entre la population rurale et la population urbaine.

Dans les campagnes, le cens fut abaissé de 50 à 12 livres sterling de loyer pour les occupants précaires du sol (les fermiers dont les baux n'étaient pas ori-

(1) Bagehot, *la Constitution anglaise*.

ginairement de soixante ans au moins), et de 10 à 5 livres pour les propriétaires ou les locataires à long terme. Ces modifications augmentaient d'un tiers environ le nombre des électeurs ruraux.

Dans les villes, tout habitant occupant seul comme propriétaire ou locataire une maison et payant la taxe des pauvres, put, sous certaines conditions de résidence pour les locataires, être inscrit sur les listes électorales. Le nombre des électeurs urbains se trouva triplé.

Les derniers « bourgs pourris » qui avaient échappé à la réforme de 1832, perdirent leurs privilèges de vote au profit des comtés et des villes dont la population s'était accrue.

Ce n'était pas encore, il s'en fallait de beaucoup, le suffrage universel. Dans les campagnes, la majorité des habitants, surtout les travailleurs agricoles, restaient tenus en dehors de la franchise électorale.

De plus, une grande inégalité de représentation subsista. Un certain nombre de comtés, représentant 12 millions d'habitants, nommèrent 125 députés; les autres comtés, représentant 7 millions d'habitants, nommèrent 158 députés.

Tandis que 130 députés de grandes villes représentèrent 11 millions d'âmes, 230 députés de petites villes en représentèrent 3 millions.

Considérée dans son ensemble, la réforme attribua 493 membres à l'Angleterre et au pays de Galles, 60 à l'Écosse; l'Irlande conserva ses 103 sièges. Le total était ainsi de 656.

Le nombre des électeurs dans tout le pays, qui, sous le régime de la loi de 1832, s'était accru de 800 000 à environ 1 300 000, fut porté par la loi de 1867 à plus de 3 millions.

La réforme laissait subsister une anomalie des plus singulières. Alors que l'on donnait le droit de vote à des milliers de fermiers et d'ouvriers, dépendant pour leur gagne-pain de landlords ou de patrons, on maintenait la publicité du suffrage. On forçait à voter à bulletin ouvert des hommes qui pouvaient être frappés, le lendemain de leur vote, de la perte de leur situation, si le patron était du parti opposé à celui pour lequel l'ouvrier avait voté.

Gladstone eut l'honneur de faire cesser cette absurde conséquence de la réforme. Appelé au pouvoir par les électeurs nouveaux auxquels les conservateurs venaient d'ouvrir la vie politique, le grand *leader* du parti libéral, après avoir « désétabli » l'Église officielle d'Irlande, proposé et fait voter le *Land Act* de 1870, supprimé l'achat des grades dans l'armée et réorganisé l'instruction primaire en 1871, fit adopter par le Parlement en 1872, le *Ballot Act*, qui substitua le scrutin secret à la publicité du suffrage. On adopta désormais pour le *polling* le système australien, un bulletin imprimé par le bureau électoral, contenant les noms des divers candidats, et sur lequel l'électeur, dans un *box* où il est complètement isolé, marque d'une croix le nom ou les noms à qui il entend donner sa voix.

LA LÉGISLATION DE 1884-85

Si compréhensive qu'eût été la réforme électorale de 1867, elle n'était point définitive. Même avec l'institution du scrutin secret, qui en était le corollaire indispensable, elle n'avait fait qu'accentuer, sans l'achever, la transformation commencée en 1832.

Gladstone reprit, après un intervalle de dix-sept ans, l'œuvre de Disraeli et réalisa la réforme de 1884-85.

Mais auparavant il laissa encore Disraeli le devancer dans les concessions aux revendications des trade-unions. Celles-ci avaient déjà obtenu en 1871 la personnalité civile. Elles durent aux conservateurs la substitution en 1875, à la loi *maître et serviteur*, — qui punissait de la prison les faits de molestation et d'intimidation ou de rupture de contrat de la part des ouvriers, alors que les renvois d'ouvriers n'exposaient le patron qu'à des réclamations de dommages-intérêts, — de la loi *patron et ouvrier*, qui établit les deux parties sur un pied d'égalité, et n'admit que des conséquences civiles pour les ruptures de contrat par l'une ou par l'autre. Il n'y eut plus de crimes spéciaux pour les unions; les violences commises pendant les grèves tombèrent sous le coup de la loi commune.

Aussitôt après avoir obtenu des conservateurs ces avantages, les classes ouvrières se réconcilièrent avec les libéraux et les radicaux, dont elles constituèrent l'aile gauche extrême; deux députés ouvriers élus en 1874 se confondirent dans le groupe radical.

Lorsque Gladstone se trouva reporté au pouvoir en 1880, il réalisa en 1884-85 la nouvelle réforme électorale que les libéraux n'avaient cessé de réclamer comme le complément nécessaire de celle de 1867, et qui régit à l'heure actuelle les élections.

Le trait capital de cette législation est l'extension aux comtés des conditions de franchise qui avaient été accordées alors aux bourgs. Désormais, dans tout le royaume, qu'il s'agisse des villes ou des campagnes, les qualifications donnant droit à la franchise sont uniformes. Pour être électeur, il suffit d'occuper, seul, comme locataire ou propriétaire, une maison inscrite au rôle de l'impôt, — c'est la *household* franchise, — ou de payer dans une maison où on est locataire et dont on n'occupe qu'une partie, un loyer d'au moins 10 livres sterling par an, — c'est la *lodger* franchise. L'inscription des locataires sur les listes électorales ne peut avoir lieu qu'après douze mois de résidence au minimum dans le même endroit.

condition qui exclut beaucoup d'ouvriers urbains.

Le nombre des électeurs, dans tout le royaume, qui avait atteint plus de trois millions depuis 1867, ne fut pas moins élevé à cinq millions et demi environ (exactement 5 709 000 en 1886, chiffre porté à 6 600 000 en 1899).

Ce n'est pas encore cependant le suffrage universel. Restent exclus du droit de vote, les jeunes gens majeurs habitant chez leurs parents, les domestiques, les gens logés en garni, et un grand nombre d'ouvriers agricoles.

Le *Representation of people Act*, nom expressif donné à la loi réformiste de 1884-85, fut doublé d'un *Redistribution Act*, qui fit disparaître, ou du moins atténua dans une large proportion les anciennes inégalités de représentation. Des remaniements importants eurent lieu; les comtés furent partagés en circonscriptions de 50 000 habitants en moyenne, nommant chacune un représentant. Le nombre des sièges écossais fut porté de 60 à 72, celui des sièges d'Angleterre et du pays de Galles de 693 à 695, l'Irlande conserva les 103 qu'elle possédait déjà. Le total fut dès lors et est encore aujourd'hui de 670.

Les radicaux n'ont plus désormais à demander, en dehors de l'abaissement des dernières restrictions au suffrage universel, que la suppression du vote plural, l'établissement de l'indemnité parlementaire, le scrutin de ballottage, enfin l'extension du droit de suffrage aux femmes.

Il est bon de noter que si les femmes en Angleterre n'ont pas encore le droit de participer aux élections pour le Parlement, elles sont électrices pour tous les scrutins municipaux, votent pour les bureaux d'assistance publique et d'école, et pour les conseils de comté et de paroisse. Elles sont de plus éligibles aux deux premières de ces assemblées, et cette faculté n'est nullement restée sans application; nombre de femmes siègent dans ces bureaux, où elles représentent en majorité, paraît-il, les sectes dissidentes et le radicalisme.

Le vote plural existe toujours. Ce qui veut dire qu'un même électeur peut être inscrit sur les listes de plusieurs circonscriptions, si dans chacune de celles-ci il possède les qualifications de propriété nécessaires pour l'inscription. Comme les élections n'ont pas lieu partout le même jour, l'électeur inscrit dans plusieurs districts, peut, s'il est doué d'une certaine agilité et ne redoute pas quelques déplacements précipités par chemins de fer ou voitures, voter successivement dans chacun des districts où il est inscrit.

Quel est le nombre de ces privilégiés du suffrage? Il n'est guère probable qu'il soit bien élevé, car il ne comprend que des propriétaires ayant des biens fonciers dans diverses parties du royaume, une infime minorité dans la masse des 6 600 000 inscriptions.

En tout cas, un des articles du programme radical est la suppression de ce privilège. On veut que chaque électeur, comme c'est le cas en France, ne dispose que d'un seul vote, principe formulé en quatre mots clairs et brefs : *one man, one vote*. Une telle réforme est, ce semble, assez facile à réaliser, à la supposer désirable, et la fixation d'un même jour pour les élections dans tout le royaume en assurerait l'application.

Mais il est bien connu que les Anglais n'ont pas, au même degré que nous, l'amour du simple et du rectiligne. C'est déjà beaucoup que la loi de 1884-85 ait étendu aux comtés les accessions au droit de vote que la législation de 1867 avait conférées aux bourgs, et que, depuis cette époque, l'uniformité est complète, dans les trois royaumes (Angleterre, Écosse et Irlande), en ce qui regarde les conditions censitaires et autres qualifications électorales.

AUGUSTE MOIREAU.

MICHELET ET QUINET

Mme Quinet a récemment publié comme un rapport avec pièces à l'appui sur les relations qui ont existé entre Michelet et Quinet depuis 1825 jusqu'en 1874.

Ce rapport est d'un très grand intérêt pour l'histoire littéraire et même pour l'histoire politique de ce siècle. On y trouve presque tous les noms des personnages illustres qui ont traversé la scène depuis soixante-quinze ans. On voit passer Victor Hugo, Cousin, Tocqueville, Lamartine, Pierre Leroux, Proudhon, bien d'autres encore.

Et sur quelques-uns il y a des renseignements pris sur le vif qui ne manquent pas d'intérêt. Par exemple sur Victor Hugo, en 1833 Quinet écrit à Michelet: « Savez-vous que j'ai vu Victor Hugo avant-hier? C'est une adoration de soi-même *qui est bien à envier*. Au moins lui, il a son culte, son église et son Dieu. » Et c'est une force. Quinet a bien raison. Et il ne faut pas croire qu'il soit si facile de se donner ce culte, cette église et ce Dieu-là. Il y faut de l'application. Victor Hugo, du reste, n'en mettait aucune. C'était sans effort.

Il a l'œil bon, du reste, Quinet, et ne se méprend pas sur les hommes. Il dit d'un de ses ouvrages: « Lamartine, à qui j'en ai lu dans le temps quelques parties, en était fort content; mais je ne crois nullement à ses éloges. Je suis sûr qu'il loue tout également, parce qu'au fond tout lui est indifférent. » Rien n'est plus sûr. On ne pouvait pas causer une demi-heure avec Lamartine sans qu'il vous fît l'éloge de vingt

« grands poètes » contemporains, qu'il n'avait jamais lus. Il avait une merveilleuse impartialité d'admiration.

Ainsi passent en silhouette ou en profil perdu, dans ce livre, les personnages les plus considérables de l'âge qui va finir et ce sont comme croquis en marge qui l'illustrent très agréablement. Mais le fond en est Michelet et Quinet, Michelet surtout et c'est par là qu'il ajoute à nos connaissances une contribution vraiment importante. Par exemple on verra ici mieux qu'ailleurs combien Quinet, si nuageux quand il se perd dans la philosophie de l'histoire, fut un bon observateur des choses politiques contemporaines et vit juste en cela, de manière à être prophète — hélas ! prophète de malheur — une quarantaine d'années avant l'événement. Il est le premier (on le savait par sa fameuse brochure *Allemagne et Révolution;* mais on le voit ici avec plus de netteté) qui ait signalé, en 1831, la révolution morale de l'Allemagne, la transformation de l'Allemagne idéaliste et rêveuse en Allemagne positive, ambitieuse, impérieuse, et âprement ennemie de la France et redoutable pour celle-ci.

Il a très bien saisi le contre-coup de la Révolution de 1830 de l'autre côté du Rhin. Avant 1830 il avait vu, habitant Heidelberg, les habitants de la Province Rhénane, très bien disposés pour la France. Après 1830 tout change, et très rapidement ; et il n'y a rien de plus naturel. Pour l'Allemagne le parti qui vient de triompher en France, c'est le parti libéral, c'est-à-dire le parti qui n'a cessé d'exalter les souvenirs de Napoléon ; 1830 est pour l'Allemagne une victoire bonapartiste. Elle n'est pas autre chose. Dès lors, les inquiétudes se réveillent, les défiances s'excitent, les haines se rallument.

Et Quinet est très gêné ! Comme libéral il a salué avec enthousiasme la Révolution de 1830 et pleuré en voyant le drapeau tricolore sur les bords du Rhin ; mais comme patriote il faut bien qu'il avertisse son pays que 1830 a créé un danger extérieur nouveau.

Aussi, courageusement, écrit-il sa brochure ; aussi écrit-il à Michelet : « Les choses ont bien changé depuis que nous avons quitté ce pays et l'unité germanique se prépare d'une manière si menaçante que je n'ai pu résister à en décrire les progrès et les inévitables résultats. »

Aussi écrit-il dans sa brochure : « Le despotisme prussien est intelligent, remuant, entreprenant ; il ne lui manque qu'un homme... Le despotisme prussien a le privilège de tenir dans sa main l'humiliation de la France ; car il sait que c'est lui qui a brisé à Waterloo l'aile de la fortune de la France. C'est donc de la Prusse que le Nord est occupé à faire son instrument... Le monde germanique n'attend plus qu'une occasion. Or, encore une fois, quelle est la nation placée par l'Allemagne pour guetter et épier cette occasion ? C'est celle qui porte à sa ceinture les clefs de notre territoire. »

Et il continue d'observer cette évolution très rapide qui transforme la contemplatrice Allemagne en une Allemagne d'action, d'assaut et de proie : « J'assiste à la décomposition de la vieille Allemagne. C'est un monde qui périt, comme tant d'autres. Il a duré à peine soixante ans ; mais que de choses produites ! Hier je causais avec le vieux Daub, que vous connaissez. Il me dit en me quittant : « Je vois mourir l'idéalisme, et je suis content de mourir aussi... » Oh ! qu'il y a de sens là dedans ! » (1836)

L'année suivante : « Le mois dernier le pauvre Daub, que vous avez connu, je crois, est mort. Dites un *De Profundis* sur la philosophie. Je repasserai le Rhin avec la certitude qu'il n'y a plus une idée de ce côté. »

Quinet, comme on le voit, fut le premier qui brisa avec l'illusion de l'Allemagne philosophique, méditative et idéaliste. Cette illusion persista en France. Michelet semble l'avoir gardée jusque vers 1866, Renan jusqu'en 1870. C'est une des plus funestes où nous ayons donné. C'est un grand honneur à Quinet, très allemand d'éducation, très amoureux d'Heidelberg et fiancé à cette époque d'une Allemande, d'avoir cependant vu très clair dans la situation, et il ne fut pas d'un petit courage de le signaler nettement à ses compatriotes, à qui cette vérité ne plaisait pas. Jules Ferry en 1866 a rendu hautement hommage à cette perspicacité et à cette vaillance et rappelé, trop tard, les avertissements, si opportuns à leur date, de l'étudiant d'Heidelberg.

Mais il est clair que ce qui remplit le volume de Mme Quinet, ce sont les relations de Quinet et de Michelet. Elles ne sont pas toujours d'un intérêt européen, assurément. Cependant elles précisent certains points d'histoire littéraire et même politique. On voit très bien, par exemple, lequel des deux amis a été l'initiateur, le propulseur, l'excitateur dans les campagnes que Michelet et Quinet ont menées ensemble. C'est certainement Quinet. C'est Euryale ici qui a entraîné Nisus. Avant que Quinet fût professeur au Collège de France, Michelet était un savant très calme, très rangé, professeur des princesses aux Tuileries, piocheur silencieux aux Archives et faisant au Collège de France un cours tout pénétré de libéralisme, mais qui n'avait rien de militant. C'est l'arrivée de Quinet au Collège de France qui l'électrisa. Quinet venait au Collège de France pour faire un cours de démocratie. Il entraîna Michelet par son influence personnelle, par ses exhortations, par l'émulation, par le désir très honorable de ne pas laisser un ami de vingt ans seul sur la brèche,

peut-être aussi par un secret désir de ne pas laisser Quinet devenir seul populaire. Il n'est pas impossible.

Ce qui est incontestable, c'est que ce fut Quinet qui mit le feu aux poudres. Il eut toutes les initiatives. Mme Quinet tient beaucoup à ce que cela devienne historique. Il m'importe peu et peut-être à l'histoire aussi; mais il faut convenir que c'est vrai.

Et il est vrai aussi, ce qui confirme, que le cours de Quinet supprimé, en 1846, Michelet redevint un pur et simple professeur d'histoire. L'excitateur n'était plus là, ni l'émule.

La figure de Michelet prend quelques traits un peu nouveaux dans ce volume, qui, sans que Mme Quinet s'en rende bien compte, n'a pas été écrit absolument en faveur de Michelet. A cet égard il faudra lire avec attention d'abord un portrait de Michelet où Mme Quinet se montre, une fois de plus, excellent écrivain. Ce portrait est trop long pour être cité ici; mais je tiens à en rapporter quelques fragments essentiels :

« ... Depuis sa jeunesse jusqu'à son dernier jour, il a vécu dans la fièvre... Sa mobilité, son cerveau surchauffé, son incessante explosion de passion étaient entremêlés d'*humour* et cet enjouement naturel le protégeait au milieu de cet état d'agitation, de frémissement nerveux qui augmenta chez lui avec les années. Tout préoccupé de ses idées intérieures, il disait en riant qu'il se faisait un devoir de ne pas écouter quand on lui parlait (1). De même il affirmait qu'il ne lisait jamais. Ce qui est certain, c'est l'enfantement perpétuel de son esprit... Il avait le don de la pitié, mais plutôt confinée dans le domaine de l'histoire. Il s'indignait bien plus des atrocités des XIIIe et XIVe siècles que de celles qui se passaient sous ses yeux. Michelet était républicain dans l'histoire. En toutes choses Michelet était frappé par un détail.

Écoutez ! comme disent les Anglais au Parlement; ceci est excellent :

« Il y concentrait toute sa puissance d'évocation mystérieuse et tirait d'un atome, d'une cellule, tout un univers enfanté par sa prodigieuse imagination... L'esprit de Michelet était un microscope braqué sur des objets dont la petitesse échappe à la vue ordinaire. Il se disait qu'il y avait là un monde de merveilles, un champ d'explorations toujours neuves... »

Il faut lire tout le portrait. Il est à la fois large et intime, précis et compréhensif. Il est un des meilleurs, quoique incomplet, qu'on ait fait du grand homme.

Dans ses relations avec Quinet, il faut distinguer deux choses. Ce qui est tout à l'honneur de Michelet, c'est que celui-ci fut beaucoup plus dévoué à Quinet dans l'action que dans l'admiration. S'agit-il de rendre service à Quinet, de courir chez les éditeurs, d'établir des comptes de librairie, où Michelet s'entendait très bien et Quinet pas du tout, de presser une publication, de corriger des épreuves : Michelet est admirable de dévouement, d'activité bien généreuse de la part d'un homme qui avait tant à faire. Michelet, et cela est charmant, fut l'abbé Moussinot de Quinet. Quinet eut pour abbé Moussinot le plus illustre historien de France.

S'agit-il de lire Quinet et de le louer? Mon Dieu, c'est bien ici que l'on est forcé de lire entre les lignes, puisque ce que l'on a sous les yeux ce sont les compliments mêmes que Michelet adresse à son ami au sujet des ouvrages de celui-ci. Eh bien, à y regarder d'un peu près, et même sans s'arracher les yeux, il est évident que Michelet n'attache pas une immense importance aux écrits de son ami. Les éloges sont toujours les mêmes et ne laissent pas d'avoir quelque banalité. Le dernier ouvrage de Quinet est toujours ce qu'il a fait de meilleur, toujours « un livre capital », toujours « le livre capital du siècle », toujours « grandiose », toujours « brillant et cependant profond ».

Voulez-vous que je vous dise? Il ne lisait pas beaucoup les livres de Quinet. Il se contentait de les éditer et de surveiller les épreuves que son ami lui recommandait comme importantes ou difficultueuses.

Il lui échappe de l'avouer deux ou trois fois : « Tout accablé que je suis de *Louis XIV* qui m'étrangle, je me suis donné le bonheur de vous lire *un peu*. Et j'ai été charmé... » Bien entendu.

Ailleurs : « C'est plein de grandeur et de plainte, cette plainte éternelle qui fait tant pour le progrès. Vous posez sur la route tous les problèmes du temps. Rien n'échappe à votre regard. Voilà ce que j'ai vu déjà... » Et voilà le procédé. Feuilleter le livre nouveau, déclarer vite que c'est admirable et le mettre dans un coin d'où l'on ne le retire plus.

J'exagère peu, car ce que je viens de citer est du 30 janvier 1870 et relatif à la *Création*. Or le 25 mars 1870, c'est-à-dire trois mois après, Michelet n'a pas encore lu la *Création* : « ... Je suis depuis novembre au fond d'un puits, noyé dans le travail. Je me suis bien gardé de vous lire. Vous m'auriez replongé par l'intérêt énorme d'un tel livre dans l'histoire naturelle et je suis tout au cœur de l'histoire humaine. J'espère, en mai, sortir de mon abîme, vous lire et lire Madame (les *Mémoires d'exil*, de Mme Quinet).

(1) Renan, sous forme de conseil aux jeunes gens, a fait la même déclaration : « On peut très bien continuer de travailler en prenant part à une conversation. » Quiconque, du reste, a écouté Renan causer s'est très bien rendu compte qu'il se faisait un devoir de faire semblant d'écouter.

Rien au monde, croyez-le, ne peut m'intéresser plus que... »

Allons! Michelet a-t-il jamais lu la *Création?* J'en doute un peu. Il est bien l'homme qui déclarait, comme nous l'avons vu plus haut, qu'il ne lisait jamais. C'est égal, dans une conversation assurer qu'on se fait un devoir de ne pas écouter, et dans une conversation avec des auteurs affirmer qu'on ne lit jamais, c'est une jolie impertinence. Le plus piquant, c'est que ce n'était pas très loin d'être une vérité.

Cette amitié de cinquante ans fut certainement une des plus belles qui aient honoré l'humanité. Elle fut chaude, active, énergique et sereine. Elle fut digne de deux grands esprits qui étaient de grands cœurs. Elle ne fut pas absolument sans nuage. Il y eut un refroidissement vers la fin de l'Empire. Ce refroidissement, indiqué par Mme Quinet avec la plus respectable discrétion, est cependant très net et laisse voir ses causes. Hélas! elles sont divertissantes pour le satirique. Michelet et Quinet furent à demi séparés par les choses qui divisent ordinairement les hommes et par les choses qui divisent particulièrement les auteurs.

Ils furent séparés par la politique, d'abord, et vous vous y attendiez. Quinet était républicain intransigeant, Michelet était républicain radical. Ce n'était qu'une nuance; mais vous savez que les nuances séparent plus que les abîmes. Quinet était protestant; Michelet était rationaliste, et ne voulait pas plus d'une France protestante que d'une France catholique. Ils se piquèrent là-dessus. Michelet aurait pu rappeler à Quinet que Quinet avait varié à cet égard, puisque Quinet écrivait à Michelet en 1837 : « Le triste protestantisme continue de mâcher à vide la vieille hostie; ils (les Allemands) appellent cela Religion! Patience! Ils auront bientôt fini... » Mais enfin, Quinet était devenu protestant très déclaré et Michelet résistait. Froideur. « Ce qu'il y a entre nous, disait Michelet, c'est l'épaisseur du christianisme, rien de plus, rien de moins. A travers, nous nous entendons. » Pas trop bien, évidemment. C'est une « épaisseur » considérable.

De plus l'amour-propre s'aigrit. Figurez-vous que Quinet dans sa *Révolution* n'avait fait allusion à la *Révolution* de Michelet que par une seule note. Cela se pouvait-il souffrir? Oh! pour la *Révolution* de Quinet, celle-là, Michelet l'avait bien lue, il l'avait lue de près. Il fut froissé d'une pareille discrétion de gratitude à l'égard d'un prédécesseur : « ... Vous les avez marquées ces dissidences, et fortement, par l'oubli expressif que vous avez fait dans votre histoire de celle qui vous précédait et que vous rencontriez à chaque pas. Cela a surpris tout le monde. Thiers, Lamartine n'ont fait aucune recherche. Louis Blanc, avec sa petite collection de Londres, n'a pu même me combattre qu'en me copiant. Seul, dans ce travail de sept ans, j'avais exhumé la Révolution des Archives. Je ne dis pas cela par une sotte vanité, mais pour marquer ce surprenant oubli de celui qui seul lui avait frayé les voies... »

A quoi Edgar Quinet répond avec une bonhomie fort spirituelle; mais avec quelque aigreur aussi : « Mon Dieu, je ne vous ai cité qu'une fois; m'avez-vous cité cinquante fois quand vous m'avez rencontré? Il est vrai que je n'ai fait qu'une note sur votre grand livre; mais votre livre est le seul que je cite... Dans la *Bible de l'Humanité* vous avez été aussi *réduit* à ne mettre qu'une note de deux lignes sur le *Génie des Religions* et je vous assure que j'ai été touché et reconnaissant de cette note; elle m'a paru amplement suffire... »

Très jolie réplique et d'un ton discret qui est délicieux. Voltaire n'aurait pas mieux dit. Mais les voyez-vous? Sont-ils auteurs? Chacun recevant le livre de l'autre cherche son nom à lui dans les notes et compte le nombre des lignes! « Il m'a donné deux lignes; à mon prochain je lui en donnerai deux. Pas une de plus. »

« Le hasard fait que je lui lis mon ouvrage, il l'écoute. Est-il lu, il me parle du sien. — Et du vôtre, me direz-vous, que pense-t-il? — Je vous l'ai déjà dit : il me parle du sien. » C'est du La Bruyère. C'est éternel.

Ajoutez à cela que, paraît-il, certaines influences contribuaient à aigrir un peu les relations des deux amis. Mme Quinet l'indique d'un seul mot, d'un demi-mot, de l'ombre d'un mot : « Le commencement (de la lettre que je citais tout à l'heure) est dicté par la nature nerveuse de Michelet. Et puis, il cédait à l'influence qui régnait sur sa vie. »

Ah! mon Dieu, c'est bien complet. Ils sont séparés par la politique, ils sont rendus susceptibles par l'amour-propre d'auteur et ils sont excités par leurs femmes, qui, du reste, s'adorent. Oh! grands hommes, comme vous ressemblez à des hommes, et comme il est vrai que *tutto il mondo è fatto come la nostra famiglia !*

Mais ce qu'il faut dire en finissant c'est que ce ne fut là qu'un nuage et que l'amitié survécut à ce coup terrible d'un livre de l'un cité seulement une fois par l'autre. Elle ne fut jamais aussi pleine; mais elle survécut. Cinquante ans d'amitié où il n'y a eu qu'une querelle, c'est la plus belle amitié qu'ait vue la terre.

ÉMILE FAGUET.

POÈTES CONTEMPORAINS

Émile Verhaeren (1).

L'originalité puissante d'Émile Verhaeren, — une façon particulière de voir et de sentir, une intensité violente et hardie d'expression, — caractérise toutes ses œuvres et leur donne une remarquable unité. Elles sont extrêmement variées aussi parce qu'on peut suivre dans leur succession le développement d'une pensée très active et très riche. L'inspiration ne s'en est pas modifiée capricieusement au gré d'influences fortuites ou de circonstances extérieures; mais elle s'est renouvelée d'elle-même dans sa hautaine et somptueuse indépendance.

***

Émile Verhaeren naquit à Saint-Amand, près d'Anvers. Il passa toute son enfance en pleine campagne flamande, au bord de l'Escaut, dans ce paysage de Campine, prés et marais, champs d'avoine, de lin, de seigle, et, jusqu'à l'horizon,

La verte immensité des plaines et des plaines.

Son premier recueil, *les Flamandes*, est tout imprégné des premières impressions qu'il reçut de cette nature abondante et grasse, où la vie se développe avec plénitude en beauté saine, un peu commune, mais forte et fraîche. Et c'est vraiment la Flandre heureuse, la Flandre des bons pâturages et des kermesses que peignent d'une touche large et franche ces poèmes excellents et tout à fait exempts de mièvrerie. Étables chaudes où bourdonnent les mouches autour des vaches alignées; basses-cours où grognent les porcs, roses et gras, dont le groin fouille les détritus; laiteries fraîches où refroidissent les jarres de grès; cuisines claires, toutes réjouies des belles flammes des cheminées; cabarets-bouges, où s'installent en longues tablées les grands buveurs, les grands mangeurs de lard et de jambons et les filles, rouges et blanches, aux gestes vifs, danses, chansons, soûleries, ripailles et truandailles... Toutes ces descriptions, hardies et colorées, rappellent les meilleures productions de l'art flamand; elles en ont l'exactitude, la vérité, la vie: Rubens et Téniers, les belles carnations chaudes, le décor juste et amusant. Verhaeren ne recherche pas les subtiles notations de détails curieux, compliqués; mais il copie de toutes choses ce qu'elles ont d'essentiel, de caractéristique et d'immédiatement vu.

... Voici la Flandre encore, mais la mystique et la tragique aussi, celle des cloîtres, des disciplines farouches. Elle ressuscite dans *les Moines* avec une singulière grandeur. Moines très-doux, amants naïfs de Notre-Dame, qui passent à chanter ses louanges les longues journées calmes; moines très simples, de vie obscure et solitaire, contemplatifs et dévotieux; moines épiques, dont les mains rudes tiennent la croix comme une épée; moines sauvages, pénitents noirs qui s'hallucinent dans l'épouvantement des Christs vindicatifs; moines féodaux, avec leur cloître pour manoir, qui siègent au chapitre en justiciers et qui semblent, dans les plis droits des bures, des chevaliers dans leurs armures rigides... Les voilà tous, âpres gardiens de traditions mortes, tout frémissants dans leur rêve claustral, passionnés d'excessive humilité, superbes d'orgueil tourmenté. Les voilà dans la monotonie rigoureuse de leur existence, en procession dès l'aube vers les offices, enclos dans leurs cellules, partagés entre leurs besognes quotidiennes et leurs contemplations, émerveillés des soirs féeriques où passent des anges, en guirlande, aux horizons silencieux, et puis agonisants, la cendre sainte sur le front, illuminés de cierges, et puis, mains jointes, enveloppés de la bure dernière, jetés au trou des fosses de la nuit mortuaire...

***

Ces poèmes sont beaux, de simplicité vigoureuse, d'éclat, de gravité. Mais Verhaeren n'y a point encore révélé ses qualités les plus singulières. Il s'est montré descriptif puissant; il va devenir un prodigieux évocateur. Il ne se contentera plus de peindre la réalité, mais il va l'illuminer des lueurs fantastiques de son extraordinaire imagination. *Les Soirs*, *les Débâcles*, *les Flambeaux noirs*, qui parurent entre 1887 et 1891, forment une étonnante trilogie de rêve ardent et d'inquiétante fantasmagorie. Cette œuvre correspond, ainsi que dans une brève biographie nous l'apprend Vielé-Griffin, à une crise physiquement maladive de la vie du poète. On y sent l'exaltation de la souffrance, la rage d'exaspérer encore les nerfs douloureux et l'imagination fiévreuse d'un être que hantent de terribles hallucinations, une âme torturée et qui se torture davantage à épier son mal, à en suivre les progrès, à en exciter le tourment.

Les Soirs sont les fantastiques décors où surgissent et se meuvent les affolantes visions. Aux *Débâcles*, Verhaeren a donné ce sous-titre: *déformation morale;* c'est le cauchemar de l'imagination terri-

(1) Poèmes d'Émile Verhaeren : *Les Flamandes* (Bruxelles, 1883); — *les Moines* (Lemerre, 1886); — *Les Soirs*, — *les Débâcles*, — *les Flambeaux noirs* (Deman, 1887, 1888 et 1890); — *Au bord de la route* (Liège, extrait de la *Wallonie*, 1891); — *Les Apparus dans mes chemins* (Lacomblez, 1891); — *Les Campagnes hallucinées* (Deman, 1893); — *Les Villages illusoires* (Deman, 1895); — *Les Villes tentaculaires* (id.); — *Les Heures claires* (Deman, 1896); — *Les Aubes* (Deman, 1898); — *Les Visages de la Vie* (Deman, 1899); — *Le Cloître* (Deman, 1900). — Trois recueils de *Poèmes* ont été publiés par la *Société du Mercure de France* en 1995, 1896, 1899.

fiée de son trouble, prise de vertige, et qui chavire. *Les Flambeaux noirs* éclairent sinistrement l'étrange magie d'un rêve maladif qui se réalise en apparitions, en fantômes...

A travers les vitres closes de sa chambre, le Douloureux voit la ville s'éteindre et l'ombre emplir les porches, et le silence se fait aux alentours, cependant qu'en son front brûlant passe la vision du bonheur fini :

Vides, les îles d'or, là-bas, dans l'or des brumes,
où les rêves assis sous leur manteau vermeil,
avec de longs doigts d'or effeuillaient aux écumes
les ors silencieux qui pleuvaient du soleil.
Cassés, les mâts d'orgueil ; flasques, les grandes voiles !
Laissez la barque aller et s'éteindre les ports ;
Les phares ne tendront plus vers les grandes étoiles
leurs bras immensément en feu; — les feux sont morts !...

Dehors, des gens vont et viennent, et chantent. Leurs complaintes sont plus tristes, avec leurs mots en panne, leur rythme en déroute... Des cloches tintent, des portes grincent; des meuglements, des bruits d'étables s'éveillent, au-delà des vergers, dans la nuit, évocateurs de toute « la douleur des campagnes ». Le paysage devient étrange et peuplé, dirait-on, d'emblèmes extravagants ; le crépuscule semble souffrant, les nuages sont las de leurs voyages, le vieux moulin qui laisse tomber ses bras a l'air de mourir. La ligne indéfinie des arbres sur l'horizon livide se met en branle; pèlerins géants et lourds, est-ce qu'ils ne cheminent pas, défilé morne d'ombres vivantes, sous la robe frémissante de leur feuillage? Le marais luit ; le soir en mourant y jette

l'éclair de son épée et l'or de son armure,
qui vont flottant au flot, flottants et vains,
à peine encor frôlés par la splendeur diurne
mais lentement baisés par la lèvre nocturne
de la lune, pieuse et douce, aux mains d'argent...

Après les nuits, les jours, les jours identiques, dans la même morne solitude. L'air se déchire de cris désespérés d'oiseaux, de plaintes vagues ; sur les bourdons sonores des beffrois les marteaux cassent les heures. Le Douloureux s'exaspère à percevoir plus intensément toute douleur, et non seulement la sienne, mais toute la douleur réelle et toute la douleur possible. Il s'enivre de se martyriser, et tandis qu'il voit, derrière ses fenêtres troubles, « bondir la vie et ses chars d'or, » il s'enferme plus désespérément dans sa détresse. Fini des vieilles chimères, des anciennes velléités orgueilleuses « de tailler en drapeaux l'étoffe de sa vie » ! Ah ! sa seule joie, sa dernière joie, amère et douce : savourer plus ardemment l'excessive torture, s'abandonner plus consciemment à sa démence... Les vêpres sonnent : être une vieille qui marmonne des orémus. Le couchant ensanglante le ciel : assassiner, faire gémir des bouches, panteler de la chair, chavirer des yeux moribonds; échafauds, horreurs dernières !... Plutôt, sous le portique merveilleux d'un temple, être une idole à Benarès !...

Les hallucinations se succèdent, fébriles, insensées, étrangement colorées de bizarres reflets, de lueurs fantasques. Les Nombres y mènent leur danse folle : les dieux y passent avec leurs yeux de loup, ou bien l'Amour et son cortège de lions enchaînés, ou bien, blanches et mélancoliques, les funérailles de la lune... Ce catafalque d'or qui surgit au fond des soirs, n'y va-t-on pas coucher enfin, pour le définitif repos, le cadavre de ta raison?... L'âme, souffrante immensément, se réfugie dans la démence comme dans la suprême paix, afin de ne se plus sentir incessamment escaladée

par les talons de fer de chaque idée...

***

Le recueil suivant d'Émile Verhaeren, *les Apparus en mes chemins*, est d'une incomparable beauté tragique. Une prodigieuse crise d'âme y éclate comme dans une éblouissante fulguration d'éclairs. D'abord y continuent les hallucinations des *Soirs* et des *Débâcles*, plus fantastiques peut-être : plaines sinistres, où le vieux berger des ténèbres corne l'appel des brebis de la Mort, où soudain apparaissent, immenses, dressés sur le ciel magique, « Celui de l'horizon », l'écartelé de son désir, qui s'épouvante de lui-même et cherche à travers rocs, à travers landes, la route vers d'autres existences et d'autres tortures, — « Celui de la fatigue », vêtu de siècles morts, inassouvi de lassitude, aïeul de ceux qui pensent, de ceux qui souffrent et qui jette à l'éternité son cri farouche de misère et de malédiction, — « Celui du savoir », les yeux aigus d'avoir scruté la science inquiétante des soirs, — « Celui du rien », roi des pourritures grandioses, ivre de formidable ironie et dont le rire éclate devant l'universel tombeau...

Ces effrayantes visions qui, par leur intensité, par le luxe de leur couleur, par leur splendeur merveilleuse et leur déconcertante étrangeté, rappellent les *Illuminations* d'Arthur Rimbaud, cessent brusquement. Un clair arc-en-ciel d'or se dessine à l'orient. Les cavales, qui traînaient à travers la nuit leurs chariots lourds et tumultueux, tout à coup disparaissent. Le silence s'est fait, l'horizon s'est éclairci,

Et saint Georges, fermentant d'ors,
avec des plumes et des écumes
au poitrail blanc de son cheval sans mors,
descend...
Il vient en bel ambassadeur
du pays blanc, illuminé de marbres,
où, dans les parcs, au bord des mers, sur l'arbre
de la Bonté, suavement croît la douceur...

Le saint Georges, cuirassé de clair, a chassé les bêtes malfaisantes des mauvaises rêveries; il a débarrassé le ciel des terrifiantes images. De tran-

qu[illegible]s et belles allégories s'y esquissent déjà, suaves, calmantes. Le paysage est changé : ruisselets et ramures chantantes, insectes d'or dans la lumière, frais jardins de jacinthes, pâles et hautes, et de fleurs comme des âmes blanches, et les Saintes s'y tiennent, charmantes dans leurs robes pures, et celle-ci est le Pardon, et celle-là est la Bonté, celle-là encore est l'Amour, et l'autre est le Sacrifice,

> Et parmi l'or de l'herbe et des étangs
> et les marbres des bords, rien ne paraît meilleur
> que de les voir se regarder longtemps
> et refléter leur mutuel bonheur
> dans les miroirs de leurs yeux nus...

L'âme apaisée sent s'éveiller en elle une chanson douce, à l'approche de l'Attendue qui, par les blancs chemins des pensées tendres, viendra, compatissante et consolante, — la chanson des « Heures claires », des heures sereines, des heures d'amour, la bonne chanson. Joie merveilleuse et parfaite extase, charme infini de la paix retrouvée !...

> Voici la maison douce et son pignon léger,
> et le jardin et le verger.
> Voici le banc sous les pommiers
> d'où s'effeuille le printemps blanc,
> à pétales frôlants et lents.
> Voici des vols de lumineux ramiers
> planant, ainsi que des présages,
> dans le ciel clair du paysage...

***

Cette note charmante restera, d'ailleurs, très rare chez Verhaeren. Il n'est pas le poète de l'ineffable. L'apparition lumineuse du saint Georges dans le ciel de ses rêves ne pouvait le détourner définitivement de la réalité, qu'il continue à voir tragique. Elle l'a guéri seulement des cauchemars redoutables qui transformaient pour lui les choses en visions d'effroi Réglée désormais et soumise au contrôle de la raison retrouvée, sa puissance d'hallucination va se transformer en un don prodigieux d'évocation symbolique. Son horizon se peuplera d'idées, comme il était hanté de fantômes.

Cette heureuse modification se manifeste dans les admirables poèmes des *Villages illusoires* (1894). Dans un âpre décor de pluie, de neige, de vent et parfois de morne silence, d'étonnantes silhouettes se dessinent... Les mains aux rames, un roseau vert entre les dents, le Passeur d'eau lutte contre le courant, vers Celle qui là-bas, par delà les vagues, le hèle. Il peine, il s'acharne. Une rame casse ; le but recule. Le gouvernail casse. Il s'obstine ; la voix l'appelle. La seconde rame casse...

> Le passeur d'eau, les bras tombants,
> s'affaissa morne sur son banc,
> les reins rompus de vains efforts.
> Un choc heurta sa barque à la dérive.
> Il regarda derrière lui la rive :
> il n'avait pas quitté le bord.
> Les fenêtres et les cadrans,
> avec des yeux béats et grands,
> constatèrent sa ruine d'ardeur.
> Mais le tenace et vieux passeur
> garda tout de même, pour Dieu sait quand,
> le roseau vert entre les dents.

... Au cimetière, parmi les ifs et les saules, le Fossoyeur a troué la terre ; il y jette les cadavres de sa misère. Les cercueils blancs défilent à travers les allées et viennent à lui pour qu'il les ensevelisse, — les cercueils blancs de ses douleurs, les cercueils mornes de ses souvenirs, venus de si loin, son héroïsme de jadis, son courage brisé, sa pauvre vaillance, et toutes ses plus pures pensées, et ses amours, et les cercueils rouges de ses crimes. Les bières suivent les bières, et pêle-mêle il les entasse dans la glaise ouverte et, pelletée par pelletée, il les recouvre, il les cache, et, de ses doigts tremblants, il plante sur les bosses du sol des croix.

... Voici le Forgeron qui, depuis des ans et des ans martèle et s'entête à son labeur de patience. Il a jeté dans son brasier révoltes, deuils, violences, colères, et toute la tourbe des maux ; il leur donnera la trempe et la clarté du fer et de l'éclair... Voici les Cordiers qui, sur les râteaux plantés au long de la route, tendent et ramassent l'échevèlement des chanvres où glisse en reflets de la lumière d'or. Allongeant la corde ils reculent ; ils semblent tirer à eux les horizons, — « les horizons des autrefois, sereins ou convulsés », ornés d'images, douces ou terrifiantes... Au bord du fleuve où la lune flotte, les Pêcheurs veillent. Ils ont jeté dans l'eau profonde leurs filets noirs sur le grouillement des mauvais sorts épars là, dans la vase. Au creux des filets ils les ramènent, avec efforts, appliqués à leur besogne sinistre ; ils recueillent dans les nasses tout le fretin de leurs misères, épaves de remords, tourments et maladies. Chacun pêche pour soi : ils s'isolent au fond des brumes, les vieux pêcheurs de la démence, sans se douter

> ... qu'il est, au firmament,
> attirantes comme l'aimant,
> des étoiles prodigieuses !...

***

Mise au service d'idées graves et profondes, vivifiée par de fécondes méditations sur les plus impérieux problèmes humains, la splendide imagination de Verhaeren devait produire des chefs-d'œuvre. Il écrivit, sous l'impulsion d'angoissantes préoccupations sociales, la trilogie des *Campagnes hallucinées*, des *Villes tentaculaires* et des *Aubes* (1893-1898). Les questions sociales l'avaient toujours inquiété ; les revues belges auxquelles il collabora dès ses débuts, la *Société nouvelle* par exemple, ne bataillaient pas moins pour la liberté politique que pour l'affranchis-

sement littéraire ; en 1892, il se consacre au développement de la Maison du Peuple, à Bruxelles : avec Eckhoud il y fonde une section d'art, il s'occupe ardemment d'éducation populaire.

Dans sa trilogie des *Campagnes*, des *Villes*, et des *Aubes*, il s'attaque hardiment à l'une des plus inquiétantes misères de ce temps, la désertion des campagnes, leur lente absorption par les villes gourmandes qui les ont prises entre leurs tentacules, qui les sucent et qui les vident. Les fermes sont mornes, les landes désertes ; les instruments de travail, inutiles, gisent sur le sol abandonné. La mort est sur les routes; elle vient s'installer dans les champs délaissés. Cependant la horde terrible des fuyards de la terre chemine vers la tentation misérable des villes.

Les villes ! De place en place des statues, immobiles dans leur posture de convention : le moine, le soldat, le bourgeois, l'apôtre, avec des gestes édifiants. Mais autour de leurs socles, ici et là, dans les carrefours et les rues, la vie enfiévrée et maudite s'exalte en remous incessants. L'âme confuse de la cité, convulsée et formidable, s'ébauche dans l'infini fourmillement des foules et des émeutes. Ici le port, ses vergues et ses mâts enchevêtrés : « toute la mer va vers la ville » ; les flots qui voyagent avec les vents,

> pour que la ville en feu l'absorbe et le respire,
> lui apportent le monde en des navires...

Ici la Bourse, le monument de l'Or, quadrangulaire, immense, où se bousculent toutes les frénésies, toutes les rapacités meurtrières, toutes les âpretés du vil désir ; acharnements sournois, délires, effrois hagards, tout cela rôde autour de la corbeille des mirages... Ici le bazar, épices, fards, drogues omnipotentes, diamants en toc, et le brocantage du soleil ! La foule se rue à ces trafics, la joie dans les yeux, la folie au cœur... Ici les spectacles, bruit, clarté, fracas, splendeur fausse, pitres pailletés, danseuses roses, des jambes, des hanches, des gorges, tout cela que fouillent et que caressent curieusement les mille regards du peuple ensorcelé... Ici, l'étal, la hideuse chair d'amour pour les meutes de la luxure... Ici encore les cathédrales gigantesques, où se réfugient les lassitudes, les dégoûts, les paniques et les détresses de la ville de la démence... Et, plus vastes, plus frémissantes, les usines et les fabriques où la machine, jour et nuit, ronfle.

> Des mâchoires d'acier mordent et fument ;
> de grands marteaux monumentaux
> broient des blocs d'or sur des enclumes,
> et, dans un coin, s'illuminent des fontes
> en brasiers tors et effrénés qu'on dompte.

Cependant passent, à travers les rues et les ruelles, les corbillards : la Mort balaye la ville entière au cimetière.

La voilà dans toute son horreur, la Ville dévorante, mangeuse des campagnes sereines. Et c'est fini des gestes simples qui fauchaient superbement les blés évangéliques, c'est fini du labeur pacifique des plaines, des seigles mûrs, des avoines rousses... Pourtant, au-dessus de ces effroyables tumultes et de ces confusions inextricables des cités, règnent, invisibles mais certaines, toutes rayonnantes d'immatérielle clarté, immuables, les Idées. Ce monde haletant et grouillant est soumis à des lois qu'il ignore et qui le conduisent à de précises destinées. Comment se terminera le conflit des villes voraces et des campagnes lâches ? Cet inquiétant problème se dessine dans la troisième partie de cette grande épopée sociale, *les Aubes*. Le poème prend ici la forme du drame : des forces déchaînées s'y heurtent. Drame confus et d'incertaine conclusion, beau dans son obscurité même qui semble l'obscurité persistante des aubes difficiles où les premières lueurs de réveil s'élèvent au milieu des brumes et des fumées. Une sauvage destruction précédera les jours nouveaux, parce que la terre devra d'abord être purifiée des souillures des villes. Alors, la monstrueuse mêlée des violences et des instincts fera place à l'harmonieux développement de l'entente humaine...

* * *

Le dernier poème de Verhaeren, *les Visages de la Vie*, nous le montre attentif aux idées morales, penché sur le cœur même de l'humanité, épiant ses tressaillements, guettant ses troubles divins et ses bonnes velléités. La douceur, la clémence, l'amour, les délicieuses vertus pacifiantes lui sont un merveilleux objet de plus calme méditation. Il entrevoit une manifestation possible de la force, exempte de brutalité, de frénésie, d'exubérance, mais tenace, entêtée à son œuvre nécessaire et féconde. L'action lui apparaît dans toute sa noblesse, capable de beauté, sainte et grandiose. Une philosophie très pure inspire ces « élévations », sublimes parfois de détachement. Une énergique et clairvoyante résignation la domine, et l'abandon définitif de toute joie lui donne une sérénité triste :

> La joie, hélas ! est au delà de l'âme humaine.
> Les mains les plus hautes n'ont arraché que plumes
> à cet oiseau qui vole en tourbillons d'écumes
> avec son ombre seule à fleur de nos domaines !...

La réflexion paisible et la contemplation des éternelles Idées ont enfin pacifié cette âme tourmentée, que meurtrissait naguère l'existence, lorsqu'elle s'abandonnait à l'hallucination des choses trop proches, lorsqu'elle s'allait éperdument réaliser au tourbillon des apparences.

C'est encore un problème moral qui suscite le

drame du *Cloître*, représenté récemment, drame poignant et d'une puissante humanité. Un peu touffu, souvent long, monotone même dans sa stricte austérité, d'une forme lourde peut-être et parfois incertaine, il n'a pas la perfection des *Débâcles* ou des *Apparus dans mes chemins*. Mais il enrichit suffisamment la formule théâtrale contemporaine pour forcer encore l'admiration. Il inaugure une manifestation nouvelle du talent de ce poète... Ne convient-il pas de laisser une pierre d'attente à cette étude d'une œuvre qui se fait, d'un génie vivace, ardent et qui n'a point fini sa tâche?...

Telle qu'elle est quant à présent, l'œuvre d'Émile Verhaeren est, à coup sûr, l'une des plus belles, l'une des plus profondes et des plus géniales que nous aient données les poètes de ce temps. Grave et sévère, aucune futilité n'en dépare la sombre majesté. Intransigeante, elle se refuse à toute concession aux goûts publics, aux modes; la brutalité ne l'effarouche pas, l'horreur même ne la rebute pas.

Enfermé dans son rêve prodigieux, ce poète n'est attentif qu'à ses idées, et tout le reste, il le chasse impérieusement. Les extraordinaires visions qui le hantent dans la solitude de sa pensée l'éblouissent ou l'effrayent. Son imagination grandit toutes choses, pousse ses émotions jusqu'à leur paroxysme, transfigure la réalité, magnifie sa méditation. Une intense mélancolie, mêlée de terreur, l'oppresse. Mais il se dompte, et le tragique conflit de sa volonté consciente avec sa sensibilité pantelante sanctifie son intime souffrance. Jamais peut-être de tels cris de détresse et d'angoisse n'avaient été poussés en présence du mystérieux destin. Sa plainte a l'envergure sublime de son désespoir. Rauque et rude, lourdement scandée, ardente, elle se prolonge avec acharnement, monotone comme la vie, incessante comme la douleur. On croit entendre la suprême lamentation de l'humanité misérable qu'enchaîne une fatalité brutale et qu'un mystère terrifie...

André Beaunier.

AU RÉGIMENT [1]

LE DRAPEAU

Il y eut vers la fin de décembre la période aiguë de ces combats oratoires, alors qu'un temps particulièrement mauvais bloquait tout le monde dans les casemates; et, les caractères, dans le feu de la discussion, se dévoilant au grand jour, Pierre put faire de ces études d'âmes dont il était friand. Maintenant qu'il commençait à bien connaître toutes les individualités qui l'entouraient, la synthèse de tous ces éléments réunis, le « caractère collectif » de la masse, se dégageait à ses yeux, pour qu'il en pût tirer le caractère moyen, l'âme moyenne, du soldat de nos jours.

Et vraiment, il est intéressant à connaître, le militaire-citoyen, le soldat du service obligatoire pour tous. En lui, plus rien, de ce qui, autrefois, faisait le *troupier* français, le brisquard tapageur, vivant au jour le jour, n'ayant plus de famille que son régiment, et de clocher que son drapeau : les longues années de service et les campagnes créaient cet être à part. Le temps de service actuel, réduit à trois ans pour la majorité, à deux et à un pour un grand nombre, empêche la formation de la *mentalité militaire*, état d'esprit spécial qui exista dans l'ancienne armée : on y pensait, certes, d'une façon spéciale. Aujourd'hui, dans leur court passage sous les drapeaux, les jeunes gens n'ont pas le temps de se dépouiller de leur caractère propre; ils restent, à peu de chose près, ce qu'ils étaient avant d'être soldats. En somme leur préoccupation principale est de voir se finir leur congé sans avoir été trop punis, sans avoir eu « d'histoires ». Pour tous, ou presque, le service militaire est une corvée dont il importe de se débarrasser sans encombre. Et cependant, ils se complaisent à de certains parties du service : si le *rang serré*, le maniement d'arme, les ennuient parce qu'ils les immobilisent et soumettent leurs volontés indépendantes à une volonté supérieure, à laquelle il faut obéir instantanément, ils aiment le tir, où leur adresse peut se déployer, le service en campagne qui les lâche, presque libres, en pleins champs, chargés d'une mission où leur initiative doit se faire jour, et les manœuvres, malgré les grandes fatigues qu'elles leur imposent, car ils y vivent la véritable vie de guerre et parce qu'ils y peuvent employer cet esprit inventif et fécond, *débrouillard*, pour employer le terme consacré, qui fut de tout temps l'apanage des soldats de notre nation.

Mais ce qui frappait Pierre au plus haut degré, ce dont il se fût irrité s'il avait pu s'empêcher d'en sourire, c'était le petit orgueil inconscient qu'ils revêtaient avec l'uniforme, se sentiment naïf qui les portait à se considérer maintenant comme d'une caste différente de la masse. Ils étaient « des soldats ». Tout le reste, c'était « des civils ». Le bourgeois qui passait en flânant, c'était « un civil »; le paysan auprès duquel ils passaient, se livrant aux mêmes occupations qui étaient hier les leurs, était « un croquant ». Pour un observateur, rien n'est plus curieux que cet oubli de leur personnalité auquel se laissent aller les soldats, la croyance enfantine qu'un costume nouveau fait d'eux des êtres nouveaux. Car

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 8, 15, 22, 29 septembre et 6 octobre.

là réside l'explication : d'avoir revêtu un costume nouveau, de porter un titre nouveau, les auto-suggestionne; ils se considèrent comme n'étant plus les mêmes hommes. Ainsi se produit cette amusante anomalie, que les soldats, soupirant sans cesse après leur liberté, réclamant à grands cris *la classe*, n'éprouvent pas moins, tout au fond d'eux-mêmes, une naïve vanité d'être soldats : faiblesse évidemment, fatuité naïve, vanité gamine de se différencier de la masse. Mais le fait n'en existe pas moins, de manière indéniable. Et quand ils sont rentrés dans leurs foyers, ils sont heureux d'avoir servi ; ils montrent quelque orgueil à évoquer, devant un groupe d'auditeurs, des souvenirs du régiment : les petits ennuis, les tracasseries mesquines, les moments pénibles disparaissent de leur mémoire, et combien d'entre eux se laissent aller à dire, sur un ton de regret : « Bah ! c'était le bon temps, tout de même !... »

Par ses observations attentives, Pierre avait perçu ces nuances. Il en souriait d'abord mais, à la réflexion, il s'en désolait, puis s'en irritait comme d'une négation de ses plus chers sentiments, de ses croyances les plus fermes. Avoir cru ce qu'il appelait « l'aberration militaire » morte en France, et le retrouver bien vivant, quoique dissimulé sous l'esprit de blague qui nous est naturel ! Constater que sous le mécontentement superficiel, et le dégoût même de la vie de caserne, vivait un patriotisme robuste et un amour latent de l'armée, qui n'en est que le corollaire !... Blessé dans ses aspirations les plus intimes, contraint de retrouver encore si vivace l'*erreur* qu'il eût voulu voir à jamais déracinée des intelligences françaises, il se répétait avec colère :

— L'âme militaire ! Il a donc l'âme militaire, ce peuple arriéré ! Il est donc retardataire et chauvin, en dépit de tout !...

Dans cette vie de luttes, parmi ces discussions où il sentait alternativement son influence grandir, puis diminuer, sur l'esprit flottant de ses camarades, Pierre n'était pas heureux. Rien de ce qui avait causé son premier ennui n'était changé, puisque, depuis qu'il avait cessé de s'observer, les « engueulades » ne cessaient de pleuvoir sur lui, agrémentées parfois de quelque punition, sans plus qu'il éprouvât, désormais, de ces beaux élans d'orgueil qui lui avaient fait se jurer, autrefois, de ne plus jamais recevoir d'humiliations de ses chefs ; maintenant qu'il n'avait plus de goût à rien, les mille tracasseries, les petits ennuis inhérents à l'état de soldat, prenaient à ses yeux une importance démesurée et lui faisaient haïr cette vie à laquelle, durant un temps, il avait presque trouvé quelque charme. Par un reste de fierté, il s'efforçait néanmoins d'éviter les observations de Maleschant dont le simple regard, pesant sur lui, suffisait à le décontenancer. Mais Barbier l'avait « à l'œil » maintenant, et l'accablait, plus encore que de punitions, de ces mots empoisonnés dont il avait le secret, et qui, chaque fois, faisaient serrer les dents, crisper les poings à Pierre blessé jusqu'au sang, obligé de se contenir de toutes ses forces pour ne pas répliquer ou bondir sur le butor, s'exposer à tous les châtiments, à tous les malheurs ; c'était à cela, sûrement, à un acte d'insoumission qui eût perdu Pierre que tendait le gradé, sournoisement ; et pourtant, son indigne conduite comporte une excuse légère : sa haine envers son subordonné venait surtout de la propagande antipatriotique à quoi se livrait celui-ci, car il était Lorrain et il aimait son pays d'un amour brutal et farouche comme lui-même...

De Rose cependant, il ne venait que de mauvaises nouvelles. Ses lettres achevaient de démoraliser le jeune homme. Ce n'étaient que des plaintes et des cris de désespoir, ces pauvres lettres : la jeune fille appelait son ami, le suppliait de hâter son retour, comme si la chose eût été en son pouvoir, puis il régnait au travers des lignes comme une angoisse vague, indéfinissable, qu'il percevait sans en comprendre la cause, comme si Rose lui eût caché un douloureux secret. Chacune de ces lettres le laissait démoralisé et sans forces ; car si elles le faisaient souffrir par l'évocation d'un passé trop heureux, elles lui étaient aussi un avertissement pour l'avenir, l'annonce de tout ce que présentait de tristement incertain sa vie après qu'il serait libéré. Le souvenir d'un paradis perdu, le crève-cœur d'un bonheur rêvé, sans doute irréalisable, voilà ce que lui apportaient les missives de son amie. Et ces jours-là, plus découragé, il s'attirait plus de duretés ; plus ulcéré, il était plus amer dans ses diatribes, en présence de son auditoire habituel.

Une nouvelle cause de tristesse, encore, résidait pour lui en ce qu'il s'était, par son attitude, presque entièrement aliéné l'affection de Darson. Car rien ne pouvait être plus pénible au soldat qu'était celui-ci, que de voir l'esprit nouveau qui allait, insensiblement, se répandre dans la compagnie. Au début, il avait tenté de faire quitter à son ami la voie où il s'engageait ; mais Pierre était déjà dans sa période de découragement et de colère, et, aux prières de Darson, il avait répondu : « Non, n'insiste pas, je je t'en prie, ma conviction est faite, maintenant. Et pourquoi donc en changerais-je, puisque, après avoir essayé loyalement de trouver quelque bien ici, je n'ai trouvé que le mal, la brutalité et l'injustice, la bêtise partout, dans une institution dirigée contre le bonheur de l'humanité ? et c'est de mon devoir, à moi mieux informé, de détourner de l'erreur mes camarades. Ce que j'accomplis là c'est, sous une forme particulière, une tentative d'émancipation

prolétaire, comme je rêve d'en réaliser durant toute mon existence. »

Darson n'avait pas répliqué un mot. Et maintenant, il se contentait d'accomplir de son côté ce qu'il jugeait aussi être son devoir, en combattant les théories de Pierre par les théories opposées. Mais cela avait mis un froid entre les deux amis; à présent ils s'évitaient, et c'était une sourde peine, pour Pierre, que de voir se dénouer les liens d'amitié qui avaient autrefois adouci et presque embelli les premiers jours de sa vie au fort. Et Mauser, lui aussi, n'était plus le même ; plus de ces bons rires, de ces bonnes tapes d'amitié, de ces poignées de main qu'ils échangeaient avant de se coucher; à peine se disaient-ils les quelques mots obligatoires entre deux voisins de lit dont les fournitures s'étalent côte à côte sur les mêmes planches, et pour ne point sembler entièrement désunis. Mais Pierre voyait parfois le bon regard de chien fixé sur lui avec une expression de reproche muet qui lui faisait baisser les yeux, très gêné.

Or le temps était venu où son état moral déréglé, — une sorte d'exaspération furieuse, — rendait plus violentes ses diatribes, plus fielleux ses arguments, et un courant semblait se manifester en sa faveur. En l'écoutant parler, des hommes jusqu'alors réfractaires avaient des hochements de tête approbatifs, son influence grandissait.

Darson et Mauser voyaient avec désespoir se dessiner ces tendances; et ils résolurent de faire une tentative dernière auprès de leur camarade pour enrayer le mal s'il était possible. Un dimanche, vers midi, ils l'abordèrent, et Darson parla, se forçant à sourire :

— Eh bien! Delbard, ne voudras-tu point, pour un jour, sacrifier ta société habituelle pour te retrouver dans celle que tu aimais autrefois?

Pierre se sentit rougir. Directement sollicité, il n'osa refuser. Alors, tout joyeux, Mauser et Darson prirent son bras, et tous trois marchèrent en amis, comme jadis, vers leurs chambres respectives, pour s'aller mettre en tenue.

Ce jour-là, l'épais rideau grisâtre des nuages s'était enfin dissipé; le ciel apparaissait, d'un bleu tendre très doux, comme anémié, où brillait un soleil pâle; après un mois de grisaille, cette douceur inattendue charmait les yeux et réconfortait. Pour la plupart d'entre nous, l'influence du temps n'est-elle pas sensible, et notre état d'âme ne se modèle-t-il pas sur la couleur du ciel?... Aux premiers rayons du soleil, Pierre avait senti comme un éclairement intérieur luire en lui; sans raison, ses tristesses avaient diminué, il s'était repris à l'espérance: puis il avait éprouvé un peu de mélancolie à l'idée de passer encore ce dimanche comme les précédents, enfoui entre les talus du fort... et maintenant, il se sentait tout joyeux, parce qu'il allait profiter de ce jour, et parce que la démarche de ses deux camarades était la nette preuve que leur affection, en dépit des apparences, vivait toujours.

Ils sortirent tous trois, pleins de gaieté comme des écoliers lâchés; et, s'engageant sur la route stratégique, ils descendirent jusqu'au fond de la vallée de la Mance, qu'ils franchirent sur un petit pont de pierre, pour remonter ensuite, non sans souffler, le versant opposé. La journée était douce et lumineuse, l'horizon, d'une nuance exquise qui ravissait les yeux de Pierre. Dans toute la région du ciel où n'était pas le soleil, c'était du bleu, un bleu à peine bleu, très pâle, où de légers nuages semblaient plutôt une gaze très fine sous laquelle l'azur transparaissait; et encore l'azur n'était-il qu'au zénith; vers l'horizon, les nuances semblaient déteindre, puis se fondre jusqu'à devenir, tout au loin, d'un gris perle où les collines, dans la brume légère, paraissaient ellesmêmes des nuées bleuâtres.

Des vapeurs ténues striaient parallèlement le ciel; vers le soleil, la couleur de l'éther était indéfinissable, comme serait un tulle d'un blanc laiteux posé sur une soie bleue à reflets d'or; et l'astre, lui, était pâle, pâle, moins vu que deviné; autour de lui, la lumière mangeait la couleur, puis les teintes se dégradaient à mesure, et bleuissaient peu à peu, sous la clarté diminuée des cieux d'hiver.

***

Tout en marchant, les jeunes gens avaient pris pied sur le plateau; ils arrivaient à la vaste promenade de Belle-Allée, où les habitants de Dun-le-Haut viennent, le dimanche, entendre la musique militaire. Ils marchèrent sous les arbres, maintenant dépouillés de leurs feuilles; une douce tiédeur les pénétrait.

— Comme il fait bon vivre, en de semblables journées, dit Pierre, et comme on se sent rasséréné et meilleur !

Il venait de laisser échapper un semblant d'aveu que Darson saisit au vol.

— Ah! fit-il, tu trouves, n'est-ce pas, que l'on se sent meilleur, à de certains moments, et que la douceur d'une belle journée semble faire évaporer les pensées mauvaises?...

Il passa son bras sous celui de son camarade, et continua d'une voix plus basse, presque câline :

— Après la tristesse des journées sombres, la gaieté des jours ensoleillés. Après les mauvaises pensées suggérées par la laideur du temps, les bonnes résolutions inspirées par les caresses du soleil. Et n'est-ce pas que cette douceur aura dissipé en toi tout ce qui nous

causait tant de peine, n'est-ce pas que tu t'arrêteras dans la mauvaise voie où tu t'es engagé?...

— Mais je ne sais de quoi tu me parles, balbutia Pierre, très ennuyé et tout rouge.

— Si, si, tu le sais bien, répliqua Mauser; et il faut laisser parler Tarson, tu sais, parce qu'il tit te pien ponnes choses.

Il n'était pas possible, sans grossièreté, de se dérober à cette insistance amicale. Pierre se résigna, prêt, toutefois, à se défendre avec vigueur.

— Tu le vois, continua Darson en souriant. Mauser et moi sommes décidés à tout, jusqu'à te faire entendre nos vérités par la force. Il faudra donc te résigner à nous écouter.

— Mais je sais ce que vous allez me dire!... Et vous autres, vous savez bien que vous ne me convaincrez pas.

— Qui sait?... En tout cas, tu ne nous empêcheras pas de te dire combien tu nous as peinés, par ton attitude nouvelle. Que s'est-il passé en toi? Pourquoi t'es-tu aussi radicalement modifié? Je l'ignore. Mais tu es devenu étrange, tout différent de ce que tu fus à ton arrivée ici. A tes débuts au régiment, tu avais des idées préconçues; comme tu es franc, tu avais reconnu que tu t'étais trompé sur bien des points, et tu prenais gaiement ton parti des petitesses du métier parce que tu les savais inévitables. Même, tu étais devenu un parfait soldat. Mais soudain, tu as changé: tu t'es négligé, tu t'es mis à dos cette brute de Barbier, avec lequel je t'avais pourtant bien averti d'être prudent; Maleschant lui-même, pourtant si froid, a dû se montrer dur à ton égard. Et alors, tu as commencé à jouer auprès des hommes un rôle...

Il s'arrêta pour chercher une épithète qui ne fût pas trop crue, mais Mauser fut plus net:

— Un mauvais rôle, dit-il, un triste rôle... Tu as semé de vilaines idées!

— Oh!... protesta Pierre.

— Mais si, mais si, appuya Darson, Mauser n'a que trop bien dit. Tu as joué un rôle démoralisateur. J'ai de la peine à te dire cela, mais je le fais, parce que c'est mon devoir.

— Comment! s'exclama Pierre violemment. Est-ce donc démoraliser que de montrer la vérité?

— Es-tu donc tellement sûr de leur montrer la vérité? répliqua Darson. Ne te sens-tu jamais de doutes à ce sujet? N'y a-t-il pas, tout au fond de toi-même, quelque chose te disant que tu fais mal?... Je ne te croirais pas si tu répondais non. Et je dis, moi, et je prétends que tu joues auprès de nos camarades un rôle démoralisateur. Leur masse n'a pas d'opinion arrêtée; elle se laisse guider, elle écoute celui qui prend sur elle quelque influence. A l'orienter mal, il y a crime.

— Mais, encore une fois, qui donc te dit que je l'oriente mal?

— Eh! ce n'est que trop clair, voyons!... Voilà des hommes qui sont venus au régiment sans trop d'ennui, parce qu'ils savaient ne pouvoir s'y soustraire; ils s'en sont accommodés sans trop de peine, et, pour la plupart, s'ils réclament « la classe », c'est moins encore par conviction que par tradition, pour faire comme les autres... Ils partiront d'ici, rentreront chez eux avec l'idée qu'ils ont accompli un devoir inévitable. Et toi-même, toi qui sais que l'idéal de paix universelle n'est autre chose qu'un beau rêve, que le temps est loin où il sera possible de supprimer les armées, tu ne fais donc que troubler leur quiétude, envenimer les petites pipûres journalières, et détruire leur résignation en leur faisant entrevoir un avenir chimérique que, tu le sais bien, leur génération n'atteindra jamais. Ainsi tu ne les instruis en rien, tu troubles simplement la paix de leur esprit, tu leur fais du mal, toi qui prétends vouloir leur bien. Tu me rappelles ces fomenteurs de grève qui, sous prétexte d'améliorer leur situation, pousent les ouvriers à la révolte, et n'aboutissent qu'à faire crever de faim les pauvres diables pendant les longues journées de chômage, sans avoir obtenu pour eux un avantage. Tu es un « mauvais berger. » Voilà pourquoi ton rôle est néfaste, et pourquoi, au nom même de tes principes d'altruisme, je te supplie de changer de conduite...

Ah! comme il sentait bien, Pierre, le « mauvais berger », toute la vérité de ce que venait de lui dire son ami!... N'étaient-ce point là, formulés en termes précis, cette angoisse, ces remords vagues dont il sentait la morsure depuis de longs jours?... Et ce qu'il savait seul, lui, ce qui prouvait plus encore combien Darson avait raison, c'est qu'il n'avait pas tant obéi, comme l'autre le croyait ingénument, au désir d'éclairer ses camarades, qu'à un bas sentiment de vengeance, au besoin de saper sournoisement cette discipline qui le courbait sous son poids.

— Eh bien! conclut Darson, si vraiment tu as pour nous l'amitié que tu dis, ne continue pas à nous chagriner comme tu le fais depuis longtemps. Si ce n'est par conviction, fais-le par sentiment. Pour nous, cesse ta triste propagande. Pour nous, veux-tu le promettre?

— Allons... je promets, finit par dire Pierre après une hésitation, Mais c'est bien pour tous deux, je vous assure.

— Une chaleureuse poignée de main les unit tous trois, redevenus enfin les amis de jadis, Darson et Mauser rayonnaient; et Pierre, au fond, se trouvait très satisfait de cette solution, qui avait le double avantage de contenter deux êtres qu'il aimait, et de ménager son amour-propre. Car la promesse qu'il

venait de se laisser arracher lui donnerait à ses propres yeux une excuse d'avoir abondonné une attitude qui commençait à lui peser, et lui permettrait de se retirer de la lutte sans que son orgueil en souffrit...

Allégé, il retourna au fort entre ses deux camarades tout joyeux. Et il eut cette chance que ce beau dimanche ayant inauguré une série de journées sèches, les hommes en profitèrent pour se détendre de leur longue réclusion en allant passer leurs soirées à Dun ou au village voisin; faute d'assistants, les réunions du soir n'eurent pas lieu, et, les permissions de nouvel an étant arrivées sur ces entrefaites, on perdit tout naturellement l'habitude des longues causeries, sans que l'esprit mobile des soldats s'en frappât davantage.

La vie continuait à couler, uniforme et monotone. Mais Pierre n'avait pu se dominer assez pour redevenir le soldat modèle qu'il avait été aux premiers jours; les sentiments qui l'avaient soutenu alors, orgueil, conscience de sa dignité à sauvegarder, avaient perdu leur fraîcheur, sous les mots de brutalité et les punitions qui les avaient froissés; son épiderme n'était plus sensible, et s'il évitait de se faire punir, maintenant il recevait presque avec indifférence les observations que Barbier lui assénait, plus aigres et plus brutales que jamais. De nouveau il se laissait aller, et de nouveau, de tous côtés, les reproches pleuvaient. Seul, jusqu'à présent, Maleschant avait évité de se montrer trop dur. A peine, de loin en loin, un mot sec et cinglant était-il venu lui donner le coup d'éperon, lui rendre pour un temps, comme de force, ses bonnes intentions. Mais l'officier ne l'avait pas puni encore, comme s'il eût eu la prescience qu'il fallait éviter de pousser à bout cet homme déjà énervé. Et Pierre tressaillait lorsqu'il sentait son regard fixé sur lui. Ce n'était point par crainte, à proprement parler, mais parce qu'il lui était pénible de se sentir mal jugé par cet homme chez lequel il devinait, à n'en pas douter, de bonnes dispositions à son égard, et qu'il jugeait aussi digne de tout son respect.

Son instinct ne le trompait pas. Maleschant était de cette race d'officiers dont le nombre croît chaque jour, qui se pénètrent de la grandeur de leur rôle social. Faire des soldats ne leur semble que la partie indispensable de leur tâche; ils veulent encore former des hommes. Imbu de ces idées, Maleschant estimait qu'il importe de traiter le soldat plutôt selon son caractère que selon ses actes; il lui faut laisser l'initiative du bien ou du mal tout en le dirigeant dans la bonne voie, mais, sans l'irriter par trop de minutie, le conduire avec fermeté, savoir frapper à temps, à condition de frapper juste : le soldat oublie la sévérité, mais ne pardonne jamais l'injustice. Et quand il sévissait, c'était toujours durement, mais jamais au hasard; il avait longtemps étudié son « sujet » et le connaissait à fond, quand il le frappait.

Depuis longtemps, il étudiait Pierre. Plus que tous les autres, celui-ci, si visiblement supérieur à la masse, était intéressant à connaître. Et ce n'avait pas été pour lui une médiocre surprise que les fluctuations de conduite de ce garçon, qui, après lui avoir donné d'abord toutes les satisfactions, avait brusquement changé sa manière, puis avait maintenant des alternatives d'attention et de paresse auxquelles il ne comprenait rien. Il avait jugé sage de ne point contribuer à exciter cette nature ombrageuse et fière qu'il croyait avoir comprise; certainement, ce n'était point par la violence et par les punitions qu'il fallait agir sur lui, mais plutôt en faisant vibrer en lui la corde des sentiments intimes. Et il attendait l'occasion d'intervenir...

Un jour que Pierre avait nettement montré plus de mauvaise volonté que de coutume, il entendit éclater derrière lui un « Delbard ! » impératif, lancé de la voix sèche qui faisait tressaillir les soldats. Il en ressentit une impression toute physique, un frisson qui parcourut son dos; puis, d'un mouvement presque réflexe, il fit un bond, et fut devant le lieutenant, immobile, au port d'arme, s'efforçant de faire bonne contenance. Ayant rougi d'abord jusqu'à la racine des cheveux, il était très pâle, maintenant, et agité d'un léger tremblement nerveux.

Entre le chef et le soldat, il y eut un moment de silence. Le soldat restait immobile sous le regard de l'officier, qui semblait vouloir le fouiller jusqu'au fond des entrailles, et quoique se sachant coupable, ne baissant pas les yeux.

Maleschant prononça avec lenteur :

— Delbard, mon garçon, ça ne va pas.

Cette fois, Pierre fut troublé et rougit. L'officier continua, d'une voix accentuée :

— Non, ça ne va pas... ou plutôt, ça ne va plus, car autrefois, j'étais content de vous. Pourquoi n'en est-il plus de même?

La question était nette, et fort embarrassante. Qu'y répondre? Maleschant était bien le dernier auquel il dût avouer la vérité. Lui mentir, alors?... Un instant très court, Pierre eut la pensée de biaiser, de se prétexter fatigué, malade, d'éviter par une esquive sournoise l'attaque directe... Mais il repoussa bien vite la suggestion mauvaise. Non, ce n'était point dans sa nature, cela : le mensonge lui répugnait. Au reste, il n'eût point osé mentir, sous les yeux francs de son interlocuteur. « Advienne que pourra ! » pensa-t-il. Une poussée d'orgueil lui mit le sang à la face, le fit répondre :

— Mon lieutenant, tout m'ennuie, maintenant !

La phrase à peine lancée, il la regretta. Car il

n'était pas douteux qu'elle allait lui faire un ennemi de plus dans un chef plutôt bienveillant jusqu'alors. Et son étonnement fut grand lorsqu'il vit au contraire le visage de Maleschant s'éclairer tandis qu'il disait, d'une voix radoucie :

— Ah! très bien! Voilà une réponse qui est au moins franche, — et crâne aussi. C'est bien, ça. Et... pourquoi donc vous ennuyez-vous tellement?

Tout étourdi de la tournure que prenait l'entretien, et encouragé, maintenant, à répondre, Pierre s'expliqua, sur un ton plus bas :

— Je m'ennuie, non pas tant du service, mais parce que j'ai des préoccupations personnelles... dont je ne me permettrais pas, mon lieutenant, de vous importuner.

— Ah!...

Maleschant ne répondit que par cette exclamation brève, prononcée sur un ton discret signifiant qu'il ne s'autoriserait jamais à pénétrer dans la vie intime de ses subordonnés; un petit silence suivit, puis il reprit, sur un ton presque familier :

— Je sais que de gros ennuis peuvent absorber au point de faire négliger les devoirs de la profession. Mais une telle faiblesse ne saurait être durable. Un homme énergique doit savoir se surmonter. Or vous avez prouvé qu'il y a en vous l'étoffe d'un excellent soldat. Envers tout autre, j'aurais usé de sévérité cédant à la très réelle irritation où m'a jeté votre changement subit. Avec vous je me suis contenu, sentant qu'il devait y avoir à votre conduite une atténuation qu'il fallait découvrir, et désirant vous ramener sans violence dans la bonne voie. Mais rien n'a prouvé qu'une amélioration fût proche, vous semblez vous entêter à mal faire... Et cependant, vous subissez avec peine ces reproches continuels que vous attire votre mauvaise volonté, ces... disons le mot... ces *engueulades* journalières pourtant méritées. Vous êtes fier, c'est visible, même un peu orgueilleux... deux qualités, à mon sens. Eh bien! comment votre fierté, comment votre orgueil s'accommodent-ils de ces traitements qu'il vous faut supporter, de gens qui, — mon Dieu! de vous à moi, cela peut se dire, — ne vous valent pas intellectuellement?

Pierre baissa la tête sans répondre, confus et rouge. On eût dit que Maleschant lisait en lui, pour l'avoir su atteindre en son point le plus sensible.

— Vous ne me répondez pas, continua Maleschant, ce qui prouve que j'ai touché juste. Vous souffrez dans votre dignité d'homme, — il appuya sur ces derniers mots qui firent tressaillir Pierre, — de subir des observations méritées, vous le sentez, mais exprimées sur un ton qui les rend odieusement pénibles, étant donné que la displicine interdit absolument toute réponse. Eh bien! ne vous semble-t-il pas qu'il faut prendre votre parti en brave, et prendre la seule résolution qui convienne pour éviter définitivement ces humiliations?... Oui, la seule résolution convenable, qui est de redevenir le soldat modèle que vous fûtes autrefois, alors que vous trouviez grâce, même aux yeux du terrible Barbier.

Le sourire qui accompagna ces derniers mots, en montrant que l'officier n'avait aucun doute sur la valeur intellectuelle de son plus farouche caporal, mettait entre Pierre et lui une sorte d'intimité qui faisait du soldat son égal. Pierre en rougit encore, mais de plaisir cette fois, sa vanité doucement chatouillée d'avoir été traité ainsi par ce chef toujours si hautain et si froid. C'est en sachant flatter leurs petites faiblesses que l'on conduit les hommes; et vraiment, en agissant ainsi avec Pierre, Maleschant témoignait d'une bien parfaite connaissance du cœur humain, s'il n'était servi par le hasard; et ce devait être encore une chance fortuite, ou la preuve d'un instinct bien sûr, que d'avoir uniquement fait vibrer, pour le convaincre, la corde si sensible de l'orgueil et de la dignité masculine. Mais, quittant le ton persuasif qu'il avait employé jusqu'alors, l'officier reprenait sa voix ferme, et un peu dure, pour dire :

— Je ne vous ai parlé encore que de votre intérêt, mais ce serait vous faire injure que ne point vous parler de devoir. Or votre devoir, à vous, est d'être soldat impeccable, irréprochable. Comme moi, vous savez que le service militaire obligatoire est une nécessité sociale — dure, mais nécessité; et vous êtes de ceux à qui la loi fait une très grande faveur en ne leur demandant qu'un an de présence sous les drapeaux. Vous moins que tout autre, donc, avez le droit de vous plaindre; et parce que vous êtes intelligent et instruit, vous devez servir d'exemple à vos camarades. Vous *devez*, entendez-vous : ce vous est le devoir le plus strict; ne pas le remplir est presque criminel. Car vos camarades, eux, esprits simples, sont portés à vous imiter et à vous croire, vous, jeunes gens d'un niveau plus élevé; s'ils vous voient vous dégoûter du service, si vous ne remplissez pas vos devoirs, que voulez-vous qu'ils fassent, eux? Ainsi vous produisez le plus déplorable effet, en donnant le plus mauvais exemple : donc, vous êtes coupable... Mais tout mal est réparable, et vous, Delbard, je veux que vous répariez.

Il avait parlé nettement, de sa voix un peu tranchante qui semblait réfuter d'avance toutes les objections; et en l'entendant, Pierre se sentait honteux et confus, n'ayant jamais mieux compris de quels torts il s'était rendu coupable... Mais la dernière phrase de l'officier l'étonna : comment pouvait-il réparer?... Maleschant le lui expliqua :

— Vous n'avez pas voulu être caporal, ni suivre le cours des *dispensés*, candidats officiers de réserve. Vous avez allégué que, très pressé d'arriver à une si-

tuation civile, vous désiriez réserver tout votre temps à la préparation de vos examens. On pouvait l'exiger de vous ; on ne l'a pas fait, par une tolérance fort rare, et dont vous devez être reconnaissant à vos chefs... Mais je vais, moi, vous demander un petit sacrifice de temps pour racheter votre conduite passée. L'instituteur qui faisait à la compagnie la classe des illettrés va être mis en subsistance à Dun pour y suivre, justement, ce même cours des dispensés. Vous le remplacerez; vous ferez, pour ceux de vos camarades qui ne savent ni lire ni écrire, ce que vous faisiez autrefois pour vos élèves : vous leur donnerez de ces rudiments d'instruction qui leur seront si utiles dans la vie... Ainsi vous aurez fait œuvre philanthropique, en même temps qu'au régiment, vous aurez rendu service à des hommes. Puis-je compter sur vous?

— Oui, mon lieutenant.

— Bien!... Maintenant, vous deviendrez un modèle pour tout le monde; vous serez le meilleur soldat, non seulement de mon peloton, mais de toute la compagnie. Est-ce entendu?

— C'est entendu, mon lieutenant.

Il s'aperçut seulement après avoir parlé qu'il venait de prendre des engagements formels, sous l'influence du petit emballement produit en lui par les paroles de son chef: il était trop tard pour revenir sur ce qu'il avait dit. Et il se consola en pensant: « Le devoir, en tout et partout, demeure le devoir. Il est unique, sous ses mille formes différentes. J'accomplirai donc sans défaillances, coûte que coûte, celui qui m'est imposé ici. »

FERNAND DACRE.

(*A suivre.*)

LE CONGRÈS D'UNION SOCIALISTE[1]

II. — L'unité socialiste.

Il paraît que le Congrès de septembre a été un Congrès d'union. Ceux qui n'ont pas assisté aux séances houleuses, où, pour couvrir la voix de l'orateur et étouffer le bruit de la sonnette présidentielle, l'*Internationale* et la *Carmagnole* étaient chantées à pleine voix, ceux-là pourront le croire. Mais c'était de plus un Congrès d'unité, et tout le monde s'étonnera de ce titre, en pensant qu'il n'y a pas à l'heure actuelle un parti socialiste, mais qu'il y en a trois :

Le parti des guesdistes-blanquistes;

Le parti des briandistes-jauresistes ;

Le parti des syndicaux des bourses du Travail.

(1) Voyez la *Revue* du 6 octobre 1900.

C'est l'unité en trois partis, c'est, au dire de Jaurès, docteur Tant-Mieux du socialisme, la perfection de l'unité.

* * *

La grande question qui se posa aux Congrès de septembre, au Congrès international aussi bien qu'au Congrès national, fut la question Millerand, qui gêna fort les étrangers. M. Auer dit même à ce sujet :

« Venons-nous vous importuner, nous Allemands, avec des questions qui ne regardent que nous? Nous sommes en Allemagne, plus près des portes de la prison que des portes du ministère, et nous sommes dans la situation de ce brave homme, devant lequel on vantait les mérites d'un bon beefsteak : « Sans doute, répondait-il, un bon beefsteak est une bonne chose, mais il faudrait d'abord s'en procurer! »

On ne peut plus galamment dire, en style germanique : « Laissez-nous donc tranquilles avec vos vieilles histoires qui nous importent peu! »

Cependant, puisque l'oracle était consulté, l'oracle parla, par la bouche de M. Kautsky, grand docteur du socialisme, théologien de première classe du marxisme intégral. La parole de l'oracle, à vrai dire, ressemblait fort à ces sentences de la sibylle de Cumes, qu'on ne comprenait qu'après coup et sur lesquelles l'inquiétude humaine pouvait patiemment s'exercer.

« Il est interdit à un socialiste d'entrer dans un ministère bourgeois », disait la sentence; mais elle ajoutait :

« Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette *expérience dangereuse*, c'est là une question de tactique, et non de principe, dont le Congrès international n'a pas à connaître. »

« *Cependant*, reprenait le sibyllin Kautsky, le fait ne peut se produire que *si tout le parti ou la grande majorité du parti socialiste approuve pareil acte et si le ministre reste le mandataire de ce parti.*

« Dans le cas contraire, la présence d'un socialiste au ministère menace d'amener la désorganisation et la confusion pour le prolétariat militant. »

Donc, concluez-vous, M. Millerand doit démissionner aussitôt ?

Ce n'est pas tout.

« Un socialiste, ajoute l'écriture, doit quitter le ministère, lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité... »

Donc, concluez-vous encore, après l'affaire de Chalon, où le ministère fut blâmé et flétri par tout le parti socialiste, M. Millerand devait quitter le ministère?

M. Jaurès répond négativement à ces questions, et il explique :

M. Millerand ne pouvait être solidaire du parti so-

cialiste organisé et unifié, puisque ce parti n'existait pas encore.

Le gouvernement n'a pas été blâmé par tout le parti socialiste, puisque, pour le soutenir, les députés socialistes ont renié jusqu'à leur foi et sont allés jusqu'à dire que leurs doctrines n'avaient qu'un but : abuser les travailleurs.

Et voilà comment l'oracle est interprété. Nous ne nous chargerons pas de rétorquer de tels arguments, n'ayant pas à notre disposition la sophistique nécessaire pour une telle réfutation.

Ce qui nous console, c'est que tout le monde est satisfait de « la savante consultation de M. Kautsky ». M. Jaurès est satisfait, M. Guesde l'est également, non moins que M. Vaillant, chacun pouvant l'interpréter à sa façon.

***

Mais il était dit que tout serait équivoque et à double sens, au cours de ces deux congrès. M. Vaillant en a eu la preuve évidente, lorsqu'il a voulu faire voter une flétrissure à l'égard du ministère, flétrissure dont le ministère se serait d'ailleurs fort bien accommodé.

Voici les faits :

La fédération socialiste de Saône-et-Loire proposait une résolution catégorique, à l'égard des députés socialistes qui avaient renié leurs principes :

Considérant que, dans la séance du 15 juin, à la Chambre, un certain nombre d'élus socialistes ont repoussé la proposition d'enquête parlementaire, faite à la suite de l'interpellation sur les massacres de Chalon-sur-Saône, qu'ils ont de plus, après avoir repoussé isolément l'amendement Massabuau, qui représente les doctrines socialistes comme un *piège destiné à abuser les travailleurs*, voté ce même amendement dans un ordre du jour qui accordait leur confiance au gouvernement responsable;

Le Congrès

Désapprouve ces députés d'avoir sacrifié à des préoccupations politiques les principes supérieurs du socialisme acclamés au Congrès général de décembre 1899.

Au milieu des cris de colère et de menace des représentants de la Fédération à l'endroit de M. Jaurès, cette résolution nette était écartée pour donner place à une résolution hybride et alambiquée, fruit de la collaboration de M. Turot, ami du ministère et de M. Vaillant, adversaire de M. Millerand.

Attendu qu'il ressort des débats, disait M. Turot, que, si des tactiques différentes ont été suivies, *tous les membres du parti socialiste ont agi avec une entière bonne foi et la seule préoccupation de servir leur parti*...

Le Congrès, ajoutait M. Vaillant, *flétrissant* les auteurs responsables des massacres de Chalon *et leurs complices*, passe à l'ordre du jour.

D'après M. Vaillant, M. Millerand était atteint par cette flétrissure infligée aux complices des auteurs responsables des « massacres ».

Nullement, ripostait M. Turot, puisque vous avez reconnu la bonne foi de *tous les membres du parti socialiste*. Diriez-vous maintenant que M. Millerand n'est pas socialiste ; mais comment expliqueriez-vous alors que trois congrès se soient tenus pour élucider cette question : « *De l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois ?* »

Alors, pourrions-nous demander à notre tour, que signifie ce mot *complices?* à qui s'applique-t-il? où sont les complices? et peut-être satisfaction nous serait donnée par M. Vaillant, homme fin et profond, qui nous répondrait : « Il y a des complices de bonne foi ; il existe souvent des complices inconscients. »

***

Nous ne nous attarderons pas à rappeler les séances bruyantes et les scènes sauvages du Congrès d'union socialiste. Le Congrès international qui l'avait précédé avait conservé une certaine tenue. M. Guesde y avait proclamé la trêve de Dieu et M. Jaurès avait répliqué à un interrupteur un peu bruyant : « Mais nous ne sommes pas encore au Congrès national ! » On avait donc attendu ce Congrès national, avec une certaine impatience, et l'on s'était contenté de reconstituer, dans cette première assemblée, l'Internationale, sous forme d'un secrétariat international et d'un bureau parlementaire, à Bruxelles.

Voici donc le Congrès national, qui commence : Les étrangers sont partis. Les Français restent entre eux. La journée du vendredi, qui est la première journée, se passe dans le tumulte. Il s'agit de la validation des mandats, au nombre de 2748, dont 158 sont contestés et 81 sont annulés. Sur les 2507 qui restent, une partie revient au parti guesdiste, augmenté des forces du parti blanquiste, de l'Alliance communiste (dissidents allemanistes), des Fédérations de Saône-et-Loire et du Doubs et des syndicats de Saône-et-Loire. En tout, le parti des *doctrinaires* ainsi constitué dispose de 1241 mandats.

Par contre, 1266 mandats restent au parti des *unitaires*, constitué par les forces broussistes, allemanistes, la Fédération des indépendants, les coopératives, les syndicats isolés et les fédérations autonomes.

On voit combien peu ces deux partis différaient sous le rapport du nombre, et combien il pouvait importer aux guesdistes que les mandats contestés fussent examinés sérieusement. Les 158 mandats contestés appartenaient, en effet, presque exclusivement à leurs adversaires. Ces mandats annulés, la victoire restait aux guesdistes-blanquistes étroitement unis et habitués aux marches parallèles, tandis que l'autre camp était composé de forces divisées et

ayant des programmes divers. Les mandats sont validés. Grande fureur des guesdistes qui demandent que le vote, ratifiant les décisions de la commission de vérification, soit émis par mandats. Plusieurs de leurs délégués ont, en effet, jusqu'à dix mandats, et si le vote par mandat n'est pas admis, ces délégués, et avec eux le parti doctrinaire, perdent 9 voix sur 10, alors que le règlement est formel et qu'ils ne se sont chargés de dix mandats que parce qu'ils savaient devoir obtenir dix suffrages. « Le règlement ! » crient les guesdistes. « Le règlement! répondent ironiquement leurs adversaires, qu'importe le règlement! » On décide que l'on votera par tête, malgré les protestations des guesdistes et des blanquistes. Les résolutions de la commission sont adoptées. Un bureau est nommé, malgré l'abstention des guesdistes et des blanquistes, qui ne veulent pas reconnaître la validité du premier vote et vont jusqu'à nier l'existence légale du Congrès. Allemane est nommé président; mais c'est en vain qu'il essaie de faire entendre sa voix. Le côté gauche de la salle hurle la *Carmagnole* et l'*Internationale* qu'applaudit ironiquement le côté droit. On éteint les lumières et tout le monde s'en va dans une bousculade.

* * *

La deuxième journée fut d'abord un peu plus tranquille, les guesdistes ayant reçu la consigne de se montrer calmes; mais la consigne ne tint pas longtemps.

Le président, qui est encore le citoyen Allemane, avait formé le projet de faire sortir les guesdistes de leur rôle passif de spectateurs. Il fait voter motions sur motions, les guesdistes s'abstiennent. On nomme une commission, les guesdistes s'abstiennent encore. Enfin, comme au jeu de pigeon-vole, le président arrive à une motion en faveur de l'abrogation des « lois scélérates ». Emportés par la nécessité de faire profession de foi révolutionnaire, les guesdistes lèvent les mains. Le tour est joué : « Je prends acte, s'écrie Allemane, que le Congrès a voté à l'unanimité la résolution. » Dépités et furieux, les guesdistes envoient un des leurs et non des moins violents porter à la tribune une motion de flétrissure contre le gouvernement et les fusilleurs de Chalon; mais le pauvre diable ne sait par où commencer la lecture de sa motion. « Le... la réunion, dit-il... (Cris : *Non! le Congrès!*). Les citoyens réunis salle Wagram... (Cris : *Non! le Congrès!*)

Bref le président lui retire la parole, puis il somme l'ancien secrétaire général du Comité général, le citoyen Dubreuilh, de remettre les cartes aux 136 mandataires validés la veille par la commission. « Je les remettrai, répond M. Dubreuilh, qui est blanquiste et partant ami des guesdistes, quand le Congrès sera légalement institué et m'en donnera l'ordre. » Cependant il est obligé de se soumettre, mais il va se venger des indépendants par la lecture de son rapport où sont énumérés tous les votes de blâme pour les députés socialistes et toutes les flétrissures à l'égard de M. Millerand. Le soin de défendre les uns et les autres revient à M. Rouanet, qui, au lieu de riposter, attaque vigoureusement ses adversaires, passant de la tactique défensive à la tactique offensive.

« Les détracteurs d'aujourd'hui n'étaient pas aussi intransigeants, en 1895, lorsqu'ils soutenaient de leurs votes le ministère Bourgeois; et cependant le cabinet Bourgeois n'a rien laissé, alors que le cabinet actuel laissera derrière lui (*Du sang!* crie-t-on) des réformes sérieuses. »

Des réclamations violentes éclatent lorsque le représentant des députés socialistes proteste contre le rôle de « valets » qu'on veut leur faire jouer et contre les avanies systématiques qui n'atteignent pas seulement les élus, mais le parti socialiste tout entier.

Mais le tumulte prend des proportions fantastiques, lorsque, après M. Rouanet, le rapporteur de la commission de propagande de l'ancien Comité général, le citoyen Andrieux, flétrit les alliances compromettantes. « Galliffet! Galliffet! » crient les guesdistes, tandis que les briandistes-jauresistes montrent ironiquement M. Edwards qui a retourné sa veste et essaie par cette apparence débraillée de faire oublier le luxe dont il jouit. « En voilà un qui a retiré sa veste! » hurle un loustic. Nouveau tumulte, lorsque le rapporteur lit, avec un fort accent de la Lozère, les noms des députés qui se sont déplacés pour les grèves et pour la propagande, et les absences constatées des mêmes députés aux séances de la commission de propagande.

M. Briand a été absent vingt et une fois, M. Jaurès vingt-quatre; ils sont hués par les guesdistes. Mais M. Zévaès a été absent vingt fois, et les indépendants exultent. Dans ce palmarès grotesque, le prix revient à M. Boutié qui n'a pas manqué une séance.

M. Vaillant a fait deux campagnes, M. Groussier en a fait quatre, M. Zévaës sept. « Bravo! crient les guesdistes. M. Sembat réclame. Il n'est que « deux fois nommé », et il a fait trois campagnes. « Citoyens, dit le rapporteur, ce n'est pas la faute de Sembat, ni la mienne, c'est la faute... d'impression. »

* * *

La matinée du dimanche devait être consacrée à l'audition de M. Briand, chef du parti des indépendants, membre de la minorité de l'ancien Comité général. Sa présence n'a point pour effet d'amener le calme, elle déchaîne au contraire la tempête. Il re-

proche aux guesdistes de « manier les principes comme un coup de poing américain » et au Comité général d'avoir été « une machine de flétrissure ». Quelqu'un du parti blanquiste propose de nommer présidents d'honneur MM. Waldeck-Rousseau et Millerand. Du tac au tac, le président répond : « Ne mêlons pas aux débats des querelles de famille. » M. Edwards est, en effet, le beau-frère de M. Waldeck-Rousseau. On crie : « A Chalon! A l'église! » M. Lafargue défend à M. Briand de le traiter de camarade. « Voyez-vous ce monsieur, répond M. Briand, qui toute l'année fait l'aristocrate dans les châteaux et qui vient ici jouer les démagogues! » Les esprits sont tellement montés que deux représentants des sociétés coopératives, ne trouvant pas leurs arguments assez violents, en viennent aux coups de poing. Le sang coule... légèrement. Les guesdistes demandent l'exclusion de « l'assassin ». On ne tient aucun compte de leurs réclamations. Alors, comme un seul homme, ils se lèvent, décrochent leurs larges bannières rouges qui décorent toute la salle et partent au milieu du tumulte. « Nous fuyons les assassins, clame M. Guesde, nous ne voulons rien avoir de commun avec eux! »

La séance est suspendue. Elle n'est reprise que dans l'après-midi. Les blanquistes sont restés, mais ils se déclarent tout d'abord solidaires de leurs amis. La puérilité du motif de la rupture montre jusqu'à l'évidence le désir manifeste des guesdistes de déserter le Congrès, où ils n'ont pu obtenir la majorité. C'est d'ailleurs dans leur tactique d'agir de la sorte. Ils vont alors constituer à eux seuls un autre congrès, qu'ils déclarent le seul congrès véritable, et ils signent une protestation violente contre le faux congrès qu'ils viennent d'abandonner.

***

Il s'agit dans cette séance de l'après-midi d'examiner la motion de flétrissure contre les députés socialistes qui ont repoussé l'enquête parlementaire. Deux délégués de Saône-et-Loire, MM. Chalot et Journoud, viennent appuyer cette motion au nom, des « victimes » de Saône-et-Loire. Ils ont été, eux aussi, ministériels, ils ne le sont plus! M. Millerand, qu'ils ont été voir, n'a su que leur conseiller de « ne pas avouer leur syndicat et de cacher leur bureau »; Cette conversation avec le ministre comble de joie les blanquistes et les quelques délégués qui représentent, en l'absence des guesdistes, la gauche de l'Assemblée. A M. Gérault-Richard qui proteste contre l'inutilité de ces narrations, M. Journoud proteste : « Vous étiez tranquillement devant votre bureau, alors qu'on nous assassinait! »

M. Viviani essaie de ressaisir l'opinion déconcertée par ce récit. Son discours est soutenu par les approbations de M. Jaurès assis sous la tribune : « Ça va! Ça va! lui crie-t-il, ne vous laissez pas démonter! Dites tout ce que vous avez à dire, tout! tout! N'oubliez pas surtout le banquet des maires! » — « Ils n'y étaient pas, les guesdistes! reprend M. Viviani. — Qu'est-ce que ça fait? répond M. Jaurès.

« En admettant que par miracle, dit M. Viviani, nous eussions, pour faire l'enquête que vous auriez désiré nous voir demander, obtenu plusieurs socialistes dans la commission, et même que les neuf commissaires eussent été socialistes, qu'aurions-nous pu faire de plus que de sommer le régime bourgeois d'appliquer à ses propres agents sa propre légalité? Or, nous avons obtenu sans enquête tout ce que nous pouvions obtenir. Les gendarmes sont devant le Conseil de guerre! »

Cette allusion faite à une décision administrative *rendue publique le jour même de l'ouverture du Congrès* ne semble pas heureuse. « Vous réhabilitez les Conseils de guerre, qui ont fusillé les communeux! » crie M. Vaillant au milieu du tumulte déchaîné.

« Ce que nous aurions dû faire, continue l'orateur, c'est de dire à la majorité parlementaire : « Ah! vous voulez flétrir le collectivisme; mais il vous faut d'abord le connaître, et nous allons vous l'expliquer! » Et alors, pendant huit jours, s'il eût fallu, nous eussions fait de l'obstruction systématique. »

M. Vaillant répond qu'« il ne s'agit pas de savoir quels sont les députés dont les votes ont été les plus corrects, mais qu'il est nécessaire que le Congrès se prononce et dise franchement s'il est avec les victimes de Saône-et-Loire ou avec les assassins. On dit qu'une enquête n'eût pas abouti. Elle nous aurait toujours permis de saisir l'opinion publique et de faire témoigner nos amis. Ah! on prétend qu'il n'y a pas de ministérialisme! Et nous prétendons, nous, que ce mal existe et qu'il est d'autant plus grave qu'il est insoupçonné par ceux qui en sont le plus gravement atteints. C'est le mal qui désorganise notre parti, car certains esprits sont tellement préoccupés de l'existence ministérielle qu'ils subordonnent toute leur conduite et tous leurs votes à cette préoccupation unique. »

Enfin, on vote et la proposition de la Fédération de Saône-et-Loire et du Comité général est repoussée. Chacun est satisfait du vote de la proposition Turot-Vaillant, dont nous avons donné le sens au début de cet article et que chacun interprète suivant ses passions.

Le Congrès va être clos. M. Jaurès, au nom de la Commission d'initiative, vient proclamer l'unité du parti socialiste... à brève échéance.

Un nouveau Comité général sera constitué, qui rendra ses comptes à un nouveau congrès d'unité socialiste réuni dans six mois. D'ici là un large *refe-*

rendum sera ouvert, auprès de toutes les organisations, sur le meilleur mode de réaliser l'unité. C'est la victoire prochaine du prolétariat organisé!

Nous avions déjà entendu ce chant de triomphe en décembre dernier. Nous l'entendrons au mois d'avril prochain, à l'issue du prochain congrès, et le parti socialiste continuera à être divisé et éparpillé. L'*Internationale* a été chantée avec moins de foi, semble-t-il, qu'il y a dix mois. Le Congrès était terminé, sans avoir rien fait.

Léon de Seilhac.

SUR MOZART,

SUR LA POÉSIE ET LA BEAUTÉ (1)

> ... Et, après avoir beaucoup parlé d'elle; il se tut. Puis il ajouta :
> « D'ailleurs, pour la comprendre et pour l'aimer, il faut aimer Mozart. »
>
> X...

Un grand nombre de jeunes gens, certains jours, sentent en eux une inquiétude, une sorte de malaise indéfini qui les rend aussi insupportables à leurs amis que s'ils en étaient aux premiers jours d'un amour plein de rêve et de subtilité sentimentale : on leur parle, ils répondent à peine, ou tout de travers; on leur montre des tableaux, mais ils vantent aussitôt les maîtres d'une autre école; on leur fait entendre de la musique, mais, bien qu'ils tournent poliment les pages, debout derrière le tabouret du piano, on sent qu'ils n'écoutent pas. Assurément leur âme est autre part.

— Où donc est-elle? direz-vous.

— Demandez-le, leur, et s'ils consentent à vous renseigner, ils vous diront qu'ils n'en savent rien. Toutefois, chose étrange et certaine, si quelque livre leur vient sous les yeux, ils sentent leur inquiétude commencer à se dissiper; et si, dans ce livre, ils s'intéressent au jeu des idées, s'ils se plaisent à imaginer des couleurs et des formes, à promener leur songe dans des paysages dont ils croient sentir la fraîcheur les envelopper; et surtout si les rythmes et la sonorité des mots, par l'enchantement de leur musique, transportent la rêverie dans un monde qui ressemble, à s'y méprendre, au monde des hommes, mais qui est plutôt un monde divin, — alors ces jeunes gens, qui tout à l'heure étaient de maussades compagnons, soudain s'épanouissent à tout le bonheur de retrouver leur âme.

Et à la vérité, les choses sont ainsi. Aucun homme ne sent vraiment les poètes, si ce n'est pendant les jours où une certaine inquiétude, un vague ennui, le détache de tout le reste du monde, qui lui paraît alors importun et sans valeur. Il en est de la poésie comme de l'amour : les cœurs les plus épris n'aiment vraiment que dans ces minutes bienheureuses où ils peuvent oublier tout le reste de la vie.

Ainsi, pour faire vivre en lui-même la Poésie, le lecteur doit avoir ces deux qualités : à l'égard des choses, le détachement, — et dans son âme, la jeunesse. — En effet, un homme qui est « satisfait », par exemple, d'avoir acheté un cheval vainqueur sur le turf; ou celui qui suppute avec angoisse le résultat d'une spéculation à terme; ou celui qui cherche jusque dans son sommeil un nouveau régulateur de la carburation des automobiles, n'a pas une âme assez fraîche et ombreuse pour que les Muses y viennent comme dans la prairie sacrée. Les Muses ne prendront pas la peine d'exproprier hors de lui l'usine, la bourse ou le haras qui y fonctionnent. C'est lui-même qui doit enlever ces bâtisses, ces rails et ces plâtras; c'est lui qui doit disposer les gazons, où le ciel, par places, se reflète dans l'eau courante, s'il désire que la blanche théorie fasse glisser sur les fleurs le vol lumineux de ses pieds nus.

Et, pour oublier ainsi les soucis journaliers, pour se détacher ainsi et s'isoler dans son propre rêve, il faut avoir encore la jeunesse, la véritable jeunesse, c'est-à-dire, — quel que soit l'âge qu'on ait sur son état civil, — la faculté d'effacer en soi les traces et les cicatrices de la vie déjà vécue. L'âme vraiment jeune est celle qui tous les jours est nouvelle. Elle croit volontiers, chaque matin, qu'elle n'a pas encore vu l'aurore; à tout instant elle pense découvrir le monde, et les choses lui semblent naître exprès pour elle.

Au contraire, que fait une âme incapable de se renouveler ainsi et d'accueillir les heures avec des forces et des illusions toujours vierges? Cette âme se souvient, elle compare; au lieu de se livrer, toujours intacte et neuve, à l'impression des choses, elle réagit contre ce qu'elle subit, elle établit des rapports entre ce qu'elle voit et ce qu'elle a vu; elle organise ses souvenirs selon ses lois intimes; le monde est pour elle un système régulier dont il convient de formuler les raisons directrices : elle est une âme de savant, et il est naturel qu'elle cherche son plaisir dans la science. L'intelligence, qui établit des liens entre les phénomènes, est la faculté la plus développée chez cette âme; tandis que l'âme de l'artiste et du poète est presque tout entière une sensibilité.

Voilà donc à quelles conditions un homme peut être accessible à la poésie : pour qu'une âme puisse

(1) Ces quelques pages forment la préface d'un volume que M. Adolphe Boschot va bientôt publier : *Poèmes dialogués*. — Perrin, éditeur.

faire vivre en elle, puisse créer cet « état » de poésie, — que ce soit l'âme du poète ou celle du lecteur, — il faut qu'elle échappe aux conditions défavorables, il faut aussi que la sensibilité et l'imagination aient la force et la virginité voulues.

Les mots que nous venons d'employer sont assez vagues. Mais, ou bien le lecteur ne s'est jamais trouvé lui-même dans cet état d'âme de création poétique, et alors ce n'est pas à lui que nous nous adressons; ou bien il s'y est trouvé, et alors il donne à ces mots la signification précise, particulière, *vivante*, qu'ils doivent avoir pour lui.

En effet, la poésie n'est pas dans les choses; elle est en nous-mêmes : la poésie est un état d'âme.

***

— Mais, me dira-t-on, la joie, la douleur, l'espérance, l'amour, sont aussi des états de l'âme. Amiel a même écrit cette phrase, qui maintenant court le monde : « Un paysage est un état de l'âme. »

— Que vous êtes aimable, cher lecteur, de me citer Amiel : j'allais le citer de moi-même pour préciser ma pensée, en commentant la sienne. En effet, quel sens convient-il de donner à cette formule : « Un paysage est un état de l'âme »? Bien entendu, il ne s'agit pas ici de nier la réalité du monde extérieur : question insoluble, en dehors des facultés de l'homme, et qui ne peut guère fournir qu'à des exercices d'école... Mais, voici l'explication qui nous satisfait le plus.

Il est difficile de ne pas croire que les aspects de la nature, même quand aucun homme n'est là pour les voir, ne continuent pas à succéder les uns aux autres : les bourgeons s'entr'ouvrent, les feuilles chargent les branches, les nuages promènent leur ombre sur les champs, l'automne dépouille les forêts. Dans tout cela, il n'y a pas encore un seul « paysage » : si l'homme manque, tous ces aspects probables ne sont pas encore des spectacles, puisque le spectateur lui-même est absent.

Que l'homme arrive; qu'au milieu de cette nature se transformant sans cesse, il y ait une sensibilité qui la perçoive, un cerveau qui trouve dans les choses les correspondances de ses pensées intérieures; — aussitôt tout s'anime et prend un sens : au soir, les ombres qui tombent des collines sur le vallon diaphane éveillent dans le cœur le désir du repos; une source, brillant dans les herbes, est douce comme un regard de vierge; et les brumes du matin se remplissent de blanches rêveries. Dans le décor indifférent et toujours changeant, chaque homme vient avec ses passions et ses désirs, avec toute son âme une et diverse tout ensemble. Combien d'aspects lui échappent! Parmi les choses, il regarde seulement celles qui lui plaisent par leur harmonie avec lui-même : quant à celles dont il souffre, parce que les sentiments qu'elles suscitent sont en désaccord avec les siens, c'est à peine s'il les voit, tant sa pensée s'y mêle peu. Il ne voit vraiment les bois, les eaux, les plaines ou les collines; il ne « vit » véritablement en eux que pendant les heures où la nature se montre à lui comme le miroir de son âme : il croyait voir des choses mortes, et c'est son âme qu'il retrouve.

Les Poètes eux aussi conduisent dans des sites enchantés où l'on voit vivre tous ses rêves; on y retrouve même ses souffrances, mais elles ont une douceur mystérieuse, et c'est presque un bonheur que de les revoir : tous les sentiments, joie et douleur, se voilent un peu dans les vapeurs légères qui flottent sur les lointains; et même quand ils se montrent tels qu'ils sont, tels qu'ils étaient, on leur trouve le calme et la sérénité que donne le baiser des Muses. Les poèmes sont vraiment des sites où les âmes se plaisent à errer, pour y voir, dans l'effacement des crépuscules, sourire leur Joie et pleurer leur Douleur, comme des sœurs divines que la vie humaine n'avait pas pu leur montrer.

***

Combien toutes ces choses seraient faciles à faire entendre si la plupart des hommes comprenaient le musicien de génie qui eut la plus haute conception de l'art et de la beauté. Il suffirait d'écrire son nom, et aussitôt ces deux syllabes éveilleraient, chez ceux qui l'aiment, tous les sentiments dont nous avons essayé de parler. Plus de définition, plus de formule abstraite; il ne serait plus besoin de tenter en vain de *dire* ce qu'est la Poésie : chaque homme la sentirait *vivre* en lui au seul nom de Mozart (1).

Pour nous, et sans aucun doute pour tous les hommes qui sont de la race des Mozartiens, la poésie est la création d'un autre monde : c'est encore le monde où les hommes souffrent et espèrent; on y re-

(1) On peut prévoir les principes d'exécution nécessaires à réaliser, dans des poèmes, cette conception de la poésie. — Nous les avons développés ailleurs. — Ici, nous dirons simplement qu'ils nous semblent *aussi Raciniens qu'ils peuvent l'être sans cesser d'être modernes, c'est-à-dire vivants*. Nous tâchons de rester dans la véritable tradition française, en évitant tout pastiche et tout procédé. — Quant à la facture du vers, il nous semble qu'on peut faire sortir, du vers romantique et du vers classique combinés, un vers aussi musical et expressif que possible. Bien entendu, nous le concevons pour l'oreille et non pour les yeux. On pressent les conséquences en ce qui est des trois règles typographiques de l'hiatus, de la rime et de la césure.

A notre sens, la véritable musique des vers n'est guère réalisée que dans l'âme du *Lecteur-Poète*, et par lui seul. La musique des vers est tout intérieure. La déclamation essaie de transmettre chez l'auditeur, d'éveiller en lui cette musique d'âme. Les acteurs réussissent peu. D'ailleurs, combien y a-t-il de vraie poésie dans la rhétorique rimée qui convient au théâtre?

trouve leurs sentiments les plus intimes et les aspects de la nature avec qui les sentiments s'unirent; les passions les plus violentes, la volupté et la haine, y sont encore représentées à côté d'affections douces, comme la tendresse et l'amour; on y voit encore les crépuscules, on y voit les champs et les blés ondu-leux, les rivières où les saules en fleur laissent tomber leur neige d'or; mais tout cela, paysages et sentiments, tout est pénétré d'une lumière que le jour du soleil ne fait pas entrer dans les yeux et que l'Espérance même ne verse pas dans les cœurs. C'est encore notre monde, et pourtant c'est déjà un monde divin.

Aussi, avons-nous parlé de détachement et de jeunesse; car, ni les âmes qui sont satisfaites de la vie ordinaire, ni celles en qui la faculté d'illusion et de rêve n'est pas restée vivace et presque vierge, ne pourront créer en elles ce monde idéal. En vain les plus grands génies auront-ils disposé, avec leurs œuvres, ces prairies et ces clairières, ces sites d'élection où ces âmes déchues pourraient venir errer : elles sont ailleurs et s'en contentent; jamais elles ne désirent ni le repos ni l'oubli que d'autres âmes respirent au pays du rêve et de la beauté.

Adolphe Boschot.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Boy, a sketch (Boy, une esquisse), par Marie Corelli (Tauchnitz, éd. Leipzig).

Marie Corelli, dans cet ouvrage, renonce au fantastique; elle maîtrise son étonnante imagination et, comme Wells dans *Love and Mr. Lewisham*, mais moins heureusement, elle abandonne le monde des miracles pour celui de la réalité. *Boy* est la naïve histoire d'une exquise vieille fille et d'un petit garçon très malheureux. Miss Letty, figure principale de cette ébauche assez pâle, a quarante-cinq ans. Elle pleure toujours un fiancé mort aux Indes et ne se doute pas que ce fiancé, indigne et vil, n'en voulait qu'à sa fortune. Elle continue à chérir son souvenir; elle refuse l'amour loyal et patient de Desmond, tout en sachant garder son amitié. Or, Desmond a des preuves accablantes qui détruiraient irrémédiablement l'image idéale du fiancé, mais il ne s'en servira pas... Miss Letty ne pense qu'à faire du bien aux autres. Elle voit que son petit ami de quatre ans, *Boy* ou plutôt Robert d'Arcy Muir, sera déplorablement élevé par sa mère sotte et vaniteuse et son père toujours ivre. Elle voudrait adopter l'enfant, mais les parents s'y opposent. Miss Letty entoure Boy d'une affection douce et protectrice qui le suit à travers sa vie aventureuse et le sauve de la dégradation morale. Grâce seulement au charme mystérieux de la vieille demoiselle, l'âme de Boy reste haute, et c'est pour garder son estime, pour racheter à ses yeux une faute passagère que l'enfant, devenu homme, part pour le Transvaal. Il meurt frappé par « un traître de Boer » et, dans sa maison du West-End, miss Letty meurt au même moment en disant qu'elle va revoir Boy... Cette guerre du Transvaal, introduite dans ce livre d'une morale austère et conventionnelle, impressionne péniblement. L'exaltation patriotique de Marie Corelli, son ardeur à flétrir les Boers, son mépris irrité de l'ennemi, étonnent après les longues pages puérilement édifiantes où miss Letty fait comprendre au tout petit Boy que le moindre mensonge est criminel. Le style, flou et familier, fatigue par sa monotonie, qu'aggrave encore, dans ce long roman, l'absence d'action.

Besser Herr als Knecht (Plutôt seigneur que valet), par Fedor von Zobeltitz (Fontane, éd. Berlin).

Le livre de M. de Zobeltitz, d'une facture habile et ferme, se lit avec intérêt, bien qu'à chaque page éclate l'absolue invraisemblance du sujet. L'auteur semble jongler avec ses personnages, les disséminant et les réunissant au mépris de toute probabilité, presque avec bravade. Le comte Emich Schœningh, petit cuirassier allemand au blason dédoré, reçoit, un beau jour, un héritage immense, est fait prince, et finalement prince régnant d'Illyrie. Il gouverne avec audace et justice; mais son ambition le pousse à déclarer une guerre téméraire, peut-être inutile : il est un des premiers tués. Ce simple sujet est brodé d'épisodes innombrables et rendu touffu par la présence de nombreux personnages secondaires très agités. La rapide éclosion de cette carrière est assez exceptionnelle par elle-même, et si l'on y ajoute des détails romanesques tels que le déguisement du prince en simple particulier, son amour pour une princesse déguisée aussi qu'il déplore de ne pouvoir épouser et qu'il épouse pourtant quand enfin la double mystification est découverte, on sera tenté de classer l'œuvre de Fedor von Zobeltitz parmi les simples romans d'aventures. Mais il est évident, malgré tout, que l'auteur ne cherche pas seulement à distraire. Ce qui le préoccupe plus encore que l'action, c'est la peinture des caractères, l'analyse psychologique. Son livre aurait pu s'intituler : « la Force. » Avec un talent moindre que Paul Adam, et dans une mise en scène moins artistique et savante, il s'attache au même problème. Comme Bernard, le malheureux prince d'Illyrie a pour but unique de se dominer lui-même et de dominer les

circonstances extérieures de la vie, de la courber à une volonté inflexible et consciente. Par crainte de perdre sa personnalité, il se défend d'aimer une femme qui serait son égale par l'intelligence et l'ambition; il épouse une jeune fille insignifiante et belle qui ne saurait entraver sa pensée. Mais ici s'arrête l'analogie et se manifeste la différence de race. Dénué de subtilité, le héros allemand pousse la discipline morale jusqu'à la raideur et la puissance de vouloir jusqu'à la pauvreté de sentiment. Il ne connait pas ces combats de conscience intime où la ligne nette du devoir semble se perdre, où l'on hésite entre plusieurs voies; il ne connait ni le regret d'une imprudence, ni le désir effréné de réhabilitation. Cet être trop sûr de lui-même, ce mécanisme d'ambition trop parfait n'inspire pas de tendresse. On le voit mourir sans déchirement. Les autres caractères du livre sont également soutenus et logiques. Les types féminins manquent de grâce ou sont puérils. La vieille comtesse Irma, grosse comme une tour et sensible comme une pensionnaire, est amusante. Dans tout le roman perce une tendance aristocratique : choix des personnages, tous titrés, qualités et défauts nobles jusque dans leurs excès. Cette limitation d'intérêt nuit à l'impression générale.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

Amour, amour... par PIERRE VEBER (Simonis Empis).

Les premiers chapitres sont délicieux, d'une invention, d'une drôlerie tout à fait plaisantes. Les autres sont un peu longs, un peu nombreux, un peu pareils. Et cette petite œuvre qui commençait avec verve, avec légèreté, finalement semble un peu touffue et confuse. C'est dommage. Telle quelle pourtant elle est charmante et pleine de grâce... Le baron Claude-Michel de Sembach nous apparait d'abord entre deux gendarmes; il s'est laissé prendre avec une bande de cambrioleurs qui s'était installée pendant la mauvaise saison dans un château laissé désert. Le baron n'est pas un cambrioleur, quant à lui, mais il a passé son adolescence dans une bibliothèque; Il n'a de l'existence qu'une connaissance livresque et, ne raisonnant de toutes choses que d'une manière théorique, il se laisse entrainer, dans la pratique, à des saugrenuités. Il vient d'ailleurs à Paris pour épouser une sienne cousine. Mais précisément la cousine est aux eaux. En l'attendant il s'occupe à de préliminaires amours, à seule fin de passer le temps, de prendre l'expérience et de se mettre en train. Ces amours sont assez nombreuses (car la cousine s'attarde), et le récit que nous en donne Pierre Veber est le sujet de ce roman; et comme Claude-Michel vivait un peu au hasard des rencontres, sa biographie est assez complexe, — et le roman n'est guère mieux composé que la vie même de Claude-Michel. Qu'importe, après tout? Le détail est toujours exquis, spirituel, souvent profond. On tombe à chaque instant sur des pages, sur des chapitres merveilleux. L'installation des cambrioleurs dans le château abandonné, le récit de leur chef, le prince de Thune, les cajoleries de la belle et tant savoureuse Raïa, l'arrivée chez le juge d'instruction, tout cela est parfait de fantaisie délicate, de gaieté. Ensuite, les histoires d'amour, psychologie humoristique, et rosse, sont un peu moins neuves, je crois, — ah! comme un genre littéraire dure peu : celui-là, nous l'avons vu naître, voici quelques années à peine, quelques mois presque! — mais encore précieuses par la finesse de l'observation et la netteté très élégante du style. De la psychologie minutieuse et triste qui de tous les sentiments (et de ceux-là surtout dont nous nous enorgueillissons et nous attendrissons!) recherche les origines interlopes et les vilains mélanges : égoïsme, cynisme, bêtise; — triste, et sans vouloir se l'avouer, et qui fait semblant de rire et de se moquer, et de trouver cela très drôle. Et ce que nous apercevons finalement, comme philosophie, au fond de cette gaieté, c'est la dérision de nous-mêmes, acharnée, nerveuse, et mêlée de larmes furtives...

Les deux robes, par MAURICE DE WALEFFE (Balat, édit. Bruxelles).

Les deux robes que voilà sont, *primo* celle d'un cardinal, et *secundo* celle d'une belle dame, celle d'une si belle dame que vous ne sauriez imaginer de plus prestigieuse, et fatale, et diabolique beauté. Ah! le baron d'I fit un avantageux mariage quand il épousa cette Rolande. Il n'était, lui, qu'un bon Belge parmi d'autres, avec seulement un fort nez et une barbe en éventail qui lui donnaient l'air d'une sorte de Léopold. La baronne fit du baron un gouverneur de l'État indépendant du Congo! Or, voici qu'on inaugure le chemin de fer transafricain qu'on a construit grâce à la souveraine énergie de la baronne d'I. Pour les fêtes de l'inauguration, le yacht le *Vice-Roi* part d'Anvers avec de nombreux invités cosmopolites, journalistes, ingénieurs, etc., et Mgr Châtelain, cardinal-évêque de l'État indépendant. Somptuosités, magnificences. Intrigues aussi. La beauté de Rolande fascine les passagers : un ingénieur, un journaliste, un lord. Scènes diverses où vous sera dévoilée la beauté de Rolande en effet. Rolande n'a pas de femme de chambre, mais c'est un nègre qui préside à sa toilette, — un nègre inoffensif. Tous les matins, le fidèle Abdul-Joseph vient parfumer la « gouvernante » au moyen d'un vaporisateur. Une bisbille naquit entre les deux robes, la féminine et la cardinalice. Que fit le cardinal? Il

mit du vitriol dans le vaporisateur. Or, ce jour-là, il se trouva que ce ne fut pas Abdul-Joseph mais le jeune lord qui dut vaporiser. Il vaporisa, innocemment, du vitriol. Horreur, horreur!... Mais Rolande ne voulut pas survivre à sa beauté; elle avala ce qui restait de vitriol. Et c'est ainsi qu'elle mourut. Alors, quand on eut jeté le corps merveilleux à la mer, un ingénieux coup de vent qui se sentait du goût pour l'allégorie emporta lestement le chapeau du cardinal et le lança dans l'eau...

Memento. — Chez Plon, *France et Chine*, par Charles Lavollée; la première partie de cet ouvrage contient la correspondance diplomatique de M. de Lagrené, ministre de France, qui, en 1844, conclut avec la Chine le traité de Whampoa; la seconde est une histoire, sérieusement composée, de l'expédition franco-anglaise de 1860 contre la Chine. Beaucoup de documents neufs et précieux. — Chez Alcan, *La France hors de France*, par J.-B. Piolet, S. J. (Pourquoi nous émigrons si peu; — Que nous devons émigrer; — Que nous pouvons émigrer; — Quels sont ceux qui doivent émigrer; — Quels sont les pays où ils doivent émigrer).

A. B.

Survivance de l'esprit français aux colonies perdues. *La Louisiane, l'Ile de France, Saint-Domingue* (Challamel, édit.).

C'est une opinion acquise depuis longtemps et partagée par tous ceux qui possèdent quelque culture que les anciennes colonies de la France, celles que nous avons perdues au siècle dernier, ont conservé, malgré tout, malgré les traités et l'occupation étrangère, l'empreinte française par les goûts, par la langue, par la tournure d'esprit. Encore est-ce une bonne pensée d'avoir songé à le rappeler au moment où l'Exposition de 1900 déroule sous nos yeux l'éclatant tableau de notre renaissance coloniale.

C'est ce que vient de faire dans une brochure de 150 pages M. Victor Tantet, archiviste-bibliothécaire du Ministère des colonies, sous le titre ci-dessus énoncé, auquel on eût pu ajouter le Canada, puisqu'il en est question en quelques pages malheureusement trop courtes et sous forme d'appendice.

De même, l'étude de M. Tantet eût pu s'étendre à quelques Antilles, comme Sainte-Lucie, Tabago, la Dominique, la Trinité. L'auteur nous avertit qu'il ne « s'est proposé d'envisager dans son simple aperçu que les colonies perdues pour la France depuis le commencement du XIXe siècle. On ne s'explique cette restriction que par les exigences d'un programme imposé et qu'il n'a pas été possible à M. Tantet de modifier. Son enquête historique eût gagné à comprendre l'ancien domaine français, et les limites dans lesquelles il semble qu'on l'ait confiné sont d'autant plus regrettables que sa brochure, sommaire d'un beau livre que M. Tantet devrait faire, est une œuvre d'érudition, de clarté et de patriotisme.

L. S. D.

Les *Études sur l'histoire de la littérature française*, qu'a publiées M. Pierre Robert (1), ont paru dans diverses revues, et notamment dans la *Revue Bleue*. En donner une idée générale serait difficile, parce que la pensée commune qui les relie ne nous apparaît pas très sensible. Contentons-nous de quelques observations.

M. Robert est un classique; et, s'il appartient à l'école du bon sens, c'est, sans jeu de mots, dans le bon sens du mot. Dans sa préface, il répudie avec raison cette doctrine, destructive du libre arbitre artistique et littéraire, qui attribue presque toute la valeur de l'homme et de l'œuvre au milieu et au temps, où l'un a vécu, où l'autre s'est produite. Sans doute, cette assertion renferme une petite part de vérité; certaines idées sont « dans l'air », on les « respire » plus ou moins. Mais, comme le disait, il y a quelques années, un homme d'esprit, si le sujet de *Phèdre* était « dans l'air » au XVIIe siècle, encore est-il heureux que Racine eût « respiré » sa *Phèdre* à lui, et non celle de M. Pradon. Cette boutade vaut « un docte sermon » et tranche la question.

Un mot sur le chapitre que M. Robert intitule *le Dialecte gascon*. L'auteur considère toutes ces langues du Midi comme mortes. Je n'exagère pas; car ce terme même tombe sous sa plume. Mortes! Voilà un mot qu'il ne faudrait pas aller dire en Gascogne ou en Languedoc. A Toulouse, par exemple, j'ai relevé, cette année même, une preuve de cet attachement des Méridionaux à leurs dialectes... nationaux. Dans un jardin public, est érigé le buste d'un brave homme à la ronde allure, dont j'ignorais et j'ai oublié le nom: que le Languedoc me pardonne! Ce qui m'a frappé, c'est le quatrain suivant, gravé sur le socle, et que j'ai copié:

Les franciscans de nostro capitalo (2)
Jamay, jamay non sauron la douçou
Dont se claousis nostro languo maryalo,
Que per mesprès appelon le gascon.

Dans ces vers, qui ne me semblent avoir besoin ni de traduction ni de commentaire, ne sentez-vous pas passer cet esprit de particularisme, qui se manifeste chaque jour encore, et de façon presque inquiétante, dans cette sotte question des combats de taureaux?

J. G.

(1) Chez Garnier frères.
(2) Rappelons que, dans le languedocien, comme dans le provençal, le féminin se forme en *o*.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — On annonce de Weimar que la maison habitée par Nietzsche va être, par le soin de sa sœur Mme Nietszsche-Förster, transformée en un musée qui portera le nom de l'infortuné philosophe.

Les papiers laissés par Nietzsche y seront religieusement conservés. Ce sont une cinquantaine d'énormes cahiers de notes philosophiques, soixante autres cahiers résumant des plans de travaux divers et enfin cent cinquante-sept contenant des souvenirs personnels et des réflexions intimes.

Angleterre. — Les élections anglaises ! — On sait les bizarreries dont elles sont le prétexte et la presse quotidienne a tous ces derniers temps trop amplement relevé les incidents de toutes sortes, comiques le plus souvent, auxquels elles donnent lieu pour qu'il y ait à y revenir.

Mais voici, d'après les dernières informations venues d'Angleterre, quelle est la situation respective des partis en présence. La Chambre des Communes compte 670 députés. Sur ce nombre, 541 sont élus déjà et de ces 541, 346 composent la majorité ministérielle ; l'opposition a donc dès maintenant à son service 195 voix. Jusqu'à présent le gain des ministériels est de 5.

Il ne semble pas que tous les efforts de Mr Chamberlain aient obtenu de bien étonnants résultats ni que la situation parlementaire doive subir de sensibles changements.

États-Unis. — Dans le numéro d'octobre de la *North American Review*, un long article — *Bryan ou Mac Kinley ?* — expose les raisons qui militent en faveur de l'un et de l'autre des deux candidats à la présidence de la République. Mr Bryan a des amis ardents, Mr Mac Kinley a des partisans non moins zélés. Et c'est ici la plus invraisemblable mêlée d'idées et d'arguments — et les arguments sont tantôt d'une très impressionnante gravité, tantôt d'une puérilité presque comique. Cet article est par instant bien amusant pour un lecteur européen.

Dans le même fascicule de la *North American Review*, la deuxième partie de la très intéressante étude signée : T. W. Rhys Davids, sur *Les grandes Religions du monde* — et il s'agit cette fois-ci du bouddhisme.

Italie. — Dix volumes consciencieusement pensés et les innombrables études récemment publiées n'ont sans doute pas épuisé l'intérêt que dégage cette étrange figure que fut Frédéric Nietzsche.

Le numéro du 16 septembre de la *Nuova Antologia* contenait un article non signé, intitulé *Frédéric Nietzsche à Turin* et qui n'est pas sans nous apporter quelques indications nouvelles sur la mystérieuse, sur la trouble psychologie de l'illustre penseur allemand.

Nietzsche passa, paraît-il, l'automne et l'hiver de l'année 1887-88 dans l'ancienne capitale du Piémont. Il y avait loué une très modeste chambre dans une honnête famille de l'endroit. L'auteur de l'article en question nous donne des détails sur le séjour et genre de vie du philosophe à Turin : « Il se levait d bonne heure, écrit-il, pour une promenade matina De retour à la maison, et dès après la première col tion, il se mettait au travail jusqu'à midi. Il sort de nouveau à l'heure du déjeuner, sans jamais ma quer de recommander qu'on eût soin de ne touch ni d'épousseter les papiers et les livres amoncelés s sa table de travail. Il rentrait bientôt... Durant so premier séjour à Turin, Nietzsche ne donna lieu aucune remarque particulière de la part de la famil Fino (c'était le nom de ses hôtes). Il avait l'abo sérieux, mais se montrait aimable avec tous, tém gnant beaucoup d'affection à la petite Irène Fino q étudiait avec application et succès la musique, po laquelle Nietzsche avait une vraie passion. »

Mais Nietzsche a été si content des Fino qu'il prom de revenir l'année suivante et qu'il revient en eff « Le second séjour de Nietzsche à Turin, poursuit narrateur, marque un instant bien grave dans sa v parce que c'est dans cette ville que se déclarèrent premiers symptômes de la terrible maladie... Il vo lut un jour que sa chambre fût « comme un temple Un beau matin, il se présenta à la famille dans état d'extrême exaltation annonçant aux Fino q c'était jour de grande fête, que les rues étaient ill minées, que le roi et la reine allaient arriver à Tu pour le visiter dans sa modeste chambre qu'il av disposée « comme un temple »... Un certain jo comme il traversait une des principales rues de ville, Fino aperçut un rassemblement au milieu duqu le « professeur » accompagné de deux gardiens de paix ; dès qu'il le vit, Nietzsche se précipita dans bras de son logeur ; celui-ci obtint des gardiens qu relâchassent leur homme, lequel, se trouvant so les galeries de l'Université, avait saisi un cheval p le col et ne voulait pas lâcher prise... Les époux Fi persuadèrent au professeur de s'aliter et ils firent ap ler un aliéniste. Mais dès qu'il soupçonna cet hom d'être un médecin, Nietzsche se ressaisit, s'écrian « Pas malade ! Pas malade ! » (en français). Il fall l'insistance d'un ami de la maison pour obtenir de qu'il se laissât soigner... Pendant cette première riode de la maladie, les attaques se succédèrent a de longs intervalles de parfaite lucidité. Nietzs occupait ses heures de lucidité en faisant de la m sique avec une sorte de passion. Tantôt, il priait petite Irène de lui jouer du Wagner — et seulement Wagner ; tantôt il se mettait lui-même au piano po jouer de mémoire du Wagner encore... C'est alors la famille Fino, ayant remarqué que Nietzsche écriv souvent à un certain professeur Overbeck, eut l'i de lui télégraphier pour l'informer de l'état de locataire. Peu de jours après, Overbeck pénétrait d la chambre de Nietzsche. C'était la fin du jour et philosophe était couché. Mais en se voyant, les d amis s'embrassèrent tendrement. Nietzsche voulut lever, il s'assit au piano et joua du Wagner... D jours après, Nietzsche quittait Turin pour n'y p revenir... »

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39937. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRA

NOTES FINANCIÈRES

La Bourse n'a pas été très brillante pendant ces derniers quinze jours. Tout d'abord la réaction qui avait marqué la précédente période s'est arrêtée, partiellement au moins. Les cours ont été plus discutés, la résistance à la dépréciation s'est manifestée un peu plus énergiquement. La faiblesse a repris le dessus depuis lundi.

Jusqu'à la réponse des primes, les opérateurs qui pratiquent l'échelle (série d'achats ferme contre ventes à prime) avaient fait de grands efforts pour amener l'abandon du plus grand nombre possible d'engagements à prime.

En général ils réussirent à souhait, et les acheteurs de primes furent, comme de coutume, rançonnés à peu près sur toute la ligne.

La réaction eut son terme à la réponse même. Le lundi suivant, il y aurait eu probablement une forte reprise, — en fait cette reprise eut lieu, mais pour nombre de valeurs resta éphémère, — si les taux de report ne s'étaient assez brusquement tendus au cours de la liquidation.

Il n'y eut plus ensuite de mouvements bien déterminés dans un sens ou dans l'autre, jusqu'au début de la semaine présente, où la réaction s'est accentuée.



La rente française 3 p. 100 a abandonné puis regagné le pair de 100 francs, et finalement se tient au pair, les acheteurs perdant le montant du report qui a varié de 20 à 28 centimes.

Le 3 1/2 p. 100, au contraire, a été relevé de 102 à 102,40, et ramené à 102,25.

Les titres des établissements de crédit ont été assez fermes. Il en est qui sont presque immobiles, le Comptoir national d'Escompte, le Crédit Industriel, le Crédit Foncier, et aussi la Société Générale, celle-ci toutefois s'est avancée à 609, coupon détaché de 6 fr. 25.

La Banque de Paris et le Crédit Lyonnais subissent au contraire d'assez importantes variations. Les deux titres se sont maintenus l'un à 1 085, l'autre à 1 075. La Banque Internationale éprouve aussi des fluctuations, qui correspondent avec les mouvements de l'Oural-Volga. L'action de cette banque paraît cependant cotée bien bas à 405.

Les Chemins français ont eu un marché assez agité. Finalement les cours accusent peu de modifications d'une semaine à l'autre.



Les valeurs de traction fournissent en ce moment un élément sérieux d'activité aux transactions, malheureusement c'est aux dépens de leurs cours.

L'Est parisien a été offert de 525 à 450. La Compagnie Générale française a baissé, de 900 à 790. Les Tramways Sud ont fléchi à 350, le Métropolitain a dû reculer, sous le poids des offres, jusqu'à 570.

Nous retrouvons la Thomson-Houston à 1 835, soit en réaction d'une trentaine de francs, la Traction a reculé jusqu'à 180. L'Omnium Lyonnais reste négligé à 93. L'occasion va s'offrir aux capitaux d'épargne d'entrer en d'excellentes conditions dans ces valeurs de traction dont les prix avaient été exagérés par la spéculation.

Le Suez est une des valeurs qui se sont relevées après la liquidation, soit de 3 490 à 3 510.

Le Rio-Tinto a été inébranlable entre 1 480 et 1 500, les acheteurs se montrent satisfaits de l'annonce d'un fort acompte, 40 shillings, sur le dividende de l'exercice courant.

La Sosnowice, très vivement recherchée, reste en hausse de 65 francs à 2 890, après une poussée jusqu'à 2 980. La spéculation escompte l'éventualité de très beaux dividendes à partir de 1901, celui de 1900 ne devant pas encore être sensiblement supérieur au précédent.



Les fonds étrangers ont été peu favorisés.

La continuation de la crise à Rio-de-Janeiro a provoqué sur le 4 p. 100 brésilien des ventes qui ont été assez aisément absorbées, la confiance de la haute banque anglaise dans le succès de la politique financière du président, M. Campos Salles, n'étant nullement ébranlée.

L'Italien a repris à 93,50, l'Extérieure à 72,55 ; le 3 p. 100 russe à 83,90 est toujours lourd et abandonné à 83,90 ex-coupon.

Les valeurs ottomanes sont délaissées par la spéculation, mais leurs cours n'en sont pas autrement affectés.



Rien à dire du marché minier. La guerre du Transvaal est terminée sans l'être. Toujours battus, les Boers continuent à se battre. Les communications sont encore trop peu sûres pour que la population civile puisse rentrer à Johannesburg.

Les maisons anglaises paraissent bien décidées à ne pas laisser monter les valeurs minières avant la reprise définitive des exploitations.

Le Crédit Foncier vient de publier son bilan au 31 août. Si on le compare à celui de la même date en 1899, on constate que les profits et pertes et les dépenses d'administration sont à peu près aux mêmes chiffres qu'il y a un an. Les prêts hypothécaires ont augmenté, les prêts communaux ont diminué ; il reste, tout compte fait, une légère augmentation dans le total des prêts.

Le point caractéristique ressortant de l'examen des deux bilans est l'accroissement de 8 millions, qui s'accuse d'une année à l'autre dans l'ensemble des réserves, et qui affecte spécialement la double provision pour l'amortissement des emprunts.

REVUE BLEUE

Les numéros antérieurs au 1er 1899 sont vendus 1 franc.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 39937.

N° 16. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 20 Octobre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 16

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE

	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

On s'abonne chez tous les libraires et dans les bureaux de poste de France et de l'étranger

Librairie HACHETTE et Cie, Boulevard Saint-Germain, 79, PARIS

Pour paraître le 20 Octobre 1900

ERNEST LAVISSE

HISTOIRE DE FRANCE

Depuis les Origines jusqu'à la Révolution

PUBLIÉE AVEC LA COLLABORATION DE

MM. BAYET, BLOCH, CARRÉ, COVILLE, KLEINCLAUSZ, LANGLOIS, LEMONNIER, LUCHAIRE, MARIÉJOL, PETIT-DUTAILLIS, REBELLIAU, SAGNAC, VIDAL DE LA BLACHE

CONDITIONS ET MODE DE LA PUBLICATION

L'Histoire de France comprendra 8 vol. gr. in-8, br., de 800 pages.

Chaque volume se vendra séparément, broché. . . . . **12 francs**

L'ouvrage complet sera [illegible] fascicules d'environ 96 pages chacun, du prix de **1 fr. 50** le fascicule

Il paraîtra, pour commencer, deux fascicules par mois, à partir du vingt octobre 1900, sauf pendant les mois de vacances.

En vente le 1er fascicule du Tome premier. — *Les Origines, La Gaule indépendante et la Gaule romaine*, par M. G. Bloch, professeur à l'Université de Lyon, chargé de la conférence d'histoire ancienne à l'École normale supérieure.

Prix du fascicule . . . . **1 fr. 50**

A nos Lecteurs

Depuis qu'ont été écrites les dernières grandes Histoires de France, depuis Henri Martin et Michelet, sur nos provinces et sur nos villes, sur les règnes et les institutions, sur les personnes et sur les événements, un immense travail a été accompli.

Le moment était venu d'établir le résumé de ce demi-siècle d'études et de coordonner dans une œuvre d'ensemble les résultats de cette incomparable enquête.

Une pareille tâche ne pouvait être entreprise que sous la direction d'un historien qui fût en même temps un lettré. Nous nous sommes adressés à M. E. Lavisse, qui a choisi ses collaborateurs parmi les maîtres de nos jeunes Universités.

D'accord sur les principes d'une même méthode, ils ont décrit les transformations politiques et sociales de la France, l'évolution des mœurs et des idées et les relations de notre peuple avec l'étranger en s'attachant aux grands faits de conséquence longue et aux personnages dont l'action a été considérable et persistante.

Ils n'ont eu ni passions ni préjugés.

Le temps n'est pas encore lointain où l'histoire de l'ancienne France était un sujet de polémique entre les amis et les ennemis de la Révolution.

A présent tous les hommes libres d'esprit pensent qu'il est puéril de reprocher aux ancêtres d'avoir cru à des idées et de s'être passionnés pour des sentiments qui ne sont pas les [illegible]. L'historien, sachant que, de tout temps, les hommes ont cherché de leur mieux les meilleures conditions de vie, [illegible] de ne les pas juger d'un esprit préconçu.

Pourtant l'historien n'est pas — il n'est pas d'ailleurs souhaitable qu'il soit — un être impersonnel, émancipé de toute influence, sans date et sans patrie. L'esprit de son temps et de son pays est en lui : il a soin de décrire aussi exactement que possible la vie de nos ancêtres comme ils l'ont vécue, mais, à mesure qu'il se rapproche de nos jours, il s'intéresse de préférence aux questions qui préoccupent ses contemporains.

S'il étudie le règne de Louis XIV, il s'arrête plus longtemps à l'effort tenté par Colbert pour réformer la société française et faire de la France le grand atelier et le grand marché du monde, qu'à l'histoire diplomatique et militaire de la guerre de Hollande, affaire depuis longtemps close. On ne s'étonnera donc pas si Colbert — et ceci n'est qu'un exemple choisi entre beaucoup — occupe dans notre récit une place plus grande que de Lionne ou Louvois.

Ainsi, à mesure que la vie générale se transforme et que varie l'importance relative des phénomènes historiques, la curiosité de l'historien, emportée par le courant de la civilisation, se déplace et répond à des sentiments nouveaux.

Les éditeurs de l'Histoire de France ont voulu donner à la génération présente la plus sincère image qui puisse lui être offerte de notre passé, glorieux de toutes les gloires, traversé d'heures sombres parfois désespérées, mais d'où la France toujours est sortie plus forte, en quête de destinées nouvelles et entraînant les peuples vers une civilisation meilleure.

Ils souhaitent avoir réussi.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 16. — 4e SÉRIE. — TOME XIV. — 20 OCTOBRE 1900.

MES SOUVENIRS

DE LA GUERRE SUD-AFRICAINE

Pendant toute la crise qui précéda la guerre entre les républiques sud-africaines et l'Angleterre j'habitais Prétoria où j'exerçais le ministère de pasteur dans la communauté de langue hollandaise la plus importante de la région. Tous nos efforts, toute notre influence s'employaient à prêcher le calme et à demander la solution pacifique du conflit. Trois fois par semaine notre communauté se réunissait pour prier et demander le maintien de la paix et, dans les derniers temps, quand l'horizon s'assombrit, chaque soir nous appelions cette paix de nos vœux et de nos prières; nous fîmes même, dans cet esprit de concorde, de pressantes démarches auprès du Président Krüger; sans doute nous n'admettions pas les prétentions de l'Angleterre, mais nous souhaitions ardemment des réformes dont beaucoup d'ailleurs furent décidées, et comme nous avions avec nous la majorité du Raad nous pouvions espérer qu'en deux ans tout danger pour l'indépendance de notre pays serait enfin écarté.

Après toutes ces concessions, nous qui avions encore foi dans l'Angleterre, nous restions convaincus que la guerre n'éclaterait pas. Il fallut, hélas! nous rendre à l'évidence. Chamberlain ne se déclara pas satisfait : il ne devait l'être qu'avec notre or et nos champs. Alors nous nous levâmes tous et préférant la mort au déshonneur, nous prîmes nos fusils, résolus à combattre jusqu'à la fin pour l'indépendance de notre cher pays.

Le dimanche qui suivit l'ultimatum du 11 octobre notre communauté se réunit et je pris comme texte de mon sermon : « *Emmanuel*, c'est-à-dire, Dieu avec nous. » Et je pouvais bien prendre [illegible] savais que nous avions pour nous le droit et la justice et je savais aussi par les leçons de l'histoire qu'un peuple a toujours pris les armes quand on a voulu le priver de son indépendance au mépris du droit et de la religion.

Nos amis partirent et je ne tardai pas à les rejoindre pour continuer mon ministère de pasteur dans le Veld, au milieu d'un grand nombre des membres de ma communauté. Dans les premiers jours, je restai auprès du général Joubert qui avait établi sur les hauteurs de Dundee son quartier général d'où il dirigeait les mouvements des Burghers sur cette ville. Ce fut là que j'eus ma première rencontre avec l'ennemi et que je vis les premiers prisonniers anglais. Le commando de Prétoria dont je faisais partie prit position sur une montagne qui dominait Dundee, mais il ne prit pas part à la bataille que Luck Meyer engagea avec 2000 ou 3000 hommes contre le général Symons. Il est malheureusement certain que notre général Erasmus commit en cette affaire une faute capitale et ne comprit pas ce qu'on attendait de lui.

Nous nous souviendrons longtemps de cette journée où, malgré toutes nos supplications, on nous empêcha d'aller prêter assistance à nos frères. Le temps était affreux, une pluie torrentielle et continue, le froid, pas de pain, pas de sel, mais seulement quelques tranches de mouton grillées sur la cendre, pas de couvertures, pas de manteaux : triste journée que nos Burghers supportèrent cependant sans découragement. Ils étaient au contraire pleins d'ardeur,

chantant et riant et ne demandant qu'une chose : marcher à l'ennemi.

Le dimanche dans la matinée, nous aperçûmes les mouvements de l'ennemi se déployant à notre droite ; notre petit canon français fut mis aussitôt en position et l'ennemi se retira, ses obus n'arrivaient pas jusqu'à nous.

Le lundi matin, nous avons à peine envoyé un obus dans le camp anglais qu'un parlementaire précédé du drapeau blanc vient nous apporter la reddition de Dundee.

Avec le capitaine Roos, je suis chargé d'aller porter une lettre aux autorités de la ville. Notre mission accomplie, nous pénétrons dans le camp abandonné. Le spectacle que nous avons sous les yeux dépasse toute description. Quelques tentes à peine sont debout, presque toutes sont renversées, les portemanteaux, les caisses, les malles, les bottes, les souliers couvrent le sol pêle-mêle ; un appareil de télégraphie de campagne, des milliers de caisses de biscuits ont été abandonnés ainsi que les cantines des officiers, leurs habits, leur correspondance. On se rend compte que la panique a été complète. Ce que nous appr[illegible] le plus dans ce butin qui s'offre à nous, c'est la masse de lettres, papiers, cartes et plans dont nous ferons notre profit. Des documents antérieurs au raid de Jameson présentent notre armement comme ridicule : vieux martini, vieux canons, pas d'artilleurs. Nous trouvons aussi les plans parfaitement corrects de nos forteresses. Des lettres prêtes à partir racontent que notre armée est un ramassis de Juifs, de Hottentots, d'Allemands, de Hollandais ; un Irlandais écrit en Europe que nous enrôlons des bandes de Basoutos à des prix variant entre 5 et 7 shillings par jour. Nous chargeons tous ces documents dans un fourgon et nous les expédions aux autorités.

Le lendemain, le général Erasmus me demande de l'accompagner à Dundee où nous allons saluer la dépouille du général Symons tombé en brave à la tête de ses soldats. Le champ de bataille est tout près, nous nous y rendons. Devant une ferme nous trouvons étendus les corps de 39 Anglais dont 2 officiers, les poules se promènent au milieu d'eux. Un brave chien est là couché auprès du cadavre de son maître, et nous avons mille peines à le faire manger et à l'emmener avec nous.

Dans l'après-midi du même jour, nous décidons que nous irons à Ladysmith. Notre troupe se compose de l'attorney, de MM. Hoffmeyer, Smuts, capitaine Théron, de Wet et moi. Après une journée de chevauchée par une pluie qui nous transperce, nous arrivons à une ferme boer où nous trouvons un accueil cordial de la part de la vieille maîtresse du logis qui nous donne abri et nous permet de boire du lait à discrétion On nous dit le lendemain que Ladysmith vient de tomber aux mains des Orangistes. Nous décidons de nous y rendre.

Nous passons à Elandslaagte où se livra cette bataille si désastreuse pour les nôtres, et dont le nom restera une honte pour l'Angleterre. C'est là que de malheureux Boers blessés, étendus à terre, furent percés à coups de lance par des ennemis dix fois plus nombreux. Après avoir fait reposer nos chevaux, nous continuons notre route jusqu'à une petite station télégraphique où nous rencontrons un Anglais, et pendant que nous coupons les fils, il nous dit que l'ennemi est partout dans les environs et que Ladysmith tient toujours. Sans attacher grande confiance à ce que dit cet homme, quelques-uns d'entre nous se demandent cependant s'il convient d'aller plus avant : je me décide à continuer ma route, quelques-uns de mes compagnons me suivent.

En chemin, nous passons dans une ferme boer. Son propriétaire est fort occupé à la mettre en état il nous dit qu'il y a peu d'Anglais dans les environs et que les orangistes ont livré un sérieux combat à l'armée ennemie et l'ont repoussée. Il nous montre l'endroit où le combat a eu lieu. Quelques heures après, nous arrivions au milieu des nôtres et nous étions en présence du *fieldcornet* Christian de Wet, dont le nom est aujourd'hui célèbre. C'est un homme d'environ trente-quatre ans, grand, les traits d'une grande douceur, la barbe rare, le vrai type du Boer. Il écrit avec élégance, et son premier engagement avec les Anglais a prouvé, au dire de ses soldats, qu'il était capable de se mesurer avec les meilleurs généraux anglais. Avec 800 hommes et un canon il avait tenu tête à toutes les forces anglaises appuyées de 15 à 20 canons et les avait repoussées en leur infligeant une perte de 700 hommes. Je me vois encore entre lui et Théron, assis sur une roche, prenant notre café et discutant sur l'état des affaires. Il attendait avec impatience l'arrivée des renforts du Transvaal.

Après notre visite nous revenons vers les nôtres. En repassant à Elandslaagte, je laisse Théron continuer sa route et je m'installe pour la nuit dans la maison du chef de station. On conçoit quelles tristes pensées m'occupent dans cette maison où trois semaines auparavant régnaient la paix et la prospérité. Je me représente le père, la mère, les enfants assis autour de la table de famille, causant paisiblement et espérant dans le lendemain. Puis l'ennemi est venu, il a tout envahi et les paisibles habitants de cette demeure ont vu des étrangers les entourer de tous côtés. Quelle tristesse ! que de bonheur à jamais détruit. Et l'auteur de tout cela ? Chamberlain ! Ah ! s'il avait vu comme moi cette désolation,

il eût préféré se couper les mains que de pousser à cette extrémité tout un peuple jusqu'alors heureux.

Le lendemain matin je me rends sur le champ de bataille : partout des chevaux morts, des fourgons brisés, des munitions jetées à terre, des vêtements, des cantines ouvertes, des caisses... Je ne puis pas comprendre le combat d'Elandslaagte. Comment une petite troupe de 800 à 1 000 hommes a-t-elle pu choisir une position aussi mal défendue? Un soldat blessé dans l'affaire me l'a expliqué. Un fieldcornet avec 50 ou 80 hommes avait capturé un train chargé de spiritueux. Le général Koch lui intima l'ordre de se replier, mais l'officier s'y refusa et lui fit répondre qu'il n'y avait pas d'Anglais et que le général pouvait avancer, et comme il fit la même réponse à une nouvelle sommation d'avoir à rejoindre, Koch fut obligé d'aller à lui, et bientôt, entouré par des forces de beaucoup supérieures, il fut blessé et fait prisonnier.

Je rejoignis ensuite notre colonne et continuai ma route avec elle jusqu'au moment où nous rencontrâmes de Wet et Cronje avec les Orangistes. Nous passâmes avec eux la journée du jeudi au vendredi.

Le vendredi, nous arrivâmes à Tilhuana Hill où l'on mettait l'artillerie en position. Le samedi, Théron et Smuts partirent pour Dundee à la recherche du Long-Tom, car on s'attendait à une attaque samedi et dimanche. Il pleuvait à torrents, les chemins étaient transformés en ornières et il semblait impossible qu'on pût amener le canon. Il arriva cependant le dimanche soir, grâce à l'énergie des hommes qui l'accompagnaient; dans la nuit même il fut mis en position.

Ce même dimanche, je fis le service divin en trois endroits différents du camp. Je vois encore les hommes réunis en plein air sur la colline, écoutant dans un profond recueillement les paroles de notre vieille Bible, et je les entends chanter : « Dans mon affliction j'ai appelé le Seigneur et il est venu à mon aide. Les ennemis m'ont entouré et, au nom du Seigneur, je les ai repoussés. »

Je vois tous ces hommes graves à longue barbe, aux traits rudes, les vieux de soixante ans et les jeunes de quinze, tous priant le Dieu de leurs pères de leur donner secours et assistance. Le service le plus impressionnant fut celui qui se fit parmi les nôtres, la nuit qui précéda la bataille. Aucune lumière: de distance en distance quelques feux de bivouac. Tous étaient rassemblés autour d'un rocher sur lequel je montai : un feu vif était allumé à côté de moi. Je pouvais voir la forme sombre de deux cents soldats qui étaient résolus à faire bravement le sacrifice de leur vie ; les psaumes s'élevaient dans la nuit noire vers le ciel ; puis nous prîmes congé en nous serrant la main et nous souhaitant bonne nuit. Comme je me retirais, je vis s'avancer le corps de police de Johannesburg qui arrivait juste pour prendre sa part de la grande victoire du lendemain. Ces 800 hommes déterminés et parfaitement organisés contribuèrent beaucoup au succès, et leur conduite montra ce que peut la discipline dans une armée comme la nôtre.

J'allai me coucher sous un fourgon, et je dormais très confortablement lorsque je fus réveillé par une voix aiguë qui fut certainement entendue de tout le camp : *Burgers opstaan! die Engelsche trek uit!* (Burghers, debout! les Anglais arrivent!) C'était mon vieil ami, le général Joubert, qui, levé le premier, appelait ses hommes à la bataille. Il était alors 3 heures du matin. Dix minutes après, Joubert reparaissait sur son cheval blanc et nous reprochait de n'être pas encore prêts, puis il s'éloigna pour rejoindre le corps de Johannesbūrg. Peu après nous vîmes passer ce superbe escadron de 800 hommes qui allait renforcer les Orangistes à notre droite. Notre camp était situé sur la colline de Tilhuana où l'on avait mis les canons en position : avec quelques autres, je montai au sommet; il pouvait être 4 heures et demie quand le premier coup de canon fut tiré : notre Long-Tom y répondit aussitôt. Je me promenais autour de la batterie quand un obus siffla et vint tomber à mes côtés; je me retirai vivement derrière un rocher, mais quelques instants après je me rapprochai à nouveau pour voir ce qui se passait. Nous n'avions rien à faire qu'à attendre : de 5 heures du matin à midi, ce fut un ouragan de boulets et d'obus qui sifflaient au-dessus, à côté de nous et, pour mieux dire, de tous les côtés. Instants terribles pour nous surtout, qui recevions le baptême du feu, aussi nous sentions-nous tous plus ou moins mal à l'aise. Nous pouvions entendre à notre droite le bruit de la fusillade, et le crépitement des maxims anglais. Le bruit était affreux. L'enfer semblait être sorti de terre. Vers midi environ les Anglais, qui avaient attaqué notre centre à gauche et Luck Meyer au nord, parurent fléchir. Peu après ils commencèrent à battre en retraite et notre nordenfeld entra en jeu. De temps à autre un obus anglais nous arrivait encore, mais le plus fort était passé.

Pendant l'action un Irlandais fut tué à mes côtés, un autre blessé grièvement; je pus lui faire prendre un peu d'eau-de-vie et lui dire quelques mots. A ma gauche le lieutenant du Toit fut blessé, ainsi que le lieutenant Townshend. Le docteur Holtz, médecin du corps d'artillerie, eut son cheval tué pendant qu'il soignait le lieutenant Townshend, et comme il s'apprêtait à repartir pour aller soigner d'autres blessés, il fut frappé par une balle de shrapnel; il murmura quelques paroles et mourut. C'est, à ma connaissance, les seuls qui furent tués ou blessés en cet endroit.

Qu'avons-nous fait après? Avons-nous récolté les fruits de cette victoire? Hélas! non; quelques officiers le proposèrent, mais leur avis ne fut pas suivi. Si vous me demandez pourquoi, je ne saurais vous répondre; nous avions encore plus de 1 500 hommes qui n'avaient pris aucune part à l'action et qui formaient une réserve toute prête.

La porte de Ladysmith était ouverte, nous n'avions qu'à entrer : on ne le fit pas et l'occasion fut perdue. Ladysmith n'avait ni fortifications, ni canons, les troupes anglaises étaient mortes de fatigues et démoralisées. Pour notre malheur, nous ne sûmes pas profiter de l'avantage que nous avions obtenu.

Dans cette affaire les troupes anglaises avaient été cernées de toute part, elles eurent 300 hommes tués ou blessés, le reste fut fait prisonnier. Après l'action nous déjeunâmes d'un biscuit et d'une tasse de café et nous nous rendîmes sur le champ de bataille. En escaladant une éminence, nous aperçûmes les prisonniers qui traversaient le fond de la vallée. Nous étions à cheval, mais en passant devant les prisonniers, nous vîmes des officiers tellement fatigués qu'ils pouvaient à peine se tenir debout. Plusieurs Boers avaient déjà prêté leurs chevaux à quelques-uns; nous mîmes pied à terre, nous aussi, et donnâmes nos chevaux aux officiers et nous continuâmes notre route à leur côté jusqu'au camp anglais : après avoir reçu une distribution de vivres, les officiers partirent en wagon, les hommes à pied. A notre retour nous rencontrâmes M. Pretorius, qui pendant toute la nuit du dimanche avait été occupé à porter au général Joubert la nouvelle que les Anglais se trouvaient sur une montagne tout près des Orangistes. « Nous nous reposions, me dit-il, dans un pli de terrain à 800 ou 1000 mètres de nos positions, lorsque nous entendîmes comme le bruit sourd d'hommes en marche. A ce moment une mule se mit à braire et les Orangistes tirèrent quelques coups de fusil. Dès que nous entendîmes le clairon et que nous apprîmes que les Anglais étaient sur nous, nous battîmes en retraite vers notre fieldcornet, qui m'envoya vers le général Joubert pour le prévenir d'avoir à prendre ses dispositions. Quelques mules ayant pris peur renversèrent un petit canon de montagne. Voilà toute l'histoire des mules dont les Anglais firent si grand bruit. »

Quelques jours après ces événements je rentrais à Prétoria au milieu des miens. Pendant ce temps, le général Joubert faisait son incursion au sud vers Estcourt et prenait position sur la Tugela. Les glorieuses affaires de la Tugela, de Colenso, etc., furent gagnées contre un adversaire de beaucoup supérieur en nombre, entre autres Spions'kop, l'une des plus brillantes, où une poignée de braves lutta contre des forces anglaises considérables. Nos positions étaient bombardées par des canons de marine lançant des obus de lyddite et cela parfois pendant une semaine. Comment les pauvres Boers, si longtemps méprisés, purent-ils résister, c'est ce qui semblera toujours incroyable.

Ici je voudrais répondre à une accusation qui tendrait à faire croire que les prisonniers anglais furent maltraités par les Boers. Après la bataille de Spions'-kop, quelques prisonniers furent envoyés à Prétoria. Un de nos meilleurs soldats, M. Celliers, qui avait beaucoup contribué au gain de la bataille, faisait partie de l'escorte. A Standerton, les prisonniers furent autorisés à se laver, après quoi on leur distribua du café, du pain, etc. Pendant cette halte, un uitlander s'avança vers eux et se mit à les injurier et à les insulter, et s'adressant à M. Celliers, lui dit : « Vous êtes bien trop bons pour ces chiens-là. » M. Cellier l'engagea à se taire, et comme l'homme continuait ses insultes, il lui donna une correction qui le rendit sur-le-champ plus silencieux et plus sage. J'ai eu personnellement plusieurs occasions de visiter les prisonniers anglais. J'ai dit le service divin pour eux en anglais et j'ai toujours constaté qu'ils avaient des vivres en abondance et qu'ils paraissaient contents : ils jouaient au football et prenaient des bains dans le plus joli endroit de la ville. Des officiers je ne dirai rien, car ils étaient traités très libéralement jusqu'au jour où ils abusèrent de la liberté qu'on leur donnait en écrivant et en dessinant des obscénités sur les murs et en détruisant des objets de valeur.

Je reprends mon récit. La plupart des nôtres assiégeaient Ladysmith; mon collègue, le pasteur Bosman, était auprès d'eux pendant que j'étais à Prétoria. M. Bosman revint seulement dans le courant de décembre et me céda sa place à l'armée. Dans le milieu de janvier, j'allai donc à Colesberg et je restai quelque temps avec le général de la Rey et le général Schoeman. Nos troupes étaient trop faibles pour défendre une aussi grande étendue de pays; le général de la Rey avait les 800 hommes de la police de Johannesburg; le général Schoeman un millier; le général Grobbelhaar un millier tout au plus. Et ces troupes avaient à garder un territoire qui exigeait de trois heures et demie à quatre heures à cheval pour le parcourir. Grâce au général de la Rey, elles combattirent avec succès et les Anglais furent repoussés. Malheureusement le général Schoeman, au lieu de pousser vers Naauwport lorsque les chances nous étaient favorables, resta sur place et ne fit rien, et là encore l'occasion fut perdue. Quand le général de la Rey arriva, Cronje s'était rendu à lord Roberts et il dut se retirer. Le service des transports était très difficile; tout devait être apporté par chariot de points souvent très éloignés, à tout le moins de

quatre à cinq heures de distance et cela dans une région très montagneuse. Après être resté une semaine auprès du général de la Rey, je le quittai pour me rendre auprès du général Schoeman dont le camp était établi à une heure de Colesberg. Comme j'arrivais, un obus lancé de Kools-Kop vint me souhaiter la bienvenue. Kools-Kop est une montagne très élevée d'où l'on peut apercevoir toute la vallée. On avait prévenu le général Schoeman qu'une batterie pourrait être établie sur cette montagne, mais il avait refusé d'y croire. Les obus anglais ne tardèrent pas à lui prouver qu'il se trompait.

Le 23 janvier, en compagnie d'un ami, je me rendis aux avant-postes où chaque commandant me montra les positions anglaises, leurs canons, etc. Comme j'examinais un de nos canons Nordenfeld, j'aperçus mon frère qui se trouvait là, je venais à peine de l'aborder qu'un obus tomba entre nous deux sans nous faire aucun mal. Nous précipitâmes notre départ, rendant grâce à Dieu de nous avoir préservés.

De là, nous nous rendîmes à Colesberg : l'entrée de cette ville n'était pas facile. Les Anglais avaient établi sur une hauteur une mitrailleuse qui commandait la route et, pendant trois ou quatre semaines, ils ne laissèrent passer ni bêtes ni gens, sans tirer dessus. Je dois dire que pendant tout ce temps, chose étonnante, ils ne réussirent qu'à blesser un cheval et qu'à tuer une mule. Après quelques semaines, je partis d'Edenborg, ville de l'État d'Orange, pour me rendre à Maggersfontein, quartier général du général Cronje, voyage fatigant de deux jours, à cheval. Le camp du général était situé à une heure environ du champ de bataille de Maggersfontein. Le général et sa femme, qui étaient membres de ma communauté à Prétoria, me reçurent chez eux, et, en compagnie de De Wet et du major Albrecht, le général m'emmena visiter les positions de son armée. Tout en marchant, il me racontait la bataille de Maggersfontein : comment les hommes de Fickburg, chargés d'occuper une position abandonnée par erreur, s'y rendirent sous une grêle de balles et d'obus et perdirent en chemin leur fieldcornet et eurent tous leurs officiers blessés; comment, à un certain moment, les Anglais étant sur le point d'enfoncer la ligne, Cronje et cinq hommes de son état-major les avaient chargés et les avaient obligés à se retirer ; comment la bataille fut engagée et gagnée par 1 500 hommes seulement et, tout en visitant le champ de bataille, je pensais aux chances que nous avions laissées échapper, et je me disais que nous serions arrivés à l'Aar, si notre général avait su tirer parti de sa victoire.

En causant, nous avions atteint l'endroit où, dans quelques instants, devait se tenir le conseil de guerre (Krygeraad); il est marqué par un arbre aujourd'hui bien connu, et c'est là, en plein air, que les plans de défense et de bataille ont été développés et arrêtés. Au bout d'un quart d'heure, la plupart des généraux, commandants étaient réunis : de Villiers de Fickburg, Froneman, le bras droit de De Wet, Cronje frère du général, et bien d'autres, vieux soldats à barbe grise, de superbe apparence et pleins de vie. Le Conseil commença par une prière, et c'était vraiment un grand spectacle, que celui de tous ces hommes la tête inclinée invoquant le Seigneur, implorant son appui et confiants, comme des enfants, dans leur Père céleste. Ils entouraient le vieux Cronje, qui, se dressant au milieu d'eux comme un chêne, appelait sur tous, dans une prière touchante, la bénédiction de Dieu. Hélas! peu de temps après il était forcé de se rendre après avoir résisté pendant plus d'une semaine à lord Roberts!

Je restai au camp pendant plusieurs jours, m'entretenant avec mes compagnons boers, sans me douter que c'étaient les dernières conversations que j'aurais avec eux pour longtemps. Je me souviens qu'un jour étant avec le général Cronje et sa femme, nous vîmes entrer un fermier : « Je suis venu, nous dit-il, pour voir cet homme étonnant qui a fait de si merveilleuses actions! — Et quel est cet homme? demanda le général. — C'est Cronje. Je désirais le voir avant de mourir. — Eh bien! dit le général, c'est moi ; mais, mon ami, je ne suis pas étonnant et je n'ai pas accompli d'actions merveilleuses, je ne suis qu'un instrument dans la main de Dieu et un simple Boer. » On voit par cette réponse quel homme est Cronje. Le général lit beaucoup la Bible : il a une voix très forte et qui s'entend de très loin ; chanteur excellent, sa voix se distinguait entre toutes dans un temple. Son seul et grand défaut est l'entêtement : il ne consent pas à recevoir d'avis de gens plus jeunes et moins expérimentés que lui.

Je quittai Cronje pour retourner à Prétoria où je ne restai que quelques jours avant de me rendre à Mafeking. A cette époque, — nous étions en février, — il n'y avait dans cette ville que 1 000 à 1 200 hommes sous le commandement du général Suyman, vieillard respectable et pieux, mais qui n'était pas l'homme qu'il fallait pour enlever Mafeking. Comme on l'engageait à tenter l'attaque, il laissa échapper le fond de sa pensée et répondit : « La place est minée et pleine de dynamite, je ne puis pas laisser mes hommes se faire tuer. » Et ce fut la seule raison qui immobilisa les Boers. Bien entendu ce bruit sans consistance avait été répandu par Baden-Powell. Il y avait eu deux explosions de dynamite, cela avait suffi pour nous effrayer, et nous laissâmes les assiégés en paix. Mafeking est situé dans une plaine entourée de tous côtés par des forts. Chaque jour le Long-Tom en-

voyait un ou deux obus sur la ville, les forts répondaient et c'était tout. Lorsqu'on apprit l'arrivée de lord Roberts, je reçus un télégramme du Président Kruger demandant les prières de toute la communauté hollandaise réformée, le matin et le soir des 25, 26 et 27 février, pour le général Cronje et ses soldats. Nous nous empressâmes de faire ce qui nous était demandé. Dans un des voyages que je fis à cette époque, je traversai entre Prétoria et Mafeking la ville de Zeerust où les habitants, sachant que j'allais passer, s'étaient réunis pour entendre le service divin. Le pays était fort troublé, les Cafres s'agitaient, un commerçant avait été assassiné, les femmes étaient très effrayées et les hommes veillaient nuit et jour. C'est ce que nos ennemis ont appelé l'armement des Cafres et le meurtre des femmes et des enfants. Quand je revins à Prétoria on venait d'apprendre la reddition de Cronje, et la population était atterrée. Puis vint la prise de Blœmfontein, la délivrance de Ladysmith, la maladie, le départ et la mort de Joubert, c'était une force de moins pour nous. Le jour de ses funérailles, M. Bosman n'hésita pas à jeter l'anathème sur nos fautes. Quelques individus disqualifiés signèrent a ce sujet une pétition demandant la révocation de M. Bosman. Le Président Kruger répondit : « Je remercie Dieu qu'il se soit trouvé un homme qui n'a pas craint de dire la vérité. »

Je mentionne ce fait pour montrer que nous autres pasteurs, nous savions bien que tout n'était pas parfait de notre côté, mais il n'en était pas moins évident que les Anglais, beaucoup plus coupables que nous, n'avaient aucun droit à intervenir. Hélas! ce que nous pensions, combien en Angleterre, à l'exception de M. Stead, l'ont pensé ? Tous ont été aveuglés par l'éclat de l'or et par la folie de l'impérialisme.

Je séjournai ensuite à Brandfort où je visitai le camp et prêchai l'Évangile jusqu'au jour où Théron me pria d'aller rejoindre sa troupe. Théron, pour qui je professe une vieille amitié et dont j'admire le grand courage, a su se faire aimer de ses soldats et des fermiers par sa douceur et son esprit de justice. Jamais il n'a demandé un morceau de pain sans en payer le prix séance tenante. Quant à toutes les histoires de réquisition et de pillage, elles sont fausses, je puis l'affirmer. En quittant Brandfort, notre troupe comptait 12 à 14 hommes. Après une marche de 6 à 7 heures, nous trouvâmes une ferme près de la Modder, où nous prîmes notre repas, fîmes le fourrage et passâmes la nuit. Le lendemain matin, en se retirant, Théron paya toutes les dépenses de sa troupe, et se dirigea sur Boesmanskop, à une heure et demie de Blœmfontein. Comme nous étions à Boesmanskop, mon cheval se sauva, je dus me mettre en quête d'une autre monture; une femme boer, à laquelle je m'adressai, me répondit qu'elle n'en avait pas, mais que les Cafres du voisinage pourraient m'en vendre un, et, de fait, je trouvai un solide poney basouto que j'achetai pour 150 francs, qui furent immédiatement payés par Théron. J'entre dans ces détails, pour bien montrer que nous n'étions pas gens à réquisitionner ou à voler, comme les Anglais ont voulu le faire croire. Nous passâmes Boesmanskop, avec de grandes précautions, nous trouvâmes plusieurs chevaux anglais, dont nous nous emparâmes avec grande difficulté. Trois d'entre nous poussèrent en avant pour s'approcher du camp anglais, que nous avions aperçu du haut de la montagne. A ce moment nous aperçûmes deux cavaliers qui se dirigeaient vers nous, je les pris pour des *Khakis*, et je les montrai à mes compagnons, qui me dirent que je me trompais, et que ces hommes étaient des Boers. Ils portaient le chapeau et l'habillement boer, et marchaient serrés l'un contre l'autre, comme font les Boers. Je maintins cependant mon opinion. Je descendis de cheval m'apprêtant à faire le coup de feu. Comme j'hésitais et m'avançais encore, Théron passa au galop devant moi en criant: Les *Khaki! les Khaki!* Nous nous lançons à leur poursuite, moi en tête; en cherchant à leur couper la route de Blœmfontein; je perdais de vue la direction dans laquelle je m'engageais lorsque Théron s'élançant vers moi me cria: *Domine minister*, où allez-vous?... Je courais à bride abattue sur le camp anglais.

Théron se décida à prendre d'assaut la colline où les Anglais s'étaient retirés, deux d'entre nous marcheraient sur les côtés et trois au centre. Quant à lui, il irait en avant à 100 pas de nous et donnerait le signal de l'assaut. Après un instant d'hésitation je partis avec lui et un autre de nos compagnons. Pas un coup de fusil ne fut tiré; en arrivant au sommet nous aperçûmes les Anglais au nombre de 15 ou 20 qui détalaient rapidement: à notre grand étonnement, nous trouvâmes un cheval attaché à un pieu: il était chargé d'habits, de havresacs, de munitions, etc. Par terre, des fusils, des baïonnettes, des couteaux, des provisions. La colline avait été fortifiée avec des murs en petites pierres. Nous empaquetâmes rapidement notre prise et rebroussâmes chemin. Pendant ce temps notre troisième compagnon courait après les chevaux anglais abandonnés, et le soir nous avions six beaux chevaux de cavalerie. Nous passâmes la nuit sous les arbres au bord de la Modder

Van Broekhuisen.

(*A suivre.*)

AGRIPPA D'AUBIGNÉ ET VICTOR HUGO

Couché à plat ventre dans un entresol rempli de livres, sous l'indulgent regard d'une mère intelligente, Victor Hugo, adolescent, avait tout lu, et les *Tragiques*, d'Agrippa d'Aubigné, avec le reste. Je ne crois pas que, passé l'époque de ce vaste emmagasinage, il ait beaucoup entretenu ni renouvelé sa provision. Comment sa production incessante, attestée par tant d'ouvrages qu'il a publiés de son vivant et par tous ceux qui continuent de paraître depuis sa mort, lui aurait-elle laissé du temps pour la lecture studieuse? Mais il possédait une mémoire aussi tenace que son imagination était active, et ce qu'il y avait serré une fois n'en sortait plus.

Il y a entre Victor Hugo et Agrippa d'Aubigné des ressemblances. Quelquefois, sans doute, elles s'expliquent par une imitation volontaire, mais plus souvent par d'inconscientes réminiscences et surtout par une parenté naturelle de génies.

En 1868, comme je me promenais un après-midi dans la campagne de Guernesey, j'eus l'honneur d'y rencontrer Victor Hugo et d'avoir avec lui une de ces conversations que j'ai rapportées dans mes *Causeries parisiennes*. — « Je ne reviens pas, me dit le poète, de la stupéfaction où m'a plongé une découverte que j'ai faite ce matin. Figurez-vous que j'ai trouvé dans Juvénal la traduction d'un de mes vers, et d'un vers inédit encore! » Je demandai quelques explications sur un phénomène si bizarre.

— « Il y a, reprit-il, tout un volume de *Châtiments* qui n'a pas encore vu le jour; plus tard, vous y lirez ceci :

> Personne ne connaît sa maison mieux que moi,
> Le Champ de Mars.

Eh bien, j'ouvre aujourd'hui par hasard un Juvénal, et qu'est-ce que j'y trouve?

> *Nulli nota magis domus est sua quam mihi lucus Martis.*

C'est la traduction exacte en latin de mon vers français. » — « Mais, observai-je respectueusement, votre vers ne serait-il pas plutôt la traduction exacte en français du vers latin de Juvénal? » — « Non pas, répliqua-t-il avec énergie, car c'est la première fois que je le rencontrais (1) ; je n'ai pas lu, croyez-le bien, toutes les satires de Juvénal ; il y en a que je sais presque par cœur, à force de les avoir étudiées ; mais il en est aussi que je ne connais pas, que je n'ai même jamais parcourues, et celle-là est du nombre. Puisqu'il faut, de toute nécessité, que l'un de nous deux ait volé l'autre, je soutiens que c'est Juvénal qui est le voleur. »

(1) Il est fâcheux, pour l'assertion du poète, que ce vers se trouve dans la première satire de Juvénal, une des plus connues.

Le paradoxe est amusant; mais il paraîtra moins illogique, sinon moins absurde qu'il n'en a l'air au premier abord, si l'on se reporte à la théorie des quatorze grands génies de l'humanité exposée dans le *William Shakespeare*. Ces quatorze géants sont frères; ou plutôt c'est le même génie renaissant d'époque en époque, jusqu'à ce que tous ces avatars viennent aboutir au quinzième, que Victor Hugo ne nomme pas, mais qui, dans sa pensée, est manifestement lui-même. Homère, Job, Eschyle, Isaïe, Ezéchiel, Lucrèce, Juvénal, Tacite, Jean de Pathmos, Paul de Damas, Dante, Rabelais, Cervantes, Shakespeare : voilà l'imposant défilé. « Ces suprêmes génies ne sont point une série fermée. L'auteur de Tout y ajoute un nom, quand les besoins du progrès l'exigent. »

Agrippa d'Aubigné ne figure pas dans la liste : ce n'est pas un ancêtre de la grande lignée; mais c'est au moins un *oncle*, comme Corneille et comme Ronsard.

I

On rencontre quelquefois, dans les vers de Victor Hugo, le nom vénéré du vieux poète huguenot du XVIe siècle. Il est certain que l'auteur des *Châtiments* avait lu les *Tragiques*. Un récent éditeur de cette ancienne satire, M. Charles Read, a fait ou a rappelé, après d'autres, certains rapprochements.

Aubigné dit, dans les *Princes* (1) :

> Vous léchez le sang frais tout fumant de vos pères
> Sur les pieds des tueurs,

et Hugo, dans *Nox* :

> Prosternez-vous devant l'assassin tout puissant,
> Et léchez-lui les pieds pour effacer le sang!

Triboulet s'écriant, dans le *Roi s'amuse* :

> . . . . Au milieu des huées
> Vos mères aux laquais se sont prostituées!

et M. de Saint-Vallier :

> Vous avez froidement, sous vos baisers infâmes,
> Terni, flétri, souillé, déshonoré, brisé
> Diane de Poitiers, comtesse de Brézé!

reproduisent et le mouvement et l'idée de ces imprécations des *Tragiques* :

(1) *Les Tragiques* se composent de sept livres, dont les titres sont : *Misères, Princes, La Chambre dorée, Les Fers, Les Feux, Vengeances, Jugement.*

Vous estes fils de serfs, et vos testes tondues
Vous font ressouvenir de vos mères vendues.
(*Princes.*)

Vous leur avez vendu, livré, donné en proye
Ame, sang, vie, bonneur! Où en est la monnoye?
(*Jugement.*)

Le livre des *Princes* se ferme sur cette pensée, que ceux qui furent les complices d'un tyran soit par leur silence, soit par leurs flatteries, seront entraînés dans sa ruine :

Comme, lorsque l'éclat
D'un foudre exterminant vient renverser à plat
Les chênes résistants et les cèdres superbes,
Vous verrez là-dessous les plus petites herbes,
La fleur qui craint le vent, le naissant arbrisseau,
En son nid l'écureuil, en son aire l'oiseau,
Sous ce dais qui changeoit les gresles en rosées,
La bauge du sanglier, du cerf la reposée,
La ruche de l'abeille et la loge au berger,
Avoir eu part à l'ombre, avoir part au danger.

Le souvenir de ces beaux vers est sensible dans un passage de la première pièce des *Feuilles d'Automne*, où Victor Hugo dit que le « souffle orageux » des destins de l'empire « à tous les vents de l'air fit flotter son enfance » :

Car, lorsque l'aquilon bat ses flots palpitants,
L'océan convulsif tourmente en même temps
Le navire à trois ponts qui tonne avec l'orage
Et la feuille échappée aux arbres du rivage!

Chez les deux poètes, les professeurs de littérature ont fait remarquer aux jeunes gens cette liberté relative de versification qui avait été nommée à tort *romantique*. La remarque n'a guère gardé d'intérêt depuis qu'il est acquis que chez tous les poètes français qui ont su versifier, y compris Boileau lui-même, l'alexandrin ne se divise pas constamment en deux moitiés égales, et que la différence entre Victor Hugo et les bons ouvriers du vers *classique* n'est que du plus au moins.

L'homme est en proie à l'homme, un loup à son pareil.
Le père estrangle au lit le fils, | et le cercueil
Préparé par le fils sollicite le père.
(*Misères.*)

La France donc encore est pareille au vaisseau
Qui, outragé des vents, des rochers et de l'eau,
Loge deux ennemis : l'un tient avec sa troupe
La proue, | et l'autre a pris sa retraite à la poupe.
(*Ibid.*)

Grand poète, Aubigné n'est point, d'ailleurs, un artiste du vers français ; sa versification est monotone en général, et c'est sans en avoir conscience que parfois et par hasard il scande heureusement.

La coupe de vers la plus frappante, la plus intéressante aussi, parce qu'elle est la moins banale, qu'on rencontre chez Aubigné comparé à Hugo, c'est la division de l'alexandrin en trois groupes de quatre syllabes. Je ne crois pas qu'on trouve cette mesure chez les autres versificateurs français antérieurs au maître moderne. Hugo dira :

Les fleurs au front — la boue aux pieds — la haine au cœur.
(*Chants du Crépuscule.*)

Ils sont l'exemple — ils sont l'honneur — ils sont l'espoir.
(Deuxième *Corde d'airain* de *Toute la lyre.*)

A vous leur toit — à vous leur or — à vous leur sang.
(*La pitié suprême.*)

Armé d'un arc — vêtu de peau — chaussé de cordes.
(*Masferrer*, dans la *Légende des siècles.*)

Aubigné serait donc le seul, avant lui, qui ait placé la césure de la même façon originale :

Traîner les pieds — mener les bras — hocher la teste.
(*Princes.*)

Cette main n'a ravie
Jamais le bien — jamais rançon — jamais la vie.
(*Vengeances.*)

Henri le Grand, si grand que la paix ni la guerre
Ne luy ont fait souffrir maistre ny compagnon,
Guerrier sans peur — vainqueur sans fiel — roi sans mignon (1).

Marc Monnier a découvert dans des vers médiocres, non des *Tragiques*, mais du *Printemps*, poème de la jeunesse d'Agrippa d'Aubigné, le germe de la doctrine spiritualiste révélée au livre VI des *Contemplations* sur la pesanteur, origine du mal moral et de tous les maux du genre humain, germe obscur et très probablement inconnu du poète métaphysicien par lequel parla la *Bouche d'ombre* :

... Quand le chaos fut desmeslé,
Tout le pesant fut desvalé
Au centre : les serpents, la peste.
Les enfers, le vice, les maux;
Le doux, le subtil fut céleste
Et vola dans les lieux plus hauts...
Toute vertu est née aux cieux ;
Tout cela qui est vicieux
Recognoist la terre pour mère...
Les flammes ne peuvent aller
Au ciel, au vrai pays des âmes,
Que laissant le corps pour voler...

Philosophie trop peu originale pour qu'aucun des nombreux poètes qui l'exposent puisse être convaincu de l'avoir empruntée à tel ou tel auteur, et que Victor Hugo a souvent développée, notamment dans la pièce 4 du livre IV de *Toute la lyre* (dernière série) et dans ce passage des *Malheureux :*

. . . . Le corps, époux impur de l'âme,
Plein de vils appétits d'où naît le vice infâme,
Pesant, fétide, abject, malade à tous moments,
Branlant sur sa charpente affreuse d'ossements,

(1) Vers cités par Marc Monnier ; mais je ne sais où le spirituel critique les a pris.

Gonflé d'humeurs, couvert d'une peau qui se ride,
Souffrant le froid, le chaud, la faim, la soif aride,
Traine un ventre hideux, s'assouvit, mange et dort.
Mais il vieillit enfin, et, lorsque vient la mort,
L'âme, vers la lumière éclatante et dorée,
S'envole, de ce monstre horrible délivrée.

Certaines bizarreries de langage sont communes aux deux écrivains. Hugo dit : « Le bœuf peuple », « la biche illusion », « le fossoyeur oubli », « le bagne lexique » ; il a pu prendre cette apposition de deux substantifs chez Aubigné : « Le vice Goliath », écrit l'auteur des *Princes*. L'un et l'autre, par un tour imité de Virgile, qui nous montre Enée « assis dans sa chaise et dans sa résolution », joignent, de façon insolite, une idée physique et une idée morale. Aubigné met sous nos yeux une mère affamée, qui va manger son enfant, « défaisant, pitoyable et farouche, les liens de pitié avec ceux de la couche » *(Misères)*. Il écrit : « Embrasse, mon enfant, le col et les desseins de Fortune » *(Princes)*. Des martyrs, « tout chenus d'ans et de sainteté » *(Les Feux)*. « Ils sont vestus de blanc et lavés de pardon » *(Jugement)*.

Hugo :

Vêtu de probité candide et de lin blanc.
(*Booz endormi.*)

Ils chantaient, ils allaient, l'âme sans épouvante
Et les pieds sans souliers.
(*A l'obéissance passive*, dans les *Châtiments*.)

. . . . Foudroyé, mais resté
Debout dans sa montagne et dans sa volonté.

Nos deux grands satiriques ont un violent amour de l'antithèse, et les exemples de cette figure, à laquelle Victor Hugo a presque attaché son nom, sont trop nombreux sous la plume de l'auteur des *Tragiques* pour qu'on puisse utilement faire un choix dans ce qui est une habitude non moins continuelle de son style. Aussi n'en citerai-je qu'un à cette place :

Évite le flatteur, et chasse comme estrange
La louange de ceux qui n'ont acquis louange.
Ris-toi quand les meschants t'auront à contre-cœur;
Tiens leur honneur à blasme et leur blasme à honneur.

Il n'a pas non plus manqué d'hommes dont l'auteur des *Châtiments* disait que

Méprisant leur estime, il estimait leur haine.
(IV, 6.)

On sourit de rencontrer dans les vers de Victor Hugo, quand il rhétorise, quelque abus d'une ritournelle chère à tous les vieux poètes classiques, et dont voici, dans les *Princes* d'Agrippa d'Aubigné, un spécimen, entre plusieurs :

Plus tost peut-on compter dans les bords escumeux
De l'Océan chenu le sable, et tous les feux
Qu'en paisible minuict le clair ciel nous attise...
Plus tost peut-on compter du printemps les couleurs,
Les feuilles des forests, de la terre les fleurs,
Que les infections qui tirent sur nos testes
Du ciel armé, noirci, les meurtrières tempestes.

L'adjectif *pâle* est une épithète favorite d'Agrippa : « La pasle peur », « la pasle faim », « vos pasles fronts de chiens », « les seins tremblants des pasles spectateurs », « le soleil à regret esleva son pasle front des ondes ». Il nous montre, dans *les Fers*, « le pasle mort courant » à travers la bataille, et c'est le vers de Victor Hugo : « La pâle mort mêlait les sombres bataillons. » L'égout de Rome, dans les *Châtiments*, reçoit « le lavabo vidé des pâles courtisanes », et le livre des *Feux* nous donne le spectacle de graves magistrats qu'on trouve, « au sortir des jeux et des festins, ronflant aux seins enflés des pasles... courtisanes. » Seulement, ici c'est un autre mot qui rime avec *festins;* Victor Hugo a beau faire profession de franche propriété dans le langage, il est contraint malgré lui, comme Veuillot l'en a justement raillé, à une certaine noblesse de style ; la mâle satire du soldat huguenot se sert de [illegible] rudes vocables ».

Les rapprochements abondent, bien plus nombreux et souvent plus frappants encore que ceux qu'ont relevés MM. Monnier et Read. Je pourrais citer, dans le livre des *Fers*, l'épisode de l'océan irrité de voir ses « provinces profondes » souillées du sang et des cadavres que les fleuves lui apportent : c'est le thème du *Danube en colère*, dans les *Orientales ;* mais c'est aussi celui de l'épître IV de Boileau :

Au pied du mont Adule...

La Ville disparue, dans la *Légende des siècles*, est une peinture fort belle de la sûre et lente ascension de l'eau faisant le siège d'une ville

Et rongeant les rochers et les dunes, tranquille,
Sans tumulte, sans chocs, sans efforts haletants,
Comme un grave ouvrier qui sait qu'il a le temps,

jusqu'à ce que tout s'abîme et s'évanouisse en un clin d'œil, rien ne restant que l'onde. Le livre des *Vengeances* a une page analogue :

... La hauteur n'eust servi, ni les plus forts chasteaux,
Ni les cèdres gravis, ni les monts les plus hauts.
L'eau vint, pas après pas, combattre leur stature,
Va des pieds aux genoux, et puis à la ceinture...
Il ne reste sur l'eau que le visage blesme.
La mort entre dedans la bouche qui blasphesme.

Si le « pâtre promontoire » de Victor Hugo a « son chapeau de nuées », les monts « hautains », les rochers « hideux » d'Agrippa d'Aubigné portent aussi *leur froid chapeau* (1). Quand l'auteur

(1) *Princes.*

de *Napoléon II* nous fait voir la grande figure de l'exilé de Sainte-Hélène, « en sa cage accroupie, ployée, et les genoux aux dents », il pouvait avoir gardé la vision inoubliable du supplice d'un martyr emprisonné treize mois « en un cachot penché »

Duquel la vouste estroite avoit si peu de place
Qu'entre ses deux genoux elle ployait la face
Du pauvre condamné.
(*Les Feux.*)

Un arbre foudroyé par Dieu était si grand que ses rameaux s'étendaient « d'orient au couchant, du midi à la bise », et que la terre « estoit en son ombre comprise (1) ». Le tuba, dont on offre le fruit savoureux à l'inconsolable enfant grec des *Orientales*, n'est-il pas, lui aussi :

Un arbre si grand
Qu'un cheval au galop met toujours en courant
Cent ans à sortir de son ombre ?

Un « blanc vieillard » dont la barbe et les cheveux couvraient de « neiges à ondes » les deux bras et la ceinture, resta trois ans en prison. Puis,

Ce cygne fut tiré de son obscur estuy,

écrit l'auteur des *Feux* dans sa langue curieusement imagée et antithétique, dont personne ne songe à louer la simplicité. Victor Hugo recherche aussi quelquefois le contraste de la brusquerie cynique ou familière de l'expression avec la grandeur ou l'horreur de l'idée, et pour lui le cercueil est une « boîte », dans laquelle la mort serre l'homme, ce « pantin (2) ».

Quiconque a un peu lu Victor Hugo sentira l'ivresse de plaisir et de conquête avec laquelle il devait rencontrer et reconnaître comme *siens*, pour ainsi dire, les vers suivants de son ancêtre.

Des vers remarquables par l'accumulation et le choix de qualificatifs expressifs :

Le zèle flamboyant de ta sainte maison...
La taciturne, froide et lâche trahison...
(*La Chambre dorée.*)
Et les supplices lents finement inventés.
(*Les Feux.*)

Des vers qui font image et sont, en douze syllabes, tout un tableau :

Penchant son corps vousté sur un baston qui tremble.
(*Les Fers.*)
... Fagottés d'une corde et pasles marmiteux...
(*Princes.*)

Des vers ronflants :

Les orages du ciel roulent sur sa peau nue.
(*Vengeances.*)

(1) *Vengeances.*
(2) *L'Ane.*

Des vers solides, d'un seul jet, où s'ajoute à la plénitude du son, qui rend l'oreille contente, la plénitude du sens, qui satisfait l'esprit :

Un roi victorieux
Levoit contre le ciel une orgueilleuse teste.
(*Vengeances.*)
Et son throsne eslevé sur les throsnes montoit.
(*Les Fers.*)
Nos péchés sont au comble et jusqu'au ciel montés...
... Déluges... vous pourrez, par votre onde,
Noyer, non pas laver, les souillures du monde.
(*Vengeances.*)

Des vers proverbes, renfermant une sentence frappée comme une médaille :

Tout péril veut avoir la gloire pour salaire.
(*Misères.*)
Retire-toy dans toy; parais moins et sois plus...
Que mesme ton repos enfante quelque fruict...
(*Princes.*)

Nos deux poètes, comme tous les poètes, se rencontrent naturellement dans certains lieux communs sur la condition misérable de l'homme et sur la mort. Le « petit vent mauvais » qui suffit, dit le livre des *Feux*, pour tuer le mieux portant, rappelle la « porte entr'ouverte en janvier » de Victor Hugo, et quand Aubigné écrit dans le même livre :

Chascun de tes jours tend au dernier de tes jours,

quand il sent « par tous endroits sa maison démolie (1) », ce sont les mêmes pensées et les mêmes images que celles de ces vers de *Toute la lyre* (V, 25) :

Le vieillard chaque jour dans plus d'ombre s'éveille.
A chaque aube il est mort un peu plus que la veille...
. . . . Tour à tour sa voix, sa force succombante
S'éteignent — ce sera mon destin et le vôtre —
Comme on voit se fermer, le soir, l'une après l'autre,
Les fenêtres d'une maison.

Mais il faut borner là ces rapprochements de détail, dont la liste ne peut avoir d'autre limite que celle de la lecture et de la mémoire du critique qui les a une fois commencés. Il sera plus instructif de montrer les liens naturels qui établissent entre Agrippa d'Aubigné et Victor Hugo une parenté générale de génies.

Ils sont les seuls poètes de notre littérature qui aient conçu la satire non point comme *pouvant être éloquente quelquefois*, mais comme *devant être poétique toujours*, comme étant propre à tous les mouvements, à toutes les passions, à toutes les figures que la poésie dite lyrique se réserve quand elle prend, pour l'enclore d'artificielles barrières, une province isolée de son empire immense. Certes, des hommes tels qu'André

(1) *Vengeances.*



Chénier, Auguste Barbier, Lamartine, ont su faire magnifiquement vibrer la corde d'airain de la lyre et se sont montrés, en certaines heures extraordinaires de haute inspiration, poètes et grands poètes dans la satire; mais l'auteur des *Tragiques* et celui des *Châtiments* sont, en vérité, les seuls démons de la satire française, qui, ayant cru à leur mission divine de justice et de vengeance, voulant être soldats, ambassadeurs, prophètes du Très Haut, *maintiennent constamment et naturellement dans un état lyrique leur imagination et leur âme.*

II

Comme Hugo, dans la dernière pièce des *Feuilles d'Automne*, Aubigné fait profession, dans les *Princes*, d'ajouter à sa lyre, qui n'a encore chanté que l'amour et la joie, une corde nouvelle :

... Je n'avois jamais fait babiller à mes vers
Que les folles ardeurs d'une prompte jeunesse...
Preste-moy, Vérité, ta pastorale fronde,
Que j'enfonce dedans la pierre la plus ronde
Que je pourray choisir, et que ce caillou rond
Du vice Goliath s'enfonce dans le front...
Croissant avec le temps de style, de fureur,
D'âge, de volonté, d'entreprise et de cœur,
Et d'autant que le monde est roide en sa malice,
Je deviens roide aussi pour guerroyer le vice...
Si quelqu'un me reprend que mes vers eschauffés
Ne sont rien que de sang et de meurtre estoffés...
Je lui responds. . . . .
Cueillons les fruits amers dont ce siècle est fertile.
Non, il n'est plus permis sa veine desguiser,

il n'est plus permis de ne voir dans la poésie « que miel, que ris, que jeux, amour et passe-temps, qu'une heureuse folie à consumer son temps », quand l'heure est grave et sombre, quand la patrie, notre mère, court à une catastrophe dans « la dure tragédie » qui se joue sous nos yeux,

Où tant d'actes passés
Me font frapper des mains et dire : c'est assez!

Victor Hugo renvoie « ces rois qu'on aurait pu bénir, marqués au front d'un vers que lira l'avenir », et son prototype crie aux princes dont il stigmatise les crimes et les hontes :

J'en ay rougi pour vous, quand l'acier de mes vers
Burinoit votre histoire aux yeux de l'univers.

Il faut de cette histoire infâme étaler l'horreur tout entière. En ce siècle qui n'ose « ni penser ce qu'il voit ni dire ce qu'il pense », les lâches conseillent au poète un silence prudent :

On dit qu'il faut couler les exécrables choses
Dans le puits de l'oubly et au sépulchre encloses,
Et que par les escrits le mal ressuscité
Infectera les mœurs de la postérité.
Mais le vice n'a point pour mère la science,
Et la vertu n'est point fille de l'ignorance....
Mieux vaut à descouvert montrer l'infection
Avec sa puanteur et sa punition.

(*Princes.*)

Comme le grand justicier du XIXe siècle, celui du XVIe rétablit les vraies responsabilités ; une des plus graves incombe à l'homme éclairé, mais sans courage, spectateur muet de l'injustice :

Le malade se plaint; cette voix nous ajourne
Au throsne du grand Dieu. Ce que l'affligé dit
En l'amer de son cœur, quand son cœur nous maudit,
Dieu l'entend, Dieu l'exauce.

(*Misères.*)

... Bien qu'avec les rois vous ne hochiez la teste
Contre le ciel. . . . .
Puisque de vous ils sont comme dieux adorés,
Lorsqu'ils veulent au pauvre et au juste mesfaire,
Vous estes compagnons du mesfait, *pour vous taire* (1).

« O Dieu vivant, mon Dieu! prêtez-moi votre force! » Cet appel des *Châtiments* au secours de Dieu est encore plus fréquent dans le poème plus profondément religieux des *Tragiques*, qui commence aussi par l'ombre pour se terminer dans la lumière, puisque le premier livre est la description des *Misères* de la France, le dernier, le tableau du *Jugement* final des bons et des méchants; d'un bout à l'autre de l'ouvrage, le satirique répète sa déclaration du début : « J'appelle Dieu pour juge », et il châtie « avec le juste fouet de ses aigres escrits » l'insolence de ces « petits dieux enflés », qu'une verge plus terrible, la verge de fer du Fils de Dieu, viendra « briser » au dernier jour.

Ainsi conçue, la satire devient la plus sublime des poésies. Nos deux poètes inspirés parlent le même langage que les prophètes de la Bible. Qui fuira, s'écrie l'un, devant les yeux de Dieu?

Quand vous auriez les vents collés sous vos aisselles,
Ou quand l'aube du jour vous presteroit ses ailes,
Quand les monts ouvriroient leur plus profond rocher,
Quand la nuit tascheroit en sa nuit vous cacher,
Vous enceindre la mer, vous enlever la nue,
Vous ne fuirez de Dieu ni le doigt ni la vue.

(*Jugement.*)

et l'autre :

Avenir! avenir! voici que tout s'écroule!
Les pâles rois ont fui, la mer vient, le flot roule,
Peuples! le clairon sonne aux quatre coins du ciel;
Quelle fuite effrayante et sombre! les armées
S'en vont dans la tempête en cendres enflammées.
L'épouvante se lève. Allons! dit l'Éternel.

(*Carte d'Europe*, dans les *Châtiments.*)

Le dernier terme de l'état lyrique est l'*extase*. C'est celui où aboutit Victor Hugo dans sa vision magnifique de *Lux;* c'est également celui où s'évanouissent les forces d'Agrippa d'Aubigné, lorsque, à la fin de son poème, après avoir raconté le

(1) C'est-à-dire : parce que vous vous taisez. *Princes*.

Jugement, il déclare qu'il est à bout d'idées et de mots et qu'il ne peut plus que balbutier :

Mes sens n'ont plus de sens, l'esprit de moy s'envole,
Le cœur ravy se taist, ma bouche est sans parole;

Tout meurt, l'âme s'enfuit, et, reprenant son lieu,
Extatique, se pasme au giron de son Dieu.

PAUL STAPFER.

(*A suivre.*)

BRYAN ET MAC KINLEY

Il va être procédé, le 6 novembre prochain, aux États-Unis, au renouvellement du pouvoir présidentiel. M. Mac Kinley, président en exercice et candidat du parti républicain pour la présidence de 1901 à 1905, a pour concurrent M. Bryan, son rival de 1896, que le parti démocrate a choisi pour candidat, et à qui sont demeurés fidèles les États dits argentistes et en général les populations du Sud et une partie de celles de l'Ouest.

Il avait été question un moment d'une troisième candidature, celle de l'amiral Dewey, illustré par sa victoire navale de Manille. L'amiral, à son retour des Philippines, a pu se laisser griser un instant par la popularité que lui avait value la destruction de l'escadre de l'amiral Montojo. Il n'a pas tardé cependant à reconnaître combien était artificielle l'agitation que quelques politiciens avaient organisée autour de son nom. Il eut le bon sens de renoncer à temps à des prétentions que la brièveté de leur durée empêcha seule de sombrer dans le ridicule.

Les deux grands partis réguliers restèrent donc en présence, mais les questions sur lesquelles s'engagea leur compétition devant le collège électoral n'étaient plus les mêmes qu'en 1896.

Les grands combats monétaires sur l'étalon d'or, sur la liberté de la frappe de l'argent, sur la fameuse relation bimétalliste de 16 à 1, avaient abouti à la loi du 14 mars 1900, qui fournissait, par l'établissement définitif de l'étalon d'or, une solution satisfaisante pour les intérêts généraux, tout en sauvegardant, par certains arrangements, l'amour-propre des argentistes. La politique protectionniste reste triomphante, avec un mouvement d'expansion merveilleuse de l'industrie américaine. Le mouvement de sympathie en faveur des républiques de l'Afrique du Sud n'a pris quelque force que dans les États où l'élément anglais est dominé par les autres éléments de la population. L'issue de la guerre du Transvaal l'a maintenant très affaibli, et il ne semble pas qu'il puisse exercer une influence sérieuse sur l'élection du 6 novembre.

Reste la question extérieure, la question de l'impérialisme.

Les Américains, pris en masse, tiennent aux Philippines, en dépit ou peut-être même à cause des interminables difficultés où se heurte l'occupation de l'archipel, en dépit ou à cause des énormes sacrifices que cette conquête, aussi peu avancée en octobre 1900 qu'une année auparavant, leur a déjà imposés. M. Bryan ne peut raisonnablement espérer qu'une majorité d'Américains opte actuellement pour l'abandon de la souveraineté des États-Unis sur les Philippines. Les chances de M. Mac Kinley, pour une seconde élection, semblent donc, de ce chef encore, incontestables.

* * *

Lorsque la convention nationale républicaine se réunit le mardi 19 juin à Philadelphie, pour le choix d'un candidat du parti à la présidence de 1901 à 1905, il était admis que M. Mac Kinley allait être nommé à l'unanimité. Il s'agissait seulement de savoir qui serait désigné comme candidat à la vice-présidence en remplacement du titulaire défunt Hobart.

On mit en avant pour la vice-présidence M. Cornelius N. Bliss, ex-secrétaire de l'intérieur, qui disposait de grandes relations commerciales. Mais il avait contre lui M. Platt, le *boss* célèbre, grand électeur de l'État de New-York, pour qui il avait témoigné souvent peu de sympathie et d'estime.

M. Platt lui opposait M. Woodruff, possesseur d'une belle fortune acquise dans le commerce des spécialités pharmaceutiques. M. Platt présentait encore M. Odell, un politicien de New-York, célébrité toute locale. M. Bliss avait au contraire pour lui M. Mark Hanna, le *manager* suprême des affaires du parti républicain, le *fidus Achates* de M. Mac Kinley.

Pour éviter le conflit entre MM. Platt et Hanna, on se tourna vers M. Theodore Roosevelt, gouverneur de l'État de New-York, qui avait une première fois refusé la candidature vice-présidentielle. On lui força la main. La délégation de Pensylvanie se déclara pour lui sans plus attendre.

L'enthousiasme pour M. Roosevelt fut tel qu'il triompha en fait contre le désir des deux hommes les plus puissants dans la convention et dans le parti, M. Mac Kinley et M. Hanna. La pression de l'Ouest et du Sud avait été irrésistible. M. Roosevelt, ex-commandant des *rough-riders* qui déployèrent tant d'héroïsme devant Santiago de Cuba, est l'idole des jeunes républicains. M. Mac Kinley représente la prospérité industrielle, M. Roosevelt l'impérialisme.

Le 21 juin, troisième jour de la convention, les 926 délégués nommèrent à l'unanimité M. Mac Kinley candidat pour la présidence, et M. Roosevelt, candidat pour la vice-présidence.

La composition du programme du parti républicain révèle à quel point la politique américaine est

dominée par les intérêts économiques. Le ton en est entièrement protectionniste, non seulement dans le sens du maintien d'un tarif élevé, mais dans le sens plus général de la nécessité d'une protection publique pour des intérêts établis.

Le service annuel des pensions atteint déjà le chiffre formidable de D. 140 millions, il devra s'élever encore du fait des droits acquis dans les guerres de Cuba et des Philippines.

Le programme de Philadelphie adopte le principe des subventions à la marine marchande, réclamées par les grands syndicats de navigation et proposées dans le Payne's bill que le Congrès venait de repousser quelques jours avant la réunion de la convention de Philadelphie.

Le même document préconise l'élimination entière du territoire de l'Union du travail à bon marché (Chinois, Italiens, ouvriers européens, etc.), dans l'intérêt du travail, et encore plus du capital américain.

Le parti endosse sans réserve la politique du président Mac Kinley aux Philippines. Même ceux des membres éminents du parti qui ont peu de goût pour cette politique n'ont pas osé accuser leur opposition de peur de favoriser M. Bryan et son cortège d'argentistes et de populistes.

Le parti républicain est ouvertement le parti des classes riches, des *trusts*, des grands manufacturiers, qui alimentent ses énormes ressources financières et le tiennent à flot. Le programme du parti ne peut donc être que l'expression des opinions et des intérêts des classes riches, des *trusts*, et des grands industriels.

La machinerie est arrivée à un tel degré de perfection aux États-Unis, et l'industrie y est centralisée si fortement et dirigée avec des procédés de fabrication si économiques, que la production y dépasse énormément la demande. Toute la politique économique du parti tend à empêcher que cette prédominance excessive de la production ne conduise à une crise comme celle de 1893-1894, qui a été le résultat d'une situation semblable.

Il faut chercher au dehors de nouveaux débouchés pour l'écoulement du surplus de la production. C'est de la politique coloniale, de la *Welt Politik*, telle qu'elle est pratiquée par les grandes nations européennes.

Cette politique, considérée en elle-même, au point de vue théorique, et dégagée des circonstances spéciales dont elle apparaît entourée à l'heure actuelle aux Etats-Unis, est certainement contraire à l'esprit des institutions américaines ; elle est de plus extrêmement coûteuse. Cependant le parti républicain ne peut l'abandonner, car elle est une des pierres essentielles de son édifice. La retirer serait compromettre la solidité du reste.

Derrière la question des Philippines le parti voit la question plus vaste d'un grand commerce asiatique à capter, d'une sorte de mainmise du peuple américain sur l'océan Pacifique.

***

La convention nationale démocratique se réunit à Kansas City le 4 juillet.

M. Thomas, gouverneur du Colorado, président provisoire, prononça une véhémente philippique contre le mauvais gouvernement du parti républicain, l'étalon d'or, les *trusts*, les « alliances » politiques étrangères, le système colonial, l'impérialisme, le militarisme.

Il déplora qu'un peuple libre, luttant contre le démembrement et la destruction de son pays, se tournât vainement du côté des États-Unis pour en obtenir sympathie et consolation. Cette allusion aux Boers provoqua un grand enthousiasme.

Il fut donné lecture de la Déclaration d'indépendance ; une dame chanta le *Star Spangled Banner ;* une statue de M. Bryan émergea de ses voiles ; tous les assistants entonnèrent l'*America*.

La plate-forme adoptée le 5 juillet présente l'impérialisme comme la question principale de l'élection. Tout gouvernement non fondé sur le consentement des gouvernés est une tyrannie. Imposer à un peuple un gouvernement par la force, c'est substituer les méthodes de l'impérialisme à celles de la république. La constitution suit le drapeau ; ni le pouvoir exécutif ni le Congrès ne peuvent exercer une autorité légale en dehors ou en violation de la constitution. L'impérialisme au dehors conduira fatalement au despotisme à l'intérieur.

Le programme dénonce la loi douanière votée pour Porto-Rico et demande le prompt acquittement des engagements pris à l'égard des Cubains. Il condamne naturellement la politique suivie aux Philippines.

Dans la même journée du 5 juillet, M. Bryan fut nommé à l'unanimité le candidat du parti démocrate à la présidence. Il était déjà le candidat des argentistes réunis à Kansas City et des populistes qui avaient tenu leur convention à Sioux Falls.

***

Les démocrates, partisans de l'or, qui, en se séparant en 1896 de leur parti, avaient assuré le succès de M. Mac Kinley, sont en 1900 assez embarrassés. Le vote du tarif Dingley a été pour eux une sorte de faillite à la promesse implicite de ne pas recourir à une mesure de protection extrême. Ils sont, d'autre part, anti-impérialistes.

Comme la question monétaire a été réglée par la loi de mars, les dissidents démocrates de 1896 peu-

vent être tentés de rentrer dans le rang. Nombre d'entre eux, cependant, appartenant aux classes riches et conservatrices de l'Est, sont arrêtés dans ce retour à l'ancienne affiliation par la défiance que leur inspire l'aile populiste du parti démocratique.

Les démocrates peuvent être, au contraire, renforcés dans une large mesure par l'adhésion d'un grand nombre d'étrangers, notamment d'Allemands, qui jusqu'alors votaient avec les républicains. Les démêlés du gouvernement de M. Mac Kinley avec l'Allemagne à propos de Samoa, les froissements qui se sont produits à Manille, feront peut-être passer d'un camp à l'autre assez de milliers d'électeurs pour donner la victoire aux démocrates dans l'État de New-York, et les rapprocher par là de la présidence.

Ce qui toutefois fera pencher décidément la balance en faveur de M. Mac Kinley, c'est la grande prospérité dont ont joui les États-Unis depuis 1896, et c'est le développement du sentiment impérialiste dans une grande majorité de la population américaine. On aura oublié les fautes de la guerre, la détestable administration militaire de M. Alger, les longs insuccès dans les Philippines, pour ne se souvenir que des pages glorieuses ajoutées à l'histoire nationale, et de l'expansion de l'influence américaine dans le monde.

La question de l'argent est morte; M. Bryan ne peut la rappeler à la vie. Elle n'a pas réussi à enlever l'élection en 1896, quand le pays souffrait d'une dépression prolongée, que des centaines de milliers d'ouvriers étaient sans travail, qu'un grand nombre de gens étaient sincèrement convaincus que l'adoption de l'étalon d'argent ou du bimétallisme ramènerait la prospérité. La chance réelle de Bryan en 1896 était en fait la détresse du pays, le fardeau de dette qui accablait les populations de l'Ouest et du Sud. Bryan était un candidat de calamité. Comment triompherait-il aujourd'hui que la prospérité a été complètement rétablie avec l'étalon d'or?

*
* *

Le meilleur argument en faveur de M. Mac Kinley est donc l'extraordinaire prospérité dont les États-Unis ont joui durant ses quatre années de présidence.

Un autre argument encore très bon est l'expansion. Ne parlez pas d'impérialisme. Dans un discours à Boston, M. Mac Kinley a déclaré que l'impérialisme n'existait pas. Mais l'expansion parle à l'imagination populaire. De même qu'en Angleterre les partisans de la petite Angleterre (*Little Englanders*) sont écrasés par les partisans de la Grande Angleterre (*Greater Britain*), de même aux États-Unis la conception de la Grande Amérique fait tort aux partisans de l'Union traditionnellement renfermée dans ses limites continentales.

Le peuple américain a moins peur que son président du mot « impérialisme ».

Bryan échouera parce qu'il n'a pas compris que ses concitoyens étaient acquis en grande majorité à l'idée d'expansion. Cet homme a quelques-unes des qualités d'un politicien, mais il n'a pas le don que possède le vrai démagogue, qui est de comprendre l'âme populaire. M. Mac Kinley, qui n'a pas pour seul mérite d'être un politicien, est un meilleur politicien que Bryan, il comprend le peuple mieux que lui (1).

Enfin Bryan effraie les classes capitalistes par son socialisme, par la violence de ses attaques contre les *trusts* considérés comme des témoignages visibles de l'accumulation des richesses et de l'abus qui peut en être fait.

Le programme populiste ne condamne pas seulement les syndicats d'accaparement (*trusts*); il réclame en outre la « socialisation » des moyens de communication, de transport et de production, c'est-à-dire de l'électricité, des chemins de fer, des télégraphes, des téléphones, des mines de charbon.

La terre et toutes ses richesses naturelles appartiennent à la nation, et ne doivent pas être l'objet d'un monopole de spéculation. Le gouvernement devra reprendre toutes les terres concédées à des étrangers, et toutes celles qui sont détenues par les chemins de fer et par d'autres corporations en excédent de leurs besoins. Ces terres devront être désormais réservées aux colons qui y résideront et les mettront en valeur.

Il faut, d'autre part, une monnaie fiduciaire ayant pour contre-partie la richesse totale du pays, et qui ne soit pas rachetable, une monnaie qui soit légale pour toutes les dettes, pour tous les impôts, émise par le gouvernement sans l'intervention des banques, en quantité suffisante pour toutes les transactions commerciales. En attendant que cette monnaie unique en papier soit établie, le parti populiste demande le monnayage illimité de l'or et de l'argent dans la proportion de 16 à 1.

Le parti réclame enfin un impôt sur le revenu des riches et sur les successions, et l'élection, au suffrage direct, des sénateurs, des juges fédéraux et du président de l'Union.

(1) On ne peut reprocher à M. Mac Kinley que de n'être pas assez lui-même, d'être trop déférent à l'opinion du Congrès et à ce qu'il croit être, dans le moment présent, l'opinion populaire. Il lui arrive d'avoir des idées justes et de les abandonner parce qu'il s'imagine que la majorité de la population pense autrement. Il possède au plus haut degré cette souplesse d'adaptation aux exigences de parti, pour laquelle les Anglo-Saxons ont inventé le terme pittoresque de *sequacity*, don ou art de « suivre » (je suis leur chef, donc je leur obéis).

C'est contre ce programme populiste que voteront un grand nombre des électeurs de M. Mac Kinley.

* * *

En réalité, malgré tout, la grande, presque la seule question en jeu dans l'élection du 6 novembre aux États-Unis est la question de savoir si ce que les Allemands appellent la *Welt Politik* (politique mondiale) est compatible avec le maintien des institutions séculaires américaines.

Si l'incompatibilité était bien démontrée, les Américains ne renonceraient assurément pas à leurs institutions pour la possession de quelques îles malsainesdu Pacifique ou pour un rôle à jouer en Chine.

Or, la ratification, le 6 février 1899, par le Sénat, du traité de Paris, par lequel l'Espagne cédait aux États-Unis l'archipel des Philippines, moyennant vingt millions de dollars, a donné déjà une sanction officielle à la politique d'expansion. On peut cependant se demander si la durée de la guerre aux Philippines n'a pas ouvert les yeux aux Américains sur les complications où les entraînera selon toute vraisemblance la politique nouvelle.

L'impérialisme américain, sous sa forme originelle, avait trait à l'acquisition de possessions d'outre-mer, comme Porto-Rico et les Philippines. La notion d'impérialisme a pris peu à peu une extension plus générale. Il s'agit aujourd'hui de savoir si les États-Unis veulent prendre rang dans la famille des nations, participer à des affaires d'intérêt international dans le monde et assumer toutes les responsabilités qui en découlent, ou s'ils préfèrent se renfermer dans leur ancienne situation de puissance exclusivement nord-américaine. Il est à remarquer que les événements de Chine n'ont été exploités par aucun des deux partis. L'envoi de troupes, pour la participation à la délivrance des légations étrangères à Pékin, a été accepté de part et d'autre comme l'accomplissement d'un devoir strict, comme une nécessité à laquelle on ne pouvait songer à se dérober. Le gouvernement fédéral a pris, dans la campagne diplomatique qui a suivi l'entrée des troupes alliées à Pékin, une attitude discrète, prudente, qui lui a évité des attaques politiques trop violentes. Il a été aisément admis qu'une politique positive à l'égard des affaires de Chine ne pouvait être adoptée qu'après l'élection présidentielle.

On sait d'ailleurs d'avance quelle sera cette politique : la liberté commerciale, pas d'acquisitions territoriales, pas de privilèges exclusifs pour telle ou telle puissance, en un mot la « porte ouverte » *open door*.

* * *

La campagne électorale a été une des plus calmes que l'on ait vues depuis une génération. Elle semble n'intéresser personne, elle n'occupe qu'une place relativement restreinte dans les incombrables colonnes des journaux, et les meneurs dans les deux camps se démènent vainement pour provoquer un peu d'attention à défaut d'enthousiasme. Les conversations dont elle est le sujet dans les bars, dans les bureaux, en chemin de fer, dans les villes d'eaux, sont désespérément languissantes.

La raison de cette indifférence est la conviction à peu près générale que M. Mac Kinley sera élu. Dans les paris, on le prend à 3, même à 4 contre 1. Nulle part la moindre anxiété. C'est surtout dans le monde des affaires que le question est considérée avec cette placide assurance. Ah! si M. Mac-Kinley avait comme concurrent un démocrate bon teint (en matière monétaire) comme Cleveland, il n'en irait pas de la même façon; l'issue pourrait paraître douteuse. Mais voter pour un Bryan, dont les vues financières sont si ridiculement hérétiques, qui pourrait en avoir un instant l'idée?

On dit bien que des personnages de haute intellectualité, des doctrinaires, comme Carl Schurz, se sont prononcés pour M. Bryan parce qu'il représente l'anti-impérialisme; mais des hommes d'État non moins intelligents, et plus pratiques, comme les sénateurs Hoar et Hale (du Massachusetts), voteront pour M. Mac Kinley, malgré leur anti-impérialisme intransigeant, parce que Mac Kinley, c'est le possible, le raisonnable, c'est le bon sens, et qu'on ne peut pas voter pour un Bryan.

Les meneurs de la campagne pour M. Mac Kinley ne voient pas d'un œil favorable cette tranquille confiance dans le succès du candidat. Il est tellement admis partout que M. Mac Kinley est élu d'avance, et ce résultat va tellement sans dire, que d'abord il en est résulté une tiédeur regrettable pour l'apport des capitaux au fonds de campagne, et qu'ensuite il est à craindre que le jour du vote les abstentions ne soient nombreuses. A quoi bon se déranger pour voter quand le résultat est si assuré? Et pourquoi s'imposer de lourds sacrifices pécuniaires alors qu'il n'y a pour ainsi dire pas de lutte?

* * *

Les États douteux dans l'élection du 6 novembre sont : le New-York avec 36 voix, l'Indiana avec 15, le Kentucky avec 13, le Kansas avec 10, la Californie avec 9, la Virginie occidentale avec 6, le Dakota sud avec 4, le Delaware avec 3; soit huit États avec 96 voix, sur un total de 447. Il reste dix-huit États avec 190 voix pour Mac Kinley et dix-neuf avec 161 voix pour Bryan.

Une majorité absolue de 224 voix est requise pour que l'élection soit valide. Il suffit aux républicains

d'emporter le New-York pour vaincre, les démocrates eussent-ils pour eux les sept autres États douteux, ce qui est invraisemblable.

Si les démocrates gagnaient le New-York, ils auraient alors, avec leurs 161 voix supposées acquises d'avance, 197 voix; il leur en faudrait encore conquérir 27 parmi celles des États douteux; et s'ils ne pouvaient empêcher les républicains de prendre l'Indiana (15), le Kansas (10) et la Californie (9), soit 34 voix, ils seraient encore battus d'une voix, n'en obtenant que 223 contre 224. Mais ils n'ont aucune chance d'avoir même ces 223 voix.

Auguste Moireau.

AU RÉGIMENT (1)

LE DRAPEAU

Mais la suite lui prouva qu'il est plus aisé de suivre la mauvaise voie que la bonne. Ses gradés étaient *butés* sur lui, et il manqua souvent se décourager, tant il eut de peine à regagner le terrain perdu ; mais le regard bienveillant de Maleschant le soutenait et l'encourageait; de nouveau, il s'intéressa à l'exercice.

Mais surtout il se complut à la tâche qui lui était donnée. Ces pauvres êtres incultes, les cinq illettrés, avaient ému sa bonté et son altruisme sincère. Ils étaient naïfs et pleins d'hémulation, et sous la lampe fumeuse qui les éclairait, ils s'efforçaient, en suivant les lettres de leurs gros doigts maladroits, de déchiffrer le sens des caractères mystérieux. Parfois, Maleschant survenait inopinément, les interrogeait avec douceur, et, constatant chaque jour un nouveau progrès, partait après un mot d'encouragement aux élèves; mais le professeur n'avait encore reçu aucun éloge, quand il s'entendit, longtemps après sa première conversation, appeler par Maleschant; et celui-ci lui dit ces simples mots :

— C'est bien! Vous avez tenu parole. Je suis content de vous.

Mais, comme il parlait ainsi, un joli sourire transformait sa physionomie, retroussant la moustache sur ses dents blanches, adoucissant les yeux, éclairant son visage; et ce fut la récompense de Pierre; ce sourire, qu'il n'avait jamais vu sur la bouche sérieuse de son chef, le paya de ses peines; à l'émotion qui l'étreignit soudain, il comprit les aveugles dévouements qu'ont inspirés ceux qui conduisent les troupes...

Une période de calme suivit. La résignation s'était faite en lui, et il entrevoyait sans trop de crainte les mois qui le séparaient de la liberté. Seules, les lettres de son amie mettaient une ombre attristante dans cette paix nouvelle; mais elles ne produisaient plus sur lui l'action démoralisante des premiers jours; une quantité suffisante d'espoir s'y mêlait pour qu'il reprît courage après un peu d'abattement : tenacement, il voulait voir l'avenir moins sombre.

Ce fut dans une telle disposition d'esprit qu'il prit part à une cérémonie militaire dont son esprit devait garder la profonde impression. Un matin, le rapport apportait à la compagnie l'ordre de se rendre en ville le lendemain, pour une revue où le drapeau serait présenté aux jeunes soldats. Quelque gaieté se répandit parmi les hommes, à l'idée de cette promenade sans fatigue à la ville proche; les jeunes s'affairèrent, un peu craintifs, en préparatifs de départ, sous l'œil narquois des anciens qui s'amusaient à les effrayer par de terribles récits concernant la sévérité du colonel.

Le lendemain, sous un pâle soleil d'hiver, la route fut gaie, toute en rires et en causeries, et les plaisanteries ne cessèrent dans la colonne que lorsque, prenant le pas accéléré, elle fit son entrée dans la ville.

Les bleus retrouvèrent, ensoleillée et gaie, cette même cour de caserne où ils avaient fait autrefois une entrée si triste, par une journée grise, sous un ciel sombre. Aujourd'hui, l'immense quartier semblait en fête. Rassemblés devant la grille, les tambours et clairons sonnaient le rappel de pied ferme, et les compagnies sortaient en ordre de leurs casernements. Comme la 14ᵉ, elles étaient en grande tenue, et les épaulettes rouges sur les capotes bleues, les pantalons garance, les képis, les équipements bien astiqués, les gants blancs, l'acier poli des culasses formaient un gai bariolage de couleurs que rehaussait, par places, l'or des épaulettes et des galons des officiers. Durant quelques minutes, il y eut un apparent désordre : les bataillons évoluaient pour gagner leurs emplacements respectifs; puis des commandements brefs éclatèrent, se croisant et se répondant, et tout fut en ordre, le régiment, en ligne déployée, occupant les quatre faces de la cour. De nouveau brilla l'éclair de tous les clairons, montés d'un geste brusque, et la sécheresse de quelques notes détermina, sur toute la ligne, le bourdonnement de l'appel fait dans les escouades; puis un « coup de langue », puis deux, et les officiers de semaine se hâtèrent vers le centre de la cour où les attendait, pour « recevoir l'appel », l'adjudant-major de semaine, à cheval.

De tous ses yeux, Pierre regardait. Il ne lui avait pas été donné encore de voir tout son régiment rassemblé; et ce carré immense de baïonnettes, dans l'absolu silence et la parfaite immobilité, donnait l'impression d'une force énorme, mais obéissante et

(1) Voyez la *Revue* des 1ᵉʳ, 8, 15, 22, 29 septembre, 6 et 13 octobre.

calme, consciente et sûre d'elle-même, qui, sur un signe de son chef, s'ébranlerait et bondirait, puissante et déchaînée. Et il pensait : « Tous ces hommes sont mes *camarades*. Avec ces deux mille inconnus, j'ai un lien commun, une sorte de parenté spirituelle, ce numéro que nous portons tous, au collet et à la coiffure. Et ainsi, par toute la France, il y a près de deux cents régiments comme celui-ci ; avec ceux-là encore, j'ai la parenté de l'uniforme. Deux cent mille jeunes gens, vêtus comme moi, sont mes *camarades* d'arme. A côté des lignards, il y a les chasseurs, les zouaves, il y a les tirailleurs, les coloniaux qui, tous, sont fantassins comme moi. Et les soldats du génie, et les artilleurs, et les cavaliers, et les tringlots, sont mes *camarades* aussi, liés à moi par cette franc-maçonnerie qui s'appelle la fraternité d'armes ; tout homme qui appartient à l'armée est mon *camarade;* et, de l'ensemble de nos faiblesses individuelles, on forme cette puissance collective qui est l'armée, où chacun doit savoir se sacrifier pour le salut de tous. » L'armée lui apparaissait une chose énorme et fantastique, un corps immense dont chaque soldat était une molécule, une force formidable et terrible dont chaque combattant détenait une part. De confuses pensées, qui ne l'avaient jamais hanté, lui étaient suggérées par la matérialisation, devant ses yeux, de cette idée : l'Armée ; et il se laissait aller à rêver... « C'est pourtant sur elle que le pays compte pour veiller. Elle est le gardien debout au seuil de la maison, pour en défendre l'accès. Combien ce rôle serait beau, si... si l'idée de patrie n'était point si étroite, et l'idée de guerre tellement inhumaine !...

Il rêva longuement, présent de corps seulement aux alignements qui s'effectuaient ; maintenant, il était près de regretter son incroyance. N'était-ce point, déjà, un acheminement à croire ?... Cependant, ses yeux erraient sur les aspects des choses... Les couleurs vives des uniformes tranchaient violemment sur les bâtiments aux teintes neutres, et là-haut, par delà le rouge ou le brun des tuiles, le ciel était un enchantement dont son regard se délecta. Une nuance indéfinissable planait, exquisement délicate, comparable seulement à de la soie gris perle qui aurait eu des reflets roses ; plus haut la nuance changeait, devenait vert d'eau à reflets gris, mais d'un vert très clair, impalpable, que l'œil devinait plutôt qu'il ne le voyait ; et au zénith régnait le bleu, un bleu si pâle qu'il semblait un gris bleuté, très doux. Et les nuances se fondaient et se dégradaient entre elles, avec une délicatesse infinie qui ravissait les yeux de Pierre. « Quelle douceur ont ces ciels d'hiver, pensait-il, une douceur touchante d'anémique ! Ils sont comme des visages de convalescents jeunes, pâles, mais transparents, avec le sang nouveau et la santé prochaine se devinant au travers ; sous les nuances pâlies de l'hiver transparaît et se pressent le bleu du renouveau prochain. »

— Garrrrd'avôôô !

— Porrtez vos arrrmes !

Les commandements allongés du lieutenant-colonel arrachèrent brusquement le jeune homme à sa rêverie ; ceux que répétèrent alternativement les quatre chefs de bataillon immobilisèrent la troupe ; puis, automatiquement, avec un bruit sec et métallique, les armes furent portées pour rendre honneur au commandant du régiment qui venait de paraître à l'entrée de la cour. Au milieu d'un recueillement absolu, le lieutenant-colonel se porta vers son supérieur, au galop rassemblé de son grand cheval bai, et le salua du sabre, d'un geste large. Le colonel, de la main droite portée à son képi, rendit le salut au régiment tout entier. Puis, au pas, il passa devant le front des troupes ; pas une tête ne bougeait, et, dans le grand silence impressionnant, on entendait seulement le pas ralenti des chevaux. Il passa devant Pierre, dont le cœur battait sourdement, comme si l'officier eût pu deviner en lui le combat qui s'y livrait ; ses yeux croisèrent ceux du jeune soldat, et celui-ci ne devait jamais plus oublier ce regard perçant et calme sous les sourcils grisonnants, cette sérénité grave derrière quoi tenaient cinquante-deux ans d'une vie modeste et droite, tout entière consacrée au devoir.

Maintenant, il était passé ; la troupe avait été mise au repos. Un clair et puissant « garde à vous ! » l'immobilisa de nouveau ; le chef de corps venait de tirer son sabre qu'il élevait. Et voici qu'un frémissement parcourut les rangs : « Le drapeau... le drapeau... » Les bleus s'oubliaient à parler, dans l'émotion qui les saisissait. Mais nul ne le leur reprocha.

L'emblème, en effet, venait de paraître, porté par un lieutenant ; sa garde l'entourait. Il s'arrêta face au colonel, au centre de la cour. Sur cette scène planait un tel silence que l'on entendit distinctement les trois heures sonner au loin, à un clocher de la ville.

Alors, d'une voix forte et bien timbrée, lente aussi et dont personne ne perdit un mot, le colonel parla :

« Jeunes soldats !

« Voici votre drapeau !

« J'ai attendu, pour vous le présenter, que vous ne fussiez plus des recrues bégayant encore les premiers mots de leur nouveau métier, mais des hommes rompus déjà à ses exercices et à ses fatigues, conscients de la dignité de leur état et de l'honneur de servir leur pays. Aujourd'hui vous êtes tout cela, et je sais que chacun de vous comprendra l'importance et la grandeur de cette cérémonie.

« Ceci est votre drapeau, c'est-à-dire l'emblème

de la patrie. La France vous le confie pour que, aux heures terribles, son souvenir, sa pensée soient là, matérialisés sous nos yeux dans les plis de cette soie signée de noms de victoires; pour ranimer au besoin nos courages défaillants; pour nous grouper autour de lui, comme autour du clocher natal; et pour que nous le suivions toujours, partout, vers la victoire, où il nous guidera.

« Regardez bien, jeunes soldats, le drapeau de votre régiment. Lisez les noms glorieux et vibrants brodés en or sur ses quatre coins : Marengo, Iéna, Inkermann, Solférino, quatre victoires, choisies entre celles où fut, plus vaillant encore que de coutume, le vaillant régiment auquel vous avez l'honneur d'appartenir. Ce que firent nos devanciers, en ces luttes de géants, je ne vous le redirai pas : vos officiers déjà vous l'ont appris, vous savez à quel prix le corps acquit le droit de fixer sur la soie ces noms éclatants. Il nous transmit ainsi un héritage bien lourd à porter, à nous qui voulons nous montrer dignes de nos aînés, et faire aussi bien qu'eux.

« Vous allez, pour la première fois, rendre les honneurs à votre drapeau. Saluez-le dans vos cœurs en même temps que vous lui présenterez les armes. Songez que cette soie tricolore représente pour vous ce qu'il y a de plus sacré au monde, la patrie! Rappelez-vous que celui qui, par lâcheté, abandonne son drapeau, est indigne d'être soldat, indigne d'être Français, qu'il n'est pas assez de mépris pour le flétrir. Pensez qu'en un jour de bataille, votre devoir est de vous serrer autour de lui, de le porter à la victoire, ou de le défendre jusqu'à la mort.

« J'ai foi en vous. Ce drapeau, jeunes gens, je vous le confie. Au fond de vos cœurs, jurez-vous à vous-mêmes de lui être fidèles, de le défendre vaillamment, de le mener à l'honneur. Soyez les dignes successeurs de ceux qui vous précédèrent et qui versèrent si généreusement leur sang... Vous les imiterez, j'en suis convaincu, vous porterez sans défaillance le lourd héritage d'honneur et de gloire; vous saurez défendre, et tenir haut et ferme, l'emblème sacré que je vous confie; et vous saurez aussi, si l'occasion vous est donnée, inscrire dans ses plis de nouvelles victoires. »

Le colonel se tut un instant. Les rangs avaient frémi; tous les visages étaient pâles. Alors, il leva son épée.

« Et maintenant, saluez pour la première fois le drapeau de votre régiment, en prononçant au fond de vous-mêmes le serment de fidélité.

« Portez vos armes!

« Présentez vos armes!

« Au drapeau! »

Nerveusement, violemment, les armes sonnèrent aux mains des soldats. Et la ligne blanche des baïonnettes domina les fronts pâlis, comme une lueur d'espérance; les sabres des officiers s'élevèrent; et tous les cuivres de la musique, les tambours, les clairons, éclatèrent, redisant à deux reprises la sonnerie « au drapeau! »

Ce fut, dans la vie de Pierre, une minute unique et grandiose. Tout à l'heure, soudainement, il s'était fait en lui comme une révélation aux vibrantes paroles de son chef... Cette évocation du drapeau précédant la marche glorieuse du régiment sur les champs de bataille de l'Europe!... Cette intuition qu'il venait d'avoir, du même drapeau claquant au vent d'Est, en une journée de massacre, sur quelque plaine lorraine, champ de bataille gigantesque où deux races se choqueraient pour s'exterminer! Un frémissement inconnu le secouait, il comprenait qu'il ne serait pas le dernier à suivre et à défendre le symbole de soie brodée, et que ses rêves généreux d'amour pour l'humanité cèderaient au sentiment plus immédiat d'amour pour le sol natal.

Le soleil se mourait dans le ciel changé; là-haut, ce n'était plus du gris et du rose; il s'y mêlait une nuance lilas, très claire, qui venait recouvrir les deux autres, et dont l'envahissement gagnait. Mais elle ne devait pas être définitive, et c'était le rose qui l'emportait enfin, empourprant l'espace infini d'une lueur impressionnante d'apothéose...

Et cependant, à l'entraînante harmonie des musiques, au heurt sec des armes dans les mains robustes, gagné par l'émotion de la cérémonie grandiose, Pierre, pour la première fois, dans le frémissement contenu de deux mille hommes, sentait passer l'âme de la Patrie...

Le temps coula; l'hiver toucha à sa fin. Pierre, maintenant, vivait l'esprit calme, sans tristesses. Ses efforts pour bien faire, afin d'être agréable à Maleschant, avaient été si sincères qu'il en était venu à se suggestionner lui-même; de nouveau, il subissait, sans s'ennuyer, les exercices. Pour lui, les jours passaient vite. Au reste, la partie la plus ingrate de l'instruction était achevée aujourd'hui; l' « instruction individuelle » était loin, loin aussi l' « instruction de l'escouade à rangs serrés ». Le dressage de l'escouade en vue du combat, le service en campagne, le tir prenaient maintenant toutes les heures de travail. Pierre s'y intéressa. Dans le tir, il trouvait des satisfactions de vanité, s'y étant découvert de l'adresse; « l'ordre dispersé » et le service en campagne l'amusaient, par leur représentation plus directe de la guerre... Sur une route, la compagnie marchait, précédée de son avant-garde complète, *éclaireurs, pointe, tête, gros;* et l'on simulait les différents incidents qui peuvent surgir : rencontre d'isolés, fouille d'un bois, d'un ravin, d'une maison, d'un village, avec

les patrouilles voltigeant sur les flancs, comme des essaims protecteurs. Ou bien on se plaçait en avant-postes, les deux pelotons de la compagnie formant chacun un petit poste, et opposés l'un à l'autre. Ils dissimulaient soigneusement leurs positions, leurs lignes de sentinelles, pour rendre plus difficile la tâche des patrouilles. Et c'était successivement, pour l'instruction des jeunes soldats, placés en sentinelles, l'arrivée sur la ligne de « déserteurs », la crosse en l'air, d'*isolés*, civils ou militaires, d'un parlementaire, — deux soldats dont l'un portait un mouchoir au bout de son fusil; puis venait la patrouille ennemie, envoyée pour reconnaître l'emplacement du poste, et qu'il fallait dépister ou faire repousser par une contre-patrouille; et les exercices se terminaient avec l'attaque du poste par une troupe ennemie.

Tout en s'amusant de cette petite mise en scène, Pierre se reprochait cette faiblesse de se complaire à un jeu presque puéril, image de la guerre abhorrée. « Est-ce donc, pensait-il, qu'au fond des plus policés d'entre nous dorme un peu du barbare sanguinaire, épris de sang et de combats ? »

Mais il se rebellait en vain. Les exercices nouveaux, malgré leur signification brutale, l'*amusaient* vraiment, comme les répétitions d'une pièce où il aurait eu son petit rôle à jouer : le service en campagne, qui est la science de conduire les hommes à la guerre, en assurant leur sécurité pendant qu'ils marchent, leur tranquillité quand ils se reposent; exercices de combat où, avec des armes vides, ou bien en tirant d'inoffensives cartouches, les chefs forment leur coup d'œil tandis que les soldats s'habituent à viser des hommes, s'animent contre ceux qui sont « l'ennemi » du moment, d'une sorte de colère rageuse si le combat fictif est longuement disputé. Et les tirs, où l'on se familiarise avec l'arme qui devrait un jour donner la mort, où l'on s'exerce à tuer, où le but, — une silhouette humaine, — fait penser à l'homme, de chair et d'os, que l'on tiendrait au bout de son fusil. Et c'était en vain que Pierre cherchait à s'excuser à ses propres yeux en voulant attribuer au ciel rasséréné les heureuses dispositions où il vivait depuis quelque temps, et que la pensée de l'avenir si incertain ne parvenait pas à assombrir. Car il y avait en réalité deux raisons à son changement : l'une qui était le calme de sa conscience, apaisée depuis qu'il remplissait son devoir; l'autre, moins élevée, résidant dans ce simple fait, qu'il vivait plus tranquille maintenant qu'il ne s'attirait plus d'observations. Au reste, qui peut dire si, dans le plaisir qu'il prit alors aux exercices de combat, n'entrait pas un instinct confus, un atavisme qu'il ignorait? En lui, peut-être, revivait un ancêtre guerrier, mort depuis des siècles.

Cependant, Maleschant continuait à l'observer avec attention. Une sympathie réelle l'attirait vers ce garçon, chez lequel il devinait un caractère. Les fluctuations dans sa conduite, de ce soldat un peu exceptionnel, décelaient sans doute une crise morale qu'il traversait; ayant jugé ainsi, sentant qu'une trop grande sévérité eût été maladroite, Maleschant usa d'une indulgence qui ne lui était pas habituelle, attendant, pour sévir, d'avoir la preuve certaine d'une mauvaise volonté évidente. Comme il l'espérait, cette preuve ne lui fut pas donnée. Son intervention personnelle auprès du soldat dévoyé eut le résultat qu'il en attendait : Delbard s'amendait, montrait un désir sincère de racheter ses erreurs d'un moment. L'officier constatait maintenant, avec une satisfaction croissante, qu'il ne s'était pas trompé sur le compte de son inférieur; on pouvait tout espérer de cette nature franche. Il connaissait le prix d'un mot bienveillant de lui, qui en était avare, et il en usait avec habileté dans son commandement. Autant ses reproches cinglaient, parce qu'ils frappaient juste, autant une parole d'encouragement rendait heureux celui qui la recevait; mieux que par des punitions, il obtenait ainsi des résultats effectifs.

— Bien, Delbard ! Ça va mieux ! Beaucoup mieux !

Ces mots, ou d'autres semblables, il les dit, en quelques jours, à Pierre, de sa voix un peu métallique, en les accentuant d'un regard qui en appuyait la signification. Cela était sur le terrain de manœuvre, en présence des autres soldats, et c'était, en même temps que le pardon du passé, une invite à la persévérance, une marque d'estime, un encouragement pour l'avenir.

Pourquoi donc, en s'entendant parler ainsi, Pierre sentait-il son cœur battre plus fort, pourquoi rougissait-il de plaisir, pourquoi cette joie intense qui l'emplissait ?... Car il était heureux, indéniablement, de ces brefs compliments, et pourtant, son orgueil et sa vanité ne s'en pouvaient accommoder. Son Moi sceptique et gouailleur raillait son Moi sincère et de premier mouvement : « Quoi donc ?... Suffit-il d'une telle approbation pour me rendre tout joyeux, comme un écolier qui a bien su sa leçon ? Faut-il que nous soyons ondoyants et faibles, pour que les principes les plus fermes chavirent ainsi sous l'influence d'un chatouillement d'amour-propre ! Pauvre, pauvre nature humaine ! »

Mais c'étaient là les soubresauts suprêmes de son orgueil en révolte. Une véritable émotion le prenait, quelques jours après, lorsque, Maleschant l'ayant appelé à lui, parlait ainsi, avec le mâle sourire qui adoucissait et embellissait son visage fermé : « Après les justes reproches, les compliments mérités. Les petites faiblesses d'autrefois sont oubliées. Vous avez tout racheté, et vous êtes aujourd'hui mon

meilleur soldat. Les illettrés, dont je vous ai chargé, prospèrent, et font de rapides progrès. Je suis content. Avez-vous quelque faveur à me demander, désirez-vous une permission? Parlez sans crainte ! »

Ce fut tout spontanément, sans une arrière-pensée, et avec un abandon dont il s'étonna lui-même que Pierre répondit :

— Mon lieutenant, je suis infiniment touché de votre bonté et des encouragements que vous voulez bien me donner. En me conduisant bien, je fais mon devoir strict, rien de plus. Je ne mérite aucune récompense. Au reste, je n'ai point, pour l'instant, de faveur à vous demander. Mais sans doute n'en sera-t-il pas toujours ainsi, et je n'hésiterai pas, alors, à user de votre bienvaillante autorisation.

« Quel drôle de garçon ! pensait l'officier un peu après. Tout autre eût sauté sur l'offre que je lui faisais. Mais, est-ce bien sincère, ce refus d'une faveur franchement offerte ?... N'agirait-il pas ainsi par calcul, afin de se faire valoir à mes yeux ?... Mais non, pourtant ! Il n'y a rien en lui d'hypocrite; il n'hésita pas, voici quelque temps, à me répondre de façon qui aurait pu me déplaire. Non certes, il n'est pas faux. C'est un homme, ce petit soldat ! »

De ce jour, il l'estima davantage encore, pour sa réserve fière. Et Pierre dut à son attitude discrète l'offre nouvelle que lui fit peu de temps après l'officier, offre vraiment significative pour qui connaissait la presque sauvagerie de Maleschant.

— Vous avez refusé l'autre jour, lui dit-il, la permission ou la faveur qu'il m'eût été agréable de vous offrir. Je ne vous en ai pas voulu, bien au contraire, estimant à son prix votre discrétion. J'eusse aimé, pourtant, vous être agréable, et voici ce à quoi j'ai pensé. Certainement vous devez souffrir de la promiscuité imposée par votre existence actuelle, de cette vie spéciale de la chambrée, côte à côte avec des camarades qui, pour être de très braves gens, n'en ont pas moins des conceptions tellement différentes des vôtres...

— Ils sont du peuple, dont je sors ! interrompit Pierre, vivement. L'absurde crainte que l'officier lui tendit un piège, pour lui faire trahir ses camarades, venait de traverser sa pensée; le défenseur des humbles se réveillait en lui.

— Sans doute, sans doute... reprit Maleschant, souriant de cette vivacité : elle ne pouvait pas lui déplaire, étant une preuve de plus de cette franchise qu'il aimait chez le soldat. « Mais, pour avoir avec eux une origine commune, vous n'en possédez pas moins des aspirations fort divergentes. Est-ce que je me trompe? »

Rassuré, Pierre sourit, et avoua : « Mon lieutenant, vous avez deviné juste. C'est un peu dur, la chambrée. Mais, qu'y faire ?... Je ne puis qu'accepter ce petit ennui avec courage.

— Et vous avez parfaitement raison. Cependant, il me semble (ou je me trompe fort) que vous devez éprouver parfois quelque gêne de votre entourage, un besoin de vous isoler un peu. N'est-il pas vrai?

— Oh ! si... bien vrai !

— Eh bien ! conclut Maleschant sur un ton tout à fait amical, si cela peut vous faire plaisir, venez donc me voir quand vous vous ennuierez. Nous causerons; cela vous sortira un peu de votre milieu habituel, et moi, je serai heureux de vous mieux connaître.

— Oh ! mon lieutenant, en vérité, je...

Pierre restait sans voix, balbutiant de surprise, n'en pouvant croire ses oreilles. Était-ce bien, celui qui venait de parler avec tant d'amabilité, avec un sourire encourageant, le même Maleschant froid, hautain, qu'il connaissait? Que se passait-il donc? Mais l'autre ne lui laissait pas le temps de se reconnaître, disait en souriant : « Alors, c'est entendu ! » — Il ne voulait pas se laisser remercier, et, faisant de la main, à Pierre, un signe d'adieu, il sifflait la reprise de l'exercice.

Ce fut, pendant les minutes qui suivirent, un véritable désarroi dans les pensées de Pierre. Ce qui lui arrivait était tellement inattendu !... Il ne savait s'il devait s'en réjouir... Car il était un peu mécontent de lui-même. N'avait-il pas, en présence d'un « chef » laissé percer comme une ombre de mépris vis-à-vis de ses camarades ? Et quelles conclusions celui-ci n'en avait-il pas tirées? N'était-ce point un acte de mauvais frère qu'il avait commis vis-à-vis de ses égaux ? Ne les avait-il point trahis ?

Comme toujours, depuis des mois, c'était le même combat entre l'ancien et le nouvel homme, et toujours le nouvel homme l'emportait, tout en déplorant sa victoire. Cette fois encore, ce fut la satisfaction vaniteuse d'avoir été « distingué » qui prit le dessus. Non, certes, Maleschant n'avait point provoqué ses confidences pour en abuser ensuite. Il l'avait simplement traité en camarade, ou mieux, en *homme* capable de le comprendre. Et son orgueil s'exaltait de la flatteuse distinction venant d'un tel caractère.

Il n'y a point lieu de s'étonner outre mesure de l'impression produite par cette gracieuseté de son chef sur un esprit tel que celui de Pierre, pourtant bien prévenu contre tout entraînement de ce genre. L'influence d'un officier sur ses hommes peut être énorme, s'il y veut mettre quelque habileté. Plus que tout autre, il est le chef indiscuté, à l'autorité absolue, exigeant, par la fonction dont il est revêtu, l'obéissance immédiate et passive. Aux yeux de ses inférieurs, il a le prestige de tout instructeur, de son

indiscutable supériorité en tout ce qui touche son métier, souvent celui d'une grande habileté aux exercices de corps ; et surtout, dès leur premier jour de caserne, les soldats ont été façonnés au respect de cette catégorie d'hommes dont la hiérarchie fait une caste à part. Pour bien des âmes simples de ruraux, l'officier apparaît comme un être d'une essence différente de la leur, et le frottement seul d'autres hommes moins naïfs peut dissiper cette vénération.

Pierre était bien le dernier qui dût éprouver de tels sentiments, vis-à-vis surtout de chefs militaires. Après les avoir méprisés et haïs, il ne pouvait, semblait-il, les respecter ou les aimer. Mais Maleschant possédait au plus haut degré ce don du commandement qui fait les chefs craints et estimés tout à la fois. Son influence sur ses inférieurs était telle qu'il échappait presque à cette raillerie sournoise qui épargne peu de supérieurs, dans tous les états ; et il devait cette faveur, sans doute, à ce que, parlant peu, sobre de paroles comme de gestes, toujours froid et maître de lui, il évitait ces mots maladroits ou malheureux dont s'empare avec joie la malignité des inférieurs, en même temps que son élégance discrète, son habileté extrême dans les sports lui donnaient l'avantage d'une supériorité extérieure et physique. Il en imposa à Pierre comme il en imposait aux autres hommes ; et l'extrême réserve qui lui était habituelle donnait d'autant plus de prix à ses moindres paroles.

FERNAND DACRE.

(A suivre.)

LES CONGRÈS DE L'EXPOSITION

Entre Féministes.

Le Féminisme est un parti, ayant comme objectif de revendiquer certains droits économiques, civils et politiques pour la totalité des femmes. Comme tous les partis, qui veulent affirmer la nécessité de leur existence, le féminisme fut, à son début, exagéré dans ses revendications, et provocant par la façon dont il les exprimait. Il donnait aussi l'impression d'une agglomération chaotique sans lien doctrinal. Rappelez-vous les séances mémorables du Congrès de 1896. Le silence y régna difficilement et la Presse parisienne y trouva de multiples occasions de s'indigner ou de sourire. Les propositions les plus invraisemblables se heurtèrent au milieu du bruit général. On y prêcha un néo-malthusianisme antisocial. Un féminisme idéologique s'opposait à ce qu'on exposât, sous une forme pratique, des revendications légitimes, d'ordre économique ou civil...

... Et j'en aperçois bien la cause. C'est que les femmes ne forment point une classe distincte dans la nation. Elles ne sont point groupées en une masse homogène par un ensemble d'intérêts, les mêmes pour la totalité des femmes. Les cadres sociaux qui parquent les hommes en communautés distinctes, les maintiennent, elles aussi, en une opposition irréductible. Il y a les mêmes heurts d'intérêts et de tendances entre la femme du monde et sa servante qu'entre le patron d'usine et ses ouvriers. En 1896, c'était surtout une fraction de la bourgeoisie féminine qui réclamait une place moins sacrifiée dans la société civile, et qui, pour donner une valeur idéale à ses protestations, accueillait, comme un évangile nouveau, les vagues rêveries de quelques écrivains sans lecteurs. Elles subissaient encore, malgré leur volonté d'émancipation totale, l'empreinte du cerveau masculin. Unies momentanément à ces bourgeoises détraquées, un certain nombre de femmes du peuple, d'ouvrières, que l'acuité des crises économiques ont jetées dans le prolétariat, écoutaient leurs conseils de *séparatisme* et se seraient laissé entraîner dans une lutte impie contre leurs camarades masculins de l'usine et de l'atelier, si quelques femmes de grand sens ne s'étaient trouvées mêlées à ces énergumènes et n'avaient compris quelle est l'orientation logique de ce mouvement naissant.

Il n'a pas fallu plus de quatre années pour que l'ordre soit né du chaos, et qu'un parti homogène, prêt aux réformes pratiques immédiates, se soit substitué au parti d'agitation vaine, qu'était le féminisme à son début.

Ce Congrès, qui vient de se tenir au palais de l'Économie sociale, m'a révélé l'existence d'un mouvement de femmes prolétaires décidées à réclamer des pouvoirs publics et, au besoin, à imposer, par l'organisation syndicale, un certain nombre de réformes économiques. A côté, coexiste un mouvement bourgeois qui se confond avec le précédent sur le terrain de la plupart des revendications civiles et ne s'en distingue qu'à propos de certaines transformations dans la législation du mariage, qui l'intéressent plus particulièrement. Mais on sent bien que le courant économique impose à l'autre sa direction et que les ouvrières ont, par leur exemple, écarté les bourgeoises des voies excentriques, où elles se seraient engagées, sans elles.

Pour éviter dans cet article les confusions dont les féministes ont su se garder, je diviserai donc l'exposé de leurs revendications en deux catégories, suivant qu'elles sont économiques ou civiles.

Revendications économiques.

Ceci intéresse surtout les femmes qui travaillent pour assurer leur existence. N'allez pas croire que leur nombre soit infime. Une statistique, dont les

chiffres n'ont pas encore été révélés officiellement, prouve que, dans l'industrie, le commerce et la domesticité, c'est-à-dire pour tout le travail national, sauf celui de l'agriculture, dont les chiffres ne sont pas encore connus, on compte 2 565 625 femmes contre 3 428 908 hommes — c'est donc à près de la moitié du travail accompli en France que les féministes veulent assurer un taux normal. Or vous savez que le travail de la femme est presque toujours considéré comme inférieur à celui de l'homme et rémunéré sur des bases différentes. La femme devient ainsi la concurrente, sur le marché du travail, de son frère et de son époux. Cet état de choses, qui crée un antagonisme entre les deux sexes, les féministes souhaitent le voir cesser et elles ont émis le vœu que, le principe « à travail égal salaire égal » étant un *principe de stricte équité, les administrations nationales, départementales, communales et hospitalières donnent l'exemple aux patrons en rétribuant de même façon les femmes et les hommes qu'elles emploient.*

M. Gelez, conseiller municipal de Paris, a donné d'excellents motifs d'adhésion à ce vœu. « Au point de vue politique, économique et social, a-t-il dit, la femme, comme l'homme, a droit à la liberté; elle a droit à un salaire lui permettant de vivre par elle-même avec son seul travail, ce qui la rendra indépendante. Au point de vue plus particulièrement économique, la payer souvent moitié moins que l'homme, c'est la rendre esclave et tributaire de l'homme, c'est provoquer l'avilissement des salaires en favorisant la main-d'œuvre féminine; c'est chasser progressivement l'homme de l'atelier pour qu'il y soit remplacé par la femme au bénéfice de l'employeur, parce qu'il paye cette dernière moins cher que l'homme; c'est enfin créer, au profit du capitalisme, l'antagonisme entre l'ouvrier et l'ouvrière, et comme nous voulons la réunion et l'union de tous les travailleurs sans distinction de sexe, nous ne permettrons jamais aux capitalistes, par la différence de salaire de l'homme et de la femme, de jeter parmi nous des ferments de désunion et de discorde. »

A ce propos, M. Gelez tient à prouver au Congrès qu'il ne se contente point d'affirmations platoniques. Il donne lecture du texte d'une proposition qu'il a faite au Conseil municipal et qui a pour but de relever les salaires des travaux de couture pour les ouvrières de l'Assistance publique, qui sont employées au dehors. Ces salaires sont tellement ridicules qu'une femme travaillant dix heures par jour arrive à gagner cinq francs par semaine.

Cet exemple paraît si décisif que le Congrès vote par acclamation, sans prêter assez d'attention à un amendement de Mme Élisabeth Renaud, invitant les intéressées à se syndiquer, à se grouper étroitement, seul moyen d'arriver au résultat désiré.

Ensuite, une assez longue discussion s'engage sur le vœu tendant à *l'abrogation de toutes les lois d'exception qui régissent le travail des femmes.*

Deux tendances se manifestent dans le Congrès. Certaines féministes, comme Mme Vincent, se déclarent pour la protection du travail des femmes. Elle cite des maisons de couture de Paris où les ouvrières travaillent jusqu'à onze heures du soir, sans avoir dîné; la journée commence généralement entre huit et neuf heures, et, lorsqu'il y a un travail supplémentaire, malgré toutes les visites des inspecteurs et des inspectrices, le travail se fait, quelle que soit l'heure.

Mais Mme Marguerite Durand, directrice de *la Fronde*, produit un argument, qui paraît décisif, en faveur de la liberté du travail. Mme Vincent a parlé d'une industrie féminine n'ayant pas à redouter la concurrence du travail masculin. Que les lingères, les fleuristes, les couturières se prononcent pour le maintien d'une loi qui réglemente la durée de leur travail, cela est compréhensible. Mais toutes les travailleuses femmes qui ont les travailleurs hommes pour concurrents dans le métier qu'elles exercent, se sont toujours prononcées contre la suppression d'une loi qui les opprime et dont le seul résultat certain a été de les faire renvoyer des maisons où on les employait. C'est ainsi que, d'après la loi de 1892, le travail de nuit étant interdit pour les femmes, les typographes de la *Fronde* ont failli être victimes de cette mesure de protection.

Mais, à mesure que la discussion se précise, on comprend que partisans de la protection et partisans de la liberté sont d'accord pour constater les effets funestes de la loi de 1892, qui édicte des mesures de protection spéciales pour les femmes ouvrières et pour souhaiter cependant que le travail de l'ouvrière soit protégé, mais au même titre que celui de l'ouvrier.

Un amendement de M. Tarbouriech sanctionne cet accord. Le vœu qui est adopté se trouve donc être le suivant : « Le Congrès émet le vœu que toutes les lois d'exception qui régissent le travail des femmes soient abrogées... et remplacées par l'application à toute la population ouvrière, et sans distinction de sexe, d'un régime égal de protection. »

C'était le point essentiel élucidé. Ce qui suivit ne fut pas l'objet de contestations. On fut unanime à entourer l'œuvre de la maternité de toutes les garanties possibles de confort et d'hygiène.

« L'époque viendra, dit Mme le docteur Edwards Pilliet, où la femme sera considérée dans la période de gestation et d'allaitement comme un véritable *fonctionnaire social;* pendant cette période, elle est le débiteur de la société qui lui doit, en échange de l'énorme effort de la maternité, la nourriture, l'habi-

tation, le repos indispensables pour faire un être de beauté, aussi parfait qu'elle en est capable; mais en attendant cette époque, il faut faire quelque chose pour la mère. »

On se préoccupera donc d'obtenir que, dans les administrations ou manufactures de l'État, dans les établissements industriels, dans les maisons de commerce et en général dans toute entreprise civile ou autre, les femmes aient la faculté de prendre un repos de quinze jours avant l'époque présumée de leurs couches; que les établissements employeurs soient tenus de leur accorder un congé de quatre semaines après leur accouchement; que pendant la durée de ce congé la femme ait droit à une indemnité quotidienne de deux francs, au minimum, à la charge de l'État; que l'État emploie à cette cause de la maternité divers revenus à déterminer, notamment ceux que pourraient produire les bureaux de tabac directement exploités par lui.

On veillera également à ce que la mère, qui, après son accouchement, ne pourra pas justifier de moyens d'existence pour elle et son enfant, ait la facilité de se reposer, pendant un mois au moins, dans une maison de convalescence.

Rien d'étonnant à ce que ces vœux aient été émis sans de longues discussions, car les congressistes, animées des meilleurs sentiments, n'avaient point à se préoccuper de donner une forme pratique à leur *desiderata*, afin d'en rendre possible la réalisation immédiate, sans crise douloureuse ni bouleversement des bases mêmes sur lesquelles repose l'édifice social actuel. Du reste, elles sont bien pardonnables, car qui donc pourrait penser, *a priori*, que des réformes aussi légitimes que celles d'assurer son bien-être à une femme en couches puissent être d'une application malaisée!...

Revendications civiles.

Une plus exacte connaissance des cadres juridiques de la société bourgeoise guida les congressistes vers des solutions pratiques, lorsqu'il s'agit de réformer le code où Napoléon tint si peu compte des droits féminins.

Mme Marguerite Durand explique cette injustice envers son sexe avec une ingéniosité charmante : « Ne devons-nous pas reconnaître, dit-elle, que les femmes qui entourèrent Napoléon, celles de sa famille et celles qu'il aima, n'étaient pas pour donner à celui qui dictait alors ses lois au monde entier une haute idée des vertus ou plus modestement des qualités dont notre sexe se réclame pour revendiquer ses droits? Ces femmes étaient inférieures, il jugea les femmes des êtres inférieurs et fit des lois en conséquence. Nous subissons encore ces lois, nous ne voulons plus les subir. Elles ne répondent plus à l'état actuel... »

Et comme, étant présidente de séance, elle doit donner la parole au rapporteur de la commission, M. René Viviani, c'est en ces termes élégants et précis qu'elle le fait :

« Nous pouvons constater, dit-elle, avec joie et avec fierté, que les concours nous arrivent chaque jour plus nombreux et plus qualifiés pour combattre ces injustices, et je suis heureuse de vous annoncer que M. Viviani, dont vous appréciez tous le talent, l'autorité et auquel les femmes doivent presque toutes les réformes dont elles ont bénéficié, en ces dernières années, s'est engagé à présenter à la Chambre, sous forme de projets de loi, le plus grand nombre des vœux que nous avons émis à la section de législation. » Il convient de lui en exprimer ici nos sincères remerciements. M. René Viviani, aussi brillamment annoncé, ne trompe point l'attente anxieuse de tant de jolies personnes, venues pour l'écouter. Il prononce un discours d'une dialectique serrée, d'une précision de forme remarquable et dont la force réside surtout en ce qu'il n'apporte aucune affirmation hasardée, mais des faits précis, d'où découlent des conséquences nécessaires.

D'abord, il se déclare contre « l'union libre » préconisée pour l'heure présente, car il n'y a pas de pire duperie pour la femme. « Dans cette union la femme offre sa jeunesse comme une proie superbe au caprice masculin, mais ensuite lorsque, par la chute de sa beauté, elle perd sa domination précaire, elle retombe au rang de la servante qu'on chasse ou qu'on humilie. » Il n'admet pas davantage l'assimilation du mariage à un louage de service, qui n'aurait qu'une certaine durée et qui pourrait être dénoncé par les deux époux. « On se mariera comme on fera un bail pour trois, six ou neuf ans, et les deux époux, lorsque viendra l'heure de la lassitude, pourront exercer l'un contre l'autre, le droit de la répudiation. »

M. Viviani considère le mariage comme une *association libre entre les époux*, mais dans laquelle ce ne sera plus un seul être qui discute, délibère, commande et a tous les droits.

Afin d'adapter la vie civile à cette conception théorique de la famille, la commission de législation demande au Congrès de se prononcer sur la question de savoir si l'on doit supprimer, purement et simplement, l'article 213 du code civil, qui est ainsi conçu : « Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari », l'article 212 suffisant à lui seul pour définir les droits et devoirs réciproques des époux.

Mais, comme M. von Gerlach, un étranger, fait remarquer que le Congrès étant international, il con-

viendrait de généraliser au lieu de ne viser que les lois françaises, le Congrès se range à son avis et le vœu proposé se trouve ainsi formulé : « *Le Congrès émet le vœu que toutes les lois infligeant à la femme obéissance à son mari soient abolies.* » Et il est adopté à l'unanimité.

Puis on décide que le divorce par consentement mutuel sera autorisé, après que les époux auront exprimé par trois fois devant le président du tribunal civil, à trois mois d'intervalle les deux premières fois, à six mois d'intervalle la troisième fois, leur volonté de se séparer.

A noter également l'adoption d'un vœu tendant à ce que la folie, dûment constatée pendant cinq années consécutives, soit admise comme cas de divorce (mais cela seulement lorsque sera revisée la loi de 1838 sur les aliénés) et la sanction unanime donnée aux dispositions de la loi Goiraud, votée par la Chambre des députés, et qui est, en ce moment, devant le Sénat. On sait que, si cette loi est mise en vigueur, la femme pourra recevoir, hors la présence et le concours de son mari, le produit provenant de son travail et pourra librement en disposer.

Ces vœux passent naturellement sans discussion. Il n'en est pas de même du principe de la recherche de la paternité, critiqué par Mme Pognon au moyen d'arguments qui ont leur valeur.

« Le Congrès se préoccupe de voter des solutions pratiques, dit-elle. Or, la recherche de la paternité n'est pas une solution pratique. Vous n'aurez rien fait pour la mère quand vous aurez voté la recherche de la paternité. »

Il y a des femmes mariées, ayant de nombreux enfants à leur charge, qui ne peuvent absolument rien obtenir de leur mari, cependant bien reconnu père légal et légitime de leurs enfants. Quand il s'agit d'un ouvrier qui travaille à la journée, par exemple, chaque fois que sa femme voudrait mettre opposition sur son salaire, il quitterait le chantier le lendemain. Vous n'obligerez jamais un homme. qui ne veut pas reconnaître un enfant, à payer pour cet enfant.

Mme Pognon propose qu'une caisse de la maternité soit fondée dans tous les pays civilisés, et que toute femme qui réclamera la part de son enfant ait droit à cette part.

Mais, comme M. René Viviani vient dire qu'en Norvège, où elle existe, la recherche de la paternité a eu sur les mœurs une heureuse influence, on en vote le principe ; ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, les congressistes d'approuver ensuite la création d'une caisse de la maternité.

Et c'est sur des vœux de cette haute portée sociale et humaine que les féministes, réunies au nombre de plus d'un millier, dans la grande salle du Palais des Congrès ont clôturé leurs débats, qui ne furent rabaissés, je dois le reconnaître, par aucun des expédients démagogiques dont les hommes se servent trop souvent pour flatter les masses irréfléchies. Il n'est pas jusqu'à leur dernière manifestation qui n'ait eu sa source dans le plus profond de leur cœur. Avec un admirable ensemble, les membres du Congrès féministe ont exprimé le vœu que tous les gouvernements mettent en pratique les principes adoptés par la conférence de la Haye.

Il n'y avait là aucune hypocrisie. On sait bien que, de tout temps, la guerre fut détestée des mères.

LÉON PARSONS.

VARIÉTÉS

La « première » d'Iphigénie.

J'ai pris l'habitude de lire les catalogues de librairie qui me sont adressés, et je suis souvent payé de ma peine par les trouvailles que j'y rencontre. Dernièrement encore, en parcourant le *Bulletin* de Damascène Morgand (1), mes yeux s'arrêtèrent sur le titre d'un ouvrage qui n'eût pas frappé mon attention, si le volume n'avait porté, disait le catalogue, une note manuscrite en faisant, à mes yeux, tout l'intérêt. C'était le livre, nouvellement paru et très apprécié alors, de l'abbé de Saint-Réal : *La Conjuration des Espagnols contre la République de Venise en l'année 1618* (2). La note écrite sur la garde était relative à Jean Racine et précisait certains détails de la première représentation d'*Iphigénie*.

Je courus chez Morgand, sinon pour acheter le livre — on en demandait 200 francs, ce qui dépasse le taux habituel de mes folies bibliographiques, — du moins pour l'examiner et pour lire *in extenso* la note autographe dont le catalogue ne donnait qu'un extrait. Hélas ! un amateur plus diligent m'avait devancé ! Le volume n'était plus là. Quel en était l'heureux possesseur ? Le vendeur invoque le secret professionnel et garde le silence. Nous sommes donc réduits aux quelques lignes insérées au catalogue à titre d'amorce ; mais que de choses en ces lignes et surtout dans un *et cætera* qui, en nous coupant brusquement la communication, ouvre du moins un vaste champ aux hypothèses de l'imagination !

Voici la copie textuelle de l'extrait publié par Morgand : « *Ce livre m'a été donné par Jacques*

(1) Paris, passage des Panoramas, 55.
(2) Paris, Barbin, 1674, in-12, mar. rouge jans., tr. dor., édition originale.

Calais, mon mari, le 26 décembre 1674. Il m'a conduit (sic) *à Paris passer les fêtes de Noël. J'ai assisté à la première représentation* d'Iphigénie en Aulide, *de M. Racine, le 31 décembre... M. Despréaux applaudissait à tout rompre. MM. de Corneille étaient dans une loge avec M. de La Rochefoucauld et Mme de Sévigné, etc.* ».

Cette note, écrite par un témoin oculaire, nous donne d'abord, ou plus exactement nous rappelle la date exacte qu'on avait oubliée, de la première représentation d'*Iphigénie* sur le théâtre de l'Hôtel de Bourgogne, dont la troupe tragique défiait alors toute concurrence : c'est le lundi 31 décembre 1674, ainsi d'ailleurs que l'indique le *Dictionnaire des Théâtres de Paris* (1), un ouvrage qui a échappé aux recherches si consciencieuses de M. Paul Mesnard, l'érudit éditeur des œuvres de Jean Racine (2).

La *Gazette de France*, dans une chronique datée de Versailles, 24 août 1674, et Félibien dans un petit livre intitulé : *Les divertissements de Versailles* (3), nous apprennent qu'*Iphigénie* fut créée à Versailles, le samedi 18 août 1674, en présence de Leurs Majestés, de Monseigneur le Dauphin, de Monsieur, et d'un grand nombre de seigneurs et de dames. Cette tragédie, ajoute la relation, « reçut de toute la cour l'estime qu'ont toujours eue les pièces de son auteur ». Mais la date de la première représentation devant le public, à Paris, était ignorée de Louis Racine (4) et de l'abbé d'Olivet (5) ; les indications approximatives des frères Parfait (6) sont complètement erronées, et le registre de Lagrange est muet sur ce point. On ne savait donc qu'une chose, c'est que, le privilège ayant été donné par le Roi le 28 janvier 1675, la pièce avait dû être créée quelque temps avant.

Les registres de l'Hôtel de Bourgogne n'ont pas été conservés, et, sauf la Champmeslé, les comédiens qui ont incarné les personnages d'*Iphigénie* ne nous sont pas connus (7). Il ne faut pas, en effet, se fier à la distribution indiquée par Aimé Martin (1) et adoptée sans contrôle dans beaucoup de commentaires ; car elle a été imaginée après coup d'après le tableau de la troupe et les probabilités de l'interprétation. Certes, nous aurions été heureux de donner ici cette liste ; mais le catalogue de Morgand se borne à déclarer que la distribution est indiquée dans la note de la dame Calais. C'est déjà beaucoup de savoir que ce renseignement est arrivé jusqu'à nos jours, et de pouvoir souhaiter qu'il soit communiqué au public.

Le véritable intérêt des souvenirs consignés par Mme Calais sur le volume de Saint-Réal que lui a donné son mari c'est qu'ils nous ouvrent un coin de la salle de l'Hôtel de Bourgogne, berceau de notre Théâtre-Français, de sorte que notre imagination, complétant le tableau, nous représente la chambrée telle qu'elle dut être le soir du 31 décembre 1674, réunissant tout ce que la ville et la cour comptaient d'auteurs en réputation, de beaux esprits et de femmes distinguées. Les amis du poète, décidés à le défendre, les spectateurs qui se réservent, prêts à l'accabler si la fortune lui est contraire, les partisans et les détracteurs, les admirateurs et les envieux sont là, tous à leur poste.

La digne provinciale qu'est Mme Jacques Calais, dont l'attention s'est portée d'emblée sur les personnages les plus en vue, nous montre, dans une même loge, les deux Corneilles, Madame de Sévigné et La Rochefoucauld ; — sans doute, Mme de Lafayette n'était pas loin ; — elle nous signale aussi « M. Despréaux, applaudissant à tout rompre », Despréaux, le guide fidèle et l'ami sûr qui, plus tard, dans son *Épître à Racine*, rappellera en ces termes le succès de larmes du 31 décembre 1674 :

Jamais Iphigénie, en Aulide immolée,
N'a coûté tant de pleurs à la Grèce assemblée,
Que dans l'heureux spectacle à nos yeux étalé
En a fait sous son nom verser la Champeslé.

Dans l'*et cætera* suggestif qui suit ces cinq noms, il ne nous est pas défendu de voir Chapelle et Bachaumont, favorables à l'auteur, qui aimait à provoquer leurs critiques avisées et qui a dû les convier à sa première ; La Fare et Chauliou ; Furetière, qu'on dit pour quelque chose dans la comédie des *Plaideurs* (2) ; les gazetiers du

(1) T. III, p. 201. Paris, Rozet, 1767.

(2) *Les Grands écrivains de la France : Racine*. Seconde édition. Paris, Hachette, 1885 et années suivantes, t. III, p. 106.

(3) *Les Divertissements de Versailles donnés par le Roy à toute sa cour, au retour de la conquête de la Franche-Comté en 1674*. P. 61 à 64.

(4) *Mémoires sur la vie de Jean Racine*. Edition Hachette, t. I, p. 260.

(5) *Histoire de l'Académie française*, p. 264, édition in-12 de 1743.

(6) *Histoire du Théâtre français*, t. XI, p. 359, in-12, 1747.

(7) « On a peu de renseignements sur les acteurs qui ont joué d'origine dans cette pièce. » *Œuvres de Racine*, avec le commentaire de La Harpe. Additions sur *Iphigénie*, t. IV, p. 349.

(1) Voici la distribution donnée par Aimé Martin dans son édition des *Œuvres de Racine* : Agamemnon, La Fleur. — Achille, Baron .— Ulysse, Hauteroche. — Clytemnestre, Mlle Beauchâteau. — Iphigénie, Mlle Champmeslé. — Eriphile, Mlle d'Ennebaut.

(2) Il y a des rapports assez frappants entre quelques-uns des traits satiriques des *Plaideurs* (1668), le *Roman bourgeois* de Furetière (Paris, Claude Barbin, 1666, in-12), et deux satires du même auteur, le *Déjeuner d'un procureur*, et le *Jeu de boules des procureurs*,

temps : Loret, Robinet, qui, dans sa *Lettre en vers*, du 1er septembre 1674, sur la représentation de Versailles, manifeste le désir de revoir bientôt la pièce à Paris (1), Donneau de Visé, fondateur du *Mercure galant* (2), le critique dramatique d'alors, pas plus infaillible que ses confrères d'aujourd'hui, puisque à propos de *Phèdre*, il prendra passionnément parti pour Pradon ; Pradon lui-même, qui, pour ses débuts à la scène, dans cette même salle, a remporté un assez joli succès (3) ; son protecteur, le duc de Nevers, le bel esprit de l'Hôtel de Rambouillet ; François-Joseph de Clermont, comte de Tonnerre, bien moins attentif aux beautés de la tragédie qu'aux charmes troublants de la Champmeslé, auprès de laquelle il supplantera un jour le poète (4); La Fontaine peut-être, s'il n'a pas oublié le rendez-vous, grand admirateur, lui aussi, de la touchante interprète, mais rival bien peu redoutable, en dépit des galanteries semées dans ses lettres (5) et dans son conte de *Belphégor* :

> Vous n'auriez eu mon âme toute entière,
> Si de mes vœux j'eusse plus présumé.
> Mais en aimant, qui ne veut être aimé ?
> Par des transports n'espérant pas vous plaire,
> Je me suis dit seulement votre ami,
> De ceux qui sont amants plus qu'à demi :
> Et plût au sort que j'eusse pu mieux faire !

Mme Calais ne pouvait reconnaître tous les gens de lettres et de qualité qui, sous Louis XIV comme à présent, composaient le public d'élite des premières représentations d'un auteur en vogue. Et cependant, à la lueur vacillante des chandelles, il me semble bien apercevoir Coras et Leclerc (1), qui projettent sans retard d'opposer au chef-d'œuvre de Racine une pièce sur le même sujet, sorte de contrefaçon que les ennemis du poète auraient voulu exploiter contre lui, comme plus tard ils s'efforceront d'organiser une cabale analogue en faveur de la *Phèdre* de Pradon ; — Barbier d'Aucour (2) qui raillera lourdement, quelque temps après, « le caquet doucereux de l'innocente Iphigénie » et « le récit patibulaire d'Ulysse » ; — Pierre Perrault, dont l'insipide *Critique*, toute à l'avantage dees modernes contre les anciens, est conservée en manuscrit à la Bibliothèque nationale, etc. (3).

C'est sans doute au sortir de la soirée du 31 décembre que Lulli, excité par la magie des vers tragiques de Racine, et désireux de prouver qu'il ne devait pas uniquement ses succès aux vers de Quinault, mit en musique un des plus beaux passages du rôle de Clytemnestre et fit passe un frisson dans l'âme de ses auditeurs (4).

Ce n'était certes pas la bienveillance pour l'auteur qui avait groupé dans la même loge les deux Corneille, La Rochefoucauld qui, le matin même, avait revu la quatrième édition de ses *Maximes*, à la veille de paraître, et Mme de Sévigné, qui, longtemps hostile à Racine, ne lui a guère rendu justice que pour *Esther*. Elle ne fait pas la moindre allusion à *Iphigénie* dans sa correspondance, et, à propos de *Bajazet*, place Corneille bien au-dessus de son rival. « Rien qui enlève, écrit-elle, le 16 mars 1672 ; point de ces

publiées toutes deux dans les *Poésies diverses du sieur Furetière* (Paris, Guillaume de Luyne, 1664, in-12).

(1)
> Ce divertissement du Roi
> Sera donné comme je croi,
> Aux chers habitants de Lutèce,
> Qui le verront avec liesse
> Pendant le quartier hivernal ;
> Et moi, d'un si charmant régal,
> D'avoir ma part j'ai grande envie,
> Si jusqu'alors je suis en vie.

(2) Fondé en 1672, le *Mercure galant*, après trois années d'existence, a été interrompu, et a recommencé à paraître en 1677, sous le nom de *Mercure de France*.

(3) La tragédie de *Pyrame et Thisbé* a été créée à l'Hôtel de Bourgogne vers le 18 juin 1674.

(4) On connaît le quatrain par lequel on a chansonné la victoire du comte de Tonnerre sur Racine :

> A la plus tendre amour elle fut destinée
> Qui prit longtemps Racine dans son cœur ;
> Mais, par un insigne malheur,
> Le Tonnerre est venu, qui l'a déRacinée.

(5) Voir deux lettres de La Fontaine à la Champmeslé : *Les grands écrivains de la France : La Fontaine* (Paris, Hachette, 1892), t. IX, p. 361 et suivantes.

(1) L'*Iphigénie* de Coras et Leclerc a été représentée pour la première fois le vendredi 24 mai 1675, d'après le *Dictionnaire des théâtres de Paris*.

(2) Voir la parodie de Barbier d'Aucour intitulée : *Apollon vendeur de mithridate*.

(3) Critique des deux tragédies d'*Iphigénie*, d'Euripide et de M. Racine et la comparaison de l'une avec l'autre. Dialogue par M. Perrault, receveur général des finances de Paris.

(3) « Les ennemis de Lully, dit l'abbé de la Porte (*Anecdotes dramatiques*, t. I, p. 456-457), l'accusaient de devoir le succès de sa musique à Quinault. Ce reproche lui fut fait un jour par ses amis mêmes, qui lui disaient en plaisantant qu'il n'avait pas de peine à mettre en chant des vers faibles, mais qu'il éprouverait bien plus de difficulté si on lui donnait des vers pleins d'énergie. Lully, animé par cette plaisanterie, et comme saisi d'enthousiasme, court à un clavecin, et après avoir cherché un moment les accords, chante ces quatre vers d'*Iphigénie*, qui sont des images, ce qui les rend plus difficiles pour la musique que des vers de sentiment :

> Un prêtre environné d'une foule cruelle,
> Portera sur ma fille une main criminelle,
> Déchirera son sein et d'un œil curieux
> Dans son cœur palpitant consultera les Dieux.

Un des auditeurs racontait à M. Racine fils qu'ils se crurent tous présents à cet affreux spectacle, et que les tons que Lully ajoutait aux paroles leur faisaient dresser les cheveux à la tête. »

tirades de Corneille qui font frissonner. Ma fille, gardons-nous bien de lui comparer Racine ; sentons-en la différence. Ses pièces ont des endroits froids et faibles, et jamais il n'ira plus loin qu'*Andromaque*. Racine fait des comédies pour la Champmeslé : ce n'est pas pour les siècles à venir. Si jamais il n'est plus jeune, et qu'il cesse d'être amoureux, ce ne sera plus la même chose. Vive donc notre vieil ami Corneille (1) ! » On sent dans cette appréciation, si peu ratifiée par la postérité, le parti pris de tenir quand même pour le « vieil ami » jusqu'à la partialité et l'injustice envers le jeune poète dont la gloire naissante pouvait inquiéter la sienne.

Pendant que les spectateurs, émus et frémissants, battent des mains dans un bel élan d'enthousiasme, les frères Corneille, graves et pensifs, demeurent plongés dans d'amères réflexions. Thomas rêve à son *Ariane* (2), si vite abandonnée, qui, deux ans auparavant, avait, au dire de Voltaire (3), « balancé la réputation de *Bajazet* qu'on jouait en même temps (4) ». Quant à Pierre Corneille, il se sentait désormais éclipsé définitivement par son jeune rival. Si conscient qu'il fût de son génie, l'avenir lui échappait au profit de Jean Racine. Les applaudissements significatifs de Boileau, les larmes de l'assistance, plus éloquentes encore, devaient atteindre en plein cœur le vieux lion tout meurtri de ses chutes récentes.

Pouvait-il oublier que, le vendredi 28 novembre 1670, il avait donné sur le théâtre de Molière au Palais-Royal *Tite et Bérénice*, huit jours après la *Bérénice* de Racine (5) et que, dans cette joute périlleuse, la palme avait été décernée unanimement à la pièce de son concurrent ? N'avait-il pas subi, il y avait quinze jours à peine, sur cette même scène, une nouvelle blessure mal cicatrisée encore, lorsqu'il avait donné sa dernière tragédie, *Suréna, général des Parthes (6)*, qui avait reçu un accueil glacial ? Après l'*Agésilas*, Boileau s'écriait : Hélas ! Après l'*Attila*, holà ! Mais on fit sur *Suréna* un silence morne, plus cruel cent fois que la plus sanglante épigramme. On ne retint même pas le titre de la pièce, comme on le voit par une lettre que Bayle écrivait le 15 décembre 1674 à Minutoli, de Rouen : « On joue à l'Hôtel de Bourgogne une nouvelle pièce de M. Corneille l'aîné, dont j'ai oublié le nom... (1) »

Témoin silencieux et attristé d'ovations qu'il avait connues jadis, il songeait que l'heure était proche peut-être où le triomphateur de ce soir éprouverait, lui aussi, les cruels retours de la fortune. Il n'était pas indulgent pour son heureux émule, à qui il reprochait de faire parler à la française ses héros (2) et de les « refondre à notre mode (3) ». Et pourtant, son œil fier s'éclairait d'une flamme soudaine quand il retrouvait dans les vers si nobles, si purs, si tendres, de Jean Racine, soit des réminiscences d'*Andromède* (4), d'autant plus fréquentes et formelles que le sujet des deux pièces présente d'évidentes analogies : une jeune fille sacrifiée par ses parents pour obéir à un oracle, soit des imitations plus ou moins frappantes (5) d'*Horace*, de *Cinna*, etc., dont nous ne donnerons que de rares exemples.

(1) « Mme de Sévigné, dit Voltaire, jugeait de Racine comme du café, dont elle dit qu'on se désabusera bientôt. »

(2) *Ariane* a été jouée pour la première fois le vendredi 4 mars 1672 sur le théâtre de l'Hôtel de Bourgogne.

(3) Dans sa préface d'*Ariane*, Voltaire dit de Thomas Corneille : « C'était un homme d'un très grand mérite et d'une vaste littérature ; et si vous exceptez Racine, auquel il ne faut comparer personne, il était le seul de son temps qui fût digne d'être le premier au-dessous de son frère. »

(4) La première représentation de *Bajazet*, à l'Hôtel de Bourgogne, remonte au 4 ou 5 janvier 1672.

(5) La *Bérénice* de Racine a été créée le vendredi 21 novembre 1670 à l'Hôtel de Bourgogne.

(6) Voltaire et les frères Parfait disent que *Suréna* fut joué dans les derniers jours de 1674. *Le Journal du théâtre français*, t. III, feuillet 1829, recto, fixe la première représentation au mardi 11 décembre.

(1) Lettres de M. Bayle, publiées sur les originaux par des Maizeaux. Amsterdam, 1729, t. I, p. 61 et 62.

(2) « Étant une fois près de Corneille sur le théâtre à une représentation de *Bajazet*, il me dit : « Je me garderais bien de le dire à d'autres que vous, parce qu'on dirait que j'en parlerais par jalousie ; mais prenez-y garde, il n'y a pas un seul personnage dans le *Bajazet* qui ait les sentiments qu'il doit avoir et que l'on a à Constantinople ; ils ont tous, sous un habit turc, le sentiment qu'on a au milieu de la France. » (*Segraisiana*, p. 58.)

(3) « Corneille appelait l'Achille, l'Agamemnon, et Mithridate de Racine, des héros refondus à notre mode. » (Abbé de la Porte, *Anecdotes dramatiques*, t. I, p. 562).

(4) Il n'y a pas qu'entre *Andromède* (1650) et *Iphigénie* que l'on peut trouver certaines similitudes de situations dramatiques. L'intrigue d'*Andromaque* est tirée de *Pertharite, roi des Lombards* (1652), et certaines scènes de *Bajazet* rappellent *Othon* (1664).

(5) On rencontre fréquemment dans le théâtre de Racine des vers imités de Corneille, ce qui prouve, en somme, combien le jeune homme était imprégné des œuvres de son devancier le plus illustre. Parfois même, par exemple dans les *Plaideurs*, les imitations, tirées du *Cid*, prennent un sens parodique très plaisant, mais que goûtait fort peu le grand Corneille. Comparer à cet égard les vers 368 et 601 des *Plaideurs* avec les vers 266 et 267 du *Cid*, et encore le fameux vers :

Ses rides sur son front ont gravé ses exploits,

que, par une innocente malice, l'Intimé (vers 154) applique à son père, un porteur d'exploits retors et âpre au gain. « J'ai vu, dit le *Menagiana* (t. III, p. 306 et 307), feu M. Corneille fort en colère contre M. Racine pour cette bagatelle... « Quoi, disait-il

En entendant, à la scène V de l'acte I, Ulysse s'écrier :

Mon cœur se met sans peine en la place du vôtre,
Et frémissant du coup qui vous fait soupirer,
Loin de blâmer vos pleurs, je suis près de pleurer.

l'auteur d'*Horace* devait se souvenir de la scène V de l'acte III :

Loin de blâmer les pleurs que je vous vois répandre,
Je crois faire beaucoup de pouvoir m'en défendre.

Dans cette hautaine réponse d'Agamemnon à Achille (acte IV, scène VI) :

Et qui vous a chargé du soin de ma famille ?
Ne pourrai-je sans vous disposer de ma fille ?

Corneille ne retrouvait-il pas un écho de l'acte V, scène II d'*Horace* :

Qui le fait se charger du soin de ma famille ?

Un bienfait reproché tint toujours lieu d'offense,

dit Racine (acte IV, scène VI).

Et avant lui, Corneille avait dit (*Cinna*, acte I, scène II) :

Les bienfaits ne sont pas toujours ce que tu penses ;
D'une main odieuse, ils tiennent lieu d'offenses,

tandis que, dans *Suréna*, il répétera, mais cette fois après son rival (acte III, scène I) :

Un service au-dessus de toute récompense
A force d'obliger tient presque lieu d'offense (1).

Dans la lettre que nous avons citée tout à l'heure, Bayle rapporte un propos du duc de Montausier à Pierre Corneille, qui montre avec quelle désinvolture les personnages de qualité se permettaient parfois de traiter les gens de lettres. « Monsieur Corneille, lui dit le duc en raillant (toujours à propos de *Suréna*), j'ai vu le temps que je faisais d'assez bons vers ; mais, ma foi ! depuis que je suis vieux, je ne fais rien qui vaille. Il faut laisser cela pour les jeunes gens. »

Comme l'enfant, dont elle est l'éternelle image, la foule est sans pitié ! Ne saurait-elle rendre justice à l'homme de génie qui s'élève, sans sacrifier lâchement le glorieux aîné qui lui a ouvert la voie ? La nature humaine est-elle donc si peu généreuse, qu'elle ait besoin de dénigrer pour se dédommager de ses admirations, comme si la souffrance était l'inévitable rançon de la gloire ! Pourquoi opposer l'un à l'autre deux poètes faits pour se comprendre, s'estimer et se grandir l'un par l'autre ? Mais la génération qui monte est toujours injuste, toujours ingrate à l'égard des hommes qui lui ont frayé le chemin, et qu'elle a hâte de remplacer !

Heureusement, la postérité ne connait plus ni les querelles d'école, ni les cabales de l'envie ; elle remet chacun à sa vraie place, et, aujourd'hui, Corneille et Racine, égaux dans la gloire, quoique différents par leurs moyens d'expression — ce qui fournit un thème inépuisable à d'innocents parrallèles *ad usum discipulorum* — sont universellement admirés et à jamais réconciliés dans une apothéose commune.

MAURICE HENRIET.

(Corneille), ne tient-il qu'à un jeune homme de venir tourner en ridicule les plus beaux vers des gens ? »

(1) On pourrait citer encore d'autres ressemblances entre Pierre Corneille et Jean Racine dans *Iphigénie*. Par exemple, dans l'acte IV, scène IV, Clytemnestre dit à Iphigénie :

Et vous rentrez, ma fille, et du moins à mes lois,
Obéissez encor pour la dernière fois.

Mêmes rimes et même idée à la scène III de l'acte II de la *Place royale*, une comédie oubliée de la jeunesse de Corneille (1635) :

Et bien que je renonce à vivre sous vos lois,
Je vais vous obéir pour la dernière fois.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Œuvres complètes de Paul Bourget. — Romans, I (Plon).

Voici le troisième tome des *Œuvres complètes* de Paul Bourget ; il contient ses trois premiers romans, *Cruelle énigme*, *Crime d'amour*, *André Cornélis*. L'auteur nous avertit qu'il en a revisé le texte : il serait instructif d'étudier de près ces modifications ; — je n'ai pu le faire quant à présent. Mais le principal intérêt de ce volume est dans la préface qu'y a jointe Paul Bourget. Il y définit avec beaucoup de précision son esthétique, — ou plutôt sa méthode ; il est assez remarquable, en effet, qu'il ne soit nullement question, dans ces pages, de beauté, ni même de littérature, à proprement parler : de science plutôt. Paul Bourget rattache son œuvre au grand mouvement scientifique qui se manifestait de toutes parts entre 1855 et 1880. Il constate, très justement, que les écrivains d'alors, — les poètes aussi bien que les romanciers, Leconte de Lisle autant que Zola, Sully Prudhomme autant que Daudet, — se préoccupèrent avant tout d'arriver à « une connaissance ordonnée et tout objective de la réalité ». Le roman, de cette manière, se rapproche de la critique. « Si le roman, dit Taine, s'emploie à nous montrer ce que nous sommes, la critique s'emploie à nous montrer ce que nous avons été. L'un et l'autre sont maintenant une grande enquête sur l'homme... » L'intention de Bourget était la même lorsque, critique, il étudiait des écrivains ou, roman-

cier, des mondains : il analysait la sensibilité de ce temps, il nous préparait un précieux document de psychologie contemporaine. On peut discuter cette destination toute spéciale donnée à la littérature... Mais on ne saurait refuser à l'ensemble de cette œuvre, si cohérente, si méthodique, si consciente de ce qu'elle veut faire, une réelle puissance. Bourget s'explique ensuite, très nettement, sur sa prétendue *conversion*, du moins sur les préoccupations morales et chrétiennes que révèlent ses derniers écrits. Il n'y a pas eu *conversion*, dit-il : « On se convertit d'une négation, on ne se convertit pas d'une attitude purement expectative. » Or, il ne fut jamais un négateur, ni même un sceptique : simplement il s'était mis, pendant qu'il faisait son enquête, dans l'attitude scientifique de l'observateur; son manque de dogmatisme n'était pas autre chose que le doute méthodique. Quant au christianisme auquel il aboutit, c'est encore l'observation de la réalité qui l'y conduit. Il est bien intéressant de voir Bourget raisonner ici exactement comme le fait Tolstoï; tous deux affirment que leur religion ne leur vient pas d'un coup de la grâce et ne repose pas sur un acte de foi catégorique, mais résulte logiquement de l'*expérience* qu'ils ont faite de la vie et de la réalité : « Cette apologétique, dit Bourget, consiste à établir, suivant une expression chère aux mathématiciens, qu'étant donnée une série d'observations sur la vie humaine, tout dans ces observations s'est passé *comme si* le christianisme était la vérité. »

Dante. La Divine Comédie, par Amédée de Margerie (Retaux).

Cet estimable ouvrage facilitera le lecture de Dante au grand public. M. de Margerie s'est rendu compte qu'une traduction de la *Divine Comédie* ne suffit pas si l'on n'a d'abord pris soin de mettre le lecteur au courant de l'histoire politique et religieuse du XIV[e] siècle. M. de Margerie a consciencieusement étudié les travaux innombrables dont la littérature dantesque a été l'objet; il nous donne ici le résumé très clair des conclusions auxquelles on arrive présentement. Sans entrer, bien entendu, dans le détail des controverses particulières, il a su choisir avec goût tous les renseignements nécessaires à l'intelligence générale de l'œuvre. La traduction, dans l'ensemble, est bonne, — aussi bonne probablement que peut l'être une traduction en vers, aussi bonne que la traduction du premier livre de Lucrèce par Sully Prudhomme, — et si bonne enfin que voici, je crois, démontrée l'impossibilité d'une traduction en vers. M. de Margerie, dans sa préface, affirme la nécessité de traduire en vers un poète ; autrement, dit-il, vous privez l'œuvre de son rythme et de sa musique, vous l'altérez donc. C'est vrai. Mais M. de Margerie ne sent-il pas, en même temps, l'impossibilité de cette tentative lorsqu'il formule comme suit l'idéal qu'il se proposait : traduire Dante de telle façon qu'en vérité Dante eût écrit de cette manière s'il avait écrit en français! Il faut en prendre son parti : une traduction en vers est inexacte ou péniblement travaillée. J'ai dit toute l'estime que m'inspire l'œuvre de M. de Margerie, — mais enfin

Tout tremblant sur ma bouche il osa me baiser

ne traduit pas du tout le vers de Dante :

La bocca mi baciò tutto tremante...

D'autres passages, il est vrai, sont bien meilleurs, ingénieux, concis, parfois beaux... Je note encore qu'en dépit de la disposition typographique adoptée, M. de Margerie se fait illusion s'il pense avoir traduit *en tercets* la *Divine Comédie*. Sans doute chaque groupe de trois vers de Dante est représenté par trois vers français, mais c'est écrit en rimes plates, et ceci, par exemple, ne reproduit pas du tout l'arrangement des *terze rime* de Dante :

Devant l'aube déjà la nuit pliait ses voiles,
Et le soleil montrait au milieu des étoiles
Qui jadis l'escortaient quand le divin amour
De ce bel univers marqua le premier jour,
Le souffle du printemps, etc.

Lettres à Angèle, par André Gide (Édition du *Mercure de France*).

André Gide recueille dans ce petit volume charmant de courts essais de critique qui parurent à l'*Ermitage* pendant les années 1898 et 1899. Il est question de tout un peu, dans ces lettres : éthique et esthétique, théâtre, musique, peinture, la vie et l'art, l'actualité parfois, et, à propos de l'actualité, de fines et profondes réflexions. Tout cela sur le ton d'un simple badinage ; mais ces chroniques délicates sont toujours exemptes de négligence journalistique : elles ont, dans leur familiarité même, une tenue parfaite, — et d'autres, en écrivant si bien de telles petites *lettres à Angèle* auraient l'air affecté. C'est une jolie chose que d'arriver à la perfection avec tant de simplicité... Ces quelques lignes à propos d'un singulier critique sont jolies : « On reproche à M. Maurras de ne dire du bien que de ses amis; cela est désagréable à penser; et puis on peut répondre qu'ils ne sont ses amis que parce qu'il en pensait du bien ; ce n'est pas mal répondre, mais les amitiés ne se choisissent pas tant que ça ; certaines, au contraire, obligent fâcheusement... » Et la lettre huitième, datée d'octobre 1898 et consacrée à Stéphane Mallarmé, est tout à fait belle : «... Par une sorte de fierté cruelle, mais plutôt encore naturellement et par la seule pureté de sa belle pensée, Stéphane Mallarmé avait préservé son œuvre de la vie;

celle-ci coulait autour de lui comme s'écoule un fleuve aux côtés d'un navire à l'ancre; il n'était jamais entraîné. L'inopportunité même de son œuvre fera qu'elle ne sera pas passagère. Déjà d'avance hors du présent, elle apparaissait bien comme une œuvre lointaine, éprouvée déjà par le temps, sur quoi le temps n'a plus de prise... »

Pour la Finlande, par M. Van der Vlugt (Éditions de *l'Humanité nouvelle*).

M. Van der Vlugt, professeur à l'université de Leyde, fit partie, avec M. Trarieux, l'explorateur Nordenskiöld, le professeur Brusa, de Turin, le géologue norvégien Brögger, et le docteur Norman-Hansen, de Copenhague, de la délégation qui s'était chargée, l'an passé, de présenter au tsar une adresse signée de 1050 noms connus de l'Europe occidentale, en faveur de la Finlande. C'est le récit de son voyage qu'il nous donne aujourd'hui, une sorte de rapport fait sans beaucoup d'art et d'une exécution un peu médiocre, mais consciencieux, — et l'aventure, d'ailleurs, est si extraordinaire que cette simple brochure est d'un grand intérêt. Les généreux ambassadeurs, on le sait, n'ont pas réussi. Leur présence n'eut pas été plutôt connue à Pétersbourg qu'immédiatement les grands politiciens acharnés à la perte de la Finlande intriguèrent pour les empêcher d'être reçus par le tsar. Ministres, conseillers intimes, et ce sinistre Pobedonostseff, procureur du Saint-Synode, inspirateur de toute la politique illibérale de l'Empire, tous ces bonshommes officiels, subtils, bénisseurs, hypocrites, jouèrent là leur vilaine comédie. Les quelques pages où M. Van der Vlugt raconte les vaines démarches que durent faire auprès d'eux les délégués rappellent les étonnants chapitres de *Résurrection* où Nekhludoff nous est montré pareillement aux prises avec les hauts dignitaires de la magistrature pétersbourgeoise. Après leur échec, les délégués firent un rapide voyage en Finlande. Ils y furent accueillis d'une manière enthousiaste et touchante par un peuple admirable qui se sent victime d'un abominable coup de force et met toute son énergie à souffrir avec dignité. M. Van der Vlugt, à la fin de sa brochure, s'acharne à ne pas désespérer du sort de la Finlande, contre toute vraisemblance.

Les Tchèques au xixe siècle, par Charles Hipman (Prague).

Ce luxueux ouvrage, composé à la gloire de la nation tchèque, est dû à la collaboration de plusieurs écrivains qui, sous la direction de M. Charles Hipman, ont rassemblé tous les documente essentiels à la connaissance du magnifique développement de la Bohême contemporaine. Louis Leger étudie François Pàlacky, l'historien national de la Bohême; Adolf Cerny définit avec méthode le peuple tchèque; F.-V. Krejci résume l'histoire de l'art, Camilla L'Huillier celle de la musique, Maurice Muret celle de la littérature tchèque. Ce dernier chapitre est d'un particulier intérêt. Très bref, et d'une concision même que notre ignorance regrette un peu, il suffit pourtant à nous donner une vue d'ensemble très précise. Il nous fait assister aux efforts que dut faire cette littérature pour se dégager progressivement des influences occidentales et pour survivre aux troubles que causèrent les longues et fréquentes périodes de guerre dont la Bohême eut à souffrir : guerre des Hussites, guerre de Trente Ans, etc. Dès le xiiie siècle, on compose des poèmes narratifs à l'imitation de l'*Alexandre*, des poèmes lyriques à l'imitation des Provençaux. Cependant une épopée nationale n'avait pas trouvé dans les circonstances politiques et sociales contemporaines l'occasion de se développer ; la nationalité tchèque fut lente à se constituer. Un certain nombre d'écrivains originaux se sont manifestés en ce siècle; s'inspirant souvent de traditions et de chansons populaires, ils ont relié leur art à leur race : des poètes tels que Jean Kollar ont tous les caractères de puissants écrivains nationaux. Ce n'est pas à dire pourtant que l'influence occidentale, et française en particulier, ait disparu complètement en bohême : il y a des réalistes tchèques qui relèvent d'Émile Zola; d'autres romanciers ont plutôt la manière de George Sand; on trouve aussi des poètes symbolistes, — d'autres même n'hésitent pas à imiter jusqu'à François Coppée!... L'ouvrage de M. Charles Hipman est orné de très agréables illustrations : portraits, tableaux, œuvres d'art diverses, scènes de la vie tchèque...

Le Transvaal, par Jules Poirier (Delagrave).

Il était utile, en effet, au moment où la guerre du Transvaal passionne l'opinion publique, qu'un historien sérieux fît connaître avec exactitude l'état de la question sud-africaine. Il est agréable de constater, d'ailleurs, que, dans cette circonstance, l'historien est, quant aux conclusions, d'accord avec l'opinion publique : preuves en mains, la politique anglaise est ici jugée et catégoriquement condamnée. M. Arthur Chuquet, dans une préface dont la clarté parfaite n'étonnera pas, résume avec impartialité la lutte séculaire des Boers contre leurs envahisseurs et, malgré la modération scientifique de ses appréciations, écrit : « Sir Alfred Milner a dit que les Anglais se battaient non pour de l'or, mais pour la dignité de l'humanité; il fallait dire le contraire : les Anglais se battent pour de l'or et les Boers pour la dignité de l'humanité. » L'ouvrage de M. Poirier est très soigneusement composé, riche de documents et judi-

cieux. Après avoir étudié la géographie physique et économique du Transvaal, son organisation politique, les mœurs de ses habitants, leurs ressources, leur culture, il entreprend d'écrire l'histoire de ce petit peuple héroïque et paradoxal. Il remonte à l'année 1652, date du premier établissement des Hollandais dans l'Afrique du Sud. Il nous montre ensuite, en 1806, la colonie du Cap tombant aux mains des Anglais qui ne l'ont plus lâchée. Puis, c'est l'exode des Boers vers le nord, essayant d'échapper aux Anglais et les ayant toujours à leur poursuite, jusqu'à ce qu'ils leur infligent la sanglante défaite de Majuba. Les chapitres consacrés par M. Poirier au « complot Rhodes-Chamberlain », au raid Jameson, à l'entrevue de Blœmfonteln sont d'un grand intérêt. La responsabilité, la culpabilité de Chamberlain y est clairement démontrée. Sa complicité dans l'affaire Jameson résulte évidemment des textes authentiques que publie et qu'interprète avec justesse M. Poirier. Le récit du procès Jameson à Londres est, à lui tout seul, suffisamment édifiant...

Les grandes dames pendant la Révolution et sous l'Empire, par le comte Fleury (Vivien).

Mesdames de France pendant l'Émigration, — les Vierges de Verdun, — Mme de Custine, — les effets du divorce sous le Directoire, — les femmes à l'armée, — Mme de la Valette, tels sont les chapitres de cet intéressant ouvrage, bien documenté, écrit avec goût.

Le comte Fleury, en bon historien, fait la part de la légende et s'efforce, avec beaucoup de clairvoyance, de mettre les choses au point. Le 5 floréal an II, le tribunal révolutionnaire condamna à mort trente-cinq « personnes » qui, dix-huit mois avant, « avaient entraîné le commandant de la place de Verdun à capituler et manifesté leur joie à l'entrée des troupes prussiennes dans la ville ». Les poètes chantèrent « les vierges de Verdun ». Ce fut d'abord l'abbé Delille qui célébra leurs vertus, — et leurs appas, à seule fin de rimer avec trépas. Puis Hugo, alors royaliste, voulut consacrer une de ses odes à ces « vierges » infortunées. Lamartine, dans ses *Girondins*, s'attendrit sur leur sort : « la plus âgée avait dix-huit ans ! » Or, il faut bien en rabattre, paraît-il. Il y avait parmi les victimes sept femmes « mariées, veuves ou d'âge mûr » et quelques-unes même des jeunes filles avaient plus de vingt ans. Leur fin n'en est pas moins triste, mais, comme dit le comte de Fleury, « ainsi émaillée, la *corbeille de lis* perd un peu de son charme poétique ». Le comte Fleury cite de curieux documents relatifs à ce procès, entre autres une étonnante déclaration de Cavaignac : « Jusqu'ici, ce sexe, en général, a hautement insulté à la Liberté. La prise de Longwy fut célébrée par un bal scandaleux. Les flammes qui embrasaient Lille éclairaient aussi les danses et les jeux... Il faut donc que la loi cesse de les épargner et que des exemples de sévérité les avertissent que l'œil du magistrat les surveille... » L'ouvrage est plein d'anecdotes authentiques, soigneusement contrôlées et qui portent bien le cachet de l'époque...

L'enfant, par Joachim Gasquet (Dragon, éd. Aix-en-Provence).

Ce poème, un peu long, un peu monotone, est simple et sain. Il est écrit, avec assez de vigueur, dans une bonne langue classique. Quelques clichés, quelques phrases toutes faites, qualificatifs fades, rimes attendues, le déparent ; mais il y a de la beauté dans cette célébration de l'amour fécond, de la maternité, de la nature créatrice :

Assieds-toi, pour nourrir notre enfant de beauté,
Laisse, en mangeant, tes yeux flotter dans la clarté,
Donne, en le contemplant, une âme au paysage.
L'enfant boit lentement ton sang extasié.
Avec ces fruits, ce pain, ce vin, sous ton corsage,
Les mains d'un dieu caché sculptent son frais visage.
O femme, couche-toi sur la chaise d'osier,
Et, dans l'ardent silence et l'ardeur du rosier,
Ton front entre nos mains, au bord de la fenêtre,
Écoutons l'Univers créer un nouvel être...

Cette poésie, un peu rude, réaliste, mais franche et vraie, sans mièvrerie, sans fausse pudeur, arrive à de très émouvants effets de grandeur presque religieuse. Parfois aussi, malheureusement, des vers bien maladroits :

Ayant rempli ma loi, s'il faut qu'un jour je meure...

Un latinisme, si je ne me trompe... Mais en français !... « Nous mourons tous, disait cette femme dont l'Écriture a loué la... *prévoyance*. »

André Beaunier.

Memento. — A l'imprimerie centrale d'Helsingfors, *Notices sur la Finlande*, publiées à l'occasion de l'Exposition universelle (pays et population, organisation politique et administrative, culture intellectuelle, culture matérielle, état social), un vol. in-8°. — A l'imprimerie Finsk-Tidskrift (Helsingfors), *Pilotages et phares de Finlande*, et *Administration générale du pilotage et des phares de Finlande*, brochures. — A la « Société de littérature finnoise », Helsingfors, *Aperçu statistique de l'état des écoles publiques en Finlande*. — A la « Commission géologique de Finlande », Helsingfors, *Catalogue d'une collection de cartes géologiques, roches*, etc., exposée à l'Exposition universelle dans le pavillon finlandais. — A la librairie Hemmerlé (Paris), *La Finlande à l'Exposition universelle de 1900*. — A la « Nationaltrykkeri » de Kristiania, *La ville de Kristiania*, son commerce, sa navigation et son industrie par G. Amnéus. — A l'imprimerie Chaix, *Vie ou Mort*, par Michel de Karnice-Karnicki. — A Draguignan, « édition de la Cigale dracénoise », *Ophir*, sonnets par Hady-Lem. A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — On n'a peut-être pas oublié que lord Roberts s'était, il y a quelque temps, solennellement engagé, dans une proclamation retentissante, à faire verser la somme de 1 à 10 livres sterling à quiconque signalerait aux autorités militaires britanniques les personnes encore en possession d'armes à feu. Comme encouragement à la délation, la promesse de lord Roberts était évidemment une trouvaille.

Contre ce procédé, les Allemands qui se trouvaient en majorité parmi les Européens expulsés de Johannesburg et de Prétoria, ont vivement protesté. Ils se sont plaints amèrement, d'ailleurs, de la façon dont ils ont été traités par les Anglais au cours de toute cette malheureuse campagne. Et l'on annonce de Berlin que le ministère des Affaires étrangères se dispose à présenter des réclamations au gouvernement britannique.

Au sommaire du numéro d'octobre de la *Neue Deutsche Rundschau : Considérations sur le problème de l'amour*, par Andreas Salomé ; les premières pages d'un roman de Hans von Kahlenberg : *Eva Sehring ;* la suite de la *Correspondance de Liszt et de la princesse Wittgenstein ;* un fort intéressant article, signé Georg Hirschfeld, sur *la mort de Nietzsche*.

Dans sa « Revue du mois », la *Neue Deutsche Rundschau* consacre une centaine de lignes à l'étude que mon très distingué confrère, M. Edouard Schuré, publia dans la *Revue Bleue* sur *Nietzsche en France et la psychologie de l'athée*, au lendemain de la mort du célèbre philosophe allemand. Je reviendrai prochainement sur les réflexions que l'article de M. Schuré inspire à la *Neue Deutsche Rundschau*.

Angleterre. — Le fascicule d'octobre de la *Westminster Review* contient un remarquable article — *The War in South Africa* — de Mme Clarence Waterer. « Cette guerre, écrit-elle, a été acclamée par nos hommes d'État aussi bien que par le plus obscur passant ; elle a été saluée comme une entreprise raisonnable, juste et inévitable. L'entrain que chacun a mis dans l'affirmation de ses opinions, l'énergie dépensée dans les camps opposés au parlement aussi bien que hors des Chambres, les cris de « partisan des Boers » et de « sans patrie », tout cela prouve à ceux qui aiment la vérité pour elle-même que la solution du problème n'était pas aussi simple qu'ils ont pu le croire un moment... Cependant, quand la fausseté des informations (de presse) a été officiellement prouvée, et quand ceux qui répandent ces fausses informations se refusent à rétracter leurs accusations, est-il possible de croire cette guerre si parfaitement raisonnable, juste et nécessaire ? »

Dans le même numéro de la *Westminster Review*, un autre article à propos de la guerre sud-africaine : *Army Reform*, par Frédéric W. Tugman.

Pologne. — Du *Bulletin Polonais*, sous la signature de Fl. Trawinski.

« Dans cet immense entassement de toutes choses qu'est l'Exposition universelle de 1900, il n'est pas toujours facile de trouver et d'étudier ce qui vous intéresse... En ce qui concerne la Pologne qui n'est plus un État politique, mais qui reste une grande nation, on s'est bien gardé de lui réserver une place à part : morcelée sur la carte de l'Europe, elle est disséminée et pour ainsi dire déchiquetée au Champ-de-Mars, aux Invalides, au Grand-Palais et dans la rue des Nations. Au point de vue particulier de l'art, cette dispersion est tout simplement absurde ; car les œuvres d'art, comme les ouvrages de l'esprit, reflètent mieux que n'importe quelle industrie le génie d'une nation, et les englober sous une rubrique générale qui n'est pas la leur, c'est blesser inutilement les sentiments les plus respectables de cette nation et c'est porter un défi au sens commun... J'ai entendu dire que les artistes polonais avaient fait tout leur possible pour obtenir un coin où ils fussent chez eux et entre eux. Ils durent s'incliner devant « les raisons de haute politique ». Résumant mon impression sur les envois des artistes polonais à l'Exposition universelle de 1900, je dois avouer qu'elle n'est pas aussi favorable que je l'eusse désirée. Quelques maîtres de premier rang manquent, il est vrai, à l'appel : Siemiradzki, Brandt, Kowalski, Gierymski... A part trois ou quatre œuvres qui frappent et s'imposent par leur originalité, les autres ne dépassent pas le niveau de la production artistique en Europe. Nos peintres se tiennent bien au courant des nouvelles tendances et s'efforcent de suivre le mouvement. Loin de les en blâmer, je crois qu'il faut leur en savoir gré. Mais ce que je reproche à la plupart d'entre eux, c'est de ne pas assez chercher leur inspiration à la source même, c'est-à-dire dans leur propre pays. Ne croyez pas à l'adage : *l'art n'a pas de patrie*. La preuve qu'il en a une, c'est que les œuvres de tous les grands artistes du passé portent l'empreinte de leur génie *national*... Et plus près de nous : regardez les tableaux des peintres finlandais exposés à côté de la section Varsovienne, et vous reconnaîtrez que ces artistes, appartenant à une nation sœur en souffrance de la nôtre, ont su tirer un parti merveilleux de leur patrimoine national et imprimer à leurs œuvres une couleur locale vigoureuse et très séduisante... »

Un cadeau royal : à l'occasion de son jubilé littéraire, ses compatriotes ont offert par souscription à Sienkiewicz, l'auteur de *Quo vadis ?* une magnifique propriété, sise dans les environs de Kielce.

Russie. — On annonçait, il y a quelques jours, la mort, à l'âge de 47 ans, de Vladimir Solowjew.

Vladimir Solowjew, célèbre en Russie, fut un des plus nobles représentants du mysticisme moscovite. Philosophe humanitaire, grand et courageux admirateur de la Pologne, il consacra sa vie à la défense des principes de solidarité sociale ; il s'éleva surtout, parfois avec une magnifique éloquence, contre les haines religieuses et nationales.

Vladimir Solowjew a beaucoup écrit ; ses ouvrages les plus connus sont : *l'Idée russe, le Fondement du bien* et *l'Histoire de la théocratie*.

G. CHOISY

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39957. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRA

La réaction s'est continuée pendant une partie de la semaine et la liquidation, qui cependant, s'est faite dans des conditions favorables d'abondance de capitaux et de bon marché des reports, a été suivie pendant vingt-quatre heures, d'un courant assez vif de nouvelles réalisations.

Mais le public capitaliste qui jusqu'alors s'était renfermé dans une abstention à peu près complète, a jugé que le moment pouvait être opportun pour un commencement d'intervention. D'autre part les syndicats, sous la direction desquels se trouvent la plupart des valeurs frappées par la réaction, ont fait des efforts plus énergiques pour soutenir les cours.

Il s'est donc produit, le mardi 16, un revirement caractéristique dans les dispositions du marché. Les achats ont été actifs, et sur toute la ligne une tendance à la reprise s'est dessinée.

L'argent a renchéri à Londres par suite de sorties d'or importantes de la Banque d'Angleterre. On craignait même pour jeudi dernier une élévation du taux de l'escompte. L'éventualité ne s'est pas réalisée, mais elle n'est probablement qu'ajournée, et la place de Paris, bien qu'elle soit largement approvisionnée de capitaux, devra tenir compte de la situation monétaire à Londres, si la Banque anglaise est obligée d'en venir à porter l'escompte de 4 à 5 p. 100.

***

La rente française 3 p. 100 a fléchi de 99,95 à 99,80 et s'est relevée à 99,95. De même nous retrouvons le 3 1/2 p. 100 à 102,37 après 102,20.

Les fonds étrangers ont été assez malmenés, l'Extérieure surtout et les rentes brésiliennes.

L'Extérieure a reculé de 71,45 à 70,37. Le comité de l'Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères avait convoqué les détenteurs de rente Extérieure espagnole à une réunion qui s'est tenue dans l'après-midi du 15 courant. Les assistants ne représentaient naturellement qu'une faible partie du stock total d'Extérieure circulant en France et s'élevant à 670 millions. Ils ont entendu des discours éloquents contre l'arrangement conclu entre les comités étrangers et les délégués du gouvernement espagnol. On sait que cet arrangement, soumis à l'acceptation des porteurs de titres et à la ratification des Cortès, transforme le 4 p. 100 perpétuel or actuellement existant en un 3 1/2 p. 100 or amortissable au pair en soixante ans.

Malgré les protestations qui se sont fait entendre à la réunion du 15, il est plus que probable que les déclarations d'opposition au convenio n'atteindront pas le *quorum* nécessaire pour en compromettre la validité. La plupart des porteurs de rente Extérieure ont sans doute considéré que s'ils refusaient en masse la réduction d'intérêt compensée par l'amortissement au pair, les Cortès pourraient frapper leurs titres de l'impôt auquel ont été assujetties les rentes intérieures et autres parties de la dette publique espagnole.

Le 4 p. 100 brésilien a perdu une unité et le 5 p. 100 n'a pas été mieux traité. La crise des banques à Rio-de-Janeiro continue ainsi d'exercer un fâcheux contre-coup sur le crédit de la nation brésilienne, qu'avait réussi à relever la sage administration du président, M. Campos Salles.

L'Italien, les valeurs ottomanes et les fonds russes ont été complètement délaissés.

L'obligation 5 p. 100 de l'emprunt chinois de 1898 (chemin de fer de Pékin à Hankéou) se tient à 425. Elle a maintenant des chances sérieuses de se relever, les alliés étant en possession de la partie de la ligne construite entre Pékin et Pao-Ting-Fou.

***

Le marché des valeurs a eu une attitude fort peu brillante, ayant constamment baissé pendant quelques jours et ne regagnant encore qu'une fraction du terrain perdu.

Le Métropolitain a reculé de 565 à 532 et reste à 545. Les Tramways sud valent 355 sans changement, l'Est Parisien s'est tenu à 455.

La Traction finit à 187 après 180, la Thomson-Houston a reculé de 1 325 à 1 292, mais pour reprendre bientôt le cours de 1 300. La Compagnie générale française a eu de larges oscillations entre 775 et 825, dernier cours 790. Les Tramways nord sont en reprise à 725.

Il y a eu de fortes réalisations en chemins français et espagnols, et toutes les valeurs industrielles ont plus ou moins faibli.

Ont commencé déjà à reprendre le Rio-Tinto à 1 485, les Wagons-lits à 535, le Gaz à 1 167, le Suez à 3 500, l'Électro-Métallurgie à 625.

Les valeurs sud-africaines se sont tenues absolument calmes, la guerre ne paraissant nullement terminée au Transvaal. Toutefois les transactions ont paru vouloir s'animer mardi dans le compartiment, le succès du gouvernement britannique dans les élections étant désormais un fait accompli. Le président Krüger va quitter Lourenço-Marquès. Il est possible que son départ coïncide avec la fin des hostilités sur le territoire des deux républiques.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

PARIS A LONDRES

Via Rouen, Dieppe et Newhaven, par la gare Saint-Lazare

Services rapides de jour et de nuit tous les jours (Dimanches et Fêtes compris) et toute l'année.

Trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classes seulement).

GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours. — 1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 francs ; 3e classe : 23 fr. 25

Billets d'aller et retour valables pendant un mois. — 1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; 3e classe : 41 fr. 50.

Départs de Paris Saint-Lazare : 10 heures matin. — Arrivées à Londres, London-Bridge : 7 h. 5 soir ; Londres, Victoria : 7 h. 5 soir.

Départs de Paris Saint-Lazare : 9 heures soir. — Arrivées à Londres, London-Bridge : 7 h. 40 matin ; Londres, Victoria : 7 h. 50.

Départs de Londres, London-Bridge : 10 heures matin ; Londres, Victoria : 10 heures matin. — Arrivées à Paris Saint-Lazare : 6 h. 55 soir.

Départs de Londres, London-Bridge : 9 heures soir ; Londres, Victoria : 8 h. 50 soir. — Arrivées à Paris Saint-Lazare : 7 h. 15 matin.

Des voitures à couloir et à compartiments (w.-c. et toilette) sont mises en service dans les trains de marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux peuvent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie, des petits guides indicateurs du service de Paris à Londres.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

EXCURSIONS AUX STATIONS THERMALES ET HIVERNALES

des Pyrénées et du Golfe de Gascogne, Arcachon, Biarritz, Dax, Pau, Salies-de-Béarn, etc

Tarif spécial **G. V. N° 106** (Orléans).

Des billets aller et retour, de toutes classes, valables pendant 25 jours, non compris les jours de départ et d'arrivée, avec réduction de 25 0/0 en 1re classe et de 20 0/0 en 2e et 3e classes, sur les prix calculés au tarif général d'après l'itinéraire effectivement suivi, sont délivrés toute l'année, à toutes les stations du réseau d'Orléans, pour :

Agde (Le Grau), Alet, Amélie les-Bains, Arcachon, Argelès-Gazost, Argelès-sur-Mer, Arles-sur-Tech (La Preste), Arreau-Cadéac (Vieille-Aure), Ax-les-Thermes, Bagnères-de-Bigorre, Bagnères-de-Luchon, Balaruc-les-Bains, Banyuls-sur-Mer, Barbotan, Biarritz, Boulu-Perthus (le), Cambo-les-Bains, Capvern, Collioure, Coniza-Montazels (Rennes-les-Bains), Dax, Espéraza (Campagne-les-Bains), Grenade-sur-l'Adour (Eugénie-les-Bains), Guéthary (halte), Gujan-Mestras, Hendaye, Labenne (Cap-Breton), Labouheyre (Mimizan), Laluque (Préchacq-les-Bains), Lamalou-les-Bains, Laruns-Eaux-Bonnes (Eaux-Chaudes), Leucate (La Franqui), Lourdes, Loures-Barbazan, Marignac-Saint-Béat (Lez, Val-d'Aran), Nouvelle (la), Oloron-Sainte-Marie (Saint-Christau), Pau, Pierrefitte-Nestalas (Barèges, Cauterets, Luz, Saint-Sauveur), Port-Vendres, Prades (Molitg), Quillan (Ginoles, Carcanières, Escouloubre, Usson-les-Bains), Saint-Flour (Chaudesaignes), Saint-Gaudens (Encausse, Gantiès), Saint-Girons (Audinac, Aulus), Saint-Jean-de-Luz, Saléchan (Sainte-Marie, Siradan), Salies-de-Béarn, Salies-du-Salat, Ussat-les-Bains et Villefranche-de-Conflent (le Vernet, Thuès, les Escaldas, Graüs-de-Canaveilles).

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie : Nevers Clermont-Ferrand.

De Paris à Royat. — 1re classe : 47 fr. 70 ; 2e classe : 32 fr. 20 ; 3e classe : 21 francs.
De Paris à Vichy. — 1re classe : 40 fr. 90 ; 2e classe : 27 fr. 60 ; 3e classe : 18 francs.

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

Fêtes de la Toussaint

1er novembre 1900

Extension de la durée de validité des billets d'Aller et Retour.

A l'occasion de la fête de la Toussaint, les billets d'Aller et Retour, à prix réduits, qui auront été délivrés aux conditions du Tarif spécial G. V. ... du samedi 27 octobre inclus, au samedi ... inclus, seront valables pour le retour jusqu'aux derniers trains du lundi 5 novembre.

Les billets de même nature conserveront leur durée de validité déterminée par le dit tarif lorsqu'elle expirera après le 5 novembre.

A partir du lundi 24 septembre, la Compagnie d'Orléans augmentera le nombre des trains qui partent de la nouvelle gare du quai d'Orsay et de ceux qui, en sens inverse, viennent y aboutir, de façon à faire bénéficier de cet avantage la totalité de ses trains.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Billets pris à l'année.

Les gares de Paris, Lyon, Marseille, ... Aix-les-Bains et Genève délivrent à ... série de 20, des billets, avec 10 p. 100 de ... pour les gares de la banlieue de ces villes proprement.

Les billets délivrés pendant les 10 ... de l'année sont valables jusqu'au 31 ... clus, et ceux délivrés pendant les ... vembre et décembre jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

Les demandes doivent être adressées ... des gares intéressées ou dans les bureaux ... sales.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 30057.

N° 17. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 27 Octobre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 17

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE	Six mois.	Un an.	AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE	Six mois.	Un an.
…ris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
…partements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
…ion postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 17. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 27 OCTOBRE 1900.

UN JOURNALISTE EN JUPONS

L'espèce n'est pas rare. Il s'en trouve des deux côtés de l'Océan. En Amérique, les femmes journalistes pullulent. Dans certain grand journal de l'Ouest, c'est une femme qui traite des questions de politique étrangère — et elle fait autorité.

Mais il y a journaliste et journaliste, comme il y a *fagot et fagot*. D'humbles faiseuses d'articles passent inaperçues; leurs noms restent ignorés. D'autres *signent* hardiment et se font des milliers d'amis inconnus.

Pendant plus de trente ans un nom de femme, court, sonore, gai comme un coup de clairon, Kate *Field*, se retrouvait ici, là, partout. Les lecteurs infatigables des journaux monstres d'outre-Océan s'arrêtaient devant cette signature et parcouraient l'article, la causerie, le reportage, les impressions de voyage, les dissertations politiques ou sociales de cet écrivain universel. Sa prose se lisait sans fatigue; elle était leste et pimpante, sans prétention, familière, parfois lâchée, mais agréable néanmoins. Parfois les lecteurs de Kate Field trouvaient, outre un bavardage amusant, quelque idée juste bien présentée, parfois aussi un thème qui passionnait l'écrivain, un projet de philanthropie, un abus monstrueux à combattre, une croisade à entreprendre.

Le secret du succès prodigieux de notre journaliste en jupons tenait à une qualité — ou à un défaut si l'on veut — qu'elle partageait avec la plupart de ses compatriotes, en l'exagérant encore : elle ne doutait de rien.

Voyons un peu ce qu'elle était, d'où elle venait et ce qu'elle a fait.

Une amie des dernières années, une émule aussi, miss Lilian Whiting, vient de lui consacrer un gros volume (1). Nous y puiserons les renseignements nécessaires pour notre étude.

Kate Field était fille d'acteurs. Ici déjà commence l'espèce de contradiction que nous allons retrouver dans toute sa carrière. « Enfant de la balle » donne une idée de bohème, de décousu, de rien moins que sévère. Or Mr et Mrs Field formaient le couple le plus digne et le plus tendrement attaché. Séparés souvent par les exigences de leur métier, ils s'écrivaient des lettres touchantes d'affection simple et profonde, remplies de détails à propos de Katie et du petit frère qui ne vécut que peu d'années. La jeune Kate donnait beaucoup d'espérances et pas mal d'inquiétudes; elle était fort bien douée et d'une grande indépendance de caractère. Née en 1838, elle n'avait guère que dix-sept ans lorsque son père mourut subitement. D'acteur, il était devenu directeur d'un théâtre qui brûla. Il laissa sa femme et sa fille assez fortement endettées. Mrs Field, douce et aimante, se montra courageuse au delà de tout éloge. Elle prit sur elle toutes les responsabilités de la situation, continua la direction du théâtre et joua ses meilleurs rôles sans faiblir. Kate était restée en pension, grâce à la générosité de son oncle, Mr Sanford. Une jeune sœur de Mrs Field, très artiste, très séduisante, avait épousé ce millionnaire. A la mort de son beau-frère, Mr Sanford offrit l'hospitalité aux deux

(1) *Kate Field. A record* by Lilian Whiting. Little-Brown Co Boston.

femmes. Mrs Field refusa pour elle, mais accepta avec reconnaissance l'aide offerte pour compléter l'éducation de sa fille : celle-ci possédait une jolie voix et à un moment donné elle se crut destinée à devenir cantatrice; mais la voix, bien cultivée, restait trop faible pour le théâtre. Du reste, la jeune Kate avait déjà des ambitions littéraires. Cependant elle était prise parfois d'un profond découragement. Les jeunes, avant de se lancer dans la vie, ont de ces moments d'humilité et de quasi-désespoir. Dans son journal intime, elle écrit :

« J'ai tout juste assez de talent pour mépriser les humbles travaux à ma portée et pour me faire désirer l'impossible. Je suis douée comme devrait l'être une personne très riche, destinée à jouer l'amateur en art, en littérature ou en science... »

Ceci ne l'empêcha pas d'écrire des vers en l'honneur de la grande artiste Charlotte Cushman, qui se trouvait alors en Amérique. Les vers furent publiés dans un journal, Mrs Cushman les trouva bons — on est indulgent envers ceux qui vous louent — et s'intéressa fort à la jeune fille qu'elle allait bientôt retrouver en Italie.

En effet, Mr et Mrs Sanford, au commencement de 1859, allèrent passer quelques mois en Europe et emmenèrent leur nièce. On pense quelle joie ce fut pour l'enthousiaste jeune fille, d'autant plus qu'un journal, dirigé par un ami de la famille, s'engageait à publier de ses « correspondances ». A Paris, elle vit Rachel, les Brohan, Bressant, Déjazet. Ce fut pour elle une révélation. A Rome, elle retrouva miss Cushman, dans son joli appartement de la Via Gregoriana,; elle fit aussi la connaissance des Browning et d'autres artistes et poètes. Elle alla à Florence où elle travailla le chant avec un maître célèbre du jour, Romani. Sa tante et son oncle l'installèrent et la quittèrent; l'année suivante, sa mère vint la rejoindre. Alors commença pour elle une vie idéale et à laquelle plus tard elle pensera avec émotion.

Florence à ce moment était une ville exquise. On n'y avait pas encore bâti de grands quartiers neufs, la vie y était à bon compte et c'était le refuge aimé des artistes et des écrivains de tout pays. Parmi ceux-ci, la jeune Américaine, gracieuse, jolie sans l'être, avec ses grands yeux bleus très brillants, sa bouche trop grande, ses admirables cheveux d'un châtain tirant sur le roux et sa taille très souple, sa verve endiablée et ses accès de mélancolie, devint l'enfant gâtée et choyée de tous. Browning, et sa charmante femme qui devait bientôt mourir, l'aimaient et l'attiraient chez eux. Les Trollope s'occupaient d'elle. Le vieux poète Walter Savage Landor, un des hommes les plus rébarbatifs de son temps, se prit d'une sorte de passion pour elle, l'accabla de ses dons, de ses visites, l'embarrassant presque à force de prévenances.

C'est ici que se place le roman unique de Kate Field. Un jeune peintre américain s'éprit d'elle et lui plut. Mais, soit timidité, soit la peur d'unir deux pauvretés, il laissa échapper le bonheur qui s'offrait à lui — et elle en garda une blessure au fond du cœur. Des années plus tard, il la supplia d'être sa femme. Elle lui répondit par une lettre assez dure. Elle aurait pu l'aimer. Elle ne l'aimait plus. Le mariage, après ce pauvre petit roman qui n'aboutit pas, ne la tenta plus jamais.

C'est à Florence aussi qu'elle vit pour la première fois George Eliot. Lorsque le grand romancier mourut, un directeur de journal demanda à Kate Field quelques souvenirs personnels. Ce morceau donnera une idée assez fidèle du style de notre journaliste:

« Vous me demandez mes souvenirs au sujet de George Eliot? Venez avec moi jusqu'à Florence « la « fleur de toutes les villes et la ville de toutes les « fleurs ».

« Toute jeune, on m'y avait laissée pour y travailler mon chant et c'est là que je vis George Eliot pour la première fois. La maison des Trollope était pour moi comme un second « home ». Venez, que je vous introduise au maître de la maison. Nous sommes un dimanche soir et George Eliot est attendue.

« Villino Trollope » est une maison idéale avec ses piliers de marbre, ses armures et ses curiosités de tout genre : majoliques, caisses de mariage et vieux meubles sculptés, Vierges en terre cuite, et objets d'art du *cinque cento*. La bibliothèque regorge de livres rares qu'envient tout bas les bibliophiles...

« Écoutez Anthony Trollope et son frère Thomas que Mme Browning appelait Aristide le Juste ; il argumente en philosophe tandis que le romancier se laisse aller à sa nature enthousiaste et éternellement jeune.

« Nous sommes vers la fin du printemps. Les vents chauds caressent la jeune verdure; la belle terrasse du Villino est transformée en salon; elle domine le jardin, et avec ses colonnes, son pavé de mosaïque, ses murs ornés de terres cuites, de bas-reliefs, d'inscriptions et d'armoiries, avec une niche ici et là pour quelque Madone, cette terrasse a le charme d'un *campo santo* sans en avoir l'horreur. Que des moines à capuchon, les bras croisés sur la poitrine, viennent à passer et on se croirait dans quelque monastère des anciens temps.

« Dans mon coin, je me demande si George Eliot daignera me distinguer. La voilà, éclairée par la lune, causant avec M. Trollope pendant que Lewes, qui semble incapable de s'éloigner d'elle, lui fait remarquer le jeu de la lumière blanche et des ombres. On lui présente les invités, et l'auteur d'*Adam Bede* les accueille avec une timidité curieuse à observer. Je deviens de plus en plus triste ; la pauvre petite

Américaine restera oubliée dans son coin. Mais notre amphitryon veut lui montrer une Madone qui se trouve tout juste au-dessus de ma tête, et je suis enfin présentée à mon tour. Mon cœur bat très vite, car George Eliot me prend la main et s'assied à mes côtés. Elle s'intéresse à toute jeune fille qui cherche à mener une vie plus large et plus intelligente que celle du monde. Je la regarde avec joie. C'est une femme de taille moyenne, fortement charpentée, avec un teint de Saxonne. La lourdeur de la mâchoire et la proéminence des pommettes la feraient facilement passer pour Allemande; elle ressemble vaguement à Wordsworth qui rappelait, selon Hazlitt, le type du cheval. Nous ressemblons tous à un animal quelconque, paraît-il, et l'animal de George Eliot comme de Wordsworth était certainement le cheval. Ses yeux sont d'un bleu pâle, la bouche grande et expressive, les dents longues et blanches. Son expression est douce, et elle semble étrangement timide. Cependant, prévenue peut-être par M. Trollope, elle surmonte sa timidité, me raconte ses expériences littéraires et me donne quelques conseils: « Pendant de longues années, me dit-elle, « je faisais de la critique et je crois que jamais, sans « M. Lewes, je n'eusse osé écrire un roman. Il me « semblait que je connaissais trop peu l'humanité. Je « lui soumis mes *Scenes of clerical life* et il m'engagea « à les publier. Depuis ce jour, je n'ai plus fait d'arti- « cles. Avant de rien publier, je me fais juger par lui. « Il est mon critique et mon inspirateur. »

« Je ne peux croire à mon bonheur : George Eliot se confessant à une petite pensionnaire ! Je lui demande si elle écrit dans la joie : « Non, je suis mal- « heureuse pendant mon travail; plus malheureuse « encore lorsqu'il est fini. » Son mari vient la rejoindre ; elle nous présente l'un à l'autre, et me voilà, riant et plaisantant avec ces êtres d'élite !...

« Une fois encore, je vis George Eliot chez elle, à Londres. Tous les dimanches, de trois à sept, tout ce que la grande ville contenait d'hommes et de femmes distingués défilaient chez elle, et la jeune Américaine y fut la très bienvenue... J'ai reçu plusieurs lettres d'elle, plusieurs aussi de M. Lewes. Celles du mari sont plus brillantes que celles de la femme. Elle se donnait peu à ses correspondants.

« Une grande intelligence, un grand cœur, voilà ce qu'était George Eliot. Que ceux qui ne l'ont pas connue hésitent avant de lui jeter la pierre. »

A cette même époque, Kate Field vit la grande artiste Mme Ristori, et devint bientôt intime dans la famille de cette femme d'élite qui, dans la vie privée, s'appelait la marchesa del Grillo. Du coup, notre Américaine se révèle critique dramatique. Tout ce qui touchait au théâtre, du reste, la passionnait et elle se montra fort intelligente dans sa façon de comparer les artistes qu'elle avait vus et admirés. Une série d'articles publiés dans *The Atlantic Monthly*, revue fort connue, sur Ristori, Fechter, sur les conceptions différentes du rôle d'Hamlet, posa cette inconnue de la veille.

Elle utilisa aussi tous les incidents de sa vie très intéressante, raconta au public les derniers jours du poète Landor, décrivit la société anglaise de Florence. Puis, au moment de la mort d'Elisabeth Browning, elle émut toute l'Amérique par son article, car elle était elle-même fort émue. Avec un élan très jeune, elle se jetait dans son travail, s'y montrait telle qu'elle était réellement, ne craignait nullement le « je » et le « moi », ne ressentait aucun scrupule à y parler des autres comme elle parlait d'elle-même. En un mot, elle était née journaliste.

Mais cette vie idéale de Florence ne pouvait durer. La guerre terrible entre les États du Nord et ceux du Sud jetait le trouble dans les affaires privées comme dans les affaires publiques. Mrs Field et sa fille ne possédaient rien, ou presque rien, mais Kate se sentait pleine d'énergie, le cerveau tout bouillant d'idées, de projets, de rêves. Seulement la santé, toujours un peu chancelante chez elle, laissait beaucoup à désirer. Son oncle, Mr Sanford, ne demandait qu'à l'adopter et à en faire son héritière, mais à une condition : Kate laisserait là sa plume et ne se ferait pas le champion des idées avancées et anti-esclavagistes. Kate garda sa plume, s'en trouva bien, et n'hérita pas de cet oncle d'Amérique.

Mais bientôt son métier de journaliste ne lui suffit plus. Elle écrivit quelques petites comédies, s'amusa avec le nouveau joujou *planchette* et s'aventura dans le monde des esprits. Elle publia un petit livre où, le plus sérieusement du monde, elle décrivit ses conversations surnaturelles. Enfin, elle se révéla conférencière. Plus tard, sa passion pour le théâtre l'emportant, elle montera sur les planches, où, du reste, elle échouera assez piteusement.

Touchant à tout, inquiète, l'intelligence singulièrement vive, manquant d'esprit de suite, mais toujours sincère, généreuse, défendant ses amis ou ses idées du moment avec une passion communicative, contente d'elle-même par moments, reprise de temps à autre d'un accès d'humilité nullement feinte, elle traversait la vie en se dépensant sans compter.

En 1867-1868, Dickens fit une tournée aux États-Unis, lisant — et combien admirablement, ceux qui l'ont entendue peuvent seuls le dire — des scènes de ses romans. L'enthousiasme fut prodigieux. Naturellement, Kate Field partagea cet enthousiasme. Elle raconte gentiment, dans son journal intime, qu'il était devenu presque impossible de trouver des fleurs, tout ayant été raflé en l'honneur du grand homme. Elle arrive enfin à se procurer une petite corbeille de violettes et la fait placer non loin du conférencier. Un ami prévient Dickens et il sourit en acceptant les fleurs. Kate est aux anges. Elle est pré-

sentée au grand homme, subit son charme et fait un livre en son honneur, comme plus tard elle lui consacrera une de ses conférences les plus goûtées.

A ce moment, les conférences féminines n'étaient pas encore à la mode. Mais Field fait son premier début sérieux devant un auditoire bostonien, — le plus difficile, le moins aimable des auditoires. Elle réussit au delà de toute espérance. La voilà lancée. Un journal du cru parle d'elle en ces termes :

« Miss Field portait une toilette bleue et blanche, avec des fleurs à la ceinture. Ses cheveux, d'un brun doré, retenus par un peigne, s'échappaient en boucles sur le cou. Elle est svelte et très gracieuse. Ses yeux sont bleus, son nez un peu fort, sa bouche généreusement fendue, son sourire adorable, son front largement développé et son menton très ferme. En somme, elle n'est pas régulièrement belle, mais sa physionomie est si éveillée qu'elle est mieux que belle. Sa diction est... de Boston, c'est-à-dire la perfection même; elle sait fort bien se servir de sa voix douce et bien timbrée. »

Kate Field avait à ce moment dépassé la trentaine et paraissait beaucoup plus jeune. Elle garda cette apparence de jeunesse très tard. Sa taille resta souple et elle s'habillait à merveille.

Voici les années d'apprentissage terminées. Pendant longtemps les ressources des deux femmes avaient été précaires; les articles de journaux, si bien payés pourtant, suffisaient à peine au nécessaire. Les conférences, au contraire, rapportaient sérieusement. Miss Field est appelée ici et là; elle ne se ménage pas, envoie de l'argent à sa mère, la suppliant de ne se priver de rien. Il semble qu'elle sente que cette mère, si douce, si frêle aussi, ne sera pas longtemps épargnée. Kate se trouve en relations avec les hommes et les femmes les plus distingués de son temps. Emerson, Wendell Philips, Olivier Wendell Holmes, Mrs Ward Home, les romanciers Henry James et Howells sont de ses amis. Elle a le charme, et partout où elle va, de nouveaux amis surgissent.

La conférence qui réussit le mieux et qu'elle donna souvent — quelques mois avant de mourir même — fut celle où elle traitait de Dickens. Miss Whiting dit à ce propos :

« Kate n'a pas trouvé de rival pour la façon dont elle a montré la vie intense de son héros, sa vigueur épigrammatique, son appréciation du sens de la vie. Son portrait de Dickens est vivant et singulièrement ressemblant. »

En 1869, Kate Field devint le correspondant attitré de la *Tribune*. M. Whitelaw Reid, depuis ambassadeur à Paris, s'occupait alors de ce grand journal et miss Whiting publie un nombre considérable de lettres adressées par lui à miss Field; ces lettres montrent, non seulement une appréciation très vive du talent de sa collaboratrice, mais aussi beaucoup de sympathie pour la femme elle-même.

Au mois de mai 1871, la santé de Mrs Field s'altéra sérieusement. Kate, se sentant maintenant sûre de son gagne-pain, voulut essayer d'un voyage en Europe, pensant que le changement de climat rendrait des forces à la pauvre malade. Mrs Fied mourut à bord et laissa Kate, qui l'adorait, très seule, malade de chagrin et complètement désemparée. Il lui sembla que sa raison d'être n'existait plus.

Elle resta quelques mois à Londres où les Trollope, George Eliot, d'autres amis encore, l'entourèrent de soins; mais elle était lasse et horriblement triste. Elle demanda des leçons de chant à Garcia qui lui dit, en toute sincérité :

« Vous avez la passion, l'intelligence musicale, votre voix est suffisamment forte et bonne, — mais c'est une voix déjà usée. Vous n'avez pas la force physique nécessaire. Reposez-vous, laissez-vous soigner; consultez un bon médecin. Quand vous aurez retrouvé votre santé — alors je vous donnerai des leçons. »

Elle comprit qu'il avait raison et se donna six mois de vacances complètes. Elle avait mis un peu d'argent de côté. Elle voyagea, séjourna de nouveau à Londres, retourna en Amérique pour repartir ensuite. Elle ne se sentait bien nulle part et cependant s'intéressait à mille choses et s'enthousiasmait comme par le passé. Mais le vide laissé par la mort de sa mère ne se combla jamais.

En 1874, elle résolut de tenter sa malheureuse aventure théâtrale. Elle avait trente-six ans, — ce qui n'est pas l'âge d'un début, — assez de talent pour réussir dans une comédie de salon, une bonne diction, du charme et de la distinction. Naturellement, malgré les éloges des amis, elle échoua, et cet échec lui fut particulièrement amer. Elle s'obstina cependant et joua, non seulement en Amérique mais en Angleterre aussi. Elle se montra même dans quelques petites comédies de son cru. Sa belle confiance en elle-même, précieuse souvent, lui jouait pourtant des tours pendables à l'occasion.

Étant à Londres, miss Field se passionna pour la découverte, toute récente encore, du téléphone. A l'Exposition de Philadelphie de 1876, on avait pour la première fois vu fonctionner cet appareil qui révolutionna le monde. Deux ans plus tard les articles de Kate Field le célébrèrent avec ce lyrisme, cet enthousiasme qui la distinguaient. Ces articles contribuèrent à populariser ce joujou utile. Elle eut même l'honneur de communiquer avec la reine d'Angleterre, étant à un bout de l'appareil et Sa Majesté à

l'autre. Personne n'écrivit plus lestement, de façon plus amusante que cette Américaine qui, on le sentait, s'amusait infiniment pour son propre compte.

Ce fut pour elle le commencement de la fortune. Jusque-là miss Field, tout en gagnant très largement, vivait au jour le jour, à la merci des directeurs de journaux. Elle reçut de la Société pour l'exploitation du téléphone un certain nombre d'actions qui lui étaient bien dues. Le téléphone entra très vite dans les mœurs et ces actions prirent une valeur inespérée. Avant bien longtemps, miss Field se trouva assez riche pour n'avoir plus à s'inquiéter du lendemain. Généreuse, peu économe de sa nature, aimant fort les jolies choses, elle apprécia beaucoup sa nouvelle indépendance.

Quelque temps auparavant, son oncle, ennuyé de voir le nom de Kate Field non seulement au bas d'articles de plus en plus nombreux, mais aussi sur des affiches de théâtre, lui avait une fois de plus demandé de renoncer à la vie publique, lui offrant une somme de cinquante mille francs. L'Américaine, qui sait compter et comprend fort bien la valeur de l'argent, se révèle dans la réponse de miss Field :

« Vous m'offrez l'intérêt de cinquante mille francs pourvu que je renonce à gagner cinquante mille francs par an ! Ne comprenez-vous pas combien ce serait insensé ? J'ai besoin d'argent, non seulement pour moi, mais pour les autres. Je veux pouvoir venir en aide aux X. Je veux faire mille choses... »

Et elle continua à faire « mille choses ». Ses lettres, de plus en plus goûtées, lui facilitèrent l'entrée des grands journaux anglais aussi bien que des feuilles américaines. Grande liseuse, l'esprit ouvert à tout, douée d'une puissance rare d'assimilation, elle commit peu de bévues, et souvent arriva à imposer ses idées qui ne manquaient ni de bon sens ni d'élévation.

Elle en avait de tout genre. Elle ne se contenta pas de les prôner, elle chercha à les mettre en pratique. Frappée des prix exorbitants réclamés par les magasins de nouveautés, elle voulut venir en aide aux femmes en fondant, à New-York, une association coopérative. Celle-ci fonctionna pendant quelque temps, périclita et s'effondra, emportant une grosse somme à la fondatrice, dont la petite fortune se trouva ainsi fortement ébréchée.

Puis, tout d'un coup, l'attention de Kate Field se dirigea d'un autre côté. Un voyage au Far West lui révéla toutes les horreurs du mormonisme. Elle s'installa à Salt Lake City, étudia sérieusement la question et partit en guerre. De sa plume fine, elle dégonfla le ballon. On peut dire que la série de ses articles sur cette question brûlante ne fut pas sans influencer les hommes politiques du jour. Si, maintenant, la polygamie est déclarée crime au bord du Lac Salé comme ailleurs, Kate Field y est pour quelque chose. Et c'est là un titre d'honneur qui en vaut bien un autre. Elle mit une passion, une verve, un savoir très sûr aussi, dans cette campagne, qui lui valurent l'estime de tous les penseurs. Non seulement elle écrivit, mais elle parla aussi. Ses conférences sur la question mormonne furent très appréciées.

M. Charles Dana, directeur du *Sun*, lui consacra un de ses charmants articles :

« Kate Field est un type très remarquable de la femme sûre d'elle-même et sachant ce qu'elle veut. Elle a de l'esprit, et ses yeux, très brillants, démontrent la force de son caractère. Journaliste, voyageuse, monologuiste, conférencière, femme d'affaires, Kate Field est toujours en vue. Elle a quelque chose à dire et le dit bien.

« Son cheval de bataille pour le moment est le « mormonisme ». Le sujet peut sembler scabreux, traité par une femme. Miss Field n'a pas de scrupules puérils. Elle parle franchement, hardiment même, des vices et des misères dont elle a vu les effets néfastes dans l'Utah. Voici sa thèse : on n'a jamais encore peint le mormonisme en couleurs assez sombres, et le gouvernement ne comprend pas le danger de ce cancer moral. La polygamie et le mormonisme sont des termes synonymes et les Mormons sont traîtres et criminels. On doit les traiter comme tels ; on doit, au besoin, les vaincre par la force armée... »

Les explorations de Kate Field ne s'arrêtèrent pas à mi-chemin ; elle visita la Californie et poussa jusqu'à l'Alaska.

Il y a un vieux conte anglais intitulé *Eyes and no Eyes*, qui traite d'un enfant qui voyait tout et d'un autre qui ne voyait rien. Mais Field voyait tout. Elle ouvrait ses jolis yeux bleus tout grands. Elle découvrait beaucoup de choses, découvertes longtemps avant elle, mais elle était ravie de ces re-découvertes. Elle écrivait, elle conférenciait, elle causait infatigablement. Plus elle allait, plus elle s'imposait. Peut-être le secret de sa puissance se trouvait il dans le fait qu'elle se passionnait, le plus sincèrement du monde, pour le sujet du moment, que ce fût le mormonisme, la crémation qu'elle prônait tout spécialement, la beauté du Yosemite ou l'avenir de l'Alaska. Elle ne manquait pas d'esprit certes, mais la peur du ridicule ne l'arrêta jamais. C'est là une grande force que connaissent les Anglo-Saxons et qui manque absolument aux races latines. Lorsque l'on ne craint pas la « blague » on va droit son chemin, — et on va loin. Miss Kate Field alla fort loin, fit beaucoup de bien, tout en menant sa barque avec intelligence, toucha à toutes les questions intéressantes du jour, les trancha sans hésiter et se trouva

presque toujours du bon côté, du côté de l'honnêteté, du progrès et de la liberté.

Il eût manqué quelque chose à la gloire de cette femme universelle si elle ne se fût, un beau jour, révélée directrice de Revue. Un peu lasse de ses éternelles pérégrinations, miss Field s'établit à Washington et lança le premier numéro d'une Revue hebdomadaire qu'elle intitula *Kate Field's Washington*. Elle connaissait la valeur commerciale de son nom. Voici le *Credo* du premier numéro :

« J'ai foi en Washington comme centre de l'univers.

« Je crois que la capitale d'une république de soixante millions d'habitants est un endroit tout désigné pour une Revue sans préjugés de parti et toute dévouée à la vérité.

« Je crois que l'homme et la femme sont égaux et éternellement différents l'un de l'autre...

« Je crois à l'industrie nationale ; à un tarif réduit ; à la réforme de l'administration ; à l'extension de nos exportations ; à la multiplication de nos bâtiments de commerce ; à l'agrandissement de notre armée et de notre marine ; à la tempérance, ce qui ne veut pas dire qu'il faille imposer l'abstinence totale à nos voisins ; à la liberté personnelle.

« Je crois à la littérature, à l'art, à la science, à la musique et au théâtre comme moyens puissants pour faire avancer la civilisation.

« Je crois que la société est la meilleure manifestation de l'humanité.

« Je crois à une religion d'action. »

Comme programme, ce *Credo* comprend une foule de choses, ainsi qu'on le voit. Kate Field ne craint pas de mettre beaucoup de fers à son feu. Elle est sûre de les bien chauffer.

Malgré le travail vraiment écrasant d'une Revue pareille, Miss Field se sentit à l'aise et toute joyeuse dans son nouveau rôle. Elle avait tant vu de choses et de personnes, parcouru tant de pays, réfléchi à tant de sujets, qu'elle pouvait traiter toutes les questions du jour, quelles qu'elles fussent.

Une des campagnes les plus énergiques de Kate Field se trouva être contre les tarifs ridiculement excessifs qui frappèrent à ce moment les œuvres d'art étrangères. On se rappelle encore l'émotion de nos artistes lorsqu'ils se virent fermer ce jardin aux fruits d'or qu'on nomme l'Amérique. Miss Field et d'autres encore bataillèrent si bien qu'au bout de quelques années, en 1894, le tarif fut abaissé. Il est vrai que cet acte de justice a depuis été révoqué. Le gouvernement français envoya à la vaillante directrice ses palmes d'officier d'Académie. On est tenté de sourire peut-être au plaisir un peu enfantin qu'en ressentit Miss Field. Mais, dans un pays qui ne connaît pas les décorations, les palmes produisent encore un certain effet. En tout cas, M. Patenôtre, notre ambassadeur, écrivit, à l'occasion, une charmante lettre à Miss Field, qui répondit sur le même ton.

Les lettres envoyées par Kate Field à son *magazine* au sujet de l'Exposition de Chicago sont vivantes, fort intéressantes aussi. En voici une :

« Très tard, un dimanche soir, je me trouvai dans la Cour d'honneur de l'Exposition colombienne. Quoique trente mille personnes eussent, ce jour-là, passé à travers les tourniquets, j'étais la spectatrice unique d'une scène inoubliable. Celui qui n'a pas vu cette merveilleuse création du cerveau et de la richesse nationale dans le mystère de la nuit n'en connaît pas la beauté étrange et solennelle. A l'Est, scintillait le lac Michigan à travers les gracieuses colonnes du péristyle ; à l'Ouest, assez loin, le dôme de l'*Administration Building*, une masse de lumières, semblait une immense couronne de pierres précieuses. A mes pieds clapotaient les petites vagues de cette lagune qui a fait de l'Exposition une chose unique ; au delà se trouvait le palais de l'électricité ; au Sud, celui des machines et de l'agriculture complétait une scène telle qu'on n'en vit jamais de plus belle. Des points de lumière électrique dessinaient les contours des bâtiments. La grande statue dorée de la République semblait surgir des eaux, et de ses bras étendus bénir le monde... »

Un travail écrasant comme celui de Kate Field ne se continue pas, durant de longues années, impunément. Les forces de la courageuse directrice faiblissaient. Elle fut obligée après cinq années de lutte d'abandonner son œuvre de prédilection, la Revue à laquelle elle avait donné son nom. Ce lui fut un gros chagrin. Mais elle était lasse et avait de beaucoup dépassé la cinquantaine. Elle avait droit au repos.

Ayant terminé ses affaires et fait son testament, Kate Field alla chercher un climat doux et des scènes nouvelles au beau milieu de l'océan Pacifique. Elle s'était déjà beaucoup occupée de la question de Hawaï. Elle accepta la proposition du directeur du *Times Herald* de Chicago, M. Kohlsart, et s'en alla étudier l'état de ces « îles bénies ». Elle se prononça très vite pour l'annexion aux États-Unis. Elle resta près d'un an à Honolulu, voyageant d'île en île cependant, jouissant pleinement du climat, de la beauté étrange de ces paysages si nouveaux pour elle et causant avec les gens des villes et des campagnes. Jusqu'à la fin, elle travailla. Elle se sentait pourtant sur le point de partir pour cet autre voyage, celui dont on ne revient pas et se montra très calme et très brave. Elle mourut loin des siens, entourée de l'affection d'amis improvisés. Partout où elle allait, cette éternelle voyageuse trouvait ainsi de nouveaux dévouements.

Si j'ai choisi, entre beaucoup, cette figure d'Améri-

caine pour la présenter à mes lecteurs, c'est que Kate Field me semble résumer, en un type accompli, les qualités et les défauts de sa race. Elle en avait l'énergie, le courage, l'ardeur au travail, un certain contentement de soi qui fait qu'on avance quand même, sautant à pieds joints par-dessus les obstacles, qu'on n'entend pas les critiques, tandis que les applaudissements sonnent bruyamment à l'oreille.

Miss Kate Field avait du talent, certes, mais beaucoup plus d'intelligence que de talent. Elle voyait bien et juste, presque toujours. Elle s'intéressait à tout et, s'y intéressant, elle croyait tout comprendre : en quoi elle se trompait assez souvent. Sa plume légère et facile courait, courait toujours. Elle a écrit des feuillets innombrables qui s'envolaient à mesure qu'ils étaient couverts. Elle n'a pas écrit une seule page destinée à rester. Ses livres étaient des livres de circonstance ; ses petites comédies, qu'elle prenait volontiers au sérieux, ne passaient pas la rampe. Sa plume était essentiellement une plume de journaliste, de reporter plus encore. Elle savait très bien mettre en scène les personnages qu'elle interviewait, et ses portraits faits de quelques traits de plume sont très vivants. Ce n'est pas là un mince éloge.

Elle aimait le beau, sous toutes ses formes. Elle se passionnait pour l'art, qu'elle ne comprenait qu'à demi. Elle partait en guerre pour ses amis, ou contre un abus avec le même entrain. Ayant commencé très jeune à écrire, soucieuse avant tout de gagner sa vie et celle de sa mère, elle n'avait jamais eu le loisir de parachever sa propre éducation. Il lui manqua surtout la direction de quelque esprit supérieur. Elle rencontra des hommes éminents, des femmes remarquables. Ceux-ci s'amusaient de la vivacité et de l'entrain de cette jeune étrangère qui s'imaginait conquérir le monde, comme elle faisait leur conquête à eux. Ils lui prodiguaient des compliments plus que des conseils, et elle trouvait cela tout naturel.

Et, malgré tout, avec ses défauts, avec les lacunes d'une éducation faite de pièces et de morceaux, Kate Field fut quelqu'un. Sa vive intelligence, sa grande curiosité, son absolue bonne foi, la générosité de sa nature, sa haine de tout ce qui était bas ou vil, son enthousiasme franc et chaud en faisaient une femme très intéressante et un écrivain qui eut son heure de célébrité.

Puis — elle ne doutait de rien !

JEANNE MAIRET.

MES SOUVENIRS

DE LA GUERRE SUD-AFRICAINE (1)

Le lendemain étant un dimanche, je fis part à Théron de mon désir d'aller au camp du général Botha pour y célébrer le service divin.

— C'est parfait, me répondit-il, mais auparavant, il faut que nous allions chez un certain fermier qui arrive de Blœmfontein : il nous donnera des renseignements sur des positions anglaises et, s'il refuse, nous l'arrêterons et nous le conduirons au général.

Il était de très bon matin : le soleil venait à peine de se lever. Laissant nos chevaux à la garde de trois de nos hommes, nous escaladons la colline pour nous rendre à la ferme. Nous arrivons à l'endroit que les Anglais occupaient la veille, aussi avançons-nous avec précaution. Après une courte marche, nous découvrons la ferme qui s'élève paisiblement à nos pieds. Le fermier est sorti, il se promène dans les alentours sans se douter que tous ses mouvements sont épiés d'en haut avec la plus grande attention. Au bout de quelques minutes d'observation, nous nous dirigeons vers la ferme où l'on nous invite à entrer. La Bible est sur la table, la famille vient de réciter les prières. Sans perdre de temps, nous prenons une tasse de café, et Théron interroge notre homme qui, tout d'abord, se montre très réservé, mais, au ton décidé de Théron, il se laisse aller et nous donne toutes les nouvelles qu'il connaît.

Tout à coup, le fils de notre hôte, petit garçon de huit à neuf ans, entre en courant : « Père, s'écrie-t-il, voici les Anglais ! » Nous nous précipitons dehors et nous apercevons dix à douze cavaliers qui se dirigent vers nous : ils sont encore loin et nous avons tout le temps de battre en retraite, mais Théron ne l'entend pas ainsi : « Pasteur, me dit-il, nous allons prendre ces gens-là ! » Je suis un peu étonné, mais je n'en laisse rien voir. Théron revient à son informateur, lui fait achever son récit et va se cacher dans la cave. Pendant ce temps, quelques-uns de nos hommes nous ont rejoints : nous sommes maintenant six en tout, ce qui est plus que suffisant. Je prends mon poste sur l'escalier construit contre un des côtés de la maison : je suis chargé de surveiller les mouvements de l'ennemi, et je me promets de ne pas faire le coup de feu le jour du sabbat, à moins d'y être forcé.

Sans se douter de rien et tout en riant, les cavaliers anglais approchent. Théron, je l'ai dit, vou-

(1) Voir la *Revue* du 20 octobre 1900.

lait s'emparer d'eux, mais un coup de feu part, sans atteindre personne. Les Anglais tournent bride et partent au galop : aussitôt deux d'entre eux sont frappés et tombent ; un instant après, un troisième est désarçonné et un cheval est renversé.

Nous courons à eux. Deux sont morts, le troisième cavalier est blessé seulement, nous le pansons et le laissons sur le terrain, car il faut partir rapidement, les Anglais vont revenir en forces.

Après deux heures de chevauchée, nous arrivions au camp du général Botha où je célébrai le service divin, et où nous restâmes toute la journée. Le lendemain matin de bonne heure, nous nous rendions au camp du général de Wet, situé à six ou sept heures de cheval. En chemin, nous passâmes devant les réservoirs de Blœmfontein, où quelques jours auparavant de Wet avait remporté une si belle victoire stratégique. Nous y trouvons le général Piet de Wet, frère de Christian, qui était à cette heure fort occupé à Wepener avec la cavalerie de Brabant. Après avoir fait notre rapport au général de Wet, notre troupe se divise ; les uns partent pour Dewetsdorp, et je retourne à Boesman'skop avec les autres qui ont l'espoir d'enlever, si cela est possible, les avant-postes que nous avions vus le samedi précédent.

Nous partîmes de grand matin et nous allions atteindre le sommet de la colline quand nous entendîmes les balles siffler à nos oreilles par derrière, et devant nous, une troupe se dressait réveillée par les détonations. Nous fîmes rapidement volte-face et nous aperçûmes des Boers postés sur le sommet qui tiraient sur nous. Nous fûmes heureusement reconnus et Théron parlait de punir l'officier qui commandait le poste en lui administrant une vigoureuse correction : nous parvînmes à l'en dissuader et l'officier fut arrêté et conduit au quartier général. Ce fut, pour nous, un moment bien critique, car lorsque les Mausers se mettent à parler à 100 mètres de vous, le danger est grand.

Près de l'endroit où nous avons eu notre engagement samedi, nous trouvons une ferme habitée par une aimable vieille dame, Mme Joubert, dont le mari et les deux fils sont partis dans les *commandos*. On lui a pris 800 moutons, tous ses bestiaux, tous ses chevaux, elle me dit que l'avenir est très sombre pour elle, car bientôt elle n'aura plus rien pour vivre.

Le même jour, nous repartons pour Brandford où nous courons encore un sérieux danger, car nous avons à essuyer le feu des généraux de la Rey et Botha et de leurs états-majors. Nous nous empressons de déployer, comme signe de reconnaissance, une couverture de couleur que l'un de nous porte avec lui. C'était vraiment un curieux moment : on courait sans doute des dangers, mais que de sujets de réflexions et d'études ! J'appris alors à admirer Théron et ses soldats : aucun d'eux ne buvait ni ne jurait, ils étaient aussi humains que courageux ; c'était vraiment une troupe de braves et d'aimables compagnons.

Après plusieurs jours employés à visiter les *laagers*, je rentrai à Prétoria ; quelques semaines se passèrent pendant lesquelles M. Bosman suivit l'armée ; puis je repris mon service ; cette fois je me dirigeai vers le Natal où nos troupes étaient campées près Majuba. Nous étions en mai : bien des événements avaient tourné contre nous, mais je gardais toujours la même foi et la même espérance.

Après un jour et demi de voyage en chemin de fer, j'arrivai à Charleston où je passai le dimanche, puis je me rendis à Majuba où je séjournai pendant quelques semaines. Je célébrai le service divin sur le sommet de Majuba, le jour de l'Ascension. Je n'oublierai jamais cette journée, qui rappelait de si tristes et glorieux souvenirs. Nous étions à l'endroit consacré par une grande victoire et nous y célébrions le service divin le jour trois fois saint où notre Sauveur avait remporté sur le monde une grande victoire.

A cette époque, les généraux Meyer et Erasmus furent mandés à Prétoria. L'état d'esprit de nos soldats n'était pas ce qu'il aurait dû être. Beaucoup parlaient de rentrer chez eux pour défendre leur coin de terre contre les envahisseurs qui avançaient rapidement. Les hommes s'en allaient, on murmurait, et les généraux étaient partis. Le général C. Botha était parti pour Vryheid et Utrecht. M. Uys, qui commandait à sa place, était un excellent homme, mais peu fait pour ce poste et incapable de tenir les soldats dans sa main. Je pensai qu'il était de mon devoir de pasteur et de patriote de grouper nos hommes autour de notre drapeau et de leur rappeler ce que l'État, leurs femmes et leurs enfants attendaient d'eux. Des services divins furent célébrés dans tous les camps et la crise semblait évitée, lorsque le service de l'intendance annonça qu'il se retirait en donnant comme raison qu'il n'y avait plus de vivres.

C'est à ce moment que le général Buller demanda une entrevue au général Botha. Je répondis que le général n'était pas arrivé... Lorsqu'il fut de retour, l'entrevue eut lieu, mais il me fut impossible d'y assister. Un des assistants me raconta que Buller avait demandé que nous déposions les armes. Il exprima ses regrets d'avoir à combattre de vieux amis qui habitaient le pays. Il s'engageait à ne pas brûler les fermes, à ne pas détruire les récoltes. Botha ne posa qu'une question : « Et notre indépendance ?... — Cela est d'une importance secondaire, répondit Buller. — J'espère ne pas vivre assez pour la

voir perdue », dit Botha, et il rompit les négociations. Cette entrevue n'eut d'autre effet que de nous engager à combattre jusqu'à la fin.

Je télégraphiai au président à Machadodorp, le priant d'envoyer de l'argent et des vivres. En réponse à ma demande, on me répondit que l'argent était envoyé et que le service des subsistances serait réorganisé. J'eus le soir une longue conversation avec le commandant Uys, et le lendemain matin avec les commandants et les fieldcornets; plusieurs ordres furent rapportés, les hommes rentrèrent dans le devoir et la situation fut sauvée. Très peu de temps après, je rentrai à Prétoria : je voulais mettre en ordre mes affaires et revenir définitivement ensuite au milieu des nôtres. Il me fallut une journée de chemin de fer et deux journées à cheval pour arriver dans le district de Prétoria.

Johannesburg avait été pris, et le bruit courait que Prétoria était aussi au pouvoir des Anglais. Je refusai d'abord d'y croire, mais en approchant, le doute ne fut plus possible : les Anglais étaient entrés à Prétoria! Je rencontrai le commandant Dircksee, de Bœksburg, et je me décidai à rester quelques jours avec lui, j'attendrais là des nouvelles de Prétoria avant de retourner à Majuba auprès de Botha qui venait de livrer le combat de Bapsfontein, où 300 Anglais avaient été complètement battus par 80 Boers.

Un Cafre se chargea de porter à Prétoria une lettre que j'adressai à M. Bosman : je lui demandais des nouvelles et lui faisais connaître mes intentions. Deux jours après, le Cafre était de retour : il m'apportait la réponse de M. Bosman : — « Rentrez sans tarder, m'écrivait-il, votre mère est dangereusement malade. » — Que faire? Mon devoir de fils était d'obéir. Je partis donc, espérant bien que les Anglais me laisseraient revenir.

J'arrivai le mardi 12 juin, dans l'après-midi. A Prétoria, je traversai la ville sans être arrêté et je courus chez moi à travers les rues, au galop de mon cheval. Le même jour, la maladie de ma mère prit un caractère moins grave et le danger fut écarté. Le lendemain de mon arrivée, j'allai rendre visite à plusieurs dames dont les maris étaient dans nos *commandos :* je leur dis que leurs maris étaient en bonne santé, qu'ils avaient été bombardés par les Anglais, mais que les obus ne leur avaient fait aucun mal. Toutes montraient le plus grand courage et aucune ne parla du retour.

Ma journée fut à peu près employée à ces visites. Le lendemain à neuf heures du matin, un *Khaki* se présenta chez moi et me dit que le major Pover désirait me parler. Je répondis que j'irais plus tard; l'homme insista : je devais l'accompagner sur-le-champ. J'appelai mon frère et un de mes amis et les priai de venir avec moi. C'était ma première entrevue avec ceux qui se disent nos *conquérants.* On me fit faire antichambre pendant une heure et demie, après quoi on m'introduisit auprès d'un personnage à figure déplaisante et dont la façon de parler n'était rien moins que polie. L'idée que j'étais dans l'ancien cabinet de M. Reitz, le secrétaire d'État que j'avais bien connu, me remplit de tristesse. Les larmes me vinrent aux yeux. Partout autour de moi les *Khakis;* tous mes vieux amis avaient fui : tout était trouble, je n'entendais rien, je dus faire effort pour reprendre mes esprits.

— Je vous demande pardon, dis-je enfin au major, que m'avez-vous dit?

— Êtes-vous le révérend van Broekhuisen?

— Oui.

— Vous arrivez des *commandos?*

— Aujourd'hui j'arrive de la campagne.

— Oui, mais vous avez été dans les *commandos?*

— Plus ou moins, depuis neuf mois.

— Vous encouragiez les gens à prendre courage, et vous leur disiez qu'en trois jours les Boers seraient de nouveau ici?

— Je n'ai rien dit de pareil.

— Mais, tout de même, vous le pensiez?

— Il ne s'agit pas de ce que je pense, mais de ce que je dis.

— Bien, ne discutons pas là-dessus. Voulez-vous prêter serment?

Je demandai à lire la formule, elle était ainsi conçue : *Je jure... de ne jamais prêter quelque aide que ce soit aux troupes fédérales.*

— Je ne prêterai pas ce serment, dis-je.

— Pourquoi?

— Parce que je ne pourrais pas le tenir.

— Il faut cependant le faire ou aller en prison.

Un autre officier, le major Poor, je crois, intervint à ce moment.

— Voyons, me dit-il, pourquoi ne voulez-vous pas prêter ce serment?

— Parce que je ne pourrais pas le tenir. Si vous étiez à ma place et si vous prêtiez ce serment je vous mépriserais, et vous voulez que je le prête, moi? Jamais!

— Oh! vous êtes un meneur.

— Vous pouvez m'insulter maintenant que je suis entre vos mains.

Je vis que cette réponse lui déplaisait : il y eut un moment de silence, après quoi :

— Avez-vous quelque autre chose à dire?

— Oui, dis-je, je vous demande de me renvoyer à mes *commandos;* vous n'avez pas le droit de me garder ici.

— Allons! Vous nous traiteriez d'imbéciles si nous

vous renvoyions. Vous avez fait plus de mal que cent fusils.

— J'ai fait mon devoir.

— Alors vous refusez ?

— Oui; mon devoir est de prêcher le courage à mes compatriotes.

— Vous êtes comme le président Krüger qui arrange la Bible à sa façon.

— Laissons là, je vous prie, le président Krüger. Je suis pasteur et vous ne connaissez rien à mon ministère.

— Eh bien ! voulez-vous, oui ou non, prêter serment?

— Non, jamais !

— Je vous donne cinq minutes pour réfléchir.

— Je n'ai pas besoin d'une minute. C'est tout réfléchi.

Il appela un caporal et deux *Khakis*, et je fus emmené à la prison : mon frère m'accompagnait. Ces *Khakis* ne savaient même pas où se trouvait la prison. Je dus les conduire et les faire tourner à gauche et tourner à droite. Si j'avais été moins triste, j'aurais pu me faire conduire chez moi.

En partant, je dis à mon frère d'aller rassurer ma mère; un groupe de gens stationnait à Church Square pour voir passer leur pasteur que l'on conduisait en prison.

Après m'avoir fouillé, et m'avoir retiré ma montre et mon argent, on me conduisit dans une cellule occupée déjà par trois individus; je protestai et demandai à être enfermé seul : on me proposa alors une cellule de l'hôpital que j'acceptai, car elle était plus grande et parquetée. J'y reçus bientôt la visite de mes amis, la plupart colons hollandais. J'arrivai à l'heure du repas qui était annoncée à son de gong. Deux Cafres entrèrent portant une sorte de caisse double dans laquelle étaient rangées des gamelles d'étain contenant du *porridge* (sorte de soupe). Ce plat n'avait rien d'appétissant ; il n'y avait ni fourchette, ni cuillère; dans la caisse, une gamelle contenait du sel, dont chacun pouvait prendre une pincée avec ses doigts. Je refusai cette nourriture, et j'écrivis chez moi pour qu'on m'envoyât mes repas, ce qui fut fait régulièrement. L'installation était très défectueuse : pas de traversin, une ou deux couvertures, je me fis apporter tout ce dont j'avais besoin; mais les prisonniers qui n'étaient pas, comme moi, de Prétoria manquaient de tout : ils étaient là plus de quarante, habitués à bien manger, qui ne pouvaient pas supporter l'ordinaire de la prison. J'écrivis à M. Bosman pour lui faire connaître ces faits, et le prier de former un comité qui viendrait en aide aux prisonniers ; il n'était pas encore formé quand je fus mis en liberté. Quelques personnes charitables leur envoyaient seulement, de temps à autre, des provisions. Je priai mon ami M. Das de venir me voir, et nous arrangeâmes ma cellule aussi confortablement que possible. J'avais pour voisins quatre ou cinq nègres, un peu plus loin quelques voleurs, le rebut de la société, puis 80 à 90 prisonniers de guerre. Deux jours après moi, l'attorney Enden nous rejoignit et vint dans ma cellule. Bien que membre de la commission médicale de la Croix-Rouge, on l'avait jeté en prison.

Chaque jour c'était quelque nouvelle figure. A ma grande surprise, je vis le docteur Fourie, médecin du général de Wet, avec ses ambulanciers. Après la bataille de Roodewal, le docteur Fourie avait quitté le commando pendant la nuit, le lendemain il fut reçu à coups de fusil par les Anglais qui cessèrent leur feu quand ils aperçurent la Croix-Rouge.

Ils visitèrent sa voiture, mais n'y trouvèrent rien : ils montèrent la garde autour d'elle pendant toute la nuit. Le lendemain, un officier venait trouver le docteur et, lui montrant une petite charge de dynamite sans fusée ni capsule, lui dit : « Tenez, voilà ce que nous venons de trouver dans votre voiture. — Si vous l'avez trouvée, dit le docteur, c'est que vous l'y avez mise. » L'officier protesta. « Pourquoi, continua le docteur, avez-vous visité ma voiture sans que je fusse présent? » Mais toute discussion était inutile; le docteur fut envoyé à Prétoria et mis en prison, et bien qu'il fût le seul médecin de De Wet, on l'y laissa pendant deux semaines. Après quelques jours d'emprisonnement, ses ambulanciers durent prêter le serment de neutralité (bien qu'ils fussent neutres aux termes de la convention de la Croix-Rouge) et on les renvoya chez eux. Fourie refusa de s'engager et demanda à être jugé. On le relâcha enfin, et après de difficultés sans nombre, il fut envoyé à Kronstadt Qu'arriva-t-il après ? revit-il jamais sa voiture d'ambulance ? je ne saurais le dire.

Nos tristes jours s'écoulaient : on me permit au début de prêcher aux prisonniers, puis l'autorisation me fut retirée et je ne pus même pas leur lire l'Évangile. Et cependant j'eus la consolation de rendre service à plusieurs d'entre eux individuellement, à des colons surtout qui étaient tristes, déprimés, anéantis. Le dimanche arriva; c'était l'anniversaire de ma naissance; je le passai tristement en prison; mes pensées étaient lugubres, je sentais mon impuissance et ma faiblesse. Après dix jours de cette vie entrecoupée parfois par quelques témoignages d'amitié et par la visite de dames amies (les hommes ne pouvaient pas pénétrer dans la prison), je fus averti par le geôlier, un vendredi matin à 8 h. 1/2, que le général Maxwell, gouverneur militaire, désirait me voir. Je laissai mes amis et me rendis auprès du seul officier anglais qui m'ait traité avec courtoisie. Après l'échange de quelques banalités, le général me demanda encore si je voulais prêter serment.

— Vous auriez pu, lui dis-je, me laisser dans ma cellule, car je ne prêterai jamais serment.

— Mais, reprit le général, nous ne demandons qu'à vous rendre votre liberté : les dames de Prétoria nous ont adressé une pétition par l'entremise de Mme la générale Joubert, et lord Roberts est très disposé à accorder à ces dames ce qu'elles demandent.

— Je désire beaucoup sortir de cet affreux endroit, dis-je, mais je n'en veux pas sortir déshonoré.

— Cependant, il faut bien que nous ayons quelque prise sur vous.

Je répondis que je m'engagerais volontiers à ne pas faire de politique.

— Je sais, me dit-il, que vous avez l'intention de faire des réunions politiques la nuit.

Je répondis que cela était absolument faux et que, comme chrétien, je devais me soumettre, bien qu'à regret. Le résultat de cette entrevue fut que je promis de ne pas prêcher sur la politique, de ne pas faire d'agitation politique et je signai cet engagement.

Le lendemain matin, je quittai ma cellule ; j'y étais resté pendant dix jours ; j'avais vu bien des choses qui, certainement, ne m'avaient pas très bien disposé en faveur de ceux qui m'avaient traité, moi et mes compatriotes, d'une si pitoyable façon, mais j'étais résolu cependant à tenir ma parole. La joie de mes amis, de mes parents, de ma mère surtout, fut grande. Je m'occupai aussitôt de réunir un comité de secours pour procurer de la nourriture à nos prisonniers affamés.

J'oubliais de dire qu'aux termes de mon engagement je devais me présenter au général Maxwell, deux fois par semaine. Quelquefois nous avions ensemble de longues conversations et je lui parlais en toute liberté ; un jour, comme j'entrais dans son cabinet, il me dit :

— Nous avons été encore obligés de brûler quelques fermes de vos compatriotes.

Je demandai pourquoi et qu'avaient donc fait les pauvres femmes ?

— Oh ! me répondit-il, elles fournissaient des vivres aux Boers.

— Eh bien ! qu'y a-t-il là d'étonnant ? Ne nourrissons-nous pas vos *tommies* lorsqu'ils viennent nous demander à manger ?

— Oui, mais quand les Boers sortent de ces fermes, ils tirent sur nos soldats.

— Voyons, dis-je, raisonnons. Je suis attablé avec une troupe de 30 ou de 80 hommes dans une maison ; vos soldats arrivent. Que vais-je faire ? Rester tranquillement assis pour qu'on me fasse prisonnier ? Je dirai aux femmes d'aller se cacher sous les lits ou dans la cuisine et je me défendrai ! Les femmes doivent-elles en supporter les conséquences ?

— Oui, me répondit-il, oui, elles sont responsables.

— S'il en est ainsi, repris-je, nous savons ce qui nous attend.

Au nombre des agissements des Anglais, il en est qui m'ont plus vivement exaspéré, c'est entre autres le fait de renvoyer les femmes dont les maris étaient à l'armée. Elles étaient obligées d'abandonner leur mobilier, leur maison : on les empilait dans des wagons avec leurs enfants et on les dirigeait sur nos commandos. Le souvenir de ces départs est inoubliable ; quelques-unes pleuraient à chaudes larmes ; j'ai vu une mère tenant dans ses bras un pauvre bébé de dix jours, très malade : à force de supplications elle obtint de rester, mais l'enfant mourut peu après.

Je fus aussi témoin d'un autre cas de brutalité. Une pauvre veuve habitait Prétoria avec un fils infirme et sa jeune fille, elle tenait une maison meublée. Son fils bien qu'infirme prêta le serment de neutralité, pensant qu'ainsi on les laisserait en paix. Un beau jour ils reçurent avis d'avoir à partir, et comme la jeune fille allait demander aux autorités la raison de cette décision, on lui répondit :

— Vous êtes une jeune fille trop patriote.

— Mais mon frère a prêté serment ! Que deviennent alors les promesses de lord Roberts ? Allez-vous maintenant faire la guerre aux femmes et aux enfants ?

— Peu importe à qui, pourvu que nous arrivions à nos fins !

C'est tout ce qu'elle put obtenir comme réponse ; ils sont aujourd'hui au Cap. Que tout cela est triste !

Trois semaines après l'entrevue que je viens de raconter, comme j'entrais chez le gouverneur, il me dit :

— Monsieur Van Broekhuisen, nous allons vous envoyer dans un autre pays.

Je restai anéanti. Il reprit :

— Vous désirez sans doute savoir pourquoi. Je vais vous le dire ; on ne vous reproche pas d'avoir manqué à votre parole, mais lord Roberts pense qu'il vaut mieux que vous vous en alliez. Vous êtes trop dangereux : vous avez trop d'influence ici et vous êtes trop anti-anglais. On vous laissera tout le temps pour faire vos paquets et régler vos affaires.

— Quand devrai-je partir et qu'allez-vous faire de moi ?

— Je vous écrirai à ce sujet et vous ferai connaître notre décision.

Je pris congé. J'attendis quelques jours : le samedi suivant, je retournai chez le gouverneur, pensant qu'il avait changé d'avis.

— Monsieur, me dit-il, il faudra partir lundi.

— C'est plus de temps qu'il ne faut, sans doute, m'écriai-je ; j'ai encore la journée de dimanche !

— Ah ! oui, c'est vrai, je n'y pensais pas.

Alors je lui dis tout ce que j'avais sur le cœur, et je me retirai.

Je courus chez Mme Joubert, je la mis au courant, et rentrai chez moi en pensant avec quelle impudence les Anglais savaient manquer à leur parole.

Mme Joubert se rendit auprès de lord Roberts et lui demanda pourquoi on revenait sur les promesses qui m'avaient été faites.

— Le jeune pasteur, répondit-il, a fait un sermon politique.

— Puis-je voir ce sermon ? demanda Mme Joubert.

— Le général Maxwell l'a entre les mains ; je le lui demanderai et vous le lirez; si vous trouvez que ce n'est pas un sermon politique, le jeune pasteur pourra rester.

Mme Joubert prit sa voiture et vint me raconter sa conversation.

— Je n'ai pas fait de sermon politique, répondis-je, et si l'on vous en montre un, il aura été fabriqué par lord Roberts ou par Maxwell.

Le dimanche matin, je recevais une lettre du général Maxwell, me disant que je n'avais pas manqué à mes engagements et que je pouvais rester à Prétoria si *je me conduisais bien*, c'est-à-dire si je ne parlais pas politique. Qui avait menti ? Lord Roberts ou le général Maxwell ?

Quatre semaines se passèrent encore, puis je reçus un avis me disant que j'avais le choix entre partir, ou être envoyé à Ceylan. J'obéis et voilà pourquoi je suis en Europe.

Il ne m'est pas possible ici d'énumérer tous les manquements à la foi jurée, les injustices, les cruautés des Anglais ; peut-être le ferai-je un jour, mais si les Anglais s'imaginent nous pacifier en agissant ainsi et nous faire admettre leur autorité, ils se trompent grandement.

Beaucoup d'entre nous croyaient autrefois dans la loyauté, la justice, la foi et la franchise des Anglais, qui maintenant ont complètement changé d'avis.

De même que je crois à un Dieu juste qui gouverne les cieux et la terre, je crois que l'Angleterre sera cruellement punie de cette guerre injuste et impie et de toutes les cruautés dont elle s'est rendue coupable.

Sa chute est désormais une affaire de temps ; à moins que ses yeux ne s'ouvrent enfin, qu'elle ne rende à nos républiques leur indépendance et que Chamberlain, Rhodes et Milner ne soient punis de leurs forfaits.

VAN BROEKHUISEN.

A propos du Congrès de la Paix.

RÉPONSE A QUELQUES CRITIQUES

Le Congrès international de la Paix de 1900 a certainement attiré plus que les précédents congrès pacifiques l'attention de tous, et, d'autre part, il n'a provoqué que peu de railleries et presque pas d'insultes. Railleries démodées et injures qui font grand honneur à ceux qui les reçoivent, étant donnée la qualité des insulteurs.

En revanche, il a suscité certaines critiques sérieuses, et, entre autres, celles du *Temps*, qui n'a pas craint, à deux reprises, d'insister sur le danger que nous faisons courir à la paix publique, à la morale et au progrès social, en traitant certaines questions de politique coloniale qui seraient, paraît-il, étrangères à notre programme et que nous aurions résolues dans un sens tout à fait fâcheux.

Précisons en quelques mots les termes de la divergence entre le *Temps* et nous.

Une motion avait été proposée au Congrès (et elle a été adoptée à l'unanimité) portant que le zèle intempestif de certains missionnaires, de toutes confessions, en Chine et dans l'Extrême-Orient, a été une des causes de la guerre ; d'autant plus que le zèle des commerçants n'a pas été moindre, et que missionnaires et négociants ont cru bon à diverses reprises de demander à leurs revendications des appuis diplomatiques et militaires.

Il a paru au journaliste anonyme du *Temps* que c'était là excuser les massacres commis par les Chinois, et que cette incursion dans un domaine qui n'était pas le nôtre nous avait entraînés à des excès regrettables.

M. Georges Lyon a répondu au *Temps*, et il l'a fait avec une modération extrême. Cependant le *Temps* n'a pas reproduit intégralement sa lettre. Nous croyons devoir la donner ici ; car elle pose très nettement la question, et elle est de nature à dissiper toute équivoque.

Bien que je n'aie pas qualité pour défendre les résolutions votées par le Congrès de la Paix, vous me permettrez, à moi qui ai eu la bonne fortune d'assister aux belles séances où ces résolutions furent prises, de rectifier certains points dont un de vos collaborateurs s'autorise pour faire du Congrès et de son œuvre la critique la plus sévère et, à mon avis, la plus imméritée.

Je ne connais pas en toute précision le texte de la Commission relatif aux affaires chinoises; mais je ne crois pas me tromper en affirmant que ce que l'Assemblée a blâmé, ce sont les menées de *certains* missionnaires. Ce mot restrictif paraîtra-t-il insuffisant? Ce serait, en ce cas, se montrer plus indulgent que lord Salisbury qui, naguère, ne mâchait pas leurs vérités à ces soi-disant

apôtres si fréquemment inspirés par les intérêts temporels les moins recommandables. Que dis-je! Le *Temps* a lui-même publié à ce sujet des observations bien instructives et il ne saurait faire doute pour personne d'un peu informé que trop souvent le prosélytisme religieux n'est, en ces pays lointains, qu'un manteau jeté sur les ambitions et les convoitises. Et précisément parce que de tels cas sont trop peu rares, ils ont pu contribuer à valoir aux Occidentaux, en Extrême-Orient, un discrédit dans lequel tous ont fini par être indistinctement enveloppés. Signaler de telles fautes, dénoncer ces abus comme figurant parmi les causes ou, selon le mot de Stuart Mill, parmi les « concauses » des haines qui fermentaient et qui ont à la longue fait explosion, en quoi serait-ce une œuvre indigne d'un Congrès qui fait appel à toutes les bonnes volontés pour prévenir les querelles sanglantes entre nations?

Surtout ne croyez pas qu'il y ait eu, en ces scrutins, l'ombre d'une arrière-pensée antichrétienne ou antireligieuse. Toute prévention de cet ordre a été rigoureusement bannie du Congrès. Bien plus, la précaution a été prise de proclamer d'abord le droit de tout homme qui prétend posséder la vérité à la propager de son mieux parmi ceux de ses semblables qu'animent d'autres convictions, à la condition toutefois qu'il y mette de la prudence et de la mesure, qu'il respecte les lois, les règles et les usages de ceux qu'il veut convertir; que surtout il évite, par les conflits ou les scandales qu'il provoquerait, de donner prétexte à l'action diplomatique et bientôt à l'action militaire de ses nationaux, toujours promptes à exploiter ses témérités. Il ne faut pas que catéchiser soit le prélude, usurper et envahir la conséquence. Il ne faut pas que l'apostolat dissimuleun pacte passé entre l'évangéliste et le soldat, selon la formule un peu modifiée de Guillaume Occam : « Je te servirai par la parole; protège-moi par l'épée. »

Mais, nous dit-on, pourquoi ne pas du moins tenir la balance égale? Pourquoi tout le blâme déversé sur les missionnaires imprudents ou intrigants et les « laïques » Occidentaux] provocateurs, tandis qu'on accorde, par prétérition, un bill d'indemnité aux Orientaux assassins?

Et d'abord, je n'ai point rêvé quand j'ai entendu soumettre aux suffrages cette incidente : « Tout en condamnant les massacres et les excès commis par les indigènes... », ou quelque chose d'approchant. L'unanimité ne pouvait faire doute et, quand le président Charles Richet eut posé, en souriant, la question : « Y a-t-il quelqu'un qui approuve les massacres? » je ne me rappelle pas que personne ait répondu : « Moi! »

Que si le Congrès n'a pas insisté davantage pour mettre en relief les responsabilités des Boxers et de leurs complices, la raison en est simple. C'est que ses résolutions ne seront ni entendues ni connues des fanatiques Chinois et que sur eux il n'a point action. Essentiellement formé d'Occidentaux, c'est à des Occidentaux qu'il s'adresse, à ces Occidentaux que la Chine ne vient pas chercher, mais qui s'efforcent, eux, de pénétrer la Chine et qui ont, par conséquent, pour premier devoir de ne pas lui apparaître comme des fauteurs d'injustice et d'immoralité.

Plus déraisonnable encore serait le reproche d'encourager de la sorte les rebelles chinois. Nous ne sommes plus, en effet, au cours de la guerre, mais bien à l'ouverture des négociations. La capitale du Céleste-Empire est au pouvoir de l'Europe. Les âmes avides de répressions violentes n'ont pas d'inquiétude à concevoir et je crains bien plutôt qu'on ne leur donne trop amplement et aveuglément satisfaction. Le Congrès n'avait pas vraiment à exciter encore l'ardeur vengeresse des vainqueurs. Ni la Russie ni la France n'ont, ce semble, consenti à se lancer dans les voies furieuses de l'Empereur allemand. Le Congrès de la Paix pouvait-il le céder en modération au tsar Nicolas II ou à M. Delcassé?

A cette belle lettre de M. Lyon, à l'admirable lettre de M. Michel Bréal, nous n'aurions rien à ajouter, si le *Temps*, résumant la discussion et déclarant qu'il n'y reviendrait plus, n'avait ajouté une conclusion finale.

« Le vote (sur cette question) est fâcheux. Fâcheux surtout pour les congrès futurs qui perdraient l'autorité morale péniblement acquise et très précaire encore, s'ils persistaient dans certaines erreurs de méthode et s'ils renouvelaient certains excès de zèle. »

Or il est bon de retenir cet aveu. Nous avions acquis une autorité morale; mais comment? Est-ce en cédant aux objurgations des gens sages, ou aux injures des chauvins? Est-ce en nous laissant décourager par l'apathie et la routine de l'immense masse populaire et bourgeoise? Non, c'est précisément en ne nous relâchant pas dans notre propagande, en répétant, contrairement à l'avis des doctrinaires et aux pruderies des gens habiles, que la guerre est une chose ignominieuse, que les conquérants sont des misérables, que la paix armée nous mène à la ruine, que l'arbitrage est la seule mesure qui puisse assurer, par la justice et le droit, la liberté, l'honneur et la prospérité des peuples. Nous avons dit cela tant et si fort qu'on a fini par nous entendre, de sorte que maintenant on reconnait que nous avons raison. Les puissants de la terre, que ce soit le tsar ou le pape, reconnaissent que l'avenir de l'humanité est là, et on veut bien nous savoir gré de ne pas avoir été, quand nous prêchions dans le désert, trop timides et trop soucieux de l'opinion publique.

Pour les entreprises coloniales, sources de guerres calamiteuses, nous ferons de même. Nous sommes sûrs que l'opinion publique, à une époque plus prochaine peut-être qu'on ne croit, viendra à nous. Cet état d'esprit abominable, qui consiste à regarder les nègres ou les Chinois comme individus envers qui tout est permis, prendra fin bientôt. Pour les Chinois, comme pour les nègres, nous demandons le droit commun, et tous les membres du Congrès de la Paix, quelle que soit leur

nationalité, ont implicitement admis que le fait d'avoir la peau blanche, ou noire, ou jaune, ne confère aucun privilège. Voilà tout ce qui a été dit, et j'estime qu'il ne peut y avoir, en toute bonne foi, de méprise sur ce point. Le journaliste du *Temps* s'est peut-être amusé à vouloir faire croire à ses lecteurs que les trois cents personnes réunies dans le palais des Congrès à l'Exposition avaient envoyé des félicitations aux Boxeurs. Heureusement que cette ironie n'a pas grande portée. Nous avons soutenu seulement — et nous le soutiendrons encore — que la foi la plus sincère et la plus ardente n'excuse pas des procédés d'évangélisation que nous ne saurions souffrir chez nous; et que, si des Chinois s'étaient permis de faire, chez nous, ce que *certains missionnaires de toutes confessions* se sont permis de faire en Chine, les gouvernements européens les auraient depuis longtemps, non pas massacrés (ce qui n'est heureusement pas dans nos mœurs), mais plus ou moins vivement ramenés à la frontière, peut-être assignés en police correctionnelle.

Et, si l'on vient à prétendre que ce n'est pas l'affaire des Congrès de la Paix de traiter ces questions, nous répondrons que notre mission est de prévenir les guerres, aussi bien les guerres coloniales que les guerres civiles (européennes) et que l'insouciance et le mépris avec lesquels tous les Européens, commerçants, militaires, diplomates et missionnaires traitent les Asiatiques, sont la source des haines et des guerres. « Qui a semé le vent récolte la tempête », dit un vieux proverbe français. La politique des Européens en Asie et en Afrique a été trop longtemps violente, brutale et fourbe, et à la continuer, on irait de gaieté de cœur à des désastres sans précédents.

Ch. R.

AU RÉGIMENT [1]

LE DRAPEAU

Il y eut donc, à la compagnie, surprise générale quand on sut l'immense faveur qui était faite à Delbard. Chez plusieurs, un peu de jalousie naquit, et Darson lui-même en ressentit, mais il eut bientôt fait de chasser un sentiment si bas, et il ne sut plus que se réjouir à la pensée du bien qui allait résulter sans doute pour son ami de ces bonnes dispositions du lieutenant. Pierre, cependant, en présence du respectueux étonnement qu'avait provoqué la nouvelle, continuait à s'enorgueillir de la flatteuse attention de son chef.

Mais il éprouvait en même temps, vis-à-vis de Maleschant, une timidité réelle : ce visage si froid, qui s'était pourtant éclairé pour lui de sourires bienveillants, le troublait encore; et il n'avait pas usé de l'autorisation donnée par son lieutenant, pour se présenter au petit pavillon qu'il habitait. Et ce fut assez longtemps après que l'officier dut insister, lui fixer une heure pour le venir voir. Aussi, le soir de ce même jour, Pierre frappait-il à la porte du pavillon; et il eut la surprise agréable de trouver dans une sorte de fumoir-bureau, décoré avec un goût sobre et très sûr, son chef en costume civil : attention délicate qui le toucha; car il en comprit la portée. Sur une petite table, des liqueurs et des cigares étaient préparés, et Pierre dut s'asseoir, et causer, se familiariser avec l'homme nouveau qui lui était révélé, affectueux et accueillant, s'efforçant de faire oublier son grade à celui qu'il recevait. Au bout d'une heure, il se sentait tout à fait à son aise, parlait avec abandon de son passé et de ses rêves, car son interlocuteur avait eu l'habileté de le faire glisser aux sujets personnels; il ne craignit pas de raconter quelles furent les aspirations humanitaires de sa jeunesse, d'avouer quels avaient été ses sentiments lorsqu'il arrivait au corps. Et Maleschant l'écoutait avec attention, heureux de cette franchise qui l'eût fait se féliciter encore de s'être intéressé à ce garçon courageux.

— Maintenant, dit-il, que vous venez de vous dévoiler à moi avec une netteté que je ne saurais trop approuver, je comprends, et j'excuserais presque les fluctuations que subit votre conduite de soldat. Vous dûtes certainement beaucoup souffrir, à subir un joug dont vous ne vouliez pas reconnaître l'impérieuse, l'absolue nécessité. Mais vous me dites que vos sentiments ont changé, et je vous crois : votre attitude modifiée en est une preuve. Ainsi, vous avez fini par comprendre... Comprendre! Tout est là. Comprendre pourquoi il *faut* absolument être soldat, pourquoi il *faut absolument* une armée jusqu'à ce que les conditions d'être de l'humanité se soient entièrement modifiées... Dieu sait quand? Qui a compris tout cela, enfin, bien compris, ne *peut pas* être un mauvais soldat. Et qui donc doit comprendre, si ce n'est vous, *dispensés*, élite des soldats, et à qui la loi fait, en outre, la faveur d'un service plus court? Mais il n'y en a que trop, de ces favorisés, qui ne *comprennent pas*, ou ne *veulent* pas comprendre. Ils entrent au service avec dégoût, apportant la conscience assurée de leur supériorité non douteuse sur tous ceux qu'ils vont coudoyer à la caserne, camarades et chefs, confondus par eux dans un égal mépris : car les uns et les autres, au fond,

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 8, 15, 22, 29 septembre, 6, 13 et 20 octobre.

sont des « brutes » avec ou sous les ordres desquels une loi bien gênante les contraint à vivre pendant dix mois. Et, parmi eux, trois classes très distinctes se forment : les uns, voulant ne pas avoir d' « histoires », refoulent soigneusement leurs sentiments au fond d'eux-mêmes, et, leurs petites corvées faites par un camarade besogneux, se faisant donner le plus possible de permissions, arrivent au bout de leur temps sans avoir été punis; les autres, plus violents ou plus francs, laissent en quelque manière percer leurs sentiments intimes; leur mépris du milieu ambiant, choses et gens, perce malgré eux; les jeunes officiers, ceux qui sont le plus près du soldat, ne tardent pas à s'apercevoir de ces dispositions; blessés dans leur amour-propre par ce dédain de gamins qu'eux-mêmes, le plus souvent, valent, et au delà, par leurs études antérieures, ils se montrent cassants et durs, ferment la porte à toute bienveillance. Et les futurs savants, blessés jusqu'au tréfonds de leur âme, deviennent d'impitoyables ennemis de l'armée. Ne cherchez pas ailleurs l'origine de bien des haines farouches et célèbres... Enfin une troisième catégorie est celle des braves garçons qui, quoique bacheliers ou licenciés, ne se croient pas déshonorés de porter le sac à côté de paysans et d'ouvriers et d'obéir à des gens qui ont sur eux la supériorité de l'âge et de l'expérience technique. Ceux-là, je les estime et je les aime. Mais ceux que j'aime surtout, ce sont ces paysans qui forment, en somme, le plus clair de nos contingents et qui sont aussi la qualité. Ils font leur métier sans enthousiasme, mais sans secousse et sans bruit, comme le bœuf qui traîne docilement le charrue. Ils revêtent une apparence militaire, mais, au fond, ils restent les ruraux. Depuis huit ans que je marche à côté d'eux, sans cesse, je les ai entendus ne parler que de cette seule chose, la terre, unique objet de leurs préoccupations. Ah! les braves gens! Ils savent bien, eux, qu'il faut faire des sacrifices pour la défendre, cette terre!...

Il ne s'arrêtait plus, lancé sur son sujet de prédilection. Et Pierre ne pouvait revenir de sa surprise, devant cet emballement qu'il n'eût jamais soupçonné chez cet homme si maître de lui, à constater surtout cette chaleur d'affection pour ses inférieurs envers lesquels il se montrait presque dur, dans le service. Mis en confiance, il laissait deviner sa surprise, et Maleschant s'expliquait :

— Le premier devoir de l'officier, voyez-vous, est de connaître ses hommes, et de les aimer. Car notre responsabilité morale est énorme! Des hommes de mille provenances diverses, de mille caractères divers passent entre nos mains. Tous, ils vont être soumis à une discipline de fer. Notre pouvoir sur eux, en matière de punition, est très grand... Et la punition, justement, qui agit au moyen de « contrainte par corps », est la pierre de touche du service militaire. Elle n'existe que dans l'armée, où, pour des raisons trop facilement compréhensibles, l'obéissance de l'inférieur au supérieur doit être instantanée et absolue. Elle a des effets considérables, et très variables. Appliquée à propos et au moment voulu, elle mate ou corrige, suivant le caractère de l'individu; injuste ou mal appliquée, elle amène les plus déplorables conséquences, mécontente l'homme et l'aigrit, lui fait parfois quitter la droite ligne pour le jeter dans la mauvaise voie. Aussi, la punition la plus anodine ne doit-elle pas être infligée à la légère : deux jours de consigne d'un simple caporal, les *deux crans* dont le *cabot* menace si souvent, et si souvent mal à propos, peuvent mener un homme à *Biribi* ou au *Conseil*. Et c'est pour cela que le strict devoir de l'officier est de ne punir et de ne laisser punir au-dessous de lui qu'en toute connaissance de cause, en proportionnant le châtiment à la faute et à l'homme. Une punition levée a parfois sauvé une mauvaise tête qui tournait mal. Or, pour savoir doser ainsi le châtiment, il faut avoir fait de tous ces caractères une étude attentive.

Lorsque Pierre, une heure après, quitta l'officier, il lui sembla, qu'ils étaient des amis de longue date. Maleschant venait de lui faire une offre qui l'avait enthousiasmé, mettant à sa disposition tous les livres qu'il possédait et ceux encore des bibliothèques du régiment et de la garnison; mais il avait fait mieux encore : tandis que Pierre se confondait en remerciements, il avait ajouté vivement, traversé d'une idée soudaine : « Mais, au fait! J'y pense! Il ne vous est pas commode de lire à la chambrée, au milieu de tout le bruit qui s'y fait. Faisons donc mieux. J'ai ici, à côté de ce bureau, une petite chambre dont je ne me sers pas. Je la mets à votre disposition. Vous ne m'y gênerez pas le moins du monde, et vous serez bien chez vous... Non, non, ne refusez pas, et ne me remerciez pas. Je ne fais là rien que de très naturel, simplement ce que je voudrais voir faire pour moi si j'étais à votre place. Ainsi, c'est entendu. Venez voir votre petit coin. »

C'était offert avec tant de bonne grâce, qu'il était impossible de refuser... Avec timidité d'abord, puis plus hardiment, à mesure que venaient l'encourager les amabilités de son chef, il usa de la faveur qui lui était faite, et quelle joie ce lui fut d'avoir à soi un coin de solitude! Sur une table étaient disposés des objets personnels, des livres, quelques photographies; et il se remettait avec bonheur au travail. Parfois, Maleschant venait le rejoindre pour causer, heureux de trouver un interlocuteur d'une intelligence aiguisée, et Pierre, de son côté, s'étonnait chaque jour un peu plus de l'ampleur de vues, des

vastes connaissances, et du charme de conversation qu'il trouvait chez son hôte. Le plus souvent, leurs causeries roulaient sur le sujet qui passionnait maintenant le soldat autant que l'officier; Pierre ne craignit pas de parler avec cette franchise que Maleschant aimait en lui. Et tous deux, ainsi, étaient un enseignement l'un pour l'autre : l'officier se familiarisait avec les idées de ceux qui rêvent de paix universelle; le socialiste pouvait étudier de près un de ces professionnels du sabre qu'il avait si longtemps ignorés. Que Maleschant fût quelque peu une exception, cela n'était point douteux; du moins permettait-il d'étudier en lui les tendances générales de son milieu. Et il défendait avec chaleur l'armée et le principe militaire, tant attaqués, tant discutés.

— L'Armée!... L'Armée!... Est-elle assez vilipendée!... Et par ce mot, il faut entendre l'ensemble des officiers, puisque le soldat passe un temps si court sous les drapeaux. L'a-t-on assez flagellée, la Grande Muette!... Ah! voyez-vous, notre grand malheur, à nous, c'est d'être une armée vaincue... ou, pour dire mieux, les fils de soldats vaincus. Car, en somme, que reste-t-il aujourd'hui, de ceux qui furent malheureux pendant la terrible guerre?... Quelques « grands chefs » qui étaient alors de tout jeunes officiers ou des soldats. Des généraux d'alors, plus un seul. Alors, pourquoi, des malheurs de nos devanciers, conclure à notre incapacité? C'est d'une injustice odieuse! Tout le monde sait bien, pourtant, que nous ne sommes pas restés stationnaires depuis 70! Les responsabilités de la désastreuse guerre n'appartenaient pas seulement à l'armée : mais elle avait à apprendre beaucoup, énormément. Et l'on s'est mis au travail avec une ardeur désespérée. Ah! comme l'on a travaillé vite et bien! L'effort fut si grand, l'entrain de chacun fut tel, qu'au bout de peu de temps, l'armée était capable de reprendre la lutte. Chez les officiers, on avait renoncé au funeste principe : « On se débrouillera toujours. » Chacun avait compris que le courage et l'allant ne suffisent plus; que la guerre devenait une science qu'il fallait acquérir; et l'on s'instruisait... De continuelles interrogations et conférences de leurs chefs tiennent les officiers sans cesse en éveil; de force, sinon de gré, il faut devenir instruit. L'armée d'aujourd'hui est savante et bien dressée. Au reste, vous avez pu vous en convaincre par vous-même. Et ce qui se fait ici se fait dans toute la France. Partout on s'entraîne aux fatigues futures. Les journées ne suffisent pas à exécuter les programmes trop chargés : soldats et chefs s'instruisent de concert. Et c'est cette armée laborieuse que quelqu'un a qualifiée de « décor d'armée ». Sans rien pour appuyer ce dire, on jure qu'elle ne serait pas à hauteur de sa tâche. On recherche avec soin dans son sein les brebis galeuses : elle en contient, comme tous les troupeaux; au besoin, on en invente. Alors, de quelques faits isolés réunis soigneusement on fait une théorie, on fait la criminelle besogne de semer dans la Nation la défiance de l'armée née d'elle-même. Cependant, stoïque, silencieuse, elle travaille, et elle attend...

Maleschant se livrait, dans ces causeries familières. Et Pierre, oubliant qu'il parlait à son chef, discutait avec une égale passion.

— Elle attend... Mais qu'attend-elle? Hélas! la seule chose pour quoi elle soit créée, la destruction, l'extermination. Et c'est là ce qui me désespère, l'idée que cette effrayante agglomération d'hommes ne se prépare qu'à la tuerie. Cet état de paix armée de l'Europe m'épouvante.

— Mais trouvez-moi donc un moyen de l'éviter, cet état! répliqua Maleschant avec la vivacité qu'il apportait toujours dans ces sortes de discussions. Voulez-vous donc que nous désarmions, nous, pour que les autres s'empressent de nous écraser? Et si nous ne désarmons pas, nous, qui donc commencera?... Sans doute, la guerre est odieuse, je la hais comme vous... Mais, me donnerez-vous le moyen de la faire cesser? Quel piteux échec a été celui de la très louable conférence de la Paix! A peine était-elle close que trois guerres commençaient... Tout le monde désire la paix, mais, dès que les intérêts sont en jeu, bien vite on oublie les rêves humanitaires; et cette paix que tout le monde souhaite, personne ne fait un effort pour l'atteindre. Cela reste à l'état de projet très vague, très lointain. Alors, il n'y a qu'un parti à prendre. Puisqu'elle est pour l'instant impossible, cette paix tant souhaitable et tant souhaitée, puisque la guerre est inévitable, notre devoir est de l'attendre à chaque minute, et de nous y préparer.

— Mais cette attente est énervante pour tous!

— Ah! certes, elle est énervante!... Vous avez employé le mot juste!... Depuis longtemps prêts à la lutte, il nous faut rester là, l'arme au pied... C'est dur, c'est bien dur. Nous arrivons, soldats et officiers, jeunes, pleins de sang et d'ardeur, avec, dans l'âme, ce rêve d'être pour quelque chose dans cette grande lutte que l'on attend tout en la craignant. Mais rien ne vient. Alors, l'entrain du début s'affaiblit. Ce n'est plus cet espoir joyeux des premiers jours; la réalité affaisse, et, tandis que le soldat retourne chez lui, l'officier reste, recommençant aujourd'hui ce qu'il a fait hier...

— Oui, dit Pierre, il reste. Et il est pris de découragement, n'est-ce pas, à voir l'inanité de ses efforts? Alors, il se distrait comme il peut; ce service devient l'à côté de l'existence; la grande affaire est le plaisir.

Mais sur un regard de Maleschant, il se reprit :

— Pardonnez-moi de parler ainsi, mon lieutenant.

Peut être même ne devrais-je pas le faire, puisque les seuls officiers qu'il m'ait été donné de voir de près, le capitaine, M. de Rafye et vous, êtes tellement différents de ce que je m'imaginais autrefois... Voyez au contraire, dans le fait d'oser cela, une preuve de la respectueuse affection que je vous porte. Je répète simplement ici l'objection courante, l'argument principal contre les « traîneurs de sabre », pour entendre votre réponse sur ce sujet. Comme moi, vous savez tout ce que l'on reproche aux officiers. Aujourd'hui que tout le monde est soldat, que chacun peut voir les chefs à l'œuvre, on hésite à employer l'épithète de « feignant ». Alors on accuse l'officier de cruauté, quelquefois, envers ses hommes tout au moins de brutalité, de morgue et d'insolence, de beuverie, de débauche... que sais-je?

— Oui, je sais, dit Maleschant, tout cela se dit sans beaucoup de conviction d'ailleurs. Brute galonnée, prétorien, soudard, étrangleur de perroquets, ignare, débauché... sont des épithètes assez courantes. Mais leur violence même indique chez ceux qui les emploient soit un aveuglement imbécile, soit une indignation de commande... et parfois lucrative. Il faudrait que nous fussions des êtres au-dessus de l'humanité s'il n'y avait point, parmi nous, des gens qui sont l'extrême exception — dont l'un est brutal, l'autre vulgaire et grossier, celui-ci trop porté à boire, celui-là à jouer et à s'endetter. De ces quelques exceptions, des adversaires de mauvaise foi s'emparent avec bonheur et du simple concluent bien vite au composé, pour dévoyer l'opinion... Mais les gens sensés ne raisonnent pas ainsi. Ils comprennent que nous sommes des hommes et que l'un de nous peut faillir à son devoir sans que tous nous soyons des indignes... Et ils sont bien rares, croyez-le, ceux de nous qui déméritent. Au fond, l'officier n'est rien de ce que représentent ceux qui ne le voient que dans le service ou dans la rue, raide et guindé dans sa tenue, parce qu'il est « en représentation ». Les jeunes sont des garçons comme les autres, d'un niveau intellectuel certainement bien au-dessus de la moyenne, et nullement occupés seulement à boire et à fumer, leur besogne faite. Le nombre de ceux qui ne fument et ne boivent pas augmente chaque jour, au désespoir comique des vieux, prétendant qu'on ne leur envoie plus que « des filles ». Chacun s'occupe chez soi, à part quelques clairsemés qui préfèrent longuement cartonner au cercle; suivant les aptitudes diverses, celui-ci étudie l'allemand, celui-là l'histoire, un tel est poète en cachette, cet autre dessine, ce dernier fait de la musique... et l'on fuit ainsi l'abrutissement qui résulterait d'un long séjour dans une petite ville, en la monotone répétition des mêmes occupations. Et si vous saviez combien ils sont, au point de vue moral, peu compliqués! Leur vie un peu spéciale leur conserve une sorte de candeur d'âme, en bien des points touchante chez de grands garçons qui se donnent des airs méchants! Le scepticisme désabusé de notre époque, la funeste gouaillerie, la blague qui ne respecte rien et ne laisse rien debout, les épargne. Eux croient encore à quelque chose, et quand ils présentent le sabre au drapeau, à la centième fois, ils sentent encore le petit frisson qui, du cœur, passe à la peau... Puis ils vieillissent sans que leur âme change. Et ils deviennent de bons maris, de bons papas, et ils étendent à leurs hommes les sentiments d'affection qu'ils prodiguent dans leur famille... Parmi les plus durs, croyez-vous qu'il y en ait de sincèrement méchants?... Voyez de Rafye, ce punisseur! Il a la ferme conviction que son devoir est de punir parce que, sans punition, il n'obtiendrait rien des hommes. Tous ces terribles ont la ferme persuasion que leur devoir est de frapper durement toute faute... Et cependant ce sont de braves gens, de bons pères de famille.

Il y eut entre eux un silence, durant lequel ils restèrent plongés dans leurs pensées. Puis Maleschant reprit, comme se parlant à lui-même :

— « Officier moderne! » Oui, ces deux mots doivent être mis côte à côte. Cela dit bien plus que le seul mot « officier ». Car l'officier moderne, c'est le fonctionnaire, le « professeur de maniement d'armes... » Il n'est plus celui qui conduit au feu ses soldats. Autour de lui ne brille plus l'auréole glorieuse du guerrier victorieux; du guerrier, il n'a plus que le titre et l'arme. Instructeurs, nous le sommes; éducateurs, il faut l'être, et c'est là que réside la réelle beauté de notre tâche. Car il ne suffit pas de faire « des soldats » au sens matériel du mot : il faut, de leurs âmes, faire des âmes de soldats. Pour y arriver, chacun a sa méthode. Mais le premier devoir du chef, pour atteindre à cette formation morale de ses hommes, c'est encore de servir d'exemple; il sera toujours un modèle de correction, de tenue, de discipline, d'endurance et de gaîté durant les fatigues; il s'occupera en toute occasion du bien-être de ses hommes. Et il s'appliquera à élever leurs âmes par des causeries où il leur parlera patriotisme, honneur, courage, abnégation, dévouement.

Le jeune homme frémissait d'enthousiasme vrai en se laissant aller à ses sentiments; et Pierre admirait sa conviction puissante.

« C'est un apôtre », pensa-t-il.

... La transformation lente de ses idées se continuait insensiblement.

Cette période fut la meilleure de son temps de service. Il vivait en paix depuis qu'il accomplissait ponctuellement ses devoirs, ne donnant plus la moindre prise à la sourde hostilité de son caporal.

Il avait trois amis car, outre Darson et Mauser, il pouvait, avec une nuance de respect, donner ce titre à Maleschant. Le « coin » qu'il possédait chez celui-ci lui permettait de s'isoler à son aise. Même, les inquiétudes qui le tenaillaient si souvent au sujet de son avenir avaient presque entièrement disparu. Car l'amitié de Maleschant était active ; peu à peu, il avait su en détail l'histoire de son protégé, — sauf toutefois le roman si malheureusement interrompu, et que Pierre n'osa pas avouer, par un délicat sentiment de discrétion envers sa maîtresse. Et, sachant que le jeune homme souhaitait, à sa libération, une situation autre que celle qu'il quittait, il s'était formellement engagé à la lui procurer. Cela lui était facile, car il appartenait à une famille influente et riche, dont les connaissances et les relations étaient puissantes.

Pour l'heureux Pierre, c'était l'avenir assuré.

Il put donc jouir pleinement de la vie presque heureuse qu'il avait maintenant... Ainsi on était parvenu au mois d'avril; cinq mois avaient passé; à peine en restait-il cinq autres. Il était donc aisé de patienter; et le temps, merveilleusement beau, contribuait à sa présente joie de vivre. Partout, le renouveau mettait une verdure délicieuse ; les haies verdoyaient, formant au lieu de lignes noirâtres, comme en hiver, des bandes d'un vert plus sombre dans l'émeraude des avoines et des blés. Le fort n'était plus qu'un immense talus herbeux, où les arbres ajoutaient comme une luxuriante chevelure.

C'est un dicton d'un usage courant, qu'un orage est vite arrivé dans un ciel d'un azur immaculé. Pierre en allait faire la triste expérience. Au moment même où son esprit heureux concevait de joyeuses espérances, où tout l'incitait à des rêves de bonheur, une nouvelle écrasante allait fondre sur lui, lui enlevant tout courage, et le rejetant dans la voie mauvaise d'où Maleschant l'avait tiré.

Depuis quelque temps, les lettres de Rose, de plus en plus brèves, portaient la marque visible d'un embarras qui se lisait entre les lignes. Mais il s'en inquiétait à peine, car elle l'avait accoutumé à ces plaintes, depuis qu'il était loin d'elle et, sans doute, sa tristesse grandissante venait-elle seulement de l'absence, toujours plus dure à mesure qu'elle se prolongeait. Il la réconfortait de son mieux, lui promettant ce bonheur qu'ils méritaient, certes, pour tout ce qu'ils avaient souffert. Son esprit, trop occupé ailleurs, avait comme remisé toute préoccupation passionnelle jusqu'à une échéance plus lointaine; fait étrange, l'amour qui avait empli sa vie n'était plus, jusqu'à nouvel ordre, que l' « à côté » de ses pensées. Et il devait être d'autant plus atteint par le coup inattendu qui allait le frapper.

Ce fut un dimanche qu'il reçut la terrible nouvelle, comme il revenait de la ville, où il avait gaiement assisté à la musique militaire. Le sergent de semaine lui remit la lettre où il reconnut l'écriture de Rose. Et, comme il causait avec des camarades, il ne se pressa pas de l'ouvrir, pensant : « Pauvre petite !... Je sais bien ce qu'elle contient, sa lettre. Hélas! que puis-je pour elle? » Et il en oublia, près d'une heure, dans sa poche, le papier fatal qu'il fut presque étonné de retrouver ensuite. Alors il rompit enveloppe, avec un peu d'ennui, déplia la lettre... Et, à peine y eut-il jeté les yeux qu'il laissa échapper une sourde exclamation. Le papier dansait dans ses mains tremblantes; mais il fallut bien, cependant, lire les mots terribles qui l'aveuglaient :

« Voilà bien longtemps que j'hésitais à te la dire, mon Pierre, cette chose qui va t'anéantir. Mais il faut pourtant bien que tu saches... Je suis enceinte, mon Pierre, et j'ose à peine écrire ce mot; je porte en moi un petit être qui est fait de toi et de moi... »

. . . .

La brutalité d'une telle nouvelle dispense de commentaires sur ce que dut être à ce moment l'état d'âme de ce jeune homme, presque un enfant, mis soudain en face d'une aussi effroyable responsabilité. Que l'on se représente seulement l'abîme de désespoir dans lequel il devait rouler, cœur aimant et honnête, en se voyant l'auteur du déshonneur et du malheur de la créature qu'il aimait le plus au monde.

... Il eut, dans sa détresse, le bon cœur de répondre à la malheureuse Rose pour la rassurer, du moins, sur ses sentiments à lui ; et il rassembla toutes ses forces pour mentir, pour se dire heureux de l'événement qui le perdait, pour rendre un peu de courage à l'infortunée qui n'en avait plus. Puis, il retomba dans son effroyable misère, envisageant avec une terreur frémissante ce qu'allait être l'avenir...

Sous le coup nouveau de la destinée, il redevint mauvais; les sentiments haineux qu'un peu de bonheur avait chassés de son cœur, s'emparèrent de lui avec une nouvelle force; ses raisons d'exécrer la caserne étaient donc justes ; car c'était irréfutable, cela, tous ses malheurs venaient de cette obligation maudite, qui lui avait fait refuser la main de Rose par les parents, peu soucieux d'un gendre qu'il faudrait attendre un an et qui reviendrait peut-être contaminé — qui, dans le désespoir de l'inévitable séparation, les avait poussés tous deux à la terrible faute — et qui, aujourd'hui encore, le retenait loin de la pauvre fille, enchaîné par l'inexorable discipline, au moment précis où il aurait dû être là, lui, pour la défendre contre les mauvais traitements qu'elle allait certainement subir... Il en frémissait de rage concentrée et il se raillait amèrement de la sentimentalité ridicule où l'avaient fait tomber des

influences... « Sot! triple sot!... Mon intelligence avait baissé, vraiment, dans ce milieu abétissant!... L'homme vrai, en moi, fut celui que j'étais avant d'avoir endossé cette livrée de misère; et je redeviens cet homme. » Il sentait, avec une sorte de volupté, son âme d'autrefois rentrer en lui.

Il devint si différent de lui-même que tous s'en aperçurent: Barbier, son caporal, pour épier ses faiblesses et en tirer parti; Mauser et Darson avec tristesse, déplorant le changement nouveau de cette âme en apparence si versatile; et Maleschant pour constater que son protégé devait avoir été atteint de quelque douleur qui le modifiait ainsi brusquement. Il l'interrogea avec douceur, surpris au plus haut point de l'imperceptible nuance de raideur qu'il découvrit chez celui qui, peu de jours avant, était son jeune ami confiant; et comme il n'en put rien tirer que des réponses vagues, il ne lui dit que ces mots:

— Vos peines me paraissent être d'ordre intime, mon cher Delbard. Je me ferai donc scrupule de chercher à les connaître. Je vous dirai seulement que si jamais vous voulez vous confier à quelqu'un, si vous avez besoin de conseil ou d'aide, — d'aide en quelque manière que ce soit, insistait-il, — je suis là, et vous me rendrez heureux en pensant à moi.

En ces quelques mots, il offrait des conseils, de l'appui, et de l'argent même, qu'il n'osait proposer plus explicitement: il savait que l'argent est au fond de la plupart des maux, et, riche, il souhaitait d'épargner à son protégé du moins des peines de cet ordre. La buée d'émotion qu'il vit aux yeux de Pierre lui fit comprendre que son offre avait atteint le cœur du soldat. Mais celui-ci se contenta de remercier d'une voix étranglée. Il ne pouvait étendre sa haine jusqu'à cet homme; mais il se refusait, absurdement, à plus rien accepter d'un chef. De ce refus allaient naître les plus terribles conséquences.

... La catastrophe approchait à grands pas : un matin, une dépêche lui arrivait:

« Grand malheur arrivé. Serai ce soir Dun-le-Haut minuit quarante. Tendresses. Rose. »

Chassée de la maison paternelle après une abominable scène, Rose, éperdue, accourait à lui comme à son seul appui en ce monde.

Depuis deux mois, Rose était à Dun-le-Haut, dans une chambre que Pierre lui avait louée à la hâte au reçu de sa dépêche. Elle avait été, cette dépêche, un coup de massue pour le jeune homme. Dans ses rêves les plus noirs jamais il n'avait conçu cette pensée pourtant si naturelle que sa maîtresse, si elle venait à être chassée de chez elle par son père exaspéré, songerait à se réfugier chez celui qui était la cause première de son malheur, et, durant les quelques heures qui avaient précédé l'arrivée de la jeune femme, il avait cru devenir fou par cette obsession lancinante qu'il allait, lui, soldat, détaché dans un fort relativement éloigné de la ville, avoir à loger, à protéger et à nourrir une femme d'abord, et bientôt une mère et un enfant. Et certes, une telle perspective pouvait le bouleverser, dans son inexpérience absolue de la vie pratique, d'abord, et surtout avec la conscience de la modicité de ses ressources, limitées à quelques centaines de francs déposées à la Caisse d'épargne de la petite ville roussillonnaise. A se dire qu'avec aussi peu d'argent, il devrait pourvoir à tous les besoins de sa compagne, il frissonnait... Jamais encore, il n'avait connu une telle détresse.

Cependant, il avait bien fallu qu'il courût jusqu'à la ville pour chercher un logement; et ce n'avait pas été sans peine qu'il en avait trouvé un, repoussé de maint endroit pour tout ce que son histoire présentait d'insolite, presque découragé après cinq ou six échecs, lorsque enfin il découvrait une chambre convenable, à un prix modique, dans une maison où la jeune femme serait seule avec la propriétaire; même celle-ci la nourrirait à des conditions raisonnables. Tout semblait donc arrangé pour le mieux; la logeuse acceptant le récit de Pierre qui disait recevoir *sa jeune femme*. Et cependant, cette personne osseuse et laide, réservée en paroles et aux yeux fureteurs, avait dès ce premier jour déplu au soldat qui pressentait en elle une hypocrisie et une rapacité de mauvais augure.

Et il avait revu Rose, après cinq mois d'absence... Rose dont il avait tant rêvé... Rose qu'il ne reconnaissait presque plus dans la dolente jeune femme à la taille épaissie, dont le visage était comme creusé par les larmes... Ils s'étaient embrassés en pleurant, et il l'avait amenée, dans cette chambre qui allait être pour longtemps son horizon. De se retrouver ainsi, ils n'avaient éprouvé l'un et l'autre aucune joie. Rose raconta la pénible, l'effroyable scène qui l'avait jetée hors de sa maison, et Pierre avait dû se faire courageux, s'obliger à sourire pour redonner quelque force à la malheureuse enfant; puis il lui expliquait quel serait leur programme de vie : la somme qu'il possédait pour toute fortune étant bien inférieure à celle qui leur eût été nécessaire jusqu'à sa libération, il chercherait à donner des leçons en ville, et elle-même, si c'était possible, ferait quelques ouvrages à l'aiguille; ainsi, peut-être arriveraient-ils sans trop de peine jusqu'à la date, hélas! trop lointaine, de la libération...

Mais les espérances fondées par ces enfants inexpérimentés avaient été loin de se réaliser. Pierre n'avait pas rencontré de leçons à donner, et c'est à peine si Rose avait trouvé quelque ouvrage procuré par la propriétaire, M[me] Mulaud. Mais surtout furent-ils atteints, la jeune femme surtout, par le si-

lence obstiné que les Rascoll opposèrent aux plus touchantes lettres de leur fille ; et il fallut bien comprendre, après un mois, que sa faute avait fait d'elle, pour eux, une étrangère — maudite, sans doute. Et la constatation de ce fait avait contribué à les jeter, l'un et l'autre, dans un découragement tous les jours croissant.

Cependant, et malgré que la nouvelle volte-face de ses idées fût bien définitive, Pierre n'en avait point modifié son attitude de soldat. Car il importait de rester libre pour n'être pas empêché de descendre à Dun retrouver Rose, ainsi qu'il faisait presque chaque jour ; et Maleschant fut le seul à pressentir, derrière son front barré, l'évolution nouvelle sûrement produite par quelque événement extérieur, ainsi que le prouvaient la cessation presque entière de ses visites et ses absences journalières du fort : histoire de femme, à n'en pas douter, que sa discrétion ne voulut pas approfondir.

FERNAND DACRE.

(*A suivre.*)

SILHOUETTES PARISIENNES

M. Pierre Veber.

Je veux dire sans préambule que M. Pierre Veber a beaucoup de talent : et si je le dis, ne croyez pas que c'est parce que j'ai l'intention de dire le contraire au prochain paragraphe. Nullement. Ah ! les jeunes écrivains, impétueux en leur orgueil, ne sauront jamais quel bonheur candide nous éprouvons, nous autres, pauvres vieux critiques de la vieille, de la plus vieille école, un peu inutiles, un peu retardataires, un peu risibles, si vous voulez, mais si convaincus, nous autres qui avons passé toutes nos meilleures années à suivre, avec une impuissante tristesse, le développement triomphant des défauts et des succès de tant d'écrivains médiocres, — de quel ravissement intime nous sommes emplis lorsqu'il nous est donné de découvrir, de-ci, de-là, un écrivain digne de ce nom, naturellement pourvu de tous les dons de l'écrivain et qui ne les a pas perdus malgré qu'il ait dépensé son temps à imiter tous ses contemporains. Et c'est pourquoi je dis joyeusement que M. Pierre Veber a beaucoup de talent et qu'il fallait même qu'il en eût énormément pour qu'il pût le conserver en dépit des conditions où il se trouva et même l'accroître si je ne me trompe...

*
* *

Vraiment il n'eut pas de chance en ses débuts. Épris d'ironie fine et nuancée, et de je ne sais quelle observation un peu superficielle mais agréablement railleuse, il tomba en plein dans le groupe des auteurs gais. Il fut très dépaysé parmi eux car il leur apportait la gaieté. Pour cela ils auraient dû l'exclure ; ils l'accueillirent cependant par erreur, et M. Pierre Veber fit briller quelques perles dans leur... littérature. En ce temps-là, plusieurs écrivains incohérents écrivaient le *Roman impromptu* dont chacun composait un chapitre ; M. Veber y mit des traits adorables, comme vous l'allez voir. L'un des héros, l'ancien capitaine Léon Napo, parcourait depuis plusieurs heures de la nuit les endroits où l'on s'amuse et il n'amusait personne ni les lecteurs, ni lui. Mais heureusement le hasard et M. Pierre Veber le conduisirent dans une charcuterie nocturne de la rue Rochechouart. Des femmes se trouvaient là, et quand je dis : des femmes !... Mais comme il choisissait du museau de bœuf : « Prends plutôt du veau piqué, lui conseilla l'une d'elles, c'est la spécialité de la maison. » Puis, curieuse, elle lui demanda d'où il venait, où il allait, ce qu'il faisait. « Vois-tu, lui dit-elle, tu as l'air gentil : tu ressembles à mon mari, mais en mieux !... » Léon Napo lui confia qu'il avait été capitaine au 300e d'infanterie, à Brive. « Non, sans blague, s'exclama-t-elle, ah ! bien, voilà qui est drôle, moi *aussi* j'ai été la femme d'un officier du 300e, le capitaine Napo ; l'as-tu connu, dis ? ah ! tu es bien le seul officier du régiment avec lequel je n'ai pas couché... » Léon Napo, dans la charcuterie, retrouvait sa femme qui jadis l'avait abandonné et qui hélas ! n'avait pas mieux réussi pour cela. Mais, elle, ravie de voir un officier du 300e, s'exalta pour Napo sans le reconnaître, l'aima soudain, voulut — bonne fille qui n'avait pas été bonne femme ! — ne pas le quitter de la nuit, lui parla des officiers de naguère et de son mari d'autrefois, et finalement, avant de sortir de la charcuterie, mit quelques sous sur le comptoir, prit une tranche de veau piqué, et, souriant à Léon : « Prends, lui dit-elle amoureusement, prends, allons ! ne fais donc pas le fier, c'est de bon cœur que je te l'offre ! » Ah ! dites-moi, ne faudrait-il pas avoir le cœur bien sec pour se retenir de verser des larmes sur cette rencontre et sur ce veau piqué ! Charmant et douloureux récit, d'un comique violemment caricatural, et si vrai, car enfin, de tels incidents se produisent tous les jours, je veux dire toutes les nuits. Voilà comment on relève par de la délicatesse attendrie toute une littérature. Cette page de M. Pierre Veber est une des meilleures pages de la littérature des auteurs gais. M. Veber écrivit longtemps de concert avec eux — rude épreuve, dont il sortit victorieux : — quand il les quitta, il avait encore du talent.

Il en avait beaucoup, je l'ai dit et ne m'en dédis pas. Il prolongea alors le genre factice du roman

dialogué finissant. Il le prolongea sans le renouveler. Il fut sage, car il est des genres ou des formes littéraires dont on abuse et qui s'usent et que rien ne renouvelle. M. Veber se contenta d'y mettre autant et plus d'esprit qu'on n'en avait jamais introduit dans l'affaire. Et vous voyez bien que si M. Pierre Veber affrontait de graves périls, il en affrontait d'autres aussi redoutables. Trop prompt à se conformer aux modes et aux genres littéraires contemporains, il ne créait, du moins, aucun genre à l'heure où chaque jeune écrivain en créait un ou plusieurs à la fois.

M. Pierre Veber écrivait romans et pièces de théâtre. On sait qu'aujourd'hui tous les écrivains sont en même temps dramaturges et romanciers. C'est un des résultats de l'évolution industrielle de la littérature. Pierre Veber, je crois, était soucieux surtout de disperser partout sa verve juvénile et abondante. Il avait des idées de pièces, des idées de romans, et, à la hâte, traduisait, exprimait les unes et les autres. Il allait où sa fantaisie le menait. Et il négligeait la hiérarchie des genres littéraires dont se préoccupent tous les fonctionnaires de la littérature.

Et il collabora, le malheureux ! la collaboration : voilà un autre phénomène de l'industrie littéraire, phénomène déplorable qui, à peine avantageux aux écrivains médiocres est souvent nuisible aux bons écrivains. Il y a parmi la littérature, beaucoup d'écrivains qui happent la collaboration comme une bonne affaire, M. Pierre Veber aurait pû être leur victime. En effet, après avoir collaboré avec les auteurs gais, sa mauvaise fortune le poursuivant, il collabora avec Lucien Mülhfeld. Ah! désastreuse aventure, la littérature ne va-t-elle pas perdre en Pierre Veber un des écrivains sur lesquels elle compte! Hélas! Cela est vrai, Veber collabore avec Mülhlfeld ou Mulfehld, écrivain, sur le nom même duquel les écrivains hésitent, qui d'après les renseignements assez vagues que j'ai pu me procurer, doit être âgé d'une cinquantaine d'années, qui paraît avoir confectionné une sorte de roman avec des raclures de *Mensonges*, des détritus de *Bel-Ami* et avec un grand désir de triompher, mais dont la fabrication, en dépit d'un nouveau et assez ingénieux système de publicité littéraire, n'a pas trouvé de débouchés, qui, en somme, n'obtint jamais que peu de succès, mais beaucoup plus cependant que ce qu'il en méritait... M. Veber compose avec Mhülhfehld *Dix ans après*, une petite pièce insignifiante qui fut donc naturellement jouée à l'Odéon. C'est une pièce naïve et vide, et « rosse », oui, rosse, dix ans après que la rosserie a commencé d'être et de passer de mode... Et voyez comme les choses se rencontrent et comme les individus se ressemblent! Il y a dans cette pièce un héros, Charpin, qui est justement la copie d'un personnage d'*Amoureuse* et je reconnais bien là les procédés du collaborateur de M. Veber. Ce n'est pas Porto-Riche, c'est M. Mülfeld que je veux dire... Au reste, ai-je besoin d'ajouter que cette pièce est l'œuvre la plus détestable que M. Veber ait signée; c'est même la seule œuvre médiocre qu'il ait écrite. Et c'est pourquoi je me désole de ces collaborations non pas parce que je vois ce que M. Mühl, Mhül, Mülfh... (ah! jamais je n'y parviendrai) peut y gagner, mais parce que je vois bien ce que M. Veber peut y perdre.

En fait, à cause de cela, la formation de sa personnalité littéraire est tardive. Et la gloire, qui sourit à Pierre Veber, hésite encore à s'abandonner à celui dans lequel elle confond, par instants, le fantaisiste exquis, le railleur attendri et le complice des auteurs gais, l'homme d'esprit et le collaborateur de Mühfeld.

***

Elle est formée cependant, sa personnalité littéraire. Elle n'est pas et ne sera pas, je pense, très puissante, très caractéristique, très originale, mais elle est gracieuse et charmante. Et la grâce et le charme sont précisément ce qui manque le plus à notre pauvre littérature. Alors, j'avais donc tort de dire que la personnalité de M. Pierre Veber n'est pas originale.

M. Pierre Veber a ce grand mérite d'être observateur autant qu'il le faut, mais pas plus qu'il ne faut. Il observe sans emphase et sans prétention. Il ne fronce pas les sourcils pour mieux voir. Il n'a pas toujours l'air de sonder l'âme humaine. On lui sait gré d'être psychologue sans ennuyer personne. Surtout, il excelle à regarder vivre et à faire vivre la femme délicatement amoureuse. Il a créé cette adorable petite comtesse de l'*Aventure*, qui, à vrai dire, ressemble un peu trop aux personnages des romans de Gyp. Il a rencontré et esquissé la petite Dolly, modèle ingénument tendre et gracieusement noceur et qui ne dit point de mots grossiers. Et il a créé Lise Mérat! Ah! qui dira la séduction de cette Parisienne si fine, si élégante et d'âme si câline, qu'on voudrait aimer, qu'on aime, et surtout qu'on voudrait ne pas voir souffrir, Lise Mérat, si près et si loin de la vie! M. Pierre Veber prétend que le baron de Sembach a rencontré Lise Mérat à la Bibliothèque nationale. Pour moi, je crois bien y avoir coudoyé Sembach, mais je suis certain de n'y avoir jamais vu Lise Mérat, car on ne la rencontre ni à la Bibliothèque nationale ni nulle part ailleurs. Elle vit, elle vibre, on vit avec elle et pourtant, elle n'a qu'une existence fantaisiste, idéale. Tous les héros et les héroïnes de Veber sont, comme la petite Lise Mérat, comme la pauvre petite Lise, de la plus irréelle réalité : Hélas! hélas!

M. Pierre Veber observe également les milieux. Et il met dans ses romans toute la généralisation philosophique qui convient. Et il donne toutes les leçons morales suffisantes. Il étudie les snobs. Il veut démontrer que le snob est le bourgeois gentilhomme de l'esthétique. Il le démontre, et toutefois il nous amuse extraordinairement ; ce à quoi n'aurait pas songé un psychologue. Il pénètre aussi dans le monde de la politique. Et je ne lui pardonne pas d'avoir écrit sur la politique le livre le plus drôle en ignorant tout de la politique, car je sais bien quel livre il aurait écrit sur la politique s'il en avait connu la moindre chose. Il ne sait pas que ce qu'il y a de plus amusant dans la politique, c'est, au contraire, la sincérité de ceux qui « s'en mêlent ».

Mais je n'ai pas dit toute la verve spirituelle de M. Pierre Veber et comme elle est spontanée! Voici bien le phénomène le plus étrange aujourd'hui : un écrivain qui a de l'esprit sans se fatiguer ni fatiguer personne. Sans doute, on rencontre encore des mots d'auteur gai (Vous êtes de glace, vous frapperiez le champagne. — Elle l'avait dans le nez et, par une bizarre anomalie, elle ne pouvait pas le sentir. — Elle se porte comme Francis Charmes lui-même...) Il fait des tours, des détours, des périphrases ou des travaux d'approche ; il fera même commettre un adultère inutile à une jolie femme pour amener un calembourg ; c'est deux fois l'irréparable... Il cherche et il trouve les mots « rosses » d'une « rosserie » gigantesque, de façade, de parade, parce qu'il exagère la nécessité des mots « rosses ». (*Michel :* Ce garçon est très méritant : il entretient sa vieille mère. — *Jarrossay* : C'est sa maîtresse qu'il présente comme sa mère!...) Ah! cruel jeune homme! mais au moins admirez le « tour littéraire » de ce mot; je ne sais rien de plus harmonieux.

Certes, on rencontre beaucoup de procédés dans cet esprit, mais de ceux qui disciplinent les dons naturels et ne sont point là pour les suppléer. Et je veux dire la facilité d'esprit, le goût, la mesure, l'aisance, la délicatesse de cet esprit qui vient de l'esprit et non pas seulement des mots; et je veux dire la délicatesse des sentiments. Oh! cette ironie qui se mouille d'une larme, comme elle est captivante! Aujourd'hui on n'a plus d'esprit fin, on n'a plus de délicatesse attendrie. M. Pierre Veber a cependant cette fraîche fantaisie dans les choses d'amour, cette fantaisie qui embellit tout ce qu'elle touche ; et il l'applique un peu pour s'attendrir; mais dans la vie contemporaine, ne faut-il pas être bien distrait pour s'attendrir, ou bien appliqué?...

... Un des romans de Pierre Veber et qu'il faut lire (*Amour, amour...*) commence par une imitation un peu prolixe de Voltaire. Et, en vérité, parmi nous, M. Pierre Veber est un des écrivains les plus dignes d'imiter Voltaire : et je ne lui fais point là (à Veber) un médiocre compliment. On peut être certain qu'il l'imitera toujours avec tact, puisqu'il est, aussi bien, un esprit très français à l'heure où il n'y en a plus guère, ce qui est une façon de dire qu'il n'y en a plus du tout. Distinguons, je vous prie, cet écrivain qui est, comme on dit dans un certain monde, de la lignée, de la race des « rois écrivains ». Constatons le développement régulier de sa personnalité littéraire et de sa notoriété : phénomène d'heureux augure en ce temps où on prétend forcer la gloire par la réclame industrielle et par tous les procédés de la littérature charlatanesque. Puisse-t-il travailler un peu plus minutieusement ses ouvrages, ne point dénaturer son talent par des procédés excessifs, puisse-t-il faire disparaître le miroitement, parfois un peu pénible, de trop de genres d'esprit confondus! Et lisons tous les livres de Pierre Veber et nous verrons, dans dix ans, s'il ne passe point pour être un des premiers écrivains de sa génération. Et puisque, une fois, je me pique de prédire, je déplorerais que ma prédiction fût fausse, pour moi d'abord (il est infiniment amusant, surtout pour un critique littéraire de faire une prédiction que les faits justifient par hasard), pour M. Pierre Veber, et aussi pour la république et pour la littérature françaises.

ZADIG.

LES DÉBUTS DU RÈGNE DE LOUIS XVI [1]

Au moment où je reprends ces Mémoires, le prince que, dans la première partie de *Mes Souvenirs*, je désignais sous le nom de Monsieur le Dauphin, vient de monter sur le trône et est devenu notre maître ; on espérait alors que ses vertus consoleraient la France et répareraient nos pertes. Dès son avènement (10 mai 1774), il avait annoncé la plus grande bonté et les plus droites intentions ; aussi l'enthousiasme pour lui fut-il bientôt à Paris dans sa plus grande force : on l'aimait à la folie. La procession de la Fête-Dieu attira, cette année-là, toute la capitale à Passy ; les croisées s'y louaient un louis, et, malgré la présence du Saint-Sacrement, on cria beaucoup : *Vive le Roi!*

Celui-ci, au lendemain de la mort de Louis XV, avait fait envoyer à M. de Sartine l'ordre de se rendre auprès de lui, et ce qu'il lui avait principalement recommandé avait été le soin des mœurs et le pain des pauvres : il voulait que les pauvres pussent toujours manger le pain à deux sous. L'un de ses

[1] Extraits du tome II des *Souvenirs*, de Jacob-Nicolas Moreau, édités par Camille Hermelin, que la librairie Plon va publier prochainement.

premiers actes fut également de supprimer l'extraordinaire de la bouche, et de congédier cette foule de gens chargés de la fourniture des voyages : « Je nourris ma famille, dit-il, mais simplement. » Il tint parole : sa famille et la Cour furent traitées à Choisy frugalement et sans faste.

Dans ce même temps, il écrivit à M. de Maurepas que, les circonstances l'éloignant de ses ministres, il ne pouvait mieux faire que d'avoir recours à lui pour prendre les connaissances qui lui étaient nécessaires sur l'administration, et l'invita à venir à Choisy. M. de Maurepas y alla et travailla longtemps avec le Roi. Cet événement était l'effet des ressorts que M. le duc d'Aiguillon avait fait jouer par Mme Adélaïde, auprès de laquelle il était assez bien servi par Mme de Narbonne. Cette princesse aimait M. de Maurepas, et elle lui dit, quand elle le revit, qu'elle ne le trouvait nullement changé; cependant il avait soixante-quatorze ans. Beau-frère de M. de la Vrillière, oncle et ami de M. d'Aiguillon, il semblait vraisemblable qu'il les soutiendrait.

M. de Maurepas retourna à Choisy le 15 mai et proposa son marché : il ne veut ni rentrer au Conseil sans département, ni département qui puisse l'y faire entrer; il n'accepte aucune relation avec la famille royale et tient à n'être l'organe d'aucune grâce. A ces conditions, il offre de travailler avec le Roi dans son cabinet, tant qu'il voudra. On le fit pourtant revenir sur sa décision, et un Conseil d'État ayant eu lieu le 20 mai, il y siégea à la grande satisfaction de tout ce qui n'était point Choiseul. Il n'était plus question de ce dernier; aussi, tous ses partisans avaient l'oreille basse et commençaient à être mécontents. On entend leur langage : « On a été surpris, répétait la petite marquise de La Fayette d'après son papa, que le nouveau règne n'ait pas débuté par des actes de clémence. « Peut-être le caractère hardi et léger de M. de Choiseul et ses anciennes prodigalités avaient-ils effrayé le Roi, et la Reine, que Sa Majesté aimait tendrement, avait moins de crédit que n'en avaient espéré les amis du duc. On assurait que Louis XVI avait dit dans son intérieur : « Je ne sais ni lire ni écrire : on ne m'a rien appris; j'ai pourtant lu un peu d'histoire, et ce que j'ai vu, c'est que ce qui a toujours perdu cet État-ci, a été les femmes légitimes et les maîtresses. » Vers ce moment-là, Mme la princesse de Conti vint à Choisy trouver le Roi ; la Reine était avec lui et proposa de se retirer; la princesse de Conti la supplia de rester, mais le Roi ne la retint pas, et elle sortit. Ce que voulait la princesse, c'était obtenir pour M. le prince de Conti la permission de faire sa cour au Roi; celui-ci répondit : « J'ai trop de respect pour les ordres du roi pour les enfreindre sitôt. » La princesse, alors, demanda que son fils fût du moins autorisé à envoyer un mémoire à Sa Majesté, qui répliqua : « Il en est bien le maître, et je le recevrai. »

Le parti de M. de Choiseul, pour se dépiquer, chansonnait M. de Maurepas : on nous apporta un jour, chez la princesse d'Armagnac, un mauvais couplet contre lui et même contre le Roi. Ce prince, cependant, avait l'air moins timide qu'autrefois, et il semblait que la bonté l'embellissait. Il remit le don de joyeux avènement et se chargea de toutes les dettes du feu roi. Quand je l'appris, je brochai là-dessus un préambule d'édit, que je croyais propre à accrocher l'enthousiasme public, et je le portai à M. le contrôleur général, qui m'en témoigna la plus grande reconnaissance; mais il était trop tard pour adopter mon ouvrage : l'édit était déjà au Parlement; il m'en donna lecture. Le préambule était bien, mais simple. Il m'annonça qu'il venait de prendre l'ordre du Roi pour les monnaies, et qu'il n'y aurait aucun changement dans leur valeur; que les pièces nouvelles seraient de même poids et de même titre que les anciennes, le coin seul en étant différent, et que celles des deux règnes courraient ensemble. Il était enchanté de Louis XVI : « Il s'applique et entend tout, me dit-il ; je lui communique sur toutes les parties de mon administration des mémoires courts; il les lit avec moi, les serre, me questionne, et si, comme je le lui conseille, il les classe tous en ordre, d'ici à trois mois, il saura tout autant de finance que moi. »

Le Roi écrivit un grand nombre de lettres dans les premiers jours de son règne : on en citait de tous côtés. Plusieurs ministres en reçurent; elles avaient de l'incorrection dans le style, mais de la vérité dans les choses et de la force. M. de Boynes lui ayant demandé ses ordres à l'occasion de quelques Barbaresques, il apostilla le mémoire de sa main, et sa réponse était « qu'il avait trop de confiance dans ses lumières pour lui rien prescrire »; il terminait par cette phrase : « Je n'oublierai point le service que vous avez rendu au Roi, mon grand-père, dans une circonstance bien importante. »

M. de Belsunce briguait la place de premier écuyer; il la demanda au Roi, qui lui écrivait : « Vous avez trente-deux ans; vous êtes colonel d'un beau régiment et brigadier des armées; il n'y a que quatorze mois que vous m'êtes attaché : à peine est-ce que je vous connais. Continuez de bien me servir, et attendez tout de votre fidélité à remplir vos devoirs. »

Quelque temps après, le duc de Noailles alla le trouver pour solliciter la permission de remettre à son fils l'exercice de sa charge. Il allégua son âge, sa santé, ses vieilles habitudes qui le rendaient étranger dans la nouvelle Cour. Sa Majesté l'écouta jusqu'au bout et lui répondit : « Vous me servirez comme vous voudrez, sans vous gêner en rien, mais vous ne me quitterez pas; je sais combien vous étiez

attaché à mon grand-père, et j'aime les honnêtes gens. »

Le Roi nomma à la place d'écuyer commandant M. de Lançon, et MM. de Montagnac et de Saint-Angel ayant donné leur démission, il leur conserva leurs appointements et leur entretint à chacun quatre chevaux; cependant, après un travail avec M. de Lambesc, il venait de réformer quatre cents chevaux de la Grande Écurie.

Je sus à cette époque, par M. Baudouin, mon nouvelliste ordinaire, un trait tout à l'honneur de Marie-Antoinette: M. de Pontécoulant, major général des gardes du corps, avait, sous le feu roi, soutenu avec beaucoup de respect et de fermeté le droit des gardes du corps, que la comtesse de Noailles voulait exclure du dîner de Madame la Dauphine. Cette princesse ayant pris cette affaire avec chaleur, M. de Pontécoulant avait réclamé la décision du roi, qui avait nettement jugé contre Madame la Dauphine. Celle-ci ne dissimula point son mécontentement, et menaça même de se souvenir longtemps de cette petite tracasserie. Depuis la mort du feu roi, elle n'avait rien dit à Pontécoulant, qui était inquiet; il fit parler à la Reine par M. de Saulx, lui fit connaître le chagrin que lui causait son silence, et la fit assurer que, si elle conservait quelque ressentiment de la conduite qu'il avait été obligé de tenir, il croirait devoir au respect qu'il avait pour elle la démission de sa place. La Reine ordonna de lui répondre qu'il n'eût aucune préoccupation; et le lendemain, l'apercevant en se rendant à la messe, elle s'approcha de lui et lui dit: « Monsieur de Pontécoulant, soyez bien sûr que j'ai tout oublié, tout, tout; mais il me reste une inquiétude, c'est de savoir si vous avez aussi tout oublié. » Le pauvre Pontécoulant ne put répondre qu'en fondant en larmes.

Le 27 mai, j'allai, comme c'est l'usage dans les mutations, renouveler mon serment de fidélité et d'attachement au duc d'Aiguillon; il me traita à merveille, et nous causâmes pendant trois quarts d'heure avec la plus grande cordialité. Il me sembla sincèrement touché de la mort du feu roi, mais content de son successeur, sur le compte duquel il s'exprima ainsi: « Je craignais qu'il ne fût dur; il ne l'est point. Il n'est que sauvage et timide; il se sent tiraillé par différentes intrigues, toutes extrêmes, entre lesquelles il serait bien à souhaiter que l'on trouvât un milieu. Ce qui lui est principalement suggéré par la Reine et par Monsieur c'est de ne se livrer à aucun de ses ministres, car ce que l'on appréhende, c'est que l'un d'eux n'acquière crédit et prépondérance. Aussi M. de Maurepas même n'est pas plus écouté que les autres, et n'a encore rien gagné, si ce n'est le droit de dire ce qu'il pense lorsqu'on l'interroge. Sa Majesté n'écoute ni la Reine ni ses frères quand il s'agit des affaires du gouvernement; mais on attaque les choses en tombant sur les individus. » Je fus très satisfait de lui; il parut l'être également de moi, et me donna rendez-vous au jeudi ou au vendredi de la semaine suivante.

J'eus soin d'être exact, car je devais lui lire un long mémoire que j'avais composé dans le but de l'instruire des principes qui pouvaient conduire à restituer à la magistrature sa dignité. La porte était consignée. Je me fis annoncer et j'entrai sur-le-champ. Je lui dis: « Je crains que vous ne soyez occupé aujourd'hui; je reviendrai demain, si vous voulez, et nous travaillerons. » Il me répondit en souriant tristement: « Ni aujourd'hui ni demain; je ne suis plus de ce monde. » Je fus au désespoir et je le lui témoignai. Il me conta qu'il donnait le soir même sa démission: il avait été averti qu'on la souhaitait. Vraisemblablement, c'était M. de Maurepas qui lui avait porté cette parole, et il aimait mieux prévenir sa disgrâce par une retraite noble et en bon ordre. Il me demanda le secret; néanmoins, dans l'après-midi, avec les mêmes précautions, il fit aussi part de sa détermination à tous ses premiers commis.

Ce jour-là, en effet (2 juin 1774), M. d'Aiguillon alla au Conseil, et, après le Conseil, dans une audience particulière, il remit sa démission de ses deux places. Sa Majesté lui donna toutes sortes de témoignages de bonté. On a prétendu qu'elle lui avait offert une pension de 40 000 livres qu'il avait refusée. M. de Chabrillan, son gendre, m'a appris depuis que cette offre n'était pas vraie. Ce ministre se retira avec l'estime et l'amitié de tous les honnêtes gens; le militaire était enchanté de lui. Il porta la peine des marques d'attention que la reconnaissance l'avait obligé d'avoir pour cette Mme Du Barry qu'il n'avait point placée à la Cour; mais on doit remarquer qu'il ne s'était attaché à elle qu'en vue de se sauver du plus grand danger, au lieu que tant d'autres, et notamment le chancelier, s'étaient bassement mis sous les pieds de cette créature, poussés par le seul intérêt d'augmenter leur faveur. Du reste, il ne s'était point livré à ses vilains entours, et les Du Barry, dans les derniers temps surtout, avaient été ses ennemis.

La princesse d'Armagnac ne voulait pas croire que le chancelier eût eu aucune part dans la retraite de M. d'Aiguillon; pourtant Sémonin, qui avait le cœur navré comme moi, m'affirma que ce n'était point la Reine qui l'avait fait renvoyer, et il semblait même assez apparent que ce renvoi ne ferait pas les affaires du parti Choiseul. Comme à Paris on rit de tout, on donna à M. de Maurepas le surnom de *Chasse-cousin*.

Le 3 juin, le Roi dépêcha un courrier à Chatou

avec une lettre pleine de confiance et de bonté pour M. Bertin : il lui mandait de le venir joindre sur-le-champ. M. Bertin était à Montesson avec des dames; il prit congé d'elles, courut s'habiller et partit. Il ne trouva pas le Roi à la Meute, où la Cour était installée depuis la maladie de Mesdames : Sa Majesté était allée avec la Reine voir Madame Louise à Saint-Denis, et avait entendu le salut aux Carmélites. L'abbé Bertin, qui y était, m'a dit que le Roi donnait bourgeoisement le bras à sa femme, et que le peuple enchanté criait de toutes ses forces : *Vive le Roi!* Sa Majesté, à son retour, chargea M. Bertin de faire par intérim le département des affaires étrangères. Cette marque d'estime me causa d'autant plus de plaisir, qu'elle semblait indiquer que ce ministre aurait part à la confiance du Roi, et n'avait point de dégoûts à craindre. Il était le seul qui n'eût point encore demandé à Louis XVI à travailler avec lui; il sentait que son département ne pouvait intéresser le Roi, et qu'il fallait attirer l'attention sur sa personne par la modestie et le peu d'empressement. Sa Majesté le remarqua en effet et voulut en savoir les motifs : « Sire, lui répondit-il, j'ai cru que, dans ce moment-ci, vous aviez des affaires beaucoup plus pressantes que celles dont je pourrais vous entretenir. J'attendrai donc à Compiègne. » Satisfaite de cette réplique, Sa Majesté lui dit les choses les plus honnêtes.

La nomination des nouveaux ministres eut lieu le 5 au soir. Ce fut M. de Vergennes pour les affaires étrangères et le comte du Muy pour la guerre. Sur ce dernier, le peuple se permit quelques pointes, et fit entre autres courir celle-ci en parlant du Roi : « Celui-là est plus gourmand que son grand-père : il suffisait d'un *baril* à Louis XV, il faut donc un *muid* à Louis XVI. »

On n'accusera pas ces deux ministres d'avoir brigué leur place : M. de Vergennes était ambassadeur en Suède et ne pouvait arriver que dans le mois de juillet. Le comte du Muy, qui se trouvait à Grignan, en Provence, quand le Roi mourut, alla au bout de quelque temps à son commandement de Lille, sans passer ni par Paris ni par la Cour. C'est de là qu'il vint à la Meute, en habit uniforme, deux jours après sa nomination; le surlendemain, j'étais chez la princesse d'Armagnac quand il s'y arrêta en se rendant à Versailles. Je lui avais écrit que je me réjouissais, avec tous les braves gens, moins de ce qu'il serait un excellent ministre, que de ce qu'il était bien prouvé que nous avions un bon et sage roi, qui faisait les ministres comme on faisait autrefois les évêques; mais il n'avait point encore reçu ma lettre. Sa nièce, la marquise de Créquy, était une pauvre tête : elle paraissait raffoler de son mari, était au désespoir de n'avoir pas d'enfants, croyait que son époux ne l'aimait pas, et racontait là-dessus, à tout le monde, les choses les plus singulières. Elle me prit un jour pour confident, et je fus obligé de me serrer les lèvres pour ne pas rire.

C'est chez elle que j'appris que le Roi avait remis le Cordon rouge au baron du Blésel et à M. de Choisy, tous deux braves et bons officiers : le premier avait reçu sept blessures dans le service. Le maréchal de Broglie lui donna une fois le commandement d'une place avec ordre de ne point capituler, mais de faire, à la dernière extrémité, sauter les fortifications, et de sortir l'épée à la main à travers les débris. Il regardait le maréchal pendant qu'il recevait cet ordre; puis, celui-ci ajoutant : « Nous changerons tout cela, si vous le voulez », M. du Blésel répondit : « Vous serez obéi, monsieur le maréchal, et j'accepte le commandement avec d'autant plus de plaisir, qu'aucun de mes camarades ne me l'enviera. »

J'ai su par Mme de Durfort que l'on avait fait à M. de Vergennes les plus terribles noirceurs auprès de la Reine, qui refusa longtemps de laisser présenter Mme de Vergennes. On avait prétendu que cette femme avait été fille publique à Constantinople. Fausseté et horreur : son mari l'avait aimée avant son mariage, mais elle était d'honnête famille, et il ne l'avait épousée que parce qu'il était certain qu'elle n'avait été sensible que pour lui; elle valait mieux que bien d'autres de ce pays-ci. Sa présentation n'eut lieu que le 20 novembre 1774.

Au commencement de juin, les compagnies suprêmes se rendirent à la Meute pour faire leurs révérences au Roi et à la Reine. Sa Majesté n'avait pas voulu de la grande députation; aussi les membres du Parlement n'y arrivèrent-ils qu'au nombre de douze. Néanmoins, la chambre de la Reine étant fort petite, on se demandait comment tout ce monde y tiendrait. Mlle Périn, l'une des premières femmes de chambre, qu'on ne pouvait soupçonner de faire des épigrammes, dit à la Reine : « Madame, mais pour éviter l'engorgement, si on les faisait sortir par la fenêtre? »

Quelques jours après, le Roi, à son lever, reçut la Ville. Il était dans sa chambre, assis et le chapeau sur la tête. Toute la Ville se mit à genoux, et le prévôt des marchands le harangua également à genoux. Il répondit : « Je connais l'attachement qu'a pour moi ma ville de Paris; elle peut toujours compter sur ma protection. » Puis il s'avança jusqu'à la porte, et reçut là les six corps des marchands et les conseils, les uns après les autres. Ils parlèrent aussi à genoux; l'orateur des six corps se troubla et eut bien de la peine à achever son compliment. Le Roi se pinçait les lèvres pour ne pas rire. Il assura les six corps de sa protection, fit une mine gracieuse aux conseils, et tout fut dit.

On racontait que les membres de la Chambre des

comptes avaient été très mécontents de la manière dont ils avaient été reçus. Chose étrange! c'était la Reine qui leur avait fait une vesprée; elle leur avait dit en substance : « La prudence de vos chefs a été cause que le Roi vous a conservés : méritez par votre conduite ma protection et mes bontés. »

Les poissardes de Versailles vinrent aussi à la Meute; elles apportèrent de la mauvaise farine et demandèrent la suppression des entrées de Versailles. On crut que le Roi l'avait accordée à la sollicitation de la Reine, sans consulter le comte de Noailles : cela était inexact.

Ce qui était plus vrai, c'est que le Roi avait fait présent à la Reine du Petit Trianon, qu'elle appelait son petit royaume, et bientôt même elle obtint une chose à laquelle elle tenait beaucoup plus : le retour de M. de Choiseul et de M. de Praslin. Ils eurent la permission de reparaître à la Cour, mais le Roi défendit qu'on leur envoyât un courrier, et voulut qu'ils n'apprissent cette grâce que par la poste. En même temps, il cédait aux prières de la Reine et de ses frères, et se décidait à se faire inoculer. A la Meute, on était dans la plus grande joie : on riait, on sautait, on était enchanté du parti qu'avait enfin pris Sa Majesté. Il pouvait se faire qu'il fût très raisonnable; c'était pourtant se réjouir de voir le Roi aller à une bataille où il courait, à la vérité, peu de danger, mais où, sur mille hommes, un risque de périr; aussi les gens sages prétendaient-ils que nous mettions tous nos œufs dans un panier. Ce pauvre roi, d'ailleurs, était tiraillé de tous côtés : sa femme, ses frères, ses ministres, les courtisans, il ne savait auquel entendre, et il était à craindre, comme me le disait la princesse d'Armagnac, qu'ils ne finissent par l'impatienter ou par le rendre indécis sur tout. Il paraît que, dans l'un des premiers conseils des dépêches, il s'était levé avant de prendre les opinions, ne les avait point prises, et s'était retiré dans son cabinet, en laissant tous ses ministres assis et la bouche béante. Ils se regardèrent longtemps, et furent enfin obligés de lui faire demander la date du prochain conseil.

M. de Choiseul arriva à Paris le 12 juin. Les poissardes allèrent au-devant de lui jusqu'à Bernis; on jeta des fleurs et des vers dans son carrosse : tout cela était un effet de la maladresse de ses partisans, et il le sentit bien. Le lendemain, il se rendit à la Meute et parut au lever du Roi, qui parla à plusieurs seigneurs avant de venir à lui. Il lui dit enfin : « Monsieur de Choiseul, vous avez perdu une partie de vos cheveux. » Celui-ci répondit que c'était probablement l'effet du grand air et de la chasse. Les princes l'accueillirent avec le même froid; M. le comte d'Artois, ainsi que Monsieur lui demandèrent : « Comment se porte Mme de Choiseul? » et voilà tout ce qu'il en eut. La Reine, au contraire, le reçut avec la plus haute distinction : « Je vous dois tout, lui dit-elle; vous m'avez rendu la femme la plus heureuse. » Malgré cela, il comprit qu'il ne pouvait se soutenir à la Cour et repartit dès le lendemain, à six heures et demie du matin, pour Chanteloup.

Le 17 juin, la Cour quitta la Meute pour s'installer à Marly : là, on s'observa et l'on intrigua; — on essaya même d'éloigner Mesdames du Roi et de la Reine, — mais surtout on s'amusa beaucoup. L'ambassadeur d'Espagne, M. d'Aranda, y donnait, autour de son pavillon, une espèce de café où la Reine et les princes allaient se divertir; la Reine menait des cabriolets à bride abattue, et M. le comte d'Artois l'accompagnait. Ce jeune prince se livrait à l'ivresse de son âge, n'était occupé que de chevaux et de voitures, et faisait beaucoup de dépenses. Le Roi le sut et n'en fut pas trop satisfait; aussi, apercevant un jour M. de Polignac au billard, il lui témoigna son mécontentement : « M. de Polignac, votre maître a rudement de fantaisies; j'ignore qui est-ce qui les lui donne; mais avertissez-le que je ne viendrai pas pour cela à son secours, et tenez-vous-le pour dit à vous-même. » Le comte d'Artois n'avait pas la faveur des dévots; pourtant, tout semblait annoncer qu'il serait un homme: sa tête fermentait; il voulait voir, courir, se former; il était avide de connaissances et d'expériences. Il résolut un jour de visiter la Fère et Cambrai; M. de Maurepas chercha à le dissuader de ce voyage que le Roi n'approuvait pas. Le prince, après avoir bien résisté, lui demanda : « Eh bien! après tout, quand je l'aurai fait, ce voyage, qu'est-ce que le Roi me dira? — Monseigneur, il vous pardonnera », répondit M. de Maurepas, et le prince partit, emmenant avec lui MM. de Maillé et de Polignac qui étaient à lui, M. de Vaux et M. d'Affry. Celui-ci, trois jours avant le voyage, l'avait exhorté à écrire, pendant sa course, au Roi et à Mme la comtesse d'Artois; il assura qu'il n'en ferait rien. « Pour Mme la comtesse d'Artois, reprit M. d'Affry, je n'insisterai pas, affaire de famille; mais pour le Roi, vous le devez, et je suis obligé de vous le dire. — Pas plus à l'un qu'à l'autre », répliqua le prince.

Je me rappelle un dîner que nous fîmes, à cette époque, chez Mme de Maulde, avec Mme de Saluces, sa fille, Mme de Rostaing, sa belle-sœur, le chevalier d'Egbé et le chevalier de Tolleudal. Ce dernier était alors un jeune homme de vingt ans, d'une figure noble et fière, ayant de beaux yeux et une physionomie très marquée. Il était fils naturel de M. de Lally et, selon toutes les apparences, de Mme de Maulde elle-même. Le Roi l'avait reconnu, par lettres patentes, pour gentilhomme né d'une ancienne maison d'Irlande, et lui avait donné cinq mille livres de

rente sur la confiscation des biens de son père. Il nous lut une requête au Roi, servant de précis dans l'affaire de Mme de Saluces, que j'ai regardée comme un chef-d'œuvre : je n'ai jamais rien vu de plus noblement écrit, et je l'ai exhorté à la faire imprimer. Il nous récita aussi un poème qu'il avait composé contre le célibat, et qu'il avait envoyé au secrétaire de l'Académie française pour le concours; j'y remarquai deux vers qui sont très beaux :

Lorsque de deux époux la tendresse est commune,
Un regard, un baiser vengent une infortune.

NICOLAS MOREAU.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Goriatchtié Sdania (*Constructions en flammes*), par K. BALMONT (Kouchnerew, éd. Moscou).

La poésie nouvelle est mal représentée en Russie. Les poètes « décadents », comme on s'obstine à les appeler, n'ont pas à leur tête un homme de génie qui puisse imposer ses innovations et racheter les bizarreries de la forme par l'intensité lucide de la sensation : — ils n'ont, au fond, que des timides qui, dans leur effort pour paraître audacieux, font maintes gaucheries, parfois touchantes, plus souvent un peu ridicules. Parmi ces jeunes, il convient de citer M. Balmont, l'excellent traducteur de Shelley. Dans le recueil qu'il publie sous le titre somptueux de *Constructions en flammes*, il ne donne pas au lecteur l'émotion terrifiée, admirative pourtant, qu'il semble promettre. Au lieu de flammes grandioses, nous ne voyons qu'un peu de cendres, la dévastation d'un désir qui voudrait être tumultueux et n'aboutit qu'à de l'impuissance. La versification est facile, parfois élégante, l'inspiration très inégale... Quelques vers, ici et là, prêtent à rire. Quand M. Balmont demande avec détresse « s'il est un poète qui vient de produire un vers ou bien s'il n'est qu'une pousse reverdie sur un vieux tronc », on compatit à son indécision. Mais on lui est reconnaissant des pensées gracieuses qui traversent fréquemment ses lignes un peu débiles. « Ils voguaient sans fin dans l'obscurité avec une soif de lumière », est une bonne définition de l'angoisse humaine. M. Balmont aime Baudelaire, ce prophète de la soi-disant décadence, mais il est très loin d'avoir sa profondeur et sa sûreté. A travers les images les plus sanguinaires de ces poèmes perce une âme qu'on croirait volontiers douce et inoffensive. Aussi l'annonce que cet écrivain voudrait être le premier partout, sur terre et dans le ciel, qu'il n'aimerait que des fleurs rouges créées par lui-même, nous laisse-t-elle incrédules. On serait tenté de lui conseiller plus de modération, on l'engagerait à renoncer au désir de secouer les nerfs, coûte que coûte. D'autant plus que les évocations sentimentales, les petites descriptions attendries lui réussissent. Ces vers sont jolis dans l'original :

Ton rire résonna argentin,
Bien plus doux qu'une frêle clochette,
Bien plus doux qu'un muguet parfumé,
Qu'un muguet parfumé, amoureux.

Espérons que, dans un prochain recueil, M. Balmont, abandonnant les effets trop ambitieux d'un byronisme modernisé et affadi, saura se borner à de la poésie plus simple : si ses accents, alors, n'étonnent plus personne, du moins ils toucheront sans doute quelques lecteurs.

Black Heart and white Heart, and **Elissa** (*Cœur noir et Cœur blanc*, et *Elissa*), par H. RIDER HAGGARD (Tauchnitz, éd., Leipzig).

H. Rider Haggard est l'auteur d'une quarantaine de volumes. Sa réputation est grande, mais non incontestée; on lui reproche de manquer souvent d'originalité. Il affectionne les décors archaïques et se plaît à placer ses fictions aux époques les plus reculées, celle de Salomon, par exemple, ou de Cléopâtre; et quand il consent à être moderne, il nous conduit volontiers aux pays des sauvages. Mais, quel que soit le temps ou le lieu, ses héros ont des âmes de notre époque et ses héroïnes, femmes sauvages ou prêtresses, sont des misses plus ou moins émancipées. Un des traits caractéristiques de Rider Haggard est son mépris de la civilisation européenne et son admiration des peuples primitifs. Quand il met en conflit l'homme cultivé et le sauvage, toute sa sympathie est pour ce dernier. Dans *Cœur noir et Cœur blanc*, un Anglais qui se trouve dans le pays des Zoulous au temps du roi Cetywayo se montre capable de toutes les bassesses et de toutes les traîtrises, tandis que le sauvage Nahoon est doué des qualités les plus nobles. C'est l'homme pâle dont le cœur est noir et le cœur du nègre est blanc. Le récit est médiocre dans son ensemble, malgré quelques scènes impressionnantes. Mais, s'il contient une allusion politique et si c'est à dessein que l'auteur a placé l'action dans le Sud africain, l'intention de critique indignée qu'on y pourrait trouver alors en rehausserait singulièrement l'intérêt... L'autre nouvelle de ce volume, *Elissa*, est, comme le dit lui-même M. Rider Haggard, une tentative pour représenter la vie des anciens Phéniciens. L'imagination supplée au manque inévitable des matériaux; les personnages sont insignifiants, mais quelques situations produisent un certain effet théâtral. Des détails d'archéologie, introduits là sans pédantisme, té-

moignent d'une recherche peu étendue, il est vrai, mais minutieuse et intéressante.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

Histoire de la liberté de conscience en France, par GASTON BONET-MAURY (Alcan).

Cet ouvrage, d'une très généreuse inspiration morale, est encore d'une réelle valeur historique. M. Bonet-Maury a décrit avec précision les vicissitudes de la liberté de conscience depuis l'édit de Nantes jusqu'à la fin du second Empire. Il nous montre cette idée éclosant d'abord dans l'esprit de quelques grands hommes, les Henri IV, les L'Hôpital, pénétrant lentement dans les masses et dès lors entrant en conflit avec les aspirations autoritaires des rois ou le fanatisme des sectaires : « Tandis qu'en 1598 les mœurs et l'opinion générale des Français s'étaient trouvées bien en arrière, — sinon à l'opposé, — de la pensée de Henri IV et de l'édit de Nantes, en 1787, au contraire, le Roi et ses ministres restèrent plutôt en deçà des réclamations de l'opinion publique. » M. Bonet-Maury, en psychologue et en historien, recherche les causes de l'esprit d'intolérance ; il les trouve dans cette croyance erronée que la foi philosophique ou religieuse dépend absolument de la volonté, dans l'ambitieux système de la religion d'État, dans le despotisme politique, dans l'intérêt pécuniaire, mal entendu d'ailleurs, et dans cette fausse conception théologique que la diversité des cultes est une offense à l'honneur de Dieu. M. Bonet-Maury démontre aussi que la liberté de conscience est en rapport direct avec la prospérité du pays. Il n'a pas de peine en outre à faire comprendre que l'intolérance n'est pas moins contraire au génie de la France qu'à l'esprit de l'Évangile. Et quant à l'opportunité de son livre présentement, elle n'est, hélas ! que trop évidente.

La Terre éternelle, par PAUL-LOUIS GARNIER (Stock).

« Roman philosophique et lyrique », déclare l'auteur, sur la couverture ; une préface, exempte de fausse modestie, commente ce beau sous-titre. Ce roman est une « symphonie » de cinq cents pages, avec emploi du *leit-motiv*, en d'autres termes, plein de répétitions. Tel quel, il plaît à M. Paul-Louis Garnier. « Je l'aime, dit-il, comme la preuve de la simple beauté que j'ai portée en moi au long d'une saison de lumière et de vie ; je l'aime comme un printemps de clarté où toute la chair sous les feuillages a chanté, où toute la pensée montait en fleurs vers la cime des cieux... Je l'aime, enfin, comme une impérissable cité que j'ai bâtie dans le fond de mon cœur avec du sang, de la lumière et de la beauté. » C'est étonnant qu'on puisse aimer à ce point-là quelque chose qu'on vient d'écrire ! La « confiance en soi-même » est une des vertus principales que recommande Émerson ; M. Garnier la pratique héroïquement. Il n'est pas exclusif, d'ailleurs, dans son admiration, et, tout autant que son œuvre, il aime toute la création. Son « roman », n'est, au fond, qu'un recueil confus de mille et quelques prosopopées : prosopopées à la nature, à la force, à la sève, à une jeune femme nommée Louise, au soleil, à des villes, Arles, Marseille, à des poètes notoires, Homère, Théocrite, à des génies divers, Jordaens, Bach, Beethoven, aux « hommes des cités », à l'Hellade, etc. M. Garnier tutoie tout ce monde, avec une cordialité « symphonique »... Il ne serait que trop facile de signaler les ridicules variés de ce livre, mais j'aime mieux y constater des qualités très réelles de style, de poésie, de rhétorique. C'est abondant jusqu'à l'absurdité, mais riche et peut-être puissant, — exubérant jusqu'à la folie, verbeux, monotone dans l'exaltation, mais plein de verve et de belle grandiloquence, — confus, embrouillé, déraisonnable, mais tout de même plein d'idées... Et quand M. Paul-Louis Garnier voudra bien se modérer, se contenir, se surveiller et se défier un peu de lui-même, il pourra nous donner une belle œuvre, probablement.

Cempuis, par GABRIEL GIROUD (Schleicher).

Cet ouvrage très sérieux, écrit d'après les documents officiels et les publications de l'établissement par un ancien élève de Cempuis, se compose de deux parties. La première développe les principes pédagogiques de cette école : coéducation des sexes et éducation intégrale. Ces *principes* semblent excellents. Si l'on voit tout d'abord des inconvénients à la coéducation des sexes, est-ce que, d'autre part, on a les yeux fermés sur d'autres inconvénients lamentables auxquels donne lieu la séparation des sexes dans nos internats officiels ? et quant aux avantages qu'il doit y avoir à organiser la vie scolaire sur le modèle de la vie familiale, ne sont-ils pas évidents ? *L'éducation intégrale*, qui consiste à soigner à la fois l'éducation physique, organique et l'éducation intellectuelle et morale, ne souffre pas d'objection. La plupart des procédés pédagogiques qui furent mis en vigueur à Cempuis sont tout à fait analogues à ceux qu'on affecte maintenant d'emprunter à l'Angleterre pour réagir contre la débilitante éducation livresque et pédantesque de l'enseignement officiel : travaux manuels, menuiserie

modelage, travail du fer, vie en plein air, sports... La seconde partie du présent ouvrage contient, sous forme d'*annexes* toutes les pièces essentielles de l'affaire de Cempuis, mémoires divers, dépositions devant la commission d'enquête du Conseil général. Il semble bien résulter d'une lecture impartiale de ces documents que tout n'était pas parfait à l'orphelinat : des imprudences furent commises, la surveillance manqua peut-être parfois et le personnel ne fut peut-être pas toujours à la hauteur de sa tâche. Mais ce qui paraît incontestable c'est que les faits ont été travestis à plaisir, avec malveillance par les uns, avec lâcheté par d'autres ; il est évident que la réaction s'est acharnée contre cette œuvre naissante, avec toute la haine et l'hypocrisie dont elle est capable. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, de cette question, les principes pédagogiques de Cempuis ne sont pas solidaires d'une tentative d'application qu'on en fit et qui, pour une raison ou pour une autre, ne réussit pas. Ils conservent leur valeur propre et M. Gabriel Giroud a rendu le plus grand service en les exposant avec clarté dans ce livre de courage et de bonne foi.

Le docteur Verny, par Victor de Marolles (Perrin).

Robert du Charnois est un jeune officier d'une grande distinction et qui jette de « longs regards ». Il aime Julia Verny, qui l'aime aussi ; dans l'église de Pont-sur-Vesle ils se sont promis solennellement le mariage. Or, le comte du Charnois, père de Robert, est un noble esprit, respectueux de principes, et religieux. Ancien conseiller général conservateur, une manœuvre électorale lui a donné pour successeur le docteur Verny, père de Julia, maire de Pont-sur-Vesle, radical, libre penseur et franc-maçon. Si Julia est pieuse et bonne, c'est que sa mère en mourant l'a recommandée à la comtesse du Charnois qui veille sur l'éducation de la jeune fille et tous les ans la reçoit chez elle pendant quelque temps : les grandes âmes sont contagieuses. Verny devient député ; il a vite fait de s'affilier à une bande de financiers véreux qui lui donnent une participation dans leurs bénéfices. Les du Charnois, bientôt ruinés, sont obligés de vendre leur château : Verny l'achète. Mais il ne sera pas dit que le vice doive ainsi triompher de la vertu. Verny, compromis dans ses vilaines manigances, se pend. Les du Charnois font un héritage et rachètent leur domaine... A ce noble roman vous souhaitez une fin noblement mélancolique. Vous l'aurez. Car, frappée par le déshonneur de son père, Julia se fait religieuse ; sur ce, Robert part pour l'Afrique. Et M. Victor de Marolles, qui n'avait guère d'autre intention, si je ne me trompe, que de nous présenter un conservateur sympathique et un radical scélérat, n'a pas échoué dans cette tentative distinguée.

André Beaunier.

Memento. — Chez Calmann-Lévy, le deuxième volume du *Théâtre de Meilhac et Halévy* (la Petite Marquise, la Veuve, la Grande Duchesse de Gérolstein, l'Ingénue, les Sonnettes). — Chez Alcan, la deuxième édition (revue et augmentée) des *Œuvres philosophiques de Leibniz*, par Paul Janet, avec une bibliographie leibnizienne, par M. Boirac ; — la deuxième édition (revue et augmentée) des *Variétés philosophiques*, de J.-P. Durand (de Gros) ; — *Questions de morale*, leçons professées au Collège libre des sciences sociales, par MM. Belot, Bernès, Buisson, A. Croiset, Delbos, Darlu, Fournière, Malapert, G. Moch, D. Parodi, Sorel. — Chez Plon, *le Duc de Bourgogne et le duc de Beauvillier*, lettres inédites (1700-1708), publiées par le marquis de Vogüé ; — *Un séjour dans l'île de Ceylan*, par Jules Leclercq, intéressant ouvrage et qui contient, par exemple, un excellent chapitre sur la colonisation anglaise. — Chez Stock, *les Jugements du Président Magnaud*, réunis et commentés par Henry Leyret. — Chez Didot, *le Théâtre français et anglais*, ses origines grecques et latines, par Charles Hastings, avec une lettre-préface de Victorien Sardou. — Chez Colin, *Château de cartes*, roman « pour les jeunes filles », par Jean Thiéry. — Chez Ollendorff, *Dictionnaire d'argot*, par Rossignol, ex-inspecteur principal de la sûreté. — A la librairie Charles, *Paroles de 1900*, « fragments lyriques », par Fridolin Werm. — A l'« Œuvre indépendante », *Tout un passé*, « fragment du journal d'une amoureuse », par Marcel Clavié. — A Paris, *22 jours en Algérie*, notes de voyage, par le baron La Caze.

A. B.

BULLETIN

Portraits de comédiens.

Une collection de curiosités, bien plutôt qu'un ensemble d'œuvres d'art, voilà ce qu'est avant tout l'exposition des *Portraits de Comédiens* (1). A vrai dire, et si l'on excepte le *Talma* de Delacroix, peu ou point de peintures qui, par elles-mêmes, indépendamment du sujet, grâce à la vertu propre de la couleur et de la forme, vous attirent et vous retiennent. Et pourtant n'est-ce pas là le premier sortilège de l'œuvre peinte, le secret de sa toute-puissante action sur nos sens ? Nul authentique chef-d'œuvre qui, examiné dans son mode d'action sur nous, échappe à cette règle d'une impression immédiate sur l'œil du connaisseur, tout à fait indépendante de l'impression seconde, qui pourra être

(1) Chez Georges Petit, rue de Sèze, jusqu'au 31 octobre.

tout à côté, mais qui n'en est pas moins indispensable.

D'un tel point de vue la présente exhibition ne laisse pas d'être assez médiocre : mais la curiosité qui s'attache à tout ce qui relève du théâtre est si vive parmi nous que l'*impression seconde*, dans l'espèce la personnalité de celui qu'on nous représente, peut aisément compenser ce qu'il y a d'insuffisant dans la qualité même de l'œuvre d'art. C'est là tout un problème de psychologie et des plus curieux, qui lui seul mériterait une étude, cette faveur dont l'attention publique gratifie quiconque s'exhibe sur une scène, et pour cette simple raison qu'il vit aux feux de la rampe. On a voulu l'expliquer par ce fait que l'acteur, incarnant dans sa personne des héros imaginaires, c'est en somme à la fiction du poète, ou au type dramatique conçu par ce dernier, qu'il faut reporter la faveur dont bénéficie l'interprète. Voilà, à mon sens, une explication insuffisante, parce qu'elle est à la fois trop subtile et trop simple : trop subtile, car bien évidemment elle ne rend pas compte des impressions de la majorité des hommes ; trop simple, car il me paraît qu'il se rencontre autre chose et des nuances plus délicates dans ce grossissement dû à l'optique du théâtre. Comment justifier autrement que par une ingénieuse application de la loi économique *de l'offre et de la demande* l'extraordinaire tarif, sur la cote officielle de la galanterie, de maintes femmes qui n'ont pour elles, à les bien analyser, ni talent véritable, ni séduction physionomique, ni quelquefois même cette attirante beauté de chair qui est la pure beauté animale... oui, comment justifier leur succès sinon par le prestige de la *vedette*, par ce fait qu'étant à tous, possédées par mille regards, enveloppées par mille désirs, elles n'en semblent que plus désirables, et partant n'en sont que plus recherchées? Et cette curiosité ne s'applique pas seulement dans un domaine où règne en maître l'attrait du sexe : elle s'exerce aussi bien vis-à-vis des hommes, qui prennent une importance singulière, risible à certains égards, dès qu'ils appartiennent au théâtre.

Quoi qu'il en soit des causes manifestes ou cachées d'un tel phénomène, il le faut bien constater et en mesurer l'effet. Lorsque, voilà six mois environ, une compagnie fameuse et qui doit son prestige moins aux talents dont elle dispose qu'à son ancienne illustration, se vit privée par l'incendie du toit qui l'abritait, il sembla que ce fût une calamité publique : durant des semaines les journaux ne connurent plus d'autre matière à chronique que ce palpitant sujet, et l'on parut oublier que les sociétés d'assurances n'avaient ici-bas d'autre raison d'être que d'indemniser les sinistrés... Qu'un acteur figure à quelque cérémonie se développant autre part que sur la scène, qu'il se marie, par exemple, et revête pour la circonstance, en place de l'habit assez bon pour l'ordinaire des hommes, le simple veston qui le distinguera du commun, c'est assez, vous le savez, pour créer un précédent et inaugurer une mode nouvelle... Enfin s'il leur arrive de quitter le domaine de leur spécialité et de s'essayer à quelque art qui n'est point de leur compétence, la critique, sévère aux autres, a pour eux toutes les indulgences.

Comment se pourrait-il, je vous le demande, qu'habitués à de telles gâteries, et pareils en cela à ces enfants mal éduqués qui se croient tout permis, ils ne prissent point d'eux-mêmes et de leur importance une conscience tout à fait disproportionnée à la réalité ! Il faut voir l'interminable suite de portraits de M. Coquelin aîné pour imaginer l'état d'esprit propre au comédien, haussé cette fois à la centième puissance, et jusqu'à un certain point caricatural. Ai-je besoin de dire que nul intérêt proprement artistique ne s'attache à ces multiples représentations, et qu'elle n'ont d'autre effet que de nous dévoiler les infinies ressources d'une mimique expressive. Mais que M. Coquelin prenne garde de manquer d'habileté, car ce comédien qui aspire toujours à faire grand, risque fort de se diminuer par là, en mettant en pleine lumière, grâce au simple jeu des rapprochements, ce qu'il y a de truc et de convention dans les ressources physionomiques sur lesquelles on s'extasie. Parions que Régnier, lequel fut aussi un grand comédien et l'un des maîtres de M. Coquelin, beaucoup moins impulsif d'ailleurs et de goût plus sûr que son élève, se fût gardé d'une telle erreur. Par un amusant contraste, il préféra se faire peindre en bourgeois, et nous le voyons ici dans un portrait qui ne manque point de tenue, plus semblable à un notaire correct qui va donner un conseil qu'à un acteur sur le point d'entrer en scène. Pour revenir aux artistes vivants et qui tiennent la première place, aucun des portraits de Mme Sarah Bernhardt ne me donne satisfaction au point de vue artistique. De cette tragédienne si exceptionnellement douée, on n'est jamais arrivé à rendre que le côté factice et la *manière* en ce qu'elle a de plus irritant, ce qui n'a rien d'étrange après tout, quand ces portraits sont signés de MM. Chartran et Boldini. J'aurais aimé que, de sa belle époque, c'est-à-dire de ses dernières années à la Comédie, une image nous restât, pour perpétuer le souvenir d'inoubliables soirées. Quant à Mme Bartet, il est simplement inimaginable qu'elle ait consenti à figurer ici sous les traits qu'a fixés d'elle M. Jacques Blanche. Pour elle qui représenta durant des années et qui représente encore, grâce aux artifices du talent, la femme moderne avec ses souplesses et l'imprévu de son tour de rein ; pour elle, qui est à

l'heure actuelle, il faut bien le dire, la dernière survivante des actrices de la Comédie, ce portrait est un simple non-sens, puisqu'il traduit en sécheresse et roideur ce qui dans la réalité nous apparut si gracieux et si souple. Qu'un peintre, bien doué d'ailleurs, à certains égards, ait pu se tromper au point de prendre le contre-pied même du caractère le plus évident de son modèle, voilà qui est déjà singulier; mais que ce modèle, une femme toute de grâce et de séduction, et qui a souci de sa renommée, se soit prêtée à cette gageure, j'avoue n'y plus rien comprendre.

Ce que je préfère en somme, dans cette exhibition de visages plus ou moins connus du public, — toujours, je le répète, au point de vue de la simple curiosité, non de la valeur d'art, — c'est l'évocation de la Comédie-Française au temps de sa gloire, c'est-à-dire durant cette période qui va de 1830 environ à 1870. De cette troupe admirable et qui eut comme protagonistes femmes les Rachel et les Mars, les hommes de ma génération, ceux qui ont dépassé la trentaine, ont pu voir encore quelques brillants exemplaires : le charme et l'élégance d'un Régnier dans ses dernières années, la surprenante jeunesse et la diction exquise de ce comédien sans analogue et qui eut le tact de se retirer à temps, — vous entendez qu'il s'agit de M. Delaunay, — la haute distinction et les grandes manières d'une Madeleine Brohan, je cite quelques noms parmi les plus justement réputés sans avoir la pensée d'épuiser une liste. On retrouve ici, parmi les épaves de la Comédie heureusement échappées au sinistre, l'ensemble de ces interprètes fameux dont le groupement justifia l'exceptionnelle renommée, et dont le souvenir suffit à prolonger encore la durée d'une institution n'ayant plus guère d'autre raison d'être que les traditions du passé.

Paul Flat.

La composition du Parlement anglais.

Mon cher directeur,

Peut-être ne vous paraîtra-t-il pas sans intérêt de présenter aux lecteurs de la *Revue Bleue* une petite statistique des professions auxquelles appartiennent les 670 membres de la Chambre des communes que vient d'élire le peuple de la Grande-Bretagne.

C'est au *Daily Telegraph* que j'emprunte les éléments de cette répartition. Des renseignements ultérieurs en pourront modifier quelques détails. L'ensemble en tout cas doit être suffisamment exact.

Professions libérales. — La catégorie la plus nombreuse — est-il besoin de le dire? — est celle des gens de loi. La nouvelle Chambre compte 140 avocats et solicitors, en exercice ou retirés des affaires, soit un peu plus du cinquième du total. Viennent ensuite 33 journalistes et propriétaires de journaux, 13 professeurs d'université et instituteurs, et seulement 9 médecins. On ne pourra pas traiter cette Chambre d'assemblée de sous-vétérinaires.

Classes officielles. — Les ministres en exercice et les ex-membres de cabinets libéraux ou conservateurs sont au nombre de 40; on compte 17 agents diplomatiques ou fonctionnaires divers.

Noblesse. — 31 fils et frères de *pairs.*

Agriculture. — 65 propriétaires fonciers et 17 fermiers ou agents d'exploitations agricoles.

Commerce et industrie. — 52 filateurs et manufacturiers; 17 propriétaires de mines, et négociants en charbons; 23 brasseurs, distillateurs et négociants en vins; 18 armateurs et constructeurs de navires; 18 maîtres de forges et négociants en métaux; 6 constructeurs de chemins de fer; 4 ingénieurs civils; 4 imprimeurs et libraires; 44 négociants divers; 13 boutiquiers.

Classes ouvrières. — 13 représentants plus ou moins déclarés du travail.

Finances. — 29 banquiers, financiers et brokers.

Armée de terre. — 59 officiers, dont un lieutenant-général, 19 colonels, 7 lieutenants-colonels, 7 majors, 20 capitaines et 5 lieutenants.

Armée de mer. — 4 officiers, dont 2 capitaines et 2 lieutenants.

La plupart de ces officiers sont dans l'Afrique du Sud. Peut-être est-ce à cette circonstance qu'est dû l'ajournement au 15 février prochain de la réunion du Parlement. On espère qu'alors, mais alors seulement, ils pourront être de retour et contribuer au prestige de la nouvelle majorité.

En résumé; 199 membres représentent le commerce et l'industrie: 195 les professions libérales; 82 l'agriculture; 63 l'armée et la marine; 57 les classes officielles; 31 l'aristocratie; 29 la finance et 13 les classes ouvrières.

Il serait intéressant en outre de savoir comment ces catégories se répartissent entre les partis de gouvernement et d'opposition, intéressant aussi de constater de quelle façon elles sont distribuées entre les quatre grandes divisions des Iles Britanniques, Angleterre proprement dite, Pays de Galles, Écosse, Irlande. Je n'ai pu me procurer les éléments de cette distribution.

Le membre de la nouvelle Chambre des communes, qui représente le record de la longévité parlementaire, et à qui cette suprématie spéciale vaut le titre de « père » de la Chambre, est un M. W. B. Beach, qui a siégé sans désemparer depuis 1857, soit pendant quarante-trois ans.

Le membre le plus âgé est M. Spencer Charrington,

82 ans; le plus jeune est M. Richard Rigg, junior, 23 ans.

Sur les 670 élus, 502 appartenaient à la défunte Chambre des communes.

A. M.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Angleterre. — Dans le numéro d'octobre de la *Review of Reviews*, Mr Stead recommande à l'attention de ses lecteurs un article paru dans le dernier fascicule de la *Contemporary Review* sous la signature de Mr J. B. Robinson et intitulé : *The Settlement in South Africa, — la Situation dans l'Afrique australe.*

Mr J. B. Robinson écrit : « Il faudra donner au Transvaal, aussi bien qu'à l'Etat libre d'Orange, un lieutenant-gouverneur (placé sous les ordres d'un commissaire général) et un Conseil exécutif. Les deux Etats devront demeurer un certain temps durant « colonies de la Couronne » — *Crown Colonies;* on pourrait peut-être réunir les deux Etats en un seul et les administrer comme une seule colonie, ce qui serait préférable. Le Conseil exécutif devra comprendre environ 12 membres et il devra avoir la sagesse d'offrir aux Boers 4 ou 5 de leurs 12 sièges. Les Boers pourraient élire leurs propres représentants; quant aux 7 autres sièges, les titulaires en seraient nommés par le gouvernement de la reine, — lequel, il va sans dire, aurait à se montrer prudent dans le choix des loyalistes qu'il admettrait à collaborer à l'administration de la colonie. Je n'hésite pas à dire que des 4 ou 5 sièges qu'on offrirait aux Boers, l'un reviendrait à Botha, un autre à de Wet et qu'il faudrait réserver les autres à des hommes de leur valeur... »

Mr J. B. Robinson voudrait qu'on se montrât aussi juste que possible à l'égard des Boers, qu'on leur fît la part aussi large, aussi belle que possible dans le gouvernement de leur pays. Si on l'en croit et si on suit ses conseils, on s'apercevra bien vite, assure-t-il, « qu'aucun peuple sur terre n'est plus facile à gouverner que les Boers ». Mais il importe d'abord de faire cesser cette guerre d'extermination et d'entrer en pourparlers avec les grands chefs boers.

Mr Robinson poursuit : « On peut, avec raison, objecter que les Boers sont des diplomates très fins et se demander s'il n'y aurait pas quelque danger à leur faire des ouvertures. Il y a du vrai dans cette façon de voir et il faut sans doute se garder d'aborder avec eux aucune discussion d'intérêt général. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas garantir à chacun d'eux la possibilité de rentrer chez lui sain et sauf, sans danger de transportation et de confiscation et à cette simple condition de déposer les armes... »

Quant à l'avenir de l'Afrique du Sud, Mr Robinson est d'un optimisme sans bornes. Il estime que l'Afrique du Sud pourra être un jour la première colonie de l'empire britannique. « Les richesses du Transvaal, dit-il, sont inépuisables. Le sol de ce pays recèle des minéraux de toutes sortes en abondance. Quand elle bénéficiera des avantages d'une administration bien organisée, la population ira d'elle-même au progrès, et le progrès, ici, procédera par sauts et par bonds... Il est de notre devoir de mener à bonne fin ce que nous avons entrepris et, de notre entreprise, nous avons à retirer des avantages proportionnels aux difficultés que nous avons traversées. »

Mr Stead se plaît à reconnaître, dans la *Review of Reviews*, l'esprit de justice qui, le plus souvent, anime Mr J. B. Robinson : il est loin, d'ailleurs, de s'associer absolument à toutes ses façons de voir.

Bulgarie. — Les Bulgares projettent d'élever un grandiose monument à la mémoire du tsar Alexandre II qui fut le libérateur de leur pays. Et la ville de Sofia vient de réunir, sous la présidence du prince Ferdinand, un jury international chargé d'examiner les divers plans soumis par les concurrents. Des artistes de presque tous les pays d'Europe ont pris part au concours.

C'est M. Antonin Mercié qui représente à Sofia le goût français.

Italie. — Le nouveau roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, est décidément un bon roi.

Le *Corriere d'Italia* — numéro 237 — admire la vie simple, presque austère et toute de modeste application que mène le nouveau maître. En termes enthousiastes, — mais nous sommes chez nos frères les Italiens ! — il s'extasie devant la débordante activité de Victor-Emmanuel III.

Dès l'aube, paraît-il, le roi est à sa table de travail; chaque matin, il se fait donner le résumé du contenu des principaux journaux de la capitale et de la péninsule; il passe ensuite à l'examen minutieux de sa volumineuse correspondance; puis c'est le tour des interminables rapports officiels. Il accorde la plus grande attention aux rapports de son secrétariat particulier et aussi aux demandes, aux prières et aux instances qui lui sont adressées. Retour de la promenade qu'il fait chaque jour en voiture avec la reine, Victor-Emmanuel réintègre aussitôt son cabinet de travail et jusqu'au soir il est tout aux graves soucis de la politique — politique intérieure et politique extérieure...

Deux grandes villes d'Italie se préparent à fêter avec pompe le quatre centième anniversaire du grand artiste que fut Benvenuto Cellini, le ciseleur modèle que François Ier anoblit en le nommant seigneur du Petit Nesles, tant il fut conquis par son admirable talent.

C'est l'antique corporation des orfèvres et argentiers de Rome dont Benvenuto fit partie, réunie à la société des orfèvres, qui a pris l'initiative de cette commémoration, dont le souvenir historique consistera en un médaillon en bronze avec le portrait du maître qui sera placé sur la façade du palais de Banco Santo Spirito. Une couronne sera également placée sur la tombe de Cellini à Florence.

Les fêtes qui auront lieu au Capitole seront organisées par un comité dont font partie MM. Gallo, ministre de l'Instruction publique, le prince Colonna, le général Ponza di San-Martino et le prince Borghèse.

Un manuscrit de Benvenuto Cellini, soigneusement conservé à Florence, retrace les romanesques aventures de son existence nomade.

G. CHOISY.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 39996. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERR...

Il y a eu de mercredi à samedi une tentative de reprise, mais le marché est redevenu franchement mauvais cette semaine. Les groupes de valeurs plus particulièrement atteintes ont été : les Chemins français, les titres d'entreprises de traction électrique, et quelques valeurs industrielles, la rente Extérieure d'Espagne et les Chemins espagnols.

Les rentes françaises ont simplement reperdu la petite avance qu'elles avaient pu obtenir, l'Italien a été plus ferme, les fonds brésiliens ont cessé de rétrograder, les russes et les ottomans ont été aussi délaissés que jamais.

Quant aux titres sud-africains, il est entendu qu'ils n'ont chance de reprendre que quand la guerre du Transvaal sera terminée. Or on continue à se battre sur tous les points des deux républiques, et la situation de l'armée anglaise n'apparaît nullement brillante Lord Roberts ne parle plus, et pour cause, de son retour en Angleterre.

* * *

On a essayé de relever les cours des valeurs de traction, l'entreprise n'a pas réussi. Les réalisations ont recommencé lundi et bientôt des cours plus bas que précédemment ont été enregistrés.

Il est probable que des ventes à découvert ont accompagné les dégagements de positions anciennes. Ce sera un élément utile de reprise, le moment venu ; pour l'instant, ces ventes de spéculation activent le mouvement rétrograde et rendent plus onéreuses les liquidations devenues nécessaires.

La Traction et la Thomson-Houston ont été très atteintes. La première a reculé de 188 à 160, la seconde de 1 300 à 1 257 Les capitalistes avisés commenceront à acheter à ces cours, et n'auront sans doute pas à le regretter, l'industrie des transports urbains et suburbains par traction électrique ayant devant elle des perspectives de grande prospérité, malgré les épreuves passagères qu'elle pourra de temps à autre avoir à subir.

Un accident assez sérieux a précipité des offres en actions du Métropolitain. Ce titre est d'ailleurs encore à un prix très élevé, escomptant des résultats un peu lointains. Mais l'entreprise a obtenu dès ses débuts un succès tel que toute incertitude sur ses destinées futures a été dissipée.

Les Tramways Sud ne valent plus que 350, l'Est parisien 492, la Compagnie générale française 775, les Tramways Nord, 725. Ces cours ne paraissent plus exagérés. Ils pourront fléchir encore, mais déjà ils peuvent appeler légitimement l'attention de l'épargne.

* * *

La hausse faite il y a quelques mois sur les actions des Chemins français avait évidemment grisé certains spéculateurs qui ne voyaient plus de limite au mouvement. Pendant la période de réaction, ils ont gardé obstinément leurs positions, mais il leur faut cependant se résigner aujourd'hui à les abandonner. On ne saurait expliquer autrement le recul violent que ces titres ont éprouvé depuis trois ou quatre jours.

Ici encore les prix nouveaux ne tarderont pas à paraître tout à fait raisonnables.

* * *

Ce qui était peu raisonnable, c'était de pousser si vivement la Sosnowice de 2 400 à 2 900, si magnifiques que soient les possibilités prochaines de cette grande entreprise houillière en Russie

Les achats de portefeuilles auraient dû seuls pousser les cours. Des spéculateurs sont intervenus, prenant des engagements que la première réaction devait rendre précaires. De là, un retour à 2 700, retour qui peut s'accentuer.

Au début de l'Exposition on avait porté les Omnibus à 2 200. C'était absurde, avec l'énorme compétition des nouveaux réseaux de tramways et du Métropolitain. Les réalisations ont commencé, et la baisse s'est poursuivie sans interruption de 2 200 à 1 500. On a même coté 1 475. Il semble bien que maintenant l'on confine à l'exagération dans les effets d'une déconvenue qui était pourtant inévitable.

* * *

Les sociétés de crédit se sont assez bien défendues, comme nos rentes qui n'ont guère varié de leurs cours de 100 et de 102,40.

* * *

Le Rio-Tinto a été très soutenu de 1 485 à 1 475, de même le Suez et le Gaz dont les négociations avec la Ville de Paris sont, paraît-il, en assez bonne voie.

L'Extérieure a été ramenée de 70 à 69,35. L'opposition contre le convenio paraît décidément très faible ; les porteurs doivent se résigner à ne plus toucher, à partir de 1901, que 3 1/2 p. 100 au lieu de 4 p. 100. Au dernier moment, la chute du cabinet Silvela et l'incertitude qui plane sur la situation politique à Madrid, a déterminé des ventes de spéculation

Les Chemins espagnols sont faibles. Toute idée de les pousser à de plus hauts cours doit être abandonnée aussi longtemps que le change ne descendra pas au-dessous de 30 p. 100, et l'on ne voit pas que le gouvernement espagnol ait compris tout ce que gagnerait le crédit de l'État à des mesures qui, en améliorant les conditions du change, fortifieraient la situation des entreprises de voies ferrées dans la péninsule.

…INS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

AVIS

…er du … septembre 1900, par suite de l'ou… de la section de ligne de Paray-le-Monial à … sur Azergues, le train express 19, partant … 11 h. … du soir ne prendra plus à Paris … geurs pour au delà de Lyon dans toutes les …

… voyageurs seront admis dans le train express … …nt par la ligne du Bourbonnais Viâ Mon… … ay-le-Monial et quittant Paris à 10 h. 20 …

… à partir de la même date, le train … … prendra plus de Marseille … … de … pour Paris … … Viâ Paray-le-Monial, Moulins …

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

Fêtes de la Toussaint.

1er Novembre 1900

Extension de la durée de validité des billets d'Aller et Retour.

A l'occasion de la fête de la Toussaint, les billets *Aller et Retour*, à prix réduits, qui auront été délivrés aux conditions du Tarif spécial G. V. n° 2 du samedi 27 octobre inclus, au samedi 3 novembre inclus, seront valables pour le retour jusqu'aux derniers trains du lundi 5 novembre.

Les billets de même nature conserveront la durée de validité déterminée par le dit tarif lorsqu'elle expirera après le 5 novembre.

A partir du lundi 24 septembre, la Compagnie d'Orléans augmentera le nombre des trains qui partent de la nouvelle gare du quai d'Orsay, et de ceux qui, en sens inverse, viennent y aboutir, de façon à faire bénéficier de cet avantage la presque totalité de ses trains.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Voyages circulaires à itinéraires fixes

Il est délivré pendant toute l'année, dans les principales gares situées sur les itinéraires, des billets de voyages circulaires à itinéraires fixes, extrêmement variés, permettant de visiter à des prix très réduits en 1re, en 2e ou en 3e classe, les parties les plus intéressantes de la France (notamment l'Auvergne, la Savoie, le Dauphiné, la Tarentaise, la Maurienne, la Provence, les Pyrénées), ainsi que l'Italie, la Suisse, l'Autriche et la Bavière.

Arrêts facultatifs à toutes les gares de l'itinéraire.

La nomenclature de tous ces voyages, avec les prix et conditions, figure dans le Livret-Guide P. L. M. vendu au prix de 0 fr. 50 dans les gares du réseau.

REVUE BLEUE

Les numéros antérieurs au 1er janvier 1899 sont vendus 1 franc.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — …

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 18

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

NOTES FINANCIÈRES

[illegible]

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 18. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 3 NOVEMBRE 1900.

L'ACTION RÉPUBLICAINE

Lorsque le Parlement chôme, il semble que la vie collective de la nation ait cessé soudain. Il n'y a là qu'une apparence, car, bien au contraire, sous notre régime, c'est en l'absence des parlementaires qu'un gonvernement peut orienter son action dans nn sens déterminé.

On vient d'en avoir un nouvel exemple. Les deux Chambres étaient absentes lorsqu'un ministre de la Guerre républicain a tenté, par une série de décisions, d'amener la conciliation de ces deux éléments que Renan jugeait irréductibles : la démocratie et l'armée; c'est aussi pendant cette trêve qu'un ministre socialiste a fortifié, par décrets, la classe ouvrière qui, en se développant en puissance, rend plus prochaine la réalisation de son idéal. Ce ministre a fait plus. Il a, dans nn discours, revendiqué la responsabilité de ses actes, et indiqué les réformes qu'il croit urgentes pour satisfaire le parti dont il représente les intérêts au pouvoir.

Cela se passait en plein bassin minier, M. Millerand a été applaudi, vigoureusement de ceux qui attendent de lui un remède efficace aux maux dont ils souffrent, lorsqu'il s'est déclaré disposé à proposer une loi rendant obligatoire la grève, si elle a été décidée par la majorité des travailleurs d'un atelier ou d'une usine, consultés en assemblée générale. Il ne l'a pas été moins en indiquant, comme solution à la grève, l'arbitrage obligatoire.

L'impression de ce discours fut très grande dans le pays. Et cela justement parce qu'au moment où il fut prononcé à Lens, M. Waldeck-Rousseau commençait à répandre adroitement le bruit qu'il allait substituer l'action à la défense républicaine.

On se demanda si le ministère allait orienter définitivement son action dans le sens socialiste et si M. Waldeck-Rousseau, définitivement converti, se mettait en mesure d'appliquer le programme de M. Millerand. Il y eut une certaine émotion. Les nationalistes s'abandonnèrent au doux espoir de faire entrer dans leur coalition certaines fractions de la bourgeoisie capitaliste qu'une trop grande satisfaction donnée aux exigences de la classe ouvrière aurait lésées dans leurs intérêts immédiats. Les perplexités du premier ministre durent être grandes.

Fort heureusement que MM. Léon Bourgeois et Louis Barthou, parlant le même jour dans deux régions différentes du pays, dirent des paroles qui donnaient exactement la tonalité des opinions de la bourgeoisie française, la mesure de ce qu'elle pouvait accepter en fait de réformes. Dans leurs discours, les tendances conservatrices du pays avaient trouvé leur juste expression.

« On ne fait pas impunément au socialisme sa part », affirma M. Lonis Barthou, devant ses électeurs d'Oloron. Mais il serait dangereux aussi de la faire trop belle aux congrégations, ces associations permanentes qui prennent, retiennent, absorbent l'individu tout entier, et en font un adversaire de la société civile. » Le langage de M. Léon Bourgeois à Suippes fut analogue, avec plus de vigueur dans la forme. « Dès la rentrée du Parlement, dit-il, le premier acte à accomplir doit être la lutte contre les congrégations religieuses. »

Or donc, MM. Louis Barthou et Léon Bourgeois, ces deux favoris de la majorité républicaine au Parlement, ayant donné le *la*, M. Waldeck-Rousseau, dans son discours de Toulouse, exécuta quelques variations habiles sur ce thème. « Il s'agit, dit-il, de faire face au péril qui naît du développement continu, dans une société démocratique, d'un organisme qui, suivant une définition célèbre dont le mérite revient à nos anciens Parlements, « tend à s'introduire dans « l'État, sous le voile spécieux d'un institut religieux, « un corps politique dont le but est de parvenir d'a- « bord à une indépendance absolue, et, successive- « ment à l'usurpation de toute autorité... »

Si l'on observe que le président du Conseil assigne à la discussion d'une loi sur les associations la première place dans les travaux du Parlement, on se rend compte que ce qu'il appelle l'*action républicaine* est une activité purement négative, qui a son importance certes, mais qui ne saurait suffire à assurer la vitalité du pays. Une nation n'est pas un organisme figé dans des formes définitives. Elle varie, elle évolue, — jusqu'à sa disparition même dans un organisme plus complexe, — suivant les besoins des groupes sociaux qui la composent. Le gouvernement, qui préside à ces transformations, doit toujours, s'il veut collaborer au progrès, favoriser le développement en puissance des collectivités qui, dans la nation, correspondent à la production la plus intense. Ce sont, actuellement, les travailleurs groupés en masses compactes pour les besoins de la grande industrie, et qui, fortifiés par la solidarité des efforts et des intelligences, préparent une phase nouvelle de l'*Économie*.

M. Paul Deschanel le comprend bien, lui qui, à Bordeaux, vient de prédire la fin du salariat, à peu près dans les termes dont s'était servi le socialiste Millerand. M. Louis Barthou s'en rend compte aussi, lui aux yeux de qui *combattre le socialisme* signifiera de plus en plus, si je suis bon prophète, s'en assimiler intellectuellement la substance et en réaliser dans les faits ce qui pourra l'être sans nuire à cette fraction de la bourgeoisie financière, dont il reflète assez fidèlement les tendances. Lui encore, un des premiers, M. Waldeck-Rousseau en deux circonstances avait prouvé qu'il le comprenait : en 1884, au moment où il fit voter la loi sur les syndicats et, l'année dernière, lorsqu'il choisit comme collaborateur un des représentants de la classe ouvrière organisée.

Certes, M. Millerand est toujours ministre. Il a parlé à Lens avec un certain courage, mais il a promis des réformes ouvrières. On s'attendait à ce que le discours de M. Waldeck-Rousseau vînt préciser dans quelle mesure celui-ci se déclarait solidaire de son collaborateur du Commerce. Le président du Conseil a évité d'élucider ce point délicat. Il n'a pas davantage apprécié les actes démocratiques du général André. Son discours, d'une pureté de langue qui ne se laisse éprouver par aucune émotion, est d'une perfection décevante. Ou bien il est très travaillé, ou bien si, comme l'avançait un journaliste officieux, M. Waldeck-Rousseau n'écrit point ses discours, sa pensée s'exprime naturellement de telle sorte qu'elle dérobe sous des apparences multiples sa véritable essence.

Le passage relatif au projet de loi sur les associations est lui-même si adroitement rédigé que personne, au Parlement, ne pourra se refuser à précipiter la discussion d'un projet de loi qui *donnerait la liberté aux associations*. Il est donc possible qu'un grand débat soit ouvert, dès la rentrée, sur ce grave problème de *la liberté d'association*... à moins que tous ces discours ne forment qu'une parade pour tenir en haleine l'attention intéressée des foules, et qu'il y ait dans le Parlement, avec la complicité du gouvernement, une majorité pour décider la discussion immédiate, et sans interruption, du budget. Qui donc pourrait se refuser à donner son budget à la France dans un délai que rendraient relativement court l'application de la motion Berthelot sur le dépôt des amendements. Un seul jour par semaine, le samedi, serait consacré aux interpellations et la discussion des projets de lois. Ce serait l'enterrement des promesses, qu'elles soient venues de Millerand ou de Waldeck-Rousseau...

... Mais il me paraît vain de continuer ainsi à prophétiser. Le moyen de connaître les intentions du Parlement au moment même où il va reprendre ses séances, n'est-ce pas d'interroger quelques-uns de ceux qui, dans son enceinte, ont su acquérir assez d'autorité pour se faire entendre au nom d'une partie importante de la nation ?

Voici quelques opinions motivées. Elles sont plus significatives que tous les discours-ministre. Elles empruntent leur valeur au suffrage des groupes divers de la nation qui, lorsqu'ils s'accordent pour aller dans une voie, savent bien y entraîner avec eux leur gouvernement.

Léon Parsons.

Lettre de M. Georges Berry.

Monsieur,

Vous m'avez fait l'honneur de me demander mon opinion sur la situation politique et sur les réformes qui me paraissent devoir occuper, tout d'abord,

l'attention du Parlement. J'ai un peu tardé à vous répondre, parce que je désirais, avant de vous écrire, connaître le discours si annoncé du président du Conseil.

Le discours est prononcé; je vous envoie ma réponse.

Pour moi, et pour tous les hommes de bonne foi, la situation politique n'est pas changée; elle est la même qu'au mois de juillet.

Nous avons, d'un côté, un ministère et une majorité qui se soudent d'autant plus qu'ils sentent le pays leur échapper, et, de l'autre, une minorité de patriotes et de républicains libéraux se préparant à lutter de nouveau contre les projets d'un gouvernement qui semble n'avoir pour but que de jeter le trouble et la division dans le pays.

Le discours de M. Waldeck-Rousseau nous en apporte une fois de plus la preuve.

Le général André a pris, depuis qu'il est au pouvoir, des mesures qui ont, à juste titre, ému l'armée et la nation. M. le président du Conseil qui, cependant, est un avocat sachant plaider toutes les causes avec une égale habileté, n'essaie même pas de justifier l'utilité de ces mesures.

On dit bien haut dans la presse et dans les cercles politiques que le ministère actuel est toujours le ministère de Dreyfus et de ses amis. Ces bruits inquiètent, à bon droit, les patriotes : au lieu de repousser l'accusation, l'orateur de Toulouse promet une grande amnistie dans laquelle ne seront compris que Dreyfus et ses amis.

M. Millerand, ministre du Commerce, ayant déclaré à Lens qu'il était toujours le collectiviste qu'on a connu, cette déclaration a jeté l'épouvante parmi les grands et petits propriétaires. M. le ministre de l'Intérieur, appelé à s'expliquer sur ce point, se contente de dire que « la transformation de la propriété individuelle en propriété collective ne fait pas partie de son programme ». Et c'est tout. Pas un mot pour condamner cette transformation; pas un mot pour affirmer, comme autrefois, qu'il en combattra l'avènement de toutes ses forces. — Pour le moment, au moins, je ne suis pas collectiviste, répond-il aux propriétaires épouvantés. Nous verrons plus tard.

Un grand nombre de Français qui croyaient être ...res de faire élever leurs enfants dans les écoles de ...r choix, tremblent d'avoir rendu impossible l'en... de ceux-ci dans les administrations et dans les ...ndes écoles de l'État, et M. Waldeck-Rousseau de ...ondre pour les rassurer : « Je ferai voter la loi ...le stage scolaire : tant pis si par l'imprévoyance ...père de famille ses enfants sont mis dans l'im...sibilité de gagner leur vie. »

...t, après cela, le gouvernement est bienvenu, il faut l'avouer, à faire appel à l'union et à prêcher la réconciliation de tous les républicains.

Son chef a beau opposer aux inquiétudes et aux protestations de millions de Français les 22 000 maires qui, suivant lui, auraient assisté au banquet du 22 septembre; M. Waldeck-Rousseau sait aussi bien que moi que, ce jour-là, la France n'a pas donné son approbation aux actes répréhensibles et à la politique anti-libérale du ministère, dit de défense républicaine. Il sait aussi bien que moi que parmi les maires ou conseillers municipaux qui ont assisté au banquet, les uns ont voulu profiter de l'occasion qui leur était offerte de visiter facilement l'Exposition; les autres ont cru devoir répondre à l'invitation qui leur avait été adressée par le chef de l'État, mais que la plupart sont des adversaires de la politique ministérielle.

Non, la situation n'a pas changé, quoi qu'en dise le président du Conseil, et nous sommes toujours en face d'un ministère de combat, d'un ministère de désorganisation militaire et sociale auquel les réformes importent peu et qui cherche à se maintenir au pouvoir par tous les moyens, quels qu'ils soient.

Le discours de Toulouse confirme encore ce que j'avance.

Voyez : c'est à peine s'il contient quelques mots au sujet de la caisse de retraites des travailleurs, cette caisse dont la création serait une partie de la solution du grand problème social, et pour laquelle ministres et députés devraient mettre en commun tous leurs efforts; mais, en revanche, comme il s'étend en longues périodes sur ce qu'il appelle le péril clérical!

Comme on sent la joie de M. Waldeck-Rousseau d'avoir retrouvé cette vieille arme avec laquelle il espère combattre pendant de longs mois en compagnie de sa majorité toute prête à croire encore, comme aux bons temps de la Haute-Cour, à une autre conspiration.

D'ailleurs, M. le ministre de l'Intérieur n'a rien innové. Il se sert de l'Histoire. Il se rappelle comment certains hommes gouvernèrent la France sous la Convention, en imaginant tous les jours une nouvelle conspiration contre la République.

Mais, puisque M. le président du Conseil gouverne, l'Histoire en main, qu'il en médite quelques pages, où il apprendra de quelle façon la France sait traiter ceux qui l'ont trompée.

Plus son sommeil est long, plus son réveil est terrible : que M. Waldeck-Rousseau prenne garde au réveil.

Ainsi, il est bien entendu, Monsieur, que, pour moi, nous n'avons rien à attendre d'utile du ministère; et pourtant, à côté de celle relative aux caisses ouvrières, que de lois nécessaires! C'est, d'une part, la

loi sur la revision des patentes, la loi que le commerce réclame tous les jours et qui, votée depuis deux ans à la Chambre, ne peut arriver à se faire discuter au Sénat. C'est aussi le projet sur la réforme des boissons, réforme sans laquelle le contribuable espérera en vain la suppression des octrois.

La loi sur les associations devrait, elle aussi, être votée à bref délai et ce serait facile, le Parlement n'aurait qu'à rayer du Code pénal l'article 291 qui oblige toute association à avoir, avant de se former, l'agrément du gouvernement : et nous aurions ainsi une loi large et libérale comme le désirent tous les esprits indépendants, tous les républicains libéraux ; et non pas une loi de persécution pour les uns et de faveur pour les autres comme la veut le Ministère.

Mais pour réaliser ces progrès, force nous est d'attendre des jours meilleurs, le gouvernement ne s'occupant que de son intérêt immédiat.

Quand vous êtes venu me voir, vous m'avez demandé, Monsieur, pourquoi j'étais décidé à faire, comme par le passé, de l'opposition au ministère.

Vous avez sur ce point encore ma réponse, j'y suis décidé, vous le voyez, parce que je considère que, comme par le passé, nos ministres sont attachés à la cause de Dreyfus ; parce que, comme par le passé, va se rejouer la comédie de la conspiration ; parce que, comme par le passé, va continuer la désorganisation de l'armée, de la justice, des administrations ; parce que, comme par le passé, le gouvernement va se trouver dans l'impossibilité de donner au pays les réformes que celui-ci attend de ses représentants.

Agréez, Monsieur, etc.

Georges Berry,
député de Paris.

Lettre de M. Paul Delombre.

Monsieur et honoré Confrère,

Vous me faites l'honneur de me demander mon opinion « sur la situation politique et les réformes qui me paraissent devoir occuper tout d'abord le Parlement ». Ce sont là deux sujets bien distincts et qui, cependant, me paraissent, comme l'a indiqué votre question, étroitement unis. Quelle que puisse être, à l'heure présente, la situation politique, quelque troublée qu'elle soit, elle sera rendue satisfaisante assez vite, ou bien, au contraire, elle aura empiré de façon peut-être irrémédiable, selon que les pouvoirs publics auront su oui ou non faire un travail utile, réaliser des réformes sérieuses, répondre aux vœux du pays.

Mais on n'accomplira de bonne besogne que si l'on a le courage de circonscrire son champ d'action. Que le gouvernement et les Chambres entreprennent tout à la fois, on n'aboutira à rien, sauf à la dangereuse démonstration d'une coupable impuissance. On ne doit oublier, si l'on réclame loyalement une politique de progrès effectifs, ni les réformes accomplies déjà et dont plusieurs ont encore besoin de la consécration du temps, ni le court espace qui reste à la Chambre actuelle, ni la continuité des travaux permis aux Parlements successifs : savoir restreindre des programmes immédiats, ce n'est pas limiter ses ambitions, c'est vouloir ne rien gaspiller de l'heure qui passe et avoir foi dans l'avenir.

Au risque de paraître singulièrement modeste, sinon même arriéré, je demanderais que, au premier rang de toutes les réformes, on mît le vote du budget, la renonciation au misérable expédient des douzièmes provisoires. Un parlement me paraît manquer à sa mission essentielle, perdre de vue sa raison d'être et compromettre de la manière la plus grave l'autorité des institutions parlementaires, qui ne parvient pas à donner à la nation le budget régulier auquel elle a droit. Peu à peu, tous les services se relâchent ; les administrations s'accoutument à vivre au jour le jour ; les entreprises les plus nécessaires restent en souffrance ; partout, on a l'impression du provisoire. Il est mauvais de mettre à cette épreuve le renom et l'influence d'un régime gouvernemental.

On ne doit pas se dissimuler, d'ailleurs, que le budget devient de plus en plus difficile à établir, si on le veut, du moins, en équilibre sincère. Sans des réorganisations administratives profondes, il n'est plus guère d'économies larges à espérer, et ce n'est pas à la loi de finances de modifier radicalement des lois organiques. Les services publics ont des exigences croissantes auxquelles on ne saurait indéfiniment se refuser à faire face. Les dernières discussions du budget ont montré notamment combien insuffisantes sont les dotations pour les travaux publics les plus urgents. Notre outillage économique a cessé d'être au niveau des besoins. Si l'on n'y prend pas garde, les courants commerciaux achèveront de se détourner de nos ports maritimes. Ce n'est point par une simple réforme des primes à la marine marchande, réforme du reste nécessaire, qu'on parviendra à relever le pavillon français ; toute une politique commerciale est indispensable et cette politique implique une mise en valeur moins imparfaite de la France et de son domaine colonial. Une consultation récente a eu lieu, auprès des conseils généraux, afin de déterminer les principales entreprises qui s'imposent. Il importe de hâter la conclusion de cette enquête.

La suppression des barrières intérieures qui s'opposent à la libre circulation des produits sur l'e

semble du territoire est une des réformes dont, selon toute vraisemblance, les Chambres devront s'occuper à bref délai. La campagne pour l'abolition des taxes sur les boissons hygiéniques en général et sur les vins en particulier, ne saurait guère donner de résultats appréciables si les grands centres de consommation restent d'un accès aussi onéreux. Mais comment les ouvrir à ces produits sans sacrifier une part telle des recettes de l'octroi que les frais de perception deviennent aussitôt excessifs pour les recettes restantes? Et comment, sans écraser d'impôts directs intolérables les contribuables des villes à octroi, obliger celles-ci à l'abandon de cette ressource à la fois si sûre et si élastique? Au surplus, peut-il être d'une stricte justice de prétendre améliorer la position des producteurs agricoles que gêne l'existence des octrois, et de laisser aux villes le soin exclusif de parer au déficit dont elles auront à souffrir? Tant qu'on n'a vu dans la question des octrois qu'une question purement locale, le problème est demeuré insoluble. Le moment est venu de se demander s'il n'aurait pas un caractère national. Une législature qui serait marquée par l'abolition des octrois ne serait pas une législature absolument vaine, il faut l'avouer. La question de la destruction de l'enceinte actuelle de Paris et celle de l'annexion des communes suburbaines auraient été sensiblement simplifiées du même coup.

Ne serait-il point chimérique de poursuivre en même temps la constitution d'une caisse de retraites pour les travailleurs? Cette création est à l'ordre du jour de la Chambre; je regretterais vivement qu'elle ne donnât point lieu à un débat conduit avec le désir de préparer et de faire tout le possible. Plus la question est délicate et complexe, plus elle mérite toute la sollicitude du gouvernement et des Chambres. Autant il est à souhaiter qu'on évite de se lancer dans une aventure financière, autant on est en droit d'espérer que le bon vouloir de tous aidant, la démocratie pourra obtenir le supplément de sécurité qu'elle attend.

Auprès de ces questions capitales et qui peuvent retenir d'une façon si utile l'attention du Parlement, il en est d'autres dont l'importance est moindre sans doute, mais qui ne sauraient être omises: forcément, par exemple, la législation sur les sucres fera l'objet d'un nouvel examen. La suppression des taxes de sortie aurait été, dit-on, consentie en principe par le gouvernement. Des compensations devront être cherchées: où les trouver, pour les fabricants et les agriculteurs, en dehors d'une extension de la consommation intérieure? Or, on parle de mettre fin aux facultés fiscales dont jouit le sucrage des vins. L'industrie sucrière se voit ainsi menacée de toutes parts quand il faudrait, au contraire, élargir ses débouchés. Ici encore, des diminutions de droits seraient opportunes, et il faudrait qu'elles fussent assez considérables pour être sensibles jusque dans les achats au détail: sinon, la réforme aurait échoué.

Si l'on disposait de ressources inépuisables, il serait trop aisé de signaler bien d'autres réformes désirables: la suppression de l'impôt sur les allumettes, la réduction de la taxe des lettres, viennent immédiatement à l'esprit. Mais, outre que la condition primordiale des réformes c'est leur intelligente graduation, la situation économique et financière comporte une extrême prudence. Les lendemains d'Exposition universelle sont, parfois, durs. Déjà, les plus-values de recettes tendent à se ralentir. L'industrie n'est pas sans appréhensions. Les grèves se multiplient. La liberté du travail se voit entravée. L'esprit d'entreprise n'est guère en honneur. Rassurer le monde industriel, commercial, agricole, telle sera la tâche de tout gouvernement soucieux de réaliser des progrès réels. Ce n'est point par des projets comme celui de l'impôt personnel sur le revenu global qu'on y parviendra. Le rachat des chemins de fer, l'expropriation des mines et des banques, la socialisation des propriétés peuvent figurer dans un programme, mais ce ne peut pas être dans celui des progressistes. Sans des capitaux confiants, sans une épargne grandissante, sans des initiatives privées librement épanouies, sans un crédit public intact, on irait droit à une crise qui ajournerait fatalement les réformes. On pourrait, certes, continuer d'en parler, mais on serait sans argent pour les faire. Ce qu'il faut, ce sont non des paroles, mais des actes. Un pays uni, une France réconciliée, une République où tous les citoyens trouvent une égale garantie, offriront des réserves et permettront des audaces interdites aux peuples divisés.

Avec l'essor des industries, le développement des associations, l'expansion des valeurs mobilières, l'activité générale des affaires, — assurés par une politique de travail et de paix, — les ressources ne sauraient faire défaut. Il sera loisible d'en rechercher de nouvelles. L'impôt sur l'alcool n'a pas dit son dernier mot. Une réforme du régime fiscal des successions est soumise au Parlement; il doit la voter, et, sans se départir de la plus rigoureuse équité, il pourra, si les circonstances l'exigent, demander davantage à la richesse acquise. Une revision du cadastre, quelque souhaitable qu'elle soit, serait jugée trop coûteuse en ce moment; mais une revision des évaluations cadastrales serait entreprise à moins de frais et donnerait sans doute des résultats non négligeables, ne fût-ce qu'au point de vue de la répartition de l'impôt... Je me reprocherais d'insister; j'en ai dit assez pour faire sentir combien, même avec un programme limité, sans gaspillage de temps, le gou-

vernement et les Chambres peuvent, s'il leur plaît, avoir un labeur digne de leur patriotisme.

De leur côté, les mutualités, les associations coopératives, les syndicats patronaux et ouvriers, toutes les œuvres de solidarité sociale, auront à cœur de travailler, vivifiées, stimulées par une législation libérale. Que ne pourra-t-on pas, avec leur concours? Loin de la décourager, il faut, sans hésiter, y faire largement appel pour la pleine émancipation de la personnalité humaine. Le siècle dont l'aube se lève peut voir de grandes choses.

PAUL DELOMBRE.
député, ancien ministre.

Lettre de M. d'Estournelles de Constant.

Monsieur,

Vous voulez bien me demander mon opinion sur la situation politique et sur les réformes qui paraissent devoir occuper tout d'abord l'attention du Parlement.

Je vous réponds bien volontiers pour vous faire part de mes désirs; mais je suis loin de garantir qu'ils seront d'accord avec la réalité : j'en doute même beaucoup.

Et d'abord : — Je demande que nous nous disputions un peu moins, que nous travaillions un peu plus et que nous votions, notamment, le budget le moins tard possible.

Le nationalisme nous a fait perdre beaucoup de temps. Mais le nationalisme a des causes; et ces causes, il faut tâcher de les supprimer.

Il faut empêcher les adversaires de la République de remettre sans cesse sur le tapis l'affaire Dreyfus, qui est finie. Elle a été mal finie, cela est certain; mais le dernier jugement du Conseil de guerre, bien qu'il n'ait satisfait personne, avait été accepté d'avance par les partisans comme par les adversaires de la revision. Il n'y a plus à y revenir. On discutera la réforme des conseils de guerre; on ne pourra plus discuter l'affaire Dreyfus.

Il faut empêcher les adversaires de la République, sous prétexte de défendre l'armée, d'outrager ses chefs, dont le premier est le chef de l'État, toutes les fois qu'ils en trouveront l'occasion à la tribune; et, pour cela, il suffit de discuter les affaires du pays, à la place de leurs continuelles interpellations.

Par ces mots, les *affaires du pays*, j'entends les réformes qui se font partout, — sauf en France. A défaut de la réduction de nos dépenses qui iront, hélas! en augmentant, comme chez nos voisins, sous le beau régime de la paix armée, je désire que les charges publiques soient réparties avec moins d'inégalité et que le travail ne soit pas indirectement accablé comme il l'est de plus en plus. Je désire ou plutôt je rêve la suppression des emplois qui n'ont aucune espèce de raison d'être; je demande, si on veut absolument conserver les sous-préfets et la plupart des tribunaux d'arrondissement, qu'on les réunisse dans un musée avec les diligences et tous les souvenirs des administrations des siècles passés, afin d'attirer des visiteurs étrangers qui paieront très cher pour voir ce spectacle, et afin d'éviter aux contribuables l'entretien d'édifices et le paiement de traitements d'un caractère purement historique.

Je désire la suppression des octrois dont rougissent les Français qui ont tant soit peu voyagé; leurs barrières archaïques entravent la circulation au moment où elle est fiévreusement activée chez tous nos rivaux.

Je désire que la France utilise, comme l'Allemagne, ses incomparables ressources naturelles et que nos fleuves, le Rhône, la Loire, la Garonne soient rendus à leur destination première, — la navigation, — au lieu d'être traités en ennemis par les compagnies de chemins de fer, et de retourner à l'état sauvage. Je demande que la France, enfin, soit mise en mesure de soutenir la concurrence de nos voisins et celle des peuples d'outre-mer qui la menacent de plus en plus.

Pour faire face aux dépenses que comportera ce réveil de notre pays, il ne suffira pas de faire l'économie de quelques sous-préfets et de quelques juges; il faudra trouver de l'argent alors que nous payons déjà trop d'impôts. Comment faire? Je conseillerai à nos capitalistes de placer leurs fonds en France plutôt que d'aller stimuler au loin la concurrence étrangère. Mais en outre, un nouvel impôt sur les successions, qui épargnerait la ligne directe et particulièrement la descendance, tandis qu'il frapperait, au contraire, les collatéraux, serait universellement bien accueilli.

Il est clair que l'éducation de notre jeunesse doit s'adapter aux conditions si nouvelles de l'existence qui l'attend, et que cette éducation ne doit pas être une vaine protestation contre le progrès, un stérile entraînement à la résistance, mais, au contraire, une initiation généreuse aux idées nouvelles, particulièrement aux idées de solidarité, d'association. Sur toutes ces questions, des projets sont en souffrance; et j'espère que nous voterons, enfin, les lois sur les associations, les retraites ouvrières etc. Ne pourrait-on pas aussi relever la condition de la femme qui est légalement, en France, inacceptable; mais, j'en demande vraiment trop.

Peut-être dois-je pourtant vous donner mon opinion sur le socialisme. Je vous avouerai très franchement que je ne vois aucun inconvénient, au contraire, à la présence de M. Millerand au minis-

tère. Un gouvernement républicain ne doit, à mon sens, mettre en interdit aucune force républicaine. M. Millerand représente incontestablement une force au service du progrès. Je suis loin de partager toutes ses idées; mais, le devoir du gouvernement n'en est pas moins d'accepter avec empressement sa collaboration et de faire de lui un auxiliaire au lieu d'un adversaire.

Je ne crois pas à l'avenir du collectivisme. Mais je vois en revanche dans la propagande socialiste un stimulant et, souvent même, une ressource dont nous avons besoin.

Je condamnerai donc toute politique consistant à faire la guerre au socialisme; aussi bien, d'ailleurs, qu'au catholicisme (ou à toute autre religion). — Je combattrai fermement les excès de l'un comme de l'autre; l'intolérance sectaire ou cléricale.

Je serai d'ailleurs en bonne compagnie; et quels que puissent être mes votes en vue de ramener les congrégations à l'observation de la loi commune, je ne serai certainement jamais aussi maltraité par elles que mon infortuné voisin l'évêque de Laval.

Je demanderai que la Cour d'arbitrage de la Haye entre en fonctions le plus tôt possible. Je réclamerai la discussion de mon projet de loi tendant à supprimer les députés coloniaux. Notre expansion coloniale nous a entraînés trop loin. Il faut mettre un terme aux sacrifices croissants et démesurés qu'elle nous impose. Je désire, en outre, que la Chambre s'élève dans un mouvement unanime de protestation contre les entreprises, plus graves encore que la colonisation, et qui nous poussent à vouloir faire de la Chine, sous le prétexte d'une exploitation économique, une véritable proie, qui d'ailleurs nous étoufferait.

Je ne manquerai pas de revenir sur les idées que j'ai tant de fois développées à ce sujet et sur les craintes de complications et de conflits que les événements récents ont malheureusement trop bien confirmées.

Recevez, etc.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.
Député de la Sarthe.

Lettre de M. l'abbé Gayraud.

Monsieur,

A votre question, voici ma réponse en quelques lignes:

Je ne fonde pas grand espoir sur un changement de ministère. En conséquence j'assisterai plutôt en spectateur désintéressé aux prochaines luttes des partis.

A mon sens, la source du mal n'est ni le ministère hétérogène qui nous gouverne, ni les circonstances qui l'ont rendu possible et viable, ni le Parlement qui l'a soutenu de ses votes; elle est dans l'état d'esprit du pays et dans l'organisation défectueuse du suffrage universel. Une nation comme la nôtre, où bouillonnent tant d'idées contraires, tant d'aspirations opposées, où le suffrage universel est anarchique, quelles assemblées de représentants peut-elle enfanter et quels gouvernements celles-ci peuvent-elles produire? Le mal est donc dans nos divisions intestines. Que si ce mal est inévitable et naturel chez nous, je n'y vois de remède que dans *le respect des droits de chacun* par tous, et d'abord par l'État, et dans l'amour sincère et la pratique loyale de *la liberté*. Voilà ce que je demanderai constamment à tous les ministères.

Quant aux travaux urgents de la Chambre, il y a le vote du budget de 1901 et du budget de 1902, car la discussion de ce dernier devrait commencer après Pâques de l'année prochaine. On votera sans doute la réforme des droits successoraux ainsi que l'institution de caisses de retraites ouvrières. Ce serait là de bonne besogne. D'aucuns voudraient supprimer les congrégations religieuses et rétablir le monopole universitaire, c'est-à-dire aggraver encore nos divisions et nos haines. Qu'est-ce que la France y gagnerait?

Excusez-moi, Monsieur, de vous adresser un sommaire si imparfait de mes opinions sur les deux points de votre enquête, et recevez mes salutations.

ABBÉ GAYRAUD.
Député du Finistère.

Lettre de M. Massabuau.

Monsieur le directeur,

Puisque vous voulez bien solliciter mon humble avis sur la situation ministérielle à la rentrée prochaine, je vous la donne en toute franchise et toute simplicité.

Le ministère Waldeck-Rousseau ne périra pas par les centres. Il en est du reste un peu ainsi de tous les ministères passés ou futurs. La majorité qui à la Chambre suivait aveuglément le ministère Bourgeois l'aurait suivi jusqu'aux élections sans l'intervention du Sénat. Cette même majorité suivit le ministère Méline au grand étonnement du public pendant la période la plus longue qu'ait jamais atteinte un ministère républicain. Pour les initiés, cela n'a rien de surprenant. Il y a dans les Chambres, entre deux partis nettement tranchés, un vague assemblage de

fantômes qui forme le centre. Ce centre se meut suivant les petits intérêts de personne ou de clocher et suit toujours le pouvoir régnant.

Que M. Méline arrive demain au pouvoir, sa majorité se composera des 225 irréductibles qui combattent sans cesse M. Waldeck-Rousseau, plus des 60 centriers qui suivent toujours le pouvoir. Mais comme ces hommes pratiques ne passent à l'ennemi qu'à coup sûr et la bataille gagnée, ce n'est point la majorité *de demain* qui renversera le ministère *d'aujourd'hui*.

Pour amener la chute du ministère, il faut une concentration momentanée de haines ou d'intérêts unissant aux 225 irréductibles 50 ou 60 voix d'extrême gauche ou de gauche sur un ordre du jour quelconque. Cette majorité faillit se faire lors de l'interpellation de la Martinique notamment, où le ministère ne recueillit que 242 voix. Les abstentions seules le sauvèrent. Je crois donc pour quelque temps à la durée du ministère. Non point que sa situation soit brillante, car si nous considérons les douze fois où depuis le 1er janvier dernier la question de confiance s'est posée, nous remarquons que deux fois seulement (*démission Delanne* et *Lettre Jamont*), ce ministère a obtenu et dépassé 291 voix, c'est-à-dire la majorité effective.

Il n'a triomphé dans les autres assauts que grâce à l'abstention ou à *la mise en congé* de nombreux timides qui, ne voulant pas voter pour le gouvernement, n'ont pas osé voter contre. Le ministère a vécu d'expédients, et n'a en somme jamais obtenu ces fortes et stables majorités des gouvernements à leur apogée.

Combien de temps durera le ministère ? Assez de temps probablement (grâce au budget qui écarte les questions irritantes) pour arriver à Pâques sans encombre ; mais c'est alors que surgiront les difficultés, c'est-à-dire la réforme fiscale. Le tremplin électoral du parti radical fut, on ne doit pas l'oublier, l'impôt sur le revenu. Or, M. Waldeck-Rousseau, l'ami des gros capitalistes, a surtout pour mission de l'empêcher. C'est de là que viendra sûrement le divorce, si les modérés sont assez politiques pour sacrifier un instant leurs idées afin d'abattre leur ennemi. Dans le cas contraire, ils sauveront le ministère qui pourra se prononcer contre la réforme, à la grande joie des radicaux qui, eux, la voteront et accuseront aux élections prochaines le parti modéré de l'avoir fait échouer.

L'impôt sur le revenu, voilà donc le point noir, la fatale échéance que le ministère voudrait reculer grâce à la diversion habile de la loi d'association.

La manœuvre est assez adroite, et les haines antireligieuses de la gauche pourraient la faire tomber dans le piège.

Tant pis pour elle dans ce cas, car les électeurs pipés de belle façon ne pardonneront pas au parti radical de revenir devant eux les mains vides, alors que, d'après les promesses d'antan, les petits allaient être dégrevés, et les gros contraints de payer le surplus.

Si donc les modérés savaient faire un vote politique et si les radicaux voyaient bien leur intérêt, l'impôt sur le revenu serait mis en première ligne à l'ordre du jour et M. Waldeck-Rousseau, obligé de se prononcer, ferait ses malles. L'avenir prochain nous dira s'il doit en être ainsi.

Recevez, Monsieur le Directeur, etc.

J. Massabuau.
Député de l'Aveyron.

LE VOYAGE DE METZ

Chronique de la Cour de France (1744).

Au printemps de 1744, la guerre s'étant rallumée avec l'Empereur, le bruit se répandit que Louis XV songeait pour la première fois à reprendre les traditions de sa race et à se mettre à la tête de ses soldats. Trois armées entraient en campagne, et une quatrième se formait, sous les ordres du comte Maurice de Saxe, qui venait d'être fait maréchal de France. Elle devait couvrir celle du maréchal de Noailles, destinée à opérer en Flandre et où le Roi était attendu. D'où venait sa décision? Suivait-elle une belle résolution de Mme de Châteauroux, qui souhaitait un amant digne d'elle et souffrait avec peine qu'on l'accusât d'amollir le Roi ? Louis XV obéissait-il à la fois au vaillant caprice de la favorite, et aux secrets reproches de sa conscience? Il s'était, en tout cas, trop avancé pour renoncer à un projet qu'aclamaient déjà l'armée et la France entière. Tout le monde autour de lui l'y poussait, depuis le vieux Noailles, qui voulait, avant de mourir, avoir combattu sous les yeux de son maître, jusqu'au jeune ministre Maurepas, qui se flattait de garder seul, en campagne, l'oreille du Roi, d'éloigner de lui Mme de Châteauroux et de la faire oublier (1).

(1) Ces pages essaient de renouveler, par des observations plus précises, le récit d'un épisode assez connu. Leur principale nouveauté vient sans doute de l'usage qui y est fait des mémoires, vraiment peu lus, du duc de Luynes et des lettres de la Reine au comte d'Argenson. De plus, comme elles sont destinées à trouver place dans une étude d'ensemble sur la vie et les actes de Marie Leczinska, la vue des événements a été prise du côté de la Reine au lieu de

La Reine aussi le désirait, et plus passionnément que personne, autant pour l'honneur du Roi que pour les secrètes espérances que M. de Maurepas, son conseiller d'alors, lui laissait entrevoir ; mais seule peut-être, elle n'osait en parler à Louis XV ni même y faire allusion. Depuis longtemps, elle ne savait plus prononcer devant lui que les paroles les plus banales et, si elle avait à lui demander la moindre grâce, elle le faisait par lettre, jamais de vive voix. Cet état singulier des rapports du Roi et de la Reine n'est marqué nulle part mieux que dans ce récit du duc de Luynes : « La Reine vint après souper et, se trouvant entre Mme de Luynes et moi, la conversation tomba sur le départ du Roi, qui occupe tout le monde. Je pris la liberté de lui demander si elle ne désirerait pas d'aller sur la frontière ; elle me dit qu'elle le souhaitait extrêmement. J'ajoutai : « Cela étant, Madame, pourquoi Votre Majesté ne le dit-elle pas au Roi? » Elle me parut embarrassée d'avoir à parler au Roi, et croire en même temps que le Roi, de son côté, serait embarrassé de l'écouter et encore plus de lui répondre. Enfin elle ne trouva point d'autre expédient que de le lui écrire. C'était pendant le voyage de Choisy. Nous crûmes, Mme de Luynes et moi, qu'elle prendrait ce temps pour envoyer sa lettre ; mais elle nous répondit toujours que cela ferait une nouvelle de voir arriver une lettre d'elle à Choisy, qu'elle aimait mieux écrire quand le Roi serait ici ; qu'elle était dans cet usage ; que, quoiqu'elle vît le Roi presque tous les matins à son petit lever, il y avait toujours tant de monde qu'elle ne pouvait lui parler en particulier. Jeudi matin effectivement, après avoir été quelque temps chez le Roi et étant au moment de s'en aller, elle lui remit elle-même sa lettre, mais avec beaucoup d'embarras, et s'en alla immédiatement après. Je n'ai point vu cette lettre, mais j'ai ouï dire qu'elle lui offrait de le suivre sur la frontière, de quelle manière il voudrait, et qu'elle ne lui demandait point de réponse. Vraisemblablement ce dernier article sera le seul qui lui sera accordé! »

l'être, comme d'ordinaire, du côté de la favorite et du Roi. On trouvera l'indication des autres sources dans le livre qui paraîtra prochainement sous le titre : *Louis XV et Marie Leczinska*. Je tiens seulement à indiquer ici que les brillants mémoires du marquis d'Argenson, d'une information si peu sûre, et les jolis souvenirs de la duchesse de Brancas, qui ont fourni tant de racontars malveillants contre la Reine, ont été convaincus plus d'une fois d'inexactitude matérielle. Ils devraient être par suite consultés avec une grande réserve. C'est pour de tels documents qu'un rigoureux contrôle est le plus nécessaire : on croit trop volontiers sur parole les gens d'esprit.

Plusieurs jours se passent en préparatifs, sans que le départ soit déclaré publiquement. Les gentilshommes qui souhaitent de suivre le Roi lui demandent une permission, qu'il accorde ou qu'il refuse ; le détachement de la Bouche, qui doit marcher, est désigné, ainsi que les officiers des Gardes du corps qui resteront à Versailles. Les compagnies de la Maison du Roi, gendarmes, chevau-légers et mousquetaires, commencent à partir les uns après les autres ; le guet du Roi et les Cent-Suisses s'y préparent. Le 1er mai, le Roi soupe au grand couvert avec une affluence exceptionnelle ; il n'est question du voyage ni avant ni après. Il entre chez la Reine au sortir de table, comme à l'ordinaire, y fait un petit quart d'heure de conversation indifférente et sort sans avoir parlé de rien, reconduit par la duchesse de Luynes, qui se hasarde à lui dire qu'elle fait des vœux pour sa santé et pour sa gloire. Il rentre chez lui, donne l'ordre pour son coucher à une heure et demie, et envoie quérir le Dauphin. Il l'entretient d'un ton ému, que le jeune homme ne lui connaît point, et le congédie pour écrire. Au coucher, il ne fait que changer d'habit et rentre dans son cabinet, où l'attend son premier aumônier, qui le mène prier quelques instants à la chapelle. A trois heures, il monte en carrosse, avec les torches, aux degrés de la cour de marbre. Le matin venu, la Cour apprend qu'il est parti.

Des lettres de sa main sont portées à la Reine, à Madame et à Mme de Ventadour. La première répond à la prière déjà ancienne qu'il a reçue ; mais quelle réponse brève et glacée! Il est bien fâché, dit-il, que les circonstances ne lui permettent pas de faire avancer la Reine sur la frontière, à cause de la trop grande dépense ; il compte qu'elle demeurera à Versailles et qu'elle fera de Trianon tel usage qu'elle jugera à propos. Dans la lettre à Madame, il y a plus de tendresse et la promesse d'écrire alternativement à chacun des enfants. Mais c'est la bonne « Maman Ventadour » qui montre le billet le plus joli : « Ma chère maman, j'ai remis à mon départ, pour vous l'adoucir de mon mieux, à vous apprendre que c'est avec grand plaisir que je vous accorde ce que vous me demandez pour votre petite-fille, la duchesse de Mazarin (il s'agit d'une pension de deux mille écus). Priez Dieu, maman, pour la prospérité de mes armes et pour ma gloire personnelle. J'emporte à l'armée toute la volonté possible que le Dieu des armées m'éclaire, me soutienne et bénisse mes bonnes intentions. Adieu, maman ; j'espère vous retrouver en aussi bonne santé que je vous laisse, et je vous em-

brasse du fond du cœur. » Marie donnerait volontiers son château de Trianon et sans doute même sa couronne pour recevoir une lettre sur ce ton d'affection, au début d'un voyage aussi lointain, aussi dangereux, et où elle a vainement rêvé d'être admise.

D'autres iront, qu'elle n'a pas prévues et dont le départ sera pour elle la plus cruelle blessure. Les premiers jours, en attendant les prières des Quarante-Heures ordonnées par le Roi, elle se prive de musique et de concerts ; elle fait chanter à sa messe le *Domine salvum fac Regem* qu'elle récite toujours de toute son âme ; elle écrit au Roi, voulant être dirigée par lui dans cette situation inattendue et se sentant plus à l'aise avec lui parce qu'il est loin. Mme de Châteauroux et sa sœur, la duchesse de Lauraguais, sont retirées à Plaisance, chez Pâris-Duverney, et ne semblent ni affligées ni inquiètes. Mais le bon peuple est convaincu que le Roi reviendra à la Reine et que le viril métier qu'il va faire le guérira de sa passion funeste. Puisqu'il a pu quitter sa maîtresse, pourquoi ne se confesserait-il pas à la Pentecôte? Dès à présent, son caractère semble transformé et sa popularité s'accroît des nouvelles envoyées de Lille : « Le Roi, note le marquis d'Argenson, fait merveille à l'armée ; il s'applique, il se donne de grands mouvements pour savoir et pour connaître ; il parle à tout le monde. La joie est grande parmi les troupes et les peuples en Flandre. Aurions-nous un Roi? » L'illusion sera de durée courte. Trois jours après le départ, les mieux informés des courtisans savent qu'à Lille M. de Boufflers a fait, à tout hasard, accommoder des maisons qui percent dans l'hôtel du Gouvernement, où demeure le Roi, et qu'on y compte voir bientôt certaines dames.

C'est M. de Richelieu qui les veut et a besoin d'elles. Le Roi subit déjà des influences qu'il redoute. Le duc est à même de les observer, grâce à la place de Premier gentilhomme de la Chambre, qu'il vient d'obtenir et qui le rapproche plus que jamais du Roi. Il voit le maréchal de Noailles s'emparer peu à peu de lui, à propos des affaires militaires. Les princes venus à l'armée, les grands officiers de la Couronne, les prélats surtout, qui sont du parti de Maurepas et de la Reine, font au souverain sorti de ses habitudes une compagnie qui peut finir par lui plaire. La prise de Menin, première opération de guerre à laquelle il assiste, a paru l'intéresser. La gloire qu'on lui promet, avec l'affection de ses peuples, ne pourrait-elle le détacher de l'amour? Le nom de la Reine, partout prononcé respectueusement ou acclamé avec le sien, ne lui donnerait-il pas la pensée d'un rapprochement qu'il voit désiré de tous ses sujets?

Richelieu n'ignore point que le Roi a quitté Versailles avec l'intention sincère de ne pas appeler sa maîtresse. Mais il sait aussi mieux que personne combien les tentations le trouvent faible, quand elles sont directes et connues, et comme il penche à certaines rechutes. Le Premier gentilhomme invente d'abord de faire venir à Lille la duchesse de Chartres, sous le prétexte que son jeune mari a fait une chute de cheval ; c'est la princesse de Conti, sa belle-mère, acquise par intérêt à Mme de Châteauroux, qui l'a obligée à cette démarche un peu singulière et s'est offerte à l'accompagner. Chaque princesse a amené sa dame d'honneur, que d'autres vont suivre. Un mois s'est à peine écoulé qu'une cour féminine est commencée à l'armée. Les apparences sont désormais sauves. Mme de Châteauroux, qui finissait par s'inquiéter et dont l'impatience était à bout, peut narguer les quolibets des régiments et les refrains populaires ; rien ne l'empêche plus d'accourir avec sa sœur auprès du Roi, qui ne lui en tiendra pas rigueur.

Les deux duchesses n'ont pas voulu partir sans avoir paru une fois à Versailles pour faire leur cour à la Reine. Arrivées pendant le jeu, elles se sont assises assez loin de Sa Majesté ; mais celle-ci les ayant vues, les a invitées à souper avec elle, et leur a parlé pendant le repas avec un aussi parfait naturel qu'aux autres dames. Celles-ci savent toutes le prochain départ, que la Reine feint d'ignorer et dont les voyageuses ne disent mot. La grosse Lauraguais ne se trouble de rien ; mais Mme de Châteauroux a un air visiblement embarrassé qui contraste avec l'aisance de la Reine. Une fois de plus, Marie Leczinska s'est tirée à son honneur d'une situation délicate et a traversé avec dignité une heure difficile. Le lendemain, sa patience est à bout, et, lorsque Mme de Modène fait demander à son tour à prendre congé pour aller en Flandre : « Cela ne me fait rien, dit la Reine ; qu'elle fasse son sot voyage comme il lui plaira! »

Cependant on apprend de Lille que les dames y sont d'abord assez discrètement reçues. Ce n'est point le triomphe de Mme de Montespan, aux mêmes lieux, lorsqu'elle accompagnait Louis XIV, victorieux à travers les Flandres conquises. Mme de Châteauroux, qui en a souhaité un semblable, doit, pour satisfaire son orgueil, se contenter des soupers des cabinets, qui ont recommencé comme à Versailles. Mais cette vie efféminée, au milieu de troupes en campagne, fait perdre à Louis XV le mérite de sa présence. L'officier rit et le soldat

chansonne. On lui sait peu de gré d'aller lui-même faire le siège d'Ypres et prendre la place en neuf jours. Les dames se sont avancées jusqu'à Poperinghe pour suivre ces brillantes opérations, et la maîtresse écrit à Richelieu, toujours hantée par son rêve : « Savez-vous bien qu'il n'y a rien de si glorieux, ni de si flatteur pour le Roi, et que son bisaïeul, tout grand qu'il était, n'en a jamais fait autant! » Presque aussitôt, Sa Majesté et l'armée de Noailles, laissant en Flandre le maréchal Maurice, se dirigent vers l'Alsace où les Impériaux arrivés en nombre mettent en danger le duc d'Harcourt et le maréchal de Coigny.

Metz est choisi comme lieu de séjour, le Roi y devant attendre l'heure d'attaquer Fribourg, dont il veut conduire le siège en personne. Il s'installe à l'hôtel du Gouvernement ; mais Mme de Châteauroux exige la communication de cet hôtel avec la maison du Premier président, où elle loge, et une galerie en planches, bâtie sur la rue, étale aux yeux de la cité lorraine, avec la prétention de le dissimuler, le scandale croissant des amours royales.

La Reine sait les nouvelles par les courriers réguliers que lui adresse son ami le comte d'Argenson, ministre de la Guerre. Le Roi lui écrit parfois lui-même ainsi qu'à ses enfants. Aux grands jours des prises de villes, il envoie un page qui se présente à elle l'épée au côté et reçoit de sa main, en échange du noble message, une boîte ou une montre d'or. Elle est ainsi tenue au courant des faits d'armes, des blessés et des morts de distinction, des promotions militaires, ce qui fournit son cercle de sujets de conversation plus élevés qu'à l'ordinaire.

Plusieurs de ses journées se passent à son Trianon, où elle dine avec ses dames, entend de la musique et se fait rouler en chaise par des Suisses dans les bosquets de Le Nôtre. Elle accueille à Meudon la reine sa mère, qui vient y chercher refuge, le passage du Rhin par le prince Charles de Lorraine ayant inquiété pour la sécurité de la cour de Lunéville. L'étiquette, le devoir et l'affection multiplient les distractions autour de la reine Marie. Les dames tiennent à honneur d'y être nombreuses ; Mademoiselle vient exprès de Madrid pour lui faire sa cour, et la comtesse de Toulouse la prie à souper en son pavillon de Luciennes. Elle soupe plus modestement à Sèvres, chez de son amie très intime, la princesse d'Armagnac, collaboratrice habituelle de ses bonnes œuvres ignorées. Sa plus agréable journée est à Dampierre, chez les Luynes, qui ont fait accommoder un appartement pour elle et savent la recevoir suivant ses goûts. Comme le Dauphin, pour la première fois, est du voyage, on lui fait visiter le château et le parc, on le mène en gondole voir l'île et jouer au cavagnole dans le pavillon ; enfin, après le souper, il entend, dans l'orangerie arrangée pour la circonstance, une innocente comédie à laquelle assistent le curé et les religieuses du village. Le jeune homme, dans ce milieu affectueux et simple, prend plus de plaisir qu'au solennel *Te Deum* chanté à Paris, pour la prise d'Ypres, et où il a tenu la place du Roi. Ce qu'il aimerait le mieux, du reste, serait d'être à l'armée avec son père ; son gouverneur, l'austère et religieux duc de Châtillon, l'entretient dans ces idées. Il ne peut s'empêcher de laisser voir son regret à la Reine : « Maman, lui dit-il un jour, ne soyez point fâchée que je sois affligé de rester avec vous. Je ne sais pourquoi le Roi m'a laissé ; le petit de Montauban, qui est petit et faible, y est bien allé, et moi, qui suis grand et fort, j'aurais bien pu y aller. » L'année de Fontenoy permettra au prince de montrer sa jeune vaillance ; la campagne présente ne ménage au fils qu'une suite de déceptions.

Le 9 août au soir, arrivent des lettres de Metz, racontant que le Roi est malade et s'est alité la veille, avec la fièvre et le mal de tête. Chaque jour, désormais, la Reine reçoit un billet de d'Argenson et un bulletin de La Peyronie, qui devient bientôt assez inquiétant. La fièvre maligne résiste aux saignées et aux remèdes. Les médecins ne se prononcent point, et l'écuyer ordinaire que la Reine envoie à Metz rapporte à Mme de Luynes quelques lignes de M. de Bouillon, grand chambellan, qui ne paraissent pas propres à rassurer. D'après des nouvelles particulières, le malade s'affaiblit tellement en peu de jours, que l'on parle sérieusement de le faire confesser et que l'évêque de Soissons, M. de Fitz-James, qui célèbre la messe dans sa chambre, n'a pas craint de lui en dire un mot. Le Roi, jusqu'à présent, s'y refuse. Mme de Châteauroux et M. de Richelieu sont les seules personnes qui entrent auprès de lui, avec les domestiques intérieurs ; ils lui persuadent que son état est sans gravité.

On a essayé, pour rester mieux en possession de son esprit, d'exclure de la chambre les princes et les grands officiers, et il a fallu que le comte de Clermont forçât la porte pour obtenir qu'ils pussent apercevoir Sa Majesté et lui adresser quelques paroles. Le Roi n'a point paru, d'ailleurs, être mécontent de cette affectueuse hardiesse, et l'ordre accoutumé a été rétabli. L'antichambre est maintenant le théâtre de scènes assez vives, où les partis se montrent et se comptent. Les aides de camp du Roi, et parmi eux le duc

d'Aumont, tiennent pour M. de Richelieu. Les « dévots » ont à leur tête le duc de la Rochefoucauld, grand maître de la garde-robe, et sont soutenus par l'opinion de la ville, qu'irrite la présence de la maîtresse. On escompte déjà l'entrée du confesseur, qui exigera son renvoi immédiat. Ce confesseur, le Père Pérusseau, jésuite, a eu avec Mme de Châteauroux, dans un cabinet à deux pas du lit, un entretien d'où elle est sortie désespérée. Il prétend n'avoir pas été trop dur ; il ignore du reste, en fait, la nature des fautes du Roi et, par conséquent, ce qu'il aura à lui imposer après ses aveux ; quant aux lois de l'Eglise, a-t-il dit, elles sont formelles sur le point des mœurs, et le viatique ne sera apporté au malade que lorsque sa concubine, s'il en a une, aura été éloignée de la ville. Ce départ, dont l'idée indigne la duchesse, n'aura lieu, sans doute, que sur l'ordre formel du Roi ; mais elle le connaît trop bien pour ne pas savoir qu'il n'hésitera point à le donner.

Pendant ces fiévreuses journées de Metz, dont les courtisans ne doivent jamais perdre le souvenir, la reine Marie vit dans la prière presque continuelle, en proie à une inquiétude qu'aggrave surtout le souci de l'âme du Roi. C'est à ce moment que se révèlent, dans son cœur mis à nu par l'émotion, les sentiments d'amour qu'elle lui garde : « On peut croire, dit quelqu'un de son entourage, qu'elle ne l'aime plus autant ; cependant, il n'est pas bien décidé qu'elle ne l'aime plus qu'elle ne le croit elle-même. » Sa première pensée a été d'obtenir de se rendre auprès de lui. Ses billets très intimes au comte d'Argenson reviennent sans cesse sur ce grand désir : « Quoique vous soyez très exact à me donner des nouvelles du Roi, l'inquiétude où je suis me fait encore envoyer le courrier qui vous remettra cette lettre. Vous présenterez celle qui y est jointe et assurerez le Roi de la peine où je suis d'être éloignée de lui et de l'envie que j'ai de l'aller trouver. J'attendrai ses ordres avec soumission et impatience. Continuez à me mander comment il est. Ma pauvre tête s'en va. » Elle dépêche à Metz son écuyer ordinaire, qui revient le 14 à midi, rapportant des détails plus rassurants, et elle écrit aussitôt à d'Argenson : « Saint-Cloud vient d'arriver, qui a mis un grand calme dans mon âme. Mais je vous avoue qu'il ne sera parfait que quand j'aurai des nouvelles de la nuit. Je les attends avec impatience, peur, espérance, enfin tous les sentiments que mon tendre attachement pour lui m'impose. Je renvoie encore un courrier. J'en voudrais avoir à toutes minutes, et j'insiste à demander, malgré le mieux dont Dieu soit loué à jamais, à y aller. Ne craignez pas de demander cette grâce pour moi. Tôt ou tard on rend justice aux honnêtes gens. Pour moi, Dieu m'est témoin que je ne conçois qu'un seul désir ; c'est toute ma consolation ; c'est le plus beau et le plus vrai. Mandez-moi la volonté du Roi. Je lui demande en grâce de m'accorder celle de l'aller voir. »

PIERRE DE NOLHAC.

(*A suivre.*)

LE TRIOMPHE DE CHAMBERLAIN

Les élections anglaises sont terminées. Sur 670 sièges, 332 sont dévolus aux conservateurs, 69 aux libéraux unionistes, 184 aux libéraux, 3 aux socialistes, 82 aux nationalistes irlandais.

Ces chiffres groupés donnent 401 ministériels et 269 opposants.

Le ministère dispose d'une majorité de 132 voix. C'est un triomphe pour M. Chamberlain, qui a tout mené depuis deux ans, les négociations, puis la guerre avec le Transvaal, la dissolution et les élections générales.

Épiloguez, si vous voulez, cherchez des *distinguos*, coupez des cheveux en quatre, vous ne ferez pas que M. Joseph Chamberlain n'ait remporté une victoire éclatante sur les détracteurs de sa politique africaine, n'ait fait mordre la poussière, sur le terrain électoral, à la foule de ses assaillants, conduits par les Campbell Bannerman, les William Harcourt, les Asquith, les Morley et autres capitaines de l'armée libérale mise en pleine déroute.

Je sais bien que les libéraux reviennent au Parlement aussi nombreux, à deux sièges près, qu'ils en étaient sortis il y a trois semaines, et que le parti conservateur unioniste eût remporté une bien plus belle victoire encore s'il avait réussi à chasser tous les libéraux de la Chambre des communes en les remplaçant par de fidèles sectateurs de la doctrine qui veut que la guerre faite aux républicains de l'Afrique du Sud ait été juste et inévitable.

Mais franchement, croit-on que M. Chamberlain, même au paroxysme de l'orgueil, ait jamais supposé qu'il allait encore gagner une cinquantaine de voix sur l'opposition! Songez donc que les ministériels avaient déjà une majorité de 128 voix sur les libéraux unis aux nationalistes irlandais!

J'imagine que M. Chamberlain, bien au contraire, redoutait *in petto* de voir cette majorité subir, du fait des élections, un certain déchet, se réduire par exemple à 100 voix, même à 75.

C'eût été encore très satisfaisant, car c'était la

quitus définitif pour les faits accomplis, pour les négociations avec le pauvre bonhomme Krüger, pour la guerre rendue inévitable, si mal préparée, si ridiculement conduite, pour l'énormité de l'effort si disproportionné avec le résultat, pour les dépenses formidables, pour les pertes d'hommes, pour les rangs de l'aristocratie décimés, pour le scandale de l'écrasement d'un peuple libre.

C'était le *quitus* pour cet amoncellement de fautes et d'actes d'immoralité politique, dont l'histoire, à défaut de la génération contemporaine, demandera compte à M. Chamberlain. C'était aussi le blanc-seing pour l'avenir, le champ libre pour les développements de la politique impériale. C'était le pouvoir pour six années encore, et que pouvait désirer de plus, dans ses rêves les plus extravagants, l'ancien petit député radical de Birmingham, devenu le maître des destinées de la hautaine Grande-Bretagne!

Or il se trouve non seulement qu'il n'a perdu ni cinquante, ni même trente voix, mais encore qu'il en gagne quatre, sa majorité se trouvant, par le fait du gain de deux sièges sur les opposants, portée de 128 à 132 voix.

***

Une majorité initiale égale ou supérieure à 132 voix n'a encore été vue que deux fois depuis près de trois quarts de siècle en Angleterre; une première fois en 1832 (majorité libérale de 370 voix); une seconde en 1895 (majorité conservatrice de 152 voix).

La plus forte, dans l'intervalle, a été une majorité libérale de 116 voix en 1868.

La majorité de 132 voix que possède le cabinet est inférieure de 20 voix à celle qu'avaient donnée aux conservateurs les élections générales de 1895. A cette époque les ministériels étaient au nombre de 411, les opposants étaient 259, la majorité atteignait 152 voix. Les élections partielles enlevèrent successivement dix sièges au parti gouvernemental.

Il est d'autant plus étonnant qu'un appel aux électeurs lui ait rendu exactement, même avec un gain de deux sièges, la majorité qu'il avait au moment de la dissolution.

Deux chiffres en effet n'ont pas varié. Le parlement, au moment où il a été dissous le 25 septembre, contenait 332 conservateurs et 82 Irlandais opposants. Les conservateurs reviennent 332, et les nationalistes irlandais 82.

Ce sont les unionistes qui ont enlevé deux sièges aux libéraux. Ceux-ci ne sont plus que 187 au lieu de 189, les unionistes sont 69 au lieu de 67.

Il importe maintenant de voir comment les résultats généraux se répartissent entre les quatre divisions des Iles Britanniques : Angleterre proprement dite, pays de Galles, Écosse et Irlande.

L'Angleterre proprement dite nomme 465 députés, dont 62 représentent la ville de Londres; le pays de Galles en nomme 30, l'Écosse 72, l'Irlande 103.

Dans l'Angleterre proprement dite, le succès du cabinet est écrasant : 339 ministériels contre 126 libéraux, soit une majorité de 213 voix.

Le pays de Galles est un foyer de radicalisme; il a nommé 26 opposants et 4 ministériels.

L'Écosse était naguère la citadelle du libéralisme. Les libéraux y avaient été 33 contre 20 en 1832, 44 contre 16 en 1868, 52 contre 20 en 1885. C'était au beau temps de Gladstone. En 1895, les libéraux ne furent plus que 36 contre 33. L'Écosse vient de nommer, en 1900, 37 ministériels (18 conservateurs et 19 unionistes) contre 35 libéraux. L'Écosse libérale est entamée.

En Irlande, le ministère n'a pour lui que 21 membres (17 conservateurs et 4 unionistes). Il n'a rien pu contre la phalange des 82 opposants (81 nationalistes et 1 libéral).

Si l'on pouvait faire abstraction de l'Irlande, on aurait pour le Grande-Bretagne (Angleterre, pays de Galles et Écosse), sur 567 députés, 380 ministériels et 187 opposants, soit une majorité de 193 pour la raison sociale Chamberlain, Salisbury et Cie.

***

Il reste à constater la répartition non plus par régions, mais par catégories de circonscriptions : Londres, les bourgs, les comtés, les universités.

Londres nomme 62 députés; les bourgs (Londres non compris), 222; les comtés, 377; les universités, 9.

Or le gouvernement a obtenu : à Londres 54 sièges contre 8; dans les bourgs, 149 contre 73; dans les comtés, 189 contre 188; dans les universités, la totalité des 9 sièges.

Dans l'Angleterre proprement dite et en Écosse, la capitale et les grands centres industriels ont voté en masse pour Chamberlain, champion de la guerre et de l'impérialisme.

Les libéraux ont au contraire gagné six sièges dans les comtés anglais, ce qui tend à établir que les populations rurales se sont montrées plus réfractaires que les urbaines aux séductions du jingoïsme.

Le vote de Londres est très curieux. Cette immense agglomération d'êtres humains, où tous les extrêmes de la fortune se coudoient, a nommé 54 conservateurs ou unionistes en 1900 comme en 1895, et 8 libéraux comme il y a cinq ans.

Les votes unionistes se sont élevés dans la capitale au total de 253 896 voix (en augmentation de 4 357 sur 1875); les votes libéraux, au total de

161 918 (en diminution de 12 404). Les majorités unionistes ont été en général plus fortes, mais le résultat n'a pas été modifié.

Si le vote proportionnel avait été appliqué à Londres, il aurait donné 38 sièges aux ministériels et 24 aux libéraux.

L'anomalie est au moins aussi grande dans l'Angleterre proprement dite (la ville de Londres non comprise).

Les conservateurs, avec 67 301 voix de plus (1 759 560 contre 1 692 259) en 1900 qu'en 1895, y ont obtenu 10 sièges de moins (285 contre 295), et les libéraux, avec 31 000 voix de plus seulement, ont gagné 10 sièges (118 contre 108).

D'autre part le nombre des voix obtenues par les conservateurs en 1900 (1 759 560) ne dépasse que de 256 000 ou de 16 p. 100 celui des voix des libéraux (1 503 784). Ce faible écart a cependant suffi pour conférer 285 sièges aux unionistes contre 118 seulement aux opposants. La proportion des voix est de 54 à 46; celle des sièges, de 70 à 30.

Les libéraux auraient quelque raison de se plaindre. Mais dans le pays de Galles, le défaut de proportionnalité entre le nombre des suffrages émis et celui des sièges gagnés a été tout à leur avantage. Les unionistes avec 90 000 voix n'ont eu que 4 sièges, tandis que les libéraux avec 137 000 voix (un tiers de voix de plus) ont obtenu 26 sièges, ou six fois plus que leurs adversaires.

En Écosse il y a eu proportionnalité presque parfaite. Avec 257 000 voix, les unionistes ont 37 sièges, les libéraux 35 avec 253 000. En 1895, les libéraux avaient eu 39 sièges avec 247 500 voix, les unionistes 33 avec 233 000.

Si enfin nous groupons tous les chiffres relatifs à la Grande-Bretagne (Angleterre, pays de Galles et Écosse), nous constatons que sur 4 254 885 votes émis, les unionistes en ont eu 2 360 556 (soit 94 000 de plus qu'en 1895), les libéraux 1 894 033 (118 550 de moins), et que l'écart en faveur des unionistes, qui était il y a cinq ans de 255 000 voix, est en 1900 de 466 000.

Et voyez maintenant les bizarreries du suffrage! Avec cet écart de 466 000 voix, les ministériels ont 380 sièges contre 187. En 1895, avec un écart presque moitié moindre (255 000), ils avaient eu 390 sièges contre 177.

Tandis que leur part proportionnelle dans le total des voix s'est assez notablement accrue (56 à 44 au lieu de 53 à 47), leur majorité se trouve ramenée de 213 à 193.

Les universités nomment 9 députés, dont 5 pour l'Angleterre, 2 pour l'Écosse et 2 pour l'Irlande. Les neuf élections ont été ministérielles en 1900 comme en 1895.

***

Comme l'attitude des candidats libéraux à l'égard de la guerre a été un facteur prédominant dans la composition du nouveau Parlement, il sera curieux de constater, parmi les élus, la force numérique respective des libéraux qui se sont déclarés impérialistes et de ceux qui sont restés *Little Englanders*, partisans d'une Angleterre modeste, recueillie dans ses anciennes possessions.

Il est assez malaisé d'établir dès maintenant, dans des conditions suffisamment assurées, une telle classification, car certains des membres anciens qui ont été réélus se sont gardés de se prononcer devant les électeurs, de même qu'ils avaient eu grand soin dans la défunte Chambre de se confiner dans une prudente réserve, et, d'autre part, plusieurs membres nouveaux ont laissé dans l'ombre leurs vues sur la question.

Cependant il a été publié des listes de candidats libéraux impérialistes. Un docteur Heber Hart, notamment, en a donné une contenant plus de cent noms de candidats considérés comme étant en principe d'accord avec la politique du conseil impérialiste libéral récemment constitué.

Les conservateurs, pendant la campagne électorale, ont appelé *pro-Boers* (Chamberlain disait plus crûment les « traîtres ») tous ceux des libéraux qui, sous une forme ou sous une autre, et à un degré quelconque, avaient manifesté de la sympathie ou étaient simplement soupçonnés d'éprouver quelque sympathie pour les défenseurs des deux républiques africaines.

De ces *pro-Boers* qui faisaient partie de la défunte Chambre, quelques-uns, 6, se sont retirés, 13 n'ont pas été réélus (notamment le docteur Clark, sir Wilfrid Lawson, M. Philip Stanhope); 45 ont été réélus. Ces derniers n'ont jamais voté pour le gouvernement dans une question ayant trait à la guerre.

On compte d'autre part 81 libéraux anciens ou nouveaux (parmi eux MM. Asquith, sir H. Fowler, H. Norman) qui soutiendront le gouvernement dans les questions relatives à la guerre, et 58 (dont 25 anciens et 33 nouveaux) dont on ne saurait dire exactement quelle attitude ils prendront au sujet de la politique sud-africaine, et en général de la politique extérieure de l'Angleterre.

***

« Je ne veux pas prophétiser, disait encore le 8 octobre sir Henry Campbell Bannerman, — et naturellement il prophétisait aussitôt, — mais il est une chose dont je suis parfaitement certain, c'est que le résultat des élections sera un grand désap-

pointement pour le gouvernement de Sa Majesté. »

La théorie de sir Henry, qui a été adoptée par nombre de ses coreligionnaires et par une grande partie de la presse parisienne, est que le gouvernement ne pouvait se vanter de posséder la confiance du pays si les élections ne lui donnaient une majorité considérablement accrue.

Or le cabinet retrouve son ancienne majorité, ni plus ni moins. Si énorme qu'elle soit, le *leader* du parti libéral estime que le gouvernement a échoué dans son entreprise, qu'il est déconfit et battu, que la confiance du pays s'est retirée de lui.

On se console comme on peut, et on ne doit pas en vouloir à un vaincu d'éprouver un certain sentiment de vanité à la pensée que du moins il n'est pas écrasé, anéanti. Il transforme sa défaite en une victoire morale. C'est une méthode de calcul politique qui peut avoir son agrément pour celui qui s'y adonne, mais il est douteux qu'elle apporte un réel réconfort à la masse du parti qui se voit relégué pour cinq ou six années de plus dans les mélancoliques ténèbres d'une minorité sans espoir.

Il faut voir de quel ton le *Times* raille ces pauvres libéraux, proclamant l'impossibilité comique où ils se trouvent de comprendre pourquoi ils sont battus : « Ils ne peuvent se débarrasser de la prétention qu'ils possèdent seuls la clé qui ouvre le cœur du peuple, et ils contemplent avec un effarement naïf les masses des grands centres industriels qui les répudient impitoyablement. Il n'y a pas une classe de politiciens qui soit aussi « fossilisée » que celle de nos soi-disant libéraux. Ils ânonnent toujours des shibboleths dont le temps a fui, hélas! et ils s'imaginent être l'avant-garde du progrès, alors qu'en fait ils en sont les derniers traînards. Le pays ne cesse de le leur dire depuis quinze ans, mais ils ne le veulent pas comprendre. »

***

Les élections qui viennent de se terminer ont bafoué la théorie des « oscillations du pendule » en politique. En bonne règle, étant donné d'une part que tout ministère qui dure encourt nécessairement une impopularité croissante, de l'autre que la nature humaine est avide de changement, une élection générale, un appel au jugement du pays, doit avoir pour résultat le transfert du pouvoir à l'opposition. C'est en quelque sorte une loi mécanique, l'oscillation du pendule.

Cette loi a été presque toujours confirmée par l'expérience. En 1874, en 1880, en 1886, en 1892 et en 1895, les élections générales en Angleterre ont produit un changement dans le gouvernement, le pouvoir passant d'un parti à l'autre.

C'est encore à l'application de cette loi que dans une trentaine de comtés en Angleterre, où les forces des deux partis se balançaient à peu près également, les libéraux ont dû d'enlever leurs sièges aux conservateurs.

Il y a seulement à remarquer qu'en 1885, M. Gladstone n'a été sauvé d'une défaite écrasante que par l'admission au droit électoral de près de deux millions d'électeurs nouveaux, constituant un élément tout à fait inexpérimenté, et qu'en 1892, les libéraux n'ont obtenu qu'une majorité assez faible pour ne leur permettre de garder le pouvoir que pendant trois années.

Le parti unioniste a vu au contraire ses forces s'accroître constamment. En 1900, un ministère conservateur, après cinq années de pouvoir, a été assez fort pour triompher de la loi du pendule et pour se voir conférer par les électeurs une majorité aussi forte, à quelques unités près, que celle avec laquelle il avait commencé son existence.

L'introduction des questions impériales (politique étrangère et *home rule* pour l'Irlande) dans la politique de parti a eu pour résultat, depuis 1880, de consolider, — nous prenons ici les termes mêmes dont un certain *civis britannicus* s'est servi pour adresser au *Times* (1) de très justes réflexions, — le parti qui a sa principale raison d'être dans la préservation des institutions fondamentales du pays et de l'unité de l'empire, et de désagréger au contraire le parti qui poursuivait des changements radicaux dans la constitution (programme de Newcastle, réforme de la Chambre des lords, etc.).

Le *home rule* a causé la sécession des libéraux unionistes, qui, sur la question de l'unité de l'empire, ont abandonné les libéraux pour s'unir aux conservateurs.

En 1900 l'introduction de la question sud-africaine dans la lutte électorale a eu pour résultat de subdiviser ce qui restait de l'ancien parti libéral.

L'opposition dans le nouveau parlement va se trouver composée des trois éléments suivants :

Le résidu de l'école de Manchester, sous la direction de sir William Harcourt et de M. Morley (la moitié environ du groupe ancien est restée sur le carreau);

Le groupe nouveau des libéraux impérialistes (sir Edward Grey, sir Henry Fowler, M. Asquith, etc.), qui, sur toutes les questions de politique étrangère, seront opposés aux libéraux de la vieille école et voteront avec le gouvernement ou s'abstiendront ;

Le groupe compact des nationalistes irlandais, qui professent une haine égale pour les deux sections du parti libéral, et ne se rencontrent avec elles que sur

(1) 15 octobre 1900.

le terrain d'une haine commune contre le gouvernement.

***

M. Chamberlain a été d'une violence extrême à l'égard de ses adversaires. Il ne les a pas seulement traités de *pro-Boers*, de *Little Englanders*, il les a appelés résolument des traitres. Il a voulu faire passer les deux tiers des candidats libéraux pour des traîtres, non seulement en pensée, mais en acte. Il les accusa en effet non seulement d'avoir souhaité la défaite des Anglais par les Boers, mais encore d'avoir réellement encouragé les Boers à la résistance.

D'autre part on n'a pas beaucoup ménagé, dans l'autre camp, la personne de M. Chamberlain. On l'a accusé de fort vilaines choses, on a sauté à pieds joints dans les plates-bandes de sa vie privée. On l'a représenté à peu près comme un odieux spéculateur qui n'a déchaîné la guerre sud-africaine que pour assurer de plantureuses fournitures à diverses sociétés dont sa femme, ses fils, ses filles et lui-même possédaient à peu près toutes les actions.

Toute l'opposition a parlé des élections comme d'une sorte de plébiscite sollicité par M. Chamberlain. Il est certain que la personnalité puissante du secrétaire des Colonies a dominé la campagne électorale, qu'il s'est jeté lui-même à corps perdu dans la lutte, qu'il y a fait une prodigieuse dépense d'efforts, de discours longs et passionnés, d'invectives aux ennemis et d'objurgations aux amis. Il est donc naturel de supposer que le succès a grandi sa situation, a fortifié son influence dans le gouvernement, et dans ce sens, assurément, les élections peuvent être interprétées comme le triomphe de Chamberlain. Mais on ne doit pas cependant oublier que lord Salisbury est toujours le premier ministre, le chef suprême du cabinet, et que Joe Chamberlain reste simplement le secrétaire des Colonies. Ceux qui connaissent bien l'homme ne croient pas qu'il convienne de concevoir le Chamberlain du lendemain de la victoire comme un ambitieux résolu à mettre ses collègues dans sa poche et le parlement à ses pieds, ni comme un fier-à-bras décidé à déchaîner la guerre en Europe pour le plaisir de donner à l'empire un ennemi plus présentable que le Boer, et une occasion d'exploits plus glorieux et plus honorables que l'étouffement d'une nationalité libre.

***

Et d'ailleurs est-elle définitivement étouffée, cette nationalité?

La guerre du Transvaal n'est point terminée. Depuis que le président Krüger s'est retiré à Lourenço-Marquès, d'où il vient de s'embarquer pour l'Europe, il semble que les Boers, qui sont restés groupés autour de Louis Botha et des généraux Dewet et Delarey, aient été pris d'une recrudescence d'activité belliqueuse. Divisés en bandes agiles et insaisissables, ils surgissent de partout, détruisant les voies ferrées, assaillant les trains, coupant les fils télégraphiques et téléphoniques, tombant à l'improviste sur des détachements isolés, entrant la nuit dans les villes, disparaissant à l'arrivée des renforts, tiraillant sans cesse, ne laissant pas un instant de repos à des troupes que déconcerte cette lutte de toute heure et de toute minute, sans gloire, mais non sans péril, puisque la liste des pertes anglaises s'allonge indéfiniment de semaine en semaine.

Les télégrammes de lord Roberts accusent une impatience nerveuse, une sorte de lassitude morale et physique, un découragement croissant devant ce réveil soudain de l'ennemi que l'on croyait abattu. Il ne parle plus de son retour en Angleterre que comme d'un événement lointain, dont la date précise ne saurait être fixée. Il exprime le regret de ne pouvoir laisser partir des contingents qui ont une si grande hâte du retour; il déclare qu'il ne saurait, sans les plus graves inconvénients, se démunir d'aucune fraction des forces qui l'entourent. Il relate chaque jour, d'un ton monotone, des incidents minuscules, toujours semblables, des rencontres où l'ennemi est repoussé, mais où des Anglais tombent. L'armée n'est maîtresse que du terrain qu'elle occupe. A moins d'un mille au delà, les Boers évoluent librement, couverts par la complicité silencieuse de la population.

Quel épilogue aux affirmations, tant de fois répétées devant les électeurs par les candidats ministériels, par les ministres eux-mêmes, que la guerre était terminée; qu'il ne s'agissait plus que de pacifier, d'organiser la conquête, de faire accepter l'annexion; que les troupes allaient revenir, et que l'on allait pouvoir procéder, sans inquiétude, en toute liberté d'action, à cette reconstitution du système militaire de l'Angleterre, qui a été désignée comme la tâche la plus urgente du gouvernement retrempé dans une élection triomphante!

AUGUSTE MOIREAU.

SUR L'ITALIE CONTEMPORAINE

M. Ernest Tissot, sous ce titre que lui-même avoue être un peu ambitieux et qui est surtout un peu puéril: *Les sept Plaies et les sept Beautés de l'Italie contemporaine*, publie un volume qui est simplement une étude sur l'Italie de nos jours. Après de Brosses, après Stendhal, après Taine, après M. Bourget, M. Tissot a été séduit et pour toujours presque

enchaîné par le charme du pays où résonne le *si*, et c'est le résultat de cinq ou six voyages au moins, de dix peut-être, qu'il nous donne dans ces pages nouvelles.

Le livre n'est pas très bien composé et il n'y faudrait pas chercher la magnifique ordonnance, à demi cachée, pourtant si sensible de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*. Il n'est pas toujours très bien écrit non plus, et la faute de français y fleurit quelquefois. M. Doumic a-t-il raison de croire qu'une des conditions de savoir, sa langue est d'ignorer les langues étrangères? L'assertion est audacieuse. et Voltaire, Chateaubriand, Renan et Taine y pourraient faire quelques objections; mais il faut confesser que M. Tissot ne serait pas sans la justifier quelque peu.

Et, malgré ces réserves qu'il fallait faire, le livre de M. Tissot est à lire, et je m'en voudrais, l'ayant lu, de ne pas le signaler et recommander au public.

M. Tissot voyage pour son plaisir, sans parti pris, sans même celui d'observer pour rapporter, et il est assez rare, si même il est vrai que cela arrive, que l'on sente dans le livre la note prise avec obstination de vouloir la prendre. M. Tissot vit vraiment de la vie italienne, comme Stendhal, et il en laisse aller à nous, comme d'eux-mêmes, l'écho et l'ondulation. Ceci n'est ni un guide, ni un rapport, ni même une impression de voyage. Ce sont des souvenirs qui, seulement, sont très précis; mais qui ne sont précis que parce que l'être entier de l'auteur a été très fortement, très intimement pénétré.

C'est la vie italienne de M. Tissot, racontée, exhalée plutôt avec une abondance, une certaine exubérance même, qui n'est nullement désobligeante, parce qu'elle n'est en somme qu'une manière de plénitude. C'est un de ces livres dans lesquels on se plonge, et où l'on est heureux de se sentir plongé. Il s'étale autour de vous; il a des mouvements lents et vastes, des remous; des enroulements et des caresses. On le sent plein, abondant, ruisselant et nourri de mille sources. Cette sensation ne laisse pas d'être assez rare et l'on sait combien de livres sur l'étranger donnent l'impression, au contraire, d'un fond assez pauvre sur lequel l'imagination intellectuelle ou l'imagination artistique a beaucoup travaillé, d'une matière un peu vite ramassée que le labeur du cabinet a ensuite renforcée apparemment, comme elle a pu. C'est comme une trame frêle, surchargée de broderies diligentes. Ici au contraire la trame est forte sans que le travail de l'aiguille soit à mépriser.

Il y a dans le livre de M. Tissot des paysages, des descriptions de monuments, des études de mœurs, des études littéraires, des interviews et des considérations générales.

Les paysages sont très agréables, et ils sont bien choisis. On croit voir que M. Tissot a évité avec grand soin ceux qui, décidément, sont trop connus. Peu de campagne romaine, point de baie de Naples, point de Vésuve, une Venise, mais très particulière, la Venise triste et effroyablement solitaire du mois de juin, de l'époque où l'Europe est partie et où les baigneurs italiens ne sont pas encore venus. En revanche, le lac de Némi, pas trop usé encore, Antibes, trop souvent négligé entre Cannes et Monte-Carlo, qui accaparent, Domo d'Ossola, Pallanza, Locarno, la campagne de Florence et surtout, surtout la Sicile, Messine, Catane, Syracuse, ces merveilleux rivages demi-africains, si particuliers, dans l'intimité desquels on n'a pas assez vécu encore; et l'Etna, rugueux et féroce, avec les souvenirs de Théocrite qui l'adoucissent, et Palerme avec ses jardins élyséens.

C'est très curieux; il n'y a peut-être pas une de ces descriptions qu'on se rappelle avoir vue ailleurs. Tant par le choix des lieux à voir et à peindre que par la précision de la peinture, le banal et le déjà vu sont partout évités avec un très rare bonheur.

Et puis M. Tissot est un voyageur qui aime vraiment à voyager. Il sait flâner. Il n'est pas pressé. Il sait voir qu'il y a des roses qui sourient et des femmes qui sourient mieux encore. Il s'arrête à les regarder et il leur donne un souvenir. Quelques-uns de ces souvenirs sont charmants. Je préviens les fleurs et les femmes d'Italie qu'il est dit sur elles des choses très spirituelles et très aimables dans ce volume français. Elles n'en sauront rien du tout. Le désintéressement de M. Tissot est méritoire. Mais le titre me revient en mémoire. M. Tissot a trouvé sept laideurs en Italie; mais je vous donne ma parole d'honneur qu'il y a trouvé plus de sept beautés.

La partie monuments est celle où l'auteur a travaillé ferme. Là il ne s'agissait pas de s'amuser. Je n'y entends rien; mais je vois avec certitude que M. Tissot s'y entend beaucoup et a apporté à ce département de sa tâche une solide érudition et un contrôle minutieux. Ici le livre devient un guide, mais, soit hasard, soit adresse, les études sur les monuments sont disséminées de telle sorte, jetées entre deux paysages ou entre une anecdote et une interview, ou entre une étude littéraire et une étude de mœurs, que jamais elles ne fatiguent et qu'elles arrivent toujours juste au moment où l'on avait envie de s'instruire sérieusement et où l'on sentait naître en soi un archéologue.

Les études de mœurs ne sont pas ce qu'il y a de meilleur dans ce livre. On en voudrait davantage et de plus précises, moi, du moins, qui donnerais toutes les études d'art italien de Taine pour les *Mémoires d'un touriste* de Stendhal. On voudrait voir, une fois

de plus sans doute, mais vu par de nouveaux yeux et qu'on sait qui sont bons, ce qui distingue un Milanais d'un Florentin, un Florentin d'nn Romain, et un Napolitain d'un Sicilien. M. Tissot n'est pas sans le montrer, à la rencontre; et ses remarques sur le caractère grec et le tempérament grec du Sicilien me semblent justes et en tous cas sont intéressantes. Mais ces observations sont trop rares et manquent un peu de précision. Un peu moins d'effusions romantiques et un peu plus de scènes de mœurs et de tableaux de mœurs : et le livre serait plus selon mon goût, lequel est peut-être très mauvais, et ce n'est point du tout que je veuille ou l'imposer ou le défendre.

***

Toute la partie littéraire du livre de M. Tissot est extrêmement précieuse. M. Tissot connaît très bien, mais tout à fait bien, la littérature italienne, tant classique que contemporaine. De plus, en bon voyageur, il a exploré les littérateurs eux-mêmes dans leur cadre. Il a causé avec M. Fogazzaro, avec M. d'Annunzio, avec d'autres, moins illustres. Ces conversations, qui roulèrent aussi bien sur la littérature française que sur la littérature italienne, sont du plus haut intérêt. Elles doivent être consultées par tout homme qui veut avoir une idée nette de l'état intellectuel des deux pays et du commerce intellectuel, si étroit et si incessant, entre les deux nations.

Là, comme partout, je remarque à quel point la littérature française est attentivement suivie dans sa marche par les yeux étrangers et comme ces yeux sont pénétrants. J'ajoute qu'ici ils sont, de plus, très justes. Si nous avons des étonnements prodigieux, quelquefois, et même assez souvent, en présence de jugements littéraires portés sur nos auteurs par des Allemands, des Anglais ou des Slaves, la plupart des jugements, au contraire, et presque tous, qui sont portés sur nos écrivains par M. d'Annunzio ou M. Fogazzaro sont tout à fait acceptables, ou, tout au moins, n'ont rien qui étonne. Évidemment ces péninsnlaires sont, sinon de même race que nous, je n'en crois rien, du moins de même éducation dix fois, quinze fois sécnlaires, et, tout de même, comme on dit, cela laisse certaines traces.

Quant aux appréciations de M. Ernest Tissot lui-même, elles sont d'un vrai mérite. Sans partager toute son admiration, qui est « sur le mode thébain » et d'un lyrisme éperdu, pour M. d'Annunzio, je ne puis pas faire autrement que de signaler son article snr le poète-romancier comme un chapitre de critique du tout premier ordre. Ce que M. Tissot a très bien vu surtout, c'est que M. d'Annunzio est un virtuose, un artiste qui sait revêtir tous les costumes, revêtir, plutôt, toutes les âmes et toucher, à son gré, à toutes les cordes de la lyre universelle. Et quel est son fond, dans tout cela? Eh bien! son fond c'est cette virtuosité même, le sens artiste, le don, si l'on veut tâcher d'être précis, d'être touché en chaque chose par la beauté qui lui est propre et de tirer de chaque chose la beauté qu'elle contient. Le « député de la beauté » est le découvreur subtil et aisé de toute beauté (pourquoi *découvreur* n'est-il plus français? il est dans Voltaire qui, certes, n'était pas néologiste) et toute beauté sort des choses, les plus différentes, pour venir à M. d'Annunzio comme vers son maître. Mais lisez tout ce chapitre. Il est d'un critique éminent. Nous le sommes tous, je sais bien; mais j'emploie le mot dans son sens vrai.

Les considérations générales de M. Tissot, qu'il a rassemblées à la fin de son volume, seront très contestées; mais elles sont surtout à méditer et elles sont dignes qu'on les médite. Elles ne sont peut-être pas très bien distribuées, et M. Tissot met parmi les « plaies » de l'Italie telle chose qui pourrait à la rigueur être mise parmi ses beautés, et parmi ses beautés telle chose qui pourrait sans injustice criante être mise parmi ses plaies. Une des beautés du peuple italien, par exemple, c'est son orgueil, et, ma foi, je ne sais pas trop si la mégalomanie italienne n'est pas une des maladies et la plus profonde dont souffre le peuple du roi Humbert. Une des « plaies de l'Italie », c'est la décentralisation littéraire, artistique, esthétique... Est-ce bien une plaie? Il faudrait voir. Mais qu'importe la classification? Ce sont les idées qu'il faut qu'on examine.

Elles sont intéressantes. M. Tissot est frappé, comme M. Bourget, du caractère de plus en plus cosmopolite de la Péninsule. Il voit aux devantures des libraires autant de livres allemands et autant de livres français que de livres italiens. Il voit aux théâtres plus de pièces françaises et presque autant de pièces allemandes que de pièces italiennes. Tous les Italiens instruits savent trois langues, au moins deux, pendant que l'Italien, si répandu, aux derniers siècles en France et même en Angleterre, recule de plus en plus et se confine par trop dans ses frontières naturelles.

Il y a là dedans du bon et du mauvais, du bon, en somme, plns que du mauvais, et une des conditions de grandeur pour un peuple moderne est de vivre énergiquement de la vie universelle. L'essentiel est que le patriotisme reste et il est assez difficile d'apercevoir que celui des Italiens fléchisse.

L'invasion allemande est au contraire une ombre assez forte au tableau. Que les Allemands soient partout en Italie, dans « le commerce hospitalier » si important là-bas, c'est-à-dire dans les hôtels et

restaurants, dans le commerce proprement dit, dans les ateliers, sans compter leur influence dans l'administration et dans l'armée, c'est un grand mal et un grand danger pour l'Italie, et son avenir dépend peut-être de ce que cela continue ou de ce que cela cesse.

Il n'y a à cela qu'un remède, c'est que l'Italien devienne laborieux. Chose curieuse : il est actif et paresseux, aventureux et nonchalant. C'est l'énergie dans la persévérance qui lui manque, et c'est précisément cette obstination tranquille et un peu lourde qui est le grand avantage de l'Allemand. Il faut prendre garde.

***

M. Tissot, qui aime assez les Italiens pour ne leur point ménager les vérités salutaires, appelle encore leur attention sur leur... mettons sur leur gasconisme; car le mot mensonge, qu'il risque, je crois, est un peu dur. Il n'est même pas très juste ; car le menteur est celui qui altère la vérité pour les autres, mais qui la connait très bien; tandis que le Gascon est celui qui l'altère pour lui en même temps que pour les autres et qui croit à ses mensonges autant qu'il voudrait que les autres y crussent. Le Gascon, et il en est, bien entendu, du Nord, de l'Ouest, de l'Est et du Centre et même du Midi, le Gascon donc, dans le sens littéraire du mot, est moins possédé du désir de convaincre les autres d'une contre-vérité qu'il ne l'est de se la persuader à soi-même, et c'est merveille, alors même qu'il réussit peu au premier, comme il réussit au second.

Or le Gascon de ce genre abonde et surabonde de l'autre côté du Mont-Cenis. Il foisonne dans le peuple, il est légion dans les classes dirigeantes, il est armée dans le journalisme et il ne paraît pas qu'il ait été toujours absent des régions gouvernementales. Combiné avec la mégalomanie et un petit commencement de délire des grandeurs (il y a une nuance), ce défaut, s'il était aussi répandu que le croit M. Tissot, serait très grave... Il amènerait ces gens si fins, si avisés, si déliés, qui furent les premiers diplomates de l'Europe et qui ont même fait l'exportation de cette matière première, à vivre en commun dans un rêve perpétuel, ce qui fait, à l'ordinaire, des réveils fâcheux. Il est certain que, là aussi, il faut au moins faire attention.

Mais passons, ou renvoyons au livre pour ce qui est de ces constatations pénibles. Il ne faut pas promener trop longtemps les mains, sur les « plaies ».

C'est pour cela qu'il en est une sur laquelle je m'arrêterai un peu, parce que, comme je l'ai déjà indiqué, c'en est une pour M. Tissot et que je ne me sens pas tout à fait de son avis. Il fait remarquer, et en tout cas comme simple observation c'est très intéressant, que la décentralisation littéraire, artistique, esthétique et même morale, est plus grande en Italie qu'en aucun des pays qu'il connait, autant dire qu'en aucun pays du monde. Ici manque une capitale morale qui impose au public ses sympathies et ses admirations. Rome est une petite ville comparée à Naples et n'est pas une plus grande ville que Milan. Les auteurs admirés au Nord ne le sont pas au Sud, et par exemple, M. Fogazzaro est goûté dans les provinces septentrionales et presque ignoré dans le Midi; M. d'Annunzio a ses enthousiastes dans le Midi et est beaucoup moins prisé dans le Nord qu'il ne l'est en France. Telle revue littéraire, très lue dans le Milanais ou dans la Toscane, est absolument inconnue dans les Deux-Siciles. Etc.

Est-ce un mal? Je serais infiniment porté à croire que c'est un bien. Les inconvénients de l'affaiblissement de la vie locale sont si graves, si désastreux, que tout ce qui en est le contraire me paraît une grâce du ciel et un signe de vitalité vraiment nationale, quoi qu'on puisse dire. Un pays où toute la vie intellectuelle s'est ramassée au centre est un pays où dans les provinces il n'y a plus de vie du tout; plutôt encore, et c'est bien pire, c'est un pays où toute la vie provinciale est faite de discussions politiques et de discussions de politique locale. C'est affreux ; c'est épouvantable. Stendhal, qui connaissait la France aussi bien que l'Italie, déclarait déjà, que pour ce fait en 1826 ou 1827 la province en France était proprement inhabitable. Cela ne s'est pas amélioré ; bien au contraire. Il aurait été content de l'Italie de 1899, comme il l'était du reste de l'Italie de 1830.

Oui, la vie intellectuelle provinciale est une chose excellente. Tant pis, si, à cette manière d'être, le grand homme de Lyon a le désagrément de ne pas être le grand homme de Bordeaux. S'il est vraiment grand, ou même moyen, il se dédommagera en étant honorablement connu et fructueusement traduit en Angleterre et en Allemagne ; mais ce qui est très bon, en attendant, c'est que Bordeaux ait son héros et Lyon le sien. Cela anime, cela fait vivre; cela suscite des émulations. Il suffit pour le patriotisme que, politiquement, les différentes provinces reconnaissent une capitale, lui soient attachées de cœur et en soient fières. C'est précisément le cas pour l'Italie. Eh bien, alors! A ce point de vue le cas de l'Italie me paraît bon.

Mais j'en ai assez d'en remontrer à mon curé. Je conseille fort de lire un livre intéressant, très varié et très instructif, et voilà à quoi je tenais uniquement.

ÉMILE FAGUET.

AU RÉGIMENT [1]

LE DRAPEAU

Le temps avait marché. On était au mois de juin, et la délivrance de Rose devait se faire vers la fin de juillet. Mais les pauvres ressources du petit ménage avaient fondu. Et maintenant, la plus rigoureuse arithmétique démontrait qu'il était impossible, matériellement, d'arriver jusqu'à cette date encore si éloignée de la libération de Pierre ; ils avaient essayé de pressentir Mme Muland, espérant qu'elle consentirait, peut-être, à nourrir et à loger à crédit la jeune femme, du moins pendant le dernier mois ; mais l'accueil glacial qu'ils en reçurent leur fit comprendre que nulle pitié n'était à attendre de cette créature. Au reste, en admettant même qu'elle se fût montrée charitable, n'y avait-il pas cette échéance redoutable et fatale de l'accouchement ? N'y avait-il pas les frais énormes qu'allait occasionner l'événement, à moins que l'infortunée jeune femme n'allât à l'hôpital... « Vraiment ! il y a de quoi devenir fou ! » disait-il parfois en passant la main sur son front brûlant.

En dépit des efforts de son amant, Rose avait tenté une suprême démarche auprès des siens, par une lettre désespérée. Cette fois, ils avaient répondu, mais leur réponse était plus atroce encore que n'avait été leur silence. Sur une simple feuille blanche, le père Rascoll avait tracé ces mots cruels : « Inutile de ne plus jamais écrire. On ne répondra pas. » Ce jour-là, Rose manqua mourir... Et ce fut ce jour-là aussi, qu'elle prononça parmi ses sanglots, la phrase fatidique qui fit tressaillir Pierre de la tête aux pieds :

— Ah! cria-t-elle, si au moins tu n'étais pas soldat !...

Il ne répondit que par une sourde exclamation. Hélas !... ce n'était que trop vrai, cela, que tous ses malheurs venaient de l'inique obligation ! Après avoir causé l'irréparable faute, elle le tenait captif, les mains liées, dans l'impossibilité de gagner sa vie, celle de sa femme et de son enfant à venir... Et toutes ses haines d'autrefois le ressaisissaient avec une violence décuplée, haine contre la servitude militaire, haine contre l'idée de patrie qui laissait subsister encore ces bagnes, que sont les casernes, haine contre la société qui oblige les jeunes gens à fauter par désespoir d'amour et rejette ensuite la fille-mère comme une bête malfaisante... Eh ! oui, s'il n'eût pas été soldat, tout s'aplanissait... Libre, il eût assuré la vie des siens... Mais se libérer, comment ? » En désertant parbleu ! » se répliqua-t-il brutalement. « En passant à l'étranger, puisque la France me refuse le droit de vie. Devrais-je hésiter, si je trouvais au delà des frontières un emploi rémunérateur ? Pourquoi donc hésiter ? La patrie ?... Je la nie. C'est l'humanité qui est ma patrie... Le devoir militaire ? Je le nie aussi, niant l'idée de patrie dont il découle. Drapeau, patrie, héroïsme... sottises auxquelles je ne crus jamais et que me fit seul admettre l'abrutissement causé par la vie de caserne... Et puisque je ne crois à rien de ce qui doit retenir le soldat sous les drapeaux, quelle puissance, donc, me retiendrait ? »

— La crainte, la raison, répliquait une voix intérieure. Si tu te laisses prendre, c'en est fait de ta liberté. Et si tu passes heureusement à l'étranger, tu t'exiles pour le reste de tes jours. Et, quoique dénué de préjugés, cela te laisserait donc indifférent d'être un déserteur ?

Malgré lui, ce mot le faisait frémir. Déserteur ! Un sens méprisant y est attaché, et il serait méprisé en effet, par tous ceux qui l'avaient connu ; par les Larvallé qui l'avaient traité comme leur enfant, par leur fils Charles auquel il devait tant, et ici par ses camarades, par ses chefs, et surtout par ce Maleschant qui lui montrait une affection de frère, et dont la rigide honnêteté ne voudrait jamais comprendre que l'on commît, même pour la plus pressante cause, le crime de désertion.

Mais les jours passaient sans qu'il prît une détermination : la sombre échéance approchait avec une rapidité terrible à mesure que s'enfuyaient les pièces d'or; Rose passait ses journées à pleurer, et, sans se douter des ravages qu'elle produisait en lui, elle répétait sans cesse la même phrase : «Ah! si au moins tu n'étais pas soldat !... »

De plus en plus il était enfermé dans ce dilemme, acculé dans cette impasse : ou bien rester, et vouer ainsi sa maîtresse et son enfant à la misère... qui sait? peut-être à la mort; ou partir, et les sauver. Or, un jour où le combat s'était livré en lui plus durement encore que de coutume, il trouva Rose en plein désespoir. Au bruit que fit la porte en s'ouvrant elle releva la tête, et, l'apercevant, elle alla vers lui, lui tendit les bras, et s'abattit sur sa poitrine en sanglotant... « Quoi donc ? Qu'y a-t-il encore ? Que s'est-il passé? » cria-t-il, affolé craignant quelque nouveau malheur ; et, comme elle ne pouvait répondre tant elle pleurait, il insista : « Mais qu'as-tu ?... Dis... dis-moi ce que tu as... ma Rose, ma Rosette chérie ? » Enfin, il put la calmer, l'asseoir dans un fauteuil et elle déclara, toute pleurante : « Je... j'ai pensé à une chose bien triste, à une chose épouvantable dont je suis encore terrifiée... Je me suis dit que, puisque nous devenons de plus en plus pau-

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 8, 15, 22, 29 septembre, 6, 13, 20 et 27 octobre.

vres, il faudra que le petit vienne au monde à l'hôpital. Et ça, vois-tu, j'en mourrai... »

Il ne put trouver un mot pour la calmer et il dut la laisser pleurer, affreusement désespéré de son impuissance absolue en face de cette abominable perspective : voir Rose accoucher à l'hôpital...

La rage d'impuissance où venait de le jeter ce soir le désespoir trop justifié de Rose fut un des facteurs les plus puissants de sa détermination de déserter; et, comme si tout s'était réuni pour le pousser plus sûrement dans cette voie funeste, il tomba justement, tandis que ses yeux parcouraient machinalement la quatrième page d'un grand quotidien, — sur une annonce qui, soudain, lui parut flamboyer devant ses yeux :

UNE GRANDE INSTITUTION DE LAUSANNE

demande un professeur français, licencié ès lettres, ayant un accent très pur. Références indispensables.

S'adresser à M. Meisterlamm, Directeur,
7 *bis*, place de la Cathédrale.

« C'est le diable qui me tente! » pensa-t-il. Et, rageusement, prenant du papier, il écrivit une longue lettre à l'adresse que le journal indiquait. Il mentit sans scrupule, disant qu'un peu de fatigue l'avait obligé d'interrompre l'enseignement pendant quelques mois; mais il était rétabli, maintenant, et accepterait volontiers la situation de professeur à l'institution Meisterlamm si les conditions qui lui seraient faites se trouvaient acceptables; il invoqua, quant à l'accent, son titre de Parisien ayant passé vingt ans de sa vie à Paris; il parla de sa licence, de l'expérience qu'il avait acquise dans l'enseignement par le temps passé à l'institution Larvallé, et le certificat de son ancien directeur se trouvait joint à la lettre, il proposait d'écrire à Paris pour avoir de plus complètes références auprès de ses professeurs d'autrefois. Et, ayant parafé sa signature d'un coup de plume brutal, donnant comme adresse la maison de Rose, il ferma sa lettre, et pour s'enlever toute faiblesse, il courut aussitôt la jeter à la poste...

La réponse ne tarda pas. Deux jours après, il la recevait du chef de l'institution. Celui-ci se disait assez porté à donner suite à la proposition du jeune professeur, car le certificat si élogieux de M. Larvallé lui faisait espérer un aide précieux. Il acceptait donc en principe Pierre pour professeur dans sa maison, mais serait heureux, avant toute décision définitive, de le voir, de le connaître, bien des questions restant encore à régler, avant que l'affaire fût conclue.

C'était, en somme, une acceptation déguisée, le chef d'institution — qui devait être un maniaque — se réservant sans doute une dernière raison de refus au cas où les allures du nouveau venu ne lui eussent pas plu. Sans vanité, Pierre pouvait ne pas craindre ce hasard. Alors... c'était à peu près sûr, cela, la sécurité, la paix, LA VIE, là-bas...

Maintenant il n'avait plus qu'à vouloir. Mais voici qu'il se sentait sans force devant cet acte décisif à accomplir.

Une fois encore, il faiblit, il remit à plus tard la cruelle décision à prendre; il écrivit à Lausanne qu'il désirait ne partir que dans quelques jours, ayant à visiter, avant son départ, un parent malade... Justement, il allait lui-même quitter la ville avec le régiment qui partait à Pontarlier faire ses tirs de guerre; de force, il se rapprocherait de cette Suisse où son destin semblait l'appeler; plus près du but, il hésiterait sans doute moins à commettre ce que son esprit appelait « un acte de courage », ce qu'une humble voix, dans son cœur, nommait « un crime ». Puis, les malheureux espèrent toujours qu'il surviendra, à l'instant le plus critique, quelque secours providentiel qui les sauvera... Et il s'obstinait à espérer, malgré toute l'invraisemblance d'un tel espoir, qu'il arriverait quelque chose, il ne savait quoi, d'où surgirait son salut...

A tout hasard, cependant, il fit entendre à Rose, avant son départ pour le camp, qu'il aurait peut-être bientôt du nouveau à lui apprendre; il avait demandé, lui raconta-t-il, un congé, pendant lequel il irait exercer dans une pension suisse — nouveau mensonge, ajouté à tant d'autres, et qui lui fut plus pénible, fait à la confiante jeune femme; si ce congé lui était accordé, c'était leur salut. « Oh! le bon Dieu veuille qu'on te l'accorde, alors! Je vais bien prier pour ça! » Et son cœur se serra à l'entendre parler ainsi... Au reste, il fallait bien, malgré tout, qu'elle fût prête à tout événement, car la limite extrême des irrésolutions était atteinte : le temps implacable obligeait à une décision absolue et prochaine; les derniers louis avaient été partagés entre Rose, qui restait, et Pierre qui s'en allait. Ils pouvaient vivre encore un mois, peut-être, mais rien de plus. Le mois suivant, il serait impossible de payer même le loyer... Et ils se séparèrent douloureusement, elle voulant espérer, mais en larmes, lui ayant toute peine à retenir les siennes...

Et il vécut, sept jours durant, cette vie de campagne qu'il avait goûtée déjà aux manœuvres de garnison, et qu'il aimait pour son imprévu et sa gaieté. Malgré la chaleur des étapes, il fut heureux des continuels changements de paysages, de gîtes et d'hôtes. Il en oublia presque ses angoisses, se laissant volontairement étourdir par l'agitation de son existence actuelle, et ne se retrouva lui-même que lorsqu'il fut parvenu au terme du voyage, dans ce Pontarlier où tout lui rappelait la Suisse toute proche, n'eût-ce été que les douaniers helvétiques, en uniforme, qu'il croisait sans cesse dans la rue. « La Suisse!... La

Suisse!... Lausanne! Désertion! » Ces mots bourdonnaient à son oreille comme un essaim de mouches importunes... Et c'était plus fort que lui, cela : il ne pouvait se contraindre à prendre le redoutable parti; et il avait beau se gourmander, s'insulter, se traiter de lâche, quelque chose en lui, qui était un instinct obscur mais puissant, retenait sa main prête à écrire à M. Meisterlamm le télégramme annonçant son arrivée; et il restait, furieux contre lui-même, attendant toujours l'événement miraculeux qui devait le sauver...

Or, cinq jours après l'arrivée du régiment au camp, Pierre reçut une de ces lettres de sa maîtresse qu'il ne décachetait plus sans trembler. Rose lui contait que sa propriétaire, mise au courant par elle-même de leur situation désespérée, lui avait tranquillement signifié d'avoir, dès le mois suivant, à chercher un autre logis, ses moyens ne lui permettant pas, disait-elle, d'attendre pour une époque indéterminée un paiement incertain...

Pierre ne songea même pas à s'indigner de la cruauté véritable de cette femme, qui, après avoir reçu leur argent pendant deux mois et demi, mettait froidement et sans pitié sur le pavé une malheureuse sur le point d'être mère. Ce ne fut pas à elle qu'il en voulut, mais à la Société tout entière dont elle était le produit, qui avait façonné ainsi la créature sans cœur... Alors, tous ses sentiments violents de jadis, endormis mais non disparus, se remirent à bouillonner dans son âme, il se sentit la même ardeur à haïr que jadis. Société pourrie, qui faisait de sa femme, de son enfant à venir et de lui des parias, qu'avait-il donc qui le retînt de lui faire tort d'un soldat déserteur? Patrie, sol natal, qui créait l'obligation des armées, obligation meurtrière dont il était la première victime, il ne se sentait nul devoir envers elle, qui n'avait rien fait pour lui. Citoyen du monde, il fuyait sans scrupules vers le lieu où il pourrait du moins vivre, et faire vivre les êtres dont la vie dépendait de la sienne. Cette fois, une résolution furieuse et farouche avait fait taire toutes ses indécisions...

Dans le feu de sa rage contenue, il fit à la hâte le nécessaire : il était sûr de ne pas échouer dans son entreprise, puis il se rendit à la gare où l'attendait, en consigne, le ballot de ses vêtements civils qu'il s'était adressé lui-même avant son départ, et il les porta dans un hôtel pour se changer... Mais un scrupule d'honnêteté lui avait fait, en quittant le camp, mettre dans le plus grand ordre ses effets personnels et graisser son fusil; ce fut un même sentiment qui le poussa, quand il eut revêtu son costume civil, à empaqueter soigneusement ses effets militaires, pour lesquels il avait son idée... Puis il composa deux lettres, l'une destinée à son capitaine, l'autre à Maleschant, et dans celle-ci, longue de huit pages, il narrait toute sa triste histoire, expliquant avec détails les raisons qui le poussaient à cet acte désespéré, et terminait en suppliant l'homme qui avait été si bon pour lui de lui pardonner la peine énorme qu'il allait lui causer.

Ces devoirs remplis, il se mit en marche sur la route de Suisse, en portant son paquet d'effets militaires; parvenu à la gare de Franbourg, il adressa le ballot en colis postal au capitaine, port payé, puis il prit son billet pour Lausanne, monta dans le premier train qui passa.

... Maintenant, c'était fait, c'était irrévocable; il était parti, il avait déserté. Le train roulait à toute vapeur, l'emportant vers un avenir inconnu. Alors, pour la première fois depuis la réception de la lettre, son cœur se serra, sa colère cessa : et la signification de ce qu'il accomplissait lui apparut dans toute son horreur. La désertion!... Crime infamant en temps de guerre... Il trembla de la tête aux pieds; son cœur battit plus fort à mesure qu'il approchait de la frontière. A présent, voici qu'il n'était plus aussi certain de la légitimité de son acte, et il se surprit à discuter : « En admettant même qu'il existe un *devoir* militaire, n'étais-je pas pris entre deux devoirs? L'un, celui se rapportant à la fausse idée de Patrie, lointain et incertainement impérieux; l'autre, tout proche, sacré, puisqu'il est celui que j'ai à remplir envers ma femme et mon enfant. L'accomplissement de l'un annulait l'autre. J'ai choisi le *plus proche*, le plus sacré pour abandonner l'autre, plus lointain et, à mes yeux, discutable. Je juge avoir bien agi. » Il essayait d'affermir son âme par la fermeté de ses paroles. Mais l'obsédante pensée du régiment, du jugement sévère que tous, grands et petits, allaient porter sur lui, le poursuivait avec une cruelle persistance.

FIN D'HISTOIRE

Lausanne, 25 septembre 19...

« Mon lieutenant,

« Dans deux heures, je reprends le train pour la France. Je n'y tiens plus, je n'en peux plus, j'étouffe. Je vais filer directement à Dun-le-Haut où je me constituerai prisonnier. On me traduira devant un conseil de guerre, et celui-ci me condamnera à la peine qu'il voudra. Quel que soit le châtiment qui m'est réservé, je vais me soumettre à lui avec sérénité; ma faute — mon crime — mérite une répression sévère, j'en suis si intimement persuadé que je viens au-devant de la peine. Tout plutôt que ce supplice de remords effroyables, de nostalgie exacerbée que je subis depuis deux mois...

« Ma détermination fort inattendue vous surprendra

sans doute, mon lieutenant, au moins autant qu'a dû vous surprendre — et combien douloureusement! — ma coupable fuite. Je vous ai dit autrefois par quelles angoisses mortelles j'avais passé avant de prendre une décision si importante, dans quelle alternative cruelle je me trouvais, que ç'avait été, poussé par un *devoir* impérieux, absolu, que j'avais fui pour donner *à manger* à celle qui était ma compagne et qui allait être la mère de mon enfant. Je vais maintenant vous faire brièvement le récit de ce que fut ma vie, pendant ces trois mois à l'étranger.

« J'eus la chance de plaire, dès ma première visite, au chef de l'institution Meisterlamm; il m'offrit, pour débuter, des appointements mensuels de 150 francs que j'acceptai avec reconnaissance, est-il besoin de le dire? Il m'indemnisait en même temps du voyage que je venais de faire, et me remit aimablement une quinzaine d'avance, pour m'aider, dit-il, dans l'installation de mon ménage. Car il m'avait bien fallu mentir, pour expliquer la présence d'une femme avec moi, et j'avais annoncé que ma jeune femme, enceinte, me rejoindrait bientôt, fable qui fut acceptée sans aucune difficulté... Et, en effet, ma compagne me rejoignit peu de jours après, et nous nous installâmes dans un petit appartement meublé qui avait une belle vue sur le lac. Jusqu'alors, la pauvre enfant me croyait en congé, ainsi que je le lui avais dit; quand elle fut arrivée, pour m'éviter de sa part toute indiscrétion involontaire, et aussi pour ne plus rien avoir de caché pour elle, je lui avouai la vérité. Ah! si vous aviez vu l'effet de terreur, de répulsion même, que cet aveu lui produisit, si vous aviez entendu ce cri d'effroi et de désespoir: « Déserteur!... « Tu es déserteur... toi, toi? » Elle avait jeté ses bras en avant d'elle, comme pour empêcher de l'approcher, cet homme qui était « un déserteur... » Et moi, il me sembla que l'on m'enfonçait un couteau dans le cœur. Fallait-il donc qu'une telle douleur me vînt d'elle, cause première, en somme, de cet acte qui, maintenant, lui faisait horreur?... Et comme elle a un cœur exquisement délicat, elle avait compris, à peine lui était-il échappé, tout ce que son cri et son mouvement avaient d'horrible pour moi, et elle avait sauté à mon cou, elle me demandait pardon en pleurant et en m'embrassant, s'efforçant de me faire oublier. Je ne pouvais lui en vouloir, mais le mal était fait; toujours, je me rappellerais cette scène, toujours je saurais qu'elle gardait, au fond du cœur, un désespoir inavoué de ce que j'avais fait et que, toujours, je resterais pour elle « un déserteur ».

« Ce fut la première et non la moindre de toutes les douleurs que devait m'infliger mon exil.

« La seconde ne se fit pas attendre. Mon amie mit au monde un enfant mort. Ainsi, cet être pétri de mon sang et du sien, cause innocente de tous nos malheurs, lui, surtout, pour qui je m'étais expatrié, pour qui j'étais devenu coupable, je n'avais même pas la consolation de le voir vivre; tout ce que j'avais fait devenait inutile; la faute demeurerait, le profit disparaissait... Sur le pauvre petit cadavre, je pleurai des larmes de sang.

« Il nous fallut bien des jours, à tous deux, pour retrouver un peu de calme. Mais, quand nous l'eûmes conquis, il nous parut si doux, par contraste avec les douleurs dont nous sortions à peine, que nous nous y plongeâmes avec délices. Notre vie fut charmante; par un concours de circonstances tout à fait exceptionnelles, nous nous trouvâmes presque de suite dans une réelle aisance. J'avais plu à mes élèves, sans doute en ma qualité d'étranger, et les leçons particulières se mirent à affluer; même je haussai mes prix pour en avoir moins, et il m'en vint plus encore. Il existait pour moi cette sorte d'engouement irraisonné et presque toujours sot, que l'on appelle la vogue. J'eus la vogue, et nos ressources s'en ressentirent. Bientôt, nous étions presque riches... Comprenez-vous dans quelle quiétude particulière nous mettait cette idée, que nous n'avions plus à craindre la misère, après avoir subi les plus horribles angoisses sur ce même sujet?... Puis il y eut autre chose encore. Une fois Rose — celle que, là-bas, j'appelais « ma femme » — rétablie, je n'avais pu me dispenser de la présenter à la famille de mon directeur. Malgré sa modeste origine, elle a de l'éducation, et une distinction native qui lui permet de n'être déplacée en aucun lieu. Elle charma ceux qui la recevaient; Mme Meisterlamm la prit sous sa protection et la présenta à plusieurs de ses amies dont je connaissais déjà les maris. Dès lors, nous étions « lancés » dans une société. C'était mal encore, de ma part, cela, d'abuser de cette situation de « marié » que je m'étais faussement attribuée; mais, hélas! j'étais pris dans un engrenage d'où rien ne pouvait me retirer. Puis, je dois aussi vous faire un aveu, mon lieutenant. L'un et l'autre, comme des enfants vaniteux que nous étions, nous nous laissions charmer par cette nouvelle vie, et nous en venions à nous prendre pour de petits personnages, à voir quelles gens nous fréquentaient et paraissaient se plaire dans notre société. Et notre satisfaction orgueilleuse n'eut plus de bornes lorsque, en réponse à maintes invitations que nous avions acceptées, nous donnâmes à notre tour, *chez nous*, une petite réception. A ce moment, nous fûmes vraiment heureux. Nous menions la vie la plus large et la plus agréable; M. Meisterlamm m'avait augmenté de 100 francs par mois, ce qui, avec mes leçons, nous mettait dans une situation pécuniaire presque brillante. On était arrivé aux vacances, mais il m'avait prié de continuer mes cours à des élèves préparant un exa-

men, et j'avais assez de liberté pour que nous pussions faire sinon des voyages, du moins des fugues dans les nombreuses et exquises stations qui bordent le merveilleux Léman. Mon avenir à Lausanne était assuré; mon directeur parlait de m'attacher à lui par une sorte de traité qui lui eût assuré mon concours pour des années, et le nombre des leçons qui m'étaient demandées, pour la reprise des classes, était encore supérieur à ce que j'avais eu jusqu'alors... J'insiste sur ces détails pour vous bien montrer que ce ne furent point d'autres causes que celles morales, qui me font m'en aller aujourd'hui.

« Peut-être, si notre prospérité eût été plus lente, suivant une insensible progression, et nos plus graves ennuis, ainsi, ne diminuant que peu à peu, fussions-nous arrivés, sans secousses, à mesure que le bien-être eût augmenté, à nous trouver tout à fait chez nous dans cette ville étrangère. Mais nous avions passé presque sans transition de l'extrême détresse à l'extrême prospérité. Celle-ci, durant un temps, nous éblouit, nous enivra, au point de nous faire oublier presque la douleur sourde qui, malgré tout, dormait dans nos cœurs; sans jamais nous communiquer nos impressions intimes sur ce sujet brûlant, nous cherchâmes à nous suggestionner nous-mêmes, à nous persuader que nous avions atteint enfin le bonheur, et je me plaisais à reprendre mes théories les plus chères, négation de l'idée de patrie, du devoir militaire; je glorifiais mon acte d'émancipation personnelle, et je cherchais à me figurer que j'avais agi de ma propre initiative, pour me libérer de la servitude guerrière et des idées encore admises par un monde caduc.

« Pourquoi donc fallut-il que, peu à peu, une incurable nostalgie s'emparât de nous deux tandis que, chez moi personnellement, la notion de ma culpabilité augmentait tous les jours, me rendant sans attrait tout ce qui, jusqu'alors, avait fait mon plaisir, faisant naître insensiblement un remords, faible d'abord, qui en vint à être une vraie brûlure? Il me serait impossible, aujourd'hui, de vous dire par quelles insensibles transformations passa mon état d'âme. Je crois seulement que l'extrême rapidité avec laquelle je parvins à une situation enviable fut un des facteurs principaux de mon changement. Car je fus blasé sur les charmes de ma nouvelle existence d'autant plus vite que j'étais arrivé plus vite au delà de tout ce que j'avais pu désirer. Dès que la satiété fut arrivée, quand je n'éprouvai plus aucune surprise des événements heureux qui avaient modifié mes ressources, ma pensée, débarrassée des cuisants soucis qui l'avaient obsédée jusqu'alors, put se reporter sur d'autres sujets, revenir en arrière, et revoir le passé. Et le point de départ de ces méditations nouvelles fut la rencontre fortuite, un jour, d'un bataillon de recrues qui revenaient, l'allure assez martiale, d'un exercice à l'extérieur. Leur vue me donna un coup au cœur en éveillant en moi tout un monde de souvenirs dont je n'eusse pas cru les racines si profondes. Inconsciemment, se prononça au fond de moi-même cette phrase : « Ils n'ont pas abandonné leur drapeau, ceux-là! » Ainsi, j'y croyais donc encore un peu, à ce drapeau dont la foi était née un jour tandis que je présentais les armes à l'emblème, aux notes glorieuses de la sonnerie d'honneur? Et mes six mois de service avaient donc suffi pour que la vue de soldats étrangers me fît tressaillir?... Hélas! ce n'était que trop vrai, puisque le hasard d'une promenade m'ayant un jour conduit vers la caserne, située tout en haut de la ville, je m'y oubliai à regarder deux heures les soldats suisses faire l'exercice; et j'y revins souvent, et bien souvent je m'attardai à cette contemplation, mû, je crois, par un sentiment analogue à celui qui attire les vieux retraités vers les places d'exercice. Et chaque jour grandissait, dans la partie la plus noble de mon être moral, une douleur toujours plus aiguë à mesure que je prenais plus nettement conscience de la faute que j'avais commise, une douleur bien inattendue chez l'homme que je fus, et qui était le *regret*, la *nostalgie* du régiment.

« Puis j'appris qu'il y avait à Lausanne quatre autres déserteurs français; avidement, je m'enquis des raisons qui avaient déterminé leur acte. L'un, qui avait été ce que nous appelons « une mauvaise tête », était parti en sortant de prison où un geste de menace à un caporal l'avait fait rester soixante jours; il vivait dans la ville de ressources inavouables : le Régiment l'avait donc bien jugé; l'autre était un ancien sergent-major qui avait mangé la grenouille, — un voleur; un troisième, criblé de dettes, avait fui avec une chanteuse; et le dernier, qui était un ivrogne invétéré, ayant blessé un de ses camarades d'un coup de baïonnette avait pu se sauver aussitôt fait son *coup*, qui l'avait subitement dégrisé... Vous dire, mon lieutenant, quelle honte fut la mienne lorsque j'appris en quelle triste compagnie je me trouvais, de par mon acte, est impossible. Car cela était indéniable, quelle que fût la légitimité de ma raison de fuir, bien que mon honneur personnel ne fût entaché en rien par le funeste événement, je n'en étais pas moins ici au même titre que ces quatre hommes, qui tous étaient tarés; je me trouvais sur le même plan que ces indignes, puisque, comme eux, j'étais un *déserteur*... Alors j'eus honte et dégoût de moi-même; je me fis horreur. Et seulement alors je compris que ma faute avait consisté non point tant dans l'acte même d'avoir déserté — puisque j'en étais arrivé au point que la désertion m'était devenue *un devoir* — mais dans l'entêtement orgueilleux que j'avais mis à ne pas solliciter l'aide de

ceux qui eussent tout fait pour me sauver, vous le premier, mon lieutenant. Cela m'apparut comme une éblouissante clarté qui eût dessillé mes yeux, et ce fut le signal pour moi de douleurs nouvelles, et bien inguérissables, hélas!... Car il était trop tard, maintenant, pour revenir sur le passé. Ce qui était fait était fait. J'avais dévié sur une route nouvelle; il me fallait la suivre jusqu'à la mort.

« Et moi qui m'étais déclaré « citoyen du monde », je compris soudain que jamais je ne me sentirais *chez moi* dans cette ville pourtant toute française, où presque rien ne venait me rappeler que je fusse à l'étranger. Quelque brillant que dût être mon avenir à Lausanne, je n'y serais jamais heureux; toujours une imperceptible nuance me froisserait, en me venant rappeler que je n'étais point sur le sol *natal*, ce sol dont je m'étais exilé à jamais. Et je tombai dans une noire mélancolie; je passai des heures à regarder le lac et là-bas, tout en face, la rive française où des taches blanches me montraient Évian, Thonon, les stations françaises. Puis je n'y pus tenir : non sans rougir et détourner les yeux, je proposai à Rose de traverser le lac et d'aller à Évian. Le cri de joie qui lui échappa me montra qu'elle aussi souffrait du même mal que moi. Nous tombâmes en pleurant dans les bras l'un de l'autre, et nous nous avouâmes ces mêmes sentiments qui, depuis longtemps, endeuillaient nos cœurs... Dès lors, nos moindres moments de liberté furent consacrés à satisfaire ce qui devenait un besoin impérieux, irrésistible : sentir sous nos pieds le sol de la France. Chaque fois que j'ai vu des pantalons rouges, mes yeux se sont mouillés; un jour, j'ai vu entrer à Thonon un bataillon alpin, j'ai pleuré comme un enfant...

« Le supplice devenait intolérable; l'obsession de mon cerveau par cette pensée de la patrie devenait telle que j'ai craint la folie. Décidément, je n'étais pas de l'étoffe dont on fait un vrai socialiste international; je ne suis qu'un pauvre garçon dans les veines duquel coule le sang de la race française, qu'un petit bourgeois français bien chauvin, bien incapable de s'expatrier. Et je crois bien que nous sommes des millions, comme cela, et que les théories d'internationalisme ne fleuriront pas de sitôt chez nous...

« Moi, je n'ai pas eu la force. D'avoir rompu pour toujours avec Elle m'a fait voir combien j'adore maintenant cette Patrie que j'ai niée; de l'avoir *trahie* par ma désertion m'a fait sentir quels sont mes devoirs envers elle; et j'ai compris aussi que, pour redevenir digne d'elle, son soldat, son défenseur, je devais être purifié d'abord par le châtiment. Et c'est au-devant de ce châtiment que je viens. La pauvre Rose ne s'en doute pas, sans quoi elle n'eût jamais consenti à notre départ d'ici, à cette séparation qu'elle croit momentanée et qui, pourtant, l'effraie. Moi-même malgré tout, je ne fusse pas parti si ses parents n'avaient pas consenti à la reprendre *parce que son enfant n'a pas vécu!!* Une fois de plus je vais être bien coupable envers elle; car ce lui va être un coup affreux quand elle apprendra ma condamnation. Mais une voix plus forte que tout parle en moi et m'appelle là-bas. J'obéis. Je sais que le minimum de peine qui peut m'être infligé consiste en deux ans de prison; je sais aussi que j'ai une chance sur cent d'être acquitté, mais je n'y crois guère. Je vais l'âme sereine au-devant de la punition méritée. Quoi qu'il arrive, je serai content, parce que j'aurai fait mon devoir.

« Et maintenant que vous savez tout, mon lieutenant, qui fûtes un ami, peut-être me pardonnerez-vous. » . . . .

***

Deux mois environ après son départ de Suisse, par une après-midi de novembre qu'égayait un soleil de fin d'automne, Pierre, en tenue de prisonnier, poussait une brouette chargée de cailloux, dans l'immense cour de la caserne, à Dun-le-Haut... Il était, depuis dix jours, *acquitté* par le Conseil de guerre. Son ancien ami, Charles Larvallé, maintenant jeune avocat à ses débuts, était venu le défendre avec une éloquence doublée par son affection, et à laquelle ses rapports connus avec l'accusé donnaient une valeur plus grande encore dans l'esprit des juges. Maleschant avait témoigné en sa faveur et son témoignage avait été plutôt un long plaidoyer; il avait raconté le passage de Pierre au régiment, disant la sympathie qui, peu à peu, l'avait attiré vers ce jeune homme, la franchise de celui-ci, ses sentiments, et comment il était devenu bon soldat. Les juges l'avaient écouté avec une attention soutenue, et quand il avait dit en terminant, de sa voix profonde voilée d'émotion : « Si Delbard n'avait eu un ami plus autorisé que moi par son talent, j'eusse sollicité moi, son chef, l'honneur de le défendre », il y avait eu comme un frémissement parmi le tribunal. Puis l'attitude de l'accusé, ses claires réponses, l'expression de son visible repentir, et l'éloquente plaidoirie de Me Larvallé avaient fait le reste. Estimant trop dure la peine minimum de deux ans de prison, les juges, dans leur âme et conscience, avaient acquitté.

Mais il importait qu'il fût puni. Et, rentré au régiment, il avait été frappé de la punition la plus sévère qu'un soldat puisse subir au corps, soixante jours de prison, dont huit de cellule. De plus, un Conseil de discipline avait décidé son maintien sous les drapeaux pendant trois mois.

Lui s'en était réjoui, car il aurait eu honte de n'expier en rien sa faute. Et maintenant, il subissait sa peine avec délices, comme si chaque jour l'eût un peu plus purifié. Il lui semblait que chaque minute

qui s'écoulait le rendait plus digne de reprendre son uniforme de soldat. Depuis bien longtemps, il n'avait été si heureux.

Et pourtant, l'avenir était noir, encore. Il devait épouser Rose à l'expiration de son temps de service, mais il ne pouvait songer, avant des années du moins, à s'établir dans la petite ville de Roussillon où son histoire était connue. Pour commencer, il accepterait quelque situation modeste que Charles ou Maleschant lui trouverait. C'était toute une vie à recommencer, et où il entrait par une bien mauvaise porte. Il faudrait travailler, beaucoup, prendre de la peine, et encore le succès était-il incertain.

Eh bien! il referait sa vie, et rien ne viendrait entraver ses efforts, maintenant qu'il aurait l'âme en paix. En paix! Oui... Ces violences de haine qui l'avaient secoué autrefois, il ne les connaîtrait plus; son amour pour les humbles n'avait pas diminué, mais il ne haïssait plus les puissants; la révolution en faveur des petits qu'il avait rêvée autrefois, avec d'autres, il savait maintenant qu'elle ne pouvait être le résultat d'un coup de force, ni d'égorgements, ni de coups de dynamite, ni de haines déchaînées; elle serait l'œuvre du temps et de l'amour.

Et quand la face du monde aurait été rénovée ainsi, l'humanité se trouverait bien près de la Paix universelle, noble idéal rêvé par les plus nobles cœurs. Alors, les guerres seraient supprimées, on pourrait abolir les frontières, licencier les armées. Mais ce ne serait point notre génération qui connaîtrait cet âge d'or, ni celle de nos enfants, ni de nos petits-enfants. Encore bien éloignée de cet état futur, l'humanité devait se morceler encore en peuples distincts, contraints à se défendre des entreprises les uns des autres. Ainsi demeurait l'idée de Patrie, ainsi les armées étaient-elles pour longtemps encore indispensables. Et ces deux mots : Patrie, Armée, étroitement liés entre eux, avaient un sens sacré.

Et, pour apprendre et pour comprendre ces grandes choses, il avait fallu qu'il fût soldat, qu'une obligation autrefois estimée inique l'eût contraint à entrer dans une de ces casernes qu'il appelait jadis des bagnes. Pauvre caserne, c'était dans ses murs, pourtant, qu'il avait appris à connaître ce qu'était ce grand mot de PATRIE qu'il vénérait aujourd'hui.

Il jeta sur les grands bâtiments ensoleillés un regard tout mouillé de reconnaissance, et, gaiement, il répandit les cailloux de sa brouette dans un creux à combler...

FERNAND DACRE.

SILHOUETTES PARISIENNES

M. Jean Jullien.

Alexandre Dumas fils perpétrait alors ses prédications solennelles, et il était entouré par une meute de critiques avides de l'admirer ; le bourgeois Pailleron donnait à dîner, faisait des calembours, écrivait des niaiseries ; la maison Sardou était en pleine prospérité ; Meilhac et Halévy répandaient leur gracieux sourire, quand Jean Jullien s'efforça d'être un artiste et d'être un créateur.

Il était extrêmement difficile, je ne dis pas de justifier, je dis simplement d'excuser son initiative, car elle ne provenait point d'un adolescent téméraire et naïf, mais d'un homme qui, jeune encore, avait atteint déjà la maturité du talent. C'était avec préméditation que Jean Jullien commettait le crime de vouloir renouveler notre dramaturgie, de prouver par des arguments, hélas ! péremptoires que cette rénovation était indispensable, et le crime plus grand encore de démontrer par ses œuvres neuves et puissantes qu'il était capable autant que personne de fortifier le précepte par l'exemple et de faire pâlir, par l'éclat de son pur et noble talent dramatique, les grandes gloires industrielles du théâtre. Il obtint immédiatement, avec quelques-uns des succès qu'il méritait, toutes les haines et tous les ennemis dont il était digne. Il coalisa contre lui tous les commerçants inquiets pour leurs recettes annuelles, tous les fabricants d'insanes vaudevilles, tous les débitants de malpropretés théâtrales, tous les valets d'académicien, tous les imbéciles et même un certain nombre de personnes impartiales et intelligentes. Il subit bravement leurs assauts, parut un moment débordé, mais voici qu'aujourd'hui leur conjuration est toute désorganisée. Et chacun se demande si Jean Jullien n'aurait pas dû être aidé au lieu d'être combattu, et chacun avoue que si le théâtre n'est pas renouvelé depuis quinze ans, c'est, sans doute, parce que l'effort de Jean Jullien fut infructueux autant qu'il était nécessaire et qu'il est assurément urgent de le reproduire pour qu'enfin il soit fructueux.

***

Oui, en vérité, Jean Jullien s'était façonné une conception personnelle et très originale de l'art dramatique. Il la présentait fermement mais modestement, en affirmant que cette conception appartenait pour beaucoup à d'autres que lui, et qu'il n'avait eu qu'une seule ambition, celle d'ordonner et de compléter les leçons éparses au cours de l'évolution théâtrale des dernières années, et à cause de cette mo-

destie même, il n'y avait donc pas lieu de douter que les conceptions exposées par Jean Jullien ne fussent bien les siennes. Il traduisait ses pensées en axiomes, il était le doctrinaire du théâtre de l'avenir. Il disait avec une conviction qui ne tolérait nul scepticisme; il disait, opposant le « théâtre sérieux » à celui de Gandillot, Blum, Bisson et autres écrivains de cet ordre, il disait : « Le théâtre sérieux est une image vivante de la vie. Une pièce est une tranche de vie mise sur la scène avec art. C'est dans le choix du sujet, le choix des caractères, la solidité de la charpente que réside l'art de l'auteur dramatique. Une pièce est la synthèse de la vie par l'art. La vie doit exister dans la mise en scène, etc. » Jean Jullien s'exprimait ainsi avec gravité, avec simplicité. Et il n'échappera à personne qu'il voulait accomplir par là une sorte de réforme intérieure de l'art dramatique, il prétendait libérer le théâtre de l'emploi excessif de procédés qui faisait que toute inspiration dramatique disparaissait du théâtre, et qu'il était permis à tous les manœuvres, je veux dire à tous les goujats de maçonner une comédie ou un drame suivant certains « trucs » constituant, disait-on, l'art théâtral. Et on ne peut pas nier que tous ces préceptes de Jean Jullien ne soient raisonnables, qu'ils ne soient la raison même. Mais à travailler pour que la foule des dramaturges obéît à ces règles logiques et honnêtes, Jean Jullien risquait, je crois, de dépenser des facultés éminentes pour un petit objet. Il ne se contentait pas néanmoins de faire la police intellectuelle, il entreprenait d'amplifier la tâche du théâtre. « Ah ! proclamait-il avec une louable générosité, que le théâtre soit exemple ou qu'il soit satire, peu nous importe ; qu'il dérive de l'observation directe ou qu'il en soit indirectement la synthèse, c'est affaire de goût. Ce qu'il faut, c'est sortir des tendres amants et des maris trompés et l'orienter vers les questions générales, humaines et sociales. »

Que cela est donc vrai ! Il faut, en effet, que tout « s'oriente vers les questions humaines et sociales », toute la littérature, tout le théâtre. Mais du théâtre qui n'était rien et dont Jean Jullien voulait qu'il fût tout, il y a lieu d'affirmer qu'il ne peut être et qu'il n'est que très peu de chose. D'abord c'est une erreur traditionnelle de croire que la forme théâtrale peut être la plus parfaite forme littéraire. Cette erreur est imposée à nos esprits sans doute par l'importance prestigieuse de Corneille, de Racine, de Molière dans notre littérature. Mais il faut reconnaître cependant que toute la suite démontre que la littérature dramatique est absolument dominée, tyrannisée par l'industrie théâtrale. Oui, il est strictement indispensable que l'auteur dramatique soit dominé par des préoccupations commerciales. Et il faut qu'il emploie des procédés, tous les procédés les meilleurs pour plaire au public qui paie, et aussi longtemps vous balancerez à créer un théâtre d'État, aussi longtemps vous tarderez à faire des comédiens et des directeurs des fonctionnaires d'État uniquement rétribués par des émoluments fixes, aussi longtemps vous condamnerez le théâtre à n'être qu'une industrie et la littérature dramatique à n'être qu'une littérature commerciale, rattachée, retenue à la vraie littérature désintéressée par la haute idée que nos ancêtres nous ont léguée des siècles passés et aussi par les rares efforts de quelques fiers esprits comme Jean Jullien, efforts qui ne sont coupables que de s'appliquer à l'objet auquel ils sont le moins applicables.

Et Jean Jullien se trompait encore, — puissent pourtant un grand nombre d'auteurs dramatiques imiter son erreur ! — lorsqu'il souhaitait que le théâtre fût orienté vers les questions humaines et sociales, estimant, à coup sûr, que le théâtre est capable d'exercer sur la foule une action éducatrice. Hélas ! toutes les expériences prouvent que le théâtre est aussi impuissant pour le bien qu'il est tout-puissant pour le mal. Il est donc vain de parler de la vertu éducatrice du théâtre. Certes, tout, même le théâtre, peut se transformer, s'améliorer. Mais, franchement, à l'heure où les problèmes économiques et sociaux se dressent, comme disent les politiciens, se dressent menaçants pour l'avenir et pour le présent, veut-on exiger de nous que nous attachions une importance majeure aux controverses dramatiques, au choc des conceptions théâtrales, les unes généreuses, les autres utilitaires ; que nous soyons soucieux de savoir si, en vérité, le théâtre ne pourrait pas un jour agir quelque peu, lui aussi, sur l'âme populaire ! Ah ! peut-on réclamer que nous nous préoccupions avant toute chose de notre théâtre alors que nos autres industries périclitent; non, et comme il est sage de ne déterminer nos jugements que par la considération de l'utilité sociale, sachons reconnaître que toute conception, toute innovation d'art est, en elle-même, accessoire, insignifiante pour le progrès d'un peuple et, donc, négligeable en soi, et concluons que le magnifique effort de Jean Jullien ne valut que par la rigueur disciplinée qu'il révéla chez son auteur, par le courage et l'indépendance hardies, par le caractère de Jean Jullien, car cet exemple plus que tout le reste a une efficacité sociale. La théorie de Jean Jullien est juste, mais il importe peu. Il importe seulement que Jean Jullien tout seul ait voulu réagir contre l'universelle médiocrité du théâtre. Cette volonté est plus estimable en soi qu'en ses résultats.

***

Ils sont grands cependant ses résultats, puisque les œuvres théâtrales de Jean Jullien sont belles. Il

est secondaire aujourd'hui qu'elles soient du réalisme exact ou vulgaire, — dix ans déjà passés et on ne s'accorde même plus sur le sens de ces mots qu'on n'a jamais nettement précisé, — ou qu'au contraire ce réalisme soit illuminé par de la poésie; il est secondaire qu'elles soient un effort heureux pour exclure les procédés du théâtre et pour donner au peuple une leçon morale ; il est secondaire qu'elles justifient ou qu'elles infirment les théories de Jean Jullien. Mais ce sont de grandes œuvres, et qui durent et qui restent.

Il reste, *le Maître*, ce tableau vivant de la vie rurale, auquel je ne ferai pas reproche d'être trop réaliste, mais trop romanesque, tableau définitif, et que renouvela pourtant, avec une observation soigneuse en ses détails, et précise et forte, et profondément émouvante, Henry Pradalès, qui écrivit *les Rustres*, un drame dont on ne parla pas assez, par une juste compensation sans doute, pour tant d'autres dont on parle trop.

Il reste, ce drame prodigieux qu'est *la Mer*, tout de sincérité, de simplicité, de puissance. Comme on voit bien là que Jean Jullien est amoureux de la vérité, de la vérité entière en son infinie poésie! Quel tragique grandiose émane de cette œuvre symbolique autant que réaliste, que domine la grande poésie de la mer! Elle traduit l'histoire vraie d'êtres primitifs, restés simples par un contact incessant avec les grandes forces de la nature. Est-elle une amélioration utile des procédés dramatiques de nos contemporains? Je ne sais. Mais on dirait qu'elle est inspirée, en sa poignante tristesse, de la simplicité sublime des tragédies grecques. Assurément, *la Mer* est une des plus belles œuvres de ces dernières années, de beaucoup l'une des plus belles. Et je pense que l'écrivain qu'est Jean Jullien l'emporte sur le théoricien, et c'est celui-ci que je veux décourager en disant qu'il m'est indifférent, à moi qui l'admire, que *la Mer* soit une pièce de théâtre et que je ne vois là qu'une gêne artificielle bien faite pour contraindre des beautés qui ne demandaient qu'à se répandre.

***

Mais eût-il composé de moins belles œuvres, Jean Jullien mériterait qu'on se souvînt de lui et qu'on l'exaltât. Sa vie est si exceptionnelle en la vie du monde théâtral!

Quel monde est ce monde! Ah! cette foule des premières représentations! foule interlope où s'étalent toutes les mauvaises mœurs; monde trop brillant des affaires et des littératures véreuses. Et les critiques dramatiques! Voyez comme leur troupe se renouvelle et par quelles recrues! C'est l'abjection totale des idées et des caractères. Quelle pitoyable troupe! D'ailleurs la médiocrité intellectuelle et morale de la plupart d'entre eux les expulse. Bientôt, des agents de publicité les auront remplacés dans les journaux. Et les auteurs! Ils n'ont, sauf des exceptions, rien, rien donné depuis dix ans. Le vaudeville lui-même s'est avili encore, car c'était possible. Les dramaturges en sont aux productives obscénités, et l'Académie accueille les auteurs de gaudrioles. Et les directeurs de théâtre? incurieux de toute littérature, ignorants du public, essayant toutes les inepties vaudevillesques, toutes les grossièretés littéraires, faisant du théâtre le dépotoir des plates et basses immoralités, allant jusqu'à l'article belge. Ils ne savent rien sinon que le théâtre doit être la consécration des filles en vogue, un moyen de réclame pour les couturiers. Ils attendent l'argent des amis de ces dames, Bordenaves cherchant des Nanas. Ils ne trouvent que la faillite, et les voici forcés maintenant de jouer les pièces de Jean Jullien.

Or depuis dix ans on les dédaignait! Depuis dix ans on ignorait Jean Jullien. Tous les hommes de théâtre avaient oublié *le Maître, la Mer* dont se souvenaient tous les autres. Juste, mais tardif retour des choses d'ici-bas! Aurait-on pardonné à Jean Jullien d'avoir exprimé une théorie dramatique intelligente et forte, d'avoir eu pour l'œuvre théâtrale de hautes aspirations, d'avoir écrit un chef-d'œuvre, et d'avoir, — ce qui constitue son utilité sociale, car à l'heure actuelle la littérature ne saurait plus valoir que par ses effets sociaux, — d'avoir voulu faire régner dans le monde dramatique la loyauté intellectuelle et la dignité morale?

ZADIG.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Marie de Garnison, par JEAN ROANNE (Éditions de la *Revue Blanche*).

Ce petit volume est charmant, vraiment, original dans son extrême simplicité, spirituel, gai, — gai à la manière de maintenant, et c'est-à-dire d'une ironie parfaitement triste, mais sans outrance, sans rosserie, sans « cruauté », si discret dans son pessimisme qu'il en est plus touchant encore ; il donne l'impression d'une âme très délicate qui ne veut pas exhiber son chagrin et fait mine d'indifférence pour ne se point trahir, Telle est cette même Marie Desbordes, un peu sèche, dirait-on, dénuée d'exubérance et toute gauche dans l'existence, infiniment tourmentée au fond, craintive, jalouse, et toute désireuse d'impossible amour. Une petite personne raisonnable, et romanesque puisqu'elle souhaiterait du bonheur, et chi-

mérique puisqu'elle rêverait d'arranger sa vie suivant la vérité de son cœur, mais clairvoyante et judicieuse quand même. Elle aime son mari, le voudrait tout à elle, tout à fait tout à elle ; il lui faut le disputer à toutes les tentations d'une ville de garnison ; elle s'y prend mal et risque vingt fois de saccager tout son bonheur. L'expérience ne lui vient pas sans peine; elle souffre trop, elle souffre à tort et à travers, quand il ne faudrait pas, — et c'est plus triste encore ainsi... Cette simple histoire est racontée par Jean Roanne avec beaucoup d'art. A l'aventure sentimentale que voilà se joint une amusante et fine peinture de la province militaire : réceptions, visites, intérieurs bourgeois ou luxueux, à l'instar de Paris, avec des potins, de la mesquinerie, de la bohème ici et là, par trop, — de petits tableaux de genre d'une jolie facture et très souvent d'une surprenante justesse. Le style est très particulier, — un peu négligé parfois, — mais rapide, expressif, inattendu, plein de trouvailles exquises, et cependant exempt de recherche.

Le Calvaire, par Octave Mirbeau (Ollendorff).

Il y a déjà pas mal d'années que parut *le Calvaire*. d'Octave Mirbeau. Cette œuvre est puissante, douloureuse, déchirante. On ne se met pas sans appréhension à la relire, tant est poignante dans sa vérité cette histoire manifestement vraie d'une vie qui va, lente et monotone, à la dernière déchéance. Pauvre être, ce Jean Mintié, pas plus mauvais qu'un autre ni victime non plus d'extraordinaires fatalités, — un caractère mou seulement, comme on dit de ceux dont l'existence ne s'est pas arrangée, car il faut bien qu'on imagine des responsabilités afin de s'en faire accroire et de ne pas désespérer. Mirbeau, depuis ce temps, est devenu plus habile ; ses derniers romans sont mieux composés ; plus savamment que cette simple biographie qui prend le personnage à la naissance et le conduit comme chronologiquement jusqu'au bout. Mais il n'a rien écrit de plus triste, de plus lugubre, — ni de plus beau dans ce genre. C'est un peu lourd d'allure, un peu gauche parfois, si je ne me trompe ; mais l'œuvre paraît plus sincère d'être moins habile, et, plus dénuée d'artifice, donne mieux l'atroce impression de la réalité. Les dessins de Jeanniot qui illustrent cette édition nouvelle, fortement crayonnés, hardis, sombres, ont la beauté qu'il fallait.

Les musiques du rêve et de l'espoir, par Maurice Chassang. (Lemerre.)

Il faut lire ces poèmes si l'on veut se rendre compte du jeu puéril que devient la poésie suivant l'esthétique parnassienne. M. Chassang est un excellent poète parmi les néo-parnassiens : il rime bien, entrecroise ses rimes conformément aux règles, écrit *encor* sans *e* quand ce mot doit rimer avec *décor*, avec un *e* quand il doit rimer avec un féminin; il emploie toute son habileté, qui est extrême, à trouver de nouveaux types de strophes à forme fixe. C'est très difficile, parce que beaucoup de prédécesseurs se sont appliqués depuis longtemps à cette recherche. Il y arrive pourtant, si je ne me trompe. Et quand on l'a trouvée, la strophe nouvelle à forme fixe, il est bien plus difficile encore de mettre quelque chose dedans. Aussi M. Chassang n'y réussit-il pas toujours... Est-ce musical au moins, harmonieux? Jugez-en :

> O berceuse à la voix forte,
> Mer changeante au flot hurleur,
> Qui t'exhorte?
> Est-ce le vent querelleur?
> Le pêcheur surpris s'entête
> A lutter dans la douleur...
> O tempête
> De malheur!

ou bien encore :

> Front de l'enfant : la fraîcheur
> Du lys frêle et sa blancheur,
> Mais plus lisse,
> Avec un désir naïf
> Trop pur pour être craintif,
> Tout délice...

Cela sautille, bruit, tintinnabule de la manière, — à mon avis, — la plus agaçante. Pauvre musiquette, si grêle, et si vainement difficile à jouer! Il est vrai que toute une école poétique est née de l'admiration d'« Avril, honneur de nos bois... » et de tels autres compliqués enfantillages... Et j'affirme encore que parmi les néo-parnassiens, M. Maurice Chassang mérite une des premières places.

Fiancée d'Avril, par Guy Chantepleur (Calmann-Lévy).

Michel Trémor est un timide et un sauvage qu'une déception d'amour a rendu plus ombrageux encore : il voyage, tout seul, et souvent se retire dans son ermitage de la tour Saint-Sylvère. Or voilà qu'il se trouve subitement fiancé, malgré lui, à sa cousine, une jeune Américaine fraîchement débarquée de son nouveau monde. En effet, un collégien, Claude Séthum, a l'idée de faire un gentil poisson-d'avril à Suzanne Sévern : ayant appris que Suzanne et Michel s'étaient rencontrés dans la forêt sans se reconnaître, il envoie à la jeune fille, le 1er avril, une demande en mariage de la part du pauvre Michel. Suzanne, qui n'est pas très riche et se marierait volontiers, accepte très spontanément et n'hésite pas

à prévenir Michel de son bon vouloir : et celui-ci se trouve donc fiancé par surprise. Suzanne est très jeune de caractère et très américaine d'allures ; elle scandalise son fiancé : disputes. Michel ne tarde pas à devenir jaloux, donc il aime un peu Suzanne; et Zuzanne, par le même infaillible procédé de la jalousie, ne tarde pas à s'éprendre de son fiancé. Claude Béthune lui raconte alors l'histoire du poisson d'avril; confuse, elle se sauve à Paris. De son côté, Michel perd alors sa fortune et, loyalement veut rendre sa parole à la petite cousine qu'il aime maintenant de tout son cœur... Soyez sans crainte. Cette petite alarme n'aura servi qu'à rapprocher les deux jeunes gens. Ils se marieront et seront très heureux. Ce petit roman est agréable. L'action en est bien conduite. Il y a beaucoup de personnages variés, suffisamment réels. Le livre se tient et n'est pas ennuyeux.

Les mimes d'Hérondas, traduits par Pierre Quillard (Société du *Mercure de France*).

Les *Mimes d'Hérondas*, dont on n'a pas d'autre texte que celui du papyrus de Kenyon, découvert en 1891, ont été déjà traduits en français et notamment par M. Dalmeyda. La traduction de M. Pierre Quillard était néanmoins utile parce qu'elle est tout à fait littérale et seule rend crûment ces petites comédies réalistes. Extrêmement réalistes ; des « tranches de vie », genre théâtre libre, mais sans outrance ni rosserie excessive. Cela se passe dans du vilain monde... Mais c'est extraordinaire de vérité, de naturel, de justesse. Hérondas n'a voulu donner que d'exacts petits tableaux ; jamais il ne tombe dans la caricature, et pas plus qu'il n'idéalise il ne pousse au noir sa peinture. Il ne se présente ni comme un satiriste ni comme un moraliste ; il a pris, devant le spectacle que lui donnaient ses contemporains, l'attitude d'un observateur clairvoyant, que n'embarrasse aucune préoccupation étrangère à son observation même. Pierre Quillard a raison de noter dans sa préface qu'Hérondas n'est pas moins capable de concevoir des figures douces et délicates que de sales entremetteuses ou de trop ingénieux cordonniers : la petite Mêtrikhê, qui repousse si gentiment les offres avantageuses qu'on lui fait pendant que Mandris, son amant, voyage, est pleine de grâce et d'esprit : « Personne ne peut rire de Mandris ! »

Le droit chemin, par Gustave Guesviller (Plon).

Régine a épousé, très volontiers, maître Tramont, avocat célèbre. Ultérieurement elle s'est aperçue que, à des égards, son mari lui déplaisait. Ils convinrent, avec sagesse, de vivre ensemble comme de bons camarades. Maître Tramont se dédommageait ailleurs ; et non Régine. Survint Maurice, le secrétaire de l'avocat. Or Maurice aima Régine et Régine le lui rendit bien, mais tout en restant, comme on dit, « fidèle à son devoir ». Même elle poussa très loin l'esprit de sacrifice. Ne la vit-on pas seconder les efforts de Mme Odly, mère de Maurice, qui voulait marier son fils : Régine contraignit ledit Maurice à épouser Cécile Marcenais, en le menaçant de ne plus le voir s'il désobéissait à sa mère. Le mariage eut lieu. Les jeunes gens, suivant l'usage, firent un voyage de noce, accompagnés (contre l'usage, si je ne me trompe) de Mme Odly. Cependant, maître Tramont mourait d'une attaque d'apoplexie. Douleur de Maurice, à l'idée que Régine est libre, à présent que lui-même ne l'est plus. Mais il va la rejoindre, et tous deux, frémissants, décident de partir... La nuit porte conseil ; et Régine, le lendemain matin se souvient que c'est elle qui a fait le mariage de Maurice Odly avec Cécile Marcenais. Scrupule. Elle prend le chemin de fer, qui la remettra sur le *droit chemin*... Ce petit roman ne diffère pas assez de la plupart des romans pour leur être très inférieur, ni très supérieur non plus ; il les vaut. En outre, il est assez bien écrit.

L'ombre amoureuse, par Edmond Blanguernon (Édition du *Beffroi*).

Il y a des choses détestables dans ce recueil de poèmes, et d'autres, assez nombreuses, qui sont même médiocres. Ah ! les horribles petits sixains qui s'intitulent « les jeux », et dans « les luxures » que de puériles bravades de sensualité !... N'en parlons plus. Cela se passera : ce poète est jeune, si je ne me trompe ; il se fatiguera. Mais tout cela, cependant, est d'une jolie langue poétique, aisée, claire, élégante avec simplicité. De place en place des vers charmants, et même, dans le genre verlainien, quelques petits poèmes délicieux, de mélancolie vague, de langueur douce. Tel, ce lied :

Mon âme, au long des eaux, chante, frêle et lointaine,
Si frêle au long des eaux
Qu'on ne sait si c'est une voix qui dit ce thrène
Ou la brise aux roseaux...
Mon âme doucement pleure dans la nuit claire,
Pleure si doucement,
Qu'on ne sait si c'est un jet d'eau crépusculaire.
Ou si c'est mon tourment...
Mon âme de langueur mièvre et blanche se fane,
De si blanche langueur
Qu'on ne sait si c'est un lys vierge et diaphane
Ou mon âme qui meurt...

Il est à souhaiter que M. Blanguernon se débarrasse bientôt de ses adolescences fâcheuses ; il a de rares qualités.

La Femme inquiète, par Jules Bois (Ollendorff).

La Femme inquiète a paru voici trois ans ; on connaît ces brefs récits, vifs, émouvants, plein d'idées, et qui marquent une date dans l'histoire de la littérature féministe. Pour cette édition nouvelle qu'il publie aujourd'hui, Jules Bois a écrit une courte préface où se trouve assez bien caractérisé le féminisme dans ce qu'il a de meilleur et d'évidemment estimable. Jules Bois a grand soin de le différencier du féminisme de salons, la mondaine, la *dame* que Schopenhauer accable d'invectives étant « l'âme même de l'antiféminisme », alors même qu'elle orne de revendications son bavardage... « Notre féminisme, dit l'auteur de *la Femme inquiète*, c'est une collaboration masculine loyalement offerte à l'effort féminin vers l'indépendance et le bonheur. Il serait beau à ceux qui, jusqu'ici, abusèrent surtout des privilèges de la force, de travailler à libérer leur vassale de l'ignorance, de l'inconscience, de la peur, de la frivolité qui sont ses ennemis intérieurs et des lois partiales ou des préjugés iniques qui socialement l'oppriment. Nous ne voulons que sa liberté et son épanouissement total. Qu'elle choisisse enfin sa destinée et qu'elle prononce la formule de son être. » Sans vanité mesquine, mais avec un juste orgueil, Jules Bois, résumant l'histoire récente de la littérature féministe, se plaît à rappeler que c'est en 1894 qu'il entreprit avec Léopold Lacour sa campagne de conférences, et que si le féminisme ne date pas absolument de là, c'est alors du moins que se manifesta le réveil d'une idée qui, depuis, a fait son chemin. Il a le droit de se rendre à lui-même cet hommage.

André Beaunier.

Memento. — Dans les « Éditions de la *Revue Blanche* », le tome VI du *Livre des Mille Nuits et Une Nuit*, traduit par le Dr J.-C. Mardrus. Ce volume contient notamment l'histoire de Sindbad le marin. — Chez Perrin, *Quand nous nous réveillerons d'entre les morts*, drame en trois actes de Henrik Ibsen, traduit et précédé d'une préface par le comte Prozor. — Chez Ollendorff, le second volume de l'*Histoire illustrée de la France*, par le vicomte de Caix et Albert Lacroix, « la Gaule romaine. » — Chez Plon, l'*Indépendance grecque et l'Europe* (1821-1831), par Gaston Isambert. — Chez Lemerre, *Collier d'Ambre*, poésies, par Esther de Suze ; — *La Faillite des Dieux*, impressions d'un voyage dans l'Orient grec, par Ch. Florentin-Loriot. — A l'Imprimerie agenaise (Agen), *l'Engrenage*, étude de mœurs provinciales, par Jean Quercy. — Chez May, *le Sang et la fausse Accusation de Meurtre rituel*, par H.-L. Strack, professeur à l'Université de Berlin. — A Abbeville, *Sonnets fraternels*, par E. Prarond.

A. B.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — La presse libérale stigmatise avec indignation la conduite des troupes allemandes opérant en Chine sous les ordres du maréchal comte de Waldersee.

De nombreuses lettres venues de là-bas, signées de noms germaniques et que certains organes d'outre-Rhin ont eu ce beau courage de publier, relatent l'entrain avec lequel, dans les rangs allemands, on pille et brûle après avoir massacré en grand. Le nerf de bœuf joue un rôle considérable également, dans ces prouesses.

Guillaume II peut être satisfait : ses dernières recommandations aux soldats allemands du corps expéditionnaire de Chine ont déchaîné « la bête humaine » au fond des cœurs.

Des jeunes écrivains hollandais, Ch. et L. Cornelissen, dans le dernier numéro de la *Revue franco-allemande* :

« Au fond de toutes nos guerres coloniales, on retrouve l'égoïsme des peuples et des individus. En style économique, cet égoïsme marque le besoin de nouveaux débouchés pour l'écoulement des produits du gros commerce et de la grande industrie ; il faut que de nouvelles mines soient exploitées, de nouvelles spéculations commerciales et financières entreprises... Dans aucune guerre moderne, cette cause économique ne s'est manifestée de manière aussi claire que dans celle de l'Afrique du Sud. Le Transvaal est particulièrement riche en or, en autres métaux et en diamant. Durant les premières années qui suivirent la découverte de l'or, la production n'avait pas encore une grande importance, mais, depuis, elle s'est accrue dans des proportions étonnantes. Si, en 1881, lors de la signature du traité de paix qui laissait au Transvaal une certaine indépendance dans le gouvernement intérieur, la richesse du sol en métal précieux avait été connue comme elle l'est aujourd'hui, il est fort douteux que le ministère Gladstone eût pu conclure la paix contre la volonté et les intérêts personnels des hauts financiers anglais. En 1884 seulement, les premiers gisements aurifères furent découverts au Transvaal. La production se développa de la manière suivante :

En 1884	10 096	liv. st.
En 1886	16 010	
En 1888	967 416	
En 1890	1 869 645	
En 1892	4 541 071	
En 1894	7 667 152	
En 1896	8 603 821	
En 1897	11 653 725	
En 1898	16 240 630	

Ainsi, la quantité d'or découverte au Transvaal est considérable, la valeur s'élève jusqu'à 70 228 603 livres sterling. Pendant les cinq dernières années, l'augmentation de la production a été particulièrement énorme... Or, le sol est loin d'avoir été épuisé, malgré l'intensité de l'exploitation ; il contient, au contraire, beaucoup plus d'or qu'il n'en a donné jusqu'ici. Selon les prévisions des ingénieurs des mines les plus compétents, le Transvaal pourra fournir encore une quantité d'or d'une valeur approximative de 700 millions de livres sterling, en pénétrant dans le sol à une profondeur de 5 000 pieds. Le Transvaal n'est pas seulement riche

en or, mais aussi en diamant. Ce fait demeura ignoré jusqu'en 1897, lorsque, en explorant les filons aurifères, on trouva de la terre contenant du diamant. Cette année-là, la production encore faible ne dépassa pas 5 792 carats d'une valeur de 11 500 livres sterling. En 1898, la production atteignait 22 843 carats ayant une valeur de 43 730 livres sterling. Les influences économiques et financières qui ont engendré la guerre entre l'Angleterre et les républiques sud-africaines sont maintenant faciles à constater.

Le sol dans lequel nos capitaux sont hasardés doit être à nous! Voilà, formulés en quelques mots, ce qu'exigent les grands financiers anglais; voilà ce qu'ils pensent sur la grande question qui se pose dans l'Afrique du Sud.

Il faut remarquer ici que la plupart des mines d'or se trouvent entre les mains des banquiers anglais.

Pour juger de la situation actuelle, il faut faire encore une observation importante : la production de l'or pendant les cinq dernières années (1894-1898) s'élève à la somme d'environ 53 millions de livres sterling. Sur cette somme, 23 millions tout au plus ont été prélevés pour couvrir les frais d'exploitation; les actionnaires des différentes sociétés ont reçu environ 23 millions, tandis que plus de 16 millions furent payés à la République du Transvaal. Lorsque le Transvaal sera conquis par l'Angleterre, les sommes considérables payées par les compagnies minières anglaises, sorte de tribut à un gouvernement étranger, seront épargnées et les dividendes s'accroîtront d'autant. »

Angleterre. — Mr Frances Heath Freshfield écrit dans la *Westminster Review* — fascicule d'octobre — de bien jolies choses sur le « Jingoism » :

« Le *Jingo*, dit-il, est légion parmi nous. On le rencontre dans la rue et à Trafalgar Square; il est dans la presse et un peu dans toutes les classes de la société. La guerre actuelle nous fournit sur lui, sur sa psychologie intime, sur son caractère propre, des renseignements précieux. Il est d'ailleurs difficile de le définir en un mot. Tant qu'il a le dessus, impossible de lui faire entendre aucun argument de justice, de raison ou de pitié; il ne rêve qu'agrandissement ou revanche et il se range sans hésitation au droit du plus fort. Avoir le dessus : c'est tout son bonheur, et toute gloire se résume pour lui en ceci : pouvoir chanter victoire. S'il est vaincu, s'il est battu, s'il doit subir quelque contrainte, il se considère comme parfaitement déshonoré. Il ne s'estime digne et fier que lorsqu'il a terrassé et piétiné quelqu'un. »

Un journal de Londres — *The Academy* — donnait récemment aux jeunes littérateurs chez lesquels les refus polis et les compliments douteux des éditeurs européens n'éveillent qu'amertume, le conseil de s'adresser aux éditeurs chinois. Voici, d'après la feuille anglaise, la teneur habituelle d'une lettre de refus adressée à un débutant malheureux :

« Illustre frère du soleil et de la lune! Daigne jeter un regard sur ton serviteur qui se traîne à tes pieds, qui baise la terre devant toi et qui sollicite de ta générosité la permission de parler et de vivre.

« Nous avons lu ton manuscrit avec délice. Par les mânes de nos ancêtres, nous jurons que jamais nous n'avons vu un pareil chef-d'œuvre. Si nous le publions, S. M. l'Empereur nous ordonnerait aussitôt de considérer ton ouvrage comme un critérium et de ne jamais rien éditer à l'avenir qui soit inférieur à ton œuvre. Comme il se pourrait bien que nous dussions attendre quelques milliers d'années avant de recevoir une œuvre comparable à la tienne, nous te renvoyons ton manuscrit; nous sommes tout tremblants et nous te demandons dix mille fois pardon. Vois! mes mains touchent mes pieds et je suis ton esclave! »

Légèrement pince-sans-rire, les éditeurs chinois!

Finlande. — La Finlande est à l'ordre du jour. Il est même possible que, moins exclusivement épris des purs scandinaves, notre snobisme découvre cet hiver les Finnois, le génie finnois, les mœurs finnoises. La politique, évidemment, serait ici pour gêner la mode, mais on pourra peut-être bien trouver la Finlande « sympathique » sans risquer de compromettre « l'alliance ».

En attendant, voici, cueillis dans un périodique anglais, — *Leisure Hour*, numéro d'octobre — quelques renseignements qui m'ont semblé intéressants, sur la vie littéraire et artistique en Finlande :

« Helsingfors est un centre où les lettres et les arts sont cultivés avec ardeur, non pas comme des transplantations, mais bien comme des produits du sol natal. On y trouve une Université prospère et on y donne une particulière attention à l'éducation intellectuelle des femmes.

La musique est surtout chère aux Finnois et il y a aujourd'hui en Finlande une pléiade de musiciens, compositeurs et dilettantes, dont c'est le rêve de créer une école qui s'inspirerait du génie national et de la couleur locale.

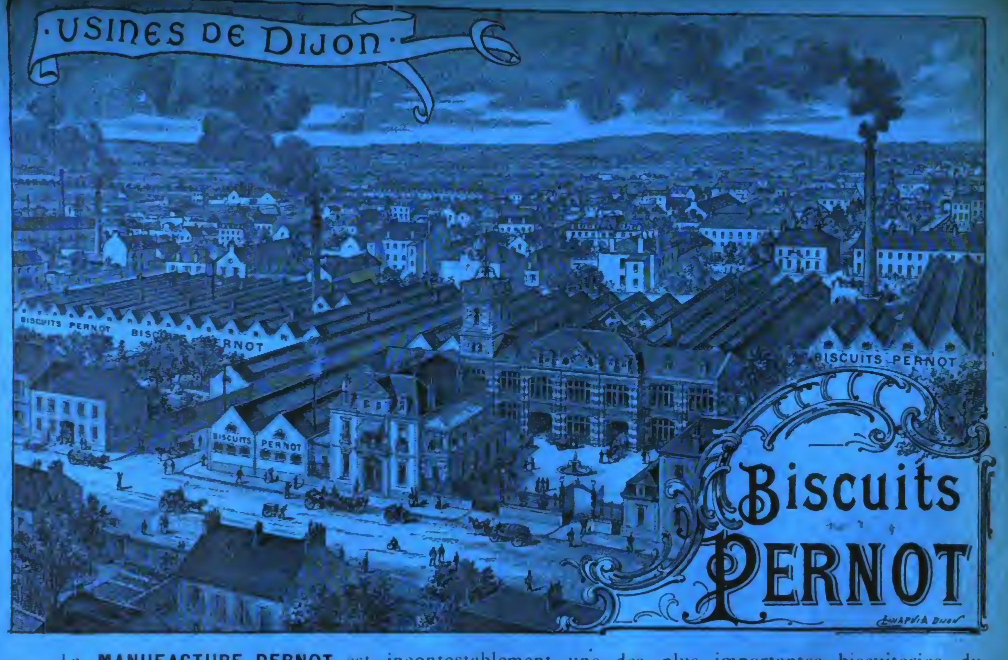
Les chants populaires de la Finlande sont simples, mélancoliques et doux. Ils sont, en règle générale, plus doux que ceux de la Suède et plus délicatement nuancés que ceux qui nous viennent de la Norvège, mais aussi beaucoup moins passionnés que les chants des Slaves. L'instrument dont s'accompagne le paysan en chantant sa chanson est la harpe.

Le « Kalévala » est plein de légendes et de « sagas » que, depuis dix-neuf siècles, les compositeurs mettent en musique. Philip Schang est un de ceux qui ont mis le plus heureusement à contribution le « Kalevala ». Il est célèbre par toute la Finlande pour un chœur national fort émouvant : « Nous sommes un peuple né libre! » Plus originale encore est l'œuvre de Jean Sibelius, dont les poèmes symphoniques sont tous issus du « Kalevala ». La musique qu'il a écrite pour la tragédie d'Adolf Paul *Christian II* a été applaudie en Finlande, en Suède, en Danemark et le sera probablement sous peu à Paris.

Un compositeur finnois de grand avenir est Oscar Merikanto, qui, lui aussi, emprunte largement au « Kalevala ». Quatre autres compositeurs de valeur sont : Carl Kollan, Gabriel Ingelius, Konrad Greve et August Ehrström, tous quatre Finnois de naissance et d'inspiration. Le maître qui encouragea leurs débuts est Frédéric Pacius, un violoniste allemand né en 1809 à Hambourg, élève remarquable de Spohr. Il s'était fixé à Helsingsfors, où il mourut en 1891. Les Finnois ont une grande reconnaissance à Frédéric Pacius, qu'ils considèrent comme leur premier éducateur dans les choses de l'art musical. »

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40026. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.



La **MANUFACTURE PERNOT** est incontestablement une des plus importantes biscuiteries du monde entier. Ses usines de Dijon, dont nous donnons une vue ci-dessus, sont une véritable merveille industrielle qui fait le plus grand honneur à ses directeurs, MM. Lucien et Georges Richard. Citons parmi les produits de cette grande marque qui ont conquis une vogue universelle : le **SUPRÊME PERNOT,** le **MADRIGAL PERNOT,** le **SUGAR PERNOT,** la **PARISETTE,** etc., etc.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

EXCURSIONS AUX STATIONS THERMALES ET HIVERNALES

Pyrénées et du Golfe de Gascogne. Arcachon, Biarritz, Dax, Pau, Salies-de-Béarn, etc
Tarif spécial G. V. Nº 106 (Orléans).

es billets aller et retour, de toutes classes, valables pendant 25 jours, non compris les s de départ et d'arrivée, avec réduction de 25 0/0 en 1re classe et de 20 0/0 en 2e et asses, sur les prix calculés au tarif général d'après l'itinéraire effectivement suivi, sont déli- toute l'année, à toutes les stations du réseau d'Orléans, pour :

gde (Le Grau), Alet, Amélie-les-Bains, Arcachon, Argelès-Gazost, Argelès-sur-Mer, Arles-Tech (La Preste), Arreau-Cadéac (Vieille-Aure), Ax-les-Thermes, Bagnères-de-Bigorre, ères-de-Luchon, Balaruc-les-Bains, Banyuls-sur-Mer, Barbotan, Biarritz, Boulu-Perthus (le), bo-les-Bains, Capvern, Collioure, Couiza-Montazels (Rennes-les-Bains), Dax, Espéraza (Cam-e-les-Bains), Grenade-sur-l'Adour (Eugénie-les-Bains), Guéthary (halte), Gujan-Mestras, Hen-, Labenne (Cap-Breton), Labouheyre (Mimizan), Laluque (Préchacq-les-Bains), Lamalou-les-s, Laruns-Eaux-Bonnes (Eaux-Chaudes), Leucate (La Franqui), Lourdes, Loures-Barbazan, gnac-Saint-Béat (Lez, Val-d'Aran), Nouvelle (la), Oloron-Sainte-Marie (Saint-Christau), Pau, reilte-Nestalas (Barèges, Cauterets, Luz, Saint-Sauveur), Port-Vendres, Prades (Molitg), au (Ginoles, Carcanières, Escouloubre, Usson-les-Bains), Saint-Flour (Chaudesaigues), Saint-lens (Eucausse, Gantiès), Saint-Girons (Audinac, Aulus), Saint-Jean-de-Luz, Saléchan (Sainte-e, Siradan), Salies-de-Béarn, Salies-du-Salat, Ussat-les-Bains et Villefranche-de-Conflent (le et, Thuès, les Escaldas, Graus-de-Canaveilles).

Excursions en Touraine, aux châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guérande.

remier itinéraire : 1re classe, 86 fr. ; 2e classe, 63 fr. — Durée : 30 jours.
aris — Orléans — Blois — Amboise — Tours — Chenonceaux, et retour à Tours — Loches et r à Tours — Langeais — Saumur — Angers — Nantes — Saint-Nazaire — Le Croisic — Gué-e, et retour à Paris via Blois ou Vendôme, ou par Angers et Chartres, sans arrêt sur le réseau Ouest.

e itinéraire : 1re classe, 54 fr. ; 2e classe, 41 fr. — Durée : 15 jours.
aris — Orléans — Blois — Amboise — Tours — Chenonceaux, et retour à Tours — Loches, etour à Tours — Langeais, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

es billets sont délivrés, toute l'année, à Paris, à la gare d'Orléans (quai d'Austerlitz) et aux aux succursales de la Compagnie et à toutes les gares et stations du réseau d'Orléans, pourvu la demande en soit faite au moins trois jours à l'avance.

our plus amples renseignements, consulter le Livret-Guide de la Compagnie, dont l'envoi uit est fait sur demande adressée à l'Administration centrale, 1, place Valhubert, Paris.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST

Voyages circulaires en Italie.

Compagnie des Chemins de fer de l'Est, rappelle qu'elle met à la disposition des voyageurs pendant, l'année, des billets circulaires à itinéraires *fixes* dits « Au Nord et au Sud des Alpes », qui permettent ire des excursions variées en Italie dans des conditions très économiques, soit au départ de Paris, Troyes-Belfort, soit au départ des principales gares situées sur l'itinéraire.

es excursions peuvent encore être effectuées au moyen de billets circulaires italiens dits « Au Sud Alpes », qui sont délivrés pendant toute l'année par les gares du réseau de l'Est conjointement avec carnets de parcours français à itinéraires facultatifs du tarif G. V. nº 105, commun aux sept grands ux ou avec les carnets à coupons combinables Est-P.-L.-M., et les billets *combinables* Suisses.

es billets désignés ci-dessus ont une durée de validité de 60 jours.

es billets circulaires à itinéraires *fixes* sont délivrés à première demande à la gare de Paris, ils ent être demandés 48 heures à l'avance aux autres gares situées sur l'itinéraire.

a demande des billets à itinéraires *facultatifs* devra être adressée huit jours à l'avance et sous forme ttre, au chef de la gare où le voyageur désirera retirer son billet.

es voyageurs de 2e classe sont admis dans les trains rapides qui circulent tous les jours entre Paris ... sauf les restrictions prévues par l'affiche générale des trains.

es trains, au nombre de deux dans chaque sens, mettent Bâle à environ 8 heures de Paris. Les trains ... comprennent un wagon-restaurant, ceux de nuit un Sleeping-car et une voiture directe de ...sse entre Paris et Milan.

...ota. — Les renseignements concernant les billets et carnets précités sont réunis dans le livret des ... circulaires et excursions que la Compagnie de l'Est envoie gratuitement aux personnes qui en ... la demande.

REVUE BLEUE.

Les numéros antérieurs au 1er 1899 sont vendus 1 franc.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 40026.

N° 19. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 10 Novembre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 19

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE	Six mois.	Un an.	AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER



La **MANUFACTURE PERNOT** est incontestablement une des plus importantes biscuiteries du monde entier. Ses usines de Dijon, dont nous donnons une vue ci-dessus, sont une véritable merveille industrielle qui fait le plus grand honneur à ses directeurs, MM. Lucien et Georges Richard. Citons parmi les produits de cette grande marque qui ont conquis une vogue universelle : le **[illegible] PERNOT**, le **MADRIGAL PERNOT**, le **SUGAR PERNOT**, la **PARISETTE**, etc., etc.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 19. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 10 NOVEMBRE 1900.

UN AN APRÈS

L'année est écoulée depuis près de cinq mois; voilà dix-sept mois bientôt que dure le ministère Waldeck-Rousseau. On l'avait cru appelé à résoudre une question d'ordre spécial qui avait singulièrement agité le pays, et, cette question résolue, à passer la main à un autre gouvernement. Le second ministère Ferry, qui avait paru un miracle de longévité (21 février 1883-6 avril 1885), est le seul qui ait encore dépassé la longueur de la carrière fournie par le cabinet actuel et l'on ne sait plus maintenant jusqu'où il ira.

Le plus long ministère qui ait marqué la présidence de Félix Faure fut celui de M. Méline : 29 avril 1896-28 juin 1898, 26 mois. Tous les autres ont été beaucoup plus brefs : ministère Ribot (26 janvier 1895) : 9 mois; ministère Bourgeois (1er novembre 1895) : 6 mois; ministère Brisson (28 juin 1898) : 4 mois; et le ministère Dupuy qui servit, si l'on peut dire, de trait d'union entre la présidence de Félix Faure et celle de M. Émile Loubet.

Les deux noms des plus grands ministères par la durée, sous cette troisième République, étaient ceux de Ferry et de Méline; ils en ont reçu une sorte de consécration politique, car ils ont eu plus de temps que tous les autres pour imprimer leur sceau sur les affaires, et les hommes en général n'estiment rien comme ce qui dure. Mais désormais, et quoi qu'il arrive, le ministère Waldeck-Rousseau aura été le plus solide après les ministères Ferry et Méline. Nous ne sommes pas au bout du présent ministère et les mêmes personnes qui s'étaient empressées de lui accorder trois mois de vie au plus lui prodiguent aujourd'hui les jours et les années par la naturelle inconstance de leur esprit.

Une mode qui intéresse vivement le public est de demander à un certain nombre de personnes leur sentiment et leurs vues sur les questions à l'ordre du jour, puis de rassembler leurs réponses dans un tableau vivant et animé, où le lecteur croit voir et entendre lui-même les personnages qui sont mis en scène. C'est un journalisme très amusant; le journal ou la revue est comme un phonographe qui recueille et qui reproduit au jour la pensée des contemporains sur la politique, les arts ou les mœurs, et sur tous les sujets généralement quelconques que les circonstances nous apportent dans leur cours tumultueux. Il m'est peut-être permis de rappeler que la *Revue Bleue* a aimé à mettre en œuvre ce système ingénieux et, pas plus tard que la semaine dernière, elle a publié les opinions diverses d'un certain nombre d'hommes politiques sur la situation du ministère et la rentrée des Chambres. Mais il me sera permis, je pense, de faire remarquer, par la même occasion, que ces opinions sont personnelles aux uns et aux autres, qu'elles émanent directement de leur for intérieur ou d'une manière propre à eux de considérer les choses extérieures; et que, d'une autre part, les événements semblent prendre plaisir à se jouer de tout ce que nous pensons au sujet de leur marche probable, de leurs effets et de leurs conséquences.

C'est sans doute que nous ne savons pas assez bien nous arracher à nous-mêmes pour ne considérer que les éléments de la situation prise en soi. Nous prêtons à notre propre cœur une oreille com-

plaisante et nous la fermons à la voix des faits et des choses. C'est dans notre livre intime et inédit que nous lisons toujours et nous y trouvons un plaisir extrême, au lieu de lire dans le grand livre tout ouvert des événements qui souvent nous choquent et nous contrarient. Le destin du ministère Waldeck-Rousseau a été l'un des plus curieux exemples de la confusion et déroute de toutes les opinions individuelles que l'on ait vus depuis longtemps et, entre tous les individus, le plus surpris a été peut-être le président du Conseil. On a dit qu'il ne s'attendait pas lui-même à sa durée, qu'il ne s'y était pas préparé, et, en vérité, c'est fort possible, car M. Waldeck-Rousseau porte empreint sur sa physionomie et dans toute son attitude un détachement du pouvoir, qui est peut-être devenu l'une des chances les plus fortes de sa durée involontaire. La fortune politique a de ces coquetteries, surtout dans les régimes démocratiques; elle fuit ceux qui la recherchent trop ouvertement et elle poursuit ceux qui semblent la tenir à distance par un certain désintéressement de haut goût, si ce désintéressement s'allie d'ailleurs à des qualités qui ont l'air d'avoir été faites exprès pour l'exercice du pouvoir.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que M. Waldeck-Rousseau met bravement des rallonges à son rôle, comme un acteur qui serait venu pour un petit monologue et qui, devant la persistance du public à l'écouter, et pour remplir toute la soirée, ajoute une scène à une scène, avec un succès qui ne fait que redoubler à chaque nouveau recommencement. D'abord il était venu pour l'affaire que l'on sait, et la plus désagréable qu'un chef de gouvernement pût avoir à aborder; et, comme on se disait qu'il n'était venu que pour cela, les plus impatients lui faisaient crédit, et tous se disaient qu'on serait fort aise d'être débarrassé n'importe comment de ce cauchemar. La question une fois résolue, tant bien que mal et plus mal que bien, — mais les questions de ce monde ne se résolvent jamais autrement, — M. Waldeck-Rousseau allait-il se retirer? Vraiment, quel homme sérieux, un peu au courant des enchaînements de la politique, pouvait le croire ?

Si M. Waldeck-Rousseau, comme l'opinion s'en est établie, avait pensé lui-même qu'il serait libre alors, il a dû être guéri de cette illusion. Ce n'est pas à son gré et à son heure qu'on quitte ou qu'on prend les fonctions publiques ; les uns s'en vont par de brusques départs, bien longtemps avant l'époque qu'ils s'étaient marquée, on en a vu d'éclatants exemples ; les autres restent fort au delà du terme qu'ils avaient pu s'assigner dans leur esprit. On est tenu par le pouvoir, quand on y est, beaucoup plus qu'on ne le tient, et, si quelqu'un a pu dire : « j'y suis, j'y reste », plusieurs auraient bien voulu rester qui n'ont pu que partir, et cependant celui qui avait lancé le fameux « j'y reste » est parti dans le moment qu'il ne pensait pas; tel est le cas ordinaire que les événements font de vos opinions personnelles préconçues, qui ne reposent que sur vos convenances et non pas sur les convenances des choses.

M. Waldeck-Rousseau a donc ajouté à son premier bout de rôle le programme déjà plus étendu de « la défense républicaine » et, lorsque « la défense » fut épuisée ou parut l'être, il y ajouta le programme encore bien plus grand de « l'action républicaine », qui pourrait être considéré, à la vérité, comme n'ayant pas de bornes. Nous sommes au début de cette troisième période, et c'est comme un troisième ministère Waldeck-Rousseau, plus positif que les deux premiers et rempli de questions ou d'hypothèses beaucoup plus compliquées. « L'action républicaine », c'est tout le gouvernement de la Démocratie.

Pour admettre qu'un premier ministre se retire quand il lui plaît, il faudrait avoir cette conception que le pouvoir repose, dans cette République parlementaire, sur le caprice individuel plutôt que sur des traditions et des lois constantes. A part le cas de maladie ou un événement tout à fait extraordinaire et supérieur aux règles établies, il est évident que le citoyen d'une République est pris par sa magistrature plus qu'il ne la prend, qu'il est occupé par elle plus qu'il ne l'occupe, et qu'il n'a aucun moyen de se retirer tant qu'il est soutenu par la majorité parlementaire. Sortir brusquement du pouvoir et le laisser vacant, c'est une sorte de coup d'État à rebours, tout aussi significatif que de prendre le pouvoir sans droit; et nous ne faisons pas ici cette remarque pour M. Waldeck-Rousseau, mais pour tout le monde, puisque l'occasion s'en est présentée. Il fallait être parfaitement étranger à toute la pratique du gouvernement parlementaire et constitutionnel, et avoir l'esprit tout imbu des réminiscences du pouvoir personnel, pour s'imaginer, comme tant de personnes, qu'un président du Conseil pourrait se retirer quand il voudrait, sans avoir reçu son congé.

Ce sont les chefs d'un pouvoir héréditaire qui abdiquent, tels un Charles-Quint ou une Christine de Suède; et ces grands personnages qui sont au-dessus de tout n'ont d'autre moyen pour s'élever encore et pour dominer leur position même, que de la quitter et d'en descendre; mais un ministre républicain ne quitte pas sa fonction avant que sa fonction ne le quitte; c'est un soldat dans son poste, on ne lui demande pas si son poste lui agrée : cette observation élémentaire a paru bonne ici pour répondre aux imaginations fantaisistes d'un si grand nombre de personnes de chez nous qui semblent mal comprendre les conditions du gouvernement démocratique.

* * *

Le trait le plus singulier de ce ministère, celui-là même qui a fait croire à sa caducité précoce, c'est la présence d'un ministre qui avait acquis une grande notoriété comme journaliste et député socialiste. C'est surtout par là que le ministère du 22 juin 1899 a paru, aux personnes auxquelles nous faisions allusion tout à l'heure, un gouvernement spécial, établi pour une certaine tâche, plutôt qu'un gouvernement de généralité, répondant à l'état ordinaire des mœurs et des besoins du pays. Mais il apparait qu'on s'est encore trompé sur ce point-là, et même c'est justement le point sur lequel on pourrait s'être trompé le plus complètement; car il est possible que ce qui avait été regardé comme le défaut du ministère en soit au contraire la force ou l'une des forces nécessaires, et que, précisément, cet élément qu'on nomme « socialiste » réponde à l'un des besoins politiques les plus pressants de notre pays et de notre époque.

M. Louis Barthou a dit dans un récent discours « qu'on ne fait pas au socialisme sa part » ; il a visé par cette expression le ministère du Commerce et les réformes de M. Millerand. Mais on peut se demander d'abord qu'est-ce que le socialisme et ensuite pourquoi on ne lui ferait pas sa part, si l'histoire, les événements, l'évolution de la démocratie et le suffrage universel la lui font ? Cette discussion nous mènerait fort loin. Nous rappellerons seulement qu'un très docte et éminent professeur et philosophe de la plus pure correction classique, M. Alfred Fouillée, a démontré dans ses ouvrages que la propriété dite sociale tendait à se faire sa part plus large au milieu des propriétés individuelles. Mais que la propriété sociale tende véritablement à croître ou à diminuer, car, si elle a augmenté dans un certain sens, elle a certainement diminué dans un autre, on doit reconnaître en tout cas qu'elle est parfaitement historique, constitutionnelle et fondamentale, qu'elle a toujours existé et que toujours elle s'est fait sa part.

Pour ne parler que du gouvernement et de ses formes, est-ce que les plus anciens écrivains politiques qui nous soient familiers, ceux de Rome et d'Athènes, ne disaient pas que le gouvernement, pour être bon et solide, doit comprendre trois éléments : un de monarchie, un d'aristocratie, et un troisième de démocratie? C'était là leur manière de parler. Ils entendaient par « monarchie » le pouvoir exécutif, dont, en effet, on ne peut pas se passer, et qui se retrouverait dans l'organisation la plus socialiste qu'on puisse rêver et peut-être à plus forte dose qu'aujourd'hui.

Quant à l'élément démocratique, Cicéron lui-même n'hésiterait pas à dire de nos jours, au lieu de « démocratique », « socialiste ». Est-ce que nous avons plus peur des mots que les Grecs et les Romains? C'est probable et ce n'est pas le seul point où nous pouvons apprendre la bravoure à leur exemple.

M. Barthou, qui est un républicain progressiste très décidé, serait-il moins moderne que Cicéron? Les équilibristes parlementaires les plus exigeants ont toujours enseigné que le pouvoir parlementaire et constitutionnel d'une république comme la nôtre devait se composer de plusieurs pièces différentes, et c'est pourquoi ils nous ont donné le président de la République, une Chambre et un Sénat; ils ont justement entendu par là, à raison ou à tort, faire leur part à la monarchie, à l'aristocratie et à la démocratie, et, en vérité, si cette démocratie comprend un certain élément dit socialiste, qui s'agite, qui grandit, qui évolue et qui cherche son expression légitime, on ne voit pas du tout pourquoi les parlementaires les plus scrupuleux voudraient apposer leur signature à cet aphorisme : « On ne fait pas au socialisme sa part... » Le pays la lui fait bien.

Plus nous y avons réfléchi depuis dix-sept mois, plus nous avons trouvé que la présence d'un ministre socialiste dans le gouvernement, qui avait paru d'abord extraordinaire par sa nouveauté, est au contraire en conformité exacte avec l'esprit du gouvernement représentatif de nos jours. La question de fond étant admise, comme elle l'est, il ne s'agit que de savoir si les réformes accomplies par le ministre du Commerce sont mauvaises, dangereuses, inadmissibles ; la Chambre elle-même le dira ; mais il est clair que ces réformes sont la suite parfaitement correcte et logique du plan suivi précédemment par MM. Jules Roche, Lourties et Mesureur ; et il doit paraître sage aux politiciens les plus modérés de « faire au socialisme sa part », afin qu'il ne se la fasse pas. Si c'est vous qui mesurez les parts, de quoi vous plaignez-vous ?

* * *

Un an après, le ministère Waldeck-Rousseau paraît plus solide qu'un an avant : phénomène rare. Nous nous gardons des prophéties, ayant vu tomber plus d'une fois, par un coup soudain, les gouvernements qui semblaient les plus solides. Mais nous pouvons nous permettre cette observation de fait, c'est qu'un ministère qui fut, à son début, taxé de singularité ou de bizarrerie, s'est trouvé au contraire répondre aux données de notre situation générale et permanente, au point de devenir une sorte de type ou de modèle à suivre après lui ; c'est que les réformes ouvrières, commencées en 1884 par la loi des syndicats, poursuivies avec le Conseil supérieur du travail, l'Office du travail et les Conseils du travail régionaux, ne peuvent que continuer à se développer après M. Millerand comme elles ont continué après cha-

cun de ses prédécesseurs; et, en définitive, au milieu de tant de menaces et d'alarmes, comme on l'a dit à Toulouse, il n'y a que les maires de France qui aient envahi l'Élysée.

HECTOR DEPASSE.

LA VIE DE PASTEUR

Enfance et jeunesse.

Il nous a paru intéressant, au moment même où la *Revue Scientifique* publie un chapitre de *La Vie de Pasteur*, — celui des générations dites spontanées, — de donner, de notre côté, à nos lecteurs, quelques pages de ce livre qui retrace, étroitement associées, la vie intime et la vie scientifique de Pasteur. La *Revue* consacrera prochainement une étude à cet important ouvrage.

..... Le séjour de la famille Pasteur à Marnoz ne fut pas de longue durée. Une tannerie était à louer, dans les environs, à l'entrée même de la ville d'Arbois, près du pont bâti sur la Cuisance, rivière qui prend sa source à une lieue de là. L'eau pure et glacée sort des rochers, coule à petits flots pressés vers Arbois, fait le tour de la ville, passe devant l'emplacement de la tannerie, se précipite quelques pas plus loin en large cascade et repart d'une course jaillissante d'écume le long des vergers et des prés, au bas des collines couvertes de vignes. La maison offrait derrière sa façade modeste le luxe d'une cour où sept fosses étaient alignées pour la préparation des peaux. En attendant la satisfaction encore lointaine d'être propriétaire, Joseph Pasteur s'installa dans cette petite demeure du faubourg Courcelles, lui, sa femme et ses enfants.

Louis Pasteur alla d'abord à l'école primaire qui occupait une des salles-annexes du collège d'Arbois. L'enseignement mutuel était alors de mode. Les élèves étaient divisés par séries. Un camarade apprenait à lire aux autres qui épelaient ensuite à haute et assourdissante voix. Le maître, M. Renaud, se promenait de groupe en groupe et désignait les moniteurs. Louis eut bien vite l'ambition d'avoir ce titre. Il le désirait d'autant plus qu'il était le plus petit. Mais ceux qui voudraient orner de quelques légendes les premières années de Louis Pasteur en seraient pour leurs frais d'imagination. Quand il suivit un peu plus tard comme externe les classes du collège d'Arbois, il appartint tout d'abord à la catégorie des élèves que l'on pourrait appeler bons-ordinaires. Il remporta des prix sans se donner trop de peine. Il était d'ailleurs plus empressé que d'autres à acheter des grammaires et des dictionnaires, et il écrivait fièrement son nom à la première page. Son père, avec le double désir d'apprendre et de s'associer aux leçons de son fils, se faisait chaque soir son répétiteur. Les jours de congé, l'élève ne demandait qu'à s'échapper. Les petits voisins, les Vercel, les Charrière, les Guillemin, les Coulon l'entraînaient. Il les suivait avec joie. Les parties de pêche au bord de la Cuisance lui plaisaient; il admirait les coups d'épervier lancés d'une main vigoureuse par Jules Vercel. Mais il se dérobait quand il s'agissait d'une chasse aux oiseaux. La vue d'une alouette blessée lui faisait mal.

La maison s'ouvrait peu, sauf pour les camarades de Louis Pasteur. Ils venaient le chercher ou s'amusaient avec lui dans la cour de la tannerie à utiliser les déchets d'écorce, à placer les débris de tan dans des rondelles de fer, puis à fabriquer, d'un mouvement de talon brusque et tournant, des séries de mottes destinées au chauffage. Joseph Pasteur, sans qu'on pût l'accuser de fierté, ne se liait pas facilement. Dans les habitudes ou le langage, il n'avait rien d'un sous-officier à la retraite. Ne parlant guère de ses campagnes, il n'entrait jamais dans un café. Le dimanche, vêtu d'une redingote brossée militairement et dont le large revers avait un ruban de la Légion d'honneur, comme on le portait alors, visible à quarante pas, il se dirigeait invariablement vers la route d'Arbois à Besançon. Elle passe au milieu des coteaux de vignes. A gauche, sur une hauteur boisée dominant la vaste plaine qui s'étend du côté de Dôle, les ruines de la tour de Vadans donnent un reste de poésie guerrière à tout cet horizon. Dans ses méditations de promeneur solitaire, il pensait moins aux difficultés de sa vie qui, grâce au travail, et toute la famille aidant, se simplifiait, qu'aux inquiétudes de l'avenir. Que deviendrait un jour ce fils attentif, consciencieux, mais qui, à la veille de ses treize ans, ne manifestait encore un goût très prononcé que pour le dessin? Le titre d'artiste, que les Arboisiens donnaient à Louis Pasteur, ne flattait qu'à demi la vanité paternelle. Et cependant, sans parler des nombreuses copies faites au fusain ou à la mine de plomb par cet écolier, comment ne pas être frappé du sentiment de la réalité dont témoignait un premier essai original, un pastel tenté d'une main très sûre? Ce pastel représente la mère de Louis Pasteur. Un matin qu'elle allait au marché, coiffée d'un bonnet blanc, les épaules serrées dans un châle écossais bleu et vert, son fils, qui avait ses crayons de couleur et ses estompes en mains, voulut la représenter ainsi, telle qu'elle était chaque jour. Ce portrait, étudié avec une sincérité absolue, ressemble à l'œuvre d'un primitif plein de conscience. Un regard clair et droit illumine ce visage de volonté.

Tout en fermant leur logis aux liaisons banales,

le mari et la femme étaient heureux de recevoir ceux qui leur paraissaient dignes d'estime et d'affection par une supériorité d'esprit ou de cœur. C'est ainsi qu'ils accueillirent avec joie un ancien médecin militaire, devenu médecin de l'hôpital d'Arbois, le docteur Dumont, homme d'étude s'instruisant pour le plaisir d'apprendre, homme de bien se dérobant à la popularité, démocrate sans ambition.

Un autre philosophe devint aussi l'ami de la maison. Il s'appelait Bousson de Mairet. Liseur infatigable, au point de ne jamais sortir sans glisser un volume ou une brochure dans une de ses poches, il passait sa vie à préparer des annales où, par des séries de petits faits, il reconstituait, dans un travail de bénédictin rondelet, le caractère des Francs-Comtois en général et des Arboisiens en particulier. Il venait souvent passer une soirée dans l'intimité de la famille Pasteur. On l'écoutait, on l'interrogeait, on était intéressé par l'histoire mouvementée de cette singulière race arboisienne difficile à juger, offrant un mélange de courage héroïque et de bonhomie un peu narquoise que les Parisiens et les Méridionaux prennent pour de la naïveté. Ne doutant jamais de rien pour eux-mêmes, les Arboisiens sont sceptiques dès qu'il s'agit des autres. Fiers de leur histoire locale, ils revendiquent jusqu'à leurs rodomontades.

Le 4 août 1830, ils envoyèrent aux Parisiens une adresse pour exprimer leurs sentiments indignés contre les Ordonnances et pour déclarer que la population disponible d'Arbois avait été sur le point de voler au secours de Paris. Au mois d'avril 1834, un clerc d'avoué de Lons-le-Saunier passait en diligence à dix heures du soir sur la place d'Arbois. Il met la tête à la portière et dit à quelques gardes nationaux de service que la République est proclamée à Lyon. Arbois s'émeut. Les vignerons s'emparent des fusils déposés à l'hôtel de ville. L'insurrection est décidée. Il fallut envoyer de Besançon deux cents grenadiers, quatre escadrons de chasseurs et une demi-batterie d'artillerie que Louis Pasteur vit passer mèche au canon. Quand le sous-préfet de Poligny dit aux insurgés : Où sont vos chefs? « *No san tous tiefs* », répondit d'une seule voix la troupe tout entière. C'est au lendemain de ces troubles que fut publiée dans tous les journaux la bonne et grande nouvelle: « Arbois, Paris et Lyon sont tranquilles. » Pour détourner le cours des épigrammes faciles, les Arboisiens ont eu l'ingénieuse pensée d'appeler leurs voisins salinois les « glorieux de Salins ».

Louis Pasteur, avec son esprit déjà sérieux, préférait les récits plus dignes des annales historiques, par exemple, le siège d'Arbois, sous Henri IV, quand les Arboisiens tinrent en échec pendant trois jours une armée de 25000 hommes. Patriotisme du peuple franc-comtois et plus tard, au-dessus de ce patriotisme local, idée de la gloire française représentée par les batailles de l'Empire, tels furent les premiers éblouissements pour l'imagination de l'enfant. Chaque jour il voyait son père et sa mère observer la loi du travail et ennoblir leur tâche pénible en se donnant pour but, outre le pain quotidien, l'éducation de leurs enfants. Et comme, en toutes choses, le père et la mère s'intéressaient aux sentiments supérieurs, leur vie matérielle était plus qu'éclairée, elle était illuminée par la vie morale.

Un troisième ami de la maison, le principal du collège d'Arbois, M. Romanet, exerça une influence décisive sur la carrière de Louis Pasteur. Ce maître, qui se proposait chaque jour d'élever davantage l'esprit et le cœur de ses collégiens, inspirait à Pasteur quelque chose de plus que le respect et la reconnaissance ; c'était de l'admiration. Romanet, dans sa conscience de moraliste, jugeait que si un homme instruit en vaut deux, un homme élevé en vaut dix. Le premier il devina dans Louis Pasteur l'étincelle prête à jaillir. Cependant aucune composition remarquable, nul succès à facettes ne distinguait encore ce laborieux élève de troisième. D'un esprit si réfléchi qu'on le croyait lent, il n'avançait rien dont il ne fût absolument sûr. Mais en même temps que s'annonçaient en lui les qualités simples et fortes, qui sont le fond de la nature comtoise, il avait une imagination que l'on pourrait appeler l'imagination de sentiments.

Romanet, se promenant avec lui dans la cour du collège, se plaisait, à éveiller avec un intérêt de philosophe et d'éducateur, les qualités maîtresses de cette nature : la circonspection et l'enthousiasme. L'écolier, que l'on venait de voir penché durant des heures sur son pupitre sans que rien pût le distraire, était transformé : il écoutait, les yeux brillants, cet excellent homme qui lui parlait d'avenir et lui montrait la perspective de la grande École normale.

Un officier de la garde municipale de Paris, qui venait régulièrement en congé à Arbois, le capitaine Barbier, se proposa comme correspondant, si Louis Pasteur allait à Paris. Mais Joseph Pasteur, malgré tous les conseils, restait indécis. Son fils, qui n'avait pas seize ans, l'envoyer à cent lieues de la maison paternelle! Ne serait-il pas plus sage de penser au lycée de Besançon, une fois la rhétorique achevée? Que pouvait-on souhaiter de plus qu'un titre de professeur au collège d'Arbois? Était-il besoin de Paris et d'École normale? A ces arguments s'ajoutait la question d'argent.

« Cette dernière est facile à résoudre, reprit le capitaine Barbier. Il y a dans le quartier Latin, impasse des Feuillantines, la pension Barbet. C'est une école préparatoire. Elle est dirigée par un Franc-Comtois, M. Barbet, qui fera pour votre fils ce qu'il fait pour

beaucoup de compatriotes : il diminuera les frais de la pension. »

Joseph Pasteur finit par se laisser convaincre. Le départ fut fixé aux derniers jours d'octobre 1838. Louis Pasteur ne devait pas partir seul. Son plus cher camarade d'enfance, Jules Vercel, allait aussi à Paris pour préparer paisiblement son baccalauréat. Caractère heureux, d'une philosophie au jour le jour, dépourvu d'ambition, Jules Vercel mettait sa fierté dans le succès des autres, surtout dans le succès de Louis, ainsi qu'il l'appelait et qu'il ne devait jamais cesser de l'appeler fraternellement. L'amitié d'aussi bons camarades était faite pour diminuer les inquiétudes des deux familles.

La difficulté, la longueur des voyages d'autrefois donnaient quelque chose de solennellement triste aux séparations. Pendant que dans la grande cour de l'hôtel de la Poste on attelait les chevaux de la lourde diligence et qu'on chargeait les colis, les adieux vingt fois répétés étaient de part et d'autre comme une série d'arrachements. Par cette matinée glaciale d'octobre, où tombait un mélange de pluie et de neige fondue, les deux enfants, faute de places dans l'intérieur et la rotonde, durent se blottir sous la bâche, derrière le conducteur. Si décidé que fût Vercel à voir le bon côté des choses, à se dire qu'au bout de quarante-huit heures il serait à Paris, mot flamboyant pour un petit provincial; quelque résolu que fût Pasteur à envisager bravement l'avenir, les études complètes, l'entrée peut-être prochaine à l'École normale, tous deux, en voyant s'éloigner leurs maisons voisines l'une de l'autre, la tour carrée de l'église d'Arbois et, au loin, dans cette atmosphère grise et noyée, le plateau de l'Ermitage, sentirent leur cœur se serrer. Au fond de tout Jurassien, bien qu'il s'en défende, qu'il affecte même de ne s'émouvoir, et, pour employer le terme franc-comtois, de ne «s'émeiller» de rien, il y a un être de sentiment attaché à jamais au coin de terre où il a passé ses premières années. Dès qu'il s'éloigne du sol natal, sa pensée y retourne avec un charme douloureux et persistant. Dôle, Dijon, Auxerre, Joigny, Sens, Fontainebleau, tous ces grands relais de poste n'intéressaient que médiocrement les deux enfants.

A son arrivée dans Paris, Louis Pasteur ne ressemblait guère à cet étudiant, héros de Balzac, qui jetait à la grande ville ce cri plein de confiance : « A nous deux! » Malgré la volonté, qui déjà se lisait sur son visage pensif, son chagrin était plus fort que tous les raisonnements. Et comme tout se concentrait dans ce caractère en apparence fermé, comme il n'avait nul besoin de parler, — ce besoin des natures faibles qui échappent à l'angoisse de leurs sentiments en les répandant au dehors, — personne ne se douta d'abord de sa profonde tristesse. Mais lorsque tout dormait, impasse des Feuillantines, et qu'aucun camarade ne pouvait le voir ou l'entendre, il répétait dans ses insomnies ce vers sentimental :

Que la nuit paraît longue à la douleur qui veille!

Les élèves de la pension Barbet suivaient les cours du lycée Saint-Louis. En dépit de son bon vouloir, de sa passion pour le travail, le désespoir d'être loin des siens l'emportait chez Pasteur. Le mal du pays l'envahissait. Jamais le mot de nostalgie ne fut d'une application plus juste. « Si je respirais seulement l'odeur de la tannerie, disait-il à Vercel, je sens que je serais guéri. » M. Barbet perdait son latin à vouloir distraire et traiter comme un enfant de quinze ans, aux impressions fugitives, cet élève obsédé d'un sentiment fixe. Étonné, puis inquiet, il instruisit les parents de cet état moral qui risquait en se prolongeant de déterminer une véritable maladie.

Un matin, au milieu du mois de novembre, on vint dire à Louis Pasteur assez mystérieusement que quelqu'un le demandait. « La personne vous attend à quelques pas d'ici. » Louis Pasteur se laissa conduire chez un marchand de vins, au coin de la rue Saint-Jacques et de la rue des Feuillantines. Il entra. Au fond de l'arrière-boutique, un homme était assis devant une petite table, le front caché dans ses mains, perdu dans ses pensées. C'était son père. « Je viens te chercher », lui dit-il simplement. Pas d'autres explications. Leur chagrin mutuel se comprenait.

Que se passa-t-il dans l'esprit de Pasteur quand il se revit à Arbois? Après les premiers jours de détente et d'apaisement, éprouva-t-il en rentrant au collège le regret et presque le remords de n'avoir pas surmonté le mal de l'absence? La perspective d'une carrière à jamais restreinte dans cette petite ville lui causa-t-elle un découragement? On sait peu de chose sur cette période où sa volonté avait été vaincue par sa sensibilité. Toutefois on peut deviner quel fut le trouble momentané dans sa vie hésitante. Au commencement de cette année 1839, il se rejeta pendant quelques semaines vers ses premiers goûts. Il reprit ses crayons de couleur et ses estompes abandonnés depuis dix-huit mois, depuis certains jours de vacances où il avait fait le portrait du capitaine Barbier, fier de son uniforme, le visage monté en couleurs, comme en grande tenue de santé. Il eut bientôt fait de dépasser son maître de dessin, M. Pointurier, brave homme qui prenait trop à la lettre le prospectus du collège et ne voyait dans le dessin qu'un art d'agrément.

Les pastels se succédèrent et formèrent comme une galerie d'amis. Un voisin tonnelier, né à Dôle, le père Gaidot, vieillard de soixante-dix ans qui avait toujours sur les lèvres un refrain de Béranger, eut

un tour de faveur. Avec son large front labouré de rides, son visage rasé, Gaidot apparait dans un habit de fête, un habit bleu et un gilet jaune. Toute une famille Roch défila ensuite. Le père et le fils sont honnêtement exécutés : ce sont bien des portraits comme on en voit dans les petits salons de province. Mais les deux jeunes filles, qui s'appelaient Lydie et Sophie, sont d'une touche plus délicate : elles revivent dans la grâce de leur vingtième année. Puis ce fut un notaire dont la redingote à large collet complète une figure épanouie; une jeune femme en toilette blanche, dans un corsage à la vierge; une vieille religieuse de quatre-vingt-deux ans à bonnet tuyauté, revêtue d'une sorte de camail blanc avec une croix de bois et d'ivoire; un petit garçon en costume de velours, figure mélancolique d'un enfant de dix ans qui devait bientôt mourir. Avec une rare complaisance Pasteur représentait ceux qui voulaient avoir leur portrait. Parmi tous ces pastels, il en est deux remarquables. Le premier représente un conservateur des hypothèques en uniforme, nommé Blondeau, dont les traits doux et fins sont étudiés avec perfection; le second est le portrait presque officiel d'nn maire d'Arbois, M. Pareau. Il apparaît en uniforme à broderies d'argent et cravaté de blanc. La croix de la Légion d'honneur, l'écharpe tricolore sont discrètement indiquées. Tout se concentre sur la figure souriante coiffée d'un toupet à la Louis-Philippe et dont le regard bleu se détache sur un fond bleu.

Les compliments de ce maire quand Pasteur obtint, à la fin de la rhétorique, plus de prix qu'il ne pouvait en porter; les nouveaux conseils de Romanet réveillèrent l'ambition normalienne. Il n'y avait pas de classe de philosophie au collège d'Arbois, et le retour à Paris paraissait redoutable : Pasteur résolut d'aller au collège de Besançon. Il y achèverait ses études, se ferait recevoir bachelier et préparerait ensuite les examens de l'École normale. Besançon n'est qu'à quarante-huit kilomètres d'Arbois. Joseph Pasteur y venait les jours de grand marché vendre les cuirs de sa tannerie. Cette solution était la plus sage de toutes.

A son arrivée au collège royal de la Franche-Comté, Pasteur eut pour maître de philosophie un ancien élève de l'École normale, agrégé de l'Université, jeune, plein d'éloquence, fier d'avoir des disciples, d'éveiller leurs facultés, de diriger leur esprit, M. Daunas. Le professeur de sciences, M. Darlay, ne provoquait pas le même enthousiasme. C'était un homme plus que mûr qui regrettait le bon temps où les élèves étaient moins curieux. Pasteur l'embarrassait à force de le questionner. La réputation de peintre ne suffisait plus à Pasteur. On eut beau exposer au parloir le premier portrait qu'il fit d'un de ses camarades.

Tout cela, écrivait-il à ses parents le 26 janvier 1840, ne mène pas à l'École normale. J'aime mieux une place de premier au collège que dix mille éloges jetés superficiellement dans les conversations d'aujourd'hui... Nous nous verrons dimanche, mon cher papa, car c'est, je crois, la foire lundi. Si nous allons voir M. Daunas, nous lui parlerons de l'École normale. Mes chères sœurs, je vous le recommande encore, travaillez, aimez-vous. Une fois que l'on est fait au travail, on ne peut plus vivre sans lui. D'ailleurs c'est de là que dépend tout dans ce monde. Avec de la science on s'élève au-dessus de tous les autres... Mais j'espère que ces conseils vous sont inutiles, et je suis sûr que chaque jour vous sacrifiez bien des moments à apprendre votre grammaire. Aimez-vous comme je vous aime, en attendant l'heureux jour où je serai admis à l'École normale.

C'est ainsi que dans son existence devaient toujours se mêler le travail et la tendresse. Il fut reçu bachelier ès lettres à Besançon le 29 août 1840. Les trois juges, docteurs ès lettres, ont consigné, dans le procès-verbal de l'examen, que les réponses avaient été « bonnes en grec sur Plutarque, en latin sur Virgile, bonnes également en rhétorique, médiocres sur l'histoire et la géographie, bonnes sur la philosophie, très bonnes sur les éléments des sciences » et que la composition française avait été jugée bonne. A la rentrée du mois d'octobre, le proviseur du collège royal de Besançon, Répécaud, le faisant appeler, lui proposa la situation de maître supplémentaire. Le nombre plus considérable d'élèves, certains changements administratifs motivaient cette nomination. Elle témoignait d'autant plus de l'estime de Répécaud pour les qualités morales de Pasteur que le succès de ce premier baccalauréat n'avait rien eu d'éclatant.

Le très jeune maître devait toucher des appointements à partir du mois de janvier 1841. Élève de mathématiques spéciales, il devenait ainsi, aux heures d'études, le mentor de ses camarades de classe. On lui obéissait sans effort; son caractère simple et sérieux, le sentiment qu'il avait de la dignité individuelle lui rendaient facile l'autorité. Toujours préoccupé du foyer absent, il fortifiait l'influence de son père et de sa mère dans l'éducation de ses sœurs, qui n'avaient pas au même degré que lui l'amour du travail. Le 1er novembre 1840, — il n'avait pas encore dix-huit ans, — heureux d'apprendre qu'elles faisaient quelques progrès, il écrivait ces lignes qui, sous la rhétorique des derniers mots, laissent voir l'ardeur de ses sentiments :

Mes chers parents, mes sœurs, quand j'ai reçu les deux lettres que vous m'avez envoyées en même temps, j'ai cru d'abord qu'il était arrivé quelque chose d'extraordinaire, mais il n'en était rien. Cependant la seconde que vous avez écrite m'a fait beaucoup de plaisir, elle m'apprend que, pour la première fois peut-être, mes sœurs

ont *voulu*. C'est beaucoup, mes chères sœurs, que de vouloir; car l'action, le travail suit toujours la volonté, et, presque toujours aussi le travail a pour compagnon le succès. Ces trois choses : la volonté, le travail, le succès, se partagent toute l'existence humaine. La volonté ouvre la porte aux carrières brillantes et heureuses; le travail les franchit, et une fois arrivé au terme du voyage, le succès vient couronner l'œuvre.

Ainsi, mes chères sœurs, si votre résolution est ferme, votre tâche, quelle qu'elle puisse être, est déjà commencée; vous n'avez plus qu'à marcher en avant, elle s'achèvera d'elle-même. Si par hasard vous chanceliez dans votre voyage, une main serait là pour vous soutenir; et, à son défaut, Dieu, qui vous l'aurait ravie, se chargerait d'accomplir son ouvrage...

Puissent mes paroles être senties et comprises par vous, mes chères sœurs! Gravez-les dans votre âme. Qu'elles soient votre guide. Adieu. — Votre frère.

C'est par les lettres qu'il écrivait, les livres qu'il aimait, les amis qu'il choisissait, par ce perpétuel mélange de documents et de témoignages, qu'il est possible de le peindre dans sa première jeunesse. Comme il se rendait compte, après l'épreuve de découragement qu'il avait subie à Paris, que la volonté doit tenir la première place dans l'éducation, car, mieux que tout le reste, elle dirige l'existence, il appliquait ses efforts à développer chaque jour cette faculté maîtresse. Il était déjà grave et d'une maturité exceptionnelle. La grande loi de l'homme, il la voyait dans le perfectionnement de soi-même. Rien de ce qui peut servir de trame à nos pensées ne lui semblait négligeable. Aussi les livres lus au début de la vie lui paraissaient-ils avoir une influence souvent décisive. A ses yeux, un livre supérieur était une bonne action qui se renouvelle; un mauvais livre, une faute incessante et irréparable.

Il y avait alors en Franche-Comté un écrivain, déjà vieux, qui représentait, au jugement de Sainte-Beuve, l'idée que l'on peut se faire de l'homme de bien et aussi de l'homme de lettres d'autrefois. Il s'appelait Joseph Droz. Moraliste convaincu que la vanité est la cause de tant d'existences désemparées, que la modération est une des formes de la sagesse et un élément de bonheur, que la plupart des hommes compliquent et attristent leur carrière par une fièvre inutile, il répandait avec douceur des préceptes de raison et d'indulgence. Sa vie elle-même était un exemple de ce que donnait la fortune littéraire dans ce temps-là, quand on savait l'attendre. Tout en Joseph Droz était apaisement et cordialité. Quoi de plus naturel qu'il rééditât, depuis plus de trente ans, en différents formats, son *Essai sur l'art d'être heureux*?

J'ai toujours, écrivait Pasteur à ses parents, ce petit volume de M. Droz qu'il a eu la complaisance de me prêter. Je n'ai jamais rien lu de plus sage, de plus moral et de plus vertueux. J'ai encore un autre de ses ouvrages. Rien n'est mieux écrit. A la fin de l'année, je vous rapporterai toutes ces œuvres. On éprouve à les lire un charme irrésistible qui pénètre l'âme et l'enflamme des sentiments les plus sublimes et les plus généreux. Il n'y a pas dans ce que je vous dis là une seule lettre exagérée. Aussi je ne lis le dimanche aux offices que les ouvrages de M. Droz, et je crois en agissant ainsi, malgré tout ce qu'en pourrait dire le cagotisme irréfléchi et niais, me conformer aux plus belles idées religieuses.

Ces idées, Droz aurait pu les résumer simplement par la parole du Christ : Aimez-vous les uns les autres. Mais c'était le temps des paraphrases. La jeunesse demandait aux livres, aux discours et aux poésies l'écho sonore de ses sentiments secrets. Dans les écrits du moraliste bisontin, Pasteur voyait une religion telle que lui-même la souhaitait : éloignée de toute polémique et de toute intolérance, une religion de paix, d'amour et de dévouement.

Quelques jours plus tard, le livre de Silvio Pellico, *Mes Prisons*, développa en lui une émotion qui répondait à son besoin de pitié pour les malheurs d'autrui. Il recommandait à ses sœurs de lire « cet ouvrage intéressant, écrivait-il, où l'on respire à chaque page un parfum religieux qui élève et ennoblit l'âme ». En lisant ce volume, ses sœurs pouvaient trouver, à la suite de *Mes Prisons*, un passage sur l'amour fraternel et tout ce qu'il représente de sentiments profonds.

Pour mes sœurs, disait-il dans une nouvelle lettre, j'ai acheté, il y a quelques jours, un très joli livre, j'entends par très joli quelque chose de très intéressant. C'est un petit ouvrage qui a remporté le prix Montyon, il y a quelques années. Il est intitulé *Picciola*. Comment aurait-il été couronné du prix Montyon (ajoutait-il avec un respect édifiant pour les jugements académiques), si sa lecture ne devait pas être très avantageuse?

Vous savez, annonçait-il à ses parents, lorsque sa nomination fut définitive, qu'un maître supplémentaire est nourri, logé et a 300 francs de traitement. — La somme lui paraissait excessive. Il ajoutait le 20 janvier : A la fin de ce mois, le collège sera déjà mon débiteur. Cependant je vous assure bien que l'argent que je toucherai ne sera pas bien gagné.

Heureux d'une situation si modeste, plein d'ardeur pour le travail, il écrivait dans cette même lettre :

Je me trouve toujours parfaitement d'avoir une chambre, j'ai plus de temps à moi, je ne suis dérangé par aucune de ces petites choses qu'on est obligé de remplir étant élève et qui ne laissent pas que de perdre un temps assez long. Aussi je m'aperçois déjà de certaines modifications dans mes études; les difficultés s'aplanissent de plus en plus, parce que j'ai plus de moments à leur donner et je ne désespère pas, en continuant à travailler comme je le fais [et le ferai] l'année prochaine, d'être reçu dans un bon rang à l'École. N'allez pas croire ce-

pendant que je travaille à me faire du mal. Je prends toutes les récréations nécessaires à ma santé.

Tout en surveillant ses camarades, il avait été chargé par le proviseur de faire repasser aux candidats bacheliers de la fin de l'année leurs mathématiques et leur physique. Comme s'il se reprochait d'être seul de sa famille à s'instruire, il offrit de payer l'éducation de sa jeune sœur Joséphine dans un pensionnat de Lons-le-Saunier. Il écrivait : « Cela me serait très facile en donnant des répétitions. J'ai déjà refusé d'en donner à plusieurs élèves à 20 et 25 francs par mois. J'ai refusé parce que je n'ai pas trop de temps à mettre à mon travail. » Mais il était tout disposé à revenir sur ce motif qui devait céder à une raison supérieure. Les parents promirent de répondre à ce vœu fraternel sans accepter toutefois ces propositions généreuses et en lui offrant même, s'il avait besoin de quelques leçons particulières pour mieux se préparer à l'École normale, une allocation qui n'était peut-être pas inutile, malgré les vingt-quatre francs par mois qu'il touchait de l'État. Comme on lui reconnaissait le droit de conseil, et qu'il trouvait que sa sœur devait d'avance se préparer à la classe qu'elle suivrait : « Il faut que pendant la fin de cette année elle travaille beaucoup et pour cela je recommande à maman, écrivait-il avec une autorité filiale, de ne pas l'envoyer continuellement en commissions ; il faut lui laisser le temps de travailler. »

Michelet, dans ses souvenirs de jeunesse, raconte ses heures d'intimité avec un ami de collège nommé Poinsot et s'exprime ainsi : « C'était un désir immense, insatiable de confidences, de révélations mutuelles. » Pasteur ressentit quelque chose de pareil pour un élève de philosophie du collège de Besançon, Charles Chappuis. C'était le fils d'un notaire de Saint-Vit, un de ces anciens notaires de province qui, par la dignité de leur existence, leur esprit de sagesse, la préoccupation perpétuelle de leurs devoirs, inspiraient à leurs enfants le sentiment de la responsabilité. Le philosophe, par son idée sérieuse de l'avenir, avait dépassé l'attente paternelle. Il existe, de ce grand jeune homme à figure grave et douce, une bibliographie signée Louis Pasteur. Le livre des *Graveurs du XIXe siècle* en a fait mention et donné ainsi à Pasteur un genre de célébrité inattendu. Avant le livre des Graveurs, le *Guide de l'amateur des œuvres d'art* avait déjà signalé une œuvre artistique de Pasteur, un pastel découvert aux États-Unis, près de Boston. Il représente un camarade de Pasteur élevé au collège de Besançon, Marcou, qui, loin de la France, gardait précieusement à côté de son propre portrait celui de Chappuis. Tout ce que l'amitié renferme de force, de désintéressement, tout ce qui fait, selon le mot de Montaigne, qui s'y connaissait mieux encore que Michelet, « tout ce qui fait que les âmes se mêlent et se confondent, qu'elles effacent et ne retrouvent plus la couture qui les a jointes », Pasteur et Chappuis l'éprouvèrent.

Piété de fils, sollicitude de frère, confiance d'ami, Pasteur connut dans leur douceur les premières tendresses humaines. Sa vie en fut à jamais imprégnée. Les livres qu'il aimait ajoutaient encore à ce flot d'émotions généreuses. Chappuis observait et admirait cette nature originale qui, avec une rigueur d'esprit bien faite pour les sciences, et avide en toutes choses de rechercher la preuve, s'enthousiasmait pour les *Méditations* de Lamartine. Au rebours de tant d'élèves de sciences qui sont indifférents en matière de littérature, — comme certains élèves de lettres se piquent de dédain pour les sciences, — Pasteur faisait à la littérature une place à part. Il la regardait comme la directrice des idées générales. Parfois il vantait outre mesure des écrivains ou des orateurs, uniquement parce qu'il avait trouvé dans une de leurs pages ou une de leurs phrases l'expression d'un sentiment élevé. C'est avec Chappuis qu'il échangeait toutes ses pensées, c'est encore avec lui qu'il faisait le plan de leur existence étroitement associée. Aussi, lorsque Chappuis partit pour Paris afin de mieux se préparer à l'École normale, Pasteur eut-il l'impérieux désir de l'accompagner. Chappuis lui disait avec ce sentiment d'expansion qui donne un si grand charme aux amitiés de la vingtième année : « Il me semble que j'aurai toute ma Franche-Comté quand tu seras auprès de moi. » Redoutant pour son fils une nouvelle crise semblable à celle de 1838, le père de Pasteur, après avoir hésité, ne voulut pas consentir au départ. « L'année prochaine », disait-il.

Dès la rentrée de 1841, tout en continuant de cumuler les fonctions d'élève et de surveillant, Pasteur avait voulu suivre de nouveau le cours de mathématiques spéciales. Mais il ne cessait de penser à Paris, « ce Paris, disait-il, où les études sont plus fortes ». Un des camarades de Chappuis, Bertin, que Pasteur avait connu pendant les vacances, venait, après avoir suivi le cours de mathématiques spéciales à Paris, d'être reçu le premier à l'École normale.

Si je ne suis pas reçu cette année, écrivait Pasteur à son père, le 7 novembre, je crois que je ferai bien d'y aller passer une dernière année. Mais vous avez le temps de parler de cela et des moyens qu'il faudrait aviser pour que je n'y dépense pas trop d'argent, si cela arrivait. Je vois très bien à présent tout ce que l'on peut gagner à faire une seconde année de mathématiques ; tout se débrouille, tout devient clair et facile. De tous les élèves de notre classe qui se sont présentés cette année à l'École polytechnique et à l'École normale, aucun n'a été

reçu, pas même le plus fort, un élève qui déjà avait fait une année de mathématiques spéciales à Lyon. Le professeur que nous avons cette année est très bon. Je ferai beaucoup cette année, j'en suis persuadé.

Il fut deux fois second. Quand il eut une place de premier en physique : « Cela me fait bien espérer pour plus tard », disait-il; et il ajoutait à propos d'une nouvelle composition de mathématiques : « Si j'ai une bonne place, je ne l'aurai pas volée, car la composition m'a donné un mal de tête soigné : c'est d'ailleurs ce qui m'arrive chaque fois que nous composons. » Puis, craignant d'inquiéter ses parents, il se hâte de dire : « Mais ce mal dure très peu longtemps, car je sens qu'il passe déjà et il n'y a guère qu'une heure et demie que nous avons quitté. » Expression toute jurassienne.

Pressé d'étouffer sous le travail ses regrets croissants de ne pas avoir accompagné Chappuis à Paris, Pasteur se persuada qu'il pourrait se préparer à l'École polytechnique en même temps qu'à l'École normale. Un de ses professeurs, M. Bouché, lui avait fait espérer un succès probable à l'École polytechnique.

Je me présenterai cette année aux deux écoles, écrivait Pasteur à son ami, le 22 janvier 1842. Ai-je bien fait de prendre cette résolution? Je l'ignore. Une première chose pourtant me dit que je fais mal, c'est qu'ainsi peut-être nous nous quittons. Et quand je pense à cela, je crois fermement qu'il me sera impossible d'être reçu cette année à l'École polytechnique. Vraiment je suis dans ces moments-là superstitieux. Je n'ai plus qu'un seul plaisir, c'est de recevoir des lettres soit de toi, soit de mes parents. Aussi, écris-moi souvent. Oh! que tes lettres soient toujours très longues!

Chappuis, inquiet de cette brusque détermination, répondit dans des termes qui témoignaient de son cœur et de sa raison.

Consulte ton goût. Songe au présent. Songe à l'avenir. C'est pour toi que tu te détermines, c'est de ton sort que tu décides. Il y a plus de brillant d'un côté : je vois de l'autre la vie si douce, si tranquille de professeur : vie monotone quelquefois il est vrai, cependant pleine de charme pour qui saura s'y plaire. Et toi aussi tu l'aimais autrefois! et j'appris à l'aimer quand tu promettais que le chemin serait le même pour tous deux. Enfin, va partout où tu pourras être heureux et penser quelquefois à moi! Puisse ton père ne pas m'en vouloir. Il me doit prendre, je crois, pour ton mauvais génie. Ces vacances, je te demandais de me venir voir : maintenant je te conseillais de venir à Paris. Partout ton père a mis empêchement; mais fais ce qu'il veut et n'oublie jamais que c'est pour t'aimer trop peut-être qu'il ne fait jamais ce que tu demandes.

Pasteur ne tarda pas à renoncer à sa fantaisie polytechnicienne. Il fut tout entier à sa préparation à l'École normale. Mais l'étude des mathématiques lui paraissait aride et desséchante.

On finit, écrivait-il dans une lettre du mois d'avril, par ne plus voir devant soi que figures géométriques, que lettres, calculs, formules... Jeudi je suis sorti et j'ai lu une histoire charmante, j'ai pleuré en la lisant, chose qui m'a étonné beaucoup. Car il y a longtemps que pareille chose ne m'était arrivée. Enfin voilà la vie. Il faut y passer.

Le 13 août 1842, il subissait l'examen du baccalauréat ès sciences mathématiques devant la faculté de Dijon. Examen moins brillant encore que celui du baccalauréat ès lettres. Pour la chimie il n'obtint que la note « médiocre ». Le 26 août, il était déclaré admissible à la deuxième série des épreuves pour le concours de l'École normale. Classé le quinzième sur vingt-deux, puis le quatorzième à la suite de la démission d'un candidat, il trouva ce rang trop inférieur et résolut de se présenter de nouveau l'année suivante. Au mois d'octobre 1842, il partit pour Paris avec Chappuis. La veille du départ, Pasteur fit un dernier pastel. C'était le portrait de son père. Front puissant, regard observateur et méditatif, bouche prudente, menton plein de volonté.

Pasteur arriva à la pension Barbet, non plus enfant désorienté comme jadis, mais grand élève capable d'être répétiteur, et reçu pour ce double rôle. Comme il ne payait que le tiers de la pension, il devait, pour reconnaître cette faveur, faire aux jeunes élèves, une fois par jour, de six à sept heures du matin, quelques interrogations en mathématiques élémentaires. La chambre de Pasteur était un peu séparée de la pension, bien que toujours dans l'impasse des Feuillantines. Il la partageait avec deux autres élèves.

« Ne vous inquiétez pas sur ma santé et mon travail, écrivait-il à ses parents quelques jours après son arrivée; j'attends ces répétitions pour me lever à six heures moins le quart. Aussi vous voyez que ce n'est pas être trop matinal. » Traçant ensuite son programme d'existence :

Je passerai mes jeudis dans une bibliothèque voisine de la pension, avec Chappuis. Il peut sortir quatre heures ces jours-là. Le dimanche nous nous promènerons et travaillerons ensemble. Je ferai avec Chappuis de la philosophie le dimanche et peut-être aussi le jeudi, puis je lirai quelques ouvrages de littérature. Vous devez voir que je n'ai pas cette année la maladie du pays.

Tout en suivant les cours du lycée Saint-Louis, il allait à la Sorbonne entendre le professeur qui, après avoir remplacé Gay-Lussac en 1832, émerveillait depuis dix années son auditoire par un talent d'exposition, un don d'éloquence qui ouvraient aux

esprits de vastes horizons. Dans une lettre datée du 9 décembre 1842, Pasteur écrivait :

Je suis le cours qui est fait à la Sorbonne par M. Dumas, célèbre chimiste de l'époque. Vous ne pouvez pas vous figurer quelle affluence de monde il y a à ce cours. La salle est immense et toujours remplie. Il faut aller une demi-heure d'avance pour avoir une bonne place, absolument comme au théâtre. Pareillement on applaudit beaucoup. Il y a toujours six à sept-cents personnes.

C'est au pied de cette chaire que Pasteur, selon ses paroles mêmes, fut le disciple des enthousiasmes que Dumas lui inspirait. Heureux de cette vie de labeur, il répondait aux inquiétudes provinciales que lui exprimaient ses parents sur la vie du quartier Latin et les camarades qu'il pouvait rencontrer : « Quand on a du sang sous les ongles, on y reste le cœur simple et droit comme en un endroit tout autre. Y change qui n'a pas de volonté. »

Il se rendit si utile dans la pension Barbet qu'il fut bientôt exempté de tous frais de pension. Mais, dans une petite note récapitulative sur son budget, il exposait les dépenses que lui représentait la vie parisienne. Voulant obéir à son père qui le pressait d'aller dîner au Palais-Royal le dimanche et le jeudi avec Chappuis, il arrivait à un chiffre qui, pour chaque repas, flottait entre trente-deux et quarante sous. Il s'était offert, toujours avec l'inséparable Chappuis, quatre fois le théâtre et une fois l'opéra. Enfin, notait-il sans omettre les plus petits détails, il avait loué pour sa chambre carrelée un poêle de huit francs ; il avait acheté trois fois du bois en participation avec ses camarades ; il s'était donné le luxe d'un tapis de deux francs pour sa table où il y avait, disait-il, des trous et des fentes qui l'empêchaient d'écrire.

A la fin de l'année scolaire 1843, il eut au lycée Saint-Louis deux accessits, un premier prix de physique et, au concours général, un sixième accessit de physique. Reçu le quatrième à l'École normale, il écrivit d'Arbois à M. Barbet qu'il comptait profiter de ses jours de sortie pour donner des répétitions impasse des Feuillantines et s'acquitter ainsi d'une dette de reconnaissance.

Mon cher Pasteur, lui répondait à la fin de septembre M. Barbet, j'accepte avec plaisir l'offre que vous me faites de donner à ma maison quelques-uns des moments de loisir que vous aurez pendant votre séjour à l'École normale. Ce sera d'ailleurs le moyen d'avoir avec vous des rapports très fréquents et plus intimes dont nous nous trouverons bien l'un et l'autre.

Pasteur était si pressé d'entrer à l'École normale qu'il arriva à Paris quelques jours avant tous les autres élèves. Il sollicita une entrée de faveur comme d'autres sollicitent une sortie. On lui accorda facilement la permission de coucher dans le dortoir désert. Sa première visite fut pour M. Barbet. Les congés du jeudi, qui étaient fixés d'une heure à sept, avaient été prolongés jusqu'à huit heures. Quoi de plus simple, disait Pasteur, que de venir régulièrement le jeudi, à partir de six heures, donner une leçon de physique aux élèves de la pension ?

Je suis content, lui écrivait son père, de te voir donner des leçons chez M. Barbet... Il en a si bien agi avec nous que je tenais beaucoup à te voir à même de lui prouver ta reconnaissance. Sois donc toujours très complaisant pour lui. Non seulement tu le dois pour toi, mais tu le dois aussi pour d'autres. Cela l'engagera à se conduire ainsi qu'il l'a fait pour toi, envers quelques jeunes gens studieux qui peut-être sans lui auraient leur avenir compromis.

La générosité, le sacrifice, la préoccupation des autres, même des inconnus, loin de coûter au père et au fils un effort, leur étaient chose très naturelle. De même que la petite maison d'Arbois était transformée par le rayon d'idéal qui la traversait, la vieille École normale, — placée alors comme une annexe du collège Louis-le-Grand et qu'on aurait pu prendre, disait Jules Simon, pour une caserne en mauvais état ou pour un hôpital, — reflétait dans ses murs délabrés les idées et les sentiments qui font les vies utiles. « Les détails que tu me donnes sur la façon dont vous êtes dirigés dans vos études me font plaisir, écrivait le père de Pasteur le 18 novembre 1843 ; tout m'y paraît ordonné de manière à y faire des sujets distingués. Honneur à ceux qui ont fondé cette École ! » Une seule chose l'inquiétait. Il y revenait invariablement dans toutes ses lettres :

Tu sais combien ta santé nous préoccupe à cause de ton immodération dans le travail. Ne t'es-tu déjà pas assez fait de mal à la vue par ton travail de nuit ? Parvenu où tu es, tu devrais être tout joyeux, ton ambition devrait être mille fois satisfaite... Dites bien à Louis, écrivait-il à Chappuis, de ne pas tant travailler. Il n'est pas bon d'avoir toujours l'esprit tendu. Ce n'est pas le moyen de réussir, c'est le moyen de compromettre sa santé. — Et avec une pointe d'ironie sur les grands sujets de méditation du philosophe Chappuis : Vous êtes, croyez-moi, de pauvres philosophes si vous ne savez pas que l'on peut être heureux dans une situation modeste de professeur au collège d'Arbois.

Nouvelle lettre au mois de décembre 1843, recommandation directe à son fils.

Dis à Chappuis que j'ai mis en bouteilles du 1834 acheté tout exprès pour boire à l'honneur de l'École normale, et cela pour les premières vacances. Il y a de l'esprit au fond de ces cent litres plus que dans tous les livres de philosophie du monde. Mais pour des formules de mathématiques, ajoutait-il, je crois qu'il n'y en a pas.

Dis-lui bien que nous boirons la première bouteille avec lui. Soyez toujours de bons amis.

Si les lettres de Pasteur durant cette première période normalienne ont été perdues, on peut, à l'aide des lettres de son père, reconstituer sans lacune sa biographie. « Parle-nous toujours de tes études, ce que tu fais chez M. Barbet, si tu vas encore au cours de M. Pouillet, puis si tu ne négliges pas les mathématiques, si une science ne gêne pas l'autre. Je ne le pense pas. Loin de là, cela doit s'entr'aider. » Remarque curieuse et qui est à retenir quand on recherche les traces d'hérédité. Cette idée, que le père jetait en passant, ne devait-elle pas recevoir une démonstration éclatante par les travaux du fils?

R. Vallery-Radot.

MADEMOISELLE ODETTE

Nouvelle

Odette de Trémart à Jeanne de Puymauvis.

Trémart, le 18 septembre 188...

Je suis furieuse, ma chère Jeanne, et ce qui augmente encore ma rage — rage est le mot — c'est que je ne puis la raconter à personne, c'est que je suis obligée de la garder pour moi seule. Maman et ce grand diable de Gaston se sont contentés de me rire au nez en me voyant en colère ; aussi suis-je venue m'enfermer dans ma chambre pour pleurer et, comme les pleurs n'ont pas duré longtemps, je me suis mise à tempêter de nouveau. — Puis, j'ai pensé à toi, ma chère Jeanne, qui comprendras au moins tout ce que je ressens ; j'ai vite pris un papier quelconque (il est horrible) ; il n'y en a même plus à mes initiales — Trémart devient décidément insupportable — pour te raconter toute cette affaire. Cette résolution m'a consolée par avance et c'est maintenant dans le plus grand calme que je t'écris.

Gaston, qui a eu une permission de vingt-quatre heures, est venu la passer ici pour nous voir, ce qui est gentil, mais surtout, je le crois bien, pour faire un massacre de lapins dans le parc avec quelques amis.

Il est arrivé ce matin à dix heures, et, après déjeuner, me trouvant à l'écart dans un coin du billard, où je lisais précisément ta dernière lettre que le courrier venait d'apporter, il m'aborde d'un air demi-sérieux, demi-gouailleur et me dit : « Eh bien, petite sœur, je t'ai trouvé un mari. Tu en as refusé trois de la main de la tante Louise, quatre ou cinq de la main de Mme de Cotte et autres bonnes dames ; j'étais réellement en retard, je ne t'en avais encore proposé aucun. Mais, je viens réparer mes torts et, cette fois, c'est une affaire faite : après-demain je commence ma campagne et dans trois mois — entends-tu : trois mois — comme maman, tu seras baronne... Ne te regimbe pas, petite sœur, la chose est arrêtée dans mon esprit et tu sais que dans ce cas je suis inflexible — surtout quand il s'agit de ton bonheur. »

Là-dessus, il est parti tirer ses lapins. Tu dois voir dans ton esprit par quelles couleurs mon visage a successivement passé : rouge, blanc, vert, rouge ; tu dois comprendre tout ce que j'ai ressenti : une série de picotements électriques, énervants, désagréables, qui donnent des envies de tressauter, de crier et de geindre et qui, en même temps, vous immobilisent parfaitement et vous coupent bras et jambes.

En fait, je n'ai rien dit ; mais après être restée clouée sur place une seconde, je suis partie comme un trait me renfermer ici, laissant maman et Gaston rire béatement dans le billard.

Comprends-tu assez l'impertinence et la méchanceté de Gaston ? Il fait comme tout le monde : il veut me marier, comme toutes les vieilles dames qui m'entourent et qui n'ont plus que cela à faire. Suis-je donc une vieille fille pour que l'on veuille ainsi me caser par photographie ou par correspondance? Je voudrais bien voir cela ! Je les refuserai tous, ces beaux fiancés tout faits, fussent-ils cent, fussent-ils mille, et celui qui aura le bonheur ou le malheur de devenir mon mari aura été choisi par moi toute seule.

Je suis bien calme maintenant que je cause avec toi, ma bonne chérie ; mais vois-tu, je suis chatouilleuse sur ce chapitre et ce que vient de me dire Gaston m'exaspère. Qu'il s'occupe de chiens et de chevaux, bien ; mais de maris pour moi, non. Je ne veux pas qu'il cherche à m'appareiller à un de ses amis auquel il aura trouvé même taille, même allure, même robe et même race qu'à moi.

Tu me pardonneras de ne parler uniquement que de ma petite personne et de ne pas seulement demander de tes nouvelles ; écris-moi aussitôt que tu le pourras et, surtout, annonce-moi ton arrivée à Trémart.

Je ne sais, au fait, si l'on peut encore recevoir quelqu'un à Trémart ; maman qui adore la truelle a fait installer l'eau et l'électricité ; dans les allées du parc jusqu'au moulin, il y a partout des tranchées ouvertes pour poser toutes espèces

de tuyaux et de fils ; dans le château, il n'y a plus que des murs percés, des planchers soulevés, des tentures arrachées et des ouvriers qui font tomber du plâtre. J'avais raison de te dire que Trémart devient inhabitable.

Mais ne crains rien, ma chère Jeanne : j'ai fermé la chambre rose à double tour et tu es sûre d'y trouver une bonne hospitalité.

La même à la même.

Trémart, 24 septembre.

Ma chère Jeanne, si tu veux savoir jusqu'où peuvent aller la folie de Gaston et sa méchanceté envers moi, lis cette lettre qu'il vient de m'écrire et que je te transcris mot pour mot :

« Ma chère petite sœur,

« J'ai vu mon futur beau-frère ; j'ai même dîné hier soir en tête à tête avec lui et, pour entrer en campagne, je l'ai mis sur la question du mariage ; très rétif au départ, ton fiancé, en pareille matière, mais quel cœur d'or ! Je n'ai pu tirer de lui qu'un aveu timide — que j'avais d'ailleurs saisi depuis longtemps et qui, du reste, n'est pas le plus beau de notre affaire : il a déjà une passion, comme lui seul peut encore en avoir ; il aime saintement une noble et divine enfant, belle comme une madone ; il l'aime comme on ne sait plus aimer, comme autrefois aimaient leurs dames les chevaliers partis en terre sainte.

« Ainsi, ma petite sœur, tu as une rivale, une rivale redoutable, et il y aura bataille ; mais il y aura victoire, car notre héros est seul digne de toi.

« Aussi, sois désormais sur tes gardes, l'arme prête ; l'ennemie inconnue peut se présenter à toi à tous moments de la vie sans que tu puisses le soupçonner ainsi que le mystérieux fiancé que je t'ai donné et que tu ne connaîtras que le jour où je pourrai rapprocher vos deux mains.

« Dis à Jeanne que je lui ai réservé une fille de Ketty ; elle est chocolat clair, ce qui est très rare ; tout le monde me fait la cour pour avoir cette jolie petite bête, mais elle est pour Jeanne et je la lui apporterai moi-même bientôt.

« Au revoir, ma petite Odette, je t'embrasse de tout cœur.

« Ton frère,

« GASTON. »

Ainsi mon cher frère a décidé de mon sort ; il a mis dans sa tête de hussard de me marier avec un de ses amis — un autre hussard sans doute — et cela doit arriver ! Non, non, mon doucereux Gaston, cela n'arrivera pas ; je n'aime pas les mariages à la hussarde et tu en seras quitte pour ta bêtise vis-à-vis de ton bon ami qui en sera, comme toi, pour ses frais.

Je ne sais même pas, ma chère Jeanne, pourquoi j'attache la moindre importance à cette incartade de Gaston qui ne mériterait même pas que je t'en parle. A l'avenir, je déchirerai toutes ses lettres, sans les lire et je ne répondrai certainement pas à celle-ci. — Si tu le vois jeudi au Gâtinet, ne lui parle de rien, bien entendu.

Le temps s'est remis au beau ; maman prétend que les travaux avancent et qu'elle pourra bientôt recevoir quelques amis. Effectivement, il n'y a plus de trous dans le parc ; on a rejeté les terres sur les tuyaux et, maintenant, il y a des bosses ; — ça varie un peu mes plaisirs et je pourrai au moins sortir à cheval sans risquer à chaque pas de tomber dans une chausse-trape ; je n'aurai plus que des petites montagnes à franchir.

Arrive-moi vite, chère amie, ou les mauvais jours arriveront avant toi.

Jeanne à Odette.

La Chabotterie, le 1er octobre.

Je t'ai dit, ma chère Odette, dans mes dernières lettres, tout ce que je pense du projet fantaisiste de ton frère et je l'aurais déjà oublié si je ne connaissais la persistance qu'il apporte dans l'exécution de ses moindres désirs. Aussi suis-je bien convaincue qu'il mène, avec une patience tenace, la campagne qu'il t'a annoncée et dont il ne te parle plus, et tout dans cette campagne — puisque le mot est adopté — m'intrigue et m'intéresse à un point que tu dois juger et je me suis attachée dès le premier jour à en deviner l'objectif.

Je le vois souvent, Gaston, soit seul quand il vient à cheval nous demander à déjeuner, soit au milieu de ses camarades dans nos réunions de campagne ; j'ouvre alors tout grands mes yeux et mes oreilles pour essayer de saisir au vol quelque indice compromettant ou de trouver parmi ses amis la victime désignée.

Je n'entends rien, je ne vois rien que je n'aie toujours entendu, que je n'aie toujours vu ; Gaston est toujours notre bon camarade et ses amis présentent en bloc la moyenne ordinaire des bons et des mauvais, des beaux et des laids, des aimables et des braques qui constituent le Monde et qui passent devant nos yeux sans laisser l'empreinte d'aucune image personnelle.

Ce brave Gaston est encore le meilleur et tu

devrais bien ne plus être fâchée contre lui. C'est une vilaine farce qu'il t'a jouée, mais, en réalité, elle n'est pas bien gênante pour toi puisque tu ne connais pas la perle qu'il te destine et que rien, en conséquence, ne peut venir troubler la liberté de ton esprit et de ton cœur.

Demain je vais avec papa au rallie dont je t'ai parlé ; — Gaston fera bien de s'observer, car je vais m'attacher à ses pas comme un espion de Fenimore Cooper.

J'arriverai, comme il est convenu, à la gare des Granges, lundi à 3 h. 17 ; je t'embrasse par avance, avec toute la tendresse que tu sais.

JEANNE.

La même à la même.

La Chabotterie, le 3 octobre.

Ma bien chère Odette,

Peut-être ai-je trouvé ton bel inconnu. Ton frère Gaston m'a présenté hier un nouvel officier de son régiment, le baron de Puyriol (il est baron et tu dois être baronne) qui, le mois dernier, n'avait encore sur son beau dolman que les galons de lieutenant. Il est de belle taille et de démarche élégante ; ses yeux sont bleus ; il monte bien à cheval, cela va sans dire, et ses moustaches — j'allais les oublier ! — sont blondes, longues, fines et soyeuses ; il m'a paru, en toutes choses, un parfait gentleman. Ton frère qui l'a connu à Saint-Cyr paraît l'aimer beaucoup et il ne nous a guère quittés de la journée.

Aussi, ma chérie, suis-je convaincue que c'est sur lui que Gaston a jeté son dévolu, et son choix n'a vraiment rien qui puisse t'offenser. Je ne dis pas cela pour excuser les procédés de ton frère, mais tu ne devrais y voir qu'une preuve — un peu hussarde, comme tu dis — de son affection et surtout ne plus penser à cette histoire qui, je le vois, ne laisse pas que de troubler.

Quelle belle journée, ma bonne Odette, et combien j'ai regretté que tu ne fusses pas des nôtres ! Un temps merveilleux, une température un peu chaude, mais une atmosphère d'une pureté extraordinaire grâce aux pluies des jours derniers. Quel bonheur de chevaucher au bord des prés ou sur la mousse des bois à travers des obstacles de toutes sortes ! Je n'avais pas assez de poumon pour boire cet air si pur qui m'enivrait et brûlait mon sang de Parisienne. J'ai dû paraître un peu pensionnaire avec mon enthousiasme débordant que papa, toujours si calme, cherchait en vain à refréner sous prétexte de faire souffler les chevaux.

Ce qui me console, c'est que Gaston qui devrait être blasé, semblait savourer comme moi cet air vivifiant et s'abandonner à son irrésistible griserie. A-t-il été assez complaisant, ton excellent frère ! A chaque obstacle, il me donnait un conseil et ne me perdait pas de vue de peur que ma jument ne fît une faute. Maintenant que j'y pense, je crains bien de lui avoir fait passer une bien mauvaise journée, car il s'est cru obligé de ne pas me quitter d'une ligne pour veiller avec mon père à ce qu'il ne m'arrive aucun accident.

Le facteur vient ; il faut clore ma lettre ; je te donnerai, d'ailleurs, tous les détails du rallie après-demain. Je suis bien heureuse à l'idée de te revoir et t'envoie mille baisers.

JEANNE.

P.-S. — J'ouvre une lettre de Charlotte Lornoy ; elle m'annonce son mariage avec M. de Puyriol. Juge de ma stupéfaction ! Toutes mes découvertes se réduisent donc à néant et il nous faut trouver un autre baron.

Depuis huit jours, Jeanne occupe la chambre rose, qu'un petit salon sépare de la chambre bleue d'Odette. Ces trois pièces forment l'appartement intime des deux amies qui y passent des heures rapides à travailler, à causer ou à lire.

Une large fenêtre éclaire le petit salon et les jeunes filles, de leur fauteuil en bambou canné, voient à leurs pieds les grandes pelouses du parc que couronnent les futaies aux essences variées ; à gauche, le fleuriste, encore diapré de l'éclat des dernières fleurs et les communs, qui laissent voir à travers les massifs leurs toits découpés comme ceux d'un chalet. La rivière de Bresle, élargie par le remous d'un barrage, encadre d'un ruban métallique la verdure des premiers plans. — Par derrière, les bois de chênes et de pins terminent par une gamme plus sombre l'horizon que l'automne a décoré, de place en place, des teintes chaudes du bronze et de l'or.

Aujourd'hui, le temps est lourd ; quelques nuages courent çà et là dans le ciel, faisant glisser leurs ombres sur les pelouses, dans les futaies, sur les bois, sur la rivière dont les riches colorations s'estompent d'un gris velouté ou étincellent sous les rayons d'un soleil déjà bas.

Jeanne lit ; Odette tient à la main un ouvrage qui n'avance guère et regarde à l'extrémité du parc le troupeau des vaches laitières qui rentrent à l'étable pour la traite du soir.

Majestueusement, une à une, comme en un cortège hiératique, elles ont défilé par l'étroit sentier et Odette regarde toujours. Un pic-vert

passe, lançant dans l'air, à chaque plongement de son vol festonné, un cri sec et nasillard ; Odette sursaute comme arrachée à une rêverie qui s'est emparée d'elle contre son gré, se lève, dépose son ouvrage, cambre son admirable torse de jeune fille, étend les bras et s'étire avec des mouvements énervés comme une belle chatte dont on a malencontreusement interrompu le sommeil.

« Puisque M. de Puyriol se marie, il nous faut chercher ailleurs, à moins que Charlotte n'ait été la fameuse madone — mais j'espère que Gaston aurait aussitôt avoué sa défaite...

« Malgré tout, c'est odieux de me mettre dans une pareille situation ; comme tu le dis fort bien, ma chère Jeanne, mon frère est, au fond, très sérieux et c'est une chose très sérieuse qu'il m'a dite dans le billard, sous une forme aussi cavalière. C'est pourquoi cette chose hante mon esprit et y prend chaque jour, malgré moi, une place plus grande.

« Gaston a tout pesé et, quels que soient les beaux raisonnements que je fasse, les serments que j'échange avec ma conscience, l'air assuré avec lequel il m'a prédit le succès de son entreprise, montre qu'elle comporte, en dehors de moi et indépendamment de moi, des chances de réussite. C'est une sorte de fatalité qu'il semble avoir jetée dans ma vie et contre laquelle viennent se briser, d'une façon absurde, toutes mes facultés habituelles d'insouciance et de gaieté !

« Il pourrait, d'un mot, écarter de moi cette ridicule obsession en me disant seulement le nom de cet... ami ; ce serait alors, comme pour les autres, un court examen que nous ferions ensemble et à l'issue duquel nous renverrions le candidat à une autre session — ou au diable — comme dit le précepteur de ton frère ; puis, ce serait fini pour cette fois et pour toutes les autres, car certainement Gaston se le tiendrait pour dit.

« Mais, je ne veux provoquer aucune confession ; je ne veux ni lui écrire, ni lui parler de quoi que ce soit. S'il vient dimanche, comme il te l'a dit, inaugurer la lumière électrique, je prendrai l'air de ne plus penser à son inexplicable projet.

« Je suis énervée, ma bonne chérie, et j'ai peine à tenir en place ; tiens, laisse ton livre et allons faire un tour de parc avant qu'il fasse nuit ; la température doit être moins lourde et la fraîcheur me calmera. »

Le soleil a baissé et l'ombre des massifs d'épicéas s'allonge indéfiniment sur les pelouses ; les sommets des chênes et des pins sont maintenant confondus dans une teinte pourprée tandis que leurs masses s'assombrissent davantage. Une buée d'argent couvre la Bresle et les prés ; le merle solitaire fait entendre son dernier caquetage, le rouge-gorge chante sa mélancolique chanson du soir ; les pies bruyantes piaillent en allant se coucher dans le taillis des Cermeuses.

Le grand silence de la campagne est encore plus saisissant derrière ces chants crépusculaires.

Les nuages de la journée, ajourés et élégis, fuient comme des plumes d'or et disparaissent vers l'orient, dans un bleu sombre que la nuit semble avoir déjà engourdi.

Au couchant, une déchirure de feu qui se raccorde avec l'indigo du ciel par les teintes les plus fragiles de l'orangé et du vert, et sur lesquelles les arbres des seconds plans se détachent comme les plus exquises dentelles.

Jeanne et Odette, descendues dans le parc, se tiennent par la main et se livrent entières à la poésie mélancolique et pénétrante de ce crépuscule d'automne.

Odette est émue ; jamais les grandes harmonies de la nature n'ont chanté dans son âme de plus troublantes cantilènes ; des sanglots lui serrent la gorge, des larmes inexpliquées remplissent ses yeux. Elle voudrait déverser en des pleurs de joie et de tristesse le trop-plein de son cœur qui suffoque sous des angoisses inconnues ; elle voudrait conter à l'écho ami tous les poèmes diffus qui germent dans ses pensées.

Elle entend, comme dans un lointain étrange, la voix de Jeanne qui redit les joies enivrantes du rallie, les courses folles à travers bois à côté de Gaston ; et ce récit est encore un chant d'amour inconscient qui berce délicatement son rêve enfiévré.

Près de la Bresle, en pénétrant dans une allée que les feux du couchant éclairent encore, Odette s'est brusquement arrêtée : un jeune homme s'avance dans la direction des deux amies, le regard perdu vers une échappée de bois à travers laquelle le soleil jette une dernière flèche d'or.

« Monsieur Bermond ! dit Odette qui, lâchant le bras de Jeanne, s'élance d'un mouvement spontané vers le nouveau venu en lui tendant la main ; je ne vous savais pas à Trémart ; vous restez dîner avec nous : voilà une bonne pensée ! »

Puis Odette, comme surprise de l'élan qui vient de la pousser, s'arrête court, interdite, ne sachant comment continuer : une émotion douce qui chasse le rêve brûlant l'envahit tout entière ; ses yeux se ferment, le monde extérieur disparaît ; elle a le sentiment d'une chute dans le vide, d'abord poignante, puis suave, enivrante ; la lumière revient, le néant se referme et, rouvrant

les yeux, Odette aperçoit, en pleine clarté, M. Bermond qui la fixe.

Tout ceci dura ce que dure l'éclair ; Jeanne, qui chevauchait encore en compagnie de Gaston, ne s'aperçut de rien ; l'ombre épaisse des épicéas empêcha peut-être M. Bermond d'en voir davantage.

Cependant, il dut ressentir quelque contre-coup du trouble d'Odette, car il garda assez longtemps dans sa main la main que lui avait tendue la jeune fille.

M. Pierre Bermond est un homme de trente ans, de taille moyenne et de tournure élégante. A première vue, ce qui frappe en lui ce sont les yeux d'un bleu franc éclairant avec une douceur un peu mélancolique une physionomie énergique d'homme très brun ; froid, réservé, il ne se livre pas et s'efface volontiers, mais il passe rarement inaperçu, laissant toujours dans l'esprit l'image physique de ses traits réguliers et fins.

M. Bermond est depuis bientôt sept ans ingénieur des ponts et chaussées à Lascagne — sous-préfecture de trois mille âmes, située à dix kilomètres de Trémart ; il est chargé de la construction d'une ligne de chemin de fer dont Lascagne est à peu près le centre et mène, dans cette résidence modeste, une vie d'étude et de travail qu'aucune distraction mondaine ne vient troubler.

Passionné pour son métier, géologue et chasseur, Pierre était un sage et savait trouver le bonheur dans cette solitude laborieuse et dans l'activité entraînante des travaux et de la vie en plein air.

Petit-fils d'un général du Premier Empire, fils d'un colonel mort quelques années après la guerre, il avait de nombreuses relations dans le monde militaire ; sa mère avait connu, en Algérie, Mme de Trémart qui était elle-même fille d'un officier général, et Pierre, en arrivant à Lascagne, n'avait eu qu'à évoquer ce souvenir pour trouver auprès d'elle l'accueil le plus cordial.

Gaston, heureux de rencontrer près de Trémart un homme de son âge, élevé comme lui à Paris et dans un milieu analogue au sien, allait fréquemment le voir à Lascagne pendant ses congés et ne tarda pas à se lier avec lui de véritable amitié.

Mme de Trémart, dont la bonté avait conquis la confiance de Pierre, s'attachait aussi rapidement à lui, de sorte qu'à la fin du deuxième été, le jeune ingénieur comptait parmi les intimes du château.

Il était devenu le conseiller de Mme de Trémart pour tous les travaux ruraux, et chaque fois qu'il y avait un remaniement d'étable à effectuer, ou une prairie à assainir, sa visite était attendue avec impatience.

Ils allaient alors tous trois — Mme de Trémart, Odette et Pierre — voir et arrêter sur place ce qu'il y avait à faire.

Tantôt, c'était à pied à travers le grand parc ou le long de la Bresle ; tantôt, en voiture par les routes poudreuses, éclatantes de soleil ou par les chemins ombragés.

Pierre répondait avec complaisance à toutes les questions de Mme de Trémart qui, avec des riens, se créait volontiers de grosses affaires ; il causait aussi de mille choses avec Odette et la promenade s'écoulait ainsi douce et rapide.

Yvon de Kerven.

(*A suivre.*)

LE VOYAGE DE METZ [1]

Chronique de la cour de France (1744).

Le même soir, à neuf heures, les nouvelles graves furent apportées par un courrier de M. de Bouillon : « Il prit un tremblement à la Reine à l'ouverture de cette lettre ; les larmes lui vinrent aux yeux et elle entra dans son cabinet. Mme de Luynes l'y suivit un moment après. M. le Dauphin et M. de Châtillon y arrivèrent. Personne ne savait le contenu de cette lettre et tout le monde était consterné. Au bout d'une demi-heure, la Reine sortit de son cabinet et s'en alla à la chapelle avec le Dauphin ; elle y resta environ un quart d'heure ; elle ne se mit point dans sa niche, elle demeura sur la balustrade de la grande tribune sans tapis. Comme la Reine sortait de la chapelle, Mesdames y arrivèrent ; elles fondaient en larmes. La Reine revint chez elle dans le trouble et l'agitation ; on n'ouvrait point sa porte qu'elle ne crût que c'était un courrier. Elle nous lut la lettre de M. de Bouillon, qui, en effet, était effrayante : il marquait à la Reine que son respect et son attachement pour elle et le devoir de sa charge ne lui permettaient pas de lui laisser ignorer l'état où se trouvait le Roi ; que la nuit avait été fâcheuse, la matinée peu consolante (c'étaient les termes de sa lettre), que le Roi avait eu des agitations si violentes pendant la messe qu'il avait demandé aussitôt le Père Pérusseau, qu'il s'était confessé avec beaucoup

(1) Voir la *Revue* du 3 novembre 1900.

d'édification et qu'il devait recevoir le viatique le soir. » Aucune mention n'était faite de Mme de Châteauroux ; mais la Reine pouvait conclure sûrement que la favorite et sa sœur étaient dès à présent renvoyées de Metz. Sa place était maintenant auprès du Roi, qui sans doute allait lui-même l'appeler.

La nuit se passe à attendre. La Reine est dans son petit oratoire, à genoux devant le crucifix. Tout ce qui est à Versailles se rend dans l'appartement. Sur les onze heures, on annonce le courrier de M. d'Argenson. A ce mot, la Reine se précipite dans son cabinet, prend le paquet et le décachette de ses mains. Elle apprend que le Roi a été saigné au pied et qu'il trouve bon qu'elle s'avance jusqu'à Lunéville, Monsieur le Dauphin et Mesdames jusqu'à Châlons. La Reine veut partir aussitôt. On a peine à lui faire comprendre que quelques heures sont nécessaires pour les préparatifs. Il faut plus de soixante chevaux au départ, et l'écuyer cavalcadour est déjà sur la route pour commander les relais, qui seront de quatre-vingts chevaux par poste. La Reine décide quelles dames l'accompagneront. Sauf deux qui sont grosses, toutes les dames de semaine le demandent, et Mme de Flavacourt elle-même, qui est de service, accourt de Paris à cinq heures du matin pour se mettre à la disposition de sa maîtresse. La situation est assez fausse en ce moment pour la sœur de la favorite ; la Reine, qui l'aime beaucoup et veut lui éviter les rencontres désobligeantes, lui dit que toutes les berlines sont remplies et qu'elle devra venir seulement un peu plus tard.

Les femmes de chambre, cependant, choisissent les habits et garnissent les coffres. La Reine, à cinq heures, entend la messe, et à sept, monte en voiture, emmenant les derniers gardes du corps restés à Versailles. Quelques heures plus tard, on s'occupe du départ de Mesdames. La douleur de ces enfants est émouvante : la petite Adélaïde en a la fièvre ; sa sœur aînée, qui aime passionnément le Roi, se roule par terre en poussant des cris affreux. Mme de Tallard les conduit à Verdun, d'où elles seront aisément à portée d'accourir, si les nouvelles deviennent plus mauvaises. Pour le Dauphin, M. de Châtillon ne craint pas d'outrepasser les ordres du Roi ; sans prendre le loisir de préparer le voyage, emporté par un zèle qui lui coûtera cher, c'est à Metz tout droit, et sans nul arrêt, qu'il amène son élève. Il juge que le jeune homme, dût-on cacher sa présence, ne saurait être, en de tels moments, trop près de son père, et il ne songe qu'à arriver à tout prix avant la mort.

Marie refait, en sens inverse et en brûlant les étapes, son voyage d'autrefois. Elle couche à Soissons le premier jour ; le lendemain, les nouvelles qu'elle reçoit en chemin sont si mauvaises qu'elle ne s'arrête nulle part, ni à Reims, ni à Châlons. Elle comptait donner quelques instants à Mme d'Egmont, en son château de Braine ; elle l'a vue seulement sur la route, sans descendre de voiture. Un peu avant Vitry, où elle doit coucher, Stanislas est venu au-devant d'elle ; les détails qu'il sait et qu'il lui cache disent qu'il n'y a plus de ressources dans l'état du malade. On lui apporte presque en même temps sur la route une lettre de M. d'Argenson, lui mandant que le Roi trouve bon qu'elle vienne à Metz et désire même l'y voir arriver promptement. Mais ce qu'elle veut, c'est être admise sans retard auprès de lui. Sa fièvre d'attente est toute dans ce billet, écrit en deux fois à d'Argenson, les premières lignes avant d'avoir reçu sa lettre : « Je suis à six lieues de Châlons. Je profite du temps que je change de chevaux pour vous écrire. Au nom de Dieu, obtenez-moi la consolation *de le voir*, et envoyez-moi vite la réponse. Vous pouvez juger de mon état. Mais Dieu, en qui je mets ma confiance, me soutiendra. — *A deux heures*. Je viens de rencontrer votre courrier. Je suis dans la joie ; mais que Dieu soit loué à jamais! Cela me fait encore plus désirer de le voir. Je vous conjure d'insister. » Pleine de courage toujours et soutenue par un espoir nouveau, la Reine part de Vitry à la première heure par la route de Toul. Partout, sur son passage, les mêmes populations qui l'ont acclamée autrefois, l'entourent d'un respectueux silence et d'une émotion attendrie. Elle se sent soutenue par l'affection de la France entière. Ce rapide voyage, qui conduit la bonne Reine vers le Roi, symbolise pour leurs sujets la réconciliation désirée, où ils voient une fois de plus la fin de leurs misères.

Aux mêmes heures, sur les mêmes routes de Lorraine, fuit la favorite chassée, que le Roi a renvoyée à Paris avec sa sœur. Un peu avant l'entrée des berlines royales à Bar-le-Duc, un carrosse aux armes de M. de Belle-Isle, gouverneur de Metz, s'y est arrêté pour changer de chevaux ; c'étaient Mmes de Châteauroux et de Lauraguais, se dirigeant vers Sainte-Menehould. Reconnues par les habitants, elles ont été entourées au départ par une curiosité hostile et poursuivies par des huées qu'elles vont retrouver sur tout le chemin. En d'autres villes, à la Ferté-sous-Jouarre, par exemple, elles risqueront d'être assommées. C'est que l'excitation est grande dans le pays qu'elles traversent. Déjà, dans les églises, aux offices célébrés pour le Roi, les prêtres lisent

en chaire, par manière d'édification, la formule d'amende honorable qu'il a prononcée avec l'aveu public qu'il a fait de ses fautes ; et les malédictions populaires qui l'ont toujours épargné lui-même se déchaînent librement contre sa complice.

La Reine arrive à Metz à onze heures et demie du soir et monte tout droit à la chambre. La nuit précédente a été encore plus effrayante que les autres, et tout l'entourage a cru que c'était la dernière. La fièvre est tombée dans la journée, et le malade, veillé par toute une faculté anxieuse, repose depuis peu de temps. Dès qu'il ouvre les yeux, on lui dit la présence de la Reine. Il n'hésite plus, il veut la voir seule et l'embrasse. Sa première parole est une prière : « Je vous ai donné, Madame, bien des chagrins que vous ne méritez pas ; je vous conjure de me les pardonner. — Eh ! ne savez-vous pas, Monsieur, que vous n'avez jamais eu besoin de pardon de ma part ? Dieu seul a été offensé ; ne vous occupez, je vous prie, que de Dieu. » La Reine n'a pu dire ces mots sans fondre en larmes. Mais les remords ne quittent point le Roi ; il veut être sûr qu'il est absous par l'épouse, après l'avoir été par l'Église. Cette nuit même, il fait réveiller Mme de Villars pour savoir d'elle si la Reine lui a vraiment pardonné. Quelques heures après, il s'adresse à Mme de Luynes, qu'il aperçoit dans la chambre, et s'excuse encore du scandale et des peines qu'elle a pu avoir à cause de lui. Il n'a plus à la bouche que la résignation, la piété, l'humilité la plus édifiante. Il est détaché de la vie, ne demandant pas que Dieu lui rende la santé, souhaitant plutôt, si c'est sa volonté, qu'il le retire de ce monde pour que ses peuples soient mieux gouvernés.

Les marques d'un repentir aussi sincère n'ont rien à changer aux dispositions de Marie. Il y a longtemps qu'elle a pardonné, du fond du cœur, à l'époux égaré par de mauvais conseils. Mais cette conversion si complète ajoute à son bonheur de voir, dès le lendemain, se produire une amélioration inespérée. Les médecins, qui n'ont pas su grand'chose de la marche de la maladie, peuvent du moins assurer que le Roi est hors de danger. Pourquoi maintenant douterait-elle de l'avenir ? Chacune de ces journées passées par elle auprès du malade, à qui elle tâche d'inspirer le goût de sa présence, hâte une convalescence qui semble miraculeuse. Bientôt les forces reviennent : le Roi, qui boit encore du pavot pour dormir, prend du quinquina trois fois par jour et mange avec appétit deux blancs de poularde. Il joue des parties de quadrille et commence à faire quelques pas dans sa chambre. Il ne s'est pas informé de Mme de Châteauroux et paraît ne plus penser à elle. La maison qu'elle habitait est occupée à présent par le Dauphin, que le Roi reçoit tous les jours ainsi que Mesdames, prenant plaisir à s'entourer de ses enfants. La première lettre qu'il a pu écrire a été pour Madame Infante. Il en a adressé une fort touchante à l'évêque de Metz, pour demander un *Te Deum* solennel en sa cathédrale. La Reine et ses dames ne manquent pas d'y assister.

Toutes ces heureuses nouvelles ont couru rapidement le royaume. Dans chaque ville, de la capitale à la plus humble, les actions de grâces publiques ont éclaté. On a vu paraître en des réjouissances extraordinaires, tout ce que peut inventer la joie spontanée des citoyens ; et partout la pensée de la Reine y est associée comme celle de l'ange gardien de Louis XV. Un beau titre, sorti des lèvres du peuple, est décerné au successeur de Louis le Grand. On va le graver sur les médailles, l'inscrire aux dédicaces des livres et aux piédestaux des statues : le convalescent de Metz, le converti de l'évêque de Soissons, le héros de la campagne de Flandre est maintenant pour la France entière, autant que pour la reine Marie, *Louis le Bien-Aimé !*

On a compté sans M. de Richelieu, qui a laissé passer l'orage, la fureur de dévotion et de repentir, mais qui sait comment reprendre son maître et détourner le cours de ses idées. Le jour où le Roi a été administré, alors qu'il ne comprenait plus guère ce qu'il ordonnait, on lui a fait exiler le Premier gentilhomme dans son gouvernement de Languedoc ; celui-ci n'est point parti sur-le-champ ; le Roi, revenu à lui, lui a su gré d'être encore là et, en lui rendant sa confiance, lui a laissé le moyen d'en abuser. La partie liée par Richelieu avec Mme de Châteauroux, quoique perdue en apparence, n'est aucunement compromise à leurs yeux. Toute la rouerie du courtisan tend à rappeler la favorite à l'esprit du Roi, à effacer les impressions que la maladie et les gens ont données contre elle, et à préparer, comme elle dit, « le châtiment des méchants ».

Des lettres suppliantes ou impérieuses, mais toujours confiantes, lui arrivent de sa belle nièce : « On dit ici, écrit-elle de Paris, qu'il a promis de se réconcilier avec la Reine. Tout le monde le désire ; vous savez si cela peut être ! Il n'aura jamais pour elle que des égards ; mais il portera toujours son cœur à une autre. » Et, quelques jours après : « Tranquillisez-vous, cher oncle ; il se prépare de beaux coups pour nous. Nous avons eu de rudes moments à passer, mais ils le

sont. Je ne connais pas le Roi dévot ; mais je le connais honnête et capable d'amitié. Quelques réflexions qu'il fasse, sans me flatter, je crois qu'elles ne seront qu'à mon avantage. Il est bien sûr de moi et bien persuadé que je l'aime pour lui, et il a bien raison, car j'ai senti que je l'aimais à la folie ; mais c'est un grand point qu'il le sache, et j'espère que sa maladie ne lui a point ôté la mémoire. Jusqu'ici personne n'a connu son cœur que moi, et je vous réponds qu'il l'a bon, et très bon, et très capable de sentiments... Tout ce que les Faquinets ont fait pendant sa maladie ne fera que rendre mon sort plus heureux et plus stable... [Mais] il ne faut marquer avoir aucune espérance de retour ; c'est inutile, et cela augmenterait la rage de ces monstres. » Richelieu n'a garde de compromettre la galante cause : il ne précipite rien et attend les occasions que ne peut manquer de lui fournir la maladresse de l'entourage de la Reine.

Depuis que la convalescence est commencée, les dames ne cachent plus leur confiance dans une réconciliation complète. Elles la montrent jusqu'en leur toilette, qui n'a jamais été plus spirituelle. Les « vieilles dames », comme on les appelle, remettent du rouge, ôtent le « bec noir » de leurs cheveux, et annoncent leurs espérances par des rubans verts. La Reine est gagnée par toute cette excitation féminine ; elle retrouve, à quarante ans passés, ses innocentes coquetteries de jeunesse ; elle ne se montre plus que mise à merveille et porte des robes couleur de rose. On espère que le Roi va oublier Mme de Châteauroux, et l'on croit habile de retarder le moment où Mme de Flavacourt, qui vient d'arriver, se présentera devant lui, de peur de réveiller le souvenir de sa sœur.

M. de Richelieu se plait à faire deviner au Roi ces petits manèges. Il rapporte et invente au besoin cent histoires, fort plaisantes, sur les conciliabules des « mères des églises ». Il en appelle au témoignage du valet de chambre Lebel, qui a succédé à Bachelier et n'est pas moins dévoué que son prédécesseur aux profitables amours. Lebel ou Richelieu annonce un jour que la duchesse de Luynes, prévoyant un glorieux événement, a fait mettre deux oreillers sur le traversin de la Reine. Rien n'irrite plus le Roi que ce qui semble peser sur sa décision ou en escompter les suites. Il se montre vite refroidi et mécontent. Marie s'aperçoit que quelque chose est changé dans ses dispositions. Il ne lui dit point ses desseins et ne parle aucunement d'aller à Strasbourg avec elle, ce qui serait la grande joie de la Reine pour mainte raison de souvenir. Pendant ce temps, Mme de Châteauroux sait à distance, beaucoup mieux qu'elle, les sentiments changeants de Louis XV et, précisément sur ce voyage de Strasbourg, elle écrit hardiment à Richelieu : « Moi, je crois que, s'il y allait tout seul, cela vaudrait mieux pour le débarrasser de la Reine, et puis pour qu'à son retour il prît son train de vie ordinaire. Je suis persuadée même que c'est là sa façon de penser et qu'actuellement il rumine à tous ces arrangements-là. »

Mme de Châteauroux ne se vante point et connaît, en effet, très bien le Roi. La dévotion du malade, qui n'a point de racines au fond solide de sa conscience, chancelle dès le premier retour de ses forces. Son entourage travaille, du reste, très ardemment à la détruire. On l'assure qu'il n'a point été en aussi grand danger que les prêtres le lui ont persuadé ; on lui suggère qu'ils l'ont entretenu prématurément de son salut éternel dans l'unique but de servir des intérêts fort terrestres ; on regrette enfin le coupable abus qu'ils ont fait de sa confiance de fidèle et de son affaiblissement momentané. Aucune insinuation ne convient mieux à un caractère comme celui du Roi pour le retourner entièrement.

Dès la fin de septembre, le duc de Luynes, qui, sans être attaché à un parti, est honnête homme et religieux, tire de certains faits extérieurs des observations clairvoyantes : « A l'égard des sentiments de religion dont on a vu des preuves éclatantes dans cette maladie-ci, ce que l'on voit à présent ne pourrait pas faire juger que ces sentiments n'aient souffert quelque diminution. Depuis le commencement de cette campagne, le Roi avait pris l'habitude de ne plus faire aucune prière à genoux, ni le soir, ni le matin, usage contraire à ce qu'il a fait toute sa vie. Il faut supposer qu'il faisait ses prières dans son lit, mais le public n'en était plus témoin. On aurait pu juger que dans la circonstance présente il aurait pu recommencer à prier Dieu à genoux ; cependant les choses subsistent comme elles étaient depuis le commencement de la campagne ; il faut espérer que c'est la faiblesse qui l'empêche de se mettre à genoux. Dans les commencements qu'il a été hors de danger de cette maladie-ci, il avait des temps de conversation et de prière avec le Père Pérusseau ; cet usage a duré fort peu, et depuis on a vu son temps partagé entre les heures qu'il donne au public, soit pour son lever ou son coucher, soit pour manger, ses deux parties de quadrille qu'il a faites presque tous les jours, ses conseils et les temps de travail avec ses ministres, sans qu'il y ait eu un moment où il ait pu placer des prières. »

Que la Reine l'ait voulu ou non, les « dévots », contre lesquels Louis XV est désormais prévenu pour toujours, ont soutenu sa cause et l'ont mise dans leur parti. Elle est trop leur amie pour ne pas devenir suspecte elle-même aux yeux du soupçonneux convalescent ; elle s'en plaint aux personnes qui l'entourent et qui peuvent, d'ailleurs, comme fait le duc de Luynes, constater le mal de leurs yeux : « Dans les commencements que la Reine est arrivée ici, il y avait assez lieu d'espérer que l'indifférence du Roi, trop connue pour elle, pourrait peut-être changer. Non seulement il lui avait demandé pardon, comme je l'ai marqué, mais il avait paru lui faire amitié. Depuis le séjour de Metz, les choses paraissent bien changées, et le froid est aussi grand que jamais ; soit que les conversations trop vives et trop fréquentes de la Reine avec le Dauphin, en sa présence, lui aient déplu ; soit que ce soit l'effet des sentiments qu'il avait pour elle depuis longtemps et que l'on avait cherché à entretenir et à augmenter ; soit enfin que la mauvaise humeur du Roi en soit la seule cause ; peut-être toutes ces raisons ensemble y contribuent-elles. » Quoi qu'il en soit, c'en est fait des illusions les plus obstinées. La toilette des dames devient plus modeste : on met moins de rouge, les coiffures s'abaissent et le bec noir reparaît.

Marie ne parvient à rien savoir des projets du Roi, qui demeurent impénétrables. Il a dit, à son dîner, qu'il ne serait à Versailles qu'après la Toussaint ; mais on ignore s'il doit passer son temps en Lorraine, ou s'il ira décidément dans la capitale de l'Alsace, suivre de plus près les opérations du siège de Fribourg, qui commence et dont le résultat fort incertain décidera du sort de la campagne. En attendant, les Enfants de France viennent de partir, faisant détour par Lunéville pour voir le roi et la reine de Pologne. Le Roi a congédié assez froidement le Dauphin, de qui lui ont été rapportés des propos désobligeants sur Mme de Châteauroux. Quant au duc de Châtillon, on peut sentir l'orage sur sa tête. Il a eu beau avouer la faute qu'il a commise et demander qu'on l'oublie, le Roi n'a répondu aux prières que par le silence. Il garde sur le cœur l'arrivée de son fils à Metz contre ses ordres, la comédie qui s'en est suivie pour la dissimuler les premiers jours, et surtout le départ inconvenant et précipité de Versailles, avec un valet de chambre et un seul garde du corps, où l'on a vu l'héritier de la couronne de France l'aller recueillir en hâte, « comme un gentilhomme gascon serait venu dans son village pour y enterrer son père et prendre possession de sa maison ». De toutes les fautes contre sa personne, dont Louis XV croit avoir à se plaindre, celle-ci est la plus manifeste et celle qu'il peut le moins tolérer.

La disgrâce prochaine du duc de Châtillon sera la première revanche de Richelieu et le premier gage offert à la maîtresse. Le Roi maintenant ne songe plus qu'à se faire pardonner d'elle l'éclat et l'humiliation de son renvoi. Richelieu, jouant son rôle jusqu'au bout, présente la chose comme difficile et met en jeu les sentiments chevaleresques de l'amant : il doit faire d'abord une action d'éclat, dont la réconciliation pourra sembler le prix. Comme le Roi avoue son impatience au Premier gentilhomme et le prie de le précéder pour avertir la duchesse qu'il revient : « Je ne m'en aviserais pas, Sire, répond Richelieu. Je vous servirais trop mal ; elle ne nous pardonnerait jamais. — Que faut-il donc faire ? dit le Roi. — Aller à Fribourg, Sire. Elle voulait y suivre Votre Majesté. Vous devez lui annoncer qu'en remplissant ses projets, vous espérez qu'elle ne détruira pas les vôtres. Voilà ce que Henri IV eût mandé à la Belle Gabrielle ; voilà la seule explication que vous devez à Mme de Châteauroux ; c'est la seule aussi qu'elle puisse accepter. » Le soir même, sans avoir prévenu aucun ministre, le Roi annonce le voyage de Strasbourg, son retour à la tête des troupes et, séance tenante, distribue des cocardes aux courtisans.

Ainsi la Reine voyait s'éteindre l'une après l'autre ses espérances. Elle ne connaissait que par le public les bruits de départ et ignorait même la décision prise sur son propre sort. Comme il fallait pourtant qu'elle s'y pût préparer, elle s'enhardit à en parler au Roi : « Elle lui dit qu'ayant appris qu'il allait à Saverne et Strasbourg, elle espérait qu'il lui permettrait de l'y suivre. Le Roi lui répondit assez froidement : « Ce n'est pas la peine », et sans paraître vouloir entendre un plus long discours, il alla faire la conversation avec les gens qui étaient dans la chambre ; ensuite, il commença sa partie de quadrille. » La Reine n'en a pu obtenir davantage et a dû se disposer à quitter Metz. Moins heureuse que la princesse de Conti et la duchesse de Chartres, déjà arrivées à Strasbourg, et que Mademoiselle et la duchesse de Modène, autorisées l'une et l'autre à y aller, elle n'a plus qu'à choisir les dames qui la ramèneront à Versailles. Mme de Flavacourt est avertie par la Reine, sèchement, qu'elle devra partir avant les autres et qu'on ne la conduit pas à Lunéville.

Le Roi et la Reine sont attendus chez le duc de Lorraine, qui ménage à sa fille la consolation de l'accueil paternel et les distractions d'une ai-

mable cour. Louis XV n'a pu se dispenser d'y paraître. Il arrive, vingt-quatre heures après Marie, reçu comme elle « aux acclamations des peuples », accompagné de M. de la Galaizière, son chancelier et son intendant en Lorraine, et d'une élégante escorte de femmes de la ville, en amazones, qui ont été passées en revue par la Reine. Il consacre trois journées à sa visite. Stanislas lui fait voir les curiosités d'une résidence embellie par ses soins et mise hardiment au goût du jour, grâce à de beaux revenus largement dépensés. L'ancien exilé de Wissembourg a oublié son temps de misère. A côté des fondations charitables par lesquelles il veut gagner le surnom de « Bienfaisant », il se plaît à multiplier les créations de l'art. Celles qu'il a déjà faites sont préférées par ses flatteurs aux grandeurs démodées de Versailles : le rocher mouvant, les cascades, le canal creusé à la place d'anciens marais, le kiosque à la polonaise qui sert pour la musique et où les eaux font mouvoir de petites figures d'exécutants, le brillant salon de Chanteheux, dans le genre de celui de Marly, mais plus chargé de dorures, la ménagerie de Jolivet, enfin, à deux lieues de Lunéville, le château d'Einville, avec l'admirable point de vue de sa galerie. Entre les promenades, le jeu, la comédie, Louis XV baise les chanoinesses d'Épinal et celles de Remiremont et se fait présenter les femmes de grande condition, sans prendre toutefois la peine d'adresser la parole à aucune ; il ne semble occupé que de la guerre, de laquelle il s'entretient avec les maréchaux de Noailles, de Belle-Isle et de Maillebois, et travaille avec M. d'Argenson.

Le roi et la reine de Pologne ont cédé à leurs enfants leurs appartements, voisins l'un de l'autre. Espéraient-ils de ce séjour le rapprochement manqué à Metz? Marie y recueille seulement d'autres duretés : « La Reine a fait encore une nouvelle tentative pour avoir la permission d'aller à Strasbourg. Le Roi lui a répondu avec la même sécheresse : « Ce n'est pas la peine, je n'y serai presque pas. » Elle lui a demandé ensuite si au moins elle ne pouvait pas rester ici ; il lui a répondu sur le même ton : « Il faut partir trois ou quatre jours après moi. » La Reine est, comme l'on peut juger, fort affligée d'un traitement aussi dur. Le matin du jour où Louis quitte Lunéville, la reine de Pologne est malade et ne sort point de son lit ; il part sans demander à l'aller voir, ce qui choque tout le monde et surtout les dames lorraines, qui ne lui pardonnent pas ce sans-gêne.

A Strasbourg d'admirables fêtes l'attendent, où le peuple alsacien marque une fois de plus sa fidélité à la France et renouvelle les magnificences déployées, il y a dix-neuf ans, pour le mariage de Marie Leczinska. Avec les premiers échos de ces réjouissances, qui rappellent à la Reine des souvenirs si doux jadis, à présent si douloureux, arrive à Lunéville une triste nouvelle : Madame Sixième vient de mourir à Fontevrault. Elle avait sept ans et demi, et c'était celle des princesses qu'on disait ressembler au roi Stanislas. La Reine suspend son jeu et, pendant deux jours, son dîner en public ; elle le reprend, pour convier à sa table quelques-unes des sujettes de son père. Au château de la Malgrange, dont Stanislas lui fait les honneurs, elle reçoit les dames de Nancy, qui ont eu la permission de venir lui faire leur cour « en robe de chambre ». A ce moment, elle est déjà dans le voyage de son retour. C'est une semaine pénible à passer, et où elle sent mieux la solitude et l'accablement de son cœur. Elle se confie à un ami, à d'Argenson, en ce billet écrit le 7 octobre, jour de son départ de Lunéville : « Je suis bien persuadée du désir que vous aviez que l'on satisfît le mien. Mais les plaisirs, même les plus innocents, ne sont pas faits pour moi ; aussi n'en veux-je plus chercher dans le monde. Je fonds en vous écrivant, je ne sais pas un mot de ce que je vous dis. Je sais seulement que mon cœur parle et qu'il est dans la douleur. Je laisse ma pauvre mère dans un état pitoyable. Vous connaissez mon tendre attachement pour elle ; jugez ce que la séparation me coûte. Adieu, donnez-moi souvent de vos nouvelles ; ôtez « majesté », « sujet » et « serviteur ». Brûlez ma lettre et comptez sur moi pour toute ma vie. »

Par une ironie du sort, fréquente dans la vie des grands, la Reine est partout accueillie par des sentiments que chacun croit d'accord avec les siens et qui en sont justement le contraire.

Rien n'altère encore les heureux événements de Metz, et c'est elle qu'on se plaît à en remercier. C'est à sa venue, à son intervention, à ses prières, qu'on veut attribuer le bonheur de la France. La belle légende dont elle est digne met une auréole au front pur de la bonne Reine. Ses vertus visibles ou devinées, sa charité, son esprit de justice, son amour des pauvres et des souffrants, tout contribue à jeter à ses pieds, partout où elle passe, la reconnaissance et l'amour. Rien ne lui pourrait être plus délicieux, si elle ne portait au fond d'elle-même la secrète blessure de ses désillusions dernières.

Pierre de Nolhac.

PORTRAITS CONTEMPORAINS

Madame Jean Bertheroy.

I

Dans une de ces dernières soirées d'un charme si doux, où se groupaient les amis de Leconte de Lisle, le maître parla avec éloge et une bonhomie indulgente, qui ne lui était pas habituelle, d'un volume de vers qu'il venait de lire. C'en fut assez pour éveiller notre attention sur ce début. *Vibrations* ou *Femmes antiques*, — nous ne savons lequel, — l'ouvrage, de fait, avait de quoi lui plaire.

Non pas que l'auteur se montrât absolument son disciple. Il l'était par les tendances et les sujets préférés d'inspiration plus que par les qualités de métrique et d'un parnassisme irréprochable. Mais, parmi ces inexpériences, un rayonnement de la Beauté antique parait ces vers, leur donnait du prix. Et quelque chose qui ne sourdait que discrètement chez le maître, jaillissait là en flots pressés, par jets juvéniles et enflammés : nous voulons dire le sentiment de l'Amour, élevé à une religion, dérivant du culte passionné de cette même Beauté. Beauté et Amour, ce sont les deux mystères où tendait l'âme du jeune poète, — de Mme Jean Bertheroy, — et qu'elle adorait, dont elle ne s'est jamais déprise, dont toute son œuvre reste imprégnée.

Poèmes fort mêlés du reste qui, se pliant à l'humeur ondoyante d'une femme, ne se refusaient pas les caprices, la fantaisie. D'une belle Ode à la Grèce, on passait aux graves strophes d'*Agar* ou de *Job*, pour arriver au rondel gaulois, à la ballade :

Ne puis sçavoir en quel endroit
Ai laissé choir ma sapience.
Est-ce au lac ou le saule croit
Ou bien aux ondes de Jouvence?
Semblablement est-ce en la France,
Dans la Castille près du roy?
Peut-être au Prado quand j'y pense?
De grâce, rapportez-la-moi!

Et encore :

Écartez le vin et les coupes,
L'amour suffit à m'enivrer.
Je sens ma raison s'égarer,
Écartez le vin et les coupes.
Déjà les ondulantes troupes
Des désirs viennent m'effleurer...

Ces folies mettaient de gentils intermèdes et une détente parmi ces figures bibliques un peu sévères et de raideur hiératique.

Les dix à douze volumes de prose qui suivirent, ont un peu étouffé cette efflorescence poétique. Néanmoins, pour bien connaître Mme Bertheroy, elle n'est pas négligeable. Le premier livre éclos nous révèle ingénument, et l'on n'écrit jamais qu'un seul livre, en plusieurs tomes.

Puis, ce sont bien les fruits, la moisson, c'est la richesse même que promettait cette flore d'avril. Les idées, la multitude des idées, la fermentation produite par l'accumulation des longues études, tout cela, un peu gêné dans le moule du vers, se déversera dans sa prose. Car Mme Bertheroy est, au plus haut degré, une intelligence très meublée et ornée, sans qu'on puisse relever dans son œuvre la moindre tache de pédantisme. Sa finesse féminine l'a sauvée de cette disgrâce.

Il faut noter les origines. Sans accepter d'une foi aveugle le triple élément de toute constitution artistique, — l'époque, la race, le milieu, — peut-être n'est-il pas inutile qu'on sache que la jeune femme qui débarquait à Paris, venait de Bordeaux. Elle est d'essence latine, toute latine. Elle l'est dans l'équilibre et le bel ordre logique des idées, dans leur expression d'une géométrie sûre et d'une précision impeccable. L'âme d'Ausone est passée en elle, cette âme aimable, tranquille et douce, ennemie des violences, et planante, souriante en son épicurisme élégant. Il lui a insinué de sa grâce et aussi de sa netteté. Cette netteté l'accompagnera partout, dans tous ses livres, jusque dans *Les trois filles de Pieter Waldorp*. Ces petites Hollandaises charmantes n'ont aucun enveloppement de brume, ni repli, ni mystère, ni complications septentrionales. Elles se dessinent en silhouettes arrêtées, sur un fond lisse, comme les essais naïfs des premiers maîtres flamands.

Et Mme Bertheroy venait à la vie littéraire au milieu des lassitudes d'un réalisme de plus en plus gros et débordant. Elle y venait à l'heure des réactions, — d'une réaction encore tâtonnante vers un idéal d'art plus délicat, mieux instruit des traditions et des fastes glorieux du passé, moins vulgaire, d'une réalité moins proche et moins crue.

II

Tout de suite elle vit la voie et s'y jeta. Ses goûts, sa précoce érudition, et même, si l'on veut, le tempérament, certaines affinités secrètes que les influences du milieu ont suffisamment indiquées, l'attiraient vers l'antiquité et les grandes fresques brillantes où sa jeune imagination païenne se pourrait jouer à l'aise.

Certes! il y avait des précédents. *Le Roman de la Momie*, *Salammbô*, — pour ne citer que ceux-là, — jalonnaient la route et se dressaient comme deux éclatantes pierres milliaires. Mais là où Gautier, avec son génie pittoresque, et pictural pour mieux dire, avec sa manière plus proprement décorative et éblouissante, oubliait un peu le fond humain, l'élément émotif, où Flaubert l'écrasait sous la vaste ambition

d'une reconstitution détaillée et complète d'une époque et de tout un peuple disparus, Mme Jean Bertheroy, avec une adresse et souplesse de main féminine, distribuait çà et là, dans une plus large mesure, le sentiment et l'onction amoureuse. En sorte que, de cette semence de vie libéralement épandue, et qui levait, dont toute l'œuvre frémissait, les œuvres d'antan, avec une puissance de maîtrise supérieure, paraissaient soudain un peu sèches, et guindées, superficielles en comparaison. Et, tout aussitôt, elle eut des émules dans MM. Pierre Louys, Paul Adam, J.-H. Rosny, Maurice Maindron, et d'autres.

C'est un livre que goûtèrent toutes les femmes que *le Mime Bathylle*, qui plut moins, je le crains, à quelques hommes. De cette réserve l'explication est simple. Aujourd'hui, dans nos mœurs, avec nos idées, quand on a l'âme bien située, on sent quelque pudeur à s'entendre louer de mérites purement plastiques. Or, plus qu'un tableau de la vie romaine au temps d'Auguste, le sujet du roman est l'étude du comédien, de ce fond de vanité et d'égoïsme qui semble bien sa caractéristique. A cet être sans conscience, — hors la conscience qu'il apporte à son art, — grossier de penchants et d'allures, — à part, bien entendu, les élégances qu'il étale à la scène, — une fleur d'aristocratie, la fille d'un sénateur, vient offrir son amour. Bathylle repu la délaisse. Le char du triomphateur passe et l'écrase. Il poursuit, imperturbable, son chemin... Il ne faut pas le blâmer. Bathylle est le plus beau des hommes! Bathylle nous est amoureusement décrit des boucles brunes de sa chevelure au marbre de ses talons! Tout est dû à Bathylle de par sa beauté, et il ne doit rien à personne.

Sans doute, la perfection physique est un fort appoint en amour. C'est par les yeux que l'amour entre en nous, les yeux sont les grands proxénètes. Nous aimons avant de connaître ce qu'il y a dans ce que nous aimons. Néanmoins, généralement, chacun sait qu'il faut se défier de l'apparence, que, sous les dehors qui nous séduisent, nous attendent peut-être mille répulsions, antagonismes et incompatibilités monstrueuses, et que céder étourdiment, si forte que soit la tentation, c'est payer parfois chèrement de brèves délices. C'est contre de tels mécomptes que l'éducation met en garde. Que cette discipline fût moins commune et moins nécessaire dans la vie païenne, il se peut. Elle devait exister pourtant. Cette pauvre Tuccia est plus qu'imprudente, elle est folle, elle est malade et elle fut bien mal élevée. C'est ce que Mme Bertheroy oublie trop de dire.

Et puis, prenons garde d'être dupe. Prenons garde que cette grande passion et admiration pour la Beauté et pour l'Amour, qu'on nous propose comme une religion, aux rites de laquelle, — aux rites les plus secrets, — on nous initie assez indiscrètement, ne soit tout uniment qu'un prétexte, chez tous ces héros de romans antiques, à s'abandonner à la fougue de leurs sens, à se montrer publiquement en des déshabillés et figurations que réprouvent les convenances modernes. Ils prétendent qu'ils sont de leur temps et que, de leur temps, l'amour était libre, les désirs n'avaient point de frein, toute débauche était permise. Ce n'est pas tout à fait exact. A défaut de la morale chrétienne, ils avaient celle des philosophes, de presque tous les philosophes, qui leur enseignaient que le premier mérite est de se vaincre, de se dompter soi-même et ses passions.

Plus insouciamment et éperdument que Bathylle, Nonia, dans *La danseuse de Pompéi*, sous l'égide de Vénus à qui elle multiplie les offrandes, suit ses inclinations. A celle-là, quoi qu'elle fasse, on ne peut que sourire. C'est un joli petit animal. On ne lui a appris qu'à danser. Et, toujours dansant, gracieuse et légère, aérienne, ne touchant pas terre, elle traverse la vie. Elle fut créée pour le seul plaisir. Elle le donne aux autres, elle se le donne, sans compter, sans penser à mal. Rien donc de plus naturel et excusable que de la voir, dès la première rencontre, voler de tout son cœur, de tout son petit être instinctif et amoral, vers le jeune hiérodule, le pâle desservant d'Apollon qui, — tel un autre René, — erre pensif et mystérieux, ténébreux, sur les pentes riantes du Vésuve, par une gaie journée de vendanges.

Ce qui fait le charme et l'amusement du roman archaïque, historique, ce sont les anachronismes. Il y en a dans les mots, il y en a dans les images, il y en a plus fatalement et ils fourmillent dans les états d'âme. Mon Dieu! l'humanité n'est pas si dissemblable à elle-même que ce que nous voyons aujourd'hui ne se soit vu de tout temps. Néanmoins, comme il fallait Jean-Jacques, la Révolution, dix ou douze années d'anarchie merveilleuse, et Chateaubriand et mille autres causes, pour que l'individualisme pût naître et le romantisme apparaître, on nous accordera que certains types moraux n'ont pu devancer cette époque. Dès lors, pour délicieuses que puissent être, en dehors des menus badinages, les entrevues de Nonia et d'Hyacinthe, et délicieux les scrupules de celui-ci, ses tristesses indéterminées, le vague malaise qui l'oppresse et qu'il traîne partout avec lui, parmi les lentes promenades sous les rangées d'ormes où la vigne s'entrelace, dans les découpures du golfe, sur le sable marin, et les émois de ce cœur qui souffre, qui tremble, qui s'effraie devant les vaines illusions de l'amour, le néant de toutes choses, tout cela est d'un autre âge. Ce reproche ne s'adresse pas qu'à Mme Bertheroy.

Mais, ici, est-il bien fondé? Ne faut-il pas consi-

dérer qu'il s'agit d'une œuvre où ce synchronisme psychique ne s'impose pas rigoureusement, — d'un poème plutôt que d'un roman? Or, toute licence est permise au poète. C'est si bien un poème, que le vrai sens, on pourrait croire, s'en dérobe, — comme dans *la Divine Comedie*, — sous les triples voiles et nuages du symbole. Au delà, au-dessus de l'amour de ces deux enfants, se détache une idée, que l'auteur reprendra plus tard, — dans un de ses romans modernes, *Sur la pente*, — et qui n'est autre que la lutte entre l'Idéal et les tentations de la chair. Ici, c'est l'idéal qui succombe, comme il triomphera là-bas. Il y a un autre symbole dans cet amour se déroulant au cycle des quatre saisons et présentant,— avec son enfance, sa floraison, ses fruits, son irrémédiable déclin, — une image de la vie. Et il y en a un troisième dans le mont géant leur souriant sous les pampres, suspendant, retenant sa menace, s'attristant, s'égayant avec eux, revêtant mille aspects, s'incarnant en mille physionomies suivant l'heure et les colorations fugitives, se rappelant sans cesse à eux en ces sortes de *leit-motiv* et d'évocations intermittentes dont M. Zola fut l'heureux inventeur, et sans cesse aussi, avec le grand serpent de laves qu'il recèle en ses flancs et qu'il leur a permis d'entrevoir, les avertissant de la précarité, de la fragilité de leur bonheur, — de tout bonheur. Ajoutez-y les descriptions pullulantes, mouvements, bruits de la foule, cris de la rue, bousculades en certains lieux, la lumière papillotante, les rixes, les cérémonies funèbres, les combats de l'hippodrome. C'est bien une manière d'épopée que Mme Bertheroy a voulu faire et qu'elle a faite.

Nous touchons, avec *Cléopâtre*, à ce que la Beauté — cette Beauté dont nous suivons le lumineux sillage au pas de l'auteur, — a produit de plus miraculeux. C'est au point que nul n'en approche, qu'il n'en reçoive l'éblouissement, et que Taïa elle-même, la suivante de la reine d'Égypte, ne laisse pas d'en être émue.

C'était une entreprise hardie, — après l'incomparable récit de Plutarque, après le drame fougueux de Shakespeare, — de se hasarder à un tel sujet. Le succès a récompensé cette audace. Tout ce que peut suggérer la passion alanguie et la misère de ces deux êtres, l'un dépossédé de l'empire du monde, l'autre sentant la couronne vaciller à son front, se consolant aux bras l'un de l'autre, fuyant dans l'abîme des voluptés la mémoire et la rancœur des biens perdus, et les entours, le décor magnifique, la mer et le désert illimités, les richesses, les monceaux de trésors inutiles, l'orgie forcenée, tout cela nous est peint par larges touches, et brillantes, et savantes. Nous ne ferons qu'une petite objection au dénouement.

« Cléopâtre s'était préparée à la mort comme à une solennité glorieuse. Son corps avait été oint de parfums exquis, ses cheveux avaient été saturés d'essence; un cercle d'antimoine, habilement tracé autour de ses paupières, donnait à ses yeux un éclat particulier et les rendait pareils à deux pierres précieuses enchâssées dans le bronze; une couche légère de vermillon avivait d'un rose ardent les contours de ses lèvres et la pointe de ses seins; ses pieds admirables reluisaient sous une onction de vernis parfumé composé de benjoin et de nard. Jamais pour les nuits fastueuses passées avec Jules César ou Marc-Antoine, — les deux hommes qu'elle avait le plus aimés, — elle ne s'était autant complu à se faire belle que pour les baisers de l'époux mystique dont elle attendait la venue. »

Et voici, sous les fleurs et les fruits, enroulé dans la corbeille, le libérateur qui entre. Mais ce n'est plus l'aspic, le petit reptile souple et nerveux, se crispant à la main qui le saisit, le serpent de la légende. C'est le grand uræus, le crotale divin, gardé et nourri au fond du temple.

« Elle le noua autour de sa taille... A travers les mailles de l'étoffe les anneaux transparaissaient comme les plaques d'une ceinture d'or... Mais elle voulait des amours plus aiguës, des baisers plus poignants... Il sembla hésiter comme s'il cherchait à quelle place se poserait sa morsure; puis il s'arrêta et parut transfiguré, revêtu tout entier d'une poussière de soleil : il avait trouvé la rose vivante, la fleur éternelle où s'épanouissait la tentation des siècles; et, sur le bout du sein gauche — que, plus que l'autre, les battements du cœur soulevaient — profondément il enfonça son dard. Cléopâtre réprima un cri... Ses yeux mi-clos étaient fixés sur les yeux ardents de l'uræus, qui la contemplait avec une curiosité lascive ».

Lascivité, amours plus aiguës et le reste, sont choses bien inutiles. Mourir pour ne pas survivre à Antoine, pour n'être pas traînée, enchaînée et déchue, au char d'Octave, cela est suffisamment beau, suffisamment horrible et tragique. Les perversités contre nature n'y ajoutent rien. C'est de la surcharge et de l'enjolivement, de la superfétation décadente et corusquescente. Et cela est d'autant moins louable que ce n'est pas l'ordinaire manière de Mme Bertheroy, laquelle manière est saine et franche, et, s'il se peut dire, chaste.

III

Nous venons d'assister à la gloire de la Beauté dans le monde antique. La gloire de l'Amour n'y fut pas moindre. Mais c'est de nos jours seulement que ce sentiment de l'amour est intéressant à connaître et à étudier.

L'amour, dans l'antiquité, est très simple, assez monotone et vulgaire. Sans nous laisser abuser par les complications imaginées par quelques romanciers, et qui, du reste, sont de tous les temps, il se distingue à peine du pur instinct. On s'y abandonne sans malice. Pour ces barbares (j'entends les Grecs et les Romains les plus dissolus), l'acte peut être un délit, il n'est jamais un péché. Il faut bénir l'invention chrétienne du péché, qui a haussé le prix des voluptés en nous laissant le remords après la faute et une certaine tristesse de déchéance que les anciens n'ont pas connue. C'est avec nos mœurs et notre morale, nos pudeurs et nécessaires hypocrisies sociales, que l'amour devient une grande affaire, qu'il se complique vraiment, qu'il se fait troublé, affolant, affriolant, douloureux aussi, d'une douleur nouvelle, où tout l'être et les facultés de l'être sont intéressés.

Les femmes plus que nous, il semble, sont aptes à traiter de l'amour, qui est chose d'intérieur. La vie de l'homme se partage au dehors. Elles seules, et intarissablement, savent en discourir comme il convient, c'est-à-dire avec ce mélange de sentiment et de sensualité, d'aspirations vagues et de désirs très précis, dont il se double aujourd'hui. Les hommes sont plus courts ; ils le voient plutôt dans son office naturel et providentiel. Quand ils s'élèvent à des vues plus larges, qu'ils s'ingénient à des enquêtes plus secrètes et plus nuancées, la mièvrerie et l'affectation les y guettent ; ou bien cela devient un jeu de cérébralité, qui, avec ses distinctions, triages, catégories, dessèche et flétrit la matière. La preuve en est dans Balzac (*Physiologie du Mariage*), Stendhal (*de l'Amour*), M. Paul Bourget (*Physiologie de l'Amour moderne*). Or, la femme, comme dit la métaphore baroque, écrit toujours avec son cœur. Elle est donc faite par excellence pour le roman passionnel. Et il ne faut pas répéter, comme on l'entend souvent, que l'amour ne tient pas tant de place dans la vie et que c'est par abus excessif qu'il encombre à ce point notre littérature. Comme le jeu, comme l'ambition, comme toutes les passions, l'amour n'est rien et il est tout suivant les dispositions originelles de chacun. Mais, pour la plupart des femmes, à qui il assigne leur rang , qui en attendent leur joie, leur dignité, leur sécurité, qui en redoutent les déceptions, les embûches, il est bien évidemment la chose essentielle.

Cette chose essentielle, il était à craindre que les précédents ouvrages de Mme Bertheroy, qui laissent assez l'impression d'un musée des Antiques, ne l'amenassent à la peindre avec une liberté de pinceau qui n'est plus de mise de nos jours.

Et sans doute, dans ses portraits, elle va d'emblée à des détails où, d'après les bienséances présentes, l'œil en est réduit à ne plus se glisser qu'à la dérobée. A défaut de tuniques et de péplums, presque toutes ses héroïnes ont grand soin de n'adopter, au plus grand profit de l'art descriptif, que des vêtements lâches, blouses et matinées flottantes. Et la plastique du héros joue encore un grand rôle. Mais, pourtant, pour ce qui est de la psychologie du sentiment, elle y a su mettre tact et mesure, délicatesse et suavité. Sur ce point, parmi ses contemporaines des lettres, nous ne lui sachions de rivales que Mme Lecomte du Noüy (*l'Amitié amoureuse, l'Amour est mon peché*), Gyp, dans *Passionnette*, qui n'est plus la Gyp envolée des petits Dialogues... Encore faut-il savoir, plus particulièrement, comment l'amour se comporte dans l'œuvre moderne de Mme Bertheroy. *Le Roman d'une âme* est instructif à cet égard.

Ne serait-ce pas, avec quelque chose d'amoindri dans le ton et l'élan de révolte, la vieille théorie de *Lélia*, d'*Antony*, qui nous reviendrait? L'amour affranchissant l'individu ! le mettant au-dessus des règles ! lui permettant de briser l'entrave par où la société comprime la passion ! La passion sainte ! la passion infaillible en son instinct, ne cherchant sa loi qu'en elle-même, n'ayant qu'à suivre l'ordre impérieux et la poussée de la nature...

Béatrice, d'extraction noble, dans une villégiature à Porto-Venere, s'éprend, à quinze ans, de Danielo, un jeune libraire qu'elle a vu dans sa boutique le front penché sur un livre, d'où elle en a conclu une extraordinaire mentalité. Elle lui écrit, elle va se compromettre quand ses parents mettent le holà. On s'empresse de la marier. Sans oublier jamais Danielo, voilà que, dans son ménage, apparaît un troisième personnage, triste et désœuvré, âme d'artiste et de rêveur, Virmont. Elle a donné son cœur à Danielo, à celui-là elle donne son cerveau. On voit ce qui reste au mari. Un mauvais plaisant prétendra qu'il a la bonne part. Et Virmont, surpris dans ses épanchements, tue le mari de Béatrice. Ce sang les sépare à jamais. Elle retourne à Danielo, qu'elle retrouve marié, embourgeoisé, heureux père de jolis enfants...

Elle ne voit pas, ne comprend pas que ses parents lui ont épargné une grande sottise. Elle maudit la destinée, les misérables conventions sociales qui, se substituant au plan de la nature, ont meurtri son amour, saccagé son bonheur, la seule raison qu'elle eût de vivre. Elle ne s'aperçoit pas combien ces récriminations sont spécieuses et fausses, que, dans cette nature dont elle se réclame, l'amour n'existe pas ou à peine, que les êtres s'y marient, comme les mouches, au hasard des rencontres, et que ce sont les hommes, — les hommes en société, — qui ont inventé l'amour tel qu'elle le sent, à ce point de perfectionnement où il devient un trésor inestimable,

— et qui, sagement, l'ont entouré de certaines barrières et modes d'usage, précisément pour qu'il ne retournât pas à l'animalité.

Une des qualités où Mme Bertheroy excelle, est son habileté à préparer, amener sans rien brusquer, déchaîner à point les minutes de crise. Rien qui soit mieux développé, plus vraisemblablement expliqué, — dans *le Double Joug*, — que la situation du jeune Gaston de Lucerais, nature tendre, sentimentale et généreuse, pris tout à coup, enlacé dans une double intrigue avec Mme Dubourg et sa cousine Éliane, lié d'un nœud inviolable à l'une, fiancé à l'autre, les aimant l'une et l'autre, et l'une autant que l'autre. Il est vrai que le roman finit là. Le héros le dénoue en se tuant. L'œuvre se clôt juste alors que, dans des circonstances à peu près pareilles, *Adolphe* et *Dominique* commencent. Mme Bertheroy a de ces faiblesses qui sont des grâces. Çà et là, elle s'interrompt soudain avec une mutinerie souriante : « En voilà assez! Reposons-nous. J'ai assez montré que j'ai du talent... » Ce sont boutades et nonchalances méridionales.

L'espace se resserre au moment où, abordant *Lucie Guérin*, nous aurions désiré nous y attarder avec tout le développement et l'admiration que cette œuvre commande. On n'y perdra rien. Nous ne pourrions que nous répéter. Toutes les qualités, de plus en plus mûries et épanouies, que nous avons mentionnées, — l'abondance, la belle ordonnance, les caractères et leurs conflits, le milieu et son atmosphère propre, les passions et leurs particularités contingentes suivant l'âge et les humeurs diverses, — tout cela s'y retrouve, et aussi un peu de cette déconvenue à laquelle il faut s'attendre avec l'auteur, et qui n'est peut-être, nous l'avons dit, que finesse, adresse, exquisité de goût, pour ne pas alourdir sa tâche.

Ici encore l'analyse, toute en action, pose les personnages et les entraîne, d'une main impérieuse, jusqu'aux nécessités de la catastrophe. Du jour où Lucie, — une jeune fille diplômée, peu fortunée, issue d'un père bien doué et qui a transmis à son enfant des instincts raffinés, — entre comme gouvernante, femme de confiance, dans l'intérieur du marquis de Ponts, tout va tendre, naturellement, sans l'ombre de coquetterie de sa part, à ce que le vieux marquis s'éprenne d'elle. Il s'en éprend au point qu'il l'épouse. C'est la première partie. Voilà qui va bien.

Mais, à cet homme de cinquante-cinq ans, qui, à vrai dire, en a un peu abusé, Mme Bertheroy refuse les vertus que le vieux Booz conservait en sa quatre-vingtième année. Et alors, plus naturellement encore, la jeunesse et la privation des joies les plus légitimes aidant, tout tend à ce que l'amour, l'irrésistible amour, pousse l'un vers l'autre Lucie et Robert, le jeune neveu du marquis. Elle se laisse enlever, rompt en visière avec le monde, — avec son monde.

Ce qui suit ne compte pas et n'a pas d'importance. Elle n'est plus elle, et il n'est plus lui. Nous ne les reconnaissons plus, ni Robert ni elle, avec leur droiture parfaite, leur moralité intransigeante et délicate, et leur fine fleur de chevalerie, dans cette existence de sauvages solitaires qu'ils promènent dans l'estuaire de la Gironde. Lucie par sa faute, — sa seule faute, — a brisé sa destinée. Il y avait moyen, ne pouvant brider son cœur et ses sens, d'opter pour un adultère moins retentissant. Croit-elle, par ce coup de tête, s'être montrée plus loyale et plus franche? Elle n'a fait que doubler la douleur et la honte du vieux marquis. Et à quoi tend tout ce bruit, ces façons de mortifier et de scandaliser les gens d'humeur paisible et traditionnelle? de gâcher sa vie, de se chasser soi-même de son monde, — d'un monde où l'auteur a pris tant de soin de nous faire comprendre qu'elle était à sa place, à son rang, y entrant légitimement, appelée par sa nature d'élite, sa finesse et ses goûts, je ne sais quel don obscur de race?... N'est-ce pas un désastre?

Car nous ne pouvons supposer que Mme Bertheroy, en dépit du persiflage où elle s'amuse avec les manies et ridicules de la petite noblesse de province, soit hostile de parti pris à toute idée d'aristocratie? Elle ne prétend pas, comme M. Henry Bérenger, abolir « le préjugé nobiliaire ». Elle sait bien que c'est impossible, que partout où un petit groupe se rassemble, un tri immédiat se fait, une élite se dégage; que c'est au sein même des démocraties que cette loi de sélection est le plus visible; que, du plus bas degré au sommet, il y a, à travers les générations, un passage incessant, une ascension continuelle à une couche supérieure... et qu'il est déplorable que la marquise de Ponts, si bien faite pour occuper cette cime, se soit décidée à dégringoler si vite.

Nous retrouvons le même paradoxe de philosophie sociale dans *Hérille*, le dernier roman de Mme Bertheroy. Hérille qui est faible et bon, goûte le parfait bonheur avec une petite grisette qui lui est tendrement attachée, et il ne connaît que déboires avec la très distinguée jeune fille de la bourgeoisie qu'il épouse et qui le trompe. Sur le tard, pensant se consoler de tout, c'est sur un amour ancillaire qu'il se rabat et qui lui réserve, avec la pire des turpitudes, le coup de grâce. L'invention est frêle, les personnages un peu estompés, parmi des luxuriances descriptives où l'auteur se plaît et triomphe. Ce roman curieux, intéressant, marque un point d'arrivée brillant, que peu de romanciers approchent, et où Mme Bertheroy devait atteindre.

IV

Malgré leur nombre et leur diversité, il semble que la figure de l'auteur ne se soit pas trop modifiée ni dispersée dans ce voyage à travers ses œuvres, où nous avons marché à la lumière propice de la Beauté et de l'Amour, les deux anges rayonnants qui nous escortaient au départ.

La petite Muse bordelaise n'a pas fait mentir nos premiers pronostics. Telle que nous pouvons nous la représenter à présent, elle a grandi, elle est très belle, vêtue mi-partie à la grecque et à la parisienne, de noble stature et harmonieuse, sculpturale, un peu théâtrale et se complaisant, ce qui n'est pas un mal pour ne rien perdre de ses moyens, mais ce qu'un art supérieur apprend à déguiser; les bras, les épaules des Divinités de l'Hellade, où elle a si longtemps fréquenté; les extrémités, une main longue et fine, comme les nymphes de Jean Goujon; d'un type romain, un peu contrarié d'amalgame celtique ou ibérique, qui en fond la solennité en une douceur, avenance et attirance plus familière et bon enfant; roulant en elle un esprit subtil, éveillé sur toutes choses...

Tout lui est aisé. Des humanités poussées assez loin lui ont appris la valeur des mots, leur nombre et leur vertu cachée. Les vers lui ont enseigné le rythme de la prose. Sa phrase se déroule amplement; comme une musique, elle s'alanguit et tombe, s'enfle et reprend. Et ainsi que ceux qui savent écrire, elle a plus d'un style : élégant d'ordinaire et de bonne tenue, elle peut, à l'occasion, laisser trotter sa plume, la bride sur le cou. Elle connaît l'Histoire, la Philosophie, les voyages. L'Italie, l'Espagne, l'Orient ont tour à tour déroulé pour elle leurs féeries enchanteresses. Elle sait la vie.

Avec tant de ressources, dans cet éclat de jeunesse, il serait téméraire de prévoir l'avenir. Retournera-t-elle à la poésie? Les vers sont fleurs de prime printemps. Du roman antique et historique, — d'un maniement si difficile et de si peu de prise sur le public, qui craint toujours, en ouvrant de tels livres, qu'on lui fasse recommencer ses classes, — *Bathylle* et *la Danseuse de Pompéi*, *Ximénès*, semblent réunir tout le trésor qui s'en pouvait extraire. Et le champ du roman moderne, — roman d'analyse et de mœurs, romans de tout genre, — est labouré, retourné en tous sens. Sur le sillon entr'ouvert, Béatrice du *Roman d'une âme*, Madeleine du *Double Joug*, *Lucie Guérin*, ont levé des tiges superbes.

Mais qu'importent le genre et la forme! Le prix d'une œuvre d'art est dans l'intensité avec laquelle se révèle une sensibilité particulière. De tout ce que nous venons de dire, la personnalité de Mme Jean Bertheroy se dégage et, à quelque choix qu'elle se décide, on peut s'attendre à de belles surprises.

LÉON BARRACAND.

LA VIE ET LES MŒURS

OPINIONS DE QUELQUES JOURNALISTES SUR LA SITUATION POLITIQUE (*le Temps*, M. ROCHEFORT, M. CORNÉLY, M. DRUMONT, M. GÉRAULT-RICHARD).

Après avoir publié les opinions de plusieurs députés concernant l'action républicaine, la *Revue Bleue* a jugé intéressant pour ses lecteurs de solliciter de plusieurs journalistes notables leur avis sur la situation politique. Voici les réponses qui nous sont parvenues :

— Du journal *le Temps :*

« La voie est ouverte à toutes les hypothèses sur ce que fera le ministère ou sur ce qu'il ne fera pas. Quant à nous, nous nous en tenons fidèlement à la formule également éloignée des extrémités contraires : « Ni réaction ni révolution. » C'est la grande formule qui éclaire d'un jour décisif les difficultés dont se hérisse l'heure présente. Ces difficultés ne seront pas insurmontables à celui qui aura du bon sens et de la persévérance, et nous ne faisons pas à M. Waldeck-Rousseau, l'ancien collaborateur de Gambetta et de Jules Ferry, l'injure de supposer qu'il manque de l'un et de l'autre. Il faudra résoudre, ou, tout au moins, aborder les grands problèmes qui se dressent et dont les solutions ne paraissent claires qu'à ceux qui n'en ont pas examiné toutes les données ou bien qui les ont étudiées d'un œil prévenu : ce qui n'est pas notre cas. Le ministère Waldeck-Rousseau peut faire du mal, c'est certain : et il peut faire du bien aussi; cela n'est pas douteux. Et on nous verra toujours animés à son égard de l'impartialité qui est l'honneur de tout citoyen digne de ce nom, aussi empressés à louer le bien qu'il fera qu ardents à critiquer le mal qu'il accomplira. Mais quand on nous demande aujourd'hui si telle mesure est bonne ou mauvaise, nous répondrons que le temps est un grand maître et qu'il faut passer toutes choses au crible de l'expérience, et c'est seulement dans l'avenir, lorsque les solutions auront produit tous leurs résultats, et qu'on verra mieux les conséquences, profitables ou non, d'actes qu'on ne peut complètement juger maintenant, qu'on pourra trancher le débat. Nous croyons cependant que si M. Waldeck-Rousseau se lançait à la suite de M. Millerand dans des innovations que le temps n'aurait pas mû-

ries, il n'aboutirait à rien autre qu'à des chimères et à des utopies. Il enfanterait de graves déceptions dont le parti républicain tout entier pâtirait.

Encore une fois — et il est bon de le répéter — nous serons aussi loin d'une ligne d'approbation servile, qui serait l'abdication des droits qui sont le patrimoine du parti républicain, que nous serons éloignés d'une hostilité systématique qui serait plus dangereuse encore et qui, dans les circonstances que nous traversons, pourrait être criminelle. Nous ferons ce que nous dictera notre conscience, à la lueur des principes de Jules Ferry qui a dit que la justice des choses est immanente. Et nous conjurons le parti républicain de se ressaisir. Il est telles causes de désunion qui, interprétées avec la ferme volonté d'aboutir, peuvent devenir des motifs d'union. Puisse donc le grand parti républicain marcher, la main dans la main et d'un pas égal, sur le terrain de la liberté et dans la voie du progrès qui sont le vrai terrain de la République et la voie véritable où la démocratie doit s'orienter. » (*Le Temps.*)

— De M. Henri Rochefort :

« Voici donc les canailles du Palais-Bourbon qui recommencent leurs exercices. Le ministère de repris de justice qui nous gouverne va continuer de trahir la France parce qu'il est payé pour cela, pour la plus grande joie de Jean-Jean Jaurès et de Boule-à-Gifles. Il peut compter sur les immondes individus que sont les socialistes gouvernementaux; il aura aussi le concours de tous ces forbans du radicalisthme de Panama qui, ayant été perpétuellement vendus, sont cependant toujours à acheter. Et il aura naturellement, avec toutes les crapules du dreyfusisme, ces majoritards zélés (ailés, pourrais-je écrire, parce qu'ils volent toujours) qui soutiennent tous les ministères et qui, étant de fieffés coquins, trouvent par-dessus le marché (au comptant et à terme) le moyen d'être des imbéciles. Voilà pour les écuries Bourbon.

Quant aux sinistres gâteux du Luxembourg, ils bavent d'impatience à l'idée de sauver encore la République, qu'ils aiment comme une fille mineure. Ils vont s'exciter de nouveau, les vieux chimpanzés, à des débauches de proscriptions. Et ces Luxembourgeois du Sénat, qui croient que, parce qu'ils habitent le Luxembourg, ils ont une raison suffisante de se conduire comme des Prussiens, voteront contre la France toutes les fois que Delcassé le leur commandera. Et pour récompense, ils approcheront encore leurs lèvres de l'assiette au beurre, qu'ils lécheront parce qu'ils n'ont plus de dents.

Et pendant ce temps-là, les flibustiers et les malandrins, les fonds-secrétiers (qui sécrètent leur bile contre les patriotes) et tous les citoyens de la presse de la place Beauvau, danseront la sarabande autour du cadavre de la France.

Et Reinach, le hideux Reinach conduira par la main ou plutôt par la patte qu'il aura graissée d'avance, les saltimbanques du ministère : Waldeck-Rousseau qui ne peut plus rire, tant il a commis de crimes; le traître Millerand-Cahen, l'ami des grands couturiers jusqu'à ce qu'il devienne celui des petites modistes; et Leygues qui rit et qui parle comme un idiot qu'il est; et Baudin qui est plus daim qu'il n'est beau; et ce petit bondieusard de Caillaux, et ce grotesque farceur qui détient les sceaux et qui devrait être détenu par nous (lui, ainsi que tous ses collègues) si nous étions moins sots. » (H. Rochefort.)

— De M. J. Cornély :

« Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais il me semble que le socialisme est presque aussi stupide que le nationalisme. C'est une comparaison que j'emploie souvent parce que je trouve qu'elle est juste et parce qu'elle dit bien ce qu'elle dit. D'ailleurs, je suis bien tranquille : j'ai la conviction que le socialisme n'a aucune chance de réussir en France où, en somme, tout le monde est raisonnable et où presque tout le monde est propriétaire. Être propriétaire, voyez-vous, c'est une tendance naturelle aux hommes et vous ne ferez pas, malgré tous les beaux raisonnements, que cela ne soit pas. Et une doctrine qui supprime la propriété, il faudrait qu'elle soit bien forte pour réussir quand même, et je ne puis pas croire qu'une pareille chose arrive. Oh! je sais bien qu'il y aura toujours des mécontents dans la société; une société ne serait pas une société si elle ne contenait pas de mécontents. Mais de là à vouloir satisfaire les mécontents par une révolution sociale, il y a loin. Certes, il y a des injustices inévitables, mais il ne faut pas les exagérer. Les gens qui ont bien dîné, n'est-ce pas, sont toujours de bonne humeur; les gens qui crèvent de faim sont toujours de mauvaise humeur. Eh bien! il est sage de juger la société avec la bonne humeur des gens qui ont bien dîné. D'ailleurs, s'il y a des gens qui crèvent de faim, on ne peut vraiment pas dire que ce soit le ministère Waldeck-Rousseau qui en soit cause; il n'y a pas beaucoup de ministères qui aient fait autant que lui pour les travailleurs! Et puis, lorsque Notre-Seigneur Jésus-Christ mourait sur la croix, il avait à côté de lui le bon larron qui se repentait de ses fautes, et Jésus notre divin maître lui pardonna. Faisons comme lui. S'il y a des voleurs dans la société, et j'ai quelque idée qu'il n'y en a pas tant qu'on le dit, ils peuvent racheter leurs crimes en dépensant judicieusement leur fortune plus ou moins bien acquise, et cela vaut mieux que de les dépouiller brutalement, car, cela aussi, ça serait un autre vol. Et

tenez! l'autre jour, comme je sortais de l'Exposition, qui disparaît (car tout disparaît ici-bas tôt ou tard), et j'y suis allé souvent à cette Exposition qui a été vraiment une bien belle manifestation du génie humain et tout à fait honorable pour le ministère qui l'a menée à bien, — j'ai rencontré un exposant, un homme charmant que je connais. Nous avons fait un bout de chemin ensemble.

Et il m'a dit: « Moi qui ai exposé je ne peux pas dire que j'ai gagné de l'argent, non, je suis comme tous les autres, j'en ai perdu. Eh bien! croyez-moi si vous voulez, je suis fier tout de même d'avoir collaboré à une grande œuvre nationale. » Cet exposant avait raison, car il avait un idéal. L'idéal : voilà ce qu'il faut avoir; c'est certainement une bonne chose que d'en avoir un. Comme il est dit dans les Dialogues des Apôtres : « Celui qui dépense son sang pour la foi sera sauvé; celui qui meurt pour les biens de ce monde sera puni. » C'est une belle parole. Ceux qui vont au socialisme sont ceux qui n'ont pas d'idéal, et je les plains, car ils sont comme Gribouille qui se jetait à l'eau pour ne pas se mouiller : d'où lui est venue sa réputation dans l'histoire. » (J. Cornély.)

— De M. Édouard Drumont:

« L'heure est solennelle. On entend de toutes parts les craquements d'une société qui se désagrège et tombe en ruines. Et on se demande si le torrent de boue et d'ignominie qui coule à travers le pays ne finira pas par tout submerger.

Pour moi, dans un article qui m'a valu de nombreux témoignages d'admiration, j'ai démontré que la persistance du ministère Waldeck-Rousseau est au moins aussi utile aux progrès de l'antisémitisme en France que pourrait l'être son renversement. Maintenant rien n'empêchera plus la révolution qui nous délivrera de l'oppression du Juif : et cette révolution sera mon œuvre. Quand un homme comme moi a voué son existence à une cause qu'il sait plus noble que toutes les causes, il peut bien se réjouir à la face de ses adversaires qui lui tournent le dos pour se disperser.

Oui, il sera impuissant à endiguer le flot populaire, Waldeck-Rousseau, le soutien éhonté de tous les grands Juifs internationaux, de tous les mercantis, de tous les financiers tarés et de tous les syndicats de banquiers. L'action des Juifs chez nous s'affaiblira bientôt. Ils en sont déjà aux moyens violents. On bâillonne, on étrangle, on supprime tous ceux qui gênent, comme à Venise. Et les procédés du ministère me font aussi songer à la décadence néronienne étudiée par le merveilleux écrivain de *Quo vadis?* et où on sent bien déjà la néfaste influence des Juifs.

Mais ce que les Juifs peuvent perdre dans la politique intérieure, ils le retrouvent dans la politique extérieure, grâce à la complicité de Delcassé qui s'était déjà abouché avec les Juifs pour livrer Fachoda à l'Angleterre et qui négocie la livraison de l'Algérie. Il fait encore le jeu des Juifs dans la question chinoise. Et, à ce propos, M. René Pinon, un écrivain de talent, m'adressa, avec une flatteuse dédicace, son livre : *La Chine qui s'ouvre.* (Et n'admirez-vous pas ces coïncidences qui prouvent que les desseins de Dieu sont impénétrables même à ceux qui les examinent de plus près; M. René Pinon compose un livre très bien documenté et très bien écrit et qu'il faut absolument lire si l'on veut connaître les péripéties de l'histoire de l'Extrême-Orient pendant ces dernières années, un livre sur la Chine qui s'ouvre, et au moment où paraît son livre, la Chine se referme!) Il aurait prévu cela s'il avait mieux pénétré l'action des Juifs dans toutes les phases de la question chinoise, car rien n'est arrivé là que par la volonté des Juifs qui tiennent tous les fils de la diplomatie européenne. C'est en vain que les Chinois se disent avec orgueil : « Notre pays est le seul au monde où la main du Juif ne pourra jamais mettre le pied. » Ils se trompent, car les Juifs mettent le pied et surtout la main partout. Et ce sont eux, eux seuls qui accompliront le partage de la Chine. Ils attendent pour cela d'avoir définitivement réglé avec Delcassé l'abandon de nos possessions asiatiques à l'Angleterre et à l'Allemagne.

Il y a donc des points noirs à l'horizon. Mais le soleil chassera les nuages. Les Français de France peuvent avoir de grandes espérances. C'est ce que je me disais l'autre soir à la fête de l'Hôtel de Ville purifié des influences juives, à cette fête où je fus accueilli par les acclamations de tout un peuple reconnaissant. » (Édouard Drumont.)

— De M. Gerault-Richard.

« Amis, serrons nos rangs. Le ministère Waldeck-Rousseau où notre camarade Millerand mène le bon combat démocratique va encore avoir contre lui tous les mouchards en disponibilité, tous les flamidiens de la droite, tous les individus qui croupissent dans le marais du centre, tous les dispensés des grandes ligues militaristes, tous les porte-jupes cléricaux, tous les pensionnaires échappés de ces maisons congréganistes que la loi ne tolère pas plus que la saine morale populaire ne les approuve. Il aura contre lui tous les anciens stipendiés des fonds secrets, de ces fonds ignominieux qui, dans la société pourrie où nous vivons, viennent bien rarement s'égarer dans les poches des fiers et des désintéressés défenseurs de nos doctrines socialistes. Mais tous les bons citoyens feront front, comme un seul homme, contre les suppôts de la réaction! Ah! il faut être bête et pleutre comme un réactionnaire pour ne pas

voir se lever l'aurore magnifique des temps nouveaux, cette aurore qui assurera la justice à tous par la voix des penseurs socialistes, cette aurore qui fera enfin tous les peuples unis et frères. Les réactionnaires coalisés sous les ordres du pape et des jésuites, veulent renverser le ministère vraiment républicain que nous avons. Ils ont besoin pour cela que notre parti les aide. Mais au lieu du coup de main qu'ils attendent de nous, ils n'auront que des coups de pied quelque part. » (Gerault-Richard.)

. . . .

Telles sont les réponses que nous avons reçues des grands journalistes de notre temps.

J. Ernest-Charles.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Johannisfeuer (les Feux de la Saint-Jean), 6 Auflage, par Hermann Sudermann (Stuttgart).

Dans ce drame, Sudermann nous présente un intérieur de bourgeois allemands préoccupés des préparatifs d'un mariage. Tout est tranquille extérieurement ; cette estimable famille semble éprouver une émotion douce et confiante, et pourtant une angoisse affreuse étreint en secret deux des personnages, leur tord le cœur, affole leurs sens et leur imagination, mais ils dissimulent cet émoi par charité ardente, par exaltation de sacrifice. Les Vogelreuter, couple aisé et vertueux, avaient adopté naguère une petite fille, Marikke, qui mourait de faim sur la grande route auprès de sa mère. Trois ans plus tard une enfant leur est née, la rieuse Trude, qu'ils adorent tout en conservant Marikke. A cette famille complexe vient encore se joindre un nouveau membre, Georg von Hartwig, neveu des Vogelreuter, ruiné par le suicide de son père, mais orgueilleux, plein d'énergie, acharné à refaire sa vie et sa fortune. Il a aimé passionnément Marikke, mais elle repousse cet amour dans lequel elle ne croit distinguer qu'un désir blessant. Georg, de son côté, se laisse attendrir par le charme enfantin de Trude, par sa candeur de petite fille éprise et câline ; il veut en outre s'acquitter ainsi de sa dette de reconnaissance envers les Vogelreuter. Marikke semble heureuse de cette décision, et se charge de tous les préparatifs. Mais elle est préoccupée, pâle, nerveuse. C'est qu'en installant l'appartement des jeunes mariés elle a trouvé un cahier de vers intimes écrits par Georg au jour le jour. Elle comprend alors avec quelle pureté il l'avait chérie ; c'est aussi qu'elle a revu sa mère, la mendiante dégradée, ivrogne et voleuse. Une révolte la prend de sa vie sacrifiée, et dans l'affolement de la nuit de la Saint-Jean, tandis que les feux de joie brûlent avec une magnificence païenne et joyeuse, elle se donne à Georg, revendiquant toute l'initiative de l'acte et toute la responsabilité, volant ce bonheur comme volait sa mère dans les maisons où on lui faisait la charité. Puis, les feux éteints, son ardeur rentre dans son cœur meurtri ; ivre de douloureuse expiation, elle repousse la main loyalement offerte de Georg et s'efface devant la petite fiancée qu'elle a parée elle-même, qu'elle calme et rassure. Alors elle part seule pour une vie inconnue, de travail au loin, elle ne sait où, mais loin de tous ceux qui l'ont accueillie. La pièce est très belle, d'une intensité impressionnante. Les sentiments, révélés parfois par des phrases très simples, mais où l'émotion dépasse les mots, troublent par leur vérité vécue, palpable, infiniment triste. Les caractères sont justes, traités avec tact et maîtrise. L'épisode de l'affection tendre et clairvoyante d'un jeune pasteur pour Marikke, le consentement de celle-ci avant la Saint-Jean, puis son refus implacable après la nuit délicieuse et terrible de volupté volée, ajoute encore sa note déchirante à cette vie qui méritait d'être heureuse. Tout l'intérêt du drame porte sur Marikke. On la suit avec émotion dans tous les troubles de son âme fière et profonde ; quand elle s'exalte à l'idée du vol qu'elle a commis dans la maison de ses bienfaiteurs, quand elle se croit « au delà du bien et du mal », elle n'inspire pas d'horreur mais une ardente pitié. La rapidité avec laquelle elle se reprend, cache son âme d'amoureuse sous ses dehors humbles de petite ménagère, est caractéristique. On sent qu'elle n'aurait pas eu la force d'affirmer son bonheur coupable, qu'une vie de lutte contre la misère et l'isolement lui est plus douce qu'une vie de triomphe avec un remords dans le cœur. Pauvre petite *uebermensch* de la nuit de la Saint-Jean, que les feux ont si vite consumée, elle sera la victime des principes traditionnels, inconsciemment chrétienne quand même, mais son seul beau souvenir sera son court moment de paganisme intense, de passion vraie comme la vie... Dans les détails de l'action, l'unique reproche qu'on puisse faire à l'auteur est une trop grande habileté dans la mise en scène et quelque chose d'artificiel parfois dans les rencontres des personnages.

The man that corrupted Hadleyburg (le Corrupteur de Hadleyburg), par Mark Twain (Tauchnitz, éd. Leipzik).

Dans son dernier recueil, Mark Twain, sans renoncer à l'esprit brillant, aux fumisteries joyeuses et originales auxquelles il doit son immense succès, se montre soucieux aussi de problèmes sérieux, de questions de morale et de justice. La première de

ses nouvelles, qui donne son titre à l'ouvrage, est une satire fine, triste au fond malgré sa forme enjouée, des trop somptueuses réputations d'intégrité. Hadleyburg est une ville incorruptible! Or, un jour, un étranger y dépose un sac d'or et promet que cette richesse sera le lot du citoyen qui se souviendra d'avoir rendu jadis certain service important à un passant obscur et en détresse. L'étranger révèle sous le sceau du plus inviolable secret aux dix-neuf principaux notables le service dont il est ici question. Et tous les dix-neuf, naïvement confiants, déclarent par écrit avoir accompli l'acte de miséricorde. Ce fait de vantardise et de mensonge flagrant endommage l'honneur de Hadleyburg l'incorruptible qui, flétrie, change de nom pour échapper au souvenir de sa honte étalée devant l'Amérique entière. Car d'insupportables journalistes ont répandu l'histoire. D'autres récits renferment une critique plus directe encore de l'aptitude que manifeste l'humanité civilisée au mensonge impudent. « Une bonne moitié de la population anglaise affirme silencieusement n'avoir jamais su que M. Chamberlain travaillait à manufacturer une guerre dans l'Afrique du Sud, et consentait à payer des prix fantastiques pour le matériel militaire. » Ces paroles sont nettes et hardies et le ton grave que prend aujourd'hui cet écrivain qui, pendant sa carrière si longue déjà, s'était principalement appliqué à faire sourire, impressionne et fait songer.

Il Miraggio (le mirage), par Lucio d'Ambra (Societa Dante, Roma).

Le roman, intéressant quand même, de M. Lucio d'Ambra, a dans toute sa première partie une analogie frappante avec le *Fuoco* de Gabriel d'Annunzio. Ici encore le héros est un écrivain célèbre ; l'héroïne une actrice de talent. Julien Farnèse, épris de son art, soucieux de ne pas laisser décliner son talent, se lasse vite de son amour, tandis que Claudine Rosiers se donne tout entière, sans réserve, sans calcul, avec la joie de sacrifier son succès d'actrice à son roman de femme.

La ressemblance entre *le Mirage* et le *Feu* se retrouve jusque dans certains détails. Ainsi la belle scène où d'Annunzio raconte comment la grande comédienne l'aide à dégager l'idée première de la ville morte trouve un pendant curieux dans *Miraggio*. Farnese lui aussi voudrait utiliser l'inspiration de Claudine, seulement ici l'actrice n'est qu'une amoureuse. Beaucoup moins éclatant que l'œuvre de d'Annunzio, moins lyrique, moins hypnotisant, le roman de Lucio d'Ambra pose un double problème. L'amour de l'écrivain et de l'actrice n'est pas seulement compliqué par l'habitude d'analyse sentimentale de Farnese, par son besoin de préciser ses émotions pour les transformer en œuvres d'art, mais une entrave matérielle existe aussi. Il est marié et tient à conserver sa place au foyer conjugal. Ce souci du bonheur paisible amoindrit le héros. Quand, las déjà de l'amour ingénue de Claudine, il la repousse par prudence mesquine presque brutalement, toute la sympathie du lecteur l'abandonne et se rattache à l'actrice. Celle-ci, comprenant enfin la dévastation de son rêve, se tue sans un murmure, en pleine beauté, en pleine jeunesse, emportant avec elle la honte de n'avoir pu inspirer qu'un désir passager de son corps de vierge. Béatrice, la femme de Farnese, est une créature délicieuse, prétend M. Luca d'Ambra, mais elle n'apparaît guère que comme une espionne jalouse de son bien, assez digne d'ailleurs, par instants. Après la mort de Claudine, la vie recommence entre la femme et le mari. Et l'on se demande comment ces deux êtres pourront vivre avec, dans leur passé, cet atroce souvenir. Pourtant ils se sourient, et Farnese, dans le ciel d'été, découvre une étoile qui lui semble briller avec une promesse de bonheur...

Ivan Strannik.

FRANCE

L'Amour marin, par Paul Fort (Société du *Mercure de France*).

Voici le cinquième volume des « ballades françaises » de Paul Fort, et cette œuvre prend en se développant toute sa signification ; elle devient une sorte d'épopée, assez vaste et puissante, où l'histoire et la nature apparaissent alternativement, exaltées et magnifiées, comprises surtout et senties avec intensité. Les diverses parties de ce poème complexe, un peu éparpillées encore, se relieront entre elles ultérieurement et la conception d'ensemble se révélera plus belle et plus forte dans l'œuvre achevée. *L'Amour marin* est un recueil de chansons, de lieds, de narrations lyriques, où se trouvent heureusement combinés une forme littéraire et le langage des gens de mer. Richepin a travaillé dans ce genre, et souvent avec succès, — mais on sait de quel romantisme suranné ses meilleures inspirations se gâtent. Les ballades de Paul Fort ont quelque chose de plus franc, de plus naturel, de plus vrai dans l'expression. Il est possible qu'il abuse un peu de l'argot marin; à la longue, cela fatigue. Mais quelques-uns de ses poèmes ont une réelle beauté; un peu rudes, et parfois câlins, souvent brutaux, tendres aussi, sincèrement émus, ils sont imprégnés de toute la mélancolie morne des chétives existences éperdues au milieu de trop vastes horizons, de la grosse joie des jours de bordée, de la tristesse des prochains départs ; ils sentent la mer. Exubérants et timides tour à tour,

sensuels et doucement élégiaques, ils inquiètent, comme la mer sans cesse changeante, déconcertante, pleine d'ordure, et merveilleusement belle, et toute jolie... Quant à la forme poétique, — qu'il faudra discuter un jour, mais dont on ne saurait nier l'originalité, — elle est bien caractérisée par ces lignes que Paul Fort écrivait en préface d'un de ses précédents volumes: « J'ai cherché un style pouvant passer, au gré de l'émotion, de la prose au vers et du vers à la prose; la prose rythmée fournit la transition... La prose, la prose rythmée, le vers, ne sont plus qu'un seul instrument, gradué. »

La Valse, par Henri-Lavedan (Calmann-Lévy.)

Un journaliste vint un jour trouver M. Lavedan, qui ne demanda pas mieux que de donner sur son propre talent quelques explications très claires. De l'index il désigna d'abord son front, siège de son esprit, et puis son cœur, siège de sa sensibilité, disant à peu près: « Mon talent, il est ici, et là. » M. Lavedan a conscience d'être un ironiste sentimental, et quelquefois l'ironie l'emporte sur la sentimentalité, d'autres fois, la sentimentalité sur l'ironie. C'est une question de dosage; voilà tout. *La Valse*, une petite nouvelle qui donne son titre à ce recueil, est plutôt dans le genre attendri. Une vieille demoiselle qui, dans sa jeunesse, avait éprouvé de la sympathie pour un bel officier de la garde royale à force de danser avec lui la douce et mélancolique valse d'hier, — mais le frivole cavalier l'avait ensuite délaissée, — bien plus tard, à soixante-dix ans, se remet un beau jour à danser pour enseigner la valse à son neveu; celui-ci veut savoir danser, car il aime une belle jeune fille, folle de la valse à trois temps. Il dansa, toucha son cœur et l'épousa. Mais la tante mourut, chantonnant la valse d'hier, le jour où les Prussiens entrèrent à Orléans. Et M. Lavedan est très ému de penser qu'une tante est si vieille quand son neveu est encore si jeune. Il y a, du reste, de charmantes choses dans ce petit récit, ainsi cette description d'un vieux Pleyel fatigué: « Il était si perclus, si lassé, si usé, si fini et à bout de cordes et de laiton, qu'il ne rendait plus que des notes chevrotantes et flûtées ainsi que la voix d'une grand'mère. Dès qu'on appuyait un tant soit peu sur ses pédales, il gémissait comme si on lui eût marché sur le pied... » C'est presque un peu trop spirituel; il semble que cette très simple et gentille histoire se serait accommodée d'un peu plus d'ingénuité. Loti fait beaucoup mieux dans ce genre... Le même recueil contient, sous le titre des *Départs*, quelques petites scènes dialoguées: départs pour le collège, pour la galanterie, pour le Midi, pour le bal, pour l'hospice, départ du ministère après la chute. C'est dans le genre des *Petites visites* ou des *Beaux Dimanches;* un genre assez facile, en somme: il suffit de trouver la rubrique, — et puis d'avoir beaucoup d'esprit... Il va sans dire que ce léger volume est d'une lecture aisée, pleine de grâce et d'agrément.

La Guerre et l'Homme, par Paul Lacombe (Bellais).

L'auteur de ce volume avoue avec simplicité son aventure. Il avait entrepris une étude de psychologie sur l'homme à la guerre. M. Lacombe est un savant estimable. Ses ouvrages antérieurs, l'*Histoire considérée comme science*, par exemple, ou l'*Esquisse d'un enseignement basé sur la psychologie de l'enfant*, ont clairement manifesté son érudition, la finesse de son observation et l'ingéniosité de ses doctrines. Il se mit donc, pour ce nouvel ouvrage, à la recherche de documents précis; il les recueillit avec soin, les classa. Mais tandis qu'il s'attardait à cette étude, une immense horreur, un invincible dégoût lui vint des hideurs qui s'offraient à son investigation. La guerre lui apparut trop scandaleusement laide pour qu'on la puisse examiner avec sang-froid, avec l'impassibilité que la science exige. Il se prit de fureur pour ce qu'il voyait. « Convaincu du rôle excellemment funeste de la guerre, et l'esprit endolori de ses images, j'ai décidé que je parlerais contre elle de toutes mes forces. » L'étude de psychologie qu'il avait projetée tourna donc involontairement à la diatribe; plutôt encore, elle devint une œuvre d'apostolat, — et de ces circonstances résulte le caractère assez hétéroclite qu'on peut lui trouver. Mais telle quelle, et peut-être à cause de cela, elle est profondément émouvante et belle dans sa rhétorique à force d'être évidemment sincère dans son impatience, autant que sérieuse dans sa documentation. Tant de détails caractéristiques et vrais y sont accumulés qu'elle donne le frisson et terrifie. Elle renseigne avec exactitude et dégoûte de tant d'abominations dûment contrôlées. La forme en est étrange, tantôt abstraite et technique, tantôt ardente et passionnée. Je ne sais si le livre qu'avait médité d'abord M. Lacombe n'eût pas plu davantage à des sociologues; le livre qu'il a écrit aura plus de portée: il importe qu'on le lise et qu'on le répande.

André Beaunier.

Memento. — Chez Ollendorff, *La Ténébreuse*, par Georges Ohnet.— Chez Alcan, *Le Drame chinois* (juillet-août 1900), par Marcel Monnier. — Chez Plon, *Lettres à Mademoiselle Th. V.*, par le R. P. Didon. — A la « Société d'éditions littéraires », *Les Femmes arabes en Algérie*, par Hubertine Auclert; — *Ame orpheline*, poésies, par J.-C. Holl.

A. B.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40041. *Le Directeur-Gérant:* HENRY FERRARI.

NOTES FINANCIÈRES

La liquidation de fin novembre, qui a eu lieu mercredi dernier, s'est effectuée dans d'excellentes conditions, abondance de capitaux disponibles et taux modérés des reports.

Aussi a-t-elle été suivie d'un mouvement assez vif et général de reprise qui a été entravé à la fin de la semaine par la baisse des valeurs espagnoles.

L'Extérieure fut ramenée le samedi à 66,40, les Chemins de la péninsule fléchissaient le même jour de 10 à 15 francs. Les vendeurs à découvert s'efforçaient, à la faveur des bruits d'insurrection carliste, de déprimer les cours à un niveau assez bas pour empêcher tout retour offensif de leurs adversaires et liquider avec profit l'opération commencée depuis les cours de 72.

Ce plan a été déjoué. Lundi éclatait, à Madrid et à Barcelone, une hausse de cinq ou six points sur la rente Intérieure; en même temps l'Extérieure était demandée ici à l'ouverture à 67,40, les Chemins espagnols reprenaient tout ce qu'ils avaient perdu le samedi. Les Andalous valent actuellement 290, le Nord de l'Espagne 182, le Saragosse 265, l'Extérieure s'est établie à 68.

***

La rente française 3 p. 100 a été assez ferme. De 100,45 elle s'est élevée à 100,60 pour revenir à 100,50 mardi. Le 3 1/2 p. 100 n'a pu atteindre 102 francs et finit à 101,85. Ce cours s'entend ex-coupon de 87 1/2 centimes depuis le 1er novembre et répond, par conséquent, à celui de 102,72 avant le détachement.

Les fonds russes 3 p. 100 ont été un peu plus fermes que précédemment. Le 1891 et le 1896 sont à 85 francs, le dernier ayant détaché un coupon trimestriel le 6 courant.

L'Italien a dépassé brusquement 95 francs; des réalisations l'ont alors ramené à 94,80.

Les fonds brésiliens ont eu un marché assez agité. Les ventes ont d'abord refoulé le 4 p. 100 à 61,50 et le 5 p. 100 au-dessous de 70. Une amélioration s'est produite ensuite, on cote 62,10 et 70,85. La crise de la Banque de la République à Rio-de-Janeiro a ébranlé fortement le pays, paralysé les autres banques, troublé et entravé toutes les transactions commerciales. On peut croire, cependant, que le plus fort de la bourrasque est passé, et que la situation va redevenir peu à peu normale. Les incinérations de papier-monnaie ont été provisoirement suspendues. La circulation n'est plus que de 700 000 contos, au lieu de 788 000 au moment où les incinérations ont commencé.

Les valeurs ottomanes restent très calmes, mais fermes, à l'abri des orages qui passent sur d'autres parties de la cote.

L'emprunt chinois 5 p. 100, 1898 (obligation du chemin de fer de Pékin à Hankéou) reprend faveur à 440. Un télégramme de l'ingénieur en chef à Pao-Ting-fou dit que la situation s'améliore. Les bâtiments et les archives sont saufs; on a retrouvé du matériel, 8 locomotives, 8 voitures à voyageurs, 100 wagons de marchandises en bon état. Les ouvrages d'art ont peu souffert. La réparation de la voie a commencé avec du personnel chinois.

***

Toutes les valeurs de traction se sont vigoureusement relevées, le Métropolitain surtout et la Société parisienne pour l'industrie des chemins de fer électriques. Ces titres ont repris, l'un de 525 à 555, le second de 250 à 266; ont repris également, les Tramways Sud et les Tramways de Paris et du département de la Seine, la Traction, la Thomson-Houston et l'Omnium lyonnais.

La plupart des valeurs du parquet sont en reprise, Suez, Sosnowice, Aguilas, Wagons-lits. Le Gaz, cependant, a reculé assez vivement de 1 150 à 1 112. Les Chemins français, après d'assez fortes oscillations, se retrouvent aux mêmes cours qu'il y a huit jours. Les titres des établissements de crédit sont en progrès.

Les nouvelles du Transvaal sont si peu encourageantes pour les valeurs minières que celles-ci ont fléchi assez sensiblement en dépit du soutien énergique des maisons anglaises.

***

La Société des Aciéries et Chantiers de Paratoff a été créée en vue de donner une direction et une administration autonomes aux usines métallurgiques, aciéries et chantiers de constructions mécaniques et navales de Paratoff, établies et installées avec tous les progrès réalisés par la technique moderne, par la Société minière et métallurgique de Volga-Vichera.

Jusqu'au 16 novembre courant, les actionnaires de cette dernière société sont admis à souscrire à 35 000 actions de 500 francs de la Société de Paratoff, à raison de 7 de celles-ci pour 10 actions Volga-Vichera.

La Société de Paratoff a acquis au prix courant les constructions et installations faites par la Société Volga-Vichera. Elle a bénéficié de tous les marchés passés par celle-ci avant la hausse des prix, elle profite d'une économie considérable de temps et d'argent, et ne se trouve grevée d'aucun apport.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 40041.

N° 20. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 17 Novembre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 20

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

On s'abonne chez tous les libraires et dans les bureaux de poste de France et de l'étranger

REVUE DE SYNTHÈSE HISTORIQUE

DIRECTEUR : **HENRI BERR**

SOMMAIRE DU N° 2

REVUES GÉNÉRALES

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

BIBLIOGRAPHIE

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 20. 4e Série. — Tome XIV. 17 NOVEMBRE 1900.

LES DÉBUTS DE L'IMPRIMERIE A PARIS (1)

L'Imprimerie nationale vient de mettre en vente le premier volume d'une *Histoire de l'imprimerie* qui est digne d'elle. De nombreux et admirables fac-similés nous mettent sous les yeux la naissance et les progrès du livre. Le texte a été rédigé par M. A. Claudin, bien connu par de savants travaux qui lui ont donné la plus haute autorité en cette matière. De cette collaboration de l'Imprimerie nationale et de l'éminent érudit est sorti un ouvrage fort beau et fort instructif, où les amateurs d'incunables trouveront une information précise et utile sur toutes les marques qui font reconnaître la provenance des livres français, mais qui donnera aussi aux simples curieux un enseignement fécond et suggestif.

Ce premier volume contient les origines de l'imprimerie parisienne.

En 1466, un libraire allemand nommé Fust vint à Paris : il apportait des Bibles qu'il vendait à des prix incroyables de bon marché : soixante couronnes au lieu de quatre ou cinq cents. « Les premiers acheteurs furent d'abord dans l'admiration en voyant l'exacte ressemblance de tous ces volumes qui ne différaient pas d'un *iota* et avaient partout le même nombre de lignes et de lettres, ce dont on ne pouvait pas se rendre compte alors ; mais ensuite, ayant appris que Fust, pour se défaire plus vite de sa marchandise, avait cédé sa Bible à cinquante, à quarante couronnes et même à un prix beaucoup inférieur, ils y regardèrent de plus près, et se convainquirent que ces volumes avaient été exécutés par un procédé mécanique moins coûteux que la calligraphie ; alors, se considérant comme lésés, ils vinrent réclamer au vendeur les uns la moitié, les autres les trois quarts, et quelques-uns les quatre cinquièmes du prix payé par eux (1). »

Voilà comment le livre imprimé fit son entrée à Paris, neuf ans (si la date est exacte) après que le premier Psautier fut sorti des presses de Mayence. Il se présentait, s'il faut en croire le vieil auteur, un peu timidement, comme une contrefaçon du manuscrit auquel il s'efforçait de ressembler. Et l'acheteur était défiant, rebelle à la nouveauté : il méprisait ce travail mécanique qui se substituait à l'art laborieux de la main humaine. Il méprisait le livre d'être si peu coûteux, et il regrettait encore la petite somme qu'il en donnait.

Il n'avait pas dépendu du bon roi Charles VII que la France ne profitât plus tôt de la nouvelle invention. Au premier bruit de la merveilleuse découverte, un an après l'apparition du Psautier, en 1458, le roi avait chargé un des graveurs de ses monnaies, Nicolas Jenson, d'aller dérober le secret des Allemands. Nicolas Jenson s'était rendu à Mayence, et s'était fait admettre dans un atelier d'imprimerie : il avait tranquillement juré sur les Saints Évangiles de ne rien révéler des choses qu'il y apprendrait, comptant bien que, pour le roi de France, l'Église saurait trouver des moyens de le délier. Par malheur,

(1) *Histoire de l'Imprimerie en France au* XVe *et au* XVIe *siècle*, par A. Claudin, lauréat de l'Institut. T. I. Imprimerie Nationale. In-4°, 1900.

(1) *Jean Walchius, traduit par Aug. Bernard*; p. 67 de Claudin.

Charles VII mourut. Le nouveau roi eut bien autre chose à penser qu'aux procédés de reproduction des livres. Le royaume fut troublé. Nicolas Jenson ne quitta Mayence que pour aller s'installer à Venise, où il exerça glorieusement l'art qu'il avait appris.

Paris ne connut donc d'abord l'imprimerie que par les livres allemands qu'y apportèrent Fust et Schoyfer, ou qu'ils y envoyèrent. Mais deux savants hommes, Jean de La Pierre, qui fut prieur de Sorbonne et recteur de l'Université, et Guillaume Fichet, professeur de belles-lettres et de rhétorique, qui avaient souvent maudit les copistes ignorants, corrupteurs de textes et fléau des bonnes lettres, résolurent de doter Paris d'une imprimerie. Ils demandèrent des ouvriers à Mayence : Michel Friburger, Ulrich Gering et Martin Crantz répondirent à leur appel, et s'installèrent dans la Sorbonne.

En ces temps héroïques de la typographie, il fallait, avant de songer à imprimer, créer son matériel, graver et fondre les caractères, fabriquer les casses et tout l'outillage, construire les presses avec leurs accessoires. Enfin, toutes ces opérations terminées, l'impression se fit. Fichet baillait les fonds ; La Pierre choisit la forme des caractères, un gros caractère romain rond, très lisible (car il avait mauvaise vue); il choisit l'ouvrage à éditer, des *Lettres* de Gasparino Barzizi de Pergame, recueil classique où la jeunesse trouvait un modèle de latinité élégante. En 1470 parut ce livre, le premier livre imprimé à Paris, un petit in-quarto de 118 feuillets, orné d'enluminures. A la première page, une lettre de Fichet à Jean de La Pierre, le félicitait de son initiative, et célébrait l'utilité de la nouvelle invention. A la fin, les imprimeurs se nommaient, et offraient leur travail à la ville de Paris dans des distiques enthousiastes :

Ut sol lumen, sic doctrinam fundis in orbem,
Musarum nutrix, regia Parisius.
Hinc prope divinam, tu quam Germania novit,
Artem scribendi suscipe pro merito.
Primos ecce libros quos hæc industria finxit
Francorum in terris, ædibus atque tuis!
Michael, Udalricus, Martinusque magistri
Hos impresserunt ac facient alios.

« Comme le soleil répand partout la lumière, ainsi tu verses la science sur le monde, ô Paris, cité royale, nourrice des Muses.

« Reçois donc — tu en es digne — cet art d'écrire presque divin que l'Allemagne a trouvé.

« Voici les premiers livres fabriqués par cette industrie sur la terre de France et dans tes murs.

« Les maîtres Michel, Ulrich et Martin les ont imprimés, et ils en feront d'autres. »

Ce n'est pas un chef-d'œuvre de latinité : mais comme on sent la fierté de l'œuvre accomplie, si nouvelle et si difficile encore! Et quelle adresse à flatter le sentiment français, l'amour-propre parisien, pour les intéresser à l'invention allemande!

Les trois compagnons donnèrent ensuite d'autres livres : on connaît vingt-deux ouvrages imprimés par eux en moins de trois ans. Bientôt d'autres ateliers s'ouvrirent : deux de leurs ouvriers, deux Allemands encore, César et Stoll, s'installèrent rue Saint-Jacques, près de l'église Saint-Benoît, dans la maison du *Chevalier au Cygne*. Rue Saint-Jacques aussi était le *Soufflet vert*, où travaillaient Gaspar et Russangis : un Français sans doute, celui-ci. Rue Neuve-Notre-Dame, *devant la grant église* (c'est-à-dire avant d'y arriver en venant du Palais), en l'*ostel ou pend pour enseigne l'Image Saint-Christophe*, demeurait maître Pâquier Bonhomme, un des quatre libraires jurés de l'Université, qui comprit que l'art nouveau révolutionnait son commerce ; il se fit imprimeur et fit des merveilles.

Puis on voit s'ouvrir, encore aux environs de Notre-Dame, juste en face de l'église Sainte-Geneviève-des-Ardents, l'atelier de l'*Image Sainte-Catherine*. Puis commence à travailler, rue Saint-Jacques, derrière Saint-Séverin, en l'*ostel des Deux-Cygnes*, Jean Dupré, qui fait venir des ouvriers de Venise pour l'impression des livres liturgiques : Venise en avait jusque-là la spécialité.

On imprime aussi au collège de Narbonne, on imprime rue Saint-Jacques, à l'*Homme Sauvage*, on imprime rue Cloppin, au *grand hostel du Collège de Navarre*, au *Champ Gaillart*, — c'est l'atelier illustre de Guy Marchant, — et puis au Clos Bruneau, à l'enseigne des *Lions*, — là s'est installé Jean Higman dont la veuve épousera le premier des Estienne ; — et puis rue Saint-Jacques, auprès du Petit-Pont, aux *Balances d'argent ;* et encore chez Jean Carchain, qui fait vendre ses produits au pont Saint-Michel, à l'*Image Saint-Jean-Baptiste;* et enfin, rue Neuve-Notre-Dame, à la *Rose rouge :* c'est l'enseigne de Pierre Le Rouge, une des gloires de la typographie parisienne du XVe siècle. Sur Pierre Le Rouge se clôt le premier volume de M. Claudin.

Ce sont douze ateliers, quelques-uns très actifs, qui, en moins de vingt ans (1470-1487), fonctionnent à Paris, autour de Notre-Dame et autour des collèges ou dans leurs dépendances.

Le livre imprimé triomphe, non sans combat pourtant. On a vu quelle fut la déconvenue des clients de Fust quand ils découvrirent qu'on leur avait vendu des livres exécutés par un procédé mécanique. Le fait s'est reproduit plus d'une fois dans ce premier âge de l'imprimerie.

« Les émissaires du cardinal Bessarion, nous dit Burckhardt, rirent en voyant chez les curés le premier livre imprimé, ou se moquèrent de cette invention, « qui était née chez les barbares, dans une ville

d'Allemagne »; Frédéric d'Urbin « aurait rougi » de posséder un livre imprimé (1). »

Dégoûts de prince, ou de prélat, qui peuvent payer des calligraphes. Le livre eut aussi contre lui les copistes qui vivaient de la reproduction des manuscrits. Mais les auteurs qui virent leur pensée multipliée, popularisée et soustraite au péril des suppressions tyranniques; les gens d'étude, à qui l'on vendait très cher des copies informes exécutées par des scribes ignorants ou négligents, saluèrent avec joie l'invention des barbares allemands. Ils firent écho à Guillaume Fichet, qui, en tête du second livre imprimé à Paris, mettait un hommage fervent à Gutenberg.

« Les ouvriers typographes racontent ici, à qui veut les entendre, que c'est un nommé Jean, dit Gutenberg, qui le premier a inventé, aux environs de Mayence, l'art de l'imprimerie par le moyen duquel on fait maintenant des livres, non à l'aide d'un roseau, comme les anciens, ni à la plume comme de nos jours, vite, bien et correctement.

« Un tel homme mériterait d'être porté aux nues par les poètes, par les artistes, et par la voix de tous les amis des livres, lui qui a rendu un si grand service aux lettres et aux hommes d'étude. On a bien divinisé Bacchus et Cérès pour avoir appris à l'humanité l'usage du vin et du pain, mais l'invention de Gutenberg est d'un ordre supérieur et plus divin, car il a gravé des caractères à l'aide desquels tout ce qui se dit et se pense peut être écrit, transmis, et conservé à la mémoire de la postérité. »

Multiplication, perpétuité, correction, bon marché, tous ces biens inestimables pour les expressions de la pensée humaine étaient contenus dans l'idée des caractères mobiles, où consiste proprement l'invention de Gutenberg. Les premiers imprimeurs ne se lassent pas de le considérer et de le dire dans des réclames naïves. Pierre César sait « graver, ciseler, fondre et fabriquer les caractères, y compris la manière de faire des figures et d'en reproduire les images ». Il fait imprimer les livres « après les avoir corrigés de leurs fautes », il les « multiplie à un grand nombre d'exemplaires, avec des lettres bien à leur place »; c'est net, harmonieux et beau. On pouvait venir le voir dans le mois de septembre 1478 à Paris, rue Saint-Jacques : on l'aurait vu opérer. Jean Carchain eu « pitié de la bonne volonté » des pauvres étudiants, et pour leur permettre de débrouiller toutes les difficultés de la logique, il leur offre un livre reproduit « par le secours de cet art envoyé du ciel. » Le livre donne « beaucoup de science pour peu d'argent ». Il y a quelque chose de profondément sincère et touchant dans ces réclames : on retrouve en les lisant la sensation de ce que pouvait être alors cette chose si banale aujourd'hui, la feuille d'imprimerie.

Les deux premiers clients de l'imprimeur furent, cela se conçoit, l'École et l'Église. Les premiers livres furent des livres latins, des livres d'étude, scolastique, grammaire, rhétorique, morale; bientôt à côté de Duns Scot, de Fichet, d'Æneas Sylvius, de Laurent Valla, de Rodrigue de Zamora, se glissèrent les anciens, un peu pêle-mêle, ou plutôt selon l'ordre des besoins et du goût du temps, Valère-Maxime avec Cicéron, et avant Virgile, Juvénal et Térence, les lettres apocryphes de Platon avant toute autre traduction d'auteur grec. Dès les premiers temps aussi, un débouché fut assuré aux produits de l'imprimerie du côté du clergé : manuels pour les curés, psautiers, missels, livres de piété, recueils de sermons, toute la librairie catholique se créait.

Mais n'y avait-il pas déjà pour les livres une autre clientèle que les gens d'étude et le clergé ? Le peuple, — c'est-à-dire la foule ignorante du latin, des princes aux paysans, — et les dames, n'était-ce pas une clientèle qui avait ses besoins et ses goûts, qu'on pouvait développer ? Les imprimeurs de Lyon le sentirent et se mirent à imprimer des livres en langue vulgaire : presque aussitôt, Pâquier Bonhomme fit paraître les *Croniques de France*, le premier livre en français qui ait été publié à Paris. Et bientôt vint la *Destruction de Troye*, puis les *Romans de la Table Ronde*, puis les *Cent Nouvelles nouvelles*, puis *Villon*, *Patelin*, et toute sorte de romans, d'histoires, de poèmes, de traductions d'auteurs anciens, et puis des encyclopédies populaires, comme ce *Calendrier des Bergers*, l'Almanach Hachette du XVe siècle, qui eut un succès considérable. Un libraire, le fameux Antoine Vérard, donna un grand essor à l'impression des livres en français : il avait fait sa spécialité des ouvrages en langue vulgaire pour les courtisans et les bourgeois.

L'industrie du livre se développe et se complète rapidement : d'abord réduite à l'emploi des lettres mobiles, elle fait appel à la main des enlumineurs et des miniaturistes pour achever et orner ses produits. Des livres se présentent ainsi, avec des majuscules, des bordures et des images ajoutées après l'impression, dans des blancs ménagés à dessein : on réservait parfois la place des armoiries de l'acquéreur. La bibliothèque de l'Arsenal possède un magnifique exemplaire des *Croniques de France* de 1577, décoré ainsi en son début d'une miniature qui représente les armes des Malestroit. Deux exemplaires d'un *Valère-Maxime* français, à peu près contemporain des *Croniques de France*, qui sont à la Bibliothèque nationale, sont ornés, l'un de miniatures admirables, et l'autre de délicats dessins à la plume relevés de couleurs.

(1) *Civilisation en Italie au temps de la Renaissance*, t. I, 339 (trad. Schmitt).

Le livre est ainsi quelque chose de composite : la révolution s'achève par l'extension des procédés mécaniques à l'illustration. La gravure sur bois vient remplacer les enluminures. D'abord appliqué à Lyon avec des bois apportés de Bâle, le procédé est employé à Paris par Jean du Pré pour la première fois en 1481 ; et dès les premiers essais, dans les missels de Paris et de Verdun, nos graveurs parisiens révèlent un goût original.

Aussitôt la gravure est adaptée aux livres populaires : le peuple sera pris par les yeux. Et la série des livres français illustrés, chefs-d'œuvre de l'imprimerie parisienne, s'ouvre chez Jean du Pré par les *Cas des nobles hommes et femmes infortunés* de Boccace, traduit par Laurent de Premierfait : dans la gaucherie amusante des compositions, un sentiment assez énergique de l'expression se fait jour. Puis c'est, chez Jean Bonhomme, l'*Histoire de la destruction de Troye la Grant*, avec le naïf anachronisme de ses bois pleins de mouvement et de vie, où l'on voit une Penthésilée armée à la Jeanne d'Arc, chaussée de longs éperons, ployant le genou devant le roi Priam, une sorte de bon roi René, en robe fourrée, la couronne posée sur une casquette à la Louis XI ; ou bien, devant une forêt de casques, au-dessus d'une jonchée d'épées brisées et de haches d'armes, un chevalier Achille perçant de sa lance, par derrière, le chevalier Hector, qui se tord sur son cheval caparaçonné. C'est *le Livre des ruraux prouffitz du labeur des champs*, avec ses images curieusement exactes des occupations de l'agriculture ou de la chasse. Et ce sont les *Heures* de Du Pré où pour la première fois la gravure sur cuivre, peut-être essayée déjà ailleurs, est authentiquement employée dans de fines vignettes, d'élégantes bordures ; où les compositions, comme dans les *Heures* de Caillaut, rappellent par leurs multiples compartiments l'arrangement cher aux sculpteurs des ivoires. Ce sont, chez Guy Marchant, les *Danses macabres :* la *Danse macabre des Hommes*, si tragique dans la simplicité effrayante du défilé de toutes les conditions humaines, la *Danse macabre des Femmes*, avec une recherche de variété d'expression dans les attitudes de la Mort, qui aboutit au convulsif et au mélodramatique ; et, puis le populaire *Calendrier des Bergers*, en ses diverses éditions, embrassant dans ses illustrations comme dans son texte toute la vie du temps, mêlant aux tableaux réalistes des travaux rustiques des images d'édification religieuse ou morale, idéalistes de sens, très réalistes de facture : il fait bon voir, dans l'édition augmentée de 1500, les supplices des sept péchés capitaux, collection horrifique de tout ce que l'imagination chrétienne du moyen âge avait trouvé pour gêner, disloquer, outrager le pauvre corps humain. Et c'est enfin, chez Pierre Le Rouge, la *Mer des Hystoires*, imprimée en 1487, le plus beau livre illustré de xve siècle, nous dit M. Claudin : livre merveilleux en effet, avec ses nombreuses figures grandes et petites, avec ses grandes lettres ornées comme cette L du début, monumentale et charmante, qui tient toute la page, avec ses rinceaux, ses entrelacs, les monstres et les marmousets de ses bordures capricieuses ou grotesques ; il y a là une ornementation artistique, originale et riche, qui met le livre imprimé à la hauteur des plus beaux chefs-d'œuvre du calligraphe et du miniaturiste.

Tous les livres, au début, ont une physionomie personnelle. Chaque imprimeur qui s'établit fait graver et fondre ses caractères, en général des caractères gothiques, hauts et majestueux pour les Missels, fins et serrés pour les livres d'étude : il met toute sa fantaisie à inventer des majuscules caractéristiques. D'un livre à l'autre, il varie les caractères : il s'efforce de ne pas donner à toutes ses publications la même apparence. Bientôt les caractères se mêlent. Il se fait d'imprimeur à imprimeur des emprunts, des échanges, des ventes : les caractères voyagent d'un atelier à l'autre, et les bois surtout se retrouvent dans des mains différentes, servant à illustrer des ouvrages différents. Toutes les planches de la *Destruction de Troye*, passées de Jean Bonhomme chez Pierre Levet, reparaissent dans l'illustration des *Commentaires de César* traduits par Robert Gaguin : elles s'adaptent au texte tant mal que bien. L'imprimeur, hier encore un artiste, n'est plus qu'un commerçant : la camelote commence à se fabriquer. En moins de vingt ans, ce progrès s'est fait : c'est le signe le plus certain du développement de la nouvelle industrie.

Enfin, en 1482, la première affiche a paru, un placard ecclésiastique annonçant le *grand Pardon de Notre-Dame de Reims :* par cet avis, qui stimule la dévotion, commencent la publicité et la presse, deux des formes maîtresses de la vie moderne.

Voilà l'histoire de la naissance du livre imprimé en ses principaux traits, telle qu'elle ressort de la magistrale étude de M. Claudin. A première vue, ce n'est qu'une révolution industrielle et économique : rien ne paraît modifié dans l'esprit des hommes. Les livres qui s'impriment sont les mêmes qui se copiaient : la nourriture intellectuelle de la société n'a pas changé. Texte et illustrations prolongent encore le moyen âge. Il n'importe : la révolution intellectuelle est faite. La Bible de Gutenberg a mis aux mains de l'homme l'instrument qui va transformer le monde.

L'emploi des caractères mobiles a fait la Renaissance et la Réforme.

Car, avant l'imprimerie, le livre est rare et cher : on l'attache parfois, dans les bibliothèques de cou-

vent, avec des chaînes de fer, de peur qu'il ne soit dérobé. Il faut une persévérance opiniâtre au duc d'Urbin, il lui faut trente ou quarante copistes dispersés par l'Europe, de longues années, et une somme énorme, plus de trente mille ducats, pour réunir 772 volumes : collection unique au monde. Les puissants seuls peuvent se passer de telles fantaisies. Maint étudiant n'a pas *vu* les livres dont il s'est assimilé le contenu. Il a lu un manuel, souvent il a seulement entendu un maître qui lisait et commentait le livre ou le manuel. Il n'a donc rien contrôlé. Il croit sur parole le manuel et le maître : il ne peut pas faire autrement. Plus tard il transmettra ce qu'il aura appris, et on aura foi en lui comme il a eu foi aux autres. De même, la fidélité du livre est à peu près impossible à contrôler : bienheureux qui se procure une copie ; il ne saurait être question de la confronter à l'original. Chacun ajoute à la doctrine du maître les fantaisies de son interprétation ; chacun corrige les fautes des manuscrits par les suggestions arbitraires de son goût ou de son sens commun. De génération en génération, de copie en copie, les doctrines s'altèrent, les textes se corrompent. Les erreurs et les conceptions individuelles s'accumulent ; le véritable sens des doctrines et des textes disparaît sous d'énormes surcharges et devient inaccessible. Ni la science ni la critique ne sont possibles ; et l'indépendance de la pensée, faute des moyens qui permettent la recherche méthodique du vrai, se perd en aventures folles ou en frivoles jeux d'esprit.

L'imprimerie multiplie les livres. Tous désormais pourront avoir de première main les choses qu'il faut connaître. On ne croit plus le maître sur sa parole : on pourra contrôler, vérifier. C'est fini de l'autorité ; la pensée est libre.

L'imprimerie donne des textes corrects. La correction faite à la main devenait souvent source d'erreurs nouvelles dans les manuscrits parce qu'elle s'ajoutait à la faute. Le correcteur d'imprimerie élimine la faute ; et le redressement de la mauvaise leçon est net, évident, définitif. La bonne leçon ne sera plus perdue. Peu à peu on enlève toutes les ignorances et les sottises des copistes, les textes reparaissent en leur pureté.

Or, juger par soi-même, sur le vu du livre, et se faire sa science par une recherche personnelle, dégager des mauvaises leçons et des commentaires infidèles le pur texte et le sens exact des auteurs, de Cicéron ou de l'Évangile, d'Aristote ou de saint Paul : n'est-ce pas là toute la Renaissance et toute la Réforme ?

« Maintenant toutes disciplines sont restituées, les langues instaurées, grecque (sans laquelle c'est honte qu'une personne se dise savante) ; hébraïque, chaldaïque, latine... Tout le monde est plein de gens savants, de précepteurs très doctes, de librairies très amples, et m'est avis que, ni au temps de Platon, ni de Cicéron, ni de Papinien n'était telle commodité d'étude qu'on y voit maintenant... Je vois les brigands, les bourreaux, les aventuriers, les palefreniers de maintenant plus doctes que les docteurs et prêcheurs de mon temps. » Et, dans ce tableau, le bon Gargantua n'oubliait pas de mettre « les impressions tant élégantes et correctes en usance, qui, disait-il, ont été inventées de mon âge par inspiration divine, comme, à contrefil, l'artillerie par suggestion diabolique ».

Rabelais ne se trompait pas : le livre imprimé créait le monde moderne.

GUSTAVE LANSON.

MADEMOISELLE ODETTE [1]

Nouvelle.

Cette année, les visites de M. Bermond avaient été fréquentes ; Mme de Trémart avait mis à contribution ses talents d'ingénieur et sa bonne amitié en lui demandant de vouloir bien installer dans le parc et dans le château une canalisation d'eau et une distribution de lumière électrique.

La force motrice était prise au moulin, situé à l'extrémité du parc, et l'exécution de ce double projet avait nécessité des travaux considérables qui étaient en pleine activité quand Mme de Trémart revint de Paris au commencement de juillet ; ils étaient maintenant terminés et les intimes avaient été convoqués, pour le dimanche suivant, à leur inauguration.

Aujourd'hui, Pierre est venu donner un dernier coup d'œil ; il s'est assuré que tout était en bon ordre au moulin et qu'au château les batteries d'accumulateurs étaient en charge ; il a décidé que l'on ferait ce soir même la répétition générale.

Après avoir salué Jeanne, Pierre fit savoir aux jeunes filles que Mme de Trémart les rappelait, craignant que l'humidité de la vallée ne leur fît mal.

« Rentrons alors, fit Odette, mais en faisant le tour par la taille des Cermeuses ; je veux jouir du soleil jusqu'à sa dernière lueur.

— Nous avons, en effet, ce soir, un merveilleux coucher de soleil, continua Pierre ; le parc s'endort dans un manteau de velours sombre après avoir flamboyé sous des rayons d'or ; les étoiles

(1) Voir la *Revue* du 10 novembre 1900

apparaissent brillantes comme des gemmes et la Bresle disparaît sous une écharpe de soie ; Trémart tout entier s'est paré de ses plus beaux atours pour dire adieu à l'ami qu'il va perdre... C'est ainsi que je veux le graver dans ma mémoire et que je le reverrai, lorsqu'il ne sera plus dans ma vie qu'un souvenir lointain, mais...

« Je viens d'annoncer à Mme de Trémart mon départ de Lascagne ; je viens d'être nommé à Dunkerque et, dans dix jours, je dois avoir rejoint mon nouveau poste. »

Les premières paroles de Pierre trahissaient une émotion profonde ; elles étaient comme l'écho d'une douloureuse rêverie que l'arrivée des jeunes filles n'aurait pas pu interrompre ; mais après une pause au cours de laquelle l'ingénieur s'était ressaisi, la dernière phrase fut dite avec un grand naturel. La chose était d'ailleurs fort simple : ses travaux de chemin de fer terminés, rien ne retenait plus M. Bermond à Lascagne et il partait exécuter d'autres travaux dans le Pas-de-Calais.

Odette ne répondit rien.

Elle sentait maintenant une tristesse immense qui venait de l'envelopper tout entière, succédant brusquement à une impression d'une étrange douceur.

Le soleil avait complètement disparu et la nuit épaisse envahissait les allées des Cermeuses ; les jeunes filles marchaient sans mot dire. Seule, de temps à autre, Jeanne parlait de Gaston.

Les pies dérangées par le bruit des pas s'envolaient avec de grands bruissements d'ailes et, se posant à nouveau, jetaient dans le silence des bois leur piaillement saccadé.

Odette eut froid ; une sorte de peur l'angoissait ce soir sous ces couverts dont le moindre tournant lui était familier, dont tous les arbres étaient, pour elle, de vieux amis. Elle voulut rentrer le plus directement possible au château.

Les idées les plus diverses se heurtaient dans son esprit qui se défendait aveuglément contre les inquiétudes inexpliquées de son cœur.

Pourquoi M. Bermond, qu'elle voyait depuis sept ans passer et repasser auprès d'elle comme un bon ami de la maison, et seulement comme un grand ami, avait-il produit chez elle, ce soir, dans la petite allée qui longe la Bresle, une impression de joie incontenue, un soulagement subit des angoisses qui l'oppressaient?

Pourquoi aussi, au même instant, son départ annoncé d'une voix indifférente l'a-t-il plongée dans une tristesse morne qui lui serre la poitrine comme dans un étau, qui lui fait monter aux yeux des larmes brûlantes?

Décidément, tout a été contre elle dans cette rude journée : le parc doré, le ruban d'acier de la Bresle, la mer de feu dans laquelle a disparu le soleil, et l'atmosphère brûlante qui, engourdissant son esprit, a éveillé dans son cœur des sensations inconnues de joie et de tristesse...

Elle monte précipitamment dans sa chambre et, terrassée par l'obsession étrange qui la poursuit, elle se laisse tomber sur son prie-Dieu, donnant enfin carrière aux sanglots qui, depuis la taille des Cermeuses, perlent sous ses admirables cils.

Dans le petit salon, Jeanne s'est mise au piano et, d'une voix fraîche, émue par le rêve aimé, elle chante discrètement :

> Mal qui m'oppresse,
> Fais mon bonheur !
> O douce ivresse,
> Reste en mon cœur !

Les larmes produisirent chez Odette leur détente accoutumée et la musique de Mozart aida la jeune fille à débrouiller l'écheveau doré de son cœur.

Elle reprit subitement le calme qui l'avait quittée depuis longtemps et procéda tranquillement à sa toilette, pour le dîner.

Une amie plus clairvoyante que Mlle de Puymauvis aurait même trouvé, chez Odette, une quiétude inusitée, un sérieux jusqu'à ce jour étranger au caractère pétulant de la jeune fille.

Les situations précises et les décisions fermes apportent toujours le repos dans les âmes que le doute a partagées ; Odette, après avoir vu clair dans son esprit et dans son cœur, venait de prendre une décision capitale : elle avait reconnu qu'elle aimait Pierre Bermond et elle venait simplement de lui donner sa vie.

Quant aux projets de Gaston, elle en souriait maintenant et pensait que Mlle de Trémart pourrait se passer d'être baronne.

Odette descendit donc rassérénée dans le billard, où Mme de Trémart, qui affectionnait particulièrement cette pièce, causait avec Pierre ; on vint presque aussitôt après annoncer le dîner et l'on passa dans la salle à manger.

Ce fut, en entrant, un cri de surprise : la lumière électrique, habilement disséminée dans les lustres et les appliques, brillait de l'éclat de ses lampes neuves, tantôt tamisée par des verres opaques, tantôt étincelant à nu comme en des fleurs de feu.

Pierre montra aux jeunes filles la manœuvre des appareils et la conversation se porta avec animation sur les dispositions prises dans les autres parties du château que l'on verrait après dîner.

Cette causerie facile, cette lumière radieuse eurent encore un effet salutaire sur l'esprit d'Odette qui, ferme dans la résolution prise, acheva de trouver le repos dont elle avait tant besoin. Elle parla même avec intérêt des installations nouvelles et posa d'incessantes questions ; sa mère put constater avec plaisir qu'elle comprenait enfin les beaux travaux de M. Bermond, dans lesquels elle n'avait vu jusqu'ici que les tranchées du parc et les plâtras du château.

Quand on se fut levé de table, on commença le tour des appartements.

D'abord, dans le grand salon, Pierre essaya les lustres Louis XV, cachant sous leurs cristaux des centaines de lampes ; ce fut une explosion de lumières, un scintillement de pierreries pénétrant les esprits de sa gaieté irrésistible, dorant de son spectre léger les illusions et les désirs.

Odette était radieuse ; elle n'osait pas encore analyser les impressions de son cœur, mais elle se laissait vivre avec délices, à cette vie nouvelle qui venait d'éclore en elle, tissée d'espoirs et de bonheur. Pierre, satisfait du plein succès de ses travaux, oubliait les brouillards de Dunkerque et la mélancolique rêverie qui l'avait saisi, ce soir, dans la petite allée qui longe la Bresle.

Jeanne revoyait, dans la magie des lumières, des prés, des bois, des petits papiers et un cavalier intrépide comme saint Georges, doux comme son ange gardien.

Le billard s'ouvrait par une grande baie dans le salon Louis XV ; un éclairement aussi large, mais mieux discipliné mettait en valeur les œuvres d'art et les tableaux qui le décoraient.

Au fond, le salon des tapisseries flamandes, éclairé d'une manière plus austère par ses luminaires en cuivre, semblait protester, dans sa discrétion, contre les débauches de lumière ; les vieux bois de noyer aux courbes raides, aux reflets graves comme des sourires de vieillard, la haute cheminée avec ses landiers immenses, contrastaient, en effet, singulièrement avec les gracieux caprices de l'art Pompadour qui avait couvert les autres pièces de ses guirlandes et de ses Amours.

L'esprit mobile des jeunes filles s'impressionna de ce contraste et ce fut avec des sentiments plus contenus qu'elles pénétrèrent dans ce salon.

Odette passa en revue tous ses vieux personnages de laine qui avaient amusé son enfance et dont, avec Jeanne, elle avait si souvent reconstitué l'histoire :

Sur un premier panneau, le châtelain, entouré de ses pages, de ses valets et de ses chiens, grimpé sur un destrier fougueux, se dispose à courir le cerf ; une noble dame, du haut d'une tour, lui tend un bouquet.

La chasse se déroule et, toujours au haut de sa tour, regarde la noble dame.

Mais voici l'hallali ; après avoir servi à la dague un terrible dix-cors, le galant seigneur fait les honneurs du pied à une superbe amazone blanche qui sort toute roide, avec sa haquenée, de l'ombre d'une bibliothèque : la dame de la tour laisse tomber son bouquet et, d'une main, se voile la face.

Enfin, sur le dernier panneau, la chasse revient ; les trompes sonnent et l'amazone chevauche auprès du châtelain, mais au haut de la tour déserte on ne voit plus la noble dame.

Combien de fois Odette et Jeanne se sont-elles demandé ce qu'était devenue la noble délaissée avant de convenir entre elles, l'an passé, qu'elle avait dû rentrer dans ses appartements pour pleurer de dépit!

Dans la lumière discrète, la douce châtelaine regardait tristement les jeunes filles et semblait protester contre leur jugement léger :

Odette se pencha vers Jeanne :

« Nous nous étions certainement trompées ; elle est morte d'amour pour le chevalier qui lui a préféré cette vilaine amazone. »

Après les salons, le hall, le grand escalier et les chambres d'invités défilèrent une à une.

Ce n'était plus que des installations courantes, largement établies suivant des types élégants et simples, mais qui, d'une pièce à l'autre, se succédaient sans grandes variantes, sans surprises ; le nombre des lampes et l'intensité de l'éclairement variaient seuls avec le caractère et la destination de chaque appartement. Ils diminuaient avec leur importance au fur et à mesure qu'avançait l'inspection.

L'état d'esprit des jeunes filles, reflet fidèle des circonstances extérieures, suivait la même marche. Leurs impressions, brusquement exaltées par la magie des lustres, dans le salon Louis XV, perdaient peu à peu leur radieuse intensité ; une atmosphère de bonheur certain les enveloppait encore tout entières, mais le spectre, au travers duquel elles venaient d'entrevoir une vie nouvelle, n'avait plus la même transparence, ni le même éclat.

Dix heures sonnèrent aux communs et le grincement du sable dans les allées du parc avertit Odette que, suivant la coutume établie, la voiture de M. Bermond s'avançait vers le perron du château.

Ce tintement d'horloge, ce bruit de voiture,

dispersèrent soudain les derniers rayons du mirage et Mlle de Trémart se retrouva en face de la réalité : Pierre allait partir, partir, et pour toujours !

Il reviendrait bien dimanche, mais au milieu d'étrangers...

Oh ! les douces promenades à travers le parc et le long de la Bresle et les causeries familières, le soir, dans le salon des tapisseries flamandes !

Que d'heures charmantes envolées pour toujours, quel bonheur inconscient brusquement terminé !

Tout était terne maintenant dans les visions d'avenir ; le parc s'estompait de teintes grises ; la Bresle se dessinait en lignes monotones, aux teintes plates, couleur de plomb : tout un passé de bonheur léger semblait devoir s'abîmer dans cet adieu que M. Bermond allait lui dire.

Il partirait et ne saurait jamais le secret d'Odette si, dans ce court instant qui le sépare de cet adieu, il ne peut le saisir...

Et le temps marche ; on entend par les fenêtres de la galerie des piaffements d'impatience et des bruits de harnais.

La visite est terminée et Odette se retrouve au bas du grand escalier, saisie d'une fièvre d'angoisse ; elle entend Mme de Trémart exprimer à M. Bermond ses regrets bien sincères au sujet d'un départ qui l'emporte à tout jamais si loin de ses amis.

Tout est donc fini ! Dans quelques minutes, elle se retrouvera seule, oppressée par le secret de son amour...

Cependant le hall est traversé et, sur le seuil, l'ingénieur prend congé de Mme de Trémart et de Jeanne.

Excité par la lumière qui s'échappe de la porte déjà ouverte, le cheval s'anime de plus en plus pour le départ.

Odette a la conscience que tout va finir irrévocablement pour elle et, s'avançant d'instinct vers M. Bermond, au moment où il montait en voiture :

« Monsieur Pierre, lui dit-elle tout bas, d'une voix grave, promettez-moi de ne pas partir avant d'avoir eu avec moi un entretien auquel j'attache le plus grand prix. »

Bermond répondit : « Je vous le promets. »

Sa voix était si tremblante et si faible, qu'Odette seule put la percevoir.

Elle s'attarda sur les marches du perron jusqu'à ce que la voiture eût disparu au tournant de l'allée ; elle entendit la lourde grille du parc se refermer, écouta un instant le bruit des sabots sur la chaussée sonore et rentra dans le hall, pâle, chancelante, portant la main à sa poitrine pour contenir les effroyables battements de son cœur.

Elle embrassa sa mère, monta dans sa chambre et, se laissant tomber sur son prie-Dieu, Odette, effrayée de se retrouver seule avec elle-même, s'abîma dans une prière fiévreuse.

Pauvre Odette, par quelles émotions avait-elle passé dans cette dure journée ! Quelles découvertes avait-elle faites dans son cœur d'enfant d'où l'amour, grandi à son insu, avait brusquement pris son essor ! Une transformation violente venait de s'opérer en elle en moins de quelques heures et, pour la première fois, c'était un cœur de femme qu'elle venait humilier devant son crucifix d'ivoire qui n'avait encore reçu que ses prières d'enfant :

« O toi, mon doux Jésus, qui as connu toutes les douleurs humaines, et qui as consolé ceux qui, dans leurs souffrances, ont eu recours à toi, calme la douleur inconnue qui me brise.

« O toi, qui sais guider dans les nuits sans étoiles le marin que la tempête emporte au gré des vents déchaînés, guide mon âme au milieu du trouble qui l'égare. Calme mon cœur, raffermis ma volonté et bénis cet amour que tu as laissé éclore en moi.

« Père miséricordieux, si jamais mes prières ferventes sont arrivées douces et agréables jusqu'à toi, exauce maintenant le vœu que je viens, à deux genoux, faire humblement à tes pieds : donne-moi l'amour de celui que j'aime et rends-moi digne de le mériter ! »

Odette laissa retomber sa tête entre ses mains sur la tablette de son autel et le silence de la nuit se fit de nouveau dans la chambre bleue.

Le froid vint soudain la tirer de son immobile rêverie et, machinalement, elle s'avança vers la fenêtre grande ouverte sous le sourire des étoiles d'or.

Au loin, sur le coteau de la Bresle, dans les lacets de la route de Lascagne, une lueur aux teintes nébuleuses et discrètes paraissait et disparaissait au caprice du chemin ; Odette la vit et, toute confiante dans la bonté du Dieu qu'elle venait d'invoquer, elle balbutia :

« Chère lueur qui accompagne mon bien-aimé, tu m'apparais au ciel comme l'étoile d'espérance ; mon Seigneur d'amour et de bonté a accueilli ma prière : maintenant je suis certaine d'être aimée. »

Lorsqu'en 188..., Pierre Bermond se présenta pour la première fois chez Mme de Trémart, il vit une charmante enfant de douze ans — Mlle Odette

— qui jouait au croquet avec son amie inséparable Jeanne de Puymauvis.

Mlle Odette parut médiocrement satisfaite d'être dérangée au milieu d'une partie qu'elle espérait gagner et, après avoir fait rapidement sa révérence, elle courut à son maillet non sans avoir lancé à Jeanne un coup d'œil plein d'éloquence.

Pendant longtemps, Odette fut pour Pierre cette petite fille rieuse qu'il amusait parfois avec des histoires drôles, pour entendre ses éclats de folle gaieté et ses rires frais d'enfant.

Mais, l'été dernier, lorsque au mois de juillet il vint saluer les hôtes de Trémart à leur retour de Paris, Pierre vit venir à lui une jeune fille qu'il reconnut à peine et qui, dans l'éclat divin de ses seize ans, lui causa un éblouissement.

Il l'aima.

Par un privilège que conservent seuls les cœurs nobles qui peuvent traverser la vie sans se flétrir ni se dessécher, Pierre Bermond aima, comme on aime à vingt ans, de ce premier amour radieux auprès duquel les autres amours ne sont que calculs et impuretés. Il retrouva dans son âme ces trésors éclatants de tendresse mystique et délicate qui ont constitué les rêves de notre jeunesse et dont la chaste naïveté nous fait quelquefois sourire dans notre orgueil, lorsque nous voulons prendre pour de la force le durcissement de nos cœurs ternis. Mais, quand nous descendons au fond de nous-mêmes pour faire avec sincérité le bilan de nos forces, pour mettre en présence ce que nous ressentons et ce que nous avons ressenti, une dure amertume fait souvent monter à nos yeux une larme de honte et de douleur ; nous revoyons dans un lointain chimérique, entourée du cortège évanoui des rêves généreux et des amours divins, l'apparition de notre adolescence : alors, regardant nos corps aussi vieillis que nos âmes, nous pleurons comme sur la tombe d'un jeune ami qui valait mieux que nous.

Pierre aima donc Odette d'un amour jeune et désintéressé.

Il s'abandonna à la passion la plus tendre, la plus délicate qui puisse fleurir dans le cœur d'un homme sans se demander où le conduirait cet amour ; il donna sa vie sans rien exiger en échange, sans même penser qu'Odette pourrait l'aimer un jour.

Mais combien était doux ce sacrifice qui venait de lui ouvrir le ciel enchanté des rêves d'amour, ce ciel où maintenant il sentait son âme glisser délicieusement avec celle de sa bien-aimée !

La douce vision d'Odette le suivait partout : dans ses courses matinales, elle se dessinait à travers les fils de la Vierge étincelants de rosée ; dans son appartement solitaire de Lascagne, elle veillait avec lui durant les labeurs du soir.

Parfois, Pierre s'arrêtait et fermait les yeux pour mieux s'abstraire du monde extérieur : il voyait la nuit s'illuminer de pures clartés ; dans la lumière argentée naissaient des formes d'arbres, des scintillements de rivière, des silhouettes de château ; puis les flottantes images s'absorbaient dans la blanche et délicate apparition évoquée par son amour. Alors, son visage resplendissait et ses mains se joignaient comme s'il allait chanter quelque hymne de joie et d'orgueil.

Pierre ne rêvait d'aucun bonheur plus parfait que le sien ; il aimait Odette et Odette lui appartenait, car elle était devenue la compagne inséparable de son âme dans cette vie mystique qui l'enveloppait tout entier aux lieu et place de la vie réelle qui avait disparu pour lui.

Il était si sûr de cette possession, si pénétré du sentiment que rien ne saurait désormais la lui arracher, qu'au mois de décembre, lorsque Mlle de Trémart repartit pour Paris, il sentit à peine dans son cœur le contre-coup de cette séparation.

Il n'allait plus voir Odette, mais son image, sa chère vision lui restait.

Pendant tout l'hiver, Bermond resta confiné à Lascagne, plein de son jeune amour ; jamais il ne s'était senti aussi délicatement heureux, jamais sa solitude ne lui avait été plus chère. Pendant trois mois, il ne vit personne ; il refusa même de se rendre à Paris aux réceptions de Mme de Trémart, tant il était jaloux de prolonger un si beau rêve, dont il entrevoyait peut-être parfois, sans s'en rendre compte, toute la fragilité. D'ailleurs, il ne pouvait pas se représenter Odette dans un cadre différent de celui où il avait appris à l'aimer et jamais les salons de l'hôtel de Trémart n'étaient apparus dans ses visions d'amoureux ; ils étaient, au contraire, l'objet instinctif de ses défiances.

Lorsque le mois d'avril revint avec les premiers rayons de soleil, Pierre se sentit envahir par une grande lassitude : la tension d'esprit et de cœur dans laquelle il avait vécu, comme un visionnaire d'amour, l'avait brisé.

Ses nerfs le faisaient souffrir tandis qu'un vide inexplicable se produisait dans son cerveau ; parfois la fièvre le prenait et il restait affaissé des journées entières sans essayer de sortir de la langueur étrangement douce où il se complaisait.

Il s'épuisa rapidement et bientôt fut obligé de prendre le lit où la fièvre et le délire le clouèrent pour de longs jours ; les médecins craignirent pour sa vie et Gaston de Trémart, qui vint le

voir, eut la douleur de ne point être reconnu ; il ne put recueillir de sa bouche que des mots incohérents à peine articulés et il quitta Lascagne les yeux gros de larmes, comme s'il pleurait déjà un frère mort.

Cependant la jeunesse et le vigoureux tempérament de Pierre prirent le dessus ; une détente se produisit et ses facultés si puissantes de réflexion et d'intelligence sortirent comme affinées du néant où elles paraissaient s'être abîmées si profondément.

Il lui sembla d'abord s'éveiller d'un sommeil trompeur et, avec une lucidité de malade, il revit et analysa toutes les phases du rêve au milieu duquel il avait vécu depuis le jour où il avait consacré sa vie à Odette.

Il lui était doux de s'être senti mourir dans cette langueur si pleine de l'image aimée et parfois, même encore, dans les moments de faiblesse physique, il désirait s'éteindre ainsi délicieusement. Mais il sentait que le rêve était fini et, remis face à face avec les tristes réalités du monde qui lui commandaient de faire son devoir d'homme et lui défendaient de s'anéantir dans un amour mystique, Pierre Bermond prit rapidement un parti.

Il écarta immédiatement la pensée de pouvoir, un jour, épouser Odette. Mme de Trémart possédait, avec l'un des plus beaux noms de France, une fortune véritablement princière ; elle devait avoir formé pour sa fille des projets qui lui permettraient de tenir également un rang brillant dans le monde, et Pierre se serait tenu pour un misérable s'il avait tenté de venir d'une manière quelconque à l'encontre de semblables espérances ; d'ailleurs, l'idée seule d'un refus lui serrait la gorge et lui faisait monter, au visage, le rouge de l'orgueil blessé.

De plus, Odette ne l'aimait pas.

Tant qu'il avait été sous le coup du mirage, des questions de cet ordre ne s'étaient jamais posées devant lui ; il aimait, et son amour lui suffisait, indépendant de toute idée de retour. Mais aujourd'hui, comme il faisait froidement l'examen de ses chances bonnes et mauvaises, la pensée qu'il était un simple étranger aux yeux d'Odette le secoua d'un triste frisson.

Il ne lui restait plus qu'à fuir au loin, et à commencer l'obscur sacrifice d'une existence qui ne lui appartenait plus.

Il chercherait, à l'autre bout de la France, un service aussi lourd que possible qui, matériellement, absorberait ses pensées, et religieusement, dans son âme apaisée, il conserverait l'image de sa chère Odette apparaissant dans une allée du parc de Trémart avec l'éblouissante auréole de sa beauté de seize ans.

Dès que le médecin lui permit d'écrire, Pierre Bermond fit une demande de changement de résidence pour le premier poste qui deviendrait vacant dans les services maritimes de la mer du Nord. Après l'avoir relue, de grosses larmes coulèrent sur ses joues amaigries : « Adieu, mon Odette ; je ne vous verrai plus, mais mon cœur sera toujours plein de vous. »

Il retomba affaissé sur son fauteuil, mais il se redressa bientôt, essuya ses larmes et se remit courageusement au travail : le sacrifice était accompli.

Pierre retrouva peu à peu le calme, et la convalescence marcha vite ; il reprit une à une ses habitudes et retourna à Trémart surveiller les travaux dont il avait rédigé les projets au commencement de l'hiver. Il eut encore dans le parc un moment de faiblesse et sentit une larme rouler sur sa joue ; mais cette larme était déjà moins brûlante, et il était désormais certain que le jeune ingénieur saurait encore trouver le bonheur le plus sûr de sa vie dans le culte délicat de son amour, doux comme le culte des morts.

Cependant, aucune vacance ne se produisait dans les services qu'il avait désignés, et le moment approchait où Mme de Trémart allait revenir avec Odette ; elle annonçait à Bermond son intention d'arriver le plus tôt possible afin de pouvoir régler, en temps utile, avec lui, certains détails de travaux.

Pierre se rendit immédiatement à Paris afin de hâter son départ de Lascagne ; mais il en vint avec la certitude de ne pouvoir pas le quitter avant la fin de l'automne : il prit courageusement son parti, se sachant assez fort pour ne pas laisser trahir ses plus chères et intimes pensées, ni ébranler la résolution qu'il avait prise.

Il attendit alors sa dernière épreuve avec confiance et fermeté et, quand il revit Odette, nul n'aurait pu saisir sur son visage aucune marque du trouble douloureux qui l'agitait. Cette première émotion écartée, Pierre se maîtrisa complètement avec cette volonté de fer qui ne l'avait trahi qu'une fois dans sa vie.

Il était, comme par le passé, l'homme froid et énergique, aux yeux bleus pleins de loyauté qui savaient attirer l'estime et l'affection et commandaient toujours le respect ; mais une mélancolie plus profonde donnait à sa physionomie une triste sévérité qui ne lui était pas habituelle et qui aurait pu déceler, à un observateur intéressé, le deuil de son cœur.

L'excellente baronne de Trémart attribuait ce

fond de tristesse à une guérison incomplète et lui donnait les meilleurs conseils : « Ces maladies sont toujours très longues, répondait Pierre en souriant ; le temps et le changement de climat peuvent seuls en venir à bout. »

L'été s'écoula pour les hôtes de Trémart comme tous les étés ; M. Bermond venait souvent leur rendre visite pour diriger ses travaux ; sûr maintenant de lui-même, il attendait sans impatience ni crainte la nouvelle de son changement. Il se laissait tranquillement aller au courant de son amour, contemplant Odette comme l'image fugitive d'un songe que l'on veut graver pour toujours dans sa mémoire.

Quand Pierre Bermond paraît pour la première fois dans ce récit, il vient de recevoir enfin l'ordre de quitter Lascagne.

Depuis le jour où il a rédigé sa demande, il n'a pas ressenti d'émotion plus profonde : le rideau vient de tomber brutalement, pour toujours et d'une manière inexorable sur l'acte le plus beau de sa vie ; c'est fini : ce passé si court, si bien rempli, n'existe maintenant qu'à l'état de souvenir.

Pierre revoit ce passé, son entrée à l'École Polytechnique, sa sortie de l'École des ponts et chaussées et ce service si brillant de travaux auquel il s'est consacré entièrement pendant sept années et qui est devenu, en quelque sorte, une partie de son existence ; il revoit sa première visite à Trémart et, par-dessus tout, éclairant sa vie austère, le rêve illuminé de son amour.

Le rideau inexorable est tombé et tout, maintenant, va changer dans la triste comédie qui sera la vie de Pierre Bermond ! Les froids brouillards du Nord étendus sur la mer grise au lieu du soleil resplendissant qui embrase chaque soir les coteaux de Lascagne ; le culte froid de son amour pour une morte au lieu de la contemplation radieuse de cette ravissante créature qui est Odette de Trémart !

Tout n'est maintenant pour lui que nuit et deuil.

Il a fait appel à toute son énergie pour ne pas se jeter aux pieds d'Odette quand il l'a rencontrée dans la petite allée qui borde la Bresle ; mais il a pu triompher de lui-même et se ressaisir tout entier afin de la contempler encore une fois de toute la force de son être.

Cependant, l'émotion poignante qu'il a éprouvée, altérant la lucidité de son esprit, l'a empêché d'apercevoir le trouble qui agite la jeune fille dans cette dernière soirée intime qu'il passera au château de Trémart.

Aussi, quand il a vu Odette se pencher vers lui au moment du départ, quand il a entendu ses paroles brèves et impératives, Pierre s'est cru de nouveau en proie à l'hallucination de son rêve ; il est parti à toute allure, s'enfonçant dans la nuit noire, sans oser même se répéter ces paroles et surtout sans vouloir les interpréter. Immobile sur le siège, courbé vers le cheval comme pour deviner son chemin, il semble, comme dans ses mauvais jours de fièvre, avoir perdu la notion de ce qui l'entoure et se dérober, en quelque sorte, à la vie. Son vieux domestique le regarde avec inquiétude et ne sait comment faire pour le tirer de cette immobilité qui lui a causé cet hiver tant de frayeurs ; il va lui parler comme pour l'éveiller doucement : « Monsieur Pierre, on voit encore de la lumière électrique au château, dans l'aile droite ; c'est, je crois, dans l'appartement de ces demoiselles. »

Bermond sursauta et portant les yeux dans la direction de Trémart que l'on pouvait apercevoir au tournant où il était parvenu, il vit une fenêtre largement éclairée : sur le fond lumineux se détachait une silhouette grêle, délicate : « C'est Mlle Odette qui est à sa fenêtre, ajouta le vieux Jean ; la nuit est belle : elle regarde sans doute les étoiles. »

Le dimanche 15 octobre 188... est une superbe journée d'automne ; un ciel bleu d'une profondeur infinie sur lequel se détachent les branches des hauts peupliers déjà dépouillés de leurs feuilles ; un air d'une limpidité parfaite où flamboient sous les feux d'un soleil clair les massifs du parc et les taillis des Cermeuses.

La Bresle a revêtu une robe moirée d'argent et d'or, et le château semble avoir rajeuni son profil farouche de vieux guerrier : tout est en fête sous la magie de ce ciel pur.

Quelques intimes sont déjà arrivés et l'on prend gaiement le thé sur la terrasse.

Gaston, assis un peu à l'écart à côté de Jeanne, doit lui raconter des choses bien troublantes, car Mlle de Puymauvis écoute sans répondre, les paupières baissées, le feu au visage : ils se quittent bientôt en échangeant un long regard.

Le jeune capitaine exulte de joie ; il parcourt les groupes, s'acquittant de ses devoirs de maître de maison avec un art parfait, laissant, partout où il passe, quelque chose de sa cordialité et de sa belle humeur.

Odette, de son côté, est tout entière aux honneurs qu'elle doit aux hôtes de sa mère ; elle va de l'un à l'autre et les hommes admirent sa démarche de jeune déesse. Ses amies, cependant,

ne la reconnaissaient pas, car sous son apparente gaieté, elles se heurtent sans cesse à un fond de rêverie grave, inconnue jusqu'à ce jour; les traits de son visage, si admirablement réguliers et purs, sont d'ailleurs soulignés comme sous le poids d'une longue insomnie.

Pauvre Odette! Elles ignorent tout ce que leur amie a ressenti de cruelles angoisses et de troubles incessants depuis le soir où, se penchant vers Pierre Bermond, elle l'a supplié de ne pas fuir Trémart avant d'avoir recueilli son secret; et c'est aujourd'hui qu'elle doit le lui révéler, qu'elle aura le courage de lui dire son amour au risque de se briser dans cet aveu. Mais elle se sent forte: depuis quatre jours, elle a tant prié Dieu, elle a su trouver dans son âme de si ferventes prières qu'elle ne doute pas que son Seigneur lui vienne en aide. Puis, son cœur simple et droit ne trouve rien à reprendre à la démarche loyale qu'elle va faire.

Cependant, par instants, elle frissonne, quand la lettre de son frère lui revient à l'esprit pleine d'une énigme menaçante, et, comme pour augmenter son angoisse, Gaston se trouve tout à coup en face d'elle et lui prenant les mains: « Ton cœur ne bat-il pas un peu, petite sœur? Regarde bien: il est là près de toi. Je suis fidèle à mes promesses.

— Méchant frère, ne plaisante plus ta petite sœur; en quelques jours, elle a beaucoup réfléchi; elle est devenue une femme sérieuse et raisonnable qui est maintenant assez grande pour souffrir toute seule!... Merci, quand même, de ton affection, mon grand frère. »

Gaston hésita; le ton grave de la jeune fille le troublait.

Un ami, qui survint en tiers, l'empêcha de répondre.

La journée s'est écoulée et la soirée s'est déjà fort avancée, sans que Pierre ait pu se trouver seul avec Odette. A-t-il recherché, a-t-il fui ce moment cruel qui sera pour lui un adieu déchirant?...

Cependant, sous la lumière éblouissante des lustres, les danses battent leur plein et Odette passe et repasse devant Pierre; puis, peu à peu, les groupes s'éclaircissent et les bruits de voitures le long du perron arrivent plus nombreux.

C'est l'heure du dénouement: Pierre se dirige vers Mlle de Trémart:

« Je vous attendais, monsieur Bermond », fit-elle simplement, et prenant le bras du jeune homme, elle se laisse entraîner.

Odette, à cet instant décisif, a vaincu ses défaillances premières et, sûre maintenant d'elle-même, le bras qu'elle pose sur l'épaule de son danseur ne tremble pas; d'ailleurs elle revoit, sous ses paupières baissées, briller aux coteaux de Lascagne la lueur qui lui a donné le courage d'espérer. Aussi s'abandonne-t-elle entière à la valse qui la berce comme dans un beau songe, soutenue par le bras de Pierre Bermond qui la soutient comme, aux fêtes de la Vierge, les saintes filles de Dieu portent leur madone parée de fleurs.

« Si vous avez quelque chose à demander à un grand ami, mademoiselle, vous poulez parler en toute confiance », murmura Pierre d'une voix ferme et douce, presque fraternelle.

Son visage est impassible; nul ne pourrait deviner l'émotion qui l'étreint, contenue par son indomptable énergie.

D'ailleurs, que lui importe, quant aux résultats, la confidence de Mlle de Trémart?

N'a-t-il pas disposé de sa vie d'une façon définitive? Le sacrifice de son cœur n'est-il pas complètement consommé? Quel que soit le secret d'Odette, il ne peut donc avoir aucun doute sur ce qu'il doit faire, sur ce qu'il fera.

Les jeunes gens sont arrivés dans le salon des tapisseries flamandes; Odette n'a pas encore parlé.

« Monsieur Bermond, dit-elle enfin, vous pourriez croire que je suis encore une grande enfant et ne pas attacher à ce que je vais vous dire l'importance et la gravité absolue que j'y mets moi-même; mais oubliez la petite fille que vous avez connue et qui n'existe plus pour moi; ne voyez devant vous que Mlle de Trémart.

« Près de la Bresle, quand vous m'avez annoncé votre départ, quand vous avez dit un adieu si triste à ce parc que vous ne comptez plus revoir, j'ai senti un vide douloureux se produire en moi et j'ai vu subitement la nuit et l'isolement là où je me suis tant de fois égayée sous les rayons de notre soleil enchanteur, là où je me suis sentie entourée de tant d'affection. Je vous aime, — depuis longtemps sans doute, — monsieur Bermond, mais la douleur de vous perdre me l'a seule appris.

« J'ai senti qu'avec vous s'éloignait mon bonheur et j'ai pensé que je devais simplement vous le dire.

« Vous resterez, ou vous partirez: à Trémart, au pied de mon crucifix, je prierai pour vous, monsieur Pierre, et j'attendrai. »

Sa voix était une caresse, une caresse douce et grave, séraphique comme son âme.

Pierre eut un vertige; dans une oscillation brusque, le monde extérieur s'abîma dans la nuit.

et comme autrefois, dans les landes de Lascagne baignées de rosée, la vision de la bien-aimée, délicatement dessinée dans les fils d'argent, apparaissait à ses yeux.

Le regard terne, perdu dans la contemplation du rêve, ses lèvres murmurent à Odette la triste leçon qu'il a tant de fois répétée dans son cœur :

« Qu'il serait heureux, mademoiselle de Trémart, l'homme qui, recueillant ces saintes paroles, pourrait vous donner sa vie ; mais cette vie ne m'appartient plus : je l'ai donnée à une noble enfant, belle comme vous, céleste comme vous et dont l'image, depuis longtemps, remplit ma vie de rêves divins. C'est elle qui a éclairé ma solitude de Lascagne, qui l'a faite de joies innomées et de savoureuses douleurs ; c'est sa vision chérie qui m'a conduit, l'extase au cœur, jusqu'au seuil de la tombe. J'ai consacré ma vie à cet amour, qui n'est d'ailleurs plus pour moi que le culte d'un souvenir ; je n'appartiens plus au monde et je ne demande à Dieu que de me rappeler à lui.

« Adieu, mademoiselle Odette, adieu ! »

Bermond avait pris les mains de la jeune fille et la regardait d'une manière étrange, les yeux pleins d'une douleur infinie, les lèvres serrées par un sourire navrant.

Mais le rêve l'a trahi encore, et comme autrefois, auprès de la Bresle, c'est une brûlante mélopée d'amour qui, de son cœur, vient de chanter sur ses lèvres.

Odette, immobile, n'entend que la musique de sa voix, ne comprend que sa douleur qui monte vers elle comme un enivrant encens ; les narines contractées, les paupières abaissées, elle se sent défaillir tout à la fois de joie et d'angoisses.

« Au revoir, monsieur Pierre ; je prierai Dieu pour vous. »

Gaston qui n'avait pas perdu de vue sa sœur durant toute la soirée, avait pu sans aucune peine se rapprocher d'elle dans le salon des tapisseries flamandes ; les jeunes gens, perdus dans leurs confidences, ne voyaient plus rien de ce qui se passait autour d'eux. Il avait entendu la réponse de Pierre et, la gorge serrée d'émotion, il attendait.

Il arrêta brusquement Odette.

« Eh bien, petite sœur, je te l'avais bien dit : tu as une rivale ; mais, je t'avais aussi promis de te venir en aide : me voici.

« Approchez, baron Bermond, et dites enfin le nom de cet ange que vous aimez et pour lequel vous avez failli mourir d'amour.

« Vous avez refusé de me le nommer, mais à Lascagne, dans votre délire, vous m'avez crié son nom.

« Cet ange, c'est toi, ma bonne Odette ; donne la main au fiancé que j'avais choisi ; ce brave cœur avait trouvé dans sa mauvaise tête qu'il était indigne de toi et, mourant d'amour, il te fuyait.

« Votre grand-père, le général Bermond, auquel l'Empereur a conféré la plus pure des noblesses, ne fuyait pas ainsi ; en tous cas, il est trop tard, mon bon Pierre ; vous êtes notre prisonnier. »

Jeanne de Puymauvis s'était rapprochée, souriante, et, pendue au bras de l'ingénieur qui semblait encore en proie à quelque songe trompeur, elle le rappelait à la réalité de son bonheur : « Nous serons tous si heureux, monsieur Pierre. »

Gaston avait pris Jeanne par la main et menant comme des fantoches Pierre et Odette vers Mme de Trémart qui causait en souriant avec M. de Puymauvis :

« Ma mère, dit-il, bénissez vos enfants : nous sommes maintenant quatre pour vous chérir. »

Pierre fit un pas en avant : « Madame, balbutia-t-il... » — « Monsieur Bermond, interrompit Mme de Trémart, vous savez que l'on peut mourir d'amour ; épargnez à mon Odette ce que vous avez souffert. »

Et, par un mouvement spontané, Pierre se jeta dans les bras de cette mère adorable de bonté.

Odette, le cœur plein d'une joie immense, la tête vide, voyait tour à tour son Christ d'ivoire et la lueur mystérieuse qui, par cette belle nuit d'automne, éclairait la route de Lascagne.

Elle voyait aussi, dans les brumes neigeuses de la Russie, un général aux yeux bleus, chamarré d'or, chargeant une bande de Cosaques.

YVON DE KERVEN.

L'ÉTAT D'AME DU MÉDECIN CONTEMPORAIN

La *Revue Bleue* a donné récemment une série de belles études (voir les articles de M. de Rivalière et de M. Stainville) sur la psychologie du prêtre catholique de nos jours. Certes, le sujet est des plus intéressants et le restera probablement longtemps, — tant que durera l'Église, qui n'est pas encore, selon toute apparence, sur le point de mourir.

A côté du prêtre fonctionne dans la société un homme qui, comme lui, se trouve en contact continuel avec toutes les classes et tous les âges, dont le rôle est, comme le sien, de consoler et de soulager, et qui, par surcroît, par le prestige de sa science, exerce une influence incontestable sur la mentalité

de ceux qui l'entourent : c'est le médecin. Le rôle du médecin présente même, avec celui du prêtre, plus que des analogies, mais encore, sur plusieurs points, de véritables ressemblances, et la fameuse page de Lamartine sur le prêtre pourrait s'appliquer, avec quelques variantes, au médecin. Le médecin, de même que le prêtre, prend l'homme à sa naissance, le suit dans tout le cours de sa vie et l'assiste à sa mort ; comme le prêtre, il soulage souvent et guérit quelquefois ses misères, non seulement physiques, mais encore morales ; il est, au même titre, le confident et le conseiller des individus et des familles : en un mot, leurs rôles sont constamment parallèles et parfois se confondent. Dans l'antiquité même (1), et encore de nos jours chez les sauvages, les deux fonctions se trouvent réunies, et le même personnage est à la fois prêtre et médecin. Chez les primitifs, en effet, la médecine consiste surtout à provoquer l'intervention bienfaisante de la divinité pour conserver la santé, conjurer ou éloigner la maladie ; les procédés thérapeutiques se composent presque exclusivement de prières, d'incantations et d'exorcismes, et l'action curative se produit au moyen du *miracle*. Et jusque dans notre société, dite civilisée, cette thérapeutique miraculeuse n'est-elle pas toujours employée avec confiance, et parfois avec succès, par des milliers de malades, concurremment avec la thérapeutique médicale et savante ?

On le voit donc, la médecine et la religion, le prêtre et le médecin ont entre eux plusieurs points de contact (ne dit-on pas couramment que l'exercice de la médecine constitue un sacerdoce ?). Aussi nous a-t-il semblé qu'en raison du rôle social considérable qu'il joue, il était peut-être aussi intéressant de connaître l'état d'âme du médecin contemporain que d'étudier la psychologie du prêtre catholique, et c'est ce qui nous a engagé à entreprendre cette recherche.

A vrai dire, le titre de notre article est trop compréhensif : nous devons le préciser et le limiter. Indiquons d'abord que, dans le travail qui va suivre, nous aurons surtout en vue le médecin français. Quant à son état d'âme, nous n'avons pas la prétention de l'explorer tout entier ; nous bornerons nos recherches au côté le plus saillant et le plus important. Un état d'âme, en effet, se compose d'une foule d'éléments, et ceux-ci se réduisent, en dernière analyse, à des idées et à des sentiments combinés. Étudier les idées et les sentiments du médecin contemporain serait une tâche trop vaste et trop complexe, et dont le résultat risquerait de rester quelque peu vague, pour vouloir être si général. Nombreux sont les points de vue auxquels on peut envisager l'âme du médecin contemporain : ainsi l'on peut analyser chez lui, outre les habitudes et les façons de penser professionnelles, ses tendances artistiques et littéraires, ses opinions politiques, ses croyances philosophiques et religieuses. Nous laisserons de côté la psychologie professionnelle : elle a été maintes fois essayée, d'une façon plus ou moins heureuse, par les littérateurs, dramaturges ou romanciers, à commencer par Molière, qui, il faut bien le reconnaître, n'a fait qu'effleurer le sujet et n'a donné qu'une psychologie superficielle et, pour tout dire, inexacte, du médecin de son temps ; il est vrai que son *Médecin malgré lui* et son *Malade imaginaire* ne sont, en réalité, que des farces et des caricatures un peu simplistes, et non de véritables comédies de caractère, tout au moins en ce qui concerne le médecin. Pour ce qui est des tendances artistiques et littéraires du médecin, elles ne présentent rien de particulier — ou si peu — qui vaille la peine d'être noté. Ses opinions politiques sont peut-être plus intéressantes à connaître, du moins si l'on en juge par le nombre des médecins occupés dans la politique ; mais celles-ci, abstraction faite des intérêts personnels dont il faut toujours tenir compte, mais que nous négligeons volontairement ici, dérivent en grande partie des croyances philosophiques et religieuses, et c'est sur ce dernier point que va porter notre examen : aussi bien nous paraît-il être le plus important et, de beaucoup, le plus captivant.

Lorsque nous voyons un prêtre catholique, nous sommes immédiatement fixés sur ses idées philosophiques et religieuses ; tandis que, si nous rencontrons un homme d'une profession quelconque, un négociant si l'on veut, nous ne pouvons dire *a priori* ce qu'il pense ; au contraire, il semble que pour le médecin, comme pour le prêtre catholique, nous pouvons nous faire une idée approximative de sa façon de penser et de concevoir les choses, et cela s'explique. De même que le prêtre, en effet, le médecin a été soumis, dès sa jeunesse, à une certaine discipline intellectuelle qui l'a conduit jusqu'à l'âge d'homme et au delà. Par l'enseignement secondaire, il acquiert une culture générale sérieuse et étendue et, pendant les années qu'il passe à l'Université, il subit un entraînement mental qui fait converger toute son activité psychique dans un sens et vers un but bien déterminés. De tous les enseignements même, celui de la médecine est le plus cohérent et le plus logique ; c'est pour cela, sans doute, que seul il a trouvé grâce devant la pénétrante critique de Taine, qui n'a épargné aucun des autres (*le Régime moderne ; l'École*).

Analysons rapidement cet enseignement. En somme, qu'est-ce que la médecine ? On a dit : la m

(1) Voir dans Maspéro, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique, Égypte et Chaldée.*

decine est à la fois une science et un art ; laissons de côté le dernier point de vue, purement professionnel, et ne nous occupons que du premier. La médecine est une science ; cette définition est inexacte : l'étude de la médecine comprend, en réalité, plusieurs sciences, régulièrement coordonnées et hiérarchisées. Nous ne voulons pas en faire l'énumération ; contentons-nous de dire que la médecine embrasse presque toutes les sciences, et, de fait, le médecin ne symbolise-t-il pas, aux yeux du vulgaire, le type de l'homme de science ? De plus, chose remarquable, depuis longtemps déjà, bien avant l'apparition de la philosophie positive, en vertu de la force logique des choses, les sciences médicales sont enseignées dans l'ordre même où Auguste Comte et, après lui, Spencer et d'autres, ont établi la série rationnelle des sciences en général : mathématiques, sciences physiques et chimiques, biologie normale et pathologique, et même psychologie (maladies mentales et hypnotisme).

De cette discipline scientifique rationnelle, quel état d'esprit doit-il résulter ? Apparemment l'état d'esprit qui trouve son expression dans la philosophie positive (cela dit sans vouloir faire de réclame pour aucune école philosophique). Le degré extrême de cet état d'esprit serait même représenté par la conception matérialiste, et, en fait, les théoriciens du matérialisme ont été des médecins : qu'il nous suffise de citer Cabanis (*Rapports du physique et du moral*), Büchner (*Force et matière*), Moleschott (*la Circulation de la vie*) (1) : pour beaucoup de gens même, l'identité du médecin et du matérialiste n'a-t-elle pas la valeur d'un axiome ? Sans aller aussi loin, et pour ne pas faire de métaphysique, disons simplement que la conception purement scientifique aboutit, à n'en pas douter, au *déterminisme* (Cl. Bernard) (2), c'est-à-dire au système qui consiste à envisager les phénomènes comme reliés entre eux par des lois fixes et invariables ; autrement dit, qui ne réserve aucune place, dans le cours naturel des choses, pour ce qu'on appelle *le miracle*.

Or, on le sait, le miracle fait le fond de toute doctrine religieuse positive, d'où un conflit inévitable entre la science et la religion. C'est ce conflit entre la science et la foi que Taine (3) met si bien en relief lorsqu'il montre le désaccord énorme qui existe entre les deux tableaux peints par l'une et par l'autre, tableaux qui, loin de pouvoir se superposer, vont au contraire en se différenciant de plus en plus. Aussi « pour tout esprit sincère et capable de les embrasser à la fois, chacune d'elles (la conception religieuse et la conception scientifique) est irréductible à l'autre ». Cela est vrai, quoi qu'en disent, on sait avec quelle éloquence, certains apôtres nouveaux qui ont accusé la science d'avoir « failli » à ses engagements, car, s'il est indéniable que quelques savants ont eu le tort de promettre plus qu'ils ne pouvaient tenir, il n'en reste pas moins que la plupart des dogmes de la religion en général, et de la religion catholique en particulier, sont incompatibles avec les données certaines de la science positive, de la vraie, de celle qui n'a point fait « banqueroute ». — Il semblerait donc tout naturel que le médecin qui est, nous l'avons vu, l'homme de science par excellence, ne pût être croyant (au sens positif du mot). Que la réalité cependant est loin de ce qu'on pourrait supposer ! Voyons donc ce qu'il en est.

Nous allons rechercher quelle est l'attitude du médecin contemporain vis-à-vis de la religion. Pour nous diriger dans nos investigations, nous devons, au préalable, établir une classification méthodique (1) ; nous rangerons les médecins, au point de vue qui nous occupe, dans les catégories suivantes : 1° ceux qui, tout à fait incrédules (en fait de croyances positives), conforment absolument leur conduite à leurs idées, par exemple se marient civilement, ne font pas baptiser leurs enfants, meurent et se font enterrer sans se munir de ce qu'il est convenu d'appeler les secours de la religion : ce sont les radicaux ; — 2° d'autres qui, tout aussi incrédules que les premiers, mais n'osant, pour diverses raisons (de famille, de clientèle, etc.), froisser les sentiments de leurs proches ou braver l'opinion publique, font ce qu'on appelle des concessions au respect humain, et, par exemple, consentent à se marier religieusement, laissent baptiser leurs enfants et même s'en remettent, pour la façon de traiter leur « dépouille mortelle », à la volonté et aux désirs de leurs survivants : ce sont les opportunistes ; — 3° d'autres encore, toujours aussi incrédules que les précédents, mais ménageant, par intérêt, la bonne opinion de gens utiles et lucratifs, n'hésitent pas à prendre le masque de véritables croyants et exécutent à la perfection toutes les prescriptions que comporte le rôle qu'ils ont entrepris de jouer : ce sont les fourbes et les hypocrites ; — 4° enfin les véritables croyants

(1) Nous ajouterions volontiers à ces noms celui d'un médecin, naguère encore professeur à la Faculté de Paris et aujourd'hui ministre, lequel a écrit un Manuel d'histoire naturelle médicale qui a joui, à son heure, d'une grande vogue, notamment auprès des étudiants de ma génération, et dont l'Introduction, sous le titre de *Transformisme*, n'est autre chose qu'un véritable catéchisme du matérialisme le plus pur. (De Lanessan, *Le Transformisme*.)

(2) N'est-ce pas lui qui « mettait le spiritualisme et le matérialisme à la porte de son laboratoire » ? — en quoi il avait peut-être tort.

(3) *Le Régime moderne : l'Église*.

(1) Classification qui peut s'appliquer évidemment à n'importe quelle catégorie de citoyens, mais avec moins d'à-propos qu'aux médecins eux-mêmes.

qui, comme ceux de la première catégorie, mettent d'accord leurs actes avec leurs convictions, et se montrent aussi bons pratiquants que véritables croyants ; ils sont, eux aussi, dans leur genre, des radicaux.

Pour approfondir davantage le sujet, il nous faudrait maintenant recourir à un procédé fréquemment usité dans les sciences médicales : la statistique. Nous devrions établir les chiffres proportionnels correspondant à chacune des catégories ci-dessus. Cette opération, dont les résultats seraient des plus intéressants, nous paraît malheureusement fort difficile, sinon impossible. Voici néanmoins ce que nous croyons être une approximation de la vérité. Les médecins de la première catégorie, les incrédules, se rencontreraient surtout dans le monde politique et administratif (tels, entre autres, les médecins sénateurs, députés, conseillers généraux, etc., dont le plus grand nombre, croyons-nous, siègent de préférence à la gauche des assemblées), et quelquefois aussi dans le monde universitaire ; la plupart contribuent à composer, en partie, l'élément intellectuel des loges maçonniques, et certains d'entre eux sont même d'ardents anticléricaux. Bien que formant une minorité, ce groupe n'en constitue pas moins un contingent déjà fort respectable. La majorité nous paraît plutôt contenue dans la seconde catégorie (opportunistes). Quant à la troisième, celle des hypocrites, si malheureusement nous en constatons quelques exemples bien authentiques, nous croyons néanmoins pouvoir dire, à l'honneur de la profession, qu'ils sont plutôt rares et qu'ils constituent une regrettable exception. Pour ce qui est des médecins de la quatrième catégorie, les croyants, leur nombre n'est pas aussi faible qu'on pouvait le supposer; il semble même s'accroître (nous y reviendrons) depuis quelque temps, et il est peut-être supérieur à celui des médecins de la première (incrédules radicaux).

Ces catégories que nous venons de former pour les besoins de la discussion ne sont pas, dans la réalité, aussi tranchées qu'elles le paraissent ici, et entre les types que nous venons d'esquisser, on peut rencontrer tous les intermédiaires. Tel médecin sera incrédule ou croyant selon les moments, selon les circonstances de sa vie ; son état d'âme, essentiellement ondoyant et divers, est sujet à toutes les variations, à toutes les oscillations que lui impriment les moindres changements du milieu qui l'entoure. Tel autre, plus indécis encore, serait bien incapable de dire si vraiment il croit ou non, et son jugement sur ce point reste indéfiniment suspendu, si tant est qu'on puisse lui accorder la faculté de juger. — Laissons là ces types vagues et flottants, dont l'inconsistance et l'instabilité ne laissent aucune prise à l'analyse, et ne nous occupons que des autres, qui seuls présentent de l'intérêt. Toutefois, parmi ceux-ci, hâtons-nous d'éliminer ceux de la troisième catégorie (les fourbes), dont nous préférons ne rien dire. Ceux de la seconde catégorie, que nous avons appelés les opportunistes et qui sont apparemment les plus nombreux, se montrent évidemment coupables de cette petite lâcheté que Max Nordau a flétrie du nom de « mensonge conventionnel ». A eux s'appliquent ces paroles (1) : « Le citoyen émancipé ment quand il affecte du respect pour le prêtre, quand il... fait baptiser son enfant. » Ou encore : « Chaque acte religieux particulier devient une comédie coupable et une indigne satire quand il est exercé par un homme cultivé du XIXe siècle, etc. » Devrons-nous aussi partager son indignation et conclure avec lui : « Plus nous approfondissons cette indigne comédie et plus nous nous rendons compte du grotesque contraste entre la civilisation de notre époque et les religions positives, plus il nous devient difficile d'en parler avec sang-froid. La contradiction est si monstrueuse que les meilleurs arguments de la critique sont aussi impuissants que pourrait l'être le meilleur balai contre les montagnes de sable du Sahara; seul le rire de Rabelais ou l'encrier lancé avec colère par un nouveau Luther pourrait en venir à bout. » — Nous n'irons pas jusque-là ; nous réclamons, au contraire, l'indulgence, nous plaidons les circonstances atténuantes pour des hommes qui, après tout, ne sont pas des héros et que les nécessités de la vie obligent souvent à subir certaines conditions de milieu auxquelles il leur faut bien s'adapter, sous peine, parfois, des plus graves conséquences. Au surplus, nous ajouterons avec cet autre, qui fut tout le contraire d'un opportuniste : « Que celui qui n'a jamais péché leur jette la première pierre ! »

Il nous reste à examiner maintenant les deux cas extrêmes des médecins qui mettent leur conduite d'accord avec leurs opinions : d'une part les incrédules, d'autre part les croyants. Ce sont ceux qui, certainement, sont les plus dignes de respect et nous nous inclinons devant la sincérité de leur caractère, avec cette restriction toutefois que, pour plusieurs d'entre eux, cette sincérité est singulièrement facilitée par certaines conditions du milieu où ils évoluent : on nous comprend suffisamment, sans que nous ayons besoin d'insister davantage. Nous réservons tout notre respect pour ceux-là seuls dont la sincérité réelle a été éprouvée par les luttes, parfois douloureuses, qu'ils ont pu avoir à soutenir pour ne jamais dévier de leurs principes.

Essayons la psychologie de ces deux types, le médecin incrédule et le médecin croyant.

Le premier ne nous arrêtera pas longtemps, puis-

(1) Max Nordau, *Les Mensonges conventionnels de notre civilisation ; le mensonge religieux.*

que aussi bien nous considérons qu'il n'y a pas, dans son esprit, d'idées disparates et de notions contradictoires ; il n'y a donc pas là, à proprement parler, de problème psychologique. Nous devons même ajouter que, pour plusieurs d'entre eux, disciples de Homais, « l'immortel pharmacien », ce serait leur faire trop d'honneur que de leur attribuer des « conceptions philosophiques ». Quoi qu'il en soit, tels qu'ils sont, si courte que soit leur vue, ils sont dans le vrai, et lorsqu'ils nient les absurdités (au sens logique du mot) des dogmes religieux, — nous regrettons d'avoir à le constater et nous demandons bien pardon de le dire — mais nous sommes obligé de convenir qu'ils ont raison contre... M. Brunetière lui-même.

Plus intéressant, sans contredit, nous paraît être l'état d'âme du médecin croyant. Chez lui, en effet, se trouve cette situation mentale paradoxale et incompréhensible à première vue : la coexistence et l'union dans un même esprit de la science et de la foi. Comment, c'est ce savant, cet homme de laboratoire, dont l'esprit, assoupli aux procédés rigoureux de la méthode expérimentale, est entraîné par une longue habitude à n'accepter comme vrai que ce qu'il reconnaît évidemment être tel, c'est ce même homme qui croit fermement aux impossibilités de la Genèse, aux miracles extravagants de la Bible, etc.! C'est ce chimiste « qui s'arrose d'eau bénite et reconnaît ainsi que quelques mots dits sur cette eau par un prêtre, avec accompagnement de certains gestes, l'ont changée dans son essence, et lui ont communiqué des vertus mystérieuses (1) »! qui admet, non pas seulement à titre de symbole, mais bien comme « réelle », la transformation d'une pâte de pain en chair divine! C'est ce biologiste qui, ayant approfondi dans leurs détails les plus précis les processus histologiques intimes et compliqués de la fécondation (dont le terme ultime est la fusion du pronucléus mâle et du pronucléus femelle), admet, sans hésiter, que dans l'évolution de l'humanité, aux environs de l'an II de notre ère, la parthénogénèse s'est réalisée une fois! C'est un médecin (2) qui, connaissant l'évolution des maladies, la physiologie pathologique des phénomènes morbides, c'est lui qui croit et qui prend très sérieusement à tâche de nous faire croire que l'immersion dans telle piscine renommée, que l'absorption de telle eau miraculeuse guérit le cancer, la tumeur blanche et une foule d'autres affections absolument incurables! Peut-être même tel aliéniste va-t-il jusqu'à prétendre que, dans certains cas déterminés et consacrés, une hallucination, ne différant en rien de celles qu'il observe tous les jours, est une révélation divine ou un maléfice diabolique! Etc.

La chose semble impossible *a priori*, et cependant rien n'est plus vrai. Comme exemple, nous ne citerons qu'un nom, celui du plus grand savant du siècle (s'il n'avait pas l'estampille officielle du médecin, du moins, par ses travaux, il le devint plus que personne) : tout le monde sait que Pasteur fut un croyant convaincu et un pratiquant parfait. Qu'on nous permette ici un souvenir personnel; nous le rappelons parce qu'il est caractéristique. C'était au début de nos études de médecine ; notre professeur de physique médicale, terminant sa leçon d'ouverture qui traitait des concepts de matière et de force, conclut en ces termes : « Vous voyez donc, Messieurs, que dans ces conditions l'hypothèse Dieu est inutile, pour ne pas dire absurde. » Cette parole, malgré sa forme un peu brutale, nous parut naturelle dans la bouche de cet homme, qui est un savant éminent, bien connu pour ses beaux travaux de physique biologique. L'année suivante, notre professeur d'histologie nous fit son premier cours sur la cellule en général ; de là il vint à nous parler de l'évolution cellulaire, puis de l'évolution des espèces, du darwinisme, et notre surprise ne fut pas des moindres quand nous l'entendîmes affirmer que l'on pouvait très bien accepter toutes ces théories sans, pour cela, abandonner quoi que ce soit de ses croyances religieuses; que rien, dans ces notions, n'était opposé à l'esprit, ni même à la lettre de la Genèse. Ce professeur, qui est un catholique militant (il en a donné depuis des preuves éclatantes : il s'est présenté aux dernières élections législatives comme candidat « républicain catholique »), est aussi un travailleur obstiné et un véritable homme de science.

Il est donc incontestable qu'on peut être à la fois savant et croyant; il n'en est pas moins vrai qu'il y a là un phénomène étrange aux yeux du psychologue indépendant ; il y a là un problème curieux et irritant. Ce problème semble avoir intrigué l'esprit critique de Taine; voici les solutions qu'il a cru pouvoir en donner (1) : « Chez le vulgaire (beaucoup de médecins croyants, nous le verrons, font partie du vulgaire à ce point de vue) incapable de les penser ensemble (la conception religieuse et la conception scientifique), elles vivent côte à côte et ne s'entrechoquent pas, sauf par intervalles et quand, pour agir, il faut opter. Plusieurs, intelligents, instruits et même savants, notamment des spécialistes, évitent de les confronter, l'une étant le soutien de leur raison, et l'autre la gardienne de leur conscience : entre elles, et pour prévenir les conflits possibles,

(1) Max Nordau, *Ibid.*

(2) Docteur Boissarie, *Lourdes, Histoire médicale.*

(1) *Les Origines de la France contemporaine : le Régime moderne, l'Église.*

ils interposent d'avance un mur de séparation, « une « cloison étanche » qui les empêche de se rencontrer et de se heurter. D'autres enfin, politiques habiles ou peu clairvoyants, essayent de les accorder, soit en assignant à chacune son domaine et en lui interdisant l'accès de l'autre, soit en joignant les deux domaines par des simulacres de ponts, par des apparences d'escaliers, par ces communications illusoires que la fantasmagorie de la parole humaine peut toujours établir entre les choses incompatibles, et qui procurent à l'homme, sinon la possession d'une vérité, du moins la jouissance d'un mot. »

En ces quelques lignes, Taine énumère les différentes variétés d'esprits scientifiques croyants; mais il n'y a là qu'une simple constatation de fait, et non pas une véritable explication causale ou « étiologique », pour parler le langage de la médecine. Celle-ci n'est d'ailleurs pas difficile à trouver, et le lecteur a déjà deviné que le fait en question n'est qu'un cas particulier de l'habitude mentale créée par l'éducation. Le jeune homme, en effet, qui commence à étudier la médecine, possède déjà un état d'âme orienté d'une façon relativement fixe, soit dans le sens de la croyance, soit dans le sens de l'incrédulité. Au cours de ses études médicales, s'il n'est pas doué de ce qu'on appelle l'esprit philosophique, et c'est le cas de la plupart, il ne sera préoccupé que du point de vue professionnel, que du côté métier des sciences médicales, et il ne saura pas en dégager l'admirable synthèse philosophique qu'elles comportent. C'est le cas de répéter avec Taine (1) : «... Sur cent visiteurs il y en a quatre-vingt-dix qui n'ont pas compris le sens du tableau; ils n'y ont jeté qu'un coup d'œil distrait : d'ailleurs l'éducation de leurs yeux n'est pas faite: ils ne sont pas capables d'embrasser les masses et de saisir les proportions. » N'est-ce pas Leibnitz qui exprimait ce vœu : « Plût au ciel que les médecins philosophassent et que les philosophes médicinassent? » Je ne sais si les philosophes « médicinent » (du moins quelques-uns, croyons-nous, commencent à le faire), mais il est malheureusement trop certain que bien peu de médecins philosophent. Ne nous étonnons donc pas si la croyance religieuse « continue à vivre inconsciemment même chez les hommes de la plus haute culture intellectuelle. Parmi les fils du XIXe siècle, bien peu s'attachent assez fortement à la conception scientifique du monde, dont leur raison reconnaît la justesse, pour que cette conception ait pu pénétrer jusque dans les derniers réduits de leur âme, réduits presque inaccessibles à la volonté et qui sont la source de sentiments confus et de rêveries. Dans ces recoins sombres et mystérieux, les antiques préjugés et les idées superstitieuses conservent leur pouvoir, et il est incomparablement plus difficile de les en déposséder que de chasser les hiboux et les chauves-souris des trons d'une vieille tour (1). »

Cette persistance de la croyance religieuse malgré une culture scientifique intensive, et cela grâce à une forte éducation religieuse, constitue pour l'Église une condition de vitalité qui ne contribuera pas peu à la faire durer au delà des limites que certains prophètes (2), désireux et sans doute trop pressés de la voir finir, lui ont assignées; et vraisemblablement l'Église doit avoir conscience de l'aide que peut lui procurer le médecin croyant. Nous pensons même que l'un de ses secrets désirs, et non le moindre, serait de mettre la main sur le corps médical, qui est, dans la société, le corps scientifique véritablement vivant et agissant, et dont l'influence sociale est, au fond, si grande. L'Église doit tenir plus à la possession du médecin qu'à celle du savant ordinaire, et cela se comprend. Celui-ci, en effet (qu'il soit astronome, physicien, etc.), ne quitte guère son laboratoire; il reste confiné dans sa « tour d'ivoire », et la foule passe habituellement à côté de lui sans y prendre garde. Le médecin, au contraire, est directement engagé dans la mêlée sociale, et son action s'y fait sentir d'une façon puissante. Il est au savant pur et spéculatif ce que le clergé séculier et actif est au clergé régulier et contemplatif. On sait l'affection particulière que l'Église porte à l'armée, et elle est justifiée, car l'armée, c'est la force; mais c'est, on peut bien le dire, la force brutale, ou plus simplement la force matérielle (loin de nous l'intention de méconnaître la force morale de l'armée). Incontestablement l'Église doit lui préférer la force intellectuelle; lorsqu'il en trouve l'occasion, le prêtre recherche encore plutôt l'alliance du savant, du médecin, que celle du soldat et de l'officier. Un simple coup d'œil jeté à ce point de vue sur la société contemporaine suffit à démontrer la réalité du fait. Nous imaginons volontiers aussi que l'Église catholique doit incliner une bonne partie de ses élèves vers la carrière médicale, et cela d'autant mieux que, sur ce terrain, aucune mesure gouvernementale ne pourra jamais, apparemment, opposer d'obstacle à son effort. Quiconque est tant soit peu

(1) *Les Origines de la France contemporaine.*

(1) Max Nordau, *Ibidem.*

(2) Montesquieu. — Michelet, *Histoire de France*, préface de 1869 : « J'étais sous ce rapport l'homme peut-être le plus libre du monde, ayant eu le rare avantage de ne pas subir la funeste éducation qui surprend les âmes avant l'âge, et d'abord les chloroformise. L'Église était pour moi un monde étranger, de curiosité pure, comme eût été la lune. Ce que je savais le mieux de cet astre pâli, c'est que ses jours étaient comptés, qu'il avait peu à vivre. » — Victor Cousin : « Il le christianisme en a encore pour deux cents ans dans le ventre », etc.

au courant du mouvement universitaire a pu se rendre compte que, depuis quelques années, les facultés de médecine s'enrichissent de jour en jour d'étudiants catholiques; la proportion de ces derniers semble y croître d'une façon progressive. Et c'est là un phénomène attristant pour le libre penseur, disons mieux, pour le penseur libre, puisque aussi bien le premier vocable est démodé et mal porté.

Dr Santenoise.

LE PRÉSIDENT KRUGER

Si, quelque jour, un historien, oubliant les retentissantes révolutions des peuples et voulant créer en ses contemporains des âmes viriles, tentait de leur peindre l'exemple des hommes héroïques qui, par la grandeur de leur énergie morale, s'imposèrent à l'admiration de notre époque, alors l'une des plus belles figures qui se présenteraient à ce contemplateur de l'histoire, à ce peintre des héroïsmes, serait celle du président Kruger.

Il nous a semblé opportun de mettre dans son vrai jour cette simple et grande figure, que la fantaisie des caricaturistes, avides trop souvent de succès futiles, a dénaturée d'une main légère, parfois implacable.

*
* *

Certes il n'est pas beau physiquement, lorsqu'il a son costume officiel de président, c'est-à-dire lorsqu'il est coiffé d'un chapeau énorme que ses oreilles empêchent seules de tomber jusqu'au cou et qu'il porte ses fameux pantalons d'une coupe malheureuse et cet étrange veston barré d'un large ruban qui est l'insigne de sa dignité. Mais cet homme a pu paraître une vivante incarnation de la liberté et de la force, au jour où, haut de six pieds, large de poitrine, portant son collier de barbe selon la mode antique des marins hollandais, il faisait éclater sa vigueur souple et facile dans son costume des prairies.

Il existe un bon portrait du président Kruger. Ses traits, comme ceux de la plupart des grands hommes, offrent de la régularité et de l'harmonie. La bouche est celle de Benjamin Franklin dans le portrait du héros américain peint par Duplessis. La bouche de Kruger a modifié son dessin primitif et pris une expression volontaire. Dans le sourire, elle révèle une grande bonté, et c'est moins la nature que la main de l'épreuve qui a imprimé, au cours du temps, sur la face du grand Boer, cette affirmation d'indomptable vouloir. Kruger a le regard d'un homme qui ne se fatigue pas d'examiner; c'est un lion qui sommeille à demi, tant ses yeux ont de calme; mais ce calme est puissant et le réveil peut être terrible. Car le Boer est de cette vieille et étrange race néerlandaise qui produisit les Artevelde, le tribun de Gand, et le lion de Flandre. Ces hommes sont lents à émouvoir, mais dès que la commotion est produite, ils sont irrésistibles et formidables.

Aussi, bien que plusieurs de ses ancêtres, avant 1713, aient habité Berlin, on peut assurer que, primitivement, c'est du sang néerlandais qui a coulé dans les veines des générations antérieures. C'est en 1713 que le premier Kruger vint dans le sud de l'Afrique. Le nom alors, a-t-on dit, s'orthographiait Crujer. Cela nous paraît peu probable, car sous cette forme il ne se rapporte pas à une racine déterminée; tandis que *Krüger* est une déformation, en dialecte boer, du mot néerlandais *krieger*, qui signifie attrapeur. Et cette fantaisie du hasard est délicieuse, car ce fort, ce simple, est aussi un malin; l'énergie, la prudence et la ruse forment en lui une trinité redoutable pour les ennemis de sa patrie.

Paul, ou plutôt Paulus Kruger naquit à Colesberg, le 10 octobre 1825. Tout enfant, il perdit sa mère, et dès lors il fut le compagnon assidu de tous les voyages paternels. Il fut présent aux luttes contre les Matabélès. Dans un des *treks* ou trajets d'émigration dans la direction du Zambèze, la caravane fut cernée par des milliers d'indigènes. Aussitôt, elle construisit une enceinte avec les chariots et soutint un siège. Tantôt blotti entre des sacs de maïs, tantôt posté entre les jambes de son père, le petit Boer de dix ans fit le coup de feu. Les *trekkers*, grâce à leur résistance acharnée, échappèrent au carnage; mais ils perdirent six cents bœufs, cinq mille moutons et cent chevaux, que les Matabélès emmenèrent. Paul Kruger commençait ainsi, à travers les dangers, les fatigues et les exils, la dure expérience d'une vie qui commença par des batailles, et qui se terminera peut-être par ce suprême voyage, qui est lui aussi un étrange et auguste exil au berceau premier de ses ancêtres.

*
* *

Paul Kruger, à onze ans, chassait le lion et le sanglier. A treize ans, il tua ses premiers ennemis. Il s'était égaré à la poursuite d'une antilope, quand il tomba dans une troupe de Cafres qui l'assaillirent à coups de flèches. Le jeune Kruger reconnut la nécessité de battre en retraite devant un nombre trop grand d'ennemis; mais, dans sa fuite, il se retourna deux fois pour décharger sa carabine, et, chaque fois, un des poursuivants pivota sur lui-même et s'abattit mort, sur le sol. Les Cafres s'arrêtèrent, et dès lors, l'énergique petit bonhomme s'en re-

tourna paisiblement vers la ferme paternelle. Au crépuscule, il traversa une plaine couverte de brousses et entendant les herbes craquer, il songea : « C'est un chevreuil! Bonne aubaine! »

Mais un lion sortit du fourré, regarda longtemps l'adolescent qui ne tremblait pas, et il disparut.

Plusieurs faits de ce genre ont inspiré aux Boers un superstitieux respect en faveur de leur président, que la destinée a tant de fois arraché à la mort, parce qu'elle le réservait pour l'accomplissement de grandes œuvres.

Un peu plus tard, la disposition des Cafres étant devenue pacifique, des traités furent conclus et des fêtes eurent lieu. Les chefs cafres organisèrent une course dont le stade était de plusieurs lieues. La route suivie par les coureurs passait devant la ferme des Kruger. Paul avait parié qu'il devancerait tous les autres, tellement que, sans être regagné par eux, il s'arrêterait à la ferme de son père pour y prendre un repas. Ce premier point fut tenu, mais dès son apparition à la ferme, son père le gourmanda de n'avoir point son fusil et de se livrer pareillement à la merci des noirs. Le jeune Kruger prit son fusil malgré le poids et continua sa course, tandis que les noirs tentaient de le rattraper, épuisant leurs forces et jetant, pour s'alléger leurs arcs et leurs flèches. Bientôt Paul Kruger eut repris une telle avance qu'il s'amusa à chasser. Alors un sillage s'ouvrit soudain dans les herbes, et voici paraître le lion qu'il avait déjà rencontré dans la brousse. Deux fois l'adolescent tira sur le fauve et deux fois le fusil fit long feu. Le temps manquait pour recharger l'arme. Qu'arriva-t-il? En ce moment, — est-ce une aventure de légende? — Kruger essaya sur le fauve la force du regard humain; et tandis que la bête fascinée demeurait immobile, d'un coup de crosse sur le front il l'étourdit, et s'en alla paisiblement au but de la course engagée.

Il avait à peu près quinze ans. Les têtes de bétail qui furent le prix de sa victoire à la course formèrent le noyau premier du troupeau qu'il devait posséder en propre, plus tard. Kruger en était très ménager, et rien ne pouvait le décider à abattre un bœuf qui lui appartînt. Quand venait son tour de fournir un animal pour la nourriture du campement, il épargnait son troupeau et s'en allait chasser le buffle, pour payer son écot en gros gibier. Admirable dresseur de chevaux, il attrapait les buffles au lazzo, comme un héros de Mayne-Reid. A la veillée, dans les fermes, on emploie encore de longues heures à redire les exploits cynégétiques de Kruger.

Un jour, son cheval emballé fonça sur un énorme buffle. Dans cette course effrénée, monture, cavalier, bête sauvage, vinrent s'abattre dans une fondrière et se trouvèrent un moment étourdis. Le premier des trois, l'homme reprit ses sens. Il se jeta sur le buffle et lui enfonça la tête dans la vase jusqu'à ce que le puissant animal mourût étouffé.

On a raconté maintes fois, mais inexactement, l'aventure de son pouce coupé. Il est vrai que c'est à la chasse qu'il se blessa au pouce, mais il ne le coupa point, comme on l'a dit, dans le premier moment. Il fit voir sa blessure à un médecin, qui lui laissa craindre la gangrène; tout d'abord Kruger hésita devant l'opération, mais, après le départ du médecin, le symptôme annoncé par lui apparut. Alors il prit son couteau et se coupa le pouce à la première phalange. Le lendemain, la menace de gangrène réapparut un peu plus loin; Kruger reprit son couteau et se trancha la seconde phalange à la base du pouce.

Ces anecdotes de la vie physique de Kruger ne font-elles pas ressortir la volonté d'airain, l'énergie surhumaine de ce *Boer*, c'est-à-dire de ce paysan, que le colosse britannique n'a pas effrayé et contre lequel il a tant risqué de se briser?

***

Il n'avait pas encore dix-huit ans lorsque les Boers du district de Magaliesberg le choisirent comme veldt-cornet adjoint. La fonction de veldt-cornet équivaut à celle de juge de paix. On voit par là quelle précoce estime de sa raison et de sa droiture Kruger sut inspirer à ses compatriotes.

Vers cette époque, le Transvaal et l'Orange se trouvèrent en contestation. Le président orangiste Bosthoff avait fait prisonnier quelques burghers du Transvaal, qui avaient servi sous Kruger. A cette nouvelle, Kruger monte à cheval, se rend chez Bosthoff, et là :

— Lâcheriez-vous, lui dit-il, vos prisonniers contre un otage?

— Contre moi-même, dit Kruger. Ils m'ont obéi : je suis responsable pour eux. Leurs femmes et leurs enfants ont besoin d'eux pour vivre.

Kruger épousa d'abord en premières noces une demoiselle Duplessis, descendant d'un médecin de la Compagnie des Indes, qui appartenait, dit-on, à la famille du grand Richelieu. La jeune femme mourut à la naissance de son premier enfant. C'est alors que Kruger s'enfonça presque seul dans les plaines de la Rhodésie, pour y vivre au milieu de ses troupeaux, et dans la lecture de la Bible, qui était et fut toujours la passion ardente de son imagination simple mais robuste.

Quand il revint dans les districts habités par sa famille, son fils le rapprocha des parents de sa première femme, dont il connut alors une nièce, qu'il épousa et qui lui donna seize enfants. C'est vers

cette époque que le Transvaal s'est pris d'un zèle enflammé pour la propagande et les discussions religieuses. Il y eut alors trois *confessions* principales : l'Église chrétienne néerlandaise, l'Église néerlandaise réformée, et la haute Église néerlandaise réformée, qui est une accentuation mystique de la précédente.

Ici se déroule une phase peu connue de la vie de Kruger. Il passa alors par une crise de mysticisme dont il garda toujours l'impression. Après un congrès conventuel où l'on avait ardemment discuté la Bible et commenté les textes sacrés, il déclara que, pour le repos de son âme troublée, il allait se retirer dans la montagne afin de se livrer à la prière et la méditation. Il avait trente-deux ans. Au bout de quelques jours, sa famille et ses amis, inquiets, le recherchèrent. Après avoir parcouru le Veldt et les collines, ils entendirent, dans un petit vallon, le chant affaibli d'une voix qui psalmodiait. C'était Kruger, exténué de fatigue et de faim... Ses amis le ramenèrent, mais durant longtemps, il ne parla que de religion et de mysticisme. Les Boers, nation cependant religieuse, ont toujours un peu souri de la piété, à leurs yeux excessive, du président Kruger.

Il n'admettait point d'autre littérature que la Bible. Un de ses petits-fils le taquinait, il y a quelques années, sur sa négligence à apprendre le hollandais classique, dont la langue boer n'est qu'un dialecte dégénéré, un patois.

— Je te comprends et tu me comprends, dit Kruger. Dès lors le but est atteint, et cela suffit.

— Mais vous pourriez lire, grand-père.

— Je lis ma Bible : est-ce que ce n'est pas beau?

— Mais il y a autre chose à lire que la Bible, grand-père.

— Je n'ai pas le temps : les *uitlanders* me donnent trop de soucis.

— Il n'y a pas toujours eu les *uitlanders;* il n'y en avait pas quand vous étiez jeune.

— C'est vrai, gamin! Mais alors il y avait les Cafres, et quand les Cafres restaient tranquilles, il y avait les lions.

Toutefois Kruger avait l'âme trop grande pour être un intolérant. Lorsque le docteur Leyds lui fut présenté en vue du secrétariat d'État, celui-ci manifesta la crainte d'être repoussé par le président, comme n'appartenant pas à la même confession que lui. Kruger le fit venir et lui dit très doucement : « Si vous êtes un homme pénétré d'amour pour le bien public, jamais je ne vous demanderai compte de vos opinions religieuses. »

***

Kruger, nature puissante, selon la loi de sa race, tombait en des alternatives de violence et de bonté. Un jour, une discussion très vive s'éleva entre Kruger et Leyds, tandis qu'ils causaient ensemble dans une salle du palais du gouvernement.

— Il faut que vous sortiez d'ici, s'écria Kruger, ou que j'en sorte!

— C'est à moi de partir, dit le docteur.

Et il se retira. La nuit qui vint il ne dormit pas, triste d'avoir abandonné son bel avenir en Hollande, pour venir briser sa carrière au bout de l'Afrique, contre la mauvaise humeur d'un homme qu'il avait cru son ami et son protecteur. Tandis qu'il songeait amèrement, en pleine nuit on frappa à sa porte. Il ouvrit. Le président Kruger, car c'était lui avec une escorte, se jeta dans les bras de Leyds, lui demanda pardon de sa colère et lui jura une inébranlable confiance.

S'il avait l'humilité dans la faute, il était plein de fierté devant l'orgueil d'autrui. Un jour, un noble lord vint rendre visite au président Kruger, qui sait très bien l'anglais, mais qui cependant feignit la nécessité d'un interprète.

— Dites au Président, commanda avec arrogance le pair anglais, que je suis le duc de X...

— Ia! Ia! grommela Kruger sans enlever la pipe de ses lèvres.

Ia! Ia! correspond ici à notre *C'est bon! C'est bon!*

Un long silence; l'Anglais attend. Puis, de nouveau :

— Dites au Président que je suis de la Chambre des Lords.

— *Ia! Ia!* renouvelle Kruger au milieu d'une énorme bouffée de fumée bleue.

Le duc, déconcerté, ajoute :

— Dites au Président que j'ai été vice-roi.

— Vice-roi? Qu'est-ce que c'est que ça? s'écrie directement Kruger, en simulant l'ignorance.

L'ancien vice-roi s'étend alors complaisamment sur les prérogatives de sa précédente dignité. Il devient lyrique, il fait valoir qu'il était la lumière qui jaillit directement au loin, de la majesté de la grande reine et impératrice. Alors, dans une bouffée vaste comme la gloire, cette autre fumée, qu'on lui vantait, Kruger dit à l'interprète : « Dites à *cet Anglais* que, moi, j'ai gardé les bestiaux. »

En une autre circonstance, Cecil Rhodes s'était présenté pour rendre visite au président Kruger. A toute force, il voulait être reçu le samedi. Kruger répondit à M. Esselen, l'introducteur de Cecil Rhodes :

— Le samedi, je reçois mes burghers; ils sont mon peuple, et mon peuple passe avant tout le monde.

Un jour, il se préparait à haranguer la foule, quand il aperçut au milieu d'elle quelques-uns des plus malfaisants parmi les uitlanders. Il commença donc son discours par cette apostrophe : « Burghers! amis!

et vous, voleurs, meurtriers, nouveaux venus et autres! »

A l'époque du *raid* Jameson; il fit en pleine nuit arrêter son vieil ami Jacobus de Wet, qui était agent britannique: « Si vous êtes complice de Jameson, lui dit-il, vous méritez cette mesure, et je ne vous connais plus: vous avez offensé ma patrie. Si vous êtes innocent, mon peuple vous soupçonnera néanmoins, et en vous gardant je vous mets à l'abri de sa colère. Le plus grand ami, c'est le sol et le ciel du Transvaal. »

***

Arrêtons-nous sur ce trait, qui détermine de la manière la plus vive la grande figure de celui qui fut avant tout l'homme de la patrie et de la liberté. Il a mis en acte, durant toute sa noble vie, cette antique et superbe devise de la famille néerlandaise: *Moedertaale end Vaderland!* c'est-à-dire: *La langue de ma mère et le pays de mon père!* Ce sont les seuls biens que, dans notre civilisation éperdue, aient revendiqué ces hommes en vérité plus grands que nous, inspirés, conduits, soutenus, dans la lutte pour l'indépendance, par l'âme, plus belle que l'antique, de ce vieillard qui, selon le vers du poète, malgré le monde, malgré les rois, veut rester

Debout dans sa montagne et dans sa volonté!

LÉON CHARPENTIER.

LE SUFFRAGE DE DEMAIN (1)

Pourquoi souhaiter un Sénat professionnel et comment l'organiser.

Les réformes électorales sont à l'ordre du jour.

La cause de la représentation proportionnelle (2), si longtemps dédaignée par les publicistes et par les hommes du gouvernement, fait, dans l'opinion, des conquêtes précieuses et inattendues. Le dépôt du projet Mirman, qui tend à introduire la représentation proportionnelle dans les Conseils municipaux, fut un premier symptôme très net. Non moins significative fut l'adhésion à cette idée de publicistes aussi éloignés les uns des autres que M. Édouard Drumont, M. Cornély et un rédacteur anonyme du *Temps*. Les élections municipales du mois de mai ont révélé d'ailleurs, de la façon la plus claire, les bizarreries et les injustices du système majoritaire. Au lendemain du scrutin, des minorités formidables se sont trouvées dans telle ou telle grande ville, à Lille, à Bordeaux, à Reims, par exemple, totalement exclues de l'Assemblée communale. Le bon sens populaire s'est révolté contre ces anomalies. Quelques semaines après, le peuple belge faisait pour la première fois l'essai de la représentation proportionnelle sur le terrain politique. Le succès de l'expérience a dépassé toute espérance. Loin de briser les cadres des partis historiques, la représentation proportionnelle les a consolidés. Loin de rendre impossible le fonctionnement normal du gouvernement parlementaire, la représentation proportionnelle donne au parti catholique une majorité telle qu'il se trouve assuré de rester au pouvoir avec la même autorité, la même stabilité, le même souci des réformes nécessaires que par le passé.

La représentation proportionnelle gagne ainsi chaque jour plus de terrain. Or, il faudrait qu'il en fût de même de la représentation professionnelle; l'une n'est-elle pas le complément naturel de l'autre? « Autant il est désirable qu'une Chambre des députés, élue au scrutin de liste proportionnel, représente surtout les opinions du pays, autant il est nécessaire qu'une Chambre haute, issue des corps professionnels, égale en puissance à la première, représente les intérêts et reflète les aspects si divers de l'activité nationale. »

Chose étrange, alors que le principe de la représentation proportionnelle fait chaque jour plus d'adeptes, le principe de la représentation professionnelle se heurte encore à une foule de préjugés individualistes qui seront, pendant le siècle à venir, le lourd héritage du siècle qui finit. Nous ne rappellerons pas tous les bienfaits d'une Chambre législative issue des corps professionnels; nous ne dirons pas quels seraient l'autorité et le prestige de cette Chambre vis-à-vis du pays; quels concours utiles de compétences, quelle connaissance exacte des besoins de la nation elle apporterait dans l'élaboration des lois; comment elle substituerait l'habitude du travail fécond aux querelles malfaisantes de la politique pure; comment, après avoir puisé sa vie dans les groupes professionnels, elle leur infuserait à son tour un sang plus généreux. Avant toutes choses, une question préjudicielle se pose, ou plutôt un choix est nécessaire entre trois solutions qu'on peut appeler des solutions de principe.

Faudrait-il faire élire le Sénat directement par tous les citoyens répartis dans une même région, suivant leur profession, en un certain nombre de circonscriptions ou de groupes que déterminerait la loi électorale, chacun de ces groupes devant tirer de lui-même son représentant? Par exemple, tous les électeurs du Nord voués à l'industrie concourraient à l'élection d'un sénateur; de même tous les élec-

(1) Extrait d'un ouvrage ayant pour titre: *le Suffrage de demain*, par Eugène Duthoit, professeur à la Faculté de droit de Lille, qui va paraître prochainement à la librairie Perrin.

(2) Nous rappellerons ici que M. Paul Laffitte a été l'un des premiers à défendre dans cette Revue l'idée de la représentation proportionnelle.

teurs de ce département voués à l'agriculture, à celle d'un second sénateur.

Faudrait-il faire élire le Sénat par des délégués, que tous les citoyens voués dans la même région à une profession identique ou similaire tireraient de leur propre groupe, et qui, n'ayant pas d'autre fonction que celle d'électeurs sénatoriaux, auraient accompli tout leur mandat et cesseraient d'être associés dès la fin des opérations électorales? Par exemple, tous les électeurs du Nord voués à l'industrie concourraient à l'élection d'un certain nombre de délégués sénatoriaux; ceux-ci éliraient le sénateur affecté à la profession, mais ne constitueraient point par ailleurs un Conseil permanent de l'industrie. En somme, ce second système ne différerait du premier que par la substitution d'un mode de suffrage à deux degrés au suffrage direct.

Ou bien faudrait-il adopter, comme unités électorales des groupes antérieurement organisés et susceptibles d'exercer d'autres fonctions, des groupes ayant une existence permanente, qui correspondraient non seulement à une utilité politique, mais à une utilité professionnelle et sociale, de telle sorte qu'après avoir tiré d'eux-mêmes leurs représentants à la Chambre haute, ces groupes continueraient à remplir dans l'ordre professionnel leur mission consultative? Par exemple, une Chambre de commerce ou la réunion de plusieurs Chambres de commerce d'un même département, d'une même région, serait appelée à déléguer un de ses membres au Sénat.

Entre ces trois solutions, nous préférons résolument la troisième. Elle donnerait, bien plus sûrement que les deux autres, aux élections sénatoriales ce caractère nettement professionnel qui serait pour la Chambre haute de l'avenir une source incomparable de force et de vie. Sans aucun doute, les deux premiers systèmes constitueraient déjà un progrès sensible sur l'ordre de choses actuel. Mais il n'est pas certain que des hommes, accidentellement réunis pour procéder à une élection et n'ayant entre eux d'autre lien que l'exercice d'une même profession, aussi vaste que l'industrie ou l'agriculture, n'attacheraient pas, faute d'une vie commune antérieure, trop d'importance aux questions purement politiques, et ne dénatureraient pas le véritable caractère de l'élection à laquelle ils seraient appelés à participer. Au contraire, des professionnels déjà associés, déjà voués à une même existence collective dans un Conseil de l'industrie, dans une Chambre de commerce ou d'agriculture, s'ils étaient appelés, soit avec leur seul groupe, soit avec des groupes voisins semblables au leur, à choisir parmi eux un représentant, éliraient celui qui incarnerait le mieux, par son mérite, par ses capacités et ses connaissances, la vie collective du groupe tout entier. Le choix serait dicté par des préoccupations nettement professionnelles.

Disons encore, pour justifier notre préférence, qu'une nation n'est pas seulement une vaste agrégation d'individus, mais qu'elle tire encore sa force et sa vie de collectivités laborieuses et fécondes. S'il faut une Chambre des députés qui synthétise bien les aspirations individuelles et familiales, d'ailleurs coordonnées par les partis politiques, il n'importe pas moins qu'il y ait un Sénat où convergent les aspirations et les revendications des groupes professionnels. Il convient donc que ces groupes eux-mêmes, et non les individus qui n'auraient entre eux d'autre principe de vie commune que l'exercice d'une même profession, soient choisis par la loi pour former, à leur image et à leur ressemblance, l'un des organes de la représentation nationale.

Cette question préjudicielle étant résolue, nous pouvons rechercher quels sont les groupes professionnels, ayant une vie propre et une organisation permanente, qui pourraient concourir à la formation des collèges sénatoriaux.

1° *Des Conseils de l'industrie et du travail*, institués en Belgique par la loi du 16 août 1887, réclamés depuis longtemps, en France, par les catholiques sociaux, et organisés enfin par le décret du 17 septembre 1900, seraient tout à fait qualifiés pour cette fonction. Depuis la loi du 16 août 1887, la Belgique possède, dans toute localité où l'utilité en est constatée, un Conseil de l'industrie et du travail. La mission de ce Conseil est de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir, et, au besoin, d'aplanir, les différends qui peuvent naître entre eux; chaque Conseil est un organe de consultation, susceptible de donner au gouvernement des avis et des renseignements en toutes questions professionnelles, et un organe de conciliation susceptible de vider les différends de la vie industrielle. C'est surtout la première de ces deux fonctions qu'il remplit en fait.

Le ministre qui a pris l'initiative heureuse de transporter chez nous par décret l'institution des Conseils du travail a emprunté au système belge un certain nombre de principes essentiels : la division des Conseils en *sections*, par laquelle ils deviennent des organismes professionnels et non pas seulement régionaux; l'égalité maintenue dans leur composition entre les deux éléments, patronal et ouvrier: la double mission consultative et conciliatrice des Conseils. Mais, à côté de ces ressemblances, le décret du 17 septembre 1900 a créé entre l'institution belge et l'institution française une différence capitale, qui se rapporte au mode d'élection des Conseils. Tandis qu'en Belgique, sont électeurs aux Conseils du travail tous les patrons et tous les ouvriers, à la

seule condition d'avoir vingt-cinq ans d'âge et d'exercer depuis quatre ans, dans le ressort territorial de la section, l'une des industries comprises dans sa juridiction professionnelle; en France, l'article 5 du décret fixe les règles de l'électorat. « Dans chaque section, sont électeurs patrons les syndicats professionnels légalement constitués ou, à leur défaut, leurs sections syndicales ayant leur siège dans la circonscription, comprenant au moins des patrons ou assimilés établis dans cette circonscription et exerçant une profession inscrite à ladite section du Conseil. Dans chaque section, sont électeurs ouvriers les syndicats professionnels légalement constitués ou, à leur défaut, leurs sections syndicales ayant leur siège dans la circonscription, comprenant au moins vingt-cinq ouvriers ou employés exerçant dans cette circonscription une profession inscrite à ladite section du Conseil. Les électeurs patrons et les électeurs ouvriers forment deux collèges distincts élisant séparément leurs représentants. Chaque syndicat ou section syndicale ayant droit au vote ne dispose que d'une voix. Ainsi ce ne sont pas les individus qui sont, à proprement parler, électeurs, mais bien les syndicats. Dans chaque syndicat, les patrons ou les ouvriers ne sont qu'électeurs du premier degré, et leur choix détermine le vote du syndicat tout entier, qui, lui, concourt directement à l'élection du Conseil et ne dispose à cette fin que d'une seule voix.

Nous croyons que l'institution des Conseils du travail se prêterait parfaitement au recrutement d'une portion du Sénat. Ce serait la *section*, organe vivant et homogène, et non le Conseil, qu'il faudrait adopter comme unité électorale. Mais il est clair qu'à moins d'élever démesurément le nombre des membres du Sénat, il serait impossible de créer autant de circonscriptions que de sections. Il faudrait donc associer par région les diverses sections qui se rattacheraient à la même industrie, ou à des industries similaires groupées ensemble, s'il en était besoin. Dans chaque circonscription, un premier sénateur serait élu par et parmi les conseillers chefs d'industrie; un second, par et parmi les conseillers ouvriers.

Mais faudrait-il, en adoptant les Conseils du travail, ou plus exactement les sections homogènes ou ilaires des Conseils du travail comme unités électorales susceptibles de concourir partiellement à l'élection du Sénat, maintenir la règle posée par le décret du 17 septembre 1900 pour l'élection des Conseils, ou préférer la règle suivie à cet égard en Belgique? En d'autres termes, faut-il admettre, comme en Belgique, tous les membres de la profession, en dehors et abstraction faite des associations professionnelles, à l'élection des Conseils, ou y faire concourir seulement, comme l'a voulu le décret de M. Millerand, les syndicats professionnels également constitués?

La question est délicate. Nous pensons qu'en faisant élire les Conseils du travail par les syndicats, le décret français s'est inspiré de cette idée juste qu'il convenait de faire reposer l'institution nouvelle sur des organisations déjà existantes et non pas seulement sur des individus sans lien et sans cohésion. La représentation professionnelle ne se conçoit pas sans que les associations, créées précisément pour la défense des intérêts communs à tous les membres de la profession, soient appelées à y concourir. Séparer les Conseils du travail et les syndicats, en écartant ceux-ci de la formation de ceux-là, ce serait créer entre ces deux éléments essentiels de l'organisation professionnelle une rivalité contraire aux intérêts qu'ils doivent défendre, et exposer les uns et les autres, les Conseils du travail surtout, à l'anémie et à la stérilité. Mais nous pensons aussi qu'en n'appelant à l'électorat que les syndicats, le décret met les patrons et les ouvriers demeurés en dehors des organisations syndicales dans une alternative fâcheuse : ou de se désintéresser des Conseils du travail, ou de former hâtivement, sous le coup d'une contrainte indirecte, des syndicats plus ou moins factices, en vue de concourir à l'élection des Conseils et d'y être représentés.

La meilleure solution consisterait à combiner le système belge et le système français : appeler les syndicats professionnels, comme le fait le décret de M. Millerand, à participer à l'élection des Conseils, mais réserver aussi quelques sièges, la moitié par exemple, dans chaque section, aux représentants de tous les patrons et de tous les ouvriers de la profession. De cette manière, aucun membre de la profession n'étant exclu de l'élection du Conseil n'échapperait à son action bienfaisante; les syndicats garderaient un avantage assez appréciable pour que les membres de la profession restés en dehors de la sphère d'activité syndicale puissent songer sans précipitation, mais avec une conscience plus nette de leurs véritables intérêts, à s'organiser à leur tour en usant de la loi libérale de 1884.

La participation des Conseils du travail aux élections sénatoriales, si elle leur était octroyée, achèverait de rendre indispensable la participation de tous les membres de la profession, concuremment avec les syndicats, à l'élection des Conseils. Appelés à exercer un droit considérable au nom d'une profession, ils devraient vraiment représenter les aspirations et les intérêts de la profession tout entière.

2° A côté des Conseils de l'industrie et du travail, les *Chambres d'agriculture* devraient être représentées dans ce Sénat professionnel. Déjà l'initiative parlementaire, mise en œuvre par les hommes les plus justement qualifiés pour la défense des intérêts agricoles, l'initiative du gouvernement lui-même, se sont

exercées en France pour provoquer l'institution de Chambres d'agriculture. M. Méline, par exemple, demandait, dans une proposition de loi très étudiée, qu'une Chambre d'agriculture établie dans chaque arrondissement pût présenter au gouvernement et au Conseil général du département ses vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture; qu'elle fût consultée sur la création des établissements d'enseignement agricole ou vétérinaire, des stations agronomiques, ainsi que des foires et marchés; qu'elle fût appelée à renseigner le ministre de l'Agriculture sur l'état des récoltes et la situation agricole de l'arrondissement... Qu'on ajoute à ces attributions le droit de concourir à l'élection d'une portion du Sénat; qu'on groupe, pour l'élection d'un sénateur, toutes les Chambres d'agriculture d'un même département ou, mieux, d'une région; que chacune des circonscriptions ainsi formées soit appelée à élire son représentant parmi ses membres : on aura fait une réforme complète et donné à la proposition de M. Méline un complément nécessaire. Les Chambres d'agriculture pourront devenir des organes pleins de vie et auront d'autant plus d'autorité pour faire entendre au législateur leurs justes revendications qu'elles auront dans les assemblées législatives des interprètes directs.

Il conviendrait aussi d'appeler en première ligne — et en cela on modifierait, sinon dans son esprit, du moins dans sa lettre, la proposition de M. Méline — les syndicats agricoles légalement constitués à concourir à l'élection des Chambres d'agriculture. En même temps que les représentants des syndicats ces Chambres compteraient un représentant de chacun des cantons de l'arrondissement. Nous ne pouvons mieux faire, pour déterminer le mode d'élection de cette seconde catégorie de membres, que de rappeler ceux auxquels la proposition Méline conférait l'électorat : les agriculteurs résidant dans la commune et dont la profession unique ou principale est d'exploiter un fonds rural, comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, colons partiaires ou métayers; les ouvriers attachés depuis deux ans au moins à des exploitations agricoles; les arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, qui, depuis un an, exercent leur industrie dans la commune; les propriétaires ou usufruitiers et usagers d'un fonds rural ou de propriétés forestières, qui, depuis un an au moins, possèdent lesdites exploitations, qu'ils résident ou non dans la commune; enfin, les personnes vouées à l'enseignement agricole. Un corps électoral ainsi composé serait largement ouvert à tous ceux qui vivent de la profession agricole. Des Chambres consultatives élues de cette manière, résumeraient fidèlement l'activité et les intérêts d'une région et pourraient choisir parmi leurs membres, avec toutes les garanties de compétence désirables, des hommes qui honoreraient le Sénat.

3° Plus favorisé que l'industrie et l'agriculture, le commerce a depuis longtemps ses organes officiels; aussi les *Chambres de commerce* seraient-elles tout naturellement appelées à concourir pour leur part à l'élection du Sénat. Comme les Conseils de l'industrie et du travail, comme les Chambres d'agriculture, les Chambres de commerce d'une même région seraient groupées ensemble et constitueraient un même collège électoral, qui ne pourrait élire son représentant que parmi ses membres.

4° Dans le domaine des professions libérales : les avocats, les notaires, les avoués, les huissiers et commissaires-priseurs, les agents de change ont également, sous des noms divers, leurs organes officiels: Conseils ou Chambres. Toutes ces compagnies devraient, unies avec des compagnies de même ordre opérant dans une même circonscription très étendue participer aux élections sénatoriales. La loi pourrait instituer parmi les médecins et parmi les pharmaciens des compagnies similaires; qui seraient appelées à remplir la même fonction.

5° Il faudrait également admettre aux élections sénatoriales les corps constitués au service de l'État : la Magistrature, le Conseil d'État, la Cour des comptes. le Clergé, l'Institut de France, les Universités nationales, publiques ou libres, le Conseil supérieur de l'Instruction publique. Enfin, les membres du Conseil supérieur de la Guerre, ceux du Conseil supérieur de la Marine seraient tous individuellement, en vertu de leurs hautes fonctions, membres du Sénat.

6° Tous les citoyens français qui ne feraient pas partie, soit comme électeurs primaires, soit comme membres effectifs, des divers corps investis par la loi du droit d'élire le Sénat, figureraient sur une liste nationale, dans laquelle la Chambre haute, une fois constituée et élue, pourrait, par voie de cooptation, choisir quelques-uns de ses membres.

Tel serait, dans ses grandes lignes, le recrutement d'un Sénat professionnel tel que nous le concevons. Ce ne sont que les traits essentiels que nous avons voulu fixer, non les détails d'exécution qui, dans un ordre de choses aussi délicat, exigeraient une grande attention de la part du législateur. C'est ainsi que nous avons volontairement omis de déterminer dans quelle proportion les divers organes professionnels que nous avons énumérés contribueraient à l'élection de la Chambre haute. Combien de sénateurs faudrait-il attribuer aux Conseils de l'industrie et du travail? Combien aux Chambres d'agriculture, aux Chambres de commerce, aux professions libérales, aux corps constitués? Combien de sièges le Sénat lui-même aurait-il à sa disposition? Ce sont là des questions

très complexes, dont la solution impliquerait l'établissement préalable de statistiques sérieuses et détaillées. Sans ces statistiques on ne peut guère que donner une indication générale, en disant qu'il conviendrait de réserver à l'agriculture, à l'industrie et au travail industriel, représentés par les Chambres d'agriculture et par les Conseils de l'industrie et du travail, la majorité des sièges sénatoriaux. Les Chambres de commerce, les professions libérales, les corps constitués disposeraient de leur côté d'un nombre de mandats tel que, les élections une fois terminées, il resterait encore un nombre restreint de sièges, quinze ou vingt tout au plus, sur trois cents au total, auxquels le Sénat lui-même devrait pourvoir.

Une particularité, essentielle à notre avis, de ce régime, serait l'homogénéité parfaite des corps appelés à concourir ensemble à une même élection. Il faudrait qu'une circonscription agricole, par exemple, fût exclusivement composée de Chambres d'agriculture, représentant, autant que possible, une même branche de l'activité agricole; qu'une circonscription industrielle fût exclusivement composée de sections tirées des Conseils de l'industrie et groupées d'après les affinités professionnelles. Ce résultat ne pourrait être atteint évidemment que si le ressort territorial de chaque circonscription était très vaste et embrassait d'ordinaire plusieurs départements. Il faudrait également que les Conseils du barreau ne fussent pas confondus avec les Chambres de notaires, les Chambres d'avoués avec les Compagnies d'agents de change. Pour les professions libérales, plus encore que pour les professions industrielles et agricoles, il serait nécessaire d'instituer des circonscriptions d'une très grande étendue.

Ne disons pas qu'un Sénat ainsi composé serait du domaine de l'idéal et de la chimère, et que c'est vers des réformes moins éloignées des institutions existantes qu'il vaudrait mieux orienter la pensée de ceux qui réfléchissent et qui agissent. S'il est vrai que tout pousse les hommes, dans l'état actuel de la civilisation, à se grouper conformément aux intérêts de leur métier ou de leur carrière ; s'il est vrai, d'autre part, que l'une et l'autre Chambres doivent, suivant l'heureuse expression de M. Paul Deschanel, « représenter des aspects différents de la souveraineté nationale », ne faut-il pas conclure qu'un Sénat professionnel, élu conformément au système que nous avons proposé, correspondrait, en même temps qu'aux exigences de la vie économique, aux desiderata de la science politique. Ce ne serait point un produit de l'idéologie vaine, mais le fruit de l'expérience et de la sagesse pratique.

Eugène Duthoit.

THÉATRES

Gymnase : *La Poigne*, pièce en quatre actes, de M. Jean Jullien.

La pièce de M. Jean Jullien n'est pas une pièce parfaite. J'en dirai les qualités et les défauts tels qu'ils me sont apparus. Avec les uns et les autres, la *Poigne* est un ouvrage extrêmement intéressant. Que l'auteur vigoureux du *Maître* et de la *Mer* ait dû attendre dix ans pour le faire représenter, voilà qui a de quoi nous surprendre, si habitués que nous puissions être aux fantaisies des directeurs de théâtre...

Cela dit, — et il ne faut pas se lasser de le dire, — parlons de la pièce.

Théodore Perraud est avocat. Ayant l'habitude de la parole, il est devenu tout naturellement, presque forcément, l'un des premiers personnages politiques de sa petite ville. — Nous sommes si habitués à ces choses, qu'il faut presque un effort pour en découvrir et en savourer l'ironie. Appelé à discuter et à voter des lois financières, administratives, militaires, industrielles, coloniales, diplomatiques même, il semblerait que l'on dût avant tout demander à un homme politique d'avoir des idées à peu près nettes sur quelques-uns au moins de ces objets, quitte (pour lui) à les exprimer le moins mal possible. Mais, par un bouleversement des choses presque incroyable quand on y songe, l'accessoire a pris le pas sur le principal. Le pseudo-parlementarisme sous lequel nous vivons a peiné et réussi à mettre, comme on dit, « la charrue devant les bœufs ». Ce n'est plus les idées qui comptent, ni l'expérience des affaires publiques, c'est l'habitude de parler. Le « danseur » de Beaumarchais a été remplacé par un « chanteur ». Nos députés ne sont plus que des ténors, — dont le répertoire est fâcheux.

Cette superstition de la parole, Perraud se rend compte de ce qu'elle a de niais et de périlleux. Il lui doit une partie de sa situation; mais il sait trop ce qu'elle vaut pour vouloir lui devoir davantage. Il est président du comité qui a fait élire le député actuel Thonel; il ne veut pas être plus. Et, en ceci, il se distingue fort heureusement de la plupart de ses collègues.

Ce n'est pas, d'ailleurs, qu'il se fasse la moindre illusion sur la valeur dudit Thonel. Celui-ci nous apparaît comme le « parlementaire » en soi. Élu sur un programme, il a résolument oublié ce programme dès son entrée à la Chambre ; il n'a ni proposé ni réclamé aucune des lois qu'il avait juré de faire voter. Il a usé son temps à des négociations assez louches, à des compromissions avec les « groupes », à bien d'autres choses encore,... si bien

que son comité a fini par se fâcher. On a décidé qu'aux élections prochaines on ne soutiendrait plus Thonel, et, à l'unanimité, le comité a désigné Perraud pour le remplacer. Barral, vice-président du comité, et ami intime de Perraud, vient annoncer la bonne nouvelle à son ami. Il arrive tout joyeux, prépare son effet, et guette l'explosion de plaisir et de fierté qu'il compte exciter chez Perraud. Celui-ci refuse, fermement, sans une minute d'hésitation. — Pourquoi?... Il donne, de son refus, les raisons les meilleures et les plus fortes.

Elles peuvent se résumer en ceci : il ne se soucie en aucune façon d'aller remplacer Thonel, pour ne pas faire mieux que lui. Le vrai coupable, ce n'est pas tel député, c'est le parlement. Là aussi, la charrue marche devant les bœufs. Les questions de personnes priment les questions générales, les intérêts généraux sont noyés dans la masse des intérêts particuliers, ou, pour mieux dire, ceux-ci comptent seuls, à l'exclusion de ceux-là. Élu, le député n'a qu'une pensée : les élections prochaines; il dépend de ses électeurs, comme le ministre dépend des députés; entre eux, c'est un échange constant de services dégradants. Les ministères se succèdent; si différents qu'ils soient, leurs programmes sont presque pareils : au moins contiennent-ils tous quelques projets qu'on voit réapparaître depuis vingt ans dans chaque « déclaration »; car il se passe du député au ministre ce qui se passe de l'électeur au député; le ministère est choisi, dit-on, pour son programme; et, dès qu'il est formé, ce n'est plus le programme qui importe, mais le maintien ou la chute du ministère, c'est-à-dire le triomphe ou l'échec de mille intérêts particuliers.

Vous rappelez-vous l'admirable page des *Morts qui parlent*, où M. de Vogüé nous montre les députés sortant frénétiques d'une séance où le ministère est tombé, et jetant un coup d'œil indifférent sur les télégrammes qui annoncent un grave incident de frontière?... Ce métier-là, Perraud a trop de cœur pour accepter de le faire. Certes, il a des idées sur la politique : des réformes lui paraissent justes et nécessaires. Mais il sait trop qu'aucune loi de pure justice ne pourrait aboutir. Qu'irait-il faire dans ce milieu pourri où les plus solides convictions s'effritent? Aussitôt pris dans ce que M. Brieux appelait l'« engrenage », il serait transformé par la machine parlementaire. Supposé qu'il pût résister à l'atmosphère ambiante, il serait banni, considéré comme un fou dangereux; et l'hostilité qu'il inspirerait s'adresserait bien vite aux idées qui lui sont chères...

A ces causes générales, qui sont fortes, ajoutez-en une autre, qui ne l'est pas moins, et qui est personnelle à Perraud : il a un tempérament antiparlementaire ; il a le goût de l'autorité et croit à son utilité; il accepterait le pouvoir, même une mince parcelle de ce pouvoir, car, dans sa sphère, il pourrait appliquer directement ses idées. Mais jamais il ne consentira à aller grossir le nombre des bavards qui encombrent le Palais-Bourbon. N'importe quel intrigant remplacera ce sauteur de Thonel...

Mais ce « sauteur », chose rare, n'est pas un ingrat. Subitement appelé au pouvoir, Thonel pense au président de son comité et lui offre la préfecture de la Vézère... N'est-ce pas là, à peu près, ce que Perraud réclamait tout à l'heure, quand il demandait une parcelle du pouvoir? « Les ministres passent, les préfets restent. » Non sans quelque candeur, il croit qu'après avoir rempli son devoir d'administrateur, il pourra tenter, réaliser des réformes qui, peut-être, pourront s'étendre ensuite bien au delà de la Vézère... Il envoie son acceptation. Le voilà préfet...

J'ai longuement insisté sur ce premier acte, qui me semble le meilleur de la pièce, et qui est excellent en soi. Les personnages, même ceux de second plan, sont présentés avec netteté, ils disent ce qu'ils doivent dire, dans une langue ferme et expressive. Quant au sujet de la pièce, les éléments en sont clairement exposés; nous allons assister à l'évolution du caractère de Perraud, et cela dans un milieu contemporain, dont nous pourrons contrôler la « vérité ». Ajoutez que ce milieu, essentiellement politique, nous promet une représentation infiniment intéressante des mœurs que nous devons au parlementarisme; Perraud en parle fort bien, dans ce premier acte; la suite va être le développement des théories qu'il soutenait tout à l'heure. Enfin, nous savons d'avance que M. Jullien ne « chargera » pas son tableau; Perraud et le comité qu'il préside pourraient servir de modèles aux comités et aux présidents qui gouvernent nos départements.

Des deux sujets, — ou, pour mieux dire, des deux parties du sujet qui s'offrait à lui, M. Jullien a surtout traité la seconde : le caractère de Perraud. Étant donné un homme de tempérament naturellement autoritaire, en quoi cet homme sera-t-il changé par l'exercice du pouvoir? Tel est le sujet que la *Poigne* met en scène. Et, avant de voir comment M. Jullien l'a développé, je voudrais lui faire deux objections.

La première s'adresse au personnage même de Perraud. Pour que la pièce porte son plein enseignement, il est nécessaire que nous prenions Perraud « au sérieux », que nous le sachions désintéressé, plus soucieux de ses idées que des avantages qu'il peut retirer de sa situation. Or, le premier acte se termine par une scène qui, à ce point de vue, nous laisse un peu hésitants. Depuis le lever du rideau, on nous parle, sans bienveillance, de Thonel; c'est un intrigant, un sauteur, presque un traître. Perraud a pour lui un mépris profond et justifié. Il y a donc

un comique assez fort dans la scène où Perraud, recevant et acceptant sa nomination, remercie le « sauteur » qu'il malmenait tout à l'heure. Et je ne dis point que cela ne soit pas vrai, bien au contraire. Remarquez, toutefois, que ce comique ne s'obtient, si l'on peut dire, qu'aux dépens du caractère de Perraud. Nous ne pouvons nous empêcher d'avoir des doutes sur sa franchise et sur sa sincérité. Cela est fâcheux pour le reste de la pièce, car nous penserons toujours que ce qui arrive à Perraud lui arrive précisément parce qu'il n'est pas assez le contraire d'un intrigant... J'aurais voulu que M. Jullien, tout en conservant les choses excellentes que Perraud dit sur Thonel, eût insisté davantage sur ce que j'ai cherché à faire comprendre plus haut, à savoir que le vrai coupable, c'est moins Thonel, que le régime dont il est l'ornement. Et, pareillement, j'aurais souhaité que M. Jullien nous montrât avec plus d'éclat combien, pour Perraud, une préfecture est plus acceptable qu'un siège à la Chambre. Tout cela est dit, sans doute, mais à un moment où l'acceptation prévue de Perraud nous a déjà orientés vers le comique; et les raisons très justes qu'il se donne et qu'il nous donne, nous apparaissent malgré nous comme les excuses forcées d'un ambitieux... Je ne suis pas bien sûr que cette « erreur » n'ait pas été un peu volontaire de la part de M. Jullien; il semble qu'il n'ait guère de sympathie pour son personnage, et, sans trop s'en rendre compte, il n'aura pas été fâché de nous prévenir contre lui.

Ma seconde objection a trait au personnage d'Adrien, le fils de Perraud. Il joue, en quelque sorte, le rôle du chœur antique. C'est lui qui, dès le début et jusqu'au dénouement, se charge de nous montrer le contraste entre les actes de son père et les opinions que celui-ci professait jadis. Je ne nie pas que ce contraste donne lieu à des scènes d'un comique assez fort. Mais la répétition en atténue l'effet. De plus, — et j'ai peur ici de ne pas être d'accord avec M. Jullien, — le personnage même est insupportable.

Il appartient à une espèce acclimatée depuis peu sur notre théâtre, où Ibsen l'a introduit, et il n'est pas ce que je préfère chez le grand dramaturge norvégien. C'est le personnage qui veut « vivre sa vie ». Et vous entendez ce que cela signifie : qu'il a tous les droits sans avoir aucun devoir : ou, pour mieux dire, que son devoir impérieux et exclusif est de faire uniquement ce qu'il lui plaît, sans se soucier des autres. Je ne sais rien de plus révoltant, et de plus niais, que cet égoïsme dogmatique doublé de vanité ; passe encore pour le « petit féroce » de Daudet; mais le « dindon enragé » m'inspire une répugnance invincible...

Adrien, sans doute, n'est pas assez d'importance pour être un modèle dangereux. Tel qu'il est, il me paraît exaspérant lorsque, du haut de sa cravate, il tranche avec sérénité, — c'est *serinité* qu'il faudrait dire, — les questions les plus délicates. Et, ce qui est irritant à la fois et risible, c'est que sa sévérité pour son père vient uniquement de l'opposition apportée à son mariage; Perraud refuse, et c'est un menteur et un traître; il consentirait, qu'Adrien se soucierait peu des principes !... Notez d'ailleurs qu'en toutes ces discussions « privées », Perraud a évidemment raison. Adrien s'est épris d'Henriette Barral, la fille de l'ancien ami de Perraud, disgracié pour des opinions politiques qui gênent aujourd'hui « Monsieur le Préfet ». Et, naturellement, il y a dans le refus de Perraud certains motifs qui ne sont pas très relevés. Mais à ce garçon de vingt ans amoureux d'une fille de seize, et tous deux sans un sou, voici ce que répond Perraud :

« Attends. Cette inclination peut n'être qu'une amourette, le temps me montrera et te montrera à toi-même si c'est l'amour vrai auquel il faut dévouer son existence. Pour le moment, je refuse mon consentement à ton mariage pour la raison que je t'ai dite et pour une autre encore : c'est que ni toi, ni elle n'avez d'argent, et que, jusqu'ici, ta belle intelligence s'est manifestée par ceci que tu as mis six ans à faire ton droit, et par ceci encore que tu es incapable de gagner ta vie et celle de ta femme. Bien mieux, je t'ai offert une « situation ». Mais cette situation n'était pas conforme à tes idées, et tu l'as refusée avec indignation. Le poste que je t'offrais était assez modeste pour ne pas engager ta responsabilité; mais tu n'as pas voulu sacrifier tes convictions à ton amour. C'est donc que cet amour est bien faible, et que j'ai raison de n'y pas croire. J'aime ton farouche besoin d'indépendance ; mais tu es plus naïf qu'il n'est permis si tu penses le satisfaire en « écrivant dans les journaux, où tu devras te soumettre aux idées du directeur, du secrétaire de la rédaction, et, chose plus dure, aux exigences des actionnaires et de l'annoncier... Et ne me dis pas, maintenant, que je t'empêche de vivre ta vie ; le droit que tu réclames pour toi seul, je le réclame tout simplement pour ta mère, pour ta sœur, et pour moi... »

Et si scandaleusement bourgeois que puisse paraître ce discours, il ne me semble pas dépourvu de sagesse.

Un autre inconvénient, — au point de vue de la pièce, — du personnage d'Adrien, c'est que, pour justifier sa présence, M. Jullien a dû juxtaposer à l'intrigue proprement politique l'intrigue sentimentale qui vient d'être résumée. L'autoritarisme de Perraud progresse à chaque acte, ce qui est bon. Et cet autoritarisme se manifeste conjointement dans les affaires publiques, et dans les affaires privées. Mais — d'après

la façon dont la pièce est faite, et puisque Adrien est toujours là, — les secondes l'emportent de beaucoup sur les premières.

Celles-ci donnent lieu à quelques propos aigres entre le père et le fils ; mais c'est celles-là seulement qu'on discute « à fond ». Or, ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas la tyrannie paternelle (qui se serait tout aussi bien développée si Perraud était resté avocat), c'est comment, de libéral qu'il était en politique, Perraud est devenu un préfet « à poigne ». Et cela, nous ne le voyons pas assez. Les scènes les plus comiques du second et du troisième acte sont celles où Perraud hésite entre les diverses factions qui l'assiègent : mais cette hésitation, je pense, ne prouve pas la passion de l'autorité. Sans doute, et de temps à autre, Perraud fait allusion à certains rapports énergiques adressés au ministère (ce qui ne l'empêche point de recevoir et de choyer le grand faiseur de grèves du département). Mais, au théâtre, ce qu'on dit compte peu auprès de ce qu'on fait. Et ce que fait Perraud, c'est surtout de discuter avec son fils. C'est le père qui agit, et non le fonctionnaire politique.

De là une certaine incertitude dans le dessin général de la pièce. Quand le rideau se lève sur le quatrième acte et nous montre Perraud en pleine crise, c'est-à-dire ayant à lutter contre des grévistes exaspérés, c'est une surprise pour nous que de le voir presque féroce contre les révoltés. Ou, plutôt, toute résolution de sa part nous causerait la même surprise, car rien de ce que nous savons de lui ne nous permet de prévoir ce qu'il fera ; car un père autoritaire peut être un préfet indulgent. Et l'on dirait que, notre incertitude, M. Jullien la partage. Enragé au début de l'acte, il donne tout d'un coup sa démission plutôt que de faire tirer sur le peuple... Est-ce cela, la « Poigne »? Et qu'est-ce, alors, que M. Jullien a voulu montrer ?...

Peut-être cette hésitation et ces faiblesses de l'ouvrage peuvent-elles s'expliquer par ce qui a été dit plus haut. M. Jullien n'« aime » pas son héros. Et il est bien difficile de peindre un personnage si l'on n'a pas quelque sympathie pour lui. Ni Arnolphe ni Alceste ne seraient ce qu'ils sont si Molière n'avait pas souffert avec eux, s'il n'avait pas senti comme eux.

Hésitante et imparfaite, la *Poigne* n'en est pas moins extrêmement intéressante. Elle est mise en scène à miracle. Elle est jouée excellemment par une troupe nombreuse. M. Gémier et Mme Marie Samary sont admirables.

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Le Mariage de Louis XV, par HENRY GAUTHIER-VILLARS (Plon).

Dans cette collection très huppée de mémoires et de sages travaux historiques dans laquelle de nobles écrivains, bien apparentés, membres d'académies, ou candidats, publient des documents relatifs à nos rois, à nos généraux, à nos ambassadeurs, voici l'Ouvreuse du Cirque d'été, très docte aujourd'hui, sous le pseudonyme d'Henry Gauthier-Villars. L'auteur a très sérieusement étudié tout ce qu'on connaissait jusqu'à ce jour au sujet du mariage de Louis XV ; il a en outre utilisé des pièces inédites grâce auxquelles il ne reste plus guère d'obscurités sur cette aventure compliquée. Les plus précieux de ces papiers nouveaux sont les lettres échangées par Stanislas Leczinski avec le chevalier de Vauchoux, homme de paille de la marquise de Prie. Ces lettres, tout intimes, sont extrêmement curieuses, parce qu'elles nous montrent au naturel et dénué des belles parures dont la diplomatie le revêt l'extraordinaire imbroglio d'un mariage royal. Celui-ci fut mêlé d'intrigues nombreuses, assez vilaines, très amusantes, et comme il s'agissait là, somme toute, de pauvres existences humaines particulièrement douloureuses dans leur faste, ce récit peut émouvoir, attendrir, presque autant que s'il s'agissait de petites gens comme nous. Malgré sa documentation très complète et précise, l'ouvrage d'Henry Gauthier-Villars, très alerte de forme, très pittoresque, a tout l'intérêt d'un roman (expression surannée et qui, sans doute, date d'un temps où les romans qu'on faisait, moins nombreux, moins pareils, moins psychologiques, étaient plus amusants).

L'Autre Voie, par LOUIS GUÉRY (Ollendorff).

Fille aînée d'un percepteur chargé de famille et aigri par la médiocrité de sa situation, Fanny Savarol vient à Paris s'installer chez un oncle riche, frère de sa mère. Glaurys est ce peintre qui eut quelque célébrité. Agé maintenant et aveugle, il a pris avec lui un jeune homme qu'il chérit comme son fils, André de Fers, dont il a jadis aimé la mère profondément. Mais cet André de Fers est un mauvais sujet, coureur de filles et joueur effréné. Avec une extrême habileté, il ne tarde pas à séduire Fanny, qui lui cède après avoir en vain écrit à son père de venir la chercher. Le soir même, André se fait pincer au cercle en train de tricher. Scandale bien parisien. Le baron de Fers fait partir son fils pour l'Amérique. Fanny, après le départ de son amant qu'elle haïssait d'abord, se prend à l'aimer peu à peu : plus il est indigne et maintenant débarqué par tous, plus elle le plaint, et

dans son cœur délicat cette piété tourne bientôt à la tendresse. Toute cette analyse de sentiments très fins et touchants est faite avec beaucoup de science et de tact, et ces pages sont d'un écrivain dont il faut beaucoup attendre: sa psychologie est aiguë sans subtilité; elle ne tombe pas dans l'abstraction, et le roman reste émouvant d'un bout à l'autre... Après la mort du baron de Fers, André reparaît. Fanny, douce et dévouée, vient à lui, abandonnant l'aveugle; ils partent pour l'Italie. Mais la nature frivole d'André est incorrigible. Il se lasse du bon amour et, de retour à Paris, se relance dans la vie mondaine et demi-mondaine. Fanny, déshonorée, découragée et pourtant vaillante, se sacrifie : elle meurt pour ne pas assister à la fin de son amour... Il y a de belles choses dans cette œuvre simple et de bon aloi.

La Vertu suprême, par LE SAR PELADAN (Flammarion).

Cette « vertu suprême » n'est pas la vertu commune; elle y est même extrêmement opposée par son code extraordinaire. Pour les femmes de la *Rose + Croix*, elle consiste à s'établir « sœurs d'amour ». Entendons-nous: les sœurs d'amour doivent donner le plaisir, même si elles n'éprouvent que le dégoût, quand ce plaisir peut détourner un « frère » de quelque action mauvaise ou nuisible. En accordant un après-midi voluptueux à quelque député, par exemple, elles sauvent les masses que ledit député pourrait détourner de leur devoir vers des activités sanguinaires. Cela semble sublime au Sar, et très dégoûtant au lecteur moyen. Or, Bélit, l'une des héroïnes de ce roman complexe où les couples défilent à n'en plus finir, se désenchante bientôt de son rôle de « sœur » qu'elle avait accepté par amour pour Tammuz, le maître mystique qui prêche la doctrine et en tire parti. Elle souhaite un amour unique, et finit, après avoir à contre-cœur généralisé l'amour, par le spécialiser, ce dont elle se trouve bien. D'autres femmes se lassent aussi. La doctrine est difficile à suivre, paraît-il, bien que son éthique semble large à première vue. Tout ce roman qui nous promène parmi des orgies, des caveaux de torture amoureuse et autres décors de mœurs impures est imprégné d'une étrange mysticité, rampe en désordre vers quelque nouveau Mont-Salvat et s'abîme finalement dans une vaine tentative d'austère chasteté. Les chevaliers et frères de la Rose + Croix, qui sont des êtres doués exceptionnellement, refusent le vœu que voudrait leur imposer le grand maître Mérodack et retournent à leur sensualité. Ce que désire prouver le Sar dans ce livre est obscur, mais les peintures peu idéales qu'il nous offre ne tendent à rien moins qu'à élever l'âme. Peut-être faut-il un état d'esprit spécial et un long entraînement pour pénétrer cet ésotérisme: ne plaignons pas trop, pourtant, le lecteur qui aurait négligé de travailler à son éducation sur la matière.

Garat, par PAUL LAFOND (Calmann-Lévy).

C'est un amusant personnage que celui de Garat. Ce petit basque qui vint à Paris et très vite conquit la cour et la ville par sa belle voix avait de prestigieuses qualités de musicien; il était en outre très fat, très coquet, coureur de bonnes fortunes et l'arbitre des élégances. Marie-Antoinette l'envoyait chercher en voiture à six chevaux pour chanter des duos avec lui; à Versailles, à Trianon, on l'admirait, on le cajolait, et beaucoup de belles dames se montrèrent indulgentes à sa fantaisie. Il traversa la Révolution tant bien que mal et s'en tira sain et sauf avec quelques mois de prison. Il inventa le zézaiement et pendant le Directoire passa d'heureux jours. Vers l'Empire il commençait à vieillir un peu. Ce fut pour lui la grosse affaire; il s'efforça de porter beau, mais la voix s'en allait et ce temps martial n'était plus le sien. Au retour des Bourbons, il mourut mélancoliquement, après s'être pas mal survécu. M. Lafond vient de consacrer à Garat un gros livre intéressant. Garat s'est trouvé mêlé, pendant sa jeunesse, à toute l'histoire, triste et gaie, de l'ancien régime finissant; il a connu tous les musiciens d'alors, prit parti dans la querelle des Gluckistes et des Piccinistes; il fut de tous les bals, concerts et fêtes où ses costumes faisaient sensation, où les accents de sa voix merveilleuse, la pureté de sa diction et l'habileté de ses fioritures causaient du délire. Et c'est toute la société française d'une époque charmante, frivole et délicate qu'évoque très agréablement le biographe de ce chanteur.

ANDRÉ BEAUNIER.

Memento. — Chez Calmann-Lévy, le troisième volume du *Théâtre de Meilhac et Halévy*, contenant *La Cigale*, *Lolotte*, le *Passage de Vénus*, *Barbe Bleue*, la *Mi-Carême*. — Chez Léopold Cerf, la *Revue de synthèse historique*, Henri Berr directeur, articles d'Émile Boutroux, Pierre Foncin, Paul Lacombe, A. Bossert, Paul Tannery, etc. — Chez Ollendorff, *Les Prétendants de Simonne*, roman pour les jeunes filles, par Marcel Dhanys. — Chez Lemerre, *le Procès de Rennes*, « impressions d'un spectateur », par Jean Bernard; *la Victime*, roman, par Carolus d'Harrans. — Chez Alcan, *les Approximations de la vérité*, étude de philosophie positive ou expérimentale, par Hervé Blondel. — Chez L. Girard, *Quand les mots tremblent sur nos lèvres*, poésies, par Émile Gigleux. — A Alger (chez l'auteur), *Faux serment*, fantaisie dramatique en trois actes et en vers, par Edmond de Chaillac. — Chez Lamertin (Bruxelles), *Jonas*, par Iwan Gilkin. — Chez Schleicher, dans la « bibliothèque d'histoire et de géographie universelles », *Notre globe*, par E. Sieurin. A. B.

NOTES POLITIQUES.

Mercredi, 14 novembre.

La vie politique de la France n'est certainement pas concentrée tout entière dans son Parlement, mais c'est là cependant que nous aurons, le plus souvent, l'occasion d'en étudier les manifestations, au cours de ces notes hebdomadaires, écrites sans la moindre prétention dogmatique, sans aucun intérêt de parti, avec la seule préoccupation du *document exact*.

Dans les feuilles quotidiennes, où l'on cherche un reflet immédiat des discussions parlementaires, la réalité se trouve, presque toujours, corrigée, déformée par la nécessité d'en dégager une impression favorable à *telle* ou *telle* politique et, successivement, à plusieurs, suivant les parrains du journal. Nous aurons l'occasion, sans y mettre trop de malice, de rapprocher quelques textes et de comparer les interprétations différentes données par des journaux d'opinions opposées, sur un même fait, dont nous aurons l'avantage d'indiquer la valeur intrinsèque, sans le déformer pour les besoins d'une doctrine ou même, simplement, d'une politique.

Il n'est pas jusqu'à la sténographie de l'*Officiel*, cette photographie impartiale des débats, dont nous ne puissions, parfois, noter l'inexactitude. D'ailleurs, il n'y a pas de *vérité historique* possible, puisqu'un président de Chambre a le pouvoir de supprimer du compte-rendu *in extenso* un ou plusieurs incidents de séance. Les scènes de pugilats, des gifles échangées, un simple geste ou des paroles insuffisamment parlementaires, ne figurent point au compte rendu des débats. Ainsi en décide la sagesse présidentielle. Il y a de moindres événements qui n'ont pas davantage les honneurs de l'*Officiel*. Nous en avons eu récemment la preuve.

Jeudi dernier, pendant la série d'interpellations sur la politique générale, M. Lasies interrompit brusquement celui de ses collègues qui se trouvait alors à la tribune, pour protester, avec sa violence habituelle, contre la présence, dans l'hémicycle, d'une personne étrangère à la représentation parlementaire. Il réclamait du président l'application immédiate du règlement. Tous les regards se portèrent dans la direction qu'indiquait le député du Gers. On crut qu'un sénateur, personnage peu sympathique aux amis de M. Lasies, depuis le procès de la Haute-Cour, avait pénétré dans l'enceinte réservée aux *représentants du peuple*. Or c'était M. Lépine, le préfet de police. Il se tenait discrètement à l'entrée de droite de l'hémicycle. Il n'y avait point pénétré, mais sa seule présence paraissait inquiétante à certains.

Cet incident n'interrompit point d'ailleurs le cours normal de la discussion; il fut le prétexte de quelques mots d'esprit... et il ne fut point relaté à l'*Officiel*, où les historiens, pour lesquels le moindre document a sa valeur, le rechercheront vainement plus tard.

Ils n'auront pas davantage l'impression exacte des discours prononcés, pas plus qu'ils ne connaîtront, d'ailleurs, les interruptions dans leur spontanéité savoureuse. Chaque soir, après la séance, les feuilles de sténographie sont soumises aux corrections des orateurs et des interrupteurs de la journée. Le discours d'un ministre est presque totalement remanié par celui de ses secrétaires qui est spécialement chargé de ce soin. Les députés, pour la plupart, jettent un coup d'œil rapide sur les feuilles qu'on leur présente, et se contentent de corriger les fautes de français qui leur ont échappé dans le feu de l'improvisation. Il en est certains cependant qui, ayant écrit leur discours, le communiquent aux sténographes, ce qui facilite singulièrement la tâche de ceux-ci. Quant aux interruptions, nous aurons maintes fois, l'occasion d'en noter de singulières, de spirituelles ou de remarquables par leur banalité prudhommesque.

Il y aurait aussi un curieux chapitre à écrire sur les mots d'esprit dont le jeune président de la Chambre sait, avec à-propos, colorer ses réprimandes et ses rappels au respect du règlement. Notre distingué collaborateur M. Ernest-Charles en a reproduit quelques-uns dans l'*Écho de Paris*. Ils méritent presque tous qu'on les cite, même dans la forme où ils jaillissent, avant qu'ils aient pris leur aspect définitif à l'*Officiel*.

On dépensa peu d'esprit à la séance de jeudi dernier, mais on peut dire que les circonstances, les conditions de la lutte parlementaire furent par elles-mêmes... spirituelles. Il se trouva, en effet, dans la Chambre, une majorité pour réprouver les doctrines collectivistes exposées par le ministre du Commerce dans son discours de Lens, une autre majorité pour blâmer l'extradition — ou le rapatriement — de Sipido, exécuté par le ministre de la Justice, après délibération en conseil des ministres, et une troisième majorité, plus forte que les deux autres, pour *approuver* la politique du gouvernement, qui comprend les deux ministres *réprouvés*. Avions-nous raison de dire que de telles contradictions, qui, je le sais bien, ne sont qu'apparentes et résultent du mécanisme parlementaire, rentrent dans le domaine de la plus folle gaieté? Elles accusent chez nos parlementaires une connaissance approfondie de cette *danse*, célébrée par Nietzsche, forme supérieure de l'action, qui permet à ceux qui en connaissent bien tous les *entrechats* de se jouer avec adresse et avec élégance des obstacles que l'on oppose à la réalisation de leur dessein. Nous étudierons en détail cet ingénieux mécanisme, qui a permis à M. Henri Brisson de ne point repousser les doctrines collectivistes, sans les admettre cependant.

Il est venu à la tribune mettre en garde ses amis politiques contre le piège tendu aux républicains par la réaction nationaliste. Il a entraîné la presque totalité du *groupe radical-socialiste*, dont le leader le plus écouté est M. Camille Pelletan, mais il n'a pu convaincre un assez grand nombre de membres dans le groupe de l'*Union progressiste*, — habituellement nommé *groupe Isambert* — pour que le gouvernement ait eu la majorité contre l'adjonction proposée à l'ordre du jour de confiance par M. Julien Goujon. Cela montre combien est grande la puissance — d'attraction ou de répulsion — des formules abstraites. Voilà un groupe qui a fourni sa majorité compacte au gouvernement en même temps qu'à deux ou trois de ses ministres, et qui se laisse décimer par un artifice de séance. Il est vrai qu'il s'est retrouvé uni lorsqu'il s'est agi ensuite de donner sa confiance au gouver-

nement par le vote d'un ordre du jour où n'intervenait aucune question théorique. Encore une fois, le groupe de l'*Union progressiste* a assuré l'existence du ministère, avec l'appui du groupe Pelletan et des socialistes unis pour la première fois en un vote unanime.

Notons que M. Barthou s'est refusé à approuver la politique d'action républicaine entreprise par le gouvernement. Il a voté contre lui jusqu'au bout. MM. Poincaré, Paul Delombre et Jules Roche se sont abstenus au scrutin décisif. Cela pour mémoire, car les événements qui suivront donneront de l'importance à la simple constatation que nous faisons aujourd'hui.

P.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — Au sommaire du dernier fascicule de la *Deutsche Rundschau :* la suite du très curieux roman de Georg von Ompteda, *Cäcilie von Sarryn*, un article de M. Ephraim Emerton, professeur à l'Université de Cambridge, sur l'organisation et les progrès de *l'enseignement supérieur en Amérique*, une étude, signée von Oldenberg, sur *la littérature primitive de l'Inde* qui est pour intéresser vivement les esprits, de plus en plus nombreux parmi nous, que séduit la philosophie bouddhiste, quelques pages sur *l'Exposition universelle*, etc., etc.

La *Deutsche Rundschau* a consacré à notre Exposition une série d'articles qui ont été remarqués en Allemagne. Du dernier paru, j'extrais les lignes qui suivent :

« Dans une année d'ici, on pourra établir le bilan général et apprécier les résultats de cette superbe manifestation de la vie industrielle et artistique. Dès maintenant, un fait est acquis à l'expérience : c'est qu'aucune Exposition ne pourra, dans l'avenir, être plus vaste quant à la superficie occupée, ni réunir des richesses plus variées; l'activité et les forces humaines ont atteint leurs extrêmes limites. Après la clôture de cette Exposition, une idée s'imposera dont il est déjà possible aujourd'hui de reconnaître la justesse, à savoir que le temps est passé des Expositions universelles, et l'heure venue des expositions spéciales et comparatives. »

Angleterre. — Le numéro de novembre de *The Westminster Review* s'ouvre sur un article consacré aux événements de Chine. Cet article est intitulé : *Plaidoyer pour la Justice, A Plea for Justice*, et l'auteur, Mr. Edmund Spender, y juge en trois lignes plutôt sévères la politique de lord Salisbury. « Que fut la politique de lord Salisbury? se demande-t-il. Le Premier est un ministre de la vieille école. Il conçoit et exécute sans souci aucun de l'opinion publique. Il lui arrive même parfois de concevoir et d'exécuter contre l'opinion publique. »

Plus loin, Mr. Edmund Spender écrit : « Nous ne pouvons absolument pas ranger les Chinois dans la même catégorie que les Boers. Ils ne nous ont jamais engagés à aller travailler chez eux en vue de nous exploiter à leur bénéfice et ils n'ont pas cherché, après une telle invitation, à nous traiter en ilotes. Bien plus : les Chinois ont dès la première heure résisté de toutes leurs forces à notre intrusion dans leur pays et dès la première heure encore, ils ont fait tout leur possible pour s'opposer à nos importations d'opium et pour échapper aux dangers de la guerre. »

Les femmes peintres du monde entier avaient été conviées, il y a quelques mois, à envoyer à Londres, pour y être exposées au *Queen's Palace*, celles de leurs œuvres qu'elles jugeaient les plus dignes d'affronter la critique : *Woman's Exhibition* — et cette « exhibition » comprenait une section rétrospective où Angelina Kauffmann et Mme Vigée-Lebrun avaient leurs places.

Cette exposition, dont l'idée, au moins originale, a dû mettre en joie les féministes, vient de fermer ses portes, après une abondante distribution de médailles d'or et d'argent et de mentions honorables.

Égypte. — Du dernier numéro du *Bulletin d'Égypte:*

« D'après le *Rusky Invalid* les troupes russes ont pris en Chine, dans le courant des mois de juillet et août, 44 canons, 1200 livres de poudre et 27 drapeaux, sans parler du grand nombre de fusils, cartouches, etc., qu'ils ont enlevés aux Boxers.

« D'après un bulletin statistique venu de Port-Saïd et relatant le nombre d'hommes et de bâtiments de guerre envoyés par les alliés à Takou, l'Angleterre apparaît, en date du 30 septembre, avec l'effectif le plus faible, après l'Italie et l'Autriche. On voit par là que la guerre du Transvaal ne l'a point positivement mise à l'aise, — ce qui n'empêche pas ses prétentions d'être énormes, en Chine, comme partout.

« Pour connaître parfaitement les intentions des Anglais et le rôle qu'ils se proposaient de jouer dans la Chine en y amenant les troupes alliées, il suffit de se reporter aux dépêches menteuses, fausses et alarmantes qu'ils se sont plu à répandre en Europe pour décider la guerre. Il en fut de même en toutes circonstances. Ainsi quand la diplomatie anglaise feignait une généreuse pitié pour les Arméniens lors des massacres que leur faisaient subir les Turcs, ceux-là ne tardèrent pas à s'apercevoir que ce n'était pas pour leur porter secours qu'elle intervenait, mais bien plutôt pour mettre aux prises la Russie et l'Autriche d'un côté, l'Allemagne et la France de l'autre et se faire, une fois de plus, la détrousseuse des nations qui auraient été les plus maltraitées.

« Lorsque l'Angleterre, dans les affaires de Chine, voulut disqualifier l'impératrice douairière et Li-Hung-Chang, c'est-à-dire les deux personnes les plus favorables à la Russie, elle inventa sans scrupule l'histoire de l'assassinat des légations, ne manquant point, chaque jour, d'ajouter un nouveau détail, une nouvelle horreur à ses dépêches qui faisaient frémir d'indignation la crédule Europe. Et pourtant, des gens à intentions droites persistent à croire au récit des dépêches venues par voie britannique; il serait cependant d'un esprit plus juste de mettre en doute toute nouvelle de source anglaise, voire de n'y point croire... »

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40071. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.



La **MANUFACTURE PERNOT** est incontestablement une des plus importantes biscuiteries du monde entier. Ses usines de Dijon, dont nous donnons une vue ci-dessus, sont une véritable merveille industrielle qui fait le plus grand honneur à ses directeurs, MM. Lucien et Georges Richard. Citons parmi les produits de cette grande marque qui ont conquis une vogue universelle : le **SUPRÊME PERNOT,** le **MADRIGAL PERNOT,** le **SUGAR PERNOT,** la **PARISETTE,** etc., etc

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

PARIS A LONDRES

Via Rouen, Dieppe et Newhaven, par la gare Saint-Lazare

...rvices rapides de jour et de nuit tous les jours (Dimanches et Fêtes compris) et toute l'année.

Trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classes seulement).

GRANDE ÉCONOMIE

...lets simples valables pendant 7 jours. — 1re classe : 43 fr. 25; 2e classe : 32 francs; ...sse : 23 fr. 25
...lets d'aller et retour valables pendant un mois. — 1re classe : 72 fr. 75; 2e classe : 52 fr. 75; ...sse : 41 fr. 50.
...parts de Paris Saint-Lazare : 10 heures matin. — Arrivées à Londres, London-Bridge : ... soir; Londres, Victoria : 7 h. 5 soir.
...parts de Paris Saint-Lazare : 9 heures soir. — Arrivées à Londres, London-Bridge : ... matin; Londres, Victoria : 7 h. 50.
...parts de Londres, London-Bridge : 10 heures matin; Londres, Victoria : 10 heures matin. ...rivées à Paris Saint-Lazare : 6 h. 55 soir.
...parts de Londres, London-Bridge : 9 heures soir; Londres, Victoria : 8 h. 50 soir. — Arrivées ...s Saint-Lazare : 7 h. 15 matin.
...s voitures à couloir et à compartiments (w.-c. et toilette) sont mises en service dans les trains ...rée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux ...nt être réservées sur demande préalable.
...Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie, des petits guides indicateurs ...rvice de Paris à Londres.

...Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest se propose, dès la fermeture de l'Exposition, de ...ontinuer directement sur les Invalides les trains de Paris-Saint-Lazare qui actuellement ...ssent au Champ de Mars.
...era donc prévu par heure :
...s de Paris-Saint-Lazare aux Invalides : 4 trains partant de Paris-Saint-Lazare à l'heure, ... 15, 30 et 45;
...s des Invalides à Paris-Saint-Lazare : 4 trains également partant des Invalides à l'heure ..., 40 et 55.
...service commencera, au départ de Paris-Saint-Lazare à 6 h. 15 matin pour se terminer à ...res soir, et au départ des Invalides à 6 h. 40 matin pour se terminer à 9 h. 40 soir.
...durée du trajet de Paris-Saint-Lazare aux Invalides et *vice versa* comporte un stationne... ...4 minutes à la gare de passage du Champ de Mars nécessité par un changement de ma... En effet, l'établissement de la rue des Nations a entraîné la couverture de la ligne entre le ... de Mars et les Invalides et cette transformation de la ligne à air libre en un long tunnel ...se à l'emploi de machines locomotives à vapeur ordinaires, les trains n'y peuvent être ...pés que par des tracteurs spéciaux ne dégageant aucune fumée, et ce sont les locomoteurs ...ques qui ont été choisis; d'où le changement de machine indiqué ci-dessus.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Billets pris à l'avance.

Les gares de Paris, Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Aix-les-Bains et Genève délivrent à l'avance, par série de 20, des billets, avec 10 p. 100 de réduction, pour les gares de la banlieue de ces villes et réciproquement.

Les billets délivrés pendant les 10 premiers mois de l'année sont valables jusqu'au 31 décembre inclus, et ceux délivrés pendant les mois de novembre et décembre jusqu'au 31 décembre inclus de l'année suivante.

Les demandes doivent être adressées aux chefs des gares intéressées ou dans les bureaux succursales.



N° 21. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. **24 Novembre 1900.**

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 21

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

Avec la Revue scientifique	Six mois.	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — **SCHLEICHER Frères, Éditeurs**

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.



La **MANUFACTURE PERNOT** est incontestablement une des plus importantes biscuiteries du monde entier. Ses usines de Dijon dont nous donnons une vue ci-dessus, sont une véritable merveille [illegible] qui fait le plus grand honneur à ses directeurs MM. [illegible] [illegible] les produits de cette grande marque qui ont acquis une vogue universelle [illegible] **SUPRÊME PERNOT**, [illegible] **MADRIGAL PERNOT**, [illegible] **SUGAR PERNOT**, [illegible] **PARISETTE**, etc. etc.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 21. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 24 NOVEMBRE 1900.

ABDUL-HAMID II

Le Sultan est entré le 22 septembre dernier dans sa cinquante-neuvième année.

Sa personne a subi, avec le temps, de grands changements, et c'est avec beaucoup de peine que l'on reconnaîtrait en lui, aujourd'hui, le prince Abdul-Hamid d'il y a vingt ans.

Les mâchoires se sont élargies, donnant à ce visage une brutalité qu'il n'avait pas; les pommettes, jadis absentes, saillent aujourd'hui sur les joues creuses que couvre depuis plus de vingt ans une barbe courte qui serait grise si, au moyen d'un mélange de café, de henneh et de noix de galle dont la recette lui fut indiquée par un cheikh, il ne la teignait lui-même et fort mal des tons les plus variés du brun et du roux.

Le front légèrement bombé cache sa calvitie sous l'énorme fez qu'il a mis à la mode en Turquie, et dont la forme, le volume et la couleur font paraître plus maladive encore la paleur émaciée de la face.

Le nez s'est busqué davantage. Une moustache plus forte, également teinte, et que sa main fine et maigre caresse souvent dans un geste machinal, cache maintenant presque tout à fait la lèvre supérieure, fine et méchante; l'inférieure s'est encore épaissie et a accentué son expression sensuelle; le pli de cruauté qui complète le caractère de cette bouche, si intéressante pour un physionomiste, est aussi plus profond et plus visible.

Les tempes plates, sur lesquelles les orbites très écartées semblent mordre, se sont creusées, et les yeux, à demi cachés maintenant sous la paupière affaissée et le sourcilier appesanti, semblent abriter dans des cavernes d'ombre la flamme vacillante de leurs regards.

Les yeux sont ce que cette physionomie pourtant si complexe a de plus déconcertant; ils reflètent la plupart du temps, il est vrai, la tristesse inquiète et la fausseté; mais par moments fixes, voilés, sans regards, comme absorbés dans une mélancolie impénétrable, ils deviennent l'instant d'après d'une mobilité, d'une acuité fantastique, si la colère ou la crainte vient jeter son éclair rapide dans leur iris gris foncé, de la couleur des ciels d'orages; et comme les yeux des fous, ils causent alors à ceux qu'ils fixent une impression pénible et angoissante qu'on ne supporte qu'à la longue.

En somme, toute la physionomie du Sultan a affirmé ses divers caractères, même celui de douceur hypocrite qu'elle revêt par instants.

De taille moyenne, un peu rachitique et d'une maigreur qui le désespère, il semble aujourd'hui n'avoir plus que le souffle et il ne vit en effet que par les nerfs. Une semblable constitution devrait influencer sa mentalité. Abdul-Hamid est effectivement un neurasthénique, un monomane et son état physique peut seul expliquer les contradictions de son caractère.

Un Turc qui a vécu longtemps dans son intimité a dit de lui : « Je ne sais encore s'il est intelligent ou stupide, courageux ou poltron, raisonnable ou fou. » Sa psychologie est un problème — un problème toutefois que l'on peut résoudre par l'étude.

Le Sultan est très intelligent : mais la tyrannie et la crainte continuelle où il vit devaient le réduire à

tendre toute son intelligence vers sa conservation personnelle, et à n'en utiliser que les facultés concourant le plus directement à ce bnt, telles que la méfiance, la ruse, la défensivité; ces facultés, qui étaient les seules qu'il exerçât, se sont développées monstrueusement, de façon à étouffer les autres, et, dans ce cerveau que fatiguait la neurasthénie, sont devenues des passions tyranniques; c'est ainsi qu'avec le temps, Abdul-Hamid a fini par être un véritable monomane, de la catégorie que les médecins appellent les « persécutés-persécutants ».

Il est doué d'un flair aigu et d'une grande perspicacité qui lui permettent de se rendre admirablement compte de la marche des choses, de la nature du danger qui le menace, et que son imagination maladive grossit démesurément; de là la violence de ses répressions. Grâce à la souplesse de son esprit, il perçoit le sens « second » des choses et sait se dégager des pires situations; analyste et psychologue, il connait les hommes et sait s'en servir.

Il a su montrer une parfaite connaissance des petites roueries de la diplomatie; il sait étouffer les réclamations des puissances en entretenant la discorde entre elles. Lors des massacres d'Arménie, en 1896, il a fait preuve en cela d'une habileté chinoise.

Mais toute cette intelligence est néfaste. Éternellement en proie aux appréhensions de la mort, aux chimères douloureuses, aux remords et à l'ennui, le souci de sa défense a poussé les rigueurs de sa justice et les précautions de sa méfiance jusqu'à la cruauté. Et, au lieu de servir la cause du pays, ce triste monarque ne pensant qu'à sauver sa propre existence, opprime ses sujets, comprime tout développement intellectuel, ruine son Empire, en laisse arracher les plus belles provinces.

Si, comme on l'a dit en généralisant un peu trop, la ruse est l'intelligence des Orientaux, le Sultan peut être considéré chez eux comme un homme de génie. C'est en effet par la ruse qu'il est arrivé au pouvoir, par elle qu'il s'y maintient, par elle qu'il gouverne.

Plein d'une opiniâtreté cachée, cédant à la force avec l'arrière-pensée de ressaisir plus tard ce qu'il est contraint d'abandonner, jamais à bout d'expédients, profond calculateur, il sait à merveille échapper aux dangers par des stratagèmes toujours nouveaux; habile tendeur de pièges, capable de toutes les bassesses envers ses ennemis quand il les craint, et de toutes les cruautés quand il les a vaincus, il savoure ses vengeances avec d'autant plus de volupté qu'il les a plus patiemment nourries dans le secret.

Non seulement la vie d'un homme qui le gêne ne lui coûte rien, mais encore le sang répandu semble calmer et réjouir ses nerfs malades, toujours tendus à se briser. « Le soir, avant de s'endormir, — raconte un de ses chambellans — il se fait faire la lecture; ses livres favoris ne sont pleins que de récits d'assassinats ou d'exécutions. Le récit des crimes lui monte la tête et l'empêche de s'endormir; mais dès qu'on arrive à un passage où il y a effusion de sang, il se calme aussitôt, et le sommeil le gagne. »

Le fond de sa nature est en effet cruel. Lorsque Neby-Agha eut mis à mort, à Taïfa, au moyen de cordes huilées, les malheureux Midhat et Mahmoud-Djellaleddin pachas, le Sultan, voulant voir les têtes de ses victimes, ordonna qu'elles fussent embaumées et transportées à Constantinople.

Il est vrai qu'il faut aussi voir là une précaution inspirée par la méfiance : Abdul-Hamid voulait s'assurer que ses deux ennemis étaient morts.

Cette défiance du Padischah est poussée quelquefois jusqu'à un degré voisin de la démence. Kadri-pacha, qu'il avait disgracié et nommé vali d'Andrinople, y mourut quelque temps après; sa dépouille mortelle devait être inhumée à Constantinople, et la bière contenant son corps était en route, lorsque le Sultan ordonna subitement qu'elle fût retournée au lieu d'où elle venait : il fut pris du soupçon que Kadri-pacha n'était point mort et qu'il cherchait peut-être, couché entre les quatre planches du cercueil, à s'introduire clandestinement dans sa capitale pour comploter contre la vie de son maître.

Une autre fois, au lendemain de la tentative d'Ali-Souavi et de l'échauffourée de Tchéragan, qui l'avait ébranlé tout entier, Abdul-Hamid, appelant son premier secrétaire, qui était à cette époque Ali-Fuad bey, l'entraîna à la fenêtre et, lui montrant la Sublime Porte, éloignée de plusieurs kilomètres : « Je les vois bien, lui dit-il, tremblant de frayeur, ils sont tous réunis là-bas pour proclamer ma déchéance! »

— Qui donc? interrogea le secrétaire, ahuri.

— Mes ministres, répondit le Sultan, mes propres ministres qui sont en train de me détrôner! Vous ne les voyez donc pas?

Ali-Fuad bey eut toutes les peines du monde à calmer l'hallucination de son maître.

Mais il a aussi donné maints exemples d'une véritable cruauté qui, alors même qu'elle sommeille en lui, se trahit souvent dans les manifestations de sa gaîté ou de sa colère.

Un jour, comme il était question devant lui de la coutume barbare qu'avaient quelques anciens Padischahs d'exposer sur un billot dans la cour du Vieux-Sérail la tête tranchée des vizirs qui avaient cessé de plaire, pour que ce spectacle servît de salutaire avertissement à leur successeur, Abdul-Hamid devint rêveur, hocha la tête et finit par dire : « Oh! qu'il est regrettable que je ne puisse en faire autant! » et il souligna la phrase d'un sourire forcé pour lui donner un air de plaisanterie.

Recevant en 1896 le patriarche arménien-grégorien, Mgr Achikian, après une manifestation arménienne à la Porte qui précéda de peu les grands massacres, Abdul-Hamid dit au vieux prélat : « Ils (1) veulent peut-être par ces moyens amener une intervention européenne? Eh bien! sachez que les flottes étrangères peuvent franchir les détroits et les armées européennes envahir ma capitale; mais avant qu'elles aient foulé ce sol, les flots du Bosphore seront teints en rouge du sang de tous les Arméniens! » Le vieillard, épouvanté, se jeta à genoux et implora le Sultan, qui, sans plus vouloir l'entendre, lui ordonna brusquement de se retirer.

Il ne se rappelait sans doute plus ces propos lorsque, au cours d'une audience accordée après les grandes boucheries de 1896 à Mgr Azarian, patriarche arménien-catholique, il s'en justifiait, affirmant n'être nullement responsable de ces massacres qu'il blâmait, et qu'on l'avait, disait-il, obligé de faire exécuter.

Oubli ou hypocrisie, Abdul-Hamid n'avoue jamais.

Parmi ses crimes nombreux dont la plupart sont ignorés, il en est cependant dont le retentissement a été grand. Un de ses gardes du corps, l'Albanais Gani bey, qui, fort de sa faveur, avait commis, tant pour son compte personnel que pour celui de son maître, les plus atroces méfaits, finit un jour par devenir gênant. Le Sultan s'en débarrassa facilement en le faisant poignarder dans une laiterie de Péra par un certain Hafouz-Omer pacha. Il n'en simula pas moins la plus profonde émotion au sujet de ce meurtre et ordonna l'arrestation et le châtiment de l'assassin, pendant qu'en sous-main les agents de Yildiz favorisaient la fuite de cet homme à l'étranger.

En même temps, par un raffinement d'habileté, Abdul-Hamid faisait répandre de faux bruits qui désignaient comme l'instigateur de ce crime un homme qui l'inquiétait considérablement : Djavid bey, fils du grand vizir Halil-Rifaat pacha. Ces racontars calomniateurs s'étayaient d'arguments vraisemblables, tels que la haine que portait Djavid bey à ce Gani, pour avoir reçu de lui, en public, un cruel outrage.

En parfait comédien, le Sultan fit mine d'ajouter foi à ces mensonges qui émanaient de lui et poussa l'impudence jusqu'à feindre l'indignation et souhaiter la punition de l'innocent qu'il accusait. Il songea pour cela à exploiter la vendetta, en honneur chez les Albanais plus encore que chez les Corses, en disant à Halil bey, garde du corps, comme Gani, et beau-frère de ce dernier, que l'assassinat de son parent, serviteur dévoué du trône, était un outrage personnel pour lui Abdul-Hamid. « M'autorisez-vous, Sire, demanda le chatouilleux Albanais, à venger le sang de mon beau-frère? — Non, non, non, Halil, pas encore », répondit vivement le Sultan, qui venait ainsi d'autoriser suffisamment le meurtre dont il avait besoin.

La vengeance est un plat qui se mange froid, en Orient plus encore qu'ailleurs ; sept mois s'écoulèrent sans incidents, durant lesquels Halil bey et un autre de ses parents, le sinistre Essad pacha, chef de la gendarmerie de Janina, préparèrent tout, sans que le maître se mêlât de rien pour l'accomplissement de leur projet; Essad enfin, l'automne dernier, en chargea un des anciens domestiques de la famille de Gani, le nommé Hadji-Moustapha, qui se rendit à Constantinople, attendit en plein jour au pont de Karakeuï le passage de Djavid bey et le tua de trois coups de revolver. Le meurtrier fut arrêté, jugé et condamné à mort; cependant, en dépit des instances et des protestations du grand vizir, non seulement cet homme demeura impuni, mais il fut grassement récompensé et vit encore, à l'heure qu'il est, au fond d'une province éloignée, dans la satisfaction du devoir accompli.

Ab uno disce omnes. Tels sont les moyens discrets qu'emploie le Sultan pour se débarrasser des fâcheux, et telle est son habileté que rares sont ceux qui lui échappent.

Tel est cependant le cas d'Odian Effendi, ancien sous-secrétaire d'État au ministère du Commerce et des Travaux publics; le Sultan, pour diverses raisons, allait le faire disparaître, lorsque le grand maître des cérémonies d'alors, Kiamil bey, ayant connu le secret dessein de son maître, en avertit à temps Odian Effendi, qui put sauver sa vie en se réfugiant à Paris.

Les sinistres décisions d'Abdul-Hamid sont prises tantôt de sang-froid, tantôt sous l'empire de la colère; la cruauté des premières est plus raffinée, celle des secondes plus brutale ; car, dans l'emportement de la fureur, il se trahit, en oublie la prudence et la ruse et montre ainsi son âme à nu.

Le Sultan, comme tous les névropathes, a des moments d'irritabilité durant lesquels il se porte à des actes violents. Il lui est plusieurs fois arrivé de battre ses secrétaires ou ses chambellans. Il lança une fois son encrier à la tête de Kutchuk-Said pacha, alors secrétaire en chef du Palais, qui put à temps esquiver le coup. Un autre jour, pris d'une soudaine fureur contre le même personnage, au cours d'une discussion sur la question d'Égypte, il tira de sa poche un revolver, prêt à faire feu sur le pacha qui, éperdu, implora son pardon.

On dit qu'Abdul-Hamid se repent bien vite de ses violences, qui lui font craindre la rancune de ses gens. Il est, d'ailleurs, dans sa politique comme dans

(1) Les Arméniens.

son tempérament de s'appliquer soigneusement à paraître doux et bon, et à faire croire qu'il tient en réserve des trésors de tendresse : il cherche à recruter partout des sympathies, sentant que personne ne l'aime; aussi se pose-t-il souvent en victime, se plaignant de la méchanceté et de l'ingratitude des hommes, et ses doléances ont un tel accent de sincérité qu'elles illusionnent au premier moment ceux qui les écoutent.

Bien qu'il ait la voix naturellement forte et basse, il sait la rendre caressante et presque douce, quand il le veut, de même qu'il a le don de se faire charmeur pour gagner le cœur de ceux qui l'approchent et en particulier des étrangers. Il se met pour eux en frais d'amabilité, et il est rare qu'un Européen l'approche sans tomber sous le charme de cette nature affable qui sait se prodiguer avec un tact exquis. Le Sultan, en effet, pratique l'art de la politesse et de l'hospitalité, non seulement en Oriental mais encore en Européen. Nulle part les étrangers notables ne seront aussi royalement reçus qu'à Yildiz ; les simples touristes mêmes, qui, de passage à Constantinople, assisteront au Sélamlik y seront accueillis honorablement et avec une bonne grâce flatteuse ; s'ils forment un groupe nombreux, comblés de gracieusetés pendant la cérémonie, ils trouveront avant de se retirer un buffet somptueux dressé sur la terrasse du kiosque de Yildiz ; des cigarettes leur seront offertes ; un aide de camp du Sultan ira leur transmettre ses salutations impériales et, à leur départ de Constantinople, dont la visite leur aura été facilitée par un ordre du Palais, le général Sheker-Ahmed pacha leur offrira, comme souvenir de Sa Majesté, des bonbons turcs, des cigarettes, etc. Et tout ce monde considérera désormais comme bien mal fondées les doléances de l'Europe à l'égard de ce gentleman accompli, dont il répandra les louanges dans les salons de l'Occident.

En essayant ainsi de gagner par ces petits moyens les sympathies étrangères, il croit récupérer par là ce que la presse indépendante d'Europe, qui lui est hostile, lui fait perdre dans les esprits.

Vis-à-vis de ses sujets mêmes, il essaie aussi de paraître bienveillant et bon, quand son intérêt l'y pousse. Tel fonctionnaire ou grand personnage en place tombe-t-il malade ? Un chambellan va prendre de ses nouvelles de la part du souverain ; un médecin de la Cour ira le soigner ; s'il meurt et laisse des fils à la fidélité desquels le maître tienne, l'enterrement se fera aux frais de sa cassette particulière.

Parfois, il essaie de gagner par des amabilités simulées quelque homme redouté sur lequel il n'a pas de prise ; et il n'est pas alors de bassesses auxquelles il ne descende pour obtenir par la ruse ce que la force ne peut lui obtenir.

Des exemples abondent de cette absence complète de dignité. Le premier drogman d'une ambassade, homme brusque et cassant, très redouté à Yildiz, eut, il y a trois ans, une violente altercation avec Izzet bey, alors omnipotent ; le Sultan, qui avait des raisons de craindre les conséquences de cette querelle, voulut réconcilier les deux adversaires, et pour apaiser le diplomate européen qui manifestait une violente colère, il le suppliait, lui promettait mille compensations, lui prenait les mains et le conjurait de pardonner à son favori.

Il est si bien dans sa nature de manquer de majesté que dans sa joie il oublie sa grandeur : lorsque la presse londonnienne, après les massacres arméniens, engageant l'Europe à déposer celui que le vieux Gladstone appelait *the great assassin* et que la flotte de l'amiral Seymour évoluait, inquiétante, dans les eaux de l'Archipel, un soir que le Sultan, en raison des communications que lui avait faites l'ambassade ottomane de Londres, avait des raisons de croire qu'une fuite à l'étranger était son seul moyen de salut, il convoqua ses ministres en conseil extraordinaire pour délibérer sur la situation tandis que son yacht *Izzeddin* stationnait sous pression devant Bechiktach, prêt à l'emporter à Odessa. Un des ministres, Mahmoud-Djellaleddin pacha, proposa que l'ambassade d'Allemagne fût consultée; aussitôt, le souverain expédia son favori Izzet bey au représentant de l'empereur Guillaume II. Pendant l'absence de son envoyé, le Padischah, en proie à la plus sombre inquiétude, faisait les cent pas, fébrilement ; il avait sur lui tous ses bijoux et, dans une ceinture à poches, à peine dissimulés, ses titres de banque. Mais quand Izzet lui eut rapporté la promesse de l'ambassadeur allemand que Guillaume appuierait « son ami », Abdul-Hamid ne se sentant plus de joie s'oublia presque à s'agenouiller devant le favori, tant il l'assura de sa tendresse.

On comprend maintenant que le Sultan n'ait aucune sympathie naturelle pour les âmes fières et indépendantes ; elles l'exaspèrent et l'effraient. Et il n'est pas de moyens qu'il hésite à employer pour les corrompre. Il fait souvent mander au Palais les personnages qu'il sait lui être hostiles et que la dignité de leur caractère fait se tenir à l'écart ; forcés de se rendre à l'invitation qui leur est faite, ils sont reçus très courtoisement à Yildiz par un chambellan ou un secrétaire qui, après force compliments de la part du souverain, entame une longue énumération des qualités et vertus du maître, suivie encore d'un dithyrambe en prose poétique dédié à Sa Majesté. Et lorsque, après cette épreuve, l'orateur juge le patient suffisamment annihilé, il tente de lui faire avaler la pilule dorée impériale : « Il ne m'aime pas !

Que lui ai-je fait? Qu'il s'attache à ma personne, qu'il me soit fidèle et je le récompenserai largement, je le ferai riche, je le comblerai de bienfaits; je le nommerai ministre, ambassadeur; mais qu'il me donne des preuves de fidélité, de dévouement! Ainsi, il est en mesure de connaître bien des choses : qu'il me les révèle... personne n'en saura rien... tout cela restera entre nous... Que sait-il, par exemple, sur le compte de tel pacha ou de tel bey? Il les connaît, il les fréquente; il sait donc leurs idées, leurs desseins. Pourquoi ne s'en ouvrirait-il pas à moi, qui suis le père de mon peuple, et qui par conséquent dois tout savoir, etc. »

Mais le patient accueille froidement ces ouvertures, et assure qu'il n'a rien à dire, et ne sait rien. Le chambellan le quitte alors et va rendre compte au Sultan du mauvais succès de l'entreprise. Abdul-Hamid insiste. On suivra un autre plan d'attaque; et si un second assaut échoue encore, on en donnera un troisième. Enfin, si le sujet résiste jusqu'au bout à l'intoxication impériale, le Sultan ne semble pas lui en garder rancune tout d'abord. « Il refuse? Je le regrette; il ne sait pas ce que valent les services qui me sont rendus... »

Mais bientôt on ressent cruellement la haine que par son attitude indépendante on a su s'attirer; le plus sûr alors pour celui que le Padischah honore de sa malveillance particulière, est d'aller faire un petit voyage en Europe.

C'est là une des formes du système de corruption inventé par Abdul-Hamid et appliqué par ses gens, qui l'essaient principalement sur la jeunesse. On n'a pas idée des ruses patientes, des moyens détournés, qu'on emploie à Constantinople pour gagner au Sultan une jeune intelligence. On sait, par exemple, que par ses alliances, ses relations, ses amitiés, sa situation, il est à même de détenir quelques petits secrets intéressant le monarque : on mettra tout en jeu pour l'avoir. On lui promettra places, honneurs, faveurs, décorations, grades, argent surtout! On sera capable de faire intervenir une jolie femme; en un mot on fera miroiter à ses yeux les espérances propres à le tenter le plus. Pour peu que ce jeune homme inexpérimenté soit faible ou qu'il manque de principes suffisants, ou qu'il ait un moment d'égarement, il sera si bien circonvenu, si habilement entortillé, qu'après quelques hésitations, il finira par devenir la créature du tyran.

Si, au contraire, il résiste et se montre inébranlable, il se prépare une existence poursuivie par l'espionnage, la calomnie, troublée par les persécutions de toute nature.

*
* *

C'est ainsi qu'Abdul-Hamid est parvenu à corrompre en partie l'élite de la nation et à créer une génération à laquelle, par un travail constant et minutieux, on a inoculé les principes les plus immoraux et les plus avilissants. Il sait le pouvoir de l'or, et il emploie à corrompre le pays les richesses qu'il lui arrache; il n'aime pas les gens intègres, car il voit en eux des adversaires de sa politique et des censeurs de sa conduite. Trois jours après sa nomination au ministère de la Guerre, l'ancien séraskier Ali-Saïb pacha était reçu par le sultan. Saïb était un homme resté irréprochable jusque-là. Au cours de la conversation, son maître lui dit : « Écoutez, séraskier; j'entends que les hommes qui me servent me montrent du dévouement; mais j'entends aussi qu'ils ne négligent pas leurs intérêts et qu'ils s'occupent de s'enrichir. »

Ali-Saïb pacha demeura interloqué et prétend que ce propos lui fit une pénible impression. Ce qui n'empêcha pas Sa Majesté de constater, un peu plus tard, que son ministre, docilement, avait mis à profit la leçon.

Mais l'œuvre de l'impérial corrupteur a dépassé les limites de son palais et de ses États. N'a-t-il pas, en effet, étouffé sous des bâillons dorés la voix d'importants organes de la presse européenne? N'a-t-il pas acheté à l'étranger des politiciens et même des diplomates?

Saïd-pacha ayant recherché ce qu'en six mois les massacres d'Arménie avaient coûté au Trésor turc, en allocations à certains journaux européens, a établi le compte approximatif suivant : 640 décorations et 235000 livres turques (près de cinq millions et demi!).

Abdul-Hamid ne doute de rien, et ce Jugurtha au petit pied a tenté les corruptions les plus étranges : n'a-t-il pas osé vouloir acheter le *Times*? Et lors de l'ouverture du Congrès de Berlin, ne disait-il pas à son ministre Savfet pacha : « Avec un million de livres turques, nous pourrions fermer la bouche à Bismarck! »

*
* *

Le Sultan, qui ne croit pas toujours à la vertu des hommes, croit-il en Dieu? Lui qui viole si outrageusement la justice sur terre, croit-il en une justice céleste? Ici encore, il est tout de contradictions.

Abdul-Hamid est sceptique, et il n'est ni pieux ni croyant; mais il est superstitieux, fanatique, crédule; et, étant donnée sa nature sombre et pessimiste, sa religion est triste, toute de crainte et de terreur; il a la peur de l'au-delà, et le cauchemar de la mort le hante et le tourmente souvent. Il prie alors, par accès, avec ferveur; il lui est même arrivé, dit-on, de faire des vœux secrets et de s'imposer des macérations pour plaire à Allah et racheter ses fautes;

mais le découragement le gagne vite et il retombe dans son scepticisme, — l'oreiller du doute, comme dit Montaigne, pouvant seul lui procurer quelque reposant sommeil.

Aussi le Commandeur des Croyants n'est-il pas pratiquant. Il néglige les cinq « namaz » (prières quotidiennes exigées par le Coran) et n'observe pas régulièrement l'« ouroutz » (jeûne du Ramazan). Mais, en homme habile, qui connaît la force du sentiment religieux chez les Musulmans, et qui sait d'ailleurs ce que son irréligion a valu d'impopularité à son oncle Abdul-Aziz, il s'attache à s'attirer la sympathie de ses sujets en affichant le plus profond respect pour la Loi du Prophète.

Un uléma, avec qui nous nous entretenions des sentiments religieux d'Abdul-Hamid, disait : « Sa politique est une violation constante de la sainte loi de notre Prophète; un bon Musulman n'agirait jamais comme lui; le Khalife est donc un mauvais Musulman, et la religion n'est chez lui qu'un instrument politique dont il se sert non pour développer le moral de la nation, mais pour exploiter le fanatisme des classes ignorantes.

On sait, en effet, que le Coran, dont l'interprétation est assez élastique, est au fond de tendances très libérales. Or, Abdul-Hamid ne goûte pas, on le conçoit, cette qualité fondamentale du Livre sacré de l'Islam. Il s'est toujours opposé à toute interprétation éclairée de la Loi de Mahomet comme pouvant éveiller l'esprit d'indépendance engourdi dans l'âme du peuple. Au printemps dernier, l'uléma Erbilli Essad-Effendi publia, avec l'autorisation du ministère de l'Instruction publique, un ouvrage de morale qu'inspirait l'essence même des principes du Coran. Cela déplut au Sultan. L'auteur fut arrêté, embarqué et exilé à la Mecque; le ministre reçut, pour avoir permis la publication de l'ouvrage, un blâme sévère de la chancellerie impériale qui, motivant la mise à l'index de ce livre, déclarait qu'il contenait des « hadis (1) » nuisibles (Ehadissi-Mouzirrè).

La chose s'ébruita et provoqua parmi les ulémas d'autant plus d'indignation que la qualification de « nuisibles » appliquée aux « hadis » constitue une injure sacrilège à l'égard de Mahomet.

***

De ce qu'Abdul-Hamid n'est pas bon Musulman, il ne faudrait pas conclure qu'il aime les chrétiens; il les déteste, au contraire, et emploie fréquemment le mot « giaour » pour désigner un infidèle ou insulter un Musulman.

Cela ne l'empêche pas, d'ailleurs, de simuler au gré des circonstances non seulement de la tolérance, mais même du respect pour les divers cultes et confessions. Recevant le patriarche œcuménique, il lui dira que l'orthodoxie est la plus forte des religions; au patriarche chaldéen, que sa confession est la plus logique; au grand rabbin, que la loi de Moïse se rapproche le plus de celle du Prophète; l'ancien grand maître des cérémonies, Munir pacha, racontait à ce propos une anecdote significative : le Sultan vantait un jour longuement à Mgr Bonnetti, délégué apostolique à Constantinople, au cours d'une audience accordée à Sa Béatitude, la grandeur du catholicisme et la gloire de la papauté, avec une ferveur dont Monseigneur paraissait profondément ému. L'audience terminée, comme Munir pacha revenait d'accompagner le prélat : « L'imbécile! dit le Khalife en riant aux éclats, il a cru tout ce que je lui ai débité; il en avait même les larmes aux yeux! »

Le Sultan méprise les chrétiens, mais plus encore les renégats; cela tient peut-être à ce qu'il eut jadis un favori né chrétien et converti à l'islamisme, Georges Aristarchi, jeune homme brillant, mais pourri de vices qui appartenait à une des plus illustres familles du Phanar; s'étant fait musulman autant par caprice que pour plaire à Abdul-Hamid, il devint son aide de camp et prit le nom de Seïfoullah, sous lequel il fut très influent grâce au prestige que lui donnaient aux yeux de son maître ses connaissances spéciales en alchimie, en astrologie, en magie et autres sciences occultes auxquelles le Padischah s'est intéressé dès son adolescence. Plus tard, Seïfoullah ayant été convaincu de conspiration contre la vie de son protecteur, les choses tournèrent mal pour lui : il fut exilé à Benghazi où il mourut assez mystérieusement.

***

Quoi qu'en disent la plupart des Ottomans, il est difficile de croire qu'Abdul-Hamid ait, comme son cousin Youssouf Izzeddin (1), la haine du peuple turc. Mais, tout en redoutant ses sujets et tout en cherchant la popularité, le Sultan professe à leur égard de l'indifférence et du mépris. Il voit dans son peuple un vil troupeau qu'il ruine sans pitié, et à qui, comme le lion de la Fable, il fait beaucoup d'honneur en daignant le croquer. Un jour, nous fûmes bien surpris d'entendre Ahmed-Midhat-Effendi — un écrivain de valeur qui a eu le tort de se vendre au Sultan — traduire le propre sentiment de son maître là-dessus, en nous disant « que la Turquie est indigne d'un si grand génie; que tous ceux qui médisent de

(1) On désigne sous ce nom les préceptes du Prophète ne rentrant pas dans le Coran.

(1) Fils aîné d'Abdul-Aziz, prince orgueilleux, fanatique, russophile, détestant le peuple turc qu'il considère comme responsable de la triste fin de son père.

ce grand prince sont des ennemis de la patrie, des ingrats, des aveugles; qu'Abdul-Hamid eût dû régner sur la plus grande nation du monde », etc. Cela dura ainsi longtemps et le thuriféraire impérial apportait à sa besogne une conviction apparente qui nous amusait, pendant que le troisième auditeur de cette tirade comique, Youssouf-Zia Pacha El-Khalidi approuvait d'un déférent hochement de tête, tout en nous décochant une œillade amicale pour nous engager à imiter son sage exemple.

Si le Sultan a trop bonne opinion de soi-même, il faut reconnaître qu'en revanche il rend pleinement justice à ses ministres et à tout son entourage, à qui il a voué un mépris que toute la Turquie indépendante partage avec son Padischah. Un jour, qu'il causait avec le Cheïkh-Zafer, il esquissa les portraits moraux de chacun de ces personnages et notamment d'Izzet-bey, son ancien favori; du célèbre Ebul-Huda, du fameux Loufti, son conseiller, du fils de celui-ci Faïk-Bey, pourtant son chambellan favori, de Hadji-Ali-Bey et de Nouri pacha, ses premier et deuxième chambellans, et détailla leurs qualités en termes que la plume a quelque pudeur à transcrire.

Une autre fois que le célèbre orientaliste M. Vambéry, assis près du Sultan, devisait délibérément de choses et d'autres, le monarque l'écoutait avec une satisfaction manifeste. Au fond de la pièce, debout et adossé contre la porte, Saïd pacha — un des hommes d'État de la Turquie doué de l'intelligence la plus remarquable, bien que cette intelligence ait été néfaste à son pays — assistait à l'audience, les mains croisées, le dos voûté, en une posture de profonde humilité et d'ennui, trop loin qu'il était du Sultan et de son interlocuteur pour rien saisir de leur conversation; le sujet en étant les questions intérieures, Vambéry parla de réformes, et crut flatter son auguste interlocuteur en faisant l'éloge de ses ministres. Le Sultan se mit à rire : « Eux! des idiots! dit-il. En voulez-vous une preuve? » Et comme Vambéry protestait aimablement, Sa Majesté élevant la voix : « N'est-ce pas comme je le dis? demanda-t-il à Saïd pacha. — Oui, Sire », s'empressa de répondre le grand vizir, avec un sourire approbateur. Alors Abdul-Hamid se tournant vers l'orientaliste : « Que vous disais-je? fit-il triomphant. Et ils sont tous comme celui-ci! Des idiots! »

On peut voir par là en quelle estime le Padischah tient ceux qu'il associe à sa puissance. Il ne les considère que comme de passifs automates, qu'il briserait s'ils faisaient jamais un geste que sa volonté toute-puissante n'eût pas commandé.

* * *

L'ancien grand maître des cérémonies, Munir pacha, disait que « c'est Abdul-Hamid qui a corrompu son entourage ». Il est plus juste de dire que c'est pour sa corruption que le Sultan l'a choisi. Nous ne pouvons non plus admettre les arguments de ces casuistes qui essaient d'innocenter le Sultan en disant qu'il subit l'influence d'une camarilla odieuse s'il en fut jamais; qu'il est constamment trompé, que la vérité n'a jamais pénétré jusqu'à lui, et que, d'ailleurs, il lui était impossible de sauver un empire qu'il a trouvé en pleine décomposition.

Mais si tous les maux dont agonise la Turquie sont l'œuvre de son entourage, à plus forte raison sont-ils la sienne propre, puisque lui seul tient en mains les fils de ces pantins qui n'agissent que par lui et qui n'ont même jamais pu seulement montrer un vague désir d'initiative.

La vérité est qu'Abdul-Hamid est très opiniâtre dans ses idées, et que s'il ne subit que de mauvaises influences, c'est qu'elles sont les seules qu'il veuille bien recevoir; il ne suit les conseils qu'on lui donne que lorsqu'ils sont en tout conformes à ses intentions.

Après les massacres de Constantinople, il demanda à plusieurs personnages leur avis sur la ligne de conduite à suivre pour rétablir la paix dans le pays; un des rares hommes de cœur et de conscience qui se soient égarés dans Yildiz, le chambellan Emin-Bey, l'engagea à une réforme profonde et radicale, dans un sens libéral, et présenta un projet dans ce sens; le Sultan entra dans une violente colère et depuis ce jour le chambellan est en disgrâce. Par contre, il a suffi qu'Izzet-Bey lui conseillât de nouvelles mesures de rigueur, pour qu'il devînt le favori omnipotent qu'on se rappelle. Comme tous les tyrans, Abdul-Hamid ne peut souffrir autour de lui que la soumission, la passivité la plus absolue.

On a dit encore que le Sultan était constamment trompé sur la vérité des choses; c'est une erreur : il voit tout, il lit tout, il apprend tout, grâce à sa méfiance excessive, à son labeur incessant et à ses innombrables espions.

Quant à dire qu'il lui était impossible de sauver son empire, est-il besoin d'insister sur le peu de fondement d'un tel argument? Abdul-Hamid n'a jamais entrepris de relever le pays, et bien au contraire, il a tout fait depuis vingt-cinq ans pour le ruiner. Il a étouffé le libéralisme naissant qui pouvait être pour son peuple une résurrection; il a étouffé toute velléité d'indépendance au berceau, s'est emparé du pouvoir par la ruse, l'a détenu par la fraude et fortifié par la violence; il a paralysé le patriotisme, bâillonné la vérité, corrompu les consciences; il a massacré des populations entières d'un empire qu'il avait laissé morceler par l'étranger. Et, ne s'oc-

cupant qu'à consolider le trône où il s'est promis de rester à tout prix, il a puisé les éléments de sa force oppressive dans le favoritisme, l'espionnage, l'ignorance, l'anarchie administrative, la tyrannie, les cruautés, la corruption, dans les rapines de ses favoris gorgés d'or, dans leurs querelles, et dans toutes les iniquités, toutes les violences et toutes les injustices.

Abdul-Hamid a fait le plus effroyable abus de deux devises combinées qui appliquées, chacune à son tour, dans un État autrement puissant que le sien, l'ont deux fois ruiné : « l'État, c'est moi » et « Après moi le déluge ».

Mais qui sait si le déluge qu'Abdul-Hamid prépare à son successeur ne bouleversera pas le monde ?

Georges Dorys (1).

LE ROLE DE LA PRESSE

Dans l'affranchissement de l'Italie (2).

Je me propose d'examiner quels ont été les progrès de la librairie dans mon pays pendant le siècle qui se trouve à ses derniers jours et quelle a pu être son influence dans le merveilleux phénomène historique représenté par la renaissance politique de l'Italie.

L'Italie fut un des premiers pays où l'imprimerie se répandit: vous savez que déjà en 1462 des moines allemands imprimaient à Subiaco, qu'en 1472 un orfèvre florentin, Bernardo Cennini, rien que pour avoir entendu parler des miracles qui s'opéraient à Mayence, parvint à les imiter et imprima le *Commentaire de Servius de Virgile* dans une édition qu'on dirait appartenir non pas aux incunables, mais plutôt à une époque plus avancée dans l'art d'imprimer.

Mais c'est en 1490 que Alde l'Ancien commence à Venise la dynastie des Aldes, tandis qu'à Paris et à Lyon une pléiade d'imprimeurs qui étaient, comme leurs confrères de Venise, des savants et des lettrés, fait monter la profession à un degré de dignité tel qu'il n'a plus été dépassé, quels que soient les progrès qu'a faits depuis la technique de cette industrie.

Et en vérité, ces progrès, pendant plus de trois siècles, ne furent pas bien notables.

On perfectionna la fabrication des caractères, on soigna davantage celle du papier ; mais il n'y a pas cent ans les procédés du travail n'avaient pas encore changé et notre immortel Bodoni imprimait encore avec la presse en bois de Gutenberg.

Bodoni fut, sans doute, le grand législateur de l'art typographique : c'est lui qui fixa les lois de son esthétique. On pourra après lui faire autre chose, on ne pourra pas faire mieux, et bien que l'imprimerie doive aller au delà du but qu'il croyait lui être assigné, quoiqu'elle doive s'associer à d'autres arts dans sa mission de divulgation générale et universelle, le type du beau typographique qu'il a su déterminer ne pourra pas être renié ni oublié, et c'est toujours à lui qu'on sera reconduit après toute sorte d'égarements.

Mais si Bodoni avait une haute idée de la perfection de l'imprimerie au point de vue artistique, s'il eut un haut sentiment de sa dignité, il n'eut peut-être pas celui du rôle qu'elle était destinée à jouer dans la société, il n'eut pas la vision lucide de son évolution prochaine.

Il crut que c'était un art aulique, fait lui aussi pour la délectation des riches et des puissants, et dont les adeptes formeraient une charge de plus à la Cour : qu'on serait imprimeur du roi, comme on était chambellan ou officier d'ordonance. Tandis que l'Imprimerie, née par un phénomène d'éclosion spontanée à la fin du moyen âge, avait enseveli cette époque et donné la vie à une autre, pendant laquelle l'esprit humain, grâce à sa maturité et à cet art qui en était le fruit naturel, arriverait au plus haut degré de son évolution.

Né dans un pays que la révolution allait féconder, doué d'une plus vaste culture, votre Firmin-Didot, qui fut en France, avec son frère Pierre, le rival de Jean-Baptiste Bodoni, vit ce que l'Italien n'avait pas vu, comprit au juste le rôle qui était réservé à l'Imprimerie dans l'évolution sociale et politique, sut être au Parlement le défenseur des intérêts de la presse et de la librairie, de sorte que Paris aurait autant de raison pour lui élever un monument qu'en a eu l'Italie de placer une statue à Bodoni sur la place de Saluce, sa ville natale.

***

Après que les espérances des Italiens, suscitées d'abord par la révolution française et personnifiées depuis en Napoléon Bonaparte, eurent été déçues, et que la grande désillusion fit taire les grandes voix évocatrices d'Alfieri, de Foscolo, et j'ajouterai même de Monti, malgré les dévergondages de son tempéra-

(1) Cet article est extrait d'un volume intitulé *Abdul-Hamid II* qui doit paraître prochainement chez Stock, éditeur. L'auteur, de par ses attaches diplomatiques, est en mesure de fournir les détails les plus exacts sur les dessous de la politique ottomane.

(2) Conférence faite à la Société d'Études italiennes le 10 novembre 1900, par M. P. Barbèra, libraire-éditeur à Florence.

M. P. Barbèra n'est pas un inconnu pour les lecteurs de la *Revue*. Ils n'ont pas oublié sa conférence sur *Auteurs et Éditeurs en Italie*, dont M. Paul Baillière a donné un résumé dans la *Revue* du 30 octobre 1897.

ment littéraire, une époque de préparation commença en Italie, pendant laquelle toute l'activité nationale devait être concentrée dans l'exercice de la pensée, et tous les efforts de cette pensée se diriger à préparer la renaissance politique et morale du pays. Nous retrouvons ici les sources de cette littérature nationale, qui est sans nul doute le précurseur de tout mouvement politique dans la péninsule. Et de prime abord nous voyons la librairie s'associer à l'œuvre patriotique, les libraires conspirer avec les littérateurs. Jean-Baptiste Bodoni n'aura pas de successeur, ses caractères et ses poinçons passeront bientôt au musée de Parme, mais il ne sera pas encore mort que Nicolas Bettoni éblouira l'Italie par la hardiesse de ses exploits éditoriaux, dans lesquels il n'a plus pour but, comme Bodoni, de donner de splendides exemplaires d'esthétique typographique, mais de vulgariser la culture par tous les moyens de l'exploitation. Il imprime des collections de classiques italiens, grecs et latins, avec moins de splendeur et aussi avec moins de soin que son illustre prédécesseur, mais il se fait aussi éditeur d'Alfieri, de Monti, de Foscolo, invente de nouvelles combinaisons commerciales d'une hardiesse qui n'a pas été dépassée depuis nulle part. Il aurait certainement été le grand éditeur autour duquel se serait groupée la nouvelle école romantique, à laquelle appartiendront les esprits les plus libéraux et ceux qui contenaient le plus d'éléments révolutionnaires, si la fatuité de son caractère, l'excès même de son activité et sa malheureuse mégalomanie ne l'eussent conduit, de déboire en déboire, à finir comme une épave dans un grenier de Paris.

Ce n'est pas la fortune qui a manqué à ce Bettoni, c'est Bettoni qui manqua à la fortune, et il n'eût dépendu que de lui d'être l'éditeur de cette époque littéraire de récapitulation et de préparation.

Mais s'il manqua à sa propre destinée, il avait à peine disparu du théâtre de ses exploits, il vivait même encore à Paris toujours hanté par de vastes projets de spéculations de librairie, rêvant de conquérir la fortune, même sur le grabat de la prison de Clichy, lorsqu'un jeune éditeur piémontais commençant sa carrière ouvrait la série des éditeurs patriotes, qui s'associaient à la conspiration littéraire pour l'affranchissement de sa nation, lui donnaient des armes, lui fournissaient les moyens, et faisaient en sorte que les fruits des études et des veilles fussent répandus d'une extrémité à l'autre du pays.

Joseph Pomba, c'est de lui que je parle, représente le type le plus parfait de l'éditeur italien dans la première moitié du XIXᵉ siècle. De l'éditeur dans le vrai sens du mot, car s'il donne à ses entreprises une inspiration patriotique, s'il a le sentiment du rôle professionnel dans ce grand mouvement pour l'indépendance et la liberté de l'Italie, il a aussi un but commercial qu'il ne perd pas de vue, et il ne faut pas le confondre avec ceux qui se faisaient imprimeurs, éditeurs et colporteurs par occasion, dans le seul but de servir à la conspiration et de propager les idées révolutionnaires.

Il faudra pour ceux-ci les aller trouver à Capolago, dans cette typographie helvétique qui fit couler jusqu'au fond de la péninsule un torrent de publications patriotiques se répandant par mille canaux cachés dans toutes les directions.

La typographie helvétique de Capolago fut fondée en 1830 par un groupe de patriotes du canton du Tessin et de la Lombardie, de ces hommes de pensée et d'action, de ces types de conspirateurs et de révolutionnaires, qui n'ont aucun point de contact avec ceux d'aujourd'hui, et dont M. Fogazzaro nous a donné un portrait plein de vie et de vérité dans son charmant récit : *Piccolo Mondo antico.*

Cette société continua d'abord une des collections historiques de Bettoni, se souvenant sans doute de l'exhortation de Foscolo à la jeunesse italienne groupée autour de sa chaire à l'Université de Pavie : *Italiani, io vi esorto alle storie* (1); en fonda une autre dédiée aux historiens de l'Italie, et attaqua vivement la production plus directement patriotique avec l'*Histoire du Royaume de Naples*, du général Coletta, les ouvrages de Pellico, de Manzoni, de Pagano, d'Alfieri.

L'âme de cette société et celui qui devait bientôt lui succéder était l'ingénieur Repetti, de Côme. Sous sa direction, on imprima ces poésies de Berchet, si ardentes du plus pur patriotisme, si pleines d'amour pour la liberté et l'indépendance, d'exécration et de haine pour l'oppression étrangère. Aux poésies de Berchet font suite les mordantes satires de Giusti, l'*Assedio di Firenze* de Guerrazzi, le terrible roman dont l'auteur a dit l'avoir écrit n'ayant pas pu livrer une bataille, et ces pamphlets qui avaient plus de retentissement que de grands ouvrages et qui ont parfois déterminé des événements politiques de la plus haute importance pour les destinées italiennes, tels que *Le Speranze d'Italia* de Balbo, et *Gli ultimi casi di Romagna* de d'Azeglio.

Mais ce n'était pas tout que d'imprimer des livres et des brochures au service de la bonne cause : il s'agissait de les répandre dans la Lombardie, la Vénétie, le Piémont, les Duchés et le restant de l'Italie. Nous allons, si vous le voulez bien, voir de quelle façon ce travail difficile et plein de dangers s'accomplissait, quelle en était l'organisation mystérieuse et puissante, à quelles mains aussi courageuses que dévouées il était confié.

(1) *Italiens, ayez à cœur l'histoire.*

***

Dans le délicieux village de Cernobbio, une des plus jolies localités du lac de Côme, où l'on dirait que la nature et l'art ont concentré leur puissance créatrice, et qui font rester muet d'admiration le voyageur ébloui, un pavillon attenant à cette magnifique Villa d'Este qu'on peut considérer comme la perle de ce lac, servait de quartier général aux conjurés.

L'aspect était des plus rassurants : jamais la police n'aurait soupçonné qu'on avait choisi comme entrepôt de la contrebande patriotique ce nid qu'on aurait dit bâti par l'Amour pour tout autre sorte de contrebande, d'autant moins qu'à deux pas de Villa d'Este se trouvait en villégiature l'archiduc Renier d'Autriche.

Louis Dottesio, qui était l'organisateur de la contrebande, jeune homme d'origine populaire mais de figure noble et sentimentale, représentant le type du conspirateur romantique, et en même temps plein de courage et d'énergie, qui devait payer de sa vie son dévouement pour la propagande libérale, avait formé une équipe de contrebandiers. Ceux-ci, venant de Suisse par le Bisbino et la vallée d'Intelvi, introduisaient apparemment du tabac et autres articles de régie, mais leurs fardeaux étaient bourrés de volumes imprimés à Capolago et à Lausanne, où l'imprimeur Buonamici, ci-devant prêtre, dirigeait une autre usine politique, qui s'honora par la publication du célèbre ouvrage de Gioberti, *Il gesuita moderno*.

Arrivant par petites brigades, ayant l'air de se reposer un moment, ils déposaient la partie la plus précieuse de leur fardeau dans les caves de l'élégant pavillon ; du reste, celui qui aurait pu pénétrer à l'intérieur, aurait été bien surpris de trouver non seulement les caves transformées en magasins de librairie, mais le salon servant de tir au pistolet et de salle d'armes.

Ceux qui fréquentaient le pavillon de Villa d'Este appartenaient au meilleur monde de l'endroit, la noblesse y était représentée par un comte Porro Lambertenghi, par le comte Louis Gira, et par le comte Pollini, le clergé par Don Giovanni Rezzonico et par l'abbé Brambilla ; il y venait un fils du podestat de Côme, et le podestat lui-même était au nombre des affiliés.

Plusieurs dames et demoiselles, parmi lesquelles se distinguait par son éblouissante beauté M[me] Bonizzoni, l'amie dévouée jusqu'à l'héroïsme de Dottesio, qu'elle tâchera en vain de soustraire au bourreau autrichien, se mêlaient à la société et contribuaient à détourner les soupçons de la police, qui croyait à des rendez-vous de gens du monde en villégiature, ne songeant qu'à s'amuser, en faisant de la musique, en donnant des bals, et en organisant des excursions en bateau sur le lac.

Toutes ces dames étaient au contraire les collaboratrices les plus enthousiastes et les plus avisées, qui mettaient à profit les dimensions quelque peu abondantes voulues par la mode de cette époque pour faciliter l'écoulement du stock libraire s'entassant dans les caves du pavillon.

Elles dissimulaient sous leurs jupes, dans leurs cabas, dans le tas des manteaux et des châles les petits volumes incendiaires ; comme qui dirait des brûlots cachés dans de la dentelle ; et de la sorte, ce torrent chargé d'idées révolutionnaires roulait à travers un réseau bien serré d'intermédiaires fidèles de la Lombardie dans le Piémont d'un côté, dans la Vénétie de l'autre, et puis dans les Duchés, en Toscane, jusqu'à l'extrémité de la péninsule. Ces petits livres, passant de main en main, étaient lus avec une ardeur dont nous ne pouvons pas avoir une idée, nous qui achetons tranquillement les livres, même ceux des écrivains révolutionnaires de nos jours, chez notre libraire, et les lisons au coin du feu, ou même dans la salle de lecture du Cercle, sous les yeux bienveillants des représentants de l'autorité.

La jeunesse de ce temps-là se ruait en cachette à ces lectures, dévorant avec le cerveau en flammes et le cœur battant à tout rompre les pages volcaniques de l'*Assedio di Firenze*, apprenant par cœur les strophes de Berchet et de Rossetti, répétant les imprécations à l'Autrichien détesté, aux petits tyrans domestiques qui servaient d'aides à ses bourreaux. Même dans les cellules des séminaires, et au fond des pupitres des bureaucrates se cachaient les petits agents provocateurs imprimés tant bien que mal à Capolago et à Lausanne par des protes et des ouvriers qui avaient moins de connaissances techniques que de patriotisme, et qui bientôt, quand la révolution éclata en 1848, devaient quitter la casse et le composteur pour se serrer en bandes armées autour de leurs patrons et combattre sous leurs ordres jusque sous les murs de Milan. Lorsque la débâcle survint, quelques-uns de ces braves, parmi lesquels Dottesio et Repetti, se renferment dans Rome, et, après la chute de la république romaine, suivent Garibaldi dans sa retraite homérique à travers une moitié de l'Italie, et arrivent à temps pour prêter leur concours à l'héroïque défense de Venise.

Ils rentrèrent ensuite, à travers mille difficultés, sur le territoire suisse, comme des vaincus, hélas ! mais non pas comme des découragés, prêts à recommencer le lendemain avec le même dévouement, avec le même enthousiasme. Noble et merveilleuse génération qu'on dirait bien plus éloignée de nous qu'elle

ne l'est en effet, et appartenir à une époque légendaire plutôt qu'à l'histoire contemporaine.

Ceux qui ont lu la *Chartreuse de Parme* de ce Stendhal qui est aussi bien vôtre que nôtre, puisqu'il a aimé notre pays comme une seconde patrie, et qu'il eût voulu qu'on gravât sur sa tombe qu'il était de Milan; ceux qui connaissent ce livre bizarre où la couleur locale et l'esprit du temps sont chargés jusqu'à la caricature, se souviennent certainement de la rentrée du jeune Fabrice, après avoir assisté en amateur à la bataille de Waterloo, dans ce château formidable, bâti par les plus belliqueux de ses ancêtres, et de son passage périlleux du lac de Lugano au lac de Côme : « Ils se déguisèrent en chasseurs (nous lisons au chapitre V), c'est-à-dire en contrebandiers, et comme ils étaient trois et porteurs de mines assez résolues, les douaniers qu'ils rencontrèrent ne songèrent qu'à les saluer. »

Mais la police autrichienne avait profité de la leçon; les patriotes n'avaient plus affaire à ces douaniers d'opérette que Stendhal avait cru connaître : les dominateurs savaient désormais qu'ils ne devaient plus croire aux apparences, qu'en Italie tout conspirait contre l'oppression étrangère; qu'il n'y avait pas à se fier aux rendez-vous mondains, aux pique-niques, aux excursions de montagne. Le jour de l'Épiphanie de 1851, Dottesio fut arrêté : dans une de ses audacieuses expéditions il tomba entre les mains de l'ennemi, à deux pas de la frontière; en même temps on arrêtait son correspondant de Venise, un beau type de libraire patriote, Vincent Maisner. Le procès eut lieu à Venise; les deux amis parurent devant ce terrible tribunal militaire, qui n'avait pas la mission de juger, mais l'ordre de condamner, et dont à Vienne on n'attendait que des sentences de mort.

Dottesio et Maisner furent condamnés à être pendus. L'exécution eut lieu pour le premier; à son compagnon l'empereur fit grâce de la vie, en lui infligeant dix années de *carcere duro*.

Après l'arrestation de son ami, Mme Bonizzoni fut sublime de courage et d'énergie : bravant tous les dangers, elle courut à Venise, elle mit tout en œuvre pour sauver la vie à l'ami, au compagnon de ses tentatives révolutionnaires, à celui qui partageait avec la patrie tous les élans de son cœur, toutes les énergies de son tempérament amoureux.

Elle n'y parvint pas, elle rentra chez elle avec l'âme brisée, mais non domptée, car elle continua son apostolat pour la liberté et l'indépendance nationale, et eut le bonheur de voir sa ville natale, une des plus charmantes de l'Italie, délivrée avec le reste du pays de l'odieuse occupation étrangère. Mme Bonizzoni fut une de ces nobles Italiennes qui ont joué un rôle remarquable dans l'émancipation de leur patrie et dont le nom doit être rappelé avec reconnaissance et admiration aux générations qui se succèdent.

Cœurs magnanimes, esprits élevés et ouverts, âmes croyantes et passionnées, pleines de bravoure et de sang-froid dans les moments les plus difficiles, à la hauteur des hommes mêmes dans les situations tragiques, elles renouvelèrent l'exemple des héroïnes de la Grèce et de Rome.

***

Mais si le gouvernement autrichien accentuait ses rigueurs et augmentait sa vigilance non seulement dans ses propres possessions en Italie, mais aussi chez les autres petits États dans lesquels se divisait la péninsule, un de ces États, malgré même l'occupation autrichienne qu'il subit avec le consentement de son gouvernement, ne pouvait renoncer à ses traditions de régime modéré et tolérant, parce que ces traditions étaient le résultat naturel du caractère de ses habitants, des hommes qui se succédèrent au pouvoir et de la dynastie dominante. La Toscane, qui avait eu pour grand-duc un esprit libéral et progressif comme Pierre-Léopold, depuis empereur d'Autriche, ne pouvait certainement pas se dégager de la tutelle autrichienne, ni se soustraire aux égards imposés par une politique prudente jusqu'à la pusillanimité; ce rôle glorieux était réservé au Piémont, par la force de caractère de ses habitants, aussi bien que par les traditions militaires et les aspirations nationales de sa dynastie. Mais en Toscane certainement ces excès de rigueurs de police qui remplissaient de terreur la Lombardie, la Vénétie et les Duchés, n'auraient pas été possibles, comme un fruit qui n'aurait pu pousser dans ce sol et sous ce ciel.

Il est tout naturel que vers la Toscane se soient tournées d'abord les espérances de la pensée italienne, et il est tout naturel que lorsque les usines de la librairie révolutionnaire se fermaient ailleurs, à Florence d'autres s'ouvraient, mais de différente nature. Il a suffi que deux hommes de bonne volonté, voués depuis peu à la librairie, se rencontrassent un jour à Florence, et associassent leur énergie dans un effort commun, pour donner origine à une large, riche, intelligente production libraire, unissant le caractère commercial aux aspirations de culture et de patriotisme.

Ni l'un ni l'autre de ces deux hommes n'était Florentin, ni même Toscan. L'un était un Français de Verdun, Félix Le Monnier, qui avait été prote du *Temps* à Paris, et qui ne faisait que passer par Florence, voulant se rendre en Grèce. L'autre, un Piémontais, Gaspard Barbèra, issu d'une famille bien humble, originaire des montagnes du Biellais, qui

était arrivé quelques mois auparavant à Florence avec quelques sous dans sa poche, mais avec l'énergie de sa race, un talent vif et plein de souplesse et une vocation bien prononcée pour la librairie; c'étaient l'un et l'autre des éditeurs nés. Pendant plusieurs années, M. Le Monnier continua sa magnifique Bibliothèque Nationale avec le concours ardent et convaincu de M. Barbèra, qui ne paraissait pas même comme associé, mais qui était l'âme de cette entreprise; puis celui-ci se sépara de son patron et fonda à son tour une maison avec un programme parallèle, s'inspirant des mêmes principes, guidé par les mêmes idéalités.

Celui qui écrira l'histoire des publications des deux maisons depuis 1844 jusqu'à 1870, ne fera que l'histoire de l'affranchissement de l'Italie. On y rencontrera les mêmes noms : Manzoni, Capponi, Mazzini, Ricasoli, Mamiani, Gioberti, Leopardi, Giordani; on verra les événements politiques déterminés par un livre, et ce livre n'être que l'incarnation d'une idée dérivant d'origines éloignées : la pensée et la conscience italiennes se formant et mûrissant au conr des siècles : la flamme du sentiment national se transmettant d'une génération à l'autre de penseurs et d'écrivains.

Dans un moment où tout s'imprime et tout le monde fait imprimer, quand la production est parvenue à un tel excès d'intensité qu'il n'y a plus moyen de l'écouler et que les magasins des éditeurs s'agrandissent comme des entrepôts, ou quelquefois comme des cimetières, on a de la peine à se figurer les conditions dans lesquelles les Pomba à Turin, les Le Monnier et les Barbèra à Florence exerçaient leur profession. Ils avaient certainement à lutter contre des difficultés que nons ne connaissons pas aujourd'hui; il fallait éviter les rigueurs de la police, jouer de ruse avec les censures politiques et ecclésiastiques, qui à Naples, par exemple, défendaient l'usage de l'adverbe *eziandio*, parce que le Décalogue commande de ne pas se servir du nom de Dieu en vain; il fallait organiser les transmissions à travers le réseau des barrières douanières, sans chemins de fer, avec un service postal rudimentaire (M. Pomba fut le premier éditeur qui fit consentir son gouvernement à faire servir la poste aux lettres pour le transport des livres, chose à laquelle personne n'avait songé jusqu'alors): les correspondants en province étaient très clairsemés, ineptes pour la plupart, craintifs, avec la peur instinctive des boutiquiers pour la police et les autorités constituées.

Mais, d'autre part, c'était tout un peuple altéré de la soif de lire, d'apprendre, de communiquer spirituellement, qui d'un bout à l'autre de la péninsule attendait le volume de l'*Histoire universelle* de Pomba, le charpentier, à couverture couleur brique de Le Monnier, ou celui d'un format un peu plus riche, à couverture jaune serin, qui portait la rose et l'abeille de Barbèra. Toute publication était un événement : c'était d'abord l'*Arnaldo da Brescia*, la tragédie poème de Niccolini, que M. Le Monnier, n'osant pas l'imprimer dans ses propres ateliers, avait fait composer à Marseille par un de ses ouvriers dans l'imprimerie de Feissat et Demanche. Tirée à 3 000 exemplaires, l'édition de l'*Arnaldo* fut introduite en Toscane avec tontes sortes de ruses, de façon à permettre au gouvernement toscan de se défendre des protestations de l'Autriche en pouvant affirmer que l'ouvrage avait été imprimé en pays étranger, et qu'on l'avait introdnit en contrebande dans le grand-duché.

Ce qui n'empêcha pas, lorsque la nouvelle de sa publication se répandit comme un éclair, que les premiers exemplaires fussent demandés directement à l'éditeur par Mgr l'archevêqne de Florence et par S. A. R. et I. le grand-duc.

C'étaient ensuite les ouvrages d'Ugo Foscolo en onze volumes, dont l'édition avait été commencée par Mazzini, et que MM. Mayer et Orlandini continuaient dignement; l'*Assedio di Firenze* de Guerrazzi, qui n'avait jamais jusqu'alors paru sous le nom de l'auteur et par ses soins. Guerrazzi y ajoutait nne note inspirée par les événements de 1848, où il se rue contre le monde entier et surtout contre la France; et dans une édition parue en janvier 1859, à la veille de l'alliance entre le royaume de Piémont et l'empire français, une autre note où les espérances des patriotes italiens sont tempérées par le pessimisme de l'auteur que rien ne pouvait corriger.

Si à Marseille M. Le Monnier avait fait imprimer l'*Arnaldo*, profitant de la liberté de presse dont jouissait la France; à Paris, où à plusieurs reprises ont vécu, entourés de respect et d'affection, des émigrés italiens illnstres par leur naissance, leur savoir, les hautes fonctions qu'ils devaient exercer plus tard, tels que Gioberti, Mamiani, Montanelli, Amari; à Paris, dis-je, plusieurs éditions de livres destinés à défendre la cause italienne parurent par les soins de libraires dont ces illustres émigrés avaient su s'assurer le concours; je citerai les librairies de Baudry et Dupont, dont les noms furent alors aussi populaires chez nous que ceux de nos éditeurs mêmes.

A Bruxelles, Cans et Meline (ce dernier appartenant à une famille originaire de Florence, où elle conserve encore le nom de Melini) s'occupaient aussi d'éditions italiennes, et publiaient ce *Primato morale e civile degli Italiani* où Gioberti montrait à ses concitoyens de nouvelles routes et de nonveaux moyens pour se relever de leur affaissement.

***

Lorsqu'en 1854 Gaspard Barbèra quitta Félix Le Monnier, la période de préparation allait se terminer, la révolution était presque mûre, une autre tâche que celle de son ancien patron était réservée au nouvel éditeur. C'était à celui-ci qu'il appartenait de faire partir la fusée qui devait déterminer l'incendie.

Un groupe d'éminents citoyens toscans, appartenant aux familles historiques et à l'aristocratie du talent, s'était formé pour lancer des publications politiques d'actualité, devant frapper l'opinion publique, l'exciter et la diriger dans la voie que ces patriotes croyaient la plus conforme aux intérêts du pays : c'est-à-dire celle qui aboutissait à la décadence de la dynastie régnante, à l'union de la Toscane au Piémont pour la formation du royaume d'Italie. L'exemple de la Toscane serait suivi par les autres régions.

Il suffit d'indiquer le nom de ces hommes pour comprendre que la nécessité du changement politique s'affirmait désormais d'une façon irrévocable.

Je nommerai avant tout le baron Ricasoli, et avec lui Cosimo Ridolfi, Tommaso Corsi, Leopoldo Cempini, Ubaldino Peruzzi, Celestino Bianchi.

Ces personnages s'adressèrent à M. Barbèra pour l'accomplissement de leurs desseins; c'était en effet l'homme le plus indiqué pour ce rôle demandant en même temps hardiesse et prudence. Mais cette place, cette fonction n'était par exempte de dangers. Le gouvernement toscan, sentant que la situation se faisait de jour en jour plus critique, effrayé par l'abîme qu'il voyait s'ouvrir à ses pieds, crut qu'en prenant la voie des rigueurs, en quittant la politique de tolérance et de tergiversation pour une politique énergique et autoritaire, en se jetant sans autres réserves dans les bras de l'Autriche, l'ouragan pouvait encore être évité. La police reçut l'ordre de déployer la plus rigoureuse vigilance sans plus d'égards, pas même ceux dus à la plus stricte légalité.

Au mois de mars 1859, elle informa le gouvernement qu'un des amis patriotes, le plus dévoué aux idées et à la personne du baron Ricasoli, et un des associés de la maison Barbèra, M. Celestino Bianchi, avait écrit une brochure intitulée *Toscana e Austria*, où la situation politique était nettement exposée et les droits des Toscans affirmés avec une énergie pleine de sérénité et de confiance.

La loi sur la presse en vigueur dans le grand-duché n'aurait pas permis à l'autorité judiciaire d'intervenir avant que la publication de cet écrit ne fût avenue : mais le gouvernement et surtout la cour conçurent les plus grandes craintes sur les effets que pourrait produire la publication de cette brochure; et ces craintes firent tellement perdre la tête à tout ce monde qui avait la conscience de sa ruine imminente, qu'il hâta lui-même cette ruine par les mesures les plus inopportunes; de sorte qu'il mit même ses adhérents les plus fidèles dans la nécessité de les désavouer publiquement.

Le ministre de l'Intérieur, quittant un soir le palais Pitti, où l'on avait décidé d'empêcher la publication de la brochure à tout prix, sans se préoccuper d'aucune illégalité, se rendit lui-même à un poste de gendarmerie et y donna l'ordre verbal d'envahir la typographie Barbèra, de saisir ce qu'on y trouverait de suspect, de détruire les formes composées, de mettre l'imprimeur dans l'impossibilité de faire paraître au lendemain la terrible brochure.

La nuit était survenue, les ateliers étaient fermés, mais l'imprimeur avec sa petite famille habitait un appartement contigu. Je n'étais qu'un enfant de cinq ans, mais j'ai encore présents les événements de cette nuit dramatique. L'officier qui frappe à la porte, décline ses qualités, en enjoignant d'ouvrir. Mon père, qui parlemente, réclame un ordre écrit de perquisition, proteste contre la violation de la loi sur la presse, et se déclare sujet piémontais, et quand l'officier lui crie à travers la porte que ses ordres sont tels qu'il va la faire abattre, il l'ouvre en déclarant qu'il cède à la force et qu'il en appellera au ministre de son roi.

L'imprimerie envahie par les gendarmes est mise sens dessus dessous; on ne trouve pas ce qu'on cherche (les feuilles de *Toscana e Austria* avaient été déjà mises en lieu sûr), mais on s'en prend à la composition suspecte qu'on détruit avec une précipitation grotesque; on rédige procès-verbal et l'on quitte la place emportant comme butin je ne sais plus quelles feuilles d'impression qui éveillèrent les soupçons de l'officier et de ses gendarmes.

Le lendemain, la nouvelle de ce qui s'était passé dans la nuit aux ateliers de Barbèra se répandit en un clin d'œil, l'opinion publique en fut vivement impressionnée, on ne voulait pas croire à une si flagrante violation de la loi, on ne s'imaginait pas que le gouvernement toscan, reniant ses traditions de modération, et je dirais même de libéralisme, eût osé rivaliser avec le duc de Modène en brutalité et en despotisme; l'éditeur dont on avait violé le domicile s'en plaignit au groupe d'amis avec qui il agissait; ceux-ci se réunirent, s'agitèrent, décidèrent de faire appel à l'opinion publique, et bientôt une protestation contre l'acte arbitraire et illégal était rédigée dans des termes à la fois fermes et dignes; les principaux avocats et jurisconsultes se hâtèrent d'y mettre leurs signatures; quelques-uns même en la faisant précéder de considérations supplémentaires

qui confirmèrent celles de la protestation en leur donnant plus de force.

Détail significatif et de grande importance dans ce moment si critique, l'avocat de la cour grand-ducale, homme de science et de conscience, digne membre de cette magistrature toscane qui s'était de tout temps signalée par son savoir et par son indépendance, tenait à mettre sa signature un des premiers au bas du document.

La saisie de la nuit du 17 mars n'empêcha pas que la brochure *Toscana e Austria* ne parût le 22. Le 27 avril la révolution éclatait à Florence, une révolution *sui generis*, dont on n'a pas d'exemple dans l'histoire. La population, en groupes familiers d'hommes, femmes et enfants, se rendit place Barbano, qui allait prendre le nom de place de l'Indépendance; on votait la déchéance de la dynastie de Lorraine, on invitait poliment le grand-duc Léopold II et sa famille à quitter le pays, on criait: « Vive le Piémont! Vive Victor Emmanuel! » Un gouvernement provisoire s'improvisait; dans l'après-midi le souverain et sa famille se dirigeaient vers la frontière en berlines de voyage, qui traversèrent sans incidents, puisque c'était sur leur chemin, la promenade des Cascines, peuplée par cette splendide soirée de printemps comme à l'ordinaire. A cinq heures de l'après-midi tout rentrait dans l'ordre et la tranquillité : la révolution était allée dîner.

***

Je n'ai jusqu'ici parlé d'aucune revue ni d'aucun journal politique; c'est qu'il m'a paru préférable d'en traiter séparément, de vous faire passer en revue l'une après l'autre les principales publications périodiques dont l'influence fut la plus profonde sur la propagation de l'idée nationale et de l'esprit révolutionnaire; ce n'est pas dans ce camp non plus que la matière nous fera défaut!

Avons-nous besoin de débuter par l'apologie des revues et des journaux? Ces malheureux journaux dont on dit tant de mal?

Frank Troloppe, l'écrivain anglais, observe avec son humour britannique que c'est providentiel que les journaux exhalent cette âpre odeur qui leur est propre pour prévenir les lecteurs contre les mauvaises choses qu'ils contiennent, de la même façon que la Providence a donné le bruit aux serpents à sonnettes afin que les gens s'en défient et se tiennent à distance.

Nous ne tenterons pas cette apologie, qui est d'ailleurs inutile, du moment que le journal a, dit-on, tué le livre : nous n'avons aucun penchant pour tresser des guirlandes aux meurtriers. Mais cela ne nous empêchera pas de reconnaître qu'à côté du livre, et même plus que lui, le journal et la revue ont contribué à la formation de cette conscience nationale, qui a rendu possible la formation de la nation italienne après de si longs siècles de division et de dépression, au moment même où l'Italie était proclamée d'un côté avec emphase poétique *la terre des morts*, de l'autre *une expression géographique* selon l'élégant cynisme de la diplomatie.

La lutte des idées libérales et révolutionnaires contre les idées réactionnaires et conservatrices éclata sous la forme d'un débat littéraire entre le Romantisme et le Classicisme.

Ces deux écoles en Italie signifièrent du côté du Romantisme non seulement le libéralisme dans l'art, mais aussi et surtout le libéralisme en politique, et partant la lutte contre la domination étrangère. Dans le Classicisme on ne vit chez nous que la continuation d'un état de choses qui avait fait descendre l'Italie au dernier degré parmi les nations civilisées, en supprimant toute manifestation de sentiment national.

Le gouvernement autrichien, qui voyait bien le danger de ce débat, et qui commençait à comprendre la nécessité d'agir sur l'opinion publique en Italie, qu'il avait jugée jusqu'alors comme une quantité négligeable, eut l'idée de faire paraître à Milan un journal avec le programme de concilier à l'Autriche la bienveillance de ses sujets italiens en dissipant les préventions contre tout ce qui provenait d'au delà des Alpes, et le préjugé de l'infériorité intellectuelle des Allemands.

Le gouverneur Bellegarde, et puis son successeur, le comte de Saurau, chargés de l'exécution de ce plan, s'adressèrent aux écrivains et aux penseurs les plus célèbres de ce temps, et s'ils ne purent obtenir que Foscolo en acceptât la direction, Giuseppe Acerbi, journaliste de race, se prêta à cette tâche, et put s'assurer la collaboration de quelques notabilités littéraires, telles que Monti et Giordani; la revue, fondée sous les auspices du gouvernement oppresseur avec une arrière-pensée antinationale déguisée sous des idées de progrès et de tolérance, se rattachant aux souvenirs de Joseph II, l'empereur philosophe, ne pouvait atteindre le but que ses inspirateurs avaient espéré : elle fut toujours considérée avec défiance, traitée avec dédain, et un écrivain de haute conscience put dire de cette *Biblioteca Italiana* qu'elle fut « un engin politique dans les mains d'ignobles directeurs bien qu'honorée de noms insignes et remarquables pour des articles concernant les sciences physiques ». Il ajoute avec sa haute compétence cette considération technique, que la *Biblioteca Italiana* n'était ni substantielle ni agréable à lire, peu variée, peu pratique, etc. Ce n'était pas en somme un bon journal ni un beau journal.

La *Biblioteca Italiana* ne pouvait que combattre le Romantisme, qui voulait dire amour pour la liberté, aversion inconciliable à la domination étrangère. L'organe des romantiques fut le *Conciliatore*, qui se proposait de concilier ensemble tous les amis sincères de la vérité, dans l'intérêt commun de relever la dignité du nom italien.

Les luttes soutenues par le *Conciliatore* mériteraient quelque chose de plus qu'une allusion en passant, mais je me bornerai à dire avec l'auteur du *Dictionnaire historique de la littérature italienne* que cette revue « laissa un sillon profond dans l'histoire de la culture italienne et contribua puissamment à la liberté et à l'indépendance de la patrie ». C'est le plus bel éloge qu'on puisse faire d'une revue qui n'eut qu'un an d'existence, tourmentée par toutes sortes de persécutions policières, qui finirent par obliger ses éditeurs à cesser les publications.

Nous tenons à rappeler, à titre d'honneur, les noms des principaux collaborateurs du *Conciliatore :* Borsieri, Romagnosi, dont le poète a pu dire *che sull'ala dell'intelletto a tanti andò di sopra* (1); Silvio Pellico, le martyr mystique du Spielberg, Frédéric Confalonieri, Giovanni Berchet, le chantre inspiré de poésies patriotiques qu'on répète encore chez nous avec émotion.

Dans la campagne contre la *Biblioteca Italiana* il faut rappeler le *Spettatore*, qui s'honora des écrits de Leopardi, de Tommaseo et de Cantù. Mais nous sommes pressés de nommer Joseph Mazzini. C'est surtout comme écrivain, comme publiciste qu'il put exercer cette puissante influence sur les esprits et les consciences de ses contemporains, et c'est par cette influence que les idées d'indépendance, de liberté et surtout d'unité, s'affirmèrent, se formulèrent, et s'imposèrent non seulement chez les classes dirigeantes en Italie et dans les masses, mais aussi dans tout pays civilisé, en gagnant à la cause italienne la sympathie et la considération de l'élite du monde entier.

***

Mazzini fit tout jeune ses premières armes dans l'*Indicatore genovese*, puis dans l'*Indicatore livornese*, qui succéda au premier et où il eut comme camarade Francesco Domenico Guerrazzi.

Dans son style à la Tacite, Tommasèo parle en ces termes de cette collaboration : « Ces deux jeunes gens étaient d'accord, et l'Idée (c'est-à-dire Mazzini) visita la Bataille (c'est-à-dire Guerrazzi, qui venait d'écrire la *Battaglia di Benevento*) exilée à Montepulciano. »

(1) Traduction : *qu'il s'éleva bien au-dessus d'autres esprits avec les ailes de son intelligence.*

Mazzini, tandis que les deux *Indicatori* étaient encore vivants et recevaient régulièrement les contributions de sa prose pleine de force et de caractère italien, qui aurait fait de lui un des écrivains les plus remarquables de la littérature italienne si la politique ne l'eût dérobé aux lettres, envoyait aussi des articles à l'*Antologia*, que Jean-Pierre Vieusseux venait de fonder à Florence, et dont nous allons nous occuper tout à l'heure. Mais la propagande mazzinienne, la divulgation de son *Credo*, éminemment unitaire, et partant le plus opportun en même temps que le plus idéal pour la régénération de l'Italie, eut principalement pour organe la *Giovane Italia*, et c'est dans les pages de ce journal et de ceux qu'il fonda successivement avec différents titres mais toujours dans le même esprit, rédigés par lui avec une persévérance miraculeuse à travers ses déplacements, qu'on imprimait clandestinement et qui circulaient par des voies mystérieuses, qu'il faut suivre et admirer la plus énergique et constante œuvre de propagande et de vulgarisation.

Mazzini seul, avec quelques adeptes, restera fidèle au *Credo;* la plupart des Mazziniens, obéissant à un sens pratique de généreux opportunisme politique, se détacheront du Maître et se rallieront aux libéraux monarchiques, en reconnaissant la nécessité de l'hégémonie piémontaise; mais le côté substantiel de l'idée mazzinienne, l'Unité, ne mourra pas, elle deviendra le centre lumineux de l'Idée Nationale et par elle l'Italie redeviendra une nation.

Mazzini donna plusieurs de ses articles à l'*Antologia*, parce que, malgré la grande diversité entre ses principes et ceux de l'*Antologia*, entre son programme et celui de Vieusseux et de ses amis, il y avait une idée sur laquelle les uns et les autres étaient d'accord : l'*Unité*, rien que l'*Unité*, à ne pas confondre avec l'*Union*, désignation vague, qui pouvait cacher quelque piège.

Mazzini et Vieusseux formaient deux types très différents; ce ne sont pas deux figures à comparer entre elles : Mazzini est un astre de première grandeur, un de ceux que Carlyle a appelés les héros de l'humanité, mais, comme toutes ces figures colossales, Mazzini a ses côtés de lumière et ses côtés d'ombre; on trouve en lui de l'ange et du démon, selon le point de vue et le moment d'observation. Vieusseux est une figure bien modeste, qui n'a vraiment rien d'héroïque; mais il représente une des forces vivantes de l'humanité, un de ces hommes qui semblent venir sur la terre à un moment donné avec une mission bien définie et que la nature a doués avec tant de mesure qu'ils accomplissent cette mission ponctuellement et fidèlement, et leur œuvre est aussi providentielle et utile que celle des personnalités supérieures. Ce ne sont pas des satellites, parce qu'ils

n'évoluent dans aucune orbite majeure, ce sont des étoiles fixes destinées à diriger une navigation et à la faire parvenir au port prédestiné.

Vous savez qu'il était né à Oneglia, en Ligurie, d'une famille genevoise. Ayant débuté dans le commerce, il ne trouva son théâtre d'action et son rôle qu'à quarante ans, lorsque, à Florence, il ouvrit ce cabinet de lecture qui devint en peu de temps un centre d'activité intellectuelle dont on n'a pas d'exemple dans aucun pays, pas même dans ce Paris, où ont fleuri ces célèbres salons que la chronique a illustrés; ces salons parisiens étaient des intéressants *causoirs* (si le mot nouveau est permis à un étranger parlant à deux pas de l'Académie), le cabinet de Vieusseux était un *laboratoire*; cette définition indique la différence et me semble donner la juste mesure de l'importance de ses fonctions.

Grâce à ce cabinet, et surtout aux facultés exceptionnelles de son directeur, qui faisaient de lui, pour me servir d'une vieille phrase, *the right man at the rightest place*, il fut possible à celui-ci de concevoir l'idée d'une nouvelle revue destinée à surpasser celles qui étaient nées dans les années précédentes, et qui, pour une raison ou pour l'autre, avaient cessé de paraître, et celles qui traînaient encore une existence plus ou moins laborieuse.

L'*Antologia* commença à paraître en 1821.

Son programme était celui de faire connaître à l'Italie les progrès, plus ou moins lents, plus ou moins généraux, de la civilisation européenne; révéler l'Italie aux étrangers et à elle-même (aujourd'hui encore il nous reste quelque chose à faire sous ce rapport), défendre ses gloires, encourager ses efforts, sans avoir recours aux déclamations surannées, aux adulations funestes; indiquer à la pensée italienne un but jamais municipal, toujours national, l'exciter avec des comparaisons prudentes, démontrer la possibilité de réunir en un tout ces fins que quelques-uns considéraient comme opposées entre elles, dans les domaines du vrai, du bon, du beau; démontrer que l'Italie possédait dans son sein les éléments de toute gloire scientifique et littéraire et qu'il dépendait d'elle seule d'y parvenir.

Tel fut le programme de l'*Antologia* et en dix années d'existence il fut développé avec cette largeur que permettaient les difficultés des temps, et celles inhérentes à une entreprise de cette nature.

On ne peut pas apprécier dignement l'effort de Vieusseux, sans penser à ce que son biographe Tommaseo appelle *la miseria dei tempi*. Quand il manifesta ses projets à un de ses amis florentins, M. Gaetano Cioni, homme de science et d'une grande urbanité, celui-ci, se dressant sur le lit où il était couché en ce moment, s'écria presque épouvanté et incrédule : « Comment! vous voulez faire un journal à Florence? »

Vieusseux voulut faire ce journal et il sut le faire; il le dirigea depuis 1821 jusqu'au commencement de 1832 avec tant de talent, avec tant de tact, toujours fidèle à son programme, qu'il peut encore servir d'exemple classique aux revues de notre temps.

Tout y parlait de l'Italie, tout y conspirait pour l'idée nationale, pas une parole qui ne fût méditée et pesée pour signifier quelque chose, évitant en même temps tout prétexte aux rigueurs du gouvernement toscan. Celui-ci persévérait dans sa politique tolérante et prudente, mais l'Autriche, les autres gouvernements des petits États de la péninsule et, planant sur les uns et les autres, le plus intransigeant et aveugle esprit réactionnaire, ne pouvaient tolérer l'existence de cette revue, dans laquelle l'Italie se retrouvait et se reconnaissait, à laquelle donnaient leur collaboration les esprits les plus éclairés, qui plaidait la cause italienne dans les centres les plus autorisés de l'Europe, dont le travail, lent et patient, mais assidu et avisé, devait nécessairement miner cet édifice informe bâti par les traités de 1815.

Il fallait à tout prix que l'*Antologia* fût sacrifiée et elle le fut; son dénonciateur et son bourreau fut un autre journal, cette odieuse *Voce della Verità*, qui n'était que la voix de l'Autriche et des sanfédistes.

Cette suppression, que l'Autriche et la Russie arrachèrent à la faiblesse du gouvernement toscan, fut un des événements de l'Italie contemporaine qui influèrent le plus sur le sort de ce pays, et sur son affranchissement.

Mais la revue qui eut la gloire de résumer en elle les efforts précédents et de préparer, surtout en Lombardie, le terrain pour l'effort définitif, fut le *Crepuscolo*, qui parut de 1849 à 1859. Il se publiait à Milan, dans la capitale du royaume lombardo-vénitien, sous les yeux du vice-roi et des hauts fonctionnaires de la domination autrichienne, aux prises avec la censure politique, poursuivant son œuvre malgré les tracasseries de la police, qui ne perdait pas de vue le courageux journal et ses collaborateurs.

Il faut dire que Carlo Tenca et ses amis s'étaient proposé de poursuivre leur but avec tant de prudence et de finesse que les dominateurs n'auraient pu tuer le journal et mettre en prison ses collaborateurs sans commettre les plus flagrants abus, sans avoir recours à des actes que les gouvernements même les plus arbitraires n'accomplissent que lorsqu'ils en sont réduits aux dernières extrémités, c'est-à-dire lorsqu'il est trop tard pour être sauvés par là. C'est qu'il y a en ce monde une loi morale même en politique qui s'impose à ceux qui exercent le pouvoir le plus absolu et le plus tyrannique, et qui ne peut être violée impunément sans qu'on en paie tôt

ou tard la rançon. L'Autriche dut la payer dans un bref délai. A l'occasion d'une visite impériale à Milan, le directeur du *Crepuscolo* fut sommé d'annoncer dans son journal l'arrivée de l'Empereur; quelques lignes auraient suffi, mais s'il ne se soumettait pas, le journal serait supprimé.

Tenca refusa net; l'arrivée de François-Joseph à Milan était un fait de chronique qui ne pouvait aucunement intéresser les lecteurs du *Crepuscolo*. La menace ne fut pas entièrement accomplie : on ne supprima pas le journal, mais on défendit à M. Tenca d'écrire les articles politiques, ne lui laissant désormais que le champ littéraire et scientifique.

Ce que Tommaseo fit avec une habileté de plume admirable pour Vieusseux et l'*Antologia*, M. Tullo Massarani, un des membres de notre Société d'études italiennes que vous connaissez et aimez comme un des esprits italiens unis à la France par les liens les plus sympathiques, l'a fait pour Carlo Tenca et pour le *Crepuscolo*.

Tenca est un homme d'hier, que la génération actuelle a connu, ou plutôt que la génération actuelle a vu passer dans sa décadence précoce, elle l'a regardé s'évanouir comme une ombre plutôt qu'elle ne l'a connu et aimé. Car c'était, je ne dirai pas un misanthrope, mais certainement un solitaire et un sensitif, qui ne se laissait pas aisément approcher. Bien qu'issu du peuple, il avait cet esprit raffiné et réservé, dont on peut dire : *odivit profanum vulgus*.

Je vois encore, aux jours de la capitale à Florence, cette mince figure aristocratique et ascétique à la fois, le visage pâle et émacié, le regard sévère, le pli de la bouche mélancolique. Tous ceux qui le connaissaient parlaient de lui avec respect, mais peu de monde avait avec lui une vraie familiarité; même à l'égard de ses plus intimes, il gardait une raideur de stoïcien et de diplomate.

Mais cet esprit qui semblait manquer des qualités d'attraction et d'irradiation, qui sont les plus nécessaires à un directeur de revue, sut pendant dix ans inspirer et conduire une légion d'écrivains, qui devait fournir plusieurs de ses principaux publicistes et hommes politiques au nouveau royaume qui allait se former. Quelques-uns d'entre eux sont encore vivants et en pleine activité intellectuelle. Je nommerai d'abord le biographe même de Carlo Tenca, M. Tullo Massarani, Joseph Zanardelli, éminent avocat, qui fut plusieurs fois ministre, Émile Visconti Venosta, qui l'est encore aujourd'hui; mais je serais embarrassé d'aller plus loin, parce que cette pléiade lumineuse de patriotes et d'écrivains militants est presque entièrement disparue, et qu'il faut désormais en chercher les noms dans l'histoire.

Pendant dix ans, le *Crepuscolo* combattit vaillamment; plus heureux que ses prédécesseurs, ce crépuscule fut tout à coup suivi par le soleil de 1859, éclairant les victoires de cette guerre de l'indépendance, où les efforts italiens furent soutenus par la valeur française, souvenir à jamais ineffaçable!

Il m'est absolument interdit, faute de temps, de prolonger encore mon discours. Je n'ignore pas que je passe sous silence d'autres facteurs de la renaissance italienne par le moyen de la presse, qui mériterait quelque chose de plus qu'une simple allusion. Je sais aussi que je pourrais être accusé de négligence et même de partialité pour n'avoir pas dit un mot de quelques traces d'activité de la part de la presse dans le midi de l'Italie : à Naples, par exemple, où le *Progresso* succéda à l'*Antologia* de Florence et aurait pu la remplacer si le talent excentrique du comte Ricciardi avait pu avoir les qualités de celui de Vieusseux; et à Palerme aussi, où un homme qui avait fort peu de notoriété de son vivant et qui est tout à fait oublié à présent, un certain Brignolese, par dévouement patriotique, à ce que j'ai pu savoir, imprimait clandestinement des ouvrages de propagande. Il fut relégué à l'île de Ponza, dans le golfe de Naples, et y mourut. Son sacrifice est suffisant pour ajouter un autre titre à ceux qu'a la Sicile vis-à-vis de la révolution. Mais comment pourrais-je terminer sans nommer au moins un des plus vigoureux athlètes de la pensée italienne, Charles Cattaneo et son *Politecnico*? Ses principes politiques, son programme de fédération opposé au programme unitaire de Mazzini, manquaient d'une qualité essentielle pour une idée politique et pour un programme d'action; ils manquaient d'opportunité; mais à présent que la nation italienne est formée, que son unité politique est irrévocable, il faut que l'idée de Cattaneo soit étudiée de nouveau, parce qu'il y a en elle quelque chose qui demande désormais une application pratique pour le bien-être du pays et pour l'avenir même du lien unitaire.

Malgré la brièveté que j'ai dû m'imposer, il me semble que l'exposé sommaire et quelque peu aride que je viens de vous faire, doit avoir suffi à démontrer que la révolution italienne, d'où est issue la nation italienne, est l'œuvre des esprits inspirés par un idéal moral et poussés par un besoin intellectuel; à tel point que chez nous, un ordre politique séculaire fut démoli et substitué presque sans exemples de violence et de férocité. Cette œuvre tout intellectuelle n'aurait pu s'exercer sans le concours de la presse, non seulement dans ses plus hauts représentants, mais aussi dans les plus modestes. De sorte qu'on a vu des maîtres-imprimeurs, libraires, éditeurs, protes et même simples ouvriers, travailler avec ardeur, braver toutes sortes de dangers, négliger les intérêts matériels au point de compromettre leur position commerciale, et, au moment donné,

quitter leurs bureaux, leurs presses, leurs casses, leurs ateliers pour saisir un fusil et se transformer en soldats. Nous les avons vus combattre en héros, souffrir en martyrs, monter les échafauds comme des prédestinés, peupler les galères, couvrir de cadavres les champs de bataille. Honneur donc à la presse et à ses nobles champions. C'est un Français qui l'a dit pour ceux de tous les pays et de tous les temps, depuis votre Étienne Dolet jusqu'à notre Louis Dottesio; qu'il me soit permis de le répéter spécialement pour mes confrères d'Italie de la génération qui a précédé la nôtre : *la presse exige de ses adeptes des sacrifices tels qu'elle en fait souvent des martyrs.*

Piero Barbèra.

LA CHINE ET LES PUISSANCES

Les troupes alliées sont entrées à Pékin le 14 août. Le rideau est tombé alors sur le premier acte du drame chinois, la « délivrance des légations ». Le second acte pourrait s'appeler l'« ouverture des négociations de paix ». Après trois mois écoulés, le rideau ne s'est pas encore levé pour ce second acte.

Cependant ce matin, 13 novembre, on annonce que les représentants des puissances à Pékin ont fini par se mettre d'accord sur les conditions essentielles des préliminaires de paix. Ces conditions, si les gouvernements approuvent l'œuvre élaborée par leurs ministres, seront présentées en une note identique au gouvernement chinois.

Pendant cet intervalle de trois mois qui a séparé la délivrance des légations de la conclusion de l'accord sur les conditions du futur traité, divers incidents ont occupé l'attention publique. On a eu successivement la proposition d'évacuation de Pékin présentée par la Russie, le projet allemand pour le châtiment des grands coupables, la proposition Delcassé sur les conditions à imposer à la cour, l'entente anglo-allemande pour le maintien de l'intégrité de l'empire chinois et l'affirmation de la politique de la « porte ouverte ».

La proposition russe n'a pas été acceptée. En fait les troupes alliées n'ont pas évacué Pékin ; elles s'y établissent au contraire, et pour un assez long séjour, selon toute vraisemblance. Le comte de Waldersee est arrivé en Chine, il a pris le commandement en chef et a organisé l'expédition de Pao-Ting-fou. Actuellement les forces internationales occupent, dans le Pétchili, le triangle Pékin Pao-Ting-fou Tien-Tsin, et le chemin de fer de Tien-Tsin à Chan-haï-kouan. Au centre, elles tiennent Changhaï et le cours du Yang-tse-Kiang. Au nord, la Russie est maîtresse de la Mandchourie. Au sud, Canton est sous le feu des navires de guerre anglais et français.

Les vice-rois des grandes provinces du centre ont persisté dans leur politique d'expectative prudente et d'accord tacite avec les puissances. Quant à la cour chinoise, au lieu de revenir à Pékin, elle a quitté Taï-Yuen-fou pour Si-Ngan-fou, le Chan-si pour le Chen-si, et elle songe à s'enfoncer plus avant encore dans l'intérieur de l'empire, jusqu'à Tcheng-tou, capitale du Sé-tchouan.

L'empereur Kouang-sou est toujours prisonnier de l'impératrice douairière, et tous les princes et grands fonctionnaires, dont on a annoncé le suicide ou la mort naturelle, ne se portent probablement que trop bien pour le succès de la cause de la paix.

Telle est, dans ses grands traits, la situation au moment où il semble que les négociations vont commencer. Pour bien comprendre dans quel esprit les puissances aborderont cette nouvelle partie de leur tâche, il peut n'être pas inopportun de considérer quels intérêts particuliers dominent forcément la politique de chacune des six puissances engagées dans la question chinoise.

Russie.

La Russie a besoin, pour tirer un parti substantiel de ses possessions de l'Asie septentrionale, de se rendre maîtresse, par force ou par agrément, de la Mandchourie et de la Corée, et d'exercer un certain contrôle permanent sur tout le nord de la Chine. Il lui faut donc une Chine où l'ordre soit maintenu par un gouvernement régulier, mais en même temps une Chine faible, qui ait besoin de l'appui de la Russie et recoure volontiers à cet appui. Il faut encore que le Japon, qui convoite aussi la Corée, ne puisse exercer une influence sérieuse sur la cour chinoise. La Russie a donc tout intérêt à ménager le gouvernement chinois, à n'exiger de lui que le minimum indispensable de réparations, à faire en sorte que ce gouvernement comprenne qu'il doit à la Russie de n'être pas traité avec toute la sévérité qu'il aurait pu légitimement redouter. Elle a intérêt enfin à éviter que les puissances n'entreprennent de substituer aux détenteurs actuels du pouvoir en Chine, une combinaison de personnes nouvelles, souverain et conseillers, capable d'exercer sur l'immense empire une autorité effective et de refaire éventuellement une Chine forte et indépendante.

Elle a intérêt d'autre part à empêcher que l'édifice entier de l'empire ne se disloque et que l'accord européen ne se voie contraint à adopter, en désespoir de cause, et tout arrangement avec la cour chinoise actuelle ou avec un nouveau souverain paraissant impossible à réaliser, la solution extrême du démembrement de la Chine.

Ces considérations expliquent toute la conduite de la Russie depuis l'explosion de l'insurrection des Boxenrs, ses efforts pour que le Japon ne fournit pas un contingent trop élevé de troupes, sa proposition relative à l'évacuation de Pékin après la délivrance des légations, l'attitude réservée de sa diplomatie dans la question des réparations à exiger de la cour; le désir réel et très vif qu'elle avait et doit avoir encore d'amener l'impératrice douairière et l'empereur à revenir dans la capitale, la vigueur avec laquelle l'insurrection a été réprimée dans toute la région de l'Amour, enfin les envois considérables de troupes en Mandchourie, où se trouvent probablement, à l'heure actuelle, des forces dont l'importance est à peine soupçonnée.

La Russie a donné son adhésion à toutes les notes successivement proposées par toutes les autres puissances, malgré le peu de succès qu'avait eu la sienne. Elle a fait cependant suffisamment comprendre à l'Allemagne qu'elle ne la suivrait pas dans une politique de vengeance ou de guerre acharnée contre le gouvernement chinois. Elle a donné très volontiers son adhésion à l'accord anglo-allemand, qui, si on peut lui reconnaître une signification quelconque, équivaut à une clause de désintéressement à laquelle tous les intéressés sont invités à souscrire. Rien ne peut, mieux que cette clause, servir les desseins de la Russie, puisqu'elle la protège contre les appétits dangereux des autres et ne limite pas les siens. La Russie en effet n'a nul besoin d'annexer la Mandchourie pour y être maîtresse. Les traités existants lui donnent tous les droits nécessaires pour inonder cette immense province de ses troupes, ne fût-ce que pour garder la ligne du chemin de fer, le Transmandchourien, qui la traverse de part en part, du lac Baïkal à Moukden et de Moukden à Niou-Chouang et à Port-Arthur.

Angleterre.

La Grande-Bretagne n'a qu'un faible intérêt territorial en Chine, mais ses intérêts commerciaux y dépassent en importance ceux de toutes les autres puissances. Non seulement la métropole, mais l'Inde Anglaise et les Détroits font des échanges considérables de marchandises avec les ports ouverts des mers de Chine et du Yang-tse-Kiang. De plns, la flotte anglaise est la force navale prépondérante en Extrême-Orient, et trente mille hommes de troupes anglo-indiennes peuvent être jetés, en l'espace d'un mois, sur un point quelconque de la côte chinoise.

L'intérêt de l'Angleterre est que l'ordre règne en Chine, que le commerce y soit actif et prospère, que l'empire subsiste dans son intégralité, qu'aucune influence isolée n'y devienne prépondérante, que la liberté commerciale y soit efficacement garantie. C'est la politique de la « porte ouverte », des conditions égales pour tous.

L'Angleterre sait bien que cette égalité, elle ne pourra l'obtenir complète dans le nord. Du moins veut-elle qu'elle soit la règle pour le centre et le sud de la Chine. Elle ne désire annexer aucune portion du territoire chinois. D'autre part, il est impossible de méconnaître l'intérêt qu'elle a à s'occuper du gouvernement intérieur de l'empire.

Un gouvernement réactionnaire comme celui de l'impératrice douairière n'est point favorable à ses intérêts. Aussi a-t-elle été inclinée sans peine à favoriser les tentatives réformatrices du petit clan de conseillers nouveaux, tous Chinois, qui en 1898 essayèrent de faire de Kouang-Sou le Joseph II ou simplement le Mikado de la Chine. Ils soutinrent Kang-You-Wei dans sa campagne d'innovations échevelées qui tendaient à bouleverser de fond en comble, à force d'édits impériaux, tout le mécanisme vieux de plusieurs milliers d'années du gouvernement de la Chine. Les Anglais n'osèrent pas s'opposer au coup d'État par lequel l'impératrice douairière, en septembre 1898, ressaisit l'autorité impériale sur l'être pusillanime, faible, épuisé d'anémie cérébrale, qu'était l'empereur Kouang-Sou. Au moins donnèrent-ils asile, à Hong-Kong, au réformateur vaincu et exilé et à ses amis. Aujourd'hui encore ils sont peu disposés à laisser le pouvoir aux mains de l'impératrice dont l'esprit est sous l'influence de conseillers mandchous qui ne rêvent qu'expulsion des étrangers et retour aux vieilles méthodes de gouvernement. Ils voudraient que l'empereur Kouang-Sou, libéré de l'influence de l'impératrice qui serait frappée d'exil et dépouillée de toute action sur les affaires publiques, reprît la direction effective du gouvernement, et s'entourât de conseillers intelligents, accessibles aux idées nouvelles, aux nécessités du monde moderne, prêts à ouvrir toutes grandes à la civilisation les portes du vieil empire.

L'intérêt de l'Angleterre, en résumé, est qu'une Chine énorme continue d'exister, que personne ne cherche à profiter des troubles pour s'adjuger un nouveau morceau de territoire. Comme elles n'aspire qu'à faire remonter le Yang-tse-kiang à des steamers portant ses marchandises, sa politique est que d'autres puissances s'engagent avec elle à respecter et à faire respecter partout le principe de la « porte ouverte ». Cette politique a inspiré l'arrangement séparé avec l'Allemagne. L'accord conclu entre les deux puissances est un avertissement à toutes les autres, ou plutôt à une seule d'entre elles : pas d'avantages territoriaux obtenus isolément; maintien rigoureux du *statu quo*, ou démembrement de l'empire chinois; tout ou rien..

Les intérêts commerciaux de l'Angleterre ayant

leur siège principal dans la vallée du Yang-tsé-Kiang, depuis Changhaï, près de l'embouchure, jusqu'à Tchoung-King, dans le Sé-tchouan, la diplomatie britannique s'est efforcée de retenir dans une sorte de neutralité, bienveillante à l'égard des étrangers, les grands vice-rois du centre de la Chine, Liou-Koun-Yi, vice-roi des deux Kiang (capitale Nanking) et Tchang-Tchih-Tong, vice-roi du Hou-pe et du Hou-nan (capitale Ou-tchang, sur la rive droite du Yang-tse, en face de Hankéou sur la rive gauche). Ces deux personnages ont conservé pendant toute la crise une attitude correcte, maintenant l'ordre dans leurs gouvernements, empêchant les massacres et les expulsions d'étrangers, donnant même asile aux missionnaires expulsés du Chan-si. Les Mandchous qui terrorisent la cour n'ont pu les entraîner dans l'aventure sanglante et n'ont pas osé d'autre part les faire brutalement révoquer par l'impératrice douairière. De leur côté Liou-Koun-Yi et Tchang-Tchih-Tong n'ont pas ouvertement résisté aux ordres qui leur parvenaient de Pékin, puis de la capitale du Chan-si. Ils ont envoyé des approvisionnements et de l'argent à la cour; mais ils n'ont pas envoyé de troupes, et ils sont restés constamment en relation avec les consuls et les commandants des forces étrangères. Lors du règlement final, l'Europe ne devra pas oublier les services réels que lui aura rendus l'attitude de ces hauts fonctionnaires; l'Angleterre surtout aura intérêt à les protéger contre les effets ultérieurs du ressentiment probable de l'impératrice douairière, si on laisse le pouvoir entre ses mains.

France.

La France, possédant le Tonkin et le Laos avec l'Annam et la Cochinchine, a des frontières terrestres communes avec la Chine depuis le Mékong jusqu'au nord du golfe du Tonkin. Elle considère qu'elle doit exercer une influence directe sur les provinces chinoises limitrophes, Kouang-toung, Kouang-si et Yun-nan, même sur le Sé-tchouan, situé au nord du Yun-nan et sur le haut Yang-tse-Kiang.

Afin que cette influence puisse s'exercer, il faut que la Chine reste une puissance unie, gouvernée avec assez de force pour que les ordres expédiés de Pékin à Yunnan-fou, à Long-tchéou, à Canton, y soient obéis, et que la tranquillité de nos possessions ne soit pas menacée par la formation, sur la frontière, de nouvelles divisions de Pavillons-Noirs échappant à l'action de l'autorité centrale.

Il est essentiel d'ailleurs pour la France que la cour de Pékin soit soumise à l'influence puissante de la Russie, qui ne saurait naturellement s'exercer dans un sens hostile aux intérêts français.

Une concession à bail, obtenue par la France, d'un territoire d'une certaine étendue en face de l'île de Haïnan, contre-balance en une certaine mesure, dans ces régions, l'action qu'exerce l'établissement ancien et prospère des Anglais à Hong-Kong.

La France a en outre des intérêts d'un autre genre dans le nord de la Chine. Des capitalistes français ont fourni les trois quarts du capital pour la construction du chemin de fer de Pékin à Hankéou concédé à un syndicat franco-belge, et qui était en cours de construction sous la direction d'ingénieurs belges et français, au moment où les troubles ont éclaté. Nous avons donc des intérêts industriels et financiers considérables engagés au cœur même de la Chine, et nous devons désirer, pour cela encore, que l'empire ne soit ni démembré ni soumis à l'influence exclusive d'aucune autre puissance que la Russie.

La France a obtenu dans le sud même de la Chine des concessions de chemins de fer dont l'utilité ne peut être que très lointaine, et des avantages commerciaux d'une utilité plus immédiate, bien qu'assez réduite par la pauvreté des provinces limitrophes du Tonkin. Ces avantages lui ont été conférés par une série de traités dont les événements n'ont pas détruit la force, et que le règlement final avec le gouvernement central de l'empire maintiendra nécessairement en vigueur. Malheureusement, au début des troubles, notre consul à Yunnan-fou, M. François, a dû quitter sa résidence avec tout le personnel du consulat, plusieurs missionnaires et quelques ingénieurs qui avaient commencé l'étude du tracé de nos futures voies ferrées dans cette région. Il n'y a donc plus, autant dire, d'Européens dans le Yunnan, et nous aurons tout à refaire de ce côté, une fois la paix rétablie.

Nous avons encore en Chine la tâche de sauvegarder un grand intérêt d'ordre purement moral, celui des missions de l'Église catholique romaine. Longtemps la France a exercé seule, dans l'Extrême-Orient, cette fonction de protection des missions chrétiennes. Aujourd'hui ce rôle ne nous est plus exclusivement dévolu. Les diverses puissances, qui ont noué avec la Chine des relations commerciales étendues, ont été amenées par la force des choses à assumer la protection de leurs missionnaires nationaux, qu'ils fussent protestants ou catholiques. L'Angleterre a commencé à exercer son action dans ce sens depuis un demi-siècle environ; l'intervention de l'Allemagne comme puissance protectrice des missions chrétiennes, ne date au contraire que de 1898, mais elle a été très énergique, puisque l'occupation de la baie de Kiao-Tchéou et la mainmise économique sur la plus grande partie du Chan-tung ont été motivées par un attentat populaire contre des missionnaires.

Or le souci de ce grand intérêt de la protection générale des missionnaires en Chine peut susciter à la France, au point de vue des modalités comme des conditions du règlement final, de sérieux embarras. Elle rencontrera sur ce terrain la compétition de l'Angleterre et de l'Allemagne, et ne pourra guère compter sur un appui zélé de la Russie, que la question des missions chrétiennes en Chine laisse probablement assez indifférente.

Allemagne.

Le cas de l'Allemagne est très différent de ceux des autres puissances. Il n'y a pas ici de traditions anciennes; les intérêts ou les droits de l'empire germanique en Chine sont de date toute récente. L'Allemagne a établi depuis un quart de siècle avec l'empire chinois des relations commerciales dont l'importance s'est accrue avec une étonnante rapidité, et qui constituent pour le commerce anglais dans ces parages une concurrence des plus redoutables. Ce n'est pas seulement le volume des échanges de marchandises entre l'Allemagne et la Chine qui s'est accru dans des proportions malaisément prévues à l'origine, c'est aussi la force de la flotte marchande occupée au transport des objets de ce trafic. Aussi Guillaume II a-t-il très nettement déclaré sa résolution de prendre pied sur un point du territoire de la Chine où l'Allemagne serait chez elle, comme l'Angleterre est chez elle à Hong-Kong, comme la Russie est chez elle dans la presqu'île de Liao-tong et à Port-Arthur, comme la France est chez elle à Hanoï et à Haïphong, anciennes possessions de la Chine. Une occasion s'est offerte à lui de mettre la main, il y a deux ans, sur la baie et le port de Kiao-tchéou, désignés à l'avance comme le point à saisir. L'occasion n'a pas été perdue. La baie de Kiao-Tchéou, c'est la porte de la province de Chan-tung, dont la population s'élève à quinze ou vingt millions d'habitants. L'ambition formelle de Guillaume II est de posséder un jour en toute souveraineté le Chan-tung et encore, si possible, le Ngan-hoei et le Kiang-sou, c'est-à-dire un empire de 40 à 50 millions d'habitants, où l'industrie allemande pourra déverser les produits de son exubérante industrie.

Pour que cette ambition se réalise, il ne faut pas que la Chine ait un gouvernement fort. Même la prise de la seule baie de Kiao-Tchéou a déchaîné l'insurrection des Boxeurs et fait passer dans toute la Chine du nord une sorte de frisson patriotique. Le gouvernement central est si faible, le pouvoir est dans des mains si caduques, si débiles, que ce mouvement d'indignation généreuse, cette poussée de haine vigoureuse contre les empiétements de l'étranger, ont été bien vite épuisés. La secousse a été toutefois assez violente pour mettre pendant quelque temps la vie des ministres des puissances en péril et pour ébranler la solidité de l'édifice dynastique. La prolongation de l'état de choses actuel est ce qui peut le mieux convenir à l'Allemagne. Elle ne doit désirer ni la constitution d'un gouvernement fort à la suite d'un traité de paix sérieux, ni le démembrement formel comme conséquence de l'échec définitif des négociations. Elle réussira d'autant plus sûrement dans l'exécution de ses desseins qu'elle aura plus longtemps à traiter, d'une part, avec des fantoches comme l'impératrice-douairière et Kouang-sou au centre de l'empire, de l'autre avec des gouverneurs et des vice-rois qui trembleront devant le prestige d'un comte de Waldersee et devant la robustesse des bataillons allemands.

Ce qui n'empêche point que, jusqu'à la rencontre des circonstances qui permettront de prendre possession définitivement du territoire, les intérêts commerciaux détermineront le gouvernement impérial allemand à soutenir avec l'Angleterre, contre des adversaires hypothétiques tels que la Russie et la France, la politique de la « porte ouverte ».

États-Unis.

Les États-Unis n'ont en Chine que des intérêts commerciaux. Si quelques-uns des missionnaires américains ont été massacrés, si d'autres ont été persécutés, le gouvernement de Washington en prendra assez aisément son parti. Les troupes envoyées des Philippines ont participé avec les contingents de l'Europe et du Japon, au sauvetage des légations; le ministre, M. Conger, et sa famille ont échappé aux périls: tout est bien qui finit bien; les Américains n'ont plus rien qui les retienne à Pékin, ni même à Tien-Tsin. Les troupes se sont rembarquées pour les Philippines. Quand la Chine aura de nouveau un gouvernement, les États-Unis lui réclameront quelques sommes pour dégâts matériels ou comme indemnité de guerre, et pour le reste ils donneront volontiers *quitus*. Il leur importe peu, à vrai dire, que les « grands coupables », les conseillers mandchous de l'impératrice, les prince Tuan et consorts, Kang-Yi, Young-lou, Toung-fouh-Siang, Hsou-Toung, et autres personnages fantastiques, qualifiés par la civilisation occidentale d'exécrables massacreurs et qu'en bonne justice il faudrait peut-être traiter de grands patriotes, reçoivent les châtiments que méritent leurs forfaits. La cour a promis des punitions, dégradations, privations d'émoluments, exils, décapitations même. Le gouvernement américain est très disposé à se contenter de ces promesses. Il doit désirer que la cour revienne à Pékin, que la question soit promptement réglée, que la paix se rétablisse et que l'on refasse des affaires avec la Chine. On conçoit que, pour les États-Unis plus que pour

toute autre puissance, l'application de la politique de la « porte ouverte » soit l'affaire essentielle, l'intérêt prépondérant.

Il ne faut pas d'ailleurs oublier que les États-Unis deviennent une puissance navale de premier ordre, qu'elle met en ligne peu à peu de splendides cuirassés, en cours de construction à l'époque de la guerre contre l'Espagne, le *Kearsage*, l'*Alabama*, le *Wisconsin*, qu'elle a en outre 60 000 hommes aux Philippines, enfin que si la direction de la politique extérieure des États-Unis a été entièrement subordonnée depuis six mois a des préoccupations électorales, elle est beaucoup plus libre depuis que la nation américaine a renouvelé à M. Mac Kinley son bail présidentiel pour une nouvelle période de quatre années. Les États-Unis resteront donc un facteur d'une grande importance dans le règlement final, et l'on peut tenir pour à peu près assuré que ce facteur exercera son action dans le même sens que le facteur britannique.

Japon.

Le Japon a certainement des intérêts plus considérables qu'aucune autre puissance, la Russie exceptée, dans l'orientation des destinées futures de la Chine. Mais il est très difficile de discerner exactement quels mobiles déterminent son attitude dans l'occurrence actuelle, très difficile même de définir avec quelque précision cette attitude.

En 1894, le Japon a déclaré la guerre à la Chine, uniquement parce qu'il se sentait, à ce moment-là, en état de battre l'ennemi héréditaire, parce que cet ennemi avait été arrogant, parce qu'il ne voulait pas se retirer de la Corée où le Japon voulait lui-même s'établir. Les petits soldats japonais battirent en effet en toute rencontre les hordes chinoises. Sur terre et sur mer, les Célestes furent humiliés et écrasés. Les généraux du Mikado, marchant de victoire en victoire, se flattaient déjà d'entrer à Pékin quand la Chine demanda grâce et fit la paix.

Au moment où le Japon allait recueillir le fruit de ses sacrifices, la récompense glorieuse de ses longs et laborieux préparatifs, une coalition de puissances européennes (la France et l'Allemagne s'étant unies à la Russie) lui arracha des mains la proie déjà saisie, Port-Arthur, Weï-haï-Weï, le vestibule de la Mandchourie et la porte du golfe de Petchili. Il fallut rendre tout cela à la Chine contre un supplément d'indemnité de guerre.

La paix signée, le peuple japonais se recueillit, sans que l'on pût se rendre bien compte des sentiments que l'aventure lui laissait à l'égard des protecteurs de la Chine. Il lui fallut bientôt après contempler, impassible, l'attribution de Port-Arthur à la Russie, de Wei-hai-Weï à l'Angleterre, puis de Kiao-Tchéou à l'Allemagne. Sur la Corée même, il ne pouvait plus faire valoir des droits que lui disputait la Russie. Le gouvernement de Tokio poursuivait en silence l'accroissement de ses forces de terre et le doublement de sa flotte de guerre.

L'œuvre était déjà très avancée quand éclatèrent les troubles de Chine. Le Japon était prêt. Il pouvait jeter un corps d'armée à l'embouchure du Peï-ho, et ses troupes seraient entrées à Pékin avant même que l'avant-garde des troupes alliées eût débarqué à Takou.

L'Angleterre poussait le Japon à assumer spontanément ce rôle de sauveur des ministres européens, de vengeur de la civilisation occidentale. Un général japonais délivrant M. Pichon, sir Claude Mac-Donald, M. Conger, et peut-être le baron Ketteler, de l'étreinte d'une foule féroce ! le spectacle eût été piquant; mais le Japon eût eu quelque droit à demander sa récompense, et l'Europe eût été mal venue à la lui refuser cette fois.

La Russie mit le holà, s'opposa à l'envoi d'un corps d'armée japonais, exigea que le contingent du Mikado ne fût pas plus important que celui du Tsar. Le Japon eut la sagesse de s'incliner devant cette opposition et de prendre rang simplement dans le concert des nations de la civilisation aryenne. Il se contenta de faire apprécier *de visu*, par les autres membres du concert, le degré de perfectionnement où il avait porté son organisation militaire. Les troupes japonaises rendirent immédiatement les plus grands services. Elles prirent part à tous les combats, constituèrent presque toujours l'avant-garde, et notamment, dans la marche sur Pékin, entraînèrent les autres contingents en une course échevelée où toujours, et à une grande distance, ils tinrent la tête.

Pendant que son armée se couvrait ainsi de gloire, le Japon se donnait le luxe d'une crise ministérielle dont le sens est resté mystérieux. Peut-être, après tout, l'accession du marquis Ito au pouvoir n'a-t-elle répondu qu'à des considérations d'ordre politique intérieur, sans intérêt pour les Européens.

Il faut donc reconnaître que rien de précis ne se dessine dans l'attitude du Japon à l'égard soit de la Chine elle-même et de son gouvernement, soit des puissances avec lesquelles il combat pour la cause de la civilisation. C'est par pure conjecture que l'on suppose le Japon favorable à la constitution à Pékin d'un gouvernement résolument réformateur, à qui il ne refuserait ni ses conseils ni son appui pour opérer une transformation analogue à celle qui a fait sortir le Japon moderne, si vigoureux et si puissamment armé, du Japon féodal de 1867.

C'est par pure conjecture encore que l'on suppose le Japon très attentif à tout ce que fait la Russie en

Mandchourie, très résolu à régler tôt ou tard avec cette puissance la question de la Corée, et subordonnant à cet intérêt capital tous les actes que le cours des événements l'amène à accomplir en Chine.

AUGUSTE MOIREAU.

NOCTURNE

Seul, le silence est grand,
Tout le reste est faiblesse.
A. DE VIGNY.

Le soleil s'était couché et les cigales ne chantaient plus. Les collines boisées s'assombrissaient sous le ciel orangé qui mettait de chaudes clartés sur les feuilles vernies des magnolias et sur le sable de l'avenue. L'air frais de la vallée et le chant des passereaux entraient dans ma chambre par la fenêtre ouverte.

Depuis mon exil, un quart de siècle, je n'avais revu mon pays : ce château où j'étais né, où plusieurs générations d'ancêtres avaient vécu. Aujourd'hui, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, j'ai franchi le vieux portique de pierre, j'ai reconnu le jardin où j'avais joué étant enfant. Pourquoi le parc, que je croyais immense, me parut-il presque ridiculement petit?... Sur la verdeur de la pelouse, un massif de glaïeuls piquait une note vive; les châtaigniers hautains et mélancoliques balançaient leur tête chenue au vent du soir. Devant le perron où glissait un dernier rayon de soleil, un paon faisait la roue... Tout était silencieux, désert; les fenêtres du vieux manoir étaient closes, et je marchais sur le sable des allées comme avec la crainte d'éveiller des ombres derrière moi...

Cependant un domestique courut bientôt à ma rencontre, un domestique que je ne connaissais pas, car tous les vieux serviteurs qui m'avaient vu grandir étaient morts. Obséquieux, celui-là vint prendre les ordres avec la mine astucieuse et papelarde des laquais modernes : il ressemblait à un Anglais gras. Sa figure me déplut et, voulant être seul, je le congédiai...

Dès l'entrée du vestibule, un parfum très lointain m'enveloppa. Dans une bouffée de vertige, tout le passé ressuscita d'un jet : mon émotion fut si forte que, pour ne pas tomber à la renverse, je dus me cramponner à la rampe de l'escalier. Chaque vieille demeure possède ainsi une odeur spéciale, mais n'est-ce rien qu'une odeur cette évaporation subtile d'êtres et de choses survivant aux ruines et qui flotte, délicate et fanée, aux angles des murailles, dans l'ombre des tentures, comme une poussière de rêve...

J'ouvris, en tremblant, la porte de ma chambre. Rien n'y était changé. Voici mes livres de classe, des lettres de condisciples, d'anciens cahiers, dans un carton des dessins fignolés à l'estompe, la petite table de chêne où je traduisis le : *De Viris illustribus*. Je reconnais aussi ces bons visages d'aïeuls qui me sourient encore dans leur cadre dédoré. Ma chambre a toujours l'air d'avoir seize ans ; seule, la glace derrière moi a d'étranges profondeurs d'eau, mais je ne tournerai pas la tête. A quoi bon regarder en arrière puisqu'il serait impossible, même à Dieu, de changer le passé.

De ma fenêtre ouverte, j'aperçois dans la nuit des petites lueurs éparses dans les champs, et soudain j'éprouve la sensation vive de l'isolement de tous ces êtres que tout désunit, que tout sépare, que tout entraîne loin de ce qu'ils aimeraient...

La lune jetait une lueur d'ambre sur le sable jaune de l'avenue et argentait les têtes rondes des châtaigniers. J'aurais voulu qu'il fît nuit toujours. Je n'aime plus le soleil. La radieuse indifférence avec laquelle il éclaire les sanglantes atrocités me fait mal. J'aime mieux la lune ; son sourire est triste parce qu'il est plus près de la terre, ses défaillances périodiques sont en harmonie avec mon pauvre cœur, et chaque fois que je vois à l'horizon son pâle visage de convalescente, je ne puis m'empêcher de dire tout bas : « Bonsoir, ma mie. » Des boiseries craquent : j'ai des frissons ; mes souvenirs tourbillonnent ; ils s'entre-choquent. Je voudrais échapper au supplice de ma pensée.

La porte entre-bâillée a gémi. Quelqu'un est entré : « C'est vous, Jean? » interrogeai-je d'une voix troublée... Personne ne répond... J'écoute... rien... mais dans l'ombre (je n'avais pas allumé ma lampe), au ras du sol, deux petites lueurs vertes s'agitent et se rapprochent. Une boule noire bondit sur mon lit... « C'est un chat, pensais-je, enfin rassuré, ce n'est qu'un chat qui, sans doute, a élu domicile dans ma chambre d'enfant. Immobiles, phosphorescents, ses yeux d'émeraude me fixent avec une persistance qui me gêne, et les deux clartés semblent dire : « Qui est cet intrus et que fait-il ici, chez moi? »

Il me parut toutefois que j'étais moins seul. Mais voilà, certes, un singulier visiteur... « Si l'on connaissait mieux les bêtes, on pourrait presque se dispenser de fréquenter les hommes », ajoutais-je, sans me douter que je venais de penser tout haut.

Alors une voix creuse répliqua : « Silence ! »

Dans ma situation d'esprit et de nerfs, j'avoue que je ne fus pas autrement surpris d'entendre parler un chat ; si ce soir-là un fantôme était entré dans ma chambre, je lui aurais volontiers offert une cigarette. Puisque, par hasard, le matou a le don de la parole, me dis-je, tâchons de le faire causer. En vérité, l'in-

terview est peu banale et serait matière à plaisant article pour un de nos grands périodiques. Comment entamer la conversation. Ce bizarre aristocrate, chanté par Baudelaire en vers immortels, est de qualité très susceptible. Il faudrait l'interroger avec adresse... avec adresse et prudence... Bah! au petit bonheur; essayons!...

— Monsieur le Chat, destinés que nous sommes à passer la nuit ici et, sans doute, à nous fréquenter dans l'avenir, vous serait-il agréable, en attendant le sommeil, de croiser ensemble quelques idées? Vous avez beaucoup pensé, j'ai beaucoup voyagé; nous pourrions peut-être, par l'échange de nos réflexions, agrémenter un peu la longueur de cette soirée.

« J'ai sujet d'être triste, et la causerie d'un philosophe tel que vous... parfait disciple d'Épicure (je commençais à bredouiller), serait une délicieuse diversion à mon chagrin.

— Ouf!

— Si quand vous êtes seul, vous vous trouvez en mauvaise compagnie, j'espère que vous aurez la courtoisie de ne pas m'imposer votre société. Bonsoir, Monsieur!

Ce « Bonsoir, Monsieur! » prononcé sur le ton de la plus parfaite ironie, m'avait absolument démonté. Alors il ferma un œil; l'autre, tout rond ouvert, m'apparut chargé de sarcasmes et comme figé derrière la vitre d'un monocle insolent; puis, m'ayant tourné le dos sans plus de façon, il plongea son museau dans la caresse de sa fourrure et s'endormit.

Je restai stupide. Dans mon carquois, pas la moindre petite flèche pour riposter du tac au tac à ce matou suffisant qui se prélassait sur ma couverture. Quelle morgue! Insolent! Ah! c'est ainsi que tu réponds à mes avances. Je te ferai d'abord observer que mon lit, en cette saison, n'a nul besoin d'être chauffé. Allons, déguerpis, et au plus vite.

A cette injonction, le drôle cessa de ronronner, s'étira, se gratta l'oreille, et, me regardant bien en face :

— Je vous savais stupide, Monsieur, et non pas mal élevé; et puisque vous paraissez l'ignorer, permettez-moi de vous dire que j'ai droit de cité, je suis chez moi ici, chez moi, entendez-vous!

— Votre nom, s'il vous plaît?

— *Genius loci*, pour vous servir quelquefois, malgré votre grossièreté.

Il parlait avec une rage contenue, en hachant les mots, mais la conversation était amorcée; je repris :

— Qui donc vous apprit à parler? Seriez-vous, comme l'a dit Xavier Aubryet, Caïn, Richelieu, Lacenaire ou bien un grand philosophe, Kant, peut-être?...

— Philosophe, moi! La plaisanterie est amère. Dieu merci, je n'ai pas l'inqualifiable prétention de vouloir connaître. En ce monde, on ne doit jamais aspirer qu'à sentir.

— Oui, à sentir et à... aimer!

Alors j'entendis un petit rire étouffé, à peine perceptible: l'animal riait entre ses dents comme on siffle.

— Enfin, voilà le grand mot lâché; celui après lequel on doit se taire. Aimer, c'est le verbe immense, n'est-ce pas, et dans toutes les langues il rayonne. De grâce, laissez-moi me rouler. Il me déplaît de manifester mes sentiments, si gais soient-ils, mais cette fois, vrai, c'est trop farce.

Au bout d'un moment, il continua d'une voix sèche :

— Celui-là seul est vraiment digne d'être chat à qui sa propre amitié suffit. Tu ne saurais en faire autant, toi, imbécile, qui ne dégorges que des sottises reçues. Ce fol besoin qui te tourmente de parler sans cesse, de vouloir toujours et quand même donner le vide de ton cœur à n'importe qui, prouve surabondamment quel ennui te ronge. Ce que tu appelles amour n'est que l'effroyable peur de toi-même, accompagnée souvent d'un désir malpropre. Oui, ton existence est à base d'ennui; la mienne est peuplée de rêves. Le silence qui t'effare me charme, et j'aime à ce point le sommeil que je n'ai même plus la crainte de mourir.

— Peste du philosophe!

— Ne t'exprime pas ainsi lourdement!

L'odeur mourante de la terre mouillée et des feuilles mortes éfluait. Les châtaigniers secoués par un vent frais chuchotaient si tendrement que j'aurais cru ouïr le gazouillis d'une rivière. Dans la nuit noire, seules les deux gouttes de feu phosphoraient, s'élargissaient, tels deux disques verts, effrayants.

— Enfin, demandai-je, pour dire quelque chose : Êtes-vous heureux? Car cela seul importe.

— Que je sois heureux ou pas, que je sois ceci ou autre chose, que je souffre ou que je jouisse, que je dissimule ou que je sois franc, que je vive ou non, qu'est-ce que cela fait au soleil, aux betteraves et même à toi? Un fétu de paille est tombé sur une fourmi et lui a cassé la troisième patte à la deuxième articulation; un rocher est tombé sur un village et l'a écrasé; je ne crois pas qu'un de ces malheurs arrache plus de larmes que l'autre aux yeux d'or des étoiles. Tu voudrais me voir ton ami. Soit! je suis ton meilleur ami... si ce mot-là n'est pas aussi creux qu'un grelot. Je mourrai, n'est-ce pas? Il est bien évident, si éploré que tu sois, que tu ne te passeras pas de dîner seulement deux jours et que, malgré cette épouvantable catastrophe, tu n'en continueras pas moins à fumer tranquillement ta cigarette. Quel est celui de tes amis, quelle est celle de tes

maîtresses qui saura tes nom et prénoms dans quinze ans d'ici et qui te reconnaîtrait dans la rue si tu venais à y passer avec un habit percé au coude? Puisque tout est oubli et néant, sois silencieux comme moi. Cache tes amours, je veux dire tes faiblesses comme moi. Cache-toi aussi pour mourir, comme moi, afin de ne donner à personne l'inutile spectacle d'une laideur. Mais surtout, entoure-toi de silence. Vis en toi le plus que tu pourras, car « nous sommes nous-mêmes notre propre demeure », un de vos poètes l'a dit.

Je voulus répondre, mais aussitôt une voix agacée clama : « Tais-toi ! »

Les disques de feu s'éteignirent; dans ma chambre l'ombre devint complète, et je n'entendis plus que le ronron du chat qui s'était endormi.

HENRY FRICHET.

CARNET DE PARIS D'UN COSMOPOLITE

Chère madame,

C'est presque hier, c'est presque tout à l'heure; l'été s'alanguissait en cet automne qui maintenant se durcit en hiver; vous me demandiez de vous envoyer de Paris, vers où j'allais partir, des feuilles de mon carnet, des notes sur ma vision de Paris, presque des lettres de Paris.

Et j'ai tremblé!... Ce que vous me demandez là, c'est simplement la reprise d'un genre oublié. Des lettres de Paris! ça date, comme Gleichen, comme Grimm; Heine n'en écrivait plus qu'aux journaux, et là on lui coupait tout ce qui l'avait intéressé. « Que voyez-vous à Paris? disait la sévère Gazette. — Des concerts, des premières, Liszt, Hugo. — Pardon, voyez-vous la question d'Orient, les Chambres, etc. Au fait, vous parlez d'Hugo, un bruit s'est répandu que le grand poète français est bossu! Renseignez nos lectrices, là-dessus, mais brièvement, d'un mot. Est-il bossu? Ne l'est-il pas? Un oui ou un non. Et puis retournez à la question d'Orient... ou au budget. Capital! le budget pour nos lecteurs! Grossit-il? Comment grossit-il? »

Voilà à peu près ce que je vous répondais. J'ajoutais que si M. Taine avait pu dicter à Graindorge des notes sur Paris, c'est que la sévérité des occupations littéraires de M. Taine était telle que tout produit de sa plume, non philosophique ou historique, acquérait, par contraste, du fait d'émaner de lui, une telle légèreté qu'on était d'avance tout aise. Et je ne puis, moi, Walter Linden, jeune poète, jeune curieux, amateur de tout, vous donner la synthèse amusante...

N'importe, me dites-vous, vous aurez cette qualité d'arriver à Paris avec des yeux jeunes. Que les lettres de Paris soient un genre renouvelé, c'est possible. Mais ne voyez-vous pas que les bicyclettes et les automobiles nous rendent partout le voyage à bâtons rompus, l'excursion loin des routes du chemin de fer. On reste en panne et voici revenu l'ancien accident de berline ; il fallait chercher un charron au village voisin; il se faisait attendre le temps qu'un mariage imprévu s'arrangeât. Puisqu'on reprend les divines casquettes à oreillettes qui firent les bons sommeils en diligence, reprenez le vieux genre et renseignez-moi sur Paris. Les journaux ne savent rien nous apprendre; ils sont préoccupés de donner tous en même temps les mêmes nouvelles sur la Chine ou le Transvaal; les uns ont cure de paraître à leurs abonnés les dispensateurs de gros lots enrichisseurs. Les autres ont grand souci de leur choisir une montre ou des paletots; mais aucun ne pense à traduire ni pour des Parisiens, ni pour les étrangers la physionomie de Paris. Ce n'est pas commode. Paris est une Isis qui a mille sourires et mille voilettes. Que vous me donniez l'âme de Paris, j'en doute; le frisson de Paris je n'y tiens pas, mais vos opinions...

***

Eh bien! soit; mais n'espérez pas de savants rapports pompeusement ordonnés. Je vous dirai les choses comme elles viennent le plus souvent ici, en courant, en sautant. L'Ame de Paris, elle est bien complexe. Elle est faite beaucoup de l'âme du monde et de tant de petites âmes spéciales, couleur locale, des âmes avec de la couleur dans l'accent. Il y a des âmes contemplatives, car c'est à Paris que se fabriquent les idées; il y a des âmes pressées, car c'est là qu'on innove toutes les semaines la mode du jour. Il y foisonne des âmes inquiètes, car on y prépare la Révolution, et on rencontre des âmes adroites, car on y construit une foule de pièces à double ou triple agencement qui s'adaptent à tous les *statu quo*. Qu'il y ait à Paris des âmes de lucre, sans doute; nulle part on ne déclame tant contre l'argent; mais il y a aussi des âmes désintéressées, puisque les pamphlétaires n'arrivent à produire qu'un petit bouillonnement à la surface sans déranger les eaux profondes de la conscience populaire. Il y a des âmes de petit théâtre, elles coudoient en leur chair légère des âmes de penseurs; et derrière le rideau nombreux des auteurs dramatiques et des échotiers et des ministres, et des clubmen qui jouent la parade quotidienne, il y a des songeurs et des gens qui préparent l'avenir. Les comprendrai-je?

Vous me dites : « Oui, la culture d'un Européen d'Occident lui permet de comprendre fort bien tous ses voisins. L'heure est au transit des idées. On est

cérébralement les mêmes, à un *lied* près. On se visite beaucoup, depuis quelques années; à nous deux le bon cosmopolitisme littéraire et artistique, nous l'aurions inventé si nous ne l'avions trouvé tout vivace, tout occupé de musique et de poésie. On échange Tolstoï, Zola, d'Annunzio, Kipling, Ibsen, Wagner, Massenet, Bruneau. On échange des étoffes, des coutumes, des costumes, des livres, des goûts, des modes. La douane c'est une station vite franchie; on n'y peut prohiber que les tabacs. Ça ne touche qu'une catégorie restreinte de l'humanité. » Vous m'avez donné tant d'autres raisons et si bonnes, que je commence, moi Walter Linden, auteur de quelques poèmes imprimés en gothique, autour de vieilles gravures sur bois ressuscitées, et à qui des parents ardemmeut manufacturiers out donné le loisir et le moyen d'être ardemment paresseux et contemplatif. Vous me lirez dans votre villa du Tegernsée, qui est un bibelot d'art ancien, et par conséquent d'art nouveau, car tout se recommence; oui, je vous le répète, c'est une grande bergerie de Nuremberg remplie comme par enchantement de grands meubles clairs et de toutes menues étagères pour le Sèvre et le Saxe, ces dieux éternels quoique fragiles; et quand il fera plus froid, vous me lirez sans doute, sur ce littoral de Provence dont vous aimez les larges avenues de pins et le souriant littoral bleu et argent.

***

Ce qui m'a le plus frappé à ma nouvelle arrivée à Paris, ce ne fut point de m'y voir, ce fut d'être si consciencieusement assourdi. L'an dernier, ce n'était pas encore le même fracas; c'était une rumeur, un grondement incessant et cahotant; c'étaient des voix nombreuses et un martèlement du pavé par les omnibus. Maintenant c'est le règne de la cloche, du gong, du timbre, de la sirène. Les plus petites bicyclettes, montées par les plus menus gamins, sont celles qui jettent les plus considérables barrissements.

De toutes parts d'immenses Behémots glissent sur des rails, sonnent, cornent, se croisent, se succèdent. J'avais évité de me loger sur le boulevard, j'avais préféré une sage rue latérale; mais là c'est le chemin de fer, presque sur mon balcon, mille trompes de chasse dans ma chambre. Je retournerai sur le boulevard. La sagesse de Paris préserve encore sa grande voie de cette course enragée de monstres sonores. Je sais bien qu'il y a un peu partout des rues calmes, presque chastes de bruit, où vivent les gens qui rêvent ou qui écrivent; mais je ne suis pas un penseur, et un peu de bruit m'amuse. Le tout est de trouver la juste mesure.

Les Parisiens que j'ai vus ne savent pas encore s'ils se sont amusés à l'Exposition. On ne peut pas dire que ce fut une belle fête, car les violons s'y taisaient de fort bonne heure. Les entrepreneurs de théâtre n'ont préseuté dans leur rue de Paris que de la loque et de la mise-bas. Les Parisiens qui n'exposaient pas théâtralement se sont donc abstenus d'aller voir ceux qui exposaient des refrains et des saynètes trop connus, et ce petit monde dramatique est resté un peu isolé, entre soi, tout contre le grand flux de passants. C'est Montmartre qui se meurt, une certaine gaieté convenue qui s'attriste. Elle ressemblait beaucoup à celle des héros de la vie de Bohème. Ces gens-là ne durent plus dès qu'ils ont perdu leur prime jeunesse. Les chansonniers râlent sous des ruines de carton. Il surgit le grand éclat de rire de Courteline, un petit homme sec, très gamin de Paris, toujours en cris et en histoires comiques, avec un don de relief qui fait vivre au détour d'une phrase un tas de figurants, gens de justice, gens de loi, gens de lettres qu'il saisit dans leurs tics, dans leurs manies, avec des vitesses d'instantanés. Il se documente à Montmartre, mais il expose ailleurs.

Les danses orientales, dont on avait jonché l'Exposition, n'ont pas laissé non plus de bons souvenirs, Autrefois, l'opinion avait édicté que tous les exotiques venaient des Batignolles et les Parisiens allaient les voir pour assister à un tour de souplesse dans le décoratif, bien fait. Maintenant qu'on fait venir exactement des pays d'origine les nègres et les gitanes, on ne se dérange plus. C'est devenu de l'ethnographie et plus de l'amusement.

***

Mais après l'Exposition, après un regret donné à la dispersion des trésors d'art, de quoi parlera-t-on?

Comme Sarah Bernhardt va partir pour l'Amérique avec huit cents malles et l'*Aiglon*, on parlera d'elle, de l'*Aiglon* et de Rostand pendant quelques jours. Les opinions sont très diverses, ici, sur Edmond Rostand. Le poète est à la campagne, présentement, près de Saint-Gratien, dans un de ces villages d'Ile-de-France, si clairs et jolis qu'ils semblent avoisiner quelque ancienne résideuce royale. Tous les mois, l'éditeur Fasquelle fait apposer chez les libraires une pancarte manuscrite (et de fort belle main) où l'on annonce un retard de la publication en volume de l'*Aiglon*. On dit que l'auteur, malade, n'a pu encore écrire à sa guise de minutieuses indications de scène. Des langues perverses susurrent qu'on s'est méfié de l'Amérique, qui, la brochure à la main, aurait donné en toutes ses *citys*, une représentation simultanée du chef-d'œuvre avant l'arrivée de la Compagnie chargée de ce soin. Ce sont de puériles insinuations. Les Américains pratiquent assez le phonographe pour emporter toute vive une pièce de

théâtre. A cela on objecte le zèle des amis de Rostand et leur admirable police autour du succès de ses œuvres. Tout Cabotinville et tout Camelotpolis est à genoux devant Rostand. On a pleuré sur son sort, on a pleuré de ce qu'ayant tout le succès, il était affligé d'une santé chancelante. On en a voulu au destin qu'un homme ne pût incarner tout le bonheur. Les admirateurs ont dit de lui : Voilà le poète ; il se différencie des autres en ce sens qu'il n'est pas un *raseur*. Pas de thèses ! du mouvement, de la gaieté, de la verve, de l'élan, du goût et le don de serrer dans une seule pièce cent épisodes brefs et gracieux.

D'autres, les envieux, ont riposté : « Son esprit, il est tout entier dans Banville ; seulement Banville, qui mettait tant de fantaisie dans ses contes et ses odes, agitait surtout au théâtre les grands dieux impassibles. Rostand n'a fait que remettre en place. »

Et d'autres : « Rostand ! Mais il n'a fait que reprendre le vieux drame cher à Paris, celui de Dumas père. Il est très fin, et il a discerné que la vieille chanson qui berce encore le mieux la digestion humaine, c'est la chanson héroïque, le couplet de cape et d'épée, la sérénade picaresque. Et puis il lance admirablement. Les auteurs jeunes se sont engouffrés chez Antoine, lui a choisi Sarah, il a toujours la plastique de son côté. »

Cela est incontestable. En tout cas, il y a changement de dieu au théâtre, ce n'est plus Sardou. Sardou qui fut si heureux, qui s'était préparé un triomphe pour l'Exposition (*Patrie* partout), a vu même les éléments s'insurger contre sa fortune. Il attend sous les ormes de Marly. Entre temps il préside la Commission des auteurs dramatiques. C'est le commencement de la retraite, au soir de la vie. Cela joue le banc du village où les anciens, calmés, fortune faite, dissertent des jeunes hommes et des jeune événements. D'aucuns lui prédisent tout de même de glorieuses reprises (*les Pommes du Voisin*, par exemple), ce sont les mêmes, qui pour exalter Rostand parlent de Racine et de nombreux Pradons. Mais ils ne connaissent Pradon que de nom, et c'est dire beaucoup que parler de Racine.

Mais je dois vous paraître frivole et ne penser qu'à des choses de théâtre. N'est-ce point dans l'atmosphère de Paris, la première clarté, la plus vive si elle est factice, un peu. C'est ce qui frappe tout d'abord un passant un peu badaud, ce que j'essaierai d'être moins lors de ma prochaine lettre.

WALTER LINDEN.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

Guglielmo Shakespeare : il poetà e l'uomo, par FEDERICO GARLANDA (Società editrice Laziale, Rome).

L'immense littérature shakespearienne vient de s'enrichir d'une nouvelle étude. M. Federico Garlanda, fondateur de la revue *Minerva* et professeur de philologie anglaise à l'Université de Rome, est bien armé pour aborder un si formidable sujet ; il sait dire des choses neuves sur ce thème ancien, en examinant habilement la question du point de vue d'un Italien qui s'adresse à des lecteurs italiens. Il s'occùpe de la vie aussi bien que des œuvres de Shakespeare et partout il fait preuve d'une immense lecture et d'une profonde érudition. Le personnage tant discuté de Hamlet lui apparaît non comme une incarnation du doute rongeur et du mal de vivre, mais comme un type d'énergie, de froide et parfois cruelle décision. Il cite à l'appui de son opinion le meurtre de Polonius, la rupture presque brutale avec Ophélie, la promptitude avec laquelle Hamlet accepte la terrible mission que lui donne son père. L'incertitude incontestable de Hamlet lui paraît plus poignante dans cette nature qu'il veut croire énergique et puissante, les alternatives d'ombre et de lumière contre lesquelles il se débat, plus terribles comme est plus effrayante une fièvre quand elle s'attaque à un organisme vigoureux. On peut ne pas être toujours de l'avis du professeur Federico Garlanda, mais on le lit avec intérêt et respect. Il éveille de nouvelles idées sur un sujet quasiment épuisé, attache l'attention, fixe la pensée. Une des trouvailles les plus importantes de Shakespeare, c'est, suivant M. Garlanda, le culte du héros, de celui qui est vrai envers lui-même et voit nettement son devoir. Carlyle doit à Shakespeare cette admiration presque religieuse de l'énergie.

The Fourth Generation (*la Quatrième Génération*), par WALTER BESANT (Tauchnitz éd. Leipzig.)

La Quatrième Génération est le livre d'un auteur très sûr de sa réputation et de l'affection fidèle de son public. Sir Walter Besant est doué d'une imagination puissante. Il se plaît à accumuler dans ses œuvres les hasards les plus prodigieux ; on sent par moments que lui-même sourit de la crédulité de son lecteur, qui le lira quand même. La quatrième génération est celle qui doit expier un crime commis il y a soixante-dix ans par un aïeul vivant encore. Le souhait du vieillard, trop orgueilleux pour avouer son crime, préférant se châtier lui-même par un mutisme volontaire et dont rien ne peut le tirer, est

une création curieuse. Cet homme d'une énorme stature, d'une force d'hercule, a dans sa jeunesse tué un ami, sans préméditation, simplement emporté par une rage qu'il ne pouvait maîtriser. Dès lors, bien que l'auteur du crime ne soit pas découvert, le malheur s'abat sur la famille du meurtrier. Et lui-même, retranché de la vie par son vœu de silence, souffre le martyre le plus douloureux sans qu'une plainte, sans qu'une expression de sa face rigide révèle le remords qui le ronge. Le crime si savamment caché est découvert par l'arrière-petit-fils du vieillard, aidé dans sa recherche par sa fiancée, petite-fille de la victime. Les deux jeunes gens se passionnent à l'enquête morbide, et quand ils ont trouvé la clef du mystère, ils n'écrasent pas l'ancêtre de leur mépris et de leur haine, mais touchés par sa longue expiation, ils lui disent : « Nous avons pardonné, pardonnez-vous à vous-même. » Sûrement, sir Walter Besant a composé des œuvres plus remarquables que celle-ci : son *Papillon d'Or*, écrit avec la collaboration de Rice est plus brillant; ses *Hommes de toutes espèces et de toutes conditions* reposent sur une donnée plus profonde, touchent à des questions sociales et sont plus consciencieusement étudiés. Pourtant la *Quatrième Génération* même, sauf les personnages secondaires qui sont tracés avec un laisser aller trop évident, est l'œuvre d'un écrivain habile, qui sait tenir le lecteur en haleine sans lui donner le temps de se fatiguer, qui prépare bien les situations, qui est maître de son sujet. Un type de jeune féministe élégante, raffinée et fière est un joli échantillon de ce que peuvent être les misses émancipées quand elles ont du goût et le sentiment de la mesure.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

Croquis d'outre-Manche, par HECTOR FRANCE (Fasquelle).

Voici probablement un des livres les meilleurs, — en tous cas les plus amusants, — qu'on ait écrits sur l'Angleterre contemporaine. M. Hector France connaît à merveille la pudique Albion; il l'a vue avec justessse, sans être aveuglé par trop de sympathie, et l'image qu'il nous en donne est des plus curieuses. Il nous promène dans les coins et recoins de la « ville géante », dans les parcs et dans les clubs, dans les quartiers chics et dans les bouges; il nous en révèle l'hypocrite beauté, la misère et la turpitude. Il ne met pas d'acharnement, du reste, dans sa sévérité; son livre n'est pas un pamphlet. Mais toute peinture exacte d'un groupement humain quelconque est nécessairement laide dans l'ensemble, et le scandale anglais a peut-être quelque chose de particulièrement excessif. Deux chapitres consacrés aux mœurs électorales d'outre-Manche sont très pittoresques. Il paraît que l'époque héroïque de la corruption électorale en Angleterre est passée; mais il en reste de jolis vestiges et le récit très vif que fait M. France d'une élection à la Chambre des communes dans une ville du Kent est assez remarquable encore comme scène d'ivrognerie, de folie et de frénésie. Cela ne vaut pas évidemment la petite histoire suivante qui se passait à Liverpool vers 1850. Deux candidats étaient en présence, un M. Jones et un M. Glassbrook. Glassbrook imagina ce stratagème. Quand Jones arriva à la salle de réunion, ses ennemis répandirent un placard portant ces mots : « Questionnez-le sur la veuve du pauvre M. Smith. » Aussitôt voilà qu'on lui crie de toutes parts : « Qu'est-ce que vous avez fait à la veuve de M. Smith? » Comme il n'y avait jamais eu de M. Smith ni de veuve de M. Smith, Jones se sentit décontenancé, resta bouche bée et ne sut pas se défendre ; on ne douta pas qu'il ne fût une canaille de suborneur. Mais, le lendemain, il se reprit; aux électeurs de Glassbrook il passa ce mot d'ordre : « Pas de Stoneybatter! » Qu'était-ce que Stoneybatter? Rien, absolument rien : ni un homme, ni une rue, ni un produit quelconque. Mais on interrogea férocement Glassbrook sur Stoneybatter; il ne sut se défendre, — et pour cause, — et fut blackboulé!...

La Philosophie de H. Taine, par G. BARZELLOTTI (Alcan).

L'ouvrage de M. Barzellotti sur Taine a été publié il y a cinq ans, en Italie. La traduction que nous en donne aujourd'hui M. Dietrich a cependant tout l'intérêt de la nouveauté, de nombreux chapitres ayant été composés par l'auteur pour l'édition française. On y trouvera des pages intéressantes sur les années d'apprentissage de Taine, sur la période de formation de sa vie intellectuelle; beaucoup de faits et de détails biographiques ont été révélés dans ces dernières années; M. Barzellotti les a très habilement utilisés pour une pénétrante étude psychologique. Son livre tout entier est intéressant. Il est fort complet, aussi bien sur Taine historien, critique littéraire et critique d'art que sur Taine philosophe, et si le titre qu'il porte signale seulement la philosophie, c'est que M. Barzellotti prétend, avec beaucoup de raison, montrer l'unité essentielle de cette œuvre très variée dans l'application constante à des objets divers d'une même doctrine philosophique. Cette doctrine, il ne se contente pas de la définir et de la caractériser, mais il en montre le développement, l'enrichissement continu, il en re-

cherche les origines, il en signale les rapports avec les systèmes anglais ou allemands, de Stuart Mill ou de Hegel par exemple, avec le positivisme français, etc. Il précise le caractère double de son imagination créatrice, en réalité française dans son fond, mais fécondée par des germes d'idées germaniques. Cet exposé, clair et méthodique, consciencieux et intelligent, permet de distinguer les points contestables de la philosophie de Taine et d'apprécier tout ce que doit à ce puissant esprit la pensée contemporaine.

Sociétés, syndicats, associations devant la justice, par A. Vavasseur (Fontemoing).

M. A. Vavasseur, rédacteur en chef de la *Revue des Sociétés*, réunit aujourd'hui en volumes les bulletins publiés par cette revue depuis 1883 jusqu'à présent, et voici donc, en quelque sorte, une histoire ou plutôt une chronique au jour le jour des alternatives par lesquelles a passé pendant seize ans en France la doctrine économique et sociale de l'association. Cette intéressante publication permet de suivre le développement, — avec la loi ou malgré elle, — de ces groupements dont l'initiative diverse a produit de si grands résultats : sociétés proprement dites, de capitaux ou de personnes, poursuivant un but lucratif, et soumises aux règles du droit civil; syndicats professionnels, autorisés par la loi du 21 mars 1884; associations tolérées, quelquefois combattues, quelquefois encouragées ou même subventionnées, pour la cause du progrès et de l'humanité, pour la défense d'idées généreuses et fécondes. M. Vavasseur ne se borne pas à les décrire, à les expliquer dans leur organisation interne, à en indiquer les résultats, mais il note avec le plus grand soin les circonstances dans lesquelles elles sont nées et se sont manifestées, les luttes qu'elles ont eu à soutenir, la jurisprudence à laquelle elles ont dû se soumettre et qu'elles ont souvent, par leur force propre, réussi à faire modifier. Cet ouvrage très clair, très scrupuleusement documenté, très riche et très précis, arrive bien à son heure, au moment où se pose si impérieusement la nécessité d'un remaniement de la loi sur les associations.

Occident, par Lucie Delarue-Mardrus (Éditions de la *Revue Blanche*).

Il est probable que ce recueil de vers s'appelle *Occident* afin de compléter l'œuvre orientale du docteur Mardrus. Mais il serait excessif de croire que « toute l'atmosphère de l'Occident, ses paysages, ses ciels, sa mer, ses coins de ville, l'idée de ses foules, ses espoirs et ses errements, en un mot, l'âme même et la vie de notre civilisation » apparaissent, comme vous l'entendrez dire, dans ces poèmes. Soyons simples. Ces poèmes de jeunesse, assez mal écrits, avec incertitude et négligence, d'une forme métrique très banale, dénotent de réelles qualités poétiques, tout de même. Ils ont, dans leur prolixité, dans leur rhétorique, une fougue assez belle, de la vigueur parfois, une harmonie peu raffinée, mais large et pleine. Cela doit être écrit sans ratures, d'une longue écriture ferme. C'est exempt de minauderie et de la plupart des défauts habituels aux jeunes filles qui font des vers ; c'est dénué aussi de quelques-unes des qualités qui sont la grâce de telles petites œuvres. Mais, enfin, il y a là de la franchise, du souffle et ce genre de facilité qui ressemble à de l'inspiration. On y trouve parfois de belles strophes, bien venues, d'une seule coulée, et souvent imprégnées de mélancolie, de nostalgie, de farouche sensualité, d'inassouvissement. Il ne faut pas trop s'arrêter au détail, mais, bien dits, d'une voix forte et chaude, un peu rapide et chantante, quelques-uns de ces poèmes peuvent avoir la beauté de grandes clameurs désespérées et douloureuses...

Le Château de la Galette, par Henri de Villebois (Fischbacher).

Un jeune homme (Jacques) qui s'est ruiné, notamment au jeu, et une jeune fille (Jeanne), dont la famille n'a pas eu de chance, se rencontrent sur le transatlantique : ils vont tous deux chercher fortune en Amérique. Or ils s'aperçoivent qu'ils sont un peu cousins et principalement qu'ils ont l'un pour l'autre de la sympathie. Des aventures diverses les rapprochent « sur la terre étrangère », comme dit la romance. Un accident de chemin de fer, en pleine campagne, leur donne un jour l'occasion d'improviser, chez de braves gens qui les hébergent, une galette normande; c'est Jacques qui pétrit la pâte, mais c'est Jeanne qui la cuit. Et puis ils se séparent : telle est la destinée. Jacques s'établit marchand de galettes; il y a pris goût. Succès prodigieux, la vogue : il vend, une fois, un de ses produits pour cent cinquante dollars. Cependant Jeanne a plus de mal à se tirer d'affaire. Un vilain drôle voulut avoir sa main et peu s'en fallut que Jeanne ne cédât... Mais vous savez bien que Jacques épousera Jeanne. Et quand ils revinrent en France, la propriété dans laquelle ils s'installèrent se nomma tout naturellement « le château de la Galette », en souvenir de *celle* qu'avait gagnée Jacques en vendant *celles* que Jeanne lui avait appris à cuire... Ce petit récit sans prétention est bien gentil.

La Crise : une page de ma vie, par *** (Flammarion).

Arrière-petit-fils d'un corsaire de Saint-Malo, Michel Abgrall est un homme d'énergie. La mort soudaine de son père et la ruine l'arrachent aux plai-

sirs intellectuels et artistiques de Paris. Il s'établit dans son domaine de Loc-Maran qui seul lui reste, et à force d'opiniâtreté refait sa fortune. Comme dans sa lutte avec la terre, il n'est pas une épreuve qu'il ne surmonte ni un obstacle qu'il ne brise, l'orgueil de sa force victorieuse l'enivre et le persuade qu'il peut à sa fantaisie faire plier les âmes comme les choses. Telle est la crise de sa vie morale, et voici comment elle se résout. Il aime sa cousine Hélène et veut, avant de l'épouser, la façonner selon son idéal : il ne sera satisfait que si elle adopte tous ses sentiments et devient comme une réplique de lui-même. Or la jeune fille essaie vainement de partager ses admirations littéraires et musicales : sincère et droite, elle lui avoue un jour l'impuissance de sa bonne volonté. Il s'obstine, elle résiste, et tous deux se heurtent si douloureusement qu'Hélène va renoncer à leur commun rêve de bonheur. Mais Abgrall, pendant un voyage à Paris, assiste au désespoir d'un sien ami qui, pour avoir été dupe des mêmes chimères que lui, a précipité dans la folie et la mort la femme qu'il adorait. Abgrall découvre alors que l'amour vrai, loin de vouloir l'anéantissement d'une personnalité par une autre, implique le respect pour chacune de ce que l'autre a de différent, d'irréductible et, en un sens, d'inintelligible. Il peut désormais épouser Hélène, car il a compris et accepté la loi morale qui assurera leur bonheur. Tel est le drame émouvant qui se déroule dans ces pages très simples et touchantes ; telle est la haute leçon de sagesse qu'avec beaucoup de charme et de délicatesse l'auteur inconnu de *la Crise* dégage de son expérience personnelle.

André Beaunier.

Memento. — Chez Plon (Société d'histoire diplomatique), *Les Voyages du marquis de Nointel*, deuxième édition, par Albert Vandal. — Chez Alcan, *David Hume moraliste et sociologue*, par G. Lechartier ; — *La Question sociale au point de vue philosophique*, par Ludwig Stein. — Chez Lemerre, *Au harem*, roman (deuxième édition), par Eugène Joliclerc.

A. B.

NOTES POLITIQUES

Mercredi, 21 novembre.

Il y a eu dans la façon avec laquelle nos *honorables* ont déterminé l'ordre du jour de la session qui s'ouvre, une louable tendance à l'action véritable. Ils ont mis de la méthode dans le travail parlementaire, de manière à ne rien négliger d'essentiel. « Chaque matin, a décidé la majorité, nous discuterons le budget, de façon que les séances d'après-midi soient employées à l'examen des réformes promises à Toulouse; mais, comme il ne faut pas que l'*opposition nationaliste* puisse nous reprocher de dérober ainsi le gouvernement à la responsabilité de ses actes, nous réserverons, chaque semaine, l'après-midi du vendredi aux interpellations, et comme, de son côté, la classe ouvrière serait en droit de demander à ses élus ce qu'ils ont obtenu, comme avantages, en retour de leur précieux appui, la deuxième séance du jeudi sera consacrée aux lois ouvrières. Enfin, étant donné que la puissance du travail a des bornes, nous fêterons dans le repos le dimanche, comme le Seigneur, ainsi que les jours de Mercure, dieu de l'éloquence, qui nous deviendra favorable, et de Saturne, père de tous les dieux.

Voilà un emploi du temps d'une variété reposante pour l'esprit et d'une grande sagesse politique. Le jour où ils l'ont établi, nos *honorables* ont fait preuve d'une heureuse perspicacité. Ils ne manqueront pas ainsi de tenir en haleine jusqu'aux prochaines élections un corps électoral qui ne demande qu'à être confiant en ses mandataires et ils désarment une presse d'opposition qui aurait trouvé prétexte à s'indigner, soit que le budget ait été sacrifié aux réformes ou soit que le contraire ait eu lieu.

Remarquons simplement — sans y mettre aucune intention de dénigrement — qu'ils furent 364 à décider, avec une égale ardeur, que des séances auraient lieu chaque matin et que l'expérience a prouvé depuis qu'une soixantaine de députés seulement sont à leurs bancs au début de chaque séance et qu'ils se trouvent environ 150 — jamais plus — au moment de se séparer. Il est vrai de dire que tous les amendements aux divers articles de la loi de finances — c'est par là qu'a commencé la discussion sur le budget général — sont repoussés par des majorités qui réunissent un nombre de voix considérable. C'est une des bizarreries du mécanisme parlementaire que le vote... *par procuration*. On arrive dans cette voie à de tels abus que certains députés ne prennent jamais l'initiative de leurs votes et confient ce soin à un de leurs collègues, en qui ils ont une plus grande confiance qu'en eux-mêmes. Il se forme ainsi au sein du Parlement des influences qui sont d'autant plus actives qu'elles sont moins évidentes. Certaines personnalités ont une action parlementaire qui varie avec le nombre de députés qu'elles remplacent au moment du vote. On les appelle familièrement des *chefs de boîtes*, parce qu'ils ont, en leur possession, dans leur boîte, des bulletins aux noms de plusieurs de leurs collègues. Un gouvernement doit compter avec eux, en attendant qu'ils soient les titulaires désignés pour les portefeuilles, au moment où survient une crise.

Ce sont eux sur qui retombera toute la fatigue des séances du matin, et celles-ci y gagneront en calme et en intérêt. 150 parlementaires, c'est suffisant pour légiférer utilement. On l'a bien vu ces jours derniers. Quelques séances ont suffi à *expédier* tous les articles de la loi de finances. Elle va être portée au Sénat sans un amendement susceptible d'être rejeté par les représentants sagaces du suffrage restreint. Il est vrai que ce ne sera point la faute de M. Anthime-Ménard et de ceux qui se prêtèrent, vendredi dernier, à son ingénieuse... manœuvre.

On discutait le projet de loi sur les successions, dans lequel le principe de la *progression* se trouve substitué à

la *proportionnalité*. D'après la progression qu'admet le gouvernement, le contribuable, qui héritera de 500 000 fr. paiera 10815 francs et celui qui héritera d'un million, paiera 23315 francs, c'est-à-dire plus du double de ce que paiera le précédent.

Il se trouvait au Palais-Bourbon une majorité, composée de républicains gouvernementaux, de radicaux et de socialistes pour admettre la progression sous cette forme. La même majorité se retrouve au Sénat, ce qui assure le succès au projet du gouvernement. Mais, il y a, d'autre part, un grand nombre de monarchistes, de ralliés et de radicaux nationalistes qui, étant opposés à toute progression, sont les adversaires acharnés de la loi. Leur acharnement est tel qu'il s'est manifesté vendredi matin par une disposition additionnelle, que présenta M. Anthime-Ménard, un républicain indépendant de droite.

Cette disposition tend à majorer les droits dus par un contribuable héritant de plus de 3 millions. M. Anthime-Ménard fit, à la tribune, cette remarque très juste que le projet de loi présenté aux Chambres n'admet plus le tarif progressif pour les héritages qui dépassent un million, de sorte qu'il frappe le gros propriétaire, le commerçant qui a réussi dans ses affaires, l'homme aisé, et qu'il favorise celui dont la fortune atteint un degré tel qu'elle ne trouve plus un emploi suffisant dans les modes de jouissance vraiment féconds pour la fortune publique et qu'une part tombe nécessairement dans la catégorie des capitaux qu'on ne peut plus utiliser que dans la spéculation.

Cette constatation, dont la valeur intrinsèque n'était pas niable, apparut au gouvernement comme une diversion habile pour empêcher le vote d'une loi qui n'avait point l'approbation des amis politiques de M. Anthime-Ménard. M. Caillaux fit remarquer à la Chambre qu'il y avait entente avec le Sénat pour faire aboutir la loi dans la forme où on la présentait et que l'addition proposée, si elle était votée par la Chambre, ne serait jamais acceptée au Sénat.

Cette raison politique prévalut sur ce qui paraissait être la logique. Six socialistes comprirent que *la logique* servait, en cette circonstance, les adversaires d'une loi dont ils escomptent les heureux effets, que le mieux est parfois l'ennemi du bien, et que plutôt que d'aboutir à *rien* pour avoir *tout* souhaité, il était sage de se contenter de... *quelque chose*.

Et ils votèrent contre l'amendement proposé, qui fut repoussé grâce à leurs six voix. Il est vrai que, dans ce nombre, se trouve celle d'un membre du gouvernement. Mais il me semble qu'une raison plus profonde cause l'échec de M. Anthime-Ménard, c'est que nous voilà entrés dans une phase de l'évolution sociale, où la classe moyenne se trouvera de plus en plus compromise. La spéculation financière oriente l'industrie moderne vers des destinées imprévues des politiciens qui, par une nécessité dont ils ne sont pas les maîtres, favorisent son expansion, la servent en croyant servir les intérêts de leur politique journalière.

Le même jour, à l'issue de la séance d'après-midi, M. Pourquery de Boisserin, un radical qui flirte avec la Droite, pensa faire *tomber* le gouvernement. Il l'interpella, lui reprochant de n'avoir pas appliqué la loi aux congrégations non autorisées, et, comme sanction à sa réprimande, il déposa un ordre du jour qui pouvait être voté par la Droite aussi bien que par ses amis. Une majorité allait donc peut-être se former contre le ministère si les amis de l'interpellateur, ceux-là mêmes qui avaient signé avec lui sa demande d'interpellation, ne l'avaient abandonné, en comprenant qu'ils allaient servir les intérêts des adversaires du gouvernement et, en particulier, de la loi sur les associations.

M. Pourquery de Boisserin, privé de l'appui de ses amis, perdit en même temps le concours de ceux dont il escomptait l'alliance.

Il faudrait que l'on comprenne enfin au Parlement qu'une Opposition se discrédite et fortifie ceux qu'elle veut perdre, en usant de tels procédés, qui n'ont même pas la saveur de mets inédits... Est-ce que M. Massabuau se figure jouer les machiavels?

P.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Belgique. — Au lendemain du vote de notre Sénat qui octroie à nos concitoyennes pourvues des diplômes requis le droit de porter la toge et la toque, il n'est peut-être pas trop tard pour donner l'analyse d'un article paru dans le fascicule d'octobre de la *Revue générale*. Il est de M. Edg. de Ghélin.

M. de Ghélin, qui chaque mois signe la « Chronique sociale » dans la grande revue belge, n'est pas « de ceux qui rient lorsqu'on leur parle du féminisme », mais il souhaiterait qu'on s'entendît. « Parmi les champions de la femme (*sic*), il en est, écrit-il, qui se bornent à la vouloir heureuse et respectée, telle que le christianisme l'a faite. Pour eux, la femme est bien l'égale de l'homme en nature et en dignité, mais ils estiment que son rôle et sa fonction n'étant pas identiques, entraînent des droits et des devoirs différents... Tout autre est la conception d'un groupe important qui revendique pour lui seul le nom de parti féministe. A ses yeux, l'idéal de la femme, c'est l'homme (*sic*). Plus d'autorité maritale, plus de mariage indissoluble. Il faut instaurer l'égalité absolue dans la vie familiale civile et politique... Ces théories sont neuves parmi nous. Elles sont plus vieilles de cinquante ans en Amérique. » Et M. de Ghélin s'en prend vigoureusement au féminisme américain qui, en un demi-siècle, — la revision de la *Common law* date de 1849, — a bouleversé l'esprit public, les lois et les mœurs par delà les mers : « Du temps où la République gardait sa première splendeur morale, on y acceptait sans réclamation la *Common law*, qui plaçait la femme mariée dans un état d'incapacité légale perpétuel. A présent, comme le peuple romain en décadence, les Yankees ont leur question des femmes, avec les thèses excessives, les mœurs relâchées et les lois imprudentes. »

Nous savions dès longtemps que, dans nombre d'États, les femmes américaines « ont conquis le droit de vote pour toutes les matières d'administration locale, comme

pour l'éducation, la police des cabarets... » et que, dans certains autres, « elles sont en possession du bulletin de vote, même en matière politique ». Nous n'ignorions pas non plus qu'aux États-Unis « les femmes ont fait irruption dans bon nombre de carrières que l'ancien monde s'accorde généralement à réserver aux hommes »; mais M. de Ghélin nous propose, pour fixer ce dernier point, une statistique officielle dont les chiffres, qui n'ont d'ailleurs rien que de très réjouissant pour les féministes, sont singulièrement éloquents. D'après cette statistique, les États-Unis comptaient:

En 1870.	En 1900	
993	3 919	actrices.
1	22	femmes architectes.
412	10 810	femmes peintres et sculpteurs.
159	2 725	femmes écrivains.
66	1 235	clergyladies.
24	337	femmes dentistes.
0	127	femmes ingénieurs.
35	888	femmes journalistes.
5	208	femmes légistes.
527	4 555	femmes médecins et chirurgiens.
414	4 875	femmes dans les fonctions officielles.
9	27 777	femmes comptables.

« L'éducation des jeunes filles est combinée à plaisir pour exciter toutes les ambitions, juge M. de Ghélin. Dès le premier âge, les fillettes sont, aussi bien que leurs frères, habituées à l'indépendance. Plus tard elles vont à l'école où fleurit le système de la coéducation avec les garçons, à l'Université où on leur enseigne le grec, l'algèbre, la mécanique, les hautes sciences. Elles apprennent tout, sauf à tenir un ménage et à devenir de bonnes mères de famille. » Et M. de Ghélin, qui en veut si fort à la coéducation, est visiblement enchanté de pouvoir s'appuyer ici sur le témoignage de M. Claudio Jannet qui a écrit dans *les États-Unis contemporains*: « Pour qui veut aller au fond des choses, le résultat de l'éducation mixte est une effroyable démoralisation de la jeunesse. Constamment les personnes les mieux placées pour en juger signalent les graves abus que produit le mélange des jeunes gens; mais l'infatuation du public est telle qu'on ferme les yeux devant tous les scandales. »

Plus loin, le chroniqueur belge cite Mme Bentzon: « Une des singularités les plus curieuses, c'est que la vie d'hôtel devient de plus en plus en faveur parmi les classes riches. Quinze à vingt familles et quelquefois bien davantage n'auront pas d'autre intérieur qu'un appartement à l'hôtel où, moyennant un nombre déterminé de dollars, elles seront défrayées de tout. Le besoin de luxe, la cherté relative de tout ce qui n'est pas de première nécessité, l'extrême difficulté de se procurer des domestiques, l'impatience de ces mille assujettissements que comporte la vie en ménage expliquent qu'on adopte une pareille existence. » Enfin, cette citation du Dr Clarke dans son ouvrage *Sex in Education*: « Un mal caché et profond corrompt le foyer, stérilise la race, et menace de détruire complètement la vieille nationalité... L'infanticide est le grand crime de notre époque. Si cela continue encore un demi-siècle comme depuis cinquante ans, il faudra importer des femmes des pays transatlantiques. »

Tout ça, la rareté des naissances, le peu d'intimité dans la vie conjugale et la mauvaise éducation des filles, c'est la faute au féminisme. Possible, après tout! Mais il serait si aisé, avec un peu d'habileté, de soutenir qu'au contraire la doctrine et l'action féministes ont pour objectif une plus haute moralité et plus de beauté dans l'ordre social!

Quoi qu'il en soit, M. de Ghélin voudrait que l'expérience de l'Amérique servît au vieux monde et le préservât « des mêmes écarts ». Un peu partout en Europe, et en Belgique notamment, les socialistes ont formellement adhéré aux revendications féministes. Dès 1891, au Congrès de Gand, les socialistes belges déclarèrent « que le parti ouvrier poursuivrait par tous les moyens la suppression de toutes les dispositions légales qui consacrent l'infériorité civile, politique et économique de la femme », et M. Vandervelde prononça: « Toutes les questions féministes convergent dans leur évolution dernière vers une transformation du mariage: on a désigné sous le nom *union libre* la forme nouvelle que l'on peut ainsi pressentir dans un avenir rapproché. »

Ces choses désolent M. de Ghélin, qui applaudit du reste à certaines des mesures prises « pour relever la condition de la femme en Belgique » et qui pousse la générosité jusqu'à faire des vœux en faveur de l'abolition de la prostitution réglementée. Son féminisme ne recule même pas devant le projet de M. Begerem concernant la recherche de la paternité, mais il considère comme une œuvre très pernicieuse tout ce qui, sous prétexte de progrès, serait tenté à l'encontre du vieux dogme chrétien: *Vir caput mulieris*.

Italie. — De Gabriele d'Annunzio à un reporter du *Novoye Vremya*, qui rend compte dans le grand journal russe d'une visite qu'il a faite récemment au romancier italien:

« On s'est fait de moi une fausse idée. On m'a reproché la dissipation, la paresse et un penchant très marqué pour les plaisirs douteux de tous genres. La vérité, c'est que je suis un grand laborieux, tout à mon métier d'écrivain douze ou quatorze heures par jour, quelquefois plus. Aujourd'hui même, j'ai passé dix-huit heures à ma table de travail. Mais je travaille très lentement. Je ne suis pas de ceux qui écrivent facilement et il m'est très souvent arrivé de n'avoir pas dépassé trois pages après une longue journée de dur labeur. Après six mois d'un tel effort, je suis à bout et je dois abandonner tout travail. Je voyage alors, — le voyage a toujours été mon grand plaisir; — je fais du sport et j'aime tous les genres de sport, et je me refuse à ouvrir un livre. Je me reconnais incapable de travailler comme font les Français, par exemple: méthodiquement et suivant une règle. »

Le nouveau roi d'Italie continue d'être un bon roi: à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, il vient d'accorder la liberté à 13000 prisonniers, — et d'autres élargissements, plus nombreux encore, doivent suivre.

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40092. *Le Directeur-Gérant*: HENRY FERRARI.

Librairie de la Collection des Dix, A. ROMAGNOL, Directeur

PARIS — 10, RUE DE CONDÉ, 10 — PARIS



COLLECTION DES DIX



La *Collection des Dix* a été commencée en 1894. Elle se compose de dix œuvres littéraires de genres divers — Poésie, Roman, Contes, Théâtre, Histoire, etc., etc. — et de dix auteurs différents.

Les illustrateurs sont choisis parmi ceux de nos artistes dont le talent absolument original accuse une réelle personnalité, parmi ceux qui sont destinés, croyons-nous, à occuper une place caractéristique dans l'histoire de l'illustration et du livre modernes.

Nous espérons que cette *Collection des Dix* constituera un des documents les plus curieux et les plus originaux de l'édition d'art de cette époque.

Tous les volumes de cette collection seront du format in-8°. Chacun d'eux aura son caractère propre, son genre littéraire, sa facture d'illustration toute spéciale, son mode de reproduction particulier, sa typographie raisonnée. On trouvera dans cette série les différents genres de gravure artistique.

Le tirage de cette collection est seulement de 300 exemplaires sur papiers japon, chine, et vélin de cuve. — Le papier vélin de cuve est fabriqué spécialement pour chaque ouvrage.

OUVRAGES PARUS

La mort du Duc d'Enghien, par L. Hennique
Illustrations de *Julien Le Blant.*

La Fille Élisa, par Edmond de Goncourt
Illustrations de *Georges Jeanniot.*

Boule de Suif, par Guy de Maupassant
Illustrations de *François Thévenot.*

Sapho, par Alphonse Daudet
Illustrations de *A.-François Gorguet.*

Le Passant, par François Coppée
Illustrations de *L.-Édouard Fournier.*

Servitude et Grandeur militaires
par Alfred de Vigny
Cet ouvrage divisé par l'auteur en deux parties, a été publié en deux volumes :

1° **Souvenirs de Servitude militaire**
Illustrations de *Albert Dawant.*

2° **Souvenirs de Grandeur militaire**
Illustrations de *Jean-Paul Laurens.*

OUVRAGE PARU EN DEHORS DE LA COLLECTION DES DIX

Paysages et Coins de Rues, par A. Lepère.

POUR PARAITRE LE 4 DÉCEMBRE

Thaïs, par Anatole France, avec les illustrations de *Paul-Albert Laurens.*

EN PRÉPARATION

Légende de l'Aigle, par Georges d'Esparbès, avec illustrations de *Thévenot.*
La Vie de Bohème d'Henri Murger, illustrations de *Léandre.*
La Jacquerie, par Prosper Mérimée, avec illustrations de *Luc-Olivier Merson.*
L'Attaque du Moulin, par Émile Zola, avec illustrations d'*Émile Boutigny.*

N° 22. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 1er Décembre 1900.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 22

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.

AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	35 fr.	55 fr.

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER



MANUFACTURE PERNOT est incontestablement une des plus importantes biscuiteries du monde entier. Ses usines de Dijon, dont nous donnons une vue ci-dessus, sont une véritable merveille industrielle qui fait le plus grand honneur à ses directeurs, MM. Lucien et Georges Vielhard. [illegible] [illegible]

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 22. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 1er DÉCEMBRE 1900.

LA GENÈSE D'UN ROMAN DE BALZAC

— LES PAYSANS —

Lettres et fragments inédits.

DEUXIÈME PARTIE (1).

A coup sûr, nous n'apprendrons rien à personne, en rappelant ici à quel degré les rapports de Balzac avec Émile de Girardin furent sans cesse troublés, successivement intimes, affectueux même, puis profondément altérés et aigris.

Tous deux violents, autoritaires, toujours mutuellement prêts à défendre, l'un contre l'autre, nous ne savons quelle question d'orgueil et de primauté, jamais ils ne s'accordèrent vraiment, ni ne purent établir entre eux de relations régulières et douces. Sans Mme de Girardin, qui s'efforça constamment d'empêcher ces chocs perpétuels, et qui n'y parvint pas aussi fréquemment que ses efforts l'auraient mérité, le grand écrivain et le potentat de la *Presse* en seraient arrivés plus souvent encore, sans ménagements ni mesure, aux hostilités officielles. En réalité, Balzac avait une sincère affection pour Mme de Girardin. Il se plaisait dans son salon, et si certaines de ses lettres contiennent parfois contre elle une de ces phrases violentes, que sa nature en dehors et sa croissante maladie de cœur l'empêchaient de retenir, il n'en était pas moins le véritable ami de la belle Delphine. Mais les choses changaient dès qu'il s'agissait de son mari.

A l'époque où ces deux puissantes individualités, si remarquables chacune dans son genre, s'étaient rencontrées dans la vie, Balzac était moins près de voir réussir ses ambitions et ses espérances que le futur grand journaliste. Une lettre de ce dernier, adressée à M. Armand Baschet, que celui-ci publia en partie dans son livre sur le romancier (1), précise le moment de cette entrée en relations. Cette lettre paraît ici pour la première fois complète :

22 décembre 1851.

Voici, Monsieur, les seuls renseignements que je puisse vous transmettre.

En 1829, M. de Balzac me fut présenté par M. Levavasseur, libraire (2). Il n'était connu alors que dans le cercle étroit de son intimité ; il me remit un article intitulé : *El Verdugo*, que je fis insérer dans *la Mode* (3). Ce journal fut le premier qui l'accueillit.

Plus tard, vers la fin de 1829 ou en 1830, j'eus l'idée, en effet, de publier, dans le format des journaux quotidiens un supplément bibliographique (4). M. de Balzac et M. de Bois le Comte (récemment encore ministre de France aux États-Unis), en furent les plus actifs collaborateurs. Ce journal ne vécut que peu de mois. Je n'en ai pas la collection ; mais il serait possible que M. de Bois le Comte l'eût conservée.

Cordialement.

ÉMILE DE GIRARDIN.

(1) Voir la *Revue* des 18 et 25 août et du 1er septembre 1900.

(1) *Honoré de Balzac*, etc., par Armand Baschet. In-12. Chez Giraud et Dagneau, 1852, p. 26.
(2) Chez qui Balzac publia, en décembre 1829, *la Physiologie du mariage*.
(3) Numéro du 29 janvier 1830. Daté d'octobre 1829, dans la *Comédie Humaine*.
(4) *Le feuilleton des journaux politiques*, n° 1, 3 mars 1830.

Émile de Girardin, l'un des premiers, devina donc la valeur du futur maître, et l'associa, dès 1830, à la rédaction de la plupart des publications par lesquelles il préludait, en matière de presse, aux conceptions nouvelles qui devaient l'illustrer. C'est ainsi que Balzac collabora au *Voleur*, au *Feuilleton des journaux politiques* et à *la Mode*, alors que son nom n'avait encore conquis aucune notoriété. Mais, à partir de 1832, en plusieurs circonstances, la lutte s'engagea. Toutefois, en 1836, lors de l'apparition de *la Presse* dont, à l'origine, M. de Girardin fut bien le fondateur et le premier gérant, mais non pas l'absolu directeur, ni l'unique propriétaire, le nom de Balzac était devenu trop célèbre pour qu'on ne désirât pas l'attacher à la rédaction du nouveau journal. Les démarches tentées réussirent, et *la Presse*, l'année même de sa naissance, inséra la scène de la vie de province intitulée : *la Vieille Fille*. Depuis lors, le maître ne cessa guère d'y collaborer, car, de 1837 à 1847, il lui donna la primeur des ouvrages suivants : *la Femme supérieure (les Employés)*, *le Curé de village*, *Véronique* (fin du *Curé de village*), *la Princesse parisienne (les Secrets de la princesse de Cadignan)*, *la Rabouilleuse* (les deux parties : *les Deux Frères* et *un Ménage de garçon en province)*, *Mémoires de deux jeunes mariées*, *Honorine*, *Gaudissart II*, *les Paysans*, *Petites misères de la vie conjugale* (en partie), et *la Dernière incarnation de Vautrin*.

Mais, durant ces dix années, que de plaintes, que de récriminations échangées entre l'écrivain et la direction du journal ! Et, reconnaissons-le, elles étaient fort souvent légitimes des deux côtés. Par exemple, Balzac lançait contre *la Presse* des torrents d'invectives, parce qu'après l'insertion de *la Vieille Fille*, elle avait refusé coup sur coup *la Torpille* (premiers chapitres de *Splendeurs et misères des courtisanes*), et *la Haute Banque (la Maison Nucingen)*, ouvrages que *le Curé de village* remplaça, ainsi qu'en témoigne une note annonçant sa prochaine mise au jour, note imprimée dans *la Presse* du 28 septembre 1838. La voici :

« Cette nouvelle, dont l'auteur revoit en ce moment les épreuves, est destinée à remplacer *la Maison Nucingen* et *la Torpille*, précédemment annoncées, mais dont l'insertion n'a pu avoir lieu par des considérations puisées dans les exigences d'un journal quotidien. »

D'autre part, *la Presse*, non moins exaspérée, menaçait sans cesse Balzac d'une avalanche de papier timbré, par suite de la constante inexécution des engagements qu'il avait pris envers elle, ou bien à cause de l'invraisemblable sans gêne avec lequel il quittait pour longtemps Paris, sans même daigner laisser une adresse qui permît de lui envoyer la suite des épreuves d'un ouvrage, parfois déjà annoncé dans le journal comme prêt à y paraître !

La *Correspondance* imprimée de Balzac contient quelques-unes de ses lettres à M. et à Mme de Girardin. Mais le plus grand nombre de celles qu'il adressa au grand polémiste n'a point, à cette heure encore, vu le jour, et nul ne sait entre quelles mains se trouvent aujourd'hui les célèbres et importants papiers du fondateur de *la Presse* !

Nous allons essayer d'atténuer cette déplorable lacune en recueillant ici, avant de revenir aux *Paysans*, toute une série de lettres inédites échangées entre Emile de Girardin, sa femme, et Balzac. Nous y joignons celles déjà parues dans la *Correspondance*, mais publiées ici pour la première fois avec leurs dates rectifiées, et tout à fait conformes au texte original. On pourra mieux juger ensuite, grâce à la variété de leurs formules, combien les réponses encore inconnues de l'écrivain au journaliste devaient être peu conciliantes !

Celles des lettres publiées dans notre travail qui ne portent aucun nom de destinataire, sont adressées à Balzac.

Paris, janvier 1830

Mon très cher Monsieur,

Voici vos épreuves. Veuillez vous hâter de les corriger. Et *l'Autopsie* après laquelle j'attends, me la donnez-vous? Et notre *Ane Mort* ? Vous voyez que nous ne voulons vous tenir quitte de rien. C'est la conséquence de toute l'estime que nous inspire votre esprit et votre grand talent (1).

Amitiés.

EMILE DE GIRARDIN.

---

20 août 1831.

Je n'ai pas eu le temps, mon cher Balzac, d'aller vous voir. Que devenez-vous? Et *la Peau de Chagrin* ! Je suis bien désireux d'avoir de vos nouvelles. Ne viendrez-vous donc [pas] nous en apporter un jour? J'irai à Paris jeudi prochain. Je descendrai vous voir à onze heures, si, d'ici là, nous n'avons pas de nouvelles en échange de ces souvenirs de la trinité de Villiers.

ÉMILE DE G[IRARDIN].

Paris, mercredi 26 octobre 1831.

Etes-vous parti, êtes-vous de ce monde, mon cher Balzac? Je reçois un mot de M. Gosselin

(1) Cette lettre est écrite sur du papier avec en-tête imprimé du *Voleur*, où parut, anonymement, cette critique de *l'Ane mort et la Femme guillotinée*, de Jules Janin, dans le numéro du 5 février 1830. Indiquée comme étant le trentième chapitre de l'ouvrage, — qui n'en renferme que vingt-neuf, — elle contient *l'Autopsie* demandée. Quant aux épreuves envoyées, il s'agit peut-être des deux fragments de *la Physio-*

sur lequel je voudrais bien causer un moment avec vous. Vous trouverai-je vendredi, à onze heures? Nous aurions [été] de là chez l'éditeur dont vous faites la fortune, *et cœtera*.

Amitié d'ambition!!!!

EMILE DE GIRARDIN.

Paris, 1832.

Merci de votre aimable intérêt. Nous allons tous bien, c'est-à-dire que nous ne sommes qu'un peu malades. Puisque vous comptez venir aujourd'hui dans ce quartier, nous vous attendrons pour diner, c'est-à-dire pour jeûner en compagnie. Emile est allé vous voir hier. Ma sœur a été inquiète de son mari. Elle est assez bien. A aujourd'hui, n'est-ce pas?

Amitiés.

D[ELPHINE] G[AY] DE G[IRARDIN].

Ce vendredi, 13 avril 1832.

Puisque nous voilà tous en quarantaine, dites-nous comment vous êtes. Donnez-moi des nouvelles de Madame votre mère, et de cette aimable sœur dont le souvenir m'est si doux. Qu'est devenu ce beau temps où l'on n'avait à craindre que les charrettes et les tilburys, et où l'on pouvait rire de ses désastres, et les oublier près de vous! Nous vous invoquons dans nos tristesses, comme on invoque un médecin dans ses souffrances. Ecrivez-nous donc, et consolez-nous de ne pas vous voir en nous rassurant sur votre santé.

Mille amitiés de la part d'Emile.

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

A Madame Emile de Girardin.

Paris, avril 1832.

Figurez-vous que j'ai été, moi si beau! cruellement défiguré pendant huit jours, et cela m'a paru curieux d'être plus laid que je n'étais.

Je ne suis sorti qu'hier, mais vous devinez bien pour qui était cette première visite. Aujourd'hui [ou] demain, j'aurai le bonheur de vous remercier des gracieuses amitiés que vous m'avez écrites, et de vous voir. Nous rirons un peu des bien portants, et bénirons les morts.

Ma sœur est en Touraine. Ma mère est mieux; elle m'a fait peur. Il y a eu une journée où j'ai tremblé pour elle. Elle va bien.

Vous êtes bien aimable pour moi, et je vous en remercie du plus profond de mon cœur : *de profundis!* comme dit le psaume fatal. Cela est-il de bon goût par le choléra qui court? Oui, car c'est vous placer aussi haut que Dieu, et, entre lui et vous, je n'hésite pas.

Aussi je me mets à vos pieds.

DE BALZAC.

J'ai horriblement souffert, et maintenant il faut réparer le temps perdu; il faut travailler pour ces gredins de chevaux, que je ne puis pas parvenir à nourrir de poésie. Quelle belle application ce serait de la poésie! Ah! une douzaine de vers alexandrins en guise d'avoine! Cette découverte tuerait la vapeur!

N'oubliez pas de présenter à madame Gay mes hommages respectueux. Elle doit avoir reçu le *livre!...*

Et vous ne m'avez rien dit de votre main! Souffrez-vous encore (1)? Vous n'avez personne de malade? Madame O'Donnell va bien, n'est-ce pas? Mille vœux pour vous.

Ce mercredi, 9 mai 1832.

Voilà des siècles qu'on ne vous a vu. Venez donc demain soir nous donner de vos nouvelles. Vous verrez un admirateur passionné de votre dernier livre (2), et de bons amis qui ne vous pardonnent pas de les oublier.

Ma mère va beaucoup mieux. Nous célébrons sa convalescence par une *bouillotte fantastique*.

A demain, n'est-ce pas?

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

A Madame Emile de Girardin.

Paris, mai 1832.

Depuis deux jours, je suis en flanelle et en douillette, attendu que je suis malade. Je l'étais déjà mardi soir, et je me suis fait, à la figure, l'enflure que vous avez eue à la main. J'en ai encore pour trois jours de souffrance et de désespoir; mais ce n'est pas le choléra, et personne ne peut dire : « M. de Balzac a le choléra, nous allons le perdre! »

Ma maladie est ignoble; c'est un abcès qui a son cours prévu.

---

logie du mariage, cités en janvier 1830 dans *le Voleur*, ou bien de travaux destinés à *la Mode*, cet autre recueil que dirigeait également Emile de Girardin.

(1) Peu de temps auparavant, Mme de Girardin avait eu la main contusionnée, par suite d'un accident arrivé lorsqu'elle se trouvait, avec Balzac, dans la voiture de ce dernier.

(2) La nouvelle édition, en quatre volumes, des *Scènes de la vie privée*, contenant en plus : *les Célibataires (le Curé de Tours)*, *la Bourse*, etc.

Mille remerciements de votre aimable souvenir ; mais j'aurais voulu un mot de votre main, sur l'état de votre main, dont j'ai la responsabilité.

Amitiés dévouées pour tous les vôtres, et pour vous.

DE BALZAC.

Ce mardi, 29 mai 1832.

Vous êtes à Paris et nous ne le savons pas, ô monstre ! Pour réparer vos torts, venez nous charmer encore. Vendredi soir nous célébrons en famille l'anniversaire de ce mariage auquel vous assistâtes (1). Venez. Nous ne pouvons nous passer de vous. Si vous avez quelque chose à nous lire, apportez-le ; sinon, vous nous raconterez vos voyages, et vous savez comme nous écoutons ! ! Ecrivez-moi un petit mot. Je tiens à savoir d'avance si je puis compter sur vous vendredi. Je vous dirai pourquoi, ou plutôt *pour qui !*

D[ELPHINE] G[AY] DE G[IRARDIN].

A Madame Emile de Girardin.

Paris, 31 mai 1832.

Nous étions, madame, destinés l'un et l'autre à connaître les effets du tilbury dans tous ses développements, et, non loin de ce même endroit où vous fûtes si indélicatement traitée, j'ai été mis en contact avec les héroïques pavés du susdit juillet. Cette tête, cette belle tête, enfin cette tête... que vous connaissez, a porté de la manière la plus malheureuse, et je ne sais si quelque rouage de la mécanique ne s'est pas détraqué dans mon cerveau.

Cependant, comme votre souvenir a été ma première pensée au moment de ma chute, j'en ai conclu que mon intelligence ne devait pas être attaquée, car vous tenez certes par des liens secrets à tout ce qu'il y a de plus noble dans mon intelligence et dans mon cœur. (Ça ne se dirait pas, mais ça s'écrit.)

Plaisanteries à part, je suis au lit. J'ai été, pour la première fois de ma vie, saigné très copieusement. Il m'a été ordonné de ne pas écrire, et même de ne pas penser ; de demeurer dans un calme parfait ; et voilà que votre lettre est venue réveiller toutes les idées gracieuses et mondaines qui vous suivent ou vous précèdent ; vous m'avez rappelé les délices des fétiches, et même une dette que j'aurais été acquitter le soir même de ma chute ; mais, comme j'espère ne pas mourir encore, j'aurai le bonheur de vous voir aussitôt que je pourrai sortir, et je regrette bien vivement de ne pas pouvoir célébrer ce doux anniversaire, et me rendre à cette soirée, où, malgré tout ce que vous voulez bien me dire, je n'aurais pu voir que vous.

Ayez la bonté de faire agréer à madame Gay mes remerciements pour son envoi ; je lui aurais bien écrit ; mais, obligé de me servir d'une main amie, je suis forcé, par le médecin et la politesse, d'écrire et de faire écrire le moins possible.

Mille affectueux hommages.

DE BALZAC.

A Madame Emile de Girardin.

Angoulême, 29 juillet 1832.

Voulez-vous me permettre de vous confier un secret ? De loin, puis-je faire la demande et la réponse, et ne présumerais-je rien de faux en vous supposant bonne, ingénieuse et complaisante ?

Premier secret, ne dites pas où je suis, ni qui vous écrit, ni ce que je vais avoir l'impertinence, l'outrecuidance de vous demander. — Si vous me refusez, dites-moi l'un des plus jolis *non* que vous ayez formulés, et gardez-moi encore le secret.

J'ai achevé un livre intitulé *Etudes de Femme ;* il me faut une préface écrite par une femme : voulez-vous me la faire ?

Si vous me trouvez digne de quelques plumées d'encre, si vous voulez vous mettre un peu de noir aux doigts, si... si..., il y a mille *si !* répondez-moi un petit mot. Je suis à Angoulême, où je suis venu me faire couper les cheveux, et, jusqu'au 20 août, je puis y recevoir votre gracieuse réponse, quoi qu'elle dise. — Alors, si vous m'accordez ma requête, je vous enverrai un petit mot touchant cette préface, qui serait pour les neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millièmes dans le succès de mon livre, et mon chagrin sera de ne pouvoir jamais vous rendre un service de ce genre.

Avez-vous pensé que je pensais à vous, et à Emile ? Quand la bougie a scintillé, quand votre oreille a résonné, quand vous avez été gaie, avez-vous cru que j'étais près de vous en esprit ? Non, vous vous serez moqués tous de moi, peut-être, et vous m'aurez mis au nombre des gens sans mémoire, et Dieu sait si j'en manque ! Savez-vous qu'il est impossible, en province, de ne pas tourner les yeux vers ce salon où tout est esprit et pensée ?... où l'on fait payer l'éloge par de la

---

(1) Le 1er juin 1831. Retenu par sa santé, Balzac n'avait pas quitté Paris. Il ne partit qu'en juin, et pour plusieurs mois.

raillerie, où cependant l'on vient toujours se faire duper, parce que tout y est joli, et que nous aimons mieux de ravissantes illusions que d'amères vérités? — Du moins, moi, je suis ainsi, prêt à grimper sur une parole comme Astolphe sur son hippogriffe.

Vous ne m'oublierez pas auprès des personnes à qui je dois des souvenirs, et vous les formulerez en me faisant dire tout ce que je dois penser.

Répondez-moi sincèrement, et, si c'est *oui*, laissez-moi prendre toute l'exigence de l'amitié; car vous, *Delphine divine*, — comme disait le pauvre fou, chez Gérard, — et Emile, ne pouvez pas douter de la sincérité des sentiments de votre affectionné

DE BALZAC.

Paris, août 1832.

Votre lettre est arrivée comme vous, comme vous arriviez à Villiers, au milieu d'une espèce d'hôpital, nous trouvant toutes malades à la fois. Nous voilà mieux enfin, et je puis trouver un moment pour vous écrire.

Ma mère a été si horriblement souffrante d'un rhumatisme à la main, que je ne pouvais la quitter. Vous devinez quel supplice ce devait être, pour une personne active comme elle, que de se voir tout à coup infirme, et forcée à la paresse par la douleur.

Je suis bien fière de la preuve de confiance que vous me donnez en me demandant d'écrire une préface dont vous seriez responsable. Mais je suis bien trop votre amie pour vous rendre jamais le mauvais service de vous remplacer. Personne plus que vous ne possède cet art si rare de se transformer en écrivant, de changer de plumages, de s'identifier aux sentiments d'autrui. L'homme du monde qui a peint si admirablement un abbé Birotteau (1), l'habitué de l'Opéra qui a su se faire chanoine de province, et nous intéresser tous au chagrin d'un homme qui pleure sa chambre comme on pleure sa fille, cet homme, enfin, qui a tenté avec succès tous les tours de force littéraires, peut certainement bien mieux que moi écrire une préface de femme.

Savez-vous que la duchesse d'A[brantès] répand obligeamment le bruit que vous êtes non pas en Touraine, mais à Charenton? Et voilà que l'on vient de tous côtés me demander très sérieusement de vos nouvelles, et si l'on espère vous guérir. J'ai toutes les peines du monde à persuader aux gens qui s'intéressent à vous que ce bruit répandu par Madame d'A[brantès] est une légère plaisanterie de sa part, et je sens que j'ai besoin de votre retour pour m'aider à détruire l'impression qu'il a laissée. Revenez donc bien vite. Ne laissez pas à ces *cheveux voyageurs* le temps de regrandir encore, car il vous faudrait de nouveau séjourner à Nemours pour les recouper. En vérité, vous êtes un homme étrange! On n'a jamais vu établir des relais de coiffeurs tout le long de sa route comme vous le faites. N'en avez-vous donc pas un qui vous convienne à Paris, que vous nous abandonnez si longtemps (1)? Hâtez-vous donc de nous rapporter quelque bon ouvrage comme le dernier. *Birotteau (le curé de Tours)* est un chef-d'œuvre, je vous le répète. Tout le monde peut faire de l'horreur, de la mort, du crime, etc. Mais personne ne dessine le tableau de mœurs comme vous, et c'est, à mon avis, ce qu'il y a de plus difficile, car ces auteurs qui ne savent que raconter leur propre histoire, sans remarquer qu'ils ont presque tous la même, commencent à me lasser, et je leur sais peu de gré d'une observation qui ne porte jamais que sur eux. C'est dommage, pour leur talent, que le destin ne leur envoie que des aventures vulgaires. S'il leur arrivait quelque histoire extraordinaire, leur livre serait plus amusant.

Venez. Paris est mortellement ennuyeux. Nous avons bien besoin de vous pour rire. Madame O'D[onnell] elle-même trouve à s'ennuyer! Emile va bien. Il me charge de mille amitiés pour vous, et pourtant il ignore que je vous écris!

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

Avril ou mai 1833.

C'est lundi prochain mon *dernier jour*, c'est-à-dire mon dernier *lundi*. Emile part pour la Bretagne la semaine prochaine. Venez donc *lundi*, venez *dîner*. C'est aussi la fête de ma mère. Venez donc. Apportez-nous *l'Echo de la Jeune France* (2). Il y a, dit-on, un autre *Ferragus* délicieux, que nous ne connaissons pas. Prêtez-le-nous.

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

Ce dimanche, 26 mai 1833.

Ah! vous êtes à Paris, et vous ne venez pas

---

(1) Dans *le Curé de Tours*.

(1) Série d'allusions au voyage de Balzac, dont les étapes de *coiffure*, souvenir des aventures de Samson chez Dalila, se résumaient en rendez-vous féminins. C'est ainsi qu'il retrouva Mme de Castries à Aix-les-Bains, puis revint s'installer chez Mme de Berny, à la Bouleaunière, près Nemours.

(2) Contenant le début de *la Duchesse de Langeais, (Ne touchez pas à la hache)*. Numéro 1, mars 1833. Paru en avril.

me voir! Cela est abominable. Je vais intéresser tous les Ferragus de Paris à ma vengeance. Je veux absolument vous voir demain, lundi soir. Vous trouverez chez moi les personnes que vous aimez, qui vous aiment, et enfin moi, qui vous déteste. Cela ne suffit-il pas pour vous attirer?

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

Ce 29 novembre 1833.

Je compte toujours sur vous à dîner dimanche, en grand costume de travailleur. N'oubliez pas le petit bonnet violet. Si vous avez quelques pages à nous lire, apportez-les; il n'y aura que nous. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce sera sans façon.

A dimanche.

G[AY] DE GIRARDIN.

Paris, fin de 1833.

Qu'il y a longtemps que nous ne vous avons vu! On dit que vous êtes fâché contre moi. Je vous sais bien trop d'esprit pour croire cela. Prouvez-le-moi, et venez nous voir lundi. Venez dîner, si vous êtes dans notre quartier. Je ne vous attendrai pas, puisque c'est le seul moyen de vous avoir.

A lundi.

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

A Madame Emile de Girardin.

Paris, fin de 1833.

Madame,

Depuis le jour où j'ai eu l'honneur de vous voir, je ne suis pas sorti, je n'ai vu personne; j'ignore donc qui a pu vous dire que j'étais fâché contre vous; et pourquoi? Nous ne nous fâchons contre quelqu'un que quand nous avons des torts envers lui; je ne m'en connais pas d'autre que celui de manquer à des invitations amicales; mais ce sont des raisons pour vous aimer davantage.

Je vous remercie de votre bon souvenir; mais je ne pourrai vous aller voir de quelque temps, car je suis plongé dans le gâchis des épreuves et des rattrapages de deux ouvrages pressés.

Agréez mes hommages respectueux, et faites mille compliments amicaux à Émile.

J'ai l'honneur d'être votre tout dévoué serviteur.

DE BALZAC.

Ce mardi 10 [décembre 1833].

Si vous n'êtes point parti jeudi, c'est-à-dire après-demain (1), venez dîner avec nous. Nous jouerons à la bouillotte, et nous dirons des folies et des bêtises.

D[ELPHINE] DE GIRARDIN.

Lundi, 24 février 1834.

Oh! venez recevoir nos remerciements! *Eugénie Grandet* est adorable, et la grande Nanon, et le Père Grandet! Quel talent, quel talent, oh! grand Balzac!! Ma sœur, ma mère et moi sommes en admiration. Famille de Séides!

Jamais aucun de vos ouvrages n'a obtenu tant de succès.

Venez nous voir bien vite, que nous vous disions *toutes* ce que nous pensons de vous. Quand je pense que ce grand homme est mon maître!! Oh! j'ai bien perdu depuis l'interruption de mes études. Encore si vous m'aviez laissé un répétiteur. Mais point!! Le maître jaloux n'a point de prévôt.

Venez donc dîner avec nous demain ou après-demain, aujourd'hui, hier même, tous les jours!... Dès que vous avez une heure, donnez-la à vos trois admiratrices, mère et filles.

Je signe au nom du trio.

G[AY] DE GIRARDIN.

Emile se joint à nous pour vous avoir. Oh! répondez!!!!!

A Madame Emile de Girardin.

Février 1834

Ma chère écolière,

Ne vous moquez pas de votre pauvre maître, qui ne sait rien que par théorie. Il a dit, dans je ne sais quel *conte drolatique*, qu'un quintal de mélancolie ne payait pas une once de frippe; eh bien, les milliers de quintaux de plaisir qu'on peut récolter dans le monde, ne payent pas les billets de la fin du mois.

Ergo, le maître est esclave, et, comme il n'attend rien que de lui, le pauvre maître travaille; il est toujours couché à six heures, au moment où vous allumez la vie, les bougies de votre élégante cage; où vous faites briller, de plus, votre esprit; où la poésie brûle et scintille; puis, il se lève à minuit et demi, pour travailler douze heu-

(1) Balzac se préparait à partir pour Genève. L'autographe de ce billet inédit appartient à Mme C. d'Arjuzon. Elle a bien voulu nous permettre de l'imprimer ici.

res, pendant que vous reposez, après vous être balancée dans mille gentillesses de rêves. *Ecco!*

Jugez si cela me semble dur ; car, enfin, je n'ai qu'une écolière, une seule. Personne ne vient

En la cabane où le coton me couvre.

me consoler ; et, quand on ne voit personne, qu'on ne veut rien savoir, ce que l'on nomme gloire et réputation ne sont que des coups d'épée dans l'eau. — Je suis comme l'enfant qui a oublié de mettre des pois dans sa vessie au carnaval, et qui n'entend aucun son en frappant sur le public.

Je vous remercie donc beaucoup de votre bonne lettre, de votre cher souvenir.

Mille gracieusetés à madame O'Donnell ; mes hommages à madame Gay ; mes amitiés à Emile, et, à vous, mille affectueuses obéissances.

H. DE BALZAC.

1834 (?).

Mon cher Balzac,

Je ne puis laisser votre billet sans réponse.

Les motifs que vous pouvez avoir pour agir ainsi que vous le faites, je n'ai point à les discuter.

Le droit que vous me contestez de propriété des articles de *la Mode* serait à établir, et, s'il vous plaisait de le faire, je ne reculerais pas devant une décision judiciaire ou arbitrale, comme il vous plairait ; un peintre n'a pas le droit de faire graver un tableau qu'il a vendu. Vous avez repris, pour les publier ailleurs, divers articles qui étaient la propriété de *la Mode*. En aviez-vous le droit? Vous l'avez fait sans m'en prévenir. Je n'ai, dans la supposition la plus défavorable, fait qu'imiter un mauvais exemple donné par vous.

Je laisse cela là, pour passer aux autres paragraphes de votre lettre.

Je ne vous conteste pas vos idées pleines d'or. Je n'ai jamais reconnu que des *agents* fussent une de vos idées, car c'est l'idée de tous les marchands de pâte Regnault, etc. Je vous ai cité l'autre jour votre projet de *Société Générale d'abonnement*. Cette idée, qui vous l'a prise? Il m'avait paru que *le Magazine Français*, du libraire Fournier, en était une exécution imparfaite. Vous m'avez dit : non. L'idée des *Cabinets de lecture*, à un franc par mois, dont MM. Bohain et compagnie se prétendent les inventeurs, y peut ressembler jusqu'à un certain point, bien qu'au lieu d'être appliquée à des romans en volumes, elle le soit à des journaux politiques et autres. Mais je ne sache pas que vous partagiez avec eux la prétention ridicule d'inventeurs. Aussi, pourquoi n'ont-ils pas pris un brevet d'invention?

Votre idée consistait dans un mode d'exécution économique que j'ai reconnu depuis impossible, en raison d'une nouvelle interprétation des lois fiscales.

Quant à ce que vous me dites d'un *Almanach*, Lautour [-Mézeray] avait fait mieux qu'en concevoir l'idée. Il s'était brûlé les doigts en 1830 à faire *l'Almanach du Garde National*. Si, deux ans après, j'en ai fait un malgré ce précédent peu favorable, c'est que la question de *débouchés*, qui était la question capitale, avait cessé d'être pour moi un obstacle (1).

J'ignore si jamais devant vous j'ai laissé tomber le mot : *ingrat*. Dans tous les cas, je ne comprends pas que vous en ayez gardé le souvenir, car je n'ai pas conservé la mémoire qu'un service m'ait jamais donné à votre égard ce droit d'abuser du passé. Je suis comme vous ; je ne comprends pas les amis qui comptent! Mais il y a cependant des jours où l'on se repent de n'avoir pas compté assez avec ses amis, car c'est souvent un motif pour les perdre que de leur laisser trop de latitude d'avoir des torts qui les éloignent, bien qu'on ne les leur reproche pas. Assez de cette dissertation.

J'en reviens, comme vous le faites à la fin de votre lettre, à notre CONTESTATION! Je ne demande pas mieux que de laisser à d'autres le soin de faire jurisprudence, à moins que vous ne la veuillez commencer. Si on vous a colloqué, à propos de mœurs, c'est qu'un M. Bodin, chargé de vous voir à cet effet, a dit avoir obtenu de vous une promesse de concours (2). Je suis resté étranger à ceci. Je n'ai pas plus de fatuité en littérature qu'en amour. Je ne viole ni les femmes ni les auteurs qui défendent leur honneur! Vous avez raison ; ce ne serait pas digne de moi.

Vous dites que du centre d'intérêts où je suis placé, je n'ai peut-être pas le temps de reconnaître les changements qui s'opèrent dans la situation des hommes. C'est ce que tous les parvenus disent à leurs amis, et je ne vous savais pas encore parvenu!

Quant au plaisir que vous trouvez à être seul, chacun ses goûts, mon cher Balzac. Vous avez peut-être raison. Vous dites que votre nom ne peut plus être vendu ni acheté. Il fallait ajouter : *par un éditeur de journal*, pour distinguer

(1) *L'Almanach de France*, première année, 1833. Paru à la fin de 1832.

(2) Il doit être question ici d'une collaboration éventuelle à *l'Almanach de France*, ou bien à l'une ou l'autre des publications fondées en partie par Emile de Girardin.

d'un éditeur-libraire, car, autrement, la phrase n'est pas claire.

Je ne comprends pas davantage cette phrase, tout homme d'esprit que vous me fassiez l'honneur de me croire : — « Vous saurez reconnaître qui de nous a le plus de fer dans ses pots. » Je ne savais pas encore qu'un pot fût la gaine de votre épée.

Mille compliments.

Emile de Girardin.

Madame de Girardin vous remercie.

1834.

J'ai laissé quinze jours à votre colère. Maintenant, que vous devez être de sang-froid, je vous déclare que je trouve votre querelle absurde. Emile et vous n'avez pas le sens commun. En voilà assez. Redevenons bons amis, et ne perdez pas à vous bouder les beaux jours que nous pouvons passer à rire ensemble. Vous me devez un dîner pour celui que vous avez si généreusement refusé l'autre jour. Voulez-vous venir dîner avec nous dimanche, jour de Pâques? Vous aurez pour convives deux arrivants de Normandie, M. Lautour[-Mézeray] et M. Genial. Ils ont eu des aventures à mourir de rire ; ils seront de retour dimanche, pour dîner. Quel bonheur pour eux de vous trouver là ! Venez. Ce sera de la bonne amitié, — ce sera mieux, — et ce sera de l'esprit ! Et puis Madame O'Donnell, qui est malade, se lèvera ce jour-là pour vous voir. Elle prétend que votre vue seule la guérira.

Mille amitiés.

G[ay] de Girardin.

Vte de Spoelberch de Lovenjoul.

(*A suivre.*)

LE CLERGÉ CATHOLIQUE EN FRANCE

Les Réguliers.

Dans *Lucifer*, l'un des romans si remarquables, et trop peu connus du grand public, où il a étudié le clergé français de notre siècle, Ferdinand Fabre met aux prises un évêque suspect de gallicanisme, Bernard Jouffier, avec les congrégations d'hommes qui travaillent en même temps que lui, contre lui aussi, à l'édification des âmes de son diocèse et particulièrement avec la plus puissante de toutes, celle des Jésuites. Appelé à Rome, sur sa demande, et, après une vaine tentative pour s'expliquer devant le pape, renvoyé au cardinal-préfet de la Sacrée Congrégation des Évêques et des Réguliers, qui porte lui-même l'habit des Dominicains, il s'épuise en efforts vraiment ridicules aux yeux de ceux qui connaissent bien l'esprit du Saint-Siège pour convaincre ce dignitaire ecclésiastique de la justice de sa cause et obtenir une sentence en faveur d'un évêque contre des moines. A un moment de l'entretien, son juge lui laisse entendre combien une telle prétention est absurde, et l'impossibilité où est Rome de sacrifier jamais les Réguliers, qui sont l'armée vraiment agissante et militante de l'Église, aux séculiers, dans lesquels le haut état-major romain ne peut guère voir, suivant l'expression du malicieux préfet, qu'une sorte de garde nationale.

La comparaison, quoique discutable à certains égards, est au fond assez juste. Sans doute le prêtre, même séculier, par cela seul qu'il est prêtre, et qu'il observe en gros les obligations de son état, diffère très profondément de l'ensemble de ses compatriotes laïques. Nous avons montré, dans une précédente étude, combien il est parmi eux un être d'exception (1). Mais il vit au milieu d'eux et, sur beaucoup de points importants, de la même vie qu'eux. Maints prêtres de ville et de campagne, une fois accomplis les devoirs de leur ministère, qui, pour ceux d'un zèle ordinaire, ne sont pas toujours écrasants, mènent l'existence douce et tranquille d'un vieux garçon rangé, assez aisé, pourvu d'une bonne gouvernante qui lui rend le logis suffisamment confortable. Ils s'invitent entre eux, invitent aussi des laïques, n'ont renoncé ni aux repas fins, ni aux gais propos de table, ni aux innocentes parties de plaisir. Si le milieu est sympathique, et pas tout à fait dépourvu de fidèles opulents et hospitaliers, le curé a fort à faire pour se défendre contre le monde qui menace de l'attirer, de le dissiper. La règle qui lui interdit d'assister aux grandes soirées et de contempler les épaules nues des danseuses lui permet la commensalité aux dîners les plus luxueux; j'y ai vu des évêques, convives de premier choix à tous égards, par le respect qu'on leur témoignait, et aussi par l'honneur qu'ils faisaient au menu.

D'autre part le prêtre séculier est beaucoup plus indépendant que certains ne se le figurent. Si modeste qu'il soit, il ne relève que de son évêque ; la supériorité des grades intermédiaires, le doyenné, l'archiprêtrise, ne se fait guère sentir à lui : et, s'il a du tact, de la réserve, s'il ne se lance pas dans les excentricités de conduite ou de pensée, ou dans les entreprises par trop hasardeuses, son évêque le laisse en général fort tranquille. Dans son presbytère, le curé, on peut le dire, est son propre maître, dirige sa petite vie quotidienne avec la même autonomie

(1) Voir *Revue* des 7 juillet et 4 août 1900, *le Prêtre catholique*.

qu'un laïque. Il a fait vœu d'obéissance; mais, sous ce rapport, ses supérieurs ne le soumettent pas à de très dures épreuves.

Enfin, si l'Évangile lui impose la pauvreté, rien, dans les règlements ecclésiastiques, ne lui interdit la richesse ; la part des pauvres une fois faite, plus ou moins large, il peut amasser pour lui, ou pour ses héritiers.

En résumé, si le prêtre séculier a renoncé à plusieurs des jouissances du monde, beaucoup lui sont encore permises et peuvent, lorsqu'il n'est pas dévoré par l'amour de Dieu et du prochain, lorsqu'il ne brûle pas du feu sacré, sinon le détacher de son ministère, du moins l'en distraire assez pour qu'il ne s'y applique qu'avec quelque mollesse. C'est ainsi que beaucoup de prêtres, très exacts dans l'accomplissement de leur devoir strict, d'une irréprochable conduite et d'une excellente tenue, sont pour l'Église de fort médiocres soldats, profondément amis de la paix, sans ardeur pour la lutte, s'accommodant assez facilement, dans le milieu où ils exercent, d'un affaiblissement de la foi et d'un relâchement des mœurs qu'au fond du cœur ils déplorent, mais qu'ils tolèrent avec des plaintes stériles et sans action. Le curé de cette espèce, assez commune en réalité, ne gêne personne, mais non plus ne convertit personne; dans maint endroit, le troupeau qu'il laisse faire trouve que son pasteur si bénin est un excellent curé; il arrive même, ce qui devrait être pour lui le comble du déshonneur, que la libre pensée locale le qualifie de brave homme, non sans une nuance de dédain pour cet adversaire trop pacifique, vrai garde national au sein de la milice sacrée.

Tout autre, dans le clergé contemporain, est le religieux de l'une quelconque des nombreuses congrégations qui se sont mises, avec un zele dévorant, à relever la foi et à restaurer les œuvres pour la plus grande gloire de Dieu. Ce sont ces réguliers, ces ardents soldats du Christ, si bien enrégimentés et conduits, et combattant l'ennemi de si grand cœur, auxquels nous allons consacrer une nouvelle étude, non sans redouter la difficulté de la tâche. Le sujet est des plus curieux, des plus complexes aussi; car la classe des moines présente une extrême variété d'ordres et même d'espèces (qu'on m'excuse d'employer cette terminologie empruntée aux sciences naturelles), qui offrent sans doute des traits communs, mais se distinguent par des caractères particuliers très originaux.

Avant d'arriver aux généralités, rien ne vaut, à notre avis, l'examen sur place de quelques cas. L'auteur de ces études n'est pas un défroqué, comme certains pourraient le penser. Mais le vif intérêt qu'il porte à ce genre de questions l'a conduit parfois en des lieux très saints, où il a été parfaitement reçu, quoique profane, et où la déférence et le respect qu'il témoignait à ses hôtes sans aucune hypocrisie ne l'ont pas empêché de regarder autour de lui le plus attentivement qu'il a pu, avec l'entière liberté d'esprit qui est la condition nécessaire de toute recherche sérieuse au point de vue scientifique.

I. — A LA TRAPPE (1)

31 mai-3 juin 189. — Voici la troisième Trappe que je visite. Le paysage est sérieux, mais ne présente rien de particulièrement austère : dans un pays ondulé, sans dépressions profondes, une vaste clairière de champs cultivés par les moines est entourée de grands bois où domine l'essence du chêne; quelques chemins vicinaux peu fréquentés la traversent; le monastère en forme le centre. Bâti sur un petit plateau, il se voit d'assez loin; aucune prétention monumentale; n'était le clocheton aigu de l'église, cette masse de bâtiments donnerait plutôt, à distance, l'idée d'une grosse ferme.

Mais, à mesure qu'on approche, l'on s'aperçoit que c'est une ferme toute spéciale, sévèrement close, comme entourée de silence, sans rien de ce charmant laisser aller, de ce fouillis pittoresque et de cette gaie animation qui attirent le promeneur chez les vrais paysans. Dans un champ voisin du monastère, d'étranges ouvriers se livrent à je ne sais quel travail agricole; uniformément vêtus, les uns de blanc, les autres de brun, régulièrement espacés, muets, concentrés dans leur besogne, sans la moindre distraction, ils ressemblent à des prisonniers soumis à la plus sévère discipline... La cloche de l'église vient de faire entendre un grêle carillon : ils abandonnent subitement leur tâche; mettant leur outil sous le bras gauche, couvrant d'un capuchon leurs têtes rases, ils retournent au couvent sur une file, toujours silencieux et absorbés, et y rentrent par une porte dérobée. Cela manque de gaieté, mais n'est pas sans donner au visiteur profane que je suis l'impression qu'il y a là quelque chose de très sérieux, que l'on est à mille lieues du monde joyeux, frivole et vain.

Je sonne à l'entrée principale; un moine brun, d'aspect rustique, le Portier, m'ouvre; après une courte explication, il me conduit sans mot dire dans un parloir froid et nu que n'égayent point deux ou trois pauvres images de piété pendues au mur. Bientôt arrive un moine blanc, le Père Hôtelier, figure maigre, joues creuses, striées de capillaires à

(1) Nous pensons n'avoir rien de mieux à faire que de reproduire ici une partie des notes que nous avons rédigées, pour fixer nos souvenirs, à l'occasion de visites, d'entrevues, de conversations se rapportant au sujet que nous traitons aujourd'hui.

fleur de peau, yeux caves et légèrement cernés; la barbe et la chevelure sont rasées, sauf, autour du crâne, une couronne peu fournie et grisonnante. L'expression est d'une sévérité tempérée de douceur. Les manières, le langage, les mains mêmes, aux ongles soigneusement tenus, indiquent une bonne éducation. A première vue, sur ces traits se peint pour moi une âme simple et droite.

Les entretiens discrets que j'aurai avec lui me la montreront profondément naïve et croyante, aussi étrangère que possible à ma culture et à mes idées, — au point qu'à certains moments l'intelligence de ce trappiste me paraîtra vide, — vouée sans réserves à la vie religieuse, et, ce qui surprend quand on ne réfléchit pas, trouvant dans ce milieu si effrayant pour l'humanité moyenne de grandes joies qu'il décrit avec nn accent sincère où il est impossible de soupçonner la moindre nuance d'hypocrisie. « J'ai peur, me dit-il, pour la vie à venir; je suis trop heureux ici; le bon Dieu ne m'y éprouve pas assez; s'il me ménage ainsi jusqu'à la fin, plus tard je le payerai. »

Le Père Hôtelier étant le seul religieux avec lequel le visiteur cause, j'use le plus que je puis de cette ressource pour l'instruction spéciale que je viens chercher en ce lieu singulier. Dans mes visites à d'autres Trappes, j'en ai connu de moins réservés, de moins empressés à se dérober pour retourner dans le sanctuaire. Mais je ne perds pas mon temps tout de même avec cet excellent moine, et je regarde comme précieux les instants pendant lesquels nous nous promenons tous deux le soir, en un coin du jardin où je suis autorisé à fumer une cigarette de digestion, avant l'heure de ce qu'ils appellent « le grand silence », qui rend tout le couvent muet et noir comme une tombe.

Aux heures de la journée que je passe dans ma cellule, quelques livres que j'ai apportés et ceux que j'emprunte à leur très modeste bibliothèque, en particulier les deux volumes contenant leurs « Us », me permettent de compléter ce qui m'est dit par le Père et ce que je puis voir moi-même, quand ils me laissent, autant que le souffre la règle, me mêler un peu à la vie du couvent.

La Trappe se rattache à l'ordre de Cîteaux, qui naquit en 1098, et dont les fondateurs, saint Robert, saint Albéric, saint Étienne, se proposaient de pratiquer d'une manière plus parfaite la grande règle de presque tous les monastères d'Occident, celle de saint Benoît. Le principal propagateur de l'ordre fut saint Bernard, abbé de Clairvaux. Après une période de ferveur et d'austérité, les Cisterciens, suivant l'habitude, tombèrent dans le relâchement. En 1664, l'abbé de la Trappe, monastère cistercien situé sur les confins du Perche et de la Normandie, Armand Jean Le Bouthillier de Rancé, après une conversion dont l'histoire est bien connue, fit refleurir parmi ses religieux les constitutions de Cîteaux dans toute leur rigueur, à laquelle même il ajouta. Lorsque la Révolution française supprima les ordres religieux, les moines de la Trappe du Perche émigrèrent, sons la condnite d'un des leurs, Dom Augustin de Lestrange. Ces débris de l'ordre cistercien rentrèrent en France avec l'Empire; sous la Restauration, ils reprenaient assez de force pour rétablir ou fonder plusieurs monastères, auxquels on donna généralement le nom de Trappes. De nos jours, ces monastères se sont multipliés; répandus dans le monde entier, ils sont au nombre d'environ soixante. En 1892, le Saint-Siège les a groupés définitivement en un seul ordre, sous le nom de « Cisterciens réformés de Notre-Dame de la Trappe ». Cet ordre est soumis à une observance dont la rigueur, connue de tous, fait frémir le monde profane et a donné lieu à des légendes macabres, comme celle du « Frère, il faut monrir! » que, suivant la croyance vulgaire, se disent réciproquement les Trappistes lorsqu'ils s'abordent, ou celle de chaque frère creusant un peu tous les jours sa propre fosse. Débarrassée de ces contes ridicules, la réalité, très sévère, ne manque ni de beauté, ni de grandeur.

Dans la partie affectée aux hôtes, ma cellule tonche presque à l'église du couvent. Aussi la cloche me réveille-t-elle, en pleine nuit, vers deux heures du matin, d'un sommeil paisible, où je me replonge bientôt, en me disant que ce sont les moines qui se lèvent à cette heure indue pour commencer leur longue journée de prière, de mortifications et de travail. En un instant tous se mettent debout; ils se lavent rapidement les mains et le visage; quelques minutes après, ils sont à l'église, pour commencer *Matines*, pnis c'est l'office de *Prime*, suivi de la messe.

Les sept offices de la journée, ou *Heures canoniales*, à savoir : matines, prime, tierce, sexte, none, vêpres et complies, correspondent, suivant les auteurs ascétiques, aux sept principales circonstances de la Passion de Jésus-Christ, l'agonie au Jardin des Oliviers, les outrages dans la maison de Caïphe, la Condamnation, le Crucifiement, le Dernier soupir, la Descente de Croix, la Mise au tombeau. Ils se composent surtout de la récitation en chœur d'un nombre de psaumes dont saint Benoît a réglé la distribution de telle sorte qu'en une semaine on récite les 150 Psaumes de David avec les antiennes et les hymnes qui les accompagnent.

Souvent j'ai assisté, de la tribune des hôtes, parfois la nuit, plus volontiers de jour, je l'avoue, à des parties de cette psalmodie sempiternelle, faite d'une voix languissante et qui paraît plutôt fatiguée,

non sans essayer de me mettre par la pensée à la place des religieux et me demander s'ils s'écoutent eux-mêmes, si leur esprit comprend bien le sens des poésies dans lesquelles s'est épanché le génie religieux de la race juive, si ce latin de la *Vulgate*, traduction tantôt admirable, tantôt si défectueuse, du texte hébreu, qu'ils doivent promptement savoir par cœur, à force de le répéter, met réellement leurs âmes en communion avec le divin ; ou s'il n'y a là pour eux qu'un exercice machinal, soutenu, à force de volonté, contre le sommeil et la lassitude, avec seulement l'intention d'accomplir, coûte que coûte, une tâche pieuse ordonnée par les rites, comme il en est dans toutes les religions, comme en pratique le sacerdoce de tous les cultes, prêtres romains, popes, rabbins, imans, brames, bonzes, lamas ; et s'il convient d'écarter absolument le souvenir de la phrase irrévérencieuse décochée par le bouffon génial, Rabelais, contre les moines qui « marmonnent grand renfort de légendes et pseaulmes nullement par eulx entendus, et content force patenostres entrelardées de longs *Ave Maria* sans y penser (1) ».

A les en croire, la psalmodie est pour eux une source de douceurs toujours renaissantes et nouvelles, que l'habitude n'affaiblit point, et dont on ne peut juger avec les sentiments vulgaires. Admettons-le. Tout en reconnaissant le défaut d'un rapprochement aussi profane, pensons au lettré fervent, s'il en est encore, qui relit plusieurs heures chaque jour quelques auteurs favoris, sans jamais se lasser, et y trouve une jouissance inépuisable. Pour notre compte, nous l'avouons, les psaumes, même les plus célèbres, nous parlent avec moins d'éloquence ; si certains versets nous frappent toujours par leur beauté sublime, et nous reviennent parfois à l'esprit avec un frappant à-propos dans certaines situations de notre vie, l'inspiration générale, c'est-à-dire la prière adressée à Jahvé par le roi pénitent contre ses ennemis, nous paraît d'une singulière monotonie. Mais nous ne sommes pas moine, et n'avons aucun titre aux grâces spéciales de cet état saint.

La littérature des hymnes religieuses du moyen âge abonde en beautés que le goût purement classique n'apprécie peut-être point, mais auxquelles un esprit plus large, plus pénétré de sympathie par l'histoire ne reste pas insensible. La langue dans laquelle elles sont écrites est comme celle de l'*Imitation* : ce latin, avec ses prétendus barbarismes, est excellent et savoureux, parce qu'il fut le langage spontané des âmes sincères qui s'en servirent pour épancher leurs effusions mystiques, tandis que le pastiche cicéronien ou virgilien n'est qu'un jeu puéril de forts écoliers. Même au point de vue purement littéraire, maintes strophes sont délicieuses ; les moines, qui voient quotidiennement poindre l'aube et se lever le jour, trouvent dans leurs hymnes l'expression la plus vive et la plus variée du sentiment presque toujours agréable que ce spectacle fait renaître chez l'homme :

Ecce jam noctis tenuatur umbra;
Lux et aurora rutilans coruscat...

Lux intrat, albescit polus;
Caligo terræ scinditur
Percussa solis spiculo,
Rebusque jam color redit,
Vultu nitentis sideris...

Aurora jam spargit polum,
Terris dies illabitur, etc.

Aux premiers offices, succède le *Chapitre ;* c'est la réunion des religieux, sous la présidence de leur abbé, pour entendre la lecture et le commentaire d'un chapitre de la Règle de saint Benoît, ainsi que les instructions diverses et les communications intéressant le monastère que le supérieur juge à propos de leur adresser. Plusieurs fois par semaine on y joint les « Coulpes », c'est-à-dire l'aveu fait à voix haute par chaque religieux, en présence de tous, des fautes qu'il a commises contre la Règle ; il peut même être « proclamé » par ses frères pour celles qui ont échappé à sa vigilance ; « le religieux, dit un trappiste, doit considérer cet exercice de pénitence comme un moyen d'extirper jusqu'aux dernières traces d'orgueil, vice si contraire à l'esprit de son état, et d'acquérir l'humilité, qui est la base de la perfection ».

Après le Chapitre, vient le travail manuel, ainsi recommandé par le grand patriarche des moines d'Occident : « L'oisiveté est ennemie de l'âme ; les frères doivent donc à certains moments s'occuper au travail des mains, et à d'autres heures fixes s'appliquer à la lecture des choses de Dieu. » Dans les Trappes, la culture des champs en fait le fond ; mais comme le monastère doit produire, autant que possible, tout ce qui est nécessaire à sa subsistance et à son entretien, afin que les religieux n'aient pas à sortir pour se pourvoir au dehors, la plupart des métiers y sont pratiqués ; il y a des moines menuisiers, charpentiers, maçons, serruriers, charrons, peintres ; pendant qu'une partie remue la terre, prépare ou effectue les récoltes, le reste peine à l'intérieur dans les divers ateliers. Ici, j'ai pu voir l'abbé lui-même maniant le rabot. Le bruit des voix ne se mêle jamais à celui des outils, puisque la loi du silence, sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure, est absolue. Certains couvents travaillent pour le public, fabriquent des produits renommés, fromages, bière, chocolat, etc., et les vendent en gros. Saint Benoît et saint Bernard ne prévoyaient pas sans doute ce

(1) *Gargantua*, chap. 40.

mode de l'activité monacale, qui est une nécessité des temps devenus plus durs ; il faut que le couvent, recevant moins de libéralités qu'autrefois, se transforme en usine pour s'enrichir lui-même.

A onze heures et demie du matin, quand la règle de la Trappe était appliquée dans toute sa rigueur, les religieux, levés depuis que l'horloge avait sonné deux heures (et encore ce lever est-il avancé d'une heure le dimanche et les jours fériés), et occupés sans répit, soit à l'église, soit au travail manuel, n'avaient pris aucune nourriture. Cependant ils ont fini par subir généralement, comme une concession nécessaire aux exigences de l'organisme, l'usage du « mixtum », c'est-à-dire d'un léger déjeuner matinal composé d'un morceau de pain et de boisson. Le principal repas de la journée a lieu vers midi, après l'*Angelus*, au réfectoire. Il se compose de deux portions cuites, une de soupe maigre, sans beurre ni graisse, l'autre de légumes ou de racines accommodés au sel et à l'eau, d'un dessert de fruits, sauf les jours de jeûne, d'un gros morceau de pain bis, d'un pot d'eau, et d'une pinte de boisson fermentée, bière, cidre, piquette ou même vin, lorsque la communauté en récolte. La viande, le poisson, les œufs, la graisse et le beurre sont complètement interdits par les constitutions. Pendant toute la durée du repas est faite en chaire une lecture édifiante. Sur un coup de la sonnette du supérieur, tout le monde se lève pour dire les Grâces et se rendre processionnellement à l'église, en psalmodiant le *Miserere* et le *De Profundis*.

Puis, après une sieste ou « méridienne » d'environ une heure, recommence la série des offices et des travaux manuels, jusqu'au souper, servi vers six heures, et composé d'une salade et d'un morceau de fromage, lorsque la règle le permet, c'est-à-dire lorsque ce n'est pas un des innombrables jours de jeûne imposés au trappiste ; dans ce cas les splendeurs du menu ordinaire sont remplacées par un simple morceau de pain.

Une dernière fois les moines se réunissent à l'église pour dire les Complies, dans lesquelles figure l'admirable antienne *Salve Regina*, prière suprême de cette longue journée, chantée, ou plutôt gémie par eux suivant une mélodie et avec une expression qui touchent jusqu'au fond du cœur les visiteurs les plus sceptiques : « Salut, ô Reine, mère de miséricorde, notre vie, notre douceur et notre espérance, salut ! Enfants d'Ève, exilés, nous élevons nos cris vers vous, nous soupirons vers vous, gémissant et pleurant dans cette vallée de larmes. Oh ! de grâce, notre avocate, tournez vers nous vos regards pitoyables, et, après cet exil, montrez-nous Jésus, le fruit béni de vos entrailles, ô clémente, ô pieuse, ô douce vierge Marie ! »

Enfin c'est la « retraite ». Les religieux se rendent les uns à la suite des autres au dortoir commun, où couchent l'abbé comme le dernier des frères convers, dans des espèces de cellules ouvertes, sans se déshabiller, sur un grabat rempli de paille, avec une ou deux couvertures de laine. Le sommeil, paraît-il, y est paisible et profond, sauf peut-être dans les grandes chaleurs de l'été, lorsqu'il serait agréable de quitter l'habit monastique, lourd et trempé de sueur ; mais, si c'est alors une vraie mortification de le garder, la règle l'impose et on la subit par esprit de pénitence.

Le silence continuel, absolu, également imposé par la règle pendant toute la vie du trappiste, en dehors du chant au chœur, des austères délibérations du Chapitre, et de quelques rares occasions où le langage par signes ne suffit point, est-il une privation pénible, qui doive figurer parmi les plus dures rigueurs du cloître ? ou l'habitude finit-elle par le rendre tolérable, et même par y faire trouver de la douceur ? — Cette existence toujours identique, invariable, déterminée à l'avance et pour jamais dans ses moindres détails, sans aucun imprévu, aucune distraction, aucun relâchement, ce piétinement sur place en un rayon si petit, ces éternelles stations à l'église, tout cela ne produit-il pas l'impression d'une écrasante monotonie, contre laquelle l'âme réagit sourdement, jusqu'à ce qu'elle se déprime et s'engourdisse dans l'accomplissement machinal de la règle et des rites ? — N'est-elle pas folle, et ne doit-elle pas aboutir à un véritable abêtissement qui se pare du nom de sainteté, cette lutte contre la triple concupiscence qui fait le fond de l'homme, contre celle de la chair par la mortification continuelle des sens, contre celle de l'orgueil par l'obéissance passive et une pauvreté si absolue qu'elle exclut la propriété individuelle de l'objet le plus misérable, contre la curiosité de l'esprit par un renoncement qui s'interdit tout regard sur la vie du monde et même toute spéculation de l'intelligence en dehors de ce que la théologie ascétique appelle « les choses de Dieu » en un sens fort étroit, puisqu'il supprime à peu près le savoir profane ?

Autant de questions auxquelles, avec notre propre psychologie, nous ne saurions bien répondre, parce qu'il nous est impossible de nous faire transitoirement une âme de moine cistercien réformé tout en gardant la nôtre, et de réunir ainsi en nous deux personnes morales complètement différentes pour juger l'une avec l'autre. Nous ne pouvons nous prononcer que d'après les apparences présentées par cet étrange milieu et d'après les témoignages que nous y recueillons.

Malgré les dissemblances des figures, il ne serait pas très difficile au physiognomoniste de dégager ici

un type, qui serait celui du moine ascète; on retrouve dans ce couvent des têtes que la peinture des époques ferventes nous a rendues familières et qui, en divers pays, malgré la différence des styles, se ressemblent par certains traits, des têtes de Memling et de Fra Angelico. L'intelligence, l'esprit n'y pétillent point sans doute; ce ne sont pas celles qu'on voit autour de la Sorbonne laïque, d'aujourd'hui, ou à une première représentation de la Comédie-Française. Il convient, pour en goûter la beauté, de se bien rendre compte des vertus qu'elles expriment, et de se rappeler que la religion chrétienne met ces vertus au premier rang, tandis qu'elle dédaigne les dons les plus enviés, qui sont pour elle, suivant une parole célèbre, « de nul prix », que d'après son enseignement le royaume des cieux appartient aux pauvres d'esprit, et que tout est vain pour l'homme, si ce n'est d'aimer Dieu et de le servir.

Les trappistes, on ne peut guère en douter, aiment Dieu de tout leur cœur, et se figurent que leur manière de le servir est la meilleure incontestablement. Qu'est-ce au juste que ce sentiment, l'amour de Dieu? Le mystique seul le sait, parce que seul il l'éprouve, qu'il faut l'éprouver pour le concevoir, et que tous les efforts de la psychologie sont incapables d'en donner une idée adéquate à ceux qui ne l'ont point. Mais ce n'est pas un simple mot. Les mots n'ont pas cette prétendue puissance qu'une philosophie superficielle leur attribue; ce n'est pas pour des mots, comme ceux de justice, patrie, amour de Dieu, que l'humanité, comme on le dit trop souvent, a lutté, s'est dévouée et sacrifiée.

La claire vue de la parfaite vanité des choses terrestres, à laquelle la réflexion nous amène, ne peut aboutir qu'au pessimisme nihiliste, ou à l'une des formes du mysticisme. Ou bien le monde n'est qu'une illusion vide, ou Dieu est la seule réalité vivante. Qu'y a-t-il à faire, si l'on adopte la seconde hypothèse, que d'aspirer à se fondre dans ce Dieu par l'union mystique et, au-dessus du transitoire, de chercher l'éternel?

A certains hommes il ne faut pas des méditations prolongées, ni l'expérience de la maturité, pour arriver au sentiment de la vanité universelle, au dégoût de la terre et à la nostalgie du divin. Cet état d'âme se produit parfois de très bonne heure, en particulier chez de jeunes prêtres, que les vertus mitigées du sacerdoce exercé au milieu du siècle ne satisfont point. C'est en grande partie parmi eux que se recrutent les Trappes et les Chartreuses, et non pas, comme le croit un préjugé banal, parmi les pécheurs extraordinaires. Le cloître abrite beaucoup moins de mondains désabusés et repentants que de clercs qui ont été enfants très pieux, séminaristes cités en exemple à leurs camarades, prêtres séculiers pleins de ferveur et qui sont venus chercher au couvent une voie plus sûre pour gagner le ciel. La vocation monastique précoce est le cas de la plupart des grands fondateurs et réformateurs d'ordres religieux, comme saint Benoît, saint Bernard, saint Dominique. Le réformateur de la Trappe, l'abbé de Rancé, fait exception; mais peut-être a-t-on exagéré ses premiers égarements.

Le mysticisme chrétien est toujours mélangé d'un certain manichéisme. Déjà dans l'Évangile le démon tient une assez grande place; tout bon moine y croit fermement, lui attribue les tentations avec lesquelles il lutte, et c'est contre lui, contre ce maître de sensualité, de luxure et d'orgueil qu'il pratique les dures mortifications de sa chair et de son esprit. Par elles aussi il expie les défaillances auxquelles, malgré ses héroïques efforts, il n'a pu se soustraire. Par elles enfin il expie celles de ses frères qui vivent dans le monde, au milieu de tous les désordres. Car il ne travaille pas seulement à l'œuvre de son propre salut, qui pourrait paraître, aux critiques malintentionnés, quelque peu égoïste; il paye volontairement pour les autres; cette belle charité, qu'il exerce à force de prières et de macérations, n'est pas l'une des parties les moins ardues de sa rude tâche.

Pourtant, à les en croire, comme malgré eux, ils trouvent le bonheur dès ici-bas, dans cette misérable vie terrestre. « Les joies du trappiste », tel est le titre que je lis en tête d'un chapitre écrit par l'un d'eux sur la vie du monastère; et il rappelle le mot de saint François que « c'est au démon et aux méchants à être tristes, mais que les véritables religieux doivent être toujours dans la joie ».

... Aujourd'hui jeudi, 1er juin, jour de la Fête-Dieu, qu'ils ne reportent pas au dimanche suivant comme le clergé séculier, j'ai été admis à l'insigne faveur d'assister aux offices non dans la tribune des hôtes, d'où je n'apercevais que la troupe inférieure des convers, mais dans celle de l'orgue, qui sépare la partie affectée à ces humbles collaborateurs du véritable sanctuaire, où le chœur des Profès, des Pères, étend en avant de l'autel les rangées de ses stalles. Je domine ainsi les soixante religieux du couvent.

C'est admirable de recueillement et de ferveur. Lorsque la liturgie chantée se tait, et que tous les moines sont absorbés dans la prière muette, le silence est solennel et grandiose. Tout près de moi l'orgue est touché par un Père d'environ quarante ans, dont la figure, vraiment séraphique, a conservé un air touchant de jeunesse et de naïveté; pas un instant la curiosité n'a détourné sur ma personne profane ses yeux attachés au clavier et au missel, sans aucun doute je n'existe point pour lui.

A un moment donné, la procession s'est formée; les convers, en manteau brun, puis les Pères, re-

couverts de la coule blanche, puis les officiants, et enfin le révérend abbé, portant l'ostensoir, ont défilé sous mes yeux, et sont sortis de l'église pour faire le tour du cloître. Leurs voix, qui psalmodient le plain-chant cistercien, s'éloignent; je suis resté seul dans l'église silencieuse. Et moi, qui ne suis même point déiste au sens habituel du mot, j'éprouve à ce moment l'une des fortes impressions de ma vie. Je me dis qu'il y a là un des aspects de l'humanité non seulement les plus curieux pour le dilettante, mais les plus nobles, les plus dignes de sympathie pour un esprit libre et vraiment détaché des préventions ineptes.

Je me dis aussi, en les quittant le surlendemain, après une dernière visite à leurs ateliers et à leur ferme, qu'on trouve chez eux l'exemple le plus parfait et en même temps la condamnation la plus démonstrative du collectivisme, parce que chez eux la communauté des biens ne se pratique qu'à des conditions intolérables pour l'humanité vulgaire, en particulier une abnégation de la personne qui va jusqu'à la supprimer à peu près, et un renoncement aux jouissances dont nos collectivistes sont à mille lieues, puisqu'ils réclament pour tout le monde le droit de se livrer aux joies de la terre par l'égale satisfaction d'un égal et très vif appétit.

Michel Stainville.

AGRIPPA D'AUBIGNÉ ET VICTOR HUGO (1)

III

L'exaltation du poète crée un style particulier qui prend de grandes licences et ne respecte point les règles de la raison et du goût. L'esprit du poète a « congé, *par son extase*, de ne suivre, escrivant, du vulgaire la phrase (2) ». Il faut essayer d'entrer dans une analyse un peu plus profonde de ce style singulier.

Victor Hugo fait toutes sortes de fautes : chevilles dignes des Racines grecques (3), absurdités ou non-sens qui sont des accidents de la rime (4),

(1) Voyez la *Revue* du 20 octobre.

(2) *Les Fers.*

(3) Dans le ciel, *que le pied divin foule*,
Quel sera le plus grand ?
(*La fin de Satan.*)

(4) La terre est sous les mots comme un champ sous les mouches,
(*Les Contemplations*, I, 8.)
Sur la sévérité des juges la justice
Pleure comme l'enfant sur le pain noir qu'il mord.
(*La fin de Satan.*)

amphigouri (1), longueurs, verbiage, néant qui brille et qui résonne; cependant il écrit un français grammaticalement correct (2). Il a fallu l'impeccable perfection du vers et de la langue de penseurs peut-être moindres, mais d'artistes plus purs, tels que Leconte de Lisle, pour nous avertir que l'on pouvait prétendre à une forme plus irréprochable que la sienne.

Agrippa d'Aubigné est rude, indigeste et obscur; incorrect, de toutes les façons. Ses vers de soldat, qui « sortaient de sa main ou à cheval ou dans les tranchées », sentent « la poudre, la mèche et le soufre », non l'huile de la lampe. Ce qui leur manque, ce n'est pas seulement ce dernier « tour de peigne » que Virgile n'eut pas le temps de donner à son *Énéide* (3), c'est la partie élémentaire et indispensable de la toilette. Ils sont à la fois négligés et recherchés; ils ont le luxe, et ils n'ont pas le nécessaire. Le texte, improvisé dans les hasards, non revu par l'auteur, formé d'abréviations illisibles, d'énigmatiques hiéroglyphes qu'il jetait n'importe où, est si plein de fautes, qu'on est tenté, en le lisant, d'y faire quelques-unes des corrections les plus impérieusement requises, et vraiment on pourrait se les permettre sans sacrilège (4). Mais ce style est beau de sa barbarie même, de son mauvais goût, de son insolence, et de son fier dédain pour les cuistres qui tiennent la plume mieux que l'épée. N'est-ce pas celui que Montaigne aimait, « nonchalant de l'art », « mâle et militaire », « bref et brusque », « hardi », « le manteau en écharpe, la cape sur

(1) Quand notre âme, en rêvant, descend dans nos entrailles,
Comptant dans notre cœur..
(*Tristesse d'Olympio.*)

(2) Moins quelques solécismes très rares :

N'attendez pas de moi que je vais vous donner
Des raisons contre Dieu (*Toute la lyre*, t. II, p. 73 de l'édition in-8°)
Et sans église ni sans messe (*Ibid.*, t. II, p. 222);

et des barbarismes un peu plus nombreux : *traître*, souvent employé comme un féminin; *dissoude*, subjonctif de *dissoudre*, etc. Les barbarismes sont moins graves que les solécismes, parce qu'ils ne font pas violence à la syntaxe et qu'ils peuvent enrichir la langue de mots nouveaux ou de doubles formes. *Dissoude* avait été risqué par Scarron.

(3) Montaigne, II, 10.

(4) Dans ces vers de la *Préface*, par exemple :

J'eus cent fois envie et remord
De mettre mon ouvrage à mort...
Enfin, pour la fin de sa vie,
Il me déplut, car il plaisait...

Il est évident que la leçon : « il me plut, car il déplaisait » serait bien plus satisfaisante, puisque l'ouvrage est offensant, que le public l'a peu goûté, peu connu même, et que le poète ne l'a nullement désavoué. En outre, la première « envie de mettre l'ouvrage à mort » fait attendre un changement final de résolution qui ne se trouve pas dans le texte actuel et qui serait exprimé par la leçon que je propose.

une épaule, un bas mal tendu »? Il entre chez les rois « mal en point », et « hideux, effronté », il leur crache à la face, « pour leur faire grincer les dents », « la mal plaisante vérité (1) ».

L'imagination, tapageuse aux cent voix,
Qui casse les carreaux dans l'esprit des bourgeois (2),

est le lutin par lequel nos deux poètes sont menés, pour leur gloire et à leur péril, sur les sommets du beau que des abîmes côtoient. Ce guide très capricieux procède par vives et impétueuses saillies, à la différence de la raison, qui marche pas à pas. Non seulement les images n'ont point entre elles de lien nécessaire comme les idées, mais le trop grand souci de leur suite logique est l'affectation d'un faux bel esprit, dont sont affranchies les imaginations vraiment libres, excepté en matière de *comparaisons*, celles-ci appartenant moins à la poésie et à son essor aventureux qu'à un patient et judicieux travail de composition rationnelle.

Le style d'Agrippa d'Aubigné est *poétique*. Par là j'entends d'abord qu'il est tout constellé d'images originales et soudaines :

Ce corps est un *logis* par nous *pris à louage*,
Que nous devons *meubler* d'un fort léger *mesnage*,
Sans *y clouer* nos biens...
(*Les Feux*.)

Nos rois « *escument* une rue en courant, *attisés* à *crocheter* l'honneur d'une innocente fille », et, devant eux, « le peuple ruiné *à ondes se prosterne* (3) ». Le poète dénonce, dans les *Fers*, les dames de la cour qui ne s'intéressent qu'à la parure, aux chiffons, aux cheveux postiches,

A l'heure que le ciel *fume de sang et d'âmes!*

Ébloui de sa vision du Jugement dernier, il s'écrie :

L'air n'est plus que rayons *tant il est semé d'anges!*

Il est superflu de remarquer que ce style continuellement splendide est celui de Victor Hugo. Les images sont tellement habituelles au plus grand des poètes français qu'on reste tout surpris, comme de l'exception la plus rare, quand on rencontre dans ses œuvres poétiques deux vers de suite qui soient de la prose pure, comme ces deux lignes de *Toute la lyre* (V, 20) :

Ceux qui parlent ainsi feraient mieux de se taire;
Je connais dès longtemps leur vaine objection.

La langue des images étant celle de quiconque a reçu le baptême de feu de la poésie, c'est surtout dans la façon dont nos deux poètes développent l'image qu'il faut chercher entre eux des traits de ressemblance.

Des quatre (1) grandes lois par lesquelles l'imagination de Victor Hugo est régie, deux gouvernent aussi jusqu'à un certain point celle d'Agrippa d'Aubigné : l'antithèse, comme nous l'avons indiqué déjà, et l'outrance. Pas plus que son arrière-neveu, l'ancêtre ne goûte la « sobriété ». Il amplifie, avec moins d'excès peut-être et d'abus, mais déjà sans assez de mesure, par l'énumération, par l'opposition, par un luxe de détails tantôt ingénieux, tantôt choquants, les tableaux que son imagination nous étale. Voyez, par exemple, dans le livre des *Vengeances*, le sujet outrageusement et antithétiquement délayé de Nabuchodonosor changé en bête :

De même, dans le livre des *Feux*, lorsqu'une reine, « prisonnière ici-bas, mais princesse là-haut », va joyeusement au supplice, « pour troquer l'Angleterre au royaume des cieux », l'énumération et l'antithèse nous font passer en revue, sans nous faire grâce de rien, tout le détail de ce « troc » : elle change son trône pour un échafaud, « sa chaire de parade en l'infime sellette, son carrosse pompeux en l'infâme charrette », ses perles d'Orient en fer rouillé, ses bracelets d'émail en cordes pour la serrer de nœuds, et ses riches ceintures en lourdes chaînes.

Un vers effrayant et magnifique du même livre nous fait voir un martyr dont les bras ont eu toute leur chair consumée par le feu, qui, chantant encore dans les flammes les louanges du Seigneur,

Des os qui furent bras fit couronne à sa teste.

L'enthousiasme lyrique du vieil auteur lui fait trouver des images et des idées étrangement hardies. Pour un martyr de la foi, être jeté dans un précipice c'est s'envoler au ciel, et, présentée ainsi, la pensée n'est point singulière; mais quel tour original, quelle expression vive et passionnée lui donne l'exaltation du poète « extatique »! Celui, dit-il, qui a fortifié son cœur contre la mort,

Cettuy-là pourra voir
Le précipice bas dans lequel il doit choir,
Mépriser la montagne, et, *de libre secousse*,
En regardant en haut sauter quand on le pousse.
(*Les Feux*.)

L'outrance de l'imagination est une qualité périlleuse; elle risque de dégénérer en bizarreries que leur affectation rend froides ou risibles, et cet accident, qui n'est pas rare dans les vers de Victor Hugo, arrive à son ancêtre. Les chiens qui « se sont saoulés des superbes tetins » de Jezabel, de-

(1) Préface des *Tragiques*.
(2) *Les Contemplations*, I, 7.
(3) *Princes*.

(1) Voir l'exposé de ces quatre lois dans mon article de la *Bibliothèque universelle* du 1er mars.

viennent enragés; ce sein sans pitié dont tant de meurtres n'avaient pas assouvi la fureur meurtrière

A fait crever les chiens; de ton fiel le carnage
Aux chiens osta la faim et leur donna la rage;
Vivante, tu n'avois aimé que le combat;
Morte, tu attisois encore le débat
Entre les chiens grondants qui donnoient des batailles
Au butin dissipé de tes vives entrailles.
(*Vengeances.*)

Comme Hugo, en pareille occurrence, n'y aurait pas manqué non plus, Aubigné ne rencontre pas le thème de la résurrection universelle sans faire un dénombrement complet de « toutes les places » d'où sortent « les visages nouveaux des enterrés » : non seulement « le ventre des tombeaux », mais le sein de la terre nourricière et de l'abîme liquide, les champs, les prés, les bois, les villes, les châteaux et tous les terrains bâtis dont le front des morts perce les fondements :

Icy un arbre sent des bras de sa racine
Grouiller un chef vivant, sortir une poitrine;
Là, l'eau trouble bouillonne, et puis, s'esparpillant,
Sent en soy des cheveux et un chef s'esveillant.
Comme un nageur venant du profond de son plonge,
Tous sortent de la mort comme l'on sort d'un songe.
(*Jugement.*)

La plainte de la Nature, au jugement dernier, contre les tyrans qui ont fait d'elle l'instrument de leurs crimes, est une idée des plus poétiques, dont l'expression chez Aubigné est presque assez belle pour que, si de tels vers étaient signés Hugo, on n'en fût pas extrêmement surpris. Pourquoi, demande le Feu, avez-vous fait de moi un bourreau, valet de votre tyrannie? Pourquoi, demande l'Air,

Pourquoy, tyrans et furieuses bestes,
M'empoisonnastes-vous de charognes, de pestes,
Des corps de vos meurtris? Pourquoy, diront les Eaux,
Changeastes-vous en sang l'argent de nos ruisseaux?
Les Monts, qui ont ridé le front à vos supplices (1) :
Pourquoy nous avez-vous rendus vos précipices?
Pourquoy nous avez-vous, diront les Arbres, faits
D'arbres délicieux, exécrables gibets?

Mais, dans le même livre du *Jugement*, le désespoir des damnés, qui ne pourront plus mourir et qui ont devant eux une éternité de supplices, est une page justement célèbre que rien ne surpasse dans la poésie française :

Damnés, n'espérez point fin à votre souffrance.
Point n'éclaire aux enfers l'aube de l'espérance...
Abboyez comme chiens, hurlez en vos tourments,
L'abisme ne respond que d'autres hurlemens...
Que si vos yeux de feu jettent l'ardente vue
A l'espoir du poignard, le poignard plus ne tue.
Que la mort, direz-vous, estoit un doux plaisir!
La mort morte ne peut vous tuer...

(1) C'est-à-dire probablement : auxquels vos supplices ont fait froncer le sourcil.

Voulez-vous du poison? en vain cet artifice.
Vous vous précipitez? en vain le précipice.
Courez au feu brusler, le feu vous gèlera;
Noyez-vous, l'eau est feu, l'eau vous embrasera;
La peste n'aura plus de vous miséricorde;
Estranglez-vous, en vain vous tordez une corde;
Criez après l'enfer, de l'enfer il ne sort
Que l'éternelle soif de l'impossible mort.

La « grande pitié qui était au royaume de France » pendant les guerres civiles du XVIe siècle, la misère, sous Louis XIV, « attaquant les mornes catacombes (1) », et la famine de l'Algérie en 1869, ont inspiré au crayon hardi des deux poètes le même épouvantable tableau, celui d'une mère mangeant son enfant.

D'autres massacres d'innocents, dans les *Tragiques*, nous peignent les tremblantes mères « pressant à l'estomac leurs enfants éperdus », « les petits bras liés aux gorges de leurs mères », « les petits pieds fuyant le sang... » ; mais le fer des brutes ne connaît pas plus l'âge que le sexe : « C'est assez pour mourir que de pouvoir mourir (2). »

En même temps qu'une réalité, le spectre de la mère affamée, réduite aux extrêmes fureurs, est un symbole : il représente la patrie déchirée par la guerre civile. Deux jumeaux, dans *Misères*, se disputant le lait de leur nourrice, se livrent « un combat dont le champ est la mère »; et l'auteur de l'*Année terrible* s'écrie :

Mais ce pays meurtri de vos coups, c'est le vôtre!
Cette mère qui saigne est votre mère!...
Ici l'armée et là le peuple; c'est la France
Qui saigne!... (3)

Pour les satiriques de toutes les époques, le passé fut toujours la honte du présent. On sait ce que l'antithèse des hommes d'autrefois opposés aux hommes d'aujourd'hui fournit à la poésie de Victor Hugo. Avec la même religion des tombes, le poète du XVIe siècle fait rougir de leurs aïeux les Français dégénérés, chez qui « la caduque vieillesse qui nous oste l'ardeur » n'accroît que la rouerie du valet et du courtisan. Vos pères un jour seront vos juges (4). Vous avez, il est vrai, l'excuse de l'éducation papiste que, pour vous abêtir, vos tyrans vous ont imposée :

Ils vous ont dérobé de vos ayeuls la gloire,
Imbu vostre berceau de fables pour histoire,
Choisi, pour vous former en moines et cagots,
Ou des galants sans Dieu ou des pédants bigots...

Notre génération impudente n'a plus, dit le guerrier huguenot, « ni respect du vieillard, ni

(1) *La Révolution*, dans le *Livre épique* des *Quatre Vents de l'Esprit*.
(2) *Les Fers*.
(3) Avril IV et Mai V.
(4) *Jugement*.

pitié de l'enfant », « ces deux colonnes saintes » que, « pierre à pierre », le penseur des *Voix intérieures* « reconstruit, en songeant aux vieilles mœurs éteintes, sous la société qui chancelle à tous vents ».

IV

Non moins que les ressemblances, les différences essentielles sont intéressantes à connaître.

La principale réside dans la grave religion du poète calviniste et dans sa morale rigide en doctrine, qui le rend chrétiennement sévère à lui-même, tandis que l'ancien catholique des *Odes et Ballades*, devenu libre penseur, se connait mal, ne se juge guère, se condamne moins encore et se prend trop complaisamment pour un juste, sinon pour un saint.

Objectivement contemplée, la « pasle conscience », qui met « ses esguillons crochus dans la moelle des os (1) », a inspiré à l'auteur de *Vengeances* des vers sur Caïn qui sans doute n'égalent pas le chef-d'œuvre de la *Légende des siècles*, mais qui l'annoncent et qui peuvent l'avoir préparé :

... Il avoit peur de tout, tout avoit peur de luy...
Vif, il ne vescut point; mort, il ne mourut pas.
Il fuit, d'effroy transy, troublé, tremblant et blesme;
Il fuit de tout le monde, il s'enfuit de soy mesme (2).
Les lieux plus assurés lui estoient des hasards,
Les feuilles, les rameaux et les fleurs, des poignards...
Ses mains le menaçoient de fines trahisons...
. . . . Le pis de sa rage,
C'est qu'il cherche la mort et n'en voit que l'image.
De quelque autre Caïn il craignoit la fureur...
Il estoit seul partout, hormy sa conscience,
Et fut marqué au front, afin qu'en s'enfuyant
Aucun n'osast tuer ses maux en le tuant.

Ne reconnaissez-vous pas les deux derniers vers de *Sacer esto* :

Peuples, écartez-vous! Cet homme porte un signe.
Laissez passer Caïn, il appartient à Dieu !

Victor Hugo est républicain, mais Agrippa d'Aubigné est royaliste. Il n'a pas bonne opinion de l'espèce de « bête qu'est un peuple sans bride (3) », c'est-à-dire pour lui, sans roi.

Qu'est-ce qu'un roi idéal?

Ceux-là règnent vraiment, ceux-là sont de vrais roys,
Qui sur leurs passions establissent des loys,
Qui règnent sur eux mesme et, d'une âme constante,
Domptent l'ambition volage et impuissante (4).

(1) *Jugement.*
(2) Comparez Victor Hugo :

Il allait muet, pâle et frissonnant aux bruits,
Sans repos, sans sommeil...

(3) *Les Fers.*
(4) *Princes.* — On peut rapprocher de ces quatre vers deux vers de Victor Hugo :

Qui sait dompter son cœur et ses passions viles
Est plus fort que celui qui prend d'assaut des villes.

Les rois, dans la saine doctrine du vieux poète biblique, ne sont pas moins capables que les autres hommes de régner sur eux-mêmes. Quand ils soumettent leurs passions à la raison et leur volonté à celle de Dieu, alors ils sont dignes du nom de roi. Aubigné distingue — ce que Hugo refuse de faire — les rois des tyrans. Sa théorie monarchique est à peu près celle de Bossuet. « Image de Dieu », le roi est

Juste dans sa pitié, clément en sa justice.
... Le peuple estant le corps et les membres du roy,
Le roy est chef du peuple; et c'est aussi pourquoy
La teste est frénétique et pleine de manie
Qui ne garde son sang pour conserver sa vie;
Et le chef n'est plus chef quand il prend ses esbats
A couper de son corps les jambes et les bras...
Ce roy n'est donc plus roy, mais monstrueuse beste,
Qui au haut de son corps ne fait devoir de teste :
La ruine et l'amour sont les marques à quoy
On peut connoistre à l'œil le tyran et le roy...

Mais ils n'ont pas été, que je sache, recueillis dans ses œuvres. Le 21 juin 1868, déjeunant à Hauteville House, j'entretenais le poète d'une singulière découverte qu'on venait de faire en France. Un abaissement considérable des eaux du Rhône avait mis à nu, dans le lit du fleuve, un rocher sur lequel était gravée cette inscription :

Quae nudum Rhodano dorsum fatale videbunt
Saecla, ibunt tenebrosa se involventia nocte.

Vivement frappé de ce fait, dont je n'ai pas vérifié l'authenticité et qui n'était peut-être qu'un conte de mon joyeux correspondant de Paris, Victor Hugo me fit répéter trois fois ces douteux vers latins, et, après avoir réfléchi une demi-minute, il improvisa cette traduction :

Les siècles qui verront, Rhône, ta croupe affreuse,
Iront s'enveloppant dans la nuit ténébreuse.

Il me dit alors : « Un de mes amusements favoris, c'est de traduire des vers latins en vers français. Mais je veux que la traduction soit rapide (qu'elle ne me prenne pas trop de temps) et qu'elle soit exacte. Il y a, sur une tapisserie des Gobelins que j'ai là-haut, ces deux vers :

Juppiter aurati paccasset jurgia pomi;
Qui litem sedet sed Paris eligitur.

« François me demandait un jour comment je les traduirais. Je répondis immédiatement :

Jupiter de la pomme eût apaisé la guerre ;
Mais Pâris est choisi pour décider l'affaire.

« Un poète du XVIᵉ siècle a dit :

Qui linguam frenare potest sensusque domare,
Fortior est illo frangit qui viribus urbes.

« Je traduis :

Qui peut dompter sa langue et ses passions viles
Est plus fort que celui qui prend d'assaut des villes.

Le 22 décembre de la même année, Victor Hugo me disait encore qu'il savait par cœur six mille vers latins. En 1815, étant en rhétorique, il lisait tous les soirs avant de se coucher et apprenait une trentaine de vers de Virgile; puis il lisait attentivement trois ou quatre traductions en vers (Delille, Malfilâtre, etc.) et s'imposait, avant de s'endormir, le devoir de traduire le même passage mieux ou aussi bien. Cette gymnastique lui a été merveilleusement utile.

L'un veut estre haï, pourvu qu'il donne crainte :
L'autre se fait aimer et veut la peur esteinte;
Le bon chasse les loups, l'autre est loup du troupeau;
Le roy veut la toison, l'autre cherche la peau...
(*Princes.*)

Le saint diadème posé « sur leur teste insolente », les tyrans, « loups sanguinaires du troupeau domestique », sont « l'ire allumée et les verges de Dieu ». « Fantastiques rivaux de la gloire de Dieu », s'enflant pour imiter la majesté divine, ayant « beaucoup du singe et fort peu des lions », ils sont punis par où ils ont péché :

Vous restez esbahis
Que, désobéissants, vous n'estes obéis...
Vous secouez le joug du puissant roy des roys?
Vous mesprisez sa loy, on mesprise vos loys (1).

Comme aux sublimes aïeux leurs petits-fils déchus, Aubigné oppose aux rois d'un peuple en décadence et d'une cour corrompue les princes excellents de notre ancienne histoire. Deux vers que je souligne dans le beau passage que je vais citer sont du grand nombre de ceux qu'il a évidemment *volés* à Hugo :

Jadis nos roys anciens, vrais pères et vrais roys,
Nourrissons de la France, en faisant quelquefois
Le tour de leur pays en diverses contrées,
Faisaient par les cités de superbes entrées.
Chacun s'esjouissoit, on savoit bien pourquoy.
Les enfants de quatre ans crioient : Vive le Roy!
(*Misères.*)

Le poète huguenot aime Henri IV, mais comme les prophètes aimaient les rois d'Israël : en le menaçant de la colère de Dieu, s'il le renie, et en lui prédisant le fer de Ravaillac.

V

La Chambre dorée, troisième livre des *Tragiques*, est, pour faire suite à la satire des *Princes*, celle des juges. On y rencontre la prosopopée, vieille comme la poésie, et que n'a pas dédaignée Hugo, de la Justice, de la Piété, de la Paix exilées de la terre et portant leur plainte devant le trône de Dieu. Trop de personnages allégoriques, selon le goût ancien, refroidissent ce poème, qui est le moins vivant de toute l'œuvre; cependant on peut mettre à part, dans cette suite d'abstractions personnifiées, deux figures, l'Ignorance « au front étroit » :

Sa grand bouche demeure ouverte à tout propos...
Elle dit *ad idem*, puis demande que c'est,

et la « misérable Crainte » :

Son œil morne et transy en voyant ne voit pas...
Son advis ne dit rien qu'un triste ouy qui tremble...

L'une et l'autre sont impitoyables, la première par stupidité, la seconde par lâcheté. Un brutal égoïsme a « fiché sous leur sein ses doigts crochus pour leur oster le cœur ». « De la formalite la race babillarde oste l'estre à la chose », fait signer de la main « ce qu'abhorre le sens » et change la plume en « outil de bourreau ». Est-il d'Aubigné ou de Hugo ce vers sur la vénalité des gens de loi :

Rendez-vous la justice ou si vous la vendez?

Mais leur droite balle, comme eût dit Montaigne, à ces deux champions intransigeants du droit et de la vérité, et le vrai gibier de leur satire, c'est l'Église romaine.

L'auteur de *la Chambre dorée* s'écrie :

O vous qui le faux nom de l'Église prenez,
Qui de faits criminels, sobres, vous abstenez,
Qui en ostez les mains et y trempez les langues,
Qui tirez pour cousteaux vos meurtrières harangues,
... N'estes-vous pas des Juifs, race de ces docteurs
Qui confessoient toujours, en criant : « Crucifie! »
Que la loi leur défend de trancher une vie ?
Des bourreaux ne vivant que de mort et de sang,
Qui, en exécutant, mettent dans un gant blanc
La destruisante main aux meurtres acharnée,
Pour tuer, sans toucher à la peau condamnée?

Le livre des *Misères* et celui du *Jugement* nous étalent l'orgueil immense de la papauté, « marchepied fangeux » de tous les trônes :

On voit, sans qu'on s'étonne,
La pantoufle crotter les lys de la couronne.

Nous entendons « le Dieu en terre », comme Rabelais appelait le pape, tenir ce langage insensé :

Entre tous les mortels, de Dieu la prévoyance
M'a du haut ciel choisy, donné sa lieutenance...
Rien ne fleurit sans moy... Mon plaisir pour tous droits
Donne aux gueux la couronne et le bissac aux roys...
La gent qui ne me sert, ains contre moy conteste,
Pourrira de famine et de guerre et de peste.
Roys et roynes viendront au siège où je me sieds,
Le front embas, lescher la poudre sous mes pieds...
Je dispense.... du droit contre le droit;
Celuy que j'ay damné, quand le ciel le voudroit,
Ne peut estre sauvé; j'authorise le vice,
Je fais le fail non fait, de justice injustice;
Je sauve les damnés en un petit moment;
J'en loge dans le ciel à coup un régiment...
Je puis, cause première à tout cet univers,
Mettre l'enfer au ciel et le ciel aux enfers.

Mais voici venir le grand jour où tant d'insolence recevra son châtiment :

Il faut aux pieds de Dieu les blasphèmes et titres
Poser, et avec eux les tiares, les mitres,
La bannière d'orgueil, fausses clefs, fausses croix,
Et la pantoufle aussy qu'ont baisé tant de roys.

VI

La note sublime de la « pitié suprême », qui, au-dessus de la compassion naturelle pour les victimes du mal, s'élève jusqu'à plaindre, comme

(1) *Misères, Princes, Vengeances.*

bien plus misérables encore, ceux qui en sont les auteurs, ne se trouve pas dans les *Tragiques* et ne pouvait point s'y rencontrer. Elle est l'honneur nouveau de la conscience moderne. Le farouche huguenot du XVIe siècle devait être inexorable et entier comme la raide justice de l'antiquité biblique ou païenne, et, semblable au plus grand poète du moyen âge, il aurait sans doute traité d'impie le cœur assez faible pour donner aux damnés de l'enfer une pensée de pitié : « Quel plus grand criminel que celui qui s'afflige des tourments du pécheur que Dieu même a maudit (4)? »

Malgré son archaïsme, malgré la barbarie de certains sentiments d'un autre âge, la satire d'Agrippa d'Aubigné, comme tout ce qui est vraiment poétique, demeure actuelle en grande partie et se laisse aisément transposer à l'usage de l'âme contemporaine. Pour lui, comme pour Victor Hugo, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute sur le parti qu'il aurait généreusement embrassé, dans notre guerre civile des esprits, par cette simple raison qu'il était un honnête homme, c'est-à-dire une conscience; un protestant, c'est-à-dire une conscience fière et libre. Il serait assurément pour la vérité contre le mensonge, pour la justice contre l'iniquité, pour les droits de l'individu contre la violence et l'oppression, pour la liberté agitée et féconde contre l'autorité qui achète l'ordre et la paix par le silence de la raison endormie, pour les principes sacrés contre les faits brutaux, pour l'immatérielle puissance de l'idée contre le culte grossièrement superficiel du panache, pour le véritable honneur de l'armée contre un fétichisme militaire servile et abject, pour la patrie enfin contre un nationalisme stupide.

Je ne sais rien de plus honorable, non seulement pour nos deux plus grands poètes satiriques, mais pour la poésie, que le soupir de l'âme regrettant leur absence et disant, quand il y a un combat à livrer pour quelque noble cause : « Oh ! s'ils avaient été là! » Cet appel au secours que les beaux vers peuvent apporter à la victoire de la vérité et de la justice, implique dans la vertu de la poésie un précieux reste de foi qui est un souvenir de son antique pouvoir et qui est tout le contraire du dédaigneux respect avec lequel la critique moderne relègue les poètes dans les nuages et les écarte de l'action utile.

Contre le poison de la presse, puissance de mort, mais puissance d'un jour, la poésie verse à pleines urnes son onde éternelle et vivifiante. Il n'est pas vrai qu'elle soit inutile. Ouvrière de la civilisation à l'origine de l'histoire, elle continue, plus qu'on ne le croit, de fortifier le cœur des individus et d'adoucir la barbarie des sociétés. A défaut d'une réforme efficace des mœurs, elle soulage la conscience des honnêtes gens, et c'est ce qu'elle a fait, avec Aubigné, au XVIe siècle; mais, dans le nôtre, avec Hugo, elle a certainement fait plus.

Elle a tué, non, il est vrai, d'un de ces coups qui laissent le cadavre sur place, mais d'une flèche qui s'attache à l'aile de la victime et l'empêche de voler bien loin, les puissances de la Force et de la Nuit : la guerre, l'échafaud, la servitude sociale, la tyrannie, les justices d'exception, l'iniquité des lois, le pédantisme d'une éducation faussant la nature, l'autorité des noirs personnages qui veulent éteindre la raison et supprimer la liberté. Elle a préparé l'avènement du temps où, les frontières ne se dressant plus les unes contre les autres, l'hostilité en armes des nations civilisées sera aussi incompréhensible pour l'homme que l'est devenue, depuis quatre siècles, celle de ville à ville, de commune à commune, de province à province, dans l'intérieur de la patrie française unifiée. Elle a rendu impossible, non sans doute quelque surprise de la dictature étranglant une nuit la république, mais toute restauration durable de la monarchie : car on peut recommencer, mais non consolider, la folie et le crime stigmatisés pour tous les siècles dans le livre immortel des *Châtiments*.

La poésie de Victor Hugo a consacré l'œuvre de la Révolution, popularisé l'idée du progrès, répandu dans le monde les doctrines libérales. Elle fait que nous rions et haussons les épaules quand un revenant du passé, pour faire sa cour au pape et à l'Eglise romaine, feint d'appeler de ses vœux le rétablissement de l'unité catholique ; car le libre examen n'est plus la propriété spéciale des protestants et des philosophes, depuis que des vers magnifiques ont célébré l'affranchissement de l'esprit humain ; nous savons qu'il ne faudrait rien de moins qu'une Saint-Barthélemy pour réaliser pendant une heure l'utopie d'un recul si monstrueux dans les ténèbres du moyen âge, et, bien que le fanatisme soit capable de tout et qu'il reste prudent de s'en méfier comme d'un chien qui peut prendre la rage, nous sentons qu'une répétition de la Saint-Barthélemy est peu vraisemblable depuis que la poésie et la musique s'en sont emparées, depuis que l'auteur des *Tragiques* l'a mise en vers et l'auteur des *Huguenots* en opéra.

Si le grand poète du XIXe siècle, né un peu plus tard, avait vécu jusqu'à nos jours, il aurait élevé

(4) Dante, *l'Enfer*, XX, 28.

son éloquente voix, bien autrement puissante que la nôtre, pour la défense des droits du citoyen et de l'homme; grâce à lui peut-être la patrie n'aurait pas fait faillite à ses nobles traditions, et alors, au lieu de la défaite morale qui nous humilie aujourd'hui devant le monde, « parmy les estrangers », comme dit en son livre des *Fers* le grand poète du XVI[e] siècle à peine retouché,

Parmy les estrangers nous irions sans rougir,
L'œil gay, la face haut, d'une brave assurance,
Fiers, et portant au front l'antique honneur de France!

PAUL STAPFER.

L'AVANCEMENT DANS L'ARMÉE

L'avancement des officiers est encore actuellement régi par la loi de 1832. Nombreux sont ceux qui pensent que cette loi, vieille de soixante-huit ans, ne répond plus aux nécessités de notre état militaire qui, depuis cette époque, a pris un développement considérable. A vrai dire, cette loi, élaborée pendant une période de paix que personne en Europe ne menaçait sérieusement de troubler, ne répondait pas plus aux exigences de ce moment qu'elle ne répond à celles du temps présent. La grande préoccupation, la principale même, des législateurs de 1832 fut de procurer à l'armée des généraux relativement assez jeunes, et pour cela elle institua vis-à-vis de l'avancement à l'ancienneté l'avancement au choix qui devait permettre à un certain nombre d'officiers de franchir plus rapidement que les autres les premiers grades et d'arriver dans des conditions d'âge, à peu près satisfaisantes, au sommet de la hiérarchie. C'est ainsi que, jusqu'au grade de capitaine inclusivement, sur trois vacances, deux sont données à l'ancienneté et une au choix, et que les places de chef de bataillon ou d'escadrons, ou plus généralement de commandant, sont accordées aux capitaines moitié à l'ancienneté, moitié au choix, enfin, qu'à partir du grade de commandant, tous les autres grades sont donnés au choix. Tous les lieutenants-colonels, colonels et généraux de toute espèce depuis 1832 ont donc obtenu leurs grades exclusivement au choix.

Le point de départ de cet avancement, qui a pour point d'arrivée le généralat, est l'appréciation de l'officier qui doit en être l'objet par ses chefs directs. Il repose donc sur la base la plus fragile qui soit; car il y a autant de façons d'apprécier que d'appréciateurs. Les législateurs de 1832 se trouvaient encore au point de vue des choses de l'armée sous l'influence des traditions établies par les guerres de la République et de l'Empire. Il est évident qu'à cette époque de guerres incessantes, menées la plupart du temps sur plusieurs théâtres d'opérations différents, ce qui nécessitait le morcellement des troupes, les chefs de tout rang ayant mainte et mainte occasion de voir à l'œuvre leurs subordonnés pouvaient en toute connaissance de cause apprécier leurs mérites.

Au cours de ces campagnes les combats étaient nombreux, livrés sur des espaces restreints; les adversaires, grâce à la faible portée des armes, étaient peu éloignés l'un de l'autre dès le début des engagements, les mêlées étaient fréquentes. Mille circonstances se présentaient donc où le chef pouvait juger ceux qu'il commandait pendant la bataille et discerner leurs qualités et leurs aptitudes comme hommes de guerre et comme futurs dépositaires du commandement. Il parut donc tout naturel au législateur de faire de cette appréciation du chef le point de départ de l'avancement au choix des officiers, bien que les conditions fussent tout autres que sous la République ou sous l'Empire.

Pendant la paix, en effet, le jugement du chef est très difficile sinon impossible à établir. Comment veut-on admettre qu'un homme qui n'a jamais eu sous ses ordres pendant des opérations de guerre des officiers dont il a le devoir de départager les mérites puisse affirmer en toute conscience: « Ce capitaine X... fera un meilleur colonel ou général que cet autre capitaine Z... » Est-ce parce qu'il aura une meilleure tenue matérielle et morale, qu'il aura une attitude militaire plus accentuée, qu'il saura mieux ses théories, sera meilleur écuyer, etc?. Mais aucune de ces qualités ne peut faire préjuger de ce que sera X... en campagne, soit comme capitaine soit comme colonel.

Le point d'arrivée, le généralat, n'est pas atteint d'une façon plus complète par la loi de 1832. Le généralat, en effet, est la fonction qui met entre les mains d'un officier, dit général, un certain nombre d'unités d'armes différentes : une division, un corps d'armée se composent de troupes d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, du génie. Pour arriver à bien commander ces armes si différentes dans leur mode d'action il faut les avoir maniées longtemps.

Sous la République et l'Empire on voyait arriver tout jeunes au généralat des officiers qui pourtant n'avaient jusqu'à ce grade servi que dans l'une des armes de combat, c'est vrai; mais, comme généraux, ils faisaient leur apprentissage en campagne, et, par une expérience acquise en quelque sorte journellement, ils parvenaient promptement à se servir sur le champ de bataille des armes auxquelles ils étaient restés étrangers jusqu'alors. Le législateur de 1832 a cru à tort que ce qui était bon pour le temps de guerre devait l'être pour le temps de paix, et en instituant l'avancement au choix, il a cru assurer le

recrutement rationnel des généraux. L'erreur était manifeste car au cours d'une longue période de paix l'officier reste durant presque toute sa carrière dans la même arme, n'ayant qu'une connaissance plus que superficielle des autres armes, et c'est seulement quand il est général de division ou de corps d'armée qu'il a sous ses ordres des armes, étrangères à la sienne. A ce moment de sa vie, il a en moyenne près de soixante ans, il ne possède donc plus ni les moyens ni le temps d'apprendre à exercer convenablement son commandement.

Donc, aussi bien pour l'époque qui l'a vue naître que pour les époques suivantes et surtout pour l'époque actuelle, la loi de 1832 ne pouvait donner que des résultats fort peu satisfaisants.

***

Toute proposition au choix émane essentiellement du chef de corps ou de service auquel appartient celui qui en est l'objet. Dans les corps de troupes, c'est donc le colonel le souverain instigateur de ces propositions. Sur quoi se base son appréciation pour l'amener à désigner celui-ci plutôt que celui-là pour un grade supérieur? Mais, dira-t-on, c'est parce qu'il a reconnu que l'un est meilleur que l'autre.

Bien que cela puisse paraître évident *a priori*, il n'en est pas moins vrai que l'on ne peut concevoir de base plus fragile à une décision aussi grave. Il faut, en effet, connaître bien complètement le fonds et le tréfonds de la nature humaine pour pouvoir différencier les mérites de deux officiers ayant presque toujours des droits pour ainsi dire égaux, et, pour en arriver à un degré de certitude suffisant pour juger en toute conscience, une intimité absolue établie depuis longtemps entre le juge et le jugé serait indispensable au premier. Or, où trouvons-nous ces conditions remplies même à peu près? Nulle part.

Quel colonel connaît assez des officiers de son régiment pour pouvoir affirmer que celui qu'il propose est plus méritant que ceux qu'il laisse de côté? Comment les connaîtrait-il d'ailleurs? il ne vit pas avec eux, il n'a la plupart du temps avec eux que les rapports les plus vagues et les plus rares. La seule chose qu'il puisse affirmer, s'il veut se donner la peine d'assister aux exercices et manœuvres, c'est que celui-ci a une plus belle voix de commandement que celui-là, que l'un a une attitude plus militaire que l'autre; que le blond connaît mieux sa théorie que le brun, que le grand est plus régulier dans le service que le petit, et voilà tout. Est-ce assez pour proclamer hautement que M. X... est un officier d'avenir, c'est-à-dire capable de remplir dignement les emplois les plus élevés de la hiérarchie militaire?

On peut bien dire sans crainte d'être contredit que l'avancement au choix est la plus fallacieuse chose qu'on puisse voir, car ceux qui en sont l'objet sont des inconnus pour ceux qui ont à faire ressortir leurs droits.

Les propositions une fois arrêtées par le colonel sont envoyées à l'approbation du général commandant la brigade dont fait partie le régiment du candidat. Si le colonel ne connaît que très imparfaitement ceux qu'il propose, et absolument pas ceux qu'il ne propose pas, le général de brigade se trouve sous ce rapport dans de plus mauvaises conditions encore, car il n'a que bien peu d'occasions de voir le personnel des deux régiments qui constituent son commandement. Presque toujours ses deux régiments occupent des garnisons séparées par des distances souvent fort grandes; de l'un, de celui qui se trouve dans la ville qu'il habite, il connaît de vue ou de nom quelques officiers qu'il rencontre au cercle, dans le monde ou ailleurs; de l'autre il ne connaît personne. Cela n'empêche pas qu'il annote dans la colonne qui lui est réservée les candidats proposés par les colonels. Il se contente en général de paraphraser les notes données par ceux-ci, et c'est tout.

Les généraux de brigade envoient les états de proposition au général de division qui se trouve ainsi réunir les propositions au choix pour tous les grades provenant de quatre régiments. La réunion de tous ces noms d'hommes qu'il ne connaît pas du tout lui fait l'effet d'un kaléidoscope. Il en choisit cependant quelques-uns et il se rend à la commission régionale de classement composée du commandant de corps d'armée, président, et des deux généraux commandant les divisions de ce corps d'armée.

Alors se tient au quartier général le conciliabule invraisemblable de ces trois personnages qui doivent classer par ordre de mérite des officiers qu'aucun des trois ne connaît ni ne peut connaître.

Puis vient à la rescousse le grand aréopage des 20 chefs de corps d'armée qui arrêtent définitivement les tableaux d'avancement. Pourquoi l'un trouve-t-il place sur ces tableaux tandis que l'autre en est exclu? il est impossible d'en donner d'autre raison que celle-ci : le premier a eu de son colonel des notes plus élogieuses que le second, ou ses titres ont été mis en relief plus adroitement. Quant à tous ceux que les colonels n'ont pas jugé à propos de présenter, personne n'en parle et ne cherche à savoir si parmi eux ne s'en trouvent pas dont les titres sont plus méritoires que ceux dont ils ont signalé les noms.

Le général de Galliffet, quand il était ministre de la Guerre, a introduit, — dans le mode d'établissement des conditions suivant lesquelles les prescriptions de la loi de 1832, en ce qui concerne l'avancement au choix doivent être observées, — une légère innovation

qui n'a l'air de rien et pourtant qui réduit à néant la raison d'être de toutes ces filières à travers lesquelles s'effectue le triage des candidats au choix; il a décrété que, sans tenir compte des travaux accomplis par toutes les commissions d'appréciation ou de classement successives qui précèdent la formation des tableaux d'avancement, le ministre choisirait sur ces tableaux les officiers auxquels il désirait donner de l'avancement quel que soit le numéro de leur classement par ordre de mérite. Et comme le ministre a toujours le droit, qu'il s'est conféré lui-même, du reste, de porter d'office sur les tableaux d'avancement qui lui plaît, on peut en conclure que l'avancement au choix de tous les officiers de l'armée dépend absolument du caprice d'un seul homme.

***

Les choses étant ainsi, faut-il crier à l'abomination de la désolation? Mon Dieu, non. Tout le mal vient d'une interprétation tout à fait défectueuse de l'esprit de la loi de 1832. Cette loi a créé l'avancement au choix en vue de donner une base à la formation normale et régulière du cadre des généraux. Or, dans l'application, on a toujours regardé l'avancement au choix comme une récompense de bons services ou d'actions hors ligne. C'est une erreur des plus grossières et qui provient de ce qu'on ne se rend pas un compte exact de ce que doit être un général.

Comme je l'ai tant de fois fait ressortir, l'officier qui arrive au généralat, ordinairement au bout de 35 ans à 38 ans de service passés dans la même arme, infanterie, cavalerie ou artillerie, doit, sans transition aucune, commander une unité composée de groupes importants de toutes les armes de combat (un corps d'armée comprend 24 bataillons, 8 et quelquefois 32 escadrons, et 120 pièces de canon).

Il est évident que ce commandement, si différent de celui qui lui fut échu jusqu'à ce moment, il ne pourra l'exercer que dans des conditions défectueuses. Et cependant on le fait parvenir à ce grade parce qu'il s'est montré jusque-là, au cours de sa longue carrière, excellent fantassin, cavalier ou artilleur, ou parce qu'il a accompli un fait d'armes digne d'attirer sur lui l'attention. Il faut avant tout être logique. De ce qu'un officier a su se faire remarquer dans sa manière de conduire soit en temps de paix soit en campagne une troupe quelconque d'infanterie, en quoi cela peut-il faire préjuger que, 20 ou 15 ans plus tard, il commandera avec la même habileté des troupes d'artillerie et de cavalerie? Comment l'un des chefs hiérarchiques de cet officier peut-il se croire le droit de dire qu'il est un officier d'avenir, c'est-à-dire capable d'exercer plus tard des fonctions tout à fait en dehors de celles dont l'accomplissement a servi de base à son appréciation? Poser ces questions, n'est-ce pas y répondre? Et le raisonnement devient encore plus affirmatif, si du commandement d'une grande unité de combat comme le corps d'armée dont le maniement s'effectue au moyen des règles données par la science appelée *tactique*, on passe au commandement des armées, composées de plusieurs corps d'armée ou de l'ensemble de l'armée qui embrasse toutes les armées partielles, commandement qui ne peut être exercé judicieusement que par la stricte observation des principes de la science appelée *stratégie*; alors l'absence de toute expérience chez les officiers désignés pour être mis à la tête de ces grandes unités stratégiques ressort encore plus nettement, puisque pendant presque toute leur existence militaire ces officiers n'ont eu à s'occuper que de tactique.

Rien, du reste, ne vaut un exemple pour faire saisir la valeur d'un principe. Où nous a conduits l'application des prescriptions de la loi de 1832 en ce qui concerne l'avancement au choix? A faire arriver au commandement suprême des hommes comme Canrobert, Bazaine, Mac-Mahon, Trochu et tant d'autres qui ont été récompensés de leur bravoure, de leur adresse à conduire au feu de petites troupes comme capitaines, commandants, colonels par des grades successifs et qui, parvenus au sommet de la hiérarchie se sont trouvés tout à fait insuffisants parce que rien ne les avait préparés à l'exercice des grands commandements tactiques ou stratégiques qui leur ont été confiés et qui ne pouvaient être confiés qu'à eux, puisque de récompenses en récompenses ils étaient arrivés au généralat avant quarante-cinq ans.

Non, l'avancement au choix n'est pas fait pour récompenser les services rendus ni pour pousser rapidement aux grades les plus élevés des officiers que rien ne peut faire juger capables de les occuper efficacement. C'est sur de tout autres bases que doit être établi cet avancement dont la raison d'être est de permettre le dressage à leurs fonctions ultérieures des officiers qui devront les remplir.

***

Il est vraiment étonnant que, depuis trente ans que les idées de pure démocratie sont à l'ordre du jour, ce mode essentiellement aristocratique d'avancement ait pu continuer à constituer la base du choix destiné à pourvoir aux emplois supérieurs de notre armée. Après les exemples si probants de nos dernières guerres une loi aussi surannée eût dû disparaître sans laisser aucune trace. Grâce à elle, les généraux qui ont assumé la lourde tâche de commander en chef devant l'ennemi ont, par une inexpérience insigne qu'on ne pouvait imputer à eux-mêmes, mais bien à l'application défectueuse des prescriptions de la loi de 1832, lancé la France dans des guerres inter-

minables comme en Crimée, ou dans un gâchis qui eût pu nous conduire à un irréparable désastre comme en Italie, ou enfin, dans l'anéantissement le plus complet comme en 1870. Malgré tout, en dépit des réclamations de la conscience nationale, on a continué à faire des généraux avec des officiers méritants, sans doute, mais nullement préparés par leur passé militaire au généralat. Tout l'avenir du pays repose encore sur l'appréciation d'un homme par un autre qui n'a aucune donnée pour établir son jugement.

Et voyez comme ces errements sont même préjudiciables aux officiers destinés à l'avancement au choix ! Étant donné qu'il n'y a aucune raison pour supposer que les chefs de corps ou de service ne soient pas impartiaux dans les jugements qu'ils portent sur leurs officiers, chacun pourtant apprécie à sa manière. Tel colonel mettra au premier rang des qualités que doit posséder un officier de choix, le goût du travail ; tel autre, une constitution vigoureuse ; un troisième, de bonnes manières, etc., et cela très consciencieusement; de telle sorte qu'il peut arriver qu'un officier très bien coté dans son régiment parce qu'il répond à l'idéal que son colonel se fait des mérites que doit posséder l'officier destiné à un rapide avancement, eût été, au contraire, mis de côté s'il avait servi dans le régiment voisin où ses qualités n'auraient pas trouvé d'appréciateur.

Et il ne faut pas compter sur les supérieurs du colonel pour modifier le jugement qu'il a porté sur ses officiers. Mais l'inspecteur général? Mon Dieu, les inspections générales dans le métier militaire sont ce que sont les inspections générales dans toutes les autres carrières, c'est-à-dire absolument stériles au point de vue du classement du personnel. A moins d'esclandre, de scandale, les notes du chef de corps ou de service servent de guide à l'inspecteur général. Comment, du reste, pourrait-il en être autrement? Le général commandant le corps d'armée, inspecteur général normal de son corps d'armée, a sous ses ordres huit régiments, rien que pour l'infanterie, comprenant environ 600 officiers. Comment pourrait-il arriver à les connaître assez pour prononcer sur l'appréciation de ces officiers par leur chef ? L'année ne lui suffirait pas pour mener son inspection à terme.

Du reste, en thèse générale, dans le métier militaire tout au moins, le supérieur connaît fort peu ses subordonnés, même en ce qui regarde strictement l'exécution de service, en temps de paix bien entendu. Sauf le capitaine qui, pendant la période d'instruction des recrues, et pendant les manœuvres de guerre auxquelles prend part sa compagnie, a mainte occasion de pouvoir porter un jugement motivé sur la façon d'être de ses officiers et de ses sous-officiers, sauf le chef de bataillon ou d'escadrons par rapport à ses capitaines, seulement, bien qu'à un degré beaucoup moindre, je ne vois pas quel autre chef hiérarchique peut formuler sur l'officier, même immédiatement inférieur en grade à lui, une appréciation reposant sur une base rationnelle, car il n'a, en quelque sorte, pas d'occasion de les voir d'assez près pour cela. Aussi s'empresse-t-on, lors de l'établissement des notes des lieutenants, de ne pas consulter ceux qui sont à même de les connaître le mieux, c'est-à-dire leurs capitaines; de même les chefs de bataillon ou d'escadrons ne sont pas réglementairement consultés pour l'établissement des notes des capitaines. C'est ainsi que sont mis de côté bien des officiers, des capitaines surtout, que les chefs de corps ne veulent pas proposer pour l'avancement parce qu'ils sont un peu âgés ou qu'ils ne sortent pas de Saint-Cyr ; et pourtant ces officiers seraient largement capables de faire d'excellents commandants et même de très bons colonels. Mais voilà ! Devant la commission supérieure de classement leur candidature serait incontestablement blackboulée et le régiment aurait ainsi perdu une place. Tout cela est très fâcheux et pour les individus et pour l'armée. Cependant ceux qui font les lois ne sont pas sans avoir jeté de temps en temps un vague regard sur l'humanité pour laquelle ils sont censés travailler.

***

On fera sans doute observer que le jugement des candidats au choix par leurs chefs hiérarchiques ne repose pas uniquement sur l'appréciation de leurs qualités présentes ou futures. N'y a-t-il pas à tenir aussi en haute considération la durée des services antérieurs à la proposition et surtout le nombre et la nature des campagnes ? Certainement, mais il y aurait lieu de mentionner ces différents titres tout autrement qu'on ne le fait d'habitude sur les états de proposition, de façon que ceux qui ont à en tenir compte fussent complètement édifiés. La supériorité dans l'ancienneté de service implique toujours chez celui qui la possède une supériorité d'âge, à moins qu'elle ne soit tellement minime qu'elle en devienne négligeable. C'est donc plutôt une cause d'infériorité au point de vue du choix dont le but est tout au contraire de pousser les jeunes pour leur permettre d'occuper pendant un laps de temps suffisamment long les grades de généraux. L'ancienneté dans le grade n'est pas à considérer non plus d'une façon bien particulière, car on ne voit pas bien clairement pourquoi un officier qui a 12 ans de grade de capitaine offrirait de plus sérieuses garanties que celui qui n'en a que 10 au point de vue de la capacité à commander 20 ans plus tard des groupes d'armes autres que la sienne, ou à appliquer judicieusement plus tard encore les principes de la stratégie.

Il n'en est pas de même des campagnes qui ajoutent une incontestable valeur au caractère de l'officier qui en est titulaire. Mais pour différencier les mérites de plusieurs candidats faut-il encore que leurs juges possèdent tous les éléments nécessaires à une saine appréciation des services de guerre de chacun d'eux. Or les états de proposition ne portent, la plupart du temps, mention de campagnes que numériquement pour ainsi dire : commandant X... campagne de 1870-71 contre l'Allemagne ; — campagne au Soudan de telle à telle date, etc. Il peut donc arriver que les notes de deux ou plusieurs candidats présentent la mention des mêmes campagnes, ce qui constituerait entre eux une égalité qui le plus souvent n'existe qu'en apparence. Un officier fait prisonnier par exemple dans la place de Mézières après un siège de quatre ou cinq jours portera sur sa feuille de notes : campagne de 1870-71 contre l'Allemagne tout comme celui qui dans l'armée du Rhin aura pris une part active aux grandes batailles du mois d'août, puis qui, évadé de Metz ou de Sedan, aura repris les armes dans une armée de province, et aura lutté jusqu'au dernier jour avec Chanzy, Faidherbe ou Bourbaki. Quelle différence pourtant entre les services rendus et dans l'expérience acquise ! De même un officier qui n'aura que trois ou quatre campagnes coloniales, mais très sérieuses, comme celle du Tonkin lors de la conquête, ou du Dahomey, se trouvera primé par un concurrent qui alignera sur sa feuille de notes douze ou quatorze campagnes résultat d'un séjour de cette durée dans de bonnes garnisons d'Algérie ou de Tunisie.

Il y a lieu toutefois de ne pas se faire d'illusion au sujet de la valeur relative que les campagnes coloniales peuvent donner aux officiers qui y ont participé. En quoi en effet l'action d'éclat, renouvelée plusieurs fois si l'on veut, et qui consiste dans l'enlèvement d'un drapeau à l'ennemi, dans l'entrée à la tête d'une troupe dans un retranchement, etc., implique-t-elle chez celui qui en est le héros une aptitude à commander plus tard à des unités comprenant des armes dont il n'a nulle connaissance, ou à devenir un éminent stratège ? Il faudrait que l'opinion publique ne s'y trompât pas, et qu'au jour du danger national elle n'imposât pas, par un engouement irréfléchi, à l'armée un chef qu'elle a appris à applaudir maintes fois pour des succès coloniaux de nature toute différente de ceux qu'on attend de lui dans une guerre européenne. Que l'exemple de nos illustrations militaires africaines et mexicaines, si insuffisantes en 1870, soit toujours présent à notre esprit.

Lt-Colonel Patry.

RÊVES

Les Jardins du Plaisir.

Elle cheminait par les plates-bandes fleuries ; un parfum capiteux et doux s'élevait des pétales que foulaient ses pieds, et ses doigts avaient peine à retenir les gerbes de fleurs qu'elle avait moissonnées. Le Devoir alors, avec sa figure pâle, se présenta devant elle et fixa sur elle ses yeux clairs. Elle cessa de cueillir des fleurs : mais elle garda celles qu'elle tenait dans ses mains, et elle continua à marcher en souriant.

Le Devoir revint, avec sa figure pâle, et de nouveau il la regarda. Elle essaya de détourner la tête : néanmoins elle avait vu sa figure, et elle laissa tomber à terre les plus belles parmi les fleurs que retenaient ses mains. Puis, silencieuse, elle continua à marcher.

Pour la troisième fois il revint. Elle gémit, courba la tête et se dirigea vers la porte du jardin. Au moment de sortir, elle se retourna pour voir encore une fois le soleil briller sur les fleurs, et dans son angoisse elle pleura. Puis elle franchit la porte ; derrière elle, celle-ci se referma pour toujours. Cependant elle tenait encore dans sa main quelques boutons de roses : leur parfum était doux à son cœur tandis qu'elle marchait dans le désert aride.

Mais le Devoir l'avait suivie. Une fois encore il se dressa devant elle avec sa figure pâle, silencieuse, pareille à la face de la mort. Elle savait bien ce qu'il voulait d'elle : elle ouvrit les mains, et laissa tomber les fleurs qu'elle avait tant aimées. Puis elle continua à marcher, sans larmes, mais les paupières brûlantes.

Pour la dernière fois il revint. Elle lui montra ses mains vides : mais lui la regardait toujours. Alors elle tira de son sein une petite fleur et la laissa tomber sur le sable. Maintenant elle n'avait plus rien à donner. Et elle continua sa route, tandis que le sable, chassé par le vent, s'élevait en montagnes et tourbillonnait autour d'elle...

Dans un monde lointain.

Il existe un monde tout là-haut dans une étoile, et des choses s'y passent qui ne se passent pas sur la terre.

Là vivaient un homme et une femme ; ensemble ils travaillaient à la même œuvre. Durant de nombreux jours, ils marchèrent côte à côte, unis d'une étroite amitié : ceci arrive quelquefois, même ici-bas.

Mais là-haut, dans l'étoile, il existe des choses qui n'existent pas dans notre monde. Là-haut, il y avait un bois touffu ; les arbres, serrés, entrelaçaient

leurs troncs, et à travers leurs branches jamais ne passait aucun rayon du soleil d'été. Au plus profond du bois s'élevait un sanctuaire. Durant le jour, personne n'y venait; mais à la nuit, alors que brillaient les étoiles et que la lune blanchissait les troncs d'arbres, celui qui s'avançait vers le sanctuaire, et agenouillé sur les degrés, découvrait sa poitrine et se faisait une blessure dont le sang arrosait les marches de l'autel, celui-là, quelle que fût sa prière, se voyait exaucé.

Un homme et une femme donc cheminaient côte à côte. La femme désirait que l'homme fût heureux. Une nuit où la lune versait une lumière si éclatante que les feuilles des arbres luisaient et que les vagues de la mer semblaient couronnées d'argent, la femme se mit en marche, seule, du côté de la forêt. Dans le bois, tout était sombre; ici et là seulement un rayon de lune pénétrait jusqu'aux feuilles mortes que foulait son pied, perçant avec peine le dôme des branches entrelacées. A mesure qu'elle avançait, l'obscurité se faisait plus profonde. Enfin, elle atteignit le sanctuaire. A genoux, elle pria; mais aucune réponse ne se fit entendre. Alors elle découvrit son sein; puis ramassant une pierre aiguë et tranchante, elle se fit une profonde blessure. Une à une, les gouttes de sang tombèrent sur les marches de l'autel. Une voix alors s'écria :

— Que viens-tu demander?

Elle répondit :

— Un homme existe, qui m'est plus cher qu'aucune créature. Je viens demander pour lui la plus grande de toutes les bénédictions.

— Quelle est cette bénédiction? dit la voix.

— Je ne sais, répondit la femme. Ce que je demande, c'est que la chose pour lui la meilleure lui soit accordée.

— Ta prière est exaucée, dit la voix.

La femme se releva. Elle couvrit sa poitrine et tenant son vêtement serré contre sa blessure, elle sortit de la forêt. Les feuilles mortes bruissaient doucement sous ses pas. Hors du bois, la lune inondait l'espace de clarté et le sable étincelait sur la grève. La femme se mit à courir le long du rivage, puis subitement elle s'arrêta. Là-bas, sur l'onde, quelque chose semblait se mouvoir. Abritant ses yeux de sa main, la femme scruta l'horizon. Bientôt elle distingua une barque : rapide, elle glissait sur les flots éclairés par la lune, se dirigeant vers la pleine mer. Dans la barque, un homme était debout; la femme ne pouvait voir ses traits, mais à sa stature elle le reconnut. De seconde en seconde il s'éloignait. A la clarté indécise de la lune, et bien qu'une grande distance déjà la séparât de la barque, la femme crut voir une seconde personne assise à l'arrière du bateau. Toujours plus rapide, celui-ci glissait sur l'onde.. La femme courait le long du rivage; sa robe, qu'elle ne retenait plus, flottait autour d'elle; éperdue, elle étendait les bras, et les rayons de la lune tombaient sur ses cheveux épars.

Une voix alors se fit entendre auprès d'elle;

— Qu'as-tu? disait cette voix.

La femme s'écria en pleurant :

— Au prix de mon sang, j'ai obtenu pour lui le plus grand des biens. Je venais lui en porter la nouvelle : et voici qu'il s'éloigne de moi!

La voix reprit doucement :

— Ta prière a été exaucée. Le plus grand des biens, il le possède à cette heure.

Pleurant toujours, elle demanda :

— Qu'est-ce? Oh! qu'est-ce donc?

La voix répondit :

— Pour lui, le plus grand des biens c'est qu'il puisse s'éloigner de toi.

La femme restait debout, immobile et silencieuse.

Tout là-bas la barque, sortie de la région éclairée par la lune, avait disparu sur les flots obscurs.

Doucement, la voix demanda :

— Tout est bien, n'est-ce pas?

— Tout est bien, répondit-elle.

A ses pieds les vagues murmurantes venaient, l'une après l'autre, se briser sur la grève.

Le secret de l'artiste.

Il y avait une fois un artiste, et cet artiste fit un tableau. D'autres peintres avaient sur leur palette des couleurs plus rares et plus riches, et peignaient des tableaux plus remarquables. Lui, pour son tableau, ne se servit que d'une seule couleur, d'un rouge sombre et magnifique. Et les gens passaient et repassaient devant la toile, et disaient :

— Nous aimons ce tableau, nous aimons cette couleur.

Les autres peintres, eux aussi, venaient voir le tableau et disaient ;

— Où donc a-t-il pris cette couleur?

Ils lui posèrent la question; mais lui se contenta de sourire en disant :

— Je ne saurais vous répondre.

Et il continua à peindre, la tête courbée sur sa toile.

Un peintre s'en alla bien loin en Orient pour acheter des ingrédients précieux dont il fit une couleur étonnante, puis il peignit une toile. Mais au bout d'un certain temps il ne restait plus rien de ce brillant coloris. Un autre compulsa de vieux livres, où il trouva la recette d'une couleur inconnue; mais, quand il voulut la mettre sur la toile, elle avait déjà passé.

Cependant l'artiste peignait toujours. Chaque jour,

la peinture devenait plus rouge, et chaque jour l'artiste devenait plus pâle. Enfin, on le trouva mort devant son tableau ; on l'emporta et on l'enterra. Les autres peintres explorèrent tous les pots et tous les creusets qu'ils trouvèrent dans l'atelier du mort, mais ils ne purent découvrir aucune couleur qu'ils ne connussent déjà.

Cependant, quand on avait dévêtu le mort pour le mettre dans son linceul, on avait remarqué sur sa poitrine, au-dessous du sein gauche, la cicatrice d'une blessure paraissant très ancienne. Sans doute il l'avait portée toute sa vie, car les bords en étaient durcis ; mais la mort, qui guérit tout, rapprochant les lèvres de la plaie, l'avait fermée.

Ainsi on l'enterra. Et toujours les gens, passant et repassant, disaient :

— D'où tirait-il donc la couleur avec laquelle il peignait ?

Plus tard il arriva que l'artiste tomba dans l'oubli, mais son œuvre vécut.

OLIVE SCHREINER.
(Traduction de Mlle DE MESTRAL-CANBREMONT.)

THÉATRES

THÉATRE-ANTOINE : *Le Huis-Clos malgré lui*, un acte, de M. E. Lajeunesse ; *Sur la foi des étoiles*, trois actes, de M. Gabriel Trarieux ; *Main gauche*, trois actes, de M. Pierre Veber.

Il nous faut cette fois faire un choix entre les premières de la dernière quinzaine. La représentation du Théâtre-Antoine a précédé celle de la Comédie-Française. Commençons donc par lui, et remettons *Alkestis* à samedi prochain.

Un de nos confrères disait l'autre jour que le titre choisi par M. Gabriel Trarieux, — *Sur la foi des étoiles*, — ne convenait guère à son drame. Ce titre est prétentieux, et ne signifie pas grand'chose, on n'en aurait pu trouver un plus adéquat à la pièce.

Monotone, morose, gonflé et vide à la fois, ce drame ne m'a pourtant pas ennuyé. A vrai dire, l'espèce d'intérêt qu'on y peut trouver n'est pas celui que l'auteur avait cherché à exciter en nous. Mais comment notre attention serait-elle retenue par des personnages incohérents et bavards, qui ont cette faculté de discourir sans relâche et de ne rien dire qui serve à les expliquer ? L'intérêt du drame vient de la manière dont il est conçu. A ce point de vue, il représente admirablement un état d'esprit infiniment curieux...

Cet état d'esprit, — on ne saurait le concevoir que chez de très jeunes gens, — se manifeste par un sérieux et une confiance en soi imperturbables. Il y a quelque temps, feuilletant une « jeune » revue, mes yeux tombent sur ce titre gros de menaces inscrit au sommaire : *Faut-il vivre, ou rêver la vie?...* Saisi d'une curiosité légitime, et aussi de quelque inquiétude à la pensée de la longue étude que j'allais lire, je me reporte à l'article. Quelle surprise, et quelle joie ! Il remplissait tout juste une page. Cent lignes, au plus, avaient suffi à notre auteur pour décider entre le rêve et l'action. Il en faut moins, peut-être, à certains ; et bien des gens choisissent par simple instinct. Mais ce qu'il y avait d'admirable ici, c'est que le choix était raisonné. L'auteur croyait fermement à l'excellence définitive des raisons qu'il donnait ; et, chose plus surprenante encore, il était convaincu sérieusement, — oh ! combien ! — qu'il avait donné tous les arguments pour ou contre. En une page !... Il est de fait que nous devenons terriblement sérieux. Personne ne songerait à s'en plaindre, si ce sérieux s'accompagnait d'un peu de simplicité. Ne pleurons pas la vieille gaîté française. Valait-elle moins, toutefois, que la « jeune tristesse » ? Ce qu'on peut reprocher à celle-ci, c'est, d'abord, d'être dépourvue, — et à un point qu'on ne saurait dire, — de la salutaire et vengeresse ironie. C'est aussi d'avoir pour origine une vanité ingénue, colossale et déconcertante. On est sérieux non pas seulement parce que la vie est chose sérieuse, mais parce qu'on prend « au sérieux » les moindres semblants d'idées qui traversent votre cervelle puérile. A quel âge, sinon à vingt ans, se demanderait-on « s'il faut vivre ou rêver la vie » ? Mais qui donc, sinon un enfant ou un hypertrophique de la vanité, oserait répondre avec l'assurance réjouissante — et concise — dont je parlais tout à l'heure ?

Je crains que quelques-uns, du moins, de ces caractères se retrouvent dans le drame de M. Trarieux. Aussi bien allez-vous en juger. Considérons la pièce d'abord. Nous discuterons ensuite les « idées ».

Olivier est phtisique. Il vit à la campagne, entre sa femme Jacqueline, et sa vieille tante Edmée. Le médecin du village, le docteur Monnier, lui donne ses soins. Cependant, le mal s'aggrave. Olivier appelle Claude, un ami, qui, de plus, est habile médecin ; et c'est pour le consulter, sans doute, mais c'est surtout pour le revoir ; car Claude est pour lui un frère d'élection ; il l'aime profondément, et son absence lui est une vraie douleur.

Ajoutez que Claude « doit tout » à Olivier, qui l'a fait élever et qui lui a permis de parachever ses études médicales. Claude, d'ailleurs, a connu jadis Jacqueline, et la tante Edmée l'a vu naître. Tout le monde l'attend donc avec impatience ; on le reçoit comme un ami qui peut être un sauveur. (Quelques mots nous font supposer que Claude aimait Jacque-

line avant qu'elle eût épousé Olivier.) Les deux médecins entrent chez le malade; Claude en sort bouleversé : l'état d'Olivier est extrêmement grave, presque désespéré !...

— Olivier est mal, très mal; des soins incessants sont indispensables...

— Nous aurons les vôtres. Car vous nous restez, n'est-ce pas ?

— Non; je pars.

— Pourquoi ?

— Parce que je vous aime !...

J'abrège, mais sans rien changer à l'allure du dialogue entre Claude et Jacqueline. Et vous le trouverez, je pense, assez singulier. Claude, pour s'excuser, allègue qu'il n'est pas « un héros de Corneille ». C'est à merveille; et c'est ce qu'on ne saurait sans doute exiger de personne. Mais en se définissant de la sorte, Claude est d'une indulgence tout à fait excessive; non seulement il n'est pas héroïque, mais il manque de la plus ordinaire honnêteté. Et ce qui est curieux, c'est que ni Claude lui-même, ni Jacqueline, ne semblent s'en apercevoir! Jacqueline insiste, Olivier se fâche. Claude promet de rester.

Voici donc un sujet; nous allons voir Claude déchiré « entre le devoir et la passion », le premier l'obligeant à guérir Olivier, la seconde le contraignant à désirer sa mort. — De ce sujet, du reste, on ne trouvera plus trace dans les scènes suivantes. Le drame a changé de lieu. Il a désormais pour théâtre l'âme d'Olivier. — Est-ce bien son âme ? Voyez :

Jacqueline ne nous a pas caché, tout à l'heure, que son mari la « négligeait ». Il la néglige par amour, ou du moins par dévouement. Tuberculeux, Olivier eut un enfant aussitôt après son mariage; l'enfant mourut de son mal; il ne veut pas en avoir d'autres. Cela est bien. Et cela est suffisant. En ces matières, on comprend à demi-mot; et puisqu'il s'agit seulement de nous expliquer l'indifférence apparente d'Olivier, ce qui précède y réussit parfaitement. Mais une « idée » de cette force ne saurait être abandonnée sans qu'on l'ait envisagée sous toutes ses faces. L'auteur n'en néglige aucune. Une bonne partie du second acte est consacrée à cette fâcheuse question. Olivier consulte le docteur Monnier, il s'interroge lui-même, et ne nous cache aucune de ses hésitations... Il aime Jacqueline; mais la tuberculose ?... De plus, Malthus (pauvre Malthus !) le dégoûte. Alors ?... Faut-il ? Ne faut-il pas ?... L'hérédité est-elle démontrée et certaine ? Peut-être ?... Et les arguments « pour » se balancent en face des arguments « contre ». On dirait Auguste et son monologue. Ce n'est que Thomas Diafoirus !...

Désobligeante au possible, cette discussion, en outre, est parfaitement inutile. Ce n'est pas là le sujet de la pièce, ce dont il convient d'ailleurs de féliciter M. Trarieux. Mais vous voyez ici l'un des traits que je tentais de marquer tout à l'heure : l'imperturbable sérieux avec lequel certains écrivains envisagent la moindre des « idées » qui leur viennent. La pensée de l'amour stérile ayant visité l'auteur, celui-ci a été aussitôt saisi d'une admiration respectueuse; cette idée, puisqu'elle lui était venue, ne pouvait être qu'admirable... Comment expliquer autrement son insistance, et le soin qu'il met à ne rien nous laisser ignorer des opinions d'Olivier ? Car, encore une fois, cette discussion... gênante ne sert à rien, — pas même à « préparer » une autre scène, moins régalante encore, et qui n'avait pas besoin de tant d'insistance pour être ce qu'elle est. Jugez-en.

Claude est devenu l'amant de Jacqueline et Jacqueline est enceinte. Stupeur, désespoir, reproches... On frémit à la pensée des conseils que le docteur Claude va donner à sa maîtresse... On nous les épargne. La situation n'en reste pas moins difficile. Comment en sortir ? Ici, comme plus haut, je résume le dialogue entre les amants.

CLAUDE. — Le père de cet enfant ne peut être que ton mari !

JACQUELINE. — Hélas !...

CLAUDE. — Il le faut.

JACQUELINE. — Hélas !... Mais, devant toi, cela me serait trop pénible. Pars.

CLAUDE, *avec force*. — Je partirai.

Et le troisième acte s'ouvre par la scène à laquelle je faisais allusion : Jacqueline cherche à séduire Olivier. Mais Olivier est résolu; il ne faiblira pas. Jacqueline sort, désappointée. — C'est le tour de Claude, maintenant; il annonce son départ, mais Olivier ne veut pas... (Vraiment, il me semble que je raconte une de ces charges macabres qui firent la joie du Théâtre-Libre de jadis; mais rien ne peut exprimer le sérieux avec lequel tout cela est traité!) Une discussion s'engage : Olivier ne veut rien entendre, malgré les instances de Claude.

CLAUDE. — Il faut que je parte. Il le faut!

OLIVIER. — Pourquoi ?...

CLAUDE. — Parce que... Parce que je suis l'amant de ta femme !

JACQUELINE, *entrant échevelée*. — Il ne t'a pas tout dit. Non seulement je suis sa maîtresse, mais je suis mère... par lui !...

Après cette scène, un peu violente assurément pour un malade, Olivier éprouve le besoin, très légitime, de rester seul. Il congédie Claude et Jacqueline. Il a à « penser ».

Et il pense. « Qu'est-ce que la Mort?... Ah! la Mort!... Ah! la Vie?... Qu'est-ce que la Vie?... » — Et les « Étoiles »? Car, enfin, on ne nous en a pas dit un mot encore, de ces étoiles qui donnent leur nom à la pièce?... Les voici.

La Vérité n'est pas une; elle est multiple; chaque âge du monde a la sienne, téméraire erreur pour l'âge précédent, banalité pour l'âge suivant. Ces vérités sont comme les étoiles, soleils dont nous admirons la lueur alors qu'ils sont éteints, astres qui brillent depuis des siècles sans que leur lumière nous soit encore parvenue. Ainsi, ce qui nous paraît vérité n'est peut-être qu'une erreur dont la fausseté est près de nous apparaître; et l'erreur d'aujourd'hui n'est peut-être que la vérité de demain?...

Soit. L'image (je ne sais si elle est complètement « inédite ») ne manque pas de grandeur. Mais que prétend-elle expliquer?

Elle prétend expliquer et la conduite d'Olivier et son action, c'est-à-dire son suicide. Car, après y avoir longuement réfléchi, Olivier s'est décidé à disparaître. Sa profonde intelligence lui fait comprendre qu'il gênerait les ébats de Claude et de Jacqueline; tous deux méritent assurément une récompense : il faut la leur donner. Donc Olivier se tuera, mais discrètement, sans qu'on le sache; comme l'héroïne d'Octave Feuillet, il prendra volontairement froid, et mourra « par accident ». (Remarquez que ce dénouement ne se justifie par rien; il est mis là pour faire plaisir à Ibsen et à George Sand; mais, chez l'un et chez l'autre, une pareille « solution » était en quelque sorte imposée par la souffrance de deux êtres parfaits : ici c'est deux êtres parfaitement méprisables; et l'on voudrait que leur bonheur nous parût nécessaire!)

Mais pour une âme et une intelligence comme celles d'Olivier, il ne suffit par de vouloir, il faut savoir pourquoi l'on veut, et si on a le droit de vouloir. Ces scrupules l'honorent. Mais de quelle façon singulière ils se présentent à lui!

Olivier, — selon le protocole d'aujourd'hui, — se proclame d'abord affranchi de toute superstition religieuse. C'est-à-dire qu'il commence par supprimer la seule difficulté où se heurterait sa résolution. La religion chrétienne défend le suicide, sans distinction et sans nuances; dans la situation où est Olivier, cette défense pourrait créer un cas de conscience dramatique; mais Olivier n'est pas chrétien; c'est donc le principal élément de discussion qui disparaît. Il en est un autre toutefois qui ne laisserait pas d'avoir une certaine force, celui de l'utilité, on pourrait même dire de la légitimité du sacrifice.

Sous quelque point de vue qu'on l'envisage, la conduite de Claude et de Jacqueline est abominable : tout concourt, — l'état d'Olivier, la situation de Claude vis-à-vis de son ami, — à rendre leur trahison digne de mépris. Convient-il donc d'encourager une action odieuse et de récompenser ceux qui s'en sont rendus coupables?... De cela il n'est pas question une minute. Que peut donc dire Olivier à lui-même et au docteur Monnier dans ces longues scènes qui remplissent presque le troisième acte?... Il me faut montrer encore ici le pédantisme ingénu qui se manifeste si souvent dans le drame Je traduis, — librement, — les scrupules d'Olivier.

« Il m'est venu une « idée ». Mais si étrange, si nouvelle, si surprenante, si inattendue, si inouïe et si incroyable que, devant elle, je me sens d'une stupeur inquiète et d'une religieuse admiration. Elle m'est venue; c'est donc qu'elle est haute et profonde, et c'est aussi qu'elle doit être juste. Mais sa nouveauté même me trouble et m'oppresse... » — Je ne vous laisserai pas ignorer plus longtemps que cette « idée » si nouvelle est l'idée de « sacrifice ». Mais comme Olivier est d'une sincérité inébranlable, il ne se satisfait pas de sa propre opinion. Il presse le docteur Monnier, le conjure de l'éclairer : le doute, pour ceci, lui est insupportable. Car enfin, si cette idée de sacrifice était « vraie », quelqu'un peut-être l'aurait eue; et jamais, depuis que le monde est monde, on n'a entendu parler d'une idée pareille!... Et c'est alors que Monnier répond par la comparaison avec les étoiles. C'en est assez, Olivier est rassuré. Le « sacrifice », c'est l'étoile dont la lueur ne nous apparaît pas encore; c'est la vérité de demain!... Olivier se décide. Il meurt.

M'accusera-t-on d'exagérer? Considérez une fois de plus quelles sont les causes qui peuvent inquiéter Olivier. Elles sont de deux sortes; celles qui ont trait à l'acte en soi; celles qui se rapportent à ce que cet acte a de particulier, c'est-à-dire à l'utilité, à la légitimité d'un sacrifice dont profiteront des êtres coupables. De ces dernières nous avons vu qu'Olivier ne disait pas un mot. Parmi les premières, il faut éliminer d'abord la question du droit au suicide; Olivier, affranchi du christianisme, n'a aucun scrupule à disposer de sa vie. Que reste-t-il? Uniquement ce que je viens de dire : à savoir l'émoi devant l'idée, si nouvelle, du sacrifice... Remarquez, du reste, que c'est ainsi, seulement, que la « réponse des étoiles » peut avoir un sens. Olivier se demande si son acte est bon; il est rassuré lorsqu'on lui a dit qu'il était la vérité de demain. Et cette vérité future, inouïe, inattendue, incroyable, c'est le sacrifice!...

Ne reste-t-on pas confondu? « Découvrir l'Amérique », cela arrive à tout le monde. Mais n'oser croire à sa « découverte », tant elle vous paraît surprenante et prodigieuse, n'est-ce pas dépasser un peu les limites de l'illusion permise? Et il ne faudrait pas laisser s'établir de confusion. On a parlé d'Ibsen, de George Sand, de Tolstoï. Il est vrai que les personnages de M. Trarieux font quelques-uns des gestes coutumiers aux héros de ces maîtres. Il ne manque à Olivier, à Claude, à Jacqueline, que de nous montrer les raisons de ces gestes. Imaginez *Jacques*, la *Dame*

de la Mer ou la *Sonate à Kreutzer* adaptés en pantomime, vous aurez une idée assez exacte de ce qu'est le drame de M. Gabriel Trarieux.

J'en ai trop longuement parlé, et avec une irritation qu'on trouvera peut-être excessive. C'est que ce drame manifeste un état d'esprit qui n'est pas rare chez certains écrivains, et qui m'est antipathique à un point que je ne saurais dire. Je ne nie ni leur talent, ni leur bonne foi. Je ne puis m'habituer à leur assurance, à leur confiance en eux-mêmes. Ils sont par trop dépourvus de simplicité et de modestie; ils n'ont de naïveté que pour accueillir avec admiration ce qu'ils appellent leurs idées. Ils ne sont plus chrétiens, et ils passent leur temps à refaire l'Évangile. Et pour eux la liberté de penser semble être surtout la liberté de découvrir ce qu'on pense depuis deux mille ans!

J'ai à peine le temps de dire la bonne humeur, l'aisance et l'esprit de la *Main gauche*, de M. Pierre Veber. C'est « fait avec rien », mais c'est charmant. Et c'est joué merveilleusement par MM. Antoine et Dumény, et par Mme Henriot.

Je ne puis que mentionner aujourd'hui le vif succès de la *Basoche* à l'Opéra-Comique.

Jacques du Tillet.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Blancador l'Avantageux, par Maurice Maindron (Éditions de la *Revue Blanche*).

Le talent très curieux et très spécial de Maurice Maindron s'affirme et se précise encore dans cette œuvre nouvelle, sans d'ailleurs se modifier le moins du monde : peu d'écrivains ont, dès leur début, caractérisé leur manière avec une plus définitive netteté. Il en résulte qu'on n'éprouve désormais à le lire aucune surprise amusante, mais on constate avec sécurité la réussite merveilleuse d'un art très subtil, très délicat, très difficile... Sur les mœurs du XVIe siècle, voici, plutôt qu'un roman, peut-être un tableau sur bois, dans le goût de l'époque, riche en couleurs, un peu chargé d'ors et de pourpres, d'un dessin très sûr aux contours secs, tout en lumière, sans ombre ni perspective, et tout brillant, et tout luisant. L'artiste est parfaitement maître de son pinceau et ne se laisse pas entraîner, mais veille scrupuleusement à ce que toutes les parties de l'œuvre soient également achevées et bien d'accord. Les personnages sont peints avec une étonnante minutie, les jeux de leur physionomie et les détails de leur costume avec une semblable habileté. Blancador n'inspire par lui-même ni grand intérêt ni sympathie, mais ses aventures sont l'occasion de descriptions prestigieuses. C'est un être bassement sensuel, et fourbe en outre, utilisant ses charmes physiques pour exploiter les femmes, et ce drôle se développe en forban. Il se promène du château de la belle Diane de Formantin où tout est joie, luxe, gaieté, amour de la vie, au manoir de la douce Hulline où tout est ennui, mélancolie, tristesse et résignation. Il intervient dans une histoire d'amour, y fait métier de traître et sort indemne de ses vilaines entreprises. Mais Hulline perd la raison et puis la vie. Les scènes atroces de félonie, de meurtres, de tortures, dans cette dernière partie du roman, feraient frémir si l'art avec lequel elles sont représentées ne rassurait par sa perfection. La nature même semble artificielle, avec sa grâce riche et apprêtée, dans cette œuvre très remarquable, très éclatante et très froide.

Essai sur l'imagination créatrice, par Th. Ribot (Alcan).

M. Ribot constate avec raison que si les psychologues contemporains ont étudié avec succès l'imagination purement reproductrice, ils ont à peu près complètement négligé de faire porter leurs travaux sur l'imagination créatrice. La raison de ce fait est simple : la méthode scientifique s'applique aisément aux phénomènes de *reproduction* psychologique et n'a pas trop de peine à les expliquer mécaniquement, au lieu qu'elle se trouve toute déroutée par les phénomènes de création; il y a là quelque chose de déconcertant pour elle et qui échappe à ses investigations techniques. Mais M. Ribot prétend appliquer ici, sinon l'expérimentation proprement dite, du moins les procédés d'une méthode objective. Il procède d'abord analytiquement et résout l'imagination en ses facteurs constitutifs. Il la suit dans son développement intégral, des formes frustes aux plus complexes, car il a démontré qu'on a tort de ne considérer l'œuvre de l'imagination que dans la création esthétique et scientifique, celle-ci n'étant qu'un cas particulier et non peut-être le principal, mais il rattache à la même activité spirituelle les inventions mécaniques, militaires, industrielles, commerciales, religieuses, sociales, politiques. Il étudie ensuite l'imagination d'une manière concrète, c'est-à-dire qu'il décrit, non plus la faculté créatrice en elle-même, mais les types divers d'imaginatifs que révèle l'observation. Il aboutit, après cette enquête minutieuse et méthodique, à expliquer l'imagination créatrice par la tendance naturelle des images à s'objectiver, c'est-à-dire qu'elle provient, selon lui, des éléments *moteurs* inhérents à l'image. De cette manière, l'imagination créatrice, de même que l'ima-

gination passive, se trouve, dans son mécanisme intime, rattachée aux lois essentielles du mouvement; et c'est un grand point pour la doctrine psychologique que représente M. Ribot.

André Beaunier.

Memento. — Chez Hachette, *La marine et le progrès, les luttes de l'avenir par la science, par les millions*, par MM. Loir et G. de Caqueray, lieutenants de vaisseau. — Chez Mayolez et Audiarte (Bruxelles), *Les facteurs de l'évolution des peuples*, ou l'influence du milieu physique et tellurique et de l'hérédité des caractères acquis dans l'évolution et la dissolution des peuples, par le Dr Auguste Mattenzzi, traduit de l'italien par Mlle I. Gatti de Gamond. — Chez Bernard, *La Natalité en France, 1900*, par G. M. — Chez Chamuel, *Maîtresses de rois*, drame historique en cinq actes, par Paul Tenarg. — Chez Delagrave, *L'Enseignement secondaire en Allemagne*, d'après des documents officiels, par A. Pinloche. — Chez Calmann-Lévy, *La Mort des Dieux*, « le roman de Julien l'Apostat », par Dmitry de Merejskonsky, traduit du russe par Jacques Sorrèze. — Chez Ollendorff, *Bartek le Victorieux*, par Henrik Sienkiewicz. — Chez Perrin, *Les Ascensions humaines* (évolutionnisme et christianisme), par Antonio Fogazzaro, traduit par Robert Léger. — Chez Lemerre, *L'Échelle de Jacob*, « vision », par le prince J. Lubomirski, illustrations de Tofani.

NOTES POLITIQUES

Mercredi 28 novembre.

Quand une coalition d'États européens, ainsi qu'il arriva au Congrès de Vienne, veut enlever à d'autres États une — ou plusieurs — parcelles de leur territoire, elle fait appel au principe de l'*équilibre européen*, tandis que ceux qui se trouveraient affaiblis protestent au nom du *droit des nationalités*, de la *souveraineté populaire* et des *idées de justice et de liberté*. Toujours, des intérêts se cachent derrière les formules abstraites des diplomates. Il n'y a réellement entre les nations que des rapports de puissance alors que l'on tient à découvrir, chez chacune d'elles, le souci général de la vérité et du droit.

Une même contradiction fausse quotidiennement notre politique intérieure. Suivant l'esprit et la lettre de notre constitution, chaque député se trouve au Parlement le délégué de la France entière, le représentant du peuple français, dans sa totalité. Il a donc la garde des intérêts généraux, mais cela demeure uniquement théorique, car, dans la pratique, ce sont des intérêts particuliers, qu'il représente, qu'il défend et, le plus souvent, ce sont des intérêts contradictoires.

Au moment où le scrutin de liste n'avait pas encore été remplacé par le scrutin d'arrondissement, on pouvait encore voir se produire en France des courants d'idées ayant leur source ailleurs qu'en des préoccupations de clocher; mais aujourd'hui le Parlement est devenu le lieu où s'affirme, avec une sincérité audacieuse, un particularisme local qui est la négation du parlementarisme, compris comme l'expression même de la nation.

Si l'on veut substituer une politique *réaliste* à la politique des *principes*, c'est à une transformation complète du système parlementaire qu'il faut aboutir. Mais, en ce moment, la contradiction essentielle que j'ai notée au sein du Parlement se traduit simplement par des... surprises, par des jeux de scènes, si l'on peut ainsi dire, qui mettent une gaieté imprévue dans les différents épisodes de la comédie parlementaire.

Y a-t-il deux partis qui diffèrent davantage par leurs tendances générales que le socialisme et le nationalisme? Je ne le pense pas. Aussi quelle n'aurait pas été ma surprise en voyant à la tribune MM. Georges Berry et Lucien Millevoye applaudis frénétiquement sur tous les bancs socialistes, si je n'avais compris que, les deux députés nationalistes représentant au Parlement les intérêts électoraux d'une certaine fraction de la clientèle socialiste, ils ne pouvaient pas choisir une autre attitude que celle des socialistes, ni user à la tribune d'une phraséologie différente.

Le débat portait sur la question des bureaux de placement payants. Un ouvrier mécanicien, M. Coutant, qui s'est flatté d'être encore, quoique député, un ouvrier syndiqué, avait déposé au nom des chambres syndicales de 41 départements un projet de loi tendant à la suppression pure et simple d'établissements, « qui prélèvent un courtage sur la misère ». MM. Georges Berry et Lucien Millevoye ont été aussi *vifs* que le député révolutionnaire, lorsqu'ils ont fait, eux aussi, la critique de l'institution des bureaux de placement payants.

M. Georges Berry était le rapporteur de la Commission, dont le projet se distinguait de celui de M. Coutant en ce qu'il accordait aux placeurs une période de deux ans pour fermer leurs bureaux. Lorsqu'ils eurent porté à cinq ans cette période, le projet des membres de la Commission devint celui du gouvernement. Et le ministre du Commerce vint en défendre l'esprit à la tribune.

Il constata qu'aucun député n'avait reconnu hautement que le mode de placement gratuit est absolument préférable au mode de placement payant.

« Et, comment en serait-il autrement? dit-il. L'industrie du placement payant, quelle que soit l'honorabilité, la délicatesse de ceux qui l'exercent, est en elle-même respectable parce qu'on ne peut pas demander à des hommes d'être des héros ou des saints, et parce que cette industrie, par elle-même, par définition, prélève ses bénéfices sur les ressources de ceux qui n'en ont pas, qui sont en quête de travail, et parce que ses bénéfices croissent précisément en raison de l'intensité du chômage, c'est-à-dire de l'intensité de la misère. »

Toutes les critiques passionnées exprimées avec vivacité par les orateurs précédents manquent de force auprès de ce simple exposé des éléments du problème.

Les placeurs ont eu cependant... leur *avocat*. Le mot fut lancé par M. Alexandre Zevaès, au moment où M. Paul Beauregard vint défendre le contre-projet qu'il déposa et dont le premier article, alors en discussion et qui amena l'intervention du ministre, admet l'existence des bureaux payants. Le député socialiste, plein de la fougue de ses

vingt-sept printemps, prononça même le mot : *stipendié*. Mais M. Paul Deschanel n'entendit pas — ou ne voulut pas entendre — l'interruption et ne la fit point figurer à l'*Officiel*.

Si je la transcris ici, c'est par souci de la vérité historique, afin de rendre évident le degré d'exagération — et d'exaspération — auquel avait atteint la discussion.

Donc, le distingué professeur à la Faculté de droit vint prendre la défense des placeurs. Il le fit au nom de la liberté et du droit sacré qu'a la propriété d'être inviolable. Le droit qu'ont les placeurs de fournir du travail à autrui contre argent, constitue une propriété, dont on veut les... *spolier*.

On le voit, les grands principes interviennent dans le débat. M. Coutant y répond en invoquant le *droit au travail*. Sans recourir à l'emploi des formules abstraites et par un simple exposé des *étranges abus* auxquels a donné lieu l'industrie du placement payant, je pourrais légitimer le vote des 287 députés qui, en repoussant le premier article du contre-projet de M. Paul Beauregard, ont affirmé leur volonté de *protéger* toute une catégorie de travailleurs, victimes de quelques individus qui les exploitent. Et voilà tout. Maintenant, comment remplacera-t-on les bureaux de placement payants, si le projet du gouvernement est adopté? Eh bien ! n'y a-t-il pas les syndicats, les mutualités, les municipalités, les associations charitables qui déjà font le placement gratuit et qui continueront sous la haute surveillance de l'État.

Ce qu'il m'a paru curieux de noter, c'est le fait que les noms de MM. Drumont, Berry, Millevoye se trouvent à côté de ceux de MM. Viviani et Fournière pour assurer le succès d'un projet que le gouvernement Waldeck-Rousseau-André-Millerand a fait sien.

P.

Memento. — *Jeudi* 22 novembre. — Première séance : Discussion du budget des Affaires étrangères, du Commerce, des Travaux publics et de l'Intérieur. Tous les chapitres adoptés.

Deuxième séance : *a*) Discussion du projet de loi concernant le rachat des concessions de la Compagnie des chemins de fer franco-algérienne (M. Pelletan se déclare pour l'exploitation directe par l'État). Ensemble du projet adopté.

b) Suite du projet de loi concernant les bureaux de placement (voir plus haut).

c) Après interpellation de M. Itogez. M. Millerand s'explique sur l'institution des Conseils du travail.

Vendredi 23. — Première séance : Discussion du budget de l'Intérieur. La Chambre rejette l'amendement de M. Chauvière tendant à supprimer les fonds secrets et celui de M. Zévaès tendant à la suppression du budget des cultes.

Deuxième séance : Interpellation de M. Paul Vigné sur le drame du Soudan et de M. Lasies sur les événements de Zinder.

Le premier orateur critique vivement la gestion du général Galliéni à Madagascar, et le deuxième cherche à expliquer le meurtre du lieutenant-colonel Klobb par Voulet. Réplique de M. Guillain, le ministre qui a pris sur lui de retirer à Voulet le commandement de la mission. A huit jours la suite du débat.

Lundi 26. — Première séance : Fin de la discussion sur le budget de l'Intérieur. Budget des colonies. (Intervention de M. d'Estournelle de Constant sur les dangers d'une expansion coloniale sans mesure.)

Deuxième séance : Projet de loi sur le régime des boissons (suite).

Mardi 27. — Première séance : Budget des colonies (suite). (Intervention de M. Camille Pelletan.)

Deuxième séance : Le régime des boissons (suite).

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — Dans son fascicule de novembre, la *Revue franco-allemande* publie, grâce à l'obligeance d'un antiquaire de Munich, quelques pages peu connues et vraiment curieuses datant du siècle dernier. Il s'agit d'un « Éloge de Voltaire par Frédéric le Grand ». Ce discours fut composé entre deux batailles, au camp de Schatzlar, en Bohême. Par ordre de Frédéric, il fut lu, le 26 novembre 1778, en « séance publique extraordinaire » à l'Académie royale des Sciences et Belles-Lettres de Berlin, et publié en une brochure tirée à quelques exemplaires devenus aujourd'hui très rares. De ce « morceau d'éloquence », auquel la langue si joliment vieillie et cependant bien vivante du roi philosophe garde une singulière saveur, voici quelques passages :

« Nous ne nous proposons pas, Messieurs, d'entrer dans le détail de la vie privée de M. de Voltaire. L'histoire d'un Roi doit consister dans l'énumération des bienfaits qu'il a répandus sur ses peuples; celle d'un guerrier, dans ses campagnes; celle d'un homme de lettres, dans l'analyse de ses ouvrages : les anecdotes peuvent amuser la curiosité, les actions instruisent. Mais comme il est impossible d'examiner en détail la multitude d'ouvrages que nous devons à la fécondité de M. de Voltaire, vous voudrez bien, Messieurs, vous contenter de l'esquisse légère que je vous en tracerai, me bornant d'ailleurs à n'effleurer qu'en passant les événements principaux de sa vie... Quoique jeune, M. de Voltaire n'était pas regardé comme un enfant ordinaire; sa verve s'était déjà fait connaître; c'est ce qui l'introduisit dans la maison de Mme de Rupelmonde ; cette dame, charmée de la vivacité d'esprit et des talents du jeune Poète, le produisit dans les meilleures sociétés de Paris; le grand monde devint pour lui l'école où son goût acquit ce tact fin, cette politesse, et cette urbanité, à laquelle n'atteignent jamais ces savants érudits et solitaires, qui jugent mal de ce qui peut plaire à la société raffinée, trop éloignée de leur vue pour qu'ils puissent la connaître. C'est principalement au ton de la bonne compagnie, à ce vernis répandu dans les ouvrages de M. de Voltaire, que ceux-ci doivent la vogue dont ils jouissent... Les Parisiens, éclairés par les suffrages qu'une nation aussi savante que profonde avait donnés à notre jeune auteur (Frédéric vient de rappeler le séjour de Voltaire en Angleterre), commencèrent à se douter que dans leur sein il était né un grand homme... Il se trouvait alors en France une dame célèbre par son goût pour les arts et pour les sciences. Vous devinez bien, Messieurs, que c'est de l'illustre marquise du Châtelet que nous voulons parler.

Elle avait lu les ouvrages philosophiques de notre jeune auteur bientôt elle fit sa connaissance; le désir de s'instruire et l'ardeur d'approfondir le peu de vérités qui sont à la portée de l'esprit humain resserra les liens de cette amitié, et la rendit indissoluble. Mme du Chatelet abandonna tout de suite la Théodicée de Leibnitz et les romans ingénieux de ce philosophe pour adopter à leur place la méthode circonspecte et prudente de Locke... Cirey devint bientôt la retraite philosophique de ces deux amis : ils y composaient, chacun de son côté, des ouvrages de genres différents qu'ils se communiquaient, tâchant, par des remarques réciproques, de porter leurs productions au degré de perfection où elles pouvaient probablement atteindre..... Quoique M. de Voltaire fût sensible à des marques d'approbation aussi éclatantes (son élection à l'Académie et sa nomination comme historiographe de France), il l'était pourtant davantage à l'amitié; inséparablement lié avec Mme du Châtelet, le brillant d'une grande cour n'offusqua pas ses yeux, au point de lui faire préférer la splendeur de Versailles au séjour de Lunéville, bien moins à la retraite champêtre de Cirey. Ces deux amis y jouissaient paisiblement de la portion du bonheur dont l'humanité est susceptible, quand la mort de la marquise du Châtelet mit fin à cette belle union : ce fut un coup assommant pour la sensibilité de M. de Voltaire, qui eut besoin de toute sa philosophie pour y résister... M. de Voltaire passa donc ainsi sa vie entre les persécutions de ses envieux et l'admiration de ses enthousiastes, sans que les sarcasmes des uns l'humiliassent, et que les applaudissements des autres accrussent l'opinion qu'il avait de lui-même; il se contentait d'éclairer le monde et d'inspirer par ses ouvrages l'amour des lettres et de l'humanité. Non content de donner des préceptes de Morale, il prêchait la bienfaisance par son exemple; ce fut lui dont l'appui courageux vint au secours de la malheureuse famille des Calas, lui qui plaida la cause des Syrvens et qui les arracha des mains barbares de leurs juges, lui qui aurait ressuscité le chevalier La Bare s'il avait eu le don des miracles. Qu'il est beau qu'un philosophe du fond de sa retraite élève la voix, et que l'humanité dont il est l'organe force les juges à réformer des arrêts iniques!... »

Pour finir, ces détails sur l'abus que fit du « Caffé » M. de Voltaire, au moment où il corrigeait « une nouvelle tragédie dont *Irène* est le sujet ». Il passa des nuits entières à refondre son ouvrage; et « soit pour dissiper le sommeil, soit pour ranimer ses sens, il fit un usage immodéré du « Caffé » : cinquante tasses par jour lui suffirent à peine : cette liqueur qui mit son sang dans la plus violente agitation lui causa un échauffement si prodigieux que pour calmer cette espèce de fièvre chaude, il eut recours aux opiats, dont il prit de si fortes doses que, loin de soulager son mal, elles accélérèrent sa fin... »

On annonce que Gerard Hauptmann vient de terminer un nouveau drame, *Michel Kramer*, dont le réalisme puissant affirmera une fois de plus la maîtrise du célèbre dramaturge. La première aura lieu en mars prochain, au *Deutsches Theater* de Berlin.

Angleterre. — Quelques jours avant les récents changements survenus dans la composition du cabinet britannique, M. H. Whates se demandait, dans la *Fortnightly Review*, quelle figure ferait et quelles bévues commettrait Mr. Joseph Chamberlain si, privant de ses services le *Colonial Office*, l'aveugle Fortune portait le mauvais génie de l'Angleterre à la présidence du Conseil ou simplement lui confiait la conduite des Affaires extérieures, lui réservant ainsi le premier rôle dans les négociations avec les grands États européens. Mr. Joseph Chamberlain a fait ses preuves, et la question que se posait M. H. Whates était évidemment de nature à inquiéter un peu le patriotisme de ceux de nos voisins en lesquels tout bon sens n'abdique point.

Au cours de l'article de la *Fortnightly Review*, ces appréciations, plutôt sévères, sur la politique impérialiste : « Si le Premier s'était enquis lui-même, s'il avait insisté pour que les choses fussent tirées au clair, s'il avait exigé que Mr. Rhodes et autres fussent poursuivis aussi bien que le docteur Jameson et ses officiers, les Boers eussent été inexcusables de douter de la correction et de la parfaite bonne foi du gouvernement britannique. Le soin de régler la question fut laissé à Mr. Chamberlain; le résultat fut que les pourparlers entre Mr. Chamberlain et le président Krüger n'aboutirent pas, que nous eûmes une année de guerre, et que, maîtres aujourd'hui des territoires des deux républiques, nous sommes désormais dans l'obligation d'entretenir dans l'Afrique du Sud, à titre permanent, *une importante* garnison. »

Sous ce titre : *Is Britain on the Brink of Ruin?* le numéro du 15 novembre de la *Review of Reviews* résume en trois colonnes de brèves notes une série d'opinions parfois aimablement paradoxales. Ces notes sont à lire.

Dans le même numéro, une consciencieuse analyse du livre de lord Rosebery : *Napoleon, the last Phase*.

États-Unis. — Près des somptueux palais tout battant neuf qui abritent l'Université de New-York, un emplacement restait libre, qu'il fallait, dans l'intérêt de l'harmonie architecturale, occuper et occuper dignement. On proposa d'y édifier un « Temple de la Gloire ». Les Américains, qui en sont à cette heure de leur histoire où rien n'est plus cher au cœur d'un peuple que d'enrichir son passé et d' « aristocratiser » ses annales, accueillirent l'idée avec enthousiasme et le « temple » fut bâti.

Mais il s'agissait de le peupler : une commission de cent membres, — savants, écrivains et artistes, — fut chargée de désigner, par voie d'élection, les trente « gloires » les plus dignes de la reconnaissance de la République.

Sur le nom de Washington, accord unanime. Abraham Lincoln et Daniel Webster ont été « admis » chacun par 96 voix; Franklin, par 94; Ulysses S. Grant, par 92, et Thomas Jefferson, par 90. Le grand orateur patriote Henry Gray, George Peabody, le célèbre philanthrope, David Farragut, Robert Fulton, etc., etc., auront également leur statue dans le « Temple de la Gloire ».

G. Choisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40135. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

Les variations de cours ont été assez importantes sur quelques valeurs dans les derniers huit jours. Il n'y a pas eu une direction générale ; la cote accuse des plus-values ou des réactions isolées, provenant de causes spéciales. La tendance commune est assez ferme, grâce à l'abondance des disponibilités. On ne prévoit pas que l'argent ait à subir d'ici la fin de l'année un renchérissement sérieux.

Les rentes françaises ont fléchi de 10 centimes à terme et sont restées fermes au comptant.

Les spéculateurs ont continué à manipuler les cours de l'Extérieure. Le cours de 70 a été conquis puis reperdu, il reste une légère avance de 69,72 à 69,90.

L'Italien s'est maintenu à 95. Il peut s'élever au-dessus de ce cours, à cause de l'attrait du coupon semestriel de janvier.

Les fonds ottomans sont, de plus, abandonnés pour leur plus grand avantage, par la spéculation. Les cours ne cessent de progresser, avec une lenteur qui donne de la stabilité aux progrès obtenus. La série C est à 25,50, la série D à 22,77. Du dernier rapport du Conseil d'administration de la dette publique, il ressort que l'intérêt annuel pourrait être porté dès maintenant de 1 à 1 1/4 p. 100, mais le Conseil préfère attendre encore quelque temps, pour être assuré de n'avoir plus à revenir sur la mesure une fois adoptée.

Les fonds ottomans sont, de plus en plus abandonnés pour leur plus grand avantage, par la spéculation. Les mations sont cependant tout à fait rassurantes.

Les rentes brésiliennes ont été plus faibles. Les conséquences de la dernière crise des banques pèsent encore sur l'état économique de la République.

***

Pendant longtemps on avait cessé de s'occuper des fonds argentins. Il est probable que spéculateurs et capitalistes vont porter de nouveau leur attention sur ce groupe de valeurs.

La situation financière et commerciale s'est considérablement améliorée dans la République Argentine depuis l'avènement du général Roca à la présidence. Le ministre des Finances, M. Berduc, a fait, dans ces deux années, une sérieuse besogne. Les dettes provinciales ont été complètement liquidées : le nouveau fonds 4 p. 100 national, qui a été créé en représentation des anciens titres provinciaux, a été admis le 10 novembre à la cote officielle.

Il y figure au cours de 59,25, en hausse de 1,70 sur le prix d'il y a huit jours. Le 4 p. 100 1896 a fait également quelque progrès, dépassant 61.

Ces cours sont réellement avantageux, si l'on considère que les budgets argentins sont désormais en équilibre, que le service de l'amortissement sera repris en 1901 sur la dette extérieure, que les transactions commerciales avec l'étranger ont pris en 1899 une extension considérable, que la balance du commerce a été, en cette année, de plus de 300 millions de francs en faveur de l'Argentine, enfin que la loi de conversion a assuré la stabilité du change, et que les coupons de la dette extérieure sont payés en or sans retenue ni impôt.

L'obligation 5 p. 100 Argentine 1886 a été portée de 470 à 474.

***

La Banque de Paris a fléchi de quelques francs qui seront promptement regagnés. Les actions des Chemins français ont légèrement amélioré leurs cours.

Le Métropolitain s'est tenu très ferme à 543, les autres valeurs de traction ont subi d'assez fortes réalisations.

La Thomson-Houston a reculé de 26 francs à 1 242, la Traction de 8 à 159, les Tramways sud ont perdu 17 francs à 334, l'Est parisien a fléchi d'autant à 424, la Compagnie générale de 25 à 660, les Tramways de Paris ont été ramenés de 760 à 725.

Tous ces cours semblent se rapprocher du niveau où l'épargne pourra, sans trop de risque, commencer à aborder ce genre de placement.

***

La Sosnowice a baissé de 20 francs à 2 560, les autres valeurs industrielles ont peu varié de prix, le Rio-Tinto a monté de 10 francs à 1 454.

Les Wagons-lits, sur les communications faites à l'Assemblée tenue le samedi 24, ont d'abord reculé de 380 à 338, puis se sont relevés à 355.

L'augmentation des recettes de 1900 atteignait, le 10 novembre dernier, le chiffre de 2 104 000 francs. Mais les établissements créés à l'Exposition ont causé des désillusions. Le Panorama Transsibérien et les restaurants chinois et russes ont déterminé une dépense d'environ 1 500 000 francs que les recettes n'ont pas permis de recouvrer. Cependant le résultat des années 1899 et 1900 serait à peu près le même et un dividende de 37 francs pourrait être distribué si une des filiales de la Compagnie des Wagons-Lits, la Compagnie Internationale des Grands Hôtels, n'avait subi à l'Exposition, également dans différentes entreprises, une perte évaluée à 3 500 000 francs.

L'assemblée ordinaire, qui se tiendra en avril 1901, aura à se prononcer sur le point de la distribution ou de la non-distribution d'un dividende pour l'exercice 1900.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Voyages circulaires à coupons combinables sur le réseau P.-L.-M.

...est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P.-L.-M., des carnets individuels ...famille pour effectuer sur ce réseau, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itiné... tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les ...de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets ...ctifs, 50 p. 100 du tarif général.

...a validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1 500 kilomètres; 45 jours de 1 501 à 3 000 kilo...es; 60 jours pour plus de 3 000 kilomètres. — Faculté de prolongation, à deux reprises, de ... ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 p. 100 du ...total du carnet, pour chaque prolongation. Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur ...éraire. Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, ...st délivrée gratuitement dans toutes les gares P.-L.-M., bureaux de ville et agences de la ...pagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ, à la gare où ...yage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 francs. — Le délai ...mande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST

Voyages circulaires en Italie.

...Compagnie des Chemins de fer de l'Est, rappelle qu'elle met à la disposition des voyageurs pendant ...l'année, des billets circulaires à itinéraires *fixes* dits « Au Nord et au Sud des Alpes », qui permettent ...e des excursions variées en Italie dans des conditions très économiques, soit au départ de Paris, ...oyes-Belfort, soit au départ des principales gares situées sur l'itinéraire.

...excursions peuvent encore être effectuées au moyen de billets circulaires italiens dits « Au Sud ...pes », qui sont délivrés pendant toute l'année par les gares du réseau de l'Est conjointement avec ...rnets de parcours français à itinéraires facultatifs du tarif G. V. n° 105, commun aux sept grands ...x ou avec les carnets à coupons combinables Est-P.-L.-M., et les billets *combinables* Suisses.

...billets désignés ci-dessus ont une durée de validité de 60 jours.

...billets circulaires à itinéraires *fixes* sont délivrés à première demande à la gare de Paris; ils ...t être demandés 48 heures à l'avance aux autres gares situées sur l'itinéraire.

...demande des billets à itinéraires *facultatifs* devra être adressée huit jours à l'avance et sous forme ...re, au chef de la gare où le voyageur désirera retirer son billet.

...voyageurs de 2e classe sont admis dans les trains rapides qui circulent tous les jours entre Paris ..., sauf les restrictions prévues par l'affiche générale des trains.

...trains, au nombre de deux dans chaque sens, mettent Bâle à environ 8 heures de Paris. Les trains ...comprennent un wagon-restaurant, ceux de nuit un Sleeping-car et une voiture directe de ...entre Paris et Milan.

...1. — Les renseignements concernant les billets et carnets précités sont réunis dans le livret des ...circulaires et excursions que la Compagnie de l'Est envoie gratuitement aux personnes qui en ...demande.





Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 1013.

N° 23. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 8 Décembre 1900.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 23

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement à la Revue Bleue	Six mois.	Un an.	Avec la Revue Scientifique	Six mois.	Un an.
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 23. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 8 DÉCEMBRE 1900

LES ALLEMANDS EN CHINE

Les expéditions organisées par le maréchal de Waldersee à Pao-Ting-Fou, sur la ligne des communications entre Tien-Tsin et la frontière du Chan-si, au nord-ouest dans la direction de Kalgan, semblent établir qu'on a quelque peu exagéré la déconvenue qu'auraient apportée les événements aux projets grandioses formés par l'empereur d'Allemagne à l'occasion de la Chine.

On se plaisait à montrer le feld-maréchal de Waldersee tombant du rôle énorme de chef d'une croisade internationale à des fonctions illusoires, presque ridicules.

Il partait en guerre, mais il n'était pas encore arrivé sur le « théâtre des événements » que déjà la guerre était finie. Plus d'ennemis, partant plus de croisade! Une petite armée était entrée, presque sans combat, dans Pékin, d'où la cour impériale avait fui, s'enfonçant dans les profondeurs inaccessibles de l'ouest.

Il a été facile alors de railler les « conceptions emphatiques », la « présomptueuse précipitation », les « truculences farouches » de Guillaume II et les « gasconnades » de son généralissime. Il reste à voir si tout cela n'était pas seulement la parure théâtrale d'un plan savamment élaboré, à la réalisation duquel Guillaume II procédera, qu'il ait dans cette phase nouvelle de la crise chinoise le concours de tous les autres gouvernements ou que la politique adoptée par la Russie, le Japon et les États-Unis l'oblige à rechercher un appui isolé comme celui de l'Angleterre. Il ne faudrait pas d'ailleurs attacher trop d'importance au prétendu refroidissement que la proposition russe d'évacuation de Pékin aurait amené dans les relations entre Berlin et Saint-Pétersbourg. La politique de Guillaume II est à cet égard des plus nettes. Elle a pour objectif le développement des forces allemandes et la protection des intérêts allemands dans le monde entier, avec la préoccupation de ne froisser en aucune circonstance les prétentions légitimes, les intérêts acquis, les aspirations naturelles du gouvernement russe.

Guillaume II trouvera le moyen de suivre sa voie sans contrecarrer l'action de la Russie. Gardons-nous de prendre pour base d'une combinaison diplomatique quelconque le désaccord présumé des deux pays; nous serions les mauvais marchands de l'affaire.

Pour bien comprendre l'action actuelle de l'Allemagne, il faut d'ailleurs la rattacher à ses origines naturelles, c'est-à-dire au coup de théâtre de l'occupation de Kiao-tchéou en novembre 1897, et préciser le caractère et la portée de cet acte décisif du gouvernement impérial.

***

Les relations entre la Chine et l'Allemagne ont commencé il y a moins d'un demi-siècle. En 1862 le gouvernement prussien envoya à Pékin une mission dirigée par le comte Eulenbourg, et dont faisaient partie des savants comme le naturaliste et dessinateur Hildebrand, des officiers comme M. von Brandt, plus tard ministre d'Allemagne au Japon et en Chine même. Le gouvernement anglais, qui ne tenait point à ouvrir l'Empire du Milieu pour le compte d'autres États européens, refusa son concours à cette mission,

et ce fut la légation française d'alors qui aida le diplomate prussien à obtenir de la Chine le premier traité d'amitié et de commerce qu'elle ait conclu avec un gouvernement allemand. A partir de cette époque les Allemands commencèrent à se rendre en grand nombre en Chine. Ils y déployèrent cette habileté insinuante, cette persévérance de dessein qui caractérise les « exilés volontaires » de l'Allemagne, accaparant peu à peu les places de commis dans les maisons de commerce et dans les banques anglaises à Shanghaï et dans les autres villes de la côte. Ils ne tardèrent pas à s'établir pour leur compte, fondant eux-mêmes des banques et monopolisant l'industrie. Soutenus par leur gouvernement, ils réussirent à s'introduire dans le personnel de la douane anglo-chinoise, d'où l'élément français, prépondérant après 1860, fut ensuite progressivement éliminé.

[illegible] 1891, un des plus hauts fonctionnaires de cette administra[illegible] Allemand, ami de Li-Hong-Tchang. Les produits métallurg[illegible] trouvèrent une large clientèle près des vice-rois des provinces du littoral.

Pendant un certain nombre d'années cependant, le développement de l'influence et des intérêts allemands en Chine se maintint sur le terrain exclusivement commercial. C'est vers 1880 que l'Allemagne commença à avoir une politique plus accentuée dans les affaires des Célestes. Des Allemands entrèrent au service du gouvernement central ou des gouverneurs provinciaux. Des ingénieurs allemands, recrutés avec l'autorisation du gouvernement de Berlin, furent envoyés à Tien-tsin, où se trouvait le siège du commandement de l'armée organisée par Li-Hong-Tchang. Une école militaire fut fondée dans cette ville en 1884 et placée sous la direction d'un officier supérieur prussien, le commandant d'artillerie von Richter, sous le contrôle nominal de S. E. Lien-Tang. D'autres instructeurs furent répartis dans les camps de troupes. L'Allemagne n'obtint pas gratuitement ces faveurs de la Chine, elle les paya en prix spéciaux, dont nous pûmes apprécier la nature pendant notre guerre avec la Chine pour le Tonkin. Plus d'une fois nos officiers, dans les combats livrés contre les Pavillons-Noirs, entendirent dans les camps des troupes chinoises des commandements donnés avec un accent germanique qui ne laissait aucun doute sur la nationalité de quelques-uns au moins des officiers ennemis.

Un autre officier allemand, M. de Hænneken, fut chargé d'exécuter des travaux de défense sur le littoral chinois. Peut-être a-t-il modernisé les forts de Takou que les troupes internationales ont dû bombarder et enlever d'assaut en juin 1900.

Il construisit les ouvrages de Weï-hai-Weï, que les Japonais enlevèrent en 1894. Toute l'artillerie qui armait ces positions, et celles de Port-Arthur provenait de la maison Krupp, comme en provenaient les pièces de campagne de l'armée du Tchi-li, constituée, instruite et disciplinée à l'européenne sous le contrôle de Li-Hong-Tchang.

Les rapports entre l'Allemagne et la Chine étaient donc, il y a dix années encore, des plus amicaux. La situation se modifia sensiblement après la disparition de Guillaume Ier et celle de Bismarck. Le gouvernement de Berlin avait jusqu'alors adopté à Pékin une attitude de conseiller intime, de protecteur discret. Son représentant en cette capitale frayait peu avec les autres membres du corps diplomatique. Soudain, sur des ordres venus de Berlin, la légation prit une attitude toute contraire, fit entendre parfois au Tsung-Li-Yamen un langage hautain, agit désormais de concert avec les autres ministres dans toutes les revendications à adresser au gouvernement chinois. Celui-ci, très surpris de ces dispositions nouvelles, manifesta un peu plus tard son mécontentement en congédiant, sans autre forme de procès, malgré les efforts du ministre à Pékin, M. de Brandt, la plupart des instructeurs employés dans les camps chinois.

La brouille n'alla pas plus loin, mais les mandarins durent se convaincre que la Cour avait réellement perdu l'appui sur lequel elle avait cru pouvoir compter jusqu'en 1890.

Entre temps les intérêts commerciaux de l'Allemagne en extrême Orient se développaient avec une rapidité prodigieuse. La valeur de ses transactions avec ce pays passait de 22 millions en 1885 à 59 millions en 1895, à 100 millions en 1897. La part de sa marine marchande dans ce mouvement d'affaires s'accroissait du même pas. Le pavillon de la compagnie du Lloyd n'avait commencé à flotter dans les mers de Chine qu'en 1857 ; déjà en 1895 il faisait une redoutable concurrence à celui de la Grande-Bretagne. Des centaines de caboteurs allemands faisaient le service entre la Chine, le Japon et les Indes sans revenir jamais en Europe ; sept lignes régulières allemandes de navigation reliaient la Chine à l'Europe, les usines Gruson et Krupp avaient des représentants officiels à Tien-tsin et à Chang-haï. L'usine Lœwe fournissait de fusils l'armée chinoise. La Deutsche-Asiatische Bank, qui a son siège à Chang-haï et une succursale à Tien-Tsin, était déjà une puissance financière considérable en extrême Orient.

L'Allemagne cherchait dès lors une occasion de prendre pied en Chine. M. de Bulow, secrétaire des Affaires étrangères, en fit l'aveu formel le 8 février 1898, lorsqu'il dit au parlement allemand, après le fait accompli de l'occupation de Kiao-tchéou :

« Il fallait à l'Allemagne une porte d'entrée commerciale dans le continent chinois, telle que la France

en a une au Tonkin, l'Angleterre à Hong-kong, la Russie dans le Nord. Sans point d'appui territorial, l'intelligence et les forces industrielles et commerciales allemandes s'éparpilleraient et serviraient d'engrais aux champs d'autrui sans fertiliser notre propre jardin. Une station navale nous était donc absolument indispensable. »

***

La façon dont l'Allemagne mena l'affaire de Kiao-tchéou en novembre 1897 fut une révélation à la fois pour l'Europe et pour la Chine. En Angleterre on éprouva une véritable stupéfaction. Depuis un demi-siècle la diplomatie anglaise soutenait une lutte toujours inégale contre les inépuisables ressources de la rouerie des Célestes. Elle avait reçu tant de promesses qui n'étaient jamais tenues, tant d'engagements que l'on violait sous les excuses les plus ridiculement spécieuses! Même lorsque l'insolente fourberie des membres du Tsung-li-Yamen obligeait les Anglais à recourir à l'argument suprême de la force, les traités que des victoires faciles arrachaient au gouvernement aussi cauteleux que pusillanime de Pékin ne donnaient que des avantages précaires, rendus le plus souvent tout à fait illusoires après quelques années par l'infatigable force d'inertie que l'administration chinoise opposait à la pression occidentale.

En janvier 1875, M. Margary, sujet anglais, membre du service consulaire en Chine, interprète d'une mission britannique qui avait reçu de Pékin l'autorisation de passer de la haute Birmanie dans le Yunnan et d'explorer cette province, fut assassiné par l'ordre et sous les yeux d'un général chinois. Sir Thomas Wade était alors ministre d'Angleterre à Pékin. Il demanda satisfaction et menaça de quitter la capitale. La légation britannique avait déjà, avant ce dernier outrage, une énorme accumulation de griefs contre le gouvernement chinois. Sir Thomas Wade réclamait depuis longtemps : la reconnaissance officielle des ministres étrangers, la désignation de leurs fonctions dans les décrets impériaux, le droit pour eux de traiter les affaires avec un des départements réguliers de l'État et non plus avec une sorte de comité d'importance secondaire comme le Tsung-li-Yamen, la publication dans la *Gazette de Pékin* des affaires affectant les étrangers, la délivrance aux étrangers de passeports leur permettant de circuler dans l'intérieur. Les mandarins cédèrent peu à peu sur la plupart de ces points après d'interminables discussions sur chacun d'eux. Mais sir Wade ne put obtenir qu'une promesse très vague au sujet de la demande que les affaires relatives aux étrangers fussent désormais portées à la connaissance du public par la *Gazette de Pékin*. Et sur la question des châtiments à infliger aux fonctionnaires du Yunnan pour le meurtre de M. Margary, les mandarins se montrèrent intraitables.

Dégrader le gouverneur du Yunnan? Impossible. C'était un Miaotze, et les Miaotzes se révolteraient. Châtier le général? Impossible. C'était un mahométan, et cinquante mille mahométans dans la province mettraient leurs épées à son service. En septembre 1876, enfin, c'est-à-dire près de deux années après l'assassinat, sir Thomas Wade arracha les concessions suivantes : une indemnité de cent mille taëls pour les familles des Européens qui avaient été l'objet de persécutions dans le Yunnan; une lettre de regrets pour le meurtre de M. Margary, lettre autographe de l'empereur de Chine, portée en Angleterre par un messager spécial; une proclamation annonçant les revendications du ministre britannique et la réponse de l'empereur, et affichée dans toutes les provinces; le droit pour l'Angleterre d'installer un agent à Tali-fou ou dans toute autre ville du Yunnan à son choix, mais seulement pour une période de cinq années à partir du 1er janvier 1877; un arrangement commercial entre la Birmanie et le Yunnan; le droit pour des steamers étrangers d'embarquer et de débarquer des voyageurs et des marchandises dans certains ports sur le Yang-tse, ce droit n'entraînant pas celui d'établir des magasins dans lesdits ports.

Ces concessions auraient eu quelque importance si elles avaient été réalisées; mais les mandarins trouvèrent le moyen de les éluder à peu près toutes. L'Angleterre put ajouter la convention de Tche-fou, du 13 septembre 1876, à la liste des nombreux traités antérieurs dont elle réclamait toujours vainement l'exécution.

Hélas! disent aujourd'hui les Anglais, si nous avions saisi, à cette époque, dès que le meurtre fut connu, une demi-douzaine de ports chinois, nous aurions obtenu tout ce que nous voulions! Mais ils ne saisirent aucun port et n'adressèrent même pas un ultimatum à la cour de Pékin.

***

C'est que l'Allemagne n'avait pas encore offert à l'admiration du monde européen un spécimen de la nouvelle diplomatie. On s'en tenait aux vieilles méthodes, on redoutait de porter un coup trop violent à l'édifice vermoulu de l'administration chinoise; on craignait de soumettre à une trop rude épreuve le système nerveux de l'homme malade de l'extrême Orient.

Les choses ne traînèrent pas de la même façon avec l'Allemagne.

Le 2 novembre 1897, jour de la Toussaint, quelques missionnaires furent tués par la populace à Yen-tcheou-fou, dans le Chan-tung. Deux de ces missionnaires, les Pères Ilics et Ziegler, appartenaient

aux missions catholiques françaises, mais étaient Allemands d'origine. En deux jours la décision de l'empereur d'Allemagne fut prise. Depuis longtemps d'ailleurs ses idées étaient arrêtées en prévision d'une éventualité de ce genre. L'Allemagne, future grande puissance maritime, avait besoin d'une forte base navale dans les mers orientales. Des études très sérieuses avaient été faites sur l'emplacement le plus favorable. On n'attendait que l'occasion. On avait cru la saisir lorque l'Allemagne, de concert avec la France et la Russie, avait assuré à la Chine des conditions de paix d'une douceur inespérée après la guerre sino-japonaise. Mais l'empire germanique attendait toujours la rémunération de ses services, alors que la France et la Russie avaient été promptement pourvues. Lorsque l'occasion se présenta une seconde fois sous la forme de l'assassinat des deux missionnaires, la chancellerie allemande ne la laissa pas échapper. Le moment était venu de se payer soi-même.

Ordre fut expédié par télégramme au contre-amiral von Diederichs, commandant de la division navale de Chine, de prendre possession de la baie de Kiao-tchéou. L'amiral réunit ses bâtiments (1), se dirigea vers le Nord et arriva dans la baie le 14 novembre, douze jours exactement après l'assassinat. Il donna au commandant chinois un délai de trois heures pour évacuer la place, débarqua cinq ou six cents hommes, et prit possession des forts sans coup férir.

Le ministre allemand à Pékin n'avait jusqu'alors présenté aucune réclamation. Le Tsung-li-Yamen crut habile de prendre les devants, affectant un grand zèle, télégraphiant aux autorités locales d'instituer une enquête des plus sérieuses. A la première observation du ministre de l'empereur Guillaume, les mandarins répondirent que justice était faite, quatre arrestations ayant été opérées. Mais avant même que cette réponse eût été remise au ministre, le Tsung-li-Yamen était avisé de l'occupation des forts de Kiao-tchéou. Il n'était pas encore revenu de sa surprise devant un procédé aussi insolite, lorsque le ministre allemand lui présenta les conditions dont le gouvernement de Berlin réclamait l'acceptation immédiate : 1° une indemnité de 200 000 taëls pour les parents des missionnaires massacrés ; 2° la construction d'uue cathédrale commémorative ; 3° le paiement des frais d'occupation de Kiao-tchéou ; 4° la dégradation du gouverneur du Chan-tung ; 5° la punition des meurtriers et celle des fonctionnaires qui n'avaient pas prévenu le désordre ; 6° le monopole des chemins de fer dans le Chan-tung ; 7° la concession de Kiao-tchéou comme station de charbon.

C'est à la fin de novembre que le Tsung-li-Yamen reçut la communication de cette carte à payer. Comme il ne pouvait encore se rendre compte des vertus de la nouvelle méthode appliquée par l'Allemagne, ce vénérable conseil de hauts mandarins manifesta une certaine velléité de résistance, déclarant qu'il ne discuterait les conditions présentées par le ministre de l'empereur Guillaume que lorsque la baie de Kiao-tchéou serait évacuée. Les Allemands ne songeaient guère à abandonner une position guettée depuis longtemps déjà, et très délibérément choisie. Le Tsung-li-Yamen fut atterré lorsqu'il apprit que, loin de faire évacuer la baie, l'empereur envoyait dans les mers de Chine deux navires de guerre, le *Gefion* et le *Deutschland*, avec son frère bien-aimé le prince Henri de Prusse, nommé commandant en chef de l'escadre des croiseurs d'extrême Orient. On sait en quels termes pompeux l'empereur s'adressa, le 16 décembre à ses marins et à leur chef impérial, au moment où l'expédition quitta les eaux allemandes. Ce fut un départ de croisade.

Le Tsung-li-Yamen ne résista pas. Tout ce que l'Allemagne demandait fut accordé. Le prince Henri ayant débarqué le 6 mai 1898 à Kiao-tchéou, arriva le 13 à Pékin, où il fut reçu par l'empereur avec des honneurs qu'aucun Européen n'avait obtenus jusqu'alors. La Cour était frappée de terreur.

Deux mois avant l'arrivée du prince Henri de Prusse, les concessions obtenues par le gouvernement allemand furent spécifiées dans le traité du 6 mars 1898, signé à Pékin entre le gouvernement chinois et le représentant de l'Allemagne. Par ce traité, l'Allemagne obtenait à bail pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, tout le bassin intérieur du golfe de Kiao-tchéou, avec les îles situées à l'extérieur et en face du golfe. Elle avait la souveraineté absolue du territoire cédé. Elle pouvait y construire tous les bâtiments qu'elle jugerait utile et prendre toutes les mesures nécessaires pour les protéger.

D'autres avantages furent stipulés, la concession de deux chemins de fer dans le Chan-toung, allant de Kiao-tchéou à Tsi-nan, l'un au nord, l'autre au sud du massif montagneux du Taï-Chan. La construction de ces lignes était accordée à une société allemande qui pouvait, en outre, posséder et exploiter des mines le long des voies ferrées sur une largeur de vingt kilomètres. Toutes les entreprises chinoises qui se grefferaient autour des chemins de fer devraient recourir d'abord aux Allemands, qu'il s'agît de fonds, de machines ou de matériaux.

(1) Le croiseur cuirassé *Kaiser*, les croiseurs de deuxième classe *Irène* et *Prinzess-Wilhelm*, et le croiseur de troisième classe l'*Arcona*. Le *Kaiserin-Augusta*, qui se trouvait sur les côtes de Crète, reçut l'ordre de partir immédiatement pour l'extrême Orient.

***

C'est donc l'Allemagne qui a donné le signal du partage de la Chine, déguisé sous le nom de répartition en « sphères d'influence ». En s'établissant à Kiao-tchéou, elle manifestait clairement son intention de s'approprier quelque jour, au point de vue économique d'abord, en pleine souveraineté plus tard, la province de Chan-tung et éventuellement la vallée du Hoang-Ho ou Fleuve jaune. C'était une invitation aux autres puissances à suivre son exemple.

La nouvelle tactique avait en effet si bien réussi à l'Allemagne qu'elle fut aussitôt appliquée par la Russie, puis par l'Angleterre, et par la France, et peu s'en fallut que le Japon et l'Italie ne se missent de la partie. Pourquoi se gêner puisque la Chine cédait tout? En avant donc les sphères d'influence, les terres prises à bail, les concessions de chemins de fer et les mines! C'était à qui se pourvoirait au plus tôt pour le démembrement final.

En Chine cependant, ces énormes violations du sol national causaient une émotion profonde. La haine de l'étranger, qui couvait depuis longtemps (1), finit par éclater et devint féroce. C'est dans le Chan-tung même que prit naissance l'insurrection des Boxeurs, et le mouvement fut si violent qu'il entraîna la cour.

AUGUSTE MOIREAU.

(1) Quelque temps après l'occupation de Kiao-tchéou, Li-Hong-Tchang déclara dans une interview que les procédés allemands étaient contraires aux traités comme au droit des gens. Il ajouta, ce qui paraît assez caractéristique à la lumière des événements récents, qu'il y avait en Chine une opinion publique, qui pousserait les gouvernants à tirer vengeance de l'agression allemande.

LA GENÈSE D'UN ROMAN DE BALZAC

— LES PAYSANS —

Lettres et fragments inédits.

DEUXIÈME PARTIE (1).

A Madame Emile de Girardin.

Paris, 1834.

Je suis vivement touché, Madame, de votre aimable souvenir et de la bonne opinion que conserve Madame O'Donnell de ma présence. Mais je ne saurais accepter votre invitation. Il n'y aurait pas cette cause, — que vous trouvez absurde, — que les travaux, et des occupations qui s'aggravent de jour en jour, ne me permettent plus d'être un homme sociable. Vous étiez une des quelques personnes que je me permettais de voir, ainsi vous devez juger de l'étendue de mes regrets. Je suis si las de tout ce qui n'est pas étude et silence, j'ai si peu de plaisirs, que, pour renoncer à une personne dont la conversation amie et le commerce m'ont paru sincères, pour se refuser aux quelques bonnes heures, toujours trop rares, que je trouvais près de vous, il faut des déterminations où il n'y a ni entêtement, ni fausse susceptibilité. L'entêtement doit, je crois, prendre chez moi un autre nom, et la susceptibilité n'a jamais été le défaut d'un homme qui a autant d'indulgence que j'en ai, sans compter ma mollesse particulière en fait de douce existence.

Ainsi donc, agréez mes souvenirs pleins de bienveillance, et des respectueux hommages que je suis heureux de pouvoir vous offrir directement.

Votre dévoué serviteur,

DE BALZAC.

(1) Voir la *Revue* des 18 et 25 août, des 1er septembre et 1er décembre 1900.

Ce jeudi soir, 10 juillet 1834.

Vous avez promis de nous donner un moment pendant l'absence d'Émile. Venez samedi soir me donner ce moment chez moi. Vous y trouverez de beaux yeux noirs, qui vous feront mille agaceries délicieuses (1). Enfin, ne trouvez-vous pas qu'il y a bien longtemps que vous n'êtes venu chez moi? Pauvre écolière! Elle a tout oublié!!!

A samedi, n'est-ce pas?

GAY DE GIRARDIN.

A Madame Emile de Girardin.

Paris, samedi matin, juillet 1834.

Madame,

Votre invitation s'est trouvée postérieure à une autre dont je ne pouvais me dégager; mais, d'un autre côté, je vous avouerai qu'il y aurait quelque chose d'illogique à me présenter chez vous, quand je n'y viens pas lorsque M. de Girardin s'y trouve. Les regrets que j'éprouve sont causés autant par les yeux bleus et les blonds cheveux d'une personne qui, je crois, est votre meilleure amie, et dont je ferais volontiers la mienne, que par ces yeux noirs coquets que vous me rappelez et qui, en effet, m'ont impressionné; mais je ne puis. — Mes travaux me forcent même à vous dire ici un long adieu, car, lorsque ma troisième livraison des *Études de mœurs* sera pu-

(1) Mme O'Donnell.

bliée (1), je me réfugierai dans une campagne d'où je ne sortirai pas pendant trois mois.

Ainsi, agréez mes hommages respectueux et mes sentiments les plus gracieux. N'oubliez pas de peindre mes regrets à madame O'Donnell, et à ces mêmes yeux noirs que, etc.

DE BALZAC.

A la même.

Paris, 1834.

Madame,

Puisque je me suis, avant-hier, si bien acquitté de la présentation de la princesse G..., permettez-moi de croire que je ne serai pas plus malheureux en remplissant une autre mission.

Vous avez désiré, je crois, voir madame de Castries : elle me charge de vous dire qu'elle sera charmée de vous recevoir.

J'ai acquis la précieuse nouvelle que ma bêtise, à l'endroit d'un faux Rességuier, est devenue tout ce que l'esprit pouvait faire de plus ingénieux ; le jeune homme rêve de vous, avec l'imagination d'un *homme de seize* (dirait Lautour), et j'ai comblé ses désirs en ne croyant faire qu'une mauvaise plaisanterie. J'ai donc eu du bonheur dans ma bêtise. Mais, maintenant, je ne me risquerai avec nulle autre que vous ; car vous seule pouvez offrir de semblables chances.

Agréez, je vous prie, l'expression de mes sentiments, et les plus affectueux hommages de qui a l'honneur d'être votre humble serviteur.

DE BALZAC.

Paris, 1834.

Madame de Surville m'avait promis depuis longtemps le plaisir de revoir Madame de Castries, qui a toujours été si gracieuse pour moi, et depuis longtemps j'aurais profité de la permission que vous êtes chargé de me donner, sans toutes les souffrances qui m'ont retenues sur mon canapé depuis six mois. Malheureusement, me voilà encore malade et enfermée pour quinze jours. Mais dites, je vous prie, à Madame de Castries que ma première sortie sera pour elle. Il me tarde d'aller la remercier de son aimable souvenir.

Quant à vous, Monsieur, je vous rejette comme ambassadeur. J'irai de moi-même et non de par vous. Je ne veux pas devoir un si grand plaisir à mon ennemi. Je ne vous accorderai le droit de me rapprocher de ceux que je désire connaître que lorsque j'aurai trouvé quelqu'un qui vous ramène chez moi, qui me réconcilie avec vous.

Emile soutient que vous n'êtes plus brouillés, que vous lui avez tendu une main amie, un soir que vous étiez couronné de roses ; il dit enfin que cette neuvième tentative sera heureuse. Donc... je la risque !

Mille amitiés.

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

A Madame Emile de Girardin.

Paris, 1834.

Madame,

J'ai précisément assez d'esprit et de cœur pour comprendre que je ne puis vous rien dire pour justifier ma détermination. Si j'avais trop raison, j'offenserais votre cœur ; si j'avais tort, je perdrais dans votre esprit. Sur cette affaire, je garderai donc dans le monde, comme près de vous, le plus absolu silence ; mais mon jugement est irrévocable, car ce n'est ni une brouille ni une chicane : c'est un jugement. Je me suis interdit d'aller chez M. Girardin, de même que, si je le rencontre, ce sera pour moi comme un étranger. J'ai eu beaucoup de chagrin d'être obligé de ne pas profiter de vos bontés, de renoncer à nos bons petits moments, à nos causeries. Je vous supplie de croire que ce fut grave et pénible. Je ne serai jamais ni hostile ni favorable à M. Girardin ; je ne l'accuserai ni ne le défendrai. Tout me sera indifférent, excepté ce qui vous causera peine ou plaisir.

Ne me taxez pas de petitesse, car je me crois trop grand pour être offensé par qui que ce soit. Seulement, j'accorde ou je refuse certains sentiments. Je ne puis pas être faux, je ne sais pas jouer la comédie du monde. Votre salon était presque le seul où je voulusse aller, en m'y trouvant sur le pied de l'amitié. Vous ne pouvez pas vous apercevoir de mon absence, et moi, je suis resté seul. Je vous remercie avec une affectueuse et sincère émotion de votre douce persistance ; je crois que vous êtes guidée par un bon sentiment ; aussi trouverez-vous en moi quelque chose de dévoué, en tout ce qui vous regardera personnellement.

DE BALZAC.

Ce mercredi, 16 mars 1836

Je dois dire ce soir des vers qui seront dans un roman intitulé : *la Canne de M. de Balzac*. Il est honteux que vous ne soyez pas chez moi ce jour-là. Les torts sont de votre côté, car on ne veut pas croire qu'Emile soit brouillé avec vous, puisqu'il laisse votre nom et le mien se compromettre si tendrement ensemble.

(1) Elle parut en septembre.

Venez, venez, rue Saint-Georges, numéro onze. Venez, venez (1) !

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

A Madame Emile de Girardin.

Paris, 1836.

Madame,

J'étais à la campagne quand votre lettre est venue rue Cassini. Agréez mes excuses pour le retard que souffre ma réponse ; mais on est si empressé pour vous, que vous devez toujours supposer un cas de force majeure quand il en est autrement.

Ma première publication sera *le Lys dans la vallée ;* mais, si le procès qui le retarde est perdu, ce sera *les Héritiers Boirouge.*

Trouvez ici les affectueux hommages de votre dévoué serviteur.

DE BALZAC.

Paris, vendredi 27 mai 1836.

Madame,

Je ne suis arrivé qu'hier à Paris (2), et je n'ai pas voulu vous remercier de votre envoi sans avoir lu le livre (3).

Vous avez trop d'esprit pour ne pas deviner les mille compliments de la vanité caressée ; mais, vous avez aussi trop de cœur pour ne pas savoir par avance tout ce que celui d'un vieil ami (car nous sommes de vieux amis, quoique nous ayons de jeunes cœurs) vous garde de gracieusetés ! Aussi, vais-je vous parler de ceci en ami.

Il y a là le même esprit fin et délicat qui m'a ravi dans *le Marquis de Pontanges.* Mais, je vous en supplie [prenez garde] ; en voyant d'aussi riches qualités dépensées sur des mièvreries (comme sujet), je pleure. Vous êtes une fée, qui vous amusez à broder d'admirables fleurs sur de la serge. Vous avez une immense portée dans le détail, dont vous n'usez pas pour l'ensemble. Vous êtes au moins aussi forte en prose qu'en poésie, ce qui, dans notre époque, n'a été donné qu'à Victor Hugo. Profitez de vos avantages. Faites un grand, un beau livre. Je vous y convie de toute la force d'un désir d'amant pour le beau.

Madame O'Donnell est, je crois, un excellent critique, et un esprit très distingué. Bâtissez à vous deux (ne croyez pas que je vous rabaisse en vous disant : mettez-vous deux, car je n'ai, pour mon compte, rien combiné sans soumettre mes plans à la discussion), bâtissez une forte charpente. Vous saurez toujours vous éloigner du vulgaire et du convenu. Soyez, dans l'exécution, tour à tour poétique et moqueuse ; mais ayez un style égal, et vous franchirez cette désolante distance qu'il est convenu de mettre entre les deux sexes (littérairement parlant), car je suis de ceux qui trouvent que ni madame de Staël ni madame George Sand ne l'ont effacée.

Que si j'assistais à ces conférences, ce serait un de ces jours rares que je ne connais plus, car le travail use, et je deviens taciturne, bête, ennuyé, de tant d'efforts pour de si maigres résultats !

Permettez-moi de croire que vous ne verrez dans mes observations que les preuves de l'amitié sincère que vous inspirez à ceux qui ont l'heureux privilège de vous bien connaître. Portez aux pieds de madame O'Donnell une partie des hommages que je vous adresse collectivement, et croyez que si le travail absorbe, il y a des moments où je me souviens que je suis votre tout dévoué

DE BALZAC (1).

1er octobre 1836 (2).

Mon cher boudeur,

J'ai remis au meilleur imprimeur de Paris, — à M. Duverger, rue de Verneuil, — votre manu-

---

(1) Ce qu'on vient de lire se trouve écrit sur un imprimé ainsi conçu :

« M. et Mme Emile de Girardin prient M. de Balzac de leur faire l'honneur de venir passer la soirée chez eux, le mercredi 16 mars et les mercredis suivants, à neuf heures. »

(2) Revenant de chez Mme Carraud, à Frapesle.

(3) *La Canne de M. de Balzac*, par Mme Emile de Girardin. Un volume in-octavo, paru, en mai 1836.

(1) L'autographe de cette lettre inédite appartient au comte Primoli, qui a bien voulu nous autoriser à la publier ici.

(2) Cette lettre et les dix suivantes, sont adressées à Balzac sous ce pseudonyme : « M. A. de Pril, rue des Batailles, 13 », à Chaillot. Elles sont écrites entre octobre 1836 et mai 1837. Nous présumons que ce pseudonyme, orthographié comme suit, devait être tout simplement le véritable nom d'Auguste Depril, son domestique. En tous cas, le 26 août de cette même année 1836, Balzac assurait un Auguste Depril, — faisant partie, dans l'arrondissement de Versailles, commune de Poissy (Seine-et-Oise), de la classe de 1835, — contre les chances du tirage au sort. Balzac était revenu d'Italie le 22, et il avait éprouvé l'une des plus grandes douleurs de sa vie en trouvant sur sa table une lettre lui annonçant la mort de Mme de Berny. Pour régler ensuite aussi précipitamment cette affaire d'assurance, il fallait donc qu'elle fût bien urgente. C'est encore à ce moment que l'écrivain se faisait adresser sa poste au nom de : « Mme Veuve Durand. », à ce même numéro 13 de la rue des Batailles ! L'ouvrage dont il est question dans ces lettres, *la Vieille Fille*, ne parut dans la *Presse* qu'à partir du 23 octobre, pour y être terminé le 4 novembre 1836.

scrit de *la Vieille Fille.* Je pense que vous vous êtes entendu avec lui pour l'envoi et le retour des épreuves.

Primo. Quand pourrai-je prudemment en commencer la publication dans *la Presse?*

Secundo. Où voulez-vous que je vous fasse adresser *la Presse?*

Un mot à ces sujets.

Vous savez, mon cher Balzac, que notre rupture n'a pas un moment détruit en moi l'ancienne affection que nous nous portions. Nous nous sommes fâchés pour une lettre et une réponse, toutes les deux dénuées de sens. Que celle-ci que je vous écris nous rapproche ; je le désire vivement. Je vous suis, mon cher Balzac, sincèrement attaché, je crois vous l'avoir déjà prouvé, et si j'ai eu tort à votre égard, je ne demande pas mieux que d'en convenir. Donc...

Tout à vous quand même (1)!

EMILE DE GIRARDIN.

[Octobre 1836.]

J'ai déjà donné à M. Duverger l'ordre de faire tout ce que vous lui indiquerez. Je regrette fort de n'avoir pas choisi M. Plon. Mais j'ignorais que vous eussiez une raison de le préférer. Je pense que M. Duverger fera tout aussi bien que qui que ce soit. Il vous suffira de vous en entendre avec lui. Mais, enfin, si vous tenez à ce que ce soit *Charles* (2), renvoyez-lui votre copie ou vos épreuves.

Je vous laisse entièrement le maître de tout, pour peu que je puisse commencer à publier le 15 le premier article.

Vous voyez que je réponds à la lettre que vous avez écrite à Mme de G[irardin], et à celle que vous avez adressée à M. Plon.

EMILE DE GIRARDIN.

Ci-joint la lettre à M. Duverger.

Voici cette lettre :

Je prie M. Duverger de faire tout ce que lui indiquera M. de Balzac pour *la Vieille Fille,* afin qu'il n'ait à se plaindre d'aucun obstacle, ni d'aucun retard.

EMILE DE GIRARDIN.

[Octobre 1836.]

Je retrouve à mon arrivée de Rouen votre billet.

Il a été convenu qu'il ne serait rien changé à votre manuscrit ; il n'y sera rien changé. J'ai donné l'ordre que l'on respectât même jusqu'à votre mode de ponctuation.

Pour éviter toute faute d'impression, je vous engage à faire mieux que de les indiquer sur les épreuves de M. Plon, — à les faire corriger.

Il me sera plus facile d'imposer dans ce cas toute la responsabilité au correcteur, et l'on sera plus sûr qu'il n'y a bien que ce que vous avez voulu qui y soit.

Agréez mes salutations.

EMILE DE GIRARDIN.

31 octobre 1836.

M. de Girardin fait demander à M. de Balzac s'il sera possible de reprendre aujourd'hui le cours de *la Vieille Fille.* Il serait fâcheux qu'il fût interrompu plus d'un jour.

Il y a déjà pour ce jour beaucoup de plaintes venues. On se plaint aussi, généralement, qu'il y ait des détails trop *libres* pour un journal qui doit être lu par tout le monde et traîner partout. M. de Balzac appréciera cette observation. La question pour laquelle M. de Girardin fait demander une réponse est celle-ci : peut-on compter sur la suite pour aujourd'hui?

Ses compliments distingués.

Paris, 10 novembre 1836.

J'autorise bien volontiers M. de Balzac à donner au journal *le Figaro* les ouvrages qu'il voudra, dès qu'il m'aura remis *la Torpille* et *la Femme Supérieure,* bien qu'il se soit engagé jusqu'au mois de juin [1837] à ne rien écrire pour aucun autre journal que *la Presse.*

EMILE DE GIRARDIN.

A l'auteur de la Vieille Fille.

17 novembre 1836.

Il nous vient de si nombreuses réclamations contre le choix du sujet et la liberté de certaines descriptions, que le gérant de *la Presse* (1) demande à l'auteur de *la Vieille Fille* de choisir un autre sujet que celui de *la Torpille,* un sujet qui, par la description qu'il comportera, soit de nature à être lu par tout le monde, et fasse même opposition au premier sujet traité.

Le gérant de *la Presse* demande cela instamment à l'auteur de *la Vieille Fille.*

Le 19 novembre 1836 (2).

J'ai remis hier trois lignes à M. Plon. J'avais

(1) Cette lettre de M. de Girardin doit faire allusion à celle de 1834 (?) qu'on a lue plus haut.

(2) M. Charles Plon, qui dirigeait l'imprimerie de ce nom.

(1) M. de Girardin lui-même.

(2) Cette lettre porte la date du 16. Mais les timbres de la poste indiquent positivement celle du 19.

du monde chez moi et j'étais pressé, ce qui ne m'a point permis de répondre plus longuement à votre lettre.

Les Chambres sont convoquées pour le 27. *La Haute Banque* (1), que j'adopte de grand cœur à la place de *la Torpille*, ne pourrait-elle commencer, au plus tard, du 20 au 25 décembre, attendu les débats législatifs qui viendront me prendre toute ma place? Voulez-vous avoir l'obligeance de penser à cette considération, que je ne puis négliger?

Je ne sais trop, en vérité, comment vous écrire. Il me semble que vous avez tort de prolonger une situation fausse. Dès qu'il y a de part et d'autre échange de bons procédés et rapports d'intérêts, pourquoi nos anciens liens d'amitié restent-ils dénoués?

Ce n'est point ma faute, vous le savez.

A vous toujours.

EMILE DE GIRARDIN.

Voici les trois lignes remises à M. Plon :

16 novembre 1836.

M. de Balzac fera pour *le Figaro* ce qu'il voudra, comme il le voudra et quand il le voudra.

EMILE DE GIRARDIN.

---

23 janvier 1837.

Monsieur,

Je crois devoir vous faire demander si vous pensez à *la Haute Banque*, car je suppose qu'un mois sera nécessaire pour l'impression et vos corrections.

Mes compliments empressés.

EMILE DE GIRARDIN.

---

3 mars 1837.

Monsieur,

Il sera nécessaire que j'aie, pour le 20 au plus tard, tout votre roman composé chez M. Plon, mon intention étant d'en commencer la publication le 25 courant, pour divers motifs importants.

Recevez mes compliments distingués.

EMILE DE GIRARDIN.

---

8 mai 1837.

Monsieur,

J'apprends que vous êtes de retour à Paris. J'ai annoncé à plusieurs reprises la prochaine publication de *la Famille de Nucingen*. Je vous prie de vouloir bien me mettre en mesure, le plus tôt qu'il vous sera possible, d'acquitter cet engagement envers mon public impatient.

Recevez la nouvelle assurance de mes anciens et affectueux sentiments.

EMILE DE GIRARDIN.

---

30 mai 1837.

Vous devez comprendre, Monsieur, qu'il est pour *la Presse* de la plus haute importance que l'un de vos romans paraisse au plus tard le 25 de juin. Attendu les corrections que vous faites, il n'y a donc point une minute à perdre.

Mes compliments distingués.

EMILE DE GIRARDIN.

---

31 mai 1837.

Monsieur,

Je m'empresse de vous remercier de votre réponse. Si nous pouvons commencer avant le 25 juin, ce sera très bien.

Je désire toutefois que *la Femme Supérieure* aille sur juin et juillet, pour *cause* (1). Faites composer chez M. Plon, et par son frère. Cela est convenu.

Je vous serai très obligé de vous rappeler que *la Presse* s'adresse à quinze mille abonnés, et que c'est dans les salons qu'elle compte le plus de lecteurs, *parmi les femmes*. Donc, si le sujet permet qu'il n'y ait rien qui blesse leur susceptibilité de pudeur, cela sera une grande chance d'un immense succès.

Ancienne amitié.

EMILE DE GIRARDIN.

A Monsieur Plon.

Juin 1837 (?).

Monsieur Plon,

Je ne devrai deux mille francs à M. de Balzac qu'alors qu'il m'aura livré le manuscrit de *la Famille Nucingen*.

J'ai attendu si longtemps le manuscrit de *la Femme Supérieure* que je ne puis rien changer aux termes de mes conventions avec M. de Balzac.

Mes compliments.

EMILE DE GIRARDIN.

A Madame Emile de Girardin.

Paris, 1837.

Mme Junot m'a écrit, *Cara*, que Dumont (2) avait un désir de m'éditer. Mais je n'ai qu'une

(1) Premier titre de *la Maison Nucingen*.

(1) *La Femme Supérieure (les Employés)*, parut dans *la Presse* du 1er au 14 juillet 1837.

(2) L'éditeur des deux derniers ouvrages de Mme E. de Girardin, *le Marquis de Pontanges* (1835) et *la Canne de M. de Balzac* (1836).

seule affaire de disponible ; c'est celle des *Cent Contes drôlatiques*, affaire exploitable de deux manières, en *édition princeps*, un volume par dixain, et en *livraisons pittoresques*, pour parler leur argot, affaire excellente, je ne peux pas dire autrement, mais d'autant plus sûre qu'un jour mon éditeur unique ira lécher les pieds de celui qui l'aura, afin de la réunir à toute mon œuvre.

En ce moment, cet éditeur fait tout ce qu'il peut pour suffire à ce qu'il a. Quant à votre Sousterre (1), chère, il radote. Werdet n'a jamais fait faillite. Il a payé, sans déposer [son bilan], tous ses créanciers, intégralement, capital, intérêts et frais. Nous sommes dans un siècle où l'on nie la probité, comme on nie le talent. Everat avait pris mes [effets] Werdet.

Mille gracieusetés de cœur. Tout à vous.

DE BALZAC.

Si Dumont a le bon esprit de vouloir de moi, qu'il se dépêche, car il est question pour les *Drôlatiques* d'une alliance entre Auzou, Everat et Werdet (2). Everat prend une part avec qui que ce soit, pourvu que ce soit un homme de probité, comme sont Dumont et ceux de qui je parle.

Réponse, s'il vous plaît, *en cas que*, etc. (3).

A Monsieur Emile de Girardin,
directeur gérant du journal la Presse, *à Paris.*

Sèvres, novembre 1838.

Monsieur,

Vous ignorez, je le vois, que les conditions de mon marché ont été plus qu'accomplies par moi. Vous vous étiez engagé à prendre, sans les discuter ni en rien retrancher, trois articles de moi dont les dimensions étaient déterminées, et ces clauses sont écrites de votre main. Moi, j'étais engagé à ne rien donner à d'autres grands journaux quotidiens, jusqu'à une certaine époque déterminée, qui est passée depuis deux ans.

Mes deux premiers articles ont dépassé, l'un *(la Vieille Fille)* du triple les dimensions dites, et l'autre *(la Femme Supérieure)* du quintuple. J'ai dix lettres qui me réclament *la Maison Nucingen*, dernier article dû, qui me pressent d'achever les corrections ; et il a été deux mois en épreuves sous vos yeux. Je suis parti en janvier pour un long voyage, ayant donné depuis cinquante jours le bon à tirer. Je suis revenu en juillet dernier, et mes éditeurs m'ont appris que *la Presse* refusait d'insérer ce qu'elle était tenue d'insérer, et sans que j'en eusse été prévenu.

C'était un procès gagné d'avance, par les conditions écrites que j'ai ; mais la situation du gérant de *la Presse* était telle, aux yeux du public, qu'en le faisant j'aurais paru me joindre à ses ennemis. D'ailleurs, un procès gagné coûte tant de soins, que j'ai la plus excessive répugnance à en embarrasser ma vie.

J'ai offert donc, en remplacement, *la Torpille*, déjà acceptée avant *la Maison Nucingen ;* et, pour éviter toute difficulté, j'ai communiqué le manuscrit, et, le manuscrit lu, on a composé cette œuvre. Elle a été de nouveau refusée, comme *la Maison Nucingen*. Ici, la patience aurait échappé à tout le monde. J'ai, dans la vue d'en finir, envoyé, dans la semaine du refus, le manuscrit du *Curé de village*, dont les dimensions sont les mêmes que celles des deux ouvrages rebutés.

S'il y a de la générosité, elle est trop de mon côté pour que j'en abuse. Il y a longtemps que *le Curé de village* aurait paru, si l'on avait, à *la Presse*, mis l'empressement de M. Véron au *Constitutionnel :* il a envoyé chercher les épreuves chez moi, et s'est occupé d'avoir ce qu'il voulait. J'ai les épreuves du *Curé de village* depuis un mois environ : *elles m'ont été envoyées un mois après la remise du manuscrit*. Si *la Presse* veut les envoyer chercher, elles seront prêtes dimanche, 2 décembre.

Il n'y a rien de paru de moi dans *le Figaro*.

La Presse est le seul journal qui m'ait envoyé les stupides réclamations des gens qui ne comprennent pas une œuvre, et qui ont traité de *bavardage* ce que je faisais pour lui.

Je suis fâché, Monsieur, que vous ayez vu autrement les choses, mais je n'en suis pas étonné. Ce que Mme O'Donnell vous proposait était une manière d'égaliser un marché où, par le fait, je suis lésé ; mais c'est dans cette affaire le second refus, et il n'y a pas d'autre moyen de la terminer que de publier au plus tôt *le Curé de village ;* c'est ce à quoi je me prêterai de grand cœur. Pour y arriver, il faudrait que je sache si vous m'enverrez par la poste, affranchies, les épreuves, et si je vous les retournerai de même, ou si vous enverriez à mes ordres un de vos porteurs.

Quels que soient mes sentiments à votre égard, Monsieur, vous ne trouverez jamais rien chez moi qui ne soit conforme aux règles les plus strictes de la justice, et je puis certes ajouter de la plus haute délicatesse, car je vous laisserai toujours ignorer combien j'y ai sacrifié à propos de votre

(1) Sousterre, escompteur de la librairie, ancien hussard de la Mort.

(2) Auzou, marchand de papiers en gros ; Everat, imprimeur ; Werdet, à ce moment l'unique éditeur des œuvres nouvelles de Balzac.

(3) Dans la *Correspondance* imprimée de Balzac, cette lettre est adressée par erreur à Mme Zulma Carraud.

refus de *la Maison Nucingen ;* mais, moi plus que tout autre, j'ai égard aux droits de l'amitié, même brisée.

DE BALZAC.

---

26 décembre 1838.

Monsieur,

Votre premier article passera demain dans *la Presse*. Je compte sur vous pour qu'il n'y ait pas d'interruption. Trois numéros vous seront envoyés (1).

Mes compliments.

EMILE DE GIRARDIN.

A Monsieur Emile de Girardin.

Les Jardies, 4 janvier 1839.

M. de Balzac adresse à M. de Girardin la fin du *Curé de village* (2), et lui fait demander trois exemplaires des numéros du *Curé de village* parus.

Ci-joint une lettre de M. Plon, qui explique le retard de l'imprimerie.

Envoyer les trois numéros de *la Presse*, de chaque article, 28, rue du Faubourg-Poissonnière (3).

A Monsieur Rouy,
administrateur du journal la Presse.

Les Jardies, 1839.

Monsieur,

Il est extrêmement important de savoir si vous avez à *la Presse* assez de caractère pour composer toute ma nouvelle, qui sera d'une étendue de dix feuilletons, et que je tiens prête pour lé 15 (4). Il y a un long travail de corrections [à exécuter]. Où se fera-t-il?

Agréez mes compliments.

DE BALZAC.

A Madame Emile de Girardin.

Aux Jardies, [mercredi] 5 juin 1839.

Vous avez bien fait, Madame, de ne pas venir déjeuner dimanche aux Jardies avec Mme O'Donnell. Il retournait malheur, et il pleuvait, comme vous l'avez vu à Paris. Mais j'ai failli me casser la jambe, et j'en suis quitte pour garder le lit quinze jours sans bouger. Ceci n'est à autre fin que de vous prier de rappeler à nos administrateurs deux points essentiels : *primo*, de m'envoyer aux Jardies les épreuves des troisième et quatrième chapitres de *Véronique ; secundo*, et de m'envoyer, par celui qui me les apportera, deux exemplaires non timbrés des journaux où auront paru les deux premiers chapitres.

Je pense que j'ai sans doute mille remerciements à vous faire pour *le Chardon* (1), que je n'ai d'ailleurs pas vu, et je saisis cette occasion, — style prudhomme, — de déposer mon hommage à vos pieds. Quand vous verrez Mme O'Donnell, chargez-vous de mes souvenirs, qui acquerront du prix à être exprimés par vous.

Gardez-moi les douze premières feuilles du tome deux [du *Grand homme de province à Paris*] ; je vous les remplacerai. C'est *ma copie*.

Mille gracieusetés.

DE BALZAC.

Auriez-vous l'excessive bonté de dire au sieur Théophile Gautier, notre spirituel ami, qu'il ait la complaisance de m'envoyer, — avec les indications suffisantes pour trouver mon domicile ès champs, — Préault, le sculpteur, à qui j'ai affaire? J'ai oublié ce document dans la lettre écrite à votre directeur général des feuilletons de *la Presse*, et c'est pressé (2). Mille pardons, belle Dame!...

Je dépose derechef, et en réitérant, mon hommage à vos pieds.

Paris, mercredi soir, [5 juin 1839].

J'ai vu ce soir M. de Lamartine étendu sur un canapé et souffrant d'une manière horrible. Voilà vingt et un jours qu'il n'a mangé, et vingt et une nuits qu'il n'a dormi. Il ne vit que de lectures et il ne peut lire que vous. Je lui ai dit que vous aviez publié depuis quelque temps plusieurs ouvrages. Il m'a priée en grâce de lui en donner la liste. Je vous la demande pour ne rien oublier. Il voudrait bien lire le *Grand Homme*

(1) Il s'agit de la première partie du *Curé de village*, dont le premier chapitre ne passa toutefois dans *la Presse* que le 1er janvier 1839.

(2) Il ne s'agit ici que du premier fragment du *Curé de village*, paru dans *la Presse* du 1er au 7 janvier 1839.

(3) Chez sa sœur, Mme Surville. L'autographe de cette lettre porte en outre la note suivante de M. de Girardin : « Monsieur Rouy, envoyez trois exemplaires du *Curé de village* à M. de Balzac, 28, rue du Faubourg-Poissonnière. » M. Rouy était à cette date administrateur de *la Presse*.

(4) Il s'agit de *Véronique*, second fragment du *Curé de village*, qui parut dans *la Presse*, du 30 juin au 13 juillet 1839.

(1) Sonnet de Mme de Girardin écrit pour le roman de Balzac : *Un Grand homme de province à Paris*. Balzac ne s'en servit que dans l'édition originale de son œuvre. Il fut remplacé dans *la Comédie Humaine* par un autre sonnet, écrit sans doute par Lassailly.

(2) Voir une lettre de Balzac à Théophile Gautier, datée du 28 avril 1839, dans notre volume : *Autour de Honoré de Balzac*. Théophile Gautier était à ce moment directeur général des feuilletons de *la Presse*.

de province à Paris, dont je suis charmée. Quand pourra-t-il l'avoir? Le fragment qu'il en connaît (1) lui a paru un chef-d'œuvre. Il vous aime à la fureur et ne parle que de vous. C'est une faiblesse de malade, que des gens en très bonne santé partagent.

J'ai envoyé votre sonnet à Plon. Je crains que ce vers :

Je n'ai point de beauté

ne vous aille pas. Il faudrait alors mettre :

Et point de dignité

ou quelque bêtise semblable. Je me rappelle que Lucien est beau comme un ange (2).

Ecrivez-moi vite les noms de vos livres : *Béatrix*, la *Fille d'Eve*, etc.

J'ai fait votre commission auprès de M. [Théophile] Gautier.

J'ai lu *Véronique*. C'est charmant. Le mot : *eh bien, oui*, est superbe. Je trouve seulement que vous ne le faites pas valoir assez coquettement. Je le voudrais seul, *à la ligne ;* je voudrais aussi faire plus sentir l'affreuse observation de l'évêque. Je redirais souvent, et comme un refrain : *l'Evêque la regardait toujours*. Vous trouverez cela mieux que moi. *Eh bien, oui*, est un mot qui demande à être mis en scène (3).

Mille affectueux souvenirs. Quand viendrez-vous?

D[ELPHINE] G[AY] DE G[IRARDIN].

V^TE DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL.

(*A suivre.*)

LE JASMIN D'ARGENT

Nouvelle.

I

... Entre Trecate et Novare, il y avait une ferme au milieu d'un grand potager.

On y arrivait par un chemin sans arbres, bordé de haies vives, qui menait à la cour. Au fond de la cour, s'élevait la maison : derrière la maison, s'étendait le potager.

A droite de la cour, bouillonnait une source qui servait à arroser les terrains, à laver le linge, à baigner les oies.

(1) Les deux chapitres : *Comment se font les petits journaux*, et *le Souper*, publiés dans *la Presse* du 4 juin 1839.

(2) Lucien de Rubempré, dans *Un Grand homme de province à Paris*.

(3) Mme de Girardin parle ici de *Véronique* après en avoir lu les épreuves, mais avant sa publication.

La maison ressemblait à toutes les fermes du Bas Novarais. Près de la source se trouvait le fenil, et sous le fenil l'étable. Le corps principal du logis avait deux entrées au rez-de-chaussée, qui s'ouvraient sur deux cuisines. A la cuisine de droite était annexée une pièce de même dimension, séparée en deux par une cloison, de manière à faire une chambre à coucher sur le devant de l'habitation et un fournil sur le derrière. Ce logement occupait les deux tiers du rez-de-chaussée ; l'autre tiers était formé par la seconde cuisine de gauche.

Un escalier de bois, extérieur, montait à une galerie également en bois, sur laquelle donnaient deux portes, reproduisant la disposition du bas : deux pièces à droite, et une pièce à gauche.

Cette ferme se louait en deux lots. Le premier, qui comprenait une cuisine, la chambre du dessus et un tiers du potager, avait eu plusieurs locataires, car il était misérable et personne ne se souciait d'y rester.

Dans l'autre, habitait depuis un temps immémorial la famille Lovatelli, composée maintenant du père et de la mère, du fils et d'une fille.

II

La Nanna, la fille des Lovatelli, avait passé son enfance à garder les oies; elle en possédait douze, donnant de belles plumes, que la Madeleine, comme toutes les bonnes mères, mettait de côté à chaque muée pour faire plus tard le lit nuptial de sa fille.

Et la Nanna était fière de ses oies et de ces préparatifs faits pour elle.

Quand la petite eut un peu plus de dix ans, la mère dit à son mari :

— Il faut chercher une gardeuse d'oies. Les garçons qui conduisent les vaches et les fillettes qui mènent les dindons se rencontrent dans les champs et musent ensemble. Cela ne peut se tolérer qu'à l'âge de l'innocence. Mais, notre Nanna a dix ans, et l'âge de l'innocence est passé pour elle.

Martin trouva toute la profondeur du jugement des Sept Sages de la Grèce en cet arrêt de sa ménagère. Les oies furent confiée à une gamine de huit ans, puis plus tard à une autre. On donnait à ces enfants cinquante centimes par chaque oie à garder d'avril à décembre. Cela faisait six francs par an, que la famille dépensait pour éviter à la Nanna la fréquentation des petits pâtres des environs.

Et la Nanna était très fière de cette dépense qui lui donnait une supériorité sur ses compagnes.

Quand elle les rencontrait ou les voyait passer derrière les haies, celles-ci l'appelaient :

— Ohé !... Nanna!... Tu ne sors donc plus avec tes oies?

Et elle répondait, un peu suffisante :

— La mère me l'a défendu, parce que je n'ai plus l'âge de l'innocence.

Elle prononçait ces paroles avec autant d'orgueil que si elle avait dit : « ... parce que je suis une princesse ». Elle ajoutait pour se donner de l'importance :

— Nous payons la Marguerite pour soigner mes oies. — Et là encore, elle avait l'air de dire : ... « nous avons une servante... »

Elle n'y mettait aucune malice ; c'était la pointe de vanité commune à tous les enfants trop gâtés par leurs parents. Ils pensent : « Si on se donne tant de mal pour moi, c'est que je suis un être d'exception... » Du reste, l'orgueil de Nanna ne l'empêchait pas de travailler au potager dans la mesure de ses forces et de ses moyens. L'ouvrage ne lui faisait pas peur ; elle sarclait les plates-bandes, cueillait les légumes, les lavait à la fontaine, les disposait dans des paniers que la mère portait aux marchés de Trecate ou de Novare.

Il n'y avait pas d'autre enfant dans la ferme ; les locataires du logement de droite appelaient la Nanna dès qu'ils la voyaient :

— Hé ! tu as arraché les carottes, petite ?

Ou bien :

— Tu laves la salade, Nanna?... Oh ! la brave petite fille ! Une vraie femme !

Et, quand ils rencontraient le père ou la mère :

— Bonjour, Martin. Bonjour, Madeleine. Et votre Nanna, où est-elle ?

Et les soirées qu'on passait, l'été dans la cour ou l'hiver dans l'étable, c'était toujours la Nanna qui allait de l'un à l'autre, un peu à côté de celui-ci, un peu à côté de celui-là. Les conversations s'arrêtaient pour plaisanter avec elle ; on lui couvrait les yeux de la main pour lui faire deviner qui lui jouait ce tour ; on lui contait des fables ; on s'informait de ses manières, faits et gestes. Son frère, peut-être parce que c'était un garçon, — peut-être parce qu'il avait un caractère sauvage et taciturne, — n'attirait pas les caresses et restait dans son coin.

La Nanna s'habituait ainsi à occuper tout le monde de sa petite personne. Elle était naturellement tendre ; l'attention exclusive qu'on lui témoignait, créait autour d'elle une atmosphère d'affection qui la rendait heureuse.

III

Le temps passa. La Nanna grandit et devint belle. Elle n'était pas très robuste, cependant elle avait une santé assez bonne pour une enfant élevée dans ces plaines entourées de rizières, enveloppées dans les brumes malsaines des prairies.

Elle était maigrichonne, mais bien roulée ; grande, avec une petite figure ronde, deux larges yeux gris, une bouche mignonne : la lèvre supérieure un peu courte découvrait des dents très blanches. Ses cheveux étaient de ce blond opaque, jaunâtre, sans reflet, général chez les paysannes qui se trempent la tête dans l'eau avant de se coiffer et sont sans cesse exposées au soleil. Mais, ils étaient longs, épais, touffus, et quand, le samedi soir, la mère les dénouait pour la peigner, ils faisaient à la Nanna un manteau splendide qui lui tombait jusqu'aux genoux. Et, une fois la coiffure terminée, quoique ramassés sur la nuque en deux tresses serrées comme des cordes, on ne pouvait s'empêcher de remarquer qu'ils formaient un gros chignon et que, soignés autrement et autrement disposés, ils auraient été splendides.

Son teint était comme ses cheveux : il aurait pu être admirable. Sa peau était blanche, lisse, fine ; seulement l'air et le soleil l'avaient un peu brunie, — d'un beau brun doré et transparent.

Cependant, malgré ces légers défauts, la Nanna était jolie, et certes elle ne faisait pas mauvaise figure à côté de ses compagnes, car aucune n'était plus blanche et plus blonde qu'elle. Les paysannes, au frais visage de lait et de rose, à la chevelure d'or, ne se trouvent qu'au pays d'Arcadie. Un soir d'hiver, pendant que la famille dînait à la cuisine, avant d'aller à l'étable pour la veillée, la mère dit :

— A présent, la Nanna est bonne à marier.

— Quel âge a-t-elle ? demanda Martin qui, dans sa supériorité de chef de famille ne s'inquiétait guère de ces détails.

— Elle a deux ans de plus que Pierre. Faites votre compte. Aux prochaines semailles du riz, cela fera dix-sept ans. Vous ne vous souvenez donc pas que cette année-là, je n'ai pu aller à la rizière parce que j'étais dans les quarante jours de mes couches ?

— Qu'est-ce que c'est que les quarante jours, maman ? demanda Pierre.

— Les quarante jours sont... les quarante jours, répondit la Madeleine avec l'air malin d'une personne qui a trouvé un subterfuge ingénieux. Et elle ajouta :

— On ne devrait jamais parler de rien devant l'innocence.

Très satisfaite de son explication et ne craignant plus que Pierre, à quatorze ans, ne devinât le mystère caché sous ses paroles, elle reprit sa phrase interrompue :

— Je disais que la Nanna a dix-sept ans et qu'il faudrait lui acheter ses épingles d'argent. Sans cela aucun jeune homme ne se présentera pour la demander, et le carnaval approche...

C'était vrai. Cette froide et laide auréole de métal, est l'armure dont se revêtent les jeunes filles Lombardes. Il y a certains oiseaux qui, au printemps, se

couvrent d'une parure exceptionnellement belle : les épingles d'argent que nos paysannes se plantent dans leurs tresses, sont leurs plumes d'amour. C'était vrai ; mais l'année ne se présentait pas bien. Le potager était d'un mauvais rapport ; le loyer était lourd et le propriétaire mettait une exactitude désolante à se faire payer.

La ménagère fournit, aux sages réflexions de son mari, deux faits indiscutables :

1° Que les épingles d'argent coûtaient au moins trois francs chacune ; 2° Que pour faire une belle coiffure, il en fallait au moins vingt-quatre.

— Soixante-douze francs ! s'écria la Nanna qui avait déjà fait et refait le compte sur ses doigts, et qui, depuis un an, s'endormait chaque soir en le recommençant, pour en rêver toute la nuit.

— Soixante-douze francs ! fit Pierre au comble de l'étonnement.

De quoi acheter trois petits cochons et demi ! Et il regarda avec une certaine admiration cette sœur qui devait porter trois petits cochons et demi autour de ses tresses blondes.

— Soixante-deux francs ! soupira la mère en hochant la tête, comme pour dire : « Oui, c'est vraiment cette somme dont nous avons besoin. »

Et le père gémit tout bas :

— Soixante-douze francs ! comment faire ?...

IV

L'hiver, pendant que la Madeleine et sa fille filaient dans l'étable avec des voisines, quelques jeunes gens venaient leur tenir compagnie, et parmi eux se trouvait Gaudence, un charretier qui faisait des transports de chaux, de glace et de fumier pour les propriétaires des environs ; parfois, il achetait des petites charges de bois à brûler et les revendait à son compte au marché de Novare.

Ce Gaudence faisait l'admiration de toutes les paysannes d'alentour.

— On dirait un monsieur de la ville, disaient-elles.

Et voilà pourquoi la Nanna rêvait d'avoir ses épingles d'argent. Quand elle voyait Gaudence se promener, les mains dans les poches, les coudes au corps, les épaules effacées, la tête rejetée en arrière, avec un dandinement vainqueur, la Nanna pensait :

— Quelle tournure ! C'est comme cela que doivent marcher les messieurs de la ville.

Gaudence avait une raie sur la tempe gauche, et toute sa chevelure était ramenée à droite, en une grosse touffe coupée en brosse, raide comme un paquet de flèches. Là-dessus, il posait un chapeau minuscule, tout à fait disproportionné avec les dimensions ridicules de son toupet. Il le plantait de côté, abaissant un bord sur l'oreille gauche et retroussant l'autre en ligne verticale. C'était miracle de voir ce chapeau rester là, suspendu entre ciel et terre. Non, il n'y avait que Gaudence pour savoir s'habiller ! La Nanna en était profondément convaincue... et Gaudence aussi ! Il se croyait irrésistible. Le dimanche, il se présentait d'un air effronté dans les étables, se balançant sur ses hanches, souriant avec béatitude. Et toute sa personne respirait la fatuité de ses pensées : « Me voilà ! Suis-je beau, hein ? Qui veut me prendre ? Vous aimeriez toutes m'avoir, pas vrai ?... »

Et chaque fois qu'il adressait la parole à une jeune fille, il se disait :

— En voilà une qui est heureuse ! Comme les autres doivent l'envier.

Et c'était vrai ! La suffisance de ce don Juan rustique plaisait à toutes les femmes.

— Ah ! si j'avais mes épingles d'argent ! soupirait la Nanna en son jeune cœur.

Mais, quand même elle les aurait eues, Gaudence n'était point homme à apprécier la beauté délicate de la jeune paysanne. Il prisait les larges épaules, les flancs développés, les jambes grosses comme des colonnes, les riches appas, les joues rouges.

— Quel beau brin de fille, s'écriait-il en voyant une de ces campagnardes débordantes de santé. Quelle gorge ! quelles hanches ! Est-elle bien plantée ? Forte comme un chêne... Et solide... Beau brin de fille, par Dieu !

Et la Nanna, la pauvrette, qui avait une foi aveugle dans le goût du charretier, désirait cette poitrine triomphante, souhaitait ces formes opulentes, regardait tristement sa taille frêle ; elle était humiliée en examinant les rondeurs à peine saillantes de son sein virginal.

Cependant, le long repos de l'hiver, le froid salutaire et fortifiant, la vie sédentaire loin des plaines malsaines, tout cela donna à Nanna une prospérité inconnue, et, à sa grande joie, elle devint grasse et fraîche comme jamais elle ne l'avait été jusqu'à ce jour.

Cette année-là, le Carnaval était long ; il dura jusqu'aux premiers jours de mars. Le dernier soir, une troupe de jeunes gens masqués arrivèrent à l'étable, et l'un d'eux avait un accordéon pour faire danser. Gaudence s'était fait des pantalons à la turque avec la vieille jupe d'une fermière, et il avait entortillé autour de sa tête un châle de laine en guise de turban. Un mouchoir cachait son visage. Mais tout le monde le reconnut à sa tournure et à la manière merveilleuse de poser son turban sur l'oreille.

Les jeunes filles l'entourèrent, et elles auraient volontiers juré sur l'Évangile de la paroisse qu'il

n'y avait pas dans tout l'Empire Ottoman un plus beau Turc que celui-là.

La Nanna pensa avec délice que justement ce matin-là, sa robe de fête s'était trouvée un peu étroite de corsage, et elle s'assura, avec la main, qu'elle avait dû la déboutonner sous son fichu.

Elle salua le beau Turc d'un air embarrassé, et celui-ci lui témoigna son approbation en la faisant danser une polka. Il lui déclara :

— A présent, vous êtes mieux. Vous commencez à avoir un peu de chair sur les os. Vos coudes ne sont plus pointus et vos jupes ne tombent plus sur vos pieds.

Mais, il disait cela seulement par égard à la modestie, car il fixait les yeux sur le mouchoir qui couvrait la gorge. La Nanna prit un air indifférent ;mais ces observations indiscrètes la firent rougir comme une fraise et furent douces à son cœur. Cela lui parut une musique divine, une musique d'amour, et plusieurs fois elle y repensa, toute grisée...

V

Depuis la conversation que les Lovatelli avaient eue au commencement de l'hiver en soupant, et qui s'était tristement terminée par un : « *Que faire?* » du chef de famille, on n'avait plus reparlé d'acheter les épingles d'argent à la Nanna.

Mais aussitôt le Carnaval terminé, on commença à annoncer les mariages qui s'étaient combinés dans les étables et qui devaient se célébrer à Pâques. La Madeleine répétait :

— Une telle a l'âge de notre Nanna ; telle autre a à peine un an de plus ; la sœur de la Marie a un an de moins... et aucune n'a une provision de plumes comme notre fille. Ah! si elle avait ses épingles d'argent, elle ne manquerait pas d'épouseurs !

Martin, le pauvre homme, ne voyait pas d'un mauvais œil sa fille rester encore un peu à la maison. Il aimait à regarder ce blanc visage et cette tête blonde qui ressortaient comme une belle peinture sur le fond gris de la cuisine. Et quand la flamme s'élevait au foyer, enveloppant la marmite comme pour la dévorer, et quand la Nanna se plantait devant la cheminée, armée de l'écumoire pour empêcher la soupe de se sauver dans le feu, Martin jouissait de ce joli tableau, admirant les lignes élégantes de cette silhouette noire sur le fond flamboyant.

Il n'en disait rien, car ce n'était pas un caractère expansif ; mais il tressaillait de joie intérieurement en pensant que ce beau cadeau de Dieu était sa propre fille.

Toutefois sa femme paraissait si mortifiée de ce que la Nanna, à dix-sept ans, n'avait pas encore trouvé de mari, et la Nanna elle-même semblait si honteuse, que le père recommença ses calculs :

— Voilà : je puis donner trente francs! déclara-t-il un jour.

La mère haussa les épaules et la fille se mit à crier :

— Que pouvons-nous faire avec trente francs?

— Mais, je n'ai pas plus... Vous voulez donc que j'aille voler?

Pauvre homme. Trente francs... Trente journées de sueur : trente gouttes de son sang. Il les donnait, là, sur la table, pour acheter des épingles d'argent; lui, qui vivait de légumes et de mauvais pain de maïs; lui, qui mangeait un peu de viande les jours de grandes fêtes, qui buvait de l'eau toute la semaine, et qui travaillait comme un forçat d'un bout de l'année à l'autre. Il était admirable dans son abnégation; il était généreux; il était grand. Et ces femmes méprisaient son cadeau! Ah! s'il avait pu mesurer toute l'étendue de leur injustice, il les aurait trouvées méchantes et cruelles.

Mais il ne s'aperçut de rien. L'usage rendait cette dépense obligatoire et l'exigence de la Nanna était justifiée à ses yeux. Il souffrait seulement de ne pouvoir lui donner ses épingles d'argent. Il marmotta :

— Si je n'ai pas plus...

— Je pourrais aller à la rizière au mois d'avril ?... offrit la Nanna.

— Tu ne pourras pas faire plus de trente journées, observa la Madeleine. A la moitié de mai, le binage doit être terminé. Trente journées à soixante-cinq centimes...

— Cela fait vingt-deux francs cinquante centimes, répondit la Nanna qui avait la bosse du calcul. Il manquera vingt francs...

— Si vous n'avez pas besoin de moi à la ferme, je pourrais aussi aller à la rizière, proposa Pierre.

— Certainement, appuya le père, heureux de trouver cette solution facile au difficile problème. Tu as quinze ans, tu peux gagner aussi soixante-cinq centimes : la paie d'une femme.

Pierre était heureux de contribuer à la grande dépense. Il était aussi bon que son père.

VI

Les deux enfants allèrent un mardi au marché de Novare et trouvèrent aussitôt un propriétaire qui leur donna à chacun soixante-cinq centimes par jour, comme l'avait prédit la Madeleine. C'était, du reste, le prix ordinaire. On les employait de la mi-avril à la mi-mai, et sans s'éloigner beaucoup du pays. La rizière était située sur le territoire de Novare, près de Galliate. On leur fournissait la

soupe deux fois par jour et deux livres de pain de maïs.

Au marché, la Nanna et Pierre rencontrèrent des voisins qui étaient venus chercher du travail comme eux; ils furent engagés par le même patron.

— Nous ferons la route ensemble pour aller à la rizière, dirent les paysans de Trecate. Justement la Thérèse et la Marguerite sont des nôtres.

— C'est cela, répondit la Nanna. Vous me prendrez en passant, car vous demeurez plus loin que moi.

— Cela te plaît de travailler à la rizière? lui demanda une amie.

— Je ne sais... Je n'y ai jamais été, ni Pierre non plus. Il faut que nous gagnions mes épingles d'argent. Le père ne peut les payer.

— C'est vrai, il est grand temps que tu les aies! On n'est pas mal à la rizière. Le tout est de s'habituer. La journée commence à sept heures du matin; puis, on a une demi-heure pour déjeuner; ensuite, le travail dure jusqu'à midi; alors, un repos d'une heure pour dîner. On vous donne de la soupe au riz et aux haricots, et du pain. Si tu ne veux pas manger ton pain sec, apporte quelque chose avec toi. A la fin de la semaine, la miche est dure et aigre. Il vaut mieux réserver tes provisions, — si tu en as, — pour le vendredi ou le samedi : le pain est moins mauvais avec un peu de fromage. Après dîner, on se remet à l'ouvrage jusqu'à six heures. Puis, on soupe et tout le reste de la soirée est libre.

— Merci bien! après être resté neuf heures et demie la pioche à la main! fit la Nanna.

— Oui, c'est long! mais, on est gai et on s'amuse. Nous avons posé comme condition cette fois-ci d'avoir un orgue de Barbarie. Nous sommes neuf de Trecate et nous nous sommes entendues pour avoir la musique le soir. Le patron nous l'a promis, et après le souper, une fois ou deux la semaine, nous danserons.

A vrai dire, la Nanna, quoique laborieuse, n'avait jamais fait de journée de neuf heures et demie... Mais, la jeunesse est audacieuse...

— Je pourrai bien faire ce que font les autres, pensa-t-elle.

La troupe de journaliers partit de Trecate un dimanche après vêpres, et le cortège grossissait à chaque ferme. La bande était déjà nombreuse en arrivant chez les Lovatelli : au bout de l'allée, les filles et les garçons se mirent à chanter; quelques-uns entrèrent dans la cour, et crièrent :

— Nanna! Pierre! Êtes-vous prêts?

Le reste de la compagnie s'arrêta par groupes, qui sur la route, qui le long des haies, qui debout, qui assis par terre, jasant, bavardant ou chantonnant gaiement.

Les deux enfants, en habits de fête, attendaient l'heure du départ. Ils portaient dans un petit paquet leurs vêtements de travail et quelques provisions pour manger avec leur pain : c'était tout leur bagage.

Ils quittaient leurs parents pour la première fois. Et cependant leurs adieux ne furent pas tendres, malgré leur émotion. Nos paysans exagèrent la pudeur de leurs sentiments, — même les plus légitimes. Pour eux, l'expansion est une superfluité qui ne convient pas à la rusticité de leurs habitudes. Ils laissent les caresses aux femmes et aux enfants. Devant le monde, les époux cachent leur tendresse sous des manières brutales, parfois grossières.

— Adieu, mère! Adieu, père! s'écrièrent Pierre et la Nanna en se glissant lestement hors de la cuisine.

— Adieu, les enfants! répliqua Martin. Soyez gais et bien portants.

— Et n'oubliez pas vos prières matin et soir, ajouta la Madeleine.

Et les parents sortirent de la maison pour aller jusqu'à la grand'route.

Là, le cortège se reforma; les filles en tête, se donnant le bras et tenant toute la largeur du chemin; les garçons en arrière.

La Nanna, comme ses compagnes, prit ses sabots à la main pour marcher plus vite et courut se joindre à elles.

Pierre alla avec ses camarades.

— Adieu, enfants! Dieu vous bénisse! firent encore les vieux.

— Adieu, père! Adieu, mère! répétèrent le frère et la sœur une dernière fois.

Et la Nanna agita en l'air ses sabots en guise de salut, puis toute cette jeunesse s'envola, reprenant en chœur la chanson interrompue.

Ce soir-là, la maison parut triste à Martin Lovatelli. La Madeleine prétendit que la cheminée fumait et lui faisait mal aux yeux.

La pauvre femme avait les paupières rouges et gonflées, mais on ne voyait point de fumée. Et Martin, qui s'en aperçut, dit avec un triste soupir, la poitrine oppressée :

— Que veux-tu faire? Il faut être patient, quand on est pauvre!

MARCHESA COLOMBI.

(Traduit de l'italien par Mme CHARLES LAURENT.)

(*A suivre.*)



SILHOUETTES PARISIENNES

M. Maurice Montégut.

Il est à peu près incontestable que M. Maurice Montégut est moins célèbre que Paul Bourget; il est même certain qu'il est moins connu que Paul Hervieu. Ces deux romanciers ont été élus, au printemps de leur âge, automne de leur talent, membres de l'Académie française; et il est permis d'affirmer, je crois, que personne n'a jamais songé à faire de Maurice Montégut un académicien. Or il existe une académie qui a pour mission de recueillir les écrivains indépendants, et, pour cela, méconnus. C'est l'Académie des Goncourt, ainsi appelée du nom de ses fondateurs bien oubliés. Je n'ai jamais entendu dire que les membres de l'académie des Goncourt aient songé à compléter, à fortifier leur assemblée si médiocre par l'élection de Maurice Montégut. Non, pour une place vide, on cita vingt, trente ou quarante écrivains dignes de l'occuper. Et parmi eux on n'introduisit jamais le nom de Montégut. Et dernièrement, lorsqu'elle eut à recruter un membre nouveau, elle choisit, plutôt que Montégut, M. Lucien Descaves qui, évidemment, ne peut en aucune manière être tenu pour un écrivain indépendant, ni pour un écrivain. Oui, une place était vide, elle y mit M. Lucien Descaves, et c'est pourquoi la place est vide encore.

Pourquoi donc Maurice Montégut est-il moins célèbre que Paul Bourget, par exemple; moins connu que Paul Hervieu, si vous voulez? Pourquoi donc l'Académie française ne songera-t-elle probablement jamais à conférer à Maurice Montégut l'immortalité spéciale dont elle dispose? Pourquoi donc l'Académie, dite des Goncourt, préférera-t-elle toujours un M. Descaves, qui est le contraire même de ce qu'est un écrivain, à Montégut, dont on peut discuter le mérite qu'on ne peut nier? Ah! il est plus facile de constater un fait que de l'expliquer; l'absurdité odieuse des destins littéraires est plus éclatante que commode à analyser. Le cas de Montégut est étrange; son infortune est abominable. Au surplus, j'espère bien que nul ne sera choqué si je prends la liberté de rapprocher son nom du nom de Bourget ou de Hervieu, que nous considérons avec bienveillance comme de grands écrivains de notre époque; et c'est bien ce qui rend l'infortune de Montégut plus abominable encore. En vérité, nul ne conteste que Montégut ne soit un écrivain doué de facultés très rares et, pour tout dire, exceptionnelles; nul ne conteste que ses livres accumulés ne constituent une œuvre profondément intéressante en son énormité. Mais la gloire profitable s'attache à d'autres noms, à d'autres œuvres; et nul ne s'en étonne non plus. Rechercher les causes de cette flagrante injustice, cela revient sans doute à étudier le talent de Maurice Montégut, si riche et si divers, à constater une fois de plus la pusillanime imbécillité des critiques, la stupidité tyrannique des snobismes, la lâcheté des camaraderies littéraires, l'obéissante bêtise du public et, de tous ces spectacles, celui des efforts prodigieux de Montégut n'est pas le moins intéressant à observer.

⁂

D'abord, il est manifeste que l'œuvre de Montégut est trop considérable pour que sa valeur totale puisse être exactement mesurée. Ceux que nous appelons avec générosité les grands écrivains contemporains ont généralement écrit, — pour commencer, — des vers ennuyeux et propres et distingués; des romans ensuite; puis, pour s'enrichir, des pièces de théâtre; et des articles de journaux afin d'assurer leur puissance. Montégut fit tout cela, mais le fit sans méthode. Il écrivit d'abord deux volumes de poésies. C'est beaucoup. Et certainement ses vers sont parfaitement supérieurs à ceux d'*Edel* ou des *Aveux*. — Si je cite ainsi Bourget c'est afin que la comparaison que j'établis soit plus décisive; je pourrais citer dix autres écrivains qui ont moins de talent que Bourget et moins que Montégut, et cependant ont mieux que celui-ci conquis la faveur absurde du public... D'ailleurs, si j'étais enclin à railler la littérature et la gloire de Bourget, ce qu'à Dieu ne plaise, le patriotisme me retiendrait, car je sais que Bourget figure au delà des monts et des mers la littérature française et le moment serait fort mal choisi d'affaiblir ainsi notre prestige au dehors). — Mais, hélas! Montégut s'attardait à écrire cinq drames en vers, des drames très longs, pleins d'inspiration, effroyables et sans doute excellents : il y avait là de quoi lasser toutes les bonnes volontés. Naturellement les drames ne furent pas représentés. Cependant Théodore de Banville (pour lequel Montégut avait — ah! le malheureux! — une admiration sans bornes) écrivait à ce versificateur immodéré : « Vous êtes né pour écrire des drames en vers! » Triste vocation, cruel destin! A coup sûr Bourget, Hervieu ou Prévost, en aucun cas, n'auraient pas écrit des drames en vers, d'abord parce qu'ils en eussent été incapables, ensuite parce qu'ils auraient bien compris quelle faute de goût c'était là. Mais Montégut ne le comprit pas. Dès lors, il fut désemparé. Il se rua furieusement sur cette foule qui n'aimait pas les drames et détestait qu'on lui parlât en vers. Il l'assaillit avec toutes sortes de projectiles. Ce furent dix, douze volumes de contes. Ce furent quinze ou vingt romans. Montégut a écrit à la hâte quarante volumes. Et il a quarante-cinq ans, à peu près l'âge de Bourget, de Her-

vieu, de Prévost. C'est beaucoup, disais-je tout à l'heure. Ne faut-il pas dire : c'est trop.

Or, fatalité ! dans cette armée pressée de romans de tous genres, il n'est point d'œuvre qui domine absolument les autres. Il n'en est point qui ait pu saisir violemment le succès, le garder. Ah ! si Montégut avait pu écrire un seul très bon ouvrage et ne produire ensuite que des pauvretés ! Il aurait la gloire. Bourget n'a écrit qu'un roman : *Mensonges;* Hervieu, qu'une œuvre passable : *Peints par eux-mêmes*. Et cela suffit. Mais Montégut répandit en désordre son talent dans tous ses ouvrages. Il n'eut pas le loisir de le concentrer en un seul. Et la foule n'eut pas le loisir de le rechercher à travers la multiplicité de ces œuvres. Et dix romans méritèrent le succès bruyant, décisif, mais aucun ne l'obtint. Car, enfin, quelle est la grande œuvre de Montégut ? Est-ce *Rue des Martyrs ?* le *Bouchon de Paille,* peut-être ? Ou bien *la Fraude ?* N'est-ce pas plutôt *le Mur?* Non, c'est une autre œuvre, je pense. Exactement, sa grande œuvre est éparse en toutes ses œuvres. C'est pourquoi son renom est un peu incertain. On aurait tort peut-être de mettre trop haut cet écrivain qui n'a rien de médiocre : on serait criminel de le placer trop bas. Et les critiques, peu intelligents et peu braves, et qui sont gens à simplifier leur tâche, omettent volontiers de classer Montégut parmi les représentants notables de notre littérature contemporaine.

*
* *

Et Montégut eut le tort (bien rares ceux qui sont capables de commettre cette faute lourde !) d'écrire tous les genres de roman, tour à tour ou tous à la fois. Les romans de Montégut sont épiques, lyriques, historiques, sociaux, parisiens, provinciaux, réalistes ou fantaisistes, idéalistes ou brutaux, jamais bannaux. En vérité, Montégut compose tous les genres de romans, sauf peut-être, spécialement, le roman psychologique, le roman mondain, c'est-à-dire les romans mêmes que réclament la mode, le snobisme épidémique. Oui, Montégut compose une multitude effarante de romans variés, extraordinairement variés, tandis que Bourget, par exemple, fait triomphalement vingt fois le même roman pénible et lent; et tandis qu'à la suite de Bourget, plusieurs autres, moins habiles, reproduisent du moins dix fois, cinq fois, un roman unique. Certes, tous les genres sont bons, et même le genre ennuyeux, ainsi que le démontre péremptoirement le succès singulier de tels romanciers illustres dont la lecture réclame tant d'efforts. Mais encore faut-il adopter un genre et le pratiquer toute sa vie. Il importe qu'un écrivain puisse être défini par une épithète.

Parce que Montégut ne se préoccupe point de faire accoler à son nom une épithète caractéristique et simplificatrice, il sembla qu'il manquait de personnalité, alors que nous exigeons des romanciers, élus par notre faveur inexpérimentée, qu'ils possèdent au moins les apparences très nettes et très élémentaires d'une personnalité quelconque. Or je pense, au contraire, que cela dénota une personnalité très forte que de pouvoir mêler tumultueusement en ses ouvrages toutes sortes d'éléments un peu confus et, si vous voulez, disparates, comme tel est le cas de Montégut, et qu'elle est singulièrement plus faible et plus étriquée, la personnalité que révèlent à nos yeux sottement éblouis des romanciers que je ne citerai pas et qui groupent assez harmonieusement dans leurs livres, avec un soin patient de fonctionnaires qui auraient du zèle, un nombre infiniment petit d'éléments bien ordonnés. Si l'on me concède que je puis avoir le droit de citer encore Paul Hervieu à propos de Montégut, on voudra bien conclure avec moi qu'il est patent que Montégut a beaucoup plus de personnalité, de puissance, de richesse, d'originalité et, pour parler avec une simplicité claire, beaucoup plus de talent que Hervieu, que j'ai choisi en exemple justement parce qu'il ne laisse pas lui-même que de posséder un talent littéraire digne d'une certaine estime. Mais j'ajoute : il est presque aussi naturel que ridicule que le public ne se soit pas aperçu de la supériorité de Montégut, car Montégut ne lui facilite point son effort d'admiration.

*
* *

Et tandis que les uns attribuent la méconnaissance réelle d'un grand talent à ce fait que Montégut n'aurait pas une personnalité assez nette, les autres allèguent que s'il est méconnu, c'est parce que sa personnalité est trop catégorique. Il est possible. Mais sa personnalité n'est point au goût du jour. Montégut est essentiellement un romantique exalté qui verse son romantisme dans tous les genres littéraires. Il est perpétuellement inspiré, et son imagination prend le galop sur tous les terrains. Nul n'a plus de sublimité que ce naturaliste. L'auteur de *la Peau d'un Homme* est encore l'auteur de *Lady Tempest*. Montégut est parfois le Shakespeare du naturalisme, ce qui est regrettable, car, en notre temps, il est avantageux, je crois, de n'être le Shakespeare de quoi que ce soit. Et naturellement il advient qu'on trouve trop de poésie dans son réalisme et trop de réalisme en sa poésie.

En rien il n'est de son temps. Il a des élans, des enthousiasmes, des fièvres. Et ce sont des ardeurs, et de l'éloquence ! Ce sont des lyrismes et des trivialités. Ce sont des incohérences superbes et de grandioses inégalités. Peut-être manque-t-il de

grâce, de charme, de délicatesse! Peut-être manque-t-il d'ironie à l'heure où nos romanciers façonnent, pour la joie des lecteurs, d'artificielles ironies? Peut-être et surtout ce romancier n'est-il pas un esprit critique à l'heure où nos grands romanciers qui, à la vérité, ne sont pas grand'chose, prétendent tout au moins être des esprits critiques? Encore est-il injuste de lui refuser tous ces dons, car il a tout, il est tout par accès; et c'est ainsi que par accès il a un très grand talent et que ces accès sont très fréquents. Il n'est pas un de ses romans qui ne soit palpitant de vie, de passion, avec des longueurs; tout grouillant d'idées et de sentiments qui s'entrechoquent en des digressions; de personnages qui se meuvent, qui s'agitent et qui sont fermes avec inconsistance. Ses romans sont logiques sans être toujours composés; ils entraînent sans être écrits. Le style est très naturel, étant très composite, hélas! un peu plat en ses envolées! Il n'est pas un roman que n'éclaire un rayon d'originalité, pas un qui soit complètement indifférent.

De quelle école est Montégut? Je ne sais. Dans quel groupe le doit-on classer? Je l'ignore. Il y a en lui du Balzac; je pense qu'il procède beaucoup de Zola. Et sa personnalité est simple mais merveilleusement complexe, un peu indéfinissable au premier abord. Il y perd.

***

La vie le servit mal. C'est avec ahurissement que je découvre en lui un romancier qui ne fût point un charlatan. Je crois même qu'il ne s'enrôla jamais, le maladroit! dans une de ces coteries littéraires qui vous font valoir par les défauts singuliers des écrivains qui les forment ou simplement par la camaraderie utilitaire qui réunit leurs membres. Puis, ce romancier n'est pas pontife : je l'ai dit en disant qu'il n'est pas charlatan. Il est doué d'une folle facilité : il écrit un roman en mai-juin 1893, un roman en juin-juillet 1897; il écrit un drame en trois semaines et en vers; et il le confesse ingénument à la dernière page. On admet difficilement chez nous qu'on puisse écrire un chef-d'œuvre en deux mois! En outre, il fallut vivre : il écrivit des contes dans les journaux. Le journal est franchement le mauvais lieu de la littérature. Montégut y vint au moment (voilà vingt ou trente ans) où des entrepreneurs de journaux, pour qui le patriotisme et la discussion politique ne constituaient plus ou pas encore une nourriture suffisante, profitèrent de la coupable faiblesse des lois et décidèrent de donner à la foule une consommation quotidienne de malpropretés littéraires. Montégut tomba du drame lyrique dans la nouvelle pornographique. Chute douloureuse! Il en écrivit plusieurs volumes. Ce sont des contes un peu lourds, un peu grossiers, qui ont toutefois le mérite de n'être pas prétentieux, et qui choquent parfois moins pour leur grossièreté que pour ce que Montégut y mêle naturellement de poésie et de noblesse. Ne fut-il pas un peu discrédité par cette besogne probablement indispensable? Ajoutez que Montégut est vraiment l'écrivain d'autrefois, qui écrit par vocation et ne se soucie que d'écrire. C'est un artiste. Tant pis pour lui! Il est un bien faible concurrent de nos industriels des lettres. Je voudrais affirmer qu'un jour Montégut obtiendra toute la justice qu'on lui doit. On voit de ces retours des choses d'ici-bas, et rien n'est impossible, même de ce qui est souhaitable. Mais ce dont je suis bien certain, c'est que nul jeune romancier n'imitera le désintéressement magnanime et naïf de Maurice Montégut; car chacun se dira que s'il évite les erreurs sociales commises par Montégut, pour obtenir beaucoup plus de gloire que lui, il ne sera pas du tout nécessaire d'avoir autant de talent que lui; et, enfin, tout le monde sait, dans la littérature actuelle, que la gloire littéraire ne dépend plus guère que d'un bon traité de publicité.

ZADIG.

VARIÉTÉS

Louis II de Bavière

D'APRÈS M. J. BAINVILLE

« Ce Wittelsbach m'attire par l'immensité de son orgueil et de sa tristesse. »

D'ANNUNZIO.

Voici quelques années, je passai trois semaines d'été sur les bords du lac de Starnberg, devant un clair et tranquille horizon que ferme au loin la ligne violette des Alpes de Bavière, à une heure de Munich.

J'étais à vingt minutes à peine de la rive témoin, le dimanche 13 juin 1886, de la mort de l'infortuné Louis II. En cet endroit, une haute croix de granit dresse maintenant ses bras de miséricorde; une grille l'entoure, qu'après quinze ans bientôt le naïf loyalisme des paysans de la région continue de fleurir de symboliques immortelles.

Un tout petit château, un château pour rire, tout blanc sur le vert sombre des pelouses et des sapins, un parc minuscule trop bien ratissé, un lac d'une grâce un peu affectée avec sa surface comme de verre, des hauteurs aux contours arrêtés : on dirait, par certains midis de canicule où rien ne bouge, les mauvais décors d'un drame banal. Mais j'ai vu ces choses manifester leur âme.

Il y a une joie, teintée de délicate mélancolie, à retrouver, crayonnés par une main artiste, les

figures et les paysages qui surent enchanter ou simplement intéresser un de nos rapides instants. C'est dire avec quel plaisir je glissai dans ma valise, en août dernier, le livre, qui venait de paraître (1), de M. Jacques Bainville : *Louis II de Bavière*. Précisément, j'allais revoir Starnberg, son lac de verre transparent, son blanc castel, la croix plantée dans le sable de la rive.

Après lecture des cent premières pages, je lui en voulus presque, à ce livre, de m'être un peu une déception. Oh! la langue en est fort élégante, d'une si jolie sobriété. M. Jacques Bainville connaît ses dates, c'est entendu, — et le mérite est appréciable; il a relu son histoire avec soin et il sait la politique bavaroise de ce dernier demi-siècle; mieux encore : visiblement, il a pris la peine de se renseigner sur place, il y a cueilli des détails pittoresques et d'éloquentes anecdotes, il a regardé de près la vie à Munich, le mouvement de spiritualité qu'y entretient le culte des lettres, des arts, de la science. Enfin, il y a plus que de l'adresse, plus que de l'habileté, il y a du goût — et du meilleur — dans sa construction, dans la disposition de ses matériaux; tout au plus y voudrait-on par instants moins d'ordre apparent et comme moins d'apparente sûreté, un peu de cette imprécision qui estompe à propos les souvenirs trop neufs et atteste les laborieuses gestations après le premier effort pour comprendre et retenir.

Ai-je dit assez tout le talent dépensé par M. Jacques Bainville dans son *Louis II de Bavière?* Cependant, le portrait prêterait pour le moins à une longue discussion. Il est souvent, dans le détail des lignes, concordant à la vérité historique, à la vérité immédiatement sensible; l'ensemble ne donne pas l'impression de cette vérité profonde, lointaine, où la vie palpite dans ses mystérieuses complexités.

Le trait est trop court, trop droit aussi, trop simple. Voyez, M. Bainville écrit : « Il enveloppait le monde du voile de sa fantaisie. Grâce à une rare faculté d'abstraction, aussi puissante que peut la posséder un poète, il savait isoler, dans l'homme ou le spectacle qui lui plaisaient, les éléments capables de troubler son rêve. Ainsi il n'était pas choqué en faisant construire un nouveau Trianon au milieu des rochers et des neiges du Tyrol. Il savait oublier assez tout le convenu des décors et de la scène pour arriver à se convaincre de la réalité des drames qu'on jouait devant lui. De même, pour Richard Wagner. Il idéalisa son illustre ami (2)... » D'accord; cependant, ce n'est pas tout à fait « ça », — et il eût convenu ici de sous-entendre en Louis une claire conscience de cet état d'esprit où tout lui apparaissait embrumé de rêve, comme au travers d'un voile en effet. Cette claire conscience, Louis II l'avait ; il l'eut jusqu'au jour de la démence déclarée : ses lettres à Wagner suffiraient à la démonstration (1). Or, on pourrait presque croire le contraire, à lire avec quelque attention cette phrase de son historien : « *Mais la nature du jeune roi était telle qu'il ne voyait jamais les choses dans leur pleine réalité* (2). Pardon! Il les y voyait comme personne, et c'est précisément pour les avoir vues sous leur vrai jour et s'être dans le même temps appliqué avec une telle suite à en dominer les laideurs que Louis II fut une âme si haute et qu'il reste une figure essentiellement intéressante. Une bonne politique s'accommode de la réalité, si laide soit-elle, et ne cherche pas à la dominer, objectera-t-on. La question est un peu autre, et je ne prétends pas que la Providence ne se soit pas trompé en faisant de Louis II un roi.

Un autre exemple : « La conception qu'un homme se forme de l'amour est surtout intéressante à connaître », juge M. Bainville. « Or, poursuit-il, *qooique se montrant, là encore, bien romantique*, il semble qu'en cette idée surtout soit l'originalité du caractère de Louis II. S'il a, le plus souvent, cruellement outragé l'Art qu'il prétendait servir, il a, jusqu'à sa folie du moins, professé une sorte de mystique respect pour le plus profané des sentiments (3). » Louis II « romantique » en amour... C'est un peu bien court. Il fut chaste, surhumainement. Beau d'une beauté presque irréelle, entouré de toutes les tentations, d'ailleurs parfaitement constitué quoi qu'en aient dit quelques sots, Louis, qui d'un mot eût vaincu les cœurs les plus fiers, demeura « splendidement pur et mourut vierge. » Et ceci est « romantisme » ? Parmi les plus affolantes sollicitations, la chair, la prompte chair, reste impassible... par « romantisme ». Je me permets d'en douter.

***

« Romantique »... M. Bainville y tient. Il a surtout à cœur de nous persuader que Louis II ne fut rien moins qu'artiste. Artiste? Non pas, seulement romantique!... Romantique à tour de bras, éminemment romantique, romantique comme il n'est pas permis de l'être : romantique dans le choix de ses lectures, dans ses préférences au théâtre, jusque dans la décoration de ses appartements, autant

(1) A la librairie académique Perrin.

(2) *Louis II de Bavière*, p. 39.

(1) De Louis II à Richard Wagner : « Ne nous plaignons pas; bravons les caprices et les perfidies du jour et, pour ne laisser personne influer sur nous, retirons-nous du monde extérieur... Sombre monde chargé de vices! » Et ailleurs : « Il faut que vous soyez soustrait aux horreurs de ce monde terrestre... »

(2) *Louis II de Bavière*, p. 39.

(3) *Ibid.*, p. 153.

qu'en amitié et qu'en amour. Vraiment. c'est peut-être beaucoup de « romantique » pour la psychologie d'un seul homme, quand cet homme, surtout, est le mystérieux et complexe Louis II.

D'abord, il n'est pas tellement, tellement sûr que la réputation artistique que lui ont faite ses amis soit si peu méritée. Insensible aux haussements d'épaules de ses gentils cousins les princes et les rois, Louis de Bavière recueillit, hébergea, pensionna ce gueux affamé de titanesques splendeurs qui mendiait des monceaux d'or pour donner vie à son idéal, que l'Europe entière tenait alors pour un fou dangereux et qu'aujourd'hui elle tient assez couramment pour le plus vaste génie musical du siècle. On ridiculisa, puis on noya sous les pires calomnies le « roi Lohengrin » : magnifique, il passa outre et quand, un peu plus tard, un peuple de béotiens prétendit confondre dans la même inepte haine le protecteur et le protégé, Louis, obligé de céder devant la menace d'une révolution, garda, inébranlable, toute son admiration au créateur de *Tristan* et de *Parsifal*, et clama bien haut sa joie d'avoir sauvé du néant un peu de toute-puissante beauté. Il ne prodigua pas d'ailleurs son intelligente faveur au seul Wagner et, pour lui avoir été moins amèrement reprochée, sa générosité à l'égard de Feuerbach, par exemple, ou de Leuthold, n'en fut pas moins réelle.

En fait de peinture, il se contentait en effet le plus souvent de « copies ». Mais certaines étaient fort belles. Et puis, s'il ne fut pas donné à Louis II, qui dépensa sans compter au service du drame lyrique et se ruina aux trois quarts en fantaisies infiniment peu banales, de posséder une galerie signée des grands maîtres, ceci ne prouve rien contre sa compréhension des choses de l'art. M. Bainville veut bien reconnaître que Louis II « possédait une culture assez profonde et qu'il prenait soin de l'entretenir », qu'il « détestait, dans une pièce, toute coupure ou la moindre altération du texte à l'égal d'une profanation », qu'il lui arriva de manifester « des curiosités dignes d'un véritable lettré ». Enfin, Louis II fut un passionné de musique et de la plus puissamment originale qui soit — et il fut des tout premiers à en encourager les audaces, bientôt triomphantes, à une heure où les pontifes du lyrisme se voilaient la face devant tant de géniale hardiesse.

Savez-vous beaucoup de princes dont le mécénisme ait été plus généreux et surtout plus éclairé?

« Romantique » et « romanesque », insiste M. Bainville. Mon Dieu, le crime n'est pas si grand. Tous ceux-là ne sont pas nécessairement proscrits du ciel de l'Art, qui affirmèrent des goûts romantiques. Encore certes qu'on y puisse regarder à deux fois avant d'en faire ses beaux dimanches, il est peut-être permis de se plaire aux trouvailles grandiloquentes de Victor Hugo et même aux déconcertantes imagination de lord Byron. Et puis, romantique, Louis II ne le fut pas si exclusivement. Il avait étudié l'Inde et en goûtait infiniment la poésie toute en profondeur : *Sakountala* figure au nombre des œuvres qu'il préféra. Il aimait Shakespeare : or, il y a bien autre chose que pur romantisme dans *Hamlet* et dans *Othello*. Louis II, qui connaissait en érudit les grandes époques dont l'évocation l'enchantait le plus, — les XVII[e] et XVIII[e] siècles français, — avait l'habitude, mettons la manie, d'exiger des acteurs, des décorateurs, des costumiers et de tous ses fournisseurs le plus scrupuleux respect du détail historique ; il allait jusqu'à rédiger à leur intention de petites notes, leur indiquant les gravures du temps, les livres rares, les pièces curieuses à consulter, corrigeant avec le plus grand soin les erreurs où les égarait leur ignorance. Dans ce souci de l'exactitude, M. Bainville voit je ne sais quel indice d'un tempérament romanesque avant tout préoccupé de se créer une atmosphère où sa subjectivité s'épanouit en toute sûreté; mais on pourrait aussi bien, j'imagine, y voir l'indice d'un esprit précisément tout contraire et la vraie imagination romanesque supplée généralement d'elle-même à l'insuffisance des tapissiers et autres décorateurs dont elle néglige volontiers l'art toujours trop restreint, au gré de ses belles folies.

***

Il ne serait pas très difficile de discuter plus avant ce livre, quand même plein de talent... Pour n'être point trop incomplet, il faudrait dire ce qu'en pense la critique allemande. Ce serait un peu long. Cependant, le reproche au moins est à signaler, que, dans son dernier numéro, la *Deutsche Rundschau* adressait à M. Bainville et que j'ai entendu formuler en Allemagne, à deux reprises différentes, il y a quelques semaines. Il n'intéresse qu'un point de détail, mais qui a sans doute son importance. Du chimiste Liebig, qui enseigna Louis II, M. Bainville dit : « C'était un grossier utilitaire, pesant et solennel. » Les Allemands estiment que c'est là une façon pour le moins un peu bien cavalière d'apprécier un de leurs plus illustres savants. Et que voyez-vous de si lourdement solennel dans ce mot de Liebig : « La science n'a de prix que si elle est utile à la vie, et on ne doit plus se complaire à la laisser dans un monde idéal sans aucun rapport avec le réel » ? Il semblera plutôt l'expression d'une banale vérité.

***

Mais c'est trop longtemps chicaner.

Aussi bien, Louis II n'est-il pas une figure facile à pénétrer et en eussiez-vous réussi l'analyse, qu'il vous

serait plus malaisé encore d'en dégager et d'en traduire parfaitement l'expression synthétique.

Elle tenta la curiosité un peu perverse de plus d'un adroit psychologue, cette figure : ils désespérèrent de l'emprisonner jamais dans un cadre qu'elle eût toujours dépassé. Le plus heureux d'entre eux ne se tira de la difficulté qu'en sacrifiant à la légende : il fit au *Roi Vierge* une auréole d'irréelle poésie.

Vous me permettrez, n'est-ce pas ? de négliger les fantaisies, pas même toujours amusantes, de psychiatres et autres graves docteurs. Leur superbe assurance jamais ne douta de rien et ils ne savent seulement pas se donner le mot pour sauver leur commun prestige et se garder de trop violentes contradictions.

Peut-être le faire précis, ferme, tout de raison et de belle santé, de M. Bainville convenait-il ici moins que tout autre. Presque à chaque page, il a de ces mots qui seraient pour décourager un lecteur un peu informé et peu patient.

Comme sa cousine Élisabeth, impératrice d'Autriche, à laquelle il ressemble par tant de côtés, Louis de Bavière fut triste, de cette immense tristesse qu'aiment trop certaines âmes de ce temps ; M. Bainville, lui, écrit : « *Rire lui semblait indigne de la majesté royale* » !! Combien simple !

Et ceci n'est qu'un exemple entre cent. Décidément, moins d'étroit bon sens et quelque neurasthénie siéraient au portraitiste de Louis II.

*
* *

De très vieilles et très précieuses hérédités lui avaient légué une psychologie riche et tourmentée à souhait. Une enfance solitaire, sans joyeux ébats ni chaudes caresses, avait exaspéré en lui la tendresse, l'orgueil et la rêverie. Un savoir étendu, sinon toujours très profond, et la réflexion personnelle avaient tôt délivré sa pensée des coutumières entraves. Sa naissance autorisait bien des audaces, presque tous les caprices.

Il rêva magnifique. Il eut des manies énormes. Il montra des exigences bizarres.

D'ailleurs, s'il aima le luxe et les arts, ce fut en raffiné jaloux du secret de ses voluptés. Aux champs comme à la ville, son toit était inabordable à tout ce qui n'était pas indispensable au service de sa personne. Il allait solitaire au milieu des magnificences. Plus d'une fois, il voulut être seul à s'enivrer du lyrisme si coûteux de son protégé : il exigeait alors des interprètes, mandés aux heures les plus indues, des efforts surhumains.

Il fut toujours le délicat qu'effrayent les ébahissements de la multitude. S'étant une fois fait une règle de ne jamais plus se montrer à son peuple, il prouva à cette occasion de la constance et de l'ingéniosité. Il dormait le jour et vivait la nuit. Il se déplaçait volontiers, mais il ne se hasardait dans la rue qu'au fond d'un carrosse bien fermé et vivement enlevé par de rapides coursiers, alors que sa capitale se reposait d'un dur labeur. Il s'était fait aménager un étang sur les toits du palais de la Résidence contigu au Théâtre de la cour et il se rendait à l'Opéra en gondole ; il gagnait sa loge par des couloirs détournés, et là un rideau le protégeait encore contre les curiosités.

Ainsi, jusqu'au moment où on intrigua contre lui. Las de lui courir après au milieu des ténèbres et quelquefois par les temps les plus incléments pour présenter à la signature royale quelque paperasse pressante, toujours essoufflés, crottés et rageant, ses ministres le séquestrèrent dans le petit château tout blanc, — dans le château pour rire.

*
* *

Certain soir de juin, il voulut prendre un bain dans son lac, — dans le lac à la surface comme de verre. Il était accompagné de son médecin, qui ne le quittait jamais. Comme ils tardaient à rentrer, on chercha... et l'on ramena deux cadavres...

A Munich, chacun sait bien que la rive en cet endroit s'étend sur plus de cent cinquante mètres en pente très douce et qu'un « accident » est là matériellement impossible pour le fort nageur qu'il était. Le peuple, son peuple, qu'il avait mis à deux doigts de la banqueroute, l'aimait malgré tout avec quelque fanatisme, car il était infiniment bon et parce qu'aux humbles seuls peut-être restent claires de semblables psychologies.

Louis de Bavière ne fut pas seulement le dernier représentant de cette douce et poétique Allemagne que célébra Mme de Staël et que nos pères ont aimée : il fut le complexe vaincu par les impossibles et le silencieux plus fort que tout.

Ses yeux ardaient vers des lointains grandioses et étranges, et toujours la réalité embarrassa ses pas dans la poussière de la route. En ses fragiles castels, il concevait des Babylones où son être se serait épanoui magnifiquement et il berçait ses rêves, géants puérils, aux déchaînements de l'orchestre wagnérien.

Jusqu'au terme il chemina orgueilleux et triste, — et il sut mourir sans essayer de dire son âme.

DUSONCHET.



THÉATRES

Comédie-Française : *Alkestis*, drame en vers en trois actes et un prologue, d'après Euripide, par M. Georges Rivollet.

Qu'il nous soit parfaitement impossible, aujourd'hui, de goûter le drame grec, c'est ce qui n'est, je pense, nié par personne. Corrompus par deux siècles de théâtre, — dont un siècle de vaudeville, — nous ne pouvons plus nous intéresser à des intrigues tout unies et toutes simples, dont aucun épisode n'interrompt le développement majestueux et lent. Presque malgré soi, un spectateur de 1900 cherche dans un ouvrage dramatique ce qu'il a coutume de trouver dans ceux que ses contemporains lui donnent. Avec un peu de bonne volonté, on trouve ce qu'on veut dans un drame. Vous vous rappelez que la principale raison pour laquelle le bon Sarcey voulait qu'on admirât Sophocle était la « ressemblance entre *Œdipe Roi* et les mélodrames de d'Ennery! Il n'en est pas moins vrai qu'il nous faut un effort pour nous laisser prendre à ces fables magnifiques. Elles nous sont étrangères, par leur conception, par leur psychologie, par leurs personnages et par leurs sujets. Le christianisme a bouleversé les manières de voir et de sentir : les sentiments des contemporains d'Euripide sont à peu près le contraire des nôtres. Les héros mis en scène se rattachaient étroitement à l'histoire grecque, — car jamais théâtre ne fut plus « nationaliste » ; — on se préoccupait moins de l'action (elle n'était ignorée de personne) que de la poésie ; on savait « ce qui arriverait » à Prométhée, à Œdipe ou à Alceste; on était surtout attentif à la façon dont l'auteur traiterait un sujet que d'autres avaient traité avant lui. Ajoutez que malgré les « découvertes » plus ou moins récentes, nous ignorons assez complètement ce qu'était la représentation d'un drame en Grèce; Racine, en écrivant *Iphigénie*, croyait fermement « faire du grec », et Wagner trouvait, dans le drame d'Eschyle, d'Euripide et de Sophocle, l'origine, sinon le modèle, de son Drame, à lui.

Si j'ai répété ces choses, dont le mérite à coup sûr n'est pas la nouveauté, c'est pour montrer une fois de plus les difficultés auxquelles se heurte forcément l'adaptateur d'un drame antique Il n'oserait rien y ajouter ni rien y retrancher, et pourtant il faut qu'il ajoute et qu'il retranche. Moins subtils que les subtils Athéniens, nous demandons qu'on prépare nos émotions, et il nous faut du temps pour, après l'une, en ressentir une autre. Relisez, dans Euripide, la scène, d'une violence incroyable, entre Admète et son père ; nous ne saurions la supporter aujourd'hui. Et à quel moment Euripide a-t-il placé cette scène d'un comique si amer? Au moment le plus pathétique du drame, lorsque Admète et le chœur alternent leurs strophes désolées sur la tombe à peine fermée de l'adorable Alceste. Très sagement, M. Georges Rivollet a atténué et déplacé la scène; il a imaginé que Phérès, aveugle, ignorait quelles funérailles on célébrait, et qu'il s'adressait à Admète pour le savoir. La situation reste la même, mais le rideau est tombé entre le tableau funèbre et la rencontre du père et du fils. Et nous avons pu jouir, — sans être distraits, — des strophes d'une grâce pénétrante par lesquelles M. Rivollet chantait la touchante vertu d'Alceste. Et notez que ce n'est pas seulement son père que maudit l'énigmatique Admète, c'est sa mère. A celle-ci, comme à celui-là, il reproche amèrement leur lâcheté. Ses arguments mêmes, nous ne les comprenons plus; l'un de ceux qui reviennent le plus fréquemment est celui-ci : « Comment n'êtes-vous pas morts pour moi, vous qui êtes vieux, infirmes, et *ne pouvez plus avoir d'autre enfant?...* »

Ailleurs, c'est des répliques surprenantes, ironiques, au milieu d'un dialogue magnifique : par exemple, dans la scène grandiose entre Apollon et la Mort; Apollon cherche à apitoyer la Mort, à la convaincre : « Si tu laisses vivre Alceste, songe aux somptueuses funérailles qu'on fera plus tard à cette femme noble et opulente. » Et la Mort : « C'est parfait. Tout pour les riches! » L'allure même du dialogue est impossible à rendre. Nos esprits vieillis, ankylosés si j'ose dire, ne sont plus assez souples pour passer brusquement du lyrisme à la discussion familière, si j'osais je dirais presque : à l'ergotage.

Enfin, une question se pose à l'adaptateur. Il ne s'agit plus d'une traduction, aussi littérale que possible, mettant en relief ou du moins montrant toutes les nuances du dialogue. Il s'agit d'un ouvrage de théâtre, destiné à être joué sur un théâtre, devant un public de théâtre. Or, l'essentiel, dans ce cas, n'est pas l'exactitude littérale. Le but de l'adaptateur est de donner, autant que possible au public de 1900, les émotions ressenties par le public de l'an 450 avant notre ère pendant la représentation d'*Alceste*. Et à cela, qui est l'essentiel, on ne peut arriver que par des procédés différents de ceux dont Euripide s'est servi. Il faut, en quelque sorte, « re-penser » le sujet avec les idées de l'auteur, garder les traits principaux, grossir les uns et atténuer les autres, discerner exactement en quoi les publics diffèrent, et en déduire avec précaution les expressions contemporaines qu'il faut substituer aux anciennes. Il est absurde, quoiqu'on le fasse souvent, de reprocher à un adaptateur de ne pas nous donner une traduction littérale. D'abord une traduction littérale peut être détestable. Puis ce n'est pas cela qu'il a voulu faire. Il a voulu ressusciter pour nous le drame

et les personnages, nous en donner une reproduction vivante, ressemblante, nous donner, à nous, les émotions des spectateurs de jadis.

C'est à quoi M. Georges Rivollet a réussi. Et c'est dire avec quel tact et quelle sûreté il a procédé. Ses personnages sont vivants, avec la faiblesse, la grâce ou la violence qu'Euripide leur avait données. Il n'y a pas d'adaptation parfaite ; celle-ci est aussi près que possible de la perfection. J'ai dit, cet été, le succès qu'elle avait eu sur le théâtre d'Orange. La magnificence du cadre élargissait alors la beauté propre de l'ouvrage. Celle-ci, toutefois, n'a pas disparu « aux chandelles », et le plus bel éloge qu'on puisse faire d'*Alkestis*, c'est de dire qu'elle est belle encore montée comme elle est.

Car nous avons du malheur avec la Comédie-Française. Quand elle « ignore » une pièce, nous regrettons qu'elle ne la joue pas ; et quand elle l'a montée, nous préférerions qu'elle ne l'eût pas jouée. L'interprétation, pour les rôles principaux, était celle d'Orange ; et nous avons apprécié la grâce un peu sèche de Mlle Wanda de Boncza, la tristesse touchante et « poétique » de M. Albert Lambert, et la brutale cordialité de M. Paul Mounet. Mais la mise en scène est d'une médiocrité qui passe ce qu'on peut imaginer. L'Odéon de jadis ne se serait pas contenté de pareilles figurations, de pareils décors. J'imagine que les spectacles « classiques » de Ballande devaient ressembler d'assez près à celui que la Comédie nous a donné l'autre soir. Il est incroyable et révoltant, — je le dis après tous mes confrères, — que notre première scène dramatique en soit arrivée à ce point de négligence.

Comment personne ne s'est-il trouvé, dans une administration aussi nombreuse, pour remarquer ce qui a frappé tous les spectateurs, la médiocrité et la gaucherie vraiment impardonnables de la mise en scène ? Qu'un directeur quelconque monte un spectacle à la hâte, pour « boucher un trou », comme on dit, c'est affaire à lui. Mais, — on ne saurait trop le répéter, — la subvention que reçoit la Comédie-Française a précisément pour but de la garantir contre certains risques et de la défendre de certaines tentations. Est-il vrai, comme elle l'a fait dire un peu partout, qu'elle ne comptait guère sur *Alkestis* ? Alors, il ne fallait pas la monter. Et, la montant, il fallait la monter décemment.

Des habitudes fâcheuses se sont établies à la Comédie. On y dort sur le répertoire, — j'entends le répertoire moderne, car on sait ce qu'est devenu le répertoire classique ; — et l'on attend les grosses recettes hypothétiques. Quand le public se fâche et ne vient plus, quand la critique énumère les pièces à monter, on se réveille pour quelques instants ; on répète à la hâte, on joue les *Fossiles* ou *Alkestis*, et les comédiens ne savent pas leurs rôles, ou la mise en scène est lamentable ! « De quoi vous plaignez-vous ? nous dit-on. Nous avons monté les pièces que vous réclamiez ; elles n'ont pas réussi... » — Elles n'ont pas réussi, parce qu'aucune pièce au monde n'aurait pu réussir, jouée ou montée de la sorte... Il y a quelques jours, un de nos confrères était venu demander à M. Claretie ses projets pour la saison prochaine. Il fut naturellement question de l'inauguration de la nouvelle salle. Mais comme le reporter insistait pour avoir du nouveau, l'administrateur général se pencha vers lui, et tout bas, tout bas, lui confia : « Nous croyons que la reprise de *Patrie* sera prête un peu plus tôt qu'on ne l'espérait !... » A la bonne heure ! Inaugurer une salle par un drame vieux de trente ans, j'ose dire que c'est tout un programme !

L'Opéra-Populaire a fort bien débuté. Son premier spectacle était composé de la *Reine de Saba*, l'un des ouvrages les moins connus de Gounod. Je ne puis pour aujourd'hui que signaler le très vif succès de la première. J'espère pouvoir y revenir. Il faut au moins dire que la représentation a été fort bonne, et souhaiter bonne chance aux audacieux...

JACQUES DU TILLET.

CARNET DE PARIS D'UN COSMOPOLITE

La Presse.

Chère Madame,

Lisez-vous les journaux de Paris ? quelques-uns, sans doute ! toujours les mêmes, ceux graves et pondérés qui franchissent les douanes intellectuelles et commerciales. Ce sont de grandes feuilles hérissées de dépêches et veloutées de décrets publiés *in extenso*. Leur ancienneté leur est un titre au bon accueil en pays voisins ; on les y juge sur leur information *mondiale* et leur compétence en politique étrangère. Évidemment c'est le meilleur critère pour un Anglais ou pour un Allemand. Mais ces sages organes vous donnent-ils l'expression de toute la presse parisienne, de son accent, de son diapason ordinaire ? Ah ! ne le croyez jamais.

La presse parisienne, c'est énorme, c'est multiple, c'est nombreux, c'est divers. De même que certains journaux franchissent avec aisance les frontières, d'autres dépassent seulement les fortifications et vont mettre au courant du bel air les châtelains et les fonctionnaires qui peuplent la province française ; d'aucuns, papillons plus éphémères, vont

mourir sur les dernières fleurs de la banlieue; d'autres, encore, ne vivent qu'une heure, au soir, parmi le bruissement des artères populeuses, et, comme des phalènes, viennent sans cesse, inutilement, buter du front de leurs porteurs à toutes terrasses éclairées, à toutes baies illuminées sur la rue. On croit partout hors de France, on croit un peu en France, et même à Paris, que la presse parisienne mène Paris, qui mène le monde, de même qu'en une famille cet enfant turbulent qui dominait sa mère, qui commandait à son père. Rien n'est plus faux. C'est un bruit mis en circulation par les journalistes, rien que par les journalistes. Les revues les contredisent rarement parce qu'elles n'ont, les plus favorisées, que cinquante-deux jours dans l'an pour attaquer, et que les journaux en disposent de trois cent soixante-cinq, avec infiniment plus de loisirs. Mais, tout de même, c'est faux; on voudrait faire croire que les Parisiens lisent leurs journaux, s'en pénètrent et s'en inspirent. Quelle erreur!

Dans les trains du matin, dans les omnibus frigides, des gens déplient la gazette d'un geste qui leur met les bras en croix, la replient d'un geste qui ramène leurs deux bras joints comme à l'école de natation; ils trouent le centre du journal d'un regard qui remonte lentement au sommet de la première feuille, qui la redescend, et recommence en y traçant comme une croix de Saint-André de pantomime, et derechef, de même ils lustrent les autres feuilles. Croix de Saint-André, croix latine, croix de Lorraine avec regards transversaux à deux hauteurs différentes de la page! Mais que cherchent dans leur journal ces hommes actifs, vibrants, aux sourcils froncés? La bonne parole d'un évangile socialiste ou réactionnaire? Oh! pas du tout, ou ce serait l'infime minorité. Ils cherchent des renseignements sur les courses, ils quêtent des clartés sur la Bourse, ils s'enquièrent de l'heure des théâtres et prennent des nouvelles de leurs plaisirs préférés, tragédie classique, lions d'Abyssinie, chansons de café-concert; ils parcourent les offres et demandes d'emplois, les nécrologies, la liste des mariages, ils reluquent les petits potins de Cythère, mais ils reluctent au fort article documenté que leur assène l'homme politique, ils s'évadent du bulletin politique! Feu M. Magnard, qui s'y connaissait, avait réduit ce bulletin à quinze ou vingt lignes. De peur qu'un de ses collaborateurs ne tentât de s'y distinguer et n'y prît ses aises afin de briller, il les écrivait lui-même. Encore se grondait-il de ne pas faire assez court. « Le sonnet, dit-il un jour, m'a toujours semblé une indication. L'homme qui le créa avait deviné les proportions du bulletin politique. N'était la rime, il faudrait l'adopter. On gagnerait et sur la longueur et sur la largeur; les blancs n'ont pas d'importance... Tout de même..., ça se discute; ils reposent mais ils retardent... ils retardent, c'est vrai, mais ils reposent. »



Non, le Parisien ne lit pas les bulletins, ni les professions de foi, ni les articles théoriques et techniques. Parfois son regard s'attarde et semble se river au bas de son journal, comme s'il réfléchissait sur la frontière sud du quotidien dont il a fait emplette. Transpose-t-il la question dans le monde moral, se demande-t-il où s'arrête la puissance de la presse? Demeure-t-il dans le domaine du fait et rêve-t-il une augmentation de format et plus de papier pour son billon? Non: le lecteur, l'explorateur de cette blanche savane piquée d'escarbilles noires, lit le feuilleton, le roman-feuilleton, une des cocasseries de la presse.

Là on nage en pleine invraisemblance. Il est bien entendu, tout d'abord, que le feuilleton est bête; on n'en veut pas qui ne soient dûment certifiés bêtes; s'il n'est pas tout à fait bête, au moins doit-il être plat; il doit contenir du crime et de la péripétie; il doit donner prétexte à une belle affiche où il y ait un meurtre au moins. Le feuilleton, tous les jours, comme le Phénix, meurt; il renaît le lendemain! que n'y met-il cent ans! Le phénomène est basé sur ce malentendu : les directeurs de journaux feignent de croire qu'en nombre les ouvrières parisiennes sécheraient de douleur si elles ne savaient pas, le lendemain du jour où Michel a regardé Christine de travers, si Michel épousera Christine ou s'il la tuera. Ils savent fort bien, et l'avouent, en somme, puisque quelquefois devant l'aubaine d'une annonce de grand magasin, d'une chute de ministère ou d'un grand procès, ils remettent la suite au prochain numéro, que le lecteur et la lectrice sont indifférents à Michel et à Christine. Ce n'est que par obsession qu'on finit par les y intéresser. Les directeurs de journaux le savent; et pourquoi pratiquent-ils cette lente obsession, cette lente intoxication? Cela paraîtrait un mystère, si on ne savait que leur idée fondamentale est ceci : le feuilleton ne doit jamais être tenu par des écrivains!.. Alors on comprend tout, et l'âme des directeurs de journaux et la tunique de Nessus qu'ils passent à leurs rédacteurs en chef. Il est un journal qui se pique d'être très sérieusement et très scrupuleusement littéraire; son rédacteur en chef est un poète très estimé, qui dédaigna longtemps la simple prose et apporta un jour, en un bouquet de sonnets, des gloires et des beautés et des désastres antiques! Or le rez-de-chaussée du journal de ce poète accueille en enfants gâtés, en petits Benjamins, en enfants du bon Dieu, de petits récits contenant les confidences ou plutôt les réticences d'un ancien commissaire de police.

Peu importe ce qu'il dira! il est là, il est venu, il est arrivé, il amorce, il retient, et voilà de bon roman-feuilleton. Après tout, peut-être le poète qui l'accueillit, gardant les yeux levés vers le ciel hellénique ou penchés sur le regard sidéral de Cléopâtre, croit-il publier les confessions de *Goronte*, tout est possible. Ah! si le maréchal de la Palisse était encore en vie, et qu'on lui demandât : « A qui faut-il commander des romans? » comme ce brave répondrait sans ambages : « A des romanciers »; mais nous avons changé tout cela; il y faut des commissaires et des reporters, et l'on répond aux écrivains : « Ah! que faisiez-vous au temps chaud... » et la suite.

***

Non, ni ces gens de l'omnibus et du wagon, ni ces rentiers assis à l'ombre d'une plante verte, pour, sous leur calotte grecque, se bercer à la prose de leur journal, n'y croient plus que médiocrement. Au moins, tout homme intelligent est affranchi de la presse courante. On sait bien, quand on dit *publiciste*, ce qu'on a voulu dire, et que c'est agent de publicité qu'il faut comprendre. La fée Publicité s'est envolée d'un rythme égal à celui de la fée Électricité sa contemporaine. Elle est moins jolie. Ce n'est pas elle que le sculpteur Begas représenterait s'écrasant sur les lèvres d'un beau jeune homme pour produire l'étincelle féconde et meurtrière, comme l'amour, bref, le coup de foudre. Il lui faudrait donner l'aspect d'un monsieur à l'air niais et rusé tout à la fois, imperturbablement vêtu comme un courtaud de boutique prêt à toute antichambre, ou bien comme une vieille dame à cabas. De ce cabas il sortirait sous les doigts de la Carabosse des liasses et des liasses, et des notes, et des devis, et des bons-primes, et de vieux chapeaux qui redeviennent des chapeaux neufs, et du carton qui se change en cuir, et de l'eau qui se mue en vin, et de méchants bouquins qui deviennent les livres du jour. Ah! qu'elle est plaisante la fée Publicité, quand elle met ses lunettes et balaie de ses grises anglaises la tempe fière du secrétaire de la rédaction, en combinant une note sur *Tous les Baisers* ou les *Amours défendus*, ou bien les *Oublis d'une femme du monde racontés par sa femme de chambre;* qu'elle est belle et caractéristique cette critique qui sonne exactement franc comme l'or ou le billet son compère!

Et la fée Publicité a tordu le cou à la critique littéraire, de même elle tuera la critique dramatique le jour où elle aura décidé les directeurs de théâtre à payer officiellement au lieu de payer officieusement, à acheter la voix du journal franchement, au lieu de s'en offrir seulement les échos; alors on cessera tout à fait de croire; la foule avait confiance aux journaux sur ce chapitre de la littérature et du théâtre parce qu'elle devinait bien leur indifférence en la matière.

Sur tout autre point, croit-on encore le journal? Oui, dans la canaille mal instruite, et dans la petite plèbe des bureaucrates, des employés, qui ont besoin d'un frisson et trouvent commode de le payer un sou, ou de l'avoir en prime avec le mazagran du soir.

Ils évitent les journaux froids et graves, ceux dont les colonnes leurs nettifient Madagascar ou les chinoiseries des palabres de Chine. Ils tiennent par la hampe le carré de papier, leur drapeau, qu'ils voient rouge, bleu ou blanc, selon leur congestion spéciale : ils lisent, colériques, avant la manille, qu'ils jouent entre gens de même opinion pour mieux crier d'accord dans la petite conversation finale; et dans ces journaux rien de ce qu'on leur dit n'est vrai, sauf le quantième; rien n'est rapporté exactement, pas même les faits-divers. Croyez bien que si cet automobile a renversé cette vieille dame, c'est que le chauffeur n'était autre que ce membre du gouvernement dont la maladresse célèbre fait basculer le char de l'État; on s'est moqué des paysans qui attribuaient au gouvernement le pouvoir sur la pluie, la grêle, et la sécheresse, mais ce ne sont même plus nos journaux d'écervelés, mais de graves, d'antiques gazettes, plus vétustes que le *Constitutionnel*, qui expliquent que Waldeck-Rousseau a exigé que le tramway de Romainville tamponne celui des Lilas; le *watman* l'a dit; à qui? à Papillaud, ce fanal. Il est curieux que les gens nombreux qui ont eu à se plaindre des agissements (si la chose peut ainsi se nommer) de Drumont n'aient point fait afficher par toute la France la pétition de principe de celui-ci lorsque, tout récemment, il expliquait à la Chambre que son devoir de journaliste était d'accueillir les on-dit diffamatoires, de les faire naître, de leur donner de la surface, de la vie, et ce qu'il possède de crédit, tandis que son devoir de député était de les repousser bien loin de lui. Maître Jacques cuisine noir et parle blanc; nous sommes au journal : à nous, Locuste! nous sommes au Parlement : à nous l'angélique candeur de l'immaculée! Le démenti formel que Drumont député a infligé à Drumont journaliste lui fera-t-il perdre quelques clients? Je l'ose croire; pourtant ils sont bien imperturbables ceux qui se complaisent en lui et en Rochefort.

J'ai entendu conter qu'un jour Rochefort, attablé avec des amis, parlait politique, ou plutôt personnalités politiques. La conversation balança sur son escarpolette le nom de X... Qui X...? un ancien ministre. Rochefort dit : « Cette canaille de X...! écoutez bien! Un jour, un homme est venu me voir, il y a tantôt deux ou trois ans; cet homme m'affirma

qu'il détenait toutes preuves que X... était un concussionnaire, un assassin et un voleur. Il avait... il avait... enfin il avait tout fait. Je dis à l'homme d'apporter ses preuves. Je dois dire que cet homme, qui ne me laissa ni son nom, ni son adresse, ne revint jamais... Empêché! sans doute! mort, peut-être, assassiné, c'est très possible! Eh bien! cette canaille de X... qui a.., qui a... qui est un concussionnaire, un voleur, un assassin, a le toupet de vouloir regrimper au pouvoir... On verra!... On verra! »

Et le vieillard continua en propos précis.

Et il continue. Il vient de découvrir en France un parti séparatiste. A Nice, peut-être? Ça vaudrait bien la peine d'avoir un peu d'intuition; c'est au Palais-Bourbon : quel est le traître? c'est Pelletan. La preuve, c'est qu'en 1873 (il précise), Monod, un pasteur, se félicitait de voir Madagascar passer sous l'influence anglaise et que Decrais est le Jean Hiroux du cabinet dont Lanessan est le Robert Macaire. Voilà des preuves, et évidemment il en a d'autres en réserve; il travaille dans l'indéniable. Le ton urbain de sa polémique, il l'a passé à tous ses amis et à quelques-uns de ses adversaires, et l'éloquence du journal est devenue similaire de celle des orateurs qui égrènent le récitatif autour de ce qu'on appelle le *coup de torchon*. Parmi le pugilat, quelques personnes essaient de conserver purs de tout maculage de cette boue que les lutteurs font jaillir avec leurs pieds, le blanc de leur cravate et le noir lustré de leur redingote. Médecins tant-mieux on médecins tant-pis, ils prononcent des paroles sensées et calmes, mais on ne les écoute guère. Les marmitons, les commissionnaires et les petits apprentis restent autour des lutteurs qui *bonissent* avant et pendant la lutte à main plate, au milieu du carrefour.

Mais par toutes les rues, on voit s'éloigner, le dos rond, les gens sérieux qui n'écoutent pas les gens graves et n'accordent aucune attention aux lutteurs; ils vont à leurs affaires et, en route, se plongent dans leur journal pour y voir qui les crimes, qui l'heure des théâtres, qui les naissances, qui les mariages, qui les offres d'emplois ou les frissonnants mystères des petites annonces, ou bien ils prennent au roman-feuilleton le mensonge d'un peu d'aventure et d'imprévu; c'est la grande majorité.

Mais voici nne bien longue lettre et je n'ai pas tout dit, je n'ai qu'effleuré; j'y reviendrai pour votre édification et pour le soulagement de ma conscience, fragment de la conscience universelle, et je suis votre très humble

WALTER LINDEN.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

ÉTRANGER

The Mantle of Elijah (le Manteau d'Élie), par I. ZANGWILL (Heinemann, éd., Londres).

The Mantle of Elijah est un livre remarquable, plein de vigueur, de trouvailles heureuses, de traits justes et fortement accusés, plein de défauts aussi. L'esprit qui l'anime est élevé et généreux. M. Zangwill entreprend de juger la politique de guerre et se décide très nettement contre elle, mais sans se compromettre par l'exposé de faits récents : non, ce n'est là qu'une guerre de pure invention que soutient l'Angleterre contre Novabarra. Novabarra n'a jamais été une colonie, pas même un protectorat, mais l'Empire veut se l'annexer. L'auteur flétrit les politiciens qui font artificiellement surgir ce conflit. Élie, autrement dit M. Marshmont, est un idéaliste qui rêve de paix. Il est soutenu dans ses nobles convictions par sa fille Allégra, exaltée et tendre. Mais il échoue dans son utopie et remet à son disciple Broser, à celui qu'il croit être un Élisée, le soin de poursuivre l'œuvre d'amour à laquelle il doit personnellement renoncer. Broser épouse Allégra, se faufile dans le Parlement avec l'aide du vieux maître. Mais, une fois bien installé, le voilà qui change subitement d'attitude. Avec son flair d'homme d'affaires sans scrupules, il s'aperçoit que les rêveries humanitaires ne mènent à rien, que la guerre seule le poussera dans sa carrière. Il devient un impérialiste acharné. Il se fait le promoteur d'une sanglante expédition, prend tout sur lui, dirige tout et reçoit les acclamations enivrées de la foule à chaque nouvelle d'une facile victoire. Allégra, restée fidèle aux croyances du vieux Marshmont, souffre de cet échec de tout son idéal. Elle voit la vilenie de son mari et le quitte au moment du plus grand triomphe du politicien. Essayera-t-elle de refaire sa vie auprès d'un homme qui l'aime et qui ne demande qu'à se dévouer à elle? Simplement elle va s'installer chez une vieille tante qui lui est presque étrangère et à laquelle elle ne doit rien. Ce dénouement paraît peu vraisemblable au premier abord, et l'on est indigné de voir se condamner à un suicide moral la personnalité riche et vibrante d'Allégra. Puis on l'accepte : ce défaut de vitalité qui tout à coup se révèle en elle est comme la rançon d'une mondanité trop persistante. Le livre est touffu, embroussaillé même; il présente un extraordinaire gâchage d'une matière qui aurait pu servir à plusieurs romans. Mais tonte l'intrigue politique est exposée avec la plus grande netteté. Les deux hommes d'État ressortent avec force dn pêle-mêle qui les entoure.

Quant aux personnages secondaires, parfois curieux et intéressants, ils sont traités par l'auteur avec trop de caprice; il les fait surgir, puis les écarte sans nul souci de la vraisemblance. L'architecture du livre est hasardeuse, mais ce roman n'en est pas moins un des plus puissants et des plus curieux que la littérature anglaise ait produits dans cette saison.

IVAN STRANNIK.

FRANCE

Les dimanches d'un bourgeois de Paris, par GUY DE MAUPASSANT (Ollendorff).

Un livre de Maupassant qui paraît rend un immense service au professionnel liseur de tous les livres, car voici que, subitement, les choses se remettent au point et, par rapport à celle-ci, de très nombreuses publications récentes se groupent sous une étiquette non équivoque de médiocrité négligeable. On s'embrouillait à différencier des fadaises trop analogues entre elles : écartons-les donc avec certitude et tranquillité d'âme... Ces *dimanches* ne sont pas une des œuvres les plus achevées de Maupassant, mais plutôt de vives chroniques auxquelles donne quelque unité la présence en chacune d'elles d'une même personnage, M. Patissot, employé du gouvernement, fonctionnaire. Ces brefs chapitres sont d'une extraordinaire intensité d'expression, d'une force alerte, d'une justesse et d'une plénitude incomparables. Il n'y a pas de mots en trop, rien qui ne porte, rien qui ne vive, et la beauté de ces pages provient de la parfaite adaptation de cet art à l'objet qu'il s'est choisi. C'est le récit des loisirs, promenades, réflexions et plaisirs d'un homme quelconque et dénué de toute autre personnalité que celle que lui donne son extrême incapacité de hardiesse, soit pour le bien, soit pour le mal, et sa similitude absolue avec tant d'autres. On éprouve une vague tristesse à constater qu'il y a de telles gens si complètement ternes et qu'ils sont la majorité désolante de ce qui vit; mais on ne sent pas, à la lecture de ce livre, la douleur aiguë et poignante que donne *Une vie*, ni la résignation atterrée où vous jette *Notre cœur*. Nous suivons avec indulgence M. Patissot dans ses pauvres essais d'excursions, nous sympathisons à son ardeur tardive et méritoire pour mettre dans son existence un peu d'imprévu. Or, il ne lui arrive jamais rien. Il va à la pêche et ne prend qu'un poisson gros comme une allumette; il visite de grands hommes et ne trouve rien à leur dire et n'obtient pas d'eux une minute d'attention; il essaye de l'amour et ne rencontre qu'une fille à la voix stridente qui le lâche pour canoter avec de plus jeunes hommes... Et le plus triste, dans tout cela, c'est que M. Patissot est content; il est satisfait de lui-même et de sa destinée, inattentif à toute la stupide médiocrité de ses plaisirs et de lui-même. Et chacun de nous est un peu lui... (Les illustrations, de Geo Dupuis, sont tout à fait remarquables, très expressives, spirituelles et d'un crayon très original.)

La Beauté, par MARCEL BATILLIAT.
(Société du *Mercure de France*.)

Il y a bien des imperfections dans ce roman, — mais de réelles qualités aussi. La composition manque de vigueur; le style est d'une élégance un peu trop continue et peu variée, il est gâté par des négligences en bien des endroits et le procédé s'y fait sentir. C'est dommage, car l'œuvre est pleine de poésie et de passion. Le peintre Jacques Marsèges aime Geneviève de Cyneste, en qui se réalise tout son rêve de beauté. Ils s'aiment éperdûment et noblement, leur amour se mêlant d'idéal. Geneviève, veuve, est mère de deux fillettes. Et voici que celles-ci grandissent : Marthe a toute la beauté de Geneviève, Lucienne en a l'âme charmante. Les années passent : et Jacques, parce qu'il est fidèle à son rêve de beauté, se détache insensiblement de sa maîtresse et bientôt s'éprend de Marthe en qui rayonne maintenant toute la grâce que n'a plus Geneviève... Ici le roman semble avoir des analogies avec *Fort comme la Mort*, de Maupassant, mais si l'épisode est le même la manière dont il est traité diffère absolument... Geneviève meurt volontairement. Mais Jacques ne trouve en Marthe que la beauté physique de Geneviève, puisque toute l'âme de Geneviève est en sa fille cadette Lucienne. Et Jacques s'éprend donc de Lucienne... Seulement, cette manière analytique d'aimer ne saurait le satisfaire, car Geneviève jadis lui donnait toute la joie d'amour. Donc, il renonce à ce nouvel essai d'incomplète tendresse... C'est tout. L'œuvre de M. Batilliat ne manque que d'être un peu artificielle, un peu livresque, mais elle est assez profondément étudiée, d'une psychologie délicate et subtile. On y trouve de belles pages descriptives, et d'autres assez fortes dans la mélancolie. Le recommencement d'amour avec Marthe après Geneviève, le retour des mêmes scènes, la redite des mêmes mots enjoués ou tendres, toute cette tentative de vie nouvelle est douloureuse et parfois poignante. Et tout cela s'embellit de lyrisme...

Rasqueux, par G. DE RAULIN (Fasquelle).

C'est un livre très curieux, assez puissant, d'une lecture fatigante, ennuyeuse peut-être, mais dont l'impression d'ensemble est forte. Rasqueux, officier en second à bord de la *Sentinelle*, est un ambi-

tieux frénétique. Il veut prendre toute l'influence sur le commandant, homme indolent et mou, dessert auprès de lui ses camarades, les calomnie au besoin. Il est tyrannique et pointilleux, harcèle tout son monde au nom du règlement, devient chaque jour plus irascible et plus agaçant. Les officiers sont tous en butte à ses vexations, à ses taquineries mesquines, à ses persécutions. Ils ne peuvent lutter contre lui que par le silence ; on n'adresse plus la parole à Rasqueux. De part et d'autre l'exaspération s'accentue ; le manque de distractions et de variété dans la vie à bord la rend plus affreuse. Cet homme qui hait et toutes ses victimes liées entre elles par la solidarité du ressentiment sont obligés de se voir à toute heure. Plusieurs se sentent devenir fous et Rasqueux lui-même, subissant malgré lui la suggestion du médecin, son ennemi comme les autres, est tourmenté d'étranges hallucinations. A la chaleur des tropiques, son mal augmente. Il souffre dans son amour-propre. Le commandant commence à se rebiffer. Il obtient enfin de l'amiral que Rasqueux soit mis en congé. Le malheureux, frappé dans ses plus chères espérances de carrière, entouré de haine et de dégoût, meurt bientôt d'anémie cérébrale... Chaque détail, dans cette minutieuse étude, est terne. Mais l'accumulation de toutes ces méchancetés souvent pareilles, leur lente et savante gradation, mettent le lecteur dans un état nerveux où les persécutions incessantes de Rasqueux deviennent compréhensibles, odieuses, harcelantes. Le style, sans beaucoup d'art, mais vigoureux et précis, l'abus des citations du règlement et des termes de marine aident à l'impression générale et rendent palpable l'atmosphère particulière de ce drame obscur et émouvant.

Les Trois Fleurons de la Couronne, par Albert Boissière (Fasquelle).

Il faut louer M. Boissière d'être un écrivain varié. M. Boissière publiait naguère un assez bon roman réaliste, pas très original, mais solidement construit et bien grossier, bien lourd, suivant l'esthétique de l'école. *Les Trois Fleurons de la Couronne* sont d'un tout autre style. Ève est la maîtresse de Saint-Jacques d'Aliermont. Elle a pour lui « l'extraordinaire simplicité d'un attachement très compliqué ». Quant à Saint-Jacques, « d'avance, il savait troquer contre une maigre glane de sensations prévues et limitées, la magnifique moisson des rêves qu'il portait en lui. La courbe exquise de ton buste (dit-il à la jeune femme) ne pouvait être que le foyer imparfait de la parabole flamboyante décrite au mur de mon imagination. » Ou bien encore : « Des trois trophées en gerbe de métal, — lauriers d'or et palmes d'airain, — j'ai forgé innocemment les trois fleurons de ta couronne, — la couronne de la Beauté ! » Ces trois fleurons sont, à savoir : la chrysolithe, l'agate et la sanguine. Pauvre Ève ! Inquiète de sentir que Saint-Jacques se lasse de son amour, elle consulte un ami, Lizy. Celui-ci, lorsqu'il eut « soumis à ses pieds le pouf moelleux de ses prévenances et carré sa propre fatuité aux bras durs d'un fauteuil », lui dit : « Celui qui conglomère en son âme les aspects divers d'une même chose ou les modalités différentes d'un même sentiment, — et sait définitivement peindre ceux-là ou exprimer celles-ci, — celui qu'ainsi je dis l'artiste est dépourvu de tout amour, aussi bien passionnel que réfléchi, ou pour les choses ou pour les sentiments. » Or, il paraît que tout cela et le reste, analogue d'ailleurs, démontre l'inanité de la rédemption dans l'amour. M. Boissière a voulu rire, probablement.

Vers le soir, par Albert Mérat (Lemerre).

Voici de charmants petits poèmes, à la manière un peu de naguère, mais plus jolis peut-être avec cette grâce surannée et cette gentillesse qui commence à dater. Des vers très précis, très habilement faits suivant les règles du Parnasse, très spirituels, très fins, frivoles avec élégance, alertes et vifs jusque dans la mélancolie, moqueurs parfois, mais sans méchanceté, amoureux, mais sans trop de sensualité, raisonnables, en somme, harmonieux et justes. Il est possible qu'on veuille entendre par « la Poésie » quelque chose d'autre, — mais ce délicat badinage a son prix. C'est un peu *prosaïque* par endroits, si je ne me trompe :

La Renaissance fut très belle en Italie,

est un bien déplorable alexandrin, et ceci, à propos des Anglais, me désole :

Ce peuple est grand, il faut le dire,
Dût, sans préséance d'empire,
Notre juste orgueil en souffrir.

Mais lisez cette petite pièce, intitulée *le Soir*, et dont voici quelques strophes ; elle est délicieuse :

Je suis parti dès le matin,
A l'heure où volent les abeilles
Aux fleurs de lavande et de thym,
Vers des œuvres toutes pareilles.

Aux calices mouillés encor
Elles faisaient vibrer leurs ailes
Et buvaient à ces coupes d'or ;
J'essayais de faire comme elles.

J'ai butiné les fleurs d'amour
Qui sont fleurs de mélancolie,
La simple lumière du jour
Me grisa comme une folie...

Où suis-je ? le soir est venu !
La tâche n'est que commencée.
Quel miel, hélas ! ont retenu
Les abeilles de ma pensée ?

Lexique de la Langue de Molière, par Arthur et Paul Desfeuilles, 2 vol. (Hachette).

Ce gros ouvrage, de douze cents pages environ, mériterait d'être examiné de très près. Il est excellent. On trouvera, groupés méthodiquement ici, tous les plus précis renseignements sur la syntaxe et sur le vocabulaire de Molière et cela pourra servir à quelque désirable étude sur le style de cet écrivain. La première impression qu'on éprouve en feuilletant ce livre est un peu triste : on s'aperçoit qu'on a lu Molière trop vite, qu'on l'a mal compris et qu'on n'a pas senti tout ce que cette langue a d'expressif et de franc. Des mots, des tours de phrases, tout neufs alors et qu'il prenait dans leur sens le plus vif, se sont usés maintenant, ont perdu leur valeur vraie. Et que de jolies choses et de belles choses nous avons galvaudées depuis ces deux siècles! Tout écrivain un peu soucieux de son métier devrait étudier ce lexique avec soin afin de réagir contre l'inévitable anémie où l'on tombe à ne s'alimenter que de la littérature courante d'aujourd'hui.

André Beaunier.

Memento. — Chez Ollendorff, *L'Imposture*, roman, par Camille Bruno. — Dans les « éditions de la Revue d'art dramatique », *Monsieur Bonnet*, drame en quatre actes en vers, par Maurice de Faramond. — Chez Collin, *Chez les Corsaires*, roman « pour les jeunes filles », par Ariste Excoffon. — Dans la collection des « Pages choisies », *Alphonse Daudet* et *Paul Bourget*, par Gustave Toudouze. Chez Fischbacher, *La Fierté du renoncement*, « notes d'un pessimiste », par Edmond Thiaudière, préface par Henri Chantavoine. — A la *Revue Blanche*, *Par le fer et par le feu*, roman héroïque d'Henryk Sienkiewicz, traduction du comte Wodzinski et de B. Kozakiewicz.

A. B.

NOTES POLITIQUES

Mercredi, 5 décembre.

La fréquentation journalière des « couloirs » du Palais-Bourbon et les évolutions des députés dans leur hémicycle n'ont pas permis cette semaine à l'observateur de faire des notations très significatives.

Une cependant. Un nouveau groupe est né. Ses membres lui ont donné le titre d'*Action libérale*. M. Piou en sera le *leader*. C'est donc qu'il remplacera le groupe des républicains dits *indépendants?* Pas tout à fait. Ce groupe était composé de ce qu'on a appelé les « ralliés ». Mais depuis que M. Méline a cherché des appuis à sa politique parmi ces nouveaux venus dans la grande famille républicaine, un grand nombre des députés qui composaient le groupe des Indépendants se firent inscrire en même temps au groupe des *Républicains progressistes*, où ils se trouvèrent en contact avec les Barthou et les Ribot. Puis, un jour, il fut décidé que l'on ne pourrait faire partie en même temps des deux groupes. Il fallut choisir. Et la plupart des ralliés choisirent le groupe Méline. Ils tiennent aujourd'hui la place qu'occupaient certains progressistes qui, depuis l'affaire Dreyfus, sans avoir donné leur démission du groupe, n'y ont plus reparu. M. Barthou est de ce nombre.

Or M. Piou, abandonné par une partie de ses troupes, s'abstint de convoquer les *Républicains* dits *indépendants*, et il aurait sans doute persévéré dans cette abstention s'il n'était pas sur le point de prendre une part active au grand débat oratoire auquel donnera lieu prochainement la discussion du projet de loi sur les associations. Sa voix portera davantage s'il parle *au nom* d'un groupe. De là cette création du groupe de l'*Action libérale*, dont la dénomination lui permet d'englober un certain nombre de monarchistes qui s'étaient refusés à le seconder dans sa politique, alors qu'il inspirait celui des *Républicains indépendants*.

Cela porte à vingt-huit le nombre des groupes qui fonctionnent régulièrement au Palais-Bourbon. Une connaissance exacte de leurs forces numériques, des éléments qui les composent, expliquerait bien des votes qui paraissent, à la simple lecture de l'*Officiel*, peu en rapport avec l'épithète adoptée par ceux qui les ont émis. Je veux parler seulement des groupes où se répartissent les députés de nuances politiques diverses, suivant qu'ils représentent tels ou tels intérêts économiques, professionnels ou régionaux. Les huit groupes politiques, sont : 1° l'action libérale, 2° la droite; 3° la gauche démocratique; 4° le groupe radical-socialiste; 5° les républicains progressistes; 6° le groupe républicain socialiste; 7° le groupe socialiste; 8° l'union progressiste. Tous les autres divisent la représentation parlementaire en catégories spéciales, suivant les intérêts exprimés. J'étudierai successivement chacun de ces groupes dans la suite de ces notes hebdomadaires. Je cite seulement aujourd'hui ceux dont j'ai pu constater l'existence. Ce sont : 1° groupe agricole; 2° fédération agricole et viticole de l'Est, du Centre et de l'Ouest; 3° groupe antisémite; 4° Centre-Ouest; 5° groupe colonial; 6° groupe commercial et industriel; 7° groupe de défense des intérêts de la petite et de la moyenne culture; 8° défense nationale; 9° défense de la production et des industries de la soie; 10° défense des établissements industriels de l'État; 11° groupe industriel et commercial; 12° intérêts commerciaux; 13° manufactures de l'État; 14° groupe médical; 15° navigation et pêches; 16° Ouest-Centre; 17° Ouest-Sud; 18° groupe parisien; 19° ports de guerre; 20° groupe viticole.

Je m'aperçois soudain que j'ai oublié un groupe dans mon énumération; c'est celui qui est formé par ceux qui ne sont d'aucun autre. On les appelle *les Sauvages*. Ils ne se réunissent que dans de grandes circonstances, et sur convocation de M. Lucien Hubert, le jeune député des Ardennes.

Les réunions de ces groupes ont lieu, d'habitude, le mercredi et le samedi, à l'intérieur du Palais-Bourbon, dans les salles des commissions. Quand une délibération a eu lieu, il en est fait un court exposé, que l'on commu-

nique aux « informateurs parlementaires » qui passent leurs après-midi du mercredi et du samedi à circuler dans le *Salon de la Paix*, attendant les « dernières nouvelles ».

En allant et venant dans ce vaste salon, qui est plutôt un corridor, ou, comme on dit, un *couloir*, on cause entre confrères et députés et c'est ainsi que se créent parfois des réputations qui ne reposent que sur des rapports amicaux entre professionnels de la politique et du journalisme.

J'en ai fait, ces jours derniers, l'expérience. M. Théodore Denis avait annoncé qu'il interpellerait le ministère sur le point de savoir si, en présence des événements qui se déroulent dans le Transvaal et dans l'Orange, le gouvernement français entend user du droit que lui confère l'article 3 de la Convention de La Haye. Aussitôt on me fit envisager la perspective d'une séance intéressante. Ce M. Théodore Denis avait acquis dans le salon de la Paix une réputation d'homme d'esprit.

Depuis 1893, où il fut envoyé à la Chambre par les électeurs des Landes, il n'a pris la parole qu'une fois, pour défendre les courses de taureaux. Il obtint un succès, malgré sa timidité. Il aurait dû en rester là, car sa récente intervention ne fut pas heureuse. Il lut, sans en avoir la franchise, un papier qu'il dissimulait comiquement, y jetant des regards furtifs. Et ce qu'il lisait était plein de violences inutiles, qui n'auraient eu de saveur que si elles avaient jailli spontanément sous le coup de l'indignation, et de dissertations historiques, qui auraient mieux trouvé leur place dans le devoir d'un rhétoricien. M. Théodore Denis n'est pas au fait de l'éloquence parlementaire. Alors, qu'il s'abstienne. Il y a du travail utile à faire dans les commissions et il peut dépenser son esprit ailleurs qu'à la tribune. Jusqu'à présent, ce qu'il a trouvé de vraiment spirituel, est de laisser tout le monde incertain sur sa couleur politique. Est-il radical, républicain libéral, socialiste ou nationaliste? On dit qu'il a été successivement tout cela. Et encore n'en est-on pas très sûr, tant M. Théodore Denis met d'ingéniosité à dérouter tous ceux qui cherchent à le surprendre dans une attitude politique bien déterminée.

P.

Memento. — *Jeudi*, 19 novembre. — Première séance : Budget des colonies.

Deuxième séance : *a*) M. Delcassé obtient l'ajournement sans date de la demande d'interpellation de M. Théodore Denis.

b) Sur proposition de MM. Denis et Morinaud, la Chambre est unanime à décider d'adresser au président Krüger « l'expression sincère de sa respectueuse sympathie ». M. Fournière, député socialiste, avait soumis, puis retiré un projet de résolution ainsi conçu : « La Chambre, tout en exprimant ses sympathies à la démocratie anglaise, salue en la personne du président Krüger le vaillant défenseur des nationalités sud-africaines. »

c) Adoption de l'ensemble du projet de loi du gouvernement sur les bureaux de placement. (A l'expiration d'un délai de cinq ans, les municipalités pourront supprimer les bureaux de placement payants, sans qu'il y ait lieu à indemnités.)

Vendredi 30. — Première séance : *a*) M. Basly pose une question au ministre des Travaux publics sur la catastrophe d'Aniche.

b) Budget de l'agriculture.

Deuxième séance : Suite de la discussion des interpellations de MM. Paul Vigné et Lasies, sur le drame du Soudan. Réponse de M. Decrais.

A huit jours la suite du débat.

Lundi 3 décembre. — Première séance : Budget de l'agriculture.

Deuxième séance : La loi sur les boissons.

Mardi 4. — Mêmes travaux.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne. — Au sommaire du fascicule de décembre de la *Deutsche Rundschau* : la suite du roman de Georg von Ompteda, *Cécile de Sarryn*; des *Lettres de la reine Louise à son frère le prince héritier Georges de Mecklembourg-Strelitz*, publiées par les soins de M. Paul Bailleu et dont quelques-unes contiennent d'intéressantes appréciations sur la politique française d'alors et sur les mœurs du temps; le troisième article d'une très remarquable série, signée H. Oldenberg, sur la *Littérature de l'Inde antique*, savante contribution à l'histoire du bouddhisme, etc., etc.

A propos de la retraite du prince de Hohenlohe, la *Deutsche Rundschau* dit dans sa « revue politique du mois » : « Au moment où le prince de Hohenlohe quitte la vie politique, tous les esprits chez nous se reportent à la fondation de l'Empire. Dans le voisinage du prince de Bismarck et du feld-maréchal comte de Moltke, certaines figures se dressent, dont les traits restent ineffaçables dans les mémoires. Pour ne point s'être trouvés au premier plan, ces hommes n'en furent pas moins des auxiliaires précieux qui, comme le prince de Hohenlohe en Bavière, préparèrent les voies et travaillèrent à l'établissement de l'Empire. Nous sommes trop près encore des événements pour pouvoir porter un jugement sur l'œuvre du prince de Hohenlohe chancelier de l'Empire allemand, mais il est dès maintenant permis de dire que toujours il se montra fidèle à ses convictions libérales. »

M. Richard Muther, un critique d'art apprécié en Allemagne, est l'auteur d'un livre qui doit paraître incessamment sous ce titre : *Un siècle de peinture française*, — *Ein Iahrhundert französischer Malerei*.

De cet ouvrage, la *Neue Deutsche Rundschau* publie, dans son numéro de décembre, un chapitre détaché dont voici les premières lignes :

« Ce serait folie que de ranger Courbet dans la descendance des vieux maîtres. Il ne fut pas leur élève, mais leur frère. Quand sa manière rappelle celle de l'un d'eux, cette ressemblance ne signifie pas imitation, mais bien parenté naturelle... La peinture française avait commencé par être plastique. Pour David et ceux qui le suivirent, la sculpture antique était la grande école. Au cours de la dernière génération encore, à Delacroix, le grand coloriste, on pouvait opposer Ingres et la science du dessin. C'était dans la peinture française l'équilibre

d'une balance dont les plateaux sont chargés à poids égaux. Mais c'est bientôt la victoire de la couleur sur le dessin... »

Du *Journal des Artistes:*

« A Niederzell, près de Constance, on vient de découvrir dans l'église une grande décoration murale de caractère roman, datant probablement du XI[e] siècle, qui couvre entièrement l'abside. Cette frise, l'une des plus importantes de toutes celles qui existent sans doute en Allemagne, représente le Christ en gloire entouré des symboles des quatre Évangélistes et des deux patrons de l'Église, saint Pierre et saint Paul; puis à droite et à gauche deux séraphins; au-dessous, encadrés dans des arcades, sur deux rangées superposées, se voient les apôtres et les prophètes. D'autres peintures moins bien conservées, datant pour la plupart de la première époque gothique et représentant la Madone, divers saints et des scènes de la vie de la Vierge, ont été découvertes dans d'autres parties de l'église. »

Belgique. — Dans son dernier numéro — fascicule de décembre — la *Revue Générale* rend compte d'un « Congrès d'Ecclésiastiques » tenu les 18, 19 et 20 septembre à Seraing, « dans la maison des Aumôniers du Travail » et auquel ont pris part 150 prêtres environ.

Le chanoine Lucas, auquel l'évêque de Liège avait commis le soin de présider aux débats de ce Congrès pour le moins original, prononça un discours d'ouverture dont certains passages sont bien curieux. Le chanoine Lucas veut bien accorder que « ce ne sont pas les inventions modernes, ni le développement de l'industrie, ni les applications si merveilleuses de la vapeur et de l'électricité qui par eux-mêmes éloignent l'homme de Dieu et du but de sa vie ». — « Cette situation si alarmante », il faut l'attribuer « à la manière dont cette industrie a été organisée » et « c'est, dit-il, parce qu'on a perdu de vue, dans l'organisation du travail et de l'industrie, les commandements de Dieu et les préceptes de la vie chrétienne, que nous sommes arrivés à la situation que nous déplorons. »

Le chanoine Lucas pense donc que le remède « se trouvera dans l'organisation chrétienne du travail. Ceux qui emploient des ouvriers ne doivent point se contenter de calculer ce que valent la force musculaire de leurs bras et la somme de travail qu'ils peuvent produire; non, ils doivent se souvenir que ces ouvriers sont des hommes et des chrétiens, et conséquemment organiser le travail de telle façon que les ouvriers puissent remplir tous leurs devoirs d'hommes et de chrétiens. « Et l'orateur s'empressait d'ajouter: « L'organisation chrétienne de l'industrie n'est pas une utopie; il y a des patrons chrétiens, des chefs d'industrie qui ont mérité d'être proposés comme des patrons modèles « cherchant avant tout le royaume de Dieu et sa justice », c'est-à-dire préoccupés de faire régner Dieu dans leurs ateliers, dans les familles et dans les âmes des ouvriers; préoccupés de faire régner la justice, c'est-à-dire l'ensemble de toutes les vertus chrétiennes, ils ont reçu de Dieu, fidèle à ses promesses, la prospérité par surcroît. »

Le compte rendu du « Congrès d'Ecclésiastiques » tenu à Seraing est signé, dans la *Revue Générale:* chanoine Douterlungue. La lecture de ces dix pages est à recommander à ceux qui suivent d'un œil attentif les efforts du clergé pour réaccaparer la direction des esprits.

Sont à lire dans le même numéro: un article de M. Auguste Mélot sur un autre Congrès, celui de la *Ligue démocratique*, et une fort intéressante étude, par M. Ernest Dubois, intitulée: *Un projet de réforme de la bienfaisance en Belgique*.

M. Ernest Dubois nous donne ici ces curieux détails:

« Si l'on en croit certaines évaluations dont il faut se contenter, à défaut de renseignements statistiques plus précis, on compte, à l'heure actuelle, en Belgique, 450 000 indigents sur une population de plus de 6 millions et demi d'habitants. Il y a donc un indigent sur 14 habitants; en 1850, il y en avait un sur 5. Le progrès est sensible, mais il est moins satisfaisant qu'en France et surtout en Angleterre, où l'on recensait en 1849 un indigent sur 16 habitants et seulement un sur 36 dans la période de 1880-1890. »

Et il ajoute: « On peut certes se réjouir de l'amélioration qui s'est produite dans notre pays depuis la période néfaste de 1847-1849, grâce notamment à l'essor économique considérable de la dernière moitié de ce siècle, qui a développé dans des proportions inconnues auparavant les occasions de travail, tout en généralisant le bien-être et l'aisance. N'est-il pas triste cependant de constater que, sur 14 habitants de tout âge, hommes, femmes ou enfants, il y en ait encore un qui manque des choses nécessaires à la vie ou qui ne puisse subvenir à ses besoins?

« Près d'un demi-million de Belges se débattent encore contre la misère au sein d'une prospérité générale intense, tandis que l'on célèbre les merveilles du siècle qui s'achève. »

Italie. — Dans la nuit du 9 au 10 février de l'année 1901 aura lieu le recensement officiel de la population. Il y aura, à cette époque-là, juste vingt ans qu'il n'a pas été procédé en Italie au dénombrement des citoyens.

Les esprits qu'intéressent les questions de statistique apprécieront l'article paru à ce propos dans le numéro du 16 novembre de la *Nuova Antologia* sous la signature de M. Filippo Virgilii.

Le 12 du mois dernier a eu lieu à Turin l'inauguration solennelle de la première « Université populaire » en Italie. M. Mosca, le célèbre professeur d'économie politique, a prononcé le discours d'ouverture.

Giuseppe Mazzini aura d'ici peu sa statue à Rome. Par décret, soumis à la signature royale par M. Saracco, président du Conseil, une commission a été nommée pour l'érection du monument.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40167. *Le Directeur-Gérant:* HENRY FERRARI.

Il s'est produit dans les derniers huit jours un très vif mouvement de hausse sur les rentes françaises.

Le 3 p. 100 a été porté de 100,55 à 101,60, le 3 1/2 de 101,72 à 102,65. Mardi le comptant a été un peu moins bon, et le terme a reculé aussitôt à 101,45 et 102,50.

Cette hausse a été attribuée à l'imminence de l'expiration du délai de cinq ans assigné par la loi de 1895 aux titulaires de dépôts aux caisses d'épargne pour ramener au nouveau maximum légal de 1 500 francs les comptes dépassant ce montant.

Comme beaucoup avaient négligé d'effectuer cette réduction, on suppose que les retraits aux caisses d'épargne vont être considérables d'ici au 31 décembre, et que les fonds retirés seront employés, en grande partie, en achats de rentes.

Au surplus, si les titulaires n'opèrent pas eux-mêmes la réduction, tous les excédents de comptes, au delà de 1 500 francs, devront être, aux termes de la loi, employés d'office en achats de rentes pour le compte des titulaires.

Ainsi, d'une façon ou d'une autre, on supputait que pendant les semaines qui vont s'écouler, des sommes très importantes seraient affectées à des achats de 3 p. 100 et de 3 1/2 p. 100 sur le marché du comptant.

Telle est une des raisons, la principale probablement, du mouvement que l'on vient de voir se produire sur nos fonds publics.

On en a donné une autre, assez plausible également. Les valeurs industrielles étant tombées dans un discrédit momentané, ainsi que l'indiquent avec trop d'éloquence les baisses survenues sur le marché des valeurs, les capitaux effrayés reviendraient aux fonds à revenus fixes, aux rentes, aux obligations de chemins de fer, aux titres du Crédit foncier et de la Ville de Paris.

En effet, tous ces derniers titres ont été très fermes et même ont bénéficié d'un certain progrès de cours, tandis que la Bourse présentait le spectacle d'une véritable hécatombe de valeurs à revenu variable.

***

Les fonds étrangers ont vu aussi leurs prix s'améliorer dans une proportion sensible. Toutefois, dès mardi, quelques-uns ont reculé, perdant l'avance qu'ils venaient d'obtenir.

L'Extérieure, par exemple, avait été portée de 69,50 à 70,20, la voici ramenée à 69,50. Le délai concédé aux porteurs d'Extérieure pour protester contre le convenio expirait le 30 novembre. Les protestations formulées explicitement représentent un capital nominal de près de 90 millions de pesetas. Il aurait fallu une proportion beaucoup plus forte, environ 260 millions, pour assurer le rejet du convenio.

L'arrangement qui transforme la rente extérieure 4 p. 100 perpétuelle en un 3 1/2 p. 100 amortissable est donc devenu définitif en ce qui regarde les porteurs. Mais il doit être ratifié par les Cortès avant le 31 décembre de cette année. Le ministre des Finances a déposé le projet le 3 décembre, et ne doute pas du vote des Cortès en temps opportun. Le 4 p. 100 extérieur d'Espagne va donc devenir, selon toute vraisemblance, du 3 1/2 p. 100.

Les fonds russes 3 p. 100 ont monté, sur le rétablissement du tsar, de 84,80 et 84,60 à 86 francs.

L'Italien s'est avancé de 95,10 à 95,27. Les fonds ottomans ont été l'objet de demandes continues. La série B a dépassé 48, le C a été porté de 25,50 à 25,95, le D de 22,80 à 23,05.

La Priorité 4 p. 100 vaut 480, l'obligation des Douanes 519 ; ce sont les plus hauts cours que ces valeurs aient jusqu'ici obtenus.

Les rentes brésiliennes se sont relevées, le 4 p. 100 à 62,15, le 5 p. 100 à 70,70.

L'obligation 5 p. 100 du chemin de fer Pékin-Hankéou s'est tenue à 440, la Minas Geraes à 364.

Les deux 4 p. 100 argentins ont donné lieu à des transactions très suivies, le 1896 se tient à 61,60 le 1900 à 60,60. Les chances d'avenir n'ont pas été ici prématurément escomptées. La situation financière de la République Argentine s'est très améliorée depuis deux ans, et une répercussion favorable s'en fera sentir sur le crédit argentin.

***

Le marché des valeurs est un vrai champ de désastres.

Le Rio-Tinto a reculé de 1 451 à 1 395, la Sosnowice de 2 555 à 2 432.

La Thomson-Houston est en réaction de 1 245 à 1 182, la Raffinerie Say de 1 227 à 1 190, les Sels gemmes de 878 à 832.

La Banque de Paris a rétrogradé de 1 069 à 1 041, le Crédit lyonnais de 1 080 à 1 071, la Banque internationale de 380 à 360.

Le Nord est ramené de 2 285 à 2 252, le Lyon de 1 771 à 1 752, l'Orléans de 1 680 à 1 655.

Aucun groupe de titres n'a été épargné. On doit présumer cependant que la plupart de ces dépressions ne sont que passagères.

D'autre part, bien qu'il y ait eu de nouvelles réalisations sur les valeurs de traction, celles-ci ont assez bien résisté.

Le Métropolitain n'a été entraîné que par la tendance générale, de même la Parisienne Industrie. Les Tramways Sud et l'Est parisien ont perdu une dizaine de francs, la Traction autant, l'Omnium lyonnais a fléchi de 80 à 73.

***

On comprend d'autant moins des baisses comme celle de la Thomson-Houston que cette Compagnie donnera exactement le même dividende pour 1900 que pour 1899, soit 55 francs, dont un acompte de 25 francs sera mis en distribution en janvier prochain.

De même le Métropolitain n'a aucune raison de baisser alors que son succès ne cesse de s'affirmer. Les recettes des entreprises de traction présentent d'ailleurs, dans l'ensemble, des augmentations continues et fort importantes.

***

Bien que la situation militaire des Anglais au Transvaal et dans l'Orange ne présente aucun indice d'amélioration, les valeurs sud-africaines ont été fermes et accusent même quelques légères plus-values.

Laval. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 40167.

N° 24. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 15 Décembre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 24.

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE	Six mois	Un an	AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 24. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 15 DÉCEMBRE 1900.

LA GENÈSE D'UN ROMAN DE BALZAC

— LES PAYSANS —

Lettres et fragments inédits.

DEUXIÈME PARTIE (1).

A Madame Emile de Girardin.

Les Jardies, juin 1839.

Cara,

Vous avez raison pour *Véronique*. Mais j'ai demandé les épreuves des deux derniers chapitres.

Voici le dix-huitième jour que je suis au lit, et c'est ma seule ressemblance avec le poète illustre, et j'avoue qu'elle est fâcheuse pour lui et pour moi. Je ne sais pas quand il me sera permis de redevenir bipède.

Béatrix et la *Fille d'Eve* n'existent pas encore [en volumes]. Le libraire marche comme moi. Il a tout cependant. Mais je ne puis même pas prêter *ma* copie à votre illustre ami, car il me manque deux feuilles. Quant au *Grand Homme* [*de province à Paris*], vous en recevrez nécessairement un exemplaire.

Les renseignements que vous me demandez sont bien difficiles à donner. Il existe de moi vingt-cinq volumes in-12, intitulés : *Etudes Philosophiques* (2) ; puis, douze volumes in-8°, intitulés : *Etudes de Mœurs* [*au* XIXe *siècle*], trois volumes de *Contes drôlatiques*, dont je conseille fortement la lecture à votre ami, mais en cachette de *Milady* (1). Enfin, les œuvres détachées sont : *le Médecin de Campagne, César Birotteau, le Lys dans la Vallée, le Cabinet des Antiques, la Femme Supérieure, le Livre Mystique*, etc., etc.

Ce fatras devient énorme, et je suis sûr que vous ne vous en tireriez pas sans la protection du génie de la solitude.

Je suis mal pour écrire, et vous demande pardon pour ce griffonnage, où cependant je veux écrire lisiblement mille gracieusetés de cœur, et une prière de me rappeler au souvenir de Mme O'Donnell.

Votre dévoué serviteur,

DE BALZAC.

Oui, il est d'une beauté *sublime*. Mais vous corrigerez vous-même à la première édition.

Ce lundi, 17 juin 1839.

M. de Lamartine doit dîner chez moi dimanche prochain. Il veut absolument dîner avec vous ; rien ne lui ferait plus de plaisir. Venez donc, et soyez aimable. Il a mal à la jambe, vous avez mal au pied. Nous vous soignerons tous deux. Nous vous donnerons des coussins, des tabourets. Venez, venez !

Mille affectueux souvenirs.

DELPHINE GAY DE GIRARDIN (2).

---

(1) Voir la *Revue* des 18 et 25 août, des 1er septembre, 1er et 8 décembre 1900.

(2) A la date de cette lettre, quinze volumes seulement des *Études philosophiques* in-douze, avaient paru. Les vingt-cinq volumes annoncés ne parurent jamais, et l'édition s'arrêta au vingtième.

(1) Mme de Lamartine.

(2) Ce billet a été publié en fac-similé en 1855 par

Paris, fin juin 1839.

Je vous envoie la lettre de M. de Girardin. Je garde l'épreuve. Il n'y a rien à corriger. Mais pourquoi avoir changé la rédaction? Ce mauvais sonnet ne méritait aucun égard, et je trouvais le tour si joli. C'était la plus charmante malice du monde (1).

Remerciez pour moi *Mme de Bargeton* (2).

Le chapitre qui suit les vers est un chef-d'œuvre. Quel dommage qu'il ne soit point dans *la Presse!* Pourquoi ne nous avoir point donné le *Grand Homme de province à Paris?* Je le regrette. C'est charmant.

Et vous, je vous regrette aussi. Le malheur et la persécution ne nous ramèneront-ils pas un ancien ami? Ce serait une fête pour moi de vous voir venir un de ces matins. Aurez-vous le courage de refuser un plaisir à ceux qui n'ont que des tourments?

Affectueux souvenirs.

D[ELPHINE] G[AY] DE GIRARDIN.

A Monsieur Rouy,
administrateur du journal la Presse.

1er juillet 1839.

Monsieur,

Je n'ai pas reçu, ce matin, les trois exemplaires convenus de *la Presse.* J'ai envoyé à dix heures (3). On a répondu qu'on attendait les porteurs pour s'expliquer. Voici une heure, et je n'ai rien. Il est très important pour moi d'avoir ces exemplaires avant qu'on sache ce qu'on en a fait. Je vous prie donc de donner des ordres pour que je les aie, et que, pendant les douze jours qui seront encore employés à cette publication, cette inattention n'ait plus lieu, car ce n'est pas pour me lire que je les réclame.

Agréez mes salutations.

DE BALZAC.

Au même.

Les Jardies, 15 septembre 1839.

Monsieur,

A mon arrivée je trouve votre lettre, et j'écris à M. Lecointe, bijoutier, 12, rue Castiglione, d'aller à *la Presse* (1).

Recevez mes compliments.

DE BALZAC.

La curieuse correspondance qu'on vient de lire ne peut laisser aucun doute sur le fait que, durant toutes ces années, la plus longue rancune et les procédés les plus agressifs provinrent incontestablement de Balzac. Sans doute il avait des raisons sérieuses pour résister comme il le fit aux touchantes tentatives d'apaisement, recommencées sans cesse avec tant de persévérance par Mme de Girardin. Mais ces raisons n'apparaissent guère, et ce qui diminue forcément la croyance à des griefs tout à fait légitimes de la part du maître, ce sont les alternatives mêmes de ses rapports avec M. de Girardin. Certes, d'un côté, l'homme qui, dans une lettre écrite presque au début de sa carrière, se prévaut avant tout d'une *amitié d'ambition*, ne semble pas fait pour inspirer des sentiments bien tendres. Mais, d'autre part aussi, qu'avait bien pu lui écrire Balzac pour en recevoir une lettre semblable à celle que nous croyons être de 1834?

En tous cas, un fait reste acquis à leur sujet; c'est qu'un égal désir de succès, de triomphe, les dévorait tous deux. Chose curieuse, cette ressemblance se manifesta surtout avec éclat sur un point particulièrement significatif, le seul où leur accord ne varia jamais! Nous voulons parler des modifications qu'ils apportèrent à leurs noms. En effet, sans parler de celui qu'Emile de Girardin porta primitivement, l'un et l'autre modifièrent ceux qu'ils prirent, ou signèrent légitimement, par l'adjonction de cette particule à laquelle ils tenaient si vivement! C'est peut-être dans cette tendance si accentuée de leur nature, qu'il faut chercher l'origine de toutes leurs dissensions et de toutes leurs luttes.

Quoi qu'il en soit, l'an 1840 auquel nous voici parvenus, vit se modifier complètement les rapports de Balzac avec *la Presse.* Soit qu'ils fussent deve-

Eugène de Mirecourt, dans son petit volume biographique consacré à *Mme de Girardin.*

(1) Le manuscrit autographe du *Grand homme de province à Paris*, ne comporte ici qu'une seule modification. Balzac a supprimé, après *le Mot historique* (?) dit par un romantique, le paragraphe suivant : « Les petits journaux libéraux inventèrent alors la fameuse ronde dansée aux cris de : *Enfoncé Racine!* »

(2) Personnage des *Illusions perdues*, dont *Un Grand homme de province à Paris* forme la deuxième partie.

(3) Balzac était chez sa sœur, d'où il avait envoyé le mot que voici :

« Monsieur de Balzac prie Monsieur Rouy de remettre au porteur pour lui :

« *Primo.* Un exemplaire de chaque numéro de *Véronique*, paru.

« *Secundo.* Plus, un double exemplaire de l'article d'hier et de celui d'aujourd'hui.

« Monsieur de Balzac remercie Monsieur Rouy. »

Véronique, deuxième fragment du *Curé de Village*, fut, on le sait, inséré dans *la Presse*, du 30 juin au 13 juillet 1839.

(1) Il s'agit sans doute d'une facture de ce bijoutier à faire solder sur l'argent que Balzac devait toucher à *la Presse.* C'est à cette petite affaire que se rapporte probablement la pièce suivante :

« Bon pour quatre cent trente francs, que je prie Monsieur Rouy de payer pour moi, et il me rendra le présent pour comptant ».

« DE BALZAC. »

nus impossibles entre M. de Girardin et lui, soit qu'une nouvelle organisation du journal les eût rendus inutiles, l'écrivain ne semble plus, à partir de cette date et pendant plusieurs années, avoir eu affaire qu'à un autre gérant de *la Presse*, M. Dujarier, auquel, on s'en souvient, est adressée la lettre du 23 mai 1840 que nous avons antérieurement citée.

Grâce à la mort tragique de ce dernier, ni son nom ni son souvenir ne sont entièrement effacés de la mémoire des Parisiens, dont quelques-uns se rappellent encore le fatal duel dans lequel ce malheureux jeune homme perdit la vie, le 11 mars 1845. Ainsi qu'il arrive si souvent en pareil cas, une femme fut, dit-on, la cause première de ce déplorable combat.

Donc, en 1840, de courtoises relations personnelles s'établirent rapidement entre Balzac et le nouvel intermédiaire du journal, et nous en trouvons immédiatement la trace dans ce billet que le grand écrivain lui adressa probablement peu de jours après sa lettre du 23 mai. Il doit avoir trait à la mise au point des *Paysans*.

Je ne quitte pas les Jardies. Je travaille nuit et jour. Faites-moi le plaisir de venir quand vous voudrez. J'ai encore plus d'intérêt à paraître dans *la Presse* que *la Presse* n'en a à m'avoir.

DE BALZAC.

C'est sans doute à partir du 1er janvier 1840 que M. Dujarrier était entré en fonctions, car voici, à dater du mois de février suivant, ce que nous avons retrouvé de la correspondance échangée entre le maître et lui.

A Monsieur de Balzac,
108, rue de Richelieu, à Paris.

Paris, le 24 février 1840.

Monsieur de Balzac,

J'ai relu, après vous avoir vu la semaine dernière, votre traité, dont je ne connaissais qu'imparfaitement les termes, et je me suis convaincu que ses stipulations sont en rapport parfait avec les idées que je vous ai exprimées. Il porte en effet que les cinquante feuilletons que vous devez publier dans *la Presse* formeront au moins huit Nouvelles, soit environ six feuilletons pour chacune d'elles. La publication devait être terminée au mois de janvier dernier, et nous sommes loin cependant du complément de ces cinquante feuilletons, quoique vous ayez déjà reçu de *la Presse* une assez forte somme en avance.

J'espère donc, Monsieur, ainsi que vous me l'avez promis, que vos premiers soins seront maintenant pour *la Presse*, et que vous serez en position de nous remettre, vers le 8 du mois prochain, une Nouvelle dont la publication pourrait être faite immédiatement. Je vous serai très obligé de vouloir bien me fixer à cet égard, afin de conformer à votre réponse les dispositions du journal.

Recevez, Monsieur, la nouvelle expression de mes sentiments de parfaite estime.

DUJARIER.

Au même,
aux Jardies, près Ville-d'Avray.

Paris, le 4 août 1840.

A de très nombreuses reprises, j'ai eu l'honneur de vous voir et de vous écrire pour réclamer l'exécution de votre traité de rédaction avec *la Presse*, et j'ai toujours obtenu de vous l'assurance que vous vous mettiez en mesure de remplir vos obligations envers le journal, mais sans qu'aucune réalisation ait suivi vos promesses.

Les cinquante feuilletons que vous deviez remettre à *la Presse* devaient être publiés dans le délai d'avril à décembre 1839. Mais au lieu de ce nombre, neuf seulement ont été insérés dans les colonnes du journal.

Plusieurs avances, montant ensemble à quatre mille cent cinquante francs, vous ont été faites, et les feuilletons publiés ne vous donnant droit, d'après les conditions du traité, qu'à onze cents francs, vous restez débiteur de trois mille cinquante francs.

Il devient aujourd'hui indispensable que notre situation soit régularisée, et que le traité soit exécuté sans nouvel ajournement. Les nécessités du feuilleton et ma responsabilité envers mes copropriétaires du journal me font une obligation d'y tenir la main.

Vous avez pu vous convaincre, Monsieur, par les rapports que j'ai eus avec vous, que j'étais disposé à me prêter, autant que possible, à vos convenances, et j'ai quelque droit de compter aujourd'hui sur votre empressement.

Le traité contient la disposition suivante :

« M. de Balzac s'engage à fournir au journal *la Presse*, d'ici au 31 décembre 1839, et ce successivement, à commencer du 1er juin 1839, le nombre de cinquante feuilletons formant, *au moins, huit Nouvelles.*

« Chaque feuilleton pourra aussi, quant à l'insertion dans le journal, être plus ou moins long ; mais il sera compté à M. de Balzac à raison de six colonnes de quarante lignes chacune (1). »

(1) Ajoutons que Balzac, par suite de ce même traité, touchait à *la Presse* la somme de 100 francs par 240 lignes de feuilleton.

L'étendue moyenne de chaque Nouvelle doit donc être de six feuilletons, et il est important pour le journal de ne pas trop s'écarter de cette dimension, parce que trois jours de la semaine sont régulièrement affectés au *Courrier de Paris*, au feuilleton de M. Berthoud le dimanche, et à celui des théâtres le lundi.

Comme vous ne nous avez rien fourni depuis le mois d'août 1839, c'est-à-dire depuis un an, vous avez sans doute préparé plusieurs sujets, et il vous sera vraisemblablement possible de nous en remettre un dans le courant du mois. Nous prenons nos dispositions pour le publier du 20 au 25 de ce mois, à moins d'avis contraire de votre part, et nous comptons aussi que vous nous mettrez en position de publier une seconde Nouvelle de vous dans le courant du mois de septembre, pour ainsi continuer, de mois en mois, jusqu'à l'extinction des quarante et un feuilletons qu'il vous reste à nous fournir.

Je vous prie dans tous les cas, Monsieur, de vouloir bien me répondre d'une manière positive sur vos intentions, afin que je puisse en faire part aux propriétaires de *la Presse*, qui désirent être définitivement fixés à ce sujet.

J'ai l'honneur de vous présenter mes civilités les plus empressées.

DUJARIER.

A Monsieur Dujarier,
gérant du journal la Presse.

Les Jardies, dimanche 9 août 1840.

L'adresse que vous avez mise sur votre lettre est cause d'un retard de plusieurs jours.

J'aurai la Nouvelle prête pour le jour que vous m'indiquez, si votre imprimerie peut préparer le bon à tirer ; aussi aurez-vous la complaisance de m'accuser réception du manuscrit, que je vous ferai remettre sous peu de jours (1).

Il y a toujours erreur et confusion des sommes reçues par moi. Mais, quel que soit le reliquat, comme je suis débiteur, je ne fais aucune difficulté d'envoyer l'article que vous me demandez, et je rectifierai l'erreur, qui porte sur la confusion que vous faites, je crois, de sommes qui ont soldé d'anciens articles. En tout cas, la vérification se fera facilement.

J'ai l'honneur de vous présenter mes civilités empressées.

DE BALZAC.

Je n'ai pas reçu *la Presse* depuis trois jours. Je ne vous en fais l'observation que pour le cas où vous n'auriez pas supprimé l'envoi.

Au même.

Décembre 1840.

Je prie M. Dujarier de faire porter promptement ce paquet d'épreuves à l'imprimerie des Batignolles en recommandant la célérité, car on va lentement (1).

Mes compliments.

DE BALZAC.

Au même.

Passy, mardi 4 mai 1841.

Monsieur Dujarier,

Je crois qu'il est urgent et convenable que nous fassions un relevé de compte, et de l'argent que j'ai reçu, et des parties de rédaction que j'ai fournies, afin de savoir de combien de feuilletons je suis redevable à *la Presse*. Cela fait, vous aurez immédiatement une suite que je compte faire aux *Deux Frères*.

Agréez mes compliments empressés.

DE BALZAC.

P.-S. — Je passerai donc à une heure, samedi 8, à *la Presse*, pour que nous y fassions cet arrêté de comptes.

Au même.

Passy, 1er juin 1841.

Monsieur,

Le titre de la Nouvelle que je ferai pour *la Presse* est : *Un Ménage de garçon en province*, suite des *Deux Frères*.

Agréez mes compliments.

DE BALZAC.

Cela fera près de douze feuilletons et soldera mon compte, que j'irai vérifier. J'enverrai la copie à l'imprimerie rue de Vaugirard (2). Mais cela ne sera guères prêt avant le mois d'août. Il faut au moins un mois et demi pour achever cela.

---

(1) Malgré cette promesse, Balzac, en 1840, ne publia rien dans *la Presse*.

(1) Sans doute les épreuves des *Deux Frères* (première partie de *la Rabouilleuse*), dont la publication dans *la Presse* commença en février 1841.

(1) L'imprimerie Béthune et Plon, rue de Vaugirard, 36.

A Monsieur de Balzac,
19, rue Basse, à Passy.

Paris, 17 août 1841.

Monsieur de Balzac,

La Presse va reprendre la publication de *Mathilde*, qui doit être prochainement entièrement achevée. J'ai compté et je compte toujours sur la suite des *Deux Frères* pour succéder à *Mathilde*. Dans votre dernière lettre, vous me promettiez *Un Ménage de garçon en province* pour les premiers jours d'août. Il me suffira d'avoir vos épreuves au commencement de septembre. Je vous serai très obligé d'envoyer votre copie à l'imprimerie, rue de Vaugirard, en temps utile (1).

Avez-vous l'intention de donner suite à vos idées d'articles sur la nécromancie? Avez-vous des propositions positives à me faire à ce sujet?

Accueillez, je vous prie, mes compliments.

DUJARIER

Au même.

Paris, 25 avril 1843.

Mon cher Monsieur de Balzac,

Voici votre compte. Il se solde à votre débit par neuf cent quatre-vingt-dix francs quarante centimes. Vous redeviez, avant la publication d'*Honorine*, douze cent cinquante-cinq francs quarante centimes. Il y a, par conséquent, un amortissement de deux cent soixante-cinq francs, qui représente exactement la différence entre la somme de mille quinze francs, produit d'*Honorine*, et celle de sept cent cinquante francs qui vous a été comptée pour cette publication.

Quand nous enverrez-vous de la copie?

Votre tout dévoué.

DUJARIER.

A Monsieur Dujarier,
gérant du journal la Presse.

[Passy, 19 septembre 1844.]

Voici, Monsieur, ce qui résulte de notre conférence d'hier.

Il serait convenu entre nous que le reliquat de mon compte, remontant au traité fait avec l'ancienne administration de *la Presse*, s'éteindra par une retenue de feuilletons, à six colonnes à quarante lignes pour cent francs, faite sur l'ouvrage intitulé : *les Paysans*, sauf un article cité du *Diable à Paris*, qui viendra en réduction de cette dette. Le surplus des *Paysans* me sera réglé à raison de soixante centimes par ligne, composition et correction à votre charge, comme par le passé.

Je n'entends céder à *la Presse* que l'insertion dans le journal, et conserver tous mes autres droits, dans lesquels je rentrerai même au fur et à mesure de la publication faite par vous de chaque volume. Comme vous me demandez de pouvoir faire des suppléments pour vos abonnés nouveaux de ce qui aurait paru de mon ouvrage, et que cette nouvelle condition me paraît devoir nuire à l'édition dite de librairie de romans, vous me garantiriez le placement de mon ouvrage, à raison de un franc cinquante centimes de droits d'auteur par volume et par exemplaire, sauf, à vous, ou à publier l'ouvrage à ce prix, ou à parfaire la différence, au cas où le tirage de cette édition subirait la dépréciation que je prévois.

Toutes mes conditions habituelles de mes traités observées, et relatives à l'exploitation de *la Comédie Humaine*, que je me réserve depuis quatre ans, et au délai de jouissance exclusive pour l'écoulement de l'édition cédée, et au nombre de dix exemplaires.

Il est entendu que je m'engage à vous mettre en état de publier, sans interruption de mon fait, la première moitié de l'ouvrage à compter du 25 octobre, à la charge par vous de ne mettre aucun obstacle, puisque vous composerez l'ouvrage à votre journal, et que la seconde moitié sera prête au 1er décembre prochain. Vous vous engagerez à publier mon ouvrage de manière à ce que le dernier article ait paru au moins d'ici en un an, à partir du 25 octobre.

Si ces conditions sont bien entendues, veuillez me les retourner avec votre adhésion, comme je vous donne ici la mienne.

Pour éviter tout malentendu, je comprends que la faculté d'envoyer des suppléments à des abonnés nouveaux ne peut s'appliquer d'aucune manière ni au dernier tiers de l'ouvrage, ni à la totalité.

Enfin, la justification ou la contenance des volumes, dits de librairie de romans, sera celle de *David Séchard*, et le tirage ne sera pas au-dessous de mille, sans compter les exemplaires de faveur accordés dans mes derniers traités.

Agréez mes compliments.

DE BALZAC.

(1) *Un Ménage de garçon en province* ne parut dans *la Presse* qu'à partir du 27 octobre 1842. Sa publication y fut terminée le 19 novembre suivant.

A Monsieur de Balzac,
19, rue Basse, à Passy.

Paris, 20 septembre 1844.

Monsieur,

Je reçois de vous la lettre suivante, que je transcris en son entier (1).

J'adhère, Monsieur, à ces conditions, et je vous donne mon adhésion comme vous m'avez donné la vôtre.

Veuillez agréer mes cordiales civilités.

DUJARIER.

Au même.

Paris, octobre 1844.

Mon cher de Balzac,

Travaillez-vous aux *Paysans?*

Puis-je les annoncer pour le courant de novembre, et prendre mes mesures en conséquence?

Je n'ai pas voulu le promettre sans être assuré de tenir.

Mon avis serait de les donner sans interruption.

Vous avez tout intérêt, il me semble, en ce moment où des journaux nouveaux se fondent, à ne pas rester plus longtemps à l'écart de la publicité. Qu'en pensez-vous?

Tout à vous.

EMILE DE GIRARDIN.

La citation de ces diverses lettres, indispensable ici pour faire bien apprécier l'inégalité des rapports de l'écrivain avec presque tous ses correspondants, nous a conduit à la fin de 1844, c'est-à-dire à l'heure précise où furent imprimées dans *la Presse* les seules pages des *Paysans* publiées par Balzac lui-même. Bien entendu, nous n'avons pas voulu recueillir ici, soit dans les lettres de l'auteur, soit dans les annonces des libraires et des journaux, jusqu'au moindre vestige des projets successifs de mise au jour par lesquels passa l'œuvre qui nous occupe. Il nous a paru suffisant d'indiquer les grandes lignes de ces alternatives, puisqu'elles n'ont pas été suivies d'effet.

En revanche, il nous faut insister sur quelques importants points de détail prouvés par les correspondances qui précèdent.

Remarquons-le d'abord, c'est avec M. Dujarier, et non avec M. de Girardin, que Balzac détermina toutes les conditions d'insertion des *Paysans* dans *la Presse*. Ainsi qu'on l'a vu par sa lettre du 19 septembre, il en avait fixé le prix à 60 centimes la ligne, et, dès le lendemain, — le jour même ou M. Dujarier accepta ses propositions, — son premier soin fut, comme il le fit trop souvent, de se faire payer d'avance, et de recevoir cette fois la forte somme de 9 000 francs, à valoir sur l'œuvre à paraître. Ceci nous est prouvé par un relevé de son compte avec *la Presse*, daté du 1er décembre 1845, lequel porte en outre que les feuilletons des *Paysans* parus en 1844, arrivèrent en décompte de cette avance seulement pour la somme de 3 912 francs.

De plus, c'est encore avec M. Dujarier que Balzac régla tous les détails relatifs à la composition et aux épreuves de son roman. La dernière lettre que nous avons citée de M. Dujarier en donne nettement la preuve. Sa mort foudroyante, survenue si peu de temps après la publication des *Paysans*, explique donc les difficultés qui surgirent, ainsi que nous le verrons plus tard, entre le journal et l'écrivain au sujet des conditions d'insertion de l'ouvrage dans *la Presse*. En tous cas, après avoir reçu la lettre de M. de Girardin, écrite en octobre 1844, dont nous avons donné plus haut le texte, laquelle précise son désir de publier l'œuvre *sans interruption*, Balzac se mit sérieusement au travail.

Installé 19, rue Basse, à Passy, dans ce petit pavillon, qui, comme distribution intérieure, est demeuré tout à fait tel qu'il l'habita pendant six ou sept ans, d'octobre 1840 à 1847 environ, le maître n'avait cessé d'ailleurs de songer à son œuvre, et d'en mûrir le plan dans son for intérieur.

Puis, du jardinet qui lui était attribué par son bail, — minuscule oasis de verdure, séparée seulement par une clôture illusoire de l'autre partie du jardin, que s'était réservée M. Grandemain, le propriétaire de l'immeuble, — que de fois ensuite Balzac, s'installant à l'air pendant les beaux jours d'été, questionna son voisin sur quelque détail particulier relatif à la vie rurale, car M. Grandemain était fils de fermier cultivateur! Et, tout en riant de ce bon rire qu'il retrouvait parfois encore malgré les perpétuels soucis qui l'obsédaient, le grand écrivain affirmait alors à son hôte que ces renseignements spéciaux lui assuraient à jamais le titre de collaborateur de l'auteur des *Paysans!*

D'ailleurs, M. Grandemain lui rendait encore d'autres services. Le petit logis était encombré de meubles, de bibelots, formant une partie du mobilier artistique qui décora plus tard l'habitation de la rue Fortunée. Lors donc qu'il fallait remuer tout cela pour faire place à quelque trouvaille nouvelle, Balzac appelait à l'aide son propriétaire, dont la solide carrure et les fortes mains lui inspiraient une tout autre confiance que celle de sa femme de charge, Mme de Brugnol. Et cette dernière était pourtant une grande et robuste femme! On bouleversait alors tout l'appartement. L'un aidant l'autre, on déplaçait ainsi jusqu'au dernier objet faisant partie du mobilier, y compris le buste du maître par David d'Angers, et les fameux meubles de Marie de Médicis, — entre quelles mains sont-ils aujourd'hui? — dont, en 1846, le *Musée des familles* a donné le croquis, accompagnés d'une notice de Léon Gozlan.

(1) La précédente lettre de Balzac.

qui, de même qu'aux Jardies, venait souvent voir Balzac à Passy. En semblable occasion, ce dernier n'eut confié à nul autre qu'à M. Grandemain le soin de changer son buste de place!

D'autres fois, le gazon de la petite pelouse se transformait en salle de bain, car, pendant la période des chaleurs, Balzac adorait d'y faire placer sa baignoire et de s'y plonger en pleine nature, à l'ombre des quelques arbres qui cachaient à tous les yeux cette fantaisie.

En juillet 1845, il amena pour la première fois, à Paris, Mme et Mlle Hanska. L'empereur de Russie leur ayant refusé l'autorisation de s'y rendre, leur ami les introduisit donc en France sous le nom de sa sœur et de sa nièce, Mme et Mlle Surville, qu'il avait eu la précaution de faire, à tout hasard, inscrire sur son passeport. Une fois arrivées, il les logea sous un nom d'emprunt dans un petit hôtel de Passy, situé non loin de son propre logis. Ce fut une de ses joies de leur faire visiter sa modeste demeure, dont, en revanche, les objets d'art eussent fait honneur aux résidences les plus luxueuses.

Tous trois allaient un jour en sortir, lorsque Mme Hanska s'étant attardée dans le pavillon, Balzac s'aperçut en arrivant à la porte de la rue que seule Mlle Hanska l'avait suivi, et se trouvait par conséquent loin des yeux maternels. Afin de mieux déguiser probablement la véritable personnalité des étrangères, il avait changé le nom d'Anna, porté par la jeune fille, en celui d'Eugénie, — sans doute en mémoire d'*Eugénie Grandet*, — et, en présence de ce qu'il jugeait vraisemblablement un absolu manque de convenance, il adressa à la fausse Eugénie de si vifs reproches pour s'être éloignée un seul instant de sa mère, que la pauvre enfant fondit en larmes et reprit en courant le chemin de l'habitation.

Nous devons ces intéressants souvenirs personnels à Mme Barbier, fille des époux Grandemain. Elle habite aujourd'hui le pavillon même occupé jadis par Balzac.

Pour en revenir au terrible labeur que lui occasionnait l'œuvre dont il s'agit ici, et, pour bien se rendre compte d'un pareil travail, il faut lire dans sa lettre imprimée, adressée à Mme Hanska le 11 octobre 1844, qu'il fait *les Paysans* la tête dans l'opium par suite d'une névralgie, qu'en dix jours il a écrit 6000 lignes, et qu'il faut qu'il ait fini le 30 octobre. Quelques paragraphes plus loin, il s'écrie encore qu'il surprend tout le monde en disant qu'il fera les 20000 lignes des *Paysans* dans le mois d'octobre. Personne n'y a cru, même au journal. Mais quand ils lui ont vu faire 6000 lignes en dix jours, ils ont été vraiment épouvantés. Ce qui n'arrive pas une fois sur cent, les compositeurs lisent l'ouvrage. Il s'est répandu parmi eux une rumeur d'admiration, et c'est d'autant plus extraordinaire que c'est dirigé contre la multitude populaire et la démocratie. Puis, textuellement, il ajoute d'abord ces mots : « Votre lettre est encore une raison de me hâter, car, si vous voyagez, je veux être prêt », complétés plus loin par ceux-ci, relatifs à ses hésitations avant qu'il n'eût reçu la lettre décisive de celle qui devint sa femme : « Ferais-je ou ne ferais-je pas *les Paysans ?* Partirais-je ou ne partirais-je pas? Que devenir? Faut-il m'engager à un travail? Faut-il le refuser? etc. J'ai coupé le nœud ; je me suis mis à l'ouvrage, en me disant : si je pars, je finirai tout comme à Lagny, en 1843 (1). »

C'est au sujet de ces hésitations qu'une observation, motivée aussi par la fin de la lettre de M. de Girardin citée plus haut, mérite d'être consignée ici, car outre l'indication qu'à la date d'octobre 1844 des relations directes existaient de nouveau entre les deux anciens amis, cette lettre renferme un conseil indirect dont plus que personne le grand écrivain reconnaissait la justesse. Mais il n'était vraiment pas seul responsable de la diminution de production à laquelle son correspondant faisait allusion. Une cause unique, que nous allons préciser, avait amené ce déplorable résultat. En effet, on ne sait pas assez que, si Balzac à partir de cette époque interrompit la suite sérieuse et continue de ses travaux, ce fut uniquement, ainsi qu'en témoigne déjà le fragment que nous venons de transcrire, à cause de la perpétuelle incertitude née pour lui de ses combinaisons de rencontre hors de France avec Mme Hanska.

Celle-ci, sans tenir le moindre compte des obligations de résidence, à Paris-Passy, que créait au romancier la mise au jour de ses grandes œuvres dans les journaux quotidiens de Paris, ne cessait de déranger des projets qu'il fallait à cette époque six semaines ou deux mois pour concerter en commun. C'est à cette seule cause qu'il faut attribuer le malheureux ralentissement et la production relativement restreinte du maître, de 1844 à 1848, avant son silence complet en 1849 et 1850.

En effet, pendant les quatre années qui s'écoulèrent de 1845 à 1848 inclus, alors que le génial cerveau de Balzac semblait se développer encore et concevoir des fictions de plus en plus puissantes, il ne mit au jour, — sans parler des quelques feuilletons de début du *Député d'Arcis*, texte composé d'ailleurs dès 1843, à l'imprimerie de Lagny, — que *les Parents pauvres*, les deux dernières parties de *Splendeurs et misères des courtisanes*, *l'Initié* et le drame de *la Marâtre*. Encore faut-il constater que l'impression en feuilleton du *Député d'Arcis* fut commencée dans *l'Union* en même temps que *la Cousine Bette* des *Parents pauvres* paraissait dans *le Constitutionnel*, et *la Dernière incarnation de Vautrin*, fin de *Splendeurs et misères des courtisanes*, dans *la Presse*, c'est-à-dire en avril et mai 1847, pendant un second séjour de deux mois que fit secrètement à Paris Mme Hanska; circonstance qui permit à Balzac d'entreprendre en même temps la publication de ces diverses

(1) Au moment de son départ pour aller rejoindre Mme Hanska à Saint-Pétersbourg.

œuvres dans trois journaux différents, et de prouver ainsi qu'il était plus que jamais en possession de toute sa force créatrice.

L'impossibilité pour le maître de produire davantage durant les dernières années de sa vie, — et cela pour un aussi déplorable motif ! — fut également l'une des causes principales du terrible gâchis dans lequel, à sa mort, se trouvèrent ses affaires. Le fait est d'autant plus regrettable qu'en 1844, sa liquidation était réellement très avancée. S'il avait pu depuis lors continuer jusqu'en 1850 la production régulière de ses abondants travaux, il n'est pas douteux qu'à cette date toutes ses dettes eussent été payées.

On ignore trop aussi que Balzac cessa donc de réaliser ses conceptions au moment même où il voulait entreprendre ses œuvres les plus considérables. Surpris, à juste titre, et fréquemment blessé de ne pas se voir traité par les grands journaux avec le même empressement qu'Alexandre Dumas ou qu'Eugène Sue, mécontent de toucher pour ses plus beaux romans un prix inférieur aux sommes payées pour *la Reine Margot*, *Monte-Cristo*, *le Juif Errant*, ou *les Mystères de Paris*, l'auteur du *Père Goriot* avait résolu de lutter avec tous les grands imaginatifs sur leur propre terrain, et d'entreprendre, comme eux, des fictions en huit ou dix volumes, où se serait agité tout un monde de personnages. C'est à cette intention qu'outre *les Paysans* sont dues les pages initiales des *Petits bourgeois* et du *Député d'Arcis*, dont, en ce qui concerne ces deux dernières œuvres, les versions complètes publiées sous son nom ne contiennent de lui rien de plus que les prologues.

Vte DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL.

(*A suivre.*)

UN LIBERTAIRE RADICAL

MM. Alfred Naquet et Georges Mossé nous ont rendu le très aimable service de traduire en français *L'aurore de la civilisation ou l'Angleterre au XXe siècle* de M. J. C. Spence.

M. Spence est un élève de Spencer et de Macaulay. C'est un libéral déchaîné et un effréné individualiste. Il se réclame de cette doctrine de Macaulay que toute réforme consiste à diminuer le pouvoir du gouvernement et à augmenter celui de la liberté. Il dit d'Herbert Spencer que ses écrits sont à la science sociologique ce que sont les principes de Newton à la science physique. Et il pousse à leur dernier excès les principes de ces deux maîtres.

Il suppose, — car son livre est une fiction pleine d'humour et d'imagination autant qu'une étude très méditée ; — il suppose que vers le milieu du xxe siècle la tendance socialiste aura tellement augmenté l'ingérence de l'État dans les affaires des particuliers qu'une réaction formidable se produira et qu'un régime de liberté presque absolue succédera à la violente et féroce socialisation des personnes, des propriétés, des mœurs, des coutumes et en un mot des existences. En d'autres termes, les socialistes auront la première manche, les anarchistes (pacifiques) la seconde.

Il se pourrait, quoique je n'en croie rien du tout; mais il se pourrait. Or quel serait, selon M. Spence, ce régime libertaire qui doit s'épanouir vers 1950 ? Transportons-nous à cette époque et regardons autour de nous. Que voyons-nous ?

D'abord il n'y a plus de système parlementaire. Remarquez en effet, et la critique de M. Spence est ici bien amusante, remarquez que le système parlementaire est une monarchie artificielle et parfaitement illogique. J'ai des voisins qui ne peuvent ni me forcer à vivre à leur façon, ni à élever mes enfants selon leurs idées, ni me prendre l'argent que j'ai légitimement gagné, etc. Or ils nomment comme députés certains personnages qui, sitôt qu'ils sont élus, ont le droit absolu, illimité, de me forcer à vivre d'une certaine façon et ils n'ont qu'à dire que c'est la loi ; de me forcer à élever mes enfants selon leurs systèmes et ils n'ont qu'à dire que c'est la loi ; de me forcer à donner à certain gentleman autant d'argent qu'ils le veulent et ils n'ont qu'à dire que c'est la loi. Comme aucun de mes voisins n'a pareil droit, follement exorbitant, il ne peut le conférer à aucun agent. L'autorité d'un député excédant celui de son mandant, cela n'a pas le sens commun. Tout simplement c'est un reste de l'idée monarchique, et une parodie de la monarchie. Il y avait des rois qui, de grâce divine, pouvaient faire de l'individu tout ce qu'il leur plaisait. Il n'y en a plus. Mais on en fait par des procédés aussi biscornus, du reste, que l'idée d'en faire est grotesque. En 1950, cette absurdité a disparu. Il n'y a plus de parlement.

Par une conséquence naturelle il n'y a plus, non plus, de lois. Comme il n'y a plus personne pour en faire... Mais ce n'est pas seulement pour cela ; c'est parce que la loi est une tyrannie insupportable. Comprenez-vous, par exemple, qu'il y ait des lois hygiéniques ? Comprenez-vous que quelqu'un puisse m'obliger à me faire vacciner, à tenir ma maison propre, à ne pas cracher dans la rue ? On en était venu là en 1900. On n'avait jamais assez de lois prohibitives de toutes sortes de choses. « Tous ceux qui croyaient avoir à se plaindre et tous ceux qui croyaient pouvoir réformer leurs semblables étaient désireux de légiférer pour réaliser leurs espérances. » De là ces lois attentatoires à la liberté individuelle ; de là ces lois sur l'instruction obligatoire ; de là une loi pour chaque acte et pour chaque

geste de la vie. Rien de tout cela n'existe plus en 1950. On vit comme on veut. On a fini par comprendre que chacun est le meilleur juge de son intérêt et du règlement de son existence. Chacun est son législateur à lui-même. Il ne peut en avoir de meilleur.

Et les rapports des hommes entre eux? Eh bien, les rapports des hommes et des femmes entre eux, à commencer par le mariage, sont affaire non de lois mais de contrats, de conventions, dont les termes sont délibérés librement par les parties contractantes. Il n'est pas besoin de lois pour cela. Mais qui garantira l'exécution de ces conventions et contrats? Nous verrons cela un peu plus loin.

En 1950, il n'y a plus, non plus, d'impôts. Considérez en effet que l'impôt est toujours inique. Qu'est l'impôt en soi? Un paiement. L'État me protège. Je le paye. Il m'éclaire dans la rue. Je le paye. Il porte mes lettres. Je le paye. Mais s'il vous plaît, je ne dois payer que le service rendu et là où il n'y a pas service rendu, je ne dois rien. Or on fait payer l'impôt à tout le monde, comme si tout le monde profitait également de l'action bienfaisante ou protectrice de l'État. Il s'en faut bien qu'il en soit ainsi. Les uns sont très protégés et très choyés par l'État, les autres non. Que ceux-là payent et que les autres ne payent pas. Pour mieux faire, qu'il n'y ait que des contributions volontaires. Paiera qui voudra être servi par l'État de telle ou telle manière. De même que pour les lettres portées, je ne paye que si j'en mets à la poste, et voilà un impôt rationnel; de même pour tout autre service à moi rendu par l'État, je ne paye que si je réclame qu'il m'en rende un. Plus d'impôt, des contributions volontaires, des *abonnements*. Voilà ce que l'on voit en 1950.

Mais les contestations entre les citoyens et l'exécution des contrats entre les citoyens, quelle force coercitive résoudra celles-là, garantira celle-ci?

Je vois l'État reparaître forcément. Il reparaît, en effet; il n'a, du reste, pas disparu. Il existe sous forme de magistrature. C'est la magistrature qui a remplacé la loi et ceux qui la faisaient. En 1950, il existe une justice sans loi, par compensation du temps où il existait une loi sans justice. La conception fondamentale du livre de M. Spence est celle-ci: des citoyens libres n'obéissant qu'à des magistrats qui jugent en équité. C'est une idée qui est en germe dans une pétition du président Magnaud à la Chambre des députés. C'est l'idée maîtresse de M. Spence. Je soupçonne M. Spence d'être magistrat. Voici le passage le plus explicite de M. Spence sur ce point: « Le programme législatif pour lequel je vous demande de voter consiste dans la suppression de toutes les lois fondamentales, excepté celles qui sont nécessaires à la création de tribunaux impartiaux, chargés d'entendre et de trancher les querelles et de protéger nos personnes et nos biens de la manière la moins coûteuse et la plus efficace qui se puisse trouver. »

Une société sans gouvernement, sans lois, sans impôts, et où les impôts seront remplacés par des contributions volontaires et où le gouvernement et la loi seront remplacés par une magistrature, voilà la conception sociale de M. Spence.

Quelque libéral que je sois, ou que je crusse être, elle ne va pas sans m'inquiéter. En fait de réformes sociales, il me semble bien que les plus hardis réformistes ne réussissent jamais qu'à remplacer une tyrannie par une autre et c'est précisément ce que me semble faire M. Spence. Dans son système c'est, *d'abord*, l'individu qui devient le tyran. Voici un monsieur qui, au nom de la liberté individuelle, refuse obstinément de se faire vacciner. Libre à lui, dit M. Spence. Oui, mais il va d'abord attraper la variole, puis la répandre autour de lui. Ce qui est liberté pour lui est agression et oppression à mon égard. De même, s'il est tuberculeux et se livre, librement, à la sputation fréquente dénoncée par Molière. De même s'il a un logement anti-hygiénique. De même s'il entretient en son domicile des animaux malfaisants... De même... les cas sont en nombre infini...

M. Spence semble croire que la solidarité est une invention des sociologues. Mais non! C'est un fait. Si les épidémies sont un fait, la solidarité est une réalité aussi inévitable que le changement des saisons. Elle n'est pas inventée, elle s'impose. Alors que devient la liberté? Elle devient ce qu'elle peut. Elle se réduit extrêmement. Elle devient le droit de faire ce qu'on veut sans nuire à personne, selon la formule de la Déclaration des droits de l'homme. — Mais comme ne ne peut presque rien faire sans nuire à personne, la liberté disparaît. — A qui le dites-vous? Elle disparaît à peu près. On en sauve ce que l'on peut. On déclare, on doit déclarer que l'on sera libre de faire d'abord ce qui ne nuit à personne, et ensuite (car en vérité ceci ne serait presque rien) que l'on sera libre de faire ce qui ne nuit *presque pas* aux autres. Et l'on trace la limite où l'on peut, sans règle bien fixe, je le reconnais et qu'il ne peut pas y en avoir.

Le libéral pratique est celui qui sait très bien qu'il ne peut y avoir que très peu de liberté en état de civilisation, mais qui arrête le pouvoir central en ses empiétements là où il dépasse la mesure que la solidarité impose et là où il agit pour lui et non pour elle, pour sa passion à lui et non pour l'utilité commune. Là est la limite, difficile à tracer, je l'ai déjà dit, mais que l'on peut établir cependant si l'on y met un peu de loyauté et de conscience.

C'est une chimère aussi de vouloir remplacer l'impôt par des contributions volontaires. Ah! si tous les services publics pouvaient être semblables au service des postes, tout pourrait aller selon le système Spence. Je n'écris à personne, je ne paye pas le service des postes. Je n'achète pas de timbres. Parfait. Mais s'il s'agit d'éclairer les rues, puis-je dire que je ne sors pas le soir et que je n'ai aucun besoin que les rues soient éclairées et que je ne paye point? Cela sera très difficile à constater. Il faudra un agent de l'État à chaque porte de maison pour pointer ceux qui sortent et pour leur imposer, contre paiement, un ticket de circulation. Nous tombons dans l'impraticable.

On a établi un abonnement général. On a décidé que les rues seraient éclairées et que tout le monde paierait, même les aveugles, parce que l'immense majorité a intérêt à ce que les rues soient éclairées le soir. C'est une nécessité de pratique. Je crois fort que ce système sera encore en vigueur en 1950.

Ici encore le système de M. Spence serait la tyrannie de l'individu substituée à celle de l'État. Parce que quelques-uns ne voudraient pas être éclairés, il faudrait que tous se résignassent à ne pas l'être. Parce que quelques-uns ne tiendraient nullement à être d'une patrie plutôt que d'une autre, il faudrait les excepter du service militaire; mais aussitôt, de proche en proche, de nouveaux réfractaires se déclareraient, quoique patriotes, comptant sur les autres pour servir et pour payer, et il n'y aurait plus de défense nationale au bout de trois ans. La nation aurait été livrée à l'oppression pour le caprice ou pour la conviction, peu importe, de quelques centaines d'individus. La tyrannie de quelques-uns voilà où aboutit le libéralisme radical.

Il y aboutit par tous les côtés. Car voyez encore. M. Spence prévoit qu'il y aura toujours des discussions entre les hommes et, abolissant la loi, il la remplace par une magistrature souveraine qui jugera en équité. Mais, s'il vous plaît, que seront ces magistrats qui remplaceront lois, législateurs et gouvernement? Ce seront les maîtres absolus du pays. Car il leur faudra bien des exécuteurs de leurs arrêts; donc une armée qui leur obéira. Il leur faudra bien des moyens de coercition, prison, amende ou choses analogues. Voilà donc trois ou quatre cents personnages qui, *par décisions arbitraires*, puisqu'il n'y aura plus de lois, feront exactement ce qu'il leur plaira de la liberté, de cette fameuse liberté dont on fait tant d'état; qui disposeront de ma liberté, de mes biens, de ma personne, de tout enfin. — Ils n'auront d'autorité que sur ceux qui plaideront! — J'entends bien, mais tout le monde plaidera. Évidemment! La loi, plus ou moins connue, mais connue, cependant, en ses lignes essentielles, est un guide pour les citoyens. Ils savent, à peu près, ce qui est permis et défendu; ils connaissent, à peu près, chacun leur droit et les limites de ce droit. En l'absence de lois ils seront toujours, de la meilleure foi du monde, en contestations. Les quatre cents magistrats seront donc les maîtres à peu près absolus et tout à fait arbitraires, n'étant liés par aucun texte, de toute la population du pays. Comme système libéral, voilà un singulier système d'oppression! Le remède de M. Spence me paraît un peu plus funeste que le mal.

La vérité est qu'il ne faut pas chercher à faire prévaloir un système absolu. Le socialisme, considéré en sa signification la plus large, le socialisme, considéré comme transformation progressive des choses individuelles en choses d'état, mène tout droit au despotisme. Le libéralisme considéré comme respect et culte des droits de l'individu, si vous le faites radical, conduit tout droit au despotisme, lui aussi. L'anarchie est un despotisme. Elle opprime tout le monde sous prétexte de respecter scrupuleusement les droits de chacun. Et si vous cherchez à y échapper, vous vous avisez d'un expédient comme celui de Spence avec sa magistrature omnipotente; et vous retombez dans une oligarchie sans contrepoids et sans frein, qui est une des formes classiques, et peut-être la plus fâcheuse, du despotisme pur et simple. Il n'est pas facile d'échapper au despotisme. Oh! je le sais bien!

On n'y échappe que par une part faite à l'autorité et une part faite, aussi large que possible, à la liberté personnelle. C'est dans ce départ même et dans cette combinaison qu'est la liberté possible et la liberté vraie. Si j'étais libre absolument, je ne serais pas protégé et je serais opprimé dans une heure par mon voisin plus fort, et *même plus faible*, qui m'empoisonnerait par sa mauvaise hygiène ou me tuerait par ses imprudences. Si j'étais opprimé absolument par l'État, je deviendrais un être si veule et si amorphe que l'État ne tirerait pas grand'chose de moi pour son service ou pour l'intérêt de mes concitoyens. L'État a intérêt à ce que je sois libre dans une certaine mesure; j'ai intérêt à être protégé, c'est-à-dire gêné dans une certaine mesure, pour que ce qui me reste de liberté soit intact et intangible et puisse être converti en action et en travail...

Mais je discute bien gravement. Un soupçon me poursuit depuis que j'écris cet article et même pointait déjà en mon esprit quand je lisais le livre de M. Spence. Est-ce que le livre de M. Spence ne serait pas humoristique? Est-ce qu'il ne serait pas ironique d'un bout à l'autre? M. Spence a assez d'esprit pour être mystificateur. Il en a infiniment. Il se pourrait bien qu'il eût écrit son volume pour se moquer agréablement du libéralisme radical. Il le pousse à l'extrême et c'est peut-être pour le pousser

à bout. Il nous montre que le libéralisme a pour fin nécessaire l'anarchie et que de l'anarchie l'on ne peut sortir que par une reconstitution du despotisme sous une forme ou sous une autre; et cela, il nous le montre en détail, en un certain nombre de faits concrets présentés avec beaucoup de clarté et de précision. C'est un mauvais tour qu'il nous joue avec gravité et grand flegme, à l'anglaise. C'est l'humour proprement dit.

Si telle a été l'intention de M. Spence, son livre est très réussi. Mais je proteste. La complexité et l'enchevêtrement des intérêts dans la civilisation actuelle est telle que la solidarité augmente, au lieu de diminuer, de minute en minute. Et donc le socialisme, ou, si vous aimez mieux, la socialisation, progresse du même pas, de la même course. Ce qu'on pourra sauver de la liberté, quoiqu'il faille en sauver toujours quelque chose, sera donc peu. Ce n'est donc pas le moment de ridiculiser le libéralisme. Volontairement ou involontairement, j'ai peur que ce ne soit précisément ce qu'a fait un peu M. Spence. Pardonnons-lui, parce qu'il a beaucoup d'esprit; mais ne laissons pas de lui en vouloir discrètement.

ÉMILE FAGUET.

UN LIVRE ANNOTÉ PAR NAPOLÉON Ier

I

Le musée de Sens possède d'importantes reliques napoléoniennes rapportées de Sainte-Hélène par un ancien valet de chambre de l'empereur, nommé Saint-Denis, qui les a léguées à sa ville natale.

Ces objets diffèrent par leur nature de ceux qui composent ordinairement ce genre de collections. Si l'on y trouve l'uniforme traditionnel, pareil à celui dans lequel fut enseveli Napoléon Ier, une cocarde fanée, quelques pièces de toilette, on y remarque surtout des livres, des atlas, compagnons fidèles d'une captivité désespérante, qui parlent à l'imagination du visiteur et, mieux que la friperie des vieux souvenirs, évoquent à son esprit les longs tourments des tristes jours de Sainte-Hélène.

Que si, par une permission gracieuse, il vous est donné de feuilleter ces ouvrages, vous vivrez de la vie même du prisonnier de Longwood, vous le suivrez, vous l'accompagnerez dans ses travaux, vous partagerez ses impressions, ses impatiences, et souvent ses irritations.

Voici un *Atlas des guerres des Gaulois et des Français en Italie*. On y remarque de nombreux itinéraires tracés au crayon rouge, ainsi que des notes indiquant des distances, des chiffres de force armée et des lignes de marche. Napoléon s'est servi de cet atlas pour faire ses dictées sur les campagnes d'Italie.

C'est ensuite un *Atlas de Géographie ancienne et moderne*, dont plusieurs cartes sont également annotées, entre autres, et particulièrement, celle comprenant la Perse, la Turquie d'Asie et l'Arabie... N'est-il pas permis de surprendre là Napoléon revivant le rêve éblouissant de sa jeunesse : la conquête de l'Orient, la résurrection de l'empire d'Alexandre?...

Une carte de Sainte-Hélène complète ce département géographique. C'est celle dont parle le général Montholon dans ses Mémoires. « On m'offre un projet d'évasion, lui avait dit l'empereur ; j'ai encore quinze ans de vie ; tout cela est bien séduisant, mais c'est une folie. » Comme les autres, cette carte est sillonnée de lignes en zigzag... Celles-ci sont particulièrement significatives.

Après les atlas, les livres.

L'un est un *Tableau historique des campagnes d'Italie*, depuis l'an IV jusqu'à la bataille de Marengo. C'est un envoi de Lady Holland « avec la permission de lord Bathurst », ce Bathurst si malmené en ces derniers temps par lord Roseberry; Lady Holland était la femme de ce courageux homme d'État qui n'avait pas craint, au milieu de la réaction générale contre l'empereur et la France, de défendre le respect dû au malheur et de combattre le *bill* déclarant prisonnier de guerre, celui qui était venu s'asseoir au foyer britannique. Napoléon, reconnaissant de cette attention, fit parvenir à Lady Holland, avec un mot « de satisfaction et de haute estime », une boîte enrichie d'une pierre antique qu'il avait reçue du pape Pie VI, après la signature du traité de Tolentino.

Un autre livre est intitulé : *Mémoires pour servir à l'histoire de France en 1815*. Ces mémoires sont l'œuvre personnelle de l'empereur, qui les avait dictés au général Gourgaud et en avait remis le manuscrit au docteur O'Meara, lors du départ de celui-ci pour l'Europe, en le chargeant de les faire imprimer. Ils furent envoyés, aussitôt après leur apparition, à Napoléon, qui les lut et y fit en marge de nombreuses corrections et rectifications.

Ce livre a donc sa curiosité. Mais autrement intéressant est l'ouvrage en deux volumes intitulé : *Mémoires pour servir à l'histoire de la Vie privée, du Retour et du Règne de Napoléon en 1815*, par Fleury de Chaboulon. Celui-là, le premier volume du moins, est couvert d'annotations de la main de l'empereur. Elles remplissent, par endroits, des marges entières, en hauteur et en largeur, contournent la page, s'engouffrent dans le moindre blanc et s'interlignent dans le texte, quand la place leur manque. Étant donnée l'écriture de Napoléon Ier, on s'imagine la peine qu'il faut prendre pour déchiffrer ces hiéroglyphes. C'est

assurément l'une des principales raisons pour lesquelles ces annotations, si piquantes, sont demeurées inconnues. Dans les éditions des *Mémoires de Chaboulon*, postérieures à celle de 1819, qui nous occupe, il n'en est pas fait mention. Quelques-unes ont été introduites dans l'édition de 1840, des Mémoires dictés par Napoléon au général Gourgaud, mais elles sont tronquées, délayées, académisées à plaisir, et faussées suivant le besoin de la cause. Enfin, la Commission chargée, sous le second Empire, de surveiller la publication de la correspondance de Napoléon Ier, a cru devoir les dédaigner, ce qui n'a, du reste, rien d'étonnant, car elles ne sont pas toujours dans l'esprit de la légende napoléonienne ; et souvent, même, elles portent atteinte à des faits acquis à l'histoire... « Ces notes, dit le texte officiel, ne présentent que des observations à développer, une sorte de cadre pour un ouvrage. »

Cette appréciation est juste, et c'est à son point de vue qu'il convient de se placer. Le livre de Chaboulon est, dans son ensemble, très indigeste, bourré de bavardages et de lieux communs, comme le lui reproche Napoléon, et surchargé de documents et d'explications prolixes et sans importance. En détacher les parties saillantes, les coins épisodiques, qui ont eu le privilège de secouer l'humeur et d'exciter la verve du captif de Sainte-Hélène, est donc le vrai moyen de donner aux explications et aux boutades de ce dernier tout le relief qu'elles méritent.

C'est ce que nous faisons.

***

Dès la page de titre, l'empereur commence son procès à Fleury de Chaboulon. Celui-ci, ayant complaisamment étalé ses fonctions, en tête desquelles figure la qualité d'*ex-secrétaire de Napoléon et de son cabinet*, Napoléon écrit :

Cet auteur était inconnu à l'Empereur en 1815. Il entra au cabinet à Lyon le 13 mars. Il y arriva le quatrième, c'est-à-dire le dernier, à Paris, le 20 mars. Il fut envoyé à Basle le 1er mai. Il a donc été quarante jours au cabinet. Le premier secrétaire, seul, travaillait dans le cabinet. Ce jeune homme, plein de feu et de mérite, n'était pas assez mûr, assez posé, trop vif pour son emploi. Il allait souvent dans le premier salon causer avec les officiers d'ordonnance et les jeunes gens, ce qui contrastait avec la conduite de Méneval et Fain, qui vivaient si retirés, qu'il est des chambellans qui, après avoir servi quatre années au palais, ne les avaient jamais vus.

On doit regarder comme d'invention tous les discours et propos prêtés à Napoléon. L'auteur le fait penser et parler selon ses propres opinions et selon les dires des jeunes gens du premier salon de service.

Nous voilà prévenus. Mais quelques irrégularités, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, doivent nous mettre en garde contre la teneur de ces lignes, et partant contre d'autres annotations, dans la suite. La vérité est peut-être qu'il faut un peu se méfier, et de l'auteur et de son commentateur.

Le feu s'engage dès l'*Introduction*. C'est aussi qu'il y est question de Waterloo. Et Napoléon n'aime pas qu'on lui rappelle ce temps-là. Aussi bien, Fleury montre à ce propos une jactance peu faite pour plaire à son impérial lecteur. « On ne savait point, dit-il, les causes qui déterminèrent Napoléon à se séparer à Laon de son armée, je les indique... » (*Fort mal, et comme un jeune homme qui, pour la première fois, se trouvait à une affaire de guerre.*) (1)...

« Le général Gourgaud, dans sa relation, n'avait pu donner l'explication de la marche du corps d'Erlon... » (*Comment un jeune homme qui n'était pas à la bataille et ne l'a vue que d'une lieue derrière, peut-il donner des explications?*) L'auteur parle ensuite de la conduite de Ney le 16, de l'inaction de l'empereur le 17, reproche dont celui-ci se défend bien : *l'inaction de Napoléon le 17 ! qu'il poursuit l'armée anglaise des Quatre-Bras à Waterloo par une journée épouvantable*... « J'éclaircis, je crois, tous ces points, continue Fleury ; je montre aussi que ce ne fut point, comme l'avancent le général Gourgaud et d'autres écrivains, pour remonter le courage et le moral de l'armée française que son chef lui fit annoncer l'arrivée du maréchal Grouchy... (*Le feu du maréchal Grouchy se fit effectivement entendre à Vavres, à l'approche de la nuit, à sept heures.*)... « Napoléon, et ce fait est certain, fut abusé lui-même par une vive fusillade entre les Prussiens et les Saxons, et c'est à tort qu'on lui impute d'avoir trompé sciemment les soldats dans un moment où les lois de la guerre et de l'humanité lui prescrivaient de songer plutôt à la retraite qu'à prolonger la bataille. »

Pour le coup, Napoléon bondit à l'idée d'avoir besoin d'être défendu par son ancien serviteur... *Quelle singulière impertinence de la part d'un homme qui n'était pas sur le champ de bataille et ne faisait pas la charge en douze temps*... Puis, s'échauffant à la lecture des paragraphes par lesquels se termine la préface, il laisse échapper sa bile sur cette conclusion : « Je puis dire avec Montaigne : ceci est un livre de bonne foi... » *Si cela était, il faudrait s'y renfermer dans le cadre et le style d'une fable*... Et il ajoute : *Jeune homme, vous vous reprocherez toute votre vie un ouvrage où vous compromettez tant de pères de famille et calomniez tant de grands et illustres citoyens !*

***

Avec les événements relatifs à la Restauration, qui forment la première partie des *Mémoires* de Fleury

(1) Les passages en italiques ou en petit texte sont les annotations de Napoléon.

de Chaboulon, Napoléon reprend son sang-froid. Il ne fulmine plus, il discute. Et cependant l'auteur vient de lui décocher ce trait : « Quand l'empereur devint malheureux, son génie ne fut plus que de l'ambition, sa politique de la mauvaise foi, son audace de l'imprévoyance et de la folie. » Il est vrai qu'il ajoute aussitôt : « Napoléon, que l'injustice n'abattait point, réunit les faibles restes de ses armées et annonça hautement qu'il irait vaincre ou se faire tuer à leur tête... il partit, il fit des prodiges, mais en vain : l'énergie nationale était éteinte. »

L'énergie nationale n'était pas éteinte, s'écrie vivement Napoléon, *mais pour repousser 600 000 hommes qui envahissaient la France, il fallait encore les mois de janvier, février et mars, et les alliés attaquèrent en décembre. Le temps est le grand élément de tout. Si 600 000 hommes eussent envahi la France en 1792, Paris eût été pris, malgré l'énergie non contestée de la nation, alors.*

« La France presque entière, continue Fleury, détourna les yeux des malheurs de son ancien souverain pour s'abandonner à la joie d'être délivrée des fléaux de la guerre et à l'espérance de jouir enfin des bienfaits de la paix...

La France tout entière, hors quelques villes d'intrigue, écrit l'empereur, resta attachée d'esprit, d'opinion et de cœur à Napoléon et aux principes de la souveraineté nationale et de l'honneur français. Elle se soumit à la nécessité que lui imposaient les armées ennemies... Mais sur 30 millions d'habitants, 29 500 000 renfermèrent dans leur cœur l'espoir de chasser les princes ennemis de la nation, les lieutenants du czar et du prince-régent.

L'auteur reprend :

« Les Français, si faciles à abuser, regardaient les garanties qu'on leur donnait comme inviolables et se complaisaient à répéter ce mot si heureux du comte d'Artois : Il n'y aura rien de changé en France, il n'y aura que quelques Français de plus... »

C'est mal connaître le peuple, et surtout le peuple français, que de croire que ces promesses, scrupuleusement tenues, eussent pu maintenir les Bourbons. Il fallait, pour se maintenir, qu'ils fissent couler, au lieu des eaux de la Seine, de la Loire, du Rhône, celles du fleuve Léthé, et ce n'était pas possible.

Tout se réunissait donc, et même l'attrait de la nouveauté, pour rendre propices au Roi les esprits et les cœurs. Il parut : de nombreuses démonstrations d'allégresse et d'amour l'accueillirent et l'accompagnèrent jusque dans le palais de ses ancêtres... *Vive le roi! disaient les femmes à mouchoirs. Vive la vieille garde! disait le peuple ému.*

Mais, l'auteur faisant valoir que « jamais changement de dynastie ne s'était opéré à la suite d'une contre-révolution sous d'aussi favorables auspices », Napoléon s'écrie :

Quelle pitié! sous les auspices de 500 000 cadavres des plus illustres citoyens, pour le triomphe des cosaques du Don, des Autrichiens et de nos chers ennemis les Anglais!

Puis, au rappel de la parole du comte d'Artois : « Oublions le passé, ne portons nos regards que sur l'avenir » :

— Oui, mais il fallait aussi faire oublier aux bourgeois leurs femmes violées, leurs propriétés dévastées, à la France sa gloire détruite, son nom déshonoré par les Bourbons; au moins il fallait faire oublier au peuple que c'étaient des loups qui étaient à la place du berger et des chiens.

Après avoir continué pendant quelque temps le tableau, très véridique, de l'ère d'espérance qui marqua les débuts de la Restauration, l'auteur des *Mémoires* en arrive aux fautes et aux parjures qui en précipitèrent la chute. Là aussi, les annotations sont nombreuses.

Nous n'en relevons que les plus caractéristiques. Chaboulon s'étant attaqué au ministère, l'empereur trace ces mots :

Au lieu d'un ministre aussi misérable que Blacas, donnez, au mois de juillet, après le départ des étrangers, le cardinal de Richelieu à Louis XVIII, et dites ce qu'il aurait fait. Ministre royaliste, il n'eût pu sauver la scène.., Mettez Soult, Davoust, Saint-Cyr à la Guerre, l'armée n'en serait pas moins l'armée des Bourbons... Mettez Bénézech, Chaptal, Montalivet à l'Intérieur, le peuple en aurait-il été plus content? Mettez Merlin, Régnier, Molé, Cambacérès à la Justice, les Bourbons auraient-ils été plus avancés?...

C'est ensuite le tour de la Charte, au sujet de laquelle l'auteur paraît avoir eu des idées peu nettes, car son annotateur écrit :

Lieux communs, bavardage à la mode, qui cependant a ce sens : que le peuple a besoin et veut des garanties contre un gouvernement naturellement ennemi.

Supposez que les ligueurs eussent reconnu Henri IV protestant, que de chartes, que de constitutions, que de garanties ils eussent exigées pour rassurer leurs consciences et assurer leur religion : ils n'en eussent jamais eu assez...

« Les avertissements, les leçons, les reproches, continue Chaboulon, étaient perdus pour le gouvernement. Nous allons le voir aveuglé par ses erreurs et ses passions, heurter de front les individus et attaquer, sans scrupule et sans déguisement, leurs intérêts les plus chers et leurs droits les plus précieux... Napoléon le suivra dans cette nouvelle phase avec la même philosophie et la même ironie qu'avant... « La garde impériale fut éloignée... »

Comment! vous voulez que ces princes, venus sur les cadavres des vainqueurs de Fleurus, de Hohenlinden, de

Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, de Montmirail, confient la garde de leur personne à leurs plus grands ennemis? à des soldats mutilés pendant la guerre contre eux? Quelle folie! Êtes-vous sûr qu'il ne se trouve aucun Brutus, aucun Louvel parmi eux?

« ... Je les vis, ces nobles guerriers; leurs regards abattus, leur morne silence exprimaient ce qui se passait au fond de leur âme : tout entiers à leurs tristes pensées, ils semblaient ne rien voir et ne rien entendre. En vain, les Parisiens, attendris, les saluaient des cris de : Vive la Garde impériale! Ces cris, qu'ils méprisaient peut-être, n'arrivaient plus jusqu'à leurs cœurs »...(*Et vous dites que le peuple était changé!...*) « Les troupes nouvelles n'étaient pas mieux traitées. On les indisposa en brisant leur ancienne organisation; on les humilia en les maltraitant, en les contraignant de porter les armes aux gardes du corps... » (*Quelle pauvreté! Puisque les gardes du corps étaient officiers, il fallait bien qu'on leur portât les armes...*) « Cependant la plupart des officiers et des généraux s'étaient ralliés à la cause royale... (*Quelle absurdité!...*) Et si quelques-uns, moins confiants, montraient encore de la tiédeur ou de l'éloignement, il eût été facile de les ramener, soit avec ces mots flatteurs si bien placés dans la bouche des rois, soit en donnant à leur ressentiment le temps de s'apaiser de soi-même.... (*Impossible pour les eaux du fleuve Lethé...*) « Lorsque Henri IV se rendit maître de son trône, quelques ligueurs fanatiques continuèrent à se répandre contre lui en injures et en menaces. On lui proposa de les punir : — Non, il faut attendre, dit-il, ils sont encore fâchés... Ah! pourquoi ces hommes, qui sans cesse invoquaient le bon Henri, ne cherchaient-ils pas à l'imiter?... (*Oui! mais il avait abjuré, il était catholique et le prouvait tous les jours. Il était l'homme et le héros de la France. C'est dans le parti de la Ligue qu'étaient l'Espagne et l'Italie...*) On menaçait d'une destruction sacrilège les arcs de triomphe destinés à consacrer les gloires de nos armées... (*Quoi! vous voulez que le roi voie avec plaisir cette colonne, ces tableaux, qui illustrent la nation conduite par l'usurpateur!...*) On anoblissait Georges Cadoudal dans la personne de son père... (*Contre un usurpateur tout est légitime! Georges fut brigand, mais il avait été autorisé, breveté lieutenant général par le roi dans les troisième, quatrième et cinquième années de son règne...*) On commença, au mépris des promesses les plus saintes, à dépouiller la Légion d'honneur de ses prérogatives...

Vous voulez que Louis ramène une institution où tous les hommes, sans distinction de naissance, marchent de niveau, où un caporal, sorti de la dernière compagnie, marche à l'égal d'un duc et pair, une institution qui décore la poitrine de tant de régicides, de tant d'administrateurs révolutionnaires, de tant de jacobins, cordeliers, sociétaires du Panthéon et du Manège! Mais oubliez-vous le serment de ces légionnaires : maintenir l'intégrité naturelle du territoire?... Mais ces princes en ont démembré le tiers..

« Le ministère effaça des cadres de l'armée une masse innombrable d'officiers. »

Vous voulez que Louis ait une armée composée de ses ennemis et qu'il ne cherche pas à y placer les personnes qui lui ont prouvé leur fidélité quand toute la France était en révolte.

La conversation, entre l'auteur et son commentateur, continue sur ce ton. A mesure que le premier s'exalte, le second serre ses arguments. Napoléon semble se faire l'avocat des Bourbons; il pallie leurs fautes : elles étaient fatales. Et quand son interlocuteur, à bout d'arguments, déclare qu'il s'arrête, trouvant inutile d'étendre le récit et l'examen de la conduite oppressive et insensée du gouvernement, il se contente de dire :

Napoléon ne pensa jamais que les Bourbons, Louis XVIII eût-il les talents de Louis XIV et d'Henri IV, pussent régner en France.

***

La suite nous sera contée sous forme de roman. L'exorde, déjà, nous laisse entrevoir une action piquante.

L'empereur, étant à la Malmaison, après les jours de revers, demande à Fleury de Chaboulon ce qu'est devenu le colonel Z...

— Il a été tué sur le plateau de Mont-Saint-Jean, répond celui-ci.

— Il est bien heureux... Vous a-t-il dit qu'il était venu à l'île d'Elbe?

— Oui, Sire, il m'a même remis la relation de son voyage et des entretiens qu'il eut avec Votre Majesté.

— Il faudra me donner cette relation; je l'emporterai, elle me servira pour mes mémoires.

— Je ne l'ai plus, Sire.

— Qu'en avez-vous donc fait? Il faut la ravoir et me la remettre demain.

— Je l'ai déposée dans les mains d'un ami qui n'est pas à Paris en ce moment.

— Ainsi cette relation va courir le monde?

— Non, Sire, elle est renfermée sous enveloppe dans une boîte dont j'ai conservé la clé... Je me propose, suivant les volontés du colonel, de la faire imprimer, à moins que Votre Majesté ne me le défende.

— Non, je vous le permets. Si Z... a rapporté fidèlement tout ce qui s'est passé, les Français sauront que je me suis sacrifié pour eux et que ce n'est point l'amour du trône qui m'a ramené en France, mais le

désir de leur rendre les biens les plus chers aux grands peuples : l'indépendance et la gloire. Il faudra prendre garde qu'on ne vous enlève pas votre manuscrit : ils le falsifieraient. Faites-le passer en Angleterre, à ***, il le fera imprimer ; il m'est dévoué, et il pourra vous être fort utile... M'entendez-vous?

— Oui, Sire.

Par une heureuse circonstance, Fleury put revoir son manuscrit avant le départ de l'empereur. Celui-ci le lut et le lui rendit, en disant :

— Z... a dit toute la vérité, et rien que la vérité.

Une accolade accompagne ce récit, et Napoléon a écrit à la fin, ce qui le contredit absolument : *Tout ce qui est contenu dans cette note est faux*, — et obliquement, pour qu'on n'en ignore : *Cela n'est pas vrai!*... Mais, ne nous hâtons pas de juger, et donnons notre attention à cette page que son auteur intitule *Histoire du 20 mars*, et qui forme l'une des principales parties des mémoires de Fleury de Chaboulon.

Le colonel Z... bien que tout dévoué à l'empereur, a, subjugué par ce pouvoir irrésistible qu'exerce sur le soldat français l'amour de la gloire et de la patrie, tenu à honneur de servir encore avec dévouement son pays. Mais, abusé, repoussé, il ne tarde point à voir qu'on se joue de l'armée. Alors, toujours passionné pour le métier des armes, il pense que l'empereur, qui l'avait distingué sur le champ de bataille, ne l'aura point oublié et daignera lui accorder la grâce de vivre et de mourir à son service.

Fort de l'avis d'un haut personnage, autrefois investi de la confiance de Napoléon, qui, d'après la tournure qu'ont prise les événements, croit, en son âme et conscience que le moment est venu pour celui-ci de reparaître en France, et le charge d'en informer particulièrement l'empereur, en son nom, il part pour Milan, gagne, à travers des chemins remplis de neige, Borcetto, traverse la Size, montagne fort élevée et fort dangereuse, infestée de brigands, et arrive, après mille péripéties, à Lerici, où il s'embarque en secret, déguisé en matelot, pour l'île d'Elbe. Ce début si romantique laisse Napoléon assez froid :

Cette odyssée, dit-il, est un hors-d'œuvre. 1200 bâtiments, de 14 à 400 tonneaux, ont mouillé dans les 7 ports de l'île d'Elbe, dans les neuf mois... 600 voyageurs anglais, 150 négociants français, 800 italiens y ont séjourné plus ou moins de temps : et cet homme dit qu'il fit le grand tour pour se rendre de Paris à l'île d'Elbe! Il suffisait de prendre un passeport de négociant pour Gênes, et à s'y embarquer pour Naples.

Notre voyageur arrive dans la rade de Porto-Ferrajo au moment où le canon vient de donner le signal de la fermeture du port. Il entend battre la retraite à la française ; son cœur tressaille. Au petit jour il s'élance à terre et se jette précipitamment dans une auberge pour quitter son déguisement. De là il se rend à la municipalité chez le général Bertrand. Celui-ci, après l'avoir questionné, lui dit de rentrer à son logis, où il l'enverra chercher.

Une demi-heure après, il lui faisait dire de se rendre en toute hâte à la porte du jardin de l'empereur ; Napoléon y viendrait, et sans avoir l'air de le connaître, il le ferait appeler. Il y courut et vit, en effet, l'empereur, accompagné de ses officiers, se promenant, suivant sa coutume, les mains derrière le dos. Il passa plusieurs fois devant lui sans lever les yeux ; enfin, il le fixa et, s'arrêtant, lui demanda en italien, de quel pays il était. Le colonel répondit qu'il était Parisien, qu'il avait été appelé par ses affaires en Italie et qu'il n'avait pu résister au désir de revoir son ancien souverain.

— Eh bien, Monsieur, venez, et parlez-moi de Paris et de la France, dit l'empereur en reprenant sa marche.

Z... se tint dans le domaine des banalités. De son côté, Napoléon lui adressa, à haute voix, quelques questions insignifiantes ; puis il le fit entrer dans ses appartements, congédia Bertrand et Drouot, et le força de s'asseoir à côté de lui.

La conversation s'engage. L'empereur semble désillusionné. Il se croit oublié de tous. Sur une dénégation accentuée de son interlocuteur :

— Quoi ! on pense encore à moi, en France ?

— On ne vous y oubliera jamais, Sire... On y plaint et on regrette Votre Majesté.

— L'on y fait aussi sur moi beaucoup de fables et de mensonges. Tantôt on prétend que je suis fou, tantôt que je suis malade, et vous voyez, à mon embonpoint, si j'en ai l'air... On y prétend aussi qu'on veut me transporter à Sainte-Hélène, ou à Malte. Je ne leur conseille pas d'y essayer. J'ai des vivres pour me nourrir six mois, des canons et des braves pour me défendre... Ils m'ont garanti la suzeraineté de l'île d'Elbe par un traité solennel et tant que je n'irai pas chercher querelle à mes voisins, on n'a pas le droit de venir m'y troubler.

L'entretien, commencé en ces termes, se continue sur le ton des généralités. Mais Z... s'était fait reconnaître de l'empereur à qui Ney l'a présenté en Champagne, Napoléon montre plus d'abandon. Le colonel lui faisant une énumération des fautes et des excès du gouvernement royal, il l'interrompt :

— Je croyais aussi, lorsque j'abdiquais, que les Bourbons, instruits et corrigés par le malheur, ne retomberaient point dans les fautes qui les avaient perdus en 1789. J'espérais que le roi gouvernerait en bon homme. Mais depuis qu'ils ont remis les pieds en France, ils n'ont fait que des sottises. Leur

raité du 23 avril m'a profondément indigné. D'un trait de plume ils ont dépouillé la France de la Belgique et des possessions qu'elle avait acquises depuis la Révolution... C'est Talleyrand qui leur a fait faire cette infamie; on lui aura donné de l'argent... Si j'avais voulu, comme eux, signer la ruine de la France, ils ne seraient point sur mon trône... J'aurais mieux aimé me trancher la tête... Une couronne déshonorée est un horrible fardeau... Mes ennemis ont publié partout que je m'étais refusé opiniâtrément à faire la paix; ils m'ont représenté comme un misérable fou, avide de sang et de carnage. Ce langage leur convenait : quand on veut tuer son chien, il faut bien faire accroire qu'il est enragé.

Est-il vraisemblable que Napoléon, qui avait tout à apprendre d'un agent venant de Paris, qui lui parlait au nom de ses amis, se fût amusé à déclamer des lieux communs?

L'empereur n'en est pas au bout, de ces lieux communs. Aussi les abrégeons-nous :

— ... Si j'avais été possédé de la rage de la guerre, j'aurais pu me retirer derrière la Loire avec mon armée et savourer à mon aise la guerre des montagnes. Je ne l'ai point voulu; j'étais las de massacres... Tout ce que j'ai fait, a toujours été pour la France. Ma gloire est faite, à moi. Mon nom vivra autant que celui de Dieu.

A ces mots, l'ancien écolier de Brienne reparaît : (*Quel blasphème! Qu'est-ce qu'une nation, qu'est-ce qu'un homme à côté de l'Univers?*)

L'Empereur, pendant tout ce discours, avait marché à grands pas. Il paraissait violemment agité. Mais, soudain :

— Mes généraux vont-ils à la cour? Ils doivent y faire triste figure.

— Oui, Sire, et ils sont outrés de se voir préférer des émigrés qui n'ont jamais entendu le bruit du canon.

— Les émigrés seront toujours les mêmes. Tant qu'il ne fut question que de faire les belles jambes dans mon antichambre, j'en trouvai plus que je n'en voulus. Quand il a fallu montrer l'homme, ils se sont retirés comme des c...

(*Ce propos a été dit et redit cent fois. Il n'en est pas moins faux.*)

— Et que disent de moi les soldats? (*Napoléon savait ce que disaient les soldats par des centaines de relations de soldats...*)

— Les soldats, Sire, s'entretiennent sans cesse de vos immortelles victoires. Ils ne prononcent jamais votre nom qu'avec respect, admiration et douleur.

— Ils m'aiment donc toujours!

— Oui, Sire, et j'oserai même dire : plus que jamais.

— Que disent-ils de nos malheurs?

— Ils les regardent comme l'effet de la trahison.

— Ils ont raison. Sans l'infâme défection du duc de Raguse, les armées alliées étaient perdues... Ils auraient eu aussi leur vingt-neuvième bulletin... (*Est-il probable que Napoléon se permît une allusion d'aussi mauvais goût sur lui-même?*)...

— Marmont est un misérable... Il a intrigué avec Talleyrand pour ôter la régence à l'Impératrice et la couronne à mon fils... (*Cela ne peut avoir été dit, puisque cela est faux...*) Tout son sang ne suffirait point pour expier le mal qu'il a fait.

Suit un interminable monologue sur les Bourbons et l'armée. Soudain :

— Que feriez-vous si vous chassiez les Bourbons? Rétabliriez-vous la république?

— La république, Sire! on n'y songe pas. Peut-être établirait-on une régence.

— Une régence! Et pour quoi faire? Suis-je mort?

— Mais, Sire, votre absence?...

— Mon absence n'y fait rien; en deux jours je serais en France si la nation me rappelait... Croyez-vous que je ferais bien d'y revenir!

« En disant ces mots, continue le mystérieux colonel Z., l'empereur détourna les yeux, et il me fut facile de remarquer qu'il attachait à cette question plus d'importance qu'il n'en voulait laisser paraître, et qu'il attendait ma réponse avec anxiété. »

— Je n'ose point, Sire, répondre personnellement à une semblable question.

— Ce n'est point là ce que je vous demande. Répondez oui, ou non.

— Eh bien! oui, Sire.

Avec émotion :

— Vous le pensez?

— Oui, Sire, je suis convaincu, ainsi que M***, qui m'a en quelque sorte envoyé vers vous, que le peuple et l'armée vous recevraient en libérateur et embrasseraient votre cause avec enthousiasme.

— *** est donc d'avis que je revienne?

— Nous avions prévu, Sire, que Votre Majesté m'interrogerait sur ce point. Voici son opinion, que j'ai écrite de mémoire.

L'empereur prit le billet que lui tendait son interlocuteur. Après l'avoir lu, il devint pensif, se tut, et, après une longue méditation, dit :

— J'y réfléchirai; je vous garde avec moi, venez demain à onze heures.

***

Nul n'a eu plus que Napoléon le don de charmer. On entrait chez lui craintif, hésitant, on en sortait ravi. Lord Roseberry raconte qu'il fascina Maitland, qui le conduisit en Angleterre, comme il avait fasciné Ussher, qui l'avait mené à l'île d'Elbe, et l'ami-

ral Hothaur, et le capitaine Senhouse... « Que le diable l'emporte, disait l'amiral Keith. S'il eût obtenu une entrevue du prince régent, en une demi-heure ils eussent été les meilleurs amis du monde... » Aucun mode de séduction ne lui coûtait, en dehors de ses qualités intimes, toutes de sympathie, pour arriver à ses fins. Avec le colonel Z...., sur lequel il voulait produire un grand effet, il ne négligea aucun de ses moyens d'action.

A onze heures le colonel se présentait chez l'empereur. On le fit attendre dans un salon au rez-de-chaussée. La tenture en soie bariolée était à moitié usée et décolorée; le tapis de pied montrait la corde et en plusieurs endroits était rapiécé; quelques fauteuils mal couverts complétaient l'ameublement... Quel contraste avec le luxe des palais impériaux!

L'empereur parait. Son maintien atteste un calme que démentent ses yeux.

— Monsieur, dit-il, je vous ai annoncé hier que je vous prenais à mon service; je vous le répète aujourd'hui : dès ce moment vous m'appartenez, et vous remplirez, je l'espère, vos devoirs envers moi comme un bon et fidèle sujet. Vous le jurez, n'est-ce pas?

— Oui, Sire, je le jure.

(*Voilà une forme bien solennelle de serment.*)

— J'avais prévu l'état de crise où la France va se trouver; mais je ne croyais pas que les choses fussent aussi avancées. Mon intention était de ne plus me mêler des affaires politiques; ce que vous avez dit a changé mes résolutions... (*Voilà une tête bien organisée! une conversation comme il en a pu avoir un cent change ses dispositions...*) C'est moi qui suis cause des malheurs de la France, c'est moi qui dois les réparer. Mais, avant de prendre un parti, j'ai besoin de connaître à fond la situation de nos affaires. Asseyez-vous et répétez-moi ce que vous m'avez dit, j'aime à vous entendre.

Un regard plein de douceur et de bonté accompagnait ces paroles. Rassuré, très ému, Z... s'abandonna sans réserve à toutes les inspirations de son esprit et fit un tableau complet et touchant des douleurs et des espérances de la patrie française.

L'empereur s'était levé. Il arpentait à grands pas le petit salon.

— Oui, dit-il après un silence et comme s'il se parlait à lui-même, — oui, j'y suis résolu. Je partirai et j'arriverai si vite à Paris qu'ils n'auront point le temps de savoir où donner de la tête. L'entreprise est grande, est difficile, est périlleuse, mais elle n'est point au-dessus de moi. La fortune ne m'a jamais abandonné dans les grandes occasions... (*Quoi! pas même lors de l'incendie de Moscou? lors de l'entrée des alliés à Paris?...*) Je partirai, non point seul, je ne veux point me laisser mettre la main au collet par des gendarmes. Je partirai avec mon épée, mes Polonais, mes grenadiers... La France est toute pour moi. Je lui appartiens. Je lui sacrifierai avec joie mon repos, mon sang, ma vie...

L'empereur, après avoir prononcé ces mots, s'arrêta. Ses yeux étincelaient d'espoir et de génie. Son attitude annonçait la confiance, la force, la victoire. Il était grand! Il était beau! Il était admirable!...

Il reprit :

— Ils n'oseront pas m'attendre. Quand ils entendront tonner mon nom, ils trembleront... (*Quelle rodomontade!...*) Quant à leurs gardes du corps et à leurs compagnies rouges, je ne les crains point, ce sont des vieillards ou des enfants, ils auront peur des moustaches de mes grenadiers... (*Que de petitesses! Ce n'est pas dans ces dispositions d'esprit que se conçoivent les grands projets...*) Je ferai un appel à mes anciens soldats; je leur parlerai : aucun d'eux ne méconnaîtra la voix de son ancien général.

Le monologue continue. Il est accompagné dans toute sa longueur d'une accolade de la main de l'Empereur... Si l'on craint qu'il n'exerce des vengeances, on se trompe... Il veut tout oublier... Il ne punira personne.

— ... Oui, je sais bien qu'on me croit vindicatif et même sanguinaire, et qu'on me regarde comme une espèce d'ogre et d'anthropophage; on se trompe : je veux qu'on fasse son devoir, qu'on m'obéisse, et voilà tout. Un souverain faible est une calamité pour son peuple... Quand on règne, on doit gouverner avec sa tête et non avec son cœur...

(*Que signifient toutes ces inutilités?...*)

Puis, changeant brusquement de conversation :

— Vous êtes la première personne qui m'ait fait connaître sous ses grands rapports la position de la France et des Bourbons. Sans vous j'aurais ignoré que l'heure de mon retour était sonnée; sans vous on m'aurait laissé ici à remuer la terre de mon jardin...

(*Quelle platitude!* et, plus loin : *Quelle puérile vanité!*).

Napoléon parle ensuite des étrangers. Z... fait valoir que toutes les puissances, à l'exception de l'Angleterre, ont intérêt à ne point se déclarer contre lui. L'Empereur en convient... (*Le maître a parlé, voyons si le disciple a profité; il répète sa leçon...*) L'empereur Alexandre doit l'estimer; il doit savoir apprécier la différence qui existe entre Louis XVIII et lui. S'il fût resté son ami et son allié, il l'aurait fait plus grand qu'il ne le fut jamais. La Prusse et tous les petits rois de la Confédération du Rhin suivront le sort de la Russie. S'il avait la Russie, elle

lui donnerait toutes les puissances de second ordre... (*Avec un* si *on met Paris dans une bouteille*). Quant à l'Autriche, il ne sait ce qu'elle ferait; elle n'a jamais été franche avec lui. Il croit qu'il la contiendrait en la menaçant de l'Italie... (*Quelle absurdité!...*) L'Italie lui conserve beaucoup de reconnaissance et d'attachement. Si on le forçait à la guerre, il lui serait facile de la révolutionner. Méjean et quelques autres lui ont fait du tort, mais il n'en est pas moins fort aimé, et fort estimé; il est fait pour l'être, il a montré qu'il a une belle âme...

Ici, Napoléon se fâche. Le trait l'a touché dans l'honnêteté de son âme :

Voilà de la calomnie bien noire. Que ce jeune homme dise du mal de Méjean, il est le maître; mais il est affreux qu'on se serve de l'empereur pour rendre le coup plus sensible.

— ... Murat est à nous. J'ai eu à me plaindre de lui autrefois. Depuis que je suis ici, il a pleuré ses fautes et réparé autant qu'il a pu ses torts envers moi; je lui ai rendu mon estime et ma confiance... Pour l'Angleterre, nous aurions pu nous serrer la main, de Douvres à Calais, si M. Fox avait vécu. Mais tant qu'elle sera gouvernée par les principes et les passions Pitt, nous serons toujours l'un pour l'autre le feu et l'eau. Je n'ai à espérer d'elle ni trêve ni quartier... Si l'Europe m'eût secondé, si elle n'avait pas eu peur, si elle eût compris mon ambition, les pavillons de toutes les puissances flotteraient, la tête haute, d'un bout de l'univers à l'autre, et la terre serait en paix. »

L'Empereur poursuit assez longuement la série des *lieux communs* que son visiteur lui prête. Ensuite, il le congédie :

— Partez. Vous répéterez à Z... tout ce que vous venez d'entendre; vous lui direz que je me mettrai en route avec ma garde d'ici au 1er avril, peut-être plus tôt. Une fois à Paris, ne vous montrez pas, restez dans un trou, on n'ira pas vous y chercher. Ce soir, à neuf heures, vous trouverez un guide et des chevaux au sortir de la porte de la ville. On vous portera à Porto-Longone. A minuit, il partira une felouque qui vous conduira à Naples. Adieu, monsieur, soyez prudent. Nous nous reverrons, je l'espère, et je reconnaîtrai d'une manière digne de vous ce que vous aurez fait pour la patrie et pour moi.

Le rappelant :

— Plus j'y pense, plus je suis convaincu que la France est à moi et que je serai reçu à bras ouverts par les patriotes et par l'armée.

***

Et maintenant, qui était ce mystérieux colonel Z? Fleury de Chaboulon, lui-même.

La *Correspondance de Napoléon Ier* ne laisse aucun doute à ce sujet. On y lit, tome XXXI, sous le titre :

L'ILE D'ELBE ET LES CENT JOURS.

Au commencement de 1815, le sieur Fleury de Chaboulon, auditeur au Conseil d'État et *personnellement connu de l'Empereur*, partit de Paris, s'embarqua à la Spezia sur une petite barque et vint à Porto-Ferrajo. Il eut plusieurs conférences avec l'empereur et lui fit connaître la situation de la France, telle qu'elle devait être d'après la conduite des Bourbons, telle qu'elle était d'après les récits des voyageurs, des militaires et d'après l'analyse de tous les rapports. Il entra dans les plus grands détails; il était instruit sur toutes les questions et sur l'opinion des personnes connues pour être les plus marquantes. *Il n'était envoyé par personne*, et ce jeune homme, de son propre zèle, froissé dans son opinion et ses sentiments par ce qui se passait en France, accourait se réfugier à l'île d'Elbe.

L'empereur jugea nécessaire de renvoyer l'auditeur, Fleury de Chaboulon, en France.

Celui-ci s'embarqua à Porto-Longone pour Rome, où il devait trouver des passeports pour se rendre à Paris; là aussitôt qu'il entendrait le premier bruit du débarquement de l'Empereur, il devait l'annoncer, pour que les hommes connus par leur attachement au trône pussent se cacher, et que les Bourbons ne les arrêtassent pas comme otages ou n'en fissent pas une Saint-Barthélemy. Fleury de Chaboulon ignorait l'époque du débarquement de l'empereur et même la route qu'il prendrait. Il se rendit à Rome, y resta quelques jours, soit pour voir la ville, soit pour quelque difficulté de passeport. Il n'arriva même à Lyon qu'au moment de l'entrée de l'empereur dans cette ville; ainsi il ne put rien faire connaître à Paris des dispositions de Napoléon.

Alors, tout s'explique. L'empereur s'inscrit en faux contre la conversation que lui prête Fleury de Chaboulon à la Malmaison, ce qui est naturel, puisque le colonel Z... n'a jamais existé. Dans l'*Introduction*, il a répudié toute la scène de l'île d'Elbe... (*La relation du colonel Z... est une pure invention...*) ce qui est encore exact, puisque c'est Fleury en personne qui était sur la sellette. De plus, un passage de la même Introduction a dû le mettre hors de ses gonds : « *On apprendra avec surprise, avec admiration peut-être, que cette étonnante révolution* (le retour de l'île d'Elbe) *fut l'ouvrage inouï de deux hommes...* Deux hommes : le mystérieux Z.... c'est-à-dire Fleury de Chaboulon, et le non moins mystérieux ***, de Paris... De là, l'éloignement de Napoléon à l'endroit de son ancien secrétaire, après lecture de son livre, et la dédaigneuse note, en première page, que nous avons rapportée.

EDMOND NEUKOMM.

(*A suivre.*)

DEUX PLAIDOYERS CONTRE LA GUERRE

M. P. Lacombe : *La Guerre et l'Homme.* — M. Novicow : *La Fédération de l'Europe.*

« La nécessité d'une famille autour de l'enfant est d'une évidence banale. Mais cette famille elle-même, sans le secours de la patrie, autre famille plus grande, comment subsisterait-elle? Si cette famille vivait seule, dans un pays désert, son existence environnée de dangers serait précaire et, en tout cas, pauvre, dénuée. Pensez par comparaison au milieu plein de secours et d'adjuvants qu'un enfant français trouve en naissant autour de son berceau. Le toit qui l'abrite, le vêtement qui le réchauffe, les aliments qui le nourrissent sont le produit de travaux, de machines, d'inventions qui remontent loin. Le bienfait de la patrie se fait sentir même dans l'air que le nouveau-né respire, car, si cet air est sain, point chargé de miasmes, cela vient de ce qu'il ne circule plus sur des bruyères arides, que les anciens marécages sont séchés depuis des siècles, que les eaux s'écoulent dans des lits réguliers, que le soleil rayonne librement sur le paysage ouvert et cultivé. Si pauvre que l'enfant soit né, il n'en trouve pas moins rassemblées autour de lui des ressources de tout genre qui constituent une grande richesse par comparaison au sort d'un Peau-Rouge ou d'un Cafre... Des lois garantissent sa vie et ses membres. Des habitudes de paix, de bienveillant voisinage, de charité et d'assistance mutuelle règnent entre les hommes de sa contrée. Si ignorant qu'on paraisse dans le milieu où il arrive, l'enfant rencontre en ce milieu des connaissances dont l'énumération serait d'une longueur surprenante : on y sait lire, on y sait parler; car la langue même, la langue nationale n'est pas un don gratuit de la nature, c'est œuvre d'art et de réflexion longuement soutenue dans tout un peuple. Si l'enfant est né riche ou aisé, sa dette à l'égard du passé devient énorme. Comptons pour peu, si vous voulez, les aises et le luxe qui donneraient à son existence, outre l'agrément, une sorte de noblesse ou de beauté : un monde infini de vérités scientifiques, de beautés artistiques et littéraires, s'ouvre devant lui. Il y a dans le trésor national plus de bons poètes, d'écrivains éloquents qu'il n'en pourra lire ; plus de statues, de peintures et d'œuvres musicales qu'il n'en pourra admirer; plus d'inventions, de découvertes et de vérités qu'il n'en pourra comprendre.

Celui qui, en réfléchissant un peu, a découvert les bienfaits si évidents de la patrie, doit avoir le soin pieux d'entretenir dans sa mémoire le souvenir de ces bienfaits. Et, se les remettant dans l'occasion devant les yeux, il sentira se former en lui le patriotisme de reconnaissance et d'affection qui est le vrai, le bon patriotisme. »

Ces pages sont extraites d'un beau livre de M. Paul Lacombe, *la Guerre et l'Homme*. Elles sont d'un économiste qui comprend bien, et qui fait bien comprendre cet échange de besoins et de services sans lequel la société humaine ne saurait se développer. Mais ce qu'il dit en si bons termes de la nécessité de la paix sociale et du patriotisme national que doit nous inspirer le sentiment de cette solidarité, ne peut-on pas le dire également de la solidarité plus étendue qui relie entre elles les différentes fractions de l'humanité; et ne peut-on pas en conclure à la nécessité d'un patriotisme plus large, le patriotisme européen d'abord, le patriotisme universel, le patriotisme humain ensuite?

C'est évidemment, bien qu'en cet endroit de son livre il n'en parle point, la pensée de M. Paul Lacombe. Et l'on pourrait même dire que son livre entier, ouvertement destiné à faire maudire la guerre et à en montrer la bêtise autant que l'horreur, n'a pas d'autre but que de nous acheminer à cette haute conception de l'idéal commun.

Ce qu'il ne fait, ici du moins, qu'indiquer, un autre publiciste, le Russe Novicow, bien connu par d'autres et importants ouvrages, notamment par son livre *les Gaspillages des Sociétés modernes*, le professe formellement, et avec preuves à l'appui, dans son dernier volume, *la Fédération de l'Europe*.

Le patriotisme, dit-il très bien, ne se mesure pas d'une façon invariable à une certaine taille, et n'a pas de frontières immuables. Il est par nature destiné à grandir, à mesure que s'étend l'espace occupé par une association distincte d'êtres humains; à mesure plutôt que s'agrandit le cercle dans lequel ces êtres humains sentent se développer la communauté de leurs intérêts et de leurs sentiments. Les patries d'aujourd'hui se sont formées peu à peu, au cours des âges, par la réunion de patries moindres, autrefois non seulement distinctes, mais hostiles ou se croyant telles, et qui, avec le temps, se sont groupées en un faisceau unique.

La France en comptait autrefois plusieurs. Le Nord et le Midi se croyaient des intérêts opposés. La Bourgogne, le Languedoc, la Bretagne, n'avaient ni la même langue, ni les mêmes coutumes. Et quand Philippe le Long, en 1318, songea à unifier les poids et mesures, il se heurta à d'invincibles résistances. Le Languedoc réclama même le droit d'avoir sa monnaie particulière. Toutes ces différences ont disparu. Et de l'union de ces communautés autrefois séparées, sans leur rien enlever d'essentiel, s'est formée une nation. De même pour l'Allemagne, divisée jadis en plus de six cents principautés; pour l'Italie, dont personne, au XIVe siècle, Pétrarque et Machiavel exceptés, n'admettait l'unité, et qui, aujourd'hui, en assurant à toutes ses parties rassemblées une sécurité plus grande, quoique imparfaite encore, jouissent tout au moins dans toute leur étendue de la paix

intérieure. Ainsi de même qu'à l'égoïsme de la famille avait succédé le patriotisme de la cité, puis celui de la province, à celui-ci a succédé le patriotisme de la nation. Succédé? Non, dit avec beaucoup de raison M. Novicow. L'un se superpose à l'autre. Il ne le détruit pas; il le fortifie plutôt en l'élargissant. On n'aime pas moins sa famille pour aimer sa cité; on n'aime pas moins sa cité pour aimer son pays. C'est de la vigueur des membres que se forme la vigueur du corps; et c'est, en retour, à l'harmonie qui les unit en un corps que ces membres doivent de pouvoir durer.

Or, ce qui est vrai des agglomérations sociales qui forment, sous des noms particuliers, des États différents, n'est pas moins vrai de l'ensemble de ces États. Au-dessus des intérêts locaux, il y a des intérêts généraux, dont la satisfaction importe à ces intérêts locaux eux-mêmes. Il ne suffit plus, au point où le progrès des communications a amené les sociétés humaines, à aucune de ces sociétés que l'ordre et la sécurité règnent dans son sein. Il faut qu'ils règnent partout, parce que partout elle a des relations d'affaires, de science, d'affection, qui ne peuvent être brisées ou troublées sans qu'elle en ressente le contre-coup. La solidarité des besoins et des services s'accentue et s'affirme à mesure qu'elle s'étend. Et si nous voulons aimer réellement notre patrie, nous devons, comme l'écrivait jadis le Père Gratry, aimer la patrie d'autrui.

Je ne puis qu'indiquer dans ce rapide compte rendu la thèse de M. Novicow. Il faut, si l'on veut la bien connaître, en lire le développement dans son livre même. Mais ce n'est point, je dois le dire, une lecture de quelques instants: le volume a 800 pages. Il faut, pour le lire comme il doit être lu, quelque loisir et la volonté d'étudier sérieusement la question. En revanche, on est sûr d'être payé de sa peine. Rien de ce qui pouvait être dit pour ou contre la thèse de l'auteur n'a été omis. Et quand on l'a lu, sans fatigue d'ailleurs, car sa plume n'est jamais lourde, ce n'est point une impression superficielle, mais c'est une conviction sérieusement motivée que l'on possède.

Si, comme nous l'espérons, l'idée de cette société européenne, qui nous assurerait, dans notre continent au moins, contre les déchirements intestins, doit enfin prévaloir; si la vieille parole de Cousin: « Toute guerre européenne est désormais une guerre civile », doit devenir une réalité, les ouvrages de M. Novicow, et celui-ci en particulier, y auront grandement contribué. Qu'on nous permette, sans entrer dans plus de détail, de signaler au moins, avec le chapitre sur le *patriotisme européen*, ceux dans lesquels il traite des *illusions nationales* et du *chauvinisme* en général.

Chaque peuple à son tour y trouvera sa confession, faite sans ménagement et sans faiblesse. Et probablement, s'il ne lisait que la sienne, il en serait peu satisfait. Mais comme il n'a qu'à tourner la page pour trouver celle de son voisin, et qu'elle n'est pas moins franche, il est probable qu'il se consolera de la leçon qu'on lui fait par celle qu'il verra faire à autrui. En profitera-t-il, je veux dire en profiteront-ils tous à tour de rôle ou tous ensemble? Dieu le veuille! Et c'est, comme on dit à la fin des sermons, la grâce que, d'accord avec leur confesseur russe, je leur souhaite du fond du cœur.

Frédéric Passy.

P.-S. — Depuis que ces pages sont écrites, ce que l'on pourrait appeler la littérature de la paix, si bien représentée par M. Lacombe et M. Novicow, s'est grandement enrichie de divers côtés.

Je ne puis que mentionner, aujourd'hui, pour ne point allonger cet article, un remarquable roman: *Vers la Paix*, de MM. Théodore Cahn et Louis Forest; et des pages merveilleuses de Tolstoï: « *Tu ne tueras point.* »

F. P.

LE JASMIN D'ARGENT (1)

Nouvelle.

VII

Le lundi, à sept heures du matin, la vaste plaine de la rizière grouillait de monde. Les filles en jupes courtes, pieds nus, un fichu aux vives couleurs sur la tête; les garçons, les pantalons retroussés et la chemise blanche. Ils faisaient une jolie tache dans l'air léger: une scène animée, dont les acteurs suaient à grosses gouttes.

La Nanna voulut chanter et n'y réussit pas. Le maniement de la pioche la faisait haleter.

— Impossible, dit-elle.

— Impossible, répéta la voisine. Tu sais bien qu'on ne peut chanter en piochant? Tu ne piochais donc pas chez toi?

— Oui... en effet, je ne chantais pas... mais, je travaillais moins longtemps.

— On chante à la moisson, reprit une autre.

— Oui, mais en attendant on peine dur, soupira la Nanna.

— Bah! ce soir, il y aura bal sur l'aire...

— Tu connais Gaudence, le charretier? interrompit

(1) Voir la *Revue* du 8 décembre.

la Nanna à qui l'idée du bal avait suggéré la pensée très douce de danser avec le jeune homme.

— Non, je ne le connais pas.

— Ah! c'est un danseur... un vrai danseur...

— Mais, il ne travaille pas ici?

— Il viendra peut-être... Maman m'a dit que s'il avait des transports à faire de ce côté, elle le prierait de m'apporter des provisions. Alors, je le verrai.

— C'est ton amoureux ?

— Oh! non... Je n'ai pas mes épingles d'argent et on ne me recherche pas encore en mariage...

Et la Nanna sentit ses joues s'empourprer à cette demande de sa compagne. Elle se tut et continua sa besogne en silence. La journée ne lui parut pas trop rude et passa vivement. Être la préférée de Gaudence ! C'était un thème sur lequel on pouvait broder une quantité de motifs : revenir ensemble des Vêpres le dimanche; aller doucement le long du chemin, la main dans la main; se dire des choses... La Nanna ignorait les choses que se disent les amoureux, mais certainement cela devait être beau, et à cette pensée, elle se sentait émue comme en écoutant la musique des litanies, à l'église... Et puis, les coups de coude confidentiels, les œillades longues, longues... Ah! cela, elle l'avait souvent vu entre amoureux!

Le soir cependant, malgré les beaux rêves qui lui avaient adouci le travail, la Nanna était morte de fatigue, et elle déclara :

— Je n'ai pas envie de danser. Je vais regarder les autres.

Et elle alla s'asseoir sur une poutre devant la factorerie, pendant que les journaliers se trémoussaient joyeusement.

Au loin, une buée blanche s'élevait sur les terrains cultivés, jusqu'à la hauteur d'un homme. Les plaines semblaient fumer, et l'aire paraissait être une île au milieu d'un vaste lac. Peu à peu, la brume enveloppa également la ferme, les dépendances, l'orgue de Barbarie, tout le monde.

La Nanna sentit une humidité la pénétrer jusqu'aux os et la faire frissonner.

— Fatiguée ou non, il faut remuer, se dit-elle. Je sens ma moelle se glacer en restant tranquille.

Et elle se joignit à ses compagnes, qui suaient et haletaient comme des soufflets de forge.

VIII

Le jeudi suivant, une demi-heure avant le dîner, Nanna entendit le roulement d'un char sur la grande route qui bordait la rizière. Elle planta la pioche en terre, appuya le manche sous son bras comme une béquille, et se retourna pour regarder.

Il lui sembla reconnaître la voiture et le cheval de Gaudence, mais elle ne vit ni devant, ni derrière, ni de côté la figure merveilleuse du charretier. A l'improviste, des coups de fouet résonnèrent dans l'air léger. C'étaient des claquements de fouet magistraux, sonores et même modulés. La main de Gaudence pouvait seule faire une telle musique. La Nanna tressaillit et resta le cou tendu, la bouche ouverte dans un sourire d'admiration béate. Ce Gaudence avait toutes les séductions! Elle ne put contenir son enthousiasme et dit à sa voisine d'un ton joyeux :

— Thérèse, c'est Gaudence!

— Où cela? demanda l'autre.

— Là-bas, sur la route... Tu vois ce chariot?... Eh bien, c'est le sien! Il doit être assis sur le siège...

Et le petit concert du fouet recommença de plus belle; et Nanna, riant de joie, reprit :

— Quel démon! Il n'y a que lui pour savoir manier son fouet...

Et pendant qu'elle riait, riait encore, une voix tonna :

— Oooooh! Nanna! Ooooh!

— Oooooh! répondit celle-ci en se faisant un cornet de ses deux mains. C'est vous, Gaudence...

— Ouiiiii... Je vais vous attendre sur l'a...i...r...e...

Cette dernière demi-heure fut longue à passer. Si elle avait osé, elle aurait jeté là sa pioche, et en route!

Mais elle n'était pas libre et elle dut travailler jusqu'au moment du repas. Enfin midi sonna, et tout le monde se réunit sur l'aire.

La Nanna avec les autres, affectant de marcher lentement, comme si elle n'était pas pressée.

Le beau Gaudence s'avança en se dandinant.

— Comme cela va-t-il, Nanna?

Et il regardait toutes les jeunes filles, faisant les yeux doux aux plus robustes et aux plus effrontées.

— Bien, et vous, Gaudence? Et le père? et la mère?

Tous deux se portaient bien. La Madeleine avait envoyé du pain frais, du fromage et un saucisson, avec la recommandation de ne pas le manger un jour maigre.

Pierre vint rejoindre sa sœur et prendre sa part des cadeaux. Puis on distribua la soupe aux journaliers. Les femmes s'assirent toutes d'un même côté, qui à terre, qui sur la poutre adossée au mur. Gaudence s'arrangea avec la fermière et, pour quelques sous, eut aussi son écuellée.

Ah! alors, il fallut le voir!... Il se mit à manger debout, appuyé sur la jambe droite, le pied gauche tendu en avant, le corps rejeté en arrière comme pour s'élancer dans un pas de valse; il tenait la main gauche arrondie en forme de coupe, et sur la pointe des cinq doigts tendus reposait le fond du bol. Il ressemblait à un jongleur voulant envoyer l'écuelle en l'air pour la recevoir sur la pointe d'un bâton et la faire tourner.

La Nanna était émerveillée. Elle contemplait le charretier, puis regardait l'assistance pour jouir de l'étonnement général. Et ses yeux, animés et curieux comme deux points d'interrogation, paraissaient dire :

— Hein? En voilà un garçon!... Eh bien! je le connais et, s'il est ici, c'est à cause de moi.

Et pour affirmer sa supériorité sur les autres, elle cria :

— Bon appétit, Gaudence!

— Bon appétit à la compagnie, répondit Gaudence à qui la vanité ne permettait pas de passer inaperçu.

Ce soir-là, Gaudence ne put rester au bal, car il avait à livrer une charretée de bois à Borgovenelli; mais il promit de s'arrêter au retour, le dimanche suivant.

Tout le reste de la journée, le charretier, quoique absent, tint une place importante dans ce petit monde. Les filles n'osaient pas faire de commentaires, mais elles pensaient à lui, soit pour le comparer à leurs galants, soit pour en souhaiter un de ce genre. Les femmes mariées, moins modestes et moins intéressées à la question, en parlaient avec admiration.

— Celui-là n'a pas froid aux yeux! faisait l'une. On dirait un jeune poulain.

— Avez-vous remarqué cette manière de tenir son écuelle? observait une autre. Il me rappelait l'enfant Jésus supportant le monde...

A souper, les garçons, — tous du même âge que Pierre, — essayèrent de manger comme Gaudence, avec le bol en équilibre au bout des doigts. Il y eut beaucoup de faïence brisée, et les paysannes murmurèrent :

— Mauvais signe! Quand on casse les écuelles, malheurs ou disputes.

IX

Les malheurs ne manquèrent pas.

Toute cette jeunesse qui était partie forte et joyeuse, chantant le long du chemin, devenait de jour en jour plus faible et plus triste. Deux ou trois filles durent abandonner le travail et aller à l'hôpital, prises par les fièvres.

La Nanna également, à la fin de la journée, se sentait les os rompus et les reins douloureux, comme si on l'avait battue. Souvent elle se couchait aussitôt après le souper. Mais le dimanche, quand Gaudence venait, elle reprenait courage et dansait, et dansait, et dansait jusqu'à complet épuisement : un peu avec lui pour son plaisir personnel, un peu avec les autres pour se faire admirer. Puis son enthousiasme pour le bal tomba aussi, et la quatrième semaine fut mélancolique comme la semaine de la Passion.

Le travail n'était pas terminé, et les surveillants pressaient les journaliers : ceux qui étaient bien portants avaient pris la besogne des malades.

Le dernier samedi, la Nanna fut prise de frissons et eut beaucoup de peine à finir sa journée.

— J'ai la fièvre, fit-elle le soir à son frère. Demain je ne pourrai pas remuer.

Mais le lendemain, elle se trouva mieux et la présence de Gaudence galvanisa ses forces abattues.

Le lundi elle fut de nouveau très mal, puis le mardi elle se crut guérie.

Ainsi passèrent les trente journées, une bonne et une mauvaise.

Mais dans quel état les finit-elle! Ce n'était plus la Nanna d'autrefois. Elle se traînait le long de la route pour retourner à la maison. Ses compagnes aussi marchaient péniblement. Les plus fortes essayaient de chanter comme à l'aller, mais elles s'arrêtaient épuisées et leur chanson s'éteignait tristement.

La Nanna haletait, les lèvres blanches. Ce n'était pas son jour de fièvre; cependant la fatigue de la marche après le travail, l'air du soir, une pluie fine qui tombait depuis le matin, tout cela avait abrégé les périodes de l'intermittence.

Ce voyage n'en finissait plus. Elle comptait les fils télégraphiques; il y en avait neuf par poteau.

— Et combien y a-t-il de poteaux par kilomètre? se demanda-t-elle.

Puis, avec son goût naturel pour l'arithmétique, elle se mit à calculer, essayant de raccourcir le chemin en le fractionnant de la sorte.

Hélas! elle restait toujours en arrière de ses compagnes. Elle ne pouvait plus avancer. Pierre lui avait déjà pris son petit bagage.

— Appuie-toi sur moi... Tu te fatigueras moins, proposa-t-il.

La Nanna refusa. Ç'aurait été ridicule de se donner le bras comme des gens de la ville ou des nouveaux mariés.

On entendit une charrette qui s'avançait dans la même direction que la petite troupe. On s'arrêta pour l'attendre.

— Priez le conducteur de laisser monter ma sœur sur sa voiture? dit Pierre à une voisine, n'osant présenter lui-même sa requête.

— Paresseux! répondit celle-ci en guise de consentement. Et se tournant vers le charretier qui marchait à côté de sa mule, elle cria :

— Voulez-vous laisser monter sur votre chariot une jeune fille qui a la fièvre?

— Volontiers... mais, j'ai un chargement de glace, et elle ne sera pas sur de la plume, répondit l'homme sans s'arrêter.

— Qu'importe! pourvu qu'elle se repose!... Retenez donc votre bête!

— Eeeeh! eeeeh! hurla le charretier en tirant la bride de sa mule.

Et lentement, la voiture cessa de rouler. La Nanna, avec l'aide de ses compagnes, se hissa à l'arrière, s'assit sur la glace, les jambes pendantes.

— Tu as les pieds gelés, mets tes sabots, conseilla Pierre.

— Allons donc! je les perdrais... Du reste, je n'ai pas froid... — Et la Nanna resta déchaussée, sous le vent et la pluie.

Mais, assise sur ces blocs de glace, elle songeait :

— Si c'était le char de Gaudence...

Et avec le délire de la fièvre, elle s'imaginait que c'était vrai et se trouvait en Paradis.

Le lundi, la Nanna fut très malade, et le mercredi, pire.

Le père alla consulter le médecin de Trecate qui avait la surveillance des femmes au district. La distance était si longue que le docteur ne pouvait venir chaque jour visiter la jeune paysanne.

— C'est la fièvre intermittente et cela peut durer longtemps. Votre fille a besoin de se bien nourrir et de prendre beaucoup de quinine. Conduisez-la à l'hôpital de Novare: elle sera mieux soignée que chez vous. J'y ai déjà envoyé beaucoup de personnes, ayant pris les fièvres dans les rizières.

Martin Livatello se fit délivrer facilement un certificat d'indigence. Le digne homme ne possédait que ses bras et les trente francs des épingles d'argent! Rien autre.

Donc, le matin du jeudi, la Nanna fut transportée à l'hospice de Novare sur la charrette de la commune, accompagnée de la Madeleine, qui portait ses paniers de légumes au marché.

Les parents avaient trouvé leur fille en mauvais état. Toutefois cette maladie ne les inquiétait guère. Nos paysans sont tellement habitués aux fièvres qu'ils n'y font plus attention. Ils prétendent que les fièvres intermittentes guérissent la jeunesse et font sonner les cloches pour la vieillesse.

La Nanna était jeune: donc, rien à craindre.

— Elle a pris la fièvre à la rizière, on sait ce que c'est! observait la mère. Pauvre femme! on sait aussi ce qu'est le choléra! Mais pour elle, cette considération était rassurante.

La Nanna resta deux semaines à l'hôpital; chaque jour de visite, la Madeleine allait la voir avec ses poches remplies de choses à manger, — de quoi donner une indigestion à un portefaix. Toutes les fois, on la fouillait à la porte et on séquestrait ses largesses, et elle entrait chez sa fille les mains vides, grognant contre la sévérité des règlements.

Cependant, — grâce à ces règlements, la malade ne commit pas d'imprudence et put guérir en peu de temps. Martin aussi venait voir la Nanna; il s'asseyait près du lit, restait muet pendant une demi-heure et ne savait comment embrasser la malade avant de partir : la pudeur rustique. Quand il parlait, c'était pour raconter l'histoire des épingles d'argent : la mère les avait achetées avec ses trente francs à lui, joints à l'argent que les deux enfants avaient gagné à la rizière... Des épingles à facettes, grosses comme des noix, et brillantes!

— Tu seras comme le soleil! on ne pourra pas te regarder!

Et il riait, et il était content, le cher homme! Mais en sortant de la ruelle, en se trouvant au milieu de ces deux files de lits blancs, il pensait que les malades des couches voisines pouvaient mourir et que la Nanna se trouverait entre deux cadavres. Et il grognait :

— Maudites épingles d'argent!

X

Quand la Nanna fut en état de quitter l'hôpital, la mère alla la chercher avec les précieuses épingles d'argent, bien enveloppées dans un papier, et le papier dans un mouchoir.

La Nanna fut ravie; elle ouvrit le paquet sur son lit et la Madeleine la coiffa pour la première fois avec la belle parure métallique.

— Maintenant, tu es une jeune fille à marier, lui dit la mère en la contemplant admirativement.

Nanna sentait bien que ces épingles lui ouvraient une vie nouvelle et de nouveaux horizons: elle était heureuse.

En marchant à côté de la Madeleine dans les rues de Novare, elle tournait la tête à chaque boutique pour se mirer dans les vitres. Devant le *Café Cavour*, où, à cause de l'heure matinale, tout était ouvert, empaqueté, caché sous les housses, elle se vit reflétée en pied dans une belle glace qui ornait le mur.

Elle ne se regarda pas en passant comme l'aurait fait une dame de la ville. Elle courut se planter à l'entrée du café, en face du miroir, et resta là, étonnée, en criant :

— Oh! maman!... maman!... Venez voir...

Et elle joignait les mains, et elle les serrait entre ses genoux dans l'excès de sa joie, et elle riait à perdre haleine... puis, elle se considérait encore, et recommençait à rêver.

Cette nouvelle coiffure et la joie qui se reflétait sur le visage de la Nanna empêchèrent ses parents de voir sa face maigre, ses lèvres pâles, ses joues décharnées.

Du reste, elle avait l'appétit des convalescents; en une semaine, elle reprit quelques couleurs, engraissa un peu et personne ne pensa plus à sa maladie, elle moins que les autres.

Quand elle rencontrait ses compagnes de travail, celles-ci lui demandaient :

— Viendras-tu faire le binage, Nanna ?

— Je ne sais ; j'ai pris les fièvres aux semailles.

— Bah ! qu'est-ce que cela fait ! C'est passé, à présent. On n'est malade que la première fois, puis on s'y habitue. Le binage rapporte davantage que les semailles. An commencement, la journée se paye un franc, et plus on avance, plus le prix augmente. Moi, l'année dernière, on me donnait deux francs par jour à la fin de juin.

— Et tu n'as pas eu les fièvres?

— Si, mais elles ont été vite gnéries. J'ai gagné quarante francs... Autant que j'apporterai en dot à mon mari.

Depuis qu'on ne veillait plus à l'étable, Gaudence se faisait plus rare à la ferme de Livatello. Il y était entré un jour en passant et la Nanna, qui venait de rentrer de l'hospice, s'était précipitée à sa rencontre pour lui faire admirer ses épingles d'argent.

— Ah ! vous les avez enfin ! avait dit le charretier.

Puis, avec sa brutalité ordinaire, il avait ajouté en passant une main sur sa poitrine et en regardant la gorge plate de la Nanna :

— On dirait qu'on vous a passée au rabot !

La pauvre fille avait rougi, toute honteuse, et s'était enfuie à la cuisine. Depuis, Gaudence n'était plus revenu. Elle espérait le rencontrer à la rizière. Ne lui avait-il pas dit, le dernier dimanche, en la saluant après la messe :

— Nous nous reverrons au binage ?

Cependant on était déjà au début de juin, et la Nanna s'impatientait de cette longue absence. Elle proposa aux vieux :

— Je voudrais aller faire le binage du riz.

— Laisse donc cela cette année, répliqua Martin. Tu as attrapé les fièvres.

— Bah ! cela ne m'a pas fait de mal. Je mange comme quatre et j'ai grandi d'un pouce.

— Certainement. La fièvre intermittente guérit la jeunesse, fit la Madeleine en répétant le dicton populaire.

Du reste, elle-même dans sa jeunesse était allée travailler régulièrement aux rizières, avait pris les fièvres plusieurs fois et en était toujours revenue.

— Et je n'en suis pas morte, appuya-t-elle, désirant plaire à sa fille.

En effet, elle n'en était pas morte ; il est rare qu'on trépasse de ces maladies, mais on y laisse la santé et la jeunesse. A trente ans, on est vieux. La Madeleine avait la quarantaine, et paraissait vingt ans de plus.

— Mais où veux-tu aller? reprit Martin. Maintenant le binage est commencé. Les gens de Trecate sont partis avant-hier.

— Joseph, le loueur, cherche des femmes pour remplacer celles qui tomberont malades, répondit la Nanna qui avait son plan. Après-demain, il doit emmener la Thérèse et la fille du cantonnier : toutes deux étaient avec moi aux semailles.

— Fais comme tu voudras, soupira Martin. Mais prends garde aux fièvres. La récolte est un rude travail, tu sais !

— Allons donc, père ! c'est le froid du soir qui m'a rendue malade. Il pleuvait tout le temps, ce prin temps... A présent, il fait chaud, même la nuit...

Et tout heureuse, elle se mit à calculer qu'elle pouvait faire vingt journées avant la fin de la récolte. Joseph, le loueur, assurait un franc quatre-vingts centimes par jour : en tout, trente-six francs pour son trousseau. Et pour qui serait fait ce trousseau ? Elle y pensait souvent, et elle pensait aussi à la tournure séduisante de Gaudence et à ses triomphes. Qui sait?...

Le lendemain, Martin dut tirer le vieux bas de laine où il amassait sou à son le loyer de la ferme, et prendre quatre francs, quatre belles pièces neuves, — pour les donner comme garantie des vingt journées de travail de sa fille : vingt centimes pour chaque journée.

Pour la deuxième fois, la Nanna quitta la maison paternelle et alla dans la rizière, sous la garde de Dieu.

MARCHESA COLOMBI.

(Traduit de l'italien par Mme CHARLES LAURENT.)

(*A suivre.*)

THÉATRES

GYMNASE : *La Bourse ou la Vie*, comédie en quatre actes et cinq tableaux, de M. Alfred Capus. — ODÉON : *Phèdre*, avec la musique de M. Massenet. — THÉATRE-ANTOINE : *l'Article 330*, pièce en un acte, de M. Georges Courteline.

Vous savez déjà le succès de la nouvelle pièce de M. Capns. Il a été très vif, paraît-il, le soir de la première. Il ne l'était pas moins le jour où j'ai été au Gymnase ; la salle était pleine, et le public semblait goûter fort la grâce spirituelle du dialogue, la finesse aisée de l'observation, et le pessimisme indulgent qui donne une saveur si particulière aux ouvrages de M. Capus.., Et pourtant, il faut bien que je l'avoue, mon plaisir, à moi, n'a pas été complet ; pour mieux dire, je ne suis pas très rassuré sur la valeur de ce plaisir ; il a été, presque tout le temps, gâté par une sorte de malaise... Est-ce que l'heure présente nous fait sentir plus

vivement, avec le besoin d'une forte discipline morale, le danger qu'il y a à sourire de tout et à tout excuser?... Est-ce, simplement, qu'après quelques mois de vacances, on ne retrouve pas sans peine l'indulgence, tout de même un peu artificielle, dont nous avons coutume d'envelopper toute chose?... Le fait est que, pour parler avec franchise, la charmante comédie de M. Alfred Capus m'a assez fortement choqué. Je voudrais tenter d'expliquer pourquoi.

Jacques Herbaut et sa femme Hélène s'adorent. Lui est gentil et faible; elle est gentille et puérile : des goûts de bohème, une insouciance surprenante, et un complet manque de réflexion : « Tu es adorable, mais tu as une lacune », lui dit son mari. Cette « lacune » c'est, surtout, l'ignorance résolue des nécessités de la vie. Or, les Herbaut sont ruinés; il ne leur reste plus qu'un petit bien à la campagne, où ils pourraient vivoter, mais dont les revenus ne leur permettraient pas de vivre à Paris. Quitter Paris, Hélène n'y consentirait jamais. N'y a-t-il pas d'autre moyen? Les affaires?... Voire même les emprunts?... Et, pour « apprendre » à Jacques, Hélène le force presque à emprunter à un domestique les deux cents francs qui manquent pour payer une note pressée. Et voici maintenant une amie de pension, qu'Hélène a retrouvée la veille et qu'elle a engagée à venir la voir : Juliette, jadis ; maintenant Pervenche, cocotte de son état et, pour l'instant, maîtresse de Brassac, le grand financier. C'est le salut ! Pervenche présente Herbaut à Brassac; et celui-ci, qui a besoin d'un « homme du monde » pour inspirer confiance, offre à Jacques une association. Jacques n'a aucune illusion sur la probité de Brassac, il ne doute point que le financier soit un filou. Il refuse d'abord; mais vaincu par les instances d'Hélène, étourdi par le bagout et aussi par le champagne de Brassac, il signe. Et ce qui devait arriver arrive. Brassac « saute », et s'enfuit.

Jacques est arrêté à sa place. Il sera sans aucun doute condamné à quelques années de prison. Mais Brassac épouse une riche Brésilienne qui l'adore et lui apporte quatre millions de dot; il désintéresse ses créanciers, et délivre son associé. Jacques et Hélène partiront pour la campagne, où ils vivront, dans le calme et la médiocrité. Reste à savoir comment Hélène s'en accommodera...

J'ai trahi M. Capus; je l'ai trahi à un point que je ne saurais dire. J'ai dû négliger tout ce qui donne à ses personnages leur originalité et leur vie; tous, depuis le viveur Le Houssel (qui a disparu de cette brève analyse) jusqu'à la jeune Pervenche qui ne s'est « mise cocotte » que pour se marier, tous sont marqués d'un trait sûr et pittoresque; et, si leurs gestes sont ceux d'un assez grand nombre de personnages de théâtre, ils nous donnent du moins l'illusion qu'ils ont, pour les faire, des raisons qui leur sont personnelles... Mais c'est du « sujet » surtout que je veux parler. Et ce sujet est bien tel qu'il vient d'être résumé. Comment des gens qui n'ont plus d'argent, arriveront-ils à en dépenser? Appelons les choses par leur nom. La question est celle-ci : « Comment voleront-ils? » Et, si le sujet par lui-même n'est pas très régalant, la « manière » de M. Capus le rend moins agréable encore. Son indulgence souriante, son inépuisable complaisance à l'endroit de ses héros finit par vous donner une sorte d'inquiétude...

Comment se fait-il que cette complaisance et cette indulgence, qui nous avaient charmés dans d'autres ouvrages de M. Capus, et que nous aimons si fort chez Meilhac, comment se fait-il qu'elles nous choquent ici?

Il est fort possible que nous donnions à l'argent plus d'importance qu'il n'en a, — je dis au point de vue de la stricte morale. Dans une démocratie anarchique, comme est la nôtre, le pouvoir n'est qu'une fonction qui dure quelques semaines, la gloire est viagère et en butte à toutes les jalousies et à toutes les méfiances; l'argent est la seule « distinction » évidente, indiscutable, comme il est la seule puissance souveraine. De là, dans toutes les classes, la recherche enragée dont il est l'objet; ce que le « petit prince » et le « marquis » du bon La Fontaine veulent avoir aujourd'hui, ce n'est plus des « ambassadeurs » ou des « pages », c'est de l'argent encore, et toujours de l'argent. Ce qu'on appelle un « sacrifice d'argent » excite une admiration qu'il ne mérite guère, à tout prendre. Et, chose amusante, le mot même de sacrifice, pris au sens absolu, a fini par signifier sacrifice d'argent!... Cet envahissement de tout par l'argent a eu ce résultat, facile à prévoir, que l'argent est devenu, si l'on peut dire, le seul étalon de la valeur morale. C'est que « juger », c'est estimer par rapport à soi le dommage causé par l'acte qu'on juge. Et le dommage irrémissible, c'est le dommage d'argent. Qu'un personnage privé trompe et abandonne ses amis et ses parents : qu'un personnage politique trahisse son parti et soit le plus effronté menteur, qu'il perde son pays par veulerie ou par ambition, s'il n'a pas quelque « histoire d'argent », on trouvera des gens pour dire : « C'est un honnête homme ! » Ajoutez qu'étant un peu blasés sur les aventures de chèques, nous ne prenons au sérieux que des vols évidents et qualifiés. Et vous aurez une idée, peu flatteuse mais assez nette, de ce qu'est un honnête homme pour un grand nombre de nos contemporains...

Cela, — il n'est peut-être pas inutile de le répéter, — cela est tout à fait excessif. L'honnêteté ne con-

siste pas uniquement à ne pas voler : elle consiste à être honnête, pour l'argent comme pour le reste, pour le reste autant que pour l'argent. Considérés ainsi, les actes de Brassac ou d'Herbaut, s'ils sont manifestement coupables, ne le sont ni plus ni moins que bien d'autres pour lesquels nous avons des trésors de complaisance. Ce qui nous sépare de M. Capus serait-ce donc seulement que son indulgence est plus étendue et plus « philosophique » que la nôtre ?... On le dirait. Pesez, au strict point de vue de la valeur morale, les impostures d'un Brassac ou la faiblesse morale d'un Herbaut ; pesez, en même temps, les roueries, l'hypocrisie caressante, la duplicité câline des personnages de Meilhac, par exemple. Le résultat, j'imagine, sera sensiblement le même. Si être honnête signifie être véridique, sincère, loyal, ne pas promettre ce qu'on sait ne pas pouvoir tenir, ne pas mentir et ne pas tromper, Boisgommeux vaut tout juste autant que Brassac ou qu'Herbaut. Ici c'est l'argent qu'on désire ; là c'est une femme ; le « sentiment » est pareil, la cupidité ; les moyens sont semblables, la tromperie et le mensonge ; et le résultat enfin est identique, ruine matérielle ou ruine morale.

D'où vient donc, — puisque nous ne parlons aujourd'hui que de pure morale, — d'où vient donc que Boisgommeux nous ravit tandis qu'Herbaut nous choque ?... C'est qu'ils ne sont pas si pareils qu'on le disait tout à l'heure. Les sentiments sont semblables, et les moyens ; les hommes ne le sont pas. Boisgommeux est sincère quand il offre toute sa vie à la « Petite Marquise » ; très évidemment, il ne comprend rien à la distinction que Dumas voulait établir entre l'amour et la passion ; il croit aimer, et il croit aimer pour toujours ; en un mot, il est de bonne foi ; et, si mentir c'est altérer volontairement la vérité, on ne peut dire qu'il ait menti. — Voyez Herbaut, au contraire (laissons Brassac, qui n'est qu'un amusant personnage de vaudeville). Pas un instant il n'a d'illusion sur la probité de son associé ; il ne doute pas que Brassac soit un simple voleur ; il le sait, et il sait pourquoi. Et c'est sciemment qu'il se fait le complice de ce filou. La gentillesse d'Herbaut, en tant que mari, n'atténue en rien son improbité. Et M. Capus l'a si bien compris qu'il a cherché à atténuer la culpabilité de son personnage ; Herbaut est ivre quand il signe le contrat que lui propose Brassac. Mais l'excuse, si elle est bonne pour ce jour-là et pour cette heure-là, ne vaut plus rien pour l'heure suivante. Herbaut a mille façons de se séparer de l'aigrefin qui l'a dupé. Il s'en garde. Pendant un an, ou plus, il est le complice d'escroqueries qu'il ne peut ignorer... Culpabilité, improbité, escroqueries... Ce sont là de bien grands mots pour une comédie légère. Il n'en est pas d'autres pour qualifier Herbaut. Et c'est ici que nous voyons ce qui le différencie du personnage de Meilhac qu'on lui opposait tout à l'heure. Interrogez Boisgommeux sur le « désintéressement » de ses actes ; il jurera qu'il est le plus désintéressé des hommes (et je n'ai pas besoin de dire que je prends le mot « désintéressé » dans son sens purement moral). Interrogez Herbaut ; il enveloppera sa réponse de mille atténuations spirituelles et gentilles ; mais cette réponse ne différera que peu, pour son fond, de ce que je disais tout à l'heure.

Ne prolongeons pas ce parallèle entre le héros de Meilhac et celui de M. Capus. L'erreur, je crois, de M. Capus, a été d'appliquer sa « manière », — charmante en soi, — à un sujet qui ne s'en accommodait pas. Cette indulgence souriante, ce détachement spirituel, cette nonchalance, ont infiniment de piquant et d'attrait quand il s'agit d'un sujet « amoureux ». C'est que, dans ce cas, il y a un contraste éminemment comique entre la valeur propre des personnages et l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes. L'amour-théâtre (traité à la Meilhac ou à la Capus) a ceci d'extrêmement amusant qu'il voile un égoïsme ingénu sous des apparences de générosité et presque de dévouement ; c'est un délice de voir l'égoïsme percer à travers les protestations les plus ardentes et les plus sincères. Et plus l'auteur semblera se détacher de ses personnages, plus il se bornera à les laisser se développer librement, plus l'effet sera grand, et plus savoureuse sera l'impression.

Il n'en est pas de même dans une pièce dont le sujet est « l'argent ». Ou le personnage sera un franc voleur, comme Brassac, et alors il sera assez « court » : ou il sera un faible, conscient de sa faiblesse, comme Herbaut : et dans les deux cas, le principal élément de comique disparaîtra, puisque les personnages n'auront pas d'illusions sur la valeur des actes qu'ils accomplissent... L'indulgence, la complaisance pour un personnage ne se comprennent que si le personnage lui-même donne l'exemple, et s'il nous montre, par lui-même, qu'on peut facilement s'y tromper. Mais l'indulgence pour un personnage qui « avoue » nous donne bien vite cette gêne et ce malaise dont je parlais en commençant. La vérité, c'est qu'une pièce sur l'argent ne saurait être qu'une bouffonnerie ou un drame. Et *la Bourse ou la Vie* est une comédie légère, ou un vaudeville tempéré.

La pièce de M. Capus est excellemment jouée au Gymnase. M. Galipaux montre la plus savoureuse fantaisie dans le rôle de Brassac. M. Gémier rend avec une sûreté rare celui de Le Houssel : je voudrais maintenant qu'il n'eût pas trop de génie... M. Dubosc sauve, à force de bonne grâce et de naturel, ce que le personnage d'Herbaut a d'inquiétant.

Je m'en voudrais de ne pas citer MM. Janvier et Le Gallo. Mme Rolly fait Hélène Herbaut : elle y fait preuve d'infiniment de justesse et de charme; elle dit simple et elle joue vrai. Mlle Ryter est exquise de naïveté sentimentale dans le rôle très amusant de Pervenche. Les autres rôles sont fort bien tenus. C'est, je le répète, un grand succès.

***

M. Jules Massenet a écrit pour *Phèdre* une partition que l'orchestre Colonne exécute en ce moment à l'Odéon. C'est l'*Ouverture*, connue depuis longtemps déjà, des entr'actes, et quelques musiques de scène parmi lesquelles celle que je préfère n'est pas celle qui illustre le récit de Théramène. Mais on retrouve ailleurs, notamment dans le délicieux prélude *Hippolyte et Aricie*, la grâce pénétrante de l'auteur des *Erynnies*. — Un beau décor, fort pittoresque, « encadre » la collaboration, un peu inattendue peut-être, de Racine et de M. Massenet.

***

M. Georges Courteline vient de donner au Théâtre-Antoine un petit acte, *l'Article 330*, de la plus copieuse drôlerie. Mais que c'est mince, comme donnée et comme développement, et pourquoi M. Courteline ne nous donne-t-il pas quelque chose d'un peu plus important?...

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Honorat de Bueil, seigneur de Racan, par LOUIS ARNOULD (Colin).

Cet excellent ouvrage, d'une érudition très sûre et d'une forme très agréable, n'éclaire pas seulement la personne littéraire de Racan, mais il résout un très grand nombre de questions relatives tant à l'histoire qu'à la littérature du XVIIe siècle. M. Arnould donne avec beaucoup de précision la généalogie des de Bueil et la biographie de ce gentilhomme de lettres dont l'importance historique est peut-être plus grande encore que le talent, d'ailleurs appréciable. La rencontre de Malherbe et de Racan à la cour est l'occasion d'un intéressant chapitre sur l'enseignegnement de Malherbe, et donc sur les premières origines du classicisme. Racan fut mêlé à de nombreuses aventures de guerre et de politique ; il fut lieutenant de Carabins en 1614; dans les cabales d'alors il se fit poète *guisard* et, bien qu'épicurien, prit part aux troubles de son temps. A l'imitation de la pastorale italienne, il constitua la pastorale française et son œuvre permet d'étudier en détail les rapports littéraires de la France et de l'Italie pendant la première moitié du siècle de Louis XIV. Ses « bergeries » ont eu la plus vive influence, sur la poésie d'abord, et sur les mœurs ensuite : il donna le ton, pendant quelque temps, à la plus délicate société française. Sa poésie religieuse, les odes sacrées qu'il composa sur la fin de sa vie, ne sont pas sans beauté... M. Arnould a rassemblé dans cet ouvrage tous les renseignements bibliographiques utiles et son travail déblaye un assez large champ de notre histoire littéraire. Le livre est illustré d'après des documents authentiques; il a beaucoup d'intérêt en lui-même et rendra les plus grands services.

Philosophie parisienne, par HENRY FOUQUIER (Fasquelle).

Ces courtes chroniques, écrites au jour le jour, au hasard des événements, à propos d'un livre qui paraissait, ou d'une élection académique, ou d'un fait-divers frivole, ou d'un drame poignant comme le procès de Rennes, d'une aventure quelconque ou de n'importe quoi, sont merveilleuses d'esprit, d'abord. Il est extraordinaire qu'on puisse être si continuement, si quotidiennement spirituel, sans effort, avec naturel, avec simplicité. Et tout cela est clair, limpide, et d'une justesse et d'une précision parfaite, car voilà peut-être le plus joli style de journal qu'on ait eu. Et c'est étonnamment renseigné, d'une érudition sûre, jamais pédante, mais enjouée, facile, plaisante. Et c'est plein d'idées, autant que de faits, d'idées saines, sensées, généreuses. Il y a toute une philosophie dans ces pages légères, une éthique enjouée, « parisienne », et tout à fait digne d'un « honnête homme ». Enfin personne n'est plus finement intelligent qu'Henry Fouquier.

L'Abdication, par GABRIEL D'AZAMBUJA (Briguet).

Il y a deux choses dans ce roman, un roman d'abord, et puis une étude sociale. Le roman est médiocre, de peu d'intérêt par lui-même, les héros n'en sont guère vivants ni les aventures très nouvelles. Mais l'étude sociale est intéressante et mérite d'être signalée. Le comte de Blincourt est un propriétaire rural qui vit toute l'année dans ses terres de Bretagne, très aimé dans le pays, conseiller général. Son fils Robert semble disposé d'abord à suivre cet exemple ; il épousera sans doute Blanche Guemillé, qui l'aime. Mais il est entraîné bientôt à Paris, prend goût aux bals, aux élégances de la vie mondaine et particulièrement à Mlle Le Plouviguen. Le comte de Blincourt meurt et Robert épouse Mlle Le Plouviguen. Le voilà tout à fait Parisien; il délaisse ses terres de Blincourt, en abandonne l'exploitation à un régisseur. Mais un siège de député

devient vacant dans la circonscription de Blincourt. Robert débarque donc un jour en Bretagne pour poser sa candidature. Il a pour lui l'appui du parti conservateur; seulement il n'est plus du pays, on le considère assez justement comme un étranger. Son régisseur, en son absence, a mécontenté les fermiers; sa jeune femme, vexée d'avoir à quitter Paris, blesse dans leurs habitudes et leurs traditions les vieux serviteurs du château. Surtout Robert a, par sa négligence, laissé les socialistes prendre dans le pays une grande influence; il est battu par le révolutionnaire Gribergier... Toute cette partie du livre est bonne, bien étudiée, clairement composée. L'idée essentielle de l'auteur est de combattre, à son point de vue de conservateur, l'indolence coupable de la vieille aristocratie traditionnelle qui se désintéresse de son devoir social, manque à sa mission, *abdique*, et facilite ainsi le triomphe des partis avancés, plus actifs et dangereux par cela même, assure-t-on.

Les Deux Étreintes, par Léon Daudet (Fasquelle).

Ce roman, certes, est audacieux; il peut déplaire, étonner, déconcerter, mais on ne saurait lui refuser un intérêt très vif, une réelle originalité. Il est écrit avec vigueur, bien composé, plein d'idées curieuses, paradoxales peut-être, mais inquiétantes. Henriette, fille d'un grand médecin, est fiancée à un jeune savant, Claude. Elle l'aime, c'est-à-dire qu'elle l'estime infiniment et souhaite de devenir sa femme. Même elle se sentirait incapable de renoncer à lui; seulement elle n'éprouve pas pour Claude « de désir », et l'amour, sans cela, lui semble incomplet. Par bonheur, elle rencontre sur sa route, ou plutôt dans une allée du Bois, Maurice; et voilà que l'aiguillon qui jusqu'alors manquait se fait sentir impérieusement à ce cœur de jeune fille très au courant de ses sensations. Henriette devient presque aussitôt la maîtresse de Maurice, tout en continuant à être la fiancée de Claude. Elle a, d'ailleurs, la bonne foi de prévenir celui-ci qu'elle est en train de faire une expérience décisive. Claude ne devine que trop ce qui se passe et souffre en conséquence, mais il avertit son étrange fiancée qu'il l'attendra jusqu'à ce qu'elle lui vienne et le nomme « son cher mari ». Ce moment arrive, quand Henriette s'est enfin dégoûtée de Maurice qu'elle a toujours un peu méprisé, du reste, tout en savourant ses caresses. Claude l'épouse... Et le plus singulier, c'est que dans toute cette affaire Henriette croit avoir agi très sagement, comme une femme d'intelligence très cultivée et libre d'esprit. Qu'a-t-elle fait, que travailler méthodiquement à désirer Claude? Elle a réussi; tout va bien... C'est très curieux... Quand la sensation indispensable semble presque sûre, elle octroie sa main à l'heureux (et patient) fiancé.

Le Rouet des Brumes, par Georges Rodenbach (Ollendorff).

Ce recueil de contes posthumes est, en somme et malgré cette négligence apprêtée de la forme qui gâte les meilleures choses de Rodenbach, un beau livre, imprégné de tristesse et de poésie, tremblant d'une alarme vague qui parfois devient aiguë jusqu'à la douleur. La vicissitude de la Mort et de l'Amour revient comme le *leit-motif* essentiel en chacun de ces petits récits et parmi ces notes éparses. Tout cela fut écrit dans la souffrance de nerfs affinés pour qui la vie était grossière et rude. La pensée que rien ne dure, que les sentiments changent malgré tout sous l'influence de circonstances extérieures et méprisables, que toute chose est vouée à la destruction, et qu'il est impossible d'évaluer aucune action à sa valeur juste parce qu'on ne peut en connaître les mobiles secrets ni la portée définitive, toute cette inquiétude maladive de l'auteur donne à son œuvre une allure lasse et découragée en même temps que très élégante. Un grand nombre de ces pages sont délicieuses, plusieurs sont profondément poétiques, mais aucune n'est forte. La teinte crépusculaire, la monotonie sans saccades brusques de ces courts chapitres qui se suivent et se ressemblent, correspond au titre du livre. Un rouet vieillot, gracieux parce qu'il est simple et terne, tout en bois et sans reflets d'acier, sans les courroies compliquées d'une machine perfectionnée mais fragile, une pièce de musée qu'on regarde avec une pitié religieuse pour les pauvres mains qui s'y appliquèrent. Un rouet de rêve aussi qui ne dévida que la laine éparpillée des brumes...

Les Chiennes des ténèbres, par Gustave Toudouze (Plon).

Le capitaine Raoul de Tumbel et le lieutenant Richard Kerfaut ont été tous les deux envoyés en Indo-Chine explorer les ruines d'Angkor-Vat. Mais Tumbel revint seul, annonçant que Kerfaut était mort de la fièvre. On eut des soupçons: un coup de feu avait été entendu le soir de la mort de Kerfaut. On exhuma le corps, le crâne était troué d'une balle. Tumbel expliqua que son ami s'était tué dans un accès de fièvre chaude. Procès, acquittement de Tumbel... Ce n'est pas la première fois qu'on utilise pour de la littérature ce drame mystérieux et qui fit naguère quelque bruit dans la société parisienne; l'auteur d'*Amitié amoureuse* s'en inspirait récemment pour son *Doute plus fort que l'amour*. Mais les péripéties que M. Gustave Toudouze a imaginées renouvellent un peu le sujet... Beaucoup plus tard, le fils

du malheureux Kerfant s'éprend d'une fille de l'équivoque Tumbel. La qnestion dn menrtre possible se pose donc cette fois d'une manière pressante et d'une manière compliquée aussi, car le fils de Kerfaut n'est pas officiellement le fils de Kerfaut, vu qu'il est né des œnvres prématrimoniales de ce lieutenant et que sa mère, surprise par la mort soudaine du fiancé, dut épouser hâtivement un obligeant M. de la Roë. Or, si Tumbel n'a pas tné, comme on l'avait cru, Kerfaut d'un coup de revolver, il l'a méthodiquement affolé en lui faisant fumer de l'opium, afin de se débarrasser de sa concurrence archéologique. Enfin, comme il n'est pas juste que « les enfants soient les victimes des fautes de leurs parents », les deux jeunes gens qui s'aiment s'épouseront. Tout cela, je l'accorde, est assez émouvant.

André Beaunier.

N. B. — C'est une erreur typographiqne qui m'a donné l'air, l'autre jour, de regretter que le roman de M. Batilliat ne fût ni *artificiel* ni *livresque*, et je voulais, au contraire, tont en le louant ponr d'autres choses, lui reprocher d'avoir ce défaut-là.

A. B.

Memento. — Chez Fasquelle, *l'Aiglon*, drame en six actes en vers, par Edmond Rostand. — Chez Ollendorff, nouvelle édition de *Une Vie*, de Maupassant, avec les illustrations de A. Leroux. — Chez Hachette, *la Classe du Soir à l'Exposition*, publication du « Manuel général de l'Instruction primaire. » Chez Douniol, nouvelle édition des *Sources de la Régénération sociale*, par le P. Gratry. — Chez May, dans « l'Encyclopédie populaire illustrée du xxe siècle », *Histoire contemporaine française*, 1871-1900, et *Histoire de la Philosophie.* — Chez Plon, *Mémoires anecdotiques du général marquis de Bonneval* (1786-1873). — Chez Schleicher, dans « les Livres d'Or de la Science », *la Femme*, par Mme Hudry-Menos; — dans la « Bibliothèque d'Histoire et de géographie universelle », *l Empire du Milieu*, par Albert de Pouvourville (Matgioï). — Chez Vanier, *Poèmes*, par Serge Raffalovich. — Chez Lemerre, *Joseph Forestier*, roman, par M. P. Vigné d'Octon. — Chez Stock, *Dehors* (*le récit d'Yoric, les propos de M. de Gavroche*), par Max Simon; — *Des Juges*, par Georges Clémenceau.

The life and times of Cardinal Wiseman, by Wilfrid Ward (2 vol. Longmans, London). — *Le Cardinal Wiseman, sa vie et son temps*, traduit de l'anglais par l'abbé Joseph Cardon (Librairie Victor Lecoffre).

Pas plus que la France voltairienne, pas plus que la savante Allemagne, la positive Angleterre n'échappa à ce grand sonci des choses métaphysiques et religieuses qui marqua la première moitié dn siècle. On sait que plus d'une parmi les fortes et fermes intelligences du clergé anglican connut les fulgurantes illuminations dn chemin de Damas et qu'aujourd'hui encore les conversions au catholicisme ne sont point rares chez nos voisins, dans les rangs snrtout de l'aristocratie et de la *gentry*. La contagion de l'exemple valnt même à la foi romaine des recrues assez nombreuses et parfois d'assez retentissantes victoires pour que certains esprits attardés dans la crainte un peu puérile d'une résurrection du « papisme » pussent un moment s'émonvoir et dénoncer comme nn danger national l'action point toujours très prudente des nouveaux catholiques. L'intérêt qui s'attache au débat des hautes questions religieuses a d'ailleurs survécu outre-Manche à l'agitation suscitée par l'œuvre des Wiseman, des Manning, des Newman, des Errington, des Waughan.

L'ouvrage de Wilfrid Ward, que l'abbé Joseph Cardon a traduit d'une plume élégante, vient à propos éclairer les origines de ce monvement et en exposer la complexe histoire. Élève, puis recteur dn Collège anglais de Rome, prédicateur fort goûté à Londres, cardinal archevêque de Westminster, Wiseman fut le premier ouvrier, et le plus actif, de la renaissance du catholicisme dans son pays. Son nom se trouve mêlé à toutes les délicates qnerelles politico-religieuses qui, des environs de 1830 à 1860, divisèrent l'opinion en Angleterre. Il fut l'ami souvent et parfois le confident des illustres convertis qui le secondèrent dans sa mission. Il fut l'inspirateur d'une ligne de conduite infiniment adroite et à laquelle ses continuateurs ne surent d'aillenrs pas toujours demeurer fidèles.

Désireux sans doute d'être accessible aux plus profanes, Wilfrid Ward n'a pas craint de remonter un peu haut dans les annales nationales : son chapitre VI — *Les Papistes anglais* — résume clairement et avec une évidente impartialité l'histoire des orageuses destinées de la foi romaine sous Henri VIII, Marie Tudor, Élisabeth et jusqu'au bill d'Allégeance de 1791. A côté de ces pages un peu lourdes, on en trouvera de moins graves, de pittoresques, d'amusantes même. On en trouvera aussi d'un intérêt particulièrement vivant. En effet, concurremment à l'œuvre des néo-catholiques anglais se développait sur le continent celle des néo-catholiques français et allemands — et les noms de Lacordaire, de Lamennais, de Montalembert, de Dœllinger, de Mœlher et de Gœrres reviennent ici à chaque instant.

A travers la trame du récit et dans l'enchevêtrement des documents, des sonvenirs et des anecdotes, la figure de Wiseman lui-même n'apparait pas toujours très distinctement. Avec quelque attention l'esprit parvient cependant à se représenter avec une snffisante précision l'homme que dut être l'auteur de *Fabiola*. Très épris d'art et de poésie, passionnément curieux de l'antiquité, amateur de beaux spectacles, Wiseman semble avoir réalisé, jusqu'aux

environs de la vingt-cinquième année, l'idéal du délicat *dilettante* plutôt que celui du pieux lévite. Sa piété, d'ailleurs, fut toujours discrète — et nous le voyons s'inquiéter lui-même de ses tiédeurs, de temps à autre, par crises vite disparues. A vrai dire, il avait la foi pratique, active, et vraisemblablement peu de goût pour la contemplation. Du premier coup, il se révéla, comme recteur du Collège anglais de Rome, maître, éducateur éminent. Archevêque de Westminster, il se montra toujours d'une extrême habileté dans une situation délicate entre toutes. Discret encore était son prosélytisme et très grande sa tolérance. Sa bonté et son inépuisable charité lui attachèrent les pauvres et les faibles. Les qualités naturelles et extrêmement brillantes d'un esprit de vaste culture lui avaient conquis de hautes et toutes-puissantes amitiés; jusqu'en ses dernières années, il garda un certain goût pour le monde. Il aimait avec un exquis abandon les enfants qu'il comblait de gâteries : il ne semble pas, du reste, qu'il ait jamais bien cultivé en lui cette humilité du cœur qui fait le charme des petits et que son historien voudrait à tout prix lui attribuer.

Né à Séville de parents anglais, Nicolas Wiseman avait étudié à Rome. Sensible et imaginatif à l'excès, et par là suffisamment Espagnol, Romain par la patience, la prudence et sa science de la politique, le cardinal Wiseman resta toujours bien Anglais par la fermeté et le sens pratique de son esprit : un peu « salade de homard », comme disait, sans la moindre intention irrévérencieuse, un des intimes du cardinal, le Père Faber.

J. D.

NOTES POLITIQUES

Mercredi 13 décembre.

Un vent d'idéalisme semble souffler, par instants, sur le Palais-Bourbon, orientant les discussions qui s'y établissent vers des décisions imprévues. C'est ainsi qu'avant-hier un député socialiste, M. Vaillant, fit acclamer un amendement qui, dans son esprit, prohibait, sur tout le territoire français, la fabrication, la circulation et la vente de l'absinthe et, en général, de tous ces breuvages que l'on est convenu d'appeler des *apéritifs*.

Il est vrai que *la lettre* de l'amendement qu'il proposa, et qui fut adopté à mains levées, n'est pas aussi explicite. Il y est seulement question des essences que l'Académie de médecine aura jugées dangereuses. Voilà les fabricants d'apéritifs tranquillisés. Ils ne se verront pas de sitôt appliquer le nouvel article de loi. Avant que l'Académie de médecine ait pris l'audacieuse résolution de partir en guerre contre une partie considérable de la population, une nouvelle législation aura eu le temps de défaire ce que la législation actuelle vient de décider. Ce n'est point d'ailleurs un article de loi qui transformera les goûts de tous ceux qui considèrent comme un des charmes de l'existence le fait de s'enlever peu à peu la vie par un empoisonnement méthodique. Il y faudra une longue éducation, le développement des facultés intellectuelles, et, surtout, une amélioration du sort matériel de ceux que l'on veut guérir.

C'est ce que socialistes et catholiques ont compris. Il se sont réunis dans une même action généreuse pour lutter contre le fléau alcoolique. En France existe déjà un mouvement important qui groupe des hygiénistes laïques et des ecclésiastiques. Cette tendance, qui tend à devenir prépondérante dans une certaine élite de la nation, s'est traduite, ces temps derniers, au parlement sous forme de propositions et d'amendements qui avaient pour objet d'influer sur le sens général de la réforme des boissons, mais qui ont trouvé dans le *privilège des bouilleurs de cru* un obstacle insurmontable.

Ah ! ces braves bouilleurs de cru, combien de fois ai-je entendu faire leur éloge, au cours des dix séances d'après-midi qui furent consacrées à la réforme des boissons ! D'abord, chaque fois qu'un orateur occupait la tribune, il s'empressait de *définir* ce qu'il convient d'entendre par *les bouilleurs de cru* et il s'arrangeait pour que sa définition fût, le plus qu'il soit possible, capable d'inspirer de la sympathie, — presque une sympathie pitoyable, — pour ce malheureux petit bouilleur de cru.

Ce fut d'abord M. Gustave Rivet, poète, questeur et député de l'Isère, qui fournit à la Chambre sa définition. « C'est un modeste travailleur qui, dans nos pays de vignobles ou dans les pays de cidre, fait quelques hectolitres de cidre, puis avec le marc de son raisin ou de ses pommes distille un sous-produit dont la quantité est fort minime. »

En cherchant à nous intéresser au petit producteur d'alcool des campagnes, c'est l'argument sentimental que nous fournit M. Rivet, mais, en nous parlant au nom de la santé publique, c'est l'argument raisonnable que nous donne M. Fournière.

Il souhaite, lui, la suppression du privilège des bouilleurs de cru. Et alors il ne cherche pas à nous intéresser au sort de quelques *petits* producteurs, il se place au point de vue de l'intérêt de tous les *petits* consommateurs, dont font partie aussi ceux qui produisent de l'alcool, en quelque minime quantité que ce soit. Il faut préserver le petit consommateur du péril le plus grand et le plus imminent qui soit : l'alcoolisme. Comme M. Rivet, le socialiste Fournière représente au parlement les intérêts des petits cultivateurs qui font bouillir le résidu des pommes. « Mais quand je vois, dit-il, qu'ils agissent contre leurs intérêts, j'ai le devoir de leur crier casse-cou. » Et il ajoute : « Je crois que l'alcoolisme est un péril public, et que quand un peuple ne peut ou ne sait se sauver lui-même, il appartient aux pouvoirs publics de lui tendre une main secourable. »

Il ne s'est pas trouvé dans la Chambre une majorité pour admettre les vues généreuses de M. Fournière. M. Vaillant avait déposé un contre-projet portant suppression absolue du privilège des bouilleurs de cru et monopole de la rectification de l'alcool donné à l'État.

Il a été repoussé par 309 voix contre 183 sur 492 votants.

Ce scrutin est des plus curieux. On y rencontre se côtoyant, parmi ceux qui furent favorables au contre-projet Vaillant, le monarchiste de Baudry d'Asson, l'économiste Paul Beauregard, le nationaliste Georges Berry, le radical Henri Brisson, l'ancien ministre Godefroy Cavaignac, l'abbé Lemire, le rallié Piou, le radical-socialiste Pelletan, et presque tous les socialistes, qui se conformaient par ce vote aux décisions de leur dernier congrès.

Deux socialistes cependant manquèrent à l'engagement théorique qu'ils avaient pris ; ce furent MM. J.-L. Breton et Zévaès, les deux Éliacins du socialisme et du parlement. Mais leur vote s'explique si l'on s'aperçoit que l'un représente le Cher et l'autre une circonscription de l'Isère, voisine de celle du sentimental Rivet. Il n'y a pas de théorie qui résiste, même chez les plus intransigeants, à l'intérêt électoral.

Dans le cas particulier, les données du problème étaient si simples qu'ils n'ont pas eu de difficulté à le résoudre favorablement aux intérêts d'une certaine fraction de leurs mandants. Mais il est des cas plus complexes et où doit forcément intervenir l'initiative intelligente du mandataire.

Cela se produit surtout lorsqu'il s'agit de politique pure. Un des articles du programme radical impose aux députés qui l'adoptent l'obligation morale de se montrer, en toutes circonstances, favorables aux demandes d'enquête parlementaire. Or à la suite de l'interpellation Vigné (d'Octon) sur les événements du Soudan, il y eut une demande d'enquête présentée par l'interpellateur. Tous les socialistes sacrifièrent dans cette circonstance à l'esprit démocratique, même ceux que l'on a pris l'habitude d'appeler *ministériels*, car il n'y avait pas danger immédiat pour le ministère. Mais les radicaux, qui forment la majorité gouvernementale, durent voter contre une demande d'enquête que le président du Conseil avait expressément refusé d'admettre. Quelques radicaux individualistes, ou dont les circonscriptions s'imprègnent de nationalisme, furent favorables à l'enquête parlementaire. M. Lucien Puech fut de ce nombre. « C'est que je n'ai pas voulu abandonner mon programme ! disait-il à un autre député qui le lui reprochait dans la salle des Pas-Perdus. Je suis peut-être un naïf ! mais je veux respecter mon programme. »

Pour ce même député ce serait aussi *respecter son programme* que de voter l'amnistie plénière en faveur des condamnés de la Haute-Cour. Ce programme porte, en effet, amnistie complète pour *tous* les condamnés politiques. Mais son interlocuteur pourrait lui objecter que par suite de la défection des républicains modérés, qui ont uni leur action à celle des monarchistes, ce sont les radicaux qui ont dû prendre la responsabilité du pouvoir. Leur programme, qui était celui de membres de l'opposition, ne convient plus à des hommes de gouvernement, auxquels il appartient surtout, à l'heure actuelle, de maintenir dans son intégrité la forme républicaine et de tenir éloignés ceux qui prétendent lui porter atteinte. Avant donc de se préoccuper des larges principes du libéralisme qui conviennent à une opposition, il faut songer à conserver la République.

Il y a donc une raison d'État. Grave problème !...

P.

Memento. — *Jeudi* 6 décembre. — Première séance : Budget de l'Instruction publique.

Deuxième séance : Proposition de loi adoptée par le Sénat, relative à l'amnistie.

La suite à jeudi prochain.

Vendredi 7. — Première séance : Budget de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

(Un discours de l'abbé Lemire sur l'art public.)

Deuxième séance : *a*) Interpellation de M. Paul Vigné sur le drame du Soudan. 409 voix contre 116 sur 525 votants repoussent la motion d'enquête présentée par l'interpellateur.

b) Question de M. le comte d'Aulan au Ministère de la guerre, relative aux incidents de Melun.

Sur la motion de M. Pestre, la question est transformée en interpellation. A la majorité de 301 voix contre 224, sur 525 votants, un ordre du jour de confiance est adopté.

Lundi 10 et *mardi* 11. — Première séance : Budget des Beaux-Arts.

Deuxième séance : Régime des boissons.

(Vote du projet de loi présenté par le gouvernement.)

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Angleterre. — Le numéro de décembre de la *Westminster Review* est particulièrement intéressant.

Voici d'abord une étude, signée A. E. Maddock, sur *le Mécanisme de la Démocratie*. Mr A. E. Maddock s'y élève contre le système électoral, par trop routinier à son sens, en usage en Angleterre, et propose d'introduire un peu plus de logique dans le mode d'expression du suffrage national. « Rien ne révèle peut-être plus clairement, écrit-il, l'invincible esprit conservateur du peuple anglais que son attachement à son antique système électoral. Sa fidélité à la monarchie et son respect pour la Chambre des Lords ne sont pas ici plus significatifs. »

Puis c'est un éloquent plaidoyer de Mr Walter Sweetman *pour l'État libre d'Orange*, quelques vigoureuses pages de Mrs Honora Twycross contre *le Règne de la Force*, un article de Mr William Diack sur *Robert Burns réformateur social*, et une étude, d'allure un peu paradoxale, mais fort curieuse, et signée N. C. Macnamara, sur *le Rôle du cerveau humain dans l'éducation*.

Enfin, au sommaire du fascicule de décembre de la *Westminster Review*, ces trois articles, dont la vie française fait les frais : *The Courtesan on the french Stage*, by Andrew de Ternant ; *A french critic on secondary Education*, by Horace Milborne ; *Recollections about general Cluseret*, by Carl Blind.

Ce sont des souvenirs tout personnels que livre au public Carl Blind. Celui-ci est un agitateur d'origine allemande, un moment emprisonné en France et qui vit aujourd'hui en Angleterre. Les conditions sont assez singulières, dans lesquelles il fit la connaissance du général

Cluseret. « Détenu à la fameuse prison historique de la Force, théâtre des tragiques massacres de Septembre pendant la grande Révolution », il s'y lia d'amitié avec Wilfrid de Fonvielle, « l'éminent écrivain politique et savant qui a rendu de si grands services à l'art de l'aérostation », Quelques années plus tard, Blind recevait à Londres la visite d'un inconnu qui lui présenta une lettre de recommandation de Wilfrid de Fonvielle. Cet inconnu n'était autre que Paul Cluseret, qui, en compagnie d'Ulric de Fonvielle, le frère de Wilfrid, allait partir pour le Nouveau Monde : on était à la veille de la guerre du Mexique.

Carl Blind raconte qu'il fit le plus aimable accueil au futur « général » et qu'il lui remit diverses lettres d'introduction, notamment pour Karl Schurz, le général Franz Sigel, Friedrich Kapp, Gustav Struve, tous serviteurs dévoués et ardents défenseurs de la cause de la révolution. Cluseret remercia vivement, « mais après avoir glissé dans sa poche les lettres qui devaient lui ouvrir des portes amies, il se redressa brusquement en une pose théâtrale et s'exclama : « *Je vais là-bas pour me faire un nom.* » Ce mot déplut fort à Blind qui, aujourd'hui encore, ne peut se rappeler sans amertume l'extraordinaire fatuité de Cluseret. L'extrême mobilité d'esprit du général, la désinvolture avec laquelle il changea d'opinion et de parti à plusieurs reprises, en politique aussi bien qu'en religion, cette suprême volte-face enfin dont son entourage s'autorisa sans doute pour imposer la présence d'un prêtre derrière le cercueil de ce « libre penseur », tout cela est sans excuse aux yeux du « pur » qu'est demeuré Carl Blind.

L'article de Mr Horace Milborne — *A french critic on secondary Education* — est une analyse des opinions émises par MM. Jules Lemaître et Alfred Fouillée au sujet de la réforme de notre enseignement secondaire.

États-Unis. — A l'occasion de la réélection de Mr Mc Kinley à la présidence de la République, *the American Monthly Review of Reviews* publie, dans son fascicule de décembre, un aperçu général sur la carrière politique du vainqueur de Mr Bryan.

Dans le même numéro, une intéressante galerie d'écrivains de langue anglaise, — *the Old Age of New England Authors;* on a choisi parmi eux les plus âgés : Edward Everett Hale, Mary Livermore, Elisabeth Cady Stanton, Eliot Norton, John Townsend Trowbridge, etc. On trouvera dans ces notes, enrichies de fines illustrations, de nombreux détails biographiques et anecdotiques.

Enfin *The American Monthly Review* contient, sous la signature de Mr Charles Johnston, une consciencieuse étude critique sur l'œuvre philosophique et scientifique de Max Müller.

Ce numéro de la grande revue américaine s'ouvre sur un très beau portrait du président Loubet.

Un périodique d'outre-mer, *the Literary Digest*, donne certains chiffres qui réjouiront tous les passionnés admirateurs du lyrisme wagnérien. On a, paraît-il, établi le nombre des représentations des opéras de Wagner, au cours de l'année dernière. De ce calcul, il ressort que la musique du maître de Bayreuth est de plus en plus en faveur dans le monde des mélomanes.

On a représenté Wagner 1 342 fois en langue allemande — au lieu de 1 232 fois, chiffre de l'année précédente; 91 fois en français, dont 33 fois à Bruxelles; 54 fois en anglais, 8 fois en italien, 5 fois en espagnol et 2 fois en russe.

L'opéra de Wagner le plus fréquemment applaudi de l'autre côté du Rhin est *Tannhauser*, et le moins souvent joué est *Tristan*. Entre ces deux extrêmes: *Lohengrin*, *le Hollandais volant*, *les Maîtres chanteurs*, *la Walkyrie*, *l'Or du Rhin*, *le Crépuscule des Dieux*, *Siegfried* et *Rienzi*.

Italie. — Au sommaire du dernier numéro — fascicule de décembre — de la *Nuova Antologia :* les actes II et III de la *Tragédie de l'Ame*, de Roberto Bracco ; *Économie et Finance*, par le député Giacinto Frascara; *la Vita politica di Chamberlain*, par Carlo Paladini; *les Passions de Gœthe*, une fort jolie étude, signée F. de Roberto, sur le poète de *Faust* dans la vie privée, etc., etc.

Dans son article, — la Vie politique de Chamberlain — M. Carlo Paladini nous fournit de longs détails sur les origines, les antécédents, le caractère et les manies du triste personnage dont la froide ambition met à feu et à sang l'Afrique du Sud.

Au hasard de la plume, voici quelques citations : « Les avantages lui font défaut de cette éducation aristocratique qui, en Angleterre, ouvre toutes grandes les portes de la vie politique... Dans un discours resté célèbre, prononcé en 1884, et au cours duquel il s'éleva avec acrimonie, avec violence même, contre la Chambre des Lords, Chamberlain rappelait avec orgueil la modestie de ses origines, disant qu'il était fier de ne posséder aucun de ces titres que les Lords doivent au sourire d'un prince ou à la protection d'une maîtresse. » « Dans son geste, dans sa parole, dans sa physionomie, rien qui trahisse l'émotion, jamais le moindre changement. Les amis s'exclament : « C'est Pitt! » Et ses insulteurs irlandais, comme un jour Chamberlain, alors ministre dans le cabinet Gladstone, invoquait la verte Erin, ricanaient : « Pitt? Quel Pitt!... Chamberlain rappelle Fox, non pas, certes, le grand Fox, à l'âme ardente et généreuse, aux formidables explosions de colère et de sincérité, mais le *fox* (le renard) de la vie quotidienne et pratique... » « Radical hier, impérialiste aujourd'hui, écrit encore M. Paladini, Chamberlain a toujours eu la passion de cette fleur bizarre et d'une culture difficile et dispendieuse entre toutes : l'orchidée. Cette manie lui a coûté des sommes énormes. Sa collection d'orchidées est célèbre. Dans les merveilleux parterres de sa villa d'Highburg, près de Birmingham, une vingtaine de jardiniers sont tout spécialement chargés de soigner les orchidées... »

Florence et Pise ont voulu avoir, comme Turin, leur université populaire. De même Venise, où les cours viennent d'être inaugurés solennellement.

G. Croisy.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40171. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

La hausse s'est poursuivie sur les rentes françaises et sur les autres grandes valeurs à revenu fixe. C'est un retour de l'épargne vers les placements de toute sécurité, à rendement bas. Les capitaux se détournent provisoirement des aventures où des pertes très sérieuses ont été subies depuis une année. On admet qu'il faut se contenter d'un revenu d'environ 3 p. 100 avec la tranquillité.

L'évolution est naturelle. Elle a été préparée par les grandes baisses de valeurs industrielles russes qui ont été la conséquence d'une crise économique prolongée en Russie en même temps que d'une activité exagérée dans la création de nouveaux établissements. De plus l'opinion publique s'est émue de la déconfiture de tant d'entreprises suscitées par l'Exposition universelle, et qui, après avoir promis monts et merveilles, se sont effondrées dans une ruine complète.

Enfin nos amis les Belges ont commis aussi quelques exagérations spéculatives, et nous avons dû leur reprendre un grand nombre de titres que leur marché, d'une base un peu étroite, ne pouvait plus conserver.

L'opération n'a pu s'effectuer sans une baisse sérieuse de prix, baisse dont la répercussion s'est étendue de proche en proche à tous les groupes de valeurs industrielles. Même les plus solides ont pâti de cette désaffection générale, et il se trouve que les capitalistes sont moins disposés à acheter des titres de ce genre au moment même où leurs prix sont devenus plus avantageux.

***

Le public financier reviendra nécessairement sur cette appréciation. Déjà la réaction sur les valeurs de traction semble sérieusement arrêtée. Quelque intense qu'ait été le développement des moyens de communication à Paris, l'avenir des entreprises de traction électrique ne doit guère inspirer d'appréhension. Le public ne manquera pas aux tramways et il ne manquera pas non plus au Métropolitain dont on attend, au contraire, avec impatience l'ouverture de lignes nouvelles.

Ce titre s'est relevé de 20 francs depuis huit jours à 541 et la Parisienne Industrie a remonté aussi d'une quinzaine de francs à 247.

Les Tramways Sud ont gagné 5 francs à 340, l'Est parisien a été un peu plus faible à cause de quelque incertitude sur la valeur absolue du procédé sur lequel est fondée son exploitation.

La Traction s'est tenue aux environs de 160 et la Thomson-Houston au-dessus de 1 200. L'Omnium Lyonnais a gagné 2 francs à 74. Cette Société a réalisé un chiffre de bénéfices d'un peu plus de 600 000 francs. Il ne sera pas distribué de dividende et les bénéfices seront appliqués à des améliorations diverses.

***

La rente 3 p. 100 a monté de 101,50 à 102, le 3 p. 100 de 102,55 à 103.

Les obligations de la Ville de Paris ont à peu près toutes progressé, celles des dernières émissions surtout, qui avaient souffert d'un classement insuffisant et d'un taux d'émission trop élevé.

Le groupe du Crédit Foncier a été remarquablement et très justement favorisé. Depuis un mois l'action a monté de 30 francs à 685, et toutes les catégories d'obligations accusent une hausse moyenne d'une dizaine de francs.

Même mouvement sur les obligations des grandes compagnies de chemins de fer. Le niveau général des titres 3 p. 100 a été porté de 450 à 460, celui des titres 2 1/2 p. 100 de 400 à 412.

Il n'est pas jusqu'aux titres coloniaux qui n'aient profité de la poussée des rentes. Les Tunisiennes 3 p. 100, le 2 1/2 p. 100 de Madagascar et celui du Tonkin, enfin les obligations 3 1/2 p. 100 de l'Indo-Chine ont obtenu de sérieuses avances depuis le milieu du mois dernier.

***

La reprise des fonds français a entraîné celle des fonds russes. Ceux-ci avaient déjà sensiblement monté depuis la fin de novembre. Ils ont gagné encore près d'une unité à 86,75 depuis huit jours.

L'Extérieure a été portée de 69,50 à 70,20. Les Cortès discutent en ce moment le projet de convention qui sera vraisemblablement adopté.

L'Italien a été calme à 95,50, les fonds brésiliens ont peu varié, les Argentins 4 p. 100 ont été constamment recherchés.

Nous avons déjà dit que le budget présenté pour 1901, et voté par le Congrès argentin sans modifications notables, prévoit pour l'exercice prochain un excédent de 551 000 piastres.

Nous croyons devoir rappeler en outre que ce qui caractérise ce budget et le distingue de ceux qui l'ont précédé, est que, pour la première fois, depuis que l'arrangement Rothschild avait suspendu l'amortissement de la dette extérieure, le service de la dette publique comprend pour 1901 une somme de 1 240 000 piastres affectée à l'amortissement.

Une situation pleinement normale a donc recommencé pour les finances argentines, et le crédit de la nation en devra éprouver, à mesure que le fait sera connu des porteurs de rente argentine, une influence nettement favorable.

Les fonds turcs ont avancé de 20 à 25 centimes. Les obligations de priorité, qui rapportent 20 francs, ont été poussées de 480 à 495, les Douanes, dont le revenu est de 25 francs, valent 515.

Se recommandent toujours à l'épargne les Mines Gernes 5 p. 100 à 368 et les 5 p. 100 Pékin-Hankeou à 445.

***

Les Wagons-Lits ont remonté de 377 à 383, les Métaux de 458 à 478, par contre l'Aguilas a reculé de 410 à 384.

Le Gaz est en réaction de 15 francs sur l'insuccès des pourparlers engagés entre la Compagnie et le Conseil municipal. Le Suez a été porté subitement de 3 550 à 3 610.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

PARIS A LONDRES

Via Rouen, Dieppe et Newhaven, par la gare Saint-Lazare

Services rapides de jour et de nuit tous les jours (Dimanches et Fêtes compris) et toute l'année.

Trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classes seulement).

GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours. — 1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 francs ...lasse : 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables pendant un mois — 1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; ...lasse : 41 fr. 50.

Départs de Paris Saint-Lazare : 10 heures matin. — Arrivées à Londres, London-Bridge : 5 ...soir ; Londres, Victoria : 7 h. 5 soir.

Départs de Paris Saint-Lazare : 9 heures soir. — Arrivées à Londres, London-Bridge : ...40 matin ; Londres, Victoria : 7 h. 50.

Départs de Londres, London-Bridge : 10 heures matin ; Londres, Victoria : 10 heures matin. Arrivées à Paris Saint-Lazare : 6 h. 55 soir.

Départs de Londres, London-Bridge : 9 heures soir ; Londres, Victoria : 8 h. 50 soir. — Arrivées ...aris Saint-Lazare : 7 h. 15 matin.

Des voitures à couloir et à compartiments (w.-c. et toilette) sont mises en service dans les trains ...marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux ...vent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie, des petits guides indicateurs ...service de Paris à Londres.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Voyages circulaires à coupons combinables sur le réseau P.-L.-M.

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P.-L.-M., des carnets individuels ...de famille pour effectuer sur ce réseau, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itiné... tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les ... de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets ...tifs, 50 p. 100 du tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1 500 kilomètres ; 45 jours de 1 501 à 3 000 kilo...; 60 jours pour plus de 3 000 kilomètres. — Faculté de prolongation, à deux reprises, de ...3 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 p. 100 du ... total du carnet, pour chaque prolongation. Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur ...néraire. Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, ...est délivrée gratuitement dans toutes les gares P.-L.-M., bureaux de ville et agences de la ...pagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ, à la gare où ...voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 francs. — Le délai ...demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares.

REVUE BLEUE

...numéros antérieurs au 1er ... ...sont vendus 1 franc.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Billets pris à l'avance.

Les gares de Paris, Lyon, Marseille, Saint-Étienne Aix-les-Bains et Genève délivrent à l'avance, par série de 20, des billets, avec 10 p. 100 de réduction, pour les gares de la banlieue de ces villes et réciproquement.

Les billets délivrés pendant les 10 premiers mois de l'année sont valables jusqu'au 31 décembre inclus, et ceux délivrés pendant les mois de novembre et décembre jusqu'au 31 décembre inclus de l'année suivante.

Les demandes doivent être adressées aux chefs des gares intéressées ou dans les bureaux ...



Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — ...

N° 25 (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 22 Décembre 1900

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 25

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

PRIX DE L'ABONNEMENT À LA REVUE BLEUE	Six mois	Un an	AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER


USINES DE DIJON
BISCUITS PERNOT
BISCUITS PERNOT
BISCUITS PERNOT
BISCUITS PERNOT
Biscuits
PERNOT

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 25. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 22 DÉCEMBRE 1900.

L'AVANCEMENT DANS L'ARMÉE [1]

La question de l'avancement des officiers se lie étroitement à la question, primordiale et vitale en quelque sorte, du haut commandement de nos armées. Aussi préoccupe-t-elle vivement ceux qu'anime un sincère patriotisme, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, qui ont pour mission de trouver la solution la plus satisfaisante; et c'est le devoir de tout homme qui a réfléchi sur ce sujet complexe, d'exposer le résultat de son travail ou de son expérience (2).

Ce n'est pas seulement dans le présent que s'est posé le troublant et menaçant problème d'une organisation satisfaisante du haut commandement. Depuis la loi de 1832 bien des décrets, des instructions, des règlements, témoignages indiscutables des doutes et des inquiétudes ministérielles, ont cherché à remédier aux inconvénients de l'avancement au choix en essayant, timidement il est vrai, d'imposer à ceux qui en sont l'objet une espèce d'apprentissage du commandement supérieur qu'ils auraient à exercer un jour. C'est ainsi que, lors de la formation du corps d'état-major, les officiers, au sortir de l'école, devaient accomplir un stage de deux ans dans chacune des trois armes de combat : infanterie, artillerie, cavalerie. Il est vrai que, dans la pratique, ces stages étaient tout à fait improductifs, les jeunes officiers d'état-major étant presque toujours détournés de leur service de troupe par les chefs de corps : en tout cas, comme ces stages ne devaient pas être répétés jusqu'à la fin de la carrière, ils devenaient à peu près inutiles. Ces errements ont été suivis par les organisateurs de l'École supérieure de guerre dont les élèves, à la fin des cours, doivent, pendant la période des grandes manœuvres, faire un service de trois mois dans une autre arme que la leur. Trois mois c'est bien peu : et, comme ce service ne se renouvelle plus, le mince profit qui avait pu en être retiré est vite détruit.

Puis on a quelquefois donné à un général de brigade le commandement d'une brigade appartenant à une arme autre que la sienne. Mais comment attendre un bon résultat d'une pareille mesure? Quand un homme a déjà dépassé, et souvent de beaucoup, la cinquantaine, peut-on espérer qu'il se pliera, corps et esprit, à des habitudes si différentes de celles qui ont constitué le fond de sa vie pendant plus de trente ans? Aussi ces désignations n'ont-elles été que très rarement effectuées, et avec raison du reste, car elles ne pouvaient avoir pour résultat que de donner à quelques brigades des chefs tout à fait insuffisants.

Plus récemment, lorsqu'il parut indispensable de compléter notre organisation militaire, qui depuis vingt ans se trouvait sans tête, par la création des fonctions de chefs d'armée et de généralissime, les manœuvres d'armées furent instituées; mais cela dérangeait trop de monde, surtout trop de « grosses

(1) Voir la *Revue* du 1er décembre 1900.

(2) Le *Journal des sciences militaires*, qu'édite avec tant de soin M. Chapelot, digne successeur des Baudoin et des Dumaine dont il a conservé les saines traditions, a, pendant les derniers mois de 1899 et au commencement de cette année, publié, sous la signature du général Lewal, une étude des plus intéressantes sur l'avancement dans l'armée, pleine d'aperçus nouveaux; nos législateurs pourraient y puiser d'utiles renseignements.

légumes », qui poussent bien plus avantageusement dans l'atmosphère attiédie des bureaux que sous les averses automnales, et après deux essais que la mauvaise volonté rendit infructueux, elles furent abandonnées. C'est très regrettable, car c'est le seul moyen de permettre à ceux qui auront un jour en main le salut du pays de pouvoir appliquer les règles de la science dont la connaissance approfondie peut seule assurer le succès.

Dernièrement un ministre de la Guerre voulant préparer au commandement des grandes unités tactiques les officiers que leur avancement dans la carrière désignait comme devant en être pourvus plus tard, décida que des lieutenants-colonels, remplissant certaines conditions d'âge et d'ancienneté de grade, seraient admis avec leur grade dans des régiments d'autres armes que la leur. L'intention était excellente, mais le profit pour le bien de l'armée ne pouvait être que des plus minces. Les lieutenants-colonels en effet, déjà absolument inutiles, et encombrants, même dans les régiments de leur arme, n'auraient pu avoir dans une arme nouvelle qu'un rôle aussi effacé, et par conséquent n'auraient rien appris du tout.

Le ministre de la Guerre actuel vient, ces jours-ci, de renouveler les prescriptions d'une circulaire vieille déjà de quelque vingt ans. Les termes de la lettre qu'il a adressée aux commandants de corps d'armée méritent d'être textuellement cités, car ils expriment bien l'idée que se font les dépositaires de l'autorité suprême de ce que doit être le commandement des grandes unités de combat, divisions et corps d'armée, comprenant des groupes importants des trois armes.

« Mon cher général, j'attache une grande importance à ce que les officiers généraux *appelés à un certain avenir* commandent des unités appartenant à des armes autres que leur arme d'origine. *Tout officier général susceptible de commander une division doit, en principe, connaître les trois armes.*

« Je vous prie, en conséquence, de m'adresser la liste des officiers généraux sous vos ordres *remplissant les conditions d'aptitude* et d'avenir nécessaires, qui pourraient recevoir dans votre corps d'armée ou en dehors, et *sans inconvénients pour le service*, un commandement d'une arme autre que leur arme d'origine, » etc.

Analysons ce texte officiel.

Le principe de la connaissance du maniement des trois armes de combat est posé d'une manière incontestable. *Tout officier général mis à la tête d'une unité comprenant les trois armes doit savoir s'en servir.* C'est parfait ; mais si vous laissez cet officier, qui doit devenir général, pendant trente-cinq ans dans la même arme, son arme d'origine, comment voulez-vous qu'en arrivant général de division il soit apte à commander aux armes qui lui sont restées étrangères pendant toute sa carrière ? C'est donc quand il sera général de brigade, c'est-à-dire quand il aura 53 ou 54 ans, que vous penserez à lui mettre dans les mains les outils qu'il devra manier habilement peu de temps après s'il veut faire de l'ouvrage profitable. Est-il raisonnable d'admettre qu'il pourra alors devenir un ouvrier même médiocre ? Ce n'est pas dans le commandement d'une brigade que cet officier peut apprendre à connaître une arme nouvelle. La brigade est une unité bien trop considérable pour qu'il puisse se mettre facilement et utilement au courant de ce qui constitue l'essence même de cette arme, des procédés qui permettent d'en tirer le meilleur parti possible en campagne, de sa tactique particulière qui repose sur deux principes absolus : la connaissance approfondie de l'homme en tant que soldat appartenant à cette arme, et de son mode d'action, c'est-à-dire de l'armement : fusil, cheval, sabre, canon, etc., qui le caractérise.

Si donc on faisait changer d'armes à tous les généraux de brigade actuels, nos divisions et nos corps d'armée n'en seraient pas pour cela commandés dans quelques années par des hommes plus expérimentés dans le maniement des trois armes que ceux qui sont à leur tête pour le moment. Ainsi les mesures prises par le ministre dans le second paragraphe de sa lettre ne sont pas pour faciliter l'application des principes si nettement affirmés dans le premier.

Nous retrouvons dans ce second paragraphe l'esprit tout entier de la loi de 1832 en ce qui concerne l'avancement au choix. Le ministre prie les commandants de corps d'armée de lui désigner les généraux *remplissant les conditions d'aptitude et d'avenir nécessaires* qui pourraient être changés d'arme. Conditions d'avenir, cela se comprend ; conditions d'âge, serait mieux dit. Il est bien évident que la limite d'âge des généraux de brigade étant fixée à soixante-deux ans, il serait tout à fait ridicule de proposer pour un changement d'armes un homme de soixante et un ans qui n'aurait jamais à bénéficier de ce changement ; mais conditions d'aptitude, voilà qui rentre dans l'appréciation d'un homme par un autre n'ayant pour établir son jugement aucune donnée positive. Comment en effet un général, même commandant de corps d'armée, qui a une dizaine de généraux sous ses ordres, peut-il dire que l'un d'eux, par exemple, qui a toujours servi dans l'infanterie, a les aptitudes pour commander une brigade de cavalerie ? Sur quoi s'appuiera-t-il pour justifier sa proposition ? Nous voilà fixés, je pense. Quant à dire que de telles mutations peuvent occasionner ou non des *inconvénients pour le service*, c'est de la pure naïveté. Elles en occasionneront toujours et de très grands, puisque,

grâce à elles, certaines brigades auront à leur tête des chefs absolument inexpérimentés.

Il n'en est pas moins vrai que toutes ces demi-mesures édictées depuis 1832 indiquent chez certains ministres un vague scepticisme eu égard à l'efficacité des dispositions légales de 1832.

* * *

La meilleure loi sur l'avancement sera celle qui contiendra comme principe essentiel la constitution rationnelle du commandement suprême de nos armées. Or en quoi consiste ce commandement ? Dans la conduite des grandes unités tactiques de bataille, divisions et corps d'armée, d'une part; dans la direction des groupes stratégiques appelés armées ou de l'ensemble de toutes les armées, d'autre part. Puisque les grandes unités tactiques de bataille, divisions et corps d'armée, sont composées de troupes de différentes armes, infanterie, cavalerie, artillerie, il faut donc que ceux à qui écherra leur commandement soient, au moment où il leur sera confié, déjà expérimentés dans leur maniement; et puisque les unités stratégiques, les armées et l'armée tout entière, ne peuvent être judicieusement dirigées sans une connaissance approfondie des règles de la stratégie, il faut donc également qu'au moment où un général sera mis à la tête d'une armée il ait été, au cours de sa vie militaire, mis au courant de l'application des principes de cette science fort complexe. Pour arriver à ce résultat l'officier, futur détenteur du commandement supérieur, devra donc, pendant toute la période de sa vie qui précédera le moment où il en sera investi, y avoir été dressé de façon que rien, dans l'exercice de ce commandement, ne soit nouveau ni étrange pour lui.

Ce principe une fois posé, et admis, je l'espère, par toute personne convaincue qu'il faut forger pour devenir forgeron, il devient presque aisé d'établir un projet de loi à peu près rationnel sur l'avancement.

* * *

Laissant de côté l'étude de la question de l'unité ou de la dualité d'origine des officiers qui n'a rien à faire dans le cas qui nous occupe, nous aborderons le sujet par son commencement.

Les jeunes gens désirant se présenter à l'École militaire devront être âgés de dix-neuf ans au moins, de vingt ans au plus. Il est bon de reculer d'un an la limite minima de l'âge d'entrée à l'école afin de permettre aux jeunes gens de terminer complètement et sans hâte leurs études. Une instruction complète est indispensable à celui qui est destiné à s'abstraire pendant toute sa vie dans les occupations d'une spécialité trop absolument exclusive. D'ailleurs les fortes études classiques, de quelque ordre qu'elles soient, forment les esprits, élèvent les cœurs, affermissent les caractères; celui qui doit conformer tous les actes de sa vie à l'idée de devoir, d'abnégation, qui est l'essence même du métier des armes, ne saurait entrer dans cette carrière trop armé au moral, comme au physique du reste. Il devra donc être muni d'un baccalauréat complet quelconque, et celui qui présentera deux diplômes au lieu d'un jouira d'un avantage marqué.

L'admission à l'École aura lieu à la suite d'un concours, puisque c'est encore la meilleure façon qu'on ait trouvée de départager les mérites des candidats. Certes ce n'est pas la perfection, car nombre de concurrents évincés sont souvent incontestablement supérieurs à d'autres qui sont reçus, mais les uns ont eu de la chance dans leurs interrogations, tandis que les autres ont été malheureux. Qu'y faire cependant ? Il faut bien un critérium permettant de juger avec promptitude, car les examens ne peuvent pas durer un an. Conservons donc le concours faute de mieux.

La durée du séjour à l'École militaire sera de trois ans.

Pendant la première année, la promotion répartie en plusieurs compagnies, servira tout entière dans l'arme de l'infanterie.

Pendant la seconde année, elle formera plusieurs escadrons et servira tout entière dans la cavalerie.

Enfin pendant la troisième année, la promotion répartie en plusieurs batteries servira dans l'artillerie.

Pendant ces trois années, les élèves seront exclusivement instruits dans les sciences théoriques ou pratiques concernant l'arme dans laquelle ils serviront. C'est ainsi que pendant leur année d'infanterie, ils suivront des cours de balistique pour le tir, de fortification pour les travaux de campagne, d'hygiène pour les précautions à prendre en vue de la conservation de la santé des hommes d'infanterie dans les diverses circonstances amenées par les exigences du service en campagne, d'histoire des guerres modernes et contemporaines pour la tactique particulière de l'arme, de topographie pratique.

Pendant leur année de cavalerie, ils suivront des cours d'hippologie, de dressage, en vue de faire du cheval un bon cheval de guerre et non de cirque ou de manège, d'hygiène médicale et vétérinaire, de topographie, d'histoire militaire en ce qui concerne, dans les campagnes de ce siècle, l'emploi de la cavalerie.

Pendant leur année d'artillerie, les élèves suivront des cours appropriés à l'usage de cette arme, balistique, mécanique pour la résistance des matériaux, fortification au point de vue de l'attaque et de la défense des retranchements de champ de bataille et au point de vue de la constitution des places de guerre,

des forts, etc., histoire militaire pour la tactique particulière de l'arme, topographie, entretien et réparations éventuelles du matériel.

Pendant chacune de ces trois années, les élèves seront considérés comme de véritables soldats et entraînés à tous les exercices que comporte la vie du fantassin en campagne ou en temps de paix; comme cavaliers ils panseront eux-mêmes leurs chevaux; dans l'artillerie, outre le soin des chevaux, ils auront à entretenir le matériel en bon état.

Certainement au bout de ces trois ans, on n'aura pas fait de ces jeunes gens des fantassins, des cavaliers, des artilleurs, mais, tout au moins, on leur aura donné une base suffisante pour édifier une instruction qui, de degré en degré, leur permettra, quand ils seront arrivés au faîte, de posséder une expérience plus que suffisante du maniement des trois armes de combat.

Une grosse objection se dresse soudain qui rend un projet de ce genre tout à fait inacceptable. Les officiers d'artillerie ne peuvent avoir une origine commune avec les officiers d'infanterie ou de cavalerie, parce qu'une instruction scientifique supérieure est indispensable pour servir dans cette arme, dite *savante* pour cette raison. La tradition le veut ainsi, mais je ne sais vraiment pourquoi. En quoi les mathématiques transcendantes sont-elles nécessaires pour conduire une ou plusieurs batteries sur le champ de bataille ou ailleurs? Il me semble qu'une connaissance approfondie des procédés employés pour le combat par les armes auxquelles l'artillerie est appelée à prêter son concours est bien plus utile, et de bons manœuvriers me semblent préférables à des savants pour mener à bien une opération de guerre. Créons latéralement au corps des combattants un corps d'*ingénieurs* qui seront employés dans les manufactures, arsenaux de construction, établissements de tout genre destinés à fournir à l'artillerie les engins dont elle a besoin, mais laissons l'officier de campagne strictement à son rôle de commandant et de tacticien.

*
* *

Après trois ans d'école, où ils ont appris jusque dans les derniers détails le métier d'homme de troupe des trois armes de combat, les élèves sont nommés sous-lieutenants. Ils sont alors répartis dans les diverses armes et envoyés dans des écoles d'application où ils sont dressés à leur rôle d'officiers de section ou de peloton. Outre les exercices pratiques qui leur donnent l'habitude du commandement et du maniement de la troupe, il leur est fait des cours généraux destinés à élargir leurs connaissances militaires, sur la législation, l'administration, l'organisation de l'armée, etc., et des cours spéciaux à la pratique de leur arme. A cet effet il est attaché à chacune de ces écoles quelques unités de troupes en nombre suffisant et toutes sur le pied complet de guerre : un ou deux bataillons, quelques escadrons et quelques batteries.

L'instruction des officiers peut être considérée comme complète après une année passée dans ces diverses écoles d'application; et ils sont alors répartis dans les régiments de leur arme où ils arrivent avec un acquis suffisant pour tenir dignement leur rang. Ils sont à ce moment de leur carrière âgés de vingt-trois ou vingt-quatre ans, ils ont déjà quatre années de service, dont trois comme soldats, dans les diverses armes et une comme officier dans l'arme à laquelle ils sont définitivement attachés, par conséquent dans d'excellentes conditions pour rendre des services efficaces.

Après avoir passé deux ans comme lieutenants dans les régiments, les jeunes officiers sont alors l'objet de la sélection qui devra les conduire aux derniers degrés de la hiérarchie militaire ou les laisser toute leur vie dans leur arme, où l'ancienneté les fera arriver au grade de commandant ou de colonel. Comment sera effectuée cette sélection parmi les jeunes gens appartenant à la même promotion, ayant le même âge à un an près, le même nombre d'années de service, et possédant la même expérience du métier?

Trois moyens s'offrent au choix du législateur : les concours, la désignation par les chefs hiérarchiques, le tirage au sort. Tous trois ont la même valeur, car il ne s'agit pas ici de découvrir chez un officier des qualités nécessaires au commandement futur des grosses unités tactiques ou stratégiques, corps d'armée ou armées, mais bien de choisir le nombre d'officiers nécessaires au recrutement de ces grandes unités et des états-majors, et, à partir de ce moment, de leur imposer un dressage qui les rendra aptes à l'exercice de ce commandement quand ils en seront pourvus.

Supposons que cinquante officiers doivent être annuellement désignés pour alimenter le recrutement des états-majors et des généraux. Ces officiers, déjà âgés de vingt-cinq ou vingt-six ans, ayant servi trois ans comme soldats, un an dans chacune des trois armes de combat, un an dans une école d'application de l'une de ces armes, deux ans comme chefs de section ou de peloton dans cette même arme, se trouvent déjà pourvus de notions fort avancées sur la façon d'employer la matière humaine qui constitue l'armée. C'est donc le moment de commencer leur éducation de chefs futurs de cette armée. A cet effet, pendant deux ans, ils sont admis dans une école spéciale, qu'on peut appeler école d'état-major, où leur instruction dans le maniement des

trois armes de combat est poussée à fond ainsi que l'étude approfondie des sciences militaires : géographie, topographie, fortification, tactique des trois armes, histoire militaire, dessin de paysage sous forme de croquis, langues vivantes. Il est naturellement adjoint à cette école des unités constituées sur le pied de guerre de chaque arme, bataillons, escadrons, batteries, en nombre suffisant pour qu'il soit possible de les exercer au commandement de la façon la plus complète. Au sortir de cette école les officiers sont nommés capitaines ; ils sont alors âgés de vingt-sept ou vingt-huit ans.

Lt-Colonel Patry.

(*A suivre.*)

LA GENÈSE D'UN ROMAN DE BALZAC

— LES PAYSANS —

Lettres et fragments inédits.

DEUXIÈME PARTIE (1)

Donc, après toutes les vicissitudes et tous les projets avortés relatifs aux *Paysans* dont nous avons fourni les preuves, et bien que l'auteur fût convaincu qu'ils allaient enfin voir le jour, il était écrit que ce chef-d'œuvre, auquel il tenait tant, ne serait jamais exécuté en son entier, tel du moins qu'il rêvait de l'achever.

Mais n'anticipons pas, et consultons le numéro de *la Presse* du 1er décembre 1844, où se trouve insérée une dernière annonce relative à l'apparition de l'ouvrage dans ses colonnes. La voici :

« Pour paraître le mardi 3 décembre 1844 : « *Les Paysans*, scène de la vie de campagne, par M. de Balzac. » Ce livre, objet de soins, d'études et d'observations depuis plus de huit ans, est le plus considérable de tous ceux qu'ait résolu d'écrire l'auteur du *Père Goriot*, de *César Birotteau*, de *la Peau de chagrin*, du *Lys dans la vallée*, d'*Eugénie Grandet*, du *Médecin de campagne*, etc., etc. »

Cette fois enfin la promesse fut tenue, car le numéro de *la Presse* du 3 décembre 1844 contient le début de l'œuvre si souvent annoncée et promise depuis 1836. Voici l'exact intitulé de ce premier feuilleton :

« *Les Paysans*. — A Monsieur P. S. B. Gavault. — Première partie : *Qui terre a, guerre a.* Chapitre premier : *le Château.* »

Après ce titre : *les Paysans*, se trouve un renvol, s'appliquant à la note suivante :

« Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage, est interdite sous peine de poursuites en contrefaçon.

« Les journaux dits *reproducteurs* sont prévenus que l'auteur ne faisant plus partie de la Société des Gens de Lettres, ils peuvent acquérir un droit exclusif en s'adressant à l'administration de *la Presse*, non seulement pour *les Paysans*, mais pour les autres ouvrages publiés ou à publier par M. de Balzac. »

La première partie des *Paysans* s'arrête, comme on sait, au treizième chapitre. Ces treize chapitres parurent dans seize numéros de *la Presse*, du 3 au 21 décembre 1844, sous les titres suivants :

1° *Le Château* (3 décembre) ; — 2° *Une Bucolique oubliée par Virgile* (4 décembre) ; — 3° *Le Cabaret* (5, 6 décembre) ; — 4° *Autre Idylle* (6, 7 décembre) ; 5° *Les Ennemis en présence* (7, 10 décembre) ; — 6° *Une Histoire de voleurs* (11 décembre) ; — 7° *Espèces sociales disparues* (12 décembre) ; — 8° *Les Grandes révolutions d'une petite vallée* (13, 14 décembre); — 9° *De la Médiocratie* (15 décembre); — 10° *Mélancolie d'une femme heureuse* (17 décembre); 11° *L'Oaristys, XXVIIe églogue de Théocrite, peu goûtée en Cour d'assises* (18, 19 décembre) ; — 12° *Comme quoi le cabaret est la salle de conseil du peuple* (19, 20 décembre) ; — 13° *L'Usurier des campagnes* (20, 21 décembre).

De ces seize feuilletons, trois se composent de huit colonnes ; un, de dix et demie ; dix, de douze, et deux, de seize. Nous appelons l'attention sur la proportion tout à fait inusitée de texte fournie par la plupart d'entre eux. L'on verra plus tard pourquoi.

Les titres de chapitres ci-dessus sont demeurés les mêmes lors de la réimpression de ces pages initiales, sauf que l'églogue de Théocrite, au lieu de rester la *trente-septième*, devint la *dix-huitième*, et que les mots : « *la salle de conseil* » furent remplacés par : « *le parlement* » du peuple. Il se peut fort bien que ces modifications proviennent du fait de Balzac lui-même, car nous possédons son exemplaire de ces feuilletons de *la Presse*, dont les colonnes sont chargées de corrections autographes, lesquelles ont été respectées dans toutes les réimpressions. Mais, par malheur, cet exemplaire, tel du moins que nous l'avons retrouvé, s'arrête aux deux tiers environ du neuvième chapitre : *de la Médiocratie*, qui, chose tout à fait anormale, nous l'avons déjà fait remarquer, de même d'ailleurs que le chapitre premier : *le Château*, se continue dans *la Presse* au bas des quatre pages du numéro. Nous ne pouvons donc vérifier si les changements indiqués plus haut, et qui appartiennent aux chapitres suivants, se trouvaient à l'origine transcrits ou non sur le texte préparé par l'auteur en personne pour l'édition de librairie.

Il nous faut examiner maintenant, chapitre par chapitre, la matière de l'ouvrage, telle qu'elle existe dans *la Presse*. Nous y trouverons quelques détails

(1) Voir la *Revue* des 18 et 25 août, des 1er septembre, 1er, 8 et 15 décembre 1900.

et quelques renseignements intéressants. Bien entendu, nous ne relèverons que les particularités naissant du texte conforme à celui que Balzac a maintenu sur son exemplaire corrigé.

Outre l'avis commercial que nous avons cité, le premier chapitre, *le Château*, contient encore, en note, un commentaire explicatif dont, à cette heure, un ajouté de deux mots nous semble avoir altéré le véritable sens. Balzac y parle de : « l'ordre de l'empereur à son lieutenant » ; or, cet ordre, *donné verbalement* semble-t-il, est devenu : « l'ordre *du jour* de l'empereur à son lieutenant », ce qui nous paraît être en complète opposition avec la pensée réelle du maître.

Ce même chapitre, on s'en souvient publié le 3 décembre, provoqua, huit jours après, une violente attaque anonyme, imprimée le 10 de ce mois, dans *le Moniteur de l'armée*.

Balzac ne voulut pas laisser cette protestation sans réponse. En effet, trois jours après, il prit la parole à son tour, et dans une seconde note, insérée dans *la Presse* du 13 décembre, à la suite de la première partie du chapitre huit des *Paysans*, il défendit énergiquement son droit de romancier. Quoique cette note soit réimprimée à la fin de l'œuvre telle que celle-ci est maintenant livrée aux lecteurs, nous la reproduirons à la suite de l'attaque, car la lecture de cette seconde pièce est indispensable à la parfaite compréhension de l'incident. Les voici donc toutes deux :

PROTESTATION DU *Moniteur de l'Armée*.

Un roman déchiqueté en fragments quotidiens, et qui, à cause de la célébrité de son auteur et de l'importance du sujet, ne peut manquer d'avoir un grand nombre de lecteurs, *les Paysans* de M. de Balzac, viennent d'enfeuilletonner leurs premiers chapitres dans le journal *la Presse*.

On devait s'attendre à voir figurer sur le premier plan quelque officier de l'Empire. C'est là un des types obligés, quoique fort usés, de tout drame ou de tout roman nouveau auquel on veut donner, comme cela se dit dans le jargon moderne, un intérêt palpitant d'actualité. M. de Balzac n'a pas manqué à cette condition. Il y a donc dans ses *Paysans* un officier de la Grande Armée, qui *a commandé les cuirassiers au combat d'Essling* (nous copions textuellement les mots soulignés). Cet officier de grosse cavalerie, arme où l'on trouve si rarement, même à la guerre, l'occasion de faire fortune, avait économisé, dans ses campagnes, *quelque chose comme onze cent mille francs*. C'est à la faveur de cette épargne que Montcornet (c'est le nom du général) est devenu l'époux d'une lionne de Paris, frêle et svelte comme une gazelle, et le propriétaire d'un magnifique château dans le Morvan.

Il reçoit dans cette résidence princière le feuilletonniste d'un de nos grands journaux, un gentilhomme de lettres, qui fume des cigarettes, brûle du punch, porte des moustaches, et se nomme Blondet.

Et voilà plus qu'il n'en faut pour que nos lecteurs comprennent tout de suite que la comtesse de Montcornet est une c...., le héros d'Essling un sot, et le gentilhomme de lettres un amant heureux.

Voici de quelles couleurs M. [de] Balzac peint son officier, qui commandait *les cuirassiers au combat d'Essling*.

« Montcornet a les dehors d'un héros de l'antiquité. Ses bras sont gros et nerveux, sa poitrine est large et sonore, sa tête se recommande par un caractère léonin, sa voix est de celles qui peuvent commander la charge au fort des batailles ; mais, il n'a que le courage de l'homme sanguin ; il manque d'esprit et de portée... Montcornet impose au premier abord ; on le croit un Titan ; mais il recèle un nain, comme le géant de carton qui salue Élisabeth à l'entrée du château de Kenilworth... Si Montcornet parle haut devant sa Virginie, Madame lève un doigt sur ses lèvres, et il se tait. Le soldat va fumer sa pipe et ses cigares dans un kiosque, à cinquante pas du château, et il en revient parfumé, fier de sa suggestion ; il se tourne vers elle comme un ours enivré de raisins, pour dire, quand on lui propose quelque chose : — Si Madame le veut... »

C'est pourtant avec ces lieux communs romantiques, si communs qu'ils se sont peut-être reproduits vingt fois sous la seule plume de M. de Balzac, que l'on fait aujourd'hui sur le théâtre et dans les romans de la physiologie militaire !

Nous n'avons pas besoin de faire remarquer à des lecteurs qui ont étudié les mœurs et les habitudes de notre profession ailleurs que dans la poétique du drame moderne, ou dans l'atelier de Charlet, combien le caractère tracé par M. de Balzac, et qu'il présente aux abonnés de *la Presse* comme un des types de l'officier français au XIXe siècle, est faux et exagéré. Ils auront éprouvé comme nous un sentiment de dégoût en voyant un écrivain distingué, un esprit d'élite, manquer de mesure et de tact à ce point d'aller puiser une fiction, dont la personnification touche à l'ignoble, dans le souvenir de l'un des plus terribles et des plus glorieux épisodes de nos grandes guerres.

Et où l'écrivain va-t-il choisir l'idéal d'une nature militaire, qui tient plus de la brute que du héros ? A la tête d'une arme où son imagination, sans sortir de la sphère des réalités, aurait pu rencontrer un d'Hautpoul sur le champ de bataille d'Eylau ; un Caulaincourt, un Montbrun,

dans la grande redoute de Moscou ; un Kellermann, aux Quatre-Bras et sur les hauteurs de la Haie-Sainte !

Que l'auteur des *Paysans* fasse de son Montcornet un colonel de cuirassiers de la garde impériale, qui n'eut jamais une cuirasse dans ses rangs ; qu'il enterre même, au moyen d'une note historique, les cuirassiers de la garde dans le cimetière de Gross-Aspern, et qu'il charge de leurs cuirasses un convoi de charrettes, on pardonne à un gentilhomme de lettres ce trait d'ignorance à l'endroit du militaire ; mais, ce qui nous paraît moins excusable, ce sont les paroles qu'il prête dans cette note historique à l'homme qui sauva la France à Zurich, au puissant capitaine, au grave négociateur du siège de Gênes.

« Ce fut, dit le romancier se transformant en historien, ce fut en allant reprendre ce fameux cimetière de Gross-Aspern pour la troisième fois, que Masséna, blessé, porté dans une caisse de cabriolet (pourquoi pas une caisse de tilbury ?...) fit à ses soldats cette sublime allocution : — « Comment, sacrés mâtins, vous n'avez que cinq « sous par jour, j'ai quarante millions, et vous « me laissez en avant !... (1) »

Comprenez-vous Masséna, le lieutenant de l'Empereur, passant la tête à travers la caisse d'un cabriolet pour montrer le poing à ses soldats, leur parler de ses dotations, et les apostropher de l'épithète de : *sacrés mâtins*, comme un caporal de bizets, conduisant à la préfecture de police une capture d'escarpes ou d'étrangleurs ?...

Ceci n'est pas seulement d'un ridicule fabuleux ; il y a au fond de ces non-sens historiques, de ces outrages continuels au vieux culte de la patrie, une vaniteuse pensée de réaction contre une profession qui fut pendant une longue suite de siècles la première, la plus haute, la plus justement estimée en France. Les industriels voudraient faire de nos soldats des manœuvres ; les écrivains de l'école de M. de Balzac n'aspirent à rien moins qu'à balancer, sinon à effacer, la gloire de nos généraux. Ils ne trouvent pas apparemment de moyen plus simple pour faire descendre cette gloire au niveau de la leur, que d'en détruire les prestiges.

(1) Le trait cité et défiguré par M. de Balzac, non pas dans son roman, mais dans une note historique, ne s'applique point à la bataille d'Essling, où il n'y avait pas plus de caisse de cabriolet que de cuirassiers de la garde impériale. Ce fut dans une reconnaissance, la veille de la bataille de Wagram, que le maréchal Masséna se blessa en tombant de cheval. Placé dans une calèche, ayant à côté de lui l'aide-major Brisset pour soigner sa blessure, il commanda dans cette mémorable journée, malgré des souffrances aiguës, la droite de la Grande Armée, avec une admirable supériorité de courage, de sang-froid et de talent.

Note du *Moniteur de l'Armée*.

RÉPLIQUE DE MONSIEUR DE BALZAC.

On doit croire l'auteur des *Paysans* assez instruit des choses de son temps, pour savoir qu'il n'y avait point de cuirassiers dans la garde impériale. Il prend ici la liberté de faire observer qu'il a dans son cabinet les uniformes de la République, de l'Empire, de la Restauration, la collection de tous les costumes militaires des pays que la France a eus pour alliés ou pour adversaires, et plus d'ouvrages sur les guerres de 1792 à 1815 que n'en possède tel maréchal de France. Il se sert de la voie (1) du journal pour remercier les personnes qui lui ont fait l'honneur d'assez s'intéresser à ses travaux, pour lui envoyer des notes rectificatives et des renseignements.

Une fois pour toutes, il répond ici que ses inexactitudes sont volontaires et calculées. Ceci n'est pas une *Scène de la Vie militaire*, où il serait tenu de ne pas mettre des sabretaches à des fantassins. Toucher à l'histoire contemporaine, ne fût-ce que par des types, comporte des dangers. C'est en se servant, pour des fictions, d'un cadre dont les détails sont minutieusement vrais, en dénaturant tour à tour les faits par des couleurs qui leur sont étrangères, qu'on évite le petit malheur des *personnalités*. Déjà, pour *une Ténébreuse affaire*, quoique le fait eût été changé dans ses détails et appartienne à l'histoire, l'auteur a dû répondre à d'absurdes observations, basées sur cette objection qu'il n'y avait eu qu'*un* sénateur d'enlevé, de séquestré, sous le règne de l'Empereur. Je le crois bien ! on aurait peut-être couronné de fleurs celui qui en aurait *enlevé* un second !

Si l'inexactitude relative aux cuirassiers est trop choquante, il est facile de ne pas parler de la garde. Mais la famille de l'illustre général qui commandait la cavalerie refoulée sur le Danube, nous demanderait alors compte des onze cent mille francs que l'Empereur a laissé prendre à Montcornet en Poméranie.

On viendra bientôt nous prier de dire dans quelle géographie se trouve la Ville-aux-Fayes, l'Avonne et Soulanges. Tous ces pays et ces cuirassiers vivent sur le globe (2) immense où sont la tour de Ravenswood, les Eaux de Saint-Ronan, la terre de Tillietudlem, Gander-Cleug, Lilliput, l'abbaye de Thélème, les conseillers privés d'Hoff-

(1) Et non *voix*, ainsi qu'il est inexactement imprimé partout aujourd'hui.

(2) Et non *golfe*. Même observation que pour la précédente note.

mann, l'île de Robinson Crusoé, les terres de la famille Shandy, dans un monde exempt de contributions, et où la poste se paie par ceux qui y voyagent à raison de vingt centimes le volume.

H. de Balzac.

L'incident dut avoir des suites et causer quelque émotion, tout au moins parmi les abonnés de *la Presse*, car nous avons retrouvé dans les papiers de Balzac la lettre et la note suivantes, que le journal lui remit sans doute en lui offrant de les publier. Mais le maître dut s'y refuser, car jusqu'ici ces pages sont demeurées inédites.

Paris, samedi 14 décembre 1844.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, avec autorisation de l'insérer dans votre journal, si cela vous convient, une note relative à un débat auquel vient de donner lieu une soi-disant rectification par *le Moniteur de l'Armée*, de certains passages du roman nouveau de M. de Balzac, *les Paysans*.

Peut-être jugerez-vous opportun de saisir cette occasion de donner une leçon à la feuille ministérielle, d'habitude fort peu charitable envers *la Presse*, en lui prouvant qu'elle aperçoit une paille dans l'œil de son voisin, tandis qu'elle ne voit pas une poutre dans le sien.

Agréez, Monsieur, mes salutations empressées.

Un abonné de « la Presse ».

NOTE

Le Moniteur de l'Armée, s'étant permis quelques paroles de mauvaise humeur contre M. de Balzac, qui, dans ses *Paysans*, a introduit parmi ses personnages, un général comme on en connait tant, chez qui la docilité, l'abnégation conjugales, contrastent avec les diverses habitudes militaires, s'est déjà attiré une verte et dédaigneuse réponse. Dans une note, où le titre de son contradicteur n'est pas même cité, l'illustre romancier a décliné spirituellement toute critique semblable, fût-elle même étayée sur l'histoire, en rappelant que : *ses inexactitudes sont volontaires et calculées, afin d'éviter le petit malheur des personnalités*.

Il importe peu, en effet, de savoir s'il existait ou non des cuirassiers de la garde impériale, si cette expression, caractéristique et pittoresque, est sortie à Essling, ou bien à Wagram, de la bouche d'un maréchal pillard! Ne suffit-il pas que les détails essentiels sur le caractère du personnage d'un roman soient minutieusement vrais? Or, il est avéré que la profession des armes, qui développe chez certains hommes une énergie extraordinaire, une habitude de commandement insatiable et souvent brutale, livre à des femmes tant soit peu adroites, ou simplement bien élevées, des maris obséquieux et tremblants. L'auteur de l'article du *Moniteur de l'Armée* pourrait, ce nous semble, non loin du lieu où il puise son inspiration, observer un de ces cas bizarres, je l'avoue, où une déférence conjugale, aussi méritée que constante, est universellement connue et entourée de respect.

Nous eussions évité toutefois de revenir sur un tel débat, si précisément le même numéro du journal ministériel ne renfermait, selon nous, un outrage bien plus grand contre la dignité de l'armée, en glorifiant en quelque sorte une scène de séduction, avec guet-apens. Ici, il ne s'agit plus d'exagération ; l'invraisemblance ne le cède qu'à l'odieux et au mauvais goût. Représenter, dans une de nos villes de garnison, *un joyeux lieutenant*, tendant, dès les premiers jours de l'arrivée du régiment, un piège grossier, et quelque peu entaché de violence, à la pudeur virginale d'une jeune fille de la société ; abusant, malgré des larmes, d'une situation perfidement combinée, et, trois mois après, contraint d'afficher le déshonneur d'une famille, en consacrant un mariage *in extremis*, cela n'est-il pas mille fois plus injurieux pour le caractère militaire, et surtout plus éloigné de nos mœurs actuelles, que les traits d'une nature tour à tour indomptée et soumise, qui constituent le général Montcornet de M. de Balzac? De pareilles *peintures de mœurs*, produites dans une feuille qui *a mission de soutenir le prestige militaire en France*, sont au moins singulières, et, pour notre compte, nous serions tentés de lui renvoyer les récriminations qu'elle adresse à l'auteur des *Paysans*.

En lisant ces documents à plus de cinquante ans de distance, après tant de changements survenus dans les mœurs et dans l'état social du monde entier, n'est-il pas curieux de constater combien certaines susceptibilités spéciales sont encore aujourd'hui demeurées identiques!

C'est à cette même réplique de Balzac que nous avons fait allusion naguère en rappelant, à propos du *Grand Propriétaire*, combien le maître tenait à laisser parfois dans un vague voulu la *géographie* de ses œuvres, aussi bien que les modèles réels de ses personnages.

Une observation finale à propos de cette note, placée aujourd'hui après le dernier mot de l'ouvrage, nous est suggérée par la date dont on l'a fait suivre en volume, c'est-à-dire par le millésime de 1845, attribué par ce fait à l'œuvre entière. Or, ainsi qu'on l'a vu, cette courte mais intéressante profession de foi littéraire fut écrite et publiée en dé-

cembre 1844, de même que toute la partie de l'ouvrage mise au jour par l'auteur en personne.

Arrivons au deuxième chapitre, où nous remarquons seulement que la passion attribuée par Balzac aux propriétaires forcés d'habiter la campagne, et destinée à diminuer leur ennui, avait primitivement pour objet : « *les lépidoptères, les coquilles, les insectes ou la flore du département.* » La modification actuelle émane à coup sûr de Mme de Balzac, car elle est écrite de sa main sur l'exemplaire des feuilletons de *la Presse* corrigé par son illustre mari. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur la part qu'il faut attribuer à la veuve de Balzac dans le texte des *Paysans* tel qu'il existe aujourd'hui.

Ensuite, nous ne retrouvons plus en volume la totalité de cette phrase, enchâssée dans la description de l'ancien castel des Aigues : «...deux girouettes, perchées aux deux bouts d'une cime ornée de *ces* serrureries, *que les savants nomment une acrotère.* »

C'est cet incomparable chapitre, contenant les péripéties de la chasse à la loutre, dont il n'existe, on le sait, aucune trace dans les versions antérieures des *Paysans*.

Du troisième chapitre, rien à relever, hormis la preuve donnée dans ce chapitre, — ainsi que dans la plupart des autres d'ailleurs, — des nombreuses fautes d'impression qui se sont glissées dans le texte actuel.

Mais, en revanche, le numéro de *la Presse* du 6 décembre, qui renferme la fin de ce chapitre, contient cette étrange annonce, insérée pour la première fois *trois jours* seulement après l'apparition du premier feuilleton des *Paysans*, et qui fut répétée dans presque tous les numéros suivants :

« *La Presse* a commencé le mardi 3 décembre la publication des *Paysans*, scène de la vie de campagne, par M. de Balzac. — (Ici, les conditions d'abonnement du journal.) — Dans le courant du mois, et immédiatement après la première partie des *Paysans*, *la Presse* publiera *la Reine Margot* par M. Alexandre Dumas. »

Retenons ces détails ; ils prouvent que *la Presse* était décidée en commençant *les Paysans* à ne pas les continuer sans interruption, malgré le soi-disant désir exprimé par M. de Girardin dans sa dernière lettre à Balzac, et à franchir le cap des réabonnements annuels non avec l'œuvre du maître, mais avec celle du célèbre amuseur.

Le quatrième chapitre est accompagné de l'*erratum* que voici : « Dans le second feuilleton (4 décembre), une erreur a rendu presque inintelligible la phrase qui commence ainsi : Entre l'instant du *dîner* et du déjeuner... Lisez : Entre l'instant du *lever* et du déjeuner.» Puis, en tête du numéro du 7 décembre contenant la fin de ce chapitre, on lit ceci : « Demain, dimanche, nous publierons le *Courrier de Paris*, par le vicomte Charles de Launay (1), et lundi le feuilleton des *Théâtres*, par M. Théophile Gautier. Mardi, nous reprendrons la suite des *Paysans*. »

Dans le cinquième, une ligne, omise partout ailleurs que dans *la Presse*, rend actuellement peu intelligible le paragraphe où Michaud proteste contre la pitié témoignée par la comtesse envers le père Fourchon et envers Mouche. Voici ce passage, intégralement rétabli : « Mon général est comte ; il est grand officier de la Légion d'honneur ; il a eu des dotations. Me voyez-vous jaloux de lui, *moi, simple sous-lieutenant, qui ai débuté comme lui*, qui me suis battu comme lui ? » En volume, dans le même chapitre, nous trouvons en outre les lignes suivantes, relatives à l'abbé Brossette, le curé de Blangy, qui ne font partie ni du texte de *la Presse*, ni des adjonctions autographes de Balzac : « *Il les accomplissait* (ses vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance), *comme tous les autres devoirs de sa position, avec cette simplicité et cette bonhomie, indices certains d'une âme honnête, vouée au bien par l'élan de l'instinct naturel, autant que par la puissance et la solidité des convictions religieuses.* » Nul doute que ce passage ne provienne aussi du fait de Mme de Balzac.

Rien à dire du chapitre sept. Il n'en est pas de même du huitième, où nous constatons la présence de cette réplique de Vaudoyer à Gaubertin, en vue de l'engager à trahir ses devoirs envers le comte de Montcornet, réplique supprimée dans le volume : « *Vaut encore mieux voler que d'étrangler sa mère ! dit Vaudoyer, enchanté de Gaubertin.* »

Dans le chapitre neuf, le paragraphe expliquant en quelle estime l'évêque tient l'abbé Mouchon, le curé de la Ville-aux-Fayes, a été transporté, dans le même chapitre, quelques pages avant l'endroit où Balzac l'avait placé d'abord. Plusieurs mutations analogues ont encore été opérées dans l'ouvrage. Elles sont sans importance. De plus, ce chapitre neuf contient deux fragments disparus aujourd'hui. Il s'agit, comme première omission, de la réplique dans laquelle Michaud affirme à Sibilet que le projet de saisir les bestiaux des délinquants condamnés n'aboutira pas. Voici ce passage, reconstitué tel qu'il a paru d'abord : « Marie Tonsard, la bonne amie de Bonnébault, est allée donner l'alarme à Conches. *J'étais sous le pont de l'Avonne, à pêcher, en guettant un drôle qui médite un mauvais coup, et j'ai entendu Marie Tonsard criant la nouvelle à Bonnébault, qui, voyant la fille à Tonsard fatiguée d'avoir couru, l'a relayée en s'élançant à Conches.* Enfin, les dégâts recommencent. » L'autre omission a trait à la conversation du comte de Montcornet avec le Procureur général, le baron Bourlac. La phrase complète était primitivement celle-ci : « Le Procureur général connaissait la situation des esprits dans la vallée des Aigues par son subordonné Soudry, *qui lui avait fait craindre*

(1) Mme Émile de Girardin.

des résistances de la part des Bourguignons de l'Avonne. »

A partir des dernières pages de ce neuvième chapitre, nous n'avons plus pour nous aider dans notre travail que les seuls feuilletons de *la Presse*, puisqu'il nous manque la fin de leur texte corrigé par Balzac.

Le chapitre dix est escorté par un nouvel *erratum* dont voici la teneur : « Dans le dernier feuilleton, ces mots : *les Aigues devaient échapper au mauvais gré*, mis à la fin de l'interlocution du procureur du roi de la Ville-aux-Fayes au baron Bourlac, ont dû sembler inintelligibles au lecteur. Ces mots appartiennent à une phrase oubliée, ainsi conçue : « Et si les Aigues pouvaient échapper au « *mauvais gré*, ce devait être en se conformant à la « politique que ce magistrat venait de conseiller se« crètement au comte de Montcornet. » Cette phrase termine le paragraphe qui vient après l'interlocution qu'a eue le procureur du roi avec son chef. »

La rectification nécessitée par cette erreur a été exécutée dans toutes les éditions des *Paysans*.

Olympe Charel, la jeune fille qu'épouse Michaud, à l'origine, ne portait pas ce premier nom. Dans le chapitre dix primitif, elle se nomme Olympe Chazet. Nous ne serions pas surpris d'apprendre que ce changement aurait été opéré à la suite d'une réclamation provenant de la famille de M. Alissan de Chazet. M. Alissan de Chazet, mort précisément en 1844, avait joué un certain rôle dans les rangs du parti légitimiste. En 1830, au moment où surgit la révolution de Juillet, il exerçait même les fonctions de receveur des finances et de bibliothécaire du roi. Aussi, quoique sans fortune, refusa-t-il obstinément de servir le successeur de Charles X, et s'empressa-t-il de donner fort dignement au nouveau gouvernement sa démission de toutes ses charges et de tous ses emplois.

Du chapitre onze nous n'avons rien à dire ; mais, en revanche, nous remarquons d'abord dans le chapitre douze que les paroles primitivement adressées par l'abbé Brossette à Niseron, et qui lui attirent la sympathie de ce dernier, étaient celles-ci : « *Le christianisme est la vraie république.* » Un peu plus loin, nous trouvons aussi, dans une des répliques de ce même Niseron à Tonsard, un membre de phrase omis aujourd'hui, que nous rétablissons ici dans le paragraphe complet : « Un père est le gardien de l'honneur dans sa famille. *Si quelqu'un touchait à Geneviève, il tomberait sous ma hache de 1793, et je me rendrais en prison.* C'est en vous conduisant comme vous faites, etc. » Une autre réplique, lancée celle-là par le père Fourchon cherchant le moyen de déconsidérer le vertueux abbé Brossette, contient aussi quelques mots supprimés. Les voici, réintégrés dans la phrase primitive : « Si la fille de Courtecuisse voulait quitter sa bourgeoise d'Auxerre, elle est si jolie, qu'en faisant la dévote, *et cocolant le confessionnal*, elle sauverait la patrie. »

Enfin, dans le treizième et dernier chapitre, nous remarquons en premier lieu que le paragraphe où il est question du despotisme de Rigou, commençant aujourd'hui par ces mots : « *D'abord, cet avare* avait réduit sa femme », débutait en 1844 par ceux-ci : « *Ce bénédictin, esprit astucieux autant que profond*, avait réduit sa femme, etc. »

Puis, comme dernière étape de ce long voyage à travers le texte original du maître, nous recueillerons ici son paragraphe final, jusqu'à ce jour imprimé seulement dans *la Presse*. A moins que cette suppression dans les éditions de librairie ne soit uniquement le résultat d'un impardonnable oubli, il nous est impossible d'admettre une seule raison légitime motivant son élimination dans *les Paysans :*

« De la sphère paysanne, ce drame va donc s'élever jusqu'à la haute région des bourgeois de Soulanges et de la Ville-aux-Fayes, curieuses figures, dont l'apparition dans le sujet, loin d'en arrêter le développement, va l'accélérer, comme des hameaux englobés dans une avalanche en rendent la course plus rapide.

« FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE. »

Mais veut-on savoir maintenant quelle est, à notre avis, la véritable cause de l'omission de ces lignes ? La voici. Quoique aussi peu légitime que possible, elle n'en est pas moins des plus facile à deviner. La nouvelle version des *Paysans* commencée dans *la Presse*, étant demeurée définitivement inachevée au moment où l'action, changeant de cadre, se transportait dans un autre milieu, — celui des bourgeois de Soulanges et de la Ville-aux-Fayes, — et la seconde partie actuelle ne contenant à son tour qu'une très faible portion du début de cette subdivision du sujet, tel qu'en 1844 Balzac comptait le traiter, le paragraphe qui, dans l'œuvre, eût précisé cette nouvelle lacune, fut tout simplement supprimé.

Quoi qu'il en soit de ce fait particulier, *la Presse*, en donnant jusqu'à seize colonnes de feuilleton, avait cette fois atteint son but, c'est-à-dire de terminer rapidement et à tout prix la mise au jour des premiers chapitres des *Paysans*, de façon à pouvoir commencer celle de *la Reine Margot* avant la fin de l'année 1844. Aussi, dès le numéro du 23 décembre le journal contint-il l'annonce suivante :

« *La Presse* a publié, du 3 au 21 décembre, la première partie des *Paysans*, par M. de Balzac. La seconde paraîtra vers le commencement de février 1845.

« Mercredi, 25 décembre, *la Presse* commencera la publication de *la Reine Margot*, par M. Alexandre Dumas. »

Le même numéro renferme un feuilleton d'Eugène Pelletan, faisant partie d'une série qu'il avait intitulée : *Impressions de lectures et souvenirs litté-*

raires. On y lit ce détail, qu'en l'année 1844 : « M. de Balzac faisait des études sur nature pour ses *Paysans*, et n'a publié que *Modeste Mignon*. » Ceci se rapporte en partie sans doute aux questions que, de sa pelouse de Passy, le maître adressait à M. Grandemain.

Ayant déjà dit quelle fut à cette époque la véritable cause du ralentissement dans la production de Balzac, ralentissement constaté à son tour par Eugène Pelletan, nous nous bornerons à déplorer de nouveau ici la désastreuse influence qui priva la littérature française de toute une série de chefs-d'œuvre, ensevelis à jamais dans le cerveau du grand écrivain.

Le plus souvent, d'ailleurs, ceux qu'il nous a laissés, de son vivant furent loin d'être considérés comme tels. Ainsi, se peut-on figurer aujourd'hui que l'œuvre géniale dont nous nous occupons ait pu déchaîner à sa naissance une véritable révolte chez les abonnés de *la Presse ?* Mais laissons à ce sujet la parole à Théophile Gautier. Par son active collaboration au même journal, par ses relations intimes avec Mme de Girardin, son mari et Balzac, l'auteur de *la Comédie de la Mort* était mieux placé que personne en 1844 pour connaître la vérité sur le point en question. C'est en 1858, dans *l'Artiste*, qu'il imprima pour la première fois les lignes suivantes, qui font partie de son étude intitulée : *Honoré de Balzac*.

« *Les Paysans*, ce chef-d'œuvre, provoquèrent même un grand nombre de désabonnements à *la Presse*, où en parut la première partie. On dut interrompre la publication. Tous les jours arrivaient des lettres qui demandaient que l'on en finit. — On trouvait Balzac ennuyeux ! »

Ceci expliquerait et pourrait même faire excuser, dans une certaine mesure, la conduite du journal, quant à la brusque suspension de l'ouvrage à la veille d'un 1er janvier. Ces désabonnements en masse, effectués par des militaires pour des raisons plus ou moins analogues, ne se sont du reste pas produits, en France, seulement en 1844.

Quoi qu'il en soit, la façon dont *les Paysans* furent interrompus dans *la Presse*, eut immédiatement son contre-coup dans les petits journaux. Ils profitèrent de l'occasion pour attaquer une fois de plus l'illustre auteur de *la Comédie Humaine*, et se moquer des cent personnages qui devaient être mis en scène dans l'œuvre nouvelle. Voici, à titre de curiosité, l'un de ces articles malveillants, paru sans nom d'auteur dans *le Charivari* du 18 janvier 1845 :

L'Exil d'un grand homme.

Depuis une semaine à peu près, M. de Balzac se promène beaucoup dans les rues de Paris. Il va de l'hôtel de M. de Nucingen à l'entresol de Mme du Val-Noble, et du faubourg Saint-Honoré, où demeure la jeune comtesse de Vandenesse, au Marais, où loge le vieux duc de Grandlieu.

M. de Balzac fait ses adieux à la capitale.

Où va-t-il ? Veut-il voir Séville et puis mourir, ou prétend-il se retirer, loin des paysans français, dans la Russie, amie des serfs ?

Non ; M. de Balzac émigre hors frontière, quelque part, en Belgique, en Suisse, ou dans le Luxembourg. Il rêve des Jardies exotiques, d'où ses pieds littéraires puissent, dans le mystère des promenades, toucher le sol français ; ce n'est pas lui qui emporterait sa patrie à la semelle de ses souliers !

C'est dans cet asile, inconnu des éditeurs, qu'il va préparer *les Petits Bourgeois de Paris*, second livre de l'épopée gauloise, dont *les Paysans* sont le premier chapitre.

Mais dans son exil volontaire, M. de Balzac emporte un grand malheur. Son âme a pris le deuil ; il mettrait volontiers un crêpe à son cœur et un habit noir sur son dos, si M. de Balzac pouvait jamais se résoudre à porter autre chose qu'un paletot marron.

De la frontière où il exile ses ennuis, le dernier des Gaulois est capable de nous revenir avec des lamentations. Des *Souffrances de l'inventeur* aux *Souffrances du romancier*, il n'y a qu'un volume ; ce volume, il l'écrira.

M. Dujarier a interrompu *les Paysans !* Or, *les Paysans* ne présentent pas moins de cent personnages à l'esprit charmé du lecteur. De ces cent individus plus ou moins champêtres, cinquante seulement ont paru dans la première partie de l'œuvre de M. de Balzac. Le reste est encore dans les limbes de l'inconnu.

Ces malheureux retardataires sont un peu comme *Cœlina*, du citoyen Ducray-Dumesnil ; ce sont *les enfants du mystère*. A l'heure de l'impression, personne ne se souviendra de leur parenté. Sait-on même si parmi les lecteurs quelques-uns ne s'écrieront pas : « Vous êtes tous des bâtards ! »

D'où vient celui-ci et d'où sort celui-là ? Les amis des *Paysans* battront la campagne à la vue de ces intrus. On ne saute pas facilement de cinquante à cent, et la mémoire ne trouve pas tout de suite à loger quatre ou cinq douzaines de personnages tombant des colonnes d'un feuilleton.

La mémoire n'est pas un hôtel garni.

Le sort des cinquante orphelins de lettres que M. de Balzac a laissés dans les bureaux de *la Presse*, remplit son cœur d'effroi. Ce sont cinquante cadets de famille qui auront beaucoup de peine à se faire accepter par des gens oublieux de leurs aînés.

M. Dujarier a commis un crime de lèse-littérature. Les cinquante paysans sans asile qu'il a mis au ban du feuilleton n'auront plus même une chaumière pour abriter leurs sabots, plus même une colonne pour raconter leurs aventures.

M. de Balzac en est si malheureux qu'il engraisse!

Nous avons maintenant passé en revue toute la partie du texte des *Paysans*, mise au jour du vivant de Balzac. Il nous reste encore à examiner comment et pourquoi cette magistrale étude resta inachevée, de quels éléments se composent les chapitres qui la terminent aujourd'hui, puis enfin, de quelle manière et par qui ces éléments furent mis en œuvre.

VICOMTE DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL.

Fin de la deuxième partie.

UNE OPINION DE M. DE BULOW

« Le politique n'est pas un moraliste. »

Imaginez ceci : toutes les nations de l'Europe — moins, bien entendu, l'Angleterre... et peut-être le redoutable Portugal — consultées, par voie de referendum, sur leur sentiment quant à la guerre sud-africaine, les gouvernements s'efforçant d'ailleurs de faciliter cette vaste consultation. Ne pensez-vous pas que ce ne serait partout qu'un même cri ? — un cri qui étoufferait un instant dans la même formidable colère toutes les divergences, toutes les rivalités, toutes les haines : cessation immédiate des hostilités ou sus aux Anglais !

Cependant, depuis tantôt trois semaines et tandis qu'on continue à s'entre-tuer en Afrique, le malheureux président Krüger court la vieille Europe à la recherche d'une intervention à laquelle les plus optimistes ne croient plus.

Ah ! voilà, c'est que les gou-ver-ne-ments ne facilitent rien, mais rien du tout... et nous en sommes là : 150 ou 200 millions de volontés sont impuissantes contre l'auguste obstination de quatre ou cinq têtes couronnées. Mandataires de Dieu, confidents du Très-Haut, pasteurs des peuples, ces maîtres se dérobent, et il suffit — pour qu'une fois de plus la force prime le droit, pour que l'ambition et la violence triomphent, pour que les principes sur les quels ces maîtres eux-mêmes et ces gouvernements fondent leur pouvoir deviennent la risée des plus humbles intelligences.

Ces choses ne sont point nouvelles, mais toujours admirables. En l'occurrence, les philosophes du siècle dernier eussent raillé avec amertume ou, plus probablement, se fussent indignés. L'indignation n'est plus de mode, l'amertume pas davantage...

***

Au surplus, nous avons peut-être bien réalisé quelques progrès depuis les Encyclopédistes... Il est même permis de penser que les despotiques fantaisies d'une Maintenon, par exemple, ou d'un Louis « le Bien-Aimé » ont rendu d'appréciables services à la cause du bon sens parmi les hommes... Quoi qu'il en soit, les peuples, aujourd'hui, n'y mettent point tant de façons.

Voyez le parfait et savoureux sans-gêne avec lequel ses « sujets » signifient à Guillaume II leur franche réprobation quand, dans un télégramme retentissant, il a refusé de recevoir l'infortuné pèlerin que le délire des multitudes porte en triomphe à travers l'Europe. De Cologne à Dresde, de Munich à Hambourg, ce fut un *tolle* général.

Comme chez nous, le peuple, de l'autre côté du Rhin, est dès longtemps acquis au parti de la justice et de l'humanité et, là-bas comme ici, les gouvernants prétendent ne rien entendre. D'enthousiastes acclamations saluèrent l'arrivée de Krüger sur la terre germanique. Comme une longue traînée de poudre, cet enthousiasme gagna bientôt tout l'empire, crépitant en applaudissements énergiques, éclatant en violents hourras, enfiévrant les cœurs durant tout le trop court séjour du vieux président en Allemagne. Et quand celui-ci eut passé la frontière, des délégués de tous les grands centres se réunirent à Leipzig et, de là, se rendirent à la Haye pour lui exprimer — puisqu'on ne « pouvait » le recevoir à Berlin — l'admiration et la respectueuse sympathie de la nation entière. Enfin, ce fut à Munich l'importante manifestation du samedi 8 décembre.

***

Elle avait été organisée par le comité fondé à Munich pour la défense des Boers. Ce comité groupe dans le même espoir nombre de notabilités scientifiques et littéraires de l'Allemagne méridionale.

Plus de 7000 personnes s'étaient rendues à son appel. La réunion avait lieu au *Kindlkeller*, un des plus vastes locaux de la capitale bavaroise. Elle fut présidée par M. le professeur Günther, assisté du docteur Lipps. Successivement, MM. Grueber, Molenax, Quidde, M[lle] de Villiers, une nièce de l'officier tombé au service du Transvaal, le commandant boer Joosten et M. Dewet, neveu du général, prirent la parole.

J'ai l'honneur de connaître personnellement MM. Günther et Quidde, qui voulurent bien me ré-

server le meilleur accueil et mirent tant de bonne grâce à se laisser interviewer quand je fus, il y a deux ans, leur demander leur opinion sur la question, alors si fort agitée, d'un rapprochement possible entre la France et l'Allemagne.

M. le Dr Quidde, auteur de remarquables travaux historiques et aussi d'un pamphlet fort spirituel, — *Caligula, étude sur la folie des empereurs romains*, — dont la publication lui valut quelques bons mois d'emprisonnement pour crime de « lèse-majesté », est non seulement un savant érudit, mais encore un orateur de premier ordre, épris surtout de méthode et de dialectique serrée, comme mathématique. Ancien député au Parlement de Bavière, professeur à l'École des Hautes Études techniques, maître passionnément aimé de ses élèves, M. le Dr Günther est un des chefs de file les plus sympathiques et les plus autorisés du parti « libéral démocrate » dans l'Allemagne du Sud.

Il lui a, du reste, fallu toute l'autorité dont il dispose pour maintenir dans les limites de la prudence l'enthousiasme et la colère que souleva dans les âmes, ce soir du 8 décembre, la parole vengeresse des orateurs. Et M. Günther dut même rappeler à l'auditoire que des oreilles toutes grandes ouvertes écoutaient à toutes les portes, quand des cris trop significatifs eurent souligné cette phrase de son discours : « Après la réception qui lui fut autrefois réservée par Guillaume Ier et Bismarck, qui oserait parmi nous trouver mauvais que Krüger ait mis en le peuple allemand son suprême espoir, en admettant même que cet espoir fût un peu naïf ? Il est de notre devoir de citoyens de déplorer qu'il ait, lui, trouvé fermée une porte qui eût été grande ouverte à tout autre. »

Le discours de M. Grueber, professeur douze années durant à l'Université d'Oxford, fut particulièrement applaudi. « Cette guerre, dit-il, qui comme aucune autre a remué dans ses profondeurs la conscience du monde civilisé, constitue, dès la déclaration des hostilités et jusqu'à l'annexion illégale des deux Républiques, un crime monstrueux contre l'humanité et le droit des gens. » Et crânement, M. Grueber a réédité alors le mot de l'illustre historien Théodore Mommsen, au jugement duquel la guerre déchaînée par l'avidité des Anglais n'est qu'une brutale « infamie ». Après avoir dépeint les horribles traitements infligés par les vainqueurs aux femmes et aux enfants systématiquement livrés aux affres de la faim, l'orateur rappelle, au milieu des hourras, l'accueil fait par Paris et la France au président Krüger.

Voici, d'ailleurs, le texte des résolutions soumises à l'assemblée par M. Grueber et votées par acclamations :

Première résolution. — L'assemblée, composée de plus de 7000 citoyens de Munich, exprime aux Boers des deux Républiques son admiration sans limites et sa sympathie la plus cordiale dans la lutte qu'ils soutiennent avec un héroïsme et une abnégation sans exemple dans l'histoire.

L'assemblée proteste solennellement contre la guerre faite aux femmes et aux enfants boers, poursuivis même dans leurs foyers, guerre qui constitue une violation criante de toutes les règles admises entre belligérants civilisés et révolte profondément les sentiments moraux et humains de toutes les nations.

Deuxième résolution. — L'assemblée exprime le ferme espoir que les puissances européennes agiront de manière à terminer au plus tôt la guerre et à maintenir la pleine indépendance des deux Républiques sud-africaines.

Troisième résolution. — L'assemblée déclare que le traitement infligé au président Krüger est une honte nationale, et elle s'attend à ce que le Reichstag et le gouvernement impérial réparent la faute commise et reçoivent le président Krüger.

Quatrième résolution. — L'assemblée adresse à toutes les villes allemandes l'invitation urgente d'exprimer, de la façon la plus énergique et de la même manière que cela a été fait à Munich, les sympathies sincères qui existent dans ces villes, comme partout, pour la cause des Boers.

* * *

En regard de ces courageuses protestations, si nous mettions certains passages du discours prononcé par le chancelier de l'Empire le mercredi 12 décembre ? A M. Hasse, député au Reichstag et qui, retour de la Haye, interpellait le gouvernement à propos de la fameuse dépêche de Cologne, M. de Bülow a répondu entre autres choses :

Nous avons fait ce qui nous était utile et facilitait en même temps le maintien de la paix dans le monde. En agissant ainsi, nous nous sommes aussi peu souciés de l'approbation des uns que de l'irritation des autres.

M. Bebel a prétendu hier que l'attitude du gouvernement à propos du voyage du président Krüger et pendant la guerre sud-africaine s'expliquait par les relations de parenté de l'empereur. Or, pour ma part, j'ignore comment le gouvernement anglais et la cour d'Angleterre envisagent le voyage de M. Krüger, mais je déclare de la façon la plus formelle que ni le gouvernement anglais, ni la cour d'Angleterre n'ont adressé ni à l'empereur, ni à moi, en ma qualité de chancelier de l'Empire responsable, un vœu ou une proposition qui eût rapport au voyage de M. Krüger ou à notre attitude pendant la guerre sud-africaine.

Admettre que l'empereur ait pu se laisser influencer par des relations de parenté, c'est montrer qu'on comprend bien mal le caractère et le patriotisme de l'empereur.

Pour l'empereur, les seuls points de vue d'après les

quels on doit se diriger sont les points de vue nationaux et allemands. Si des considérations dynastiques quelconques exerçaient quelque influence sur notre politique extérieure, je ne resterais pas ministre vingt-quatre heures de plus.

. . . .

Les intérêts allemands ne doivent pas être sacrifiés à ceux d'étrangers.

Quand il se produit un conflit entre des peuples étrangers, on ne doit pas se demander de quel côté est le droit. Le politique n'est pas un moraliste ; il n'a qu'à défendre uniquement les intérêts et les droits de son pays. L'idéalisme est un noble héritage du peuple allemand et que l'on doit lui conserver mais il ne doit pas venir déranger les combinaisons de la politique extérieure ou compromettre l'avenir du pays.

Tant il est vrai, encore un coup, que, sous toutes les latitudes, les gouvernants se moquent de l'opinion publique... Et cependant, quel rôle vraiment grand s'offrait à Guillaume II, toujours si soucieux de la beauté de ses attitudes! Chaque matin, il se demande quel personnage nouveau il va revêtir aux yeux de l'Europe stupéfiée. Par là, il avait plu à l'imagination des femmes. Chez nous, certains — et nous en fûmes — avaient espéré de lui le geste superbe qui, d'une façon ou d'une autre, eût définitivement réconcilié deux peuples malgré tout destinés à s'entendre. Décidément, ceux-là auraient-ils raison qui prétendent que toutes les belles générosités dont Guillaume aime à étonner le monde sont longuement calculées, et que sous ses dehors de preux chevalier il dissimule une extrême et la plus vulgaire prudence?

Il est d'ailleurs fort possible que M. Bebel se trompe, que les liens de parenté qui unissent l'empereur d'Allemagne et la reine d'Angleterre ne soient pour rien en tout ceci et que... les choses soient moins excusables encore... Vous savez l'agaçant refrain de la caille : « Paie tes dettes! Paie tes dettes! » Or, à des oreilles impériales, il doit être particulièrement fastidieux ce : « Paie tes dettes! Paie tes dettes! » Et grand'maman est si riche!

N'importe! Il est réconfortant, le spectacle de ces 7000 citoyens vengeant du mépris des maîtres la cause du droit et de la civilisation. Savourez ce mot du Dr Lipps : « Le refus de recevoir le président Krüger est une honte pour la nation »...

Non, les peuples n'y mettent plus tant de façons, — et la chronique marque un point à l'actif de la conscience sociale.

Gaston Choisy.

LE JASMIN D'ARGENT [1]

Nouvelle.

XI

Cette fois, la rizière où l'envoyait Joseph, le loueur, était très éloignée, près de Borgo-Vercelli, à huit milles de Trecate.

Les femmes, surtout celles qui sortaient de convalescence, arrivèrent fatiguées, les pieds gonflés et douloureux.

La Nanna, assise sur la paille qui devait lui servir de lit, tenait ses pauvres pieds dans ses mains, effrayée de les voir dans cet état.

Mais ses compagnes la réconfortèrent :

— Ne fais pas attention à cela et dors. Demain matin tu resteras si longtemps dans l'eau, que tu n'y penseras plus... Et tout en bavardant, elles s'étendirent sur le foin de la grange et s'endormirent en riant.

La Nanna finit aussi par s'assoupir, et sa fatigue était si grande, qu'elle ne fit qu'un somme jusqu'au matin. En s'éveillant, elle regarda autour d'elle tout étourdie, et murmura :

— Il est encore nuit.

En effet, il faisait à peine jour. Le travail commençait à quatre heures. L'aube blanchissait à l'horizon : une vapeur grise et lourde flottait sur la plaine immense.

La Nanna éprouva une impression de froid en entrant dans la rizière; et quand elle se trouva avec de l'eau jusqu'aux genoux, la tête enveloppée de cette buée épaisse, le cœur lui manqua :

— Grand Dieu! on dirait que ce brouillard donne la fièvre et qu'elle m'entre par le nez, les oreilles, la bouche... murmure la Nanna, toute frissonnante.

— Eh! là-bas, la jeune fille? que faites-vous? cria le surveillant.

Elle se mit à biner et à séparer le riz des mauvaises herbes; mais elle se sentait triste et abandonnée dans cette vaste étendue humide; elle avait envie de pleurer, et regardait furtivement en l'air pour voir si *un œil de soleil* trouait le nuage opaque qui pesait sur sa poitrine et sur son cœur.

Pauvre Nanna! Quand le soleil de juin parut, — un soleil de flamme, — elle crut perdre connaissance. La sueur coulait de son front en grosses gouttes qui tombaient dans l'eau et formaient des ronds comme de petites pièces. Et de cette eau stagnante et tiède, montaient des miasmes fétides qui barbouillaient l'estomac. Vers deux heures, la

(1) Voir la *Revue* du 8 et 15 décembre.

réverbération du soleil était si violente, que Nanna sentait bouillonner son cerveau et griller sa chair, comme si des langues de feu léchaient sa peau et suçaient son sang. Et, à mesure que la chaleur augmentait, la puanteur du sol devenait plus intenable.

La Nanna avait des nausées. Elle se redressa, les yeux injectés, les veines du front gonflées par la fatigue; elle murmura avec un profond découragement :

— C'est une vie d'enfer!

— Eh! là-bas, au travail! cria le surveillant.

— Allons, chantons! fit une de ses voisines, déjà habituée à ces tortures.

— Le temps passera plus vite, ajouta une autre. Nous n'en avons plus que pour deux heures.

Et elle commença la chanson populaire :

Les chasseurs de Garibaldi
Avec la plume à leur chapeau...

Et une à une, de près, de loin, de-ci, de-là, les bineuses s'unirent à cette voix et formèrent un chœur. La Nanna voulut commencer la première strophe, mais elle était trop mal à l'aise et ne put continuer: ces notes lentes, plaintives, cadencées, la firent pleurer...

A quatre heures, quand elle sortit de l'eau, après cette horrible journée, elle ne pouvait plus supporter le reflet éblouissant de cette plaine liquide sous le soleil. Ses yeux étaient éblouis, brûlés, cautérisés, et elle voyait une boule bleue flotter dans l'espace, — une boule d'acier bleui.

— Dieu! comment résister à une telle souffrance? pensait-elle.

Puis, elle observait ses compagnes qui, également échauffées et suantes, allaient gaiement se reposer, comme après un travail ordinaire. Cette insouciance la rassurait un peu, et elle se disait :

— Puisqu'elles se sont habituées, moi aussi, je m'habituerai...

Et elle écoutait la conversation de deux grosses filles qui marchaient en avant :

— Combien en as-tu pris?

— Cinq.

— Tu as gagné un franc. Le prix d'une demi-journée de travail... et sans fatigue ni peine.

Sans fatigue ni peine! cela résonna comme une mélodie aux oreilles désenchantées de la Nanna. Elle écouta :

— Un franc? reprit la première. Tu les vends quatre sous pièce?

— Oui, c'est mon prix.

— Où donc? Je n'ai jamais pu trouver plus de trois sous.

— Parceque tu ne sais pas t'y prendre. Si tu veux venir avec moi dimanche à Novare, je te ferai avoir quatre sous pièce.

La Nanna, curieuse de connaître le secret qui faisait gagner de l'argent sans se donner du mal, demanda :

— Ohé! les amies, qu'allez-vous vendre à Novare?

— Des sangsues! répondit l'une des deux en s'arrêtant pour l'attendre.

— Tu n'en as pas pris? fit l'autre à Nanna.

— Non. Ces affreuses bêtes venaient autour de mes jambes, mais j'ai réussi à les chasser.

— Tu as renvoyé la fortune... Nous les laissons approcher et nous les recueillons précieusement...

— Mais vous perdez beaucoup de sang! observa Nanna en montrant les petites blessures qui couvraient les jambes des paysannes.

— Bah! c'est le mauvais sang qui s'en va! s'écrièrent celles-ci en haussant les épaules. Cela nous évite une maladie.

— On met dessus une toile d'araignée et cela se ferme aussitôt... ajouta la seconde.

Elles arrivèrent sur l'aire. Les bineuses coururent dans un coin de la grange, prirent quelques toiles d'araignées poudreuses, les posèrent sur leurs plaies, qui, en effet, cessèrent aussitôt de saigner.

— C'est vrai, songea la Nanna. Au dernier moment, quelques instants seulement avant de quitter la rizière, on laisse les sangsues s'approcher... De cette manière, on ne perd pas trop de sang... Et puis qu'est-ce qu'un verre de sang en comparaison d'une journée comme celle-ci.

Et elle se mit à calculer que, pendant quinze jours de suite, si elle prenait quotidiennement cinq sangsues, elle gagnerait neuf francs : le prix de cinq journées de ce labeur d'enfer. Ainsi, elle pourrait laisser la rizière plus tôt, sans rien perdre.

Elle se coucha, un peu réconfortée par cette espérance, et dès le lendemain, elle abandonna ses pauvres jambes, qui n'avaient pas trop de sang, aux morsure de ces bêtes de pharmacie. Dès qu'elle se sentait piquée, elle saisissait la sangsue, l'enlevait, la mettait dans une petite bouteille cachée dans la poche de sa jupe.

Ce jour-là, elle eut la chance d'en attraper cinq, et elle se hâta de chercher des toiles d'araignées pour cicatriser ses blessures. Son contentement était extrême, mais elle éprouvait une grande faiblesse et attendait avec impatience son écuellée de soupe. Malheureusement, l'entrepreneur qui avait affermé les travaux fournissait aussi la nourriture : c'était une spéculation dont il savait tirer profit.

Le propriétaire lui payait deux francs par jour cinquante femmes, avec une garantie de trente journées; et 40 centimes par jour et par tête pour la nourriture. Or, le loueur avait pris seulement quarante

femmes, et, à force de discussion, il leur faisait faire toute la besogne. Il ne leur donnait que 1 fr. 80 par jour, et il les alimentait de bouillie de riz et de haricots, assaisonnée d'un peu de sel et d'un morceau de lard.

La Nanna ne put avaler sa soupe. Elle mangea un morceau de pain avec le fromage que la Madeleine lui avait donné, et elle se coucha sur la paille de la grange où bientôt ses compagnes vinrent la rejoindre.

XII

Le tempérament le plus robuste ne pouvait résister à cette existence de galérien. Toutes les bineuses se faisaient plus maigres de jour en jour.

A les voir, sous le brouillard du matin, s'acheminer vers la rizière, par groupes de deux, de trois, de quatre, pâles, faibles, les yeux creux, les bras pendants, le pas lent, elles ressemblaient à une procession de fantômes.

Et cependant, malgré les atroces fatigues de la semaine, quelques paysannes eurent le courage de se lever de bonne heure le dimanche pour aller à la messe et vendre les sangsues à Trecate.

La Nanna aurait mieux aimé rester couchée sur la paille, dans une paresse reposante.

Mais le commerce des sangsues l'intéressait particulièrement, car elle avait épuisé ses petites provisions de bouche. La mère ne lui avait pas envoyé autre chose : peut-être n'en avait-elle pas trouvé l'occasion. Elle avait besoin d'acheter quelques vivres : la soupe n'était plus mangeable.

Elle se leva donc de mauvaise grâce ; elle étira ses membres endoloris, mit ses vêtements de fête, prit ses sabots à la main, et en route, avec les autres ! Elles entrèrent dans la ville en chantant. Les beaux galants qui s'excitent — et Dieu sait comment ! — sur un petit pied bien chaussé, sortirent sur la porte du *café Cavour* pour les voir passer. Ils dirent :

— Bah ! ce ne sont que les bineuses des rizières !... Et ils regardèrent avec indifférence ces jambes nues jusqu'aux genoux, couleur d'acajou, squameuses et dures comme du bois.

Elles avaient dix-huit ans, les pauvres filles, et leur nudité avariée n'inspirait plus le désir.

Au retour, la Nanna se traînait à grand'peine. Son malaise augmentait de jour en jour. Aux semailles dernières, la tendresse de son frère l'avait soutenue; à présent, elle se sentait seule, si seule... Personne ne lui disait :

— Tu es lasse, repose-toi. Tu es faible, mange...

Rien. Elle était obligée d'y penser elle-même, et cela la chagrinait.

— Il me semble n'être la fille de personne, gémissait-elle. Si la mère m'avait envoyé Gaudence, au moins...

Au moins ! c'était son seul désir ! Et cette fois, sa prière fut exaucée. En approchant de la factorerie, les jeunes filles qui marchaient devant, lui crièrent :

— Hé ! Nanna !... Le chariot...

— Où ? demanda celle-ci sans avoir besoin d'autres explications pour comprendre de quel chariot il s'agissait.

— Là-bas, sur l'aire, près de la ferme... répondirent les autres.

Elle courut regarder, toute rouge d'émotion. Puis, elle murmura :

— La mule est détachée, Gaudence doit être à la cuisine...

Mais, elle n'osait pas entrer dans la maison et l'appeler. Comment lui annoncer son retour ? Que faire pour le prévenir ? Elle eut une idée :

— Chantons pour nous faire entendre...

Les bineuses se réunirent en un groupe, derrière la barrière de l'aire, et se souriant les unes aux autres comme si elles se confiaient une grande nouvelle, elles commencèrent à gorge déployée :

Hier soir, en me promenant;
Dighel no.

Tous les hommes de la factorerie sortirent de l'étable, de la grange, de la porcherie, de la cuisine, en pantalon de fête, la chemise empesée. Gaudence était avec eux.

Il s'avança en se dandinant, le chapeau sur l'oreille, riant et chantant :

J'ai trouvé belle demoiselle;
Dighel no.

Et tous les autres reprirent en chœur :

Elle m'a dit d'aller chez elle.
D'aller chez elle et de l'aimer,
Dighel no.

Les garçons entourèrent les filles, et tous ensemble continuèrent la chanson, en se faisant des yeux doux; ils la terminèrent avec de grands éclats de rire, comme si c'était un divertissement nouveau et original. Ensuite, Gaudence alla se planter devant la Nanna, les mains dans les poches, et secouant la tête, il chantonna d'un air malin :

Hier soir, en me promenant,
Dighel no.

— Avez-vous vu mes parents? interrompit la Nanna.

— Pas plus tard qu'hier. Votre maman m'a remis un paquet pour vous et elle veut savoir si vous êtes en bonne santé.

— Pas trop !...

— Je le savais bien! Vous n'êtes pas une travailleuse, vous! observa le charretier.

La Nanna se sentit mortifiée et répliqua :

— Pourquoi? Je fais tout ce que font les autres.

Quand on servit la soupe, Gaudence donna à la jeune fille une miche de pain frais et un morceau d'omelette aux haricots envoyés par la mère Lovatelli. La Nanna était si mal à l'aise que ces victuailles ne lui firent pas envie. Ses compagnes mangeaient et s'amusaient; elle aurait bien voulu en faire autant pour montrer sa résistance à la fatigue, mais vraiment c'était impossible. Elle avait tant peiné toute la semaine, elle avait été si mal nourrie, que ses forces la trahissaient. Elle s'en fut toute seule dans la grange, s'étendit sur la paille et se mit à pleurer, à pleurer, jusqu'à ce que le sommeil la prît...

XIII

Ce fut un sommeil agité, plein de songes. Elle croyait être une montagnarde de Bocca ou de Maggiora, une de ces montagnardes dont elle avait souvent entendu vanter la robustesse, les belles couleurs, l'humeur sereine et les cheveux frisés, retombant en boucles sur le front. Et dans son rêve, elle se voyait descendre la montagne par un raidillon, portant sur le dos une grosse hotte chargée de pierres, conduisant son âne par une corde attachée à son bras, tricotant un bas, tout en marchant, pour ne pas perdre son temps...

Gaudence avait si souvent décrit ce triple travail des montagnardes, que la Nanna y pensait toujours.

Mais il lui semblait que l'âne se faisait tirer et donnait des secousses à la corde, si bien que toutes les mailles de son tricot s'échappaient de ses aiguilles.

Elle s'efforçait de les reprendre, et elle se penchait tellement sur son ouvrage que toutes les pierres de sa hotte passaient par-dessus sa tête et que l'âne effrayé se sauvait, l'entraînant par sa corde à travers les champs et les prés : dans cette course vertigineuse, elle entendait au loin la voix moqueuse de Gaudence prononcer :

— Je le savais bien, moi!... Vous n'êtes pas une travailleuse!... — Et le charretier riait si fort que la Nanna s'éveilla.

En effet, des éclats de rire joyeux montaient de l'aire; mais cette fois Gaudence était innocent des railleries dont l'accusait le cauchemar. L'après-midi était avancé, et la jeunesse tournait au son de l'orgue de Barbarie. Nanna sourit à l'idée de danser avec le jeune homme, et elle se leva pour descendre. Le vertige la prit : sa tête lui semblait d'une insupportable lourdeur. Elle dut s'accrocher à la rampe de l'escalier pour ne pas tomber.

Jamais elle ne s'était sentie aussi mal, même pendant sa fièvre intermittente. Ses oreilles bourdonnaient, ses tempes battaient, son crâne était ouvert par des coups de marteau. Une douleur aiguë et profonde lui tenaillait le fond des yeux et l'empêchait de soulever les paupières.

Découragée, elle alla s'asseoir dans un coin de la cour et resta immobile. La polka terminée, Gaudence s'approcha, l'air vainqueur, et lui tendit la main :

— Allons, debout!

Hélas! elle aurait voulu valser, la pauvre Nanna! Elle essaya de se lever, mais ses membres étaient en plomb. Ses pieds étaient si lourds qu'elle ne put les remuer.

— Impossible! fit-elle avec un soupir qui ressemblait à un gémissement. Je ne suis pas bien.

— Quelle paresseuse! Vous avez toujours mal quelque part, fit le charretier auquel sa santé triomphante et une bonne dose d'égoïsme ne permettaient pas de comprendre une souffrance. Et tournant sur ses talons, il se dirigea vers l'extrémité opposée de l'aire pour inviter une autre danseuse. La Nanna fut humiliée. Gaudence la méprisait, et il lui préférait la première venue capable de faire un tour de valse. La fierté, l'amour, la jalousie lui donnèrent une force factice. Elle bondit sur ses pieds, prit ses sabots d'une main et en deux sauts eut rejoint le charretier au milieu de l'aire.

— Hé! Gaudence! cria-t-elle en arrondissant le bras et en balançant les hanches en mesure, dans une muette invitation à danser.

— Mais vous n'êtes pas bien? objecta celui-ci.

— J'ai dit cela en plaisantant. Je me porte très bien. Je ne suis pas une dame, moi, pour être malade d'un peu de fatigue.

— C'est égal, vous avez mauvaise mine, fit grossièrement le galant. Et sur ce compliment il prit la main droite de la jeune fille, lui passa son bras autour des hanches, en appuyant ses doigts sales sur la taille souple, et il se mit à tourner lourdement, à la façon des paysans, effleurant de sa barbe la joue de sa danseuse, la serrant contre lui, entre-croisant les jambes avec les siennes, se démenant comme un diable.

Et la Nanna posa languissamment sa main gauche sur l'épaule de son cavalier, tenant ses sabots comme un mouchoir parfumé, sentant en son cœur le contre-coup de ces étreintes, de ces attouchements, de ce souffle ardent qui lui brûlait la chair. Cependant le marteau frappait fort, très fort dans sa tête endolorie, et lorsque aux dernières mesures, Gaudence lui fit faire un tour à l'envers, elle éprouva une défaillance et ne vit plus rien; elle crut être suspendue en diagonale entre le ciel et la terre, elle cria en s'accrochant au jeune homme :

— Tenez-moi, je vais tomber... — et s'imaginant

l'entraîner dans sa chute, elle se couvrit les yeux de sa main.

Cette faiblesse dura peu : ce n'était qu'un étourdissement. Gaudence la retint, et quelques minutes après, la Nanna se retrouva appuyée sur l'épaule du charretier, au milieu de l'aire. Elle se dégagea sans le regarder, sans rien dire, et alla s'asseoir sur la poutre. Là, son mal s'accrut, et s'accrut encore : sa cervelle tourbillonnait dans sa tête, tournoyant comme une toupie hollandaise, sans s'arrêter. Elle n'en pouvait plus. Involontairement, elle se pencha de côté, appuya son front sur son bras, et resta là, gémissant tout bas. Gaudence s'approcha d'elle, et lui demanda, un peu effrayé :

— Eh bien! qu'y a-t-il, Nanna?

Elle était épuisée, et ne pouvait parler, car les sanglots lui serraient la gorge : elle répondit en fondant en larmes.

— Vous souffrez donc beaucoup? répéta le galant.

— Je crois être reprise de la fièvre, mais n'en dites rien à mes parents.

— Oh! quant à cela.., je ne retourne pas à la ferme. J'ai une charge de bois à livrer. Je ne sais quand je verrai la Madeleine.

— Cela vaut mieux, beaucoup mieux... murmura la Nanna.

Cependant, elle pleurait de se sentir ainsi abandonnée par les siens. Ses compagnes la regardaient, puis se regardaient entre elles d'un air mystérieux.

Enfin, la plus âgée, avec l'air important d'une qui en sait plus que les autres, déclara :

— C'est la céphalite...

Toutes firent un signe affirmatif, et ajoutèrent en chœur :

— Pour sûr... C'est la céphalite, et une bonne, encore!

— Alors? fit la plus jeune, comme si elle avait consulté un médecin.

— Il y a la poule noire... — Et elles parlèrent à voix basse, se concertèrent gravement, puis la première s'approcha de Nanna et lui dit :

— Nanna, tu as la fièvre à la tête, et cela peut devenir grave. Si tu veux guérir, il faut acheter une poule noire. La fermière en a quelques-unes...

La malade soupira. Elle pensait :

— On se guérit pour gagner de l'argent, puis on gagne de l'argent pour se guérir.

Mais elle resta silencieuse et tira le bout de son fichu dans lequel était noué son argent. Sa compagne était habituée à ce genre de bourse; elle défit le nœud, en tira l'argent des sangsues et alla au poulailler, ordonnant aux autres bineuses :

— Otez-lui ses épingles et décoiffez-la.

Peu après, elle revint tenant par les pattes la pauvre victime qui piaillait désespérément. La Nanna n'avait plus ses épingles, et ses cheveux étaient serrés sur la nuque.

— Tu es prête, lève-toi, dit la paysanne empoignant hardiment un grand couteau de cuisine. On entendit un gloussement aigu, et aussitôt la poule noire, écartelée du cou à la queue, fut appliquée sur le crâne de la Nanna qui sentit tomber sur son visage, sur ses yeux, sur ses vêtements, une chaude pluie de sang, d'humeurs, de liquides viscéraux de toutes teintes et de toutes couleurs, pendant que le cou de la bête, encore palpitante, s'agitait sur son front dans les dernières convulsions de l'agonie.

Puis, les femmes emmenèrent la malade en la soutenant dans les escaliers et la firent se coucher avec ce bonnet extraordinaire.

MARCHESA COLOMBI.

(Traduit de l'italien par Mme CHARLES LAURENT.)

(*A suivre.*)

CARNET DE PARIS D'UN COSMOPOLITE

Les Préludes du Jour de l'an.

Chère Madame,

Voici que Paris frileux se jette sur les épaules un mantelet de fourrures, serre les coudes au corps et blottit ses mains dans un menu manchon, pour courir... — Pardon, interrompez-vous, Paris, non, la Parisienne, oui. — Mais, à cette époque de l'année, c'est la Parisienne qui incarne Paris, et on peut d'autant plus l'ériger en héros protagoniste que le Parisien se transforme, lui, en bonbonnière... Et la Parisienne se hâte (toutes les affiches, toutes les vignettes s'accordent à le démontrer) vers les halls enguirlandés de lumières d'argent bleu, où scintillent les paillons de l'Étrenne. On n'a plus que le temps pour tant de visions et d'emplettes. Déjà les fourriers d'hiver sont venus, les fourriers de l'an neuf, et cet an neuf, du siècle neuf. Ce sont les facteurs. Ils grimpent les étages, ils sourient, ils attendent, en tendant d'une main aguerrie le calendrier, cette sèche ossature des quatre saisons, cet imprimé rempli du nom des saints que l'on ne chôme plus. Ah! les vraies dates du calendrier rationnel, les termes, le Grand Prix, la rentrée des classes, des Chambres, la date des sessions où l'on ressent le charme d'être juré, la fête nationale, la date inéluctable du départ pour les bains de mer, la date morale, où il n'est plus *smart* d'être à Paris. Alors le chroniqueur demi-mondain se cache; ce n'est pas au Point-du-Jour qu'il prend le frais du soir; et si vous l'y rencontrez, c'est précisément qu'il vient d'être rappelé par télégramme; une

affaire urgente, douloureuse, est arrivée non pas à lui, mais à un de ses meilleurs amis, car, seule, la pratique d'une vertu peut excuser cet accroc aux *self-devoirs* d'un chroniqueur bien Parisien.

***

Il n'est pas d'un ton parfait de demeurer à Paris durant cette quinzaine de décembre; ça sent son homme très pris d'obligations, ça indique quelqu'un qui doit bien des révérences et des salamalecs, qui se pend à bien des sonnettes influentes. Et puis on a l'air de n'avoir personne à son service pour sursurveiller l'envoi des petits sacs peints, des petites corbeilles et des arbres en fleurs. Ce sont peut-être ces raisons plus que la froidure qui décident l'exode vers les beaux pays de soleil. Là, il est entendu qu'on ne s'occupe pas du jour de l'an; c'est un jour pour les indigènes; ils s'agitent et le jour de l'an les mène; mais le Parisien, entre le jeu et le flirt, profite de ce loisir pour éplucher des cas de conscience; le cas de conscience, le cas de conscience amoureux peut à la rigueur naître en Angleterre ou à Paris; il ne se développe bien que passé Hyères, Antibes, vers la Riviera, jusqu'à Palerme en Sicile. Florence est sa zone tempérée, comme Menton est son point nord. Nulle part on ne le démonte comme à Florence; seuls quelques couvents d'Ombrie, avec de beaux quattrocentistes et des mosaïques quasi byzantines, peuvent inspirer une méthode rivale... Mais c'est bien de l'exception.

Le commun demeure à Paris, sous ce climat classique, et ses devoirs sociaux le persuadent du change de l'année, tandis que la restriction par moitié qu'on lui fait de son boulevard le lui rappelle à toutes minutes. A cette saison le boulevardier maigrit à la suite de pressions omnilatérales exercées sur lui, de la rue Drouot à la Madeleine. S'il ne va pas envahir les contrées du Sud (tel le barbare ancien), il est envahi par le barbare de l'intérieur. Pour lui, le trottin n'est plus, comme la veille, cet être impondérable et léger, dont le sillage et l'approche sont des grâces diverses mais égales, mais un monstre à angle aigu; le carton ou le paquet qui l'encombre, elle le dirige comme un espadon dans les côtes de ses admirateurs. Raison de plus pour partir, puisqu'on vous bouscule et presque qu'on vous chasse.

Sans ces poussées violentes et le zèle des marchands, s'apercevrait-on que l'hiver s'accentue, que l'année change? Ici, l'hiver s'avance avec mille précautions. A-t-il peur, pour son cortège, de cette armée de prolétaires qui l'attendent, le balai et la pelle et le sable à la main, prêts à pourchasser ses neiges, à l'heure même où elles l'annoncent? Il se fait plutôt représenter par ses ambassadeurs, l'Aquilon et la Pluie.

Pendant qu'ils sont là, le soleil veut bien céder le pavé, pour ne pas encombrer; mais durant l'accueil qu'on leur fait, il ne renonce pas tout à fait à s'amuser, à mettre une paillette vive sur le toit d'une maison, à faire étinceler les lettres d'or dont les commerçants aiment à parer les hauts balcons des façades. Ce n'est que dans le Nord qu'on connaît l'hiver, quand, sous son pseudonyme de bonhomme Noël ou de Saint-Nicolas, qu'il accepte des enfants, il entre tout raide de neige, tendant aux petits un grand sapin qu'il vient, c'est évident, d'arracher à la terrible bourrasque qui sonne dehors. Aussi le sapin, tout heureux, s'est-il pavoisé de plus de fruits dorés qu'il n'y en eut jamais aux jardins des Hespérides ou sous les pieds d'Atalante.

Dans ce Nord silencieux et froid, Noël est soudain. On l'attend de si grand cœur qu'on n'entendrait pas un rouge-gorge voleter dans la contrée, et pourtant, il surprend. Le traîneau qui l'apporte a glissé sur des ailes de cygne; il a volé sur des étendues dont nul pas n'a foulé la pure hermine; il a glissé près des rivières et des canaux qui sont des palais fleurdeglacés, dans des allées de forêts, où les branches ont remplacé les claires parures d'été fanées, par mille brimborions argent et diamant. Les voyageurs du chemin de fer qui court en sifflant par la lande et la futaie n'ont pas distingué sa course de celle du flocon de neige. Paris n'a pas le contraste pittoresque de la rue veloutée de blanc, sous des étoiles argentées sur un ciel de bleu dur presque noir, avec la salle en chêne clair ou en pitch-pin, décorée de la lumière des bougies reflétée par les noix d'or et les oranges pâles, se brisant aux cassures glacées des papiers qui voilent les surprises, ou du fin papier de soie qui seulement les orne de mystère, comme le *feredjé* fait aux femmes d'Orient dont il laisse filtrer tout le puissant regard. Paris n'a pas l'intimité de l'accueil fait au vieux Noël, qui se dépaquette, qui pose sa toque touffue de neige et sa pelisse ourlée de givre. La vie n'y est point assez intime. Et puis dans le Nord, on attend Noël chez soi, tandis qu'ici on mène l'enfant à sa rencontre et on lui montre tous ses entrepôts. Le bonhomme Noël de Paris, c'est Hermès, dieu du commerce ingénieux, et il a déposé partout tout ce qui peut séduire l'enfance en ses passions principales, une aimable gourmandise, la curiosité, mère de toutes les sciences, et cet amour du fracas qui la conduit à goûter plus tard les pompes militaires et les entrées de rois.

Heureusement que l'enfant ne dédaigne non plus les entrées de clowns. On lui en a passequillé infiniment parmi les bibelots les plus divers, les sabres, les schapskas, les kodaks, les complets de cuirassier ou de tirailleur, les autos, les box, les bars, les forteresses où sont peints des cieux lointains, les

théâtres où l'on peut battre le commissaire, et les grenouilles droites, la patte sur leur cœur, la bouche ouverte pour recevoir largement le palet ironique qui interrompra la sérénade. Pour les petites demoiselles on n'a pas négligé les cuisines toutes brillantes de cuivres polis, et l'épicerie bien ameublie et le ménage, cette réduction par les soins de petites fées du futur royaume des fillettes, avec son trésor nombreux de plats, d'assiettes, de vaisseaux ornés, et de soupières pareilles à celles que plus tard elles découvriront avec majesté.

Mais tout cela c'est l'accessoire, le petit accessoire; ça fait les quatre coins de ce panneau de gloire qu'est une vitrine ds jouets et dont le centre est toujours et triomphalement occupé par la Poupée.

La Poupée est toujours radieuse, ou charmante, ou intéressante par sa beauté propre et par tout l'horizon qu'elle implique, mais les poupées de cette année étaient particulièrement intéressantes, car enfin, elles marquaient une date; elles sont tout à fait de la fin du siècle; elles seront demain du XXe siècle. Or sont-elles des poupées nouvelles? Apportent-elles une révélation de l'avenir, ou une totale incarnation du passé? Sont-elles tout hier, ou le prélude demain? Ont-elles des yeux d'aurore ou de dernier crépuscule? Hélas! elles ont des yeux d'émail et on ne leur a pas fait de toilette pour la date; ce sont simplement des poupées de leur temps, bien de leur temps; ce ne sont pas même des poupées de transition, car celles de l'année dernière étaient les mêmes.

***

J'étais, presque hier, le jour finissant, dans ce clair atelier, où fut exposé tout contre la rue de Paris, en vue des clochetons exotiques, le meilleur de l'œuvre de Rodin. Ce n'était point encore l'ombre qui descendait sur la blancheur lumineuse des marbres et des plâtres, c'était un jour atténué, c'étaient des ondes légères de recueillement, et les statues semblaient vivre davantage de l'apaisement de la lumière sur leur modelé. Rodin regardait cette lueur sourde nimber les incarnations de ses rêves et accentuer une heure de leur vie. Cabire au repos, il songeait et parlait et de l'art et de la foule qui est son témoin; et il disait que le mal (quel mal? de n'avoir pas de public qui s'y connaisse, mais un nombre qui suit l'impulsion de la mode, le mal, que cette foule s'est habituée si pleinement à vivre au milieu de laideurs qu'elle ne sait plus discerner la beauté des formes) provenait de ce que nous n'avions plus d'artisans.

Évidemment l'homme qui saurait établir une chaise, une table, un coffret, simple mais de proportions harmonieuses, saurait reconnaître dans une statue, sur une toile peinte la beauté des formes, et le don que l'artiste ferait à son goût et à son intelligence, il le rendrait en menue beauté, au moins en élégance, en proportions exactes et agréables dans les légers travaux afférents à l'œuvre d'art que sont les métiers de Paris.

Et j'en reviens à mes poupées : s'il y avait des artisans il y aurait de belles poupées.

Dans l'indigence d'agrément de ces figurines, une chose est plus surprenante encore ; c'est que, si bien des industries d'art, ici comme ailleurs, sont touchées de décadence et tâtonnent (et ce n'est pas le style anglo-franco-belge en paraphe et coup de fouet qui les régénérera), au moins, l'art de la femme est singulièrement intact. La toilette féminine à la fois hardie, stricte, sobre et paradoxale, implique un progrès sur les âges précédents. Dépassées certaines erreurs de grossissement, de ballonnement, ayant renoncé à mettre les bras dans de très larges courges et la démarche dans une cloche, comme il fut fait il n'y a pas très longtemps, on réussit, au contraire, à laisser au corps sa ligne pure, sans renoncer à l'orner. Les praticiennes qui veillent, les unes au panache à base de velours, les autres à la cuirasse légère des Parisiennes, ceux qui les passementent, et celles qui leur préparent des broderies, leurs rubaniers et leurs orfèvres sont dignes de leurs modèles, et font face avec talent aux besoins d'une esthétique un peu variée. D'autre part, nulle préoccupation n'est plus vive chez les jeunes mères, au moins une minute, durant le choix, parmi l'hésitation qui fixe la mésange des cent barreaux divers et amusants d'une cage d'un instant, que de bien choisir la poupée, la compagne avec laquelle la petite fille fera dînette et avec qui elle s'exercera aux dialogues mondains que ne lui accordent pas encore les grandes personnes.

Alors, puisqu'il y a offre et demande, et possibilité à l'offre de contenter la demande, pourquoi se borne-t-on à ces dérisoires effigies, et consent-on, dès l'abord, à mettre entre les mains de l'enfant quelque chose de lourd et à faire tous efforts pour l'habituer à l'inélégance? Tous ces bébés qui tendent hors de leur boîte des mains horizontales, que ne les varie-t-on! Je sais bien qu'il y a quelque velléité. Ici la poupée, c'est un sergent de ville, orné d'une médaille de sauvetage et qui tend ce bâton blanc qui fige les plus fiers automédons; je vois que certaines personnes à large chapeau en auréolé dressent, de l'horizontalité de leurs mains, la verticalité d'une face-à-main. Peut-être faut-il voir quelque préoccupation, quelque hantise de soirs brillants, de soirs électriques et chantants, dans ces poupées au chapeau falot, à la houlette parée de fleurs, qui sont, maillot et geste, si pareilles aux élégantes commères des revues de fin d'année. En voici une qui dit les délices de l'intimité, car de velours noir vêtue, elle est assise devant un piano qui, peut-être, est mécanique. Mais

ces efforts, si magnifiques soient-ils, sont isolés et inutiles autant que tous ceux qui s'évertuent vers les dimensions, une grande poupée bête étant plus bête qu'une petite.

S'il y avait des artisans intelligents, ou d'habiles chefs de maisons, au lieu de recommencer pour toujours ce modèle de poupée qui s'articule un peu plus, se vêt mieux, mais ne s'embellit guère, ils accorderaient attention à ceci, que la France possède un merveilleux artiste d'élégance qui est Jules Chéret. Ils iraient regarder des Chéret. Ce n'est pas très difficile; il y en a sur tous les murs, et il ne se passe pas de matin qu'à propos du plus mince phénomène industriel, l'ouverture d'un dépôt de pétrole rectifié ou d'un théâtre, Chéret ne jette sur les murs un chef-d'œuvre vivant et polychrome où fleurit une effigie féminine. Les artistes de la poupée auraient là tout à apprendre; ils pourraient même, c'est un heureux hasard, voir, à l'Hôtel de Ville, une fresque de Chéret tout animée des joies de l'enfance et de ses jouets, où ils trouveraient en un petit espace toute une grammaire de la ligne et de la couleur du jouet; et quand ils auraient regardé les affiches et les fresques, ils ne seraient plus embarrassés pour le regard ni pour le sourire de leurs petites créations. Car enfin, le sourire et le regard sont choses très-fugaces, mais on peut en intercepter le mystère et la rapidité puisque Chéret l'a fait. Les artisans n'auraient qu'à copier et à adapter.

Mais les choses faciles ne se font pas vite, et ce sera peut-être à l'aurore du XXIe siècle, qu'on réformera, dans un sens esthétique, cette plus vieille compagne de l'enfant, l'ancien paquet de chiffons, ou le sac de son à face genre humanité, qui est devenu la Poupée. Ce sera à l'aurore du XXIIe ou peut-être jamais, à l'âge d'or, plus chimériquement encore quand les livres d'étrennes deviendront des livres, à présent c'est des reliures.

Ici les grandes indignations sont permises, et la grandiloquence pour les exprimer. Une croisade ne serait pas de trop, une ligue serait opportune, dont les participants s'engageraient, par serment, à n'acheter plus jamais de livres d'étrennes, à moins qu'ils ne soient comme ceux de Gaston Paris, Schlumborger, ou le Tristan de J. Bedier, de faux livres d'étrennes, des érudits usurpateurs de la reliure d'étrennes. Une grève générale s'indiquerait; la déportation des publicistes pour enfants dans une enceinte sans imprimerie serait admissible. Tout est admissible, car le livre pour enfants ce n'est pas tout à fait une reliure, c'est un coffret gaufré, tarabiscoté, doré, repoussé, surchargé, c'est la boîte de Pandore dont toutes les bêtises s'évadent; il ne reste que l'image dans le fond, et elle n'est pas bonne; et tous les papillons à couleurs ternes s'en vont battre des ailes dans de petits cerveaux à qui on ne devrait montrer que les plus jolis scintillements d'idées. Un clown débitant par aphorismes de l'extrême sagesse et faisant la culbute selon l'esthétique la plus pure et la plus imprévue, tel devait être le livre de l'enfant; ce n'est pas ce qui se passe; ce n'est pas Ariel qui l'écrit, ni Titania... c'est... c'est M. Paul d'Ivoi ou M. Leo Dex; il y a une différence.

Un éditeur, je ne sais plus si, avant d'être un accumulateur de tomes, il présidait, colonel, aux ébats des canonniers dans un polygone, ou bien si, armateur, il attendait aux môles d'arrivée les bois clairs du Nord, ou les épices d'Insulinde, avait coutume de dire, lorsqu'on préparait les amalgames de prouesses, de voyages et de coqs-à-l'âne qu'il avait coutume. de lancer vers les petits: « Dans le livre d'étrennes, l'auteur, l'écrivain, le poète compte pour peu, et moins encore, le texte n'est rien; le dessin n'est point dépourvu d'un certain appoint d'intérêt. L'essentiel, c'est la plaque. » Après une pirouette recueillie, il affirmait « c'est moi qui trouve la plaque ».

Or la plaque, c'est le couvercle du coffret, c'est la broderie, la surbroderie, le gaufrage, le maroquinage, l'abus hurlant de l'or et du rouge, le mariage de l'or avec des verts qui sanglotent, et des jonquilles qui hurlent, écrasées sous les milliers de griffes en filigrane du monstre; c'est la parure haïssable qui fait que le livre d'étrennes placé dans les grands magasins, entre les pendules dorées, les veilleuses en ciboires, les porte-montre gothiques, les coffrets de peluche, et les chromos radieux n'y détonnent pas. Et c'est bien évidemment l'essentiel, cette plaque, puisque c'est elle qu'on soigne, et c'est grâce à elle (elle ne sait même pas, en sa majesté, ce qu'elle entraîne dans sa traîne d'or) que les enfants rêvent du rêve imbécile, du rêve de scalpeur, d'Apache, de bretteur, d'enfonceur de portes ouvertes, d'égorgeur de nègres, à moins que, sous l'approbation et la bénédiction de l'archevêque et du cardinal, ils n'aient les yeux béatement tournés vers les petites simulatrices, à qui on fait apparaître, dans des grottes, des vierges bienveillantes, autant que possible, pas bien loin des stations thermales. Et le livre d'étrennes, agrémenté de sa plaque, décoré de tant de passequilles rouges, fait penser aussi aux questions pendantes du féminisme, pour faire regretter que parmi tant de dames, qui ambitionnent la toge de l'avocat, le mandat de la législatrice, quelques droits politiques, etc., ou qui aiment à carder, en des romans psychologiques, l'étoupe considérable des poupées passionnelles, aussi articulées que celles du jour de l'an, il n'y en ait pas quelques-unes qui songent à écrire, sans pleurnicherie, comme

sans prétention, pour l'intellect varié, impressionnable et fragile des enfants.

Mais, chère madame, me voici en terrain brûlant, car certes je suis un petit clerc auprès de vous en matière de féminisme, et ce serait à vous de m'en écrire et non à moi d'y faire allusion; je me replie, en vous présentant à l'avance tant de souhaits...

WALTER LINDEN.

THÉATRES

ODÉON : *Château historique*, comédie en trois actes, de MM. A. Bisson et J. Berr de Turique.

Cela commence, — presque ! — comme la *Ville Morte* de M. d'Annunzio ; cela continue comme l'*Étincelle ;* cela finit comme tous les vaudevilles du monde, par un mariage; mais cela est gai, d'une gaîté simple et naturelle, sans cesse renouvelée par des épisodes où tout n'est pas artifice. Le hideux quiproquo y triomphe, mais renouvelé, si je puis dire, de la façon la plus heureuse : car il modifie, non pas seulement la situation, mais le caractère des personnages ; ainsi ce vaudeville est presque une comédie... Au surplus, de quelque nom qu'on nomme la pièce de MM. Bisson et Berr de Turique, elle est « le succès ». Elle est extrêmement amusante, parfaitement jouée, et très « convenable ». Je serais bien étonné si elle n'attirait pas la foule pendant de longues soirées.

Mais, cela dit, il faut raconter la pièce. Essayons.

***

M. Colombin, industriel enrichi dans je ne sais quel commerce, a acheté un « Château historique », les Fontenelles, célèbre par le séjour prolongé que Rousseau y fit jadis; parfait bourgeois, Colombin éprouve une joie fière en se couchant dans le lit où dormit Jean-Jacques; il ouvre libéralement sa maison aux visiteurs, qui l'envahissent chaque jour, et qui sont invités à écrire leurs impressions sur un registre préparé à cet effet. Colombin, vous n'en doutez pas, souffre cruellement à contempler sa boutonnière vierge; il espère, lui aussi, être décoré comme « collectionneur ». La pièce s'ouvre par une visite de touristes, fort comique... Mais je ne dois pas vous laisser ignorer plus longtemps que ces premières scènes n'ont qu'un rapport très éloigné avec la pièce. C'est le résultat ordinaire de la collaboration. J'imagine, — pure supposition de ma part, — qu'un des auteurs avait écrit une comédie dont le « château historique » était vraiment le sujet. L'autre a gardé le point de départ et quelques scènes amusantes : puis il a trouvé un autre sujet, assez proche du premier, et l'a développé à sa façon. Voici comment.

Les Fontenelles ne sont pas célèbres seulement par le séjour de Jean-Jacques. Plus récemment, elles furent habitées par Paul Coudray, le romancier célèbre, auteur de *Baisers mortels*, et de dix autres volumes qui ont passionné les âmes falotes de nos snobinettes. Paul Coudray y vécut assez longtemps. Mais il dut le mettre en vente à la suite d'un scandale, — passionnel, bien entendu, — dont il fut le héros. Il avait enlevé la femme d'un de ses voisins de campagne, le capitaine (au long cours) Cabriac; et il vit avec elle en Algérie. Si la littérature de Paul Coudray trouble les cervelles de nos contemporaines, on juge des ravages qu'elle doit exercer sur des femmes qui retrouvent à chaque pas le souvenir vivant de leur auteur : c'est ici la table où il travaillait, le fauteuil où il s'asseyait pour écrire, le divan où il « pensait »... Invisible et présent, il est toujours là; chaque geste espère le frôler... Et voici des reliques, oubliées par lui ; des cartes de visite, un carnet de notes, trois lettres, trois lettres d'amour !... On n'y saurait résister.

Trois femmes vivent, aux Fontenelles, avec Colombin; Chloé sa sœur, vieille fille ridicule; Geneviève, sa fille cadette, non mariée, toute jeune et gentille; et Marguerite, sa fille aînée, laquelle a épousé Gaston Baudouin, brave et charmant garçon, intelligent, loyal et tendre. Geneviève, fine et avisée, a un peu échappé à la contagion; on ne lui a pas, du reste, permis de lire les romans de Paul Coudray, et le peu qu'elle en connaît l'a révoltée. L'exaltation de Chloé est sans importance. Il n'en est pas de même pour Marguerite.

La « poésie » de Coudray a bouleversé sa cervelle; elle ne rêve que « baisers mortels » et autres fadaises : les inventions frénétiques et banales de son auteur lui apparaissent comme les seules réalités de la vie; et elle méprise son brave homme de mari pour son dévouement, pour sa tendresse, pour tout ce qu'il lui a donné de joies et épargné de tristesses. Gaston se dépense en vains efforts. Une scène, — un peu grave de ton, et qui doit appartenir à l'autre pièce, — nous montre, entre les époux, un malentendu grandissant et qui va devenir définitif. Marguerite, uniquement préoccupée jusqu'ici des romans de Coudray, commence à avoir « du goût pour les réalités »; elle en a du moins la curiosité; Gaston vient de trouver une photographie du romancier, que Marguerite s'est fait envoyer de Paris. Gaston est près de se décourager. Lutter contre un rival vivant passe encore ; mais se battre contre un être à qui l'on prête toutes les grâces, toutes les séductions,

et qui n'est pas là pour remplacer par la réalité l'image triomphante qu'on se fait de lui! Sans doute. l'absence même de Coudray rassure Gaston sur les dommages matériels. Il n'en reste pas moins que l'intimité de son ménage est détruite, sans qu'un moyen s'offre de la rétablir.

En voici un cependant. C'est Claude Barrois, ami d'enfance de Gaston. Inconnu de tous les habitants des Fontenelles, il s'y présentera sous le nom de Paul Coudray; son portrait, substitué à celui du romancier, affirmera sa personnalité nouvelle. Il sera bel et bien Paul Coudray. Et il ne lui restera plus qu'à se montrer fat, vaniteux, vulgaire, pour guérir Chloé et surtout Marguerite de leur folie...

Jusqu'ici, vous le voyez, c'est le vaudeville classique, et ce qu'on en peut dire de mieux, c'est que l'exposition, un peu lente d'abord, est ensuite claire et gentiment amusante. Où la pièce s'améliore, c'est en ceci. Claude a accepté de très bonne grâce le rôle que son ami lui propose; il ne s'agit en somme que de « dépoétiser » Coudray. Mais, à l'expérience, la chose lui parait moins aisée. « Je n'aurais jamais cru qu'il fût si difficile d'être un muffle », dit-il à Gaston. Et en vérité, Claude, naturellement aimable et spirituel, aggrave la situation... Gaston le rappelle à son rôle. Claude est tout disposé à s'y conformer, mais, outre que ce rôle est « difficile », il exige un effort de plus en plus grand. En effet, — et j'aurais voulu que les auteurs insistassent un peu plus sur ce point qui donne quelque originalité à leur pièce, — en effet Claude se laisse peu à peu envahir par le personnage qu'il représente. Pour mieux dire, une sorte de malentendu, de confusion, apparait en lui, qu'il n'a pas toujours le courage de dissiper. Il sait bien que l'adoration dont on l'entoure s'adresse à Coudray; mais c'est lui, Claude, qui en jouit. S'il ne l'a pas inspirée, il est assez flatté de reconnaitre qu'il ne l'a pas, au moins, découragée. L'encens lui est doux, même quand il lui arrive indirectement.

Et M. Henry Mayer, qui joue le rôle, a indiqué avec une justesse et un comique excellents les hésitations, la vanité ingénue, et les « reprises » du personnage... S'il ne s'agissait que de la brave Chloé, fille trépidante et mûre, la chose serait facile. Claude la décourage avec résolution. Mais, en ce qui touche Marguerite et Geneviève, l'opération est plus délicate. Il y a là quelques nuances que les auteurs ont très heureusement marquées.

Avec Marguerite, Claude est plein de bonne volonté. Il est fermement décidé à la ramener à Gaston, et à la dégoûter de Coudray. Mais Coudray, c'est lui-même à cette heure. Il commence; il tente de paraître grossier, égoïste, vaniteux et brutal. Mais Marguerite est si belle! Elle le regarde avec une admiration si pleine d'abandon. Ses beaux yeux sont si tristes, quand il tente de jouer son rôle! Elle est si soumise, quand il parle, et ses beaux bras s'arrondissent en une pose d'attention si gracieuse et si attendrie!... Il est vrai que, parfois, elle cite des vers ou des phrases de l'autre, et que cela gêne Claude. Mais ce n'est qu'un moment; et, bien vite, elle l'écoute de nouveau. Puis elle parle, avec de longs regards pleins de gratitude. Elle remercie Claude d'être si bien *lui-même*, tout à fait tel qu'elle espérait le trouver... Comment faire exactement la part de Coudray dans ces gentillesses, qui troublent seulement Claude, et dont une partie au moins ont été méritées par lui?... Il ne faut pas moins que l'impérieux sentiment du devoir, réveillé par les impérieux rappels de Gaston, pour que Claude recouvre son sang-froid...

Et ce ne serait rien encore. Sensible aux câlineries de Marguerite, Claude est résolu à n'en pas abuser. C'est même ce qui lui permet de savourer leur charme; et c'est ce qui lui rendra facile, à la fin, l'éclat par lequel il se « dénimbera » aux yeux de la jeune femme. Mais la gentille petite Geneviève, si fine, si loyale, si confiante? D'abord, Claude a été conquis par cette nature limpide et droite. Et, devant celle-ci, il ne peut consentir à se calomnier. C'est qu'avec elle, la situation est, pour ainsi dire, retournée. Marguerite s'étonne qu'un poète aussi délicat que Coudray puisse tenir les propos égoïstes ou vaniteux où s'efforce Claude. Geneviève au contraire est enchantée d'entendre Claude parler de l'amour et du mariage avec une émotion pénétrante; et elle montre ingénument sa surprise charmée d'entendre de telles paroles dites par l'auteur révoltant de *Baisers mortels*. Ainsi, l'encens agréable et indirect que lui offrait Marguerite, Claude le respire directement, délicieusement, car c'est à lui, malgré Coudray, et non à cause de Coudray que le gentil petit cœur de Geneviève le destine.

La situation, comme vous le voyez, se complique. Mais elle se complique, moins par la rencontre de faits arbitraires, que par le jeu naturel des sentiments. Dès lors, c'est une série de scènes, d'un excellent comique, malgré un parallélisme un peu prévu. Claude s'est efforcé à « paraître un muffle ». Marguerite lui jette des regards chargés de courroux et de mépris; Geneviève paraît : l'infortuné Claude peine à expliquer et à nier ses paroles, ses théories. Il ne peut « décourager » Marguerite, qu'il n'aime pas, sans froisser Geneviève, qu'il aime; et tout ce qu'il tente pour conquérir et pour charmer Geneviève, conquiert et charme Marguerite... Ajoutez certaines complications de faits : par exemple, la venue de Cabriac, le mari trompé par Coudray, qui cherche partout son rival pour le tuer, et qui s'en prend à Claude... Imaginez Gaston inquiet, Claude agacé, n'osant avouer sa supercherie, et, pour ne

pas paraître un lâche aux yeux de Geneviève, forcé d'accepter la provocation de Cabriac, ce qui, d'autre part, fait croire à Geneviève qu'il est l'amant de la femme dudit Cabriac... Mais comment donner une idée exacte de ces complications qui, rapides et vivantes à la scène, deviennent, en récit, d'une lamentable lenteur. J'en ai dit assez, j'espère, pour vous montrer le très agréable mérite de cette pièce très amusante. La charmante comédie de MM. Bisson et Berr de Turique se dénoue par un artifice de vaudeville fort plaisant en soi, et qui donne lieu à des scènes d'une bouffonnerie irrésistible... Je vous laisse le plaisir de la surprise.

J'ai dit déjà avec quel naturel et quelle justesse, M. Henry Mayer avait rendu le personnage de Claude. M. Albert Lambert est d'une sincérité savoureuse dans celui de Colombin. Le rôle de Gaston n'est guère bon; M. Dauvillier y fait preuve d'élégance et de tenue. M. Siblot donne une silhouette fort amusante au féroce capitaine Cabriac. Et M. Coste, dans un rôle qui n'a guère que deux scènes, est amusant et spirituel. Mme Emma Bonnet donne la plus réjouissante physionomie à l'inflammable Chloé Colombin. Mlle Yvonne Garrick, une nouvelle venue je pense, a joué à ravir, avec une simplicité et une grâce exquises le joli rôle de Geneviève. Enfin, j'ajoute que j'ai été fort agréablement surpris par le jeu de Mme Cécile Sorel. Il y avait bien quelque complaisance, n'est-ce pas, dans les compliments éperdus qu'on lui adressait jusqu'ici? Elle les justifie, — presque! — et ce n'est pas peu dire. Elle est toujours aussi belle, et elle a gagné en sincérité, en simplicité surtout. Le rôle de Marguerite n'est pas, ce me semble, tout à fait « dans ses cordes ». Elle s'en est tirée avec infiniment de bonne grâce, d'aisance, et de talent.

La mise en scène ne comporte qu'un décor, dont il faut louer l'arrangement élégant et luxueux. Peut-être pourrait-on le trouver un peu neuf pour un château où vécut Jean-Jacques. Mais il aura le temps de se faner avant qu'on cesse de jouer le *Château historique*.

* * *

Le troisième volume du *Théâtre* de Meilhac et Halévy a paru chez Calmann-Lévy. Il contient *La Cigale*, *Lolotte*, *le Passage de Vénus*, *Barbe-Bleue* et *la Mi-Carême*. Six pièces, dont cinq sont des chefs-d'œuvre!... Mais les semaines du jour de l'An sont vides, et nous aurons le temps d'en parler prochainement.

Je signale aussi le troisième volume de *Quarante ans de théâtre*, de Sarcey. Celui-ci est consacré aux « tragiques, *Corneille*, *Racine* et *Shakespeare* et la Tragédie ». Peut-être est-il plus curieux et plus « typique » encore que les précédents. Tous ceux qui aimaient Sarcey, — et qui ne l'aimait pas? — le retrouveront ici, clair, passionné, robuste, un peu court, et surtout plein de vie.

JACQUES DU TILLET.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

Si j'étais un de ces riches vieillards qui, par des donations somptueuses, facilitent aux Académies l'encouragement des genres littéraires en désuétude, ou si j'étais seulement un de ces grands critiques, comme il y a, n'est-ce pas? de ces grands critiques qui vous transforment les littératures d'un tour de main, j'aimerais travailler au perfectionnement, en France, du livre enfantin. Car, il n'y a pas à se le dissimuler, ce genre délicat et qui pourrait être exquis est tombé chez nous assez bas. Il me serait facile de le démontrer, mais à quoi bon?... Et je croirais urgent aussi d'indiquer que ces « reliures de luxe » en toile gaufrée et peinte, tranches dorées, etc., ne sont pas de nature du tout à développer chez les enfants la justesse du goût esthétique... En attendant, faisons l'éloge consciencieusement des principales nouveautés de la saison. Elles sont fort belles, et riches, et tout!

* * *

Pour les tout petits, auxquels on montre les images, voici d'abord un gentil recueil : l'**Imagerie enfantine** (May) (1). Ce sont des pages illustrées en couleurs, par compartiments, à la manière un peu des images d'Épinal, et cela raconte aimablement des contes de fées : Peau d'Ane, le Petit Poucet, Cendrillon, Riquet à la Houppe, la Belle au Bois dormant, Barbe-Bleue et le Chat botté, vieilles histoires toujours jolies, déraisonnables et charmantes. **Maman Cabas** (May), est un bel album en couleurs, illustré très spirituellement par *Benjamin Rabier*. Ah! cette Maman Cabas! C'est une bonne femme du village, si décatie qu'il semble bien qu'elle a dû connaître dans son enfance les dernières fées; il n'est même pas tout à fait sûr qu'elle ne soit pas elle-même un peu une fée, tant elle raconte avec entrain, avec une imagination prestigieuse. Elle en sait de bonnes, maman Cabas! En outre, elle est fort au courant et ne débite pas des vieilleries; mais elle vous dira la singulière aventure du poète décadent

(1) *Société française d'Éditions d'art*, L. Henry May, 9 et 11, rue Saint-Benoît.

Larime, lequel est admirable pour ses longs cheveux et son habitude forcenée de trop boire. Donc, un jour que Larime était gris, un mardi-gras précisément, voilà qu'un petit bonhomme ingénieux imagine de lui rabattre les cheveux sur la figure et de lui coller un masque sur la nuque, et conséquemment Larime a l'air d'un monstre singulier, construit à l'envers, et qui marche de dos, en quelque sorte. Cela cause du trouble dans l'âme simple des sergents de ville et des passants. **Alexandre le Grand** (Hetzel) (1), par *Stahl*, dessins de *Frœlich*, est encore un album en couleurs. Un petit garçon s'appelait Alexandre, comme il arrive; quand on se nomme ainsi, comment ne pas avoir des instincts belliqueux? Au moyen d'un sabre de bois et d'un accoutrement militaire, il exerça du prestige sur ses petits camarades et leur imposa son commandement : le premier qui fut roi fut un soldat heureux. L'expédition se dirige vers un pâturage; mais la seule vue d'un taureau qui paissait mit la troupe en déroute. Alexandre fut rossé par ses soldats en rébellion, car telle est la fragilité de la gloire d'ici-bas! **Pierrot Robinson** (Delagrave) (2) est l'œuvre de *Tante Nicole* et les illustrations très amusantes de *J. Geoffroy* représentent les aventures prodigieuses de Pierrot, son embarquement, son naufrage, son installation dans l'île et ses conversations avec Vendredi; c'est fort plaisant... *M. G. Fath* avec la collaboration d'*Un papa* nous montre **Pierrot à l'école et chez son ami Paillasse** (Hetzel). Il est gourmand et paresseux, Pierrot : quand il mange sa soupe, le matin, il fait volontiers durer le plaisir, et si Mme Pierrot, sa mère, lui fait remarquer qu'il est déjà tard ponr aller à l'école, Pierrot n'hésite pas à déclarer qu'il est même trop tard; à force de paresse et de gourmandise, Pierrot est d'un mauvais exemple assurément, mais n'est-ce pas par la peinture du vice qu'on recommande le plus effectivement la vertu?... **Mademoiselle Lili, maitresse de maison**, par le même *Papa*, sans doute (Hetzel), est au contraire une bonne petite fille qui, quand sa maman est malade, la remplace de son mieux et très gentiment, et n'est-ce pas par la peinture aimable de la vertu qu'on rend sensible à tous la laideur du vice?

Nos mignons, par *Jacques Lheureux*, illustrations de *Doris* (May), est un recueil de toutes petites histoires, excessivement simples. Voici, par exemple, « la bonne idée d'Eugène » : Eugène a fort envie d'un jeu de croquet, mais il ne possède que quatre francs; or, un croquet coûte seize francs, paraît-il. Alors Eugène fait une collecte parmi ses petits camarades. « A qui sera le croquet? » demande un malin. « A tout le monde », répond Eugène. Et voilà, n'est-ce pas? la première idée des coopératives, mise à la portée du jeune âge. **La bande Arlequin** (Hetzel) est une histoire de mauvais sujets racontée avec beaucoup de bonne humeur et d'entrain par *M. O. Le Roy*, illustrée par *Guydo* de la manière la plus gaie; La Fleur, La Broussaille, Trompe-la-Mort, et les autres vauriens de ce petit récit finissent en Place de Grève, pendus, et c'est l'honnêteté qui triomphe, contre toute vraisemblance, mais conformément à nos souhaits. Mme *Th. Bentzon* a bien voulu travailler cette année pour la petite jeunesse, et les **Contes de tous les pays** (Hetzel), qu'elle a réunis et adaptés avec la collaboration de J. Geoffroy pour l'illustration, sont très gracieux. Vous y trouverez, entre autres jolies choses, la touchante aventure d'un pauvre petit coq noir qui se sent des velléités audacieuses d'indépendance et qui revient plumé de ses expéditions, manque d'être dévoré par un chat, noyé dans une mare, pour avoir tâché d'embellir son existence avec de la chimère. Il y a dans ce petit récit de charmants détails. Voyez, par exemple, l'ouverture du poulailler le matin : les poules attendent depuis longtemps, étant réveillées dès l'aube, mais elles laissent le beau coq blanc sortir le premier, et les pintades restent les dernières, « ayant l'habitude de se lever tard comme de belles grandes dames gâtées qu'elles sont... » — **Monsieur petit frère**, par Mme *Charlotte Chabrier-Rieder*, illustrations d'*Émile Bayard* (May), a toutes les qualités touchantes de l'œuvre d'une maman pleine de tendresse et d'attention pour son bébé : le bain de Frédy, la pesée, la vaccination, le premier rire, la première dent, bébé marche, bébé parle, voilà les épisodes principaux de cette petite histoire, et puis bébé met des culottes, hélas! comme un grand garçon. « Tu n'es plus un poupon, Frédy, tu es un petit homme! » dit la maman avec un peu d'orgueil et beaucoup de mélancolie... — **Le Don Quichotte de la Manche** (Laurens) (1), adapté par *M. Tarsot*, illustré par *Henri Morin*, ne mérite que des éloges : tous les don Quichotte qu'on a faits sont délicieux, tant l'histoire est belle, profonde et gaie, et celui-ci, grâce surtout à ses belles images, est l'un des meilleurs.

Mais je recommanderai principalement cet exquis petit volume, **l'Idée fixe du savant Cosinus** (Colin) (2), par *Christophe*. Des images à toutes les pages, et prodigieusement amusantes; le texte n'est pas moins parfait. C'est un chef-d'œuvre de gaicté, d'humour, d'observation alerte et spirituelle, et ce sera la joie des enfants, celle aussi des « grandes personnes » : les plus renfrognés de nos contemporains se plai-

(1) J. Hetzel et Cie, éditeurs, 18, rue Jacob.
(2) Librairie Ch. Delagrave, 15, rue Soufflot.

(1) H. Laurens, éditeur, 6, rue de Tournon.
(2) Librairie Armand Colin, 5, rue de Mézières.

ront aux folles aventures de ce savant incomparablement distrait. Donc, Cosinus devait emmener au bal sa femme et ses filles ; mais à quatre heures du matin, celles-ci, de retour, le trouvent à son tableau, faisant des x et des y, en habit noir et blanc de craie : « Ah ! que les femmes sont entêtées, s'écrie-t-il, partez devant ; vous ne serez seulement pas au Pont-Neuf que je vous aurai rattrapées ! » Heureux homme, il avait trouvé dans la vie un si merveilleux passe-temps qu'il était insensible à la longueur inexorable des journées ! Mais la pauvre famille, hélas ! que celle du savant Cosinus !

La « Bibliothèque Rose » que publie la maison Hachette (1) et dont furent l'orgueil, jadis, Zénaïde Fleuriot, la comtesse de Ségur, etc., s'enrichit, cette année, de quatre volumes agréables. **Myrta**, l'héroïne de *Mme Chéron de la Bruyère*, est une petite Américaine, transplantée en France, impressionnable et fière et qui doit lutter opiniâtrément contre bien des sottises et des méchancetés ; elle triomphe enfin, grâce à son bon sens, à son énergie : elle se fait une famille, retrouve sa fortune et reconquiert le bonheur. Son exemple est réconfortant. **Notre amie Germaine**, de *Mlle G. du Planty*, n'a pas de si remarquables qualités de caractère ; avec ses petits camarades, garçons et filles, elle fait des parties de croquet et de pêche, des promenades à âne, des goûters sur l'herbe, — elle fait surtout pas mal de bêtises et petit à petit apprend, à son dam, combien il est indispensable que les enfants obéissent scrupuleusement à leurs parents. Les expériences qui l'amènent à cette sage philosophie sont amusantes. *Mlle Borius* a très heureusement réussi son petit roman **Autour du Clocher** ; c'est un livre de bon conseil, même édifiant, mais sans pédantisme, où les scènes joyeuses alternent avec les épisodes émouvants, et cela prêche sans emphase de saines vertus incontestables, telles que l'amour du devoir, le culte de la patrie et l'énergie. **Lili l'a dit**, par *François Deschamps*, est digne de louanges. Mlle Lili est un bon diable qui emplit d'un merveilleux tapage la respectable maison de son notaire de père. Pour faire diversion à tant d'exubérance, cet homme de bien a l'idée d'emmener ses enfants en voyage. Et nous voilà donc en Bretagne, à visiter les belles plages, les sites pittoresques dans la joviale compagnie de Mlle Lili ; cette odyssée est pleine d'allégresse et d'imprévu. — Ces quatre petits volumes sont très bien illustrés par *Zier*, *Damblans*, *Lecoultre* et *Robaudi*.

Arrivons maintenant à de vrais romans, toujours pour la jeunesse, mais un peu plus caractérisés dans ce genre. La librairie Delagrave a fait une très jolie réimpression de **La Mionette**, d'*Eugène Muller*, cette touchante petite histoire, justement célèbre, toute simple, écrite avec goût, imprégnée de la bonne simplicité du village, et, cette fois-ci, très habilement illustrée par *M. A. Bertrand*. Cette édition nouvelle contient en outre quelques pages charmantes de souvenirs intimes qui permettent de mieux apprécier le rare talent de cet écrivain modeste et précieux. Le **Musicien aveugle** est le chef-d'œuvre du grand romancier russe *Korolenko* : la librairie Didot (1) en publie une bonne traduction. Par la simplicité du sujet et l'intensité de l'observation psychologique, ce livre est admirable. C'est l'histoire d'un jeune garçon qui naquit aveugle et devint un musicien célèbre. Toute l'action se passe dans l'âme du héros et le sujet n'est autre que l'étude du développement intellectuel et musical d'un aveugle. L'œuvre est émouvante, pleine de poésie, de charme et merveilleuse de subtile pénétration ; elle est exempte de sensiblerie, elle mérite d'être placée au premier rang parmi les productions étrangères contemporaines. — Égayons-nous ! Voici le **Mystère de Courvaillan**, par *A.-J. Dalsème*, illustrations de *Georges Redon* (Colin) : les titres seuls des chapitres indiquent la bonne humeur et l'enjouement de ce petit ouvrage : « Comment une visite au Salon de peinture peut entraîner des conséquences tout à fait inattendues ; — d'un décret de la Providence vouant Nelly, Léon et Adolphe à la bicyclette pendant qu'un cheval mécanique comble les vœux de Charlot, etc. » — Et quant à **Miss Porc-Épic**, par *Eudoxie Dupuis*, illustrations de *Georges Conrad* (Delagrave), cette égoïste et grincheuse petite fille veut absolument mettre sa robe rose quand on lui présente sa robe bleue, elle est coquette et prend des poses devant l'armoire à glace, elle est désobéissante et tombe un jour dans l'eau, car Dieu veille souvent à ce que nos fautes soient punies ; elle déteste sa grande sœur jusqu'à ce que celle-ci se marie, mais alors, privée de cette compagne charmante, elle la regrette de tout son cœur, car nous n'apprécions notre bonheur que lorsqu'il nous échappe... — *Mme Judith Gautier*, qui n'écrit pas toujours pour les enfants, a soigneusement adapté sa manière à son nouveau public en composant les curieux **Mémoires d'un éléphant blanc** (Colin). L'éléphant Irvata, célèbre dans toute l'Asie, après avoir été presque une idole, devint un guerrier redoutable, puis le gardien et l'ami de la petite princesse Parvati pour laquelle il invente d'extraordinaires jeux et qui le réduit en un doux esclavage. Des aventures de toutes sortes le séparèrent un temps de la jeune fille ; mais, enfin, il la retrouva, obtint son pardon et fut heureux définitivement. Les illustrations de *Mucha* ne sont pas le

(1) Librairie Hachette, 79, boulevard Saint-Germain.

(1) Librairie de Paris, Firmin-Didot et Cie, 56, rue Jacob.

moindre attrait de ce joli volume. — **Les Nièces de M. Burke** (Hetzel), adapté de l'anglais par *M. de Beauchêne*, plairont assurément; c'est un récit alerte, humoristique et tendre à la fois, et qui se termine à la satisfaction générale par un dénouement heureux. Il y a même de jolies choses dans ce petit roman : la naissance des sentiments paternels chez un vieux garçon qui se trouve tout à coup tuteur imprévu, est finement analysée.

Louons, certes insuffisamment, **Toute Seule** (Hachette) par *Mme Chabrier-Rieder*, œuvre édifiante et de lecture très agréable, — **Le bouillant Achille** (Colin), par *M. d'Agon de la Contrie*, où de bons sentiments sont mis en relief avec talent, — **L'héritage de Jean** (Hetzel) par *Pierre Perrault*, où le bonheur couronne l'énergique bonne volonté d'un héros sympathique; — et distinguons de la foule de ces petits romans très distingués un délicat et charmant volume, **L'odyssée d'un petit Cévenol** (Hennuyer) (1), par *Henry Gauthier-Villars*. C'est charmant; c'est gai, touchant, délicieux. L'histoire toute simple d'un petit garçon qui, devenant orphelin, doit lutter avec tout son courage, toute son énergie pour vaincre la mauvaise fortune et qui triomphe enfin, parce qu'il est plein de vaillance et d'entrain. Des aventures, et de la morale mais pas ennuyeuse, qui ne sermonne pas, qui consiste seulement à montrer la joie de l'action. De jolis paysages, accessibles à des enfants, propres à leur donner le sentiment de la nature. Une espèce de petit chef-d'œuvre... Et les illustrations de J. Geoffroy sont parfaites.

Dans la Forêt Noire (Delagrave), par *W. Hauff*, illustré par *Leinweber*, et les **Veillées bretonnes** (Didot), par *Edmond Huard*, illustrations de *L. Saint*, sont deux jolis recueils de légendes, très attachantes et poétiques où le merveilleux se mêle très heureusement à la réalité.

Le roman d'aventures est le triomphe de *Jules Verne*. On ne saurait trop admirer l'abondance prodigieuse de sa production. **Seconde patrie**, qu'il publie cette année chez Hetzel, avec des illustrations de Georges Roux, est une suite fort ingénieuse du Robinson suisse. Foë n'avait créé que l'homme seul avec son indomptable énergie. Rüdolph Wyss, de Berne, l'auteur du Robinson Suisse, montra toute une famille jetée sur une côte par un naufrage. Mais que devinrent ensuite ces quatre garçons, le bon Fritz, le studieux Ernest, l'espiègle Jack et le petit François, après douze ans passés dans l'île dont ils ont fait leur nouvelle patrie? C'est ce que nous raconte Jules Verne avec son habituelle imagination. Naufrages, percement de canaux, construction de métairies, poursuites d'éléphants, navigations terribles, révoltes à bord, etc., voilà les épisodes de ce nouveau roman de l'énergie humaine. Une saine morale se dégage de tout cela, et c'est d'une verve étourdissante. — Un autre Robinson, extraordinaire celui-là, c'est le récit des **Incroyables aventures de Louis de Rougemont** (Hachette.) Un magazine anglais publiait, il y a quelque temps, un récit de voyages signé Louis de Rougemont. Les aventures étaient si étonnantes que le succès fut colossal, l'auteur devint célèbre du jour au lendemain. Jeté par un naufrage sur un îlot désert, disputant sa vie à tous les dangers, séparé du monde civilisé pendant des années, n'était-il pas devenu chef de cannibales chez les sauvages de la Nouvelle-Guinée? On donne de la gloire à des gens qui n'en ont pas fait autant. L'auteur fut invité par l'Association pour l'avancement des Sciences à prendre la parole au Congrès de Bristol; quelques questions insidieuses que divers savants lui posèrent ne furent pas sans lui causer de l'embarras. D'une enquête qu'on fit, il résulte que ce Louis de Rougemont est un Vaudois qui quitta de bonne heure son pays, essaya de tous les métiers et parcourut le monde en tous sens, mais dont l'imagination est plus étonnante encore que l'esprit aventureux. Son récit de voyage est en grande partie inventé. Mais ce *bluff* admirable est extrêmement amusant. *Si non e vero, e ben trovato...* Car il y a de la beauté tout de même à intituler ainsi les chapitres (même imaginaires) de ses mémoires : « Je capture une baleine de quarante mètres, — je deviens invulnérable, — j'accomplis des prodiges, — etc. » **Le tour du globe d'un bachelier**, par *André Laurie* (Hetzel), est la continuation des ouvrages que cet écrivain a consacrés à la vie de collège dans tous les temps et tous les pays. Nous sommes, cette fois-ci, transportés en Orient : Alexandrie, l'Université de Bombay, les potaches du Céleste-Empire, les étudiants de Sibérie, etc. De nombreuses péripéties agrémentent cette tournée et ce livre est un roman d'aventures excellent en même temps qu'il met bien en relief l'utilité pédagogique des voyages et de la connaissance directe de la vie, car soyons très Anglo-Saxons plutôt que de pâlir sur des bouquins. — **Le Capitaine Bellormeau** (Colin) témoigne du talent d'écrivain autant que de dessinateur de *Robida;* les aventures héroï-comiques de son valeureux mousquetaire à la jambe de bois sont très amusantes. Et **les Chevaliers errants** d'*Achille Melandri* (Colin) plairont aux jeunes imaginations.

Le *Capitaine Danrit* est un des maîtres du roman militaire. **Petit Marsouin** (Delagrave), qu'il publie cette année, est la suite de cette brillante série qui s'intitule « Famille de Soldats ». Le héros de ce livre, Georges Cardignac, est le petit-fils de ce Jean Tapin, le petit tambour de Valmy, colonel de la Garde à

(1) A. Hennuyer, imprimeur-éditeur, 47, rue Laffitte.

Waterloo. Le petit marsouin est digne de son aïeul. A Bazeilles, au Soudan, au Tonkin, il se conduit comme un héros et son histoire n'est pas moins attrayante que réconfortante. — Dans **Au Drapeau**, (Delagrave), *M. F. Bournand* nous donne une série de récits patriotiques relatifs aux plus beaux exploits des turcos, des chacals, des zéphyrs, des spahis, des tirailleurs; il y a là de l'héroïsme à profusion.

Et que dire du roman historique? **Le mystère de la Chauve-Souris**, par *Gustave Toudouze* (Hachette), illustré par Alfred Paris, nous fait assister de la manière la plus émouvante à une conspiration qui, vers le temps de Georges Cadoudal, bouleversa la Bretagne. Les policiers de Fouché, une émigrée royaliste qui complote contre Bonaparte, des Chouans, des soldats de marine sont les héros de ces intéressantes péripéties. — Et les **Deux filles de France**, de *M. A. Mahlinger* (May), nous représentent avec beaucoup de relief le monde de l'émigration.

C'est une idée charmante qu'a eue la maison Colin de fonder une collection de romans « pour les jeunes filles ». On ne saurait trop louer ce généreux désir de proposer à d'innocentes personnes exemptes de sottise une littérature qui ne soit pas plus fade que scandaleuse et les trois romans nouveaux qui leur sont offerts cette année sont tout à fait dignes de leur aimable destination. Il y a, dans les **Châteaux de cartes** de *M. Jean Thiéry*, un joli caractère de jeune fille, un peu romanesque, mais très sensée, pleine de dignité, de noblesse. — **Chez les Corsaires**, de *M. Ariste Excoffon*, contient de belles péripéties, et par exemple un dangereux sauvetage dans les sables mouvants qui entourent le Mont-Saint-Michel; les descriptions de ce site incomparable et de la Merveille sont faites avec beaucoup d'art. — Et **Vers la vie** de *M. Charles Recolin* est un livre de quelque portée. On y trouve l'histoire d'un jeune « intellectuel », comme on dit, qui cherche vainement dans les idées une raison de vivre, et finit par la rencontrer dans le sentiment et dans le devoir. Il s'est longtemps gaspillé à de vaines complications artificielles; il a peu à peu perdu le sens de la réalité. Mais une intelligente et bonne petite provinciale le ramène à la vie vraie... Cette action se déroule dans les sites pyrénéens, que M. Charles Recolin a su nous peindre très habilement. Les jeunes gens aussi pourront lire ce livre, avec autant de profit que de plaisir, — et les hommes mûrs aussi, tout le monde enfin. *Sursum corda!...*

Et puisque nous voilà donc authentiquement dans la littérature, signalons aussi les noms de Victor Hugo et de Paul Bourget, ces deux notoires écrivains ayant été par les bons soins de MM. *Hippolyte Parigot*, et *Gustave Toudouze* transformés en auteurs pour étrennes, Les **Morceaux choisis du théâtre de Victor Hugo** (Delagrave) sont faits avec le plus grand soin; une introduction et des notices très complètes agrémentent utilement ce recueil des plus beaux passages de *Cromwell*, du *Théâtre romantique* et du *Théâtre en liberté*. Les **Pages choisies de Paul Bourget** (Colin) ne méritent pas moins d'éloges.

Les périodiques pour la jeunesse sont nombreux et très bien conçus pour satisfaire leur gentil public. Il y en a pour tous les âges. **Mon Journal** (Hachette) s'adresse aux enfants de huit à douze ans. C'est un recueil charmant. Il a publié dans la seule année 1900 près de 700 gravures dont plus de 200 en couleurs, et merveilleusement drôles. Les histoires sont parfaites, très gaies, très spirituelles et, pour mêler l'utile et l'agréable, — en quoi consiste la sagesse comme chacun sait, — vous trouverez aussi dans ces pages de petites études, précises mais point pédantes, sur le dressage des animaux, sur les plantes, sur le pays des Fahavalos, sur l'éducation des petits Chinois, sur Gutenberg et l'Imprimerie, etc. — Le **Saint-Nicolas** (Delagrave) est destiné, lui aussi, aux petits garçons et aux petites filles. De belles histoires, de belles images, et particulièrement des dessins de *Guydo* qui sont délicieux. Saint-Nicolas ne néglige pas l'actualité; l'année dernière il a consacré de nombreux articles à l'Exposition universelle. En outre, il organise des concours, distribue des prix, publie le portrait des lauréats. Ah! cette aurore de la gloire : avoir son portrait dans un journal! — **Le petit Français illustré** (Colin), journal des Écoliers et des Écolières, publie de petits romans (et les divers volumes de la maison Colin que j'ai plus haut signalés et loués ont paru d'abord dans ce recueil pour la plupart), des nouvelles, des anecdotes historiques, des voyages, des biographies d'hommes célèbres; sa rubrique des jeux et des sports est rédigée avec le plus grand soin. Un supplément hebdomadaire offre aux enfants pour leur amusement des planches à colorier, à découper, à coller, etc. — L'éloge n'est plus à faire du **Journal de la Jeunesse** (Hachette) : il faut y abonner les enfants pour lesquels *Mon Journal* deviendrait une lecture trop puérile; ils trouveront ici des romans historiques, des romans romanesques, des récits d'aventures, des chapitres de géographie et d'histoire qui les instruiront sans les ennuyer. Et que dirai-je du **Magasin d'Éducation et de récréation** (Hetzel); il a publié, l'an passé, la *Seconde patrie* de Jules Verne, le nouvel ouvrage d'André Laurie, les *Nièces de M. Burke* etc., des études excellentes sur le Baguirmi, l'Ouadaï et toute cette région africaine dans laquelle opère présentement la mission Gentil, du théâtre par Berthe Vadier, de petits récits tels que *la Bande Arlequin*, l'*Héritage de Jean* et bien d'autres belles et bonnes choses...

Parmi les livres d'histoire il convient de louer tout particulièrement les **Champs de bataille de l'armée française** de M. *Charles Malo* (Hachette). L'éminent écrivain militaire, dont la compétence est connue, avait publié l'année dernière les *Champs de bataille de France*, dont le succès fut considérable. Mais, hélas! il y avait surtout des récits de défaites dans ce premier volume : en effet c'est à la suite de guerres malheureuses que la France avait à lutter contre les envahisseurs de son territoire. Or, à présent, c'est elle qui envahit. En Belgique, en Allemagne, en Italie, elle porte ses victorieux étendards et c'est une épopée prodigieuse qui nous est ici présentée. Les champs de bataille ont été décrits *de visu* par M. Charles Malo ; le récit des combats est emprunté aux meilleurs historiens : Ligny, par exemple, à Henry Houssaye, Waterloo à Edgar Quinet, Senef au duc d'Aumale, Lützen à M. Thiers. Douze aquarelles d'Alfred Paris illustrent ce beau livre. — Et c'est une page d'histoire aussi que donne M. *Louis Rousselet* dans son **Exposition universelle de 1900** (Hachette), tant la description est rigoureuse, précise, exacte, en même temps que pittoresque.

Et quant à la géographie, car nous voici dans les choses sérieuses, signalons la **Nouvelle géographie de la France**, par *Maurice Wahl* (Garnier) (1), très au courant, très complète, très claire, très commodément disposée par départements, illustrée de croquis, de plans, de paysages, de monuments, de portraits, — et le **Japon** de *M. J. Eggermont* (Delagrave), excellent et luxueux ouvrage, illustré de la manière la plus attrayante. — Les récits de voyages ont toujours beaucoup de succès. En voici donc une petite provision. **Au Pôle nord**, par *Emilio Salari* (Delagrave), est un récit à demi réel, à demi imaginaire, plein d'agrément et d'intérêt. Vous y trouverez des péripéties mouvementées, de dramatiques incidents et de grandioses descriptions ; que vous faut-il de plus ? — *M. L. Dex* vous emmène **Au pays des Touaregs** (Delagrave), dans toute cette région du centre africain et du Tchad à laquelle la mission Foureau-Lamy donne une si passionnante actualité. La description véridique s'embellit des plaisantes aventures d'un original savant qui veut à toutes forces communiquer avec les hypothétiques habitants de la planète Mars. — **Autour de la Méditerranée** (Terre sainte et Égypte, de Jérusalem à Tripoli), par *M. Marius Bernard*, avec une centaine de gravures par *H. Avelot* et *Le Pan de Ligny* (Laurens), est un excellent ouvrage, aussi précis que pittoresque, un guide parfait pour le touriste, une fête d'imagination pour le voyageur en chambre qui ne vagabonde que de tête, les soirs d'hiver, au coin de son feu. — Quant au **Madagascar** du *R. P. Piolet* et de *M. Ch. Noufflard*, avec préface de *Chailley-Bert* et illustrations d'après nature de *M. Courtellemont*, c'est une superbe publication et qui fait grand honneur à la maison Didot. Il convient d'offrir ce livre à beaucoup d'enfants afin d'exciter en eux les salutaires curiosités coloniales. En outre, cet ouvrage, composé par des hommes très compétents, doit être considéré comme une contribution de premier ordre à l'histoire et à la géographie de nos colonies.

(1) Librairie Garnier frères, 6, rue des Saints-Pères.

Pour terminer sur une note gaie, je recommande à tous la **Caricature et les caricaturistes**, par *Émile Bayard*, frontispice de *Louis Morin* (Delagrave), livre luxueux, livre charmant, livre compétent, illustré par Willette, Gavarni, Cham, Forain, Caran d'Ache, etc., les plus profonds, les plus amusants, les plus amers et les plus gais des maîtres du crayon. Une lettre-préface autographiée du maître admirable *Léandre*, délicieusement ornée de dessins, est jointe à ce volume. « Vous avez entendu souvent, dit-il, faire ainsi la critique du caricaturiste : un monsieur qui voit laid et ne saurait voir autrement. Ces gens naïfs ne savent pas que pour comprendre la beauté, il faut savoir apprécier la laideur, car il est très difficile de savoir où s'arrête la laideur et où commence la beauté... » Faisons donc avec la *Caricature et les caricaturistes* notre éducation esthétique ; nous y trouverons beaucoup de plaisir...

... Et maintenant, mes petits amis, si vos parents ne vous donnent pas de beaux livres pour vos étrennes, ce n'est pas ma faute. Ils y auront mis de la mauvaise volonté. A moins que peut-être l'embarras du choix ne les ait tenus dans la fâcheuse attitude expectante de l'âne de Buridan, sauf respect!

André Beaunier.

NOTES D'ART

La société moderne des Beaux-Arts (1).

Plus nous allons, plus les expositions de groupes ont tendance à se multiplier. Et de fait il se conçoit qu'un tel mouvement s'accentue chez les jeunes peintres, lorsqu'on songe aux conditions qui leur sont imposées par la présentation actuelle de nos Salons. Perdus au milieu de salles disproportionnées à leur œuvre, écrasés par une lumière d'en haut violente et crue qui suffirait à annihiler la meilleure peinture, contraints par les circonstances au voisinage de ceux qui ont su s'imposer à un public mal averti par le grossissement des *volumes* et la disconve-

(1) Chez Georges Petit.

nance du cadre avec le sujet traité, j'ai déjà eu l'occasion à maintes reprises, dans cette *Revue*, de montrer que les mieux doués étaient par avance destinés à rester ignorés, et qu'en admettant même qu'un talent neuf et original se produisît, il aurait les plus grandes chances de passer inaperçu. Bien plus, ils ont sous les yeux l'exemple de leurs aînés, les impressionnistes, les Sisley, les Monet, les Degas, qui sont arrivés à la renommée en persévérant dans leur attitude d'isolés. Rien d'étonnant en conséquence qu'ils reprennent la tradition des petits groupes en se présentant à nous dans un décor mieux approprié. Encore me semble-t-il que, de toutes les raisons, je néglige la meilleure, à savoir qu'une centaine de tableaux, disposés avec goût dans une galerie assez semblable aux intérieurs que réclame la peinture de chevalet, peuvent être étudiés avec soin, examinés de près par les amateurs, tandis que l'interminable défilé des Salons annuels engendre presque nécessairement lassitude et dégoût.

Vainement chercherait-on dans ce nouveau groupe un principe directeur ou une idée maîtresse. Celui qui songea à l'organiser et qui obtint ce résultat non médiocre de rapprocher vingt-deux artistes qu'aucun lien n'unissait, notre sympathique confrère M. Henri Frantz, est trop au fait du morcellement actuel des tendances d'art pour s'être préoccupé d'unité. Il ne peut donc aucunement s'agir d'une théorie d'art illustrée par des exemples, ce que fut avant tout l'école impressionniste. Encore une fois, je le répète, rien que des influences isolées, mais nul lien d'école ou de tradition. De la vision propre à M. Claude Monet ou à Sisley, je distingue bien la trace chez un paysagiste comme M. Auburtin; mais voilà un impressionnisme tout artificiel, sans air et sans lumière, fait de truc et de procédé, et qui, pour tout dire, est absolument dépourvu de don. Des attitudes chères à M. Carrière, nous trouvons une imitation flagrante dans la peinture de M. Prouvé, qui s'intitule *Intimité;* mais comme cela est commun de forme, insuffisant de couleur, et, par surcroît, prétentieux et guindé! il suffit de s'arrêter à ses *Portraits*, à sa composition intitulée *Au piano*, pour en être convaincu. Voici un autre artiste, M. Fernand Khnopff, manifestement hanté par les attitudes, par les arabesques des Préraphaélites et de Burne-Jones... et c'est l'art le plus dépourvu de vie, le plus condamné par avance à n'être qu'insupportable pastiche et prétentieuse vacuité, et dont les titres suffisent à donner une idée : *Une Aile bleue, Écoutant des fleurs, Un Geste de respect.* Voici encore des élèves de Gustave Moreau, et ce qui me plaît chez eux, ou du moins chez certains, c'est que l'influence du maître ne se fait point sentir dans le choix des sujets, dans l'inspiration de l'artiste, dans ce qui devrait être sacré : le libre développement de la personnalité, mais seulement dans l'exécution, dans la technique de l'art.

Au tout premier rang citons M. Milcendeau. Rien de plus éloigné comme tendances de l'art du peintre qui dirigea ses premiers efforts ; je dirai donc : tant mieux ! puisqu'il y a là preuve de personnalité, affirmation d'une nature qui tend à s'exprimer dans sa voie. Déjà, à l'occasion des Salons, et dans cette *Revue* même, j'ai dit ce que je pensais de ce dessin précis, nerveux, tout *physionomique*, qui serre de près la réalité, et en traduit, sans caricature, la signification morale; dessin qui s'applique, ou du moins s'est appliqué uniquement jusqu'alors aux êtres simples, aux paysans maraîchins, à ces produits humains des marais de Vendée qui ont quelque chose de passif et de résigné ! Mais que de poésie l'on peut mettre dans la transposition de cette vie des humbles, quand elle est faite sincèrement et par une main douée ! D'instinct, grâce à l'unique vertu du *don*, ce quelque chose que rien ne remplace, M. Milcendeau s'est affirmé dessinateur de premier ordre, dessinateur expressif, non pas seulement par le jeu des physionomies, mais encore par les attitudes, par les contours, et dans le plus petit détail de la personne physique.

Qu'on regarde de lui ce simple dessin : *Vieille Mendiante*, et dans ce dessin les mains de la femme ramenées l'une sur l'autre : elles s'imposent à l'attention comme aussi expressives que la figure. Jusqu'alors M. Milcendeau ne nous avait montré que des dessins et des figures isolées. Nous voyons ici des pastels et des compositions. Sans doute on pourra critiquer certaines lourdeurs dans l'emploi du pastel : l'artiste a beaucoup à apprendre dans le maniement de cette matière qui ne lui est pas encore familière. Mais en revanche quel beau sens de l'Intimité, quelle gravité dans ces deux compositions : *Vieille fileuse ; l'Aïeule et l'Enfant endormi.* Ces humbles et ces simples à l'interprétation desquels se complaît M. Milcendeau ont une certaine analogie de caractère avec ceux d'un autre peintre qui travaille en des régions voisines, M. Charles Cottet. Mais le dessin de M. Milcendeau est autrement serré, précis, physionomique, que celui de M. Cottet. On peut beaucoup attendre d'un artiste qui affirme son talent dans une facture aussi personnelle.

J'aime moins les tendances de M. Besson. Si, dans la vie des humbles, M. Milcendeau se contente de dégager l'intime et grave poésie qu'elle enferme, M. Besson marque un pas de plus et souligne, avec une énergie qui fait de sa peinture un véritable plaidoyer, ses amertumes et ses tristesses : c'est un art de revendications, et qui par là nous semble sortir de son domaine propre. N'importe, il ne faut pas que cette objection, si sérieuse soit-elle, nous laisse

insensibles aux réelles qualités de peinture que nous voyons dans cette étude : *Sous le Porche*, dans ses *Buveurs*, surtout dans son *Moissonneur de Lauriers*, composition dont le symbolisme est plus que contestable, mais dont les couleurs marquent nettement les origines. Quand bien même l'enseignement d'un maître comme Gustave Moreau n'aurait eu pour résultat que de susciter en quelques jeunes artistes le goût et l'amour de la bonne peinture, si étrangement méconnue à la cimaise des Salons annuels, cet enseignement n'eût point été inutile, et il en faudrait savoir gré au peintre disparu. Avec des tendances tout à fait contraires, M. Wilfrid de Glehn en est un excellent exemple. Qu'on regarde sa *Jeune Fille au Chapeau*, puis ce charmant paysage : *la Salute* de Venise, on y trouvera un souci de la couleur, une préoccupation des matières, et, dans ce dernier, tout un papillotement lumineux qui arrête le regard et précise la bienfaisante influence des maîtres. Et ce sont là mérites trop rares pour qu'on n'en soit pas reconnaissant aux jeunes peintres qui s'expriment par eux.

Il y a de rares qualités de vision précise et piquante dans les scènes modernes de M. Houbron : quelque chose qui fait songer à l'art de Raffaëlli, mais plus élégant, et surtout d'un dessin plus net et plus accusé : de jolies silhouettes rehaussées d'une touche fine, beaucoup de réalité et pas mal de vie : avant tout un don de dessinateur habile qui voit bien les ensembles et sait leur communiquer de l'intérêt. Ce genre de don a son emploi tout trouvé dans les restitutions précises de la vie parisienne, telle qu'elle s'offre à nous chaque jour, à chaque pas que nous faisons dans les quartiers riches ou dans les faubourgs miséreux ; mais il semble qu'il doit s'appliquer plus heureusement aux élégances de la vie qu'à ses tristesses. Ceci est affaire de tact, et l'artiste mieux que personne, en s'interrogeant lui-même, prendra conscience de sa vraie direction : pour ma part je préfère sa *Place Vendôme* à son *Montmartre*, et le *Pavillon des Nations* au *Sacré-Cœur*. Celui-là évidemment a plus de mérite qui s'efforce de dégager la poésie de la vie moderne, — et il en existe une, c'est à nous de la chercher, de la préciser, de l'exprimer, — sans aucun doute il a plus de mérite que celui qui s'en tient de parti pris aux beautés consacrées par les siècles.

En ce sens j'aime mieux l'effort de M. Houbron que celui de M. Wilfrid de Glehn, ce qui ne veut pas dire que je préfère le résultat obtenu par le premier à celui du second.

M. Monod s'est attaqué, lui aussi, à la poésie de Venise, et son *Canal de la Giudecca* est une chose délicate et lumineuse, très supérieure aux tableaux allégoriques comme les *Voix du Soir*, où l'on dirait je ne sais quoi de pastiché et d'artificiel. Le dessin des deux *Portraits* qu'il expose a quelque chose de serré et de précis qui contraste avec ses autres compositions : il est d'une main habile, peut-être pas très sensible, mais énergique.

Enfin M. Camille Bourget montre de rares qualités de couleur dans les quatre panneaux décoratifs où l'on sent que le peintre tâtonne encore et cherche un style, — il faudrait seulement que son dessin fût aussi expressif que sa couleur,

Paul Flat.

NOTES POLITIQUES

Mercredi 19 décembre.

M. Théodore Denis, ce député des Landes, dont on ne sait, ainsi que je l'ai dit, s'il est libéral, socialiste, radical ou nationaliste, ayant une revanche à prendre, aux yeux de ses collègues, a choisi, pour faire valoir ses qualités d'homme d'esprit, un thème sur lequel on ne peut pas apprendre grand'chose à un *parlementaire*, mais qu'il a cependant renouvelé, car il avait, pour appuyer sa démonstration, un exemple des plus concluants. La demande d'interpellation portait sur les mesures que compte prendre M. le ministre de l'Intérieur pour « mettre un terme aux agissements d'un fonctionnaire en vue des futures élections ». Mais, lorsqu'il déposa son ordre du jour, on s'aperçut que la question s'était généralisée et que M. Denis demandait à la Chambre de « flétrir les actes de candidature officielle, quel que soit le parti politique au profit duquel elle serait exercée ». On comprit alors que M. Denis se préoccupait peu du cas spécial qui avait motivé son intervention, et qu'il avait simplement en vue de mettre en fâcheuse posture les députés radicaux et socialistes qui avaient autrefois, alors qu'ils en étaient les victimes, porté de semblables jugements de flétrissure et qui aujourd'hui, par solidarité gouvernementale, se verraient dans l'obligation de sembler admettre ce qu'ils avaient tant critiqué, et de renier un principe de moralité politique, dont ils s'étaient fait une parure, alors qu'ils appartenaient à l'opposition.

Mais comme nous avons le bonheur ici d'être étrangers à ces combinaisons parlementaires et que le seul souci qui nous guide est d'éclairer pour nos lecteurs certains petits côtés de la vie politique, qui pourraient leur sembler obscurs, nous étudierons, en lui-même, et en le détachant momentanément des faits qui l'entourent, le cas de ce chef de cabinet d'un ministre en fonction, qui, selon l'expression du député des Landes, « prépare tout à son aise une revanche électorale future avec l'aide précieuse du budget de l'Etat ».

Il faut dire que ce haut fonctionnaire fut, à la précédente législature, représentant d'une circonscription qui lui préféra, aux élections générales de 1898, un officier général. Pour le consoler de sa défaite, le gouverne-

ment d'alors le nomma professeur d'histoire dans un grand lycée de Paris, où un de nos ministres alla le chercher, pour en faire son chef de cabinet.

Je vous ai dit que M. Denis, des Landes, avait la réputation d'avoir de l'esprit. Or il en manque totalement; mais les faits qu'il expose en ont pour lui. Rien qu'à les retracer, un romancier adroit donnerait l'impression de certaines pages de Flaubert, et comme notre Anatole France en tirerait de jolis épisodes, s'il y appliquait son esprit!

A chaque instant, on peut lire en effet, dans les journaux locaux qui sont lus dans l'ancienne circonscription du fonctionnaire en question, que, grâce à lui, grâce à sa sollicitude envers ses anciens électeurs, telle commune vient d'obtenir soit une subvention de 6000 francs pour l'aider dans la dépense de reconstruction de son église, soit une somme de 500 francs pour lutter contre la mortalité des chevaux, juments, mules et mulets, soit encore une subvention pour la cotise des porcs, soit une collection de gravures et de livres pour son école communale. Et des notes paraissent, ainsi conçues : « La population sait maintenant où sont ses vrais amis. Depuis son succès, qu'a fait le député actuel ? Rien ! tandis que son concurrent malheureux a continué à nous prêter son concours. « On ne l'oubliera pas, monsieur X., soyez-en persuadé.» Ou encore : « Comme on le voit, M. X., bien qu'il ne soit plus député, et ce, *par suite d'une erreur du suffrage universel*, s'occupe néanmoins des intérêts généraux de la circonscription qu'il a si dignement représentée à la Chambre de 1893 à 1898. M. X. est de ceux qui, *malgré tout*, aiment leur pays natal. » Ou encore celle-ci dont on goûtera la saveur : « Les électeurs, *un moment égarés*, se trouvent dans l'obligation, pour présenter leurs doléances et leurs requêtes aux pouvoirs publics, de s'adresser à leur ancien député, toujours sur la brèche, toujours dévoué. Témoin les habitants de S... qui, las d'attendre une église que leur député actuel est impuissant à leur donner, ont eu récemment l'excellente idée de demander une subvention en faveur de leurs sociétés bovine et porcine. Grâce à l'intervention... » Et cela continue ainsi. Et cela reprend quelques jours après. Et le haut fonctionnaire finit par accepter un grand banquet politique, qui lui est offert; mais il se garde bien d'y paraître les mains vides et il fait, dans la soirée, une ample distribution de palmes académiques et de croix du Mérite agricole.

Après avoir énuméré ces faits, M. Denis, des Landes, s'indigne; or son indignation sonne faux dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, car un interrupteur lui rappelle qu'il a fait partie d'une majorité gouvernementale et, par conséquent, sanctionné une série de faits analogues. Puis il veut faire preuve d'érudition historique. Il relate certains faits de corruption choisis dans le passé. Et cela ne lui réussit pas, car il faut, pour qu'elles intéressent un auditoire, que de telles énumérations soient revivifiées par la flamme d'une éloquence qui fait totalement défaut à M. Denis, des Landes. Sa péroraison ne porta pas davantage, bien qu'il ait fait intervenir l'*indépendance et la dignité du suffrage universel*, la *probité politique* et l'*honneur du parti républicain*.

Et la moralité de cette interpellation? C'est M. Jumel qui la tira, en venant, à son tour, avec le plus grand sérieux du monde, blâmer « certaines méthodes électorales qui paraissent porter une grave atteinte à la probité électorale et à la dignité du Parlement ». Et en effet, il s'éleva contre certains officiers généraux qui, « à la tête d'une brigade, dans une région où ils pensent pouvoir, quelque temps après leur retraite, poser leur candidature, s'empressent d'accorder à tous les soldats, à tous les réservistes, aux territoriaux, des dispenses, des sursis, des permissions, et qui, de cette façon, préparent pour l'avenir des électeurs reconnaissants ».

Et, bien que M. Jumel se soit défendu de faire aucune allusion personnelle, tout le monde comprit qu'il visait le concurrent heureux du haut fonctionnaire.

Finalement les radicaux de gouvernement ne *réprouvèrent* point la candidature officielle. Ils la réprouveront avec d'autant plus de force une autre fois. Mais ils veulent avoir le choix de l'heure qui convient.

P.

Memento. — *Jeudi* 13 novembre. — *a*) Interpellation de M. Denis (des Landes) sur la candidature officielle;

b) Interpellation Denis Guibert, sur les faits de la Martinique (*à suivre*).

Vendredi 14, *lundi* 17, *mardi* 18. — Discussion et vote de la loi d'amnistie.

Dans la séance du 17, la Chambre, par 313 voix contre 169, repousse l'amendement de M. Vazeille ainsi conçu :

Sont exceptés de l'amnistie :

1° Les crimes de trahison prévus et réprimés par les articles 76 à 80 du Code pénal et les délits d'espionnage prévus et réprimés par la loi du 18 avril 1886;

2° Les faux en écriture publique et privée et les faux témoignages;

3° Les crimes de forfaiture;

4° Les infractions prévues et punies par les articles 59 et 60 du Code pénal;

Le projet du gouvernement est adopté par 158 voix contre 2, après *six* séances tenues le 18.

L'article Ier de ce projet accepté par 329 votants contre 244, est ainsi conçu :

Amnistie pleine et entière est accordée à raison des faits se rattachant à l'affaire Dreyfus, antérieurs à la promulgation de la présente loi et qui n'ont pas donné lieu à une décision de justice définitive avant cette promulgation. Sont exceptées, toutefois, les infractions prévues et réprimées par les articles 295, 296, 297, 298, 302 et 304 du Code pénal.

Toutes les séances du matin furent consacrées au budget.

Dans la séance de jeudi, M. Gustave Rivet, député de l'Isère, a déposé une proposition de loi relative à la recherche de la paternité et portant modification de l'article 340 du Code civil.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40235. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

...s rentes s'est arrêtée. A 102,25, le 3 p. 100
· réalisations importantes à terme et au
oupon trimestriel étant détaché le 17 cou-
ressortait à 101,50. On cote actuellement
; a donc eu réaction de 50 centimes.
00 a reculé, à peu près dans la même me-
à 102,75.

nt de hausse des dernières semaines a été
partie au moins, au fait de l'expiration,
courant, du délai accordé par la loi de
ants des caisses d'épargne pour ramener
ximum de leurs dépôts à 1 500 francs.

obable qu'un certain nombre de déposants,
gence, soit par oubli ou ignorance de la
u'ils savent que l'excédent de leur compte,
nvier, sera employé d'office en rente, n'au-
né leur dépôt au chiffre légal. Il arrivera,
rmément aux prescriptions de la loi, que
que dépôt excédant 1 500 francs sera trans-
titre de rente correspondant à la différence
al du compte et le chiffre de 1 500 francs.
ort de croire que la Caisse des dépôts et
sera amenée, par ce fait, à effectuer, en
opérations ordinaires, des achats excep-
ates.

ra simplement du portefeuille des caisses
nt elle a la garde, des titres de rente s'ap-
ollectivité des caisses, et ces titres seront
n autant d'inscriptions particulières qu'il y
ants à servir.

. 200 millions environ, dont 175 millions
es d'épargne ordinaires et 25 millions pour
argne postale, l'excédent total des dépôts
500 francs devant être remboursé ou con-
à partir du 1er janvier prochain.

le ces 200 millions se composant de sommes
t, ne seraient pas suffisantes pour acheter
nte, ces fractions resteront en dépôts non
ntérêt, à la disposition de leurs proprié-
ifs.

peut constater par cet exposé que la ques-
ormation des excédents en rentes ne saurait
manière sérieuse le marché de nos fonds

illeurs observer que les obligations de che-
t du Crédit foncier, qui ne se négocient
nt, ont conservé l'avance acquise à la fa
ement des rentes.

it donc justifié par la situation de place et
ce des capitaux. Il a été seulement exagéré
ition.

ctuels peuvent être considérés comme nor-

***

de l'Extérieure a été adopté par la Chambre
Madrid. La rente 4 p. 100 estampillée reste
établie aux environs de 70. Il est probable que le Sénat ratifiera le vote de la Chambre et que l'Extérieure sera transformée, à partir de 1901, en un 3 1/2 p. 100 amortissable pour lequel le prix de 70 francs ne paraît pas excessif.

Les fonds Brésiliens ont monté de près d'une unité. Le public financier considère comme close définitivement la crise par laquelle a passé il y a quelque temps la place de Rio-de-Janeiro; il reste l'amélioration générale produite par l'application méthodiquement poursuivie du programme financier de M. Campos Sailles.

Les affaires ont été actives comme précédemment sur les fonds Argentins 4 p. 100.

La rente italienne est très soutenue à 95,75, les fonds Ottomans ont conservé intacte leur amélioration récente, les 3 p. 100 Russes ont au contraire fléchi légèrement.

***

Il s'est produit une forte reprise sur les différentes valeurs de traction, notamment sur le Métropolitain et la Thomson-Houston.

Les autres valeurs industrielles ont conservé à peu près leur niveau antérieur.

Il y a eu un relèvement général des titres des établissements de crédit.

Les valeurs minières ont commencé à baisser sous l'impression des nouvelles du Cap, constatant une série d'échecs des Anglais et une prodigieuse recrudescence d'activité des Boers.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES OMNIBUS DE PARIS

A partir du 2 janvier 1901, il sera payé au siège de la Compagnie, rue Saint-Honoré, 155, de 10 heures à 3 heures 1/2, 25 francs par action non amortie, imputables sur les comptes de l'exercice 1900, sauf déduction des impôts, soit net à recevoir :

22 fr. 21 par action au porteur ;
24 fr. » par action nominative.

L'intérêt semestriel des obligations échéant le 1er janvier 1901, sera payé dans les mêmes bureaux à raison de :

9 fr. 60 par obligation nominative 4 0/0 ;
9 fr. 09 par obligation au porteur 4 0/0 ;
8 fr. 40 par obligation nominative 3 1/2 0/0 ;
7 fr. 90 par obligation au porteur 3 1/2 0/0.

Le remboursement des actions et obligations sorties au tirage du 8 décembre 1900 aura lieu à partir du 2 janvier 1901, à raison de :

500 fr. » par action et la remise d'une action de jouissance ;
499 fr. 69 par obligation 4 0/0 ;
499 fr. 65 par obligation 3 1/2 0/0.

VENTE au Palais, à Paris, le 9 janvier 19... 1° Maison à Paris, angle des rues ... liers et Raynouard. Contenance ... prix 30000 francs. 2° Pavillon d'habit... jardin, à Paris, rue de Boulainvilliers ... nance : 220 mètres. Mise à prix ... 3° Terrain et Constructions ... Raynouard, 96. Contenance 226 mètr... prix 15000 francs. S'adresser à M... Rocuz, avoué à Paris, rue Sainte-Anne ... notaire à Paris et sur les lieux pour visiter.

TERRAIN et petit Hôtel, r. Barbet ... Cont. 1 722 m. Mise à prix ... A adj. s. 1 ench. ch. not. Paris 15 jan... Me Demonts, notaire, 8, place de la C...

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

...l'occasion des Fêtes de Noël et du Jour de l'An, des Courses de Nice (10 au 23 janvier), du ...val de Nice (31 janvier au 19 février), des Régates Internationales de Cannes (22 février au ...rs), des Régates Internationales de Nice (mars et avril), des Vacances de Pâques, du Tir ...igeons de Monaco, la Compagnie délivrera, du 15 décembre 1900 au 15 avril 1901 inclus, ...illets d'aller et retour, 1re classe, valables pendant 20 jours, et dont le prix au départ de ...sera de :

177 fr. 40 pour Cannes, 182 fr. 60 pour Nice, 186 fr. 80 pour Menton.

...trouvera des billets et des prospectus détaillés aux gares de Paris-Lyon et Paris-Nord, ...que dans les bureaux de ville de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée et dans les agences ...les.

REVUE BLEUE

Les numéros antérieurs au 1er ... 189? sont vendus 1 fran...

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 40238

N° 26. (Deuxième semestre.) 4e Série. — Tome 14. 29 Décembre 1900.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

SOMMAIRE DU N° 26

PRIX DU NUMÉRO : 60 CENTIMES

Prix de l'abonnement a la Revue Bleue	Six mois	Un an	Avec la Revue Scientifique	Six mois	Un an
Paris et Seine-et-Oise	15 fr.	25 fr.	Paris et Seine-et-Oise	25 fr.	45 fr.
Départements et Alsace-Lorraine	18 fr.	30 fr.	Départements et Alsace-Lorraine	30 fr.	50 fr.
Union postale	20 fr.	35 fr.	Union postale	35 fr.	55 fr.

Administration et Abonnements : Librairie C. REINWALD. — SCHLEICHER Frères, Éditeurs

PARIS — 15, rue des Saints-Pères, 15 — PARIS

Direction et Rédaction : 19, rue des Saints-Pères, PARIS.

ON S'ABONNE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET DANS LES BUREAUX DE POSTE DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER



La **MANUFACTURE PERNOT** est incontestablement une des plus importantes biscuiteries du monde entier. Ses usines de Dijon, dont nous donnons une vue ci-dessus, sont une véritable merveille industrielle qui fait le plus grand honneur à ses directeurs, MM. Lucien et Georges Richard.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 26. 4e SÉRIE. — TOME XIV. 29 DÉCEMBRE 1900.

LES PROBLÈMES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

A l'exposition scolaire des États-Unis.

En ce temps-ci, où la démocratie française cherche à se dégager des formes sociales, religieuses et politiques du passé, il n'y a pas de problèmes plus pressants que ceux de l'éducation nationale. Des solutions qu'on leur donnera dépendra l'âme des générations prochaines, c'est-à-dire la vie ou la mort des institutions démocratiques. Il n'y a plus personne aujourd'hui qui le méconnaisse, même ou surtout parmi les adversaires de la démocratie.

Mais avant d'entreprendre de discuter ici ces questions vitales, à mesure que les circonstances les introduiront, il est bon d'avoir fait un tour à l'étranger et regardé comment les autres ont traité leurs affaires : non pour prêcher encore la copie servile des institutions scolaires des autres peuples, dont nous avons plus d'une fois souffert, mais pour mieux nous connaître, pour mieux distinguer les conditions spéciales que notre passé et notre esprit posent chez nous aux problèmes généraux de la pédagogie.

L'Exposition qui vient de se clore nous invitait à ce voyage et nous fournissait les moyens de le faire sans sortir de chez nous. Il n'y a presque pas de pays qui ne nous ait offert de leçons utiles. Mais en l'absence — inexpliquée — de l'Allemagne, qui a fait représenter sa pédagogie par des instruments d'optique et de chirurgie, en présence de l'empirisme et du traditionnalisme obstinés de l'Angleterre, qui du reste s'est exposée à nous dans une forme assez confuse et parfois un peu puérile, deux pays surtout méritaient l'attention : la Russie et les États-Unis. La Russie, précisément en raison des obstacles que le régime politique imposait, a abordé avec autant d'énergie que d'intelligence les dures entreprises de l'éducation des femmes et du peuple. Mais c'est aux États-Unis surtout qu'il faut s'arrêter. Leur exposition, merveilleusement présentée, se complétait par dix-neuf *Monographies sur l'éducation aux États-Unis*, publiées sous la direction de M. Nicolas Murray Butler, professeur de philosophie et d'éducation à l'Université Columbia. Les rapports rédigés par les hommes les plus compétents — ainsi M. W. T. Harris, directeur du bureau fédéral d'éducation, la plus haute autorité pédagogique des États-Unis, a rédigé la monographie relative à l'éducation primaire, — ces rapports, dis-je, nous exposent toutes les parties du système américain d'éducation, nous définissent tous les rouages et toutes les institutions, nous donnent les statistiques principales, mais de plus nous expliquent l'esprit, les tendances, les besoins et l'idéal de leur pays. Je vais donc profiter de ces remarquables travaux qui rappellent les rapports si lumineux et élevés de M. Gréard, pour indiquer les caractères de l'éducation aux États-Unis, qui me paraissent les plus curieux comme les plus utiles à relever.

I

Au premier abord, les institutions scolaires des États-Unis font l'effet d'un chaos. Une diversité infinie, une indépendance incohérente, des noms différents pour les mêmes choses, des choses différentes

sous les mêmes noms, tous les systèmes coexistant, et tous les types, ni unité, ni coordination, ni autorité : il y a de quoi déconcerter notre esprit français, habitué aux claires constructions géométriques de nos administrations centralisées. C'est que tout cela s'est fait sans plan, sous la pression des besoins, tantôt par l'individu, tantôt par l'association, ici par la ville, là par le comté, là par l'État. La vie a créé ses organes, peu à peu, par successives adaptations. L'enseignement aux États-Unis offre toutes les irrégularités et les anomalies des formations naturelles.

C'est une étrange et curieuse histoire à parcourir. D'abord la période coloniale : les premiers immigrants, Anglais ou Hollandais, à peine installés, se préoccupent des moyens de se procurer deux choses : des pasteurs et des maîtres d'école. Dès 1835, Boston se donnait une école publique, et dès 1647 la colonie puritaine de Massachusetts décrétait que, « à cette fin que l'instruction ne fût pas ensevelie dans les tombes des ancêtres », chaque ville de cinquante familles devrait entretenir une école élémentaire, et chaque ville de cent familles, une école de grammaire (latine). Déjà le premier collège était fondé, depuis 1636 : c'est le collège qui prit le nom de John Harvard, son bienfaiteur.

Les Hollandais, avec un esprit plus démocratique, fondaient des écoles primaires : mais ils furent bientôt dominés par l'élément anglais. Et celui-ci avait apporté de la mère patrie un esprit très aristocratique. La distinction des classes était aussi forte dans les colonies américaines qu'en Angleterre. On fonda et on dota largement des écoles de grammaire, puis, au XVIII[e] siècle, des académies pour l'instruction des classes moyennes ; des collèges s'y superposèrent pour instruire la classe dirigeante, pour assurer le recrutement du clergé, de l'administration et des professions libérales. On négligea de fonder ou on laissa tomber les écoles primaires, où le peuple, en s'instruisant, aurait pu s'instruire de ses droits. Un gouverneur royal de la Virginie, Berkeley, disait avec bonhomie : « Je remercie Dieu que nous n'ayons ici ni écoles gratuites ni imprimeries ; et j'espère que de cent ans nous n'en aurons pas. Car l'instruction a apporté dans le monde la désobéissance, l'hérésie et les sectes ; et l'imprimerie les a répandues et a répandu aussi les libelles contre le meilleur des gouvernements : Dieu nous préserve de l'une et de l'autre. »

La guerre de l'indépendance ôte ces obstacles. Le grand mouvement pédagogique qui suit en France l'expulsion des jésuites se propage dans la nouvelle république. Cependant le progrès est lent.

Au début du siècle, le territoire est un vaste damier dont les cases sont des districts de quatre milles carrés : au centre du carré est l'école. Misérable école, ouverte trois mois d'hiver, tenue par un étudiant pauvre qui gagne de quoi s'entretenir au collège pour le reste de l'année, plus souvent par un fermier à qui on demande moins de savoir que de poigne, pour tenir la marmaille en respect. En maint endroit, le maître d'école est le valet de la justice et de l'église, appariteur, huissier, sonneur de cloches, chantre, bedeau, fossoyeur. Une femme, moins qualifiée encore que l'homme, tenait parfois une école d'été pendant six semaines.

Les classes inférieures, dans leurs écoles, n'étaient guère mieux partagées. La plupart des professeurs n'avaient ni diplômes ni compétence professionnelle : le besoin de vivre et les protections les avaient mis dans leurs chaires. Au sud surtout, le personnel enseignant était fantastique : écoliers vagabonds, aventuriers d'Écosse ou d'Irlande, gradués des Universités d'Europe que l'ivrognerie avait jetés hors des voies régulières, émigrants qui s'étaient vendus à terme pour payer leur passage, et qu'on achetait au marché.

Le réveil pédagogique des États-Unis date d'Horace Mann, qui devient en 1837, secrétaire du bureau d'éducation du Massachusetts. Vers le même temps, l'établissement des chemins de fer, l'essor de la grande industrie, le développement des cités populeuses (en 1790, six villes seulement avaient plus de 8 000 habitants), secouent la routine des esprits et changent les conditions de la vie, celles aussi du problème de l'éducation. En soixante années, et surtout dans les trente-cinq années écoulées depuis la guerre de la sécession, avec un enthousiasme sans défaillance, et une méthode de plus en plus scientifique, les États-Unis ont développé leur système d'éducation, en quantité et en qualité, d'une façon vraiment stupéfiante.

Au début, l'école était l'affaire des pères de famille : les gens sans enfants pouvaient ne pas contribuer ; cela ne les regardait pas. Puis le droit de l'enfant à la culture avait été reconnu, et la communauté s'était sentie obligée à en assurer le respect ; il fallait, pour cela, qu'il y eût des écoles, et il fallait qu'on y envoyât les enfants : d'où les premières interventions des pouvoirs publics. Maintenant la communauté s'apercevait que c'était pour elle surtout, et non seulement pour lui, que l'éducation de l'individu importait, que le salut d'un État libre dépend de l'école. L'opinion considéra de plus en plus l'instruction publique comme une chose de gouvernement. Les villes, les comtés, les États, par des allocations de terrains et par des subventions, par la création des bureaux d'éducation et des surintendances ou inspections, réalisèrent la tendance de l'opinion. Beaucoup d'écoles privées acceptèrent les dotations et le contrôle du gouvernement. Des écoles

publiques de tout ordre s'ouvrirent en grand nombre.

Les agglomérations urbaines permirent d'améliorer les méthodes primitives de l'école rurale où une quarantaine d'enfants, entassés sans distinction d'âge ni de développement intellectuel, écoutaient la leçon du même maître : dans les écoles vastes et aérées des grandes cités, des centaines d'enfants parfois sont répartis en cours gradués sous une vingtaine de maîtres. L'hygiène et la pédagogie y reçoivent satisfaction.

Aux académies héritières des écoles de grammaire se sont substituées les *public high schools* (hautes écoles publiques), entretenues par les villes ou les comtés, et qui, se développant à côté des écoles privées, ont servi de régulateur à l'enseignement secondaire, et en ont peu à peu dégagé les types multiples.

Le péril, dans l'intervention gouvernementale, c'était la politique. Si j'en crois les aveux discrets de M. Andrew Sloane Draper, ce péril n'a pas toujours été évité. Les politiciens ont tenté de se glisser ou d'installer leur clientèle dans les bureaux des écoles, les directions et les surintendances : des places bien rétribuées, donnant de la considération et de l'influence, où l'on arrivait par l'élection du peuple ou le choix des pouvoirs politiques, comment cela ne les eût-il pas tentés? Il paraît que le mal a été limité aux très grandes villes.

L'État (je parle des États particuliers) laissait en général municipalités et comtés s'organiser à leur guise. On ne pouvait se passer de lui pourtant : il fallait son consentement pour lever des taxes. Comme il tenait les cordons de la bourse, il en a profité pour faire ses conditions. Il a exercé une action heureuse d'encouragement et de contrôle, qui ne risquait pas de gêner l'initiative des particuliers et des communautés. Mais, s'il surveillait ainsi de haut les écoles primaires et secondaires, il a fait plus d'une fois son affaire des collèges et universités.

Le collège était et est resté l'organe central et prépondérant de tout enseignement qui n'est pas purement élémentaire. On y entre en sortant des *high schools;* il conduit aux Universités. Mais, ayant un caractère à demi secondaire, à demi supérieur, pour beaucoup de jeunes gens, il est le terme des études générales ; on en sort pour entrer dans la vie, ou dans les préparations techniques. On y entre enfant, on en sort homme. On y vit en liberté et en société, dans une cité juvénile, où la concurrence et l'association n'ont que de nobles ou de plaisants objets, dans une cité heureuse où l'épanouissement des corps et des âmes n'est pas de la misère infligée à quelqu'un. Au collège se sont faits la majeure partie des hommes qui ont fondé la République américaine, une bonne partie encore de ceux qui ont collaboré à sa grandeur. Aussi est-il cher au cœur américain, plus conservateur au fond que nous ne croyons : outre les souvenirs individuels, la tradition historique le recommande à l'amour et au culte de tous.

Les collèges pullulent : anciennes académies transformées, fondations privées ou confessionnelles, collèges d'État. Et chacun a sa physionomie, son organisation unique par quelque côté. Mais ce qu'il y a ici de caractéristique, c'est que longtemps les États-Unis n'eurent pas d'autre enseignement supérieur que ces collèges d'où l'on sortait alors à vingt ans avec le grade de bachelier ès arts : il ne s'en donnait pas d'autre. Au début du siècle, le besoin d'études plus hautes se fit sentir à beaucoup d'esprits : ils allèrent en Allemagne, à Gœttingue et à Berlin, et les Universités allemandes devinrent le patron sur lequel les universités américaines se modelèrent.

Ce ne fut pourtant qu'en 1861 qu'une université, Yale University, conféra le diplôme de docteur en philosophie. Avec ce premier diplôme naît véritablement l'Université américaine qui, en quarante ans, s'est si merveilleusement développée. Elle est née du collège, elle en est le prolongement : un cours est offert aux gradués du collège, aux bacheliers, puis un autre; on annonce qu'on donnera le diplôme de maître ès arts, puis de docteur en philosophie et en sciences. Ainsi à côté du collège, dans le collège, s'épanouit l'Université. Elle en apparaît si inséparable que les nouvelles universités fondées d'un seul coup, John Hopkins, Cornell, Chicago, comportent toujours un collège qui leur prépare des étudiants. Cela tient en partie à l'absence d'unité dans le système de l'éducation publique, à l'indépendance des établissements divers qu'aucun lien officiel ne relie ; par son collège, l'université s'assure des étudiants préparés comme elle l'entend. Mais la tradition anglo-saxonne y est aussi pour beaucoup. Deux universités seulement, de récente fondation, ne sont pas unies à des collèges.

L'Exposition nous a montré ces universités américaines, avec leurs vastes parcs, leurs merveilleux ombrages, leurs facultés installées à l'aise, chacune chez soi, leurs halls, leurs laboratoires, leurs bibliothèques, leurs musées, leur nombreux personnel et tout l'outillage de la science moderne : tout est conçu de façon grandiose et pratique. Les millions ont été prodigués, mais prodigués avec intelligence. Et le mot que je retrouve le plus souvent dans mes monographies, c'est le regret que les dotations insuffisantes n'aient pas permis de faire tout ce qu'il fallait. Quand on se retourne ensuite vers nos Universités provinciales il y a de quoi être humilié : elles font l'effet de parents pauvres.

Un bon nombre des universités sont des univer-

sités d'État. Dans l'Ouest surtout, où le terrain était vierge, l'esprit nouveau a joué librement. En se fondant, l'État y a pris l'enseignement comme une partie de son domaine et de son devoir. Cependant, même là, les plans généraux, l'unité font défaut. Chaque établissement naît d'un acte particulier, a sa charte spéciale et son indépendance entière, sauf à l'égard de l'État. Un seul État a constitué une forte centralisation, et c'est à l'Est qu'il faut le chercher. L'Université de l'État de New-York a été conçue sur le patron de l'Université de France, mais avant elle : elle a réalisé dès la fin du XVIII[e] siècle une idée française de Diderot. Elle embrasse toute l'instruction secondaire et supérieure de l'État; elle devait même au début embrasser les écoles primaires, dont la direction est aujourd'hui centralisée à part aux mains d'un surintendant.

Mais l'État fédéral ne fait-il rien du tout? Il fait une seule chose, qui est considérable. Il entretient un *bureau d'éducation*, qui dresse des statistiques annuelles et expose tout ce qui se fait dans le pays et à l'étranger en matière d'éducation. Il n'a aucun pouvoir officiel : il agit par l'autorité de la méthode scientifique. Il fournit à chaque établissement les moyens de se connaître en se comparant, et de connaître les besoins de la société, les essais et les méthodes qui y correspondent. Simple agent d'informations, le bureau de Washington est un puissant agent de progrès et d'unité.

Résultats : 16 millions et demi d'enfants enrôlés en 1898 dans les écoles de tout ordre ; au-dessus des innombrables écoles primaires, plus de 7000 écoles secondaires (*high schools* et académies); au-dessus encore, 677 collèges et universités. De cinq à vingt-cinq ans, l'individu peut poursuivre la culture de ses facultés: huit ans aux écoles enfantine et primaire; quatre ans, au *high school;* quatre ans, à partir de dix sept à dix-huit ans, au collège, et quatre ans encore à l'université. Sur cette ligne, à diverses hauteurs, s'embranchent de nombreuses écoles professionnelles qui le reçoivent au sortir du *high school*, ou du collège, ou dans l'université même.

II

Nous venons de voir comment s'est formé le système scolaire des États-Unis : regardons-en d'un peu plus près l'esprit actuel et les tendances.

Les deux traits qui frappent, à tous les degrés, c'est la tendance démocratique et c'est l'esprit scientifique.

« La période coloniale, dit M. Elmer Elsworth Brown, fut un temps où les distinctions de rang furent toujours nettement définies dans la société américaine. es hautes écoles du temps, faites spécialement pour les classes dirigeantes, n'avaient pas pas de connexion organique avec les écoles inférieures. Les écoles secondaires étaient une partie du haut enseignement, et n'avaient rien à voir ou peu de chose avec les petites écoles.

« Les cinquante premières années, et plus, de l'indépendance, furent une époque d'adaptation. Le vieux système des étages sociaux fut peu à peu transformé en une continuité graduée. La société devint un plan incliné, pour ainsi dire, avec un libre passage du haut en bas de l'échelle. Tout enfant d'école élémentaire fut instruit à se considérer comme placé sur la route qui peut mener aux plus hauts emplois. L'instinct impérieux du peuple s'éleva lentement à la volonté consciente qu'il n'y eût pas de *cul-de-sac* dans les institutions scolaires de la république. »

Mais cet esprit démocratique n'était pas seulement pour favoriser les individualités supérieures : il tendait à considérer l'école primaire comme responsable de la conscience nationale. « Dans une nation principalement gouvernée par l'opinion publique que le journal élabore et promulgue, dit M. Harris, la connaissance des éléments de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique et de la géographie, est d'une importance vitale... La transformation d'une masse illettrée en une population qui lit le journal et pense vraiment aux intérêts nationaux et internationaux, est le plus grand bienfait du système américain des écoles publiques gratuites... Dans une population qui lit, une partie comprend les motifs de l'autre, et cela empêche les divergences politiques de devenir trop grandes pour être résolues par la politique des partis. Quand une fraction du peuple ne reconnaît plus à l'autre des motifs honnêtes et patriotiques, la guerre civile n'est plus qu'une affaire de temps. »

Il y a un peu d'optimisme dans ces paroles : mais quand M. Harris définit le bénéfice de l'école primaire : *lire*, *écrire*, *compter*, et *lire le journal*, il entend par ce dernier article *bien lire le journal*, le lire avec un jugement actif et indépendant. « Un bon maître instruit l'enfant à prendre une attitude critique envers les affirmations du livre de classe, à les contrôler et vérifier, ou bien à les repousser par un appel à d'autres autorités ou à l'expérience réelle... Le citoyen doit apprendre à s'aider lui-même dans l'acquisition des connaissances, et il doit pour cela employer son temps d'école à acquérir l'art d'extraire le savoir des livres... Dès l'enfance, les pensées, volontés et sentiments de l'enfant ont été moulées dans la forme ou type d'humanité que les parents et connaissances prennent pour idéal... L'éducation de la famille est un dressage plutôt qu'une culture... Mais l'école met tout son effort à produire la conscience des fondements et des raisons des choses. » Non pas

tout, pourtant, car la discipline n'est pas moins importante. La discipline, c'est la formation des habitudes sociales comme l'instruction est la culture de l'esprit critique. Même la discipline extérieure est bonne : elle enseigne à agir en groupe et de concert avec d'autres, à dominer la fantaisie individuelle, à se fondre dans le corps social. « L'idéal de la discipline, c'est de dresser l'élève aux habitudes du *self-government.* »

La tâche de l'école primaire en tous pays ne saurait être mieux définie.

Dans l'enseignement secondaire, nous trouvons le même développement que chez nous des trois enseignements, classique avec du latin, moderne par l'anglais, et scientifique. Le latin a la vogue, et l'on commence à trouver que le grec n'a pas la place à laquelle il a droit. On lutte contre l'encombrement des programmes, avec succès, par un système très souple d'équivalents qui fait que toutes les matières sont enseignées, mais non pas à tous, et que l'élève est admis à choisir, en des mesures qui varient selon les écoles, les objets d'étude. On préfère peu d'études poussées à fond, à cette course qui effleure toutes les sciences sans pénétrer dans aucune. Mais surtout on assigne pour but moins la provision des connaissances pratiques que la discipline intellectuelle, la formation des bonnes habitudes de pensée. Nulle part, ni dans la comptabilité, ni dans les études classiques, ni dans l'étude des langues vivantes, le but n'est oublié : la formation de l'esprit scientifique est le principal. On ne sacrifie pas plus au savoir positif qu'à la culture formelle. On veut que tout soit enseigné, de façon que l'enfant soit dressé à l'usage des méthodes, de façon qu'il voie par quelle manipulation en chaque espèce la vérité s'élabore, à quelles marques elle se reconnaît.

Les Universités, celles qui méritent ce nom, sont des laboratoires de recherches; l'individu n'y travaille pas pour lui, mais pour la science. Il n'y vient pas surtout pour y quêter des avantages de carrière, savoir technique, ou diplômes qui valent de l'argent. A vrai dire, ici la lutte est aiguë. On avait déjà à défendre les *high schools* contre l'esprit positif : ici le mal est pire. Il n'y a guère d'Université qui ne flanque sa faculté de philosophie (au sens allemand, comprenant les lettres et les sciences), d'une école de droit ou de médecine, ou d'ingénieurs, souvent d'une école vétérinaire ou dentaire. Déjà des gens pressés abrègent les études du collège, ou les brûlent, passant du *high school* à l'école professionnelle. Partout dans les Universités, il faut empêcher les étudiants de se précipiter aux cours alimentaires, comme on dit, *bread and butter courses* (qui assurent le pain et le beurre). Mais l'esprit public réagit. Les bureaux d'Universités, les surintendants d'États, le bureau central de Washington, travaillent vigoureusement à enrayer la tendance utilitaire. Et somme toute, le goût désintéressé de la science fait des progrès. Vingt-neuf universités d'État, les millions prodigués par John Hopkins à Baltimore, par Ezra Cornell à Ithaca, par Rockefeller à Chicago, attestent que la science a cause gagnée dans la nation que Taine croyait éternellement vouée à vendre du bœuf salé et adorer le dieu dollar.

Un trait de ces universités, et qui prouve bien le prix qu'on attache à la haute culture, c'est la proportion du nombre des étudiants à celui des maîtres. Si Chicago à 850 étudiants pour 130 professeurs, à John Hopkins, ceux-ci sont 64 et ceux-là 210 : Yale a 112 professeurs pour 283 étudiants. Il y a mieux Bryn Mawr a 61 étudiantes pour 25 professeurs, Radcliffe College 57 professeurs pour 58 étudiantes. Et enfin à Weslesley College 27 étudiantes occupent un personnel enseignant de 47 membres. Ce n'est pas spécial aux universités féminines : je trouve dans les autres, ici 18 maîtres pour 25 élèves, là 31 maîtres pour 28 élèves (1).

Je n'ai pas encore parlé de l'éducation des femmes : ce n'est pas là qu'il y a le moins à s'étonner et à méditer pour nous. Au milieu du XVIIIe siècle, moins de 40 p. 100 des femmes dans la Nouvelle-Angleterre savaient signer leur nom. Aujourd'hui, il y a dans les collèges et universités, c'est-à-dire dans les seuls établissements supérieurs, 22 297 femmes, soit plus d'un quart du nombre total des étudiants. Le trait distinctif du système américain, c'est la coéducation des sexes : les filles sont élevées dans les mêmes écoles que les garçons. La coéducation est presque la règle dans le Sud et l'Ouest; les vieilles traditions religieuses lui font encore échec dans l'Est. Mais le mouvement en faveur de la coéducation se prononce de plus en plus. De l'école à l'université, la femme étudie à côté de l'homme, sous la même discipline, sur les mêmes programmes. Elle prouve des facultés au moins égales d'attention, d'intelligence, un degré égal de capacité physique et intellectuelle. Elles ne sont ni rebutées, ni surmenées, nous dit-on. Elles ne veulent pas qu'on organise un enseignement pour femmes, affaibli et agréable, une culture de plantes d'ornement, ni rabaissé et utilitaire, une culture de plantes potagères. Elles veulent la discipline virile qui épanouit l'être humain dans la plénitude de la conscience et de la volonté. Cependant elles aiment, aux degrés supérieurs, à être chez elles : il se fonde des collèges et des universités exclusivement ouverts aux femmes, tandis que les collèges ou universités

(1) Il est vrai que les collèges adjoints aux Universités occupent aussi ces maîtres, qui ne travaillent pas pour les seuls étudiants.

exclusivement ouverts aux hommes se font rares. Mais c'est seulement pour jouir de tous les avantages de la vie de collège; car le *self-government*, l'expansion individuelle et l'activité d'association ne peuvent se réaliser sans restriction que par la résidence, qui n'est possible pour les femmes que dans leurs collèges spéciaux. C'est pour la vie commune, non pour des enseignements particuliers, que ces institutions féminines se fondent; et Bryn Mawr en Pensylvanie est une des universités modèles des États-Unis, égale à n'importe quelle autre par le niveau des études et la valeur des diplômes.

Je n'ai rien dit non plus des enseignements professionnel, commercial, agricole, artistique, ni de l'éducation des enfants anormaux, ou des nègres, ou des Indiens : là encore des prodiges d'initiative et d'adaptation se sont faits : mais il me faut me borner. Je note avec curiosité que le Yankee commence à respecter dans l'Indien la dignité humaine : le malheur est que, quand ce respect sera universellement répandu, le dernier des Indiens aura vécu.

Je n'ai rien dit des écoles normales, ni des cours normaux, ni de la large admission des femmes dans l'enseignement des garçons, qui paraît un des fruits excellents de la guerre civile.

Je n'ai rien dit, enfin, de l'extension universitaire, et de cet étrange *Chautauqua :* un campement d'été, au bord d'un lac, sur de hautes terrasses, à 450 milles de New-York; et là, à côté des hôtels et cottages, un collège, un *hall* de philosophie pouvant contenir trois ou quatre cents auditeurs, un amphithéâtre où peuvent s'asseoir cinq ou six mille personnes. Là se donne à des milliers d'individus un supplément de culture : il y a de tout, des séances distrayantes et des leçons sérieuses, des auditeurs d'un jour et d'une semaine, et des élèves de plusieurs années. On enseigne tout; mais ce qu'il y a de plus original, c'est qu'on enseigne à *lire :* non pas à épeler, mais à comprendre, à étudier un livre. Un cours de lectures *at home* est organisé; le cours dure quatre ans. Les gens retournés chez eux, l'enseignement de Chautauqua continue. Pour chaque année, les auteurs à lire, historiens, moralistes, économistes sont indiqués, les livres prêtés; une revue, des cercles locaux guident l'individu, commentent les lectures, excitent la discussion. Il y a eu jusqu'à 250 000 lecteurs enrôlés, dont 40 000 ont persévéré pendant les quatre années. C'est l'université à domicile : la culture méthodique poursuivie dans la boutique ou la ferme, à travers le train de la vie journalière.

Je passe sur tout cela, et je reviens aux traits généraux du système. Les deux plus accusés sont l'adaptation constante à la vie, et pourtant la préoccupation du rationnel et de l'idéal.

Presque toutes les écoles ont commencé par être des écoles anglaises; les émigrants apportaient les habitudes de la mère patrie. Le collège anglais se reconnaît encore dans le collège américain. Mais bientôt les besoins sociaux, l'esprit républicain et démocratique travaillaient l'institution, et l'écartaient du type anglais; tantôt l'éducation allemande, tantôt la philosophie française, plus souvent l'expérience locale corrigeaient et retouchaient le plan primitif.

La liberté absolue a été la loi : abstention du gouvernement fédéral; intervention discrète des États, pour assurer la gratuité, l'obligation, et l'inspection. Chaque ville, chaque institution a fait à peu près ce qu'elle a voulu. Cependant les mêmes causes agissant à peu près partout, à travers les diversités de détail et de nom, une organisation générale s'est dessinée peu à peu. Et c'est à la dégager tout à fait que l'effort des plus éminents pédagogues tend de plus en plus. On travaille à réduire à une harmonieuse symétrie, à un ordre rationnel cette confusion d'unités incohérentes. Ce désir se traduit par deux tendances déjà partiellement réalisées, ou tout au moins énoncées ; distinguer les organes, et les subordonner. On se plaint que le collège soit mi-partie secondaire, mi-partie supérieur, que l'université ne soit pas détachée du collège; que les écoles techniques ne soient pas détachées des universités. A chaque organe sa fonction unique et propre. D'autre part on veut lier ces organes, coordonner les pareils, hiérarchiser les différents. Les surintendances ou inspections municipales, de comté ou d'État, tendent à niveler toutes les écoles de même ordre dans leur ressort, à établir l'unité de méthode et d'esprit.

Les collèges, par les conditions d'entrée, se subordonnent les *high schools*, et en maîtrisent les programmes : les universités prennent le même empire sur les collèges. Des associations de collèges et d'universités, une association nationale pour l'éducation tendent à établir, aux différents degrés, des niveaux égaux de culture par tout le pays. Les rapports du bureau fédéral, en portant tout ce qui se fait en un endroit à la connaissance de tous, contribuent activement au nivellement, accélèrent le progrès vers la symétrie et l'unité.

Dernier trait à noter : l'autorité concédée partout aux inspecteurs, administrateurs, directeurs. Un seul homme avec des pouvoirs étendus et une forte responsabilité, voilà pour les Américains le vrai moyen d'obtenir que la besogne se fasse et se fasse bien. « Chacun des deux grands départements, administration et instruction, dit le Comité des quinze de la *National educational association* dans une consultation récente, sera géré entièrement par un seul officier investi d'une ample autorité et chargé d'une pleine responsabilité... Si quelque chose va mal, il en re-

pondra... Il doit perfectionner l'organisation de son département, dresser et exécuter les plans qui amènent ce progrès. S'il ne peut le faire en un temps raisonnable, il sera remplacé par quelqu'un qui le puisse. » Voilà le secret de l'essor de l'enseignement américain. Tout le monde est consulté : un seul agit, et *doit* agir, ou s'en aller.

III

Plus on étudiera cette organisation dont j'indique sommairement les grandes lignes, plus on y trouvera matière pour nous à réfléchir. Est-ce à dire que nous ayons à copier les États-Unis? Tant s'en faut. Car sur bien des points, leurs besoins sont inverses des nôtres. L'histoire a fait les systèmes américain et français complémentaires l'un et l'autre. Ils aspirent à la symétrie : nous en souffrons; à la centralisation : elle nous étouffe. Ils veulent corriger l'incohérence : nous voudrions diversifier l'unité. Ils étendent le droit de l'État; nous serions tentés de le restreindre. Ils fortifient la préparation professionnelle des maîtres : ils ne veulent plus du type ancien de l'Américain, débrouillard et bon à tout; dans l'enseignement comme partout, il leur faut des spécialistes. Nous, nous avons trop de spécialistes, pas assez d'hommes : pour l'enseignement surtout, ce n'est pas l'habileté professionnelle qui manque, mais c'est l'âme; nous périssons par la régularité professionnelle et l'administration machinale. Ils veulent du latin et rêvent du grec dans l'enseignement secondaire : le latin et le grec nous tyrannisent, et nous n'avons pas encore des enseignements modernes et scientifiques dignes de ce nom. Dans leurs universités, ils commencent à sentir l'insuffisance de l'érudition allemande, des recherches particulières, des monographies et des statistiques, à nous demander l'art des idées générales et des synthèses larges. Nous commençons seulement à nous déshabituer des généralités oratoires, et la discipline allemande nous sera encore longtemps bonne en plus d'une matière.

Mais à travers ces oppositions, des analogies pourtant surgissent. Nous sommes une démocratie, et l'esprit de l'enseignement aux États-Unis, éveil du libre examen, apprentissage du *self-government*, sont ou doivent être la base de nos institutions et de notre discipline scolaires, à tous les degrés, depuis l'école jusqu'à l'université. Nous sommes, comme les États-Unis, dans un âge industriel et positif : il faut donner satisfaction aux penchants utilitaires, aux besoins économiques, et sauver pourtant la culture de l'homme et du citoyen. Ils ont, comme nous, la manie et la multiplicité des diplômes, et nous devons, comme eux, veiller à ce que le diplôme soit le signe exact d'un dépôt réel de savoir et de culture. Plus religieux que nous, par la vertu du libre examen protestant, ils ont affranchi pourtant la majeure partie de leurs écoles du caractère confessionnel, et ils font comme nous de l'éducation laïque, de la formation de la critique et de la conscience par les disciplines méthodiques, la base de la moralité nationale. Leur foi dans la valeur moralisatrice de l'étude réfléchie est plus intacte, et plus enthousiaste que la nôtre; car aucune confession chez eux ne se sent intéressée à arranger des statistiques décourageantes.

En un mot, je ne crois pas qu'il y ait au monde une organisation de l'enseignement plus dissemblable de la nôtre, plus impossible à transporter chez nous. Et il n'y en a pas de plus instructive pour nous, et dont on puisse plus utilement s'inspirer. L'esprit et l'idéal sont communs, sous le contraste des organisations. Mais il est clair que souvent, pour aller au même but, eux et nous devons marcher en sens contraires.

GUSTAVE LANSON.

UN LIVRE ANNOTÉ PAR NAPOLÉON Ier

II

Après s'être donné la gloire d'avoir décidé l'empereur à revenir en France, Fleury de Chaboulon, l'auteur des *Mémoires sur 1815* se vante de l'avoir inconsciemment déterminé à quitter au plus vite le lieu de son exil.

« A peine Z... eut-il quitté l'île d'Elbe, dit-il, que Sa Majesté reconnut et déplora l'imprudence qu'Elle avait commise en le renvoyant sur le continent. Le caractère et la fermeté de ce fidèle serviteur étaient assez connus à Napoléon pour qu'il n'eût sur son compte aucune inquiétude; il était sûr qu'il se ferait plutôt hacher en morceaux que d'ouvrir la bouche; mais il craignait que les informations qu'il lui avait ordonné de prendre sur sa route n'éveillassent l'attention de la police et que les Bourbons ne fissent établir des croisières qui auraient rendu impossible toute évasion de l'île d'Elbe et tout débarquement sur les côtes de France. »

L'empereur sentit donc qu'il n'avait qu'un moyen de prévenir ce danger : celui de partir sur-le-champ. Il n'hésita point. Dès lors, tout prit dans son infime état un autre aspect. L'île d'Elbe, « naguère le séjour de la paix et de la philosophie », devint en un instant le quartier général impérial. Des estafettes vont et viennent sans cesse entre Porto-Ferrajo et Longone. Que se passe-t-il? Sûrement Napoléon

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1900.

prépare sa fuite. On présume qu'il compte débarquer à Naples ou sur quelque autre point de la côte d'Italie. L'idée ne vient à personne qu'il projette d'aller renverser Louis XVIII de son trône...

Vingt-quatre heures avant de lever l'ancre, annote l'empereur, *il n'y avait à Porto-Ferrajo que Bertrand et Drouot dans le secret...*

Les voies étaient libres : le commissaire anglais Campbell était absent...

Comme la présence de cet officier à Porto-Ferrajo, si elle eût été constante, eût pu le faire passer pour un agent diplomatique, continue le commentateur de Chaboulon, on lui avait ordonné de se tenir alternativement à Florence, Livourne et Porto-Ferrajo. Lord Castelreagh, Metternich, Hardenberg, et même Talleyrand étaient abusés par le grand nombre de libelles qui inondaient l'Europe. Le Néron, le Caligula, l'Holopherne français était l'objet de l'horreur du peuple français, avait besoin d'être protégé, mais ne pouvait donner aucune inquiétude. Ces fausses idées firent que les puissances ne tinrent aucun agent à Porto-Ferrajo; ce fut même sur la demande de Napoléon que Campbell fut laissé dans le pays...

Tout favorisait donc le départ. Il eut lieu le 26 février, à huit heures du soir.

Aussitôt en pleine mer, l'empereur rassembla tout son monde autour de lui, et après avoir recommandé le silence le plus complet, dit simplement : « Grenadiers, nous allons à Paris !... » A ces mots, tous les visages s'épanouirent, et des cris étouffés de « Vive la France ! » sortirent de toutes les poitrines.

Nous n'avons pas à revenir sur les péripéties de la traversée, qui sont connues.

« Le 1er mars, on entrait dans le golfe Juan et Drouot, avec un certain nombre d'officiers et de soldats, montés sur une felouque, *la Caroline*, abordait avant l'empereur qui se trouvait encore à une assez grande distance du rivage. A peine débarqués, ils aperçurent un gros navire qui leur parut se diriger à toutes voiles vers le brick impérial. Ils furent subitement saisis de la plus violente inquiétude; le général ordonna de décharger *la Caroline* et de voler à la rencontre du brick; en un instant, canons, affûts, caissons, bagages, tout fut jeté sur le sable et déjà les grenadiers et les braves marins de la garde faisaient force de rames, lorsque des acclamations parties du brick vinrent frapper leurs oreilles. C'était l'empereur! Soit prudence, soit impatience, il était descendu dans un simple canot. Les alarmes cessèrent et les grenadiers, les bras tendus vers lui, l'accueillirent au milieu des plus touchantes démonstrations de dévouement et de joie. »

La scène est vive, imagée, et l'on ne peut que regretter les deux annotations qui l'accompagnent : *faux... fable.*

Fable aussi la jolie anecdote qui suit :

« On aperçut quelques paysans. L'empereur les fit appeler et les interrogea. L'un d'eux avait autrefois servi sous ses ordres; il reconnut son ancien général et ne voulut plus le quitter. Napoléon, se tournant du côté du grand-maréchal, lui dit en riant :

— Eh bien, Bertrand, voilà déjà du renfort.

Il passa la soirée à causer et à rire familièrement avec ses généraux et les officiers de sa maison. « Je vois d'ici, dit-il, la peur que je vais faire aux Bourbons et l'embarras dans lequel vont se trouver tous ceux qui m'ont tourné le dos... (*fable*). Puis, continuant à badiner sur le même sujet, il définit avec sa sagacité ordinaire le caractère des maréchaux et des grands personnages qui l'avaient servi autrefois, et s'amusa beaucoup des efforts qu'ils allaient faire pour sauver les apparences et attendre prudemment le moment de se déclarer pour le parti du plus fort... » (*faux*).

A onze heures du soir, on se mit en marche. Les Polonais, n'ayant pu embarquer leurs chevaux, en avaient emporté l'équipement et marchaient joyeusement à l'avant-garde, courbés sous le poids de cet énorme bagage. Cette avant-garde, composée de quarante hommes, était commandée par Cambronne. Le plus souvent celui-ci marchait seul en avant, pour éclairer sa route et faire préparer logements et subsistances... (*Cambronne était trop bon officier pour s'exposer à être arrêté par un gendarme.*) Les premières étapes sont vite franchies, — si vite que Fleury de Chaboulon s'y perd. Il fait rencontrer un bataillon envoyé de Grenoble à Sisteron, tandis que le fait s'est passé ailleurs, ce qui lui vaut cette admonestation : *Quelle légèreté! Sisteron est avant Gap et c'est à La Mure que j'ai rencontré le bataillon de Grenoble...* Au delà de Gap, les troupes refusent d'entendre un officier envoyé pour les haranguer. Alors, Napoléon : « Z... m'a trompé! N'importe : en avant!... » (En note : *Que la vanité rend les hommes bêtes!*)... Entre Vizille et Grenoble arrive Labédoyère avec son régiment... Napoléon le questionne longuement sur Paris. Ce jeune colonel, « plein de nobles sentiments, montre une franchise qui jette le trouble dans l'esprit du maître :

— Sire, lui disait-il, les Français vont tout faire pour Votre Majesté; mais il faut aussi que Votre Majesté fasse tout pour eux. Plus d'ambition! Plus de despotisme ! Nous voulons être libres et heureux.

Les derniers mots sont soulignés et accompagnés de cette note : *Fable!... Ce n'est pas ainsi qu'un jeune séide a dû parler à Napoléon...* A Grenoble, on n'entend que les cris de « Vive Grenoble! Vive la France ! Vive Napoléon !... » (*On n'entend à Grenoble, comme partout, que le cri : Vive l'Empereur!*)... Sûr maintenant d'aller à Paris, il dépêche de cette ville des émissaires sur tout les points pour annoncer

que l'Autriche est avec lui et que le roi de Naples le suit avec vingt mille hommes... (*Napoléon a toujours dit qu'il venait seul et sans appui*)... « Je veux, déclare-t-il aux autorités de la ville, régner pour rendre notre belle France heureuse et indépendante, et pour asseoir son bonheur sur des bases inébranlables; je veux être moins son souverain que le premier et le meilleur de ses citoyens. » Belles et nobles paroles, à la suite desquelles on est peiné de lire le mot : *Fable.*

***

Après Grenoble, Lyon, où l'on arrive le 10 mars. Fleury de Chaboulon y retrouve son maître. Du colonel Z., il n'est plus question. L'auteur des *Mémoires* se remet en scène pour son propre compte. Il semble, — alors qu'il arrive de l'île d'Elbe, après des détours et des retards sans nombre, volontaires probablement, — qu'il n'a jamais quitté la France. Il a des pensées très différentes de celles qu'il montrait à Porto-Ferrajo. Il ne s'occupe plus des Bourbons et de leurs fautes; l'avenir seul luit à ses yeux, et il parle comme Labédoyère.

Napoléon lui ayant demandé son opinion sur l'esprit public :

— Sire, il est bien changé, répond-il. Autrefois nous ne songions qu'à la gloire, aujourd'hui nous ne pensons qu'à la liberté. La lutte qui s'est établie entre les Bourbons et la nation nous a révélé nos droits; elle a fait éclore dans les têtes une foule d'idées libérales qu'on n'avait point du temps de Votre Majesté.

— Ces idées, je ne chercherai point à les combattre, répond l'empereur. Il ne faut jamais lutter contre une nation; c'est le pot de terre contre le pot de fer. Les Français seront contents de moi. Je sens qu'il y a du plaisir et de la gloire à rendre un grand peuple libre et heureux. Je donnerai à la France des garanties : je ne lui avais point épargné la gloire, je ne lui épargnerai point la liberté... Je sais ce qu'il faut aux Français, nous nous arrangerons.

Le dialogue est long, et il a suffisamment frappé Napoléon pour qu'il l'accompagne, depuis le premier mot jusqu'au dernier d'une accolade. Il doit donc être véridique, malgré l'implacable mot *Fable* qui s'y trouve, deux ou trois fois. Napoléon s'informe de ses maréchaux. Ils doivent craindre qu'il ne se souvienne de Fontainebleau; ils ont tort. Sa garde est à Metz et à Nancy; il est sûr d'elle : « Ils ont beau faire, ils ne la gâteront jamais... »

— Comment est Ney avec le roi?

— Tantôt bien, tantôt mal, Sire, il a eu à se plaindre de la cour à cause de sa femme.

— Sa femme est une précieuse; elle aura voulu faire la grande dame, et les vieilles douairières se seront moquées d'elle... Mais, à propos, qu'a-t-on fait aux Tuileries?

— On n'y a rien changé, on n'a même pas ôté les aigles, on dit que le comte d'Artois, aussitôt son arrivée, avait été parcourir les appartements et qu'il ne se lassait point de les admirer.

— Et les tableaux?... Et le spectacle?

— On n'y a point touché, on ne s'en sert plus.

— Que fait Talma?

— Mais, Sire, il continue à obtenir et à mériter les applaudissements du public.

— Je le reverrai avec plaisir... Avez-vous été à la cour? On dit qu'ils ont tous l'air de nouveaux parvenus.

— Je puis assurer à Votre Majesté qu'on n'est pas plus sans façon chez soi qu'aux Tuileries...

— Cela doit faire un coup d'œil bien majestueux. Mais à quoi donc toutes ces vieilles ganaches dépensent-elles leur argent?... Leur monnaie est-elle belle?

— Votre Majesté peut en juger; voici une pièce de vingt francs.

— Hum!... Il n'a point l'air de se laisser mourir de faim!... Ils ont ôté *Dieu protège la France* pour remettre leur *Domine salvum fac regem.* Voilà comme ils ont toujours été : tout pour eux, rien pour les autres... Et, que fait Hortense?

— Sire, sa maison est toujours le rendez-vous des hommes qui savent apprécier la grâce et l'esprit...

— Elle a fait une grande sottise de se donner en spectacle devant les tribunaux. Ceux qui l'ont conseillée étaient des bêtes. Pourquoi aussi a-t-elle été demander le titre de duchesse!

— Mais, Sire, elle ne l'a point demandé. C'est l'empereur Alexandre...

— Peu importe, elle ne devait pas plus le recevoir que le demander; il fallait qu'elle s'appelât Mme Bonaparte; ce nom-là en vaut bien un autre... Si Joséphine avait vécu, elle l'aurait empêchée de faire cette belle équipée... L'a-t-on bien regrettée?

— Oui, Sire. Votre Majesté sait à quel point elle était aimée et honorée en France.

— Elle le méritait... Le jour où j'appris sa mort a été l'un des plus malheureux de ma vie. A-t-on porté publiquement son deuil?

— Non, Sire, je pense même qu'on lui aurait refusé les honneurs dus à son rang si l'empereur Alexandre ne l'eût exigé...

— Vous l'aimez, il paraît... l'empereur Alexandre?... Est-il vrai qu'on l'ait tant fêté à Paris?

— Oui, Sire, on ne faisait attention qu'à lui; les autres souverains avaient l'air d'être ses aides de camp.

— Au fait, il a beaucoup fait pour Paris. Sans lui, les Anglais l'auraient ruiné, et les Prussiens brûlé.

Il y a bien joué son rôle... Si je n'étais Napoléon, je voudrais être Alexandre.

A ces mots, l'impérial lecteur bondit, et son crayon, pénétrant comme un stylet dans le papier, écrit : *Quelle platitude!*

La conversation s'arrête là.

***

L'empereur passa la soirée dans son cabinet. Sa première pensée fut pour l'impératrice : il lui écrivit une lettre fort tendre, qui commençait par ces mots : « Madame et chère épouse, je suis remonté sur mon trône »...

(*Comment cet écrivain aurait-il vu une lettre à l'impératrice, à qui Napoléon écrivait toujours de sa main. Et qui ne sait pas que ses lettres commençaient toujours par : Ma bonne Louise?...*) Il écrivit aussi à Joseph pour lui recommander de faire bien comprendre à l'Autriche et à la Russie combien il aspirait à rétablir avec elles, dans toute leur intimité, ses anciennes liaisons. Il paraissait attacher un prix particulier à l'alliance de la Russie... (*Tout cela est de l'esprit de l'auteur*)... Enfin il dicta à son secrétaire les décrets connus sous le nom de Décrets de Lyon... « Ces décrets qui embrassaient à la fois toutes les parties de l'administration politique, civile et militaire de l'État, se succédaient si rapidement que Napoléon eut à peine le temps de les entremêler de quelques paroles... »

Napoléon n'entretenait d'aucune parole ceux qui écrivaient sous sa dictée, note dédaigneusement l'empereur ; *il regardait un secrétaire comme une machine à laquelle il ne parlait pas.*

Entre temps, tout étant terminé, Napoléon partit le 13, et profondément ému de l'amour que les Lyonnais l avaient témoigné, il leur fit ses adieux en terme chaleureux. La proclamation se terminait par : Lyonnais, je vous aime !

« Ces derniers mots, nous apprend Fleury, étaient l'expression naïve de ce qu'il éprouvait. Il les prononça, en les dictant, avec ce charme indéfinissable qu'il imprimait à ses paroles lorsqu'elles partaient de son cœur. »

On alla coucher à Mâcon. L'Empereur ne voulut point descendre à la préfecture et fut loger à l'auberge du *Sauvage*. Il y reçut le lendemain les félicitations des corps constitués et du conseil municipal. L'un des adjoints, chargé de le haranguer, lui déclama un long amphigouri qui amusa tout le monde. Quant il eut fini, l'empereur lui dit :

— Vous avez donc été bien étonné d'apprendre mon débarquement ?

— Ah ! parbleu oui, répondit l'orateur; je disais à tout le monde : Il faut que cet homme soit fou ; il n'en réchappera pas.

Ce fut à Mâcon que l'on reçut pour la première fois des nouvelles officielles de ce qui se passait à Paris. Le roi avait déclaré, paraît-il, qu'il ne quitterait pas les Tuileries.

— S'il veut m'y attendre, j'y consens, dit Napoléon, mais j'en doute fort... Dans dix jours mes grenadiers seront de garde aux Tuileries.

On parvint à Chalon le 14, de fort bonne heure; il faisait un temps épouvantable... (*Il faisait un très beau temps...*) et cependant toute la population s'était portée hors de la ville pour voir l'empereur quelques instants plus tôt... A Avallon, les démonstrations d'allégresse tinrent du délire. Les dames les plus distinguées de la ville passèrent le jour et la nuit dans les escaliers et dans les corridors pour guetter le passage de Napoléon. Trois d'entre elles, fatiguées de s'être tenues debout toute la journée, demandèrent la permission de s'asseoir auprès des secrétaires. C'était dans une salle contiguë à la chambre de l'empereur, où l'on avait jeté plusieurs matelas à terre, pour que le service pût reposer quelques moments... « Rien n'était plaisant, dit Fleury de Chaboulon, comme de voir ces trois jeunes et élégantes bonapartistes groupées timidement sur un grabat, au milieu de notre bivouac. Nous cherchâmes à leur tenir compagnie, mais nos yeux se fermaient malgré tous nos efforts. Finalement, la fatigue l'emporta sur la galanterie, et bientôt nous nous endormîmes honteusement à leurs pieds. »

A Auxerre, l'empereur descendit à la préfecture. Sur la cheminée du premier salon se trouvait le buste de l'impératrice et dans le suivant son propre portrait, où il était représenté paré de ses ornements impériaux. Cela le mit en belle humeur et il se prit à plaisanter sur la cour de Louis XVIII. Sa cour, dit-il, a l'air de celle du roi Dagobert; on n'y voit que des antiquailles ; les femmes sont vieilles et laides à faire peur, il n'y avait de jolies que les miennes!... » Napoléon ne dédaignait point, comme nous l'avons déjà vu, de lancer le petit mot sardonique contre les Bourbons, mais il n'aimait pas qu'on s'en souvînt; aussi, cette fois comme les autres, s'inscrit-il en faux contre le propos qu'on lui prête. Il niera aussi la conversation qu'il eut avec Ney, qui vint le retrouver à Auxerre.

Faux, tout cela est fabriqué par l'auteur, écrit-il, *et ce n'est pas ainsi que s'expriment deux vieux généraux qui ont blanchi sous le harnais, ils ne parlent pas comme de jeunes tribuns de vingt-quatre ans..* A l'appui de son dire, et pour confondre son ancien secrétaire, celui-ci ayant avancé que Bertrand et Labédoyère assistaient à cet entretien, il déclare que *ni l'un ni l'autre n'étaient et ne pouvaient être présents, surtout Labédoyère qui était à son régiment...*

Plus loin, ce sont, de nouveau, les Bourbons qui

vaudront à notre auteur un mauvais compliment...

— Vingt fois, fait-il dire à l'empereur, on me les aurait, si je l'eusse voulu, apportés pieds et mains liés, morts ou vifs : j'ai toujours eu la sotte générosité de mépriser leur rage ! Je la méprise encore. Mais malheur à eux, malheur à leur infernale clique, s'ils osent toucher à l'un des miens... »

En regard de ces lignes, on lit : *Singerie.*

Napoléon continue sa conversation, dans laquelle il aurait eu Fleury pour confident, ce qui l'horripile, étant donné son dédain pour ses scribes ordinaires. Il se contient cependant et, tout d'abord, se met seul en scène. Fleury lui prêtant des sentiments trop généreux à son avis, il écrit : *Cela est d'un niais, et Napoléon ne l'était pas...* Après, on trouve encore *Singerie!* puis : *Quelle badauderie!...*

A Moret, l'empereur reçut ses rapports. Deux mille gardes du corps étaient, croyait-on, postés dans la forêt de Fontainebleau. On jugea donc utile de prendre certaines précautions. Napoléon n'en voulait point entendre parler; mais sur les instances de son entourage, il se fit accompagner par deux cents cavaliers... « Jusqu'alors, dit notre auteur, il n'avait eu d'autre escorte que la voiture du général Drouot qui précédait la sienne et la mienne qui fermait la marche. Les colonels Germanouski et du Champ et trois ou quatre Polonais galopaient aux portières. Nos chevaux, nos postillons, nos courriers, parés de rubans tricolores, donnaient à notre paisible cortège un air de bonheur et de fête... Nous marchâmes presque toute la nuit. Je lui réitérai mes conseils de prudence. — Vous êtes un enfant, me dit-il; s'il doit m'arriver quelque chose, toutes ces précautions-là n'y feront rien... Et montrant du doigt le ciel : — Notre destinée est écrite là-haut !... » *Que la vanité fait dire de sottises! Quoi! un vieux général qui s'en rapporte à la destinée pour ne pas placer de grand'gardes!*

A Fontainebleau, Napoléon, contrairement à ce qu'on avait prévu, ne parut éprouver aucune émotion. Il fut, aussitôt son arrivée, parcourir les jardins et le palais avec autant de plaisir et de curiosité que s'il en prenait possession pour la première fois. Il occupa les petits appartements, dont il fit complaisamment remarquer l'extrême élégance à son secrétaire. — Nous serons bien ici, lui dit-il... Mais les événements se précipitent. A midi, la nouvelle du départ du roi lui parvient. Aussitôt, il donne l'ordre à Fleury de partir en avant et de tout préparer. Il sera le soir aux Tuileries.

*
* *

Il y arriva, en effet, à neuf heures.

Le château présentait un étrange et incohérent spectacle en cette soirée du 20 mars, anniversaire de la naissance du roi de Rome.

« Aussitôt que l'empereur eut mis pied à terre, on se précipita sur lui. Mille bras l'enlevèrent et l'emportèrent en triomphe. Rien n'était plus touchant que la réunion confuse de cette foule d'officiers, de tous ces généraux qui s'étaient engouffrés dans le palais sur les pas de Napoléon. Ils oublièrent la majesté du lieu pour s'abandonner sans crainte au besoin d'épancher leur joie et leur bonheur...

« L'empereur lui-même ne pouvait dissimuler son ravissement. Jamais je ne le vis aussi fou de gaîté, aussi prodigue de soufflets. C'était sa caresse favorite : plus il vous aimait, plus il vous en donnait, et plus il frappait fort.

« Ses discours se ressentaient de l'agitation de son cœur : Les mêmes paroles lui revenaient sans cesse à la bouche, et il faut convenir qu'elles n'étaient pas flatteuses pour la foule de courtisans et de grands personnages qui l'obsédaient déjà; il répétait sans cesse : — Ce sont les gens désintéressés qui m'ont ramené à Paris; ce sont les lieutenants et les soldats qui ont tout fait; c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout. »

A Paris, la population ne s'était point fait faute de crier : *Vive l'empereur!* Mais ces cris n'offraient pas le caractère d'unanimité et de frénésie des acclamations qui avaient accompagné Napoléon depuis le golfe Juan jusqu'aux portes de Paris. « On se méprendrait cependant, ajoute Fleury, si l'on devait en tirer la conséquence que les Parisiens ne virent point son retour avec plaisir, car le peuple était pour lui. On doit en conclure seulement que le revenant de l'île d'Elbe manqua son entrée. »

Napoléon proteste : — *L'empereur*, dit-il, *est entré à Paris comme à son retour de Marengo, d'Austerlitz, de Tilsit, etc. Il avait bien autre chose à faire qu'à prendre deux jours pour préparer une entrée de cérémonie; — il n'eût pas sacrifié un quart d'heure pour cela.*

Dans la nuit même, aussitôt les épanchements finis, il s'occupa du choix et de la nomination de ses ministres. Cambacérès dut accepter, par ordre, le portefeuille de la Justice. Le prince d'Eckmühl fut nommé à la Guerre :

« Par la dureté de ses manières et de son langage, écrit Fleury, par des actes de sévérité presque barbares, il s'était attiré autrefois l'animadversion universelle; sa fidélité à l'empereur et la défense de Hambourg l'avaient réconcilié avec l'opinion... (*Quelle injustice dans ce portrait!* annote Napoléon...)

Le duc de Vicence fut replacé au timon des Affaires étrangères. Convaincu de l'inutilité des efforts que ferait Napoléon pour rétablir des relations avec les puissances, il avait refusé d'accepter ce ministère...

(*faux*), il finit par accepter et sa nomination fut regardée comme un gage des intentions loyales et pacifiques de Napoléon... Le duc de Gaëte et le comte Mollien redevinrent ministres des Finances et du Trésor, le duc d'Otrante fut chargé de la police et le duc de Bassano fut rappelé au ministère de la secrétairerie d'État, au grand déplaisir de la cour qui lui reprochait d'être trop la créature et l'incarnation de Napoléon... La rentrée de Decrès à la Marine fut également désapprouvée; par son cynisme et son mépris pour ses subordonnés, il s'était attiré dans le temps l'aversion de tous ceux qui l'approchaient. Par contre, la nomination de Carnot à l'Intérieur produisit le meilleur effet. »

La matinée ne s'écoula point sans que le ministère fût au complet. Le même jour Napoléon donna le commandement général de la gendarmerie au duc de Rovigo. « Personne plus que lui ne faisait entendre à l'Empereur des vérités plus utiles et plus hardies; vingt fois il osa lui dire que la France et l'Europe étaient lasses de verser du sang et que s'il ne renonçait pas à la guerre, il serait abandonné par les Français et précipité de son trône par les étrangers ..» *Faux!* écrit Napoléon, qui n'admet pas qu'on ait pu lui donner de salutaires conseils.

Les grands rouages de l'État établis, l'empereur reforma sa maison. Ses anciens aides de camp furent tous rappelés, et quelques recrues vinrent compléter les rangs éclaircis par les événements. Labédoyère, à qui cette position si enviée fut offerte, refusa. « Si ce que j'ai fait peut être utile à mon pays, dit-il, l'honneur de l'avoir bien servi me suffit; je ne veux rien de plus; personnellement, l'*empereur* ne me doit rien... » Ces belles paroles n'ont par le don de plaire à Napoléon : *Ce stoïcisme n'est pas français... tout cela est faux*, dit-il...

Le tour de la maison civile vint ensuite. L'empereur replaça près de sa personne la plupart des chambellans et des maîtres des cérémonies qui l'entouraient en 1814; « il avait conservé sa passion malheureuse pour les grands seigneurs d'autrefois, il lui en fallait à tout prix; s'il n'eût point été entouré de l'ancienne noblesse, il se serait cru en République... »

Les grands seigneurs d'autrefois, riposte l'empereur, *étaient sous Napoléon des hommes comme les autres; ceux qui étaient attachés à son service se sont comportés aussi bien que les autres...*

Fleury faisant exception pour le prince de Beauvau, Turenne, Montholon, de Las Cases, Napoléon ajoute : *Choiseul, Praslin, Montesquiou, Ségur.*

Sa maison remontée, l'empereur se mit sur-le-champ à travailler. Il trouva sa table à écrire couverte de livres mystiques..

Il est faux que la table du roi fût couverte de livres mystiques. Elle était couverte de tout ce qui avait paru depuis neuf mois et d'états de situation. Elle resta dans le même état pendant six semaines, et dans ses heures de loisirs, Napoléon les parcourut, les lut et les brûla. Il y avait plus de 500 mémoires et de pétitions importantes...

Dans un tiroir on trouva un portefeuille contenant des lettres de la duchesse d'Angoulême. Napoléon en lut plusieurs et remit le portefeuille à son secrétaire en lui ordonnant de le faire conserver religieusement...

L'empereur ne conteste pas le fait, mais il l'accompagne de cette note au moins bizarre : *Cela est vrai; mais il est faux qu'il remit le portefeuille au sieur Fleury qui, étant alors en quatrième, ne l'approchait plus...*

Singulier langage envers l'homme qui, nous l'avons vu, joua un rôle si prépondérant à l'île d'Elbe, qui fut immiscé de si près aux pensées les plus intimes de Napoléon, qui décida de ses hésitations, à défaut de les avoir provoquées, comme il s'en donne les gants. Singulier retour des choses d'ici-bas aussi, qui met au quatrième rang, c'est-à-dire hors de sa vue, le serviteur dont le carrosse suivait, la veille encore, immédiatement celui du maître,.. Que s'est-il passé?...

Napoléon n'était pas un ingrat; il avait dit au colonel Z... après de véritables scènes de tendresse, qu'il pouvait compter en toute occasion sur son estime et sa protection; il l'avait embrassé en lui disant adieu à Porto-Ferrajo... Quel mobile a donc bien pu influer sur Napoléon pour changer aussi brusquement son attitude à l'égard « du sieur Fleury »?... Son animosité est-elle née à Sainte-Hélène de la lecture des *Mémoires*?.... Cela serait supposable... En tous cas, l'auteur des Mémoires ne paraît se douter de rien et continue à parler comme un secrétaire qui n'est pas en quatrième. Il nous initie aux petits secrets de la politique intérieure du moment, ce qui lui vaut un redoublement de démentis. Louis XVIII tarde à sortir de France. Les instructions données au général Exelmans sont de pousser pied à pied le roi et les princes...

Cela n'est pas vrai! Elles portaient l'ordre de les prendre prisonniers, s'il pouvait. Si on eût pu faire le roi et les princes prisonniers, on n'eût pas manqué de le faire. Toute autre conduite eût été un crime envers la France...

Enfin Louis XVIII se décide à quitter Lille. Le duc d'Orléans en part vingt-quatre heures après et écrit au maréchal Mortier une lettre par laquelle il lui mande qu'il va s'ensevelir dans la retraite et l'oubli, et qu'il le dégage de l'observation de tous les ordres qu'il lui avait transmis. Il lui recommande en même temps de faire tout ce que son excellent jugement et

son patriotisme si pur lui suggéreront de mieux pour l'intérêt de la France.

L'empereur, après avoir lu cette lettre, se tourna vers Bassano et lui dit : « Voyez ce que le duc d'Orléans écrit à Mortier. Celui-là a toujours eu l'âme française »... Encore une légende qui s'en va... *Cette lettre du duc d'Orléans eût mérité des éloges, mais cela est faux*... De même pour le mot si souvent prêté à Napoléon, au sujet de la duchesse d'Angoulême : « C'est le seul homme de la famille. » *Ce mot est faux*...

* * *

Entre temps, l'empereur assurait l'Europe de ses intentions pacifiques. Il écrivit aux souverains une lettre connue, fit faire par Saint-Jean d'Angély un rapport dans lequel il commentait et réfutait victorieusement les déclarations au Congrès qui le visaient, et expédia un émissaire à Vienne pour, comme il nous l'apprend lui-même, gagner Talleyrand et lui faire connaitre la vraie opinion de la France, que ce ministre ne connut jamais. Fleury de Chaboulon fut également envoyé à Bâle avec une mission secrète, mais toutes ces démarches demeurèrent sans résultat. La malencontreuse équipée de Murat aidant, Napoléon sentit que tous ses efforts seraient vains et s'occupa avec plus d'ardeur que jamais des moyens de lutter seul contre ses adversaires, dont les démonstrations commençaient à devenir menaçantes.

Il rétablit les régiments sur l'ancien pied, la garde impériale ouvrit ses rangs à 10 000 soldats d'élite; l'artillerie légère fut réorganisée et la jeune garde augmentée de plusieurs régiments. Des achats de chevaux s'opérèrent dans tous les départements; de vastes ateliers d'habillements, des fabriques d'armes s'ouvrirent à la fois et de toutes parts. « L'empereur se faisait rendre compte chaque matin du nombre des ouvriers et du produit de leur travail. Il savait combien il fallait de temps à un tailleur pour confectionner un habillement, à un charron pour construire un affût, à un armurier pour monter un fusil. Telle était l'étendue et la variété du génie de Napoléon, qu'il s'élevait sans efforts aux plus hautes abstractions de l'art de gouverner et descendait avec la même facilité aux plus minces détails de l'administration. L'empereur, enfin, pour compléter ses moyens d'attaque et de résistance, réorganisa la garde nationale. Ce fut un enthousiasme inouï. Les routes étaient couvertes de chars chargés de jeunes guerriers ivres de voler au poste d'honneur qui leur serait assigné. »

Napoléon sut-il utiliser ces énergies, ces dévouements? Fleury dit : Non! L'empereur, selon lui, n'avait jamais été le maître de dompter l'éloignement que lui inspiraient les gens de la Révolution... (*Allons donc! Les vétérans de la Révolution étaient tous auprès de lui; Cambacérès, Merlin, Sieyès, Carnot, Alquier*)... « Cette terreur panique fut cause qu'il ne tira point des confédérés le parti qu'il s'en était promis; elle fut cause aussi qu'il fit encore une plus grande faute : celle d'arrêter les mouvements populaires?... (*Le mouvement populaire ne fut pas arrêté, il fut régularisé; il fut aussi grand que de 1790 à 1792; mais alors on avait eu trois ans pour armer, et ici on n'eut que 40 jours*)...

Les soins que donnait Napoléon à ses préparatifs militaires, continue Fleury, ne l'empêchaient point de s'occuper du bien-être de l'État. Il réorganisa l'Université, rétablit les invalides dans leurs droits et se rendit à l'École polytechnique. C'était la première fois qu'il s'offrait aux regards des élèves de cette école. Leur amour pour la liberté absolue, leur penchant pour les institutions républicaines leur avaient longtemps aliéné l'affection de l'empereur; mais l'éclatante bravoure qu'ils déployèrent sous les murs de Paris leur rendit son estime et son amitié, et il fut satisfait (ce sont ses paroles) de saisir une aussi belle occasion de se réconcilier avec eux... » Ici, Napoléon le prend de haut :

L'École polytechnique a toujours été l'objet des sollicitudes de l'Empereur. Elle était fondée par Monge, qu'il aimait; Laplace, Lagrange, Prony, qui étaient ses amis, en étaient les chefs. On y enseignait les sciences mathématiques et chimiques que Napoléon affectionnait. Ce qui a donné lieu à ce bruit populaire que Napoléon n'aimait pas cette école, c'est que ces jeunes gens, la plupart âgés de plus de quinze ans, se libertinaient au milieu de la corruption de la capitale; on les fit caserner, ce qui leur déplut d'abord. On voit par ce bruit combien peu de foi il faut ajouter aux assertions de l'auteur.

Le faubourg Saint-Antoine ne fut pas oublié : l'empereur le parcourut d'un bout jusqu'à l'autre; il se fit ouvrir les portes de tous les ateliers et les examina dans le plus grand détail. Napoléon n'était accompagné que de trois officiers. Il leur fut impossible de le soustraire aux approches et aux caresses du peuple; les femmes baisaient sa main, les hommes la lui serraient à le faire crier. Il faisait de la popularité.

Cependant les menées royalistes l'énervaient Il rêvait de les combattre par quelque grand coup; mais le temps n'était plus où il pouvait impunément s'emparer, contre tout droit, d'un duc d'Enghien et le faire fusiller sans jugement dans les fossés de Vincennes. Le souvenir du duc d'Enghien, cependant, le hantait, et il prépara, dans l'intention de la publier, une note semi-officielle sur l'arrestation et la mort de ce prince... Protestation de l'empereur, qui, en même temps revient sur le passé :

Tout cela est faux. Napoléon ne s'occupait point du duc d'Enghien qui avait été justement traduit et puni par un conseil de guerre. Le général Moreau, dès 1797,

s'était plaint dans son rapport au Directoire, lors du 18 fructidor, des intrigues que ce prince tramait d'Offenbourg avec Pichegru et ses agents dans l'armée. Ce prince faisait partie de la conspiration de Georges et Pichegru; il fut en conséquence arrêté et condamné à mort par le tribunal compétent. Il n'y avait qu'un acte irrégulier : celui de le faire arrêter à trois lieues des frontières de France dans le pays de Bade. Mais Napoléon était le protecteur de cette maison: il lui fit demander l'extradition par le colonel Caulaincourt, son aide de camp, pendant qu'Ordener passait le Rhin à Neuf-Brisach avec 300 dragons et arrêtait le prince et ses agents dans sa maison d'Ettenheim.

Le prince de Talleyrand, « à qui l'empereur a souvent reproché publiquement de lui avoir conseillé l'arrestation et la mort du duc d'Enghien », fut chargé d'apaiser la cour de Bade... *Le prince de Talleyrand*, écrit Napoléon, *s'est conduit dans cette occasion comme un fidèle ministre, et jamais l'empereur ne lui a rien reproché là-dessus. Si l'affaire était à recommencer, l'empereur ferait encore de même. L'intérêt de la France, la dignité de la magistrature, les exigences d'une juste représaille lui en ont fait une loi...* Il s'explique : *La mort du duc d'Enghien doit être attribuée au comte d'Artois, qui dirigeait et commandait de Londres l'assassinat de Napoléon par Georges et Pichegru, et qui destinait, après sa mort, le duc de Berry à se rendre en France par la mer, et le duc d'Enghien à s'y rendre par Strasbourg...*

« L'Impératrice Joséphine, la princesse Hortense se jetèrent à ses pieds et le conjurèrent de respecter la vie du duc d'Enghien. Le prince de Cambacérès et le prince de Neuchâtel lui remontrèrent vivement l'affreuse inutilité du coup qu'il allait frapper. Il paraissait hésiter lorsqu'on vint lui annoncer que le prince avait cessé de vivre... »

Tout cela est faux. Lorsqu'on apprit cette mort, ce fut un concert unanime de satisfaction aux Tuileries et parmi les amis et parents des ministres et personnes intéressées à l'État... Napoléon savait que si la Commission militaire le trouvait coupable, elle le ferait expédier dans les vingt-quatre heures... Innocent, elle eût dû l'acquitter, car aucun ordre ne peut justifier la conscience d'un juge... Tout cela est si simple que c'est une folie d'y trouver à dire.

Dans son appréciation sur la mort du duc d'Enghien, Fleury de Chaboulon, tout en faisant des réserves, ne donne pas tort à Napoléon : « Napoléon, dit-il, n'était ni cruel ni sanguinaire. Si quelquefois il fut inexorable, c'est qu'il est des circonstances où le monarque doit fermer son cœur à la compassion et laisser à la loi son action ; mais s'il sut punir, il sut aussi pardonner, et au moment où il abandonnait Georges au glaive de la justice, il accordait la vie à MM. de Polignac et au marquis de Rivière, dont il honorait le courage et le dévouement... » Napoléon regrette son mouvement d'humanité : *Il fit mal*, dit-il ; *il n'avait pas ce droit; il fut coupable envers le peuple français par cet acte intempestif de clémence...*

Fleury ayant ajouté que trois fois il avait fait offrir sa grâce à Georges s'il promettait de ne plus conspirer, il s'écrie vivement : *Cela est faux. Georges était une bête féroce couverte de crimes, et il fallut en purger la société.*

Quand il avait pris un parti, Napoléon revenait rarement sur sa décision. Il en donna l'exemple à propos du décret ordonnant le jugement et le séquestre des biens de plusieurs personnages, parmi lesquels Talleyrand et le duc de Raguse. Ce décret avait été préparé à Lyon. Ce fut Fleury de Chaboulon qui l'écrivit sous la dictée de l'empereur. Quand il eut fini, Napoléon lui ordonna d'aller le faire signer par Bertrand. Mais celui-ci, après l'avoir lu, refusa de le signer. « Ce n'est point là ce que l'empereur nous a promis, dit-il, ceux qui lui conseillent de semblables mesures sont ses plus cruels ennemis... » Rien ne put le faire céder, ni le mécontentement, ni les explications, ni les prières de l'empereur.

— Je suis étonné, lui dit celui-ci d'un ton sec, que vous me fassiez de semblables difficultés. La sévérité que je veux déployer est nécessaire au bien de l'État.

— Je ne le crois pas, Sire, répondit le grand maréchal.

— Je le crois, moi, et c'est à moi seul qu'il appartient d'en juger. Je ne vous ai point fait demander votre avis, mais votre signature, qui n'est qu'une affaire de forme.

— Sire, un ministre qui contresigne un acte du souverain est moralement responsable de cet acte, et je croirais manquer à ce que je dois à Votre Majesté, et peut-être à moi-même, si j'avais la faiblesse d'attacher mon nom à de semblables mesures...

Napoléon n'insista pas. Il reprit, à Paris, la conversation interrompue.

— Vous savez bien, dit-il, que je vous ai toujours dit que je ne pardonnerais ni à Talleyrand, ni à Marmont, ni à Augereau. J'ai commencé par être indulgent jusqu'à la faiblesse et les royalistes, au lieu d'apprécier ma modération, en ont abusé. Ils conspirent, et je dois, et je veux les mettre à la raison...

« J'aime mieux faire tomber mes coups sur des traîtres que sur des égarés. D'ailleurs, tous ceux qui sont sur la liste, à l'exception d'Augereau, sont hors de France. Je ne chercherai pas à les atteindre ; mon intention est de leur faire plus de peur que de mal.

Bertrand gardait le silence. Napoléon s'approcha de lui, et, adoucissant sa voix :

— Vous voyez donc que vous avez mal jugé

l'affaire... Signez-moi cela, mon cher Bertrand, il le faut.

— Je ne le puis, Sire. Je demande à Votre Majesté de lui soumettre par écrit mes observations.

— Tout cela, mon cher, nous fera perdre du temps ; vous vous effarouchez, je vous l'assure, très mal à propos... Signez, je vous en prie, vous me ferez plaisir.

Ces paroles ne purent venir à bout de la résistance du grand maréchal. Il sortit, et Napoléon n'en montra point d'humeur. « Le langage de l'honneur et de la vérité ne lui déplaisait jamais quand il venait d'un cœur pur. » Mais il n'en fit pas moins à sa guise, et le décret parut sans porter de contreseing.

Dans une note qui accompagne ce récit, l'empereur explique d'une façon assez obscure cette exception aux usages établis.

Bertrand, dit-il, *n'a pas tenu et n'a pu tenir un discours aussi absurde. Il n'était pas ministre. L'Empereur à Lyon était plus que dictateur, il était conquérant.* Si Bertrand eût fait des résistances à l'Empereur, ce n'est pas devant le sieur Fleury ni devant qui que ce soit. Bertrand ne pouvait ni ne devait signer un décret qui était refait à Paris.

« Ce décret, qui donna lieu à tant de difficultés, fut, d'ailleurs, nous apprend encore Fleury de Chaboulon, très mal accueilli. On le considéra comme une œuvre de vengeance et de despotisme... (*Despotisme de la part d'un général conquérant! Voilà un mot bien malheureusement appliqué...*)

Mais l'empereur, selon sa coutume, en pareil cas, affectait d'être content de lui et ne paraissait nullement s'occuper de l'orage. Étant à table avec plusieurs personnages et dames marquantes de la cour, il demanda à la comtesse Duchâtel si son mari, directeur général des Domaines, avait exécuté l'ordre de séquestrer les biens de Talleyrand.

— Cela ne presse pas, lui répondit-elle sèchement.

. Il ne répliqua point et changea de conversation... »

Là, Napoléon se fâche tout rouge :

Le séquestre sur les biens de Talleyrand fut mis dans la journée, dit-il... *Cette anecdote est une anecdote d'antichambre. Ce pauvre Napoléon est donc devenu bien mâchoire que personne ne lui obéit!*

***

Cette boutade clôt, ou à peu près, les annotations de l'empereur. Il se désintéresse dorénavant des racontars de son ancien secrétaire.

Aussi bien, à bout de matière, celui-ci devient insipide comme les sujets dont il traite.

Les Mémoires de Chaboulon se terminent réellement à la fin du tome Ier.

A ce moment, la guerre était proche.

L'empereur partit dans la nuit du 12 mai.

On sait le reste.

EDMOND NEUKOMM.

LA RÉFORME DU DIVORCE

Bien que cela nous ait valu deux belles pages de généreuse indignation, je regrette presque que MM. Paul et Victor Margueritte, dans leur virulent pamphlet contre le divorce *tel qu'il existe*, aient été aussi vifs à l'endroit des magistrats qui le prononcent et des avocats qui le plaident.

Eh! parbleu, oui! les juges sont souvent inférieurs à leur mission. On en voit se conduire comme de vrais cabotins, faisant des mots à l'audience (relire la *Robe rouge* de M. Brieux). D'autres dorment effrontément, se disant qu'ils en donneront toujours assez à l'État *pour ce qu'il paie*. Beaucoup, envieux de l'aisance présumée de telle ou telle partie, de ses succès, de sa notoriété, se complairont à l'écorcher vive dans leur jugement, même la faisant gagner, — il n'y avait pas moyen qu'elle ne gagnât pas!... Tout cela est vrai, tristement vrai; mais, à quoi bon le rappeler à propos de divorce, quand cette même insuffisance, cette partialité malveillante du juge éclatent plus encore dans d'autres causes, — en matière de responsabilité notariale ou d'accidents d'industrie par exemple?

Oui, les avocats, du moins certains d'entre eux et non des moins achalandés, tiennent ouvertement boutique de scandale, se chargent, non pas d'exposer une thèse et de parler droit ou équité, mais, sur commande, de déshonorer l'adversaire, de le couvrir de boue. MM. Margueritte, qui paraissent avoir surpris *au travail* ce type d'avocat, le cravachent avec vigueur, jusqu'au sang; mais, s'ils soulagent ainsi la conscience publique qui réclamait depuis longtemps pareille exécution, ils nuisent peut-être au succès de leur croisade. A la Chambre des députés les avocats ne sont-ils pas légion?

Enfin qui sait? Les éminents écrivains ne sont-ils pas indignés tout aussi vertement contre l'excès de la procédure du divorce ? Or, voici qu'hier le garde des sceaux instituait une commission de réforme des « procédures excessives et surannées ». Ce premier succès est vraiment de bon augure pour la campagne de MM. Margueritte.

Que veulent-ils au juste ? Une réforme sérieuse du divorce afin de le rendre plus rapide, plus efficace,

moins dépravant, et pour la galerie, et pour ceux qui y recourent. Ils disent leurs raisons, citent des exemples. On est captivé par ce style nerveux qui marche tambour battant, mais on hésite à adopter leurs conclusions. D'abord il semble qu'ils demandent beaucoup, qu'ils demandent trop : le divorce par consentement mutuel et, *même*, quand un seul des conjoints le réclame, le divorce par *sa* volonté! Et puis ne sont-ce pas des romanciers? De là à les suspecter d'être des réformateurs un peu... artistes, il n'y a pas loin. Cependant les cas qu'ils citent sont parfois si troublants, leur conviction a un tel accent de sincérité, qu'on se décide à les écouter, tout en gardant à part soi l'impression que leurs raisons pourraient bien être de celles dont Pascal a dit que la raison ne les connaît pas...

C'est du moins ainsi, pour ma part, que je les ai lus, les critiquant pied à pied, puis, finalement, je me suis aperçu, non sans quelque surprise, que j'arrivais, par un tout autre chemin, exactement au même point qu'eux. Veut-on me permettre de dire comment?

***

Le divorce actuel, affirment MM. Margueritte, est une vilaine comédie. Il dégrade souvent ceux qui en usent et ne donne pas satisfaction aux véritables besoins des victimes d'une union déplorable. Toutes les fois que les époux consentent à divorcer, il faudrait désormais sanctionner sans procès, sans scandale, leur volonté, plutôt que de les astreindre à la comédie d'un soufflet donné devant des témoins apostés, ou à celle d'un flagrant délit concerté d'avance. Mais si l'un des deux, après mûre réflexion, entend ne plus rester lié à son conjoint, il faut aussi les démarier, sans quoi l'union qui subsiste ne répond plus au but de l'institution.

On voit qu'il y a là deux thèses très différentes et même, on l'a déjà remarqué, *contradictoires*. Eh bien, tout d'abord, si nous définissions le plus clairement possible la matière. Le divorce, qu'est-ce? Un mode exceptionnel de dissolution du mariage. Et le mariage? Un contrat qui unit l'homme et la femme dans le but : 1° d'une vie commune habituelle; 2° de la procréation des enfants. — C'est du moins la vieille définition romaine, et il semble bien qu'elle dise tout. A tort quelques-uns ajoutent : *et un sacrement*. Mais non! Le sacrement, qui est affaire de conscience et varie selon les religions, vient solenniser un mariage préexistant. L'enfant catholique qui fait sa première communion, reçoit un sacrement, fait un acte de dévotion et rien d'autre. Tandis que le catholique qui se marie, si pieux soit-il, ne peut s'imaginer que l'union qu'il contracte, encore moins la consommation qu'il en va faire, soient des actes de dévotion. Ce sont deux faits, l'un de la vie civile, sociale, l'autre de la vie naturelle, animale. Le premier, enveloppé, paré de religion, se manifeste devant la plus grande affluence de public possible, tandis que l'autre est jalousement dissimulé... Seule la poésie anacréontique peut se permettre de parler, encore ici, de sanctuaire, d'autel et de divin sacrifice.

Un contrat, mais de quelle sorte? Est-ce une vente, comme le gémissent certaines héroïnes de George Sand, comme le proclame avec colère Hélène Fergan, un des personnages de la belle pièce de M. Paul Hervieu : « Oh! cette loi qui fait d'un être la *propriété* d'un autre être! » La même idée reparaît dans la pièce du *Partage*, où l'héroïne se lamente de n'être plus qu'*une chose qu'on partage*. Non! ce sont là des cris de théâtre, émouvants, mais celles qui les poussent se méprennent. Elles ne sont la propriété de personne. Certes, elles ne sont point indépendantes, mais qui donc est indépendant sur terre? Pas le soldat, pas le fonctionnaire, pas l'employé, pas l'ouvrier, pas le domestique, pas le débiteur, etc. Tous ceux-là, dans un certain sens, paraissent la propriété de quelqu'un : État, chef, maître, créancier, qui les domine, les fait agir, les obligera parfois à tourner toute leur vie comme une bête de somme autour de sa meule; mais la prétendue *propriété* du mari n'a, à proprement parler, aucun sens, puisqu'elle est dénuée de *tous* les droits qu'aurait un propriétaire. N'est-il pas, en effet, superflu de faire remarquer que l'animal humain — et le droit de propriété ne pourrait s'exercer que sur la partie animale d'un être, — ne saurait être ni blessé, ni tué? qu'on ne peut ni le louer, ni le prêter, ni le donner en gage? De plus, à sa femme, tout mari doit fidélité, secours, assistance, sortes d'obligations qui n'ont jamais, que je sache, été infligées à aucun propriétaire.

Si ce contrat n'est pas une vente, qu'est-ce donc? C'est une association, l'alliance de deux êtres, créant une entité nouvelle, distincte d'eux-mêmes, le ménage qui servira de nid aux enfants.

***

C'est donc une espèce de société. Pour nous rendre compte, maintenant, si cette société est bien ou mal traitée par le Code, voyons d'abord comment il a traité toute la classe des sociétés. Nous rechercherons ensuite si le mariage subit un régime d'exception ou s'il jouit du droit commun. S'il n'en jouit pas, il semble que nous pourrons le plaindre de cette défaveur, car de toutes les associations il n'en est pas que la nation doive faciliter autant que les associations matrimoniales.

Le droit commun, le voici. J'ai pris un associé en vue d'une entreprise quelconque (et cet associé peut

très bien être une femme); nous avons stipulé que l'association aurait une durée de trente années. De deux choses l'une : ou la société sera prospère, — bien entendu, en ce cas, elle se poursuivra jusqu'à son terme; ou elle se heurtera à des obstacles, à des désaccords : l'un travaille, l'autre flâne; l'un est économe, l'autre dissipateur; l'un est estimé du public, l'autre décrié pour son immoralité. Que se produira-t-il alors?

Première hypothèse : les deux associés reconnaissent qu'ils ne peuvent pas continuer; qu'il vaut mieux dans leur intérêt commun, dans celui même de l'œuvre qu'ils ont créée, se séparer. Alors, sans même aller devant le tribunal, ils dissolvent leur société, ils *divorcent*, sans autre obligation que de publier ce divorce. La seule restriction à cette liberté de se séparer à l'amiable consistera dans l'obligation de respecter les droits des tiers engagés avec la société, lesquels pourront réclamer des garanties.

Il arrivera beaucoup plus fréquemment que les deux associés ne seront pas d'accord. Le moins laborieux, le moins capable, le plus faible, le plus mal portant, le plus pauvre désirera la continuation de l'association; donc un seul des deux voudra secouer l'entrave. Il citera l'autre devant la justice. Que dira le juge? Prenant le Code en main, il commencera par rappeler ce principe que toute société doit aller jusqu'à son terme. Donc, en principe, il n'est pas possible à A... de se délier de B... avant trente années révolues. Or, il n'y en a que quatre d'écoulées. Cependant, dira le juge, il est des cas assez nombreux (article 1871) où le divorce d'association peut être prononcé prématurément. Par exemple, l'un des associés manque à ses engagements, il avait promis 100 000 francs d'apport, il n'apporte rien; il s'occupe d'autre chose que de l'entreprise; il discrédite la maison. Le juge constate alors l'infraction, la faute, et prononce sans hésiter la dissolution du pacte.

Bien plus! Sans qu'il y ait faute bien précisée, sans même que la cause du malaise puisse être bien déterminée, on relève un état de choses regrettable, mauvais, très mauvais. Les caractères n'étaient pas faits pour s'entendre; il y a inhabileté, maladresse, insuffisance. J'ai pris comme associée Mme X..., qui, je m'en aperçois, n'a rien de ce qu'il faut pour plaire à la clientèle, ou dont la santé faiblit, *et elle peut faiblir par excès de travail fourni dans notre entreprise*. Bref le fait est là : nous sommes *mal attelés*, nous tirons irrégulièrement, par à-coups; je viens devant le tribunal et je lui dis : « Je ne sais à qui est la faute, peut-être à moi de n'avoir pas prévu ce qui arrive, mais cela va trop mal, je vous demande de nous délier. » Alors le tribunal, investi d'un pouvoir discrétionnaire — et la jurisprudence va fort loin dans ce sens — rompt généralement le lien de l'association, divorce les associés, quoiqu'il n'y ait volonté *que d'un seul*.

Est-ce à dire que le législateur, d'ordinaire timoré et prudent, ait, cette fois, laissé trop de latitude au juge, car enfin, n'est-ce pas violer ce principe essentiel de notre droit français *que les conventions une fois faites deviennent la loi des parties*, que de rompre ainsi prématurément le lien des associés? Mais non, car, s'il est vrai que je me suis lié pour trente ans, je ne signais cet engagement *que dans la persuasion*, que notre association serait viable, que nos efforts formeraient faisceau, qu'il y aurait harmonie de volontés. Cela ne se produit pas (sans qu'on puisse insinuer que j'y mets de la malveillance), j'ai bien le droit, alors, de demander à ce que nous soyons détachés l'un de l'autre. Certes je gagnerai, à cette séparation, mon associée y perdra, mais là n'est pas la question. Elle est de rechercher si, l'association ne réalisant pas sa destination, il est juste qu'elle subsiste *quand même*. Le bon sens, la logique le Code et la jurisprudence disent non : on nous divorce.

***

Voyons maintenant si, dans l'association nommée mariage, les mêmes causes juridiques produiront les mêmes effets; si des faits, qui, présentés au juge, permettent le divorce dans la société d'affaires, le détermineront aussi dans la société matrimoniale.

I. L'un des époux a promis un apport, apport indispensable. Par exemple la veille du mariage, le mari a acheté une usine, une charge qu'il doit payer avec l'apport promis par sa femme. Cet apport n'est pas effectué, — désastre certain pour le malheureux qu'on a floué. Il y a inexécution formelle, cynique, des engagements pris. Nul doute que, sans la promesse que lui faisaient des gens (qui savaient fort bien qu'ils ne la tiendraient pas), le jeune mari n'aurait pas contracté. Pourra-t-il invoquer le droit commun en matière d'association et demander d'être délié? Non.

II. L'un des époux est inapte aux fins du mariage. Son incapacité est absolue. La tare est indiscutable. L'autre conjoint va-t-il être rivé quand même à cet infirme, à cet incomplet, lui qui a bien le droit de souhaiter des enfants, lui qui ne s'est peut-être marié *que pour en avoir?* Pourra-t-il alors demander aux tribunaux de le délier? Non.

III. L'un des deux est de caractère insupportable. La vie, à côté de lui, est un enfer. Bien plus, il a été disqualifié publiquement : banqueroutier, escroc. L'autre époux a-t-il l'action en divorce? Non.

IV. Le mari, d'humeur fantaisiste, est parti le lendemain du mariage pour un voyage lointain qui se prolonge indéfiniment. La femme peut-elle ob-

tenir d'être séparée de ce mari qui n'en est pas un? Non.

V. Le mari a promis à la femme la consécration religieuse du mariage. Il se dérobe. La femme se refuse alors à la perpétration de ce qui n'est pour elle, fervente catholique, qu'un concubinage. Pourra-t-elle se soustraire à ce supplice? Non.

VI. Un des époux, sans se refuser à l'acte conjugal, ne veut pas d'enfants, tandis que l'autre, qui ne s'est marié que dans la pensée d'en avoir, s'indigne de se voir asservi à ce qui n'est plus à ses yeux qu'une sorte de prostitution. Celui-ci pourra-t-il faire rompre un pareil lien ? Non.

VII. L'un des époux est vif de sa nature. A côté de très grandes qualités (il a même toutes celles essentielles à un chef de famille), il a la parole vive et le geste prompt. Il a injurié l'autre époux, a levé la main sur lui. Cet autre époux va-t-il pouvoir, pour un fait accidentel, qui peut-être se produit pour la première fois après vingt ans d'excellent ménage, acte que peut-être lui-même a provoqué, demander au tribunal le divorce ? Évidemment non, diront le bon sens, la logique, *et le droit commun en matière d'association*; car il n'y a pas dans cet accident d'obstacle permanent à la prospérité du ménage. Cependant le législateur permet que cette énormité s'accomplisse ! De telle sorte que les gens à sang vif, les Méridionaux, seront plus mal traités que les flegmatiques et que les gens du Nord. Louis XV passant à Grasse, les femmes du peuple lui adressèrent une pétition pour que désormais les magistrats ne punissent plus d'amende celles d'entre elles qui usaient des « petites paroles » telles que « racaille, saloperie, etc. », lesquelles, disaient ces braves femmes, « ne sont pas tenues dans le pays pour de véritables injures ». Le roi accorda gaiement la franchise des « petites paroles »; et cependant la plus « petite » permettrait aujourd'hui, même devant le tribunal de Grasse, de demander et d'obtenir sans rémission le divorce.

Quelle conclusion tirer de tout cela? C'est que le mariage, au point de vue des causes de sa dissolution anticipée, est soumis actuellement à un régime bizarre, illogique, immoral, et ne jouit nullement du droit commun. Un soufflet unique qu'une malhonnête femme se sera fait donner devant des témoins embusqués, lui permet de se délier, tandis qu'une honnête femme ne le pourra pas, alors que son ménage est un enfer. Un tribunal, dans ce dernier cas, fût-ce celui si humain de Château-Thierry, se verra réduit à répondre à peu près ceci : « Attendu qu'il est incontestable que l'existence de la dame X... paraît intolérable; qu'il n'est pas douteux qu'elle n'eût point contracté mariage si elle eût soupçonné ce qui arrive ; que son mari ne le conteste pas et demande lui aussi la rupture du lien conjugal, mais qu'il n'apparaît pas que ni l'un ni l'autre des époux se soient encore décidés à exécuter par-devant témoins l'indispensable adultère ou l'indispensable sévice prescrits par le formulaire. Déclare donc l'action irrecevable quant à présent. »

Eh bien, nous voudrions que le mariage, cette association, obtînt enfin le bénéfice du droit commun en matière de divorce d'association. « Toutes et quantes fois » que les deux époux seraient d'accord ils pourraient se séparer, cet accord prouvant qu'ils estiment le divorce également avantageux à tous deux. Quand un seul des époux voudrait rompre, alors le juge examinerait, d'après les circonstances, s'il est possible ou non que l'association persiste, malgré les faits signalés. Si oui, il la maintiendrait, sinon, il la dissoudrait. Les tribunaux disloqueraient ainsi un peu moins de ménages nerveux et faibles de caractère, mais un peu plus de ménages déplorablement assortis.

***

Et le premier résultat ainsi obtenu serait... qu'on se marierait davantage ! Qu'on ne crie pas au paradoxe, qu'on ne dise pas que jamais les femmes ne se résigneront à des unions où elles verraient encore moins de garanties d'indissolubilité. Au risque de sembler dire une puérilité, j'affirme que ce ne sont pas les femmes qui se marient, mais les hommes. J'entends par là que toute femme (non pas 9 sur 10, mais au moins 199 sur 200), bien constituée, apte au mariage, intelligente, préférera *toujours* le mariage au célibat (1); tandis que sur 200 hommes dans les mêmes conditions il y en aura à peine une moitié de consentants au mariage. Les autres, ou seront des réfractaires irréductibles, ou flotteront irrésolus; ils réfléchiront tant et tant que, finalement, ils passeront peut-être leur vie entière à tergiverser... Généralement ils échoueront dans le concubinat.

Et pourquoi? Qu'est-ce qui les effraie tant ? Deux perspectives : la première, celle des enfants qui peuvent survenir en trop grand nombre. Il y a là un danger véritable. Tel qui a un budget de 3000 francs se dira qu'il peut tout juste se *payer* un enfant; deux c'est la gêne ; trois c'est la misère. A ce péril Malthus a donné un remède... Il ne suffit pas. Si l'État veut

(1) Qu'on me permette de citer à l'appui le fait suivant. Dans une grande ville, une jeune fille, docteur en médecine, réussissant brillamment est félicitée sur son indépendance. Que son sort est enviable ! Elle répond textuellement ceci : « Non, personne ne doit m'envier, car je ne pourrai pas me marier. Or toute femme qui ne se marie pas manque sa vie. Quand vous entendrez des jeunes filles dire qu'elles ne désirent pas se marier, soyez sûr qu'elles mentent. Toutes, nous nous marierions si nous le pouvions, toutes ! »

des enfants, qu'il aide sérieusement les pères de famille !

La seconde perspective qui inquiète les jeunes gens c'est que, s'ils sont plus tard malheureux en ménage, soit que les caractères ne s'entendent pas, soit que madame gaspille, soit coquette, paresseuse, bref si *ça ne marche pas*, ils savent qu'ils seront tout de même rivés à perpétuité à leur compagne. Notez qu'ils la connaissaient peu avant de l'épouser — et ne pouvaient pas la connaître, les parents français ayant ingénieusement imaginé d'élever leurs filles de telle sorte que leurs défauts futurs ne peuvent percer : la jeune fille en effet, du moins en province, parle peu, ne lit guère, n'agit pas ; ses conversations avec les hommes sont extrêmement... réservées, sommaires. Donc impossibilité de la juger *avant*. Il faut prendre de confiance, au hasard, et si l'on s'est trompé, tant pis. La jeune personne se révèle bientôt acariâtre, dévoreuse d'écus, fait des dettes, tant pis ! Alors, voyant un certain nombre de ses aînés qui ont tenté l'expérience, regretter *d'y être allés*, l'homme se dit qu'il vaut mieux, puisqu'il n'y a pas de retour possible, se tenir tranquille. Ce n'est pas pour avoir constaté que beaucoup de jeunes femmes paraissent satisfaites de n'être pas restées filles qu'un jeune homme prendra un beau jour la résolution de se marier, mais bien pour s'être assuré que ses amis, mariés, sont satisfaits ; ou du moins que ceux qui étaient mal tombés, se sont démariés sans trop de fracas, sans trop de soucis, sans trop d'argent, sans boue ni ridicule. Faites demain, par un coup de théâtre législatif, que les hommes ne redoutent plus du tout les mauvais mariages et vous verrez après-demain les portes des mairies assiégées.

Si donc les âmes sensibles veulent atténuer enfin les souffrances des parias du mariage (et à cet égard je défie qu'on lise sans émotion poignante certaines pages de l'œuvre de MM. Margueritte) ; si d'autre part les bons Français, les vrais patriotes, ceux que désespère l'effroyable diminution de notre natalité, veulent enfin déterminer plus de jeunes hommes à se marier, qu'ils commencent donc par faire en sorte que le mariage ait toujours une issue. On ne s'engage point dans les impasses. Or, actuellement, quand on est très mal dans son wagon, il faut y rester quand même. En vérité, ce qu'il y a de surprenant, c'est qu'il y ait encore autant de gens qui montent dans le train...

***

Et qu'y aurait-il à faire pour remédier à ce vice de notre législation ? Ajouter à la loi quelque chose dans cet esprit :

« Le mariage est soumis en principe aux mêmes causes de rupture que les associations en général, sauf certaines mesures de précaution dans l'intérêt tant des parties que des enfants. Il pourra donc se dissoudre par anticipation lorsque les deux époux seront consentants, ou lorsque manifestement le mariage ne sera pas pratiqué *selon son but normal :* continuité paisible d'un vie commune et procréation des enfants. Donc, saisi d'une demande en divorce, le juge devra rechercher si réellement, comme l'allègue le plaignant, son union a cessé d'être normale, *en dehors de son propre fait*. Si, par exemple, une femme a épousé un homme qui promettait devoir continuer à habiter la France et que cet homme veuille la contraindre à passer toute son existence à l'étranger, loin de sa famille, loin de ses propres enfants ; si lui-même, laissant sa femme en France s'en va à l'étranger pour de longues années, sans que ce soit une nécessité de profession ; si un mari refuse d'avoir des enfants, alors que sa femme en souhaite, si un des époux est atteint très peu de temps après le mariage d'un mal chronique, insoupçonné au moment du mariage, qui le rend à jamais inapte au mariage — dans tous ces cas, possibilité de divorce. Le juge appréciera. »

Mais, me dira-t-on, comme vous êtes dur ! Voilà un jeune ménage qui s'adorait. Le mari tombe tout à coup phtisique, le mal fait des progrès rapides, aucune espérance de guérison. Et vous allez permettre que la femme qui l'aime, s'arrachant à son étreinte, aille épouser un autre homme ? Vous enlevez cette femme à son héroïque tâche de garde-malade, tâche dans laquelle les femmes sont si sublimes etc., etc.

Non !... Il est trop facile de faire du pathétique. Ne se dissoudront ainsi que les mauvais ménages. Dans les bons, l'époux bien portant restera à soigner l'autre *parce qu'il l'aime*. En fait d'héroïsme, j'y crois, certes, mais suis persuadé qu'il est très rare, et que la femme détestant son mari qui le soignerait *admirablement, mieux que n'importe qui*, est une conception purement romanesque.

***

Quelle est l'objection des féministes au divorce sur demande d'un seul ? Qu'il facilite l'abandon capricieux de la femme.

Certes cet abandon serait possible, si, comme paraissent le vouloir MM. Margueritte, il suffisait de la manifestation de volonté d'un seul époux, appréciant lui-même, sans contrôle, la légitimité de ses motifs (MM. Margueritte proposent que cette volonté soit soumise à l'épreuve d'une certaine attente. J'ai peur qu'un mauvais motif ne se bonifie pas en vieillissant...). Mais si la légitimité des motifs de la demande est soumise au juge, il me semble bien qu'alors aucun abandon injuste n'est à craindre. En revanche

je vois nombre de cas où des femmes malheureuses et très dignes d'intérêt recouvreraient leur indépendance : Exemples :

1° Un mari s'est indignement conduit. La femme a la certitude de sa dissipation, sans preuves absolues. (D'ailleurs elle est sans fortune et ne peut pas payer à une agence, pour surveiller son mari, 30 ou 40 francs par jour.) Le mari a avoué, la femme a pardonné. Évidemment c'est là un pardon provisoire, conditionnel, à charge par le coupable, — je ne dis pas de se régénérer, le mot a vieilli — mais de s'amender.

Vain espoir, trop généreux pardon! Le mari recommence. Vingt témoins affirment qu'il passe ses nuits au tripot, au cabaret. Malgré cela, actuellement, la femme est rivée à ce triste époux, détestable chef de famille.

2° Deux époux ont fini par reconnaître que, malgré leurs efforts, ils ne peuvent s'entendre. Il n'y a eu peut-être ni adultère, ni sévices, mais enfin les idées se heurtent, la vie commune est par trop pénible. Ils n'ont plus d'ailleurs ni l'un ni l'autre la force, ni la santé de prolonger l'expérience; ils se séparent en fait et résident chacun de leur côté. Voilà un état qui dure depuis des années et n'a plus du mariage que le nom. Pourtant, avec la législation actuelle, cette femme est condamnée à languir solitaire, à ne pas connaître les joies du foyer, à ignorer les douces émotions de la maternité.

Eh bien, dans ces deux cas, des femmes malheureuses pourraient renaître à la vie. Le juge en rendant leur liberté aux deux, même si l'un des deux, probablement le moins scrupuleux, se souciait peu de cette liberté, assurerait au mieux le sort des enfants; et alors un, peut-être deux nouveaux ménages, mieux assortis, pourraient se former et donner à la nation ce qu'elle réclame, ce qu'il lui faut à tout prix, des enfants.

Et les objections des catholiques à ce remaniement? Mais je les cherche et ne les vois pas. Il ne s'agit plus d'établir le divorce. Il existe. Il s'agit dont *uniquement* de savoir s'il ne peut être amélioré, également pour eux catholiques, par la proposition de MM. Margueritte.

Or les catholiques, actuellement, voient dans nombre de cas leur mariage subsister civilement, alors qu'ils auraient toute possibilité de divorce canonique (l'annulation en cour de Rome est, pour qui ne se paie point de mots, *un divorce*). Désormais, grâce à la réforme proposée, ils pourraient se délier : dans le cas où l'un des époux, après avoir promis la consécration religieuse, la refuserait; dans le cas de folie, de crime d'un des époux; dans le cas de non-consommation du mariage; dans le cas de maladie chronique; dans le cas d'impuissance, etc.

* * *

On voit qu'après avoir quelque peu critiqué le système de MM. Margueritte, nous arrivons — en sollicitant seulement le bénéfice du droit commun pour l'association matrimoniale, ce qui n'est qu'un simple amendement à leur projet — à donner satisfaction à leurs vœux, sans choquer, ce semble, ni les scrupules des féministes ni ceux des catholiques.

Nous trompons-nous? La discussion éclairera définitivement une question assurément grave et délicate. En tout cas, ces excellents écrivains doivent être félicités de leur initiative.

Le divorce existe. C'est un remède navrant, mais enfin, un remède aux unions très mal assorties. Hélas! ce que nous a donné la loi de 1884, qui l'a institué, n'est-il pas une véritable pitrerie? Sur cinq divorces, quatre tournent la loi, comme l'établissent MM. Margueritte, en feignant de n'être sollicités que par un des époux, quand ils le sont, en fait, par les deux. Une loi qu'on tourne est une mauvaise loi : une mauvaise loi doit être remaniée. Cela, je crois, personne ne le conteste; et à ce point de vue, tout le monde, même les ennemis les plus acharnés du divorce, devra savoir gré à MM. Margueritte de leur vaillance, de leur franchise à réclamer en faveur de toute une portion de l'humanité plus d'air, plus de lumière, plus de pitié; en faveur de la législation elle-même un formalisme moins étroit et plus de loyauté.

MASSON-FORESTIER.

LE JASMIN D'ARGENT [1]

Nouvelle.

XIV

La Nanna eut une fièvre violente toute la nuit. Elle délirait. Elle avait la figure en feu, les yeux injectés, la parole sonore, le geste violent. Au petit jour, il fallut la transporter à l'hôpital de Novare sur la charrette de la factorerie. Gaudence prévint les parents par une lettre.

Quand la Madeleine arriva à l'hospice, elle fut épouvantée de ne pas trouver sa fille dans la salle commune.

— Elle a le typhus, fit la sœur, et le docteur l'a mise dans le bâtiment des maladies contagieuses.

Ni cette semaine-là, ni la suivante, ni même la troisième, la Nanna ne reconnut personne. Elle reprit

(1) Voir la *Revue* des 8, 15 et 22 décembre.

ses sens au bout de vingt-cinq jours et commença à aller mieux. Mais en arrivant à l'hôpital, elle avait la tête dans un état épouvantable. On avait pu enlever à grand'peine le cadavre putréfié de la poule noire : le sang et les humeurs s'étaient collés aux chevenx, formant une croûte infecte. Quand les infirmières avaient essayé de l'enlever, la malade était entrée dans une telle fureur, que celles-ci avaient dû y renoncer. Puis, on lui avait continuellement appliqué de la glace sur le front pour calmer l'ardeur de la fièvre, et cette humidité constante avait favorisé la décomposition de ces matières organiques. Dès qne l'état de la Nanna le permit, on la débarrassa de cette calotte fétide et douloureuse : une affection du cuir chevelu se déclara et le pauvre crâne dénudé resta couvert de pustules purulentes. Ce fut nne longue maladie et une pénible convalescence. Et six mois après, quand la guérison fut complète, la belle tête blonde de la jenne fille était pelée et luisante comme un genou.

Cette fois, son retour de l'hôpital fut triste.

Rien n'égayait ce tardif rétablissement. Elle ne s'admirait pas dans les vitres des boutiques, elle se regardait en soupirant, la tête enveloppée dans un fichu, elle regrettait sa beauté perdue...

A la maison, d'antres misères et d'autres ennuis l'attendaient. Le loueur qui l'avait engagée pour le binage avait levé le pied avec l'argent des arrhes et des journées, laissant tout ce pauvre monde sans un son, après tant de fatigues et de peines !

La perte de l'argent sur lequel les Lovatelli avaient compté, deux bras de moins pendant six mois à la ferme, une malade à soigner et à aller voir, une inquiétude profonde au cœur, — tout cela pesait lourdement sur la pauvre famille.

La Saint-Martin était passée depuis quelque temps : le propriétaire réclamait souvent le loyer, et il n'y avait point de quoi le lui payer. Un soir, la Madeleine dit à son mari :

— Aujourd'hui, pendant que vous étiez au pressoir, le secrétaire du propriétaire est venu...

— Il veut les termes échus ? soupira Martin.

— Il veut les termes échus... Il attendra jnsqu'à dimanche, puis il fera des frais...

— Hélas ! soupira de nouveau le fermier.

Puis, il jeta un coup d'œil attristé sur la Nanna, et finit par murmurer timidement :

— Il y aurait bien un moyen de sortir de ce guêpier...

— Lequel ? fit la mère.

— Il y a là toute cette plume... toute cette plume d'oie... Que veux-tu que nous en fassions à présent ?... Et il montra sa fille d'un signe de tête.

Celle-ci sentit son cœur se serrer. Ses plumes, le riche produit de ses oies, son lit nuptial, on ne savait plns qu'en faire ? Elle avait toujours espéré que ses cheveux repousseraient, et cette parole du père lui sembla cruelle... Elle songea, avec toute l'acrimonie d'un cœur exacerbé :

— On désire que je reste un monstre et que je ne me marie plus, pour vendre mes plnmes.

Et elle crut que le pauvre homme la détestait.

La Madeleine aussi avait regardé sa fille, maigre, anguleuse, sa tête cachée dans un fichu, et elle s'était souvenue de la belle enfant de l'an passé, coiffée d'épingles d'argent dans sa blonde chevelure. Et suivant sa pensée, elle s'écria :

— Ah ! qui l'aurait dit...

— Elle me croit défigurée à jamais, pensa la Nanna.

Et sa mère aussi lui parut cruelle. Elle éclata en sanglots furieux, mordant son fichu, trépignant, se cachant la figure dans les mains, gardant tonjours en son âme cette détestable pensée :

— Ils voient mon mal et ne font rien pour trouver un remède : ils ne m'aiment pas.

Les vieux dirent :

— Laissons-la se soulager par les larmes et ne parlons plus des plumes...

Le lendemain la Madeleine en porta un échantillon aû marché, et le dimanche suivant Martin alla solder le loyer avec l'argent du lit nuptial de la Nanna.

— Affaire faite, expliqua le fermier en rentrant à la maison. Quand j'y pense, j'ai pitié de cette pauvre petite qui pleure et de ses belles plumes... Bah ! le dnvet se serait mangé aux vers... La Nanna ne se mariera plus, laide comme elle est...

— Patience ! dit la Madeleine. La volonté de Dieu soit faite !

XV

Dans son irritation contre tout le monde, la Nanna accusait sa famille de ne pas s'être mise à la recherche d'un moyen pour retrouver sa beauté disparue : consulter des médecins ou acheter des remèdes. Et dans le cas où ce miracle ne se serait pas produit, elle estimait que le père, la mère, le frère, les parents et les amis, auraient dû passer le reste de leurs jours à répéter :

— Cette pauvre Nanna qui n'a plus de cheveux !

— Et dire que sa chevelure était si épaisse !

— Et si belle !...

— Et qui sait si elle tronvera encore un mari ?...

Et tonjours : *pauvre Nanna !* redit sur tous les tons de l'étonnement, du regret ou de la pitié.

Mais ces paysans qui se levaient à l'aube tous les tristes jonrs que Dieu fait, qui travaillaient jusqu'au coucher du soleil pour résoudre le misérable problème du pain quotidien, avaient bien antre chose à

faire que de penser aux tresses et à la calvitie de la Nanna.

« La volonté de Dieu soit faite ! » avait prononcé la Madeleine, et c'était la forme absolue de la résignation chrétienne. La pauvre mère voyait bien que Dieu voulait le célibat de sa fille, et une vie de sacrifice... Mais qu'y faire ?... Elle n'avait pas d'argent pour payer des remèdes, et elle n'avait pas le temps de la plaindre. C'était une femme pratique, la Madeleine, et elle se dit :

— Chaque fois qu'on lui parle de son malheur, la Nanna se désespère sans qu'il soit possible de la consoler... Ne lui en parlons plus, elle finira par s'y habituer...

Martin trouva que sa femme avait raison, et à la ferme, on ne souffla plus mot de la maladie de Nanna, tout comme si cette catastrophe n'avait jamais eu lieu.

Et la jeune fille s'indigna de ce silence, l'interpréta à rebours et pensa :

— Voilà comme ils m'aiment ! Ils ne s'inquiètent pas de moi ! Je leur suis indifférente... Qu'ai-je donc fait pour mériter un tel châtiment ? C'est injuste !

Et ces mauvaises réflexions la rendaient de mauvaise humeur ; elle s'en prenait à tous de sa disgrâce, et n'admettait pas la moindre observation.

— Nanna, ne reste pas au soleil, tu pourrais prendre mal, fit un jour Martin.

— Que voulez-vous que j'attrape ? Vous savez bien que je n'ai plus de cheveux à perdre, répondit-elle amèrement.

Le pauvre homme regarda sa femme en soupirant et murmura :

— On ne sait comment la prendre !...

— Il vaut mieux se taire, conseilla la Madeleine qui, dans sa tendresse maternelle, cherchait toujours à excuser sa fille.

Ils évitèrent dorénavant de faire aucune remarque et n'osèrent plus la prier de prendre soin de sa santé. Alors, elle pleura en secret :

— On ne pense plus à moi, parce que je suis laide. Autrefois, c'était tout le temps : Nanna par-ci, Nanna par-là ; Nanna, ne sors pas avec les oies ; Nanna, mets tes épingles d'argent... A présent, on ne fait plus attention à moi. Je puis bien aller où cela me fait plaisir...

La malheureuse fille finit par voir dans chaque parole une moquerie, un reproche, ou une allusion blessante. Elle rumina sa peine, se crut maltraitée, souffrit, se plaignit ; et, ne trouvant personne pour la contredire dans ses récriminations solitaires, elle s'excita de plus en plus, elle se monta la tête contre l'humanité tout entière, si bien que cet état d'irritation maladif devint son état habituel.

Les gens heureux lui semblaient coupables de ne pas prendre part à ses infortunes. Les ennuis des autres lui paraissaient un acte de justice inventé par la Providence pour la satisfaire. Elle avait appris une chanson qui était à la mode cette année-là, et quand elle voyait quelqu'un très ennuyé, elle ne manquait de la fredonner d'un air agressif :

Tu peux pleurer,
Moi, je veux rire,
Et me moquer
De ton martyre...

XVI

La Nanna passa toutes les longues soirées de novembre, seule dans la cuisine froide, pour ne pas se faire voir dans l'étable. En décembre, il commença à geler et à neiger, et la Madeleine souffrit de laisser son enfant chérie filer devant le foyer éteint.

— Viens donc à la veillée, lui dit-elle. Que veux-tu faire ? Tôt ou tard, il faudra bien qu'on te voie.

A dire vrai, la Nanna ne poussait pas la susceptibilité jusqu'à vouloir se cacher à tous les yeux. Elle allait à l'église et aux champs où tout le monde pouvait la voir ; mais, dans l'étable il y avait chance pour que Gaudence vînt passer la soirée, et l'idée de paraître défigurée devant lui la faisait atrocement souffrir.

— Qu'est-ce que cela vous fait que j'aille à la veillée ? Je préfère rester ici.

— Ici, on gèle, répondit la mère, et nous n'avons pas de quoi entretenir du feu.

— Je ne vous demande rien, s'écria la Nanna en colère.

— Oui, mais pourquoi avoir froid ici toute seule, tandis que là-bas, toute la compagnie est au chaud ?

Et voyant que sa fille était de méchante humeur et ne bougeait pas, la pauvre femme chercha d'autres arguments pour la convaincre, — sans faire attention si ces arguments n'étaient pas de nature à exciter davantage ce cœur blessé.

— Ici, tes doigts sont gourds et tu ne peux filer ; de plus, il te faut une lanterne pour toi seule...

La Nanna bondit sur ses pieds comme un ressort qui se détend ; elle repoussa sa chaise d'un geste violent, et se dirigeant vers la porte, elle gronda :

— N'ayez pas peur, je filerai votre lin et je ne brûlerai plus votre huile. Qu'importe si on se moque de moi dans l'étable ! Au moins, vous ne me reprocherez pas ma lumière !...

La fermière leva les yeux au ciel en soupirant et la suivit sans répondre.

Mais, le soir, dans la chambre conjugale, elle conta la scène à son mari en ajoutant :

— Les chagrins rendent très bon ou très mauvais...

— Ah ! la Nanna n'est pas très bonne, déclara Mar-

tin dont l'âme honnête était révoltée par l'injustice de la fille pour la mère.

Du reste, les craintes de la Nanna étaient exagérées. Cette étable, où se réunissaient quelques personnes sérieuses et mûres, n'avait aucun attrait pour Gaudence qui, cette année-là, n'y alla qu'une fois. Mais Nanna trouva assez d'amertume en cette unique visite pour empoisonner les cent vingt soirées des quatre mois d'hiver.

Le charretier lui demanda avec sa brusquerie habituelle :

— Eh bien! et vos épingles d'argent?

Celle-ci haussa les épaules et continua à filer sans répondre. Elle pensa à ses heureuses compagnes qui se promenaient avec le nimbe métallique autour de la tête, qui riaient et caquetaient avec les garçons, et un sentiment de haine gonfla son cœur.

De ce moment, son caractère s'aigrit davantage. Elle se renferma dans un silence hargneux, et ses rares paroles prirent un ton d'aigreur et d'acrimonie. Elle travailla avec indifférence, muette, taciturne, concentrée, évitant de se trouver en compagnie. Elle n'alla plus au binage du riz, parce que ces longues heures passées dans l'eau lui avaient été fatales; mais, l'année suivante, elle fit la moisson et, avec sa triste expérience acquise, elle sut rester en bonne santé. Du reste, le bal et les veillées sur l'aire ne l'amusaient plus. Une fois sa besogne terminée, elle mangeait, puis elle allait se coucher dans la grange avant que l'humidité du soir ne charge l'air de ses miasmes délétères.

Sept années passèrent ainsi. La blonde chevelure de la Nanna ne repoussa pas. Le médecin l'avait dit et, hélas! il avait été bon prophète. Point d'époux non plus. Cela également, Martin l'avait dit, et, hélas! lui aussi avait été bon prophète. Toute la beauté de Nanna s'était évanouie avec le rayon de beauté sereine qui l'animait dans sa première jeunesse.

Parfois, pendant ses longues rêveries taciturnes, elle se souvenait du passé et se rappelait son unique amour, — cet amour à peine ébauché, qui avait fait luire devant ses yeux des soirs de félicité, — son regard s'adoucissait et son sourire retrouvait son ancien charme.

Puis, ses pensées prenaient un ton mélancolique : elle songeait que ces joies étaient à jamais perdues; que sa vie s'écoulerait monotone, uniforme, maussade, avec des jours insipides et toujours pareils; qu'elle n'aurait ni amour, ni mari, ni enfant, ni foyer... Une angoisse profonde lui étreignait le cœur à l'idée de cet avenir désolé, et la douleur donnait à sa physionomie une beauté mélancolique.

Mais quand elle voyait passer sur la route des filles riant et caquetant avec des garçons, ou quand on venait lui raconter :

— Tu sais, la Joséphine qui gardait tes oies, il y a sept ans? Eh bien! elle vient de se marier!

Ou bien :

— La fille du cantonnier qui a épousé Antoine, le tisseur, est accouchée cette nuit.

Alors, l'envie la faisait pâlir. Elle comparait ces exsitences à sa vie de mécomptes et de privations, et elle se demandait :

— Pourquoi ?

Et elle montrait le poing au ciel, haïssant tous ces heureux qui lui volaient sa part de bonheur...

XVII

Ainsi, la Nanna décourageait toutes les sympathies; ses parents mêmes ne l'admiraient plus; ils étaient réduits à lui pardonner ses torts et à l'aimer seulement par instinct et par habitude.

Sa vingt-quatrième année venait de sonner : elle était devenue robuste, forte, presque grasse, et son visage avait repris une certaine fraîcheur juvénile. A force de s'entortiller un fichu sur la tête, elle avait appris à le mettre avec une coquetterie qui dissimulait la misère de son crâne dénudé et ne la défigurait pas.

Ce printemps-là, aux semailles du riz, elle avait bien remarqué qu'elle n'était plus un objet de répulsion pour personne. Même un garçon, — un peu mûr, il est vrai, — proche de la trentaine, l'avait regardée avec complaisance.

Les choses s'étaient passées comme ceci : ils travaillaient à quelques pas de distance. Le jeune homme avait cherché à lier conversation en disant :

— Hé! la belle!... Vous aimeriez mieux qu'un autre soit à ma place, n'est-ce pas?

— Oh! vous ou un autre, cela m'est bien égal! avait répondu la Nanna.

— Allons donc! les jeunes filles ont toujours une préférence.

— Moi, je n'en ai pas...

— Vous n'avez pas d'amoureux?

— Vous ne voyez donc pas ma tête ? s'était écriée Nanna d'un ton irrité, comme pour lui reprocher l'aveu qui venait de s'échapper de ses lèvres.

Le jeune homme n'avait pas remarqué que le mouchoir cachait une absence totale de cheveux. Il avait seulement vu une peau blanche et des lèvres roses.

— Tiens! c'est vrai!... Vous n'avez pas encore vos épingles d'argent!... Cependant, vous n'êtes plus une enfant? Quel âge avez-vous?

— J'ai l'âge que je parais, avait-elle déclaré en haussant les épaules et en continuant à biner. Mais l'entretien n'en était pas resté là, et plus tard, le paysan avait repris :

— Écoutez, la belle... Comment vous appelez-vous?

— Nanna.

— Écoutez-moi, Nanna. Je ne vous ai pas demandé votre âge pour vous offenser. Je sais bien que vous n'êtes pas vieille. Voyons, vous pouvez avoir vingt-huit ans?

— Pourquoi pas trente tout de suite?... J'ai vingt-quatre ans...

— Bah! vingt-quatre... vingt-huit... c'est la même chose... Mais vous êtes un beau brin de fille. On en compte à la douzaine qui, à trente ans, n'ont pas encore de maris, et qui en trouvent ensuite... Vous en trouverez aussi...

— Je n'en cherche pas...

— Inutile de chercher... Il viendra bien tout seul.

— Ouiche! Si j'attends sa venue, cela me fera une belle jambe!... avait répliqué la Nanna en se posant le pouce sur le nez et en agitant les autres doigts.

Elle mettait une étrange animation dans ce dialogue d'une galanterie un peu lourde, l'animation des jours passés.

— Voulez-vous parier avec moi qu'il viendra avant la récolte? avait ajouté le gars.

— Soit. Que parions-nous?

— Des bonbons... Cela vous agrée?...

— Oui, on verra...

— Il faut me dire où vous demeurez pour que j'aille savoir lequel de nous deux a gagné?

Et la Nanna lui avait indiqué le chemin de la ferme, comprenant bien que le mari en question devait être le jeune homme lui-même.

Il était assez bel homme, et elle n'avait plus le droit de faire la difficile. La possibilité de se marier comme les autres suffisait à son bonheur. Sans doute, elle aurait préféré Gaudence!... Mais celui-là ne pensait guère à l'épouser!

Ce fut une réaction salutaire. La Nanna revint de la rizière plus souple, moins irritée. Quelquefois on la vit sourire d'un air de bonne humeur. Elle croyait que son avenir n'était pas sans espérance et sans amour. Elle étudia le nœud de son mouchoir de tête; elle s'attarda à la sortie de l'église et se joignit à ses compagnes. Les vieux parents étaient heureux de ce changement et répétaient:

— Cela n'a pas été sans peine, mais elle s'est résignée à son sort. Et la Nanna au contraire était plus loin que jamais de la résignation... Ses yeux avaient un éclat mystérieux, qui semblait dire;

— Vous verrez...

MARCHESA COLOMBI.

(Traduit de l'italien par Mme CHARLES LAURENT.)

(A suivre.)

LA VIE ET LES MŒURS

Les Comédiens.

Il n'est douteux pour personne que, dans les temps risibles où nous vivons, les cabotins de toutes origines, de tous ordres et de tous rangs exercent une très grande influence sociale. On me permettra de constater que ceux qui sont le plus excusables d'être des cabotins, ceux qui ont coutume de l'être avec le plus de sincérité, ceux qui se consacrent tout entiers à leur cabotinage, les comédiens proprement dits, je veux dire les hommes et les femmes qui ont pour métier de jouer dans les scènes publiques la comédie ou le drame, n'ont rien perdu dans la concurrence effrénée qui leur est faite par les autres cabotins. Au contraire, leur empire s'est étendu, s'est affermi. Ils ont actuellement, dans la vie parisienne, — cette contrefaçon grotesque de la vie française, — une capitale importance. Depuis quelques mois il ne s'est rien fait de considérable que par eux, et c'est pourquoi, considérant leurs actes individuels qui sont des faits sociaux, je veux élever, en quelque sorte, un petit monument à leur gloire et à leur puissance, ou, plus modestement, fournir aux sociologues ahuris de l'avenir quelques documents exacts sur la vie et sur les mœurs contemporaines. Drôle de vie, drôles de mœurs, drôles de contemporains!

On vient d'attribuer au comédien André Antoine la croix de la Légion d'honneur. Beaucoup de littérateurs, qui travaillent assidûment à se constituer une petite réputation en exaltant la réputation des autres, avaient réclamé pour lui cette récompense : je suis heureux que le directeur du Théâtre-Libre ait condescendu à fortifier ces réclamations en rédigeant lui-même, sur une feuille de papier timbré de 0 fr. 60, sa demande régulière et qu'il l'ait adressée au ministère ou à la chancellerie. De cette façon, il a fini par conquérir à force de bruyante indépendance ce que d'autres acquièrent à force de silencieuse obéissance. C'est un grand exemple social et qui prouve qu'à cette heure incertaine où des révolutions singulières se préparent, tous les chemins déjà mènent à la décoration. Réjouissons-nous! On s'est réjoui dans la presse au moins autant qu'il convenait. Il n'est plus permis à personne d'ignorer la grande œuvre novatrice, audacieuse et sage d'Antoine, directeur du théâtre du même nom (ancien Menus-Plaisirs), et comment elle ne peut être négligée dans l'histoire de ces vingt dernières années. Au reste, cette décoration est avantageuse à la Légion d'honneur elle-même. M. Leygues, par un de ces coups heureux auxquels il n'est point habitué, a restauré soudain le prestige d'un Ordre compromis par un certain nombre de petites aventures bien amusantes

pour qui peut se flatter d'en avoir pénétré les détails. Donc, à André Antoine, merci! M. Bergerat qui sait presque toujours ce qu'il dit et qui l'exprime avec une sincérité piquante, a jugé l'occasion favorable pour comparer Antoine à Napoléon. Il a bien fait. De telles comparaisons nous enorgueillissent sur nous-mêmes et sur notre époque. Tous les plumitifs ont composé leur dithyrambe. Je pense aussi que M. Descaves a composé le sien : ces sortes d'articles sont une de ses spécialités.

* * *

Donc Antoine est décoré. Mais Sarah Bernhardt ne fut pas décorée. Lequel de ces deux événements a la plus grande importance sociale? En vérité, je me le demande.

On avait dit : le poète départemental qui dirige l'instruction publique, ne sachant qui choisir de Bartet ou de Bernhardt, décorera Bartet pendant que Sarah parcourt le Far-West. On avait dit cela complaisamment dans de petits échos, filets et entrefilets qui peu à peu étaient devenus grands comme le sujet qui les inspirait. On avait dit cela et personne n'avait exprimé sa surprise de ce que le diplomate de Villeneuve-sur-Lot eût pû imaginer un tour aussi grossier. Cela semblait, au contraire, une bien plaisante malice et bien délicate de l'homme d'esprit de la Gascogne. Mais puisque M. Leygues n'eut pas cette malice et dédaigna de jouer un tel tour, je le veux louer de son abstention et signaler, en outre, la bassesse de ceux qui s'étaient complu à croire qu'un petit homme d'État pouvait bien nourrir un aussi piètre dessein.

Donc M. Leygues n'a pas décoré Mme Bartet. Je le regrette pour M. Leygues. Cette décoration eût été infiniment agréable à tous ceux mêmes qui ne connaissent point Mme Bartet et ne prétendent point à la connaître. D'abord cette décoration eût été un très juste hommage au très rare talent artistique de Mme Bartet. Il est vrai que le talent artistique est aujourd'hui la chose la moins importante du monde chez un comédien. Mais surtout cette décoration eût mis en relief la discrétion de Mme Bartet, l'exceptionnelle élégance de son exceptionnelle discrétion. Alors on eût loué son charme et sa grâce en deux mots; on eût vanté en deux lignes « cette femme exquise doublée d'une comédienne également exquise ». Et c'eût été tout. M. Leygues estima que de telles épithètes ne pouvaient que détourner l'univers de penser à M. Leygues. Et M. Leygues n'a pas décoré Mme Bartet.

Il n'a pas décoré non plus Mme Bernhardt. Il a eu tort une fois de plus. Dans notre monde de charlatans, il eût récompensé par cette décoration le charlatanisme en ce qu'il a de plus aimable et de plus acceptable, ingénu en ses excès, touchant par ses monstruosités et qui désarme par je ne sais quelle grâce violente et tumultueuse. Il eût glorifié la longue persévérance du travail de cette femme, évidemment admirable, qui, pour paraître encore femme, vraiment femme, a bien compris qu'elle ne pouvait plus jouer que les travestis. Il eût donné — tardivement — la récompense simplement due à une illustre fonctionnaire de l'art qui, au rebours des autres fonctionnaires, est trop courageuse pour croire que l'heure de la retraite puisse jamais sonner pour elle. Étant donnée la gloire mondiale de Sarah Bernhardt, c'eût été accomplir un acte historique que de la décorer. M. Leygues ne la décora point, probablement parce qu'il jugeait qu'il ne lui appartenait, en aucune façon, à lui, d'accomplir des actes historiques.

* * *

Mais que Sarah Bernhardt soit décorée ou qu'elle ne le soit pas, son importance sociale est aussi prépondérante parmi nous. Et qu'elle parte en Amérique, ou bien qu'elle reste en France, son importance demeure identique. Elle est partie, partie avec Coquelin aîné. Leur départ fut le plus considérable événement de la fin du XIXe siècle. Relisez les journaux; relisez-les. La presse en disserta pendant trois mois. Ils partirent et la patrie en larmes les accompagna jusqu'au paquebot du Havre et, si j'ose dire, leur fit avec son mouchoir, leur fit le plus longtemps possible des gestes de regret, d'amour et d'idolâtrie, gestes d'adieu, mais gestes d'espérance. Ils partirent pour accomplir le devoir patriotique de porter le renom de la France dans le fouillis de races qui composent l'Amérique. Ils partirent et Sarah garda le silence. Mais Coquelin aîné, Coquelin à qui plusieurs personnes prêtent encore un talent remarquable, Coquelin, malgré le roulis et malgré le tangage, conserva tout son orgueil immobile, — immobile et grand comme les deux mondes. Il écrivit son journal. Le *New York Herald* l'accueillit. Et grâce à Dieu et à une forte publicité, on ne nous le laissa point ignorer.

Coquelin pouvait aborder glorieux aux rives américaines, il laissait aux rivages français l'impérissable souvenir de grands actes. Ce ne sera pas le moindre sujet d'ahurissement pour les futurs moralistes sociaux que d'avoir à constater que, dans le cours de l'hiver de l'an 1900, les entreprises les plus notables et les plus fructueuses de charité auront été effectuées par des comédiens. Gloire aux comédiens charitables! Ils honorent notre génération qu'ils dominent. Il sera d'ailleurs beaucoup pardonné à Coquelin aîné parce qu'il a fait réussir la loterie des artistes dramatiques. Pour cela, il agit grandement, noblement, avec sa majesté souveraine. Puis il abandonna, en présence de l'univers appelé en témoi-

gnage, il abandonna à son frère Coquelin Cadet le soin de continuer sa tâche honorable et grandiose. Et Coquelin Cadet continue selon ses moyens. Pour susciter la charité qui se lasse, il va partout, se déguisant en écuyer, se déguisant en clown; il se déguise alors moins qu'il ne pense. Il a même écrit, dans un but charitable, un article de journal absolument effarant et dont je ne dirai rien autre... dans un but charitable. Écrire, c'était pour lui une autre façon de se déguiser en clown. Coquelin cadet a toujours fait rire. Ah! qu'on souscrive vite pour ces derniers billets de loterie; qu'on souscrive! L'œuvre est des plus estimables, et, monopolisée par les comédiens, la charité devient, hélas! trop grimaçante.

Elle grimace, dis-je, mais elle minaude aussi. Mme Réjane sollicite la charité avec les mièvreries innocentes d'une toute jeune femme adulée. Mièvreries précieuses et sentimentales, productives minauderies! O la gracieuse pensée de commémorer la « date heureuse » par des charités, et avec quel tact naturel Mme Réjane sut entourer, orner cette pensée délicate par d'adorables gestes appropriés! — Pour moi, je ne pense pas qu'il existe une preuve plus péremptoire de l'importance sociale du comédien que cette puissance charitable manifestée cet hiver avec tant d'éclat.

Ce comédien est roi; il est même roi des élégances. Eh oui! c'est le bon gros Guitry qui, cet hiver, personnifie la distinction parisienne. — Non, laissez-moi rire! — Eh! mon Dieu! riez si vous voulez; mais, en vérité, il n'y a pas de quoi rire! Je vous dis ce qu'on m'a dit comme partout on me l'a dit. Guitry a, cet hiver, le fameux sceptre de la mode. Il est l'arbitre de toutes les élégances, du vêtement, du langage, etc. Oui certes, Guitry, ce grand garçon engraissé a, au plus haut point, l'horreur du vulgaire. Il a des délicatesses et des raffinements, et des dédains, ma chère, si tu savais!... des dédains et des raffinements, et des délicatesses! Et puis, il est en toutes choses si distingué! Mais oui, mais oui, c'est lui le roi des élégances, Guitry, le bon comédien, Guitry large encolure, carrure épaisse, poli et massif, et bedonnant déjà, Guitry qui bredouille un peu et mange ses mots : sa place, d'ailleurs, est marquée depuis longtemps à la Comédie-Française...

Donc, le comédien règne en tout, partout. Faut-il conclure? A quoi bon? Comme dit l'autre, les faits parlent d'eux-mêmes assez éloquemment. Mais je pense que la prépondérance sociale du comédien prouve la décomposition de notre société, et cette prépondérance et cette décomposition sont accélérées, aggravées par ce monde interlope qui prétend diriger par les journaux l'opinion littéraire, théâtrale, morale, sociale, etc.

J. Ernest-Charles.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Florence et la Toscane, par E. Müntz (Hachette.)

Cette édition nouvelle met au point l'ouvrage avantageusement connu de M. Müntz. *Florence et la Toscane* est un de ses meilleurs livres, un des plus riches et des plus amusants. Il n'a point un caractère trop dogmatique et le plan n'en est pas celui d'un traité d'histoire de l'art; il se présente gracieusement comme une sorte d'itinéraire, à travers villes et villages, à la recherche de la beauté. Pise, Lucques et Sienne, et Florence et Fiesole en sont les principales étapes; aux descriptions de monuments ou de tableaux se joignent des paysages, des souvenirs historiques, des scènes de mœurs. Tout cela, très précis et très pittoresque, donne bien l'impression de la vie, et les œuvres d'art ainsi commentées prennent toute leur valeur, expriment pleinement le rêve idéal qui les a suscitées. Le présent se mêle au passé, l'explique, est expliqué par lui de la manière la plus émouvante. Un grand nombre d'illustrations soignées embellissent encore cette luxueuse publication.

La Fraude, par Maurice Montégut (Ollendorff).

A travers ce roman singulier se déroulent deux intrigues très distinctes l'une de l'autre et qui finalement aboutissent au mariage de deux jeunes gens dont chacun est le produit desdites intrigues séparées. Mathieu, petit, chétif et bilieux, aime Claire, femme de Claude Armet, géant blond. Il laisse mourir Claude dans une circonstance où il lui eût été facile de le secourir, et épouse Claire. De cette union naît un enfant qui, par un phénomène appelé médicalement télégonie, ressemble d'une manière frappante au premier mari de Claire. Mathieu hait ce fils... Hartevel est un riche négociant de la même petite ville de province. Il possède une femme charmante, mais il s'éprend follement de sa belle-sœur Sarah, une aventurière éhontée. Une fille leur naît que Sarah ne tarde pas à abandonner. La petite Béatrix est élevée avec amour dans la famille des Hartevel, mais son être semble meurtri par la souffrance qu'elle sent accumulée autour d'elle. Et quand, devenue jeune fille, elle se trouve, après la mort de tous les Hartevel, à la tête d'une grande fortune, son odieuse mère reparaît. Béatrix la chasse, mais elle-même se sent terrassée par toute cette honte. Cependant un autre être est là, plus malheureux qu'elle, Olivier, le fils de Claire et de Mathieu; celui-ci, qu'affole ce vivant rappel du crime commis naguère, l'a chassé. Les jeunes gens s'aiment, ils s'épousent... Toute la première partie de ce livre est puissante et belle. Le personnage de Mathieu, très

vivant, intéresse par sa complexité, sa faiblesse intelligente. Puis la psychologie s'embrouille de plus en plus. Ensuite, elle devient élémentaire; les faits s'accumulent, rapides, insignifiants, et cela tourne au roman-feuilleton.

Le Dix-Neuvième Siècle (Hachette).

Ce beau livre, un peu frivole, un peu superficiel, est d'une lecture très agréable. Ce n'est pas une histoire de notre siècle, ni non plus un jugement philosophique sur notre temps, mais seulement un recueil, fait avec goût, d'anecdotes, de documents divers sur les mœurs, les arts, les idées de ces cent dernières années. Des grands hommes innombrables y défilent, plus ou moins authentiques mais notoires, depuis Napoléon Ier jusqu'à M. Félix Faure, et des écrivains, et des musiciens, et des peintres, et des politiciens, et de sages législateurs, et des fantoches, et des moralistes renfrognés, et d'autres aimables, et des gens du monde, et des belles dames, en veux-tu, en voilà! Un peu falots déjà, ces grands hommes d'hier et d'avant-hier... C'est très amusant, varié, mêlé, — un peu triste aussi. Cela ressemble, si je ne me trompe, à quelque liquidation d'une personne un peu futile, naguère dans le train et qui a connu beaucoup de monde; elle posséda des tableaux de maîtres et des bibelots en toc, et tout cela se démode légèrement, et fait un drôle d'effet, ainsi rassemblé pour la dernière fois, après déconfiture... On liquide — le dix-neuvième siècle!

André Beaunier.

Memento. — Encore quelques livres d'étrennes : *Droit d'aînesse*, par Arthur Dourliac, illustrations de Rod. Vacha (Delagrave). — *Un Phénomène*, par J. B. Jeanroy; — et *Musique et Musiciens*, par H. Heinecke (Hachette).

Chez Perrin, *Newman, sa vie et ses Œuvres*, par Lucie Félix-Faure. — *Bédouin*, roman, par François de Guy. — Chez Plon, *Vers Fachoda* (mission Bonchamps, à la rencontre de la mission Marchand, à travers l'Ethiopie), par Charles Michel, avec une carte et des gravures d'après les photographies de l'auteur et des dessins de Maurice Potter. — Chez Fischbacher, *Michel de l'Hôpital et la Liberté de conscience au XVIe siècle*, par Henri Amphoux.

NOTES POLITIQUES

Mardi 25 décembre.

Quand un parti, représenté au sein du Parlement, a épuisé tous les moyens que lui fournit le règlement pour faire prédominer son point de vue ou s'opposer au vote d'une loi qu'il juge néfaste ou prématurée, il lui reste la ressource de l'*obstruction*.

C'est un procédé qui, s'il n'est pas prévu au règlement des Chambres, n'est pas, à proprement parler, illégal, puisqu'il est formé d'un ensemble d'actes légaux. Faire de l'obstruction, c'est employer toutes les ressources du règlement à retarder indéfiniment l'instant de procéder à un vote définitif. L'extrême gauche fut très experte en l'art de l'obstruction. Mais depuis qu'elle fait partie de la majorité gouvernementale, elle a d'autres moyens d'influencer la législation, et c'est la droite qui se voit contrainte d'y recourir. Celle-ci est encore inexpérimentée, mais elle a trouvé parmi les nationalistes quelques habiles tacticiens parlementaires qui feront son éducation, à la condition qu'elle soit docile et cohérente. Elle a perdu la partie, mardi dernier, mais peut espérer une revanche au moment où l'on discutera le projet de loi sur les associations.

Quand la droite a fait sa première tentative d'obstruction, c'est la loi sur l'amnistie qui se trouvait être en discussion. On sait que le gouvernement comptait sur cette loi pour mettre fin à l'agitation dreyfusiste, mais les nationalistes souhaitaient au contraire faire échec à une loi qui contrecarrait leurs desseins. Mardi, à 7 heures, l'amendement Vazeilles, qui remettait tout en question, avait été repoussé; on avait voté aussi l'article 1er du projet gouvernemental; il ne restait plus qu'à discuter et à voter les deux articles suivants, ce qui pouvait se faire en une heure; les nationalistes et la droite comprirent que la loi allait être votée, et ils réclamèrent le renvoi de la discussion au jeudi suivant, ce qui leur permettrait de susciter de nouveaux amendements et d'intervenir à la tribune pour y produire un coup de théâtre analogue à celui de la veille, lorsque M. Lasies avait argué de faux la dépêche Panizzardi.

Mais la gauche, conquise aux vues gouvernementales, insista pour que la discussion fût continuée. Le président se disposait à consulter l'assemblée, lorsqu'il y eut, venant de droite, une demande de scrutin. L'obstruction commençait.

Ici une parenthèse est nécessaire, car nos lecteurs ne sont pas tous au fait des modes de *votation* en usage au Palais-Bourbon.

Il y a d'abord le vote *à mains levées*. C'est le mode qui est employé couramment. Lorsqu'il y a doute sur le sens du vote émis ainsi, lorsque le bureau de la Chambre, composé du président et de six secrétaires, n'est pas unanime à déterminer de quel côté se trouve la majorité, le président ordonne une épreuve *par assis et levés*. Si cette nouvelle épreuve est encore douteuse, on procède au vote par scrutin public.

Dans ce cas, chaque député dépose dans l'urne que lui présente un huissier, ou fait déposer par un collègue, un bulletin à son nom, de couleur bleue ou blanche, suivant qu'il vote pour ou contre le texte qui lui est proposé. C'est le mode de votation le plus fréquemment employé, car il figure, le lendemain, à l'*Officiel* et oblige ainsi les députés à ne point méconnaître les intérêts qu'ils représentent. Pour qu'il y ait scrutin public, il faut que cela soit demandé par quarante députés. Dans la pratique, les chefs de groupes possèdent un certain nombre de *demandes de scrutin* signées qu'ils remplissent eux-mêmes.

Les deux autres formes de scrutin, — *scrutin public à*

la tribune et *scrutin public par appel nominal*, — sont d'un usage peu fréquent : le premier permet de constater que les députés ne sont pas en nombre pour légiférer, *que le* quorum *n'est pas atteint*, ou bien encore facilite à une minorité un vote de surprise, lorsque la majorité réelle est insuffisamment représentée dans l'hémicycle, car dans ce cas, *le vote par procuration* n'est pas admis. Quant au *scrutin public par appel nominal*, on va voir dans quelles circonstances il est employé.

J'ai dit que mardi dernier, voulant faire obstacle à la loi d'amnistie, quarante députés de droite déposèrent à 7 heures une demande de scrutin pour faire statuer la Chambre sur la continuation du débat. Le vote conclut dans ce sens, et cela permet à M. Ernest Roche, socialiste nationaliste, de protester avec une intempérance égale à son éloquence contre une amnistie qui ne comprend ni Déroulède ni Jules Guérin. Quand il a terminé son discours, des voix de droite réclament à nouveau la remise de la discussion au jeudi. Mais le gauche proteste. Nouvelle demande de scrutin destinée à gagner du temps. Le président croit déjouer la manœuvre en faisant l'appel des signataires. Or ils sont présents. Et au moment où il s'est assuré du fait, arrive à son bureau une demande de scrutin public *par appel nominal*.

Il est 8 h. 10 ; et il faut une heure pour procéder à cette épreuve : l'urne est placée sur la tribune, comme pour le *scrutin à la tribune*, mais chaque député est appelé par un huissier, et au lieu de se servir d'un des bulletins que contient sa boîte, il en reçoit deux d'un secrétaire ; il en met un dans l'urne, sous les yeux de l'huissier, qui coche en même temps son nom sur sa liste, et remet celui dont il ne s'est pas servi à un autre secrétaire, qui le recueille dans une corbeille. On a compris que cette épreuve est destinée à empêcher un député de voter pour un ou plusieurs de ses collègues, ce qui est encore possible, par fraude, dans le *scrutin à la tribune* sans appel nominal.

Le soir qui nous occupe, ce scrutin se termina exactement à 9 h. 10. On entendit ensuite M. Charles Bernard réclamer le bénéfice de l'amnistie pour « les députés compromis dans les affaires de Panama ». Cette plaisanterie, qui pour être spirituelle aurait dû être dite avec un talent dont l'orateur se trouve malheureusement dépourvu, n'eut pas d'autre effet que de prolonger encore inutilement le débat. Or il se compliqua encore d'un scrutin public, et la discussion allait recommencer lorsque la droite réclamant encore la clôture, la gauche lui répondit en demandant que la séance fut levée pour être reprise dans un quart d'heure. Très bien, répondit-on à droite, mais alors nous déposons une demande d'*appel nominal*.

A 10 h. 1/2, la Chambre reprenait ses travaux, et l'on se disposait à voter à mains levées sur le premier paragraphe de l'article 2, lorsqu'une demande de scrutin *à la tribune* parvint au bureau. M. Paul Deschanel ébauche un mouvement d'humeur. L'épreuve dure un quart d'heure et aboutit à cette constatation qu'elle était nulle pour « insuffisance de *quorum* ».

La droite croyait avoir triomphé. Elle se trompait. Le règlement prévoit bien, en effet, que dans ce cas la séance doit être levée pour que l'épreuve soit reprise au début de la suivante. Alors que fit la gauche ? Elle demanda à la Chambre de décider qu'une nouvelle séance aurait lieu dans cinq minutes.

Et c'est ce qui eut lieu. On perdit encore du temps à voter à la tribune sur cette proposition de la gauche, mais lorsque la nouvelle séance eut été ouverte, à 11 h. 1/4, et que le secrétaire eut fait, selon l'usage, le simulacre d'une lecture de procès-verbal de la dernière, on comprit qu'il y avait quelque chose de changé.

Et il y avait simplement que M. Pourquery de Boisserin, le rapporteur de la loi, venait d'accepter, au nom de la commission, un amendement tendant à exclure les congrégations non autorisées, et par conséquent les Assomptionnistes récemment condamnés, du bénéfice de l'amnistie.

— « Voilà donc l'apaisement ! » s'écria M. Savary de Beauregard.

— « C'est de la férocité ! » dit M. le marquis d'Estourbeillon.

— « C'est la réponse à votre obstruction systématique », répliqua le rapporteur.

L'amendement fut voté par la Chambre, et la droite, craignant d'autres représailles de la majorité républicaine, mit un terme à son obstruction. On put donc voter, à mains levées ou au scrutin public, les deux derniers articles de la loi, dont l'ensemble fut adopté à 2 heures du matin. M. Lasies fit remarquer que la Chambre avait décidé de ne pas tenir de séance le mercredi.

P.

Memento. — *Chambre des députés*, jeudi 20 décembre. — Budget de la Marine.

Vendredi 21. — Première séance : budget de la Marine et des Postes et Télégraphes. M. Caillaux dépose un projet de loi portant ouverture d'un douzième provisoire.

Deuxième séance : *a*) La Chambre refuse de discuter les interpellations de M. Charles Bernard sur la décoration accordée à M. Gaston Moch par le ministre du Commerce et celle de M. Lasies sur l'incarcération du commandant Cuignet.

Lundi 24. — Budget des Postes et Télégraphes et de la Guerre.

Sénat. — *Lundi.* — Discussion sur l'amnistie. Le projet du gouvernement est adopté intégralement. Les Assomptionnistes ne bénéficieront pas de la loi. Ils le doivent à leurs défenseurs de la Chambre.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Belgique. — Les lecteurs français qu'intéresseraient la complexe question et le spectacle entre tous amusant d'une élection présidentielle aux États-Unis en trouveront à la fois une pittoresque narration et un clair exposé dans le numéro de décembre de la *Revue Générale*.

« On se souvient encore, écrit M. Alfred Nérincx dans la grande revue belge, de l'intérêt qu'éveilla de ce côté-ci de l'Atlantique la première campagne présidentielle de

Bryan contre Mac Kinley, l'une des plus ardentes que l'on ait vues en Amérique. Pour la résumer en quelques mots, ce fut la lutte des consommateurs contre les producteurs, des agriculteurs contre les industriels, des débiteurs contre les créanciers, de l'argent contre l'or. Il s'agissait de savoir si les États-Unis persisteraient dans une politique protectionniste favorable aux industriels, mais onéreuse pour leurs clients, s'ils conserveraient le monométallisme-or avantageux pour les banquiers, mais funeste aux producteurs d'argent et (on le croyait du moins) aux emprunteurs.

« Le parti des industriels et des banquiers, des protectionnistes et des *goldbugs* l'emporta : le peuple américain fut « crucifié sur une croix d'or... » et il ne s'en porte pas plus mal, au contraire. La sécurité du remboursement n'est pas moins profitable à l'emprunteur qu'au capitaliste. C'est ce qu'avaient compris beaucoup de démocrates qui ne se laissèrent pas aveugler par la rhétorique flamboyante de Bryan : ils votèrent pour Mac Kinley ou ils s'abstinrent.

. . . .

« L'enjeu du tournoi est resté le même. Les politiciens qui mènent la campagne se battent pour la possession du pouvoir politique et de ses avantages, *thee good things of office*, rien de plus. Les troupes qui composent les deux partis combattent pour leurs intérêts, non pas pour des principes.

« Les partis américains sont d'accord sur les principes politiques, au sens où nous entendons ces mots. Ce qu'ils appellent ainsi, c'est tout simplement leurs intérêts économiques. Voilà pourquoi, tout en changeant de terrain, la campagne de 1900, comme celle de 1896, a été la lutte des industriels et des banquiers, qui cherchent de nouveaux marchés et de meilleurs placements, qui sont riches et partant ne redoutent pas un accroissement des charges publiques ni l'augmentation de l'impôt qui en est la conséquence, contre ceux qu'une extension territoriale laisse indifférents parce qu'ils pensent n'en retirer aucun profit, ou qu'elle effraye précisément à cause de l'aggravation des charges militaires et fiscales qui retomberont lourdement sur eux. En un mot, c'est l'*Impérialisme* qui a fait l'objet de la lutte. Sans doute, Bryan a gardé trois cordes à son arc, ou, pour parler le langage de la politique américaine, il a mis « trois planches à sa plate-forme ». Son programme ne parle plus de libre-échange, mais il réclame encore, comme en 1896, la frappe libre et illimitée de la monnaie d'argent.

. . . .

« Le deuxième article du programme démocratique dénonce à la vindicte des électeurs l'organisation des *trusts*. D'après une estimation récente, les financiers qui se sont syndiqués pour l'exploitation des monopoles les plus divers : pétrole, aciers, chemins de fer, cuivre, sucre, tabac, plomb, soieries, bière, glace artificielle, etc., etc., disposeraient actuellement aux États-Unis de capitaux s'élevant à la somme fantastique de 50 milliards de francs !

. . . .

« La troisième « planche de la plate-forme » de Bryan est l'article le plus sérieux de son programme ; c'est l'élément nouveau et, cette fois, le terrain fondamental de la lutte entre les deux partis, l'anti-impérialisme, avec tout ce qui s'y rattache : indépendance de Cuba, abandon de la conquête des Philippines, intervention en faveur des Boers afin de créer des difficultés à l'Angleterre.

. . . .

« Il est difficile pour un Européen, continue M. Nerincx, de se représenter l'aspect d'une campagne présidentielle aux États-Unis. L'importance des intérêts engagés de part et d'autre, l'immensité du corps électoral dans ce vaste pays de 80 millions d'habitants, la vivacité des partis, l'ardeur et l'ingéniosité de leur propagande donnent à ces élections une allure qui dépasse tellement ce que nous sommes accoutumés de voir chez nous, qu'à moins d'y avoir assisté, on est excusable de taxer d'exagération les récits que nous en donnent ceux qui ont été mêlés à ces luttes véritablement homériques. La passion qui s'empare des Américains à ce moment est si intense que pendant une période qui varie de trois à six mois avant le scrutin, selon les circonstances, ils abandonnent plus ou moins leurs occupations ordinaires pour se jeter à corps perdu dans la campagne électorale, en sorte que tous les quatre ans, les affaires du peuple le plus affairé de la terre subissent un véritable arrêt de longue durée.

« En d'autres temps, au Palais, à la Bourse, au restaurant, au club, en chemin de fer et jusqu'en tramway, les Américains parlent de finances, donnent des ordres et font des marchés. Pendant la campagne présidentielle on n'entend plus que *Politics* d'un bout à l'autre de l'Union, et bien rares sont les personnes qui n'arborent pas en broche ou à la boutonnière une petite médaille de celluloïde portant les traits de leur candidat favori ou quelque brève et pittoresque devise de son parti.

. . . .

« Chose curieuse, dans ce déploiement d'activités rivales, l'ardeur de la lutte n'emporte presque jamais les Américains aux excès que l'on déplore trop souvent en Europe. Jamais ils ne se battent ; si deux cortèges rivaux se croisent, ils s'interpelleront peut-être plaisamment, mais ils n'en viendront pas aux mains et n'échangeront pas d'injures. La grossièreté, les attaques personnelles ne sont jamais accueillies avec faveur par les auditoires yankees. Il arrive souvent qu'une ville n'offre pas de local assez vaste pour les réunions électorales : on a vu dans ce cas les comités des deux partis s'entendre pour en construire un à frais communs et s'en servir à tour de rôle ; après les élections on l'abat, on vend les matériaux, et les comités se partagent amiablement le prix qu'on en a pu faire. »

G. Croisy.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Juillet au 31 Décembre 1900.

TABLE DES AUTEURS

Du 1er Juillet au 31 Décembre 1900.

TABLE DU MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Paris. — Chamerot et Renouard (Imp. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 40203. *Le Directeur-gérant :* HENRY FERRARI.

La fin de la semaine dernière a été marquée par une vive reprise des rentes françaises. Le 3 p. 100 a été porté de 101 le mercredi 19 décembre à 101,32 le samedi 22. En même temps le 3 1/2 s'est élevé de 102,65 à 102,90. Une avance parallèle s'est produite au comptant.

Pas de mouvements appréciables sur les titres des établissements de crédit. Légère amélioration dans le groupe des Chemins français, le Nord s'établit, de nouveau, à 2 300.

Les valeurs de traction ont accusé une tendance très ferme. La plupart ont acquis dans ces quatre bourses une plus-value sensible. L'Est Parisien a passé de 415 à 420, les Tramways Sud gagnent 3 francs à 343, la Thomson-Houston a progressé de 1 250 à 1 260, la Traction de 154 à 156.

L'action du Métropolitain est en hausse de 17 francs à 588. Le succès de l'entreprise s'affirme de plus en plus, et l'augmentation du capital sera décidée par l'assemblée générale des actionnaires, en janvier, sous les auspices les plus favorables.

***

Le Suez a monté de 3 585 à 3 612, les Sels gemmes ont repris de 845 à 885. Le Rio-Tinto a gagné 20 francs à 1 425, la Sosnowice bénéficie d'une reprise de 130 francs, passant de 2 495 à 2 625.

Le Gaz s'est tenu à 1 130. Le préfet de la Seine a rejeté le projet de traité où avaient abouti six mois de négociations entre la ville et la Compagnie. La première commission du Conseil municipal, à laquelle avait été confiée la question du gaz a proposé au Conseil de déclarer rompus, définitivement, tous pourparlers avec la Compagnie, sur quoi un groupe de conseillers municipaux a présenté à titre de contre-projet, une proposition d'entente fondée en grande partie sur les stipulations du traité abandonné par l'administration.

La question sera discutée prochainement dans le Conseil. Il paraît très dur à un grand nombre de conseillers de condamner par intransigeance la population parisienne à la continuation du paiement jusqu'en 1906 du mètre cube de gaz à 0 fr. 30, alors qu'une entente, très aisément réalisable avec la Compagnie, pourrait abaisser immédiatement ce prix à 0 fr. 20.

***

Les fonds étrangers ont été assez fermes, l'Extérieure a même monté de quelques centimes.

On retrouve aux mêmes prix les Brésiliens, les Ottomans, les Russes et l'Italien.

Les 4 p. 100 Argentins ont continué leur mouvement de progression. Ils ont été portés, celui de 1896, de 63,25 à 64 francs, celui de 1900, de 61,50 à 62,50. Il y a quelques semaines, ces fonds étaient complètement négligés à 60 et 57,50. Le public n'avait pas suivi le progrès si remarquable que les deux dernières années ont apporté dans la situation des finances argentines.

Le 5 p. 100 1886 Argentin (obligation de 500 francs) vaut maintenant 482 francs, le 6 p. 100 1891 (emprunt *funding* ou de consolidation) est à peu près au même cours, 485 ou 490 francs.

Les deux titres ont les mêmes garanties et sont remboursables dans les mêmes délais. Qu'ils soient aux mêmes cours, alors que l'un rapporte 25 francs et l'autre 30, est une anomalie dont d'intelligents arbitrages auront sans doute raison dans un temps plus ou moins long.

***

Les valeurs sud-africaines ont naturellement baissé sur la gravité des informations transmises du Cap. Les Boers ont envahi le nord de la colonie. Ils menacent les communications de l'armée anglaise, et un soulèvement des Afrikanders semble imminent.

Le recul des cours serait bien autrement important si les grandes maisons de Londres qui se sont rendues absolument maîtresses du marché des mines d'or, n'empêchaient le mouvement de dépréciation de dépasser les faibles limites où il est contenu jusqu'à présent. Il n'est plus possible de prévoir à quelle époque pourra être reprise l'exploitation des mines du Rand.

CHEMINS DE FER D'ORLÉA...

La Compagnie d'Orléans a l'honneur ... le public qu'elle vient d'autoriser, pour ... de Paris, les ouvriers et employés de... porteurs de cartes d'abonnement heb... utiliser les trains suivants :

Ligne de Paris à Orléans : tous les t... bus partant de Paris entre le train 2... train inclus et le train 243 (8 h 26 soir) inclus.

Ligne de Paris à Sceaux et à Limours : trains partant de Paris entre le train 1... matin) et le train 117 (9 h 2 soir), ce... inclus.

REVUE BLEUE

Les numéros antérieurs au ... 1899 sont vendus 1 franc.

Paris. — Imp. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 40263